CONSEIL MUNICIPAL PUBLIC

mercredi 20 novembre 2019 à 15h00

PROCES VERBAL

LES RAPPORTS

LA SEANCE EST OUVERTE à 15h00 SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR NICOLAS FLORIAN MAIRE DE BORDEAUX 1

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE 3

Monsieur le Maire 5

D-2019/441 6
Projet de mandature 2014-2020 : Bordeaux, ville fraternelle, métropole européenne. Actualisation.

D-2019/442 65
Présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable 2018 - 2019

D-2019/443 143
Rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2020.

D-2019/444 203
Exercice 2019. Décision modificative n° 3

DELEGATION DE Monsieur Fabien ROBERT 307

D-2019/445 308
Bordeaux Fête le Fleuve 2019. Convention de partenariat entre la Ville de Bordeaux et l'Office du Tourisme et des Congrès de Bordeaux Métropole. Décision Modificative. Décision. Autorisation

D-2019/446 **321**
Opération d'intérêt métropolitain Bordeaux Inno Campus - Contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) - Décision - Autorisation

D-2019/447 **379**
Cession à la société CARDINAL AMENAGEMENT d'une parcelle de terrain située rue Charles Chaigneau. Décision. Autorisation.

D-2019/448 **385**
BORDEAUX. Avenue de Laroque. Déclassement rétroactif du domaine public. Parcelles TB 18 et TB 56. Décision. Autorisation

D-2019/449 **389**
BORDEAUX. Angle des rues Saint Vincent de Paul et Saget. Cession d'un local à usage de bureaux (lot 76) et de deux places de parking (lots 123 et 124), situés dans un immeuble en copropriété dénommé « Saint-Jean îlot 1 », cadastrés DK106 et DK287. Décision. Autorisation.

D-2019/450 **392**
Remise gracieuse de loyers. Association « Maison des sourds de la Gironde ». Décision. Autorisation.

D-2019/451 **393**
Constitution d'un groupement de commandes permanent dédié à l'achat de mobilier de bureaux et de mobilier d'atelier- Convention constitutive - autorisation de signature

C-2019/4 **402**
Communication sur le projet de travaux du musée des arts décoratifs et du design et la désignation du maître d'œuvre

D-2019/452 **404**
Attribution de subventions en faveur de la culture. Aide à la Création. Fonds d'Aide à l'Innovation et autres subventions. Autorisation. Signature

D-2019/453 **409**
Avenant à la convention de mécénat entre SECM et la Ville de Bordeaux, dans le cadre de la naturalisation d'un rhinocéros au Muséum de Bordeaux et dans le cadre de la restauration des dessins du Grand-Théâtre aux Archives Bordeaux Métropole.

D-2019/454 **416**
Base sous-marine. Subvention de l'Institut Français. Préfiguration de la Saison Africa 2020. Autorisation. Convention. Signature.

D-2019/455 **428**
Conservatoire de Bordeaux Jacques Thibaud. Convention de mécénat en nature avec le Fonds de dotation CIR. Autorisation. Signature.

D-2019/456 **446**
Musée d'Aquitaine. Partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'exposition Surf. Convention. Autorisation. Signature.

D-2019/457 **451**
CAPC musée d'art contemporain. Exposition consacrée à l'artiste Lubaina Himid. Subvention de Fluxus Art Projects. Autorisation. Signature.

D-2019/458 **454**
CAPC musée d'art contemporain. Itinérance de l'exposition consacrée à l'artiste Irma Blank. Autorisation. Convention. Signature.

D-2019/459 **461**
CAPC musée d'art contemporain. Subvention de l'Association des Amis du CAPC. Convention. Autorisation. Signature.

D-2019/460 **466**
CAPC musée d'art contemporain. Mécénat de la société Abatilles Sainte Anne. Convention. Autorisation. Signature.

D-2019/461 **487**
Bibliothèque de Bordeaux. Conventions de Partenariat avec la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou et le magazine Télérama pour l'organisation d'une manifestation intitulée « Samedi Séries ». Autorisation. Signature.

D-2019/462 **501**
Bibliothèque de Bordeaux. Vente d'objets promotionnels. Nouveaux tarifs. Actualisation des tarifs. Autorisation.

D-2019/463 **506**
Bibliothèque de Bordeaux. Restauration de documents patrimoniaux. Demande de subvention à l'Etat. Autorisation. Signature.

DELEGATION DE Madame Alexandra SIARRI **508**

D-2019/464 **509**
Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale financement de projets pour l'année 2019. Autorisation. Décision. Signature

D-2019/465 **512**
Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale Financement de projets prévention médiation axe 5. Autorisation. Décision. Signature

D-2019/466 **517**
Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale financement du projet douches mobiles. Autorisation. Décision. Signature

D-2019/467 **522**
Aide à la création de structures de logements spécifiques. Résidence accueil de 25 logements réalisés par la SA d'HLM MESOLIA et située rue du Docteur Timothée PIECHAUD à Bordeaux. Demande de subvention. Autorisation.

D-2019/468 **529**
Logements Locatifs Aidés - Opération neuve réalisée par la SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL. Programme de 21 logements 149 cours du Médoc à Bordeaux. Demande de subvention. Autorisation.

DELEGATION DE Madame Anne WALRYCK **532**

D-2019/469 **533**
Démarche zéro plastique à usage unique : validation du plan d'action. Autorisation

D-2019/470 **543**
Adhésion au Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes. Autorisation. Signature

DELEGATION DE Monsieur Jean-Louis DAVID **555**

D-2019/471 **556**
Fonds d'Intervention Local 2019. Affectation de subventions.

D-2019/472 **562**
Convention sur les modalités de reversement des produits de forfaits de post-stationnement entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole au titre de l'année 2018

D-2019/473 **574**
GERTRUDE . Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales . Rapport 2019.Exercice 2018 . Information

D-2019/474 **618**
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Bordeaux Centre - Subvention d'équipements

D-2019/475 **619**
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Bordeaux Maritime - Subvention d'équipements

D-2019/476 **620**
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Bordeaux Sud - Subvention d'équipements

D-2019/477 **621**
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Caudéran - Subvention d'équipements

D-2019/478 622
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Chartrons / Grand Parc / Jardin Public - Subvention d'équipements

D-2019/479 624
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier La Bastide - Subvention d'équipements

D-2019/480 625
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Saint Augustin / Tauzin / Alphonse Dupeux - Subvention d'équipements

DELEGATION DE Madame Maribel BERNARD 626

D-2019/481 627
Soutien au développement du commerce, de l'artisanat et des services de la Ville de Bordeaux. Illuminations et décorations de fin d'année 2019. Demandes de subventions présentées par les associations de commerçants et artisans. Décision. Autorisation.

D-2019/482 632
Soutien au développement du commerce, de l'artisanat et des services de la Ville de Bordeaux. Animations de l'année 2019. Demandes de subventions présentées par les associations de commerçants et artisans. Décision - Autorisation.

D-2019/483 635
Exploitation du marché des Capucins et de ses parcs de stationnement. Rapport annuel de l'exercice clos au 31 décembre 2018. Information.

DELEGATION DE Madame Anne BREZILLON 671

D-2019/484 672
Attribution d'aides en faveur des associations. Subventions. Adoption. Autorisation.

D-2019/485 675
Attribution d'aide financière en faveur de l'association Société Saint Vincent de Paul - Conseil départemental de la Gironde. Subvention. Adoption. Autorisation.

D-2019/486 678
Convention de mécénat de compétences avec In Extenso, dans le cadre de la maison des associations

DELEGATION DE Madame Brigitte COLLET 698

D-2019/487 699
Convention d'objectif et de financement 2019-2022. Contrat Enfance et Jeunesse entre la Ville de Bordeaux et la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.

D-2019/488 916
Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil familial de la Ville de Bordeaux. Adoption.

D-2019/489 **946**
Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil collectif de la Ville de Bordeaux. Adoption.

DELEGATION DE Monsieur Stephan DELAUX **975**

D-2019/490 **976**
Casino de Bordeaux Lac : avenant n°1 au traité de concession. Décision. Autorisation

DELEGATION DE Madame Emmanuelle CUNY **1353**

D-2019/491 **1354**
Attribution d'aides en faveur de l'Enfance. Avenant aux conventions 2019. Adoption. Autorisation. Signature

D-2019/492 **1360**
Écoles élémentaires - séjours scolaires - liste des classes pour les séjours Hiver/Printemps 2020

D-2019/493 **1365**
Dotation spéciale pour les logements des instituteurs. Reversement partiel à Bordeaux Métropole. Autorisation

DELEGATION DE Monsieur Marik FETOUH **1366**

D-2019/494 **1367**
Appel à projets. Quinzaine de l'égalité, la diversité et la citoyenneté 2019. Soutien aux initiatives associatives en faveur de la lutte contre les discriminations, de la promotion de l'égalité, de la laïcité, de la diversité culturelle et de la citoyenneté.Adoption. Autorisation.

D-2019/495 **1369**
Egalité et Citoyenneté. Soutien aux initiatives associatives dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Adoption. Autorisation.

D-2019/496 **1376**
Egalité et Citoyenneté. Soutien aux initiatives associatives dans la lutte contre les violences faites aux personnes LGBT+. Adoption. Autorisation.

DELEGATION DE Monsieur Jean-Michel GAUTE **1384**

D-2019/497 **1385**
Transformations et ouvertures de postes - Mise à jour du tableau des effectifs - Décision. Autorisation

D-2019/498 **1389**
Changement du logiciel de gestion des temps. Présentation de la démarche de mise en place d'un nouvel outil. Adaptations règlementaires en matière d'organisation du travail. Décision. Autorisation

D-2019/499 **1394**
Remise gracieuse - Autorisation- Décision

D-2019/500 **1395**
Remise gracieuse, assistantes maternelles. Autorisation. Décision

DELEGATION DE Madame Magali FRONZES **1402**

D-2019/501 **1403**
Lycée Professionnel Horticole Camille Godard - Subvention de la Région Nouvelle Aquitaine pour l'acquisition des équipements professionnels et les manuels scolaires des élèves - Convention - Signature - Autorisation

DELEGATION DE Madame Arielle PIAZZA **1411**

D-2019/502 **1412**
Convention annuelle entre la Ville de Bordeaux et les associations agissant en faveur de l'enfance et de la jeunesse. Adoption.Autorisation

D-2019/503 **1420**
Création d'une salle sportive polyvalente dans le quartier des Aubiers. Subvention d'équipement. Adoption autorisation

D-2019/504 **1423**
Sport éducatif et de loisirs et de haut niveau. Attribution de subventions de fonctionnement et d'équipement. Année 2019. Autorisation de signature.

D-2019/505 **1455**
Equipements de sports et de loisirs. Rapport annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Information

D-2019/506 **1570**
Golf de Bordeaux-Lac. Compte rendu annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Information.

DELEGATION DE Monsieur Joël SOLARI **1643**

D-2019/507 **1644**
Handicap. Accessibilité. Convention de don avec L'Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels. Autorisation. Signature.

DELEGATION DE Madame Elizabeth TOUTON **1653**

D-2019/508 **1654**
Requalification de la place Gambetta. Convention financière entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

D-2019/509 **1664**
Bordeaux - Adhésion à un groupement de commandes pour la passation d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Les Aubiers - Le Lac - Approbation

D-2019/510 **1673**
BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT. Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019. Exercice 2018. Information

D-2019/511 **1731**
InCité. Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019. Exercice 2018. Information

D-2019/512 **1801**
LA FABRIQUE DE BORDEAUX METROPOLE (La Fab). Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019.Exercice 2018. Information

D-2019/513 **1860**
Dispositif d'aide à l'accession à la propriété Passeport 1er Logement. Aide de la Ville aux acquéreurs. Autorisation.

D-2019/514 **1862**
Aides aux propriétaires en obligation de travaux issue d'une déclaration d'utilité publique. Subventions de la Ville. Autorisation.

D-2019/515 **1864**
Aides pour l'amélioration du parc privé. Subventions de la Ville. Autorisation.

D-2019/516 **1865**
PNRQAD - BORDEAUX [RE]CENTRES. Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique de Bordeaux. Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants. Autorisation.

D-2019/517 **1867**
Programme d'Intérêt Général métropolitain. « Un logement pour tous au sein du parc privé de Bordeaux Métropole ». Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants. Autorisation.

DELEGATION DE Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H **1869**

D-2019/518 **1870**
Créances irrécouvrables. Admission en non-valeur année 2019. Décision. Autorisation

Délégation permanente du Conseil Municipal à Mr le Maire **1948**

D-2019/519 **1949**
Délégation permanente du Conseil Municipal à Monsieur Le Maire. Compte rendu de Monsieur le Maire des opérations de gestion locative. Décisions prises entre le 1er janvier 2019 et le 30 juin 2019.

LA SEANCE EST OUVERTE à 15h00 SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR NICOLAS FLORIAN MAIRE DE BORDEAUX

Etaient Présents :

Monsieur Nicolas FLORIAN, Monsieur Fabien ROBERT, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Anne WALRYCK, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Maribel BERNARD, Madame Anne BREZILLON, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Yohan DAVID, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Marik FETOUH, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Magali FRONZES, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Joël SOLARI, Madame Elizabeth TOUTON, Madame Ana maria TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARCH, Madame Mariette LABORDE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Edouard du PARC, Monsieur Marc LAFOSSE, Monsieur Yassine LOUIMI, Mme Laetitia ROY, Madame Solène COUCAUD-CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Monsieur Gérald CARMONA, Madame Stéphanie GIVERNAUD, Madame Chantal FRATTI, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUVEYRE, Monsieur François JAY,
Madame Florence FORZY-RAFFARD présente jusqu'à 15h45
Madame Solène COUCAUD-CHAZAL présente jusqu'à 17h15
Monsieur Erick AOUIZERATE présent à partir de 17h00

Excusés :

Monsieur Nicolas BRUGERE, Monsieur Didier CAZABONNE, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Michel DUCHENE, Monsieur Benoit MARTIN, Madame Constance MOLLAT, Madame Nathalie DELATTRE, Madame Sandrine RENOU, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Olivier DOXARAN, Monsieur Vincent FELTESSE, Madame Emmanuelle AJON, Madame Catherine BOUILHET,

M. le MAIRE

Mes Chers Collègues, je vous demande de vous installer. Nous allons ouvrir cette séance du Conseil municipal. Est-ce que tous nos collègues pourraient prendre leur place sachant que j'ai une liste d'excusés que j'ai déjà égarée.

Sont excusés : Monsieur CAZABONNE, Madame DELATTRE, Madame… Un peu d'attention s'il vous plaît, j'ouvre la séance. Donc, je vous redis que sont excusés Monsieur CAZABONNE, Madame DELATTRE, Madame DESSERTINE, Monsieur BRUGÈRE, Monsieur MARTIN, Monsieur DOXARAN, Madame GENTILLEAU, Madame MOLLAT, Madame AJON, Monsieur FELTESSE, Monsieur DUCHÈNE. Nous attendons normalement Madame DELAUNAY qui va nous rejoindre, et Monsieur ROUVEYRE.

Avant d'ouvrir très formellement cette séance, je vous demande d'accueillir chaleureusement et les remercier de leur visite, la délégation chinoise qui est dans les tribunes et dans l'assistance de notre salle du Conseil, qui est conduite par le Vice-Ministre de la culture et de tourisme, Monsieur Li QUN et je vous demande de les accueillir et de leur réserver (*applaudissements dans la salle)* Nous sommes honorés de leur présence et d'autant plus honorés que cela se déroule, quelques jours après la visite officielle du Président de la République en Chine, et que Monsieur Li Qun et sa délégation se rendent en France pour participer au Forum des Ministres de la Culture organisé par l'UNESCO à Paris afin de préparer l'Année du tourisme culturel sino-français en 2021. Nous sommes particulièrement honorés et nous leur souhaitons une bienvenue dans leur séjour bordelais. Merci à eux, et bienvenue.

Avant de passer à l'ordre du jour, vous dire que depuis trois séances, nous organisons un avant-Conseil. Cet avant-Conseil, c'est la réunion des membres des Commissions permanentes de quartiers. Quelques élus. Nous avions ouvert, cette fois-ci, d'ailleurs à des habitants tirés au sort sur la liste électorale, pour présenter l'ordre du jour, y puiser deux ou trois délibérations majeures et sur lesquelles un échange se formalise avec ces membres. Nous recueillons des remarques, des interrogations de la part des membres des Commissions de quartiers. Donc, c'est quelque chose qui fonctionne bien. Très concrètement, quand il a fallu discuter, et on aura l'occasion d'en parler tout à l'heure, de la délibération sur la démarche « Zéro plastique à usage unique » de par les échanges que nous avons eus avec ces membres, ils nous ont proposé de revoir la hiérarchisation des actions à mener. Et donc, je prends note que, par exemple, ce que nous avions positionné en Action 3, nous la faisions passer en Action 2, c'est l'éco-conditionnalité dans les aides financières versées par la Ville. Là où, même s'il n'y a pas spécialement de hiérarchie dans notre esprit, mais enfin, c'était présenté comme cela dans la délibération, l'Action 7 qui était sur le développement de l'éco-exemplarité de la collectivité, ils nous demandent de la faire passer en troisième position. Voilà, c'est pour vous dire que ces échanges nous permettent d'avoir une véritable co-élaboration, même si la base reste la délibération qui est proposée en Conseil municipal. Cela donne du sens aussi à l'investissement et à l'implication de tous ces membres des Commissions permanentes. Je pense qu'à l'avenir, il sera même utile, et c'est ce que je vais proposer, que pour le prochain Conseil municipal, ce soit les représentants des Conseils et des Commissions permanentes qui viennent faire la restitution des débats qu'ils auront eus avec les élus présents. Par ailleurs, à terme, je trouverais louable de pouvoir permettre à ces membres de saisir officiellement le Conseil municipal sur un certain nombre de sujets pour entendre nos ambitions là-dessus et qu'à l'inverse, le Conseil municipal pourrait être amené à saisir les Commissions permanentes pour avis sur un certain nombre de sujets qui concernent les politiques publiques. Mais, en tout cas, cela me permet et de remercier les élus qui ont participé à ces échanges, et surtout lors de la dernière séance, les 80 participants qui ont pu échanger, pendant au moins trois heures, sur l'ordre du jour du Conseil municipal.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 7 OCTOBRE 2019

M. le MAIRE

Sur l'ordre du jour, d'abord le compte-rendu de la dernière séance. Est-ce qu'il y a des remarques là-dessus ou pas ? Non. Je vous propose de l'adopter. Qui est d'avis d'adopter ce PV ? Tout le monde. Pas d'abstentions ? Pas de votes contre ? Adopté.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. le MAIRE

Désignation d'une secrétaire de séance. On va continuer avec Cécile MIGLIORE si elle est d'accord, qui va nous présenter les dossiers soumis à débat et ceux qui ne le sont pas.

MME MIGLIORE

Ne feront pas l'objet de débat :

Délégation de Monsieur Fabien ROBERT : les délibérations 448 à 459, et les délibérations 461 et 463,

Délégation de Madame Alexandra SIARRI : la délibération 468,

Délégation de Madame Anne WALRYCK : la délibération 470,

Délégation de Monsieur Jean-Louis DAVID : les délibérations 471 et 472, 474 à 477, 479 et 480,

Délégation de Madame Anne BRÉZILLON : les délibérations 484 à 486,

Délégation de Madame Brigitte COLLET : la délibération 489,

Délégation de Madame Emmanuelle CUNY : les délibérations 492 et 493,

Délégation de Monsieur Jean-Michel GAUTÉ : les délibérations 497 à 500,

Délégation de Madame Magali FRONZES : la délibération 501,

Délégation de Madame Arielle PIAZZA : les délibérations 503 à 505,

Délégation de Monsieur Joël SOLARI : la délibération 507,

Délégation de Madame Elizabeth TOUTON : la délibération 509 et 512 à 517,

Délégation de Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H : la délibération 518.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur GUENRO demande la parole.

M. GUENRO

Oui, comme d'habitude, notre groupe s'abstiendra sur le FIL et le FIC, 471 et 474 à 480.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur HURMIC, explication de votes, j'imagine.

M. HURMIC

Oui, notre groupe votera contre la 449, et nous nous abstiendrons sur les délibérations 471 et 474 à 480. C'est tout.

M. le MAIRE

Bien.

M. HURMIC

Pour les autres, nous débattrons.

M. le MAIRE

D'autres demandes de parole, Monsieur JAY.

M. JAY

Je m'abstiendrai sur 471, 472, 484, 503, 512, 513, 514, 515, 516 et 517.

M. le MAIRE

Merci. Il n'y a plus d'autres demandes de parole, nous passons du coup à l'ordre du jour à proprement parler.

Monsieur le Maire

D-2019/441
Projet de mandature 2014-2020 : Bordeaux, ville fraternelle, métropole européenne. Actualisation.

Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Au début de la mandature 2014-2020, un document synthétique a été rédigé pour exposer les grandes lignes du projet stratégique de la Ville de Bordeaux.

Ce projet de mandature n'est pas un document figé. Il fait l'objet d'une remise à jour chaque année, au moment de la présentation du rapport d'orientation budgétaire, au regard de l'avancement des projets. Le document joint au présent rapport intègre les ajustements qui consistent, pour la plupart, en une actualisation des calendriers ou un état d'avancement des projets. S'agissant de cette actualisation, le projet de mandature prend la forme d'un bilan des actions engagées durant le mandat 2014-2020.

L'actualisation du projet de mandature est présentée, chaque année, au Conseil municipal concomitamment au rapport d'orientation budgétaire (ROB).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis prendre acte de cette actualisation.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Première délibération, premier rapport qui est le projet de mandature 2014-2020. Je rappelle que c'est un document qui est un document-cadre, qui a été initié en 2014, et qui suit comme cela l'annualité de l'action publique et de l'action politique, tant à la Ville qu'à l'Agglomération avec trois axes principaux.

Comment assurer la place de Bordeaux au cœur de la Métropole, et sa vocation européenne, son rayonnement, son attractivité, et on voit notamment que sur toute l'action économique, touristique, culturelle - et la présence de cette délégation chinoise peut en témoigner - combien aujourd'hui Bordeaux fait office de référence européenne en termes de politique publique. C'est aussi dans le cadre du projet urbain avec le détail de tous les équipements, les nouveaux quartiers, la mixité des usages en ville, qui est retranscrit.

Deuxième axe fort, c'est comment et combien nous sommes attentifs à la cohésion sociale, et territoriale. Comme je le dis, depuis de nombreuses semaines, notre ambition, mon ambition, c'est avoir une ville qui lutte contre l'isolement, qui lutte contre la solitude et qui remet l'humain au centre de la ville. Moi, je veux une ville qui soit humaine. Et donc, c'est comment on s'insère économiquement ? Comment on habite en ville ? Comment on partage la ville, la culture, l'éducation ? Bref, c'est toutes ces politiques publiques qui sont engagées depuis de nombreuses années. Et puis, c'est aussi cette méthode que nous déployons. J'en ai parlé tout à l'heure avec la restitution des échanges, lors des avant-conseils, comment on associe les habitants à nos grandes décisions. Et quand il y a quelques semaines, ici même, nous votions collectivement une délibération pour demander à Bordeaux Métropole de lancer une grande consultation et une réflexion sur l'avenir des boulevards et des barrières, on est en plein dedans. Quand on inaugure, il y a quelques semaines, l'Échoppe, ce que moi j'avais appelé la Maison de la parole pour mieux co-construire, mieux associer nos concitoyens aux décisions et qu'ils s'approprient leur propre avenir, on est en plein dedans.

Dans ce document dont je ne vais pas vous faire une lecture détaillée parce qu'il fait près de 40 pages, vous remarquerez qu'il y a aussi les marqueurs que nous avons initiés depuis le 7 mars parce que quand on parle de l'année 2019, elle est essentiellement placée sous mon modeste magistère et toutes les actions que nous avons menées, c'est le plan « Canopée », c'est le « Zéro plastique » dont nous allons parler tout à l'heure, c'est l'avant-conseil. C'est aussi rappeler que, nous en reparlerons tout à l'heure dans le rapport d'orientations budgétaires, le respect du contrat que nous avons signé avec l'État sur l'encadrement de nos dépenses. C'est aussi rappeler que, pour la xième année consécutive, nous occupons la 6e place parmi les classements européens des villes cyclables. C'est aussi redire les avancées qui ont été produites par le dispositif réglementaire que nous avons voté autour des locations saisonnières. C'est aussi la place du fleuve dans la vie municipale et la vie d'agglomération.

Tout à l'heure, avant ce Conseil municipal, je répondais à quelques questions de la presse, et je leur disais combien, moi, j'étais galvanisé de ma visite hier au Congrès des Maires à Paris. C'est la première fois que j'y assistais en tant que Maire, et j'en suis revenu galvanisé. D'entendre le discours du Président de la République sur les piliers de la République que sont les Maires, et cette volonté d'agir collectivement. Et d'entendre tous mes collègues Maires, de partout en France, témoigner à la fois de leurs difficultés, mais aussi de leurs envies, leurs ambitions pour leurs territoires, je dis qu'à Bordeaux, on a de la chance, et qu'il ne s'agit pas simplement maintenant pour nous, de nous inscrire dans la continuité de ce qui a été fait, mais c'est aussi écrire une nouvelle page. Et on est en train collectivement d'écrire une nouvelle page, depuis quelques semaines, de redire à nos concitoyens - et je nous associe tous dans ce message, pas simplement à titre personnel, j'associe le Conseil municipal - combien nos concitoyens peuvent compter sur leurs représentants. Nous sommes motivés, et nous avons envie de faire avancer les choses. Et à titre très personnel, j'en reviens galvanisé, j'ai entendu le message du Président de la République sur les piliers de la République que sont les Maires. Nous ne le décevrons pas, et la Ville de Bordeaux se positionnera comme un marqueur fort de ce message en termes de vie sociale et collective.

Des demandes de parole sur ce premier dossier ? Monsieur GUENRO.

M. GUENRO

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, à la lecture du projet de mandature 2014-2020, ou plutôt son actualisation, il est difficile de ne pas être marqué par un certain décalage entre ce document qui reste assez figé dans une vision de la ville datant plutôt du début de la décennie, et l'évolution de la société et des enjeux des métropoles depuis 10 ans. Je pense que ce type de document n'est plus tout à fait adapté aux mutations profondes de la société surtout à leur accélération. Il faudrait imaginer, pour la prochaine mandature, un

document plus évolutif, moins figé et surtout des bilans d'étapes qui permettraient de changer à la fois de braquet et de direction sur tous les sujets.

Par exemple, en 2014, les conclusions du GIEC, bien que considérées comme alarmistes à l'époque, étaient beaucoup moins alarmantes qu'aujourd'hui. Rappelons-le, il s'agit désormais d'un horizon 2100 à +7° pour les générations non pas futures, mais actuelles, puisque les petites filles scolarisées en maternelle seront dans leur grande majorité en vie en 2100.

Le fait que ce document soit un peu figé dans la lecture du monde de 2010 pose problème sur un grand nombre de sujets. Pour illustrer ce décalage, quelques exemples. Deux ou trois.

Page 8 dans « Se déplacer mieux et partout », on peut lire qu'urbanisme et mobilité sont étroitement liés. La Ville de Bordeaux est particulièrement exemplaire en la matière. Si je suis en phase avec vous, quand vous parlez du succès indéniable de la fermeture du Pont de pierre qui restera, je pense, un acte courageux et inspirant pour d'autres villes, parler de l'exemplarité de la Ville de Bordeaux en matière de mobilité, c'est un peu fort alors que la mobilité est justement le point noir de notre territoire élargi à la Métropole. Le lancement récent de la consultation sur les boulevards a illustré ce fait. La plupart des échanges se concentrent sur les mobilités, ce qui est normal puisque l'actuelle mandature n'a justement pas traité ce sujet des mobilités sur les boulevards.

Autre exemple, page 10, sur l'attractivité économique, Bordeaux jouit d'une image forte, je cite, sur le plan économique, « une destination d'implantations et d'investissements qui regorge d'atouts et se positionne désormais au même rang que ses homologues européennes. On ne compte plus les palmarès et les classements reconnaissant l'attractivité de Bordeaux. » Fin de la citation. Mais dans ce paysage un peu idyllique, on ne fait aucune trace des conclusions d'autres classements. Par exemple, un déclassement récent intitulé *Work and live*, mené conjointement par l'expert de la recherche d'emploi, *Jobijoba*, et le spécialiste de l'immobilier *Meilleurtaux.com*, croise le nombre d'offres d'emplois avec le prix de l'immobilier. Bordeaux figure à la 20e place sur 30 de ce classement qui témoigne de la perte d'attractivité due à la flambée de l'immobilier.

Dernier exemple, et je m'arrêterais là, le fait que le projet de mandature commence par de grandes opérations d'aménagement sans aucune autocritique sans peut-être reconnaître que ces grands projets ne correspondent plus tout à fait à ce qu'il faudrait faire, ni en termes de participation des citoyens à leur conception, ni en termes de taille, ni en termes d'énergie, de mobilité, etc., à ce titre, le fait que le succès de Darwin n'ait pas pu faire évaluer significativement le projet de la ZAC Bastide-Niel illustre parfaitement la problématique d'un projet de mandature trop gravée dans le marbre.

Pour conclure, j'espère que la prochaine équipe municipale saura définir un projet de mandature plus agile et plus évolutif tenant compte à la fois des évolutions de la société qui réclame plus de pouvoir dans les décisions et une démocratie directe quasi-quotidienne, tout comme nos obligations climatiques imposant à la fois radicalité et urgence. À ce titre, le fait qu'il n'y ait pas une seule fois le mot « écologie » en 40 pages de rapport est assez symptomatique. Merci pour votre attention.

M. le MAIRE

Oui, quand il s'agit de regarder la symptomatologie des choses, je préfère retenir tout ce que l'on dit, ou tout ce que l'on peut faire en termes de déplacement, de mobilité douce, de tri des déchets, plutôt que quelque chose de très générique, l'écologie. Certes, l'écologie. C'est quoi ? C'est la transition énergétique, c'est les nouvelles mobilités, c'est une sobriété dans nos usages, c'est l'innovation que l'on est capable de déployer. C'est plutôt cela. Je ne vais pas vous répondre dans le détail puisqu'au demeurant, vos propos ne sont pas d'une sévérité absolue. Ils sont plutôt encourageants.

Sur les classements, j'ai lu le classement dont vous parlez. J'en ai vu d'autres, notamment le dernier Challenge qui est très bien détaillé. Moi, je ne suis pas là pour la course aux records et viser toujours le podium, mais cela permet aussi d'encourager nos initiatives et pas simplement celles des décideurs que nous sommes. Et quand on vante les politiques publiques, c'est aussi la façon d'y associer ses habitants parce que nos réussites publiques, ce sont les réussites des habitants, des Bordelaises et des Bordelais.

Quand vous parlez de la piétonnisation et des mobilités douces sur le Pont de pierre, si c'est une référence, c'est parce que les Bordelaises et les Bordelais se sont approprié cette décision. Donc, quand on met en avant un classement, une réussite, c'est surtout un témoignage que l'on veut adresser à nos concitoyens qui s'approprient ces sujets.

S'agissant plus particulièrement du classement dont vous parlez, je l'ai regardé de près. Vous vous apercevez que l'ensemble des grandes agglomérations françaises sont en queue de classement et que c'est plutôt des villes intermédiaires parce qu'effectivement le coût de la vie, le coût du logement est moins élevé dans des villes intermédiaires que dans des grandes agglomérations. Ce n'est pas pour cela que nous n'avons pas conscience des efforts que nous devons porter. Je ne vais pas ouvrir le débat aujourd'hui, on en a déjà parlé et on en reparlera. L'idée du logement abordable, cela a du sens pour nous. L'accessibilité, le développement… Tout à l'heure, on va parler de logements sociaux et d'efforts sur les logements sociaux, cela a du sens. Donc, on a conscience des difficultés. On a conscience de l'impulsion qu'il faut donner à tout cela, mais on n'a pas à rougir de ce qui est fait, et de ce qui est fait collectivement avec nos habitants.

Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Oui, Monsieur le Maire, vous n'avez pas à rougir, mais vous n'avez pas à verdir non plus, et vous auriez dû le faire. Permettez-moi de vous dire que le rapport que vous nous présentez, aujourd'hui, qui s'appelle «Un projet de mandature 2014-2020 », vous adoptez le langage législatif qui nous est imposé, mais, en fait, soyons clairs, ce n'est pas un projet de mandature. C'est un bilan. C'est un bilan d'une mandature puisque nous sommes à 4 mois d'un renouvellement de ce Conseil municipal.

M. le MAIRE

Oui, c'est ce qu'on dit, oui, puisqu'il est actualisé tous les ans en plus.

M. HURMIC

On a dépassé de loin le projet. Et ce que l'on peut reprocher précisément, c'est une première critique que nous vous ferons, c'est que vous en êtes restés sur des objectifs 2014 sans réaliser que depuis 2014, le monde a changé. Je pense que vous n'étiez pas excusables en 2014 de ne pas parler d'écologie déjà. Mais vous l'êtes encore moins en 2019, de ne pas parler d'écologie et de ne pas parler de réchauffement climatique. Et ne vous abritez pas, comme vient de le faire habilement votre Premier Adjoint, sur le fait que l'on va discuter de développement durable dans un instant. Arrêtez de tronçonner les politiques municipales, c'est précisément ce que l'on vous reproche. Vous les tronçonnez. Dans le projet de mandature, on parle de tout sauf d'écologie, et après l'écologie et le climat, on en parle après ultérieurement dans le projet de développement durable. Je peux vous dire que c'est exactement que l'on veut faire, exactement, en disant que l'impératif climatique, l'impératif écologique, cela doit irriguer toutes les politiques. Je vous garantis que si nous gagnons ces élections municipales, dans quelques mois, ce que nous appellerons « Le projet de mandature 2020 » et les années qui suivent, obéira dès le début aux impératifs climatiques et écologiques, non pas parce que c'est notre choix, mais parce que nous n'avons pas le choix et vous devriez au moins le réaliser. Je regrette que, dans votre bilan, vous soyez, vous-même, obligés de reconnaître les contre-performances qui sont les vôtres sur ce terrain-là.

Pour être plus concret, je ne veux pas être long, c'est votre bilan de mandature donc je ne vais pas prendre les points un par un. Vous imaginez que sur toutes les contre-performances que vous exposez là-dessus, naturellement, nous sommes hostiles et nous les avons d'ailleurs, au fur et à mesure de nos délibérations, pour la plupart d'entre elles contestées. Donc, je ne reviendrais pas là-dessus.

Mais un point seulement, Monsieur le Maire, qui a particulièrement attiré notre attention. Vous avez un chapitre qui s'appelle « Pour garantir et consolider la cohésion sociale et territoriale », et à l'intérieur de ce chapitre, un axe qui s'appelle « Bien-être, santé et environnement préservé ». Et vous allez jusqu'à intituler cet axe « La santé au cœur de la Ville de Bordeaux ». Santé au cœur de la Ville de Bordeaux, pour nous, mais comme beaucoup de Bordelais, il y a la pollution. La pollution de l'air, ce n'est pas une vue de l'esprit. Beaucoup de Bordelais, et j'y reviendrai, souffrent actuellement du phénomène de pollution. Je pensais que vous vous en préoccupiez autant que nous. Vous citez au moins « La lutte contre toutes les formes de pollution ». Vous parlez de la pollution atmosphérique, il y a cinq lignes, Monsieur le Premier Adjoint, cinq lignes sur un impératif de santé publique dont tout le monde s'accorde à dire… Mais ne tapez pas en touche, on va en parler du développement durable et je vous préviens, je serai encore plus sévère tout à l'heure quand on parlera de vos contre-performances en matière de développement durable. Donc, laissez-moi développer, là j'en suis au premier dossier, laissez-moi évoquer mes observations.

Donc, vous parlez de lutte contre toutes les formes de pollution. Cinq lignes consacrées à la pollution atmosphérique, cela veut dire que vous savez que cela existe au moins. Je ne vais pas vous enlever cela, mais vous ne développez aucune solution pour nous permettre de lutter. Pourquoi vous ne le faites pas ? Parce

que dans ce bilan, l'un de vos échecs les plus manifestes, excusez-moi de vous le dire, c'est sur ce terrain-là. Et je ne prends que vos chiffres. Je vous promets de ne pas extrapoler par rapport aux chiffres que vous nous fournissez. Je prends le problème de la pollution. Deux types de pollution qui sont particulièrement néfastes pour la santé de nos contemporains, c'est la pollution au dioxyde d'azote et la pollution à ce qui s'appelle les PM10, les particules en suspension. Excusez-moi, mais quand je vois vos chiffres, je me rends compte, et je commente que les taux se sont aggravés. Les taux se sont aggravés. Le dioxyde d'azote, l'an dernier, déjà, nous l'avions déploré. On était l'an dernier à 37 microgrammes par mètre cube. Excusez-moi de parler de chiffres, et déjà, l'an dernier, nous vous disons : « Attention, on est à 37, on est tout près des 40. » 40, c'est la valeur limite qui est fixée par l'ONU et par l'OMS. On vous disait : « On est à la limite, attention ». Mais attention, cette année, c'est plus grave. Cette année, on atteint les 40. On est à 40 microgrammes par mètre cube pour le dioxyde d'azote. C'est vous-même qui le dites. Ces chiffres ont été relevés sur la station sous influence trafic de Bordeaux Gautier, 40 microgrammes pour le NO_2, valeur limite, 40 microgrammes. Non seulement, on atteint la limite européenne pour laquelle, je vous rappelle, la France vient d'être condamnée précisément parce qu'elle ne respectait pas cette valeur limite en matière de dioxyde d'azote, mais en plus, et cela, cela me paraît encore plus grave, on a augmenté de 8 % depuis l'an dernier. Je comprends que vous soyez discrets sur le chapitre des pollutions. On a augmenté de 8 %. +8 %. On était à 37 microgrammes l'an dernier, on est à 40 microgrammes cette année. Vous ne pensez pas que cela devrait un peu vous alerter quelque part ? Dire « Écoutez, on a augmenté, on est à la limite des prescriptions réglementaires ». Je pensais que cela méritait au moins un léger commentaire. Ce n'est même pas le cas.

J'en viens aux PM10, particules en suspension, les PM10. Là aussi, on a augmenté. On est à 25 microgrammes. On était, l'an dernier, à 23 microgrammes. On a augmenté de 9 %. Une année +9 %. Excusez-moi, vous avez peut-être, tout à l'heure, été un peu choqué quand j'ai parlé des contre-performances, j'aurais peut-être dû parler plus précisément d'aggravations. Vous augmentez le taux de pollution à Bordeaux, et je n'extrapole pas, je me base uniquement, exclusivement sur vos chiffres en ce qui concerne le dioxyde d'azote, et les émissions de particules en suspension. Cela me paraît surtout grave pour le dioxyde d'azote. Vous le savez, c'est un gaz très toxique qui est émis principalement pour le trafic routier, en particulier pour les véhicules diesel. Je vous rappelle aussi que le dernier rapport de l'Agence européenne de l'environnement sur la qualité de l'air, publié mi-octobre, disait que le dioxyde d'azote est responsable de 68 000 morts prématurées par an dans l'Union européenne. Je pense que vous savez aussi qu'à Bordeaux, le dioxyde d'azote est responsable aussi d'un certain nombre de personnes qui vivent dans des endroits où ils sont particulièrement concernés par ces émissions qui dépassent les valeurs, qui dépassent les valeurs réglementaires. Autorisez-moi quand même à vous le rappeler aujourd'hui.

J'ajouterai également, ce dioxyde d'azote, il est dangereux. Il est essentiellement dangereux pour les enfants. Essentiellement dangereux pour les enfants. Les études épidémiologiques montrent que les symptômes bronchitiques chez l'enfant asthmatique augmentent avec une exposition de longue durée à ce dioxyde d'azote. On associe également une diminution de la fonction pulmonaire aux concentrations actuellement mesurées dans un certain nombre de villes. Donc, on est particulièrement concernés. Et vous le savez aussi - enfin, je ne sais pas si vous le savez, en tout cas, je l'espère - un certain nombre de nos écoles ont des ambiances atmosphériques qui dépassent et de loin les 40 microgrammes. Je vois, j'ai sous les yeux, je ne vais pas faire une lecture exhaustive, vous avez, par exemple, l'école Anne Sylvestre, Bordeaux Nord, on est à 47 microgrammes. On fait respirer… entendez-le Monsieur, ne me dites pas, Monsieur le Premier Adjoint, ne me dites pas que c'est la délibération suivante. Quand il s'agit d'impératifs sanitaires, vous n'avez pas le droit de botter en touche. Non, mais je vous vois rouscailler, autorisez-moi à vous le dire. Vous avez l'école Anne Sylvestre, c'est 47,9 microgrammes. Vous dépassez, et de loin, les prescriptions réglementaires. Les gamins qui sont dans cette école, permettez-moi de vous le dire, sont sur le plan sanitaire particulièrement en danger, et particulièrement concernés.

Donc, voilà, je ne veux pas faire trop long. Je voulais prendre cet exemple pour faire état du fait que vous n'êtes vraiment pas au rendez-vous de ce que sont les impératifs climatiques et les impératifs écologiques que vous devriez ou que vous pourriez aligner à la fin de cette mandature.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

C'est moi qui vous remercie, Monsieur HURMIC…

M. HURMIC

Je n'en doute pas.

M. le MAIRE

… parce que je n'ai pas relu vos différentes interventions, mais je prends cela comme un satisfecit général de notre politique.

M. HURMIC

Ah oui ?! J'ai du mal m'exprimer alors.

M. le MAIRE

Non, mais ou alors vous êtes mono-concentré sur un seul sujet qui est important, celui de la pollution, et la santé publique est au cœur de nos préoccupations. Quand on piétonnise le Pont de pierre, ce n'est pas simplement pour les mobilités. C'est pour réduire la circulation et l'émission de gaz. Donc, vous vous concentrez sur cette question-là avec des chiffres additionnés aux chiffres. Je croyais plutôt que vous étiez dans le volontarisme...

M. HURMIC

C'est les vôtres, les chiffres.

M. le MAIRE

Je ne vous ai pas coupé, Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Pardon.

M. le MAIRE

Vous vous accrochez à certains chiffres. Vous nous expliquez qu'il faut avoir une intention ou une ambition, eh bien l'ambition, elle n'est pas simplement dans ce document, et on en discutera tout à l'heure sur d'autres documents. Mais je prends votre intervention comme une marque de crédit à la politique que nous menons, depuis de nombreuses années parce que plus cela va, et moins vous avez à redire sur nos initiatives. D'ailleurs, vous y participez vous-même. Je n'ai pas le détail, mais on me soufflait qu'il y avait près de 98 % des délibérations concernant nos politiques publiques sur les questions environnementales que vous votiez. Donc, c'est que vous êtes aussi convaincu de l'impulsion que nous pouvons amener.

Par ailleurs, vous nous parlez du grand soir à venir. Moi, je n'attends pas les élections pour faire des choses. On est en responsabilité, et on prend des décisions. Je n'attends pas le lendemain. Vous, vous êtes pour une politique environnementale du lendemain et du surlendemain.

M. HURMIC

Je n'ai pas le choix !

M. le MAIRE

Moi, je considère que c'est ici et maintenant que nous faisons les choses, et c'est ce que nous prouvons depuis quelques années.

Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, ce projet de mandature 2014-2020 est celui d'une fin de mandat. C'est la fin de mandat de votre majorité. Si nous avons voté beaucoup de vos propositions, nous nous sommes aussi opposés à nombre d'entre elles, en particulier, celles qui concernent la non-maîtrise des dépenses publiques, les dépenses somptuaires pour les cultures tout en négligeant le patrimoine de la Ville et donc la hausse des impôts locaux, l'absence de lutte contre l'immigration clandestine, les dépenses inutiles de la politique de la ville, les dépenses somptuaires comme le Grand Stade, le financement de la mosquée de 10 000 m² Rive Droite, le dérapage financier de plus de 30 000…

M. le MAIRE

Je ne me souviens pas de l'avoir inaugurée cette année, mais…

M. JAY

Non, mais cela fait partie des choses auxquelles nous nous étions opposés.

M. le MAIRE

Cela fait partie de vos fantasmes. Cela fait sûrement partie de vos fantasmes. La grande mosquée, je ne l'ai pas identifiée sur notre territoire, mais peut-être ailleurs, vous devez confondre.

M. JAY

Votre politique de stationnement payant partout, et la multiplication…

M. le MAIRE

Non pas partout, alors Monsieur essayez de… excusez-moi je vous coupe, je suis désolé. Ce que je vous propose, c'est que l'on aille faire un tour en ville ensemble, un jour, on prendra le temps, on se baladera à vélo, à pied, en tram, en bus, peu importe, comme cela je vous montrerai là où il y a du stationnement payant, là où il n'y en a pas.

Sur votre politique ou ce que vous considérez être comme une politique somptuaire, on ira voir le Grand Stade certes, mais on ira voir des gymnases, celui des Aubiers. On ira voir des écoles. C'est la proposition que je vous fais, que l'on puisse partager…

M. JAY

Pas de problèmes, Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

… notre ville, que l'on s'approprie la vraie connaissance de notre territoire.

M. JAY

Pas de problèmes, Monsieur le Maire. Effectivement, vous avez reculé sur le stationnement. Votre politique anti-voitures, vous en avez encore parlé, il y a quelques instants, la faiblesse des moyens alloués à la Police municipale et le peu de volonté à lutter contre les trafics et insécurités. La subvention à une association animant les jeunes de quartier recevant le terroriste Jean-Marc ROUILLAN d'Action directe, le choix de Frantz Fanon, militant FLN justifiant le terrorisme contre les populations civiles. Au fait, qu'est-ce que c'est devenu ? Il y avait soi-disant une commission qui devait examiner cette question, qu'est-ce que c'est devenu ?

La politique inhumaine et illégale menée par InCité. L'artificialisation des sols, l'inflation immobilière, les constructions multiples et d'une esthétique très discutable et de qualité médiocre. Soyons francs, Monsieur le Maire, si le mandat qui va se terminer comporte des éléments positifs sur nombre de points, c'est pour moi un constat aussi d'échec. L'essentiel n'a pas été atteint. Pas de baisse des dépenses publiques, une nette aggravation des conditions de circulation, le Grand Stade qui n'est pas rentable, de l'insécurité qui progresse avec des faits de plus en plus graves. Toujours cette immigration galopante avec son corollaire de squats et de détresse. L'urbanisation à outrance sans parking ou avec très peu de parkings, manquant d'infrastructures routières adaptées à cet afflux massif de populations. Des transports en commun saturés. Monsieur le Maire, nous vous avons alerté, tout au long de ces années, nous avons fait des propositions. À mon avis, cet échec, c'est aussi celui de votre prédécesseur. C'est lui qui a tenu les rênes depuis très longtemps, 1995. Le grand promoteur de l'identité heureuse nous a laissé l'ardoise, celle que nous payons et que nous payerons encore des années.

M. le MAIRE

Je ne vais pas vous répondre point par point. Enfin, moi, je suis plutôt triste de vous voir si triste, Monsieur JAY. Je comprends mieux pourquoi vous ne continuerez pas votre investissement parce que c'est un tel enfer à vous écouter de vivre à Bordeaux, d'avoir une vision si apocalyptique des choses que cela me rend triste pour vous.

Moi, l'ambition, c'est que les gens soient heureux, c'est que les gens soient heureux. La politique, elle a du sens quand on arrive à aider les gens, les faire progresser, répondre à leurs besoins, et quand je vous écoute, je me dis : « Mais, on a tout loupé. C'est si grave que cela Docteur ?

M. JAY

Non, ce n'est pas ce que j'ai dit.

M. le MAIRE

Quand on vous écoute, c'est un peu cela quand même.

M. JAY

Monsieur le Maire, je n'ai pas dit que vous aviez tout loupé, mais je pense que sur beaucoup de points, c'est quand même un échec. Sur la circulation, c'est un échec. Sur les problèmes d'urbanisation, c'est un échec quand même, etc.

M. le MAIRE

Monsieur JAY, moi j'ai conscience des difficultés de nos concitoyens, c'est pour cela d'ailleurs que nous prenons des actes forts sur tous ces sujets, mais moi, je voudrais dire combien je suis fier et heureux de vivre à Bordeaux, je ne dis pas simplement d'être Maire de Bordeaux, de vivre à Bordeaux.

Allez, merci de votre intervention.

Dans l'ordre des demandes de prise de parole, Madame JAMET.

MME JAMET

Monsieur le Maire, Chers Collègues, je ne vais revenir sur vos propos de tout à l'heure par rapport à nos interventions sur les projets de mandature parce que nous sommes intervenus beaucoup sur ces sujets-là, pendant six ans. On ne pourrait pas aujourd'hui reprendre point par point parce qu'on a le droit de parole de cinq minutes, donc un rapport aussi long …

M. le MAIRE

Que des fois vous dépassez allègrement sans…

MME JAMET

Si on devait reprendre point par point, cela prendrait beaucoup, beaucoup, beaucoup de temps pour exprimer toutes nos idées. Un petit exemple sur lequel j'aurais pu intervenir. À un moment donné, pour l'accès à la réserve des Barails, vous avez écrit : « Elle est accessible par les transports en commun (tramway, bus, et voiture). » Voilà, cela résume. C'est-à-dire que vous mettez dans les transports en commun, la voiture. Alors, effectivement, le covoiturage cela fait partie des transports en commun.

M. le MAIRE

Oui, parce qu'il y a du covoiturage.

MME JAMET

Oui, mais on sait bien aujourd'hui la réalité du covoiturage, Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

C'est vous qui demandez le covoiturage. C'est une forme de transport en commun, le covoiturage.

MME JAMET

C'est un exemple de ce qui ne se passerait pas, ce n'est pas normal de mettre cela.

En tout cas, aujourd'hui, mon propos, Monsieur le Maire, je voulais le porter sur un seul point, effectivement, et d'ailleurs qui est absent de ce rapport, ce qui est bien dommage, car je pense qu'il nécessite un vrai débat public. Sur le paragraphe sur l'aménagement numérique du territoire, vous omettez de dire que vous avez accepté que Bordeaux soit un territoire expérimental pour la 5G. Cette technologie, à mon sens, mérite un débat public pour plusieurs raisons, que cela soit des raisons sociétales, des raisons de santé environnementale, des raisons de quelle ville nous voulons pour demain, et aussi des raisons d'émission de gaz à effet de serre. Aurélien BARRAU souligne notre incapacité structurelle à dire : « Cela suffit, nous n'avons pas besoin, pas envie de cette débauche insensée. Nous refusons cette idée létale suivant laquelle tout ce qui est technologiquement possible doit être effectivement réalisé pour la jouissance mortifère de la consommation pure. » Je pense, Monsieur le Maire, que nous devons vraiment nous poser cette question. Aujourd'hui, nous allons vers une vie, un modèle de société qui va à l'encontre de ce que nous devons faire pour lutter contre le dérèglement climatique, les gaz à effet de serre.

Encore une fois, la question, c'est quelle société voulons-nous ? Les promoteurs de la clé 5G disent que nous allons avoir des débits jusqu'à dix fois supérieurs à ceux de la 4G permettant d'aller dix fois plus vite, mais aussi de se connecter dix fois plus, et de connecter dix fois plus d'objets. Encore une fois, comme pour le retrait des assiettes en plastique, de la lutte contre les perturbateurs endocriniens, les substances qui peuvent se révéler nocives, le principe de précaution ne vous effleure même pas l'esprit. Monsieur le Maire, vous êtes responsable de la sécurité des Bordelais, et vous semblez l'oublier.

Les technologies de la 5G nécessitent de la pose d'une multiplication d'antennes sur les poteaux de votre ville qui viennent se rajouter à celles de la 4G. Nous sommes bien d'accord sur cela. Et le principe de précaution imposerait de se méfier des rayonnements électromagnétiques. Dès 2017, 170 scientifiques de 37 pays avaient recommandé un moratoire sur le déploiement de 5G pour trouver des solutions aux dangers sanitaires et environnementaux liés aux réseaux de la 5e génération. La Ville de Bruxelles se retire de cette expérimentation estimant que ses citoyens ne doivent pas être des cobayes.

Par ailleurs, outre ces deux problématiques, un, dans quelle société voulons-nous vivre, problématique de santé environnementale, on a un autre problème, celui des terres rares. Si on a la 5G, on va consommer encore plus de numérique. On va avoir encore plus d'appareils, et il va nous faut avoir encore plus de terres rares. Ces terres rares sont aujourd'hui exploitées dans des pays qui ne font peu cas des droits de l'homme, je suis désolée de le dire aujourd'hui et ici, mais c'est le cas. Donc, quelle société voulons-nous ? Voulons-nous encourager cela ?

Par ailleurs, aujourd'hui, nous vivons dans une société avec ce numérique qui consomme beaucoup de ressources, beaucoup d'énergie. Vous n'êtes pas censé savoir qu'aujourd'hui le numérique, Monsieur le Maire, c'est 3,8 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial, soit l'équivalent du trafic aérien. Cette augmentation monte en flèche. En 2025, cela sera 5,5 % des gaz à effet de serre au niveau mondial. C'est aussi 5,5 % de l'électricité mondiale, 42 milliards de kilos de déchets. Ces déchets sont des profits pour des trafiquants de minerais. Il est urgent d'organiser donc la collecte, Monsieur le Maire, et le recyclage de ces matières, et notre ville a toute sa part à tirer de cela. Aujourd'hui, les bénéfices estimés du recyclage de tout le numérique dans le monde seraient de 350 milliards de dollars. Cela créerait énormément d'emplois, mais nous ne faisons rien. En France, la part du numérique de tous les objets numériques que nous avons est malheureusement très peu recyclée. Il y a énormément de choses à faire et on voit bien, dans votre projet de mandature, en tout cas dans les options vers lesquelles vous nous menez, que nous n'allons pas vers cela.

Je conclurai, Monsieur le Maire, et je pense vraiment qu'il y a un débat qui s'impose sur ces technologies, je conclurai, pour re-citer encore Aurélien BARRAU, « Si la planète va aussi mal, est aussi mal en point, c'est parce que l'homme a toujours voulu aller trop vite, préférant le profit immédiat aux sages précautions. » Nous devons réellement nous interroger sur cette technologie. Est-ce que ce sera bon pour notre société ou non ? Est-ce que ce sera bon pour notre ville ou non ? Je voudrais citer d'ailleurs parce que j'ai interrogé l'autre jour, j'ai eu la chance de rencontrer - je ne sais pas si c'était une chance, mais enfin - le Secrétaire d'État au numérique. Je lui ai posé la question sur cette question-là, il m'a dit : « La technologie s'impose à nous. » Mais moi, je crois que non, Monsieur le Maire, je crois que nous devons en débattre démocratiquement, et en tout cas informer nos citoyens sur toutes les conséquences d'une telle technologie.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Je vais être bref. Je le savais déjà, mais vous me le confirmez. La grande différence entre nous, c'est que vous avez une vision et un projet punitifs et privatifs. Nous avons une vision pragmatique et j'allais dire évolutive. Et c'est la différence fondamentale entre ce que vous exprimez et ce que nous faisons.

S'agissant de la 5G, d'une part avant de tirer des conclusions dogmatiques telles que vous pouvez le faire, on doit avoir des éléments objectifs. Quoi de mieux qu'une expérimentation pour les avoir ? Et c'est en ce sens que nous sommes territoire d'expérimentation, premier point.

Second point, si effectivement - et vous avez raison sur ce point-là - ce sont les collectivités qui délivreront les autorisations sur l'implantation des pylônes, c'est l'État qui délivrera les licences. De ce que j'en sais, l'État a pris du retard à ce niveau-là. C'est que j'imagine, il y a des débats autour de cela. Et d'ailleurs, c'est le message que j'ai adressé à un des grands opérateurs que j'ai rencontrés, il y a quelques jours, où je lui ai formellement dit que oui, j'étais pour le progrès, et on ne peut pas, d'un côté, regretter la fracture numérique, et je reprendrai… je ne le ferai pas d'ailleurs parce que cela demande beaucoup de temps, je

reprendrai nécessairement des déclarations que vous ayez pu faire dans cet hémicycle pour regretter la fracture numérique, le manque d'inclusion numérique, et à côté de cela, être dans une vision privative et de décroissance. Il faut changer de modèle. Il faut changer d'usage, c'est vrai, et nous le faisons, et nous le ferons, mais je ne serai jamais celui de la régression sociale. Parce que je pèse mes mots, il s'agit de régression sociale. Il s'agit d'êtres humains. Alors, que l'on prenne toutes les précautions, que l'on soit vigilants, que l'on se borde scientifiquement bien évidemment, mais tout ce qui pourra être une régression pour nos concitoyens, je m'y opposerai.

Donc, moi, j'attends d'avoir les premiers éléments. Le débat, il aura lieu. Il aura lieu, et je ne prendrai aucune initiative avant même que nous en ayons débattu à l'appui d'avis d'experts. Cela me remet en mémoire le débat que nous avons eu, il y a quelques années sur la téléphonie mobile en elle-même. La 5G, et j'ai pris déjà attache auprès de spécialistes qui, effectivement, ont une alerte là-dessus, il ne faut pas le nier, mais moi, je suis quelqu'un d'objectif, et j'attends d'avoir des éléments objectifs et on ne fonctionnera jamais de façon punitive et privative.

Qui avait demandé la parole ? Je me suis fait ma petite liste. Monsieur Jean-Louis DAVID.

M. J-L. DAVID

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, je voulais profiter de ce rapport, le rapport bilan projet de mandature pour l'actualiser au regard des initiatives et décisions que vous avez prises en matière de tranquillité publique, et pour que ce Conseil ait en mémoire des chiffres qui sont non contestables dans le domaine. L'objectif est d'arriver à 152 policiers municipaux. Cela sera le cas d'ici quelques mois lorsque les 17 postes restants vacants seront pourvus. Et vous nous avez demandé d'aller jusqu'au chiffre de 175 dans les mois à venir, ce qui représente le ratio normal d'une ville de plus de 200 000 habitants. Nous avions 107 caméras, il y a quelques mois. Nous en aurons 129 à la fin du mois de décembre, et je rappelle que ces caméras de vidéo-protection qui sont installées après des diagnostics de sécurité avec la Police nationale, vous avez souhaité que l'on puisse développer ce système rapidement.

Nous travaillons avec les services de la solidarité urbaine et avec les services de la Justice et de la Police, à votre demande, sur le dispositif de rappel à l'ordre qui vous permettra, Monsieur le Maire, de recevoir directement ou par délégation au Maire Adjoint de quartier, un certain nombre de jeunes en situation de délinquance ou pré-délinquance.

Je voulais ajouter à cela le fait que les caméras de vidéo-protection ont été renforcées d'un certain nombre d'opérateurs vidéo qui ont conduit jusqu'à présent, depuis le début de l'année, à 25 arrestations pour des faits d'agression sexuelle, 229 pour des faits de vol, 145 pour des faits de violence, 7 pour des faits de tentatives d'homicide ou d'homicide perpétré, et 28 pour des faits de stupéfiants et trafics de stupéfiants.

La vidéo-verbalisation que vous avez demandée à être mise en place nous amène à 3 642 verbalisations contre 221 en 2016, et la réorganisation de la Police municipale qui a été entamée il y a deux ans sur deux sujets très importants, la territorialisation dans les quartiers et la polyvalence de nos agents, continue à se développer.

Un poste sur le commandement va être mis en place, un bureau de commandement opérationnel qui va réunir le CSU et le CVPU sera mis en place dans les semaines à venir.

Par ailleurs, vous avez souhaité la mise en place d'une brigade cynophile qui va se mettre en place dans les premiers jours de 2020, d'une brigade de la circulation et des nuisances sonores qui se met en place pour fluidifier notamment les problématiques de circulation. Et pour terminer, vous avez souhaité, Monsieur le Maire, que ce Conseil au mois de décembre prochain soit saisi par vous-même sur la possibilité d'armer ou non la Police municipale de Bordeaux, compte tenu de l'évolution de la situation dans laquelle nous nous trouvons sur certains territoires.

Je voulais simplement terminer en disant, Monsieur JAY, qu'il faudra m'expliquer comment on régule la circulation sans réglementer le stationnement tout en essayant de ne pas faire payer, etc., etc. J'ai besoin d'un cours accéléré sur le sujet.

M. le MAIRE

Merci Monsieur DAVID. Je veux redire, à l'attention de tout le monde, que je suis déterminé à ne pas laisser les choses se dégrader en termes de tranquillité publique et de sécurité publique à Bordeaux. Tous les éléments que vous venez de livrer n'ont de sens que si on est dans un travail de collaboration avec l'État, ce que l'on fait à travers les quartiers, le quartier de reconquête républicaine, avec cette notion de police

du quotidien, et que l'on mettra, et on met déjà les moyens pour endiguer cette tension, ces agissements qui polluent la vie de nos concitoyens et notamment des plus fragiles. Donc, je redis devant chacun, et c'est pour cela que l'on ouvrira ce débat au mois de décembre sur les moyens dont on pourrait doter notre Police municipale en termes d'armes létales ou pas. Ce débat, nous l'aurons ici, mais c'est déjà un premier message de dire que nous sommes, et je suis déterminé.

Après, Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Oui, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, quelques mots à mon tour pour répondre à certaines interventions. D'abord, chaque année, vous nous expliquez que ce rapport est relativement stable et identique. En effet, nous avons fait des promesses en 2014, et nous les mettons en œuvre en tenant compte des changements de société, des évolutions profondes, pas suffisamment à votre goût pourquoi pas, mais la stabilité dans cet exercice-là est aussi un gage de crédibilité, et nous le revendiquons.

Vous avez évoqué les grands quartiers, l'urbanisme et le développement de la ville. Précisément, les dernières évolutions de ce document et le choix du Maire à l'égard de la Jallère, à l'égard du l'îlot de la Faïencerie montrent aussi que nous savons tenir compte des inflexions nécessaires et des évolutions sans renoncer au développement de la ville, mais en imaginant et en mettant en œuvre un développement équilibré.

Monsieur le Maire a brièvement évoqué le classement de Challenge et Dieu sait que l'on ne court pas après les classements. Quand ils sont bons, on les évoque. Quand ils sont mauvais, vous les évoquez donc d'une certaine manière, il y a une forme de parallélisme. En revanche, ce classement est intéressant parce qu'il montre le succès de Bordeaux en matière de qualité de vie et de performance économique, mais aussi de capital humain. Et je vous invite à prendre connaissance des critères, je ne vais pas rentrer ici dans le détail, mais vous verrez que c'est un classement extrêmement intéressant.

En ce qui concerne le développement durable ou l'écologie dans ce document, évidemment ces thématiques sont extrêmement présentes. Je rappelle que c'est la loi qui nous oblige à présenter trois documents : un projet de mandature où on aborde nécessairement les grandes lignes, et peut-être loin le développement durable puisque le deuxième rapport obligatoire de par la loi, c'est celui que je me suis permis de brandir parce qu'il est particulièrement dense, c'est le rapport sur la situation écologique qu'Anne WALRYCK va présenter. Et enfin, le rapport d'orientations budgétaires.

Cher Pierre HURMIC, je n'ai nullement envie de polémiquer avec vous. J'ai du respect pour vous, pour vos positions. J'observe que votre ton a changé, et je ne suis sans doute pas le seul à m'en rendre compte, mais cela vous appartient, vous vous exprimez ici comme vous voulez. Pourquoi j'ai réagi à vos propos ? Parce qu'il y a deux grosses inexactitudes dans ce que vous avez dit. D'abord, vous avez dit « Quelques écoles ont des niveaux de pollution qui dépassent le seuil ». Une école, Monsieur HURMIC. Une seule et nous sommes prêts à en parler avec vous. Nous avons travaillé avec cette école déjà sur ce sujet-là, et donc, effectivement, ce n'est pas « quelques » sur 105, 107 écoles à Bordeaux.

Deuxièmement, vous avez peut-être pris l'angle d'attaque le plus discutable, comment accuser une collectivité, la ville seule d'être responsable des pics de pollution et des difficultés en matière de pollution ? S'il y a bien un sujet sur lequel nous sommes responsables et nous agissons, mais nous ne sommes pas seuls, vos amis au Département, vos amis à la Région, l'État, c'est un combat collectif, la lutte contre la pollution. Parlons des bandes cyclables. Parlons des sujets qui nous incombent, je dirais, à 100 %, et ayons un débat, mais de grâce rien d'excessif qui, comme vous le savez, est insignifiant. Je vous le dis avec le sourire.

M. le MAIRE

Merci. Madame WALRYCK.

MME WALRYCK

Moi, je ne sais pas si je vais le dire avec le sourire, mais pour compléter ce que vient de dire Fabien ROBERT sur la pollution qui… évidemment, je comptais en parler dans le rapport sur le développement durable, mais je ne peux pas laisser passer ce moment. Fabien a très bien dit que, premièrement, il y avait une école qui était visée dans l'exploitation qui a été faite sur les données qui ont été mises dans l'open data. J'ai immédiatement saisi évidemment l'ATMO pour savoir quelle était la réalité, la signification de ces données. Ce qui m'a été, et ce que j'ai explicité, envoyé comme information immédiatement à la Directrice de l'école Anne Sylvestre, c'est qu'il n'y avait, premièrement, aucun danger

contrairement à ce que vous dites, Pierre, puisque sur les indicateurs pris en compte, le dioxyde d'azote ou les PM10, il n'y a pas de seuil qui soit supérieur au seuil maximum utilisé. Là où il y a à regarder, c'est dans les seuils qui sont préconisés par l'Organisation Mondiale de la Santé qui ne sont pas du tout les mêmes.

Deuxièmement, bien entendu qu'au lendemain de cette publication, j'ai saisi immédiatement l'ATMO, et, en effet, nous allons réaliser avant la fin de l'année… et l'école est bien entendu avertie et d'ailleurs, on a une réunion la semaine prochaine, n'est-ce pas Alexandra qui siège au Conseil d'école et Emmanuelle CUNY ? Nous avons une réunion la semaine prochaine là-dessus. J'ai d'ores et déjà mandaté l'ATMO qui va faire réaliser en fin d'année et en début d'année prochaine non seulement une étude sur la qualité de l'air portant sur cette école, mais également sur l'école de Cenon parce qu'il y avait deux établissements dans l'ensemble de la Métropole qui étaient visés, et non seulement sur la qualité de l'air extérieur, mais sur la qualité de l'air intérieur.

Troisièmement, j'ai demandé qu'une étude soit faite sur l'ensemble des établissements sensibles dans notre ville et dans notre agglomération, ce qui va être conduit en 2020.

Ce que vous oubliez de dire, cher Pierre, c'est que vous mettez toujours l'accent là où il ne faut pas, je suis désolée de le dire. Mais quand on regarde globalement la qualité de l'air sur Bordeaux, sur l'agglomération, et même à l'échelle de la Gironde ou de l'Aquitaine, et même de la Nouvelle Aquitaine, l'ATMO - ce n'est pas moi qui le dis, c'est un organisme indépendant et habilité par le service de l'État - dit que la qualité de l'air s'est globalement améliorée. Première chose.

Et puis, j'y reviendrai tout à l'heure un peu plus dans le détail, mais comme l'a souligné Fabien ROBERT à juste titre, et je l'ai dit et redit, mais vous ne l'entendez pas, ou vous ne voulez pas l'entendre, on est à peu près à 40 % si je regarde l'ensemble des polluants atmosphériques sur la ville, qui dépendent peu ou prou des politiques qui sont menées sur notre territoire dans le cadre de la mobilité, dans le cadre de la façon dont on chauffe nos bâtiments avec des poêles dont il ne faut pas qu'ils soient émissifs évidemment de particules fines, etc., et dans le comportement de chacun. Cela veut dire que 60 %, on ne maîtrise pas. C'est effectivement le résultat de la politique qui est mise en œuvre par l'ensemble des acteurs sur le territoire bien au-delà de nos frontières nationales, européennes, et on aurait pu rajouter mondiales.

Et je rajoute, je ne veux pas être trop longue que, Pierre, je pense, tu le sais quand même, c'est qu'en fonction également des conditions atmosphériques, ces polluants, ils sont retenus dans l'atmosphère ou pas. Donc, quand on a des risques de pics de pollution ou des pics de pollution avérés, c'est lié à la température, c'est lié à la pluviométrie, et vous le savez très bien. Et quand on voit, et c'est le cas en 2019, je ne le cache pas, qu'il y a une remontée de l'ozone - vous n'en avez pas parlé, cela, pourtant, c'est important - une relevée de la présence d'ozone de l'atmosphère, cela, c'est lié tout simplement au dérèglement, au réchauffement climatique. Quand vous avez une augmentation de la température, vous avez systématiquement plus d'ozone dans l'air. Donc, je voulais juste rétablir un peu la vérité sur ce sujet.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Madame DELAUNAY.

MME DELAUNAY

Monsieur le Maire, vous m'avez tentée en parlant de votre priorité santé. En effet, je suis, moi aussi, j'ose le dire, de ceux qui croient que l'objectif de l'écologie, c'est la santé d'une part et le bien-être des habitants. Je ne vais pas jusqu'au bonheur, car il est difficile à définir. Mais je veux vous demander, vous vous rappelez dans la première séance, vous vous en rappelez sûrement, de votre « mairitude » si j'ose dire, de votre mandat de Maire, eh bien vous m'aviez, dans la bienveillance réciproque où nous étions, vous aviez approuvé le projet que je vous avais soumis de parc sans tabac. Et dans les priorités, y compris environnementales, faisons une échelle de valeurs, le tabac est certainement le premier. Et je voudrais, et je le dis à tous les candidats ici présents aux élections municipales, insister sur cela. Faisons de Bordeaux une ville « Zéro tabac » dans toutes les compétences municipales au moins. Et en particulier, j'aimerais - c'est une petite chose - qu'il y ait un éco-mégot à chaque station de tram, et devant les établissements scolaires, devant au moins les lycées. C'est vraiment des cimetières à mégots qui sont devant nous, qui sont dans les caniveaux et dont vous connaissez la toxicité. Je ne donnerai pas de chiffres, je peux le faire, parce que je ne veux pas allonger mon intervention.

Merci beaucoup.

M. le MAIRE

C'est moi qui vous remercie. D'ailleurs, je présente une forme d'excuse de ne pas vous avoir tenu au courant. Nous avons signé lundi, enfin, j'ai signé lundi avec le Président de la Ligue contre le cancer une convention justement sur la prévention et la lutte contre le tabagisme. Il faudra qu'on vous la fasse passer et moi je suis d'ailleurs très demandeur que vous puissiez vous investir dans ce sujet. Et au hasard des discussions que j'avais à cette occasion, on parlait des mégots. Il y a cette contingence de l'environnement et lutter contre les mégots un peu partout, et à l'inverse, cet enjeu de santé publique de ne pas fumer. Et, du coup, je me suis fait une réaction *in petto*, de l'espèce de schizophrénie dans laquelle on était, où par exemple, à la Ville de Bordeaux, on produit des cendriers de poche pour éviter que les gens jettent leurs mégots. Et quand je parle de schizophrénie, cela veut dire qu'aussi on se conforte dans l'idée que l'on peut continuer à fumer. D'où la frontière que l'on doit trouver entre cet impératif de ne plus fumer, et cet impératif environnemental de maintenir cette possibilité. En tout cas, merci de votre intervention.

Monsieur GAUTÉ.

M. GAUTE

Monsieur le Maire, d'abord, un chiffre en matière de sécurité et de tranquillité publiques. Vous avez pris un engagement que vous allez respecter, j'en suis persuadé. Je voulais simplement dire qu'en tant qu'Adjoint aux ressources humaines, pour 2018, il y a eu création de 29 postes supplémentaires. En 2019, toujours en matière de sécurité et de tranquillité publiques, ce sont 47 recrutements. Je dis bien 47 recrutements qui ont permis de répondre aux besoins pour les postes vacants.

Ensuite, une observation, une réponse à Monsieur JAY. Monsieur JAY, quand je vous entends, les bras m'en tombent. Vous critiquez InCité. Vous critiquez la politique d'urbanisation, la politique de logement. S'il vous plaît, s'il vous plaît, je crois que vous êtes propriétaire bailleur, un peu de pudeur, Monsieur JAY. Simplement, sans rentrer dans les détails, un peu de pudeur.

M. le MAIRE

Merci Monsieur GAUTÉ, et puis merci d'avoir rappelé en toute modestie qu'effectivement les recrutements sur la Police municipale, le Plan de sectorisation, comme l'a dit tout à l'heure Jean-Louis, on n'a pas attendu les semaines précédentes pour le mettre en œuvre. C'est une priorité depuis maintenant quelques années.

Madame PIAZZA.

MME PIAZZA

Oui, Monsieur le Maire, merci de me donner la parole. Je voudrais actualiser quelques points sur des projets sportifs qui ont démarré sur cette mandature, et sur lesquels je me sens animée par le fait que je peux vous donner quelques nouvelles.

Par exemple, le gymnase Charles Martin, c'est un projet que nous avions abandonné du fait des niveaux de PPRI qui ne nous le permettaient pas, mais que nous avons laissé en sommeil sans pour autant le laisser tomber complètement puisque nous avons travaillé avec la DDTM qui nous laisse, aujourd'hui, entrevoir la possibilité de construire cet équipement avec quelques contraintes, mais c'est une bonne nouvelle, un plancher surélevé sans des surcoûts démesurés. Donc, nous y travaillons. Une remise d'étude de faisabilité avant le printemps 2020 pour étudier contraintes, coûts, calendrier, hauteurs, mais nous devrions pouvoir avancer sur ce gymnase très, très attendu par le quartier de Bacalan.

À signaler à très court terme, l'ouverture d'une salle de boxe, une salle de santé, de remise en forme aux Aubiers. Monsieur le Maire, vous allez l'inaugurer très bientôt, le 4 décembre avec tous les sportifs et les sportives de ce quartier.

Avant de passer encore à deux équipements rapidement sur la Rive Droite, je voulais quand même vous signaler deux petites coquilles dans ce rapport sur le gymnase BAF et la livraison du City Stade. Les deux équipements se feront en 2021 alors qu'il est noté 2019.

Sur la Rive Droite, la piscine Galin qui répond parfaitement au calendrier, nous l'avons tenue. Suite à une réunion du groupe contact. Je vous rappelle que ce groupe contact est constitué d'associations, d'habitants, des membres du Conseil citoyen et des clubs. Vous les avez réunis, Monsieur le Maire, vendredi dernier

et vous avez annoncé le premier coup de pioche le 19 décembre en amont du Conseil de quartier. Donc livraison, comme promis, à l'été 2021. J'en ai terminé.

Vous dire aussi que les espaces sportifs Promis s'annoncent plutôt bien avec une livraison fin 2020 pour sa première phase.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Merci. Deux choses. Effectivement, quand on parle de santé, le sport c'est y. Et second point, vous avez raison de reparler du gymnase aux Bassins à flot parce que, face aux contingences réglementaires administratives, rien de mieux que le volontarisme pour faire avancer les dossiers, et c'est bien de reprendre ce dossier.

Monsieur HURMIC, vous redemandez la parole ?

M. HURMIC

Deux minutes.

M. le MAIRE

Allez, montre en main.

M. HURMIC

Oui, oui, pas plus. J'ai trois observations responsives, si vous me le permettez, aux réponses que vous m'avez faites.

La première pour vous dire, Monsieur le Maire, vous accusez… alors, c'est une réponse peut-être à ce que vous avez répondu plus exactement à Delphine JAMET l'accusant d'être protagoniste de l'écologie punitive. J'ai envie de vous dire « C'est vous l'écologie punitive ». C'est-à-dire que si on ne prend pas de décision aujourd'hui, notamment pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et lutter contre les pollutions, ce sont ceux qui vous succéderont demain, qui seront obligés de prendre des décisions draconiennes, difficiles, ingrates, impopulaires pour réaliser ce que vous n'avez pas réalisé en temps voulu. Première observation.

Deuxième observation, je note que vous ne m'avez pas répondu sur l'augmentation des pollutions que j'ai mentionnée et l'aggravation de ces pollutions. Je vous ai dit, le dioxyde d'azote, +8 %. Les PM10, +9 %, cela s'est aggravé depuis l'an dernier. Ce sont vos chiffres, ce ne sont pas les miens. Vous ne m'avez pas répondu.

Enfin, troisième et dernière observation, là, je vous avoue que je l'ai un petit peu mauvaise, vous m'avez reproché de n'avoir cité que l'école Anne Sylvestre. Si je n'ai cité que l'école Anne Sylvestre, ne le répétez pas, c'est uniquement parce que je n'ai pas voulu être trop long, mais je vais vous dire quels sont les autres établissements scolaires et autres. Vous savez que les PM10, les particules en suspension, nous sommes… L'OMS a fixé le seuil à 20 microgrammes. Vous savez, c'est les chiffres, c'est l'OMS, ce n'est pas moi, ce n'est pas les écolos, c'est l'OMS. Alors, je vais vous citer puisque vous trouvez que mon intervention était trop brève ou peut-être trop caricaturale, les établissements qui dépassent ces 20 microgrammes imposés par l'OMS. Vous avez des crèches, vous voyez, c'est pire, ma réponse est pire que ce que j'avais dit précédemment. Vous avez des crèches. Vous avez le multiaccueil Pitchoun' à Gambetta qui est à 24,7. Vous avez des EHPAD également. Vous avez l'EHPAD Henri Dunant où on est à 25,3 microgrammes. Vous avez également l'école Monceau Citéa où on est à 24,2. Vous avez l'école Assomption Sainte-Clotilde où on est à 25. Vous avez le multiaccueil Georges V où on est à 24,8. Vous avez le multiaccueil Pellegrin où on est à 24,3. Vous avez le multiaccueil Babilou, Albert I^{er} où on est à 24,7. Vous avez le multiaccueil Pitchoun' Caudéran où on est à 23,6. Et enfin, vous avez la crèche hospitalière de Charles Perrens où on est à 23,5. Chaque fois, on est au-dessus du seuil de l'OMS de 23. Et Madame WALRYCK, s'il vous plaît, écoutez-moi, ne vous défaussez pas sur d'autres collectivités locales, je ne sais pas, le Conseil départemental, la Région et autres, c'est vous qui êtes en charge à la Métropole, je vous le rappelle, du développement durable. C'est vous qui êtes en charge. Et vous savez que ces augmentations des taux de pollution dans l'atmosphère sont principalement dues à hauteur de 47 % au trafic automobile. Donc, c'est vous qui êtes en charge directement, alors avec une autre casquette, vous me l'accorderez, c'est vous qui êtes en charge directement de ces augmentations de ces polluants. Donc, de grâce, assumez aujourd'hui que la Anne WALRYCK que l'on a au Conseil municipal, c'est également un peu la Anne WALRYCK qui est également

Vice-Présidente du Conseil de Bordeaux Métropole, en charge du développement durable, et donc un peu, j'ai tendance à le dire, des transports.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

On connaît votre côté procureur, ne franchissez pas une étape avec une forme d'arrogance dans l'expression, Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Comment ?

M. le MAIRE

On connaît votre côté procureur, ne franchissez pas une étape avec un volet maintenant arrogant et obséquieux vis-à-vis de vos collègues.

S'agissant des données que vous donnez, c'est le cas de le dire, il y a quand même débat entre la réglementation que l'on respecte et des objectifs certes louables et nécessaires de l'OMS, mais qui, aujourd'hui, ne correspondent pas à la réglementation.

Madame SIARRI.

MME SIARRI

Oui, quelques mots complémentaires, Monsieur le Maire. D'abord, nous sommes en train de parler du projet de mandature, et donc je voudrais rappeler que vous aviez invité l'ensemble des élus à avoir une présentation du bilan du Pacte de cohérence sociale et territoriale ici comme de la politique logement, et que 80 % des actions qui ont été co-décidées avec les habitants ont bien été réalisées. Par ailleurs, sur notre politique de logements sociaux, je rappelle qu'en 2010, nous en livrions 400 par an, que désormais nous en livrons 1 000 par an, et que nous arriverons à obtenir nos 25 % d'ici 2025.

Ce qui me permet de répondre aussi un peu à Pierre HURMIC puisque quand on fait du logement, et par exemple du logement social ou de la rénovation, évidemment que l'on concourt à l'écologie, évidemment que l'on concourt à la lutte contre les formes de pollution de la même manière que quand on développe tout autre type de politique sur les déplacements et le logement.

Je voudrais revenir également sur la partie sécurité. Chacun sait bien ici que l'on obtient la sécurité dans une ville parce que l'on respecte un sacro-principe qui repose sur trois branches : la répression, la prévention et l'aide aux victimes. Et Monsieur le Maire, depuis que vous êtes arrivé en poste, vous avez accordé 500 000 euros de plus quasiment pour soutenir la vie associative au cœur des quartiers - dans ces quartiers populaires dans lesquels finalement, tout le monde, je m'en rends compte, ne va pas si fréquemment que cela - pour soutenir des actions qui concourent à la cohésion sociale, à la démocratie participative, mais qui nous permet aussi d'avoir des projets que nous votons à 98 % à l'unanimité. Et donc, il est toujours très délicat de venir critiquer la politique d'une équipe municipale que l'on a soutenue à 98 %, qui est souvent le résultat de propositions qui sont faites par les citoyens et par les acteurs de terrain.

Je vais aussi, dans quelques délibérations, présenter le recrutement de médiateurs dans les quartiers qui sont ces professionnels qui vont dans l'espace public, favoriser le lien social et qui concourent à cette tranquillité publique à laquelle nous sommes tellement attachés à Bordeaux.

Je voudrais répondre plus particulièrement à Pierre. Cher Pierre, sur deux choses qui me paraissent importantes sans polémiquer, qui sont quand même des choses objectives. La Région est chef de file sur le développement durable et la Région a deux Vice-Présidents Verts, du parti de l'écologie.

M. HURMIC

(Sans micro, inaudible.)

MME SIARRI

Attends Pierre. Donc, ils sont en responsabilité. Ils sont chefs de file. Nous, nous ne nous dédouanons pas de notre responsabilité, mais le terme « chef de file », toi qui es quand même attaché aux mots et à la sémantique, cela a quand même un sens. Par ailleurs, tu pointes du doigt les enjeux de la pollution. Cette augmentation de la pollution, elle est vraie sur tout le territoire national. Donc, c'est une forme

de malhonnêteté intellectuelle que de vouloir mettre à mal ce qui serait exclusivement sur la Ville de Bordeaux, sur ce territoire, et de le différencier de tous les autres, et de se dédouaner aussi de tes camarades Verts qui ont cette responsabilité de conduire des politiques ambitieuses.

Et je voudrais terminer sur une chose, je suis aussi dans l'opposition au Conseil régional. L'opposition, cela ne consiste pas à dire quand on n'est pas élu « On n'a rien pu faire » puisqu'il y a ce qui se passe au Conseil municipal, il y a des motions et puis, il y a aussi des contre-propositions. Et je n'ai pas le souvenir, ces six dernières années, que vous ayez fait tant de propositions que cela pour inverser des phénomènes nationaux, européens, internationaux sur l'augmentation de la pollution. Donc, je crois qu'il faut que chacun ait beaucoup d'humilité, et je pense que sur les enjeux de pollution, et j'en finirai par-là, il faut faire très attention à nos mots. Moi, je siège au Conseil d'école Anne Sylvestre, et Anne WALRYCK viendra faire une réunion la semaine prochaine dans cette école. Sachez bien qu'ils ont été profondément chagrinés de ce qui a été dit, et de la façon que l'on a de les instrumentaliser en leur faisant peur. Et je crois que l'écologie, ce n'est pas simplement faire peur, c'est aussi trouver des moyens et des axes de progrès pour pouvoir y arriver parce que c'est bien tous ensemble que l'on arrivera, et pas simplement en disant de l'autre qu'il est incapable de sauver le reste de la planète.

M. le MAIRE

Merci beaucoup pour cette intervention fondamentale et c'est vrai qu'effectivement, moi, il ne me viendrait jamais à l'idée d'aller reprocher à Madame COUTANT qui est Vice-présidente à la Région, un pic de pollution sur le territoire régional. Cela ne me viendrait même pas à l'idée, voyez-vous, Monsieur HURMIC. Cela, c'est le premier point.

Second point, comme le disait Madame SIARRI, il y a ceux qui parlent des choses, et ceux qui les pratiquent. Et tout ce travail qui est fait avec les tiers associatifs, les intervenants, cela, c'est la réalité des choses.

Merci pour ce débat.

MME JAMET

Sans micro, inaudible

M. le MAIRE

Oui, mais si à chaque fois que l'on vous reprécise des choses qui ne vous font pas plaisir parce que ce sont des réalités, vous allez rebondir sur… le débat est sans fin.

Madame JAMET.

MME JAMET

Effectivement, le débat pourrait être sans fin, mais en même temps quand on entend dire que l'on n'a pas fait de propositions pendant toute cette mandature.

M. le MAIRE

C'est vrai.

MME JAMET

Non ce n'est pas vrai.

M. le MAIRE

Prouvez-moi une seule fois que vous avez fait une proposition budgétaire, une proposition de délibération, un rapport que vous nous ayez présenté sur une nouvelle politique en termes d'environnement sur la ville. Citez-moi un jour, un seul Conseil municipal où vous n'avez proposé… jamais !

MME JAMET

L'agriculture urbaine, Monsieur le Maire, nous avons fait énormément de propositions, une proposition qui n'est pas passée en motion parce que le Maire l'a arrêtée pour que l'on fasse un groupe de travail avec Magali FRONZES. Je suis désolée, vous ne pouvez pas dire cela.

M. le MAIRE

Ce n'est pas vrai.

MME JAMET

Depuis tout le début, on a fait cela.

M. le MAIRE

Non, ce n'est pas vrai.

MME JAMET

Si aujourd'hui, on installe un agriculteur sur le domaine du Haillan, c'est parce que l'on a fait cette proposition.

M. le MAIRE

Mais, bien sûr ! À mon avis, les enjeux environnementaux vont …

MME JAMET

Non, mais l'honnêteté intellectuelle, elle vient de tous les sens, excusez-moi. Sur toutes les mobilités, on a passé notre temps à dire que vous n'étiez pas à la hauteur sur la politique du vélo.

M. le MAIRE

Cela, c'est du…

MME JAMET

Mais oui, mais parce que vous n'avez pas de vision. Vous n'avez pas relevé les discontinuités. On vous en a dit des solutions.

M. le MAIRE

Calmez-vous. Tout cela, c'est de la mousse. Cela, c'est des propos d'estrade, Madame. Je vous parle de choses concrètes. Et si vous résumez l'action publique en termes de défense de l'environnement, de lutte contre le réchauffement climatique à l'installation d'agriculture urbaine, c'est un peu réducteur. Par ailleurs, on ne vous a pas attendus… Je comprends que cela puisse vous énerver.

MME JAMET

La Jallère, Monsieur le Maire, qui c'est qui est monté au créneau sur la Jallère ? Sur plein de sujets, je suis désolée, mais moi, ce qui me tue ici, c'est que vous dites que l'on veut faire peur aux gens. Moi, ce n'est pas aux gens que je veux faire peur, c'est à vous.

M. le MAIRE

On ne dit pas que vous faites peur !

MME JAMET

C'est-à-dire que vous n'avez même pas pris conscience de l'enjeu. Non, vous n'avez pas pris conscience de l'enjeu.

M. le MAIRE

Si puisque l'on prend des décisions.

MME JAMET

Quand j'entends tout à l'heure que vous ne voulez pas de décroissance sociale, ce n'est pas de la décroissance sociale. Est-ce que c'est bien utile d'avoir des drones qui vont venir nous livrer des choses que l'on va avoir achetées par Internet ? Est-ce que c'est utile d'avoir cela ?

M. le MAIRE

On n'a pas parlé de cela.

MME JAMET

Est-ce que c'est utile d'avoir des voitures autonomes ? C'est cela. Et, cela, c'est de la décroissance sociale ?

M. le MAIRE

Je dis simplement que vous êtes dans l'incantation, la critique et vous n'êtes jamais dans la proposition concrète.

MME JAMET

Non, non, je suis dans le principe de réalité, et là, vous ne l'êtes pas, vous.

M. le MAIRE

Oui. Allez, merci de votre intervention. Donc, là, c'est juste une présentation. Il n'y a pas de vote. Merci de vos contributions respectives, et on passe au point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 442 : « Présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable 2018 – 2019.»

Bordeaux, ville fraternelle, métropole européenne

PROJET DE MANDATURE 2014 – 2020

Sommaire

Introduction……p 3
I - Assurer la place de Bordeaux au cœur d'une métropole européenne……..p 5

1. Le projet urbain……p 5
    1.1. La livraison d'équipements majeurs
    1.2. Nouveaux habitants, nouveaux quartiers, mixité des usages
2. Une ville connectée pour une vie mobile…….....p 8
    2.1. Se déplacer mieux et partout
    2.2. L'aménagement numérique du territoire
3. Attractivité économique, touristique et culturelle……....p 10

II – Garantir et consolider la cohésion sociale et territoriale …….. ……....p 15

Axe 1 : S'insérer économiquement, être citoyen actif……..p 15
    1.1. Favoriser l'entrepreneuriat et la création d'emplois
    1.2. Préserver, encourager et accompagner le lien social proposé par l'engagement associatif et le bénévolat

Axe 2 : Habiter la ville, partager la vie……....p 17
    2.1 Produire des logements de qualité accessibles à tous, et équitablement répartis sur le territoire
    2.2 Apporter des réponses adaptées à la diversité des façons d'habiter et aux besoins spécifiques
    2.3. Garantir une offre de services de proximité répondant aux exigences et aux rythmes de la vie quotidienne

Axe 3 : Culture, éducation, savoirs : garantir aux Bordelais l'accès aux savoirs et à la culture…… ….p 24
    3.1. Accéder aux savoirs
    3.2. Un nouveau départ de la politique de l' « e-éducation » : animation de communautés de partenaires, valorisation des pratiques, mise en avant des réussites
    3.3. La culture pour tous, partout

Axe 4 : Bien-être, santé et environnement préservé : se sentir bien dans une ville saine….p 29
    4.1. La santé au cœur de la ville de Bordeaux
    4.2. Une ville engagée dans le sport
    4.3. La ville nature
    4.4. La lutte contre toute forme de pollution

Axe 5 : Tranquillité publique et prévention, lutte contre les discriminations…….....p 32
    5.1. Apaiser les tensions dans l'espace public
    5.2. Gérer la vie nocturne
    5.3. Lutter contre les discriminations
    5.4. Améliorer la mise en accessibilité dans la cité

III – La méthode - Agir au plus près des besoins des habitants……..…….....p 36

    1. Agir au plus près des besoins des habitants……...p 36
    2. La vie dans les quartiers : équipements et espaces publics de proximité…….p 37
    3. Services publics du quotidien : éclairage, propreté, signalements sur terrain, maintenance, etc.……..... p 37
    4. Démocratie quotidienne et concertation……...p 38

Projet de mandature Bordeaux 2014 - 2020

Au cours des 20 dernières années, Bordeaux s'est métamorphosée et a conquis son statut de métropole au bénéfice de l'ensemble de l'agglomération. En s'appuyant sur trois projets urbains successifs (1996 – 2009 – 2013), la ville a requalifié ses quartiers historiques et lancé d'ambitieuses opérations d'urbanisme ; elle a densifié ses équipements de proximité tout en menant à bien des projets d'envergure tels que la reconquête des quais, le stade Matmut Atlantique ou la Cité du Vin. La population qui avait sensiblement décru au cours des décennies antérieures, continue d'augmenter pour culminer à la fin du mandat à 256 045 habitants.

Tout ceci s'est fait en intégrant les enjeux humains de cette mutation. Le projet social a été au cœur des politiques menées par la ville au bénéfice de ses habitants et la prise en compte des impératifs environnementaux s'est affirmée avec la mise en place de nombreux outils en faveur de la transition écologique (plan « haute qualité de vie », « plan « canopée », etc…) dont la ville s'est dotée.

Aujourd'hui, dans un contexte institutionnel et financier qui concerne toutes les collectivités territoriales, Bordeaux doit capitaliser sur ses acquis pour devenir le cœur d'une métropole du XXIème siècle, à la fois ambitieuse dans son développement, attractive en termes économiques et soucieuse de conserver ses valeurs et la qualité de vie pour ses habitants.

Tel a été le défi de ce mandat politique avec la volonté affichée de créer les conditions favorables à la croissance des entreprises pour développer l'emploi, soutenir le rayonnement de la métropole et renforcer la cohésion du corps social bordelais grâce à la mise en œuvre du pacte de cohésion sociale et territoriale.

Notre environnement institutionnel a profondément évolué ces dernières années : l'Etat poursuit sa « cure d'amaigrissement » au fur et à mesure du transfert d'une partie de ses prérogatives vers les collectivités pour assainir les comptes publics ; les régions ont vu leur périmètre agrandi et leurs compétences dans les domaines de l'économie, des infrastructures, de la formation et du développement, affirmées. S'agissant des milieux urbains, le transfert d'une partie des compétences des départements vers les métropoles est désormais un fait acquis.

La création des métropoles se traduit par une sensible évolution des relations entre les communes et leur intercommunalité : la mutualisation et le transfert de compétences des communes vers les métropoles se sont accompagnés d'une redéfinition de leurs périmètres d'intervention et d'une intégration des services plus ou moins poussée selon les volontés politiques locales. Il convient de souligner l'originalité du modèle de mutualisation développé sur ce territoire puisque la métropole bordelaise a mutualisé avec l'ensemble des communes volontaires et non pas seulement avec la ville-centre, selon un principe de « mutualisation à la carte ».

La réforme territoriale s'est donnée pour objectif de rendre l'action publique plus lisible pour les citoyens. Celle-ci doit en effet gagner en efficacité grâce à une simplification des protocoles et des normes, une rationalisation des dispositifs de toute nature et des actions visant les économies d'échelle.

Sur le plan financier, grâce aux démarches innovantes et aux efforts de gestion entrepris pour répondre aux enjeux d'un territoire en croissance, la ville de Bordeaux a vu ses ratios financiers s'améliorer continuellement. Reflet du dynamisme démographique et économique de Bordeaux, la croissance continue des recettes de fonctionnement (malgré la baisse constante des dotations de l'Etat sur cette période) s'est doublée d'une maitrise volontariste des dépenses de fonctionnement. Cette tendance conforte à l'échelle globale une progression significative de

l'épargne nette et une baisse constante de l'endettement depuis 2015. Cette situation financière saine permet ainsi à notre collectivité de maintenir un programme d'équipement ambitieux tout en s'engageant dans la démarche contractuelle proposée par l'Etat pour limiter la progression des dépenses de fonctionnement à 1,35% par an jusqu'en 2020. A l'aune d'une réforme fiscale aux contours encore incertains et compte tenu de la demande croissante de services et d'équipements de proximité induite par l'arrivée de nouveaux habitants de plus en plus nombreux, cet engagement ne sera pas simple à respecter pour l'avenir. Pour autant, cette exceptionnelle vitalité du territoire est une chance dont il faut se réjouir et une opportunité de développement durable à relever par toutes les forces vives de ce territoire – habitants, institutions publiques, acteurs socio-économiques.

Dans ce contexte institutionnel et financier complexe et pour garantir le maintien des valeurs qui sont les nôtres, les défis auxquels nous avons répondus au cours du présent mandat sont les suivants :

- Comment, dans la compétition nationale et internationale, développer et valoriser nos atouts qui font aujourd'hui de Bordeaux la ville préférée des Français ?
- Comment garantir à chaque habitant un « droit à la ville » équitable, garant du « bien vivre ensemble », quels que soient sa situation personnelle, familiale ou ses revenus ?
- Comment poursuivre une croissance harmonieuse avec de nouveaux quartiers à l'image de la ville historique, garantissant partout mixité fonctionnelle (habitat, activités, services, équipements de proximité) et mixité sociale et associant les habitants à la vie quotidienne de leur quartier ?

Tels sont les objectifs que nous nous sommes fixés pour cette mandature.

I - Assurer la place de Bordeaux au cœur d'une métropole européenne

Ville centre au cœur d'une agglomération en pleine mutation, Bordeaux doit contribuer au rayonnement métropolitain tout comme elle doit en tirer parti.

Par ses fonctions de centralité, par la qualité de ses espaces publics et de ses équipements, par la diversité de son offre de logement mais aussi de son offre culturelle, par le bien-être qu'elle offre, Bordeaux participe grandement à l'attractivité de toute la métropole. Bordeaux a l'ambition de créer un cadre favorable à l'épanouissement de ses habitants et de ses étudiants, ainsi qu'au développement de l'activité économique, donc de l'emploi.

1. Le projet urbain

Mise en service du tramway et réconciliation des deux rives ; aménagement des quais et création d'un arc de développement durable sur lequel s'égrènent de nouveaux quartiers ; mise en valeur de la ville entraînant son inscription au patrimoine mondial de l'Unesco... A partir des grandes lignes dessinées par le « projet urbain », Bordeaux s'est développée, embellie, dynamisée. Le rythme des changements a été intense, les chantiers ont été et sont encore considérables. L'effet produit ne l'est pas moins : Bordeaux s'est transformée en profondeur tout en restant fidèle à ce qu'elle est. Elle est devenue au fil des ans, extrêmement attractive aussi bien pour les habitants, les touristes, que pour les étudiants, les entreprises et les investisseurs.

Tout l'enjeu est alors de faire grandir la ville sans dénaturer son territoire et son paysage, de repousser les limites du centre de la ville sans rupture pour qu'elle reste harmonieuse et à taille humaine, de créer une ville adaptée aux besoins et aux attentes de ses habitants comme de ses entreprises dans leur diversité, d'offrir une ville ouverte, attractive et rayonnante. Ainsi, Bordeaux a pris toute sa part dans la réflexion qui a été menée sur l'avenir de la métropole à horizon 2050.

Le développement et le dynamisme de la ville de Bordeaux et plus largement de la métropole soulèvent des questions fondamentales relatives à la gestion des territoires qu'il convient de prendre en compte à l'échelle territoriale : comment repenser les relations entre grandes métropoles et villes moyennes, redéfinir les équilibres entre les zones urbaines et les zones rurales, l'égale répartition des services publics et des richesses sur l'aire métropolitaine, la mise en application de la transition écologique,… Cet enjeu majeur est pleinement appréhendé par la démarche « Bordeaux Métropole coopérative », qui vise à tisser des liens de coopération avec les territoires et villes voisines dans une logique de développement partenarial et réciproque.

1.1 La livraison d'équipements majeurs

De nombreux projets d'envergure, qui donnent à la ville et à la métropole tous les atouts de se hisser au rang des principales métropoles européennes, ont été développés sur cette mandature.

Ainsi, la gare Saint-Jean rénovée et étendue au quartier Belcier qui accueille désormais la ligne à grande vitesse (LGV), connait un accroissement fulgurant : de 11 à 20 millions de voyageurs par an depuis mi-2017. Plus au nord, dans l'éco-quartier du Lac, la réhabilitation du parc des expositions est en cours d'achèvement (2016-2020).

Depuis son ouverture en juin 2016, la Cité du vin de Bordeaux connaît un réel succès de fréquentation. Avec 421 000 visiteurs accueillis en 2018 et le passage symbolique du seuil du million de visiteurs, cet équipement maintient son attractivité, notamment auprès des visiteurs étrangers toujours plus nombreux (augmentation de 22 % par rapport à 2017, soit 38% des visiteurs).

Établissement emblématique de la ville de Bordeaux, le Muséum d'histoire naturelle, réouvert depuis le 30 mars 2019 après une vaste rénovation-extension, a accueilli le 30 juillet 2019 son 100 000e visiteur. L'engouement unanime pour ce nouveau site culturel de Bordeaux est tel qu'il n'aura fallu que 4 mois à peine pour franchir ce cap symbolique, synonyme du grand succès populaire de ce lieu accessible et destiné à tous, permettant ainsi les rencontres et les croisements de publics.

Le Muséum expose aujourd'hui 3 699 spécimens dont 608 mammifères, 974 oiseaux et 959 mollusques. Le parcours muséographique vise à sensibiliser le public aux enjeux de l'environnement et à la protection de la biodiversité, il invite à s'interroger sur la place des humains dans la nature.

1.2. Nouveaux habitants, nouveaux quartiers, mixité des usages

Autour du fleuve cœur de ville, se dessinent de nouvelles centralités : au nord avec Ginko et les Bassins à flot, sur l'autre rive, Brazza, et plus au sud, Bastide Niel puis autour de la gare Saint-Jean, l'Opération d'Intérêt National Bordeaux Euratlantique. Ces nouveaux quartiers ont leur propre identité pour éviter le schéma d'une ville uniforme. La co-élaboration de ces projets avec les habitants est une garantie de leur singularité.

De grandes opérations d'aménagement marquent cette mandature :

¬ Ginko qui a obtenu en 2014 le label national écoquartier fait désormais partie intégrante de la ville. Il est desservi par le tramway et il est doté d'un groupe scolaire et d'une nouvelle crèche depuis 2012, ainsi que d'un centre d'animation agréé centre social. Il s'articule avec les Bassins à flot et les Aubiers et s'inscrit dans un lien entre lac et Garonne. Aujourd'hui, 2 000 logements environ ont été livrés sur les 3 000 prévus à l'opération d'aménagement. La 4ème phase de cette opération qui concerne la réalisation des derniers programmes de logements et un centre commercial, est engagée. Après l'ouverture d'un gymnase et d'une structure d'escalade destinés aux habitants de Ginko et des Aubiers en 2018, le second groupe scolaire de 16 classes sera livré à la rentrée 2020. Un collège d'une capacité d'accueil de 600 élèves viendra compléter l'offre d'équipements publics du quartier en 2022, année de clôture de l'opération. A cette date, Ginko rassemblera 7 000 habitants.

¬ Les Bassins à flot : ce quartier d'histoire et d'avenir prévoyant 700 000 m² de constructions nouvelles est un projet d'urbanisme négocié unique en France. 5 000 logements ont été livrés en 5 ans, ainsi que 34 000 m² de surface plancher dédiés aux activités économiques, principalement dans les filières du vin, du tourisme, des loisirs, du nautisme, de l'économie créative dont le numérique et le commerce.

Un campus urbain centré sur le capital humain, l'innovation et l'économie est en développement avec l'implantation, à terme, d'une douzaine d'écoles pour accueillir 4 000 étudiants venant s'ajouter aux 10 000 déjà présents sur le Campus Chartrons. De nouvelles activités se développent autour des Bassins avec l'implantation de grands équipements culturels (la Cité du Vin depuis 2016, le Musée de la Mer en 2019, le projet des « Bassins de lumière » sur la base sous-marine et multiplexe en 2020), la création de 2 parkings silos, le développement d'une offre hôtelière (410 chambres livrées sur un total prévu de 850) ou encore l'arrivée d'entreprises tertiaires et de nouveaux commerces. Le port de plaisance a, quant à lui, commencé sa rénovation.

Au cours de l'année 2018, la rue Lucien Faure a été entièrement réaménagée. La nouvelle mairie de quartier y prendra place en 2023. Un point relais Petite Enfance, ainsi qu'un lieu des Associations et des Bénévoles Bordelais (LABB), viendront compléter cette offre de services aux habitants.

L'ouverture d'une micro-crèche en 2018 sera suivie en 2020 par d'implantation de deux groupes scolaires de 14 et 16 classes, intégrant des espaces destinés aux centres de loisirs et à la vie associative hors du temps scolaire, puis par un gymnase et un dojo en 2021. Deux crèches de 60 places chacune, des espaces sportifs de proximité et une structure polyvalente offrant des espaces d'activités pour les associations pour l'enfance, la jeunesse et les seniors, ainsi qu'une salle municipale grande jauge dont la livraison est prévue en 2022, s'intégreront dans le périmètre. De nouvelles activités se développent le long des bassins (campus de Bissy, hôtels, entreprises numériques, …). Une seconde structure d'animation ouvrira en 2023-2024.

Le projet se poursuit désormais principalement sur l'arrière de la base sous-marine avec le développement d'îlots d'activités productives (autour de la logistique urbaine de proximité et des métiers du bois). L'aménagement du parc situé à l'arrière de la base sous-marine, prévu au programme des équipements publics de l'opération d'aménagement, sera engagé en 2020 :12 000 habitants et 4 000 étudiants vivront autour de commerces, services, bureaux, établissements d'enseignement supérieur et équipements publics, dans un quartier résidentiel et actif en passe de devenir un des grands lieux de l'enseignement supérieur et de la culture de la métropole.

D'autres projets ont débuté ou vont monter en puissance dans les prochaines années, ils permettront de maintenir croissance et dynamisme urbains :

¬ Brazza : 53 hectares ouverts sur le parc aux Angéliques. Plus d'une trentaine de permis de construire et permis d'aménager auront été délivrés d'ici la fin 2019 et une première opération est désormais en chantier au débouché du pont Chaban-Delmas. A terme, Brazza apparaîtra comme un nouveau quartier d'habitat et une polarité économique en continuité des Bassins à flot. L'idée-force de ce projet est de partir des besoins et des moyens des futurs habitants et de proposer des « volumes capables », destinés aux logements ou aux petites activités : des espaces libres, évolutifs, non finis permettant d'accéder à la propriété à des prix raisonnables. Les premiers habitants arriveront en 2020-2021. Le groupe scolaire Brazza 1 et sa crèche de 60 places seront livrés en 2022, ainsi qu'une structure d'animation. Le gymnase sera livré en 2022. Ce quartier sera marqué par une forte présence du végétal en prolongement du parc aux Angéliques et une mobilité tournée vers les modes doux en particulier les vélos, avec un grand parking public dédié. L'approche par les usages recherche simplicité et évolutivité associées à une mobilisation mesurée et ciblée des moyens financiers. La totalité du quartier sera chauffée à 80% par l'énergie renouvelable (réseau de chaleur en cours de construction).

¬ Bastide-Niel : Bordeaux Métropole a désigné l'aménageur de la zone d'aménagement concerté (ZAC) en 2014 et le dossier de réalisation a été approuvé en 2016. L'opération, désormais en phase opérationnelle, permettra d'ici à 2030 l'accueil de 3 400 nouveaux logements et la création de 63 000 m², soit un total de 10 000 usagers (résidents, actifs) dont 7 000 habitants environ (les premiers s'installeront d'ici à 2020). Les premiers permis de construire ont été délivrés en 2016 et le premier grand jalon a été l'installation en 2015 des nouvelles archives municipales. Le groupe scolaire Niel - rue Hortense - devrait être construit d'ici 2021. Aux 18 classes s'ajoutent un centre de loisirs et une salle polyvalente de vie associative essentiels pour l'animation du quartier, un point relais petite enfance et un espace sportif de plein air. En 2023-24, un gymnase, une salle de boxe, une crèche et le second groupe scolaire seront livrés en cœur de quartier. Le premier îlot, Eklo, comprenant un hôtel économique et le siège de cette société, a été livré en juin 2019. La totalité du quartier sera chauffée à 80% par l'énergie renouvelable (réseau de chaleur en cours de construction).

¬ Bordeaux Euratlantique, actuellement la plus grande opération d'intérêt national (OIN) en France, est entrée dans sa phase opérationnelle. La mise en service de la LGV depuis le 2 juillet 2017 constitue pour l'agglomération bordelaise une belle opportunité de se doter d'un centre d'affaires d'envergure européenne, mais également de créer des logements, des espaces publics de qualité, et de poursuivre l'ouverture de la ville sur le fleuve.

L'opération la plus avancée est située sur le quartier Saint-Jean Belcier autour de la gare avec l'implantation en 2016 du siège de la Caisse d'Epargne, l'ouverture de la Halle BOCA en octobre 2018, la livraison de la MECA (maison de l'économie créative et de la culture en Aquitaine) par la Région Nouvelle-Aquitaine en juin 2019, l'implantation d'hôtels et des premiers ensembles de logements complétés par le nouveau groupe scolaire Simone Veil de 14 classes comprenant un centre de loisirs en 2019. La réhabilitation par la ville de l'ex-collège Fieffé permettra l'ouverture à l'horizon 2021-2022 d'une crèche, d'un point relais petite enfance et d'espaces pour les centres de loisirs et la vie associative. La totalité des bâtiments construits dans le cadre de ce projet sera chauffée à hauteur de 90% au moyen d'un réseau de chaleur en construction.

En ce qui concerne l'OIN située rive droite (ZAC Garonne Eiffel), les premiers projets se développent avec la modernisation des équipements sportifs « Promis », mitoyens d'une crèche de 40 places et du nouveau groupe scolaire « Deschamps » (18 classes avec un centre de loisirs et des salles de vie associative attendus à l'horizon 2021), la construction du siège social de l'entreprise Fayat et l'autorisation des premiers permis de construire de l'opération « Belvédère » en tête du Pont Saint-Jean. La totalité du quartier sera chauffée à 80% par l'énergie renouvelable (réseau de chaleur en cours de construction).

Par ces opérations et d'autres plus ponctuelles, Bordeaux complète l'opération « 50 000 logements » portée par la métropole, dont l'objectif est de construire rapidement des logements de qualité, abordables, autour des axes de transports collectifs.

Dans les grands projets d'aménagement, comme dans les quartiers historiques, Bordeaux poursuit sa politique patrimoniale visant à faire évoluer et préserver son patrimoine bâti et paysager. Celle-ci se veut respectueuse de ses caractéristiques architecturales et urbaines : par la démarche de recensement active des tissus d'échoppes et de maisons de ville depuis 2004; par la révision en cours de son site patrimonial remarquable (nouvelle dénomination du secteur sauvegardé) qui devrait aboutir en 2020 à une communication forte auprès des habitants et des professionnels de la construction ; et par une attention soutenue sur tous les projets pouvant affecter la valeur du site inscrit au patrimoine mondial, en lien permanent avec l'UNESCO. La rénovation des espaces publics en centre historique se poursuit : les places Pressensé et Mabit ont été réaménagées en 2018, les travaux de la place Gambetta sont en cours pour une livraison attendue en 2020, les travaux d'aménagement de la place Tourny ont démarré à l'automne 2019. Concernant les travaux de la ligne D du tramway, la phase des travaux lourds dans la partie bordelaise s'est achevée au printemps 2019, et la phase de test des premières rames a démarré à la rentrée scolaire 2019.

Sur tous les projets de construction, la ville de Bordeaux a une forte ambition architecturale et urbaine en veillant à garantir la qualité des projets.

2. Une ville connectée pour une vie mobile

2.1. Se déplacer mieux et partout

Urbanisme et mobilité sont étroitement liés. La ville de Bordeaux est particulièrement exemplaire en la matière puisque l'enquête « Ménages - Déplacements » menée à l'automne 2017 a démontré que, depuis 20 ans, les pratiques avaient fortement évolué. Ainsi, la part modale de la voiture ne dépasse pas un déplacement sur trois en intra-boulevards à Bordeaux-Maritime et à la Bastide et est inférieure à un déplacement sur deux à Caudéran et Saint-Augustin-Tauzin. A contrario, l'usage des modes doux, marche et vélo, a explosé : ils représentent plus d'un déplacement sur deux en intra-boulevards à Bordeaux-Maritime et à la Bastide et 40% des déplacements sur Caudéran et Saint-Augustin-Tauzin. Un Bordelais sur 5 utilise le vélo comme mode principal de déplacement et un Bordelais sur 3 utilise le vélo régulièrement (plus de 3 fois par semaine).

Bordeaux accompagne cette mutation forte des modes de vie des habitants : le pont de Pierre a été définitivement réservé aux transports en commun, vélos et piétons avec un succès indéniable, ce qui a produit une augmentation globale de la circulation sur ce pont. La fréquentation cycliste maximale sur le pont est en effet passée de 7 500 cyclistes/jour avant l'expérimentation à plus de 12 000 cyclistes/jour. A l'heure de pointe, la fréquentation piétonne du pont de Pierre a, quant à elle, doublé.

Il est aussi évidemment fondamental de continuer à connecter les quartiers par les transports en commun, quel que soit le mode choisi, afin qu'ils soient des lieux d'échanges et de vie. L'extension des lignes de tramway a permis d'améliorer le maillage et de raccorder les nouveaux quartiers entre eux.

La ligne C a été étendue vers le parc des expositions et le stade Matmut Atlantique puis vers Blanquefort en décembre 2016 et Villenave d'Ornon en février 2019. La ligne B irrigue le quartier de Bacalan et son parc d'activités. La mise en service de terminus partiels au premier semestre 2015 a permis d'augmenter très sensiblement les fréquences en centre-ville. Ces mesures ont été accompagnées par des aménagements du plan de circulation. La ligne D du tramway sera mise en service en deux fois entre la mi-décembre 2019 (Quinconces-Mairie du Bouscat) et la fin du mois de février 2020 (Quinconces-Cantinolle). Le projet de nouveau franchissement Simone Veil se poursuit malgré les difficultés rencontrées, la consultation pour trouver une nouvelle entreprise ayant été relancée.

Par ailleurs, dans le cadre du schéma directeur opérationnel des déplacements métropolitains (SDODM) orchestré par la métropole afin de dessiner le maillage futur du territoire en transports en commun, plusieurs projets sont lancés parmi lesquels :

- La liaison en bus à haut niveau de service (BHNS) Bordeaux centre - Caudéran - Le Haillan - Saint-Médard-en-Jalles - Saint-Aubin de Médoc, pour laquelle Bordeaux Métropole organisera au printemps 2020, une nouvelle enquête publique faisant suite à l'avis de l'autorité environnementale reçu en septembre 2019 qui a souligné la grande qualité du projet au service de l'intérêt général.
- L'amélioration de la desserte de la zone d'activité de l'aéroport avec une prolongation de la ligne A et une liaison transversale efficiente entre l'aéroport et la gare de Pessac Alouette (avec la mise en service d'une première liaison depuis la Toussaint 2019). Les travaux de cette opération ont commencé à l'été 2019, après réception au printemps de l'obtention de la déclaration d'utilité publique.
- Une concertation est en cours pour la desserte allant de Gradignan à Talence-Thouars.
- Le prolongement de la ligne D de tramway jusqu'à Saint-Médard en Jalles, pour lequel la concertation a été clôturée en avril 2018 et les études de maîtrise d'œuvre pour la préparation de l'enquête publique, lancées.

Une étude pré-opérationnelle en relation avec les différents projets sur le secteur est aussi prévue sur la liaison de pont à pont reliant Cracovie et le Stade Matmut-Atlantique par la rive droite en passant par les ponts Jacques Chaban-Delmas et Simone Veil.

Le 2e plan vélo métropolitain approuvé par Bordeaux Métropole en décembre 2016 pour la période 2017-2020, est le plus ambitieux au plan national en termes de dépenses par habitant avec un budget de 70 M€. Le plan s'est enrichi de nouveaux projets tel que sur l'OIM Bordeaux Aéroparc, ce qui a permis de se substituer aux projets retardés (pont Simone Veil, BHNS). Ainsi, 35 M€ ont été investis sur les années 2016 et 2017 conformément à la programmation budgétaire initiale. Les résultats constatés sont exceptionnels puisque depuis lors, la pratique du vélo augmente de plus de 10% par an, soit une hausse cumulée de 50% entre 2014 et la fin de l'année 2018. Suivant cette tendance, à la fin de l'année 2020, la pratique pourrait avoir doublé par rapport au début du mandat en 2014. Bordeaux a été de nouveau récompensée en

juin 2019 en obtenant la 6e place au classement européen « Copenhagenize » des villes amies du vélo.

Cette politique de déplacements apaisés est fortement encouragée par le développement continu du dispositif de stationnement résident sur la ville qui permet de réguler les mobilités, notamment des riverains, dans le secteur intra-boulevards.

2.2. L'aménagement numérique du territoire

Une ville attractive, c'est aussi une ville connectée à très haut débit. Bordeaux, ville dense au centre historique protégé, a développé de nouveaux modes de coopération avec l'opérateur en charge de déployer la fibre optique : le rythme de déploiement s'accélère sur l'ensemble du territoire municipal avec pour objectif une couverture à 100% en 2022. Un service de wifi public gratuit est disponible sur les principaux espaces publics.

Par ailleurs, la ville est maillée de lieux dédiés au numérique : Darwin, le Node, les sites d'enseignement supérieur installés aux Bassins à flot, qui sont investis par autant d'acteurs d'un écosystème foisonnant se rassemblant autour de la dynamique FrenchTech et encouragée par la métropole. Collectivité partenaire impliquée dans cette dynamique, la ville est et restera particulièrement volontaire dans l'accompagnement de la croissance digitale du territoire (croissance des entreprises numériques et digitalisation de l'économie classique) en participant au rendez-vous incontournable de la Grande Jonction.

3. Attractivité économique, touristique et culturelle

Bordeaux jouit d'une image forte sur le plan économique : une destination d'implantation et d'investissement qui regorge d'atouts et se positionne désormais au même rang que ses homologues européennes. On ne compte plus les palmarès et classements reconnaissant l'attractivité de Bordeaux (Financial Times #1 « FDI Strategy », meilleure stratégie d'attractivité pour attirer les investissements étrangers et #2« capital humain et qualité de vie » - catégorie ville de taille intermédiaire ; # 2 des villes françaises pour investir dans l'immobilier - Explorimmo 2016, …).

Avec 426 000 emplois fin 2017, quatre pôles de compétitivité, une opération d'intérêt national Bordeaux-Euratlantique et deux opérations d'intérêt métropolitain (Bordeaux Innocampus et Bordeaux Aéroparc), la métropole bordelaise et sa ville-centre jouissent d'une dynamique économique qui la positionne dans le trio de tête des villes françaises les plus attractives (Baromètre EY 2018). Bordeaux n'est plus seulement reconnue pour sa qualité de vie, mais aussi pour le dynamisme exceptionnel de son écosystème économique et pour l'émergence de nouvelles filières (numérique, technologies de rupture, biotechnologies, e-santé, robotique, fintech, industries culturelles et créatives…).

La création du conseil des entrepreneurs et son association avec la conférence du grand témoin suscitent le dialogue avec les acteurs du tissu économique local, favorisent le partage d'expériences avec des chefs d'entreprises d'envergure nationale et internationale et permettent de développer la mise en réseau et de dégager des actions innovantes.

Bordeaux affiche un taux de création d'entreprises élevé par rapport aux autres métropoles ou villes-centres avec un environnement entrepreneurial dynamique qui contribue à l'identité et à l'attractivité de la ville. Le soutien à l'entrepreneuriat est une priorité qui passe par l'animation de l'écosystème mais aussi par le développement et la mise en réseau. Il s'agit d'un système ouvert composé d'un dispositif d'accompagnement à la croissance constitué de trois pépinières d'entreprises, de deux hôtels d'entreprises, d'un espace de travail collaboratif numérique, d'une plateforme de prospection des projets issus des quartiers, d'un organisme de micro crédit et des projets d'accélérateurs privés intégrés dans la dynamique French Tech.

Dans ce cadre, la caisse sociale de mobilisation de crédits/prêts d'honneur permet le financement direct de projets (plus de 200 par an), comme la valorisation des fonds propres en complément du crédit bancaire classique.

La ville de Bordeaux a le souci d'accompagner et de conforter les entreprises déjà existantes dans leur développement quotidien et dans leurs actions à l'international, dans les filières d'excellence (numérique, aéronautique, tertiaire supérieur, viti-vinicole, santé, nautisme) et en approfondissant les nouvelles économies (économie circulaire, économie créative, « silver économie », ...). Elle s'attache également à dynamiser et renforcer sa structure commerciale et artisanale qui constitue à la fois un fort potentiel d'emplois, mais aussi et surtout un véritable facteur de lien social dans les quartiers. Elle accompagne également les professions libérales, forces vives de l'économie résidentielle sur le territoire. La ville anime, valorise et soutient l'économie sociale et solidaire et l'innovation sociale sous toutes ses formes, et s'engage dans une politique zéro gaspillage pour changer le paradigme production/consommation et favoriser les créations d'emplois liées à ce nouveau modèle économique.

Sur le front de l'emploi, la ville adapte ses actions internes et externes portées par des structures (maison de l'emploi, mission locale et dispositif PLIE) en fonction des évolutions des publics en demande d'emploi. Elle développe des actions spécifiques pour créer des passerelles entre les nouveaux emplois et les Bordelais avec en particulier l'animation autour des grands projets, la création d'un « palmarès annuel des entreprises qui recrutent », la participation au « Forum des métiers, du commerce et de l'artisanat » et la mise en place de la plateforme des offres d'emploi « Bordeaux pour l'emploi ».

Membre fondateur de la chaire d'attractivité et de marketing territorial, la ville contribue auprès de « Invest in Bordeaux » et avec l'ensemble des acteurs concernés, à développer un plan stratégique d'attractivité piloté par le « Comité Bordeaux Attractivité », dont l'objectif est d'accroître le rayonnement de Bordeaux et d'attirer de nouvelles entreprises sur le territoire.

Sur le plan touristique, Bordeaux continue de s'appuyer sur les trois piliers qui font sa force, aujourd'hui reconnue dans le monde entier : le patrimoine, le fleuve et le vin. Les récentes réformes institutionnelles que sont les lois dites « MAPTAM » (loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et « Nôtre » (loi portant nouvelle organisation territoriale de la République) ont confiées de nouvelles compétences à l'office du tourisme de la ville de Bordeaux. Ainsi renforcé et conforté, la dimension du nouvel office du tourisme s'étend désormais à l'échelle métropolitaine. En parallèle, il s'est vu confié en accord avec le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères en 2015, la promotion du territoire à l'international au moyen des contrats de destination dont le dernier court sur la période 2018-2020. Les principaux acteurs métropolitains et régionaux se sont ainsi regroupés pour promouvoir ensemble la destination Bordeaux à l'étranger. Fruit de ce travail concerté, elle a depuis été reconnue et récompensée à travers deux titres prestigieux : l'« European Best Destination » en 2015 et la 1ere place du classement des villes les plus attractives au monde par le Lonely Planet en 2017.

Au niveau local, pour faciliter son action et son rayonnement sur le tourisme grand public et le tourisme d'affaire, l'office du tourisme a aussi procédé à la fusion des associations « Convention Bordeaux » (2015) et « Bordeaux grands évènements » (2018) pour devenir l'office du tourisme et des congrès et des grands évènements. Mieux structurée, sa mission principale d'accroître l'attractivité de Bordeaux à travers une offre de services étendue et de qualité, de grands équipements et de grands évènements qui portent son image en France et au-delà des frontières, s'en trouve renforcée.

Deuxième plus grand parc d'expositions de France en province après Lyon de par sa surface d'accueil couverte, le parc des expositions de Bordeaux accueille ainsi, tout au long de l'année,

350 manifestations, qu'il s'agisse de salons professionnels à vocation internationale (Vinexpo, Vinitech), mais aussi de nombreuses autres rencontres professionnelles et diverses manifestations. Afin de conserver l'attractivité du site et de développer son potentiel d'accueil de grandes manifestations, un projet de rénovation a été décidé et piloté par la société gestionnaire, la Société bordelaise des équipements publics d'expositions et de congrès (SBEPEC). Un projet d'investissement d'un montant global de 55,5 M€ a été engagé et porte sur deux phases de construction et réhabilitation : 2016-2018 pour la phase 1A et 2018-2020 pour la phase 1B. Parmi les financeurs, la ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole participent au financement global sur les deux phases à hauteur de 43 M€.

En complément des grands équipements et évènements, l'office du tourisme et des congrès et des grands évènements est à l'origine de récentes initiatives qui trouvent leurs publics. Le magazine web « Un air de Bordeaux » créé en 2017, promeut les richesses patrimoniales et les espaces naturels sauvages des 28 communes de la métropole en mettant à disposition du grand public local et des professionnels l'actualité et les bons plans du tourisme de proximité. Le « Bordeaux city pass » est un autre moyen de faire découvrir la ville. Il remporte un énorme succès puisqu'il propose sur un support unique un accès illimité aux musées et une visite du centre historique, une carte de transport, une palette de réductions chez les commerçants partenaires. Le 100 000e « Bordeaux city pass » a été d'ailleurs délivré le 24 octobre 2019 à des visiteurs allemands.

L'attractivité de la métropole et en particulier du centre historique n'a toutefois pas que des aspects positifs : elle a entraîné ces dernières années une forte progression de l'offre de location de meublés, facilitée par l'essor des plateformes de location touristique. Ce développement se faisant au détriment de l'offre de logement permanent, Bordeaux Métropole et la ville de Bordeaux ont décidé de mettre en place un mécanisme de contrôle et de régulation des changements d'usage des locaux d'habitation transformés en meublés de tourisme, afin de préserver l'offre de logements accessibles aux Bordelais.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 1er mars 2018. A cette date on comptait 950 hébergeurs inscrits sur le portail de la taxe de séjour contre 2 950 aujourd'hui. Par ailleurs, 1 020 autres hébergeurs ont finalement déclaré une fin d'activité depuis l'entrée en vigueur du dispositif (clôture de leur compte après renonciation à l'activité). 66 procès-verbaux (soit 100 logements) ont été dressés.

Sur les 8 000 à 10 000 meublés de tourisme estimés à Bordeaux depuis le démarrage de l'enregistrement, on recense actuellement environ 7 000 annonces. Par ailleurs, la ville dispose d'une meilleure connaissance du marché concerné (2 950 inscrits à la taxe de séjour au 30 septembre 2019) et il est à noter un retour de 1020 logements sur le marché de la location traditionnelle.

La ville de Bordeaux a entrepris de se doter d'équipements fluviaux afin de redonner vie au fleuve et de favoriser l'essor d'une nouvelle filière économique : le tourisme fluvial. Un premier schéma directeur de la vie du fleuve a été approuvé en 2013 et mis à jour par Bordeaux Métropole en 2016. Il le sera de nouveau d'ici la fin de l'année 2019, afin de constituer un outil de suivi et de programmation de l'ensemble des projets et équipements fluviaux.

Depuis 2016, la métropole a pris le relai de la ville de Bordeaux pour réaliser les investissements programmés. Deux nouveaux pontons ont été ainsi livrés : le ponton de la Cité du vin en 2016, le ponton Ariane en 2018 et une extension provisoire du ponton d'honneur réalisée en 2019. Ces investissements représentent un peu plus de 3 M€.

Bordeaux Métropole investit également dans des dispositifs permettant de rendre le développement de cette filière soutenable au regard du développement durable : électrification

des 4 postes à paquebots fluviaux au quai des Chartrons, soutien à la collecte des déchets par voie fluviale, création d'un point de collecte des eaux usées sur le ponton Ariane.

Aucune ville ne réussit véritablement sa transformation sans une forte dimension culturelle. Si Bordeaux est reconnue en musique, littérature ou architecture et plus récemment pour les arts urbains ou le cinéma, cela résulte aussi d'un alliage entre héritage et volonté politique. C'est un patrimoine matériel et immatériel exceptionnel mis en valeur par une rénovation urbaine réussie qui permet aujourd'hui une dynamique culturelle nouvelle.

Grâce aux priorités fixées dans son document d'orientation culturelle, par ses actions et l'excellence de ses établissements (la Cité du vin, le TnBA ou l'Opéra de Bordeaux, les musées, la base sous-marine, la salle des fêtes Bordeaux Grand Parc, les bibliothèques et le conservatoire, les nouvelles archives) et par la richesse d'une programmation de plus de 300 évènements par an, la politique culturelle est devenue un levier d'attractivité important pour Bordeaux.

Un public toujours plus nombreux (613 304 visiteurs en 2016 et 641 353 visiteurs en 2017) atteste de l'attractivité des musées bordelais. A l'issue du mois d'août 2019, la fréquentation cumulée sur la totalité des établissements culturels s'élevaient à 538 000 visiteurs. Deux tiers des visites sont gratuites comme partout en France et la ville de Bordeaux développe de nombreux dispositifs en résonnance avec sa politique de développement des publics : le 1er dimanche du mois est gratuit (53 350 visiteurs lors des 7 premiers dimanches gratuits de l'année 2019, soit déjà 33% de plus que pendant toute l'année 2018 qui avait comptabilisé 40 052 visiteurs sur cette même période), gratuité d'accès aux musées accordée aux migrants et aux demandeurs d'asile depuis le mois de juillet 2019, ... grâce à une grille tarifaire adaptée, le prix d'entrée ne représente donc pas un obstacle à une bonne fréquentation.

Parmi les nouveaux équipements culturels ouverts en 2018, la salle des fêtes Bordeaux Grand Parc a déjà accueilli 140 évènements portés par plus de 50 partenaires associatifs, institutionnels ou privés et plus de 52 300 spectateurs. Après une année pleine de fonctionnement, la salle des fêtes semble avoir réussi son positionnement original entre accueil d'évènements culturels professionnels (festivals, concerts, humour, théâtre, danse…) et amateurs (galas de danse…), réunions publiques et séminaires.

La base sous-marine occupe aujourd'hui une place incontournable dans le paysage culturel bordelais. Située au cœur du quartier des Bassins à flot, elle s'oriente vers un projet culturel global et ambitieux, « la Base 3 en 1 » visant, à terme, l'exploitation des 41 000 m^2 du bâtiment contre 3 000 m^2 actuellement.

Depuis deux ans, la ville de Bordeaux développe dans les espaces d'exposition de la tour bunker, équipement phare de la politique culturelle municipale, une programmation artistique résolument tournée vers les formes émergentes et emblématiques de la création contemporaine. Trois expositions temporaires y sont proposées chaque année.

En 2018, la ville a également conduit et conclu une procédure de délégation de service public sur les alvéoles 1 à 4 pour l'aménagement, le développement et la gestion d'une offre culturelle et de mise en valeur patrimoniale. Elle a été remportée par la société Culturespaces qui ouvrira au public « Les Bassins de Lumières » au printemps 2020.

Par ailleurs, depuis 2018, un travail de fond piloté par la ville de Bordeaux a permis de réaffirmer les priorités du CAPC, lieu de création en matière d'art contemporain, dont la fréquentation est en hausse de 18% depuis 1 an :

- articuler le lieu autour d'une vision du monde et d'une pensée critique reflétant son temps et l'époque dans laquelle les programmations s'inscrivent ;

- affirmer la présence d'artistes vivants au centre du projet et développer les créations *in situ* réalisées dans la nef du musée ;
- programmer des typologies d'expositions portant un regard sur l'époque, monographiques ou collectives, proposant une hétérogénéité harmonieuse et accompagnée d'une programmation culturelle de manière à diversifier les publics ;
- poursuivre l'approche décloisonnée de la création qui dépasse le champ des arts visuels et qui fait partie de l'ADN du lieu depuis l'origine;
- soutenir la jeune création et la création émergente.

En 2019, un projet de rénovation-extension du Musée des arts décoratifs et du design (MADD) est lancé afin d'agrandir le musée, le rénover et lui donner une dimension digne des ambitions d'un grand musée des arts décoratifs et du design. A l'issue d'une consultation d'architectes, les deux bâtiments étant classés monuments historiques, cinq équipes ont été présélectionnées. Le choix est annoncé pour la fin de l'année 2019.

II - Garantir et consolider la cohésion sociale et territoriale

Parce que l'attractivité d'un territoire repose majoritairement sur sa capacité à être inclusif, Bordeaux doit offrir à tous ses citoyens la possibilité de s'insérer dans la société, de se loger correctement, de bénéficier de services de proximité de qualité et d'accéder aux savoirs à toutes les étapes de leur vie, dans un environnement à la fois sain, bienveillant et stimulant. C'est l'objet du pacte de cohésion sociale et territoriale.

Fort d'un bilan très positif (81% des actions réalisées ou en cours d'achèvement), le pacte de cohésion sociale et territoriale pourra être reformulé selon de nouvelles orientations. Si les résultats majeurs obtenus à partir des grands axes demeurent le renouvellement des contrats interinstitutionnels nous offrent l'occasion de renouveler la dynamique d'ensemble. Le contrat de ville, le contrat local de santé, la stratégie nationale de prévention de la délinquance ou la convention territoriale globale permettent de mettre à jour nos objectifs de terrain et d'entretenir nos partenariats.

Axe 1 : S'insérer économiquement, être citoyen actif

Si Bordeaux rayonne par son patrimoine, sa qualité de vie et son dynamisme, elle doit aussi être exemplaire et offrir à tous ses citoyens la possibilité de s'insérer économiquement et socialement, d'être à la fois acteurs et bénéficiaires de ce développement (activité de la plateforme de l'initiative de la Maison de l'Emploi).

1.1. Favoriser l'entrepreneuriat et la création d'emplois

La ville s'est investie dans l'aide à la création d'entreprises. La mise en réseau des différentes structures d'accueil et d'accompagnement avec les organismes de microcrédits et les associations intervenant dans l'accompagnement à la création d'entreprises devient une priorité pour détecter les porteurs de projets dans tous les quartiers et leur offrir un réel service d'accueil, de conseil, de formation, d'hébergement et de financement.

Dans le domaine de l'insertion et de la réinsertion par l'emploi, les actions portées par la maison de l'emploi, le plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) et la mission locale pour les jeunes sont maintenues malgré le désengagement financier de l'Etat. Le nombre d'heures d'insertion sociale dans les marchés notifiés par la ville de Bordeaux entre les mois de janvier et septembre 2019 a atteint 74 113 heures, portant ainsi le cumul des heures d'insertion contractualisées depuis le début de la mandature à plus de 450 000 heures.

Pour l'emploi, la création d'un conseil pour l'emploi destiné à porter des innovations vis-à-vis des publics spécifiques offre la possibilité d'animer le programme d'actions et de concerter les acteurs. En 2019 par exemple, a été proposée une action vis-à-vis des seniors demandeurs d'emploi. Un partenariat étroit avec Pole Emploi permet d'intervenir sur tous les champs y compris auprès des structures soutenues par la ville (Maison de l'Emploi, Mission Locale, etc…), avec un zoom particulier pour faciliter le partage des actions par quartier en relation avec le directeur d'agence et le maire de quartier.

Les clauses d'insertion inscrites dans les marchés publics et les grands projets du territoire bordelais sont systématiquement appliquées pour bénéficier notamment aux habitants des quartiers en difficulté mais qui demain, seront métamorphosés par le projet urbain. C'est le cas d'Euratlantique, de l'aménagement des Bassins à flot ainsi que des opérations de renouvellement urbain des Aubiers et de la Benauge, au profit des habitants qui tirent parti de la mutation de leur environnement. Une gouvernance resserrée avec Pôle emploi permet ainsi de consolider une action ciblée et plus efficace.

Les actions portées dans les quartiers par le tissu associatif sont également encouragées comme par exemple, le forum « Emploi Commerce » organisé par l'association « La Ronde des Quartiers » qui présente chaque année environ un millier d'offres d'emplois proposées par les grandes enseignes bordelaises.

Les initiatives en matière d'économie sociale et solidaire et plus généralement autour de l'entreprenariat social font l'objet d'une attention particulière. Parmi elles, les centres sociaux et les espaces de vie sociale sont tout particulièrement suivis en tant que structures-piliers de la cohésion sociale au cœur des quartiers. Un schéma d'animation de la vie locale est en cours d'élaboration avec la caisse d'allocations familiales (CAF) qui sera finalisé dans le courant de l'année.

1.2. Préserver, encourager et accompagner le lien social proposé par l'engagement associatif et le bénévolat

Parce que le bénévolat profite à tous, en particulier aux 8 000 associations bordelaises constituées à 85% d'entre elles uniquement de bénévoles, la ville de Bordeaux accompagne les associations dans une meilleure visibilité et interconnaissance. Ainsi, la plateforme de l'engagement associatif et citoyen « jeparticipe.bordeaux.fr » lancée à la fin de 2016 en partenariat avec la start-up Hacktiv, rassemble déjà près de 3 900 Bordelais qui souhaitent s'engager (70% ont entre 15 et 34 ans), ce qui représente une augmentation annuelle de 61%. En août 2019, plus de 300 associations proposent 224 missions. Depuis le lancement de cet outil, ce sont 1 566 candidatures de bénévoles qui ont été validées par les associations en recherche. Ces bénévoles ont principalement œuvré dans les domaines de la solidarité et de la santé mais aussi des arts et de la culture.

La carte LABB (Lieu des Associations des Bénévoles Bordelais) a été lancée au début de l'année 2018 en direction des associations pour leur permettre un accès simplifié aux services municipaux. Les 913 détenteurs de cette carte bénéficient d'un accès à une large offre de services : formations, ateliers, conseils, accompagnement, réservation de salles (72 salles mises à disposition), boîtes aux lettres et casiers, bureaux et salles de réunion en accès libre, matériel d'impression, l'archivage de documents, ...

Les LABB, espaces de travail ponctuels, partagés, mutualisés et connectés, se déclinent dans 4 quartiers : Bordeaux Centre, Bastide, Caudéran et Bordeaux Sud (marché des Douves). L'offre des LABB poursuit sa progression dans les quartiers avec la livraison prévue en 2021, du LABB de Bordeaux Maritime à côté de la future mairie de quartier située rue Lucien Faure.

Afin de poursuivre le maillage territorial, de compléter l'offre et répondre aux besoins en locaux des associations, une structure leur sera consacrée en plein cœur de ville (rue Père Louis de Jabrun) livrée à l'automne 2019. La ville de Bordeaux proposera aux associations des espaces de travail dédiés et des salles de réunion partagées et connectées, dotées de matériels adaptés et un lieu de convivialité. Ce projet collaboratif fondé sur le principe de la diversité, mêlant des associations de différentes natures, sera un véritable lieu-ressource pour que celles-ci puissent y trouver l'accompagnement et les synergies dont elles ont besoin pour réaliser leurs projets.

Dans la logique de la démarche participative, la ville adapte ses offres aux enjeux et besoins du territoire au plus près de ses administrés. Ainsi, les 2e ateliers participatifs intitulés « les Etats généraux » ont rassemblé plus de 160 représentants associatifs (bénévoles et salariés) autour de conférences, experts, ateliers et tables rondes. Ils ont permis de favoriser les échanges inter-associatifs, le partage de connaissances et l'émergence de pistes de travail à co-construire.

La vie associative n'aurait pas de sens sans ces moments de partage, de cohésion et de fraternité qui s'expriment aussi au travers des temps forts organisés par la ville : Cap Associations, les pique-niques de quartier, la Journée Mondiale du Bénévolat, les apéros des

bénévoles, les temps de formation, les Paroles de Pro, les cafés associatifs, le Carnaval ou Dansons sur les quais. Tous ces évènements accueillent chaque année davantage de participants.

Elle se vit aussi intensément au sein des structures d'animation partenaires de la ville : les centres d'animation de Bordeaux, les maisons de quartiers, les centres sociaux, les espaces de vie sociale, les amicales laïques et dans chaque association qui œuvre au « vivre ensemble à Bordeaux ». Un nouveau projet majeur de la ville a été engagé, celui de procéder à la démolition et reconstruction de la maison de quartier Saint-martial-US Chartrons, pour une livraison prévue en 2021, et de poursuivre cette dynamique en soutenant le projet de rénovation et d'extension des locaux de la Maison de Quartier des Coqs Rouges par l'octroi d'une participation financière d'un montant de plus de 2 M€ sur la période 2021-2029.

Axe 2 : Habiter la ville, partager la vie

Habiter la ville, c'est d'abord avoir un toit. C'est aussi vivre dans son quartier, avoir accès à des équipements de proximité, à des espaces publics pour une qualité de vie au quotidien. Et ce, quels que soient son âge, sa situation personnelle, ses moyens. Plus de 2 000 nouveaux habitants s'installent chaque année à Bordeaux. C'est un défi de les loger tous avec des habitations adaptées à chacun, d'autant qu'à la croissance démographique et au vieillissement de la population, s'ajoutent les phénomènes de décohabitation qui conduisent à des besoins en logement accrus et évolutifs et de précarisation des populations les plus modestes, nécessitant de réfléchir à de nouvelles solutions adaptées pour ces publics.

2.1. Produire des logements de qualité accessibles à tous, et équitablement répartis sur le territoire

Plus de logements, et plus de logements sociaux :

Plus d'un tiers des nouveaux logements que doit produire la métropole d'ici 2030 devra être fourni par la ville-centre. Sur cet objectif de 3 000 logements neufs à construire chaque année, 1 000 doivent être des logements sociaux. En la matière, la ville fait depuis plusieurs années des efforts importants en imposant 55 % de logements aidés (dont 35% de locatifs) dans toute opération d'envergure. D'ici 2030, la ville aura doublé le nombre de logements sociaux (18 000 en 2001, 38 000 en 2030), et aura participé à la requalification de tous les quartiers d'habitat social. De 2014 à 2020, au moins 5 500 logements locatifs sociaux supplémentaires auront été réalisés, soit deux fois plus que sur les six années précédentes.

Rénover et renouveler les quartiers anciens ou les quartiers d'habitat social :

La ville poursuit de façon très active la rénovation de ses quartiers anciens, à travers le programme [Re]Centres. Dans ces quartiers, un certain nombre d'équipements et d'infrastructures ont été rénovés ou réalisés, notamment : le marché des Douves livré en 2015, la réhabilitation du palais des sports livré en février 2016, l'école élémentaire Barbey livrée en septembre 2017, la crèche des Douves dont la réhabilitation s'achèvera en 2020, l'implantation d'un nouvel espace familles dépendant du noviciat, l'espace sportif Victor Hugo livré en 2018, le Cours de l'Yser, la place André Meunier livrée en juin 2019 ; mais également des logements sociaux (ces quartiers en comptent peu, sinon un parc social de fait). De plus, un travail important de requalification du parc privé du centre historique est mené depuis plusieurs années à travers des aides communales et métropolitaines ayant déjà permis la réalisation de travaux dans plus de 1 000 logements dégradés de ce parc.

La rénovation du Grand Parc avance également de façon significative : les bailleurs sociaux y investissent largement. Les efforts de la collectivité continueront de porter d'ici 2020 sur les espaces publics (requalification de la place de l'Europe en 2019, réaménagement des espaces extérieurs de la salle des fêtes) et sur le parc lui-même, ainsi que sur les équipements publics (réhabilitation du groupe scolaire Condorcet en 2015, ouverture de la crèche et du centre de

loisirs en 2017, parc de stationnement silo en 2019…). Cette crèche, qui a fait l'objet d'une large démarche de concertation, est un lieu de lien social pour le quartier et au-delà. Elle est le symbole de la transformation du Grand Parc. L'emblématique « Escargot » sera réhabilité et agrandi pour mieux accueillir la vie associative et les familles. Le groupe scolaire Schweitzer poursuit sa modernisation et son agrandissement s'achèvera à la fin d'année 2019. Un projet de cession/requalification du centre commercial Europe sera choisi à la fin 2019 à l'issue d'un appel à candidatures.

Le projet de requalification de la cité Claveau repose sur une contribution forte des habitants. L'objectif est de retrouver l'esprit de la cité-jardin d'origine qui se traduit par une redéfinition des espaces publics et une rénovation de l'habitat. Le projet confié à Aquitanis, repose sur une association forte des habitants à la fois sur les usages des futurs espaces publics, places et venelles, mais aussi sur les modifications des logements. La rénovation de l'habitat s'appuie sur des ateliers de formation des habitants à l'auto-réhabilitation de leurs logements. L'année 2017 a vu les premières réhabilitations de 3 maisons témoins appartenant à Aquitanis. L'installation sur site d'une base de vie qui accueille les ateliers de chantier, une matériauthèque et une outilthèque devient aussi un lieu de rencontre entre habitants et entreprises/stagiaires avec l'organisation d'évènements (vide maisons par exemple, repas de chantier), d'ateliers de bricolage, … Les premières rues rénovées sont visibles depuis le début de l'année 2019.

Par ailleurs, le deuxième plan national de rénovation urbaine (PNRU 2/ 2014-2024) a retenu en décembre 2014 les quartiers Benauge et Aubiers où se conjuguent renouvellement urbain, cohésion sociale et développement économique. Les conventions de l'agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) pour ces deux quartiers font l'objet d'un protocole de préfiguration signé en 2017 et devraient être finalisées à la fin de l'année 2019, l'ANRU ayant déjà validé ses enveloppes pour chacun des quartiers. D'ores et déjà, des travaux sont programmés par la ville de Bordeaux sur le quartier de la Benauge portant sur la réhabilitation du groupe scolaire (2016 à 2019), le parc Pinçon (démarrage en 2018), la piscine Galin (2021) et le stade du même nom, ainsi que la création de la crèche Benauge-Vincent de 40 places (2020) et de premières réalisations d'espaces publics. En matière d'habitat, les réhabilitations des tours de la Caisse des dépôts Habitat et la démolition de la barre D sont programmées en 2020. De profondes mutations sont également envisagées sur le quartier des Aubiers avec le concours des bailleurs sociaux (la requalification de la résidence du lac Domofrance, la démolition de l'ancien siège social d'Aquitanis), mais également avec un travail de requalification des équipements municipaux (le city stade réalisé en 2019, la livraison en 2018 du gymnase de Ginko-Aubiers, une nouvelle école à l'étude depuis 2018-2019,…) et la relocalisation de l'école du cirque aujourd'hui implantée à proximité de la base sous-marine.

2.2. Apporter des réponses adaptées à la diversité des façons d'habiter et aux besoins spécifiques

Pouvoir habiter la ville concerne tous les Bordelais avec une attention particulière pour les plus fragiles. Aussi, il est nécessaire de mettre en place des dispositifs spécifiques, ciblés, voire audacieux.

Les seniors :

« Ville Amie des Aînés » depuis avril 2014, Bordeaux développe un programme ambitieux appelé « Bordeaux Générations Séniors » afin de fédérer de nombreux acteurs institutionnels et associatifs pour créer les conditions du bien vivre ensemble dans une ville à haute qualité de vie pour les seniors bordelais.

Le 15 juin 2018, la ville s'est vue décerner par le réseau francophone affilié à l'organisation mondiale de la santé (OMS) un deuxième certificat attestant du dynamisme engagé à l'issue du premier plan d'actions 2015-2017 qui s'est poursuivi et renforcé par un nouveau plan d'actions 2018-2020. Afin d'améliorer l'offre de services aux seniors, un réseau local d'acteurs

œuvre également en synergie dans les quartiers bordelais afin de co-construire des solutions de proximité.

En outre, le CCAS de la ville de Bordeaux a été sélectionné par l'observatoire de l'action sociale (ODAS) pour participer à un projet de recherche-action (2019-2020) portant sur « la place des personnes âgées dans la cité ». Il s'agit de mieux cerner les rôles éducatif et économique dévolus aux personnes âgées et d'identifier tout ce qui, sur un territoire, peut contribuer à généraliser des dynamiques d'inclusion pour toutes les personnes âgées. Cela nécessite d'impulser de nouvelles formes de coopération entre tous les acteurs concernés sans oublier d'y associer les habitants :

- Le premier objectif visera à identifier dans chaque territoire les leviers spécifiques permettant d'impliquer le plus grand nombre de personnes âgées dans des actions de revitalisation des liens sociaux et de développement local, en s'appuyant sur leurs aptitudes éducatives et en bénéficiant de leur disponibilité.
- Le second objectif portera sur la nécessité de construire une méthodologie destinée à généraliser les bonnes pratiques et les enseignements reçus, de sorte qu'ils puissent être appliquées à d'autres territoires.

Une action innovante appelée « Séniors reporters » a été lancée en janvier 2018 afin de valoriser l'image de seniors et de les rendre acteurs et ambassadeurs de la communication de leur ville. Deux promotions de seniors reporters (une équipe de 10 personnes en 2018 et une équipe de 12 en 2019) ont ainsi été formées par des professionnels de l'information et de la communication pour traiter des actualités culturelles et des sujets de société spécifiques au territoire.

Par ailleurs, la ville de Bordeaux apporte son soutien au programme « Bien vivre dans mon quartier » initié par les 8 maisons de quartier et l'association « Girondins de Bordeaux Handball » située sur la rive droite, afin de favoriser les solidarités de proximité et le changement des habitudes de vie des personnes de plus de 60 ans.

90% des seniors vivent actuellement à domicile et la démarche d'amélioration constante de la qualité de vie des aînés bordelais s'appuie sur de nombreuses actions portées par la ville de Bordeaux et son CCAS tels que l'hébergement (Résidences Autonomie et EHPAD), les services à la personne (le portage de repas à domicile certifié norme ISO 9001/2015 depuis juin 2019, un programme global d'activités de loisirs et de détente, 24 restaurants de proximité répartis sur les 8 quartiers), l'information et la coordination des aides, la lutte contre l'isolement et le plan canicule (plateforme autonomie seniors), ou le déploiement du « Pass Senior » (16300 détenteurs qui bénéficient d'avantages et de propositions d'activités par des partenaires pour cultiver des occasions de rencontre et de convivialité).

Bordeaux est également site-pilote depuis 2015 pour expérimenter le parcours santé pour les personnes âgées en risque de perte d'autonomie (PAERPA) porté par l'agence régionale de santé (ARS). Ce projet, reconduit pour une année supplémentaire en 2018, a pour objectif de pérenniser un maintien à domicile des personnes de 75 ans et plus, d'éviter un recours excessif à l'hospitalisation et de faciliter le retour à domicile après celle-ci. La conduite réussie de cette expérimentation facilitera la mise en œuvre de la plateforme territoriale d'appui sur le territoire de Bordeaux afin de mieux coordonner des professionnels du secteur gérontologique.

La ville de Bordeaux s'est par ailleurs vu confier depuis 2016 le dispositif d'accueil et d'information des personnes en situation de handicap, assuré précédemment par la maison départementale des personnes handicapées (MDPH), soit plus de 7 900 personnes reçues chaque année à la cité municipale.

La ville et son CCAS assurent aussi la gestion de deux EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) engagés dès 2016 dans des protocoles novateurs tels

que la télémédecine. 15 résidences autonomie pour personnes âgées font l'objet d'un important programme de réhabilitation :7 ont ainsi été réhabilitées entre 2012 et 2017 (Buchou, Achard, Dubourdieu, A. Smith, Notre Temps, Bonnefin et Billaudel), portant à 781 logements la capacité d'accueil totale dont 13 logements intergénérationnels. 2 sont programmées à partir de 2019 : la résidence Alsace-Lorraine sera transférée à l'horizon 2021 sur le quartier Ginko, et la réhabilitation totale de la résidence Lumineuse située dans le quartier de Bordeaux centre est prévue la même année.
Les autres sites dédiés aux seniors (clubs et résidences) ont également fait l'objet de travaux d'embellissement (Albert 1er en 2017, Reinette en 2018, Armand Faulat en 2019 et Magendie programmés en 2020). L'allocation annuelle au CCAS d'un forfait autonomie équivalent à 274 000 € permet de proposer une offre sur la prévention au sein des résidences autonomie au moyen d'un programme hebdomadaire d'activités physiques adaptées (17 cours par semaine), de nutrition (3 ateliers de cuisine par semaine) et la préparation d'un bilan de dépistage sur l'ensemble des quartiers (prévention visuelle, auditive, bucco-dentaire, mémoire). 14 jeunes volontaires d'Unis-Cité sont accueillis chaque année dans les structures afin de favoriser les liens entre les générations.

La ville de Bordeaux compte actuellement 46 200 citoyens âgés de 60 ans et plus. Ils devraient représenter plus d'un tiers de la population bordelaise en 2030. Les perspectives ouvertes par la « silver » économie sont donc naturellement au cœur des réflexions en cours, s'appuyant sur une démarche d'innovation économique et sociale pour accompagner au mieux le vieillissement prévisible de la population.

Grâce au legs d'une maison située à Caudéran, le CCAS va expérimenter le concept de Maison augmentée « LINCSE - laboratoire d'innovation et de coopération silver économie », en confiant à CALYXIS (centre de ressource et d'expertise dédié à la prévention des risques à la personne) la gestion de cet espace, véritable lieu-ressource pour les starts-up qui offrent des solutions innovantes de maintien à domicile, ainsi qu'une salle d'exposition permettant de tester et prototyper des technologies nouvelles applicables au domicile des personnes âgées.

Enfin, pour la 6e année consécutive, la ville de Bordeaux organise avec le concours de Logévie groupe action logement un colloque consacré à la « silver » économie. Il réunit les professionnels du secteur et contribue au développement d'un écosystème ouvert à l'échelle de l'agglomération bordelaise, par la mise en valeur du savoir-faire et des initiatives publiques et privées locales. En 2019, ce colloque international a consacré une large part au thème suivant : « Prévenir pour bien vieillir – Faire société et innover » pour identifier les points d'appui potentiels en matière de logement (sécurisation et robotique), l'inter-génération, les activités culturelles et sportives …

Les plus vulnérables :
Respecter et protéger le droit à la ville impose de n'oublier personne. Pour les plus exclus, les invisibles, la ville poursuit son travail de médiation et ses actions d'accompagnement pour sortir de l'habitat précaire et trouver des formes de relogement pour simplifier la vie quotidienne et favoriser l'intégration dans la vie collective. La ville s'attache à mettre en place des solutions simples, efficaces et innovantes : la livraison en 2017 d'un « pôle social » boulevard A. Daney (comprenant un centre d'hébergement, les restos du cœur et la halte 33), des pensions de familles dans chacun des huit quartiers (création de quatre nouvelles pensions, dont une livrée en 2016 à Caudéran et deux validées en 2018-2019), une bagagerie, des résidences hôtelières à vocation sociale, des foyers de jeunes travailleurs (FJT des Bassins à flot), la mise en service en 2017 de santé navale, la relocalisation sur l'OIN du centre d'accueil d'urgence de Tregey à Bordeaux Bastide et du site Emmaüs à Bacalan. Le foyer des Douves et le repos maternel seront modernisés et adaptés aux familles en 2019. Pour les jeunes, travailleurs ou étudiants, le nombre de résidences habitat jeune sera doublé d'ici 2020.

A titre expérimental en 2018, le CCAS assure la mise à l'abri de femmes qui se trouvent à la rue avec un nourrisson. Il s'agit de protéger l'enfant en assurant les conditions de sécurité lors des premiers mois de la vie. Trois chambres sont ainsi mises à disposition et occupées.

Par ailleurs, à l'ère de la transformation numérique généralisée, l'inclusion va bien au-delà du simple accès à l'internet : par exemple, l'ouverture du centre de ressources Sésame dans le quartier Saint-Michel vise à fournir aux décrocheurs numériques le premier niveau de compétences, mais aussi à accompagner les structures fréquemment en contact avec les publics qui dépendent souvent d'une connexion internet pour accéder à leurs droits.

Ainsi, dans le cadre de l'axe 4 du pacte de cohésion sociale et territoriale et de son action numérique « Bordeaux Cité Digitale », la Ville de Bordeaux a manifesté sa volonté de développer un plan d'actions résolument volontaire en faveur de la solidarité numérique en créant notamment, un centre de ressources dédié à la formation des acteurs sociaux pour favoriser l'accompagnement des publics en difficulté dans l'accès aux usages numériques. En complément de ces actions d'aide à la médiation numérique, le « CCAS numérique » prendra bientôt la forme d'un schéma d'action pluriannuel visant le développement du numérique au service des publics les plus fragiles.

Le constat d'un « effet ciseaux » apparait pour les 25% des français qui sont en difficulté à cause du numérique et qui subissent le mouvement accéléré de dématérialisation des services publics, en voie de généralisation, et le retrait des guichets d'accueil physique. De la même manière, il est observé une précarisation récente de populations sans difficulté sociale initiale, c'est-à-dire autonomes avant le démarrage de la généralisation de l'e-administration. Ces populations sont devenues marginales par l'obligation d'initier leurs demandes en ligne alors qu'ils ne maîtrisent pas l'outil informatique. Face à ses constats d'« illectronisme » (illettrisme numérique), la stratégie bordelaise de solidarité numérique consiste à :

- Assurer une montée en compétences numériques des acteurs sociaux ;
- Renforcer le dispositif d'accompagnement des publics en difficulté ;
- Favoriser l'identification d'un écosystème de la solidarité numérique.

De manière opérationnelle, il s'agira de :

- Augmenter le nombre de points d'accès accompagnés délivrés par les associations. Les chiffres nationaux montrent que 20 à 25% de la population est en difficulté numérique et souhaite un accompagnement et/ou une formation. A l'échelle de Bordeaux, cela représente un public en difficulté d'environ 50 000 habitants que les propositions d'accompagnement actuels, tous organismes confondus, ne suffisent pas à couvrir. Face à une baisse significative des demandes d'ouverture de droits avec toutes les conséquences que cela entraine, il s'avère nécessaire d'augmenter le nombre de points d'accès accompagnés aux démarches administratives en ligne en aidant les associations à s'équiper et à se former.

- Cartographier les structures d'accompagnement au numérique et informer le public. L'Etat a souhaité dématérialiser ses procédures administratives à l'échéance 2022, ce qui impliquera un passage intégral et obligatoire à l'e-administration. Les personnes en difficultés sociale et numérique seront fortement impactées par ce passage au tout numérique. Il est donc nécessaire de ne pas laisser cette fracture numérique se creuser de manière importante. En complément des actions entreprises en faveur de la formation des acteurs sociaux et de la multiplication des points d'accès accompagnés dans les associations, il est souhaitable de travailler sur le « qui fait quoi ? » de manière à identifier finement les actions portées par les nombreuses structures d'accompagnement sur le périmètre de Bordeaux et de poursuivre l'information auprès du grand public sur les possibilités d'accompagnement numérique.

- Sensibiliser systématiquement les personnels d'accueil au numérique. Cet objectif de coordination doit permettre d'orienter les publics de manière optimale. Il induit naturellement

la sensibilisation systématique des personnels d'accueil de la cité Municipale, des mairies de quartier et plus largement tout agent en contact avec un public précaire (GIP médiation, portage de repas au domicile des personnes âgées, agents d'accueil, personnel des résidences seniors, …).

Le 28 août 2019, s'est tenue une première grande journée "Agir pour l'inclusion numérique" » illustrant le volontarisme municipal dans ce domaine. Cette journée a réuni de nombreux acteurs locaux et ayant permis un partage des diagnostics mais aussi de croiser les actions existantes pour davantage de cohérence.

Favoriser l'accès au logement :
La première étape pour accéder au logement est l'accès à une information personnalisée. Dans ce cadre, des outils tels que le PIMMS (point information médiation multi usages) et le point info logement du CCAS (à la cité municipale et dans les quartiers) permettent d'accompagner et soutenir les habitants dans leurs démarches pour un logement. Pour les primo-accédants, le dispositif « passeport premier logement » se poursuit et il a déjà bénéficié à 620 personnes depuis son lancement.

Stimuler toutes les formes d'expérimentation et d'innovation :
Mutualisation d'espaces, colocations/cohabitations, résidences intergénérationnelles, habitat évolutif, habitat participatif, volumes capables (non finis) ... sont autant de champs à investir et à développer à la suite des premières expériences menées : résidence « Concert O » aux Bassins à flots, projets d'habitat participatif aux Chartrons. L'implication des habitants à la conception de leur logement est centrale, et doit être développée.

Par ailleurs, le numérique est de plus en plus une clé du mieux vivre ensemble. Les pistes d'actions sont multiples : consultations télémédecine en EHPAD, domotique pour aider au maintien à domicile, solution de conservation d'une identité numérique, accès à des services médicaux et d'hébergement d'urgence, etc.

2.3. Garantir une offre de services de proximité répondant aux exigences et aux rythmes de la vie quotidienne
La ville de Bordeaux mène depuis plusieurs années une politique active et ambitieuse en faveur de la petite enfance (0–4 ans). Grâce à son action et à l'accompagnement proposé par les professionnels du secteur, plus de 72% de la classe d'âge des moins 3 ans bénéficient aujourd'hui d'un mode d'accueil autre que celui assuré par un parent ou un proche. La ville de Bordeaux propose une offre d'accueil qui se veut à la fois diverse et complémentaire. En complément des 33 crèches municipales collectives ou familiales, 37 crèches associatives, le territoire compte 735 assistantes maternelles indépendantes qui proposent 2 190 places et sont accompagnées par les 4 relais municipaux d'assistantes maternelles (RAM) dans la promotion de leur mode d'accueil individualisé et la professionnalisation de leurs pratiques. L'offre des structures parapubliques que sont les délégations de service public (4 en 2019) et les crèches hospitalières, les micro-crèches, les crèches privées, les maisons d'assistantes maternelles (MAM), etc, contribue à façonner chaque année un éventail de structures d'accueil des jeunes enfants toujours plus large et plus agile pour répondre aux contraintes et pratiques des familles.

Les parents des enfants accueillis au sein des crèches collectives municipales, toutes labellisées « certi'crèche », témoignent cette année encore de leur confiance à l'égard de ce service public. Lors de l'enquête annuelle réalisée au printemps 2019, 98,9% d'entre eux se disaient satisfaits de la qualité du service rendu. Les pratiques familiales et les contraintes professionnelles nécessitent une réflexion constante quant à l'organisation du service la plus adaptée pour répondre au mieux aux demandes des familles, y compris dans les cas d'horaires atypiques. Face à des situations familiales aujourd'hui plus nombreuses et plus complexes, la ville accorde en effet une attention particulière aux attentes spécifiques des familles. Durant les travaux d'extension, le multi-accueil Armand Faulat 2 a par exemple mis en place une nouvelle

organisation permettant d'étendre ses horaires d'ouverture pour mieux répondre aux besoins des familles du quartier.

En matière d'accueil collectif, avec plus de 6 200 enfants accueillis dans les structures collectives et individuelles proposées par la ville ou chez un(e) assistant(e) maternel(le) bordelais(e), l'objectif initial de 6 000 enfants est déjà largement dépassé. Depuis la fin de l'année 2015, 380 places « nettes » ont été créées sur le territoire dont près de 75% portées ou financées par la ville de Bordeaux. L'année 2019 s'inscrit dans la continuité : 25 places supplémentaires ont été réservées en 2019, essentiellement concentrées dans le quartier de la Bastide aujourd'hui en tension.

Au travers de leur projet pédagogique, chacune des crèches municipales collectives ou familiales de la ville de Bordeaux s'attache à construire un environnement propice à la sécurité, à l'épanouissement et à l'éveil de l'enfant. En 2019, les nouvelles pédagogies continuent de se développer au sein des établissements municipaux d'accueil du jeune enfant : la communication gestuelle associée à la parole est ainsi pratiquée dans la plupart des établissements. Chaque équipe élabore un projet individualisé construit autour de différentes pédagogies (pieds nus, espaces snoezelen…) et d'espaces de motricité et d'ateliers d'éveils culturels et artistiques. En 2018, l'équipe de psychomotriciens intervenant au sein de différentes structures a été renforcée. « Le plancher musical » que propose l'association ECLATS a été mis à la disposition des enfants au sein de la crèche familiale de Bordeaux centre notamment. Plusieurs structures disposent enfin d'espaces extérieurs leurs permettant de proposer aux enfants des jardins pédagogiques ou de construire un atelier d'éveil à la nature par la végétalisation des espaces. D'autres, comme la micro-crèche Lucien Faure, ont établi des partenariats avec la bibliothèque du quartier ou construit un projet intergénérationnel avec la résidence pour personnes âgées voisine. La crèche Sainte-Colombe a quant à elle mis en place un partenariat avec l'école de Beaux-Arts pour décorer les murs intérieurs et extérieurs.

Accueillant un public particulièrement sensible aux questions de santé environnementale, les crèches se mobilisent par des actions appelées à prendre chaque année plus d'envergure. Depuis 2017, toutes les structures municipales proposent 20% d'aliments bio dans l'alimentation des tout-petits. La totalité des fruits et légumes sont frais et parviennent par circuit-court, tandis que les viandes, labellisées bleu blanc cœur, sont toutes d'origine France. A compter de cette année, ce sont la quasi-totalité des produits d'hygiène et d'entretien qui sont labellisés « écocert ou écolabel ». Plusieurs expérimentations voient également le jour afin d'accompagner la transition écologique dans le secteur de la petite enfance. Depuis mars 2019, le nettoyage à la vapeur est expérimenté dans l'une des structures municipales. L'expérimentation de couches compostables voire lavables, est également en cours de réflexion. Enfin à compter de novembre 2019, le tri fermentescible (tri des aliments pour être compostés) est mis en place dans 11 crèches, soit près d'1/3 du parc.

L'action de la ville se décline à l'échelle de ses différents quartiers dans lesquels des points-relais petite enfance sont programmés. Les familles peuvent d'ores et déjà déposer une demande de place en crèche dans les 6 permanences territorialisées (soit environ 800 permanences annuelles) et obtenir auprès des 4 relais d'assistantes maternelles tout l'accompagnement nécessaire concernant l'accueil individuel. Les 4 premiers point-relais petite enfance (RPE) qui verront le jour d'ici 2022 offriront aux parents au sein d'un lieu unique en proximité toutes les formes d'accompagnement soutenues et proposées par la ville. La Maison Armand Faulat dans le quartier de Caudéran accueillera en 2021 le premier de ces espaces appelés à former de véritables antennes locales en matière de petite enfance et de familles.

La ville de Bordeaux œuvre également à la prise en compte de tous les publics, que ce soit par le soutien à des modes d'accueil adaptés aux différentes formes de handicap (Nuage bleu, Cabane de Gustave, Jardins d'Hortense, ou Mille couleurs) ou par l'accompagnement des familles les plus en difficultés. Grâce au soutien actif de la ville, la maison des familles a ainsi

ouvert ses portes en 2016 afin de proposer aux familles les plus fragilisées (monoparentales ou allophones), un accompagnement assuré par des professionnels ou des espaces d'échanges et d'entraide.

En matière de parentalités, existent à côté de « la Parentèle » située dans le quartier de Mériadeck (espace famille unique et innovant agissant comme lieu de rencontres, d'échanges, d'écoute, de parole et de jeu, ouvert à tous, anonyme et gratuit), des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) dédiés à l'accompagnement de la parentalité à l'échelle de la ville de Bordeaux. En 2019, deux nouveaux LAEP ont vu le jour : l'espace « Petit prince » a ouvert ses portes au sein du quartier Nansouty, tandis que l'espace du Noviciat a investi les anciens locaux du Jardin de l'Eau Vive. De nombreuses ludothèques maillent également le territoire et proposent aux grands enfants comme aux tout-petits, de nombreuses activités ludiques à réaliser ensemble.

Chaque année, « la quinzaine du Temps des Familles » met en avant la politique familiale de la ville de Bordeaux au travers d'évènements sur des thématiques variées et se déroulant dans l'ensemble des quartiers. Par sa programmation éclectique et adaptée au très jeune public et à leur entourage, cet évènement permet aux familles bordelaises d'identifier l'ensemble des acteurs et formes d'accompagnement présentes sur le territoire. Parmi la sélection de rencontres, échanges, temps de jeux et spectacles programmés dans l'édition 2019, citons par exemple le soutien municipal aux associations « Ethnotopies » et « Quand les livres relient » pour organiser des lectures transculturelles. Ces temps forts expriment la nécessité de lutter contre les inégalités précoces et de mettre en œuvre les conditions d'un véritable vivre ensemble.

La dynamique engagée se poursuit sur chacune de ces thématiques. Compte tenu de la croissance de population attendue, elle répond à un objectif de création de 320 places d'accueil supplémentaires créées entre 2020 et 2022, tous modes de garde confondus. En fin de mandat, au moins 700 places supplémentaires (privé et public confondus) auront vu le jour, témoignant de la mobilisation de la ville pour proposer aux familles bordelaises une offre de services adaptée et de proximité, et ainsi maintenir l'un des meilleurs taux de couverture en France sur les villes de même strate.

Par ailleurs, le renouvellement en 2020 de tous les agréments des centres sociaux et des « espaces de vie sociale » constitue pour les quartiers une base de projets concertés et portés par des associations structurantes. Le suivi de ces agréments et de leur réalisation donne un outil de plus pour répondre aux enjeux d'animation et de proximité sur le territoire.

Axe 3 : Culture, éducation, savoirs : garantir aux Bordelais l'accès aux savoirs et à la culture.

3.1. Accéder aux savoirs

Une ville fraternelle c'est aussi garantir à tous les Bordelais l'accès aux savoirs et à la culture, quels que soient leur situation, leur âge ou leurs ressources.

Pour cela, la ville s'est dotée d'un projet éducatif fondé sur le principe de l'éducation partagée sur les différents temps de l'enfant (scolaire, péri-éducatif, périscolaire ou encore extrascolaire), renforcé depuis la fin de l'année 2018 par la signature de la charte de qualité du « Plan Mercredi ». Il vise à doter les plus jeunes d'un environnement et d'un parcours éducatif cohérent au service de deux objectifs, l'un commun : le bien-vivre ensemble ; l'autre individuel : la réussite scolaire. A cet effet, la ville de Bordeaux développe et accompagne des initiatives améliorant le climat scolaire ou favorisant les apprentissages et les valeurs républicaines à l'intérieur des différents temps de l'enfant, dans un souci de complémentarité et de cohérence éducative. Cela se traduit par le souci d'accueillir tous les publics et favoriser l'implication des enfants et des familles.

Ainsi, en partenariat avec l'éducation nationale, la ville a développé un travail de recensement d'actions visant à améliorer le climat scolaire. Ces actions sont proposées aux acteurs éducatifs des écoles de la ville qui peuvent également contribuer à leur développement et ainsi favoriser l'usage de bonnes pratiques. Un travail d'élaboration de protocoles de prises en charge de situations particulières (deuil, harcèlement, problème à connotation sexuelle, etc.) est d'ores et déjà prévu dans le prolongement de cette action.

La ville compte 107 écoles et 11 bibliothèques réparties dans les quartiers, sans compter les politiques éducatives développées au sein de chaque institution bordelaise (musées, conservatoire, archives…). Celles-ci ont un rôle à la fois éducatif et culturel par la diffusion de l'information, l'encouragement à la lecture, l'ouverture aux autres media et aux arts, dans une démarche de proximité. La carte jeunes continue son déploiement avec de nouveaux partenaires et les initiatives numériques sont multipliées (boîtes expo du CAPC, journées Culture Numérique…).

La ville a par ailleurs créé en 2018 des classes artistiques, nouveau dispositif de séjour scolaire d'une semaine (sans nuitée) au Conservatoire Jacques Thibaud afin de permettre aux élèves de CP/CE1 d'apprendre dans un environnement artistique. Les classes artistiques s'inscrivent dans le cadre du « parcours d'éducation artistique et culturelle » (PEAC) et s'appuient sur les programmes d'enseignements du cycle des apprentissages fondamentaux (cycle 2). Ces 4 jours permettent aux élèves de découvrir, pratiquer, observer tout ce que le conservatoire propose en musiques et arts de la scène (danse, théâtre, chant lyrique). Explorer, imaginer, échanger, pratiquer, inventer, découvrir sont autant d'actions possibles pour la sensibilisation de ce jeune public à la découverte des domaines artistiques.

Par ailleurs, le retour à la semaine des quatre jours pour la rentrée 2018 s'est accompagné du maintien de la qualité de l'offre périscolaire et son adaptation aux besoins des enfants pour développer leurs bien-être, épanouissement et réussite scolaire. Le partage des projets pédagogiques entre école et accueils de loisir grâce au partenariat élaboré dans le cadre du « projet éducatif de territoire » (PEDT)/« plan mercredi » permet une cohérence et une dynamique des plans d'action au service de l'enfant.

Enfin, l'accompagnement des enfants en difficulté scolaire reste une priorité et en particulier pour les enfants en difficulté prononcée, le dispositif d'accompagnement individualisé est élargi à l'ensemble du territoire.

3.2 Un nouveau départ de la politique de l'"e-éducation" : animation de communautés de partenaires, valorisation des pratiques, mise en avant des réussites

La révolution numérique n'est plus un fait distant ni "une option", elle est omniprésente. En Europe, aux Etats Unis, en Asie, en Afrique, les pays investissent massivement dans le numérique en éducation. La ville de Bordeaux a décidé d'investir le champ du numérique en ayant très tôt pressenti l'importance de l'outil, outil qui doit bien sûr garder sa juste place pour offrir aux élèves une expérience riche et complète de la classe : contenus à jour, fond documentaire qui devient ainsi illimité grâce à l'accès à l'internet, les multiplication des usages en faveur de l'apprentissage des langues et ouvrir la classe aux échanges avec des correspondants étrangers, ou encore pour impliquer les élèves en difficulté d'intégration avec le monde scolaire. Tableaux numériques, tablettes, mobiles, réseaux partagés de classe en classe, sont déployés.

La ville poursuit le développement de l'offre numérique dans les écoles (vidéoprojecteur interactif, espace numérique de travail) et la diffusion de tablettes numériques. Les bonnes pratiques sont valorisées et partagées sur l'espace numérique de travail réservé aux enseignants. Bordeaux prépare une « phase 2 » de la e-éducation, avec un groupe d'enseignants-pilotes sur deux écoles qui testent les équipements et les services pour

généraliser demain une informatique plus sûre, des ressources numériques utiles, à disposition au sein de la salle de classe selon les besoins pédagogiques de l'enseignant et des élèves.

Bordeaux cultive des liens étroits avec l'éducation nationale, pour faciliter les formations et le transfert des pratiques d'école à école. L'idée d'une meilleure valorisation des pratiques enseignantes est aussi un objet de discussion sur lequel la ville progresse : avec l'accord et le soutien des corps d'inspection, la réalisation des premiers petits reportages au sein des écoles donne à voir la richesse et la variété des pratiques : le numérique dans l'apprentissage des langues, l'approche de la géométrie facilitée par la tablette, l'utilisation du robot Thymio…. L'éducation nationale considère avec intérêt la perspective d'un support fourni par un environnement technique plus homogène quel que soit le lieu d'apprentissage, afin de faciliter les formations et le transfert des pratiques d'école à école.

3.3. La culture pour tous, partout

Bordeaux, grâce aux priorités fixées dans son document d'orientation culturelle, renforce ainsi son rayonnement en poursuivant le travail de structuration des filières par la mise à disposition d'outils adaptés aux artistes professionnels ou amateurs : lieux de diffusion (Salle des Fêtes Bordeaux Grand Parc, Bordeaux Métropole Aréna, installation du Centre de développement chorégraphique national à La Manufacture aux chaussures à Belcier…), lieux de création, logements ateliers, pérennisation de l'aide à la création, soutien à l'international pour des projets communs (deux appels à projets par an avec l'Institut français), mise en place d'un fonds de soutien à la création numérique en matière cinématographique, avec Bordeaux Métropole et le Centre National du Cinéma, développement de fabriques culturelles (implantation en 2017 de l'association « Pola » dans le hangar Pargade du parc aux Angéliques, 130 ateliers d'artistes soutenus par la ville contre 75 en 2014), renforcement des pôles d'excellence du territoire (nomination d'un nouveau directeur à l'école d'enseignement supérieur d'art de Bordeaux (EBABX), projet de construction du pôle d'enseignement supérieur de musique et de danse,…).

Après le succès public de la première saison culturelle « Paysages Bordeaux 2017 », la deuxième édition de cette biennale, baptisée « Liberté ! Bordeaux 2019 », confirme le positionnement de Bordeaux comme ville d'art et de culture au plan national et international.

La saison culturelle « Liberté ! Bordeaux 2019 » (20 juin – 20 août) s'est achevée après deux mois de programmation intense : redécouverte de lieux patrimoniaux mis en lumière par des créations contemporaines, commandes artistiques dans l'espace public, mise en avant des pratiques artistiques libres dans la ville. Le territoire devient un terrain de jeu esthétique à travers plus de 120 propositions artistiques, nationales et internationales, dont 25 créations, sur tout le territoire de la métropole. Elles ont été portées à l'unisson par l'ensemble des structures culturelles en ayant rassemblé plus de 600 000 spectateurs nouveaux. La saison culturelle, véritable laboratoire de création fondé sur un renouveau de la politique culturelle bordelaise, s'affirme comme un projet culturel unique fondé sur un récit de territoire.

Pensée et construite comme un outil de développement et d'innovation culturelle au service du territoire, l'édition 2019 de la saison culturelle s'est imposée comme un évènement culturel innovant, véritable projet collectif porté et produit par les services de la ville de Bordeaux et de la Métropole, notamment avec l'Eté métropolitain reposant sur des créations d'artistes en résidence, le lien avec l'ensemble des acteurs locaux, opérateurs culturels, petites et grandes institutions et la redécouverte de lieux et de territoires inexplorés.

A Bordeaux, la politique du livre et la lecture publique constituent une priorité municipale : les bibliothèques sont nombreuses et gratuites depuis octobre 2015. En 2018, des négociations ont été menées avec les organisation représentatives du personnel afin d'expérimenter une ouverture de la bibliothèque de Mériadeck le dimanche. Effective depuis le 13 janvier 2019, les premiers résultats sont extrêmement positifs et traduisent un fort engouement de la part des

usagers : 8 021 entrées lors des 12 dimanches ouverts entre janvier et avril 2019, 16 821 documents empruntés, 198 nouveaux inscrits et 285 abonnements renouvelés.

Le réseau des bibliothèques a également renforcé son offre en inaugurant le 8 juin 2019 une nouvelle bibliothèque de proximité au sein du quartier de Caudéran. D'une superficie de 1 600 m² de plain-pied, la bibliothèque Pierre Veillet et compte déjà depuis son ouverture 3 200 abonnés et a accueilli plus de 25 000 visiteurs, soit 8 000 entrées par mois en moyenne.

Au-delà de l'offre culturelle, il s'agit de créer les conditions permettant de donner à tous l'envie de culture. Cela implique de mettre les quartiers au cœur du projet culturel pour structurer et valoriser les pratiques amateurs et disposer pour cela de suffisamment de lieux d'expression culturelle. Le premier plan d'équité culturelle ayant été réalisé en 2016-2017, un travail de co-construction d'un second plan a été lancé fin 2017 en correspondance avec l'axe 3 du Pacte de cohésion sociale et territoriale, et conduit en 2018 par l'association « N'a qu'un œil » est restitué en 2019.

Lieu ouvert sur toutes les cultures, accessible et destiné à tous, permettant les rencontres et les croisements de publics, la salle des fêtes du Grand Parc propose un accès au kiosque culture (information, billetterie) pour permettre un libre usage des espaces disponibles du mardi au samedi, de 14h à 18h. L'association Culture du Cœur tient sa permanence dans le hall deux fois par mois avec la mise à disposition d'un piano en libre accès (avec le concours de l'association Autour d'un Piano), de tapis de danse, d'une sono... Depuis son ouverture le 29 juin 2018, tous les projets qui prennent place à la salle des fêtes sont accompagnés sur le territoire du Grand-Parc avec la participation des partenaires de quartier : bibliothèque, centre d'animation, EHPAD, association des traumatisés crâniens, établissements scolaires... Cet accompagnement prend la forme d'ateliers (danse hip-hop avec les danseurs de la compagnie 7ième temps qui a pris ses quartiers tous les mercredis après-midi dans le hall, musique électronique et urbaine...), de mini-concerts ou de conférences, le plus souvent hors-les-murs.

L'apprentissage et la pratique de la culture doivent également continuer à se développer dès le plus jeune âge et s'adapter aux nouvelles temporalités urbaines et aux modes de vie des familles. Le conservatoire de Bordeaux a mis en place avec le soutien de l'Etat depuis 2018 à titre expérimental, de nouvelles « classes artistiques » qui permettront de diffuser dans les classes et dans le cadre de l'école, l'intérêt pour la pratique de la musique et de la danse. La première année scolaire de ce dispositif a concerné 16 écoles, 29 classes et 465 élèves.

A la rentrée 2019 et forte du bilan de l'expérimentation, la ville de Bordeaux en partenariat avec le Conservatoire, s'engage à instaurer progressivement le chant dans 100% des écoles primaires de la ville. Parmi les 49 écoles primaires de Bordeaux, 12 n'ont jamais pratiqué le chant. C'est pourquoi, le projet souhaite mettre l'accent sur ces écoles en complément de la diffusion du dispositif à l'ensemble des établissements.

Outre les résultats du sondage « IFOP » réalisé en 2018 qui plaçait la culture en tête de leur perception des politiques municipales (avec un indice de satisfaction de 81%), l'évaluation de la politique d'ouverture et le retour d'expérience sur le circuit des visiteurs menés par la ville de Bordeaux dans les musées municipaux et à la base sous-marine, se révèlent globalement très favorables et s'inscrivent dans une politique fondamentale de développement des publics. Le résultat global de 53 obtenu au « Net Promoter Score » confirme la satisfaction des visiteurs à l'égard des établissements culturels municipaux en étant pleinement mobilisés et associés à ces démarches.

Les résultats de l'évaluation et les ateliers de travail qui se sont tenus pendant 6 mois ont permis la formalisation d'un Plan triennal pour les publics composé de 8 axes prioritaires et de 77 actions qui seront déployées dès 2019. Les méthodes du design d'expérience sont désormais

systématiquement utilisées pour travailler ou revoir la scénographie des établissements culturels et proposer aux publics des parcours de visites adaptés.

Afin de favoriser l'accès de tous les publics à la culture, la ville de Bordeaux expérimente également une nouvelle version du Kiosque culture à travers notamment une équipe mobile et un vélo cargo, présents pour faire de la médiation culturelle sur les événements de la ville et des quartiers, mais aussi sur les lieux et les rendez-vous les plus importants du quotidien (marchés, écoles, fêtes de quartiers, festivals, manifestations sportives, etc).

Pour nourrir ces lieux, la ville s'attache à mettre en œuvre l'ensemble des moyens permettant de favoriser la création et l'innovation. Il s'agit d'un accompagnement financier quand cela est possible, mais cela peut également prendre la forme d'une aide logistique ou d'un apport d'expertise. Quelque 150 associations différentes sont aidées chaque année. En matière de musique électronique par exemple, l'I-Boat et Traffic, pionniers dans ce domaine, ont été rejoints par Délicieuse musique, l'Orangeade, Bordeaux Open Air, Hors-Bord.

Le soutien à la création passe également par la mise en œuvre de dispositifs et de partenariats innovants : la ville développe ses relations avec les acteurs privés de la culture qu'il s'agisse de libraires, de galeries d'art, de cinémas ou de labels indépendants. Il s'agit également de formaliser la reconnaissance d'une vie culturelle nocturne issue des conclusions des Etats généraux de la nuit à Bordeaux, afin d'adapter l'offre culturelle aux nouvelles pratiques.

S'est aussi engagée une dynamique collective au profit de pôles d'excellence (cirques à Bègles, photographie à Mérignac, arts de la scène avec Saint-Médard, etc.) pour élaborer et mettre en œuvre un plan de développement concerté à l'échelle métropolitaine. La 3ème édition du FAB Festival International des Arts de Bordeaux Métropole (5–24 octobre 2018) a rassemblé 68 484 spectateurs et a accueilli 369 artistes dans 32 lieux associant 36 partenaires. Ce rendez-vous pluridisciplinaire (théâtre, danse, arts de la rue, cirque, installation, performance) a fait entendre les voix des artistes du monde entier (13 pays représentés : Belgique, Italie, Portugal, Maroc, Allemagne, Israël, États-Unis, Canada, Suisse, Japon, Afghanistan) et celles d'artistes implantés sur le territoire néo-aquitain (10 compagnies régionales).

D'autre part, le transfert de grands équipements culturels d'intérêt métropolitain à la métropole et les mises en réseau des ressources et des projets portés par chaque commune sont autant d'opportunités pour renforcer une coopération et une mobilité des publics qui se joue déjà à l'échelle métropolitaine : la Nuit des bibliothèques (2 270 participants en 2018) ou la Nuit des musées (30 375 visiteurs en 2019) se construisent ainsi désormais à l'échelle du territoire métropolitain.

A cet égard, la ville de Bordeaux a proposé aux communes appartenant à la métropole de s'associer afin de mettre en place une Carte jeune unique dans le cadre juridique de l'entente intercommunale (expérimentation du 30 mois). Onze communes ont répondu favorablement (Ambarès-et-Lagrave, Ambès, Artigues-près-Bordeaux, Bouliac, Gradignan, Le Bouscat, Le Taillan-Medoc, Saint-Aubin de Médoc, Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Médard-en-Jalles et Talence) et le nouveau dispositif de Carte jeune partagée a été lancé le 24 avril 2019. A la fin du mois de juillet 2019, ce sont plus de 29 200 jeunes (anciens et nouveaux usagers) qui bénéficient des offres et autres avantages associés auprès de plus de 100 partenaires : 24 640 porteurs relevant de Bordeaux, 5 500 nouveaux porteurs depuis l'extension du dispositif, 1 500 cartes délivrées chaque mois, 17 283 visiteurs sur le site cartejeune.bordeaux-metropole.fr (soit le 3e site le plus visité en juin du réseaux Bordeaux Métropole).

Sur les 111 actions opérationnelles que compte le document d'orientation culturelle de la ville de Bordeaux, 89 actions ont été réalisées *(données arrêtées à fin du mois d'avril 2019)*.

Axe 4 : Bien-être, santé et environnement préservé : se sentir bien dans une ville saine

La qualité de vie de Bordeaux reconnue nationalement et au-delà, est un atout majeur de la ville qu'il faut préserver. L'agenda 21 et le plan climat de la ville de Bordeaux fixent le cadre d'action. Le plan d'actions pour un territoire durable à haute qualité dont le plan climat air énergie territorial, fixe le cadre de l'action.

4.1. La santé au cœur de la ville de Bordeaux

Le champ de la santé est impacté par nombre de politiques menées par la ville et doit se concevoir de façon transversale, innovante et partenariale.

Le premier contrat local de santé (CLS) co-piloté par la ville et l'ARS et conclu avec les partenaires institutionnels a constitué une opportunité de fédérer les acteurs, impulser des actions nouvelles, peser sur la politique régionale de santé. L'engagement de la ville à travers ses actions de prévention, promotion et accompagnement visant à réduire les inégalités d'accès à la santé a ainsi été pleinement reconnu.

Il a permis de développer la prévention dédiée aux enfants, aux jeunes et le soutien à la parentalité et de promouvoir le « bien vieillir » en repérant et soutenant les personnes en perte d'autonomie. Une attention particulière a été donnée à l'accompagnement des plus vulnérables et à l'aménagement des cadres de vie favorables à la santé. Les actions visent également à renforcer les réseaux d'acteurs et à produire une observation en santé.

L'élaboration du deuxième CLS est en cours dans le cadre d'une large concertation. Signé au début de l'année 2019 pour une durée de 5 ans, il est articulé autour de deux grands axes thématiques transversaux :

- Promouvoir les comportements favorables à la santé ;
- Œuvrer en faveur d'un accès équitable à la prévention, aux droits et aux soins ;

Chacun de ces axes sera décliné en quelques objectifs prioritaires et actions concrètes.

La qualité de l'air intérieur et la lutte contre les perturbateurs endocriniens (produits d'entretien, jeux, vaisselle) sont à l'ordre du jour. Afin d'œuvrer en faveur d'un accès équitable à la prévention, aux droits et aux soins, un accompagnement à la périnatalité a été mis en place (avant, pendant et jusqu'à un an après la naissance de l'enfant). A ce titre, le guide 0-1 an réunissant l'ensemble des informations nécessaires autour de la naissance (acteurs, partenaires, contact, accompagnement, …) a fait l'objet d'une réédition en fin d'année 2019. Des lieux d'accueil enfants parents (LAEP) spécifiquement consacrés la périnatalité, se tiennent chaque semaine à la Parentèle. Il est également proposé des soirées périnatalité à destination des professionnels de la petite enfance qui par leur proximité, peuvent accompagner les parents dans cette période de fragilité. Outre les assistants maternels indépendants qui ont été sensibilisés à cet enjeu en septembre 2019, une formation des travailleurs sociaux intervenant à domicile (TISF) a également été proposée en fin d'année.

Par ailleurs, le conseil local de santé mentale installé en 2017 a défini cinq axes prioritaires d'actions :

- L'accès, le maintien et l'accompagnement au logement des personnes ayant des troubles psychiques.
- La connaissance et la coordination des partenaires.
- La gestion des situations urgentes et de crise.
- La gestion des situations et des parcours individuels complexes.
- La promotion de la santé mentale et la lutte contre la stigmatisation de la santé mentale.

Dans le prolongement de son adhésion à l'initiative de l'ONUSIDA « Villes sans sida », le projet « Vers Bordeaux sans sida » est en cours de définition avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs locaux.

4.2. Une ville engagée dans le sport

L'objectif de la politique sportive municipale est de créer pour les Bordelais les conditions d'une vie saine, notamment par l'accès aux activités physiques et sportives, grâce aux 220 clubs sportifs situés au cœur des huit quartiers, dans des équipements plus nombreux et rénovés. Après le gymnase Robert Geneste inauguré début 2017 dans le quartier Bordeaux sud, la ville de Bordeaux poursuit son maillage d'équipements avec la construction des gymnases Aubiers/Ginko et Alice Milliat inaugurées respectivement en mai et septembre 2018, le terrain synthétique Monséjour livré en octobre 2018, le futur gymnase et le dojo aux Bassins à Flot (livraison en 2020). La livraison du gymnase et de la salle d'escrime Brazza est prévue pour l'été 2023 et le gymnase sur le secteur Armagnac aux environs de 2024. Le sport continue de se développer également en plein air et au cœur de la ville grâce aux projets sportifs sur le parc aux Angéliques, les jardins de Promis (2019), le projet intercommunal d'aménagements sportifs autour du Lac de Bordeaux, le city stade couvert rue Lucien Faure (2020).

La ville de Bordeaux impulse cette dynamique sportive dès le plus jeune âge grâce à des actions d'animation et d'enseignement dans les écoles sur le temps scolaire, également dans le cadre du temps périscolaire. Les animations estivales que sont le Quai des sports et la Plage du Lac sont l'occasion d'animer la ville en mobilisant l'ensemble du monde sportif et du secteur associatif. De plus, le développement de projets privés (UCPA à Brazza, Sandspot à Bastide Niel…) permet d'avoir une offre globale au profit des Bordelais et de l'ensemble de la métropole.

Depuis le printemps 2017, la ville accompagne également les Bordelais les plus éloignés de la pratique sportive. Ainsi, dans chacun des huit quartiers, des actions de sensibilisation sont dispensées gratuitement chaque samedi en partenariat avec les clubs sportifs au travers d'une nouvelle action intitulée le Sport santé prend ses quartiers.

Le sport jouant un rôle important de créateur de lien social, les événements sportifs continuent à être développés avec des grands rendez-vous tels que le marathon de Bordeaux ou la solitaire du Figaro. La ville peut maintenant s'appuyer sur les deux nouveaux équipements sportifs structurants que sont le stade Matmut Atlantique et le Palais des sports qui viennent compléter le stadium vélodrome et la patinoire, dont la fonction est exclusivement dédiée au sport depuis le 1er janvier 2018.

Bordeaux a été sélectionnée pour accueillir des matchs de la coupe du monde de rugby de 2023 et de la compétition de football des jeux olympiques de Paris en 2024. Bordeaux a accueilli également les demi-finales du « Top 14 » de rugby en juin 2019.

4.3. La ville nature

Le bien-être dans la ville, c'est entreprendre une démarche systématique de verdissement de l'espace public (avec par exemple la démarche « Caudéran ville-jardin » développée dans le cadre du projet urbain). C'est aussi mailler les quartiers d'espaces végétalisés de proximité et offrir à chaque Bordelais un jardin ou un espace végétalisé significatif à moins de 400 m de son domicile. Parmi les aménagements structurants du projet urbain, le parc aux Angéliques qui se développe le long de la rive droite, est déjà très avancé dans sa réalisation. La séquence Deschamps est terminée et opérationnelle, celle du quai de Queyries est terminée, des travaux d'amélioration sont en cours pour conforter le parc et améliorer l'accueil du public. Ce parc aux Angéliques se dote également d'un ensemble d'équipements sportifs.

La ville verte, c'est également donner les moyens aux Bordelais d'améliorer eux-mêmes leur cadre de vie au travers des initiatives de végétalisation de rues et de jardins collectifs qui sont

des lieux de partage, de rencontre, de lien social ou de production : la trentaine de jardins partagés existants ou les projets de vergers collectifs en témoignent.

La nature en ville apporte non seulement un cadre de vie plus agréable et plus apaisant, mais aussi plus sain, en devenant un espace de respiration, en organisant une meilleure régulation des températures dans la ville, en accroissant la biodiversité, etc. Sur ce volet, des aménagements destinés à préserver et développer les continuités écologiques dans la ville sont réalisés comme cela a été fait sur le parc aux Angéliques pour préserver le corridor des berges de la Garonne, et prolongés entre les ponts Saint-Jean et Simone Veil.

Parmi les plus grands projets de la ville de Bordeaux, on compte l'aménagement du parc du Grand-Parc pour lequel de nombreuses concertations se sont tenues cette année. Il devrait entrer en phase de chantier à la fin de l'année 2019. Sur l'ensemble des phases, ce sont 12,8 millions d'euros qui seront mobilisés sur cet aménagement en cœur de quartier.

Enfin, le 13 octobre 2018, la réserve écologique des Barails a été inaugurée. Cette réserve d'une superficie de 156 hectares est constituée de l'ancien parc floral, du bois de Bordeaux et des prairies humides qui s'y trouvent. Sa création répond aux enjeux de biodiversité, d'amélioration de l'accueil des usagers et doit permettre la sensibilisation de tous les publics. Elle est accessible par les transports en commun (tramway, bus et voiture). Des inventaires de faune et de flore sont pratiqués annuellement ; 120 espèces d'oiseaux fréquentent le site, ainsi qu'une trentaine d'espèces de papillons, autant de libellules, 12 espèces de mammifères, une dizaine d'espèces d'amphibiens, de reptiles et des milliers d'espèces d'insectes. Ces chiffres sont sans commune mesure avec ceux des parcs plus urbains. La réserve s'est de plus, enrichie d'un verger pédagogique de 2 hectares qui a été inauguré au printemps 2019.

La ville de Bordeaux est par ailleurs fortement investie dans les stratégies métropolitaines en faveur de la biodiversité, de la préservation des trames vertes et bleues fonctionnelles mais aussi en faveur du développement d'une agriculture urbaine participant ainsi avec les 27 autres communes à une métropole plus écologique et plus durable. Un projet d'installation d'un agriculteur est d'ailleurs en cours sur le terrain du centre horticole de la ville de Bordeaux (situé sur la commune du Haillan).

En signant le pacte de Milan, la ville de Bordeaux s'inscrit dans les efforts métropolitains en faveur d'une alimentation saine, d'une agriculture de proximité et pour tous et travaille à la mise en œuvre d'un véritable projet alimentaire territorial à vocation sociale en partenariat avec le CCAS.

Enfin, la ville de Bordeaux envisage un effort sans précédent pour planter des arbres dans la ville et pour les préserver. Il s'agit du plan « canopée » annoncé par le Maire en juillet 2019. Ce plan se développera tant sur les espaces publics que dans les parcs et jardins de la ville. Il s'agit non seulement de lutter contre le réchauffement climatique qui touche la ville, mais aussi de réintroduire la nature en ville. L'arbre est aussi un support important de la biodiversité.

4.4. La lutte contre toute forme de pollution

L'effort en matière de lutte contre les nuisances sonores doit être poursuivi avec la réalisation régulière d'études sono-métriques et l'adoption d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement métropolitain (PPBE). Au-delà de l'obligation qui lui est faite, la ville de Bordeaux s'est engagée avec le concours du conseil de développement durable (C2D) à élaborer un « plan son » global reconnaissant ainsi que le bruit n'est pas qu'une nuisance mais aussi une composante identitaire. L'éclairage public est systématiquement étudié pour minimiser les nuisances lumineuses et les consommations d'énergie. Afin de limiter efficacement la pollution atmosphérique, différentes mesures d'amélioration de la qualité de l'air sont mobilisées : maîtrise des consommations d'énergie fossile dans les bâtiments municipaux et à l'attention des particuliers, des bailleurs sociaux, etc., grâce notamment au développement

des réseaux de chaleur sur la ville, le renforcement des déplacements doux ou encore le développement des zones à 30 km/h. La ville de Bordeaux est également très attentive et vigilante à la gestion de la pollution des sols et à la compatibilité entre les usages et l'héritage du passé industriel de Bordeaux.

Par sa capacité à interagir avec l'ensemble des citoyens et grâce au levier économique de la commande publique, la ville de Bordeaux a un rôle important à jouer pour mobiliser sur les enjeux sanitaire et environnemental majeurs que constitue la lutte contre les perturbateurs endocriniens qui sont l'une des causes de la croissance sans précédent des maladies chroniques (obésité, diabète, cancers, troubles de la reproduction, asthme, maladies neurocomportementales, etc..). Elle a donc signé la charte des « Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens » portée par le « réseau environnement santé » (RES) qui engage ses signataires à :

- restreindre puis éliminer à terme l'usage des produits phytosanitaires et biocides qui contiennent des perturbateurs endocriniens ;
- réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens dans l'alimentation en développant la consommation d'aliments biologiques et en interdisant à terme l'usage d'ustensiles de cuisine et matériel chauffant comportant des perturbateurs endocriniens ;
- favoriser l'information des populations, des professionnels de santé, des personnels des collectivités territoriales, des professionnels de la petite enfance, des acteurs économiques à l'enjeu des perturbateurs endocriniens, à mettre en place des critères d'éco conditionnalité éliminant progressivement les perturbateurs endocriniens dans les contrats et les achats publics.
- informer les citoyens tous les ans sur les engagements pris dans le cadre de la charte puisque le signataire consent à mener un plan d'action sur le long terme dont l'objectif est d'éliminer l'exposition aux perturbateurs endocriniens.

Axe 5 : Tranquillité publique et prévention, lutte contre les discriminations

Bordeaux est une ville paisible, peu coutumière des débordements. Pour autant, la vigilance est toujours de mise. Bordeaux est diverse dans ses usages et ses rythmes et doit permettre à chacun de trouver sa place sans craindre d'être stigmatisé ou de faire l'objet de discrimination. Afin de formaliser cet engagement collectif, la Ville et ses partenaires peuvent s'appuyer depuis 2017 sur une nouvelle stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.

La réforme en cours du cadre national de la stratégie de prévention de la délinquance amènera la ville de Bordeaux à reformuler sa déclinaison locale qui deviendra la colonne vertébrale du futur comité local en charge de délivrer cette stratégie (CLSPD). Parmi les évolutions à venir, le renforcement de la médiation et des approches plus individualisées en lien avec l'ensemble des intervenants seront recherchés.

5.1. Apaiser les tensions dans l'espace public

L'assurance des conditions de cohabitation de tous sur les espaces publics est un facteur essentiel de la tranquillité et surtout du sentiment de sécurité. Ainsi, pour permettre à chacun de circuler dans des conditions optimales (piétons, poussettes, vélos, trottinettes, véhicules, légers, …), un programme de travail sur la création d'un véritable code de la rue est prévu. L'action de la ville à travers le travail de prévention de la police municipale et les interventions des équipes de médiation permet de réguler l'apparition de conflits entre usagers des espaces publics, commerçants et publics en difficulté. Cette régulation a pour but tant un apaisement des tensions qu'un changement de regard des uns envers les autres et elle doit être le fruit d'un travail partagé et co-construit entre tous.

Une convention de coordination entre la ville de Bordeaux et la direction départementale de la sécurité publique fixe par ailleurs les prérogatives de chacun afin de maintenir la tranquillité

publique. La police municipale traite ainsi toutes les incivilités qui troublent la vie quotidienne des administrés (stationnement irrégulier, nuisances sonores, insalubrité, etc.) et la police nationale agit sur les comportements délictueux et criminels. Des opérations coordonnées régulières entre ces services permettent de rassurer les habitants et de contribuer à prévenir la délinquance. Par ailleurs, et afin de renforcer davantage sa proximité avec les Bordelais, la police municipale déconcentre et territorialise ses moyens d'action, étend la polyvalence de ses agents et accentue sa présence en soirée (en première partie de nuit) tous les soirs de l'année. Cette mission de proximité est renforcée pour la police municipale avec la police de la circulation visant à favoriser la fluidité des mobilités notamment aux carrefours perturbés par des travaux.

Bordeaux Maritime a été choisi pour être l'un des quinze quartiers de reconquête républicaine (QRR) sur le plan national. La police de sécurité du quotidien (PSQ) qui se déploie à ce titre depuis le mois de septembre, en étroite collaboration avec la police nationale, a pour objet de garder le contact avec la population et de lutter contre le sentiment d'insécurité du quotidien grâce à une présence plus visible, à un accueil renforcé et à des opérations coordonnées sur le terrain pour mieux répondre à leurs besoins et résoudre les problèmes identifiés.

Les 3 principaux objectifs assignés à la police de sécurité du quotidien (PSQ) sont : le renforcement de la présence et de l'efficacité des forces de sécurité intérieure sur le terrain, l'amélioration de la coopération avec les partenaires locaux, le renforcement des liens avec la population. Police nationale et police municipale qui sont déjà habituées à travailler ensemble, ont renforcé leur coopération sous l'égide de la Préfète, du Procureur de la République et du Maire. A ce titre, le groupe local de traitement de la délinquance (GLTD) piloté par le Procureur de la République, est redéfini afin que son format soit plus limité dans le temps (3 à 4 mois maximum) et dans l'espace (périmètre resserré sur quelques dizaines de mètres). Cette délimitation permet une convergence plus efficace des dynamiques portées par les acteurs concernés en matière de prévention, de sécurité et judiciaire.

La police de sécurité du quotidien et le dispositif de quartier de reconquête républicaine sont aujourd'hui gérés par un comité de pilotage qui se réunit tous les mois pour faire le point sur tous les signalements qui émergent des différents opérateurs de terrain (cellules de veille, réunions entre polices nationale/municipale, groupe de partenariat opérationnel, réunions thématiques, etc…). Ces différentes instances de coordination permettent de suivre l'évolution de la situation, de proposer des arbitrages et de nouvelles orientations à la Préfète et au Maire de Bordeaux.

5.2. Gérer la vie nocturne

La cohabitation, c'est aussi l'équilibre entre les différents usages et usagers de la ville. La vie nocturne ne doit pas entraîner de nuisances pour les riverains et une confrontation avec le public festif. En complément de la stratégie menée pour la vie nocturne festive (prévention et réduction des risques pour les noctambules, médiation, sécurisation et lutte contre les incivilités), la ville a initié le projet « Bordeaux la Nuit » en 2017 afin de soutenir une réflexion transversale pour une politique globale de la nuit.

En effet, la vitalité et le rayonnement de Bordeaux inspirent une dynamique nouvelle sur la nuit dans toutes ses dimensions (économie, emplois, aménagements, mobilités, sécurité, santé, culture, loisirs, tourisme…). Des contextes économiques et sociodémographiques sont à considérer. Bordeaux est une ville à tradition festive et étudiante. Elle multiplie les labels (patrimoine architectural, qualité de vie, tourisme), sa nouvelle dimension (LGV, Cité du Vin…), ses projets urbains et les événements culturels d'envergures (Paysage, Street art, Relâche…) sont une source d'attractivité et générateurs de nouveaux usages nocturnes.

Afin de disposer d'éléments de connaissances, un diagnostic anthropologique transmédia a été conduit en 2017. Les résultats confortent l'ambition du projet « Bordeaux la nuit » et sa

dimension, au-delà des travaux déjà engagés sur la vie nocturne festive. Neuf thématiques, incluant des recommandations fortes et innovantes ont été proposées et la ville a installé un conseil de la nuit en janvier 2018. Cette instance pérenne porte collectivement la stratégie sur la nuit. Ses membres ont ainsi validé la ligne directrice du projet « prévenir, réguler, innover et rayonner ». Le conseil de la nuit se décline en quatre commissions thématiques (vie nocturne, cultures et loisirs, aménagements, mobilités et habitat, économies de la nuit). Elles se réunissent depuis janvier 2018 autour d'une quinzaine de recommandations pour 2018-2019.

Une première conférence de la nuit a été organisée à la rentrée 2019. Elle a restitué les premiers travaux auprès du grand public avec des apports européens. Cet événement a permis d'informer et d'échanger avec les Bordelaises et les Bordelais à travers des débats, des ateliers et des déambulations nocturnes.

5.3. Lutter contre les discriminations

La Mission « égalité, diversité, citoyenneté » porte administrativement le projet politique en faveur de la lutte contre les discriminations, l'égalité femmes-hommes et le travail de mémoire. Plusieurs commissions ont été adossées à l'observatoire bordelais de l'égalité, en complément des commissions déjà présentes « LGBT+ » et « Mémoire » afin de poursuivre le travail partenarial engagé avec les acteurs du territoire (la commission pour les droits des femmes et la commission contre le racisme et l'antisémitisme ont vu le jour fin 2018 et début 2019).

Ces instances ont permis d'aboutir à l'adoption en juin et juillet 2019 d'un plan de prévention et de lutte contre les « LGBT phobies », se matérialisant par l'édition d'un guide contre les agressions homophobes et d'un plan d'actions en faveur de la lutte contre les violences faites aux femmes. Ce dernier prévoit notamment l'ouverture de places d'l'hébergement d'urgence pour les femmes victimes de violences conjugales, la sensibilisation et l'information du public et des victimes avec la mise en service d'un site internet dédié, la mise en place d'un réseau d'accès au droit pour les victimes (ELUCID) et l'organisation d'assises métropolitaines sur les violences au sein du couple. Dans le but de mobiliser l'ensemble des partenaires associatifs du territoire et valoriser leur engagement, la ville de Bordeaux a lancé en juillet 2019 un appel à projets pour lutter contre les violences envers les femmes et les personnes lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT).

Par ailleurs, la ville de Bordeaux et son centre communal d'action sociale (CCAS) se sont vus remettre en octobre 2019, par les ministères en charge de la fonction publique, de l'emploi et des droits des femmes les labels « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » et « Diversité ». Après un audit de certification mené par l'association française de normalisation (Afnor), la ville de Bordeaux et son CCAS, ainsi que Bordeaux Métropole, ont présenté leurs candidatures devant les commissions « Egalité » et « Diversité » en mai et septembre 2019. Plusieurs actions sont et seront prochainement déployées dans le cadre de ces labels :

- la formation et la sensibilisation à la lutte contre les discriminations à destination des agents ;
- la mise en place d'une cellule d'écoute externalisée « Alerte Discrimination ».

Il s'agit maintenant de poursuivre le travail engagé dans un processus d'amélioration continue afin de conserver ces labels à l'occasion des audits de suivi.

Des temps forts rassemblent les Bordelaises et Bordelais autour de l'interculturalité, la tolérance et la diversité, telles que les commémorations de l'esclavage, la « Quinzaine de l'égalité, de la diversité et de la citoyenneté » et la « Semaine des droits des femmes ».

L'objectif est de poursuivre la mise en place d'une politique transversale et intégrée de lutte contre toutes les discriminations, en s'appuyant sur la diversité sociétale et le rappel à la citoyenneté.

5.4. Améliorer la mise en accessibilité dans la cité

S'appuyant depuis 2011 sur la charte « Bordeaux ville et handicaps » et reconnue par le label national « Destination pour tous», la politique de la ville de Bordeaux en faveur des personnes handicapées se traduit par la mise en accessibilité des services publics municipaux. Elle entre parfaitement dans la logique du pacte de cohésion sociale et territoriale, tant du point de vue de ses intentions (le droit à la ville pour tous), que celui de sa dimension transversale (car elle touche à toutes les politiques publiques), ou encore dans sa déclinaison géographique à l'échelles des quartiers.

Dans la continuité des travaux engagés depuis 20 ans par la ville de Bordeaux en matière de handicap, une nouvelle impulsion est donnée afin de rendre les actions menées encore plus opérationnelles et lisibles. L'ambition de cette politique qui est aussi le fruit d'un dialogue continu avec les associations et les partenaires institutionnels, se traduit, pour la mandature par la construction du schéma de développement bordelais en faveur des personnes handicapées.il a été voté au Conseil Municipal du 3 juin 2019.

Le schéma se décline autour de deux axes « Bordeaux, Ville Accessible – Bordeaux Ville Inclusive » et sept engagements : améliorer l'information et son accès, créer les conditions d'une ville accueillante à l'égard des personnes handicapées, permettre la participation de tous à la vie de la Cité, accompagner dès l'enfance, accompagner vers l'emploi et son maintien, mettre en place une conférence du logement, accéder aux soins.

Ainsi, différentes actions sont menées autour de ces thèmes. C'est le cas notamment de la seconde édition du guide handicap 2019-2020 réalisée en partenariat avec le Conseil départemental de la Gironde. Ce guide pratique sur le handicap se devait d'être accessible à tous. Le contenu et la forme ont été testés auprès d'un panel d'usagers. Un travail de réécriture est en cours, le guide handicap sortira en novembre, il sera traduit en braille et en audio.

Par ailleurs, dans le cadre de l'agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP), l'ensemble des établissements recevant du public et les espaces ouverts au public gérés par la ville poursuivent leurs travaux d'aménagement d'ici 2026 afin que les gymnases, salles de vie associative, crèches, musées…etc. puissent être accessibles aux personnes en situation de handicap. Il est également attendu la marque d'Etat « Destination pour tous » en décembre 2019.

III - La méthode : agir au plus près des besoins des habitants

Parce qu'il ne saurait y avoir de cohésion sociale sans écoute et sans proximité, le quartier doit rester au cœur des politiques publiques afin de garantir une métropole à taille humaine et une haute qualité de vie.

1. Agir au plus près des besoins des habitants

Huit maires de quartiers et une présence des personnels municipaux sur le terrain garantissent la déclinaison des grandes politiques de la ville à l'échelle des quartiers.

1.1 La déclinaison du projet de mandature

L'ambition d'une ville-métropole comme Bordeaux doit se situer à plusieurs échelles. Si la vocation européenne est légitime et souhaitable, il n'en demeure pas moins que la cohésion sociale se mesure à l'échelle de la ville et plus encore à l'échelle des quartiers. Il faut ainsi poursuivre et approfondir dans le temps du mandat le travail engagé en matière de territorialisation et de renforcement de la proximité, car une grande agglomération comme Bordeaux se doit de répondre de la meilleure façon possible aux attentes différenciées des quartiers qui la composent.

1.2 Renforcer la proximité - Des agents sur le terrain

Cette organisation en huit quartiers a permis de renforcer l'écoute apportée aux habitants et d'améliorer les réponses aux demandes de ceux-ci en mettant sur le terrain près de 500 agents de proximité (police, propreté, agents de proximité, contrôleurs, etc.). L'objectif est bien de maintenir la qualité d'écoute apportée aux habitants et usagers, renforcer la qualité de l'intervention de proximité et de le faire de manière concertée avec tous les acteurs concernés : professionnels, usagers, habitants.

La ville a souhaité renforcer la capacité administrative de ses mairies de quartier en nommant un secrétaire général de quartier chargé de coordonner les signalements des agents, ainsi que les demandes et les interventions de toutes les instances, municipale ou métropolitaine, qui interviennent sur le territoire de chaque quartier. L'accueil physique des habitants est par ailleurs assuré dans chaque mairie par un agent spécialisé dans cette fonction d'accueil des demandeurs pour les orienter dans leurs démarches.

C'est donc une équipe de 10 à 12 agents municipaux qui est présente quotidiennement dans chaque quartier parmi lesquels des chargés de proximité en relation avec les riverains et des chargés de travaux davantage tournés vers les concessionnaires de réseaux et les entrepreneurs par la prise des arrêtés de travaux. Grâce aux redéploiements internes, ces équipes ont été renforcées à la fois dans les quartiers et au siège, où une cellule chargée de contrôler les manutentions et grutages mobiles a été créée.

De grands progrès ont été réalisés par la mise en place d'outils :
- Un logiciel qui permet à la fois de sécuriser et de simplifier la prise d'arrêtés et de coordonner l'intervention des réseaux. Les données de ce logiciel sont mises à disposition des usagers via internet ;
- Un logiciel de gestion de la relation usager qui permet aux chargés de proximité des mairies de quartier et aux téléopérateurs d'« Allo proximité » de transmettre directement les demandes aux services instructeurs pour des réponses plus rapides ;
- Un projet de gestion des courriers à la métropole est en cours pour une meilleure traçabilité des demandes et des réponses sur toute la chaîne de traitement.

L'augmentation de l'activité des mairies de quartier a nécessité de nouveaux aménagements :
- La mairie de Bordeaux Maritime sera intégrée en 2021 dans un centre municipal regroupant plusieurs services rue Lucien Faure.

- La mairie de quartier de Bordeaux Sud a déménagé cours de la Marne, proche de la place de la Victoire au début de l'année 2019.
- La mairie de quartier du Grand-Parc-Chartrons va faire l'objet d'une rénovation permettant une meilleure isolation phonique et thermique.

Cette proximité trouve également à travers les outils numériques, un nouveau vecteur de prise en charge avec notamment l'objectif de proposer 80% des formalités et des services en ligne : plateforme de gestion des demandes, dématérialisation du stationnement et intermodalités des transports, etc.

1.3 Un quartier – Un projet

Une analyse des besoins sociaux réalisée par le CCAS est disponible à l'échelle de chaque quartier. Cette analyse objective est complétée par un diagnostic itératif réalisé avec les élus de quartiers, les habitants et les services de la ville afin de mieux connaître et comprendre le ressenti de chacun. Cette démarche permet de définir le projet sur le quartier en déclinant les cinq axes du pacte de cohésion sociale et territoriale en fonction des besoins et des caractéristiques de chaque quartier.

2. La vie dans les quartiers : équipements et espaces publics de proximité

Déploiement du tramway, limitation de la voiture en ville, développement des zones 30 ou « zones de rencontres » …, la ville s'apaise. Pour cela, il est indispensable de continuer à promouvoir les modes de déplacements doux ou « actifs » : marche, vélo (objectif d'une part modale de 15% à l'horizon 2020). L'extension du stationnement réglementé a aussi permis de faire baisser la circulation de 10% dans les quartiers concernés, de libérer les trottoirs pour les piétons et de redonner aux riverains la capacité de se garer. La circulation sur la place Gambetta sera sensiblement allégée. Les nouvelles solutions de mobilité vont également continuer à progresser : véhicules électriques, vélos en libre-service ...

La question de la tarification est également prise en compte avec la métropole de façon à assurer la complémentarité entre le stationnement sur voirie et en ouvrage.

La mutation des quartiers accompagne les mutations démographiques et sociétales. Dans ce cadre, la ville et Bordeaux Métropole développent des espaces publics et des équipements qui favorisent une vie de quartier, voire une vie de village. Dans un contexte de contrainte financière, la programmation de ces nombreux travaux s'est étalée sur la durée de la mandature. A ce titre, des initiatives en matière de regroupement et de mutualisation des équipements publics (entre quartiers, mais aussi diversification des usages, ouverture sur des créneaux non utilisés, par exemple pour les écoles) sont déployés par phase.

3. Services publics du quotidien : éclairage, propreté, signalements sur terrain, maintenance, etc.

3.1 La maîtrise de l'occupation du domaine public – règlementation des activités et contrôle

La ville de Bordeaux accompagne et pilote le développement des activités commerciales sur le domaine public (marchés, terrasses, étalages, restauration ambulante, etc.) et les nombreuses manifestations avec le souci permanent d'un partage harmonieux et équilibré de l'espace public entre les usagers et les riverains. C'est un axe fondamental qui vise à maintenir l'équilibre entre dynamisme économique et vie des habitants. Les agents municipaux assurent une surveillance quotidienne et le signalement des dysfonctionnements identifiés par les usagers. La plateforme téléphonique « Allo mairie proximité » est confortée dans son rôle de collecte des demandes émanant des habitants.

3.2 La proximité – préservation du cadre de vie

Pour préserver une qualité de vie, l'éclairage public est conçu et maintenu pour assurer un service toujours au plus près des usages. Les missions sur la propreté et la collecte sont

optimisées dans le cadre des services communs entre la ville et la métropole : cela concerne l'enlèvement des déchets sous toutes leurs formes (encombrants, déchets verts, déchets hors bac, déchets des équipements communaux, etc.). Depuis 30 ans, Bordeaux Métropole a entamé une transformation urbaine sans précédent qui touche toutes les communes et tout particulièrement le centre historique de Bordeaux. Cette évolution a considérablement modifié la fréquentation et les usages de l'espace public qui s'étendent le soir, les week-ends, ce qui nécessite toujours plus de moyens à mobiliser par la collectivité. Cette tension est accentuée par une augmentation constatée des incivilités, situation que connaissent la plupart des grandes métropoles. En témoigne la quantité croissante de dépôts sauvages que les services doivent ramasser.

Depuis plusieurs années, de nombreuses mesures ont été mises en place dans le centre historique : renforcement des fréquences de collecte, plan estival de propreté, locaux de pré-collecte. Bordeaux Métropole a adopté à la fin de l'année 2017 un plan métropolitain de propreté urbaine 2018-2020 qui prévoit l'amélioration du niveau de service sur les 28 communes. Ce plan déployé progressivement à partir de l'été 2018, s'articule sur trois axes stratégiques : l'augmentation et l'adaptation des moyens dévolus au nettoiement, la sensibilisation de nos concitoyens sur une responsabilité partagée dans ce domaine et le renfort des équipes de contrôle et de verbalisation, afin de contenir voire enfin de réduire les dépôts de déchets sur l'espace public. La ville de Bordeaux accompagne ce plan par la mobilisation des acteurs de la chaîne du propre qui appelle des efforts constants sur le temps long et qui est de fait matérialisé par un contrat propreté.

4. Démocratie quotidienne et concertation

Si son format a beaucoup évolué et s'est largement diversifié, la participation citoyenne existe à Bordeaux depuis 1995. Pour plus de proximité avec les habitants, le processus de démocratie participative s'organise à l'échelle des huit quartiers. Environ 300 réunions publiques ont lieu chaque année. Sous la présidence du maire ou du maire-adjoint de quartier en lien avec les services administratifs, ces rencontres s'appuient sur le trio « habitants, élus, experts ». Cette association des différentes parties prenantes a permis d'instaurer un dialogue où intérêt général et attentes des habitants convergent et permettent à la décision politique d'être co-construite.

La gouvernance locale facilite et promeut la co-construction car la ville se construit pour et avec ses habitants. Il est donc nécessaire de permettre aux citoyens et à tous les acteurs de la ville de Bordeaux de s'impliquer dans les décisions qui les concernent, qu'il s'agisse de la co-élaboration de nouveaux quartiers et de projets d'aménagement (via les « ateliers » notamment), ou de la gestion et l'animation de la ville au quotidien.

4.1. Les concertations

Souvent organisés en tables rondes, les temps de concertation peuvent prendre la forme de réunions de rue, d'ateliers, de consultations et d'avis en ligne, ... Ces réunions mobilisent près de 10 000 participants par an et touchent tous les sujets de la ville :

- Projets d'aménagement : Aubiers, Benauge, parc du Grand-Parc, Brazzaligne, Marne Yser, Ginko, Bassins à flot…
- Projets d'équipements : Dépôt de bus Lescure, piscine et stade Galin, Ecole de la Benauge, groupe scolaire Alphonse Dupeux …
- Espaces publics : skate dans la ville, place Nansouty, place Dormoy, place Tourny, place Gambetta, rue du Pas-Saint-Georges, rue Ravez, place Ferme de Richemont, place Buscaillet, place d'Arlac, place Calixte Camelle, zones 30 entre cours et boulevards, aires de jeux, jardins et jardins partagés …
- Mobilité : BHNS, Ligne D du tramway, expérimentation sur le pont de Pierre.
- Animation de la vie locale : Etat Généraux de la vie associative, etc…

4.2. Les commissions permanentes

En 2014, le maire de Bordeaux a souhaité amplifier le processus de démocratie participative pour offrir à de nouveaux Bordelais la possibilité de prendre part à la vie de leur ville.

Chaque commission permanente de quartier est composée de 40 conseillers (e)s, répartis en deux collèges, selon un principe de parité homme/femme :

- 20 conseiller(e)s désigné(e)s par le maire sur proposition du maire-adjoint de quartier parmi des personnalités qualifiées et des habitants volontaires,
- 20 conseiller(e)s tiré(e)s au sort à partir de la liste des personnes inscrites sur les listes électorales.

Quatre postes de conseillers de quartier sont désormais réservés à des jeunes âgés entre 18 et 25 ans au sein de chaque commission permanente.

Le mandat 2014-2017 aura été marqué par l'élaboration du Pacte de cohésion sociale et territoriale, démarche innovante qui a permis d'établir huit plans d'actions pour les quartiers. La contribution des commissions permanentes se sera concrétisée par près de 60 projets impulsés dans des domaines aussi variés que la propreté citoyenne, la sensibilisation au civisme, la végétalisation des rues, les animations culturelles, la création d'un parcours sportif, la sécurisation des carrefours, la redynamisation des commerces….

Les commissions permanentes ont par ailleurs été saisies par le maire pour réfléchir à des questions d'intérêt général tels que la participation citoyenne, le budget participatif, le skate dans l'espace public, le stationnement…

Un nouveau mandat a démarré en octobre 2017 pour une durée de trois ans pour les nouveaux conseillers (e)s. En 2019, les commissions permanentes, organisées en groupe de travail, avancent dans leurs travaux et se sont saisis du budget participatif, certains membres ayant déposés des projets qui ont été par la suite retenus.

4.3. Le budget participatif bordelais

La ville de Bordeaux a mis en place en janvier 2019 un budget participatif. Pour rappel, le budget participatif est un processus de démocratie participative dans lequel des citoyens peuvent affecter une partie du budget de leur collectivité territoriale, généralement à des projets d'investissement. Les objectifs du dispositif sont :

- Rapprocher les citoyens de la décision publique.
- Permettre l'inclusion sociale.
- Renforcer la réappropriation du territoire.
- Renouveler l'image du fonctionnement administratif.

Ce budget participatif porte sur un montant d'investissement de 2 500 000 €, soit 10€/habitants. A la suite du vote organisé en mai 2019, 41 projets lauréats ont été sélectionnés et seront mis en œuvre dans un délai de 2 ans. Il s'agit du premier budget participatif thématisé portant sur le développement durable.

Pour sa première édition, les chiffres suivants témoignent de la réussite du dispositif :

- 407 projets déposés.
- 134 éligibles après analyse par les services municipaux et le comité de suivi.
- 13 303 votes comptabilisés. 5% de la population bordelaise a voté pour le budget participatif bordelais, ce qui est nettement supérieur à a moyenne nationale située à 2,7% (moyenne calculée par « Cap collectif » sur l'ensemble des plateformes utilisées par les 20 villes en France).
- Le comité de suivi s'est réuni trois fois.
- 350 personnes présentes au grand forum.

4.4 l'Echoppe et Bordeaux débats

Nouvel espace de débat, d'expression et de participation citoyenne pour les Bordelais, l'Echoppe a été imaginée en trois dimensions : physique, numérique et itinérante. Dotée d'une programmation variée, l'Echoppe a pour vocation d'organiser des grands débats au sein de la Maison éco citoyenne tels que sur des sujets de société actuels ou sur des sujets spécifiques à Bordeaux : projets urbains, mobilité, culture, éducation, santé… Elle ouvre ainsi la porte à des discussions et des échanges avec les habitants.

Le site (https://debats.bordeaux.fr) constitue la plateforme numérique de l'Echoppe. Le site regroupe l'ensemble des démarches de la participation citoyenne. La plateforme présente trois modules de participation citoyenne :

- Les consultations via des questionnaires qui permettent aux habitants d'exprimer leurs besoins et donner leur avis en étant partie prenante de la réflexion collective.
- Le budget participatif selon le slogan suivant « les habitants proposent et votent pour leurs projets préférés, la ville les réalise ».
- La boite à idées qui permet de récolter sur un thème donné des propositions, des plus simples aux plus créatives, pour ensuite voter pour les meilleures idées. Pour assurer une présence sur l'ensemble du territoire bordelais et en fonction des projets de la ville, l'Echoppe peut devenir itinérante et proposer une participation citoyenne in situ (déambulations, balades urbaines…).

4.5 Les avants-conseils municipaux

A mi-chemin entre les problématiques de proximité évoquées lors des conseils de quartier et des problématiques nationales partagées lors du grand débat national, l'avant-conseil municipal permet d'intégrer une nouvelle forme et un nouvel échelon de participation citoyenne active à Bordeaux.

L'avant-conseil s'organise quelques jours avant les conseils municipaux. Les débats s'articulent autour de deux délibérations clés issues de l'ordre du jour du Conseil municipal (ex : concertation boulevards, ouverture de l'Echoppe, label Cit'ergie, réglementation pour la protection du patrimoine arboricole de la ville de Bordeaux). La synthèse des échanges est ensuite restituée à l'ensemble des élus du Conseil municipal qui siège en séance.

L'avant conseil municipal est aujourd'hui ouvert uniquement aux membres des commissions permanentes, citoyens engagés depuis plusieurs années. Démarrés en juillet 2019, les avants conseils municipaux s'organisent une fois par mois sur une durée de deux heures au sein de l'Echoppe hébergée à la Maison éco citoyenne.

4.6. Les conseils de quartier

Créés en 1995 à Bordeaux, 7 ans avant que la loi Vaillant ne les rende obligatoires, les conseils de quartier sont organisés deux fois par an dans chacun des huit quartiers. Le conseil de quartier donne au maire l'occasion d'annoncer les grands projets et de dialoguer avec les habitants. Sous le format inchangé de la séance plénière, le conseil de quartier demeure la réunion publique emblématique, ouverte à tous les habitants d'un quartier.

Dans certains quartiers sont organisés des conseils de proximité. Ils prennent la forme de conseils de quartier par sous-secteur au plus près des riverains et de leurs problématiques.

4.7. Les conseils citoyens

Des conseils citoyens ont été créés en 2016 dans six quartiers de Bordeaux : les Aubiers, Bacalan, Grand Parc, St Michel, Carles Vernet et Benauge.

4.8. Les autres formes de rencontres et d'échanges avec les habitants

En complément de ces dispositifs et des permanences régulières des maires-adjoints de quartier, des rendez-vous de proximité sont proposés depuis 2016 :

- Le TIPI, Tente Itinérante de Proximité et d'Information, est disposé soit à l'angle d'une rue, soit sur une place de marché ou un parvis de bibliothèque. Les TIPI, évocateurs des tipis indiens, sont des symboles d'habitat simple, de quotidien et de convivialité. Ils se veulent informels et conviviaux et permettent d'aller au plus près des habitants.
- Les permanences numériques : ces permanences organisées à l'initiative du maire-adjoint sur les pages Facebook des quartiers, s'inspirent du clavardage initié il y a quelques années par le Maire de Bordeaux.

Cette palette d'échanges développée avec les habitants est évolutive et s'adapte aux spécificités des projets, des attentes et des enjeux des territoires. Il n'existe donc pas un format idéal de participation citoyenne avec les habitants mais des outils à adapter au cas par cas.

Mettre l'Homme au cœur des réalisations et mobiliser chaque part de la société (habitants, associations, partenaires...) autour d'ambitions partagées sont des valeurs essentielles pour Bordeaux, pour que la ville de Bordeaux corresponde aux besoins des habitants, pour que les services rendus soient proches des attentes, pour éviter le phénomène de « consommation » des services publics. Parce que l'habitant n'est pas seulement usager, il est aussi et tout à la fois, expert, créateur et citoyen.

D-2019/442
Présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable 2018 - 2019

Madame Anne WALRYCK, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2010, les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants sont soumises à l'obligation d'élaborer un rapport sur la situation en matière de développement durable en application de la loi portant engagement national pour l'environnement. La nature de cette obligation a été précisée par décret le 17 juin 2011 qui impose la production dudit rapport préalablement au vote du budget de l'année n+1.

Plus particulièrement, pour les collectivités, la rédaction de ce rapport annuel permet ainsi à l'organe délibérant de pouvoir débattre des choix politiques et de leur cohérence sur le territoire au regard de leurs enjeux locaux et des finalités du développement durable.

La neuvième édition du « rapport développement durable » a été réalisée avec la contribution de nombreuses directions à la fois de la Ville de Bordeaux et de Bordeaux Métropole.

Si la réglementation propose de présenter le rapport au regard des cinq finalités du développement durable, il a été décidé en 2018 que, pour une meilleure cohérence et lecture, le rapport du développement durable de la Ville de Bordeaux suive les trois axes du Plan d'actions pour un territoire durable à haute qualité de vie adopté par le Conseil métropolitain le 7 juillet 2017 et énoncés ci-dessous :

« Accélérer la transition énergétique : accompagner la rénovation énergétique de l'habitat, réduire les consommations d'énergie du patrimoine public et de l'éclairage public, développer les énergies renouvelables, maîtriser l'usage de la voiture et favoriser l'usage du vélo et de la marche ».

« Préserver 50% d'espaces naturels, agricoles et forestiers : mettre en œuvre la politique agricole et alimentaire durable, développer une expertise environnementale intégrée au service des projets d'aménagement, promouvoir la biodiversité, lutter contre toutes les formes de pollution, contribuer à l'adaptation au changement climatique et accompagner la maîtrise des consommations d'eau ».

« Accompagner tous les acteurs vers la transition énergétique et écologique : accompagner les publics vulnérables, renforcer la mobilisation et les solidarités internationales, développer les animations de sensibilisation, encourager les ménages à la réduction des déchets, faire de Bordeaux un territoire d'innovation et de croissance verte ».

Ce rapport de développement durable met ainsi en évidence la contribution de la Ville de Bordeaux à l'atteinte des objectifs métropolitains, et inversement, l'apport de Bordeaux Métropole au profit du territoire communal.

Il fait état des principales avancées, quantitatives et qualitatives de 2018 à mi-2019, et décrit les perspectives d'ici fin 2019 et pour l'année 2020.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Merci. Anne WALRYCK.

MME WALRYCK

Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, vous avez tous eu ce rapport. Donc, je vais en faire un bref résumé. Alors, évidemment, je vais me faire le porte-parole d'une politique qui est, évidemment, mise en œuvre par également beaucoup de mes collègues dans le cadre de leur délégation et qu'ils compléteront utilement. Donc, je vais aller assez vite pour essayer de résumer.

Sur les émissions de gaz à effet de serre, nous avons évidemment l'objectif de les réduire. Donc, on voit la projection depuis 2010. On voit que les émissions de gaz à effet de serre ont diminué sur notre territoire de 7,5 % depuis 2010 et de 14 % par habitant. C'est donc un résultat évidemment tout à fait intéressant qu'il nous faut poursuivre.

En regardant le *slide* suivant « L'évolution de la consommation finale d'énergie » qui est un de nos objectifs dans sa maîtrise et sa réduction pour accélérer la transition énergétique sur notre territoire, donc, là, on voit qu'il y a malheureusement une évolution depuis 2014, une inversion de la tendance avec une légère progression de la consommation sur notre territoire qui est évidemment liée à l'attractivité démographique, économique et touristique de notre territoire. Le point positif étant, néanmoins, que l'on a une consommation qui baisse par habitant. Je rajouterai que, dans cette progression légère de la consommation énergétique, on va, on le verra un peu plus tard, vers une consommation d'énergie qui est de plus en plus décarbonée, et c'est bien notre objectif.

Je continue rapidement. Dans la réduction de la consommation d'énergie, on voit les résultats qui sont quand même extrêmement performants pour la consommation que nous maîtrisons, c'est-à-dire celle des bâtiments municipaux et celle de la consommation de l'éclairage public avec une baisse de plus de 38 % pour les bâtiments, et de 39 % pour l'éclairage public, à aujourd'hui depuis 2007.

Un levier essentiel évidemment de la réduction de la consommation d'énergie sur notre territoire… Il y en a un trois, on va le voir un peu plus loin, c'est le développement des énergies renouvelables. C'est évidemment la rénovation thermique des bâtiments et des logements, et c'est évidemment la mobilité pour se tourner vers une mobilité active et décarbonée.

Sur la rénovation énergétique du bâti, on a les dispositifs. Vous avez eu tout cela dans le rapport en détail de l'OPAH, du PIG, etc. À noter la progression de la plateforme Ma Renov qui n'est lancée que depuis fin janvier 2017 avec une progression de l'accompagnement des ménages, une progression dans le suivi des copropriétés qui concernent cette année, aujourd'hui, 1 095 logements. Une progression dans les subventions des travaux qui sont revalorisés, qui ont été revalorisés puisque l'on peut accorder aujourd'hui jusqu'à 6 000 euros en complément de tous les dispositifs existants, et puis surtout, le démarrage également de l'offre de tiers financement qui est proposée par Bordeaux Métropole Énergie.

Je rajoute pour cela, ce qui est indiqué ici - et dans le rapport, vous avez des précisions - n'est qu'une partie de la politique de rénovation du bâti sur notre territoire puisque nous avons en complément tous les dispositifs métropolitains qui s'appliquent et que si on fait le total de l'ensemble, cela nous fait une politique quand même avec 2,7 millions d'euros qui sont investis sur notre territoire chaque année.

Il y a toujours, bien entendu, la lutte contre la précarité énergétique qui nous occupe avec un accompagnement fort en la matière. Et peut-être dans les perspectives à souligner, nous avions réactualisé, vous le savez, la thermographie aérienne en ligne qui permet de donner envie et de montrer à voir quelles sont les économies d'énergie que l'on peut faire face aux déperditions de chaleur, notamment sur les toitures. Nous avons fait ce qu'il fallait pour être conforme avec la loi, et pouvoir mettre, et c'est le cas depuis quelques jours, la thermographie en ligne sur le site de Bordeaux et sur celui de Bordeaux Métropole.

Nous nous employons à développer un Observatoire de la rénovation énergétique de façon à pouvoir, ce qui est difficile aujourd'hui, on en a parlé à plusieurs reprises, disposer de données quel que soit l'acteur mettant en œuvre ces politiques sur le territoire de la Ville de Bordeaux.

Sur le développement des énergies renouvelables, là, je vais aller très rapidement. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il y a quand même, depuis que nous avons lancé cette politique, une multiplication par près de 4 de la production d'énergies renouvelables, sur le seul territoire de la Ville de Bordeaux à aujourd'hui dans les données dont nous nous disposons qui seront précisées dans les semaines à venir puisque nous attendons le rapport complet de l'ALEC qui doit nous être fourni dans les semaines à venir. Une forte progression des

réseaux de chaleur, nous en étions en 2018 à 20 km et 72 % d'énergies renouvelables. Des progressions qui sont faites dans la construction des réseaux de chaleur sur la plaine Rive Droite, avec le forage exploratoire qui a été fait, la construction de la chaufferie bois qui a été faite, et puis des progressions surtout à attendre grâce à la réalisation qui va être livrée fin 2020 de la première tranche de la centrale solaire sur Bordeaux Labarde. Ce sera la première décharge en France en milieu urbain qui va avoir un potentiel aussi fort d'énergies renouvelables sur un territoire urbain.

Et puis, également, nous sommes en train, pour pouvoir le réaliser en 2020, de finir les études d'implantation d'ombrières sur l'ensemble des parkings publics et sur un certain nombre de sites de notre ville.

Nous poursuivons, dans les perspectives, le déploiement des réseaux de chaleur. Ce sera une réalité en 2020 avec une connexion supplémentaire encore de 1 500 logements avec deux bailleurs sociaux. Nous allons passer en 2020 à 100 % d'électricité verte pour le patrimoine public et puis, on en parlera tout à l'heure avec Alain SILVESTRE, on s'est lancé dans tout un tas d'innovations et d'expérimentations notamment pour expérimenter l'éolienne urbaine à axe vertical dont Alain nous dira quelques mots tout à l'heure.

Je passe rapidement sur l'autre levier essentiel, c'est évidemment la mobilité. Les mobilités douces avec en particulier le vélo et la marche à pied. Donc, là, je ne reviendrai pas dans le détail, et puis Monsieur le Maire, vous avez eu l'occasion de rappeler tout cela, et de faire des propositions qui vont dans le bon sens évidemment, et qui vont accélérer encore les choses dans les mois à venir, et nous avons franchi au cours de ces derniers mois des étapes importantes avec des réalisations de nouveaux aménagements qui sont plus performants, plus sécurisés, et qui vont se poursuivre, qui donnent déjà aujourd'hui des résultats extrêmement intéressants. Si je prends le Maréchal Juin, nous allons le poursuivre évidemment jusqu'aux boulevards. On est à plus de 4 500 cyclistes par jour.

Le vélorue, rue Jean René Dandicolle qui est également un succès avec une fréquentation en hausse, sans parler de la pratique des vélos, et peut-être que Jérôme SIRI pourra en dire un mot puisque le territoire qui arrive au score le plus élevé sur la commune de Bordeaux, c'est précisément à La Bastide, Jérôme.

Monsieur le Maire, vous m'autorisez à faire peut-être un…

M. le MAIRE

On le fera après.

MME WALRYCK

Après, bon, d'accord. OK. Donc, nous allons évidemment donner un coup de pédale, j'allais dire, un coup d'accélérateur à cette politique et nous avons également, pour la deuxième fois, réalisé le Challenge de la mobilité, n'est-ce pas Emmanuelle, avec les scolaires, et nous allons poursuivre dans cette voie.

Sur la mobilité durable, donc, là aussi, on a développé, et nous avons de beaux projets en la matière… sur l'électro-mobilité, il n'y a pas eu de nouvelles implantations de bornes dans l'espace public à Bordeaux puisque vous savez que nous avions été les premiers à initier cette politique sur le territoire métropolitain et que la Métropole aujourd'hui dont c'est la compétence essaie d'équilibrer le territoire à l'échelle de la Métropole, mais nous comptons bien accélérer évidemment sur le territoire de la Ville de Bordeaux le déploiement de bornes à recharge rapide.

Sur la logistique urbaine, on a plein de projets qui sont en cours aujourd'hui avec une zone dédiée sur les Allées de Chartres ou encore sur le Cours Victor Hugo, sans parler de toutes les expérimentations qui ont eu des résultats très, très significatifs notamment Maribel BERNARD, je pense à HELP, ce que l'on avait mis en œuvre en accompagnement de la réalisation des travaux de la ligne D.

Sur le free-floating, Monsieur le Maire, vous aviez pris l'initiative de lancer une Charte avant même que la loi LOM ne s'impose sur ce sujet qui n'est toujours pas votée, mais enfin, qui va arriver, à l'échelle de la ville, et on a fait la même chose à l'échelle de la Métropole. Et vous avez annoncé une initiative tout à fait importante qui va faire exploser, nous l'espérons, la pratique du covoiturage qui est d'expérimenter, dans les mois qui viennent, le stationnement gratuit sur la voie publique pour là aussi faire des bonds en avant.

Sur le fleuve, j'insiste un peu, mais Stephan DELAUX en parlera bien sûr mieux que moi tout à l'heure, mais il y a des avancées très significatives en la matière qui rejoignent les préoccupations aussi de qualité de l'air, là aussi, c'est l'électrification des pontons. Et puis, c'est également une charte qui va être signée dans quelques jours, et qui va engager l'ensemble des compagnies de navigation avec des objectifs extrêmement

précis visant non seulement à respecter la réglementation, mais également à devancer et à avoir des engagements très précis et très volontaristes en la matière pour minimiser encore plus la pollution liée à ces croisières qui, je vous le rappelle, suite à l'étude ATMO que l'on avait fait réaliser l'année dernière, est totalement marginale aujourd'hui, ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'ATMO, et nulle sur la Rive Droite.

Nous allons également engager, dans les semaines à venir, un nouveau Code de la rue pour tenir compte précisément des évolutions, mais on attend la parution de la loi LOM en la matière avec le développement des free-floating et de toutes les autres initiatives qui seront portées et mises en œuvre dans le cadre de cette loi.

Sur l'adaptation au changement climatique, nous avons fait beaucoup de choses. Alors, on va passer tout à l'heure une délibération sur le zéro plastique à usage unique. On peut saluer les performances dont parlera tout à l'heure Emmanuelle CUNY du SIVU qui sont devenues franchement la référence sur un plan national. Nous avons des taux d'engagement aujourd'hui et des indicateurs qui nous positionnent d'ores et déjà au-delà des objectifs de la nouvelle loi EGALIM si je prends la part du bio et des labels ou si je prends la part du bio, c'est-à-dire 30 %. Je vous rappelle que l'objectif de cette nouvelle loi est 20 % seulement. Donc, on a aussi des belles réalisations et sur le Pacte à économie sociale également et la gouvernance alimentaire, je passe rapidement. Vous avez tout dans le rapport.

Sur la santé environnementale, voyez, Monsieur HURMIC que, au contraire, nous sommes extrêmement vigilants et avec énormément d'actions qui sont menées en la matière. Je vous rappelle que nous avons un contrat local de santé à l'échelle de la Ville, et à l'échelle de la Métropole qui précisément met l'accent sur ces sujets. Nous avons également la qualité de l'air, j'en ai parlé. Une délibération que nous avons travaillée où l'ensemble d'ailleurs ici du Conseil municipal, pour ceux qui le souhaitaient, a été associé à cette délibération.

Nous avons, je le rappelle, Monsieur le Maire avait souhaité que nous passions et nous soyons plus volontaristes en matière de perturbateurs endocriniens, et on a adopté une Charte des actions précises au mois de juin dernier. Et sur la lutte contre les nuisances sonores, nous allons voter puisque c'était dorénavant, vous le savez, une compétence de la Métropole, et nous y avons évidemment beaucoup contribué, un plan d'ici la fin de l'année prochaine.

Je passe rapidement sur l'adaptation au changement climatique. Peut-être que Magali souhaite indiquer quelques mots ou après. Je ne vais pas re-lister tout ce qui a été fait sachant que ce qu'il faut retenir, et Magali en parlera mieux que moi, c'est évidemment les décisions qui ont été prises avec le Plan Canopée qui va permettre de tripler notamment la plantation des arbres dans les années à venir, mais également beaucoup d'autres initiatives avec le diagnostic global de la vulnérabilité de notre territoire au changement climatique où on a associé, bien sûr, des scientifiques pour avoir une vision sur notre propre territoire et pouvoir prendre demain encore, si c'est possible, d'autres actions visant à accélérer ce que nous pouvons faire encore en la matière.

Je vous annonce que nous aurons, d'ici la fin de l'année, une mise en ligne de la carte des îlots de chaleur urbains qui a été réactualisée dans l'open data de la ville. Nous avons lancé tout un tas d'initiatives qui vont voir le jour dans les semaines à venir pour préserver la biodiversité avec les trames noires et sombres, et que, bien sûr, nous poursuivons la végétalisation des cours d'écoles et de crèches et des bâtiments pour ce faire.

L'accélération, c'est aussi, tout ce qui est lié à la sensibilisation qui est le troisième volet de notre plan d'action. Comment on va mobiliser et accompagner l'ensemble des acteurs vers la transition énergétique et écologique et son accélération. Donc, là, vous voyez quelques exemples qui montrent que nous agissons, que nous embarquons de plus en plus les familles, par exemple, à l'occasion des défis des familles à énergie positive. Vous voyez que les scores des familles lauréates sur Bordeaux - je vous rappelle que le score national, le défi national, c'est de faire 8 % d'économies - nous sommes à 25 % d'économies d'énergie par le seul changement des comportements par les familles lauréates bordelaises. Vous voyez que l'on arrive à également 27 % d'économies d'eau, 57 % sur la poubelle noire, ou 60 % sur la poubelle verte. Sensibilisation de tous les publics, c'est l'action menée avec nos écoles dans le cadre des Juniors du développement durable.

La maison écocitoyenne évidemment qui continue à faire de la sensibilisation, de la co-construction avec beaucoup d'animations, d'expositions et surtout en travail collectif avec l'ensemble des associations dont elle valorise le travail. Le Jardin botanique. Sans oublier les centres d'animation qui ont un rôle majeur.

Beaucoup d'événements également. Le Mai durable qui a été une nouvelle initiative cette année, au lieu de la semaine, on l'a fait sur un mois. Cela a mobilisé 71 animations portées par nos associations sur la Ville de Bordeaux. Un guide pratico-pratique sur l'écologie au quotidien dans ma vie qui a été largement diffusé et qui est sur notre site également. Le Challenge de la mobilité qui nous permet d'embarquer avec nous également tout le milieu des entreprises. La Semaine européenne de la réduction des déchets, c'est en ce moment, le Mois de l'économie sociale et solidaire, et je vous invite à participer nombreux au forum qui aura lieu ici le 22 novembre, n'est-ce pas Yohan ? La 4e édition de Solidurable avec Emmanuelle CUNY dans les écoles. Le 4e marché de Noël solidaire et j'en passe. Donc, énormément de choses qui nous permettent de travailler en lien avec la population, avec les jeunes, avec les enfants, avec les milieux associatifs sans oublier le milieu des entreprises.

Nous avons également beaucoup de choses qui sont faites en matière de participation citoyenne et Monsieur le Maire, vous l'indiquiez tout à l'heure. Il y a beaucoup de nouveautés. Vous avez souhaité qu'il y ait beaucoup plus de dispositifs de co-construction et de participation avec l'Échoppe, avec les avant-Conseils municipaux, avec la relance dans le cadre de la Maison écocitoyenne de grands débats, les Jeudis de la transition, sans oublier le premier budget participatif dont je vous rappelle quand même qu'il était thématisé sur le développement durable. La coopération internationale. La préparation, Pierre de Gaétan NJIKAM sur le Sommet Afrique-France qui va porter sur le développement durable, la ville durable. Des collaborations nouvelles avec l'université et les étudiants sur le thème du développement durable également, sans parler évidemment de tous les efforts qui ont été d'ailleurs largement salués et labellisés en matière d'égalité femme/homme.

Et enfin, je terminerai, je ne veux pas être trop longue, sur les déchets et l'économie circulaire. Sur les déchets, bien sûr, nous sommes les premiers à le dire, il y a des efforts encore à faire. Néanmoins, les résultats cette année sont quand même encourageants puisqu'ils sont meilleurs que l'année dernière. Les premières projections de 2019 vont également dans le bon sens. Cela ne nous empêche pas de réfléchir à une politique un peu plus novatrice et volontaire qui sera mise en œuvre bien sûr dans le cadre de la prochaine mandature. Mais je rappelle aussi que nous avons un bilan sur l'expérimentation de la collecte incitative qui concernait à peu près 800 familles bordelaises que nous attendons pour le mois de janvier. Nous avons instauré, dans le cadre d'un soutien de l'association de la Maison de la nature et de l'environnement, un quartier Benauge zéro déchet pendant une durée d'un an. Nous avons également le deuxième Festival ZZ, Zéro Déchet, et Zéro gaspillage qui est en cours d'organisation. Des efforts qui portent sur l'économie circulaire et sur la valorisation des déchets pour produire de l'énergie sur notre territoire. Et puis, des perspectives aussi dans le cadre d'un accord sur lequel nous travaillons pour récupérer les bio-déchets auprès des plus gros producteurs. Et le développement d'un plan d'action que nous souhaitons être beaucoup plus actifs en matière d'économie circulaire.

Et pour terminer, Monsieur le Maire, je ne veux pas être trop longue, l'économie à impact positif, il ne faut pas l'oublier. J'imagine qu'Alain SILVESTRE en dira quelques mots tout à l'heure, mais c'est vrai que vous avez décidé et nous lançons donc quelques innovations, expérimentations extrêmement innovantes sur l'éolienne à axe vertical, sur le puits de carbone. Nous avons également accompagné le Sommet World Impact Summit qui valorise les solutions qui sont portées par des associations et par des entreprises locales. Nous sommes dans la préparation, vous le savez, de la 3e édition à Bordeaux des Assises européennes de la transition énergétique qui permettent de valoriser, là encore, l'ensemble de l'écosystème que ce soit les collectivités ou les entreprises qui sont porteuses de solutions locales. Et puis la commande publique évidemment qui est éminemment un levier important d'une transition écologique et solidaire. Vous avez les chiffres qui sont rapportés dans le rapport et indiqués. Et je rappelle quand même qu'en matière d'insertion, si on cumule depuis l'ensemble de cette mandature, on arrive à 418 000 heures d'insertion dans ce domaine-là, ce qui n'est quand même pas rien.

Voilà, j'en ai terminé, et je dirai qu'en conclusion, je vous rappelle que nous avons adopté, c'était au mois d'octobre, une feuille de route visant à accélérer les choses sur la base d'une évaluation indépendante qui a été faite dans le cadre de la labellisation européenne Cit'Ergie. Nous avons défini et voté l'accélération ou le lancement d'un certain nombre d'opérations. Je parlais tout à l'heure du tourisme durable par exemple, mais dans beaucoup d'autres domaines encore. Nous sommes en train, depuis quelques mois, de travailler sur l'Observatoire territorial sur le développement durable, la haute qualité de vie en associant les associations, les forces vives, les élus, ou les citoyens, le C2D, la communauté scientifique, etc., pour une livraison qui est prévue au premier semestre 2020, et cela tourne précisément autour des 17 objectifs du développement durable.

La coopération internationale, j'en ai parlé, mais coopération, n'est-ce pas Mylène, interterritoriale où tous ces enjeux sont interrogés et font l'objet de forte collaboration.

Et je terminerai, Monsieur le Maire, en disant que l'écologie, certains en parlent, nous on la fait. Nous, on accélère, et puis, je suis d'ailleurs ravie de voir que… j'ai vu dans la presse qu'un certain nombre de personnes venaient à Bordeaux encourager certains candidats et mettaient en avant un certain nombre de propositions qui, justement, je le prends comme une caution parce que c'est exactement ce que nous faisons aujourd'hui. Et je dirai que nous sommes dans une accélération que nous ne baissons pas les bras. On est enthousiaste sur ces sujets, et je dirai aussi, et je l'affirme vraiment haut et fort que toutes nos politiques aujourd'hui dans ces sujets, sur ces sujets, à l'échelle de la Ville comme à l'échelle de la Métropole, interrogent l'ensemble de nos politiques, et innervent l'ensemble de nos politiques.

Voilà Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

Merci beaucoup pour cette présentation très détaillée, bien imagée. Moi, je redis, quand tout à l'heure, en préambule, je vous avouais que j'étais reparti galvanisé hier du Congrès des Maires. Je vais re-citer ce que disait le Président de la République quand il nous dit : « L'écologie du quotidien, c'est celle de nos territoires. » Quand il nous dit que « Le rôle des Maires est indispensable », c'est cela qui… et du coup, je mesure aussi, et cet état des lieux que vous venez de livrer me conforte, la responsabilité qui est la nôtre. Nous sommes à un moment historique, et là, pour le coup, Monsieur HURMIC, Madame JAMET ont raison de le rappeler. On est à un moment historique, on n'est plus dans la transition, on est dans la mutation. Comment on prépare l'avenir de nos enfants ?

Et moi, je suis fier de voir que la Ville de Bordeaux par son volontarisme, et c'est ce que je retiens de tous ces exemples, et quand je parle de volontarisme, c'est que l'on est précurseurs dans un certain nombre de domaines. Mais on est précurseurs aussi parce que l'on a su faire confiance à des acteurs locaux, et cela, c'est fondamental, et c'est peut-être la marque de fabrique de notre action collective. C'est « On affiche une ambition, on est volontaristes, et on s'appuie sur des acteurs locaux et on leur fait confiance ». C'est la sobriété, et on s'aperçoit qu'avec des politiques publiques, bien travaillées, on arrive vers de la sobriété dans nos consommations, dans nos usages, dans nos pratiques.

Troisième élément, et c'est peut-être le plus important, c'est préparer l'avenir, et notamment celui des enfants. Et quand on parle de santé, quand on parle de pollution, quand on parle de comportement, l'enjeu, il est là. Et nous devons sûrement accélérer, innover, on a encore des innovations à découvrir, il y a des chantiers à ouvrir. Je pense notamment à celui du traitement des déchets. Il faut que l'on réinvente une nouvelle politique de traitement de déchets à l'échelle de l'agglomération. Moi, je veux que l'on ait, pour le prochain mandat, les années qui viennent, une nouvelle politique de déchets, de tri, de valorisation, d'apports volontaires. On va avoir, dans quelques jours, le premier bac composteur collectif sur une place publique. Il faut que l'on aille plus loin là-dessus parce que notre responsabilité est immense à ce niveau-là.

En tout cas, merci à toutes et à tous. Je vais céder la parole à tous ceux qui œuvrent, depuis maintenant de nombreuses années, au quotidien pour l'obtention de ces résultats, et je leur redis que ce n'est que le début, qu'il faut maintenant accélérer et que l'on a les moyens de pouvoir le faire.

Monsieur SILVESTRE.

M. SILVESTRE

Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, en complément de ce qui vient de vous être présenté, nous allons expérimenter, au titre de l'innovation écologique, des nouvelles solutions pour mieux répondre aux différentes pollutions, et plus généralement au défi climatique.

La première solution que nous allons expérimenter et qui est actée pour augmenter nos productions d'énergies renouvelables… donc, là, on parle d'expérimentation parce que l'on veut voir si investir dans de telles expérimentations, est justement durable dans le long terme. On ne va pas investir sur des choses qui ne seraient pas efficientes. On va expérimenter en tout premier lieu les éoliennes urbaines à axe vertical et à flux transverse. Ceci est acté. On a choisi une entreprise de la Communauté Urbaine de Bordeaux. Sur le plan écologique, c'est encore plus pertinent. Le lieu d'implantation doit être défini dans les prochaines semaines, et ensuite, on installera cette éolienne pour une année afin de voir la production d'énergie et de voir si cela vaut le coup de généraliser cela à l'ensemble du territoire, et d'augmenter le nombre d'éoliennes urbaines.

La deuxième expérimentation, c'est pour lutter contre les îlots de chaleurs et également la séquestration des microparticules et du CO_2. Ce sont des Urban Canopée. Ce sont des pots connectés avec réserve d'eau et récupération d'eau de pluie dans lesquels est implantée une structure corollaire en métal qui fait à peu près 3 mètres de haut. Et donc, quand on met les pots côte à côte, on arrive à avoir une canopée avec des grimpants. Cela permet d'ombrager des zones où on ne peut pas planter d'arbres. On a fait un Plan Canopée, on va planter beaucoup d'arbres, mais il y a des zones, par exemple, comme la Place de la Victoire où il y a un parking souterrain, on ne peut pas planter d'arbres. On ne veut pas laisser ces places ensoleillées comme des îlots de chaleur. On va essayer de trouver des solutions de ce type. Cet Urban Canopée est également acté. On va en expérimenter trois corolles et voir sur une année ce que cela donne, si c'est intéressant, et ensuite, on généralisera cela.

Et la troisième expérimentation que je vous présente, ce sont des puits de carbone. Ce sont des tubes remplis d'algues en solution. C'est des gros tubes de 3 mètres de haut, un mètre de large, qui peuvent se mettre à des carrefours. Cela permet une séquestration du carbone par les micro-algues, par la photosynthèse, mais également des autres polluants tels que les microparticules et d'autres polluants atmosphériques. Cela séquestre plusieurs tonnes de carbone par an. Et je vous rappelle juste que pour séquestrer une tonne de carbone, il faut à peu près une centaine d'arbres. Si on séquestre plusieurs tonnes de carbone par an, cela représente plusieurs centaines d'arbres concentrés dans un dispositif assez petit finalement par rapport aux arbres. Et l'avantage également, c'est que les micro-algues, une fois qu'elles sont chargées en carbone, constituent une biomasse et que cette biomasse peut être récupérée pour en faire du bio-méthane et réinjecter le bio-méthane dans les circuits. Donc, c'est assez intéressant comme dispositif.

D'autres innovations viendront. Vous voyez, nous essayons de trouver des solutions aux problèmes actuels sur lesquels, malheureusement, j'ai écouté tout le débat tout à l'heure… C'est sûr que l'écologie, cela impose un changement de modèle et de développement, mais on ne peut pas demander à la seule Ville de Bordeaux de changer toute seule de modèle et de développement. Donc, en attendant, il faut bien proposer des solutions pour réduire ces pollutions, et ces impacts liés au réchauffement climatique. On essaie de trouver des pistes et des solutions concrètes aujourd'hui avec ce qui existe, avec ce que l'on peut faire pour répondre à ces défis en attendant que l'ensemble de la société et de l'humanité prenne la mesure de cela, et change de modèle, mais on n'en est pas encore là. Je vous remercie.

M. le MAIRE

Merci beaucoup Monsieur SILVESTRE et merci du travail que vous faites avec Anne parce que, quand on parle de mutation, de transition, il y a l'innovation, et je pense que l'on peut dire que Bordeaux est territoire d'innovation. C'est les puits de carbone, vous en avez parlé. C'est ces canopées, vous en avez parlé. C'est tous ces dispositifs d'innovation, et nous sommes donc du coup, un territoire d'expérimentation.

Madame FRONZES.

MME FRONZES

Monsieur le Maire, Chers Collègues, l'adaptation aux changements climatiques est au cœur de notre projet de ville. Elle doit répondre aux enjeux du réchauffement climatique et de l'effondrement de la biodiversité avec pour objectif de pouvoir vivre et vivre bien en ville dans les années à venir.

À cela, deux volets : lutter contre les îlots de chaleur en végétalisant et en débitumant les sols, en les désartificialisant, et lutter contre l'effondrement de la biodiversité en préservant et en développant les espaces de nature en ville.

Nous poursuivons et accélérons le développement de la trame verte au travers de la végétalisation des espaces publics. Par exemple, la création de nouveaux espaces verts aux Bassins à flot, avec l'aménagement de nouvelles sentes et, bien entendu, le projet de création d'un jardin sur l'îlot de la Faïencerie en lieu et place de projets de construction.

Un programme de végétalisation des cours de récréation des écoles et des crèches a été engagé. L'objectif est de créer de véritables îlots de fraîcheur en végétalisant et en réduisant voire supprimant les enrobés bitumeux dans les cours. Deux expérimentations et aménagements ont d'ores et déjà été menés dans deux écoles, et un schéma directeur est en cours d'élaboration sur l'ensemble des écoles et des crèches.

Cette année, nous avons renforcé de façon significative l'effort de plantation d'arbres. Pas besoin de vous rappeler l'importance de l'arbre dans l'adaptation de la ville aux changements climatiques. Entre 2014 et 2018, nous avions poursuivi un rythme de plantation d'environ 1 000 arbres par an en moyenne, et en 2019, nous aurons planté, un peu plus de 1 600 arbres. 2019 est également l'année de la mise en œuvre du Plan Canopée dont l'objectif est d'accélérer l'arborisation de la ville et de gérer le patrimoine arboré en conciliant surveillance, préservation des arbres, diversification des essences utilisées, et sécurité du public, bien entendu.

Le Plan Canopée, prévoit de tripler les plantations d'arbres, de 1 000 arbres en moyenne à 3 000 arbres plantés par an en moyenne, soit 20 000 arbres d'ici 2025 dans les nouveaux quartiers, mais également dans le tissu urbain existant. Et pour ce faire, il s'agira sans aucun doute d'innover également – Monsieur le Maire, vous parlez d'innovation – d'innover dans les méthodes et les formes de plantation en s'inspirant notamment de la méthode Miyawaki qui permet d'implanter très rapidement des forêts naturelles sur de petites surfaces, y compris en cœur de ville. Un site d'expérimentation est d'ores et déjà fléché sur le quartier de la Bastide.

À noter et en toute transparence que chaque année, ce sont environ 300 arbres qui sont coupés, en moyenne, les trois quarts pour des raisons de sécurité. Et malheureusement, en 2019, nous aurons un bilan beaucoup plus lourd avec un climat difficile, entre la sécheresse de cet été et les tempêtes et la pluie de cet automne.

Le Plan Canopée est en cours de déploiement. Le 7 octobre dernier, le règlement de protection des arbres et le barème de sanction ont été adoptés. Et enfin, le Comité de l'arbre a été lancé, Monsieur le Maire, le 6 novembre dernier. Il est initié sous une forme pilote pour un an, et sera entre autres chargé, sur cette année, d'orienter l'action, de décider des choix stratégiques et d'élaborer la méthodologie de fonctionnement à terme de ce Comité, tout en travaillant sur des cas concrets et de la prospective.

L'ambition de la Ville en termes de préservation d'espaces naturels est réelle. Ce sont environ un peu plus de 100 hectares d'espaces qui sont en gestion naturelle, aujourd'hui, sur Bordeaux, entièrement dédiés à la biodiversité et inaccessibles au public. C'est la moitié de la réserve écologique des Barails. Ce sont également des espaces au Nord du Parc des Berges de la Garonne, la ripisylve le long du fleuve et également des petits espaces au sein des parcs et jardins comme la chênaie du Parc bordelais.

La réserve écologique des Barails a été créée et inaugurée, en octobre 2018. Cette réserve de 160 hectares regroupe l'ancien bois de Bordeaux, l'ancien parc floral, et intègre désormais les prairies et les zones humides attenantes. Et depuis 2014, ces espaces ont fait l'objet d'un programme ambitieux de restauration écologique et de reconstitution de corridors écologiques avec les espaces naturels environnants.

Voilà ces quelques exemples pour illustrer toutes les actions menées pour répondre aux enjeux climatiques sur ces deux volets à la fois végétalisation de la ville, et préservation de la biodiversité.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Merci beaucoup Magali. Comme tout à l'heure, tant Anne qu'Alain, c'est des élus qui ont prouvé qu'au-delà de dire « Je peux » ou « Je ne peux pas », c'est « Je veux » ou « Je ne veux pas ». Et cela, vous avez réussi à le faire. Quand tu me présentes le projet d'ombrière sur la Place Pey Berland, ce n'est pas dire : « Je peux » ou « Je ne peux pas. » C'est dire : « Je veux » ou « Je ne veux pas. » Et on a voulu le faire ensemble. Merci.

Jérôme SIRI.

M. SIRI

Oui, Monsieur le Maire et Chers Collègues, quelques petits compléments. Merci Anne pour l'étendue, le nombre et la qualité de toutes ces actions. Je voudrais préciser, concernant les modes de déplacement doux et la bicyclette en particulier parce que vous connaissez mon métier que le développement, à mon avis, de l'usage des modes de déplacement doux ne doit pas exclure non plus l'usage de la voiture dont certains de nos concitoyens ont un besoin incompressible. Encore une fois, il ne faut pas mettre en opposition, je pense, les modes de déplacement.

Ce que je voudrais préciser concernant l'usage du vélo, c'est que grâce à une politique que je qualifierais d'extrêmement volontariste, un budget conséquent et des actions fortes, aujourd'hui plus d'un déplacement sur deux à Bordeaux se fait en mode de déplacement doux, ce qui est quand même considérable.

Je voudrais préciser, parmi quelques actions, trois principales que du moins, moi, je retiens comme étant particulièrement significatives. D'abord, nous avons réalisé la signalisation de 1 000 sas vélos sur la voirie bordelaise. C'est un facteur conséquent. Cela aide les déplacements et cela sécurise les déplacements. Nous avons créé 10 000 places de stationnement vélo, ce qui nous amène à un taux de partage de l'espace d'une place de stationnement vélo pour trois places de stationnement voiture. Le rééquilibrage de l'espace, c'est comme cela que je le qualifie. Et enfin, une action que l'on connaît tous, mais quand même je pense que l'on peut en reparler, la réservation du Pont de pierre aux transports en commun et aux modes de déplacement doux permet quand même le franchissement quotidien, dans les jours maximum de 20 000 personnes grâce aux modes de déplacement doux. 12 000 vélos, 7 000 piétons. Ce sont des chiffres de l'année 2019, ce qui est considérable.

Enfin, faciliter les modes de déplacement, c'est une chose, mais je crois aussi qu'il y a des grosses actions qui ont été menées en matière de sécurisation de ces déplacements vélos. Aujourd'hui, et fort heureusement en 2019, nous ne comptabilisons aucun accident mortel impliquant un cycliste sur le territoire bordelais, alors que sur la même période, hélas, nous pouvons comptabiliser 5 décès de piétons sur la voirie, 8 motards et 8 automobilistes.

Aujourd'hui, on peut donc en conclure que les modes de déplacement les plus sécures à Bordeaux, cela reste les modes de déplacement doux, et nous allons évidemment continuer dans ce sens-là. On ne doit pas se contenter de cette situation, on va encore aller beaucoup plus loin. En décembre, une prolongation du Plan vélo va être proposée avec des ambitions à l'horizon 2021-2024, et un objectif que je vais dire ici très simplement, qui est ambitieux, mais réaliste : 50 % des déplacements doivent se faire en 2030 grâce à des modes de déplacement doux. 50 %, c'est une ambition. Je suis convaincu que nous avons les moyens de tenir cette ambition parce qu'aujourd'hui, nous avons engagé un mouvement collectif, un mouvement d'ensemble où toutes et tous, nous sommes acteurs de ce changement.

Voilà ce que je voulais préciser dans cette catégorie. Merci Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

Merci beaucoup Monsieur SIRI. Vous avez raison de rappeler quelques exemples concrets sur les mobilités douces et notamment cet acte fondateur d'avoir rendu aux mobilités douces le Pont de pierre.

Dans l'ordre, Monsieur DAVID, Yohan.

M. Y. DAVID

Oui, merci Monsieur le Maire, Chers Collègues. Juste une petite précision, dans tout le travail que l'on peut identifier sur le développement durable, Anne WALRYCK l'a dit, c'est des actions qui compilent l'ensemble des élus. Si je devais prendre trois, quatre sujets, je serais obligé de citer la moitié de mes collègues élus : Madame SIARRI, Madame BERNARD, Monsieur DELAUX, etc., Émilie KUZIEW, etc., parce que l'ensemble des opérations que nous menons sont bien portées dans le cadre de nos délégations et s'appuient sur le développement durable. Donc quand j'entends qu'il y aurait un problème d'irrigation entre le développement durable et les actions politiques des uns et des autres, on n'en est plus au niveau de simple irrigation. Il y a des liens extrêmement forts.

Et puis, en même temps, Anne, j'entends aussi que parfois tout le monde te reproche à titre personnel de ne pas sauver le monde avec tes petits bras musclés, toute seule. Par contre, on est tous témoins de l'engagement extrêmement fort que tu peux porter, même si on sait que les enjeux sont importants.

Je voudrais faire une petite précision rectificative. Suite à la décision du Préfet, le marché de Noël ne pourra pas se tenir place Pey Berland. Nous allons le déplacer et donc cela permettra aussi de travailler la concertation à côté de l'Échoppe bordelaise. Donc, on pourra acheter des bijoux en mode recyclé et fabriqués par des artisans bordelais en face et de pouvoir faire des achats.

Ce qui a été dit tout à l'heure, je veux bien que l'on s'allume tous collectivement pour dire que tout va très mal, et que l'on ne fait rien. Par exemple, sur le recyclage du matériel informatique. On nous dit : « Il y a des milliers d'emplois, et on est à zéro ». Moi, je me demande si on connaît Ecotaurus, GI ou Écomicro. Et je parlais d'Écomicro qui est née à Bordeaux même s'ils se sont déplacés sur Saint-Loubès, ils travaillent avec nous sur le recyclage. GI, c'est un chantier d'insertion qui travaille le recyclage du matériel informatique. Ce n'est sans doute pas assez, et Monsieur le Maire a parfaitement raison en disant que nous pouvons aller plus loin au niveau de la Métropole sur le recyclage. Nous avons des pépites. Je vais prendre un exemple :

les 134 bornes du relais qui sont positionnées sur le territoire de la Ville de Bordeaux, c'est 65 518 kilos en moyenne par mois de vêtements qui sont sortis des décharges, mais c'est surtout un chantier d'insertion ou une entreprise d'insertion de plus de 50 personnes en permanence sur deux métiers : trier les vêtements pour pouvoir les transporter, et puis quand on parle des quartiers Politique de la ville, mais c'est le quartier Chantecrit Saint-Louis qui est le quartier qui abonde le plus, avec une moyenne de 2 000 kilos par mois, et qui a battu récemment Caudéran parce que je sais que Pierre LOTHAIRE était très engagé là-dessus.

Deux petites choses. On dit concrètement : « Qu'est-ce que l'on veut faire ? » Alors, j'associerai surtout Alexandra SIARRI, mais Monsieur le Maire, vous nous avez demandé de maintenir et inventer demain - je fais très court, mais on pourrait faire 12 heures, c'est cela le problème - donc inventer demain sur l'ESS. C'est quoi ? Cela fait, depuis des années, que nous soutenons, nous encourageons des acteurs autour de l'économie sociale et solidairement, du monde économique, de l'impact social, à grossir et à se renforcer. Et à aujourd'hui, ils peuvent nous faire des marchés zéro déchets. Ils peuvent nous faire un certain nombre de sujets parce qu'ils sont crédibles. Concrètement, on invite les gens à venir participer à des ateliers « Comment on peut travailler autrement ? », « Comment on peut se rengager autrement dans l'entreprise ? », et « Comment manger, s'alimenter autrement ? » qui sont présents. C'est le 22 novembre. Il y a la possibilité de faire des tables rondes, etc. C'est des ensembles d'actions qui contribuent…

Dernière petite chose, on a reçu pour nos actions de clauses d'insertion, le prix national. Je sais, Monsieur le Maire, vous ne cherchez pas après les prix, mais celui-là, on était particulièrement heureux qu'avec les écoles, la DRH… parce que c'est avec vous que l'on avait négocié ce dernier marché lorsqu'on l'a relancé, Monsieur le Maire, sur votre délégation avec votre casquette en charge de la DRH, Emmanuelle CUNY que j'associe ? les services marchés sur la mixité et la possibilité d'avoir un marché qui permet à des femmes d'accéder à l'insertion. Nous, à Bordeaux, dans nos clauses d'insertion, 48 % de nos publics sont féminins. La moyenne nationale est de 16 %. Et j'avais envie de dire que j'étais très fier d'œuvrer dans cette équipe municipale, Monsieur, votre équipe municipale, et donc, moi, je me revendique : « Fier de travailler avec vous. » Merci.

M. le MAIRE

Merci. Merci beaucoup. Madame COLLET.

MME COLLET

Non, Monsieur le Maire, vous avez dit qu'il fallait innover et qu'à Bordeaux, on n'avait pas peur d'innover et d'expérimenter. Je voulais citer un exemple concret puisque je ne vais pas revenir sur la végétalisation dans les crèches, et tout à l'heure, je dirais peut-être quelques mots sur le plastique dans les crèches. Là, je voulais citer un exemple concret, c'est celui de l'expérimentation que l'on est en train de lancer avec une entreprise qui est d'ailleurs du côté de Libourne. Vous voyez que l'on sait aussi développer les territoires dans des métropoles. Il s'agit de l'entreprise Mundao avec laquelle on va développer des couches compostables dans les crèches à partir de janvier 2020. Cela limitera aussi le déchet de plastique dans les poubelles. Mais il faut aussi prendre le temps de proposer ces nouveaux matériaux, ces nouvelles façons de travailler à nos équipes d'une part, et il faut aussi lancer une filière avec la question de la récupération si possible pas en camions diesel. Tout cela nous demande un petit peu de patience. Mais voilà, la volonté politique, elle est là, et l'expérimentation et le goût d'innovation, ils sont là.

M. le MAIRE

Merci. Madame JARTY.

MME JARTY

Monsieur le Maire, merci. Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, je m'associe tout d'abord aux propos d'Yohan DAVID sur le travail remarquable que fait Anne WALRYCK. J'ai eu le plaisir de travailler avec elle pendant 6 ans en charge des déplacements doux, et je sais, Anne, l'implication que tu as sur tous tes dossiers.

Je voudrais également simplement rappeler que le budget participatif contribue aussi à son niveau, dans une démarche de co-construction citoyenne à notre politique ambitieuse de développement durable, et vous faire un petit point d'étape. À savoir que l'on a déjà inauguré avec Alexandra et vous, Monsieur le Maire,

les nichoirs au mois de septembre. La semaine prochaine, cela sera les premiers arbres fruitiers au Jardin public. Le composteur, vous l'avez dit, Monsieur le Maire, dans le quartier de Fabien ROBERT, place Simiot. Il y aura également les semis qui seront plantés au mois de décembre dans le quartier de Pierre De Gaétan pour créer une prairie des Bassins à flot. Et très bientôt, à partir du mois de janvier, des garages à vélos et des pompes à vélos. On a encore beaucoup de projets à venir.

J'en profite pour remercier les citoyens qui sont vraiment très, très impliqués dans ce budget participatif, et dans cette co-construction voulue avec les services et les élus.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Vous avez raison de rappeler le travail qui est fait avec le budget participatif parce que quand on parle de développement durable, c'est aussi le facteur social et le facteur humain qui sont à prendre en compte, et à ce niveau-là, le budget participatif est un modèle.

Monsieur DELAUX, quelques mots peut-être sur la charte en préparation sur les paquebots.

M. DELAUX

Oui, merci Monsieur le Maire. Vous souhaitez, en effet, que l'on regarde un peu du côté du fleuve. Pour ce qui concerne la croisière fluviale, on va considérer que le dossier est réglé puisque la première alimentation électrique sur un ponton sera opérationnelle en janvier, et que les trois autres pontons seront équipés vers la fin de l'année 2020. Donc, cette question des paquebots de croisière fluviale ne se posera plus du tout.

Pour ce qui concerne la croisière maritime qui, vous le savez, représente entre 40 et 45 bateaux par an, vous souhaitez, Monsieur le Maire, que l'on mette en place une charte de bonnes pratiques, mais aussi et surtout des engagements des armateurs de croisière maritime. Nous faisons ce travail de préparation d'une charte avec le Grand port maritime de Bordeaux qui est l'opérateur, qui est en liaison constante avec les compagnies, et donc, le 5 décembre, nous aurons terminé ce travail qui pourra être rendu public. Ces chartes seront proposées à la signature des compagnies. Visiblement, on peut penser qu'elles seront signées par ces compagnies qui voient bien l'intérêt de continuer à faire escale à Bordeaux dans des conditions convenables.

Je ne vais pas dévoiler cette charte. Simplement sur les émissions et l'utilisation des carburants, on dit quand même un certain nombre de choses. On va adopter comme base de référence ce qui se pratique dans les pays nordiques, c'est-à-dire 0,1 % de soufre. C'est ce qui se passe en Norvège, en Suède, au Danemark. Cela représente par rapport au maximum autorisé en croisière qui est de 1,5, environ 15 fois moins que ce qu'un bateau peut utiliser en croisière dans les eaux territoriales.

Nous prendrons également en compte le contexte particulier de Bordeaux puisque ces bateaux viennent au cœur de la ville et proche des habitations. Donc, un certain nombre de points concernant, bien sûr, la pollution par les fumées, mais aussi la pollution sonore puisque l'on a eu un épisode assez important sur ce thème-là récemment, et des épisodes de vibration. Donc, nous aurons un point au regard duquel nous pourrons intervenir pour signifier aux bateaux que l'on considérerait comme trop gênants que l'on peut leur proposer d'autres stationnements que celui de Bordeaux centre.

Nous aurons, bien sûr, aussi des mesures d'incitation que nous avons toujours sur l'ensemble des bonnes pratiques, mais vous verrez cela avec l'ensemble de la filière et de la sous-traitance. Je précise que, bien sûr, ces contrôles sont effectués, seront effectués par la DDTM puisqu'au-delà de tout cela, il y a des règles nationales et internationales qui s'appliquent sur les niveaux de pollution. Anne, tout à l'heure, rappelait que l'étude ATMO avait eu des conclusions qui sont tout à fait claires que j'ai encore à votre disposition, si vous le souhaitez. Pour autant, c'est vrai, c'était votre souhait, Monsieur le Maire que spécifiquement sur le stationnement dans Bordeaux, nous ayons une marge de manœuvre et d'appréciation pour juger si ces escales sont acceptables pour nous et pour la population surtout qui est aux abords.

Voilà ce que je peux dire à ce jour, et, bien sûr, je sais que peut venir la question de l'alimentation électrique des paquebots maritimes. Nous observons ce qui se passe à Marseille. Pour l'instant, il y a un engagement pour Marseille d'essayer d'alimenter les bateaux par l'électricité à échéance de 2024. Nous avons ouvert ce dossier qui n'est pas simple parce qu'à Marseille, nous sommes sur un port de travail. À Bordeaux, on est en cœur de ville. Il faut avoir des transformateurs de très grands volumes juste aux abords du quai, ce n'est pas commode. Cependant, nous regardons tout cela avec ENEDIS, avec le Port, avec l'ensemble des opérateurs qui peuvent nous aider à trouver les meilleures solutions.

M. le MAIRE

Merci. Merci de travailler sur cette charte puisque comme je l'ai déjà dit, je le redis publiquement, moi, je ne tolérerai plus sur les quais de Bordeaux des paquebots qui font des fumées noires, qui font du bruit, et qui polluent. Donc, avec cette charte, on va fixer un cadre réglementaire.

Vous parliez de l'alimentation électrique. On doit se fixer comme objectif une échéance. C'est 5 ans. Pourquoi pas 2024 comme le fait Marseille, c'est 2026, fin du prochain mandat, pour qu'il y ait une alimentation électrique ou un modèle de substitution notamment des systèmes de GNV et autres, pourquoi pas d'hydrogène à terme, pour éviter que les bateaux fassent tourner leurs moteurs pendant leurs escales ?

Merci. Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Oui, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, je vais démarrer par un point de vue, je crois, très consensuel, cela ne va peut-être pas durer, mais je pense, nous sommes tous d'accord ici pour dire qu'il n'y a pas de critique efficace si elle ne s'accompagne pas, de temps en temps, par un certain nombre de points positifs que nous tenons à relever. Nous tenons à relever, dans cette délibération, les efforts incontestables que vous avez faits dans un certain nombre de domaines, et notamment pour tout ce qui concerne la production d'énergies renouvelables. Effectivement, on démarrait de très loin. Des efforts ont été récemment consentis, et nous tenons à les saluer.

De même que nous regarderons avec beaucoup d'attention l'expérimentation que vous démarrez maintenant, j'ai envie de dire tardivement, mais enfin, au moins vous la démarrez pour tout ce qui concerne puits de carbone, etc. On a écouté avec beaucoup d'intérêt les communications qui ont été faites, donc sachez que ce sont des sujets qui nous intéressent, voire même qui nous passionnent. De même que nous saluons aussi les efforts qui ont été réalisés, je suis désolé de le nommer, par Marc LAFOSSE dans son expérimentation sur la Garonne. Naturellement, nous considérons qu'en matière de production d'énergies renouvelables, on ne va pas dire que vous n'avez rien fait. Donc, un certain nombre de points positifs ont été réalisés. C'était des nuances que je tenais quand même à porter.

De même que vous m'autoriserez aussi, Monsieur le Maire, à solliciter de votre part la même, peut-être, indulgence à notre égard. Quand vous dites que l'on n'a rien proposé, ces dernières années, permettez-moi de vous rappeler, Madame Magali FRONZES rappelait les budgets participatifs. Pendant 4 ans et demi, 5 ans, on vous a cassé les pieds à tous les Conseils municipaux pour vous réclamer ces budgets participatifs. Et votre prédécesseur, avant de partir, a même tenu à me dire : « Monsieur HURMIC, je rends hommage à votre opiniâtreté sur cette question-là. » Donc, reconnaissez que les budgets participatifs, vous les avez accueillis avec des ricanements, certaines de vos Adjointes, et finalement, vous avez fini par les faire. Mais reconnaissez aussi aujourd'hui, comme votre prédécesseur, notre opiniâtreté sur ce sujet-là. Et vous avez rappelé, Madame FRONZES, à juste titre, que cela fait partie du développement durable. C'est inhérent au développement durable, les budgets participatifs et la démocratie directe.

Pareils, les paquebots. Les paquebots, on a été les premiers ici à vous alerter. Vous ne voulez plus voir ces fumées noires, vous avez dit, mais que n'en a-t-on pas parlé ici aussi alors que tout le monde disait : « Mais non, cela ne pollue pas. » Reconnaissez quand même que l'on a été quand même assez prompts à en parler.

Les perturbateurs endocriniens, enfin, vous vous intéressez aux perturbateurs. Quand on vous a parlé des plastiques, des assiettes en plastique, que de ricanements on a dû essuyer. Donc, tant mieux, vous vous y mettez, mais ne dites surtout pas que l'on n'a rien proposé en la matière. Je vous garantis que la liste pourrait être très exhaustive, et que je veux m'arrêter là.

Vous vous étonnez que l'on critique vos politiques, mais le rôle de l'opposition, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Adjoints, ce n'est pas de passer de la brosse à reluire, vous le faites très bien. Si, vous le faites très bien la brosse à reluire. Notre rôle, c'est d'essayer de voir ce qui ne va pas et qui peut être amélioré. Alors, écoutez-le. Ne le prenez pas trop mal. Quand les choses vont dans le bon sens, on le dit. Vous rappelez que l'on vote une grande partie de vos délibérations, on dit encore aujourd'hui en matière de développement durable, que vous ne faites pas que des erreurs. Donc, entendez aussi ce que l'on vous dit, je crois sur un certain nombre de choses qui ne vont pas dans le bon sens.

J'ai envie de vous dire, Monsieur le Maire, vous nous avez indiqué que vous rentriez du Congrès des Maires de France, je pense que vous êtes le seul Maire, et c'est une spécificité, le seul Maire de France vraisemblablement à dire : « La pollution augmente dans ma ville dans certains quartiers. Eh bien, c'est la faute des Adjoints Verts du Conseil régional ». Cela, je vous avoue que cela nous a scotchés. Mais oui, cela nous a scotchés.

M. le MAIRE

Vous êtes dans la caricature la plus absolue.

M. HURMIC

Non, mais vous l'avez dit ou vous ne l'avez pas dit ?

M. le MAIRE

Non, mais ce n'est pas au niveau Pierre. Cela, c'est des propos de comptoir. Ce ne sont même plus des propos d'estrade, ce sont des propos de comptoir. Non. À quel moment on a dit que… Non, je t'ai simplement dit : « Est-ce que cela me viendrait à l'esprit, non, d'aller reprocher à quelqu'un d'autre une situation ».

M. HURMIC

Vous avez évoqué la responsabilité des Adjoints Verts du Conseil Régional.

M. le MAIRE

Non, non, non, arrêtez de caricaturer les choses.

M. HURMIC

C'est Alexandra. Vous avez un peu…

M. le MAIRE

Oui, mais enfin, il faut arrêter de raconter n'importe quoi.

M. HURMIC

Oui, oui, oui. Je comprends que cela vous gêne.

M. le MAIRE

Non, cela me fait plutôt pitié qu'autre chose.

M. HURMIC

Puisque vous revenez du Congrès des Maires de France, Monsieur le Maire, j'aurais bien aimé que vous entendiez aussi les propos, je n'avais pas prévu de vous les citer, mais puisque le débat porte un peu là-dessus, du Président de l'ADEME, l'Agence maîtrise de l'énergie, qui rappelle quelque chose que tous, on peut partager ici. Je cite ses propos, il dit : « Les Maires sont les hussards de la transition écologique ». « Par sa proximité avec les citoyens, le Maire est un acteur central de la transition écologique. » Cela, on peut le partager le constat. Il n'a pas dit, « C'est les Adjoints du Conseil régional ». « Le Maire est un acteur central ». Monsieur SILVESTRE disait : « On ne peut pas faire tout seul. » Mais on peut être pionniers et les autres viendront…

M. le MAIRE

C'est bien ce que je dis, je le revendique, mais moi je le fais.

M. HURMIC

Les autres viendront. Si la Ville de Bordeaux s'illustre dans le domaine de la transition énergétique, je vous promets qu'au niveau national, cela sera regardé…

M. le MAIRE

Ils y sont déjà venus, on ne vous attend pas. Non, non, ils sont déjà là.

M. HURMIC

Je vous garantis ce rôle de pionnier, Monsieur le Maire, vous pouvez l'assumer et là, vous ferez bouger les choses. Vous ferez bouger les curseurs.

M. le MAIRE

On fait déjà bouger les choses. Je fais déjà bouger les choses. Si, si, vous venez de le dire en début de vos propos. Vous m'avez félicité pour un certain nombre des points, je vous en remercie d'ailleurs.

M. HURMIC

Vous avez dit, Monsieur le Maire, vous avez répondu tout à l'heure à Delphine JAMET, vous dites : « L'écologie, ce n'est pas faire peur. » Bien sûr, ce n'est pas faire peur, mais l'écologie c'est faire, et c'est mieux faire. Et si on veut mieux faire, il faut au moins partir d'un constat qui soit un constat lucide et non pas dire : « Tout ce que l'on fait à Bordeaux est merveilleux, d'ailleurs même l'étranger vient visiter nos réalisations ». Je pense que l'écologie, c'est le chemin de la modestie.

M. le MAIRE

Monsieur JADOT est venu vérifier ici qu'on travaillait bien, il l'a dit.

M. HURMIC

C'est le chemin de la modestie, Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

J'étais content d'ailleurs que Yannick JADOT dise que l'on faisait des bonnes choses ici.

M. HURMIC

Ce n'est pas faire peur, c'est faire. Donc, je regrette que vous n'en fassiez pas suffisamment.

J'en viens donc aux commentaires - je vais les faire rapides parce que l'heure est avancée - sur ce bilan au développement durable. Je regrette, Madame l'Adjointe, que vous réussissiez la prouesse de faire un bilan au développement durable sans bilan carbone . Pas de bilan carbone. C'est le b.a.-ba de l'outil permettant de juger des prouesses d'une collectivité en matière d'émissions de gaz à effet de serre, ce que l'on a trouvé de mieux, c'est le bilan carbone parce que c'est fait par un organisme extérieur, c'est indépendant, c'est inattaquable. Vous vous abritez derrière celui qui a été fait par la Métropole. Effectivement, il ne faut peut-être pas en faire deux, je ne suis pas là pour vous pousser à la consommation, forcément. Vous nous communiquez celui qui est fait par Bordeaux Métropole, je veux bien, donc cela veut dire que l'on part comme point de départ, vous êtes d'accord avec moi, du bilan carbone de Bordeaux Métropole puisque c'est le seul bilan carbone que vous nous communiquez. Qu'est-ce qu'il dit le bilan carbone de Bordeaux Métropole ? Il dit que les émissions de gaz à effet de serre augmentent entre 2007 et 2016 de +4 % sur l'ensemble du territoire métropolitain. Alors, vous vous dites : « Elles ont baissé par habitant sur la même période. » Certes, elles ont baissé, mais on ne juge pas les performances d'une collectivité aux baisses par habitant. Cela veut dire que les habitants font effectivement des efforts, mais ce qui compte, c'est les chiffres du territoire. Or, le territoire Bordeaux Métropole a vu ses émissions de gaz à effet de serre augmenter de 4 % ces dernières années. C'est le seul constat objectif que nous ayons dans la délibération que vous nous proposez. Et le bilan va plus loin. Il dit : « La principale augmentation est le fait de la consommation des ménages, +22 % qui est en grande partie associée à l'évolution démographique. » J'attire votre attention sur le fait que l'évolution démographique sur cette période-là, elle est de 10 % alors que l'augmentation des gaz à effet de serre liée à la consommation des ménages, c'est +22 %. Donc, cela veut dire qu'il y a inquiétude. Je ne vous dis pas qu'il y a des solutions faciles. Il y a inquiétude sur l'augmentation de nos émissions qui sont liées à la consommation des ménages. On ne peut pas accepter une augmentation globale de 4 %.

Là où je trouve que ce que vous nous présentez, ce n'est pas bien, Madame WALRYCK. Vous essayez de nous enfumer. Oui, oui, l'enfumage, c'est une forme de pollution.

MME WALRYCK

Sans micro, inaudible.

M. HURMIC

Mais, je vais vous dire, laissez-moi terminer. Le seul bilan des émissions de gaz à effet de serre de la Ville de Bordeaux que vous nous présentez, c'est un bilan des émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations d'énergie. Vous êtes d'accord avec moi ? Et là, il y a une légère baisse de 1 % tous les ans, mais c'est uniquement ce qui est lié aux consommations d'énergie. Ce que vous dites, uniquement lié. Les consommations d'énergie, c'est à peu près un peu moins de la moitié de ce qui concerne nos émissions de gaz à effet de serre. Donc, le seul document relatif aux émissions de gaz à effet de serre bordelaises que vous nous présentez, c'est un document qui est tout à fait partiel, donc partial et qui ne concerne que le

secteur partiel de l'énergie. Et là, vous nous enfumez. Et là, vous vous félicitez. Vous dites : « On a baissé. On a baissé de 1 %. » Mais même ces 1 %, Madame l'Adjointe, dont vous vous félicitez en nous présentant des chiffres tronqués, mais même ces 1 %, permettez-moi de vous le dire, ils ne sont pas à la hauteur de l'enjeu. Vous le savez et vous ne le dites pas parce que vous ne marquez jamais dans vos documents quel est objectif à atteindre. Normalement des performances s'apprécient par rapport à un objectif à atteindre. Jamais.

Je vous rappelle que l'objectif à atteindre, c'est que d'ici 2030, soit dans 10 ans, nous devons avoir réduit notre production de gaz à effet de serre de 40 %. En effet, d'ici 2030, nous devons avoir réduit ces émissions de 2,5 % par an, et dans l'idéal de 3,4 % par an, et nous sommes, en prenant vos chiffres tronqués, nous sommes à 1 % par an. Cela veut dire que, vu le point où nous en sommes, il faut quadrupler nos efforts et décroître de 4 % nos émissions si nous voulons être à la hauteur des enjeux qui nous attendent. Donc, cela veut dire que même les 1 % dont vous vous félicitez, ils ne sont pas à la hauteur puisque le bon chiffre, c'est le minimum, 2,5 par an. Et quand on va passer à 4 %... vous parliez, je le redis, d'écologie punitive tout à l'heure, je vous promets que là, il va y avoir des décisions difficiles à prendre en raison du retard accumulé précisément par les années précédentes. Donc, voilà - et je vous ai dit que j'allais faire court, et je vais effectivement faire court - voilà ce que je voulais vous dire. Delphine JAMET complétera mes propos dans quelques instants.

Dernière chose que je voulais vous dire, excusez-moi, j'allais oublier. Vous nous dites, vous ne dites pas seulement la faute du Conseil régional, vous avez évoqué aussi le Département. J'ai Madame SIARRI, je vous les communiquerai, les chiffres sur l'évolution des émissions polluantes sur le Département de la Gironde. Sur le dioxyde d'azote, alors que l'on a augmenté de 8 %, ils ont baissé de 21 %. Sur les particules en suspension, ils ont baissé de 12 %. C'est-à-dire qu'au niveau du Département de la Gironde, les émissions baissent. Au niveau de la Ville de Bordeaux, et au niveau de la Métropole, elles augmentent. Donc, arrêtez de dire : « C'est la faute des autres. » Cela a le don de nous irriter, mais cela ne correspond pas non plus, vous le savez, à la réalité. Donc, prenez un peu le taureau par les cornes. Vous commencez à faire des efforts, il faut les poursuivre. Il faut les accentuer, mais pas faire de l'autosatisfaction comme vous le faites, à mon avis, un peu trop durablement.

Merci.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur GUENRO.

M. GUENRO

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, c'est la sixième et dernière fois que je m'exprime ici sur le rapport de développement durable. Alors, j'ai relu mes cinq premières interventions que j'aurais pu reprendre telles quelles. Nous aurions sans doute eu à nouveau le même type d'échange. Moi, dans l'opposition qui met en avant le décalage entre les enjeux climatiques et les mesures mises en œuvre, et vous, dans la majorité, qui soulignez le chemin parcouru sans que l'on avance vraiment et en ayant finalement chacun raison dans nos approches.

Je vous propose donc de changer les bonnes vieilles habitudes en vous posant simplement deux questions concrètes sur votre politique de soutien au covoiturage d'une part, et à l'auto-partage d'autre part.

Premier sujet, le covoiturage qui est un levier essentiel des politiques de mobilité. Rappelons simplement qu'une voiture transporte actuellement en moyenne 1,2 personne, soit 5 voitures pour 6 personnes transportées sur la rocade et sur les boulevards. En passant à 1,5 personne, on baisse ce trafic de 20 %. Si c'est 2, on baisse le trafic de 40 %. C'est un énorme potentiel bien supérieur aux impacts du transport public, et qui nécessite en conséquence des moyens importants.

Vous avez annoncé, Monsieur le Maire, votre volonté de réserver des places de stationnement gratuites pour les covoitureurs, et Fabien ROBERT a déclaré dans une récente interview à SUD-OUEST, je cite : « Nous avons décidé dans le Plan de mobilité du Maire d'être fortement incitatifs, mais pas punitifs. Nous ne souhaitons pas de péage urbain, par exemple. », fin de la citation. Ma question est la suivante : « Qu'y a-t-il dans ce fameux plan de mobilité du Maire pour inciter au covoiturage au-delà des places de stationnement qui sont un symbole plus qu'une incitation forte, et comment comptez-vous relever ce défi important lié à des enjeux énormes sans utiliser aucune des recettes qui marchent ailleurs, c'est-à-dire un mélange d'incitations et de contraintes fortes dont le péage urbain fait partie ? »

Vous avez ouvert tout à l'heure le débat sur l'écologie punitive versus l'écologie incitative. Moi aussi, je suis quelqu'un de pragmatique, et je peux vous garantir que les mesures les plus efficaces en termes de mobilité et d'alternative à la voiture individuelle sont celles qui intègrent la contrainte. Je préférais, sans foi, que l'incitation marche toujours, mais concernant la place de la voiture, nos amis scandinaves ont imposé le vélo en mettant de la contrainte sur la voiture. C'est la seule chose qui marche aujourd'hui.

Deuxième sujet, l'auto-partage. J'ai noté, tout d'abord, votre volonté exprimée encore une fois par Fabien ROBERT, toujours dans cette même interview à SUD-OUEST. Je cite : « Nous souhaitons assurer des places de stationnement gratuites pour les gens ayant un véhicule en auto-partage, j'espère avant la fin de l'année. » Donc, si je comprends bien, il s'agit d'une gratuité du stationnement pour des résidents bordelais, propriétaires de voitures mises en location via des plateformes comme OuiCar et Drivy. Je pars de ce principe-là. Je ne suis pas sûr que cela soit ça, mais je parle de ce principe-là.

Ensuite, toujours sur l'auto-partage, il y a des mesures destinées aux opérateurs d'auto-partage, c'est-à-dire des professionnels comme BlueCub ou Citiz, propriétaires d'un parc de véhicules mis en location en libre-service à 24 heures sur 24. Vous souhaitez lancer un appel à concurrence après les élections, d'ici juin 2020, pour attribuer des places sur voirie aux opérateurs intéressés, mais d'ici-là, rien. Ce qui veut dire que Bordeaux aura connu, depuis juin 2018, plus de deux années sans aucune nouvelle autorisation administrative de création de stations d'auto-partage en voirie. Cela constitue un cas unique en France pour un cœur de Métropole, et une rupture nette par rapport à l'attitude d'Alain JUPPÉ qui avait toujours, dans un contexte juridique que je reconnais comme difficile et complexe, validé les demandes de stations. Cette différence d'approche est d'autant plus incompréhensible qu'elle va à l'encontre de toutes les études d'impact connues à ce jour qui sont des études ADEME. En effet, les études d'impact sur la démotorisation, c'est-à-dire la libération d'espaces publics des différents services entre particuliers ou via des opérateurs sont très différentes. Une étude ADEME de 2015 sur l'auto-partage entre particuliers précise ainsi que, je cite « Ni l'équipement automobile des locataires de voiture, ni celui des propriétaires n'évolue significativement. » Pour faire court, l'étude de l'ADEME conclut que l'auto-partage entre particuliers ne démotorise pas, et donc ne libère pas d'espaces publics. En parallèle, la dernière étude ADEME datant de 2019 sur l'auto-partage via des opérateurs, type BlueCub, type Citiz, prouve que chaque véhicule partagé remplace 5 à 8 voitures individuelles sur la chaussée, et donc libère de l'espace public pour les pistes cyclables, les espaces verts, et les voies de bus. Et si j'entends ce qui se passe actuellement, tout le monde veut végétaliser la ville, mettre des pistes cyclables, etc. donc, il faut récupérer de l'espace.

Donc, ma question est simple et porte sur la cohérence d'ensemble de l'approche de l'auto-partage. D'un côté, il y a un projet de gratuité du stationnement pour une forme d'auto-partage entre particuliers à l'impact très limité par les études. En parallèle, les services présentant un fort impact sur la démotorisation rencontrent sur Bordeaux des difficultés uniques en France pour créer des stations d'auto-partage sur voirie avec un gel des places depuis juin 2018 qui va durer jusqu'au moins juin 2020, soit plus de 2 ans. Vous disiez tout à l'heure que c'est ici et maintenant que nous faisons les choses. En matière d'auto-partage, malheureusement, c'est plutôt après les élections.

M. le MAIRE

Déjà une petite confusion entre l'auto-partage et le covoiturage.

MME JAMET

Sans micro, inaudible.

M. le MAIRE

Pas de votre part. Ne vous excitez pas comme ça. Quand je parle du stationnement gratuit, c'est pour le covoiturage. Et c'est là où je pense qu'il y a eu une petite confusion sur l'expression.

Sur l'auto-partage, tant sur le covoiturage, on est volontaristes. Quand j'annonce du stationnement gratuit pour le covoiturage, personne ne l'a fait jusqu'à maintenant. Premier point. Alors, vous m'expliquez que cela ne sert à rien, dont acte. Si. Vous m'expliquiez que cela ne servait à rien, que c'était symbolique. Mais enfin, on va quand même essayer pour voir si cela marche, et je fais confiance à nos concitoyens pour s'approprier ce mécanisme.

Sur l'auto-partage, vous me parlez, et j'allais dire, de l'inertie qui serait la nôtre en attendant quelques mois avant de faire une extension des places dédiées. C'est la loi, Monsieur GUENRO. Là où - jusqu'en janvier 2017, je crois - les AOT pouvaient se faire de gré à gré, sans difficulté, s'agissant d'un professionnel qu'il

soit associatif ou commercial, elles sont soumises à AOT et donc on est soumis à une consultation et une mise en concurrence. Et moi, je ne veux pas me retrouver en difficulté à ce niveau-là avec délivrer une autorisation d'extension à l'un alors que d'autres ne l'auraient pas, et je viendrais contester cela, et aller sur du contentieux, et là, c'est ma responsabilité pénale qui est en jeu, et au-delà de la mienne, celle des services. Donc, moi, je respecte la loi telle qu'elle est prévue. Il y a une mise en concurrence, donc, une consultation, et une fois que ces délais seront passés, une réalisation et une extension. Notre volonté, c'est d'étendre. Pour pouvoir étendre, il faut consulter et mettre en concurrence. C'est la loi, et même si elle est plus restrictive qu'à une époque, c'est une réalité, et je ne m'en affranchirai pas. Premier point.

Vous citez Fabien ROBERT, s'agissant du péage urbain. Oui, je vous le confirme, il n'y aura jamais de péage urbain à Bordeaux tant que je serais Maire. Mais là où j'apporte une précision, c'est que nous, notre péage urbain, quelque part, c'est le stationnement résident. Dans la logique qui a été la nôtre de mettre en place en stationnement au résident, donc un stationnement payant, on est dans cette logique aussi de contraindre les gens qui viennent de l'extérieur et favoriser le stationnement de nos habitants, de nos concitoyens. Cela marche. Quand vous parlez des diversités de mobilité, cela a été dit tout à l'heure, je n'y reviendrai pas, cette politique favorisant la marche à pied, le vélo, cela marche.

Quelques chiffres, en 10 ans, 2009-2019, la part du vélo à Bordeaux est passée de 8 % à 14-15 %. La part de la voiture est passée de 50 % à 27 %. Cela fonctionne. Donc, on est sur un mouvement structurel, un mouvement de fond, et il s'agit maintenant de favoriser, d'inciter plutôt que de contraindre, encore une fois, avec une taxe et un péage. Donc, continuons à aller vers ces mobilités douces. Continuons à inciter nos concitoyens à aller vers l'auto-partage. Et quand vous parlez d'auto-partage, il y a cette possibilité avec un tiers, il y a la possibilité de mutualisation. L'autre jour, j'avais une réunion avec des aménageurs et des promoteurs, je leur livrais cette proposition que dans leur futur programme ils identifient des places réservées sur l'auto-partage à l'échelle d'un programme collectif, ou à l'échelle d'un quartier et sans passer par un tiers. Donc, moi, j'y suis très favorable, et je pense que l'on peut aller plus loin là-dessus. On peut même envisager, à un moment ou à un autre, mais, cela, c'est une logique d'agglomération que, dans le cadre d'un nouveau PLU, on favorise encore un peu plus l'auto-partage à l'échelle d'un quartier ou à l'échelle de l'agglomération.

Donc, la réponse, elle est simple : covoiturage, oui, je confirme du stationnement aux résidents. Auto-partage, oui, et je confirme, il faut en faire plus, mais sous la contrainte de la loi, et donc les AOT ne pourront être délivrées qu'après consultation et mise en concurrence.

Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, merci pour ce travail utile. C'est un bon document de synthèse qui offre matière à réflexion et, selon moi, beaucoup d'orientations sont positives. Mais il me paraît essentiel de rappeler que laisser libres les habitants et ne pas choisir à leur place, leur faire confiance, est à la base de la démocratie. Ainsi, il ne me paraît pas sain de décider pour eux de leur mode de déplacement, de leur mode de chauffage, etc. Facilitons, n'imposons pas. Il y a une grosse part d'idéologie dans les motivations des mesures préconisées. On nous parle de lutter contre le réchauffement climatique d'origine anthropique. Je crois que cette affaire que l'on nous présente comme scientifique n'est pas plus scientifique que le socialisme ne l'était.

Je propose, pour ma part, que l'on évite de dépenser de l'argent pour lutter contre les moulins à vent. Les Bordelais ont le droit que l'on épargne leur porte-monnaie et que l'on ne dépense pas leurs impôts inutilement comme avec une éolienne urbaine ou un puits de carbone.

Il me paraît aussi très important de rappeler que le progrès technique n'est pas en panne et qu'il a même tendance à s'accélérer. Ce progrès améliore l'environnement.

N'imposons donc pas des solutions qui vont s'avérer très rapidement dépassées comme, par exemple, certaines énergies dites renouvelables. L'abandon du nucléaire par l'Allemagne n'a pas été compensé par ces fameuses énergies malgré les énormes moyens qu'y a consacré ce pays. Le résultat est une catastrophe économique et environnementale. Il me paraît important de bien définir les priorités et d'estimer les coûts immédiats et futurs des décisions pour ne pas dépenser de façon superflue l'argent des contribuables.

Un exemple, arrêtons de faire la guerre aux automobilistes dans le but de les contraindre à prendre les transports en commun. Cela augmente les embouteillages avec des conséquences économiques très dommageables. Cela augmente aussi la pollution au kilomètre par commune et cela pourrit la vie de nos

concitoyens. Nous n'avons pas tous envie de prendre le tram ou un vélo. De nouvelles sources d'énergie pour les véhicules motorisés existent. D'autres sont à l'étude. Les automobiles d'aujourd'hui polluent bien moins qu'hier, et pollueront encore moins demain avec l'hydrogène et le carburant, les piles à combustible. Combattre l'automobile aujourd'hui, c'est lutter contre nos moyens de transport individuel de demain.

Par contre, continuons à agir sur ce que nous maîtrisons comme les consommations des bâtiments publics, la récupération des eaux pluviales pour arroser les espaces verts, le choix des véhicules du parc public, et aussi nous pourrions réduire les travaux publics qui sont très polluants.

Merci, Monsieur le Maire, de favoriser les problèmes locaux dans nos cantines, dans nos commandes publiques. Vous avez raison, mettons en œuvre le localisme.

Avant de nous lancer dans de nouvelles plantations végétales, nous devrions commencer par entretenir correctement celles qui existent. Je vous donne un exemple. Rue Gintrac, il ne reste que deux arbres vivants, tous les autres sont morts. Plus de plantations, ce sera plus d'entretien demain. Il faut rester prudent.

Ensuite, je suis d'accord avec vous, Monsieur le Maire, procédons par incitations, conseils, évitons de contraindre comme certains ici prisonniers de leurs idéologies écologiques, rêvent de faire, et feraient si par malheur les prochaines élections les portaient au pouvoir.

En un mot, agissons prudemment et avec sagesse aux services de nos concitoyens et non pas dans la peur propagée par les prophètes de l'apocalypse climatique.

M. le MAIRE

Merci. Madame JAMET.

MME JAMET

En fait, je ne sais même pas quoi dire. Je ne sais plus quoi dire. Non, mais, je ne sais pas comment vous dire. En fait, effectivement, j'entends Monsieur JAY, je vous entends, et alors, bien sûr, Monsieur JAY, je pense que je n'arriverai jamais à le convaincre. Je pense que vous, vous avez pris en considération certaines choses. Clairement, vous avez évolué, je pense, depuis 10 ans. Vous avez écouté un peu ce qui se passait.

Après, moi, ce que je regrette aujourd'hui, c'est que l'on ne va pas assez vite, pas assez loin pour éviter effectivement d'avoir à décroître, Monsieur le Maire, de façon drastique, à un moment donné. Aujourd'hui, tout ce que dont on parle aujourd'hui, dans ce rapport du développement durable, et je pense que Madame WALRYCK ne me dira pas le contraire, c'est que l'on parle de décroissance. C'est-à-dire que l'on doit décroître nos émissions de gaz à effet de serre, que l'on doit décroître notre consommation énergétique, que l'on doit décroître notre consommation tout court. On doit décroître, c'est comme cela. Cela peut paraître comme un vilain mot, comme un gros mot, mais c'est l'évidence. Si on veut demain atteindre les objectifs du facteur 4, c'est-à-dire à diviser par 75 % nos émissions de gaz à effet de serre depuis 1990.

Aujourd'hui, en France, depuis 1990, les gaz à effet de serre ont augmenté de 30 %. Donc, si on part des chiffres que l'on a aujourd'hui dans ce rapport, si on veut décroître jusqu'en 2050 de 75 %, il faut faire redoubler, comme a dit Pierre HURMIC, quadrupler nos efforts pour tenter d'être sur cette ligne. C'est cela le problème. Et le problème est fondamentalement là. Que l'on me dise que ce ne soit pas anthropique, cela, c'est une ineptie. Par contre, que l'on me dise que l'on va continuer dans un système de croissance, cette décroissance, ce n'est juste pas possible. L'utopie, elle est de votre côté, et pas de la nôtre.

J'entends bien ce que vous dites que vous ne voulez pas de régression sociale, mais, moi, non plus, je ne veux pas de régression sociale clairement. Sauf que plus, on attend, plus on va lentement, et plus il y aura cette régression sociale. C'est cela mentir aux gens. C'est leur dire : « Ne vous inquiétez pas, on prend soin de vous. Tout va aller bien. On va faire 1 % par an. C'est parfait. Cela va. On est bien. On est à 1 % par an. Tout va bien dans le meilleur des mondes ». Mais non, la réalité n'est pas là. C'est qu'à 1 % par an, ce que l'on fait aujourd'hui, après, il va falloir que l'on multiplie, multiplie, multiplie nos efforts. Et qui va en pâtir le plus, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues ? Qui va en pâtir le plus ? Ce n'est pas forcément moi parce que moi, je sais me débrouiller. Je sais me débrouiller avec peu parce que mine de rien, j'ai un revenu, et clairement qui me suffit, et en même temps, j'arrive à faire des économies parce que je ne consomme effectivement pas beaucoup. Mais par contre, les gens qui ont encore moins de revenus, tous les gens qui sont pauvres, et elle se multiplie cette pauvreté, elle s'accroît cette pauvreté. Toutes vos politiques publiques qu'elles soient locales, nationales, n'ont fait qu'augmenter la pauvreté en France depuis des décennies. Le modèle économique sur lequel vous vous basez n'a fait qu'augmenter cette pauvreté, ces inégalités. Et aujourd'hui, ce dont on parle, et moi, je tiens à le dire ici à Bordeaux,

c'est qu'il faut que l'on prenne conscience que l'on doit dire aux gens : « Oui, il faut que l'on s'adapte, eh oui, il faut arrêter de consommer à outrance. » De consommer de l'énergie, donc d'adapter nos logements. Quand on n'a pas les moyens d'adapter son logement, il faut que la collectivité aide les gens à adapter ce logement. Il faut consommer autrement. Il faut effectivement arrêter l'obsolescence programmée. C'est-à-dire que quand on achète un téléphone portable, il ne faut pas le changer dans les 18 mois parce qu'il y a un nouveau qui… oui, mais cela, c'est des politiques aussi de sensibilisation. Je suis désolée, vous ne voulez pas forcément l'entendre. Ce sont des politiques…

M. le MAIRE

Si, on l'entend.

MME JAMET

Moi, quand je regarde les résultats des familles à énergie positive, Anne WALRYCK a raison, c'est-à-dire que quand on prend une famille, ils veulent le faire, ils diminuent de 25 % leur consommation d'énergie, c'est énorme. De 57 %, ils réduisent leurs poubelles, c'est énorme. Le problème aujourd'hui, c'est que l'on est combien de familles à faire cela ? Mais à un moment donné, je sais que je ne dois pas m'énerver, mais, moi, je suis franchement… vous me mettez dos au mur. Moi, je ne vois pas où on va, quoi. Je ne vois pas où on va.

M. le MAIRE

Moi, je vois très bien où on va.

MME JAMET

Dans le mur.

M. le MAIRE

Et en tout cas, je sais où je veux que l'on aille collectivement. Ce que vous dites, je le reprends à notre compte. Bien évidemment que cette question de sobriété, c'est un élément pédagogique pour nos concitoyens pour leur démontrer qu'avec cette sobriété, c'est une source d'économies pour eux. C'est du gain de pouvoir d'achat, bien évidemment, et de santé. Au-delà de la santé, au-delà de la préservation de la planète, c'est une source de revenus, d'économies. Donc, cela, cela fait partie de ces facteurs pédagogiques. Vous parliez de l'isolation, vous parliez de la précarité énergétique, bien évidemment, mais c'est ce que l'on essaie de faire et ce que l'on fait, ce que l'on initie. Et c'est pour cela que je parlais tout à l'heure de lien de confiance. C'est aussi démontrer que l'intelligence humaine, le volontarisme humain peuvent nous amener à faire changer les choses. Je ne suis pas aussi pessimiste que vous.

Monsieur LAFOSSE.

M. LAFOSSE

Merci Monsieur le Maire de me donner la parole. Je voudrais essayer de répondre aux attaques de Monsieur JAY qui tire à coup de boulets rouges sur l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables. Je voudrais quand même juste lui donner un seul et unique exemple. Il prend l'exemple de l'expérimentation que mon collègue vient de citer, de la technologie à flux transverse d'éoliennes. Je voudrais juste donner un exemple qui s'est passé en France où la politique publique a incité ce développement de ces énergies renouvelables qui nous permettront de sortir du nucléaire. Cet exemple, il est très clair. C'est qu'en 2012 la France a attribué des appels d'offres dans le domaine des énergies marines, de l'éolien offshore avec un coût d'achat de l'énergie à 150 euros du mégawatt/heure. En 2019, au large de Dunkerque, en France métropolitaine, un appel d'offres a été attribué à 50 euros du mégawatt/heure. C'est-à-dire qu'en ce peu de temps, grâce à une incitation de l'innovation par une politique publique, le coût du mégawatt/heure est sorti en dessous du prix du marché. Monsieur JAY doit être un grand spécialiste de l'énergie, il sait qu'il achète l'énergie à 65 euros du mégawatt /heure. On voit bien que d'avoir injecté un peu d'argent dans l'innovation et dans la création d'emploi français a porté ses fruits en moins de 7 ans.

M. le MAIRE

Merci de ces précisions. Vous savez qu'en termes d'innovation, vous n'avez pas de leçons à recevoir, et on l'a démontré collectivement.

Monsieur GUENRO me redemande la parole. Oui ou pas, ou est-ce une erreur de… ? Non ? Allez-y, oui.

M. GUENRO

Oui, très rapidement pour revenir sur votre objection juridique sur l'auto-partage. C'est quelque chose que je connais évidemment parfaitement.

M. le MAIRE

Ce n'est pas une objection juridique face à l'auto-partage, c'est une précision par rapport aux règles juridiques des AOT. Excusez-moi d'être précis.

M. GUENRO

Ces règles juridiques existent depuis 2017, existent pour toutes les municipalités, et Strasbourg vient simplement de lancer 25 stations sur voirie sans difficulté, donc il y a une particularité bordelaise. Cela fait 2 ans que, sur Bordeaux, il y a un gel des stations que l'on ne connaît pas dans les autres métropoles. Voilà, c'est ce que je constate.

M. le MAIRE

Il y a eu une réunion hier, il y a deux jours pour expliquer les choses. Bien sûr que l'on va lancer un appel à concurrence, mais excusez-nous, on fait un appel à la concurrence, c'est la loi.

Monsieur DAVID.

M. J-L. DAVID

Juste Nicolas, je suis surpris de ton intervention sur ce sujet dans cette séance. On a eu une réunion, il y a 48 heures où nous avons pris des engagements qui vont en direction de ce que tu viens de dire. Le Maire a réexpliqué que nous étions contraints par la loi, et nous avons expliqué avec les services de la Métropole que nous acceptions, dans les jours qui viennent, un débat avec l'Avocat qui est l'Avocat de la Métropole sur le sujet et le vôtre pour débattre des positions différentes entre métropoles. Je trouve que l'on a été au bout de l'exercice Anne WALRYCK et moi, il y a 48 heures sur le sujet, en disant d'ailleurs en préambule que le Maire était très favorable à l'augmentation de places de covoiturage sur le territoire, d'auto-partage sur le territoire.

M. le MAIRE

Je l'ai même écrit sur une lettre qui m'était adressée d'un opérateur me disant : « Monsieur, j'en demande plus. » Je lui ai dit : « Oui, je suis favorable », mais dans le cadre de la loi tout simplement.

Madame SIARRI.

MME SIARRI

Oui, alors rapidement, Monsieur JAY, vous jouez comme tous les représentants du Rassemblement national sur la peur de l'étranger. Nous accueillons l'étranger. Vous êtes climatosceptique, nous ne le sommes pas. Donc, décidément, nous n'avons rien en commun avec vous.

Je voudrais surtout m'adresser à Pierre HURMIC, et je vais même Pierre t'appeler « Monsieur le Professeur » aujourd'hui. Pour voir un peu et pour montrer la limite parfois de tes interventions qui restent sur un plan purement théorique. Quand tu compares les gaz à effet de serre, les résultats, l'évolution sur le Département, à ceux de la Ville de Bordeaux, je pense que tu n'es pas sérieux puisque la densité urbaine dans la Ville de Bordeaux, c'est 4 700 habitants par kilomètre carré. Dans le Département, c'est 157 habitants par kilomètre carré. Tu ne peux quand même pas confondre ce qui se passe dans un Département avec cette densité, avec ce qui se passe dans une ville. Ce n'est quand même pas sérieux comme argument. Attends, je ne te coupe pas lorsque tu t'exprimes, tu me rends la pareille.

Deuxième chose, quand tu te bloques sur le budget participatif, tu pars du principe que parce que vous nous avez proposé les budgets participatifs, rien d'autre n'aurait été participatif. Moi, je tiens à rappeler quand même que la Ville de Bordeaux engage 40 millions d'euros pour la vie associative, et qu'est-ce qu'une association si ce n'est la réunion d'habitants et de citoyens qui décident de se réunir pour proposer des projets à la Mairie, qui décident de financer ces mêmes projets qu'ils ont décidé de mettre en œuvre pour la vie dans les quartiers. Donc, si cela, ce n'est pas de participatif, cela veut dire qu'une association n'est plus une association. On a fait des budgets participatifs, et je pense que l'on peut être heureux, en effet,

d'avoir ces budgets participatifs en plus des 40 millions d'euros qui permettent de soutenir des propositions citoyennes.

Ensuite, je reviens sur ce que tu as dit. Je n'ai pas dit que c'était de la faute du Vice-Président Vert. J'ai simplement répondu à ce propos fallacieux que tu as, qui consisterait à dire que les élus de la Ville de Bordeaux seraient les seuls responsables des enjeux de pollution. Nous sommes collectivement conduits à faire des progrès. Et je pense qu'il y a une chose, et je suis très sensible à la peine de Delphine et à l'inquiétude de Delphine qui pense que peut-être nous ne saurions pas conscients de l'enjeu historique. Bien sûr que nous portons une grande responsabilité collectivement, mais nous ne souhaitons pas porter cette responsabilité en imposant des contraintes qui seraient intenables auprès de nos citoyens sans qu'ils en aient compris la volonté et le bien fondée, sinon cela donne les Gilets jaunes plus, plus, plus, plus.

Et d'autre part, dernière chose, ne minimisez pas la prise de conscience des habitants, des citoyens, des acteurs de terrain. Ce vendredi, ici, dans « Inventons demain », j'animerai le débat final. Venez écouter le Président de la Chambre de commerce et d'industrie qui parle de la prise de conscience des entreprises. Venez écouter Grégory POINSENET qui a fait une conférence électrochoc auprès de toute la majorité municipale. Venez écouter Aurélie PIET qui nous parle de l'évolution de l'économie. Il faut arrêter de penser que le monde se diviserait entre ceux qui ont tout compris depuis longtemps, et les autres qui seraient nuls. Collectivement les gens sont en train de prendre conscience et il faut les aider à avancer, et ne pas passer son temps à enfoncer tous ceux qui ne sauraient pas faire. Moi, j'ai confiance dans les Bordelais. J'ai confiance en nous, mais j'ai confiance en vous aussi.

M. le MAIRE

Merci pour ce message d'espoir et d'encouragement sur notre capacité collective à faire bouger les choses. Effectivement, ce que je disais, on a une responsabilité plus que les autres à ce niveau-là.

Madame JAMET, vous voulez reprendre la parole ?

MME JAMET

Deux secondes.

M. le MAIRE

Allez-y, allez-y.

MME JAMET

Excusez-moi, si on ne prend pas la parole aujourd'hui sur ce sujet-là, quand est-ce qu'on la prend ?

M. le MAIRE

Tout à fait, c'est pour cela que je vous la redonne.

MME JAMET

Merci, c'était pour vos collègues. Alexandra, je suis d'accord. Quand je suis intervenue, d'abord, ce n'était même pas mon intervention que j'allais faire, je l'ai dit amont, je pense que vous avez compris. Moi, ce qui me pose souci aujourd'hui, et effectivement pour éviter la problématique de Gilets jaunes, la problématique de tension sociale vers laquelle on va aller inexorablement parce que l'on est obligé de baisser notre consommation d'énergie. Donc, cela, il faut bien que l'on en soit tous conscients. Je pense qu'il y a beaucoup de gens qui ont compris dans la société, qu'il y a des élus qui ont compris.

Par contre, ce que je dis aujourd'hui, quand je regarde ce bilan, il y a des choses positives clairement sauf que ces choses positives ne vont pas assez loin et assez vite, et ce n'est pas forcément du punitif. Et, effectivement, je suis d'accord que 40 millions à donner en subventions, cela fait partie du projet, oui, mais, à côté de cela, on donne des millions sur d'autres choses qui vont contre ce genre de choses. C'est de la contre-performance quand on se met dans l'objectif de la lutte contre le dérèglement climatique et de l'adaptation. C'est cela la problématique aujourd'hui. C'est qu'aujourd'hui, il faut avoir cette vision globale pour pouvoir la mettre en œuvre. Un des exemples que je voulais vous citer et qui me semble assez révélateur, c'est-à-dire que sur le territoire de Bordeaux, on a perdu des kilomètres de pistes cyclables, au moins un. D'accord. Et on nous dit : « C'est parce que l'on a fait des zones apaisées, que l'on a fait Zone 30 et des zones de rencontre. »

M. le MAIRE

Mais on n'a pas perdu…

MME JAMET

Oui, attendez Monsieur le Maire. L'un ne va pas sans l'autre. Les deux sont liés. C'est-à-dire que si vous voulez développer…

M. le MAIRE

Mais on n'a pas perdu des kilomètres de pistes cyclables, qu'est-ce que vous me dites là, Madame ?

MME JAMET

Si, si, si.

M. le MAIRE

Mais non.

MME JAMET

De pistes cyclables, il y a des termes, il y a des bandes cyclables, il y a des couloirs de bus, il y a des voies vertes, il y a des pistes cyclables. Les pistes cyclables, c'est réglementaire. C'est une certaine largeur. C'est des zones sécurisées. C'est très structurant. Et c'est sur ces pistes-là que l'on fait de la vitesse. C'est-à-dire que l'on va se déplacer plus vite. C'est des pistes qui sont très adaptées pour les déplacements domicile – travail.

M. le MAIRE

C'est pour cela que l'on fait l'autoroute à vélos sur le Cour du Maréchal Juin, oui.

MME JAMET

Mais, Monsieur le Maire, ce n'est pas une vraie piste cyclable parce que vous avez du stationnement qui en sort, vous avez des carrefours qui … Oui, mais c'est cela la vérité. Excusez-moi. Il y a des dénominations. On a perdu des pistes cyclables sur Bordeaux. Si, c'est dans le rapport. Excusez-moi, j'ai les chiffres aussi. À un moment donné, vous ne pouvez pas faire non de la tête, c'est comme cela, et sauf que cela, c'est structurant, et ce n'est pas donner un bon sens. Pourquoi ? Parce que les déplacements domicile-travail sont très importants. Si vous voulez faire sur la distance du kilomètre en vélo, il faut un réseau très structurant. C'est ce que demande VéloCité. Vous y étiez aussi. Vous y étiez. C'est ce que demande VéloCité.

M. le MAIRE

C'est ce que l'on propose.

MME JAMET

Non, mais là, ce que je veux dire, c'est que l'on est dans un projet de mandature. Vous faites un bilan. Aujourd'hui, dans ce rapport DD, on a perdu des pistes cyclables. C'est tout ce que je vois, moi.

M. le MAIRE

Et on a gagné des kilomètres en mobilité douce, et puis le partage de la rue. Définitivement, on ne sera pas sur…

MME JAMET

Mais vous ne comprenez pas les différences…

M. le MAIRE

Allez, Madame WALRYCK, quelques mots de clôture.

MME WALRYCK

Oui, alors, en conclusion, Monsieur le Maire, il n'y a pas eu tellement finalement de réponse à apporter. Moi, ce que je voudrais quand même dire, c'est que, bien sûr, Alexandra l'a dit, mais il est évident, Monsieur le Maire, vous l'avez fort bien redit, bien sûr qu'il y a une prise de conscience que nous, cela

fait longtemps, on n'a pas attendu que vous nous fassiez des leçons là-dessus. Cette prise de conscience, nous l'avons depuis fort longtemps.

L'enjeu contre le dérèglement climatique, l'accélération de cette mutation véritablement, et non plus effectivement, et notre Maire l'a dit, de transition, mais de mutation écologique et énergétique, nous l'appelons de nos vœux, et nous la faisons. L'écologie, moi, je suis désolée, il y en a certains qui en parlent, nous, on la fait. On la fait. On la fait depuis des années avec une accélération notoire.

Sur le problème des émissions de gaz à effet de serre, écoutez, je me suis déjà expliqué, c'est expliqué dans le rapport. Je propose à Pierre, s'il veut que nous nous voyions, que je lui explique les choses. Je serais volontiers à sa disposition, mais je pense que les éléments qui sont fournis par l'ALEC présidée par quelqu'un qui est de la même sensibilité politique que vous, je pense que ces chiffres sont fiables, et que si vous avez besoin d'explication, d'éléments d'explication, mais ne dites pas que les chiffres sont faussés. Ce sont les chiffres fournis par l'ALEC, et ils ne sont en rien faussés.

Et je voudrais, enfin, et Monsieur le Maire, vous l'avez souligné, et mes collègues qui sont intervenus aussi, il y a une accélération. Il y a beaucoup d'expérimentations, beaucoup d'innovations qui sont portées par un certain nombre d'actions qui ont été rappelées. Il y a une mobilisation énorme du tissu économique à nos côtés aujourd'hui. On faisait référence au forum qui aura lieu après demain ici où ils pourront s'exprimer, une mobilisation également des associations, une prise de conscience de plus en plus forte de nos concitoyens. Les jeunes qui ont rejoint ce mouvement depuis quelques mois, et on ne peut que s'en réjouir. Donc, je pense qu'il nous faut continuer, mais que l'on est sur la bonne voie, et que c'est évidemment une mobilisation collective. Quoi que l'on fasse, nous, on le voit bien. L'action et les compétences qu'a une ville ou même qu'a une métropole, même si beaucoup de compétences sont plus à la Métropole aujourd'hui qu'à la Ville dans ces domaines, ne peuvent pas aller au-delà d'un certain nombre de pourcentages d'émission de gaz à effet de serre qui auront diminué. C'est l'ensemble des acteurs et de la population qui doit être entraîné avec nous.

Voilà ce que je voulais dire, et je remercie quand même, je tenais à le faire, je remercie pour la réalisation de ce rapport les services qui ont beaucoup travaillé et de la Ville, et de la Métropole, mes collègues bien entendu, et tout cela sous la houlette de Patrick FAUCHER et de Virginie MEJRI.

Voilà Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

Merci. Eh bien, nous allons passer au vote. Je crois que tout le monde a pu s'exprimer. Ah non, il n'y a pas de vote, c'était une information.

Allez, point suivant de l'ordre du jour.



DEVELOPPEMENT DURABLE

2018-2019

Bilan et perspectives

BORDEAUX

©Thomas SANSON

Sommaire

Introduction.....1

Accélérer la transition énergétique pour faire de Bordeaux Métropole une des premières métropoles à énergie positive.....2
- Bilan Carbone Territoire à l'échelle de Bordeaux Métropole.....2
- Consommation d'énergie à l'échelle du territoire de la ville de Bordeaux.....2
- Emissions de gaz à effet de serre à l'échelle du territoire de la ville de Bordeaux.....3
- Accompagner la rénovation énergétique de l'habitat.....3
- Réduire les consommations d'énergie du patrimoine public bâti.....5
- Accompagner la rénovation et réduire la consommation d'énergie de l'éclairage public.....6
- Développer les réseaux de chaleur et améliorer leur part d'énergie renouvelable.....7
- Développer le solaire thermique et photovoltaïque.....8
- Développer la filière bois-énergie tout en préservant la qualité de l'air.....8
- Réduire l'usage de la voiture.....9
- Favoriser l'usage du vélo et de la marche.....10

Perspectives.....12

Préserver la biodiversité et protéger les milieux et les ressources.....13
- Faire émerger et mettre en œuvre une politique agricole métropolitaine, alimentaire et durable.....13
- Développer une expertise environnementale intégrée au service des projets d'aménagement.....14
- Promouvoir la biodiversité en ville et sensibiliser le public.....15
- Lutter contre toutes les formes de pollution.....16
- Contribuer à l'adaptation au changement climatique.....19
- Accompagner la maîtrise des consommations d'eau.....19

Perspectives.....20

Accompagner tous les acteurs vers la transition énergétique et écologique.....21
- Accompagner les publics vulnérables.....21
- Renforcer la mobilisation et les solidarités internationales.....22
- Développer et territorialiser les animations pour accompagner les changements de comportements.....23
- Accompagner le jeune public par le dispositif des juniors du développement durable.....26
- Encourager les ménages à la réduction des déchets.....27
- Faire de Bordeaux Métropole un territoire d'innovation et de croissance verte.....29

Perspectives.....29

Labellisation Cit'ergie.....30

Annexe 1 : Tableau des indicateurs.....31

Annexe 2 : Bilan Carbone Territoire.....35

Introduction

Depuis 2010, les collectivités territoriales de plus de 50 000 habitants sont soumises à l'obligation d'élaborer un rapport sur la situation en matière de développement durable en application de la loi portant engagement national pour l'environnement.

La nature de cette obligation a été précisée par décret le 17 juin 2011 qui impose la production dudit rapport préalablement au vote du budget de l'année n+1.

Plus particulièrement, pour les collectivités, la rédaction de ce rapport annuel permet ainsi à l'organe délibérant de pouvoir débattre des choix politiques et de leur cohérence sur le territoire au regard de leurs enjeux locaux et des finalités du développement durable.

La neuvième édition du « rapport développement durable » a été réalisée avec la contribution de nombreuses directions à la fois de la Ville de Bordeaux et de Bordeaux Métropole.

Si la réglementation propose de présenter le rapport au regard des cinq finalités du développement durable, il a été décidé en 2018 que, pour une meilleure cohérence et lecture, le rapport du développement durable de la Ville de Bordeaux suive les trois axes du Plan d'action pour un territoire durable à haute qualité de vie, adopté par le Conseil métropolitain le 7 juillet 2017, et énoncés ci-dessous :

- Accélérer la transition énergétique
- Préserver 50% d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- Accompagner tous les acteurs vers la transition énergétique et écologique

Ce rapport de développement durable met, ainsi, en évidence la contribution de la Ville de Bordeaux à l'atteinte des ces objectifs et celle de Bordeaux Métropole sur le territoire de la Ville, et inversement, l'apport de Bordeaux Métropole au profit du territoire communal.

Il fait état des principales avancées, quantitatives et qualitatives de 2018, intégrant les données connues pour 2019 et il décrit les perspectives 2020. Enfin, des indicateurs de suivi figurent en annexe 1.

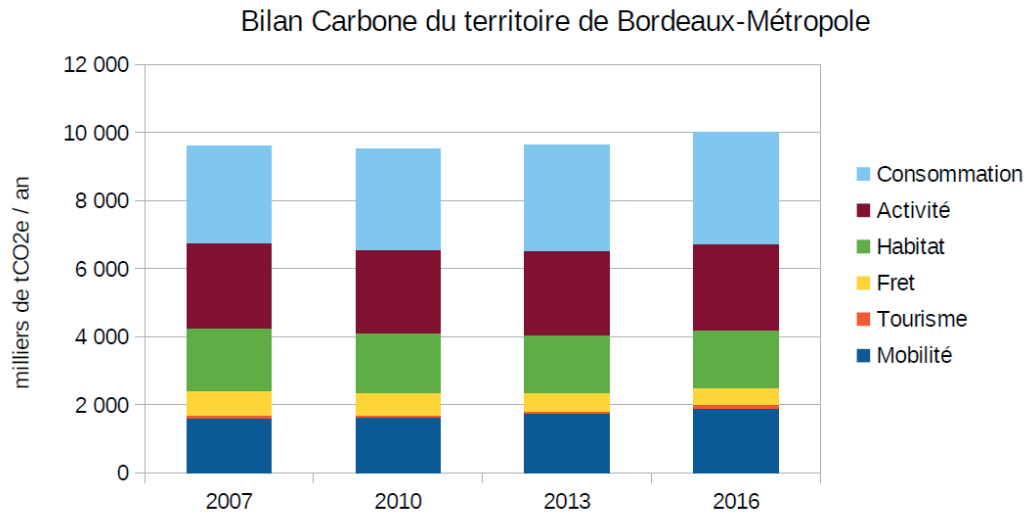
Aide à la compréhension du rapport

Le champ du développement durable est très vaste et c'est pour permettre une réflexion ordonnancée et la plus exhaustive possible que ce rapport suit la structuration du Plan d'actions pour un territoire durable à haute qualité de vie voté le 7 juillet 2017 par le Conseil métropolitain.
Par ailleurs, le présent rapport a pour objectif de recenser les principales actions et programmes menés en 2018 par la Ville de Bordeaux contribuant de manière manifeste au développement durable. Parfois ces actions sont spécifiques à l'année, mais elles reflètent, quelquefois, des engagements de plus longue durée de la Ville s'intégrant dans des politiques pluriannuelles. D'autres font état d'un avancement jusqu'à mi-2019. Il existe donc, ici encore, une part de subjectivité dans la sélection qui s'est opérée à l'égard des actions et programmes déployés par l'institution. De même, certaines actions mises en avant ou certains indicateurs présentés relèvent des compétences d'autres collectivités voire de l'Etat. Il s'agit ici de présenter l'engagement volontaire de la Ville de Bordeaux, ce qui ne révèle qu'une vision partielle de la « situation en matière de développement durable sur le territoire ».
Enfin, certaines actions ou programmes répondant à une volonté d'éco-exemplarité de l'institution sont intégrées au document et ne font pas l'objet d'un chapitre spécifique.

Accélérer la transition énergétique pour faire de Bordeaux Métropole une des premières métropoles à énergie positive

Bilan Carbone[R] Territoire à l'échelle de Bordeaux Métropole

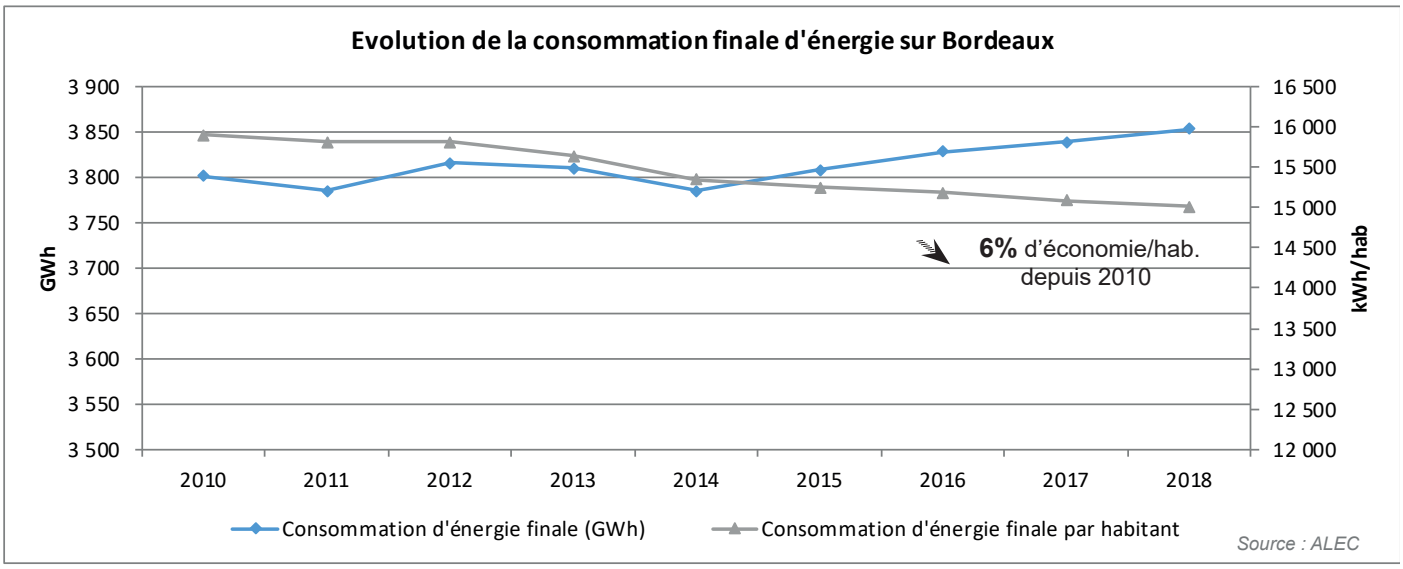
Les émissions de GES augmentent légèrement entre 2007 et 2016 (+4%) sur l'ensemble du territoire métropolitain (Cf. Annexe 2 - bilan Carbone du territoire de Bordeaux Métropole). Elles ont baissé par habitant sur la même période (4,41 teq CO_2 en 2016 pour 4,43 teq $C0_2$ en 2007). La principale augmentation est le fait de la consommation des ménages (+22%) en grande partie associée à l'évolution démographique (+10%).



Source : Etude BCO2 Ingénierie

Consommation d'énergie à l'échelle du territoire de la ville de Bordeaux

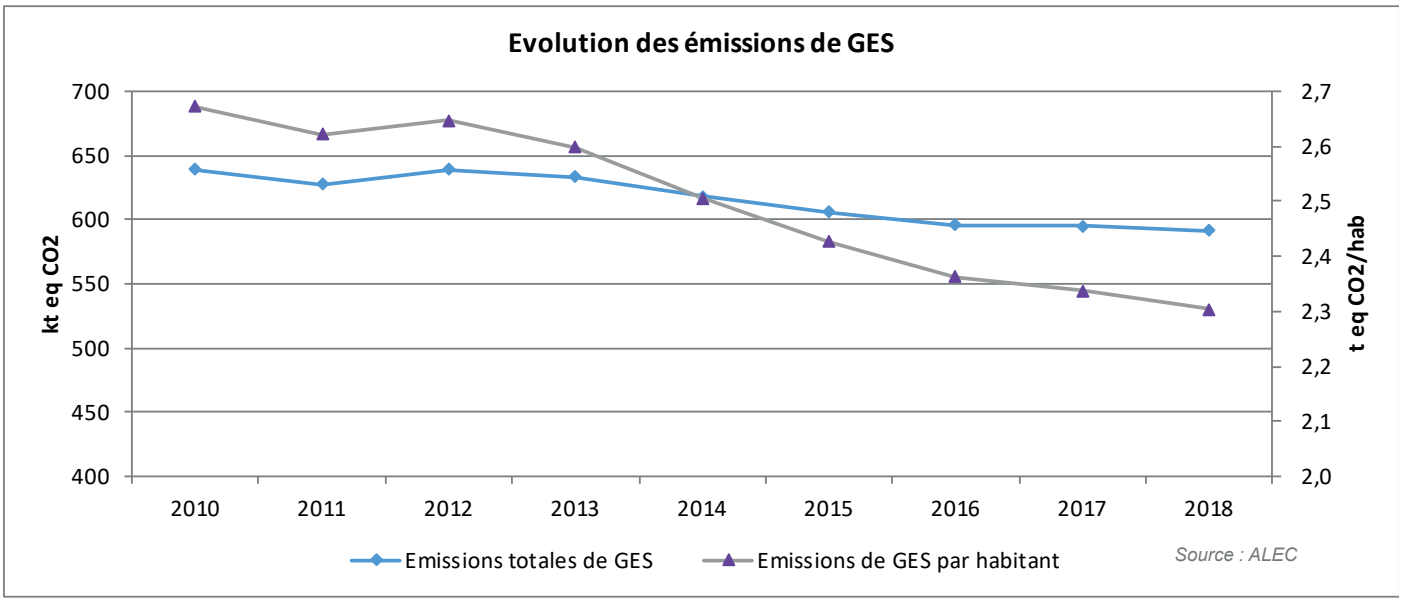
Selon l'Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC), la consommation d'énergie tous secteurs confondus par habitant continue à décroître depuis 2010. Du fait du tissu urbain très dense qui constitue la ville, les secteurs habitat et tertiaire comptent pour les trois quarts des consommations. Ils représentent ainsi un fort enjeu en termes de réalisation d'économies d'énergie.



Source : ALEC

Emissions de gaz à effet de serre à l'échelle du territoire de la ville de Bordeaux

Les émissions de gaz à effet de serre, liées aux consommations d'énergie, sur le territoire de Bordeaux, s'élèvent à 591 kt eq CO_2 en 2018, représentant 17,5% des émissions à l'échelle de la métropole. Elles sont en baisse (-7,5 %) sur la période 2010-2018. Ramenées au nombre d'habitants, elles sont également en baisse (-13,8 %) pour atteindre 2,3 t eq CO_2/hab en 2018 (source ALEC).



Accompagner la rénovation énergétique de l'habitat

L'habitat représente le premier poste de consommation d'énergie sur le territoire métropolitain. Sur la Ville de Bordeaux, le parc de résidences principales est constitué de plus de 140 000 logements, dont plus de 80% relève du parc privé. La moitié de ce parc privé existant est ancien (avant 1948). Bénéficiant d'une mitoyenneté importante, les constructions individuelles et collectives d'avant 1900 atteignent cependant des niveaux de performances énergétiques équivalents à ceux de la première règlementation thermique. Les besoins en matière de rénovation énergétique sont importants pour engager l'ensemble du parc vers un niveau bâtiment basse consommation à l'horizon 2050, tout en assurant la préservation de ce patrimoine d'exception.
La Ville s'appuie de longue date sur la mise en place de dispositifs qui permettent d'accompagner les propriétaires dans leurs projets de rénovation et la réduction de leurs factures énergétiques : opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH), Programme d'Intérêt Général (PIG) à destination des particuliers modestes à très modestes, aides aux ménages en frange de plafonds de revenus modestes (dispositif « coup de pouce » de la Ville de Bordeaux), service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie. Depuis le lancement de cette politique dans les années 2000, ce sont plus de 1 200 ménages modestes qui ont bénéficié d'une rénovation complète de leur logement et 1 000 ménages bordelais accompagnés à domicile pour sortir de la précarité énergétique.

A BORDEAUX, EN 2018

700 conseils donnés par les espaces info-énergie en 2018 contre 691 en 2017

300 visites à domicile dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique

6 000 € montant de l'aide maximale par projet





A l'appui de l'ensemble de ces dispositifs, un service d'accompagnement accessible à tous les publics a été créé début 2017 afin d'orienter, de conseiller et d'accompagner les projets de rénovation dans l'habitat : la plateforme de la rénovation énergétique Ma Rénov Bordeaux Métropole. En parallèle, un soutien financier sur fonds propres de la Métropole est doté de 1 M€ par an pour la rénovation du parc privé et vise à compléter l'ensemble des dispositifs existants.

Animation de la plateforme de rénovation énergétique de l'habitat « Ma Rénov »

En 2018, environ 700 ménages ont été conseillés par les conseillers rénovation du service public Ma Rénov sur la commune de Bordeaux et 37 évènements (ateliers, animations) autour de l'énergie dans l'habitat ont été organisés. 18 nouvelles copropriétés représentant 1 095 logements se sont inscrites dans l'accompagnement Ma Rénov. En maison individuelle, 1/3 des demandes d'aides déposées l'ont été par des ménages bordelais.
En avril 2019, le dispositif de soutien financier à la rénovation énergétique de l'habitat individuel a été revu à la hausse afin qu'il soit plus incitatif. Le montant d'aide maximale par projet est dorénavant de 6 000 € cumulable avec les autres aides existantes (aides régionales, crédit impôt, ...).
Une importante campagne de communication sur la plateforme de la rénovation énergétique Ma Rénov Bordeaux Métropole a été conduite en 2018 et 2019. Elle a permis d'informer à grande échelle les habitants de l'accompagnement gratuit, neutre, indépendant et sur-mesure apporté par les conseillers rénovation. En 2018 sur Bordeaux Métropole, 112 dossiers concernant des maisons individuelles ont été instruits pour un montant cumulé d'aides «Ma rénov» de 77 920 €. Le bilan provisoire 2019 (arrêté au 31 septembre) révèle le réel intérêt du dispositif avec le versement de 207 143 euros d'aides pour 112 dossiers instruits.

Afin de renforcer les moyens dédiés à la rénovation énergétique du parc privé, Bordeaux Métropole s'engage pour 3 ans à compter du 1er août 2019 dans un contrat avec la Banque Européenne d'Investissement. Au travers des fonds du mécanisme européen ELENA, la BEI vient financer 90% d'un projet à 1,5 M€ structuré autour des actions suivantes : renforcer l'accompagnement à la concrétisation des projets de travaux grâce à l'assistance à maîtrise d'ouvrage en logements individuels et collectifs, améliorer la qualité des travaux en partenariat avec les artisans au travers notamment du suivi et de l'instrumentation de chantiers pilotes, créer un observatoire de la rénovation afin de suivre l'impact territorial du programme. Ces actions viennent compléter les moyens existants et visent à accélérer la massification des rénovations énergétiques performantes sur le territoire.



Promotion des dispositifs lors du Salon Vivons 2018 à Bordeaux en partenariat avec l'Ademe

Du 31 octobre au 4 novembre 2018, en présence des conseillers rénovation Ma rénov', les ménages ont pu découvrir la thermographie aérienne. L'analyse des images de la thermographie était l'occasion pour les visiteurs de réaliser un bilan plus global sur les autres postes de déperdition de leur logement et de disposer ainsi des conseils en rénovation énergétique. Plus de 300 ménages ont été conseillés sur la durée du salon.

Lancement de Bordeaux Métropole Energies

La société d'économie mixte Bordeaux Métropole Energies (BME) a été lancée en avril 2018 avec une offre globale de rénovation qui s'appuie sur le mécanisme de tiers-financement. L'offre complète est disponible depuis mi-2019. BME a entamé sa prospection commerciale et des premiers dossiers d'audits aboutissant à des travaux voient le jour.

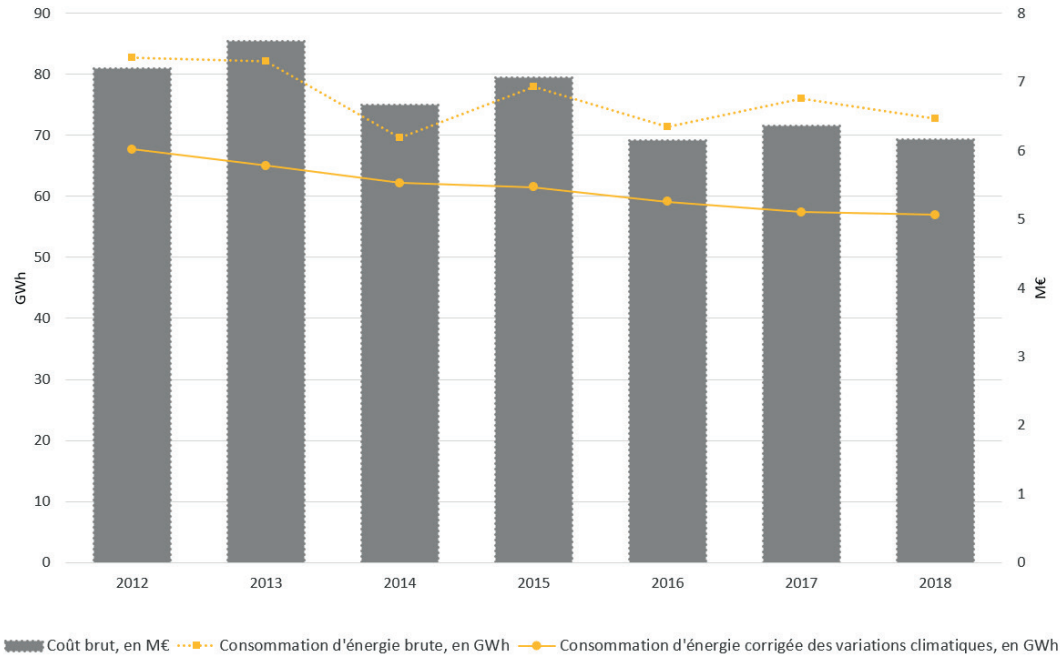
Lutte contre la précarité énergétique

Le dispositif de lutte contre la précarité énergétique via le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME) accompagne les ménages via une plateforme téléphonique et des visites à domicile. Depuis septembre 2017, 704 ménages ont été accompagnés. Parmi ces ménages, 76% habitent sur la commune de Bordeaux. De plus, plus de 300 visites à domicile ont été réalisées en 2018. L'objectif pour l'année 2019 est d'atteindre le nombre de 400 visites à domicile.

Réduire les consommations d'énergie du patrimoine public bâti

A patrimoine constant, la consommation d'énergie des bâtiments municipaux, corrigée des variations climatiques, a diminué de 38,4% entre 2007 et 2018 passant ainsi de 92 GWh à 57 GWh. Entre 2017 et 2018, la consommation d'énergie a été réduite de 0,4 GWh soit 0,7%.
Les émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations d'énergie du patrimoine communal (bâtiments et éclairage public) s'élèvent à 21 614 tonnes de CO_2 représentant 4% des émissions de gaz à effet de serre liées aux consommations d'énergie de l'ensemble du territoire communal (tous consommateurs confondus).

Evolution de la consommation d'énergie du patrimoine municipal



Source : Bordeaux Métropole

L'Académie Climat Energie

L'Académie Climat Energie accompagne le réseau de correspondants énergie de la Ville de Bordeaux. De 2013 à 2018, les économies réalisées sont en moyenne pour l'eau de 5,8%, pour l'électricité de 3,5% et pour le chauffage de 0,4%. A ce jour, 83 sites sont suivis.
Les matinées « Eténergie » réunissant le réseau des agents impliqués dans l'Académie Climat Energie ont eu lieu en juin et juillet 2019. Au programme : le bilan des actions, des ateliers et la présentation de la maquette du jeu des p'tits académiciens.

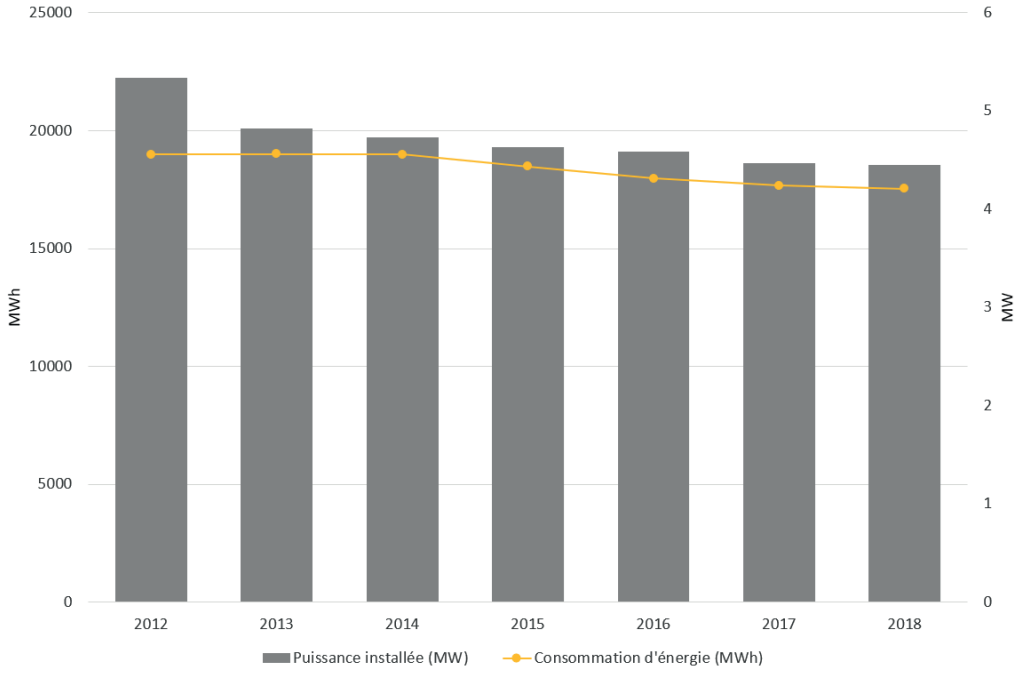
Éténergie 2019, les ateliers des académiciens



Accompagner la rénovation et réduire la consommation d'énergie de l'éclairage public

La réalisation systématique d'études d'éclairage optimisées dans tous les projets permet depuis plusieurs années la réduction des puissances installées. Au total, celle-ci a diminué de 26% depuis 2007, et 39% à parc constant. Bien que le nombre de points lumineux sur la Ville de Bordeaux ait augmenté de 21% entre 2007 et 2018, passant de 31 184 points à 37 734, la consommation électrique moyenne par point lumineux a chuté de 37%. La puissance moyenne d'une source lumineuse est désormais de 100 W pour une consommation annuelle de 465 kWh.
D'autres efforts sont menés pour limiter les impacts liés à la lumière, tels que le déploiement de 90 luminaires intelligents qui n'allument l'éclairage sur une portion de voie qu'en présence d'usager sur la ZAC Bordeaux Nord. Une installation prototype sur le même concept met en réseau 10 luminaires solaire communicants, pour la 1ère fois en France, sur l'esplanade Charles de Gaulle - Mériadeck. Tous les matériels choisis limitent les nuisances lumineuses et contiennent des leds diffusant une lumière en respect avec les exigences faunistiques. La Ville de Bordeaux poursuit son engagement dans les évènements annuels de sensibilisation à la limitation des impacts environnement dénomés « Le Jour de la Nuit » et « Earth Hour ». Une communication adaptée sera proposée pour mieux sensibiliser les passants à cette opération emblématique.
Enfin, à l'instar des luminaires d'éclairage public, la totalité des décors de Noël utilisent des leds et programmations vertueuses pour la dépense énergétique.

Evolution de la consommation d'énergie de l'éclairage public à Bordeaux





Place André Meunier



Rue Lucien Faure

11ème « Jour de la nuit »

Samedi 12 octobre 2019, la Ville de Bordeaux a participé à la nouvelle édition du Jour de la nuit, grande opération nationale de sensibilisation aux conséquences de la pollution lumineuse. L'éclairage de plusieurs monuments bordelais a été interrompu pour deux nuits dès 20h, samedi 12 et dimanche 13 octobre.

Depuis plusieurs années, la Ville de Bordeaux conduit un programme de modification progressive de son parc d'éclairage, destiné à diminuer les flux lumineux émis directement vers le ciel et à réaliser des économies d'énergies. Elles sont obtenues principalement en changeant les lampes les plus énergivores (ballons fluorescents) par des sources hautes performances. En complément sont installés des systèmes d'abaissement de puissance des lampadaires en milieu de nuit, seulement sur certaines voies par sécurité. Ce dispositif limite la consommation électrique et surtout le halo lumineux au-dessus de la ville, l'immense majorité de la lumière émise vers le ciel provenant des rebonds de rayons lumineux sur la voirie et son environnement.

Développer les réseaux de chaleur et améliorer leur part d'énergie renouvelable et de récupération

La puissance installée à Bordeaux, en 2018, est identique à celle de 2017 et s'élève donc à 37 MW pour environ 20 km de réseaux offrant une chaleur issue en moyenne à 72% d'énergies renouvelables et de récupération. En effet, il n'y a pas eu de nouvelles installations de production en 2018. Les abonnés sont raccordés progressivement aux réseaux existants.

En 2019, une étude de déploiement de réseau de chaleur a été lancée sur le quartier existant du Grand Parc. Les réseaux de chaleur de Plaine de Garonne et Saint-Jean Belcier sont en cours de travaux et de commercialisation. Concernant le réseau existant de Mériadeck, les études lancées dans le cadre du schéma directeur du réseau de chaleur de Mériadeck alimenté par la géothermie ont pour objectif l'extension et l'évaluation des travaux nécessaires pour optimiser la chaleur livrée aux clients actuellement raccordés. Les réseaux de chaleur privés, ceux de Ginko et des Bassins à flot, poursuivent leur développement au rythme de la livraison des projets immobiliers et un nouveau projet est en cours de réalisation sur le quartier des Aubiers.

Plaine de Garonne

Ce réseau de chaleur desservira à terme la plaine de Garonne depuis le sud de Lormont jusqu'à Floirac et notamment les grands projets urbains de Brazza, Bastide Niel, Garonne Eiffel et La Benauge, soit près de 28 000 équivalents-logements. Au total, 25 à 30 km de réseaux devront être posés pour raccorder plus de 300 bâtiments. Les travaux de construction de la première tranche ont démarré en mai 2018 (4km de réseaux posés et chaufferie réalisée). Les travaux du forage ont commencé en juillet 2019. Les résultats de l'exploration du Jurassique à 1 600 m de profondeur susceptible de fournir une ressource à 70°C se sont avérés être négatifs. Les opérations de repli au Crétacé à 900 m de profondeur, comme prévu dans le contrat d'echec de l'exploration au Jurassique, sont en cours (ressource à 45°C) et le projet devra donc recourir à une production biomasse complémentaire. Le taux d'ENR sera de 80% pour ce projet.



Chaufferie de bois du réseau de chaleur rive droite

Saint-Jean Belcier

Ce réseau de chaleur alimenté principalement par l'incinération des ordures ménagères à Bègles (Astria) a été mis en service en novembre 2016. Les extensions et la gestion du réseau, depuis l'usine Astria, sont confiées à la société Energie des quartiers, dans le cadre d'une concession. Ce réseau se déploie progressivement au rythme de l'avancée des projets urbains portés par l'EPA Bordeaux Euratlantique.
La montée en charge du réseau s'est accélérée en 2018 avec la mise en service de 6 nouvelles sous-stations et le raccordement de 342 logements. Ainsi les ventes de chaleur ont doublé par rapport à l'exercice 2017 (3 082 MWh). Pour mémoire, au terme du projet, il s'agit de livrer plus de 60 GWh/an sur 150 bâtiments, soit 18 000 équivalents-logements.
L'année 2018 a été marquée par le démarrage de l'extension vers le centre-ville de Bordeaux où le réseau desservira plusieurs bâtiments publics et notamment le Conservatoire de Bordeaux.

Bordeaux Les Aubiers

Ce réseau de chaleur est porté par deux bailleurs sociaux, Aquitanis et Domofrance. Il sera mis en service en 2020 avec un réseau de 1,3 km pour desservir 1 350 logements. Le foncier nécessaire pour construire la chaufferie utilisant principalement de la biomasse – avec 3 MW de puissance installée - est mis à disposition par Bordeaux Métropole.

Développer le solaire thermique et photovoltaïque

Développement des installations photovoltaïques sur le patrimoine public

Des études d'opportunité d'installation de panneaux photovoltaïques ont été conduites sur le patrimoine de Bordeaux Métropole et de la Ville de Bordeaux. Ainsi, un opérateur est en cours de recrutement pour concevoir, investir et exploiter des ombrières photovoltaïques sur une dizaine de parkings (P+R notamment). Le potentiel de développement s'élève à 6 MW.
De plus, en 2018, des panneaux photovoltaïques ont été intégrés dans les programmes de travaux au dépôt de bus de Lescure et au dépôt de tram à Bastide.

Mais aussi...

• La centrale photovoltaïque sur le site de Bordeaux-Labarde sera mise en service fin 2020 (puissance installée de 34 MW). Les premiers aménagements ont débuté. Cette centrale sera potentiellement étendue au sud. Des études de faisabilité ont été démarrées sur le secteur Labarde-Sud en particulier sur le volet dépollution. Le potentiel de développement photovoltaïque est de 10 MW.
• Financement participatif : deux écoles des quartiers Saint-Augustin et de Caudéran ont été identifiées comme pouvant accueillir des projets d'énergies renouvelables citoyens. Ce projet fait l'objet actuellement d'une étude.

Développer la filière bois-énergie tout en préservant la qualité de l'air

Plan « chauffage au bois et qualité de l'air »

La lutte contre la pollution atmosphérique est un enjeu majeur de santé publique. Sur l'agglomération bordelaise, les niveaux de pollution mesurés depuis 10 ans connaissent globalement une baisse significative. Lors des épisodes de pollution aux particules, la contribution du chauffage au bois est majoritaire et peut représenter jusqu'à 70% des émissions de PM10. Avec 550 GWh, la biomasse représente 11 % de la consommation énergétique totale des logements métropolitains et constitue la première énergie renouvelable des particuliers. Une étude conduite en 2018 a permis de connaitre la contribution du bois énergie dans l'attente des objectifs de la transition énergétique et de scénariser ses impacts en termes de qualité de l'air.

Bordeaux Métropole souhaite mettre en œuvre un plan « chauffage au bois et qualité de l'air », permettant de réduire les impacts atmosphériques liés à la combustion du bois de chauffage, tout en développant son usage à travers le chauffage au bois granulé. Ce plan accompagnera le renouvellement des appareils individuels de chauffage au bois vétustes, ainsi que la conversion du chauffage au fioul vers des appareils de chauffage au bois granulés.

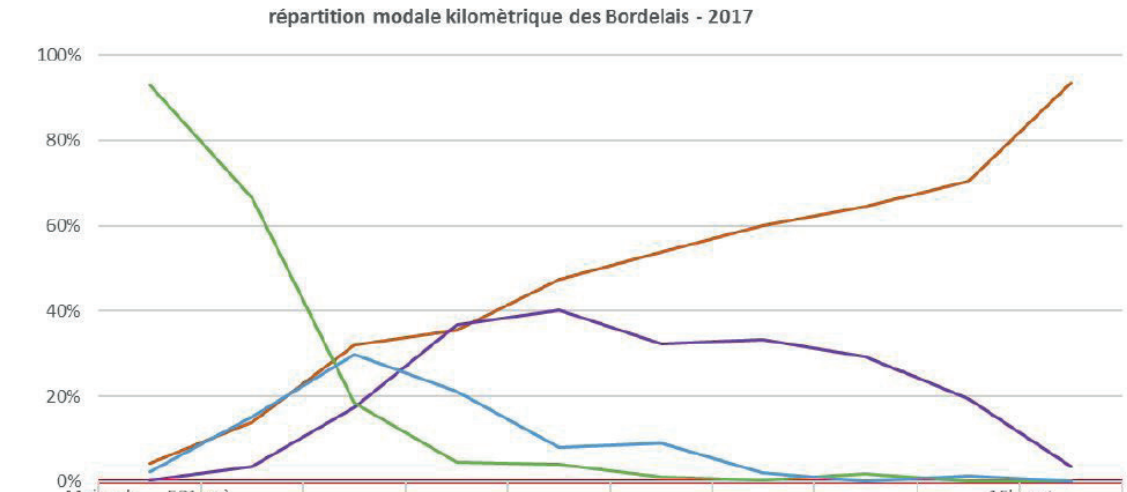
Mais aussi...

- La 21ème édition des Assises européennes de la transition énergétique sera organisée à Bordeaux, du 28 au 30 janvier 2020. Ce colloque a pour principal objectif de démontrer que les collectivités jouent un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des politiques énergétiques territoriales en lien avec les autres domaines de la politique urbaine : urbanisme, habitat, économie, environnement, social. Les éditions bordelaises de 2015 et 2017 ont réunis plus de 3 000 congressistes autour des enjeux de la transition énergétique en mettant en avant les actions portées par les collectivités. Des débats, des ateliers et des temps d'échanges sur les bonnes pratiques et les projets innovants des collectivités et des entreprises sont proposés. Au travers du Carrefour des métiers, cette manifestation invite les lycéens, étudiants et professionnels à se rencontrer pour présenter les nouvelles filières professionnelles et proposer des offres d'emplois. En complément, initié en 2017, lors de la précédente édition bordelaise, il est proposé de définir avec les acteurs locaux (associations, entreprises et communes), un programme d'animation à destination du grand public appelé le « off » des Assises européennes de la transition énergétique. Celui-ci se tiendra du 31 janvier au 16 février 2020.

Réduire l'usage de la voiture dans une optique d'optimisation pour apaiser la circulation et réduire les nuisances

Répartition kilométrique par mode de déplacement

45% des déplacements des Bordelais font moins d'1 km. La marche reste le mode principal pour les déplacements inférieurs à 1 km. Elle devient quasi nulle au-delà de 4 km. Il est à noter que le point d'intersection des courbes de la voiture et de la marche à pied se fait plus loin en 2017 qu'en 2009, ce qui indique que le choix de la marche à pied par rapport à la voiture se fait désormais sur une distance plus longue. Le vélo a son point maximum au-delà des 2 km, alors qu'en 2009, il était en deçà du 1er km. Les transports urbains trouvent leur pertinence pour les usagers effectuant des déplacements de plus de 1 km en 2017 contre 2 km en 2009. Ceci signifie que les métropolitains privilégient de plus en plus les modes alternatifs à la voiture pour les courtes distances allant jusqu'à 2 km, contre moins d'1 km en 2009.



	Moins de 500 m	501 m à 1000 m	1 à 2 km	2 à 3 km	3 à 4 km	4 à 5 km	5 à 7 km	7 à 10 km	10 à 15 km	15km et plus
VP	4%	14%	32%	35%	47%	54%	60%	64%	70%	94%
TCU	0%	3%	17%	37%	40%	32%	33%	29%	19%	4%
MàP	93%	66%	19%	4%	4%	1%	0%	2%	0%	0%
Vélo	2%	15%	30%	21%	8%	9%	2%	0%	1%	0%

Amélioration de la logistique urbaine

Les expériences menées sur le dégroupage se développent progressivement. Les Triporteurs bordelais, Urby ou l'Atelier remue-ménage sont notamment très actifs. Une nouvelle zone dédiée est en projet pour l'année 2020 sur le parking des allées de Chartres. De plus, un travail est engagé avec les grandes enseignes de distribution des métiers de bouche (Métro, Promo Cash, le MIN) pour optimiser la gestion des flux.

Déploiement de bornes de recharges véhicules électriques

Quatre nouveaux sites ont été équipés en 2018 (Pessac Bersol, Bègles Cité numérique, Cenon place Mitterrand, Artigues sur la zone d'activités), ce qui porte à 18 le nombre total de bornes à recharge rapide opérées par la Métropole, pour un total de 35 places (22 en 2017). Concernant Bordeaux, à ce jour, le nombre de places de stationnement (parcs de stationnement, parcs relais) avec borne de recharge pour véhicules électriques est de 126 (113 en 2017).
Plusieurs entreprises développent des services d'autopartage, en particulier Bluecub avec plus de 5 500 abonnés et 200 voitures en circulation en 2019, et Citiz qui a installé à ce jour 32 stations sur la ville de Bordeaux.

Déploiement des aires de covoiturage

Le programme de développement des aires de covoiturage se poursuit sur la métropole. Plusieurs nouvelles surfaces ont été mises en service fin 2018, comme Martignas Intermarché et Mérignac BA106 sur le secteur de l'Aéroparc. Une convention va également être passée avec le Centre commercial Rives d'Arcins pour une aire de covoiturage de 50 places. De plus, le réseau projeté de couloirs bus ouverts au covoiturage s'étoffe. La concertation autour du prolongement de l'aménagement de l'avenue Marcel Dassault est en cours. De même, la Métropole accompagne le Département pour la création de voies de covoiturage en limite du territoire : RD106 à l'approche de l'aéroport ou RD113 en limite de Bouliac.

Toutes ces actions contribuent à l'apaisement de la circulation et à la réduction des nuisances sur Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux.

Charte d'engagement « free-floating »

Une charte d'engagement des opérateurs de « free-floating » sur le territoire de Bordeaux Métropole a été adoptée en juin 2019. Elle permet aux communes de délivrer à chaque opérateur une Autorisation d'Occupation du Territoire (AOT).

Cette autorisation est accordée sous réserve de respecter les trois exigences suivantes :

- le paiement aux communes d'une redevance en échange de la délivrance de leur AOT (30€/trottinettes/an ; 30€/par vélo/par an ; 50€/scooter/ par an- montants qui restent indicatifs) ;
- la limitation du nombre global d'objets déployés par opérateur ;
- et l'obligation, tant pour les opérateurs que pour leurs clients de stationner dans les zones définies par les communes.

Ces services (vélos, scooters électriques et trottinettes) sont mis en libre-service dans l'espace public par des opérateurs privés et utilisables via une application sur smartphone qui permet de débloquer un cadenas.

Favoriser l'usage du vélo et de la marche

Sur la commune de Bordeaux, la pratique du vélo a augmenté de 10,5% en 2018 par rapport à 2017. La fermeture en juillet 2018 du Pont de pierre a contribué à cette hausse significative. Le bilan provisoire 2019 révèle une évolution de 11% de la pratique du vélo.

Les aménagements cyclables ont peu évolué en 2018 au profit du déploiement des zones d'apaisement des vitesses et de la mise en place de zones 30 et de rencontre permettant la mixité du trafic.

35 km pistes et voies vertes (-3%)
100 km bandes et couloir bus (-1%)
67 km zones 30 (+18%)
22 km zones de rencontre (+25%)
38 km espaces partagés avec piétons (+12%)

Grâce au réseau des Maisons de mobilités, il y a eu 2 118 prêts de vélo effectués en 2018 avec une flotte composée de 2 677 vélos classiques, 141 vélos à assistance électrique, 35 vélos pliants, 12 vélos-cargos et 8 tricyles pour adultes.

Bilan du 2ème plan vélo

Le bilan du 2ème plan vélo, qui sera présenté aux partenaires en décembre prochain, a permis de mettre en évidence une forte croissance de la pratique du vélo depuis 2016.



La pratique du vélo est désormais parfaitement ancrée dans les habitudes des habitants de l'agglomération puisque :
• 1 bordelais sur 5 (et 1 métropolitain sur 7) utilise le vélo comme mode de déplacement principal ;
• 1 bordelais sur 3 (1 métropolitain sur 5) est un cycliste régulier avec au moins 3 utilisations par semaine du vélo ;
• Chaque jour 80 000 métropolitains dont 40 000 bordelais font au moins une fois du vélo.

L'actuel plan vélo métropolitain, qui prendra fin en 2020, sera poursuivi par un grand plan de développement des modes doux incluant le vélo, la marche à pied et, à titre plus accessoire, les nouveaux modes de mobilité « propres », sur la période 2021-2024.



Aménagement d'une vélo-rue

L'axe reliant le centre ville au centre hospitalo-universitaire se révèlait stratégique pour la circulation cycliste mais peu confortable sur certains tronçons.
Un premier tronçon de la vélo-rue Jean-Renaud Dandicolle a été aménagé en octobre dans la portion comprise entre les rues Mathieu et Héron. La gestion par feux du carrefour des boulevards avec les rues Dandicolle/Mestrezat est maintenue. Toutefois, ce carrefour a été réorganisé avec la suppression de l'accès à la rue Dandicolle pour les véhicules motorisés arrivant du boulevard extérieur (depuis le stade) ou de la rue Mestrezat. Seuls les vélos peuvent continuer à effectuer ces mouvements. La traversée piétonne des boulevards existant au sud a du coup été supprimée et re-créée au nord.

Un second tronçon de la vélo-rue Dandicolle a été aménagé en 2019 entre la rue François de Sourdis et la place Rodesse, avec l'inversion du sens de circulation de cette portion.



Aménagement du cours Maréchal Juin

Une première tranche d'aménagement cyclable a été réalisée en 2019 cours Maréchal Juin sur une distance de 500 m entre la rue Bel Air et la rue François de Sourdis. Les cyclistes et autres modes doux peuvent désormais circuler sur une bande large de 4 m offrant davantage de confort et de sécurité. Une prochaine tranche est prévue jusqu'aux boulevards sur une distance de 800 m dans les deux sens de circulation.
Dans le cadre de cet aménagement, un giratoire a également été créé pour améliorer la fluidité de la circulation sur cet axe permettant ainsi de rénover l'éclairage public et d'intégrer une partie végétalisée.

Des comptages ont été réalisés en septembre 2017 pour mesurer l'efficacité de l'aménagement. Sur 24h, 4 630 vélos pour 10 000 véhicules motorisés ont été comptabilisés, soit pour 2 voitures, il y a 1 vélo en circulation.

2ème édition du Vélotour à Bordeaux



Le dimanche 15 septembre a eu lieu la 2ème édition du Vélotour à Bordeaux. Départ quai des Sports Saint-Michel, le parcours est passé à Floirac, Bègles et de retour à Bordeaux. Les trois lieux plébiscités par les participants ont été l'Arkéa Arena, l'Arena Parcub et l'Université de Bordeaux à La Victoire.

4 800 participants en 2019 (+600 participants par rapport à la 1ère édition de 2018)

19% de bordelais ont participé

Perspectives

- Lancer une expérimentation d'éolienne urbaine à axe vertical sur le site de Bordeaux Métropole Energies
- Réaliser un schéma directeur des énergies renouvelables pour le patrimoine public
- Couvrir 100% des besoins électriques par de l'électricité verte pour le patrimoine public
- Définir un plan d'actions sur la logistique urbaine alliant mobilités et aménagement économique
- Développer les actions de coopération avec les territoires voisins (intermodalité, points ferrés, car-express)
- Poursuivre les travaux de modernisation de l'éclairage public (tunnels, système communicant à détection)
- Mise en oeuvre à venir du Plan de déploiement des bornes de recharge électrique
- Mise en place à venir d'espaces de stationnement gratuits pour les covoitureurs
- Mise en oeuvre du nouveau Plan modes doux

Préserver et valoriser les 50% d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Faire émerger et mettre en oeuvre une politique agricole métropolitaine, alimentaire et durable

SIVU Bordeaux-Mérignac : une politique d'achats durable et de qualité

La loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible a été adoptée après les États généraux de l'alimentation organisés du 20 juillet au 21 décembre 2017. La loi Egalim instaure l'obligation de servir des repas «dans les restaurants collectifs dont les personnes morales de droit public ont la charge» qui comprennent une part au moins égale à 50% de produits bénéficiant de labels ou issus des circuits courts et au moins 20% de produits issus de l'agriculture biologique. Les labels autorisés dans les 50% ont été fixés par un décret du 23 avril 2019.

En 2018, 29% de l'approvisionnement au SIVU Bordeaux-Mérignac est issu de circuits courts dont 43% en agriculture conventionnelle et 57% en agriculture biologique. 100% des fruits et légumes sont d'origine France dont 77% d'une ressource locale (<200 km). Concernant spécifiquement le bio, la part dans l'approvisionnement s'élève à 30,47% contre 27,4% en 2017. Labellisé « Etablissement Bio Engagé », le SIVU dépasse les objectifs de 20% de bio dans la restauration scolaire fixés par le Grenelle et la loi EGALIM.

Acteur de la solidarité territoriale, le SIVU poursuit son action depuis 7 ans auprès de la Banque Alimentaire, les dons représentant 3,7 millions de repas par an. La baisse de 13,43% (en tonnage) de dons à la banque alimentaire en 2018 est liée au travail mené sur la maîtrise des excédents de production.

Frigo zéro gaspi

La Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole soutiennent le CREPAQ, Centre ressource d'écologie pédagogique de Nouvelle-Aquitaine, pour le déploiement de frigos zéro gaspi sur le territoire.
Ces équipements installés sur la voie publique permettent à chacun de déposer ou récupérer un aliment. Ils sont tous en libre accès 24h/24h, dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité alimentaire. Accompagner le développement de frigos zéro gaspi sur le territoire vise ainsi à créer des espaces et de solidarité tout en encourageant la récupération et la revalorisation alimentaires.

Projet Alimentaire Territorial de la Ville de Bordeaux

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) à vocation sociale de Bordeaux vise l'accès à une alimentation saine, durable et accessible à tous. Autrement dit, il s'adresse à tous les Bordelais de manière inclusive avec une attention particulière aux publics fragiles ou vulnérables. Ce PAT s'inscrit par ailleurs dans la dynamique métropolitaine de gouvernance alimentaire. Le Conseil consultatif de gouvernance alimentaire durable (CCGAD) de Bordeaux Métropole est l'instance de coordination et de mobilisation des acteurs locaux de la chaine alimentaire. Plusieurs actions ont été mises en œuvre dans ce cadre : poursuite de l'aménagement de la trame verte sociale avec de nouveaux jardins collectifs, animation des Relais Popote, collecte de repas par des associations auprès des écoles primaires de Bordeaux, installation de frigos zéro gaspi. La sensibilisation à l'alimentation durable et le renforcement du maillage des acteurs sont parmi les axes prioritaires identifiés lors du bilan du PAT réalisé en septembre 2019.
Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en 2019 pour soutenir 8 associations sur des projets d'alimentation durable et de qualité.



Installation d'un maraîcher sur une propriété de la Ville de Bordeaux

Afin de relocaliser la production agricole sur le territoire, la Ville de Bordeaux, en partenariat avec la SAFER, a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour mettre à disposition le site de l'ancienne pépinière du centre de culture au Haillan. La sélection du candidat est en cours et un bail rural à clauses environnementales devrait être signé début 2020.

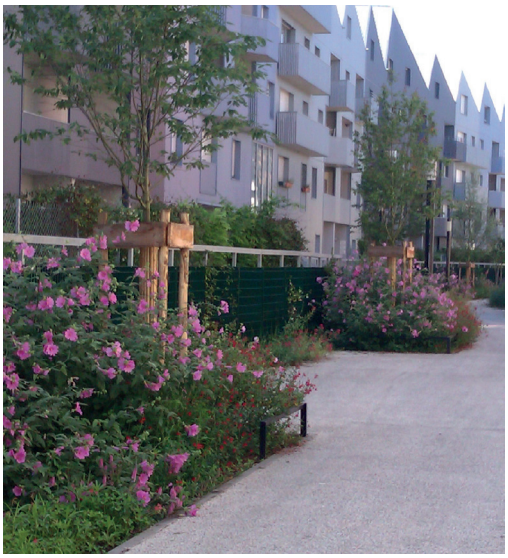
Développer une expertise environnementale intégrée au service des projets d'aménagement

Passage progressif en Zone 30 de l'intra-boulevard

Afin d'apaiser la circulation dans la zone intra-boulevard à Bordeaux, l'aménagement de zones apaisées est progressivement déployé tout en conservant des axes de circulation structurants. De nombreuses actions sont menées en parallèle pour limiter la place de la voiture et encourager le report modal vers d'autres modes de déplacement (vélo, transport en commun). Les zones apaisées font l'objet d'un marquage simple des entrées et sorties, d'une généralisation des doubles-sens cyclables et d'une systématisation de la priorité à droite.

Poursuite de l'aménagement des sentes du quartier des Bassins à Flot

Dans le cadre de la réalisation des aménagements d'espaces publics du quartier des Bassins à flot, plusieurs kilomètres de cheminements doux ont été réalisés. Ces sentes réservées uniquement à la circulation des piétons et des 2 roues non motorisés sont aménagées avec une partie minérale et une partie végétalisée avec la plantation d'arbres et de fleurs. Orientées dans le sens Nord-Sud, elles sont toutes dirigées vers les bassins, ce qui offre une belle perspective pour les promenades.
Actuellement, 2 km de sentes ont été aménagées, représentant 11 405 m², 470 arbres et une grande variété plantée. Chaque sente présente une ambiance différente avec une couleur de fleurs dominante et par conséquent des odeurs différentes.





Aménagement des espaces publics à l'angle Turenne-Renan

Le carrefour Turenne/Renan et Renan/Dubreuil/Lyon offrait des espaces de voirie dégradés, support de vitesses excessives des véhicules motorisés, et peu adaptés pour les modes de déplacement doux. L'aménagement réalisé a permis de valoriser la qualité architecturale et patrimoniale des lieux, de redistribuer les espaces de voirie au profit des piétons et cycles en leur offrant des itinéraires spacieux, confortables et sécurisés. Des espaces propices à la convivialité et au repos ont été créés : espace de marché devant la boulangerie, bancs sous de nouveaux espaces ombragés, arceaux vélos et stations V3 agrandie… Le carrefour à feux au droit de Turenne/Renan a été supprimé, et des plateaux surélevés permettent aujourd'hui de temporiser la vitesse des véhicules tout en créant une unité de lieux avec les espaces piétonniers.

Promouvoir la biodiversité en ville et sensibiliser le public

Opération « Ma métropole sans pesticide »

Engagée depuis 2007, la Ville de Bordeaux poursuit ses actions visant l'amélioration de la gestion des espaces verts. Depuis 2015, de nombreuses actions sont menées en faveur d'un embellissement durable : plantation de vivaces ou de bulbes naturalisables, économie d'eau, utilisation d'amendements et engrais organiques, paillage des sols, 0 phyto…

En 2018, cette stratégie a été renforcée par la démarche d'intégration de végétaux labellisés « Végétal local », ressources particulièrement adaptées aux pollinisateurs locaux. De plus, afin de sensibiliser les habitants, des visites des cimetières en gestion 0 phyto ont été proposées sur Bordeaux pour faire découvrir la biodiversité urbaine. Un livret de la flore des trottoirs est également en cours de réalisation.

Un verger de variétés fruitières anciennes a été inauguré au mois de mai 2019 à la Réserve Ecologique des Barails. Ce projet, réalisé en partenariat avec le Conservatoire du Végétal Régional d'Aquitaine, a permis d'aménager sur 20 000 m² et dans une démarche de permaculture, un verger composé de 250 arbres fruitiers, 344 arbustes et 275 vivaces.



13,7% couverture arborée public/privé sur le territoire bordelais

600 ha d'espaces verts à Bordeaux

5 820 fosses de trottoirs réalisées à Bordeaux depuis 2013 (dont 1 287 en 2018)

1 000 arbres plantés en 2018 à Bordeaux

Lancement du Plan Canopée et création d'un Comité de l'arbre

Le 8 juillet 2019, le Conseil municipal de Bordeaux a adopté un vœu à la majorité, portant sur les créations d'un Plan Canopée et d'un Comité de l'arbre. Le 7 octobre 2019, un règlement de protection des arbres et un barème d'indemnisation ont été votés afin d'améliorer la préservation de son patrimoine arboricole.

L'objectif du Plan Canopée est d'atteindre 3000 arbres plantés par an (contre 1000 aujourd'hui) conduisant à 20 000 arbres plantés d'ici 2025 et ainsi augmenter la proportion de surfaces boisées à l'échelle de la ville.

Le règlement a quant à lui l'objectif de sensibiliser tous les acteurs sur la valeur du végétal, sur la nécessité de le protéger et de sanctionner ceux qui ne respecteraient pas les conditions techniques prescrites. En cas d'atteinte, un barème d'indemnisation, fondé sur la valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre, permet une évaluation des dommages et du préjudice subi.

Enfin, le Comité de l'Arbre rassemblera différents acteurs (associations, chercheurs, élus, services) autour des enjeux de l'arbre et émettra un avis sur chaque coupe d'arbre.

Végétalisation des cours d'école pour lutter contre les ilots de chaleur et l'artificialisation des sols

Durant l'été 2019, des travaux ont été conduits dans l'école maternelle Thiers à Bordeaux afin de créer des îlots de fraicheur dans la cour. Les plantations se feront durant l'hiver pour respecter le cycle de la végétation. Ces travaux ont également permis une évolution des jeux proposés aux enfants par un marquage au sol et une mise à disposition de tricycles et trottinettes pour favoriser la motricité 2D.





Exemples de végétalisation de la cour d'école Thiers à Bordeaux (avant-après)

Lutter contre toutes les formes de pollution



Exemple de mur anti-bruit érigé en 2014 dans le cadre de la LGV SEA

Plan de prévention du bruit dans l'environnement métropolitain

Du 16 septembre au 15 novembre 2019, le plan de prévention du bruit dans l'environnement métropolitain a été proposé en consultation sur le site Internet Participation de Bordeaux Métropole.
L'ensemble des remarques formulées sera intégré au Plan avant sa présentation au Conseil métropolitain du mois de décembre.

Ce plan d'actions vise à résorber les situations critiques, prévenir la dégradation de l'environnement sonore des autres secteurs urbanisés, à préserver la qualité sonore des secteurs remarquables.

- **4 sources de bruit considérées :** routier, ferroviaire, aéroportuaire, industriel
- **10,8% des habitants** soumis à des niveaux de bruit routier supérieurs aux valeurs limites
- **3 typologies de zones à enjeu de bruit :** zones de bruit critique (traiter), zones de conflit potentiel (anticiper), zones calmes (préserver)
- **22 mesures nouvelles** inscrites au plan d'actions

Bilan de la qualité de l'air en 2018

En 2018, les indices de la qualité de l'air ont été relativement bons en Gironde. Le nombre de jours présentant un indice « très bon » à « bon » est de 275 jours à Bordeaux (contre 280 en 2017). Sur l'année, une seule journée (contre 8 en 2017) a présenté un indice « mauvais » à « très mauvais ». La comparaison globale des indices avec ceux des années antérieures montre que le bilan 2018 est globalement bon au regard des bilans annuels constatés depuis 2012.

Les valeurs limites relatives au dioxyde d'azote (NO_2) et aux particules (PM10) sont respectées sur l'ensemble des sites de mesure en 2018. Les moyennes annuelles maximales ont été relevées sur la station sous influence trafic de Bordeaux-Gautier : 40 µg/m3 pour le NO_2 (valeur limite : 40 µg/m3), et 25 µg/m3 pour les PM10 (valeur limite : 40 µg/m3).

De plus, des épisodes de pollution aux particules (PM10) sont observés chaque année en période hivernale en raison de l'augmentation des émissions liées au chauffage et de conditions météorologiques souvent défavorables à la dispersion des polluants : 7 jours d'épisodes de pollution ont été enregistrés en 2018 (contre 12 en 2017) dont 4 jours de dépassement du seuil d'information/recommandations et 3 jours de dépassement du seuil d'alerte.

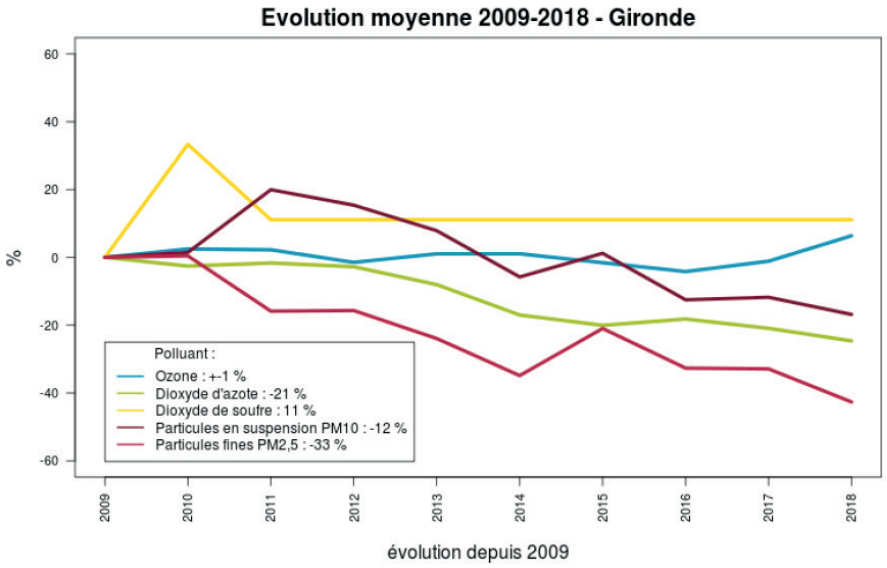
Concernant l'ozone, une tendance à la hausse des concentrations est observée en raison notamment des conditions météorologiques avec un fort ensoleillement et des températures élevées. De même qu'en 2017, les valeurs limites de qualité relatifs à l'ozone ont été dépassées sur l'ensemble des sites de mesure en Gironde en 2018.

EN 2018

40 µg/m³ pour le NO_2
moyenne annuelle maximale
(2017 : 37µg/m³)

25 µg/m³ pour les PM10
moyenne annuelle maximale
(2017 : 23µg/m³)

7 jours épisodes de pollution
(2017 : 12 jours)



Source : ATMO Nouvelle-Aquitaine

Depuis 2008, la tendance générale à l'échelle de la Gironde est à la baisse pour l'ensemble des polluants (-21% pour le NO2, -12% pour les PM10, -33% pour les PM2,5) à l'exception de l'ozone qui connaît une relative stabilité. Une hausse des teneurs moyennes en dioxyde de soufre est enregistrée mais cette évolution doit être relativisée compte tenu de la faiblesse des niveaux mesurés, la quasi-totalité des mesures étant sous la limite de quantification des appareils.

Campagne de mesures sur les pesticides dans l'air

La campagne de mesures sur les pesticides dans l'air a été poursuivie en 2018 par l'ATMO Nouvelle-Aquitaine. Les 7 sites, dont 4 sites fixes, sont répartis à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine (Limoges, Poitiers, Cognaçais, Médoc, Landes et Bordeaux). Le site de Bordeaux est en zone urbaine au niveau du jardin botanique.

Cette campagne de mesure des pesticides a permis de mettre en évidence que, malgré l'hétérogénéité de l'environnement agricole des différents sites et leur distance géographique, des substances actives communes ont été retrouvées parmi celles qui dominent dans l'air des 7 sites en 2018. Parmi ces substances, les principales sont : le chlorothalonil (fongicide des céréales, aussi autorisé sur la vigne), le folpel (fongicide de la vigne), le prosulfocarbe (herbicide des céréales d'hiver), le triallate (herbicide utilisé sur céréales et oléagineux).

De plus, l'évolution des concentrations mesurées en site urbain ou en site rural au cours de l'année suit le calendrier des traitements des cultures agricoles. A proximité des vignes (Médoc, Cognaçais et Bordeaux), les pics sont atteints durant les traitements fongicides de l'été. Ceci illustre le transfert des molécules par l'air depuis les surfaces agricoles vers les zones urbaines.

Publication de l'Observatoire régional de la santé en Nouvelle-Aquitaine

L'Observatoire régional de la santé en partenariat avec Bordeaux Métropole, Atmo, l'ARS et la Cellule d'intervention en Région (Cire) ont publié en 2019 une information sur l'impact de la pollution atmosphérique sur la santé des habitant de Bordeaux Métropole.
En synthèse, les zones les plus densément peuplées sont les zones les plus impactées comme les boulevards, les quais et le centre-ville de Bordeaux. De plus, l'impact sur la santé est dominé par l'exposition au jour le jour à des niveaux de pollution inférieurs aux seuils réglementaires.

Les actions poursuivies sont les campagnes de mesures de pesticides au Jardin Botanique de Bordeaux, la programmation d'une campagne de mesures de la qualité de l'air à proximité des UVE de Cenon et Bègles pour 2020 et le projet AIRQ+ avec le développement d'un outil d'évaluation de l'impact sanitaire de la pollution de l'air (fin 2019 et 2020).

Projet Regard sur les micropolluants

Le projet Réduction et gestion des micropolluants sur la métropole bordelaise (REGARD), piloté par Bordeaux Métropole et le centre de recherche et de développement de Suez le Lyre, est un programme de recherche local sur la pollution des milieux aquatiques par les micro-polluants. Différentes expérimentations ont été conduites sur des solutions de réduction à la source, préventives et curatives.

Le colloque de restitution finale du projet REGARD sur les micropolluants a eu lieu en juin 2019 à la Cité du Vin à Bordeaux. Ce projet a permis d'identifier les substances les plus préoccupantes et prioritaires sur lesquelles agir pour mettre en œuvre des mesures de réduction des rejets. Une exposition permet de sensibiliser les habitants sur l'impact de leurs pratiques.



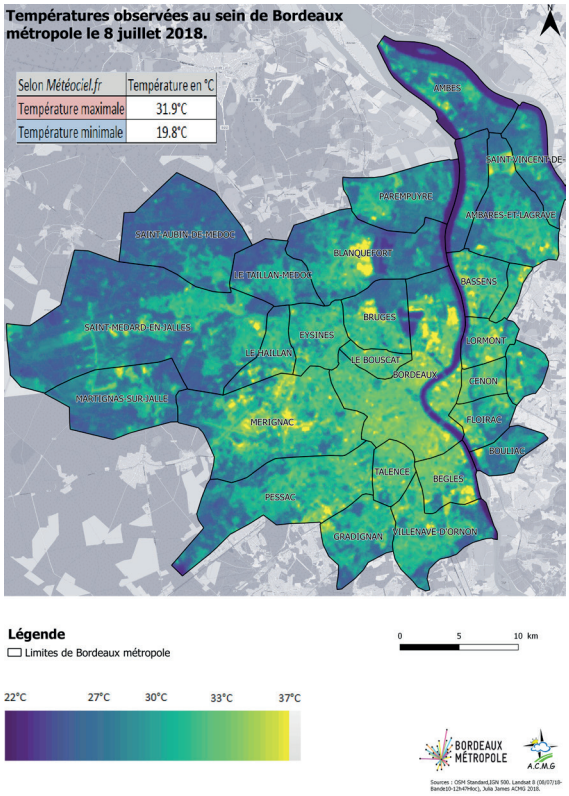
Engagement dans la charte Villes & Territoires « sans perturbateurs endocriniens »

La Ville de Bordeaux mène déjà de nombreuses actions pour diminuer progressivement l'exposition des habitants aux perturbateurs endocriniens : Contrat Local de Santé, démarche zéro phyto, promotion d'une alimentation saine et durable réalisée dans le cadre du Conseil Consultatif de Gouvernance Alimentaire Durable, évolution des contenants alimentaires dans les cantines scolaires, etc…. Pour prolonger et amplifier cette démarche vertueuse et diffuser largement les connaissances sur ce sujet, la Ville de Bordeaux a signé, en juin 2019, la charte Villes & Territoires « sans perturbateurs endocriniens » et s'est ainsi engagée à mener un plan d'actions sur le long terme visant à réduire l'exposition de la population aux perturbateurs endocriniens et à faire état des actions engagées tous les ans.

Engagement zéro plastique à usage unique

La consommation de plastique a été multipliée par 20 sur la planète au cours des cinquante dernières années. 6% de la production de pétrole au niveau mondial est utilisée pour produire du plastique. On estime que ce chiffre sera de 20% en 2050. La Ville de Bordeaux souhaite se positionner comme un acteur clé de la suppression des produits plastiques à usage unique au profit du réutilisable. Un plan d'action sera proposé au Conseil municipal du 20 novembre 2019. Il comprend 8 familles d'actions, reflets de la multiplicité des leviers dont la Ville dispose pour réduire la pollution liée aux plastiques et faire progresser les alternatives à l'usage unique.

Contribuer à l'adaptation au changement climatique



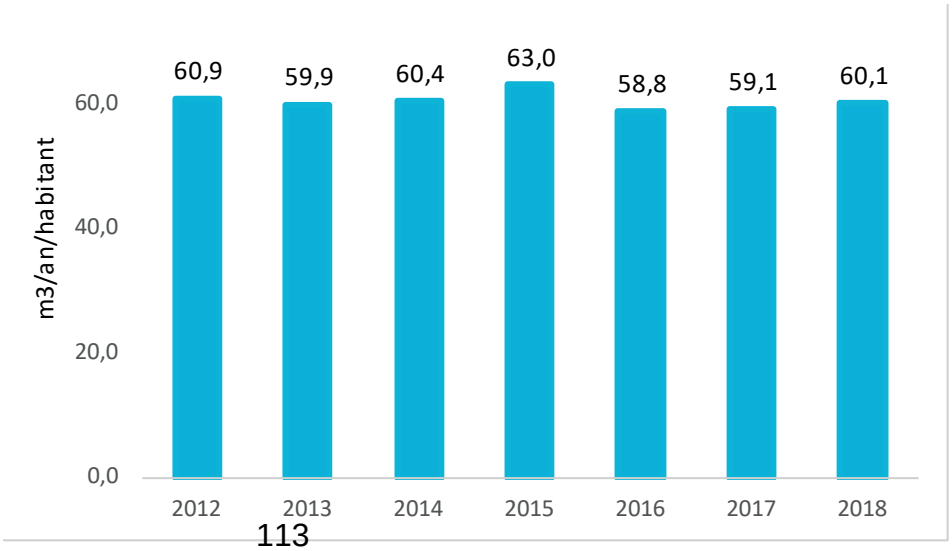
Lutte contre les îlots de chaleur urbains

L'outil, « Score ICU » (Ilot de Chaleur Urbain), est un outil à destination des aménageurs leur permettant de visualiser l'impact des aménagements sur le confort climatique et d'orienter leurs choix d'aménagement. Innovant et simple, cet outil calcule un score compris entre 0 et 1 selon les aménagements prévus ou réalisés. En 2018, les séances de formation ont été poursuivies au sein des services de la Ville de Bordeaux et de la Métropole afin de systématiser l'analyse dès la conception des projets d'aménagement. Sur Bordeaux, 6 projets ont été étudiés en 2018, notamment sur la zone d'aménagement de Brazza, la rue de Nuits ou encore la place Nansouty.
Enfin, la cartographie des îlots de chaleur a été mise à jour et sera disponible en décembre 2019 sur la plateforme d'open data.

De plus, à l'échelle du territoire métropolitain, un diagnostic de vulnérabilité a été réalisé. Les conclusions de ce diagnostic permettront de compléter la stratégie actuelle sur l'adaptation au changement climatique.

Accompagner la maîtrise des consommations d'eau

Consommation d'eau en m³/an/habitant



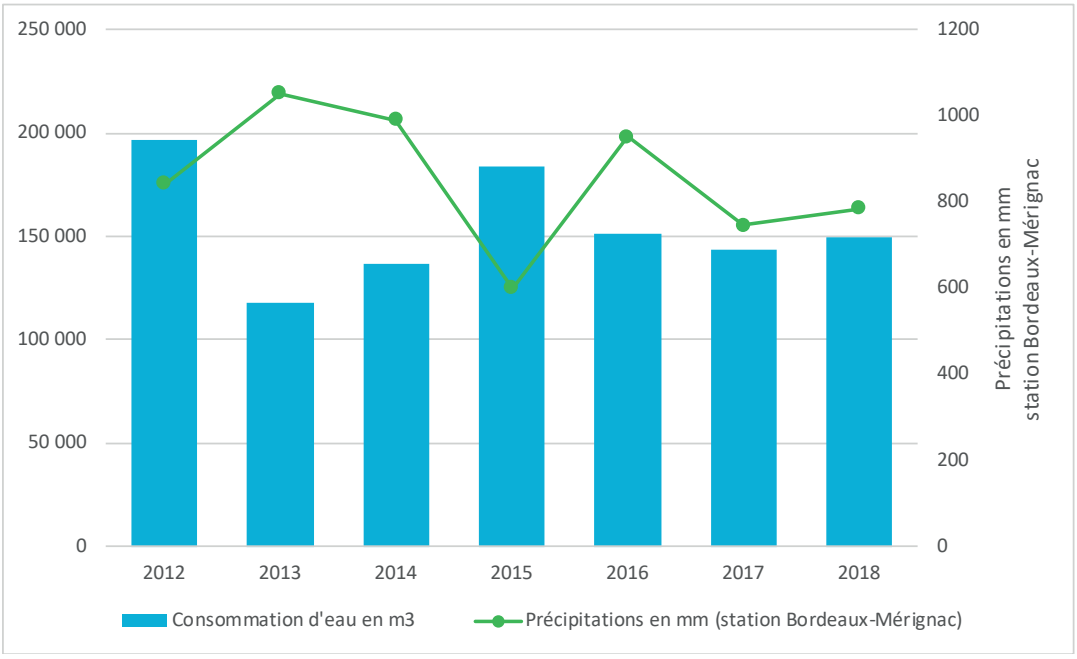
113

Sur le territoire

La consommation totale sur Bordeaux en 2018 a été de 15,4 Mm³ contre 15 Mm³ en 2016, soit une hausse de 3% (voir fig. 7), liée en partie à l'augmentation du nombre d'abonnés (+1,2% à Bordeaux de 2017 à 2018) , le nombre de compteurs passant ainsi de 10 786 à 11 237.
La consommation d'eau moyenne par habitant a augmenté de 1,7% (60,13 m³/an/hab contre 59,12 m³ en 2017). Une consommation d'eau significativement plus importante est observée pendant la période estivale. L'année 2018 se démarque par des températures au-dessus des normales saisonnières et qui en fait, l'année la plus chaude depuis le début du XXIIème siècle devant 2014 et 2011. En regardant les écarts de températures des dernières années, il est à noter une augmentation significative de ceux-ci et toujours au-dessus des normales saisonnières. En revanche, La pluviométrie annuelle est légèrement excédentaire et la répartition relativement homogène par rapport aux normales saisonnières hormis le mois de septembre qui a vécu une période sèche (quasi-absence de pluie sur le mois).

Dans les espaces verts municipaux

Les services Parcs et jardins ont poursuivi leurs efforts d'économie d'eau avec une consommation se stabilisant autour de 149 Mm³, soit 81% de réduction par rapport à 2005, année de référence (781 707 m³). Le patrimoine n'a pas évolué entre 2017 et 2018.



Consommation d'eau dans les espaces verts de la Ville de Bordeaux en m³

Source : Ville de Bordeaux

Labellisation de la Plage du Lac

La plage de Bordeaux-Lac est labellisée depuis 2015 « Pavillon bleu ». Ce label distingue les plages et les ports de plaisance qui mènent une politique de développement touristique durable. Pour l'obtenir, la Ville de Bordeaux s'est investie sur la mise en place d'activités d'éducation à l'environnement, le tri sélectif sur la plage ou à proximité, la qualité de l'eau de baignade excellente sur les quatre dernières années et l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Perspectives

- Renforcer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal sur les critères climat-air-énergie
- Lancer (fin 2019) l'étude ATMO d'exposition à la pollution de l'air au voisinage de l'école Anne Sylvestre - Bordeaux Nord, puis généralisation de ces études aux établissements accueillant des personnes sensibles en 2020
- Mettre en oeuvre le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement
- Mettre en oeuvre le Plan zéro plastique
- Mettre en place des actions sur les trames sombre et noire pour préserver la biodiversité
- Poursuivre la désartificialisation des sols, notamment par la végétalisation des bâtiments publics et des cours d'école
- Publier le livret de la flore des trottoirs

114

Accompagner tous les acteurs vers la transition énergétique et écologique

Accompagner les publics vulnérables

Emploi Bordeaux

Au travers de la Maison de l'Emploi, la Mission locale, le PLIE ou Emploi Bordeaux, la Ville de Bordeaux coordonne de nombreux outils au service de l'insertion professionnelle. Trois rendez-vous ont été programmés au mois de mars 2019 pour renforcer le dispositif. Avec le Salon du recrutement en alternance, le Stage dating ou le Forum Jobs d'été, la Ville et ses partenaires ont organisé trois temps forts dédiés à la jeunesse, pour trouver une alternance, un stage ou un emploi saisonnier. L'objectif était de faciliter l'accès à l'emploi et l'entrée des jeunes dans la vie active, en leur faisant rencontrer les réseaux d'acteurs professionnels (entreprises, structures d'accompagnement, associations) apportant des solutions concrètes et immédiates. Plusieurs secteurs étaient représentés : santé, énergie, commerce, industrie, numérique, hôtellerie, restauration, animation.

De plus, la Mission locale accompagne chaque année près de 6 000 jeunes de 16-25 ans vers l'activité. En 2018, le chômage des moins de 25 ans a décru de 7%. La Maison de l'emploi sur l'ensemble de ses actions a, quant à elle reçu, conseillé, orienté accompagné 13 000 personnes en 2018 et a tissé des relations partenariales avec plus de 500 entreprises.

Le conseil de l'emploi de Bordeaux

La Ville de Bordeaux a pris l'initiative au printemps 2019 de réunir l'ensemble des partenaires associatifs de l'accompagnement à l'emploi. L'objectif était de partager les diagnostics, les approches des acteurs de l'emploi, de partager les actions et de rechercher les collaborations entre les partenaires.
Deux réunions ont été tenues depuis le printemps 2019. Des partenariats ont été définis, notamment sur le sourcing des demandeurs d'emplois pour répondre aux offres recrutement des personnels féminins dans la collecte des déchets ménagers à Bordeaux Métropole et à celles de Kéolis en recherche de conducteurs de bus. C'est au sein de ce conseil de l'emploi qu'a été lancée un appel à candidature pour mener à bien l'action qui suit : le groupe emploi compétences.

Le groupe emploi compétences

Les séniors (plus de 50 ans) représentent une catégorie de demandeurs d'emploi qui ne profite pas de la baisse globale du chômage, notamment ceux qui sont au chômage depuis plus d'un an. Afin de répondre à cette problématique, la Ville de Bordeaux a lancé une opération pilote visant à accompagner une soixantaine de séniors demandeurs d'emploi et à sensibiliser les entreprises sur l'intérêt d'intégrer dans leurs équipes ces compétences.
Il s'agit d'un travail en groupes d'une douzaine de personnes, avec une prise en compte des situations individuelles mais aussi une action collective de recherche partenariale d'emploi auprès des entreprises. Ces différentes sessions vont s'étendre du 1er octobre 2019 au 30 juin 2020. Elles feront l'objet d'évaluations et d'une analyse de synthèse sur l'efficacité de la méthode et les freins à l'embauche qui n'auront pas pu être levés.
La prescription des participants à ces groupes se fait en collaboration entre la Maison de l'emploi, le PLIE de Bordeaux et Pôle emploi. Le partenaire retenu pour animer cette action est l'association ACTIFS 33.

Mais aussi…

- En 2018, 114 732 heures d'insertion ont été réalisées grâce à la commande publique de la mairie de Bordeaux au profit de 572 bénéficiaires (106 960 heures, 450 bénéficiaires en 2017).
- En 2018, 79 % des marchés formalisés (+ 90 000 euros) de Bordeaux Métropole intègrent des clauses environnementales, 24,5% pour la Ville de Bordeaux.
- En 2018, le taux d'emploi légal handicap est de 7,31% pour la Ville de Bordeaux (6,6% en 2017) et de 9,7% pour le CCAS (10,1% en 2017).

Bordeaux labellisée pour l'égalité femmes-hommes

Depuis plusieurs années, la Ville de Bordeaux s'est engagée dans la lutte contre les inégalités. Elle promeut, soutient et met en œuvre plusieurs actions visant à valoriser et renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes et la diversité sur le territoire bordelais.

La Ville de Bordeaux, la Métropole et le CCAS ont été labellisés par l'Agence Française des Normes AFNOR pour l'égalité femmes-hommes et la diversité. Ces deux certifications ont été obtenues après plusieurs audits externes qui déterminent si la collectivité candidate respecte un cahier des charges très précis, garantissant tant en interne, qu'en externe l'égalité et la diversité.

Un plan contre les violences faites aux femmes

La Ville de Bordeaux a souhaité aller plus loin et a installé en 2018 une commission pour les droits des femmes composée des associations de ce champ, d'universitaires et des services municipaux et métropolitains. Cette commission a élaboré un plan en 10 actions adopté à l'unanimité le 8 juillet. Il prévoit notamment l'ouverture de 10 places pour l'hébergement d'urgence des femmes victimes de violences conjugales, la sensibilisation et l'information du public et des victimes avec l'ouverture d'un site internet dédié, la mise en place d'un réseau d'accès au droit pour les victimes et l'organisation d'assises métropolitaines sur les violences faites aux femmes qui associeront tous les acteurs concernés : Etat, Région, Département, communes, etc. Pour financer ce plan ambitieux, la Ville ouvre un appel à projets de 80 000 euros, qui s'ajoutent aux 20 000 euros déjà engagés sur cette thématique en 2019. Parallèlement, un appel à projets de 20 000 euros pour lutter contre les violences envers les personnes LGBT est ouvert à la suite de l'adoption à l'unanimité du plan de lutte contre l'homophobie et la transphobie le 29 avril 2019.

Renforcer la mobilisation et les solidarités internationales

Lancement de l'appel à projets eau 2019-2021

Bordeaux Métropole lance un nouvel appel à projets de solidarité internationale 2019-2021 dans le domaine de l'eau. L'objectif est de soutenir des projets d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous, et ainsi contribuer aux Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par l'Organisation des Nations Unies à l'horizon 2030. Depuis 2013, Bordeaux Métropole a activé le dispositif Oudin-Santini qui permet aux villes, groupements et syndicats, de consacrer jusqu'à 1% des ressources de leur budget de l'eau et de l'assainissement à des actions de solidarité à l'international dans ces domaines. Jusqu'à présent, le dispositif a permis à Bordeaux Métropole de soutenir 23 projets – dont 18 sur le continent africain – avec environ 300 000 bénéficiaires.



Association de l'Amour Vivant (ASLAV) – Projet en République Démocratique du Congo

« 11 délégations étrangères accueillies en 2018 sur les thématiques de développement durable »

Sommet Afrique France 2020

Bordeaux accueillera le 28ème Sommet Afrique France, du 4 au 6 juin 2020, sur le thème de la ville et des territoires durables. Un appel à projet est lancé pour promouvoir le renforcement des liens entre le continent africain et notre territoire. En qualité de co-organisateurs, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux se mobilisent pour associer pleinement les acteurs du territoire métropolitain à ce temps fort. Ainsi, les projets des associations et institutions partenaires promouvant le renforcement des liens entre le continent africain et le territoire métropolitain seront labellisés « Sommet Afrique France 2020 ». Une aide financière sera attribuée à une sélection de projets.

Mais aussi…

• Mexique, candidature franco-mexicaine aux PlatformAwards de Conseil des Communes et des Régions d'Europe (promotion et collecte de données sur la mise en œuvre des ODD dans les coopérations internationales) ;
• Bamako, mise en œuvre de la 4ème phase de la formation du personnel encadrant de la Brigade Urbaine de la Protection de l'Environnement du Mali ;
• Cameroun, séminaire sur l'aménagement portuaire, avec le Port Autonome de Douala et le Grand Port Maritime de Bordeaux ;
• Inde, mise en place d'un système d'adduction d'eau pour des écoles et des établissements pénitenciers d'Hyderabad.

Développer et territorialiser les animations pour accompagner les changements de comportement

Démarche qualité Certi'crèche

Dans le cadre de la démarche qualité Certi'crèche, la Ville de Bordeaux s'engage prioritairement sur deux objectifs : l'énergie et la santé environnementale. Concernant l'énergie, tous les bâtiments de la petite enfance sont intégrés à la démarche de l'Académie Climat Energie. Ainsi, toutes les équipes sont sensibilisées sur la réduction de la consommation d'énergie, l'économie de papier, l'économie de linge permettant de réaliser des économies d'eau et d'électricité. Une des pistes de travail repose sur l'amélioration du tri des déchets (bouteilles plastiques, verre).
Concernant la santé environnementale, plusieurs aliments sont proposés en bio et les biberons sont en verre. Le remplacement de la vaisselle en plastique, ainsi que des barquettes de livraison, est actuellement à l'étude. Les pratiques d'entretien ont fortement évolué contribuant à la qualité de l'air intérieur : produits éco-certifiés, utilisation de microfibre, nettoyage à la vapeur.
Tous les ans, une enquête de satisfaction est menée auprès des familles utilisatrices des crèches municipales de Bordeaux. 73,2% des parents sont très satisfaits par la crèche qu'ils fréquentent. Les démarches de développement durable engagées par les crèches semblent en revanche peu connues par les parents dont la méconnaissance s'établit entre 52,5% et 64,5%.

Défi des Familles à énergie positive

En décembre 2018, la 7ème édition du défi familles à énergie positive a été lancée. Le principe est simple : les participants sont invités à former une équipe de 5 à 10 familles, pour représenter leur quartier, leur commune ou leur entreprise, avec l'objectif d'économiser 8 % d'énergie à la maison (chauffage, eau chaude, équipements domestiques…) entre le mois de décembre et d'avril. Certains participants ont participé également au défi zéro déchet.

- **303** foyers à énergie positive sur la Métropole, dont **137** à Bordeaux
- **26 communes** de la métropole représentées sur 28
- **12% d'économies d'énergie** en moyenne, soit 128 524 kWh économisés
- **10% d'économies d'eau** en moyenne, soit 779 m^3 économisés
- **19% de réduction du poids de la poubelle noire** et **6% de la poubelle verte**

Résultats des meilleures équipes de Bordeaux :

Bordeaux Caudéran : -25% d'économie d'énergie
Bordeaux - Equipe Prunier : -27% d'économie d'eau
Bordeaux Maritime - Les voisins de St Louis : -54% de réduction sur les déchets ménagers, -60% sur le tri

Bordeaux : une année culturelle 2018 comptant plus de 600 000 visiteurs

Confirmant des hausses constantes de fréquentation, les établissements culturels de la Ville de Bordeaux ont accueilli 628 313 personnes en 2018 (musée d'Aquitaine, musée des Beaux-arts, musée des Arts-décoratifs et du design, CAPC, Base sous-marine, Bordeaux Patrimoine Mondial, serres et salles d'exposition du jardin Botanique). A périmètre constant, sans compter le Centre Jean Moulin fermé en janvier 2018, la fréquentation est en hausse de 5,9%. La gratuité des musées le premier dimanche du mois a rassemblé 53 350 visiteurs (+33% par rapport à 2017). Même constat pour la Nuit des Musées dont l'affluence est en hausse et les visites réalisées avec un City pass avec 42% de mieux qu'en 2017. La Carte jeunes est détenue aujourd'hui par 26 476 Bordelais (5 842 délivrées en 2018).

En 2019, après d'importants travaux de rénovation et d'extension, le Muséum de Bordeaux - sciences et nature - a rouvert ses portes au public en mars 2019. Le chantier a permis de réorganiser des espaces historiques et de créer un agrandissement en sous-sol, offrant 500 m² supplémentaires pour les expositions temporaires. Le défi fut de conjuguer les exigences liées à la conservation des collections, la mise aux normes d'accessibilité, l'optimisation des qualités environnementales du bâtiment et le confort des publics. De plus, l'installation d'un récupérateur de calories dans le réseau d'assainissement des eaux domestiques traversant le Jardin public inscrit le chantier dans une dynamique quasi inédite. Les calories récupérées, puis régulées par des thermofrigopompes (pompe à chaleur), serviront autant à chauffer le bâtiment en hiver qu'à le rafraîchir en été.

Le Jardin Botanique

Dans le cadre de la saison culturelle 2019 Liberté, le Jardin Botanique de Bordeaux Bastide présente l'exposition Arbres en liberté du 15 juin au 15 octobre dans les salles d'exposition de la cité botanique.
En 2018, il y a eu 454 856 visiteurs. La fréquentation des serres et des salles d'expositions est en hausse : 27 500 visiteurs en 2018 contre 14 878 en 2017.

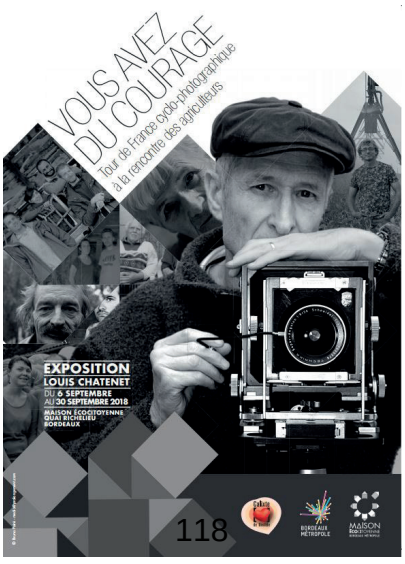


Mai durable 2019 : le mois du développement durable à l'échelle de la métropole

Bordeaux Métropole et ses communes ont organisé du 1er mai au 8 juin 2019, la 1ère édition du mois du développement durable. Les communes, les associations et les entreprises ont été mobilisées pour co-construire un programme dense : 190 animations, expositions, ateliers créatifs, découvertes culinaires, sorties et balades destinés au grand public sur des thématiques variées telles que la biodiversité, la mobilité, la santé, l'énergie-climat, la cohésion, l'alimentation, les déchets etc. A Bordeaux, 71 événements ont été organisés dans ce cadre. Cette 1ère édition sera complétée en février 2020, par le programme Grand Public, le OFF des Assises européennes de la transition énergétique, qui se tiendront à Bordeaux du 28 au 30 janvier 2020.

La Maison écocitoyenne







En 2018, la Maison écocitoyenne a accueilli 18 843 visiteurs (20 348 en 2017). Cette baisse est imputable aux fermetures imposées par les mouvements sociaux de fin d'année (5 samedis et dimanches en décembre 2018 et 10 samedis en 2019) et à l'arrêt de l'activité du restaurant « Café lunaire ». Tout au long de l'année, 4 800 personnes ont participé aux 189 animations proposées dont des ateliers pratiques, des balades ou encore des projections de documentaires.

En 2018-2019, trois expositions temporaires ont été proposées.

Exposition MIAM ! Mangeons grâce aux Initiatives Alimentaires en Mouvement, de novembre 2017 au 31 août 2018 : visait à sensibiliser le grand public aux enjeux d'une alimentation saine, locale et durable.
Exposition Génération ZZ sur le Zéro déchet, de novembre 2018 au 31 août 2019, avec la mise en place d'ateliers autour de cette thématique grâce aux partenariats avec les acteurs du territoire.
Accueil de l'exposition « Vous avez du courage » de Louis Chatenet, récit d'un tour de France cyclo-photographique à la rencontre des agriculteurs du 6 au 30 septembre 2018.

L'ensemble de ces événements a pour objectif la sensibilisation du grand public aux enjeux du développement durable et l'accompagnement aux changements de comportements au quotidien. De plus, en 2018, 1 799 scolaires ont été accueillis avec des animations sur le thème de l'exposition en cours ou sur la thématique de l'habitat durable avec par exemple l'atelier « La ville en construction(s) ». La Maison écocitoyenne est également un lieu relais des initiatives métropolitaines par la diffusion de supports de communication et sur les réseaux sociaux Facebook (11 011 fans) et Twitter (3 750 abonnés). Enfin, la Maison écocitoyenne accueille des permanences de l'espace info-énergie qui permettent de conseiller les particuliers dans leurs travaux de rénovation énergétique. En 2018, 56 personnes ont ainsi été reçues.

Durable des villes, Durable des champs

Ce programme pédagogique est coordonné par la Maison écocitoyenne avec le soutien de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Gironde et le Centre des Classes Citadines. Il a pour objectif la rencontre entre des élèves d'écoles situées en ville et des élèves d'écoles situées en dehors de la métropole bordelaise. Sur l'année scolaire 2018-2019, seules deux classes de la commune du Bouscat ont participé. Il a donc été décidé d'élargir le programme à d'autres thématiques que celle de l'eau. Le nouveau projet, intitulé « ici et ailleurs », permettra de garder l'essence du projet Durable des villes, durable des champs en mélangeant des classes métropolitaines et hors métropole sur des projets alliant art et science.



Le Conseil municipal des enfants

Véritable outil pédagogique pour construire la citoyenneté, le Conseil Municipal des Enfants est composé de 62 enfants de CM1 et CM2. Les jeunes élus du Conseil municipal des enfants ont organisé une exposition sur le thème de l'environnement et du développement durable à la Maison écocitoyenne en mai et juin 2019. Après avoir mené une réflexion autour de l'écologie, de l'écocitoyenneté et du recyclage, les enfants ont construit un questionnaire à destination des bordelais pour identifier leurs pratiques écologiques quotidiennes, afin d'alimenter et enrichir les rubriques des affiches.

Un tissu associatif actif et soutenu

Comme chaque année, la Ville soutient de nombreuses associations investies dans le développement durable. Ces associations sont devenues au fil des ans de véritables partenaires dans l'accompagnement des Bordelais au changement de comportement. Parmi les associations de terrain que l'on retrouve régulièrement aux côtés de la Ville : les petits débrouillards, Vélocité, CREAQ, Récup'R, Terre et Océan, Vélophonie, Ekologeek, EM France Sud-Ouest et Achillée et Ciboulette. Le montant des subventions pour l'année 2018 est de 47 850 € euros pour 9 associations.
De plus, pour soutenir les projets permettant aux habitants l'accès à une alimentation durable et de qualité, la Ville de Bordeaux a lancé un appel à manifestation d'intérêt destiné à tous les acteurs associatifs œuvrant dans cet objectif et ayant un ancrage bordelais. Huit associations ont été retenues pour un montant total de 25 500 €.

Lancement du budget participatif de Bordeaux

La Ville de Bordeaux, engagée depuis de nombreuses années dans une dynamique de participation citoyenne avec la création des conseils de quartier, s'est dotée d'un budget participatif en février 2019. Cette première édition avait pour thème le développement durable. 407 projets ont été déposés par les habitants sur la plate-forme Internet dédiée.

- **10 € / habitant**
- **407 projets déposés**
- **41 projets lauréats**
- **13 303 votes**

Après analyse par les services de la Ville et un comité composé d'élus et d'habitants tirés au sort, 134 d'entre eux ont été retenus et soumis au vote des Bordelais durant tout le mois de mai. Les projets ayant obtenu le plus de voix ont été désignés comme lauréats, jusqu'à épuisement de l'enveloppe des 2,5 millions d'euros. 13 303 votes ont été dénombrés (12 168 votes numériques et 1 135 votes imprimés).

Le palmarès de cette édition est composé de 41 projets qui seront réalisés par la Ville de Bordeaux dans un délai de 2 ans.

Accompagner le jeune public par le dispositif des Juniors du développement durable





En 2018, à Bordeaux, 2 003 enfants répartis dans 36 écoles ont participé au dispositif des Juniors du développement durable (5 138 enfants accompagnés au total sur la métropole). Deux formats sont proposés dans ce dispositif : soit des actions ponctuelles de sensibilisation, soit un projet déroulé tout au long de l'année scolaire. Au choix cinq parcours thématiques : changement climatique, biodiversité, cohésion sociale et solidarité, bien-être et santé et, production et consommation responsables.

Pour la journée de valorisation clôturant le dispositif, tous les enfants ont été réunis au Jardin public à Bordeaux début juin 2019 avec au programme des stands présentant les travaux effectués durant l'année. De plus, des animateurs « zéro déchet zéro gaspillage » de Bordeaux Métropole, d'Eau de Bordeaux Métropole et des jardiniers de la Ville de Bordeaux ont été mobilisés pour les ateliers de sensibilisation.

Les Juniors du développement durable ont été associés au Challenge de la mobilité des Juniors qui s'est déroulé le 21 mai 2019. A l'échelle de la métropole, 1 328 enfants se sont déplacés de façon écomobile le jour du Challenge, entraînant avec eux leurs parents. L'école Jules Ferry de Bordeaux a été récompensée comme l'école la plus « écomobile » avec un taux record de 95% en modes alternatifs (185 enfants).

Encourager les ménages à la réduction des déchets

Bilan déchets à l'échelle de la Métropole

L'année 2018 marque la deuxième année du plan d'action « Territoire Zéro déchet, zéro gaspillage » qui fait suite à l'adoption en 2017 du contrat d'objectifs d'économie circulaire avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) fixant les objectifs de la démarche Zéro déchet zéro gaspillage ainsi que son plan d'actions 2017-2020.

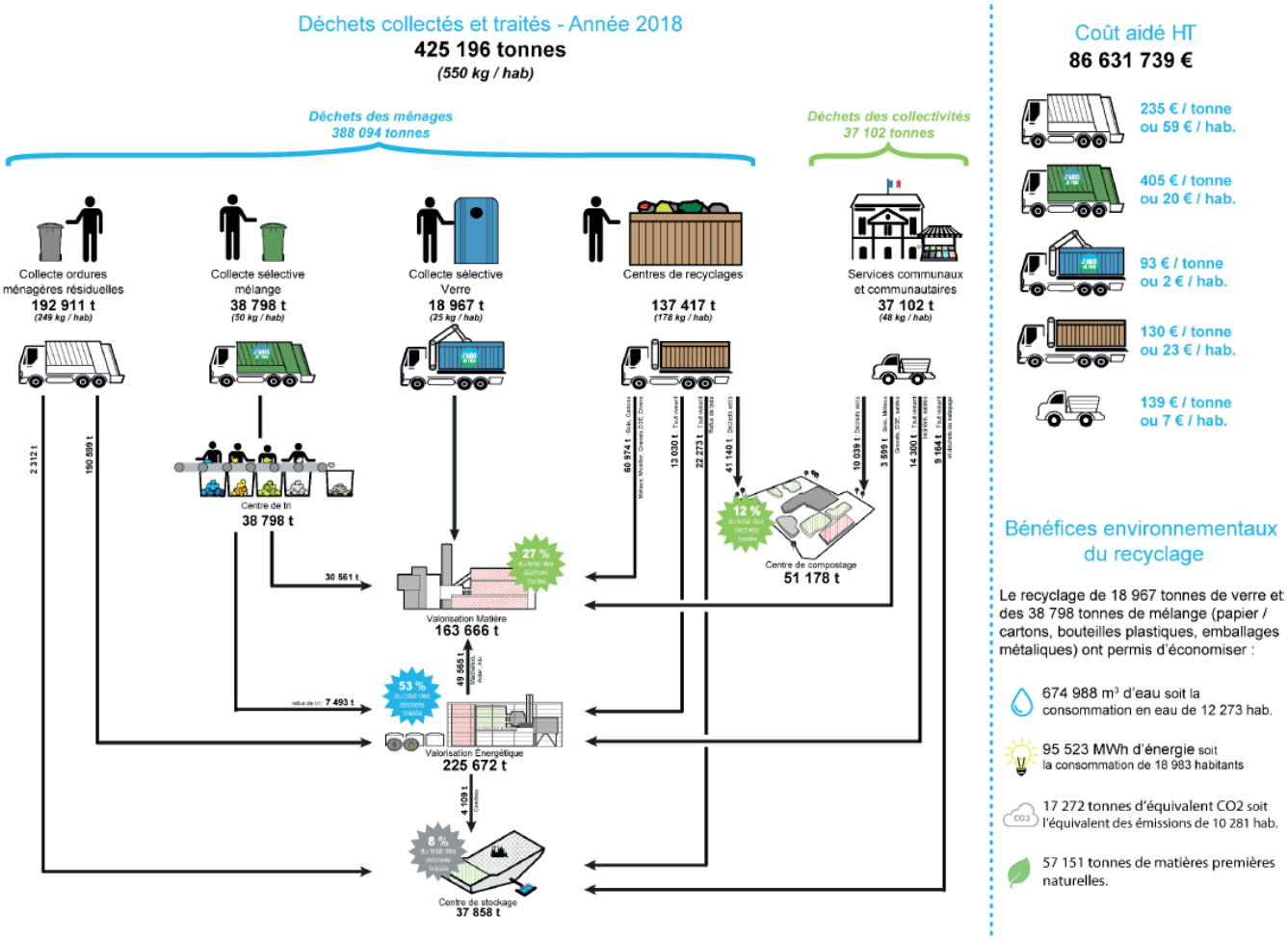
En 2018, on observe une faible baisse de la production d'ordures ménagères par habitant (-1,66% par rapport aux résultats de l'année 2017). Le taux de valorisation globale (matière, organique et énergétique) devra atteindre 93% dans la 3ème année, sachant qu'un taux de 91% a été atteint en 2018.

- Ordures ménagères
249,39 kg/an/habitant (256,08 en 2017)

- Collecte sélective en porte à porte
50,16 kg/an/habitant (51,86 en 2017)

- Verre collecté
24,52 kg/an/habitant (24,10 en 2017)

Le plan d'actions est structuré autour des axes des bio-déchets, de l'accompagnement au changement de comportements, et de l'économie circulaire.
Durant les 3 ans de la démarche, l'accent fort est mis sur le développement de la pratique du compostage individuel et collectif et sur la réduction des déchets verts en promouvant la gestion raisonnée (réutilisation sous forme de broyat, mulching, etc.).
Depuis septembre 2017, Bordeaux Métropole subventionne les foyers dans la démarche d'acquisition d'un broyeur partagé. En 2018, 71 foyers métropolitains ont pu bénéficier de cette opération.



Source : Rapport annuel d'activité 2018 - Bordeaux Métropole

La distribution gratuite de composteurs individuels

Une enquête a été menée sur les usages des composteurs individuels. La majorité des personnes révèle un usage régulier de leurs composteurs, la pratique du compostage est jugée simple pour 93 % des usagers et 87% déclarent avoir constaté une diminution des déchets déposés dans la poubelle grise. Ces données qualitatives démontrent donc que le compostage est à la portée de tous et corrobore la poursuite de la distribution gratuite aux habitants bénéficiant d'un habitat individuel. Ainsi, en 2018, 4 465 composteurs sur la métropole, dont 560 sur Bordeaux, ont été distribués ce qui porte à 35 500 le nombre de composteurs distribués depuis 2012, soit 4 500 tonnes de bio déchets valorisés. Le taux de dotation de composteurs est de 20,5% de l'habitat pavillonnaire.

Développement du compostage partagé

Les résidents en habitat collectif se mobilisent aussi pour gérer des sites de compostage partagé et répondent de plus en plus nombreux aux appels à projet lancés plusieurs fois par an : 70 sites ont été accompagnés soit 36 nouveaux sites en 2018 dont 9 sur Bordeaux. Les composteurs partagés sont localisables sur le site de Bordeaux métropole à la rubrique « Composter ses déchets » puis « le compostage partagé » : https://www.bordeaux-metropole.fr/Vivre-habiter/Gerer-ses-dechets/Moins-jeter/Reduire-ses-dechets/Composter-ses-dechets.



- **4 465 composteurs individuels** distribués en 2018 dont 560 à Bordeaux
- **31 nouveaux sites de compostage partagé sur la métropole** en 2018 dont 9 à Bordeaux

Le Festival Zéro déchet Zéro gaspi



Un événement rassemblant 74 acteurs locaux du Zéro Déchet s'est tenu les 23 et 24 novembre 2018 au Hangar 14. Evénement grand public, la 1ère édition du Festival ZZ a accueilli 6 669 visiteurs dont 650 scolaires. Les habitants ont participé aux ateliers, aux conférences, aux débats mouvants et autres animations menées grâce à la forte mobilisation du tissu associatif et du monde de l'artisanat œuvrant sur les enjeux de la réduction des déchets et la lutte contre le gaspillage, la réparation et le réemploi. En partenariat avec la Maison écocitoyenne, l'exposition « Génération ZZ » a été inaugurée pendant le festival.

Faire de Bordeaux Métropole un territoire d'innovation et de croissance verte

Certification ISO 20121 « Destination Internationale Responsable »

Comme annoncé lors du G7 organisé à Biarritz du 24 au 26 août, l'Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole, en partenariat avec Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux, s'est engagé dans la certification ISO 20121 « Destination Internationale Responsable », au sein d'un groupe restreint de destinations françaises comprenant Biarritz, Metz, Cannes, Deauville, Nantes, Rennes, Marseille et Nancy. Bordeaux intègre cette dynamique et renforce ses actions, déjà nombreuses, en faveur d'un tourisme durable et écoresponsable, afin d'améliorer constamment la qualité d'accueil des touristes d'agrément et d'affaires et de les sensibiliser aux enjeux d'un développement pérenne du territoire.

Charte tertiaire Climat-Energie

Bordeaux Métropole a impulsé depuis 2018 une dynamique volontariste auprès des acteurs publics et privés du secteur tertiaire. La charte d'engagement climat-énergie a pour objectif de mobiliser les acteurs sur des actions d'amélioration d'efficacité énergétique. Dans le cadre de la mise en place de cette charte, trois rencontres ont été organisées afin de réunir les 18 entreprises signataires autour des bonnes pratiques des acteurs engagés et ainsi favoriser les synergies locales. De plus, Bordeaux Métropole souhaite fédérer un plus grand nombre d'acteurs autour de la démarche, et élargir la liste de signataires à la charte.
Ainsi, en avril 2019, 2 nouveaux signataires ont adhéré à la charte : la Ville d'Artigues-près-Bordeaux et le club des entreprises de Bordeaux. En juin 2019, au cours d'un évènement consacré aux retours d'expériences d'acteurs privés et publics engagés, ce sont 5 nouveaux signataires qui ont rejoint la démarche métropolitaine portant le nombre d'adhérents à 18 : la Ville de Floirac, le casino théâtre Barrière de Bordeaux, la CCI de la Gironde, l'IFPEB et le Plan Bâtiment Durable. Bordeaux Métropole s'est par ailleurs aussi engagée dans la charte nationale du Plan Bâtiment Durable à cette occasion.

Soutien des entreprises pour l'amélioration de la performance énergétique

Bordeaux Métropole lance un appel à candidatures auprès des entreprises du territoire métropolitain désireuses de réduire leurs consommations d'énergie et d'améliorer le confort de leurs salariés. Pour cela, le dispositif expérimental d'accompagnement des acteurs du secteur tertiaire pour la performance énergétique des bâtiments est initié. Il vise à aider la connaissance du parc de bâtiments des entreprises ainsi que l'assistance des maîtres d'ouvrage les plus désireux d'avancer dans un projet de travaux sécurisé et performant.
Les entreprises lauréates pourront bénéficier d'un soutien financier et technique pour la réalisation d'un audit énergétique (fin de l'appel à candidature fixé au 1er novembre 2019) ou pour le recours à un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de travaux énergétique (fin de l'appel à candidature fixé au 31 décembre 2019).
Chaque entreprise qui le désire pourra solliciter l'une ou l'autre des subventions proposées, à hauteur de 50% des dépenses engagées et dans la limite de 3 000 € par bâtiment, sous réserve des critères d'éligibilité définis dans le cahier des charges techniques.

Perspectives

- Poursuivre et développer l'écoresponsabilité dans les crèches bordelaises
- Renforcer les actions de communication sur les thématiques climat-air-énergie
- Elargir les champs thématiques du défi des Familles à énergie positive et zéro déchet (mobilité, alimentation)
- Poursuivre les actions sur le tourisme durable dans le cadre de la certification « Destination internationale responsable »
- Poursuivre la pose de boîte à dons

Labellisation Cit'ergie

La qualité des politiques climat énergie de Bordeaux Métropole et de la Ville de Bordeaux a été reconnue dès 2013 par l'obtention du label européen Cit'ergie. Ce label est décerné pour 4 années. En se réengageant dans la démarche de labellisation Cit'ergie, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux souhaitent faire reconnaître la qualité du programme d'actions et se positionner dans une démarche d'évaluation et d'amélioration continue de la politique climat air énergie. Le label Cit'ergie repose sur un catalogue de 60 actions réparties au travers de 6 domaines : planification territoriale, patrimoine de la collectivité, approvisionnement énergie-eau-assainissement-déchets, mobilité, organisation interne et coopération-communication.

Un état des lieux a été réalisé de janvier à juin 2019. Près de 14 ateliers ont été organisés ainsi qu'une vingtaine de rendez-vous complémentaires, ils ont réuni environ 90 agents de Bordeaux Métropole et de la Ville de Bordeaux. Sur la base de l'état des lieux mené, le score est estimé à 69% (contre 63% pour la Ville de Bordeaux et 61% pour Bordeaux Métropole en 2012).

Avec les actions programmées dans le Plan haute qualité de vie ainsi que les nouvelles actions identifiées pour renforcer certains domaines, la projection du score est de 78,5%. La démarche actuelle garantit, dans un premier temps, l'obtention du label Cit'ergie (>50%) pour s'inscrire ensuite dans la trajectoire du niveau Cit'ergie Gold (>75%).

Lors du Conseil municipal du 7 octobre 2019, la Ville de Bordeaux a validé les nouvelles mesures proposées à l'issue de la phase d'audit interne et s'est engagée à accompagner Bordeaux Métropole dans la mise en œuvre des actions nouvelles.

Liste des nouvelles mesures adoptées suite à l'état des lieux

- Renforcer le PLUi sur les critères climat-air-énergie
- Actualiser et déployer la charte de la construction durable de Bordeaux à l'ensemble du territoire
- Construire un référentiel pour les projets d'aménagement
- Végétaliser les bâtiments publics et les cours d'école
- Réaliser un schéma directeur des énergies renouvelables pour le patrimoine public
- Couvrir 100% des besoins électriques par de l'électricité verte pour le patrimoine public
- Augmenter la part d'achat d'électricité verte sur le territoire
- Engager un travail avec les industriels et les gros consommateurs sur les énergies renouvelables
- Mettre en place des actions pour lutter contre la pollution lumineuse, pour une meilleure prise en compte de la biodiversité
- Définir un plan d'actions sur la logistique urbaine alliant mobilités et aménagement économique
- Développer les actions de coopération avec les territoires voisins (intermodalité, points ferrés, car-express)
- Poursuivre le suivi du budget de la politique climat-air-énergie
- Renforcer les actions de communication sur les thématiques climat-air-énergie
- Elargir les champs des Familles à énergie positive et zéro déchet (mobilité, alimentation)
- Poursuivre et développer l'écoresponsabilité dans les créches bordelaises
- Poursuivre les actions sur le tourisme durable dans le cadre de la certification « Destination internationale responsable »
- Réaliser une stratégie forestière

Annexe 1 : Tableau des indicateurs de la Ville de Bordeaux

Type	Axe	Action	Indicateur	Définition	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Sources	Fréquence
Territoire	1		Emissions de gaz à effet de serre globales annuelles du territoire (teq CO2)	teqCO2/an/habitant. Périmètre : Bordeaux Métropole.	4,43				4,41	4,3		Bordeaux Métropole	tous les 3 ans
Territoire	1	1	Consommation énergétique, hors transport, annuelle du territoire (GWh)	en GWh. Tous secteurs hors Transport. Corrigée des variations climatiques. Périmètre : Bordeaux.	2 988	2 981	2 956	2 975	2 996	3 004		ALEC	tous les ans (n-2)
Politique publique	1	4	Nombre de logements pour lesquels une aide est accordée pour une rénovation dans le cadre d'un programme accompagné	Opération Programmée d'amélioration de l'habitat Renouvellement urbain de Bordeaux, Programme d'Intérêt Général de lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique. Coup de pouce. Périmètre : Bordeaux.	56	64	75	80	70	83	91	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	4	Nombre de logements sociaux créés/an avec des certifications énergétiques							En cours de constitution	En cours de constitution	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	4	Nombre de ménages conseillés au sujet de la rénovation énergétique	Nombre de conseils donnés par les espaces info-énergie. Périmètre : Bordeaux.					483	691	700	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	4	Nombre de projets de rénovation énergétique chez les particuliers	Nombre de dossiers de demandes de subventions attribuées par Bordeaux Métropole. Périmètre : Bordeaux.				16	26	32	35	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	4	Montant des aides attribuées à la rénovation énergétique pour les particuliers (€)	en euros. Subventions attribuées via Plateforme Ma Renov. Périmètre : Bordeaux.				14 700	30 100	26 500	26 127	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	1	5	Consommation d'énergie finale des bâtiments municipaux (GWh)	en GWh. Corrigée des variations climatiques.	67,7	65,1	62,2	61,5	59,1	57,4	57	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	1	5	Emissions CO2 du patrimoine municipal	tonnes de CO2. Pérmiètre : bâtiments publics de Bordeaux.						En cours de constitution	21 614	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	1	6	Consommation annuelle énergétique de l'éclairage public (KWh/point lumineux)	Consommation annuelle moyenne en kWh/point lumineux	518	512	509*	494*	478*	467*	465	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	7	Nombre de m^2 de bâtiments engagés au titre de la Charte tertiaire	en m2. Action initiée en 2018.	-	-	-	-	-	-	894 863	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	8	Nombre d'équivalents-logements desservis par un réseau de chaleur	Ginko, CHU/CHR, St Jean de Belcier, Bassin à flot. Calcul : nbre équivalents-logements=Chaleur livrée en MW/5MW					6 200			Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	8	Linéaires de réseaux de chaleur (km)	en km. Ginko, CHU/CHR, St Jean de Belcier, Bassin à flot.					14,7	20		Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	8	Part d'énergie renouvelable dans les réseaux de chaleur (%)	en %. Ginko, CHU/CHR, St Jean de Belcier, Bassin à flot.					72%	72%		Bordeaux Métropole	tous les ans
Territoire	1		Part d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique du territoire (%)	en %	11,6%	12,1%	13,3%	13,8%	15,4%	15,9%		ALEC	tous les ans (n-2)

*données ajustées

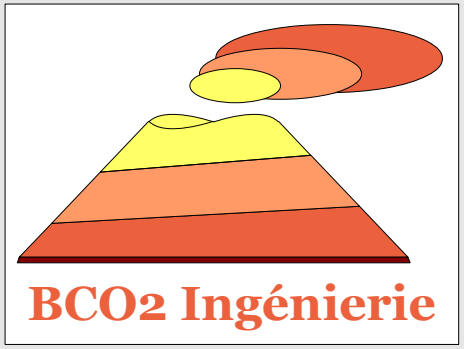
Type	Axe	Action	Indicateur	Définition	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Sources	Fréquence
Territoire	1	9	Production en énergie renouvelable (MWh)	En MWh. Biogaz, cogénération, photovoltaïque, hydraulique. Périmètre : Bordeaux.		20 135	20 448	20 616	20 808	23 299	35 108	ENEDIS	tous les ans
Politique publique	1	13	Nombre de stationnements vélo (arceaux)	Périmètre : Bordeaux.						6300*	7 400	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	13	Linéaire de pistes cyclables et voies vertes (km)	en km. Périmètre : Bordeaux.						36	35	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	13	Linéaire de bandes cyclables et couloir bus (km)	en km. Périmètre : Bordeaux.						101	100	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	13	Linéaire de zones 30 (km)	en km. Périmètre : Bordeaux. A ce jour.						56,6	67	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	13	Linéaire de zones de rencontre (km)	en km. Périmètre : Bordeaux. A ce jour.						17,6	22	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	1	13	Linéaire d'espaces partagés avec les piétons (km)	en km. Périmètre : Bordeaux.						34*	38	Bordeaux Métropole	tous les ans
Territoire	1	14	Part modale transports en commun (%)	en %. Périmètre : Bordeaux.	-	-	-	-	-	15%	-	Bordeaux Métropole	tous les 5 ans
Territoire	1	14	Part modale véhicule motorisé (%)	en %. Périmètre : Bordeaux.	-	-	-	-	-	29%	-	Bordeaux Métropole	tous les 5 ans
Territoire	1	14	Part modale vélo (%)	en %. Périmètre : Bordeaux.	-	-	-	-	-	13%	-	Bordeaux Métropole	tous les 5 ans
Territoire	1	14	Part modale marche à pied (%)	en %. Périmètre : Bordeaux.	-	-	-	-	-	42%	-	Bordeaux Métropole	tous les 5 ans
Politique publique	1	14	Nombre de places de stationnement avec borne de recharge pour véhicules électriques	Bornes à recharge rapide, bornes à recharge lente. Périmètre : Bordeaux.						113	126	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	2	20	Part des produits locaux dans la restauration scolaire (%)	en %. Part financière.					24%	23%	29%	SIVU	tous les ans
Activité interne	2	20	Part des produits bio dans la restauration scolaire (%)	en %. Part financière (indicateur pour le label "Territoire bio engagé")	27,33%	28%	29,6%	24%	29%	27,24%	30,47%	SIVU	tous les ans
Politique publique	2	22	Surface des espaces verts municipaux gérés (ha)	en ha						482	482	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	2	22	Surfaces labellisées EcoJardin (ha)	en ha, en % de la surface espaces verts		223			230	257	257	Bordeaux Métropole	tous les ans

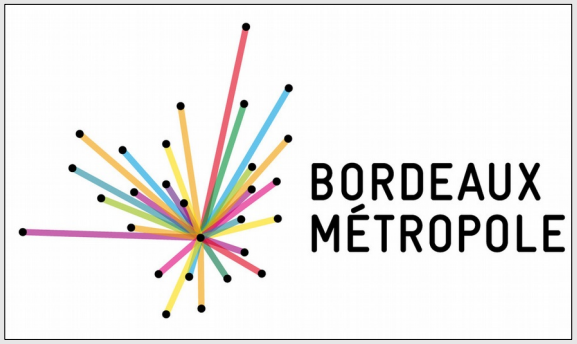
*données ajustées

Type	Axe	Action	Indicateur	Définition	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Sources	Fréquence
Politique publique	2	22	Nombre d'arbres plantés							1000	1000	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	2	22	Nombre de fosses réalisées pour la végétalisation des trottoirs	Végétalisation des trottoirs.	-	-	420	1324	1539	1250	1287	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	2	22	Surface des jardins collectifs (ha)	en ha. Inclus : jardins partagés, familiaux, pédagogiques, intergénérationnels d'établissements. Périmètre : Bordeaux.						En cours de constitution	En cours de constitution	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	2	22	Nombre de jardins collectifs	en ha. Inclus : jardins partagés, familiaux, pédagogiques, intergénérationnels d'établissements. Périmètre : Bordeaux.						31	34	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	2	22	Consommation d'eau annuelle des espaces verts municipaux (m3/an)	en m3	196 753	117 672	136 354	183 893	151 123	143 716	149 273	Bordeaux Métropole	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle PM10 SITUATION URBAINE (Grand parc) (µg/m3)	µg/m3	21	23	20	19	18	19	17	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle PM10 SITUATION URBAINE (Gambetta) (µg/m3)	µg/m3	32	24	23	26	24	23	-	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle PM10 - SITUATION EXPOSITION MAX (Boulevards) (µg/m3)	µg/m3	-	-	-	-	-	-	25	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle PM2,5 (Bassens) (µg/m3)	µg/m3	-	13	11	14	12	-	10	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle PM2,5 (Talence) (µg/m3)	µg/m3	-	15	13	15	12	12	11	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Nombre de jours en épisode de pollution relatifs au PM10	en jours. PAL + PIR	29	27	12	7	8	12	4	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle NO2 - SITUATION URBAINE (Grand parc) (µg/m3)	µg/m3	17	17	16	17	16	16	15	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle NO2 - SITUATION EXPOSITION MAX (Gambetta) (µg/m3)	µg/m3	40	41	40	40	38	37	-	ATMO	tous les ans
Territoire	2	23	Concentration moyenne annuelle NO2 - SITUATION EXPOSITION MAX (Boulevards) (µg/m3)	µg/m3	-	-	-	-	-	-	40	ATMO	tous les ans
Politique publique	2	24	Nombre de projets d'aménagement étudiés avec l'outil SCORE ICU	Par an. Bordeaux							6	Bordeaux Métropole	tous les ans

Type	Axe	Action	Indicateur	Définition	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Sources	Fréquence
Territoire	2	26	Consommation d'eau annuelle du territoire (m3/an/hab.)	en m3/an/habitant	60,9	59,9	60,4	63	58,8	59,1	60,13	Rapport délégataire Suez	tous les ans
Activité interne	3	30	Nombre de logements sociaux agréés neufs	Périmètre Bordeaux Métropole.	-	-	3 958	5 750	3 581	3 959	3 231	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	3	30	Nombre d'heures d'insertion dans le cadre de la commande publique de la Ville de Bordeaux	en heures						106 960	114 732	Bordeaux Métropole	tous les ans
Activité interne	3	30	Taux emploi légal handicap de la Ville de Bordeaux (%)	en %. Ville hors CCAS.	6,69	7,13	7,42	8,28	8,22	6,6	7,31	Ville de Bordeaux	tous les ans
Politique publique	3	31	Nombre de projets de coopération internationale sur le développement durable	Périmètre : Bordeaux Métropole.						6	6	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	3	32	Nombre de personnes sensibilisées au développement durable	JDD+Maison écocitoyenne (visiteurs)+famille à énergie positive+jardin botanique (animations+visites serres)						55436	48649	Bordeaux Métropole	tous les ans
Territoire	3	36	Production de déchets ménagers et assimilés par habitant (kg/hab.an).	en kg/hab/an. Ordures ménagères et collecte sélective.	332	329	328	323	322	332	324	Rapport annuel d'activité Bordeaux Métropole	tous les ans
Territoire	3	36	Part des déchets recyclés (%)	en %. Hors déchets verts.						27%	23%	Rapport annuel d'activité Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	3	36	Nombre de composteurs individuels distribués annuellement	Par an. Bordeaux.	-	-	-	-	739	828	560	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	3	36	Nombre de composteurs individuels distribués au total sur le territoire	Total. Bordeaux.	-	-	-	2 009	3 537	4 365	4 925	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	3	36	Nombre de composteurs collectifs installés annuellement	Par an. Bordeaux	-	-	-	-	12	10	9	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	3	36	Nombre de composteurs collectifs installés au total sur le territoire	Total. Bordeaux	-	-	-	-	-	62	71	Bordeaux Métropole	tous les ans
Politique publique	3	37	Nombre de réunions publiques de participation citoyenne par an	réunions publiques de participation citoyenne par an (conseils de quartiers, commission permanente de quartier, réunions de concertation…)							383	Bordeaux	tous les ans
Politique publique	3	37	Nombre de jeux de données en ligne sur le site OPEN DATA	Bordeaux.							76	Bordeaux Métropole	tous les ans

Annexe 2 : Evolution du bilan Carbone du territoire de Bordeaux Métropole de 2007 à 2016





Bilan Carbone® Territoire de Bordeaux-Métropole

version 2.2b du 19 juin 2019

© BCO2 Ingénierie – 47 rue Étienne Lhoste 33200 Bordeaux - 05.57.78.10.35 - www.bco2.fr

BCO2 Ingénierie

- Bureau d'études spécialisé en analyse d'impacts environnementaux
  - Créé en 2009 par Laurent Castaignède, ingénieur conseil (Centrale Paris 1993)
  - Expérience personnelle en chantiers de bâtiments et en conception automobile, auteur de *Airvore ou la face obscure des transports (*Ecosociété 2018).
  - Habilitation Bilan Carbone® Ademe et agrément ABC
  - Structure indépendante basée à Bordeaux



- Expertise particulière en projets de bâtiments et de transports
  - Développement d'un tableur dédié à l'analyse environnementale des projets, doté de 700 facteurs d'impacts déclinés en carbone, énergie, eau, air et déchets
  - Majorité de références dans les analyses de projets de bâtiments, de transports, d'infrastructures et d'événements
  - Concepteur du « Barème Carbone® », label et méthodologie simplifiée d'évaluation de l'empreinte carbone des projets de bâtiments
  - Animation de formations



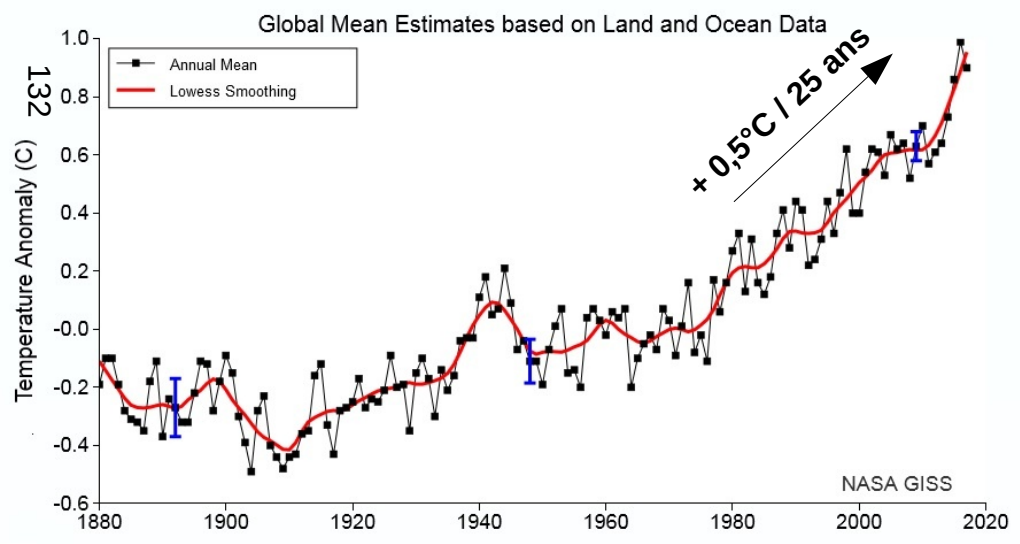
- Informations et dossiers techniques sur le site www.bco2.fr

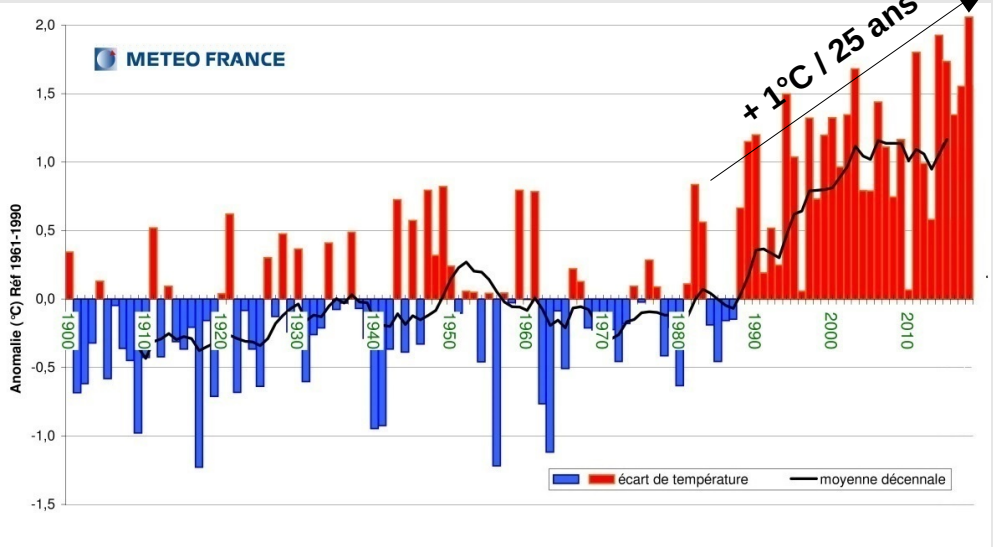
131

© BCO2 Ingénierie

Situation actuelle du réchauffement

- Températures 1850-2018
  - > + 1°C en moyenne mondiale depuis 2015, rythme actuel de + 0,5°C / 25 ans
  - + 1,5°C à + 2°C déjà acquis en France, rythme actuel de + 1°C / 25 ans
    (effet supérieur du surplus relatif de GES aux hautes latitudes)



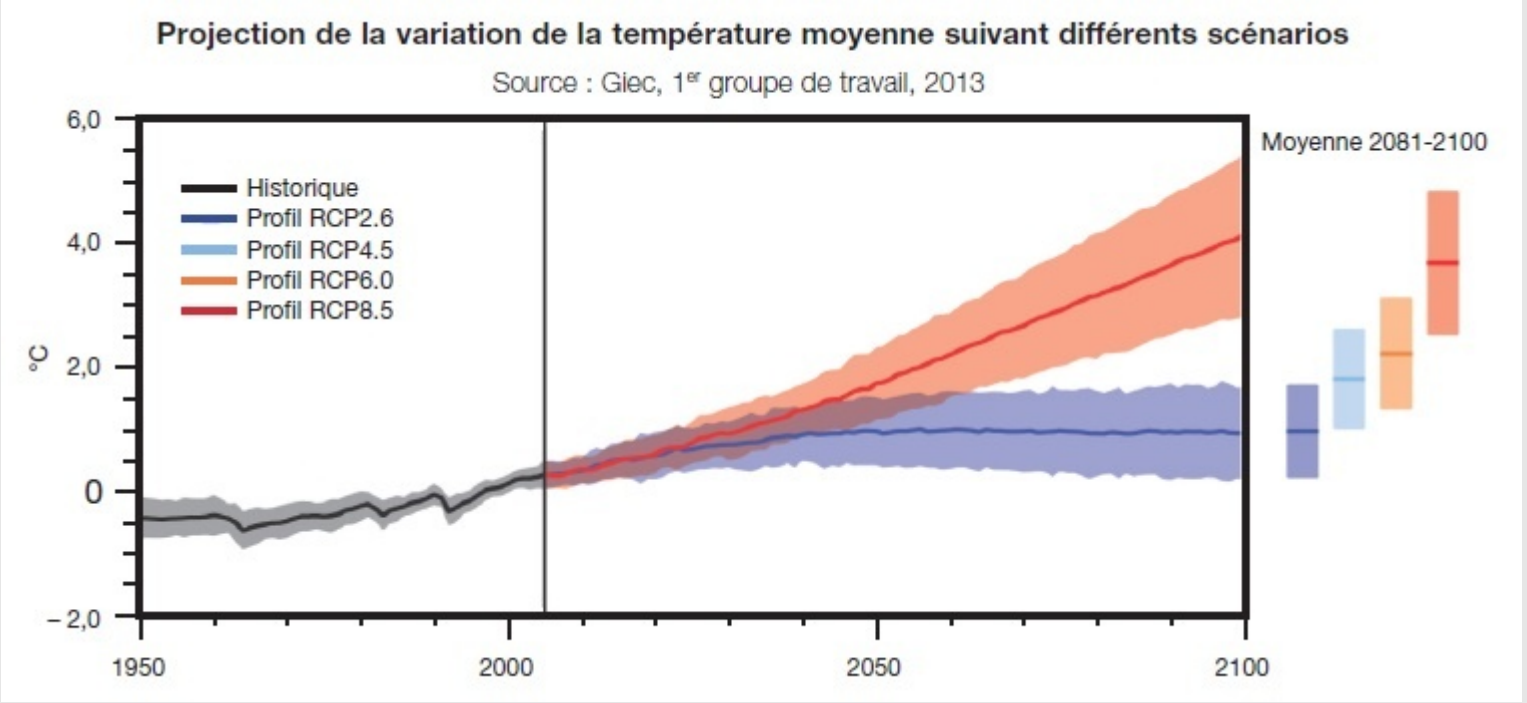


© BCO2 Ingénierie

Vision prospective 2100

- Élévation des températures + 1°C en 2015 / 1900 → + 2°C à + 5°C en 2100
- Niveau de la mer + 20 cm en 2015 / 1850 → + 50 cm à + 1 m en 2100
  acidité des océans pH 1800 8,2 → pH 8,0 à 7,75 (ions H+ x 2,5) en 2100
- hors risques de rétro-actions (ex : hydrates de méthane, Sibérie)

Tendanciel = fourchette haute



133

© BCO2 Ingénierie

Périmètre de calcul d'un Bilan Carbone®

- Périmètre
  - Énergie consommée sur les sites
  - Émissions directes des processus industriels
  - Fabrication des matériaux de base et achats (« intrants » et emballages)
  - Transports amont et aval
  - Déplacements des intervenants, domicile-travail, missions
  - Traitement des déchets
  - Amortissement des locaux et des biens d'équipement
  - Utilisation des produits par les clients
  - Destruction et recyclage.

« Bilan GES » réglementaire
entreprises > 500 personnes
organismes publics > 250 p.



© BCO2 Ingénierie

Principes de calcul

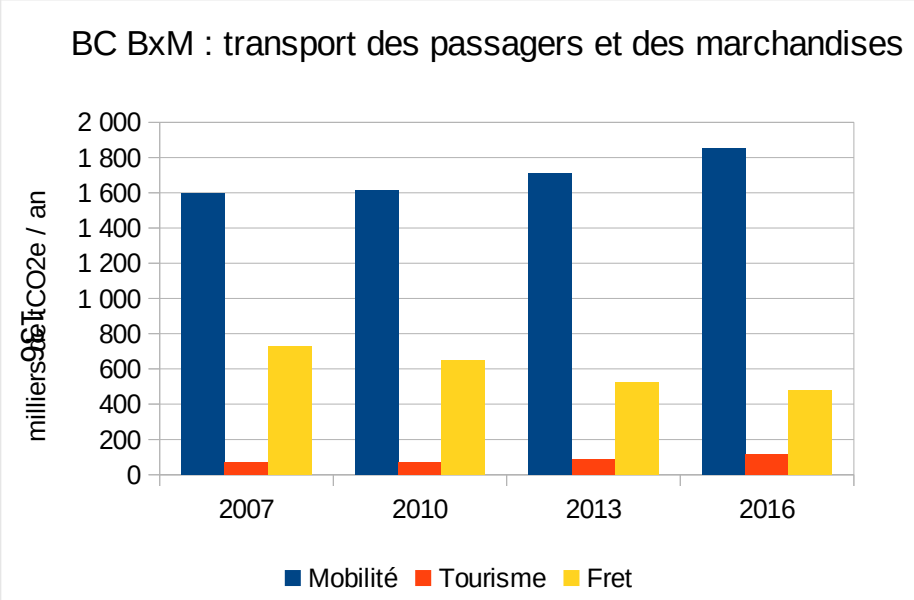
- Base de travail issue des Bilans Carbone® Territoire 2008 et 2012 de la Ville de Bordeaux (effectués par BCO2 Ingénierie) et mise à jour à l'échelle de la Métropole.
- 6 catégories d'émissions : Bordeaux-Métropole bouge, attire, échange, habite, travaille, et consomme.
- 10 à 20 données d'entrée par catégorie, dont un tiers de facteurs d'émission.
- 4 époques de données récoltées : 2007, 2010, 2013 et 2016
- Localisation des données : 60 % Bx-M, 20 % Gironde, 20 % Aquitaine, les facteurs d'émission étant nationaux.
- Corrélation de données par rapport aux populations selon les résultats des recensements.

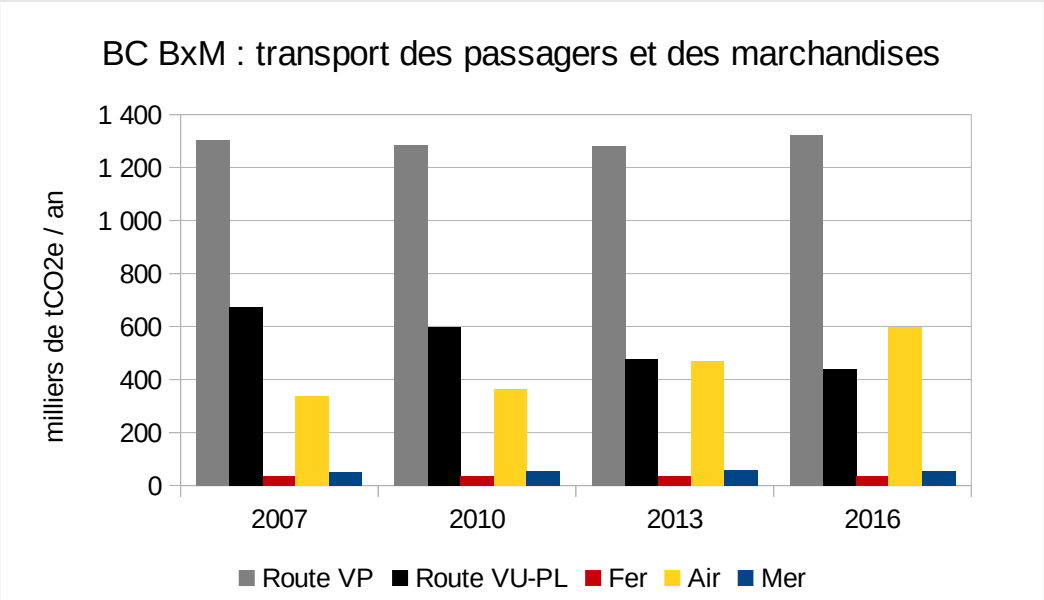
135

© BCO2 Ingénierie

Bordeaux-Métropole bouge, attire et échange

Émissions des déplacements de personnes et du fret



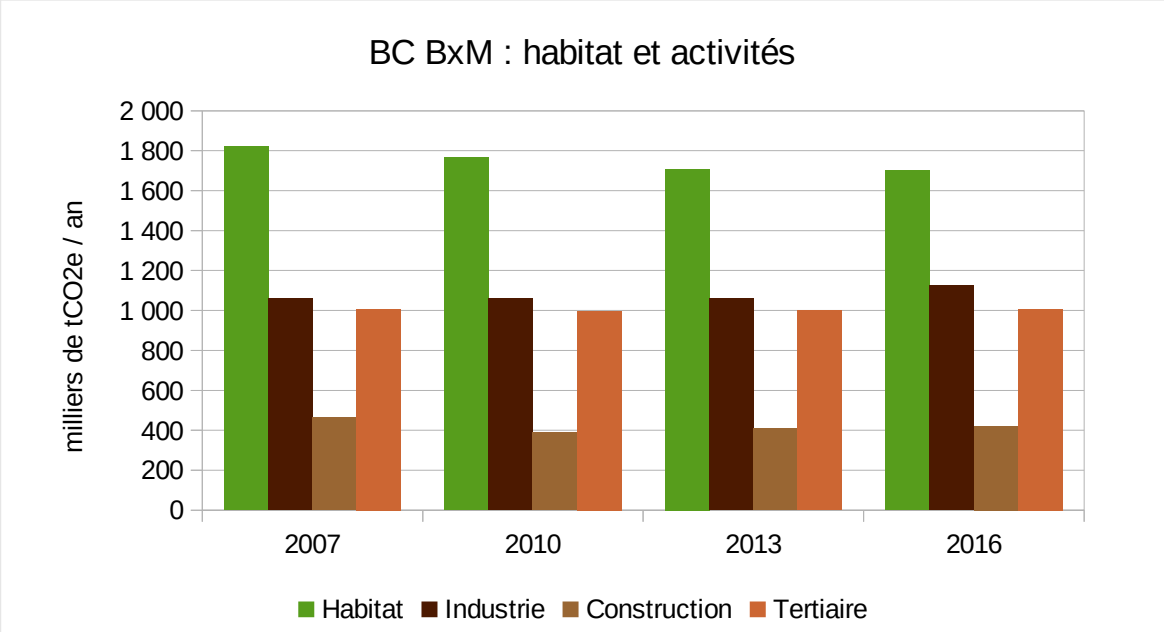


- L'impact du parc automobile, 1er poste, est relativement stable (parc vs progrès)
- Le fret routier est en diminution (- 35 %)
- Le trafic aérien de passagers est en nette augmentation (+ 80 %) et a supplanté celui du fret routier
- NB : les transports en commun de proximité (bus, tram) sont d'évidence bénéfiques mais sont secondaires dans les émissions globales de la mobilité

© BCO2 Ingénierie

Bordeaux-Métropole habite et travaille

- Émissions de l'habitat et des activités (dont la construction)



- L'impact de l'habitat, majeur, est en diminution (- 7 %), l'effet des rénovations étant supérieur à celui de l'ajout des logements neufs
- L'impact industriel augmenterait (+ 6 %, à confirmer car la source a évolué)
- L'impact de la construction est stable
- Le secteur tertiaire est stable, les rénovations équilibrant l'effet des nouvelles surfaces.

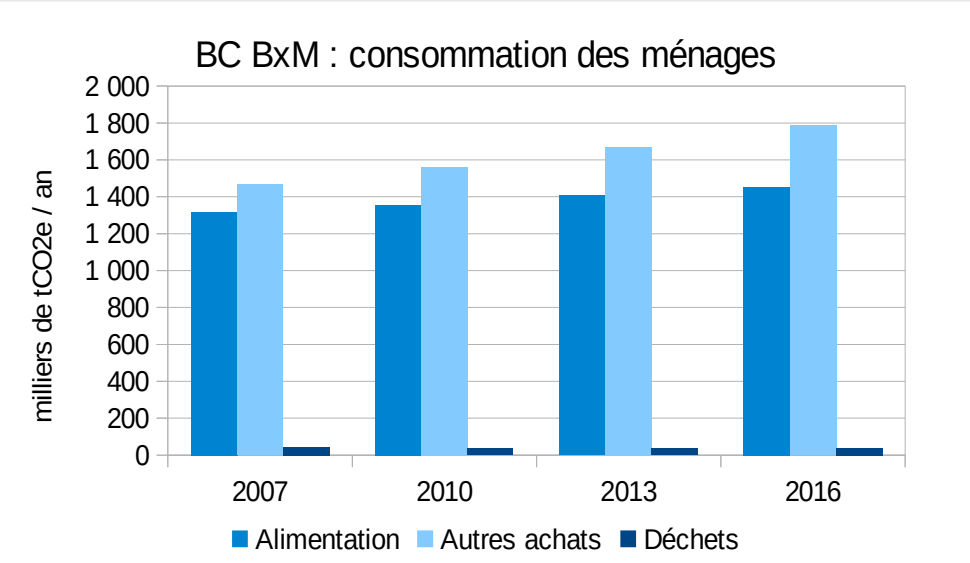
137

© BCO2 Ingénierie

Bordeaux-Métropole consomme

- Émissions de la consommation des ménages

  (Alimentation et achats : chiffres de population x facteurs d'émission nationaux)



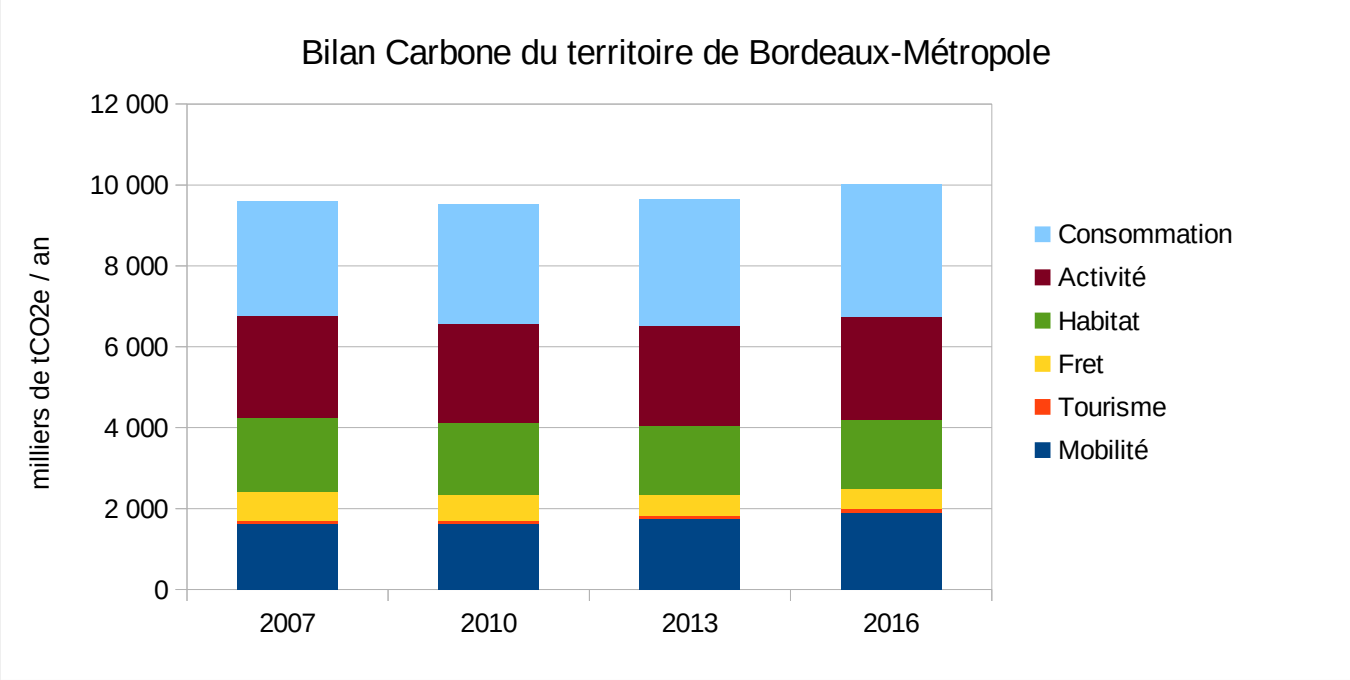
138

- L'impact de l'alimentation (hors fret alimentaire), de presque la moitié, augmente (+ 10 %) essentiellement du à la démographie
- L'impact de la consommation des autres produits augmente (+ 22 %), du fait de la démographie et de l'empreinte carbone moyenne des produits
- L'impact du traitement des déchets (ménagers et eaux usées) est faible (en GES).

© BCO2 Ingénierie

Ensembles des émissions

- Evolution globale 2007 à 2016 du Bilan Carbone® du territoire



139

- Légère augmentation du total (+ 4 %), inférieure à la démographie (+ 10 %)
- Les principales causes d'augmentation sont la démographie, la nature des produits achetés et la mobilité motorisée.

© BCO2 Ingénierie

BCO2 Ingénierie

Merci pour votre attention

© BCO2 Ingénierie - Laurent CASTAIGNEDE - www.bco2.fr

Ville de Bordeaux

Direction de l'énergie, de l'écologie et du développement durable

Place Pey Berland

33 076 Bordeaux Cedex

Tel. : 05 56 10 20 30

D-2019/443
Rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2020.

Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Les dispositions de l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient qu'une présentation des grandes orientations dans lesquelles devraient s'inscrire les prochains budgets de la Ville compte tenu des éléments de contexte connus à ce jour soit effectuée dans un délais de 2 mois précédant l'examen de celui-ci.

Enfin, la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, prévoit également que sur cette période :
« À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :
1°L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
2°L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.
Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.»

Tel est l'objet du présent rapport et de ses annexes.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Je vais aller vite dans la présentation pour entrer dans le débat. Ce qu'il faut retenir de ce document, d'abord, je rappelle que l'évolution notable, depuis maintenant il y a quelques années, c'est que l'on est dans un document de prospective qui porte sur plusieurs exercices budgétaires, et pas simplement sur l'année suivante. On est véritablement dans du temps pas long, mais du temps moyen, et que l'on projette nos différentes capacités financières.

S'agissant de l'année 2020, le budget, nous le voterons au mois de décembre. Je rappelle que nous tenons le contrat que nous avons ici signé avec l'État qui limite la progression annuelle de certaines de nos dépenses de fonctionnement à 1,35 %. Plus que le tendanciel, je rappelle que c'est la masse qu'il faut garder, et c'est donc 299 480 000 euros qu'il s'agira de ne pas dépasser. Si on devait dépasser, j'ai vu que d'autres collectivités le faisaient, on s'exposerait à une amende, et ce n'est pas de bonne politique.

Tout cela, on le met en parallèle d'un dynamisme démographique qui est quand même toujours présent avec un peu moins de 1 % de croissance annuelle, là où on n'était plus haut, il y a quelques années. On est en train d'équilibrer les choses. C'est à peu près 2 000 habitants supplémentaires.

Nous projetons de stabiliser l'ensemble de nos dépenses réelles au-dessous de 2 %. À ceux qui auraient du mal à faire le parallèle entre les 1,35 % et les 2 %, je rappelle que dans les 1,35 %, toutes les dépenses ne sont pas qualifiées, et c'est pour cela qu'il y a d'autres dépenses de fonctionnement qui s'extraient ou qui s'affranchissent de cet objectif. Nous nous projetons sur l'année suivante avec une stabilisation, et même un petit gain sur les subventions allouées aux associations. Ce sera 41 millions d'euros que nous verserons en 2020. Nous maintenons notre masse salariale. Elle se limitera pour 2020 à +3 %, et tout cela parce qu'aussi, on a des priorités, on l'a dit tout à l'heure, sur la sécurité avec plus d'agents, sur les personnels dans les écoles. Bref, on assume aussi les politiques publiques, et on va tendre vers une évolution de 2,5 % sur la période.

Vous aurez dans ce document quelques chiffres intéressants sur les masses, recettes/dépenses, à quoi correspond la dette. Ce qu'il faut retenir, c'est d'abord que nos ratios financiers sont bons. Que s'agissant de la capacité de désendettement, on reste très en deçà du seuil qui nous mettrait en difficulté. D'autant que quand on prend un peu l'expérience, on voit que nos objectifs sont toujours plus élevés que notre capacité de réalisation, et que quand bien même cette capacité de désendettement augmenterait, je ne suis pas persuadé qu'à l'appui de la réalisation, on puisse véritablement aller si loin.

Ce qu'il faut retenir, c'est que nous sommes dans une dynamique d'investissement, que nous maintenons un niveau d'investissement assez élevé et que nous maintiendrons ce niveau d'investissement de façon élevée.

Les recettes de fonctionnement se stabilisent. On attend pour cette période en moyenne 412 millions d'euros par an de recettes de fonctionnement. Il y a à noter une petite baisse, enfin même une baisse de la DGF pour l'année 2020. Cela sera –1 300 000 euros. Tout cela se stabilisera autour de 36 millions d'euros, mais par ailleurs, les autres produits se stabilisent. Et donc, nous ne sommes pas dans une situation difficile.

Les recettes fiscales sont, bien évidemment, impactées par les réformes en cours, mais nous prévoyons une augmentation de 1,5 % de nos recettes à hauteur de 138 millions d'euros l'an prochain. Ce ne sont pas les taux puisque nous ne toucherons pas aux taux, mais c'est l'augmentation physique et la revalorisation des bases que l'on espère inscrites au projet Loi de finances. Nous maintenons toujours la surtaxe sur les résidences secondaires, je n'y reviendrai pas.

Et s'agissant de la taxe foncière, je rappelle que l'an dernier, nous avons baissé de 1 % cette taxe. Nous continuerons une modération fiscale sur la taxe foncière et nous ne l'augmenterons pas.

Vous retrouverez dans ce document un certain nombre de tableaux et d'histogrammes qui rappellent un petit peu les progressions par rapport aux années précédentes. Rappeler quand même que la part par habitant de la fiscalité sur Bordeaux nous classe parmi les villes qui utilisent le moins le levier fiscal, et c'est tout à notre honneur.

Les dépenses de fonctionnement, comme je vous le disais, pour 2020, elles s'établiront à 348 millions d'euros, c'est du prévisionnel, soit une hausse de 0,9 % par rapport à 2019. Et comme je le disais tout à l'heure, on respectera le 1,35 %.

Sur les équipements, nous prévoyons un niveau de dépenses d'investissement en dessous de 100 millions d'euros à 97 millions d'euros. Et quand on regarde le niveau d'exécution de notre PPI, il est estimé sur

cette future période à 363 millions d'euros dont 80 millions d'euros dès 2020 concentrés et centrés sur les équipements de proximité.

L'évolution de la perspective de la dette, bien évidemment, elle augmente, mais elle est soutenable. Nous maintenons une épargne élevée. Nous remboursons plus que ce que nous empruntons en l'état, et en tout état de cause, à l'heure où l'argent n'est pas très cher, ce n'est pas choquant de faire aussi appel un peu à l'emprunt pour financer nos équipements.

Donc, vous dire en quelques mots pour finir, que les finances de la Ville vont bien, que cela a mérité beaucoup d'énergie dans les années passées. Il a fallu prendre de décision, je n'y reviendrai pas, mais on a réussi, et grâce à cela, on maintient un niveau élevé de politique publique, de soutien aux tiers, et d'investissement.

Monsieur ROUVEYRE.

M. ROUVEYRE

Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, ce mandat prend fin, d'ici quelques mois et ce Débat d'Orientations Budgétaires, comme d'ailleurs la Décision modificative n° 3 sont l'occasion pour nous de dresser à la fois un bilan de ce qu'a été, selon nous, la gestion financière de cette collectivité par son exécutif, et peut-être également exprimer un souhait pour le proche avenir.

Je me colle à cet exercice maintenant depuis presque 13 ans. Alors, je ne m'attends pas, Monsieur le Maire, à ce que vous partagiez ce que je vais dire, et je doute également que la presse se précipite dans l'examen des documents budgétaires pour vérifier qui de nous ou de vous approchent de la vérité. Au mieux on lira : « L'opposition dit ceci, la majorité répond cela. » Donc, avec un peu de chance, et uniquement pour l'ego, la Chambre régionale des comptes viendra d'ici 2 ou 3 ans confirmer une nouvelle fois nos analyses.

Pour mener correctement nos politiques publiques, nous sommes amenés, comme dans la plupart des autres collectivités à effectuer un certain nombre de dépenses en fonctionnement et en investissement. Dans le fonctionnement, on trouve la rémunération des agents, qu'ils relèvent de la Police municipale par exemple, ou du service de la restauration scolaire. Et dans les dépenses de fonctionnement, on trouve également la subvention aux associations ou encore celles au CCAS et on range dans les dépenses d'investissement, la construction et la maintenance des écoles, les équipements sportifs ou de Petite Enfance, et on trouve aussi dans ces dépenses d'investissement l'entretien, par exemple, de notre patrimoine municipal.

Parmi les grandes ressources qui sont à notre disposition, on trouve la fiscalité, bien entendu, directe comme la taxe foncière ou la taxe d'habitation pour un moment encore en tout cas, et indirecte, comme par exemple le produit d'occupation du domaine public.

Nous avons également un autre levier important, vous en parliez pour faire face à nos dépenses exclusivement d'investissement qui sont donc l'endettement, le recours à la dette d'une manière générale.

Ceci étant dit, ce Document d'orientations budgétaires doit donc répondre à la question suivante : « Sommes-nous, d'un point de vue financier et dans le temps, capables de faire face aux exigences de service public qui sont les nôtres, qui s'imposent à nous ? »

Pour y répondre, il faut examiner et je vous rassure je m'efforcerai de le faire rapidement à la fois nos dépenses et évidemment nos ressources en les décomposant comme je l'ai indiqué à l'instant. Concernant les dépenses de fonctionnement, la première chose que j'ai envie de vous dire, c'est que vous nous révélez une incapacité à maîtriser ces dépenses de fonctionnement. Une incapacité d'autant plus troublante que vous vous étiez fixé vous-mêmes des objectifs. Souvenez-vous qu'elles devaient se stabiliser, ces dépenses de fonctionnement, et finalement, elles vont augmenter au-delà des engagements que vous avez accepté volontairement de prendre vis-à-vis de l'État. Je vous rappelle en effet qu'en mai 2018, ici même, vous avez avec un certain enthousiasme proposé au Conseil municipal d'accepter la demande de l'État de limiter nos dépenses de fonctionnement à hauteur des 1,35 %. On inclut ici les retraitements. À l'époque, nous vous appelions, essayez de vous en souvenir, à ne pas acheter les chaînes avec lesquelles l'État voulait nous attacher. Plusieurs collectivités, comme le Département de la Gironde par exemple, ont immédiatement dit : « Attention, impossible de tenir cet objectif, car on subit une partie de l'augmentation de ces dépenses de fonctionnement. » L'État nous demande de limiter des dépenses qu'il nous ordonne d'exécuter. Pour les départements, c'est, par exemple, le paiement assez logiquement des aides individualité de solidarité APA, PCH, ou RSA. À l'époque, on vous proposait même de présenter un front commun des collectivités contre ce contrat inique, un pseudo-contrat puisqu'il n'y avait pas véritablement d'échange de consentement. Et

d'ailleurs, à l'époque, je l'ai retrouvé dans les comptes-rendus du Conseil municipal, un contrat qu'Alain JUPPÉ considérait comme léonin. Et à ce moment-là, vous nous expliquiez, Monsieur le Maire, parce que vous étiez à ce moment-là Adjoint aux Finances, que le combat, en résumé, était vain, et qu'en tout état de cause, c'était un objectif, cette limitation des dépenses de fonctionnement à 1,35 %, hautement atteignable. Vous avez donc déposé les armes quand d'autres ont préféré tenter d'engager un rapport de force. On verra ce qu'il donnera. Il est aujourd'hui pendant devant le Tribunal administratif. On verra, pour en tout cas ce qui concerne le Département de la Gironde, ce à quoi le contentieux aboutira. Mais en tout cas, il a été décidé pour certaines collectivités d'engager ce combat hautement girondin, si je peux me permettre pour évidemment la défense de la libre administration des collectivités territoriales.

En tout état de cause, le DOB nous dit que vous vous préparez d'ores et déjà à être sanctionnés par l'État puisque vous ne pourrez pas tenir vos engagements, et cela se manifeste comment ? Vous avez provisionné, c'est l'expression que l'on peut retrouver dans le Débat d'Orientations Budgétaires, vous avez provisionné la punition - c'est comme cela que vos collègues de l'opposition au Conseil départemental l'a qualifiée - la punition que va nous infliger l'État parce que nous n'arriverons pas à tenir nos engagements. Et là encore, je le répète, contrairement à d'autres collectivités, des engagements que vous avez accepté volontairement de prendre quand on vous disait : « Attention, on ne maîtrise pas tout. Faisons attention à où on va. » Cela, c'est le premier élément.

Deuxième élément, sur les dépenses d'investissement, on constate deux choses. D'abord, que vous continuez cette cavalerie, c'est-à-dire que l'on programme des dépenses d'investissement, que l'on reporte d'année en année, et puis, alors il y a une nouveauté cette année qui vient s'illustrer par la Délibération modificative n° 3, et on va bien sûr l'expliquer, c'est que maintenant, on supprime des crédits d'investissement. Donc, on supprime des investissements dans des écoles, par exemple. Quand on attend, depuis longtemps, un certain nombre de travaux, aujourd'hui, on ne peut pas. Alors, on sait bien pourquoi. Je connais d'ores et déjà la réponse que vous allez nous faire, c'est-à-dire « Oh, on a une capacité d'exécuter les dépenses, une incapacité à faire, et puis vous comprenez les entreprises, c'est compliqué ». Moi, j'ai comparé les autres villes de taille équivalente, on n'a pas des taux d'exécution des dépenses d'investissement aussi faibles que celles que l'on connaît à Bordeaux. Que ce soit d'ailleurs sur les dépenses d'équipement globales ou des dépenses d'équipement brutes, on arrive quand même à des chiffres effrayants. Alors, vous allez me dire : « Attendez le Compte administratif », on ne sera plus là pour le faire, c'est la raison pour laquelle je vous ai interrogé pour savoir où on en était de l'exécution de nos dépenses d'investissement. Cela veut dire en gros « On a promis 100, combien on a aujourd'hui dépensé dans la réalisation des équipements sportifs des écoles ? », etc. À la moitié de l'année, les chiffres que vous me communiquiez, c'était 25 % de taux d'exécution. Je comprends pourquoi aujourd'hui on supprime entre 11 et 15 millions de crédits en fonction des chapitres que l'on relève pour évidemment essayer de diminuer au mieux le taux d'exécution de ces dépenses d'investissement. Ce qui quand même pose beaucoup de problèmes, on y reviendra probablement à l'occasion de l'examen de la DM3, mais aujourd'hui à la fois, et pour résumer sur la question des dépenses, on est figé sur nos dépenses de fonctionnement. Dès que l'on dépasse, on est sanctionné. Et sur nos dépenses d'investissement, eh bien, on voit bien que l'on est incapable de les mettre en œuvre. On utilise à la fois la cavalerie budgétaire et également, c'est nouveau, la suppression des crédits purement et simplement.

Concernant la fiscalité, là encore, moi je laisse les observateurs aller chercher les sources qui vont bien. Soit ils se contentent de ces graphiques qui n'ont strictement aucun sens parce que, et on l'a dit plusieurs fois ici, comparer des taux sans les associer aux bases n'a pas vraiment d'intérêt. Mais surtout il y a un certain nombre d'autorités indépendantes qui viennent regarder les comptes de la Ville et de ses homologues, et qui placent Bordeaux comme l'une des plus grandes villes de France les plus fiscalisées. Première parmi les grandes villes de France sur le plan de la taxe foncière. Deuxième sur le plan de la taxe d'habitation qui, bientôt, aura disparu. En tout cas, parmi les grandes villes de France, Bordeaux est une ville hypra fiscalisée où la fiscalité est maintenant devenue, pour un certain nombre de nos concitoyens, totalement insupportable, et on n'a plus sur cet aspect-là aucune marge de manœuvre.

Donc, cela interroge, et c'est mon dernier point, deuxième en matière de ressources, sur la question de la dette. Nous, on considère que nous frôlons la situation du surendettement. Et j'aimerais expliquer pourquoi. Alors, bien sûr, dans votre présentation et à quelques mois de l'élection, je peux le comprendre. Je le dis, moi, plus sereinement maintenant, mais vous nous dites que l'encours de la dette baisse de 0,91 %. J'ai déjà pu le dire, et tenter de l'expliquer ici, le stock de dettes dont vous nous parlez ne tient pas compte d'une partie importante de la dette qui se trouve dans les comptes de la Métropole, mais que pour autant nous sommes obligés de rembourser à l'euro près qui est évidemment constitué de la dette du Grand stade. Je

regardais le Compte administratif de la Métropole, corroboré par son budget primitif 2019, on est sur une somme d'environ 170 millions d'euros, donc un stock de dettes que nous devons rembourser qui, certes, est dans les comptes de la Métropole, mais par la loi que nous devons rembourser chaque année…

M. ROBERT

(Intervention sans micro, inaudible.)

M. ROUVEYRE

…. Mais bien sûr, qu'on les rembourse par l'attribution de compensation. Donc, c'est bien un stock de dettes qui devraient d'un point de vue financier, et c'est notre analyse, qui devraient d'un point de vue financier, être répercutées dans nos ratios pour véritablement révéler quel est le ratio d'endettement de la ville.

Mais surtout, Monsieur le Maire, et c'est quand même assez incroyable que vous le présentiez comme cela sur ce document, vous nous dites au 4.2 de votre Document d'orientations budgétaires qui s'appelle « État des lieux et prospectives 2020 et 2023 », vous nous parlez de l'extinction de la dette. Et vous précisez : « Oui, mais c'est sans la contractualisation de nouveaux emprunts. » Sauf que dans le même temps, et là, je suis assez surpris que vous ne nous le montriez pas, au regard de tout ce que j'ai dit, et dans la mesure où la fiscalité est un levier sur lequel on ne peut plus agir, si jamais on entend évidemment assumer nos dépenses d'investissement, il faut augmenter cet endettement. Et c'est évidemment ce que vous projetez de faire. Mais vous êtes bien malin parce qu'il est hors de question de présenter un ratio d'endettement catastrophique à la population à quelques mois de l'échéance. Donc, tout simplement, vous l'avez glissé dans vos projections financières des prochaines années.

En gros, on verra cela plus tard, mettons cela sous le tapis. Il y a quand même, et c'est quand même incroyable de votre part, la programmation… alors, vous nous avez dit peut-être pour désamorcer préalablement que l'argent n'était pas cher, mais enfin, si on regarde vos prévisions, on va acheter ou on va, en tout cas, acquérir 229 millions d'euros de dettes supplémentaires sur les cinq prochaines années. C'est ce qui est indiqué, ce qui est indiqué sur le document. Alors, certes, il y a une partie d'entre elles que l'on va rembourser, sauf que quand on regarde vos graphiques qui permettent d'illustrer comment on finance nos investissements, on voit que le poids de la dette est bien plus important évidemment que notre capacité d'autofinancement, ce qui plombe considérablement nos ratios d'épargne et encore, j'insiste sur ce point, qui ne tiennent pas compte du stock de dettes liées à l'emprunt PPP du Stade de Bordeaux.

À un moment, je ne me désespère pas, et probablement que cela interviendra dans le débat municipal, mais à un moment, les Bordelaises et les Bordelais qui reçoivent leur taxe foncière, leur taxe d'habitation vont se poser des questions. À un moment, les parents qui n'arrivent pas à trouver une crèche pour leur nouveau-né vont se poser une question. À un moment, celles et ceux qui ont des enfants placés dans des écoles qui ont besoin de rénovation vont se poser des questions. À un moment, celles et ceux qui fréquentent notre patrimoine municipal vont quand même se poser des questions sur son entretien et sur les décalages dans le temps de sa rénovation. Pour le moment, et vous avez raison de surfer là-dessus, ce n'est pas le cas. Moi, j'aurais aimé, mais j'ai le droit de l'exprimer ainsi, que ce Débat d'Orientations Budgétaires soit l'occasion pour vous de nous présenter un vrai plan de redressement de notre fiscalité publique municipale. Ce n'est pas le cas. C'est la raison d'ailleurs pour laquelle on votera contre ce DOB, mais j'ai bon espoir que - en tout cas, je forme le vœu - que cela devienne un sujet de campagne électorale. J'espère que vous serez au moins d'accord avec cette conclusion, je ne vois pas comment on parle de l'exécution de nos missions de service public, comment on mène des politiques publiques municipales sans évidemment avoir des finances publiques à la hauteur des enjeux qui se présentent à nous.

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Oui, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, sur ce Débat d'Orientations Budgétaires, je voulais, pour ma part, insister sur le niveau d'investissement de notre ville. On vient d'entendre, et j'y répondrai en partie, un certain nombre de critiques qui ne me paraissent pas exactes. Et, d'ailleurs, je vais adopter peut-être une logique un peu comparable à celle qui consisterait à dire : « Il ne faut pas regarder que les taux d'impôts, il faut regarder les bases », eh bien, nous ne regardons pas des taux d'exécution, regardons les euros investis par habitant. Si nous devions simplement regarder les taux d'exécution, je l'évoquerai après,

nous n'avons pas à rougir. Mais si, nous regardons les euros investis par habitant, nous constatons qu'à Bordeaux, nous allons atteindre 86 millions de dépenses, ce qui nous amène à 336 euros par habitant contre 315 euros l'an dernier. Donc, nous investissons plus en équipements pour les Bordelaises et les Bordelais que l'an dernier. Et sans rentrer dans des chiffres trop compliqués à comprendre, il suffit de prendre le dernier dossier du POINT sur notre ville qui affirme que certes, à Bordeaux, les impôts sont élevés, c'est un héritage de 1995, et je rappelle que nous les avons baissés, mais que notre ville investit. « Une ville qui taxe, mais qui investit beaucoup ». Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le magazine LE POINT et sans rentrer dans le détail, il y a dans nos budgets votés une multitude d'équipements concrets pour prouver ce que je suis en train de dire. La Bibliothèque de Caudéran, 1,7 million. La Bibliothèque de Mériadeck, 1,1 million. Le groupe scolaire de la Benauge, 3 millions. Des travaux de sécurisation dans les écoles 2 millions. L'extension de Poincaré, 900 000 euros, etc., etc., etc. Je m'arrête là. J'ai une liste de 20 projets sous les yeux d'équipements éducatifs, sportifs, culturels, de logements, de rénovations qui attestent de cette puissance en investissements que nous déployons.

Concernant le taux d'exécution, il a une valeur relative. Nous vous avons dit, Monsieur ROUVEYRE, en commission que nous ne serions pas à 25 %, c'est le dernier chiffre, vous l'avez vous-même dit du milieu d'année, mais que nous allions très probablement atteindre les 60 %. Cette information a été donnée en commission, il aurait été honnête de le dire même si c'est encore une projection. Et je préfère faire 60 % de 100 millions que 80 % de 50 millions. Donc, le taux, cela ne veut pas dire grand-chose. Ce qu'il faut regarder, c'est les euros réellement investis et les projets qui sortent. Nos concitoyens ne connaissent pas les taux d'exécution, mais ils voient qu'il y a des rénovations dans les écoles. Ils voient qu'il y a des équipements sportifs et culturels qui naissent. Par ailleurs, je rappelle qu'en utilisant le système des AP-CP, c'est un peu compliqué, mais nous améliorons nos taux d'exécution, et nous sommes, j'en suis sûr, d'accord pour dire qu'il faut augmenter le nombre de projets gérés en AP-CP.

En ce qui concerne d'ailleurs ce taux d'exécution, et j'en termine sur ce point, vous avez fait des calculs sur les grandes villes, eh bien nous aussi. Quelle est la moyenne des villes comparables en taux d'exécution à la fin de l'année ? 68 %. Nous allons être probablement autour de 60 %, alors, c'est en dessous de la moyenne, mais cela n'est absolument pas comparable aux critiques que vous venez d'émettre.

Concernant les dépenses de fonctionnement, elles sont, bien évidemment, maîtrisées. Il suffit de regarder la progression de notre budget de fonctionnement d'une année sur l'autre et dans les projections à venir pour affirmer qu'elles sont maîtrisées.

Le respect du contrat signé avec l'État sera effectif en 2019, et nous l'espérons en 2020. Mais oui, nous avons effectivement écrit que, compte tenu de nos besoins en équipements publics, compte tenu des dépenses de fonctionnement supplémentaires que nous réalisons pour nourrir ces équipements publics parce que la ville est attractive, eh bien, il faudra discuter avec l'État pour retraiter un certain nombre de dépenses.

Lorsque vous avez cité l'exemple du Département de la Gironde, je me suis demandé si c'était bien sérieux parce qu'en l'occurrence, vous venez d'être sanctionnés avec une amende. Alors, vous avez certes refusé de signer ce contrat avec l'État, mais vous n'êtes certainement pas dans une position pour nous donner des leçons de maîtrise de vos dépenses de fonctionnement. Si ma mémoire est bonne, l'amende est de 12 millions d'euros, et cela me laisse penser que, dans ce domaine-là, le Département a sans doute des arguments pour faire augmenter ses dépenses de fonctionnement, mais il ne peut pas nous donner de leçons.

Nous avons effectivement anticipé en imaginant, si nous ne respections pas le contrat, avoir une pénalité, et malgré cela, nos ratios sont bons. Donc, malgré ce qui pourrait nous arriver, les ratios sont excellents.

Enfin, j'en terminerai par-là, concernant les dépenses d'investissement, on ne supprime pas des crédits cette année exceptionnellement. Tous les ans, quand on arrive en fin d'année, eh bien, on reporte des crédits, c'est-à-dire qu'on les supprime pour les réinscrire et pour être le plus conforme possible à notre réalité financière. Je crois d'ailleurs que c'était même une de vos demandes encore récentes.

Enfin, vous voulez que ce point-là soit un sujet de campagne, je vous le dis très sereinement : « Cela va être un sujet de campagne » parce que celui qui a permis cette situation financière, c'était l'Adjoint aux Finances qui est aujourd'hui Maire de Bordeaux, et on va le dire, et on va le répéter.

M. le MAIRE

Merci Monsieur ROBERT. Monsieur GAUTÉ.

M. GAUTE

Oui, Monsieur le Maire, très rapidement, en matière de priorisation des politiques publiques, simplement un petit bilan très rapide. Je l'ai dit tout à l'heure en matière de sécurité et de tranquillité publiques, c'est pour 2019, 47 recrutements. En matière d'éducation, création - cela, c'est des choses concrètes et positives – de 111 postes, ce qui est en adéquation complètement avec les classes ouvertes sur la même période. Tous les recrutements ont été réalisés. Il y a eu des recours à des marchés d'insertion et des renforts temporaires pour faire face à des besoins ponctuels liés à des absences.

En matière de Petite Enfance, Monsieur ROUVEYRE, vous l'avez soulevé, je vous rappelle que la Ville finance à hauteur de 2 570 places sur 5 420 places d'accueil, soit au total près de 50 %. Trois DSP sont en cours de procédure pour les crèches Petites pousses, Saint-Augustin, Montgolfier, 4 DSP en projet, 12 marchés de réservation de berceaux existent pour un total de 191 places d'accueil. En cas d'absence ou d'accroissement en charge ponctuels, l'ensemble de ces services peut avoir recours à des renforts ponctuels, ce qui est le cas. Et il existe une enveloppe budgétaire de l'ordre de 9 millions d'euros, ce qui n'est pas neutre comme vous pouvez l'imaginer.

J'ajoute que les relations avec les agents municipaux se passent très bien. Je voudrais aujourd'hui rendre hommage à leur travail, leur sérieux et leur compétence ; de même qu'avec les organisations syndicales où j'avoue que nos relations se passent également très bien.

En matière de commande publique, le fait de regrouper les commandes publiques nous amène des économies substantielles. Sur 203 marchés en 2019, je rappelle qu'il y a 51 marchés qui ont été notifiés dans le cadre de groupements de commandes. 51 800 heures d'insertion ont été contractualisées sur tous les contrats. Le nombre de TPE-PME pour l'année 2018 est de 70 % dans le cadre des marchés publics notifiés par la ville, soit une valeur très proche des 71,8, pourcentage national. Les gains obtenus sont significatifs. Les contentieux en matière de marché public, il y a eu trois contentieux depuis 2017. Un seul contentieux a été perdu. Sur les 1 045 marchés notifiés par la Ville de Bordeaux depuis 2017 sur ces trois recours, un seul nous a été défavorable pour un marché de 20 000 euros.

Les objectifs. Il s'agit pour nous de poursuivre ce travail de déploiement des clauses sociales, d'accompagner les entreprises pour soumissionner davantage à hauteur des marchés publics, et d'ouvrir la possibilité à la ville de Bordeaux d'agir en tant que centrale d'achat afin de simplifier et d'alléger administrativement les groupements de commandes.

Voilà pour le bilan que je voulais faire en ce qui concerne mes deux délégations.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, trois brèves observations parce que j'ai déjà beaucoup parlé.

La première rejoint ce que vient de dire Matthieu ROUVEYRE, mais j'y reviens parce que vous n'y avez pas répondu, peut-être pas encore, sur la dette du Grand Stade, du PPP du Grand Stade. Effectivement, au départ les dettes des PPP, vous allez me contredire si ce n'est pas exact, le passe-passe intéressant, c'était qu'elles n'étaient pas intégrées dans la dette publique. C'est pour cela que beaucoup de collectivités se sont précipitées dès que le statut juridique des PPP a été possible pour adopter ce type de financement, d'ailleurs très onéreux pour les collectivités qui l'ont choisi, mais au moins il y avait un avantage, ce n'était pas dans la dette publique. Donc, à ce niveau-là, c'était bénéf. Après, le législateur, j'ai envie de dire « dans sa sagesse » s'est rendu compte qu'effectivement elles devaient être intégrées à la dette publique, et elles ont été intégrées. Mais là où il y a un nouveau tour de passe-passe, à moins que je ne me trompe dans mon analyse, c'est que - vous me l'avez confirmé d'ailleurs lors du dernier Conseil de Bordeaux Métropole - désormais la dette du PPP est incluse dans l'attribution de compensation que verse la Ville de Bordeaux. On est bien d'accord là-dessus ? Elle n'est plus intégrée à la dette, c'est dans le cadre des attributions de compensation, c'est à ce niveau-là qu'intervient la dette PPP ?

M. le MAIRE

Enfin Pierre, comme sur n'importe quel emprunt

M. HURMIC

Je le mets sur la table.

M. le MAIRE

Mais ce n'est pas le mettre sur la table. C'est dans l'attribution de compensation. C'est l'amortissement. Qu'on le paie directement ou qu'on le paie à l'agglo, c'est la même chose. C'est le même niveau de remboursement.

M. HURMIC

Mais ce n'est pas de la dette, ce n'est pas inclus dans l'endettement. C'est cela le passe-passe. C'est que, pour moi, comme l'a dit Matthieu ROUVEYRE, moi je suis tout à fait d'accord là-dessus, c'est une dette de la ville. Vous avez trouvé ce système astucieux, je vous l'accorde qui fait que …

M. le MAIRE

Mais non, vous faites une confusion entre sur quel budget c'est inscrit et qui le rembourse. Certes, c'est sur le budget de l'Agglomération, mais enfin, à la fin c'est l'agglomération qui sera propriétaire du stade. Et qui le rembourse ? C'est la Ville. C'est nous qui continuons à rembourser.

M. HURMIC

Mais vous ne répondez pas. La dette, vous l'excluez de la dette ?

M. le MAIRE

Oui, c'est normal puisque c'est l'Agglo qui prend la compétence…

M. HURMIC

Oui, mais vous remboursez à l'Agglo par l'attribution de compensation. Vous remboursez à l'Agglo ce qu'elle paie.

M. le MAIRE

Mais c'est normal.

M. HURMIC

Au final, c'est Bordeaux qui paie.

M. le MAIRE

C'est normal. C'est comme un loyer, c'est le principe même de la métropolisation.

M. HURMIC

Donc, c'est une dette des Bordelais.

M. le MAIRE

C'est l'objet même des commissions locales d'évaluation des charges transférées où ce que l'on transfère à l'Agglo, on paie un amortissement, on paie un entretien. Enfin, je ne comprends pas là votre…

M. HURMIC

Non, mais je ne conteste pas le montage. Je dis que cela vous permet de déduire cela de la dette.

M. le MAIRE

Il suffit de le réintégrer au moins virtuellement. Il y a eu une époque où vous me reprochiez de tout globaliser dans la dette de la Ville. Donc, du coup, je me souviens bien d'une séance où on avait fait réimprimer des documents pour dissocier la dette de la Ville de la dette des PPP. Rajouter les 100 millions d'euros de dettes du Stade aux 250 que nous avons aujourd'hui, cela fait 350. Voilà, c'est transparent.

M. HURMIC

C'est très bien. C'est ce que l'on vous demande, c'est très bien. Mais c'est à vous à le faire, ce n'est pas à nous. C'est à vous à le faire, ce n'est pas à nous. On n'est pas là pour bidouiller vos chiffres. C'est à vous à les mettre les 100 millions d'euros…

M. le MAIRE

Et qu'est-ce que cela change ?

M. HURMIC

Les chiffres ne sont plus bons !

M. le MAIRE

Mais arrêtez. Si on devait réintégrer du coup, je déduirais du remboursement à l'Agglo les 2,5 millions que l'on rembourse dans le cadre de l'attribution de compensation. Ce serait une opération dans les deux sens. Qu'est-ce que vous me racontez ? Bon, continuez.

M. HURMIC

On va finir, mais je note que vous nous proposez nous-mêmes de rajouter les 100 millions aux 250 millions.

M. le MAIRE

Mais en tout cas intellectuellement, je ne vais pas les cacher.

M. HURMIC

C'est le bon chiffre, d'accord. Alors, c'était ma première observation.

La deuxième sera brève. C'est le problème de la contractualisation avec l'État. C'est vrai que vous l'avez acceptée un peu facilement. Vous l'avez acceptée de façon très docile, Monsieur le Maire. Souvenez-vous, c'était le début de l'ère Macron à l'époque où il malmenait les collectivités locales et notamment les villes. Beaucoup de villes se sont plaintes du fait que cette contractualisation, elle était un peu raide, elle était un peu rigide. Je note qu'aujourd'hui, il ne le ferait pas. Vous êtes vous-même revenu du Congrès des Maires en disant que le Président de la République a mis un peu d'eau dans son vin, donc je ne suis pas persuadé qu'aujourd'hui, il imposerait cette contractualisation rigide aux collectivités locales. En tout cas, il l'a fait en début de mandature. Vous l'avez docilement accepté. Je vous rappelle que 29 % des collectivités concernées ont eu le courage de la refuser et de mettre en avant la libre administration des collectivités, notamment le Conseil départemental de la Gironde. Je trouve qu'effectivement c'est assez louable comme attitude.

Je vous rappellerai également, je ne sais pas si vous avez lu l'article du Monde qui est paru le 18 septembre dernier sur le bilan qui est très contrasté de la contractualisation entre l'État et les collectivités locales. Il disait que dans le périmètre des collectivités qui avaient accepté, la diminution du besoin de financement s'est élevée à 920 millions d'euros, et que toutes collectivités confondues, la baisse n'avait été que de 647 millions d'euros. Et donc, très loin des 2,6 milliards d'euros qui étaient escomptés dans la loi de programmation. Au départ, l'État nous avait vendu cela en disant : « On va faire 2,6 milliards d'euros grâce à cette contractualisation. » Je vous ai donné le bon chiffre. La baisse n'a été que de 647 millions. Donc, même au niveau de l'État, il a ennuyé les collectivités locales qui l'ont acceptée pour la plupart d'entre elles, mais le bénéfice escompté est loin d'être au rendez-vous. C'était ma deuxième observation.

Troisième et dernière observation, naturellement, c'est le taux d'exécution des dépenses d'investissement. Il n'est à l'heure actuelle que de 44 %. À la mi-novembre, il était de 44 %. Vous nous dites qu'à la fin de l'année, ce sera 60 %, je n'en sais rien. Je prends le chiffre aujourd'hui. À un mois et demi de la fin de l'année, on est à peine à 44 % de réalisation. Je ne suis pas sûr que l'on arrive à 60 %. Vous nous dites, Monsieur l'Adjoint, que la strate, c'est 68 %. Je suis persuadé qu'à la fin de l'année, on sera de toute façon, même en prenant vos chiffres, en dessous de la strate et du taux de réalisation des collectivités locales qui ont les mêmes contraintes que nous. Quand on a discuté en commission des finances, vous mettiez en avant les appels d'offres infructueux, et tout cela, peut-être que c'est des choses exactes, mais ces contraintes, elles existent dans toutes les collectivités locales. Certaines sont plus performantes que nous en termes de taux de réalisation. Alors, cela vous permet de prévoir très largement vos dépenses d'investissement en vendant aux Bordelais des améliorations de leur cadre de vie, de leurs écoles, des services proposés par la ville et on se rend compte dans les faits qu'effectivement les crédits qui avaient été annoncés ne sont pas dépensés, que l'on retrouve des crédits reportés d'année en année puisque ces projets-là ne sont pas menés à bien. Donc c'est un peu, ce que l'on appelle des effets d'annonce.

Voilà ce que je voulais dire sur ces orientations budgétaires, et Delphine JAMET ajoutera quelques mots. Merci.

M. le MAIRE

Merci. Madame JAMET. Pourquoi il n'y en a pas un des deux qui parle tout simplement ? Vous pourriez vous répartir la tâche suivant les sujets.

MME JAMET

Non, après, je pense que c'est la démocratie aussi. Finalement, tout à l'heure, vous avez été 7 ou 8 à intervenir sur le rapport DD. Donc, c'est en fonction du nombre. Nous, on n'est que deux. Donc, on est deux à intervenir. Il me semble que c'est assez logique. Donc, je vais en mettre une petite couche sur la transition écologique, et puis sur les gaz à effet de serre. J'ai lu, Monsieur le Maire, Chers Collègues, ce rapport sur les orientations budgétaires pour l'exercice 2020 très attentivement. Je dois vous avouer qu'encore plus cette année que les précédentes, je suis restée perplexe, voire totalement désabusée. Vous avez fait mine depuis votre élection de comprendre les enjeux du dérèglement climatique. Vous faites croire que vous avez compris les défis, que nous allons tous collectivement devoir relever. Or, dans ce document, pas une seule ligne, pas une seule ne prend en compte la réalité dans laquelle nous nous trouvons. Dans la mise en contexte, vous nous parlez de PIB et de croissance, d'indicateurs socioéconomiques et sociodémographiques, mais jamais, non jamais vous ne parlez de contexte de crise écologique dans laquelle le monde, l'Europe, la France, et Bordeaux se trouvent. Alors, permettez-moi de remettre ces orientations budgétaires dans ce contexte. Nous le savons tous, le changement climatique s'aggrave à cause des gaz à effet de serre. Une fois que l'on a mis ces gaz à effet de serre, et notamment le CO_2 dans l'atmosphère, il s'avère qu'il n'y a pas de processus chimique spontané d'épuration. Il y a des processus de stockage, les océans et les forêts, mais nous ne nous cessons pas de les détruire ces puits de stockage. Si demain matin nous arrêtions tous, mais je dis bien tous d'émettre du CO_2 sur la planète, le surplus déjà créé jusqu'à présent serait évacué pour 60 % dans 100 ans, pour 20 % dans 1 000 ans, et pour 10 % dans 10 000 ans.

Le processus est fondamentalement irréversible. Les scientifiques disent que la pente sur laquelle vous nous faites glisser nous amènera à +2°, pas d'ici 2100, +2° d'ici 2040. Dois-je vous rappeler que ces +2°, c'est l'objectif à ne pas dépasser si nous voulons continuer à vivre sur une terre vivable. À +2°, les phénomènes que nous avons connus, ces dernières années, seront amplifiés. Aujourd'hui, nous en sommes à 1,3°, je vous le rappelle. Tempêtes, sécheresses, rupture d'approvisionnement en eau, inondations, etc., etc. À partir de +3°, c'est l'insécurité alimentaire qui rentre en action, et donc qu'est-ce qui se développe à ce moment-là ? C'est l'insécurité politique.

Autre facteur de contexte : la raréfaction des ressources. Le PIB et la croissance sont des facteurs basés sur notre capacité à produire de l'énergie. La croissance du PIB va avec la croissance de l'énergie. Les deux courbes sont parallèles. L'une sans l'autre, tout s'effondre. Il faut vraiment que vous en ayez conscience. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on pose notre capacité à continuer à croître que sur le fait que l'on continue à croître dans notre consommation d'énergie et dans la production de cette énergie. Sauf que ces ressources qui sont majoritairement fossiles sont en train de se réduire comme peau de chagrin. Le PIB mondial ne dépend que de l'énergie disponible. Si le volume d'énergie disponible est contraint, alors le PIB est contraint et la croissance stagne voire décline inéluctablement. C'est mathématique, et c'est physique. Ce qui fait tourner le monde aujourd'hui, ce sont ces énergies fossiles et nous sommes foncièrement dépendants de ces énergies fossiles. Or, l'énergie disponible est contrainte depuis plus de 10 ans, et cela ne va faire que diminuer. Cette présentation comptable et financière du budget est une présentation d'un autre temps. J'aurais aimé y trouver l'intégration dans ce rapport de facteurs extra-financiers. Je pense qu'ils sont indispensables aujourd'hui. On ne peut pas réfléchir à un budget sans prendre ces facteurs extra-financiers. Dans le monde de l'entreprise, ils ont l'obligation de produire un rapport extra-financier qui n'est que déclaratif certes, mais qui a cependant donné une visibilité à des informations qui étaient éparses et contingentées dans les services. Ces informations se voient maintenant catégorisées suivies voire objectivées permettant d'avoir une vision transversale de l'entreprise selon quatre axes : le social, le sociétal, l'environnemental et la gouvernance.

Pour aller plus loin encore, il semble que vous ne soyez pas au courant, mais il existe aujourd'hui la comptabilité CARE, Comptabilité Adaptée au Renouvellement de l'Environnement, qui elle est contraignante et réellement efficace du point de vue de la préservation de nos ressources puisque les externalités se traduisent dans les comptes.

Monsieur le Maire, je crois qu'il est temps d'intégrer dans notre vision budgétaire le capital humain et naturel. C'est indispensable si nous voulons mener à bien des vraies politiques publiques qui vont contre l'émission des gaz à effet de serre et l'adaptation de notre collectivité et notre territoire au changement climatique qui, je vous rappelle, est inéluctable.

M. le MAIRE

Merci. Quelques mots, même si les interventions des uns et des autres ont reçu des réponses. Sur une nouvelle façon de comptabiliser les choses, il y a une nomenclature qui existe. Le tout, c'est que les ambitions, les projets soient à la hauteur des enjeux pour l'avenir plus qu'une simple retranscription budgétaire. Ce n'est pas là-dessus que cela se joue.

Je voudrais quand même revenir sur l'intervention de Monsieur ROUVEYRE et de Monsieur HURMIC sur deux choses qui sont des contresens. Sur le contrat dit de « Cahors », moi je me tiens que c'était un bon dispositif et que contrairement à ce que l'on avait vécu sous le mandat précédent de 2012 à 2017 où je ne redonnerai pas les chiffres, mais on a divisé quand même notre DGF par 2. La baisse des dotations, on nous a fait les poches, l'État nous a fait les poches entre 2012 et 2017. Là, on était dans une autre logique de contractualisation, et moi, je continue à dire que c'était une bonne logique de responsabilisation. Nous, on a signé le contrat en connaissant les contraintes de tout cela. Moi, je reste volontariste là-dessus. On fera tout et je pense que l'on y arrivera pour maintenir ce contrat. C'est 1,35 %. Après, il s'arrête en 2020, le contrat. On verra comment cela se passe à l'avenir. Mais je ne prendrai pas le risque comme ce qui vient de vous arriver, et c'est vrai que Monsieur ROUVEYRE, vous avez une parole d'expert là, s'agissant de cette question, le Département vient d'être condamné à une amende de 12 millions d'euros. 12 millions d'euros. C'est catastrophique pour les finances du Département. Moi, je ne veux pas que cela arrive à la Ville de Bordeaux. Je ne prendrai jamais le risque de faire peser sur les épaules du contribuable ou d'être obligé de revoir les politiques publiques parce que l'État me sanctionne parce que je n'ai pas respecté des engagements. Cela, c'est le premier point.

Et second point, on s'aperçoit et cela a été dit par Fabien que cette sobriété financière bien sûr qu'on la pratique. On n'est pas simplement des croyants, on la pratique. On arrive à mener des politiques publiques. Et là où vous dressez un tableau un petit peu noirci de ce que pourrait être l'avenir, moi, justement, ce que je tente d'expliquer, c'est que l'on a des moyens, que certes on est contraint par ce contrat, mais qu'une fois libérés de ce contrat, on n'a pas d'inquiétudes à avoir sur nos capacités à assumer nos politiques publiques et à rembourser notre dette. Vous faites une fixation sur la dette, reprenez quand même le document page 33 sur les besoins que nous aurons de financement à l'avenir et notre capacité à rembourser. Aujourd'hui, on rembourse 30 millions d'euros par an. 26 millions de capital, 5 millions d'intérêts. Tous les ans, on a des emprunts qui tombent. Et d'ailleurs, cette année, on a baissé fortement, enfin on a baissé notre encours. Et quand bien même, et les chiffres sont affichés, ils sont transparents, on ne cache rien contrairement à ce que vous dites. Les besoins de financement jusqu'en 2023 en plus de ce que l'on rembourse déjà nous amènent à continuer à avoir un remboursement de dettes qui est sensiblement au même niveau que ce que l'on rembourse aujourd'hui. On sera à 32, 33 millions. C'est cela la vraie réalité financière. Voilà. Prenez les bons documents. Prenez les bons chiffres. Arrêtez d'essayer d'inquiéter les gens. De toute façon, on ne vous croit plus là-dessus. On ne vous croit plus. Cela fait 5 ans que vous nous annoncez, budget après budget, compte administratif après compte administratif… Vous avez même été jusqu'à saisir les tribunaux et à chaque fois vous êtes recalé là-dessus. Donc, arrêtez de laisser penser que l'on est en situation difficile. Non, on est dans une santé financière qui est correcte, plus que correcte. Et nos ambitions, on a les moyens de les assumer. Vous me dites : « Mais oui, mais vous affichez sur des dépenses de fonctionnement +2 %, alors que vous avez signé 1,35. » Enfin, reprenez les termes du contrat. Relisez ce que l'on a tous voté, à un moment ou à un autre, où dans l'assiette globale sur laquelle le contrat porte avec l'État, il n'y a pas toutes les dépenses. Donc, arrêtez de mélanger les choses ou de faire croire qu'il y a anguille sous roche. Sur les niveaux de réalisation, je ne vais pas redire ce qu'a dit très excellemment Fabien, mais moi, je préfère faire 60 % de taux de réalisation sur 100 millions d'euros d'inscrits que 70 % sur 80 millions tout simplement. Et quand on compare, et c'est pour cela que c'était très judicieux de sa part d'afficher le nombre d'euros par habitant, c'est cela. Ce n'est pas le pourcentage qui est intéressant. C'est la somme, et c'est pour cela qu'on a dit, à un moment ou un autre, on va arrêter d'afficher toujours les pourcentages parce que ce qui est important, c'est le nombre d'euros que l'on investit au final. Et quand on compare avec d'autres villes, on s'aperçoit que l'on est au-dessus du panier.

Sur la dette globalisée, vous étiez ceux qui m'expliquaient dans cette même assemblée qu'il ne fallait pas globaliser les choses. Et maintenant, vous m'expliquez qu'il faut les re-globaliser. Cela n'a pas de sens. Par ailleurs, quand on transfère le stade à Bordeaux Métropole, on transfère l'actif. Je me souviendrai toujours de ce document que je signe de ma main sur la sortie de notre patrimoine à hauteur de 203 millions d'euros ou 205 millions d'euros la valeur du stade. C'est Bordeaux Métropole qui en est le propriétaire. Bien sûr qu'il récupère la dette. Il en récupère la propriété, et pour le coup, c'est nous qui payons. On l'amortit, mais cela apparaît dans nos comptes. Enfin, ne laissez pas croire que l'on a caché la dette ailleurs. Ce

n’est pas vrai. C’est transparent et c’est logique. Et c’est vrai sur tous les équipements qui pourraient être transférés quels qu’ils soient. Il ne faut pas avoir ici une vision anxiogène des choses, et puis surtout dire des contrevérités. Voilà.

Je vous remercie. On passe… Une dernière intervention de Monsieur ROUVEYRE

M. ROUVEYRE

Oui, et qui sera rapide. Quatre petits éléments. Concernant les contentieux que nous avons menés, il y en a deux qui ont trouvé… et seulement deux que nous devons mener dans le cadre de ce mandat qui ont trouvé un aboutissement. Le premier concernant le Grand stade devant le Conseil d’État, nous avons gagné, et le second concernant l’emprunt fictif, on l’a déposé à la …

M. le MAIRE

Pas sur tout, non, le contrat n’a pas été annulé, arrêtez de dire des bêtises.

M. ROUVEYRE

Vous pouvez refaire l’histoire…

M. le MAIRE

Mais non, vous n’avez pas gagné, ce n’est pas vrai. Le juge vous a donné tort.

M. ROUVEYRE

C’est faux. La Ville a été condamnée.

M. le MAIRE

Le contrat n’a pas été annulé !

M. ROUVEYRE

Écoutez, la délibération a été …

M. le MAIRE

Il a juste modifié la délibération.

M. ROUVEYRE

La délibération a été nulle, le Conseil d’État m’a donné raison. Maintenant, si vous avez envie…

M. le MAIRE

Mais non, c’est n’est pas vrai !

M. ROUVEYRE

Pour moi, ce n’est pas très, très grave à ce stade-là. N’importe qui pourra se référer à la décision du Conseil d’État.

M. le MAIRE

Tant mieux.

M. ROUVEYRE

Et l’autre concernant l’emprunt fictif, si le Tribunal administratif a considéré que le délai était dépassé, en revanche, la Chambre régionale des comptes nous a donné raison, et vous a interpellés.

M. le MAIRE

Non, ce n’est pas vrai.

M. ROUVEYRE

Là encore, tout le monde pourra se référer…

M. le MAIRE

Non, eh bien on reprendra les textes de la Chambre régionale des comptes, elle dit que l'on n'a pas la même interprétation des choses.

M. ROUVEYRE

… au rapport de la Chambre régionale des comptes qui vous dit que vous n'avez pas…

M. le MAIRE

Non, ce n'est pas vrai, mais on reprendra le texte.

M. ROUVEYRE

D'accord, dites que ce n'est pas vrai, moi je vous donne juste deux éléments.

M. le MAIRE

Vous donnez votre sentiment, vous ne donnez pas la réalité !

M. ROUVEYRE

Concernant le premier contentieux, il suffit de se référer à l'arrêt du Conseil…

M. le MAIRE

Ce n'est pas vrai. Vous savez, c'est comme avec les enfants. Je me souviens, le mien quand il était petit, j'étais obligé de répéter les choses, je disais « Antoine, non ce n'est pas bien, il ne faut pas faire cela ». Et je le répétais, je le répétais, et au final, il a compris.

M. ROUVEYRE

Mais je sais bien que cela vous dérange, que cela vous irrite…

M. le MAIRE

Non, mais non !

M. ROUVEYRE

… mais je vais quand même, si vous me le permettez, au regard de ce que prévoit le règlement intérieur, vous exprimer dans le temps qui m'est imparti ces éléments. Tout le monde peut aller vérifier à la fois l'arrêt du Conseil d'État, et à la fois le rapport de la Chambre régionale des comptes. Cela, c'est le premier point.

Le deuxième point concernant les amendes, la contractualisation, etc., il y a quand même… je vais vous dire que cela porte un nom. Vous nous dites à la fois que vous êtes très content de ce contrat avec l'État, et vous nous dites également…

M. le MAIRE

Je ne dis pas que je suis très content, je dis que la démarche est vertueuse intellectuellement.

M. ROUVEYRE

Très bien. Prenons « vertueuse » et vous nous dites également dans ce rapport et dans ce Débat d'Orientations Budgétaires, vous nous dites : « Ah, mais on provisionne de l'argent parce que l'on sait que l'on va être sanctionné. » Cela a un nom d'aimer la punition, cela s'appelle du masochisme. Et vous avez le droit de l'être.

M. le MAIRE

Non, c'est vous ! C'est vous qui en sachant, en toute connaissance de cause que vous allez être pénalisé, que vous êtes jusqu'au-boutiste. Non, moi, je suis très précautionneux. C'est cela la bonne gestion.

M. ROUVEYRE

… à cela. L'essentiel, c'est d'assumer cela.

M. le MAIRE

Non, moi je suis précautionneux. C'est cela la bonne gestion. Contrairement à ce qui s'était fait, par exemple, sur les maisons, les MDSI, avec les PPP que vous aviez faits, pas faits, enfin vous vous étiez

pris les pieds dans le tapis, nous, on est précautionneux. C'est cela, la bonne gestion. Cela s'appelle des provisions tout simplement.

M. ROUVEYRE

Pas de problème. OK. Pas de problème. Vous provisionnez une sanction de l'État, mais vous dites que la démarche, elle est vertueuse. Permettez-moi de l'appeler du masochisme, vous l'appelez comme vous voulez.

Concernant par contre le contentieux avec l'État que mène le Département, pour le moment, il est devant le Tribunal administratif. On verra bien ce que cela donnera.

M. le MAIRE

Je vous souhaite de réussir. Je suis de tout cœur avec vous.

M. ROUVEYRE

Le troisième élément sur la question de la dette, d'abord, je vous donne acte et je vous remercie d'avoir considéré que l'on pouvait intellectuellement ajouter la dette du Grand stade, effectivement à la dette globale de la Ville. Là où je ne suis pas d'accord c'est quand vous dites : « Oui, mais qu'est-ce que cela change ? » Cela change tout au niveau des ratios parce que, forcément, si votre stock de dettes est plus important, quand vous le rapportez, par exemple, à la population, votre capacité de désendettement lorsque vous y associez d'autres éléments budgétaires est forcément plus importante. Mais, là encore, on verra bien ce que donneront les prochaines discussions budgétaires et comment vous expliquerez très concrètement à celles et ceux qui attendent des investissements de la ville, parce que vous avez cité tous les projets qui étaient en cours, mais vous auriez pu, peut-être que ce sera l'occasion du débat à la DM3, aussi lister ceux qui ne l'étaient plus. On verra ce que cela donnera.

Quatrième et dernier élément, et je m'adresse à Fabien ROBERT, je reprends les trois DM3. Vous avez dit que c'est très régulier de supprimer les crédits. DM3 de 2017, +39 millions en investissement. DM3 de 2018, +1,9 million. DM3 de 2019, –16 millions. Finalement, il y aurait une solution pour finalement mettre tout le monde d'accord. C'est de revenir sur la démarche que vous aviez entamée avant d'y renoncer de la certification de vos comptes ou acceptez que vos comptes soient examinés par une agence de notation. Au Département, on le fait. Cela ne nous a pas plus, mais enfin on le fait, cela nous permet d'aller sur le marché financier. Il suffit de solliciter une instance objective. Si on n'a rien à se reprocher, il n'y a pas de problème. Faisons-les venir. Sauf que vous ne le faites pas.

M. le MAIRE

Là, ce que vous êtes en train d'expliquer, c'est que vous doutez de la sincérité des comptes. Non, ce sont des choix politiques. C'est différent. Et c'est de la saine gestion, à un moment ou un autre, que de pouvoir inscrire des crédits supplémentaires ou de retirer des crédits. Puisque là, pareil, vous nous reprochiez, il y a quelques années, d'inscrire des emprunts qu'après on faisait tomber parce qu'on ne les avait pas réalisés. Message reçu. Message reçu. Message reçu. Donc, on ne reporte pas, et du coup on décale et c'est le principe même des AP-CP. Voilà. Cela, c'est des choix politiques. Ce n'est pas de la sincérité budgétaire parce que vous laissez penser là que c'est de la sincérité budgétaire. Et quand on fait certifier ses comptes, c'est que l'on considère que l'on a besoin d'un label. Non, moi, les comptes, il y a le Trésorier payeur qui dit chaque année : « C'est bon. », la Chambre qui me dit : « C'est bon. », et moi, je vous dis : « Les comptes, ils sont bons. »

Allez, on doit prendre acte sur ce dossier. Donc, je vous propose de prendre acte en disant : « Oui, on prend acte. » Oui, majorité. Tout le monde prend acte du dossier ? On est bien d'accord ?

Merci. Allez, point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 444 présentée par Monsieur GUYOMARC'H : « Exercice 2019. Décision modificative n°3.»

Ville de Bordeaux

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES EXERCICE 2020

1 LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER 5
1.1 LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE 5
1.2 LE CONTEXTE LOCAL 8
1.2.1 Les indicateurs socio-économiques 8
1.2.2 Les indicateurs socio-démographiques 9
2 LES ELEMENTS DE PROSPECTIVE POUR LES EXERCICES 2020 A 2023. 10
2.1 L'EVOLUTION DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT 10
2.1.1 Les recettes de fonctionnement 10
2.1.2 Les principales dépenses de fonctionnement 21
2.2 L'INVESTISSEMENT 22
2.2.1 Les recettes propres d'investissement 22
2.2.2 Les dépenses d'investissement 22
3 LA POLITIQUE RESSOURCES HUMAINES 23
3.1 STRUCTURE DES DEPENSES DE PERSONNEL ET DES EFFECTIFS 23
3.1.1 Evolution des effectifs sur postes permanents 23
3.1.2 Nombre et répartition par genre 24
3.1.3 Avantages en nature 25
3.1.4 Evolution de la masse salariale 25
3.1.5 Evolution de l'absentéisme 26
3.1.6 Temps de travail 26
3.2 PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2020 27
3.2.1 Structure des dépenses de personnel 27
3.2.2 Proposition d'évolution de la masse salariale 27
3.2.3 Proposition d'évolution des autres dépenses hors masse salariale 28
3.3 LES GRANDES ORIENTATIONS 2020-2023 28
4 LA GESTION DE LA DETTE 29
4.1 L'ENCOURS DE DETTE AU 1ER JANVIER 2020 29
4.1.1 La répartition de l'encours 30
4.1.2 La diversification de l'encours 30
4.1.3 La gestion du risque 31
4.2 ETAT DES LIEUX ET PROSPECTIVES 2020-2023 32
4.2.1 L'extinction de la dette 32
4.2.2 Evolution prévisionnelle du besoin de financement 32
5 LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS 2020-2023 33
5.1 EVOLUTION DE L'EPARGNE AU 31 DECEMBRE 2020 34
5.2 FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 35
5.3 CAPACITE DE DESENDETTEMENT 36
6 ANNEXES 37

6.1 RAPPEL DES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES 37
6.2 MODALITES DE CALCUL DU COEFFICIENT CORRECTEUR ENTRE LES PRODUITS DE TAXE D'HABITATION ET DE TAXE FONCIERE DEPARTEMENTALE SUR LES PROPRIETES BATIES 38
6.3 DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE 39
6.4 LA REVISION DES VALEURS LOCATIVES DES LOCAUX D'HABITATION 40

INTRODUCTION

Les orientations budgétaires de la ville de Bordeaux, présentées dans le cadre de l'adoption du Budget 2020, confortent les conclusions de ses derniers comptes administratifs et du rapport de la Chambre Régionale des Comptes, à savoir **une situation financière durablement saine** (avec une capacité de désendettement très bonne de 4,1 ans en 2020), permettant d'accompagner, tant en investissement qu'en fonctionnement, ses besoins soutenus du fait de son attractivité, et ce, en reconduisant sa politique de modération fiscale engagée depuis une dizaine d'années.

La prospective présentée dans ce document intègre tout à la fois des éléments très stables - s'agissant des **taux de fiscalité qui ne progressent pas** sur la période intégrant la baisse du taux de taxe foncière sur le bâti de 1% décidé en 2019 ou de **la maîtrise de la dynamique des charges** - des variables nouvelles, notamment s'agissant des modalités d'application de la réforme de la taxe d'habitation à compter de 2021 qui sont appréhendées ici au regard de la lecture du texte déposé par le gouvernement et qui pourra évoluer. Elle comprend enfin une part d'inconnue en cette dernière année d'exécution du contrat pour la maîtrise des dépenses publiques et la réduction des déficits signé en mai 2018, sur la suite qui sera donnée à ce contrat et pour laquelle aucune information n'est donnée à ce jour. Le risque d'une nouvelle baisse significative des concours de l'Etat n'est également pas à exclure au regard des besoins de financement confortés dans le Projet de loi de Finances pour 2020 suite aux mouvements initiés à l'automne dernier.

L'allocation au plus juste des ressources permet de **préserver une épargne** destinée à financer les besoins en équipement de notre ville tout en permettant le déploiement des services à la population sans dégradation du niveau de prestation. De ce point de vue, la prospective et les orientations budgétaires qui la sous-tendent, attestent de la stabilisation de nos ratios à un horizon de 4 ans et notamment la **capacité de désendettement**, qui reste très éloignée du plafond de 12 ans posé par la Loi, avec un ratio projeté pour 2023 d'à peine plus de 8 ans et en amélioration par rapport à l'anticipation faite l'an dernier pour le même terme (8,8 ans).

Il convient enfin de préciser que le rapport d'orientations budgétaires est présenté en projection de comptes administratifs sur la période 2020-2023 tels que simulés sur la base des informations disponibles lors de sa rédaction[1], puisque l'appréciation des ratios financiers déterminés par la loi, se fera entre les comptes de gestion n et n+1. Il pourra donc y avoir des décalages avec les ouvertures de crédits qui seront proposées dans le cadre du budget primitif 2020.

*

* *

[1] Notamment les variables dérivées des dispositions contenues dans le Projet de loi de Finances 2020 tel qu'il a été déposé par le gouvernement et l'appréciation de l'exercice 2019 notamment dans la perspective des échanges avec les services de l'Etat qui n'interviendront qu'en février 2020.

1 Le contexte économique et financier

1.1 Le contexte macroéconomique

A l'issue du conseil des Ministres du 27 septembre 2019, le Gouvernement a déposé au bureau de l'Assemblée Nationale le projet de Loi de finances (PLF) pour 2020. Comme tous les documents budgétaires des sphères publiques ou privées, un projet de Loi de finances intervient dans un contexte économique qui peut provoquer des effets positifs ou négatifs sur les hypothèses et, à terme les réalisations. Le budget national intervient dans un environnement économique international qui peut impacter le contexte économique européen, puis le national.

Les déclinaisons du PLF, construit selon des hypothèses macro-économiques, emporte lui-même des conséquences sur les finances publiques locales, nécessairement impactées par des contextes économiques plus hétérogènes. Plus précisément, pour 2020, 11 articles impliquent le bloc communal (composé des communes et des intercommunalités). Mais, les forces et les faiblesses du contexte local ne sont, pour autant, pas nécessairement compatibles avec les mesures d'équilibre des finances nationales.

Impacté en partie par l'environnement national, le contexte socio-économique local imprègne inévitablement les budgets des collectivités ce qui motive les demandes adressées au gouvernement d'une meilleure prise en compte des spécificités territoriales sans remettre pour autant en cause l'objectif partagé d'une évolution optimisée de la dépense publique.

1.1.1 Environnement économique de la France

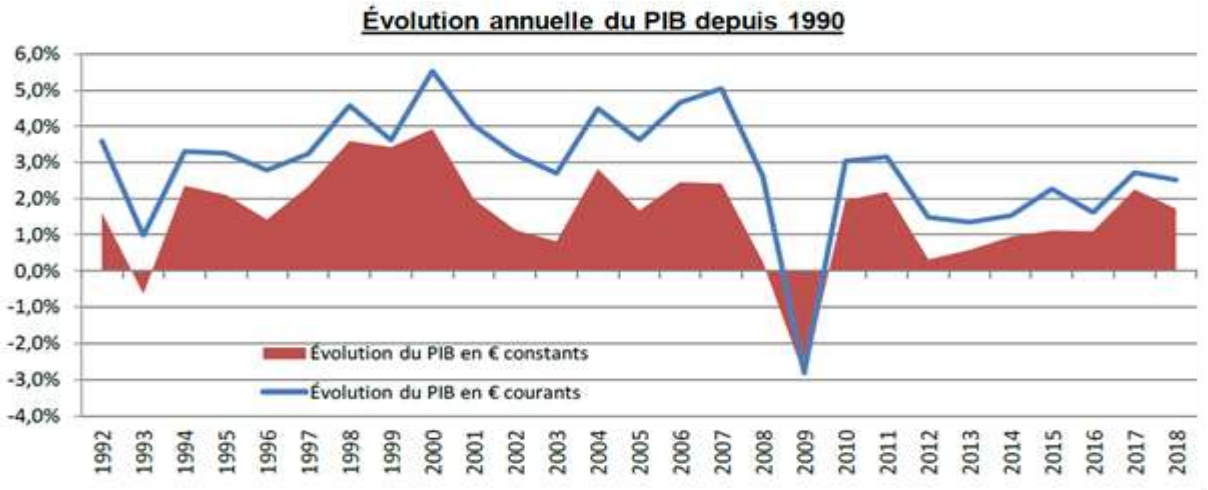
L'activité mondiale a ralenti en 2019 dans un contexte d'incertitudes politiques et commerciales accrues. Après avoir accéléré au 1er trimestre dans la plupart des pays avancés, l'activité a globalement ralenti au 2e trimestre, confirmant la dégradation économique anticipée par les enquêtes de conjoncture. La croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial devrait néanmoins s'établir à plus de 3% en 2020.

En zone euro, la croissance diminuerait significativement sur l'horizon de prévision. L'activité serait toujours pénalisée par l'environnement international dégradé et l'érosion de la confiance des agents. La résilience de la consommation soutiendrait toutefois l'activité en 2020. Celle-ci accélérerait timidement en Italie et en Allemagne, après une année 2019 très dégradée. A contrario, elle resterait solide en Espagne mais poursuivrait son ralentissement progressif.

1.1.2 France : Contexte économique et budgétaire

- **Une croissance qui fléchirait en 2019 et 2020**

En 2018, le PIB a enregistré une croissance nominale de +1,7% contre +2,2% en 2017. En euros courants, la croissance atteint 2,5% contre 2,7% en 2017.
Sur cet indicateur, l'année 2018 ressort comme une année « moyenne » avec la 4ème plus forte progression des 10 derniers exercices.



Pour les exercices 2019 et 2020, les hypothèses du gouvernement sont respectivement de 1,4% et 1,3%. Ces hypothèses, proches de celles émises par de grands instituts de prévisions ont été jugées atteignables et plausibles par le Haut Conseil des Finances Publiques (HCFP) dans son avis du 23 septembre 2019.

PIB en volume	2019	2020	2021	2022
PLF 2020	+1,4%	+1,3%		
LPFP 2018-2022 (déc 2017)	*+1,7%*	*+1,7%*	*+1,7%*	*+1,8%*
FMI (juillet 2019)	+1,3%	+1,4%	+1,5%	+1,5%
Commission Européenne (Juillet 2019)	+1,3%	+1,3%		
Banque de France (Septembre 2019)	+1,3%	+1,3%	+1,4%	
Concensus des Banques (sept 2019)	+1,3%	+1,3%	+1,5%	

La croissance se situerait en dessous du scénario retenu dans la dernière loi de programmation des finances publiques (+1,7% prévu en 2020). Ces hypothèses ne tiennent pas compte de l'effet d'un Brexit qui pourrait amputer la croissance française de 0,5% selon le HCFP.

- **Une inflation qui décélère fortement en 2019 et resterait limitée en 2020**

On observe depuis janvier 2019 un net ralentissement du niveau d'inflation. Les hypothèses du gouvernement associées à la loi de finances sont basés sur une inflation limitée à 1,2% en 2020 (même niveau anticipé qu'au titre de 2019). Le recul observé par rapport à 2018 s'expliquerait essentiellement par la moindre contribution des produits pétroliers. A l'inverse, des tensions sur ces derniers (exemple de l'effet de la destruction d'infrastructures pétrolières saoudiennes) pèserait à la hausse sur l'inflation.

Inflation moyenne annuelle	2019	2020	2021	2022
PLF 2020	+1,2%	+1,2%		
LPFP 2018-2022 (déc 2017)	*+1,1%*	*+1,4%*	*+1,8%*	*+1,8%*
FMI (juillet 2019)	+1,3%	+1,5%	+1,6%	+1,7%
Commission Européenne (Juillet 2019)	+1,3%	+1,4%		
Banque de France (Septembre 2019)	+1,3%	+1,1%	+1,3%	
Concensus des Banques (sept 2019)	+1,3%	+1,4%	+1,4%	

Contexte budgétaire du Projet de Loi de Finances 2020

En 2018 (dernier compte clos), le déficit public a baissé et l'endettement s'est stabilisé. La loi de finances (LFI) 2019 retenait pour 2018 un déficit de 2,6% du PIB. Il s'est révélé être finalement un peu plus faible avec 2,5% du PIB. En 2018, le déficit public était de 59,5 milliards d'euros (Md€) contre 63,6 Md€ en 2017.

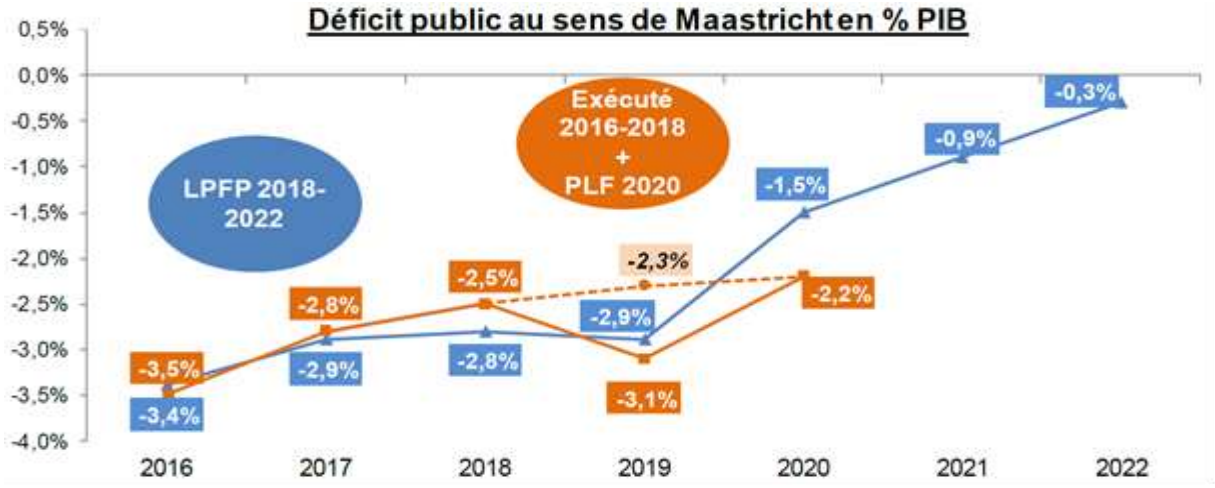
Au sein des administrations publiques, le déficit de l'État s'aggrave de 3,8 Md€ en 2018 et atteint 69,9 Md€. Les administrations de Sécurité Sociale présentent quant à elles un excédent de 10,8 Md€ (en hausse de 5,5 Md€ en 2018) et les collectivités locales un excédent de 4 Md€ (en progression de 1,6 Md€ en 2018). Sans l'excédent de ces deux secteurs, le déficit public représenterait 3,2% du PIB et ne permettrait pas à la France de repasser en dessous de la « barre » des 3%.

Les collectivités locales ont maîtrisé leurs dépenses de fonctionnement, l'amélioration du solde public des collectivités locales reposant notamment sur une forte maîtrise des dépenses de fonctionnement. **Elles ont en effet progressé trois fois moins vite que celles de l'État sur la période**.

La dette publique a été stabilisée à 98,4% du PIB avec néanmoins un encours de dette qui a progressé de 56 Md€, principalement sur les comptes de l'État.

Une dégradation des comptes publics se confirme en 2019 et un redressement moins ambitieux qu'initialement se dessine en 2020. Le déficit public dans le Projet de Loi de Finances est en effet estimé à 3,1% en 2019 et à 2,2% en 2020.

En 2019, le déficit s'est aggravé par un coût ponctuel de 20 Md€ lié à la transformation en baisse de charges du CICE (Crédit Impôt pour la Compétitivité et pour l'Emploi) et par plus de 7 Md€ de mesures nouvelles adoptées le 24 décembre 2018 (loi n° 2018-1213 portant mesures d'urgence économiques et sociales), suite au mouvement des gilets jaunes.
Pour 2020, l'amélioration s'expliquerait par un ralentissement de la progression des dépenses de fonctionnement notamment celles de la Sécurité Sociale et des administrations publiques locales (APUL), catégorie dont font partie les collectivités territoriales et leurs groupements.



Source : LPFP 2018-2022, Comptes de la Nation, PLF 2020

Au budget 2020, le gouvernement profite des taux d'intérêts bas avec un allégement de la charge de la dette de 3,5 Md€ : la dette reste cependant le 4ème poste de dépenses de l'État derrière les Pensions, l'Enseignement et les transferts financiers aux collectivités locales.

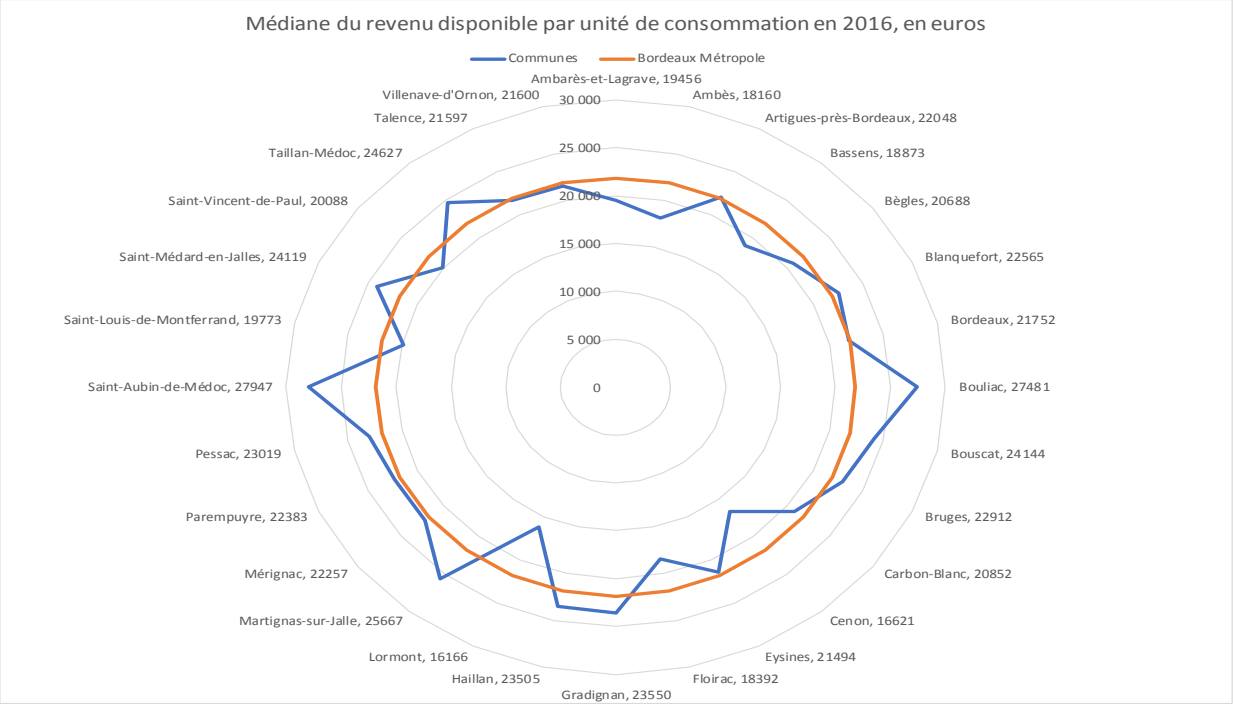
1.2 Le contexte local

1.2.1 Les indicateurs socio-économiques

Les indicateurs présentés sont calculés à partir des dernières données officielles et définitives publiées par l'INSEE, à savoir l'année 2016. Le graphe ci-dessous vise à présenter le niveau de vie des ménages au travers du revenu disponible par unité de consommation[2].

Il ressort que le revenu médian des foyers bordelais s'établit à 21 752 €. Il est légèrement inférieur au revenu de l'ensemble métropolitain, soit 21 848 €. Cet indicateur est conforté par deux autres indicateurs :

- La part des ménages fiscaux imposés : On note ainsi une représentation plus importante des ménages non-imposés à Bordeaux par rapport à la moyenne métropolitaine. 45% des ménages fiscaux ne sont pas imposés à Bordeaux alors que la moyenne pour la métropole est de 44,3%.
- Le taux de chômage des 15 – 64 ans : En 2016, cet indicateur s'établit pour Bordeaux à 16% alors que la moyenne métropolitaine est de 13,7%.



A l'instar de beaucoup de villes de plus de 100 000 habitants, Bordeaux accueille une population résidente diverse, ce qui implique une offre de service publics suffisante pour maintenir une qualité

[2] L'unité de consommation (UC) découle d'un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. La pondération est la suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

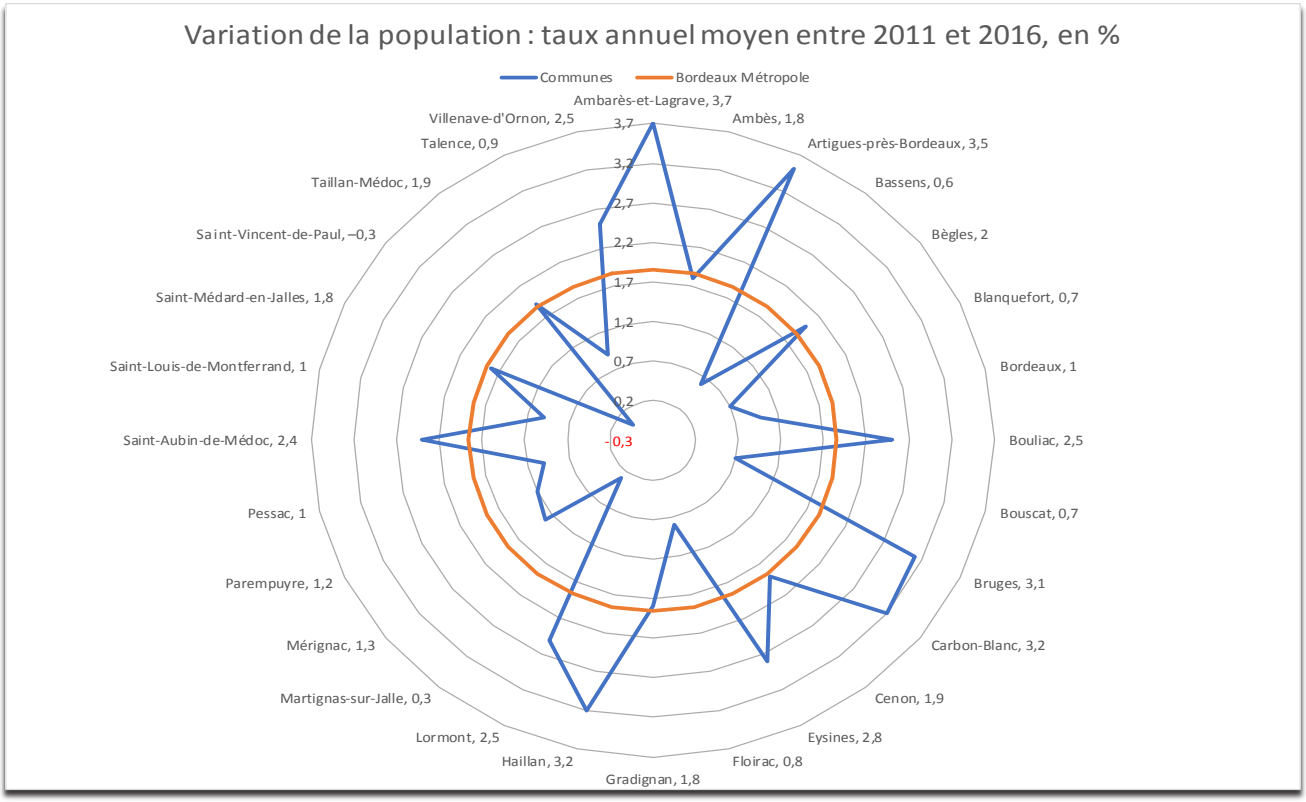
de vie conforme aux attentes de chacun. De même, elle suppose une péréquation des ressources à mobiliser qui, au regard des réformes fiscales en cours, sera un des enjeux des exercices budgétaires à venir.

1.2.2 Les indicateurs socio-démographiques

Comme l'ensemble des communes de la Métropole, Bordeaux a connu ces dernières années une croissance démographique importante. Le graphique suivant retrace le taux d'évolution annuel moyen de population entre 2011 et 2016.

Si la ville a connu un taux d'évolution annuel moyen de 1% par an sur la période étudiée, inférieur à la moyenne métropolitaine qui s'établit à 1,9%, la part de sa population dans le total de la population métropolitaine demeure important puisqu'elle représente 33% de la population métropolitaine.

Cette situation se traduit dans les faits par une croissance annuelle moyenne de 2 000 habitants qui impacte les projections financières de la ville tant au niveau des recettes (recettes fiscales, produits des services offerts aux usagers et des dotations versées par l'Etat), que des dépenses de fonctionnement et d'investissement que la collectivité doit assurer.



2 Les éléments de prospective pour les exercices 2020 à 2023.

2.1 L'évolution de la section de fonctionnement

2.1.1 Les recettes de fonctionnement

Le montant des recettes réelles de fonctionnement attendu s'établit à 412 M€ par an en moyenne sur la période 2020 - 2023, dont 411 M€ pour l'exercice 2020, soit une évolution de -1,35 % par rapport aux recettes prévisionnelles exécutées en 2019.

2.1.1.1 L'évolution anticipée des recettes fiscales et de dotations à la lecture du Projet de Loi de Finances (PLF) 2020[3].

		2018	2019 prev	2020 prev	2021 prev	2022 prev	2023 prev
	IMPOTS ET TAXES	**274 548 030 €**	**276 575 649 €**	**280 785 279 €**	**291 016 001 €**	**295 066 893 €**	**300 019 595 €**
Fiscalité directe locale	Taxe d'habitation yc Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	105 004 599 €	108 112 052 €	109 240 682 €			
	Taxe d'habitation sur les résidences non affectées à l'habitation principale				5 226 825 €	5 174 557 €	5 122 811 €
	Majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires	1 066 590 €	2 666 476 €	2 639 811 €	2 613 413 €	2 587 279 €	2 561 406 €
	Taxe foncière sur les propriétés bâties	121 807 577 €	123 782 633 €	126 321 092 €	240 390 791 €	245 318 802 €	250 347 837 €
	Taxe foncière sur les propriétés non bâties	444 075 €	451 054 €	452 330 €	453 608 €	454 891 €	456 177 €
	Fiscalité directe locale	228 322 841 €	235 012 215 €	238 653 915 €	248 684 637 €	253 535 529 €	258 488 231 €
Autres fiscalités	Taxe additionnelle aux droits de mutation (DMTO)	23 265 968 €	20 000 000 €	20 000 000 €	20 000 000 €	19 000 000 €	19 000 000 €
	Prélèvements sur les produits des jeux	6 662 658 €	6 400 000 €	6 800 000 €	7 000 000 €	7 200 000 €	7 200 000 €
	Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)	6 584 700 €	5 000 000 €	5 000 000 €	5 000 000 €	5 000 000 €	5 000 000 €
	Autres fiscalités	36 513 327 €	31 400 000 €	31 800 000 €	32 000 000 €	31 200 000 €	31 200 000 €
Dotation de solidarité	**Dotation de solidarité métropolitaine**	9 711 862 €	10 163 434 €	10 331 364 €	10 331 364 €	10 331 364 €	10 331 364 €
	DOTATIONS	**45 253 047 €**	**44 541 127 €**	**43 430 637 €**	**36 882 618 €**	**36 974 883 €**	**37 009 923 €**
	Dotation globale de fonctionnement	38 563 104 €	37 287 230 €	36 030 582 €	36 044 882 €	36 119 995 €	36 137 531 €
	Allocations compensatrices de fiscalité	6 689 943 €	7 253 897 €	7 400 055 €	837 736 €	854 888 €	872 392 €
	ATTENUATION PRODUIT FISCAL	**- 51 279 798 €**	**- 51 574 165 €**	**- 52 466 029 €**	**- 52 966 029 €**	**- 53 466 029 €**	**- 53 966 029 €**
	Fonds de péréquation des resssources communales et intercommunales	- 2 226 248 €	- 2 050 646 €	- 2 055 000 €	- 2 055 000 €	- 2 055 000 €	- 2 055 000 €
	Attribution de compensation en fonctionnement	- 49 053 550 €	- 49 523 519 €	- 50 411 029 €	- 50 911 029 €	- 51 411 029 €	- 51 911 029 €

Une dynamique des produits de fiscalité impactée par la suppression de la taxe d'habitation.

Depuis 2002, alors qu'elle a supporté jusqu'en 2016 des charges de centralité importantes et qu'elle a moins bénéficié de la solidarité nationale, au contraire de nombreuses autres communes de strate démographique similaire, la ville de Bordeaux a mené une politique de modération fiscale, qui s'illustre notamment en 2019 avec la baisse du taux d'imposition de 1% sur le foncier bâti.

Pour 2020, la ville de Bordeaux envisage de maintenir sa politique de modération fiscale. S'agissant des exercices 2021 à 2022, la structure du produit fiscal va être profondément impactée par la

[3] L'ensemble des éléments présentés dans le cadre des Orientations budgétaires a été rédigé le 11 octobre, à partir des informations présentées dans le PLF 2020.

réforme de la taxe d'habitation présentée dans le cadre du PLF 2020 et dont les principales mesures sont exposées ci-après.

A. La taxe d'habitation sur les résidences principales

Pour mémoire, l'article 5 de la LFI 2018 avait entériné la mise en œuvre de la disparition progressive de la TH pour 80% des contribuables, sous condition de ressources. Cette mesure s'est traduite par un dégrèvement de TH, pris en charge par l'Etat, de manière progressive : 30% en 2018, 65% en 2019 et un dégrèvement intégral prévu en 2020.

L'article 5 du PLF 2020 organise quant à lui la mise en œuvre de cette suppression définitive en plusieurs étapes qui vont s'étaler de 2020 à 2023 :

- **Année 2020 :** A compter de cette année, le dégrèvement de TH instauré par la LFI 2018 pour 80% des contribuables, sous condition de ressources, passe de 65% à 100%. Le calcul du dégrèvement pris en charge par l'Etat ne fait plus référence au taux d'imposition 2017 mais à la cotisation. En conséquence, le financement de la part de dégrèvement résultant d'augmentations de taux en 2018 et 2019, qui pesait jusqu'ici sur les contribuables, est mise à la charge des communes et EPCI concernés. Cette prise en charge s'opèrera par un prélèvement sur les douzièmes de fiscalité. A noter que Bordeaux n'est pas concernée puisque son taux d'imposition n'a pas évolué sur la période.

Parallèlement plusieurs mesures sont appliquées jusqu'à la disparition de la TH sur les résidences principales :

- La revalorisation forfaitaire des bases TH des résidences principales ne seraient pas appliquées en 2020. Cette mesure, très contestée par les associations d'élus, n'est pas définitive et a fait l'objet de dépôts d'amendements.
- Les taux et montants d'abattements 2019 seraient reconduits en 2020 ;
- Les taux d'imposition TH sont identiques à ceux de 2019.

- **Année 2021 à 2023 :** A partir de cette année, et pour les 20% des contribuables non dégrevés, le produit de TH sur les résidences principales est affecté à l'Etat.

Les éventuels rôles supplémentaires de TH des années antérieures à 2021 restent affectés aux communes et EPCI concernés.

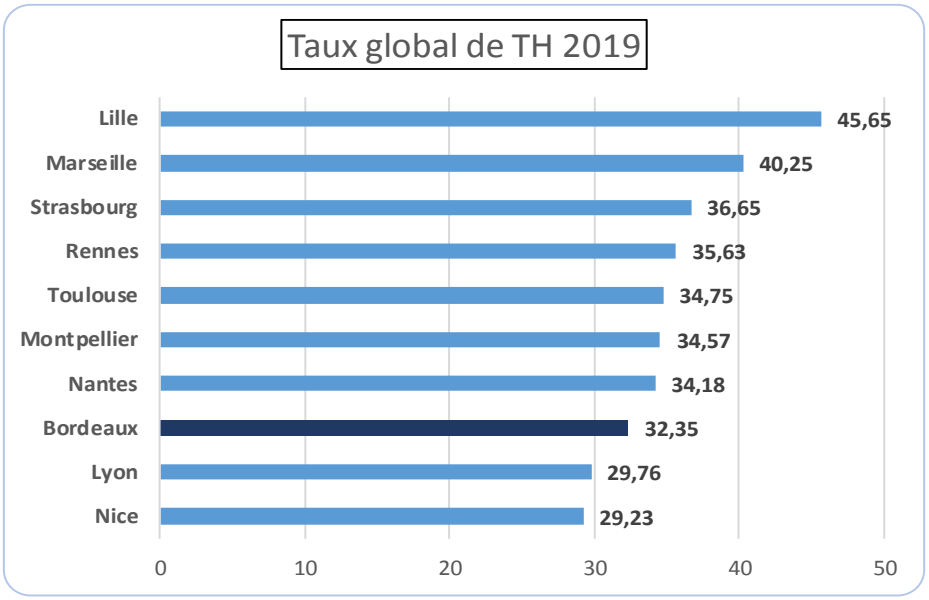
Le dégrèvement appliqué pour 80% des contribuables est transformé en exonération totale de TH et les contribuables encore assujettis à la TH se voient appliquer une exonération de 30%, puis de 65% en 2022 avant sa suppression en 2023.

Dans ce contexte**,** ce seront les taux d'imposition et d'abattement en vigueur en 2019 qui s'appliqueront. **En 2019, pour la cinquième année consécutive[4], ce sera donc un taux de TH à 24,13 % qui s'appliquera pour un produit estimé de 109,24 M€.**

Cette stabilisation conforme à la politique de modération fiscale qui prévaut depuis 2009, fait de Bordeaux une des villes-centre les moins fiscalisées s'agissant de la taxe d'habitation.

[4] En 2015 et après 6 années de gel de taux, face à la baisse des concours de l'Etat représentant une perte de 13 M€ entre 2014 et 2015, une hausse de 5% avait dû être adoptée.

La comparaison des taux agrégés de TH (Ville + EPCI), pour tenir compte de l'intégration intercommunale, classe **Bordeaux en antépénultième position des villes-centre de France** ; Bordeaux dépassant ainsi Nice (taux le plus bas) de seulement 10 % et étant inférieure à Lille (taux le plus haut) de 30 %.



Sources : Observatoire SFL-FORUM – sept 2019

Cette modération fiscale s'est maintenue depuis de longues années grâce à l'arrivée de nouveaux contribuables (plus de 30 000 ménages supplémentaires sont inscrits au rôle d'imposition à la TH depuis 2002).

B. La taxe d'habitation (et la surtaxe) sur les locaux d'habitation non affectés à l'habitation principale.

Ces locaux, qui aujourd'hui déjà entrent dans la composition du produit de la taxe d'habitation communale, seront à compter de 2021, les seuls taxés à ce titre. Cette taxation conservée par la commune prendra ainsi le nom de **« taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale » (THRSAL**).

Continuent donc d'être taxées notamment à ce titre, les résidences secondaires et les locaux meublés non affectés à l'habitation principale, notamment ceux occupés par des personnes morales.

La majoration de TH pour les résidences non affectées à l'habitation principale applicable en zone tendue est également maintenue. Ainsi la ville, qui au regard des tensions persistantes sur le marché du logement, du fait de la forte attractivité de la Ville à la fois touristique et résidentielle, et en cohérence avec les mesures destinées à endiguer le développement des offres de locations ponctuelles via les plateformes internet, a porté[5] à compter de 2019 le taux de la surtaxe à 50 %, continuera à percevoir ce produit.

La surtaxe d'habitation sur les résidences secondaires est estimée à 2,64 M€ en 2020 (pour 2,67 M€ en 2019 et 1,07 M€ en 2018).

[5] Par délibération D-2018/64 du 26 mars 2018.

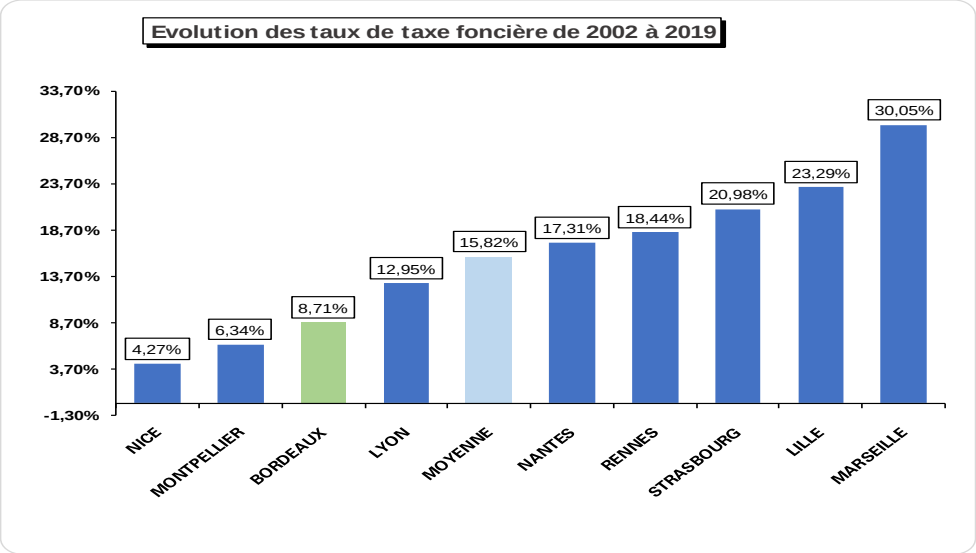
C. La taxe foncière (TF)

En compensation de la perte de la Taxe d'habitation sur les résidences principales en 2021, le PLF 2020 opère un transfert de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) aux communes[6].
Pour supprimer les écarts de produits générés par le remplacement du produit TH communal par le produit TFPB du département perçu sur le territoire communal, un dispositif d'équilibrage est institué. Il consiste à quantifier sous la forme d'un coefficient correcteur, à partir de données en date de valeur 2020, la différence constatée. Ce coefficient correcteur est ensuite appliqué au produit de TFPB de la commune, majoré de la part départementale[7].

Ce coefficient sera appliqué à compter de 2021 au produit net de TFPB de la commune afin de compenser le manque à gagner ou le trop perçu par rapport au produit TH initial. Afin de financer ce mécanisme correcteur le PLF 2020 prévoit un abondement de l'Etat qui serait financé par une fraction des frais de gestion prélevés par l'Etat sur les rôles d'imposition de la TFPB et cotisation foncière des entreprises (CFE) principalement.

Sur la base du dernier taux voté, le montant simulé de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) 2020 s'élèverait à 126,32 M€ en 2020.

S'agissant de l'évolution des taux de TFPB, Bordeaux fait partie des grandes villes ayant le moins utilisé ce levier fiscal.



A partir de 2021, la commune de Bordeaux percevra donc la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue jusqu'en 2020 par les départements.

Le montant transféré de TFPB du département à la commune ne compensant pas totalement la perte de TH sur les résidences principales subie par la commune, un coefficient correcteur sera

[6] Il convient de noter que les EPCI perdant leur produit TH recevront quant à eux en compensation une quote-part de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
[7] Les schémas résumant la démarche de calcul du coefficient correcteur sont présentés en Annexe 6.2.

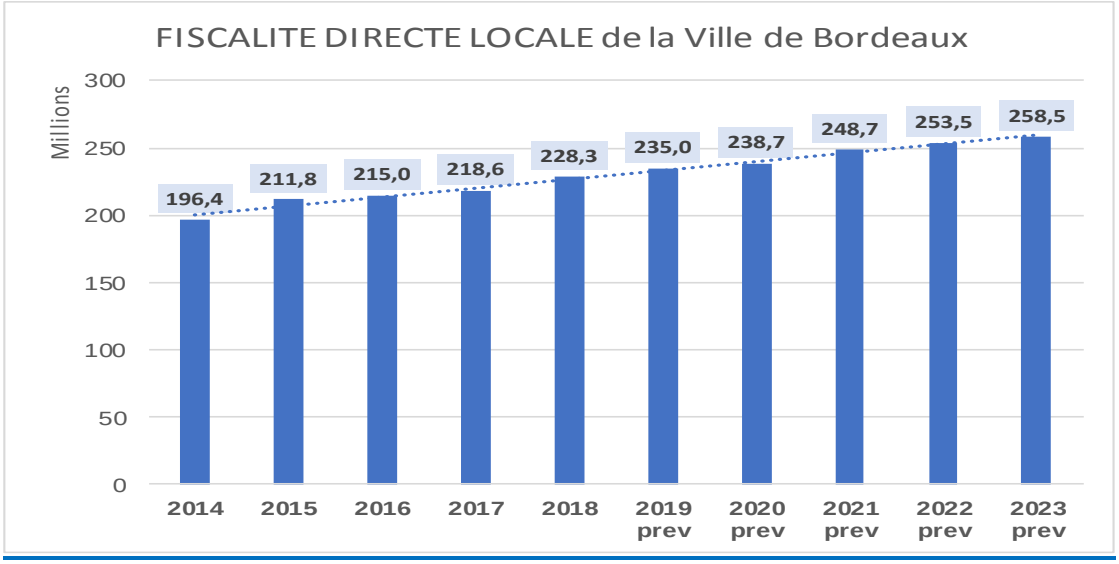
appliqué à compter de 2021 au nouveau produit de TFPB, lequel sera calculé sur une assiette de taxation reconstituée à laquelle sera appliquée le taux cumulé de TFPB (taux communal + taux départemental, soit 46,67 % en l'état actuel des taux votés). **Il convient d'ores et déjà de souligner que les communes ne recouvreront leur plein pouvoir de délibérer sur leurs produits fiscaux qu'à compter de 2023[8].**

Par ailleurs, la réforme va rigidifier la structure des ressources du bloc communal et induire, à moyen terme, des effets « en cascade » pour les budgets locaux[9]. Ainsi :

- Les collectivités risquent d'être confrontées à une progression des recettes fiscales moins favorable car la dynamique des bases TH est généralement supérieure à celles des bases TFPB.
- L'aspect monolithique de la fiscalité dévolue aux communes fige particulièrement la dynamique. Ce risque est par ailleurs amplifié par l'absence de « retour fiscal » pour les collectivités dès-lors qu'elles favorisent la production de logements locatifs conventionnés. En effet, ces logements sont, de droit, exonérés du règlement de TFPB alors qu'ils nécessitent la réalisation d'équipements nécessaires au bon fonctionnement des services publics du fait de l'accueil de nouveaux habitants.
- Les effets de remise sur le marché conventionnel des résidences secondaires et autres locaux meublés à compter de 2020 vont se traduire par une perte sèche de fiscalité puisque la THRSAL[10] perdue sur ces locaux ne sera pas compensée.

A ces éléments anticipés dans la prospective fiscale, viendront s'ajouter les incidences de la révision de la valeur locative des locaux d'habitation posée par l'article 52 du PLF 2020 (Annexe B).

Au total, en 2020, le produit de la fiscalité directe locale (TH + TFPB + Majoration THRS[11] + TFPNB) devrait s'établir à 238,7 M€ (+3,7 M€, soit +1,6 % par rapport à 2019).



[8] En 2020, les communes n'ont pas de pouvoir de taux d'imposition, d'exonération et d'abattement sur la TH et la TFPB
En 2021, les communes retrouvent leur pouvoir de taux d'imposition sur la TFPB (dans un nouveau dispositif d'encadrement des taux), mais ne peuvent délibérer en matière d'exonération de foncier bâti.
En 2022, les communes et EPCI peuvent à nouveau délibérer en matière d'exonération et d'abattement au titre de la TFPB (pour une application en 2023).
En 2023, les communes et les EPCI votent pour la première fois le taux de la Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRSAL).

[9] Afin d'évaluer les effets de cette réforme, une clause de revoyure est prévue en 2023 puisque l'Etat devra remettre au Parlement à la fin du premier trimestre un rapport évaluant le dispositif tant du point de vue de l'Etat que de celui des communes.

[10] Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale

[11] Taxe d'habitation sur les résidences secondaires

S'agissant des autres produits fiscaux[12], ils sont stabilisés sur la période 2020-2023 autour de 32 M€ en moyenne annuelle tout comme la dotation de solidarité métropolitaine (DSM), même si elle pourrait être légèrement revalorisée en 2020 à 10,3 M€.

Les dotations de l'Etat

Comme le précise **l'article 26 du PLF 2020**, les prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales sont évalués à 40 899 M€. L'augmentation constatée par rapport au montant évalué en LFI 2019 résulte principalement de la progression du montant du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), du fait de la poursuite de la reprise de l'investissement local.

	EN M€	Loi de Finances 2019	PLF 2020 à périmètre constant	PLF 2020 à périmètre courant	Delta
PRELEVEMENT SUR RECETTES	FCTVA	5 649	6 000	6 000	
	Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	26 948	26 950	26 802	
	Dotation Spéciale Instituteur	11	8	8	
	Dotation Elu Local	65	75	75	
	Dotation départementale d'équipement scolaire	326	326	326	
	Dotation régionale d'équipement scolaire	661	661	661	
	Reversement de TIPP à la Corse	41	63	63	
	Fonds de mobilisation pour l'insertion	492	492	467	
	Compensation perte de bases et redevances des mines	74	50	50	
	Compensation réforme fiscalité à Mayotte	107	107	107	
	Compensation taxe logements vacants	4	4	4	
	Compensation d'exonération relative à la FDL (non minorée)	2 310	2 433	2 433	
	Dotation de transfert des compensations d'exonération de FDL (Dot²)	500	465	465	
	dotation de compensation réforme TP (DCRTP)	2 977	2 932	2 932	
	Garantie des reversements de FDPTP	284	284	284	
	PSR de compensation du versement transport	91	48	48	
	Fonds nuisances aéroportuaires	7	7	7	
	PSR neutralisation réforme apprentissage	0	73	73	
	Divers	30	30	94	
	SOUS-TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	**40 577**	**41 008**	**40 899**	322
	Dotation générale de décentralisation (DGD)	1 546	1 546	1 546	
	Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)	570	570	570	
	Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)	1 046	1 046	1 046	
	DGE départements	296	296	212	
	Dotation politique de la ville (DPV)	150	150	150	
	Dotation titres sécurisés	40	46	46	
	Dotation calamités publiques	40	40	40	
	Dotations outre mer	141	142	142	
	Subventions communes en difficulté	54	52	52	
	Divers (dotation insularité, NATURA 2000…)	10	10	10	
	SOUS-TOTAL MISSIONS RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	**3 893**	**3 898**	**3 814**	
	TOTAL CONCOURS ENCADRES hors TVA transférée aux régions (Cf. article 16 LPFP 2018 - 2022)	**38 821**	**38 906**	**38 713**	
	Périmètre des variables d'ajustement	**3 852**	**3 729**	**3 729**	***-122***

Au sein des prélèvements sur recettes de l'Etat, la Dotation globale de fonctionnement (DGF) constitue la principale rubrique. Le **montant de la DGF** évalué pour 2020 s'établit à un niveau identique à celui de la LFI 2019, soit **26 950 M€** à périmètre constant.

[12] Il s'agit ici de la taxe additionnelle aux droits de mutation à titre onéreux, du prélèvement sur les produits des jeux et de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)

Au sein de la DGF, les communes bénéficient du versement d'une dotation forfaitaire et de dotations de péréquation en fonction du respect des critères d'éligibilité mis en œuvre. L'article 78 précise les modalités de répartition de la DGF et, s'agissant des communes, prévoit une majoration de 90 M€ de chacune des enveloppes de la dotation de solidarité urbaine (DSU) et de la dotation de solidarité rurale (DSR). Il convient de rappeler que l'augmentation de l'effort de péréquation est intégralement supportée par les collectivités elles-mêmes. Le financement est ainsi obtenu à l'intérieur de l'enveloppe par écrêtement de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation de compensation (CPS) des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

Le besoin de financement interne[13] à l'enveloppe normée, soit 122 M€ en 2020 (144 M€ au PLF 2019), devra être couvert par réduction des variables d'ajustement.
La répartition de l'effort entre catégories de collectivités serait effectuée de la manière suivante :

- Régions : 55M€
- Départements : 10M€
- Bloc communal, y compris les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) : 55M€[14].

A. La dotation globale de fonctionnement

Pour rappel, la dotation globale de fonctionnement (DGF) de Bordeaux se compose de la dotation forfaitaire, de la dotation de solidarité urbaine et de la dotation nationale de péréquation.

	2018	2019	2020 prev	2021 prev	2022 prev	2023 prev
Dotation forfaitaire	35 094 247 €	34 819 600 €	34 522 283 €	34 234 923 €	33 948 044 €	33 667 107 €
Dotation nationale de péréquation	1 047 430 €	1 256 916 €	1 508 299 €	1 809 959 €	2 171 951 €	2 470 424 €
Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale	2 421 427 €	1 210 714 €	- €	- €	- €	- €
TOTAL DGF	**38 563 104 €**	**37 287 230 €**	**36 030 582 €**	**36 044 882 €**	**36 119 995 €**	**36 137 531 €**

Pour mémoire, sur la période 2014-2017, la contribution au redressement des finances publiques (CRFP) de Bordeaux a été déduite de sa dotation forfaitaire.

Par ailleurs, la dotation forfaitaire de la Ville a également été écrêtée tous les ans afin de garantir l'évolution de l'enveloppe normée des concours financiers de l'Etat dans les proportions décidées en lois de finances, essentiellement pour financer les dotations d'aménagement de la DGF et les accroissements de population (Dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et Dotation de solidarité rurale (DSR) notamment). L'écrêtement est appliqué sous forme de prélèvement sur la dotation forfaitaire des communes[15].

Au total, en tenant compte de la dynamique de la population, de la CRFP et de l'écrêtement, la dotation forfaitaire de la Ville est donc passée de près de 60 M€ en 2012 à 34,82 M€ en 2019, soit une division quasiment par 2 en 7 ans.

---

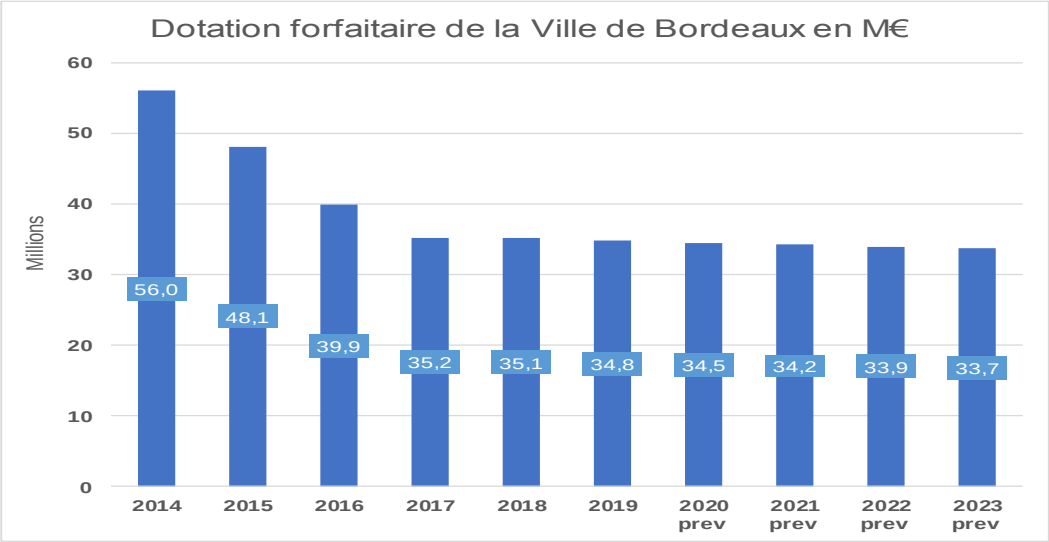
[13] Ce besoin de financement n'est pas clairement explicité dans le PLF 2020, mais plusieurs motifs sont évoqués tels que le ré-abondement du fonds d'aide au relogement d'urgence (FARU) ; les niveaux d'engagement des crédits des dotations d'investissement, en particulier de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) ; l'augmentation de 6 M€ de la dotation titres sécurisés….

[14] dont 45M€ résulte d'une ponction sur la compensation du versement transport allouée aux AOM (cas de Bordeaux Métropole), au titre du relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises de 9 à 11 salariés.

[15] Jusqu'en 2012, l'augmentation de l'enveloppe nationale de la DGF compensait cet écrêtement. A partir de 2012, l'enveloppe nationale a été gelée puis diminuée chaque année. Depuis 2015, l'écrêtement est appliqué aux communes dont le potentiel fiscal dépasse un certain seuil. Il est plafonné en fonction des recettes réelles de fonctionnement des communes concernées.

Pour 2020, le montant prévisionnel de l'écrêtement imputé sur la dotation forfaitaire de la ville de Bordeaux devrait être d'environ 0,6 M€. En 2020, Bordeaux devrait percevoir une **dotation forfaitaire estimée à 34,52 M€, soit une baisse de 0,3 M€ par rapport à 2019.**

Puis, les prochaines années en l'absence de modifications législatives, la perte annuelle de dotation forfaitaire de la DGF de Bordeaux devrait se maintenir à moins de 0,3 M€[16] par an.



B. La dotation de solidarité urbaine

La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) constitue l'une des trois dotations de péréquation réservée par l'Etat aux communes qui présentent des critères de ressources et de charges spécifiques. Elle bénéficie en effet aux villes dont les ressources ne permettent pas de couvrir l'ampleur des charges auxquelles elles sont confrontées.

Au regard du classement par ordre décroissant, sur la base de la valeur de l'indice synthétique[17], 688 communes ont été éligibles en 2019, Bordeaux étant la 697ème. Du fait de son rang dans le classement 2018 (686ème sur 686 communes), une faible variation des paramètres de l'indice en 2019 a conduit à la perte de l'éligibilité de la Ville à la DSU.
Cependant, la commune de Bordeaux a bénéficié en 2019 de la garantie de sortie exceptionnelle qui lui a permis de percevoir, à titre de garantie, une dotation égale à 50% du montant perçu en 2018.
Compte-tenu de ces éléments, et alors que le montant perçu en 2019 s'élève à 1,2 M€ (garantie), **il n'est pas prévu au budget 2020, que la ville soit de nouveau éligible à la DSU.**

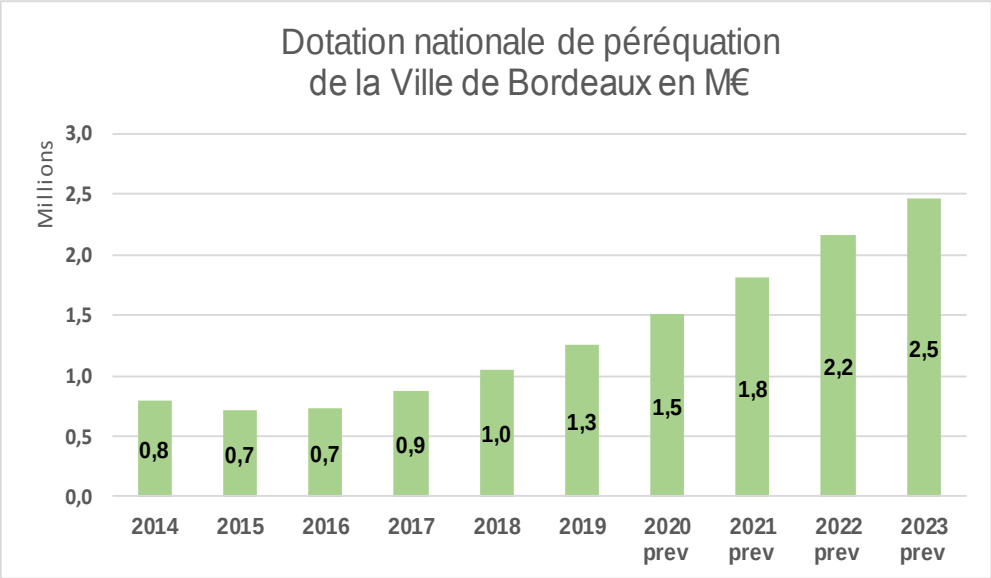
C. La Dotation Nationale de Péréquation (DNP)

Elle constitue l'une des 3 dotations de péréquation communale. Elle a pour principal objet d'assurer la péréquation de la richesse fiscale entre les communes.

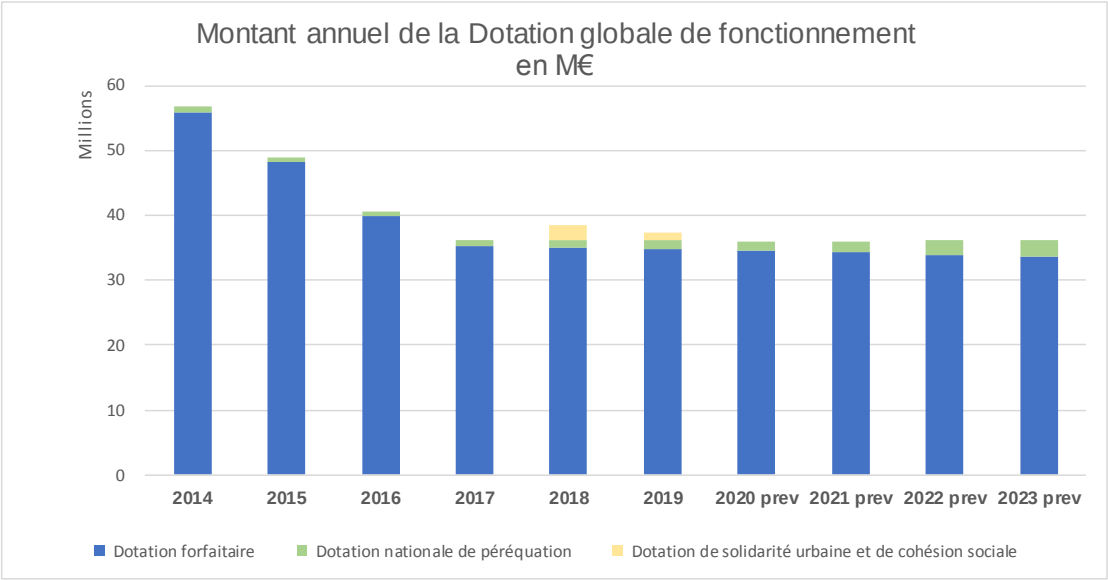
[16] Montant estimé sur la base d'une augmentation annuelle de la population DGF de + 2 000 habitants à compter de 2019.

[17] Détail de l'indice synthétique en annexe 6.3.

Pour 2020, la ville de Bordeaux, éligible à la part « principale »[18], sauf modifications intervenant en loi de finances pour 2020, devrait percevoir une **DNP estimée à 1,5 M€** après 1,3 M€ perçu en 2019 (cela correspond à la progression légale maximale de +20 % par an ; à législation constante, la ville de Bordeaux encaissera sa DNP cible à compter de 2023).



Au total, en tenant compte de la dynamique de la population (+ 2 000 habitants), du montant de l'écrêtement prélevé sur la dotation forfaitaire, de la perte d'éligibilité à la DSU et malgré la hausse de la DNP, **en 2020 la DGF devrait atteindre 36,03 M€, en baisse d'environ 1,3 M€** (dont 1,2 M€ de perte de DSU) **par rapport à 2019.**



[18] La DNP comprend 2 parts : une part dite « principale », qui vise à corriger les insuffisances de potentiel financier, et une part dite « majoration », plus spécifiquement destinée à la réduction des écarts de richesse fiscale (basée en l'espèce sur le potentiel fiscal calculé par seule référence au panier de ressources s'étant substitué à l'ancienne taxe professionnelle, celle-ci ayant été supprimée par la loi de finances pour 2010).

D. Les allocations compensatrices

Pour rappel, la ville de Bordeaux a subi une perte cumulée de 5,7 M€ de ses allocations compensatrices sur la période 2012 à 2018.

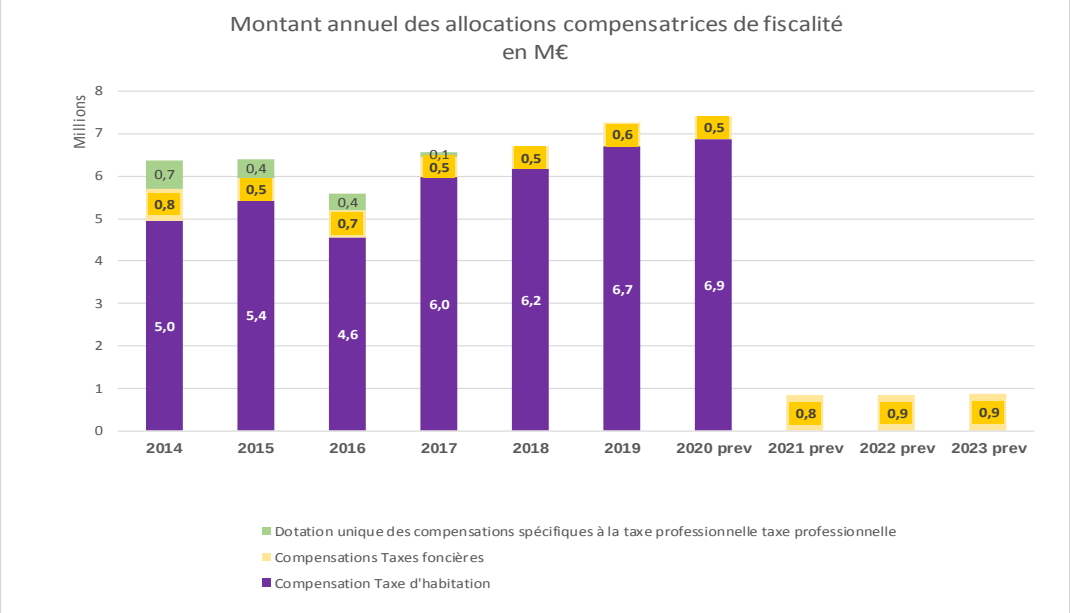
Depuis 2018, les allocations compensatrices perçues par la ville de Bordeaux ne sont plus des variables d'ajustement utilisées pour financer la péréquation horizontale (DSU et DSR) entre les collectivités.

Pour 2020, le montant attendu de ces allocations devrait donc atteindre 7,4 M€.

A compter de 2021, les compensations liées à la taxe d'habitation disparaissent (leur montant est toutefois intégré au coefficient de compensation dans le cadre du transfert de TFPB du département) et les compensations de taxes foncières perçues par la commune vont évoluer avec le transfert de la TFPB départementale à la commune.
En effet, les allocations compensatrices à la TFPB qui étaient perçues par le département sur le territoire de la ville de Bordeaux reviendront à la ville de Bordeaux à compter de 2021 pour un montant estimé de 0,3 M€.

Ces allocations compensatrices abonderont celles déjà perçues par la ville[19] qui comprennent :

- L'allocation de compensation de l'abattement de 30% des bases de taxe foncière sur les propriétés bâties situées dans les quartiers prioritaires politique de la ville. Ce droit à compensation est conditionné à la signature d'un contrat de ville entre la commune, les bailleurs sociaux, l'EPCI et l'Etat. Ce contrat fixe des objectifs en matière d'entretien et de gestion du parc locatif et vise à améliorer la qualité du service rendu aux locataires ;
- L'allocation de compensation des exonérations de longue durée de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les constructions de logements sociaux.



[19] Allocations qui représentent pour 2020 0,462 M€.

2.1.1.2 Les atténuations du produit fiscal

Premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal, *le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)* s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composée d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres. **Depuis 2018, les ressources du FPIC restent gelées à 1 Md€ (niveau atteint en 2016).**

La contribution au FPIC étant calculée au niveau de l'ensemble intercommunal, sa répartition entre la Métropole et les 28 communes est établie en fonction du coefficient d'intégration fiscale (CIF).
Le CIF de Bordeaux Métropole augmentant sous l'effet des attributions de compensation (AC) reçues du fait de la métropolisation (transfert de compétences et mutualisation), la part de la contribution métropolitaine (contribution globale au FPIC x CIF) a progressé mécaniquement comme le CIF.

A contrario, la part communale globale de contribution au FPIC a diminué à compter de 2017 (contribution globale au FPIC x (1-CIF)) ; tout particulièrement pour les communes ayant mutualisé leurs services. En effet, la contribution communale au FPIC étant répartie entre les communes membres en fonction du potentiel financier par habitant et la métropolisation se traduisant par une baisse mécanique de celui-ci (du fait de l'impact sur l'AC des communes concernées), la baisse de contribution au FPIC a été accrue pour ces communes sur les exercices 2017 et 2018.

En 2020, la *contribution de la ville de Bordeaux se stabiliserait à 2,05 M€*.

Sur la période 2012-2020, la somme des contributions de la ville de Bordeaux au FPIC représente un total de 15,3 M€.

S'agissant de *l'attribution de compensation de fonctionnement à payer par la ville de Bordeaux* à la Métropole, elle devrait s'élever à *50,4 M€* (pour 49,5 M€ en 2019). Cette variation résulte des révisions de niveau de services communs répartis sur les domaines mutualisés suivants :

- 0,5 M€ pour les espaces verts (personnels supplémentaires pour maintenir le niveau de services, réaménagement de la place André Meunier, création d'un verger pédagogique aux Barails) ;
- 0,3 M€ pour le numérique et les systèmes d'information (notamment pour les bibliothèques de Caudéran et Mériadeck ainsi que pour les écoles) ;
- 0,1 M€ pour l'accessibilité des bâtiments.

Enfin, dans le cadre du mécanisme de ***compensation opéré par l'Etat au titre*** *de la contractualisation de l'évolution des dépenses* et dans l'attente de la négociation avec la représentante de l'Etat quant aux retraitements qui seront proposés par la ville pour 2020**, une reprise de 985 K€ est provisionnée en 2021.**

2.1.1.3 Les autres recettes

Les autres recettes sont stables en moyenne sur la période 2020-2023 pour un montant estimatif de 65 M€ conforme à la projection de 2019.

S'agissant des produits domaniaux, au regard de la proposition de « geler » les tarifs dans l'attente des conclusions du groupe de travail dédié notamment sur une meilleure valorisation des coût semi-complet pour apprécier le taux d'effort et pouvoir approfondir les effets de seuil dans le cadre des modifications de tranche de tarification, la progression de recettes pour les services offerts à la population, provient des seuls effets de la fréquentation, notamment en raison de l'ouverture de nouveaux équipements et de l'adéquation, des services et des programmations proposées, aux attentes des usagers et publics.

2.1.2 Les principales dépenses de fonctionnement

Les orientations budgétaires pour les dépenses de fonctionnement s'inscrivent dans le cadre du contrat de maîtrise de la dépense publique couvrant les exercices 2018 à 2020, signé le 29 mai avec le représentant de l'Etat dans le cadre fixé par l'article 24 de la loi de programmation des finances publiques.

Ce contrat a déterminé un taux plafond de progression annuel des dépenses réelles de fonctionnement[20] de +1,35% pour la ville de Bordeaux sur la base de ses dépenses 2017 exécutées, soit un plafond de 295,5 M€ pour l'exercice 2019 et de 299,48 M€ pour l'exercice 2020.
Dans un contexte, tant de dynamique territoriale forte que d'expression accrue d'un besoin d'accompagnement des services publics, malgré les efforts d'optimisation des moyens et de limitation de la dépense, **l'inscription dans le plafond de dépenses** sera conditionné à des retraitements visant à neutraliser les impacts sur les dépenses locales des mesures nationales que ce soit les ouvertures dominicales des bibliothèques, le dédoublement de classes ou les effets sur les charges de personnel du « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » par exemple.

Au total, les dépenses réelles de fonctionnement (y compris les frais financiers) devraient s'exécuter à 354 M€ en 2020 et devraient progresser d'un peu moins de 2% annuel entre 2020 et 2023, soit en euros courants, des dépenses par habitant en hausse minime de 0,5% en moyenne annuelle.

Dans cet ensemble, la **masse salariale (148 M€ pour 2020)** représenterait 42 % des charges et au regard de l'anticipation d'exécution 2019 à 144 M€, la perspective 2020 correspond à une progression de près de 3%. Aussi, durant les prochaines années, la progression de la masse salariale dans son nouveau périmètre devra tendre le plus possible vers 2,5 % en moyenne sur la période, incluant les recrutements nécessaires au fonctionnement des nouveaux équipements en particulier les écoles**. Une partie spécifique de ce rapport est consacrée aux ressources humaines.**

S'agissant des **subventions versées aux associations**, l'enveloppe globale s'exécuterait en 2020 à hauteur de **41,2 M€ et progresserait de 1,5% annuel sur la période.** Les **subventions aux établissements publics locaux progresseraient annuellement de 0,3%** pour accompagner les projets d'établissements.

[20] La base de dépenses retenues dans le plafond contractuel s'entend comme les dépenses réelles de fonctionnement (comptes de classe 6) constatées au compte de gestion diminuée des atténuations de recettes (014) et de charges (013) et des provisions (68). Des échanges ont lieu avec la DGCL et la DGFIP afin de déterminer les modalités de neutralisation de certaines dépenses notamment au titre des changements de périmètres, d'évènement à caractère exceptionnel ou ne relevant pas de dépenses courantes. Si un guide méthodologique, de caractère non normatif, permet d'éclairer le représentant de l'Etat, il n'en demeure pas moins que ce dernier détient une marge importante d'appréciation du respect du plafond fixé.

2.2 L'investissement

2.2.1 Les recettes propres d'investissement

Les recettes d'investissement sont composées de 3 parts principales : les recettes de cessions, le FCTVA et le reversement du produit de taxe d'aménagement perçu par la Métropole au regard des investissements réalisés par la Ville et des participations aux projets d'équipement.

Pour les années 2020 à 2023, **le produit global attendu est assez stable sur la période et s'établit en moyenne à 26 M€**, avec une progression sur la période du FCTVA (corollaire des investissements réalisés), alors que les recettes de cessions et de participations sont prévues sur une base minimale par prudence à ce stade de l'instruction des dossiers et actes.

Parmi les dotations reçues, **la taxe d'aménagement reversée par la Métropole est attendue à plus de 2 M€ en 2020, montant stable sur les exercices suivants,** correspondant à la dynamique des investissements réalisés sur l'ensemble des quartiers [21] que ce soit en construction ou rénovation pour accompagner les nouveaux logements. Ce dispositif, qui vise à soutenir les efforts d'équipement propres aux communes, concerne les investissements réalisés exclusivement en dehors des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain[22], et il est plafonné au niveau du produit des taxes perçu par Bordeaux Métropole sur le territoire de la commune.

Au total, les recettes réelles d'investissement 2020 hors dette s'élèveraient à 29 M€.

2.2.2 Les dépenses d'investissement

En accompagnement des programmes d'aménagement urbain de la Métropole (réalisations des équipements culturels, sportifs ou socio-éducatifs en corollaire des logements produits sur le territoire bordelais), ou dans le cadre de la rénovation et la création d'équipements dans les quartiers, la ville va continuer à investir 363 M€ entre 2020 et 2023. **Pour le seul exercice 2020, le montant des dépenses d'équipement qui serait réalisé est estimé à environ 81 M€.**

En sus de ces dépenses (cf. PPI en annexe), il convient d'ajouter les dépenses d'investissement « portées » par la Métropole au travers du versement de l'attribution de compensation d'investissement (ACI) qui représente une dépense de plus de 15 M€ pour l'exercice 2020.

Ainsi, au total, l'estimation des dépenses d'investissement exécutées (hors dette) s'établirait à 97 M€ pour l'exercice 2020.

[21] Pour rappel, la délibération de Bordeaux Métropole du 18 décembre 2015 fixe le reversement des taxes locales d'équipement et d'aménagement à 1/7ème du coût des équipements communaux. Sont prises en compte les dépenses constatées aux chapitres 21, 23 et 16 pour les baux emphytéotiques administratifs (BEA) et les partenariats publics/privés (PPP)), net du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) et des subventions reçues.

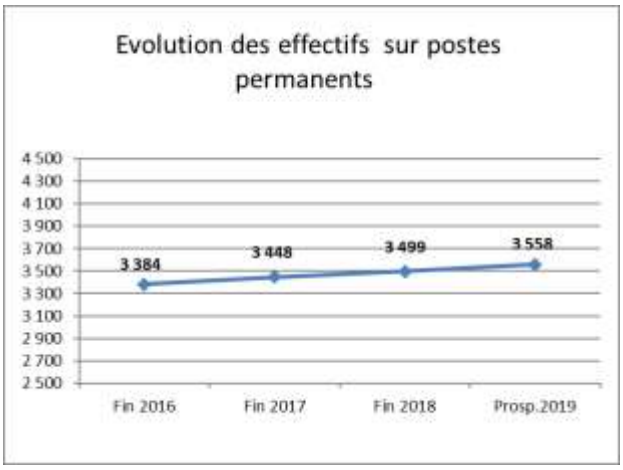
[22] Dans le cas de l'opération Brazza, la métropole reversera la quote-part de taxe d'aménagement majorée (TAM) revenant à la ville au regard de l'effort d'investissement des deux entités. Ce produit de TAM s'ajoute au produit de taxe d'aménagement reversé au titre des investissements dans le diffus.

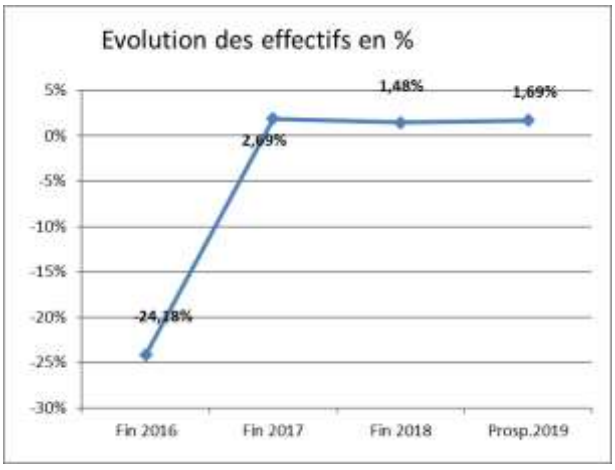
L'élargissement de la gestion en autorisations de programmes (AP/CP) va être poursuivi afin de mieux suivre les engagements pluriannuels de la Ville, mais aussi de gérer les inscriptions de dépenses au plus près des besoins de crédits de paiement et pour ne pas mobiliser inutilement des ressources. **La projection des dépenses d'investissement au titre du programme d'équipement et de l'ACI exécutées d'ici la fin de la période permettrait de conserver une capacité de désendettement de 8 ans, inférieure aux 8,8 années envisagées pour la même année l'an dernier, et très inférieure au plafond de 12 ans fixé par l'Etat**.

3 La politique Ressources Humaines

3.1 Structure des dépenses de personnel et des effectifs

3.1.1 Evolution des effectifs sur postes permanents





L'effectif global de la collectivité connaît une augmentation régulière en lien avec l'accroissement de la population bordelaise. Ceci est d'autant plus marqué depuis la mutualisation puisque la structuration des métiers exercés a évolué vers ceux en lien très direct avec le service rendu à la population (métiers de la petite enfance, de l'accueil ou de la sécurité)

Pour l'exercice 2018, outre le transfert du service des archives au 1er janvier (32 postes) dans le cadre de la mutualisation des services avec Bordeaux Métropole, les ouvertures de classes, nécessaire à l'accueil des nouvelles familles bordelaises, ont nécessité la création de 31 postes.
Par ailleurs, Il a été procédé à un ajustement technique au tableau des effectifs concernant les assistantes maternelles employées par la Ville. 130 postes ont ainsi intégré le tableau des effectifs.
L'offre culturelle poursuivant son développement sur la Ville, l'ouverture au public de nouvelles structures (Muséum d'histoire naturelle, salle des fêtes du Grand Parc) a nécessité de renforcer les équipes concernées.

En 2019, la politique ressources humaines s'est attachée à poursuivre les efforts d'accompagnement des services concernés par l'accroissement de l'offre de services. Ainsi les ouvertures de nouvelles structures ou encore l'élargissement des plages horaires sur des dispositifs existants (Ouverture le dimanche des bibliothèques, Plage du Lac, Quai des sports) ont nécessité la mobilisation de moyens supérieurs. En outre, les recrutements sur les métiers de la sécurité se sont renforcés.

La politique de la ville en faveur des personnes en situation d'handicap a permis d'augmenter le nombre d'agents Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE), du fait de la convention existante depuis 2012 avec le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique.

Bordeaux Métropole porte aujourd'hui une convention unique avec le FIPHFP associant la Ville et le CCAS de Bordeaux, de 2018 à 2020.

Le taux d'emploi est de 7,31% (En progression de 0.74 %) représentant 254 agents Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi (BOE).

Les effectifs sont essentiellement féminins (189 femmes, 65 hommes) et de catégorie C (228). 21 sont en catégorie B et 5 en catégorie A.

3.1.2 Nombre et répartition par genre

Au 31/12	2016	2017	2018*	2019*
Effectifs titulaires	3 052	3 105	3 173	3 229
Effectifs non titulaires sur emplois permanents	332	343	326	329
Total	**3 384**	**3 448**	**3 499**	**3 558**
Répartition hommes/femmes	30%/70%	30%/70%	28%/72%	30%/70%

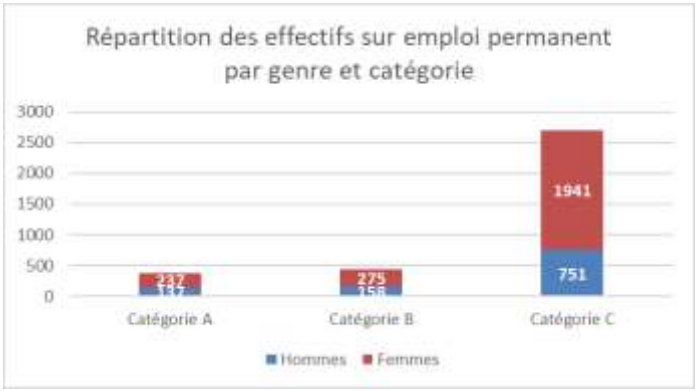
***2018/2019 : Hors effectif assistantes maternelles non comptabilisé dans les effectifs permanents.*

L'effectif titulaire représente 91% de l'emploi permanent (3229 agents / 3558 agents), l'effectif contractuel sur emploi permanent représentant donc 9 % (329 agents/ 3558 agents)

En matière d'égalité, la collectivité a obtenu en 2019 la labellisation égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

La poursuite de la féminisation des effectifs est à constater. L'étude de l'évolution des effectifs par catégorie entre 2017 et 2018 montre deux tendances opposées selon le genre. En effet, tandis que la part des agents de catégorie A, mais surtout des agents de catégorie B, se renforce chez les hommes, ce sont les agents de la catégorie C qui connaissent une hausse visible chez les femmes (+46 agents). (Source du bilan social 2018).

Ceci s'explique en grande partie par la typologie des métiers exercés sur les secteurs en croissance sur la commune (liés à l'enfance et à la politique éducative) qui sont traditionnellement très majoritairement féminisés.



Catégorie / Genre	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C
Hommes	37%	36%	28%
Femmes	63%	64%	72%
Total	100%	100%	100%

3.1.3 Avantages en nature

Au 31/12	2018	2019*	2020*
Montant avantages en nature sur l'année	232 000 €	170 000 €	191 000 €
Nbre de véhicules de fonction sur l'année	3	2	3
Nbre logements de fonction sur l'année	73	63	70

**Eléments prospectifs.*

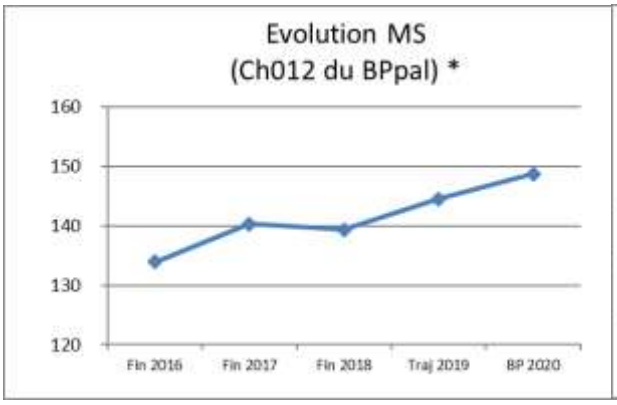
L'attribution de véhicules de fonction, par la collectivité respecte les principes réglementaires qui permettent d'attribuer un véhicule de fonction aux emplois fonctionnels.

Les logements de fonction sont prioritairement affectés dans les écoles de la Ville.

Enfin, il doit être relevé que l'attribution de véhicules de services avec autorisation de remisage à domicile ne fait pas partie des avantages en nature de la collectivité mais, est soumise au versement d'une indemnité pour l'agent qui en bénéficie, conformément à la délibération n°2008.0524 du 27 octobre 2008.

En matière d'avantage en nature, une stabilisation est constatée. Il n'y a pas d'évolution significative prévue dans les années à venir en la matière.

3.1.4 Evolution de la masse salariale





*NB : Attention au changement de périmètre : sur ce graphique la masse salariale à partir de **2016** est la MS après mutualisation*
**En M €*

L'année 2019 a connu différents faits marquants en matière de masse salariale :

- Reprise de la réforme « modernisation des parcours professionnels, des carrières et des

rémunérations » (dite PPCR) qui concerne le transfert d'une partie du régime indemnitaire vers le traitement indiciaire, après la pause dans l'application de la réforme en 2018, décidée par le gouvernement.
- Impact en année pleine de la refonte des régimes indemnitaires par la mise en application de la réforme « Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel », (dite RIFSEEP).
- Finalisation de recrutements d'ampleur décidés en 2018 sur l'exercice 2019. Ceci est le cas par exemple sur les métiers de la sécurité.

Au final, la trajectoire budgétaire 2019 se situe aux alentours de 144 M€. Il a été nécessaire d'abonder en cours d'année le budget primitif pour faire face tant a un effet report de recrutements qu'aux besoins en matière de contractuels temporaires exprimés par les directions générales.

Le taux de réalisation atteindrait 99 % par rapport au budget, suite à l'adoption des décisions modificatives.

3.1.5 Evolution de l'absentéisme

L'absentéisme pour les quatre derniers exercices se décline de la manière suivante *(*Chiffres arrêtés à Sept 2019)* :

Au 31/12	2016		2017		2018		2019*
Structures	Ville de Bordeaux	Grandes Collectivités	Ville de Bordeaux	Grandes Collectivités	Ville de Bordeaux	Grandes Collectivités	Ville de Bordeaux
Absentéisme pour raison médicale	9,11%	7,30%	9,94%	8,34%	9,58%	8,37%	9,54%
Absentéisme pour maladie ordinaire	6,21%	4,42%	6,88%	4,41%	6,51%	4,22%	6,43%

Le taux d'absentéisme a continué d'augmenter au cours de l'année 2018 (11,8% contre 11,4% en 2017) malgré la mise en place du jour de carence au 1er janvier 2018.

Le nombre de jours moyen d'arrêt par agent suit cette progression et s'élève en 2018 à 43 jours (pour rappel, il était de 41 jours en 2017). L'instauration du jour de carence a pesé sur la maladie ordinaire, ayant pour conséquence une baisse de sa part dans l'absentéisme pour raison de santé (6,88% en 2017 à 6,51% en 2018).

3.1.6 Temps de travail

Les services de la Ville de Bordeaux fonctionnent sur la base réglementaire des 1607 heures annualisées.

- ✓ Temps de travail annuel : 1 607 heures
- ✓ Hebdomadaire : 36h50
- ✓ Journalier : 7h22

Les cycles de travail ont fait l'objet de projets de services et sont adaptés aux besoins du service notamment en termes d'accueil des usagers.

Pour faire face aux besoins imposés par le service au public des horaires décalés de nuit ou de week-end ont été mis en place.

3.2 Perspectives pour l'exercice 2020

3.2.1 Structure des dépenses de personnel

Les dépenses de personnel se structurent autour de quatre grands postes :
- La masse salariale (148,75 M€)
- Les autres dépenses du personnel (3,84 M€)
- Les frais de personnel élus (1,9 M€)
- Les frais de personnel de groupe d'élus (0,25 M€)

3.2.2 Proposition d'évolution de la masse salariale

Le budget 2020 doit répondre à un double enjeu : l'intégration des mesures gouvernementales tout en appréhendant la poursuite de la dynamique de développement de la Ville et ce dans un contexte d'encadrement budgétaire fort.

Pour 2020 la masse salariale prévisionnelle s'élèveraient à 148,75 M€.

Les éléments significatifs pris en compte dans ce cadre sont les suivants :
- Le plan d'adaptation des effectifs,
- Le glissement vieillesse technicité,
- La poursuite de la réforme concernant la « modernisation des Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations » (dite PPCR),

Décisions de la collectivité :

- Pour l'exercice 2020, il est proposé la mise en œuvre d'un plan d'adaptation des effectifs sanctuarisé autour des métiers liés à l'éducation et à la sécurité, de l'ordre de 3,45 M€. Celui-ci comprend deux axes principaux :
  - En matière de politique éducative : ouvertures de nouvelles classes, réforme sur le dédoublement des classes
  - En matière de politique de sécurité : poursuite du recrutement de policiers municipaux afin de pallier une sous administration par rapport à la population croissante de la Ville.
- Une enveloppe permettant de maintenir les efforts de la collectivité en matière d'avancement : avancements d'échelons, avancements de grades et promotions internes ainsi que les nominations après réussite à concours. (1 M€).
- Une mise à niveau du budget consacré aux remplacements et à l'accroissement temporaire d'activité est proposée (en lien avec la problématique de l'absentéisme et de l'ouverture des structures). (+ 0,51M€)
- Un effort particulier sera effectué en direction de la politique d'apprentissage en augmentant le budget consacré à la formation des apprentis au sein des services communaux. (+ 10 apprentis, soit 30 contrats au total) (+ 0,14 M€).

Décisions gouvernementales :

- Poursuite de la réforme « modernisation des Parcours Professionnels, des Carrières et des Rémunérations » (dite PPCR). (0,7 M€)

3.2.3 Proposition d'évolution des autres dépenses hors masse salariale

En matière de politique de formation et de maintien dans l'emploi

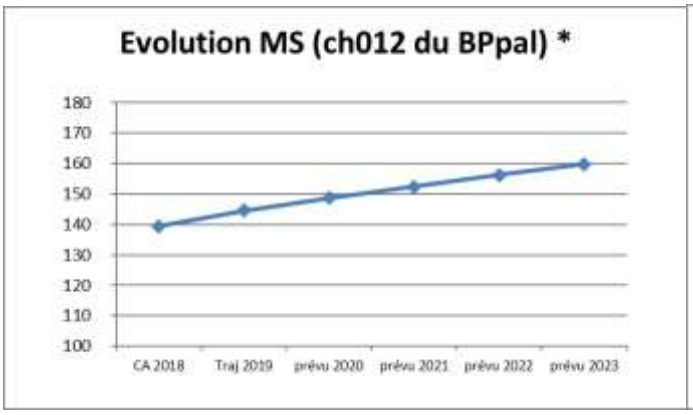
Les moyens alloués en 2020 pour accompagner la montée en compétences des agents en matière de formation sont de 0,5 M€.
Afin de permettre le maintien dans l'emploi des personnes en situation d'handicap, l'effort sera maintenu dans le cadre de la convention triennale conclu avec le FIPHP. (0,07 M€)

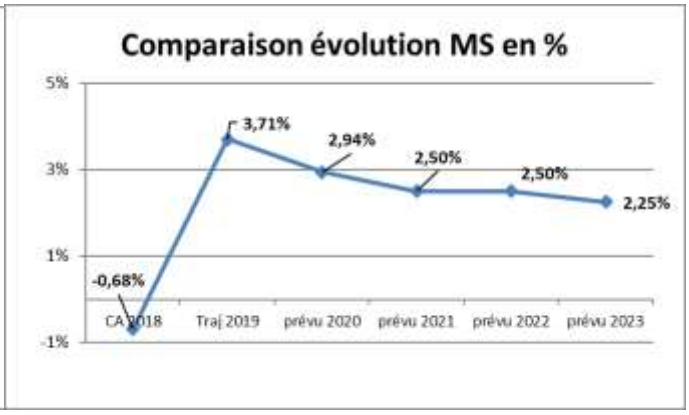
En matière de recettes

Pour 2020, les recettes principales suivantes seront inscrites :

- 2,14 M€ au titre du remboursement par le Centre Communal d'Action Sociale de la commune, du personnel mutualisé,
- 0,22 M€ de remboursements prévus au titre du personnel mis à disposition,
- 0,15 M€ de contributions correspondant au remboursement des charges patronales pour le personnel détaché.
- 0,13M€ de remboursement des frais engagés dans le cadre de la convention triennale conclue avec le FIPH.
- 0,1 M€ de remboursements de l'Etat sur les emplois aidés dont le contrat est encore en cours.

3.3 Les grandes orientations 2020-2023





**En M€*

Un principe de limitation de la progression de la masse salariale est posé, ayant pour objectif de **contenir la hausse des effectifs à 45 recrutements par an sur les quatre prochains exercices.** Pour maintenir cet équilibre, la vigilance devra être importante dans l'expression des besoins en matière d'effectif permanent pour chacun des secteurs d'intervention de la Ville.

Par ailleurs, les mesures suivantes ont été intégrées :

- En matière de traitement indiciaire :
  - Poursuite de la réforme PPCR (après interruption d'un an sur 2018) : fin du plan en 2021.
- En matière de régime indemnitaire :

- Le déploiement du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

- En matière d'heures supplémentaires :
  - A périmètre constant l'objectif est de contenir l'évolution du nombre d'heures supplémentaires réalisées. A cette fin, les suivis, réalisés et partagés avec les directions générales, sont intégrés dans le cadre du dialogue de gestion.
- Prise en compte des futures ouvertures de classes.
- Prise en compte du glissement vieillesse technicité.

La contractualisation sur la baisse des dépenses de fonctionnement doit permettre le renfort du dialogue de gestion avec les directions générales afin que cet objectif ambitieux soit partagé et bien pris en compte dans les prospectives tant en matière d'effectif que d'évolutions des organisations.

4 La gestion de la dette

4.1 L'encours de dette au 1er janvier 2020

L'encours de dette au 1er janvier 2020 s'élèvera à 252,15 M€, contre 254,45 M€ au budget primitif 2019, soit une baisse de l'encours de 0,91%.

	Dette en capital à l'origine	%	Dette en capital au 1er janvier 2020	%	Annuité de l'exercice	%	Intérêts	%	Capital	%
Dette emprunt	407 050 747,17	92,73 %	229 066 932,14	90,85 %	29 749 918,39	92,83 %	5 137 442,28	88,03 %	24 612 476,11	93,89 %
Dette PPP cité municipale	31 919 852,22	7,27 %	23 084 371,34	9,15 %	2 299 050,02	7,17 %	698 488,60	11,97 %	1 600 561,42	6,11 %
Total	438 970 599,39	100,00 %	252 151 303,48	100,00 %	32 048 968,41	100,00 %	5 835 930,88	100,00 %	26 213 037,53	100,00 %

La ville de Bordeaux a contractualisé un volume de 20 M€ auprès de l'Agence France Locale à un taux de 1,32% sur 20 ans en fin d'année 2017. Cet emprunt consolidé sur 2018 voit sa première annuité de remboursement comptabilisée sur l'exercice 2019.

Enfin, la ville de Bordeaux a emprunté un volume de 23 M€ auprès d'ARKEA Banque constitué de 2 contrats de 11,5 M€ à des taux respectifs de 1,38% et 1,48% sur 20 ans en fin d'année 2018. Ces emprunts consolidés sur 2019 verront leur première année de remboursement comptabilisée sur 2020.

Les excellentes conditions de financement cumulatives obtenues se traduisent **par une poursuite de la baisse du montant des intérêts de 6,71 %**, passant de 6,26 M€ à 5,84 M€ alors même que l'encours de la dette baisse de 0,91%. Le **taux moyen de la dette** atteint **2,31 %** au 1er janvier 2020.Le coût de la dette ressort dans la moyenne des autres Villes de sa strate alors même que la part fixe, apportant d'une part de la sécurité à l'encours, d'autre part permettant à la Ville de se prémunir contre un risque de hausse des taux, est de 86,18%.

L'encours par habitant recule à 985 € au 1er janvier 2020 contre 1 002 € au 1er janvier 2019 (sur la base de la population INSEE, source fiche critère DGF 2019 : 256 045 habitants), soit un ratio

très en deçà de celui de 1 107 € consolidé au 31/12/2018 en moyenne d'encours des villes de plus de 150 000 habitants[23].

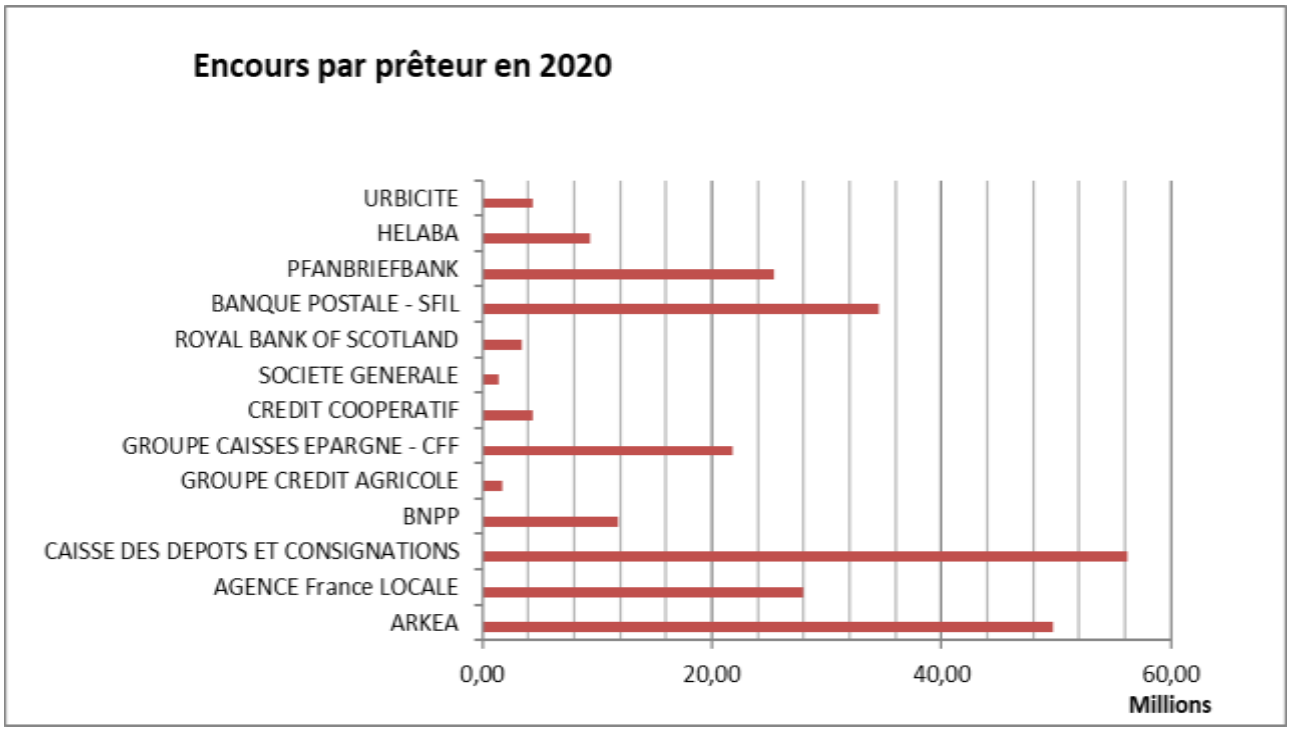
L'annuité de la dette pour 2020 se décompose donc entre les intérêts, estimés à 5,84 M€, et le remboursement du capital estimé à 26,21 M€, soit un total de **32,05 M€**. **L'annuité représente ainsi au 1er janvier 2020 125 € par habitant.**

4.1.1 La répartition de l'encours

	Encours de la dette 1er janvier 2020	%	Intérêts	Annuités
Taux fixes	217 299 800,91	86,18 %	5 262 388,74	26 825 471,99
Taux variables	34 851 502,57	13,82 %	573 542,14	5 223 496,42
Total	**252 151 303,48**	**100 %**	**5 835 930,88**	**32 048 968,41**

Le contexte financier explique donc la poursuite de la rigidification de l'encours de la dette à taux fixe. Ainsi, l'encours de dette au 1er janvier 2020 est positionné à **86,18 % à taux fixe et 13,82 % à taux variable**.

4.1.2 La diversification de l'encours



L'encours de la ville se caractérise par la diversité des prêteurs : banque régionales, nationales, européenne et étrangères, mais les grandes banques « publiques » détiennent une grande partie de l'encours de la dette municipale.

[23] Ce panel comprend : Angers, Dijon, Toulon, Grenoble, Saint-Etienne, Montpellier, Le Havre, Toulouse, Marseille, Nice, Rennes, Lille, Bordeaux, Lyon, Reims, Nantes, Strasbourg.

ARKEA, grâce à des conditions bonifiées fin 2018 augmente son encours de 23 M€ et détient 19,73% de l'encours de la Ville au 01/01/2020.

En France, La Banque Postale est la seule à répondre à près de 90 % des demandes de financement par une offre dont les conditions bancaires sont en général excellentes. Elle a été plusieurs fois retenue lors des dernières campagnes d'emprunt. Le groupe SFIL-La Banque postale détient ainsi 13,72 % de l'encours municipal en 2020.

L'Agence France Locale (AFL) s'affiche légitimement comme la banque des collectivités même si cette dernière ne prête qu'à ses adhérents. Cependant, l'AFL gagne des parts de marché grâce à des conditions financières qui s'améliorent nettement depuis un an. Elle concurrence fortement les banques commerciales et figure pour 11% désormais parmi les prêteurs de la ville.

Enfin, la Caisse des dépôts reste l'entité ayant la part la plus importante de l'encours à hauteur de 22,31%.

4.1.3 La gestion du risque

La « typologie Gissler » permet de présenter la ventilation de l'encours en fonction de son exposition au risque selon deux dimensions : la structure de l'emprunt de A à F (F correspondant aux structures avec un fort potentiel d'effet de levier) et la nature des indices classés de 1 à 6 (6 correspondant au plus risqué) qui juge de la volatilité des indexations.

Au 1er janvier 2020, l'encours de la dette propre (252,15 M€) est ventilé de la façon suivante :

Typologie Gissler	Montant de l'encours	Nombre de contrats
A1	247,43 M€	59
B1	4,72 M€	2

La structure d'exposition de la dette propre de la ville de Bordeaux présente un profil très sécurisé puisque l'encours dont les risques sont nuls (classé A1 selon la charte Gissler) représente 98,13 % de l'encours total.

La dette classée dans la typologie B1 (1,87%) est constituée de taux fixes à barrière. Le principe de ces produits consiste à constater un taux fixe tant que l'EURIBOR n'a pas atteint un certain niveau fixé dans le contrat. Si le niveau est atteint, c'est alors le taux de l'EURIBOR constaté qui s'applique au contrat. Néanmoins ce type de contrats ne présente pas de risques particuliers puisque, quoi qu'il arrive, les indexations EURIBOR, si elles sont activées, correspondent aux indexations du marché qui restent actuellement très basses.

4.2 Etat des lieux et prospectives 2020-2023

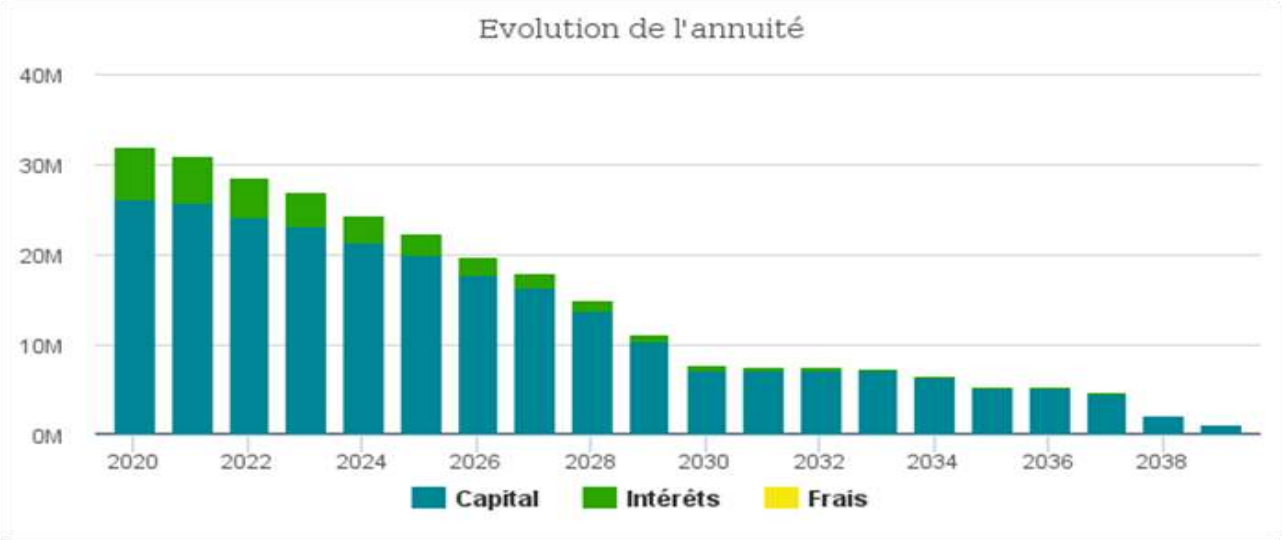
4.2.1 L'extinction de la dette

VILLE DE BORDEAUX				
Exercice	**Encours début**	**Annuité**	**Intérêts**	**Amortissement**
2020	252,15	32,05	5,84	26,21
2021	225,94	30,92	5,09	25,83
2022	220,11	28,63	4,39	24,24
2023	175,88	26,92	3,72	23,20
2024	152,68	24,42	3,06	21,36

En prospective « au fil de l'eau », c'est-à-dire sans contractualisation de nouveaux emprunts, on constate une relative stabilité de l'amortissement sur la période 2020/2024 entre 22 et 25 M€. Le poids de la dette de la Ville est ainsi limité et elle affiche un désendettement au 01/01/2020.

La part des intérêts de la dette baisserait continuellement pour passer de 18,22% de l'annuité en 2020 à 12,53% en 2024, reflet des conditions attractives sur les derniers emprunts contractés en taux fixe par la ville.

Extinction en annuité au 01/01/20 :

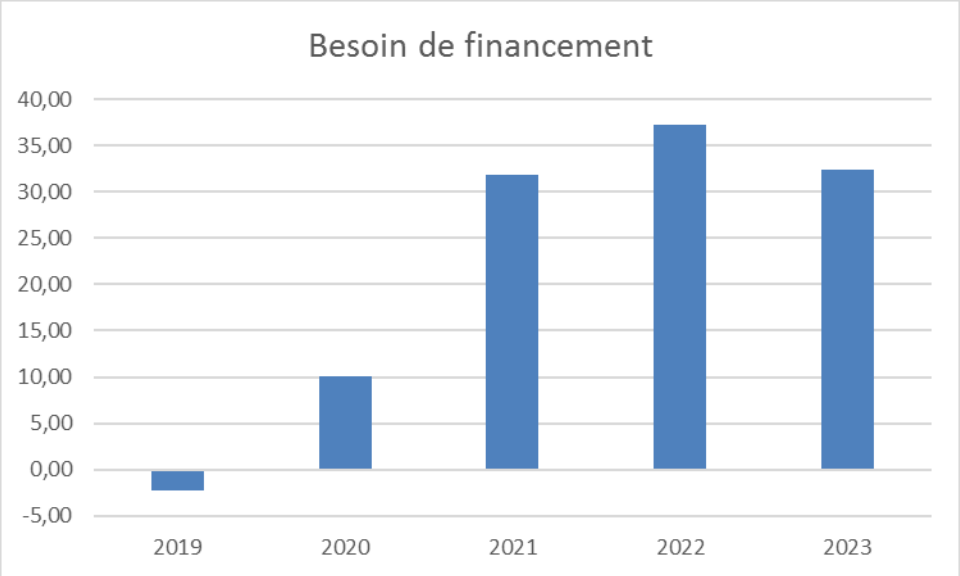


Le profil de l'extinction en annuité prévoit une baisse significative des flux de remboursements à compter de 2027 (l'encours passera en dessous des 100 M€) puis à nouveau en 2030 (l'encours n'atteindra plus que 53 M€).

4.2.2 Evolution prévisionnelle du besoin de financement

L'article 13 de la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 définit le calcul du besoin de financement comme étant le résultat de l'emprunt prévisionnel moins le remboursement de la dette. Pour la ville de Bordeaux, le besoin de financement prévisionnel ressort comme suit :

En M€	2019	2020	2021	2022	2023	Total période	Moyenne période
Prospective d'encours nouveaux	23,00	37,64	60,65	66,96	63,80	**252,06**	50,41
Remboursement en capital lié à l'encours nouveau	0,00	0,00	1,58	4,10	6,81	**12,49**	2,50
Amortissement de l'encours existant au 31/12/18	25,33	27,55	27,16	25,57	24,53	**130,14**	26,03
Besoin de financement	**-2,33**	**10,09**	**31,91**	**37,29**	**32,47**	**109,43**	**21,89**



Comme anticipé, le besoin de financement progresse sur la période 2019 – 2023 tout en restant conforme au montant annuel annoncé de 21 M€ en moyenne. Ce besoin prévisionnel d'emprunts est en croissance, notamment sur les exercices 2021 et 2022, sous l'effet d'un volume d'investissement plus important à financer dans le cadre du recalage des avancements opérationnels des opérations et du calendrier de crédits de paiement à volume d'engagement inchangé. Néanmoins le montant total de besoin de financement de la période 2018-2022 reste lui aussi proche de l'estimation 2019. De plus, les remboursements de la dette nouvelle sont moins importants sur la période 2018-2022 du fait de la progressivité de l'amortissement sur des mobilisations plus longues devenues compétitives au regard des conditions de financement proposées.

L'évolution du besoin de financement est directement liée au fort développement de notre agglomération et des besoins à venir en matière de production ou d'adaptation d'équipements. Au regard des besoins indiqués dans le cadre du contrat avec l'Etat, il ressort un besoin moindre de financement de 29 M€ entre 2018 et 2020.

5 Les grands équilibres financiers 2020-2023

Connaissant une attractivité en termes de population et un fort dynamisme des besoins, la Ville doit allouer de façon la plus optimale ses ressources elles-mêmes en progression de par cet essor démographique. Cet objectif est d'autant plus crucial au regard du besoin de financement des investissements très importants à livrer sur la période 2019 - 2023. Cela se traduit inéluctablement par des ratios financiers plus tendus sur la fin de période notamment, mais qui s'améliorent au regard des projections 2019 notamment pour ce qui concerne la capacité de désendettement.

Dans l'attente de la revue de contrat à intervenir avec le représentant de l'Etat (notamment l'appréciation des retraitements à opérer pour neutraliser certaines écritures comptables voire certaines dépenses inhérentes à la mise en œuvre de décisions de l'Etat) qui pourrait contribuer à améliorer ces ratios, des hypothèses présentées plus haut pour y parvenir et à législation constante notamment en matière fiscale, **les équilibres budgétaires pluriannuels en projection des comptes administratifs** se présenteraient ainsi :

(mouvements réels, en milliers d'euros)	2020	% 2020/2019	2021	% 2021/2020	2022	% 2022/2021	2023	% 2023/2022	Total 2020-2023
Recettes de fonctionnement	**411 226**	**-1,35 %**	**410 253**	**-0,24 %**	**409 806**	**-0,11 %**	**415 793**	**1,46 %**	**1 647 078**
Dépenses de fonctionnement	**348 476**	**0,86 %**	**355 314**	**1,96 %**	**359 935**	**1,30 %**	**363 372**	**0,95 %**	**1 427 098**
EBF / Epargne de gestion	**62 750**	**-12,06 %**	**54 939**	**-12,45 %**	**49 870**	**-9,23 %**	**52 421**	**5,11 %**	**219 980**
Intérêts de la dette	5 891	-8,65 %	5 880	-0,19 %	6 379	8,50 %	7 293	14,33 %	**25 443**
CAF / Epargne brute	**56 859**	**-12,40 %**	**49 059**	**-13,72 %**	**43 491**	**-11,35 %**	**45 128**	**3,76 %**	**194 537**
Remboursement du capital de la dette	27 546	8,73 %	28 977	5,19 %	29 914	3,24 %	31 580	5,57 %	**118 018**
Epargne nette	**29 313**	**-25,93 %**	**20 083**	**-31,49 %**	**13 577**	**-32,40 %**	**13 547**	**-0,22 %**	**76 519**
Recettes définitives d'investissement	**28 530**	**19,47 %**	**26 464**	**-7,24 %**	**27 040**	**2,18 %**	**21 669**	**-19,86 %**	**103 703**
Financement propre disponible	***57 843***	***-8,84 %***	***46 547***	***-19,53 %***	***40 617***	***-12,74 %***	***35 216***	***-13,30 %***	***180 223***
Dépenses d'investissement	**95 482**	**9,52 %**	**107 197**	**12,27 %**	**107 580**	**0,36 %**	**99 020**	**-7,96 %**	**409 279**
Emprunt	**37 639**	**63,65 %**	**60 650**	**61,14 %**	**66 964**	**10,41 %**	**63 804**	**-4,72 %**	**229 056**

5.1 Evolution de l'épargne au 31 décembre 2020

Le montant de l'épargne brute (différence entre les recettes réelles de fonctionnement : 417 M€ et les dépenses réelles de fonctionnement : 348 M€) **estimée pour 2020 serait de 57 M€**, soit un niveau d'épargne brute comparable à celui constaté sur la période 2011-2012 avant la baisse des dotations, montrant ainsi les efforts de gestion importants réalisés durant ce mandat et en nette progression par rapport au niveau projeté en 2019 (50,3 M€).

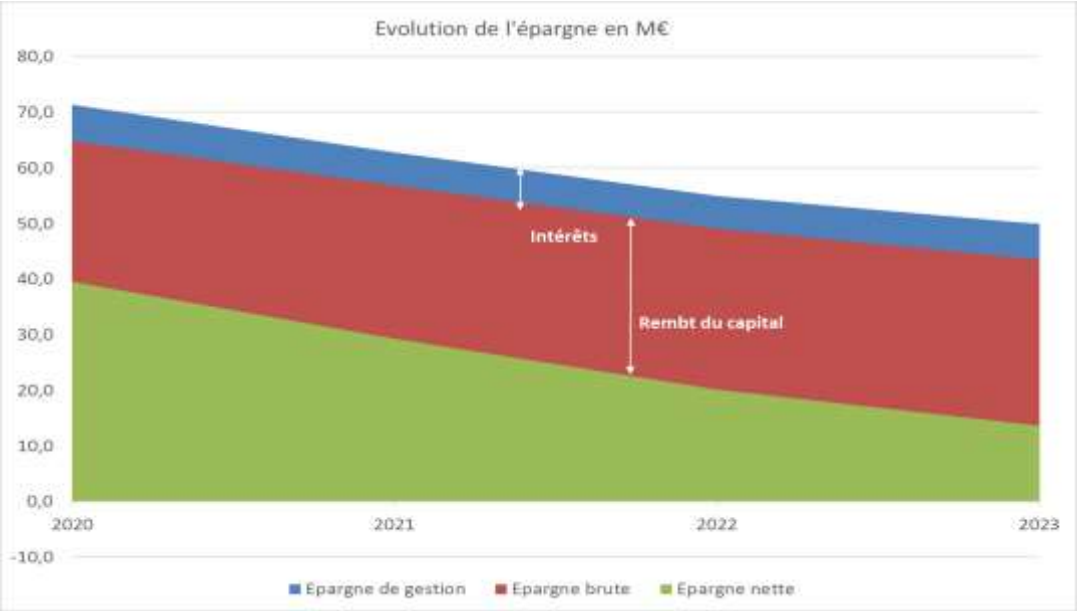
Toutefois la projection de l'évolution du taux d'épargne brute est similaire à celle envisagée en 2019 sous l'effet qui était anticipé de la pression accrue sur les dépenses au regard de l'accroissement de population et de la pluralité des besoins exprimés compte tenu d'une population présentant un revenu médian n'évoluant que peu et inférieur toujours à celui de l'ensemble métropolitain.

Le taux d'épargne[24] traduit cette tension sur la section de fonctionnement puisqu'il se situerait à 11 % en fin de période[25], corroborant la nécessité de maîtriser la dynamique des dépenses pour conserver un autofinancement suffisant et ce indépendamment de la démarche de contractualisation.

L'évolution de l'épargne nette (29 M€ en 2020, pour 20 M€ en 2021 et 13 M€ en 2022 et 2023), même si elle progresse nettement au regard des anticipations 2019 pour la période, serait quant à

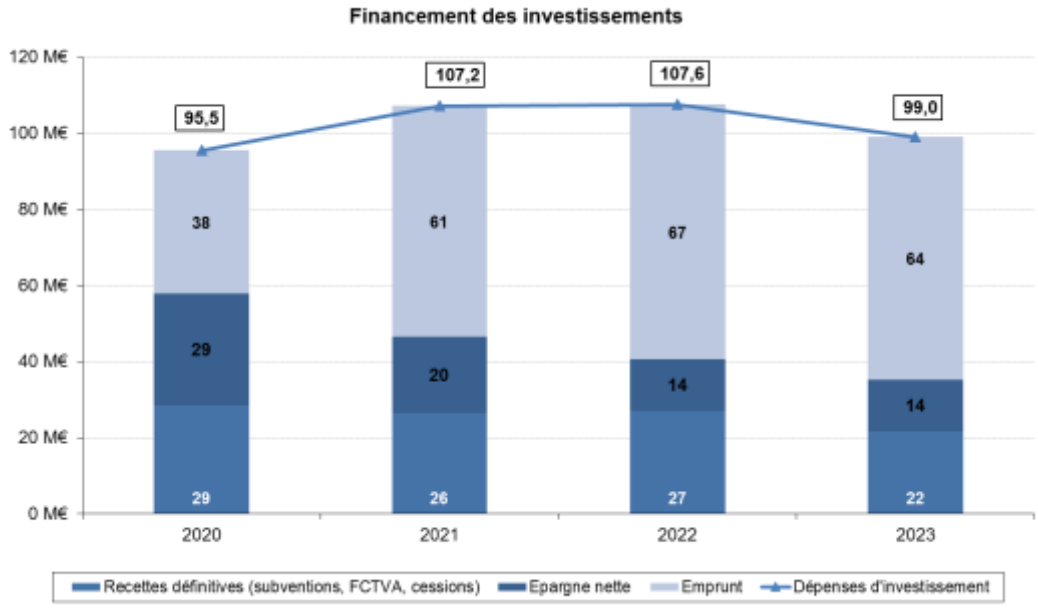
[24] Rapport entre l'épargne brute aux recettes réelles de fonctionnement.
[25] De manière empirique, le taux d'épargne brute minimum peut être fixé autour de 7 %-8% pour garantir que la collectivité sera à même de faire face aux aléas. On considère que la zone d'alerte commence dès que le taux passe au-dessous de 10%. (Source : rapport d'information de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation relatif à *L'évolution des finances locales à l'horizon 2017* (Tome II) du 12 novembre 2014).

elle également impactée par le maintien d'une politique élevée d'investissement, puisque le recours plus important à l'emprunt génèrera un besoin plus important en remboursement d'annuités.



5.2 Financement des investissements

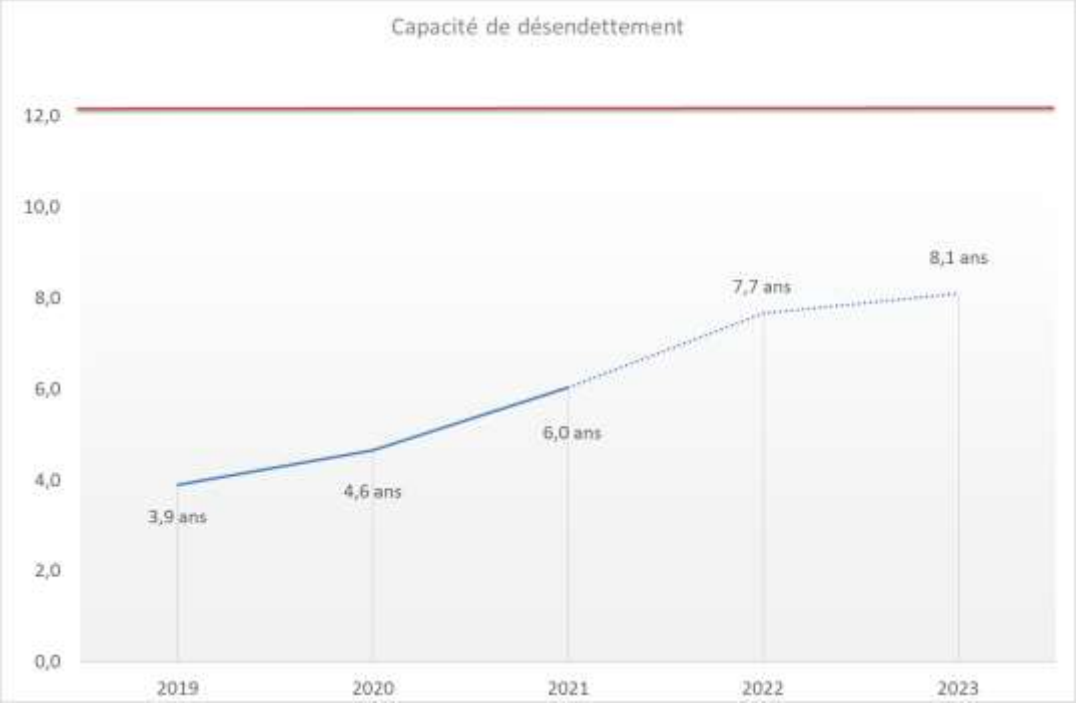
Sous l'effet conjugué de la baisse de l'épargne en fin de période et des besoins en crédits de paiement, le taux de financement du programme d'équipement par l'emprunt, de l'ordre de 26% en 2019, progresse à près de 40 % en 2020, pour atteindre 61% en moyenne les 3 années suivantes.



Dans ces conditions, l'essentiel du débat porte sur le juste équilibre entre les ressources propres (dont la fiscalité et la tarification) et l'endettement pour tout à la fois assurer l'équité intergénérationnelle, les capacités contributives du territoire et respecter les normes fixées par l'Etat.

5.3 Capacité de désendettement

La capacité de désendettement, qui mesure le nombre d'années d'épargne nécessaire à rembourser la dette (y compris les PPP), **passerait de 3,9 ans fin 2019 à 4,6 ans fin 2020**, et resterait éloignée, au regard des projections réalisées en 2019, du seuil de 12 ans sur la période allant jusqu'en 2023 puisque la capacité s'établirait à un peu plus de 8 années. S'il convient s'agissant de ce calcul sur un horizon très éloigné de rappeler les effets mécaniques des modèles prospectifs n'intégrant qu'imparfaitement les dynamiques des variables et surtout se basant sur un environnement règlementaire stable, il convient également de souligner que cette projection atteste de la maîtrise de la gestion municipale avec un horizon stabilisé à 4 ans de sa capacité de désendettement sur une durée plus que soutenable.



*

* *

6 Annexes

6.1 Rappel des dispositions règlementaires

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais. Il ne constitue qu'un stade préliminaire à la procédure budgétaire (dont il constitue un élément substantiel) et ne présente aucun caractère décisionnel.

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venue modifier l'article L. 2312-1 du CGCT pour préciser le contenu obligatoire du rapport d'orientations budgétaires :

« Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au Conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du Budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique ».

« Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret ».

Ces dispositions ont été précisées par le décret du 24 juin 2016 (article D. 2312-3 du CGCT) relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation.

Enfin, la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, prévoit également que sur cette période :
« À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :
1°L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;
2°L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.
Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes.»

6.2 Modalités de calcul du coefficient correcteur entre les produits de taxe d'habitation et de taxe foncière départementale sur les propriétés bâties

Etape 1 : Calcul de l'écart entre la situation de référence et la situation nouvelle pour la commune, en valeur 2020 et le taux de TH 2017

Terme I - a

	Base imposée de TH 2020 sur les locaux meublés affectés à l'habitation principale x taux de TH 2017 de la commune	Ce terme représente de la ressource TH perdue par la commune
+	Compensation d'exonération de TH 2020	
+	Moyenne 2018-2020 des rôles supplémentaires de TH sur les locaux meublés affectés à l'habitation principale	

Terme I - b

	Produit net de TFPB issu des rôles généraux 2020 du département sur le territoire de la commune	Ce terme représente la ressource TFPB transférée par le département
+	Compensation d'exonération de TFPB 2020 du département sur le territoire de la commune	
+	Moyenne 2018-2020 des rôles supplémentaires de TFPB du département sur le territoire de la commune	

Si le terme « I - a » est supérieur au terme « I – b », la commune subit une perte de ressources, et inversement.

Etape 2 : Calcul du coefficient correcteur

Terme II - a

	Produit net de TFPB issu des rôles généraux 2020 de la commune	Ce terme représente le produit global de TFPB qu'aurait dû percevoir la commune si la perte de la TH avait été intégralement compensée en valeur 2020
+	Produit net de TFPB issu des rôles généraux 2020 du département sur le territoire de la commune	
+	Différence définie lors de l'étape 1	

Terme II - b

	Produit net de TFPB issu des rôles généraux 2020 de la commune	Ce terme représente le produit global de TFPB de la commune en valeur 2020
+	Produit net de TFPB issu des rôles généraux 2020 du département sur le territoire de la commune	

La division du terme « II – a » par le terme « II – b » aboutit au calcul du coefficient correcteur.

Le coefficient est inférieur à 1 lorsque la commune est avantagée par le remplacement de la TH par la TFPB départementale, supérieur à 1 dans le cas contraire. Un coefficient de 1,18 signifierait par exemple que la commune a besoin de 18% de ressources supplémentaires par rapport à son produit TF pour compenser intégralement la perte subie.

6.3 Dotation de solidarité urbaine

L'éligibilité et la répartition de la DSU reposent sur la distinction de deux catégories démographiques, d'une part, les communes de 10 000 habitants et plus, et d'autre part, les communes de 5 000 à 9 999 habitants.
Les modalités de répartition de cette dotation ont été modifiées par la loi de finances pour 2017 telles que :

- Sont désormais éligibles les deux premiers tiers des communes de plus de 10 000 habitants (au lieu des trois premiers quarts auparavant) et le premier dixième des communes de 5 000 à 9 999 habitants, classées en fonction d'un indice synthétique de ressources et de charges ;
- Les communes dont le potentiel financier par habitant est deux fois et demi supérieur au potentiel financier moyen de leur strate démographique ne peuvent pas être éligibles à la DSU ;
- La progression de la DSU est désormais répartie entre toutes les communes éligibles, en fonction de leur indice synthétique, de leur population résidant en quartier prioritaire de la politique de la ville, de leur population résidant en zone franche urbaine (ZFU), de leur effort fiscal et d'un coefficient variant de 0,5 à 4 (et non plus de 0,5 à 2) calculé selon leur rang de classement. Ces dispositions permettent de neutraliser les effets de seuils liés à l'existence d'une part cible tout en concentrant la progression sur les communes les plus en difficulté ;
- L'indice synthétique de ressources et de charges permettant de classer les communes et de calculer leur attribution spontanée et leur part dite de « progression de la DSU » a été rénové, afin de mieux tenir compte du revenu des habitants. Ce facteur compte désormais pour 25% dans la composition de l'indice, contre 10% en 2016. Le potentiel financier par habitant voit son poids dans la composition de l'indice minoré à due concurrence, passant de 45% à 30%. Le poids relatif des autres facteurs (logements sociaux et bénéficiaires des APL) reste inchangé.
- Une garantie de sortie exceptionnelle permet aux communes qui ont perdu leur éligibilité à la DSU en 2017 de percevoir à titre de garantie en 2019, et pour la dernière année, une dotation égale à 50% du montant perçu en 2016. Pour rappel, cette proportion s'élevait à 90% en 2017 et à 75% en 2018.

Les communes de 10 000 habitants et plus sont donc classées par ordre décroissant selon un indice synthétique de charges et de ressources constitué :

- pour 30%, du rapport entre le potentiel financier moyen par habitant des communes de 10 000 habitants et plus et le potentiel financier par habitant de la commune ;
- pour 15%, du rapport entre la part des logements sociaux de la commune dans son parc total de logements et la part des logements sociaux dans le parc total de logements des communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 30%, du rapport entre la proportion par logement de personnes couvertes par des prestations logement dans la commune et la proportion de personnes couvertes par ces mêmes prestations dans les communes de 10 000 habitants et plus ;
- pour 25%, du rapport entre le revenu moyen des habitants des communes de 10°000 habitants et plus et le revenu moyen des habitants de la commune.

Les valeurs moyennes utilisées dans le calcul de l'indice sont celles constatées pour l'ensemble des communes de 10 000 habitants et plus.

6.4 La révision des valeurs locatives des locaux d'habitation

A l'instar de la réforme des valeurs locatives des locaux professionnels initiée par la LFI 2010 et appliquée en 2017, **l'article 52** du PLF 2020 confirme l'engagement de la réforme de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation et précise les jalons de travail pour mettre en œuvre cette mesure en 2026. De même, elle définit un dispositif de mise à jour permanent des bases fiscales.

Le dispositif présenté est fondé sur le rapport d'expérimentation remis en février 2017, à la suite d'une expérimentation menée à partir de 2015 sur 5 départements, qui se caractérise par les grandes lignes suivantes :

- Définition de 4 grandes catégories fonctionnelles de bâtiments (maisons individuelles ; appartements situés dans les immeubles collectifs ; locaux d'habitation qui présentent des caractéristiques exceptionnelles ; les dépendances isolées) ;
- Actualisation des valeurs locatives en fonction des valeurs réelles des baux constatées sur le marché locatif (calcul d'un tarif au m²) ;
- Sectorisation des évaluations et possibilité d'appliquer des coefficients de localisation ;
- Intervention des commissions départementales des valeurs locatives qui arrêteront les nouveaux secteurs et tarifs en 2025 pour une réforme qui devrait s'appliquer sur les impositions 2026.

*

* *

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2023

Politiques	Description secteur intervention	Description programme	Description opération	Rappel crédits 2019	Budget prévu 2020	Budget prévu 2021	Budget prévu 2022	Budget prévu 2023	Total à financer 2020-2023
CULTURE ET PATRIMOINE	Donner l'envie de culture à tous	Accompagner le développement d'un campus artistique	EBABX - Ecole supérieure d'art de Bordeaux	151 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	240 000,00
			Etablissements d'enseignement artistique (Hors EBABX)	15 600,00	50 000,00	500 000,00	420 000,00	0,00	970 000,00
		Total Accompagner le développement d'un campus artistique		**166 600,00**	**110 000,00**	**560 000,00**	**480 000,00**	**60 000,00**	**1 210 000,00**
		Conservatoire Jacques Thibaud	CNR - Acquisition et réparation de matériel musical	88 022,81	75 000,00	75 000,00	75 000,00	75 000,00	300 000,00
		Total Conservatoire Jacques Thibaud		**88 022,81**	**75 000,00**	**75 000,00**	**75 000,00**	**75 000,00**	**300 000,00**
		Développement de la lecture publique et politique du livre	Acquisition de documents - Bibliothèque	630 095,23	530 000,00	530 000,00	530 000,00	530 000,00	2 120 000,00
			Moyens généraux - Lecture publique	51 785,36	60 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	120 000,00
			Sécurité et grosses réparations dans les bibliothèques	230 210,82	120 000,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00	480 000,00
			Bibliothèque - Acquisition de documents précieux	59 708,17	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	160 000,00
		Total Développement de la lecture publique et politique du livre		**971 799,58**	**750 000,00**	**710 000,00**	**710 000,00**	**710 000,00**	**2 880 000,00**
	Total Donner l'envie de culture à tous			**1 226 422,39**	**935 000,00**	**1 345 000,00**	**1 265 000,00**	**845 000,00**	**4 390 000,00**
	Favoriser la création et l'innovation	Actions culturelles et diffusion	Espaces culturels et résidences	170 267,27	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	60 000,00
			Promotion de la création artistique	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	80 000,00
		Total Actions culturelles et diffusion		**170 267,27**	**35 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**140 000,00**
		Salle des fêtes du Grand Parc	Moyens généraux - Salles des fêtes Grand Parc	91 556,11	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	120 000,00
		Total Salle des fêtes du Grand Parc		**91 556,11**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**120 000,00**
		Soutien aux associations culturelles	Subventions d'équipement aux associations culturelles	132 000,00	42 500,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	192 500,00
		Total Soutien aux associations culturelles		**132 000,00**	**42 500,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**192 500,00**
	Total Favoriser la création et l'innovation			**393 823,38**	**107 500,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**452 500,00**
	La culture, facteur d'attractivité et de rayonnement	Animation du patrimoine - Bordeaux Patrimoine Mondial	Action culturelle - Animation du patrimoine	19 582,89	20 000,00	20 000,00	20 000,00	25 000,00	85 000,00
		Total Animation du patrimoine - Bordeaux Patrimoine Mondial		**19 582,89**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**25 000,00**	**85 000,00**
		Archives Bordeaux Métropole	Archives - Traitement des fonds acquisition matériel	151 344,64	80 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	320 000,00
		Total Archives Bordeaux Métropole		**151 344,64**	**80 000,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**80 000,00**	**320 000,00**
		CAPC - Musée d'Art Contemporain	CAPC - Collections	41 395,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	80 000,00
		Total CAPC - Musée d'Art Contemporain		**41 395,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**80 000,00**
		Etablissements culturels, collections et équipement	Etablissements culturels, matériel, mobilier, outillage	240 444,68	115 000,00	115 000,00	115 000,00	115 000,00	460 000,00
			Etablissements culturels, acquisitions, restaurations, conservation	241 302,84	240 000,00	240 000,00	240 000,00	240 000,00	960 000,00
		Total Etablissements culturels, collections et équipement		**481 747,52**	**355 000,00**	**355 000,00**	**355 000,00**	**355 000,00**	**1 420 000,00**
		Jardin Botanique	Action culturelle -Jardin botanique	101 175,38	55 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	205 000,00
		Total Jardin Botanique		**101 175,38**	**55 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**205 000,00**
			Musée d'Aquitaine - Collections	24 080,00	40 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	100 000,00
			Centre Jean Moulin - Rénovation	27 075,98	560 000,00	0,00	0,00	0,00	560 000,00
		Total Musée d'Aquitaine (Goupil et Jean Moulin)		**98 072,10**	**600 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**660 000,00**
			MADD - Collections	38 256,20	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	80 000,00
		Total Musée des Arts décoratifs et du design		**44 106,03**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**80 000,00**
		Musée des Beaux-Arts	Musée des Beaux-Arts - Collections	69 745,60	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	80 000,00
		Total Musée des Beaux-Arts		**69 745,60**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**80 000,00**
		Muséum d'histoire naturelle	Muséem - Collections	42 535,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	80 000,00
		Total Muséum d'histoire naturelle		**42 535,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**80 000,00**
		Patrimoine - Travaux, maintenance, sécurité et grosses réparations	Patrimoine - Gros entretien, réparations, sécurité	917 021,19	500 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	2 000 000,00
			Petit patrimoine, mobilier, patrimoine urbain - Travaux	61 352,80	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
		Total Patrimoine - Travaux, maintenance, sécurité et grosses réparations		**978 373,99**	**550 000,00**	**550 000,00**	**550 000,00**	**550 000,00**	**2 200 000,00**
		Réhabilitation et construction d'équipements culturels	PRU Benauge pôle culturel	21 165,00	400 000,00	810 000,00	100 000,00	2 500 000,00	3 810 000,00
			Acquisition foncière et réhabilitation Manufacture Atlantique	21 220,94	50 000,00	50 000,00	1 250 000,00	750 000,00	2 100 000,00
			Théâtre Le Glob - Travaux suite acquisition	7 500,00	247 500,00	245 000,00	0,00	0,00	492 500,00
			Salle des fêtes du Grand Parc - Tx amélioration et de réaménagements	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	90 000,00
			Bibliothèque Caudéran - Aménagement	2 359 275,93	9 500,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
			MADD - Rénovation d'ensemble	181 866,00	505 368,14	2 000 000,00	4 850 000,00	1 328 315,62	8 683 683,76
			Bibliothèque du Jardin Public	17 499,01	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
			Rock School Barbey - Rénovation	919,20	50 000,00	500 000,00	900 000,00	3 500 000,00	4 950 000,00
			Legs Mme Marandon maison 49 rue Dubourdieu	50 000,00	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
		Total Réhabilitation et construction d'équipements culturels		4 312 967,87	1 442 368,14	3 635 000,00	7 130 000,00	8 108 315,62	20 315 683,76
		Restauration des édifices patrimoniaux	Eglise Saint Nicolas - Diagnostic et restauration	**0,00**	**60 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**250 000,00**	**710 000,00**
			Passerelle Eiffel - Restauration	350 000,00	185 000,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
			Eglise Saint Martial restauration de la tribune de l'orgue	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	150 000,00
			Eglise Saint Ferdinand diagnostic avant travaux de restauration	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
			Eglise Saint Amand - Restauration du clocher	440 535,92	500 000,00	240 000,00	0,00	0,00	740 000,00
			Eglise du Sacré Coeur, élévations extérieures et couvertures	36 610,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
			Restauration orgues (Saint-Seurin / Notre-Dame) Diagnostic	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
		Total Restauration des édifices patrimoniaux		**827 145,92**	**775 000,00**	**440 000,00**	**250 000,00**	**500 000,00**	**1 965 000,00**
			Programme annuel MH	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00	2 000 000,00
			Temple des Chartrons Diagnostic et étude faisabilité	0,00	0,00	0,00	62 000,00	752 000,00	814 000,00
			Bourse A Briand étude mise en conformité ERP et salle A Croizat	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
			Chapelle Saint Joseph restauration parements intérieurs	0,00	0,00	50 000,00	450 000,00	0,00	500 000,00
			Eglise Sainte Marie réfection de la couverture	15 000,00	50 000,00	300 000,00	385 000,00	0,00	735 000,00
			Eglise Saint Paul restauration orgue et sa tribune	0,00	100 000,00	500 000,00	500 000,00	0,00	1 100 000,00
			Fontaine Sainte Croix restauration	0,00	0,00	0,00	40 000,00	481 000,00	521 000,00
			Flèche Saint Michel - Restauration	235 000,00	100 350,65	1 247 650,00	4 000 000,00	1 305 297,92	6 653 298,57
			Eglise Sainte Croix - Diagnostic du clocher SO avant restauration	30 321,42	0,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
			Eglise Sainte Eulalie restauration de la façade principale	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00	40 000,00
			Eglise Saint Martial étude et travaux de restauration de l'orgue	0,00	0,00	0,00	40 000,00	280 000,00	320 000,00
			Eglise Saint Paul restauration du clocher	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	90 000,00
			Eglise Saint Eloi restauration clocher et façades	0,00	0,00	0,00	100 000,00	500 000,00	600 000,00
			Basilique Saint Michel restauration de la tour du clocher	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00	40 000,00	400 000,00
			Eglise Saint Louis - Restauration du clocher ouest et abside	867 940,00	651 328,93	0,00	0,00	0,00	651 328,93
		Total Restauration des monuments historiques		**3 160 152,60**	**1 401 679,58**	**2 777 650,00**	**6 307 000,00**	**4 038 297,92**	**14 524 627,50**
		Sécurité et interventions sur les bâtiments culturels	GER dans les établissements culturels	886 060,40	564 591,67	515 000,00	515 000,00	515 000,00	2 109 591,67

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2023

Politiques	Description secteur intervention	Description programme	Description opération	Rappel crédits 2019	Budget prévu 2020	Budget prévu 2021	Budget prévu 2022	Budget prévu 2023	Total à financer 2020-2023
			Sécurité dans les bâtiments culturels	125 205,65	106 276,69	100 000,00	100 000,00	100 000,00	406 276,69
			Remplacement des SSI dans les établissements culturels	116 154,53	120 287,30	100 810,00	100 000,00	100 000,00	421 097,30
		Total Sécurité et interventions sur les bâtiments culturels		**1 127 420,58**	**791 155,66**	**715 810,00**	**715 000,00**	**715 000,00**	**2 936 965,66**
			Musée des Arts décoratifs - Travaux	68 017,71	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
			Conservatoire J Thibaud - Rénovation	212 648,83	180 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	330 000,00
			Entrepôt Laîné - Rénovation des façades	103 000,00	0,00	0,00	0,00	1 500 000,00	1 500 000,00
			ESAB - sécurité et grosses réparations	100 000,00	70 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	130 000,00
			CAPC - travaux	90 217,23	350 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	500 000,00
			Musée et galerie des Beaux-Arts - Travaux	39 374,81	280 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	430 000,00
			Muséum d'histoire naturelle - Travaux	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	120 000,00
			Centre mutualisé des réserves des musées	59 078,22	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	40 000,00
			Bibliothèque Mériadeck - Requalification phase 3	1 414 428,88	624,00	0,00	0,00	0,00	624,00
			Bibliothèque Bacalan	21 189,00	230 000,00	50 000,00	250 000,00	1 500 000,00	2 030 000,00
			Archives municipales petits travaux	11 725,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
			Grand-théâtre - Sécurité et grosses réparations	533 844,90	330 000,00	200 000,00	200 000,00	1 000 000,00	1 730 000,00
			Salle de la Pergola - Rénovation	49 422,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	280 000,00
			Jardin Botanique - Création passerelle - Travaux	193 071,76	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
			TNBA fosse d'orchestre salle Vitez (TVA)	21 561,69	194 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	284 000,00
			Base sous-marine - Travaux et équipement	83 919,42	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
			Base sous-marine - Réhabilitation annexe	758 228,72	480 000,00	300 000,00	0,00	0,00	780 000,00
			Musée d'Aquitaine (J Moulin et Goupil) - travaux	81 496,00	250 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	400 000,00
			Cité du vin - Sécurité et réparations	52 881,74	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
			Cité du vin - renouvellement parcours permanent	0,00	410 000,00	410 000,00	410 000,00	410 000,00	1 640 000,00
		Total Travaux d'amélioration et de rénovation des équipements culturels		**4 679 144,81**	**3 134 624,00**	**1 570 000,00**	**1 470 000,00**	**5 020 000,00**	**11 194 624,00**
	Total La culture, facteur d'attractivité et de rayonnement			**16 134 909,93**	**9 284 827,38**	**10 293 460,00**	**17 027 000,00**	**19 541 613,54**	**56 146 900,92**
Total CULTURE ET PATRIMOINE				**17 755 155,70**	**10 327 327,38**	**11 753 460,00**	**18 407 000,00**	**20 501 613,54**	**60 989 400,92**
DEV.URBAIN ET QUALITE DES ESPACES DE PROXIMITE	Développement et aménagements urbains	Logement	Aide au parc public - subventions aux bailleurs	2 310 000,00	2 900 000,00	0,00	1 500 000,00	2 100 000,00	6 500 000,00
			Participation au dispositif de lutte contre la précarité énergétique	136 560,00	182 552,00	0,00	80 000,00	80 000,00	342 552,00
			Passeport 1er logement	450 000,00	600 000,00	250 000,00	0,00	0,00	850 000,00
			Aide au parc privé	509 914,00	740 000,00	0,00	0,00	0,00	740 000,00
			Concession d'Aménagement Centre Historique-participation	1 200 000,00	3 200 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00	12 200 000,00
			OPAH RU 3	20 000,00	20 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	170 000,00
		Total Logement		**4 630 474,00**	**7 642 552,00**	**3 300 000,00**	**4 630 000,00**	**5 230 000,00**	**20 802 552,00**
		Projets urbains et droits des sols	Etudes d'urbanisme et opérations d'aménagement	41 416,40	331 251,00	50 000,00	304 670,00	50 000,00	735 921,00
			OIN EURATLANTIQUE	1 262 000,00	1 262 000,00	1 262 000,00	1 262 000,00	1 262 000,00	5 048 000,00
			Brazza - Aménagement Bastide	1 344,60	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
			Brazza - Acquisitions foncières (hors Soferti)	3 616 248,65	1 420 230,00	0,00	0,00	0,00	1 420 230,00
			Brazza - Aménagement places	15 993,00	1 225 347,00	1 500 000,00	1 500 000,00	2 000 000,00	6 225 347,00
			PVR Dupaty	1 742 020,44	0,00	752 000,00	0,00	940 000,00	1 692 000,00
		Total Projets urbains et droits des sols		**6 734 145,53**	**4 248 828,00**	**3 564 000,00**	**3 066 670,00**	**4 252 000,00**	**15 131 498,00**
		Rayonnement architectural et urbain	Ravalement	10 000,00	100 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	250 000,00
		Total Rayonnement architectural et urbain		**10 000,00**	**100 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**250 000,00**
		Rénovation urbaine	PNRQAD - Pilotage	232 734,00	230 000,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	830 000,00
			PNRQAD - Jardin des remparts et carré des cèdres	0,00	0,00	1 866 000,00	0,00	0,00	1 866 000,00
			PNRQAD - Développement économique	240 000,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00
			PNRQAD - Trames douces	199 111,96	120 000,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
			PRU Grand Parc - Pilotage	316 520,80	200 000,00	523 200,00	150 000,00	190 000,00	1 063 200,00
			PRU Claveau	351 220,71	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
			PRU Joliot Curie et Aubiers	282 609,00	381 400,00	0,00	0,00	0,00	381 400,00
			PRU Aubiers - Aménagement voirie MO Métropole	550 000,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00	550 000,00
			PRU Grand Parc - Voiries diverses	200 565,20	45 000,00	367 000,00	0,00	0,00	412 000,00
			PRU Benauge - Locaux jardiniers	77 945,52	270 000,00	0,00	0,00	0,00	270 000,00
			PRU Aubiers - Aménagements paysagers	2 275,91	650 000,00	990 000,00	675 000,00	215 000,00	2 530 000,00
			PRU Grand-Parc Acquisition foncière	0,00	940 000,00	0,00	0,00	0,00	940 000,00
		Total Rénovation urbaine		**2 452 983,10**	**3 176 400,00**	**4 496 200,00**	**1 025 000,00**	**605 000,00**	**9 302 600,00**
	Total Développement et aménagements urbains			**13 827 602,63**	**15 167 780,00**	**11 410 200,00**	**8 771 670,00**	**10 137 000,00**	**45 486 650,00**
	Equipements et gestion des espaces de proximité	Aménagement des espaces de circulation	Aménagements d'espaces métropolitains	1 123 146,57	0,00	190 000,00	0,00	0,00	190 000,00
			Contrôle d'accès	651 754,74	465 000,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00	1 815 000,00
			Installations équipements de voirie	45 176,28	18 000,00	18 000,00	18 000,00	18 000,00	72 000,00
			Gare Saint Jean Vélostation et Pont du Guit - Aménagement	1 120 000,00	32 000,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
		Total Aménagement des espaces de circulation		**3 282 995,94**	**515 000,00**	**658 000,00**	**468 000,00**	**468 000,00**	**2 109 000,00**
		Aménagement des parcs et Espaces Verts urbains	Parc aux Angéliques - Séquence Queyries	875 360,21	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
			Parc aux Angéliques - Séquence Brazza	40 000,00	100 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	3 100 000,00
			Parc André Meunier - Réaménagement	1 602 656,74	707 089,42	0,00	0,00	0,00	707 089,42
			Parc Pinçon - Aménagement	390 630,00	100 000,00	850 000,00	738 638,30	0,00	1 688 638,30
			Réhabilitation de la place Gambetta - part Ville - MO Métropole	720 083,27	0,00	1 526 902,00	0,00	0,00	1 526 902,00
			PAE BAF - Réalisation des espaces publics paysagers	853 928,45	550 000,00	300 000,00	0,00	0,00	850 000,00
			Parc paysager du Grand Parc	634 602,78	1 500 000,00	1 524 705,87	656 000,00	0,00	3 680 705,87
			Jardin Dupaty - Aménagement et équipement	0,00	0,00	0,00	200 000,00	0,00	200 000,00
			Esplanade Mériadeck - Rénovation	854 169,85	370 000,00	370 000,00	380 000,00	380 000,00	1 500 000,00
			Aménagement espaces verts Brazza	0,00	150 000,00	2 209 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	4 359 000,00
			Restructuration du jardin Brascassat	0,00	10 000,00	0,00	190 000,00	0,00	200 000,00
			Lycée horticole - Acquisition de matériel	40 000,00	48 805,00	0,00	0,00	0,00	48 805,00
			Moyens généraux - Lycée horticole	0,00	0,00	1 557 000,00	0,00	0,00	1 557 000,00
			Lycée horticole - Sécurité et grosses réparations	239 830,50	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
			Patrimoine arboré	91 877,40	100 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	280 000,00
			Performance environnementale	186 236,04	190 000,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00	760 000,00

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2023

Politiques	Description secteur intervention	Description programme	Description opération	Rappel crédits 2019	Budget prévu 2020	Budget prévu 2021	Budget prévu 2022	Budget prévu 2023	Total à financer 2020-2023
			Locaux des jardiniers - Sécurité et grosses réparations	185 195,63	135 000,00	135 000,00	135 000,00	135 000,00	540 000,00
			Réhabilitation et aménagement jardin de proximité	1 686 390,64	1 715 236,51	1 473 000,00	1 200 000,00	650 000,00	5 038 236,51
			Sensibilisation, information et éducation	37 646,80	38 038,00	20 000,00	0,00	0,00	58 038,00
			Rénovation grilles de l'hôtel de ville	0,00	0,00	400 000,00	200 000,00	200 000,00	800 000,00
			Réaménagement Cité Blanche	0,00	100 000,00	1 250 000,00	450 000,00	0,00	1 800 000,00
			Aménagement Jardin Marie Louis SUE	10 000,00	10 000,00	90 000,00	0,00	0,00	100 000,00
			Aménagement jardin de la Faiencerie	0,00	200 000,00	750 000,00	550 000,00	0,00	1 500 000,00
			Schéma directeur - Etudes et aires de jeux	0,00	650 000,00	760 000,00	760 000,00	0,00	2 170 000,00
			Parc des sports	0,00	0,00	0,00	100 000,00	500 000,00	600 000,00
		Total Aménagement des parcs et Espaces Verts urbains		**8 448 608,31**	**7 159 168,93**	**14 465 607,87**	**7 809 638,30**	**4 115 000,00**	**33 549 415,10**
		Evolution du réseau d'éclairage public	Enfouissement des réseaux	660 000,00	773 808,09	300 000,00	300 000,00	300 000,00	1 673 808,09
			Réseaux et matériels Eclairage public	3 491 405,58	2 500 000,00	2 924 210,42	2 500 000,00	2 500 000,00	10 424 210,42
			BHNS - Eclairage public	0,00	615 000,00	615 000,00	0,00	0,00	1 230 000,00
			Place Gambetta - Eclairage public et Contrôle d'accès	0,00	325 000,00	535 000,00	0,00	0,00	860 000,00
			Place Tourny - Eclairage public et Contrôle d'accès	811 140,00	793 624,00	0,00	0,00	0,00	793 624,00
			PAE BAF réalisation éclairage public	2 740 453,60	600 000,00	600 000,00	600 000,00	600 000,00	2 400 000,00
			Rue Lucien Faure - Réalisation éclairage public	363 000,00	72 000,00	0,00	0,00	0,00	72 000,00
		Total Evolution du réseau d'éclairage public		**8 655 999,18**	**5 679 432,09**	**4 974 210,42**	**3 400 000,00**	**3 400 000,00**	**17 453 642,51**
		Gestion du réseau d'éclairage public	Illuminations de Noël	384 078,62	380 000,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00	1 130 000,00
			Mises en lumière	265 342,55	220 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	370 000,00
		Total Gestion du réseau d'éclairage public		**649 421,17**	**600 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**300 000,00**	**1 500 000,00**
		Occupation du domaine public, proximité et manifestations	Halles et marchés	110 782,84	50 500,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 500,00
			Moyens généraux - Espaces publics	108 047,43	30 500,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	120 500,00
			Moyens généraux - Occupation du domaine	914,43	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
			Marché des Capucins - Toiture	729 954,20	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
			FIQ	119 702,90	163 720,00	163 720,00	163 720,00	163 720,00	654 880,00
			Moyens généraux - Direction de la Proximité	551 841,62	170 000,00	170 000,00	170 000,00	170 000,00	680 000,00
			Matériels - DLE	209 606,22	203 200,00	150 000,00	150 000,00	150 000,00	653 200,00
		Total Occupation du domaine public, proximité et manifestations		**1 830 849,64**	**634 920,00**	**563 720,00**	**563 720,00**	**563 720,00**	**2 326 080,00**
		Tranquillité publique et stationnement	Stationnement	576 550,00	400 000,00	0,00	400 000,00	500 000,00	1 300 000,00
			Moyens généraux - Police municipale	52 053,87	57 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	177 000,00
			Vidéoprotection	463 502,90	300 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	600 000,00
		Total Tranquillité publique et stationnement		**1 092 106,77**	**757 000,00**	**140 000,00**	**540 000,00**	**640 000,00**	**2 077 000,00**
	Total Equipements et gestion des espaces de proximité			**23 961 471,66**	**15 345 521,02**	**21 101 538,29**	**13 081 358,30**	**9 486 720,00**	**59 015 137,61**
Total DEV.URBAIN ET QUALITE DES ESPACES DE PROXIMITE				**37 789 074,29**	**30 513 301,02**	**32 511 738,29**	**21 853 028,30**	**19 623 720,00**	**104 501 787,61**
DEVELOPPEMENT SPORTIF	Sports de haut niveau et perf.	Equipements sport haut niveau	Stade Chaban-Delmas - Sécurité et grosses réparations	83 158,00	1 690 000,00	110 000,00	0,00	0,00	1 800 000,00
			Stade Chaban Delmas - Rénovation	309 357,17	714 000,00	0,00	0,00	0,00	714 000,00
		Total Equipements sport haut niveau		**392 515,17**	**2 404 000,00**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 514 000,00**
	Total Sports de haut niveau et perf.			**392 515,17**	**2 404 000,00**	**110 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 514 000,00**
	Sports éducatif et loisirs	Gestion des équipements aquatiques et nautiques	Piscines - Acquisition de matériel	43 075,72	107 474,22	50 000,00	50 000,00	50 000,00	257 474,22
			Piscine Judaïque - Travaux et équipement	90 244,05	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
		Total Gestion des équipements aquatiques et nautiques		**133 319,77**	**157 474,22**	**100 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**457 474,22**
		Gestion des équipements sportifs délégués	Patinoire - Sécurité et grosses réparations	63 337,94	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	200 000,00
			Patinoire - Pompes à chaleur / tour aérorefrigérante	7 200,00	317 700,00	271 500,00	0,00	0,00	589 200,00
			Bowling - Sécurité et grosses réparations	1 577,42	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	100 000,00
			Tennis Mériadeck - Sécurité et grosses réparations	58 599,84	25 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	100 000,00
			Stadium - Sécurité et grosses réparations	76 041,00	100 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	175 000,00
			Golf - Sécurité et grosses réparations	29 462,52	100 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	160 000,00
			Tennis Mériadeck - Réfection éclairage des courts	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
			Subventions d'équipement aux clubs et associations	101 266,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	0,00	60 000,00
		Total Gestion des équipements sportifs délégués		**981 131,30**	**637 700,00**	**586 500,00**	**165 000,00**	**145 000,00**	**1 534 200,00**
		Gestion Salles et Stades	Préservation de la ressource en eau	51 895,40	34 288,24	30 000,00	30 000,00	30 000,00	124 288,24
			Eclairage des terrains	111 567,32	78 118,07	50 000,00	50 000,00	50 000,00	228 118,07
			Salles et stades - Acquisition de matériel sportif	202 065,98	163 398,06	200 000,00	200 000,00	200 000,00	763 398,06
		Total Gestion Salles et Stades		**365 528,70**	**275 804,37**	**280 000,00**	**280 000,00**	**280 000,00**	**1 115 804,37**
			Piscine Tissot - Aménagement solarium	271 683,42	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
			Courts de tennis - Rénovation	180 969,00	180 000,00	280 000,00	180 000,00	180 000,00	820 000,00
			Gymnase Brun - Rénovation charpente	50 000,00	151 000,00	117 100,00	26 100,00	0,00	294 200,00
			Sols sportifs - Rénovation	330 000,00	150 000,00	150 004,15	150 000,00	150 000,00	600 004,15
			Gymnases - Mise en sécurité des façades	24 878,00	322 398,66	70 000,00	70 000,00	70 000,00	532 398,66
			Contrôle d'accès équipements sportifs déploiement	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
			Salle d'escrime Guy Laupies	0,00	25 000,00	275 000,00	0,00	0,00	300 000,00
			Gymnase Grand Parc 3 - Rénovation espaces sportifs extérieurs	0,00	30 000,00	970 000,00	0,00	0,00	1 000 000,00
			Gymnase Martin Bacalan	40 000,00	40 000,00	1 000 000,00	1 800 000,00	1 160 000,00	4 000 000,00
			Gymnase Promis - Rénovation	199 788,28	800 000,00	150 000,00	0,00	0,00	950 000,00
			Salle Jean Dauguet - Etanchéité toiture	123 898,29	20 000,00	180 000,00	0,00	0,00	200 000,00
			Piscine Judaïque - Rénovation	0,00	150 000,00	470 000,00	0,00	0,00	620 000,00
			Piscine Tissot - Aménagement vestiaires du personnel	0,29	160 000,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
			Eclairages sportifs extérieurs - Plan de rénovation	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	200 000,00	600 000,00
			Plan de rénovation des synthétiques	0,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	0,00	1 950 000,00
			Plaine Colette Besson - Rénovation Terrain	0,00	200 000,00	445 000,00	0,00	0,00	645 000,00
		Total Rénovation et sécurité des équipements sportifs		**1 644 366,45**	**2 908 398,66**	**4 957 104,15**	**3 226 100,00**	**1 760 000,00**	**12 851 602,81**
		Restructuration et construction d'équipements sportifs	Gymnase Ginko - Construction	900 957,39	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
			Niel Hortense - Espace sportif de plein air	13 061,95	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
			Stade Galin - Tribunes et vestiaires	328 853,73	400 000,00	1 500 000,00	497 000,00	0,00	2 397 000,00
			BAF - Gymnase et dojo	715 498,00	2 420 200,00	3 050 000,00	505 972,75	0,00	5 976 172,75
			Gymnase Barbey - Réhabilitation	5 580,00	50 000,00	300 000,00	2 200 000,00	2 000 000,00	4 550 000,00

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2023

Politiques	Description secteur intervention	Description programme	Description opération	Rappel crédits 2019	Budget prévu 2020	Budget prévu 2021	Budget prévu 2022	Budget prévu 2023	Total à financer 2020-2023
			Alfred Daney - Rénovation espaces sportifs et gymnase	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00
			Gymnase Stéhélin - Rénovation	0,00	40 000,00	500 000,00	850 000,00	0,00	1 390 000,00
			Gymnase Niel - Construction	25 000,00	40 000,00	555 000,00	1 450 000,00	1 345 000,00	3 390 000,00
			Gymnase Euratlantique Belcier Armagnac	50 000,00	50 000,00	500 000,00	1 800 000,00	600 000,00	2 950 000,00
			BAF - Espaces sportifs de proximité 1 (Lucien Faure)	0,00	500 000,00	600 000,00	0,00	0,00	1 100 000,00
			Parc des sports Saint Michel - Création espaces sportifs	0,00	515 000,00	0,00	0,00	0,00	515 000,00
			Projet intercommunal valorisation lac et Berges Bx / Bruges	0,00	0,00	250 000,00	580 000,00	1 440 000,00	2 270 000,00
			Gymnase et salle escrime Brazza - Construction	76 030,00	306 000,00	1 858 000,00	3 762 000,00	1 826 000,00	7 752 000,00
			Centre Emulation Nautique de Bx - Rénovation globale	90 000,00	100 000,00	43 120,00	200 000,00	610 000,00	953 120,00
			Piscine Galin - Restructuration	1 856 716,00	5 000 000,00	9 000 000,00	2 999 940,58	0,00	16 999 940,58
			Piscine du Grand Parc - Réfection fonds bassin	7 932,00	20 000,00	100 000,00	670 000,00	0,00	790 000,00
			Salles sportives - Sécurité et grosses réparations	495 429,00	545 293,23	500 000,00	500 000,00	500 000,00	2 045 293,23
			Terrains de sport - Rénovation et aménagements	796 829,14	308 200,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00	1 058 200,00
			Skate parc des quais - Travaux et GER	145 487,96	730 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	820 000,00
			BAF - Espaces sportifs de proximité 2	0,00	0,00	600 000,00	200 000,00	0,00	800 000,00
			Piscines - Sécurité et grosses réparations	145 218,96	94 230,90	100 000,00	50 000,00	50 000,00	294 230,90
			Espaces sportifs des quais	151 406,65	400 000,00	0,00	0,00	500 000,00	900 000,00
			Centre de Voile - Rénovation et aménagements	104 163,00	20 000,00	130 000,00	0,00	0,00	150 000,00
			Piscine Stéhélin - restructuration en bassin nordique	0,00	100 000,00	100 000,00	1 500 000,00	2 000 000,00	3 700 000,00
		Total Restructuration et construction d'équipements sportifs		**7 791 973,87**	**11 723 924,13**	**20 466 120,00**	**18 074 913,33**	**11 151 000,00**	**61 415 957,46**
	Total Sports éducatif et loisirs			**10 916 320,09**	**15 703 301,38**	**26 389 724,15**	**21 846 013,33**	**13 436 000,00**	**77 375 038,86**
Total DEVELOPPEMENT SPORTIF				**11 308 835,26**	**18 107 301,38**	**26 499 724,15**	**21 846 013,33**	**13 436 000,00**	**79 889 038,86**
PILOTAGE DE LA COLLECTIVITE	Performance et moyens de la collectivité	Acquisitions et cessions immobilières	Diverses acquisitions immobilières	86 627,06	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00	200 000,00
		Total Acquisitions et cessions immobilières		**1 100 927,06**	**100 000,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
		Cité municipale	Cité municipale - Redevances non financières	627 667,00	526 161,00	510 000,00	510 000,00	510 000,00	2 056 161,00
		Total Cité municipale		**627 667,00**	**526 161,00**	**510 000,00**	**510 000,00**	**510 000,00**	**2 056 161,00**
		Logistique et magasin mutualisé	Equipements pour les services municipaux	216 501,58	65 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	155 000,00
		Total Logistique et magasin mutualisé		**216 501,58**	**65 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**155 000,00**
		Maintenance et énergies	GER et maintenance des équipements	153 577,72	120 000,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00	480 000,00
			Efficacité énergétique et ENR	910 215,54	1 580 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	6 080 000,00
		Total Maintenance et énergies		**1 063 793,26**	**1 700 000,00**	**1 620 000,00**	**1 620 000,00**	**1 620 000,00**	**6 560 000,00**
		Prestations statutaires et sociales	Moyens généraux - Prestations aux services	7 459,86	14 700,00	0,00	0,00	0,00	14 700,00
		Total Prestations statutaires et sociales		**7 459,86**	**14 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 700,00**
		Sécurité Juridique	Moyens généraux - Affaires juridiques	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
		Total Sécurité Juridique		**10 000,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
		Travaux et gestion du patrimoine administratif	Bâtiments adm - GER	1 111 339,41	2 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00	4 500 000,00	16 000 000,00
			Bâtiments administratifs - Sécurité et grosses réparations	1 975 613,39	950 000,00	650 000,00	650 000,00	650 000,00	2 900 000,00
		Total Travaux et gestion du patrimoine administratif		**3 206 840,40**	**3 450 000,00**	**5 150 000,00**	**5 150 000,00**	**5 150 000,00**	**18 900 000,00**
	Total Performance et moyens de la collectivité			**6 233 189,16**	**5 865 861,00**	**7 410 000,00**	**7 310 000,00**	**7 310 000,00**	**27 895 861,00**
	Pilotage stratégique	Cabinet	Moyens généraux - Cabinet	2 500,00	3 000,00	2 500,00	0,00	0,00	5 500,00
		Total Cabinet		**2 500,00**	**3 000,00**	**2 500,00**	**0,00**	**0,00**	**5 500,00**
		Communication externe	Communication	15 911,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
			Presse	1 089,00	5 000,00	1 000,00	0,00	0,00	6 000,00
		Total Communication externe		**17 000,00**	**21 000,00**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**22 000,00**
		Coopération territoriale et européenne	FDAEC - Prévision budgétaire	186 590,00	860 000,00	860 000,00	860 000,00	860 000,00	3 440 000,00
		Total Coopération territoriale et européenne		**186 590,00**	**860 000,00**	**860 000,00**	**860 000,00**	**860 000,00**	**3 440 000,00**
		Tourisme d'affaires (TVA)	Rénovation du parc des expositions - participation	3 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	4 000 000,00
		Total Tourisme d'affaires (TVA)		**3 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**0,00**	**2 000 000,00**	**4 000 000,00**
	Total Pilotage stratégique			**3 943 076,58**	**884 000,00**	**2 863 500,00**	**860 000,00**	**2 860 000,00**	**7 467 500,00**
Total PILOTAGE DE LA COLLECTIVITE				**10 176 265,74**	**6 749 861,00**	**10 273 500,00**	**8 170 000,00**	**10 170 000,00**	**35 363 361,00**
SERVICES A LA POPULATION	Citoyenneté et Santé publique	Activités funéraires	Acquisition de matériel pour les cimetières	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00	35 000,00	140 000,00
			Cimetières - Sécurité et grosses réparations	524 128,26	448 000,00	248 000,00	248 000,00	248 000,00	1 192 000,00
		Total Activités funéraires		**559 128,26**	**483 000,00**	**283 000,00**	**283 000,00**	**283 000,00**	**1 332 000,00**
		Elections, Etat-civil	Formalités administratives	17 318,56	10 000,00	10 000,00	10 000,00	10 000,00	40 000,00
		Total Elections, Etat-civil		**17 318,56**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**10 000,00**	**40 000,00**
		Handicap et accessibilité à la cité	Dir Immobilier - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	497 724,00	954 000,00	542 495,00	735 764,00	865 277,00	3 097 536,00
			Vie associative - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	78 896,00	200 000,00	198 192,49	204 344,00	323 638,00	926 174,49
			Handicap (dont mise en accessibilité)	8 311,90	159 834,00	120 010,03	0,00	0,00	279 844,03
			Structures d'animation - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	105 131,00	400 000,00	488 652,00	555 514,00	685 958,80	2 130 124,80
			Séniors - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	48 942,00	97 238,00	53 324,00	63 718,00	0,00	214 280,00
			DGAC - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	445 277,00	600 000,00	1 385 000,00	850 000,00	795 000,00	3 630 000,00
			Cimetières - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	3 000 000,00	480 000,00	1 055 000,00	4 702 765,90	1 473 580,00	7 711 345,90
			Education - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	755 297,95	2 900 000,00	2 803 375,45	1 698 507,16	2 736 602,15	10 138 484,76
			Sports - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	521 167,00	1 420 000,00	2 483 579,00	2 422 593,00	3 043 521,00	9 369 693,00
			Petite enfance - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	164 894,00	560 000,00	380 487,00	197 762,00	82 932,00	1 221 181,00
			Espaces Verts - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	1 139 061,00	3 228 928,00	3 996 788,00	2 786 000,00	0,00	10 011 716,00
		Total Handicap et accessibilité à la cité		**6 764 701,85**	**11 000 000,00**	**13 506 902,97**	**14 216 968,06**	**10 006 508,95**	**48 730 379,98**
		Prévention, hygiène et sécurité	Moyens généraux - Services d'hygiène et de santé	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	45 000,00
			Protection civile	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
		Total Prévention, hygiène et sécurité		**35 000,00**	**20 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**15 000,00**	**65 000,00**
		Promotion de la santé publique	Modernisation de 4 centres médico-scolaires(Vilaris....)	125 488,67	70 000,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00	130 000,00
		Total Promotion de la santé publique		**125 488,67**	**70 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**20 000,00**	**130 000,00**
	Total Citoyenneté et Santé publique			**7 501 637,34**	**11 583 000,00**	**13 834 902,97**	**14 544 968,06**	**10 334 508,95**	**50 297 379,98**
			Lutte contre les précarités - Accès au droits	0,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
		Total Accompagnement de projets transversaux		**55 000,00**	**60 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
		Activités des Séniors	Clubs Séniors - Sécurité et grosses réparations	199 590,45	90 000,00	90 000,00	90 000,00	90 000,00	360 000,00
			Clubs Séniors - Acquisitions de mobiliers et matériel	85 007,37	40 000,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00	115 000,00

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2023

Politiques	Description secteur intervention	Description programme	Description opération	Rappel crédits 2019	Budget prévu 2020	Budget prévu 2021	Budget prévu 2022	Budget prévu 2023	Total à financer 2020-2023
		Total Activités des Séniors		**284 597,82**	**130 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**475 000,00**
		Solidarité et Citoyenneté	Urgence alimentaire et hébergement	0,00	227 000,00	0,00	0,00	0,00	227 000,00
		Total Solidarité et Citoyenneté		**0,00**	**227 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**227 000,00**
	Total Cohésion sociale et territoriale			**371 866,32**	**417 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**115 000,00**	**762 000,00**
	Vie en société	Accueil et hébergement	La Dune	237 765,57	155 000,00	145 000,00	145 000,00	157 000,00	602 000,00
			La Dune restaurant - Mise en conformité	116 121,73	310 000,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
		Total Accueil et hébergement		**353 887,30**	**465 000,00**	**145 000,00**	**145 000,00**	**157 000,00**	**912 000,00**
		Accueils éducatifs et de loisirs	CAL	87 230,06	65 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	260 000,00
		Total Accueils éducatifs et de loisirs		**90 693,96**	**65 000,00**	**65 000,00**	**65 000,00**	**65 000,00**	**260 000,00**
		Développement de la vie associative	Salles municipales - Sécurité et grosses réparations	93 941,52	70 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	280 000,00
		Total Développement de la vie associative		**133 941,52**	**70 000,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**280 000,00**
			Crèche A Faulat	842 330,00	1 497 400,00	1 384 939,09	0,00	0,00	2 882 339,09
			Crèche Benauge-Vincent ORU - Construction	993 888,96	2 892 000,00	900 000,00	49 997,63	0,00	3 841 997,63
			Crèche Brazza - Construction	82 596,00	101 410,00	1 436 046,00	934 785,00	37 794,00	2 510 035,00
			Crèche des Douves foyer maternel	862 383,71	804 907,00	172 477,00	0,00	0,00	977 384,00
			Crèche Montgolfier	717 575,00	1 668 179,00	1 803 774,00	0,00	0,00	3 471 953,00
			Crèche point relais annexe Fieffé - Réhabilitation	392 041,80	1 006 000,00	2 975 000,00	1 875 608,00	0,00	5 856 608,00
			Crèche St Augustin - Restructuration	199 708,00	38 396,00	23 600,00	51 000,00	17 296,00	130 292,00
			Crèches - Equipement de restauration	32 205,13	30 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	120 000,00
			Crèches - Equipements	236 088,85	430 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	640 000,00
			Crèches - Aménagement extérieur - Végétalisation	125 993,68	250 000,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00	1 000 000,00
			Crèches - Sécurité et grosses réparations	456 014,82	520 000,00	350 000,00	350 000,00	350 000,00	1 570 000,00
			Structure multi-accueil A Barraud - Réhabilitation	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00
			BAF Crèche Bacalan PIL POUL - Construction	168 818,00	276 000,00	644 000,00	0,00	0,00	920 000,00
			Crèche BAF 1 Chartrons îlot C13	608 600,00	714 000,00	61 469,65	487 000,00	0,00	1 262 469,65
			Crèche Bastide Niel 2 - Création	80 000,00	0,00	1 020 000,00	1 460 000,00	940 000,00	3 420 000,00
			Crèches - Sécurisation	173 204,87	160 000,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00	250 000,00
			Petite Enfance - Etudes de faisabilité, diagnostics	0,00	135 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	345 000,00
		Total Restructuration et construction d'équipements de la petite enfance		**7 182 413,29**	**10 523 292,00**	**11 261 305,74**	**5 658 390,63**	**1 795 090,00**	**29 238 078,37**
		Restructuration et construction d'équipements de l'éducation	Ecoles - Equipement	1 004 079,02	526 000,00	651 566,51	500 000,00	500 000,00	2 177 566,51
			Ecoles - Grosses réparations	5 350 505,84	3 399 396,00	4 742 453,71	2 000 000,00	2 000 000,00	12 141 849,71
			Ecoles - Sécurité - Sureté	370 705,19	547 162,74	469 427,00	200 000,00	200 000,00	1 416 589,74
			Ecoles - Aménagement extérieur - Végétalisation	402 373,00	880 000,00	966 491,75	400 000,00	400 000,00	2 646 491,75
			GS BAF 1 Chartrons - Construction	0,00	0,00	2 670 000,00	0,00	0,00	2 670 000,00
			GS Barbey - Reconstruction	130 000,00	100 000,00	30 000,00	0,00	0,00	130 000,00
			Ecole A Thomas - Restructuration	4 239,33	0,00	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
			Ecole J Cocteau - Relocalisation	531 978,00	676 500,00	3 120 943,40	2 888 805,00	0,00	6 686 248,40
			GS BAF 2 Bacalan - Création (16 classes)	0,00	0,00	1 950 000,00	0,00	0,00	1 950 000,00
			Elémentaire Condorcet - Extension	167 106,09	57 108,00	142 892,00	0,00	0,00	200 000,00
			Maternelle Naujac - Création restaurant	0,00	0,00	0,00	0,00	6 606,61	6 606,61
			GS Brazza 1 - Création 18 classes	0,00	0,00	0,00	0,00	2 480 000,00	2 480 000,00
			GS Garonne Eiffel - Deschamps (18 classes)	0,00	0,00	1 877 961,00	0,00	0,00	1 877 961,00
			Ecole A Dupeux - Restructuration et accessibilité	248 742,00	1 300 000,00	1 630 793,00	375 635,83	0,00	3 306 428,83
			GS Benauge - Extension accueil	2 447 650,00	639 492,00	642 000,54	0,00	0,00	1 281 492,54
			Maternelle Nuits - Réhabilitation	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00	350 000,00	950 000,00
			Equipement bâtimentaire	389 245,12	580 000,00	577 336,46	130 000,00	130 000,00	1 417 336,46
			GS JJ Sempé - Jardin de ta soeur	376 054,14	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
			Elémentaire Loucheur	268 234,00	989 674,21	0,00	0,00	0,00	989 674,21
			Elémentaire Vieux Bordeaux - Restaurant et isolation exterieure	78 500,00	50 000,00	370 000,00	470 000,00	0,00	890 000,00
			Elémentaire Anne Sylvestre (Labarde)	1 019 283,75	0,00	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
			GS GINKO 2 - Participation	0,00	280 000,00	0,00	0,00	0,00	280 000,00
			GS Abadie Niel - Modulaire provisoire (6+3 classes)	99 577,40	50 000,00	94 404,96	0,00	0,00	144 404,96
			Elémentaire Menuts - Réhabilitation et conformité	40 000,00	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	60 000,00
			GS Benauge - Continuité exploitation	756 313,44	450 000,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00
			Marie Brizard - Acquisition	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
			Ecole Naujac - Agrandissement cour et extension	30 000,00	800 000,00	1 000 000,00	1 000 000,00	970 000,00	3 770 000,00
			GS Montgolfier annexe Montesquieu	1 182 081,00	2 721 766,00	2 134 654,72	0,00	0,00	4 856 420,72
			Elémentaire Dupaty - Extension	221 997,40	2 010 131,54	1 000 000,00	0,00	0,00	3 010 131,54
			PRU Grand Parc élémentaire Albert Schweitzer - Extension	3 884 922,80	971 627,00	0,00	0,00	0,00	971 627,00
			GS SIMONE VEIL (Brienne)	10 000,00	1 680 000,00	0,00	0,00	0,00	1 680 000,00
			GS Rivière (Tivoli)	1 746 850,90	5 653 149,00	0,00	0,00	0,00	5 653 149,00
			GS NIEL 1 Hortense (18 classes)	0,00	0,00	0,00	4 900 000,00	0,00	4 900 000,00
			Classes vertes - Réhabilitation et extension	9 600,00	30 000,00	1 017 000,00	1 000 000,00	0,00	2 047 000,00
			GS Aubiers	0,00	0,00	0,00	2 300 000,00	0,00	2 300 000,00
			GS Raymond Poincaré - Extension	1 421 051,00	91 344,00	0,00	0,00	0,00	91 344,00
			Ecole maternelle Jules Ferry - MOA Ville	30 000,00	70 000,00	600 000,00	0,00	0,00	670 000,00
			Education - études de faisabilité, diagnostics	189 413,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
		Total Restructuration et construction d'équipements de l'éducation		**23 738 099,24**	**25 833 350,49**	**26 167 925,05**	**16 464 440,83**	**7 036 606,61**	**75 502 322,98**
	Restructuration et construction des équipements associatifs		Centre d'animation Argonne - Réaménagement	0,00	28 548,94	0,00	0,00	0,00	28 548,94
			Brazza structure d'animation jeunesse	0,00	185 285,00	2 623 795,00	1 707 942,00	69 053,00	4 586 075,00
			Bâtiment US Chartrons - Réhabilitation	1 679 940,00	2 681 825,29	941 954,48	0,00	0,00	3 623 779,77
			Centre social du GP "L'escargot" - réhabilitation, extension	94 480,00	279 000,00	1 064 800,00	1 500 200,00	2 300 000,00	5 144 000,00
			BAF - Démolition / construction équipement associatif C13	626 820,00	880 000,00	1 768 000,00	600 000,00	295 000,00	3 543 000,00
			BAF - Réalisation d'une structure d'animation	130 000,00	0,00	100 000,00	300 000,00	1 900 000,00	2 300 000,00
			Maison des associations rue Père Louis de Jabrun	1 020 267,48	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
			PRU Aubiers - Requalification et extension centre social	0,00	50 000,00	100 000,00	200 000,00	250 000,00	600 000,00
			Salle Son Tay - Restructuration	0,00	0,00	0,00	30 000,00	150 000,00	180 000,00

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2020-2023

Politiques	Description secteur intervention	Description programme	Description opération	Rappel crédits 2019	Budget prévu 2020	Budget prévu 2021	Budget prévu 2022	Budget prévu 2023	Total à financer 2020-2023
			Athénée municipal - Travaux	279 951,32	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
			Equipements associatifs - études de faisabilité, diagnostics	168 320,00	250 000,00	50 000,00	0,00	0,00	300 000,00
			Equipements associatifs - Sécurité et grosses réparations	596 680,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
		Total Restructuration et construction des équipements associatifs		**5 139 368,49**	**4 784 659,23**	**6 648 549,48**	**4 338 142,00**	**4 964 053,00**	**20 735 403,71**
		Structures d'animation et proximité	Structures d'animation - Sécurité et grosses réparations	139 770,18	120 000,00	70 000,00	70 000,00	70 000,00	330 000,00
		Total Structures d'animation et proximité		**139 770,18**	**120 000,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**70 000,00**	**330 000,00**
		Structures sous gestion externe	Accompagnement des investissements	400 000,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
		Total Structures sous gestion externe		**400 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
	Total Vie en société			**37 178 173,98**	**42 061 301,72**	**44 427 780,27**	**26 810 973,46**	**14 157 749,61**	**127 457 805,06**
Total SERVICES A LA POPULATION				**45 051 677,64**	**54 061 301,72**	**58 377 683,24**	**41 470 941,52**	**24 607 258,56**	**178 517 185,04**
Total général				**122 081 008,63**	**119 759 092,50**	**139 416 105,68**	**111 746 983,15**	**88 338 592,10**	**459 260 773,43**

D-2019/444
Exercice 2019. Décision modificative n° 3

Monsieur Jean-Pierre GUYOMARCH, Conseiller municipal délégué, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Depuis le vote du Budget primitif intervenu le 17 décembre 2018, deux décisions modificatives (DM) ont été adoptées respectivement en date du 29 avril, consacrée à l'organisation de la Saison culturelle 2019, et du 08 juillet 2019 en vue d'intégrer notamment les résultats et reports de l'exercice 2018 (Budget supplémentaire). Compte tenu des derniers éléments d'exécution et des différents ajustements de crédits devant intervenir d'ici la fin de l'année, il est proposé de soumettre à l'approbation du Conseil municipal une dernière décision modificative pour l'exercice 2019.

La présente Décision Modificative n°3 du Budget 2019 s'équilibre en dépenses et en recettes, et selon le détail figurant en annexe 1, à -**12 384 085,89 €**.

1. Les inscriptions en fonctionnement

Concernant le secteur de l'**administration générale et des ressources humaines**, le recalage de la masse salariale anticipé au regard des recrutements finalisés en cours d'année et des besoins (notamment en matière scolaire) justifie l'inscription d'un crédit complémentaire de **1,5 M€** (chapitre 012). A titre de comparaison, ce montant équivaut à environ 3 jours de paye. Dans le cadre de la sécurisation des événements organisés par la Ville, **30 K€** (chapitre 011) sont par ailleurs inscrits pour la surveillance des manifestations prévues à l'Hôtel de Ville. Enfin, un recalage de **45 K€** (chapitre 656) est proposé au titre des frais de fonctionnement des groupes d'Elus.

Concernant le **secteur de la solidarité et de la citoyenneté**, un budget de **83 K€** (chapitre 65) est proposé afin de renforcer d'une part le partenariat avec le Groupement d'intérêt public (GIP) Bordeaux Métropole Médiation (43 K€) et d'autre part le plan d'action contre l'homophobie et les violences faites aux femmes (40 K€).

En matière de **politique culturelle**, divers ajustements de subventions (équilibrés par les reversements en recette) sont proposés dans le cadre des conventions de mise à disposition liant la ville aux organismes concernés dont, au titre des compensations de personnel mis à disposition, pour l'Ecole supérieure de théâtre Bordeaux Aquitaine (26,4 K€) et pour l'association des Amis de l'hôtel Lalande (2,39 K€), en compensation des fluides facturés, pour le Théâtre national de Bordeaux Aquitaire (TnBA) (57,5 K€) et enfin, au titre du loyer annuel forfaitisé à 1 M€ à compter de 2019, (-27,88 K€) de dotation à l'Opéra National de Bordeaux.

Concernant le **secteur du soutien au commerce**, suite à l'adoption de la délibération 2019-307 du 08 juillet 2019, **150 K€** sont prévus dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de revitalisation et d'animation des commerces du centre-ville de Bordeaux.

En matière d'**écritures financières**, une reprise de provisions constituées, selon les modalités arrêtées par la délibération 2017/261, pour la dépréciation des actifs circulants de **660 K€** (chapitre 78) est proposée afin de couvrir le montant maximal qui pourrait être présenté par la Comptable publique au titre des demandes d'admissions en non-valeur et qui sont ouvertes en dépenses (chapitre 65).

S'ajoutent à ces écritures et au regard de la finalisation des modalités d'intervention de la ville, une réaffectation de **133 K€** entre les chapitres 65 et 67, dont 50 K€ au titre du soutien de la Ville au Prix Josy Reiffers 2019 piloté par la Fondation Bergonié, destiné, en partenariat avec la Région et Bordeaux Métropole, à recompenser les travaux de chercheurs en matière de lutte contre le cancer et 83 K€ dans le cadre d'un protocole indemnitaire à intervenir, à

l'issue des procédures collectives, avec le syndicat départemental d'incendie et secours de la Gironde (SDIS33) et la société ELIOR suite au transfert des personnels de l'association des adhérents du SDIS33 en charge de la restauration jusqu'en 2011.

Différentes **recettes de fonctionnement** permettent de financer les inscriptions nouvelles dont **1,48 M€** (chapitre 73) de recettes fiscales complémentaires, liées à des notifications intervenues en cours d'année et à la revalorisation de Dotation de solidarité métropolitaine adoptée par le Conseil de Bordeaux Métropole lors de sa séance du 27 septembre 2019. Sont également prévus **923,36 K€** (chapitre 74) supplémentaires correspondant à des notifications de différentes dotations et de compensations d'exonération de taxes par l'Etat ainsi qu'à des participations aux actions muncipales (dont 150 K€ de dotation de l'Etat au plan de revitalisation des commerces, 27,1 K€ de l'Agence régionale de santé pour le financement d'un poste de coordonnateur du Contrat local de santé notamment et 5 K€ de l'Etat au titre de la lutte contre les drogues et les conduites addictives).

200 K€ (chapitre 70) sont également prévus au titre du remboursement du CCAS de Bordeaux dans le cadre des révisions de niveaux de services mutualisés (RNS).

Enfin, il est proposé l'inscription de **145,76 K€** (chapitre 76) dans le cadre de l'acceptation du legs de Madame Marandon, conformément à la délibération du 17 décembre 2018.

2. Les inscriptions en investissement

Au titre des besoins de crédits de paiement à financer, dans le **secteur de la solidarité et de la citoyenneté**, **20 K€** (chapitre 204) sont proposés afin de répondre favorablement à la demande d'acquisition de matériel formulée par le Président de la Banque alimentaire de Bordeaux et de la Gironde.

Par ailleurs, au regard de l'avancement technico-financier de certaines opérations, il est proposé d'**ajuster le calendrier des crédits de paiement et les besoins 2019** avec notamment :

- Au titre des équipements de l'éducation et animation (chapitres 23 et 21), -**7,13 M€** de travaux notamment dans les structures suivantes :
    - -1,8 M€ : Ecole Alphonse Dupeux (Restructuration et accessibilité) ;
    - -1,3 M€ : Ecole élémentaire Dupaty (Extension) ;
    - -800 K€ : Crèche Benauge-Vincent (Construction) ;
    - -630 K€ : Crèche Armand Faulat (Extension) ;
    - -500 K€ : Gymnase et le dojo aux Bassins à flot (Construction) ;
    - -461 K€ : Ecole élémentaire du Vieux Bordeaux (Réhabilitation) ;
    - -418 K€ : Crèche Montgolfier (Réhabilitation) ;;
    - -350 K€ : Ecole maternelle Jules Ferry (Travaux d'aménagement)
    - -300 K€ : Ecole Loucheur (Extension) ;
    - -250 K€ : Ecole maternelle Paix (Réhabilitation) ;
    - -240 K€ : Crèche point relais annexe Fieffé (Réhabilitation) ;
    - -80 K€ : Crèche Saint Augustin (Restructuration).

- Au titre des travaux de mise en accessibilité des Etablissements recevant du public et des Installations ouvertes au public (chapitre 23) -**5,05 M€** ;

- Au titre des équipements culturels (Chapitre 23), -**928 K€** dont :

  - -500 K€ : Centre Jean Moulin (Réhabilitation) ;

  - -300 K€ : Pôle Culturel – PRU Benauge Joliot Curie (Construction)

  - -128 K€ : Musée des Beaux-Arts (Réhabiliation)

- Au titre du secteur des espaces verts (Chapitre 21), -**949 K€** dont :

  - -700 K€ liés aux aménagements paysagers du parc du Grand Parc ;

  - -249 K€ fléchés sur l'aménagement du jardin de la Faïencerie.

- Au titre de l'Habitat et de la Politique de la Ville (Chapitre 204), -**1,78 M€** dont :

  - -940 K€ liés aux acquisitions foncières pour le PRU du Grand Parc.

  - -400 K€ de subventions à verser aux bailleurs sociaux dans le cadre de l'aide au parc public ;

  - -240 K€ liés au Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) – Développement économique ;

  - -200 K€ au titre du Passeport 1er logement.

Eu égard à l'avancement des discussions avec les autres actionnaires, il est proposé d'annuler les crédits votés au Budget supplémentaire 2019 (**800 K€** (chapitre 26)) en vue de l'augmentation de capital en faveur de la SAEML InCité et de réinscrire ces crédits au Budget primitif 2020.

Enfin, **23,25 K€** sont inscrits (chapitre 27), la Ville ayant été sollicitée par un établissement bancaire au titre de la garantie donnée à des prêts accordés à l'association Aquitaine Entreprise Adaptée ENVOL, dont le placement en redressement judiciaire a récemment été prononcé.

En **recettes,** il est proposé d'inscrire **500 K€** (chapitre 10) correspondant à un complément de Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sur les travaux éligibles réalisés par la Ville et d'ajuster la participation attendue de l'Etablissement public d'aménagement (EPA) Bordeaux Euratlantique de -**249,1 K€** (chapitre 13) suite au règlement du solde des aménagements paysagers de la séquence Deschamps du parc aux Angéliques.

A l'issue de ces écritures, la recette d'emprunt ouverte au Budget est réduite de 17,5 M€. Ainsi, après adoption de la présente décision modificative, la prévision d'emprunt s'établira à 53,63 M€.

Au regard des éléments présentés, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

Article 1 : Autoriser une reprise de provisions pour dépréciation des actifs circulants pour un montant maximum de 660 000,00 € et proportionné au regard des créances à admettre en non-valeur pour l'exercice 2019 ;

Article 2 : Adopter par chapitre, selon le détail joint en annexe 1 du présent rapport, la Décision Modificative n° 3 de l'exercice 2019 ; ladite décision modificative s'équilibrant en recettes et en dépenses à la somme de -**12 384 085,89 €**.

ADOPTE A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE SOCIALISTE

ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

VOTE CONTRE DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

Allez Monsieur GUYOMARC'H.

M. GUYOMARC'H

Oui, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, cette Décision modificative n°3 fait suite à une première décision adoptée le 29 avril dernier, dédiée à la saison culturelle ainsi qu'au budget supplémentaire que nous avons voté le 8 juillet. Nous prenons, dans cette Décision modificative, en compte les derniers éléments de l'exercice budgétaire en cours avec des ajustements de crédit à opérer. Cette DM s'équilibre en dépenses et en recettes à hauteur de 12 384 085 euros, et le détail vous en est donné dans le document joint en annexe.

On retrouve en fonctionnement que nous apportons principalement en dépenses un recalage de la masse salariale lié à des recrutements correspondant à hauteur de 1 500 000 pour l'éducation. On retrouve un complément de 101 000 euros pour les subventions dans le cadre des politiques de la solidarité et de la culture auxquelles s'ajoutent, concernant le soutien aux commerces du centre-ville pour sa revitalisation, 150 000 euros dans le cadre de l'action financée par le Gouvernement suite aux mouvements sociaux.

Et pour finir, nous opérons une reprise de provisions liées à la dépréciation d'actifs circulants à hauteur de 660 000 euros afin de couvrir les admissions en non-valeur correspondantes. En recettes, nous tenons compte de différentes recettes nouvelles telles que 1,48 million de recettes fiscales complémentaires ainsi que 923 000 euros issus des différentes dotations de compensation et d'exonération de taxes apportées par l'État, de même que des participations diverses à nos actions municipales. On retrouve aussi 200 000 euros qui sont liés au remboursement par le CCAS, dans le cadre des révisions de niveau de services mutualisés, qui figurent dans l'attribution de compensation de la Ville. Il est prévu aussi d'inscrire 145 000 euros au titre du leg de Madame MARANDON.

En investissement, au titre des dépenses, figurent les dépenses présentées pour l'acquisition de matériels au profit de la Banque alimentaire de Bordeaux et de Gironde qui se montent à hauteur de 20 000 euros. De façon plus conséquente, nous allons procéder à un ajustement du calendrier des crédits de paiement sans modification des enveloppes de financement global toutefois : dans le secteur de l'éducation et de l'animation avec 7,13 millions d'euros dans les groupes scolaires et des gymnases et des crèches à hauteur de 5 millions d'euros pour l'accessibilité dans nos établissements recevant du public, 928 000 euros pour certains équipements culturels, 949 000 euros pour divers espaces verts, et 1,78 million d'euros pour la politique de l'habitat et la politique de la ville.

En contrepartie, nous prévoyons l'annulation de certains crédits votés précédemment au titre de la garantie donnée à certains prêts, ceux de l'entreprise Aquitaine Entreprise Adaptée ENVOL qui est mise en redressement judiciaire.

Au titre des recettes, nous inscrivons 500 000 euros issus d'un complément de compensation de la TVA et nous diminuons de 240 000 euros notre participation à l'établissement public Euratlantique pour les aménagements paysagers, ceux du secteur Deschamps et ceux du Parc aux Angéliques.

En tenant compte de l'ensemble des écritures concernées, nous prévoyons de réduire notre recette d'emprunt initial de 17,5 millions d'euros ; celle-ci s'établissant désormais à 53,63 millions d'euros.

Donc, au terme de cette présentation, les éléments constitutifs de cette Décision modificative, je vous demande, mes Chers Collègues, de vous prononcer d'une part pour autoriser la reprise des provisions pour dépréciation d'actifs circulants, comme je l'ai dit tout à l'heure, et permettre de porter cette somme en non-valeur pour l'exercice 2019. Et d'autre part, d'adopter chapitre par chapitre, selon les détails qui étaient joints, les éléments de la DM de l'exercice budgétaire en cours qui s'équilibre encore une fois, comme je l'ai dit, à 12 384 085 euros.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Merci beaucoup de cette présentation très claire. Alors, qui demande la parole ? Monsieur ROUVEYRE.

M. ROUVEYRE

Je ne reviens pas sur ce que j'ai pu exprimer à l'occasion du Débat d'Orientations Budgétaires, ce sera donc extrêmement bref. J'observe simplement des éléments de langage intéressants. Plutôt que de nous parler d'annulation de crédits, on nous parle d'ajustement d'un calendrier des crédits de paiement. Ce qui aurait été intéressant, comme c'est la première fois que cela intervient dans l'histoire de ce Conseil municipal, c'est de nous dire à quoi correspond très exactement - cela a été écrit, mais je pense que l'on peut le dire ici - la suppression de 7 millions d'euros pour les écoles, 5 millions d'euros pour la mise en accessibilité vis-à-vis des personnes en situation de handicap parce que l'on a été très théorique. Jusque-là, nous, on a parlé sur des chiffres, sur des ratios, mais enfin, concrètement, aujourd'hui, il y a des crédits qui s'annulent. Ce n'est pas simplement un recalage des calendriers parce que si cela avait été le cas, vous l'auriez fait, comme vous l'avez fait jusque-là, vous l'auriez inscrit en restes à réaliser pour l'année prochaine. Ce n'est pas le choix que vous avez fait. Là, on parle véritablement d'annulation de crédits de paiement. Moi, j'aurais aimé que l'on nous en dise un peu plus sur cet élément.

M. le MAIRE

Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Excusez-moi Monsieur le Maire, vous allez me rassurer ou non, sur la précédente délibération, vous avez dit que c'est un « Donner acte », je vois marqué dans l'ordre du jour qu'il s'agit d'une adoption. Ce qui n'est pas tout à fait la même chose parce que si c'est un « Donner acte » naturellement…

M. le MAIRE

Oui, vous votez contre. Si c'est un « Donner acte », vous votez pour, si c'est une adoption, vous votez contre, c'est cela ou vous vous abstenez ?

M. HURMIC

Exactement, ce n'est pas du tout la même chose.

M. le MAIRE

Alors Monsieur c'est quoi ? C'est une information.

M. HURMIC

Pourquoi alors, Monsieur SAINT-MARC ? Il y a marqué « Adoption ».

M. le MAIRE

On adopte le principe de l'avoir présenté. Non, mais les mots ont un sens. On va regarder. Moi, j'avais en tête qu'il fallait donner acte de la présentation. Cela ne se votait pas un DOB, ni un ROB. La nouveauté par rapport au DOB, c'est que l'on prenait acte de l'avoir présenté.

M. HURMIC

Alors, si c'est cela, prenez acte du fait que l'on vote pour, on vous donne acte. Par contre, si c'est l'adoption, on ne peut pas le voter, compte tenu de la position qu'est la nôtre. Voilà.

Donc j'en viens à la DM brièvement pour faire deux observations.

La première considère, mais vous l'avez déjà dit, que vous palliez la carence de l'État quant à sa compétence en matière de sécurité en budgétant 30 000 euros pour la surveillance des événements organisés par la Ville. Vous connaissez ma position sur le sujet donc, je n'insiste pas.

La deuxième observation, c'est la baisse de 15 millions d'euros d'investissement en équipements qui correspond donc, effectivement, à un ajustement du calendrier des crédits de paiement et des besoins de 2019 pour des investissements prévus pour des travaux dans les crèches et écoles de Bordeaux. On regrette quand même qu'il y ait ce report d'investissement quand on voit quel est l'état de certaines écoles de Bordeaux. Je ne vais pas revenir sur les problèmes de l'école Fiéffé Francin que vous connaissez, qui est dans un piteux état. Nous regrettons que, dans ces conditions, vous reportiez ainsi 15 millions d'investissements d'équipements qui nous paraissent tout à fait urgents vu l'état de - je ne dis pas toutes, loin de là, vous avez fait quelques efforts - mais vu l'état de certaines écoles qui méritent d'être modifiées ou en tout cas arrangées très rapidement.

Voilà ce que je voulais vous dire concernant cette DM.

M. le MAIRE

Je veux bien tout entendre, mais vous ne pouvez pas me dire d'un côté qu'il n'est pas normal que l'on inscrive trop de crédits, et que l'on ne les dépense pas. Et après, me reprocher d'ajuster en cours d'année nos capacités de réaliser. On va les réinscrire. Ils ne sont pas abandonnés, ces crédits. Ils vont être reportés.

Monsieur GUYOMARC'H.

M. GUYOMARC'H

Juste pour dire qu'effectivement, ce ne sont pas des suppressions. Ce sont des crédits qui vont être reportés, et c'est pour mieux coller à la gestion en AP-CP.

M. le MAIRE

C'est le principe même des autorisations de programme et des crédits de paiement. Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Non, la seule chose que je vous dis c'est « Dépensez-les ». Je ne vous reproche pas de les budgéter. Je dis : « Vu l'état de certaines écoles, dépensez-les rapidement. »

M. le MAIRE

Madame CUNY.

MME CUNY

Oui, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, je ne peux pas laisser dire que nous n'entretenons pas nos écoles à Bordeaux. Vous savez, comme moi Pierre que, par exemple vous citez l'école Francin, plus de 280 000 euros ont été investis pour entretenir cette école en 3 ans. Donc, c'est extrêmement important. En effet, il y a eu un problème de toiture qui est maintenant réglé et, pour aller plus loin, nous faisons même une étude globale de la toiture. C'est plus de 80 chantiers chaque été dans les écoles de Bordeaux avec plus de 8 millions investis cet été pour entretenir les locaux. Il y a, en effet, quelques décalages que l'on a vus dans le document. Par exemple, l'école Dupaty que nous allons agrandir parce que les entreprises n'ont pas répondu.

Au niveau de l'école qui est à côté du bâtiment Marie Brizard, le projet a pris du retard, donc nous aussi, nous prenons du retard. Sur Alphonse Dupeux qui est un grand projet d'extension de l'école qui allie à la fois le côté associatif, la vie de quartier et l'école, nous avons dû faire d'autres analyses, d'autres études pour obtenir un projet qui soit satisfaisant à la fois pour le quartier et à la fois, bien sûr, pour l'école. Donc, oui, il y a parfois un décalage, mais nous entretenons nos écoles. Nous construisons de nouvelles écoles. Il faut savoir quand même que, depuis 2014, ce n'est pas moins de 7 écoles qui ont été construites sur Bordeaux. Quatre seront construites pour la rentrée 2020 et je ne parle même pas ici du nombre d'écoles que nous avons agrandies.

Je voudrais aussi dire qu'en 2 ans, nous avons aussi dû nous adapter aux réformes voulues par le Ministre de l'Éducation nationale, c'est-à-dire les dédoublements de classe de grande section et de CP. Cela n'est pas moins de 148 classes qui ont été dédoublées en 2 ans. Donc, je voudrais ici saluer le travail qui est fait par la Ville de Bordeaux pour entretenir les écoles et s'adapter aux décisions nationales.

Merci beaucoup.

M. le MAIRE

Merci. Allez, on passe au vote. Est-ce que vous êtes d'accord pour faire un vote global et ne pas passer par un vote par chapitre ? Qui est d'avis d'adopter cette Décision modificative n° 3 ? La majorité. Qui s'abstient ? Une abstention. Qui vote contre ? Donc, deux, trois, quatre, avec le jeu des procurations. Enfin, l'opposition vote contre. OK, adoptée.

MME MIGLIORE

Délégation de Monsieur Fabien ROBERT. Délibération 445 : « Bordeaux Fête le Fleuve 2019. Convention de partenariat entre la Ville de Bordeaux et l'Office du Tourisme et des Congrès de Bordeaux Métropole ».

Non-participation au vote de Monsieur DELAUX.

Annexe 1

Equilibre du budget : DM3 2019

Investissement

	Chap.	Libellé chapitre	Budget principal
Dépenses d'ordre	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	273 500,00
	041	Opérations patrimoniales	-120 000,00
		Dépenses d'ordre	**153 500,00**
Dépenses réelles	20	Immobilisations incorporelles	-17 000,00
	204	Subventions d'équipement versées	349 346,57
	21	Immobilisations corporelles	-2 171 544,24
	23	Immobilisations en cours	-13 674 626,57
	26	Participations et créances rattachées à des participations	-790 000,00
	27	Autres immobilisations financières	23 250,00
		Dépenses réelles	**-16 280 574,24**
Total Dépenses d'investissement			**-16 127 074,24**
Recettes d'ordre	021	Virement de la section de fonctionnement	144 516,92
	041	Opérations patrimoniales	-120 000,00
	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 072 000,00
		Recettes d'ordre	**1 096 516,92**
Recettes réelles	10	Dotations, fonds divers et réserves	502 250,00
	13	Subventions d'investissement (reçues)	-249 091,16
	16	Emprunts et dettes assimilées	-17 500 000,00
	27	Autres immobilisations financières	23 250,00
		Recettes réelles	**-17 223 591,16**
Total Recettes d'investissement			**-16 127 074,24**

Fonctionnement

	Chap.	Libellé chapitre	Budget principal
Dépenses d'ordre	023	Virement à la section d'investissement	144 516,92
	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 072 000,00
		Dépenses d'ordre	**1 216 516,92**
Dépenses réelles	65	Autres charges de gestion courante	833 471,43
	656	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	45 000,00
	67	Charges exceptionnelles	133 000,00
	011	Charges à caractère général	15 000,00
	012	Charges de personnel et frais assimilés	1 500 000,00
		Dépenses réelles	**2 526 471,43**
Total Dépenses de fonctionnement			**3 742 988,35**
Recettes d'ordre	042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	273 500,00
		Recettes d'ordre	**273 500,00**
Recettes réelles	70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	257 523,43
	73	Impôts et taxes	1 482 845,00
	74	Dotations et participations	923 361,00
	76	Produits financiers	145 758,92
	78	Reprises sur amortissements et provisions	660 000,00
		Recettes réelles	**3 469 488,35**
Total Recettes de fonctionnement			**3 742 988,35**

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etat - Ville de Bordeaux (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21330063500017

POSTE COMPTABLE : Receveur des Finances

M. 14

Décision modificative (projet de budget) 3 (3)
Voté par nature

BUDGET : Budget principal (4)

ANNEE 2019

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières Sans Objet
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 23
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 26

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 27
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 32
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 57
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions 93
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 94
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 95
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) 97
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 98

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les programmes d'équipement.
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :
4581
4582

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	3 742 988,35	3 742 988,35
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	3 742 988,35	3 742 988,35

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	-16 127 074,24	-16 127 074,24
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	-16 127 074,24	-16 127 074,24

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	-12 384 085,89	-12 384 085,89

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	71 897 976,32	0,00	15 000,00	0,00	71 912 976,32
012	Charges de personnel, frais assimilés	143 000 000,00	0,00	1 500 000,00	0,00	144 500 000,00
014	Atténuations de produits	51 989 520,00	0,00	0,00	0,00	51 989 520,00
65	Autres charges de gestion courante	77 013 832,90	0,00	833 471,43	0,00	77 847 304,33
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	296 760,00	0,00	45 000,00	0,00	341 760,00
Total des dépenses de gestion courante		**344 198 089,22**	**0,00**	**2 393 471,43**	**0,00**	**346 591 560,65**
66	Charges financières	6 448 640,00	0,00	0,00	0,00	6 448 640,00
67	Charges exceptionnelles	2 583 554,62	0,00	133 000,00	0,00	2 716 554,62
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	1 908 000,00		0,00	0,00	1 908 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**355 138 283,84**	**0,00**	**2 526 471,43**	**0,00**	**357 664 755,27**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*49 962 234,93*		*144 516,92*	*0,00*	*50 106 751,85*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*25 433 868,00*		*1 072 000,00*	*0,00*	*26 505 868,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***75 396 102,93***		***1 216 516,92***	***0,00***	***76 612 619,85***
TOTAL		**430 534 386,77**	**0,00**	**3 742 988,35**	**0,00**	**434 277 375,12**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**434 277 375,12**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	41 457 757,00	0,00	257 523,43	0,00	41 715 280,43
73	Impôts et taxes	280 951 229,00	0,00	1 482 845,00	0,00	282 434 074,00
74	Dotations et participations	66 087 834,94	0,00	923 361,00	0,00	67 011 195,94
75	Autres produits de gestion courante	3 381 000,00	0,00	0,00	0,00	3 381 000,00
Total des recettes de gestion courante		**392 027 820,94**	**0,00**	**2 663 729,43**	**0,00**	**394 691 550,37**
76	Produits financiers	0,00	0,00	145 758,92	0,00	145 758,92
77	Produits exceptionnels	1 118 860,00	0,00	0,00	0,00	1 118 860,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		660 000,00	0,00	660 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**393 146 680,94**	**0,00**	**3 469 488,35**	**0,00**	**396 616 169,29**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*15 548 268,00*		*273 500,00*	*0,00*	*15 821 768,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***15 548 268,00***		***273 500,00***	***0,00***	***15 821 768,00***
TOTAL		**408 694 948,94**	**0,00**	**3 742 988,35**	**0,00**	**412 437 937,29**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**21 839 437,83**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**434 277 375,12**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**60 790 851,85**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.
(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.
(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	4 914 386,96	0,00	-17 000,00	0,00	4 897 386,96
204	Subventions d'équipement versées	31 452 463,74	0,00	349 346,57	0,00	31 801 810,31
21	Immobilisations corporelles	24 712 500,88	0,00	-2 171 544,24	0,00	22 540 956,64
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	98 593 984,74	0,00	-13 674 626,57	0,00	84 919 358,17
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**159 673 336,32**	**0,00**	**-15 513 824,24**	**0,00**	**144 159 512,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	135 252,18	0,00	0,00	0,00	135 252,18
16	Emprunts et dettes assimilées	25 488 449,40	0,00	0,00	0,00	25 488 449,40
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	800 000,00	0,00	-790 000,00	0,00	10 000,00
27	Autres immobilisations financières	30 179,09	0,00	23 250,00	0,00	53 429,09
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**26 453 880,67**	**0,00**	**-766 750,00**	**0,00**	**25 687 130,67**
45…	**Total des opé. pour compte de tiers(8)**	**12 235 832,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 235 832,91**
Total des dépenses réelles d'investissement		**198 363 049,90**	**0,00**	**-16 280 574,24**	**0,00**	**182 082 475,66**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*15 548 268,00*		*273 500,00*	*0,00*	*15 821 768,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*6 670 000,00*		*-120 000,00*	*0,00*	*6 550 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***22 218 268,00***		***153 500,00***	***0,00***	***22 371 768,00***
	TOTAL	**220 581 317,90**	**0,00**	**-16 127 074,24**	**0,00**	**204 454 243,66**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**31 201 760,37**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**235 656 004,03**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	10 414 146,51	0,00	-249 091,16	0,00	10 165 055,35
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	71 133 720,60	0,00	-17 500 000,00	0,00	53 633 720,60
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**81 547 867,11**	**0,00**	**-17 749 091,16**	**0,00**	**63 798 775,95**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	11 385 741,00	0,00	502 250,00	0,00	11 887 991,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	60 072 519,96	0,00	0,00	0,00	60 072 519,96
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	30 000,00	0,00	23 250,00	0,00	53 250,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 515 000,00	0,00	0,00	0,00	8 515 000,00
	Total des recettes financières	**80 003 260,96**	**0,00**	**525 500,00**	**0,00**	**80 528 760,96**

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice(1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
45…	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**8 165 847,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 165 847,27**
Total des recettes réelles d'investissement		**169 716 975,34**	**0,00**	**-17 223 591,16**	**0,00**	**152 493 384,18**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*49 962 234,93*		*144 516,92*	*0,00*	*50 106 751,85*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*25 433 868,00*		*1 072 000,00*	*0,00*	*26 505 868,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*6 670 000,00*		*-120 000,00*	*0,00*	*6 550 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***82 066 102,93***		***1 096 516,92***	***0,00***	***83 162 619,85***
TOTAL		**251 783 078,27**	**0,00**	**-16 127 074,24**	**0,00**	**235 656 004,03**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**235 656 004,03**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	**60 790 851,85**

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	15 000,00		15 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 500 000,00		1 500 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	833 471,43		833 471,43
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	45 000,00		45 000,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	133 000,00	*0,00*	133 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*1 072 000,00*	1 072 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*144 516,92*	144 516,92
Dépenses de fonctionnement – Total		**2 526 471,43**	***1 216 516,92***	**3 742 988,35**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 742 988,35**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*3 000,00*	3 000,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	-17 000,00	*0,00*	-17 000,00
204	Subventions d'équipement versées	349 346,57	*30 000,00*	379 346,57
21	Immobilisations corporelles (6)	-2 171 544,24	*550 000,00*	-1 621 544,24
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	-13 674 626,57	*0,00*	-13 674 626,57
26	Participations et créances rattachées	-790 000,00	*-700 000,00*	-1 490 000,00
27	Autres immobilisations financières	23 250,00	*0,00*	23 250,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*270 500,00*	270 500,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**-16 280 574,24**	***153 500,00***	**-16 127 074,24**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-16 127 074,24**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	257 523,43		257 523,43
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	1 482 845,00		1 482 845,00
74	Dotations et participations	923 361,00		923 361,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	145 758,92	*0,00*	145 758,92
77	Produits exceptionnels	0,00	*3 000,00*	3 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	660 000,00	*270 500,00*	930 500,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**3 469 488,35**	***273 500,00***	**3 742 988,35**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 742 988,35**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	502 250,00	*550 000,00*	1 052 250,00
13	Subventions d'investissement	-249 091,16	*0,00*	-249 091,16
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	-17 500 000,00	*0,00*	-17 500 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*30 000,00*	30 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*-700 000,00*	-700 000,00
27	Autres immobilisations financières	23 250,00	*0,00*	23 250,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 072 000,00*	1 072 000,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*144 516,92*	144 516,92
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**-17 223 591,16**	***1 096 516,92***	**-16 127 074,24**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-16 127 074,24**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**71 897 976,32**	**15 000,00**	**0,00**
605	Achats matériel, équipements et travaux	15 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	985 000,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	6 653 000,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	315 000,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 392 200,00	0,00	0,00
60622	Carburants	38 000,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	172 425,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	150 090,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	516 700,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	751 063,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	274 000,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	266 200,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	186 650,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	105 655,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	795 500,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 217 613,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	23 622 966,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	40 000,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	816 357,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	1 696 346,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	482 047,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	124 605,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	692 709,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	2 462 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	12 080,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	126 955,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	6 675 618,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	723 400,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	57 777,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	270 440,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	677 000,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	14 550,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	1 186 486,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	10 350,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	1 673 641,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	227 500,00	0,00	0,00
6228	Divers	4 565 312,00	-15 000,00	0,00
6231	Annonces et insertions	186 930,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	436 153,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	25 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	449 445,00	0,00	0,00
6237	Publications	309 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	42 000,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	199 430,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	909 063,32	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	301 341,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	70 700,00	0,00	0,00
6256	Missions	98 399,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	688 173,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	10 848,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	4 050,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	102 315,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	463 876,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts, .	1 836 391,00	30 000,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	1 022 480,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	985 000,00	0,00	0,00
62873	Remb. frais au CCAS	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	570 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	324 695,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6288	Autres services extérieurs	302 150,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	1 560 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	600,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	7 702,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**143 000 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	25 000,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	1 694 000,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	432 600,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	863 200,00	0,00	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	63 230 000,00	1 500 000,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 088 500,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	16 137 000,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	16 538 200,00	0,00	0,00
64136	Indemnités préavis, licenciement non tit	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	318 100,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 036 000,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	22 749 500,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	966 300,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	18 500,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	201 000,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	30 100,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	44 000,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	790 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	217 000,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	480 000,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	141 000,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**51 989 520,00**	**0,00**	**0,00**
703894	Revers. sur forfait post-stationnement	50 000,00	0,00	0,00
739113	Reversements conventionnels de fiscalité	54 000,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	49 523 520,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 362 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**77 013 832,90**	**833 471,43**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	46 530,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	1 320 000,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	142 800,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	147 000,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	319 000,00	0,00	0,00
6535	Formation	38 000,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	563 000,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	97 000,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	3 466 000,00	0,00	0,00
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	5 000,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. Autres groupements	225 000,00	43 000,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	7 975 300,00	0,00	0,00
65737	Autres établissements publics locaux	19 665 780,00	-27 880,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	72 352,72	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	43 570 997,18	158 351,43	0,00
65888	Autres	20 073,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**296 760,00**	**45 000,00**	**0,00**
6561	Frais de personnel	200 000,00	45 000,00	0,00
6562	Matériel, équipement et fournitures	96 760,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**344 198 089,22**	**2 393 471,43**	**0,00**
66	**Charges financières (b)**	**6 448 640,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 500 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-48 516,00	0,00	0,00
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	50 036,00	0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	767 100,00	0,00	0,00
666	Pertes de change	20,00	0,00	0,00
6688	Autres	180 000,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 583 554,62**	**133 000,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6713	Secours et dots	25 001,00	0,00	0,00
6714	Bourses et prix	87 000,00	50 000,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	25 500,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	309 935,62	0,00	0,00
67443	Subv. aux fermiers et concessionnaires	1 787 603,00	0,00	0,00
678	Autres charges exceptionnelles	348 515,00	83 000,00	0,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**1 908 000,00**	**0,00**	**0,00**
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	508 000,00	0,00	0,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	700 000,00	0,00	0,00
6865	Dot. prov. risques et charges financiers	700 000,00	0,00	0,00
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**355 138 283,84**	**2 526 471,43**	**0,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***49 962 234,93***	***144 516,92***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***25 433 868,00***	***1 072 000,00***	***0,00***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*25 433 868,00*	*1 072 000,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***75 396 102,93***	***1 216 516,92***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***75 396 102,93***	***1 216 516,92***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**430 534 386,77**	**3 742 988,35**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 742 988,35**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	2 992 380,25
Montant des ICNE de l'exercice N-1	3 040 896,25
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-48 516,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	50 000,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	100 000,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**41 457 757,00**	**257 523,43**	**0,00**
70311	Concessions cimetières (produit net)	271 000,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	29 000,00	0,00	0,00
70323	Redev. occupat° domaine public communal	3 692 371,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	15 000 000,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	3 000 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	6 000,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	1 283 550,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	1 155 000,00	0,00	0,00
7064	Taxes de désinfect° (services hygiène)	50 000,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	3 532 000,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	5 685 067,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	2 000 000,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	17 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	219 280,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	2 143 200,00	0,00	0,00
70846	Mise à dispo personnel GFP rattachement	107 610,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	500 500,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	5 000,00	200 000,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	1 579 679,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	900 500,00	57 523,43	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	281 000,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**280 951 229,00**	**1 482 845,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	234 786 729,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	780 870,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	225 485,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	9 690 000,00	473 434,00	0,00
7336	Droits de place	4 255 000,00	0,00	0,00
7337	Droits de stationnement	0,00	0,00	0,00
7338	Autres taxes	0,00	0,00	0,00
7343	Taxes sur les pylônes électriques	62 500,00	3 056,00	0,00
7351	Taxe consommation finale d'électricité	5 000 000,00	0,00	0,00
7363	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	7 000,00	0,00	0,00
7364	Prélèvement sur les produits des jeux	6 400 000,00	0,00	0,00
7368	Taxes locales sur la publicité extérieur	750 000,00	0,00	0,00
7381	Taxes additionnelles droits de mutation	20 000 000,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**66 087 834,94**	**923 361,00**	**0,00**
7411	Dotation forfaitaire	34 260 780,00	558 820,00	0,00
74123	Dotation de solidarité urbaine	1 210 714,00	0,00	0,00
74127	Dotation nationale de péréquation	1 200 000,00	56 916,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00
745	Dotation spéciale instituteurs	4 500,00	0,00	0,00
7461	DGD	1 791 000,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	2 212 375,00	167 090,00	0,00
7472	Participat° Régions	230 000,00	-6 500,00	0,00
7473	Participat° Départements	252 363,32	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	47 000,00	0,00	0,00
74751	Participat° GFP de rattachement	11 500,00	0,00	0,00
74758	Participat° Autres groupements	15 900,00	0,00	0,00
7477	Participat° Budget communautaire et FS	15 000,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	17 524 720,62	15 000,00	0,00
7482	Compens. perte taxe add. droits mutation	0,00	0,00	0,00
74832	Attribution du fonds départemental TP	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	526 117,00	31 014,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	6 595 745,00	101 021,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	120 120,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
7488	Autres attributions et participations	70 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 381 000,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	2 702 584,00	0,00	0,00
757	Redevances versées par fermiers, conces.	521 816,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	156 600,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013		**392 027 820,94**	**2 663 729,43**	**0,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**145 758,92**	**0,00**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00
766	Gains de change	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	145 758,92	0,00
77	**Produits exceptionnels (c)**	**1 118 860,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00
7713	Libéralités reçues	890 066,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	228 794,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**660 000,00**	**0,00**
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	660 000,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d		**393 146 680,94**	**3 469 488,35**	**0,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***15 548 268,00***	***273 500,00***	***0,00***
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7768	*Neutral. amort. subv. équip. versées*	*14 777 268,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*771 000,00*	*3 000,00*	*0,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*0,00*	*270 500,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***15 548 268,00***	***273 500,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**408 694 948,94**	**3 742 988,35**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**3 742 988,35**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**4 914 386,96**	**-17 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	4 311 252,72	-17 000,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	603 134,24	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**31 452 463,74**	**349 346,57**	**0,00**
2041511	GFP rat : Bien mobilier, matériel	376 334,00	46 200,00	0,00
2041512	GFP rat : Bâtiments, installations	2 466 189,44	1 123 146,57	0,00
2041621	CCAS : Bien mobilier, matériel	49 391,91	0,00	0,00
2041622	CCAS : Bâtiments, installations	843 542,28	0,00	0,00
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	151 000,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	41 816,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 470 000,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	1 262 000,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	126 706,96	20 000,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	9 888 215,15	-840 000,00	0,00
2046	Attrib. de compensation d'investissement	14 777 268,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**24 712 500,88**	**-2 171 544,24**	**0,00**
2111	Terrains nus	5 466 017,49	0,00	0,00
2112	Terrains de voirie	2 840 453,60	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	3 444 891,82	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	1 483 000,00	0,00	0,00
2117	Bois et forêts	28 081,64	0,00	0,00
2118	Autres terrains	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	96 962,40	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	200,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	601 743,81	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	747 575,00	-417 575,00	0,00
2132	Immeubles de rapport	15 898,02	0,00	0,00
2138	Autres constructions	935 052,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	23 654,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	4 381,77	0,00	0,00
21571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	465 867,25	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	240 131,25	0,00	0,00
2162	Fonds anciens des bibliothèques et musée	20 000,00	0,00	0,00
2168	Autres collections et oeuvres d'art	732 403,79	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 490,65	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	29 359,04	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 921 000,21	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 614 337,14	-1 753 969,24	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**98 593 984,74**	**-13 674 626,57**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	7 779 042,31	0,00	0,00
2313	Constructions	80 876 461,80	-12 551 480,00	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	8 664 257,90	-1 123 146,57	0,00
2316	Restauration collections, oeuvres d'art	580 221,51	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	70 000,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	624 001,22	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**159 673 336,32**	**-15 513 824,24**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**135 252,18**	**0,00**	**0,00**
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	35 252,18	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	100 000,00	0,00	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**25 488 449,40**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	23 740 000,00	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
165	Dépôts et cautionnements reçus	75 000,00	0,00	0,00
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	1 602 170,00	0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	71 279,40	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**800 000,00**	**-790 000,00**	**0,00**
261	Titres de participation	800 000,00	-790 000,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**30 179,09**	**23 250,00**	**0,00**
274	Prêts	30 179,09	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	23 250,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**26 453 880,67**	**-766 750,00**	**0,00**
454104	Travaux d'office de la surveillance administrative (dép) (6)	243 164,44	0,00	0,00
454105	Travaux d'office de l'Hygiène (dép) (6)	245 476,23	0,00	0,00
458118	Dispositif Lutte contre la précarité énergétique (dép) (6)	23 400,00	0,00	0,00
458119	OUC - Commerce et artisanat (dép) (6)	0,00	0,00	0,00
458122	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU participation CUB (6)	31 541,00	0,00	0,00
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM (6)	340 654,55	0,00	0,00
458130	GS Niel Hortense (6)	11 176 485,59	0,00	0,00
458131	Marchés non transférés (6)	0,00	0,00	0,00
458132	Projet européen ROMACT (6)	0,00	0,00	0,00
458133	Fonds de soutien création numérique - BM (6)	164 166,66	0,00	0,00
458134	Fonds de soutien création numérique - CNC (6)	10 944,44	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**12 235 832,91**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**198 363 049,90**	**-16 280 574,24**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***15 548 268,00***	***273 500,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***15 548 268,00***	***273 500,00***	***0,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*270 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*2 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
139151	*Sub. transf cpte résult. GFP de rattach.*	*410 000,00*	*0,00*	*0,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*78 000,00*	*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*6 000,00*	*3 000,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*	*14 777 268,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*0,00*	*270 500,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***6 670 000,00***	***-120 000,00***	***0,00***
204412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*550 000,00*	*0,00*
2132	*Immeubles de rapport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*5 960 000,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
261	*Titres de participation*	*700 000,00*	*-700 000,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***22 218 268,00***	***153 500,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**220 581 317,90**	**-16 127 074,24**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-16 127 074,24**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**10 414 146,51**	**-249 091,16**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	40 500,00	0,00	0,00
13151	Subv. transf. GFP de rattachement	66 253,00	0,00	0,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	3 509 697,33	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	193 413,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	643 376,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	35 252,18	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	791 800,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 480 541,00	-249 091,16	0,00
1346	Participat° voirie et réseaux non transf	1 653 314,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	2 000 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**71 133 720,60**	**-17 500 000,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	71 130 000,00	-17 500 000,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	3 720,60	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**81 547 867,11**	**-17 749 091,16**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**71 458 260,96**	**502 250,00**	**0,00**
10222	FCTVA	8 000 000,00	500 000,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	3 350 000,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	35 741,00	2 250,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	60 072 519,96	0,00	0,00
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**30 000,00**	**23 250,00**	**0,00**
274	Prêts	30 000,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	23 250,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**8 515 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**80 003 260,96**	**525 500,00**	**0,00**
454204	Travaux d'office de la surveillance administrative (rec) (5)	388 600,70	0,00	0,00
454205	Travaux d'office de l'Hygiène (rec) (5)	321 362,67	0,00	0,00
458219	OUC - Commerce et artisanat (rec) (5)	0,00	0,00	0,00
458222	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU participation CUB (5)	57 636,00	0,00	0,00
458228	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM (5)	629 645,00	0,00	0,00
458230	GS Niel Hortense - participation BM (5)	6 593 491,80	0,00	0,00
458231	Marchés non transférés (5)	0,00	0,00	0,00
458232	Projet européen ROMACT (5)	0,00	0,00	0,00
458233	Fonds de soutien création numérique - BM (5)	164 166,66	0,00	0,00
458234	Fonds de soutien création numérique - CNC (5)	10 944,44	0,00	0,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
Total des recettes d'opérations pour compte de tiers		**8 165 847,27**	**0,00**	**0,00**
TOTAL RECETTES REELLES		**169 716 975,34**	**-17 223 591,16**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***49 962 234,93***	***144 516,92***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***25 433 868,00***	***1 072 000,00***	***0,00***
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*2 900 000,00*	*534 000,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*1 100,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*95 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv.Régions : Bâtiments, installations*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*4 000,00*	*108 000,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*630 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*175 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*71 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*295 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*80 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 155 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*165 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804413	*Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat*	*215 000,00*	*0,00*	*0,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*14 777 268,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*75 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*96 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*155 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel roulant*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*2 250 000,00*	*430 000,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***75 396 102,93***	***1 216 516,92***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***6 670 000,00***	***-120 000,00***	***0,00***
10251	*Dons et legs en capital*	*0,00*	*550 000,00*	*0,00*
13141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*160 000,00*	*0,00*	*0,00*
2113	*Terrains aménagés autres que voirie*	*0,00*	*30 000,00*	*0,00*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*5 800 000,00*	*0,00*	*0,00*
269	*Versements à effectuer titre non libéré*	*700 000,00*	*-700 000,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***82 066 102,93***	***1 096 516,92***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**251 783 078,27**	**-16 127 074,24**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	RESTES A REALISER N-1 (10)			0,00
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)			0,00
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			-16 127 074,24

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	38 993 231	3 671 377	1 117 770	44 056 905	19 211 843	20 736 532	51 069	6 526 471	4 939 216	38 157 676	4 620 385	182 082 476
- Equipements municipaux (2)		1 627 099	872 294	32 691 469	18 505 416	20 672 466	31 069	4 345 258	0	31 992 245	1 620 385	112 357 702
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		88 943	0	153 698	531 316	64 066	20 000	2 034 934	4 884 275	5 824 776	3 000 000	31 801 810
- Opérations financières	38 993 231											38 993 231
Dépenses d'ordre	22 371 768											22 371 768
Total dépenses de l'exercice	**61 364 999**	**3 671 377**	**1 117 770**	**44 056 905**	**19 211 843**	**20 736 532**	**51 069**	**6 526 471**	**4 939 216**	**38 157 676**	**4 620 385**	**204 454 244**
RAR N-1 et reports	**31 201 760**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**31 201 760**
Total cumulé dépenses d'investissement	**92 566 759**	**3 671 377**	**1 117 770**	**44 056 905**	**19 211 843**	**20 736 532**	**51 069**	**6 526 471**	**4 939 216**	**38 157 676**	**4 620 385**	**235 656 004**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**208 768 390**	**10 742 903**	**321 363**	**7 936 847**	**2 745 040**	**1 885 196**	**0**	**3 721**	**57 636**	**3 194 909**	**0**	**235 656 004**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé recettes d'investissement	**208 768 390**	**10 742 903**	**321 363**	**7 936 847**	**2 745 040**	**1 885 196**	**0**	**3 721**	**57 636**	**3 194 909**	**0**	**235 656 004**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**137 294 130**	**66 877 148**	**8 823 925**	**49 663 282**	**57 986 211**	**35 649 086**	**14 555 639**	**44 103 884**	**689 568**	**14 382 020**	**4 252 484**	**434 277 375**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**137 294 130**	**66 877 148**	**8 823 925**	**49 663 282**	**57 986 211**	**35 649 086**	**14 555 639**	**44 103 884**	**689 568**	**14 382 020**	**4 252 484**	**434 277 375**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**313 383 913**	**37 095 647**	**2 041 500**	**6 855 374**	**5 210 135**	**5 788 280**	**1 015 249**	**18 779 720**	**0**	**16 346 318**	**5 921 801**	**412 437 937**
RAR N-1 et reports	**21 839 438**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**21 839 438**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**335 223 351**	**37 095 647**	**2 041 500**	**6 855 374**	**5 210 135**	**5 788 280**	**1 015 249**	**18 779 720**	**0**	**16 346 318**	**5 921 801**	**434 277 375**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses investissement		**61 364 999**	**3 671 377**	**1 117 770**	**44 056 905**	**19 211 843**	**20 736 532**	**51 069**	**6 526 471**	**4 939 216**	**38 157 676**	**4 620 385**	**204 454 244**
Dépenses réelles		38 993 231	3 671 377	1 117 770	44 056 905	19 211 843	20 736 532	51 069	6 526 471	4 939 216	38 157 676	4 620 385	182 082 476
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	100 000	0	35 252	0	0	0	0	0	0	0	135 252
16	Emprunts et dettes assimilées	23 740 000	1 602 170	0	0	0	0	0	146 279	0	0	0	25 488 449
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	433 949	80 000	442 318	723 832	796 974	0	112 664	0	2 067 144	240 506	4 897 387
204	Subventions d'équipement versées	15 199 802	88 943	0	153 698	531 316	64 066	20 000	2 034 934	4 884 275	5 824 776	3 000 000	31 801 810
21	Immobilisations corporelles	0	171 396	402 146	3 247 287	1 622 082	1 822 176	28 176	1 520 297	0	13 701 155	26 241	22 540 957
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	1 021 754	390 148	29 001 864	16 159 502	18 053 315	2 893	2 712 297	0	16 223 947	1 353 639	84 919 358
26	Participat° et créances rattachées	0	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000
27	Autres immobilisations financières	53 429	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 429
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	243 164	245 476	11 176 486	175 111	0	0	0	54 941	340 655	0	12 235 833
454104	Travaux d'office de la surveillance administrative (dép)	0	243 164	0	0	0	0	0	0	0	0	0	243 164
454105	Travaux d'office de l'Hygiène (dép)	0	0	245 476	0	0	0	0	0	0	0	0	245 476
458118	Dispositif Lutte contre la précarité énergétique (dép)	0	0	0	0	0	0	0	0	23 400	0	0	23 400
458122	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU participation CUB	0	0	0	0	0	0	0	0	31 541	0	0	31 541
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	0	0	0	0	0	0	0	0	0	340 655	0	340 655

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
458130	GS Niel Hortense	**0**	**0**	**0**	**11 176 486**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**11 176 486**
458133	Fonds de soutien création numérique - BM	0	0	0	0	164 167	0	0	0	0	0	0	164 167
458134	Fonds de soutien création numérique - CNC	0	0	0	0	10 944	0	0	0	0	0	0	10 944
Dépenses d'ordre		*22 371 768*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*22 371 768*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*15 821 768*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 821 768*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 550 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 550 000*

RECETTES													
Total recettes investissement		**208 768 390**	**10 742 903**	**321 363**	**7 936 847**	**2 745 040**	**1 885 196**	**0**	**3 721**	**57 636**	**3 194 909**	**0**	**235 656 004**
Recettes réelles		125 605 770	10 742 903	321 363	7 936 847	2 745 040	1 885 196	0	3 721	57 636	3 194 909	0	152 493 384
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	8 515 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 515 000
10	Dotations, fonds divers et réserves	71 922 520	0	0	0	37 991	0	0	0	0	0	0	71 960 511
13	Subventions d'investissement	0	1 839 302	0	1 343 355	2 531 938	1 885 196	0	0	0	2 565 264	0	10 165 055
16	Emprunts et dettes assimilées	53 630 000	0	0	0	0	0	0	3 721	0	0	0	53 633 721
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	53 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	53 250
Opérations pour compte de tiers		0	388 601	321 363	6 593 492	175 111	0	0	0	57 636	629 645	0	8 165 847
454204	Travaux d'office de la surveillance administrative (rec)	0	388 601	0	0	0	0	0	0	0	0	0	388 601
454205	Travaux d'office de l'Hygiène (rec)	0	0	321 363	0	0	0	0	0	0	0	0	321 363
458222	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU participation CUB	0	0	0	0	238 0	0	0	0	57 636	0	0	57 636

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
458228	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**629 645**	**0**	**629 645**
458230	GS Niel Hortense - participation BM	0	0	0	6 593 492	0	0	0	0	0	0	0	6 593 492
458233	Fonds de soutien création numérique - BM	0	0	0	0	164 167	0	0	0	0	0	0	164 167
458234	Fonds de soutien création numérique - CNC	0	0	0	0	10 944	0	0	0	0	0	0	10 944
Recettes d'ordre		*83 162 620*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*83 162 620*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*50 106 752*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*50 106 752*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*26 505 868*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*26 505 868*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 550 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 550 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**137 294 130**	**66 877 148**	**8 823 925**	**49 663 282**	**57 986 211**	**35 649 086**	**14 555 639**	**44 103 884**	**689 568**	**14 382 020**	**4 252 484**	**434 277 375**
Dépenses réelles		60 681 510	66 877 148	8 823 925	49 663 282	57 986 211	35 649 086	14 555 639	44 103 884	689 568	14 382 020	4 252 484	357 664 755
011	Charges à caractère général	310	27 657 341	492 425	14 028 345	6 990 869	2 479 232	573 810	5 842 389	31 000	12 786 650	1 030 605	71 912 976
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 900	30 282 600	8 331 500	28 545 400	30 127 500	12 064 500	2 753 500	29 530 500	0	1 318 600	1 535 000	144 500 000
014	Atténuations de produits	51 939 520	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	0	51 989 520
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	660 000	7 733 087	0	6 872 600	20 862 841	19 317 751	11 228 329	8 730 995	658 568	103 255	1 679 879	77 847 304
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	331 260	10 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	341 760
66	Charges financières	5 681 520	767 120	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6 448 640
67	Charges exceptionnelles	150 000	426 500	0	216 937	5 000	1 787 603	0	0	0	123 515	7 000	2 716 555
68	Dot. aux amortissements et provisions	1 908 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 908 000
Dépenses d'ordre		*76 612 620*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*76 612 620*
023	*Virement à la section d'investissement*	*50 106 752*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*50 106 752*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*26 505 868*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*26 505 868*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	239 *0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**313 383 913**	**37 095 647**	**2 041 500**	**6 855 374**	**5 210 135**	**5 788 280**	**1 015 249**	**18 779 720**	**0**	**16 346 318**	**5 921 801**	**412 437 937**
Recettes réelles		297 562 145	37 095 647	2 041 500	6 855 374	5 210 135	5 788 280	1 015 249	18 779 720	0	16 346 318	5 921 801	396 616 169
013	Atténuations de charges	0	150 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	150 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	9 841 145	250 500	5 717 067	1 780 617	1 801 780	600 000	5 080 520	0	15 029 000	1 614 651	41 715 280
73	Impôts et taxes	252 356 518	25 072 556	0	0	0	0	0	0	0	1 300 000	3 705 000	282 434 074
74	Dotations et participations	44 545 627	640 444	1 791 000	1 093 307	1 009 869	3 666 500	415 249	13 699 200	0	0	150 000	67 011 196
75	Autres produits de gestion courante	0	1 387 502	0	45 000	1 161 030	320 000	0	0	0	15 318	452 150	3 381 000
76	Produits financiers	0	0	0	0	145 759	0	0	0	0	0	0	145 759
77	Produits exceptionnels	0	4 000	0	0	1 112 860	0	0	0	0	2 000	0	1 118 860
78	Reprise sur amortissements et provisions	660 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	660 000
Recettes d'ordre		*15 821 768*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 821 768*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*15 821 768*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 821 768*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		137 294 129,85	66 456 762,90	0,00	420 385,00	204 171 277,75
Dépenses de l'exercice		137 294 129,85	66 456 762,90	0,00	420 385,00	204 171 277,75
011	Charges à caractère général	310,00	27 474 926,00	0,00	182 415,00	27 657 651,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	10 900,00	30 282 600,00	0,00	0,00	30 293 500,00
014	Atténuations de produits	51 939 520,00	0,00	0,00	0,00	51 939 520,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*50 106 751,85*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*50 106 751,85*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*26 505 868,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*26 505 868,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	660 000,00	7 505 136,90	0,00	227 950,00	8 393 086,90
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	331 260,00	10 500,00	0,00	0,00	341 760,00
66	Charges financières	5 681 520,00	767 100,00	0,00	20,00	6 448 640,00
67	Charges exceptionnelles	150 000,00	416 500,00	0,00	10 000,00	576 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	1 908 000,00	0,00	0,00	0,00	1 908 000,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		335 223 350,83	37 095 647,43	0,00	0,00	372 318 998,26
Recettes de l'exercice		313 383 913,00	37 095 647,43	0,00	0,00	350 479 560,43
013	Atténuations de charges	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*15 821 768,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*15 821 768,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	9 841 145,43	0,00	0,00	9 841 145,43
73	Impôts et taxes	252 356 518,00	25 072 556,00	0,00	0,00	277 429 074,00
74	Dotations et participations	44 545 627,00	640 444,00	0,00	0,00	45 186 071,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 387 502,00	0,00	0,00	1 387 502,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	660 000,00	0,00	0,00	0,00	660 000,00
Restes à réaliser – reports		21 839 437,83	0,00	0,00	0,00	21 839 437,83

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
SOLDE (2)		197 929 220,98	-29 361 115,47	0,00	-420 385,00	168 147 720,51

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		58 138 417,90	0,00	4 025 500,00	999 373,00	0,00	0,00	3 293 472,00	420 385,00	0,00
Dépenses de l'exercice		58 138 417,90	0,00	4 025 500,00	999 373,00	0,00	0,00	3 293 472,00	420 385,00	0,00
011	Charges à caractère général	26 325 081,00	0,00	5 500,00	998 873,00	0,00	0,00	145 472,00	182 415,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	23 114 600,00	0,00	4 020 000,00	0,00	0,00	0,00	3 148 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	7 504 636,90	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	227 950,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	10 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	767 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	416 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		36 795 647,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		36 795 647,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	9 541 145,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	25 072 556,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
74	Dotations et participations	640 444,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 387 502,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-21 342 770,47	0,00	-4 025 500,00	-999 373,00	0,00	0,00	-2 993 472,00	-420 385,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		8 614 050,00	209 875,00	8 823 925,00
Dépenses de l'exercice		8 614 050,00	209 875,00	8 823 925,00
011	Charges à caractère général	282 550,00	209 875,00	492 425,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 331 500,00	0,00	8 331 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	2 041 500,00	2 041 500,00
Recettes de l'exercice		0,00	2 041 500,00	2 041 500,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	250 500,00	250 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	1 791 000,00	1 791 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-8 614 050,00	1 831 625,00	-6 782 425,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	8 614 050,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	8 614 050,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	282 550,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	8 331 500,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-8 614 050,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		4 886 720,00	30 020 916,00	448 500,00	3 237 065,00	0,00	11 070 080,62	49 663 281,62
Dépenses de l'exercice		4 886 720,00	30 020 916,00	448 500,00	3 237 065,00	0,00	11 070 080,62	49 663 281,62
011	Charges à caractère général	497 620,00	2 601 415,00	209 500,00	3 965,00	0,00	10 715 845,00	14 028 345,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	4 362 600,00	23 981 500,00	0,00	0,00	0,00	201 300,00	28 545 400,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	26 500,00	3 438 000,00	162 000,00	3 233 100,00	0,00	13 000,00	6 872 600,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1,00	77 000,00	0,00	0,00	139 935,62	216 936,62
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	451 935,62	627 838,00	0,00	0,00	5 775 600,00	6 855 373,62
Recettes de l'exercice		0,00	451 935,62	627 838,00	0,00	0,00	5 775 600,00	6 855 373,62
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	26 000,00	135 067,00	0,00	0,00	5 556 000,00	5 717 067,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	380 935,62	492 771,00	0,00	0,00	219 600,00	1 093 306,62

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 886 720,00	-29 568 980,38	179 338,00	-3 237 065,00	0,00	-5 294 480,62	-42 807 908,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		11 935 820,00	12 046 130,00	6 038 966,00	11 020 480,62	0,00	0,00	49 600,00	0,00
Dépenses de l'exercice		11 935 820,00	12 046 130,00	6 038 966,00	11 020 480,62	0,00	0,00	49 600,00	0,00
011	Charges à caractère général	320,00	130,00	2 600 965,00	10 666 245,00	0,00	0,00	49 600,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	11 935 500,00	12 046 000,00	0,00	201 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	3 438 000,00	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	1,00	139 935,62	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	451 935,62	5 406 000,00	0,00	0,00	219 600,00	150 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	451 935,62	5 406 000,00	0,00	0,00	219 600,00	150 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	26 000,00	5 406 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	380 935,62	0,00	0,00	0,00	219 600,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-11 935 820,00	-12 046 130,00	-5 587 030,38	-5 614 480,62	0,00	0,00	170 000,00	150 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		7 210 903,21	25 412 705,32	22 609 652,00	2 752 950,00	57 986 210,53
Dépenses de l'exercice		7 210 903,21	25 412 705,32	22 609 652,00	2 752 950,00	57 986 210,53
011	Charges à caractère général	12 300,00	595 805,32	3 833 152,00	2 549 612,00	6 990 869,32
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 822 000,00	8 541 500,00	18 764 000,00	0,00	30 127 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	4 376 603,21	16 275 400,00	7 500,00	203 338,00	20 862 841,21
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		8 000,00	1 764 593,32	2 363 526,00	1 074 015,92	5 210 135,24
Recettes de l'exercice		8 000,00	1 764 593,32	2 363 526,00	1 074 015,92	5 210 135,24
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	450 000,00	1 188 860,00	141 757,00	1 780 617,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	8 000,00	276 713,32	576 656,00	148 500,00	1 009 869,32
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 034 880,00	116 150,00	10 000,00	1 161 030,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	145 758,92	145 758,92
77	Produits exceptionnels	0,00	3 000,00	481 860,00	628 000,00	1 112 860,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
SOLDE (2)		-7 202 903,21	-23 648 112,00	-20 246 126,00	-1 678 934,08	-52 776 075,29

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		25 412 705,32	0,00	0,00	0,00	9 843 211,00	12 567 301,00	199 000,00	140,00
Dépenses de l'exercice		25 412 705,32	0,00	0,00	0,00	9 843 211,00	12 567 301,00	199 000,00	140,00
011	Charges à caractère général	595 805,32	0,00	0,00	0,00	969 711,00	2 863 301,00	0,00	140,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 541 500,00	0,00	0,00	0,00	8 866 500,00	9 698 500,00	199 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	16 275 400,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	5 500,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 764 593,32	0,00	0,00	0,00	424 956,00	1 706 736,00	10 040,00	221 794,00
Recettes de l'exercice		1 764 593,32	0,00	0,00	0,00	424 956,00	1 706 736,00	10 040,00	221 794,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	450 000,00	0,00	0,00	0,00	29 300,00	1 159 560,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	276 713,32	0,00	0,00	0,00	342 156,00	234 500,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 034 880,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	65 000,00	1 150,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 500,00	247 676,00	8 890,00	221 794,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-23 648 112,00	0,00	0,00	0,00	-9 418 255,00	-10 860 565,00	-188 960,00	221 654,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		7 660 406,00	11 722 681,00	16 265 998,50	35 649 085,50
Dépenses de l'exercice		7 660 406,00	11 722 681,00	16 265 998,50	35 649 085,50
011	Charges à caractère général	63 660,00	2 227 048,00	188 524,00	2 479 232,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	3 965 000,00	7 706 000,00	393 500,00	12 064 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	3 631 746,00	2 030,00	15 683 974,50	19 317 750,50
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	1 787 603,00	0,00	1 787 603,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		570 200,00	1 577 080,00	3 641 000,00	5 788 280,00
Recettes de l'exercice		570 200,00	1 577 080,00	3 641 000,00	5 788 280,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	570 200,00	1 231 580,00	0,00	1 801 780,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	25 500,00	3 641 000,00	3 666 500,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	320 000,00	0,00	320 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-7 090 206,00	-10 145 601,00	-12 624 998,50	-29 860 805,50

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		1 099 797,00	3 341 851,00	4 504 050,00	2 386 983,00	390 000,00	11 232 445,80	5 033 552,70	0,00
Dépenses de l'exercice		1 099 797,00	3 341 851,00	4 504 050,00	2 386 983,00	390 000,00	11 232 445,80	5 033 552,70	0,00
011	Charges à caractère général	398 797,00	584 851,00	256 050,00	597 350,00	390 000,00	28 000,00	160 524,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	701 000,00	2 757 000,00	4 248 000,00	0,00	0,00	1 500,00	392 000,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 030,00	0,00	11 202 945,80	4 481 028,70	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	1 787 603,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	349 680,00	1 130 000,00	65 000,00	32 400,00	0,00	3 641 000,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	349 680,00	1 130 000,00	65 000,00	32 400,00	0,00	3 641 000,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	49 680,00	1 090 000,00	65 000,00	26 900,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	20 000,00	0,00	5 500,00	0,00	3 641 000,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	300 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 099 797,00	-2 992 171,00	-3 374 050,00	-2 321 983,00	-357 600,00	-11 232 445,80	-1 392 552,70	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		163 030,00	14 392 609,00	14 555 639,00
Dépenses de l'exercice		163 030,00	14 392 609,00	14 555 639,00
011	Charges à caractère général	163 030,00	410 780,00	573 810,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	2 753 500,00	2 753 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	11 228 329,00	11 228 329,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		600 000,00	415 249,00	1 015 249,00
Recettes de l'exercice		600 000,00	415 249,00	1 015 249,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	600 000,00	0,00	600 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	415 249,00	415 249,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		254 0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		436 970,00	-13 977 360,00	-13 540 390,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	163 030,00	0,00	11 589 018,00	93 300,00	2 279 131,00	0,00	431 160,00
Dépenses de l'exercice		0,00	163 030,00	0,00	11 589 018,00	93 300,00	2 279 131,00	0,00	431 160,00
011	Charges à caractère général	0,00	163 030,00	0,00	340 820,00	65 300,00	0,00	0,00	4 660,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	2 327 000,00	0,00	0,00	0,00	426 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	8 921 198,00	28 000,00	2 279 131,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	600 000,00	0,00	270 024,00	0,00	0,00	129 325,00	15 900,00
Recettes de l'exercice		0,00	600 000,00	0,00	270 024,00	0,00	0,00	129 325,00	15 900,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	270 024,00	0,00	0,00	129 325,00	15 900,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	436 970,00	0,00	-11 318 994,00	-93 300,00	-2 279 131,00	129 325,00	-415 260,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	7 271 726,00	0,00	21 250,00	36 810 908,00	44 103 884,00
Dépenses de l'exercice		0,00	7 271 726,00	0,00	21 250,00	36 810 908,00	44 103 884,00
011	Charges à caractère général	0,00	2 359 826,00	0,00	0,00	3 482 563,00	5 842 389,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	4 817 000,00	0,00	0,00	24 713 500,00	29 530 500,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	94 900,00	0,00	21 250,00	8 614 845,00	8 730 995,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 610 200,00	0,00	0,00	17 169 520,00	18 779 720,00
Recettes de l'exercice		0,00	1 610 200,00	0,00	0,00	17 169 520,00	18 779 720,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	1 573 000,00	0,00	0,00	3 507 520,00	5 080 520,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	37 200,00	0,00	0,00	13 662 000,00	13 699 200,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
SOLDE (2)		0,00	-5 661 526,00	0,00	-21 250,00	-19 641 388,00	-25 324 164,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	689 568,00	0,00	689 568,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	689 568,00	0,00	689 568,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	31 000,00	0,00	31 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	658 568,00	0,00	658 568,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-689 568,00	0,00	-689 568,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		5 012 750,00	9 098 215,00	271 055,00	14 382 020,00
Dépenses de l'exercice		5 012 750,00	9 098 215,00	271 055,00	14 382 020,00
011	Charges à caractère général	4 951 750,00	7 701 700,00	133 200,00	12 786 650,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	40 000,00	1 231 000,00	47 600,00	1 318 600,00
014	Atténuations de produits	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	13 000,00	0,00	90 255,00	103 255,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 000,00	115 515,00	0,00	123 515,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 314 318,00	15 002 000,00	30 000,00	16 346 318,00
Recettes de l'exercice		1 314 318,00	15 002 000,00	30 000,00	16 346 318,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	15 000 000,00	29 000,00	15 029 000,00
73	Impôts et taxes	1 300 000,00	0,00	0,00	1 300 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	14 318,00	0,00	1 000,00	15 318,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 698 432,00	5 903 785,00	-241 055,00	1 964 298,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		52 750,00	0,00	0,00	40 000,00	4 920 000,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		52 750,00	0,00	0,00	40 000,00	4 920 000,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	31 750,00	0,00	0,00	0,00	4 920 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	13 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 314 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 314 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	1 300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	14 318,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	261 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		1 261 568,00	0,00	0,00	-40 000,00	-4 920 000,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	7 750 015,00	92 000,00	1 236 400,00	19 800,00	92 755,00	0,00	0,00	178 300,00
Dépenses de l'exercice		0,00	7 750 015,00	92 000,00	1 236 400,00	19 800,00	92 755,00	0,00	0,00	178 300,00
011	Charges à caractère général	0,00	7 584 500,00	92 000,00	5 400,00	19 800,00	4 000,00	0,00	0,00	129 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	1 231 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 600,00
014	Atténuations de produits	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 755,00	0,00	0,00	1 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	115 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	15 000 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	15 000 000,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	15 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00

262

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	7 249 985,00	-90 000,00	-1 236 400,00	-19 800,00	-92 755,00	0,00	0,00	-148 300,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		1 219 234,00	1 561 950,00	0,00	0,00	1 197 299,72	274 000,00	0,00	4 252 483,72
Dépenses de l'exercice		1 219 234,00	1 561 950,00	0,00	0,00	1 197 299,72	274 000,00	0,00	4 252 483,72
011	Charges à caractère général	307 984,00	26 950,00	0,00	0,00	695 671,00	0,00	0,00	1 030 605,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	1 535 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 535 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	911 250,00	0,00	0,00	0,00	494 628,72	274 000,00	0,00	1 679 878,72
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	7 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		359 100,00	85 000,00	0,00	0,00	3 917 701,00	1 560 000,00	0,00	5 921 801,00
Recettes de l'exercice		359 100,00	85 000,00	0,00	0,00	3 917 701,00	1 560 000,00	0,00	5 921 801,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	54 651,00	1 560 000,00	0,00	1 614 651,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
73	Impôts et taxes	0,00	85 000,00	0,00	0,00	3 620 000,00	0,00	0,00	3 705 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00
75	Autres produits de gestion courante	359 100,00	0,00	0,00	0,00	93 050,00	0,00	0,00	452 150,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-860 134,00	-1 476 950,00	0,00	0,00	2 720 401,28	1 286 000,00	0,00	1 669 317,28

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondà la différenceentre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		**92 566 759,46**	**3 671 376,83**	**0,00**	**0,00**	**96 238 136,29**
Dépenses de l'exercice		**61 364 999,09**	**3 671 376,83**	**0,00**	**0,00**	**65 036 375,92**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***15 821 768,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***15 821 768,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***6 550 000,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***6 550 000,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**100 000,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**23 740 000,00**	**1 602 170,00**	**0,00**	**0,00**	**25 342 170,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**433 949,33**	**0,00**	**0,00**	**433 949,33**
204	**Subventions d'équipement versées**	**15 199 802,00**	**88 942,96**	**0,00**	**0,00**	**15 288 744,96**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**171 396,32**	**0,00**	**0,00**	**171 396,32**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 021 753,78**	**0,00**	**0,00**	**1 021 753,78**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**10 000,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**53 429,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 429,09**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**243 164,44**	**0,00**	**0,00**	**243 164,44**
454104	Travaux d'office de la surveillance administrative (dép)	0,00	243 164,44	0,00	0,00	243 164,44
Restes à réaliser – reports		**31 201 760,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 201 760,37**
RECETTES (2)		**208 768 389,81**	**10 742 902,70**	**0,00**	**0,00**	**219 511 292,51**
Recettes de l'exercice		**208 768 389,81**	**10 742 902,70**	**0,00**	**0,00**	**219 511 292,51**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***50 106 751,85***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***50 106 751,85***

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	8 515 000,00	0,00	0,00	8 515 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*26 505 868,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*26 505 868,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*6 550 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*6 550 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	71 922 519,96	0,00	0,00	0,00	71 922 519,96
13	Subventions d'investissement	0,00	1 839 302,00	0,00	0,00	1 839 302,00
16	Emprunts et dettes assimilées	53 630 000,00	0,00	0,00	0,00	53 630 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	53 250,00	0,00	0,00	0,00	53 250,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	388 600,70	0,00	0,00	388 600,70
454204	Travaux d'office de la surveillance administrative (rec)	0,00	388 600,70	0,00	0,00	388 600,70
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		116 201 630,35	7 071 525,87	0,00	0,00	123 273 156,22

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		3 030 090,01	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	624 286,82	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		3 030 090,01	0,00	0,00	17 000,00	0,00	0,00	624 286,82	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13	**Subventions d'investissement**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**1 602 170,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**428 949,33**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**88 942,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**112 077,76**	**0,00**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**47 318,56**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**444 785,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**576 968,26**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**243 164,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454104	Travaux d'office de la surveillance administrative (dép)	243 164,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**10 742 902,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**10 742 902,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**8 515 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 839 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		388 600,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454204	Travaux d'office de la surveillance administrative (rec)	388 600,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		7 712 812,69	0,00	0,00	-17 000,00	0,00	0,00	-624 286,82	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		**857 293,97**	**260 476,23**	**1 117 770,20**
Dépenses de l'exercice		**857 293,97**	**260 476,23**	**1 117 770,20**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**80 000,00**	**0,00**	**80 000,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**387 146,22**	**15 000,00**	**402 146,22**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**390 147,75**	**0,00**	**390 147,75**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**245 476,23**	**245 476,23**
454105	Travaux d'office de l'Hygiène (dép)	0,00	245 476,23	245 476,23
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**321 362,67**	**321 362,67**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**321 362,67**	**321 362,67**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	321 362,67	321 362,67
454205	Travaux d'office de l'Hygiène (rec)	0,00	321 362,67	321 362,67
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-857 293,97	60 886,44	-796 407,53

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		857 293,97	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		857 293,97	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**387 146,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**390 147,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454105	Travaux d'office de l'Hygiène (dép)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
454205	Travaux d'office de l'Hygiène (rec)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
SOLDE (2)		**-857 293,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**43 419 830,80**	**0,00**	**637 074,00**	**0,00**	**0,00**	**44 056 904,80**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**43 419 830,80**	**0,00**	**637 074,00**	**0,00**	**0,00**	**44 056 904,80**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**35 252,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 252,18**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**426 243,93**	**0,00**	**16 074,00**	**0,00**	**0,00**	**442 317,93**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**2 698,00**	**0,00**	**151 000,00**	**0,00**	**0,00**	**153 698,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**2 877 287,43**	**0,00**	**370 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 247 287,43**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**28 901 863,67**	**0,00**	**100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**29 001 863,67**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**11 176 485,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 176 485,59**
458130	GS Niel Hortense	0,00	11 176 485,59	0,00	0,00	0,00	0,00	11 176 485,59
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**7 896 346,98**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 936 846,98**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**7 896 346,98**	**0,00**	**40 500,00**	**0,00**	**0,00**	**7 936 846,98**

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 302 855,18	0,00	40 500,00	0,00	0,00	1 343 355,18
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	6 593 491,80	0,00	0,00	0,00	0,00	6 593 491,80
458230	GS Niel Hortense - participation BM	0,00	6 593 491,80	0,00	0,00	0,00	0,00	6 593 491,80
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-35 523 483,82	0,00	-596 574,00	0,00	0,00	-36 120 057,82

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	43 419 830,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	43 419 830,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	35 252,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	426 243,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	2 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 877 287,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	28 901 863,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	11 176 485,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458130	GS Niel Hortense	0,00	0,00	11 176 485,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	7 896 346,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	7 896 346,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 302 855,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**6 593 491,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458230	GS Niel Hortense - participation BM	0,00	0,00	6 593 491,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**-35 523 483,82**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**175 111,10**	**1 414 258,23**	**15 956 186,95**	**1 666 287,02**	**19 211 843,30**
Dépenses de l'exercice		**175 111,10**	**1 414 258,23**	**15 956 186,95**	**1 666 287,02**	**19 211 843,30**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**50 000,00**	**556 748,21**	**117 084,20**	**723 832,41**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**49 316,00**	**350 000,00**	**132 000,00**	**531 316,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**88 022,81**	**1 439 059,04**	**95 000,00**	**1 622 081,85**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 226 919,42**	**13 610 379,70**	**1 322 202,82**	**16 159 501,94**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**175 111,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**175 111,10**
458133	Fonds de soutien création numérique - BM	164 166,66	0,00	0,00	0,00	164 166,66
458134	Fonds de soutien création numérique - CNC	10 944,44	0,00	0,00	0,00	10 944,44
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**175 111,10**	**0,00**	**2 569 928,98**	**0,00**	**2 745 040,08**
Recettes de l'exercice		**175 111,10**	**0,00**	**2 569 928,98**	**0,00**	**2 745 040,08**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	37 991,00	0,00	37 991,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	2 531 937,98	0,00	2 531 937,98
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		175 111,10	0,00	0,00	0,00	175 111,10
458233	Fonds de soutien création numérique - BM	164 166,66	0,00	0,00	0,00	164 166,66
458234	Fonds de soutien création numérique - CNC	10 944,44	0,00	0,00	0,00	10 944,44
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 414 258,23	-13 386 257,97	-1 666 287,02	-16 466 803,22

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		715 196,54	0,00	699 061,69	0,00	5 352 313,68	4 813 369,34	200 344,64	5 590 159,29
Dépenses de l'exercice		715 196,54	0,00	699 061,69	0,00	5 352 313,68	4 813 369,34	200 344,64	5 590 159,29
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	50 000,00	0,00	72 056,01	83 037,60	0,00	401 654,60
204	Subventions d'équipement versées	41 816,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
21	Immobilisations corporelles	88 022,81	0,00	0,00	0,00	788 714,06	633 325,68	17 019,30	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	585 357,73	0,00	641 561,69	0,00	4 491 543,61	4 097 006,06	183 325,34	4 838 504,69
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458133	Fonds de soutien création numérique - BM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458134	Fonds de soutien création numérique - CNC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	34 491,00	2 032 714,33	15 000,00	487 723,65
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	34 491,00	2 032 714,33	15 000,00	487 723,65
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	19 991,00	0,00	15 000,00	3 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	14 500,00	2 032 714,33	0,00	484 723,65
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458233	Fonds de soutien création numérique - BM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458234	Fonds de soutien création numérique - CNC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-715 196,54**	**0,00**	**-699 061,69**	**0,00**	**-5 317 822,68**	**-2 780 655,01**	**-185 344,64**	**-5 102 435,64**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		0,00	13 707 358,60	7 029 173,47	20 736 532,07
Dépenses de l'exercice		0,00	13 707 358,60	7 029 173,47	20 736 532,07
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	552 894,33	244 080,00	796 974,33
204	Subventions d'équipement versées	0,00	64 066,00	0,00	64 066,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 210 367,74	611 808,67	1 822 176,41
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	11 880 030,53	6 173 284,80	18 053 315,33
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	1 885 196,00	0,00	1 885 196,00
Recettes de l'exercice		0,00	1 885 196,00	0,00	1 885 196,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 885 196,00	0,00	1 885 196,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-11 822 162,60	-7 029 173,47	-18 851 336,07

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		4 819 817,02	3 725 814,16	3 111 496,21	2 050 231,21	0,00	0,00	6 675 286,17	353 887,30
Dépenses de l'exercice		4 819 817,02	3 725 814,16	3 111 496,21	2 050 231,21	0,00	0,00	6 675 286,17	353 887,30
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	170 297,00	120 869,33	171 920,00	89 808,00	0,00	0,00	234 080,00	10 000,00
204	Subventions d'équipement versées	25 000,00	20 000,00	0,00	19 066,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
21	Immobilisations corporelles	56 081,40	658 778,18	180 376,45	315 131,71	0,00	0,00	576 635,52	35 173,15
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 568 438,62	2 926 166,65	2 759 199,76	1 626 225,50	0,00	0,00	5 864 570,65	308 714,15
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		1 615 196,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		1 615 196,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 615 196,00	0,00	0,00	270 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-3 204 621,02	-3 725 814,16	-3 111 496,21	-1 780 231,21	0,00	0,00	-6 675 286,17	-353 887,30

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		0,00	51 068,50	51 068,50
Dépenses de l'exercice		0,00	51 068,50	51 068,50
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	20 000,00	20 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	28 175,50	28 175,50
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 893,00	2 893,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-51 068,50	-51 068,50

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	51 068,50	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	51 068,50	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	28 175,50	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	2 893,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-51 068,50	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**519 951,68**	**0,00**	**0,00**	**6 006 519,77**	**6 526 471,45**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**519 951,68**	**0,00**	**0,00**	**6 006 519,77**	**6 526 471,45**
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	146 279,40	146 279,40
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	3 000,00	0,00	0,00	109 663,80	112 663,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	92 934,19	0,00	0,00	1 942 000,00	2 034 934,19
21	Immobilisations corporelles	0,00	86 692,90	0,00	0,00	1 433 604,06	1 520 296,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	337 324,59	0,00	0,00	2 374 972,51	2 712 297,10
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	3 720,60	3 720,60
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	3 720,60	3 720,60
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 720,60	3 720,60
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-519 951,68	0,00	0,00	-6 002 799,17	-6 522 750,85

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**4 939 216,15**	**0,00**	**4 939 216,15**
Dépenses de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**4 939 216,15**	**0,00**	**4 939 216,15**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**4 884 275,15**	**0,00**	**4 884 275,15**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**54 941,00**	**0,00**	**54 941,00**
458118	Dispositif Lutte contre la précarité énergétique (dép)	0,00	0,00	23 400,00	0,00	23 400,00
458122	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU participation CUB	0,00	0,00	31 541,00	0,00	31 541,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**57 636,00**	**0,00**	**57 636,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**57 636,00**	**0,00**	**57 636,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**57 636,00**	**0,00**	**57 636,00**
458222	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU participation CUB	0,00	0,00	57 636,00	0,00	57 636,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**0,00**	**0,00**	**-4 881 580,15**	**0,00**	**-4 881 580,15**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		**6 628 447,95**	**31 529 227,84**	**0,00**	**38 157 675,79**
Dépenses de l'exercice		**6 628 447,95**	**31 529 227,84**	**0,00**	**38 157 675,79**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**2 067 143,54**	**0,00**	**2 067 143,54**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**5 824 776,01**	**0,00**	**5 824 776,01**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 490,65**	**13 699 664,49**	**0,00**	**13 701 155,14**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**6 286 302,75**	**9 937 643,80**	**0,00**	**16 223 946,55**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**340 654,55**	**0,00**	**0,00**	**340 654,55**
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	340 654,55	0,00	0,00	340 654,55
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**651 445,00**	**2 543 464,19**	**0,00**	**3 194 909,19**
Recettes de l'exercice		**651 445,00**	**2 543 464,19**	**0,00**	**3 194 909,19**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	21 800,00	2 543 464,19	0,00	2 565 264,19
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		629 645,00	0,00	0,00	629 645,00
458228	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	629 645,00	0,00	0,00	629 645,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-5 977 002,95	-28 985 763,65	0,00	-34 962 766,60

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		14 996,00	0,00	0,00	0,00	6 611 961,30	1 490,65	0,00
Dépenses de l'exercice		14 996,00	0,00	0,00	0,00	6 611 961,30	1 490,65	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 490,65**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**14 996,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 271 306,75**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**340 654,55**	**0,00**	**0,00**
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	0,00	0,00	0,00	0,00	340 654,55	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**651 445,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**651 445,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 800,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	296 **0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	629 645,00	0,00	0,00
458228	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	0,00	0,00	0,00	0,00	629 645,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-14 996,00	0,00	0,00	0,00	-5 960 516,30	-1 490,65	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		50 960,00	408 006,28	3 465 395,49	13 220 145,75	14 384 720,32	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		50 960,00	408 006,28	3 465 395,49	13 220 145,75	14 384 720,32	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	50 960,00	386 830,00	0,00	1 055 330,18	574 023,36	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**1 742 020,44**	**0,00**	**4 082 755,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**21 176,28**	**1 718 375,05**	**4 517 832,07**	**7 442 281,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**5 000,00**	**7 646 983,50**	**2 285 660,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**1 653 314,00**	**363 149,84**	**527 000,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Recettes de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**1 653 314,00**	**363 149,84**	**527 000,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**1 653 314,00**	**363 149,84**	**527 000,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458228	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-50 960,00**	**-408 006,28**	**-1 812 081,49**	**-12 856 995,91**	**-13 857 719,97**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		0,00	862 243,06	0,00	0,00	3 021 155,84	736 986,58	0,00	4 620 385,48
Dépenses de l'exercice		0,00	862 243,06	0,00	0,00	3 021 155,84	736 986,58	0,00	4 620 385,48
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	240 505,62	0,00	240 505,62
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000 000,00	0,00	0,00	3 000 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 240,81	0,00	26 240,81
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	862 243,06	0,00	0,00	21 155,84	470 240,15	0,00	1 353 639,05
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	300 0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-862 243,06	0,00	0,00	-3 021 155,84	-736 986,58	0,00	-4 620 385,48

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**1 208 000,00**		**1 562 778,74**	**2 770 778,74**	**0,00**	**2 770 778,74**
Contentieux	508 000,00	01/01/2008	1 562 778,74	2 070 778,74	0,00	2 070 778,74
Provision pour garantie d'emprunt	700 000,00	08/07/2019	0,00	700 000,00	0,00	700 000,00
Provisions pour dépréciation (2)	**700 000,00**		**3 028 804,44**	**3 728 804,44**	**660 000,00**	**3 068 804,44**
Créances avec risques de non recouvrabilité	700 000,00	01/01/2006	3 028 804,44	3 728 804,44	660 000,00	3 068 804,44
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**1 908 000,00**		**4 591 583,18**	**6 499 583,18**	**660 000,00**	**5 839 583,18**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 24 526 000,00**	**3 000,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**23 755 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	23 740 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	15 000,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**771 000,00**	**3 000,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*771 000,00*	*3 000,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00

	Op. de l'exercice III = I + II	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL IV
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**24 529 000,00**	**42 904 434,69**	**31 201 760,37**	**98 635 195,06**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 95 291 102,93**	**1 739 766,92**	**VI 0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**11 380 000,00**	**523 250,00**	**0,00**
10222	FCTVA	8 000 000,00	500 000,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	3 350 000,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00
27…	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	30 000,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	0,00	23 250,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**83 911 102,93**	**1 216 516,92**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*2 900 000,00*	*534 000,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*1 100,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*95 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv.Régions : Bâtiments, installations*	*90 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*30 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041511	*GFP rat : Bien mobilier, matériel*	*4 000,00*	*108 000,00*	*0,00*
28041512	*GFP rat : Bâtiments, installations*	*630 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*40 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*70 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*175 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*71 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*295 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*80 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*2 155 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*165 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804413	*Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat*	*215 000,00*	*0,00*	*0,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*14 777 268,00*	*0,00*	*0,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*75 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*96 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 500,00*	*0,00*	*0,00*
28132	*Immeubles de rapport*	*155 000,00*	*0,00*	*0,00*
28152	*Installations de voirie*	*3 000,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281571	*Matériel roulant*	*2 500,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*35 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*65 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*850 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*2 250 000,00*	*430 000,00*	*0,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 515 000,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*49 962 234,93*	*144 516,92*	*0,00*

	Opérations de l'exercice VII = V + VI	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4)	Solde d'exécution R001 (4)	Affectation R1068 (4)	TOTAL VIII
Total ressources propres disponibles	**97 030 869,85**	**14 033 675,10**	**0,00**	**60 072 519,96**	**171 137 064,91**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	IV	**98 635 195,06**
Ressources propres disponibles	VIII	**171 137 064,91**
Solde	IX = VIII – IV (5)	**72 501 869,85**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.7

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(Article L. 2311-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT					
FONCTIONNEMENT					
6574		RELATIONS INTERNATIONALES	ELLES CONNECT	Association	3 000,00
6574		RELATIONS INTERNATIONALES	COMITE BORDEAUX BRISTOL	Association	1 600,00
6574		PROMOTION DE LA SANTE PUBLIQUE	N@LIVH - NOUVELLE AQUITAINE ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LES IST, LE VIH ET LES HEPATITES	Association	2 500,00
6574		EGALITE - DIVERSITE	CRIF - CONSEIL REPRESENTATIF DES INSTITUTIONS JUIVES DE FRANCE	Association	5 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

DELEGATION DE Monsieur Fabien ROBERT

D-2019/445
Bordeaux Fête le Fleuve 2019. Convention de partenariat entre la Ville de Bordeaux et l'Office du Tourisme et des Congrès de Bordeaux Métropole. Décision Modificative. Décision. Autorisation

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Lors de notre séance du 29 avril 2019, nous avions délibéré sur le financement de « Bordeaux Fête le Fleuve 2019 », et décidé de signer une convention de partenariat avec l'Office du tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole (délibération D-2019-116, et convention de partenariat signée le 22 juillet 2019).

La participation financière de la Ville de Bordeaux que nous avions décidée s'élevait alors à 180 000 euros, sur un budget global de 786 300 euros HT.

Un ajustement financier s'avère nécessaire pour tenir compte de dépenses supplémentaires liées à la sécurité, dans un contexte sécuritaire renforcé sur le plan national lors de la tenue de grands évènements.

Il s'agit des postes suivants :

- Demande de la Préfecture : effectif de 28 à 41 agents de sécurité (ADS) sur la place des Quinconces,
- Demande de la Préfecture : ajout de ballons lumineux signalétique (Quinconces) et recalibrage des postes de secours,
- Demande de la Ville : fermeture des allées de Bristol par l'installation de blockstops et la présence d'ADS,
- Demande de la Préfecture : augmentation du nombre d'embarcations de surveillance nautique sur la Garonne et des effectifs pendant les feux d'artifice,
- Refacturation par la Préfecture de la présence des services de l'Etat, une première : 14 592 euros.

Aussi, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

- Décider l'inscription de 40 000 euros pour cet évènement lors de la prochaine décision modificative ;
- Décider le versement à l'Office du Tourisme et des Congrès de Bordeaux Métropole la somme de 40 000 euros supplémentaires pour l'organisation de « Bordeaux Fête le Fleuve 2019 », qui seront imputés sur la fonction 9 - sous fonction 95 - nature 6574.

ADOPTE A L'UNANIMITE
NON PARTICIPATION AU VOTE DE M.Stephan DELAUX

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, je vous promets d'être bref sur chaque délibération. Bordeaux Fête le Fleuve, en réalité, nous avons eu des dépenses de sécurité supplémentaires, comme vous pouvez aisément l'imaginer, soit à la demande de la Préfecture, soit de notre propre chef pour mieux sécuriser l'événement. Et d'ailleurs, cela a été une réussite, pas simplement du point de vue de la sécurité, mais aussi du point de vue de la sécurité, donc il y a 40 000 euros d'inscription supplémentaire.

Madame DELAUNAY, appuyez sur votre micro.

MME DELAUNAY

C'était justement concernant la sécurité que je voudrais intervenir sur la suppression de la brigade fluviale. 47 vies ont été sauvées. Je dirais, comme un résumé, que beaucoup de médecins voudraient pouvoir en dire autant. Et moi, je suis toujours modérée dans mes propos, du moins je le crois et je l'espère, et ce que je pense nécessaire, c'est vraiment que cette brigade fluviale reprenne de l'activité les jeudis soir qui sont les jeudis festifs des étudiants, et on sait ce que cela veut dire, et les samedis soir et en cas d'événements particuliers comme c'est le cas parce qu'il y a des guinguettes, parce qu'il y a des choses comme cela. Vous savez l'an dernier, je crois, je ne sais pas exactement lequel nombre de mois, un interne en médecine s'est noyé à la fin d'une soirée. J'avais été touchée par le Syndicat des internes. Il n'a pas été retrouvé. C'est vraiment quelque chose de totalement dramatique, et nous ne pouvons pas rester en fermant les yeux. Je ne suis pas sûre qu'en mettant des panneaux de sécurité ou des bornes de sécurité, cela suffise. Donc, je serais très heureuse que l'on puisse bénéficier… que ces jeunes, le plus souvent, puissent bénéficier de cette brigade fluviale au moins dans ces circonstances. Vous savez, la Garonne est le fleuve le plus dangereux de France, et quand on y tombe, c'est totalement sans espoir, même pour un excellent nageur.

Je vous remercie.

M. ROBERT

Monsieur DAVID.

M. J-L. DAVID

Oui, merci. Deux choses. Je partage ce que vous dites. Je me rappelle fort bien des circonstances dans lesquelles on a été amené à mettre cette brigade en place avec un certain nombre d'étudiants, effectivement, qui ont perdu la vie dans la Garonne comme vous l'indiquez. Il ne vous a pas échappé que ce n'était pas une décision municipale, mais une décision d'État. La décision d'État, elle n'est pas tout à fait aussi carrée et raide que vous le dites. La brigade nautique est retirée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, telle qu'elle était mise en place au profit d'un déploiement des services de Police sur d'autres problématiques sur le territoire, mais elle sera remise en service précisément lors de grandes manifestations, de festivités diverses, etc. La Direction de la Police nationale s'est engagée à cela. C'est une réponse qui est à moitié satisfaisante certainement pour nous aussi, mais en l'occurrence, c'est un engagement de l'État sur le sujet.

M. ROBERT

Merci. À cela s'ajoute la mobilisation de Nathalie DELATTRE, notre Sénatrice qui a écrit également pour sensibiliser l'État aux conséquences que pourrait avoir cette décision. Est-ce qu'il y a d'autres prises de parole ?

Je mets aux voix cette délibération. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Délibération adoptée.

MME MIGLIORE

Délibération 446 : « Opération d'intérêt métropolitain Bordeaux Inno Campus – Contrat de projet partenarial d'aménagement. »

Avenant n° 1 à la convention de partenariat *entre l'Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole et La Ville de Bordeaux pour l'organisation de « Bordeaux Fête le Fleuve 2019 »*

Entre les soussignés

L'association « Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole » (OTCBM), domiciliée au 12 cours du XXX Juillet, 33000 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Stéphan Delaux, dûment habilité aux présentes par décision de l'assemblée générale de l'association en date du 2 juillet 2015,
ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »

Et

La Ville de Bordeaux, Hôtel de Ville, Place Pey Berland, 33077, Bordeaux cedex, représentée par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, habilité aux fins et présentes par délibération de Conseil Municipal en date du et reçu en Préfecture le

PREAMBULE

La politique générale d'aide aux associations de la Ville de Bordeaux fait l'objet de conventions de partenariat qui définissent les objectifs et les moyens de l'association, les conditions matérielles et financières de l'aide apportée par la ville.

En application de l'article 10 de la loi n° 2000-32 1 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et de l'article 1er du décret d'application n° 2001-495 du 6 juin 2001, une convention s'impose pour tout financement public aux organismes de droit privé supérieur à 23 000 €.

ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION

Le présent avenant a pour objet de compléter la convention signée le 22 juillet 2019, elle avait pour objet de définir les conditions dans lesquelles La Ville de Bordeaux attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire pour l'année 2019, pour l'organisation de « Bordeaux Fête le Fleuve 2019 ».

Ce complément, par voie d'avenant, est rendu nécessaire par la survenance de dépenses de sécurité supplémentaires, peu de temps avant le début de l'évènement.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le programme de cette manifestation.
Dans ce cadre, la Ville de Bordeaux contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION

La Ville de Bordeaux s'était engagée à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à 180 000 € équivalent à 22.89 % du montant total estimé des dépenses éligibles (d'un montant de 786 300 €/HT).

Ce budget ayant été revu à la hausse (935 692 €/HT), la Ville de Bordeaux porte sa subvention à 220 000 €, soit 40 000 € de plus, soit, pour l'ensemble du nouveau montant de la subvention, 23,51 % du montant total des dépenses éligibles.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée est inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles seront inférieures au montant des dépenses éligibles retenu, le montant définitif de la subvention sera déterminé par application de la règle de proportionnalité suivante :

$$\text{Subvention définitive} = \frac{\text{Dépenses réelles x Subvention attribuée}}{\text{Montant des dépenses éligibles}}$$

Ce calcul sera effectué au regard du compte rendu financier que l'organisme bénéficiaire devra transmettre à la Ville de Bordeaux selon les modalités fixées à l'article 5.

ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.
Par ailleurs, selon les dispositions prévues à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La Ville de Bordeaux procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 100 %, soit la somme de 40 000 €, après signature de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2020, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Un compte rendu financier, signé par le Président ou toute personne habilitée, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif (notamment le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé) et qualitatif du programme d'actions comprenant à minima les éléments mentionnés à l'annexe 2.
- Le rapport général et le rapport spécial sur les conventions règlementées du commissaire aux comptes accompagnés des comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du Code de commerce.
- Le rapport d'activité ou rapport de gestion.

A défaut de communication des documents susmentionnés, auprès de la Ville de Bordeaux dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 6. AUTRES ENGAGEMENTS

- L'organisme bénéficiaire communique sans délai à la Ville de Bordeaux la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

- L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

- En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer la Ville de Bordeaux sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

- Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou « d'entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

ARTICLE 7. CONTROLES EXERCES PAR LA VILLE DE BORDEAUX

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par la Ville de Bordeaux, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

La Ville de Bordeaux peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.
Sur simple demande de la Ville de Bordeaux, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion, utiles.

En vertu des dispositions de l'article L.1611-4 du CGCT, la Ville de Bordeaux pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

ARTICLE 8. ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'organisme bénéficiaire exerce les activités rattachées à la présente convention sous sa responsabilité exclusive.
L'organisme bénéficiaire s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville de Bordeaux ne puisse être recherchée.
Il devra être en capacité de produire à tout moment à la Ville de Bordeaux les attestations d'assurances correspondantes.

ARTICLE 9. COMMUNICATION

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par la Ville de Bordeaux (notamment en apposant le logo de la Ville de Bordeaux) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de la Ville de Bordeaux ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que la Ville de Bordeaux apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

ARTICLE 10. SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'organisme bénéficiaire sans l'accord écrit de la Ville de Bordeaux, cette dernière peut exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'organisme et avoir préalablement entendu ses représentants. La Ville de Bordeaux en informe l'organisme par écrit.

ARTICLE 11. AVENANT

Le présent avenant ne peut être modifiée que par un second avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 12. CONTENTIEUX

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

Pour la Ville de Bordeaux :
Monsieur le Maire de Bordeaux
Hôtel de Ville,
Place Pey Berland,
33077 Bordeaux cedex

Pour l'organisme bénéficiaire :
Monsieur le Président de l'Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole
12 cours du XXX Juillet
33000 Bordeaux

ARTICLE 14. PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : budget final
- Annexe 2 : modèle de compte-rendu qualitatif et financier

Fait à Bordeaux, le , en 4 exemplaires

Signatures des partenaires

Pour la Ville de Bordeaux,	**Pour l'Office de tourisme et des congrès de Bordeaux Métropole**
Le Maire Nicolas Florian	Le Président Stephan Delaux

BORDEAUX FETE LE FLEUVE 2019 - BUDGET FINAL

RECETTES	2 019			
SUBVENTIONS	361 000 €			
MAIRIE DE BORDEAUX	180 000 €			
MAIRIE DE BORDEAUX DM 2 SECURITE	40 000 €			
BORDEAUX METROPOLE	141 000 €			
CONVENTIONS PARTENARIATS	227 900 €			
Accor /Keolis /BPACA / Suez / CIVB / CEAPC / Enedis				
EDF/Eiffage /FranceBoissons/GPMB /Quai des Marques				
Casino Barrière (hors spectacle pyrotechnique)				
COMMERCIALISATION DES ESPACES	107 948 €			
Village tourisme	40 548 €			
Village Quinconces concession bars	30 000 €			
Village food & drink	37 400 €			
RECETTES NAUTISME ET DIVERS	238 844 €			
Skeaf : balades, croisières	4 235 €			
Sedov & Kruzenshtern: visites	38 804 €			
DGAC: espace partenaires	2 000 €			
DGAC: site mutualisé des quais 5 %	9 886 €			
DGAC: site mutualisé honoraires 5 %	1 408 €			
Fete des vins blancs : billetterie	19 978 €			
Musée Mer Marine : participation expo	25 000 €			
CIVB : site mutualisé quais 60%	118 634 €			
CIVB: site mutualisé honoraires 60%	16 898 €			
CIVB : espace partenaires	2 000 €			
TOTAL RECETTES	935 692 €			

DEPENSES HT				
QUINCONCES	**Total**	**Office Tourisme**	**Prestation CO**	**Prestataire extérieur**
PILOTAGE ACCOMPAGNEMENT	**31 500 €**	**0 €**	**31 500 €**	**0 €**
AMO pilotage	31 500 €	0 €	31 500 €	0 €
SITE	**112 762 €**	**0 €**	**49 380 €**	**63 382 €**
Novelty : énergie et distribution électrique	7 000 €	0 €		7 000 €
Engins de levage	3 750 €	0 €	3 750 €	
Platinium : sécurité exploitation	27 104 €	0 €		27 104 €
Platinium : Cnaps	102 €	0 €		102 €
Protec : gardiennage montage démontagee	10 955 €	0 €		10 955 €
Protec : Cnaps	44 €	0 €		44 €
Protec : block stops surveillance+ CNAPS	984 €			984 €
Déchets bacs bennes collectes	3 670 €	0 €	3 670 €	
Azzura : Nettoyage site	3 793 €	0 €		3 793 €
Sanitaires et wc	11 400 €	0 €	11 400 €	
Personnel techn montage exploitation dém	6 000 €	0 €	6 000 €	
Scenographie signalétique	9 250 €	0 €	9 250 €	
Sécurisation du site extincteurs et barrières	4 550 €	0 €	4 550 €	
Moyens techn complémentaires de sécurité	1 400 €	0 €	1 400 €	
Air Star ballon éclairants	2 700 €		2 700 €	
Prévention et contrôle installations	4 325 €	0 €	4 325 €	
Blocks stops : allées de Bristol	1 485 €		1 485 €	
ADPC 33 : Protection civile	7 600 €			7 600 €
Medicare: médecins	5 800 €	0 €		5 800 €
Vehicule utilitaire	850 €	0 €	850 €	
CONCERTS DISPOSITIF SCENIQUE	**105 005 €**	**12 777 €**	**22 928 €**	**69 300 €**
Espaces prod infrastructures	4 510 €	0 €	4 510 €	
Personnel technique compl roads fiche techn	2 972 €	0 €	2 972 €	
Novelty : Espace scénique et logistique scène	36 600 €	0 €		36 600 €
Régie façade	920 €	0 €	920 €	
Grue et montage démontage	4 460 €	0 €	4 460 €	
Novelty: lumières	15 800 €	0 €		15 800 €
Novelty : son	16 900 €	0 €		16 900 €
Amenagt loges RTL2	200 €	0 €	200 €	
VHR artistes consommables loges	400 €	0 €	400 €	
Accor Mercure Jeremy Frérot + Savin	939 €	939 €		
Accor Mercure Nuitées RTL2	636 €	636 €		
Repas Mercure 9 artistes	**270 €**	**270 €**		
Climatisation loges artistes	500 €	0 €	500 €	
Chabé transferts artistes et techniciens aéoport / hôtels	3 400 €	3 400 €		
Leader Rent transferts artistes Peugeot 5008	259 €	259 €		
Leader Rent véhicules transferts artistes Talisman	141 €	141 €		
Leader Rent véhicules transferts artistes Nissan	132 €	132 €		
Catering 150 repas à 15 euros	2 250 €	0 €	2 250 €	
RTL2 Back line Zazie	3 000 €	3 000 €		
RTL2 Back line Jain	4 000 €	4 000 €		
Back line Arcadian + DJ	916 €	0 €	916 €	
Espace partenaires structure et mobilier	5 000 €	0 €	5 000 €	
Fournitures techniques	800 €	0 €	800 €	
QUINCONCES hors honoraires	**249 267 €**	**12 777 €**	**103 808 €**	**132 682 €**
Quinconces: honoraires Côte Ouest	**35 691 €**	**0 €**	**14 462 €**	**21 229 €**
ANIMATIONS & ORGANISATION GENERALE	**Total**	**Office Tourisme**	**Prestation CO**	**Prestataire extérieur**
FRAIS STRUCTURE BGE	**66 662 €**	**66 662 €**	**0 €**	**0 €**
Collaborateurs et vacataires : BFF + BFV internat. 2019	35 498 €	35 498 €	0 €	0 €
Frais administratifs BGE, voyages et assurances	15 372 €	15 372 €	0 €	0 €
Factures diverses à recevoir	**1 200 €**	**1 200 €**		
Facturation services de l'Etat sécurité	**14 592 €**	**14 592 €**		
ANIMATIONS DIVERSES	**12 300 €**	**12 300 €**	**0 €**	**0 €**
Girondins Traversée Bordeaux à la nage	3 000 €	3 000 €		
Maison basque Animations musicales diverses	6 800 €	6 800 €		
Bagad et Aquitaine Highlanders	900 €	900 €		
Chœur marins Adour Ocean repas essence	**1 200 €**	**1 200 €**		
Jean Jacques Savin frais repas essence	**400 €**	**400 €**		
NAUTISME	**89 279 €**	**85 276 €**	**1 281 €**	**2 722 €**
Affrétements Kruzenshtern Sedov	60 000 €	60 000 €		
Affrétements Rara Avis	11 200 €	11 200 €		
Affrétements Skeaf	11 000 €	11 000 €		
Bus : balades Skeaff	620 €	620 €		
Potelets visites bateaux	1 281 €	0 €	1 281 €	
DPS fluvial SNSM	2 722 €	0 €		2 722 €
Mahola Organisation visites et hôtesses	2 456 €	2 456 €		
EXPOS: BATEAUX DE LA LIBERTE / HORIZON LIBERTE	**59 764 €**	**59 764 €**	**0 €**	**0 €**
Lanograph Muppy impressions panneaux	910 €	910 €		
François Payet Scénographie	8 333 €	8 333 €		
Atelier Cartographik création graphique maquettes	10 425 €	10 425 €		
Atelier Cartographik Vinothèque cadeaux panneaux compl	138 €	138 €		
Achat images et droits dont Thomas Sappe	7 511 €	7 511 €		
SACEM + SPRAY droits	239 €	239 €		
INA droits utillisation	2 500 €	2 500 €		
Fondation Hermione droits images	150 €	150 €		
Titouan Lamazou tirages et transport œuvre	7 400 €	7 400 €		

Titouan Lamazou tirage œuvre complémentaire	500 €	500 €		
Art labs séquence 1 PVC 0419	3 103 €	3 103 €		
Art labs séquence 2 Toile 0489	4 043 €	4 043 €		
Art labs séquence 3 Dibond	2 653 €	2 653 €		
Art labs séquence 2 Toile complt 622	787 €	787 €		
Art Labs PVC complt PVC 621	1 353 €	1 353 €		
Art Labs Dibond compl 620	1 200 €	1 200 €		
M2 numérique Lettrages	2 395 €	2 395 €		
Expart Transport Toguo Frac	3 000 €	3 000 €		
Expart Transport Moitessier	400 €	400 €		
Ikea coussins expo	217 €	217 €		
C Discount TV led et support	807 €	807 €		
Son Fnacenceinte lecteur	194 €	194 €		
C Discount + FNAC Ecrans TV	725 €	725 €		
Fnac Enceinte	200 €	200 €		
Crochets supports Supermagnet	116 €	116 €		
Cordage rue de la mer	249 €	249 €		
Coussins Ikea	216 €	216 €		
PRESTATIONS PARTENAIRES BGE	**19 598 €**	**19 598 €**	**0 €**	**0 €**
Dulou Réceptions Kruzenshtern	5 300 €	5 300 €		
Lamour + fromages conférence de presse	650 €	650 €		
Luna invités EDF	1 363 €	1 363 €		
Maison du Fleuve Casino	1 554 €	1 554 €		
WS livraisons vins traiteur	205 €	205 €		
Bouche Bée Réception Kruzenshtern + Sedov	2 053 €	2 053 €		
Atelier des pasteis espace partenaires	1 191 €	1 191 €		
Intercation ThedraService espace partenaires	1 481 €	1 481 €		
Gel Aquitaine espace partenaires	451 €	451 €		
Freddy Bourdale Ice Roll espace partenaires	2 700 €	2 700 €		
Maison Lamour pains espace partenaires	157 €	157 €		
Tout un fromage Espace partenaires	2 493 €	2 493 €		
PAVILLONS DES VILLAGES	**63 373 €**	**36 029 €**	**27 344 €**	**0 €**
Ephémère square pavillons institutionnels	8 397 €	8 397 €		
Ephémère square pavillons tourisme	24 095 €	24 095 €		
Ikea Lumière stands tourisme Ikea	1 037 €	1 037 €		
Pavillon Sud Ouest forfait	2 500 €	2 500 €		
Raccordt elec stands food	2 870 €		2 870 €	
Pavillons village food	24 474 €		24 474 €	
FETE DU VIN BLANC	**37 612 €**	**37 612 €**	**0 €**	**0 €**
OT Guichetiers swap	10 139 €	10 139 €	0 €	0 €
Primes heures supplémentaires personnel OT	8 199 €	8 199 €		
Loomis transfert fonds	**1 000 €**	**1 000 €**		
OT Dépréciation verres, stockage	18 274 €	18 274 €	0 €	0 €
COMMUNICATION ET EDITION	**24 903 €**	**24 903 €**	**0 €**	**0 €**
Partenariat SO	9 000 €	9 000 €		0 €
Press Box campagne numérique rue 89	800 €	800 €		0 €
Junkpage	1 250 €	1 250 €		0 €
Guillaume Bonnaud affiche + AGESSA	1 221 €	1 221 €		0 €
Programmme Media Tourisme	3 040 €	3 040 €		0 €
Complt Media tourisme	1 200 €	1 200 €		0 €
Tram habillage	2 500 €	2 500 €		0 €
OT Site internet et réseaux	**600 €**	**600 €**		**0 €**
Gilles Dusouchet textes programmes	400 €	400 €		0 €
Photographe JB Nadau	2 325 €	2 325 €		0 €
Bénévoles en action	609 €	609 €		0 €
Cardalis badges	355 €	355 €		0 €
Invitations PG éditions	450 €	450 €		0 €
Flyers à venir	420 €	420 €		
Copie Chartrons impression invitations compl	100 €	100 €		0 €
Lanograph affiches complémentaires	205 €	205 €		0 €
Kakemonos bateaux ACSD	428 €	428 €		0 €
ANIMATIONS & ORGANISATION GENERALE	**373 490 €**	**342 143 €**	**28 625 €**	**2 722 €**
Animations: honoraires Côte Ouest	**6 161 €**	**0 €**	**5 725 €**	**436 €**

SPECTACLE PYROTECHNIQUE	**BGE OT**	**DGAC**
Protec : Gardiennage Protec (dont Brazza et CNAPS)	0 €	**9 196 €**
Allaska DPS fluvial	0 €	2 220 €
Medicare médecins	0 €	**2 730 €**
ADPC 33 protection civile	0 €	**3 100 €**
CO Personnel manutention barrières	0 €	2 220 €
CO Amenagt site structures + personnel	0 €	14 950 €
Groupe F Video projecteur complémentaire	**4 250 €**	**4 250 €**
Extincteurs + manuscopique CO	760 €	0 €
DPS accompagnt barges Pauillac SNSM	2 052 €	0 €
Loge Miroir d'eau CO	900 €	0 €
Alimentation électrique Novelty	**3 000 €**	0 €
Sonorisation quais Novelty	**28 000 €**	0
TOTAL SPECTACLE PYROTECHNQUE	**38 962 €**	**38 666 €**
Spectacle pyrotechnique: honoraires Côte Ouest	**6 234 €**	

SITE MUTUALISE DES QUAIS	**Total**	**Office Tourisme**	**Prestation CO**	**Prestataire extérieur**
PILOTAGE ACCOMPAGNEMENT	**43 600 €**	**0 €**	**43 600 €**	**0 €**
AMO pilotage	43 600 €	0 €	43 600 €	0 €
AMENAGEMENT DU SITE	**154 124 €**	**0 €**	**87 590 €**	**66 534 €**
Energie distribution Novelty	11 347 €	0 €		11 347 €
Eclairage site matériel Novelty	3 345 €	0 €		3 345 €
Equipe technique Novelty	17 920 €	0 €		17 920 €
Transport matériel Novelty	600 €	0 €		600 €
Remise Novelty	-8 642 €	0 €		-8 642 €
Fourniture techn	1 500 €	0 €	1 500 €	
Engins de levage	8 800 €	0 €	8 800 €	
Gardiennage ERP société Protec	28 600 €	0 €		28 600 €
Gardiennage ERP société Protec CNAPS	114 €			114 €
Nettoyage des poles sanitaires	2 400 €	0 €	2 400 €	
Azura Déchets hors quinconces et cabanes folies	5 130 €	0 €		5 130 €

Carburants radio	2 650 €	0 €	2 650 €	
Sanitaires	5 100 €	0 €	5 100 €	
Personnel techn montage exploitation dém	17 000 €	0 €	17 000 €	
Scenographie signalétique	9 000 €	0 €	9 000 €	
Aménagt plan technique frais conception	2 000 €	0 €	2 000 €	
Réseau téléphonie	2 900 €	0 €	2 900 €	
Talkies walkies	2 200 €	0 €	2 200 €	
Moyens techn de sécurité	6 390 €	0 €	6 390 €	
Poste central infrastructures	6 350 €	0 €	6 350 €	
Prévention contrôle installations	6 300 €	0 €	6 300 €	
Medicare médecins	3 440 €	0 €		3 440 €
ADPC 33 Protection civile	4 680 €			4 680 €
Vehicule de manutention	2 700 €	0 €	2 700 €	
Frais produc exploitation	10 100 €	0 €	10 100 €	
Assurance globale site	2 200 €		2 200 €	
SITE MUTUALISE DES QUAIS	**197 724 €**	**0 €**	**131 190 €**	**66 534 €**
Site mutualisé des quais: honoraires Cote Ouest	**28 163 €**	**0 €**	**17 518 €**	**10 645 €**
TOTAL DEPENSES hors honoraires	**859 443 €**	**354 920 €**	**263 623 €**	**201 938 €**
Total honoraires Côte Ouest	**76 249 €**			
TOTAL DEPENSES	**935 692 €**			
RESULTAT	**0 €**			

D-2019/446
Opération d'intérêt métropolitain Bordeaux Inno Campus - Contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) - Décision - Autorisation

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Genèse du projet partenarial d'aménagement Bordeaux Inno Campus

Le périmètre Bordeaux Inno Campus (1 500 ha sur les communes de Pessac, Talence, Bordeaux, Gradignan, Mérignac et, hors-Métropole, Canéjan) concentre des projets d'aménagement majeurs portés par de grands acteurs institutionnels (Centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux, Université de Bordeaux, Université Bordeaux-Montaigne, Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) Bordeaux-Aquitaine notamment) pour un montant total d'investissement public estimé à deux milliards d'euros d'ici 2035. Or ces projets, s'ils sont autant d'atouts pour le développement et le rayonnement futurs de la métropole, interviennent sur un territoire déjà urbanisé et confronté à une crise de croissance particulièrement aigüe au niveau des transports, des réseaux électriques et de l'acceptabilité du développement par les riverains.

Face à cette situation, Bordeaux Métropole ne peut se contenter de prendre acte des projets portés par chaque maître d'ouvrage sans cohérence d'ensemble. Il s'agit en effet de veiller à ce que le développement de ce territoire se fasse de manière durable et respectueuse du cadre de vie, en anticipant les besoins induits en équipements publics, tant pour la Métropole que pour les communes concernées. C'est la raison pour laquelle il a été décidé mi-2018 d'engager une démarche de contractualisation avec ces grands partenaires institutionnels, en s'appuyant sur le nouveau dispositif du projet partenarial d'aménagement (PPA) introduit fin 2018 par la Loi Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN). Le PPA désigne un projet d'aménagement et de développement d'un territoire stratégique porté par un ensemble de partenaires, qui s'engagent à le mettre en œuvre via un contrat.

Afin de construire une vision commune avec des acteurs très soucieux de leur indépendance, l'Etat a nommé à l'automne 2018 à la demande du Président de Bordeaux Métropole un préfigurateur en la personne de M. Alain Lecomte, qui a rencontré l'ensemble des partenaires, analysé leurs projets, et organisé des ateliers de travail afin de dégager des orientations communes. Les conclusions de son rapport ont été débattues par le Bureau de Métropole du 20 juin 2019, avant d'être présentées aux partenaires, notamment la commune de Bordeaux, lors d'un comité de préfiguration co-présidé par Mme la Préfète de Nouvelle Aquitaine et M. le Président de Bordeaux-Métropole le 27 juin. A cette occasion, mandat a été donné à Mme Sabine Baillarguet, chef de projet opérations d'aménagement complexes auprès du Ministre du Logement, de rédiger un projet de contrat de PPA reprenant les propositions du rapport de M. Lecomte.

Suite à la décision du comité de préfiguration du 26 septembre dernier d'en approuver la rédaction, il vous est proposé d'autoriser le Maire de Bordeaux à signer le contrat.

Principales dispositions du contrat

Mobilité

Les partenaires s'accordent sur les objectifs d'améliorer l'accessibilité au territoire depuis le réseau autoroutier, de renforcer la desserte en transports en commun, d'apaiser la circulation automobile, de compléter le maillage cyclable et piéton, de promouvoir l'intermodalité et le report modal auprès des usagers et des employeurs publics et privés. Cela passe par des mesures consensuelles telles que la réalisation dans les meilleurs délais des nouvelles infrastructures de transport en commun actuellement à l'étude, la résorption des discontinuités cyclables, le déploiement d'aires de multimodalité et l'accompagnement des plans de déplacements inter-entreprises et inter-établissements.

D'autres mesures devront être approfondies :
- la mise à deux fois trois voies de l'autoroute A63 et le raccordement de la zone de Bersol à l'échangeur n°25, localisé sur la commune de Canéjan, membre de la communauté de communes Jalle-Eau-Bourde, dont les modalités de réalisation feront l'objet d'une convention ad-hoc ;
- l'adoption d'une politique volontariste sur le stationnement, incluant un contrôle d'accès aux grandes poches de stationnement du campus et des sites hospitaliers assorti de mesures d'accompagnement du stationnement résidentiel dans les quartiers environnants, le dimensionnement cohérent de l'offre de places dans les opérations nouvelles avec les objectifs de parts modales définies, et un principe de foisonnement pour les opérations dépassant un certain seuil de logements (ce qui permettra d'améliorer le bilan économique, écologique et la qualité architecturale des projets tout en favorisant la mixité fonctionnelle entre le logement et les activités économiques ou universitaires) ;
- la maîtrise du trafic automobile en sortie de l'échangeur n°16, sur le cours de la Libération, déjà congestionné et dont le trafic ne devra pas augmenter, la question d'un nouvel accès au Campus depuis la sortie existante étant posée par Talence.

Aménagement et habitat

A l'échelle du bassin de vie cohérent qu'est le périmètre Bordeaux Inno Campus, la production de logements, d'immobilier d'entreprise, et de services doit s'inscrire en cohérence avec les objectifs métropolitains auxquels ce territoire doit légitimement contribuer, les orientations fixées par chacune des communes, les stratégies d'acteurs affectataires ou propriétaires, et l'objectif de mixité des principaux sites de projets.

Ainsi, concernant l'immobilier d'entreprise, il convient de préserver la diversité du tissu économique qui mêle activités tertiaires et de production et d'assurer en particulier des possibilités d'implantation aux start-up industrielles innovantes incubées sur le Campus et les sites hospitaliers. D'où la nécessité de produire une part importante de locaux industriels et artisanaux, de maîtriser l'offre tertiaire nouvelle (déjà importante dans les autres grands projets métropolitains), mais aussi de prévoir les espaces nécessaires à l'implantation des services urbains (centres de tri ou groupes scolaires par exemple) rendus nécessaires par les nouveaux programmes. Le tableau ci-dessous définit à cet effet de grands objectifs cibles qui devront être suivis et actualisés sur la période du contrat.

Typologie d'immobilier d'entreprise	Emplois	Surface de Plancher	Répartition
Bureau (notamment comptes propres) - (25 m²/emploi)	6 800	170 000 m²	30%
Locaux PME/PMI (notamment innovantes) - (100 m²/ emploi)	2 500	250 000 m²	45%
Hôtellerie et hébergement temporaire - (150 m²/emploi)	350	50 000 m²	10%
Commerce et services - (200 m²/emploi)	250	50 000 m²	10%
Logistique urbaine et services urbains - (200 m²/emploi)	100	20 000 m²	5%
Total	**10 000**	**540 000 m²**	**100%**

Concernant le logement, le ratio d'un logement (toutes catégories confondues) par emploi (soit un peu plus que la moyenne métropolitaine, avec 379 000 actifs pour 338 000 résidences principales fin 2017) permettra de résorber une partie du déficit de logements existant sur ce territoire. Ce volume de 10 000 logements peut paraître important, mais il est cohérent avec les objectifs métropolitains à horizon 2035 (auxquels BIC contribuerait comme pour l'emploi à hauteur de 10%) et les projets cumulés des futurs signataires du contrat de PPA. Afin de répondre à la diversité des besoins, il est proposé d'offrir une gamme de logements permettant le parcours résidentiel, avec 35% de locatif social (inclus le logement étudiant conventionné), 20% d'accession abordable à la propriété, et 45% de libre. Il conviendra d'assortir les projets réalisés sous forme de baux emphytéotiques de garanties

en termes de gestion et de programme d'entretien des constructions sur toute la durée des baux.

S'agissant plus particulièrement du logement étudiant, la Métropole compte à date 8 800 logements conventionnés, dont 7 500 gérés par le Crous (dont 5 000 sur le Campus PTG). Pour dépasser comme souhaité par la Métropole le ratio national de référence d'un logement conventionné pour 10 étudiants, il convient donc de produire à l'échelle métropolitaine au moins 1 200 logements conventionnés pour rattraper le déficit, et au moins 2 000 de plus pour répondre aux besoins nouveaux. Il est proposé que le périmètre BIC, qui concentre trois quarts des étudiants de l'agglomération, contribue fortement à cet objectif, en accueillant 2 900 unités.

Typologie de logement	Unités	Surface de Plancher	Répartition
Logement étudiant conventionné - (environ 25 m²/unité)	2 900	72 000 m²	15%
Logement locatif social familial - (environ 64 m²/unité)	1 500	96 000 m²	20%
Logement familial à prix maîtrisé - (environ 64 m²/unité)	1 500	96 000 m²	20%
Logement libre étudiant et familial - (environ 53 m²/unité)	4 100	216 000 m²	45%
Total	**10 000**	**480 000 m²**	**100%**

Cette ventilation des logements et des locaux d'activité fixe une répartition de base pour les grands sites d'aménagement ci-dessous. Elle n'interdit pas pour autant des adaptations ponctuelles, dès lors que des solutions sont trouvées pour assurer que les objectifs de production et les grands équilibres soient respectés à l'échelle de l'ensemble du périmètre. Le contrat de PPA n'envisage donc pas une programmation figée par grand site d'aménagement, mais une jauge initiale, dont l'évolution sera confiée aux partenaires concernés, sous réserve que l'équilibre global soit assuré.

S'agissant de la déclinaison de ces objectifs sur le territoire, le PPA vise trois échelles territoriales (cf. carte jointe en annexe) :
(1) à l'échelle de l'ensemble de BIC (bassin de vie de 1 500 ha), il s'agira de piloter les études et travaux liés aux infrastructures primaires et d'assurer la cohérence des opérations entre elles, ainsi que leur compatibilité avec la programmation d'ensemble et la stratégie environnementale.

(2) à l'échelle des grands sites d'aménagement correspondant à des opérations d'urbanisme déjà engagés, dont la programmation fait consensus, ou dont les orientations restent à préciser, le contrat de PPA précise les actions à engager et apporte le cadre partenarial pour traiter les points de divergence qui subsistent :

- Carreire-Pellegrin : la mise en œuvre de l'Opération Campus et du schéma directeur immobilier du CHU devra s'articuler avec les projets de transport en commun, assurer l'interface avec les quartiers riverains, répondre aux besoins de stationnement public, et intégrer la création de logements étudiants conventionnés si le site le permet.

- Campus Talence et Pessac-Montesquieu : la programmation, la conception et les calendriers de réalisation des projets identifiés dans le schéma directeur immobilier de l'UB restent à concerter avec les communes et Bordeaux Métropole, notamment aux franges du domaine universitaire où se posent des questions d'articulation avec les quartiers environnants, d'acceptabilité d'une densité raisonnable, et de recomposition de l'offre de mobilité.

- Campus Pessac-Gradignan-Rocquencourt : sur cette vaste plaine des sports en cours de rénovation au titre de l'Opération Campus, l'UB entend développer à long terme un programme très conséquent de logements et de locaux d'entreprises qui n'a pas encore été concerté avec les communes ni la métropole, et doit donc faire l'objet d'un travail de programmation urbaine à confronter aux études techniques incontournables que le contrat de PPA propose de jalonner dans le temps.

- Saige-Montaigne-Compostelle : Ce périmètre met en lien des entités très complémentaires (quartier de Saige, triangle Unitec, domaine affecté à l'Université Bordeaux-Montaigne, et emprises affectées au Crous) autour de l'espace public majeur de l'esplanade des Antilles, dont le réaménagement est prévu par l'Opération Campus.

Une constructibilité de l'ordre de 80 000 à 100 000 m² pourra ainsi être développée selon une répartition programmatique et des principes de valorisation mutualisée entre acteurs, qu'il conviendra de préciser dans le cadre d'une convention ad-hoc.

- Bordeaux Inno Campus extra-rocade : Il s'agit de mettre en œuvre l'opération d'aménagement portée par Bordeaux Métropole (et dont est partenaire l'Université de Bordeaux), qui consiste à développer 850 logements et 480 000 m² d'immobilier d'entreprise, d'équipements hospitaliers et universitaires dès l'obtention des autorisations administratives (en cours d'instruction par les services de l'Etat).

- Hôpitaux extra-rocade : De part et d'autre du pôle multimodal de Pessac-Alouette, les hôpitaux Xavier Arnozan et Haut-Lévêque sont promis à des développements majeurs, que le PPA propose d'inscrire dans un schéma d'aménagement d'ensemble répondant aux enjeux de développement économique autour de la filière santé, de multimodalité et d'interface avec les quartiers environnants.

(3) à l'échelle de polarités urbaines, il apparaît pertinent de réfléchir à l'évolution d'emprises clefs riveraines des projets d'infrastructures :
- Médoquine : en vue de la réouverture de la gare en 2023, il faudra en aménager les accès, assurer son interconnexion avec le futur transport en commun à haut niveau de service (TCHNS) Pellegrin-Malartic et le réseau express vélo, et travailler avec le CHU sur les modalités de valorisation potentielle d'une partie du site de sa direction générale.
- Libération : le réaménagement du cours éponyme dans la perspective du tramway vers Gradignan et de l'évolution des sites d'enseignement supérieur et de recherche riverains (Bordeaux sciences agro (BSA), Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage (Ensap), Institut universitaire de technologie (IUT), Kedge) doit permettre la mise en œuvre d'une polarité urbaine multimodale, d'apaiser la circulation automobile, et d'offrir des possibilités d'implantation aux entreprises, notamment talençaises.

Eau, énergie, biodiversité et climat

Les partenaires s'accordent sur la nécessité d'évaluer collectivement les incidences énergétiques, hydrauliques, et écologiques de leurs projets. Pour rationaliser et anticiper les besoins en études techniques, il sera dressé un état des lieux complet (eau, énergie, biodiversité, bruit, qualité de l'air, mobilité) à l'échelle du périmètre intra-rocade, pendant de l'évaluation environnementale qui vient d'être menée extra-rocade. A partir de cet état des lieux réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Bordeaux Métropole, les partenaires bâtiront une stratégie environnementale commune encadrant les différents projets. Elle s'attachera à traduire l'objectif métropolitain de territoire à énergie positive d'ici 2050, ce qui impliquera de développer les réseaux de chaleur (« Pessac-rocade » et « métropole sud »), la géothermie basse température, la généralisation de la production photovoltaïque, et la lutte contre l'effet d'îlot de chaleur urbain. Elle permettra également de traiter les besoins de renforcement des réseaux électriques et hydrauliques (dont la gestion pourrait être amenée à évoluer sur le domaine universitaire). Elle confortera enfin la coulée verte du campus vers le bois de Thouars à Talence, vers Pessac centre via Saige, et vers le centre de Gradignan par la forêt de Cotor-Laburthe. L'actualisation des données environnementales tous les trois ans permettra d'assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie environnementale, et de mettre à la disposition des partenaires les éléments techniques nécessaires à la conception et à l'autorisation de leurs projets.

Développement territorial

Plusieurs mesures d'ores-et-déjà engagées au titre de l'opération d'intérêt métropolitain BIC sont reprises dans le contrat, comme le principe d'outils de communication siglés Bordeaux Inno Campus (signature graphique conçue pour cohabiter avec l'identité institutionnelle de chaque partenaire et être appropriée au fur et à mesure par ceux qui le souhaitent), le site Internet partenarial BIC (qui sera mis en œuvre à l'initiative de Bordeaux métropole d'ici la fin de l'année 2019), les lieux d'interface projet/usagers « BIC-BOX », ou des actions tournées vers le grand public (guide du patrimoine). Le contrat reprend par ailleurs la recommandation de M. Lecomte de mieux coordonner les dispositifs d'accueil et d'accompagnement des entreprises. Une information consolidée sur le site Internet BIC de l'offre territoriale de

services explicitant le rôle de chaque intervenant permettra de faciliter la compréhension par les investisseurs de ce bassin d'emploi cohérent.

Gouvernance

En termes de gouvernance, les actions prévues appellent deux niveaux d'instances :

(1) A l'échelle de l'ensemble du périmètre, la gouvernance du PPA sera assurée par une instance réunissant les représentants de chacun des signataires, et co-présidée par le Président de Bordeaux Métropole et le Préfet. Son rôle sera de veiller à la bonne tenue des engagements des partenaires, et de formuler des propositions partagées par l'ensemble des partenaires à leurs instances délibératives respectives. Elle se réunira sur une base semestrielle et pourra proposer des amendements au contrat, révisable tous les trois ans. Cette instance sera préparée et alimentée par un comité technique partenarial, dirigé par un représentant des services de Bordeaux Métropole en lien avec le représentant des services de l'Etat. Ce comité assurera également le suivi des études partenariales, et des actions prévues au contrat. L'instance de pilotage sera également alimentée par un Conseil d'orientations et d'innovation Bordeaux Inno Campus élargi aux acteurs de l'innovation, du développement et du rayonnement de ce territoire qui portera l'ambition du projet. Ses missions seront d'informer les acteurs locaux de l'avancée des projets, d'anticiper les besoins du territoire et d'adapter en conséquence les objectifs programmatiques, d'avaliser les actions et les politiques partenariales, et de promouvoir des collaborations autour de projets démonstrateurs et de réponses communes à des appels à projets. Afin de ne pas verser dans une comitologie qui risque de s'avérer inefficace et désincarnée, il est proposé de fondre cette gouvernance d'ensemble dans une entité partenariale légère (par exemple, une association Loi 1901) dénommée Bordeaux Inno Campus fédérant l'ensemble des signataires du contrat. Ce dispositif agile présentera le triple avantage de mieux refléter la dimension partenariale du projet Bordeaux Inno Campus, de mieux l'incarner auprès du grand public, et de pouvoir agir plus efficacement pour les actions d'information et de valorisation n'engageant pas des financements conséquents. Les statuts de cette entité pourront être soumis au Conseil de Métropole de janvier prochain.

(2) A l'échelle de chacun des grands sites d'aménagement, un comité de pilotage réunissant les acteurs concernés, plus légitime pour les choix de conception urbaine et mieux à même de traiter les enjeux de proximité et piloter les démarches d'urbanisme opérationnel. Etant entendu que les projets conçus à ce niveau auront vocation à s'inscrire en cohérence avec les objectifs d'ensemble, et à être consolidés au niveau de l'instance de gouvernance décrite ci-dessus.

Les enjeux du contrat pour Bordeaux Métropole et les communes concernées, dont la Ville de Bordeaux

Le contrat de PPA revêt un enjeu majeur pour Bordeaux Métropole et les communes concernées. Il exprime en effet une vision partagée de l'avenir de ce territoire, qui permet d'inscrire les grands projets portés par les grands acteurs institutionnels dans une dynamique collective cohérente. De ce point de vue, le contrat permettra de passer d'une approche domaniale juxtaposant les constructions à une logique de projet de territoire.

Le contrat introduit à cet effet un cadre de travail multi-partenarial coanimé par Bordeaux Métropole et l'Etat et crée ainsi les conditions pour dépasser les divergences subsistant entre les signataires. Ce cadre permettra en particulier de traiter les questions soulevées par les stratégies immobilières des acteurs institutionnels, qui préoccupent à la fois les communes vigilantes à la soutenabilité de leur développement et Bordeaux Métropole désireuse tenir ses objectifs de mobilité, de développement durable, et de production de logements et de locaux d'entreprises.

Le contrat permet également de faire évoluer Bordeaux Inno Campus d'une opération émanant de Bordeaux Métropole et de ses communes à un véritable projet partenarial, auquel contribuera et dont bénéficiera chaque signataire, ce qui permettra d'agréger les forces au bénéfice du territoire et de ses usagers. Si Bordeaux Métropole et ses communes continueront à jouer un rôle moteur dans le pilotage et l'animation du dispositif, la nouvelle gouvernance encouragera l'appropriation du projet par les grands acteurs du territoire, sans l'adhésion desquels il serait difficile d'envisager l'avenir.

Enfin, le contrat définit un certain nombre d'engagements concrets, en particulier sur les années 2020 à 2023, qui donnent des gages quant à la traduction opérationnelle de ces intentions. Ce programme d'actions, dont les modalités de financement restent pour la plupart à définir, donne de la lisibilité à court, moyen et long terme sur le niveau d'intervention attendu de Bordeaux Métropole sur ce territoire, qui permettra de mieux évaluer les moyens humains et financiers correspondants sur la prochaine mandature.

Je vous demande donc, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

- conclure le contrat de projet partenarial d'aménagement joint en annexe.
- autoriser M. le Maire à signer le contrat visé à l'article 1 et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.
- d'engager les démarches nécessaires à la mise en place de la gouvernance prévue au contrat.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. ROBERT

Oui, je ne vais pas la présenter compte tenu de l'heure. Tout est dans le contrat. Il s'agit de mettre en cohérence tout l'aménagement du Campus. C'est une délibération très importante. Elle inclut notamment de la création de logements, de logements étudiants, d'activités économiques et, bien évidemment, la poursuite de la rénovation de notre université.

Monsieur JAY.

M. JAY

Oui, Monsieur ROBERT, Chers Collègues, notre Métropole accueille de plus en plus d'étudiants, et c'est une bonne chose. Est-ce que nous avons les infrastructures adaptées pour accueillir dignement tous ces étudiants ? Visiblement, non. Des milliers d'étudiants sont toujours en recherche de logements. Des nombreux amphithéâtres sont trop petits. Les équipements sportifs sont en nombre insuffisant, souvent dégradés ou obsolètes. Différents programmes de ce projet partent de ce constat et vont dans le bon sens.

Je profite de cette délibération pour relayer deux préoccupations des étudiants. La première concerne la sécurité, en particulier les agressions sexuelles récurrentes sur le Campus. Qu'est-ce que l'on prévoit en aménagements, en prévention ou en répression ? L'aménagement à partir de la station de tram François Bordes qui dévie la circulation automobile au profit des modes doux me semble compromettre la sécurité pour ce qui concerne les agressions. En déviant les voitures, vous limitez les passages des témoins qui peuvent intervenir ou prévenir les autorités.

La deuxième objection, c'est sur le stationnement étudiant. De nombreux étudiants viennent d'autres départements en voiture. La plupart du temps, ils se déplacent dans l'agglomération avec les transports en commun, mais ils ont besoin de garer leur voiture souvent pour plusieurs jours. Le nombre de places de parking gratuit en surface est insuffisant. J'ai constaté qu'avec de nouveaux aménagements, des places de parking ont été supprimées ou leur accès réglementé. Ce n'est pas adapté aux attentes et aux besoins des étudiants qui, dans une grande majorité d'entre eux, ont quand même des budgets restreints. Qu'avez-vous prévu pour faciliter le stationnement et ainsi fluidifier la circulation ?

Pour conclure, une remarque et une suggestion. Je note qu'il s'agit d'investissements très importants sur le long terme. La puissance publique améliore le Campus et veut ouvrir sur les quartiers. Mon opinion est que nous sommes de nouveau dans une gestion un peu bureaucratique, c'est la puissance publique qui organise. J'ai l'impression qu'il nous faudrait sortir du ce système si nous voulons rivaliser avec les meilleures universités étrangères qui, elles, sont la plupart du temps autonomes. Elles gèrent leurs investissements, leurs recrutements, décident de leurs objectifs. Ceci étant précisé, nous voterons pour cette délibération.

M. ROBERT

Merci. Madame JAMET.

MME JAMET

Monsieur le Premier Adjoint, Chers Collègues, nous allons voter pour cette délibération avec des bémols. Pour nous, c'est compliqué, en fait, de dire « On vote pour, contre, on s'abstient ». S'abstenir, cela ne veut pas dire grand-chose. Contre, cela veut dire que l'on s'oppose à tout le projet et à la démarche. Et pour, ce n'est pas parce que l'on vote pour tout le temps que l'on est d'accord avec tout à 100 %. Et là, pour le coup, c'est un peu compliqué pour nous de se positionner. Normalement, cela devrait peut-être être plutôt l'abstention. Donc, j'hésite encore, mais bon.

M. ROBERT

Il faut décider.

MME JAMET

On va décider dans les deux minutes. Au regard des enjeux nombreux de ce territoire de projets, il nous semble tout d'abord que l'optique d'un contrat de projet partenarial d'aménagement constitue un outil intéressant et nécessaire pour mettre en cohérence les différents projets des partenaires et anticiper les besoins en équipements publics. Ce territoire est, en effet, aujourd'hui, l'objet de nombreuses convoitises, y compris de la part de l'Université qui se retrouve désormais propriétaire d'un immense foncier aux portes du centre de l'agglomération. Or, plusieurs défis s'imposent à nous qui devons, à notre sens, guider la démarche métropolitaine dans ce contrat de projets et la démarche bordelaise.

Tout d'abord, il s'agit bien de faire de ce bassin d'emploi et d'étude un véritable lieu de vie, un territoire habité. Nous partageons ainsi l'ambition d'y introduire de manière plus significative une production de logements familiaux, sociaux ou à prix maîtrisé tout en conservant l'objectif d'augmenter le parc de logements étudiants, conventionnés qui, à ce jour, est encore très insuffisant au regard des besoins.

Nous sommes aussi plus circonspects, en revanche, sur les objectifs cibles mis en avant en matière de programmation économique. Près de 540 000 m² d'immobiliers d'entreprise sont ainsi envisagés sur un secteur déjà soumis à une saturation des infrastructures. Avec une telle programmation, nous demeurons là encore dans la logique qui consiste à conforter des zones économiquement bien loties, et à accentuer les déséquilibres territoriaux à l'échelle métropolitaine.

Sur le volet mobilité qui découle du point précédent, nous savons que la congestion de notre agglomération se concentre précisément sur nos deux OIM, Aéroparc et Inno Campus. Bien évidemment, des projets de transport collectif structurant sont en cours avec la réouverture de la Gare de la Médoquine - mais elle ne va pas arriver tout de suite - ou encore avec le projet TCHNS CHU Thouars-Gradignan-Bègles. Mais cela sera-t-il suffisant surtout si le parallèlement, le choix n'est pas toujours tranché de contraindre un peu plus la voiture individuelle dans l'accès à ce secteur à travers une politique de stationnement plus stricte et si l'ambition affichée pour le développement des modes doux ne s'accompagne pas d'investissements concrets pour la mise en œuvre d'un maillage de véloroutes et de cheminements piétons et cyclables sécurisés au sein de l'OIM. Il y a urgence à développer en site propre des cheminements cyclables qui relient le centre de Bordeaux et le Campus. Aujourd'hui, les étudiants s'entassent dans le tramway et les bus ou prennent la voiture pour se rendre sur le Campus. L'enquête IFOP 2017 indique que seuls 5 % des 18-24 ans utilisent le vélo pour se rendre sur leur lieu de travail ou d'étude. C'est affligeant. Il est urgent de développer la pratique dans cette tranche d'âge, et pour cela, il faut leur permettre d'avoir des lieux de stationnement sécurisés en ville et des aménagements dignes de ce nom pour se rendre sur le Campus.

Enfin, sur le volet « Construction et protection de l'environnement », nous n'avons pas retrouvé d'ambitions très précises quant à la réduction de l'emprise au sol et la lutte contre l'artificialisation des sols, au choix des matériaux,à l'écoulement des eaux, à la préservation de la biodiversité, et à l'évitement des îlots de chaleur.

Je vous remercie.

M. ROBERT

Je vais répondre d'abord aux deux interventions. D'abord, François JAY, le logement étudiant fait l'objet actuellement de l'élaboration d'un Plan de développement qui devrait être voté par les collectivités et l'État et être adopté et j'espère annoncé, en début de 2020. Ce projet prévoit 2 900 logements étudiants. On a bien conscience du retard à rattraper dans ce domaine-là, c'est la première fois que l'on aurait un plan d'ensemble. Sécurité, oui. Plan d'aménagement en partie réalisé autour de François Bordes, Doyen Brus, caméras, un chemin de….à mieux sécuriser et mieux signaler, ce que l'on a commencé à faire, mais ce sont des investissements un peu coûteux. En tout cas, c'est un sujet sur lequel on est mobilisé.

Enfin, que le privé soit mieux placé que le public pour mener ce type de projet, je n'en suis pas certain. Je rappelle que les universités françaises sont autonomes, bien plus qu'elles ne l'étaient avant la dernière loi sur ce sujet et qu'elles participent pleinement à ce PPA.

Concernant ce que vient de dire Delphine JAMET, je partage l'essentiel de ce que vous avez dit, Delphine, et c'est bien l'ambition de ce projet. Je mettrais peut-être un bémol sur la question de l'artificialisation des sols. Bien sûr, c'est un objectif. Créer plus de logements étudiants, créer plus de lieux de vie à cet endroit en désartificialisant, ce sera difficile. En essayant de se fixer comme objectif de ne pas artificialiser plus, cela serait déjà bien parce que, comme vous le savez, c'est une zone verte, mais dès lors que l'on veut des équipements supplémentaires à cet endroit, ce sera forcément des arbitrages que nous aurons à rendre.

M. le MAIRE

Merci. En tout cas, c'est un très, très beau projet cette opération d'intérêt métropolitain. On a la chance d'avoir une grande université, de grandes universités à Bordeaux, d'avoir un hôpital qui figure parmi les plus efficaces de France. C'est un vrai projet d'aménagement urbain, de filières, sur lequel vous l'avez dit les uns et les autres, il y a des avancées significatives en termes de déplacements, de partenariats privés, publics, startups, entreprises, universités. Enfin, voilà, c'est un vrai projet d'ensemble qu'il faut valoriser. Moi, je remercie tous les acteurs et le Préfet LECOMTE qui a mené cela, le préfigurateur, et puis tous les acteurs, Président de l'Université, Directeur de l'hôpital, et puis des collectivités.

Allez, je passe au vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Le Groupe socialiste s'abstient ?

Point suivant, Madame…

MME MIGLIORE

Délibération 447 : « Cession à la société CARDINAL AMÉNAGEMENT d'une parcelle de terrain située rue Charles Chaigneau. »

Bordeaux Inno Campus
Projet partenarial d'aménagement

SOMMAIRE

Préambule....4
Genèse de Bordeaux Inno Campus, grand territoire d'innovation 4
Bordeaux Inno Campus, grand territoire de projets : deux milliards d'euros d'investissements publics d'ici 2035 engagés à coordonner 4
Du Pacte métropolitain d'innovation (PMI) à la mission de préfiguration pour un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA) 5

A. L'objet et les parties au contrat 6
A.1. Objectifs poursuivis par le contrat 6
A.2. Dénomination et localisation du PPA 7
A.3. Signataires du contrat 8

B. Le projet 9
B.1. Périmètre du projet 9
B.2. Ambition générale et principaux objectifs 9
1. Accélérer le développement territorial : l'innovation au cœur du territoire 10
2. Améliorer fortement les mobilités : une condition de la réussite 10
3. Aménager les espaces et développer l'offre d'habitat : « faire ville » 10
Une ambition commune 10
Des objectifs propres à chaque partenaire à concilier dans le respect de leurs prérogatives 10
Un équilibre emploi / habitat à rechercher 11
4. Assurer un aménagement durable du territoire : être ambitieux sur les questions d'énergie, d'eau, de préservation de la biodiversité et de climat 14
B.3. Insertion du projet dans son contexte 14
B.4. Les actions à mener 15
B.4.1. Les actions permettant le développement territorial 16
Faire travailler ensemble les acteurs du territoire (enseignement, recherche, entreprises) 16
Promouvoir le territoire et ses atouts, tant localement qu'à l'extérieur 17
Faire émerger des initiatives innovantes et des démonstrateurs industriels de la ville durable 19
B.4.2. Les actions en matière de mobilité : indispensables au développement territorial et aux projets d'aménagement et d'habitat 20
Améliorer les dessertes externes du territoire 20
Faciliter la mobilité à l'intérieur du territoire 24
B.4.3. Les grands sites d'aménagement et de développement de l'habitat : engager des opérations d'aménagement dans un cadre partenarial 27
B.4.4. Energie, eau, biodiversité, climat : des actions pour un territoire durable exemplaire 34
Favoriser la qualité environnementale, énergétique, architecturale et l'innovation des maîtres d'ouvrage 34
Développer les énergies renouvelables 35
Prendre en compte le développement du territoire pour la gestion de l'eau et l'alimentation électrique 36

Préserver la nature, promouvoir la biodiversité, valoriser le paysage 37
Améliorer la gestion des déchets et développer les opportunités d'économie circulaire 38
B.5. Gouvernance, pilotage et principes de conduite du projet partenarial d'aménagement 39

C. La mise en en œuvre du contrat 42
C.1. Les engagements des parties 42
C.2. Durée et actualisation du contrat 44

D. Signatures 45

Préambule

Genèse de Bordeaux Inno Campus, grand territoire d'innovation

L'Opération d'intérêt métropolitain Bordeaux Inno Campus (OIM BIC) a été constituée à l'initiative de Bordeaux Métropole par délibération du 12 février 2016 autour d'un objectif initial de création de 10 000 emplois nets d'ici 2035 sur un territoire stratégique de développement s'appuyant sur les grands équipements universitaires et hospitaliers, et ainsi faire levier sur l'économie et l'attractivité de la métropole.

L'OIM BIC s'étend sur 1 500 ha répartis sur cinq communes de Bordeaux Métropole (Bordeaux, Gradignan, Mérignac, Pessac et Talence) et une commune hors métropole (Canéjan). Il s'agit d'un périmètre composite et fragmenté, dont la configuration géographique en forme de croissant est atypique, mais correspond à un bassin économique cohérent structuré par les infrastructures et les déplacements domicile-travail. Elle correspond également au périmètre pertinent pour promouvoir les liens entre campus universitaires, centres hospitaliers et sites économiques et villes limitrophes aujourd'hui isolés par les coupures autoroutières et ferroviaires.

Cette échelle territoriale qui s'affranchit des limites administratives et des domanialités institutionnelles pour embrasser les réalités d'un bassin de vie et d'emplois a plusieurs vertus. Elle permet tout d'abord de mieux appréhender la richesse de ce territoire, en agrégeant les dispositifs d'innovation portés par une grande diversité d'acteurs. Ainsi, l'offre déployée par l'Université de Bordeaux, l'Université Bordeaux Montaigne, les grandes écoles, les établissements hospitaliers, les laboratoires de recherche, les technopôles, pôles de compétitivité et agences régionales, mais aussi les nombreuses entreprises innovantes présentes sur ce territoire représente environ les trois quarts du potentiel métropolitain d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation et la plus forte concentration du grand quart sud-ouest de la France. Promouvoir ces atouts est un levier fort de rayonnement et d'attractivité de ce territoire dont peuvent bénéficier l'ensemble des acteurs qui y sont présents.

Cette échelle crée un espace d'échanges entre acteurs au-delà de leur strict périmètre géographique d'intervention, donnant l'occasion de mieux articuler les stratégies, de mutualiser certains équipements, de penser l'aménagement des interfaces entre grands domaines, de dialoguer avec les communes environnantes et de promouvoir une mixité d'usages en tissant des liens entre entités monofonctionnelles.

Cette échelle est également adaptée pour relever le défi de la croissance de ce territoire dont les grandes infrastructures sont aujourd'hui proches de la saturation. C'est en effet à ce niveau que l'on peut anticiper les enjeux de mobilité, d'énergie, d'eau et de biodiversité soulevés par les projets futurs et apporter des réponses à même d'en assurer la soutenabilité dans une approche de développement durable.

C'est dans cet esprit qu'un comité stratégique partenarial composé des grands acteurs de ce territoire a été mis en place le 13 juillet 2016, et que plusieurs initiatives visant à promouvoir une compréhension partagée de ce territoire et de ses enjeux d'aménagement et de développement (comme par exemple les Ateliers Bordeaux Inno Campus opérés par le Forum Urbain, l'animation d'un dispositif de recensement des projets par l'agence d'urbanisme, l'élaboration par Bordeaux Métropole de documents de présentation du territoire et l'adoption d'une signature graphique territoriale) ont été mises en œuvre de l'été 2016 à l'été 2018.

Bordeaux Inno Campus, grand territoire de projets : deux milliards d'euros d'investissements publics d'ici 2035 à coordonner

La mise en place du dispositif partenarial de l'Opération d'intérêt métropolitain Bordeaux Inno Campus (OIM BIC) a permis, à travers un dialogue continu entre les grands acteurs institutionnels du territoire, de recenser sur le périmètre des projets structurants :

- Sur les campus Carreire et Pessac-Talence-Gradignan (PTG), et alors que l'Opération Campus se poursuit, la dévolution à l'Université de Bordeaux (UB) du patrimoine qui lui est affecté la place dans une situation inédite de propriétaire aménageur qui assurera le développement de ses équipements d'enseignement supérieur et de recherche en valorisant ses actifs. Son schéma directeur immobilier à 20 ans prévoit ainsi de générer des recettes foncières et immobilières à hauteur de 320 M€, via un programme de construction de 420 000 m² de logements (pour moitié destinés aux étudiants et aux chercheurs) et d'immobilier d'entreprise, et 10 000 m² de locaux d'enseignement supérieur.

- Plusieurs établissements d'enseignement supérieur, recherche et innovation (Université Bordeaux Montaigne

(UBM), Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Bordeaux-Aquitaine (Crous), Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux (Ensap), Bordeaux sciences agro (BSA)) envisagent de rénover et développer leurs sites.

- Le Centre hospitalier et universitaire de Bordeaux (CHU) prévoit d'investir 500 millions d'euros d'ici 2030 pour transférer les urgences et les activités connexes de l'hôpital Saint-André vers les sites de Pellegrin et Haut-Lévêque, regrouper les écoles d'infirmiers sur le site de Xavier Arnozan, rationaliser le stationnement et valoriser certaines emprises foncières.

- Le quartier d'habitat social de Saige à Pessac doit faire l'objet d'un ambitieux projet de renouvellement urbain porté par la société anonyme d'habitations à loyer modéré (SA d'HLM) Domofrance avec le concours de Bordeaux Métropole et de la commune de Pessac, pour un montant total de 167 M€, auquel s'ajoute le projet du Pontet, confié à la Fab, qui prévoit de construire 330 logements.

- Pour l'extra-rocade, Bordeaux Métropole vient d'engager une opération d'aménagement prévoyant de développer 480 000 m² d'immobilier d'entreprise et 850 logements sur un périmètre de requalification urbaine de 553 ha, pour un montant total de 190 M€.

- Enfin, plusieurs projets structurants de transport en commun sont engagés (Le Haillan-Photonique) ou à l'étude (Bassens-Campus, Pellegrin-Thouars-Malartic, débranchement de la ligne B du tramway vers Gradignan).

Mis bout à bout, l'ensemble de ces projets représentent près de deux milliards d'euros d'investissement public, qui permettront l'accueil d'un ordre de grandeur de 10 000 étudiants, 10 000 emplois supplémentaires et 10 000 nouveaux ménages. Ces chiffres, d'un ordre de grandeur comparable aux ambitions de l'Opération d'intérêt national Bordeaux-Euratlantique ou de l'OIM Bordeaux Aéroparc, plaident pour (1) la mise en cohérence de projets qui ne sont aujourd'hui que juxtaposés, (2) l'anticipation des besoins en équipements primaires et de proximité et (3) la prise en compte des objectifs de politique publique portés par les villes et par la métropole en matière de développement économique, d'habitat, de mobilité et de développement durable.

Du Pacte métropolitain d'innovation (PMI) à la mission de préfiguration pour un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA)

Pour atteindre ces trois objectifs, Bordeaux Métropole s'est rapproché de l'Etat pour définir les moyens opérationnels les mieux adaptés. Le Pacte métropolitain d'innovation (PMI) signé par le Premier ministre et le Président de Bordeaux Métropole le 9 mars 2017 a ainsi apporté le concours de l'Etat sur la définition des outils juridiques à même d'assurer la mise en œuvre des opérations d'intérêt métropolitain, et plus particulièrement de Bordeaux Inno Campus. Il a aussi apporté son concours financier à certaines actions spécifiques.

Pour autant, l'ADN de Bordeaux Inno Campus et les objectifs poursuivis par l'opération d'intérêt métropolitain relèvent d'une approche nécessairement multipartenariale. C'est la raison pour laquelle Bordeaux Métropole a initié avec l'Etat une démarche de contractualisation avec les principaux porteurs de projets concernés, à savoir l'Université de Bordeaux (UB), l'Université Bordeaux Montaigne (UBM), le CHU, le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Bordeaux-Aquitaine (Crous), Domofrance et les communes de Bordeaux, Gradignan, Pessac et Talence, en mobilisant le nouvel outil du projet partenarial d'aménagement (PPA) introduit fin 2018 par la Loi Evolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN). Ces partenaires sont en effet au cœur des enjeux d'aménagement de ce territoire, sachant que d'autres acteurs auront vocation à être associés à la mise en œuvre de certaines actions du présent contrat au titre de leurs compétences et/ou de leur contribution à sa dynamique de développement. Citons notamment à cet égard la Région Nouvelle Aquitaine et le Département de Gironde, la commune de Canéjan et la communauté de communes Jalle Eau Bourde, les autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics et privés, l'hôpital Charles Perrens, ou les agences de développement, ou encore la Société nationale des chemins de fer français (SNCF).

Une mission de préfiguration a été confiée à cet effet par le Ministère de la cohésion territoriale à M. Alain Lecomte, afin de dégager des orientations communes à l'ensemble des partenaires. Ces éléments ont été débattus par le comité de préfiguration du 27 juin 2019, coprésidé par le Président de Bordeaux Métropole et la Préfète de Nouvelle Aquitaine, qui a précisé les engagements partenariaux qui figureront dans le contrat de PPA.

A. L’objet et les parties au contrat

A.1. Objectifs poursuivis par le contrat

Le territoire Bordeaux Inno Campus (BIC) est un territoire hétérogène, sans identité géographique propre, largement composé de quartiers monofonctionnels (campus universitaires, quartier d'habitat social de Saige, zone d'activités extra-rocade, sites hospitaliers).

Il possède pourtant des atouts qui justifient un développement coordonné par ses grands acteurs. Il se caractérise, en effet, par une concentration de compétences de haut niveau grâce à la présence de deux universités (l'Université de Bordeaux et l'Université Bordeaux-Montaigne) et de grandes écoles (école nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, Bordeaux Sciences Agro, Ecole nationale supérieure des Arts-et-Métiers, Kedge Business School, Sciences Po Bordeaux, Bordeaux INP, …), d’organismes de recherche (CNRS, INRIA, INSERM, …), de l’écosystème autour du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (pôle de compétitivité Alpha Route des Lasers et des Hyperfréquences, Institut Optique d’Aquitaine, CEATech, Cité de la Photonique), des agences régionales de développement (Aquitaine Développement Innovation, Unitec), du CROUS, de la présence des hôpitaux du Centre hospitalier universitaire de Bordeaux (CHU), de l’hôpital Charles Perrens et de trois cliniques importantes (Hôpital privé Saint-Martin, Clinique mutualiste, Clinique du sport), et d’un tissu économique diversifié. Le territoire bénéficie par ailleurs d'un patrimoine naturel et bâti à préserver et à valoriser. Au total, ce périmètre de 1 500 ha accueille 66 000 étudiants, 48 500 emplois dont 4 200 chercheurs publics et les trois quarts de l’offre hospitalière de la métropole.

Ces atouts à eux seuls justifient l'ambition d'y améliorer la qualité de vie et des conditions de travail et d'y développer les actions nécessaires à la création à terme de 10 000 emplois, à la construction de logements pour accueillir de nouveaux habitants et à l’accueil de 10 000 étudiants attendus à l’horizon 2035.

L'innovation qui doit être le maître mot d’un développement durable de ce territoire, doit se traduire sous deux formes :

- le territoire doit accueillir de nouvelles entreprises innovantes, en priorité dans ses secteurs de pointe ;
- il doit être lui-même un lieu d'expérimentation d'innovations selon les principes du développement durable, dans ses dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle.

A cet effet, les grands acteurs de l’innovation – les partenaires – conviennent de s'engager sur un programme commun d'actions, dans lequel ils expriment leurs stratégies propres, selon un principe de subsidiarité.

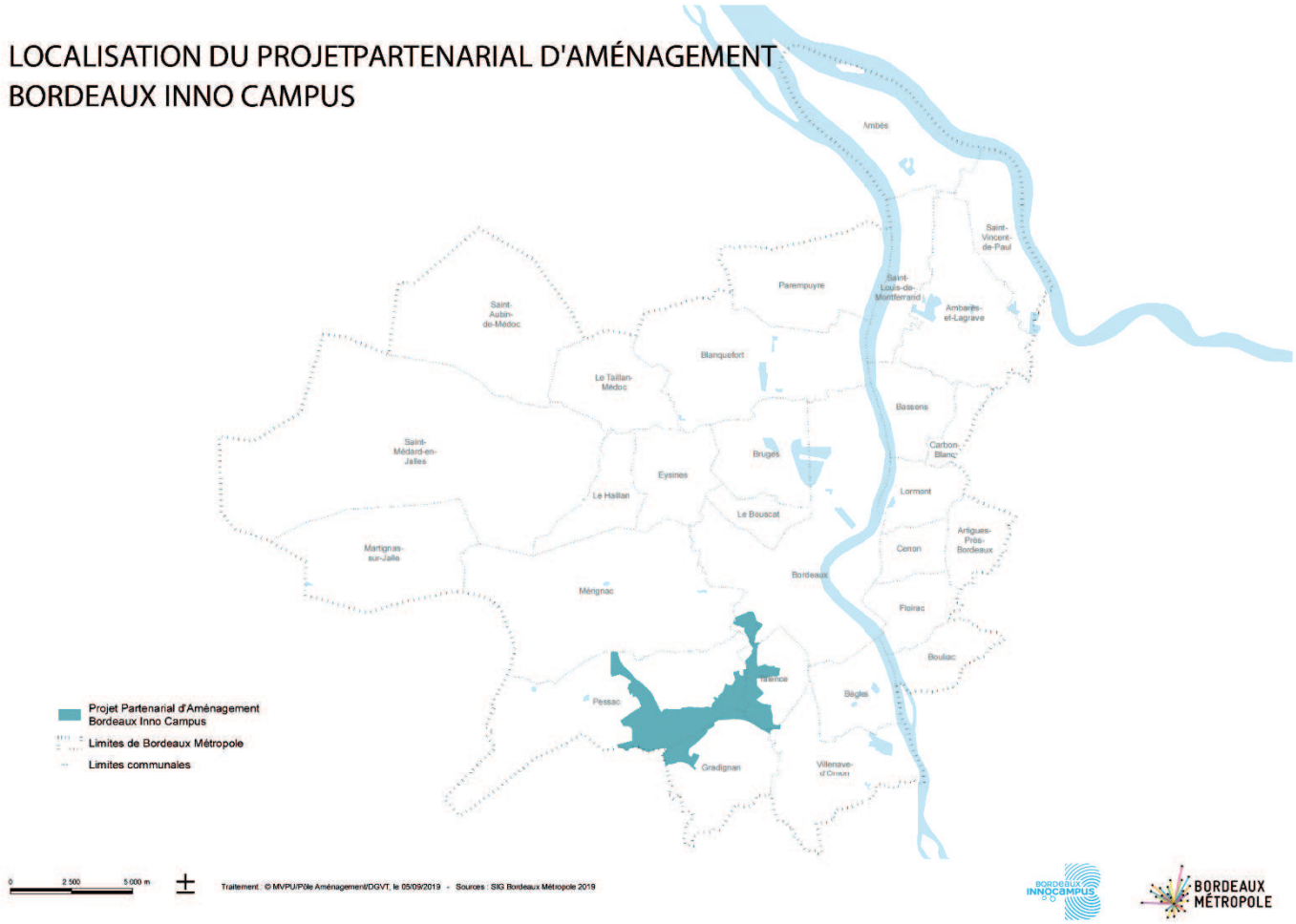
Le nouvel outil créé par la loi « évolution du logement, de l'aménagement et du numérique », le contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), apporte à l'OIM une triple cohérence :

- thématique (par exemple, en assurant le lien entre les programmes de construction de logements, la création d'équipements publics nécessitée par la demande de nouveaux habitants, le développement des modes de déplacements publics et « doux »),
- spatiale : en assurant une meilleure continuité du tissu urbain sur les franges des diverses parties du territoire, notamment pour adresser l’université dans la ville, améliorer l’urbanité des sites universitaires et promouvoir des synergies entre les différentes fonctions du territoire ;
- temporelle (afin d'éviter qu'une action engagée par un partenaire ne soit remise en cause en raison du retard d'un autre et d’assurer la livraison à temps des équipements publics nécessaires).

A.2. Dénomination et localisation du PPA

Le projet est dénommé Bordeaux Inno Campus (BIC), dénomination déposée à l'Institut national de la propriété intellectuelle.

Le périmètre du PPA BIC est décrit sur la carte ci-dessous. Il représente 1295 ha, dont 77 ha situés sur la commune de Bordeaux, 251 ha à Talence, 796 ha à Pessac et 171 ha à Gradignan. Il reprend en grande partie celui de l'OIM BIC, à l'exclusion des parties situées sur les communes de Mérignac (les emprises concernées, environ 10 ha, ne justifiant pas un signataire supplémentaire) et de Canéjan (du fait de son appartenance à une autre intercommunalité que Bordeaux Métropole), et en y ajoutant le parc Peixotto à Talence.



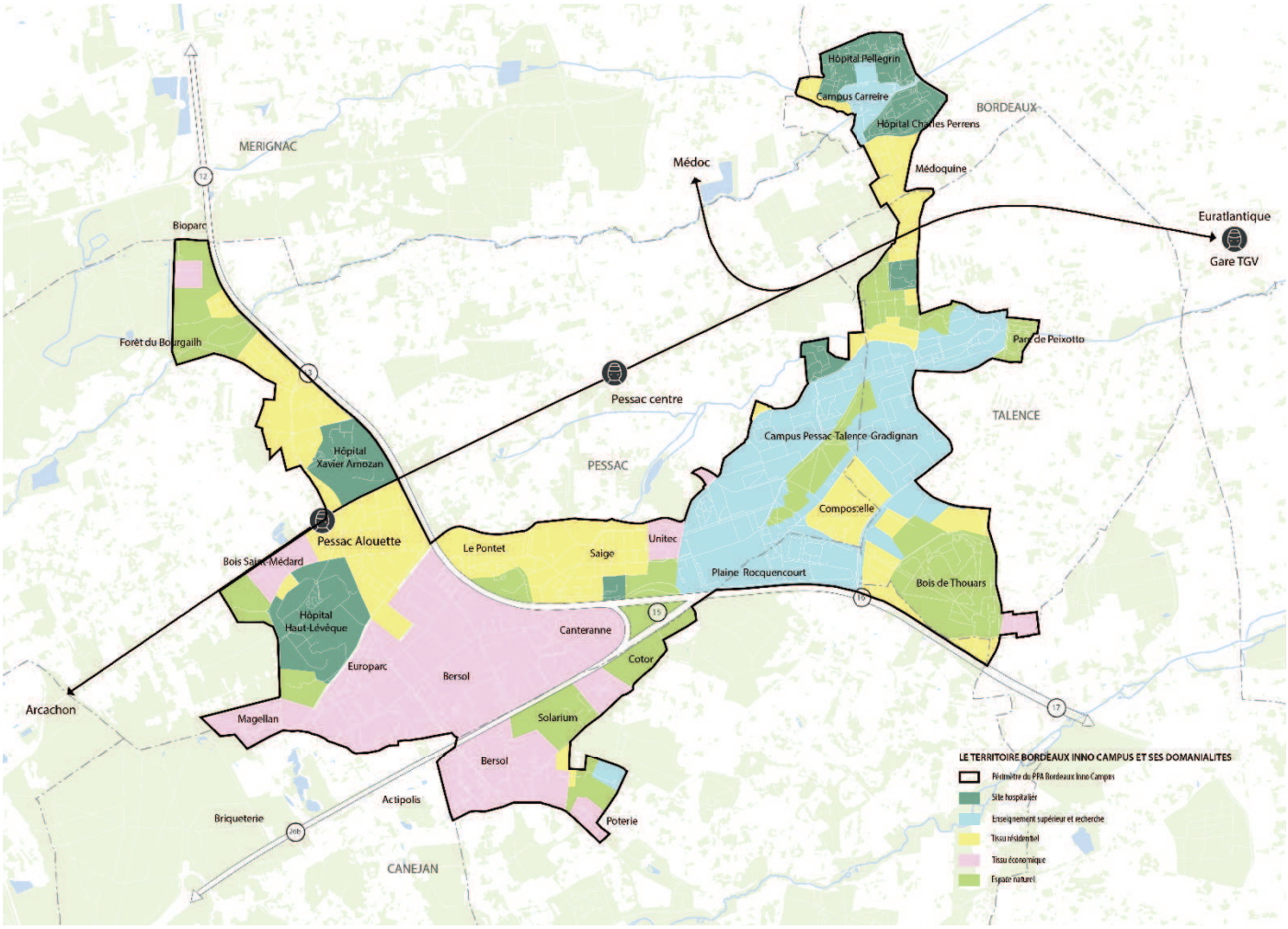
A.3. Signataires du contrat

- L’Etat, représenté par la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la Gironde, Mme Fabienne Buccio ;
- Bordeaux Métropole, représenté par son Président, M. Patrick Bobet ;
- La commune de Bordeaux, représentée par son Maire, M. Nicolas Florian ;
- La commune de Pessac, représentée par son Maire, M. Franck Raynal ;
- La commune de Talence, représentée par son Maire, M. Emmanuel Sallaberry ;
- La commune de Gradignan, représentée par son Maire, M. Michel Labardin ;
- L’Université de Bordeaux, représentée par son président, M. Manuel Tunon de Lara ;
- L’Université Bordeaux Montaigne, représentée par sa présidente, Mme. Hélène Velasco-Graciet ;
- Le CHU de Bordeaux, représenté par son directeur général, M. Yann Bubien ;
- Le CROUS, représenté par son directeur général, M. Jean-Pierre Ferré ;
- DOMOFRANCE, représenté par son directeur général, M. Francis Stephan ;

La commune de Canéjan et la communauté de communes Jalle Eau Bourde ne sont pas signataires de ce contrat, mais le partenariat fera l’objet d’une convention spécifique.

B. Le projet

B.1. Périmètre du projet



B.2. Ambition générale et principaux objectifs

L'ambition initiale du projet Bordeaux Inno Campus est de créer à terme 10 000 emplois en accueillant des entreprises innovantes à l'horizon 2035. Par ailleurs, l'accueil de 10 000 étudiants supplémentaires à cette échéance, et la recherche d'un équilibre entre emploi et habitat justifient la construction d'environ 10 000 logements, qui impliquent la mise en service de nouveaux équipements publics et le développement des commerces. Le projet partenarial d'aménagement doit répondre à deux exigences : attractivité à l'égard du monde extérieur, acceptabilité pour ceux qui y vivent et y travaillent, en assurant les meilleures conditions de vie et de travail dans ce territoire par son exemplarité en matière d'innovation, de mobilité et de développement durable.

L'ambition générale du projet se décline ainsi selon quatre axes :

- accélérer le développement territorial : l'innovation au cœur du territoire ;
- améliorer fortement les mobilités : une condition de la réussite ;
- aménager les espaces et développer l'offre d'habitat et de services, « faire ville » ;
- assurer un aménagement durable du territoire : être ambitieux sur les questions d'énergie, d'eau, de biodiversité et de climat.

1. Accélérer le développement territorial : l'innovation au cœur du territoire

Si le développement du territoire doit s'appuyer sur des actions en matière d'aménagement, de mobilité et de politique environnementale, il doit d'abord être fondé sur un certain nombre de mesures « immatérielles » pour affirmer la cohérence du territoire et du projet commun dans le respect de l'identité de chaque partenaire. **Les objectifs du projet sont de faire travailler ensemble les acteurs du territoire (enseignement, recherche, entreprises, communes) et de promouvoir le territoire et ses atouts, tant localement qu'à l'extérieur.**

2. Améliorer fortement les mobilités : une condition de la réussite

La mobilité est un problème majeur du territoire BIC. L'automobile est omniprésente, entraînant congestion et pollution, saturation des parkings et stationnement anarchique dans les espaces publics. La situation actuelle ne pourrait que s'aggraver, dans un scénario au fil de l'eau, dès lors que l'on se fixe un objectif à terme de création de 10 000 emplois, de 10 000 étudiants, et des logements correspondants. Le réseau de transports reste sous-dimensionné par rapport à d'autres parties de la Métropole, notamment dans l'extra-rocade. Cette situation est reconnue par la métropole, qui a engagé les concertations pour une nouvelle branche de la ligne de tramway B vers Gradignan, prévoit deux nouvelles lignes de transport collectif en site propre (TCSP) et cofinance les études techniques pour la réouverture de la gare de la Médoquine.

Toute mesure favorisant un report modal au profit des transports publics et des modalités douces est donc, sinon un préalable, du moins une nécessité pour assurer un développement harmonieux du territoire. Il faut y ajouter un besoin de désenclavement relatif du territoire, en assurant de meilleures dessertes nord-sud et avec les deux pôles majeurs de la métropole que sont l'aéroport et la gare Saint-Jean.

Le territoire de l'OIM, en tant que territoire exemplaire du développement durable, doit ainsi contribuer à l'atteinte des grands objectifs fixés par les élus pour la métropole de Bordeaux dans les documents fondamentaux que sont le PLU et la stratégie mobilités de la métropole

Les objectifs du projet sont d'améliorer les dessertes externes du territoire et de faciliter la mobilité à l'intérieur du territoire.

3. Aménager les espaces et développer l'offre d'habitat : « faire ville »

Une ambition commune

Si l'ambition commune des partenaires est de contribuer au développement du territoire en favorisant la création à terme de 10 000 emplois, 10 000 étudiants et l'accueil de nouveaux habitants et d'améliorer la mobilité au sein du territoire et ses dessertes, elle doit se traduire dans les projets concrets d'aménagement de chaque partenaire. Leur réalisation devra bien évidemment s'inscrire dans les objectifs environnementaux du développement durable : développement des énergies renouvelables, gestion optimisée de l'eau, préservation de la biodiversité, mise en valeur du paysage, prise en compte du climat.

Les partenaires s'accordent à ce que la réalisation de leurs projets soit soutenable sur les plans social, environnemental et financier pour chacun des partenaires concernés.

Des objectifs propres à chaque partenaire à concilier dans le respect de leurs prérogatives

Les grands acteurs publics du territoire ont en commun le souci d'améliorer les conditions de vie, d'accueil, d'étude et de travail dans le territoire et de lui donner une qualité urbaine et paysagère. Ils doivent aussi prendre en compte l'augmentation du nombre d'étudiants, dont il est souhaitable qu'ils soient logés, sinon dans le territoire de l'OIM, du moins au plus près des lieux d'enseignement. Ils ont, toutefois, des objectifs qui leur sont propres et qui doivent être conciliés entre eux.

La métropole de Bordeaux a un objectif général d'accueil d'emplois et de création de logements pour répondre aux besoins suscités par le développement économique du territoire métropolitain, dans le cadre d'un

aménagement durable du territoire (notamment en matière de mobilité, d'énergie et de nature). Les communes sont attachées à ce que les programmes à venir de logement répondent à une mixité de l'habitat. La métropole et les communes sont préoccupées par les conséquences de la construction de nouveaux logements sur la création de services et de nouveaux équipements publics en accompagnement du développement de l'emploi et de l'habitat, tels qu'écoles ou crèches, et donc générateurs de coûts financiers en investissement et en fonctionnement. Par ailleurs, les communes de Pessac et de Talence souhaitent une meilleure insertion du Campus dans leurs propres territoires afin que ce Campus devienne un véritable quartier de ville. Les universités partagent ces préoccupations.

Les deux Universités et le CHU se veulent aussi acteurs du territoire, en contribuant à son développement. Ils doivent conduire l'aménagement et la montée en qualité de leurs domaines en partenariat avec les collectivités territoriales qui en partagent les objectifs. Dans ce cadre, ils doivent notamment faire face à des investissements importants pour répondre à leurs besoins immobiliers actuels et futurs pour assurer leurs missions de service public. Ils ont besoin notamment d'améliorer, rationaliser et moderniser leurs implantations et leurs équipements. Pour financer ces investissements, ils ont besoin de valoriser une partie de leurs terrains qui ne sont pas susceptibles de servir, au moins à court terme, à leurs activités, en cohérence avec les orientations et les grands équilibres de leur schéma immobilier respectif. A ce titre, les trois établissements publics ont à rendre compte à leurs tutelles ministérielles de l'avancement de leurs programmes, en contrepartie de financements nationaux pour le CHU ou de la dévolution du patrimoine, obtenue par l'Université de Bordeaux qui devient ainsi un nouvel opérateur urbain, ou sollicitée par l'Université Bordeaux-Montaigne.

Le Crous souligne que le développement d'une offre de logement étudiant à loyer abordable repose sur un modèle économique fondé sur la mise à disposition d'un foncier gratuit et un financement sous forme de subventions de l'ordre de 15 à 20% du coût total de l'opération. En l'absence de foncier gratuit, la recherche de subventions publiques complémentaires est indispensable.

La commune de Pessac souhaite engager rapidement, avec la SA d'HLM Domofrance, dans le quartier de Saige un projet d'aménagement qui a toutes les caractéristiques de mixité sociale et fonctionnelle d'une opération de renouvellement urbain, bien qu'il ne soit pas financé par l'ANRU.

La métropole de Bordeaux et l'État ont pour objectif de mener à bien l'opération multi-sites (Bersol à Pessac et Gradignan, Centre d'Etudes Nucléaires de Bordeaux-Gradignan (CENBG) à Gradignan) sur la zone d'activités de l'extra-rocade, déjà bien engagée, pour assurer une meilleure implantation des entreprises actuelles à venir, dans une perspective de création de 10 000 emplois.

L'État, qui est entre autres partie prenante du Pacte métropolitain de l'innovation, s'associe aux partenaires du territoire et les accompagne dans la mise en œuvre des projets d'aménagement pour notamment développer l'habitat et l'emploi afin de répondre aux besoins à venir de la population, assurer la réussite des projets des grands établissements publics et mener à bien le projet de renouvellement urbain du quartier de Saige en recherchant l'atteinte des objectifs de développement durable (énergie, mobilité, etc.).

Enfin, une convention devra être passée avec la commune de Canéjan pour que la politique suivie en matière d'accueil des entreprises soit cohérente avec celle de la Métropole et des communes de Pessac et de Gradignan sur la métropole, pour assurer le raccordement à l'autoroute A63 sous réserve d'un développement économique concerté intégrant la question des déplacements.

Un équilibre emploi / habitat à rechercher

L'objectif affiché dans l'OIM est la création de 10 000 emplois à l'horizon 2030/2035.

- Concernant l'immobilier d'entreprise, la diversité du tissu économique qui mêle activités tertiaires et de production est un gage de résilience qu'il convient de préserver. D'autre part, le potentiel de recherche exceptionnel et la concentration des dispositifs d'innovation sur ce territoire plaident pour assurer les possibilités d'implantation des start-up industrielles innovantes incubées sur le campus et les sites hospitaliers. D'où la nécessité d'une part importante de locaux PME / PMI et de maîtriser l'offre tertiaire nouvelle alors même que la production engagée sur Bordeaux-Euratlantique, Bordeaux centre et aux abords de l'aéroport est déjà conséquente au regard des capacités d'absorption du marché. Il conviendra également de prévoir les espaces nécessaires pour l'implantation des services urbains (logistique urbaine, centre de tri) rendus nécessaires par les nouveaux programmes. Il faudra également envisager des possibilités pour des locaux artisanaux

Typologie d'immobilier d'entreprise	Emplois	Création nette de surfaces de plancher (SdP)	%
Bureau (notamment comptes propres) (environ 25 m²/emploi)	6 800	170 000 m²	30%
Locaux Petites et Moyennes Entreprises (PME) / Petites et Moyennes Industries (PMI) (notamment innovantes) (environ 100 m²/emploi)	2 500	250 000 m²	45%
Hôtellerie et hébergement temporaire (environ 150 m²/emploi)	350	50 000 m²	10%
Commerce et services (environ 200 m²/emploi)	250	50 000 m²	10%
Logistique urbaine et services urbains (environ 200 m²/emploi)	100	20 000 m²	5%
Total	**10 000**	**540 000 m²**	**100%**

Même si la plus grande partie des emplois, notamment industriels, sera créée dans l'extra-rocade, l'intra-rocade sera aussi concernée, notamment dans le Campus Pessac-Talence-Gradignan et dans le quartier de Saige. Les flux logistiques devront être pris en compte.

Les Universités et le CHU prennent acte de cet objectif global de répartition de l'immobilier d'entreprises vers lequel il faut tendre. Tout comme les collectivités territoriales reconnaissent le besoin de valorisation des établissements publics pour financer leurs investissements. Les partenaires conviennent d'examiner comment chaque opération d'aménagement peut répondre au mieux simultanément à ces deux objectifs.

La recherche d'un équilibre entre l'emploi et l'habitat, notamment pour réduire les déplacements domicile-travail justifie la réalisation de 10 000 logements, à créer très majoritairement dans l'intra-rocade. En effet, la Métropole propose de retenir un ratio d'un logement (toutes catégories confondues) par emploi (soit un peu plus que la moyenne métropolitaine où l'on compte 379 000 actifs pour 338 000 résidences principales fin 2017) afin de résorber une partie du déficit de logements sur ce territoire, soit une ambition d'augmentation du parc de 10 000 logements. Ce volume, qui peut paraître important, est en réalité cohérent avec les objectifs métropolitains à l'horizon 2035 (auquel BIC contribuerait ainsi à hauteur de 10 % des nouveaux emplois et 10 % des nouveaux habitants).

Afin de répondre à la diversité des besoins, la Métropole, l'Etat et le Crous rappellent l'importance d'offrir une gamme de logements permettant le parcours résidentiel : 35 % de logements sociaux (inclus le logement social étudiant conventionné), 20 % d'accession à prix maîtrisés et 45 % de logements libres. S'agissant plus particulièrement du logement étudiant, le territoire métropolitain compte à date 8 800 logements conventionnés, dont 7 500 gérés par le Crous (dont 5 000 sur le Campus Pessac-Talence-Gradignan). Pour dépasser comme souhaité par la Métropole et le Crous le ratio national de référence d'un logement conventionné pour 10 étudiants, il convient donc de produire à l'échelle métropolitaine au moins 1 200 logements conventionnés pour rattraper le déficit, et au moins 2 000 de plus pour répondre aux besoins nouveaux. Il est proposé que le périmètre BIC, qui concentre trois quarts des étudiants, contribue fortement à cet objectif, en accueillant 2 900 unités.

Objectif global de répartition :

Typologies de logements	**Unités**	**Création nette de surfaces de plancher (Sdp)**	**%**
Logement étudiant conventionné (environ 25 m²/unité)	2 900	72 000 m²	15%
Logement locatif social familial (environ 64 m²/unité)	1 500	96 000 m²	20%
Logement familial à prix maîtrisé (environ 64 m²/unité)	1 500	96 000 m²	20%
Logement libre étudiant et familial (environ 53 m²/unité en moyenne)	4 100	216 000 m²	45%
Total	**10 000**	**480 000 m²**	**100%**

Les Universités et le CHU prennent acte de cet objectif global de répartition des logements vers lequel il faut tendre, tout en attirant l'attention de la Métropole sur les incidences des objectifs de répartition ainsi énoncés sur l'équilibre des bilans économiques et financiers des opérations à venir.

Les collectivités territoriales reconnaissent le besoin de valorisation des établissements publics pour financer leurs investissements. Les partenaires conviennent d'examiner comment chaque opération d'aménagement peut répondre au mieux simultanément à ces deux objectifs.

La répartition globale devra être adaptée selon les parties du territoire de BIC pour tenir compte des objectifs annuels de construction du plan local de l'habitat (PLH) pour chaque commune (pour le PLH en vigueur, ces objectifs s'élèvent à 240 logements par an pour l'ensemble de la commune de Talence, 130 logements par an pour Gradignan, et 650 logements par an pour Pessac), de la situation de chaque commune au regard de l'article 55 de la loi SRU (Bordeaux et Gradignan étant déficitaires, à la différence de Pessac et Talence), de la présence plus ou moins forte de résidences universitaires, ainsi que de l'équilibre des bilans économiques et financiers des opérations engagées par les universités et le CHU. Plus généralement, la typologie des logements, notamment leur taille, devra tenir compte des caractéristiques de la population, nécessairement évolutives. L'adaptabilité et la mutabilité des logements seraient aussi souhaitables pour prendre en compte les évolutions démographiques et sociologiques sur le long terme. En cas de bail emphytéotique, les bailleurs devront veiller à ce que la maintenance soit assurée sur la durée totale des baux.

Plus généralement, il faut viser la qualité de la programmation territoriale en :

- veillant à ce que chaque partenaire contribue, dans ses programmes aux équilibres en termes d'immobilier d'entreprise et de logement, sous réserve de la soutenabilité environnementale et financière et de l'acceptabilité sociale ;
- assurant une qualité d'usage : desserte en transports en commun, exclusion du logement en front de rocade, mutualisation du stationnement avec des usages diurnes et nocturnes ;
- prévoyant les besoins nouveaux en équipements et les modalités de financement en fonctionnement et investissement : crèches, écoles, jardins, voirie, réseaux électriques, centre de tri des déchets, équipements sportifs ;
- s'inscrivant dans les objectifs du développement durable du PPA, avec une attention particulière portée à la végétalisation des espaces pour lutter contre les ilots de chaleur.

4. Assurer un aménagement durable du territoire : être ambitieux sur les questions d'énergie, d'eau, de préservation de la biodiversité et de climat

Le projet Bordeaux Inno Campus, qui constitue une des grandes opérations de développement territorial de la métropole de Bordeaux, doit être exemplaire en termes de développement durable.

Référence doit aussi être faite au pacte métropolitain d'innovation de Bordeaux signé avec l'État qui pose, parmi les enjeux de l'OIM BIC, celui des transitions écologiques et climatiques et dont l'ambition doit être explicitée par le contrat de PPA.

L'enjeu du territoire BIC est double : faire contribuer ce territoire aux objectifs ambitieux adoptés dans différents documents par les élus de la métropole ; mettre au cœur de l'ambition du territoire l'innovation, qui est sa marque de fabrique.

B.3. Insertion du projet dans son contexte

BIC s'inscrit dans le contexte d'une forte croissance démographique et économique liée à l'attractivité de la métropole bordelaise et de sa région (+20 000 habitants chaque année en Gironde). Entre 2015 et 2030, on estime que Bordeaux Métropole accueillera 250 000 habitants et 100 000 emplois supplémentaires, sauf à ce que la croissance départementale se fasse encore davantage dans les territoires périurbains, avec des conséquences négatives en matière notamment d'artificialisation des sols et de déplacements motorisés et d'accès. Cette croissance est un atout évident pour le territoire, mais elle représente également un défi. La métropole bordelaise doit en effet créer les conditions harmonieuses d'accueil des nouveaux habitants, des emplois et des usagers. Cela implique de produire l'offre de logements et d'immobilier d'entreprise correspondante tout en préservant l'environnement et la qualité de vie. Cela implique également de dimensionner les équipements publics nécessaires, dans un contexte de transfert de compétences vers les intercommunalités et de tensions sur les finances publiques. Cela implique enfin de mener plus encore qu'ailleurs la transition énergétique afin d'assurer la soutenabilité de ce développement.

Les politiques métropolitaines déclinent ainsi le projet d'une « haute qualité de vie dans une métropole européenne », compatible avec les dispositions du Schéma de cohérence territoriale (Scot) 2030 de l'aire métropolitaine bordelaise, et auquel le projet BIC contribuera :

- En matière de mobilité, le Schéma directeur opérationnel des déplacements métropolitains (SDODM) a pour objectifs d'étendre le réseau de transports en commun à haut niveau de service (TCHNS) vers les secteurs les moins bien desservis (desserte notamment du centre-ville et du sud de Gradignan en tramway) et de mieux articuler les lignes de TCHNS entre elles en créant de nouveaux points d'échanges (dont la liaison aéroport – gare de Pessac Alouette), mais aussi l'adaptation du réseau routier à la croissance des déplacements (mise à 2x3 voies de la rocade) et le développement d'un véritable « mix mobilité » développant le covoiturage, une gestion proactive du stationnement, et les modes actifs (marche, vélo, etc.).
- En matière de développement économique, le schéma métropolitain de développement économique vise à créer les conditions de production de 100 000 emplois supplémentaires via le soutien aux filières stratégiques et le renforcement de l'attractivité du territoire (en particulier pour BIC le laser et la santé).
- En matière d'habitat, le PLH) de la Métropole vise à produire chaque année au moins 7 500 logements, dont 3 000 logements sociaux, y compris pour des publics très précaires. Au-delà de ces objectifs quantitatifs, Bordeaux métropole et les opérateurs ont adopté une « Charte du bien construire » définissant des bonnes pratiques à même de garantir la qualité des constructions. Enfin, la maîtrise des prix des logements est un objectif porté dans le cadre de la conférence permanente des opérateurs immobiliers et fonciers.
- En matière d'énergie, le Plan Climat de Bordeaux Métropole prévoit d'atteindre à l'horizon 2030 l'objectif d'un territoire neutre en émissions de gaz à effet de serre, grâce à la rénovation énergétique du bâti, la création de réseaux de chaleur et le développement des énergies nouvelles et renouvelables.

En matière de nature et de biodiversité, la démarche 55 000 ha pour la nature et l'enveloppe urbaine du Scot garantissent le maintien d'un équilibre entre les espaces urbanisés et les espaces naturels, représentant chacun la moitié de la superficie de Bordeaux Métropole. Cela passe par la préservation de la richesse de la biodiversité et la gestion écologique des milieux, la réintroduction de la nature dans les zones urbaines denses, les grandes

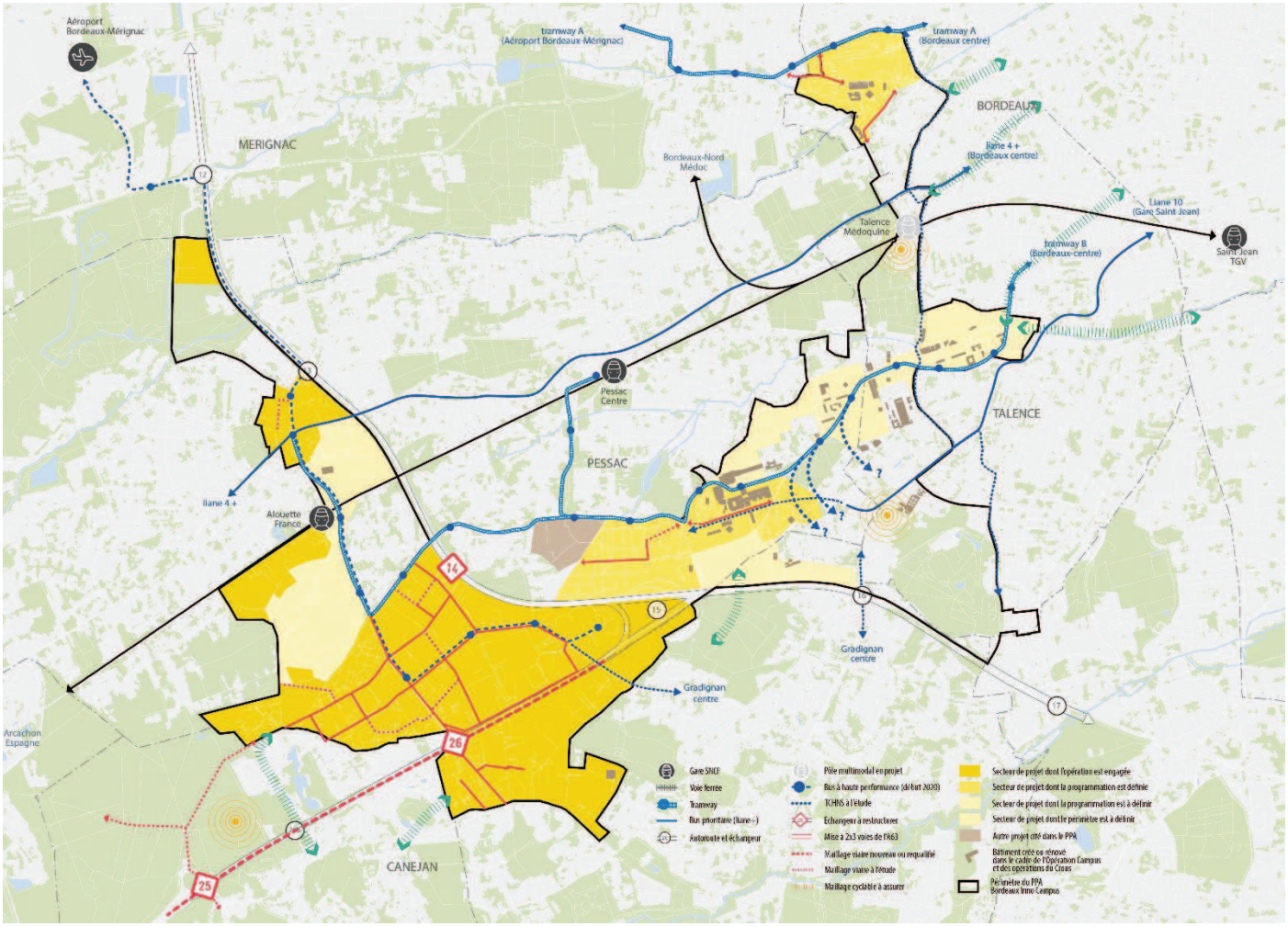
opérations d'aménagement, les zones commerciales ou d'activité, la valorisation écologique, sociale et économique des grands territoires de nature, la reconstitution des continuités naturelles paysagères et écologiques (les « trames vertes et bleues ») dans un souci de préservation des espèces animales et végétales, mais aussi de révélation du socle naturel de notre territoire, et en particulier du réseau hydrographique, et enfin la valorisation écologique des espaces en mutation.

B.4. Les actions à mener

Le présent contrat traduit un projet collectif et présente des actions partagées par les partenaires dans le respect de leurs compétences.

La mise en œuvre de chacune de ces actions impliquera les concertations, démarches et autorisations qui leur sont propres.

Les actions sont classées selon les quatre axes qui déclinent l'ambition générale du projet (cf.B.2). Pour chacune des actions, lorsque cela est possible, sont précisés en italique, de manière indicative, le ou les maîtres d'ouvrage, les partenaires, le calendrier, le financement.



Pour chacune des actions, le MAÎTRE D'OUVRAGE est chargé de la mener à bien, en lien avec les partenaires mentionnés. Pour certaines actions, un CO-PILOTE peut porter solidairement l'action avec le maître d'ouvrage.

Les PARTENAIRES sont les acteurs signataires du présent contrat nécessairement associés à la mise en œuvre de l'action. Les AUTRES ACTEURS, dont la liste n'est pas exhaustive, sont les tiers non signataires qui auront vocation à être associés à l'action. Ils sont ici cités à titre indicatif et non limitatif.

Les rôles définis ci-dessus ne préjugent pas des modalités de financement de l'action.

B.4.1. Les actions permettant le développement territorial

Faire travailler ensemble les acteurs du territoire (enseignement, recherche, entreprises)

1. Transformer le comité stratégique en conseil d'orientation et d'innovation de BIC

Les signataires du projet partenarial d'aménagement Bordeaux Inno Campus sont les principaux porteurs du projet. Ils sont réunis au sein d'un comité de pilotage dont les missions et les modalités de fonctionnement sont définies à l'article B.5.

D'autres acteurs de l'innovation sur ce territoire, doivent pouvoir contribuer au développement du territoire et à la mise en œuvre des actions retenues dans le PPA. Sont notamment concernées les entreprises innovantes, les agences de développement, des établissements d'enseignement supérieur non signataires, des associations impliquées dans l'animation sociale et culturelle ou la promotion de nouveaux usages. La transformation du comité stratégique de l'OIM BIC implique d'en élargir la composition, pour une meilleure représentation des acteurs économiques, sociaux et culturels et de leurs usagers.

Ce nouveau conseil assurera les missions suivantes :

- l'information sur l'avancée du projet Bordeaux Inno Campus et des différentes actions menées au titre du PPA mais aussi sur l'évolution du territoire et de ses enjeux. Les partenaires s'engagent notamment à mettre en place un outil agile pour suivre et anticiper les besoins des entreprises, appréhender le marché immobilier et adapter en conséquence les objectifs programmatiques des opérations d'aménagement ;
- l'échange de bonnes pratiques en matière d'innovation (par exemple sa mobilisation dans la commande publique, les démonstrateurs) ;
- des propositions de réponses partenariales aux Appels à manifestations d'intérêt (AMI) et appels à projets portant sur les thématiques de la santé et de l'innovation ;
- La consultation des forces vives du territoire auxquelles seront soumis les documents stratégiques et les actions prévus par le contrat ;
- l'avis sur l'opportunité d'actions nouvelles proposées au titre de Bordeaux Inno Campus ;
- La labellisation des projets innovants.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Secrétariat : Bordeaux Métropole

Partenaires: signataires du contrat

Autres acteurs (dont la liste pourra évoluer) : Région Nouvelle Aquitaine, Commune de Canéjan, Talence Innovation Sud Développement, Unitec, Aquitaine Développement Innovation, pôle de compétitivité Alpha RLH, Bordeaux-INP, Ensap, Sciences-Po Bordeaux, trois entreprises représentatives (un grand compte, une start-up innovante de la filière santé, une PMI industrielle), une association représentative des habitants et/ou usagers de l'ensemble du périmètre Bordeaux Inno Campus, une association impliquée dans la mobilité innovante, une association impliquée dans le développement durable ou l'économie circulaire, un acteur culturel.

Calendrier : 1er semestre 2020

Financement : sans objet

2. Coordonner les initiatives et les dispositifs d'accueil des entreprises et l'insertion dans le tissu existant

Les nouvelles entreprises qui veulent s'implanter sur le territoire peuvent aujourd'hui s'adresser à différents interlocuteurs, les communes, l'université de Bordeaux, les autres établissements d'enseignement supérieur, les agences de développement. Il n'est pas souhaité par les partenaires de mettre en place un service unique d'accueil des entreprises. Mais ils s'accordent sur l'opportunité de créer un portail au niveau de l'OIM qui explicite et oriente vers les acteurs compétents, notamment les communes, clarifiant ainsi les circuits actuels. Aussi une coordination est-elle nécessaire, se traduisant par :

- une information commune sur les conditions d'accueil dans le portail territorial Bordeaux Inno Campus,
- une information mutuelle entre les référents des différents acteurs concernés.

Il convient, en effet, que si une implantation n'apparaît pas possible ou souhaitable dans une commune ou sur le domaine de l'un des signataires, le porteur de projet soit réorienté sur une autre partie du territoire de l'OIM, voire dans la métropole en dehors de son périmètre.

Les partenaires souhaitent accueillir les entreprises prioritairement qui renforcent les secteurs moteurs d'innovation sur le territoire (santé, optique-laser, matériaux innovants, ...), tout en prenant en compte les conditions de mutation du tissu économique existant par d'éventuelles relocalisations d'activités présentes sur le territoire dans le respect des stratégies des partenaires.

Les partenaires s'accordent sur la nécessité de développer l'offre immobilière, aujourd'hui insuffisante pour l'accueil des entreprises, et prioritairement pour :

- des locaux à destination des entreprises en sortie de pépinières et incubateurs (à hauteur de 1000 à 2000 m² d'hôtels d'entreprise chaque année),
- des sites d'implantation pour les PME-PMI notamment technologiques en sortie d'hôtels d'entreprises (besoin estimé à 250 000 m² d'ici 2035).

Un contrat spécifique de la métropole avec la commune de Canéjan prévoira les conditions de coordination pour l'accueil des entreprises.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes signataires du contrat, Université de Bordeaux

Autres acteurs : SEML Route des Lasers, Unitec, CDC, Région Nouvelle Aquitaine

Calendrier : premier semestre 2020

Financement : sans objet

3. Constituer un réseau des acteurs de la santé : envisager une toile numérique partenariale

Afin de mieux affirmer la filière santé sur le territoire, les partenaires étudieront les conditions pratiques de création d'une « toile », outil de coopération numérique, qui aurait pour objet de permettre aux acteurs du territoire de collaborer entre eux pour engager des événements, des actions communes et des projets innovants.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : CHU de Bordeaux, Université de Bordeaux

Calendrier : étude d'opportunité 2021

Financement : maitres d'ouvrage

Promouvoir le territoire et ses atouts, tant localement qu'à l'extérieur

4. Se doter d'outils de communication sur la mise en œuvre du PPA

La communication commune sur le développement du territoire et la mise en œuvre du PPA doit se faire dans le respect des stratégies de communication propres à chaque partenaire en s'appropriant la signature territoriale Bordeaux Inno Campus, complémentaire des identités de chaque institution.

Les partenaires chercheront à s'accorder sur les messages clés, les indicateurs d'avancement du PPA, les supports éditoriaux (site Internet, ...), sur l'accueil de délégations françaises ou étrangères venant visiter le territoire. Les partenaires identifieront leurs référents pour faciliter les échanges entre eux d'informations concernant le territoire.

La communication doit d'abord viser les habitants du territoire pour qu'ils s'approprient le projet et comprennent que le PPA apportera des éléments positifs en termes d'emplois, de mobilité et d'activités sociales et culturelles, venant conforter les atouts que représentent notamment la présence d'établissements d'enseignement de grande qualité et une offre médicale de haut niveau à proximité.

La deuxième cible est celle de ceux qui travaillent sur le territoire. Un enjeu particulier est le changement d'image

du quartier de Saige.

La troisième cible est celle qui est tournée vers l'extérieur, que ce soit dans la métropole ou en dehors pour mieux faire connaître ses atouts notamment en matière de développement économique.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : signataires du contrat

Calendrier : livrables sur les messages clés et supports éditoriaux 2020, bilan 2021, mise à jour de la stratégie 2022 (tous les trois ans)

Financement : Bordeaux Métropole pour le portail territorial Bordeaux Inno Campus et les supports de communication communs

5. Créer un réseau de lieux labellisés d'interface entre le projet et les usagers

En complément des dispositifs de valorisation scientifique existants (centres d'innovation sociétale comme le Forum urbain et Ubic), il apparaît nécessaire de créer des lieux d'interfaces avec les usagers (habitants, étudiants, employés, patients, …) ancrés dans le territoire. Les Bic Box sont un lieu de ressources et un moyen de partager avec les usagers les enjeux du territoire et le projet de PPA. En complément des deux Bic Box engagées, chaque partenaire pourrait être à l'initiative de tels lieux en lien avec le conseil d'orientation et d'innovation.

Maîtrise d'ouvrage : tout signataire ou membre du conseil d'orientation et d'innovation qui le souhaite

Partenaires : Bordeaux métropole, Etat et tout autre signataire du PPA qui le souhaite

Calendrier : au fur et à mesure des initiatives

Financement : maîtres d'ouvrage

6. Valoriser le patrimoine du territoire de l'OIM

Le patrimoine naturel et bâti, ancien ou contemporain, est un facteur d'attractivité du territoire. Sa mise en valeur est aussi un moyen de faciliter la prise en compte de l'OIM par les habitants auxquels l'historique du territoire (hier, aujourd'hui, demain) sera expliqué. Cette valorisation devrait aussi porter sur le patrimoine proche du territoire (parc de Peixotto et jardin botanique à Talence, Cité Frugès à Pessac, ...).

Il est proposé d'annexer au contrat de PPA, parmi les cartes thématiques, celle du patrimoine naturel et bâti.

- Editer un guide du patrimoine bâti et du patrimoine naturel :
- Le recensement du patrimoine permet d'éditer un guide, dans l'internet de l'OIM et sous forme de plaquette.
- Jalonner des itinéraires piétonniers et cyclables pour mieux faire connaître le patrimoine :
- L'amélioration des circulations douces dans le territoire et la création d'aires de multimodalité peuvent être mis à profit pour créer des itinéraires.
- Organiser des journées portes ouvertes : une journée portes ouvertes peut être organisée chaque année lors des Journées du patrimoine.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes et propriétaires concernés

Calendrier : 2020

Financement : Bordeaux Métropole et communes

Bordeaux Inno Campus doit être un laboratoire d'innovations.

7. Mettre en place une démarche permettant de faire émerger et converger des projets innovants

Le riche potentiel humain qu'offrent les acteurs du territoire justifie d'engager une démarche coordonnée permettant de faire émerger en continu et converger des projets innovants, intégrant éventuellement des volets social et culturel, tout en faisant participer les usagers du territoire qui pourraient donner leur avis. Les projets seraient sélectionnés par les partenaires du PPA et le conseil d'orientation et d'innovation.

A titre d'exemple, les IBA (Internationale Bauausstellungen) sont des appels à projets pratiqués en Allemagne depuis des décennies pour développer et animer des territoires « en devenir » (comme la grande île sur l'Elbe à Hambourg), en demandant aux acteurs publics et privés de présenter des projets, matériels ou immatériels, de toute nature (économique, sociale, environnementale, culturelle, architecturale, artistique) s'inscrivant dans une démarche de développement durable. Il appartient à l'autorité publique avec ses partenaires de sélectionner les projets sur la base de critères préalablement définis qui expriment le mieux l'essence du territoire. Pour ces projets, les initiateurs doivent ensuite réunir les financements. Les IBA, limités dans le temps, font l'objet d'une communication commune des partenaires dans le territoire et en dehors du territoire, y compris à l'international.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Co-pilotage : Etat

Partenaires : signataires du contrat

Calendrier : préfiguration de Saige 2020, autres grand sites entre 2021 et 2023, cadrage général de l'innovation 2022, cadrage périodique tous les trois ans

Financement : Bordeaux Métropole et partenaires impliqués

8. Mettre en réseau et développer les espaces démonstrateurs industriels de la ville durable

Dans cette même logique, les partenaires du PPA pourraient contribuer à la création d'un réseau d'espaces démonstrateurs de la ville durable, faisant ainsi connaître le savoir-faire des acteurs du territoire.

A titre d'exemple, dans le cadre de l'appel à projets lancé par l'Etat « Démonstrateurs industriels pour la ville durable » (DIVD), les « entreprises et les territoires qui les soutiennent forment des consortiums publics privés, qui déploient localement des innovations techniques, organisationnelles et de gouvernance à toutes les étapes de la conception urbaine » (extrait d'une fiche du réseau Vivapolis).

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Co-pilotage : Etat

Partenaires : signataires du contrat

Calendrier : relais sur le portail territorial 2020, évaluation 2023, cadrage périodique tous les trois ans

Financement : sans objet

B.4.2. Les actions en matière de mobilité : indispensables au développement territorial et aux projets d'aménagement et d'habitat

1. Réaliser un schéma de déplacement tous modes à l'échelle du territoire

Les différentes actions envisagées en matière de mobilité justifient la réalisation d'un schéma de déplacements à l'échelle du territoire visant à évaluer les besoins de mobilité d'ici 2035 au regard de l'augmentation des usagers (employés, habitants, étudiants, usagers des grands équipements publics et commerciaux) et des projections d'évolution des comportements de mobilité, à définir des objectifs de parts modales à la fois cohérents avec l'ambition écologique et réalistes, et un dimensionnement des capacités de l'offre viaire, du niveau de desserte en transports et du stationnement qui en résultent. Ces éléments seront définis à partir des données du modèle de Bordeaux Métropole quantifiant les charges de trafic en tenant compte de l'ensemble des nouveaux projets d'infrastructures et d'aménagement sur la Métropole. A partir de ces éléments de diagnostic et de stratégie, le schéma précisera les interventions à mener et leur calendrier de mise en œuvre. Elles incluront le traitement des points noirs en termes de congestion et un programme de modification de certains carrefours, et toutes les interventions prévues dans les opérations déjà engagées (comme par exemple l'opération d'aménagement extra-rocade).

Ce schéma se substituera au schéma de déplacements du campus initialement prévu par Bordeaux-Métropole, le périmètre de l'OIM s'avérant plus pertinent que celui du strict domaine universitaire, en s'appuyant sur le schéma déjà réalisé pour la partie extra-rocade.

Le schéma sera élaboré en étroite articulation avec les plans de déplacements des établissements signataires du contrat de PPA.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Co-pilotage: Etat

Partenaires : ensemble des signataires du contrat

Calendrier : 2020

Financement : Bordeaux Métropole

Améliorer les dessertes externes du territoire

De nombreux projets sont déjà en cours d'étude par la métropole de Bordeaux.

2. Renforcer la liaison Euratlantique-Campus-Saige en transport collectif à haut niveau de service (TCHNS)

Cette nouvelle ligne permettra d'atteindre plus rapidement le territoire de l'OIM depuis la gare de Saint-Jean et les sites de l'opération d'intérêt national Euratlantique.

Elle sera mise en service en deux phases :

- renforcement dès septembre 2019 du service entre la gare et le campus par un nouveau bus type liane sur le tracé de la ligne 10 après des aménagements ponctuels durant l'été ;
- liaison vers Saige en bus à haut niveau de service à l'horizon 2023.

La commune de Pessac et l'université Bordeaux Montaigne proposent de prolonger la liaison jusqu'à l'arrêt cité de la photonique via l'esplanade des Antilles.

Ce projet conduit les communes et l'université de Bordeaux à poser deux questions d'intermodalité :

- correspondance entre cette nouvelle liaison et le tram B, compte tenu de sa mauvaise jonction avec l'actuelle liane 10 ;
- lieu de rabattement des cars du département qui pourrait se faire à Arts et Métiers au lieu de Peixotto, mal adapté, voire à Beausoleil après la création du débranchement de la ligne B sous réserve d'une réelle efficacité du dispositif au regard des réserves émises par la Bordeaux Métropole vis-à-vis d'un report modal trop éloigné du centre.

- *Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole*
- *Partenaires : signataires du contrat-*
- *Calendrier : mise en service en deux phases 2019 et 2023*
- *Financement : Bordeaux métropole*

3. Créer une nouvelle liaison structurante Pellegrin-Thouars-Malartic en transport collectif à haut niveau de service (TCHNS)

Cette nouvelle ligne sur le même tracé que la liane 8 permet de relier plus efficacement qu'aujourd'hui trois sites de l'université de Bordeaux (Carreire, Haut-Carré et Arts et Métiers) et les grands sites du CHU de Bordeaux (Hôpital Pellegrin et direction générale directement et, grâce à la réouverture de la gare de la Médoquine (cf. point 5), indirectement Haut-Lévêque et Xavier Arnozan), ainsi que de créer un barreau entre les trams A et B. Ce TCHNS serait en correspondance avec un pôle multimodal nouveau à Arts et Métiers. Cette création devrait favoriser un report modal au détriment de la voiture qui prend trop de place sur Carreire. L'amélioration de la desserte de l'hôpital Pellegrin (mais aussi de la Direction générale du CHU, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire), avec le maintien des arrêts actuels, est un enjeu majeur pour le CHU dans le cadre de son schéma directeur immobilier et notamment de la densification de ce site. Sa démarche de promotion des modes alternatifs ne pourra en être que renforcée avec une part modale des transports en commun plus importante. Un point de vigilance demeure concernant une éventuelle suppression des arrêts Pellegrin Est et Mozart, parfois évoquée.

La concertation est en cours et la délibération pourrait être prise dès la fin de l'année. La mise en service est prévue entre 2025 et 2027.

Afin d'accompagner le projet ambitieux d'aménagement des campus, le mode tramway sur le tronçon Pellegrin/Thouars est privilégié par les communes de Talence et de Bordeaux avec l'appui des autres maires concernés.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : signataires du contrat-

Calendrier : choix du tracé 2020, autorisations 2022, travaux 2023-2025, mise en service 2025-2027 sous réserve des autorisations administratives

Financement : Bordeaux Métropole

4. Créer une nouvelle branche du tram B pour desservir le Campus et le centre-ville de Gradignan

Cette nouvelle branche, d'une importance majeure pour relier le centre de Gradignan au centre de Bordeaux participe au désenclavement du territoire par rapport à son environnement proche.

La concertation est en cours. Parmi les trois options dont l'une assure une liaison plus directe et une autre permet de desservir le secteur Sciences humaines et sociales du campus ainsi que la Bibliothèque universitaire Droit - Lettres, un tracé devra être choisi en 2020 pour une mise en service entre 2025 et 2027.

Le niveau de service ne sera pas sensiblement modifié par rapport à la situation actuelle : pour chaque heure, 6 trams vers Alouette-France, 6 vers Pessac centre, 2 au lieu de 6 s'arrêtant à Montaigne-Montesquieu et 4 trams pour Gradignan.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : signataires du contrat

Calendrier: choix du tracé 2020, autorisations 2022, travaux 2023-2025, mise en service 2025-2027

Financement : Bordeaux Métropole

5. Créer une ligne de bus à niveau de service performant (BNSP) Le Haillan-Cité de la Photonique-Gradignan

Cette ligne permettra de relier à l'aéroport le site d'activités de Bersol. Elle peut aussi assurer un certain report modal via le tram B pour les déplacements du CHU de Bordeaux sur les deux sites extra-rocade Haut-Lévêque et Xavier Arnozan (participants aux nombreux colloques, chercheurs, médecins, etc.). Sa mise en service est prévue fin 2019, avec des aménagements qui seront réalisés progressivement dans le cadre de l'opération d'aménagement extra-rocade, améliorant ainsi sa vitesse commerciale.

Cette ligne de BNSP empruntera la rocade avec un aménagement spécifique de la bande d'arrêt d'urgence entre les échangeurs 12 et 13 des 2019.

Elle permettra de créer une connexion aéroport-TER (gare Alouette-France de la ligne Bordeaux-Arcachon) et sera un barreau entre les lignes de tramway A et B avec le prolongement de la ligne A vers l'aéroport (en projet).

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : signataires du contrat--

Calendrier : 2019 : déploiement, 2021 : montée en fréquence, 2025 – 2030 : prolongement sur Gradignan

Financement : Bordeaux Métropole

6. Mettre à 2x3 voies l'autoroute A 63

Cette opération est souhaitée par les grands acteurs du territoire face à la saturation de cette autoroute dans les deux sens aux heures de pointe. Le rapport du Conseil d'orientation des infrastructures remis par son président Philippe Duron le 1er février 2018 à la ministre chargée des transports retient cette opération entre Bordeaux et Salles mais après concession.

Les collectivités demandent donc que l'État étudie, dans les meilleurs délais, les conditions de la mise en concession de ce tronçon, pouvant conduire à la mise en place d'un péage. L'État indique que les études pourront démarrer après le lancement de la concertation par la ministre des transports. Les communes du Sud Bassin et le Département devront être associés.

Bordeaux Métropole évoque la possibilité de dédier la troisième voie aux transports collectifs et au covoiturage et rappelle le projet de restructuration des échangeurs 25 et 26 et la création d'une passerelle pour modes doux en 2021.

Maîtrise d'ouvrage : Etat (concession)

Partenaires : Bordeaux Métropole, communes de Gradignan, de Pessac et de Canéjan, communes du Sud Bassin, Département de Gironde

Calendrier : lancement des études 2020

7. Améliorer l'accès aux campus universitaires depuis la rocade

Aujourd'hui, l'accès au campus depuis la rocade se fait quasi exclusivement depuis l'échangeur n°16. Or, les axes viaires amont, le cours de la Libération et l'avenue Pey Berland notamment, sont d'ores et déjà particulièrement congestionnés et parmi les plus pollués de l'agglomération, et vont être directement impactés par les projets de transport collectif. Il semble évident que ces axes ne pourraient accepter d'augmentation des flux de circulation générés par les projets envisagés intra-rocade, notamment sur Rocquencourt.

Dans ce contexte, se pose la question d'un nouvel accès au Campus depuis la sortie existante que la commune de Talence appelle de ses vœux, en complément des mesures en faveur de l'intermodalité (parc relais et aire de multimodalité), de l'apaisement de la circulation (réaménagement urbain du cours de la Libération) et de diffusion des flux (liaison Campus - Cours de la Libération en amont de l'avenue Pey Berland).

A ce propos, le schéma directeur mobilités tous modes, engagé par Bordeaux Métropole, devra apporter les réponses techniques objectives sur l'opportunité de ces solutions et proposer le / les tracés adaptés.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes de Gradignan, Pessac et Talence, Université de Bordeaux, Université de Bordeaux Montaigne

Autres acteurs : établissements d'enseignement supérieur concernés

Calendrier : étude dans le cadre du schéma de déplacements tous modes en 2020

Financement : Bordeaux Métropole

8. Créer un barreau pour la Briqueterie

La commune de Canéjan souhaiterait créer un accès direct par l'ouest au site d'activités de la Briqueterie, évitant ainsi les flux d'entrées et sorties par l'échangeur 26 et la traversée de son territoire par des véhicules, notamment poids lourds, qui préfèrent sortir de l'autoroute en amont de l'échangeur 25 dans le sens Arcachon-Bordeaux. Bordeaux Métropole partage l'avis d'opportunité sur ce projet, sous réserve que les zones desservies soient aménagées de manière concertée, en excluant notamment des implantations commerciales ou tertiaires qui ne feraient qu'aggraver le problème de congestion.

Les études préalables seraient lancées dès fin 2019.

Bordeaux Métropole est prête à accompagner la commune de Canéjan techniquement et financièrement, dans la conduite des études nécessaires au projet.

Maîtrise d'ouvrage : Communauté de communes Jalle-Eau-Bourde

Partenaires : Bordeaux Métropole, Etat, communes de Canéjan et de Pessac

Calendrier : signature d'une convention en 2020

Financement : Communauté de communes Jalle-Eau-Bourde, Bordeaux Métropole

9. Assurer les continuités cyclables entre le territoire et respectivement les barrières de Bordeaux, la gare de Pessac et les quartiers de Talence

Le développement de l'usage du vélo est le premier levier de report modal par les étudiants. Mais, il suppose que ceux qui n'habitent pas dans le territoire ou à proximité bénéficient de continuités cyclables.

Cela concerne les liaisons entre les barrières de Bordeaux – Saint Augustin, Ornano, Pessac, Saint Genès, Caudérès et Toulouse – et le campus Pessac-Talence ainsi que les liaisons Est /Ouest talençaises, mais aussi d'autres pôles générateurs de déplacements, notamment dans les territoires hors OIM des communes de Pessac, de Talence et de Gradignan.

Pour les liaisons avec les barrières de Bordeaux, trois trajets peuvent être évoqués, à partir de :

- la Victoire : a priori difficile à concilier avec la ligne du tram B,
- la place Pey Berland, via le cours du Maréchal Juin, le CHU Pellerin, l'avenue Schweitzer : autoroute à vélo en cours d'aménagement,
- la barrière de Pessac via le cours Maréchal Gallieni et Médoquine : plus difficile à réaliser.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes de Bordeaux, de Talence et de Pessac

Calendrier : 2021-2024

Financement : Bordeaux Métropole

10 Promouvoir le covoiturage

Une logique territoriale est nécessaire pour atteindre le seuil critique en termes d'offre de trajet. Il serait intéressant d'avoir une vision des démarches actuelles des employeurs du territoire, dans le but de partager et de dynamiser cette alternative qui a du mal à émerger aujourd'hui. Des expériences sont en cours sur le territoire avec des résultats prometteurs.

Le développement du covoiturage suppose :

- des actions de sensibilisation sur les avantages du covoiturage et sur ses modalités pratiques, qui pourrait prendre la forme d'un document synthétique présenté au conseil d'orientation et d'innovation,
- la mise en réseau des différentes offres existantes,
- un travail avec le département pour définir des aires de regroupement en périphérie de la métropole,
- la création d'aires de dépose minute (dénommées « aires de multimodalité ») aux principales entrées du périmètre, afin de promouvoir l'intermodalité voiturage et dernier km,
- des avantages spécifiques aux co-voitureurs, tels que meilleures places réservées dans les parcs-relais, voies dédiées, bonus mobilité, etc.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes, Universités, CHU

Calendrier : inscription des aires de multimodalité et des dispositions liées au stationnement dans le schéma de déplacements tous modes en 2020. Mise en œuvre des actions de mise en réseau des offres de covoiturage et des actions de sensibilisation à partir de 2020.

Financement : Maîtres d'ouvrage des projets retenus

11. Mettre en place des bornes de recharge pour les véhicules électriques

Les partenaires examineront l'opportunité de construire un plan stratégique en faveur de l'éco-mobilité et d'engager deux actions particulières :

- prévoir la localisation de bornes de recharge lente dans les opérations de construction, complétées par des bornes de recharge rapide sur l'espace public,
- avoir une action volontariste des partenaires pour assurer l'équipement des parcs de stationnement.

Par la suite, le déploiement des bornes sera mis en œuvre par les différents maitres d'ouvrage concernés.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : signataires du contrat

Calendrier : inscription dans le schéma de déplacements tous modes et la stratégie environnementale prévus en 2020 et 2021

Faciliter la mobilité à l'intérieur du territoire

Un grand nombre des actions présentées ci-dessus facilitent la mobilité à l'intérieur du territoire. Mais quelques autres actions spécifiques au territoire doivent les compléter.

12. Améliorer et compléter le réseau de pistes cyclables et d'itinéraires pour le piéton

Le réseau cyclable au sein du territoire doit être complété (ex. prolongement dans l'avenue de Canéjan à Pessac) ou, du moins amélioré (ex. transformation du trottoir en voie verte avenue Schweitzer).

Sur une grande partie du territoire, le piéton n'est pas favorisé pour différentes raisons ;

- manque de confort de trottoirs caillouteux (comme à Bersol),
- manque de continuité, en l'absence d'aménagements spécifiques ou de la présence de voitures sur les trottoirs (sur le Campus et aux abords),
- manque de sécurité.

Des itinéraires de qualité doivent donc être définis notamment entre les nœuds intermodaux et les lieux de travail ou de loisir, car c'est aussi une des conditions pour favoriser l'usage des transports collectifs. L'un des enjeux

sera de répondre à la problématique du dernier km depuis la gare Alouette – France, Pessac-centre et depuis la future gare de la Médoquine.

Une réflexion spécifique devra aussi être menée sur l'application à ce territoire du schéma directeur de mise en accessibilité des transports et des plans communaux d'accessibilité à la voirie.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : Communes, Universités, CHU.

Calendrier : inventaire des actions à mener en 2020, déploiement des mesures issues du de 2021 à 2024

Financement : Bordeaux Métropole et établissements gestionnaires du domaine public

13. Faciliter la perméabilité entre les quartiers de Talence, de Pessac, de Gradignan et le territoire

Il s'agit essentiellement de définir de nouveaux axes nord-sud et est-ouest, ouverts aux mobilités douces et assurant une circulation automobile apaisée, qui traversent le Campus, (notamment la moitié sud et l'axe Compostelle / Saige), soulagent l'avenue Pey Berland saturée et répondent à des conditions de confort, de continuité et de sécurité (cf. point 13).

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes, Universités

Calendrier : schéma de déplacements tous modes en 2020

Financement : Bordeaux Métropole

14. Réguler le stationnement

Le stationnement anarchique sur les espaces publics et à l'intérieur du Campus qui est utilisé comme un parc relais par des personnes qui ne sont pas en relation avec l'Université donne une image négative du territoire et occupe des emprises qui pourraient être réutilisées pour des constructions ou des espaces naturels.

De plus, même si les mesures prises dans le cadre du PPA permettront un certain report modal, au moins en pourcentage des déplacements qui vont continuer à progresser avec le développement du territoire, la voiture restera probablement le moyen privilégié par les usagers du territoire.

Il faut que les partenaires puissent partager des objectifs communs de régulation sur le stationnement et prévoient les voies et moyens, qui restent à définir, pour avancer sur ce sujet dont le niveau de maturité est inégal chez les partenaires, même si le CHU et la Ville de Bordeaux sont assez avancés sur ce sujet. Des pistes sont évoquées : « foisonnement » entre périodes diurnes et nocturnes, mutualisation des parkings au moins entre les acteurs publics, réduction de l'obligation de création de parkings dans les résidences universitaires, contrôle d'accès pour réserver les parkings aux usagers, etc.

Le traitement de ce sujet permettra également d'optimiser l'usage de sols, notamment au niveau des établissements universitaires et des hôpitaux, en dégageant des droits à construire mais aussi des opportunités de verdissement et de réinsertion de la nature importantes pour améliorer le cadre de vie.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole pour le schéma de déplacements tous modes

Communes pour le stationnement sur rue, Universités et CHU pour le stationnement sur le domaine qui leur est affecté, Bordeaux Métropole pour le stationnement public en ouvrage

Copilotage : Bordeaux Métropole, Etat et communes

Partenaires : ensemble des signataires

Calendrier : schéma de déplacements en 2020 qui précisera les calendriers, avec un objectif de mise en œuvre d'une politique vertueuse de stationnement sur la période 2021-2023. De premières opérations pourraient être développées dans un calendrier plus resserré en fonction des opportunités

Financement : autorités compétentes

15. Traiter la problématique particulière du transport de marchandises et de la logistique urbaine

Les partenaires doivent travailler sur la question du transport des marchandises, ainsi que sur l'enjeu propre aux flux logistiques du CHU et plus généralement celle des produits de santé.

En particulier, les études de déplacements devront appréhender la problématique particulière du transport de marchandises et de la logistique urbaine, en évaluant les flux actuels et à venir et la nature des marchandises transportées, et en définissant des mesures communes applicables par les acteurs du territoire en fonction de l'évolution des modes de consommation.

S'ajoute à cela la problématique des flux de déchets, qui nécessite d'identifier un ou plusieurs sites pour implanter un centre de tri permettant de répondre aux besoins générés par l'augmentation des usagers (habitants et étudiants)

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole pour le schéma de déplacements tous modes

Co-pilotage : Etat

Partenaires : ensemble des partenaires

Calendrier : Schéma de déplacements tous modes en 2020 qui devra préciser le calendrier des mesures ponctuelles

Financement : Bordeaux Métropole

16. Créer des aires de multimodalité

Les aires de multimodalité intégreraient des aires de dépose de covoiturage (voir point 11), une offre de stationnement diurne et nocturne sécurisé pour des vélos (personnels ou mis à disposition par les entreprises) et pourraient offrir des services de type conciergerie et information pour les voyageurs, voire donner lieu à des initiatives sociales.

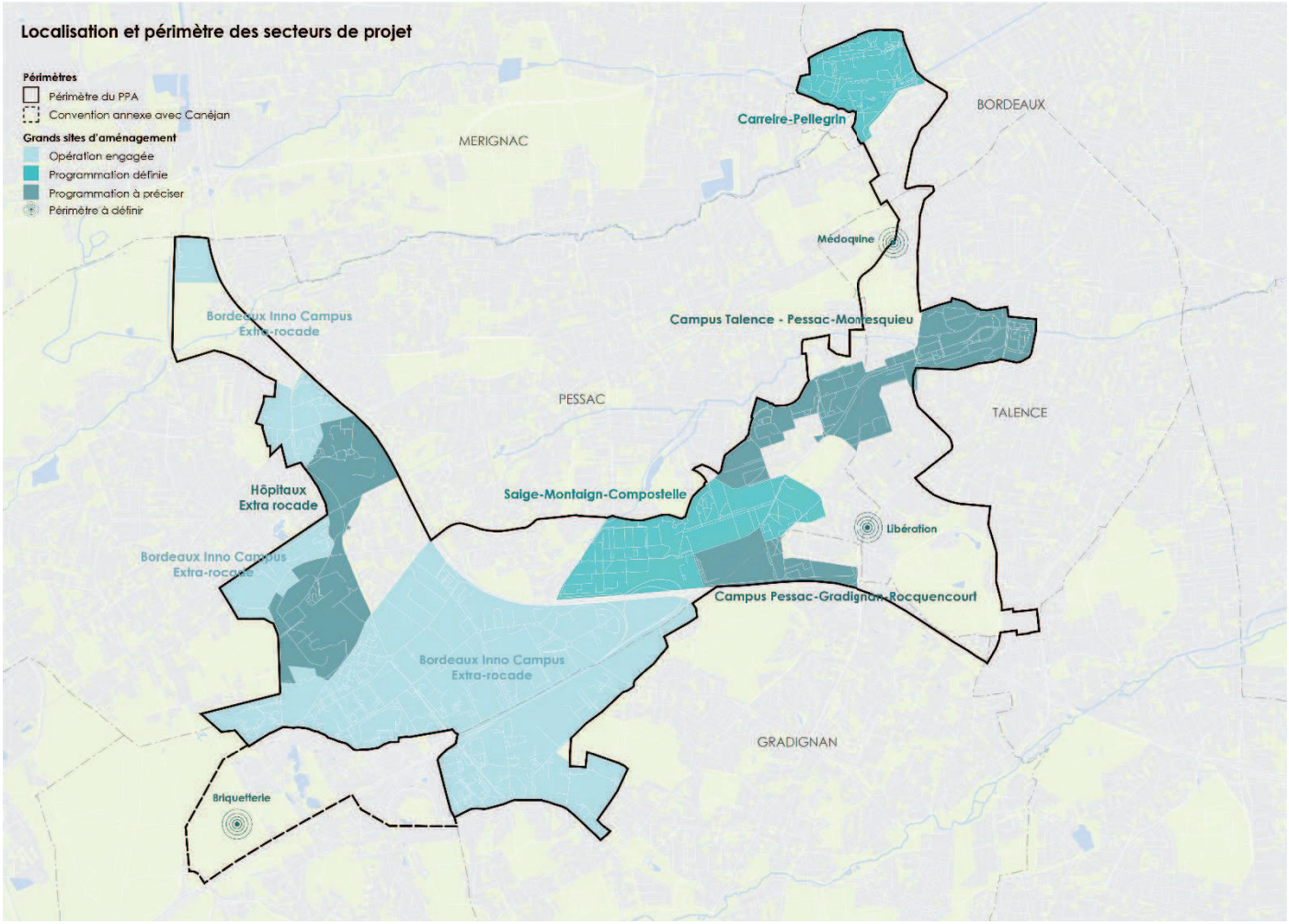
Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes signataires

Calendrier : déploiement des mesures issues du schéma directeur mobilité tous modes sur la période 2021-2023

Financement : Maîtres d'ouvrage des équipements retenus

B.4.3. Les grands sites d'aménagement et de développement de l'habitat : engager des opérations d'aménagement dans un cadre partenarial



1. Poursuivre l'aménagement du grand site Carreire - Pellegrin

Le domaine hospitalo-universitaire de Carreire-Pellegrin se caractérise par l'imbrication des bâtiments des deux principaux propriétaires, l'Université de Bordeaux et le CHU. Ce site a d'ores et déjà fait l'objet de plusieurs interventions importantes, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération Campus. Dans le cadre de l'Opération Campus, le site accueille ainsi progressivement de nouvelles infrastructures d'enseignement supérieur et de recherche (Neurocampus, E-bio, Odontologie…) et de confortement de la vie de campus (nouveau restaurant universitaire, pôle de vie de campus…). Il fait également l'objet d'aménagements importants de ses espaces extérieurs visant à inscrire un peu plus ce grand domaine dans son environnement urbain en termes d'adressage des équipements qui le constituent et du point de vue des cheminements et des circulations (traversées est-ouest et nord-sud notamment).

A la faveur de ces opérations, le site a d'ores et déjà fait l'objet d'un premier « remembrement » foncier entre les deux établissements afin de leur permettre d'optimiser leurs implantations, de dégager des capacités de développement afin de répondre à l'évolution de leurs besoins et de leurs usages et de qualifier les interfaces entre les domaines universitaires et hospitaliers d'une part, et entre le site et son environnement urbain d'autre part.

Dans le cadre de ce mouvement de remembrement foncier, les relations partenariales entre les deux établissements vont se poursuivre, et l'université de Bordeaux et le CHU sont appelés à actualiser le projet d'aménagement du site au vu des orientations de leurs schémas directeurs immobiliers respectifs.

Dans le même temps, il leur reviendra de conduire cette actualisation en partenariat avec les collectivités locales, afin d'intégrer dans la réflexion les enjeux et projets relatifs à l'offre de transport, de mobilité et de stationnement,

et de façon à tenir compte des dynamiques urbaines environnantes et des orientations portées par les collectivités en matière de développement urbain.

Le CHU et l'université de Bordeaux seront par ailleurs particulièrement attentifs à considérer avec Bordeaux Métropole les voies et moyens qui permettront de répondre aux besoins quotidiens de mobilité entre leurs sites intra-rocade (Carreire-Pellegrin, siège du CHU, campus de Talence-Pessac) et extra-rocade (Arnozan et Haut-Lévêque).

L'université de Bordeaux et le CHU préciseront à leurs partenaires au début de l'année 2020 les cadres et modalités de mise en œuvre des projets et opérations qui ont vocation à se développer sur leurs domaines respectifs, afin notamment de garantir la cohérence de leurs interventions avec celles qui relèvent de la responsabilité respective de leurs différents partenaires.

Maîtrise d'ouvrage : Université de Bordeaux, CHU

Partenaires : Commune de Bordeaux, Bordeaux Métropole, l'Etat, Crous,

Autres acteurs : Charles Perrens

Calendrier : concertation entre les partenaires 2020

Financement : Université de Bordeaux, CHU

2. Actualiser le projet d'aménagement du grand site du Campus Talence - Pessac Montesquieu

Depuis une dizaine d'années, le domaine universitaire de Talence et de Pessac fait l'objet de mutations importantes à la faveur des investissements consentis à l'appui des contrats de plan Etat-Région et de la mise en œuvre de l'opération Campus.

L'université de Bordeaux a obtenu de l'Etat (ministère de l'enseignement supérieur et ministère des finances) la dévolution de son patrimoine immobilier après avoir démontré sa capacité à le gérer au mieux à travers son schéma directeur immobilier.

A la faveur de ce processus et consécutivement à l'abandon du principe de spécialité qui limitait jusqu'alors les compétences de l'établissement à la seule programmation d'équipements nécessaires aux activités d'enseignement supérieur et de recherche, l'Université de Bordeaux devient un opérateur urbain pleinement compétent pour porter un projet d'aménagement et de mise en valeur des domaines universitaires dont elle devient propriétaire visant à créer un véritable quartier de ville, à dominante universitaire.

Dans ce cadre, et sur la base des grands équilibres établis dans son schéma directeur immobilier, l'Université de Bordeaux actualisera son projet d'aménagement et conduira un vaste programme d'investissements publics (équipements d'enseignement supérieur et de recherche, ...) et privés (programmes de logements, commerces, immobilier d'entreprise…).

L'université de Bordeaux sera attentive à l'insertion de ces programmes dans leur territoire, notamment en termes d'environnement urbain et de qualité architecturale, ainsi qu'à leur impact sur les besoins en équipements publics (notamment scolaires) et à leur soutenabilité financière pour toutes les parties concernées, en investissement comme en fonctionnement. Les villes de Talence et Pessac témoignent d'une situation particulière de saturation de leurs équipements scolaires qu'il conviendra par conséquent de développer à la hauteur des besoins nouveaux générés.

Au-delà du programme de constructions sur les terrains « valorisables », les communes et Bordeaux Métropole sont attachées à une bonne continuité urbaine ainsi qu'à la perméabilité des usages entre le Campus et le reste du territoire, se traduisant par l'aménagement des abords et plus particulièrement dans les nœuds intermodaux de Peixotto et d'Arts et métiers, par une densité – horizontale et verticale – tenant compte de l'environnement de chaque site « valorisable » du Campus, et aussi par une qualité paysagère.

Il reviendra à l'université de Bordeaux de conduire l'actualisation et la mise en œuvre du projet d'aménagement des campus universitaires de Talence et de Pessac sur le foncier dont elle est affectataire ou propriétaire, en partenariat étroit avec les établissements partenaires (Sciences Po Bordeaux, Bordeaux INP…), l'Université Bordeaux Montaigne, le Crous et les collectivités locales concernées.

L'élaboration d'un schéma directeur mobilités tous modes pour les campus universitaires de Talence et de Pessac engagé par Bordeaux Métropole s'inscrira dans une stratégie mobilité à l'échelle de l'intra-rocade, ce qui permettra de traiter les effets de bord et l'articulation avec les sites hospitaliers et contribuera à la bonne articulation des

investissements à venir en matière de transports et de mobilités avec les aménagements et développements urbains à venir, notamment au droit des sites de Peixotto et Arts et Métiers.

L'université de Bordeaux précisera à ses partenaires au début de l'année 2020 les cadres et modalités de mise en œuvre des projets et opérations qui ont vocation à se développer sur son domaine, afin notamment de garantir la mise en cohérence de ses interventions avec celles qui relèvent de la responsabilité respective de ses différents partenaires.

Maîtrise d'ouvrage : Université de Bordeaux pour les études urbaines ; communes de Talence et de Pessac, Bordeaux Métropole et université de Bordeaux pour les équipements publics relevant de leurs compétences respectives ;

Partenaires : communes, Bordeaux Métropole, Crous, Etat, Université Bordeaux Montaigne

Calendrier : concertation entre les partenaires en 2020, concomitamment avec l'état initial (cf. action 1 de B.4.4) qui permettra de préciser les capacités constructives des emprises envisagées (au regard notamment de la biodiversité et de la capacité des grands réseaux), et le cas échéant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation nécessaires.

Financement : Université de Bordeaux, communes de Talence et de Pessac et Bordeaux Métropole selon les modalités de financement des équipements publics qui restent à définir

3. Préciser les conditions d'aménagement du grand site Campus Pessac - Gradignan Rocquencourt

L'université de Bordeaux dispose d'un vaste secteur d'environ 20 ha dit Rocquencourt, aux confins des communes de Pessac, Talence et de Gradignan, de part et d'autre d'une ancienne voie romaine. Cet espace accueille aujourd'hui de grands espaces dédiés à des activités sportives universitaires qui ont vocation à être confortés à la faveur de la mise en œuvre de l'opération Campus. La ville de Pessac souhaite qu'un travail soit entrepris pour qu'une ouverture des équipements universitaires aux riverains et aux clubs sportifs pessacais puisse être envisagée en lien avec le développement urbain du grand site et en complémentarité avec les équipements sportifs communaux.

Au-delà de ses fonctions sportives, le grand site de Rocquencourt peut être considéré aujourd'hui comme une réserve foncière pour l'université de Bordeaux pour urbanisation future (moyen/long terme). Une partie du site (environ 10 ha) reste en effet aujourd'hui en attente d'aménagement et de valorisation, et le schéma directeur immobilier de l'université de Bordeaux a mis en évidence le potentiel important d'accueil de programmes et d'activités nouvelles dans ce grand site.

La situation particulière de ce grand site, en limite de deux communes et pour partie en front de rocade, autant que son potentiel de développement urbain et d'accueil de programmes mixtes (logements, équipements, commerces…) qui restent à conforter, invitent cependant à en préciser les conditions d'aménagement et de valorisation, en bonne intelligence avec les communes concernées, Bordeaux Métropole et l'université Bordeaux Montaigne.

Dans l'attente, l'université de Bordeaux s'efforce de gérer et de prévenir des occupations illicites sur ses emprises libres qui génèrent des externalités négatives importantes (frais de gestion, d'entretien et de nettoyage élevés, sentiment d'insécurité…). L'université de Bordeaux pourra considérer l'opportunité de développer des aménagements transitoires sur le grand site de Rocquencourt pour faire face à ces situations, et souhaite également disposer d'une plus grande visibilité sur la programmation des équipements en aires d'accueil des gens du voyage par les communes et Bordeaux Métropole.

Il reviendra par ailleurs à l'université de Bordeaux d'engager les études qui permettront de préciser les conditions d'aménagement et de valorisation du grand site de Rocquencourt en cohérence avec le calendrier prévisionnel de réalisation et de mise en service du débranchement de la ligne B du tramway.

Dans ce cadre de travail, les études permettront de s'assurer avec les communes concernées et Bordeaux Métropole de la prise en compte des enjeux et des orientations portées par les collectivités locales en matière d'insertion et de programmation urbaine visant à créer pour la ville de Pessac un quartier de ville équipé dans le respect de la soutenabilité financière pour toutes les parties en investissement comme en fonctionnement. La ville de Gradignan souhaite conserver en réserve foncière la partie de Rocquencourt qui est sur son territoire ou orienter ce foncier vers de l'activité économique et non créer un quartier de ville.

Maîtrise d'ouvrage : Université de Bordeaux pour les études urbaines ; communes de Talence et de Pessac,

Bordeaux Métropole et université de Bordeaux pour les équipements publics relevant de leurs compétences respectives ;

Partenaires : communes de Pessac, Gradignan, Bordeaux métropole, Université Bordeaux Montaigne, Crous, Etat, Domofrance

Autres acteurs : Bordeaux Science Agro,

Calendrier : aménagement transitoire en 2020 ; concertation entre les partenaires en 2021, tenant compte de l'état initial (cf. action 1 de B.4.4) qui permettra de préciser les capacités constructives des emprises envisagées (au regard notamment de la biodiversité et de la capacité des grands réseaux), et le cas échéant les mesures d'évitement, de réduction et de compensation nécessaires.

Financement : Université de Bordeaux pour les études sur les conditions d'aménagement et de valorisation ; collectivités pour les besoins en équipements publics.

4. Engager l'opération d'aménagement du grand site Saige – Montaigne – Compostelle

Ce grand site s'étend du quartier de Saige au quartier de Compostelle via le domaine affecté à l'Université Bordeaux Montaigne et des emprises affectées au Crous, le tout sur la commune de Pessac. L'objectif d'une opération d'ensemble est d'assurer une continuité entre ces différents quartiers, afin de mieux les articuler, de valoriser les interfaces et d'optimiser l'implantation des programmes selon la pertinence du projet urbain plutôt que par statut domanial.

A date, plusieurs opérations sont d'ores et déjà engagées :

- l'Opération Campus et les opérations associées 'CPER, fonds propres) prévoient la réhabilitation d'une partie du patrimoine immobilier de l'Université Bordeaux Montaigne, ainsi que le réaménagement de l'esplanade des Antilles et potentiellement la création d'une nouvelle voie dite Bardanac ;
- la ligne haute-tension dite PP1 traversant le périmètre sera enfouie par Réseau Transport Electricité (RTE) d'ici 2022 ;
- un des trois scénarii de tracé du projet de débranchement du tramway B vers Gradignan prévoit la création d'une station au niveau de Bardanac, après 2025

L'enjeu de l'opération d'ensemble est de veiller à la bonne articulation de ces projets, et de les compléter par les opérations suivantes :

- L'opération de renouvellement urbain de Saige, fondée sur la recherche d'une mixité fonctionnelle et sociale pour changer l'image de ce quartier et en faire à terme un quartier démonstrateur qui réponde aux besoins d'emploi et de santé des habitants. La commune de Pessac et Domofrance se sont accordés sur un plan guide prévoyant la démolition de trois tours permettant entre autres d'assurer la continuité de la coulée verte entre le campus et le Pontet, la reconversion d'une quatrième tour en hôtel d'entreprise, la restructuration du centre commercial, la rénovation de logements, la reprise des espaces publics et la réalisation d'une voie d'accès au quartier depuis le rond-point Unitec qui permettra d'accueillir le futur BHNS Bassens-Campus-Saige, la reconstitution d'une partie des logements détruits et le développement d'une offre destinée aux PME notamment sur le triangle Unitec.
- Dans son schéma directeur immobilier et d'aménagement, l'Université Bordeaux Montaigne prévoit la construction de 20 000 m² environ de locaux d'enseignement et de recherche pour ses besoins propres et pour l'accueil d'autres établissements d'enseignement supérieur, en complément des programmes prévus à l'opération Campus. La reconfiguration du site permettrait d'envisager l'accueil de logements sociaux étudiants dans une logique de rapprochement des salles de cours, des services et des transports en commun et de favoriser une mixité fonctionnelle permettant de faire vivre le site tout au long de l'année et de foisonner le stationnement durant la semaine. Le réaménagement de l'esplanade au titre de l'Opération Campus sera l'occasion de refondre l'offre de stationnement en la redimensionnant en cohérence avec les objectifs de part modale qui seront définis dans l'étude d'impact, à l'aune de la mise en service du BHNS. La préservation de la continuité écologique et paysagère du campus vers le bois de Saige est une volonté de tous les partenaires. Néanmoins ces espaces sont investis et dégradés chaque année par des installations non autorisées et constituent, du fait de leur manque d'aménagement, des lieux d'insécurité pour les piétons. L'université souhaite que les conditions de la préservation de cette continuité soient affinées dans le cadre d'une étude urbaine et que l'inconstructibilité prescrite sur le plan

réglementaire soit associée à des actions concrètes en matière d'aménagement et de mise en valeur de la biodiversité. La partie de ces espaces inconstructibles affectée à l'Université Bordeaux Montaigne pourrait à terme être transférée à la collectivité, dès lors que des solutions de gestion à même de garantir la cohérence du parc linéaire du campus Pessac-Talence-Gradignan sont retenues.

– Sur les franges de l'esplanade des Antilles, affectées à l'Université Bordeaux Montaigne, au Crous, à Bordeaux Métropole (parking relais Unitec) ou à la Ville de Pessac, certaines emprises pourraient être valorisées en vue d'y construire du logement social étudiant (pour environ 20 000 m²), du logement familial (pour environ 40 000 m² dont au moins 15 000 m² en accession maîtrisée), de l'immobilier d'entreprise (pour environ 10 000 m²), des services aux usagers (10 000 m²) et de reconstituer les services relocalisés (environ 5 000 m²). Des voies de desserte permettant d'assurer l'interconnexion entre Saige, l'esplanade des Antilles et l'avenue de Bardanac seront aménagées.

Afin de mener ces opérations, une gouvernance ad hoc constituée de l'Université Bordeaux-Montaigne, du Crous, de la commune de Pessac, de Bordeaux métropole et de Domofrance, à laquelle sera associé l'Etat (Rectorat) sera mise en place dès la signature du PPA. Une étude urbaine visant à élaborer un plan-guide spatialisant les éléments de programme énoncés ci-dessus à l'appui des résultats du diagnostic de l'étude d'impact engagé à l'échelle intra-rocade, à chiffrer et à phaser les interventions, sera lancée en 2020 afin de pouvoir engager les procédures d'autorisation en 2021, et réaliser les premiers travaux en 2022-2023. Les parties associées dans cette gouvernance engageront d'ici début 2020 les modalités d'association pour assurer la maîtrise d'ouvrage et le financement des études, du portage foncier et des travaux (conventions / constitution d'une structure partenariale ad hoc / autre dispositif).

Maîtrise d'ouvrage : structure ad-hoc reflétant la gouvernance partenariale à préciser

Partenaires : Université Bordeaux-Montaigne, Pessac, CROUS, Domofrance, Bordeaux Métropole, Etat

Autres acteurs : Maîtres d'ouvrages de l'Opération Campus

Calendrier : 1. Saige convention partenariale 2020, trois phases Saige 2021-2028 ; 2. esplanade des Antilles, travaux d'aménagement 2022, liaison Antilles - rond-point Unitec 2022, voie Bardanac 2023 ; 3. Unitec et Compostelle : à définir

Financement : le plan de financement de l'opération sera déterminé par son montage opérationnel et financier

5. Mettre en œuvre l'opération d'aménagement Bordeaux Inno Campus extra-rocade

Les procédures d'autorisation administrative de cette opération multisites (480 000 m² sur douze sites) sont d'ores et déjà en cours d'instruction, la stratégie environnementale étant partagée par l'ensemble des partenaires qui bénéficieront de l'évaluation environnementale et des autorisations portées par Bordeaux-Métropole sur l'ensemble du périmètre de- 553 ha.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : Etat, communes de Pessac et de Gradignan, Université de Bordeaux

Calendrier : obtention des autorisations administratives en 2020

6. Définir un programme pour les sites du CHU de l'extra-rocade

Le CHU de Bordeaux, sur ses deux sites de Haut Lévêque et de Xavier Arnozan, s'inscrit dans le cadre d'un schéma directeur immobilier qui prévoit la densification de ces deux sites, au titre des missions de soins et de recours, mais aussi d'enseignement et de recherche, avec des transferts d'activités vers ces deux territoires, générant des flux nouveaux de patients, de professionnels et d'étudiants ou professionnels en formation.

La densification des sites s'accompagnera de l'émergence d'activités nouvelles, dont les urgences générales, générant aussi des flux urgents, de transports de patients notamment, qui appellent une gestion adaptée.

En liens avec ces projets, le CHU étudiera tout projet facilitant le déploiement de ses activités et de ses missions, y compris via l'accompagnement aux activités associées (start-up en santé, notamment).

Un autre objectif majeur pour le CHU, au-delà de ce SDI, est de préserver l'évolutivité ultérieure de ses sites, pour s'adapter aux besoins futurs en santé.

Sur le territoire extra-rocade, les objectifs de la commune de Pessac et de Bordeaux métropole sont également à prendre en considération et justifient une démarche concertée dédiée dans le cadre du PPA.

Maîtrise d'ouvrage : CHU

Partenaires : commune de Pessac, Bordeaux Métropole, Université de Bordeaux

Calendrier : concertation 2020

Financement : CHU

7. Elaborer une convention avec la commune de Canéjan pour la desserte et l'aménagement de la zone de la Briqueterie

La zone de la Briqueterie se situe sur la commune de Canéjan, membre de la Communauté de Communes Jalle-Eau-Bourde. Ce grand site est étroitement lié à la zone de Bersol avec laquelle elle s'inscrit en continuité. Dans les faits, la limite administrative est quasi invisible pour les entreprises, certains réseaux, et les usagers. La Briqueterie partage avec Bersol les problèmes de congestion, notamment imputables au déficit d'accès au réseau autoroutier, puisque seul un échangeur complet (n°26) et un demi-échangeur (n°26b) permettent d'accéder aux 700 ha de l'OIM BIC extra-rocade (550 sur Bordeaux Métropole, et 150 sur Jalle-Eau-Bourde) depuis l'A63.

Aussi, la commune de Canéjan et Bordeaux Métropole ont-elles convenu du principe de collaborer à la réalisation d'un barreau de raccordement entre Bersol et l'échangeur n°25 via la Briqueterie dans le cadre d'une convention ad-hoc entre l'Etat, les communes et les intercommunalités concernées, qui précisera les modalités de cofinancement des études et des travaux dans le cadre d'un développement économique concerté des zones desservies (dans une logique de maîtrise de la circulation et de complémentarité territoriale qui exclura l'implantation de programmes commerciaux, de loisirs ou à dominante tertiaire).

Maîtrise d'ouvrage : Commune de Canéjan et communauté de communes Jalle-Eau-Bourde

Partenaires : Bordeaux Métropole, Etat, communes de Pessac et de Gradignan

Calendrier : convention 2020

Financement : communauté de communes Jalle-Eau-Bourde, Bordeaux Métropole

8. Lancer une étude urbaine sur le grand site Libération

Ce grand site, à la croisée des communes de Pessac, Talence et Gradignan, comprend les emprises des établissements d'enseignement supérieur qui n'ont pas bénéficié de l'Opération Campus (notamment Bordeaux Sciences Agro (BSA), l'École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux (ENSAP) et Kedge) et quelques parcelles privées de part et d'autre du cours de la Libération, depuis l'échangeur 16 jusqu'à l'avenue Pey Berland.

Ce pôle d'enseignement supérieur présente des enjeux importants de requalification (ENSAP), de développement (Kedge) ou de valorisation (BSA) des emprises, qui pourraient contribuer à faire de cette entrée d'agglomération depuis la rocade une véritable polarité urbaine, intégrant des fonctions résidentielles et économiques. Cela passe par un réaménagement du cours de la Libération à l'aune du projet de débranchement de la ligne B du tramway vers Gradignan et du positionnement des stations liées ainsi que du projet de TCHNS Pellegrin / Thouars / Malartic, en veillant à intégrer des fonctions permettant d'assurer le report modal (aire de multimodalité, éventuellement dotée d'un parc-relais) et la maîtrise du trafic sur le cours de la Libération.

L'objectif d'une opération sur ce grand site est de le faire évoluer à moyen / long terme vers un pôle urbain à l'articulation de la rocade et du cours de la Libération, en lien avec les nouveaux projets de desserte qui le traversent, le réaménagement des espaces publics liés et les connexions en modes doux vers le bois de Thouars et le Campus. Cette partie du cours de la libération est l'un des axes les plus pollués de l'agglomération, à proximité d'un espace naturel fragile, le bois de Thouars. Ainsi, un pôle urbain ne pourra être envisagé qu'en réglant en amont la question de l'engorgement routier au débouché de la sortie 16 et en envisageant le réaménagement du carrefour Libération / Pey Berland.

Afin de mener cette opération, à l'appui des résultats techniques du diagnostic de l'étude d'impact engagé à l'échelle intra-rocade, une étude urbaine visant à définir les éléments de programme, construire un plan-guide, mais aussi chiffrer et phaser les interventions, sera lancée en 2021 dans la perspective d'engager les procédures

d'autorisation en 2022 et d'être prêts pour réaliser les travaux dans une temporalité cohérente avec la mise en service du tramway (à partir de 2025). Les parties associées à cette étude – Bordeaux Métropole, villes de Talence, de Gradignan et de Pessac – préciseront d'ici fin 2020 les modalités d'association pour assurer la maîtrise d'ouvrage et le financement des études, du portage foncier, et des travaux.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : communes de Talence, de Gradignan et de Pessac et Université de Bordeaux

Autres acteurs : établissements d'ESRI riverains

Calendrier : étude urbaine 2021

Financement : Bordeaux Métropole

9. Assurer la cohérence et l'articulation des projets sur le grand site Médoquine

Ce grand site à la croisée de trois communes – Pessac, Talence et Bordeaux – comprend la gare de la Médoquine et ses abords directs, en particulier les délaissés de voirie situés entre les vignes et le tissu pavillonnaire, ainsi que les emprises mutables que le CHU pourrait faire évoluer sur le site de sa direction générale.

Il connaît aujourd'hui trois projets structurants qui vont sans doute faire évoluer son fonctionnement :

- d'une part, la halte ferroviaire, aujourd'hui désaffectée, fait l'objet d'un projet de réouverture à l'horizon 2023, sous maîtrise d'ouvrage de la SCNF et avec premier partenaire la Région Nouvelle Aquitaine ;

  La réouverture de la gare, projet structurant s'inscrivant dans une vision globale des transports dans la métropole et au-delà, facilitera les déplacements :

  - entre les trois sites du CHU, ce qui est d'autant plus nécessaire avec le renforcement des deux sites de l'extra-rocade et du pôle étudiant à Xavier Arnozan,
  - domicile-travail des professionnels (vers le bassin d'Arcachon ou vers la rive droite),
  - entre leurs deux résidences (semaine et week-end) pour certains étudiants.
- d'autre part, le projet de transport collectif à haut niveau de service (TCHNS) Pellegrin – Thouars – Gradignan Malartic, en cours de concertation et dont le mode n'est pas définitivement déterminé, vient desservir le grand site depuis l'avenue de Tauzin vers l'avenue de la Vieille Tour ;
- enfin, à plus court terme, un projet d'autoroute à vélo arrivant des boulevards via l'avenue de Tauzin pour rejoindre le Campus par la rue Peybouquet et l'avenue de la Mission Haut-Brion va également venir offrir un mode de déplacement complémentaire.

Ce site deviendra un véritable pôle multimodal pour éviter une congestion automobile :

- connexion évidente entre la halte ferroviaire et le TCHNS Pellegrin – Thouars – Malartic en termes d'accès (liaison piétonne et PMR) et de correspondances en tenant compte des horaires décalés des professionnels du CHU,
- accès facilité pour les cyclistes (accessibilité, cheminements, abri vélo sécurisé).

Ces projets justifient d'aménager des espaces publics de qualité sur cette porte de Bordeaux Inno Campus et de valoriser les emprises qui peuvent l'être. Notamment, une offre de stationnement sécurisé de nuit pour rejoindre Haut-Carré et l'hôpital Pellegrin d'une part, le Campus Pessac-Talence d'autre part devra être étudiée.

Afin d'assurer la cohérence et l'articulation de ces projets, une étude urbaine visant à définir les éléments de programme et phaser l'aménagement des espaces publics nécessaire sera lancée en 2021 dans la perspective d'engager les premiers travaux d'ici 2023. L'aménagement de ce grand site devra en particulier préserver l'avenue de la Vieille Tour en desserte de quartier apaisée et être vigilant à préserver la qualité de l'air à proximité du vignoble.

Les parties associées à cette étude – Bordeaux Métropole, ville de Talence et CHU – préciseront d'ici fin 2020 les

modalités d'association pour assurer la maîtrise d'ouvrage et le financement des études, du portage foncier, et des travaux.

Enfin, cet aménagement global, qui s'ajoute à celui de la halte d'Alouette-France, renforcera l'intérêt d'une augmentation de la fréquence de la desserte TER qui sera demandée à la région Nouvelle Aquitaine et à la SNCF.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Partenaires : Ville de Talence, CHU

Autres acteurs : SNCF, Région Nouvelle Aquitaine

Calendrier : étude urbaine 2021, premiers travaux 2023

Financement : Bordeaux Métropole

B.4.4. Energie, eau, biodiversité, climat : des actions pour un territoire durable exemplaire

1. Définir rapidement l'état initial de l'environnement et une stratégie environnementale sur le territoire de l'intra-rocade

Le territoire extra-rocade de l'OIM a déjà fait l'objet d'une évaluation environnementale complète, support des autorisations de l'opération d'aménagement extra-rocade. Il est souhaitable que, pour le territoire intra-rocade, un état initial de l'environnement soit dressé dès 2020.

Il sera conçu pour valoir état initial des études d'impact et ainsi nourrir, pour les partenaires qui le souhaiteront, les évaluations environnementales des projets à venir. Il servira aussi de support à la construction de la stratégie environnementale commune à l'échelle du territoire (eau, climat, biodiversité, énergie et capacité des réseaux électriques, bruit, qualité de l'air, mobilité) tout en tenant compte des stratégies d'ores et déjà adoptées par les partenaires (comme celle du schéma directeur eau et énergie des deux universités et de leurs partenaires). Cette stratégie traitera notamment de l'impact des émissions de gaz à effet de serre des constructions et aménagements nouveaux, avec une approche du coût global tout au long de leur cycle de vie.

Il s'agira d'un premier niveau d'études environnementales qui pourra être complété par des études complémentaires à l'échelle des grands sites d'aménagement, à la discrétion du comité de pilotage de chaque site.

Des mises à jour de l'état initial seront réalisées sur une base triennale à compter de l'année 2021, à la fois pour assurer l'évaluation du projet et le suivi de ses incidences sur l'environnement, et pour assurer la disponibilité de données nécessaires à la conception et aux autorisations des projets.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Animation : Bordeaux Métropole et Etat

Partenaires : signataires du contrat présents dans l'intra-rocade

Calendrier : engagement de l'état initial en 2020, résultats mi-2021, finalisation de la stratégie d'ici fin 2021, puis mise à jour tous les trois ans

Financement : Bordeaux Métropole

Favoriser la qualité environnementale, énergétique, architecturale et l'innovation des maîtres d'ouvrage

2. Partager les objectifs à la hauteur de l'ambition d'exemplarité en matière de développement durable et d'innovation

Les signataires adopteront, d'ici la fin de l'année 2021, un document partenarial d'objectifs qui engagent dès lors leur responsabilité de maître d'ouvrage. Le document, qui déclinera la stratégie environnementale commune à

l'échelle du territoire (action 1 ci-dessus), ne se limitera pas aux politiques de l'eau et de l'énergie, mais portera aussi sur la biodiversité, le paysage ainsi que sur l'adaptation au changement climatique. Il contribuera entre autres à faciliter l'acceptabilité sociale des projets des partenaires.

Le souci d'exemplarité des partenaires, signataires du contrat de PPA, devra conduire les autres acteurs du territoire à prendre en compte dans leurs propres projets les mêmes exigences. A cette fin, un document d'orientations pourrait être soumis au 2ème semestre 2021 à l'avis du conseil d'orientation et d'innovation et largement diffusé auprès des entreprises et des organismes qui sont déjà présents sur le territoire ou qui souhaitent s'y implanter. Pour ces derniers, des orientations pourraient leur être données sur des thèmes comme le positionnement sur la parcelle, la place des parkings, le volet paysager, le recours à des énergies renouvelables.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole

Animation : Bordeaux Métropole et Etat

Partenaires : signataires du contrat

Calendrier : document partenarial 2ème semestre 2021, document d'orientations 1er semestre 2022

Financement : Bordeaux Métropole

3. Assurer la transcription de la stratégie et des objectifs dans les documents d'urbanisme et leur prise en compte dans les autorisations administratives

La stratégie environnementale commune à l'échelle du territoire sera traduite dans le PLU métropolitain.

Les projets d'aménagement et d'équipement des partenaires conduiront, sans doute, à demander la révision ou la modification du PLU métropolitain qui devront être justifiés par la prise en compte des objectifs partagés de développement durable énoncés dans la stratégie environnementale (action 1 ci-dessus).

Les autorisations administratives, et en premier lieu les autorisations environnementales, devront s'appuyer sur des études d'impact qui devront démontrer la pertinence des projets en eux-mêmes ou par rapport à d'autres options en termes de développement durable dans ses trois dimensions.

Par ailleurs, en cas d'engagement d'une procédure de modification ou de révision du Plan local d'urbanisme sur tout ou partie du périmètre du PPA, les signataires se verront communiquer le dossier par courrier recommandé. Leur avis devra être transmis dans un délai de deux mois et sera versé au dossier d'enquête publique.

Maîtrise d'ouvrage : maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Partenaires : Etat et Bordeaux Métropole, garants de la stratégie environnementale commune

Calendrier : dès l'adoption de la stratégie environnementale, fin 2021

Financement : sans objet

Développer les énergies renouvelables

L'échelle spatiale de BIC, la présence de grands acteurs, la volonté des partenaires de travailler ensemble pour le développement du territoire rendent ce territoire particulièrement pertinent pour mettre en œuvre une politique énergétique ambitieuse, en promouvant les énergies renouvelables et en recherchant les bons périmètres de mutualisation entre les acteurs. La signature du contrat de PPA sur un territoire reconnu comme innovant par le pacte métropolitain permet de lui remonter les freins, réglementaires ou pratiques, identifiés par les partenaires. L'objectif est que le territoire s'inscrive dans la trajectoire menant à l'énergie positive, prévue dans le projet TIGA et soit, à ce titre, un territoire expérimental.

Une telle démarche qui pourrait s'appuyer sur des appels à projets permettrait de faire émerger des projets démonstrateurs innovants (cf. point n°7).

4. Déployer des réseaux de chaleur

D'ores et déjà, l'OIM dispose aujourd'hui de deux réseaux de chaleur privés importants (Saige-Formanoir en géothermie et Pellegrin-Charles Perrens en biomasse) qui feront l'objet d'études de restructuration et d'élargissement.

Une couverture territoriale plus complète repose sur deux projets à développer :

- la création d'un réseau de chaleur « Pessac – rocade » sur l'ouest de l'OIM desservant notamment en extra-rocade les sites hospitaliers de Haut-Lévêque et Arnozan ainsi que le quartier de l'Alouette et en intra-rocade les quartiers de la Chataigneraie / Arago, qui a déjà fait l'objet d'études préalables, donnera lieu à concertation dans le contrat de PPA afin d'élaborer une stratégie commune et collaborative pour l'éventuelle mise en place d'une telle solution ;
- des études préalables sont également engagées pour définir le périmètre opérationnel d'un futur réseau de chaleur « Métropole Sud » susceptible d'être élargi au-delà du domaine universitaire déjà doté d'un schéma directeur Eau / Energie, jusqu'au quartier de Thouars ainsi qu'une partie de Gradignan à proximité de la rocade.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole pour Pessac rocade et Métropole sud, Université de Bordeaux et CHU sur Carreire-Pellegrin,

Partenaires : tous les signataires

Autres acteurs : SIGDU, Hôpital Charles Perrens (si projet de réseau de chaleur Carreire-Pellegrin)

Calendrier : 1. Pessac-rocade : attribution de la concession 2020, travaux 2021-2022, mise en service 2023; 2. Métropole sud: étoffes de faisabilité 2019, décision de faire 2020 sous réserve d'équilibre économique. 3. Carreire-Pellegrin ?

Financement : Délégataire avec le concours de l'Etat (ADEME, Fonds chaleur)

5. Promouvoir le développement des autres sources d'énergie en intégrant la problématique de l'énergie des véhicules

Le territoire, au moins dans l'extra-rocade qui fait l'objet d'une étude sur les énergies renouvelables (EnR), se caractérise par un plus grand nombre de personnes qui y travaillent que d'habitants. Cette dissymétrie entre usagers diurnes et usagers nocturnes est un élément à prendre en compte pour le développement de nouvelles sources d'énergie, comme la géothermie basse énergie peu profonde et le photovoltaïque.

Une étude EnR devra être conduite dans chaque « plaque » territoriale, telle que décrite dans la partie « aménagement et habitat », ou dans chaque site qui fera l'objet d'une opération d'aménagement. Elle sera articulée avec l'évaluation des besoins de renforcement des réseaux électriques (cf. point 8).

Elle pourra s'appuyer sur la stratégie environnementale commune prévue à l'action 1 ci-dessus.

Maîtrise d'ouvrage : maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Partenaires : sans objet

Calendrier : en fonction de l'avancement des projets ou opérations

Financement : chaque maître d'ouvrage

6. Faire émerger des projets démonstrateurs innovants

Les projets démonstrateurs innovants s'inscrivent dans l'ambition du territoire d'être un lieu privilégié d'innovation dans la métropole de Bordeaux. Ils devront émerger grâce aux actions proposées dans le chapitre B.4.1. Ils pourront servir de modèle pour d'autres territoires de la métropole

Prendre en compte le développement du territoire pour la gestion de l'eau et l'alimentation électrique

7. Vérifier la capacité des réseaux d'électricité et d'eau potable de répondre au développement du territoire

A l'action 1 du B.4.4, un état des lieux sera dressé sur ces sujets dès 2020, afin d'identifier les mesures à prendre, leur phasage et les coûts correspondants et de vérifier la capacité des réseaux électriques à répondre aux besoins résultant de nouvelles activités et de l'arrivée de nouveaux habitants.

Les membres du SIGDU devront aussi s'assurer du bon dimensionnement des réseaux (eau potable, pluviale, assainissement) à long terme, sachant que, si la métropole devait en reprendre la gestion, ce ne serait qu'après remise à niveau éventuelle.

Le regroupement d'activités hospitalières sur les sites de l'extra-rocade justifie une attention particulière sur le rejet des eaux usées en vue de décisions à prendre conjointement par le CHU et la métropole.

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole et (pour les réseaux hydrauliques) SIGDU,

Partenaires : Université de Bordeaux et Université Bordeaux Montaigne

Calendrier : à partir de 2020

Financement : Pour les réseaux électriques, Bordeaux Métropole. Pour les réseaux hydrauliques, Bordeaux Métropole et le SIGDU

8. Contenir le volume de ruissellement

L'imperméabilisation du sol, due au grand nombre de parkings, qui pourrait encore s'accroître avec le développement du territoire, pose problème en favorisant le ruissellement de l'eau mais peut aussi être reliée à la problématique des îlots de chaleur et la préservation de la biodiversité.

Il est proposé que les partenaires s'engagent à un solde nul d'imperméabilisation dans chaque grand site d'aménagement, tel que décrit dans la partie « aménagement et habitat », ou dans chaque site qui fera l'objet d'une opération d'aménagement, sous réserve de faisabilité. Le modèle économique de ces opérations devra prendre en compte l'objectif de perméabiliser le plus de parkings actuels en remplaçant l'asphalte noir par le béton drainant pour compenser l'imperméabilisation résultant de nouvelles constructions. Les éventuels nouveaux parkings seraient perméables.

Maîtrise d'ouvrage: maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Partenaires: sans objet

Calendrier: en fonction de l'avancement des projets ou opérations

Financement: maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Préserver la nature, promouvoir la biodiversité, valoriser le paysage

Les orientations suivantes devront être reprises, autant que possible, dans le document partenarial d'objectifs et le document d'orientations évoqués à l'action 2 du B.4.4.1

9. Préserver et restaurer la richesse écologique du territoire

La richesse écologique du territoire est reconnue par les partenaires, la métropole et les communes, mais aussi les universités et le CHU qui ont déjà intégré cette dimension dans leurs travaux. Elle doit être préservée et, si nécessaire, restaurée. Il est proposé d'identifier les grands corridors écologiques fonctionnels (notamment coulée verte du campus, trame nord-sud vers Gradignan) et les sites prioritaires de la trame verte et bleue à restaurer. L'appui d'écologues est à rechercher.

Par ailleurs, il est nécessaire de gérer les espaces naturels de manière écologique grâce à des mesures maintenant bien connues, telles que la fauche tardive, l'éco-pâturage.

Maîtrise d'ouvrage: maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Partenaires: Bordeaux Métropole et communes

Calendrier: en fonction de l'avancement de chaque projet ou opération

Financement; maître d'ouvrage

10. Construire et planter en favorisant la biodiversité et la qualité paysagère en maîtrisant l'effet d'îlot de

chaleur

Les nouveaux espaces construits et rénovés devront, si possible, faire l'objet de végétalisations (murs, toits, plantations adaptées dans les abords, etc.) et de choix cohérents (revêtements et toitures claires) et généralisés visant à diminuer l'effet d'îlot de chaleur urbain d'ores et déjà prégnant sur l'OIM et notamment en extra-rocade. Chaque opération menée fera l'objet d'une évaluation spécifique sur ce volet (outil Score ICU).

Les espaces naturels, en particulier, la trame verte et bleue, devront être mis en valeur, de façon différenciée, comme des espaces au moins autant pédagogiques que d'agrément pour les personnes qui travaillent dans le territoire ou y habitent pour s'inscrire dans la dimension sociale (ou sociétale) du développement durable.

Maîtrise d'ouvrage: maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Partenaires: sans objet

Calendrier: en fonction de l'avancement de chaque projet ou opération

Financement; maître d'ouvrage

11. Intégrer l'agriculture urbaine dans les projets

Si les conditions sont réunies sur un site, des actions peuvent être engagées, telles que jardins collectifs, toitures nourricières, accueil d'exploitants, etc.

Maîtrise d'ouvrage: maître d'ouvrage de chaque projet ou opération

Partenaires: sans objet

Calendrier: en fonction de l'avancement de chaque projet ou opération

Financement; maître d'ouvrage

Améliorer la gestion des déchets et développer les opportunités d'économie circulaire

Il faut d'abord évaluer les besoins d'équipement en matière de déchets à intégrer au regard des opérations nouvelles et programmer les implantations de déchetterie.

12. Favoriser le rapprochement entre producteurs et utilisateurs de déchets

Il faut mettre à profit la volonté de faire travailler ensemble les acteurs du territoire pour développer des expériences d'économie circulaire. Cet objectif devrait être présenté au conseil d'orientation et d'innovation et la toile numérique partenariale pourrait servir de support aux échanges entre producteurs et consommateurs

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole et communes

Partenaires: signataires du contrat et autres acteurs du territoire

Calendrier: à préciser

Financement: sans objet

13. Sensibiliser les habitants et les usagers et en faire des acteurs de la gestion des déchets ou de la récupération des matériaux du territoire

Une action spécifique devrait être menée à l'égard des habitants pour mieux gérer les déchets ou recycler les matériaux. D'autres expériences que celle menée par l'association Etu'récup avec des fournitures récupérées au profit des étudiants pourraient être encouragées

Maîtrise d'ouvrage : Bordeaux Métropole et communes

Partenaires : signataires

Calendrier : à préciser

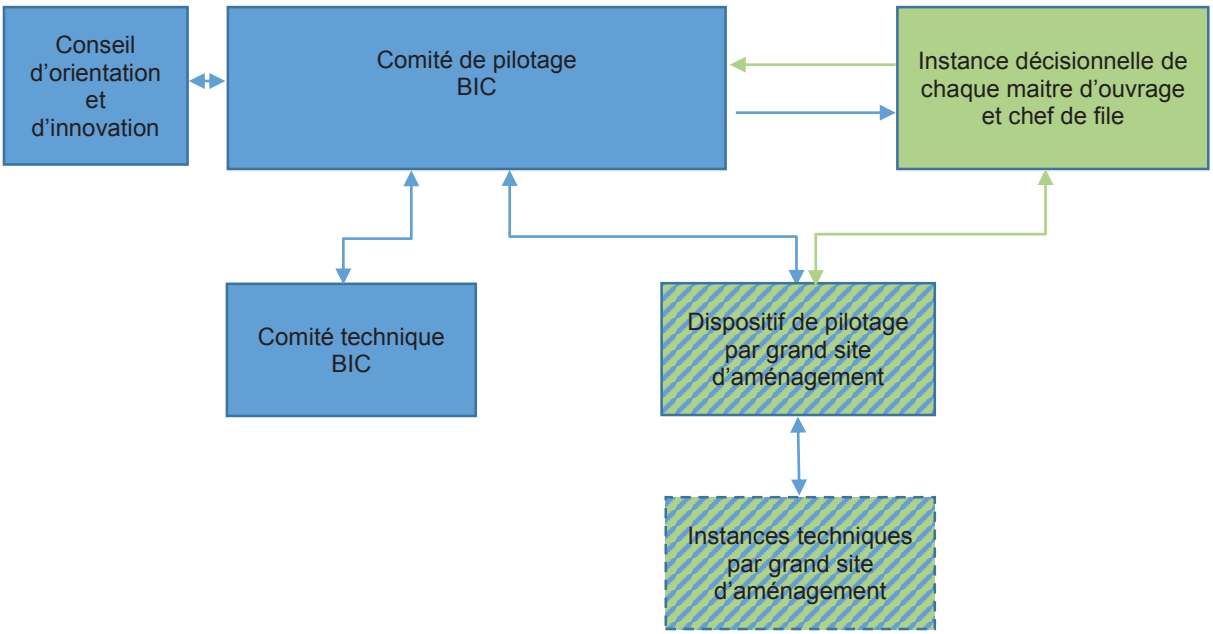
Financement : sans objet

B.5. Gouvernance, pilotage et principes de conduite du projet partenarial d'aménagement

Le projet Bordeaux Inno Campus doit bénéficier d'un portage politique et technique fort, qui garantit la réussite de la mise en œuvre dans la durée de cette opération complexe et étalée sur un temps long.

La gouvernance porte sur les actions communes aux partenaires et assure la cohérence des actions menées par les partenaires dans leur champ de compétence. Elle constitue le lieu de médiation et de formulation de choix concertés.

Elle doit concilier agilité à l'échelle de chacun des grands sites d'aménagement et cohérence d'ensemble à l'échelle de BIC. Cela implique un double niveau de gouvernance, illustré par le diagramme ci-dessous et explicité ci-après :



A l'échelle de l'ensemble du périmètre : le comité de pilotage du PPA BIC

Le comité de pilotage, co-présidé par le président de Bordeaux Métropole et la préfète de Région, préfète du département de la Gironde ou leurs représentants, est composé des élus métropolitains et communaux, des représentants de l'Etat, des autres partenaires signataires du présent protocole. D'autres acteurs du territoire pourront y être invités par les co-présidents.

Le comité de pilotage se réunit a minima deux fois par an.

Il a pour mission d'assurer le suivi stratégique de l'exécution du présent contrat, en particulier pour :

- piloter l'ensemble des actions transversales, particulièrement celles des chapitres B.4.1, B.4.2 et B.4.4 ;
- tirer le bilan des études et actions engagées et s'assurer de la cohérence globale, notamment des programmations dans les secteurs de projets ;
- formuler des propositions d'arbitrage ou des orientations nouvelles qui auront vocation à être soumises aux instances décisionnelles des maitres d'ouvrage et des chefs de file concernés ;
- décider la mise en place d'avenants éventuels au présent contrat, notamment pour mettre en œuvre les orientations et actions nouvelles ;

Le comité de pilotage peut soumettre ses orientations au comité d'orientations et d'innovation de l'OIM où sont représentés les mondes économiques et associatifs concernés par l'OIM. Ce dernier joue donc un rôle de conseil de développement. Il peut être appelé à sélectionner des projets dans le cadre des appels à projets démonstrateurs ou innovants.

Le comité de pilotage BIC est préparé par **le comité technique BIC**.

Il est composé des référents PPA des signataires du contrat, de leurs collaborateurs jugés utiles en fonction de l'ordre du jour, et en tant que de besoin, d'autres acteurs non signataires. Il est animé par le référent PPA de Bordeaux Métropole, en collaboration avec celui de l'Etat, placé auprès du préfet.

Le comité technique se tiendra environ 1 fois tous les deux mois, et en particulier avant chaque comité de pilotage. Ses missions sont les suivantes :

- préparer le comité de pilotage en recueillant les propositions de points d'ordre du jour des comités de pilotage des grands sites d'aménagement et du conseil d'orientations et d'innovation
- constituer le lieu du partage et du suivi des actions transversales menées par les maitres d'ouvrages, particulièrement celles des chapitres B.4.1, B.4.2 et B.4.4 ;
- constituer le lieu du partage et du suivi des travaux des comités des grands sites d'aménagement de vérification de leur adéquation avec l'ambition commune et les actions transversales à l'échelle du périmètre BIC ;
- rechercher des solutions de consensus pour formuler des propositions d'arbitrage nécessaires à la bonne réalisation des projets et le cas échéant les ajustements nécessaires de la stratégie à soumettre au Comité de Pilotage ;
- préparer et accompagner les actions de communication et coordonner les actions de concertation avec les habitants en lien avec les responsables des projets de quartiers ;
- formaliser et suivre les dispositifs d'évaluation du projet au fil du temps.

A l'échelle de chacun des grands sites d'aménagement

Un dispositif de pilotage associant a minima les acteurs de chacun des grands sites d'aménagement décrits au chapitre B.4.3. est constitué et animé par un ou deux chef(s) de file :

- Carreire Pellegrin : université Bordeaux et CHU
- Campus Talence Pessac Montesquieu : université de Bordeaux
- Campus Pessac Gradignan Rocquencourt : université de Bordeaux
- Saige Montaigne Compostelle : Université Bordeaux Montaigne et Bordeaux Métropole (qui en assurera le secrétariat)
- Bordeaux Inno Campus extra rocade : Bordeaux Métropole
- CHU extra rocade : CHU
- Briqueterie : non concerné (opération sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes Jalle-Eau-Bourde)
- Libération : Bordeaux Métropole
- Médoquine : Bordeaux Métropole

Ce pilotage permet d'assurer un travail de conception et de pilotage de chacun des projets, agile et à même de traiter les enjeux de proximité à savoir :

- les actions de concertation avec les publics liées au projet ;
- les choix de composition urbaine ;
- la programmation fine, qui devra s'inscrire dans les grandes orientations d'ensemble à l'échelle du PPA dans les conditions décrites au chapitre B.2.3. et intégrer les besoins en équipements publics induits ;
- la prise en compte des opérations sous maîtrise d'ouvrage de tiers déjà engagées ;
- la définition des actions nécessaires au projet (études techniques, action foncière, consultations opérateurs, implantation d'activités, etc.) et le suivi de leur réalisation, en veillant à ce qu'elles s'inscrivent en cohérence avec les engagements pris sur l'ensemble du périmètre ;

– la déclinaison locale des actions transversales relevant du périmètre d'ensemble décrites aux chapitres B.4.1, B.4.2 et B.4.4, en veillant à soumettre au comité de pilotage BIC les éventuelles demandes d'amendement.

Les partenaires s'accordent sur les modalités (maîtrise d'ouvrage et financement) de mise en œuvre des études, des actions foncières et des travaux dans le respect d'une part des engagements mutuels au titre du présent contrat, d'autre part de leurs compétences et de leurs instances décisionnelles respectives. Ces études, actions et travaux pourront le cas échéant faire l'objet de contractualisations particulières. L'Etat est associé à ces travaux à sa demande ou à la demande de l'un des membres de ces instances. D'autres acteurs non signataires du présent contrat peuvent être associés aux travaux de ces comités avec l'accord ou sur proposition du (des) chef(s) de file mentionné(s) ci-dessus.

Ces instances de pilotage ne peuvent en aucun cas se substituer ou contrevenir aux instances délibératives de chaque partenaire décidant de la programmation et du financement des équipements et notamment pour les établissements publics de l'Etat (universités, CHU) signataires du présent contrat.

Ces instances de pilotage par grand site d'aménagement pourront être alimentées par une ou plusieurs **instances techniques ad-hoc**. Le dispositif choisi par le ou les chefs de files mentionnés ci-dessus, en accord avec les partenaires, devra permettre d'assurer la bonne association des toutes les parties concernées, au niveau technique et au niveau décisionnel. Il devra permettre de rendre compte de l'avancement des projets et opérations de leur secteur, ainsi que, en tant que de besoin, des difficultés rencontrées auprès des comités de pilotage et technique BIC.

Chaque signataire du contrat de PPA désignera un référent PPA en son sein, dont le rôle sera notamment de mobiliser les expertises et ressources de sa structure selon les besoins du projet.

C. La mise en en œuvre du contrat

C.1. Les engagements des parties

Bordeaux Métropole s'engage à :

- Nommer un référent politique (Vice-président) et un référent technique du PPA qui animera une équipe projet transversale dédiée au pilotage du projet ;
- Assurer avec l'Etat l'animation du dispositif de gouvernance à l'échelle de l'ensemble du périmètre (comité de pilotage Bordeaux Inno Campus, comité technique partenarial Bordeaux Inno Campus, Conseil d'orientations et d'innovation
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Proposer la communication commune ;

Les communes de Bordeaux, de Pessac, de Talence et de Gradignan s'engagent à :

- Nommer un référent politique (Maire ou Maire-adjoint) et un référent technique du PPA binôme de référents PPA élu/ technicien assurant un rôle d'ensemblier au nom de la commune ;
- Participer aux réunions du comité de pilotage BIC, du comité technique BIC, du conseil d'orientation et d'innovation en fonction de leur ordre du jour et des secteurs de projet les concernant ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon leurs domaines de compétences ;
- Apporter leur concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

L'État s'engage à :

- Nommer un référent du PPA auprès du préfet assurant un rôle technique ensemblier sur toutes les thématiques du PPA;
- Préparer avec Bordeaux Métropole les réunions des instances de gouvernance;
- Assister aux comités de pilotage des secteurs de projet en tant que de besoin ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues au chapitre B.4 du présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

L'Université de Bordeaux s'engage à :

- Nommer un référent du PPA assurant un rôle technique ensemblier sur toutes les thématiques du PPA;
- Participer aux réunions du comité de pilotage, du comité technique et du conseil d'orientation et d'innovation en fonction de leur ordre du jour ;
- Préparer et animer les réunions les instances de projet dont elle est chef de file ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;

- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

L'Université Bordeaux Montaigne s'engage à :

- Nommer un binôme de référents élu et technique du PPA assurant un rôle ensemblier sur toutes les thématiques du PPA;
- Participer aux réunions du comité de pilotage, du comité technique et du conseil d'orientation et d'innovation en fonction de leur ordre du jour ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile, dans la limite de ses compétences et de ses moyens ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

Le CHU de Bordeaux s'engage à :

- Nommer un référent du PPA assurant un rôle ensemblier sur toutes les thématiques du PPA;
- Participer aux réunions du comité de pilotage, du comité technique et du conseil d'orientation et d'innovation en fonction de leur ordre du jour ;
- Préparer et animer les réunions des comités techniques des secteurs de projet dont il est chef de file ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

Le CROUS s'engage à :

- Nommer un référent du PPA assurant un rôle ensemblier sur toutes les thématiques du PPA;
- Participer aux réunions du comité de pilotage, du comité technique et du conseil d'orientation et d'innovation en fonction de leur ordre du jour ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;
- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

Domofrance s'engage à :

- Nommer un référent du PPA assurant un rôle ensemblier sur toutes les thématiques du PPA;
- Participer aux réunions du comité de pilotage, du comité technique et du conseil d'orientation et d'innovation en fonction de leur ordre du jour ;
- Assurer la maîtrise d'ouvrage des actions et études selon la répartition prévue au chapitre B.4 et contribuer à leur financement selon ses domaines de compétences ;

- Apporter son concours technique aux actions prévues par le présent PPA sur tout sujet qui s'avèrera utile ;
- De manière générale, veiller au respect des orientations communes énoncées dans le présent contrat ;
- Contribuer à la concertation et la communication commune.

C.2. Durée et actualisation du contrat

Durée du contrat

La durée de validité du présent contrat de PPA est fixée à 15 ans à compter de sa signature.

Sa durée correspond à la durée estimée de mise en œuvre globale du projet.

L'année 2020, année électorale pour les communes, la Métropole et l'Université Bordeaux Montaigne, sera consacrée à la mise en place des instances, à la réalisation des études techniques qui serviront de socles aux opérations et à engager la concertation et la mise en place des procédures d'autorisation des premières d'entre elles. A partir de l'année 2021, le projet partenarial d'aménagement pourra ainsi atteindre un « rythme de croisière ».

Une évaluation de l'application du contrat est présentée au comité de pilotage après une période de 3 ans, puis a minima tous les 6 ans.

Actualisation

Comme tout contrat, le présent PPA pourra être modifié par voie d'avenant.

Cet avenant devra être présenté au comité de pilotage et validé par tous les signataires.

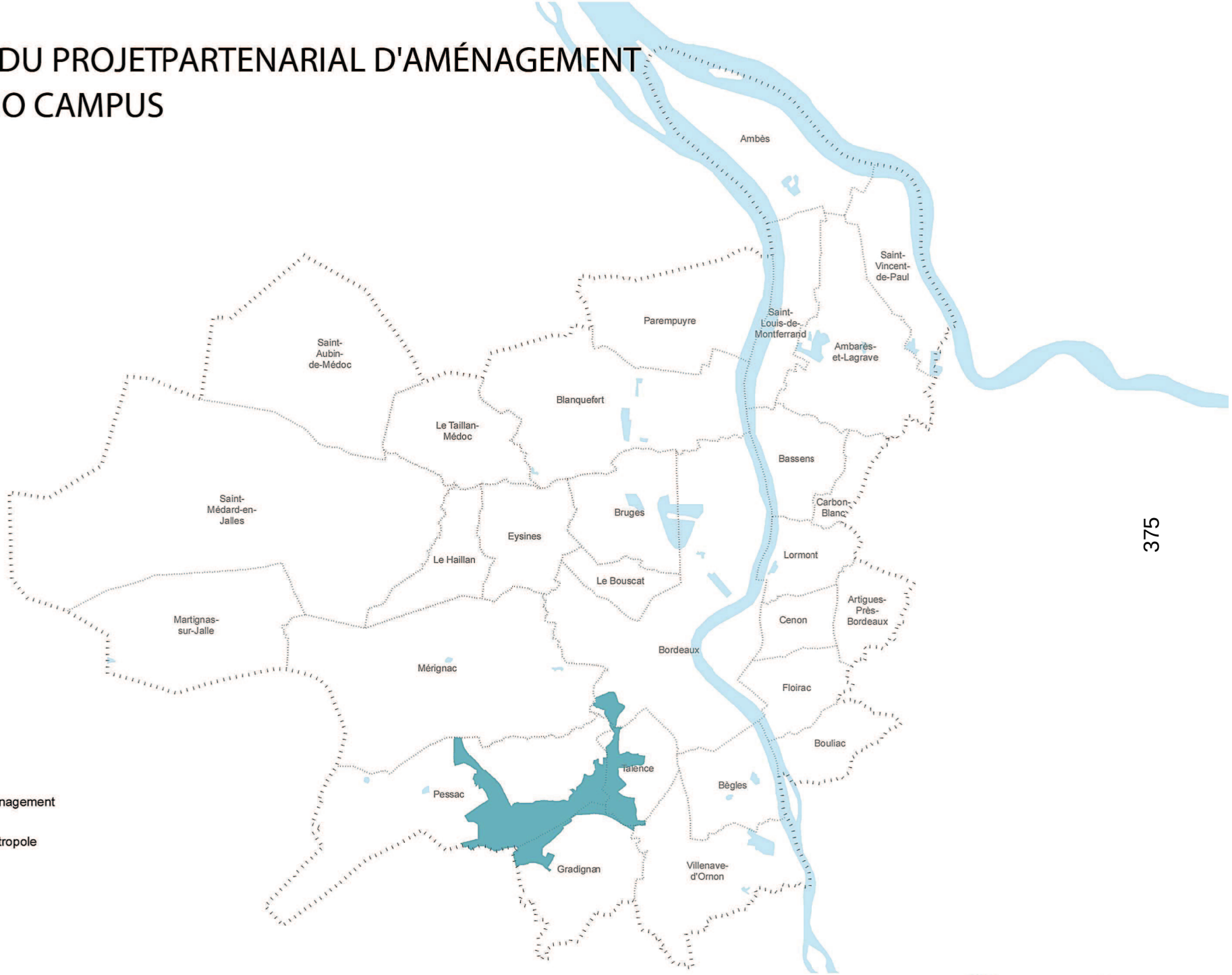
Sont considérées notamment comme substantielles et devront faire l'objet d'un tel avenant, les modifications pour :

- ajouter d'un nouveau partenaire ;
- ajuster des engagements financiers des actions et projets prévus dans le présent contrat ;
- prolonger le présent contrat au-delà d'un an.

Les signataires pourront également proposer d'apporter des modifications au présent contrat par voie d'avenant afin d'y intégrer des évolutions qu'ils considèreront significatives concernant les orientations de programmation partagées ou les engagements opérationnels et financiers des signataires.

D. Signatures

LOCALISATION DU PROJETPARTENARIAL D'AMÉNAGEMENT BORDEAUX INNO CAMPUS



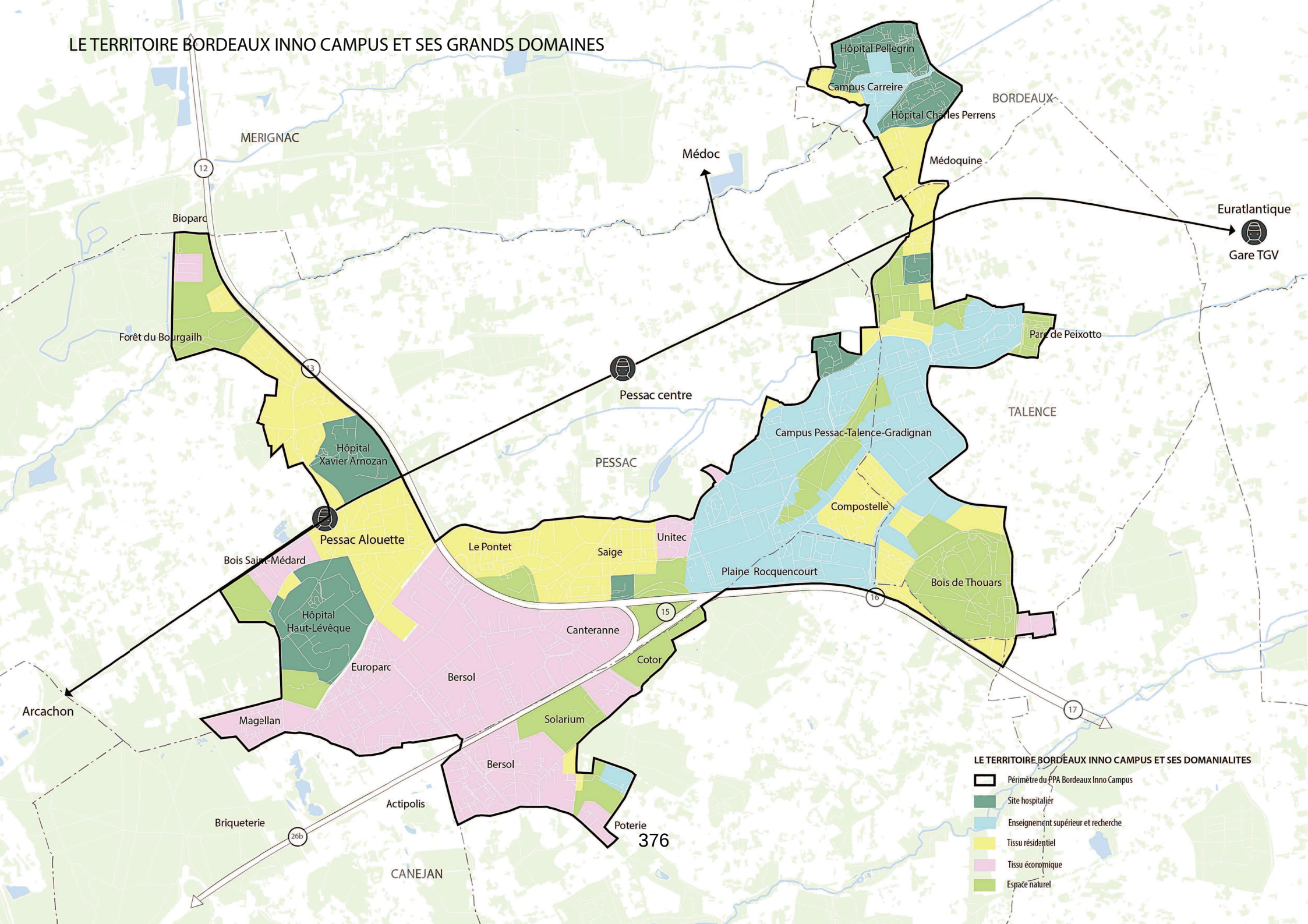
375

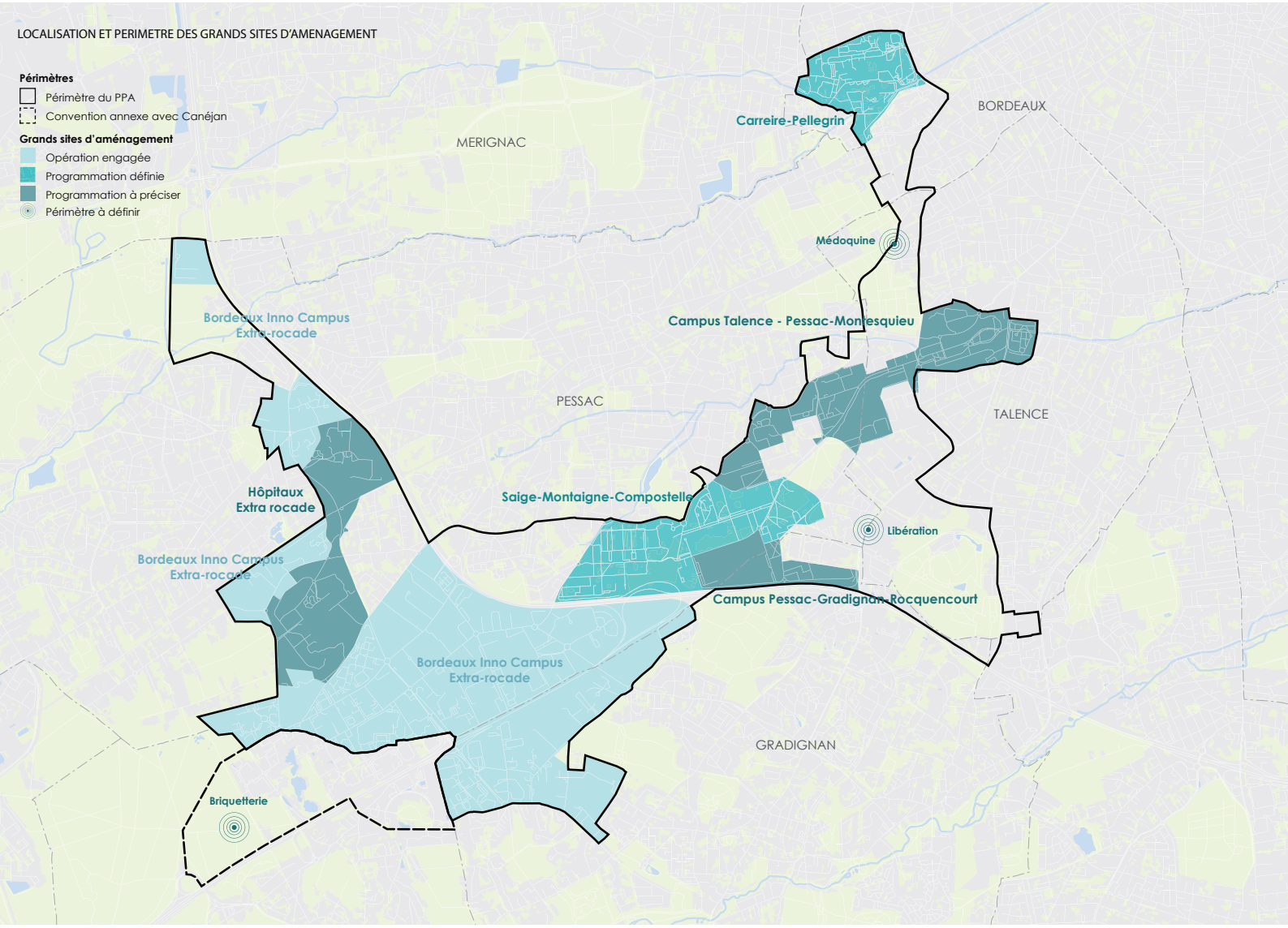
Traitement : © MVPU/Pôle Aménagement/DGVT, le 05/09/2019 - Sources : SIG Bordeaux Métropole 2019

BORDEAUX INNOCAMPUS

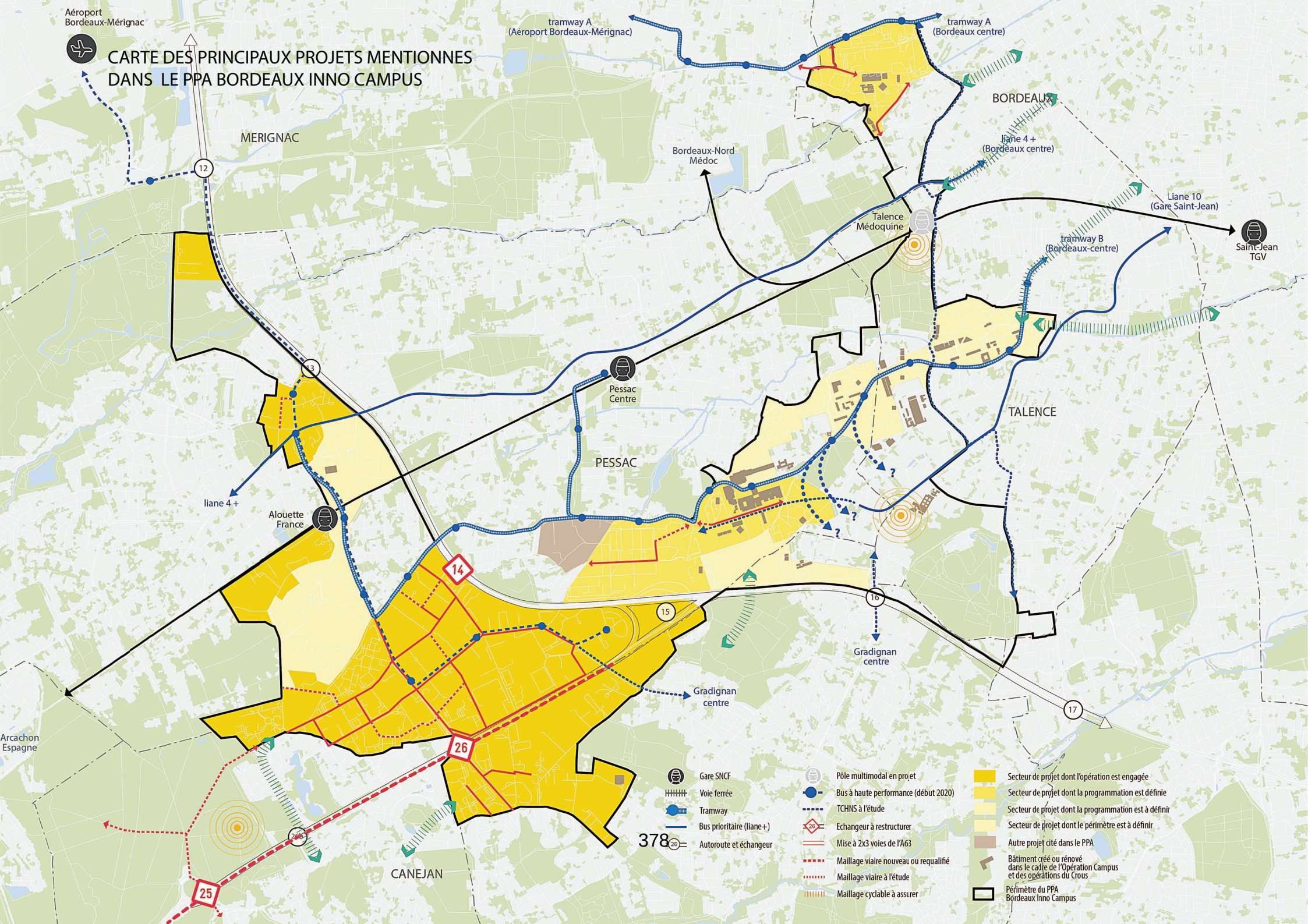
BORDEAUX MÉTROPOLE

LE TERRITOIRE BORDEAUX INNO CAMPUS ET SES GRANDS DOMAINES




LOCALISATION ET PERIMETRE DES GRANDS SITES D'AMENAGEMENT
Périmètres
Périmètre du PPA
Convention annexe avec Canéjan
Grands sites d'aménagement
Opération engagée
Programmation définie
Programmation à préciser
Périmètre à définir
MERIGNAC
BORDEAUX
Carreire-Pellegrin
Médoquine
Bordeaux Inno Campus Extra-rocade
Campus Talence - Pessac-Montesquieu
PESSAC
TALENCE
Hôpitaux Extra rocade
Saige-Montaigne-Compostelle
Libération
Bordeaux Inno Campus Extra-rocade
Campus Pessac-Gradignan-Rocquencourt
Bordeaux Inno Campus Extra-rocade
GRADIGNAN
Briquetterie

CARTE DES PRINCIPAUX PROJETS MENTIONNES DANS LE PPA BORDEAUX INNO CAMPUS



D-2019/447
Cession à la société CARDINAL AMENAGEMENT d'une parcelle de terrain située rue Charles Chaigneau. Décision. Autorisation.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du projet d'aménagement de BRAZZA, la Ville de Bordeaux a acquis l'ancien site industriel « Soferti », pour un montant de 6 000 000 euros, TVA en sus, afin d'assurer la maîtrise foncière de 130 610 m², soit 13 des 53 ha que représentera le futur quartier Brazza.

L'acquisition de cette emprise a pour objectif d'accompagner la mise en place de ce nouveau quartier et, dans le cadre d'un urbanisme négocié, d'initier le démarrage des premiers projets, à travers la revente de parties de ce foncier à différents opérateurs. Cette maîtrise permet également à la Ville et la Métropole d'assurer le développement sur ces terrains d'une programmation diversifiée dans laquelle sont notamment prévus les principaux lieux emblématiques et d'animation du futur quartier.

Par cette acquisition, la Ville de Bordeaux a aussi pu garantir à l'ensemble des opérateurs qui développeront ce secteur, le respect, par l'ancien propriétaire, des dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 13 novembre 2013, exigeant une dépollution pour un usage de type industriel, artisanal, commercial et tertiaire et assurer l'instauration de servitudes d'utilité publique tel que demandé par l'arrêté préfectoral en date du 28 juin 2017.

Désormais, la dépollution supplémentaire pour permettre la réalisation de logements sera réalisée par les futurs opérateurs.

Au cours de la séance du 8 juillet 2019, deux promesses de vente ont été validées par le conseil municipal avec deux des trois opérateurs qui vont développer ce secteur portant sur une superficie globale de 35 410 m², et un montant cumulé de 7 300 000 euros, TVA en sus.

La présente délibération vous soumet la proposition de promesse de vente avec la société Cardinal, troisième opérateur, lauréate de la consultation d'opérateurs lancée par la Ville avec pour objet principal la réhabilitation de 5 000 m² de la halle SOFERTI, dont une partie est à conserver et fait l'objet d'une mesure de protection au Plan local d'urbanisme.

Les échanges entre CARDINAL AMENAGEMENT, Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux ont permis d'aboutir à un programme partagé, dont la mise en œuvre participera à créer une identité forte au nouveau quartier Brazza.

L'emprise foncière à céder par la Ville de Bordeaux a une superficie de près de 31 310 m².

En plus de la réhabilitation de la halle à conserver qui accueillera un hôtel d'environ 5 900 m², l'opérateur CARDINAL AMENAGEMENT réalisera une salle de spectacle portée par la « Bellevilloise » d'environ 2 500 m², un bâtiment permettant d'héberger un marché aux puces et une salle polyvalente développés par Culture Puce pour un total d'environ 5 050 m².

Sur cette emprise foncière, les programmes suivants seront également développés :

- 10 450 m² de surface de plancher de logements libres, dont une partie sera développée en maisons individuelles évolutives,
- Environ 3 500 m² de surface de plancher de logements en accession abordable,
- Environ 6 100 m² de surface de plancher de logements sociaux qui seront cédés en vente en état futur d'achèvement à un bailleur social,
- Environ 3 250 m² destiné à de l'activité (artisanat),
- Environ 6 000 m² de bureaux.

Soit un total d'environ 42 750 m² de surface de plancher.

Toute modification de programme ou de porteur de projet fera l'objet d'une validation préalable de la Ville de Bordeaux.

Pour la réalisation de ce programme, il est proposé de céder cet ensemble foncier à CARDINAL AMENAGEMENT pour un montant de 3 500 000 euros TVA en sus au taux en vigueur.

Ce montant intègre un dégrèvement de 5 766 000 euros hors taxe pour la gestion et la réhabilitation de la halle (réparti à concurrence de 1 759 000 euros hors taxe pour la démolition de la halle sur l'emprise des lots E6 et E7-1a et de 4 007 000 euros hors taxe pour l'intervention sur la partie de la halle à conserver), et de 2 700 000 euros hors taxe pour la prise en charge des surcoûts lié à la dépollution des sols.

Les principales conditions posées par la Ville sont les suivantes :

- Emblème du futur quartier, la halle Soferti est dans un état de délabrement avancé. Sa transformation en un hôtel nécessitera un travail d'expertise considérable. Afin de garantir sa reconstitution, il est annexé à la promesse de vente une volumétrie de l'état existant dont les composants, les matériaux et le volume devront être retrouvés dans le projet final.
- Si la Ville de Bordeaux, en accord avec Bordeaux Métropole, validait la mise en œuvre d'un projet sans la réhabilitation de la halle, CARDINAL AMENAGEMENT devrait verser un complément de prix de 4 007 000 euros hors taxes à la Ville de Bordeaux.
- Si les coûts de prise en charge de la dépollution des sols étaient moins élevés que 2 700 000 euros hors taxes, une clause de retour à meilleure fortune permettrait à la Ville de Bordeaux de récupérer une partie du dégrèvement octroyé TVA en sus.
- Le montant de la cession sera par ailleurs majoré en cas de réalisation de surfaces de planchers supplémentaires dès lors que celles-ci seront autorisées.
- Le suivi du projet de conservation de la Halle Soferti par le comité local UNESCO Bordelais du fait de son implantation en zone de sensibilité du site inscrit.

Par ailleurs il est rappelé :

- Que l'opérateur aura à sa charge la réalisation des voiries internes à son lot et devra participer au financement d'une voie privée (dénommée rue Jeanne Lanvin) desservant son opération, qui sera réalisée par Domofrance et le groupement d'opérateurs Studio-Brazza.
- Il a également en charge la gestion de la pollution si nécessaire au regard du changement d'usage (logements) et les servitudes d'utilité publique.
- Enfin, l'opérateur est assujetti à une taxe d'aménagement majorée de 10% dont le montant est estimé à 2 600 000 euros.

Dans son avis du 28 juin 2019 n° 2019-33063V0455, la Direction immobilière de l'Etat (DIE) estime le montant de la cession à 3 500 000 euros HT.

En conséquence, nous vous demandons Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

DECIDER

- La cession à la société CARDINAL AMENAGEMENT, société par actions simplifiée, au capital de 2 415 000 euros, dont le siège est à Lyon (69002), 42 Quai Rambaud, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 482 106 655, d'une emprise d'une superficie de 31 310 m² environ, provenant de la parcelle sise à Bordeaux, quai de Brazza, cadastrée section AD n°31. Cette cession sera faite moyennant le prix de 3 500 000 euros (TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS), TVA en sus au taux en vigueur.

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes de cession et tous documents afférents à cette opération.

- L'ouverture des recettes correspondantes aux budgets des exercices concernés.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Oui, comme vous le savez, la Ville de Bordeaux a acquis l'ancien site de la « Soferti » dans le quartier d'aménagement de Brazza. Ma collègue Elizabeth TOUTON pourrait présenter également cette délibération. Dans le cadre de notre politique d'urbanisme négocié, nous discutons avec les promoteurs sur des programmes précis, et il s'agit ici de céder une parcelle de terrain à l'opérateur CARDINAL, 3e cession, avec notamment à l'intérieur la réhabilitation des 5 000 m² de la halle Soferti que vous savez, nous avons décidé de conserver partiellement, et elle a fait l'objet de mesures de protection au PLU.

La dépollution supplémentaire du site sera prise en charge ou assurée par l'opérateur, mais bien évidemment au moment de la vente du terrain, cela a fait l'objet de débat puisque cela a un coût dans le montage économique.

L'emprise foncière cédée par la Ville de Bordeaux est d'une superficie de 31 310 m². En plus de la réhabilitation de la halle qui accueillera un hôtel, l'opérateur CARDINAL réalisera une salle de spectacle portée par la « Bellevilloise », établissement parisien que vous connaissez sans doute, et un espace de puces, brocante. Je ne rentre pas dans le détail de toutes les surfaces. Je m'arrête, en revanche, sur le montant financier puisqu'il est proposé de céder cet ensemble pour un montant de 3 500 000 euros. Ce montant intègre un dégrèvement de 5 766 000 hors taxes pour la gestion de la réhabilitation de la halle qui est répartie en différentes enveloppes, et un dégrèvement également de 2 700 000 euros pour la prise en charge des surcoûts liés à la dépollution que j'évoquais précédemment.

Quand on additionne ces différents chiffres, on tombe sur un coût au mètre carré tout à fait conforme à la pratique, mais nous devons tenir compte de la spécificité du site.

Voilà, j'ai dit l'essentiel, sans tout dire malheureusement pour être assez rapide.

M. le MAIRE

Merci. Alors, je reprécise parce que Matthieu ROUVEYRE, effectivement, non il vote pour avec le groupe parce qu'il y a une petite confusion sur Inno Campus, bien évidemment. C'était bien de le repréciser.

Allez, qui demande la parole ? Madame JAMET.

MME JAMET

Je vais verser ma contribution au PV si cela vous convient, et on s'abstiendra sur cette délibération.

Contribution communiquée par Mme JAMET

«Monsieur le Maire, mes cher.e.s collègue,

Nous aurions aimé que la dépollution supplémentaire qui sera réalisée par les futurs opérateurs pour permettre la réalisation de logements, soit aussi effectuée sur la zone entière et inclue donc l'hôtel, la salle de spectacle, le bâtiment permettant d'héberger un marché aux puces et la salle polyvalente.

Nous ne pouvons pas nous contenter de nous préoccuper de la santé des personnes qui habiteront ce quartier-là nous devons aussi prendre en considération les personnes qui y passeront et surtout les personnes qui y travailleront.

Nous ne pouvons pas non plus nous contenter de raisonner en parcelles. Le droit international de l'environnement s'est développé autour de contentieux liés à des pollutions transfrontières. Le sol qui fera l'objet d'une « dépollution supplémentaire » ne restera probablement pas dépollué s'il jouxte un sol peu dépollué.

Nous pouvons raisonner d'abord en considérant les personnes, c'est ce que vous avez fait de manière partielle, mais nous ne pouvons pas décolérer ce raisonnement d'un raisonnement plus global, prenant en compte l'environnement dans son ensemble.

Je vous remercie »

M. le MAIRE

Merci. Oui, c'est vrai que l'heure tourne. Monsieur JAY.

M. JAY

Juste une question : « Pourquoi pas une vente aux enchères ? »

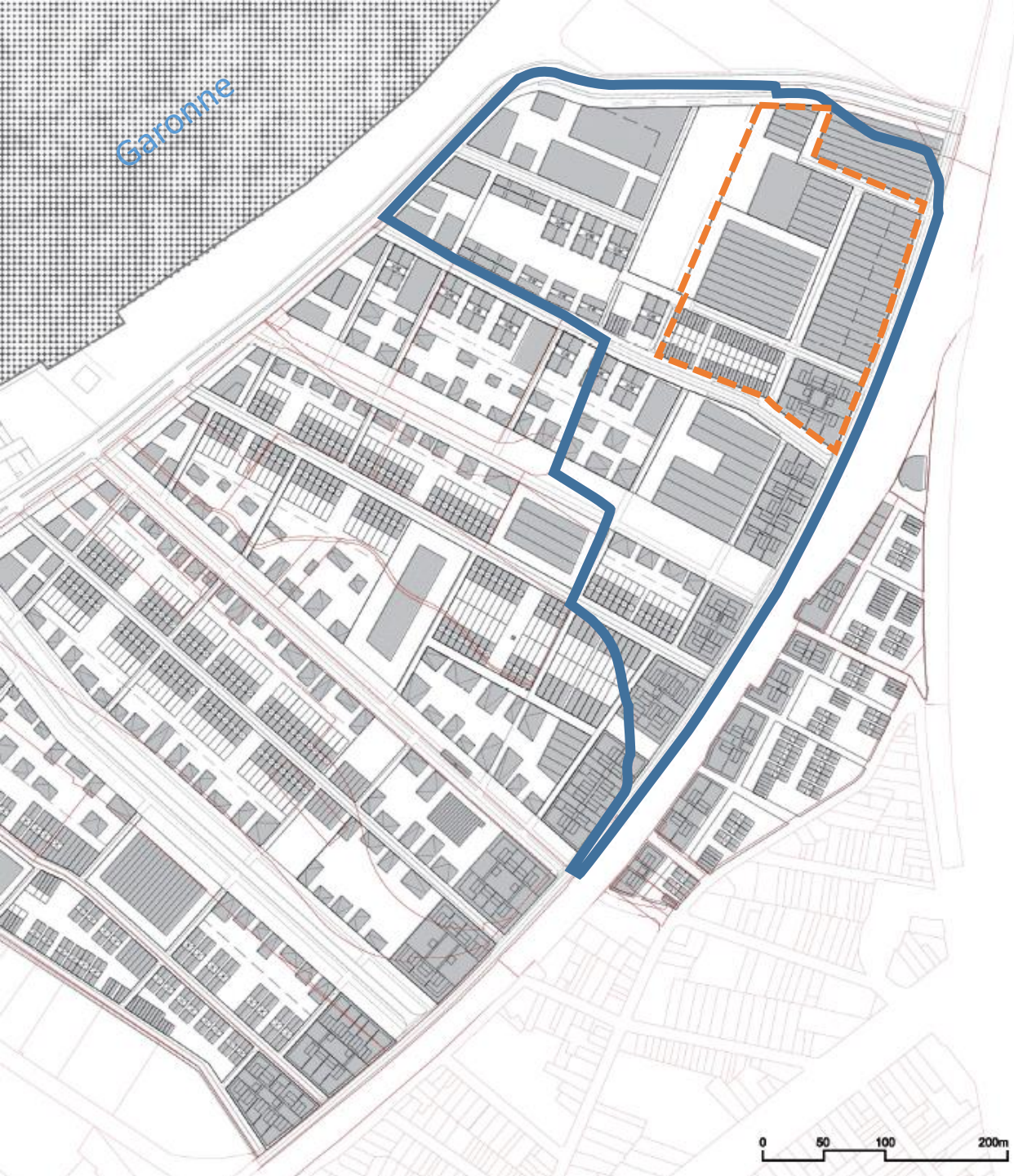
M. le MAIRE

Non parce qu'il y a eu un projet d'aménagement qui date de 2012 ou 2013, c'est de l'urbanisme négocié. La consultation, elle s'est faite en amont, il y a déjà 4 ans ou 5 ans. Il y avait eu un appel à projets et différents opérateurs et aménageurs avaient répondu.

Allez, on passe au vote. Donc, abstention des Verts, c'est cela ? Abstention de Monsieur JAY. Qui est pour ? Majorité. Merci. Point suivant.

MME MIGLIORE

« Communication sur le projet de travaux du Musée des arts décoratifs et du design et la désignation du maître d'œuvre. »



Foncier SOFERTI acquis par la Ville de Bordeaux

Foncier à céder à l'opérateur CARDINAL AMENAGEMENT

D-2019/448
BORDEAUX. Avenue de Laroque. Déclassement rétroactif du domaine public. Parcelles TB 18 et TB 56. Décision. Autorisation

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Vu l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques et, plus particulièrement le 1er alinéa de l'article 12 permettant un déclassement rétroactif des biens des personnes publiques et de leurs établissements,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2019-441 en date du 12 juillet 2019 approuvant par le conseil métropolitain la cession de la parcelle cadastrée TB18 d'une contenance d'environ 3a528ca.

Considérant que les immeubles sis à BORDEAUX (33000) avenue de Laroque, cadastrés section TB numéros 18 et 56, d'une superficie respective de 3830 m² et de 2007 m², ont fait l'objet d'un transfert par la Ville de Bordeaux au profit de la Communauté Urbaine de Bordeaux aujourd'hui dénommée BORDEAUX METROPOLE suivant acte reçu par Me Georges CHAMBARIERE, notaire à BORDEAUX, le 30 juin 1970,

Considérant qu'au préalable les immeubles en cause avaient été désaffectés,

Considérant toutefois que lesdits biens n'avaient pas fait l'objet, au jour de l'acte de disposition, d'un acte de déclassement au sens de l'article actuel L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Cet oubli de l'époque ne permet pas à la Ville de Bordeaux de vendre ce terrain.

Considérant que dans le cadre de l'appel à projet Urbalab, la Ville de Bordeaux envisage de céder une emprise de ces biens à Aqprim en vue de réaliser une opération de logements.

Considérant qu'il est nécessaire de constater avant toute cession la désaffectation puis le déclassement dudit bien cédé au sens de l'article actuel L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Il convient de régulariser l'acte administratif reçu en date du 30 juin 1970 par un déclassement rétroactif dudit bien.

Considérant que ledit bien répond aux conditions d'un déclassement rétroactif au sens de l'article 12 de l'ordonnance n°2017-562 du 19 avril 2017.

Le déclassement rétroactif régularise la vente antérieurement passée sur ledit bien en vue d'une future cession à l'opérateur Aqprim.

LE CONSEIL MUNICIPAL

DECIDE

ARTICLE 1

Les immeubles sis à BORDEAUX (33000) avenue de Laroque, cadastrés section TB numéro 18 et 56, d'une superficie respective de 3830 m² et de 2007 m², tel qu'ils apparaissent sur le plan joint à la présente délibération sous liseré rouge, dûment désaffectés au jour de l'acte sont déclassés rétroactivement du domaine public de la VILLE DE BORDEAUX

ARTICLE 2

Ce déclassement rétroactif intervient conformément aux dispositions du 1er alinéa de l'article 12 de l'ordonnance visée ci-avant.

ARTICLE 3

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoirs devant le Tribunal Administratif de Bordeaux 9, rue Tastet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

ADOPTE A L'UNANIMITE

BORDEAUX MÉTROPOLE

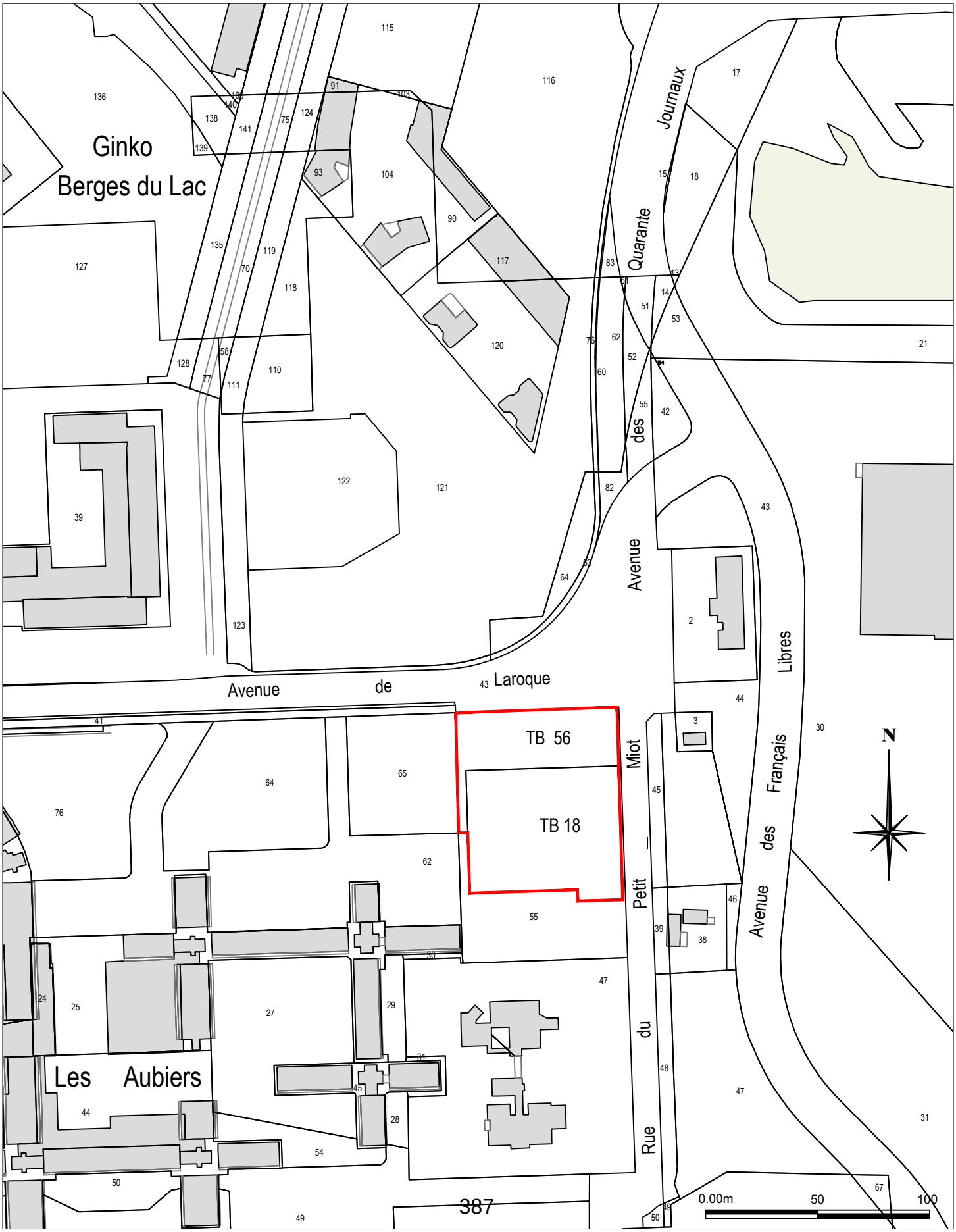
DIRECTION GENERALE VALORISATION DU TERRITOIRE
DIRECTION DE L'URBANISME DU PATRIMOINE ET DES PAYSAGES
CENTRE APPUI ADMINISTRATIF ET CARTOGRAPHIQUE AF/GD

Commune de BORDEAUX

PARCELLES TB 18 ET TB 56

PLAN PARCELLAIRE

NOVEMBRE 2019



Source : SIG
BORDEAUX METROPOLE

BORDEAUX MÉTROPOLE

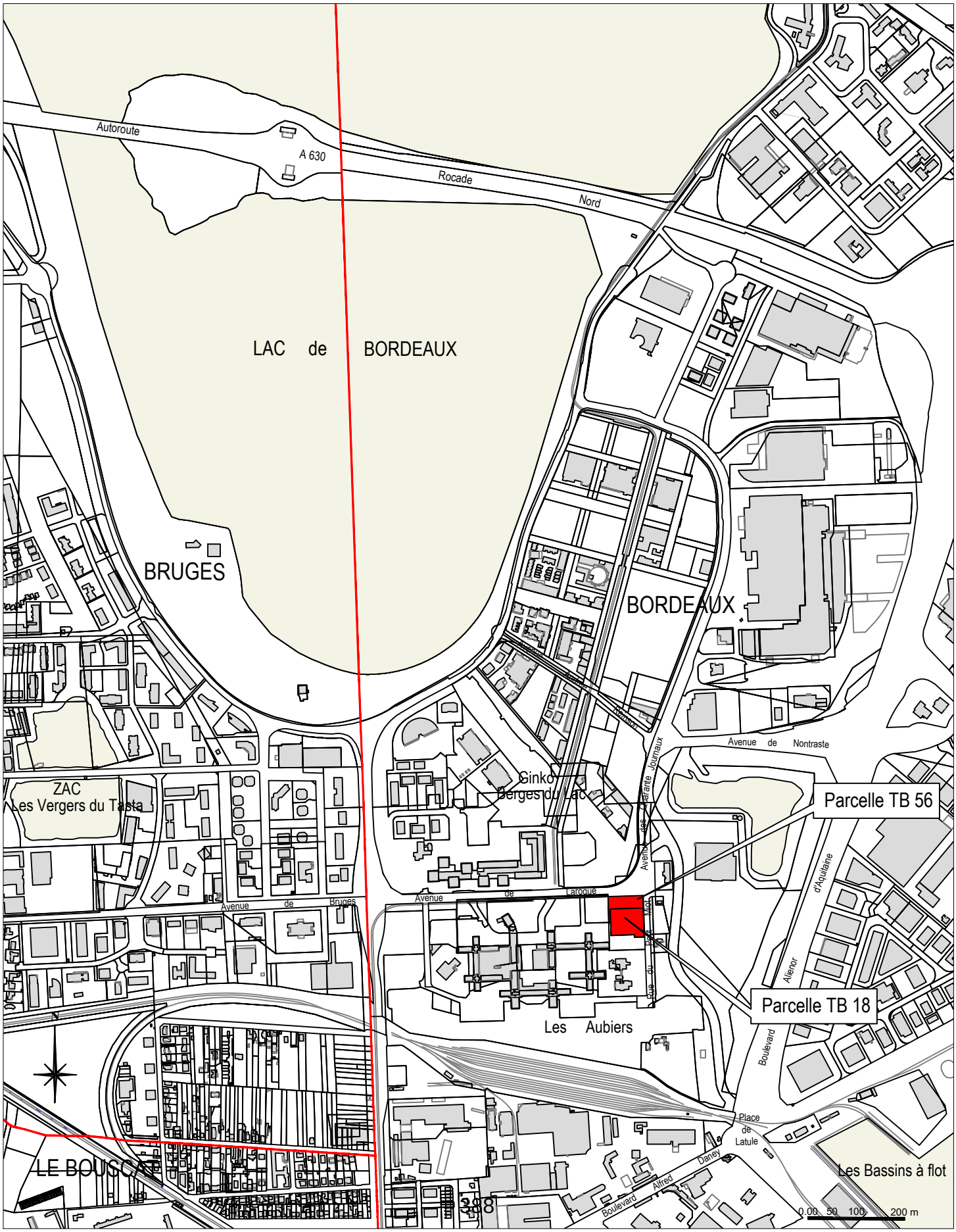
DIRECTION GENERALE VALORISATION DU TERRITOIRE
DIRECTION DE L'URBANISME DU PATRIMOINE ET DES PAYSAGES
CENTRE APPUI ADMINISTRATIF ET CARTOGRAPHIQUE AF/GD

Commune de BORDEAUX

Parcelles TB 18 et TB 56

PLAN DE SITUATION

NOVEMBRE 2019



Source : SIG
BORDEAUX METROPOLE

D-2019/449
BORDEAUX. Angle des rues Saint Vincent de Paul et Saget. Cession d'un local à usage de bureaux (lot 76) et de deux places de parking (lots 123 et 124), situés dans un immeuble en copropriété dénommé « Saint-Jean îlot 1 », cadastrés DK106 et DK287. Décision. Autorisation.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux est copropriétaire d'un ensemble immobilier dénommé « Saint-Jean îlot 1 », sis à l'angle du n°7 rue Saint Vincent de Paul et du n°54 rue de Saget à Bordeaux, cadastré DK 106 et DK 287.

Au sein de cet immeuble, la Ville de Bordeaux est notamment propriétaire du lot 76, correspondant à un local à usage de bureaux d'une superficie de 160.66 m² situé au rez-de-chaussée du bâtiment A, et des lots 123 et 124, correspondants à deux places de stationnement.

Ces trois lots ont été désaffectés ainsi qu'il en résulte de l'exploit de Maître LACAZE, huissier de justice à Bordeaux, en date du 9 juillet 2019, et déclassés aux termes d'une délibération adoptée lors du Conseil Municipal du 7 octobre 2019.

Dans le cadre de l'extension de ses activités, le Conseil national de l'ordre des pharmaciens a fait part de son souhait d'acquérir lesdits biens, contigus à son local actuel.

Il est proposé de fixer le montant de cette transaction à 568 100 euros en ce compris 94 683,34 euros de TVA au taux de 20% sur le prix total, qui correspond au prix d'acquisition par la Ville de Bordeaux en 2011 et qui n'est pas inférieur à l'avis n° 2019-33063V0072 en date du 26 mars 2019 de la Direction Immobilier de l'Etat.

Afin de concrétiser cette transaction, l'acquéreur a fait connaître son accord sur ce prix, par courrier en date du 21 mai 2019.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- décider la cession au Conseil national de l'ordre des pharmaciens, avec possibilité de substitution, du lot 76 correspondant à un local à usage de bureaux d'une superficie de 160.66 m2 situé au rez-de-chaussée du bâtiment A, et des lots 123 et 124, correspondant à deux places de parking numérotées 45 et 46 dans le bâtiment B, le tout situé dans un ensemble immobilier dénommé « Saint-Jean îlot 1 », sis à l'angle du n°7 rue Saint Vincent de Paul et du n°54 rue de Saget à Bordeaux, cadastré DK 106 et DK 287, moyennant le prix de 568 100 € en ce compris 94 683,34 de TVA au taux de 20 % sur le prix total.

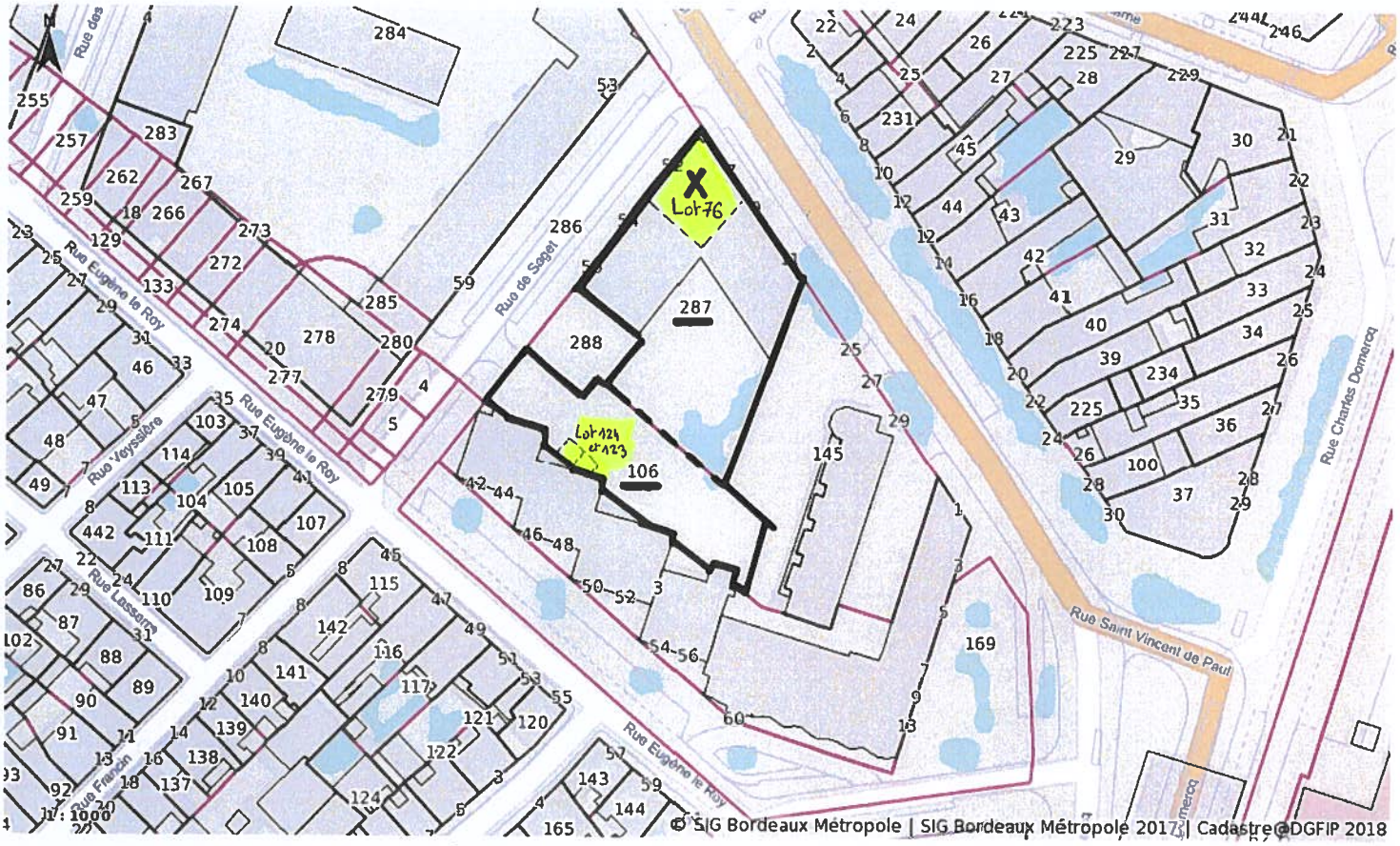
- imputer la recette correspondant au budget de l'exercice en cours au chapitre 77, compte 775, fonction 020 .

- autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte de cession et tous autres documents se rapportant à cette mutation.

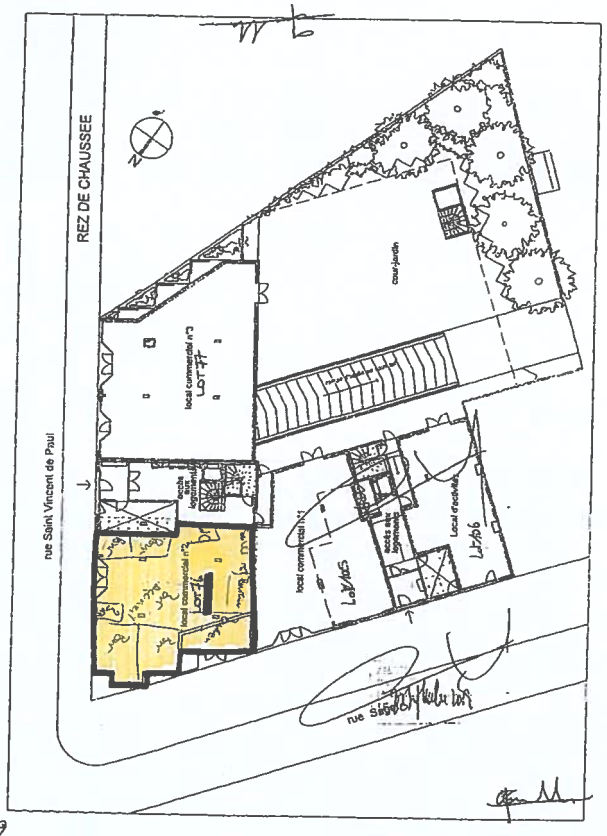
ADOPTE A LA MAJORITE
VOTE CONTRE DU GROUPE ECOLOGISTE

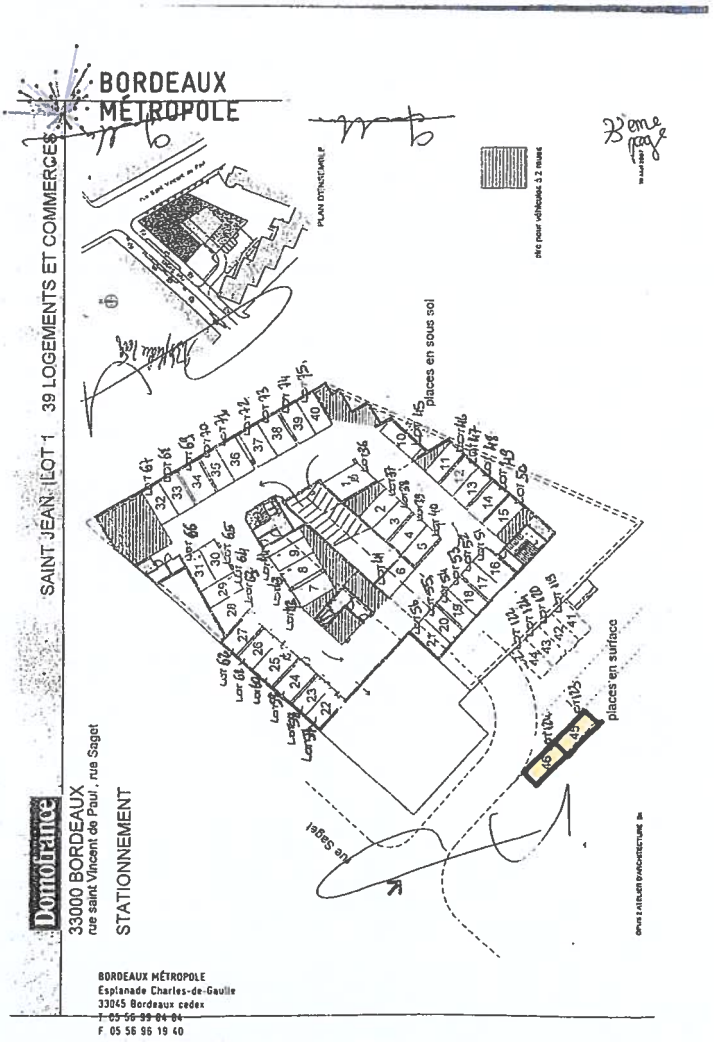
BORDEAUX - DK106 DK287

Angle des rues St Vincent de Paul et Saget.



Cette cartographie, produite par le SIG Carto WEB de Bordeaux Métropole, est indicative : elle n'a aucun caractère opposable.





D-2019/450
Remise gracieuse de loyers. Association « Maison des sourds de la Gironde ». Décision. Autorisation.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par convention en date du 7 juin 2017, la Ville de Bordeaux a mis à disposition de l'association « Maison des sourds de la Gironde », un immeuble situé 406 boulevard du Président Wilson moyennant la prise en charge des fluides et d'un loyer annuel de 6 080,24 euros à compter du 1er juin 2018.

La situation financière de cette structure s'est récemment fragilisée en raison de problématique de gestion interne et de détournement de fonds ayant pour effet sa mise en liquidation judiciaire en 2019 et son départ des locaux au 30 juin dernier. Pour autant, l'association reste redevable des loyers jusqu'à cette date.

Afin d'accompagner l'association dans un nouveau projet, la Ville envisage de la reloger au sein de la future « maison des associations », rue Père Louis de Jabrun pour bénéficier des compétences et de l'expertise des occupants qui seront bénéficiaires de ce lieu.

Pour l'ensemble de ces motifs, nous vous demandons Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :
Autoriser Monsieur le Maire à solliciter auprès du trésorier une annulation des titres de recette n°2019-5672, n°2019-19057, d'un montant total de 2 037,79 euros correspondant à la période du 1er mars au 30 juin 2019 et dont est redevable la maison des sourds de la Gironde.

ADOPTE A L'UNANIMITE

D-2019/451
Constitution d'un groupement de commandes permanent dédié à l'achat de mobilier de bureaux et de mobilier d'atelier- Convention constitutive - autorisation de signature

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Les dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Il apparaît qu'un groupement de commandes dédié à l'achat de mobilier de bureaux et de mobilier d'atelier permettrait une optimisation du service tant pour les besoins propres de notre collectivité que pour ceux des membres du groupement.

En conséquence, il est proposé au conseil métropolitain conformément aux dispositions de des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande, la constitution d'un groupement de commandes dédié pour l'achat de ces mobiliers dont les membres sont :

- Bordeaux Métropole,
- la ville de Bordeaux,
- le Centre communal d'action sociale de Bordeaux
- la ville d'Ambarès-et-Lagrave
- la ville de Floirac
- la ville de Pessac

Ce groupement, à durée indéterminée, a pour objet de coordonner les procédures de passation, la signature et la notification des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents en ce qui concerne l'achat de mobilier de bureaux et de mobilier d'atelier.

Ce groupement permanent pourra entraîner la conclusion de plusieurs marchés.

À cet effet, une convention constitutive définissant le mode de fonctionnement du groupement doit être établie et signée par tous les membres. Cette convention identifie Bordeaux Métropole comme le coordonnateur de ce groupement.

La Commission d'appel d'offres sera donc celle de Bordeaux Métropole.

A ce titre, Bordeaux Métropole procédera à l'ensemble des opérations d'élaboration des documents de marché, à la sélection d'un ou de plusieurs cocontractants ainsi qu'à la signature et à la notification des marchés.

Chaque membre demeure responsable de l'exécution des marchés conclus pour ses besoins propres ainsi que de l'exécution financière des contrats.

Les modalités précises d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive jointe au présent rapport.
La convention constitutive sera soumise dans les mêmes termes à l'approbation des différents conseils municipaux ou au conseil d'administration de chacun de ses membres.

ADOPTE A L'UNANIMITE

GROUPEMENT DE COMMANDES
permanent dédié à l'achat de mobilier de bureaux et de mobilier d'atelier
Convention constitutive de groupement
Coordonnateur en charge de la passation, de la signature et de la notification des marchés et/ou accords-cadres- Exécution assurée par chaque membre

ENTRE Bordeaux Métropole, établissement public de coopération intercommunale, représenté par son Président Monsieur Patrick Bobet, dument habilité en vertu de la délibération du Conseil métropolitain n°2019/97 du 7 mars 2019.

D'une part,

ET

La commune de Bordeaux, dont le siège social est situé Place Pey Berland 33045 Bordeaux cedex représentée par son maire, Monsieur Nicolas Florian, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2019/42 du Conseil municipal du 07/03/2019,

ET

Le Centre Communal d'Action Sociale de Bordeaux, dont le siège social est situé 4 rue Claude Bonnier 33045 Bordeaux représenté par Nicolas Brugère, Vice-Président du CCAS dûment habilité aux fins des présentes par délibération du 27 juin 2017,

Et

La ville de Floirac, dont le siège social est situé 6 avenue Pasteur 33 271 Floirac cedex, représentée par son maire, Monsieur Jean-Jacques Puyobreau, dûment habilité aux fins des présentes par délibération 14-04-14-18 du Conseil Municipal du 4 avril 2014,

Et

La ville d'Ambarès-et-Lagrave, dont le siège social est situé 18 place de la Victoire 33 440 Ambarès-et-lagrave, représentée par son maire, Monsieur Michel Héritié, dûment habilité aux fins des présentes par délibération 25/14 du Conseil Municipal du 14 avril 2014,

Et

La ville de Pessac, dont le siège social est situé Place de la Vème République 33 604 Pessac Cedex, représentée par son maire, Monsieur Franck Voisin, dûment habilité aux fins des présentes par délibération 2014-089 du Conseil Municipal du 5 avril 2014,

D'autre part,

Préambule :

L'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Une convention constitutive, définissant les modalités de fonctionnement du groupement, doit être signée entre ses membres. Cette convention doit également désigner le coordonnateur et déterminer la Commission d'appel d'offres (CAO) compétente s'agissant de l'attribution des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents passés dans le cadre du groupement.

En effet, face aux différents projets de Bordeaux Métropole, de la ville de Bordeaux, du Centre communal d'action sociale de Bordeaux, et des villes d'Ambarès-et-Lagrave, de Floirac, et de Pessac, il apparaît nécessaire de disposer d'un moyen d'achat relatif à l'achat de mobilier de bureaux et d'atelier.

Au vu de ce qui précède, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes à durée indéterminée dans ce domaine.

En ce qui concerne le choix du type de groupement, en vertu des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique du 01 avril 2019, il s'agira d'un groupement de commandes avec désignation d'un coordonnateur chargé de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants, de la signature et de la notification des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents au nom et pour le compte des autres membres. L'exécution des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents sera assurée par chaque membre du groupement pour la part le concernant.

ARTICLE 1er : Objet et membres du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué entre Bordeaux Métropole, la ville de Bordeaux, le Centre communal d'action sociale de Bordeaux, et les villes d'Ambarès-et-Lagrave, de Floirac, et de Pessac, conformément aux dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique du 01 avril 2019.

Ce groupement a pour objet de coordonner les procédures de passation des marchés publics et/ou accords-cadres de ses membres en ce qui concerne l'achat de sièges de bureaux.
Les membres du groupement ne sont pas tenus de participer à chaque consultation. Chacun fera connaître son besoin en réponse à une demande de confirmation du coordonnateur.

ARTICLE 2 : Coordonnateur du groupement de commandes

Le coordonnateur du groupement est Bordeaux Métropole représenté par M. le Président.

ARTICLE 3 : Comité de suivi du groupement

3.1 Composition et modalités de fonctionnement

Le comité de suivi du groupement est composé d'un représentant de chaque membre. Le comité sera présidé par le représentant du coordonnateur. Le comité se réunit au moins une fois par an.
Le comité peut également se réunir sur demande écrite du représentant du coordonnateur, adressée à chacun des membres du groupement et également à la demande de la majorité de ses membres. Les invitations sont adressées par le représentant du coordonnateur et accompagnées d'un ordre du jour, et de tout document que le représentant du coordonnateur juge utile de joindre. Les invitations peuvent être adressées par mail aux différents membres du groupement. Le comité se réunit sans quorum.

Le représentant du coordonnateur organise et dirige les séances. Il peut désigner un autre représentant à cet effet, pour le substituer temporairement ou en permanence dans ses fonctions. Il peut reprendre ses fonctions à tout moment après les avoir déléguées.
Les représentants sont tenus à une obligation de confidentialité vis-à-vis de toutes les informations relatives aux marchés publics, spécialement en amont du déroulement des procédures de publicité et de mise en concurrence.

3.2 Rôle du comité de suivi du groupement

Le Comité de suivi a pour mission de permettre aux membres du groupement de discuter et suivre le calendrier de définition des besoins et de passation des marchés publics.
Les membres du groupement y font part de leurs observations et de l'ensemble de leurs demandes au coordonnateur dans ce cadre.
Il sera consulté pour les avenants éventuels à la présente convention et notamment les avenants à la convention constitutive du groupement en cas de nouvelle adhésion et de sortie du groupement ainsi que pour la pérennité de ce groupement de commande.

ARTICLE 4 : Répartition des rôles entre le coordonnateur et les autres membres du groupement

Il incombe au coordonnateur désigné à l'article 2 de la présente convention de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de constitution des dossiers de marchés, sélection du ou des cocontractants aux marchés, et/ou accords-cadres et marchés subséquents, au nom et pour le compte des membres du groupement, de la notification, des avis d'attribution et du contrôle de légalité au nom et pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur les missions suivantes :

- Définition des besoins, en associant les autres membres du groupement,
- Recensement des besoins, en associant les autres membres du groupement,
- Choix de la procédure
- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation,
- Rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence,
- Mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE) au sein des services du coordonnateur et téléchargement gratuit possible du DCE sur le site internet : https://demat-ampa.fr
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,
- Réception des candidatures et des offres,
- Analyse des candidatures et demande de compléments éventuels,
- Convocation et organisation de la Commission d'appel d'offres (CAO) si besoin et rédaction des procès-verbaux,
- Analyse des offres et négociations,
- Présentation du dossier et de l'analyse en Commission d'appel d'offres (CAO),
- Information des candidats évincés (stade candidature et stade offre),

- en cas de groupement permanent : finalisation des avenants à la convention constitutive de groupement en cas de nouvelle adhésion ou de sortie du groupement.

Le représentant du coordonnateur gérera le contentieux lié à la procédure de passation des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure, le cas échéant

- Constitution des dossiers de marchés et/ou accords-cadres

- Signature des marchés et/ou accords-cadres (mise au point)

- Transmission si besoin au contrôle de la légalité avec le rapport de présentation

- Notification

- Information au Préfet, le cas échéant

- Rédaction et publication de l'avis d'attribution

- Aide à la préparation des avenants supérieurs à 5%, qui resteront soumis à l'avis de la Commission d'appel d'offres (CAO) de chacun de ses membres.

À l'issue de la notification et de la publication de l'avis d'attribution des marchés et/ou accords-cadres, relèvent de chaque membre du groupement les missions suivantes :

- l'exécution financière des contrats pour la part le concernant,
- la reconduction des marchés, le cas échéant,
- les avenants le concernant avec avis de sa propre Commission d'appel d'offres (CAO) pour les avenants supérieurs à 5%, par rapport au marché notifié correspondant,
- l'exécution opérationnelle pour la part le concernant : envoi des ordres de services (OS), le cas échéant passation des commandes, gestion des livraisons, réception et paiement des factures, gestion des sous-traitances.

À compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.

Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, d'informer le comité de suivi des éventuels litiges et des suites données.

ARTICLE 5 : Procédure de passation des marchés et/ou accords-cadres

La procédure de passation des marchés publics et/ou accords-cadres et marchés subséquents sera déterminée par le représentant du coordonnateur du groupement, en lien avec les autres membres du groupement.

Le coordonnateur informe les membres du groupement du déroulement de la procédure.

ARTICLE 6 : Obligation des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation des marchés publics et/ou accords-cadres et marchés subséquents,

- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,

- Participer si besoin, en collaboration avec le coordonnateur, à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration des cahiers des clauses administratives particulières, cahiers des clauses techniques particulières, règlement de consultation),

- Respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur,

- Inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité/son établissement public de coopération intercommunale (EPCI) ou toute entité publique autre et à assurer l'exécution comptable du ou des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents qui le concernent,

- Participer au bilan de l'exécution des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents,

- Informer le coordonnateur du groupement de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

ARTICLE 7 : La Commission d'appel d'offres du groupement

La Commission d'appel d'offres interviendra dans les conditions fixées par le Code général des collectivités territoriales. La Commission d'appel d'offres compétente est celle du coordonnateur.
La Commission d'appel d'offres de Bordeaux Métropole se réunira autant que de besoin.

ARTICLE 8 : Responsabilité des membres du groupement :

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance sur les marchés publics, les acheteurs, membres du groupement - dans le cadre des missions menées par le coordonnateur - sont solidairement responsables de l'exécution de leurs obligations dans leur intégralité et conjointement au nom et pour le compte des autres membres.

Les acheteurs sont seuls responsables des obligations n'étant pas menées conjointement et dans leur intégralité.

ARTICLE 9 : Entrée en vigueur et durée de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties jusqu'à sa résiliation.

ARTICLE 10 : Modalités financières d'exécution des marchés

Les modalités financières d'exécution des marchés consistent en l'engagement financier des prestations (émission de bons de commandes, avances…) et le règlement des factures.

En revanche, chaque membre demeure responsable de l'exécution des marchés conclus pour ses besoins propres.

Chaque membre du groupement est chargé de cette exécution financière pour la part des prestations le concernant.

ARTICLE 11 : Adhésion au groupement de commandes

L'adhésion à la convention doit faire l'objet d'une approbation par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement concerné.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.

Ces avenants, le cas échéant, mettront également en conformité la présente convention, notamment avec le statut du nouvel adhérent.

Toute nouvelle adhésion ne pourra concerner que des consultations postérieures à l'adhésion.

ARTICLE 12 : Retrait du groupement de commandes et résiliation de la convention

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés et accords-cadres conclus.
Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera réalisé par voie d'avenant.
Dans la mesure où le comité de suivi du groupement a notamment comme attribution (art 3) de délibérer sur les avenants à la présente convention, les avenants modifiant la convention seront signés uniquement par le coordonnateur.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.
Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

ARTICLE 13 : Substitution au coordonnateur

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur. Cette convention sera approuvée par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble des membres restant du groupement.
La Commission d'appel d'offres du groupement sera modifiée en conséquence.

ARTICLE 14 : Capacité à agir en justice

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

À compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.
Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, d'informer le coordonnateur des éventuels litiges et des suites qui leur sont données.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

ARTICLE 15 : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le

Pour Bordeaux Métropole,
Monsieur Patrick Bobet

Pour la ville de Bordeaux,
Monsieur Nicolas Florian

Pour le Centre communal d'action sociale de Bordeaux,
Monsieur Nicolas Brugère

Pour la ville de Pessac,
Monsieur Franck Raynal

Pour la ville d'Ambarès-et-Lagrave,
Monsieur Michel Héritié

Pour la ville de Floirac,
Monsieur Jean-Jacques Puyobreau

Communication sur le projet de travaux du musée des arts décoratifs et du design et la désignation du maître d'œuvre

L'engouement du public pour le projet scientifique et culturel ambitieux développé par le Musée des arts décoratifs et du Design se traduit d'ores et déjà ces dernières années par une augmentation importante de sa fréquentation et de son rayonnement sur la scène nationale et internationale.

Afin d'accompagner cette dynamique, la Ville a engagé une réflexion visant au lancement d'un projet architectural ambitieux, capable de mettre en valeur l'écrin de l'Hôtel de Lalande et son dialogue avec le site des anciennes prisons, et de doter le site d'une capacité améliorée d'exposition et de fonctionnement concernant le Design ainsi que de toutes les fonctionnalités attendues par le public. Dans le cadre d'une procédure concurrentielle avec négociation, la commission d'appel d'offre a choisi de confier à Antoine Dufour Architectes la réalisation de ce projet, compte tenu de sa très bonne compréhension de l'esprit et des besoins fonctionnels du projet du Musée et de son approche sensible des équilibres propres à chaque bâtiment. Cette équipe, jeune et prometteuse, a été primée AJAP2016 par le Ministère de la Culture.

La configuration exceptionnelle du site (deux bâtiments, l'Hôtel de Lalande et l'ancienne prison, construite au XIXe siècle, lorsque l'hôtel particulier fut transformé en hôtel de police) permet de mettre face à face un joyau architectural du XVIIIe siècle, accueillant les arts décoratifs, et un superbe bâtiment fonctionnel datant du XIXe siècle, pour accueillir le design.

Cette configuration unique a le potentiel de faire dialoguer Arts décoratifs et design, comme aucun autre lieu institutionnel n'a la capacité de le faire aujourd'hui.

Le projet de rénovation et d'extension du madd-bordeaux s'échelonnera jusqu'en 2024, sur la base d'un programme de travaux dont le coût prévisionnel est évalué à 9M euros TTC.

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Nous pouvons passer sur cette communication, seule la majorité souhaitait la réaliser, et c'est une communication uniquement. Donc, gagnons du temps.

M. le MAIRE

Tout le monde a dû la lire.

MME MIGLIORE

Délibération 460 : « CAPC. Mécénat de la société Abatilles Sainte Anne. Convention. Autorisation. »

D-2019/452
Attribution de subventions en faveur de la culture. Aide à la Création. Fonds d'Aide à l'Innovation et autres subventions. Autorisation. Signature

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

A l'occasion de notre séance du 25 mars dernier, notre Conseil a autorisé Monsieur le Maire à attribuer, au titre du fonds d'aide à la création, divers soutiens financiers conformément aux préconisations formulées par la commission constituée à cet effet.

Cette dernière s'est à nouveau réunie, et a formulé les propositions mentionnées ci-après.

Je vous propose donc d'affecter la somme de 130 000 euros, ainsi répartie :

ARTS DE LA SCENE		
DANSE		
Cie Hors-Série	12 000 euros	Yellel
Cie Christine Hassid Project	6 000 euros	N'ayez pas peur
La tierce	4 000 euros	Praxis #13 et #14
THEATRE		
Cie des figures	4 000 euros	Vouloir être mordu
Groupe Apache	5 000 euros	Tha way you see me
La naine rouge	2 000 euros	Souvenirs de nez crochus
Les cailloux sauvages	2 500 euros	Petits silences
Cie Mouka	5 000 euros	La petite fille et le corbeau
Cie du soleil bleu	6 000 euros	Souviens-toi des larmes de Colchide
Opéra Pagaï	7 000 euros	Asile
Cie les bâtards dorés	8 000 euros	100 millions qui tombent
Le syndicat d'initiative	6 000 euros	Dans ma maison de papier, j'ai des poèmes sur le feu
Les compagnons de Pierre Ménard	4 000 euros	Le petit garçon qui avait mangé trop d'olives
Collectif Denisyak	6 000 euros	Scelus (rendre beau)

CIRQUE / ARTS DE LA RUE		
Cie née d'un doute	3 000 euros	Am Stram Gram
Le piston errant	3 000 euros	Le grand 49-9
Le garage moderne	4 000 euros	Les machines à rêver
MUSIQUE		
Collectif Tutti	6 000 euros	Snowball
J'adore ce que vous faites	6 000 euros	Mémoires en friche
Fuzz corporation	4 500 euros	Sidéral Bordeaux Psych Fest 2020
ARTS VISUELS		
N'a qu'un œil	5 000 euros	Les gens qui
Point de fuite	6 000 euros	Le tuyau de Claveau
Le labo photo	4 000 euros	L'automne photographique
CINEMA		
La 3ème porte à gauche	5 000 euros	Paddock
Bordeaux Rock	6 000 euros	Musical écran #6

Il convient également d'attribuer, au titre du Fonds d'Aide à l'Innovation, les aides suivantes :

- Dansons sur les quais : 2 500 euros
Soutien de le l'édition 2019 de cette manifestation, œuvrant pour la promotion de la danse sous toutes ses formes

- Opéra de Bordeaux : 5 000 euros
Soutien complémentaire dans le cadre du projet « Démos », proposant un apprentissage de la musique en forme orchestrale pour des enfants issus des quartiers Bacalan, Bordeaux Sud et Grand Parc

- Maîtrise de Bordeaux : 1 000 euros
Lieu d'éducation musicale, humaine et spirituelle, dont la devise est *Semer la joie*, l'association regroupe aujourd'hui deux chœurs : « Les Petits Chanteurs de Bordeaux » et « Le Chœur de Filles de Bordeaux », elle défend une pensée humaniste, solidaire et ouverte, et sauvegarde et fait rayonner le patrimoine culturel bordelais.

- Amicale laïque de Bacalan : 2 500 euros
Soutien du festival « Rock is Bac », proposant dans les écoles ainsi que sur l'espace public une série de concerts, réunissant notamment de jeunes formations du quartier Bacalan

- Ensemble Pygmalion : 8 000 euros
L'association développe et produit principalement les projets de l'ensemble résident de l'Opéra National de Bordeaux, ainsi que des actions de formation à la pratique artistique et des activités musicales professionnelles. Elle tend à réaliser, créer, diffuser des productions culturelles et destinées à tous les publics.

- Eufonia : 6 000 euros
L'association bordelaise organise le festival biennal international du chant et de l'art choral, et propose des « Escales » artistiques et culturelles lors des années sans festival. La structure poursuit depuis plusieurs années un projet structurant et fédérateur pour le dynamique milieu choral local.

- Société d'horticulture de Gironde : 2 000 euros
Soutien des manifestations culturelles programmées dans le cadre des 180 ans de cette association, et notamment de l'exposition « Bordeaux Jardins » proposée.

- Semer le doute : 4 000 euros
Soutien à l'édition 2019 du Festival international du film indépendant de Bordeaux.

- Comité Français Aristides de Sousa Mendes : 3 260 euros
Soutien à la réalisation d'un documentaire consacré à Aristides de Sousa Mendes.

De même, il convient d'attribuer à l'association Esprit de Corps / CDCN la somme de 5 965 euros, cette subvention représentant un soutien complémentaire à cette structure dans le cadre du spectacle chorégraphique « 10 000 gestes » programmé dans le cadre de la saison culturelle « Liberté ! Bordeaux 2019 » et à Arc en rêve la somme de 15 000 euros.

Enfin, conformément aux sommes réservées à cet effet dans le cadre de la Décision Modificative n°3 votée le 19 novembre 2019, il convient d'attribuer les subventions suivantes :

- Association Amis de l'Hôtel de Lalande / Amis du musée des arts décoratifs et du design : 2 389,82 euros
- Ecole Supérieure de Théâtre Bordeaux Aquitaine (ESTBA) : 26 436,37 euros.
- SASU Théâtre National Bordeaux Aquitaine : 57 523,43 euros.

Divers opérateurs bénéficieront également en 2019 d'une mise à disposition d'espaces et de personnels de la Ville de Bordeaux. Ces mises à disposition sont ainsi valorisées :

Pôle d'enseignement Supérieur Musique et Danse (PESMD) : 455 678 euros
Action Jazz : 240 euros
Compagnie Présence : 4 800 euros
Lions club : 80 euros

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- attribuer ces subventions, qui seront prélevées sur la ligne budgétaire prévue à cet effet au Budget Primitif 2019, rubrique 30 - nature 6574 et 65737
- signer les conventions qui s'y rattachent.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONVENTION VILLE DE BORDEAUX – SASU THEATRE NATIONAL BORDEAUX AQUITAINE – AVENANT N° 1

Entre

La Ville de Bordeaux, représentée par son Maire Monsieur Nicolas Florian, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2019

Et

La SASU Théâtre National Bordeaux Aquitaine, représentée par sa présidente madame Catherine Marnas

Il a été convenu :

Article unique

La participation de la Ville de Bordeaux pour l'année 2019, telle que définie à l'article 2 de la convention établie pour l'exercice en cours, est majorée de la somme de 57 523,43 euros.

Cette somme correspond au montant des fluides facturés par la Ville de Bordeaux au titre des locaux mis à disposition.

Cette participation sera créditée au bénéfice de cette structure en une tranche unique.

Fait à Bordeaux en 3 exemplaires, le …….

Pour la Ville de Bordeaux

L' Adjoint au Maire

Pour la SASU

La Présidente

CONVENTION VILLE DE BORDEAUX – ECOLE SUPERIEURE DE THEATRE DE BORDEAUX AQUITAINE – AVENANT N° 1

Entre

La Ville de Bordeaux, représentée par son Maire Monsieur Nicolas Florian, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2019

Et

L'association Ecole Supérieure de Théâtre de Bordeaux Aquitaine (ESTBA), représentée par son président monsieur Olivier Brochet

Il a été convenu :

Article unique

La participation de la Ville de Bordeaux pour l'année 2019, telle que définie à l'article 2 de la convention établie pour l'exercice en cours, est majorée de la somme de 26 436.37 euros.

Cette participation sera créditée au bénéfice de cette structure en une tranche unique.

Fait à Bordeaux en 3 exemplaires, le …….

Pour la Ville de Bordeaux

L' Adjoint au Maire

Pour l'Association

Le Président

D-2019/453
Avenant à la convention de mécénat entre SECM et la Ville de Bordeaux, dans le cadre de la naturalisation d'un rhinocéros au Muséum de Bordeaux et dans le cadre de la restauration des dessins du Grand-Théâtre aux Archives Bordeaux Métropole.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le mécénat est défini par la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat comme une libéralité, un don. Il s'agit d'un *« soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une oeuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général* », à la différence du sponsoring ou parrainage qui implique la recherche d'un bénéfice commercial et publicitaire direct pour le partenaire.

En séance du lundi 6 mars 2017, le Conseil Municipal a adopté la Charte éthique de la Ville de Bordeaux pour ses relations avec ses mécènes et donateurs ainsi que des modèles de conventions de mécénat, accompagnée par le service mécénat de Bordeaux Métropole.
La charte a été complétée par délibération du Conseil Municipal en date du 9 juillet 2018.

La Ville s'est engagée dans plusieurs projets de mécénat dont :

- un projet de mécénat en faveur de la naturalisation d'un rhinocéros au Muséum de Bordeaux. Pour compléter sa collection, et dans la perspective d'une exposition sur la faune africaine, le Muséum travaille sur la naturalisation d'un Rhinocéros noir (Dicerosbicornis michaeli), un animal de zoo, de sexe masculin. Il est né en captivité le 18/10/1990 au sein du zoo britannique de Port Lympne près d'Asford dans le Kent. En 1993, il a été transféré au zoo de Whipsnade, près de Londres et en 1998 au zoo de Chester, près de Liverpool. C'est en 2005 qu'il rejoint le Bioparc, zoo de Doué-la-Fontaine dans le Maine et-Loire. Il meurt au Bioparc fin 2018.

- un projet de mécénat en faveur de la restauration des dessins originaux du Grand Théâtre conservés aux Archives de Bordeaux Métropole. Appartenant au fonds de la Ville de Bordeaux, le portefeuille de dessins concerné se compose de 71 vues et plans du projet de construction du Grand Théâtre de Bordeaux réalisés en 1773 par l'architecte bordelais Victor Louis : façade, grand escalier, vue des loges et des combles, détails décoratifs, etc. Ces dessins originaux à l'encre rehaussés de gouache et d'aquarelle, présentant les différentes variantes proposées par l'architecte, constituent un recueil unique de ce bâtiment emblématique de la Ville, considéré comme le chef d'œuvre de l'architecte. Ce recueil de dessins du Grand Théâtre par Victor Louis fait partie du fonds ancien de la Ville de Bordeaux conservé aux Archives Bordeaux Métropole, ouvrant la période depuis la fin du Moyen Âge jusqu'à 1789 et regroupant tous les documents de l'administration communale de Bordeaux : série de registres de délibérations, correspondances et comptabilité, dossier de construction des bâtiments. Il constitue un précieux témoignage de l'histoire de la construction de ce monument emblématique, symbole de l'âge d'or bordelais. L'état de dégradation des dessins implique une restauration urgente.

Par délibération D2019/133 du 29 avril 2019, la société SECM s'est engagée pour soutenir les deux projets. La SECM a choisi de renforcer son soutien au Muséum en transportant une maquette de rhinocéros en 3D, de son atelier situé à Mérignac jusqu'à la Maison du Crowfunding implantée sur Paris. Le soutien implique la signature d'un avenant.

La présente délibération a donc pour objet :

- d'autoriser M. le Maire à rechercher des financements sous forme de mécénat pour mener à bien ces projets,
- d'accepter les dons effectués au titre du mécénat,
- de signer les documents se rapportant au mécénat, notamment l'avenant annexé à la présente délibération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

AVENANT N°2 A LA CONVENTION DE MECENAT

Dans le cadre de :
- la naturalisation d'un rhinocéros au Muséum de Bordeaux
- la restauration des dessins du Grand-Théâtre aux Archives Bordeaux Métropole (fonds ville de Bordeaux)

Entre la ville de Bordeaux

Et

SECM – Société d'Emballage et de Caisserie sur Mesure

2019

Le présent avenant intervient en modification de la convention de mécénat adoptée en délibération du Conseil Municipal le 29 avril, délibération D – 2019/225

ENTRE

La ville de Bordeaux

Représentée par M. Nicolas Florian, Maire, agissant en vertu de la délibération n°……

Ci-après dénommée « La ville ».

ET

SECM - Société d'Emballage et de Caisserie sur Mesure
Dont le siège social est situé 13 RUE THIERRY SABINE, à MERIGNAC (33700)

Inscrit au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux, sous le numéro Siret 31538762100032

Représenté par M. Yannick ROQUES, en sa qualité de Président.

Ci-après dénommée « Le Mécène »

Ci-après dénommées communément « Les parties »

PREAMBULE

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la ville de Bordeaux. Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la ville à travers l'acte de don.

Description des deux projets qui bénéficient du mécénat :

Naturalisation d'un Rhinocéros au Muséum de Bordeaux :

Fermé en 2009 pour rénovation, le Muséum de Bordeaux figure parmi les premières collections publiques créées au lendemain de la Révolution Française à partir de cabinets privés. Musée municipal sous tutelle du Ministère de l'enseignement supérieur, de la Recherche et le l'Innovation, mais aussi « Musée de France », il se conforme aux obligations du Ministère de la Culture. Sa réhabilitation était devenue indispensable à la fois pour des questions de mise aux normes du bâtiment, de sécurité et de conservation des collections mais aussi afin de proposer une muséographie adaptée aux attentes et aux nouveaux usages des publics. Plus grand muséum de la Nouvelle Aquitaine, il prendra, lors de sa réouverture en 2019, sa place parmi les premiers muséums de France et d'Europe. Remarquable à plus d'un titre, comme sa nouvelle muséographie, son Musée des tout-petits et son show multimédia, il s'inscrit dans une dynamique de médiation qui place le public au cœur du projet.

Pour compléter sa collection, et dans la perspective d'une exposition sur la faune africaine, le Muséum travaille sur la naturalisation d'un Rhinocéros noir (Diceros bicornis michaeli), un animal de zoo, de sexe masculin. Il est né en captivité le 18/10/1990 au sein du zoo britannique de Port Lympne près d'Asford dans le Kent. En 1993, il a été transféré au zoo de Whipsnade, près de Londres et en 1998 au zoo de Chester, près de Liverpool. C'est en 2005 qu'il rejoint le Bioparc, zoo de Doué-la-Fontaine dans le Maine-et-Loire.Il meurt au Bioparc fin 2018. Pour mener à bien ce projet, le Muséum de Bordeaux lancera prochainement une collecte de dons sous forme de financement participatif à travers une plateforme de dons en ligne.

Restauration des dessins originaux du Grand-Théâtre aux Archives Bordeaux Métropole :

Appartenant au fonds de la Ville de Bordeaux, le portefeuille de dessins concerné se compose de 71 vues et plans du projet de construction du Grand Théâtre de Bordeaux réalisés en 1773 par l'architecte bordelais Victor Louis : façade, grand escalier, vue des loges et des combles, détails décoratifs, etc. Ces dessins originaux à l'encre rehaussés de gouache et d'aquarelle, présentant les différentes variantes proposées par l'architecte, constituent un recueil unique de ce bâtiment emblématique de la ville, considéré comme le chef d'œuvre de l'architecte.

Ce recueil de dessins du Grand Théâtre par Victor Louis fait partie du fonds ancien de la Ville de Bordeaux conservé aux Archives Bordeaux Métropole, couvrant la période depuis la fin du Moyen Âge jusqu'à 1789 et regroupant tous les documents de l'administration communale de Bordeaux : série de registres de délibérations, correspondance et comptabilité, dossier de construction des bâtiments. Il constitue un précieux témoignage de l'histoire de la construction de ce monument emblématique, symbole de l'âge d'or bordelais.

L'état de dégradation des dessins implique une restauration urgente.

Dans le cadre de sa politique de mécénat, le « Mécène » souhaite soutenir les projets de la ville de Bordeaux décrits ci-dessus.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – CHARTE ETHIQUE EN MATIERE DE MECENAT

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 2 – ELIGIBILITE AU MECENAT

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 3 – OBJET DE LA CONVENTION

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU MECENE

Description du don :

Les éléments modifiés apparaissent soulignés.

Le Mécène apporte son soutien aux projets définis ci-dessus à travers un mécénat en nature et de compétences défini comme suit :

D'une part pour la naturalisation du Rhinocéros au Muséum de Bordeaux :

- La réalisation d'un rhinocéros en 3D, échelle 1, destiné à être présenté dans le cadre de la campagne de financement participatif à l'entrée de la salle d'exposition temporaire de manière à présenter le projet de collecte au grand public.
  Caractéristiques de la maquette : matériau utilisé bois et/ou contreplaqué, dimensions échelle 1 (approximativement 2m de long et entre 1.2m à 1.5m de haut), moyens mobilisés pour la réalisation : Centre d'usinage numérique, 1 dessinateur, 1 programmateur et 2 menuisiers.
  La maquette sera livrée sur un socle de transport pouvant servir de plateau pour l'exposition.

- La réalisation d'un rhinocéros en 3D et le transport de l'atelier à la Maison du Crowdfunding à Paris, destiné à être présenté dans le cadre de l'exposition « Tous pour Bordeaux Métropole » le 2 juillet 2019 à la Maison du crowdfunding à Paris.
  Caractéristiques de la maquette : matériau utilisé bois et/ou contreplaqué, dimensions 3m x 1m x 1.5m, moyens mobilisés pour la réalisation : centre d'usinage numérique, 1 dessinateur, 1 programmateur et 2 menuisiers.
  La maquette sera livrée montée dans une caisse en contreplaqué pouvant servir de support de présentation, à la maison du Crowdfunding – 34, rue du Paradis – 75010 Paris.

- La réalisation d'un pochoir représentant le rhinocéros « Kata-Kata », dont les caractéristiques sont les suivantes : matériau à définir (papier cartonné rigide, PVC, contreplaqué bois…), dimension 200mm, mention « Kata-Kata » inscrite sous le rhinocéros, 200 exemplaires, moyens mobilisés pour la réalisation : Centre d'usinage numérique, 1 dessinateur et 1 programmateur.

  La maquette et les pochoirs devront être livrés au Muséum de Bordeaux au plus tard 24h avant la date de lancement du crowdfunding prévue le 22 mai 2019 à 16h00. Ils porteront gravés le nom du Rhinocéros à naturaliser « Kata Kata » et la mention « Muséum de Bordeaux », pour la maquette.

- La réalisation d'un mobilier, destiné aux enfants afin d'animer des ateliers participatifs.

Caractéristiques du mobilier : matériau utilisé bois et/ou contreplaqué, dimensions en fonction de la stature de l'utilisateur (à définir), moyens mobilisés pour la réalisation : Centre d'usinage numérique, 1 dessinateur, 1 programmateur et 2 menuisiers.

- La réalisation d'une scène de type paysage africain, destiné également à animer les ateliers participatifs des enfants.
  Caractéristiques de la scène : matériau utilisé bois et/ou contreplaqué, dimensions 3.25m de long par 2.5m de haut, moyens mobilisés pour la réalisation : Centre d'usinage numérique, 1 dessinateur, 1 programmateur et 2 menuisiers.

D'autre part pour la restauration des dessins du Grand-Théâtre :

- La réalisation d'une caisse de transport adaptée pour le transport et/ou l'envoi national et international du portefeuille de dessins, dont les caractéristiques sont les suivantes : matériau bois et/ou contreplaqué, dimensions adaptées suivant le portefeuille de dessins.

  La caisse de transports devra être livrée aux Archives Bordeaux Métropole au plus tard le 31 octobre 2019.

Le don est globalement valorisé comme suit :

- Pour la naturalisation du Rhinocéros, à hauteur de 13 000 euros (treize mille euros), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par l'entreprise, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI). Ce montant prend en compte le transport de la maquette 3D du rhinocéros à Paris.
- Pour la restauration des dessins du Grand Théâtre aux Archives Bordeaux Métropole, à hauteur de 1000 euros (mille euros), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par l'entreprise, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI). Le montant exact de la valorisation sera transmis au moment de la rédaction du reçu fiscal.

La ville de Bordeaux déclare avoir fourni au Mécène un document explicatif relatif aux modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, Intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (Document en annexe de la présente convention).

Le Mécène s'engage, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales qui lui ont été communiquées, à fournir à la ville de Bordeaux un document écrit portant valorisation des dons en nature effectués dans le cadre de la présente convention (mail, lettre, télex, télécopie, lettre recommandée avec A/R signée par une personne dûment autorisée à cet effet) au plus tard un (1) mois après la fin de l'action.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BORDEAUX

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 6 – REMERCIEMENTS

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 7 – ANNULATION

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 9 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

Le présent avenant entre en vigueur à compter de la date de sa signature et ce jusqu'à la fin du projet.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 11 – REPORT – ANNULATION - RESILIATION

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Le présent article est inchangé.

ARTICLE 13 – LITIGES

Le présent article est inchangé.

Fait à Bordeaux, le
En trois **(3)** exemplaires originaux.

Pour la ville de Bordeaux	Pour le Mécène,
Nicolas FLORIAN **Maire** **Son Adjoint Délégué**	Yannick ROQUES **Président**

Les annexes à la présente convention restent inchangées.

D-2019/454
Base sous-marine. Subvention de l'Institut Français. Préfiguration de la Saison Africa 2020. Autorisation. Convention. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Convertie en espace d'exposition en 2000, la Base sous-marine, équipement phare de la politique culturelle de la Ville de Bordeaux, occupe aujourd'hui une place incontournable dans le paysage culturel bordelais. Depuis 3 ans, la Direction Générale des Affaires Culturelles de la Ville de Bordeaux développe dans la Tour Bunker de la Base sous-marine- espace d'exposition en régie municipale directe- une programmation artistique résolument tournée vers les formes émergentes et emblématiques de la création contemporaine.

A l'initiative de l'Institut français, se déroulera sur tout le territoire français, de juin à décembre 2020, la Saison Africa 2020 reposant sur quatre piliers :

- Une programmation panafricaine et pluridisciplinaire, axée sur la création contemporaine et destinée à tous les publics.
- Une programmation coproduite par des professionnels africains et des institutions françaises.
- Des projets conçus comme des espaces de partage de savoirs et d'expériences.
- Une plateforme d'apprentissage et de production participative des connaissances.

Dans ce cadre, la Direction Générale des Affaires Culturelles a reçu le soutien de l'Institut français pour l'organisation de l'exposition *Intense Proximity* (titre provisoire) qui se déroulera le dernier trimestre de l'année 2020 et dont la ligne artistique se dessine autour d'œuvres existantes et de productions spécifiques issues de tout le continent africain. Une quinzaine d'artistes aux expressions polymorphes sont invités à élaborer, à l'échelle des espaces de la Base sous-marine, une cartographie sensible et imaginaire de l'effervescente création contemporaine africaine.

En préfiguration de l'aide allouée par l'Institut français au titre de la saison Africa 2020, l'Institut français accorde une aide supplémentaire de 8 000 euros permettant d'amorcer l'organisation de cette exposition d'envergure internationale dès l'année 2019.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention permettant d'accepter l'attribution de l'aide de 8 000 euros accordée par l'Institut français.

ADOPTE A L'UNANIMITE

vivre les cultures INSTITUT FRANÇAIS

N° Fiche 25724 N° Eng 2019004202 N° Tiers 002676

Titre du projet : Base Sous-Marine - Ville de Bordeaux / Préfiguration 2019 - Exposition à la Base Sous-Marine - Saison Africa 2020 Année : 2019

Service : DDP – Collectivités

Date de réalisation du projet : Début : 01/04/2019 Fin : 31/12/2019

Date de la manifestation : Début : Fin :

Bénéficiaire : Ville de Bordeaux

Code(s) analytique(s) : 19D2GBO00E1 002

Montant de l'aide : 8 000,00 € huit mille euros

Pays du projet : FRANCE

Communiqué à :

Contact à l'Institut français :

- Suivi opérationnel : Justine MARCIENNE - 33 (0) 1 53 69 39 52
justine.marcienne@institutfrancais.com
(Adresse électronique à utiliser systématiquement lors de vos échanges avec l'Institut français)
- Suivi gestion : gestionaideaprojet.ddp1@institutfrancais.com (Adresse électronique à utiliser uniquement pour l'envoi du dossier de justification de l'aide)

CONVENTION D'AIDE A PROJET

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'INSTITUT FRANCAIS
Etablissement Public Industriel et Commercial,
Ayant son siège 8-14 rue du Capitaine Scott 75015
Immatriculé au RCS de Paris sous le numéro 529 715 922
Représenté par le Président de son Conseil d'Administration,

Ci-après désigné l'Institut français

D'une part,

ET :

la VILLE DE BORDEAUX
Ayant son siège Mairie de Bordeaux Place Pey Berland - 33 000 BORDEAUX -
Représentée par Monsieur Nicolas FLORIAN Maire

Ci-après désigné le Bénéficiaire

D'autre part,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

S'inscrivant dans l'ambition de la France de contribuer à l'étranger à la diversité culturelle et linguistique dans un esprit de partenariat avec les pays d'accueil, l'Institut français, en étroite collaboration avec le réseau culturel français à l'étranger, concourt à la politique culturelle extérieure de la France.

Placé sous la tutelle du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Ministère de la Culture, l'Institut français exerce ses missions conformément à son décret de création (Décret n° 2010-1695 du 30 décembre 2010) et aux orientations définies par ses administrations de tutelle.

Dans le cadre de leur convention l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole ont décidé de conjuguer leurs efforts en matière de développement des échanges artistiques internationaux.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Le Bénéficiaire est à l'initiative d'un Projet dénommé " Base Sous-Marine - Ville de Bordeaux / Préfiguration 2019 - Exposition à la Base Sous-Marine - Saison Africa 2020 " qui s'inscrit dans les missions de service public rappelées en préambule dont l'Institut français a la charge.

" La Ville de Bordeaux, en partenariat avec l'Institut français, organise à la Base sous-marine, équipement culturel de la Direction Générale des Affaires Culturelles et dans le cadre de la saison Africa 2020, une exposition dont la ligne artistique se dessine autour d'œuvres existantes et de productions spécifiques issues de tout le continent africain. Une dizaine d'artistes aux expressions polymorphes sont inviter à élaborer, à l'échelle de la Base sous-marine de Bordeaux, une cartographie sensible et imaginaire de l'effervescente création contemporaine africaine. Cette exposition intitulée Intense Proximity se déroulera du 8 octobre 2020 au 3 janvier 2021. Différents repérages et séances de travail sont donc organisés à la Base sous-marine pour les artistes pressentis et la commissaire associée afin de préparer le contenu de l'exposition. Des honoraires au titre du commissariat d'exposition seront versés et du matériel de vidéo projection sera acquis dés le 1er semestre 2019. "

Le projet "Base Sous-Marine - Ville de Bordeaux / Préfiguration 2019 - Exposition à la Base Sous-Marine - Saison Africa 2020 " se réalisera du 01/04/2019 au 31/12/2019.

Le descriptif et le budget du projet sont détaillés et tamponnés dans le document dénommé « fiche projet » signé par le Bénéficiaire et préalablement adressé à l'Institut français avant la signature des présentes.

Afin de mener à bien ce Projet, le Bénéficiaire a recherché un soutien financier.

Après avoir examiné le dossier de demande de soutien du Bénéficiaire, l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole ont accepté de soutenir financièrement le Projet.

ARTICLE 2 : Contribution financière de l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

Conformément au budget présenté dans la « fiche projet », le montant total du budget prévisionnel du Projet " Base Sous-Marine - Ville de Bordeaux / Préfiguration 2019 - Exposition à la Base Sous-Marine - Saison Africa 2020 " s'élève à 16350 € et l'aide accordée par l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole sera de 8000 € (huit mille euros).

Lorsque le Bénéficiaire entre dans le champ d'application de la TVA, c'est-à-dire s'il récupère la TVA payée sur ses dépenses, le soutien financier s'apprécie sur la base du budget présenté Hors Taxes (HT).

Lorsque le Bénéficiaire n'entre pas dans le champ d'application de la TVA, c'est-à-dire s'il ne récupère

pas la TVA sur ses dépenses, le soutien financier s'apprécie sur la base du budget présenté Toutes Taxes Comprises (TTC).

Tout dépassement budgétaire est à la charge du Bénéficiaire.

La contribution finale de l'Institut français et de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole ne pourra excéder 50% du budget réalisé.

2.1. Les dépenses éligibles

L'aide de 8000 € portera sur la liste des postes de dépenses éligibles aux aides à Projet de l'Institut français consignée en annexe.

Pour mémoire, les règles d'éligibilité des dépenses prises en charge par l'Institut français sont les suivantes :

- toute dépense soumise à prise en charge devra être réalisée dans l'intervalle des dates de début et de fin du projet définies à l'article 1 de la présente convention.
- toute dépense supérieure à 15.000 € HT (à l'exclusion des dépenses pour lesquelles une mise en concurrence n'est pas requise : défraiement, taxes, visas, droits d'auteurs et cachets d'artistes) devra impérativement être justifiée par la présentation de deux devis comparatifs. Si le Bénéficiaire n'est pas en mesure de présenter deux devis comparatifs, le montant pris en charge pour cette dépense, dans le cadre du soutien financier apporté par l'Institut français, ne pourra excéder 50 % du montant acquitté par le Bénéficiaire.
- le soutien financier apporté par l'Institut français ne couvre pas les frais d'assurances en général et en particulier les frais d'assurances des personnes travaillant ou se déplaçant dans le cadre du Projet.
- tout achat de billet d'avion, prévu dans le cadre du Projet décrit à la présente convention, devra impérativement être effectué en classe économique (taxes d'aéroport et frais de mise à disposition des billets à l'aéroport de départ inclus le cas échéant).
- tout achat de billet de train se fera en seconde classe ;
- la prise en charge des frais de transport et d'hébergement des participants sera subordonnée à la transmission d'une attestation nominative de prise en charge des dépenses (modèle fourni par l'Institut français) à joindre au dossier de justification de l'aide pour le versement du solde de l'aide.

2.2. Le versement de la contribution

A réception de la présente convention portant le paraphe de l'Institut français, le Bénéficiaire paraphera, datera et signera les deux exemplaires sur lesquels il aura pris soin d'apposer son cachet et renverra par voie postale les exemplaires à l'Institut français au plus tard 10 jours après sa réception.

Les exemplaires signés de la convention par le Bénéficiaire devront être adressés à :

Institut français
DAF / DDP – Collectivités
A l'attention du chargé de mission budgétaire
8-14 rue du Capitaine Scott
75015 Paris

L'Institut français renverra au Bénéficiaire un exemplaire du contrat signé.

Sous réserves des obligations imposées au Bénéficiaire et du respect de ses engagements, l'aide attribuée par l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole sera versée en deux temps :

- un premier versement de 4000 € représentant 50 % de la contribution prévue, à titre d'avance, sera effectué après la signature de la convention par les deux parties et le Bénéficiaire devra cocher la case prévue à cet effet.

  Le versement de l'avance de 50 % est conditionné à la réception par l'Institut français de ces deux exemplaires originaux et au plus tard un mois avant la date de fin du projet. Dans le cas contraire, l'intégralité de l'aide sera payée en un seul versement à l'issue du projet, sur présentation du dossier de justification de l'aide.

- un solde sera versé à la fin de l'opération, après réception et contrôle du dossier de justification de l'aide envoyé par le Bénéficiaire par courrier électronique au plus tard le 02/03/2020, soit impérativement **dans les deux mois suivant la date de fin du projet.**

Ce dossier doit être constitué :

° d'un mémoire de frais (modèle fourni par l'Institut français), justifiant l'utilisation de l'aide attribuée et demandant le versement du solde ;
° des copies des pièces justificatives des dépenses acquittées (cf liste des pièces éligibles par nature de dépenses en annexe du présent contrat), à annexer au mémoire de frais ;
° du bilan artistique/technique et financier dûment complété et signé (cf. « Fiche projet ») ;
° des supports de communication selon les modalités définies à l'article 4 ;
° de l'attestation nominative de prise en charge des dépenses (modèle fourni par l'Institut français) ;
° d'une note explicative en cas de diminution supérieure à 20% du budget réalisé par rapport au budget prévisionnel.

L'ensemble des documents requis devra être adressé, par courrier électronique, avec la mention du code analytique dans l'objet du message, à :

Institut français
à l'attention du service de gestion
DAF/ DDP – Collectivités
gestionaideaprojet.ddp1@institutfrancais.com

copie à : justine.marcienne@institutfrancais.com

Les reliquats des tranches versées et non justifiées constituent une créance due, exigible et recouvrable dans les deux mois qui suivent la réalisation du Projet.

L'Institut français se réserve le droit de réduire proportionnellement le montant de la contribution prévue si, après la signature de la présente convention, le coût total du Projet est réduit.

En cas de diminution supérieure à 20% du budget réalisé par rapport au budget prévisionnel (16350 €), le Bénéficiaire s'engage à soumettre à l'appréciation de l'Institut français une note explicative qui précisera les motifs et les conséquences de cette réduction budgétaire.

Toute diminution supérieure à 30 % du budget réalisé par rapport au budget prévisionnel induira un ajustement du solde de l'aide à due concurrence du pourcentage de contribution initialement prévu (soit 49 %) rapporté au montant du budget réalisé. Les éventuels trop-perçus devront être remboursés par le Bénéficiaire.

ARTICLE 3 : Obligations du Bénéficiaire

3.1. Les obligations générales

Le Bénéficiaire s'engage à:

- utiliser le montant du soutien financier aux seules fins de la présente Convention d'Aide à projet et respectivement à la liste des postes de dépenses éligibles aux aides à projets de l'Institut français consignée en annexe;
- informer l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole en cas de dérives ou de difficultés financières ;
- accomplir toutes les formalités nécessaires à la réalisation et à la mise en œuvre du Projet (respect des lois locales, des règlements, obtention des autorisations, des normes techniques ou de sécurité, etc.). La réalisation du Projet est entièrement placée sous la responsabilité du Bénéficiaire, celle de l'Institut français ne pouvant être recherchée pour quelles que causes que ce soient ; le Bénéficiaire n'est pas le mandataire de l'Institut français ni son préposé ;
- faciliter à tout représentant autorisé de l'Institut français et de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole l'accès aux documents pertinents permettant de vérifier l'évolution du Projet, les dépenses et les revenus ;
- communiquer à tout moment tous documents et tous renseignements qui pourront être demandés ;
- rembourser, tout ou partie de la contribution, en cas de non-réalisation partielle ou totale, en cas de non-respect des obligations précisées dans la présente convention, en cas d'informations fausses ou erronées.

Le Bénéficiaire déclare sur l'honneur :

- être à jour de l'ensemble de ses obligations sociales et fiscales ;
- être en règle avec le droit social en vigueur;
- être en règle avec la législation relative à la propriété intellectuelle.

3.2 Les obligations en matière de passation et d'exécution de marchés de prestations de services et de fournitures de biens

Le Bénéficiaire s'engage à faire en sorte que les marchés de prestations de services et de fournitures de biens financés par l'aide à Projet de l'Institut français soient passés en application des bonnes pratiques internationalement reconnues en la matière, notamment celles recommandées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Qu'il soit de statut public ou privé, le Bénéficiaire s'engage donc à opérer pour ses acquisitions de biens et de services selon des pratiques établies, guidées par la recherche d'économie et d'efficacité, dans le respect rigoureux des règles d'éthique, ceci durant la passation et l'exécution des marchés concernés par le Projet soutenu. S'il est lui-même soumis à un statut de droit public, le Bénéficiaire s'oblige à respecter les règles de mise en concurrence auxquelles il est légalement tenu.

A cette fin, le Bénéficiaire s'engage à conserver et maintenir à disposition de l'Institut français (ou d'un organisme mandaté par celui-ci) pendant au minimum cinq ans à compter de la date de fin de l'opération soutenue par le présent contrat, la documentation relative au processus de passation et d'exécution de marchés des prestations de services et de fournitures de biens, les documents et pièces comptables associés et à les soumettre pour vérification à l'Institut français dans le cadre d'éventuels contrôles sur pièces.

Si les contrôles réalisés, mandatés par l'Institut français, démontrent que les directives susmentionnées n'ont pas été respectées par le Bénéficiaire, et que des pratiques frauduleuses et / ou anticoncurrentielles ont donné lieu à l'attribution de marchés de biens ou de services, l'Institut français se réserve le droit de prendre toute action appropriée, notamment :

- d'annuler son soutien sur la fraction du financement affectée aux biens, travaux ou services qui n'ont pas été acquis conformément aux principes précités ;
- de demander le remboursement de tout ou partie des fonds versés.

ARTICLE 4 : Contrepartie exigée suite au soutien financier de l'Institut français et de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

Le Bénéficiaire garantit à l'Institut français et à la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole la plus grande visibilité du projet soutenu.

Le Bénéficiaire s'engage à faire figurer les logotypes de l'Institut français et de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole, selon la charte graphique liée, dans toute publicité, document et communiqué à paraître dans la presse écrite, radiophonique, électronique et télévisée. A défaut, il s'engage à faire mention de l'appui moral et financier de l'Institut français et de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole, avec la formule suivante : « **avec le soutien de l'Institut français à Paris et de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole »**.

Il est également de la responsabilité du Bénéficiaire de faire respecter cette exigence par :

- toute personne ou entreprise chargée de la réalisation des supports susmentionnés ;
- ses partenaires,notamment en cas d'itinérance du projet ou de contrat de cession de spectacle.

L'obtention des logotypes et de la charte graphique (s'ils ne sont pas joints à ce contrat) pourra se faire auprès du département communication via l'adresse : communication@institutfrancais.com

Le Bénéficiaire s'engage à remettre à l'Institut français :

- un texte de présentation du projet ;
- des visuels libres de droits en haute définition (300 dpi), légendés et crédités ;
- des exemplaires du matériel publicitaire, du dossier de presse, catalogues, affiche… ;
- un récapitulatif des retombées médiatiques relatives à la manifestation qui comportera une copie des émissions radiodiffusées et télévisées, des articles de presse, des films, vidéos et de tout autre support.

En cas d'inexécution des dispositions du présent article relatives à la communication, l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole se réservent le droit de réétudier ou d'annuler le versement de leur soutien financier et d'exiger le remboursement de toutes les sommes déjà versées.

ARTICLE 5 : Responsabilité

Le Bénéficiaire s'engage à réaliser le Projet en son nom.

L'aide ne doit aucunement être interprétée comme créant une relation d'employeur ou/et de mandataire.

La réalisation du Projet est entièrement placée sous la responsabilité du Bénéficiaire, celle de l'Institut français ne pouvant être recherchée pour quelles que causes que ce soient.

Il appartient au Bénéficiaire de souscrire les assurances nécessaires au bon déroulement de son action et du Projet, notamment responsabilité civile, responsabilité civile professionnelle, assurance rapatriement, assurance santé, risque d'annulation…

Dans le cas de déplacements dans des zones qualifiées en « vigilance renforcée » ou « déconseillées sauf raison impérative » sur le site du du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, il appartient au Bénéficiaire de souscrire une assurance spéciale destinée à couvrir tous les risques inhérents à ces zones.

L'Institut français n'assume aucune responsabilité pour tous accidents ou maladies dont seraient victimes ou responsables les personnes collaborant au Projet ou pour les pertes, dommages matériels ou corporels ou dommages immatériels pouvant résulter du Projet. En cas d'atteinte aux biens ou aux personnes dans le cadre de l'exécution du Projet, la responsabilité ou la garantie de l'Institut français ne pourra pas être recherchée que ce soit par le Bénéficiaire, ses préposés, ses collaborateurs, ses bénéficiaires, ses partenaires ou par des tiers.

ARTICLE 6 : Durée de la Convention d'aide à projet

La convention est conclue pour toute la durée du projet.

Dans le cas où le Bénéficiaire ne réaliserait pas son Projet dans l'intervalle de temps prévu à la présente convention, il lui appartiendra, dans un délai raisonnable et avant le terme du projet, d'en aviser par courrier électronique la personne responsable du suivi du projet à l'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole. L'Institut français et la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole pourront alors accepter, par retour de courrier électronique, la modification des dates du projet ou de la durée du soutien.

Tout Projet non achevé à la date d'échéance de la convention donnera lieu, sauf circonstances particulières indépendantes de la volonté du Bénéficiaire, à la restitution totale ou partielle des sommes déjà versées au titre du soutien financier de l'Institut français. A cet égard, le Bénéficiaire reconnaît expressément que la réalisation et la bonne fin du Projet constitue une condition sans laquelle l'Institut français n'aurait pas engagé son soutien.

ARTICLE 7 : Résiliation

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues par la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception sans réponse pendant 15 jours.

Dans le cas de l'inexécution du fait du Bénéficiaire, celui-ci devra restituer à l'Institut français les sommes qui lui auront déjà été versées. Le cas échant, l'Institut français se réserve le droit d'agir en réparation contre ce dernier dans le cas où les agissements du Bénéficiaire auraient causé un préjudice direct ou indirect à l'Institut français ou à ses Ministères de Tutelle.

En tout état de cause, la présente convention pourra être résiliée à tout moment pour un motif d'intérêt général, à l'initiative de l'Institut français. Dans ce cas, le Bénéficiaire conservera les fonds engagés, sur présentation des pièces justificatives des dépenses acquittées.

ARTICLE 8 : Force majeure

La responsabilité des parties ne pourra être engagée si le manquement résulte d'évènements ou d'incidents n'étant en aucune manière sous leur contrôle, évènement ou incident rendant impossible la réalisation partielle ou totale de l'évènement.

Seront considérés comme tels évènements ou incidents :

- la mise en œuvre de toute loi, tout décret ou règlement (y compris des directives et réglements européens) ;
- la guerre, la guerre civile ou acte de terrorisme, le feu, la tempête ou l'inondation, l'épidémie, le tremblement de terre, l'accident nucléaire ou chimique y compris la radiation ;
- la grève empêchant le fonctionnement normal de la manifestation / Projet ;
- les évènements politiques français et / ou du pays dans lequel le Projet est mis en œuvre.

Si un tel cas de force majeure empêche l'Institut français et / ou le Bénéficiaire d'exécuter tout ou partie de ses obligations, les parties ne seront plus tenues d'exécuter aucune de leurs obligations, sans que celles déjà exécutées soient remises en cause.

ARTICLE 9 : Règlement des litiges

En cas de litiges en relation avec l'exécution de la présente convention, les parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et / ou de l'exécution de la présente convention aux Tribunaux français compétents.

Pour l'application et l'exécution de la présente convention, celle-ci est réputée faite et passée en la ville de Paris (France).

Fait à Paris,

le 18/10/2019

En deux exemplaires originaux, un pour chacune des parties.

Pour l'Institut français
Pierre Buhler
Président

Par délégation

Pour le Bénéficiaire
Nicolas FLORIAN
Maire

(Case à cocher le cas échéant) ☐

Conformément aux dispositions du présent contrat, je sollicite le versement de l'avance tel que stipulé à l'article 2.2

Signature précédée de la mention manuscrite " lu et approuvé " avec le cachet de la structure

ANNEXE : LISTE DES DEPENSES ELIGIBLES AU SOUTIEN A PROJET

Rappel : seules les dépenses dont l'objet sera réalisé entre les dates de début et de fin du projet inscrites au contrat sont éligibles.

NATURE DES DEPENSES ELIGIBLES	OBSERVATIONS	TYPE DE PIÈCES JUSTIFICATIVES
Voyages préparatoires (Transport de personnes)	Les dates de voyage doivent être comprises entre les dates de début et de fin du contrat Taxis et frais kilométriques non éligibles.	Copies des factures, liste des participants Merci de préciser au mémoire de frais s'il s'agit de voyages internationaux et/ou nationaux et/ou locaux
Voyages (Transport de personnes)	Les dates de voyage doivent être comprises entre les dates de début et de fin du contrat Taxis et frais kilométriques non éligibles.	Copies des factures, liste des participants Merci de préciser au mémoire de frais s'il s'agit de voyages internationaux et/ou nationaux et/ou locaux
Hébergement	Les dates d'hébergement doivent être comprises entre les dates de début et de fin du contrat	Copies des factures, liste des participants
Défraiements (per diem)	Les dates de réalisation des dépenses doivent être comprises entre les dates de début et de fin du contrat	Liste des participants Attestation de versement de per-diem signé par le bénéficiaire
Transport du matériel, transport des œuvres, fret : Fret Assurance transport matériel Conditionnement des œuvres, emballage, fabrication caisse	Prestation uniquement, Les coûts internes de la structure bénéficiaire ne sont pas éligibles (rémunération des employés, frais kilométriques…)	Copie de facture
Assurance des œuvres, assurance du matériel		Copie de facture
Taxes aéroport, ***Carnet ATA,*** ***Excédents de bagage MCO***		Copie du reçu fiscal Copie de facture Copie de facture
Visas	hors déplacement pour récupérer les visas	Copie du reçu de paiement du visa + photocopie du passeport
Prestations / Honoraires : Photographe Intervenant, expert Artiste Traduction	Pour les intervenants français le numéro de Siret ou d'Urssaf est obligatoire	 Copie de facture ou de note d'honoraires Copie de facture ou de note d'honoraires Copie de facture ou de note d'honoraires Copie de facture ou de note d'honoraires
Droits d'auteur : Écriture Photographe Artiste Traduction	Pour les intervenants français le numéro d'AGESSA ou Maison des artistes est obligatoire	Copie de relevé de droits d'auteur

NATURE DES DEPENSES ELIGIBLES	OBSERVATIONS	TYPE DE PIÈCES JUSTIFICATIVES
Cachets : Artiste Technicien (régisseur, éclairage, monteur, truquiste…)		Copie du/ des bulletin(s) de salaire (Uniquement pour les structures françaises) ou Copie du ou des contrat(s) de travail avec le(s) reçu(s) des versements ou attestation sur l'honneur (Uniquement pour les structures étrangères)
Surtitrage - Sous-titrage		Copie de facture
Captation		Copie de facture
Communication : Relations presse / prestations Catalogue Site internet temporaire propre à l'événement Brochure, flyer Invitation Affiche Publicité DVD Impression		Copie de facture
Graphisme Photogravure Traduction Photographe		Copie de facture ou de note d'honoraires ou de relevé de droits d'auteur
Location de stand, d'espace, de salle		Copie de facture
Location de matériel et de studio		Copie de facture
Fabrication d'installation de décor	Installation temporaire uniquement	Copie de facture
Construction de structure temporaire	Hors achat pérenne et en vue de réaliser une économie de fret	Copie de facture

NB : Toute facture relevant d'un contrat de cession de spectacle présentée en justification d'une dépense devra être accompagnée d'une copie dudit contrat. Dans le cas où le contrat de cession couvrirait des dépenses non éligibles, la prise en charge de l'Institut français sera limitée à 80% du montant total du contrat de cession de spectacle.

D-2019/455
Conservatoire de Bordeaux Jacques Thibaud. Convention de mécénat en nature avec le Fonds de dotation CIR. Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le département Piano du Conservatoire de Bordeaux propose des formations allant du Cycle 1 au Cycle d'Orientation Professionnelle. Les élèves y suivent un enseignement en piano et musique de chambre. Ceux inscrits en COP, Cycle d'Orientation Professionnelle, ont besoin de s'exercer sur des instruments de musique parfaitement adaptés à leur projet de professionnalisation.

Dans le cadre de sa politique de mécénat, le fonds de dotation CIR souhaite soutenir le projet du Conservatoire de Bordeaux décrit ci-dessus.

Conscient de l'importance de jouer sur un instrument performant, le Fonds de dotation CIR souhaite mettre à disposition des élèves inscrits en COP, Cycle d'Orientation Professionnelle, un piano de grande qualité.

Il est entendu que le Mécène reste propriétaire de l'instrument prêté à la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux dans le cadre de l'action définie par la convention.

Le don est globalement valorisé à hauteur de 94 518,40 euros (quatre-vingt-quatorze mille cinq cent dix-huit euros et quarante centimes), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par le Mécène, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI).
La valorisation du don prend en compte le prix d'achat minoré des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement obtenus, majoré des frais de transport, de manutention et autres coûts directement engagés pour l'acquisition des biens et des coûts d'emprunt dans les conditions prévues à l'article 38 *undecies* du CGI (Code Général des Impôts) et rapporté à la durée de la mise à disposition de l'instrument ainsi que la maintenance de l'instrument et l'assurance correspondante sur une période de 4 ans.

En conséquence, nous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- solliciter le soutien du Fonds de dotation CIR sous forme de mécénat dans le cadre du projet décrit ci-dessus,
- accepter le don en nature effectué dans ce cadre,
- signer la convention de mécénat jointe et tout document s'y rapportant.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONSERVATOIRE
DE BORDEAUX-JACQUES THIBAUD
musiques et arts de la scène

BORDEAUX

GROUPE CIR
FONDS DE DOTATION

CONVENTION DE MÉCÉNAT DE NATURE

Dans le cadre du projet pédagogique du département Piano du Conservatoire de Bordeaux Jacques Thibaud

Entre la VILLE DE BORDEAUX
et
Le FONDS DE DOTATION CIR

ENTRE

La Ville de Bordeaux, pour le Conservatoire Jacques Thibaud situé 22 Quai Sainte-Croix 33 000 BORDEAUX, représentée par Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire agissant en vertu de la délibération

Ci-après dénommée « la Ville de Bordeaux, pour le Conservatoire de Bordeaux »,

ET

Le Fonds de dotation CIR dont le siège social est situé au 137 rue Achard 33300 Bordeaux et représenté par M. François LARRÈRE, en sa qualité de Président.

Ci-après dénommée « Le Mécène »

Ci-après dénommées communément « Les parties »,

PRÉAMBULE :

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la Ville de Bordeaux. Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la Ville à travers l'acte de don.

Description de l'action qui bénéficie du mécénat :

Le Conservatoire de Bordeaux Jacques Thibaud est un établissement public d'enseignement artistique. Il propose des formations en Musiques et Arts de la scène, accessibles à tous les publics. Qu'ils se destinent à une pratique en amateur ou à une activité professionnelle, les élèves sont encouragés à exprimer leur passion et à expérimenter différentes formes d'art.

La CIR est une entreprise générale de bâtiment dont les activités s'étendent sur l'ensemble du territoire français et dont le siège est à Bordeaux. La CIR a créé le « Fonds de dotation CIR » en novembre 2016 dont l'objet est en partie d'acheter des instruments de musique et de les prêter à des étudiants des conservatoires de région.

Le département Piano du conservatoire propose des formations allant du Cycle 1 au Cycle d'Orientation Professionnelle. Les élèves y suivent un enseignement en piano et musique de chambre. Ceux inscrits en COP, Cycle d'Orientation Professionnelle, ont besoin de s'exercer sur des instruments de musique parfaitement adaptés à leur projet de professionnalisation. Conscient de l'importance de jouer sur un instrument performant, le Fonds de dotation CIR souhaite mettre à disposition des élèves inscrits en COP, Cycle d'Orientation Professionnelle, un piano de grande qualité.

Dans le cadre de sa politique de mécénat, le Mécène souhaite soutenir le projet du Conservatoire de Bordeaux décrit ci-dessus.

Ainsi, l'engagement du Fonds de dotation CIR en tant que Mécène de la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux va permettre de donner aux élèves issus du Cycle d'Orientation Professionnelle (COP) les meilleures conditions techniques de travail. La mise à disposition d'un instrument de qualité permettra aux pianistes d'être en possession d'un outil parfaitement adapté à leur projet de professionnalisation.

Les Parties se sont donc rapprochées afin de définir les conditions de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – CHARTE ÉTHIQUE EN MATIÈRE DE MÉCÉNAT

Le Mécène s'engage à signer la présente convention dans le respect de la Charte éthique qui lui est annexée (annexe n°2).

La signature de la présente convention vaut signature de ses annexes, et donc de la Charte Ethique par les deux parties.

ARTICLE 2 - ÉLIGIBILITÉ AU MÉCÉNAT

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux, déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du mécénat établies entre le Mécène et la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux pour l'action définie ci-dessus.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la loi Aillagon d'août 2003 sur le mécénat, encadrée par l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS DU MÉCÈNE

Description du don :

Le Mécène apporte son soutien à la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux sous forme de don en nature :

Afin de participer au projet pédagogique du département Piano de l'établissement, et plus particulièrement la formation des élèves inscrits en COP (Cycle d'Orientation Professionnelle), le Mécène s'engage à mettre à disposition de la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux un piano pour une durée de 4 (quatre) ans.

Il est entendu que le Mécène reste propriétaire de l'instrument prêté à la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux dans le cadre de l'action définie par la présente convention.

Le don est globalement valorisé à hauteur de 94 518,40€ (quatre-vingt-quatorze mille cinq cent dix-huit euros et quarante centimes), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par le Mécène, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI).
La valorisation du don prend en compte le prix d'achat minoré des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement obtenus, majoré des frais de transport, de manutention et autres coûts directement engagés pour l'acquisition des biens et des coûts d'emprunt dans les conditions prévues à l'article 38 undecies du CGI (Code Général des Impôts) et rapporté à la durée de la mise à disposition de l'instrument ainsi que la maintenance de l'instrument et l'assurance correspondante sur une période de 4 ans. Elle est répartie comme suit :

- 1 piano Steinway & Sons, modèle C-227 + 1 banquette réglable : 82 850€
- Maintenance de l'instrument : 9 600€
- Assurance : 2068,40€

Le détail de la valorisation du don est annexé à la présente convention (Annexe 3).

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux déclare avoir fourni au Mécène un document explicatif relatif aux modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, intitulé « Cadre fiscal du mécénat » (Annexe 1).

Le Mécène s'engage, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales qui lui ont été communiquées, à fournir à la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux un document écrit portant valorisation des dons en nature effectués dans le cadre de la présente convention (mail, lettre, télex, télécopie, lettre recommandée avec A/R signée par une personne dûment autorisée à cet effet) au plus tard un mois après la fin de l'action.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BORDEAUX POUR LE CONSERVATOIRE DE BORDEAUX

5.1. Affectation du don :

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du ou des dons, la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux établira et enverra un reçu fiscal au Mécène (Cerfa 11580*03 de "reçu pour don aux œuvres").

5.2. Mention du nom du Mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le Mécène est associé.

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux s'engage à faire apparaître le logo du Mécène sur tous ses supports de communication.
Le Mécène fera expressément connaître à la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux sa volonté de rester anonyme dans le cadre de son don, ou celle d'autoriser la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux à communiquer l'identité du Mécène, la nature et/ou le montant de son don.

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux autorisera expressément le Mécène à évoquer son mécénat dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sous réserve de l'acquisition des droits de propriété intellectuelle afférents au projet.

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux s'engage à faire apparaître le logo du Mécène si et seulement si le Mécène fournit les fichiers en haute définition (300dpi) de son logo type format EPS nécessaire à la bonne exécution des engagements.

Dans l'hypothèse où le comportement du Mécène serait en contradiction avec la Charte éthique et porterait atteinte à l'image de la ville, la ville se réserverait le droit de stopper toutes actions de communication mentionnant le Mécène.

5.3. Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le Mécène soutient le projet de la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux défini ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intervention libérale du Mécène, la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux fera bénéficier au Mécène des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :

- Réservation dans l'espace dédié aux invités lors des concerts du département Piano pour les collaborateurs du Groupe CIR (dans la limite de 10 personnes par concert)
- Accueil et placement nominatif les soirs de concerts
- Participation des élèves du département Piano inscrits en Cycle d'Orientation Professionnelle (COP) à un événement organisé une fois par an pendant la durée de la présente convention par le Fonds de dotation CIR pour ses collaborateurs,
- Invitation à une visite privilégiée du Conservatoire de Bordeaux pour les collaborateurs du Groupe CIR (dans la limite de 20 personnes par visite), une fois par an pendant la durée de la présente convention.

ARTICLE 6 - REMERCIEMENTS

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux s'engage à mentionner autant que possible le soutien du Mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'événement.

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux mentionnera également le nom de son Mécène parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 7 – ANNULATION

Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux, le don effectué par le Mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de l'action, soit réaffecté à une action d'intérêt général similaire convenue entre les parties.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux déclare qu'elle a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir pour des dommages matériels consécutifs ou non, causés par des usagers dans le cadre de ses activités.

Ont la qualité d'assurés au titre de ce contrat, les élus, les agents, les préposés salariés ou non, les collaborateurs bénévoles, les stagiaires et plus généralement toute personne effectuant des missions pour le compte de la Ville de Bordeaux.

Le Mécène déclare qu'il a souscrit un contrat d'assurance collective avec une clause tripartite Fonds de dotation CIR / élèves du Conservatoire de Bordeaux / Ville de Bordeaux couvrant les conséquences pécuniaires des dommages causés à l'instrument de musique mis à disposition de la Ville de Bordeaux, pour le Conservatoire de Bordeaux dans le cadre de la présente convention pour une durée de 4 (quatre) ans. Cette assurance collective est valorisée dans le montant du don (article 4).

Le Mécène devra être assuré au titre d'un contrat de responsabilité civile vis-à-vis des dommages causés aux tiers, au titre d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle. Il transmettra les attestations d'assurances correspondantes à la Ville.

ARTICLE 9 – DURÉE ET VALIDITÉ DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties, et ce pour la période de prêt de l'instrument, soit 4 (quatre) ans.

La Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux garantit qu'elle est libre de contracter la présente convention et qu'elle ne cédera pas tout ou partie des droits que lui confère cet accord.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le Mécène et la Ville de Bordeaux pour le Conservatoire de Bordeaux.

Au cas où une disposition de la présente convention serait considérée, jugée ou réputée à un moment quelconque par une autorité ou un Tribunal compétent comme étant prohibée et/ou nulle, il ne sera pas porté atteinte à la validité des autres dispositions de la convention qui seront considérées séparables, la convention étant alors censée avoir été écrite ou réécrite, selon le cas, sans la disposition prohibée ou nulle.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.
Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 11 – REPORT – ANNULATION - RÉSILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre des Parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

Les Parties sont convenues qu'en cas de résiliation ou d'annulation de la manifestation, aucune d'entre elles ne pourra faire usage de manière directe ou indirecte de l'autre Partie du mécène dans le cadre de la manifestation.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Chacune des Parties verra ses obligations suspendues de plein droit, sans formalité, et sa responsabilité dégagée, notamment en cas de survenance d'événement présentant les caractères juridiques de la force majeure ou du cas fortuit, tels que définis par la jurisprudence en la matière, en ce compris toute injonction de justice rendant l'organisation de la manifestation impossible.

Chacune des Parties informera l'autre en temps opportun de la survenance de l'un de ces événements et s'efforcera d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais.

Chacune des Parties pourra mettre fin à la convention de mécénat par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de dix (10) jours au cas où l'exécution de l'accord serait suspendue ou retardée de plus de trente (30) jours pour raison de force majeure, et ce, sans aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 13 – LITIGES

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Bordeaux après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Bordeaux, le

En 2 (deux) exemplaires originaux

Pour la Ville de Bordeaux	**Pour le Mécène**
Monsieur Nicolas FLORIAN, **Maire de Bordeaux** **(ou son représentant)**	**Monsieur François LARRÈRE,** **Président du Fonds de dotation CIR**

ANNEXES

Annexe 1 : Cadre fiscal du mécénat - Art 238 bis du CGI
Annexe 2 : Charte éthique de la Ville de Bordeaux pour ses relations avec ses mécènes et donateurs
Annexe 3 : Relevé d'identité bancaire

Annexe 1 : CADRE FISCAL DU MECENAT - Art 238 bis du CGI

BIC - Réductions d'impôts - Mécénat ou réduction d'impôt pour les dons en faveur des œuvres et organismes visés à l'article 238 bis du CGI - Conditions relatives aux versements effectués par les entreprises.

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, le versement doit procéder d'une intention libérale de l'entreprise et ne doit pas être la contrepartie d'une prestation que l'organisme a effectuée à son profit.

Par ailleurs, ce don, qui peut être effectué en numéraire ou en nature, ne peut pas venir en déduction pour la détermination du résultat imposable. A cet effet, son montant ou sa valeur doit être réintégré de manière extra-comptable.

1. FORME DES DONS ET VALORISATION DES BIENS DONNÉS

Les versements des entreprises peuvent être effectués en numéraire ou en nature.

Les dons en numéraire se caractérisent par le versement ponctuel ou répété d'une somme d'argent.

Les dons en nature sont des dons, autres que ceux effectués en numéraire, par lesquels l'entreprise mécène apporte à l'organisme qu'elle entend soutenir des biens, des moyens en personnel, des services, des compétences.

Remarque : en ce qui concerne la forme des dons effectués par les particuliers, il convient aussi de se reporter à la série IR relative aux réductions et crédits d'impôts (BOI-IR-RICI-250).

1.1. Dons en numéraire

Lorsque l'entreprise effectue un don en numéraire, le montant pris en compte pour la détermination de la réduction d'impôt est égal au montant effectivement versé.

En principe, les dons en numéraire sont effectués directement par le donateur.

Toutefois, il est admis, à l'instar de ce qui est prévu pour les particuliers au titre de l'abandon de revenus ou de produits, que le versement de l'entreprise donatrice à l'organisme puisse être effectué, sur ordre de celle-ci, directement par son créancier.

Fiscalement, la situation est identique à celle dans laquelle le don aurait été directement versé par l'entreprise donatrice.

Ainsi, peuvent ouvrir droit au bénéfice de la réduction d'impôt les « abandons de recettes », qui constituent une modalité particulière de don en numéraire par laquelle l'entreprise donatrice demande à son client de verser, pour son compte, directement à l'association caritative qu'elle lui aura désignée, tout ou partie du produit de sa vente ou de sa prestation.

Exemple : Une entreprise vend des produits pour 100 € HT, auxquels s'ajoute une TVA collectée de 20€ (soit un montant total TTC de 120 €). Elle donne la moitié du produit HT de sa vente à un organisme répondant aux conditions prévues à l'article 238 bis du CGI et demande à son client de procéder, pour son compte, au versement de la somme correspondant à ce don (soit 50 €) audit

organisme. L'entreprise doit constater un produit imposable de 100 € HT, un don de 50 € et collecter une TVA de 20 €.

Dans l'hypothèse où elle demande à son client de procéder, pour son compte, au versement d'une somme de 120 € à l'organisme, soit l'intégralité de sa recette, elle doit constater un produit imposable de 100 € HT, un don de 120 € et collecter une TVA de 20 €.

Dans les deux situations, aucune régularisation de TVA déductible n'est à effectuer.

1.2. Dons en nature

Lorsque les dons sont effectués en nature (par exemple, don d'un bien mobilier ou immobilier ou réalisation d'une prestation sans contrepartie), il est nécessaire de procéder à leur valorisation pour les besoins du calcul de la réduction d'impôt et de la réintégration extra-comptable.

D'une manière générale, la valeur du don du bien ou de la prestation de l'entreprise doit correspondre au coût que représente, pour l'entreprise, la perte de ce bien ou de cette prestation. En aucun cas, la valorisation du don ne saurait prendre en compte la marge que l'entreprise aurait réalisée si elle avait vendu le bien ou le service.

Par ailleurs, la valorisation du don du bien ou de la prestation par l'entreprise doit prendre en compte les éventuelles régularisations de TVA déductible visées au BOI-TVA-DED-60-20 et BOI-TVADED-60-30.

En outre, cette valorisation relève de la responsabilité propre de celui qui effectue le don et non de l'organisme bénéficiaire qui n'a pas à justifier de la valeur des biens et services reçus (cf. **II § 80**).

La valeur des dons en nature de biens autres que ceux qui sont immobilisés est égale à la valeur en stock pour les biens qui figurent dans un compte de stock (CGI, Annx. III, art. 38 nonies).

Lorsque le versement prend la forme de produits alimentaires, le don peut être estimé à la valeur pour laquelle les produits sont ou devraient être inscrits en stock en application des dispositions du 3 de l'article 38 du CGI. La valeur d'inscription en stock s'entend de la valeur nette comptable, c'est-à-dire après prise en compte des provisions fiscalement déductibles.

Ainsi, lorsque la valeur nette comptable est nulle, du fait par exemple de la proximité de la date de péremption du produit, aucune réduction d'impôt ne peut être pratiquée.

Par ailleurs, les versements peuvent également correspondre à des prestations en nature. Ainsi, les entreprises peuvent prendre en charge le transport des produits alimentaires qui sont donnés. Dans ce cas, la base de calcul de la réduction d'impôt comprend le coût du transport supporté par l'entreprise donatrice (ce seul coût lorsque la valeur nette comptable est nulle).

S'agissant d'un bien inscrit dans un compte d'immobilisation, le don doit être valorisé à sa valeur de cession retenue pour la détermination de la plus-value ou moins-value liée à la sortie du bien de l'actif (BOI-BIC-PVMV-10-20-10 au II § 350 et suivants).

Lorsque le don en nature effectué par l'entreprise prend la forme d'une prestation non rémunérée, il doit être valorisé à son coût de revient.

Ainsi, une entreprise qui met gratuitement à disposition d'un organisme visé à l'article 238 bis du CGI, un de ses salariés quelques heures par semaine pour y exercer réellement et effectivement une activité consent un don en nature lui ouvrant droit au bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du CGI. Ce don est évalué à son coût de revient, à savoir les rémunérations et charges sociales y afférentes.

Précisions concernant la mise à disposition de salariés sapeurs-pompiers volontaires au bénéfice des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) :

La circulaire du 14 novembre 2005 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers adressée aux préfets de région, de département et de police précise que la mise à

disposition par une entreprise de salariés sapeurs-pompiers volontaires pendant les heures de travail à titre gratuit au profit des SDIS, organismes d'intérêt général au regard de l'article 238 bis du code général des impôts, constitue un don en nature ouvrant droit à réduction d'impôt égale à 60 % de son montant dans la limite de 5 ‰ du chiffre d'affaires.

Remarques :

1 - Le régime du mécénat ne s'applique qu'aux mises à disposition, par les entreprises, de sapeurs-pompiers ayant le statut de salariés. En conséquence, ne sont pas concernés par le dispositif les exploitants individuels qui seraient amenés à participer à des interventions à l'appel des services de secours.

Les salariés mis à disposition par l'entreprise doivent exercer réellement et effectivement une activité de sapeurs-pompiers au sein des SDIS.

La mise à disposition de salariés doit être réalisée pendant les heures de travail et pour des interventions opérationnelles. En revanche les mises à disposition pour des activités de formation relèvent des dispositions de l'article 8 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers et sont admises au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue. Elles ne constituent donc pas un don de l'entreprise.

2 - Le don doit être valorisé à son prix de revient, c'est-à-dire rémunération et charges sociales y afférentes, desquelles sont déduits les éventuels dédommagements versés par le SDIS à l'entreprise (subrogation de l'indemnité du sapeur-pompier). Cette valorisation doit être réintégrée extra-comptablement par l'entreprise sur l'imprimé n° 2058-A (CERFA n° 10 951) de la liasse fiscale.

3 - Pour que les employeurs puissent justifier qu'ils ont effectué un don en nature au bénéfice du SDIS, ce dernier peut leur remettre une attestation de don, conformément aux précisions figurant dans le II, précisant les dates et heures des interventions du salarié.

Afin de limiter le nombre d'attestations à délivrer, le SDIS a la possibilité d'établir une attestation globale de la totalité des interventions effectuées au titre d'une année, sous réserve que les dates et heures des interventions soient rigoureusement précisées. Le SDIS doit tenir compte des dates de clôture de l'exercice fiscal des entreprises donatrices pour que celles-ci disposent d'une attestation globale correspondant à leur exercice social et non à l'année civile.

Toutefois, les SDIS qui le souhaitent peuvent toujours établir une attestation de dons qui peut être conforme au modèle prévu au 5 de l'article 200 du CGI dans les conditions prévues au 4) du rescrit n°2006/38 du 2 juin 2006 (cf. précédente version du document).

2. JUSTIFICATION DU DON A UN ORGANISME ÉLIGIBLE

Conformément aux dispositions de l'article 238 bis du CGI, et contrairement aux règles applicables aux dons des particuliers prévues à l'article 200 du CGI, le bénéfice de la réduction d'impôt à raison des dons effectués à des organismes éligibles n'est pas subordonné à la production, par les entreprises donatrices, de reçus des organismes bénéficiaires des versements répondant à un modèle fixé par arrêté et attestant notamment du montant, de la date des versements ainsi que l'identité des bénéficiaires (**RECU-DONS**, Cerfa n° 11580 disponible en ligne sur le site www.impots.gouv.fr à la rubrique "Recherche de formulaires").

Toutefois, il appartient à l'entreprise donatrice d'apporter la preuve qu'elle a effectué un versement qui satisfait aux conditions prévues à l'article 238 bis du CGI : réalité des dons, montant du versement, identité du bénéficiaire des dons, nature et date du versement.

Dès lors, dans le cadre de leur relation avec les entreprises, les organismes bénéficiaires des dons visés à l'article 238 bis du CGI peuvent bien entendu délivrer les reçus prévus au 5 de l'article 200 du CGI permettant à l'entreprise d'attester du don effectué.

Lorsque l'entreprise effectue un don en nature, l'attestation de don délivrée par l'organisme

comporte, outre son identité, celle de l'entreprise donatrice et la (les) date(s) du don, la seule description physique des biens et services reçus qu'il a acceptés sans mention de leur valeur.

Lorsque l'organisme bénéficiaire n'accepte pas tout ou partie des dons en nature proposés par une entreprise (par exemple, s'agissant de dons de produits alimentaires, parce qu'il n'est pas en mesure d'assurer la prise en charge et la distribution effective des produits au public bénéficiaire de son action), il ne peut délivrer une attestation qu'à raison des seuls dons acceptés. Corrélativement, l'entreprise ne peut pas prétendre au bénéfice de la réduction d'impôt à raison des dons en nature refusés par l'organisme.

Annexe 2 : CHARTE ÉTHIQUE DE LA VILLE DE BORDEAUX POUR SES RELATIONS AVEC SES MÉCÈNES ET DONATEURS

Préambule

Dans le cadre de sa politique de mécénat, et considérant que la recherche de soutien auprès d'entreprises, de fondations et de particuliers constitue une ressource destinée à participer au financement des missions d'intérêt général assumées par la collectivité, la Ville de Bordeaux souhaite définir les grands principes déontologiques devant gouverner les relations avec ses mécènes et donateurs.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, le mécénat constitue une opportunité de ressources complémentaires à l'effort financier déployé par la Ville de Bordeaux et ses partenaires publics et institutionnels.

1. Rappel du cadre légal du mécénat :

Une première loi sur le développement du mécénat est promulguée le 23 juillet 1987 et constitue encore aujourd'hui le cadre général du mécénat. Elle est complétée par la loi du 4 juillet 1990 portant sur la création des fondations d'entreprises.
L'instruction fiscale du 26 avril 2000 précise la distinction entre mécénat et parrainage.
Enfin, la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite loi Aillagon, améliore le régime fiscal du mécénat. Elle fait du régime fiscal français, le régime le plus avantageux en Europe.

2. Définition :

Le mécénat est un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général », à la différence du sponsoring qui constitue un échange marchand assorti à des contreparties publicitaires et/ou commerciales directes, comme défini par l'article 39-1 7 du Code général des impôts (CGI).

La présente Charte ne concerne que le mécénat et ne définit en rien les relations de la Ville de Bordeaux avec d'éventuels sponsors ou parrains.

Le mécénat implique une *« disproportion marquée »* entre la valeur du don et les contreparties accordées au mécène.

Le mécénat peut prendre trois formes :

- mécénat financier : don en numéraire,
- mécénat en nature : don de biens, produits, marchandises, prestations. Il recouvre notamment la remise d'un objet d'art ou de tout autre objet de collection présentant un intérêt artistique ou historique,
- mécénat en compétence : mise à disposition des moyens humains et/ou matériels de l'entreprise sur son temps d'activité.

Le mécène s'engage à valoriser les dons en nature ou en compétence conformément à la règlementation fiscale en vigueur (art. 238 bis du CGI).

3. Avantage fiscal :

Les dons effectués au profit des projets de la Ville de Bordeaux ouvrent droit à un crédit d'impôts prévu par le CGI :

i. Pour les entreprises (art. 238 bis du CGI) :

➔ Une réduction d'impôts à hauteur de 60% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 0.5% du chiffre d'affaires HT, avec la possibilité, en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants.

Il existe un régime spécial portant sur les Trésors nationaux et œuvres d'intérêt patrimonial majeur (OIPM). L'aide à l'acquisition ouvre droit à une réduction d'impôts égal à 90% des versements effectués en faveur de l'achat de trésors nationaux ou d'œuvres d'intérêt majeur pour les musées de France, et ce, dans la limite de 50% de l'Impôt sur la société (IS) dû, uniquement sur avis de la commission consultative des trésors nationaux (art. 238 bis -0 A du CGI).

Pour les entreprises et fondations ne disposant pas d'un établissement en France, les éventuels avantages fiscaux relèvent du droit du pays d'origine, sous réserve d'accords fiscaux bilatéraux.

ii. Pour les particuliers (art. 200 et 200 bis du CGI) :

➔ Une réduction d'impôts à hauteur de 66% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 20% du revenu imposable, avec la possibilité en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants.

➔ Une réduction d'impôts à hauteur de 75% du montant du don effectué pour les particuliers assujettis à l'Impôt sur la fortune (ISF) (loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, art. 16 qui modifie l'art. 885-0 V bis du CGI).

La réduction s'opère dans la limite annuelle de 50 000 € par an, en faveur des fondations reconnues d'utilité publique et des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif.

La Ville de Bordeaux pourra être amenée à contractualiser avec des partenaires comme la Fondation du patrimoine ou la Fondation de France pour collecter des dons sur la base de ce régime fiscal particulier.

iii. Reçu fiscal :

A la réception du don, la Ville de Bordeaux établit et envoie un reçu fiscal au mécène, suivant le modèle Cerfa 11580*03 « reçu pour don aux œuvres » de l'administration fiscale.

4. Acceptation des dons par la Ville de Bordeaux :

L'acceptation d'un don effectué au profit de la Ville de Bordeaux relève du Conseil Municipal (article L. 2122-21 du CGCT) :
« Sous le contrôle du conseil municipal et sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, le Maire est chargé, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et, en particulier : de passer dans les mêmes formes les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément aux dispositions du présent code ».

Le Conseil Municipal est donc compétent pour approuver un don (article L. 2242-1 du CGCT : *« le Conseil Municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune »,* à charge pour le Maire de formaliser l'accord intervenu.

Néanmoins, l'acceptation des dons par le Maire est possible dans certaines conditions fixées par l'article L. 2122-22 du CGCT qui permet au Conseil Municipal d'effectuer une délégation de pouvoir au Maire, et ce pour la seule acceptation des dons et legs **qui ne sont pas grevés d'une charge ou d'une condition** : « *Le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ».*

5. Restrictions quant à l'acceptation des dons :

La Ville de Bordeaux s'engage à ce que sa politique de mécénat ne se trouve pas en contradiction avec les lois en vigueur en France, et en particulier avec la législation sur la publicité du tabac et des alcools. Les producteurs ou distributeurs de boissons alcoolisées peuvent organiser des actions de mécénat. Dans ce cas, le nom de l'entreprise ou son logo institutionnel peut figurer sur les différents supports de communication en dehors de la mention des produits distribués par cette entreprise. Le mécène est seul responsable de l'identité visuelle qu'il transmet à la Ville de Bordeaux.

La Ville de Bordeaux s'interdit de recevoir des fonds de toute nature de la part d'organisations politiques ou syndicales françaises ou étrangères, mais aussi de la part d'organisations à caractère religieux. La Ville de Bordeaux s'interdit par ailleurs de recevoir des fonds ou donations provenant de comptes abrités par des paradis fiscaux ou réglementaires non-coopératifs ou des dons de mécènes ayant fait l'objet de condamnations pénales et/ ou de blâmes par des autorités de contrôle prudentiel dans les 5 dernières années pour les délits suivants : délits environnementaux, financiers, atteintes aux droits de l'Homme.

La Ville de Bordeaux attache une attention particulière à déconnecter toute action de mécénat de sa commande publique, et au-delà, des procédures de concessions ou de délégations.

Ainsi, la Ville de Bordeaux s'interdit d'accepter le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix des fournisseurs.

La Ville de Bordeaux se réserve la possibilité de ne pas accepter le mécénat d'une entreprise, de nature à fausser une procédure d'appel d'offres en cours ou à venir.

Une entreprise ne peut être à la fois parrain et mécène d'un même projet.

En tout état de cause, la Ville de Bordeaux se réserve le droit de ne pas accepter le don d'une entreprise.

La Ville de Bordeaux pourra solliciter l'entreprise désireuse de devenir mécène afin qu'elle fournisse la preuve de son engagement éthique et sociétal au regard du projet soutenu.

6. Affectation du don :

La Ville de Bordeaux s'engage à assurer une affectation des dons conforme aux intentions formulées par écrit, selon les termes de la convention de mécénat entre la Ville de Bordeaux et le mécène.

En cas d'annulation de l'action soutenue par le mécène et si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la Ville de Bordeaux, le don effectué par le mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel du projet, soit réaffecté à un projet d'intérêt général convenu entre les parties.

7. Règles applicables en matière de contreparties :

Conformément à la réglementation applicable, et sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la Ville de Bordeaux fera bénéficier au mécène de contreparties indirectes en communication et/ou relations publiques et dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité.

Les contreparties éventuelles sont accordées dans le seul cadre légal et réglementaire en vigueur. Elles sont clairement énoncées dans la convention de mécénat qui lie le mécène et la Ville de Bordeaux.

i. Pour les entreprises :

La Ville de Bordeaux peut accorder à l'entreprise mécène des contreparties correspondant à un maximum de 25% de la valeur totale de la contribution versée selon les instructions fiscales 5-B-17-99 du 4 octobre 1999 et 4-C-5-04, n° 112 du 13 juillet 2004 ou de 5% dans le cadre des trésors nationaux.

Les contreparties peuvent prendre la forme d'une mention sur les supports de communication, de mises à disposition de locaux, de visites privées, d'évènements dédiés, d'espaces VIP, de conférences de presse de signature de convention, d'invitations, etc.

Les mécènes bénéficiant de mises à disposition d'espaces ne sont pas autorisés à exercer une activité commerciale de vente de produits ou de services dans le cadre d'une contrepartie de mécénat.

ii. Pour les particuliers :

La Ville de Bordeaux peut accorder jusqu'à 25% du montant du don sous forme de contreparties dans la limite forfaitaire de 65€ (BOI 5 B-10-11 du 11 mai 2011).

Dans tous les cas, la Ville de Bordeaux s'engage à ne pas aller à l'encontre de ce plafond et procède à une analyse de la valorisation des contreparties afin de mettre en adéquation ce plafond et les attentes du mécène.

En fonction du montant de leur don, les mécènes quelque soit leur nature pourront se voir attribuer, projet par projet, des qualificatifs préalablement définis au sein d'un barème de contreparties, tels que « mécènes fondateurs », « bienfaiteurs », « grands donateurs », « soutiens », etc.

8. Communication :

Dans le cadre d'actions de mécénat, la Ville de Bordeaux et le mécène s'accordent sur la nature et la forme de communication autour du projet concerné.

L'utilisation du nom et du logo ou tout autre élément impliquant l'image et la notoriété de la Ville de Bordeaux par un mécène est définie dans la convention.

Les mécènes sont associés au moment protocolaire et/ou mentionnés sur les outils de communication en lien avec les projets soutenus. La Ville de Bordeaux mentionne autant que possible dans la convention les documents sur lesquels figurent la mention ou le logo du mécène. Dans la mesure du possible et quand les délais le permettent, la Ville de Bordeaux fait valider au mécène les outils de communication sur lesquels il figure.

La communication à laquelle le mécène est associée peut être événementielle (par exemple, un logo sur les affiches du projet soutenu) et/ou semi-pérenne. Ainsi, dans le cas d'un soutien en faveur d'une construction, d'une restauration ou d'une acquisition d'œuvre pour un montant significatif, le nom et/ou le logo du mécène pourront être mentionnés par exemple sur un cartel, une plaque, un catalogue, et ce pour une durée déterminée définie dans le cadre de la convention.

La Ville de Bordeaux s'engage à ne pas s'associer à un mécène susceptible de nuire à son image.

La Ville de Bordeaux se réserve le droit de stopper toute action de communication portant sur une entreprise mécène, dans l'hypothèse où le comportement de celle-ci porterait atteinte à l'image de la Ville de Bordeaux ou serait en contradiction avec les principes énoncés dans la présente Charte.

La Ville de Bordeaux étudiera au cas par cas les demandes des mécènes qui souhaiteront utiliser d'une manière ou d'une autre une ou plusieurs marques protégées par la Ville de Bordeaux auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI).

9. Co-partenariat / Exclusivité :

Sauf exception et accord entre les parties, aucune exclusivité ne peut être réservée à une entreprise ou fondation mécène par la Ville de Bordeaux.

Si une exclusivité est accordée, par exemple pour un secteur d'activité, elle ne peut l'être que pour une durée et un projet déterminés. Le montant du don devra compenser le co-partenariat auquel la collectivité aura à renoncer.

10. Indépendance intellectuelle et artistique :

La Ville de Bordeaux conserve son entière liberté d'action et reste libre du contenu de ses projets y compris de ceux soutenus financièrement, en totalité ou en partie, dans le cadre du mécénat.

La Ville de Bordeaux s'engage, pour les projets relevant du domaine patrimonial et/ou culturel et artistique, à n'accepter aucune intervention sur le contenu artistique et/ou scientifique. Dans ce même cas et dans la limite de la législation française en vigueur sur le droit d'auteur, la Ville de Bordeaux s'engage à veiller à ce que les images d'œuvres lui appartenant ne soient pas utilisées par ses mécènes de manière injurieuse pour leur intégrité.

11. Confidentialité :

La Ville de Bordeaux s'engage à respecter la confidentialité des éléments concernant l'entreprise pour une durée indéterminée.

12. Intégrité, conflit d'intérêts et transparence :

Conformément aux statuts de la fonction publique, la Ville de Bordeaux veille à ce que ses agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaître leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Dans l'hypothèse d'un mécénat par un fournisseur de la collectivité, cette dernière met tout en œuvre afin de dissocier les agents en charge du contrôle de l'exécution des prestations et de leur paiement, de ceux en charge de gérer le mécénat.

13. Déclaration d'engagement

En signant la Charte éthique, la Ville de Bordeaux et ses mécènes s'engagent à respecter les principes énoncés dans la présente Charte, à communiquer leur engagement à respecter ses principes et à promouvoir la présente Charte.

14. Comité de pilotage :

Un comité de pilotage composé à parts égales de conseillers issus de la majorité et de l'opposition et émanant de la Commission Administration Générale (première commission) sera constitué afin de veiller à la conformité des mécénats à la présente charte. Son avis sera consultatif.

15. Application des dispositions :

L'ensemble des dispositions prévues par la présente Charte Ethique en matière de mécénat prend effet à compter de la date de signature par le Maire de la Ville de Bordeaux.

Annexe 3 : VALORISATION DU DON

Le don est globalement valorisé à hauteur de 94 518,40€ (quatre-vingt-quatorze mille cinq cent dix-huit euros et quarante centimes), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par le Mécène, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI).
La valorisation du don prend en compte le prix d'achat minoré des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement obtenus, majoré des frais de transport, de manutention et autres coûts directement engagés pour l'acquisition des biens et des coûts d'emprunt dans les conditions prévues à l'article 38 undecies du CGI (Code Général des Impôts) et rapporté à la durée de la mise à disposition de l'instrument ainsi que la maintenance de l'instrument et l'assurance correspondante sur une période de 4 ans. Elle est répartie comme suit :

- **1 piano Steinway & Sons, modèle C-227 + 1 banquette réglable : 82 850€**
  N° de série : 590.459
  Particularités : Ébénisterie laqué noir, équipé de 3 pédales (douce, forte et sourdine), couvercle à trois positions d'ouverture, pupitre Steinway breveté, clavier 88 touches. Garanti 5 ans, pièces et main d'œuvre.

- **Maintenance de l'instrument : 9 600€**
  Prestation de service pour l'accordage et l'entretien du piano qui comprend :
  - 1 accord mensuel,
  - 2 contrôles mécanique et égalisation annuels, reprise de réglage courant et petit dépannage si nécessaire
  - un tarif forfaitaire de déplacement en groupage

  Somme forfaitaire de 2 400€ TTC par an, ventilée de la manière suivante : 600,00 € TTC / trimestre. Ce tarif forfaitaire est révisable annuellement, à date anniversaire sur la base de l'indice des prix à la consommation (IPC).
  La maintenance de l'instrument est consentie pour 4 ans, soit un total de 9 600€.

- **Assurance : 2 068,40€**
  Le Fonds de dotation CIR a souscrit un contrat d'assurance collective avec une clause tripartite Fonds de dotation CIR / élèves du Conservatoire de Bordeaux / Ville de Bordeaux couvrant les conséquences pécuniaires des dommages causés à l'instrument de musique mis à disposition de la Ville de Bordeaux, pour le Conservatoire de Bordeaux dans le cadre de la présente convention pour une durée de 4 (quatre) ans.
  Montant de la prime annuelle : 517,10€

D-2019/456
Musée d'Aquitaine. Partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine pour l'exposition Surf. Convention. Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre l'exposition temporaire *La déferlante surf* (19 juin 2019-5 janvier 2020), le musée d'Aquitaine s'est rapproché de la Région Nouvelle-Aquitaine pour nouer un partenariat.

La Région Nouvelle-Aquitaine s'engage à faire la promotion de l'exposition *La déferlante surf* d'une part par la publication d'articles et l'insertion dans ses supports de communication physiques et numériques (newsletter, agenda du site Internet, réseaux sociaux), et d'autre part via le réseau d'acteurs des filières maritimes qu'elle fédère au sein du projet Croissance Bleue.

Le musée d'Aquitaine s'engage à apposer le logo de la Région Nouvelle-Aquitaine sur l'ensemble des supports de communication liés à l'exposition *La déferlante surf*. Le musée d'Aquitaine mettra par ailleurs en avant le projet Croissance Bleue lors d'un des temps forts de sa programmation culturelle dédié aux acteurs de la filière surf.

Une convention de partenariat a été établie, stipulant les apports et contributions respectifs, répartis entre les partenaires.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Accepter ce partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine
- Signer la convention afférente.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE
LE MUSÉE D'AQUITAINE (VILLE DE BORDEAUX)
ET
LA REGION NOUVELLE-AQUITAINE

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Bordeaux, représentée par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, habilité aux fins des présentes par délibération ... du Conseil Municipal du ... reçue à la Préfecture de la Gironde le ...

Et,

La Région Nouvelle-Aquitaine, domiciliée Hôtel de Région, 14 rue François de Sourdis, 33077 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Monsieur Alain Rousset
désignée ci-après La Région

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

PREAMBULE

- Présentation du Projet Croissance Bleue (Région Nouvelle-Aquitaine)

La Nouvelle Aquitaine, riche d'un littoral de 973 km, a retenu la thématique de la « Croissance Bleue » comme un sujet prioritaire de l'orientation 2 du SRDEII, dédiée à la politique de filières. Cette priorité, transverse, s'inscrit dans une démarche visant à anticiper et accompagner les mutations économiques et environnementales des activités liées à la mer. Les actions menées au titre de cette approche s'appuient sur l'animation de réseaux et le développement de projets collectifs et/ou structurants en lien avec l'océan.

Pour mener à bien cette mission, la Région a choisi de fédérer les acteurs régionaux de la Croissance Bleue autour d'une gouvernance plurielle à travers le « Cluster Croissance Bleue» dont les objectifs sont :

- D'identifier les acteurs, leurs besoins et les enjeux des grands secteurs d'activité de la Croissance Bleue ;
- D'ouvrir un espace de dialogue autour des enjeux de connaissance, des enjeux technologiques et écologiques et des enjeux sociétaux (acceptabilité, formation, santé...etc.) ;
- De favoriser la réussite et l'accélération des projets maritimes en Nouvelle-Aquitaine ;
- De construire, partager et piloter une stratégie régionale durable et acceptable pour tous.

La glisse est une des 11 filières intégrées à la démarche, marquant une des spécificités régionales.

- Présentation du musée d'Aquitaine (Ville de Bordeaux)

Le musée d'Aquitaine présente l'histoire de Bordeaux et de sa région, depuis la préhistoire jusqu'à nos jours, à travers ses collections d'archéologie, d'histoire et d'ethnographie régionale et extra-européenne.

"Musée de civilisation", il présente chaque année des expositions temporaires explorant des thèmes sur l'histoire et les cultures du monde. De juin 2019 à janvier 2020, le musée présente une exposition temporaire intitulée *La déferlante surf.*
Abordé dans ses dimensions culturelles, économiques, sportives et environnementales, à partir d'une approche anthropologique et sociologique, ce phénomène mondial sera illustré par des collections privées et publiques ainsi que des créations d'artistes contemporains. La trame de l'exposition, axée sur le thème de la liberté, repose sur la métaphore du mouvement des vagues, à partir de leur formation dans l'espace rêvé de la houle, puis de leur déroulement en séries évoquant les différentes étapes de la diffusion du surf, et enfin à travers leur éclatement sur le rivage renvoyant à la multiplication des références contemporaines au monde du surf.

Dans le cadre de cette exposition temporaire, le musée d'Aquitaine et la Région Nouvelle-Aquitaine ont décidé d'engager un partenariat.

Article 1- Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre général de la collaboration entre le musée d'Aquitaine et la Région Nouvelle-Aquitaine, qui ont préalablement constaté leurs objectifs communs visant la médiation et la valorisation culturelle du territoire, notamment dans le cadre de l'exposition mentionnée ci-dessus.

Article 2 – Champs de collaboration

a. Valorisation de l'exposition « La déferlante surf »

La Région Nouvelle-Aquitaine s'engage à promouvoir l'exposition temporaire « La déferlante surf », du au 18 juin 2019 au 5 janvier 2020 :

- Au moyen de publications d'articles et insertions dans ses supports de communication physiques et numériques : *newletter, réseaux sociaux.*
- Par le biais du réseau d'acteurs de la filière glisse qu'elle fédère au sein du projet Croissance Bleue : *Communication sur l'exposition et sur l'événement prévu le 14 novembre.*

b. Valorisation de la Région Nouvelle-Aquitaine

Le musée d'Aquitaine s'engage à apposer le logo de la Région Nouvelle-Aquitaine sur l'ensemble des supports de communication liés à l'exposition *La déferlante surf* : flyer, site Internet, réseaux sociaux.
La Région Nouvelle-Aquitaine sera également citée parmi les partenaires de l'exposition, sur le panneau de remerciements visible en fin de visite.

c. Valorisation du projet Croissance Bleue

Le musée d'Aquitaine s'engage à mettre en avant la Croissance Bleue – et les acteurs de la glisse qu'il représente - lors d'un des temps forts de sa programmation culturelle :

- Le 14 novembre 2019, à l'occasion d'une soirée co-organisée avec l'agence de publicité *Le Vestiaire*, dans l'auditorium du musée, portant sur la diffusion et le décryptage sémiologique de publicités liées à l'univers du surf. La Région Nouvelle-Aquitaine souhaite convier les acteurs de la filière glisse à cet événement, et organiser un temps d'échanges dédiée aux enjeux de transitions liés à la filière glisse.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature de la présente convention et jusqu'à la fin de l'exposition *La déferlante surf*, soit le 5 janvier 2020.

Tout complément ou modification apporté aux dispositions de la présente convention doit être formalisé par voie d'avenant signé par les partenaires, après accord des parties.

Article 4 – Dénonciation de la convention

La présente convention peut être dénoncée à tout moment par l'une des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de un mois.
La dénonciation n'ouvre droit à aucun dédommagement.
Le musée d'Aquitaine ou la Région Nouvelle-Aquitaine se réservent la possibilité de suspendre les activités, après concertation des partenaires.

Article 5 – Compétence juridictionnelle

Les litiges relatifs à l'application de la présente convention seront soumis aux juridictions compétentes siégeant à Bordeaux.

Article 6 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile :

Pour le Maire de Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, Place Pey-Berland – 33077 Bordeaux
Pour la Région Nouvelle-Aquitaine, Hôtel de Région, 14 rue François de Sourdis – 33077 Bordeaux cedex

Fait à Bordeaux, le
en deux exemplaires

Po/ La Ville de Bordeaux,	Po/ La Région Nouvelle-Aquitaine et par délégation,
Le Maire	La Directrice de la communication
Nicolas FLORIAN	Aurélie LOUBES

D-2019/457
CAPC musée d'art contemporain. Exposition consacrée à l'artiste Lubaina Himid. Subvention de Fluxus Art Projects. Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le CAPC musée d'art contemporain de la Ville de Bordeaux présente tout au long de l'année une programmation riche et variée d'expositions temporaires et permanentes.
Intéressée par les projets de ce musée, Fluxus Arts Projects, organisation Franco-Britannique favorisant les échanges transmanche pour les arts visuels, souhaite soutenir sous forme de subvention l'exposition consacrée à l'artiste Lubaina Himid qui sera présentée au CAPC du 31 octobre 2019 au 24 février 2020 et ceci à hauteur de 4000 euros.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :
- Solliciter ce financement sous forme de subvention dans le cadre du projet décrit ci-dessus ;
- Accepter cette subvention
- Signer la convention jointe

ADOPTE A L'UNANIMITE

FLUXUS ART PROJECTS | AGREEMENT | 2019

Between **FLUXUS ART PROJECTS** (Franco-British programme for contemporary art supported by the French Ministry of Culture and Communication, the Institut Français and the British Council - registered Charity n°1115982) 23 Cromwell Road, London, SW7 2EL, represented by Catherine Petitgas, Chair of Fluxus Art Projects.
& **CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux (SIRET 21330063500017), 7 rue Ferrère, 33000 Bordeaux, France,** represented by **Fabien Robert, 1er adjoint au Maire de Bordeaux en charge de la Culture et Vice-Président de Bordeaux Métropole.**

Clause 1- In the framework of political cross-channel cooperation, Fluxus Art Projects, binational programme dedicated to contemporary art, will support CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux to invite Lubaina Himid for an exhibition. The exhibition project untitled "Lubaina Himid: Naming the Money" will be presented at CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux from the 31 October 2019 to February 2020.
Article 1- *Dans le cadre de sa politique de coopération artistique franco-britannique, Fluxus Art Projects, programme binational dédié à la création contemporaine, apportera son soutien au CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux afin d'inviter* Lubaina Himid pour une exposition. *Le projet d'exposition intitulé "Lubaina Himid: Naming the Money" sera présenté au CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux du 31 Octobre 2019 à Février 2020.*

Clause 2- In the framework of French cooperation in the arts, Fluxus Art Projects will participate to the transportation of the artworks up to 4,000€.
Article 2*- Dans le cadre de la coopération française dans les arts, Fluxus Art Projects participera aux frais de transport des oeuvres, pour un montant maximum de 4,000€.*

Clause 3- In return, CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux will feature Fluxus Art Projects logo on the event marketing material.
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux will acknowledge the support of Fluxus Art Projects on Social Medias by using the following @fluxus_art_projects # fluxus_art_projects (Instagram) @fluxusartprojects (facebook).
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux will invite Fluxus Art Project's Patrons and Partners to attend the event.
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux will provide all proof of payment related to the costs stated in clause 2 and an encrypted balance sheet as report.
Article 3- *En retour, CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux fera figurer le logo de Fluxus Arts Projects, sur les documents destinés à la promotion de l'événement.*
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux indiquera le soutien de Fluxus Art Projects sur les réseaux sociaux en utilisant @fluxus_art_projects # fluxus_art_projects (Instagram) @fluxusartprojects (facebook).
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux accordera une visite pour les partenaires et patrons de Fluxus Art Projects.
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux fournira également les justificatifs de paiement relatifs aux coûts listés en article 2.

Clause 4- The sum of 4,000€ will be paid in one instalment by bank transfer, upon receipt of an invoice from CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux to Fluxus Art Projects and all invoices as stated in clause 3.
Article 4- *La 4,000€ de 4,000€ sera payée par virement bancaire, en une fois, suivant la réception d'une facture des CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux adressée à Fluxus Art Projects et des justificatifs de paiement acquittés, comme mentionné à l'article 3.*

Clause 5- Should this agreement be cancelled for reasons beyond our control or in the case of no compliance with this contract, no damages will be paid.
Article 5- *Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnisation d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure et dans le cas de non-respect de la présente convention.*

London, 10/07/2019, in two copies,
Londres, 10/07/2019, en deux exemplaires,

FABIEN ROBERT
1er adjoint au Maire de Bordeaux en charge de la Culture et Vice-Président de Bordeaux Métropole
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux

CATHERINE PETITGAS
CHAIR
FLUXUS ART PROJECTS



Fluxus Art Projects is a France-British programme for contemporary art
supported by the French Ministry of Culture and Communication,
the Institut Français and the British Council

D-2019/458
CAPC musée d'art contemporain. Itinérance de l'exposition consacrée à l'artiste Irma Blank. Autorisation. Convention. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le CAPC musée d'art contemporain s'est associé avec la Fondation Culturgest pour présenter une exposition consacrée à Irma Blank. Cette itinérance sera l'occasion, pour les institutions participantes, d'offrir au public une exposition monographique consacrée à cette artiste peintre et graphiste italo-allemande, qui matérialise le langage à travers son art.

Cette exposition, conçue par deux commissaires indépendantes, Joana P. R Neves et Johana Carrier, et réalisée par Culturgest, sera présentée dans les lieux suivants :
- à Culturgest, à Lisbonne du 29 juin au 8 septembre 2019,
- au Mamco, à Genève, du 9 octobre 2019 au 2 février 2020,
- au CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux de mars à juin 2020,
- au CCA à Tel Aviv, du 2 juillet au 29 août 2020,
- à la Fondazione ICA, à Milan, au printemps 2021,
- à la Villa dei Ceidri, à Bellinzona, au printemps 2021,
- à Bombas Gens, à Valence (Espagne), en automne 2021.

Un catalogue de l'exposition sera édité à l'occasion de cette itinérance. Culturgest s'engage à en remettre au CAPC musée d'art contemporain 300 exemplaires, dont 250 seront dédiés aux dons et échanges et 50 seront dédiés à la vente au prix de 32 euros.

Une convention a été établie afin de préciser les modalités d'itinérance de l'exposition entre le CAPC musée d'art contemporain et la Fondation Culturgest.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :
- à signer cette convention.
- à appliquer ces tarifs.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONTRAT D'ITINERANCE
EXPOSITION IRMA BLANK

TOURING CONTRACT
IRMA BLANK EXHIBITION

ENTRE

Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest représentée par son Président José Ramalho et son administrateur Mark Deputter
Edifício-sede da Caixa Geral de Depósitos, Rua Arco do Cego, 50 1000–300 Lisboa, Portugal
Tel. (+351) 21 790 54 54
culturgest.pt

ci-après dénommée « **Culturgest** »

D'UNE PART,

ET

La Ville de Bordeaux pour le CAPC Musée d'art contemporain de la ville de Bordeaux, représenté par son maire, Nicolas Florian, habilité aux fins des présentes par délibération du conseil municipal du reçue en préfecture le

ci-après dénommé « **Ville de Bordeaux - CAPC musée** »

D'AUTRE PART

Ci-après conjointement dénommées les « Parties »

BETWEEN

Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest, represented by its President, José Ramalho, duly qualified to carry out the purposes hereof, and its administrator Mark Deputter
Edifício-sede da Caixa Geral de Depósitos, Rua Arco do Cego, 50 1000–300 Lisboa, Portugal
Tel. (+351) 21 790 54 54
culturgest.pt

*Hereafter referred to as "**Culturgest**"*

ON ONE SIDE,

AND

The City of Bordeaux for the CAPC museum of contemporary art of the city of Bordeaux, represented by its Mayor, Nicolas Florian, entitled for the purpose of this agreement by the deliberation on the
received at the Prefecture of the Gironde on the

*Hereafter referred to as "**City of Bordeaux-CAPC musée**"*

ON THE OTHER SIDE

Hereafter jointly referred to as the "Parties"

Préambule

Dans le cadre de l'exposition IRMA BLANK présentée du 29 juin au 8 septembre 2019, à Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest de Lisbonne, et après accord entre les directions des deux institutions signataires du présent contrat, il est convenu une itinérance de l'exposition de Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest de la Ville de Lisbonne dans différentes institutions culturelles et notamment vers le CAPC musée d'art contemporain de la Ville de Bordeaux, selon les modalités ci-après énoncées.
Chaque institution pourra adapter le projet d'exposition à son espace, en accord avec les commissaires.

Preamble

As part of the exhibition IRMA BLANK presented from the 29th of June to the 8th of September 2019 at Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest in Lisbon, and after having been agreed by the two directions of the two institutions that are signing the present contract, it has been decided that the exhibition at Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest of the city of Lisbon will tour to different institutions and namely the CAPC museum of contemporary art of the city of Bordeaux, with the following modalities.
Each institution may adapt the exhibition project to its space in collaboration with the curators.

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent contrat a pour objet de fixer l'ensemble des modalités liées à la présentation d'une exposition itinérante consacrée à IRMA BLANK au CAPC musée d'art contemporain à Bordeaux.

Cette exposition est conçue par deux commissaires indépendantes, Joana P. R. Neves et Johana Carrier, et réalisée par Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest.

Elle sera présentée dans les lieux suivants :
- à Culturgest, à Lisbonne du 29 juin au 8 septembre 2019,
- au Mamco, à Genève, du 9 octobre 2019 au 2 février 2020,
- au CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux de mars à juin 2020,
- au CCA à Tel Aviv, du 2 juillet au 29 août 2020,
- à la Fondazione ICA, à Milan, au printemps 2021,
- à la Villa dei Ceidri, à Bellinzona, au printemps 2021,
- à Bombas Gens, à Valence (Espagne), en automne 2021.

ARTICLE 1 – OBJECT

The object of the present contract is to fix all of the modalities linked to the presentation of a touring exhibition devoted to IRMA BLANK at the CAPC museum of contemporary art of Bordeaux.

This exhibition has been conceived by two independent curators, Joana P. R. Neves and Johana Carrier, and produced by Fundação Caixa Geral de Depósitos – Culturgest.

It will be presented in the following venues:
- *At Culturgest, in Lisbon, from the 29th of June to the 8th of September 2019,*
- *At MAMCO in Geneva, from the 9th of October 2019 to the 2nd of February 2020,*
- *At the CAPC museum of contemporary art in Bordeaux, from March to June 2020,*
- *At CCA in Tel Aviv, from the 2nd of July to the 29th of August 2020,*
- *At the Fondazione ICA in Milan, in the Spring of 2021,*
- *At the Villa dei Ceidri in Bellinzona, in the Spring of 2021,*
- *At Bombas Gens, in Valencia (Spain), in the Autumn of 2021.*

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE CULTURGEST

Culturgest s'engage à faciliter le prêt des œuvres, dans un parfait état de présentation au public.

Culturgest s'engage à :

- Mettre en contact la Ville de Bordeaux – CAPC musée avec les Prêteurs pour l'élaboration des contrats de prêt
- Etablir les constats d'état à l'arrivée des œuvres en provenance des Prêteurs avant et après l'exposition à Culturgest
- S'assurer que chaque œuvre voyage selon les conditions d'emballage préconisées par l'Artiste et/ou les Prêteurs (caisses, tamponnages…)
- Fournir au CAPC musée au plus tard le 1er décembre 2019 les textes en Portugais ou Anglais :

*de la cimaise pour l'exposition (1500 signes, espaces inclus)
*pour le document pédagogique d'aide à la visite (9500 signes, espaces inclus)
*du communiqué de presse (2100 signes, espaces inclus)
*des cartels spécifiques aux œuvres présentées à Culturgest

- Culturgest s'engage à remettre à la Ville de Bordeaux - CAPC musée 300 (trois cents) exemplaires du catalogue édité à l'occasion de l'itinérance, au plus tard le 28 février 2020. Les frais de livraison seront à la charge de la Ville de Bordeaux – CAPC musée.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS OF CULTURGEST

Culturgest agrees to facilitate the loan of the artworks, in a perfect state of presentation for the public.

Culturgest agrees to:

- *Put the City of Bordeaux – CAPC musée in contact with the Lenders for the elaboration of the loan contracts*
- *Draw up the condition reports at the arrival of the artworks from the Lenders before and after the exhibition at Culturgest*
- *Ensure that each artwork travels according to the packaging instructions given by the Artist and/or the Lenders (crates, softpacking, etc.)*
- *Establish the general touring budget and supply a detailed account of the charges that are to be taken care of by each Party*
- *Supply the CAPC musée by the 1st of December 2019 with texts in Portuguese or English*
  - *Of the exhibition wall text (1.500 characters, spaces included – in English)*
  - *For the education document (9.500 characters, spaces included – in Portuguese)*
  - *For the press release (2.100 characters, spaces included – in English)*
  - *For the exhibition labels for the artworks presented at Culturgest*

- Culturgest agrees to deliver to the City of Bordeaux – CAPC musée 300 (three hundred) copies of the catalogue published on the occasion of the touring, at the latest by the 28th of February 2020. The transport costs will be at the charge of the City of Bordeaux – CAPC musée.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE LA VILLE DE BORDEAUX – CAPC MUSEE

La Ville de Bordeaux – CAPC musée s'engage à :
- Prendre part à l'itinérance de l'exposition
- Assurer la gestion technique liée à la préparation de l'exposition dans son établissement, en lien avec les institutions prenant part à l'itinérance si nécessaire (transport).

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS OF THE CITY OF BORDEAUX – CAPC MUSEE

The City of Bordeaux – CAPC musée agrees to:
- *Take part in the touring of the exhibition*
- *To ensure the technical supervision linked to the preparation of the exhibition in its establishment, in connexion with the institutions taking part in the tour if necessary (transport).*

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie de la mise à disposition de l'exposition dans le cadre de son itinérance, la Ville de Bordeaux - CAPC musée s'engage à verser à Culturgest la somme forfaitaire de *8910 Euros* HT (huit mille neuf cent dix euros hors taxes), + TVA.

Cette somme est fixe et définitive, Culturgest s'engageant à ne pas demander de frais supplémentaires pour quelques motifs que ce soit.

Culturgest émettra une facture à l'encontre de la Ville de Bordeaux - CAPC musée qui effectuera le virement administratif selon les modalités prévues par les règles de la comptabilité publique en vigueur à l'émission du titre, au plus tard le 28 février 2020.

ARTICLE 4 – FINANCIAL CONDITIONS

In compensation for making the exhibition available for touring, the City of Bordeaux – CAPC musée agrees to pay Culturgest the fixed rate of 8910 Euros excluding tax (eight thousand nine hundred and ten euros excluding tax, + VAT).

This sum is fixed and definite, Culturgest agrees to not request a larger amount for any motive whatsoever.

Culturgest will invoice the City of Bordeaux – CAPC musée, who will proceed with a wire transfer, according to the modalities of the rules of public accounting in effect at this time, at the latest by the 28th of February 2020.

ARTICLE 5 – DUREE

Le présent contrat entrera en vigueur à compter de la date de la signature par les deux Parties pour expirer à la date du retour des œuvres aux prêteurs, à l'issue de l'exposition au CAPC musée.

ARTICLE 5 – DURATION

The present contract will come into effect starting from the date of the signature of the two Parties, and will terminate when the works are returned to the lenders at the end of the exhibition at the CAPC musée.

ARTICLE 6 – RESILIATION ANTICIPEE – LITIGES – REGLEMENT A L'AMIABLE – CONTENTIEUX

6-1 Force majeure

Si l'exposition n'a pas lieu en raison d'un cas de force majeure ou de résiliation anticipée de l'une des Parties, les Parties renégocieront les conditions financières du présent contrat.

6-2 Litiges-Règlement à l'amiable-Contentieux

Tout litige concernant tant l'interprétation que l'exécution du présent contrat fera l'objet d'un règlement à l'amiable entre les Parties avant toute procédure contentieuse.

6-3 Loi applicable et attribution de compétence

Le présent contrat est régi par la loi française.

Tout litige relatif notamment à l'interprétation et l'exécution du présent contrat sera soumis aux tribunaux compétents siégeant à Bordeaux.

ARTICLE 6 – EARLY TERMINATION – DISPUTES – AMICABLE SETTLEMENT – LITIGATION

6-1 Force majeure

If the exhibition were not to take place due to a case of force majeure or early termination by one of the Parties, the Parties will renegotiate the financial terms of this contract.

6-2 Disputes – Amicable settlement – Litigation

Any dispute regarding the interpretation or the execution of the present contract will be the object of an amicable settlement between the two parties before any litigation.

6-3 Applicable law and applicable jurisdiction

This agreement is governed by French law.

Any dispute relating to the interpretation and implementation of this agreement which could not be settled amicably shall be subject to the jurisdiction of the courts of Bordeaux.

ARTICLE 7 – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile :
- pour la Ville de Bordeaux – CAPC musée, Hôtel de Ville,
Place Pey Berland,
F-33045 Bordeaux cedex
- pour Culturgest, Edifício-sede da Caixa Geral de Depósitos
Rua Arco do Cego, 50
1000–300 Lisboa, Portugal

ARTICLE 7 – ELECTION OF DOMICILE

For the execution of the present contract, the Parties have elected domicile:

- for the City of Bordeaux – CAPC musée Hôtel de Ville,
Place Pey Berland,
F-33045 Bordeaux cedex

- for Culturgest, Edifício-sede da Caixa Geral de Depósitos
Rua Arco do Cego, 50
1000–300 Lisboa, Portugal

Fait à Bordeaux, en 2 exemplaires,
In Bordeaux, in 2 copies,

Le / *on*

Pour la Ville de Bordeaux – CAPC musée
Par délégation,
Le 1er adjoint au Maire de Bordeaux en charge de la Culture
Vice-Président de Bordeaux Métropole

For the City of Bordeaux – CAPC musée
By delegation,
1st Deputy Mayor in charge of culture
Vice-President of Bordeaux Métropole

Fabien Robert

Pour Culturgest
For Culturgest

Son Président
Its President

José Ramalho

Son Administrateur
Its Administrator

Mark Deputter

D-2019/459
CAPC musée d'art contemporain. Subvention de l'Association des Amis du CAPC. Convention. Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'Association des Amis du CAPC, dont l'une des principales actions est de soutenir les actions culturelles innovantes du CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux, souhaite poursuivre son partenariat en participant financièrement à la programmation des évènements de ce dernier pour l'année 2019.

A ce titre, elle accorde au CAPC une aide financière de 50 000 euros répartie comme suit :

- 40 000 euros en faveur des éditions du cycle Satellite de 3 expositions de jeunes artistes *Le nouveau sanctuaire* dont le commissariat a été confié à Laura Herman, ainsi que deux publications « nef » dédiées à Marie Cool Fabio Balducci, et Ruth Ewan.

- 10 000 euros en faveur d'une performance dans le cadre de la *Nuit des Musées*, d'une intervention de l'artiste Jean-Pierre Raynaud, et de l'événement de clôture des expositions de Takako Saïto et Ruth Ewan pendant les *Journées Européennes du Patrimoine*.

Une convention a été rédigée précisant les modalités de cette subvention.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :
- solliciter un financement sous forme de subvention dans le cadre du projet décrit ci-dessus ;
- accepter l'aide financière apportée dans ce cadre ;
- signer la convention jointe et tout document s'y rapportant.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONVENTION DE SUBVENTION

Entre la Ville de Bordeaux
pour le CAPC musée d'art contemporain

Et

L'Association des Amis du CAPC musée

2019

ENTRE

La Ville de Bordeaux pour le CAPC musée d'art contemporain
représentée par son Maire. Nicolas Florian,
agissant en vertu de la délibération n° en date du
reçue en Préfecture de la Gironde le
domiciliée en l'Hôtel de Ville, Palais Rohan F-33045 Bordeaux cedex (France)

Ci-après dénommée « la **Ville-CAPC musée** ».

ET

L'Association des Amis du CAPC musée
représentée par son Président, Jean Pierre Foubet,
habilité aux fins des présentes par délibération de son Conseil d'Administration
en date du 18 février 2013
domiciliée 7, rue Ferrère F-33000 Bordeaux

Ci-après dénommée « **l'Association des Amis du CAPC** ».

Ci-après dénommées communément « ***les Parties*** ».

PREAMBULE

L'**Association des Amis du CAPC**, dont l'une des actions principales est de soutenir les projets innovants à caractère culturel du CAPC, a souhaité aider le musée en participant financièrement à la programmation des événements du CAPC pour l'année 2019.

Dans ce cadre, **l'Association des Amis du CAPC** souhaite soutenir le projet de la **Ville-CAPC musée** décrit ci-dessus.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de subventionnement établies entre **l'Association des amis du CAPC** et la **Ville-CAPC musée** pour l'action définie ci-dessus.

Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des ***Parties***.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU MECENE

L'Association des amis du CAPC a décidé de soutenir la programmation des événements de l'année 2019 présentés au CAPC musée d'art contemporain de la Ville de Bordeaux.

A ce titre, il fait don à la **Ville-CAPC musée**, d'une somme de 50 000 € NET (CINQUANTE MILLE EUROS) au profit des opérations suivantes :

- 25 000 € en faveur des éditions du cycle Satellite de 3 expositions de jeunes artistes *Le nouveau sanctuaire* dont le commissariat a été confié à Laura Herman, ainsi que deux publications « nef » dédiées à Marie Cool Fabio Balducci, et Ruth Ewan.
- 10 000 € en faveur d'une performance dans le cadre de la Nuit des Musées, d'une intervention de l'artiste Jean-Pierre Raynaud, et de l'événement de clôture des expositions de Takako Saito et Ruth Ewan pendant les Journées Européennes du Patrimoine
- 15 000 € en faveur du cycle Satellite de 3 expositions de jeunes artistes *Le nouveau sanctuaire* dont le commissariat a été confié à Laura Herman.

La somme devra être versée, en une seule fois, sur le compte de la Ville de Bordeaux par virement ou par chèque à l'ordre du Trésor Public (avec indication au dos de la mention du nom du projet) d'un montant de 50 000 euros (CINQUANTE MILLE EUROS) durant le dernier trimestre 2019.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE-CAPC MUSÉE DE BORDEAUX

3.1. Affectation du don :

La **Ville-CAPC musée** s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

3.2. Contreparties :

Comme indiqué précédemment, **l'Association des amis du CAPC** soutient le projet de la **Ville-CAPC musée** défini ci-dessus dans le cadre de sa volonté de soutenir l'art et la culture

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale de **l'Association des amis du CAPC**, la **Ville-CAPC musée** fera bénéficier **l'Association des amis du CAPC** des contreparties suivantes, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité :
- une (1) visite privée des expositions présentées par la **Ville-CAPC musée** pendant toute la période de validité de la présente convention.

ARTICLE 4 – REMERCIEMENTS

La **Ville-CAPC musée** s'engage à mentionner le soutien de **l'Association des amis du CAPC** dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La **Ville-CAPC musée** mentionnera également **l'Association des amis du CAPC** parmi ses partenaires de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique culturelle.

ARTICLE 5 – ANNULATION

Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des ***Parties***, le projet qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulé, l'une ou l'autre des ***Parties*** ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la **Ville-CAPC musée**, le don effectué par **l'Association des amis du CAPC** sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de la manifestation, soit réaffecté à une manifestation d'intérêt général similaire convenue entre les ***Parties***.

ARTICLE 6 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les ***Parties***, et ce jusqu'à la fin de l'action définie ci-dessus.

La **Ville-CAPC musée** garantit qu'elle est libre de contracter la présente convention et qu'elle ne cédera pas tout ou partie des droits que lui confère cet accord.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre **l'Association des amis du CAPC** et la **Ville-CAPC musée**.

Au cas où une disposition de la présente convention serait considérée, jugée ou réputée à un moment quelconque par une autorité ou un Tribunal compétent comme étant prohibée et/ou nulle, il ne sera pas porté atteinte à la validité des autres dispositions de la convention qui seront considérées séparables, la convention étant alors censée avoir été écrite ou réécrite, selon le cas, sans la disposition prohibée ou nulle.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE

Chacune des ***Parties*** considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence chaque ***Partie*** s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 8 – REPORT – ANNULATION - RESILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre des ***Parties*** d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec

avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

Les ***Parties*** sont convenues qu'en cas de résiliation ou d'annulation de la manifestation, aucune d'entre elles ne pourra faire usage de manière directe ou indirecte de l'autre Partie de **l'Association des amis du CAPC** dans le cadre de la manifestation.

ARTICLE 9 – FORCE MAJEURE

Chacune des ***Parties*** verra ses obligations suspendues de plein droit, sans formalité, et sa responsabilité dégagée, notamment en cas de survenance d'événement présentant les caractères juridiques de la force majeure ou du cas fortuit, tels que définis par la jurisprudence en la matière, en ce compris toute injonction de justice rendant l'organisation de la manifestation impossible.

Chacune des ***Parties*** informera l'autre en temps opportun de la survenance de l'un de ces événements et s'efforcera d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais.

Chacune des ***Parties*** pourra mettre fin à la convention par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de dix (10) jours au cas où l'exécution de l'accord serait suspendu ou retardé de plus de trente (30) jours pour raison de force majeure, et ce, sans aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 10 – LITIGES

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Bordeaux après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Bordeaux, le

En trois (3) exemplaires originaux.

Pour la Ville-CAPC musée,	Pour l'Association des amis du CAPC,
Nicolas FLORIAN Maire (ou adjoint délégué)	Jean-Pierre FOUBET Président

D-2019/460
CAPC musée d'art contemporain. Mécénat de la société Abatilles Sainte Anne. Convention. Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le CAPC musée d'art contemporain organise chaque année, entre autres événements culturels, quatre vernissages d'expositions.

L'entreprise Abatilles Sainte Anne souhaite participer à l'organisation de ces vernissages de 2020 à 2022 en offrant au CAPC différentes gammes de bouteilles d'eau minérale, valorisées globalement à hauteur de 600 euros.

En contrepartie de ce mécénat et pour un montant ne pouvant excéder 25% du don, le CAPC fera bénéficier au mécène de 10 billets d'entrée au musée.

Une convention a été rédigée précisant les modalités de ce mécénat.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à solliciter un financement sous forme de mécénat dans le cadre du projet décrit ci-dessus ;
- à accepter le don en nature effectué dans ce cadre ;
- à signer la convention de mécénat jointe et tout document s'y rapportant.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Amendement sur la convention pour préciser les références des bouteilles qui seront en verre.

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Je n'ai rien à dire, tout est dans la délibération. La société Abatilles souhaite nous aider en nous offrant de l'eau.

M. le MAIRE

Et j'imagine la question qui va être : « Monsieur le Maire, comment pouvez-vous nous faire voter plus tard une délibération sur le zéro plastique à usage unique, et comment vous pouvez conventionner avec les Abatilles ? » Mais je me trompe peut-être ? Madame JAMET.

MME JAMET

Vous ne vous trompez pas. J'avoue que là, moi, je suis restée perplexe en voyant cette délibération puisque je suis allée voir quel type de bouteille ils nous proposaient. Je me suis dit : « Au pire, cela va être des bouteilles en verre. », mais non, c'est 930 ou 980 bouteilles en plastique que l'on va nous donner.

(Monsieur ROBERT sort des bouteilles en verre)

MME JAMET

Non, non, dans la convention, regardez ce qu'il y a de marqué. Allez sur leur site internet sur les référencements. Allez-y, les références, ce n'est pas celles-là. Alors, soit vous avez changé entre temps, après la commission.

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Chère collègue, lors de la commission en question, sans parler de cette délibération, j'ai dans une autre expliqué très logiquement que l'on retirait la fabrication de stylos en plastique. On est cohérents. Alors, je savais que vous alliez me dire cela. Abatilles fait des bouteilles en verre, et nous en tenons compte. Voilà, je vous le dis très simplement, de ce point de vue là, nous avons anticipé.

MME JAMET

Donc, du coup, vous avez modifié la délibération. Vous avez modifié la convention ?

M. ROBERT

Non, il n'est pas précisé que ce sont des bouteilles en verre dans la convention.

MME JAMET

Non, mais allez voir les références sur leur site internet. Les références qui sont données, ce ne sont que des bouteilles en plastique, Monsieur le Maire. Donc, soit vous reportez cette convention…

M. le MAIRE

Non, ce que l'on va faire, c'est que l'on fait un amendement visant à préciser que la convention précisera les référencements afin qu'elles ne soient pas en plastique, mais en verre.

MME JAMET

Très bien.

M. le MAIRE

Et c'est cela que l'on transmettra à la Préfecture. Merci. Allez, point suivant. Attendez, qui est pour ? La majorité. Et j'imagine le vote soumis quand même à cette modification dans le… OK. Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 462 : « Bibliothèque de Bordeaux. Vente d’objets promotionnels. Nouveaux tarifs. Actualisation des tarifs. Autorisation.»

CONVENTION DE MECENAT EN NATURE

Entre la Ville de Bordeaux
pour le CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux

Et

L'entreprise Abatilles Sainte Anne

2020-2022

ENTRE

La Ville de Bordeaux

Représentée par M. Nicolas Florian, son Maire, agissant en vertu de la délibération n°D- ……

Ci-après dénommée « La Ville ».

ET

L'entreprise Abatilles Sainte Anne
Dont le siège social est situé au 157 boulevard de la Côte d'Argent, 33120 Arcachon
Représentée par Hervé Maudet, en sa qualité de Gérant.

Ci-après dénommée « Le Mécène ».

Ci-après dénommées communément « Les parties ».

PREAMBULE

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la Ville de Bordeaux. Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la Ville à travers l'acte de don.

Description de l'action qui bénéficie du mécénat :

Le CAPC musée organise chaque année, entre autres événements culturels, quatre vernissages d'expositions auxquels le Mécène souhaite s'associer durant trois années, de 2020 à 2022, en offrant à la Ville de Bordeaux, de l'eau de source des Abatilles.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – CHARTE ETHIQUE EN MATIERE DE MECENAT

Le Mécène s'engage à signer la présente convention dans le respect de la Charte éthique qui lui est annexée.

La signature de la présente convention vaut signature de ses annexes, et donc de la Charte Ethique par les deux parties.

ARTICLE 2 – ELIGIBILITE AU MECENAT

La Ville de Bordeaux déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 3 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du mécénat établies entre le Mécène et la Ville pour l'action définie ci-dessus.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la Loi Aillagon d'août 2003 sur le mécénat, encadrée par l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU MECENE

Description du don :

Le Mécène apporte son soutien sous forme de don en nature :

- 15 packs de 6 bouteilles de 1,5L d'eau minérale de la gamme « L'Eau de tous les jours » ;
- 20 packs de 24 bouteilles de 50cl d'eau minérale de la gamme « L'Eau de tous les jours » ;

- 15 cartons de 12 bouteilles de 1L d'eau minérale plate de la gamme « La Bordelaise » ;
- 15 cartons de 12 bouteilles de 1L d'eau minérale pétillante de la gamme « La Bordelaise ».

Le don est globalement valorisé à hauteur de 600,00 € (six cents euros), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par l'entreprise, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI).

La Ville déclare avoir fourni au Mécène un document explicatif relatif aux modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, Intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (Document en annexe de la présente convention).

Le Mécène s'engage, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales qui lui ont été communiquées, à fournir à la Ville un document écrit portant valorisation des dons en nature effectués dans le cadre de la présente convention (mail, lettre, télex, télécopie, lettre recommandée avec A/R signée par une personne dûment autorisée à cet effet) au plus tard un (1) mois après la fin de l'action.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BORDEAUX

5.1. Affectation du don :

La Ville s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception du ou des dons, la Ville établira et enverra un reçu fiscal au Mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu pour don aux œuvres »).

5.2. Mention du nom du Mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la Ville développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le Mécène est associé.

La Ville s'engage à déclarer le Mécène comme unique partenaire « eau de source » du CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux ainsi qu'à faire apparaître le nom de l'entreprise mécène sur les principaux supports de communication du CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux : les affiches des expositions, le site Internet, les communiqués et dossiers de presse, les aides à la visite, la newsletter mensuelle, le programme quadrimestriel.

Le Mécène fera expressément connaitre à la Ville sa volonté de rester anonyme dans le cadre de son don, ou celle d'autoriser la Ville à communiquer l'identité du Mécène, la nature et/ou le montant de son don.

La Ville de Bordeaux autorisera expressément le Mécène à évoquer son mécénat dans sa propre communication institutionnelle et communication interne, sous réserve de l'acquisition des droits de propriété intellectuelle afférents au projet.

La Ville s'engage à faire apparaître le logo du mécène si et seulement si le mécène fournit les fichiers haute définition (300dpi) de son logo type format EPS nécessaire à la bonne exécution des engagements.

Dans l'hypothèse où le comportement du Mécène serait en contradiction avec la Charte éthique et porterait atteinte à l'image de la Ville, la Ville se réserverait le droit de stopper toutes actions de communication mentionnant le Mécène.

5.3. Contreparties :

Comme indiqué précédemment, le Mécène soutient le projet de la Ville défini ci-dessus dans le cadre de sa politique de mécénat.

Conformément à la réglementation applicable, sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la Ville fera bénéficier au mécène la contrepartie suivante, dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité : 10 billets d'entrée gratuite au CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux.

ARTICLE 6 – REMERCIEMENTS

La Ville s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son Mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée à l'évènement.

La Ville mentionnera également le Mécène parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 7 – ANNULATION

Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la Ville, le don effectué par le Mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de la manifestation, soit réaffecté à une manifestation d'intérêt général similaire convenue entre les parties.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

La Ville déclare qu'elle a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir pour des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou aux usagers dans le cadre de ses activités.

Ont la qualité d'assurés au titre de ce contrat, les élus, les agents, les préposés salariés ou non, les collaborateurs bénévoles, les stagiaires et plus généralement toute effectuant des missions pour le compte de la Ville.

Le Mécène devra être assuré au titre d'un contrat de responsabilité civile vis-à-vis des dommages causés aux tiers, au titre d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle.

ARTICLE 9 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties, et ce jusqu'à la fin de l'action définie ci-dessus.

La Ville garantit qu'elle est libre de contracter la présente convention et qu'elle ne cédera pas tout ou partie des droits que lui confère cet accord.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la Ville.

Au cas où une disposition de la présente convention serait considérée, jugée ou réputée à un moment quelconque par une autorité ou un Tribunal compétent comme étant prohibée et/ou nulle, il ne sera pas porté atteinte à la validité des autres dispositions de la convention qui seront considérées séparables, la convention étant alors censée avoir été écrite ou réécrite, selon le cas, sans la disposition prohibée ou nulle.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, artistiques, transmis par l'autre.

En conséquence chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

ARTICLE 11 – REPORT – ANNULATION - RESILIATION

En cas de non respect par l'une ou l'autre des Parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

Les Parties sont convenues qu'en cas de résiliation ou d'annulation de la manifestation, aucune d'entre elles ne pourra faire usage de manière directe ou indirecte de l'autre Partie du mécène dans le cadre de la manifestation.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Chacune des Parties verra ses obligations suspendues de plein droit, sans formalité, et sa responsabilité dégagée, notamment en cas de survenance d'événement présentant les caractères juridiques de la force majeure ou du cas fortuit, tels que définis par la jurisprudence en la matière, en ce compris toute injonction de justice rendant l'organisation de la manifestation impossible.

Chacune des Parties informera l'autre en temps opportun de la survenance de l'un de ces événements et s'efforcera d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais.

Chacune des Parties pourra mettre fin à la convention de mécénat par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de dix (10) jours au cas où l'exécution de l'accord serait suspendu ou retardé de plus de trente (30) jours pour raison de force majeure, et ce, sans aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 13 – LITIGES

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Bordeaux après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Bordeaux, le
En deux **(2)** exemplaires originaux.

Pour la Ville	Pour le Mécène,
Fabien ROBERT **Premier adjoint au maire de Bordeaux chargé de la culture** **Vice-président de Bordeaux Métropole**	Hervé MAUDET **Gérant de l'entreprise Abatilles Sainte Anne**

ANNEXES :

Annexe 1 : CADRE FISCAL DU MECENAT - Art 238 bis du CGI
Annexe 2 : CHARTE EHTIQUE EN MATIERE DE MECENAT
Annexe 3 : RIB DE LA VILLE DE BORDEAUX

BIC - Réductions d'impôts - Mécénat ou réduction d'impôt pour les dons en faveur des œuvres et organismes visés à l'article 238 bis du CGI - Conditions relatives aux versements effectués par les entreprises

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, le versement doit procéder d'une intention libérale de l'entreprise et ne doit pas être la contrepartie d'une prestation que l'organisme a effectuée à son profit.

Par ailleurs, ce don, qui peut être effectué en numéraire ou en nature, ne peut pas venir en déduction pour la détermination du résultat imposable. A cet effet, son montant ou sa valeur doit être réintégré de manière extra-comptable.

1 I. Forme des dons et valorisation des biens donnés

Les versements des entreprises peuvent être effectués en numéraire ou en nature.

Les dons en numéraire se caractérisent par le versement ponctuel ou répété d'une somme d'argent.

Les dons en nature sont des dons, autres que ceux effectués en numéraire, par lesquels l'entreprise mécène apporte à l'organisme qu'elle entend soutenir des biens, des moyens en personnel, des services, des compétences.

Remarque : en ce qui concerne la forme des dons effectués par les particuliers, il convient aussi de se reporter à la série IR relative aux réductions et crédits d'impôts (BOI-IR-RICI-250).

1.1 A. Dons en numéraire

Lorsque l'entreprise effectue un don en numéraire, le montant pris en compte pour la détermination de la réduction d'impôt est égal au montant effectivement versé.

En principe, les dons en numéraire sont effectués directement par le donateur.

Toutefois, il est admis, à l'instar de ce qui est prévu pour les particuliers au titre de l'abandon de revenus ou de produits, que le versement de l'entreprise donatrice à l'organisme puisse être effectué, sur ordre de celle-ci, directement par son créancier.

Fiscalement, la situation est identique à celle dans laquelle le don aurait été directement versé par l'entreprise donatrice.

Ainsi, peuvent ouvrir droit au bénéfice de la réduction d'impôt les « abandons de recettes », qui constituent une modalité particulière de don en numéraire par laquelle l'entreprise donatrice demande à son client de verser, pour son compte, directement à l'association caritative qu'elle lui aura désignée, tout ou partie du produit de sa vente ou de sa prestation.

Exemple : Une entreprise vend des produits pour 100 € HT, auxquels s'ajoute une TVA collectée de 20 € (soit un montant total TTC de 120 €). Elle donne la moitié du produit HT de sa vente à un organisme répondant aux conditions prévues à l'article 238 bis du CGI et demande à son client de procéder, pour son compte, au versement de la somme

correspondant à ce don (soit 50 €) audit organisme. L'entreprise doit constater un produit imposable de 100 € HT, un don de 50 € et collecter une TVA de 20 €.

Dans l'hypothèse où elle demande à son client de procéder, pour son compte, au versement d'une somme de 120 € à l'organisme, soit l'intégralité de sa recette, elle doit constater un produit imposable de 100 € HT, un don de 120 € et collecter une TVA de 20 €.

Dans les deux situations, aucune régularisation de TVA déductible n'est à effectuer.

1.2 B. Dons en nature

Lorsque les dons sont effectués en nature (par exemple, don d'un bien mobilier ou immobilier ou réalisation d'une prestation sans contrepartie), il est nécessaire de procéder à leur valorisation pour les besoins du calcul de la réduction d'impôt et de la réintégration extra-comptable.

D'une manière générale, la valeur du don du bien ou de la prestation de l'entreprise doit correspondre au coût que représente, pour l'entreprise, la perte de ce bien ou de cette prestation. En aucun cas, la valorisation du don ne saurait prendre en compte la marge que l'entreprise aurait réalisée si elle avait vendu le bien ou le service.

Par ailleurs, la valorisation du don du bien ou de la prestation par l'entreprise doit prendre en compte les éventuelles régularisations de TVA déductible visées au BOI-TVA-DED-60-20 et BOI-TVA-DED-60-30.

En outre, cette valorisation relève de la responsabilité propre de celui qui effectue le don et non de l'organisme bénéficiaire qui n'a pas à justifier de la valeur des biens et services reçus (cf. **II § 80**).

La valeur des dons en nature de biens autres que ceux qui sont immobilisés est égale à la valeur en stock pour les biens qui figurent dans un compte de stock (CGI, Annx. III, art. 38 nonies).

Lorsque le versement prend la forme de produits alimentaires, le don peut être estimé à la valeur pour laquelle les produits sont ou devraient être inscrits en stock en application des dispositions du 3 de l'article 38 du CGI. La valeur d'inscription en stock s'entend de la valeur nette comptable, c'est-à-dire après prise en compte des provisions fiscalement déductibles.

Ainsi, lorsque la valeur nette comptable est nulle, du fait par exemple de la proximité de la date de péremption du produit, aucune réduction d'impôt ne peut être pratiquée.

Par ailleurs, les versements peuvent également correspondre à des prestations en nature. Ainsi, les entreprises peuvent prendre en charge le transport des produits alimentaires qui sont donnés. Dans ce cas, la base de calcul de la réduction d'impôt comprend le coût du transport supporté par l'entreprise donatrice (ce seul coût lorsque la valeur nette comptable est nulle).

S'agissant d'un bien inscrit dans un compte d'immobilisation, le don doit être valorisé à sa valeur de cession retenue pour la détermination de la plus-value ou moins-value liée à la sortie du bien de l'actif (BOI-BIC-PVMV-10-20-10 au II § 350 et suivants).

Lorsque le don en nature effectué par l'entreprise prend la forme d'une prestation non rémunérée, il doit être valorisé à son coût de revient.

Ainsi, une entreprise qui met gratuitement à disposition d'un organisme visé à l'article 238 bis du CGI, un de ses salariés quelques heures par semaine pour y exercer réellement et effectivement une activité consent un don en nature lui ouvrant droit au bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du CGI. Ce don est évalué à son coût de revient, à savoir les rémunérations et charges sociales y afférentes.

Précisions concernant la mise à disposition de salariés sapeurs-pompiers volontaires au bénéfice des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) :

La circulaire du 14 novembre 2005 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers adressée aux préfets de région, de département et de police précise que la mise à disposition par une entreprise de salariés sapeurs-pompiers volontaires pendant les heures de travail à titre gratuit au profit des SDIS, organismes d'intérêt général au regard de l'article 238 bis du code général des impôts, constitue un don en nature ouvrant droit à réduction d'impôt égale à 60 % de son montant dans la limite de 5 ‰ du chiffre d'affaires.

Remarques :

1 - Le régime du mécénat ne s'applique qu'aux mises à disposition, par les entreprises, de sapeurs-pompiers ayant le statut de salariés. En conséquence, ne sont pas concernés par le dispositif les exploitants individuels qui seraient amenés à participer à des interventions à l'appel des services de secours.

Les salariés mis à disposition par l'entreprise doivent exercer réellement et effectivement une activité de sapeurs-pompiers au sein des SDIS.

La mise à disposition de salariés doit être réalisée pendant les heures de travail et pour des interventions opérationnelles. En revanche les mises à disposition pour des activités de formation relèvent des dispositions de l'article 8 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers et sont admises au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue. Elles ne constituent donc pas un don de l'entreprise.

2 - Le don doit être valorisé à son prix de revient, c'est-à-dire rémunération et charges sociales y afférentes, desquelles sont déduits les éventuels dédommagements versés par le SDIS à l'entreprise (subrogation de l'indemnité du sapeur-pompier). Cette valorisation doit être réintégrée extra-comptablement par l'entreprise sur l'imprimé n° **2058-A** (CERFA n° 10 951) de la liasse fiscale.

3 - Pour que les employeurs puissent justifier qu'ils ont effectué un don en nature au bénéfice du SDIS, ce dernier peut leur remettre une attestation de don, conformément aux précisions figurant dans le II, précisant les dates et heures des interventions du salarié.

Afin de limiter le nombre d'attestations à délivrer, le SDIS a la possibilité d'établir une attestation globale de la totalité des interventions effectuées au titre d'une année, sous réserve que les dates et heures des interventions soient rigoureusement précisées. Le SDIS doit tenir compte des dates de clôture de l'exercice fiscal des entreprises donatrices pour que celles-ci disposent d'une attestation globale correspondant à leur exercice social et non à l'année civile.

Toutefois, les SDIS qui le souhaitent peuvent toujours établir une attestation de dons qui peut être conforme au modèle prévu au 5 de l'article 200 du CGI dans les conditions prévues au 4) du rescrit n°2006/38 du 2 juin 2006 (cf.précédente version du document).

2 II. Justification du don à un organisme éligible

Conformément aux dispositions de l’article 238 bis du CGI, et contrairement aux règles applicables aux dons des particuliers prévues à l’article 200 du CGI, le bénéfice de la réduction d’impôt à raison des dons effectués à des organismes éligibles n’est pas subordonné à la production, par les entreprises donatrices, de reçus des organismes bénéficiaires des versements répondant à un modèle fixé par arrêté et attestant notamment du montant, de la date des versements ainsi que l’identité des bénéficiaires (**RECU-DONS**, Cerfa n° 11580 disponible en ligne sur le site www.impots.gouv.fr à la rubrique "Recherche de formulaires").

Toutefois, il appartient à l’entreprise donatrice d’apporter la preuve qu’elle a effectué un versement qui satisfait aux conditions prévues à l’article 238 bis du CGI : réalité des dons, montant du versement, identité du bénéficiaire des dons, nature et date du versement.

Dès lors, dans le cadre de leur relation avec les entreprises, les organismes bénéficiaires des dons visés à l’article 238 bis du CGI peuvent bien entendu délivrer les reçus prévus au 5 de l’article 200 du CGI permettant à l’entreprise d’attester du don effectué.

Lorsque l’entreprise effectue un don en nature, l’attestation de don délivrée par l’organisme comporte, outre son identité, celle de l'entreprise donatrice et la (les) date(s) du don, la seule description physique des biens et services reçus qu’il a acceptés sans mention de leur valeur.

Lorsque l’organisme bénéficiaire n'accepte pas tout ou partie des dons en nature proposés par une entreprise (par exemple, s’agissant de dons de produits alimentaires, parce qu'il n'est pas en mesure d'assurer la prise en charge et la distribution effective des produits au public bénéficiaire de son action), il ne peut délivrer une attestation qu’à raison des seuls dons acceptés. Corrélativement, l’entreprise ne peut pas prétendre au bénéfice de la réduction d'impôt à raison des dons en nature refusés par l'organisme.

Annexe 2 : CHARTE ETHIQUE DE LA VILLE DE BORDEAUX POUR SES RELATIONS AVEC SES MECENES ET DONATEURS

Préambule

Dans le cadre de sa politique de mécénat, et considérant que la recherche de soutien auprès d'entreprises, de fondations et de particuliers constitue une ressource destinée à participer au financement des missions d'intérêt général assumées par la collectivité, la Ville de Bordeaux souhaite définir les grands principes déontologiques devant gouverner les relations avec ses mécènes et donateurs.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, le mécénat constitue une opportunité de ressources complémentaires à l'effort financier déployé par la Ville de Bordeaux et ses partenaires publics et institutionnels.

1. Rappel du cadre légal du mécénat :

Une première loi sur le développement du mécénat est promulguée le 23 juillet 1987 et constitue encore aujourd'hui le cadre général du mécénat. Elle est complétée par la loi du 4 juillet 1990 portant sur la création des fondations d'entreprises.
L'instruction fiscale du 26 avril 2000 précise la distinction entre mécénat et parrainage.
Enfin, la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite loi Aillagon, améliore le régime fiscal du mécénat. Elle fait du régime fiscal français, le régime le plus avantageux en Europe.

2. Définition :

Le mécénat est un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général », à la différence du sponsoring qui constitue un échange marchand assorti à des contreparties publicitaires et/ou commerciales directes, comme défini par l'article 39-1 7 du Code général des impôts (CGI).

La présente Charte ne concerne que le mécénat et ne définit en rien les relations de la Ville de Bordeaux avec d'éventuels sponsors ou parrains.

Le mécénat implique une *« disproportion marquée »* entre la valeur du don et les contreparties accordées au mécène.

Le mécénat peut prendre trois formes :

- mécénat financier : don en numéraire,
- mécénat en nature : don de biens, produits, marchandises, prestations. Il recouvre notamment la remise d'un objet d'art ou de tout autre objet de collection présentant un intérêt artistique ou historique,
- mécénat en compétence : mise à disposition des moyens humains et/ou matériels de l'entreprise sur son temps d'activité.

Le mécène s'engage à valoriser les dons en nature ou en compétence conformément à la règlementation fiscale en vigueur (art. 238 bis du CGI).

3. Avantage fiscal :

Les dons effectués au profit des projets de la Ville de Bordeaux ouvrent droit à un crédit d'impôts prévu par le CGI :

i. Pour les entreprises (art. 238 bis du CGI) :

➔ Une réduction d'impôts à hauteur de 60% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 0.5% du chiffre d'affaires HT, avec la possibilité, en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants.

Il existe un régime spécial portant sur les Trésors nationaux et œuvres d'intérêt patrimonial majeur (OIPM). L'aide à l'acquisition ouvre droit à une réduction d'impôts égal à 90% des versements effectués en faveur de l'achat de trésors nationaux ou d'œuvres d'intérêt majeur pour les musées de France, et ce, dans la limite de 50% de l'Impôt sur la société (IS) dû, uniquement sur avis de la commission consultative des trésors nationaux (art. 238 bis -0 A du CGI).

Pour les entreprises et fondations ne disposant pas d'un établissement en France, les éventuels avantages fiscaux relèvent du droit du pays d'origine, sous réserve d'accords fiscaux bilatéraux.

ii. Pour les particuliers (art. 200 et 200 bis du CGI) :

➔ Une réduction d'impôts à hauteur de 66% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 20% du revenu imposable, avec la possibilité en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants

➔ Une réduction d'impôts à hauteur de 75% du montant du don effectué pour les particuliers assujettis à l'Impôt sur la fortune (ISF) (loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, art. 16 qui modifie l'art. 885-0 V bis du CGI).

La réduction s'opère dans la limite annuelle de 50 000 € par an, en faveur des fondations reconnues d'utilité publique et des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif.

La Ville de Bordeaux pourra être amenée à contractualiser avec des partenaires comme la Fondation du patrimoine ou la Fondation de France pour collecter des dons sur la base de ce régime fiscal particulier.

iii. Reçu fiscal :

A la réception du don, la Ville de Bordeaux établit et envoie un reçu fiscal au mécène, suivant le modèle Cerfa 11580*03 « reçu pour don aux œuvres » de l'administration fiscale.

4. Acceptation des dons par la Ville de Bordeaux :

L'acceptation d'un don effectué au profit de la Ville de Bordeaux relève du Conseil Municipal (article L. 2122-21 du CGCT) :
« Sous le contrôle du conseil municipal et sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, le Maire est chargé, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et, en particulier : de passer dans les mêmes formes les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément aux dispositions du présent code ».

Le Conseil Municipal est donc compétent pour approuver un don (article L. 2242-1 du CGCT : *« le Conseil Municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune »,* à charge pour le Maire de formaliser l'accord intervenu.

Néanmoins, l'acceptation des dons par le Maire est possible dans certaines conditions fixées par l'article L. 2122-22 du CGCT qui permet au Conseil Municipal d'effectuer une délégation de pouvoir au Maire, et ce pour la seule acceptation des dons et legs **qui ne sont pas grevés d'une charge ou d'une condition** : « *Le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ».*

5. Restrictions quant à l'acceptation des dons :

La Ville de Bordeaux s'engage à ce que sa politique de mécénat ne se trouve pas en contradiction avec les lois en vigueur en France, et en particulier avec la législation sur la publicité du tabac et des alcools. Les producteurs ou distributeurs de boissons alcoolisées peuvent organiser des actions de mécénat. Dans ce cas, le nom de l'entreprise ou son logo institutionnel peut figurer sur les différents supports de communication en dehors de la mention des produits distribués par cette entreprise. Le mécène est seul responsable de l'identité visuelle qu'il transmet à la Ville de Bordeaux.

La Ville de Bordeaux s'interdit de recevoir des fonds de toute nature de la part d'organisations politiques ou syndicales françaises ou étrangères, mais aussi de la part d'organisations à caractère religieux. La Ville de Bordeaux s'interdit par ailleurs de recevoir des fonds ou donations provenant de comptes abrités par des paradis fiscaux ou réglementaires non-coopératifs ou des dons de mécènes ayant fait l'objet de condamnations pénales et/ou de blâmes par des autorités de contrôle prudentiel dans les 5 dernières années pour les délits suivants : délits environnementaux, financiers, atteintes aux droits de l'Homme.

La Ville de Bordeaux attache une attention particulière à déconnecter toute action de mécénat de sa commande publique, et au-delà, des procédures de concessions ou de délégations.

Ainsi, la Ville de Bordeaux s'interdit d'accepter le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix des fournisseurs.

La Ville de Bordeaux se réserve la possibilité de ne pas accepter le mécénat d'une entreprise, de nature à fausser une procédure d'appel d'offres en cours ou à venir.

Une entreprise ne peut être à la fois parrain et mécène d'un même projet.

En tout état de cause, la Ville de Bordeaux se réserve le droit de ne pas accepter le don d'une entreprise.

La Ville de Bordeaux pourra solliciter l'entreprise désireuse de devenir mécène afin qu'elle fournisse la preuve de son engagement éthique et sociétal au regard du projet soutenu.

6. Affectation du don :

La Ville de Bordeaux s'engage à assurer une affectation des dons conforme aux intentions formulées par écrit, selon les termes de la convention de mécénat entre la Ville de Bordeaux et le mécène.

En cas d'annulation de l'action soutenue par le mécène et si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la Ville de Bordeaux, le don effectué par le mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel du projet, soit réaffecté à un projet d'intérêt général convenu entre les parties.

7. Règles applicables en matière de contreparties :

Conformément à la réglementation applicable, et sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la Ville de Bordeaux fera bénéficier au mécène de contreparties indirectes en communication et/ou relations publiques et dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité.

Les contreparties éventuelles sont accordées dans le seul cadre légal et réglementaire en vigueur. Elles sont clairement énoncées dans la convention de mécénat qui lie le mécène et la Ville de Bordeaux.

i. Pour les entreprises :

la Ville de Bordeaux peut accorder à l'entreprise mécène des contreparties correspondant à un maximum de 25% de la valeur totale de la contribution versée selon les instructions fiscales 5-B-17-99 du 4 octobre 1999 et 4-C-5-04, n° 112 du 13 juillet 2004 ou de 5% dans le cadre des trésors nationaux.

Les contreparties peuvent prendre la forme d'une mention sur les supports de communication, de mises à disposition de locaux, de visites privées, d'évènements dédiés, d'espaces VIP, de conférences de presse de signature de convention, d'invitations, etc.

Les mécènes bénéficiant de mises à disposition d'espaces ne sont pas autorisés à exercer une activité commerciale de vente de produits ou de services dans le cadre d'une contrepartie de mécénat.

ii. Pour les particuliers :

la Ville de Bordeaux peut accorder jusqu'à 25% du montant du don sous forme de contreparties dans la limite forfaitaire de 65€ (BOI 5 B-10-11 du 11 mai 2011).

Dans tous les cas, la Ville de Bordeaux s'engage à ne pas aller à l'encontre de ce plafond et procède à une analyse de la valorisation des contreparties afin de mettre en adéquation ce plafond et les attentes du mécène.

En fonction du montant de leur don, les mécènes quelque soit leur nature pourront se voir attribuer, projet par projet, des qualificatifs préalablement définis au sein d'un barème de contreparties, tels que « mécènes fondateurs », « bienfaiteurs », « grands donateurs », « soutiens », etc.

8. Communication :

Dans le cadre d'actions de mécénat, la Ville de Bordeaux et le mécène s'accordent sur la nature et la forme de communication autour du projet concerné.

L'utilisation du nom et du logo ou tout autre élément impliquant l'image et la notoriété de la Ville de Bordeaux par un mécène est définie dans la convention.

Les mécènes sont associés au moment protocolaire et/ou mentionnés sur les outils de communication en lien avec les projets soutenus. La Ville de Bordeaux mentionne autant que

possible dans la convention les documents sur lesquels figurent la mention ou le logo du mécène. Dans la mesure du possible et quand les délais le permettent, la Ville de Bordeaux fait valider au mécène les outils de communication sur lesquels il figure.

La communication à laquelle le mécène est associée peut être événementielle (par exemple, un logo sur les affiches du projet soutenu) et/ou semi-pérenne. Ainsi, dans le cas d'un soutien en faveur d'une construction, d'une restauration ou d'une acquisition d'œuvre pour un montant significatif, le nom et/ou le logo du mécène pourront être mentionnés par exemple sur un cartel, une plaque, un catalogue, et ce pour une durée déterminée définie dans le cadre de la convention.

La Ville de Bordeaux s'engage à ne pas s'associer à un mécène susceptible de nuire à son image.

La Ville de Bordeaux se réserve le droit de stopper toute action de communication portant sur une entreprise mécène, dans l'hypothèse où le comportement de celle-ci porterait atteinte à l'image de la Ville de Bordeaux ou serait en contradiction avec les principes énoncés dans la présente Charte.

La Ville de Bordeaux étudiera au cas par cas les demandes des mécènes qui souhaiteront utiliser d'une manière ou d'une autre une ou plusieurs marques protégées par la Ville de Bordeaux auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

9. Co-partenariat / Exclusivité :

Sauf exception et accord entre les parties, aucune exclusivité ne peut être réservée à une entreprise ou fondation mécène par la Ville de Bordeaux.

Si une exclusivité est accordée, par exemple pour un secteur d'activité, elle ne peut l'être que pour une durée et un projet déterminés. Le montant du don devra compenser le co-partenariat auquel la collectivité aura à renoncer.

10. Indépendance intellectuelle et artistique :

La Ville de Bordeaux conserve son entière liberté d'action et reste libre du contenu de ses projets y compris de ceux soutenus financièrement, en totalité ou en partie, dans le cadre du mécénat.

La Ville de Bordeaux s'engage, pour les projets relevant du domaine patrimonial et/ou culturel et artistique, à n'accepter aucune intervention sur le contenu artistique et/ou scientifique. Dans ce même cas et dans la limite de la législation française en vigueur sur le droit d'auteur, la Ville de Bordeaux s'engage à veiller à ce que les images d'œuvres lui appartenant ne soient pas utilisées par ses mécènes de manière injurieuse pour leur intégrité.

11. Confidentialité :

La Ville de Bordeaux s'engage à respecter la confidentialité des éléments concernant l'entreprise pour une durée indéterminée.

12. Intégrité, conflit d'intérêts et transparence :

Conformément aux statuts de la fonction publique, la Ville de Bordeaux veille à ce que ses agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaitre leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Dans l'hypothèse d'un mécénat par un fournisseur de la collectivité, cette dernière met tout en œuvre afin de dissocier les agents en charge du contrôle de l'exécution des prestations et de leur paiement, de ceux en charge de gérer le mécénat.

13. Déclaration d'engagement

En signant La Charte éthique, la Ville de Bordeaux et ses mécènes s'engagent à respecter les principes énoncés dans la présente Charte, à communiquer leur engagement à respecter ses principes et à promouvoir la présente Charte.

14. Comité de pilotage :

Un comité de pilotage composé à parts égales de conseillers issus de la majorité et de l'opposition et émanant de la Commission Administration Générale (première commission) sera constitué afin de veiller à la conformité des mécénats à la présente charte. Son avis sera consultatif.

15. Application des dispositions :

L'ensemble des dispositions prévues par la présente Charte Ethique en matière de mécénat prend effet à compter de la date de signature par le Maire de la Ville de Bordeaux.

Annexe 3 : RIB DE LA VILLE DE BORDEAUX

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

TRESORERIE MUNICIPALE DE BORDEAUX
METROPOLE
10 12 BD ANTOINE GAUTIER
IMMEUBLE PORTE DE BORDEAUX

33000 BORDEAUX

Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053

RIB : 30001 00215 C3300000000 82
IBAN : FR54 3000 1002 15C3 3000 0000 082
BIC : BDFEFRPPCCT
SIRET : 130 011 042 00012

D-2019/461
Bibliothèque de Bordeaux. Conventions de Partenariat avec la Bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou et le magazine Télérama pour l'organisation d'une manifestation intitulée « Samedi Séries ». Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Bpi (bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou) a noué un partenariat avec le magazine *Télérama* pour la programmation d'un évènement intitulé : « Samedi Séries – Télérama avec la Bpi ».

Cette manifestation, qui comprend notamment des projections d'œuvres audiovisuelles et des rencontres, se déroulera le samedi 23 novembre 2019 dans les locaux parisiens du Centre Pompidou. Il est prévu qu'elle puisse être relayée par une retransmission en direct, en totalité ou en partie, dans des bibliothèques partenaires localisées en régions.

La bibliothèque de Bordeaux souhaite s'associer à cette manifestation et prévoit de proposer, en complément de la retransmission, des animations propres, en particulier une masterclasse avec Hugues Pagan, créateur de la série « Mafiosa » et scénariste de la série « Nicolas Le Floch ».

Toutes ces animations, qui auront lieu dans l'auditorium de la bibliothèque Mériadeck, seront gratuites pour le public, dans la limite des places disponibles.

Des conventions, jointes à la présente délibération, détaillent les conditions du partenariat avec la Bpi et avec *Télérama*, pour l'organisation de l'événement.

Aussi, si vous en êtes d'accord, nous vous proposons d'autoriser Monsieur le Maire à :

- Signer la convention de partenariat ci-jointe avec la Bpi;

- Signer la convention de partenariat ci-jointe avec *Télérama.*

ADOPTE A L'UNANIMITE

Bibliothèque publique d'information
Centre Pompidou

BORDEAUX
bordeaux.fr

CONTRAT N°

ENTRE : **La Bibliothèque publique d'information**
Établissement Public à caractère administratif
créé par décret n° 76.82 du 27 janvier 1976
N°Siret : 180 043 093 00038
N° de Tva intracommunautaire : Fr 20 1800 430 93
sis
25, rue du Renard
75197 PARIS CEDEX 04

représentée par : sa **Directrice**
Mme Christine CARRIER

ci-après dénommée : **"Bpi"**

ET : **La Ville de Bordeaux - réseau des bibliothèques**
Direction des Bibliothèques, de la Lecture publique et des médias culturels
Hôtel de Ville,
Place Pey Berland
33077 Bordeaux cedex

Représentée par **le Maire, Monsieur Nicolas Florian**

dénommée ci-après : le cocontractant

OBJET : accueil de la première édition du Samedi Séries – Télérama avec la Bpi

Montant : convention sans incidence financière

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Bpi est le partenaire de Télérama pour la programmation d'un évènement intitulé : « Samedi Séries – Télérama avec la Bpi ».

Cet évènement comprend notamment des projections d'œuvres audiovisuelles, des rencontres, des masterclasses. Les grandes lignes de la programmation figurent à titre d'information dans le PowerPoint de présentation annexé à la convention.

Cet évènement, dénommé ci-après dans la suite du contrat la manifestation se déroule le samedi 23 novembre 2019 de 11 h 30 à 23 h dans les locaux parisiens du Centre Pompidou dédiés à la manifestation (Petite salle et Ciné 2, espace forum-1). Il est relayé par une retransmission en direct en totalité ou en partie, dans une ou plusieurs bibliothèques localisées en régions de 14 h à 23 h. Il est convenu que ces bibliothèques pourront compléter la retransmission partielle de cette manifestation par une programmation propre, sous réserve qu'elle ne dénature pas l'évènement.

Le présent contrat a pour objet de déterminer les modalités de la collaboration avec le cocontractant afin d'assurer la retransmission de la manifestation dans les locaux publics de la bibliothèque dédiée à cet effet par le cocontractant et la participation de celui-ci à la manifestation.

A cet effet, il appartient au cocontractant de conventionner directement avec Télérama pour fixer avec ce partenaire leurs droits et obligations réciproques dans le cadre de la programmation de cet évènement. Pour sa part, la Bpi contracte avec Télérama dans le même but. Elle produira ses meilleurs efforts pour favoriser et faciliter les contacts du cocontractant avec Télérama.

ARTICLE 2 CONTENU DE LA MANIFESTATION

Si le cocontractant complète la programmation de la manifestation, il détermine sous sa responsabilité exclusive le contenu intellectuel, artistique, culturel et promotionnel de ce complément qu'il soumet pour avis à la Bpi, afin que les parties au contrat puissent s'assurer de la cohérence de la manifestation et du respect de la politique de communication de la manifestation.

Il s'engage à ce que ce complément ne contienne rien qui puisse tomber sous le coup des lois et autres dispositions relatives à la diffamation et l'injure, à la protection de la vie privée, ou à la contrefaçon, ou réprimant l'apologie des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, du terrorisme, la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou bien à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap.

La stipulation ci-dessus s'applique aux œuvres audiovisuelles, aux propos tenus dans les débats et masterclasses, aux messages promotionnels diffusés à l'occasion de la manifestation, ainsi que d'une manière générale à tout élément fourni à l'initiative du cocontractant et présenté au public.

Pour sa part la Bpi prend en charge gracieusement la retransmission technique de la manifestation dans les locaux publics de la bibliothèque dédiée à cet effet par le cocontractant.

Les prérequis techniques figurent dans le cahier des charges annexé au présent contrat.

Le cocontractant fait son affaire de l'accueil du public et de la régie de ses locaux dédiés à la manifestation.

ARTICLE 4 : DROITS D'USAGE DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DU CONTENU DE LA MANIFESTATION, DE SA PROMOTION ET DE SON SUIVI

Le contenu intellectuel, artistique, culturel et promotionnel.de la manifestation étant proposé par Télérama, il appartient au cocontractant d'obtenir de Télérama l'ensemble des cessions de droits d'exploitation nécessaires pour la présentation dans ses locaux de la manifestation.

Concernant le complément éventuel apporté par le cocontractant à la manifestation et présenté dans ses locaux. Il appartient au cocontractant de solliciter auprès de leurs titulaires les autorisations d'exploitation nécessaires dans le respect du droit d'auteur et des droits voisins. De même, le cocontractant s'interdit tout agissement pouvant léser les droits des tiers ou de la Bpi et en particulier toute réutilisation des éléments de la manifestation. De même, la Bpi s'abstient de toute exploitation en méconnaissance des droits du cocontractant ou des tiers.

ARTICLE 5 COMMUNICATION

Le cocontractant mentionne la participation de la Bpi à la manifestation. Son nom et son logo, apparaîtront sur les documents de communication relatifs à la manifestation, émis par le cocontractant selon des modalités définies d'un commun accord, compte tenu notamment des contraintes spécifiques éventuelles du cocontractant.

La Bpi autorise le cocontractant à utiliser le nom, le logotype et l'image du Centre Pompidou et celui de la Bpi par voie de citation, mention, reproduction, représentation dans le cadre des opérations de relations publiques, des interviews, des relations avec les médias et avec ses partenaires à l'occasion de la promotion qu'il pourrait engager à l'occasion de la manifestation, dans tous médias et sur tous supports, dans le monde entier et pendant la durée de la manifestation.
Toutefois, en raison du caractère institutionnel du Centre Pompidou et de la Bpi, il est expressément convenu que l'image du Centre Pompidou et de la Bpi, leur nom, leur logotype, leur identité visuelle ne pourront être associés à des annonces ou des messages de types publicitaires, quels qu'en soient le support et les médias utilisés, pour promouvoir auprès du public des produits commerciaux en France et à l'étranger.

Tous les documents portant le nom et le logotype du Centre Pompidou, ou de la Bpi, ou faisant référence au Centre Pompidou et à la Bpi doivent être soumis, sous forme de Bon à Tirer, à l'accord préalable et exprès de la Bpi.

Les parties s'échangent les différentes mentions les concernant devant figurer sur les documents de communication éventuelles, à défaut de délai convenu d'un commun accord, le silence gardé par une des parties sur les mentions la concernant vaudra acceptation dans les 5 jours civils suivant leur envoi par l'autre partie.

La Bpi garantit le cocontractant de toute revendication et recours de tiers relatifs notamment à l'utilisation par le cocontractant du nom, du logotype, de l'image ou de tout autre signe

distinctif du Centre Pompidou et de la Bpi dans des conditions préalablement autorisées par la Bpi.

Si un litige ou un différend survenait entre le cocontractant et un tiers fondé sur l'utilisation du nom, du logotype et de l'image ou de tout autre signe distinctif du Centre Pompidou et de la Bpi dans des conditions préalablement autorisées par la Bpi, les parties se concerteront sur les actions et stratégies de défense à adopter.

Dans la mesure du possible et sans que ce soit une obligation pour elle, la Bpi s'efforcera de faire indiquer la participation du cocontractant sur les documents d'information générale de la manifestation émis par des tiers lorsqu'ils feront référence à celle-ci.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE - GARANTIES RECIPROQUES

Apports des parties
Les apports des parties sont effectués en prestations et ne donnent lieu à aucun règlement financier entre les parties à la présente convention.

Chacune des parties à la présente convention assure la responsabilité administrative et financière des prestations qu'elle prend en charge et garantit la bonne fin de leur exécution.
Aucune des parties aux présentes ne pourra être tenue pour responsable des engagements pris à l'égard des tiers par l'autre partie même si de tels engagements se référaient à la présente convention.

Pour tous ses apports entrant dans le champ d'application de la législation sur la propriété littéraire et artistique ainsi que des droits voisins, textes, photographies, documents iconographiques, graphisme notamment, chacune des parties détient ou obtient préalablement les autorisations de représentation et de reproduction nécessaires d'une part à la tenue de la manifestation tant dans les locaux de la Bpi que dans les bibliothèques partenaires et d'autre part à sa promotion par tout moyen.

En conséquence, chacune des parties garantit pour ce qui est de ses apports propres l'autre partie contre tout recours ou revendication quelconque émanant des auteurs, de leurs ayants droit, de leurs héritiers ou des tiers sous réserve d'un usage conforme aux stipulations de la présente convention.

Assurance

Par ailleurs, chacune des parties s'engage également expressément à contracter une assurance responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de ses responsabilités ainsi que celles consécutives aux actions de toute personne agissant sous sa direction, son contrôle ou à sa demande, et couvrant tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés à l'occasion de la manifestation ou de la mise à disposition des locaux, causés aux parties, ainsi qu'à tout autre tiers, quels qu'ils soient, notamment aux invités, aux membres du service de sécurité, au personnel d'accueil, etc., et ce quels que soient la nature, l'importance et le montant, du sinistre et du préjudice subi.

Chacune des parties garantit l'autre contre tout recours et condamnation à ce titre. Elle renonce et fait renoncer ses assureurs à tout recours contre l'autre partie et ses assureurs au titre des dommages ci-dessus indiqués.

Données personnelles

Les parties s'engagent à mettre en œuvre les mesures de sécurité appropriées pour garantir la confidentialité, l'intégrité des données personnelles confiées au cocontractant ou à la Bpi. Les parties attestent qu'elles disposent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Les parties s'engagent à traiter les données personnelles qui pourraient leur être confiées uniquement pour la seule finalité faisant l'objet du présent contrat. Elles garantissent la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat. Elles veillent à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel. Au terme du présent contrat, les parties s'engagent à renvoyer toutes les données à caractère personnel qui leur ont été confiées par l'autre partie, à n'en conserver aucune copie et à aviser leur partenaire de leur destruction.

La Bpi et le cocontractant s'engagent à respecter les obligations leur incombant au titre des réglementations applicables en matière de protection des données personnelles, à procéder à toute formalité et prendre toute mesure requise par ces réglementations, y compris auprès des autorités compétentes. En cas de contrôle d'une autorité compétente en ce qui concerne la protection des données personnelles, la Bpi et le cocontractant s'engagent à coopérer entre eux et avec ladite autorité.

Le respect par le cocontractant de l'ensemble des mesures imposées par la réglementation protégeant les données personnelles, notamment au regard de l'accessibilité de la confidentialité, du droit de rectification, d'opposition, d'effacement, de portabilité et de sauvegarde des données personnelles est une des conditions essentielles ayant conduit à la conclusion du présent contrat. La Bpi fait du respect desdites mesures une condition essentielle du maintien du contrat, que le cocontractant s'engage à respecter.

ARTICLE 7 : INEXECUTION, REPROGRAMMATION

En cas de non réalisation des prestations par l'une, l'autre, ou les deux parties, du fait d'une annulation, d'un report inhérent à une décision d'ordre éditorial relative au contenu de la manifestation, défaillance d'un partenaire ou d'une interdiction de la programmation de tout ou partie de la manifestation du fait d'un tiers aux parties, les parties s'engagent à se rapprocher et à négocier de bonne foi, afin de convenir à un nouvel accord.

Les parties à la présente convention fixeraient alors d'un commun accord une nouvelle date de programmation dans toute la mesure du possible.

Le cocontractant ne pourra pas engager la responsabilité de la Bpi si les locaux de la Bpi sont indisponibles en raison d'un empêchement imprévu de dernière minute indépendant de la volonté des parties telles que : alerte incendie, évacuation des locaux pour des raisons de sécurité, grève générale ou du personnel de la Bpi, du Centre Pompidou, ou d'un prestataire du Centre Pompidou, coupure d'électricité, rupture de l'accès au réseau Internet, panne de la climatisation, dégât des eaux, sinistre causé au bâtiment, attentat ou menace grave d'attentat, mesures d'ordre et de sécurité publics décidée par une autorité non partie au contrat empêchant l'accès aux locaux.

ARTICLE 8 : DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu de sa signature jusqu'au terme de la manifestation.

ARTICLE 9 : RÉSILIATION

En tout état de cause, chacune des parties pourra résilier le contrat, en cas de non-respect par l'autre partie de l'une au moins des obligations mises à sa charge par les présentes, et après mise en demeure par lettre recommandée avec AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait du manquement susvisé.

ARTICLE 10 : LITIGE / LEGISLATION APPLICABLE

A défaut d'accord amiable entre les parties, toute contestation portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention sera soumise au droit français et portée devant les tribunaux de Paris.

ARTICLE 11 : DONNÉES PERSONNELLES GÉNÉRÉES PAR LA GESTION DU CONTRAT

Les informations personnelles recueillies dans le cadre de la conclusion du présent contrat sont nécessaires à son exécution. Les données personnelles collectées dans le cadre de ce contrat font l'objet d'un traitement informatique. Elles ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée ou de profilage. Elles ne sont conservées que dans la limite imposée par la réglementation en vigueur et ne seront pas utilisées à d'autres finalités que la conservation et la gestion du contrat, sans le consentement explicite du cocontractant. La Bpi s'interdit de céder ces données personnelles à des tiers.

Les données personnelles collectées sont les suivantes :

- Nom du représentant légal et des différents interlocuteurs de la Bpi mentionnés en page 1,
- Prénom du représentant légal et des différents interlocuteurs de la Bpi mentionnés en page 1,
- Adresse Email.

Ces informations personnelles sont conservées pour la durée des droits d'auteur fixée par la législation française.

Ne pourront accéder à vos données que les agents des services administratifs de la Bpi, Les membres du service communication et du développement culturel et actualité de la Bpi, ainsi que les personnels de la direction des systèmes d'information de la Bpi.

Le responsable du traitement des données personnelles est la Bibliothèque publique d'information, 25 rue du Renard, 75197 Paris. Vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Le cocontractant a le droit à tout moment :

- d'accéder aux informations le concernant,
- de les faire rectifier,
- de les faire effacer,
- d'en demander la portabilité,
- de demander la limitation du traitement.

Il peut exercer ces droits en contactant le service juridique de la Bpi à l'adresse suivante : **servicejuridique@bpi.fr avec copie à marc-andre.grosy@bpi.fr**

Fait en 2 exemplaires originaux, le

Pour le cocontractant, le Maire de Bordeaux
Nicolas Florian

Pour la Bpi, la Directrice
Christine CARRIER

CONTRAT DE PARTENARIAT

ENTRE : **Télérama**
Forme sociale : Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
RCS : 582 060 141
Adresse : 6/8 rue Jean Antoine de Baïf – 75013 Paris

représentée par **Madame Catherine Sueur**
en qualité de Présidente du Directoire

dénommée ci-après : Télérama

ET : La Ville de Bordeaux - réseau des bibliothèques
Direction des Bibliothèques, de la Lecture publique et des médias culturels
Hôtel de Ville,
Place Pey Berland
33077 Bordeaux cedex

représentée par : Monsieur Nicolas Florian
en qualité de Maire de Bordeaux, dûment habilité à l'effet des présentes

ci-après dénommée : le cocontractant

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT

Télérama a conçu en concertation avec la Bpi, un évènement intitulé : « Samedi Séries – Télérama avec la Bpi ».

Cet évènement comprend notamment des projections d'œuvres audiovisuelles, des rencontres, des masterclasses. Le programme précis est à ce stade en cours d'élaboration.

Cet évènement, dénommé ci-après dans la suite du contrat « la manifestation » se déroule le samedi 23 novembre 2019 de 11 h 30 à 23 h en direct dans les locaux parisiens du Centre Pompidou. Il sera retransmis en direct en totalité ou en partie, dans 3 autres bibliothèques localisées en régions dont le cocontractant, le 23 novembre de 14h h à 23 h. A cet effet, le cocontractant met à disposition de la manifestation l'auditorium de la bibliothèque Mériadeck.

Il est convenu que le cocontractant pourra compléter la retransmission partielle de cette manifestation par une programmation propre, sous réserve qu'elle ne dénature pas l'évènement et sous réserve d'une information préalable à Télérama.
Cet événement est ouvert à tous, gratuit et ne pourra faire l'objet d'un droit d'entrée.

La Bpi, transmet les prérequis techniques au cocontractant au moyen du cahier des charges annexé au présent contrat et conclut un contrat avec elle pour régir leurs relations.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MANIFESTATION

Télérama détermine sous sa responsabilité exclusive le contenu intellectuel, artistique, culturel et promotionnel de la manifestation, à l'exception des évènements proposés sur place par les médiathèques en région, pour enrichir la programmation retransmise et qui pourra s'intercaler aux retransmissions, ou remplacer une partie des retransmissions.

Télérama s'engage à ce que ce contenu ne contienne rien qui puisse tomber sous le coup des lois et autres dispositions relatives à la diffamation et l'injure, à protection de la vie privée, ou à la contrefaçon, ou réprimant l'apologie des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, du terrorisme, la provocation à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou bien à raison de leur sexe, de leur orientation ou identité sexuelle ou de leur handicap.

La stipulation ci-dessus s'applique aux œuvres audiovisuelles, aux propos tenus dans les débats et masterclasses, aux messages promotionnels diffusés à l'occasion de la manifestation, ainsi que d'une manière générale à tout élément fourni à l'initiative de Télérama et présenté au public lors de la manifestation.

ARTICLE 3 : MISE A DISPOSITION DES LOCAUX PAR LE COCONTRACTANT

Le cocontractant met gracieusement à disposition ses locaux (auditorium) situés au 85 cours du maréchal Juin aux conditions suivantes.

Pendant la manifestation, il ne peut être fait un usage des locaux que conforme à leur destination, définie par les prescriptions d'utilisation des locaux, des équipements et des matériels en vigueur.

Le cocontractant prend en charge la régie des locaux, effectue les projections et assure la retransmission de la captation en lien avec la BPI. Le cocontractant doit s'assurer d'avoir les équipements et matériels nécessaires à la bonne exécution de l'événement.

Dans ce cadre, le cocontractant prendra en charge seul et à ses frais l'accueil et la sécurité du public, assurera le gardiennage des équipements, matériels, œuvres utilisées pendant la préparation et le déroulement de la manifestation. Le cocontractant veillera à souscrire à l'ensemble des polices d'assurances nécessaires couvrant tous les dommages corporels, matériels et immatériels causés à l'occasion de la mise à disposition des locaux, causés aux parties, ainsi qu'à tout autre tiers, quels qu'ils soient, notamment aux invités, aux membres du service de sécurité, au personnel d'accueil, etc., et ce quels que soient la nature, l'importance et le montant, du sinistre et du préjudice subi.

Télérama ne pourra pas engager la responsabilité du cocontractant si les locaux sont indisponibles en raison d'un empêchement imprévu de dernière minute indépendant de la volonté des parties telles que : alerte incendie, évacuation des locaux pour des raisons de sécurité, grève générale ou du personnel de la Bibliothèque de Bordeaux, grève générale ou du personnel de la Bpi, du Centre Pompidou, ou d'un prestataire du Centre Pompidou, coupure d'électricité, rupture de l'accès au réseau Internet, panne de la climatisation, dégât des eaux, sinistre causé au bâtiment, attentat ou menace grave d'attentat, mesures d'ordre et de sécurité publics décidée par une autorité non partie au contrat empêchant l'accès aux locaux.

ARTICLE 4 : MISE A DISPOSITION D'ADRESSES MAILS

Le cocontractant s'engage à mettre à la disposition de Télérama, des statistiques sur la fréquentation de l'évènement (nombre de personnes…)

Chaque partie s'engage à respecter les dispositions légales en vigueur, concernant la protection des données personnelles et en particulier la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement européen sur la protection des données personnelles entré en application le 25 mai 2018, pour les traitements dont elle est responsable et mis en œuvre dans le cadre du contrat.

ARTICLE 5 : DROITS D'USAGE DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DU CONTENU DE LA MANIFESTATION

Télérama fait son affaire de l'obtention des droits d'exploitation nécessaires à la tenue de la manifestation à la Bpi et de sa rediffusion dans les bibliothèques partenaires. Télérama fait son affaire des relations avec les intervenants de sorte que le cocontractant ne saurait nullement être inquiétée à ce sujet. Télérama garantit le cocontractant contre tout recours de ces derniers au sujet de leur rémunération, de leurs défraiements, des droits d'auteurs ou des droits voisins qu'ils pourraient revendiquer notamment en raison de l'exploitation envisagée ci-dessus.

Dans la destination unique de la programmation de la manifestation, le cocontractant se voit concéder les droits d'exploitation suivants :

Droits de reproduction : droit de numérisation, de reproduction sur toute mémoire d'ordinateur, sur tout type de fichier numérique sous tout format de compression et décompression des

fichiers numériques exécutés, aux fins du stockage, du transfert et /ou de la diffusion et de la communication au public des œuvres audiovisuelles projetées pendant la manifestation,

Droits de représentation publique : droit de diffuser la manifestation par projection dans ses locaux le 23 novembre 2019.

Cette communication directe au public interviendra exclusivement au moyen d'une projection publique sur écran cinématographique, y compris grâce à la mise à disposition temporaire d'un fichier numérique par la Bpi, le 23/11/2019 uniquement.

Tout droit dont la cession n'est pas spécifiée aux présentes est exclu du présent contrat.

Le cocontractant ne pourra effectuer de captation audio et/ou vidéo de tout ou partie de la manifestation.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION – MATERIEL PROMOTIONNEL

● Le matériel promotionnel et les documents de communication liés à l'évènement seront réalisés par Télérama et remis par elle au cocontractant, ils sont fournis libre de droits.

TELERAMA autorise le cocontractant, à titre non exclusif, à reproduire, représenter et utiliser à des fins promotionnelles les visuels de l'événement. Le cocontractant consultera Télérama préalablement à toute communication reproduisant un élément de la manifestation afin d'obtenir son accord.

Le cocontractant s'engage à n'utiliser ces éléments que dans le seul cadre de Samedi Séries.

● Les Parties conviennent expressément que le cocontractant bénéficiera d'une visibilité sur les supports de communication locale de l'événement.

Mention du nom du cocontractant :

- Sur les espaces dédiés sur télérama.fr,
- Sur l'ensemble des emailings envoyés pour promouvoir la manifestation,
- Dans le dossier de presse et dans les communiqués de presse liés à la manifestation,
- Sur les lieux de l'événement par des Affiches et flyers.

●Les parties conviennent que le présent contrat ne saurait, en aucune façon, entraîner une cession des droits de propriété intellectuelle d'une des parties à l'autre des parties.

Au terme de l'opération, les parties s'engagent à ne plus utiliser, ne plus reproduire, ne plus représenter la thématique, les logos, les marques communiqués par l'autre partie.

ARTICLE 7 : APPORTS EQUIVALENTS

Les apports des parties définis au contrat sont estimés équivalents en valeur et excluent le versement de toute soulte en complément.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITE - GARANTIES RECIPROQUES

Chacune des parties au présent contrat assure la responsabilité administrative et financière des prestations qu'elle prend en charge et garantit la bonne fin de leur exécution.
Aucune des parties aux présentes ne pourra être tenue pour responsable des engagements pris à l'égard des tiers par l'autre partie même si de tels engagements se réfèraient au présent contrat.

En conséquence, chacune des parties garantit pour ce qui est de ses apports propres l'autre partie contre tout recours ou revendication quelconque émanant des auteurs, de leurs ayants droit, de leurs héritiers ou des tiers sous réserve d'un usage conforme aux stipulations au présent contrat.

ARTICLE 9 : INEXECUTION, REPROGRAMMATION

En cas de non réalisation des prestations par l'une, l'autre, ou les deux parties, du fait d'une annulation, d'un report inhérent à une décision d'ordre éditorial relative au contenu de la manifestation, défaillance d'un partenaire ou d'une interdiction de la programmation de toute ou partie de la manifestation du fait d'un tiers aux parties, les parties s'engagent à se rapprocher et à négocier de bonne foi, afin de convenir à un nouvel accord.

Les parties au présent contrat fixeront alors d'un commun accord une nouvelle date de programmation dans toute la mesure du possible.

ARTICLE 10 : DURÉE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu de sa signature jusqu'au terme de la manifestation.

ARTICLE 11 : DONNEES PERSONNELLES

Chaque partie s'engage à respecter les dispositions légales en vigueur, concernant la protection des données personnelles et en particulier la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, ainsi que le règlement européen sur la protection des données personnelles entré en application le 25 mai 2018, pour les traitements dont elle est responsable et mis en œuvre dans le cadre du Contrat.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION

En tout état de cause, chacune des parties pourra résilier le contrat, en cas de non-respect par l'autre partie de l'une au moins des obligations mises à sa charge par les présentes, et après mise en demeure par lettre recommandée avec AR restée infructueuse pendant un délai de 30 jours, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait du manquement susvisé.

ARTICLE 13 : LITIGE / LEGISLATION APPLICABLE

A défaut d'accord amiable entre les parties, toute contestation portant sur l'interprétation ou l'exécution du présent contrat sera soumise au droit français et portée devant les tribunaux de Paris.

Fait en 2 exemplaires originaux, le

Pour TELERAMA
Catherine Sueur

Pour le cocontractant, le Maire de Bordeaux
Nicolas Florian

D-2019/462
Bibliothèque de Bordeaux. Vente d'objets promotionnels. Nouveaux tarifs. Actualisation des tarifs. Autorisation.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La bibliothèque municipale de Bordeaux a été dotée cette année d'une nouvelle identité graphique conçue par la Direction de la communication de la Ville. Cette nouvelle identité a été progressivement déployée sur les différents supports de communication dont dispose la bibliothèque : cartes d'abonnement, affiches, flyers, agenda culturel, infolettre, etc.
La bibliothèque souhaite désormais poursuivre la diffusion des objets qu'elle propose déjà en les marquant de cette nouvelle identité ; ces objets remplaceront les produits précédemment mis en vente.

Il est proposé d'adopter les tarifs suivants pour ces nouveaux objets promotionnels :

Désignation	**Prix unitaire de vente**
Sac coton avec logo	2,50 euros
Sac coton série limitée avec visuel d'un artiste invité par la bibliothèque	3,50 euros
Carnet de notes et crayon avec logo	2 euros
Parapluie avec logo	10 euros
Carte postale	0,10 euro

Pour chacun de ces articles, la bibliothèque propose d'en affecter une partie à des dons, dans les proportions suivantes :

Désignation	**Quantités mises en vente**	**Quantités affectées à des dons** **des dons**
Sac coton avec logo	800	800
Sac coton série limitée	360	40
Carnet de notes et crayon avec logo	500	500
Parapluie avec logo	150	50
Carte postale	7 000	3 000

Il est proposé également de désaffecter les objets promotionnels ornés de l'ancien logo de la bibliothèque restant en stock, qui seront retirés de la vente et affectés à des dons ou à l'usage interne :

Désignation	**Quantités à désaffecter**
Marque page	435
Crayon à papier	1 691

Les nouveaux objets seront proposés à la vente uniquement à la bibliothèque Mériadeck. L'espace d'accueil de la bibliothèque Mériadeck sera réaménagé prochainement pour intégrer un comptoir de vente, où seront également présentées les publications récentes suivantes :

Désignation	**Prix unitaire de vente**	**Quantités en stock** **des dons**
Jeu *Voyages avec Montaigne*	19,90 euros	432

Ouvrage *Trésors de la bibliothèque*	9,90 euros	148
Catalogue exposition William Blake 2019	24 euros	200

La bibliothèque propose le changement d'affectation et de tarif des anciennes publications en stock pour permettre leur vente lors des braderies au tarif de 1 euro le document :

Ouvrages	**Quantités en stock des dons**
Entre Montaigne et Montesquieu	100
Louis Emié	100
Trésors mauriaciens	100
Colloque Montesquieu 1989	100
Le livre en son jardin	50

Par ailleurs, la bibliothèque propose d'adapter la tarification du prêt entre bibliothèques (PEB) pour respecter les recommandations de l'IFLA (fédération internationale des associations de bibliothécaires) :

Acheminement d'un ouvrage (montant forfaitaire)

	Ancien tarif	**Nouveau tarif**
Vers la France	8 euros	8 euros
Vers l'Europe continentale	32 euros	16 euros
Vers le reste du monde	32 euros	32 euros

Ces tarifs s'appliquent pour le PEB fournisseur (envoi d'un document appartenant à la bibliothèque de Bordeaux vers une autre bibliothèque qui en fait la demande) et pour le PEB demandeur (demande d'un document appartenant à une autre bibliothèque par un usager inscrit de la bibliothèque de Bordeaux).
La fourniture de photocopies ou de reproductions de documents dans le cadre du PEB seront facturées au tarif en vigueur pour toutes les autres demandes de ce type (voir ci-dessous).

Enfin, il est proposé de maintenir à l'identique les autres tarifs actuellement en vigueur :

- Tarification des impressions à partir des postes internet mis à la disposition du public :
  - impression noir et blanc format A4 : 0,05 euro la page
  - impression couleur format A4 : 0,20 euro la page
- Tarification des photocopies
  - Photocopie A4 : 0,15 euro
  - Photocopie A3 : 0,30 euro
- Tarification des travaux de reproduction de documents à la demande : 2 euros la vue
- Remboursement forfaitaire des documents non restitués : 10 euros par document avec minimum forfaitaire de 30 euros de 1 à 3 documents non restitués et plafonnement forfaitairement à 150 euros maximum
- La gratuité du renouvellement des cartes de lecteur perdues.

Les sous régies des bibliothèques de quartier étant supprimées conformément à la délibération du conseil municipal D 2019/401 du 7 octobre 2019, ces tarifs sont applicables à la bibliothèque Mériadeck.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à appliquer ces nouveaux tarifs à compter du 1er décembre 2019, dont le produit sera encaissé par le biais de la régie de recettes de la Bibliothèque. Ces recettes seront inscrites au budget de la bibliothèque.

ADOPTE A LA MAJORITE
VOTE CONTRE DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Délibération suivante dans le même esprit, j'imagine. Il s'agit d'objets publicitaires et promotionnels à la Bibliothèque de Bordeaux où, conformément à ce que j'ai dit en commission, évidemment nous avons fait retirer les stylos en plastique, et nous nous engageons à ce qu'il n'y ait pas de plastique dans ces objets promotionnels. Je précise que la Bibliothèque était déjà l'une des plus vertueuses dans ce domaine-là.

M. le MAIRE

Madame JAMET.

MME JAMET

Je vais revenir un peu sur ce que j'ai dit tout à l'heure. Je pense qu'effectivement… déjà d'où viennent ces produits ? Un parapluie, il est en plastique, d'accord. À 10 euros, alors il n'y a plus nos homologues chinois, je vais pouvoir le dire, il vient de Chine. D'accord ? L'impact environnemental de ces produits est d'une catastrophe. C'est une catastrophe. Il faut prendre des décisions. Est-ce que l'on a besoin d'objets promotionnels ? C'est une vraie question à se poser. Moi, je pense que non. Je pense que ce sont des outils qui vont après à la poubelle et qui génèrent du déchet. Tout à l'heure, vous avez dit, Monsieur le Maire, « On a une vraie problématique de déchets ». Ce que vous avez oublié de dire quand vous en avez parlé d'ailleurs, c'est le terme de « réduction ». C'est-à-dire que le meilleur déchet, c'est celui qui n'est pas produit. Et aujourd'hui, avec cette délibération, ces outils promotionnels, ce sont des futurs déchets qui vont arriver inéluctablement dans la poubelle des gens. Donc, nous voterons contre.

M. le MAIRE

Oui, avant que Monsieur ROBERT ne réponde, un parapluie, cela peut servir. Un sac, cela sert aussi. Je préfère un sac en coton qu'un sac en plastique, et ainsi de suite.

Monsieur ROBERT.

M. ROBERT

Puisque l'on est dans le détail, les sacs en coton avec logo sont les sacs qui permettent de transporter les livres quand vous allez et quand vous revenez de la bibliothèque. Et effectivement nous les vendons. Il y a des gens qui veulent en avoir pour eux, et donc tous ces objets sont aussi des sources de recettes pour nos établissements. Sacs en coton, carnets de notes et stylos avec logo. On a fait enlever les stylos pardon, c'est l'ancienne délibération. Carnets de notes, eh bien vous êtes dans une bibliothèque, vous avez besoin de prendre des notes. Cartes postales, pareilles, il y a des pièces patrimoniales de la bibliothèque qui sont valorisées. Sacs en coton. Enfin, bon, je ne vais pas rentrer dans tous les détails, mais ces objets sont vendus. Ce sont des reproductions pour beaucoup d'images également de la bibliothèque. Je crois vraiment qu'il ne faut pas tomber non plus dans l'excès inverse. Éradiquons le plastique, n'éradiquons pas des objets utiles.

M. le MAIRE

Par ailleurs, s'agissant, et cela a été d'ailleurs un des sujets de discussion dans la séance d'avant-conseil qui s'est tenue avec les membres de la Commission permanente, quand on parle d'objets promotionnels, il pourrait aussi y avoir des objets promotionnels pédagogiques qui, justement, puissent alerter et proposer à nos concitoyens d'être plus vertueux. Je pense aussi à ces graines que l'on peut offrir, que l'on plante. Il y a un certain nombre d'objets qui peuvent aussi aller dans le sens de la pédagogie et de cette conversion écologique que nous avons tous.

Madame JAMET.

MME JAMET

Je ne doute pas que cela soit utile, dans une bibliothèque, d'avoir un sac pour emmener ses livres. Je ne dis pas cela. Je dis qu'un totebag, pour que son impact environnemental soit neutre, il faut l'utiliser tous les jours pendant 6 mois. Dites-moi combien de temps ces totebags sont utilisés chez les gens ? Moi, j'en ai déjà 15 chez moi. Donc, effectivement, je les prends pour aller faire des courses, mais je ne les utilise pas tous les jours. Donc, déjà, un. Le parapluie, je suis désolée, le jour où vous mettrez des parapluies faits en France qui ont un faible impact environnemental, je voterai pour. Aujourd'hui, ces parapluies à

10 euros, je le répète, ont un impact environnemental énorme. C'est-à-dire que vous avez la fabrication qui se fait à l'autre bout du monde et le transport. Oui, mais c'est cela l'écologie. Le problème, c'est que vous n'arrivez pas à comprendre qu'aujourd'hui, il faut qu'on lutte sur tous les impacts environnementaux, et cela en fait partie.

M. le MAIRE

Heureusement qu'il ne pleut pas souvent à Bordeaux.

Allez, on passe au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? 2 contre.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Alexandra SIARRI. Délibération 464 : « Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale financement de projets pour l'année 2019. »

D-2019/463
Bibliothèque de Bordeaux. Restauration de documents patrimoniaux. Demande de subvention à l'Etat. Autorisation. Signature.

Monsieur Fabien ROBERT, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Depuis 2017, la Bibliothèque municipale de Bordeaux a initié un plan pluriannuel de restauration et de conditionnement de sa collection d'incunables (ouvrages imprimés avant 1500). Ce plan s'inscrit dans une volonté de la bibliothèque de planifier les restaurations en suivant une logique de fonds, privilégiant les documents les plus précieux conservés dans sa chambre forte.

Il faut noter que ce projet rejoint des initiatives locales et nationales :
- Au niveau local : la mise à niveau des conditions de conservation des collections patrimoniales, dans le cadre de la phase III des travaux de réhabilitation de la bibliothèque Mériadeck, soutenue par la DRAC Nouvelle Aquitaine, doit logiquement s'accompagner d'un plan ambitieux de restauration des documents les plus précieux de la Chambre forte.
- Au niveau national : il est particulièrement important d'améliorer les conditions de conservation de ces documents à l'heure où l'effort de signalement des incunables conservés dans les bibliothèques françaises est en voie d'achèvement, à travers les publications en cours des derniers catalogues régionaux, soutenues par le Ministère de la Culture.

Sur les 330 incunables de la bibliothèque de Bordeaux, 50 volumes ont été identifiés comme méritant une intervention (restauration ou protection particulièrement soignée). Parmi les documents à traiter, la priorité a été donnée aux volumes les plus fortement endommagés, en veillant, dans la mesure du possible, à sélectionner des ouvrages rares ou habituellement sollicités dans le cadre des programmes de valorisation de la bibliothèque (éducation artistique et culturelle, expositions).
En 2018, 7 incunables ont été restaurés, avec le soutien de l'Etat. En 2019, 9 autres incunables ont été sélectionnés et ont fait l'objet de projets de restauration, qui ont été soumis à l'avis du comité technique de restauration du Ministère de la Culture.

Le montant total de ces restaurations s'élève à 10 026 euros (pas de TVA). Cette opération peut faire l'objet d'une nouvelle aide de la part de l'Etat. Un dossier a été déposé par la bibliothèque municipale dans le cadre de « l'appel à projets national 2019 en faveur du patrimoine écrit » du Ministère de la Culture et a reçu une réponse favorable. Le montant de la participation de l'Etat s'élèvera à 8 100 euros, soit 80 % du coût total. De ce fait, le plan de financement du projet s'établit de la façon suivante :

	%	**Montant Total**
Budget total du projet		10 026
Financement Etat dans le cadre de l'appel à projets patrimoine écrit	80	8 100
Financement Ville de Bordeaux	20	1 926

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :
- solliciter la participation financière de l'Etat, auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle Aquitaine, pour aider au financement du projet de restauration d'incunables pour l'année 2019
- signer tout document afférent.

ADOPTE A L'UNANIMITE

DELEGATION DE Madame Alexandra SIARRI

D-2019/464
Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale financement de projets pour l'année 2019. Autorisation. Décision. Signature

Madame Alexandra SIARRI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La dynamique du Pacte de cohésion sociale et territoriale est une démarche globale multidimensionnelle. En plus du soutien financier apporté via notre appel à projets, nous proposons un accompagnement technique de nos partenaires dans l'évolution de projet et l'innovation sociale.
Pour cela, nous faisons appel à des structures locales, telles qu'ATIS, pour laquelle nous vous proposons de voter le financement :

Le Projet « Fabriques de territoires » de l''Association des Territoires et de l'Innovation Sociale - ATIS

Depuis deux ans maintenant, ATIS accompagne la dynamique du Pacte en apportant son savoir-faire et ses méthodes de travail auprès de l'équipe de la DDSU mais aussi et surtout auprès des associations et partenaires de terrain.
Avec le soutien de la Ville de Bordeaux au dispositif « Fabriques de territoires » nous soutenons l'inscription des associations de quartier et tout porteur de projet bordelais dans un cycle vertueux d'innovation, de maturation et enfin d'expérimentation concrète.
Qu'ils s'en saisissent de manière autonome ou qu'ils soient orientés par les services de la Ville, les porteurs de projets peuvent bénéficier d'un accompagnement dans l'élaboration de leur projet et de temps dédiés, collectifs ou individuels qui vont permettre une meilleure inscription dans les réseaux locaux et un accompagnement ciblé pour faire aboutir leur projet.

En contrepartie du financement ATIS s'engage à mener sur le territoire de la commune de bordeaux différentes actions pour promouvoir et développer l'ESS :

- Favoriser l'émergence de projet ESS à partir des besoins sociaux non couverts sur le territoire bordelais via la Fabrique à initiatives

- Mener des actions de détection d'idées en lien avec les services de la municipalité (présentation de la fabrique a initiatives, atelier d'émergence d'idées)

- Présenter les idées éventuelles au comité de validation de la fabrique à initiatives pour la réalisation d'études d'opportunité

- Associer la Ville de Bordeaux au comité de validation de la Fabrique à initiatives

- Assurer le suivi des études d'opportunité impliquant la DDSU (Sports & Aubier, Secours Catholique, Hygiène pour tous)

- Favoriser l'interconnexion des projets accompagnés par ATIS avec les services et quartiers de la Ville de bordeaux par l'organisation d'une revue de projet annuelle

- Faire connaitre l'offre d'accompagnement d'ATIS et notamment l'incubateur dans des évènements organisés par la DDSU ou la Ville de Bordeaux (CLIP quartiers, Inventons demain, …)

C'est pourquoi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- A attribuer la somme totale de 5 000 € à ATIS

- A signer tout document lié à la présente délibération.

Le total de cette délibération s'élève à 5 000 € qui seront prélevés sur la ligne budgétaire prévue à cet effet au budget primitif 2019, fonction 522 compte 6574.

ADOPTE A LA MAJORITE
VOTE CONTRE DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

M. le MAIRE

Madame SIARRI.

MME SIARRI

Dans cette délibération, on vous propose de subventionner la « Fabrique de territoires » ATIS qui travaille déjà depuis 2 ans avec les acteurs sociaux autour de l'économie sociale et solidaire. Et c'est un peu la démonstration de ce que je disais tout à l'heure, c'est-à-dire que là, on voit quand même que de plus en plus d'entrepreneurs prennent en considération l'ensemble de ces enjeux écologiques et sociaux et travaillent de mieux en mieux avec les acteurs associatifs de nos territoires.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Monsieur GUENRO.

M. GUENRO

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, une très courte intervention pour me réjouir de cette délibération en faveur d'une association qui réalise un travail remarquable depuis son siège de la rue Malbec. Je suis même certain que si on lui allouait plus de moyens, les fonds publics seraient très bien employés.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur JAY.

M. JAY

Je vais faire très bref moi aussi, et c'est exactement l'inverse. Nous souhaitons que cette association trouve des fonds privés.

M. le MAIRE

La vérité est sûrement entre les deux, et c'est ce que l'on présente.

Je passe au vote. Qui est pour ? Majorité. Qui s'abstient ? Pas d'abstentions ? Qui est contre ? Monsieur JAY.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 465 concernant le financement de projets prévention médiation.

D-2019/465
Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale Financement de projets prévention médiation axe 5. Autorisation. Décision. Signature

Madame Alexandra SIARRI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La dynamique du Pacte de cohésion sociale et territoriale est particulièrement mise en œuvre dans les quartiers prioritaires. En complément des budgets de fonctionnement votés en décembre, la première programmation de l'appel à projets a été votée au conseil municipal d'Avril puis une seconde au conseil municipal de Juillet 2019.
Ces deux programmations ont quasiment couvert l'ensemble des projets retenus dans le cadre de l'appel à projet.
Toutefois, nous avons conservé une réserve financière afin de pouvoir accompagner des projets répondant à des enjeux prioritaires en cours d'année, notamment au titre de l'axe 5 du Pacte, relevant de la prévention et de la médiation.

Il apparaît aujourd'hui nécessaire de soutenir des actions de prévention primaire auprès des publics adolescents comme jeunes adultes qui ne fréquentent que trop peu les structures d'animation traditionnelles. Ces actions, porteuses d'une démarche « d'aller vers » se développent à partir de supports attractifs, qu'ils soient culturels ou sportifs.
C'est le cas des actions suivantes pour lesquelles nous vous proposons de voter le financement :

« Musiques et médiation », porté par l'association Parallèle Attitude Diffusion (Rockschool Barbey)

La Rock School est reconnue comme l'acteur majeurs des pratiques Rap au niveau local, départemental, régional et national via les différents dispositifs développés tel que le service médiation, la Rap School et la programmation de concerts et le dispositif Buzz Booster.

Le bouche à oreille contribue à accentuer cette valeur qu'est la reconnaissance par les artistes, partenaires associatifs et institutionnels. Les actions sont développées dans la continuité de ce que nous maitrisons le mieux pour permettre, à terme, l'autonomie individuelle et collective dans la gestion des projets artistiques dans les meilleures conditions matérielles possibles (montage, enregistrements de maquettes, organisation de prestation en public…).

Au-delà du support des initiatives locales, la « Rap School » permet aussi de travailler les mobilités inter quartiers, les échanges d'expériences et accompagne les groupes dans leur expression.

« Sport pour tous », porté par l'association Boxing Club Alamele,

En complément des séances faîtes dans le cadre classique des entraînements, le Boxing Club Alamele développe des séances découvertes et d'initiations gratuites proposées auprès des publics de structures partenaires ou lors d'évènements publics en plein air.
Leur but est de promouvoir le bien-être physique et moral par les activités physique et sportive auprès de publics variés avec des actions spécifiques pour les publics issus de quartiers prioritaires, le public féminin et handicapés. Il s'agit de proposer et faciliter une pratique régulière soit au sein de l'association soit auprès de structures proches ou adaptées.

« Pied d'immeuble et boxe éducative » porté par le Boxing Club Bacalan

En lien avec les différents partenaires du quartier de Bacalan et plus largement de bordeaux Maritime, le Boxing Club Bacalan a développé un ensemble d'actions d'animation et de prévention auprès des publics variés.
Ainsi, il co-organise avec l'Amicale Laïque de Bacalan le Gala de boxe « Je boxe pour la laïcité » qui a réuni des jeunes des quartiers de Bacalan, des aubiers, du Grand Parc et au-delà dans un moment festif.
Il assure aussi, avec son ring mobile des animations de boxe éducative en pied d'immeuble ou sous le pont d'aquitaine afin de rentrer en contact avec les adolescents présents sur l'espace public. Grâce à son expertise boxe, le boxing club Bacalan permet un premier contact et une mise en confiance vers d'autres opérateurs du quartier.

Aide exceptionnelle de fonctionnement Urban Vibration School et Académie Younus

Les associations Urban Vibration School et Académie Younus interviennent respectivement sur les quartiers des aubiers et du grand Parc. Elles font partie des associations ressources qui travaillent le plus en lien avec la jeunesse, chacune dans son quartier respectif.
Ces deux associations sont des acteurs structurants, capables tout au long de l'année de travailler avec des publics jeunes, en interne comme sur l'espace public avec des évènements fédérateurs.
Lors de l'instruction de leur demande de financement chaque association avait formulé une demande de 25 000 € à laquelle nous n'avions pu répondre, octroyant à chacune 18 000 €. Grâce aux efforts de programmation et à l'obtention d'un budget supplémentaire, nous pouvons ajouter les 7 000 € manquant à chacune afin de compléter l'exercice 2019 et permettre à ces deux structures d'assumer les charges de fonctionnement.

Médiation Scolaire et Jeunesse portée par le GIP Bordeaux Métropole Médiation

Depuis 5 ans le GIP Bordeaux Métropole Médiation assure la médiation de proximité sur les quartiers prioritaires. Leur approche généraliste et leur inscription au plus près des habitants permet d'assurer une médiation et une orientation des habitants de tout âge. Toutefois, cette médiation peut être complétée par des approches plus ciblées au sein des établissements scolaires ou auprès des jeunes dans l'espace public. Ainsi il est proposé de :

- mettre en place un médiateur social dans les écoles et le collège du Grand Parc dont les actions viseront à réduire la violence entre pairs et les comportements à risque. Ceci au moyen d'actions de sensibilisation au sein des établissements scolaires, de gestion des conflits, du suivi individuel d'élèves victimes de harcèlement, du renforcement du lien famille école, de la formation des enseignants à la communication non violente, et enfin par la formation d'élèves à la médiation par les pairs.

- Sur un secteur élargi Grand Parc/ Chartrons Nord mettre en place un médiateur social dont la mission d'accès aux droits et de gestion des conflits sur l'espace public sera particulièrement dédiée au public jeune de ces secteurs. Une présence en binôme avec un animateur de centre d'animation ou de centre social en horaires décalés (en soirée max 22 h et le samedi) afin de raccrocher ces jeunes à tous les dispositifs qui leur sont dédiés dans le domaine des loisirs mais aussi plus largement.

Accompagnement Réussite Educative porté par le GIP Réussite Educative Bordeaux (GIPREB)

Sur tous les quartiers prioritaires le GIP Réussite Educative de Bordeaux permet d'accompagner individuellement les enfants de 3 à 16 ans les plus en difficultés. En complément de la subvention exceptionnelle votée au conseil municipal d'octobre, le GIPREB développe une approche spécifique auprès des publics adolescents collégiens. Le but est de renforcer nos moyens d'actions spécifiquement sur cette tranche d'âge afin de lutter efficacement contre le décrochage scolaire et de travailler à terme une orientation plus choisie et moins subie, gage d'une implication des jeunes dans leur parcours.

C'est pourquoi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- A attribuer la somme totale de 84 500 € aux organismes déclinés dans le tableau ci-dessous ;

Structure	Financement Pacte
Parallèle Attitude Diffusion (Rockschool Barbey)	5 000 €
Boxing Club Alamele	3 500 €
Boxing Club Bacalan	3 000 €
Académie Youn'Us	7 000 €
Urban Vibration School	7 000 €
GIP Bordeaux Métropole Médiation	43 000 €
GIP Réussite Educative	16 000 €

- A signer tout document lié à la présente délibération.

Le total de cette délibération s'élève à 84 500 € qui seront prélevés sur la ligne budgétaire prévue à cet effet au budget primitif 2019, fonction 522 compte 6574.

ADOPTE A LA MAJORITE
VOTE CONTRE DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

M. le MAIRE

Madame SIARRI.

MME SIARRI

J'en ai parlé un petit peu tout à l'heure, vous avez là le détail de structures associatives qui travaillent au cœur de nos quartiers Politique de la ville, et pour lesquelles, Monsieur le Maire, vous avez souhaité que nous apportions des budgets complémentaires. Je voudrais attirer votre attention sur le budget que nous allouons au GIP Bordeaux Métropole Médiation puisque nous allons recruter un médiateur scolaire dans le quartier du Grand Parc, et aussi un médiateur jeunes pour le quartier de Bordeaux nord. Cela nous fera deux présences physiques qui se rajouteront au dispositif de prévention que nous avons sur ces territoires, et on est assez heureux que le Maire nous permette d'accéder à ces deux postes supplémentaires.

M. le MAIRE

Je voudrais vous remercier d'une part de mener cette action et puis vous dire combien elle a du sens parce que, quand on parlait tout à l'heure brièvement des sujets de sécurité, cela ne peut fonctionner que s'il y a de la médiation et de la prévention. Et donc, on marche bien sur nos deux jambes. On a identifié des secteurs où il y avait des besoins de présence humaine en amont de médiation et de prévention. Je remercie tous les services de la DDSU là-dessus et du travail qui est fait.

Monsieur JAY.

M. JAY

Très vite. Sur la politique de la ville, nous constatons chaque année l'augmentation des crimes et délits à Bordeaux. Dans la quasi-totalité des actions que vous soutenez, il n'est question que de loisirs. C'est un message déséquilibré et qui ne rend pas service aux populations concernées. À ces concitoyens, nous devons apporter des perspectives d'avenir professionnel qui demandent des formations, des règles sur leurs devoirs vis-à-vis de leurs futurs employeurs ou futurs employés. Le chômage est l'un des principaux fléaux qui touchent durement les habitants de ces quartiers populaires. Nous aurions effectivement voté pour des actions en faveur de la jeunesse qui favorisent l'intégration dans la vie professionnelle, comme par exemple passer le BSR avec des auto-écoles ou la Police nationale, passer le BNS avec les sapeurs-pompiers, le BAFA, etc. Il y a bien d'autres moyens de proposer du sport à nos jeunes pour qu'ils se défoulent en particulier en proposant des sports collectifs comme le basket, le foot ou le volley. Nous avons des doutes quant au sport de combat.

Si nous avions, dans le passé, soutenu la pratique de tous les sports, nous constatons à Bordeaux comme ailleurs l'augmentation des agressions et des atteintes aux personnes bien trop souvent par des individus bien entraînés au sport de combat. Donc, nous allons voter contre.

M. le MAIRE

Je trouve cela dommage, et je serais tenté de vous dire que quand vous dressez ce constat… Je vais vous donner deux chiffres. Là où nous recrutons deux médiateurs, tout à l'heure on a expliqué que l'on avait recruté 30 policiers municipaux. Je serais même tenté de vous dire que si on devait vraiment aller sur un équilibre, c'est plus de médiateurs que je voudrais. Voilà. Ayez cela en tête sur l'équilibre des choses, premier point.

Second point, s'agissant de la culture, du sport, du lien social, moi, tout ce qui peut participer à cela, je dis « Banco » et on n'a pas à cataloguer les activités pour considérer qu'une est plus opérationnelle que l'autre. C'est un tout.

Vous parlez d'insertion, rapprochez-vous de Yohan DAVID, qu'il vous explique ce qu'ils font au quotidien à la mission locale, sur les quartiers. Tout cela est un dispositif, c'est un tout, et c'est comme cela que cela fonctionne. Quand on arrive à fédérer et faire converger les acteurs et les politiques publiques.

Allez, je passe au vote sur ce dossier. Qui est pour ? Majoritairement, oui. Qui s'abstient ? Pas d'abstentions ? Qui est contre ? Monsieur JAY.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 466 concernant le financement du projet douches mobiles.

D-2019/466
Dynamique du Pacte de Cohésion Sociale et Territoriale financement du projet douches mobiles. Autorisation. Décision. Signature

Madame Alexandra SIARRI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Projet Douches mobiles

L'accès à l'eau est un droit fondamental, mais nous sommes confrontés quotidiennement à des demandes d'accès à des douches et des sanitaires de la part de personnes vivant dans une grande précarité. Cela nous est relayé également par les différentes associations œuvrant auprès des personnes vivant à la rue ou dans des bidonvilles.

Bordeaux concentre à elle seule bon nombre de ces situations en sa qualité de ville centre et la Mairie est souvent questionnée sur la réponse qu'elle apporte à son niveau.

C'est pourquoi le dispositif de douches mobiles porté par la Croix Rouge Française nous a semblé répondre à cet enjeu.

Ce projet consiste en la transformation d'un camping-car, à l'instar de ce qui fonctionne à Paris avec le projet Mobil'douche. Ce véhicule pourra aller au-devant des publics ne fréquentant pas les lieux d'accueil de jour et, outre la douche, proposera également des kits d'hygiène, des vêtements de change et un espace d'écoute et de convivialité pouvant favoriser un lien avec des structures d'accompagnement.

La Croix Rouge ne sera pas la seule association à gérer cet équipement itinérant car elle coordonnera plusieurs structures de maraudes souhaitant contribuer à ce projet et qui pourront bénéficier du véhicule. Cela multipliera donc l'accès à l'hygiène pour davantage de public.
Le coût total du projet est de 70 000 €. La ville de Bordeaux est sollicitée pour un montant de 10 000 € et la métropole pour le même montant. Le solde sera pris en charge par une fondation et les fonds propres de la Croix Rouge

C'est pourquoi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à attribuer la somme totale de 10 000 € à la Croix Rouge Française,
- à signer tout document lié à la présente délibération.

Le total de cette délibération s'élève à 10 000 € qui seront prélevés sur la ligne budgétaire prévue à cet effet au budget primitif 2019, fonction 520 compte 6226

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Madame SIARRI.

MME SIARRI

Nous sommes très heureux de vous présenter au vote l'allocation d'une subvention de 10 000 euros pour un projet de douches mobiles qui est porté par la Croix-Rouge, et qui va nous permettre d'aller au-devant de ceux qui ne viennent plus à nous, institutions ou associations, et qui ont besoin de se doucher, bien sûr, mais aussi d'avoir une écoute. Il faut bien voir que cet élément-là est un prétexte pour essayer de les conduire et de les ramener à nous vers le droit commun. La Métropole finance également à hauteur de 10 000 euros, et nous espérons, puisqu'il y a encore quelques réglages techniques, que ce service qui existe aussi à Paris puisse être ouvert avant les vacances de Noël.

M. le MAIRE

Merci. Madame JAMET.

MME JAMET

Monsieur le Maire, Chers Collègues, nous sommes évidemment pour les solutions qui permettent de donner un peu plus de dignité aux personnes qui sont sans accès à l'eau, cependant ce projet a été rendu nécessaire notamment aussi par la suppression de certains bains-douches. Ceux qui existent dans les structures privées associatives ne sont pas étendus à l'ensemble du territoire. C'est un concept novateur qui a néanmoins ses limites, me semble-t-il, parce que d'après nos calculs, ce camping-car ne peut pas avoir une capacité de douches énorme étant donné qu'il faut trois douches. Donc, je pense que c'est quelque chose qui a un coût énorme au regard, finalement, de l'utilisabilité de la solution. Non, mais ce que je veux dire c'est que l'on fasse une expérimentation pour voir comment cela fonctionne, oui. Par contre, ouvrir plus de bains-douches dans plus de quartiers. Rendre accessibles, par exemple, les douches des gymnases le matin. Je pense que cela reviendrait quand même, je suis sûre, moins cher à la collectivité et aux associations que de mettre en place un tel système.

Hier à l'occasion de la Journée mondiale des toilettes, le collectif composé de Médecins du Monde, France Liberté, Dynamo, a encore, et comme depuis 4 ans, sensibilisé le grand public et les élus sur la situation de précarité extrême de 2 130 personnes vivant sans eau et/ou sans toilettes sur la Métropole. C'est effectivement une vraie problématique. Je ne suis pas certaine qu'un tel concept soit une vraie solution. Donc, nous voterons pour, mais je pense qu'il est nécessaire d'évaluer cet outil. On doit en développer d'autres, me semble-t-il, plus pérennes, qui permettront d'accompagner encore mieux ces personnes en difficulté et les accompagner dans plus de dignité encore que d'être reçues dans un simple camping-car. J'entends que cela peut être une solution. Vraiment, c'est très compliqué pour moi de dire cela aujourd'hui parce que je ne sais pas si c'est la solution, et c'est pour cela que nous n'allons pas voter contre ou nous abstenir, mais je pense qu'il faudra vraiment évaluer ce moyen de faire.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Je vais vous faire une confidence, spontanément, j'avais eu la même réaction que vous, en disant « Mais pourquoi… ? », et renseignement pris, c'est Alexandra, et puis les acteurs sociaux qui m'ont dit : « Non, il faut aller au plus près des gens sur ces publics-là ». Il faut aller au plus près des gens et c'est le sens de la douche mobile, c'est de se rapprocher de celles et ceux qui n'y ont pas accès. Et on n'arrivera pas, en tout cas, et on va appeler un chat un chat, c'est sur les squats, c'est sur les migrants, à amener ces personnes sur des tiers-lieux. Non, ce n'est pas vrai. C'est la douche mobile qui permet cet accès à l'hygiène. Après, il y a d'autres publics, et là, je vous rejoins, qui pourraient avoir accès aux douches publiques, il y en a de moins en moins, c'est un autre sujet. Et cela, là-dessus, je pense qu'il faut que l'on réhabilite – je ne sais pas où cela en est - celle des Quinconces, mais c'est encore un autre public, ce n'est pas les mêmes personnes.

Madame DELAUNAY.

MME DELAUNAY

D'une certaine manière, je vais poursuivre ce que vous venez de dire, Monsieur le Maire, à savoir que ce dispositif est intéressant. C'est un outil de plus, mais justement à Bordeaux, cela n'est pas un outil de plus. Les petites douches, il y en avait une pour les hommes ou pour les femmes des allées de Bristol qui étaient à la fois très connues et très utilisées par ceux qui n'ont pas d'autres moyens, mais aussi même par les

touristes qui, quelquefois, après un long déplacement en autobus, allaient « au Bristol ». Or, depuis un an, cela n'est plus fonctionnel. Il n'y a pas d'autres lieux, contrairement à ce qu'on lit sur le site municipal qui dit qu'il y a trois douches publiques. C'est faux. En réalité, les adresses qui sont données sont des adresses d'associations comme le Foyer fraternel, par exemple, où en effet, si vous n'êtes pas connu du Foyer fraternel, ils ne mettront personne dehors, mais ce n'est pas l'objet du Foyer fraternel. On peut éventuellement y aller quand on connaît le Foyer fraternel, mais cela n'est certainement pas une douche publique. Et là, vraiment, comme Brigitte JAMET, je trouve que c'est totalement insuffisant pour notre ville. Nous avons un objectif, là aussi, c'est de la santé publique, un objectif de santé, un objectif de confort et de mise à disposition. Je crois qu'il faut - moi non plus, je n'oserai pas voter contre ce dispositif - mais qu'il faut urgemment faire d'autres offres en direction de ceux qui en ont le plus besoin, mais aussi en direction de ceux qui peuvent être en panne de possibilités. Donc, vraiment j'insiste beaucoup, nous allons le voter, mais nous vous demandons presque comme un engagement de très rapidement ouvrir de véritables lieux publics à cet usage.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Je partage votre idée. Là, c'est un dispositif qui est censé être complémentaire et dédié à une action. On a fermé les douches de Quinconces, Jean-Louis pourra peut-être nous donner quelques éléments, mais il y a effectivement un besoin. Est-ce que c'est sur ce lieu qu'il faut le faire ? Est-ce que c'est ailleurs ?

Monsieur JAY et après, il y aura peut-être des réponses d'Alexandra et de Jean-Louis.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, nous sommes favorables à cette décision humanitaire. Et, en fait, aussi, nous rejoignons les préoccupations de Madame JAMET et les préoccupations sur le fonctionnement, etc., et l'impossibilité effectivement d'avoir des douches pour les personnes qui sont dans la rue, qui finalement sont de plus en plus nombreuses.

Monsieur le Maire, vous avez signalé qu'il y avait beaucoup de migrants, j'en profite pour rappeler que le contrôle de l'immigration, au strict nécessaire à notre économie, serait quand même quelque chose d'utile pour le pays et cela limiterait la misère. Nous voterons pour cette délibération.

M. le MAIRE

Madame JAMET.

MME JAMET

Monsieur le Maire, je voulais vous proposer parce qu'il y a des systèmes pour les squats, etc., qui existent. Il y a des associations qui existent, qui ont proposé des systèmes, mais qui n'ont pas trouvé de financement. Il y a un système qui s'appelle *Les toilettes se bougent le cul*. Je vous invite à aller voir, c'est étonnant. Voilà, mais c'est pour en mettre dans les squats, etc.

M. le MAIRE

La toilette ne se résume pas au postérieur, Madame JAMET, même si c'est essentiel.

MME JAMET

Non, mais c'est des systèmes de toilettes et douches. Et donc, ils le proposent. Ils ont juste besoin aujourd'hui de financement pour aller installer cela dans ces lieux. Donc, voilà, c'est d'autres perspectives qui pourraient être évaluées par rapport à ce camion qui, à mon avis, va coûter beaucoup plus cher.

M. le MAIRE

Je fais toute confiance à Madame SIARRI là-dessus. Jean-Louis DAVID sur les Quinconces.

M. J-L. DAVID

Juste pour Madame DELAUNAY Michèle, pas Delphine, mais Michèle parce que vous avez appelé Delphine JAMET Brigitte, etc., mais donc… Juste pour dire que sur les Quinconces, c'est un sujet que nous avons essayé de travailler avec Alexandra SIARRI. On n'a pas abouti sur le sujet. On est convaincu qu'il faut ré-ouvrir ce lieu. On n'a pas trouvé pour l'instant de solutions. Le Maire vient de dire qu'il fallait s'en préoccuper à nouveau. Nous avons été confrontés beaucoup à des dégradations du lieu, pendant des mois

et des mois, ce qui est un autre problème, et qui fait que c'est difficile à gérer. Mais on est convaincu, et le Maire visiblement aussi, qu'il faut que l'on travaille, que l'on retravaille sur le sujet. Il faut effectivement que ce lieu permette les douches, les toilettes, etc. Il était utilisé. Peut-être qu'avec mon collègue Stéphan, on pourra aussi voir comment cela peut s'articuler avec le tourisme dont vous parliez tout à l'heure.

M. le MAIRE

Merci. Alexandra SIARRI.

MME SIARRI

Oui, quelques petits éléments. D'abord, je crois vraiment que ce dispositif de camping-car mobile est très pertinent. Il a été proposé par la Croix-Rouge et l'ensemble des associations, pas par défaut, mais parce que réellement, il répond à un besoin de gens qui n'ont pas spécialement envie d'aller se doucher dans un gymnase, et qui ont besoin aussi de se retrouver dans cet espace-là qui a été construit pour eux et avec eux.

Ensuite, dire que l'on a depuis quand même 2010 démultiplié les endroits, des espaces de répit, de soins, alimentaires, des pensions de famille, des résidences hôtelières à vocation sociale. Donc, en réalité, l'offre de services qui concerne les sanitaires a été multipliée par 3 ou 4. Je pense, à la différence de Madame DELAUNAY, qu'il est précisément important que les gens puissent venir accéder à ce service de douche et qu'ils puissent aussi boire un café et accéder à des gens qui viennent les accompagner dans leurs difficultés. Et donc, c'est important d'avoir une offre qui soit multiservices.

Et enfin, Jean-Louis DAVID a répondu, il manque, en effet, un certain nombre de services de douches publiques ouverts au tout-venant, à ceux qui sont en fragilité comme aux touristes, comme à n'importe qui. Cela, c'est un autre sujet, il n'est pas à mettre en relation avec cet équipement mobile qui, vous le verrez, aura une utilité très importante.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. On passe au vote. Qui est pour ? Tout le monde. Unanimité. Non, mais merci de cette unanimité, et c'est important. Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 467 : « Aide à la création de structures de logements spécifiques. Résidence accueil de 25 logements réalisés par MESOLIA et située rue du Docteur Timothée PIECHAUD à Bordeaux. »

D-2019/467
Aide à la création de structures de logements spécifiques. Résidence accueil de 25 logements réalisés par la SA d'HLM MESOLIA et située rue du Docteur Timothée PIECHAUD à Bordeaux. Demande de subvention. Autorisation.

Madame Alexandra SIARRI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le développement d'une offre diversifiée de logements est au cœur du Projet urbain et de la politique de cohésion sociale de la Ville de Bordeaux.

Dans ce cadre, la Ville de Bordeaux soutient la réalisation de logements sociaux familiaux, mais également la création de résidences spécifiques destinées à accueillir des publics caractérisés par des situations sociales, financières ou de mobilités particulières. Ces structures maillent l'ensemble du territoire bordelais et inscrivent leur action dans le cadre métropolitain.

Dans ce sens, la Ville de Bordeaux souhaite soutenir la création, par la SA d'HLM MESOLIA, d'une résidence d'accueil de 25 logements en PLAI située rue du Docteur Timothée PIECHAUD à Bordeaux.

La résidence comprendra des studios de 24 m² à 30 m² équipés de kitchenettes et de sanitaires individuels, et meublés. Ils seront accessibles aux personnes à mobilité réduite.

L'établissement sera géré par l'association des cités du secours catholique.

Une résidence d'accueil est une pension de famille dédiée à des personnes handicapées psychiques suivies par un service d'accompagnement. Elle s'adresse à des personnes suffisamment stabilisées pour vivre en logement autonome, mais dont la fragilité rend nécessaire une présence, qui sans être continue, vise à apporter un cadre sécurisant, une convivialité et un accompagnement social. Cette forme d'habitat, sans limitation de durée, associe le libre usage de l'espace privatif et la présence d'espaces collectifs répondant aux besoins d'échange et de socialisation. Il s'agit d'une étape vers un logement plus indépendant.

L'accompagnement sera assuré par un travailleur social et un moniteur éducateur, qui seront présents en journée ou en soirée sur le site. Un personnel d'astreinte mutualisé entre les différentes résidences gérées par l'association des cités du secours catholique à Bordeaux sera joignable par les résidents 24 h/24h, 7 jours sur 7.

Les travailleurs sociaux de la résidence assureront les relais nécessaires avec les services de suivi tels que le service d'accompagnement médico-social pour adultes handicapés (SAMSAH), ainsi que l'hôpital Charles Perrens, situé à proximité, et avec lequel une convention de partenariat est en prévision.

Un espace commun de convivialité de 65 m² comprenant une cuisine collective, une salle à manger et un coin activité permettra aux résidents de se retrouver notamment pour des repas communs ou des activités collectives animées par l'équipe de travailleurs sociaux.

Il s'agit de la première résidence de ce type à Bordeaux, et plus globalement en Gironde. Le projet est réalisé sur un terrain qui a été cédé par le Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux à la SA d'HLM Mésolia.

Sa livraison est prévue en 2021.

Le programme comportera trois places de stationnement pour les travailleurs sociaux et les visiteurs. Les résidents ne disposent généralement pas de voitures personnelles à ce stade de leur parcours résidentiel.

Bordeaux Métropole a autorisé le financement de cette opération par décision du 18 décembre 2017.

La Ville de Bordeaux souhaite participer à l'équilibre financier de ce programme selon les modalités du règlement d'intervention en faveur du logement social en vigueur au moment de l'agrément de cette opération.

S'agissant d'un programme de logements spécifiques, le montant de subvention par logement est de 7 000 euros. Cette aide est complétée par une prime de mixité de 3 000 euros par logement car ce projet permet la création de logements conventionnés sur un quartier présentant un déficit de logements sociaux par rapport au reste de la commune (Saint Augustin – Tauzin – Alphonse Dupeux). Le montant total étant plafonné à 300 000 euros par opération.

Montant de la subvention de la Ville :

- Aide socle : 25 logements X 7 000 euros = 175 000 euros ;
- Prime de mixité : 25 logements X 3 000 euros = 75 000 euros

Soit un total de 250 000 euros.

Le versement de la subvention pourra être réalisé en 3 fois :

- premier acompte de 50% du montant de la subvention sur présentation par le bénéficiaire : des ordres de services de démarrage des travaux ou du justificatif de versement de l'acompte lié à cette étape du projet prévu dans l'acte de VEFA et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide ;
- deuxième acompte jusqu'à 80% du montant de la subvention sur présentation d'un relevé de dépenses justifiant l'atteinte de 80% de dépenses sur l'assiette subventionnable ;
- solde sur présentation par le bénéficiaire : de la décision de clôture financière de l'opération de Bordeaux Métropole ou de l'Etat, de l'attestation de conformité travaux (hormis pour les VEFA), du justificatif de performance énergétique pour les opérations en acquis-amélioré et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide.

Dans ces conditions, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- décider de la participation de la Ville à l'équilibre du financement de cette opération à hauteur de 250 000 euros maximum ;
- créditer la SA d'HLM MESOLIA sur présentation des justificatifs ci-dessus énumérés ;
- imputer cette dépense sur la sous-fonction 72 - nature 20422 du budget de l'exercice en cours.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Toujours Madame SIARRI.

MME SIARRI

Oui, je voulais faire référence à Alain JUPPÉ. Vous le savez, il avait pris cet engagement que nous ayons une pension de famille par quartier. C'est lui qui a beaucoup agi pour que cette pension de famille émerge au sein de Pellegrin-Charles Perrens, et que cette pension de famille soit un peu particulière puisqu'elle sera dédiée à des gens qui ont des problèmes de rue, mais qui, en plus, ont des troubles psychiques. Donc, c'est une pension de famille particulière, singulière qui était attendue et qui a bénéficié de l'ensemble de la bienveillance des institutions pour que ce dossier se fasse de façon extrêmement rapide. Nous avons aujourd'hui 9 pensions de famille, et je pense que l'on peut quand même se féliciter de ce réseau de pensions de famille qui travaillent ensemble et qui nous permettent d'accueillir dans d'excellentes conditions des gens qui sont profondément vulnérables.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, nous votons cette dépense de soutien d'une construction de logements HLM adaptés. Cette résidence de 25 logements correspond à une demande. Les assistantes sociales ont beaucoup de mal à trouver des logements pour les personnes qui sortent de l'hôpital psychiatrique. Il n'y a pas de solution. Cette résidence adaptée est la première réponse à Bordeaux et aussi en Gironde. Cela paraît incroyable. Actuellement, ce sont les bailleurs privés qui sont sollicités et qui répondent à ce besoin, mais ce n'est pas toujours facile. Certains ex-malades rechutent et leur suivi devient souvent délicat. Nous reposons la question que nous avons posée en commission : « Quels sont les besoins annuels ? » Ne devrions-nous pas faire de ce type d'HLM une priorité en rapport avec les fameux besoins estimés ? C'est-à-dire nous intéresser d'abord aux plus fragiles et aux plus faibles, ce qui est la vocation première des logements HLM. Quelle réponse est apportée actuellement aux autres handicapés moteurs, visuels, etc. ? Est-ce que les HLM proposent des constructions adaptées ? Ou est-ce que l'on ne pourrait pas y réfléchir ou répondre ? Aussi, je pose la question : « Est-ce que l'on pense à des maisons mixtes qui rassembleraient le personnel aidant habitant ces maisons et des personnes handicapées comme des personnes très âgées ? » Ce que je suggère, c'est d'orienter nos dépenses concernant les logements HLM dans ces directions très sociales. Je voterai pour.

M. le MAIRE

Merci. Madame JAMET.

MME JAMET

Je suis assez d'accord avec tout ce que vient de dire Monsieur JAY. Cela mérite d'être dit. J'allais plutôt effectivement dire : « On va, bien sûr, voter pour cette délibération, et c'est un vrai manque sur le territoire effectivement. »

Et je voulais aussi dire qu'il y avait un vrai manque sur le territoire de résidences comme cela, de mixité où on pourrait accompagner les gens en autonomie pour notamment des handicaps moteurs ou aussi des maladies telles que l'autisme, etc., etc., où les gens ont besoin en fait d'être accompagnés pour être autonomisés, et c'est un vrai manque sur Bordeaux, me semble-t-il. Et donc, cette délibération fait plaisir à voir puisque l'on voit qu'ici, on prend à bras-le-corps ce sujet-là. C'est 25 logements, ce n'est pas énorme, mais c'est déjà bien parce qu'il n'y en avait pas. Donc, c'était un vrai manque et là, aujourd'hui, j'ai le sentiment que l'on a pris conscience de ce besoin, et c'est plutôt réjouissant.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Madame DELAUNAY.

MME DELAUNAY

Je mets à profit, mais soyez rassurés beaucoup plus brièvement que je pensais pouvoir le faire, cette délibération pour parler de nos résidences autonomie, et en particulier de l'une. Nous avons été alertés ce week-end par l'équipe de la résidence Bonnefin pour, d'une part, une question de grand isolement de ces personnes âgées le week-end puisqu'il n'y a plus de présence humaine le week-end. Et d'autre part, justement pour en plus de ce sentiment d'isolement, des problèmes de dégradations, de manque de soins, de toilette, etc. dans cet établissement. Mon intervention est beaucoup trop courte pour étayer ce que je voudrais dire et, premièrement, de revoir cette décision d'absence de toute présence humaine le week-end, et deuxièmement, et là c'est pour l'avenir, mais un avenir qui tape à la porte, c'est la nécessité de mettre dans les projets de notre ville - et je le dis là aussi à tous les candidats potentiels - la construction de nouvelles résidences autonomie. Nous affrontons d'ores et déjà avec la génération qui est la mienne, c'est-à-dire les baby-boomers et qui est aussi celle de beaucoup d'entre nous, une augmentation des personnes vieillissantes et une augmentation donc des besoins. Or, on ne construit pas une résidence autonomie en 15 jours, et il faut que nous soyons beaucoup bien davantage prêts à cette augmentation de la proportion de plus de 65 ans que nous ne le sommes actuellement à Bordeaux, comme d'ailleurs je le reconnais en France.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Monsieur SOLARI.

M. SOLARI

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, je salue cette initiative parce que les handicapés psychiques ont un très grand mal à pouvoir trouver une location parce que les bailleurs, et même la plupart des propriétaires refusent ce handicap parce qu'il est très difficile à cerner. Mais je souhaiterais qu'au niveau du handicap, on puisse revoir un peu la loi qui a été votée, malheureusement, par le Gouvernement actuel qui était à l'époque de 100 % de logements accessibles, qui avait demandé à descendre à 10 %. Le Sénat a dit 30 %, et finalement, c'est 20 %, mais ce n'est pas suffisant. Il y a un manque cruel d'hébergements. J'ai des demandes tous les jours, moi, de logements pour les personnes handicapées. Actuellement, c'est le GIHP Aquitaine qui gère cela par le Département, il est financé par le Département, et il y a une demande qui nécessite entre 12 à 18 mois de délai pour avoir un logement, ce qui est inadmissible. Donc, j'espère que nous allons pouvoir acter en ce sens.

M. le MAIRE

C'est une discussion que l'on a eue l'autre jour quand on est allé à l'APF que l'on avait vue avant. On a déjà eu l'occasion d'échanger là-dessus. Il faut que l'on aille au-delà des prescriptions législatives et qu'à Bordeaux, tout programme comporte plus de 30 % ou 50 % de logements dits accessibles aux handicapés. Et cela, il faut que l'on ait notre propre règle de conduite là-dessus, quand bien même la réglementation nationale et la loi ne l'imposeraient pas. On ne peut pas se contenter de 20 % vu les besoins qu'il y a. Après, il ne faut pas non plus être jusqu'aux-boutistes, bien identifier les besoins et mettre en parallèle la production de logements. Mais vous avez entièrement d'accord, et nous, il faut que l'on s'approprie les choses, et que l'on affiche une obligation auprès des aménageurs et des promoteurs d'une accessibilité des logements.

Madame SIARRI.

MME SIARRI

Oui, quelques petits éléments complémentaires. C'est une pension de famille très particulière avec 25 personnes qui ont des difficultés psy sévères. Ce n'est pas le seul dispositif, contrairement à ce que vous avez dit. On a les LHSS à Leydet, les LAM. On a beaucoup d'appartements médicalisés. On a l'équipe mobile psychiatrique qui vient en appui de la totalité des pensions de famille. Et vous n'êtes pas sans savoir que 12 % des Bordelais souffrent de problématiques psy. Évidemment l'essentiel des gens qui sont à la rue, sont dans cette difficulté. Donc, y compris dans toutes les autres pensions de famille, il y a un accompagnement, mais là on a affaire à 25 situations qui sont extrêmes sur le plan psychiatrique. Et donc peut-être que vous ne connaissez pas, mais les structures associatives que connaît bien Jean-Louis DAVID aussi, rénovation, le PRADO, ARI, SAMSAH développent des dispositifs. Et dans notre quartier avec Jean-Louis, on a beaucoup d'appartements médicalisés qui permettent de soigner les gens tout en étant chez eux. C'est des programmes qui s'appellent *Un chez soi d'abord.*

Et dernière petite chose, on a déjà soutenu au sein de ce Conseil municipal, des lieux qui permettent à des gens souffrant de handicap physique de bénéficier de structures collectives. Il y en a une chez Jérôme SIRI pour les traumatisés crâniens et les handicaps physiques. Il y en a un chez Anne-Marie CAZALET avec l'association les Coucous. Donc, cette pension de famille pourrait faire croire qu'il n'existe que cela, c'est cette seule structure selon le mode pension de famille qui émerge, mais il y a beaucoup d'autres services qui sont rendus pour accompagner ces publics naturellement.

M. le MAIRE

Merci. On passe au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Pas d'abstentions ? Qui est contre ? Personne. Votée à l'unanimité.

Point suivant. J'attire votre attention sur le fait qu'il est bientôt 20 heures, et que l'on va essayer d'accélérer.

Allez, point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Anne WALRYCK. Délibération 469 : « Démarche zéro plastique à usage unique : validation du plan d'action. »

Plan de situation

Programme : 25 logements (neuf)
22-28 rue du Professeur Timothée Piéchaud

Opérateur : MESOLIA
Quartier : Saint Augustin Tauzin Alphonse Dupeux



D-2019/468
Logements Locatifs Aidés - Opération neuve réalisée par la SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL. Programme de 21 logements 149 cours du Médoc à Bordeaux. Demande de subvention. Autorisation.

Madame Alexandra SIARRI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le développement d'une offre diversifiée de logements est au cœur du Projet urbain et de la politique de cohésion sociale de la Ville de Bordeaux.

Afin d'atteindre l'objectif de 25% de logements locatifs sociaux dans les résidences principales prévu par la loi au 1er janvier 2025, la Ville s'est engagée à développer son offre de manière importante. Sur la période triennale précédente, 5 568 logements sociaux ont ainsi été programmés, soit un taux de réalisation de 189 % de l'objectif fixé par l'Etat. Pour maintenir cet effort de rattrapage, la Commune vise un objectif de livraison de 1 300 à 1 500 nouveaux logements sociaux chaque année d'ici à 2025.

Cette action volontariste, qui dépasse le cadre des compétences réglementaires de la commune, se traduit par un accompagnement financier soutenu des opérations de logements sociaux. Un budget de 3 millions d'euros par an est consacré par la Ville à cet effet.

Dans ce cadre, la SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL a sollicité une subvention de la Ville pour la construction de 21 logements locatifs sociaux, dont 13 financés en PLUS et 8 en PLAI, 149 cours du Médoc à Bordeaux.

L'offre sera constituée de 8 T2, 8 T3, 3 T4 et 2 T5 et le programme comptera 21 places de stationnement pour automobiles.

Bordeaux Métropole a autorisé le financement de cette opération par décision du 31 décembre 2018.

La Ville de Bordeaux souhaite participer à l'équilibre financier de ce programme selon les modalités du règlement d'intervention en faveur du logement social en vigueur au moment de l'agrément de cette opération. Cette aide constitue une subvention d'équilibre liée aux surcoûts de l'opération, notamment sur la partie foncière.

S'agissant d'une opération de construction neuve, le montant de subvention par logement est de 5 000 euros.

Montant de la subvention de la Ville :
- 21 logements x 5 000 euros = 105 000 euros.

Le versement de la subvention pourra être réalisé en 3 fois :
- premier acompte de 50% du montant de la subvention sur présentation par le bénéficiaire : des ordres de services de démarrage des travaux ou du justificatif de versement de l'acompte lié à cette étape du projet prévu dans l'acte de VEFA et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide ;
- deuxième acompte jusqu'à 80% du montant de la subvention sur présentation d'un relevé de dépenses justifiant l'atteinte de 80% de dépenses sur l'assiette subventionnable ;
- solde sur présentation par le bénéficiaire : de la décision de clôture financière de l'opération de Bordeaux Métropole ou de l'Etat, de l'attestation de conformité travaux (hormis pour les VEFA), du justificatif de performance énergétique pour les

opérations en acquis-amélioré et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide.

Dans ces conditions, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

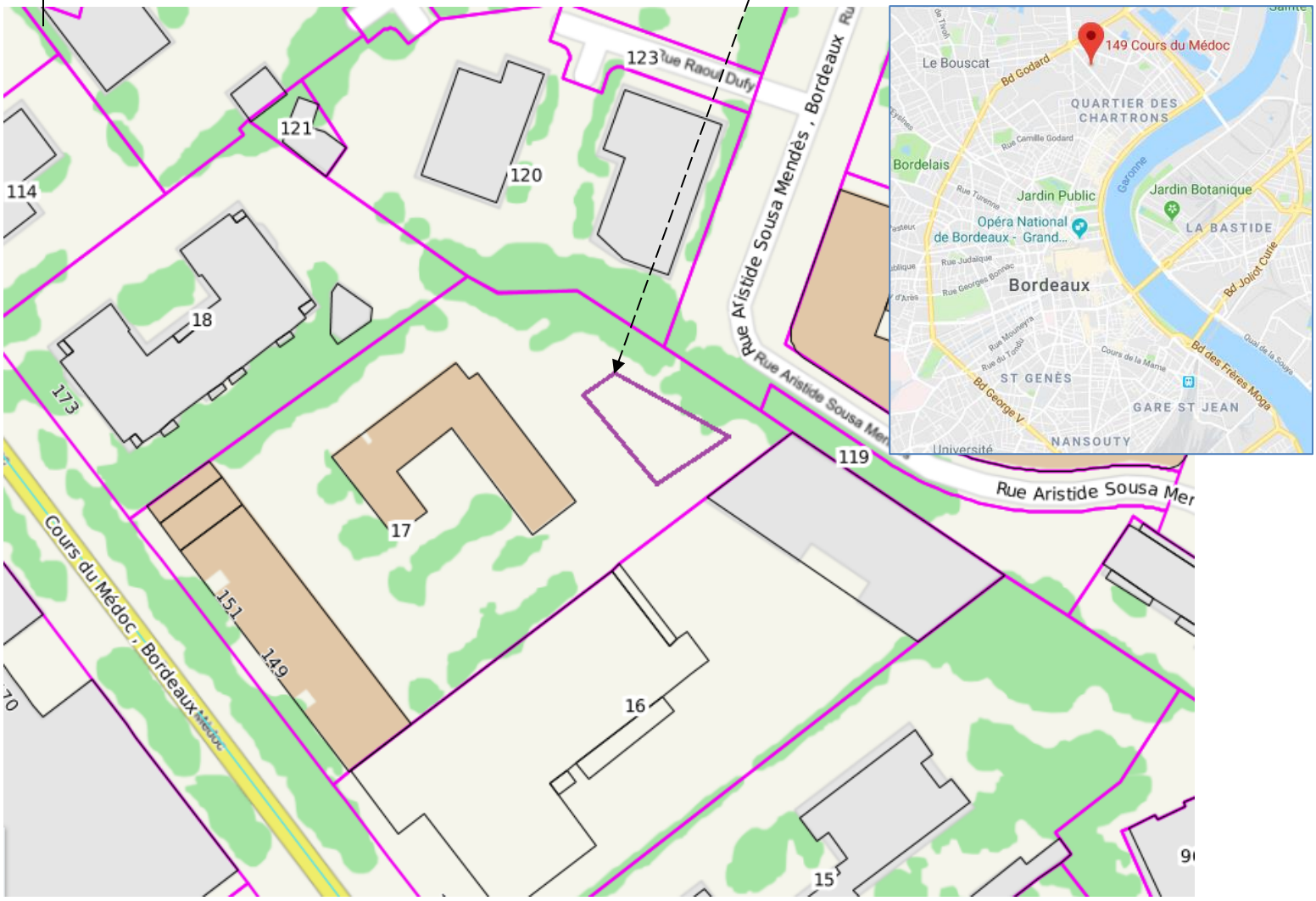
- décider de la participation de la Ville à l'équilibre du financement de cette opération à hauteur de 105 000 euros maximum ;
- créditer la SA d'HLM CDC HABITAT SOCIAL sur présentation des justificatifs ci-dessus énumérés ;
- imputer cette dépense sur la sous-fonction 72 - nature 20422 du budget de l'exercice en cours.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Plan de situation

Programme : 21 logements
149 cours du Médoc

Opérateur : CDC HABITAT SOCIAL
Quartier : Chartrons Grand-Parc
Jardin Public



DELEGATION DE Madame Anne WALRYCK

D-2019/469
Démarche zéro plastique à usage unique : validation du plan d'action. Autorisation

Madame Anne WALRYCK, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La consommation de plastique a été multipliée par 20 dans le monde dans les cinquante dernières années. Aujourd'hui, 6% de la production de pétrole au niveau mondial est utilisée pour produire du plastique. On estime que ce chiffre sera de 20% en 2050.
Cette situation fait du plastique une matière fortement émettrice de gaz à effet de serre. La Commission européenne estime ainsi que la production et l'incinération du plastique est responsable de l'émission de 400 millions de tonnes de CO_2 dans le monde chaque année, soit l'équivalent des émissions annuelles d'un pays comme la France, tous secteurs confondus.
De même, le plastique représente à lui seul 70% des déchets marins.
Moins de 20% des neuf milliards de tonnes de plastiques produits à ce jour dans le monde ont été recyclées ou incinérées, le reste continuant de s'amonceler sur les sites d'enfouissement et se répandant dans le milieu naturel où il mettra des milliers d'années à se dégrader.

Face à cet enjeu, le Parlement français a adopté la loi « Agriculture et Alimentation », entrée en vigueur le 30 octobre 2018. Cette loi vise notamment à réduire l'utilisation du plastique dans le domaine alimentaire.
Sur ce dernier point, trois mesures volontaristes ont été portées par le Gouvernement qui impactent le quotidien des collectivités locales à horizon 2020/2025 :

- L'interdiction des contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe et de service en plastique en restauration collective des collectivités locales en 2025,
- L'interdiction des touillettes et pailles en plastique dans la restauration, la vente à emporter, les cantines et les commerces alimentaires en 2020,
- L'interdiction des bouteilles d'eau en plastique dans les cantines scolaires en 2020.

Cependant, le Sénat a adopté le 30 janvier 2019 un amendement proposé par la Commission spéciale qui visait à retarder la fin de la vente de certains éléments en plastiques. L'amendement, soutenu par le Gouvernement, a bien été voté et devait donc repousser cette interdiction de vente d'éléments plastiques (couverts, touillettes, pailles) à un an, soit au 1er janvier 2021. Il a finalement été invalidé par le Conseil constitutionnel le jeudi 16 mai 2019. La date d'entrée en vigueur du 1er janvier 2020 des interdictions de certains objets plastiques à usage unique et des bouteilles d'eau en plastique en restauration collective scolaire reste donc d'actualité.
En désaccord avec le report initialement prévu, la Ville de Bordeaux a décidé, par une motion de son Conseil municipal le 29 avril 2019, de réaffirmer dès le 1er janvier 2020 :

- Sa volonté de mettre en œuvre, au sein des services municipaux, des pratiques écoresponsables visant à tendre vers une ville exemplaire, notamment au travers de ses achats,
- Sa détermination à supprimer les objets en plastique à usage unique (touillettes, pailles, verres) à horizon 2020 dans tous les services municipaux,
- Son engagement à réduire considérablement l'utilisation des plastiques dans les cantines scolaires et dans les restaurants municipaux dédiés aux agents,
- Son ambition à sensibiliser les habitants et les restaurateurs sur les enjeux de la suppression des plastiques à usage unique.

Des changements de pratique sont déjà bien amorcés à l'image du SIVU Bordeaux-Mérignac qui anticipe l'interdiction, prévue pour 2025, des contenants alimentaires de cuisson, de réchauffe et de service en plastique en restauration collective en mettant progressivement en place dès cette année des barquettes en cellulose biocompostables pour le conditionnement et le transport des repas et des bacs inox pour la cuisson sous vide. De même, de nombreux services abandonnent progressivement les bouteilles en plastique ou les couverts jetables au profit de couverts en bois.

Néanmoins, considérant d'une part que l'ampleur de la pollution plastique justifie l'adoption de mesures fortes visant à réduire à la source notre consommation de plastique et d'autre part que

les contenants jetables à usage unique ne constituent pas une solution pérenne, même s'ils sont biosourcés ou biodégradables, la Ville de Bordeaux souhaite se positionner comme un acteur clé de la suppression des produits plastiques à usage unique au profit du réutilisable. Son action volontariste, qui vise à aller au-delà de la stricte application de la réglementation, doit permettre d'informer, de sensibiliser, de mobiliser les entreprises, les administrations, les associations, les citoyens avec l'objectif d'accompagner les transitions et impulser des modifications de comportements.

Dans ce but, un plan d'action engageant l'ensemble de nos activités a été élaboré. Il comprend 8 familles d'actions, reflets de la multiplicité des leviers dont la Ville dispose pour réduire la pollution liée aux plastiques et faire progresser les alternatives à l'usage unique.

Action 1 – Proscrire les produits plastique à usage unique dans les achats publics

Une charte ou un clausier applicable à l'ensemble des achats publics de la Ville prévoyant de supprimer les produits en plastique à usage unique tels que la vaisselle jetable, les bouteilles, les barquettes, les capsules, les touillettes en plastique, sera établie et diffusée. Pour certaines familles d'achat à déterminer, lors de l'analyse des offres, la valeur environnementale des offres devra être évaluée à travers notamment la réduction des déchets plastiques produits.

Un recensement des marchés existants permettra d'évaluer l'impact de l'application de cette 1ère action sur les nouveaux marchés et le renouvellement de marchés existants.

Action 2 - Encadrer l'utilisation de produits plastiques jetables dans l'espace public

S'il n'est juridiquement pas possible d'interdire de façon générale sur le territoire communal la vente d'un objet en plastique à usage unique (gobelets, pailles, bouteilles…), la Ville peut sensibiliser puis restreindre à terme l'utilisation de ces produits sur le domaine public, notamment en :

- Renforçant les dispositions de leur règlement d'occupation du domaine public comme par exemple l'introduction d'une clause spécifique dans les AOT (Autorisation d'occupation temporaire) ainsi que les autorisations individuellement délivrées aux occupants habituels (commerces, restaurants...) ou ponctuels (évènements) pour proscrire l'utilisation des objets plastiques à usage unique,
- Prenant des interdictions ponctuelles dans le cadre d'arrêtés encadrant le déroulement de manifestations sur la voie publique.

Action 3 – Mettre en œuvre l'éco-conditionnalité des aides financières versées par la Ville

Il s'agit de conditionner, de moduler ou de bonifier les aides financières aux associations sous réserve de l'engagement de la structure demandeuse, à respecter certains critères environnementaux tels que l'engagement dans une démarche zéro plastique à usage unique et le recours privilégié à des contenants réutilisables. Cet éco-conditionnement sera inscrit dans les dossiers de demandes de subvention à déposer avant le 5 juillet 2020.

Action 4 : Promouvoir les solutions alternatives : emballages réutilisables, vente en vrac et consigne

Il s'agit d'accompagner les mesures d'interdiction du plastique jetable par des actions facilitant l'accès de tous aux alternatives réutilisables telles que :

- Développer les fontaines à eau dans l'espace public, les faire connaître via une carte régulièrement mise à jour et optimiser leur période de mise à disposition,

- Proposer des gobelets réutilisables consignés et personnalisées en office de tourisme,

- Proposer des gobelets réutilisables consignés aux cafés et commerces de la ville pour la vente à emporter,

- Expérimenter un service de prêt de vaisselle réutilisable pour les évènements et manifestations culturelles de la ville,

- Expérimenter la consigne pour les contenants alimentaires avec des commerçants volontaires,

- Valoriser les commerçants proposant des solutions alternatives au plastique jetable et des contenants réutilisables via une charte ou un label commerçants zéro plastique.

Action 5 - Organiser ou accueillir des évènements sportifs, des manifestations culturelles et des festivités « zéro plastique »

Les évènements festifs, par définition éphémères, génèrent souvent un recours massif aux produits jetables ou suremballés. Il est proposé de simplifier et de systématiser les démarches d'auto-évaluation par les organisateurs de l'impact de l'évènement envisagé sur la production de déchets en général et notamment de déchets plastiques et la signature d'une charte d'engagement « zéro plastique à usage unique », il également est proposé de fournir aux organisateurs une liste de solutions alternatives au plastique à usage unique.
Cette action pourrait constituer la 1ère étape d'une démarche plus globale d'accueil et d'organisation de manifestations éco-responsables (déchets, achats alimentaires, eau, mobilité etc....).

Action 6 - Sensibiliser la population et les professionnels

Il s'agit d'informer la population dès le plus jeune âge mais aussi le milieu associatif et les professionnels (hôtellerie, tourisme, restauration, etc…), de l'impact sur le dérèglement climatique et des effets sur notre santé et la biodiversité, en lien avec le recours massif aux matières plastiques pour des produits à usage unique. Pour cela, des outils de sensibilisation destinés au grand public, aux utilisateurs des services publics de proximité, aux enfants des écoles, seront proposés. Des temps d'échanges et des animations en direction des professionnels, des actions de mobilisation citoyenne autour du nettoyage de l'espace public et des conférences spécifiques sur l'omniprésence du plastique permettront également de faciliter la prise de conscience que chacun, à son niveau, peut agir pour limiter cette pollution.

Action 7 – Développer l'éco-exemplarité de la collectivité

Au sein même de la collectivité, de nombreux moyens existent pour réduire le recours au plastique jetable. Il s'agit notamment de :

- Sensibiliser et mobiliser les agents sur les enjeux de la réduction de la place du plastique dans nos modes de consommation,

- Mettre en place le zéro déchet plastique au bureau ou en extérieur, dans les cantines et pour toutes les prestations de type traiteur : gobelets de machines à café, dosettes, goodies, gobelets jetables, vaisselles jetables, touillettes, pailles, plateaux repas, barquettes, bouteilles d'eau, et systématiser l'usage des ecocups et des gourdes personnalisées par tous les agents,

- Signer et mettre en œuvre la charte d'engagement « plage sans déchet plastique » pour la plage de Bordeaux Lac,

- Réduire progressivement puis éliminer le plastique à usage unique dans tous les établissements municipaux recevant du public : crèches, cantines scolaires, structures d'accueil jeunes enfants, EPHAD, équipements sportifs, musées, etc…,

- Supprimer progressivement le recours à des objets promotionnels de type goodies en plastique.

Action 8 – Evaluer et communiquer sur l'avancement de la démarche

Il est prévu de communiquer annuellement sur le bilan des actions et les retours d'expériences, ce qui nécessitera la mise en œuvre et le suivi d'indicateurs.

Il vous est donc proposé, Mesdames et Messieurs, si tel est votre avis, de bien vouloir :

- Approuver le contenu du plan d'action visant à engager la Ville dans une démarche "zéro plastique à usage unique",

- Désigner Mme Anne Walryck comme élue référente de cette démarche au sein de notre collectivité.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. LE MAIRE

Merci. Madame WALRYCK.

MME WALRYCK

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, je vais aller très vite. Vous avez tous lu la délibération. Nous avions adopté, au mois d'avril dernier, une motion indiquant notre volonté de faire plus vite, d'être très volontaristes en la matière. Et nous avons pris quelques semaines pour bâtir ensemble un plan d'action dans 8 domaines d'actions qui relèvent un peu des leviers que nous avons, qui relèvent de nos compétences, avec aussi une volonté de sensibilisation sur les alternatives qu'il y a au plastique à usage unique.

Nous avons, et je remercie, comme vous l'avez fait, Monsieur le Maire, toutes les personnes qui se sont mobilisées lors de l'avant-Conseil municipal, qui ont planché aussi sur cette question avec beaucoup d'enthousiasme. J'étais absolument ravie que nous prenions cette délibération avec une proposition de plan d'action. Vous avez indiqué qu'ils avaient priorisé peut-être un peu différemment les 8 actions que nous préconisions dans ce plan d'action sachant que pour nous, il n'y en a pas une qui soit plus importante que l'autre. Toutes les mesures sont importantes.

Je ne reviendrai pas sur l'importance de l'éradication du plastique à usage unique à la fois pour l'environnement, pour la biodiversité, pour la santé aussi bien entendu. Les mesures qui sont préconisées, c'est évidemment d'éradiquer cela dans nos nouveaux marchés publics ou dans les renouvellements, de l'éradiquer également sur la voie publique dans toutes les autorisations, les AOT que l'on est amené à donner, et donc de revoir en conséquence évidemment ces AOT et cette réglementation.

De mettre en œuvre l'éco-conditionnalité des aides financières qui sont versées par la ville aux associations, mais avec un principe de bonification justement quand les solutions alternatives qui sont choisies coûtent encore sur le marché un peu plus cher. Donc, il y a toute une politique d'accompagnement qui est mise en œuvre évidemment.

L'action 4, la promotion des solutions alternatives, emballages réutilisables, vente en vrac et consigne. Pour ce qui nous concerne, on va faire un effort en particulier sur à la fois la communication sur les 129 points d'eau existants où on peut donc se désaltérer sans avoir à trimbaler des bouteilles en plastique et à les laisser ensuite dans les poubelles ou sur la voie publique. On va multiplier ces fontaines à eau. On va, n'est-ce pas Arielle, on va évidemment faire un plan qui soit compatible avec les points qui sont en lien avec la pratique sportive ou la pratique de la promenade en ville, évidemment. Enfin, on va essayer bien sûr d'optimiser tout cela. On travaille avec également les commerçants et l'association de la Ronde des quartiers, n'est-ce pas Maribel, sur cela comme sur plein d'autres domaines.

L'action 5, c'est « Oganiser ou accueillir des événements sportifs, culturels et des festivités zéro plastique ». Il y a des solutions alternatives qui existent. On va les promouvoir. On va les faire connaître. Ici en France, ici, localement, mais aussi développées par des startups. Je pense, par exemple, à la petite boule Oyo qui évite pour les sportifs, Arielle, d'avoir des bouteilles, mais juste des petits machins comme cela. Enfin, il y a plein de solutions. Cela permet aussi, comme le disait le Maire, de mettre beaucoup d'innovations et de valoriser les innovations qui sont portées par les entreprises. Sensibiliser la population et les professionnels, j'en ai parlé. Développer l'éco-exemplarité de la collectivité, y compris dans le choix des goodies que nous aurons à faire demain, enfin dans plein de choses. Je passe rapidement. Et puis, bien entendu, la dernière action, il ne suffit pas de dire que nous allons faire, il faut faire et il faut ensuite valoriser ce qui aura été fait par les uns et par les autres, et évaluer chaque année les résultats et l'impact de cette politique.

Voilà Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

Merci beaucoup, et puis merci à tous ceux qui ont œuvré parce que l'on a affiché une ambition au mois d'avril et là, on passe aux actes. C'est vrai que j'entends ici ou là « Il faudrait », « Il faudrait », eh bien nous, on le fait.

Et s'agissant de notre propre politique interne, c'est du concret. C'est aussi l'éco-conditionnalité pour nos aides. C'est les AOT et les manifestations publiques. Bref, là, pour le coup, on est un peu plus qu'incitatifs. On titille. Donc, on n'est pas que dans l'incantation, on est dans la réalisation.

Monsieur FRAILE MARTIN.

M. FRAILE MARTIN

Monsieur le Maire, Chers Collègues, dans le cadre de la motion que nous avons adoptée le 29 avril au sein de ce Conseil municipal, et à l'initiative d'Alexandra SIARRI, nous avons fait le choix de réunir, avec Anne WALRYCK et Alain SILVESTRE, l'ensemble des centres sociaux et des centres d'animation pour les associer à cette volonté forte et déterminée que vous avez affirmée autour de l'élimination du plastique à usage unique. C'est ainsi qu'à ce jour 2 réunions ont déjà permis de réunir ces acteurs, et vous aurez l'occasion de les rencontrer le 2 décembre où ils vous présenteront les actions déjà engagées parce que ce fût déjà une première surprise de constater que l'initiative avait déjà été prise dans les quartiers.

Ce que je soulignerai aussi c'est que le souhait des centres sociaux et le nôtre est bien de s'écarter d'une doxa moralisatrice et culpabilisante sur ces questions-là et de pouvoir accompagner, comme vous l'avez dit précédemment, Monsieur le Maire, les populations qui n'ont pas spontanément cette culture ou les moyens aussi de financer les alternatives et de permettre aussi une acculturation nouvelle sur ces dossiers forts et ces politiques déterminées.

Voilà ce que je voulais dire, Monsieur le Maire.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Madame CUNY.

MME CUNY

Oui, Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, en effet, Monsieur le Maire, comme vous venez de le dire, nous sommes dans la réalisation, notamment au niveau du SIVU qui est maintenant reconnu au niveau national dans cette lutte, dans ce défi notamment sur le plan de la recherche dans le cadre de l'éradication du plastique. Le SIVU a engagé 4 actions pour éliminer l'utilisation du plastique, ce qui représente un budget d'investissement de plus d'un million d'euros. En effet, les 12 000 à 15 000 barquettes qui sont livrées quotidiennement passent progressivement du plastique à la cellulose biosourcée et biocompostable. C'est une solution probablement transitoire, compte tenu de tous les travaux menés actuellement pour rechercher et trouver des conditionnements encore plus vertueux. Bien que plus onéreux - en effet, ces barquettes sont 50 % plus chères - ce nouveau conditionnement permettra la suppression de 70 tonnes de plastique par an. Nous nous engageons vers une solution de cuisson sous vide dans des bacs inox qui sera en place fin 2020 pour un investissement d'au moins 700 000 euros. La solution définitive sans aucun plastique interviendra sous 3 ans, et donc avant l'échéance 2025.

Autre action, la mobilisation de crédits de recherche et développement sur 2 ans pour un montant de 320 000 euros.

Le pilotage d'un groupe de travail national sur les conditionnements qui s'est traduit par la rédaction d'un Livre blanc sur les alternatives au plastique. Ce livre est une synthèse des auditions d'experts, un état des lieux de la situation à travers 70 cuisines centrales et une série de préconisations méthodologiques. C'est aussi l'accompagnement d'un programme de recherche interdisciplinaire sur l'alimentation durable et la restauration collective au sein du pôle universitaire bordelais.

Enfin, ce plan d'action renforce notre volonté politique d'éradication du plastique démarrée en 2017 avec le remplacement de la vaisselle en plastique par de la vaisselle en verre, et en 2019, par le remplacement des verres et des pichets par des verres en verre et les pichets en inox. Ce plan d'action s'inscrit également dans la campagne menée par le réseau national « Environnement santé pour des villes et territoires sans perturbateurs endocriniens » adoptée par Bordeaux Métropole.

Monsieur le Maire, mes Chers Collègues, Bordeaux est aujourd'hui une référence nationale. Bordeaux est ambitieuse et ne compte pas s'arrêter là. Nous irons encore plus loin dans la recherche et dans l'action.

Je vous remercie.

M. le MAIRE

Merci. Madame JAMET.

MME JAMET

Bonjour, Chers… enfin re-bonsoir. Excusez-moi, je suis un peu fatiguée là. J'avoue que cela a été un peu dur pour moi. Nous pouvons effectivement que nous réjouir de voir passer cette délibération parce que cela fait longtemps que nous portons le sujet quand même au sein de ce Conseil municipal. Et donc, nous

pouvons effectivement que nous réjouir. Ce que je veux dire, c'est que cette question du plastique, c'est une question qui n'est pas que liée aux déchets. Elle doit être vue dans son ensemble. Le plastique, c'est quoi ? C'est des produits pétrochimiques. Donc vous avez un problème énergétique, d'énergie fossile, etc. Donc, forcément, il va falloir les réduire. Le plastique est un déchet qui se décompose très, très lentement et qui dégrade l'environnement, surtout nos océans et qui va très peu dans les centres de tri. Il est souvent mis dans la nature. Et le plastique, c'est quoi ? C'est un problème de santé environnementale, et notamment envers les plus jeunes. Donc, effectivement, depuis 6 ans, sur ces bancs, j'essaie de sensibiliser à la question. Vous la prenez en compte aujourd'hui, je ne peux que m'en réjouir. Vous la prenez en compte aussi parce qu'il y a des parents qui, en 2017, se sont insurgés contre l'entrée d'assiette en plastique au sein des établissements scolaires. Je pense que c'est important de dire cela aussi parce que cela vous montre que la population a compris les enjeux, et enfin, aujourd'hui, on se les intègre.

Après, ce que je veux dire, c'est qu'à l'image de la délibération précédente sur le mécénat d'Abatilles, cette question-là, elle est complexe parce qu'il faut tout regarder, parce que le plastique, il y en a partout. On en a partout. Le plastique à usage unique, c'est plus facile déjà à repérer. C'est un petit bout de la problématique plastique. Elle est plus facile à repérer, mais il va falloir que vous soyez très vigilants, c'est-à-dire vraiment très vigilants, à chaque fois sur tout.

Je vous remercie d'avoir intégré dans la démarche ma demande d'évaluation, et notamment surtout de prise en compte de l'existant. Qu'est-ce que l'on a aujourd'hui comme marchés qui ont ces plastiques à usage unique ? D'en faire la liste pour être sûrs qu'ils ne vont pas être renouvelés tacitement. Vous avez un gros problème, je pense, au niveau des crèches, Madame COLLET. Aujourd'hui c'est des barquettes en plastique. C'est les enfants qui sont les plus susceptibles d'être en danger, où il y a un impact des perturbateurs endocriniens, ceux-là ne sont pas du tout pris en compte aujourd'hui. Vous avez encore des barquettes en plastique. En termes de déchets, c'est une catastrophe parce que là, c'est à l'individu. C'est-à-dire qu'un enfant va avoir autant de barquettes qu'il y a de plats. Cela en fait quand même des petites barquettes. Donc, là, on a un vrai problème. Comment vous allez résoudre ce problème-là demain parce que cela, c'est tout de suite qu'il faut le résoudre. Parce que non seulement vous avez la problématique des déchets, mais en plus, vous avez la problématique de la santé environnementale. Si vous voulez vraiment être proactifs, il faut retirer cela tout de suite. C'est cela le problème.

Ensuite, vous avez un autre problème, me semble-t-il, et on va le revoir, c'est dans la prochaine délibération de Madame COLLET sur le règlement de fonctionnement des établissements d'accueil familial. Dedans, vous avez une phrase qui est : « L'assistante maternelle fournit l'eau en bouteille pour la confection des biberons. » Vous avez cette phrase dans ce règlement. Vous ne pouvez pas voter ce règlement en l'état. Vous ne pouvez pas dire cela. Vous ne pouvez pas dire que toutes les assistantes familiales, elles vont donner de l'eau en bouteille en plastique. Vous ne pouvez pas dire cela. Ce n'est pas possible. Donc, voilà la cohérence et l'incohérence en fait, et c'est cela, depuis tout à l'heure, que j'essaie de dire depuis le début de ce Conseil municipal. C'est que c'est un tout. L'écologie, c'est systémique. Il faut tout regarder. C'est très chiant. Clairement, moi, tous les jours, c'est très compliqué pour moi. Je regarde « Est-ce que je vois un impact sur cela ou cela ? ». C'est très complexe, et là, on le voit dans cette délibération. On a dû trouver au sein de ce Conseil, de la préparation de ce Conseil municipal, on avait trouvé 5 délibérations qui comportaient des problématiques de plastique. On avait le mécénat, c'est résolu, semble-t-il. On va y arriver. On avait les goodies. Je dis « avant commission ». Je ne dis pas que cela va être, mais avant commission, il y avait cette problématique. On avait le règlement des crèches familiales. Il y avait une délibération sur le FDAEC. Alors là, ce n'était pas à usage unique, mais vous avez dans le FDAEC, vous avez décidé d'accorder la mise en place de gazon synthétique dans les écoles. Il y a quelques mois, j'ai écrit, c'était encore à Monsieur JUPPÉ, je ne sais pas si la lettre vous a été transmise, Monsieur FLORIAN, où je lui avais demandé de surseoir à la pose de gazon synthétique notamment dans les écoles et les crèches parce que même l'ANSES ne sait pas. L'ANSES dit qu'il faut plus d'études sur la problématique de ces gazons synthétiques où il y a des billes en plastique à l'intérieur. C'est une problématique, perturbateurs endocriniens. La problématique plastique est globale. Vous devez la prendre de façon globale. Aujourd'hui, c'est un petit bout. C'est une grande avancée. Clairement, si ce qui est mis dedans, là, est mis en œuvre, c'est une grande avancée, cela sera très bien. Mais il faut la prendre de façon beaucoup plus globale. Et moi, j'ai l'impression que l'on n'y est pas encore.

Je voulais vous proposer, pour finir mon intervention…

M. le MAIRE

Oui, parce qu'il est 20 heures 10.

MME JAMET

… et, cela, je pense que cela va plaire à notre Adjoint à la culture, vous avez une artiste qui s'appelle Vanessa BALCI qui a réalisé une œuvre qui s'appelle « La matrice » uniquement à partir de plastiques prélevés dans le courant du Huchet sur un mètre carré de sable le 14 août dernier. C'est une très jolie œuvre, vraiment. Elle la met en vente pour 9 800 euros, soit le nombre de granulés de plastique, matière première de tous les objets en plastique qu'elle a trouvés sur cette surface d'un seul mètre carré. Pour donner encore plus de sens à son oeuvre, elle pose des conditions d'acquisition : que l'institution ou l'entreprise qui s'en porte acquéreur reconnaisse sa part de responsabilité dans cette pollution qui eût été évitable par plus de rigueur économique, de fermeté réglementaire et de gestion raisonnée ; que l'œuvre soit présentée gratuitement et en continu au grand public pour qu'il s'opère un changement de culture écologique qu'elle estime à même de réconcilier les hommes entre eux avec la grande tribu du vivant. Avec l'achat de cette œuvre, nous vous demandons de vous engager sincèrement et de reconnaître votre part de responsabilité dans la pollution plastique, de reconnaître votre retard et vos erreurs, et de mener avec plus de rigueur *a minima* votre…

M. le MAIRE

Vous êtes toujours dans la culpabilisation des gens.

MME JAMET

Non, non.

M. le MAIRE

Mais si.

MME JAMET

C'est l'aspect pédagogique, ce n'est pas moi qui le demande, c'est l'artiste qui dit qu'il faut que l'on reconnaisse.

M. le MAIRE

D'accord. Je vais vous répondre. Merci de votre intervention. Vous êtes toujours dans la culpabilisation. D'une part, on n'achètera pas l'œuvre. Par contre, les 10 000 euros, on les mettra ailleurs. Je préfère les donner à une association ou des acteurs locaux qui travaillent sur le tri, qui travaillent sur la pédagogie plutôt qu'acheter une œuvre en… Cela, c'est le premier point. Par contre, cet argent, on peut l'utiliser à autre chose.

Bon, je ne vais pas répondre à tous parce qu'il est 21 heures, 20 heures, mais enfin, c'est du concret ce que l'on propose. OK, il faut toujours faire plus, il faut toujours faire mieux. Nous, c'est du concret, et au moins, on prend des décisions, et on les applique. On n'est pas dans la simple incantation.

S'agissant du plastique en particulier, ce n'est pas simplement dans un système curatif sur les déchets. L'idée, c'est qu'à terme, et il n'y en ait plus en production, et par cette action, additionnée à d'autres, c'est de faire passer le message que nous ne voulons plus de ces conditionnements. Mais, on ne peut pas le décréter. On peut simplement, par ces dispositifs, y participer.

Monsieur GUENRO rapidement, s'il vous plaît.

M. GUENRO

Oui, je propose de verser ma contribution par écrit au secrétariat. Je culpabilise.

Contribution communiquée par Monsieur GUENRO

« Monsieur le Maire, chers collègues,

Ma réflexion portera sur la phrase suivante de cette délibération :

«il n'est juridiquement pas possible d'interdire de façon générale sur le territoire communal la vente d'un objet en plastique à usage unique (gobelets, pailles, bouteilles…) »

En partant de ce principe, est-ce qu'on ne se prive pas de faire bouger les choses en profondeur, y compris au niveau juridique, sur le même mode que ces maires qui interdisent les pesticides sur leur territoire. Ces maires ont en effet pris des arrêtés qui n'étaient juridiquement au départ pas forcément légaux.

Pour la première fois cependant un tribunal administratif, celui de Cergy-Pontoise, a rejeté une demande de suspension d'un arrêté anti-pesticide pris par un maire.

L'ordonnance du tribunal stipule "qu'il ne saurait être sérieusement contesté que les produits dont l'utilisation est interdite par les arrêtés en litige...constituent un danger grave pour les populations exposées.". C'est la preuve, s'il en fallait une que l'évolution des mentalités est un facteur fondamental de transformation du droit.

De la même manière, il pourrait être de notre devoir de mettre en place des mesures d'interdiction de vente à partir du moment ou les produits en question constituent un danger grave pour la planète »

M. le MAIRE

Merci. Non, ce n'est pas le but. Tout le monde est d'accord ? Madame COLLET rapidement.

MME COLLET

Oui, pour répondre à Madame JAMET qui ne lâche rien même quand elle est fatiguée, on a déjà travaillé sur la question de la vaisselle. On a déjà travaillé sur les biberons, sur les couches. On a travaillé sur quand même beaucoup de sujets, vous me l'accorderez. Il nous reste à traiter la question des barquettes. Cela ne vous a évidemment pas échappé. Il s'agit d'un marché public, et actuellement, le marché public arrive à son terme, et nous allons le reconduire en 2020 en demandant effectivement que, pour les liaisons froides, il y ait des barquettes qui ne soient pas en plastique. Là-dessus, on ne peut qu'être d'accord avec vous. Mais il y a une réglementation des marchés publics, on ne peut pas interrompre un marché public en cours.

Par ailleurs, l'eau en bouteille, vous avez raison. Ce n'est pas une solution durable, et on a déjà considéré qu'à partir d'un an, on aurait l'eau du robinet dans les crèches, et chez les assistantes maternelles. Donc, vous voyez, on a fait une partie du chemin.

On ne peut pas non plus bousculer des habitudes qui ont des dizaines et des dizaines d'années et pour les enfants de moins d'un an, on va continuer à travailler cette question, et on va voir si l'eau du robinet convient vraiment. On en reparlera peut-être.

M. le MAIRE

Merci. En parlant d'eau, vous citiez tout à l'heure l'exemple de la pelouse synthétique, il y a quand même ce grand débat « Est-ce que l'on est sur du synthétique, certes à la base de plastique en l'état, ou on est sur de la pelouse naturelle qu'il faut arroser ? ». Moi, je clos le débat. Je voudrais remercier quand même Alain SILVESTRE là-dessus qui ne demande pas la parole, mais qui aurait pu la demander parce que c'est quand même lui qui m'a signalé le premier ce qui se faisait ailleurs, ce que l'on pourrait faire ici et le travail qu'il a mené avec Anne pour porter ce projet, et donc je le remercie là-dessus.

Alain.

M. SILVESTRE

Oui, non juste pour dire quelque chose. Voilà ce que nous absorbons toutes les semaines en micro-plastique dans les pays occidentaux. Et cela (*montrant une carte bleue*), c'est 5 g de plastique par semaine, et c'est l'équivalent pour les gens qui boivent de l'eau en bouteille toute l'année. Voilà. Sans vous parler de la toxicité médicale directe du plastique. On pourrait en parler longtemps, mais, enfin, voilà pourquoi c'est important. Ce n'est pas qu'un problème de déchets, c'est aussi un problème de santé publique.

M. le MAIRE

On est bien d'accord. Merci.

Allez, j'imagine que tout le monde est pour. Tout le monde est pour ? Adoptée à l'unanimité.

Je ré-attire votre attention là sur la durée des débats, là. Cela fait 5 heures que l'on y est là.

MME MIGLIORE

Délégation de Monsieur Jean-Louis DAVID. Délibération 473 : « GERTRUDE. Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019. Exercice 2018. Information»

D-2019/470
Adhésion au Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes. Autorisation. Signature

Madame Anne WALRYCK, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

1. CONTEXTE

Dans le monde entier, le nombre d'habitants des centres urbains a augmenté ces dernières années plus rapidement que jamais : plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans les villes, et cette proportion devrait atteindre 60 % d'ici 2030. Parallèlement à leur expansion, les villes exercent une influence croissante sur les questions nationales et internationales. Mais ce développement confronte aussi les municipalités à des défis multiples liés à la cohésion sociale, la croissance économique et au développement durable. Elles sont toujours plus nombreuses à reconnaître que l'application d'une stratégie d'apprentissage tout au long de la vie pour un développement urbain intégrateur et durable est une clé pour relever ces défis. C'est pourquoi elles passent à l'action pour devenir des « villes apprenantes ». En vue de les assister dans l'élaboration de stratégies concrètes pour se transformer en villes apprenantes, l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie a lancé le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes.

2 – PROGRAMME – OBJECTIFS

Le programme UNESCO des villes apprenantes a pour but de créer un réseau international de villes développant des pratiques d'éducation, de formation et d'information sur le développement durable. Une ville apprenante se distingue par l'effort entrepris par la collectivité publique et ses partenaires pour développer l'apprentissage pour tous et tout au long de la vie afin d'instaurer une société plus soucieuse de la planète et de ses habitants. Une ville apprenante est au centre d'une démarche qui promeut l'éducation et la formation comme les fondements d'un développement social, économique et environnemental pérenne.

La ville apprenante contribue ainsi à la réalisation des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en particulier l'objectif 4 "garantir une éducation de qualité, sans exclusion, équitable, avec possibilités d'apprentissage pour tous tout au long de la vie" et l'objectif 11 "faire des villes et des établissements humains des endroits sans exclusion, sûrs, résilients et durables".

L'UNESCO propose 6 recommandations pour devenir une ville apprenante :

- Élaborer un plan d'action
- Créer une structure coordonnée avec les parties prenantes
- Faciliter l'accès de tous à l'apprentissage
- Établir un mécanisme de suivi et d'évaluation
- Trouver des sources de financement pérenne
- Dynamiser le mouvement par des événements festifs

En intégrant le réseau, les villes apprenantes bénéficient d'échanges de pratiques, de savoirs et de compétences avec des métropoles situées dans le monde entier. Au total, ce réseau compte 41 pays avec 177 membres dont 41 en Europe et 2 en France (Clermont-Ferrand et Mantes-la-Jolie).

AVANTAGES QUE PROCURE L'ADHÉSION AU RÉSEAU MONDIAL UNESCO

L'adhésion au réseau procure les principaux avantages suivants :

1. Recevoir orientation et soutien tout au long de l'aventure de créer une ville apprenante

- Accéder aux instruments et stratégies pour créer une ville apprenante (p. ex. modules de formation et tutoriels vidéo sur la manière de créer une ville apprenante) ;
- Obtenir des informations sur les bonnes pratiques tirées des études et rapports récents ;
- Être renseigné régulièrement par l'équipe de coordination du réseau sur l'évolution des villes apprenantes dans le monde.

2. Faire partie d'un réseau dynamique et renforcer vos partenariats et réseaux

- Bénéficier d'un soutien lors de l'accueil de conférences internationales et de réunions régionales ;
- Être connecté avec d'autres villes apprenantes qui partagent vos priorités, traitent des défis similaires et envisagent des programmes de développement comparables ;
- Communiquer avec un réseau d'experts et de professionnels spécialisés en apprentissage tout au long de la vie pour le développement durable ;
- Obtenir un soutien technique des autres villes membres.

3. Jouir d'une reconnaissance de vos efforts et présenter les actions de votre ville

- Partager vos étapes et avancées à travers les circuits de communication du réseau ;
- Participer aux études de cas sur les villes apprenantes pour présenter votre ville et ses actions, mesures innovantes, bonnes pratiques et enseignements tirés ;
- Être admissible au Prix UNESCO de la ville apprenante.

Conformément à l'approche intégratrice de l'UNESCO et à sa politique d'une libre mise à disposition des sources, tous les documents et publications sont placés sur le site du réseau et accessibles gratuitement pour tous.

Les conditions d'adhésion

Pour rejoindre le réseau, la municipalité doit poursuivre l'objectif de valoriser l'apprentissage tout au long de la vie et de devenir ville apprenante. Les stratégies exposées dans les documents clés, la *Déclaration de Pékin sur la création des villes apprenantes* et les *Caractéristiques clés des villes apprenantes* doivent être adoptées par le maire de la ville qui approuvera la demande d'adhésion. La ville doit compléter le formulaire de demande d'adhésion et le soumettre pour approbation à sa Commission nationale pour l'UNESCO. Les membres doivent aussi soumettre tous les deux ans un rapport d'avancement de leur projet de ville apprenante à l'équipe de coordination du réseau.

Droits d'adhésion

- Devenir membre du réseau des villes apprenantes ne nécessité aucune dépense en termes d'adhésion et de cotisation et passe par deux étapes :
    - Remplir un formulaire d'adhésion qui doit être signé et tamponné par le maire. (Joint en annexe de la présente)
    - Envoyer le formulaire par e-mail à la commission nationale française de l'UNESCO pour approbation avec une copie au secrétariat du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (learningcities@unesco.org).

Bordeaux ville apprenante : un challenge local, national et international

Bordeaux, ville classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, développe de nombreuses initiatives afin de relever les multiples défis liés à la cohésion sociale, la croissance économique et au développement durable. Afin de relever ces défis, la ville développe une stratégie d'apprentissage tout au long de la vie pour un développement urbain intégrateur et durable.

En adhérant au programme « Ville apprenante » de l'UNESCO, Bordeaux s'inscrit volontairement et visiblement dans une démarche qui rappelle son engagement pour développer le savoir, les compétences, les valeurs et les attitudes des citoyens tout au long de leurs vies afin qu'ils soient mieux à même d'aider la société à relever les défis actuels et à venir et à faire vivre la démocratie.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Autoriser l'a**dhésion de la Ville au Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes**
- Signer le bulletin d'adhésion

ADOPTE A L'UNANIMITE

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNESCO Institute for Lifelong Learning

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

Réseau UNESCO mondial des villes apprenantes

Demande d'adhésion

Première partie (à remplir par la ville)

Votre ville

Nom de la ville : cliquez ici pour taper le texte

Pays : cliquez ici pour taper le texte

Site web officiel de la ville : cliquez ici pour taper le texte

Page Facebook de la ville : cliquez ici pour taper le texte

Page Twitter de la ville : cliquez ici pour taper le texte

Maire

☐ Mme ☐ M.

Prénom : cliquez ici pour taper le texte

Nom de famille : cliquez ici pour taper le texte

Titre officiel exact : cliquez ici pour taper le texte

Adresse postale de la mairie : cliquez ici pour taper le texte

Code postal : cliquez ici pour taper le texte

Adresse électronique : cliquez ici pour taper le texte

Personne contact pour le Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes

☐ Mme ☐ M.

Prénom : cliquez ici pour taper le texte

Nom de famille : cliquez ici pour taper le texte

Titre officiel exact : cliquez ici pour taper le texte

Organisme (si autre que la municipalité) : cliquez ici pour taper le texte

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNESCO Institute for Lifelong Learning

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie

Adresse postale : cliquez ici pour taper le texte

Code postal : cliquez ici pour taper le texte

Numéro de téléphone (avec indicatif pays) : cliquez ici pour taper le texte

Numéro de fax (avec indicatif pays) : cliquez ici pour taper le texte

Adresse électronique : cliquez ici pour taper le texte

Langue de communication : ☐ anglais ☐ français ☐ espagnol

Profil de votre ville

Veuillez noter que l'information que vous transmettez figurera sur le site web du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (http://uil.unesco.org/fr/apprendre-au-long-vie/villes-apprenantes) dès acceptation de votre demande par l'équipe de coordination du Réseau. Les exemples de profils des villes membres déjà en ligne pourront vous fournir un aperçu du type d'information à communiquer dans les sections ci-dessous.

	Données	Année
Population de votre ville	cliquez ici pour taper le texte	cliquez ici pour taper le texte
Superficie de votre ville (en kilomètres carrés)	cliquez ici pour taper le texte	cliquez ici pour taper le texte
PIB par habitant dans votre ville (en dollars US), si disponible	cliquez ici pour taper le texte	cliquez ici pour taper le texte
PIB par habitant dans votre pays (en dollars US)	cliquez ici pour taper le texte	cliquez ici pour taper le texte
Durée moyenne de scolarisation dans votre ville (scolarité formelle, reçue en moyenne, par des adultes de plus de 25 ans	cliquez ici pour taper le texte	cliquez ici pour taper le texte
Citation du maire (max. 30 mots) *Une brève déclaration reflétant l'orientation que votre ville a prise et les points forts de son concept d'apprentissage tout au long de la vie.*	cliquez ici pour taper le texte	cliquez ici pour taper le texte

Édifier une ville apprenante

	Données
Courte phrase introductive de présentation de votre ville (20 à 30 mots) *Une bonne phrase d'introduction attire l'attention et fournit une description « accrocheuse » de votre ville. Vous pouvez mentionner un fait, des chiffres ou une information symbolique/historique intéressants.*	cliquez ici pour taper le texte
Prière de décrire les contextes socio-culturel et culturel de votre ville (max. 200 mots)	cliquez ici pour taper le texte
Slogan de la vision de l'apprentissage tout au long de la vie qui anime votre ville (~ 5 mots) *À défaut d'un slogan, prière de définir en quelques mots la vision d'apprentissage tout au long de la vie qui anime votre ville*	cliquez ici pour taper le texte
Planifier une ville apprenante	
Quelle vision votre ville a-t-elle du concept de ville apprenante et quelles motivations a-t-elle de l'adopter (max. 100 mots) *Veuillez décrire ce que la ville aspire à être d'ici quelques années ou dans un avenir plus lointain. Cela implique souvent une nouvelle orientation, mais pas nécessairement. Réfléchissez aux questions suivantes :* • *Dans quelle direction la ville souhaite-t-elle aller ? (vision de votre ville)* • *Pourquoi la ville a-t-elle décidé d'embrasser le concept de ville apprenante ? (motivation de votre ville)* • *De quelle façon la ville va-t-elle procéder ? (valeurs de votre ville)*	cliquez ici pour taper le texte
Décrivez brièvement les principales actions menées par votre ville pour devenir une ville apprenante et fournissez les liens vers les rapports disponibles ou des informations complémentaires (max. 200 mots)	cliquez ici pour taper le texte
Comment votre ville réalise-t-elle ou prévoit-elle de réaliser le concept de ville apprenante (max. 200 mots)	cliquez ici pour taper le texte

Prière d'indiquer ce que la ville attend de son développement en ville apprenante et la façon dont elle en planifie la mise en œuvre. Cela n'est pas nécessairement complexe et peut résider dans l'expansion de projets déjà en cours de mise en œuvre ou dans la recherche de moyens d'achever un projet dans une période donnée. *Prière d'énumérer certains points relatifs à votre ville :* • *ses principaux buts, objectifs et cibles par rapport au projet de ville apprenante. Qu'est-ce que votre ville projette de réaliser ?* • *ses principales tâches et actions pour s'édifier en ville apprenante. Qu'entreprendra votre ville ?* • *calendrier des tâches et actions les plus importantes. Quand seront-elles mises en œuvre ?*	
Créer une structure coordonnée impliquant tous les acteurs (par ex. des comités)	
Quels acteurs clés de votre ville pourriez-vous engager dans la promotion du concept de ville apprenante ? (max. 50 mots) *Par ex. organisations de la société civile, secteur privé, organisations non gouvernementales, musées, galeries d'art, instituts de recherche.*	cliquez ici pour taper le texte
Comment aller vous engager les acteurs clés de votre ville dans le processus de création d'une ville apprenante ? (max. 100 mots) *Prière d'énoncer les rôles et responsabilités qui incomberont aux principaux acteurs et d'indiquer si vous projetez d'instaurer une équipe clé, des comités et forums spécialisés, et/ou si vous souhaitez adhérer à des réseaux ou forger des alliances avec d'autres villes.*	cliquez ici pour taper le texte
Mobiliser et utiliser les ressources	
Comment votre ville projette-t-elle de mobiliser et d'utiliser les ressources financières et autres pour mettre en œuvre l'apprentissage tout au long de la vie pour tous ? (max. 200 mots) *Les ressources financières comprennent les budgets des autorités locales, les fonds des gouvernements régionaux et nationaux, les partenariats multipartites de financement, les mécanismes de partage des coûts impliquant multiple acteurs, sponsors, partenaires à but philanthropique ou du secteur privé. Les ressources non financières peuvent-être des espaces publics, des*	cliquez ici pour taper le texte

centres communautaires, des organisations de volontaires, des lieux culturels, et une expertise locale qui encourage l'apprentissage tout au long de la vie pour tous.	
Veiller à ce que l'apprentissage soit accessible à tous les citoyens	
Comment votre ville veillera-t-elle à ce que l'apprentissage soit accessible à tous les citoyens ? (max. 200 mots) *Prière de réfléchir aux questions suivantes :* • *De quelle façon votre ville améliorera-t-elle l'accès à l'apprentissage tout au long de la vie ?* • *Comment votre ville répondra-t-elle aux besoins d'apprentissage de divers groupes, en particulier les groupes marginalisés et défavorisés ?* • *Comment votre ville fera-t-elle face aux obstacles locaux entravant la participation à l'apprentissage ?*	cliquez ici pour taper le texte
Organiser des manifestations festives	
Quelles manifestations festives votre ville organisera-t-elle pour promouvoir et maintenir son processus d'édification en ville apprenante ? (max. 200 mots) *Par ex. festivals, conférences, narration d'histoires, performances, compétitions littéraires, ateliers d'art*	cliquez ici pour taper le texte
Suivre et évaluer le développement de la ville apprenante	
Comment votre ville va-t-elle suivre et évaluer les progrès accomplis pour devenir ville apprenante ? (max. 200 mots) *Par ex. mise en place d'équipes d'évaluation, rapports quantitatifs et qualitatifs, indicateurs, cibles et objectifs, réunions consultatives, évaluation externe.*	cliquez ici pour taper le texte

Défis et intérêts de votre ville

Quels problèmes votre ville souhaite-t-elle résoudre à travers l'apprentissage tout au long de la vie ?

Prière d'estimer la gravité des problèmes auxquels fait face votre ville et qu'elle entend résoudre à travers l'apprentissage tout au long de la vie sur une échelle de 1 à 5, où 1 = pas un problème et 5 = problème majeur	1	2	3	4	5
Autonomisation individuelle	☐	☐	☐	☐	☐
Cohésion sociale	☐	☐	☐	☐	☐
Développement économique	☐	☐	☐	☐	☐
Prospérité culturelle	☐	☐	☐	☐	☐
Égalité entre les sexes	☐	☐	☐	☐	☐
Alphabétisme/Alphabétisation	☐	☐	☐	☐	☐
Éducation au service du développement durable	☐	☐	☐	☐	☐
Éducation à la citoyenneté mondiale	☐	☐	☐	☐	☐
Santé et bien-être	☐	☐	☐	☐	☐
Immigration	☐	☐	☐	☐	☐
Autres (prière de préciser): Cliquez ici pour taper le texte	☐	☐	☐	☐	☐

Dans quels domaines pensez-vous qu'il est nécessaire d'améliorer davantage vos politiques d'apprentissage tout au long de la vie ? Dans quels domaines avez-vous obtenu des résultats satisfaisants ?

	Améliorations nécessaires	Résultats satisfaisants
Apprentissage inclusif dans le système éducatif	☐	☐
Apprentissage familial et communautaire	☐	☐
Apprentissage sur le lieu de travail	☐	☐
Usage intensif des technologies modernes d'apprentissage	☐	☐
Apprentissage non formel et informel	☐	☐
Création d'une vaste culture de l'apprentissage	☐	☐
Amélioration de la gouvernance et de la participation de toutes les parties prenantes	☐	☐
Accélération de la mobilisation et de l'utilisation des ressources	☐	☐

Qualité de l'éducation	☐	☐
Politiques et plans d'apprentissage tout au long de la vie	☐	☐
Suivi et évaluation	☐	☐
Autres (prière de préciser): Cliquez ici pour taper le texte	☐	☐

Ce que votre ville attend du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes

Quelles sont les attentes de votre ville vis-à-vis du Réseau ?

Orientation et renforcement des capacités (par ex. expertise technique)	☐
Appui dans la mise en réseau avec d'autres villes membres	☐
Visibilité des activités de votre ville	☐
Autres (prière de spécifier) : Cliquez ici pour taper le texte	☐

L'apport de votre ville au Réseau mondial UNESCO

Dans quelle mesure votre ville peut-elle soutenir le Réseau des villes apprenantes ?

Prière de spécifier (oui/non) si votre ville pourrait apporter une des contributions suivantes au Réseau :	**oui**	**non**
	☐	☐
Accueillir des ateliers de formation du Réseau mondial	☐	☐
Organiser des ateliers de formation dans votre ville pour d'autres villes et acteurs ?	☐	☐
Diffuser le concept de ville apprenante	☐	☐
Partager documents et informations sur les activités de votre ville apprenante	☐	☐
Détacher des personnes auprès de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL)	☐	☐
Fournir un apprentissage par les pairs à travers des coopérations et collaborations entre villes	☐	☐
Contribuer aux activités de recherche du Réseau UNESCO	☐	☐
Autres (prière de préciser) : Cliquez ici pour taper le texte	☐	☐

Photos de votre ville

Prière de nous envoyer **trois à quatre photos à haute résolution** (originaux, non compressés et non recoupés) avec la demande d'adhésion de votre ville. Ces photos devront **représenter votre ville** et **se rapporter à de bonnes pratiques d'apprentissage tout au long de la vie**. Nous vous recommandons d'utiliser des photos de ce type : horizontal, 300 dpi, largeur approximative de 2 000 pixels. **Chaque photo doit être assortie d'une brève description ainsi que d'indications relatives aux droits d'auteur.** Veuillez noter que les photos fournies sont susceptibles de figurer sur le site web du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes (http://uil.unesco.org/fr/apprendre-au-long-vie/villes-apprenantes) dès que la demande d'adhésion de votre ville aura été acceptée par l'équipe de coordination du Réseau.

La ville de Cliquez ici pour taper le texte demande son adhésion au Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes. Par cette demande, la ville s'engage en faveur des objectifs et activités du Réseau conformément au règlement relatif à l'adhésion et en adoptant ses documents de base, la *Déclaration de Pékin sur les villes apprenantes* et les *Caractéristiques clés des villes apprenantes*.

Date :

Signature du maire :

Deuxième partie (à remplir par la Commission nationale pour l'UNESCO)

La Commission nationale du/de la Click or tap here to enter text. avalise la demande de la ville de cliquez ici pour taper le texte d'adhérer au Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes.

Nom du/de la délégué/e de la Commission nationale pour l'UNESCO :

Cliquez ici pour taper le texte

Signature et date :

Cliquez ici pour taper le texte

Merci de votre demande d'adhésion.

Nota :

1. Veillez à bien **lire le règlement qui s'applique à l'adhésion au Réseau mondial UNESCO** avant de nous soumettre votre demande d'adhésion. Ce règlement figure dans la note de synthèse et manifeste d'adhésion : http://uil.unesco.org/fr/apprendre-au-long-vie/villes-apprenantes/membres/devenez-membre
2. Après avoir rempli la première partie de ce formulaire, veuillez l'adresser par courriel à la **Commission nationale pour l'UNESCO de votre pays et en envoyer copie à l'équipe de coordination du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes à l'UIL** (learningcities@unesco.org). Pour les coordonnées des Commissions nationales, prière de consulter la Base de données des Commissions nationales pour l'UNESCO.
3. Après avoir avalisé votre adhésion en signant la demande, votre **Commission nationale pour l'UNESCO** adressera la demande complète à l'équipe de coordination du Réseau mondial UNESCO à l'UIL (learningcities@unesco.org) et vous en enverra une copie. Une autre possibilité consiste à adresser votre demande finalisée directement à l'équipe de coordination du Réseau mondial UNESCO, et d'en envoyer copie à la Commission nationale pour l'UNESCO après avoir obtenu son aval (deuxième partie).
4. **Développement d'un profil de votre ville en ligne :** après admission au sein du Réseau, il est demandé aux villes membres de développer un profil de leur ville en ligne qui puisse être placé sur le site web de l'UIL. Pour ce faire, elles peuvent utiliser le formulaire fourni par l'équipe de coordination du Réseau mondial UNESCO, au cas où l'information fournie dans la demande d'adhésion ne serait pas suffisante.

Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie
Équipe de coordination du Réseau mondial UNESCO des villes apprenantes
Feldbrunnenstrasse 58, 20148 Hambourg, Allemagne
Tel. : +49 (0)40 44 80 41 64
Télécopie : +49 (0)40 410 77 23
Email: learningcities@unesco.org
Site web : http://uil.unesco.org/fr/apprendre-au-long-vie/villes-apprenantes

DELEGATION DE Monsieur Jean-Louis DAVID

D-2019/471
Fonds d'Intervention Local 2019. Affectation de subventions.

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance du 19 mai 2008, le Conseil Municipal a décidé de mettre en place un Fonds d'Intervention Local et d'y affecter une enveloppe par quartier. Le Conseil Municipal dans sa séance du 17 décembre 2018 en a précisé le montant global pour l'exercice 2019. Par délibération en date du 8 juillet 2019, une révision de l'enveloppe prenant en compte la dynamique de population sur l'ensemble des quartiers a été opérée.

Sur cette base, je vous propose de procéder à une nouvelle affectation de ces crédits sur les quartiers Bordeaux Maritime / Chartrons – Grand Parc – Jardin Public / Centre Ville / Saint Augustin – Tauzin – Alphonse Dupeux / Bordeaux Sud, selon les propositions des Maires Adjoints des quartiers concernés.

Chaque dossier a été présenté, par le demandeur, au bureau de la commission permanente qui a donné son avis.

Pour information, le tableau en annexe dresse l'estimation des aides en nature qui pourraient être accordées au titre de l'année 2019 sur la base des montants arrêtés lors du Compte Administratif 2017.

QUARTIER BORDEAUX MARITIME
Total disponible : 53 223 euros

Montant déjà utilisé : 38 781 euros
Affectation proposée : 8 157,34 euros
Reste disponible : 6 284,66 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
AD-OCCE 33 - Ecole élémentaire Dupaty	Participation au financement de la sécurité du spectacle de la chorale de l'école élémentaire Dupaty.	207,34
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN - ALB	Aide à l'organisation du festival "Rock is bac'" au sein du quartier.	1 000
APSARAS	Participation à la réalisation du Festival de contes appelés "Les Griot-tes" du 18 au 20 décembre 2019.	500
ASSOCIATION DE DEFENSE DES INTERETS DU QUARTIER DE BACALAN - ADIQ	Participation à la mise en place d'une manifestation de quartier.	450
ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE EDOUARD VAILLANT BORDEAUX (ASCEV)	Soutien au transport des élèves du collège Edouard Vaillant dans le cadre des activités football.	1 700
BORDEAUX ATHLETIC CLUB	Aide à la manifestation "Rallye ton quartier", journée dédiée aux familles et aux jeunes du quartier.	2 000
LE CHOEUR DES ECLUSES	Aide au fonctionnement général de l'association.	600
LE KFE DES FAMILLES	Participation au concert organisé pendant le Marché de Léon, place Buscaillet.	300
LES BONS PLANTS	Aide à l'achat de matériel de jardinage pour le projet créé sur le site de l'école élémentaire Anne Sylvestre.	600
VIE ET TRAVAIL A BORDEAUX BACALAN	Soutien à la manifestation "les 3 jours en octobre 2019", salle Pierre Tachou.	800
TOTAL		**8 157,34**

QUARTIER CHARTRONS – GRAND PARC – JARDIN PUBLIC
Total disponible : 64 137 euros

Montant déjà utilisé : 57 604,07 euros
Affectation proposée : 6 520 euros
Reste disponible : 12,93 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
ASSOCIATION PEDAGOGIQUE DE L'ECOLE MONTGOLFIER	Participation au financement de la sécurité du "Concours d'éloquence" présenté par 10 classes d'écoles du quartier, le 10 décembre à la salle des fêtes du Grand Parc.	120
ATELIER GRAPHITE	Aide à la mise en place de permanences d'écrivain public gratuites au sein du quartier.	5 400
DYNAMIC CHARTRONS	Participation à l'installation d'illuminations de Noël, cours Portal et place du Marché des Chartrons.	1 000
TOTAL		**6 520**

QUARTIER CENTRE VILLE
Total disponible : 60 311 euros

Montant déjà utilisé : 36 870 euros
Affectation proposée : 5 800 euros
Reste disponible : 17 641 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
COMITE DE QUARTIER BRACH VINCENNES	Aide au fonctionnement général de l'association.	1 600
ASSOCIATION BORDEAUX - USA	Participation à l'organisation d'un évènement au sein du quartier pour le 50ème anniversaire de l'association.	500
VILLAGE DE LA GROSSE CLOCHE	Participation à l'organisation de diverses animations tout au long de l'année au sein du quartier.	2 000
RUE BOUFFARD ASSOCIATION DES COMMERÇANTS	Aide au fonctionnement général de l'association.	1 200
TOTAL		**5 300**

Transferts de crédits	Objets	Montants (en euros)
Direction de la Petite Enfance et des Familles	Participation à la manifestation « Le Temps des Familles 2019 ».	500
TOTAL		**500**

QUARTIER SAINT AUGUSTIN – TAUZIN – ALPHONSE DUPEUX

Total disponible : 48 055 euros

Montant déjà utilisé : 38 377,60 euros
Affectation proposée : 9 674 euros
Reste disponible : 3,40 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
AMICALE LAIQUE ALBERT THOMAS	Participation aux frais d'un séjour pour 54 élèves de CM1 et CM2 de l'école élémentaire Albert Thomas.	250
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE SAINT-AUGUSTIN	Participation à l'organisation de la Fête de l'Huître.	1 002
ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ORNANO - GAVINIES - ST VICTOR (ORGAVI)	Soutien à la publication du journal de quartier.	2 000
LE TAUZIN	Soutien à la manifestation "Cités Run 2019".	2 000
LES JEUNES DE SAINT AUGUSTIN - JSA	Participation à l'organisation de la soirée de récompense des bénévoles, place de l'Eglise Saint-Augustin.	820
OGEC SAINTE THERESE	Participation aux activités sportives de l'école dispensées par les Jeunes de Saint-Augustin.	1 500
SAINT AUGUSTIN 2015	Aide au fonctionnement général de l'association qui accueille et informe les habitants du quartier.	2 102
TOTAL		**9 674**

QUARTIER BORDEAUX SUD

Total disponible : 62 566 euros

Montant déjà utilisé : 34 430 euros
Affectation proposée : 12 550 euros
Reste disponible : 15 586 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
ASSOCIATION DE DEFENSE DES MUSIQUES ALTERNATIVES EN AQUITAINE - ADMAA (ALLEZ LES FILLES)	Aide à l'organisation d'un concert acoustique et d'une soirée dansante en plein air, dans le cadre de la journée d'inauguration de la place André Meunier.	1 550
COMITE BORDEAUX SUD	Aide à l'organisation d'un repas de fin d'année avec les habitants du quartier.	1 500

LA HALLE DES DOUVES	Soutien à l'organisation d'un évènement au marché des Douves le samedi 7 décembre 2019 pour fêter les 4 ans d'existence du lieu en tant que maison de vie associative.	3 500
LA TRIBALE DEMARCHE	Participation à l'organisation de la fête de quartier " Du cœur à la Rue".	2 000
LE VILLAGE SAINT MICHEL	Soutien à l'organisation de la "Fête de la Saint Michel" organisée place Meynard.	2 500
PHILOSPHERES	Soutien à l'organisation de l'évènement "Des mots dans les arbres", 3 journées festives autour du thème "Le don des langues".	1 500
TOTAL		**12 550**

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- verser l'ensemble des subventions et procéder aux transferts financiers nécessaires,
- signer, lorsque cela est nécessaire, les conventions ou avenants aux conventions initiales avec les associations bénéficiaires.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE

ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

ANNEXE 1 : Valorisation des aides en nature

ASSOCIATIONS	ESTIMATION DES AIDES EN NATURE 2019 SUR LA BASE DES MONTANTS 2017
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN - ALB	4 683,30 €
ASSOCIATION BORDEAUX - USA	3 108,86 €
ASSOCIATION DE DEFENSE DES INTERETS DU QUARTIER DE BACALAN - ADIQ	880,00 €
ASSOCIATION DE DEFENSE DES MUSIQUES ALTERNATIVES EN AQUITAINE - ADMAA (ALLEZ LES FILLES)	58 131,42 €
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE SAINT-AUGUSTIN	4 780,07 €
ASSOCIATION DES COMMERÇANTS ORNANO - GAVINIES - ST VICTOR (ORGAVI)	3 915,86 €
BORDEAUX ATHLETIC CLUB	18 535,50 €
COMITE BORDEAUX SUD	364,00 €
LA HALLE DES DOUVES	63 492,48 €
LA TRIBALE DEMARCHE	836,20 €
LE CHOEUR DES ECLUSES	2 556,30 €
LE KFE DES FAMILLES	7 058,15 €
LE TAUZIN	180 571,88 €
LE VILLAGE SAINT MICHEL	2 187,24 €
LES JEUNES DE SAINT AUGUSTIN - JSA	484 783,95 €
PHILOSPHERES	1 795,64 €
RUE BOUFFARD ASSOCIATION DES COMMERÇANTS	1 325,16 €
SAINT AUGUSTIN 2015	6 861,61 €
VIE ET TRAVAIL A BORDEAUX BACALAN	4 521,26 €
VILLAGE DE LA GROSSE CLOCHE	8 247,48 €

D-2019/472
Convention sur les modalités de reversement des produits de forfaits de post-stationnement entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole au titre de l'année 2018

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la réforme de décentralisation du stationnement payant sur voirie est entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

A compter de cette date, l'amende pénale forfaitaire de 17 euros antérieurement applicable au stationnement payant sur voirie est supprimée et remplacée par un forfait de post-stationnement (FPS), dont le montant est fixé par les communes afin de tenir compte des spécificités de leur territoire, directement perçu par elles.

A Bordeaux, le montant du FPS correspondant à une durée de stationnement de 4 heures et 15 minutes a été fixé à 35 euros pour la zone rouge (équivalente à l'hyper centre-ville) et 30 euros pour la zone verte qui s'étend sur le reste du territoire dans lequel le stationnement est payant. Cependant, il est appliqué une minoration de 5 euros pour tout paiement effectué à l'horodateur dans les 24h suivant l'émission du forfait.

Ainsi qu'il a été prévu par les articles R.2333-120-18 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la commune reverse les forfaits de post-stationnement à l'EPCI qui exerce « l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnements, et pour la totalité des voies, de la voirie », en l'occurrence Bordeaux Métropole.

Les produits des FPS doivent être affectés à des opérations en lien avec les politiques de mobilité, étant entendu que l'ensemble des opérations financées doivent être compatibles avec le plan de déplacement urbain.

Dans le cadre fixé par l'article L2338-87 du Code Général des Collectivités Territoriales, le reversement du produit des FPS à Bordeaux Métropole par les communes, dont Bordeaux, s'effectue déduction faite des coûts de leur mise en œuvre.

Les reversements doivent donc s'effectuer sur la base de conventions annuelles qui détaillent les dépenses déductibles, c'est-à-dire celles portées par les communes dans le cadre de la réforme.

Afin de déterminer les coûts correspondant à la mise en œuvre des FPS, il est convenu de prendre en compte, à périmètre constant (nombre de places payantes relevé au 31 décembre 2017), d'une part les dépenses initiales, uniquement pour la première année d'exercice et, d'autre part, les autres dépenses éligibles par catégorie, telles que définies aux articles 3 et 4 du projet de convention soumis à la présente assemblée.

Pour information, le montant estimé des dépenses déductibles sur le reversement des FPS est estimé à 2 552 566,23 euros pour 2018. Une information sera fournie lors d'un prochain conseil sur le montant réel reversé à Bordeaux Métropole.

Pour 2019, une délibération fixera également par convention, les dépenses déductibles ainsi que les modalités de reversement des produits collectés par la commune pour le compte de Bordeaux Métropole et de remboursement, par cette dernière, des dépenses exposées dans ce cadre.

Vu l'article 63 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment des articles L.2333-87, R.2333-120-18 et R.2333-120-19 et R.2334-12,

Vu les articles L.1231-14 et L1231-16 du code des transports,

Vu le projet de convention annexé,

Considérant que la Commune et Bordeaux Métropole doivent convenir des modalités de reversement des FPS à Bordeaux Métropole au titre de l'année 2018,

DECIDE

Article 1er : d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec Bordeaux Métropole, la convention jointe en annexe à la présente délibération et relative aux modalités de reversement des FPS à Bordeaux Métropole au titre de l'année 2018 ainsi que tout autre document inhérent à l'exécution des présentes.

Article 2 : d'imputer les recettes afférentes au budget principal de la Ville sur l'article 3954-70384020-

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

CONVENTION SUR LES MODALITES DE REVERSEMENT DES PRODUITS DE FORFAITS DE POST-STATIONNEMENT

ENTRE LA VILLE DE ……. ET BORDEAUX METROPOLE

AU TITRE DE L'ANNEE 2018

Bordeaux Métropole, Etablissement Public de Coopération Intercommunale, dont le siège est situé Esplanade Charles de Gaulle - 33045 – Bordeaux Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur Patrick Bobet, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n° X du 27 septembre 2019, et reçue à la Préfecture de la Gironde le ,

Ci-après dénommée « Bordeaux Métropole » ou « La Métropole »

D'UNE PART

ET :

La commune de X, ayant son siège social X représentée par son Maire, Monsieur/ Madame X, dûment habilité(e) aux fins des présentes en vertu d'une délibération du Conseil municipal n° X du jj mm aaaa, et reçue à la Préfecture de la Gironde le ,

Ci-après dénommée « La Commune »

D'AUTRE PART

Ensemble dénommées « Les Parties »

EXPOSE PREALABLE

Conformément aux dispositions de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la réforme de décentralisation du stationnement payant sur voirie est entrée en vigueur le 1er janvier 2018.

A compter de cette date, l'amende pénale forfaitaire de 17€ antérieurement applicable au stationnement payant sur voirie est supprimée et remplacée par un forfait de post-stationnement, dont le montant est fixé par les communes afin de tenir compte des spécificités de leur territoire, directement perçu par elles.

Ainsi qu'il a été prévu par les articles R.2333-120-18 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les communes reversent les forfaits de post-stationnement à Bordeaux Métropole, laquelle exerce en effet « l'intégralité des compétences en matière d'organisation de la mobilité, de parcs et aires de stationnements, et pour la totalité des voies, de la voirie ».

Afin de préserver les équilibres budgétaires locaux, les reversements des forfaits de post-stationnement des communes au profit de la Métropole s'effectueront « déduction faite des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement » (article L.2333-87 III § 2).

Ainsi, seront déductibles du reversement à Bordeaux Métropole les dépenses nouvelles assumées par les communes directement liées à la réforme. A ce titre, il est rappelé que le contrôle du stationnement payant sur voirie ne constitue pas une dépense déductible liée à la réforme.

Il est donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités de reversement au profit de Bordeaux Métropole des produits des forfaits de post-stationnement (FPS) 2018.

Le reversement sera composé du montant brut des recettes des FPS encaissées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année 2018, déduction faite :

- des coûts de mise en œuvre des FPS supportés par la Commune,
- des remboursements des FPS aux usagers, mandatés sur l'exercice 2018, soit directement par la Commune, soit par le tiers en charge de la prestation, soit par l' Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infraction (ANTAI).

Nonobstant les principes de déductibilité qui seront détaillés dans les articles suivants, dans tous les cas, le montant déductible par la Commune ne pourra pas être supérieur au montant des FPS encaissés par la Commune sur l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : Nature des coûts de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement à la charge de la commune et déductibles du reversement à Bordeaux Métropole (coûts admis)

Afin de déterminer les coûts correspondant à la mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, il est convenu de prendre en compte, **à périmètre constant**[1] d'une part, les dépenses initiales, uniquement pour la première année de mise en œuvre de la réforme et, d'autre part, les autres dépenses admissibles par catégorie, telles que définies aux articles 3 et 4 de la présente convention.

Ces coûts sont de deux natures distinctes dont dépendront les principes de déduction mis en place :

- de nature exclusive, c'est-à-dire entièrement imputables à la mise en œuvre des FPS, auquel cas ils seront déduits à 100% ;
- de nature mixte, c'est-à-dire en partie imputables à la mise en œuvre des FPS, auquel cas ils seront déduits en fonction d'une clé de déduction définie ci-après.

Les dépenses entrant dans le calcul du montant déductible du reversement à Bordeaux Métropole 2018 seront les dépenses mandatées par la Commune sur les exercices 2017 et 2018.

Le montant des dépenses déductibles ainsi prises en compte sera le montant HT pour les dépenses affectées à la section d'investissement du budget de la Commune et le montant TTC pour les dépenses affectées à la section de fonctionnement du budget de la Commune.

ARTICLE 3 : Les dépenses initiales déductibles pour la première année de mise en œuvre de la réforme

Par dépense initiale, il faut entendre au titre de la présente convention toute dépense nouvelle d'investissement ou de fonctionnement non récurrente qui est effectuée en conséquence directe de l'entrée en vigueur des forfaits de post-stationnement et qui y est directement liée.

3.1 – Les dépenses initiales d'équipements

Ces dépenses sont relatives à :

- L'acquisition/location de nouveaux horodateurs, leur adaptation nécessaire à la mise en œuvre des FPS[2] d'ici le 31 décembre 2017 afin qu'ils répondent aux dispositions de la réforme législative (changement des plastrons, de la grille tarifaire, des nouvelles mentions devant figurer sur les reçus, etc.) ;
- L'acquisition ou l'adaptation des dispositifs de surveillance et équipements de contrôle (« Personal digital assistant » - PDA) ;

[1] Le périmètre constant est le nombre de places payantes relevé au 31 décembre 2017.

[2] Sont exclues les dépenses d'acquisition/location des horodateurs ayant bénéficié d'un subventionnement de la part de Bordeaux Métropole pour l'extension des zones réglementées.

- L’acquisition de matériels, solutions et licences propres au stationnement règlementé.

Les principes de déduction de ces dépenses sont les suivants :

- Les dépenses exclusives seront déduites à 100% ;
- Les dépenses mixtes seront déduites à hauteur de 50%.

3.2 – Les autres dépenses initiales

Ces dépenses couvrent :

- Les études préalables à la mise en œuvre de la réforme ;
- La communication autour de la réforme ;
- Les réunions de concertation avec les usagers ;
- Toute autre dépense nouvelle non récurrente.

Les principes de déduction de ces dépenses sont les suivants :

- Les dépenses exclusives seront déduites à 100% ;
- Les dépenses mixtes seront déduites à hauteur de la quote-part affectable aux FPS et justifiée par la Commune.

ARTICLE 4 : Les autres dépenses déductibles récurrentes

Par autres dépenses déductibles, il faut entendre au titre de la présente convention toutes dépenses récurrentes correspondant aux charges de logistique, et aux dépenses de support et charges de structure qui ont été rendues nécessaires par l’instauration des FPS et qui y sont directement liées.

4.1 – Les charges récurrentes de logistique

4.1.1 - Les charges récurrentes de logistique constitutives de dépenses exclusives déductibles sont les suivantes :

- Les frais de transaction liés au paiement des FPS minorés ;
- Les coûts de gestion des avis de paiement et du recouvrement – ANTAI ;
- Les traitements des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) et Recours Contentieux devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP) portant sur la contestation des FPS ou des titres exécutoires ;
- Toute autre dépense exclusive récurrente que la Commune sera en mesure de justifier.

Les principes de déduction de ces dépenses sont les suivants :

- Les dépenses exclusives seront déduites à 100% à l’exception des cas particuliers déterminés ci-après ;
- Le traitement des RAPO assuré directement par la Commune fera l’objet d’un forfait de déduction prenant en compte l’ensemble des coûts et notamment de ressources humaines et fournitures. Ce forfait est fixé à 15 € par RAPO instruit dans la limite des coûts réellement supportés par la Commune ;
- Les modalités de prise en charge et la déduction du traitement des recours contentieux formés devant la CCSP contre les décisions prises à la suite d’un RAPO ou contre les titres exécutoires seront déterminées dans la prochaine convention de reversement portant sur l’exercice 2019.

4.1.2 - Les charges récurrentes de logistique constitutives de dépenses mixtes déductibles sont les suivantes :

- Redevances et licences relatives aux solutions, applications, serveurs et équipements de stationnement payant liés aux FPS ;
- Entretien et maintenance des équipements liés aux FPS et notamment des horodateurs permettant le paiement des FPS ;
- Toute autre dépense mixte récurrente que la Commune sera en mesure de justifier.

Le principe de déduction de ces dépenses est l’application d’une clé de déduction représentant le poids des FPS dans l’activité du stationnement payant. Elle sera déterminée selon la formule suivante :

$$\frac{FPS\ dressés\ -\ RAPO\ ayant\ donné\ lieu\ à\ remboursement}{(FPS\ dressés\ -\ RAPO\ ayant\ donné\ lieu\ à\ remboursement)\ +\ Redevances\ de\ stationnement\ payant}$$

dans laquelle :

- **FPS dressés** est le nombre de FPS émis et validés par les agents de contrôle entre le 1er janvier et le 31 décembre de l’année 2018[3] ;
- **RAPO ayant donné lieu à remboursement** est le nombre de RAPO ayant donné au lieu au mandatement du remboursement du FPS contesté auprès de l’usager entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018 ;
- **Redevances de stationnement payant** est le nombre de redevances de stationnement payant (Redevances horaires et abonnements) acquittées spontanément par l’usager, c’est-à-dire le nombre de transactions (CB, NFC, espèces, et tout autre moyen de paiement) relatif au stationnement payant spontané entre le 1er janvier et le 31 décembre 2018.

[3] Retirer du nombre de FPS émis, les FPS annulés par l’ANTAI qui donc n’ont plus d’existence juridique.

4.2 – Les dépenses de support et charges de structure

Les dépenses de support et charges de structure correspondent aux coûts des fonctions support et fonctions d'appui telles que les ressources humaines, la comptabilité, l'encadrement, le pilotage, etc.

Ces dépenses sont prises en compte par le biais d'un taux forfaitaire de 30% appliqué au montant déduit des charges récurrentes de logistique et tel qu'évalué au regard de l'article 4.1 ci-dessus.

ARTICLE 5 : Pièces justificatives des recettes encaissées et des dépenses déductibles à transmettre à Bordeaux Métropole :

La Commune transmettra avant le 15 octobre 2019 à Bordeaux Métropole un état complet des recettes des forfaits de post-stationnement encaissées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année 2018 et des dépenses déductibles liées aux FPS telles que détaillées aux articles 2, 3 et 4 de la présente convention.

Cet état déclaratif récapitulatif sera accompagné des pièces justificatives correspondantes.

Ces éléments devront être adressés au sein de Bordeaux Métropole Esplanade Charles de Gaulle 33045 Bordeaux Cedex à :

Direction générale Mobilités
Direction d'appui administrative et financière

ARTICLE 6 : Modalités du reversement

Après accord de Bordeaux Métropole qui aura instruit les pièces justificatives citées à l'article 5 de la présente convention dans un délai raisonnable à compter de la transmission des documents permettant de respecter le délai de reversement du 30 novembre 2019 cité ci-dessous , la Commune reversera annuellement en 2019 à Bordeaux Métropole le montant des forfaits de post-stationnement encaissés en 2018, déduction faite des coûts mandatés de mise en œuvre des forfaits de post-stationnement, tels que définis aux articles 2 à 4 de la présente convention.

Ce reversement devra être effectif d'ici le 30 novembre 2019 et interviendra à l'appui d'un état récapitulatif des dépenses et des recettes certifié par les Comptables publics de la Commune.

Le virement sera effectué au profit de la Recette des Finances de Bordeaux Municipale et Métropole :

Identification internationale de compte bancaire - IBAN

FR54	3000	1002	15C3	3000	0000	082

Identifiant international banque – BIC

BDFERPPCCT

En application de la délibération n° 2018-493 du 28 septembre 2018, le Conseil de Métropole a décidé d'affecter la totalité du produit des FPS au budget annexe Transports.

ARTICLE 7 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification entre les Parties.
Toute modification des conditions de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La convention prendra automatiquement fin par le reversement des FPS encaissés par la Commune en 2018 « déduction faite des coûts de mise en œuvre de la réforme ».

ARTICLE 8 : Engagement des parties
Les Parties s'engagent à exécuter la présente convention avec diligence et en toute bonne foi.

ARTICLE 9 : Litiges
Avant toute action en justice, les Parties s'engagent à régler préalablement à l'amiable leur différend tant sur l'interprétation que sur l'exécution de la présente convention. En cas de litiges, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 10 : Annexes
Sont annexées à la présente convention les pièces suivantes :

1. Tableau récapitulatif des clés de déduction applicables en fonction de la nature des dépenses ;
2. Modèle d'état récapitulatif déclaratif certifié par les Comptables publics de la commune et de Bordeaux Métropole ;
3. Liste des pièces justificatives à fournir par la Commune.

Fait à Bordeaux en cinq exemplaires, le

Le Maire

Le Président de Bordeaux Métropole

Patrick BOBET

Annexe 1 – Tableau récapitulatif des clés de déduction applicables en fonction de la nature des dépenses

MONTANT DEDUCTIBLE DU REVERSEMENT 2018				
CATEGORIE DE DEPENSES	**TYPE DE DEPENSES**		**PART DEDUCTIBLE**	
			Dépenses exclusives FPS	**Dépenses mixtes**
**Dépenses prises en compte:* *Dépenses entrant dans le calcul du montant déductible du reversement à Bordeaux Métropole 2018 sont les dépenses mandatées par la Commune sur les exercices 2017 et 2018, voir les exercices antérieurs le cas échéant*			***Coût pris en compte :* *- HT pour les dépenses inscrites à la section d'investissement* *-TTC pour les dépenses inscrites à la section de fonctionnement*	
- ART 3. - DEPENSES INITIALES* (uniquement pour 2018) *Toutes dépenses nouvelles non récurrentes effectuées en conséquence directe de l'entrée en vigueur du FPS et qui y sont directement liées*	***- ART 3.1 - Dépenses initiales d'équipements***	**Acquisition/location de nouveaux horodateurs, leur adaptation** nécessaire à la mise en oeuvre des FPS d'ici le 31 décembre 2017 afin qu'ils répondent aux dispositions de la réforme législative (changement des plastrons, de la grille tarifaire, des nouvelles mentions devant figurer sur les reçus, etc.)	100% de leur montant**	50 % de leur montant**
		Acquisition ou adaptation des dispositifs de surveillance et équipements de contrôle (« Personal digital assistant » - PDA)		
		Acquisition de matériels, licences et solutions propres au stationnement règlementé		
	- ART 3.2 - Autres dépenses initiales	**Etudes préalables à la mise en œuvre de la réforme**	100% de leur montant**	Quote part du montant** affectable au FPS et justifiée par la Commune
		Communication autour de la réforme		
		Réunions de concertation avec les usagers		
		Toute autre dépense nouvelle non récurrente		
- ART 4 - AUTRES DEPENSES ADMISSIBLES* (récurrentes) *Toute dépense récurrente rendue nécessaire par l'instauration du FPS et qui y sont directement liées*	***- ART 4.1- Charges récurrentes de logistique***	**Frais de transaction des FPS minorés**	100% de leur montant**	
		Coût de gestion des avis de paiement et du recouvrement - ANTAI	100% de leur montant**	
		Traitement des RAPO (ensemble des coûts de traitement y compris RH et fournitures)	Forfait de 15 € par RAPO dans la limite des coûts réellement supportés par la Commune	
		Traitement des Recours contentieux formés devant la CCSP	*Modalités de prise en charge et déduction dans le cadre de la convention 2019*	
		Redevances et licences relatives aux solutions, applications, serveurs et équipements de stationnement payant liés au FPS		Application au montant** de la dépense d'une *clé de déduction* représentant le poids des FPS dans l'activité du stationnement payant: *(n.FPS dressés - n.RAPO remboursés)* */* *[(n.FPS-n.RAPO remboursés) + n.Redevance stat payant]* x Montant de la dépense
		Entretien et maintenance des équipements liés au FPS, notamment des horodateurs permettant le paiement des FPS		
		Toute autre dépense récurrente que la commune sera en mesure de justifier.	100%	
				/S TOTAL CHARGES RECURRENTES DE LOGISTIQUE
	- ART 4.2 - Dépenses de support et charges de structure (difficilement quantifiable)	**Coût des fonctions support et d'appui** (RH, comptabilité, encadrement, pilotage, etc…)		Taux Forfaitaire de 30% sur le montant déduit des charges récurrentes de logistique
				TOTAL DES CHARGES DEDUCTIBLES

RECETTES FPS 2018		
CATEGORIE DE RECETTES		**MONTANT PRIS EN COMPTE**
RECETTES FPS ENCAISSEES DU 01/01/2018 AU 31/12/2018	***Recettes de FPS minorés***	*100%*
	Recettes de FPS non minorés	*100%*
RECETTES FPS AYANT FAIT L'OBJET D'UN REMBOURSEMENT SUITE A RAPO MANDATE SUR L'EXERCICE 2018		*100%*
		TOTAL RECETTES FPS ENCAISSEES - REMBOURSEES
		TOTAL MONTANT DE REVERSEMENT DES PRODUITS NETS DE FPS 2018

Annexe 2 – Modèle d'état récapitulatif déclaratif certifié par les Comptables publics de la Commune et de Bordeaux Métropole

ETAT RECAPITULATIF DECLARATIF DES DEPENSES ET RECETTES FPS

COMMUNE :

MONTANT DEDUCTIBLE DU REVERSEMENT 2018					
CATEGORIE DE DEPENSES	**TYPE DE DEPENSES**		**PART DEDUCTIBLE**		**MONTANT EN €**
			Dépenses exclusives FPS	**Dépenses mixtes**	
**Dépenses prises en compte:* *Dépenses entrant dans le calcul du montant déductible du reversement à Bordeaux Métropole 2018 sont les dépenses mandatées par la Commune sur les exercices 2017 et 2018, voir les exercices antérieurs le cas échéant*			*** Coût pris en compte :* *- HT pour les dépenses inscrites à la section d'investissement* *-TTC pour les dépenses inscrites à la section de fonctionnement*		
- ART 3. - DEPENSES INITIALES* (uniquement pour 2018) *Toutes dépenses nouvelles non récurrentes effectuées en conséquence directe de l'entrée en vigueur du FPS et qui y sont directement liées*	***- ART 3.1 - Dépenses initiales d'équipements***	**Acquisition/location de nouveaux horodateurs, leur adaptation** nécessaire à la mise en oeuvre des FPS d'ici le 31 décembre 2017 afin qu'ils répondent aux dispositions de la réforme législative (changement des plastrons, de la grille tarifaire, des nouvelles mentions devant figurer sur les reçus, etc.)	100% de leur montant**	50 % de leur montant**	
		Acquisition ou adaptation des dispositifs de surveillance et équipements de contrôle (« Personal digital assistant » - PDA)			
		Acquisition de matériels, licences et solutions propres au stationnement règlementé			
	- ART 3.2 - Autres dépenses initiales	**Etudes préalables à la mise en œuvre de la réforme**	100% de leur montant**	Quote part du montant** affectable au FPS et justifiée par la Commune	
		Communication autour de la réforme			
		Réunions de concertation avec les usagers			
		Toute autre dépense nouvelle non récurrente			
- ART 4 - AUTRES DEPENSES ADMISSIBLES* (récurrentes) *Toute dépense récurrente rendue nécessaire par l'instauration du FPS et qui y sont directement liées*	***- ART 4.1- Charges récurrentes de logistique***	**Frais de transaction des FPS minorés**	100% de leur montant**		
		Coût de gestion des avis de paiement et du recouvrement - ANTAI	100% de leur montant**		
		Traitement des RAPO (ensemble des coûts de traitement y compris RH et fournitures)	Forfait de 15 € par RAPO dans la limite des coûts réellement supportés par la Commune		
		Traitement des Recours contentieux formés devant la CCSP	*Modalités de prise en charge et déduction dans le cadre de la convention 2019*		
		Redevances et licences relatives aux solutions, applications, serveurs et équipements de stationnement payant liés au FPS		Application au montant** de la dépense d'une *clé de déduction* représentant le poids des FPS dans l'activité du stationnement payant: *(n.FPS dressés - n.RAPO remboursés) / [(n.FPS-n.RAPO remboursés) + n.Redevance stat payant]* x Montant de la dépense	
		Entretien et maintenance des équipements liés au FPS, notamment des horodateurs permettant le paiement des FPS			
		Toute autre dépense récurrente que la commune sera en mesure de justifier.	100%		
		/S TOTAL CHARGES RECURRENTES DE LOGISTIQUE			
	- ART 4.2 - Dépenses de support et charges de structure (difficilement quantifiable)	**Coût des fonctions support et d'appui** (RH, comptabilité, encadrement, pilotage, etc…)		Taux Forfaitaire de 30% sur le montant déduit des charges récurrentes de logistique	
TOTAL DES CHARGES DEDUCTIBLES					

RECETTES FPS 2018			
CATEGORIE DE RECETTES		MONTANT PRIS EN COMPTE	MONTANT EN €
RECETTES FPS ENCAISSEES DU 01/01/2018 AU 31/12/2018	*Recettes de FPS minorés*	*100%*	
	Recettes de FPS non minorés	*100%*	
RECETTES FPS AYANT FAIT L'OBJET D'UN REMBOURSEMENT SUITE A RAPO MANDATE SUR L'EXERCICE 2018		*100%*	
TOTAL RECETTES FPS ENCAISSEES - REMBOURSEES			
TOTAL MONTANT DE REVERSEMENT DES PRODUITS NETS DE FPS 2018			

Etat récapitulatif certifié exact et conforme

Le XX/XX/2019

Le Comptable public de la commune X

Le Comptable public de Bordeaux Métropole

Annexe 3 - Liste des pièces justificatives à fournir par la Commune

- L'organigramme complet du service chargé du stationnement sur voirie,
- Le cadre des coûts des marchés ou prestations pris en compte (Cadre de la commande ? BPU ou devis),
- Les coûts des marchés ou prestations pris en compte (factures),
- Un certificat administratif pour les dépenses ne disposant pas de factures ou n'étant pas individualisées au niveau d'une facture,
- Les éléments relatifs aux FPS, RAPO et recours contentieux, détaillés dans le tableau ci-dessous :

Au 31/12/2018	**Nombre**	**Montants**
1) FPS dressés :		
- minorés		
- non-minorés		
2) FPS encaissés (dans les caisses du comptable)		
3) FPS payés		
- minorés		
- recouvrés par l' l'ANTAI (si informations)		
4) RAPO instruits		
5) RAPO acceptés		
6) RAPO rejetés		
7) RAPO annulés		
8) Recours contentieux instruits		
9) Recours contentieux acceptés		
10) Recours contentieux rejetés		

- Toute autre pièce permettant de justifier les éléments pris en compte pour déterminer les recettes et charges déductibles,

D-2019/473
GERTRUDE . Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales . Rapport 2019.Exercice 2018 . Information

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport est celui des représentants de la Ville de Bordeaux désignés comme administrateurs au sein de la SAEM (Société anonyme d'économie mixte) Gertrude. Il se propose de faire un point synthétique sur la société.

Bordeaux Métropole est le premier actionnaire avec 51 % du capital. La Ville de Bordeaux détient 7 % du capital.

En 2018, le résultat d'exploitation est de + 389 K€, le résultat financier de 26 K€ et le résultat exceptionnel de 1 K€. Il en ressort un résultat net positif de 408 K€ contre 552 K€ en 2017.

Trois chapitres sont traités successivement.

Le premier chapitre, relatif à la vie sociale, énonce les principales décisions prises en Conseil d'Administration (CA) et en Assemblée Générale (AG) à compter du 1er janvier 2018 jusqu'à la date de rédaction de ce rapport.

Le deuxième chapitre s'arrête sur les relations contractuelles de la société avec l'établissement public de la Métropole.

Enfin, le troisième chapitre fait le point sur la situation financière de la société sur la base des derniers comptes arrêtés. Ce point intègre les comptes 2018, qui ont été présentés au Conseil d'administration du 3 juin 2019 et qui ont été approuvés par l'Assemblée générale du 27 juin 2019.

Une fiche d'identité de la S.A.E.M. Gertrude est annexée au présent rapport.

I – VIE SOCIALE

Les points principaux de la vie sociale de la société sur la période allant du début du dernier exercice comptable arrêté (1er/01/2018) à la date d'établissement du présent rapport sont présentés sous une forme synthétique dans le tableau qui suit.

RÉUNIONS DES ORGANES SOCIAUX	**2018 ***	**2019 ***
Nombre de réunions du Conseil d'administration (C. A.)	1	1
Nombre de réunions de l'Assemblée générale (A. G.)	1	1
(Dont AG Mixte)		
Nombre de commissions consultatives	0	0
CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR	**2018 ***	**2019 ***
Publics	Non	Oui**
Privés	Non	Non
ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	**2018 ***	**2019 ***
Changement du montant du capital	Non	Non
Modification de la répartition du capital entre actionnaires	Non	Non

* Jusqu'à la date de rédaction du rapport : juillet 2019

** Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux :

Démission de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux de son mandat d'administrateur prenant effet au jour de la tenue du Conseil d'administration du 3 juin 2019.

PRINCIPALES DECISIONS 2019		
Instance	Date	Nature de la décision prise
AGO [1]	27/06/2019	- Approbation des comptes de l'exercice 2018 et affectation du résultat en report à nouveau après présentation du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes ; - Approbation du procès-verbal de l'AG du 27/06/2018.
CA [3]	03/06/2019	- Prise en considération du départ à la retraite du Commissaire aux Comptes de KPMG SA M. Franck Cournut courant 2020 et de son remplacement par Mme Anne Jallet-Auguste ; - Approbation du procès-verbal du CA du 12/06/2018 ; - Présentation des comptes de l'exercice 2018 et proposition d'affectation du résultat ; - Point sur le souhait de mise en place à l'automne 2019 d'un groupe de travail intitulé « Stratégie Gertrude », composé par les membres du Conseil d'Administration et par les membres du personnel ; - Point sur la situation de la filiale Gertrude Algérie EURL (abandon de créance) ; - Présentation des perspectives 2019 ; - Adoption de l'ordre du jour de la prochaine AGO.

PRINCIPALES DECISIONS 2018		
Instance	Date	Nature de la décision prise
AGO (1)	27/06/2018	- Approbation des comptes de l'exercice 2017 et affectation du résultat en report à nouveau après présentation du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes ; - Désignation, pour six exercices, soit jusqu'au jour de l'Assemblée Générale tenue de statuer sur les comptes de l'exercice 2023, comme Commissaire aux Comptes, Titulaire, la société KPMG SA, Tour EQHO – 2 Avenue Gambetta – CS 60055 - 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX ; L'Assemblée Générale, après avoir entendu que, le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire étant assuré par la Société KPMG SA, il n'est plus nécessaire de désigner un Commissaire aux Comptes suppléant, en prend acte purement et simplement ; - Approbation du procès-verbal de l'AG du 27/06/2017.
CA (3)	12/06/2018	- Approbation du procès-verbal du CA du 09/06/2016 ; - Présentation des comptes de l'exercice 2017 et proposition d'affectation du résultat ; - Point sur la situation de la filiale Gertrude Algérie EURL (abandon de créance) ; - Présentation des perspectives 2018 ; - Adoption de l'ordre du jour de la prochaine AGO.

(1) AGO Assemblée Générale Ordinaire

(2) AGE Assemblée Générale Extraordinaire

(3) AGM Assemblée Générale Mixte (AGO et AGE)

(4) CA Conseil d'Administration

II - RELATIONS CONTRACTUELLES AVEC BORDEAUX METROPOLE

2.1 Documents contractuels

Trois conventions, dont les effets sont supérieurs à un an, doivent être mentionnées par ordre d'importance.

1. Contrat d'adaptation de logiciels de régulation et micro-régulation des carrefours à feux dans le cadre de la gestion centralisée de la circulation

- Date de notification 29/05/2017

- Nature du contrat Marché négocié sans mise en concurrence (à bons de commande)

- Durée et montant 1 an du 29/05/2017 au 28/05/2018, reconductible 3 fois pour un montant total des commandes allant de 100 000€ à 2 500 000 € HT.

- Contenu du marché Gertrude S.A.E.M. peut assurer les prestations suivantes :

  * Recueil de données et d'antériorités ; examen de performances ;

  * Réalisations d'avant-projets et de projets de régulation ; exécution de projets de régulation ; contrôle et optimisation de la régulation ;

  * Réalisation et mise à jour des documentations techniques ;

  * Examens de performances et de besoins fonctionnels ; définition de spécifications techniques, de codage logiciel ;

  * Réalisation des cahiers de recettes et des recettes elles-mêmes ;

  * Formation et assistance technique des utilisateurs.

2. Contrat de maintenance des logiciels du Poste Central de gestion du trafic de Bordeaux Métropole

- Date de notification 11/06/2015

- Nature du contrat Marché négocié sans mise en concurrence (à bons de commande)

- Durée et montant 1 an du 11/06/2015 au 10/06/2016, reconductible 3 fois pour un montant total annuel des commandes de 50 000 € HT

- Contenu du marché Gertrude S.A.E.M. assure la maintenance des logiciels du poste de gestion du trafic de Bordeaux Métropole.

3. Contrat de location des bureaux du siège social situé au 1er étage du bâtiment du 9 rue de Ségur à BORDEAUX

- Date de notification 1er/01/2012

- Nature du contrat Contrat administratif

- Propriétaire Bordeaux Métropole

- Durée et montant 9 ans à compter du 01/01/2012 soit jusqu'au 31/12/2020 pour un montant de loyer de 48 200 € HT par an (sans les frais de ménage) révisé annuellement en fonction des variations de l'indice INSEE du coût de la construction (valeur 4ème trimestre de l'année).

2.2 Exécution des contrats Bordeaux Métropole / Gertrude S.A.E.M.

Le chiffre d'affaires généré par les contrats n°1 et 2 passés avec Bordeaux Métropole est plutôt stable puisqu'il s'est élevé à 600 K€ HT en 2018 contre 664 K€ HT en 2017.

III - SITUATION FINANCIERE DE Gertrude S.A.E.M.

3.1 Rappel de l'activité de la société Gertrude S.A.E.M.

Créée en 1981 sous la forme d'une société anonyme d'économie mixte, Gertrude S.A.E.M. développe et assure l'exploitation technique et commerciale de son système de régulation du trafic urbain « Gertrude Temps Réel », dont les bases techniques ont été inventées, dès le début des années 1970, par les services communautaires de Bordeaux.

En répondant seule, ou en partenariat avec des entreprises françaises ou étrangères, la société Gertrude S.A.E.M. vend des solutions techniques de régulation de trafic urbain ainsi que leur suivi d'exploitation, et ceci en France et à l'étranger. A ce jour, **17**[1] **sites** en France et **10**[2] à l'étranger, sont équipées des solutions et du système Gertrude.

Depuis sa création, le contrat le plus régulier et structurant de la société était celui passé avec Bordeaux Métropole. Il représentait plus d'un tiers du chiffre d'affaires. Pour compenser l'arrêt de l'exploitation du système central de la Cub en 2010, la société a engagé des actions pour développer les activités **«** métier **»** à forte valeur ajoutée. L'activité commerciale se concentre aujourd'hui, sur la conquête de nouveaux marchés en France et à l'étranger et sur le maintien des activités de gestion des déplacements urbains (extensions tramway) conclues avec Bordeaux Métropole.

1 Antibes, Bordeaux Métropole, Brive, Caen et Syndicat Départemental de l'Energie du Calvados, Dax, Dunkerque, Le Mans, Mimizan, Mont-de-Marsan, Montpellier, Metz, Reims, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Vincent de Tyrosse, Troyes, Fort-de-France.

2 Alger et Constantine (**Algérie**), Casablanca (**Maroc**), Lisbonne et Porto (**Portugal**), Wroclaw (**Pologne**), Monterrey et Morelia (**Mexique**), Posadas (**Argentine**).

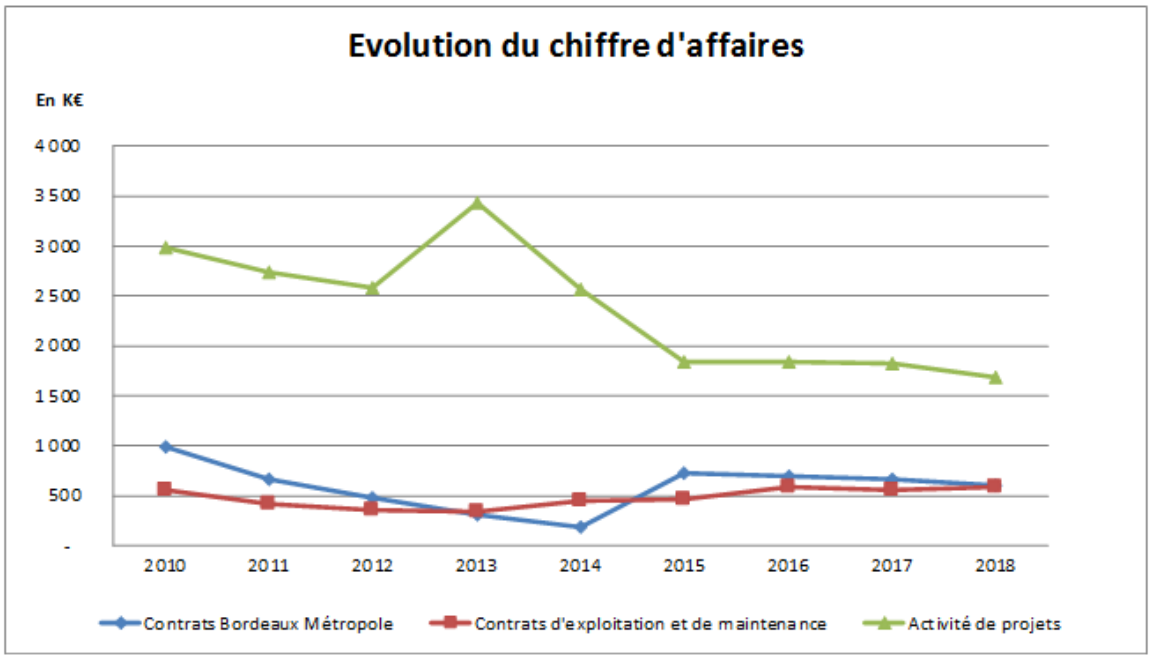
3.2 Les principaux chiffres de l'année 2018

3.2.1 Le compte de résultat

3.2.1.1 Le chiffre d'affaires

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2017/2018	
										Var. Val.	Var. %
Contrats Bordeaux Métropole	993	668	484	310	190	722	689	664	600	- 65	-10%
Contrats d'exploitation et de maintenance	548	417	358	346	452	458	589	553	592	39	7%
Activité de projets	2 982	2 736	2 574	3 427	2 563	1 834	1 837	1 822	1 688	- 134	-7%
Total chiffre d'affaires	4 523	3 820	3 416	4 083	3 206	3 014	3 118	3 040	2 880	-160	-5%
Dont export	*259*	*544*	*526*	*543*	*940*	*556*	*744*	*353*	*597*	214	56%
Export en % du CA	*6%*	*22%*	*24%*	*21%*	*29%*	*19%*	*24%*	*13%*	*21%*		
Niveau de dépendance	*22%*	*17%*	*14%*	*5%*	*5%*	*24%*	*22%*	*22%*	*21%*		

Pour rappel, le chiffre d'affaires avait subi un fléchissement significatif entre 2010 et 2015 (- 33 %). La raison principale de cette érosion était l'arrêt de l'exploitation du système central de la Cub en mai 2010, qui représentait un tiers du chiffre d'affaires.



Après une hausse sensible entre 2015 et 2016 (+ 3 %), puis un léger recul entre 2016 et 2017 (- 2%), le chiffre d'affaires qui s'élève à 2 880 K€ en 2018, poursuit clairement sa décroissance pour la deuxième année consécutive, avec - 5 % par rapport à l'exercice 2017. Ainsi, il passe en dessous du seuil des 3 M€. Ce constat devient alertant pour la société.

Cette évolution s'explique en partie par de nombreux facteurs majoritairement exogènes tels que :

- la très forte régression du potentiel sur le marché français concernant les activités traditionnelles (gestion centralisée de la circulation) ;
- le fléchissement des projets concrets en France malgré l'élan de la « Smart city » ;
- la pression de la concurrence ;
- et l'arrivée lente de nouveaux types de mobilité en France (véhicules connectés). En effet, pour exemple, Dijon Métropole est la seule métropole française dotée d'un véritable Système de transport intelligent (STI) avec une gestion connectée de l'espace public à travers un contrat de Conception, réalisation, exploitation et maintenance (CREM) attribué en septembre 2017 à un groupement privé.

Par ailleurs, les exigences en termes de documentations, justifications ou démonstrations représentent de plus en plus de temps passés à l'exécution des contrats et pas toujours valorisables financièrement. En conséquence, les marges sortantes demeurent toujours plus faibles qu'autrefois.

Après une première « génération » d'équipement en système de gestion de trafic par l'ensemble des villes, puis une deuxième « génération » de développement de transports en commun de masse, le marché évolue depuis quelques années vers une « troisième génération » (véhicules connectés, Big data, Digital). Cependant, les nouveaux « marchés » (nouvelles activités) ne sont pas encore mûrs et ne génèrent pas encore de chiffre d'affaires.

Gertrude S.A.E.M. a maintenu son activité en vivant sur ses acquis tout en restant active sur les marchés représentant des potentiels importants.

Pour compenser cette perte de chiffre d'affaires, la société Gertrude a développé des « activités de projets », à plus forte valeur ajoutée. Cependant, ces activités sont fortement dépendantes des politiques publiques et un ralentissement des « nouveaux projets villes » est perceptible. C'était le cas notamment pour les années 2014 et 2015, où cette activité était en forte baisse. Depuis 2015, ce chiffre d'affaires était plutôt stable autour de 1,8 M€. Néanmoins, en 2018 il diminue avec un montant d'environ 1,7 M€.

Aussi, la société continue de se positionner sur des marchés à l'étranger ; la part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger augmente en passant de 13 % en 2017 à 21 % en 2018. Il convient de noter que contrairement aux villes françaises qui génèrent des activités régulières, à l'export, les villes n'ont pas la même constance dans le soutien des projets.

Par ailleurs, la société poursuit son travail de renforcement de ses relations avec Bordeaux Métropole, avec laquelle elle a étendu ses activités en 2015. Elle avait ainsi plus que triplé son chiffre d'affaires avec Bordeaux Métropole entre 2014 et 2015. Néanmoins, les efforts concrets de la S.A.E.M. restent faibles puisque le chiffre d'affaires accuse une baisse continue depuis 2015, et il s'élève à 600 K€ en 2018 (- 10 % par rapport à 2017). Le niveau de dépendance par rapport à la Métropole, c'est-à-dire la part du chiffre d'affaires issu des contrats passés avec Bordeaux Métropole, est plutôt stable en passant de 22 % en 2017 à 21 % en 2018.

Accroître les actions commerciales ainsi que les actions de développement figuraient parmi les missions principales menées par la société au cours de l'exercice 2018.

Concernant les **actions commerciales**, en 2018, Gertrude S.A.E.M. a signé deux nouveaux contrats avec des clients existants :

- ✓ Contrat structurant avec Wroclaw (Pologne) pour un montant supérieur à 700 K€ ;

- ✓ Contrat de déploiement pour une innovation finalisée en 2017, concernant la priorisation de véhicules d'intérêt général d'urgence, pour un montant de 80 K€.

Cependant, à l'instar de 2017, l'entreprise n'a pas pu décrocher de nouveaux clients structurants au cours de l'année 2018. Par ailleurs, le volume des activités confiées par Bordeaux Métropole enregistre une nouvelle baisse qui pourrait se confirmer dès l'année 2019.

Quant aux **actions de développement**, l'entreprise en a déployé une nouvelle depuis septembre 2018 : signature d'une convention de mécénat pour une durée de cinq ans avec l'Ecole nationale supérieure d'électronique, informatique, télécommunications, mathématique et mécanique (ENSEIRB-MATMECA) de Bordeaux par le biais de l'Institut polytechnique de Bordeaux (Bordeaux INP), fédérateur des écoles d'ingénieurs en Nouvelle-Aquitaine. L'ENSEIRB-MATMECA est une école d'ingénieurs publique, formant des ingénieurs à fortes compétences scientifiques et techniques, prêts à répondre aux grands enjeux du monde numérique. Le partenariat avec la société a généré la création d'une chaire au sein de l'école.
Le but de cet accord est de développer des projets communs (pour exemple, un projet de la Métropole en cours : expérimentation de la mobilité urbaine aérienne, c'est-à-dire le

transport par drones de marchandises et de personnes en ville) ainsi que d'avoir accès à des compétences et de trouver des ressources.

Le niveau d'engagement reste cependant en dessous des objectifs et des opportunités créées par la démarche des activités de recherche et développement au moyen du Crédit impôt recherche (CIR).
Ces actions sont à poursuivre et à renforcer selon des axes qui seront débattus au travers de la réflexion stratégique pour l'entreprise, ainsi qu'au sein de groupes de travail à venir en 2019. L'objectif affiché par la S.A.E.M. est, dans un premier temps, de pouvoir proposer des projets de croissance à ses sept clients les plus structurants.
D'autre part, la société envisage de déposer deux nouveaux brevets d'invention dans les 24 prochains mois.

Afin de maintenir ses efforts en matière de développement technologique et d'accroître son potentiel d'innovation, les équipes techniques ont été réorganisées et les ressources renforcées en 2017. En effet, l'éclatement du métier a fait naître des besoins, sur de multiples compétences, néanmoins supérieurs à la capacité de recrutement de la société.

Le contrat de soutien financier de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE), obtenu pour les démarches commerciales engagées au Pérou, a été interrompu au début de l'année 2019. Le contrat datait de septembre 2016 et portait sur une période de trois années de prospections, comme ci-après :
- première année : soutien maximum de 100 K€, somme réellement perçue (en 2018) d'environ 45 K€ ;
- deuxième année, soutien maximum de 100 K€, somme réellement perçue (en 2019) d'environ 58 K€ ;
- troisième année, soutien maximum de 100 K€.
Malgré cette interruption avant la troisième année effective du contrat, les sommes effectivement perçues par l'entreprise au travers de ce contrat avec la COFACE seront remboursables en cas de succès commerciaux dans le pays ou, dans le cas contraire, acquises de façon définitive en septembre 2023, sous la forme de subvention.
La durée globale de ce contrat est ainsi réduite de huit à sept années.

En dernier lieu, conformément à l'approbation signifiée par le Conseil d'Administration du 8 avril 2015, la société, accompagnée par un cabinet de conseil, a entrepris des démarches pour valoriser ses activités de développement et d'innovation et bénéficier d'un CIR. Sur l'année 2015, cette démarche avait permis de dégager un crédit d'impôt de 390 K€ au titre des exercices 2013, 2014 et 2015. Sur les exercices suivants, cette démarche a été poursuivie et a permis de dégager à nouveau un crédit d'impôt de 172 K€ en 2016 et 171 K€ en 2017.
Il convient de noter que depuis le début de l'année 2019, la société est accompagnée par une nouvelle société consultante (ACIES/ABGI) pour ce processus. Le montant du crédit d'impôt s'élève à 119 K€ en 2018.

3.2.1.2 Les autres postes du compte de résultat

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2017/2018	
										Var. Val.	Var. %
Chiffre d'affaires	*4 523*	*3 820*	*3 415*	*4 070*	*3 205*	*3 014*	*3 116*	*3 040*	*2 880*	*- 160*	*-5%*
Reprise sur amortissements et provisions/transferts de charges	*78*	*41*	*69*	*19*	*121*	*152*	*17*	*216*	*151*	*- 64*	*-30%*
Total Produits d'exploitation	**4 600**	**3 861**	**3 484**	**4 089**	**3 326**	**3 166**	**3 132**	**3 255**	**3 031**	**- 224**	**-7%**
Variation de stocks	*360*	*107*	*202*	*- 133*	*106*	*75*	*27*	*6*	*-*	*- 6*	*-100%*
Achats et charges externes	*1 828*	*1 327*	*814*	*1 870*	*1 045*	*1 054*	*883*	*917*	*983*	*66*	*7%*
Impôts et taxes	*110*	*82*	*80*	*83*	*91*	*63*	*54*	*51*	*51*	*0*	*0%*
Masse salariale	*2 250*	*1 887*	*1 838*	*1 859*	*1 749*	*1 670*	*1 506*	*1 510*	*1 485*	*- 25*	*-2%*
Autres charges	*-*	*1*	*-*	*4*	*1*	*4*	*1*	*118*	*1*	*- 118*	*-99%*
Dotations aux amortissements et provisions	*27*	*203*	*43*	*21*	*104*	*83*	*171*	*37*	*122*	*85*	*228%*
Total Charges d'exploitation	**4 575**	**3 607**	**2 977**	**3 704**	**3 096**	**2 949**	**2 642**	**2 640**	**2 642**	**2**	**0%**
Résultat d'exploitation	**25**	**254**	**507**	**385**	**230**	**217**	**490**	**616**	**389**	**- 227**	**-37%**
Résultat financier	**- 125**	**- 81**	**- 43**	**- 5**	**12**	**4**	**- 0**	**- 7**	**26**	**32**	**-495%**
Résultat exceptionnel	**13**	**3**	**- 59**	**- 12**	**- 12**	**- 4**	**- 3**	**- 1**	**1**	**2**	**-240%**
Impôts sur les sociétés / participation	*- 190*	*45*	*160*	*130*	*68*	*- 321*	*38*	*56*	*8*	*- 48*	*-85%*
Résultat net	**103**	**131**	**245**	**238**	**162**	**538**	**449**	**552**	**408**	**- 145**	**-26%**
Marge brute	**3 120**	**3 246**	**3 096**	**3 068**	**2 732**	**2 594**	**2 799**	**2 718**	**2 522**	**- 196**	**-7%**

Les charges d'exploitation s'élèvent à 2 642 K€ et sont stables (+ 2 K€) par rapport à l'année précédente.

Il s'agit d'une stagnation faciale puisque d'importantes évolutions sont à relever au sein des charges d'exploitation :

- retour à la normale du niveau des autres charges à hauteur de 1 K€ en 2018 tandis qu'il avait fortement augmenté avec un montant de 118 K€ en 2017 (suite à des pertes sur créances irrécouvrables de 116 K€) ;

- hausse des dotations aux amortissements et provisions de 228 % (+ 85 K€) par rapport à l'année précédente, liée majoritairement à l'augmentation de la dotation à la dépréciation de la créance client de 82 K€ (notamment de nouvelles dotations pour les clients Alstom pour 58 K€ et la Communauté de Communes du Pays Réuni d'Orange pour 26 K€ dont le montant a été réglé en 2019).

Malgré des ressources en personnel insuffisantes, l'effectif moyen a diminué d'une personne entre 2017 et 2018, avec une répercussion sur les charges de personnel qui diminuent de 25 K€, soit - 2 %, en passant de 1 510 K€ en 2017 à 1 485 K€ en 2018.
Cette évolution s'explique par :

- un principe de prudence car la société mesure l'érosion du chiffre d'affaires d'année en année ;

- combiné à des difficultés de recrutement liées aux compétences spécifiques du domaine qui se raréfient.

De par des charges d'exploitation stables face à des produits d'exploitation en baisse de 7 % (- 224 K€), le résultat d'exploitation s'élève à 389 K€ et chute fortement de 37 % (- 227 K€), par rapport à l'exercice précédent.

Grâce à un résultat financier positif de 26 K€ (- 7 K€ en 2017), un résultat exceptionnel quasiment nul (1 K€ en 2018 contre - 1 K€ en 2017) et un impôt sur les bénéfices inférieur de 78 K€ par rapport à 2017 (99 K€ en 2018 contre 177 K€ en 2017), le résultat net atteint 408 K€. Néanmoins, il est en baisse de 26 % par rapport à l'exercice précédent (552 K€) ; bénéfice net enregistré le plus élevé de toute la vie de la société. Par ailleurs, il s'agit du neuvième exercice positif consécutif et c'est également une première pour l'entreprise.

La marge brute, obtenue en retranchant du chiffre d'affaires les variations de stock et les charges de sous-traitance directe, est de 2 522 K€. Elle se détériore de 7 %
(- 196 K€) et la valeur ajoutée de l'entreprise diminue de 10 % (- 220 K€).

3.2.2 Le bilan

En K€	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2017/2018	
										Var. Val.	Var. %
Actif immobilisé net	22	27	31	39	41	39	42	34	57	*23*	*67%*
Stocks	403	296	94	214	108	33	6	0	0	*0*	
Créances clients	1 972	1 361	1 547	841	916	779	1 028	858	668	*-189*	*-22%*
Autres créances et charges constatées d'avance	401	278	140	168	279	580	491	412	430	*18*	*4%*
Disponibilités	189	363	1 164	1 914	2 429	2 811	2 950	3 612	3 929	*317*	*9%*
TOTAL ACTIF	**2 986**	**2 325**	**2 976**	**3 176**	**3 773**	**4 241**	**4 517**	**4 915**	**5 084**	***168***	***3%***
CAPITAUX PROPRES	**862**	**993**	**1 238**	**1 475**	**1 637**	**2 175**	**2 625**	**3 177**	**3 585**	*408*	*12,83%*
Capital social	595	595	595	595	595	595	595	595	595	*0*	*0%*
Réserves	114	114	114	114	114	114	114	114	114	*0*	*0%*
Report et résultat de l'exercice	153	284	529	766	928	1 466	1 916	2 468	2 876	*408*	*17%*
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**7**	**4**	**13**	**14**	**6**	**8**	**10**	**15**	**12**	*-2*	*-16%*
DETTES	**2 117**	**1 328**	**1 725**	**1 687**	**2 130**	**2 058**	**1 882**	**1 723**	**1 487**	*-236*	*-14%*
Emprunts et dettes financières	194	0	0	0	0	0	13	45	45	*0*	*0%*
Comptes courants associés	4	4	4	4	4	4	4	4	4	*0*	*1%*
Dettes fournisseurs	813	225	127	334	229	262	250	263	312	*48*	*18%*
Autres dettes et produits constatés d'avance	1 106	1 099	1 594	1 349	1 897	1 792	1 615	1 411	1 126	*-285*	*-20%*
TOTAL PASSIF	**2 986**	**2 325**	**2 976**	**3 176**	**3 773**	**4 241**	**4 517**	**4 915**	**5 084**	***169***	***3%***
FONDS DE ROULEMENT	**1 046**	**974**	**1 224**	**1 454**	**1 606**	**2 148**	**2 610**	**3 207**	**3 590**	***383***	***12%***
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**857**	**611**	**60**	**-460**	**-823**	**-662**	**-340**	**-404**	**-339**	***65***	***-16%***
TRESORERIE	**189**	**363**	**1 164**	**1 914**	**2 429**	**2 810**	**2 950**	**3 611**	**3 929**	***318***	***9%***
RATIO DE SOLVABILITE	**1,21**	**1,51**	**1,65**	**1,73**	**1,70**	**2,03**	**2,37**	**2,83**	**3,38**	***0,55***	***19%***

Les principales évolutions de l'**actif** proviennent de :

- la forte augmentation du poste de disponibilités (+ 317 K€ soit + 9 %) : elles s'élèvent à 3,9 M€ fin 2018 (dont 0,8 M€ de valeurs mobilières de placement) contre 3,6 M€ fin 2017 ;

- la baisse du poste de créances clients à hauteur de 189 K€ soit - 22 % ; après une croissance importante entre 2015 et 2016 expliquée par des décalages de facturation, le niveau du sous-poste clients retrouve un montant qui reste élevé mais contrôlé (447 K€). Par ailleurs, le sous-poste de clients douteux et litigieux en valeur nette (montant déprécié de la provision) augmente de 13 % en passant de 32 K€ en 2017 à 36 K€ en 2018. Néanmoins, il reste très bas. Le montant des créances fiscales et sociales reste élevé (366 K€ en 2018 contre 333 K€ en 2017) en conséquence de la démarche de valorisation des activités de développement donnant droit au CIR.

Quant au **passif**, son évolution est principalement la conséquence de la progression des capitaux propres qui représentent 71 % du total du bilan contre 65 % l'exercice précédent. Ils sont en effet en augmentation constante (+ 408 K€ soit + 13 %) du fait des résultats positifs successifs de ces neuf dernières années, et placés en report. Cette évolution est la résultante, d'une part des activités opérationnelles et, d'autre part, du processus de valorisation des activités d'innovation et de développement au travers du dispositif CIR.

Les autres postes du passif sont en ligne avec les années précédentes.
Il convient de noter que l'entreprise détient toujours, et ce depuis plusieurs années, une part importante de dettes sociales dues à des retards de prises de congés payés du personnel. A la date de clôture, ces dettes, qui s'élèvent à plus de 438 K€, sont plutôt stables par rapport à l'exercice précédent (- 3 K€ soit - 1 %). Elles représentent le plus gros poste des dettes fiscales et sociales qui s'élève au total à 803 K€.
Les produits constatés d'avance (238 K€) correspondent à des facturations anticipées sur l'exercice 2014 sur deux contrats principalement (Monterrey et Fort-de-France) impliquant ainsi un décalage important entre la facturation des projets et leur avancement réel.

L'ensemble des ratios (trésorerie nette, rentabilité, autonomie, solvabilité) demeure satisfaisant. Hormis les indicateurs de rentabilité qui fléchissent mais qui restent d'un excellent niveau, les ratios évoluent tous dans un sens positif, à savoir que la société a la capacité de subvenir à ses besoins à court terme. Leur évolution, sur les neuf dernières années, montre l'effet positif du plan d'économie qui a été mis en place au cours des années 2010 et 2011 lorsque la société rencontrait des difficultés financières.

3.3 Les perspectives 2019

Au jour de la rédaction de ce rapport, le carnet de commande est légèrement en dessous des objectifs pour 2019. En effet, Gertrude S.A.E.M. n'a pas enregistré de nouveau client depuis le début de l'année 2019. Néanmoins, de nombreux « dossiers commerciaux » sont ouverts.

Le chiffre d'affaires prévisionnel de 2019 est estimé à 2 780 K€ et le résultat net prévisionnel à 75 K€. A ce jour, ces prévisions initiales, établies au début de l'année, peuvent être maintenues. En effet, les objectifs et les démarches engagées pourraient permettre d'améliorer très sensiblement les prévisions. Cependant, compte tenu de la quantité de facteurs externes qui influence les jalons et l'attribution des projets, il serait risqué de s'engager sur des prévisions revues à la hausse.

Le marché français affiche une ambivalence avec des activités historiques de régulation en baisse, face à une future activité « Smart city » et un marché de solutions innovantes qui ne sont pas encore mûrs. Il convient de noter également que les projets potentiels en France continuent à connaître une phase de fléchissement du fait des restrictions budgétaires des finances publiques mais également du fait de la pression de la concurrence toujours plus accrue.
Cependant, le développement technologique de l'entreprise doit se poursuivre pour étendre l'offre commerciale et confirmer son positionnement dans l'ère de la « Smart city » malgré le niveau élevé des investissements nécessaires pour y faire face.
En revanche, l'export continue de reprendre de l'ampleur. L'action sur la prospection à l'international est nécessaire pour décrocher de nouveaux contrats. Les cibles export de la société pour les années 2019 et 2020 sont nombreuses en Amérique latine (notamment le Pérou qui représente un gros potentiel, Mexique) et significatives au Maghreb et en Pologne. Il convient de noter que le groupe Thales a fait appel à Gertrude S.A.E.M. suite au lancement d'un nouvel d'appel d'offres pour le marché de Casablanca (appel d'offres perdu par Gertrude en 2015). Gertrude S.A.E.M. et Thales travaillent ensemble sur ce projet qui est toujours en phase de pré-qualification depuis 12 mois. Dans le cas où le projet aboutirait et où Gertrude remporterait le contrat, celui-ci débuterait au plus tôt en 2020.

Le renforcement de l'activité commerciale demeure une priorité, avec deux axes majeurs :

1) Le développement des activités de projets ;

2) Le renforcement des projets avec Bordeaux Métropole. Depuis 2018, un des objectifs de la société est de s'intégrer dans « le plan d'urgence mobilité de la métropole bordelaise ». En effet, la S.A.E.M. considère qu'il est nécessaire de passer à la vitesse supérieure, et cela en collaboration avec la Métropole et la Ville de Bordeaux.

Pour ce faire, la S.A.E.M. considère que des ressources et des moyens supplémentaires humains demeurent nécessaires. Il manquerait deux collaborateurs dans le domaine informatique dont un développeur web qui est cours de recrutement et devrait rejoindre l'entreprise en septembre 2019.

Le sujet de la modification de l'actionnariat de la société n'est plus d'actualité concernant la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes, d'une part, et Expanso Holding, d'autre part, qui souhaitaient céder leurs parts.
En revanche, il convient de noter que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux a fait part de sa volonté de se désengager de son mandat d'administrateur dès l'issue du Conseil d'Administration du 3 juin 2019, tout en restant actionnaire. Ainsi, cet administrateur doit être remplacé le plus rapidement possible.

Enfin, la société souhaite mettre en place un groupe de travail intitulé « Stratégie Gertrude », composé par les membres du Conseil d'Administration et par les membres du personnel. Lors des deux derniers Conseils d'Administration (12/06/2018 et 03/06/2019) ainsi que des deux dernières Assemblées Générales Ordinaires (27/06/2018 et 27/06/2019), un administrateur a fortement conseillé à la société de faire appel à un cabinet extérieur spécialisé pour examiner les stratégies possibles face à l'érosion du chiffre d'affaires en termes de nouveaux clients car selon lui, Gertrude S.A.E.M. dépend trop d'anciens clients. La première séance aurait lieu à l'automne 2019. Il s'agit de mener une réflexion collégiale sur les axes d'amélioration de la stratégie à moyen terme de l'entreprise. Dans un premier temps, l'objectif est de pouvoir proposer des projets de croissance aux sept clients les plus structurants de la société.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Monsieur DAVID.

M. J-L. DAVID

Je n'ai absolument rien à dire sur les délibérations qui sont proposées. Je ne sais pas pourquoi elles ont été dégroupées. S'il y a des questions, je peux y répondre.

M. le MAIRE

Merci pour cette brièveté. Qui souhaite intervenir sur ce rapport GERTRUDE ? Personne.

Je passe aux voix. 473, qui est pour ? Qui s'abstient ? C'est une info, tant mieux. Allez, point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 478.

GERTRUDE SAEM - Fiche d'identité actualisée le 16/07/2019

Identité

G.E.R.T.R.U.D.E. - S.A.E.M.	Gestion Electronique de Régulation en Temps Réel pour l'Urbanisme, les Déplacements et l'Environnement
	Société anonyme d'économie Mixte
Activités	Etudes, développement, commercialisation du produit Gertrude et maintenance des sites
Directeur général délégué	M. Eric FRANCERIES Corr. Melle Marie-Hélène LAVEAU
Siège social	9, rue de Ségur 33000 Bordeaux
Tél. / Fax / E-mail	05 56 99 30 22 / 05 56 24 48 89 / mhlaveau@gertrude.fr
Date d'enregistrement au RCS	De Bordeaux, le 05/08/1981
Durée	Prorogation de 60 ans de la durée de la société à compter de 2011 (selon les statuts de novembre 2004)
	à dater de son enregistrement au RCS

Capital social et répartition **En €**

	MONTANT	%	Actions	Sièges	Représentants au CA	Représentants Bordeaux Métropole aux A.G.
Bordeaux Métropole	303 221,10	51,0%	1 530	6	**Mme CHABBAT M. P LOTHAIRE (v.prés) M. B. LE ROUX (président) M. J.GUICHOUX M. E. MARTIN M. JP. TURON**	**M. J.GUICHOUX (tit.) M. JP TURON (sup.)**
Bordeaux	41 619	7,0%	210	1	**M. JL. DAVID**	
Mérignac	41 619	7,0%	210	1	**M. J. GIRARD**	
Total Collectivités	**386 458**	**65,0%**	**1 950**	**8**		
Lacroix Signalisation	69 364	11,7%	350	1	**M. P. POINSIGNON**	
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes	50 537	8,5%	255		**M. J. TERPEREAU (représentant aux AG)**	
Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux	41 619	7,0%	210	1	**M. JD. CAILLET**	
Expanso Holding	5 946	1,0%	30	1	**M. JL MINET**	
Transdev	17 837	3,0%	90		**M. T. MALLET (représentant aux AG)**	
Auto Club du Sud Ouest (ACSO)	14 864	2,5%	75		**M. C. EXPERT (représentant aux AG)**	
Keolis SA	5 946	1,0%	30		**M. JP FARANDOU (représentant aux AG)**	
UNOSTRA	1 982	0,3%	10		**Pas de réprésentant car plus d'adhérent "voyageurs"**	
Total Autres Organismes	**208 093**	**35,0%**	**1 050**	**3**		
TOTAL GENERAL	***594 551***	*100%*	***3 000***	***11***	*Valeur nominale de l'action : 198,18 €*	

Principaux chiffres

(en K€)	*2012*	*2013*	*2014*	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*
Capitaux propres	**1 238**	**1 475**	**1 637**	**2 175**	**2 625**	**3 177**	**3 585**
Chiffre d'affaires	3 415	4 083	3 205	3 014	3 116	3 040	2 880
Résultat net	**245**	**238**	**162**	**538**	**449**	**552**	**408**
Masse salariale	1 838	1 859	1 749	1 670	1 506	1 510	1 485
Nombre de salariés moyen	***27***	***26***	***25***	***23***	***22***	***22***	***21***
Nbre villes clientes	22	24	24	25	25	27	27
En France	16	14	14	17	17	17	17
A l'étranger	6	10	10	8	8	10	10

Documents contractuels sur plus d'un an :

- Contrat d'adaptation de logiciels de régulation et micro-régulation des carrefours à feux du 29/05/2017 (fin de contrat maximum 28/05/2021)
- Contrat de maintenance des logiciels du poste central de gestion de trafic du 11/06/2015 (fin de contrat maximum 10/06/2019)
- Contrat de bail des locaux du siège social immeuble CUB/Gertrude durée 9 ans (fin de contrat 31/12/2020).

Commissaire aux comptes :	KPMG SA, Tour EQHO - 2 Avenue Gambetta - CS 60055 - 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Expert-comptable :	Cabinet CAGEC AUDIT, 68 Cours Marc Nouaux, 33000 Bordeaux, représenté par Mme Valérie LAGRANGE-ADER
Notaires :	Me D. Chambarière, 8 cours de Gourgue, 33000 Bordeaux
	Etude de Me R. CABANAC, 45 allées de Chartres, 33000 Bordeaux (successeur de Me E. Arnesen)
Conseil juridique :	FIDAL, Le Montesquieu, 19 av. Prés. JF. Kennedy, BP 330, 33695 Mérignac Cedex

KPMG S.A.
Bordeaux Aquitaine
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : +33 (0)5 56 42 43 80
Site internet : www.kpmg.fr

GERTRUDE SAEM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018
GERTRUDE SAEM
9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux
Ce rapport contient 28 pages

KPMG S.A.
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG S.A.
Bordeaux Aquitaine
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : +33 (0)5 56 42 43 80
Site internet : www.kpmg.fr

GERTRUDE SAEM

Siège social : 9 rue de Ségur - 33000 Bordeaux
Capital social : €.594.551

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société GERTRUDE SAEM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GERTRUDE SAEM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles

Siège social
KPMG S.A
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des créances clients.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

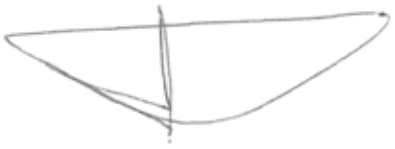
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 12 juin 2019

KPMG S.A.



Franck Cournut
Associé

SAEM GERTRUDE

BILAN ACTIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

ACTIF	Valeurs au 31/12/18			Valeurs au 31/12/17
	Val. Brutes	Amort. & dépréc.	Val. Nettes	
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	54 340,22	49 767,20	4 573,02	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériel et outillages industriels	11 150,76	11 150,76		
Autres immobilisations corporelles	255 148,08	236 868,80	18 279,28	14 641,74
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	37 208,21	22 026,82	15 181,39	15 181,39
Prêts				
Autres immobilisations financières	18 553,97		18 553,97	3 994,22
TOTAL (I)	**376 401,24**	**319 813,58**	**56 587,66**	**33 817,35**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	115,65		115,65	3 393,44
Créances				
Clients (3)	447 171,33		447 171,33	684 486,42
Clients douteux, litigieux (3)	255 609,59	219 842,72	35 766,87	31 780,61
Clients Factures à établir (3)	185 206,13		185 206,13	137 757,70
Personnel et comptes rattachés (3)				
Créances fiscales et sociales (3)	365 758,04		365 758,04	332 902,10
Groupe et associés (3)	1 853,67	1 853,67		
Débiteurs divers (3)				20 720,00
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	753 349,30	1 565,54	751 783,76	651 074,84
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 177 278,62		3 177 278,62	2 960 695,48
Charges constatées d'avance (3)	51 809,77		51 809,77	43 884,21
TOTAL (II)	**5 238 152,10**	**223 261,93**	**5 014 890,17**	**4 866 694,80**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Écarts de conversion actif (V)	12 414,37		12 414,37	14 798,20
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	**5 626 967,71**	**543 075,51**	**5 083 892,20**	**4 915 310,35**

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an (brut)

SAEM GERTRUDE

BILAN PASSIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

PASSIF	Valeurs au 31/12/18	Valeurs au 31/12/17
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 0)	594 551,17	594 551,17
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Écarts de réévaluation		
Écart d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale	59 455,12	59 455,12
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835,05	54 835,05
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	2 468 368,86	1 916 028,86
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	**407 620,42**	**552 340,00**
SITUATION NETTE	3 584 830,62	3 177 210,20
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	**3 584 830,62**	**3 177 210,20**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (I) *Bis*		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	12 414,37	14 798,20
Provisions pour charges		
TOTAL (II)	**12 414,37**	**14 798,20**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)	45 022,90	45 022,90
Groupe et associés	4 230,60	4 230,60
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	64 496,25	64 496,25
Fournisseurs	143 724,02	83 607,31
Fournisseurs, factures non parvenues	103 656,92	115 391,79
Dettes fiscales et sociales	802 531,48	927 304,79
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		
Autres dettes	81 364,13	79 617,89
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	237 610,97	398 598,20
TOTAL (III)	**1 482 637,27**	**1 718 269,73**
Écarts de conversion passif (IV)	4 009,94	5 032,22
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**5 083 892,20**	**4 915 310,35**
(1) Dont à plus d'un an	*45 023,00*	*45 022,90*
(1) Dont à moins d'un an	*1 437 614,27*	*1 673 247,00*
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) Dont emprunts participatifs		

SAEM GERTRUDE

COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

	Du 01/01/18 Au 31/12/18	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Variation en valeur	Variation en %
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
dont à l'exportation :				
Production vendue (biens et services)	2 879 807,91	3 039 763,15	-159 955,24	-5,26
dont à l'exportation : 597 196,67				
Montant net du chiffre d'affaires	**2 879 807,91**	**3 039 763,15**	**-159 955,24**	**-5,26**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	151 225,32	215 677,49	-64 452,17	-29,88
Autres produits	22,90	23,74	-0,84	-3,54
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	**3 031 056,13**	**3 255 464,38**	**-224 408,25**	**-6,89**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stocks				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks		5 874,00	-5 874,00	-100,00
Autres achats et charges externes	983 094,84	917 354,80	65 740,04	7,17
Impôts, taxes et versements assimilés	51 251,01	51 101,63	149,38	0,29
Salaires et traitements	1 029 912,31	1 039 907,67	-9 995,36	-0,96
Charges sociales	454 827,11	469 606,15	-14 779,04	-3,15
Dotations aux amortissements et dépréciations				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	12 004,01	9 051,62	2 952,39	32,62
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	110 169,59	28 150,98	82 018,61	291,35
Dotations aux provisions				
Autres charges	805,74	118 466,47	-117 660,73	-99,32
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	**2 642 064,61**	**2 639 513,32**	**2 551,29**	**0,10**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	**388 991,52**	**615 951,06**	**-226 959,54**	**-36,85**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice ou perte transférée (III)				
Perte ou bénéfice transféré (IV)				

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

SAEM GERTRUDE

COMPTE DE RÉSULTAT SYNTHÉTIQUE (SUITE)

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

	Du 01/01/18 Au 31/12/18	Du 01/01/17 Au 31/12/17	Variation en valeur	Variation en %
Produits financiers				
De participation (3)				
Autres valeurs mobilières et créances d'actif immo.(3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)	16 246,69	11 105,59	5 141,10	46,29
Reprises sur prov. et dépréciations et transf. de charges	12 938,47	972,59	11 965,88	
Différences positives de change	10,48		10,48	
Produits nets sur cessions de val.mob. de placement				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	**29 195,64**	**12 078,18**	**17 117,46**	**141,72**
Charges financières				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions	1 355,58	14 916,83	-13 561,25	-90,91
Intérêts et charges assimilées (4)		2 541,04	-2 541,04	-100,00
Différences négatives de change	2 146,50	1 138,70	1 007,80	88,50
Charges sur cessions de valeurs mob. de placement				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)	**3 502,08**	**18 596,57**	**-15 094,49**	**-81,17**
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	**25 693,56**	**-6 518,39**	**32 211,95**	**494,17**
RÉSULTAT COURANT avt impôts (I-II+III-IV+V-VI)	**414 685,08**	**609 432,67**	**-194 747,59**	**-31,96**
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	711,54		711,54	
Sur opérations en capital	1 766,67		1 766,67	
Reprises sur prov., dépréciations et transferts de charges				
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	**2 478,21**		**2 478,21**	
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	1 357,87	806,67	551,20	68,33
Sur opérations en capital				
Dotations amortissements, dépréciations, provisions				
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	**1 357,87**	**806,67**	**551,20**	**68,33**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 120,34**	**-806,67**	**1 927,01**	**238,88**
Participation des salariés aux résultats (IX)	27 369,00	55 336,00	-27 967,00	-50,54
Impôt sur les bénéfices (X)	-19 184,00	950,00	-20 134,00	
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V+VII)	**3 062 729,98**	**3 267 542,56**	**-204 812,58**	**-6,27**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**2 655 109,56**	**2 715 202,56**	**-60 093,00**	**-2,21**
Bénéfice ou Perte	**407 620,42**	**552 340,00**	**-144 719,58**	**-26,20**

(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

ANNEXE COMPTABLE

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société fait appel à un prestaire externe pour la détermination du Crédit Impôt Recherche auquel elle a droit.
Cette étude a donné lieu à la détermination d'un Crédit Impôt Recherche de 118 583 € pour l'exercice 2018.
Les Crédits Impôt Recherche des exercices antérieurs restant à imputer sont respectivement de:
-171 444 € pour l'exercice 2017,
-135 269 € pour l'exercice 2016.

Les comptes annuels au 31/12/2018 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations corporelles

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	10 ans
- Matériels et outillages industriels	entre 2 & 5 ans
- Matériel de transport	entre 2 & 4 ans
- Matériel de bureau	entre 3 & 5 ans
- Frais de recherches & dvpt	entre 1 & 2 ans
- Frais de logiciel	1 an

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient.
La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.
Les travaux en cours sont valorisés selon la méthode de l'avancement, dans le cadre de contrats à long terme.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Une provision est constituée lorsque certaines difficultés de recouvrement se présentent.

Opérations à long terme

Les opérations à long terme sont comptabilisées selon le mode de l'avancement.

Le chiffre d'affaires afférent aux contrats à long terme est déterminé en fonction du pourcentage d'avancement de l'opération. Ce pourcentage est fonction du rapport entre les coûts des travaux et services exécutés à la date de clôture et le total des coûts d'éxécution prévisionnels à terminaison du contrat.

SAEM GERTRUDE

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
			suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement, de recherche et de développement TOTAL I			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles TOTAL II	47 110,94		7 229,28
CORPORELLES	Terrains			
	Constructions : Sur sol propre			
	Constructions : Sur sol d'autrui			
	Constructions : Instal.géné., agencts & aménagts const.			
	Installations techniques, matériel & outillage indust.	11 150,76		
	Autres immos corporelles : Instal. géné., agencts & aménagts divers	2 866,00		
	Autres immos corporelles : Matériel de transport	54 269,21		
	Autres immos corporelles : Matériel de bureau & info., mobilier	185 273,22		12 985,29
	Autres immos corporelles : Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL III	253 559,19		12 985,29
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres immobilisés	37 208,21		
	Prêts et autres immobilisations financières	14 439,22		4 114,75
	TOTAL IV	51 647,43		4 114,75
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	352 317,56		24 329,32

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légal Valeur d'origine
		par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'étbs, de recherche & de dével. TOTAL I				
	Autres postes d'immob. incorporelles TOTAL II			54 340,22	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions : Sur sol propre				
	Constructions : Sur sol d'autrui				
	Constructions : Ins. gal. agen. amé. cons				
	Inst.tech., mat. outillage indus.			11 150,76	
	Autres immos corporelles : Ins. gal. agen. amé. div.			2 866,00	
	Autres immos corporelles : Matériel de transport		95,00	54 174,21	
	Autres immos corporelles : Mat.bureau, info., mob.		150,64	198 107,87	
	Autres immos corporelles : Emballages récup. div.				
	Immos corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL III		245,64	266 298,84	
FINANCIERES	Part. évaluées par mise en equivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés			37 208,21	
	Prêts & autres immob. financières			18 553,97	
	TOTAL IV			55 762,18	
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		245,64	376 401,24	

SAEM GERTRUDE

AMORTISSEMENTS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amort. sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, de recherche et de développement	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	47 110,94	2 656,26		49 767,20
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag. cons.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		11 150,76			11 150,76
Autres immos corporelles	Inst. générales agencem. amén. div.	2 572,15	234,32		2 806,47
	Matériel de transport	51 657,66	2 611,55	95,00	54 174,21
	Mat. bureau et informatique, mob.	173 536,88	6 501,88	150,64	179 888,12
	Emballages récupérables divers				
	TOTAL	238 917,45	9 347,75	245,64	248 019,56
	TOTAL GENERAL	286 028,39	12 004,01	245,64	297 786,76

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
Immobilisations amortissables	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements TOTAL							
Immob. incorporelles TOTAL							
Constr. Terrains							
Constr. Sur sol propre							
Constr. Sur sol autrui							
Constr. Inst. agenc. et amén.							
Inst. techniques mat. et outil.							
Immo. corpor. Inst. gales, agenc. am divers							
Immo. corpor. Mat. transport							
Immo. corpor. Mat. bureau mobilier							
Immo. corpor. Emballages récup. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES REPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

SAEM GERTRUDE

PROVISIONS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

TABLEAU DES PROVISIONS

Nature des provisions		Montant au début de l'exercice	AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice	DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Prov. pour reconstit. gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissements				
	Provisions pour hausse des prix				
	Amortissements dérogatoires				
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
	Pour prêts d'installation				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges				
	Prov. pour garanties données aux clients				
	Prov. pour pertes sur marchés à terme				
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change	14 798,20	109,64	2 493,47	12 414,37
	Prov. pour pensions et obligations similaires				
	Provisions pour impôts				
	Prov. pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. pour gros entretien et grandes réparations				
	Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer				
	Autres provisions pour risques et charges				
	TOTAL II	**14 798,20**	**109,64**	**2 493,47**	**12 414,37**
Provisions pour dépréciation	/ immobilisations - incorporelles				
	/ immobilisations - corporelles				
	/ immobilisations - Titres mis en équivalence				
	/ immobilisations - titres de participation	22 026,82			22 026,82
	/ immobilisations - autres immobs financières	10 445,00		10 445,00	
	Sur stocks et en cours				
	Sur comptes clients	260 487,67	110 169,59	150 814,54	219 842,72
	Autres provisions pour dépréciation	2 173,27	1 245,94		3 419,21
	TOTAL III	**295 132,76**	**111 415,53**	**161 259,54**	**245 288,75**
TOTAL GENERAL (I + II + III)		**309 930,96**	**111 525,17**	**163 753,01**	**257 703,12**
Dont provisions pour pertes à terminaison					
Dont dotations & reprises	- d'exploitation		110 169,59	150 814,54	
	- financières		1 355,58	12 938,47	
	- exceptionnelles				
Titre mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée					

SAEM GERTRUDE

IMMOBILISATION FINANCIÈRE - LISTE FILIALES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Filiales et participations	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Q. P. du capital détenu en %	Résultat dernier exercice clos
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1 . Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)				
GERTRUDE ALGERIE - -	1 037,00		100,00	
2 . Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)				
GERTRUDE AMERICA LATINA - -	3 005,00		10,00	
CONSORTIUM SEMEX - -	2 770,00		50,00	
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS				
1. Filiales non reprises en A :				
a. Françaises				
b. Etrangères				
2. Participations non reprises en A :				
a. Dans des sociétés françaises				
b. Dans des sociétés étrangères				

SAEM GERTRUDE

IMMOBILISATION FINANCIÈRE - TABLEAU FILIAL.

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

Informations financières (5) Filiales et participations (1)	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenu en %	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)
				Brute	Nette					
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS CI-DESSUS (2) (3)										
1 . Filiales (+ 50% du capital détenu par la société)										
GERTRUDE ALGERIE - -	1 037,00		100,00	3 135,32	3 135,32	1 853,67				
2 . Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)										
GERTRUDE AMERICA LATINA - -	3 005,00		10,00	30 437,36	11 030,07					
CONSORTIUM SEMEX - -	2 770,00		50,00	2 619,53						
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS										
1. Filiales non reprises au §A :										
a. Filiales françaises										
b. Filiales étrangères										
2. Participations non reprises au §A :										
a. Dans des sociétés françaises										
b. Dans des sociétés étrangères										

606

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles la société a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN).
(2) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).
(3) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation, indiquer la dénomination et le siège social.
(4) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.
(5) Mentionner au pied du tableau la parité entre l'euro et les autres devises.
(6) Dans la monnaie locale d'opération.
(7) En euros lorsque l'entité l'utilisera pour présenter ses comptes
(8) Si le montant inscrit a été réévalué, indiquer le montant de l'écart de réévaluation dans la colonne Observations.
(9) Mentionner dans cette colonne le total des prêts et avances (sous déduction des remboursements) à la clôture de l'exercice et, dans la colonne Observations, les provisions constituées le cas échéant.
(10) S'il s'agit d'un exercice dont la clôture ne coïncide pas avec celle de l'exercice de la société, le préciser dans la colonne Observations.

SAEM GERTRUDE

ACTIF CIRCULANT - CRÉANCES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)				
	Autres immobilisations financières		18 553,97		18 553,97
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		255 609,59	255 609,59	
	Autres créances clients		632 377,46	632 377,46	
	Créances rep. titres prêtés : prov /dep. antér				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
	Etat & autres coll. publiques	Impôts sur les bénéfices	344 280,00	344 280,00	
		Taxe sur la valeur ajoutée	20 372,04	20 372,04	
		Autres impôts, taxes & versements assimilés	1 106,00	1 106,00	
		Divers			
	Groupe et associés (2)		1 853,67	1 853,67	
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)		115,65	115,65	
	Charges constatées d'avance		51 809,77	51 809,77	
	TOTAUX		1 326 078,15	1 307 524,18	18 553,97
Renvois (1) (2)	Montant des	- Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)				

SAEM GERTRUDE

CPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	51 809,77
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	51 809,77

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	1 395,25
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	185 206,13
Autres créances	1 106,00
Disponibilités	
TOTAL	187 707,38

SAEM GERTRUDE

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Titres composant le capital social au début de l'exercice	3 000,00	198,18
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	3 000,00	198,18

AFFECTATION DU RÉSULTAT

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT *(Entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés)*		
Report à nouveau de l'exercice précédent		1 916 028,86
Résultat de l'exercice précédent		552 340,00
Prélèvements sur les réserves		
Total des prélèvements sur les réserves		
TOTAL DES ORIGINES		**2 468 368,86**
Affectations aux réserves	- Réserves légales	
	- Autres réserves	
Dividendes		
Autres répartitions		
Report à nouveau		2 468 369,00
TOTAL DES AFFECTATIONS		**2 468 369,00**

SAEM GERTRUDE

TB VAR. CAPITAUX PROPRES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

	SOLDE INITIAL	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE FINAL
Capital social	594 551,17			594 551,17
Primes liées au capital social				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserve légale	59 455,12			59 455,12
Réserves indisponibles				
Réserves statutaires ou contractuelles	54 835,05			54 835,05
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Ecart d'équivalence				
Report à nouveau	1 916 028,86	552 340,00		2 468 368,86
Résultat de l'exercice	**552 340,00**	**407 620,42**	**552 340,00**	**407 620,42**
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL	**3 177 210,20**	**959 960,42**	**552 340,00**	**3 584 830,62**

SAEM GERTRUDE

ETAT DES DETTES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Gertude SAEM a souscrit le 6 octobre 2016 un contrat d'assurance prospection auprès de la COFACE pour un budget de 300 000 € du 1er septembre 2016 au 31 août 2019 concernant les démarches commerciales de la société au Pérou.La période de remboursement s'étend du 1er septembre 2019 au 31 août 2024.
Au cours de l'exercice 2017, la société a perçu 45 022.90 € au titre de cette garantie.
Au cours de l'exercice 2018, la sociaté n'a perçu aucun versement au titre de cette garantie.

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes etbs de crédit (1) — à 1 an max. à l'origine				
Emprunts & dettes etbs de crédit (1) — à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1) (2)	45 022,90	-0,10	45 023,00	
Fournisseurs & comptes rattachés	247 380,94	247 380,94		
Personnel & comptes rattachés	329 632,43	329 632,43		
Sécurité sociale & autres organismes sociaux	257 669,59	257 669,59		
Etat & autres collectiv. publiques — Impôts sur les bénéfices				
Etat & autres collectiv. publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	172 094,78	172 094,78		
Etat & autres collectiv. publiques — Obligations cautionnées				
Etat & autres collectiv. publiques — Autres impôts, taxes & assimilés	43 134,68	43 134,68		
Dettes sur immobilisations & cptes rattachés				
Groupe & associés (2)	4 230,60	4 230,60		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	145 860,38	145 860,38		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	237 610,97	237 610,97		
TOTAUX	**1 482 637,27**	**1 437 614,27**	**45 023,00**	

Renvois	
(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice
	Emprunts remboursés en cours d'exercice
(2)	Montant divers emprunts, dettes/associés

SAEM GERTRUDE

CPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	237 610,97
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**237 610,97**

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	103 656,92
Dettes fiscales et sociales	520 784,49
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	81 364,13
TOTAL DES CHARGES À PAYER	**705 805,54**

SAEM GERTRUDE

CI COMPÉTITIVITÉ ET EMPLOI

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel, présent dans un sous-compte 64.

Au titre de l'exercice clos le 31/12/2018, le CICE s'élève à 18 382 €.

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement (art. 244 quater C du CGI).

L'entreprise ne peut utiliser le CICE pour :

- financer une hausse de la part des bénéfices distribués
- augmenter les rémunérations des personnes exerçant des fonctions de direction.

SAEM GERTRUDE

ENGAGEMENTS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

La société a conclu un contrat d'assurance avec la GAN, couvrant les indemnités de départ à la retraite de ses salariés moyennant une cotisation trimestrielle appelée sur la base des salaires versés.

ENGAGEMENTS DONNÉS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICI-PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Effets escomptés non échus						
Cautionnements, avals et garanties donnés par la société	100 000,00					100 000,00
Engagements assortis de sûretés réelles						
Intérêts à échoir						
Assurances à échoir						
Autres engagements donnés :						
Contrats de crédits-bails						
Contrats de locations financement						
TOTAL (1)	**100 000,00**					**100 000,00**
	AUTRES	**DIRIGEANTS**	**PROVISIONS**			**MONTANT**
Engagements en matière de pensions						
TOTAL	**100 000,00**					**100 000,00**

ENGAGEMENTS REÇUS

	AUTRES	DIRIGEANTS	FILIALES	PARTICI-PATIONS	AUTRES ENTREPRISES LIÉES	MONTANT
Cautionnements, avals et garanties reçus par la société						
Sûretés réelles reçues						
Actions déposées par les administrateurs						
Autres engagements reçus						
LCL Caution RG marché privé	8 241,43					8 241,43
LCL Garantie directe/marché étranger bonne fin	21 865,36					21 865,36
CIC Cautions marchés étranger garantie exécution	11 453,14					11 453,14
CIC Cautions marchés étranger garanties diverses	11 361,90					11 361,90
CIC Cautions marché privé garantie execution	264 242,35					264 242,35
CIC Cautions marché privé gar.paiement sous traitant	122 764,22					122 764,22
CIC Garantie sur engagt signature etranger 36 000MAD	3 312,11					3 312,11
TOTAL	**443 240,51**					**443 240,51**

SAEM GERTRUDE

LES EFFECTIFS

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

LES EFFECTIFS

	31/12/2018	31/12/2017
Personnel salarié :	**22,00**	**22,00**
Ingénieurs et cadres	12,00	12,00
Agents de maîtrise	10,00	10,00
Employés et techniciens		
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

SAEM GERTRUDE

CHIFFRE D'AFFAIRES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

VENTILATION DE L'IMPÔT

RÉSULTATS	Résultat avant impôt	Base taxable	I.S.	Résultat après impôt
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	388 991,52	384 451,92	107 647,00	281 344,52
RÉSULTAT FINANCIER	25 693,56	24 671,28	6 908,00	18 785,56
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 120,34	1 210,34	339,00	781,34
PARTICIPATIONS DES SALARIÉS	-27 369,00	-55 336,00	-15 494,00	-11 875,00

SAEM GERTRUDE

HONORAIRES COMMISS. AUX CPTES

Du 01/01/2018 au 31/12/2018

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	20 950	20 450
Total	20 950,00	20 450,00

D-2019/474
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Bordeaux Centre - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2017, le montant alloué au quartier Bordeaux Centre est de 28 550,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Travaux d'aménagement du jardin partagé de l'association	Réseau Paul Bert	3 000,00
Achat d'un meuble bistrot	Centre d'Animation Saint Pierre	2 500,00

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition de cette affectation attribuée pour le quartier Bordeaux Centre, au chapitre 204.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

D-2019/475
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Bordeaux Maritime - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2019, le montant alloué au quartier Bordeaux Maritime est de 14 551,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Etude des usages de l'esplanade Saint Louis et concertation des riverains pour un réaménagement de ce lieu	Association Deux Degrés	5 500,00
Diagnostic Sécurité Incendie et diagnostic du bâtiment de l'association vis à vis de son accessibilité aux personnes handicapées	Association Le Garage Moderne Ateliers	2 700,00

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition des montants attribués pour le quartier Bordeaux Maritime, au chapitre 204.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE
ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

D-2019/476
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Bordeaux Sud - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2018, le montant alloué au quartier Bordeaux Sud est de 24 027,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Acquisition de tablettes 4G et d'équipement informatique	Association PIMMS	3 000,00
Conception d'une fresque murale	Centre d'animation Bordeaux Sud	3 800,00

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition des montants attribués pour le quartier Bordeaux Sud, au chapitre 204.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

D-2019/477
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Caudéran - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2019, le montant alloué au quartier Caudéran est de 25 042,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Achat de matériel informatique	Association des parents d'élèves de la maternelle Paul Lapie	2 013,00
Achat d'un trampoline	USEP Charles Martin	38,49

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition de cette affectation attribuée pour le quartier Caudéran, au chapitre 204

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

D-2019/478
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Chartrons / Grand Parc / Jardin Public - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2019, le montant alloué au quartier Chartrons - Grand Parc - Jardin Public est de 23 689,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Acquisition de matériel (30 tables)	Association Académie Younous	2 400,00
Acquisition d'un projecteur	USEP Schweitzer	329,00
Achat de panneaux anti-tag avec création graphique	Association LOGEA	1 000,00
Installation du chauffage dans le gymnase de l'association	Centre de Jeunesse l'Aiglon	5 000,00

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition de cette affectation attribuée pour le quartier Chartrons – Grand Parc – Jardin Public, au chapitre 204.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE
ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

478, qu'est-ce qu'il y a comme questions dessus ? Personne.

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Une abstention de Monsieur GUENRO, enfin du Groupe Socialiste. Qui est contre ? Vous êtes contre ? Abstention ? OK. Abstention des Verts. Point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Maribel BERNARD. Délibération 481: « Soutien au développement du commerce, de l'artisanat et des services de la Ville de Bordeaux. Illuminations et décorations de fin d'année 2019. Demandes de subventions présentées par les associations de commerçants et artisans. Décision. Autorisation. »

D-2019/479
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier La Bastide - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2019, le montant alloué au quartier Bastide est de 13 321,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Achat d'un triporteur	Association PIMMS	1 757,90

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition des montants attribués pour le quartier Bastide, au chapitre 204.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE
ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

D-2019/480
Fonds d'investissement des quartiers 2019 - Quartier Saint Augustin / Tauzin / Alphonse Dupeux - Subvention d'équipements

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjoints de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Pour l'année 2017, le montant alloué au quartier Saint Augustin – Tauzin - Alphonse Dupeux est de 18 410,00 euros.

Il est proposé d'attribuer une partie de cette dotation de la manière suivante, sur proposition du Maire Adjoint de Quartier :

Nature de l'opération	Bénéficiaire	Montant (en euros)
Acquisition d'un nouveau matériel de basket	JSA Bordeaux	9 996,60
Achat de trois tablettes numériques	Association des commerçants de Saint-Augustin	627,06

Il vous est demandé de bien vouloir :
- valider la répartition des montants attribués pour le quartier Saint Augustin – Tauzin - Alphonse Dupeux, au chapitre 204.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE
ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

DELEGATION DE Madame Maribel BERNARD

D-2019/481
Soutien au développement du commerce, de l'artisanat et des services de la Ville de Bordeaux. Illuminations et décorations de fin d'année 2019. Demandes de subventions présentées par les associations de commerçants et artisans. Décision. Autorisation.

Madame Maribel BERNARD, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du soutien de la Ville de Bordeaux en faveur du développement du commerce, des activités artisanales et de services, plusieurs associations de commerçants et d'artisans ont présenté des projets d'illuminations et de décoration des quartiers de la Ville.
Comme chaque année, la Ville souhaite, dans le cadre de son programme de mise en lumière, parer ses rues de décors lumineux, créant ainsi une ambiance chaleureuse et festive à l'occasion de ces fêtes de fin d'année.

Ce dispositif se décline à deux niveaux :

1. la mise en lumière réalisée directement par la Ville de quelques sites spécifiques :
Installation de sapins sur des espaces de centralité ou de proximité, guirlandes ou projection de lumière dans les arbres d'alignement de diverses voies ou places, mise en œuvre d'illuminations spécifiques sur quelques artères du centre ville.
2. l'accompagnement des propositions d'illuminations et de décorations présentées par les associations de commerçants et d'artisans par l'attribution de subventions municipales selon les critères suivants :

- à hauteur de 50 % du montant TTC des dépenses pour les associations localisées dans le périmètre du centre ville, et de 70 % du montant TTC des dépenses pour celles situées à l'extérieur,

- le montant total de la subvention municipale ne pourra pas excéder 4 400 € par association.

Vous trouverez, ci-après, l'état récapitulatif des projets et des subventions municipales pour les illuminations et décorations de fin d'année 2019 :

ASSOCIATIONS	MONTANT DES DEPENSES PREVISIONNELLES		SUBVENTION VILLE DE BORDEAUX		PARTICIPATION ASSOCIATIONS COMMERCANTS
	H.T.	T.T.C.	Montant	%	Montant
Association des Commerçants rue Georges Bonnac et rue Judaïque	6 730	8 076	4 400	70 %	3 676
Rue Bouffard - Association des commerçants	1 950	2 340	1 170	50%	1 170
Association des Commerçants de la rue du Temple	3 474,00	4 168,80	2 085,00	50%	2 083,80
Association des Commerçants rue de Grassi	2 750,00	3 300,00	1 650,00	50%	1 650,00
Association des Commerçants de Saint Augustin	5 780	6 936	4 400	70 %	2 536
Association des Commerçants du Grand Parc	6 694	8 032,80	4 400	70 %	3 632,80
Association des Antiquaires et Brocanteurs des Chartrons -	4 675	5610	3927	70 %	1 683
Association des commerçants Dynamic Chartrons	3 972	4 766,40	3336,48	70 %	1 429.92
Association des commerçants du marché des Chartrons	4 016	4 819,20	3 373,44	70 %	1 445,76
Association des Commerçants de Caudéran	5 862	7 034,40	4 400	70 %	2 634,40
Association des commerçants "Barrière de Pessac" Bordeaux - Talence	9 033,36	10 840,03	4 400	70 %	6 440,03
Association des Commerçants de la rue Saint Rémi	4 091,60	4 909,92	2 454.96	50 %	2 454.96
Association des Commerçants du cours alsace Lorraine	8 281.21	10 351,52	4 400	50 %	5 951.52
Association des commerçants Allées de Tourny	7 000	8 400	4 200	50 %	4 200
Association des commerçants des du Triangle d'or	5 253	6 303,60	3151,80	50 %	3 151.80
Association des commerçants Saint Paul Grosse Cloche	8 216.08	9 859.30	4 400	50 %	5 459.30
TOTAL	87 778.25	105 747.97	56 148.68		49 599.29

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à décider le versement des subventions présentées ci-dessus, dont les montants seront imputés sur le budget de la Ville (fonction 9 – sous-fonction 94 - nature 6574).

Ces subventions seront versées sous réserve de la fourniture de toutes les pièces justificatives de réalisation de l'action (factures) par les présidents d'association et de l'obtention de toutes les autorisations administratives, réglementaires et sécuritaires nécessaires.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Madame BERNARD, très rapidement. Du coup, tout est dans la délibération. On l'a tous lue avec attention. Et je rappelle tout ce qui a été fait dans le cadre des Gilets jaunes et tout ce qui a été fait. Maribel.

MME BERNARD

Très rapidement, illuminations, association de commerçants, LED. Voilà, vous avez les mots essentiels de cette délibération.

M. le MAIRE

Bravo. J'accélère le pas, mais je sais que c'est une délibération importante. On connaît la situation difficile du commerce bordelais. C'est le premier employeur de la ville. Le commerce bordelais, c'est 40 000 emplois. Il y a eu ces successions de samedis qui ont bloqué la ville, samedi dernier, et l'enjeu pour nous, c'est de redynamiser et de faire revenir en centre-ville toutes celles et tous ceux qui ont pris d'autres habitudes de consommation. Et c'est pour cela que tout ce qui peut y participer, c'est les illuminations, c'est les décorations, c'est tout le travail qui est fait entre nous et les associations de quartiers, la Chambre de commerce et d'industrie. Bref, voilà, tout cela va dans le bon sens, et la semaine dernière, nous avions organisé un petit-déjeuner avec toutes les associations de commerçants pour les aider dans ces démarches.

Allez, qui souhaite intervenir ? Madame JAMET.

MME JAMET

Je vais verser aussi ma contribution.

Contribution communiquée par Mme JAMET

« Monsieur le Maire, mes cher.e.s collègues,

Noël est une période de fête. Une période de fête et d'excès. L'urgence climatique nous impose plus de sobriété dans nos dépenses d'énergie, dans nos modes de vie. Avons-nous une absolue nécessité de voir briller les illuminations de Noël dès le 1er décembre ? Se contenter de les allumer bien plus tard, à la mi-décembre n'est-ce pas suffisant ? Les illuminations de Noël sont installées pour teinter la ville de la « magie » de Noël, mais surtout pour nous mettre dans l'ambiance d'une période de surconsommation, alimentaire et matérielle, où nous serons constamment sollicité.e.s pour offrir des cadeaux, éthiques ou non, utiles ou non. Nous soutenons évidemment le commerce et l'artisanat local, celui qui a du sens, celui qui est juste. Celui-ci a tellement de valeur qu'il n'a pas besoin d'artifices pour exister.

À l'heure de l'urgence climatique, il faut savoir s'adapter. Réduire la durée des illuminations de Noël ne semble pas être un effort insurmontable.

Par ailleurs, depuis 2014 nous vous demandons d'appliquer l'arrêté ministériel de 2013 pour que les vitrines soient éteintes, nous vous demandons maintenant, aussi de veiller au respect de du nouvel arrêté de décembre 2018 qui élargit l'extinction des éclairages sur certaines plages horaires. Ainsi « Les éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel sont éteints au plus tard une heure après la fin de l'occupation de ces locaux et sont allumés à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt. Les éclairages de vitrines de magasins de commerce ou d'exposition sont éteints à 1 heure du matin au plus tard ou 1 heure après la cessation de l'activité si celle-ci est plus tardive et sont allumées à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt. » Ce n'est actuellement toujours pas respecté. Je prends notamment pour exemple la Cité Administrative où nombre de bureaux sont encore allumés après 23h.

Vous mettez en avant la participation de Bordeaux au « Jour de la nuit » dans votre Rapport sur le Développement Durable, on vous demande des efforts bien plus importants, des efforts qui permettraient de respecter l'arrêté. On vous rappelle chaque année les conséquences de la pollution lumineuse sur la biodiversité, les économies d'énergie et d'émission de CO^2 qu'on pourrait faire. On s'impatiente.

Je vous remercie »

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Qui est pour ? Tout le monde. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Aucun. Adoptée à l'unanimité.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 482 : « Soutien au développement du commerce, de l'artisanat et des services de la Ville de Bordeaux. Animations de l'année 2019. Demandes de subventions présentées par les associations de commerçants et artisans. Décision – Autorisation. »

D-2019/482
Soutien au développement du commerce, de l'artisanat et des services de la Ville de Bordeaux. Animations de l'année 2019. Demandes de subventions présentées par les associations de commerçants et artisans. Décision - Autorisation.

Madame Maribel BERNARD, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du soutien de la Ville de Bordeaux en faveur du développement du commerce, des activités artisanales et de services, plusieurs associations de commerçants et d'artisans ont présenté des projets d'animations pour l'année 2019, dans les quartiers de la Ville.

Comme chaque année, la Ville souhaite, dans le cadre de son programme, favoriser le développement économique, commercial et culturel, la promotion et l'animation des activités commerciales de Bordeaux, créant ainsi une ambiance chaleureuse et festive à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Ce dispositif consiste à soutenir et accompagner les propositions d'animations présentées par les associations de commerçants et d'artisans par l'attribution de subventions municipales.

Vous trouverez, ci-après, l'état récapitulatif des projets et des subventions municipales pour les animations de l'année 2019 :

ASSOCIATIONS	MONTANT PARTICIPATION VILLE DE BORDEAUX
Association des commerçants de Saint Michel – Les Saltimbanques	2 000
Association des commerçants du Grand Parc - FESTIDAYS	1 500
Association des commerçants Saint Rémy – les Banquetas	1 500
Association des commerçants rue Bouffard – « Le patrimoine en fleurs »	800
Association des commerçants Dynamic Chartrons	1 000
Association des commerçants Antiquaires et Brocanteurs des Chartrons « Fête du vin nouveau »	3 000
Association des commerçants Barrière Judaïque	400
Association des commerçants Saint Augustin	2 000
Association des commerçants Grosse Cloche – Saint Paul	2 000

Association des commerçants rue des remparts	1 500
Association Anim'Ginko	1 000
Allo 33 Association des commerçants Alsace et Lorraine	1 500
Association des commerçants rue des 3 Conils	1 000
TOTAUX	**19 200**

Pour mémoire, les subventions pour l'Association des Commerçants et riverains du quartier de la victoire de 9 500 € et pour la Société des meilleurs ouvriers de France de 2 000 €, ont été votées à l'annexe B1.7 du Budget 2019.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à décider le versement des subventions présentées ci-dessus, dont les montants seront imputés sur le budget de la Ville (fonction 9 – sous-fonction 94 - nature 6574).

Ces subventions seront versées sous réserve de la fourniture de toutes les pièces justificatives de réalisation de l'action (factures) par les présidents d'association et de l'obtention de toutes les autorisations administratives, réglementaires et sécuritaires nécessaires.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Madame BERNARD.

MME BERNARD

Même délibération pour des subventions pour des animations faites et à faire par les commerçants. Je voulais vous parler du fonds local d'indemnisations, mais je le ferai peut-être une autre fois. En tout cas, je me tiens à votre disposition. Sachez quand même que nous avons distribué l'intégralité des 600 000 euros pour aider 175 entreprises qui ont été indemnisées.

Et concernant le plan de relance, juste je voudrais souligner quand même le travail de la Ronde des quartiers qui a été fait jusque-là, et du service de communication de la Ville de Bordeaux sur le slogan qui était « Envie de Bordeaux » sur toute la campagne qui a eu lieu et qui aura lieu à Noël, et je vous incite tous à la partager pour, comme l'a dit Monsieur le Maire, pouvoir revenir consommer en centre-ville.

M. le MAIRE

Merci. Est-ce qu'il y a une intervention ? Non. Qui est pour ? Tout le monde. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Non. On continue. Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 483 concernant le marché des Capucins.

D-2019/483
Exploitation du marché des Capucins et de ses parcs de stationnement. Rapport annuel de l'exercice clos au 31 décembre 2018. Information.

Madame Maribel BERNARD, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par traité de concession du 28 décembre 2007, vous avez confié à la S.A. Les Fils de Madame Géraud, sous forme de délégation de service public, l'exploitation du marché et du parc de stationnement des Halles des Capucins à compter du 1er janvier 2008 pour une durée de 20 ans.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport annuel remis à notre collectivité par le délégataire est communiqué à l'assemblée délibérante.

1. Les faits marquants de l'année 2018

L'année 2018 a vu l'attractivité du marché se maintenir au même niveau que précédemment, avec une forte activité, en dépit du mouvement des gilets jaunes sur les derniers mois de l'année. Le chiffre d'affaire est resté stable.
Par ailleurs, la Commission tripartite du marché s'est tenue trois fois et a particulièrement travaillé en vue de la mise en place au 1er janvier 2019 de l'évacuation des déchets du marché par le délégataire avec refacturation aux commerçants producteurs de ces déchets pour services rendus, et selon le principe « pollueur payeur » inscrit au Code de l'Environnement.
Ainsi, le Conseil Municipal a adopté en séance du 17 septembre 2018 le projet d'avenant n°1 au Traité de concession du 28 décembre 2007, et le Règlement du marché a été modifié en conséquence par arrêté municipal du 21 décembre 2018 pour intégrer les nouvelles modalités de gestion des déchets.
En ce qui concerne les animations, offres promotionnelles et actions de communication qui se sont déroulées en différents moments de l'année, il est à noter une nouvelle opération intitulée « La Table des Capucins », mise en place avec les restaurateurs le soir. Cette animation comprenait 18 commerçants. Elle a connu un franc succès et les restaurateurs autour des Capucins n'ont pas émis d'avis négatif. Cette manifestation devra être renouvelée mais proposée à l'ensemble des commerçants.

2. L'occupation

Le marché compte 105 commerçants abonnés dans la Halle en 2018, 3 commerçants ont quitté la halle et 14 nouveaux s'y sont installés, avec une grande diversité d'activités : 29 maraîchers, 8 commerces offrant des produits bio, mais aussi des volaillers, bouchers, charcutiers, traiteurs, revendeurs en fruits et légumes, huitres et coquillages, poissonniers, fromagers, épicerie fine, plats étrangers, boulangers, pâtissiers, fleuristes, vente à emporter, buvette, crêperie ...
Quant à l'application du Règlement intérieur du marché par les commerçants, le délégataire et son régisseur veillent aux bonnes relations entre professionnels, ils procèdent à des rappels réguliers par circulaire des obligations de chaque occupant, y compris pour ce qui est des obligations des commerçants en matière de conformité des étals et équipements personnels ou d'hygiène et de sécurité ou encore concernant les installations électriques.
A cet égard il a été cependant nécessaire de convoquer trois commerçants ; l'un d'eux a été sanctionné par une exclusion d'une semaine, puis d'un mois suite à récidive.

3. La gestion des déchets

Les modifications apportées par le délégataire dans le système de collecte et de traitement des déchets à compter de 2019 s'inscrivent dans les obligations fixées par la Loi du 1er janvier 2016 concernant le tri et le traitement des bio-déchets pour les marchés produisant plus de 10 tonnes par an. La loi prévoit une extension de cette obligation à tous les professionnels, quel que soit le volume à compter de 2025.
La facturation individuelle sera établie selon une tarification calculée à la pesée, sur la base d'un prix hors taxe au Kg.
Chaque commerçant produisant des déchets à la coupe provenant de produits carnés a l'obligation de signer un contrat d'enlèvement avec un prestataire spécialisé pour respecter la loi en vigueur.
D'autre part, les commerçants se conforment progressivement, depuis 2016, à l'interdiction des sacs de caisse en matière plastique à usage unique pour l'emballage des marchandises en vente sur le marché. Les commerçants ne proposent plus que des sacs biodégradables.
En 2019, un travail doit être envisagé pour distribuer des sacs réutilisables aux meilleurs clients, sérigraphiés au logo du marché des Capucins.

4. Entretien courant et matériel d'exploitation

Comme pour les exercices antérieurs, des interventions ont été effectuées par le délégataire durant l'année 2018, dans le cadre du contrat. Il s'agit des travaux listés aux pages 9 et 10 du rapport d'activité 2018 joint en annexe à la présente délibération.

5. Les travaux

Les travaux de réfection de l'étanchéité de la toiture des halles A et B programmés par la Ville ont été réalisés comme prévu en 2018 et sont terminés.
De son côté, le délégataire a réalisé divers travaux dans le cadre de la préparation de la gestion en direct des opérations de collecte et traitement des déchets (cf. paragraphe 4.2 page 10 du rapport d'activité joint en annexe).
Par ailleurs, le délégataire ayant attiré l'attention de la Ville sur le besoin de renouvellement de certaines portes basculantes et automatiques, la Ville a prévu de faire appel à un bureau de contrôle pour l'établissement d'un diagnostic précis des travaux à réaliser. Cette opération de diagnostic a été engagée en juillet 2019 et sera suivie d'un programme pluriannuel de remise en état de ces portes.

6. Les données financières

Compte de gestion (en € HT)	2018	2017	Δ (en %)
Recettes halles des Capucins	788 514	765 452	3,0%
Recettes parking	635 584	668 359	-4,9%
Autres recettes	9 609	6 551	46,7%
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	1 433 707	1 440 362	-0,5%
Redevance forfaitaire	125	125	0,0%
Achats et charges externes	562 185	536 776	4,7%
Salaires et charges sociales	472 670	464 786	1,7%
Impôts et taxes	40 390	39 478	2,3%
Dotations aux amortissements	180 758	179 410	0,8%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 256 129	1 220 575	2,9%
RESULTAT D'EXPLOITATION	177 578	219 787	-19,2%
Intérêt sur emprunt (1)	55 274	64 683	-14,5%
TOTAL CHARGES FINANCIERES	55 274	64 683	-14,5%
Charges exceptionnelles	0	0	
RESULAT COURANT AVANTIS	122 304	155 104	-21,1%

Source : rapport annuel
(1) : les intérêts portent sur l'emprunt souscrit au début du contrat de délégation pour permettre de rembourser le droit d'entrée de 2.9 M€ que le délégataire a versé à la Ville.

Les recettes d'exploitation totales ont diminué de 0,5% (-7 k€) par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 1.434 K€ au 31 décembre 2018. Cette baisse se décompose pour l'essentiel en :

- Une augmentation des recettes du marché de 3 % (+23 k€),
- Une diminution des recettes de stationnement de 4.9% (-33 k€).

La diminution des recettes s'explique par l'effet combiné de la hausse des recettes des droits de place (105 abonnés au 31 décembre 2018) et la baisse des recettes horaires du parc de stationnement. On notera que les 788 K€ de recettes sur les halles des capucins incorporent le loyer annuel versé par le Super U au délégataire.
La diminution des recettes de stationnement est principalement liée à la baisse de la fréquentation de la clientèle horaire, l'exercice 2018 n'ayant pas connu d'augmentation des tarifs du parc de stationnement.

Parallèlement, les charges d'exploitation totales ont augmenté de 2.9% (36 k€) par rapport à 2017. Ceci s'explique principalement par la hausse des achats et charges externes de 4.7% (25 k€).

Le résultat de l'exercice présente pour la quatrième année consécutive un solde bénéficiaire (122 K€ en 2018 contre 155 K€ en 2017).

Pour votre complète information vous trouverez ci-joint le rapport annuel d'activité 2018 du délégataire.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Madame BERNARD

MME BERNARD

Si vous me le permettez, je serais un tout petit peu plus longue sur celle-là, Monsieur le Maire, sur les Capucins.

M. le MAIRE

Mais vraiment un tout petit peu, hein.

MME BERNARD

Juste pour vous donner une information concernant la gestion des déchets qui est le sujet le plus important sur les Capucins aujourd'hui. Pour vous dire que depuis le 1er janvier 2018, le délégataire procède à l'enlèvement des déchets selon le principe du pollueur-payeur. Donc les commerçants paient leurs déchets au prorata de ce qu'ils produisent, ce qui est un système extrêmement vertueux. Rajouter à cela que la presse pour les cartons et les cagettes que nous avons demandée et que vous avez demandée, Monsieur le Maire, est arrivée et que dès que le local sera aménagé, elle sera en place d'ici une quinzaine de jours. Et au tout début d'année 2020, le tri des bio-déchets sera aussi mis en place. Voilà. Le reste, vous retrouvez tout le rapport d'activités dans la délibération.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Oui, encore plus court, une minute pour déplorer, une nouvelle fois, les retards pris par le délégataire notamment en ce qui concerne le traitement des déchets, notamment les bio-déchets qui ne vont être traités qu'à partir de 2020 alors que c'est obligatoire depuis plusieurs années. Et également autre observation, vous le savez sans doute, les plaintes des commerçants sont de plus en plus nombreuses notamment pour des problèmes d'entretien. Vous le savez, le portail d'entrée du parking souterrain est bloqué en position ouverte depuis plusieurs mois. Toutes les portes d'accès du marché ont les vitres cassées depuis longtemps. Idem, ils se plaignent également du traitement des toilettes qui sont… cela, j'ai pu le vérifier de visu, c'est vrai que les toilettes sont dans un état de saleté, et de non-entretien. À mon avis, il serait bien que la Mairie de Bordeaux fasse remonter auprès de la société GÉRAUD quelques insatisfactions. C'est tout. Merci.

M. le MAIRE

J'ai écrit au délégataire il y a peu de temps. S'il le faut, je le convoquerai, il faut qu'il aille plus vite là sur le traitement de ces déchets.

Madame BERNARD.

MME BERNARD

Juste, Pierre, j'ai eu toutes ces informations aussi, et je les ai remontées au délégataire. Concernant l'état des toilettes, elles sont régulièrement dégradées et régulièrement remises en service par le délégataire. Concernant la porte, il y a un problème structurel pour une pièce qui est défectueuse très régulièrement.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, très vite. Le marché des Capucins est un vrai succès commercial. Quelques remarques. Il y a un vrai problème d'hygiène autour du marché, une forte odeur d'urine, des détritus en permanence. Le bâtiment lui-même est en mauvais état. La base des poteaux en béton a éclaté sous l'effet de la corrosion de l'acier de la structure. Vous le verrez, faites le tour. Vous m'aviez proposé de visiter Bordeaux avec vous, eh bien je vous propose d'aller voir le marché des Capucins.

Les auvents, quand il pleut, autour du marché laissent passer la pluie. Bien sûr, Monsieur HURMIC a raison, les toilettes sont minables, sont en très mauvais état. Pendant des mois, il n'y avait pas de lavabo

en fonctionnement, ce qui est problématique pour un lieu qui accueille des centaines de personnes qui manipulent des aliments.

Pour résumer, je pense que nous devrions faire un effort pour maintenir le marché en état, et même pour l'améliorer. Je pense qu'il mérite d'être agrandi, c'est un vrai succès, en fait.

À côté, il y a Halle des Douves qui est vide. C'est une charge pour la collectivité. On pourrait peut-être la dédier à une partie particulière, par exemple, le bio, ce qui permettrait d'améliorer l'offre commerciale.

Enfin, il y a un problème de circulation automobile, Monsieur DAVID. Je sais que c'est difficile à améliorer, mais peut-être que l'on pourrait quand même faire des efforts.

M. le MAIRE

Merci. Allez, je passe au vote. Il n'est pas question d'aller mettre le marché dans la Halle des Douves, cela, je l'annonce de suite. Après, c'est vrai que cela mériterait qu'il s'étende. Mais, enfin, déjà, confortons-le tel qu'il est.

Qui est pour ? C'est une information.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Brigitte COLLET. Délibération 487 concernant le contrat avec la CAF.

DELEGATION DE L'EXPLOITATION
DES MARCHES PUBLICS D'APPROVISIONNEMENT

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2018

Article L 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales

- BORDEAUX -

SOMMAIRE :

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITE 2018 1

1. LISTE DES MARCHES 3

2. APPLICATION DU CONTRAT 4

2.1. Application des tarifs 4
2.2. Autres applications et évolution du contrat 4

3. EXPLOITATION 5

3.1. Analyse du contexte et évolutions ponctuelles des périmètres 5
3.2. Application du règlement et relationnel commerçants 5
3.3. Fréquentations et mouvements 6
3.4. Personnel d'exploitation 7
3.5 Suivi des évolutions réglementaires : 8
3.5.1 Présentation d'un successeur 8
3.5.2 Obligation de traitement des bio-déchets 8
3.5.3 Interdiction des sacs plastiques 8

4. SUIVI TECHNIQUE 8

4.1. Entretien courant. Matériel d'exploitation 8
4.2. Travaux 9

5. COMPTES DE L'EXERCICE AFFERENTS A LA DELEGATION 11

5.1. Commentaires préalables 11
5.2. Comptes de l'exercice 11

6. SYNTHESE GENERALE 12

6.1. Analyse qualitative du service 12
6.2. Indicateurs qualitatifs 12

7. ANNEXES 13

1. LISTE DES MARCHES

Marché des Capucins

2. APPLICATION DU CONTRAT

2.1. Application des tarifs

Les tarifs des droits de place du marché appliqués au cours de l'exercice restent identiques à ceux appliqués depuis 1er février 2015 et fixés par délibération du Conseil municipal du 26 janvier 2015.

Le blocage des tarifs décidés par la Ville a entraîné une perte de recettes ouvrant droit à indemnisation au profit du délégataire en application du dernier alinéa de l'article 18 du Contrat. Ce dernier se tient à la disposition de la Ville afin de déterminer toute solution appropriée à cet effet.

S'agissant du parc de stationnement, en application de la Loi Hamon, la grille tarifaire a été établie sur la base d'une tarification au « ¼ d'heure » à compter du 1er juin 2016. Cette modification tarifaire devait se faire sans augmentation pour l'usager, donc, à fréquentation égale sans hausse de chiffre d'affaires. En réalité, le déplacement du temps moyen de stationnement des clients a été à l'origine d'un tassement du chiffre d'affaires horaire.

Les interventions de promotion et publicité ont été entreprises par référence au principe contractuel d'affectation d'un pourcentage des recettes des droits de place acquittés par les commerçants.

2.2. Autres applications et évolution du contrat

La convention passée avec DISCAP (enseigne Marché U) pour l'amodiation du volume situé dans la halle B s'est poursuivie tout au long de l'exercice.

Conformément au contrat, le délégataire a procédé au versement de la redevance annuelle.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler que les marchands à la charrette ne sont facturés à la demande de la Ville que pour une quote-part de leur surface réelle, contrairement au dispositif réglementaire.

Dans le prolongement des réflexions relatives aux nouvelles modalités de collecte et traitement des déchets du marché entamé lors de l'exercice précédent, un avenant a été établi entre les parties pour une mise en application à compter du 1er janvier 2019 et dont il sera fait état dans le cadre du prochain rapport.

3. EXPLOITATION

3.1. Analyse du contexte et évolutions ponctuelles des périmètres

Aucune modification des périmètres n'est à signaler au cours de l'exercice.

3.2. Application du règlement et relationnel commerçants

Le règlement des marchés reste celui fixé par arrêté municipal du 4 décembre 2014 portant nouveau règlement et abrogeant celui issu arrêté municipal du 17/05/1999 modifié.

Les marchés appartiennent au Domaine Public. De ce fait, le Maire et la Collectivité sont seuls titulaires de l'ensemble des pouvoirs de police et prérogatives de puissance publique, qui ne peuvent être délégués. Le contractant de la Ville intervient dès lors en appui pour la mise en œuvre des dispositions règlementaires sur le marché.

Le Délégataire, de manière préventive et suite aux constats sur le terrain, diffuse diverses notes circulaires périodiques auprès des commerçants pour leur rappeler leurs obligations. Les nouveaux abonnés sont informés systématiquement du contenu du règlement.

Outre les rappels effectués par le régisseur directement, lorsque la situation l'exige à propos d'un commerçant contrevenant récalcitrant, un courrier de mise en demeure lui est transmis. Son dossier est transmis au Maire.

A l'issue de ces interventions systématiques et sur le terrain, en cas de refus persistant de se conformer aux dispositions du règlement, il est impératif alors de prononcer les sanctions prévues, pouvant aller jusqu'à l'exclusion d'abord provisoire puis de longue durée de l'intéressé. Ces sanctions, pour les mêmes raisons légales, sont prononcées par le Maire. Elles sont un acte d'exemplarité pour avoir tous effets pédagogiques sur le terrain et éviter de décrédibiliser les efforts accomplis et la répétition des actes en question.

Le régisseur effectue aussi sur le terrain un contrôle périodique des documents autorisant les commerçants à exercer une activité commerciale sur le Domaine Public, conformément au règlement des marchés. Les contrôles relatifs à la qualité des marchandises, l'hygiène, la situation fiscale et sociale des commerçants sont par contre du ressort des administrations compétentes auxquelles le Délégataire communique les coordonnées de tout commerçant objet d'une enquête ou facilite l'accès au marché sur toute demande.

Comme les exercices passés, le délégataire est amené à procéder à des rappels réguliers au règlement concernant les comportements suivants :

- L'obligation de présence d'au moins cinq jours dans la semaine, non encore respectée par certains commerçants, même si de très importants progrès ont été réalisés dans ce domaine,
- Le dépassement systématique, par les points de restauration et de dégustation, des horaires règlementaires, ce qui contribue à perturber gravement l'organisation du nettoyage du marché et à en augmenter le coût,
- Le respect, d'une manière générale, des horaires du marché, dans la mesure où des commerçants n'arrivent que trop tardivement, et d'autres partent trop tôt, ce qui est pénalisant pour le bon fonctionnement du marché, surtout en semaine, bien sûr,
- La délivrance habituelle de boissons alcoolisées non accompagnées d'un repas, par un certain nombre de points de restauration et de dégustation, avec les conséquences désastreuses qui en résultent, tant en terme d'image que de sécurité pour le marché,
- Le non-respect chronique, par les « vendeuses à la charrette », des limites de leur emplacement (3M sur 5) ainsi que des règles les plus élémentaires de propreté : immondices laissés sur l'emplacement ou dispersés à proximité, diables et matériel laissés à l'abandon devant les entrées de la halle, etc…,

- L'encombrement, par certains commerçants, des allées, ou même d'emplacements laissés provisoirement vacants à proximité, ou alors l'accumulation, sur leur propre stand, et particulièrement au-delà de la hauteur règlementaire, de toutes sortes d'objets de nature à ternir, non seulement l'aspect de leur propre commerce, mais aussi celui du marché lui-même. Des actions sont entreprises pour remédier à ce type de comportement.
- Certains commerçants en infraction au règlement ont pu être convoqués par la Ville, sur signalement du Délégataire. Ce qui a pu donner lieu à l'application de sanction dans certains cas. Il importe de garder en mémoire l'exemplarité des décisions face aux tentatives cycliques d'indiscipline individuelle.

A nouveau, certains commerçants continuent, par ailleurs, et malgré de nombreux rappels, à payer le délégataire systématiquement avec retard, alors que la règlementation stipule que les droits de place sont exigibles à première réquisition.

3.3. Fréquentations et mouvements

La fréquentation des commerçants abonnés est précisée sur l'annexe au présent rapport, qui répertorie l'ensemble des commerçants arrivés, présents ou partis au cours de l'exercice, et la date des mouvements intervenus (arrivées et départs) durant l'année 2018. La fréquentation du parc de stationnement a suivi la baisse d'activité liée au mouvement des « gilets jaunes » les samedis.
Par ailleurs, les difficultés de sécurité sur le parking (deals de drogue aux entrées et accès piétons encombrés par des SDF agressifs) ont contribué à la baisse des clients horaires.

Pour le marché, en 2018 :

- 3 commerçants ont quitté le marché :
  - 1 volailler
  - 1 boulanger/pâtissier
  - 1 vendeur de coquillages.

- 14 commerçants sont arrivés en qualité d'abonnés :
  - 1 charcutier-traiteur
  - 1 vendeur de coquillages
  - 2 « produits BIO »
  - 1 fromager
  - 1 « produits espagnols »
  - 1 « produits orientaux »
  - 2 maraîchers
  - 1 vendeur d'asperges
  - 1 boucher
  - 1 « produits grecs »
  - 1 charcutier
  - 1 fleuriste.

Les mouvements traduisent bien constants efforts de recrutement et de recherche de nouveautés.

<u>La candidature de nouveaux commerçants peu formés</u>

Dans le contexte économique actuel, on constate toujours que des situations personnelles complexes conduisent certains à tenter une activité sur les marchés qui représente en apparence une solution rapide, aisée et à peu de frais, pour créer sa propre activité.

Ces personnes découvrent que :

→ Les marchés de forte activité sont déjà composés de commerçants fidèles, et l'accueil de nouveaux candidats y est parfois difficile du fait de la limitation du périmètre ;

→ A l'inverse, les marchés qui affichent une certaine fragilité commerciale ont certes des emplacements disponibles. Ces candidats priorisent alors les sites plus dynamiques.

De ce fait, les marchés fragiles ne bénéficient pas – ou pas longtemps – de l'arrivée de ces nouveaux commerçants, alors que les marchés qui sont déjà très prisés doivent faire face à des candidatures souvent difficiles à satisfaire.

Le rôle du délégataire dans ces conditions est de sensibiliser les nouveaux candidats pour judicieusement sélectionner les produits qu'ils souhaitent vendre, de manière à créer une vraie différence avec les produits déjà présents, et à poursuivre leur présence avec assiduité de manière à se construire une clientèle. Ces démarches supposent que ces nouveaux commerçants aient un réel projet professionnel.

L'évolution de certains commerces non alimentaires

Au cours de ces années de mutation des circuits commerciaux, les réseaux d'approvisionnement se sont considérablement concentrés et réduits, les marques nationales écoulant directement leurs soldes ou fins de série, en magasins sous franchise, par internet, en magasins d'usine.

C'est la raison pour laquelle, faute de produits valorisants disponibles, un nombre croissant de commerçants se sont rabattus vers des produits importés, moins variés et de moins bonne qualité. Il faut y ajouter la recherche par les consommateurs d'un bas prix, ce qui conduit les vendeurs à adapter leur offre dans cette gamme de produits pour répondre aux vœux de la clientèle.

Evolution général du Commerce

Les statistiques nationales montrent encore la pression existante sur la consommation alimentaire et les prix de vente. L'épisode des « gilets jaunes » a touché le fonctionnement du marché lors du second semestre. Le marché des Capucins, en dépit de l'impact de cette manifestation, a bien résisté commercialement.

Météorologie

L'influence des conditions climatiques sur la fréquentation des marchés est de plus en plus sensible aux alertes météo trop précautionneuses qui peuvent rebuter certains commerçants à participer aux séances. Il y a quelques années, ces conditions exceptionnelles n'avaient aucune conséquence sur la venue des consommateurs et la présence des commerçants.

3.4. Personnel d'exploitation

L'équipe affectée au secteur d'exploitation est constituée de :

- un responsable régional appuyant les responsables d'exploitation
- deux responsables d'exploitation
- huit agents techniques

soit un effectif de onze salariés, étant précisé que pour certains d'entre eux la notion de temps partiel correspond au besoin du service. Des interventions ponctuelles sont par ailleurs venues s'ajouter à l'équipe de base.

3.5. Suivi des évolutions réglementaires

3.5.1 Présentation d'un successeur

L'avènement du droit conféré aux abonnés de présenter un successeur introduit par l'article 71 de la Loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 –codifié à l'article L.2224-18-1 du Code général des collectivités locales - dite « Loi Pinel », a commencé à créer des pressions.

En dépit de diverses circulaires préfectorales rappelant l'attribution des emplacements sur le domaine public à titre précaire et révocable, des tentatives de spéculations financières se font jour au détriment de la survie économique des nouveaux entrants. Cela est flagrant sous la Halle et demande à être encadré davantage. Le règlement est à ce titre à toiletter.

3.5.2 Obligation de traitement des bio-déchets

Nous rappelons l'obligation de tri et de traitement des biodéchets généralisée depuis le 1er janvier 2016 et concernant tous les marchés qui produisent plus de 10 tonnes de biodéchets par an. A noter que l'obligation de tri et de valorisation des bio-déchets est généralisée à tous les professionnels (y compris pour ceux produisant moins de 10 tonnes/an) à compter de 2025.

Pour le marché des Capucins, des échanges sont intervenus entre les parties au cours de l'exercice en vue de la mise en place d'une solution de traitement de tri et traitement des déchets. Ces échanges ont abouti à la conclusion d'un avenant entre les parties, effectif au 1er janvier 2019 et dont il sera fait état dans le prochain rapport.

3.5.3 Interdiction des sacs plastiques

L'article 75 de la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte - codifié à l'article L. 541-10-5 du code de l'environnement prévoit l'interdiction des sacs de caisse en matières plastiques à usage unique destinés à l'emballage de marchandises au point de vente.Cette obligation est globalement respectée au marché des Capucins. .

4. SUIVI TECHNIQUE

4.1. Entretien courant. Matériel d'exploitation

Comme pour les exercices antérieurs, les interventions d'entretien courant ont été effectuées régulièrement, dans le cadre du contrat.

Au cours de l'exercice ont été réalisés les travaux suivants :

Pose d'une sortie de câble pour pompe extérieur en janvier.
Remplacement de trois cylindres contacteur à clef février.
Intervention sur 3 déclencheurs manuels défectueux ainsi que remplacement de disjoncteur différentielle en février.
Sur port WC public remplacement de l'ensemble poignée et de la serrure en février.
Mise en place d'un disjoncteur différentiel dans le tableau électrique loge en février.
Mise en place d'un BAES évacuation en février.
Passage des câbles d'alimentation repris sur le TGBT ainsi que le cheminement vers le coffret de protection dans le local EDF en mars. Dépannage en mai.
Réparation du point bas de la serrure de porte face au cours de l'Yser en mars.

Installation de d-Park sur un nouveau serveur à distance en mars.
Remplacement du fluide R404A par XP40 dans les installations frigorifiques en avril.
Dépose de luminaires fluo + pose de luminaires led en avril.
Changement de prise Hypra Tettra 16A local technique en avril.
Dépose et pose d'un sèche main en avril, réparation de portes en mai et en août.
Remplacement des 4 pivots du portail battant en avril.
Travaux de plomberie (remplacement plaque de déclenchement sur WC) en mai.
Mise en place d'un arrêt d'urgence sur Hall de chaque côté de l'allée en mai.
Passage des câbles d'alimentation repris sur le TGBT, ainsi que cheminement vers tous les équipements en mai.
Prises en hauteur et mise en place de boite de dérivation sur pilier allée centrale en juin.
Intervention suite fuite au niveau du refoulement source B en juin
Vérification et branchement des enseignes lumineuses en juin.
Diagnostique panne sur luminaire et remplacement en juin.
Remplacement de deux luminaires LED en juillet.
Remplacement d'un fusible ventouse sur porte en juillet.
Création d'une prise hypra dans le local technique sous-sol en juillet.
Création prise et coffret manifestation en juillet.
Fourniture et pose d'enrouleur de câble de 10 m en juillet.
Confection dossier SSI en aout.
Achat d'un transpalette semi électrique en aout.
Intervention concernant une fuite sur réseau sprinkler en aout.
Remplacement tuyauterie de refoulement fuyarde en aout.
Dépose et repose de déclencheur manuel en septembre.
Réparation d'un pivot défaillant sur le portail entrée fournisseur en novembre.
Remplacement des pattes de support vérin sur portail entrée fournisseur en novembre.
Vérification de conformité électrique en février.
Contrat de vérification annuelle des RIA en janvier.
Contrat de vérifications semestrielles sprinkleur incluant l'entretien annuel du groupe motopompe diesel.
Contrat de maintenance sur Karcher.
Nettoyage des vitreries sur le marché des capucins a l'année.
Maintenance de la télésurveillance pour l'année.
Contrat annuel d'assistance technique et dépannage électrique additif détection incendie.
Contrat annuel d'assistance et dépannage éléctrique (sonorisation de sécurité).
Contrat de maintenance pour ascenseur à l'année.
Contrat d'assistance performance terminal Kelio pour l'année.
Formation incendie + exercice d'évacuation en janvier.
Entretien des 35 portes basculantes pour l'année.
Vérification de périodique des installations de sécurité incendie, des machines et des Installations des ascenseurs pour l'année.
Vérification de conformité incendie/thermique pour l'année.
Contrat de Maintenance des installations frigorifiques à l'année.
Contrat de maintenance sur onduleurs pour l'année.
Vérification annuelle des extincteurs en décembre.
Contrat de dératisation annuel.
Contrat de désinsectisation annuel.
Vérification des désenfumages mécanique (volet) des RIA, et des détecteurs/Déclencheur manuel en septembre.
Entretien de l'auto-laveuse, qui est en fin de vie et sera remplacée.

4.2. Travaux

En marge des interventions d'entretien courant des installations et du matériel d'exploitation mentionnées au chapitre précédent, aucun programme de travaux importants nécessitant une approche contractuelle n'est à signaler pour l'exercice écoulé.

Ont été réalisés au cours de l'exercice, dont la préparation de la gestion en direct des opérations de collecte et traitement des déchets :

Re lamping zone marché plus parking en janvier.
Fourniture de 200 luminaires étanches LED en mars.
Pose et raccordement de luminaires led au niveau des caisses automatiques du hall A et B en mars.
Fourniture ensemble acoustique avec boucle malentendant ainsi que la pose des kits interphone en février.
Fourniture et pose matériel vidéosurveillance caméra et enregistreur loge en février.
Pose de cameras H.S en juin.
Achat programme informatique pesage déchets commerçants en décembre.
Contrat de prestation d'entretien pour le PRESSOR, pour l'année
Contrat vérification périodique sur balance de pesée.

Le matériel de péage et de contrôle d'accès est âgé aussi. Il convient de préparer son changement complet devant l'obligation de créer de nouvelles fonctions devant les besoins nouveaux :

- Titres d'accès plus souples d'emploi et plus modernes
- Moyens de paiement adaptés
- Produits de stationnement nouveaux
- Meilleure sécurité contre les fraudes.

Les responsabilités de la Ville sur le gros œuvre, le clos et le couvert sont importantes. A ce titre, la programmation du renouvellement du système de portes basculantes est à prévoir rapidement, l'entretien courant ne pouvant suffire après un usage de vingt années.

Interventions d'entretien des commerçants

En dépit du fait que les obligations en matière de conformité des étals et équipements personnels ou d'hygiène et sécurité relèvent de chaque occupant et n'incombent pas directement au Délégataire, ce dernier intervient régulièrement auprès des commerçants pour les sensibiliser au respect de ces devoirs. Ainsi à titre d'exemple, le régisseur profite de chaque moment d'échange avec les commerçants, par exemple en fin de séance, pour opérer cette sensibilisation en matière de nettoyage. Il en est de même lors des campagnes de vérification collective des installations électriques lancées par le Délégataire.

5. COMPTES DE L'EXERCICE AFFERENTS A LA DELEGATION

5.1. Commentaires préalables

On trouvera en annexe un bilan complet des actions de communication financées par l'entreprise et ayant préalablement fait l'objet d'une concertation avec les représentants des commerçants, que ce soit en commission de marché, ou au travers de consultations directes.

Concernant la représentation des documents comptables aux commerçants abonnés (droits de place et prestations diverses), il est rappelé que le décompte détaillé et personnalisé est remis systématiquement aux intéressés.

5.2. Comptes de l'exercice

Le rapport financier (recettes-dépenses) est présenté selon les normes du plan comptable de 1982 et annexé audit rapport.

Le chiffre d'affaires est stable du fait principalement du blocage des tarifs par la Ville. Le résultat chute de ce fait de plus de 20%.

La baisse d'activité des parcs de stationnement est sensible, notamment avec les difficultés du samedi au second semestre devant les manifestations des « gilets jaunes ». La croissance de la présence de non abonnés a compensé partiellement et l'effort en année pleine des recrutements d'abonnés sous la Halle aussi.

Parallèlement, la montée des dépenses d'entretien est claire en cette phase du contrat où les investissements approchent leur fin de vie pour tous les équipements et installations mécaniques. Ceci pose à l'évidence la question de l'amélioration de la profitabilité pour supporter ces financements, d'où l'aspect stratégique d'appliquer les actualisations tarifaires prévues au contrat. Le retard d'application actuel est de l'ordre de 15% et les commerçants n'ont subi aucune augmentation depuis janvier 2015.

Le retard a un impact évident sur le potentiel d'investissement.

6. SYNTHESE GENERALE

6.1. Analyse qualitative du service

L'entreprise délégataire intervient dans les domaines prévus au contrat : le placement, la perception des droits de places, la fourniture et la mise en place éventuelles de matériel aux commerçants, les interventions d'entretien précisées, le nettoyage des lieux une fois la séance de marché achevée et d'autres interventions complémentaires telles que la réalisation d'opération d'animation ou de communication. La Ville assume les autres tâches et le présent rapport s'interdit de commentaires à ce propos.

Au cours de l'exercice 2018, l'entreprise a assuré l'ensemble des tâches lui revenant contractuellement dans des conditions n'ayant fait l'objet d'aucunes remarques particulières. Cette situation témoigne de la qualité des prestations réalisées par le délégataire pour ce qui le concerne.

6.2. Indicateurs qualitatifs

Lors de l'exercice 2018, l'ensemble des interventions, lors des séances de marché, ont été réalisées par le délégataire tant sur le plan contractuel que technique, conformément aux dispositions prévues au contrat. Il en est de même pour celles relatives aux rapports avec les usagers commerçants.

Il est noté notre participation à la réunion de la commission des marchés organisées les 16 janvier, 29 mars et 15 novembre

7. ANNEXES

- Liste des commerçants abonnés,
- Rapport financier,
- Tarifs,
- Bilan d'activité des opérations d'animation,
- Bilan financier des opérations d'animation,
- Attestation d’assurance.

Année 2018

MARCHE DES CAPUCINS
VILLE DE BORDEAUX

HALLE A

		Autorisation en cours		
NOM	PRENOM	DEBUT	FIN	ACTIVITE
AIT EL MOKHTAR	Bouchra	25/08/2012		Restauration orientale
AUGIER	Erick	18/12/2015		Boulanger bio
BADETS	Daniel	01/05/1996	30/09/2018	Volailler
BAILLY	Romain	22/07/2014		Restauration s/place et à emporter et épicerie fine
BARTHE	Valérie	01/02/2012		Vente de fromages et épicerie fine
BEAUVIEUX	Thierry	01/08/2018		Charcutier-Traiteur
BECOYE	Patrick	08/07/2005		Prod. Canards
BERTAU	Annie	01/04/1997		Charcutier
BITAUD	Yannick	15/07/2012		Boucher
BOS	Philippe	01/05/1996		Huitres
BOUCHMA	Omar	01/08/2016		Revendeur Fruits et légumes
BROCA	Isabelle	01/06/2014		Produits régionaux
BRUZAUD	Valérie	01/05/1996		Volailler
CABUT	Nicolas	01/01/2019		Boulanger / Pâtissier
CAILLE	Yannick	01/03/2012		Producteur Maraîcher
CAPIELLO	Guy	02/02/2015		Producteur Maraicher
CASSASSUS		01/06/2014		Producteur de fromages
CHASTANET	Didier	01/08/2018		Coquillages
CHEHAIRI	M'hamed	01/08/2018		Produits bio
CHRIST	Damien	09/12/2017		Volailles, canards et oies gras, charc. et rôt.
COLETTE	Jean Marie	01/07/2016		Fleuriste
DANIEL	J. Jacques	01/05/1996		Maraicher
DARTOUT	Nicolas	04/04/2014		Epicerie Fine Italienne
DECROTY	Denis	01/05/1999		Fruits et légumes
DELAS	Didier	01/05/1996		Maraicher
DE WILDE		01/04/2003		Charcutier
DEWELLE	Jean Michel	01/08/2009		Fleuriste
DIALLO	Aissatou	01/12/2007		Plats espagnols
DUCOURNEAU	Pierrette	01/05/1996		Maraicher
DU FAYET DE LA TOUR	Xavier	10/11/2016		Epicerie Fine

DUJARDIN	Patrick	01/05/2009	31/10/2018	Boulanger/patissier
DUPART	Xavier	01/04/2012		Producteur Maraîcher
DUPAS	Dominique	13/11/2015		Producteur Maraicher
DUPUY	Patricia	01/10/2017		Charc./rest. de produits du S.O et Espagne
DUROUSSEAU	Henri	01/05/1996		Maraicher
ECHAUZIER	Martial	01/06/2014		Maraicher
EL KHLIFI	Mohamed	01/05/2015		Producteur Maraîcher
EL MARRAKI	Abdelhalim	26/08/2008		Poissonnier
ESTRADER	Lidia	01/07/2018		Vente s/pl et à emp prod.esp. Avec petite licence
ETIVAL	Marianne	01/11/2017		Producteur Maraicher Bio
FORTIN	François	01/10/2016		Herbes aromatiques et prod. Dérivés
GADY	Didier	09/06/2004		Maraicher
GALVAO	Jean Fabrice	11/12/2014		Dégustation et vente de prod. Portugais
GARCIA	Mélanie	17/11/2014		Poissonnerie
GAUTIER	Jean Luc	01/07/2002		Boucher
GAZEAU	Céline	22/06/2009		Boucher
GAZEAU	Céline	02/09/2008		Volailler
GILBERT	Pierre	12/10/2016		Caviste
GONZALEZ	Stéphane	02/12/2016		Pâtisserie
GUENON	Brigitte	01/05/1996		Fleuriste
GUEYE	Caroline	09/12/2017		Crêperie et vente sur place/emp prod bretons
GUILLAUME	Jocelyne	01/10/2002		BOF
HAURY	Karine	01/07/2018		vente de fromages
HERAUD	Claude	01/05/1996		Maraicher
HOUZELLE	Karine	01/02/2014		Buvette-restauration
JIMENEZ	Juan José	19/02/2018		Vente à emp. et sur place Prod. Espagnols
JNAHI	Mohamed	01/07/2018		Vente de produits et pâtisseries orientales
JOCAL		07/03/2009		Producteur Maraîcher
KIAN	Arash	01/08/2016		Producteur maraicher BIO
KOWALSKI	Johan	12/12/2017		Buvette et restauration
LAFOND	Jean Yves	21/03/2018		Maraicher
LAMBERT	Guy	01/05/1996		Maraicher
LE LAN	Franck	26/04/2013		Restauration japonaise sur pl. et à emp.
LHERME	Henri	01/06/2005		Maraicher
L'HOSPITAL	Catherine	01/04/2011		Buvette
LIANO	Anne Marie	01/10/2017	654	Epicerie fine bio et plats pr. Place ou à emp.

LIM	Koung	06/09/2013		Prod. Asiatiques-traiteur- Rôtisserie
LONGUECHAUD	Pierre	30/03/2018		Pr. Asperges
LUCARONI	Jean paul	30/03/2018		Producteur Maraîcher
LY KASO	Pao	17/10/2017		Maraicher
MACHEBOEUF	Alain	01/08/2016		Revendeur Fruits et légumes
MALLO	Thierry	01/08/2018		Boucher
MARTINEZ MORENO	Antonio	01/01/2009		Prod. Maraîcher
MASSE	Michel	01/05/1996		Maraicher
MAULIN	Claude	01/05/1996		Maraicher
NEAGU	Adrian	01/09/2017		Producteur Maraîcher
MENAGER	Blandine	10/10/2015		Producteur BIO
MENDIETA	Fernando	23/02/2015		Epicerie Fine et pâtes
MERCADIE	Sylvie	01/05/1996		Poissonnier
MOSSADQ	Nadir	02/11/2017		Fruits et Légumes
NADUR	Gaële	23/11/2016		Thés, cafés et acc. dérivés et dégustation
NICOLET	Isabelle	01/03/2017		Producteur légumes BIO
PAPANDONIOU	Uriana	01/10/2018		Produits grecs
PATRI	Valéry	01/08/2011		Charcuterie et viande chevaline
PATRI	Valéry	05/11/2015		Charcuterie et viande chevaline
PERRICHON	Erick	01/08/2018		Charcutier
PERROCHON	Bruno	24/12/2001		Maraicher
PINTOU	Laurence	01/07/2017		Boulangerie Bio
PODSIEDLIK	Christophe	01/05/1996		vente de cafés
POLLO	Sylvain	01/05/1996		Fruits et légumes
RAMY SEPOU	Georges	01/02/2011		vente de produits et plats exotiques
RIBEIRO	Joacquim	01/05/1996		Boucher
RIEU	Patrick	01/01/2012	31/07/2018	Coquillages
RIEU	Philippe	01/10/2011		Poissonnier
ROUFFINEAU	Matthieu	17/09/2004		Huitres
SADDIK	Mohammed	01/08/2018		Prod. Biologiques
SEGRESTAN	Laurence	01/08/2018		Fleuriste
SEPHAN	Mouang Oudien	01/08/2008		Prod. Maraîcher
SMITH	Véronique	01/12/2011		Vente de poissons crustacés
SOKOLOVITCH	Stephan	01/12/2008		Volailler
TAOUFIQ	Sanaa	09/12/2017		Vente de produits et pâtisseries marocaines

TALIGOT	J.François	26/02/2010	31/12/2018	Boulanger / Pâtissier
TRITAH	Abdeslam	01/08/2016		Producteur maraicher
VALLETON	Sylvain	01/05/1996		Maraicher
YON	Madeleine	01/05/1996		Maraicher

Ville de	BORDEAUX

Comptes de l' Exercice 2018

RECETTES

		Abonnés	Casuels	Total
Halles	des Capucins	727 428,68 €	61 085,06 €	788 513,73 €
Parc de	Stationnement	166 365,82 €	469 217,75 €	635 583,57 €
Divers	Halles	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Divers	Stationnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits divers de gestion courante		1 936,67 €	0,00 €	1 936,67 €
Remboursement charges eau		11 063,89 €		11 063,89 €
Impayés		-4 622,77 €		-4 622,77 €
Transfert de charges - Remboursement :		1 231,53 €		1 231,53 €
TOTAL DES RECETTES				**1 433 706,62 €**

DEPENSES

Redevance forfaitaire	125,00 €
Achats et charges externes	562 185,07 €
Salaires et charges sociales	472 670,26 €
Médecine du travail	194,30 €
Impôts et taxes	40 390,00 €
Intérêts sur emprunts	55 274,02 €
Frais financiers sur report	0,00 €
Dotation amortissements	180 758,45 €
Charges exceptionnnelles	0,00 €
TOTAL DES DEPENSES	**1 311 597,10 €**

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**122 109,52 €**

REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2017	**0,00 €**
NOUVEAU REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2018	**0,00 €**

Les Fils de Mme Géraud

Ville de	BORDEAUX

Comptes de l' Exercice 2017

RECETTES

		Abonnés	Casuels	Total
Halles	des Capucins	719 296,42 €	46 156,01 €	765 452,43 €
Parc de	Stationnement	168 523,13 €	499 835,98 €	668 359,12 €
Divers	Halles	-360,00 €	0,00 €	-360,00 €
Divers	Stationnement	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Produits divers de gestion courante		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Remboursement charges eau		10 743,44 €		10 743,44 €
Impayés		-5 246,83 €		-5 246,83 €
Transfert de charges - Remboursement		1 414,00 €		1 414,00 €
TOTAL DES RECETTES				1 440 362,15 €

DEPENSES

Redevance forfaitaire	125,00 €
Achats et charges externes	536 775,72 €
Salaires et charges sociales	464 786,56 €
Impôts et taxes	39 478,00 €
Intérêts sur emprunts	64 682,89 €
Frais financiers sur report	0,00 €
Dotation amortissements	179 409,54 €
Charges exceptionnnelles	0,00 €
TOTAL DES DEPENSES	1 285 257,71 €

RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	155 104,44 €

REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2016	0,00 €
NOUVEAU REPORT DEFICITAIRE AU 31/12/2017	0,00 €

Les Fils de Mme Géraud

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

PREFECTURE DE LA GIRONDE
28 JAN. 2015
Bureau du Courrier

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 27/01/15

Reçu en Préfecture le : 28 JAN. 2015

CERTIFIE EXACT.

Séance du lundi 26 janvier 2015

D-2015/55

Aujourd'hui 26 janvier 2015, à 15h13,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Virginie CALMELS, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Didier CAZABONNE, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Fabien ROBERT, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Marik FETOUH, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Magali FRONZES, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Ana maria TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Mariette LABORDE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Monsieur Benoit MARTIN, Madame Anne WALRYCK, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Madame Maribel BERNARD, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Yohan DAVID, Monsieur Edouard du PARC, Madame Sandrine RENOU, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Yassine LOUIMI, Mme Laetitia JARTY ROY, Madame Solène CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Monsieur Vincent FELTESSE, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUVEYRE, Monsieur Jacques COLOMBIER, Madame Catherine BOUILHET,

Excusés :

Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Alain DUPOUY, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Marc LAFOSSE

Marché des Capucins. Actualisation des tarifs des droits de place du marché et des parcs de stationnement des Capucins. Autorisation. Décision

Madame Maribel BERNARD, Conseiller municipal délégué, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 26 novembre 2007, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer le traité de concession du marché des Capucins et de ses nouveaux parcs de stationnement, confiant leur exploitation à la société « Les fils de Madame Géraud », pour une durée de 20 ans à compter du 1er janvier 2008.

La société « Géraud » a formulé par courrier en date du 18 novembre 2014, une demande d'augmentation des tarifs applicables sur le site des Capucins : droits de place marché et parcs de stationnement.

Cette augmentation s'inscrit dans le cadre de l'article 18 du contrat qui prévoit une actualisation annuelle des tarifs. Après examen, cette augmentation s'élèvera à 5 % des tarifs de façon uniforme pour le marché et pour les parcs de stationnement.

Conformément à l'article L 2224-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, les organisations professionnelles doivent être consultées et, en application de l'article 18 du traité de concession, une délibération doit être présentée au Conseil Municipal.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à faire appliquer par le concessionnaire une augmentation de 5 % sur les tarifs des droits de place et de stationnement (tableau ci-joint) du marché des Capucins.

ADOPTE A LA MAJORITE
VOTE CONTRE DU GROUPE SOCIALISTE
VOTE CONTRE DU GROUPE DU FRONT NATIONAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 26 janvier 2015

P/EXPEDITION CONFORME,

Madame Maribel BERNARD

Droits de place (tarifs HT en euros)	Tarifs 2014	Tarifs 2015	Variation
Revendeurs tous commerces, le m² par mois	20,50	21,50	4,88%
Petits producteurs et maraîchers, le m² par mois	10,35	10 80	4,35%
Commerçants non abonnés			
m² par jour (occupation minimale de 4 m²)	1,05	1,10	5,00%
Jours de fêtes Ouvertures exceptionnelles			
tarif complémentaire appliqué uniquement sur la surface de vente, le m² par jour	3,30	3,45	4,55%

Tarifs abonnements TTC			
Abonnements mensuels			
Catégorie aérien			
Permanents	74,10	77,80	4,99%
Travail 7h-20h	54,80	57,55	5,02%
Marché 2h-15h	40,60	42,65	5,05%
Nuit	29,40	30,90	5,10%
2 roues	30,40	31,90	4,93%
Catégorie souterrain			
Place directe	54,80	57,55	5,02%
Place utilitaire	54,80	57,55	5,02%
Place secondaire	35,50	37,30	5,07%
Grand week-end	32,50	34,15	5,08%
Abonnements trimestriels			
Catégorie aérien			
Permanents	213 20	223,90	5,02%
Travail 7h-20h	147,20	154,60	5,03%
Marché 2h-15h	111,70	117,30	5 01%
Nuit	83,20	87,40	5,05%
Catégorie souterrain			
Place directe	157,30	165,20	5,02%
Place utilitaire	157,30	165,20	5,02%
Place secondaire	103,50	108,70	5,02%
Abonnements semestriels			
Catégorie aérien			
Permanents	416,20	437,00	5,00%
Travail 7h-20h	284,20	298,40	5,00%
Marché 2h-15h	213,20	223 90	5,02%
Catégorie souterrain			
Place directe	304,50	319,75	5,01%
Place utilitaire	304,50	319,75	5,01%
Place secondaire	203 00	213,15	5,00%
Abonnements annuels			
Catégorie aérien			
Permanents	822,20	863,30	5,00%
Travail 7h-20h	538,00	564,90	5,00%
Marché 2h-15h	416 20	437,00	5,00%
Catégorie souterrain			
Place directe	593,80	623,50	5,00%
Place utilitaire	593,80	623,50	5,00%
Place secondaire	395,90	415,70	5,00%

BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

PREFECTURE
DE LA GIRONDE

11 MAI 2016

Bureau du Courrier

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 03/05/16

Reçu en Préfecture le : 11 MAI 2016
CERTIFIÉ EXACT.

Séance du lundi 2 mai 2016
D-2016/185

Aujourd'hui 2 mai 2016, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Virginie CALMELS, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Fabien ROBERT, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Brigitte COLLET, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Marik FETOUH, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Magali FRONZES, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Ariella PIAZZA, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Joël SOLARI, Madame Ana maria TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Mariette LABORDE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Monsieur Gérald CARMONA, Madame Anne WALRYCK, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Madame Maribel BERNARD, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Yohan DAVID, Monsieur Edouard du PARC, Madame Sandrine RENOU, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Marc LAFOSSE, Monsieur Yassine LOUIMI, Madame Stéphanie GIVERNAUD, Mme Laetitia JARTY ROY, Madame Solène COUCAUD-CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Monsieur Vincent FELTESSE, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUVEYRE, Monsieur Jacques COLOMBIER, Madame Catherine BOUILHET.

Excusés :

Monsieur Didier CAZABONNE, Monsieur Jean-Louis DAVID, Monsieur Benoit MARTIN

Marché des Capucins.Tarification au 1/4 d'heure. Loi Hamon. Autorisation. Décision.

Madame Maribel BERNARD, Conseiller municipal délégué, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 26 novembre 2007, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer le traité de concession du marché des Capucins et de ses nouveaux parcs de stationnement, confiant leur exploitation à la société « Les fils de Madame Géraud » pour une durée de 20 ans à compter du 1 er janvier 2008.

La loi de consommation du 17 mars 2014 n°2014-344, dite loi Hamon, a instauré un changement de la tarification des stationnements au 1er juillet 2015 en établissant un paiement de la redevance de stationnement au quart d'heure afin de se rapprocher davantage de la réalité des pratiques.

En effet, l'article L113-7 du code de la consommation créé par la loi du 17 mars 2014 prévoit que « tout exploitant de parc de stationnement affecté à un usage public applique au consommateur, pour le stationnement d'une durée inférieure à douze heures et payés à la durée, une tarification par pas de quinze minutes au plus ».

Cette tarification au quart d'heure met fin au principe du tarif horaire selon lequel toute heure entamée est due et c'est désormais le dernier quart d'heure commencé qui déterminera le prix payé par l'usager.

Il convient donc d'adopter la nouvelle tarification par pas de quinze minutes en lieu et place de la tarification par pas horaire pour les stationnements d'une durée inférieure à douze heures dans les parcs du Marché des Capucins.

En accord avec le concessionnaire un avenant au traité de concession interviendra d'ici la fin de l'année.

En conséquence, Mesdames, Messieurs, nous vous demandons de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à mettre en place la grille ci jointe pour la tarification au 1/4 d'heure.

ADOPTE A LA MAJORITE

Amendement:

Suppression :

"Actualisation des tarifs des droits de place du marché et des parcs de stationnement des capucins"

VOTE CONTRE DU GROUPE SOCIALISTE

VOTE CONTRE DU GROUPE ECOLOGISTE

VOTE CONTRE DU GROUPE DU FRONT NATIONAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 2 mai 2016

P/EXPEDITION CONFORME,

Madame Maribel BERNARD

ANNEXE 1

Parcs de stationnement du marché des Capucins

Tarifs horaires TTC en vigueur au 03/05/2016 (TVA à 20%)

Durée de stationnement		Tarifs horaires TTC
De 0h à 1h	15 mn	0,90 €
	30 mn	1,80 €
	45 mn	1,90 €
	1h00	2,00 €
De 1h à 2h	1h15	3,40 €
	1h30	3,60 €
	1h45	3,70 €
	2h00	3,80 €
De 2h à 3h	2h15	4,40 €
	2h30	4,50 €
	2h45	4,60 €
	3h00	4,70 €
De 3h à 4h	3h15	5,70 €
	3h30	5,80 €
	3h45	5,90 €
	4h00	6,00 €
De 4h à 5h	4h15	7,20 €
	4h30	7,30 €
	4h45	7,40 €
	5h00	7,50 €
De 5h à 6h	5h15	8,20 €
	5h30	8,30 €
	5h45	8,40 €
	6h00	8,50 €
De 6h à 7h	6h15	9,20 €
	6h30	9,30 €
	6h45	9,40 €
	7h00	9,50 €
De 7h à 8h	7h15	10,20 €
	7h30	10,30 €
	7h45	10,40 €
	8h00	10,50 €
De 8h à 9h	8h15	10,70 €
	8h30	10,80 €
	8h45	10,90 €
	9h00	11,00 €
De 9h à 10h	9h15	11,20 €
	9h30	11,30 €
	9h45	11,40 €
	10h00	11,50 €
De 10h à 11h	10h15	11,70 €
	10h30	11,80 €
	10h45	11,90 €
	11h00	12,00 €
De 11h à 12h	11h15	12,00 €
	11h30	12,00 €
	11h45	12,00 €
	12h00	12,00 €
De 12h à 24h		18,00 €

Toute tranche tarifaire entamée est due

Animations de l'année 2018

Objectifs :

- Fidéliser la clientèle existante
- Attirer une nouvelle clientèle
- Dynamiser les marchés
- Créer des synergies avec les initiatives locales
- Développer la notoriété et l'image des marchés
- Augmenter la fréquentation en périodes creuses
- Innover et moderniser
- Proposer des offres promotionnelles attractives

Thème de l'animation : Fête Internationale des Marchés

Du 11 au 27 Mai s'est tenue la troisième édition de la Fête Internationale des Marchés regroupant près de 1 000 marchés en France et plus de 3 000 dans le monde.

Parrainée par Jean-Luc PETITRENAUD, secondée par Luana BELMONDO, les retombées médiatiques furent cette année encore plus nombreuses avec notamment le montage de partenariat avec certains médias comme France Bleu ou My Cuisine.

Période : Vendredi 25 mai

Détails :

Tout au long de la séance, de nombreux cabas « J'aime mon marché » étaient à gagner via animateurs et hôtesses.

Canaux de communication :

-Affichage sur site
-Site internet
-Réseaux sociaux

Thème de l'animation : Coupe du Monde 2018

Période : Mi-juin -> mi-juillet

Détails :

De façon à se greffer à un évènement mondial majeur sur l'année 2018, le marché fut décoré aux couleurs des pays participants à la Coupe du Monde durant toute la durée de celle-ci.



Thème de l'animation : Modernisation du site internet & stratégie digitale

Période : 2018

De façon lissée sur toute l'année, un important travail de refonte du site internet dédié au marché des Capucins a été entrepris pour arriver à un outil beaucoup plus valorisant, dynamique et interactif.

Ce site vitrine a donc vocation à présenter l'offre disponible sur le marché et à vivre via des actualités mensuelles. De façon associée, une visite virtuelle du marché est dorénavant possible via l'outil google.

Canaux de communication :

-Affichage sur le marché
-Flyers
-Calicots
-Réseaux sociaux



Thème de l'animation : Communication

Afin d'accompagner le développement du marché des Capucins tout au long de l'année, des campagnes de communication ont été développées se concrétisant par :

- L'organisation de tournages pour le compte de chaînes étrangères permettant une visibilité élargie du marché des Capucins.

- Des encarts publicitaires au sein

    - d'un guide spécial « Eté » développé par Sud-Ouest (valable dans va version print et web).
    - du Petit-Futé
    - d'un plan disponible dans tous les lieux touristiques (gare, aéroport, office du tourisme ...)
    - d'un plan de Bordeaux et de ses alentours développé par l'office du tourisme
    - d'un hors-série gourmand de Sud-Ouest et d'un supplément Noël
    - de Sud-Ouest (quotidien & site) sur le mois de décembre

- Une campagne couplant habillage bus & mobilier urbain en amont des fêtes de fin d'année afin d'insuffler une dynamique positive et de faire du marché des Capucins un lieu incontournable pour y préparer ses repas de fin d'année.





Animation 2018

Ville de
BORDEAUX

Dépenses	Animation de	Date facture	H.T.	T.T.C.	
XYZ	Actu	17/01/2018	*		85,00 €
SADC	Matériel de déco	30/01/2018	*		1 086,00 €
IRPS	Insertion Plan	09/01/2018	*		2 000,00 €
LE PETIT FUTE	Insertion	27/02/2018	*		2 589,00 €
XYZ	Gestion serveur	28/02/2018	*		34,99 €
MARC PHOTO	Visite google	30/03/2018	*		1 600,00 €
XYZ	Noms de domaine	17/04/2018	*		100,00 €
SO NEVA	Site internet	18/04/2018	*		3 600,00 €
MOUZET	Imp BE	18/04/2018	*		198,70 €
GLOBE EXPRESS	Livraison cabas	15/05/2018	*		170,84 €
MARIANNE	Anim Mai	25/05/2018	*		1 300,00 €
MEDIA TOURISME	Insertion plan	30/05/2018	*		2 650,00 €
SADC	Anim Mai (déco, cabas)	31/05/2018	*		4 635,00 €
DECOFETE CONCEPT	Déco CDM	14/06/2018	*		2 464,80 €
SUD OUEST	Guide été	30/06/2018	*		2 995,00 €
FRAIS DE GESTION	**S1 2018**	**11/07/2018**	*		**1 530,56 €**
SO NEVA	Adaptation plan	25/07/2018	*		90,00 €
CULTURE CAMP	Spectacles - synergie Douves	03/09/2018	*		400,00 €
DECOFETE CONCEPT	Achat boules de Noël	25/09/2018	*		1 080,00 €
PARAGRAMME	Créa insert	24/09/2018	*		150,00 €
DECOFETE CONCEPT	Bandeaux 24-31	28/11/2018	*		120,00 €
MME SEGRESTAN	Déco allée centrale	29/11/2018	*		836,25 €
SO NEVA	Complément site	29/11/2018	*		1 700,00 €
SO NEVA	Visuel & adaptation site	05/12/2018	*		1 135,00 €
JJ PROD	Affiches	06/12/2018	*		240,00 €
JJ PROD	Flyers	06/12/2018	*		354,00 €
JJ PROD	Affiches	06/12/2018	*		240,00 €
JJ PROD	Flyers	06/12/2018	*		354,00 €
IRPS	Encart guide acompte	13/12/2018	*		990,00 €
MELTING CORP	Solde photo	20/12/2018	*		300,00 €
CLEAR CHANNEL	Comm déc	20/12/2018	*		7 009,91 €
SADC	Déco - aff	31/12/2018	*		2 178,50 €
PARAGRAMME	Créa déc & adaptation	31/12/2018	*		1 990,00 €
CLEAR CHANNEL	Comm bus	04/01/2019	*		6 045,80 €
SUD OUEST	Comm journal	31/12/2018	*		6 933,45 €
S.A.D.C	Régul mai	30/01/2019	*		135,00 €
FRAIS DE GESTION	**S2 2018**		*		**1 936,91 €**
TOTAL DEPENSES (3)					**61 258,71 €**

Attestation d'assurance

Allianz

Responsabilité civile Activités de services

Allianz IARD, dont le siège social est situé 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex, atteste que :

SA GERAUD GESTION
27 BD DE LA REPUBLIQUE
93891 LIVRY GARGAN CEDEX

est titulaire d'un contrat Allianz Responsabilité civile Activités de services
souscrit sous le N° 44061811.

Ce contrat a pour objet de garantir l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir à l'égard des tiers du fait des activités déclarées aux Dispositions particulières, à savoir :

- Gestion sous toutes ses formes (affermage, concession,...etc) de marchés de toute sorte, couvert ou non couvert, foires, brocantes, fêtes... etc et autres occupations du domaine public.

HORS MISSIONS SUIVANTES :
- Maîtrise d'oeuvre de conception, direction et surveillance des travaux, études techniques spécialisées en ou hors missions d'ingénierie relevant du décret n°73-207 di 28 février 1973 relevant ou non de l'obligation d'assurance suivant l'article L243-1-1 du code des Assurances.

L'assuré est toutefois tenu de déclarer tout changement de ses activités constituant une aggravation notoire de risques.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2019 **au** 31/12/2019.

La présente attestation ne peut engager Allianz au-delà de la durée figurant ci-dessus, des conditions de garanties et des montants fixés au contrat.

Toute adjonction autre que les cachet et signature du représentant de la Société est réputée non écrite.

Etablie à LAON, le 23/12/2019.

Pour Allianz
(cachet et signature)

Allianz Stéphane LELEU
BP 555 - 10 Bld de Lyon
0200 LAON CEDEX
Tél. : 03 23 23 49 15
Fax : 03 23 79 49 27
Email : leleus@agents.allianz.fr
ORIAS : 07020792

RES31328 - V10/18 - Création graphique Allianz

ADV-0030_Acemptar - V08/15 - Imp08/15

DELEGATION DE Madame Anne BREZILLON

D-2019/484
Attribution d'aides en faveur des associations. Subventions. Adoption. Autorisation.

Madame Anne BREZILLON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique de soutien à la vie associative, la Ville de Bordeaux apporte des aides logistiques et soutient financièrement de nombreuses associations.

L'attribution de subventions leur permet de poursuivre leurs activités, de promouvoir l'engagement, de créer du lien social, d'organiser des manifestations festives et de valoriser la vie associative et le bénévolat.

Je vous propose d'attribuer la somme de **3 250 euros** et de la répartir de la manière suivante :

ASSOCIATIONS / OBJET	Montants 2019 (en euros)
Amicale des Anciens Combattants Evades de France (Guerre 1939-1945) Aide au fonctionnement de l'association notamment pour la remise d'un ouvrage, écrit par un ancien évadé, aux 85 lauréats du Concours National de la Résistance et de la Déportation.	350
La Maîtrise de Bordeaux Participation à l'organisation d'une représentation à l'occasion de la Journée Mondiale du Bénévolat.	1 500
France Bénévolat Bordeaux Gironde Aide à l'organisation de la Journée Mondiale du Bénévolat.	500

Promo-Femmes Saint Michel Participation exceptionnelle au fonctionnement de l'association suite aux dépenses occasionnées par le déménagement temporaire de la structure en raison des travaux de rénovation de leurs locaux.	900
TOTAL	**3 250**

Pour information, le tableau en annexe dresse l'estimation des aides en nature qui pourraient être accordées au titre de l'année 2019 sur la base des montants arrêtés lors du Compte Administratif 2017.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à faire procéder au versement de ces sommes aux associations précitées, les crédits correspondants étant prévus au budget primitif 2019

- à signer les conventions de partenariat et les avenants, si nécessaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

ANNEXE 1 : Valorisation des aides en nature

ASSOCIATIONS	ESTIMATION DES AIDES EN NATURE 2019 SUR LA BASE DE MONTANTS 2017
FRANCE BENEVOLAT BORDEAUX GIRONDE	12 085,00
PROMO-FEMMES SAINT MICHEL	44 212,08

D-2019/485
Attribution d'aide financière en faveur de l'association Société Saint Vincent de Paul - Conseil départemental de la Gironde. Subvention. Adoption. Autorisation.

Madame Anne BREZILLON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre général de sa politique d'aides aux associations, la Ville de Bordeaux soutient financièrement certaines d'entre elles. L'attribution de subventions leur permet de poursuivre et de promouvoir leurs activités, de contribuer à la dynamisation de la vie de quartier, de jouer un rôle d'accueil, de service et d'animation en faveur de la population, de créer du lien social.

L'association Société Saint Vincent de Paul – Conseil départemental de la Gironde domiciliée au 26 rue du Commandant Arnould à Bordeaux a pour objet de réaliser ou soutenir, par tout moyen à sa convenance, les initiatives en faveur de l'aide et l'action sociale, de la fraternité, de la prévoyance, de la protection de la santé, de l'assistance matérielle et morale et toutes autres œuvres de bienfaisance. Elle a vocation à favoriser toute action autour de l'aide alimentaire, de l'insertion, de l'hébergement, du logement ou de l'amélioration du logement des personnes défavorisées.
L'association est chargée de coordonner l'activité des Conférences de Saint-Vincent de Paul et des œuvres de la Société établies ou à établir dans le département.

L'association utilise, pour l'accueil du public, les locaux de son siège social dont elle est propriétaire. Ces locaux sont classés comme établissement recevant du public de cinquième catégorie.
L'association est donc tenue d'appliquer la réglementation relative à ces établissements, notamment en termes d'accessibilité.

Les responsables de l'association se sont rapprochés de la Ville pour expliquer leur intention de rénover et de réorganiser le local de leur siège social, afin de pouvoir accueillir l'ensemble des bénéficiaires dans des conditions satisfaisantes.

Il s'agit tout d'abord de pouvoir faire face à une fréquentation en constante augmentation (1 685 personnes accueillies en 2018, soit + 500 par rapport à 2016) ; il est ainsi envisagé de réorganiser l'ensemble des bureaux pour un agencement plus optimal, dans l'intérêt des bénévoles et du public.

En outre, cette restructuration permettra la mise en conformité des locaux. Un accès dédié sera créé rue des Palanques et les couloirs du bâtiment seront élargis en conséquence.

Enfin, l'association souhaite renouveler l'équipement informatique de ses bénévoles et mettre à disposition des bénéficiaires une borne internet ainsi que des équipements de recharge téléphonique.

Les travaux porteront donc sur une reprise de l'installation électrique, sur des travaux de maçonnerie, de peinture, d'isolation, de rénovation des menuiseries, de chauffage, de ventilation et de climatisation.

Ne disposant pas de la totalité du financement, l'association sollicite la Ville pour une subvention d'équipement, selon le plan de financement détaillé ci-dessous :

Société Saint Vincent de Paul – Conseil départemental de la Gironde	198 383,47
Mairie de Bordeaux	40 000,00

MONTANT TOTAL TTC	238 383,47

Après un examen attentif, il est apparu opportun de réserver une suite favorable à cette demande afin de conforter l'action menée par cette association et d'octroyer à la Société Saint Vincent de Paul – Conseil départemental de la Gironde une subvention de 40 000 euros.

Conformément à la loi, il est nécessaire de conclure une convention de partenariat qui prend en compte les modalités de contrôle de l'emploi de cette subvention d'équipement que vous trouverez en annexe.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- signer la convention dont le projet est ci-joint annexé,

- verser une subvention de 40 000 euros à la Société Saint Vincent de Paul – Conseil départemental de la Gironde dont le montant sera imputé sur les crédits de la Ville.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Convention entre la Ville de Bordeaux et l'association
Société de Saint Vincent de Paul – Conseil départemental de la Gironde

Participation financière de la Ville aux travaux de rénovation et d'équipement

Entre les soussignés :
La Ville de Bordeaux, représentée par Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire de Bordeaux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 19/11/2019 reçue en Préfecture de la Gironde le XX/XX/XXXX

ci-après dénommée " La Ville"

D'une part,

Et :
L'association Société de Saint Vincent de Paul – Conseil départemental de la Gironde dont le siège social est situé 26, rue Commandant Arnould, 33000 Bordeaux représentée par Madame Martine TRAISSAC, Présidente dûment mandatée,

ci-après dénommée "l'Association"

D'autre part,

ARTICLE 1 - OBJET

L'Association souhaite procéder à des travaux de rénovation dans son local situé 26 rue Commandant Arnould, 33000 Bordeaux, incluant la mise aux normes en termes d'accessibilité ainsi que la réorganisation des bureaux et le remplacement de l'équipement informatique (ordinateur, borne internet et recharge téléphonique).
Le montant total estimé des travaux est de **238 383,47 euros TTC**.

La Ville apporte son concours financier dans les conditions figurant à l'article 3 pour un montant plafonné à **40 000 euros.**

Il est précisé que l'Association est le maître d'ouvrage des travaux et qu'en aucun cas la responsabilité de la Ville ne pourrait être engagée en cas de litige.

ARTICLE 2 - UTILISATION DE LA SUBVENTION

La subvention doit être consacrée aux travaux figurant à l'article 1.
En cas de non respect de ces dispositions, la subvention d'équipement ne pourrait être engagée en cas de litige.

ARTICLE 3 - VERSEMENT DES FONDS

Le versement de la subvention de 40 000 euros est conditionné à la signature de cette convention et à la présentation de l'ensemble des factures justificatives, visées et certifiées acquittées par Madame la Présidente de l'Association.

ARTICLE 4 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tous les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présentes seront soumis, en tant que besoin, aux juridictions compétentes siégeant à Bordeaux.

ARTICLE 5 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile :
- pour la Ville, à l'Hôtel de Ville, place Pey-Berland 33045 Bordeaux Cedex,
- pour l'Association, au 26, rue Commandant Arnould, 33000 Bordeaux

Fait à Bordeaux, le ...../...../.....
En deux exemplaires.

Pour la Ville

Pour le Maire,
Anne BREZILLON
Adjoint au Maire

Pour l'Association

Martine TRAISSAC
Présidente

D-2019/486
Convention de mécénat de compétences avec In Extenso, dans le cadre de la maison des associations

Madame Anne BREZILLON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le mécénat est défini par la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat comme une libéralité, un don. Il s'agit d'un *« soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une oeuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général* », à la différence du sponsoring ou parrainage qui implique la recherche d'un bénéfice commercial et publicitaire direct pour le partenaire.

En séance du lundi 6 mars 2017, le Conseil Municipal a adopté la Charte éthique de la ville de Bordeaux pour ses relations avec ses mécènes et donateurs ainsi que des modèles de conventions de mécénat, accompagnée par Bordeaux Métropole.

En 2016, le panorama réalisé pour la Ville de Bordeaux par Recherches et Solidarités révèle que Bordeaux compte 8 000 associations (+ 600 nouvelles par an) et que 85% d'entre elles sont animées exclusivement par des bénévoles. L'une de leurs priorités, énoncées lors des premiers Ateliers de la Vie associative, est le besoin d'un lieu partagé pour travailler, assurer des permanences, rencontrer d'autres acteurs associatifs pour développer échanges et collaborations

La Ville s'est dotée d'outils en matière d'accueil de la Vie Associative et du Bénévolat en accès libre : Les 4 LABB : Bastide, Centre-Ville, Bordeaux Sud au sein de la Halle des Douves et Caudéran proposent ressources et services pour accompagner les associations et les bénévoles ; les conseils personnalisés, formations gratuites, cafés associatifs, Paroles de pro, entre autres outils.

La Mission « Politique Hébergement des Associations » se voit confier la traduction opérationnelle d'une structure dédiée, soutenue par l'expertise des différentes directions de la Ville. La Ville poursuit ses efforts en matière de maillage territorial, et implante une structure dédiée en plein cœur de ville. Elle a vocation à proposer des espaces de travail mutualisés et partagés autour d'un projet fédérateur, notamment par la voie du Mécénat de compétences.

Ainsi, In Extenso, expert comptable spécialiste des associations et des organismes de l'économie sociale et solidaire, a choisi de s'associer à ce projet dans le cadre de sa politique de mécénat de compétences à travers la mise en place de permanences et de formations à destination des associations au sein de la structure.

La présente délibération a donc pour objet :

- d'autoriser M. le Maire à rechercher des financements sous forme de mécénat pour mener à bien le projet, d'autre part d'accepter les dons effectués au titre du mécénat,
- d'accepter les dons effectués au titre du mécénat,
- de signer les documents se rapportant au mécénat, notamment la convention annexée à la présente délibération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONVENTION DE MECENAT DE COMPETENCES

Dans le cadre de la maison des associations

Entre la ville de Bordeaux

Et

In Extenso ACTACC

2019 - 2020

ENTRE

La ville de Bordeaux

Représentée par Monsieur le Maire de Bordeaux, agissant en vertu de la délibération n°……

Ci-après dénommée « La ville ».

ET

In Extenso ACTACC
Dont le siège social est situé 19 BD ALFRED DANEY, à BORDEAUX (33300)

Inscrit au registre du commerce et des sociétés de Bordeaux, sous le numéro Siret 38973426000042

Représenté par M. Eric PALAT, en sa qualité de Président.

Ci-après dénommée « Le Mécène »

Ci-après dénommées communément « Les parties »

PREAMBULE

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la ville de Bordeaux. Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la ville à travers l'acte de don.

Description de l'action qui bénéficie du mécénat :

Le panorama réalisé pour la Ville de Bordeaux par Recherches et Solidarités révèle que Bordeaux compte 8 000 associations (+ 600 nouvelles par an) et que 85% d'entre elles sont animées exclusivement par des bénévoles.
L'une de leurs priorités, énoncées lors des premiers Ateliers de la Vie associative, est le besoin d'un lieu partagé pour travailler, assurer des permanences, rencontrer d'autres acteurs associatifs pour développer échanges et collaborations

La Ville s'est dotée d'outils en matière d'accueil de la Vie Associative et du Bénévolat en accès libre :

- Les 4 LABB : Bastide, Centre-Ville, Bordeaux Sud au sein de la Halle des Douves et Caudéran proposent ressources et services pour accompagner les associations et les bénévoles
- Conseils personnalisés, formations gratuites, cafés associatifs, Paroles de pro

La Mission « Politique Hébergement des Associations » se voit confier la traduction opérationnelle d'une structure dédiée, soutenue par l'expertise des différentes directions de la Ville (maitrise d'ouvrage équipement, vie associative, communication, service mutualisé informatique, services supports) ainsi que par la Mission Mécénat de Bordeaux Métropole.

La Ville poursuit ses efforts en matière de maillage territorial, et implante une structure dédiée en plein cœur de ville. Elle a vocation à proposer **des espaces de travail mutualisés et partagés autour d'un projet fédérateur** du Mécénat de compétences.

Dans le cadre de sa politique de mécénat, le « Mécène » souhaite soutenir le projet de la ville de Bordeaux décrit ci-dessus.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – CHARTE ETHIQUE EN MATIERE DE MECENAT

Le Mécène s'engage à signer la présente convention dans le respect de la Charte éthique qui lui est annexée.

La signature de la présente convention vaut signature de ses annexes, et donc de la Charte Ethique par les deux parties (Annexe 2).

ARTICLE 2 – ELIGIBILITE AU MECENAT

La ville de Bordeaux déclare être habilitée à fournir des reçus de dons aux œuvres, conformément au texte de la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations.

ARTICLE 3 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du mécénat établies entre le Mécène et la ville de Bordeaux pour l'action définie ci-dessus.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la Loi Aillagon d'août 2003 sur le mécénat, encadrée par l'article 238 bis du Code Général des Impôts.

Elle vise à préciser et à délimiter les engagements de chacune des parties.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU MECENE

4.1. Description du don :

Le Mécène apporte son soutien au projet à travers un mécénat de compétences défini comme suit :

- Mise en place d'une permanence d'un conseiller In Extenso spécialiste du monde associatif, pour une durée d'un (1) an à compter du 02/01/2020 (à confirmer Ville de Bordeaux), à raison d'une demi-journée par mois, le premier mardi de chaque mois, hors période de congés estivaux (juillet et août). La permanence sera assurée de 9h à 13h00 dans les locaux de la « maison des associations » et fonctionnera sur réservation préalable par les associations pour un créneau de rendez-vous de 30 (trente) minutes. Elle sera ouverte aux associations enregistrées sur le territoire de la ville de Bordeaux.
- Mise en place de 2 (deux) sessions de formation d'une demi-journée chacune, à destination des associations du territoire de la ville de Bordeaux. Ces formations, accessibles sur inscription préalable, se dérouleront sur une (1) année à compter du 02/01/2020 (à confirmer Ville de Bordeaux). Les dates et les thématiques de ces formations seront convenues au plus tard deux (2) mois avant la date de chaque formation, permettant ainsi à la ville de Bordeaux de communiquer sur chaque événement en amont auprès des associations.
- Afin de présenter l'action de mécénat définie ci-dessus, le Mécène s'engage à participer à une réunion plénière de lancement de la démarche organisée par la ville de Bordeaux en présence du tissu associatif local. La date de cette plénière sera convenue conjointement par les parties ultérieurement.
- Les parties conviennent d'un point d'étape sous 6 (six) mois après la date de la première permanence afin de réadapter, si besoin, le don aux besoins exprimés des associations.

Le don est globalement valorisé à hauteur de 6256 euros (six mille deux cent cinquante-six euros), somme correspondant à la valorisation du don net de taxe fournie par l'entreprise, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales (article 38 paragraphe 3 du CGI), et correspondant à la mise à disposition d'un conseiller sur 44 matinées de 4 heures plus une journée de 8h de formation.

La ville de Bordeaux déclare avoir fourni au Mécène un document explicatif relatif aux modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat, Intitulé « Cadre fiscal de la valorisation des dons en nature et compétences relatifs au Mécénat » (Document en annexe de la présente convention).

Le Mécène s'engage, sous sa seule responsabilité et dans le strict respect des règles fiscales qui lui ont été communiquées, à fournir à la ville de Bordeaux un document écrit portant valorisation des dons

effectués dans le cadre de la présente convention (mail, lettre, télex, télécopie, lettre recommandée avec A/R signée par une personne dûment autorisée à cet effet) au plus tard un (1) mois après la fin de l'action.

4.2. Modalités de réalisation :

Pour mener à bien ce projet, le Mécène mettra à disposition les moyens suivants pendant toute la durée de la convention :

Moyens humains :
- 1 conseiller spécialisé du monde associatif dans le cadre des permanences
- 1 à 2 intervenants spécialisés dans le cadre des sessions de formations
- 1 représentant du Mécène dans le cadre de la présentation plénière

Le Mécène s'engage à réaliser la contribution indiquée au premier alinéa de l'article 4 de la présente convention, selon les modalités suivantes :

- le personnel du Mécène qui interviendra dans la réalisation de l'action prévue au préambule demeure sous la direction et le contrôle du Mécène, qui assure seul la maîtrise et le suivi des éléments qu'il s'est engagé à réaliser,
- ce personnel demeure inclus dans les effectifs de l'employeur Mécène pour le calcul des seuils définis par le droit social,
- le Mécène assure les déclarations et règlements sociaux afférents aux salaires de son personnel intervenant dans l'opération de mécénat,
- le Mécène répond à l'égard de la ville des responsabilités de l'entrepreneur et souscrit à ce titre une obligation de moyens ou de résultat,
- le Mécène garde le libre choix du personnel qu'il mettra à disposition pour la réalisation de ses engagements,
- ce personnel reste rattaché à la ligne hiérarchique établie dans le cadre de l'organisation interne du Mécène.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BORDEAUX

5.1. Affectation du don :

La ville de Bordeaux s'engage à utiliser le don effectué dans le cadre de la présente convention et à la seule fin définie par la présente convention.

A la réception de chaque don, la ville de Bordeaux établira et enverra un reçu fiscal au Mécène (Cerfa 11580*03 de « reçu pour don aux œuvres »)

5.2. Mention du nom du Mécène :

Pour assurer à l'action le rayonnement qu'il convient, la ville de Bordeaux développe une communication à laquelle, dans une certaine mesure, le Mécène est associé.

La ville de Bordeaux s'engage à faire apparaître le logo de l'entreprise mécène sur les supports de communication liés au projet.

Le Mécène fera expressément connaitre à la ville de Bordeaux sa volonté de rester anonyme dans le cadre de son don, ou celle d'autoriser la ville de Bordeaux à communiquer l'identité du Mécène, la nature et/ou le montant de son don.
La ville de Bordeaux autorise le Mécène à évoquer son mécénat dans sa propre communication institutionnelle et communication interne.

La ville de Bordeaux s'engage à faire apparaître le logo du mécène si et seulement si le mécène fournit les fichiers haute définition (300dpi) de son logo type format EPS nécessaire à la bonne exécution des engagements.

Dans l'hypothèse où le comportement du Mécène serait en contradiction avec la Charte éthique et porterait atteinte à l'image de la ville de Bordeaux, la ville de Bordeaux se réserverait le droit de stopper toutes actions de communication mentionnant le Mécène.

ARTICLE 6 – REMERCIEMENTS

La ville de Bordeaux s'engage à mentionner autant que possible le soutien de son Mécène dans les discours officiels et dans la presse dédiée au projet.

La ville de Bordeaux mentionnera également le Mécène parmi ses mécènes de l'année sur les supports qu'elle sera amenée à utiliser pour promouvoir de façon générale sa politique de mécénat.

ARTICLE 7 – ANNULATION

Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la ville de Bordeaux, le don effectué par le Mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de la manifestation, soit réaffecté à une manifestation d'intérêt général similaire convenue entre les parties.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

La ville déclare qu'elle a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir pour des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou aux usagers dans le cadre de ses activités.

Ont la qualité d'assurés au titre de ce contrat, les élus, les agents, les préposés salariés ou non, les collaborateurs bénévoles, les stagiaires et plus généralement toute effectuant des missions pour le compte de la ville.

Le Mécène devra être assuré au titre d'un contrat de responsabilité civile vis-à-vis des dommages causés aux tiers, au titre d'un contrat d'assurance responsabilité professionnelle.

ARTICLE 9 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les parties, et ce à la fin du projet défini par la présente convention.

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant et/ou reconduite avec l'accord conjoint des parties.

La ville de Bordeaux garantit qu'elle est libre de contracter la présente convention et qu'elle ne cédera pas tout ou partie des droits que lui confère cet accord.

Le Mécène s'engage à faire exécuter la prestation par ses propres salariés ou affiliés, et ne pourra transmettre ses droits à un tiers.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre le mécène et la ville de Bordeaux.

Au cas où une disposition de la présente convention serait considérée, jugée ou réputée à un moment quelconque par une autorité ou un Tribunal compétent comme étant prohibée et/ou nulle, il ne sera pas porté atteinte à la validité des autres dispositions de la convention qui seront considérées séparables, la convention étant alors censée avoir été écrite ou réécrite, selon le cas, sans la disposition prohibée ou nulle.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE

Chacune des parties considérera comme confidentielle toute information ou élément, comprenant notamment mais non exclusivement, les échanges techniques, transmis par l'autre.

En conséquence chaque partie s'engage à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles prévues à la convention et à assurer de manière générale leur confidentialité en prenant toutes les mesures qu'elle jugera utiles.

Cet engagement restera applicable tant pendant la durée des présentes qu'au-delà et sans limitation de durée.

Ne seront toutefois pas entendues comme confidentielles les informations qui seront tombées dans le domaine public antérieurement ou postérieurement à la signature de la présente convention.

Cette clause ne fait pas obstacle à la libre communication du Mécène et de la ville de Bordeaux sur le mécénat mis en place entre eux, conformément à l'article 5.2 de la présente convention.

ARTICLE 11 – REPORT – ANNULATION - RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

Chacune des Parties verra ses obligations suspendues de plein droit, sans formalité, et sa responsabilité dégagée, notamment en cas de survenance d'événement présentant les caractères juridiques de la force majeure ou du cas fortuit, tels que définis par la jurisprudence en la matière, en ce compris toute injonction de justice rendant l'organisation de la manifestation impossible.

Chacune des Parties informera l'autre en temps opportun de la survenance de l'un de ces événements et s'efforcera d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais.

Chacune des Parties pourra mettre fin à la convention de mécénat par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de dix (10) jours au cas où l'exécution de l'accord serait suspendue ou retardée de plus de trente (30) jours pour raison de force majeure.

ARTICLE 13 – LITIGES

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Bordeaux après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Bordeaux, le
En trois **(3)** exemplaires originaux.

Pour la ville de Bordeaux	Pour le Mécène,
Nicolas FLORIAN	Eric PALAT
Maire	**Président**

ANNEXES :

Annexe 1 : CADRE FISCAL DU MECENAT - Art 238 bis du CGI
Annexe 2 : CHARTE EHTIQUE EN MATIERE DE MECENAT

Annexe 1 : CADRE FISCAL DU MECENAT - Art 238 bis du CGI

BIC - Réductions d'impôts - Mécénat ou réduction d'impôt pour les dons en faveur des œuvres et organismes visés à l'article 238 bis du CGI - Conditions relatives aux versements effectués par les entreprises

Pour ouvrir droit à la réduction d'impôt, le versement doit procéder d'une intention libérale de l'entreprise et ne doit pas être la contrepartie d'une prestation que l'organisme a effectuée à son profit.

Par ailleurs, ce don, qui peut être effectué en numéraire ou en nature, ne peut pas venir en déduction pour la détermination du résultat imposable. A cet effet, son montant ou sa valeur doit être réintégré de manière extra-comptable.

1 I. Forme des dons et valorisation des biens donnés

Les versements des entreprises peuvent être effectués en numéraire ou en nature.

Les dons en numéraire se caractérisent par le versement ponctuel ou répété d'une somme d'argent.

Les dons en nature sont des dons, autres que ceux effectués en numéraire, par lesquels l'entreprise mécène apporte à l'organisme qu'elle entend soutenir des biens, des moyens en personnel, des services, des compétences.

Remarque : en ce qui concerne la forme des dons effectués par les particuliers, il convient aussi de se reporter à la série IR relative aux réductions et crédits d'impôts (BOI-IR-RICI-250).

1.1 A. Dons en numéraire

Lorsque l'entreprise effectue un don en numéraire, le montant pris en compte pour la détermination de la réduction d'impôt est égal au montant effectivement versé.

En principe, les dons en numéraire sont effectués directement par le donateur.

Toutefois, il est admis, à l'instar de ce qui est prévu pour les particuliers au titre de l'abandon de revenus ou de produits, que le versement de l'entreprise donatrice à l'organisme puisse être effectué, sur ordre de celle-ci, directement par son créancier.

Fiscalement, la situation est identique à celle dans laquelle le don aurait été directement versé par l'entreprise donatrice.

Ainsi, peuvent ouvrir droit au bénéfice de la réduction d'impôt les « abandons de recettes », qui constituent une modalité particulière de don en numéraire par laquelle l'entreprise donatrice

demande à son client de verser, pour son compte, directement à l'association caritative qu'elle lui aura désignée, tout ou partie du produit de sa vente ou de sa prestation.

Exemple: Une entreprise vend des produits pour 100 € HT, auxquels s'ajoute une TVA collectée de 20 € (soit un montant total TTC de 120 €). Elle donne la moitié du produit HT de sa vente à un organisme répondant aux conditions prévues à l'article 238 bis du CGI et demande à son client de procéder, pour son compte, au versement de la somme correspondant à ce don (soit 50 €) audit organisme. L'entreprise doit constater un produit imposable de 100 € HT, un don de 50 € et collecter une TVA de 20 €.

Dans l'hypothèse où elle demande à son client de procéder, pour son compte, au versement d'une somme de 120 € à l'organisme, soit l'intégralité de sa recette, elle doit constater un produit imposable de 100 € HT, un don de 120 € et collecter une TVA de 20 €.

Dans les deux situations, aucune régularisation de TVA déductible n'est à effectuer.

1.2 B. Dons en nature

Lorsque les dons sont effectués en nature (par exemple, don d'un bien mobilier ou immobilier ou réalisation d'une prestation sans contrepartie), il est nécessaire de procéder à leur valorisation pour les besoins du calcul de la réduction d'impôt et de la réintégration extra-comptable.

D'une manière générale, la valeur du don du bien ou de la prestation de l'entreprise doit correspondre au coût que représente, pour l'entreprise, la perte de ce bien ou de cette prestation. En aucun cas, la valorisation du don ne saurait prendre en compte la marge que l'entreprise aurait réalisée si elle avait vendu le bien ou le service.

Par ailleurs, la valorisation du don du bien ou de la prestation par l'entreprise doit prendre en compte les éventuelles régularisations de TVA déductible visées au BOI-TVA-DED-60-20 et BOI-TVA-DED-60-30.

En outre, cette valorisation relève de la responsabilité propre de celui qui effectue le don et non de l'organisme bénéficiaire qui n'a pas à justifier de la valeur des biens et services reçus (cf. **II § 80**).

La valeur des dons en nature de biens autres que ceux qui sont immobilisés est égale à la valeur en stock pour les biens qui figurent dans un compte de stock (CGI, Annx. III, art. 38 nonies).

Lorsque le versement prend la forme de produits alimentaires, le don peut être estimé à la valeur pour laquelle les produits sont ou devraient être inscrits en stock en application des dispositions du 3 de l'article 38 du CGI. La valeur d'inscription en stock s'entend de la valeur nette comptable, c'est-à-dire après prise en compte des provisions fiscalement déductibles.

Ainsi, lorsque la valeur nette comptable est nulle, du fait par exemple de la proximité de la date de péremption du produit, aucune réduction d'impôt ne peut être pratiquée.

Par ailleurs, les versements peuvent également correspondre à des prestations en nature. Ainsi, les entreprises peuvent prendre en charge le transport des produits alimentaires qui sont donnés. Dans ce cas, la base de calcul de la réduction d'impôt comprend le coût du transport supporté par l'entreprise donatrice (ce seul coût lorsque la valeur nette comptable est nulle).

S'agissant d'un bien inscrit dans un compte d'immobilisation, le don doit être valorisé à sa valeur de cession retenue pour la détermination de la plus-value ou moins-value liée à la sortie du bien de l'actif (BOI-BIC-PVMV-10-20-10 au II § 350 et suivants).

Lorsque le don en nature effectué par l'entreprise prend la forme d'une prestation non rémunérée, il doit être valorisé à son coût de revient.

Ainsi, une entreprise qui met gratuitement à disposition d'un organisme visé à l'article 238 bis du CGI, un de ses salariés quelques heures par semaine pour y exercer réellement et effectivement une activité consent un don en nature lui ouvrant droit au bénéfice de la réduction d'impôt prévue à l'article 238 bis du CGI. Ce don est évalué à son coût de revient, à savoir les rémunérations et charges sociales y afférentes.

Précisions concernant la mise à disposition de salariés sapeurs-pompiers volontaires au bénéfice des services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) :

La circulaire du 14 novembre 2005 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers adressée aux préfets de région, de département et de police précise que la mise à disposition par une entreprise de salariés sapeurs-pompiers volontaires pendant les heures de travail à titre gratuit au profit des SDIS, organismes d'intérêt général au regard de l'article 238 bis du code général des impôts, constitue un don en nature ouvrant droit à réduction d'impôt égale à 60 % de son montant dans la limite de 5 ‰ du chiffre d'affaires.

Remarques :

1 - Le régime du mécénat ne s'applique qu'aux mises à disposition, par les entreprises, de sapeurs-pompiers ayant le statut de salariés. En conséquence, ne sont pas concernés par le dispositif les exploitants individuels qui seraient amenés à participer à des interventions à l'appel des services de secours.

Les salariés mis à disposition par l'entreprise doivent exercer réellement et effectivement une activité de sapeurs-pompiers au sein des SDIS.

La mise à disposition de salariés doit être réalisée pendant les heures de travail et pour des interventions opérationnelles. En revanche les mises à disposition pour des activités de formation relèvent des dispositions de l'article 8 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat chez les sapeurs-pompiers et sont admises au titre de la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue. Elles ne constituent donc pas un don de l'entreprise.

2 - Le don doit être valorisé à son prix de revient, c'est-à-dire rémunération et charges sociales y afférentes, desquelles sont déduits les éventuels dédommagements versés par le SDIS à l'entreprise (subrogation de l'indemnité du sapeur-pompier). Cette valorisation doit être réintégrée extra-comptablement par l'entreprise sur l'imprimé n° **2058-A** (CERFA n° 10 951) de la liasse fiscale.

3 - Pour que les employeurs puissent justifier qu'ils ont effectué un don en nature au bénéfice du SDIS, ce dernier peut leur remettre une attestation de don, conformément aux précisions figurant dans le II, précisant les dates et heures des interventions du salarié.

Afin de limiter le nombre d'attestations à délivrer, le SDIS a la possibilité d'établir une attestation globale de la totalité des interventions effectuées au titre d'une année, sous réserve que les dates et

heures des interventions soient rigoureusement précisées. Le SDIS doit tenir compte des dates de clôture de l'exercice fiscal des entreprises donatrices pour que celles-ci disposent d'une attestation globale correspondant à leur exercice social et non à l'année civile.

Toutefois, les SDIS qui le souhaitent peuvent toujours établir une attestation de dons qui peut être conforme au modèle prévu au 5 de l'article 200 du CGI dans les conditions prévues au 4) du rescrit n°2006/38 du 2 juin 2006 (cf.précédente version du document).

2 II. Justification du don à un organisme éligible

Conformément aux dispositions de l'article 238 bis du CGI, et contrairement aux règles applicables aux dons des particuliers prévues à l'article 200 du CGI, le bénéfice de la réduction d'impôt à raison des dons effectués à des organismes éligibles n'est pas subordonné à la production, par les entreprises donatrices, de reçus des organismes bénéficiaires des versements répondant à un modèle fixé par arrêté et attestant notamment du montant, de la date des versements ainsi que l'identité des bénéficiaires (**RECU-DONS**, Cerfa n° 11580 disponible en ligne sur le site www.impots.gouv.fr à la rubrique "Recherche de formulaires").

Toutefois, il appartient à l'entreprise donatrice d'apporter la preuve qu'elle a effectué un versement qui satisfait aux conditions prévues à l'article 238 bis du CGI : réalité des dons, montant du versement, identité du bénéficiaire des dons, nature et date du versement.

Dès lors, dans le cadre de leur relation avec les entreprises, les organismes bénéficiaires des dons visés à l'article 238 bis du CGI peuvent bien entendu délivrer les reçus prévus au 5 de l'article 200 du CGI permettant à l'entreprise d'attester du don effectué.

Lorsque l'entreprise effectue un don en nature, l'attestation de don délivrée par l'organisme comporte, outre son identité, celle de l'entreprise donatrice et la (les) date(s) du don, la seule description physique des biens et services reçus qu'il a acceptés sans mention de leur valeur.

Lorsque l'organisme bénéficiaire n'accepte pas tout ou partie des dons en nature proposés par une entreprise (par exemple, s'agissant de dons de produits alimentaires, parce qu'il n'est pas en mesure d'assurer la prise en charge et la distribution effective des produits au public bénéficiaire de son action), il ne peut délivrer une attestation qu'à raison des seuls dons acceptés. Corrélativement, l'entreprise ne peut pas prétendre au bénéfice de la réduction d'impôt à raison des dons en nature refusés par l'organisme.

Annexe 2 : CHARTE ETHIQUE DE LA VILLE DE BORDEAUX POUR SES RELATIONS AVEC SES MECENES ET DONATEURS

Préambule

Dans le cadre de sa politique de mécénat, et considérant que la recherche de soutien auprès d'entreprises, de fondations et de particuliers constitue une ressource destinée à participer au financement des missions d'intérêt général assumées par la collectivité, la ville de Bordeaux souhaite définir les grands principes déontologiques devant gouverner les relations avec ses mécènes et donateurs.

Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, le mécénat constitue une opportunité de ressources complémentaires à l'effort financier déployé par la ville de Bordeaux et ses partenaires publics et institutionnels.

1. Rappel du cadre légal du mécénat :

Une première loi sur le développement du mécénat est promulguée le 23 juillet 1987 et constitue encore aujourd'hui le cadre général du mécénat. Elle est complétée par la loi du 4 juillet 1990 portant sur la création des fondations d'entreprises.

L'instruction fiscale du 26 avril 2000 précise la distinction entre mécénat et parrainage.

Enfin, la loi n° 2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, dite loi Aillagon, améliore le régime fiscal du mécénat. Elle fait du régime fiscal français, le régime le plus avantageux en Europe.

2. Définition :

Le mécénat est un « soutien matériel apporté, sans contrepartie directe de la part du bénéficiaire, à une œuvre ou à une personne pour l'exercice d'activités présentant un intérêt général », à la différence du sponsoring qui constitue un échange marchand assorti à des contreparties publicitaires et/ou commerciales directes, comme défini par l'article 39-1 7 du Code général des impôts (CGI).

La présente Charte ne concerne que le mécénat et ne définit en rien les relations de la ville de Bordeaux avec d'éventuels sponsors ou parrains.

Le mécénat implique une *« disproportion marquée »* entre la valeur du don et les contreparties accordées au mécène.

Le mécénat peut prendre trois formes :

- mécénat financier : don en numéraire,
- mécénat en nature : don de biens, produits, marchandises, prestations. Il recouvre notamment la remise d'un objet d'art ou de tout autre objet de collection présentant un intérêt artistique ou historique,
- mécénat en compétence : mise à disposition des moyens humains et/ou matériels de l'entreprise sur son temps d'activité.

Le mécène s'engage à valoriser les dons en nature ou en compétence conformément à la règlementation fiscale en vigueur (art. 238 bis du CGI).

3. Avantage fiscal :

Les dons effectués au profit des projets de la ville de Bordeaux ouvrent droit à un crédit d'impôts prévu par le CGI :

i. Pour les entreprises (art. 238 bis du CGI) : Une réduction d'impôts à hauteur de 60% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 0.5% du chiffre d'affaires HT, avec la possibilité, en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants.

Il existe un régime spécial portant sur les Trésors nationaux et œuvres d'intérêt patrimonial majeur (OIPM). L'aide à l'acquisition ouvre droit à une réduction d'impôts égal à 90% des versements effectués en faveur de l'achat de trésors nationaux ou d'œuvres d'intérêt majeur pour les musées de France, et ce, dans la limite de 50% de l'Impôt sur la société (IS) dû, uniquement sur avis de la commission consultative des trésors nationaux (art. 238 bis - 0 A du CGI).

Pour les entreprises et fondations ne disposant pas d'un établissement en France, les éventuels avantages fiscaux relèvent du droit du pays d'origine, sous réserve d'accords fiscaux bilatéraux.

ii. Pour les particuliers (art. 200 et 200 bis du CGI) :

- Une réduction d'impôts à hauteur de 66% du montant du don effectué, et ce, dans la limite de 20% du revenu imposable, avec la possibilité en cas de dépassement de ce plafond, de reporter l'excédent au titre des cinq exercices suivants
- Une réduction d'impôts à hauteur de 75% du montant du don effectué pour les particuliers assujettis à l'Impôt sur la fortune (ISF) (loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat, art. 16 qui modifie l'art. 885-0 V bis du CGI).

La réduction s'opère dans la limite annuelle de 50 000 € par an, en faveur des fondations reconnues d'utilité publique et des établissements de recherche ou d'enseignement supérieur ou d'enseignement artistique publics ou privés, d'intérêt général, à but non lucratif.

La ville de Bordeaux pourra être amenée à contractualiser avec des partenaires comme la Fondation du patrimoine ou la Fondation de France pour collecter des dons sur la base de ce régime fiscal particulier.

iii. Reçu fiscal :

A la réception du don, la ville de Bordeaux établit et envoie un reçu fiscal au mécène, suivant le modèle Cerfa 11580*03 « reçu pour don aux œuvres » de l'administration fiscale.

4. Acceptation des dons par la ville de Bordeaux :

L'acceptation d'un don effectué au profit de la ville de Bordeaux relève du Conseil Municipal (article L. 2122-21 du CGCT) :

« Sous le contrôle du conseil municipal et sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, le Maire est chargé, d'une manière générale, d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et, en particulier : de passer dans les mêmes formes les actes de vente, échange, partage, acceptation de dons ou legs, acquisition, transaction, lorsque ces actes ont été autorisés conformément aux dispositions du présent code ».

Le Conseil Municipal est donc compétent pour approuver un don (article L. 2242-1 du CGCT : *« le Conseil Municipal statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la commune »,* à charge pour le Maire de formaliser l'accord intervenu.

Néanmoins, l'acceptation des dons par le Maire est possible dans certaines conditions fixées par l'article L. 2122-22 du CGCT qui permet au Conseil Municipal d'effectuer une délégation de pouvoir au Maire, et ce pour la seule acceptation des dons et legs **qui ne sont pas grevés d'une charge ou d'une condition** : « *Le Maire peut, en outre, par délégation du Conseil Municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ».*

5. Restrictions quant à l'acceptation des dons :

La ville de Bordeaux s'engage à ce que sa politique de mécénat ne se trouve pas en contradiction avec les lois en vigueur en France, et en particulier avec la législation sur la publicité du tabac et des alcools. Les producteurs ou distributeurs de boissons alcoolisées peuvent organiser des actions de mécénat. Dans ce cas, le nom de l'entreprise ou son logo institutionnel peut figurer sur les différents supports de communication en dehors de la mention des produits distribués par cette entreprise. Le mécène est seul responsable de l'identité visuelle qu'il transmet à la ville de Bordeaux.

La ville de Bordeaux s'interdit de recevoir des fonds de toute nature de la part d'organisations politiques ou syndicales françaises ou étrangères, mais aussi de la part d'organisations à caractère religieux. La Ville de Bordeaux s'interdit par ailleurs de recevoir des fonds ou donations provenant de comptes abrités par des paradis fiscaux ou réglementaires non-coopératifs ou des dons de mécènes ayant fait l'objet de condamnations pénales et/ ou de blâmes par des autorités de contrôle prudentiel dans les 5 dernières années pour les délits suivants : délits environnementaux, financiers, atteintes aux droits de l'Homme.

La ville de Bordeaux attache une attention particulière à déconnecter toute action de mécénat de sa commande publique, et au-delà, des procédures de concessions ou de délégations.

Ainsi, La ville de Bordeaux s'interdit d'accepter le mécénat d'entreprises dont l'activité serait susceptible de laisser planer un doute quant à l'impartialité du choix des fournisseurs.

La ville de Bordeaux se réserve la possibilité de ne pas accepter le mécénat d'une entreprise, de nature à fausser une procédure d'appel d'offres en cours ou à venir.

Une entreprise ne peut être à la fois parrain et mécène d'un même projet.

En tout état de cause, la ville de Bordeaux se réserve le droit de ne pas accepter le don d'une entreprise.

La ville de Bordeaux pourra solliciter l'entreprise désireuse de devenir mécène afin qu'elle fournisse la preuve de son engagement éthique et sociétal au regard du projet soutenu.

6. Affectation du don :

La ville de Bordeaux s'engage à assurer une affectation des dons conforme aux intentions formulées par écrit, selon les termes de la convention de mécénat entre la ville de Bordeaux et le mécène.

En cas d'annulation de l'action soutenue par le mécène et si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des parties, le projet venait à être annulé, l'une ou l'autre des parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la ville de Bordeaux, le don effectué par le mécène sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel du projet, soit réaffecté à un projet d'intérêt général convenu entre les parties.

7. Règles applicables en matière de contreparties :

Conformément à la réglementation applicable, et sans que cela puisse remettre en cause l'intention libérale du mécène, la ville de Bordeaux fera bénéficier au mécène de contreparties indirectes en communication et/ou relations publiques et dont la valeur est nettement disproportionnée à celle du don effectué au profit de la collectivité.

Les contreparties éventuelles sont accordées dans le seul cadre légal et réglementaire en vigueur. Elles sont clairement énoncées dans la convention de mécénat qui lie le mécène et la ville de Bordeaux.

i. Pour les entreprises :

la ville de Bordeaux peut accorder à l'entreprise mécène des contreparties correspondant à un maximum de 25% de la valeur totale de la contribution versée selon les instructions fiscales 5-B-17-99 du 4 octobre 1999 et 4-C-5-04, n° 112 du 13 juillet 2004 ou de 5% dans le cadre des trésors nationaux.

Les contreparties peuvent prendre la forme d'une mention sur les supports de communication, de mises à disposition de locaux, de visites privées, d'évènements dédiés, d'espaces VIP, de conférences de presse de signature de convention, d'invitations, etc.

Les mécènes bénéficiant de mises à disposition d'espaces ne sont pas autorisés à exercer une activité commerciale de vente de produits ou de services dans le cadre d'une contrepartie de mécénat.

ii. Pour les particuliers :

la ville de Bordeaux peut accorder jusqu'à 25% du montant du don sous forme de contreparties dans la limite forfaitaire de 65€ (BOI 5 B-10-11 du 11 mai 2011).

Dans tous les cas, la ville de Bordeaux s'engage à ne pas aller à l'encontre de ce plafond et procède à une analyse de la valorisation des contreparties afin de mettre en adéquation ce plafond et les attentes du mécène.

En fonction du montant de leur don, les mécènes quelle que soit leur nature pourront se voir attribuer, projet par projet, des qualificatifs préalablement définis au sein d'un barème de contreparties, tels que « mécènes fondateurs », « bienfaiteurs », « grands donateurs », « soutiens », etc.

8. Communication :

Dans le cadre d'actions de mécénat, la ville de Bordeaux et le mécène s'accordent sur la nature et la forme de communication autour du projet concerné.

L'utilisation du nom et du logo ou tout autre élément impliquant l'image et la notoriété de la ville de Bordeaux par un mécène est définie dans la convention.

Les mécènes sont associés au moment protocolaire et/ou mentionnés sur les outils de communication en lien avec les projets soutenus. La ville de Bordeaux mentionne autant que possible dans la convention les documents sur lesquels figurent la mention ou le logo du mécène. Dans la mesure du possible et quand les délais le permettent, la ville de Bordeaux fait valider au mécène les outils de communication sur lesquels il figure.

La communication à laquelle le mécène est associée peut être événementielle (par exemple, un logo sur les affiches du projet soutenu) et/ou semi-pérenne. Ainsi, dans le cas d'un soutien en faveur d'une construction, d'une restauration ou d'une acquisition d'œuvre pour un montant significatif, le nom et/ou le logo du mécène pourront être mentionnés par exemple sur un cartel, une plaque, un catalogue, et ce pour une durée déterminée définie dans le cadre de la convention.

La ville de Bordeaux s'engage à ne pas s'associer à un mécène susceptible de nuire à son image.

La ville de Bordeaux se réserve le droit de stopper toute action de communication portant sur une entreprise mécène, dans l'hypothèse où le comportement de celle-ci porterait atteinte à l'image de la ville de Bordeaux ou serait en contradiction avec les principes énoncés dans la présente Charte.

La ville de Bordeaux étudiera au cas par cas les demandes des mécènes qui souhaiteront utiliser d'une manière ou d'une autre une ou plusieurs marques protégées par la ville de Bordeaux auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI).

9. Co-partenariat / Exclusivité :

Sauf exception et accord entre les parties, aucune exclusivité ne peut être réservée à une entreprise ou fondation mécène par la ville de Bordeaux.

Si une exclusivité est accordée, par exemple pour un secteur d'activité, elle ne peut l'être que pour une durée et un projet déterminés. Le montant du don devra compenser le co-partenariat auquel la collectivité aura à renoncer.

10. Indépendance intellectuelle et artistique :

La ville de Bordeaux conserve son entière liberté d'action et reste libre du contenu de ses projets y compris de ceux soutenus financièrement, en totalité ou en partie, dans le cadre du mécénat.

La ville de Bordeaux s'engage, pour les projets relevant du domaine patrimonial et/ou culturel et artistique, à n'accepter aucune intervention sur le contenu artistique et/ou

scientifique. Dans ce même cas et dans la limite de la législation française en vigueur sur le droit d'auteur, la ville de Bordeaux s'engage à veiller à ce que les images d'œuvres lui appartenant ne soient pas utilisées par ses mécènes de manière injurieuse pour leur intégrité.

11. Confidentialité :

La ville de Bordeaux s'engage à respecter la confidentialité des éléments concernant l'entreprise pour une durée indéterminée.

12. Intégrité, conflit d'intérêts et transparence :

Conformément aux statuts de la fonction publique, la ville de Bordeaux veille à ce que ses agents n'entretiennent avec les mécènes aucun rapport susceptible de les conduire à méconnaitre leurs obligations de discrétion, de probité et de neutralité.

Dans l'hypothèse d'un mécénat par un fournisseur de la collectivité, cette dernière met tout en œuvre afin de dissocier les agents en charge du contrôle de l'exécution des prestations et de leur paiement, de ceux en charge de gérer le mécénat.

13. Déclaration d'engagement

En signant La Charte éthique, la ville de Bordeaux et ses mécènes s'engagent à respecter les principes énoncés dans la présente Charte, à communiquer leur engagement à respecter ses principes et à promouvoir la présente Charte.

14. Comité de pilotage :

Un comité de pilotage constitué des membres de la 1ère Commission est instauré. Il élaborera un règlement d'examen des propositions de mécénats permettant de vérifier leur conformité au regard des attendus de la présente charte. Il émettra sur cette base un avis consultatif à l'attention du Maire.

15. Application des dispositions :

L'ensemble des dispositions prévues par la présente Charte Ethique en matière de mécénat prend effet à compter de la date de signature par le Maire de la ville de Bordeaux.

DELEGATION DE Madame Brigitte COLLET

D-2019/487
Convention d'objectif et de financement 2019-2022. Contrat Enfance et Jeunesse entre la Ville de Bordeaux et la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.

Madame Brigitte COLLET, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'accueil et l'épanouissement de l'enfant, sa socialisation, son ouverture culturelle et son éducation constituent des priorités de la Ville de Bordeaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet ambitieux, Bordeaux s'est appuyée sur un partenariat solide et constant avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde (CAF), notamment dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) et de la Convention Territoriale Globale (CTG).

Le Contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

- **favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil** par :
  - une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
  - la définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
  - la recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
  - une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.

- **recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands**.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatible avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

Il est proposé aujourd'hui, de poursuivre le partenariat engagé en renouvelant le Contrat Enfance Jeunesse pour les années 2019-2022.

Ce contrat, particulièrement pour le volet petite enfance est un levier sur lequel s'appuie la Ville de Bordeaux pour mener à bien sa politique volontariste de développement de nouveaux modes d'accueil sur son territoire.

La signature de ce contrat d'objectifs et de cofinancement entre la Ville et la CAF Gironde intervient dans un contexte national de renouvellement du cadre contractuel entre l'Etat et la Caisse nationale d'allocations familiales (COG 2018-2022).

Ceci se traduit par un certain nombre d'évolutions dans les dispositifs de financement, particulièrement sur le volet Enfance Jeunesse.
Le changement le plus impactant pour la collectivité est la disparition des recettes supplémentaires qui lui étaient précédemment versées au titre des développements de places sur les dispositifs d'accueil de loisirs des 3 – 17 ans. La CAF financera désormais la Ville à hauteur seulement des places existantes à fin 2018.

En outre, pour piloter l'ensemble des actions inscrites au contrat enfance-jeunesse, la CAF soutient la Ville par le financement de 19.5 équivalent temps plein (ETP) pour les 2 volets petite enfance et jeunesse, et encourage ainsi la volonté de suivi nécessaire à la cohérence

et à l'accompagnement des actions dans les territoires mais également pour accompagner les moyens d'animations et de coordination mis en œuvre par la Ville.

La petite enfance au sein du contrat enfance jeunesse 2019-2022

La demande en matière de petite enfance évolue sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : le très fort développement urbain, la conciliation vie professionnelle-vie familiale qui s'avère de plus en plus complexe, l'environnement socioéconomique qui est moins favorable.

Dans le cadre du projet urbain, les quartiers se transforment et de nouveaux habitants arrivent. Tout l'enjeu pour Bordeaux consiste à anticiper les besoins émergents dans les quartiers et dans les nouveaux quartiers en mutations et d'y répondre de manière la plus efficiente possible que ce soit en termes de place d'accueil qu'à travers des actions d'accompagnement et de soutien à la parentalité

L'enjeu pour Bordeaux consiste donc à garantir la cohérence des projets de développement de l'offre avec les besoins des familles tout en s'assurant que les solutions envisagées restent économiquement les plus pertinentes.

Cette offre se décline quartier par quartier en fonction des projets de territoire.

Fin 2018, la Ville de Bordeaux disposait de 5 321 places ayant permis d'accueillir 6273 enfants tout mode d'accueil confondus. A titre indicatif, la Ville de Bordeaux finance 53% des places d'accueil sur le territoire.

Entre 2019 et 2022, l'objectif est toujours d'offrir des solutions d'accueil du jeune enfant adaptées aux besoins des familles par des programmes de création, de rénovation et de restructuration d'équipements. Ainsi 569 nouvelles places sont d'ores et déjà inscrites dans le Contrat Enfance Jeunesse 2019-2022,

La Ville poursuivra également ses réflexions en faveur de l'optimisation et de la valorisation de l'accueil familial notamment à travers la poursuite de l'accompagnement des Maisons Assistantes Maternelles et le développement des points relais petite enfance. Ces points relais petits enfance seront également un levier pour poursuivre les actions de soutien à la parentalité avec la création des lieux Enfants-Parents.

L'enfance au sein du contrat enfance jeunesse 2019-2022

Les enjeux de développement de places d'accueil pour les dispositifs enfance-jeunesse rejoignent naturellement ceux de la petite enfance.
La forte croissance démographique à Bordeaux, liée à un solde naturel et un solde migratoire tous deux positifs, augure 1 500 enfants scolarisés supplémentaires dans les écoles primaires bordelaises d'ici à fin 2022.

Fin 2018, la Ville de Bordeaux accompagnait financièrement 5 292 places de centres d'accueil et de loisirs le mercredi, 2 893 places les vacances et 6 813 places en accueil périscolaires du soir.
Au regard des taux de couverture actuels, la Ville devra ainsi développer environ 600 places cumulées pour le mercredi et les vacances, 400 places d'accueils périscolaires et 250 places en pause méridienne sur les 4 années du contrat.

Le coût de ce développement nécessaire pour l'accueil de ces nouvelles familles sera ainsi principalement supporté par la Ville qui ne bénéficiera plus dorénavant des recettes supplémentaires liées au développement de nouvelles places dans le cadre du CEJ. Soit une perte de recettes estimée à 330 000 euros sur la durée du contrat.

Néanmoins, l'engagement de la Ville dans le respect de la charte Plan Mercredi associé à son Projet Educatif de Territoire (PEDT), dont les services départementaux de l'Education Nationale, de la Cohésion Sociale et de la CAF sont signataires, permettra le versement d'une bonification aux associations partenaires gestionnaires d'ALSH qui développeront des places d'accueils le mercredi. Cette recette supplémentaire est désormais le seul levier financier pour accompagner le développement d'offres d'accueil de loisirs, mais qui ne compensera que

partiellement celle précédemment versée à la Ville et exclue désormais les développements effectués sur les périodes de vacances.

Outre ce changement significatif, la CAF matérialise sur ce nouveau contrat ses attentes en matière de respect des engagements de leur charte Laïcité, qui reprend les exigences réglementaires en vigueur, principes partagés par la Ville et ses partenaires associatifs en charge de l'animation des accueils de loisirs.

Evolutions - Financement

Le montant annuel du droit à percevoir s'élève à :

	2019	2020	2021	2022
Petite enfance	5 707 494,28	5 872 000,90	6 821 940,86	7 537 500,72
Jeunesse	3 638 049,49	3 641 341,66	3 643 371,50	3 643 371,50
TOTAL	**9 345 543,77**	**9 513 342,56**	**10 465 312,36**	**11 180 872,22**

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Signer la convention d'objectifs et de financement - Contrat Enfance Jeunesse / Petite enfance et la convention d'objectifs et de financement - Contrat Enfance Jeunesse / Jeunesse pour une durée de 4 ans (2019/2022) avec Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde.
- Encaisser annuellement le droit CEJ, précisé ci-dessus.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Très bien. Tout est dans la délibération, Madame COLLET.

MME COLLET

Oui, c'est un contrat sur 4 ans. Cela concerne 569 nouveaux berceaux sur le territoire de la ville. Il y a un problème avec les assistantes familiales et l'accueil familial qui n'a pas le vent en poupe. On va développer des points relais Petite Enfance, et c'est un engagement de la CAF qui va augmenter de 9 345 000 en 2019 jusqu'à 11 180 000 euros en 2022. Donc, voyez, c'est des sommes importantes. C'est des engagements importants. C'est dommage que l'on ne puisse pas en parler plus à fond.

Intervention communiquée par Madame Collet :

Je viens vous présenter le Contrat CEJ qui nous lie avec la CAF 33 ***pour 4 ans*** *(2019-2023).*

L'objectif de ce contrat est de favoriser le développement des modes d'accueil : pour cela, nous travaillons avec la CAF à un bon maillage et bon équilibre entre les quartiers. Nous voulons aussi nous adapter aux besoins des familles. Les tarifs sont adaptés afin de permettre l'inclusion des familles vulnérables et précaires. Enfin ce contrat, nous recherchons l'implication des familles et des enfants en fonction de leur âge, si leur âge le permet.

Le point le plus important est la disparition des financements pour la création des places de CAL mais Emmanuelle CUNY vous en parlera mieux que moi.

La CAF nous finance 19,5 ETP pour la coordination et le suivi de ces actions.

Pour la Petite Enfance, ce contrat s'inscrit dans un contexte, celui d'une ville attractive, avec de nouveaux quartiers, de nouveaux habitants qui ont souvent une vie familiale et professionnelle un peu compliquée ! Et les difficultés sociales sont grandissante, que ce soient les familles monoparentales, les travailleurs pauvres, les familles migrantes. Les Adjoints de Quartier et vous Monsieur le Maire le savez.

Il faut donc nous assurer que les solutions envisagées restent aussi économiquement soutenables.
Les budgets sont contraints, la Petite Enfance n'est malheureusement pas encore une compétence obligatoire des villes. Nous devons contenir l'emploi public et rester en de ça des 135 % d'augmentation des dépenses de fonctionnement.

Dans ce contexte, Bordeaux peut se féliciter d'avoir un programme de création, de rénovation, de restructuration assez ambitieuse puisque sur l'ensemble du territoire, c'est ***569 nouveaux berceaux*** *qui vont être ouverts sur la durée du CEJ.*

Il nous faut aussi ***valoriser l'accueil chez les Assistantes Familiales****. Attention cette profession est en pleine mutation. Les MAM sont une réponse à cette mutation. Il y en a d'autres.*

Les PRE *à venir créeront du lien social, accueilleront les parents pour de la pédagogie, des explications sur les réponses en modes de garde, ainsi que des lieux d'accueil enfants/parents.*

Au total, c'est un engagement de la CAF de ***9 M 34 €*** *en 2019 et* ***11 M 180 €*** *en 2022.*

M. le MAIRE

Oui, merci. Qui souhaite intervenir ? Les Verts avaient demandé le dégroupement, ils porteront leur intervention au PV ou pas ?

M. HURMIC

Oui.

Finalement, les Verts ne souhaitent pas joindre leur contribution.

M. le MAIRE

Merci. Je passe au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Pas d'abstentions ? Qui est contre ? Pas de votes contre ? Adoptée. Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 488 : « Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil familial de la Ville. »

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Gironde

Prestation de service « Contrat enfance jeunesse »

Convention territoriale globale

PETITE ENFANCE

Octobre 2018

Année : 2019
Nom du gestionnaire : Mairie de Bordeaux
Nom de la commune ou Cdc : Bordeaux
N° du contrat : 201900602
Type de pièces : Convention
Nature d'aide : PS CEJ 704

Les conditions ci-dessous, de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej), constituent la présente convention.

Entre :

La commune ou communauté de communes ou entreprise, représentée par Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire, dont le siège est situé Place Pey-Berland – 33077 BORDEAUX Cedex

Ci-après désigné « le(s) partenaire(s), ***le(s) partenaire(s) employeur(s) ».***

Et :

La Caisse d'allocations familiales de la Gironde, représentée par Madame Christine MANSIET, Directrice, dont le siège est situé, rue Gabriel Péry – 33000 BORDEAUX

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

⇨ Favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil par :

- Une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
- La définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
- La recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
- Une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.

⇨ Recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de cofinancement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatible avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

Elle a pour objet de :

- Déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- Décrire le programme des actions nouvelles prévues dans le schéma de développement qui constitue l'annexe 2 de la présente convention ;
- Fixer les engagements réciproques entre les signataires.

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse »

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement et au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.
L'ensemble des actions est consigné dans un programme détaillé par action du schéma de développement figurant en annexes 2 et 3 de la présente convention.

Sont éligibles à la prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej), les nouveaux développements relevant du volet enfance ou/et les développements financés lors de la dernière année du contrat « enfance et jeunesse » précédant le présent Cej, qui concourent à une fonction d'accueil et de pilotage et qui sont maintenus.
Seules les fonctions, actions ou charges, inscrites au présent article et figurant dans les tableaux ci-dessous sont, sous réserve du respect des conditions énoncées dans la présente convention, éligibles à la subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

La subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej) a vocation à financer essentiellement le développement quantifiable à partir d'unités de mesure retenues pour chaque action : création de places, heures - journées /enfants, poste équivalent temps plein, etc.

Toutefois aucune nouvelle action relevant du volet » jeunesse » ne sera prise en compte dans le calcul de la Psej à l'exception, et exclusivement, des garderies périscolaires qui se transforment en Alsh déclaré à la Ddcs.

Les modalités de financement les concernant sont précisées dans la fiche action Alsh.

La fonction d'accueil des enfants et des jeunes représente au minimum 85% du montant de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) et concerne exclusivement :

- ***Les fonctions bénéficiant d'une prestation de service ordinaire :***

Champ de l'enfance	*Champ de la jeunesse*
Accueil collectif, familial et parental (0 -6 ans) y compris micro-crèche (0-6 ans)	Accueil de loisirs
Relais assistants maternels	Accueil de jeunes
Lieu d'accueil enfants-parents	

- ***Les fonctions ne bénéficiant pas d'une prestation de service ordinaire :***

Champ de l'enfance	*Champ de la jeunesse*
Ludothèque	Séjour de vacances été
	Séjour petites vacances
	Camps adolescents

La fonction de pilotage ne peut, en aucun cas, excéder 15% du montant de la Psej et concerne Exclusivement les charges relatives :

Champ global enfance, jeunesse, parentalité
Poste de coordinateur
Ingénierie
Formations - Bafa / Bafd (*)
Diagnostic initial (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention)

(*) Aucune nouvelle action ne peut être inscrite à un Cej ou un avenant signé à compter de 2018

2 – Le mode de calcul de la subvention dite Prestation de service « enfance et jeunesse »

Le financement de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles relevant du volet enfance au titre de la présente convention sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, et au plus tôt à compter du 1er janvier 2019.

La subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) distingue deux types d'actions :

- Les actions nouvelles développées dans le cadre d'un contrat « enfance et jeunesse » et
- Les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3 ci-après de la présente convention), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé selon les formules ci-après :

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,3264 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

Les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à l'article 1-1 : Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej) de la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Le montant annuel forfaitaire de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) est versé en fonction :

- Du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- De la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- Du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- Du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- De la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- D'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- De non-respect d'une clause ;
- De réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej).

****

Article 2 - Les engagements du (des) partenaire(s) et/ou du (des) partenaire(s) employeur(s)

1 - Au regard des activités et services financés par la Caf

Le partenaire est garant de la mise en œuvre d'un projet éducatif et social. Il s'assure que les services et/ou activités proposés sont ouverts à tous, qu'ils s'appuient sur un personnel qualifié et un encadrement adapté et qu'ils répondent aux normes de sécurité et d'hygiène.
Il est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement des services et actions couverts par la présente convention, et en conséquence, il s'engage à ce que ces services et ces actions n'aient pas une vocation essentielle de diffusion philosophique, syndicale ou politique et à ce qu'ils n'exercent pas de pratique sectaire.

Il s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Le partenaire s'engage à optimiser la fréquentation des équipements concernés par la présente convention pour qu'ils atteignent les taux cibles d'occupation. Ces taux doivent être atteints au terme d'une année de fonctionnement.

Pour un équipement précédemment financé au titre de la dernière année du contrat « enfance - jeunesse » (N-1) en qualité d'action antérieure (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention), reconduit dans le présent Cej, et soumis à l'atteinte d'un taux cible, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de la première année du présent Cej, soit l'exercice civil N [1].

Pour une action nouvelle (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention) relative à un équipement d'accueil des jeunes enfants et/ou un équipement d'accueil de loisirs, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de l'exercice civil N+2 par rapport à la date d'effectivité de la nouvelle action.

Les taux cibles d'occupation précités sont respectivement fixés à :

o **70%** pour les structures d'accueil des jeunes enfants sur la base des capacités d'accueil agréées par les services de la protection maternelle infantile, ou en cas de refus d'un agrément modulé par les services de Pmi sur la base de la capacité d'accueil déterminée par la Caf dans le respect des règles régissant le Cej ;

[1] N est l'exercice civil de signature de la présente convention par au moins une des parties.

o **60%** pour les accueils de loisirs, sur la base des capacités prévues en annexe à la présente convention.

Pour chaque action bénéficiant d'un financement de la Caf dans le cadre de la présente convention, le taux d'occupation et les éléments concourant à sa détermination sont mentionnés dans chaque fiche action correspondante, figurant en annexe 3 de la présente convention.

Le partenaire doit porter une attention particulière aux coûts de fonctionnement des structures.
Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à ce que la Caf soit informée de tout changement survenu dans :
o Le périmètre de ses compétences ;

o Ses missions ;

o Les statuts ;

o Le règlement intérieur ;

o L'activité ;

o Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et/ou dépenses) ;

o Le calendrier de mise en œuvre des actions développées ;

o L'ensemble de ses demandes de financement déposées pour le même objet avec indication du nom ou de la raison sociale du financeur et du montant de financement obtenu.

2 - Au regard du public visé par la présente convention :

Le partenaire s'assure que :
o Le service offert est de qualité, accessible à tous, qu'il répond aux besoins du public ;

o La participation du public à la vie de la structure est effective ;

o La tarification est modulée en fonction des ressources des familles ;

o Le barème des participations familiales établi par la Cnaf, pour les établissements d'accueil des jeunes enfants, est appliqué ;

o Les règles de confidentialité sont respectées ;

o Les principes d'égalité et de laïcité sont respectés

3 - Au regard de la communication

Le partenaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans le cadre de la présente convention dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, messages Internet, etc.

4 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le partenaire s'assure pour les équipements et services intervenant dans le cadre de la présente convention, du respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires en matière :

O d’agrément, de conditions d’ouverture, de création de service ;

O D’hygiène, de sécurité, d’accueil du public ;

O De droit du travail ;

O De règlement des cotisations Urssaf ;
O D’assurance ;

O De recours à un commissaire aux comptes ;

O De procédure de redressement judiciaire, cessation d’activité, dépôt de bilan, etc.

5 - Au regard des pièces justificatives

Le partenaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d’originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels.

Le partenaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives qui sont détaillées dans la présente convention.

En tout état de cause, il s’engage à fournir l’original des pièces justificatives sur simple demande de la Caf.

Le partenaire s’engage à conserver l’ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d’allocations familiales.

Le partenaire s’engage à fournir tout justificatif de dépenses sur demande de la Caf.

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention
- Les pièces nécessaires au paiement de la prestation de service contrat « enfance et jeunesse »
- Les pièces nécessaires au suivi de l’activité

La convention est conclue en fonction de ces pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention

5.1 - Les pièces justificatives relatives au partenaire

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal	

5.2 - Les pièces justificatives relatives au contrat « enfance et jeunesse »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention		Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention	
Diagnostic territorial	Fiche diagnostic (cf. « Convention territoriale globale »)		Fiche diagnostic (cf. « Convention territoriale globale »)	
	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention	**Données relatives aux nouvelles actions**	**Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention**	**Données relatives aux nouvelles actions**
Eléments financiers	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données financières (Compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature	Budget prévisionnel des structures, des activités et actions entrant dans le champ de la convention pour chacune des années	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données financières (Compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la	Budget prévisionnel des activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années

	de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	couvertes par la convention.	convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	couvertes par la convention
Activité	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données d'activité ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (En vue de l'élaboration du schéma de développement)	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données d' activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement)

5.3 - Les pièces justificatives nécessaires au suivi de l'activité

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité
Activité	Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent CEJ
	Production au 1er semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement**,** avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions, tarifs pratiqués et autorisant **l**'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service

6 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Le partenaire s'engage sur la tenue d'une comptabilité générale et d'une comptabilité analytique distinguant chaque activité et valorisant les contributions à titre gratuit (locaux, personnels, etc.).

Le partenaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine et des conditions juridiques d'occupation des locaux et du montant des loyers et charges locatives supportées.

****

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter :

- Sa contribution à l'élaboration d'un diagnostic partagé issu de la Convention territoriale globale
- Sa contribution à l'évaluation du projet initial issu de la Convention territoriale globale

Si la convention porte sur une aide financière soumise à conditions (barème, plafond, plancher et seuil d'exclusion), la Caf fait parvenir, chaque année au gestionnaire, les éléments actualisés, ainsi que les documents à compléter, nécessaires au versement de l'aide.

****

Article 4 - Le versement de la subvention

1 - Les modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les dispositions précisées ci-après :

Acompte
Pour les nouveaux contrats, l'acompte sera égal à 70 % du montant prévisionnel de la prestation de service de la première année du contrat et sera versé à la signature de celui-ci.

Pour les contrats en cours, la Caf versera deux avances annuelles selon les modalités suivantes :

- 1ère avance de 35 % du droit prévisionnel de l'année N dans le courant du premier trimestre de l'année N,
- 2ème avance de 35 % du droit prévisionnel de l'année N conjointement à la liquidation de l'exercice N-1.

Sur le compte de la Banque de France de Bordeaux

Code IBAN	BIC
FR54 3000 1002 15C3 3000 0000 082	BDFEFRPPCCT

Le versement de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej) est effectué sous réserve des disponibilités de crédit et de communication des justificatifs.

2 – Régularisation (en cas de versement d'acompte)

Sous réserve de réception dans les délais prévus à la présente convention des pièces justificatives mentionnées en son article 2.5 et suivants « Les engagements du (des) partenaire(s)et/ou du (des) partenaires employeurs – Au regard des pièces justificatives », la Caf procède au calcul des sommes réellement dues.

Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire dans la limite des montants forfaitaires prévus à la convention ;
- la mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 5 -Le suivi des objectifs, des engagements, l'évaluation des actions et le contrôle

Le partenaire s'engage sur la production annuelle de pièces justificatives détaillées dans l'article 2.5 et suivants « Les engagements du (des) partenaire(s)et/ou du (des) partenaires employeurs – Au regard des pièces justificatives de la présente convention avant le 30/ juin de l'année qui suit l'année du droit examiné lesquelles sont indispensables au suivi des objectifs prévus par la convention.

1 – Le suivi des objectifs

Chaque année, avant le 30 avril et au plus tard le 30 juin de l'année suivante (N+1), le partenaire s'engage à fournir à la Caf, une information détaillée sur :

- Le calendrier des créations de places, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- Le calendrier des créations d'activités, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- Le taux d'occupation ou de fréquentation des différentes activités couvertes par la présente convention ;
- Le bilan annuel de la mise en œuvre progressive du programme de développement.

Le partenaire s'engage à maintenir le niveau d'accueil existant avant le présent contrat « enfance et jeunesse », décrit en annexe 2 ci-après de la présente convention

2 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi annuel réalisé en concertation avec le partenaire signataire.

A cet égard, les signataires de la présente convention conviendront conjointement des modalités matérielles permettant la mise en place du suivi des engagements.

Ces modalités pourront prendre la forme d'une rencontre annuelle, d'une instance de coordination ou d'un comité de pilotage.
La Caf procède à l'évaluation des projets qu'elle soutient, dans le cadre d'une démarche partagée.

L'évaluation en fin de contrat a pour objet de rendre compte de la réalisation des objectifs et de l'efficience du contrat « enfance et jeunesse ».
Elle permet l'analyse du fonctionnement des services financés par la Caf, telle que décrit annexe de la « convention territoriale globale » signée par le partenaire.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article1- « L'objet de la convention », sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

3 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le partenaire doit pouvoir justifier en permanence de l'emploi des fonds reçus auprès de la Caf.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres caf dans le cadre d'interventions mutualisées procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par la présente convention. Ces contrôles servent à vérifier, la justification des dépenses effectuées dans le cadre de cette convention sans que le partenaire, le partenaire employeur ne puissent s'y opposer.

Le partenaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et, le cas échéant, de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, bulletins de salaires, comptabilité analytique, registre de présences, ressources des familles, facturation aux familles, autorisation ou avis du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement, déclaration à la direction départementale de la cohésion sociale, organigramme, état du personnel, contrats de travail…

Outre la période conventionnelle, la Caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices écoulés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation des sommes versées.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2019 au 31/12/2022.

La présente convention prend effet au jour de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au 31 décembre 2022.

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.
Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

****

Article 7 - La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention

****

Article 8 - Fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « avenants » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

Article 9 - Recours

Recours amiable

La prestation de service contrat « enfance et jeunesse » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Le « partenaire » reconnait avoir reçu un exemplaire des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service « contrat enfance jeunesse » et en avoir pris connaissance ainsi que la charte de la laïcité
Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires

Fait à Bordeaux,	Le *21 / 10 / 2019*,	En 3 exemplaires
La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde		Mairie de Bordeaux
La Directrice Madame Christine MANSIET		Monsieur le Maire Monsieur Nicolas FLORIAN

Charte
de la laïcité
de la branche Famille
avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE
La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ
La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE
La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS
La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnait la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME
La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS
La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ
Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.
Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE
La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE
La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

Liste des annexes

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Annexe 2 : Situation de l'offre et perspectives de développement

Annexe 3 : Fiche(s) détaillée(s) par action

(Toute action bénéficiant d'un financement au titre du Cej, doit faire l'objet d'une fiche « annexe 3 »).

Annexe 4 : Les prix plafonds

Annexe 5 : Le diagnostic

Annexe 6 : L'évaluation

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Tableau récapitulatif financier Global
Contrat : 201900602 MAIRIE DE BORDEAUX VOLET ENFANCE
Date d'effet : 01/01/2019

Module : RAM

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action nouvelle	***Accueil Enfance***	Relais assistants maternels	RAM Bordeaux Maritime	10 841,56	10 840,96	10 840,37	10 839,77	43 362,66
			RAM Cauderan	17 707,20	17 707,20	17 707,20	17 707,20	70 828,80
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**28 548,76**	**28 548,16**	**28 547,57**	**28 546,97**	**114 191,46**
Action antérieure	***Accueil Enfance***	Relais assistants maternels	RAM Bastide	13 905,10	13 905,10	13 905,10	13 905,10	55 620,40
			RAM Bdx Centre	12 507,55	12 507,55	12 507,55	12 507,55	50 030,20
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**26 412,65**	**26 412,65**	**26 412,65**	**26 412,65**	**105 650,60**

Module : LAEP

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action nouvelle	***Accueil Enfance***	***Lieux accueil enfants parents***	LAEP AGEP Bacalan	6 913,35	6 913,35	6 913,35	6 913,35	27 653,40
			LAEP AGEP Grand Parc	3 373,55	3 373,55	3 373,55	3 373,55	13 494,20
			LAEP APEEF BENAUGE THIERS	3 024,60	3 682,61	3 682,61	3 682,61	14 072,43
			LAEP APEEF CAUDERAN CHARTREUSE	3 606,42	3 606,42	3 606,42	3 606,42	14 425,68
			LAEP MUNICIPAUX	50 735,96	50 735,96	50 735,96	50 735,96	202 943,84
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**67 653,88**	**68 311,89**	**68 311,89**	**68 311,89**	**272 589,55**
Action antérieure	***Accueil Enfance***	***Lieux accueil enfants parents***	LAEP APEEF J E V	4 546,25	4 546,25	4 546,25	4 546,25	18 185,00
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**4 546,25**	**4 546,25**	**4 546,25**	**4 546,25**	**18 185,00**

Module : LUDOTHEQUE

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action nouvelle	***Accueil Enfance***	***Ludothèque***	LUDOTHEQUE Berges du Lac	6 624,64	6 448,36	6 270,30	6 090,46	25 433,76
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**6 624,64**	**6 448,36**	**6 270,30**	**6 090,46**	**25 433,76**
			723					
Action antérieure	***Accueil Enfance***	***Ludothèque***	Ludotheque BDX NORD	31 308,20	31 308,20	31 308,20	31 308,20	125 232,80
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**31 308,20**	**31 308,20**	**31 308,20**	**31 308,20**	**125 232,80**

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action nouvelle	***Accueil Enfance***	***Multi accueil***	M ACC A Faulat occasionnel	2 921,00	94 555,13	93 077,71	91 230,93	281 784,77
			M ACC Babilou Bassin à Flots	86 251,93	84 924,98	83 598,03	81 939,34	336 714,28
			M ACC Babilou Benauge Bastide	71 128,20	70 033,92	68 939,64	67 571,79	277 673,55
			M ACC Babilou Naujac	40 342,83	39 418,43	38 494,04	37 338,56	155 593,86
			M ACC Babilou Xantrailles	-	70 033,92	68 939,64	67 571,79	206 545,35
			M ACC Baf 1	-	-	224 283,63	219 833,56	444 117,19
			M ACC Benauge Vincent	-	-	165 455,14	162 172,30	327 627,44
			M ACC Bilbo Quai	41 609,34	40 686,40	39 763,45	38 609,76	160 668,95
			M ACC Brazza	-	-	-	262 809,22	262 809,22
			M ACC Brin d' eveil MSA	68 581,39	67 448,10	66 314,84	64 898,26	267 242,59
			M ACC Canaillous Armagnac	56 933,20	56 035,93	55 138,67	54 017,08	222 124,88
			M ACC Canaillous Cite Renard	8 115,90	7 935,10	7 754,28	7 528,27	31 333,55
			M ACC Carle Vernet	60 099,47	59 169,78	58 240,08	57 077,96	234 587,29
			M ACC DETROIS	201 288,03	197 804,59	194 321,15	189 966,85	783 380,62
			M ACC Douves 2	-	29 312,53	28 854,52	28 282,01	86 449,06
			M ACC Dr Christiane Larralde	201 061,85	197 583,67	194 105,50	189 757,78	782 508,80
			M ACC Eden Art	70 658,22	69 016,72	67 375,21	65 323,33	272 373,48
			M ACC Fieffe	-	-	-	262 809,22	262 809,22
			M ACC Fondation Paveil	-	-	71 145,71	69 734,09	140 879,80
			M ACC Georges V	34 883,63	34 314,94	33 746,26	33 035,41	135 980,24
			M ACC Grand Parc Gendreau	177 795,72	175 006,49	172 217,26	168 730,72	693 750,19
			M ACC L'ile aux Oiseaux	42 979,72	42 271,96	41 564,20	40 679,51	167 495,39
			M ACC La Berge du Lac	143 159,21	140 538,07	137 916,93	134 640,50	556 254,71
			M ACC La Cabane de Gustave	98 045,52	96 378,23	94 710,91	92 626,79	381 761,45
			M ACC La Souris Verte	9 198,67	10 806,48	11 013,04	10 958,66	41 976,85
			M ACC Le Jardin d' Hortense	62 981,36	61 926,49	60 871,62	59 553,04	245 332,51
			M ACC Le Petit Campus	51 840,89	51 007,66	50 174,41	49 132,85	202 155,81
			M ACC Les Calins d' Orme	54 842,62	56 196,04	55 317,97	54 220,39	220 577,02
			M ACC Les Enfants d' Osiris	40 436,52	39 505,85	38 575,19	37 411,86	155 929,42
			M ACC LPCR Bdx Boca	18 967,52	35 483,85	34 929,41	34 236,37	123 617,15
			M ACC Lucilann	59 968,05	58 967,12	57 965,88	56 721,81	233 622,86
			M ACC MAISON BLEU CADET ROUSSELLE	34 372,80	33 016,81	31 660,84	29 965,86	129 016,31
			M ACC Malbec	83 212,35	81 849,10	80 485,85	78 781,78	324 329,08
			M ACC Mille Couleurs	140 549,35	138 236,96	135 924,58	133 034,09	547 744,98
			M ACC Mirassou	27 706,44	27 230,92	26 755,40	26 161,00	107 853,76
			M ACC Montesquieu	-	-	183 839,04	180 191,44	364 030,48
			M ACC Niel	-	-	-	262 809,22	262 809,22
			M ACC Nuage bleu	12 366,39	12 019,02	11 671,64	11 237,42	47 294,47
			M ACC P&B Argonautes	37 935,04	37 351,42	36 767,81	36 038,29	148 092,56
			M ACC P&B Baby Art	18 967,52	18 675,71	18 383,90	18 019,14	74 046,27

			M ACC Pain d' Epice	59 861,12	58 861,80	57 862,50	56 613,36	233 198,78
			M ACC Petites Pousses du Lac	64 762,39	63 666,38	51 395,43	61 200,37	241 024,57
			M ACC Pilpoul	-	-	257 374,66	252 268,02	509 642,68
			M ACC Pitchoun Bastide	11 317,21	11 126,25	10 935,30	10 696,60	44 075,36
			M ACC Pitchoun Gambetta	43 843,32	43 109,09	42 374,85	41 457,05	170 784,31
			M ACC Pitchoun Globe Trotteur	195 278,57	192 209,16	189 139,76	185 303,00	761 930,49
			M ACC Pitchoun Quatre Saisons	64 591,98	63 563,29	62 534,60	61 248,74	251 938,61
			M ACC Quai des Bambins	43 050,90	42 369,25	41 687,60	40 835,55	167 943,30
			M ACC SABLIERES	81 090,80	79 809,67	78 528,51	76 927,07	316 356,05
			M ACC St Augustin	-	-	109 932,99	107 751,78	217 684,77
			M ACC Ste Colombe	37 940,11	37 299,14	36 658,16	35 856,93	147 754,34
			M ACC Tralalayres	34 652,19	34 013,14	33 374,09	32 575,27	134 614,69
			M ACC Union St Bruno	2 833,17	2 789,60	2 746,00	2 691,52	11 060,29
			M ACC Villa Pia	2 794,35	2 916,91	2 990,45	3 027,22	11 728,93
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**2 701 216,79**	**2 866 476,00**	**3 817 828,28**	**4 535 110,73**	**13 920 631,80**

Action antérieure	***Accueil Enfance***	***Multi accueil***	M ACC A Faulat occasionnel	16 946,91	16 946,91	16 946,91	16 946,91	67 787,64
			M ACC A Faulat regulier	154 763,49	154 763,49	154 763,49	154 763,49	619 053,96
			M ACC Arc en Ciel	60 776,94	60 776,94	60 776,94	60 776,94	243 107,76
			M ACC Argentiers	32 342,51	32 342,51	32 342,51	32 342,51	129 370,04
			M ACC Barreyre	91 950,00	91 950,00	91 950,00	91 950,00	367 800,00
			M ACC Benauge occasionnel	55 573,96	55 573,96	55 573,96	55 573,96	222 295,84
			M ACC Canaillous Cite Renard	37 994,70	37 994,70	37 994,70	37 994,70	151 978,80
			M ACC Canaillous Laffiteau	61 316,61	61 316,61	61 316,61	61 316,61	245 266,44
			M ACC Capucine occasionnel	45 898,96	45 898,96	45 898,96	45 898,96	183 595,84
			M ACC Chartrons occasionnel	97 677,43	97 677,43	97 677,43	97 677,43	390 709,72
			M ACC Chartrons regulier	43 158,58	43 158,58	43 158,58	43 158,58	172 634,32
			M ACC Coucou Eveillez les Bebes	81 197,12	81 197,12	81 197,12	81 197,12	324 788,48
			M ACC Gaspard Philippe	111 913,74	111 913,74	111 913,74	111 913,74	447 654,96
			M ACC Jardins d' enfants Barreyre	62 727,47	62 727,47	62 727,47	62 727,47	250 909,88
			M ACC Jardins d' enfants de l' Eau Vive	36 990,68	36 990,68	36 990,68	36 990,68	147 962,72
			M ACC Jardins d' enfants Haussman	62 140,32	62 140,32	62 140,32	62 140,32	248 561,28
			M ACC Jean Marquaux	71 258,95	71 258,95	71 258,95	71 258,95	285 035,80
			M ACC L'escale des bambins	28 620,00	28 620,00	28 620,00	28 620,00	114 480,00
			M ACC La Coccinelle	73 010,55	73 010,55	73 010,55	73 010,55	292 042,20
			M ACC La Pouponniere	47 616,62	47 616,62	47 616,62	47 616,62	190 466,48
			M ACC La Souris Verte	12 081,67	12 081,67	12 081,67	12 081,67	48 326,68
			M ACC Maison Soleil	18 420,95	18 420,95	18 420,95	18 420,95	73 683,80
			M ACC Mirassou	19 193,76	19 193,76	19 193,76	19 193,76	76 775,04
			M ACC Nuage bleu	9 089,89	9 089,89	9 089,89	9 089,89	36 359,56
			M ACC OCC Maison des Enfants	20 688,36	20 688,36	20 688,36	20 688,36	82 753,44
			M ACC Ornano Cache Cache	71 474,56	71 474,56	71 474,56	71 474,56	285 898,24
			M ACC Pitchoun Bastide	127 370,82	127 370,82	127 370,82	127 370,82	509 483,28
			M ACC Pitchoun Cauderan	204 327,48	204 327,48	204 327,48	204 327,48	817 309,92
			M ACC Pitchoun Gambetta	144 433,97	144 433,97	144 433,97	144 433,97	577 735,88
			M ACC Pitchoun Quatre Saisons	113 625,78	113 625,78	113 625,78	113 625,78	454 503,12
			M ACC Ptit Bout Chou	78 576,85	78 576,85	78 576,85	78 576,85	314 307,40
			M ACC Ptits Bouchons	123 665,02	123 665,02	123 665,02	123 665,02	494 660,08
			M ACC St Augustin	29 420,24	29 420,24	29 420,24	29 420,24	117 680,96
			M ACC Ste Colombe	43 198,98	43 198,98	43 198,98	43 198,98	172 795,92
			M ACC Union St Bruno	25 801,83	25 801,83	25 801,83	25 801,83	103 207,32
			M ACC Villa Pia	61 573,45	61 573,45	61 573,45	61 573,45	246 293,80
	TOTAL	**ACTION ANTERIEURE**		**2 376 819,15**	**2 376 819,15**	**2 376 819,15**	**2 376 819,15**	**9 507 276,60**

Module : MICRO CRECHE

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
Action nouvelle	Accueil Enfance	Crèches familiales	MICRO CRECHE Georges Mandel	15 800,57	15 555,56	15 310,56	15 004,31	61 671,00
		Crèches parentales	MICRO CRECHE Lucilann	25 954,74	25 509,79	25 064,86	24 508,66	101 038,05
		Micro crèche	MICRO CRECHE Lucien Faure	35 144,65	34 600,89	34 057,15	33 377,45	137 180,14
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**76 899,96**	**75 666,24**	**74 432,57**	**72 890,42**	**299 889,19**

Module : COORDINATION

Typologie	Type Action	Nature Action	Nom Action	Année 2019	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Total
	Pilotage Enfance	Poste de coordination	Coordination	387 464	387 464	387 464	387 464	1 549 856
	TOTAL	**ACTION NOUVELLE**		**387 464**	**387 464**	**387 464**	**387 464**	**1 549 856**

La Caf de la Gironde,	Le Gestionnaire,
Mme Christine MANSIET Directrice	M. Nicolas FLORIANT Maire

Annexe 2 : Situation de l'offre et perspectives de développement

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT - De 2019 à 2022

		2018			2019			2020			2021			2022		
TYPOLOGIE	Nom action	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil
MODULE 1 - RAM																
Action nouvelle	RAM Bordeaux Maritime		1			1			1			1			1	
Action nouvelle	RAM Bordeaux Caudéran		0,33			1			1			1			1	
Action antérieure	RAM Bordeaux Bastide		1													
Action antérieure	RAM Bordeaux Centre		1													
MODULE 2 - LAEP																
Action nouvelle	LAEP municipaux		1 953			1 953			1 953			1 953			1 953	
Action nouvelle	LAEP - AGEP Bacalan		392			392			392			392			392	
Action nouvelle	LAEP - AGEP Grand Parc		168			170			170			170			170	
Action nouvelle	LAEP - APEEF Benauge Thiers		99			135			162			162			162	
Action nouvelle	LAEP - APEEF Caudéran Chartreuse		153			162			162			162			162	
Action antérieure	LAEP APEEF JEV		255													
MODULE 3 - Ludothèque																
Action nouvelle	Ludothèque – Berges du Lac/Sablonat		1 870			1 932			1 932			1 932			1 932	
Action antérieure	Ludothèque - Bordeaux Nord		4 582													
MODULE 4 - Multi Accueil																
Action nouvelle	Multi Accueil Babilou Bassin à Flot	79,42%	52 970	66 700	79,42%	52 970	66 700	79,42%	52 970	66 700	79,42%	52 970	66 700	79,42%	52 970	66 700
Action nouvelle	Multi Accueil occasionnel Armand Faulat	93,65%	36 412	38 880	95,06%	38 500	40 500	83,84%	83 000	99 000	83,84%	83 000	99 000	83,84%	83 000	99 000
Action nouvelle	Multi Accueil Babilou Benauge Bastide				74,11%	37 500	50 600	74,11%	37 500	50 600	74,11%	37 500	50 600	74,11%	37 500	50 600
Action nouvelle	Multi Accueil Babilou Naujac	59,86%	9 245	15 445	77,00%	31 678	41 140	77,00%	31 678	41 140	77,00%	31 678	41 140	77,00%	31 678	41 140
Action nouvelle	Multi Accueil Babilou Xantrailles							74,11%	37 500	50 600	74,11%	37 500	50 600	74,11%	37 500	50 600
Action nouvelle	Multi Accueil BAF1										80,37%	122 000	151 800	80,37%	122 000	151 800
Action nouvelle	Multi Accueil Benauge Vincent										88,93%	90 000	101 200	88,93%	90 000	101 200
Action nouvelle	Multi Accueil Bilbo Quai	73,29%	37 408	51 040	73,29%	37 408	51 040	73,29%	37 408	51 040	73,29%	37 408	51 040	73,29%	37 408	51 040
Action nouvelle	Multi Accueil Brazza													86,26%	145 850	169 080
Action nouvelle	Multi Accueil Brin d'Eveil MSA	79,77%	48 226	60 456	80,22%	48 710	60 720	80,22%	48 710	60 720	80,22%	48 710	60 720	80,22%	48 710	60 720
Action nouvelle	Multi Accueil Canaillous Armagnac	83,59%	37 614	45 000	83,59%	37 614	45 000	83,59%	37 614	45 000	83,59%	37 614	45 000	83,59%	37 614	45 000
Action nouvelle	Multi Accueil Canaillous Cité Renard	81,43%	36 642	45 000	81,43%	36 642	45 000	81,43%	36 642	45 000	81,43%	36 642	45 000	81,43%	36 642	45 000
Action nouvelle	Multi Accueil Carles Vernet	82,77%	117 304	141 720	81,79%	121 992	149 160	81,79%	121 992	149 160	81,79%	121 992	149 160	81,79%	121 992	149 160
Action nouvelle	Multi Accueil Détrois	100,00%	155 940	155 940	99,60%	156 690	157 320	99,60%	156 690	157 320	99,60%	156 690	157 320	99,60%	156 690	157 320
Action nouvelle	Multi Accueil Douves2	81,15%	15 119	18 630				71,11%	40 000	56 250	71,11%	40 000	56 250	71,11%	40 000	56 250
Action nouvelle	Multi Accueil Dr Christiane Larralde	86,55%	146 916	169 740	86,55%	146 916	169 740	86,55%	146 916	169 740	86,55%	146 916	169 740	86,55%	146 916	169 740
Action nouvelle	Multi Accueil Eden Art	73,39%	56 830	77 440	77,00%	59 629	77 440	77,00%	59 629	77 440	77,00%	59 629	77 440	77,00%	59 629	77 440
Action nouvelle	Multi Accueil Fieffé													86,26%	145 850	169 080
Action nouvelle	Multi Accueil Fondation Paveil										75,00%	38 700	51 600	66,77%	38 700	57 960
Action nouvelle	Multi Accueil Georges V	88,45%	22 715	25 680	90,58%	25 000	27 600	90,58%	25 000	27 600	90,58%	25 000	27 600	90,58%	25 000	27 600

		2018			2019			2020			2021			2022		
TYPOLOGIE	Nom action	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil
Action nouvelle	Multi Accueil Grand Parc Gendreau	79,07%	96 550	122 100	79,07%	96 550	122 100	79,07%	96 550	122 100	79,07%	96 550	122 100	79,07%	96 550	122 100
Action nouvelle	Multi Accueil l'Ile aux Oiseaux	76,62%	30 664	40 020	80,34%	32 151	40 020	80,34%	32 151	40 020	80,34%	32 151	40 020	80,34%	32 151	40 020
Action nouvelle	Multi Accueil la Berge du Lac	73,38%	119 913	163 415	75,30%	123 068	163 444	75,30%	123 068	163 444	75,30%	123 068	163 444	75,30%	123 068	163 444
Action nouvelle	Multi Accueil la Cabane de Gustave	62,57%	45 411	72 576	76,95%	57 137	74 250	76,95%	57 137	74 250	76,95%	57 137	74 250	76,95%	57 137	74 250
Action nouvelle	Multi Accueil la Souris Verte	58,73%	15 365	26 163	70,00%	22 491	32 130	70,00%	23 562	33 600	70,00%	23 800	34 000	70,00%	23 800	34 000
Action nouvelle	Multi Accueil le Jardin d'Hortense	63,55%	51 250	80 640	70,90%	57 173	80 640	70,90%	57 173	80 640	70,90%	57 173	80 640	70,90%	57 173	80 640
Action nouvelle	Multi Accueil le Petit Campus	87,73%	33 440	38 115	87,73%	33 440	38 115	87,73%	33 440	38 115	87,73%	33 440	38 115	87,73%	33 440	38 115
Action nouvelle	Multi Accueil les Câlins d'Orme	72,40%	34 088	47 080	74,11%	37 500	50 600	68,27%	38 000	55 660	68,27%	38 000	55 660	68,27%	38 000	55 660
Action nouvelle	Multi Accueil les Enfants d'Osiris	66,80%	30 714	45 980	82,64%	38 000	45 980	82,64%	38 000	45 980	82,64%	38 000	45 980	82,64%	38 000	45 980
Action nouvelle	Multi Accueil LPCR Bdx Boca	45,88%	1 994	4 345	39,53%	10 000	25 300	37,55%	19 000	50 600	37,55%	19 000	50 600	37,55%	19 000	50 600
Action nouvelle	Multi Accueil Lucilann	85,15%	43 647	51 260	85,15%	43 647	51 260	85,15%	43 647	51 260	85,15%	43 647	51 260	85,15%	43 647	51 260
Action nouvelle	Multi Accueil Maison Bleue Cadet Rousselle	100,00%	52 210	52 210	99,98%	52 210	52 220	99,98%	52 210	52 220	99,98%	52 210	52 220	99,98%	52 210	52 220
Action nouvelle	Multi Accueil Malbec	74,30%	61 966	83 402	74,30%	61 966	83 402	74,30%	61 966	83 402	74,30%	61 966	83 402	74,30%	61 966	83 402
Action nouvelle	Multi Accueil Milles Couleurs	82,52%	96 038	116 380	82,52%	96 038	116 380	82,52%	96 038	116 380	82,52%	96 038	116 380	82,52%	96 038	116 380
Action nouvelle	Multi Accueil Mirassou	85,21%	144 041	169 050	85,19%	144 041	169 080	85,19%	144 041	169 080	85,19%	144 041	169 080	85,19%	144 041	169 080
Action nouvelle	Multi Accueil Montesquieu										94,52%	100 000	105 800	94,52%	100 000	105 800
Action nouvelle	Multi Accueil Niel													86,26%	145 850	169 080
Action nouvelle	Multi Accueil Nuage Bleu	71,00%	29 362	35 360	71,00%	25 107	35 360	71,00%	25 107	35 360	71,00%	25 107	35 360	71,00%	25 107	35 360
Action nouvelle	Multi Accueil P&B Argonautes				79,05%	20 000	25 300	79,05%	20 000	25 300	79,05%	20 000	25 300	79,05%	20 000	25 300
Action nouvelle	Multi Accueil P&B Baby Art				79,05%	10 000	12 650	79,05%	10 000	12 650	79,05%	10 000	12 650	79,05%	10 000	12 650
Action nouvelle	Multi Accueil Pain d'Epice	79,78%	38 366	48 090	94,43%	45 420	48 100	94,43%	45 420	48 100	94,43%	45 420	48 100	94,43%	45 420	48 100
Action nouvelle	Multi Accueil Petites Pousses du Lac	56,27%	65 633	116 638	56,26%	65 633	116 655	56,26%	65 633	116 655	56,26%	65 633	116 655	56,26%	65 633	116 655
Action nouvelle	Multi Accueil Pilpoul										81,16%	140 000	172 500	81,16%	140 000	172 500
Action nouvelle	Multi Accueil Pitchoun Bastide	84,04%	133 419	158 760	84,04%	133 419	158 760	84,04%	133 419	158 760	84,04%	133 419	158 760	84,04%	133 419	158 760
Action nouvelle	Multi Accueil Pitchoun Gambetta	81,40%	123 847	152 145	86,98%	134 516	154 656	86,98%	134 516	154 656	86,98%	134 516	154 656	86,98%	134 516	154 656
Action nouvelle	Multi Accueil Pitchoun Globe Trotteur	81,29%	137 422	169 050	81,28%	137 422	169 080	81,28%	137 422	169 080	81,28%	137 422	169 080	81,28%	137 422	169 080
Action nouvelle	Multi Accueil Pitchoun Quatre Saisons	85,76%	124 804	145 530	85,76%	124 804	145 530	85,76%	124 804	145 530	85,76%	124 804	145 530	85,76%	124 804	145 530
Action nouvelle	Multi Accueil Quai des Bambins	80,56%	56 317	69 911	78,97%	56 549	71 610	78,97%	56 549	71 610	78,97%	56 549	71 610	78,97%	56 549	71 610
Action nouvelle	Multi Accueil Sablières	77,68%	47 638	61 325	76,00%	51 916	68 310	76,00%	51 916	68 310	76,00%	51 916	68 310	76,00%	51 916	68 310
Action nouvelle	Multi Accueil St Augustin	80,94%	79 067	97 680	80,94%	79 067	97 680				86,26%	145 850	169 080	86,26%	145 850	169 080
Action nouvelle	Multi Accueil Ste Colombe	77,96%	90 673	116 300	76,56%	96 000	125 400	76,56%	96 000	125 400	76,56%	96 000	125 400	76,56%	96 000	125 400
Action nouvelle	Multi Accueil Tralalayre	76,72%	22 582	29 436	78,86%	23 214	29 436	78,86%	23 214	29 436	78,86%	23 214	29 436	78,86%	23 214	29 436
Action nouvelle	Multi Accueil Union St Bruno	79,17%	34 895	44 075	79,16%	34 895	44 080	79,16%	34 895	44 080	79,16%	34 895	44 080	79,16%	34 895	44 080
Action nouvelle	Multi Accueil Villa Pia	94,04%	55 451	58 968	91,79%	56 000	61 008	91,79%	56 000	61 008	91,79%	56 000	61 008	91,79%	56 000	61 008
Action antérieure	Multi Accueil occasionnel Armand Faulat	73,92%	27 304	36 936												
Action antérieure	Multi Accueil régulier Armand Faulat	82,22%	78 359	95 304												
Action antérieure	Multi Accueil Arc en ciel	68,33%	34 274	50 160												
Action antérieure	Multi Accueil Argentiers	85,54%	19 504	22 800												
Action antérieure	Multi Accueil Barreyre	89,15%	43 931	49 280												
Action antérieure	Multi Accueil Benauge occasionnel	79,95%	17 863	22 344												
Action antérieure	Multi Accueil Canaillous Cité Renard	95,68%	26 179	27 360												
Action antérieure	Multi Accueil Canaillous Laffiteau	72,31%	40 508	56 020												
Action antérieure	Multi Accueil Capucine occasionnel	50,36%	13 434	26 676												
Action antérieure	Multi Accueil Chartrons occasionnel	71,10%	40 526	57 000												
Action antérieure	Multi Accueil Chartrons régulier	78,53%	118 175	150 480												
Action antérieure	Multi Accueil Coucou Eveillez les Bébés	74,45%	57 243	76 890												
Action antérieure	Multi Accueil Gaspard Philippe	73,35%	66 230	90 288												
Action antérieure	Multi Accueil Jardin d'Enfants Barreyre	83,14%	32 777	39 424												
Action antérieure	Multi Accueil Jardin d'Enfants de l'Eau Vive	90,88%	16 817	24 858												

		2018			2019			2020			2021			2022		
TYPOLOGIE	Nom action	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil
Action antérieure	Multi Accueil Jardin d'Enfants Haussman	100,00%	26 676	26 676												
Action antérieure	Multi Accueil Jean Marquaux	82,07%	36 726	44 748												
Action antérieure	Multi Accueil l'Escale des Bambins	61,71%	46 026	74 907												
Action antérieure	Multi Accueil la Coccinelle	81,57%	41 438	50 799												
Action antérieure	Multi Accueil la Pouponnière	94,17%	39 245	41 888												
Action antérieure	Multi Accueil la Souris Verte	67,54%	13 227	19 584												
Action antérieure	Multi Accueil Maison Soleil	91,26%	24 572	26 940												
Action antérieure	Multi Accueil Mirassou	73,87%	84 581	114 500												
Action antérieure	Multi Accueil Nuage Bleu	73,38%	6 914	9 422												
Action antérieure	Multi Accueil occasionnel Maison des Enfant	82,95%	27 563	43 295												
Action antérieure	Multi Accueil Ornano Cache Cache	78,75%	39 501	50 160												
Action antérieure	Multi Accueil Pitchoun Bastide	73,50%	71 925	97 860												
Action antérieure	Multi Accueil Pitchoun Caudéran	83,43%	141 368	169 440												
Action antérieure	Multi Accueil Pitchoun Gambetta	84,60%	100 344	118 608												
Action antérieure	Multi Accueil Pitchoun Quatre Saisons	95,80%	90 391	94 356												
Action antérieure	Multi Accueil Ptit Bout Chou	83,03%	72 884	87 780												
Action antérieure	Multi Accueil Ptits Bouchons	88,51%	133 237	150 540												
Action antérieure	Multi Accueil St Augustin	77,44%	77 691	100 320												
Action antérieure	Multi Accueil Ste Colombe	83,54%	75 190	90 000												
Action antérieure	Multi Accueil Union St Bruno	71,90%	28 688	39 900												
Action antérieure	Multi Accueil Villa Pia	96,69%	54 639	56 511												
MODULE 5 – Micro Crèche																
Action nouvelle	Micro Crèche Georges Mandel	82,08%	10 067	12 265	79,58%	10 067	12 650	79,58%	10 067	12 650	79,58%	10 067	12 650	79,58%	10 067	12 650
Action nouvelle	Micro Crèche Lucien Faure	61,72%	8 702	14 100	81,02%	18 634	23 000	81,02%	18 634	23 000	81,02%	18 634	23 000	81,02%	18 634	23 000
Action nouvelle	Micro Crèche Lucilann	89,99%	20 759	23 067	89,99%	20 759	23 067	89,99%	20 759	23 067	89,99%	20 759	23 067	89,99%	20 759	23 067
MODULE 6 – Coordination																
Action nouvelle	Coordination		12			12			12			12			12	

La Caf de la Gironde,	Le Gestionnaire,
Mme Christine MANSIET Directrice	M. Nicolas FLORIANT Maire

Annexe 3 : Fiche(s) détaillée(s) par action

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un Relais d'Assistantes Maternelles existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	RAM Bdx Maritime
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	BORDEAUX
Date du développement :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Qualification de l'animateur :	0		
Durée de travail hebdomadaire :	35		
Equivalent temps plein :	1	ETP	
Subvention des partenaires :	105 697,79	Montant PS :	20 281,60

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Qualification de l'animateur	0	0	0	0
Durée de travail hebdomadaire	35,00	35,00	35,00	35,00
Equivalent temps plein	1,00	1,00	1,00	1,00
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	134 337,32	136 953,86	139 622,04	142 342,87
Total des recettes	134 337,32	136 953,86	139 622,04	142 342,87
dont subvention du partenaire « ……»	108 262,72	110 878,26	113 545,44	116 265,27

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un Relais d'Assistantes Maternelles existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	RAM Bordeaux Caudéran
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	BORDEAUX
Date du développement :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Qualification de l'animateur :	0		
Durée de travail hebdomadaire :	35		
Equivalent temps plein :	0,33	ETP	
Subvention des partenaires :	26 977,06	Montant PS :	15 605,32

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Qualification de l'animateur	0	0	0	0
Durée de travail hebdomadaire	35,00	35,00	35,00	35,00
Equivalent temps plein	1,00	1,00	1,00	1,00
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	102 504,20	104 554,28	106 645,37	108 778,27
Total des recettes	102 504,20	104 554,28	106 645,37	108 778,27
dont subvention du partenaire « ……»	82 522,60	84 572,68	86 663,77	88 796,67

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un Relais d'Assistantes Maternelles existant

DESCRIPTION

Nom de la structure : RAM BORDEAUX BASTIDE

Adresse : 37 allée Jean Giono 33100 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Qualification de l'animateur

Durée de travail hebdomadaire 35

Equivalent temps plein 1 ETP

Subvention des partenaires :

Partenaire « …….» : montant subvention : 95 241,75 montant PS : 17 702

montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un Relais d'Assistantes Maternelles existant

DESCRIPTION

Nom de la structure :	RAM Bordeaux Centre
Adresse :	15 rue Docteur Albert Barraud - 33000 BORDEAUX
Gestionnaire :	MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale	Nom :	
collectivité territoriale	Nom :	

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Qualification de l'animateur			
Durée de travail hebdomadaire	35		
Equivalent temps plein	1 ETP		

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention :	69 283,66	montant PS :	17 702,00
Partenaire « ……» : montant subvention :		montant PS :	

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	LAEP municipaux
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	
Date d'ouverture :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'heures d'ouverture annuelle	1953,00			
Nombre d'agents	0,00	soit	0	ETP
Qualifications	0			
Subvention des partenaires :	247 940,67	Montant PS :	32 004,72	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'heures d'ouverture annuelle **et** heures d'organisation [(1)]	1 953,00	1 953,00	1 953,00	1 953,00
Nombre d'agents	0,00	0,00	0,00	0,00
Equivalent temps plein	0,00	0,00	0,00	0,00
Qualifications	0	0	0	0
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	285 228,30	290 616,86	296 113,20	301 719,46
Total des recettes	285 228,30	290 616,86	296 113,20	301 719,46
dont subvention du partenaire « ……»	243 941,88	249 330,44	254 826,78	260 433,04

[(1)] *Uniquement pour les LAEP*

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	LAEP AGEP Bacalan
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	
Date d'ouverture :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'heures d'ouverture annuelle	392,00			
Nombre d'agents	3,00	soit	0,6	ETP
Qualifications	Educateurs/Psychologue			
Subvention des partenaires :	30 232,62	Montant PS :	9 302,04	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'heures d'ouverture annuelle **et** heures d'organisation [(1)]	392,00	392,00	392,00	392,00
Nombre d'agents	3,00	3,00	3,00	3,00
Equivalent temps plein	0,60	0,60	0,60	0,60
Qualifications	Educateurs/Psychologue	Educateurs/Psychologue	Educateurs/Psychologue	Educateurs/Psychologue
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	41 399,19	42 184,71	42 985,52	43 801,91
Total des recettes	41 399,19	42 184,71	42 985,52	43 801,91
dont subvention du partenaire « ……»	31 919,19	32 704,71	33 505,52	34 321,91

[(1)] *Uniquement pour les LAEP*

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	LAEP AGEP Grand Parc
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	
Date d'ouverture :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'heures d'ouverture annuelle	168,00			
Nombre d'agents	3,00	soit	0,28	ETP
Qualifications	Educateurs/Psychologue			
Subvention des partenaires :	14 762,63	Montant PS :	4 002,37	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'heures d'ouverture annuelle **et** heures d'organisation [(1)]	170,00	170,00	170,00	170,00
Nombre d'agents	3,00	3,00	3,00	3,00
Equivalent temps plein	0,28	0,28	0,28	0,28
Qualifications	Educateurs/Psychologue	Educateurs/Psychologue	Educateurs/Psychologue	Educateurs/Psychologue
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	18 988,39	19 347,69	19 713,97	20 087,37
Total des recettes	18 988,39	19 347,69	19 713,97	20 087,37
dont subvention du partenaire « ……»	15 038,39	15 397,69	15 763,97	16 137,37

[(1)] *Uniquement pour les LAEP*

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	LAEP APEEF Benauge Thiers
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	
Date d'ouverture :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'heures d'ouverture annuelle	99,00			
Nombre d'agents	0,00	soit	0	ETP
Qualifications	0			
Subvention des partenaires :	14 280,00	Montant PS :	2 352,24	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'heures d'ouverture annuelle **et** heures d'organisation [(1)]	135,00	162,00	162,00	162,00
Nombre d'agents	2,00	2,00	2,00	2,00
Equivalent temps plein	0,00	0,00	0,00	0,00
Qualifications	psycho-logue/motricien	EJE, psychologue	EJE, psychologue	EJE, psychologue
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	21 538,99	25 846,79	26 290,47	26 742,30
Total des recettes	21 538,99	25 846,79	26 290,47	26 742,30
dont subvention du partenaire « ……»	18 021,70	21 626,03	22 069,72	22 521,55

[(1)] *Uniquement pour les LAEP*

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	LAEP APEEF Caudéran Chartreuse
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	
Date d'ouverture :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'heures d'ouverture annuelle	153,00			
Nombre d'agents	2,00	soit	0	ETP
Qualifications	2 psychologues			
Subvention des partenaires :	14 280,00	Montant PS :	3 635,28	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'heures d'ouverture annuelle **et** heures d'organisation [(1)]	162,00	162,00	162,00	162,00
Nombre d'agents	2,00	2,00	2,00	2,00
Equivalent temps plein	0,00	0,00	0,00	0,00
Qualifications	2 psychologues	2 psychologues	2 psychologues	2 psychologues
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	22 510,78	22 903,21	23 302,92	23 710,03
Total des recettes	22 510,78	22 903,21	23 302,92	23 710,03
dont subvention du partenaire « ……»	18 394,92	18 787,35	19 187,06	19 594,17

(1) *Uniquement pour les LAEP*

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP existant

DESCRIPTION

Nom de la structure : LAEP APEEF - Jardin de l'eau vive

Adresse : 5 rue Noviciat - 33800 BORDEAUX

Gestionnaire : APEEF

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Nombre d'heures d'ouverture annuelle 255,00

Nombre d'agents soit ETP

Qualifications

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention 16 591 montant PS :

Partenaire « ……» : montant subvention 2 763 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200813

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nom de la structure :	LUDOTHEQUE LES BERGES DU LAC/SABLONAT - ASSOCIATION IN
Adresse :	33 cours de Quebec – 33300 BORDEAUX
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	
Date d'ouverture :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'heures d'ouverture annuelle	1870,00			
Nombre d'agents	16,00	soit	0	ETP
Qualifications	Ludothécaires			
Subvention des partenaires :	215 064,31	Montant PS :	27 426,59	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'heures d'ouverture annuelle **et** heures d'organisation [(1)]	1 932,00	1 932,00	1 932,00	1 932,00
Nombre d'agents	16,00	16,00	16,00	16,00
Equivalent temps plein	0,00	0,00	0,00	0,00
Qualifications	Ludothécaires	Ludothécaires	Ludothécaires	Ludothécaires
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	272 885,94	277 852,79	292 875,73	310 081,48
Total des recettes	272 885,94	277 852,79	292 875,73	310 081,48
dont subvention du partenaire « ……»	244 800,09	249 486,07	264 225,35	281 144,59

[(1)] *Uniquement pour les LAEP*

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un LAEP ou LUDOTHEQUE existant

DESCRIPTION

Nom de la structure : Ludothèque Bordeaux Nord

Adresse :

Gestionnaire : Mairie de Bordeaux

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Nombre d'heures d'ouverture annuelle 4582,00

Nombre d'agents soit ETP

Qualifications

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	Multi Accueil
Nom de la structure :	Babilou Bassin à Flot - 25 PL / 30 PL
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 232 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 668

Nombre de places contractualisées : 25
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 66 700

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 52 970

Taux d'occupation : 79,42%

Subvention des partenaires : 300 151,10 — Montant PS : 154 031,40

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	232	232	232	232
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 668	2 668	2 668	2 668
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	25	25	25	25
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	66 700	66 700	66 700	66 700
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	52 970	52 970	52 970	52 970
Taux d'occupation : (%)	79,42%	79,42%	79,42%	79,42%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	549 191,86	557 401,94	565 748,49	574 233,95
Total des recettes	549 191,86	557 401,94	565 748,49	574 233,95
dont subvention du partenaire « ……»	304 470,46	310 561,74	316 789,49	322 626,45

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Armand Faulat occasionnel
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 216 — Amplitude d'ouverture par jour : 9

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 1 944

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 38 880

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 36 412

Taux d'occupation : 93,65%

Subvention des partenaires : 204 167,42 — Montant PS : 114 634,44

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	225	225	225	225
Amplitude d'ouverture par jour	9	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 025	2 475	2 475	2 475
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	40	40	40
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	40 500	99 000	99 000	99 000
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	38 500	83 000	83 000	83 000
Taux d'occupation : (%)	95,06%	83,84%	83,84%	83,84%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	380 366,62	780 000,00	795 600,00	811 512,00
Total des recettes	380 366,62	780 000,00	795 600,00	811 512,00
dont subvention du partenaire « ……»	202 496,62	393 220,00	405 500,00	417 262,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-acceuil*
Nom de la structure :	Babilou Benauge Bastide
Adresse :	
Gestionnaire :	*Babilou*
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	50 600	50 600	50 600	50 600
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	37 500	37 500	37 500	37 500
Taux d'occupation : (%)	74,11%	74,11%	74,11%	74,11%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	426 236,00	434 760,72	443 455,93	452 325,05
Total des recettes	426 236,00	434 760,72	443 455,93	452 325,05
dont subvention du partenaire « ……»	252 986,00	260 010,72	267 205,93	274 200,05

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	M. ACC Babilou Naujac
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 79 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 909

Nombre de places contractualisées : 17
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 15 445

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 9 245

Taux d'occupation : 59,86%

Subvention des partenaires : 32 461,90 — Montant PS : 20 198,44

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	210	210	210	210
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 420	2 420	2 420	2 420
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	17	17	17	17
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	41 140	41 140	41 140	41 140
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	31 678	31 678	31 678	31 678
Taux d'occupation : (%)	77,00%	77,00%	77,00%	77,00%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	280 775,41	303 492,22	328 212,67	355 123,74
Total des recettes	280 775,41	303 492,22	328 212,67	355 123,74
dont subvention du partenaire « ……»	107 360,75	128 810,44	152 263,77	177 590,94

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-acceuil*
Nom de la structure :	Babilou Xantrailles
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	0	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	50 600	50 600	50 600
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	37 500	37 500	37 500
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	74,11%	74,11%	74,11%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	395 000,00	402 900,00	410 958,00
Total des recettes	0,00	395 000,00	402 900,00	410 958,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	220 250,00	226 650,00	232 833,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi acceuil*
Nom de la structure :	BAF1
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	151 800	151 800
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	122 000	122 000
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	80,37%	80,37%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	1 640 000,00	1 672 800,00
Total des recettes	0,00	0,00	1 640 000,00	1 672 800,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	1 066 600,00	1 093 300,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	
Nom de la structure :	M. ACC Benauge Vincent
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	40	40
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	101 200	101 200
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	90 000	90 000
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	88,93%	88,93%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	858 000,00	875 160,00
Total des recettes	0,00	0,00	858 000,00	875 160,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	435 000,00	447 660,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Bilbo Quai (Tourny quai dans Cej 3G - MD)
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 232 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 552

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 51 040

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 37 408

Taux d'occupation : 73,29%

Subvention des partenaires : 219 241,74 — Montant PS : 112 474,27

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	232	232	232	232
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 552	2 552	2 552	2 552
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	51 040	51 040	51 040	51 040
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	37 408	37 408	37 408	37 408
Taux d'occupation : (%)	73,29%	73,29%	73,29%	73,29%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	520 630,60	528 316,69	536 129,24	544 070,50
Total des recettes	520 630,60	528 316,69	536 129,24	544 070,50
dont subvention du partenaire « ……»	318 003,64	324 193,41	330 509,64	336 580,50

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	
Nom de la structure :	Brazza
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*BORDEAUX*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	0	245
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	0	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	0	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	0	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	0	169 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	0	145 850
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	86,26%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	0,00	1 529 000,00
Total des recettes	0,00	0,00	0,00	1 529 000,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	0,00	836 212,50

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MAC Brin d'éveil - MSA
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 229 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 519

Nombre de places contractualisées : 24
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 60 456

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 48 226

Taux d'occupation : 79,77%

Subvention des partenaires : 221 651,63 — Montant PS : 123 213,17

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	24	24	24	24
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	60 720	60 720	60 720	60 720
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	48 710	48 710	48 710	48 710
Taux d'occupation : (%)	80,22%	80,22%	80,22%	80,22%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	460 612,99	468 164,33	475 850,08	483 672,77
Total des recettes	460 612,99	468 164,33	475 850,08	483 672,77
dont subvention du partenaire « ……»	226 836,79	232 439,73	238 177,08	243 564,27

DESCRIPTIF DU PROJET

24 pl. sur 30 en 2018

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MAC Canaillous Armagnac
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 225 — Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 250

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 45 000

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 37 614

Taux d'occupation : 83,59%

Subvention des partenaires : 248 954,53 — Montant PS : 121 327,80

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	225	225	225	225
Amplitude d'ouverture par jour	10	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 250	2 250	2 250	2 250
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	45 000	45 000	45 000	45 000
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	37 614	37 614	37 614	37 614
Taux d'occupation : (%)	83,59%	83,59%	83,59%	83,59%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	429 088,94	436 409,61	443 864,08	451 454,90
Total des recettes	429 088,94	436 409,61	443 864,08	451 454,90
dont subvention du partenaire « ……»	252 982,90	258 799,01	264 748,92	270 459,04

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MAC Canailloux Cité Renard
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 225 — Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 250

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 45 000

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 36 642

Taux d'occupation : 81,43%

Subvention des partenaires : 174 000,00 — Montant PS : 128 084,05

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	225	225	225	225
Amplitude d'ouverture par jour	10	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 250	2 250	2 250	2 250
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	45 000	45 000	45 000	45 000
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	36 642	36 642	36 642	36 642
Taux d'occupation : (%)	81,43%	81,43%	81,43%	81,43%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	379 288,19	385 931,44	392 698,12	399 590,62
Total des recettes	379 288,19	385 931,44	392 698,12	399 590,62
dont subvention du partenaire « ……»	180 522,13	185 699,70	191 000,70	196 061,10

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MAC Carle Vernet
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 226 — Amplitude d'ouverture par jour : 10,45

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 362

Nombre de places contractualisées : 60
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 141 720

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 117 304

Taux d'occupation : 82,77%

Subvention des partenaires : 719 443,95 — Montant PS : 396 176,48

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	226	226	226	226
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 486	2 486	2 486	2 486
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	60	60	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	149 160	149 160	149 160	149 160
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	121 992	121 992	121 992	121 992
Taux d'occupation : (%)	81,79%	81,79%	81,79%	81,79%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 287 233,26	1 311 811,11	1 336 868,85	1 362 415,97
Total des recettes	1 287 233,26	1 311 811,11	1 336 868,85	1 362 415,97
dont subvention du partenaire « ……»	721 892,65	741 590,82	761 768,88	781 216,40

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Détrois
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 226 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 599

Nombre de places contractualisées : 60
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 155 940

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 155 940

Taux d'occupation : 100,00%

Subvention des partenaires : 157 787,84 — Montant PS : 389 649,27

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	226	226	226	226
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 599	2 599	2 599	2 599
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	60	60	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	157 320	157 320	157 320	157 320
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	156 690	156 690	156 690	156 690
Taux d'occupation : (%)	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 161 780,79	1 179 157,09	1 196 822,33	1 214 781,69
Total des recettes	1 161 780,79	1 179 157,09	1 196 822,33	1 214 781,69
dont subvention du partenaire « ……»	92 671,68	103 780,38	115 178,02	125 302,88

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Capucine occasionnel qui deviendra Douves2
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 138 — Amplitude d'ouverture par jour : 9

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 1 242

Nombre de places contractualisées : 15
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 18 630

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 15 119

Taux d'occupation : 81,15%

Subvention des partenaires : 91 692,75 — Montant PS : 62 861,78

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	225	225	225
Amplitude d'ouverture par jour	0	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	0	2 250	2 250	2 250
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	25	25	25
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	56 250	56 250	56 250
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	40 000	40 000	40 000
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	71,11%	71,11%	71,11%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	542 000,00	552 840,00	563 896,80
Total des recettes	0,00	542 000,00	552 840,00	563 896,80
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	355 600,00	364 840,00	373 896,80

DESCRIPTIF DU PROJET

Structure fermée pour travaux depuis 2017 DONC ACTIVITE 2017 PRISE COMME REFERENCE A LA PLACE DE 2018
Extension de 10 places portant la capacité d'accueil de Douves 2 à 25 places avec augmentation des horaires - réouverture en septembre 2020

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Dr Christiane Larralde
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 246 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 829

Nombre de places contractualisées : 60
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 169 740

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 146 916

Taux d'occupation : 86,55%

Subvention des partenaires : 538 135,38 — Montant PS : 382 960,10

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	246	246	246	246
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 829	2 829	2 829	2 829
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	60	60	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	169 740	169 740	169 740	169 740
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	146 916	146 916	146 916	146 916
Taux d'occupation : (%)	86,55%	86,55%	86,55%	86,55%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 101 413,04	1 118 660,27	1 136 204,64	1 154 051,62
Total des recettes	1 101 413,04	1 118 660,27	1 136 204,64	1 154 051,62
dont subvention du partenaire « ……»	380 388,55	391 759,14	403 426,87	413 928,05

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Eden Art
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 220 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 420

Nombre de places contractualisées : 32
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 77 440

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 56 830

Taux d'occupation : 73,39%

Subvention des partenaires : 284 595,73 — Montant PS : 151 494,69

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	220	220	220	220
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 420	2 420	2 420	2 420
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	32	32	32	32
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	77 440	77 440	77 440	77 440
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	59 629	59 629	59 629	59 629
Taux d'occupation : (%)	77,00%	77,00%	77,00%	77,00%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	747 676,07	760 480,35	773 519,22	786 797,17
Total des recettes	747 676,07	760 480,35	773 519,22	786 797,17
dont subvention du partenaire « ……»	419 823,51	430 242,63	440 896,34	451 192,84

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-accueil*
Nom de la structure :	M. ACC Fieffé
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*BORDEAUX*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	0	245
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	0	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	0	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	0	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	0	169 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	0	145 850
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	86,26%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	0,00	1 529 000,00
Total des recettes	0,00	0,00	0,00	1 529 000,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	0,00	836 212,50

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-accueil*
Nom de la structure :	M. ACC Fondation Paveil
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*BORDEAUX*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	215	245
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	2 150	2 450
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	24	24
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	51 600	57 960
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	38 700	38 700
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	75,00%	66,77%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	407 000,00	415 140,00
Total des recettes	0,00	0,00	407 000,00	415 140,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	225 110,00	231 315,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Projet associatif La fondation d'Auteuil autour d'un projet de soutien à l'insertion professionnelle, de prévention sociale et éducative.

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Georges V
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 214 — Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 140

Nombre de places contractualisées : 12
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 25 680

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 22 715

Taux d'occupation : 88,45%

Subvention des partenaires : 129 570,05 — Montant PS : 68 094,30

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	10	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 300	2 300	2 300	2 300
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	12	12	12	12
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	27 600	27 600	27 600	27 600
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	25 000	25 000	25 000	25 000
Taux d'occupation : (%)	90,58%	90,58%	90,58%	90,58%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	242 683,58	247 282,87	251 971,61	256 751,55
Total des recettes	242 683,58	247 282,87	251 971,61	256 751,55
dont subvention du partenaire « ……»	123 524,93	127 124,22	130 812,96	134 342,90

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Grand Parc Gendreau
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 222 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 442

Nombre de places contractualisées : 0
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 122 100

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 96 550

Taux d'occupation : 79,07%

Subvention des partenaires : 537 852,81 — Montant PS : 336 641,00

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	222	222	222	222
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 442	2 442	2 442	2 442
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	0	0
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	122 100	122 100	122 100	122 100
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	96 550	96 550	96 550	96 550
Taux d'occupation : (%)	79,07%	79,07%	79,07%	79,07%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 007 581,60	1 026 763,91	1 046 320,18	1 066 257,79
Total des recettes	1 007 581,60	1 026 763,91	1 046 320,18	1 066 257,79
dont subvention du partenaire « ……»	556 668,41	571 988,72	587 682,99	602 793,10

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	L'ile aux oiseaux
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 232 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 668

Nombre de places contractualisées : 15
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 40 020

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 30 664

Taux d'occupation : 76,62%

Subvention des partenaires : 203 265,61 — Montant PS : 84 014,39

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	232	232	232	232
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 668	2 668	2 668	2 668
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	15	15	15	15
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	40 020	40 020	40 020	40 020
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	32 151	32 151	32 151	32 151
Taux d'occupation : (%)	80,34%	80,34%	80,34%	80,34%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	299 400,23	303 984,22	308 645,85	313 386,52
Total des recettes	299 400,23	303 984,22	308 645,85	313 386,52
dont subvention du partenaire « ……»	145 367,48	148 665,43	152 041,01	155 174,14

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	La Berge du Lac
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 245 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 818

Nombre de places contractualisées : 58
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 163 415

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 119 913

Taux d'occupation : 73,38%

Subvention des partenaires : 308 280,77 — Montant PS : 418 290,65

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	245	245	245	245
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 818	2 818	2 818	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	58	58	58	58
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	163 444	163 444	163 444	163 444
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	123 068	123 068	123 068	123 068
Taux d'occupation : (%)	75,30%	75,30%	75,30%	75,30%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	994 208,53	1 010 945,19	1 027 985,11	1 045 334,04
Total des recettes	994 208,53	1 010 945,19	1 027 985,11	1 045 334,04
dont subvention du partenaire « ……»	374 522,11	386 336,05	398 453,25	409 648,78

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	La Cabane A Gustave
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 224 — Amplitude d'ouverture par jour : 12

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 688

Nombre de places contractualisées : 27
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 72 576

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 45 411

Taux d'occupation : 62,57%

Subvention des partenaires : 335 638,18 — Montant PS : 144 420,82

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	225	225	225	225
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 475	2 475	2 475	2 475
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	30	30	30	30
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	74 250	74 250	74 250	74 250
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	57 137	57 137	57 137	57 137
Taux d'occupation : (%)	76,95%	76,95%	76,95%	76,95%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	771 176,67	771 176,67	771 176,67	771 176,67
Total des recettes	771 176,67	771 176,67	771 176,67	771 176,67
dont subvention du partenaire « ……»	493 044,84	490 759,36	488 473,88	485 617,03

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	HG La Souris Verte
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 171 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 1 881

Nombre de places contractualisées : 17
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 26 163

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 15 365

Taux d'occupation : 58,73%

Subvention des partenaires : 78 393,26 — Montant PS : 55 210,43

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	180	198	200	200
Amplitude d'ouverture par jour	10,5	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	1 890	1 980	2 000	2 000
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	17	17	17	17
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	32 130	33 660	34 000	34 000
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	22 491	23 562	23 800	23 800
Taux d'occupation : (%)	70,00%	70,00%	70,00%	70,00%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	210 778,00	225 683,00	229 737,96	233 869,43
Total des recettes	210 778,00	225 683,00	229 737,96	233 869,43
dont subvention du partenaire « ……»	83 369,58	93 384,08	96 377,96	100 319,43

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Le Jardin d'Hortense
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 224 — Amplitude d'ouverture par jour : 12

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 688

Nombre de places contractualisées : 30
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 80 640

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 51 250

Taux d'occupation : 63,55%

Subvention des partenaires : 381 071,00 — Montant PS : 170 628,00

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	224	224	224	224
Amplitude d'ouverture par jour	12	12	12	12
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 688	2 688	2 688	2 688
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	30	30	30	30
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	80 640	80 640	80 640	80 640
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	57 173	57 173	57 173	57 173
Taux d'occupation : (%)	70,90%	70,90%	70,90%	70,90%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	658 808,85	670 150,27	681 700,17	693 462,54
Total des recettes	658 808,85	670 150,27	681 700,17	693 462,54
dont subvention du partenaire « ……»	382 561,59	391 616,09	400 879,07	409 782,79

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Petit Campus
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 231 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 541

Nombre de places contractualisées : 15
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 38 115

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 33 440

Taux d'occupation : 87,73%

Subvention des partenaires : 130 166,47 — Montant PS : 90 320,36

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	231	231	231	231
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 541	2 541	2 541	2 541
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	15	15	15	15
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	38 115	38 115	38 115	38 115
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	33 440	33 440	33 440	33 440
Taux d'occupation : (%)	87,73%	87,73%	87,73%	87,73%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	282 586,32	287 332,37	292 164,29	297 083,70
Total des recettes	282 586,32	287 332,37	292 164,29	297 083,70
dont subvention du partenaire « ……»	124 369,35	127 777,81	131 272,13	134 519,54

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	Multi-accueil
Nom de la structure :	Câlins d'Orme
Adresse :	
Gestionnaire :	OGEC Lycée technique Bel Orme
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 214 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 354

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 47 080

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 34 088

Taux d'occupation : 72,40%

Subvention des partenaires : 139 431,44 — Montant PS : 107 892,56

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	22	22	22
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	50 600	55 660	55 660	55 660
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	37 500	38 000	38 000	38 000
Taux d'occupation : (%)	74,11%	68,27%	68,27%	68,27%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	440 000,00	448 800,00	457 776,00	466 931,52
Total des recettes	440 000,00	448 800,00	457 776,00	466 931,52
dont subvention du partenaire « ……»	266 750,00	271 720,00	279 176,00	286 431,52

DESCRIPTIF DU PROJET

Ouverture de 2 places supplémentaires en septembre 2020

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Les enfants d'Osiris
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 220 — Amplitude d'ouverture par jour : 10,75

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 365

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 45 980

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 30 714

Taux d'occupation : 66,80%

Subvention des partenaires : 240 507,41 — Montant PS : 59 935,71

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	220	220	220	220
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 420	2 420	2 420	2 420
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	45 980	45 980	45 980	45 980
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	38 000	38 000	38 000	38 000
Taux d'occupation : (%)	82,64%	82,64%	82,64%	82,64%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	438 319,76	441 927,90	445 568,24	449 241,10
Total des recettes	438 319,76	441 927,90	445 568,25	449 241,10
dont subvention du partenaire « ……»	228 730,21	230 847,63	232 997,26	234 806,71

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	LPCR Bordeaux Boca
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 79 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 869

Nombre de places contractualisées : 5
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 4 345

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 1 994

Taux d'occupation : 45,88%

Subvention des partenaires : 14 813,03 — Montant PS : 6 268,99

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	10	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	25 300	50 600	50 600	50 600
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	10 000	19 000	19 000	19 000
Taux d'occupation : (%)	39,53%	37,55%	37,55%	37,55%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	90 000,00	180 000,00	183 600,00	187 272,00
Total des recettes	90 000,00	180 000,00	183 600,00	187 272,00
dont subvention du partenaire « ……»	43 800,00	91 460,00	94 300,00	97 022,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MAC Lucilann
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 233 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 563

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 51 260

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 43 647

Taux d'occupation : 85,15%

Subvention des partenaires : 201 175,12 — Montant PS : 122 075,29

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	233	233	233	233
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 563	2 563	2 563	2 563
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	51 260	51 260	51 260	51 260
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	43 647	43 647	43 647	43 647
Taux d'occupation : (%)	85,15%	85,15%	85,15%	85,15%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	396 549,06	403 317,25	410 209,18	417 227,20
Total des recettes	396 549,06	403 317,25	410 209,18	417 227,20
dont subvention du partenaire « ……»	189 345,45	194 312,22	199 402,17	204 181,18

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Maison Bleue Cadet Rousselle
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 227 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 611

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 52 210

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 52 210

Taux d'occupation : 100,00%

Subvention des partenaires : 174 013,28 — Montant PS : 143 912,51

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	227	227	227	227
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 611	2 611	2 611	2 611
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	52 220	52 220	52 220	52 220
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	52 210	52 210	52 210	52 210
Taux d'occupation : (%)	99,98%	99,98%	99,98%	99,98%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	450 097,53	456 539,49	463 084,70	469 734,95
Total des recettes	450 097,53	456 539,49	463 084,70	469 734,95
dont subvention du partenaire « ……»	126 080,34	130 433,90	134 890,71	138 930,46

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Malbec
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 223 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 453

Nombre de places contractualisées : 34
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 83 402

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 61 966

Taux d'occupation : 74,30%

Subvention des partenaires : 440 467,66 — Montant PS : 183 942,92

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	223	223	223	223
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 453	2 453	2 453	2 453
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	34	34	34	34
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	83 402	83 402	83 402	83 402
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	61 966	61 966	61 966	61 966
Taux d'occupation : (%)	74,30%	74,30%	74,30%	74,30%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	750 594,49	764 895,49	779 475,40	794 339,73
Total des recettes	750 594,49	764 895,49	779 475,40	794 339,73
dont subvention du partenaire « ……»	454 495,15	466 317,51	478 418,78	490 184,81

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	M. ACC Mille couleurs (Gest 23 -Asso P'tits bout' chou)
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 230 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 530

Nombre de places contractualisées : 46
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 116 380

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 96 038

Taux d'occupation : 82,52%

Subvention des partenaires : 578 888,44 — Montant PS : 276 573,56

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	46	46	46	46
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	116 380	116 380	116 380	116 380
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	96 038	96 038	96 038	96 038
Taux d'occupation : (%)	82,52%	82,52%	82,52%	82,52%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 043 207,50	1 060 415,93	1 077 931,98	1 095 761,43
Total des recettes	1 043 207,50	1 060 415,93	1 077 931,98	1 095 761,43
dont subvention du partenaire « ……»	583 304,94	596 671,85	610 346,38	623 373,93

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Mirassou
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 245 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 818

Nombre de places contractualisées : 60
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 169 050

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 144 041

Taux d'occupation : 85,21%

Subvention des partenaires : 495 466,12 — Montant PS : 389 142,49

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	245	245	245	245
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 818	2 818	2 818	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	60	60	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	169 080	169 080	169 080	169 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	144 041	144 041	144 041	144 041
Taux d'occupation : (%)	85,19%	85,19%	85,19%	85,19%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 147 806,72	1 165 500,52	1 183 495,58	1 201 797,39
Total des recettes	1 147 806,72	1 165 500,52	1 183 495,58	1 201 797,39
dont subvention du partenaire « ……»	443 535,43	455 467,59	467 701,01	478 800,77

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-acueil*
Nom de la structure :	M.ACC Montesquieu
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*BORDEAUX*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	2 645	2 645
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	40	40
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	105 800	105 800
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	100 000	100 000
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	94,52%	94,52%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	858 000,00	875 160,00
Total des recettes	0,00	0,00	858 000,00	875 160,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	388 000,00	400 160,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-accueil*
Nom de la structure :	M. ACC Niel
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*BORDEAUX*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	0	245
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	0	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	0	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	0	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	0	169 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	0	145 850
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	#DIV/0!	86,26%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	0,00	1 529 000,00
Total des recettes	0,00	0,00	0,00	1 529 000,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	0,00	836 212,50

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Nuage Bleu
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 221 — Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 210

Nombre de places contractualisées : 16
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 35 360

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 29 362

Taux d'occupation : 83,04%

Subvention des partenaires : 199 110,05 — Montant PS : 119 793,10

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	221	221	221	221
Amplitude d'ouverture par jour	10	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 210	2 210	2 210	2 210
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	16	16	16	16
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	35 360	35 360	35 360	35 360
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	25 107	25 107	25 107	25 107
Taux d'occupation : (%)	71,00%	71,00%	71,00%	71,00%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	359 611,47	365 959,38	372 425,80	379 013,03
Total des recettes	359 611,47	365 959,38	372 425,80	379 013,03
dont subvention du partenaire « ……»	214 091,13	219 434,76	224 896,90	230 228,78

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-acceuil*
Nom de la structure :	PEOPLE AND BABY - ARGONAUTES
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	10	10	10	10
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	25 300	25 300	25 300	25 300
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	20 000	20 000	20 000	20 000
Taux d'occupation : (%)	79,05%	79,05%	79,05%	79,05%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	180 000,00	183 600,00	187 272,00	191 017,00
Total des recettes	180 000,00	183 600,00	187 272,00	191 017,00
dont subvention du partenaire « ……»	87 600,00	90 400,00	93 272,00	96 017,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-acceuil*
Nom de la structure :	PEOPLE AND BABY - BABY ART
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	5	5	5	5
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	12 650	12 650	12 650	12 650
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	10 000	10 000	10 000	10 000
Taux d'occupation : (%)	79,05%	79,05%	79,05%	79,05%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	90 000,00	91 800,00	93 636,00	95 508,72
Total des recettes	90 000,00	91 800,00	93 636,00	95 508,72
dont subvention du partenaire « ……»	43 800,00	45 200,00	46 636,00	48 008,72

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MACC PAIN D'EPICE
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 229 — Amplitude d'ouverture par jour : 10,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 405

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 48 090

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 38 366

Taux d'occupation : 79,78%

Subvention des partenaires : 176 229,08 — Montant PS : 102 304,92

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	229	229	229	229
Amplitude d'ouverture par jour	10,5	10,5	10,5	10,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 405	2 405	2 405	2 405
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	48 100	48 100	48 100	48 100
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	45 420	45 420	45 420	45 420
Taux d'occupation : (%)	94,43%	94,43%	94,43%	94,43%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	393 407,16	398 105,68	402 866,48	407 690,47
Total des recettes	393 407,16	398 105,68	402 866,48	407 690,47
dont subvention du partenaire « ……»	174 305,76	177 187,48	180 131,48	182 684,47

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MACC PETITES POUSSES DU LAC
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 215 — Amplitude d'ouverture par jour : 15,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 3 333

Nombre de places contractualisées : 35
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 116 638

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 65 633

Taux d'occupation : 56,27%

Subvention des partenaires : 411 724,08 — Montant PS : 245 552,86

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	215	215	215	215
Amplitude d'ouverture par jour	15,5	15,5	15,5	15,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	3 333	3 333	3 333	3 333
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	35	35	35	35
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	116 655	116 655	116 655	116 655
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	65 633	65 633	65 633	65 633
Taux d'occupation : (%)	56,26%	56,26%	56,26%	56,26%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	711 236,21	722 706,31	734 378,26	746 255,83
Total des recettes	711 236,21	722 706,31	734 378,26	746 255,83
dont subvention du partenaire « ……»	392 494,75	401 339,53	410 386,16	418 982,08

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un nouvel établissement d'accueil du jeune enfant

DESCRIPTION

Nature de la structure (M. acc, crèche collective…)	*Multi-acceuil*
Nom de la structure :	Odette PILPOUL (BAF2)
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaire du Cej qui finance :	*Bordeaux*
Date d'ouverture :	

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	250	250
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur	0	0	2 875	2 875
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	0	0	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	0	0	172 500	172 500
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	0	0	140 000	140 000
Taux d'occupation : (%)	#DIV/0!	#DIV/0!	81,16%	81,16%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	0,00	0,00	1 080 000,00	1 101 600,00
Total des recettes	0,00	0,00	1 080 000,00	1 101 600,00
dont subvention du partenaire « ……»	0,00	0,00	422 000,00	436 600,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	MACC PITCHOUN BASTIDE
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 245 — Amplitude d'ouverture par jour : 12

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 940

Nombre de places contractualisées : 54
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 158 760

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 133 419

Taux d'occupation : 84,04%

Subvention des partenaires : 551 891,62 — Montant PS : 368 519,65

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	245	245	245	245
Amplitude d'ouverture par jour	12	12	12	12
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 940	2 940	2 940	2 940
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	54	54	54	54
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	158 760	158 760	158 760	158 760
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	133 419	133 419	133 419	133 419
Taux d'occupation : (%)	84,04%	84,04%	84,04%	84,04%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 164 259,33	1 183 290,86	1 202 660,50	1 222 374,56
Total des recettes	1 164 259,33	1 183 290,86	1 202 660,50	1 222 374,56
dont subvention du partenaire « ……»	517 257,26	530 952,03	544 984,91	558 028,02

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Macc Pitchoun Gambetta
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 245 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 818

Nombre de places contractualisées : 54
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 152 145

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 123 847

Taux d'occupation : 81,40%

Subvention des partenaires : 486 392,79 — Montant PS : 346 240,60

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	249	249	249	249
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 864	2 864	2 864	2 864
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	54	54	54	54
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	154 656	154 656	154 656	154 656
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	134 516	134 516	134 516	134 516
Taux d'occupation : (%)	86,98%	86,98%	86,98%	86,98%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 103 915,34	1 122 103,49	1 140 616,50	1 159 460,48
Total des recettes	1 103 915,34	1 122 103,49	1 140 616,50	1 159 460,48
dont subvention du partenaire « ……»	454 002,28	466 809,79	479 942,16	492 060,34

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Pitchoun Globe Trotteur
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 245 — Amplitude d'ouverture par jour : 11,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 818

Nombre de places contractualisées : 60
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 169 050

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 137 422

Taux d'occupation : 81,29%

Subvention des partenaires : 535 264,74 — Montant PS : 385 469,76

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	245	245	245	245
Amplitude d'ouverture par jour	11,5	11,5	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 818	2 818	2 818	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	60	60	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	169 080	169 080	169 080	169 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	137 422	137 422	137 422	137 422
Taux d'occupation : (%)	81,28%	81,28%	81,28%	81,28%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 210 760,40	1 230 452,80	1 250 493,81	1 270 889,97
Total des recettes	1 210 760,40	1 230 452,80	1 250 493,81	1 270 889,97
dont subvention du partenaire « ……»	568 290,26	582 485,78	597 029,91	610 554,97

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Pitchoun Quatre Saisons
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 245 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 695

Nombre de places contractualisées : 54
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 145 530

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 124 804

Taux d'occupation : 85,76%

Subvention des partenaires : 494 847,26 — Montant PS : 327 034,00

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	245	245	245	245
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 695	2 695	2 695	2 695
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	54	54	54	54
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	145 530	145 530	145 530	145 530
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	124 804	124 804	124 804	124 804
Taux d'occupation : (%)	85,76%	85,76%	85,76%	85,76%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	1 066 475,57	1 084 104,29	1 102 048,58	1 120 314,38
Total des recettes	1 066 475,57	1 084 104,29	1 102 048,58	1 120 314,38
dont subvention du partenaire « ……»	478 851,10	491 487,66	504 439,79	516 465,39

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Quai des bambins
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 223 — Amplitude d'ouverture par jour : 10,75

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 397

Nombre de places contractualisées : 30
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 69 911

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 56 317

Taux d'occupation : 80,56%

Subvention des partenaires : 255 447,79 — Montant PS : 150 408,16

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	222	222	222	222
Amplitude d'ouverture par jour	10,75	10,75	10,75	10,75
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 387	2 387	2 387	2 387
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	30	30	30	30
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	71 610	71 610	71 610	71 610
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	56 549	56 549	56 549	56 549
Taux d'occupation : (%)	78,97%	78,97%	78,97%	78,97%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	569 162,57	579 267,83	589 562,41	600 049,99
Total des recettes	569 162,57	579 267,83	589 562,41	600 049,99
dont subvention du partenaire « ……»	303 738,12	311 581,42	319 614,04	327 274,17

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Sablières
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 223 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 453

Nombre de places contractualisées : 25
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 61 325

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 47 638

Taux d'occupation : 77,68%

Subvention des partenaires : 257 628,69 — Montant PS : 128 088,68

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	27	27	27	27
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	68 310	68 310	68 310	68 310
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	51 916	51 916	51 916	51 916
Taux d'occupation : (%)	76,00%	76,00%	76,00%	76,00%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	519 760,00	527 821,94	536 021,80	544 362,08
Total des recettes	519 760,00	527 821,94	536 021,80	544 362,08
dont subvention du partenaire « ……»	276 366,75	282 352,07	288 475,30	294 219,80

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Saint-Augustin
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 222 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 442

Nombre de places contractualisées : 40
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 97 680

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 79 067

Taux d'occupation : 80,94%

Subvention des partenaires : 527 039,35 — Montant PS : 208 892,54

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	222	0	245	245
Amplitude d'ouverture par jour	11	0	11,5	11,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 442	0	2 818	2 818
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	40	0	60	60
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	97 680	0	169 080	169 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	79 067	0	145 850	145 850
Taux d'occupation : (%)	80,94%	#DIV/0!	86,26%	86,26%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	893 822,00	0,00	1 500 000,00	1 530 000,00
Total des recettes	893 822,00	0,00	1 500 000,00	1 530 000,00
dont subvention du partenaire « ……»	527 039,35	0,00	814 505,00	837 212,50

DESCRIPTIF DU PROJET

Flux de la crèche municipale St Augustin fermée pour destruction en septembre 2019 et reconstruction avec une réouverture prévue en septemnbre 2021 avec une capacité supplémentaire de 20 places (40 à 60 places) sous forme de concession

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Sainte-Colombe
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 222 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 442

Nombre de places contractualisées : 50
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 116 300

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 90 673

Taux d'occupation : 77,96%

Subvention des partenaires : 507 280,04 — Montant PS : 331 636,26

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	222	222	222	222
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 442	2 442	2 442	2 442
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	50	50	50	50
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	125 400	125 400	125 400	125 400
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	96 000	96 000	96 000	96 000
Taux d'occupation : (%)	76,56%	76,56%	76,56%	76,56%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	966 572,10	985 000,78	1 003 789,01	1 022 943,89
Total des recettes	966 572,10	985 000,78	1 003 789,01	1 022 943,89
dont subvention du partenaire « ……»	500 745,40	515 334,08	530 282,31	544 637,19

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Tralalayres
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 223 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 453

Nombre de places contractualisées : 12
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 29 436

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 22 582

Taux d'occupation : 76,72%

Subvention des partenaires : 107 246,30 — Montant PS : 64 912,29

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	223	223	223	223
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 453	2 453	2 453	2 453
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	12	12	12	12
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	29 436	29 436	29 436	29 436
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	23 214	23 214	23 214	23 214
Taux d'occupation : (%)	78,86%	78,86%	78,86%	78,86%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	225 277,51	229 040,89	232 872,10	236 772,45
Total des recettes	225 277,51	229 040,89	232 872,10	236 772,45
dont subvention du partenaire « ……»	108 023,24	110 858,06	113 760,71	116 500,36

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	HG Union St Bruno
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 215 — Amplitude d'ouverture par jour : 10,25

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 204

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 44 075

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 34 895

Taux d'occupation : 79,17%

Subvention des partenaires : 135 730,76 — Montant PS : 106 547,57

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	215	215	215	215
Amplitude d'ouverture par jour	10,25	10,25	10,25	10,25
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 204	2 204	2 204	2 204
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	20	20	20	20
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	44 080	44 080	44 080	44 080
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	34 895	34 895	34 895	34 895
Taux d'occupation : (%)	79,16%	79,16%	79,16%	79,16%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	294 240,60	299 576,26	305 013,15	310 553,22
Total des recettes	294 240,60	299 576,26	305 013,15	310 553,22
dont subvention du partenaire « ……»	133 025,70	136 965,56	141 006,65	144 801,97

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	VILLA PIA
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 234 Amplitude d'ouverture par jour : 10,5

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 457

Nombre de places contractualisées : puis 24 au 28/09/2018
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 58 968

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 55 451

Taux d'occupation : 94,04%

Subvention des partenaires : 118 834,76 Montant PS : 152 778,28

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	234	234	234	234
Amplitude d'ouverture par jour	10,5	10,5	10,5	10,5
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 457	2 457	2 457	2 457
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	24	24	24	24
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	61 008	61 008	61 008	61 008
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	56 000	56 000	56 000	56 000
Taux d'occupation : (%)	91,79%	91,79%	91,79%	91,79%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	386 637,00	394 368,00	399 722,00	410 300,00
Total des recettes	386 637,00	394 368,00	399 722,00	410 300,00
dont subvention du partenaire « ……»	127 917,00	133 408,00	136 522,00	144 300,00

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi Accueil

Nom de la structure : ARMAND FAULAT Occasionnel

Adresse : 1 Rue Bahr 33200 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 9

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 052

Nombre de places contractualisées : 18

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 36 936

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 27 304

Taux d'occupation : 73,92%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 179 352,30 montant PS : 54 691,40

Partenaire « ……» : montant subvention : PS MSA 5 190,57

DESCRIPTIF DU PROJET

199200087

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi Accueil

Nom de la structure : ARMAND FAULAT Régulier

Adresse : 1 Rue Bahr 33200 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :
collectivité territoriale Nom :
collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :
Nom : % de répartition :
Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 508

Nombre de places contractualisées : 38
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 95 304

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 78 359

Taux d'occupation : 82,22%

Subvention des partenaires :
Partenaire « ……» : montant subvention : 377 808,38 montant PS : 155 571,00
Partenaire « ……» : montant subvention : 1620,51 montant PS : MSA 480,50

DESCRIPTIF DU PROJET

200200205

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi Accueil

Nom de la structure : ARC EN CIEL

Adresse : Res du Lac Bat KB1 apt.951 bis 33300 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :
collectivité territoriale Nom :
collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :
Nom : % de répartition :
Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 280

Nombre de places contractualisées : 22
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 50 160

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 34 274

Taux d'occupation : 68,33%

Subvention des partenaires :
Partenaire « ……» : montant subvention : 229 104,07 montant PS : 105 259,05
Partenaire « ……» : montant subvention : - 20 412,83 PS MSA 418,75

DESCRIPTIF DU PROJET

199200105

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : LES ARGENTIERS

Adresse : 6 - 5 rue des Argentiers 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire :

Partenaires du Cej qui financent :
collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :
Nom : % de répartition :
Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 280

Nombre de places contractualisées : 10
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 22 800

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 19 504

Taux d'occupation : 85,54%

Subvention des partenaires :
Partenaire « ……» : montant subvention : 57 267,67 € montant PS : 50 947,58 €
Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS : 1 462,48 MSA

DESCRIPTIF DU PROJET

200600293

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : JARDIN D'ENFANTS BARREYRE

Adresse : 97 RUe Barreyre 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : Amplitude d'ouverture par jour :

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 464

Nombre de places contractualisées : 20

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 49 280

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 43 931

Taux d'occupation : 89,15%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 195 000,00 € montant PS : 83 000,00 €

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS : 5000 MSA

DESCRIPTIF DU PROJET

200700100

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : LA BENAUGE ocassionnel

Adresse : 7 6 9 RUE Raymond Poincaré 33 100 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 7

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 596

Nombre de places contractualisées : 14

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 22 344

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 17 863

Taux d'occupation : 79,95%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 156 158,51 € montant PS : 51 121,63 €

Partenaire « ……» : montant subvention : -37 403,56 € montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200096

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : CANAILLOUS cite renard

Adresse : BRASCASSAT

Gestionnaire : AGEAC

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 280

Nombre de places contractualisées : 12

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 27 360

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 26 179

Taux d'occupation : 95,68%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 74 000,00 montant PS : 71 819,31

Partenaire « ……» : montant subvention : 15344,177 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : CANAILLOUS LAFFITEAU

Adresse : 13 rue Laffiteau 33 800 BORDEAUX

Gestionnaire : Association AGEAC CSF Canaillous

Partenaires du Cej qui financent :
collectivité territoriale Nom :
collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :
Nom : % de répartition :
Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 266 Amplitude d'ouverture par jour : 10,53

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 801

Nombre de places contractualisées : 20
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 56 020

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 40 508

Taux d'occupation : 72,31%

Subvention des partenaires :
Partenaire « ……» : montant subvention : 126 000,00 € montant PS : 98 631,05 €
Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS : 32098,45

DESCRIPTIF DU PROJET

200500164

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : CAPUCINE Occasionnel

Adresse : 65 rue des Douves

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 220 Amplitude d'ouverture par jour : 9

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 052

Nombre de places contractualisées : 13

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 26 676

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 13 434

Taux d'occupation : 50,36%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 132 548,39 montant PS : 37 545,53

Partenaire « ……» : montant subvention : -35 363,08 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200024

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : CHARTRONS Occasionnel

Adresse : 64 rue de Leybardie 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 280

Nombre de places contractualisées : 25

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 57 000

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 40 526

Taux d'occupation : 71,10%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 221 506,25 € montant PS : 93 598,43 €

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS : 2 440,82 MSA

DESCRIPTIF DU PROJET

199200093

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : CHARTRONS

Adresse : 64 rue de Leybardie 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 508

Nombre de places contractualisées : 60

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 150 480

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 118 175

Taux d'occupation : 78,53%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 435 232,03 € montant PS : 269 213,55 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 15430,45 montant PS : 2831,77 MSA

DESCRIPTIF DU PROJET

199200048

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : EVEILLEZ LES BEBES

Adresse : 4 rue François Daunes 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire :

Partenaires du Cej qui financent :
collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :
Nom : % de répartition :
Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 233 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 563

Nombre de places contractualisées : 30
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 76 890

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 57 243

Taux d'occupation : 74,45%

Subvention des partenaires :
Partenaire « ……» : montant subvention : 230 000,00 € montant PS : 113 682,11 €
Partenaire « ……» : montant subvention : 53760 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

20020091

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : GASPARD PHILIPPE

Adresse : 11 rue Gaspard Philippe 33 800 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 508

Nombre de places contractualisées : 36

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 90 288

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 66 230

Taux d'occupation : 73,35%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 349 858,93 € montant PS : 168 956,83 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 31196,57 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200063

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : JARDIN D'ENFANTS BARREYRE

Adresse : 97 Rue Barreyre 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 224 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 464

Nombre de places contractualisées : 16

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 39 424

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 32 777

Taux d'occupation : 83,14%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 131 200,00 € montant PS : 76 600,00 €

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200700324

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : JARDIN DE L'EAU VIVE

Adresse : 5 rue des Noviciats 33 800 BORDEAUX

Gestionnaire : Association Petite Enfance et Famille

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 199 Amplitude d'ouverture par jour : 6,94

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 381

Nombre de places contractualisées : 18

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 24 858

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 16 817

Taux d'occupation : 90,88%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 191 573,00 € montant PS : 48 821,45 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 3607 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200812

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : JARDIN D'ENFANTS HAUSSMANN

Adresse : 97 rue Barreyre 33 300 BORDEAUX

Gestionnaire :

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 9,75

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 223

Nombre de places contractualisées : 12

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 26 676

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 26 676

Taux d'occupation : 100,00%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 113 103,35 € montant PS : 68 503,90 €

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200500163

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : JEAN MARQUAUX

Adresse : 208 Cours de l'Argonne 33 800 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 226 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 486

Nombre de places contractualisées : 18

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 44 748

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 36 726

Taux d'occupation : 82,07%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 175 200,00 € montant PS : 87 600,00 €

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200700102

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : L'ESCALE DES BAMBINS

Adresse : 95 rue des Tondu 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : Association la Pouponnière du Centre

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 246 Amplitude d'ouverture par jour : 10,5

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 583

Nombre de places contractualisées : 29

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 74 907

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 46 026

Taux d'occupation : 61,71%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 45 000,00 € montant PS : 100 761,17 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 61492,81 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200300386

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : LA COCCINELLE

Adresse : 502 AVENUE DE Lattre de Tassigny 33 200 BORDEAUX

Gestionnaire : Association La Coccinelle

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 225,02 Amplitude d'ouverture par jour : 10,75

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 419

Nombre de places contractualisées : 21

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 50 799

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 41 438

Taux d'occupation : 81,57%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 200 000,00 € montant PS : 68 211,92 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 24727,48 montant PS : 2585,12 MSA

DESCRIPTIF DU PROJET

200200177

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : La POUPONNIERE

Adresse : 144 rue Manon Cormier 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : Association la Pouponnière du Centre

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 238 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 618

Nombre de places contractualisées : 16

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 41 888

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 39 245

Taux d'occupation : 94,17%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 90 500,00 € montant PS : 76 712,54 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 29729,98 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200200027

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : SOURIS VERTE

Adresse : 23 rue Gouffrand

Gestionnaire : Foyer Fraternel

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 152

Nombre de places contractualisées : 17

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 19 584

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 13 227

Taux d'occupation : 67,54%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 67 240,00 montant PS : 36 950,66

Partenaire « ……» : montant subvention : 24 802,00 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : MAISON SOLEIL

Adresse : 30 rue de Chateauneuf 33 100 BORDEAUX

Gestionnaire : Association Petite Enfance et Famille

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 219 Amplitude d'ouverture par jour : 6,15

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 347

Nombre de places contractualisées : 20

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 26 940

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 24 572

Taux d'occupation : 91,26%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 175 508,00 € montant PS : 45 229,40 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 34678 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200817

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : MIRASSOU

Adresse : 35 rue Roger Mirassou

Gestionnaire : SAS Evancia Babilou

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 229 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 290

Nombre de places contractualisées : 50

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 114 500

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 84 581

Taux d'occupation : 73,87%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 273 316,02 montant PS : 175 974,86

Partenaire « ……» : montant subvention : 41207,61 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : NUAGE BLEU

Adresse : 3 rue Samuel Kirsz res Québec apt 2

Gestionnaire : Association Nuage bleu

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 222 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 346

Nombre de places contractualisées : 7

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 9 422

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 6 914

Taux d'occupation : 73,38%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 16 475,00 montant PS : 9 878,00

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200709

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : MAISON DES ENFANTS

Adresse : 64 rue Magendie 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : Association Petite Enfance et Famille

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 210 Amplitude d'ouverture par jour : 5,89

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 237

Nombre de places contractualisées : 35

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 43 295

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 27 563

Taux d'occupation : 82,95%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 265 658,00 € montant PS : 76 637,70 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 41 554,00 € montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : CACHE CACHE (Ornano)

Adresse : 300 rue d'Ornano 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : Amplitude d'ouverture par jour :

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 508

Nombre de places contractualisées : 20

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 50 160

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 39 501

Taux d'occupation : 78,75%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 193 323,10 € montant PS : 70 641,20 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 10054,61 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200060

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : Pitchoun Bastide

Adresse : 16 rue de nuits

Gestionnaire : Pitchoun

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : ? Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 3 261

Nombre de places contractualisées : 30

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 97 860

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 71 925

Taux d'occupation : 73,50%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 270 000,00 montant PS : 192 767,96

Partenaire « ……CG……» : montant subvention : 23420,13 montant PS : 103349,77

DESCRIPTIF DU PROJET

200900523

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : PITCHOUN CAUDERAN

Adresse : 152 avenue Charles de Gaulle 33 200 BORDEAUX

Gestionnaire : Association PITCHOUN

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 251 Amplitude d'ouverture par jour : 11,25

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 824

Nombre de places contractualisées : 60

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 169 440

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 141 368

Taux d'occupation : 83,43%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 383 000,00 € montant PS : 272 466,44 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 23395,66 montant PS : 2063 MS

DESCRIPTIF DU PROJET

20100034

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : GAMBETTA

Adresse : 34 PLACE GAMBETTA

Gestionnaire : PITCHOUN

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : ? Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 824

Nombre de places contractualisées : 42

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 118 608

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 100 344

Taux d'occupation : 84,60%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 267 000,00 montant PS : 198 263,07

Partenaire « ……» : montant subvention : -2474,97 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : Pitchoun 4 saisons

Adresse : 8 rue jean odin

Gestionnaire : Pitchoun

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 242 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 671

Nombre de places contractualisées : 36

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 94 356

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 90 391

Taux d'occupation : 95,80%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 230 000,00 montant PS : 170 857,71

Partenaire « ……» : montant subvention : -1269,13 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200300253

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : PTIT BOUT CHOU

Adresse : 70 RUE MONDENARD 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : Association PTIT BOUT CHOU

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 508

Nombre de places contractualisées : 35

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 87 780

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 72 884

Taux d'occupation : 83,03%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 140 000,00 € montant PS : 138 785,48 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 45 117,00 € montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : LES PTITS BOUCHONS

Adresse : 8 bis rue des Palanques 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : Association Les Ptits Bouchons

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 223,02 Amplitude d'ouverture par jour : 11,25

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 509

Nombre de places contractualisées : 60

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 150 540

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 133 237

Taux d'occupation : 88,51%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 200 000,00 € montant PS : 267 727,05 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 11405 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

200200236

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : ST AUGUSTIN

Adresse : 46 Cité de l'Eglise 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 228 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 508

Nombre de places contractualisées : 40

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 100 320

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 77 691

Taux d'occupation : 77,44%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 284 313,04 € montant PS : 143 463,31 €

Partenaire « ……» : montant subvention : 21765,37 montant PS : 10410,82 MSA

DESCRIPTIF DU PROJET

199200039

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : SAINTE COLOMBE

Adresse : 2/4 rue Sainte Colombe

Gestionnaire : MAIRIE DE BORDEAUX

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 225 Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 250

Nombre de places contractualisées : 40

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 90 000

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 75 190

Taux d'occupation : 83,54%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 250 472,03 montant PS : 155 411,79

Partenaire « ……» : montant subvention : montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : UNION SAINT BRUNO

Adresse : 49 rue Brizard

Gestionnaire : Union St Bruno

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom : Bordeaux

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 215 Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an : 1 995

Nombre de places contractualisées : 20

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 39 900

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 28 688

Taux d'occupation : 71,90%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 45 000,00 montant PS : 60 135,42

Partenaire « ……» : montant subvention : 2 450,00 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

199200588

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant maintenu

DESCRIPTION

Nature : Multi accueil

Nom de la structure : VILLA PIA

Adresse : 52 rue des Treuils 33 000 BORDEAUX

Gestionnaire :

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Date d'ouverture :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 234 Amplitude d'ouverture par jour : 10,5

Nombre d'heures d'ouverture par an : 2 457

Nombre de places contractualisées : 23

(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* 56 511

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 54 639

Taux d'occupation : 96,69%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant s 98000 montant PS : 132 487,30 €

Partenaire « ……» : montant s 37166,32 montant PS : 2168,25

DESCRIPTIF DU PROJET

200200185

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	Micro-crèche
Nom de la structure :	Micro-crèche Georges Mandel
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 230 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 530

Nombre de places contractualisées : 5
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 12 265

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 10 067

Taux d'occupation : 82,08%

Subvention des partenaires : 61 928,03 — Montant PS : 28 801,85

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 530	2 530	2 530	2 530
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	5	5	5	5
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	12 650	12 650	12 650	12 650
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	10 067	10 067	10 067	10 067
Taux d'occupation : (%)	79,58%	79,58%	79,58%	79,58%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	110 425,89	112 242,68	114 091,90	115 974,14
Total des recettes	110 425,89	112 242,68	114 091,90	115 974,14
dont subvention du partenaire « ……»	63 711,46	65 125,58	66 572,11	67 951,01

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	
Nom de la structure :	Micro-crèche Lucien Faure
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 141 — Amplitude d'ouverture par jour : 10

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 1 410

Nombre de places contractualisées : 10
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 14 100

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 8 702

Taux d'occupation : 61,72%

Subvention des partenaires : 83 594,40 — Montant PS : 30 963,24

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	230	230	230	230
Amplitude d'ouverture par jour	10	10	10	10
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 300	2 300	2 300	2 300
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	10	10	10	10
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	23 000	23 000	23 000	23 000
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	18 634	18 634	18 634	18 634
Taux d'occupation : (%)	81,02%	81,02%	81,02%	81,02%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	248 142,00	252 769,38	257 485,95	262 293,47
Total des recettes	248 142,00	252 769,38	257 485,95	262 293,47
dont subvention du partenaire « ……»	161 779,56	165 661,58	169 632,79	173 508,61

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un établissement d'accueil du jeune enfant existant
maintenu ou développé

DESCRIPTION

Nature :	Micro-crèche
Nom de la structure :	Micro-crèche Lucilann
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture : 230 — Amplitude d'ouverture par jour : 11

Nombre d'heures d'ouverture par an conformément au règlement intérieur de la structure : 2 530

Nombre de places contractualisées : 9
(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)

Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)* : 23 067

Activité

Nombre d'heures enfants 0/6ans : 20 759

Taux d'occupation : 89,99%

Subvention des partenaires : 92 335,18 — Montant PS : 67 979,43

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	233	233	233	233
Amplitude d'ouverture par jour	11	11	11	11
Nombre d'heures d'ouverture par an	2 563	2 563	2 563	2 563
Nombre de places contractualisées : *(donnée saisie sous Sias Cej dans les données d'activité « nombre de places Pmi »)*	9	9	9	9
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	23 067	23 067	23 067	23 067
Prévisions d'activité				
Nombre d'heures enfants 0/6 ans	20 759	20 759	20 759	20 759
Taux d'occupation : (%)	89,99%	89,99%	89,99%	89,99%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	181 651,78	184 778,32	187 962,33	191 204,90
Total des recettes	181 651,78	184 778,32	187 962,33	191 204,90
dont subvention du partenaire « ……»	80 208,62	82 504,80	84 858,45	87 063,07

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'une fonction de coordination existante
maintenue ou développée

DESCRIPTION

Nature	Coordination
Personne(s) chargée(s) de la coordination	
Missions principales	A COMPLETER

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale	Nom :	Ville de Bordeaux
collectivité territoriale	Nom :	

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :
Nom : % de répartition :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'équivalents temps plein : 12,00

Partenaire « …….» : montant subvention : 637 602,62

	Année 1 **2019**	Année 2 **2020**	Année 3 **2021**	Année 4 **2022**
Capacité théorique				
Nombre d'équivalents temps plein	12,00	12,00	12,00	12,00
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	662 804,70	674 825,94	687 176,75	699 711,61
Total des recettes	662 804,70	674 825,94	687 176,75	699 711,61
dont subvention du partenaire « ……»	662 804,70	674 825,94	687 176,75	699 711,61
dont subvention du partenaire « ……»				

DESCRIPTIF DU PROJET

1 ETP coordination générale de la petite enfance (Stéphanie Montarou)
4 ETP de coordination territoriale de la petite enfance (Vanessa Stchogoleff, Sylvie Dumas, Karine Paunom, Anabelle Flament)
1 ETP éveil culturel (Mylène Gaonac'h)
1 ETP accueil et information des familles (Nathalie Linquier)
1 ETP coordination familles et parentalité (Nathalie Roux)
1 ETP accompagnement des associations et DSP (Robin Bernard)
1/2 ETP coordination de la qualité petite enfance (Françoise Fontiche)
1/2 ETP coordination CTG (Marianne Diop)
4 *0,5 ETP coordination DSU/AVS (Bruno Bertrand, Katia Beyris, Mathieu Deliège, Frédéric Régi)

Annexe 4 : Les prix plafonds

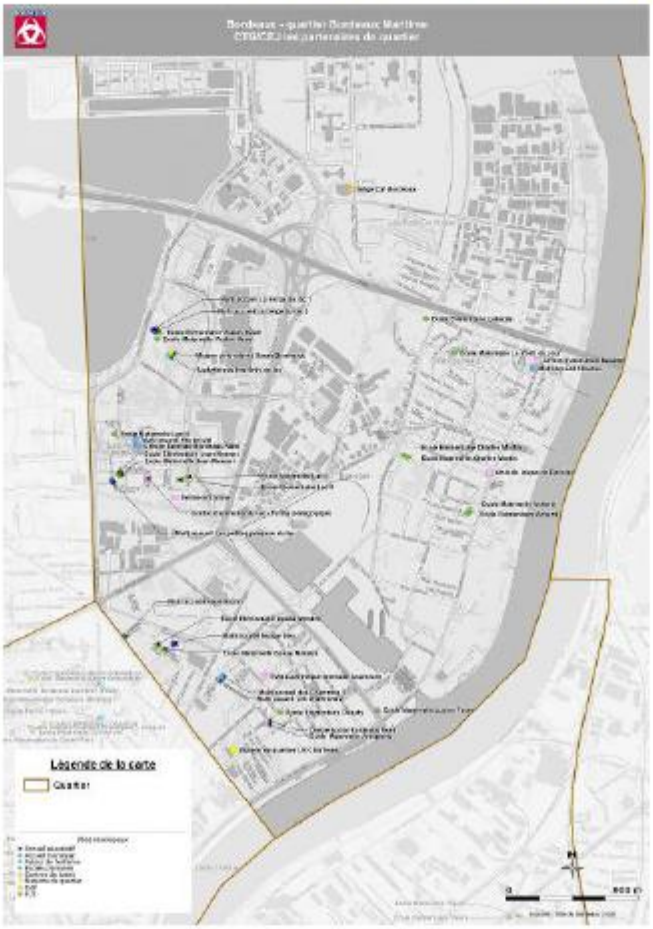
ACCUEIL ENFANCE	**PRIX PLAFONDS (en €)**
Accueil collectif [2]0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Accueil familial[3]et parental *0 – moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Micro crèche* 0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Relais assistants maternels	44 254 €/ an et par ETP de fonctionnement
Lieu d'accueil enfants-parents	59,46 €/heure d'ouverture
Ludothèques	20€/ heure d'ouverture
PILOTAGE ENFANCE	
Poste de coordination	48 000€:/ETP
Ingénierie	55% du coût de l'action dans la limite des 85/15
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
ACCUEIL JEUNESSE	
Accueil de losirs vacances été	4€/ heure enfant
Accueil périscolaire	3€/ heure enfant
Séjour vacances été	40€/ journée enfant
Séjour petites vacances	40€/ journée enfant
Camp adolescents	40€/ journée adolescent
Accueil jeunes déclaré Ddcs	4€/ heure jeune
PILOTAGE JEUNESSE	
Poste de coordination	48 000€:/ETP
Formation Bafa, BAfd	1600 € : Stagiaire
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
Ingénierie	55% du coût de l'action dans la limite des 85/15

[2] Relevant de l'article R2324-17 du code de la Santé Publique.
[3] Relevant de l'article R2324-17 du code de la Santé Publique.

Annexe 5 : Le diagnostic

L’année 2019 est marquée par trois renouvellements importants dans le partenariat entre la Ville de Bordeaux et la Caf de la Gironde. En effet, au-delà du renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse, l’ensemble des agréments des centres sociaux et espaces de vie sociale se renouvellent. Vingt-quatre structures réalisent un diagnostic partagé par quartier et sous-quartiers de la Ville. Ils complètent les premiers éléments de diagnostic réalisés par la Caf et la Ville (analyse jointe par quartier ci-dessous) et mettent en mouvement tous les acteurs des territoires, dont les habitants. Toute cette dynamique s’inscrit au profit du renouvellement de la Convention Territoriale Globale qui sera signée au cours du premier semestre 2020.

1. BORDEAUX MARITIME



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Des projets urbains d'envergure font de Bordeaux Maritime le quartier avec la plus forte dynamique démographique et donc une évolution importante des effectifs petite-enfance et enfance-jeunesse.
C'est aussi un territoire assez mixte avec une part importante de familles en situation de forte vulnérabilité.

OFFRE SUR LE QUARTIER :

Le Lac : le centre d'animation Sarah Bernahrdt et le centre d'animation Bordeaux Lac et l'association Urban Vibrations School

Bacalan : Centre d'animation Bacalan, Amicale Laïque Bacalan et le Kfé des Familles.

Le projet « Parcours de vie – Parcours Citoyen », vise à accompagner le public tout au long de la vie avec une approche globale. Ce projet est porté conjointement avec le REP + Blanqui, les opérateurs locaux et la ville.

Bassins à Flots : le centre socioculturel Bordeaux Nord, l'EVS Chantelude et le Kfé des Familles. Plus récemment deux acteurs ont reporté leurs activités sur les BAF : l'US Chartrons et Génération Dupaty

- De nouvelles associations contribuent à favoriser le lien social : Ricochet Sonore, les halles de Bourbon du coté St Louis et Vivons Ensemble sur les BAF.
- De nombreux acteurs associatifs sont prêts à investir les BAF (Centre Social Bordeaux Nord, Chantelude, Amicale Laïque de Bacalan…). Les moyens matériels (lieux « flex », bureaux…) et financiers conditionnent leurs interventions.

Chartrons Saint Louis : Le projet « Vivre Ensemble », à travers l'investissement et l'optimisation des espaces publics vise à associer les habitants et les opérateurs locaux dans une démarche de coconstruction. Ce projet est porté par le « Cotec Chantecrit » dons les principaux opérateurs sont le Centre Social Bordeaux Nord, l'EVS Chantelude, Ricochet Sonore et la ville.

Une présence forte des bailleurs sociaux sur certains des quartiers de Bordeaux Maritime (Aubiers et Bacalan notamment) sur lesquels ils se positionnent comme des partenaires importants dans les projets avec les habitants.

1. BORDEAUX MARITIME

Situation sociale du quartier



Quartier 1 : Bordeaux Maritime

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filease, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 1 : Bordeaux Maritime	0201-0204 Bacalan	0301 303 313 Bassins à flot	101 et 103 Le lac
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	4 070	1 357	1 524	1 189
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	29,4%	35,3%	19,6%	45,4%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 695	558	669	468
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	41,6%	41,1%	43,9%	39,4%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	32,7%	41,6%	18,2%	48,1%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	1744	626	527	591
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	46,3%	50,3%	34,5%	49,7%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	32,2%	36,9%	23,0%	39,7%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 099 €	1 043 €	1 217 €	989 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	1535	524	533	478
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	28,1%	35,8%	11,3%	43,5%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	3535	1194	1152	1189
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	33,50%	41,47%	17,08%	44,98%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1826	590	676	560
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	27,6%	27,2%	17,0%	44,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	701	222	265	214
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	7470	2449	3360	1661
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	20,7%	22,5%	27,4%	4,8%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	38,4%	65,4%	26,2%	32,4%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	26,9%	34,5%	15,8%	32,6%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	112,0%	358,4%	58,0%	43,0%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	2460	788	830	842
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	60,4%	58,1%	54,5%	70,8%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	13,2%	19,7%	15,8%	4,5%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	49,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		60,59%			

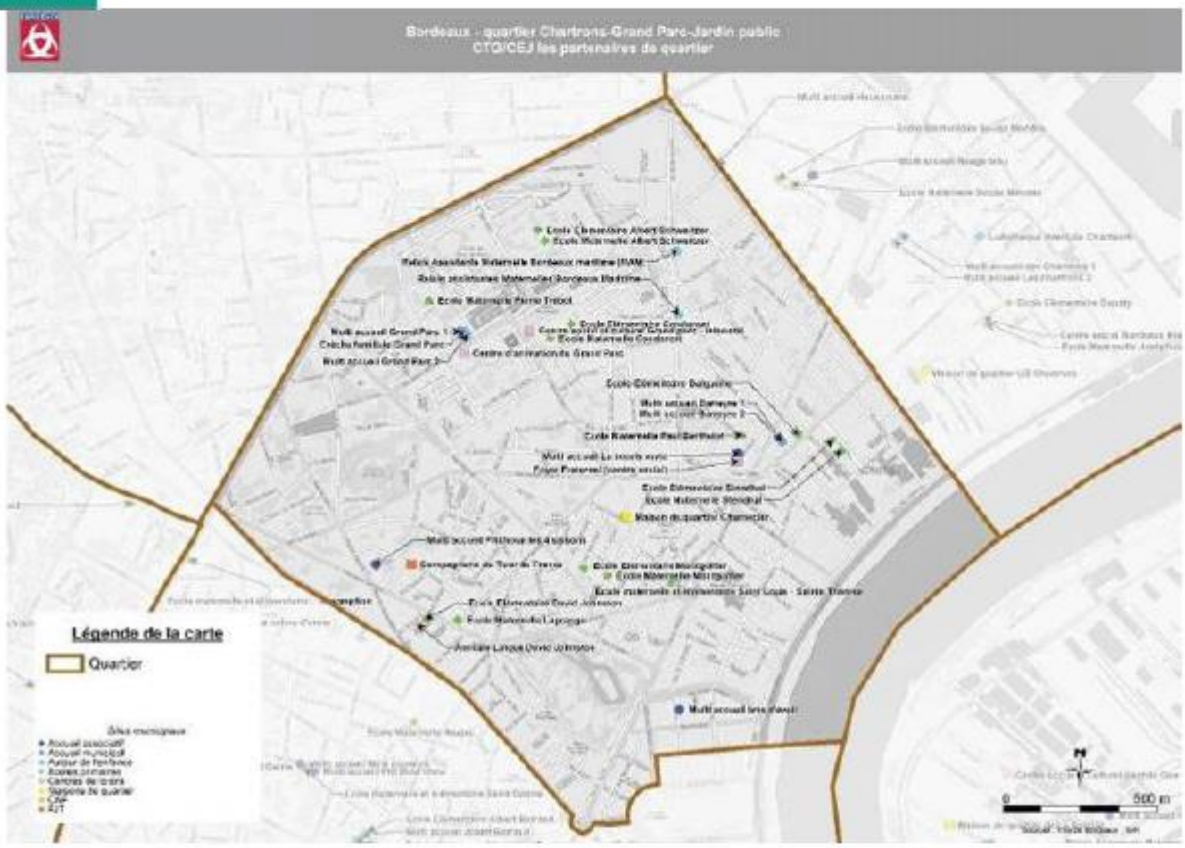
INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

Un quartier familial :
Le quartier Bordeaux Maritime est le quartier de Bordeaux où il y le plus grand nombre de familles allocataires (4070) et le 3ème quartier en nombre d'allocataires (4070).
De plus, une très forte progression du nombre d'allocataires depuis 2013 (+ **46 %**) et de familles allocataires (**+29 %**) est observable. Des projets urbains d'envergure expliquent ces évolutions.

Un quartier de plus en plus jeune :
Le quartier Bordeaux Maritime représente 20 % de l'effectif des 0-5 ans de la ville de Bordeaux.
Les évolutions du nombre de 0-17 ans ans sont fortes sur le quartier (entre 28 % et 35 %), en particulier sur le sous-territoire du Lac (Ginko) et de Bacalan. La part des 0-17 ans vivant dans une famille à bas revenus est élevée sur le quartier notamment sur le sous-territoire du Lac et de Bacalan (plus d'un enfant sur deux pour les 12-17 ans).
La part des 0-17 ans vivant dans une famille monoparentale du quartier (de 22 % pour les 0-2 ans à 47 % pour les 12-17 ans) est supérieure à la moyenne de la ville notamment sur le Lac et Bacalan.
Le quartier Bordeaux Maritime représente 7 % des 18-24 ans de Bordeaux (Insee). Ils sont particulièrement nombreux sur le sous-territoire Bassins à Flot.
Le taux de scolarisation est bas sur le quartier, particulièrement sur les sous-territoires du Lac et de Bacalan.

Un quartier avec une part importante et en croissance de population vulnérable :
Le quartier Bordeaux Maritime est le 3ème quartier en nombre d'allocataire avec une **aide logement.**
L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement est très forte et est très ciblée sur Le Lac, une partie de Bacalan et de Bassin à Flot.
La part des étudiants est moins importante sur Bordeaux Maritime que sur l'ensemble de la ville, elle est notamment faible sur le sous-territoire du Lac mais connaît une forte augmentation sur les Bassins à Flots suite à l'installation de structures d'enseignement supérieur.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement est élevée sur le quartier (6 familles allocataires sur 10 ont une aide au logement), en particulier sur le sous-territoire des Aubiers et Bacalan. Il est à noter qu'aucun IRIS du quartier n'est en dessous des 50 %.
L'évolution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide logement est très forte sur le quartier, en particulier sur l'IRIS Ginko et 202 sur Bacalan. Trois IRIS sont en baisse : 203 et 204 sur Bacalan et 313 sur Bassins à Flot.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement habitant dans le parc public est très élevée sur Bordeaux Maritime (plus de 80 %) et bien supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux (97 % des familles bénéficiaires d'une aide au logement sur les Aubiers).
La part des familles allocataires à bas revenus est très élevée sur Bordeaux Maritime (près d'une famille allocataires sur deux) et bien supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux. Quatre IRIS connaissent un taux de familles allocataires à bas revenus supérieur à 50 % : les Aubiers, et trois IRIS sur quatre à Bacalan.
La part des familles dépendante de la Caf pour plus de la moitié de leurs revenus est élevée sur Bordeaux Maritime (près d'un tiers des familles allocataires) et supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux. Ce taux est particulièrement important sur trois IRIS : les Aubiers, 201 et 204 sur Bacalan.
La Médiane RUC confirme la fragilité économique d'une proportion importante de la population sur le quartier avec trois IRIS inférieur à 1000 euros : les Aubiers, 201 et 204 sur Bacalan.
La part des familles allocataires bénéficiaires du RSA est également supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux. Des écarts sont à noter entre les sous-territoires du simple au double entre le Lac et Bacalan d'un côté et les Bassins à Flots de l'autre (même si en volume il n'y a pas de grandes différences). Ce taux dépasse les 30 % sur les IRIS 201 et 204 de Bacalan. La plus forte progression de bénéficiaires de Rsa est sur le sous-territoire Bacalan, en particulier l'IRIS 202 (+ 65 %).

2. CHARTRONS – GRAND PARC – JARDIN PUBLIC



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Un quartier très contrasté entre les sous-territoires Jardin Public et Grand Parc (QPV). Le sous-territoire Chartrons est plutôt intermédiaire avec des différences selon les IRIS. Le Grand Parc est le sous-territoire qui accueille la majorité du public vulnérable du quartier : une forte précarité du milieu familial des enfants, des familles à bas revenus logées dans le parc public, une population impactée par l'exclusion numérique et l'isolement des seniors.

Des nouveaux logements sont prévus : 607 logements pour les secteurs Tivoli-Rivière en 2019 et Grand Parc d'ici 2022.

OFFRE SUR LE QUARTIER :

Grand Parc : Centre d'animation Grand Parc, centre socioculturel Grand Parc

Chartrons : le Foyer Fraternel

Sur le **Jardin Public** pas de structure AVS présente notamment parce que ce territoire aux vues des données n'apparait pas prioritaire, mais présence de la Maison de quartier Chantecler, et l'Amicale Laïque David Johnston qui assurent des activités sportives, culturelle et de loisir pour les enfants (APS/ALSH).

2. CHARTRONS – GRAND PARC – JARDIN PUBLIC



Situation sociale du quartier

Quartier 2 : Jardin public Chartrons

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filease, PP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 2 : Jardin public Chartrons	0302+309+311+312 Chartrons	0305-308 Grand Parc	601 à 603 + 310 Jardin public
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	3 173	929	1 465	779
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-3,6%	-9,1%	2,8%	-7,9%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 186	301	693	192
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	37,4%	32,4%	47,3%	24,6%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,8%	-21,4%	6,9%	-13,7%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	1245	254	837	154
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	39,3%	26,5%	58,6%	19,8%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	26,1%	16,0%	41,5%	10,3%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 242 €	1 582 €	949 €	2 259 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	1085	359	465	261
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-5,8%	4,1%	-10,4%	-9,4%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	2964	789	1395	720
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	0,83%	-8,04%	8,31%	-1,68%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1610	397	765	448
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	5,0%	-7,0%	15,7%	1,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	501	112	264	105
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	6355	2432	2549	1374
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	25,8%	40,3%	5,1%	38,4%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-5,9%	-8,0%	-0,1%	-11,9%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-8,1%	-27,3%	3,4%	-29,0%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	-4,0%	-7,0%	-4,8%	2,1%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	1537	287	1096	154
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	48,4%	30,9%	74,8%	19,8%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	15,1%	34,1%	3,5%	62,3%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	77,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		80,92%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES, ELEMENTS DE CONTEXTE

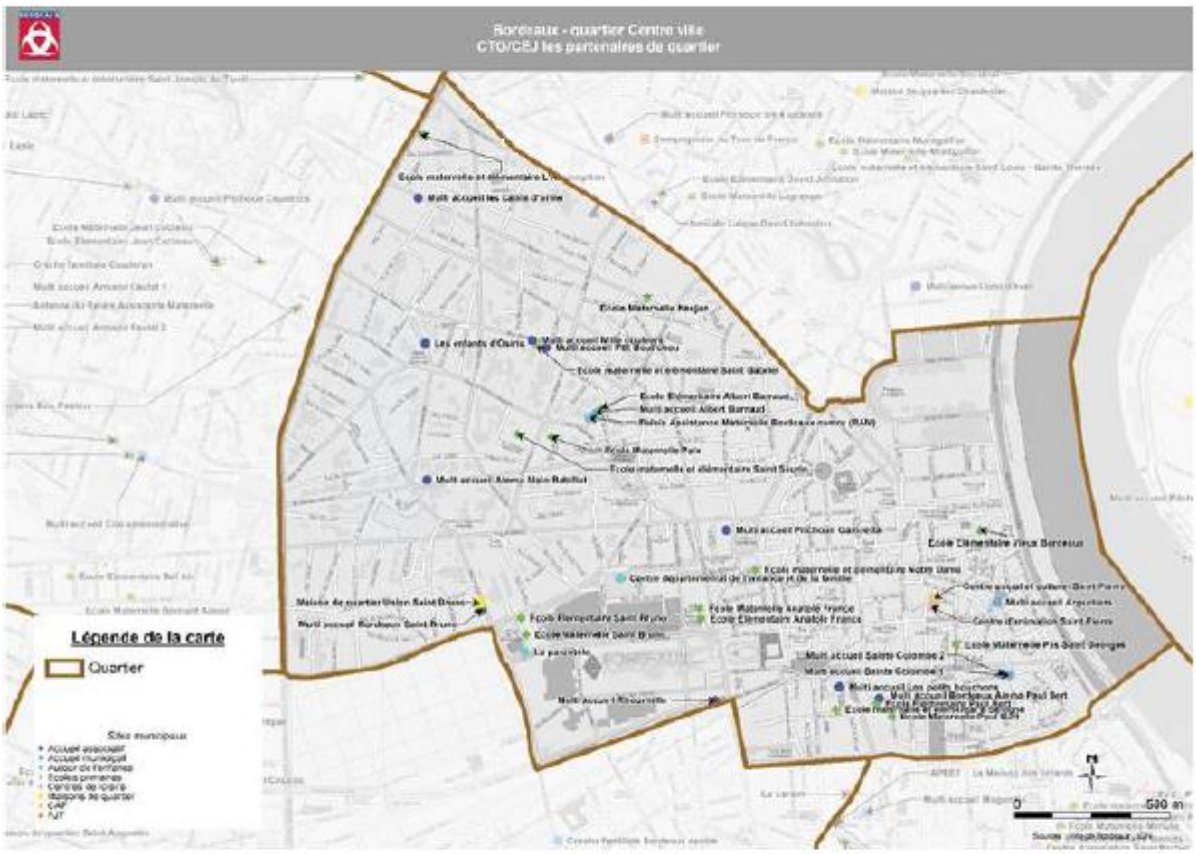
Un quartier assez familial :
Le quartier Chartrons, Jardin Public, Grand Parc est le 3ème quartier de Bordeaux en nombre de familles allocataires (3173) et le 4ème quartier en nombre d'allocataires (9155).
Le sous-territoire du Grand Parc a une évolution positive du nombre d'allocataires (+6%) et de familles allocataires (+3%) alors qu'elle est négative sur le quartier Chartrons (- 9%) et Jardin public (-8%).
La part des familles monoparentales allocataires de la Caf est légèrement supérieure à celle de la ville de Bordeaux. Cela s'explique surtout par le taux très élevé du sous-territoire Grand Parc.

L'évolution du nombre des enfants 0-5 ans est fortement négative sur tout le quartier sauf sur les Chartrons, par contre une évolution fortement positive des 6-17 ans sur le Grand Parc est à souligner.
Une forte précarité du milieu familial des enfants de tout âge dans le sous- territoire du Grand Parc.

Une part de familles modestes importantes surtout sur le Grand Parc dont une grande partie occupe un logement dans le parc public.
L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement est négative sur le quartier, sur chaque sous-territoire l'effectif est en baisse.
La part des étudiants est moins importante que sur l'ensemble de la ville, cela est surtout lié à la faible part sur le sous-territoire Grand Parc.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement est élevée sur le quartier (près de la moitié des familles allocataires ont une aide au logement), surtout sur le sous-territoire Grand Parc.
Seul le sous-territoire Grand Parc connait une évolution positive de l'évolution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide logement car la tendance du quartier est plutôt en baisse.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement habitant dans le parc public est très élevée (plus de 80 %) et bien supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux (93,7 % des familles bénéficiaires d'une aide au logement sur Grand Parc).

Quartier de contraste entre les revenus parmi les plus élevés de Bordeaux en moyenne (Jardin Public) et les plus bas (Grand Parc). Forte précarité sur le sous-territoire Grand Parc (quartier politique de la ville).
La part des familles allocataires à bas revenus est légèrement supérieure à la moyenne de la ville en lien au fort taux du sous-territoire Grand Parc. Même constat pour les familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs revenus, la part de familles bénéficiaires du RSA et celles bénéficiaires de la prime d'activité.
Concernant l'évolution des bénéficiaires RSA, seul le Grand Parc est en hausse et de façon importante pour les deux autres sous-territoires l'effectif est en baisse.
La Médiane RUC est inférieure à celle de la ville de Bordeaux mais de fortes disparités sont observables entre sous-territoires : la médiane RUC de jardin public est plus que deux fois supérieure que celle du Grand Parc.

3.BORDEAUX CENTRE



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

C'est un quartier qui reste privilégié, quant aux marqueurs de fragilité bordelais, mais le secteur St Pierre concentre les scores les plus importants en vulnérabilité, même si c'est sur le secteur Boulevard qu'habitent le plus de familles.

Offre sur le quartier

Centre d'animation St Pierre

Centre socioculturel Paul Bert

Union St Bruno

Quartier 3 : Bordeaux centre

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Fileasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 3 : Bordeaux centre	604 - 608 + 1001 + 1002 centre boulevard	0501-0505 + 508 St Pierre	0507-0508 Quinconces
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	2 725	1 628	810	287
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-2,7%	-2,57%	-2,2%	-4,7%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	768	362	325	81
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	28,2%	22,20%	40,1%	28,2%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-11,3%	-18,47	2,5%	-22,9%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	654	310	301	43
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	23,8%	19%	33,0%	25,1%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	15,2%	11,75%	23,7%	8,0%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 889 €	2 189 €	1 383 €	2 068 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	893	544	256	93
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-3,3%	6,90%	-18,7%	-8,8%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	2389	1529	636	224
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	0,79%	1,22%	3,23%	-8,21%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1615	1077	377	161
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	2,3%	6,20%	1,1%	9,5%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	461	287	130	44
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	10139	3193	5771	1175
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	47,8%	41%	50,7%	51,7%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-11,2%	-8,40%	-11,4%	-10,8%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-21,0%	-27,20%	-13,0%	-27,6%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	-12,0%	1,30%	-16,0%	-17,6%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	629	259	307	63
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	23,1%	15,90%	39,0%	22,2%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	69,2%	73,40%	65,5%	71,4%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	88,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		90,48%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

On note une présence majoritaire des familles sur le secteur Boulevards (6 familles sur 10) avec une forte présence des enfants 0-2 ans et 3-5 ans. Si l'évolution de la population familles allocataires et des enfants 0-2 ans sur le quartier est négative le taux d'évolution des 0-2ans est quand même en forte progression sur le secteur des Boulevards. Si les familles et les enfants 0-2 ans sont moins présents à St Pierre (- 16% d'enfants 0-2 ans, -5.1% enfants 3-5 ans), c'est sur ce secteur que la part des familles monoparentales atteint son maximum (4 familles sur 10), près du double de ce que l'on trouve sur les Boulevards.

Pour les enfants de 6-11 ans, le phénomène déjà observé s'amplifie : plus du tiers vivent sur le secteur Boulevards et un quart sur St Pierre. Néanmoins, c'est sur St Pierre que l'évolution est la plus forte (+6,5 points / quartier), alors que le sous-territoire Boulevards stagne et le sous-territoire Quinconces marque une très forte décroissance.

Le même constat se fait pour les jeunes de 12-17 ans dont plus des deux tiers habitent les boulevards, alors que moins du quart habite sur St Pierre et c'est toujours sur ce sous-territoire que l'on retrouve le plus d'enfants vivant dans des familles fragilisées.

Près de 6 bénéficiaires d'aides au logement sur 10 habitent le secteur St Pierre : cette population est largement constituée d'étudiants, puisqu'ils représentent la moitié des bénéficiaires sur les secteurs Quinconces et St Pierre.

Quartier à faible part de familles allocataires vulnérables.

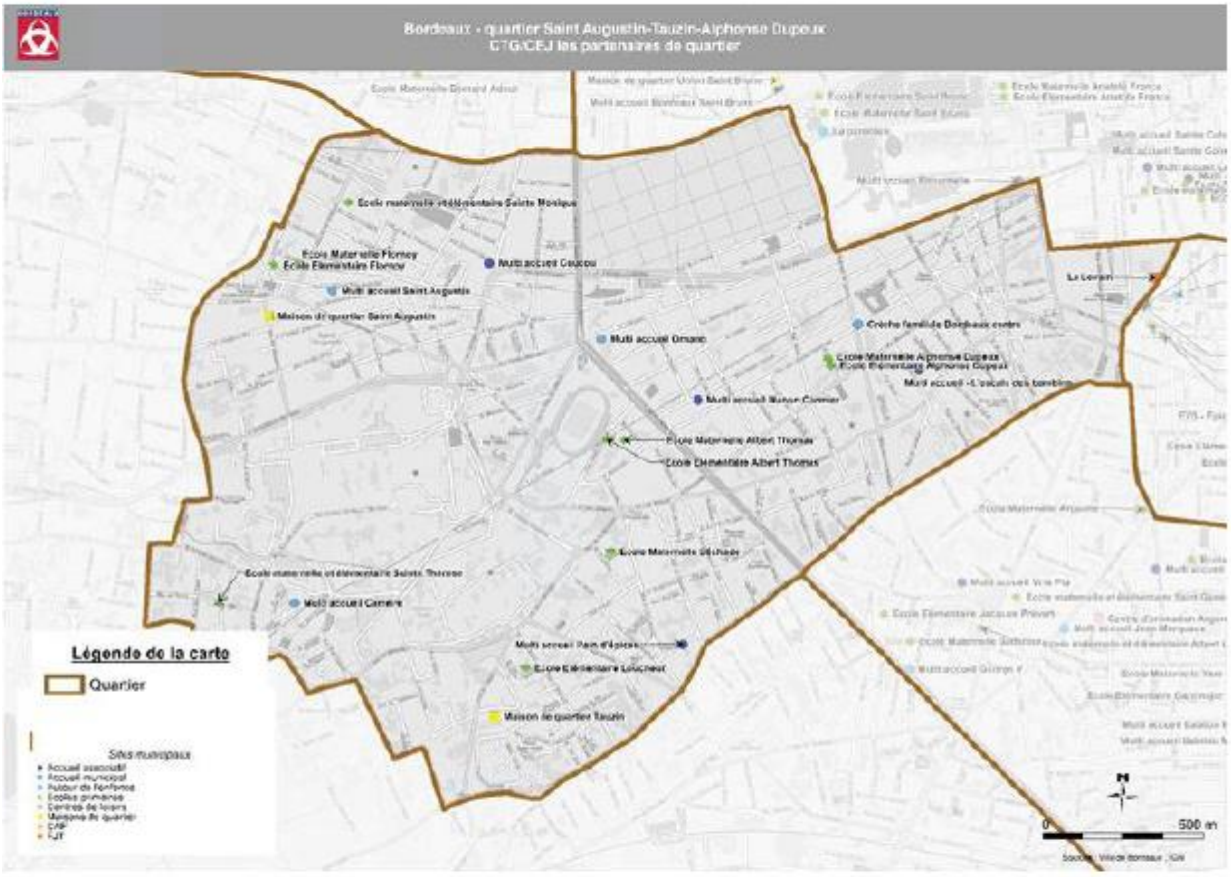
23,8 % de familles à bas revenus sur Bordeaux centre contre 33,8 % pour Bordeaux. Seul le sous-territoire St Pierre est proche de la moyenne Bordelaise, les sous-territoires Quinconces et Centre Boulevard se situent bien en dessous (25 % et 19%). Les mêmes constats sont observables concernant les médianes RUC (Revenu par Unité de Consommation) et les familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources.

Autres données de cadrage sur le logement (Insee millésime 2014) :

Poids des ménages locataires du privé représente 66 % et 77% pour St Pierre (soit au-dessus de la moyenne de Bordeaux : 54%). Ainsi le quartier habite peu de résidences principales du parc locatif HLM : 2.4%.

La part des ménages emménagés depuis moins de 2 ans représente 29% pour le sous-territoire St Pierre 34% (un des taux les plus élevés des quartiers avec Bordeaux Sud et les Quinconces, contrairement à d'autres secteurs comme le Grand Parc avec seulement 12%)

4. SAINT AUGUSTIN – TAUZIN – ALPHONSE DUPEUX



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Un quartier avec une faible part de familles parmi les allocataires, des évolutions en dessous de la moyenne de la ville concernant les 3-17 ans, mais des fortes évolutions du nombre des 0-17 ans dans le sous-territoire St Augustin (données Caf 31 décembre 2017).

Une importante population étudiante présente à capter. Mais aussi 650 seniors isolés.
Beaucoup de classes supérieures avec un impact sur la demande de services à domicile, mais aussi beaucoup de femmes en emplois précaires (données Insee 2014).

Offre sur le quartier

La seule structure AVS de ce quartier est le Centre social Tauzin. On note également une présence forte de la maison de quartier St Augustin dans la vie locale

4. SAINT AUGUSTIN – TAUZIN – ALPHONSE DUPEUX

Situation sociale du quartier



Quartier 4 : St Augustin Tauzin Dupeux

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 4 : St Augustin Tauzin Dupeux	1003-1006 Dupeux	0904-905 Isolé St Aug	0901-903 Tauzin
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	2 059	912	432	715
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	1,8%	-2,4%	7,5%	3,6%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	546	234	76	236
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	26,5%	25,7%	17,6%	33,0%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,0%	-8,3%	-26,2%	5,8%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	440	197	62	181
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	21,8%	21,6%	14,4%	26,3%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	12,8%	12,7%	7,9%	15,9%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 875 €	1 899 €	2 191 €	1 627 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	728	325	169	234
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	4,1%	-2,7%	25,2%	1,7%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	1891	815	429	647
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	5,47%	3,82%	14,71%	2,05%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1059	456	211	392
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	4,3%	3,6%	0,5%	7,4%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	307	137	56	114
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	6413	3479	912	2022
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	50,8%	49,4%	51,8%	49,6%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-1,0%	-6,6%	3,4%	8,1%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-8,3%	-19,2%	-13,9%	5,9%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	3,4%	-4,1%	13,6%	14,2%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	496	202	62	232
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	24,1%	22,2%	14,4%	32,4%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	40,9%	60,9%	54,8%	19,8%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	95,6%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		99,73%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES, ELEMENTS DE CONTEXTE

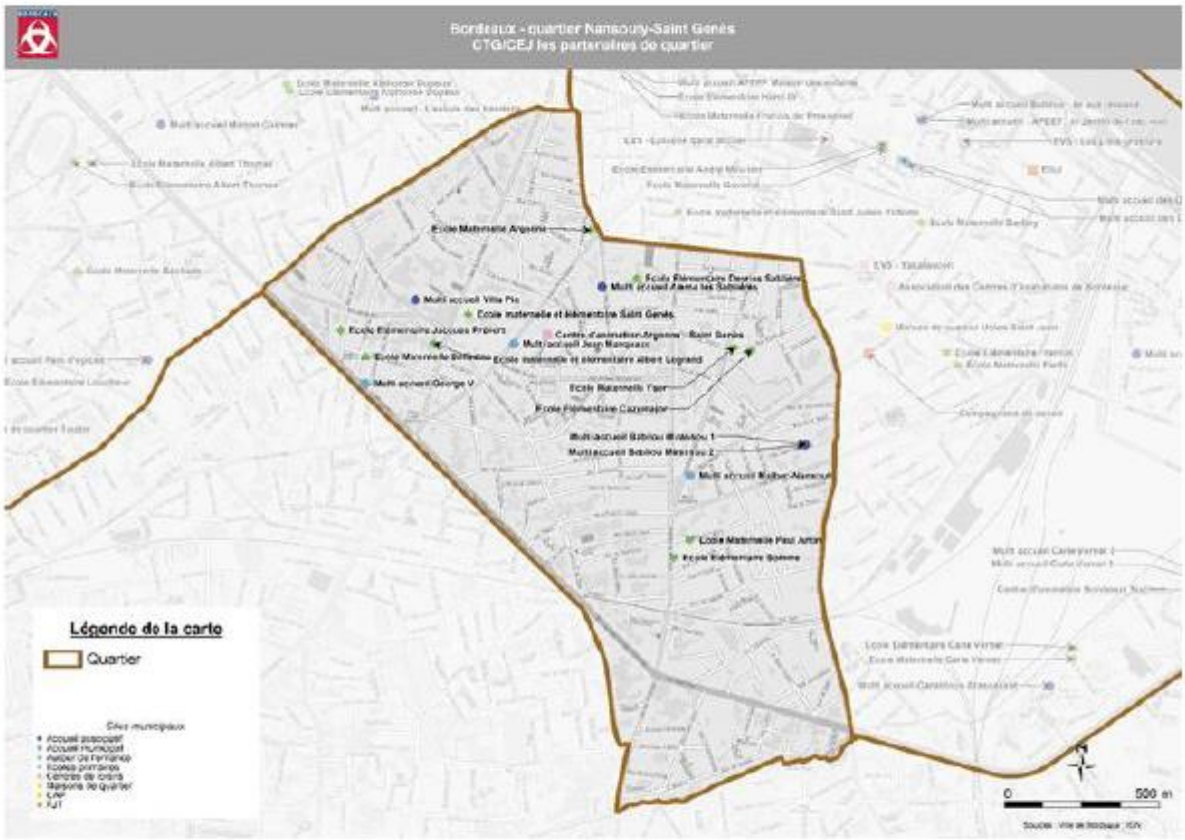
Un quartier à faible taux de familles allocataires (surtout St Augustin) mais qui se maintient.
Pour les 0-2 ans une évolution supérieure du quartier à celle de la ville, pour les 0-5 ans une baisse d'effectif entre 2013 et 2017. Des situations de familles vulnérables bien en-dessous de la moyenne de la ville.

Si on observe par sous-territoire, Dupeux concentre près de la moitié des 0-5 ans mais connait de fortes baisses d'effectif alors que sur St Augustin les 0-5 ans sont bien moins nombreux mais tout de même en forte en hausse ces dernières années.
Le Tauzin lui se caractérise davantage par la vulnérabilité des familles ayant un enfant de 0-5 ans (la plus élevé du quartier même si elle reste inférieure à celle de la ville).
Une évolution des 6-11 ans sur le quartier positive et au même niveau que la ville de Bordeaux.
Tout comme pour les 0-5 ans, Dupeux concentre le plus grand nombre d'enfants de 6-11 ans mais ici l'effectif est en légère hausse.
Sur St Augustin l'évolution est aussi positive ainsi que pour Tauzin (même si plus faible) qui la-aussi est le sous-territoire du quartier avec le plus de familles vulnérables.
Dupeux concentre le plus grand nombre d'enfants de 6-11 ans mais l'effectif est en légère baisse. Sur St Augustin l'évolution est quasi nulle et c'est sur Tauzin qu'il y la plus forte hausse et c'est aussi le sous-territoire du quartier avec le plus de familles vulnérables.
Une évolution positive des 12-17 ans sur le quartier mais une progression moitié moins forte que celle de la ville (+4 % < +8 %).
La part des familles à bas revenus et monoparentale est bien inférieure à celle de la ville.

Une part d'allocataires avec une aide logement en légère baisse dont la moitié sont des étudiants et seulement un quart des familles. Un taux important de familles avec une aide au logement vivant dans le parc privé (au-dessus de la moyenne de la ville).

Une part de familles en situation de vulnérabilité bien en dessous de la moyenne Bordelaise. Une évolution de familles bénéficiaires RSA en baisse. Le sous-territoire Tauzin est plus concerné par cette problématique même si les taux des différents indicateurs restent inférieurs à ceux de la ville.

5. NANSOUTY – SAINT GENES



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Une forte présence de ménages sans famille et d'étudiants. Des effectifs 0-5 ans en baisse, 6-11 ans en faible progression mais une forte hausse des 12-17 ans.
Un quartier plutôt jeune avec un fort turn-over.
Des revenus moyens des familles allocataires supérieurs à la moyenne de la ville.
Demeure néanmoins une présence de seniors isolés et de familles en situation de précarité

Offre sur le quartier

Centre d'animation Argonne

Maison des Familles

5. NANSOUTY – SAINT GENES

Situation sociale du quartier

Quartier 5 : Nansouty St Genes

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filease, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 5 : Nansouty St Genes	1203-1205 Argonne	1201-1202 St Genes	1206 1208 1209 Somme
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	1 756	517	375	864
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	2,4%	-2,6%	2,5%	5,6%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	470	147	77	246
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	26,8%	28,4%	20,5%	28,5%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,6%	-2,7%	1,3%	-8,2%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	424	125	59	240
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	24,5%	23,9%	16,1%	27,8%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	14,4%	13,4%	6,8%	18,2%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 823 €	1 925 €	2 269 €	1 620 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	553	149	99	305
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-3,3%	-20,3%	-10,0%	10,9%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	1540	449	345	746
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	1,52%	-1,10%	-3,63%	5,54%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1023	305	282	436
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	16,3%	13,0%	15,6%	20,8%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	291	99	78	114
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	6015	2039	1314	2662
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	53,3%	36,4%	63,9%	44,4%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	0,7%	3,6%	-3,2%	0,5%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-10,4%	-7,0%	3,9%	-12,2%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	5,7%	-33,9%	1,3%	7,3%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	433	119	54	260
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	24,7%	23,0%	14,4%	30,1%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	57,4	61,3%	57,4%	65,0%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEI, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	66,4%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		79,75%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

Une progression du nombre d'allocataires proche de celle de la ville (+7%) et une part de familles allocataires en légère hausse (+2%). La part des familles parmi les allocataires est faible.
L'évolution du nombre de 0-2 ans est négative sur le quartier, deux sous-territoires sont en baisse en particulier Argonne alors que la Somme est en hausse.
La part des 0-2 ans vivant dans une famille à bas revenus est inférieure à celle de la ville. Tous les sous-territoires sont en-dessous.
L'évolution du nombre de 3-5 ans est négative sur le quartier, en particulier sur les sous-territoires Argonne.
L'évolution du nombre de 6-11 ans est positive sur le quartier mais inférieure à celle de la ville.
L'évolution du nombre de 12-17 ans est forte et supérieure sur le quartier à celle de la ville surtout sur le sous-territoire Somme.
La part des 0-17 ans vivant dans une famille à bas revenus est en général bien inférieure à celle de la ville.

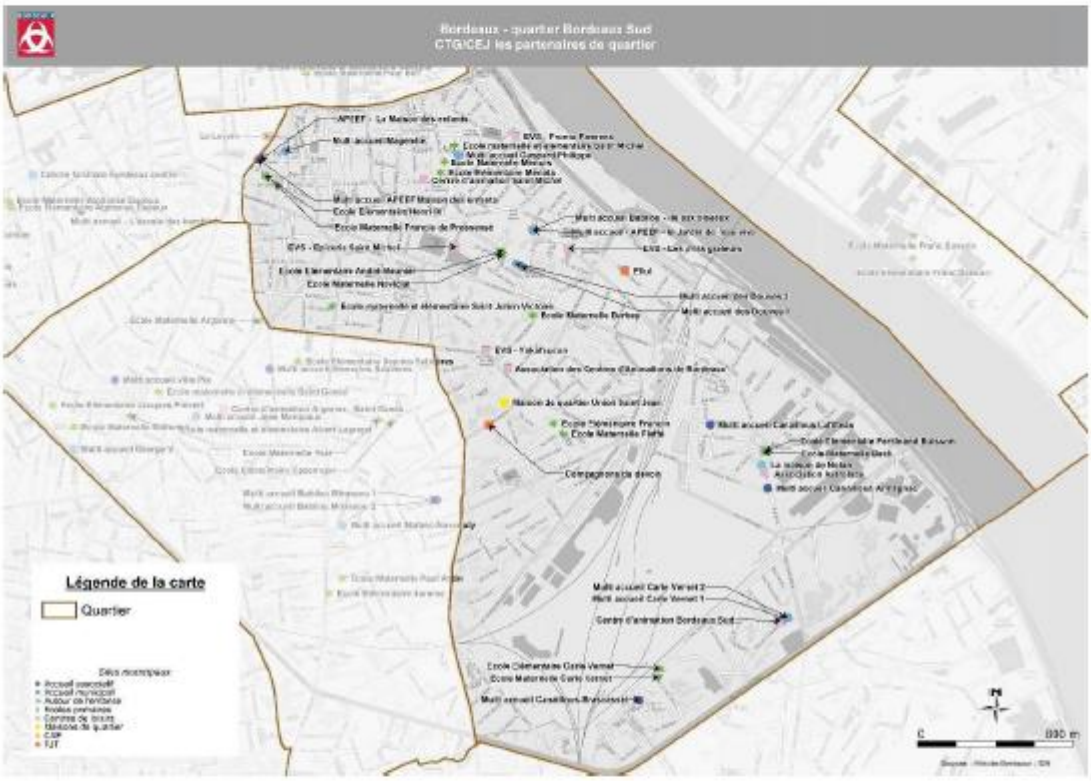
Le quartier 5 représente 11 % des allocataires bénéficiaires d'une aide logement sur Bordeaux. L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement est très légèrement positive sur le quartier.
La part des étudiants est plus importante que sur l'ensemble de la ville, notamment sur le sous-territoire St Genès. Sa progression est aussi plus forte que celle sur l'ensemble de la ville.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement est faible sur le quartier.

L'évolution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide logement est négative sur le quartier. Seul le sous-territoire St Genès connait une évolution positive.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement habitant dans le parc public est bien inférieure à la moyenne de la ville de Bordeaux et la part dans le parc privé bien supérieure.
La part des familles allocataires à bas revenus est bien inférieure à la moyenne de la ville. Tous les sous-territoires sont en-dessous de la moyenne de la ville.

Même constat pour les familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs revenus, la part de familles bénéficiaires du RSA et celles bénéficiaires de la prime d'activité. Concernant l'évolution des bénéficiaires RSA le quartier et tous les sous-territoires sont en baisse.

6. BORDEAUX SUD

La Caf partenaire au quotidien



Le quartier en quelques mots :

Quartier avec une forte présence d'étudiants et de familles à bas revenus. La présence aussi de nombreuses familles monoparentales, un taux de chômage de 20%, un turnover élevé des familles à St Michel et une forte présence de population allophone, fait de Bordeaux Sud un *quartier à forts enjeux pour la ville*.

Des évolutions enfance jeunesse contrastées au sein du quartier sur toutes les tranches d'âge: le projet Euratlantique doit être pris en compte sur les évolutions du quartier dans les prochaines années.

Offre sur le quartier

Les indicateurs de taux de couverture et d'activité petite enfance et jeunesse de la Caf situent le quartier Bordeaux Sud dans une situation intermédiaire mais aux vues des faibles ressources en moyenne des familles, ce quartier reste prioritaire dans ce domaine et en particulier sur le sous-territoire Gare Sud.

De nombreux acteurs dans le champ de l'animation de la vie sociale sont présents sur le quartier :

St Michel : Centre d'animation St Michel, EVS Promofemmes, L'Epicerie solidaire et les Ptits'Gratteurs

Gare Nord : EVS Yakafaucon

Gare Sud : Centre d'animation Bordeaux Sud, EVS Astrolabe

6. BORDEAUX SUD

Situation sociale du quartier

Quartier 6 : Bordeaux Sud

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	quartier 6 : Bordeaux Sud	1304 1305 1207 Gare Nord	1301-1303 Gare Sud	1101-1108 St Michel Victoire
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	2 683	584	877	1 222
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-0,6%	-1,0%	16,0%	-9,7%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 080	225	333	522
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	40,3%	38,5%	38,0%	42,7%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,1%	-3,4%	10,3%	-15,1%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	1251	254	399	599
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	46,8%	43,4%	44,8%	50,5%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	33,0%	29,1%	31,2%	36,3%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 095 €	1 299 €	1 201 €	1 037 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	942	218	299	425
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-2,7%	4,3%	7,2%	-11,5%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	2135	434	786	915
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	0,52%	-9,93%	28,03%	-10,99%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1158	264	393	501
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	1,2%	1,5%	20,9%	-10,4%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	435	100	133	202
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	12740	1588	1528	9624
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	43,6%	27,6%	21,0%	49,9%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-4,3%	-7,3%	-1,8%	-4,5%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-8,4%	-14,5%	9,5%	-15,4%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	-3,8%	6,8%	-3,3%	-4,8%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	1411	289	459	663
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	52,6%	49,5%	52,3%	54,3%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	49,1%	41,2%	34,9%	63,0%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	65,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		76,86%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,

ELEMENTS DE CONTEXTE

Le quartier représente 20 % des allocataires et 12 % des familles allocataires de la ville de Bordeaux. La progression du nombre d'allocataires depuis 2013 est très faible.

C'est le quartier où il y a, à la fois, le plus grand nombre d'allocataires et à la fois la part de familles parmi les allocataires la plus basse (17 %) dont l'évolution est légèrement négative. La **forte présence d'étudiants** explique cela et la donnée est confirmée par le taux de scolarisation des 18-24 ans qui est de 77% en particulier dans le secteur Gare Sud et par les allocations logement versées aux étudiants (un bénéficiaire de l'aide au logement sur deux est un étudiant).

L'évolution du nombre de 0-2 ans est négative sur le quartier surtout dans le sous-territoire St Michel, car les deux autres sous territoires connaissent une hausse. C'est important de constater que les parts des 0-2 ans vivant dans des **familles à bas revenus et monoparentales** sont plus importantes que sur la ville.

L'évolution du nombre de 3-5 ans est aussi négative sur le quartier, mais il faut souligner que près d'un enfant sur deux de cette tranche d'âge vit dans une **famille à bas revenus**.

L'évolution du nombre de 6–11 ans est positive sur le quartier mais reste inférieure à celle de la ville. Par contre, le sous-territoire Gare Sud a un taux d'évolution élevé. La part des 6-11 ans vivant dans une famille à bas revenus est élevée sur l'ensemble des sous-territoires.

Pour les 3-11 ans vivant dans une famille monoparentale, la moyenne du quartier est supérieure à celle de la ville et sur l'ensemble des sous-territoires, même si le taux de la tranche 3-5 ans sur Gare Sud est moins important que sur les autres.

L'évolution du nombre de 12-17 ans est faible et inférieure sur le quartier à celle de la ville. Le sous-territoire Gare Sud connait tout de même une forte hausse.

La part des 12-17 ans vivant dans une famille à bas revenus est élevée et l'ensemble des sous-territoires est bien au-dessus de la moyenne de la ville.

Pour les 12-17 ans vivant dans une famille monoparentale, la moyenne du quartier est là aussi supérieure à celle de la ville et l'ensemble des sous-territoires ont une moyenne plus élevée.

Le quartier représente 23 % des allocataires bénéficiaires d'une **aide logement** sur Bordeaux. L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement (familles comprises) est négative sur le quartier. Comme déjà énoncé, la part des étudiants est plus importante que sur l'ensemble de la ville mais la part des familles bénéficiaires d'une aide au logement reste élevée sur le quartier (**plus de la moitié des familles allocataires ont une aide au logement**). La part des **familles allocataires à bas revenus** est bien supérieure à la moyenne de la ville et la médiane RUC est inférieure à celle de la ville de Bordeaux en particulier sur le sous-territoire St Michel.

Concernant l'emploi et l'insertion :

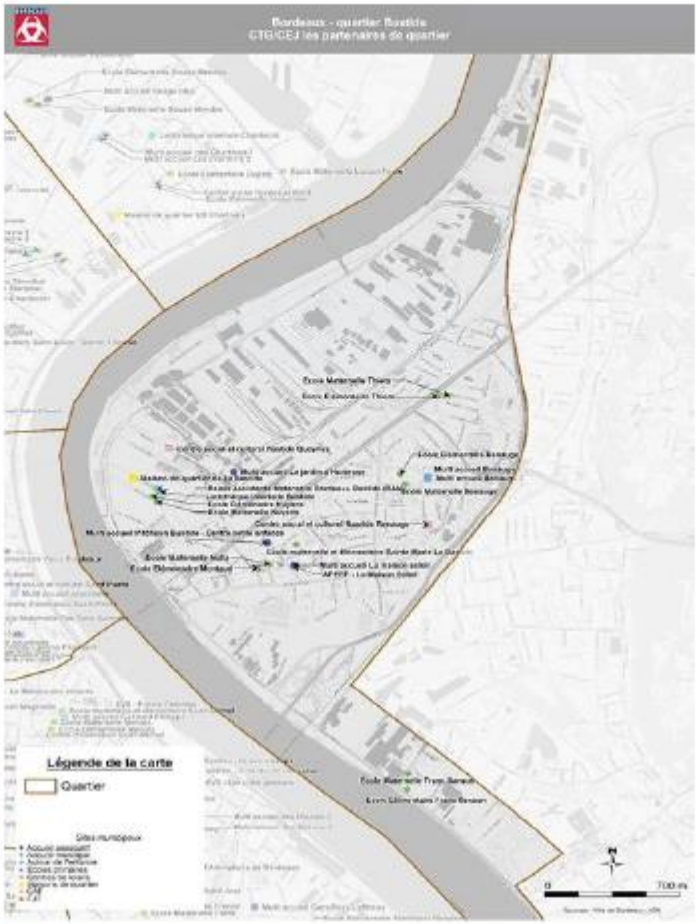
- la part des jeunes de 18-24 ans non scolarisés et sans diplôme (parmi l'ensemble des 18-24 ans) représente 15% (16% à l'échelle de la ville)
- la part des 15 ans et plus de bas niveau de formation (aucun diplôme, CAP, Brevet des collèges parmi les 15 ans et plus non scolarisés) représente 23% et 28% pour les sous-territoire Gare Nord et Sud).

<u>Autres données de cadrage (Insee millésime 2014) :</u>

La part des ménages emménagés depuis moins de 2 ans représente 34% et 40% pour le sous-territoire St Michel (un des taux les plus élevés des quartiers avec St Pierre et les Quinconces, contrairement à d'autres secteurs comme le Grand Parc avec seulement 12%)

Les seniors de Bordeaux Sud (65 ans et plus) représentent 8% (2865 personnes et 656 personnes de plus de 80 ans vivants seules)

7. BASTIDE



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Le quartier Bastide rassemble la plus petite population de quartier, mais cette dernière est très familiale et une part importante est en situation de fragilité socio-économique.

En effet, la Benauge est un territoire prioritaire politique de la ville avec une forte présence de familles vulnérables.

Aux vues des évolutions démographiques et des indicateurs d'activité, le quartier Bastide semble être un des quartiers plutôt prioritaire sur la petite enfance avec une attention particulière à porter aux familles monoparentales.

Offre sur le quartier

Des acteurs dans le champ de l'animation de la vie sociale sont présents sur le quartier :

Queyries : Centre d'animation Queyries

Benauge : Centre d'animation Benauge

Autres structures d'animation : APEEF, AFL, Girondins de Bordeaux Bastide Handball Club

Perspectives de livraison de logements d'ici 2023 :

Projet Urbain Niel: Livraison septembre 2020 du Groupe scolaire Hortense (équipé d'un city stade qui pourra être utilisé par le public en dehors des heures d'exploitation du bâtiment). Un second groupe scolaire est prévu en second phase, auquel sera adossé une crèche de 60 places. Construction d'un nouveau gymnase 3 400 logements au total.

A ce jour il y a 934 logements engagés (livrés ou en cours de construction)

Projet Urbain Brazza : 4950 logements attendus d'ici 2030, dont 35 % de logements sociaux (1ère phase de livraison entre 2019 et 2022 environ 2800 logements soit 5000 habitants. Entre 2022 et 2024 environ 1000 livraisons supplémentaires) Livraison d'un groupe scolaire et d'une crèche de 60 places pour septembre 2022.

Projet Belvédère /Deschamps : , 9000 logements attendus d'ici 2023 sur l'ensemble de la ZAC Garonne Eiffel (dont Deschamps : 1578 ; Belvédère 1500 ; Cacolac : 240) ; Des équipements sportifs (avec notamment requalification de terrain et gymnase Promis)

3 groupes scolaires prévus (dont une partie livrée dès septembre 2021) et des structures petite enfance (privées dès 2021)

7. BASTIDE

Situation sociale du quartier



Quartier 7 : Bastide

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Fileasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	quartier 7 : Bastide	403_404 Benauge	401-402 + 405 Queyries
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	1 771	784	987
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-1,1%	-1,3%	-1,0%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	637	296	341
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	36,0%	37,8%	34,5%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-2,3%	0,1%	-2,3%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	704	369	335
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	40,1%	47,8%	33,9%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	25,8%	33,4%	19,8%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 218 €	1 161 €	1 382 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	595	259	336
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-7,3%	-13,4%	-2,0%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	1495	683	812
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	3,53%	5,38%	0,85%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	899	424	475
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	3,3%	3,7%	3,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	308	164	144
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	2846	1072	1774
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	21,9%	7,1%	30,9%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-5,6%	1,1%	-4,3%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-12,1%	-10,0%	-14,6%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	7,7%	0,0%	8,9%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	806	442	364
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	45,5%	56,4%	36,9%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	29,4%	19,8%	39,3%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers				
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	61,5%		
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		84,37%		

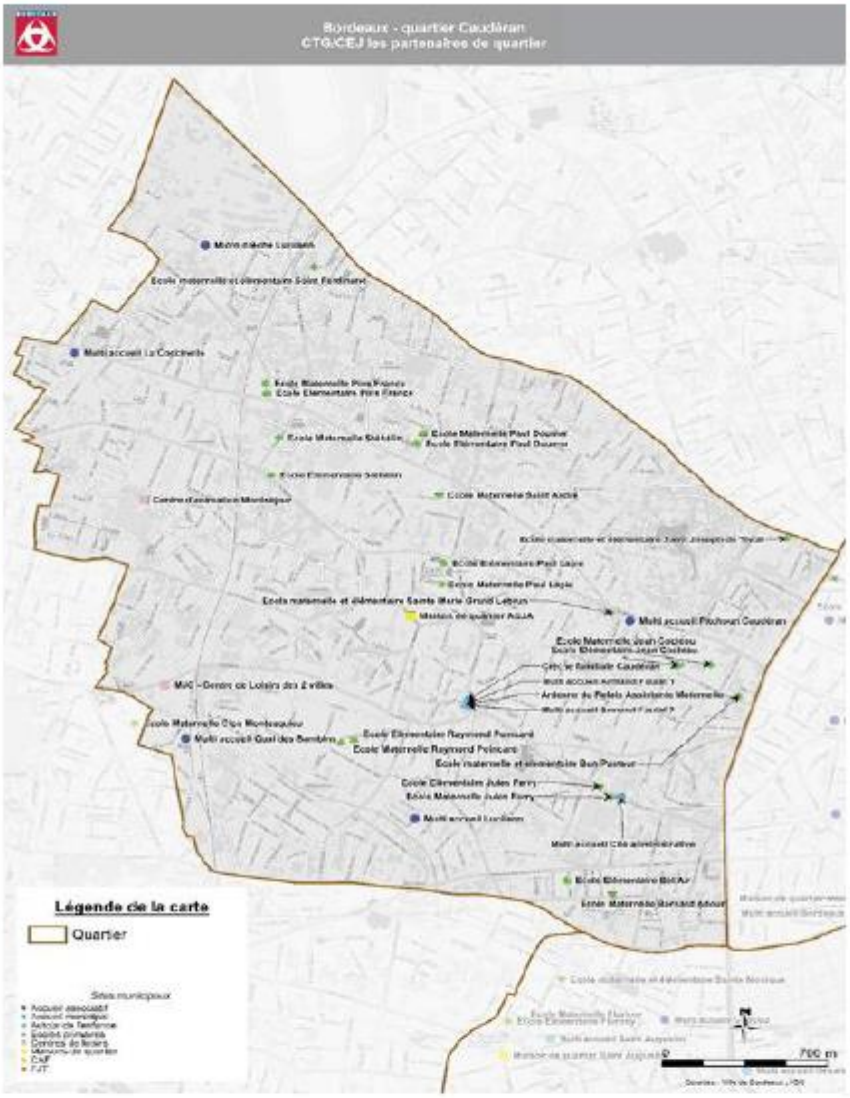
INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

Le quartier Bastide représente la plus petite part d'habitants des quartiers de la commune, totalisant à peine 6% de la population bordelaise. La population allocataire est en croissance moins forte que sur Bordeaux et surtout familiale (même si les familles sont en légère baisse ces dernières années). La part des familles monoparentales est importante et supérieur à celle de la ville.
Des effectifs 0-5 ans en baisse ces dernières années sur le quartier. Une part importante d'enfants de 0-5 ans vivant dans une famille à bas revenus notamment sur Benauge. Une part de familles monoparentales proche de la moyenne bordelaise.
Un effectif 6-11 ans en hausse sur le quartier mais moins forte que sur la ville. La part des enfants vivant dans une famille à bas revenus est élevée (près de 40 % des familles allocataires) ainsi que dans les familles monoparentales (un tiers des familles allocataires).
Un effectif 12-17 ans en hausse sur le quartier mais moins forte que sur la ville. La part des enfants vivant dans une famille à bas revenus est très élevée ainsi que dans les familles monoparentales (plus de 40 % des familles allocataires).
Une baisse du nombre d'allocataires (-6%) et de familles allocataires (-12%) avec une aide au logement est observable sur le quartier. La part des étudiants (22 %) est plus faible que sur l'ensemble de la ville mais en hausse entre 2013 et 2017 (+8%).
La part des familles allocataires avec une aide au logement est forte (45 %) mais une majorité d'entre elles habite dans le parc public.
L'ensemble des indicateurs de fragilité économique sur le quartier sont supérieurs à ceux de la ville avec notamment 41 % de familles à bas revenus parmi les familles allocataires. En particulier sur Benauge qui est un territoire prioritaire politique de la ville. Par contre la part de familles bénéficiaires du Rsa est en baisse ces dernières années.

On constate aussi à partir des données Insee :

- une forte progression des familles et de CSP supérieures
- Sur la partie Benauge : un important vieillissement attendu et la question de l'inclusion numérique se pose plus particulièrement

8. CAUDERAN



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Le quartier Caudéran rassemble la population allocataire la plus familiale avec des revenus plutôt élevés en moyenne mais qui cachent des contrastes lorsqu'on les étudie les sous-territoires ou les IRIS.
Très grand quartier avec 41 000 habitants dont 23% de plus de 65 ans : la question de l'isolement des seniors se pose.
Concernant la petite enfance et l'enfance jeunesse, des effectifs en hausse pour les 3-17 ans .

Offre sur le quartier
Des acteurs dans le champ de l'animation de la vie sociale sont présents sur le quartier :
Caudéran Eysines et Parc Bordelais : Centre socioculturel Monséjour
Caudéran Mérignac : MJC CL2V
Forte présence de l'AGJA

8. CAUDERAN

Situation sociale du quartier

Quartier 8 : Caudéran

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	quartier 8 : Caudéran	801 802 809 Caudéran Eysines	803-808 Caudéran Mérignac	701-706 Parc Bordelais
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	3 692	701	1 479	1 512
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	7,1%	3,6%	8,8%	7,2%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 067	194	511	362
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	28,9%	27,7%	34,6%	23,9%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	10,0%	-2,0%	15,9%	9,4%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	728	138	376	214
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	19,4%	18,2%	24,7%	14,2%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	9,6%	9,4%	12,8%	6,1%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 865 €	1 917 €	1 624 €	2 268 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	1017	177	405	435
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-2,4%	11,5%	-8,2%	8,5%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	3361	593	1293	1475
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	10,16%	1,4%	14,1%	10,7%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	2157	441	779	937
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	5,8%	10,3%	12,6%	-1,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	606	111	216	279
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	3131	453	1387	1291
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	16,3%	11,5%	9,5%	24,5%
Logement	Evolution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	2,0%	-3,0%	3,2%	2,5%
Logement	Evolution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-1,7%	-11,7%	0,6%	0,5%
Logement	Evolution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	10,2%	16,8%	11,5%	9,2%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	843	144	476	223
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	22,8%	20,5%	32,2%	14,8%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	48,2%	50,7%	32,8%	79,4%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agréments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	100,7%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		105,41%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES, ELEMENTS DE CONTEXTE

Forte augmentation du nombre d'allocataire deux fois supérieure à celle de la ville (+14%). Un quartier très familial, plus de la moitié des allocataires sont des familles avec une progression plus forte sur le quartier que sur la ville. La part des familles monoparentales est, elle, moins élevée que sur la ville mais en assez forte croissance (+10%).

L'effectif des 0-2 ans connait une légère baisse sur le quartier alors que les 3-5 ans sont en hausse (+ 7%) notamment sur le sous-territoire Caudéran Mérignac. La part d'enfants de 0-5 ans vivant dans une famille à bas revenus et monoparentales est bien inférieur à la moyenne bordelaise.

Evolution des 6-11 ans dans la moyenne bordelaise (+ 12 %) avec les sous-territoires Parc Bordelais et Caudéran Mérignac au-dessus de la moyenne de la ville (+13 % et + 15%). Une part de 6-11 ans vivant dans une famille à bas revenus deux fois plus faible que celle de la ville et un part de famille monoparentale bien plus bas également, en particulier sur Parc Bordelais et Caudéran Eysines.

Un effectif 12-17 ans en croissance (+6%) surtout sur Caudéran Mérignac (+13%) et Caudéran Eysines (+10%) mais moindre que sur la ville. Là-aussi une proportion d'enfants vivant dans une famille à bas revenus deux fois plus faible que celle de la ville et une part de famille monoparentale bien plus bas également, en particulier sur Parc Bordelais et Caudéran Eysines.

Une part d'allocataires avec une aide au logement en légère augmentation (+2%) alors qu'elle est en légère baisse à l'échelle de la ville. La part de familles allocataires avec une aide au logement est en baisse et celle des étudiants en hausse même si cette dernière est deux fois moins élevée que celle de la moyenne bordelaise.

La part de familles allocataires avec une aide au logement dans le parc privé et en accession aidée est bien supérieure à celle de la ville en particulier sur le Parc Bordelais.

La part des familles à bas revenus (20%) est bien inférieure à celle de la ville, en particulier sur le Parc Bordelais (sous-territoire à la médiane RUC la plus élevée de Bordeaux) et Caudéran Eysines.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de la Gironde

Prestation de service « Contrat enfance jeunesse »

Convention territoriale globale

JEUNESSE

Octobre 2018

Année : 2019
Nom du gestionnaire : Mairie de Bordeaux
Nom de la commune ou Cdc : Bordeaux
N° du contrat : 201900584
Type de pièces : Convention
Nature d'aide : PS CEJ 864

Les conditions ci-dessous, de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej), constituent la présente convention.

Entre :

La commune ou communauté de communes ou entreprise, représentée par Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire, dont le siège est situé Place Pey-Berland – 33077 BORDEAUX Cedex.

Ci-après désigné « le(s) partenaire(s), ***le(s) partenaire(s) employeur(s) ».***

Et :

La Caisse d'allocations familiales de la Gironde, représentée par Madame Christine MANSIET, Directrice, dont le siège est situé, rue Gabriel Péry – 33000 BORDEAUX

Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus en :

⇨ Favorisant le développement et l'amélioration de l'offre d'accueil par :

- Une localisation géographique équilibrée des différents équipements et actions inscrits au sein de la présente convention ;
- La définition d'une réponse adaptée aux besoins des familles et de leurs enfants ;
- La recherche de l'implication des enfants, des jeunes et de leurs parents dans la définition des besoins, de la mise en œuvre et de l'évaluation des actions ;
- Une politique tarifaire adaptée permettant l'accessibilité aux enfants des familles aux revenus modestes.

⇨ Recherchant l'épanouissement et l'intégration dans la société des enfants et des jeunes par des actions favorisant l'apprentissage de la vie sociale et la responsabilisation des plus grands.

Pour « les partenaires employeurs », le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de cofinancement qui contribue uniquement au développement de l'accueil destiné aux enfants de moins six ans de salariés des « partenaires employeurs ».

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur les territoires les moins bien pourvus. Elle se traduit notamment par une fréquentation optimale des structures et un maintien des coûts de fonctionnement compatible avec le respect des normes réglementaires régissant le fonctionnement des structures.

Article 1- L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

Elle a pour objet de :

- Déterminer l'offre de service adaptée aux besoins des usagers et aux disponibilités financières des co-contractants et les conditions de sa mise en œuvre ;
- Décrire le programme des actions nouvelles prévues dans le schéma de développement qui constitue l'annexe 2 de la présente convention ;
- Fixer les engagements réciproques entre les signataires.

1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse »

Le contrat « enfance et jeunesse » est un contrat d'objectifs et de co-financement qui contribue au développement et au maintien d'une offre d'accueil destinée aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.
L'ensemble des actions est consigné dans un programme détaillé par action du schéma de développement figurant en annexes 2 et 3 de la présente convention.

Sont éligibles à la prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej), les nouveaux développements relevant du volet enfance ou/et les développements financés lors de la dernière année du contrat « enfance et jeunesse » précédant le présent Cej, qui concourent à une fonction d'accueil et de pilotage et qui sont maintenus.
Seules les fonctions, actions ou charges, inscrites au présent article et figurant dans les tableaux ci-dessous sont, sous réserve du respect des conditions énoncées dans la présente convention, éligibles à la subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej).

La subvention dite prestation de service Contrat « enfance et jeunesse » (Psej) a vocation à financer essentiellement le développement quantifiable à partir d'unités de mesure retenues pour chaque action : création de places, heures - journées /enfants, poste équivalent temps plein, etc.

Toutefois aucune nouvelle action relevant du volet » jeunesse » ne sera prise en compte dans le calcul de la Psej à l'exception, et exclusivement, des garderies périscolaires qui se transforment en Alsh déclaré à la Ddcs.

Les modalités de financement les concernant sont précisées dans la fiche action Alsh.

La fonction d'accueil des enfants et des jeunes représente au minimum 85% du montant de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) et concerne exclusivement :

- ***Les fonctions bénéficiant d'une prestation de service ordinaire :***

Champ de l'enfance	*Champ de la jeunesse*
Accueil collectif, familial et parental (0 -6 ans) y compris micro-crèche (0-6 ans)	Accueil de loisirs
Relais assistants maternels	Accueil de jeunes
Lieu d'accueil enfants-parents	

- ***Les fonctions ne bénéficiant pas d'une prestation de service ordinaire :***

Champ de l'enfance	*Champ de la jeunesse*
Ludothèque	Séjour de vacances été
	Séjour petites vacances
	Camps adolescents

La fonction de pilotage ne peut, en aucun cas, excéder 15% du montant de la Psej et concerne Exclusivement les charges relatives :

Champ global enfance, jeunesse, parentalité
Poste de coordinateur
Ingénierie
Formations - Bafa / Bafd (*)
Diagnostic initial (cf. annexes 4 et 4 bis de la présente convention)

(*) Aucune nouvelle action ne peut être inscrite à un Cej ou un avenant signé à compter de 2018

2 – Le mode de calcul de la subvention dite Prestation de service « enfance et jeunesse »

Le financement de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) est détaillé ci-après en annexe 1 de la présente convention.

Les parties à la présente convention conviennent que ce financement peut prendre en compte la réalisation d'actions nouvelles relevant du volet enfance au titre de la présente convention sur une période antérieure à sa date de signature par l'ensemble des parties, et au plus tôt à compter du 1er janvier 2019.

La subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) distingue deux types d'actions :

- Les actions nouvelles développées dans le cadre d'un contrat « enfance et jeunesse » et
- Les actions antérieures, financées dans un contrat avant la signature d'un premier Cej et reconduites dans le présent Cej.

Pour chaque action nouvelle développée dans le présent contrat (cf. annexes 1 à 3 ci-après de la présente convention), un montant forfaitaire plafonné par action est calculé selon les formules ci-après :

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,3264 pour les actions nouvelles relevant du champ de l'enfance,

- (Montant restant à charge retenu par la Caf x 0,55) x 1,09 pour les actions nouvelles relevant du champ de la jeunesse,

Les champs de l'enfance et de la jeunesse étant ceux tels que précisés à l'article 1-1 : Les objectifs poursuivis par la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej) de la présente convention.

Pour les actions antérieures, un montant forfaitaire dégressif est appliqué en référence aux financements antérieurs.

Le montant annuel forfaitaire de la subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej) est versé en fonction :

- Du maintien de l'offre existante avant la présente convention. L'offre existante est décrite en annexes 2 et 3 ci-après de la présente convention ;
- De la réalisation des actions nouvelles inscrites à la présente convention ;
- Du niveau d'atteinte des objectifs avec notamment le respect de la règle de financement des actions de développement et de pilotage ;
- Du respect des règles relatives aux taux d'occupation ;
- De la production complète des justificatifs.

Ce montant peut être revu en cas :

- D'une anomalie constatée dans le niveau de financement du projet ;
- De non-respect d'une clause ;
- De réalisation partielle ou absente d'une action.

La Caf applique un taux de réfaction et notifie au partenaire le montant de la réfaction qui est appliquée.

La valorisation du bénévolat ne peut pas être prise en compte dans le calcul de subvention dite prestation de service Contrat enfance et jeunesse (Psej).

****

Article 2 - Les engagements du (des) partenaire(s) et/ou du (des) partenaire(s) employeur(s)

1 - Au regard des activités et services financés par la Caf

Le partenaire est garant de la mise en œuvre d'un projet éducatif et social. Il s'assure que les services et/ou activités proposés sont ouverts à tous, qu'ils s'appuient sur un personnel qualifié et un encadrement adapté et qu'ils répondent aux normes de sécurité et d'hygiène.
Il est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement des services et actions couverts par la présente convention, et en conséquence, il s'engage à ce que ces services et ces actions n'aient pas une vocation essentielle de diffusion philosophique, syndicale ou politique et à ce qu'ils n'exercent pas de pratique sectaire.

Il s'engage à respecter « La Charte de la Laïcité de la branche famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Le partenaire s'engage à optimiser la fréquentation des équipements concernés par la présente convention pour qu'ils atteignent les taux cibles d'occupation. Ces taux doivent être atteints au terme d'une année de fonctionnement.

Pour un équipement précédemment financé au titre de la dernière année du contrat « enfance - jeunesse » (N-1) en qualité d'action antérieure (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention), reconduit dans le présent Cej, et soumis à l'atteinte d'un taux cible, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de la première année du présent Cej, soit l'exercice civil N [1].

Pour une action nouvelle (cf. annexes 1 à 3 de la présente convention) relative à un équipement d'accueil des jeunes enfants et/ou un équipement d'accueil de loisirs, la vérification du taux cible d'occupation se fait à compter de l'exercice civil N+2 par rapport à la date d'effectivité de la nouvelle action.

Les taux cibles d'occupation précités sont respectivement fixés à :

o **70%** pour les structures d'accueil des jeunes enfants sur la base des capacités d'accueil agréées par les services de la protection maternelle infantile, ou en cas de refus d'un agrément modulé par les services de Pmi sur la base de la capacité d'accueil déterminée par la Caf dans le respect des règles régissant le Cej ;

[1] N est l'exercice civil de signature de la présente convention par au moins une des parties.

o **60%** pour les accueils de loisirs, sur la base des capacités prévues en annexe à la présente convention.

Pour chaque action bénéficiant d'un financement de la Caf dans le cadre de la présente convention, le taux d'occupation et les éléments concourant à sa détermination sont mentionnés dans chaque fiche action correspondante, figurant en annexe 3 de la présente convention.

Le partenaire doit porter une attention particulière aux coûts de fonctionnement des structures.
Le partenaire, le partenaire employeur s'engagent à ce que la Caf soit informée de tout changement survenu dans :
o Le périmètre de ses compétences ;

o Ses missions ;

o Les statuts ;

o Le règlement intérieur ;

o L'activité ;

o Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et/ou dépenses) ;

o Le calendrier de mise en œuvre des actions développées ;

o L'ensemble de ses demandes de financement déposées pour le même objet avec indication du nom ou de la raison sociale du financeur et du montant de financement obtenu.

2 - Au regard du public visé par la présente convention :

Le partenaire s'assure que :
o Le service offert est de qualité, accessible à tous, qu'il répond aux besoins du public ;

o La participation du public à la vie de la structure est effective ;

o La tarification est modulée en fonction des ressources des familles ;

o Le barème des participations familiales établi par la Cnaf, pour les établissements d'accueil des jeunes enfants, est appliqué ;

o Les règles de confidentialité sont respectées ;

o Les principes d'égalité et de laïcité sont respectés

3 - Au regard de la communication

Le partenaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans le cadre de la présente convention dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, messages Internet, etc.

4 - Au regard des obligations légales et réglementaires

Le partenaire s'assure pour les équipements et services intervenant dans le cadre de la présente convention, du respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires en matière :

O d’agrément, de conditions d’ouverture, de création de service ;

O D’hygiène, de sécurité, d’accueil du public ;

O De droit du travail ;

O De règlement des cotisations Urssaf ;
O D’assurance ;

O De recours à un commissaire aux comptes ;

O De procédure de redressement judiciaire, cessation d’activité, dépôt de bilan, etc.

5 - Au regard des pièces justificatives

Le partenaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives qui sont détaillées au titre des présentes conditions.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d’originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels.

Le partenaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives qui sont détaillées dans la présente convention.

En tout état de cause, il s’engage à fournir l’original des pièces justificatives sur simple demande de la Caf.

Le partenaire s’engage à conserver l’ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d’allocations familiales.

Le partenaire s’engage à fournir tout justificatif de dépenses sur demande de la Caf.

Plusieurs catégories de pièces justificatives sont nécessaires

- Les pièces nécessaires à la signature de la convention
- Les pièces nécessaires au paiement de la prestation de service contrat « enfance et jeunesse »
- Les pièces nécessaires au suivi de l’activité

La convention est conclue en fonction de ces pièces justificatives correspondantes mentionnées à la présente convention

5.1 - Les pièces justificatives relatives au partenaire

Collectivités territoriales –
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention	Justificatifs à fournir pour le renouvellement de la convention
Existence légale	Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence	Attestation de non changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET	
Vocation	Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale (détaillant les champs de compétence)	
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal	

5.2 - Les pièces justificatives relatives au contrat « enfance et jeunesse »

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention		Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention	
Diagnostic territorial	Fiche diagnostic (cf. « Convention territoriale globale »)		Fiche diagnostic (cf. « Convention territoriale globale »)	
	Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention	**Données relatives aux nouvelles actions**	**Données relatives aux structures, activités, actions existant avant la signature de la convention**	**Données relatives aux nouvelles actions**
Eléments financiers	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données financières (Compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature	Budget prévisionnel des structures, des activités et actions entrant dans le champ de la convention pour chacune des années	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données financières (Compte de résultat) des structures, activités ou actions pour l'année précédant la signature de la	Budget prévisionnel des activités et actions entrant dans le champ du contrat pour chacune des années

	de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	couvertes par la convention.	convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	couvertes par la convention
Activité	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données d'activité ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention, et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (En vue de l'élaboration du schéma de développement)	*Pour les structures ne bénéficiant pas de la pso :* - relevé des données d' activités ou actions pour l'année précédant la signature de la convention. *Pour les structures existant au cours de l'année précédant la signature de la convention et bénéficiant de la pso :* -les données nécessaires ont été déjà transmises à la Caf	Fiche projet indiquant les données d'activité prévisionnelles pour chacune des années de la convention (en vue de l'élaboration du schéma de développement)

5.3 - Les pièces justificatives nécessaires au suivi de l'activité

Nature de l'élément justifié	Justificatifs nécessaires au suivi de l'activité
Activité	Production infra-annuelle de documents intermédiaires sur les résultats d'activité au 30 septembre de l'année en cours N, pour les actions concernées par le présent CEJ
	Production au 1er semestre N+1 du bilan annuel N de la réalisation des actions prévues au schéma de développement**,** avec taux d'occupation annuel par structure et calendrier de réalisation des actions, tarifs pratiqués et autorisant **l**'ouverture pour les structures soumises à cette obligation et non bénéficiaires de prestation de service

6 - Au regard de la tenue de la comptabilité

Le partenaire s'engage sur la tenue d'une comptabilité générale et d'une comptabilité analytique distinguant chaque activité et valorisant les contributions à titre gratuit (locaux, personnels, etc.).

Le partenaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine et des conditions juridiques d'occupation des locaux et du montant des loyers et charges locatives supportées.

****

Article 3 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter :

- Sa contribution à l'élaboration d'un diagnostic partagé issu de la Convention territoriale globale
- Sa contribution à l'évaluation du projet initial issu de la Convention territoriale globale

Si la convention porte sur une aide financière soumise à conditions (barème, plafond, plancher et seuil d'exclusion), la Caf fait parvenir, chaque année au gestionnaire, les éléments actualisés, ainsi que les documents à compléter, nécessaires au versement de l'aide.

****

Article 4 - Le versement de la subvention

1 - Les modalités de paiement

Le paiement s'effectue selon les dispositions précisées ci-après :

Acompte
Pour les nouveaux contrats, l'acompte sera égal à 70 % du montant prévisionnel de la prestation de service de la première année du contrat et sera versé à la signature de celui-ci.

Pour les contrats en cours, la Caf versera deux avances annuelles selon les modalités suivantes :

- 1ère avance de 35 % du droit prévisionnel de l'année N dans le courant du premier trimestre de l'année N,
- 2ème avance de 35 % du droit prévisionnel de l'année N conjointement à la liquidation de l'exercice N-1.

Sur le compte de la Banque de France de Bordeaux

Code IBAN	BIC
FR54 3000 1002 15C3 3000 0000 082	BDFEFRPPCCT

Le versement de la subvention dite prestation de service contrat « enfance et jeunesse » (Psej) est effectué sous réserve des disponibilités de crédit et de communication des justificatifs.

2 – Régularisation (en cas de versement d'acompte)

Sous réserve de réception dans les délais prévus à la présente convention des pièces justificatives mentionnées en son article 2.5 et suivants « Les engagements du (des) partenaire(s)et/ou du (des) partenaires employeurs – Au regard des pièces justificatives », la Caf procède au calcul des sommes réellement dues.

Ce qui peut entraîner :

- un versement complémentaire dans la limite des montants forfaitaires prévus à la convention ;
- la mise en recouvrement d'un indu.

Celui-ci est remboursé directement à la Caf ou fait éventuellement l'objet d'une régularisation sur les versements suivants.

L'absence de fourniture de justificatifs au 30 juin de l'année qui suit l'année du droit examiné peut entraîner le non versement du solde, voire la récupération des montants versés.

Le refus de communication de justificatifs peut entraîner la suppression du financement de la Caf et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 5 -Le suivi des objectifs, des engagements, l'évaluation des actions et le contrôle

Le partenaire s'engage sur la production annuelle de pièces justificatives détaillées dans l'article 2.5 et suivants « Les engagements du (des) partenaire(s)et/ou du (des) partenaires employeurs – Au regard des pièces justificatives de la présente convention avant le 30/ juin de l'année qui suit l'année du droit examiné lesquelles sont indispensables au suivi des objectifs prévus par la convention.

1 – Le suivi des objectifs

Chaque année, avant le 30 avril et au plus tard le 30 juin de l'année suivante (N+1), le partenaire s'engage à fournir à la Caf, une information détaillée sur :

- Le calendrier des créations de places, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- Le calendrier des créations d'activités, leur localisation et le public bénéficiaire ;
- Le taux d'occupation ou de fréquentation des différentes activités couvertes par la présente convention ;
- Le bilan annuel de la mise en œuvre progressive du programme de développement.

Le partenaire s'engage à maintenir le niveau d'accueil existant avant le présent contrat « enfance et jeunesse », décrit en annexe 2 ci-après de la présente convention

2 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi annuel réalisé en concertation avec le partenaire signataire.

A cet égard, les signataires de la présente convention conviendront conjointement des modalités matérielles permettant la mise en place du suivi des engagements.

Ces modalités pourront prendre la forme d'une rencontre annuelle, d'une instance de coordination ou d'un comité de pilotage.
La Caf procède à l'évaluation des projets qu'elle soutient, dans le cadre d'une démarche partagée.

L'évaluation en fin de contrat a pour objet de rendre compte de la réalisation des objectifs et de l'efficience du contrat « enfance et jeunesse ».
Elle permet l'analyse du fonctionnement des services financés par la Caf, telle que décrit annexe de la « convention territoriale globale » signée par le partenaire.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article1- « L'objet de la convention », sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général.

3 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de cette convention

Le partenaire doit pouvoir justifier en permanence de l'emploi des fonds reçus auprès de la Caf.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres caf dans le cadre d'interventions mutualisées procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par la présente convention. Ces contrôles servent à vérifier, la justification des dépenses effectuées dans le cadre de cette convention sans que le partenaire, le partenaire employeur ne puissent s'y opposer.

Le partenaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et, le cas échéant, de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, bulletins de salaires, comptabilité analytique, registre de présences, ressources des familles, facturation aux familles, autorisation ou avis du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement, déclaration à la direction départementale de la cohésion sociale, organigramme, état du personnel, contrats de travail…

Outre la période conventionnelle, la Caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices écoulés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation des sommes versées.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

****

Article 6 - Durée de la convention

La présente convention de financement est conclue du 01/01/2019 au 31/12/2022.

La présente convention prend effet au jour de sa signature par l'ensemble des parties, jusqu'au 31 décembre 2022.

La présente convention ne peut pas faire l'objet d'une tacite reconduction.
Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

****

Article 7 - La révision des termes

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans cette convention

****

Article 8 - Fin de la convention

Résiliation de plein droit avec mise en demeure

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

Résiliation de plein droit sans mise en demeure

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « avenants » ci-dessus.

Résiliation par consentement mutuel

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

Effets de la résiliation

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

****

Article 9 - Recours

Recours amiable

La prestation de service contrat « enfance et jeunesse » étant une subvention, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

Recours contentieux

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

****

Le « partenaire » reconnait avoir reçu un exemplaire des éléments constitutifs de la présente convention pour la subvention dite prestation de service « contrat enfance jeunesse » et en avoir pris connaissance ainsi que la charte de la laïcité
Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires

Fait à Bordeaux,	Le *4 / 10 / 2019*,	En 3 exemplaires
La Caisse d'Allocations Familiales de la Gironde		Nom du partenaire
La Directrice Madame Christine MANSIET		Monsieur le Maire Monsieur Nicolas FLORIAN

Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et repli identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

Liste des annexes

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Annexe 2 : Situation de l'offre et perspectives de développement

Annexe 3 : Fiche(s) détaillée(s) par action

(Toute action bénéficiant d'un financement au titre du Cej, doit faire l'objet d'une fiche « annexe 3 »).

Annexe 4 : Les prix plafonds

Annexe 5 et 6 : Le diagnostic et l'évaluation

Annexe 1 : Tableau financier récapitulatif

Tableau récapitulatif financier Global								
Contrat : 201900584 MAIRIE DE BORDEAUX VOLET JEUNESSE								
Date d'effet : 01/01/2019								
Module : MAIRIE DE BORDEAUX JEUNESSE								
Typologie	**Type Action**	**Nature Action**	**Nom Action**	**Année 2019**	**Année 2020**	**Année 2021**	**Année 2022**	**Total**
Action nouvelle	Accueil Jeunesse	ALSH Extrascolaire	FLUX GLOBAL ALSH	2 025 581,67	2 025 581,67	2 025 581,67	2 025 581,67	8 102 326,68
	Pilotage Jeunesse	Poste de coordination	COORDINATION JEUNESSE	182 920,61	186 213,18	188 243,02	188 243,02	745 619,83
	TOTAL	ACTION NOUVELLE		2 208 502,28	2 211 794,85	2 213 824,69	2 213 824,69	8 847 946,51
Action antérieure	Accueil Jeunesse	ALSH Extrascolaire	STOCK GLOBAL ALSH	1 418 069,01	1 418 069,01	1 418 069,01	1 418 069,01	5 672 276,04
		Séjours	SEJOURS CS FOYER FRATERNE	7 018,60	7 018,60	7 018,60	7 018,60	28 074,40
			SEJOURS US CHARTRONS	4 459,20	4 459,20	4 459,20	4 459,20	17 836,80
	TOTAL	ACTION ANTERIEURE		1 429 546,81	1 429 546,81	1 429 546,81	1 429 546,81	5 718 187,24

Annexe 2 : Situation de l'offre et perspectives de développement

ANNEXE 2 : SITUATION DE L'OFFRE ET PERSPECTIVE DE DEVELOPPEMENT - De 2019 à 2022

		2018			2019			2020			2021			2022		
TYPOLOGIE	Nom action	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil	taux occupation (2)	Nombre unités de référence (1)	capacité d'accueil
Action nouvelle	Péri et extra scolaire	60%	2 123 508	3 539 180	60%	2 123 508	3 539 180	60%	2 123 508	3 539 180	60%	2 123 508	3 539 180	60%	2 123 508	3 539 180
Action nouvelle	Coordination		8,5			8,5			8,5			8,5			8,5	
Action antérieure	Péri et extra scolaire	60%	1 636 787	2 727 978												
Action antérieure	Séjours CS Foyer Fraternel	97,39%	336	345												
Action antérieure	Séjours US Chartrons	100%	196	196												

Annexe 3 : Fiche(s) détaillée(s) par action

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un accueil de loisirs existant
maintenu

DESCRIPTION

Nature (extra ou périscolaire) :	
Nom de la structure :	Péri et extrascolaire
Adresse :	
Gestionnaire :	
Nom du partenaires du Cej qui finance :	Ville de Bordeaux

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Capacité théorique

Nombre de jours d'ouverture :	0	Amplitude d'ouverture par jour :	0
Nombre d'heures d'ouverture par an :	0		
Nombre de places contractualisées :	0		
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places déclaré DDCS)*			3 539 180

Activité :

Les données d'activités doivent être plafonnées aux données d'activités inscrites au CEJ en 2018

Nombre de jours enfants :	212 351	Nombre d'heures enfants 0/6ans :	2 123 508
Taux d'occupation :	60,00%		
Subvention du partenaire :	4 679 762,68	Montant PS :	1 038 240,32

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre de jours d'ouverture	0	0	0	0
Amplitude d'ouverture par jour	0	0	0	0
Nombre d'heures d'ouverture par an	0	0	0	0
Nombre de places contractualisées	0	0	0	0
Capacité théorique *(nombre d'heures d'ouverture par an X nombre de places contractualisées)*	3 539 180	3 539 180	3 539 180	3 539 180
Prévisions d'activité				
Nombre de jours enfants	0	0	0	0
Nombre d'heures enfants	2 123 508	2 123 508	2 123 508	2 123 508
Taux d'occupation : (%)	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	6 542 874,00	6 542 874,00	6 542 874,00	6 542 874,00
Total des recettes	6 542 874,00	6 542 874,00	6 542 874,00	6 542 874,00
dont subvention du partenaire « ……»	4 679 762,68	4 679 762,68	4 679 762,68	4 679 762,68

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'une fonction de coordination existante maintenue ou développée

DESCRIPTION

Nature	Coordination
Personne(s) chargée(s) de la coordination	
Missions principales	1/2 ETP coordination CTG (Marianne Diop) 7 ETP coordination jeunesse (David Pomarede, Mathilde Dubois, Pierre-Thomas Lefumat, Nicolas Saintonge, Delphine Rivereau, Arnaud Bordes, Hervé De Bideran).Les coordonnateurs animent le réseau de l'ensemble des acteurs concernés (Elus, institutions), relaye les informations, pilotent le diagnostic territorial enfance jeunesse. Organisent et animent les bilans. Formalisent les éléments d'aide à la décision pour la CAF et les élus, assurent le pilotage de l'évaluation. Ils s'assurent de la conformité des documents de gestion financière et d'activité caf pour les gestionnaires et veillent au respect des procédures et des délais d'instructions des dossiers enfances/jeunesse. Les coordonnateurs sont garants de la mise en oeuvre des conventions signées entre la ville et la CAF. Le cas échéant, ils assurent le suivi de la mise en oeuvre des préconisations suite à un contrôle CAF.

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale	Nom :	
collectivité territoriale	Nom :	

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU CEJ (soit en 2018)

Nombre d'équivalents temps plein : 8,50

Partenaire « …….» : montant subvention : 293 386,50

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
	2019	**2020**	**2021**	**2022**
Capacité théorique				
Nombre d'équivalents temps plein	8,50	8,50	8,50	8,50
Données financières prévisionnelles				
Total des dépenses	305 121,96	310 614,16	316 205,21	321 896,90
Total des recettes	305 121,96	310 614,16	316 205,21	321 896,90
dont subvention du partenaire « ……»	305 121,96	310 614,16	316 205,21	321 896,90
dont subvention du partenaire « ……»				

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un séjour vacances ou camps adolescents existant

DESCRIPTION

Nom de la structure : Séjours CS Foyer Fraternel

Adresse : 23 rue Gouffrand - 33300 Bordeux

Gestionnaire : ALSH Foyer Fraternel

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Période de fonctionnement : du…… au ……..

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours de fonctionnement : 15

Nombre de places contractualisées : 23

Capacité théorique *(nombre de jours de fonctionnement X nombre de places)* : 345

Activité

Nombre de jours enfants : 336

Taux d'occupation : 97,39%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 16 950,00 montant PS :

Partenaire « ……» : montant subvention : 5 415,00 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 3

FICHE PROJET
CONTRAT ENFANCE JEUNESSE
d'un séjour vacances ou camps adolescents existant

DESCRIPTION

Nom de la structure : Séjours US Chartrons

Adresse : 9 place Saint Martial - 33300 Bordeaux

Gestionnaire : US Chatrons

Partenaires du Cej qui financent :

collectivité territoriale Nom :

collectivité territoriale Nom :

Pourcentages de répartition entre partenaires du Cej retenus pour l'action :

Nom : % de répartition :

Nom : % de répartition :

Période de fonctionnement : du…… au ……..

ANNEE PRECEDANT LA SIGNATURE DU 1er CEJ

Capacité théorique

Nombre de jours de fonctionnement 14

Nombre de places contractualisées : 14

Capacité théorique *(nombre de jours de fonctionnement X nombre de places)* 196

Activité

Nombre de jours enfants 196

Taux d'occupation : 100,00%

Subvention des partenaires :

Partenaire « ……» : montant subvention : 2 179,00 montant PS :

Partenaire « ……» : montant subvention : 7 940,00 montant PS :

DESCRIPTIF DU PROJET

Annexe 4 : Les prix plafonds

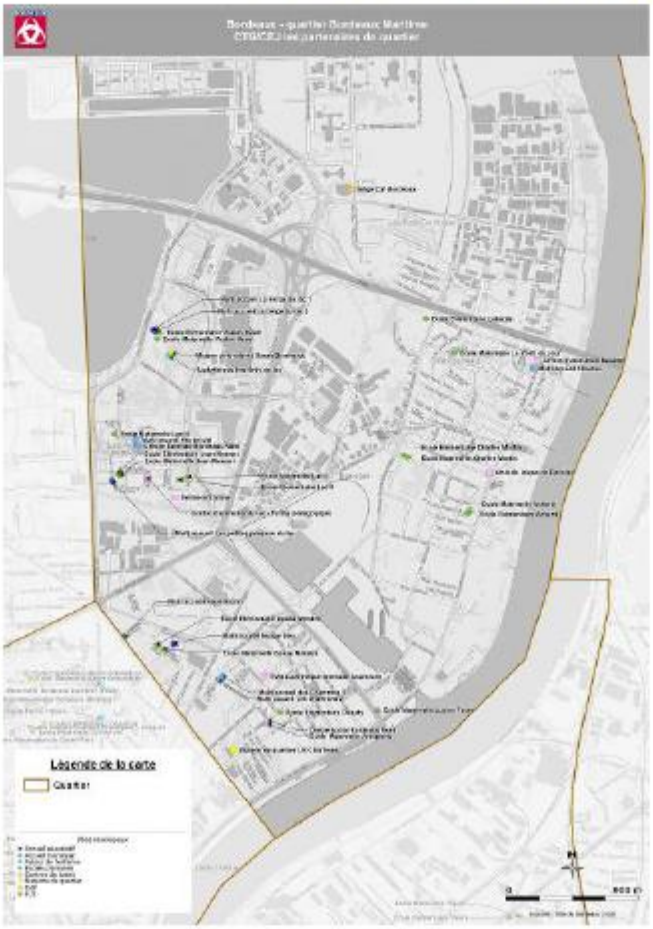
ACCUEIL ENFANCE	PRIX PLAFONDS (en €)
Accueil collectif [2]0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Accueil familial[3]et parental *0 – moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Micro crèche* 0-moins de 6 ans	7,22 €/ heure enfant
Relais assistants maternels	44 254 €/ an et par ETP de fonctionnement
Lieu d'accueil enfants-parents	59,46 €/heure d'ouverture
Ludothèques	20€/ heure d'ouverture
PILOTAGE ENFANCE	
Poste de coordination	48 000€:/ETP
Ingénierie	55% du coût de l'action dans la limite des 85/15
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
ACCUEIL JEUNESSE	
Accueil de losirs vacances été	4€/ heure enfant
Accueil périscolaire	3€/ heure enfant
Séjour vacances été	40€/ journée enfant
Séjour petites vacances	40€/ journée enfant
Camp adolescents	40€/ journée adolescent
Accueil jeunes déclaré Ddcs	4€/ heure jeune
PILOTAGE JEUNESSE	
Poste de coordination	48 000€:/ETP
Formation Bafa, BAfd	1600 € : Stagiaire
« Diagnostic initial »	10 000€/contrat
Ingénierie	55% du coût de l'action dans la limite des 85/15

[2] Relevant de l'article R2324-17 du code de la Santé Publique.
[3] Relevant de l'article R2324-17 du code de la Santé Publique.

Annexe 5 et 6 : Le diagnostic et PEDT

L’année 2019 est marquée par trois renouvellements importants dans le partenariat entre la Ville de Bordeaux et la Caf de la Gironde. En effet, au-delà du renouvellement du Contrat Enfance Jeunesse, l’ensemble des agréments des centres sociaux et espaces de vie sociale se renouvellent. Vingt-trois structures réalisent un diagnostic partagé par quartier et sous-quartiers de la Ville. Ils complètent les premiers éléments de diagnostic réalisés par la Caf et la Ville (analyse jointe par quartier ci-dessous) et mettent en mouvement tous les acteurs des territoires, dont les habitants. Toute cette dynamique s’inscrit au profit du renouvellement de la Convention Territoriale Globale qui sera signée au cours du premier semestre 2020.

1. BORDEAUX MARITIME



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Des projets urbains d'envergure font de Bordeaux Maritime le quartier avec la plus forte dynamique démographique et donc une évolution importante des effectifs petite-enfance et enfance-jeunesse.
C'est aussi un territoire assez mixte avec une part importante de familles en situation de forte vulnérabilité.

OFFRE SUR LE QUARTIER :

Le Lac : le centre d'animation Sarah Bernahrdt et le centre d'animation Bordeaux Lac et l'association Urban Vibrations School

Bacalan : Centre d'animation Bacalan, Amicale Laïque Bacalan et le Kfé des Familles.

Le projet « Parcours de vie – Parcours Citoyen », vise à accompagner le public tout au long de la vie avec une approche globale. Ce projet est porté conjointement avec le REP + Blanqui, les opérateurs locaux et la ville.

Bassins à Flots : le centre socioculturel Bordeaux Nord, l'EVS Chantelude et le Kfé des Familles. Plus récemment deux acteurs ont reporté leurs activités sur les BAF : l'US Chartrons et Génération Dupaty

- De nouvelles associations contribuent à favoriser le lien social : Ricochet Sonore, les halles de Bourbon du coté St Louis et Vivons Ensemble sur les BAF.
- De nombreux acteurs associatifs sont prêts à investir les BAF (Centre Social Bordeaux Nord, Chantelude, Amicale Laïque de Bacalan…). Les moyens matériels (lieux « flex », bureaux…) et financiers conditionnent leurs interventions.

Chartrons Saint Louis : Le projet « Vivre Ensemble », à travers l'investissement et l'optimisation des espaces publics vise à associer les habitants et les opérateurs locaux dans une démarche de coconstruction. Ce projet est porté par le « Cotec Chantecrit » dons les principaux opérateurs sont le Centre Social Bordeaux Nord, l'EVS Chantelude, Ricochet Sonore et la ville.

Une présence forte des bailleurs sociaux sur certains des quartiers de Bordeaux Maritime (Aubiers et Bacalan notamment) sur lesquels ils se positionnent comme des partenaires importants dans les projets avec les habitants.

1. BORDEAUX MARITIME

Situation sociale du quartier



Quartier 1 : Bordeaux Maritime

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleasc, RP INSEE *Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018*	Bordeaux	Quartier 1 : Bordeaux Maritime	0201-0204 Bacalan	0301 303 313 Bassins à flot	101 et 103 Le lac
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	4 070	1 357	1 524	1 189
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	29,4%	35,3%	19,6%	45,4%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 695	558	669	468
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	41,6%	41,1%	43,9%	39,4%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	32,7%	41,6%	18,2%	48,1%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	1744	626	527	591
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	46,3%	50,3%	34,5%	49,7%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	32,2%	36,9%	23,0%	39,7%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 099 €	1 043 €	1 217 €	989 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	1535	524	533	478
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	28,1%	35,8%	11,3%	43,5%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	3535	1194	1152	1189
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	33,50%	41,47%	17,08%	44,98%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1826	590	676	560
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	27,6%	27,2%	17,0%	44,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	701	222	265	214
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	7470	2449	3360	1661
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	20,7%	22,5%	27,4%	4,8%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	38,4%	65,4%	26,2%	32,4%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	26,9%	34,5%	15,8%	32,6%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	112,0%	358,4%	58,0%	43,0%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	2460	788	830	842
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	60,4%	58,1%	54,5%	70,8%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	13,2%	19,7%	15,8%	4,5%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	49,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		60,59%			

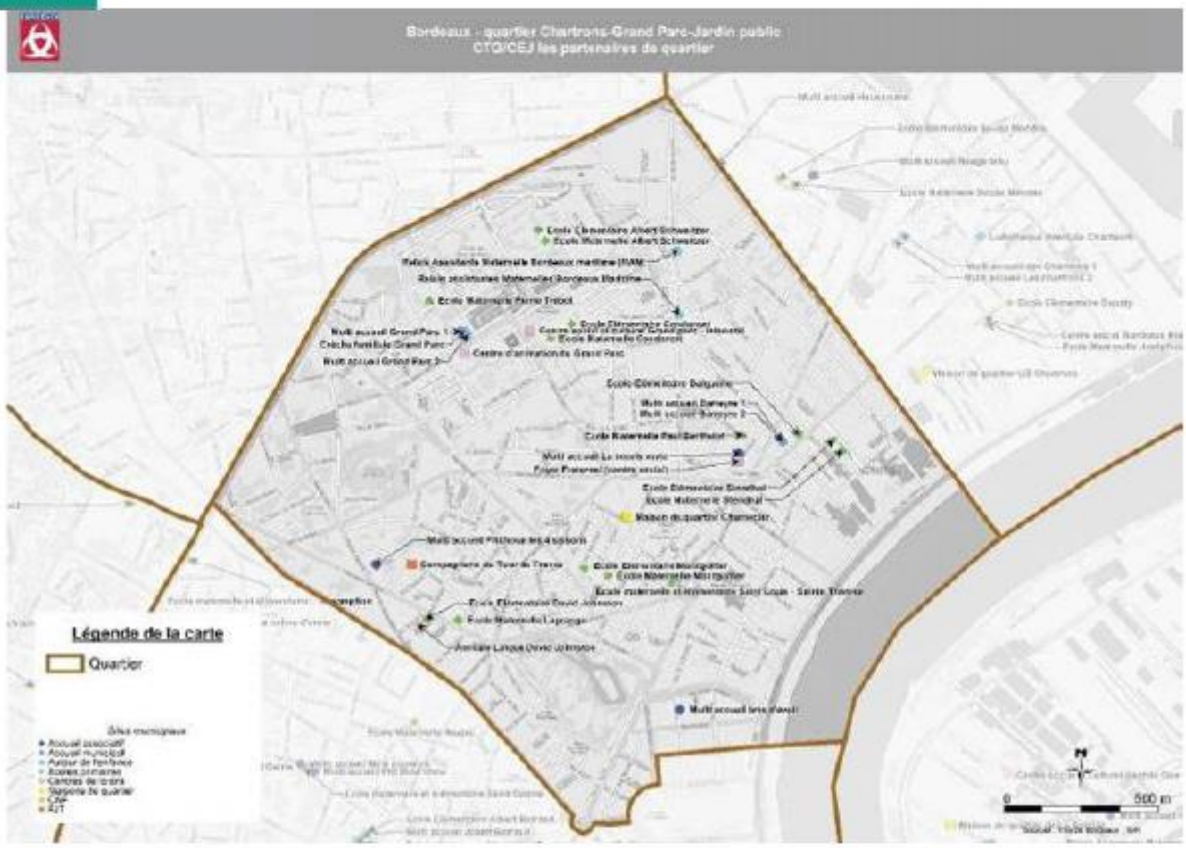
INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

Un quartier familial :
Le quartier Bordeaux Maritime est le quartier de Bordeaux où il y le plus grand nombre de familles allocataires (4070) et le 3ème quartier en nombre d'allocataires (4070).
De plus, une très forte progression du nombre d'allocataires depuis 2013 (+ 46 %) et de familles allocataires (+29 %) est observable. Des projets urbains d'envergure expliquent ces évolutions.

Un quartier de plus en plus jeune :
Le quartier Bordeaux Maritime représente 20 % de l'effectif des 0-5 ans de la ville de Bordeaux.
Les évolutions du nombre de 0-17 ans ans sont fortes sur le quartier (entre 28 % et 35 %), en particulier sur le sous-territoire du Lac (Ginko) et de Bacalan. La part des 0-17 ans vivant dans une famille à bas revenus est élevée sur le quartier notamment sur le sous-territoire du Lac et de Bacalan (plus d'un enfant sur deux pour les 12-17 ans).
La part des 0-17 ans vivant dans une famille monoparentale du quartier (de 22 % pour les 0-2 ans à 47 % pour les 12-17 ans) est supérieure à la moyenne de la ville notamment sur le Lac et Bacalan.
Le quartier Bordeaux Maritime représente 7 % des 18-24 ans de Bordeaux (Insee). Ils sont particulièrement nombreux sur le sous-territoire Bassins à Flot.
Le taux de scolarisation est bas sur le quartier, particulièrement sur les sous-territoires du Lac et de Bacalan.

Un quartier avec une part importante et en croissance de population vulnérable :
Le quartier Bordeaux Maritime est le 3ème quartier en nombre d'allocataire avec une **aide logement.**
L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement est très forte et est très ciblée sur Le Lac, une partie de Bacalan et de Bassin à Flot.
La part des étudiants est moins importante sur Bordeaux Maritime que sur l'ensemble de la ville, elle est notamment faible sur le sous-territoire du Lac mais connaît une forte augmentation sur les Bassins à Flots suite à l'installation de structures d'enseignement supérieur.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement est élevée sur le quartier (6 familles allocataires sur 10 ont une aide au logement), en particulier sur le sous-territoire des Aubiers et Bacalan. Il est à noter qu'aucun IRIS du quartier n'est en dessous des 50 %.
L'évolution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide logement est très forte sur le quartier, en particulier sur l'IRIS Ginko et 202 sur Bacalan. Trois IRIS sont en baisse : 203 et 204 sur Bacalan et 313 sur Bassins à Flot.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement habitant dans le parc public est très élevée sur Bordeaux Maritime (plus de 80 %) et bien supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux (97 % des familles bénéficiaires d'une aide au logement sur les Aubiers).
La part des familles allocataires à bas revenus est très élevée sur Bordeaux Maritime (près d'une famille allocataires sur deux) et bien supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux. Quatre IRIS connaissent un taux de familles allocataires à bas revenus supérieur à 50 % : les Aubiers, et trois IRIS sur quatre à Bacalan.
La part des familles dépendante de la Caf pour plus de la moitié de leurs revenus est élevée sur Bordeaux Maritime (près d'un tiers des familles allocataires) et supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux. Ce taux est particulièrement important sur trois IRIS : les Aubiers, 201 et 204 sur Bacalan.
La Médiane RUC confirme la fragilité économique d'une proportion importante de la population sur le quartier avec trois IRIS inférieur à 1000 euros : les Aubiers, 201 et 204 sur Bacalan.
La part des familles allocataires bénéficiaires du RSA est également supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux. Des écarts sont à noter entre les sous-territoires du simple au double entre le Lac et Bacalan d'un côté et les Bassins à Flots de l'autre (même si en volume il n'y a pas de grandes différences). Ce taux dépasse les 30 % sur les IRIS 201 et 204 de Bacalan. La plus forte progression de bénéficiaires de Rsa est sur le sous-territoire Bacalan, en particulier l'IRIS 202 (+ 65 %).

2. CHARTRONS – GRAND PARC – JARDIN PUBLIC



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Un quartier très contrasté entre les sous-territoires Jardin Public et Grand Parc (QPV). Le sous-territoire Chartrons est plutôt intermédiaire avec des différences selon les IRIS. Le Grand Parc est le sous-territoire qui accueille la majorité du public vulnérable du quartier : une forte précarité du milieu familial des enfants, des familles à bas revenus logées dans le parc public, une population impactée par l'exclusion numérique et l'isolement des seniors.

Des nouveaux logements sont prévus : 607 logements pour les secteurs Tivoli-Rivière en 2019 et Grand Parc d'ici 2022.

OFFRE SUR LE QUARTIER :

Grand Parc : Centre d'animation Grand Parc, centre socioculturel Grand Parc

Chartrons : le Foyer Fraternel

Sur le **Jardin Public** pas de structure AVS présente notamment parce que ce territoire aux vues des données n'apparait pas prioritaire, mais présence de la Maison de quartier Chantecler, et l'Amicale Laïque David Johnston qui assurent des activités sportives, culturelle et de loisir pour les enfants (APS/ALSH).

2. CHARTRONS – GRAND PARC – JARDIN PUBLIC



Situation sociale du quartier

Quartier 2 : Jardin public Chartrons

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleas, PP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 2 : Jardin public Chartrons	0302+309+311+312 Chartrons	0305-308 Grand Parc	601 à 603 + 310 Jardin public
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	3 173	929	1 465	779
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-3,6%	-9,1%	2,8%	-7,9%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 186	301	693	192
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	37,4%	32,4%	47,3%	24,6%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,8%	-21,4%	6,9%	-19,7%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	1245	254	837	154
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	39,3%	26,5%	58,6%	19,8%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	26,1%	16,0%	41,5%	10,3%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 242 €	1 582 €	949 €	2 259 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	1085	359	465	261
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-5,8%	4,1%	-10,4%	-9,4%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	2904	789	1395	720
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	0,83%	-8,04%	8,31%	-1,68%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1610	397	765	448
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	5,0%	-7,0%	15,7%	1,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	501	112	284	105
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	6355	2432	2549	1374
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	25,8%	40,3%	5,1%	38,4%
Logement	Evolution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-5,9%	-8,0%	-0,1%	-11,9%
Logement	Evolution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-8,1%	-27,3%	3,4%	-29,0%
Logement	Evolution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	-4,0%	-7,0%	-4,8%	2,1%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	1537	287	1096	154
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	48,4%	30,9%	74,8%	19,8%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	15,1%	34,1%	3,5%	62,3%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	77,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		80,92%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

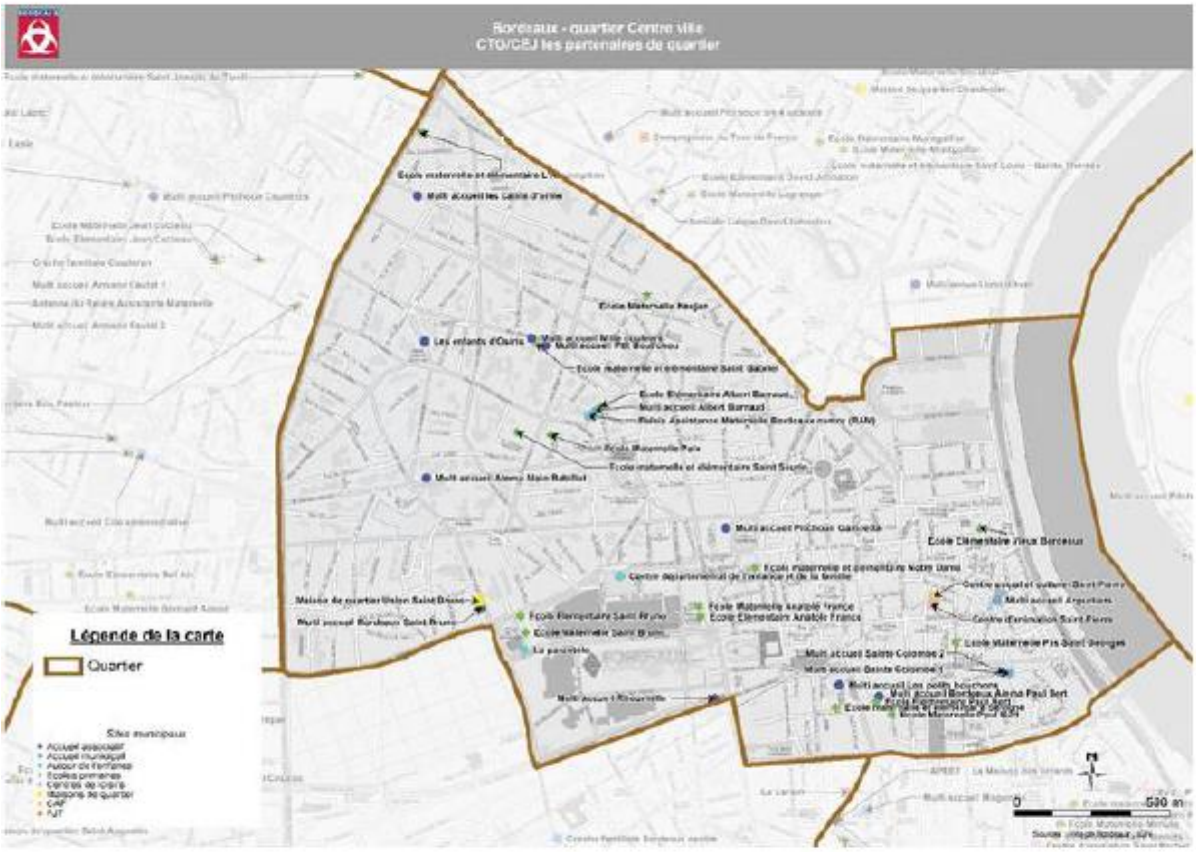
Un quartier assez familial :
Le quartier Chartrons, Jardin Public, Grand Parc est le 3ème quartier de Bordeaux en nombre de familles allocataires (3173) et le 4ème quartier en nombre d'allocataires (9155).
Le sous-territoire du Grand Parc a une évolution positive du nombre d'allocataires (+6%) et de familles allocataires (+3%) alors qu'elle est négative sur le quartier Chartrons (- 9%) et Jardin public (-8%).
La part des familles monoparentales allocataires de la Caf est légèrement supérieure à celle de la ville de Bordeaux. Cela s'explique surtout par le taux très élevé du sous-territoire Grand Parc.

L'évolution du nombre des enfants 0-5 ans est fortement négative sur tout le quartier sauf sur les Chartrons, par contre une évolution fortement positive des 6-17 ans sur le Grand Parc est à souligner.
Une forte précarité du milieu familial des enfants de tout âge dans le sous- territoire du Grand Parc.

Une part de familles modestes importantes surtout sur le Grand Parc dont une grande partie occupe un logement dans le parc public.
L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement est négative sur le quartier, sur chaque sous-territoire l'effectif est en baisse.
La part des étudiants est moins importante que sur l'ensemble de la ville, cela est surtout lié à la faible part sur le sous-territoire Grand Parc.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement est élevée sur le quartier (près de la moitié des familles allocataires ont une aide au logement), surtout sur le sous-territoire Grand Parc.
Seul le sous-territoire Grand Parc connait une évolution positive de l'évolution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide logement car la tendance du quartier est plutôt en baisse.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement habitant dans le parc public est très élevée (plus de 80 %) et bien supérieure à la moyenne de la ville de Bordeaux (93,7 % des familles bénéficiaires d'une aide au logement sur Grand Parc).

Quartier de contraste entre les revenus parmi les plus élevés de Bordeaux en moyenne (Jardin Public) et les plus bas (Grand Parc). Forte précarité sur le sous-territoire Grand Parc (quartier politique de la ville).
La part des familles allocataires à bas revenus est légèrement supérieure à la moyenne de la ville en lien au fort taux du sous-territoire Grand Parc. Même constat pour les familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs revenus, la part de familles bénéficiaires du RSA et celles bénéficiaires de la prime d'activité.
Concernant l'évolution des bénéficiaires RSA, seul le Grand Parc est en hausse et de façon importante pour les deux autres sous-territoires l'effectif est en baisse.
La Médiane RUC est inférieure à celle de la ville de Bordeaux mais de fortes disparités sont observables entre sous-territoires : la médiane RUC de jardin public est plus que deux fois supérieure que celle du Grand Parc.

3.BORDEAUX CENTRE



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

C'est un quartier qui reste privilégié, quant aux marqueurs de fragilité bordelais, mais le secteur St Pierre concentre les scores les plus importants en vulnérabilité, même si c'est sur le secteur Boulevard qu'habitent le plus de familles.

Offre sur le quartier

Centre d'animation St Pierre

Centre socioculturel Paul Bert

Union St Bruno

Quartier 3 : Bordeaux centre

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Fileasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 3 : Bordeaux centre	604 - 608 + 1001 + 1002 centre boulevard	0501-0505 + 508 St Pierre	0507-0508 Quinconces
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	2 725	1 628	810	287
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-2,7%	-2,57%	-2,2%	-4,7%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	768	362	325	81
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	28,2%	22,20%	40,1%	28,2%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-11,3%	-18,47	2,5%	-22,9%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	654	310	301	43
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	23,8%	19%	33,0%	25,1%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	15,2%	11,75%	23,7%	8,0%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 889 €	2 189 €	1 383 €	2 068 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	893	544	256	93
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-3,3%	6,90%	-18,7%	-8,8%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	2389	1529	636	224
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	0,76%	1,22%	3,23%	-8,21%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1615	1077	377	161
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	2,3%	6,20%	1,1%	9,5%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	461	287	130	44
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	10139	3193	5771	1175
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	47,8%	41%	50,7%	51,7%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-11,2%	-8,40%	-11,4%	-10,8%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-21,0%	-27,20%	-13,0%	-27,6%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	-12,0%	1,30%	-16,0%	-17,6%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	629	259	307	63
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	23,1%	15,90%	39,0%	22,2%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	69,2%	73,40%	65,5%	71,4%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	88,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		90,48%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

On note une présence majoritaire des familles sur le secteur Boulevards (6 familles sur 10) avec une forte présence des enfants 0-2 ans et 3-5 ans. Si l'évolution de la population familles allocataires et des enfants 0-2 ans sur le quartier est négative le taux d'évolution des 0-2ans est quand même en forte progression sur le secteur des Boulevards. Si les familles et les enfants 0-2 ans sont moins présents à St Pierre (- 16% d'enfants 0-2 ans, -5.1% enfants 3-5 ans), c'est sur ce secteur que la part des familles monoparentales atteint son maximum (4 familles sur 10), près du double de ce que l'on trouve sur les Boulevards.

Pour les **enfants de 6-11 ans**, le phénomène déjà observé s'amplifie : plus du tiers vivent sur le secteur Boulevards et un quart sur St Pierre. Néanmoins, c'est sur St Pierre que l'évolution est la plus forte (+6,5 points / quartier), alors que le sous-territoire Boulevards stagne et le sous-territoire Quinconces marque une très forte décroissance.

Le même constat se fait pour les jeunes de 12-17 ans dont plus des deux tiers habitent les boulevards, alors que moins du quart habite sur St Pierre et c'est toujours sur ce sous-territoire que l'on retrouve le plus d'enfants vivant dans des familles fragilisées.

Près de 6 bénéficiaires d'aides au logement sur 10 habitent le secteur St Pierre : cette population est largement constituée d'étudiants, puisqu'ils représentent la moitié des bénéficiaires sur les secteurs Quinconces et St Pierre.

Quartier à faible part de familles allocataires vulnérables.

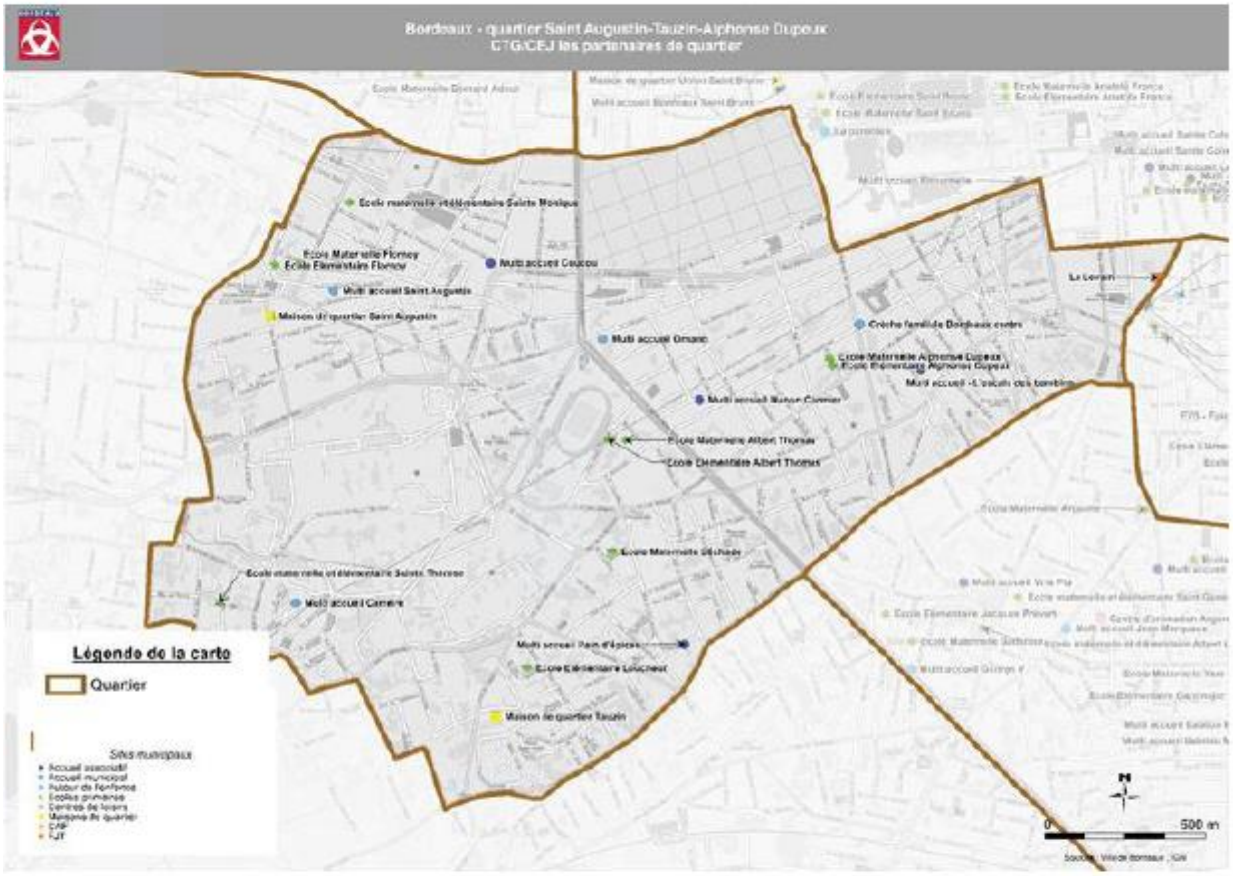
23,8 % de familles à bas revenus sur Bordeaux centre contre 33,8 % pour Bordeaux. Seul le sous-territoire St Pierre est proche de la moyenne Bordelaise, les sous-territoires Quinconces et Centre Boulevard se situent bien en dessous (25 % et 19%). Les mêmes constats sont observables concernant les médianes RUC (Revenu par Unité de Consommation) et les familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources.

Autres données de cadrage sur le logement (Insee millésime 2014) :

Poids des ménages locataires du privé représente 66 % et 77% pour St Pierre (soit au-dessus de la moyenne de Bordeaux : 54%). Ainsi le quartier habite peu de résidences principales du parc locatif HLM : 2.4%.

La part des ménages emménagés depuis moins de 2 ans représente 29% pour le sous-territoire St Pierre 34% (un des taux les plus élevés des quartiers avec Bordeaux Sud et les Quinconces, contrairement à d'autres secteurs comme le Grand Parc avec seulement 12%)

4. SAINT AUGUSTIN – TAUZIN – ALPHONSE DUPEUX



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Un quartier avec une faible part de familles parmi les allocataires, des évolutions en dessous de la moyenne de la ville concernant les 3-17 ans, mais des fortes évolutions du nombre des 0-17 ans dans le sous-territoire St Augustin (données Caf 31 décembre 2017).

Une importante population étudiante présente à capter. Mais aussi 650 seniors isolés.
Beaucoup de classes supérieures avec un impact sur la demande de services à domicile, mais aussi beaucoup de femmes en emplois précaires (données Insee 2014).

Offre sur le quartier

La seule structure AVS de ce quartier est le Centre social Tauzin. On note également une présence forte de la maison de quartier St Augustin dans la vie locale

4. SAINT AUGUSTIN – TAUZIN – ALPHONSE DUPEUX

Situation sociale du quartier

Quartier 4 : St Augustin Tauzin Dupeux

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 4 : St Augustin Tauzin Dupeux	1003-1006 Dupeux	0904-905 Isolé St Aug	0901-903 Tauzin
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	2 059	912	432	715
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	1,8%	-2,4%	7,5%	3,6%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	546	234	76	236
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	26,5%	25,7%	17,6%	33,0%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,0%	-8,3%	-26,2%	5,8%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	440	197	62	181
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	21,8%	21,6%	14,4%	26,3%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	12,8%	12,7%	7,9%	15,9%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 875 €	1 899 €	2 191 €	1 627 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	728	325	169	234
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	4,1%	-2,7%	25,2%	1,7%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	1891	815	429	647
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	5,47%	3,82%	14,71%	2,05%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1059	456	211	392
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	4,3%	3,6%	0,5%	7,4%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	307	137	56	114
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	6413	3479	912	2022
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	50,0%	49,4%	51,8%	49,6%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-1,0%	-6,6%	3,4%	8,1%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-8,3%	-19,2%	-13,9%	5,9%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	3,4%	-4,1%	13,6%	14,2%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	496	202	62	232
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	24,1%	22,2%	14,4%	32,4%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	40,9%	60,9%	54,8%	19,8%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	95,6%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		99,73%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES, ELEMENTS DE CONTEXTE

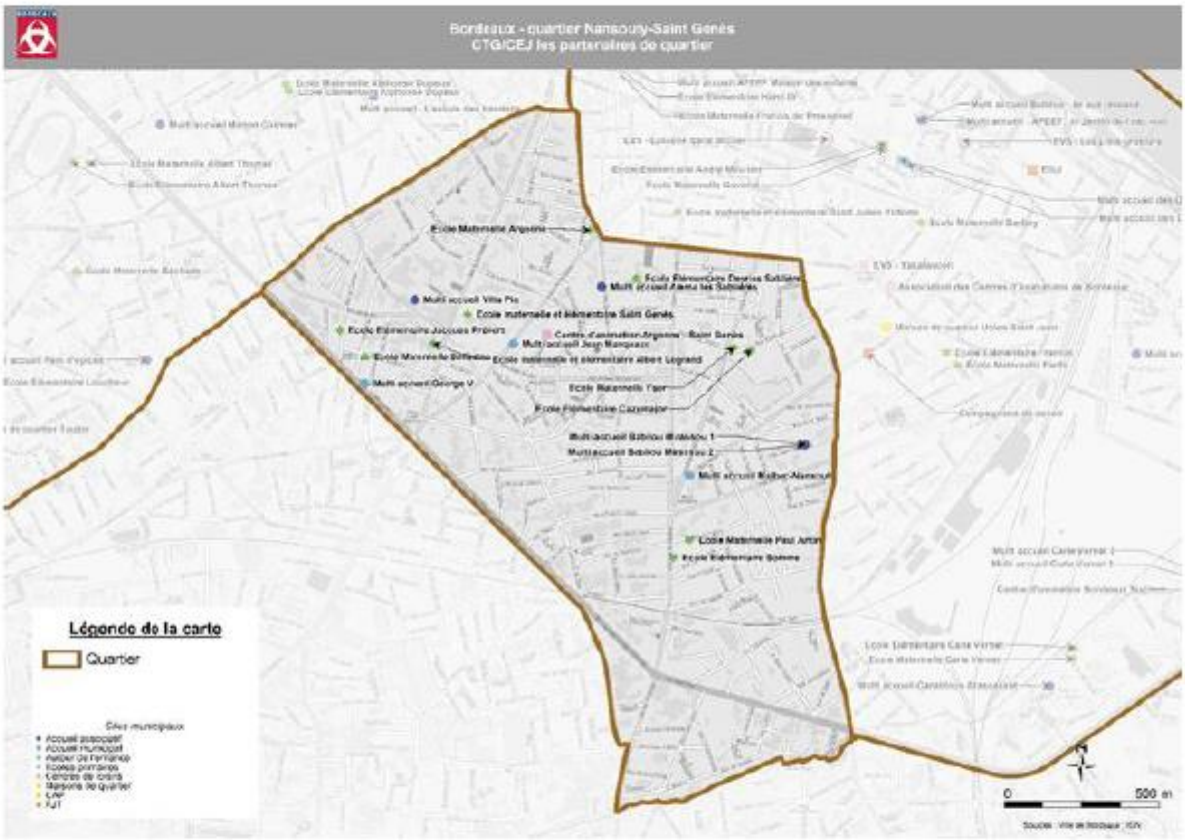
Un quartier à faible taux de familles allocataires (surtout St Augustin) mais qui se maintient.
Pour les 0-2 ans une évolution supérieure du quartier à celle de la ville, pour les 0-5 ans une baisse d'effectif entre 2013 et 2017. Des situations de familles vulnérables bien en-dessous de la moyenne de la ville.

Si on observe par sous-territoire, Dupeux concentre près de la moitié des 0-5 ans mais connait de fortes baisses d'effectif alors que sur St Augustin les 0-5 ans sont bien moins nombreux mais tout de même en forte en hausse ces dernières années.
Le Tauzin lui se caractérise davantage par la vulnérabilité des familles ayant un enfant de 0-5 ans (la plus élevé du quartier même si elle reste inférieure à celle de la ville).
Une évolution des 6-11 ans sur le quartier positive et au même niveau que la ville de Bordeaux.
Tout comme pour les 0-5 ans, Dupeux concentre le plus grand nombre d'enfants de 6-11 ans mais ici l'effectif est en légère hausse.
Sur St Augustin l'évolution est aussi positive ainsi que pour Tauzin (même si plus faible) qui la-aussi est le sous-territoire du quartier avec le plus de familles vulnérables.
Dupeux concentre le plus grand nombre d'enfants de 6-11 ans mais l'effectif est en légère baisse. Sur St Augustin l'évolution est quasi nulle et c'est sur Tauzin qu'il y la plus forte hausse et c'est aussi le sous-territoire du quartier avec le plus de familles vulnérables.
Une évolution positive des 12-17 ans sur le quartier mais une progression moitié moins forte que celle de la ville (+4 % < +8 %).
La part des familles à bas revenus et monoparentale est bien inférieure à celle de la ville.

Une part d'allocataires avec une aide logement en légère baisse dont la moitié sont des étudiants et seulement un quart des familles. Un taux important de familles avec une aide au logement vivant dans le parc privé (au-dessus de la moyenne de la ville).

Une part de familles en situation de vulnérabilité bien en dessous de la moyenne Bordelaise. Une évolution de familles bénéficiaires RSA en baisse. Le sous-territoire Tauzin est plus concerné par cette problématique même si les taux des différents indicateurs restent inférieurs à ceux de la ville.

5. NANSOUTY – SAINT GENES



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Une forte présence de ménages sans famille et d'étudiants. Des effectifs 0-5 ans en baisse, 6-11 ans en faible progression mais une forte hausse des 12-17 ans.
Un quartier plutôt jeune avec un fort turn-over.
Des revenus moyens des familles allocataires supérieurs à la moyenne de la ville.
Demeure néanmoins une présence de seniors isolés et de familles en situation de précarité

Offre sur le quartier

Centre d'animation Argonne

Maison des Familles

5. NANSOUTY – SAINT GENES

Situation sociale du quartier



Quartier 5 : Nansouty St Genes

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filease, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	Quartier 5 : Nansouty St Genes	1203-1205 Argonne	1201-1202 St Genes	1206 1208 1209 Somme
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	1 756	517	375	864
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	2,4%	-2,6%	2,5%	5,6%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	470	147	77	246
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	26,8%	28,4%	20,5%	28,5%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,6%	-2,7%	1,3%	-8,2%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	424	125	59	240
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	24,5%	23,9%	16,1%	27,8%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	14,4%	13,4%	6,8%	18,2%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 823 €	1 925 €	2 269 €	1 620 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	553	149	99	305
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-3,3%	-20,3%	-10,0%	10,9%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	1540	449	345	746
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	1,52%	-1,10%	-3,63%	5,54%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1023	305	282	436
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	16,3%	13,0%	15,6%	20,8%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	291	99	78	114
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	6015	2039	1314	2662
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	53,3%	36,4%	63,9%	44,4%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	0,7%	3,6%	-3,2%	0,5%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-10,4%	-7,0%	3,9%	-12,2%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	5,7%	-33,9%	1,3%	7,3%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	433	119	54	260
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	24,7%	23,0%	14,4%	30,1%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	57,4	61,3%	57,4%	65,0%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	66,4%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		79,75%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

Une progression du nombre d'allocataires proche de celle de la ville (+7%) et une part de familles allocataires en légère hausse (+2%). La part des familles parmi les allocataires est faible.
L'évolution du nombre de 0-2 ans est négative sur le quartier, deux sous-territoires sont en baisse en particulier Argonne alors que la Somme est en hausse.
La part des 0-2 ans vivant dans une famille à bas revenus est inférieure à celle de la ville. Tous les sous-territoires sont en-dessous.
L'évolution du nombre de 3-5 ans est négative sur le quartier, en particulier sur les sous-territoires Argonne.
L'évolution du nombre de 6-11 ans est positive sur le quartier mais inférieure à celle de la ville.
L'évolution du nombre de 12-17 ans est forte et supérieure sur le quartier à celle de la ville surtout sur le sous-territoire Somme.
La part des 0-17 ans vivant dans une famille à bas revenus est en général bien inférieure à celle de la ville.

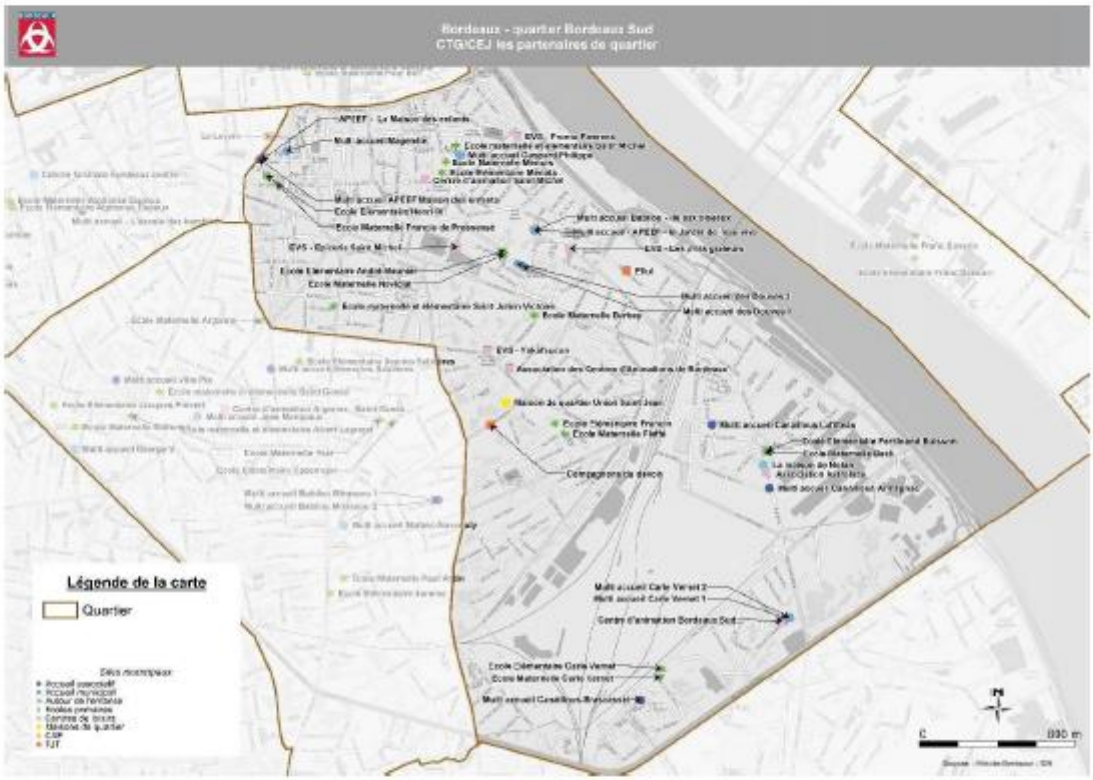
Le quartier 5 représente 11 % des allocataires bénéficiaires d'une aide logement sur Bordeaux. L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement est très légèrement positive sur le quartier.
La part des étudiants est plus importante que sur l'ensemble de la ville, notamment sur le sous-territoire St Genès. Sa progression est aussi plus forte que celle sur l'ensemble de la ville.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement est faible sur le quartier.

L'évolution du nombre de familles bénéficiaires d'une aide logement est négative sur le quartier. Seul le sous-territoire St Genès connait une évolution positive.
La part des familles bénéficiaires d'une aide au logement habitant dans le parc public est bien inférieure à la moyenne de la ville de Bordeaux et la part dans le parc privé bien supérieure.
La part des familles allocataires à bas revenus est bien inférieure à la moyenne de la ville. Tous les sous-territoires sont en-dessous de la moyenne de la ville.

Même constat pour les familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs revenus, la part de familles bénéficiaires du RSA et celles bénéficiaires de la prime d'activité. Concernant l'évolution des bénéficiaires RSA le quartier et tous les sous-territoires sont en baisse.

6. BORDEAUX SUD

La Caf partenaire au quotidien



Le quartier en quelques mots :

Quartier avec une forte présence d'étudiants et de familles à bas revenus. La présence aussi de nombreuses familles monoparentales, un taux de chômage de 20%, un turnover élevé des familles à St Michel et une forte présence de population allophone, fait de Bordeaux Sud un *quartier à forts enjeux pour la ville*.

Des évolutions enfance jeunesse contrastées au sein du quartier sur toutes les tranches d'âge: le projet Euratlantique doit être pris en compte sur les évolutions du quartier dans les prochaines années.

Offre sur le quartier

Les indicateurs de taux de couverture et d'activité petite enfance et jeunesse de la Caf situent le quartier Bordeaux Sud dans une situation intermédiaire mais aux vues des faibles ressources en moyenne des familles, ce quartier reste prioritaire dans ce domaine et en particulier sur le sous-territoire Gare Sud.

De nombreux acteurs dans le champ de l'animation de la vie sociale sont présents sur le quartier :

St Michel : Centre d'animation St Michel, EVS Promofemmes, L'Epicerie solidaire et les Ptits'Gratteurs

Gare Nord : EVS Yakafaucon

Gare Sud : Centre d'animation Bordeaux Sud, EVS Astrolabe

6. BORDEAUX SUD

Situation sociale du quartier

Quartier 6 : Bordeaux Sud

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleas; RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	quartier 6 : Bordeaux Sud	1304 1305 1207 Gare Nord	1301-1303 Gare Sud	1101-1108 St Michel Victoire
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	2 683	564	877	1 222
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-0,6%	-1,0%	16,0%	-9,7%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 080	225	333	522
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	40,3%	38,5%	38,0%	42,7%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-6,1%	-3,4%	10,3%	-15,1%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	1251	254	399	599
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	46,8%	43,4%	44,8%	50,5%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	33,0%	29,1%	31,2%	36,3%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 095 €	1 299 €	1 201 €	1 037 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	942	218	299	425
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-2,7%	4,3%	7,2%	-11,5%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	2135	434	786	915
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	0,52%	-9,93%	28,03%	-10,99%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	1158	264	393	501
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	1,2%	1,5%	20,9%	-10,4%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	435	100	133	202
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	12740	1588	1528	9624
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	43,6%	27,6%	21,0%	49,9%
Logement	Evolution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc. 2017	-1,3%	-4,3%	-7,3%	-1,8%	-4,5%
Logement	Evolution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc. 2017	-1,9%	-8,4%	-14,5%	9,5%	-15,4%
Logement	Evolution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	-3,8%	6,8%	-3,3%	-4,8%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	1411	289	459	663
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	52,6%	49,5%	52,3%	54,3%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	49,1%	41,2%	34,9%	63,0%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	65,2%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		76,86%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,

ELEMENTS DE CONTEXTE

Le quartier représente 20 % des allocataires et 12 % des familles allocataires de la ville de Bordeaux. La progression du nombre d'allocataires depuis 2013 est très faible.

C'est le quartier où il y a, à la fois, le plus grand nombre d'allocataires et à la fois la part de familles parmi les allocataires la plus basse (17 %) dont l'évolution est légèrement négative. La forte présence d'étudiants explique cela et la donnée est confirmée par le taux de scolarisation des 18-24 ans qui est de 77% en particulier dans le secteur Gare Sud et par les allocations logement versées aux étudiants (un bénéficiaire de l'aide au logement sur deux est un étudiant).

L'évolution du nombre de 0-2 ans est négative sur le quartier surtout dans le sous-territoire St Michel, car les deux autres sous territoires connaissent une hausse. C'est important de constater que les parts des 0-2 ans vivant dans des familles à bas revenus et monoparentales sont plus importantes que sur la ville.

L'évolution du nombre de 3-5 ans est aussi négative sur le quartier, mais il faut souligner que près d'un enfant sur deux de cette tranche d'âge vit dans une famille à bas revenus.

L'évolution du nombre de 6–11 ans est positive sur le quartier mais reste inférieure à celle de la ville. Par contre, le sous-territoire Gare Sud a un taux d'évolution élevé. La part des 6-11 ans vivant dans une famille à bas revenus est élevée sur l'ensemble des sous-territoires.

Pour les 3-11 ans vivant dans une famille monoparentale, la moyenne du quartier est supérieure à celle de la ville et sur l'ensemble des sous-territoires, même si le taux de la tranche 3-5 ans sur Gare Sud est moins important que sur les autres.

L'évolution du nombre de 12-17 ans est faible et inférieure sur le quartier à celle de la ville. Le sous-territoire Gare Sud connait tout de même une forte hausse.

La part des 12-17 ans vivant dans une famille à bas revenus est élevée et l'ensemble des sous-territoires est bien au-dessus de la moyenne de la ville.

Pour les 12-17 ans vivant dans une famille monoparentale, la moyenne du quartier est là aussi supérieure à celle de la ville et l'ensemble des sous-territoires ont une moyenne plus élevée.

Le quartier représente 23 % des allocataires bénéficiaires d'une aide logement sur Bordeaux. L'évolution du nombre de bénéficiaires d'une aide logement (familles comprises) est négative sur le quartier. Comme déjà énoncé, la part des étudiants est plus importante que sur l'ensemble de la ville mais la part des familles bénéficiaires d'une aide au logement reste élevée sur le quartier (plus de la moitié des familles allocataires ont une aide au logement). La part des familles allocataires à bas revenus est bien supérieure à la moyenne de la ville et la médiane RUC est inférieure à celle de la ville de Bordeaux en particulier sur le sous-territoire St Michel.

Concernant l'emploi et l'insertion :

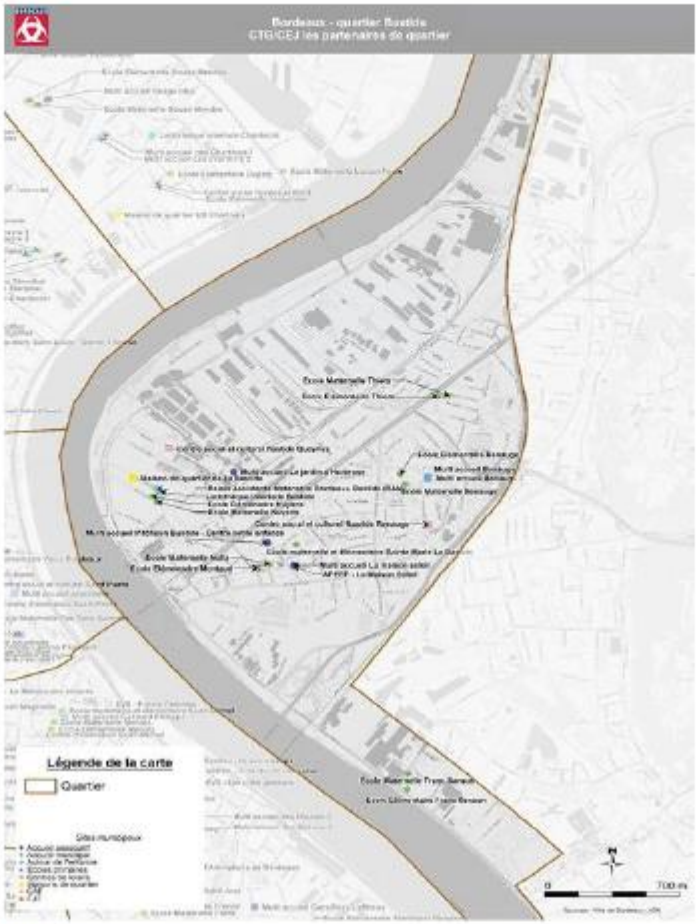
- la part des jeunes de 18-24 ans non scolarisés et sans diplôme (parmi l'ensemble des 18-24 ans) représente 15% (16% à l'échelle de la ville)
- la part des 15 ans et plus de bas niveau de formation (aucun diplôme, CAP, Brevet des collèges parmi les 15 ans et plus non scolarisés) représente 23% et 28% pour les sous-territoire Gare Nord et Sud).

<u>Autres données de cadrage (Insee millésime 2014) :</u>

La part des ménages emménagés depuis moins de 2 ans représente 34% et 40% pour le sous-territoire St Michel (un des taux les plus élevés des quartiers avec St Pierre et les Quinconces, contrairement à d'autres secteurs comme le Grand Parc avec seulement 12%)

Les seniors de Bordeaux Sud (65 ans et plus) représentent 8% (2865 personnes et 656 personnes de plus de 80 ans vivants seules)

7. BASTIDE



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Le quartier Bastide rassemble la plus petite population de quartier, mais cette dernière est très familiale et une part importante est en situation de fragilité socio-économique.

En effet, la Benauge est un territoire prioritaire politique de la ville avec une forte présence de familles vulnérables.

Aux vues des évolutions démographiques et des indicateurs d'activité, le quartier Bastide semble être un des quartiers plutôt prioritaire sur la petite enfance avec une attention particulière à porter aux familles monoparentales.

Offre sur le quartier

Des acteurs dans le champ de l'animation de la vie sociale sont présents sur le quartier :

Queyries : Centre d'animation Queyries

Benauge : Centre d'animation Benauge

Autres structures d'animation : APEEF, AFL, Girondins de Bordeaux Bastide Handball Club

Perspectives de livraison de logements d'ici 2023 :

Projet Urbain Niel: Livraison septembre 2020 du Groupe scolaire Hortense (équipé d'un city stade qui pourra être utilisé par le public en dehors des heures d'exploitation du bâtiment). Un second groupe scolaire est prévu en second phase, auquel sera adossé une crèche de 60 places. Construction d'un nouveau gymnase 3 400 logements au total.

A ce jour il y a 934 logements engagés (livrés ou en cours de construction)

Projet Urbain Brazza : 4950 logements attendus d'ici 2030, dont 35 % de logements sociaux (1ère phase de livraison entre 2019 et 2022 environ 2800 logements soit 5000 habitants. Entre 2022 et 2024 environ 1000 livraisons supplémentaires) Livraison d'un groupe scolaire et d'une crèche de 60 places pour septembre 2022.

Projet Belvédère /Deschamps : , 9000 logements attendus d'ici 2023 sur l'ensemble de la ZAC Garonne Eiffel (dont Deschamps : 1578 ; Belvédère 1500 ; Cacolac : 240) ; Des équipements sportifs (avec notamment requalification de terrain et gymnase Promis)

3 groupes scolaires prévus (dont une partie livrée dès septembre 2021) et des structures petite enfance (privées dès 2021)

7. BASTIDE

Situation sociale du quartier



Quartier 7 : Bastide

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Fileasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	quartier 7 : Bastide	403_404 Benauge	401-402 + 405 Queyries
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	1 771	784	987
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	-1,1%	-1,3%	-1,0%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	637	296	341
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	36,0%	37,8%	34,5%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	-2,3%	0,1%	-2,3%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	704	369	335
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	40,1%	47,8%	33,9%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	25,8%	33,4%	19,8%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 218 €	1 161 €	1 382 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	595	259	336
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-7,3%	-13,4%	-2,0%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	1495	683	812
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	3,53%	5,38%	0,85%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	899	424	475
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	3,3%	3,7%	3,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	308	164	144
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	2846	1072	1774
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	21,9%	7,1%	30,9%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	-5,6%	1,1%	-4,3%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-12,1%	-10,0%	-14,6%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	7,7%	0,0%	8,9%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	806	442	364
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	45,5%	56,4%	36,9%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	29,4%	19,8%	39,3%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers				
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	61,5%		
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		84,37%		

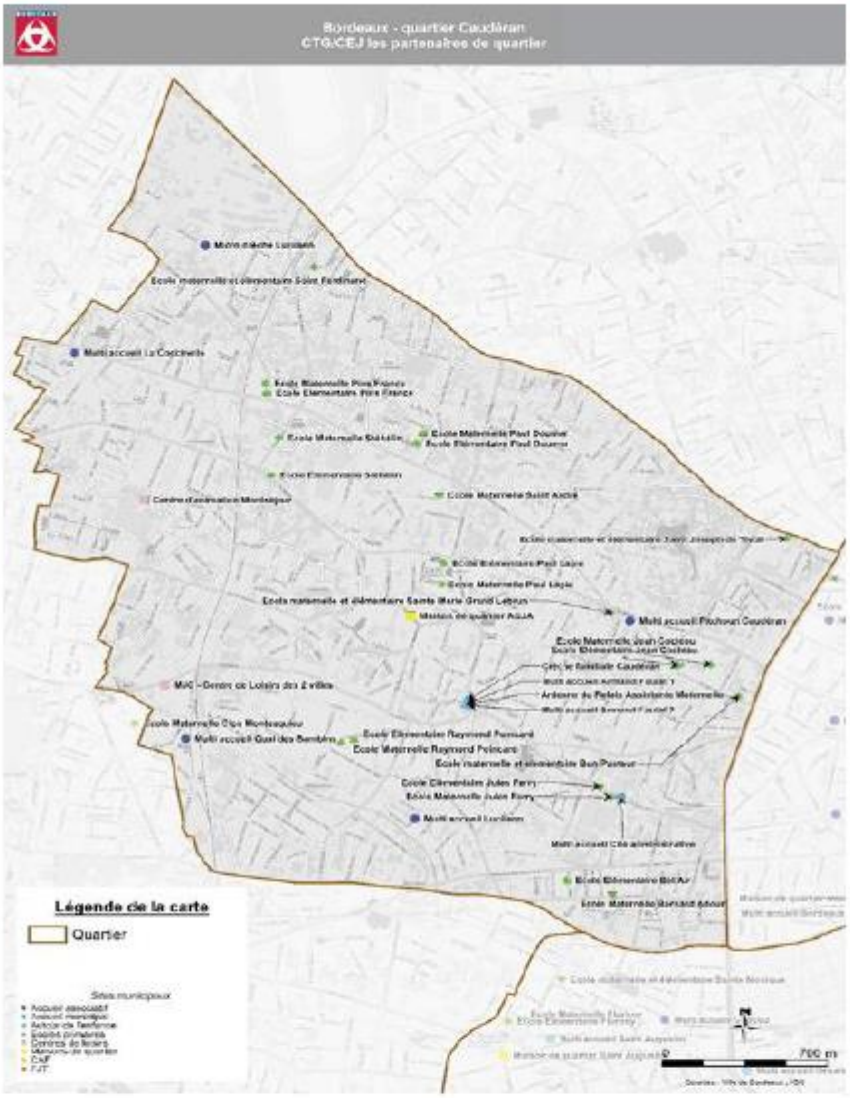
INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES,
ELEMENTS DE CONTEXTE

Le quartier Bastide représente la plus petite part d'habitants des quartiers de la commune, totalisant à peine 6% de la population bordelaise. La population allocataire est en croissance moins forte que sur Bordeaux et surtout familiale (même si les familles sont en légère baisse ces dernières années). La part des familles monoparentales est importante et supérieur à celle de la ville.
Des effectifs 0-5 ans en baisse ces dernières années sur le quartier. Une part importante d'enfants de 0-5 ans vivant dans une famille à bas revenus notamment sur Benauge. Une part de familles monoparentales proche de la moyenne bordelaise.
Un effectif 6-11 ans en hausse sur le quartier mais moins forte que sur la ville. La part des enfants vivant dans une famille à bas revenus est élevée (près de 40 % des familles allocataires) ainsi que dans les familles monoparentales (un tiers des familles allocataires).
Un effectif 12-17 ans en hausse sur le quartier mais moins forte que sur la ville. La part des enfants vivant dans une famille à bas revenus est très élevée ainsi que dans les familles monoparentales (plus de 40 % des familles allocataires).
Une baisse du nombre d'allocataires (-6%) et de familles allocataires (-12%) avec une aide au logement est observable sur le quartier. La part des étudiants (22 %) est plus faible que sur l'ensemble de la ville mais en hausse entre 2013 et 2017 (+8%).
La part des familles allocataires avec une aide au logement est forte (45 %) mais une majorité d'entre elles habite dans le parc public.
L'ensemble des indicateurs de fragilité économique sur le quartier sont supérieurs à ceux de la ville avec notamment 41 % de familles à bas revenus parmi les familles allocataires. En particulier sur Benauge qui est un territoire prioritaire politique de la ville. Par contre la part de familles bénéficiaires du Rsa est en baisse ces dernières années.

On constate aussi à partir des données Insee :

- une forte progression des familles et de CSP supérieures
- Sur la partie Benauge : un important vieillissement attendu et la question de l'inclusion numérique se pose plus particulièrement

8. CAUDERAN



LE QUARTIER EN QUELQUES MOTS :

Le quartier Caudéran rassemble la population allocataire la plus familiale avec des revenus plutôt élevés en moyenne mais qui cachent des contrastes lorsqu'on les étudie les sous-territoires ou les IRIS.
Très grand quartier avec 41 000 habitants dont 23% de plus de 65 ans : la question de l'isolement des seniors se pose.
Concernant la petite enfance et l'enfance jeunesse, des effectifs en hausse pour les 3-17 ans .

Offre sur le quartier
Des acteurs dans le champ de l'animation de la vie sociale sont présents sur le quartier :
Caudéran Eysines et Parc Bordelais : Centre socioculturel Monséjour
Caudéran Mérignac : MJC CL2V
Forte présence de l'AGJA

8. CAUDERAN

Situation sociale du quartier

Quartier 8 : Caudéran

	Données Caf de la Gironde, sources Caf Filleasc, RP INSEE Traitement Département Etudes et Statistiques, juillet 2018	Bordeaux	quartier 8 : Caudéran	801 802 809 Caudéran Eysines	803-808 Caudéran Mérignac	701-706 Parc Bordelais
Cadrage	Nombre de familles allocataires	22 152	3 692	701	1 479	1 512
Cadrage	Evolution du nombre de familles allocataires entre déc.2013-déc.2017	5,0%	7,1%	3,6%	8,8%	7,2%
Vulnérabilité	Familles monoparentales	7 565	1 067	194	511	362
Vulnérabilité	Part de familles monoparentales	34,2%	28,9%	27,7%	34,6%	23,9%
Vulnérabilité	Evolution du nombre de familles monoparentales entre déc.2013-déc.2017	2,6%	10,0%	-2,0%	15,9%	9,4%
Vulnérabilité	Familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	7379	728	138	376	214
Vulnérabilité	Proportion de familles à bas revenus (RUC< seuil de bas revenus)	33,8%	19,4%	18,2%	24,7%	14,2%
Vulnérabilité	Part de familles dépendantes de la Caf pour plus de la moitié de leurs ressources	22,1%	9,6%	9,4%	12,8%	6,1%
Vulnérabilité	Médiane RUC des familles	1 387 €	1 865 €	1 917 €	1 624 €	2 268 €
Petite enfance	Nombre d'enfants à charge de 0-2 ans révolus	7442	1017	177	405	435
Petite enfance	Evolution nb enfants 0-2 ans révolus déc.2013-déc.2017	2,3%	-2,4%	11,5%	-8,2%	8,5%
Enfance	Nombre d'enfants 3-11ans révolus	19435	3361	593	1293	1475
Enfance	Evolution 3/11ans révolus	8,27%	10,16%	1,4%	14,1%	10,7%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 12-17 ans révolus	11425	2157	441	779	937
Jeunesse	Evolution nb enfants 12-17 ans révolus déc.2013-déc.2017	8,0%	5,8%	10,3%	12,6%	-1,0%
Jeunesse	Nombre d'enfants à charge de 18-24 ans révolus	3639	606	111	216	279
Logement	Allocataires d'aide au logement (APL, ALF, ALS)	55327	3131	453	1387	1291
Logement	dont % avec statut d'étudiant	38,2%	16,3%	11,5%	9,5%	24,5%
Logement	Evoution du nombre d'**allocataires** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,3%	2,0%	-3,0%	3,2%	2,5%
Logement	Evoution du nombre de **familles** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	-1,9%	-1,7%	-11,7%	0,6%	0,5%
Logement	Evoution du nombre d'**étudiants** bénéficiaires d'une aide au logement déc.2013-déc.2017	0,8%	10,2%	16,8%	11,5%	9,2%
Logement	Familles bénéficiaires d'une aide au logement	8621	843	144	476	223
Logement	% de familles bénéficiaires d'une aide au logement (PL)	38,9%	22,8%	20,5%	32,2%	14,8%
Logement	Dont % de familles dans le parc privé	32,5%	48,2%	50,7%	32,8%	79,4%
	Données croisées avec offre, sources requête SIAS, données prévisionnelles CEJ, et données mairie pour Agéments actifs des AS MAT sur les quartiers					
Petite enfance	Tx couverture (NB places actives As MAT +NB Places agréées EAJE)/ NB Enfants	73,7%	100,7%			
Petite enfance	Tx couverture prévisionnel		105,41%			

INTERPRETATION DES DONNEES SOCIODEMOGRAPHIQUES, ELEMENTS DE CONTEXTE

Forte augmentation du nombre d'allocataire deux fois supérieure à celle de la ville (+14%). Un quartier très familial, plus de la moitié des allocataires sont des familles avec une progression plus forte sur le quartier que sur la ville. La part des familles monoparentales est, elle, moins élevée que sur la ville mais en assez forte croissance (+10%).

L'effectif des 0-2 ans connait une légère baisse sur le quartier alors que les 3-5 ans sont en hausse (+ 7%) notamment sur le sous-territoire Caudéran Mérignac. La part d'enfants de 0-5 ans vivant dans une famille à bas revenus et monoparentales est bien inférieur à la moyenne bordelaise.

Evolution des 6-11 ans dans la moyenne bordelaise (+ 12 %) avec les sous-territoires Parc Bordelais et Caudéran Mérignac au-dessus de la moyenne de la ville (+13 % et + 15%). Une part de 6-11 ans vivant dans une famille à bas revenus deux fois plus faible que celle de la ville et un part de famille monoparentale bien plus bas également, en particulier sur Parc Bordelais et Caudéran Eysines.

Un effectif 12-17 ans en croissance (+6%) surtout sur Caudéran Mérignac (+13%) et Caudéran Eysines (+10%) mais moindre que sur la ville. Là-aussi une proportion d'enfants vivant dans une famille à bas revenus deux fois plus faible que celle de la ville et une part de famille monoparentale bien plus bas également, en particulier sur Parc Bordelais et Caudéran Eysines.

Une part d'allocataires avec une aide au logement en légère augmentation (+2%) alors qu'elle est en légère baisse à l'échelle de la ville. La part de familles allocataires avec une aide au logement est en baisse et celle des étudiants en hausse même si cette dernière est deux fois moins élevée que celle de la moyenne bordelaise.

La part de familles allocataires avec une aide au logement dans le parc privé et en accession aidée est bien supérieure à celle de la ville en particulier sur le Parc Bordelais.

La part des familles à bas revenus (20%) est bien inférieure à celle de la ville, en particulier sur le Parc Bordelais (sous-territoire à la médiane RUC la plus élevée de Bordeaux) et Caudéran Eysines.

D-2019/488
Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil familial de la Ville de Bordeaux. Adoption.

Madame Brigitte COLLET, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique municipale Petite Enfance, Bordeaux entretient un partenariat fort avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui se matérialise notamment par la signature de contrats donnant lieu à des financements importants tels que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) ou la Convention pour l'action de Prestation de Service Unique (PSU). Cette dernière a été mise en place afin d'uniformiser les financements de l'accueil collectif et individuel sur le territoire national et de proposer aux familles une offre d'accueil au plus près de leurs besoins.

A ce titre, un certain nombre de dispositions doivent être respectées et notamment l'élaboration d'un règlement de fonctionnement. Y sont précisées les modalités d'accueil ainsi que la relation aux familles notamment les conditions d'inscription, d'admission, les règles de vie quotidienne et les dispositions concernant la participation financière des familles.

Par circulaire N°2019-006 en date du 05 juin 2019, la Caisse nationale d'Allocations Familiales a modifié le barème national des participations familiales applicables à compter du 1er septembre 2019.
Un délai de montée en charge de 2 mois maximum a été prévu dans cette circulaire ; le relèvement du barème sera donc appliqué au 1er novembre au sein des structures municipales de Bordeaux.

Il convient donc de modifier le précédent règlement de fonctionnement adopté lors du Conseil Municipal du 04 février 2019. Les autres points du règlement de fonctionnement demeurent inchangés, exception faite de la traduction des dispositions applicables en matière de protection des données (RGPD).

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir adopter le présent règlement et *contrat d'accueil* (annexe 1, 2…) applicables à compter du 1er novembre 2019 permettant son application.

ADOPTE A LA MAJORITE
VOTE CONTRE DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

Madame COLLET.

MME COLLET

Je suppose que c'est par rapport aux bouteilles chez les assistantes maternelles, donc on peut peut-être passer.

M. le MAIRE

Je ne sais pas, c'est les Verts qui avaient demandé le dégroupement.

M. HURMIC

On la joindra au PV.

Contribution communiquée par Madame JAMET

«Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Je vous l'ai dit, nous voterons contre cette délibération, car ce règlement n'est pas non plus cohérent avec votre nouvelle politique démarche zéro plastique à usage unique, vous ne pouvez pas y inscrire que « L'assistant(e) maternel(le) fournit l'eau en bouteille pour la confection des biberons » sans entacher la crédibilité de la démarche.

Autre objet contenant du plastique et ayant vocation à se servir qu'une fois : les couches jetables. Alain Juppé avait promis une expérimentation sur une crèche de taille moyenne des couches lavables. Monsieur le Maire, vous aviez mis cela sous le tapis à votre arrivée dans son fauteuil. Les voilà qui réapparaissent timidement : "L'expérimentation de couches compostables voire lavables, est également en cours de réflexion." Valider cette expérimentation des couches lavables vous permettrait de vous démarquer et d'agir dans le cadre de votre démarche zéro plastique à usage unique et dans le cadre du Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage.

Sur l'alimentation toujours, rien n'est précisé en termes de part de denrées biologiques. Nous aurions aimé que des objectifs soient clairement annoncés. Il s'agit encore une fois, la tranche d'âge la plus à risque s'agissant d'exposition à des produits chimiques. D'ailleurs, rien non plus pour intégrer vos engagements dans le cadre de la Charte contre les perturbateurs endocriniens.

Et enfin, nous nous étonnons du nombre important de jours de carence dans le cas où un enfant est malade. La délibération précise « Sur présentation du certificat médical (à remettre dès le retour de l'enfant), un délai de carence de 3 jours (1er jour d'absence et les 2 jours calendaires qui suivent) est facturé. ». Cela nous paraît excessif, c'est la double peine pour les parents qui doivent se libérer de leur travail ou trouver un autre mode de garde tout en continuant à payer pour un service de garde qu'ils n'ont pas.

Je vous remercie»

M. le MAIRE

Très bien.

Qui est pour ? La majorité. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adoptée à l'unanimité.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Monsieur Stéphan DELAUX. Délibération 490 : « Casino de Bordeaux Lac : avenant au traité de concession. »

Règlement de fonctionnement des services d'accueil familial de la Ville de Bordeaux 2019-2020



Sommaire

PREAMBULE **4**

Mission des services d'accueil familial **4**

CHAPITRE 1 – LES FONCTIONS DU DIRECTEUR ***4***

CHAPITRE 2 – LA CONTINUITE DE FONCTION DE DIRECTION ***5***

CHAPITRE 3 – LES MODALITES D'ADMISSION DES ENFANTS ***5***

Article 1 - La Commission d'attribution des places **5**

1.1 - Objectifs **5**

1.2 – Composition de la commission et critères d'admission **5**

1.3 - Procédure après Commission d'admission **5**

Article 2 – Pèriode d'adaptation **6**

CHAPITRE 4 – HORAIRES ET CONDITIONS DE DEPART DES ENFANTS ***6***

Article 1 - Arrivées et départs de l'enfant **6**

Article 2 - Autorité parentale **7**

Article 3 - Absences **7**

Article 4 - Retards **7**

Article 5 - Modalités d'ouverture et de fermeture **8**

Article 6 - Replacement **8**

Article 7 - Départ Définitif **8**

6.1 - Départ volontaire **8**

6.2 - Départ pour déménagement hors Bordeaux **8**

CHAPITRE 5 – LE MODE DE CALCUL DES TARIFS ***9***

Article 1 - Le mode de calcul des tarifs **9**

Article 2 - Les ressources prises en compte **10**

Article 3 – Les frais de gestion **10**

Article 4 - Le paiement des frais de garde **10**

4.1 - La base du contrat **10**

4.2 – Modalités générales d'accueil **11**

4.3 – Modes d'accueils **11**

Accueil régulier **11**

Accueil occasionnel **11**

Accueil d'urgence **11**

Article 5 - Date d'effet du contrat **12**

Article 6 – Modification du contrat **12**

6.1 – Modification de la fréquentation **12**

6.2 – Modifications liées aux changement de situation **13**

Article 7 – Pointage sur smartphone **13**

Article 8 - Démarches pour s'acquitter du paiement **13**

Article 9 - La réduction de la participation financière **13**

CHAPITRE 6 – LES MODALITES DU CONCOURS DU MEDECIN, DE LA PUERICULTRICE ET DES PROFESSIONNELS MENTIONNES A L'ARTICLE R 2324-38 ..... **14**

Article 1 - Le médecin de l'établissement **14**

Article 2 - Le puériculteur (trice) **15**

Article 3 - L'éducateur (trice) de jeunes enfants **14**

Article 4 - L'assistant(e) maternel(le) **15**

CHAPITRE 7 – MODALITE DE DELIVRANCE DES SOINS SPECIFIQUES ***15***

Article 1 - Maladie **15**

Article 2 - Protocoles médicaux **16**

Article 3 - Médicaments **16**

Article 4 - Handicap et maladie chronique **16**

Article 5 - Vaccinations……**16**

CHAPITRE 8 – MODALITES D'INTERVENTION MEDICALE EN CAS D'URGENCE ..... ……..***16***

CHAPITRE 9 – MODALITES D'INFORMATION ET DE PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ETABLISSEMENT ***16***

CHAPITRE 10 – DISPOSITIONS POUR PRENDRE EN COMPTE L'OBJECTIF D'ACCESSIBILITE ***17***

CHAPITRE 11 – DISPOSITIONS PRATIQUES ***17***

Article 1 – Relations professionnelles **17**

Article 2 – Hygiène – alimentation – prévention santé **17**

Article 3 - Sortie programmée en cours de journée **18**

Article 4 – Possibilité de confier son enfant à un(e) professionnel(le) du service **19**

Article 5 –Photos et films **19**

Article 6 – Domicile de l'assistant(e) maternel(le) **19**

Article 7 - Traitement de données à caractère personnel **20-21**

Annexe 1 : grille de critères indicatifs 2018/2019 ..... ***22***

Annexe 2 : service d'accueil familial municipaux ***23***

Annexe 3 : accueil d'urgence ***24***

Annexe 4 : les congés déductibles ***25***

Annexe 5 : maladies contagieuses et évictions **26**

PREAMBULE

Adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2019 pour application au 1er novembre 2019.

Les services d'accueil familial gérés par la Ville de Bordeaux assurent pendant la journée un accueil régulier ou occasionnel des enfants âgés de 8 semaines à 3 ans révolus, conformément au projet d'établissement de chaque structure. Pour les enfants présentant un handicap, l'accueil peut être proposé jusqu'à 5 ans révolus.

Les enfants et les familles y sont accueillis

- dans le respect de la différence
- dans le respect du principe de laïcité

Les services de Protection Maternelle et Infantile du Conseil Départemental (C.D) et la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F) sont sollicités pour avis sur le fonctionnement, le nombre de places dévolues à l'accueil et l'âge des enfants accueillis ainsi que sur les projets d'établissement et le présent règlement.

Les services d'accueil familial (liste en annexe) fonctionnent conformément :

- aux articles L 2324-1 et R 2324-16 et suivant le code de la Santé Publique et ses modifications éventuelles
- aux dispositions du décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans
- aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (CNAF), toute modification étant applicable
- aux dispositions au règlement de fonctionnement ci-après.

Les services d'accueil familial bénéficient de financements de la CAF.

Missions des services d'accueil familial :

Dans le cadre de leur mission, ils ont pour rôle :

- de veiller à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants ainsi qu'à leur développement,
- d'aider les parents à concilier vie professionnelle et vie familiale,
- accompagner les familles, soutien à la parentalité,
- de garantir un quotidien ajusté aux besoins individuels de l'enfant,
- de construire des liens personnalisés et sécurisants pour l'enfant et ses parents,
- de concourir à l'intégration sociale des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique,
- de veiller à l'accueil des familles en parcours d'insertion et des familles sans emploi.

CHAPITRE 1 – LES FONCTIONS DU DIRECTEUR

Le directeur (trice) est responsable de l'organisation et de la gestion du service conformément aux dispositions légales en vigueur.

Il (elle) est chargé(e) de faire appliquer le présent règlement. Il (elle) est garant(e) du projet d'établissement et assure la responsabilité hiérarchique du personnel.

Dans le cadre de ses missions à la Ville, il peut s'appuyer sur une équipe de coordination de territoire petite enfance.

CHAPITRE 2 – LA CONTINUITE DE FONCTION DE DIRECTION

En l'absence du directeur (trice) toutes les dispositions sont prises pour assurer la continuité de la fonction de direction. Ainsi, le directeur (trice) est remplacé(e) dans ces missions par un professionnel du service identifié selon un protocole mis en place dans chaque structure et communiqué aux parents le cas échéant.

CHAPITRE 3 – LES MODALITES D'ADMISSION DES ENFANTS

Les établissements municipaux d'accueil de la petite enfance sont réservés dans la limite des places disponibles aux résidents de la commune.

Article 1 - La commission d'attribution des places

1.1 - Objectifs

En tenant compte des contraintes structurelles et organisationnelles de chacun des établissements, la commission d'attribution des places garantit l'optimisation de leur fréquentation en prenant en compte au mieux les besoins des enfants et des familles.
Dans ce cadre, elle établit des propositions d'admission tout en garantissant la diversité des temps d'accueil, la mixité sociale et la mixité d'âge.

1.2 - Composition de la commission et critères d'admission

Les places d'accueil sont attribuées par la commission d'attribution des places présidée par l'élu(e), Adjoint(e) au Maire en charge de la petite enfance, en fonction d'une grille de critères indicatifs (Cf. annexe 1 - grille 2018/2019) qui prennent en compte les situations familiales, sociales et professionnelles. Deux représentants désignés parmi les parents élus de chaque établissement sont présents lors de ces commissions ainsi que le directeur (trice) de la Petite Enfance ou son (sa) représentant(e), les coordinateurs (trices) Petite Enfance territoriaux, un représentant en charge de l'accompagnement et de l'information des familles et les directeurs (trices) des structures municipales, associatives, ou en délégation de service public ou leurs représentant(e)s.

Les structures d'accueil familial de la Ville de Bordeaux prévoient des places pour l'accueil d'urgence.

<u>L'attribution des places:</u>
Les demandes d'inscriptions sont examinées :

-par les commissions d'attribution des places
-par la commission à chaque ouverture d'établissement
-par l'élu(e) et la Direction de la Petite Enfance et des Familles en cours d'année.

1.3 - Procédure après Commission d'admission

L'admission définitive est subordonnée :

- **A la prise d'un rendez-vous avec le directeur (trice) du service d'accueil familial** dans un délai de 10 jours suivant réception du courrier d'affectation. Passé ce délai, sans réponse des familles, la place est déclarée vacante et réattribuée à une autre famille.
  Le directeur (trice) devra s'assurer que les conditions qui ont déterminé l'attribution sont toujours remplies. En cas de changement importants de la demande ayant des répercussions sur l'organisation du service, la directrice se réserve le droit d'annuler l'inscription.

- **à la réception d'un dossier administratif complet** qui devra être composé des photocopies des pièces administratives suivantes en fonction de la situation du demandeur :

  · Copie du livret de famille actualisé ou copies intégrales des actes de naissance de tous les enfants à charge datant de moins de 3 mois
  · photocopie des pages de vaccinations du carnet de santé sur lequel figure son nom et prénom ou un certificat médical de contre-indication de vaccination, cela, pour les vaccinations obligatoires

conformément à la réglementation en vigueur. En cas de non respect de ce schéma vaccinal, la Ville se réserve le droit de suspendre ou d'annuler l'entrée en crèche),

- consultation de l'attestation papier de sécurité sociale justifiant de la couverture médicale de l'enfant accompagnant la carte vitale du parent responsable,
- justificatif précisant le numéro d'allocataire C.A.F ou M.S.A,
- justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture eau, gaz, EDF ou loyer),
- dernier avis d'imposition N-2, pour les non allocataires ou en cas non autorisation de consultation C.D.A.P (Consultation du Dossier Allocataire par les Partenaires),
- attestation Pôle Emploi, attestation de stage en cas de formation, attestation employeur (en fonction de la situation),
- attestation d'assurance responsabilité civile avec le nom de l'enfant,
- copie du jugement du tribunal définissant les modalités de mise en œuvre des droits de visite et d'hébergement.

Ces documents doivent impérativement être remis au directeur (trice) **avant le 1er jour d'adaptation**.

- **à l'avis favorable du médecin de l'établissement** :
  - Soit suite à la visite médicale pour les enfants de moins de 4 mois ou pour les enfants qui présentent une affection chronique, ou un problème de santé nécessitant une attention particulière.
  - Soit sur la production d'un certificat pour les autres cas.

- **au respect du calendrier vaccinal en vigueur (l'enfant doit être à jour de celui-ci, une période d'inscription provisoire de 3 mois est tolérée permettant la régularisation du schéma obligatoire),**
- **à la signature et à l'acceptation du présent règlement par le ou les responsables légaux,**
- **à la signature du contrat d'accueil par le ou les responsables légal (aux).**

Article 2 - Période d'adaptation

Étape clef pour tout enfant arrivant chez un(e) assistant(e) maternel(le). Elle est indispensable et nécessaire. Elle consiste à accueillir progressivement l'enfant avant l'entrée définitive selon un cycle défini entre les parents, l'assistante et le directeur (trice) du service.

La période d'adaptation est propre à chaque enfant et est comprise entre 5 et 10 jours ouvrés (sauf situation spécifique déterminée par le directeur (trice)). Elle est facturée au réel de la fréquentation à la demi-heure.

CHAPITRE 4 – HORAIRES ET CONDITIONS DE DEPART DES ENFANTS

Article 1 - Arrivées et départs des enfants

Le service d'accueil familial est ouvert de 7h à 19h.
Toutefois, l'amplitude horaire de travail des assistants(tes) maternels(elles) est plafonné selon la réglementation en vigueur (maximum 2250h/an). Ainsi, L'accueil des enfants doit être conforme au contrat d'accueil.

Pour le respect des rythmes de l'enfant et afin d'assurer le bon fonctionnement du service, en référence au projet éducatif, il est demandé aux parents de respecter les horaires du contrat.

Pour permettre le respect du sommeil de l'ensemble des enfants accueillis, ces derniers ne pourront être récupérés chez l'assistante maternelle entre 13 et 15 heures sauf situation particulière validée par le (la) directeur (trice).

L'arrivée et le départ des enfants auront lieu au domicile de l'assistante maternelle. De façon exceptionnelle et dans le respect de l'intérêt de l'enfant il pourra avoir lieu à l'extérieur du domicile.

Seuls les responsables légaux ou les personnes majeures désignées dans le contrat d'accueil, munies d'une pièce d'identité, sont habilités à venir chercher l'enfant.
Dans le cas exceptionnel où une personne non autorisée doit venir chercher l'enfant, un des deux parents doit prévenir le directeur (trice) du service par mail, (texto) ou support papier. L'enfant sera confié à la personne désignée par les parents sur présentation d'une pièce d'identité.
En cas d'éloignement géographique des deux responsables légaux, il est **demandé aux familles de désigner deux personnes majeures susceptibles d'être contactées et de pouvoir récupérer l'enfant**.
Un mail mentionnant l'identité des deux personnes sera demandé et l'enfant sera remis sur présentation d'une pièce d'identité.

L'assistant(e) maternel(le) peut refuser le départ de l'enfant s'il (elle) estime que l'adulte qui le prend en charge est susceptible de le mettre en danger. Il (elle) en réfère alors à la Direction de la Petite Enfance et des Familles qui prendra les mesures nécessaires.

L'enfant reste sous la responsabilité de l'accompagnant tant que celui-ci n'a pas été accueilli par l'assistant(e) maternel(le). C'est le cas tant que l'enregistrement des pointages des arrivées et des départs n'a pas été effectué sur le smartphone. Tout accident survenant à l'intérieur et à l'extérieur du domicile de l'assistant(e) maternel(le) engage la responsabilité civile des parents dès lors que leur enfant se trouve sous leur surveillance.

Article 2 - Autorité parentale

La situation parentale s'apprécie par rapport à l'exercice de l'autorité parentale. Elle est examinée dès l'inscription. Elle est déterminante pour le directeur (trice) du service dès lors qu'elle lui permet de savoir à qui doit être remis l'enfant, dans le cas d'un exercice de l'autorité parental particulier (suspension temporaire). En cas de changement, le détenteur de l'autorité parentale doit le signaler par écrit et produire les justificatifs nécessaires.

Article 3 - Absences

Les congés « non facturés » doivent être signalés un mois à l'avance par courrier ou courriel (cf. : La réduction de la participation financière Chap. 5 - Art 8).
L'absence pour maladie doit être signalée le jour même avant 9h pour les accueils à la journée ou en matinée et avant 13h30 pour les accueils en après-midi sous peine que la place ne soit plus libre, elle pourrait être utilisée pour le replacement d'un autre enfant. Il serait souhaitable pour toute autre absence programmable qu'une information soit donnée afin d'assurer le bon fonctionnement du service. Prévenir de l'absence ou du retard de l'enfant permet une meilleure gestion des plannings des assistants(tes) maternels (elles), d'ajuster le nombre de repas préparés et l'organisation d'activités proposées aux enfants.

Pour toute absence supérieure à une semaine non justifiée par écrit, un courrier sera adressé aux parents. En l'absence de réponse, la place sera déclarée vacante après trois semaines à compter du premier jour d'absence.

Article 4 - Retards

Lorsque le ou les parents pressentent qu'ils seront dans l'impossibilité de respecter ponctuellement les horaires fixés par le contrat, ils doivent en informer l'assistant(e) maternel(le) le plus en amont possible et s'organiser pour qu'une personne habilitée puisse venir chercher l'enfant.

Les familles doivent respecter les horaires de départs et d'arrivée contractualisés. En cas de retards répétés supérieurs à 15 minutes, une modification du contrat pourra être réétudiée sous réserve des possibilités d'accueil. Si non respect des horaires du contrat, au bout de 3 rappels de la directrice, la Ville se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement l'enfant.

De même, après trois retards répétés au delà de la fermeture de l'établissement (19h), un courrier d'avertissement sera adressé aux familles. S'il n'est pas suivi d'effet, la Ville se réservera le droit d'exclure l'enfant.

En cas de retard des parents après la fermeture de l'établissement et s'il est impossible de contacter les personnes mandatées pour venir chercher l'enfant, le directeur (trice) de l'établissement ou la personne en continuité de fonction de direction prendra les mesures adaptées auprès des services d'urgence compétents.

Tout départ anticipé de l'enfant ne vient pas en compensation d'éventuels dépassements horaires journaliers.

Article 5 - Modalités d'ouverture et de fermeture

L'amplitude maximale d'ouverture des services d'accueil familial est de 7h00 à 19h00.

Ils sont ouverts tous les jours, sauf les samedis, dimanches, jours fériés et éventuellement pendant certaines périodes de l'année. A titre exceptionnel, ces horaires peuvent être ponctuellement modifiés (mouvements sociaux, grèves). En cas d'imprévu, les familles seront prévenues par téléphone ou SMS dans les meilleurs délais.

Lorsqu'en application de décisions du Maire de Bordeaux ou de l'Adjoint(e) délégué(e) en charge de la Petite Enfance, il est décidé la fermeture de certains établissements sur des périodes spécifiques, les familles sont averties un mois à l'avance.

Fermeture exceptionnelle en journée ou demi-journée :
Au cours de l'année, deux journées pédagogiques sont organisées. Elles permettent d'assurer la mise en place des projets et de mener une réflexion avec l'ensemble du personnel. Elles ne sont pas facturées. Les parents en sont informés au moins deux mois à l'avance.

Les services d'accueil familial sont fermés pendant trois semaines consécutives sur la période des mois de juillet et août.

Les demandes de replacement pendant cette période sont examinées par une commission d'attribution spécifique selon les possibilités d'accueil. L'enfant pourra être replacé sur certaines structures d'accueil collectif associatives ou en délégation de service public.

Les services ferment également une semaine entre Noël et le jour de l'An.

Article 6 – Replacement

Lors de l'absence de l'assistante maternelle, un replacement est proposé par écrit à la famille dans la limite des possibilités.
Un coupon réponse est à remettre au plus tard sous 48h par courrier ou courriel.
Si le replacement est accepté, il sera facturé à la famille qu'il soit utilisé ou non. Si le replacement n'est pas demandé, la famille sera défacturée.

Article 7 - Départ définitif

7.1 - Départ volontaire

Les parents qui désirent mettre fin au contrat doivent en informer la direction de l'établissement par écrit :
- en accueil régulier, un préavis d'un mois est exigé, qui sera facturé,
- en accueil occasionnel, aucun préavis n'est exigé.

7.2 - Départ pour déménagement hors Bordeaux

Il est mis fin au contrat d'accueil le 31 juillet si le déménagement a lieu le premier semestre de l'année et le 31 décembre si le déménagement a lieu le second semestre. La présence de l'enfant définie dans le contrat d'accueil doit être respectée, la ville se réserve le droit de mettre fin au contrat le cas échéant.

CHAPITRE 5 – LE MODE DE CALCUL DES TARIFS

Article 1 - Le mode de calcul des tarifs

La participation financière des parents aux frais d'accueil de leur enfant est déterminée suivant le barème national fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales.
Cette participation varie en fonction des ressources et de la composition familiale. Elle correspond à un taux d'effort modulable en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille, dans les limites annuelles d'un plancher et d'un plafond définis par la C.N.A.F. Ces planchers et plafonds, ainsi que les ressources de la famille, sont réactualisés tous les ans au 1er janvier et donnent lieu à l'établissement d'un nouveau au contrat. Le taux d'effort appliqué aux familles est calculé sur une base horaire.

La présence d'un enfant en situation de handicap dans la famille entraîne l'application du taux d'effort inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants en situation de handicap dans le foyer.

Le calcul du tarif se fera :
- pour les allocataires sur présentation de l'attestation de versement de l'Allocation d'Education Enfants Handicapé (A.E.E.H.) délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales.
- pour les non allocataires, sur présentation de la notification de la décision du taux d'handicap remise par la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, le tarif plancher de ressources sera appliqué.

En cas d'accueil d'urgence, la tarification sera en fonction des ressources et de la composition familiale, en son absence il sera appliqué le tarif plancher.

Tableau des taux d'effort (en % du revenu net imposable)

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil familial et parental et micro crèche (pour les contrats antérieurs au 1er septembre 2019)

Nombre d'enfants	du 1er janvier 2019 au 31 août 2019	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0500%	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%
2 enfants	0,0400%	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%
3 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
4 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
7 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
8 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
9 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
10 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%

La participation financière est établie le jour de la signature du contrat. Elle est effectuée prioritairement, sur la base de données CDAP * après accord des familles. Pour les allocataires MSA (Mutualité sociale agricole), l'accès aux ressources est accessible par télé service, par internet via le portail MSA.

Dans le cas contraire, il est demandé la communication des ressources de l'avis d'imposition ou de non imposition N-2.

Lors de changements dans la situation de la famille (séparation, naissance, divorce et perte d'emploi…) les allocataires, doivent réactualiser leur dossier auprès de la Caisse d'Allocations Familiales et tenir informée la structure. Ces changements donnent lieu à l'établissement d'un nouveau contrat, la modification tarifaire s'effectue au premier jour du mois suivant la réception du document.

Pour les non-allocataires, les pièces justificatives doivent être adressées au directeur (trice) de l'établissement, qui se charge de réactualiser le dossier.

A défaut de remise des justificatifs nécessaires dans les délais demandés, un courrier sera adressé aux familles par la Ville qui se réserve le droit d'appliquer le tarif maximum jusqu'à réception des documents.

Article 2 - Les ressources prises en compte

- Pour les allocataires : les ressources retenues pour l'attribution des prestations familiales, telles que calculées dans CDAP.
- Pour les non allocataires : celles retenues en matière d'imposition avant tout abattement.

Dans le cadre du micro-BIC, micro-BNC, micro-Fonciers, les ressources déclarées sont prises en compte après l'abattement forfaitaire qui s'applique à chacune des catégories.

Seuls peuvent être déduits les pensions alimentaires versées et déclarées, les déficits de l'année de référence (pour les employeurs ou travailleurs indépendants) et les déficits fonciers.
Dans le cadre d'un retour à l'emploi après une période de chômage, les ressources à prendre en compte seront celles déterminées par CDAP pour les allocataires.

*La CAF met à disposition des gestionnaires un service de consultation des revenus.

Si l'enfant est en résidence alternée avec les allocations familiales partagées, le contrat d'accueil sera établi pour chacun des responsables, une double facturation pourra être proposée. En cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte. La facturation sera calculée chaque mois en fonction du calendrier fixé précédemment lors de la contractualisation avec le directeur (trice).

Article 3 - Les frais de gestion

Le paiement annuel des frais de gestion est obligatoire pour être accueilli au sein au sein du service d'accueil familial, il est calculé en fonction des revenus des familles sur une base de 18h sans pouvoir toutefois excéder 50 euros par famille.

Les frais de gestion sont facturés le premier jour d'accueil (régulier et occasionnel). Dans le cas d'une garde partagée à part égale, les frais s'appliqueront au choix des familles, sur l'un des deux représentants.

Article 4 - Le paiement des frais de garde

4.1 - La base du contrat

Celle–ci est constituée :
- par le nombre d'heures d'accueil réservées et planifiées sur une ou plusieurs semaines,
- par le taux d'effort horaire applicable.

La famille est tenue de payer les heures fixées dans le planning de réservation du contrat d'accueil.

La présence d'un enfant est calculée à la minute. En revanche, en ce qui concerne la facturation, le pointage s'effectue à la demi-heure supérieure au-delà de 7min30s.

4.2 - Modalités générales d'accueil

L'amplitude horaire est fixée par le contrat d'accueil, à l'intérieur d'une plage horaire maximale comprise entre 7h00 et 19h00. Le contrat est basé sur le planning demandé par les familles et validé lors de la commission d'attribution des places. Toute demande d'augmentation ou de diminution de la fréquentation de l'enfant renvoi à l'article 6.1 (chapitre 5) du présent règlement.
Les transmissions font parti du temps d'accueil. Il est préconisé de veiller à disposer d'un temps suffisant pour qu'elles le puissent être communiquées dans des conditions favorables.

4.3 - Modes d'accueils

Lors des premiers rendez-vous avec la directeur (trice) de l'établissement, un contrat d'accueil est établi et remis ainsi que les documents relatifs au fonctionnement. Les jours de présence, heures d'arrivée et de départ de l'enfant, font l'objet d'une entente préalable entre le directeur (trice) de l'établissement et les parents, et sont précisés dans le contrat d'accueil dûment signé sur la base de la planification validée lors de la Commission d'attribution des places.
Le contrat prévoit l'amplitude hebdomadaire d'accueil de l'enfant. La réservation peut porter sur un accueil à temps plein ou à temps non complet Les dispositions du contrat, dont un exemplaire est conservé par les parents, formalisent les droits et obligations des deux parties. Toute heure réservée sera facturée y compris en cas d'absence de l'enfant (excepté en cas d'hospitalisation).

Accueil régulier

L'accueil est régulier lorsque les besoins sont connus à l'avance, et sont récurrents.
Les enfants sont connus et inscrits dans le service selon un contrat établi avec les parents comme précédemment expliqué. Le contrat détaille les heures et les jours qui sont réservés à l'accueil de l'enfant.
A titre d'exemple il y a « régularité » lorsque l'enfant est accueilli deux heures par semaine ou trente heures par semaine. La notion de régularité ne renvoie pas à une durée mais à une récurrence.
Le contrat d'accueil est signé pour une durée d'un an maximum, renouvelable tacitement jusqu'à la scolarisation de l'enfant. Il peut couvrir une période inférieure.

Accueil occasionnel

L'enfant est connu de l'établissement. Les besoins d'accueil de la famille sont connus à l'avance, ils peuvent être « non récurrents » ou « ponctuels ». L'accueil non récurrent est proposé à l'année mais il n'est effectif ni au même jour ni aux mêmes heures.
Dans le cadre de l'accueil ponctuel, une planification est prévue. Le contrat établi est soumis au bornage comme pour l'accueil régulier. Il est d'une durée maximale de 3 mois consécutifs possiblement renouvelable une fois.

Ces deux types d'accueils font l'objet d'une contractualisation.

La facturation se fait au réel des consommations sur la base d'un accueil minimal de deux heures auxquelles s'ajoutera chaque demi-heure entamée.
Si la fréquentation n'est pas effective, le directeur (trice) de l'établissement se réserve le droit de ne plus accueillir l'enfant.

Accueil d'urgence

L'accueil d'urgence intervient lorsque la famille connait une rupture dans son équilibre de vie. Il répond à une demande qui n'a pas pu être anticipée, ou n'a pas pu se résoudre avant ce délai.
L'accueil d'urgence propose une solution d'accueil temporaire pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise, et réfléchir aux besoins et aux relais à mettre en place si nécessaire.

Cette mesure est exceptionnelle et doit répondre à des critères spécifiques qui permettent le déclenchement de la mesure d'accueil d'urgence par le service de l'accueil et l'accompagnement des familles.
(Cf. Annexe 3 : Accueil d'urgence)

Article 5 - Date d'effet du contrat

Le contrat est conclu sur la base d'une année civile :
La première année le contrat débute à la date d'entrée jusqu'au 31 décembre, la seconde du 1er janvier au 31 décembre, pour la dernière année du 1er janvier à la date de fin de fermeture estivale de l'établissement. Un avenant est réalisé tous les ans en janvier au moment de la révision des prix planchers et plafonds définis par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Article 6 - Modification du contrat

6.1 - Modification de la fréquentation

Toutes demandes de modification de la fréquentation (augmentation et diminution) doit s'accompagner d'une pièce justificative et être formulée par écrit auprès du directeur (trice) au moins un mois avant la date souhaitée de mise en application.
Un tel changement ne constitue pas un droit et reste conditionné à la capacité d'accueil disponible et au respect des conditions d'accueil applicables à l'établissement.

En cas d'incompatibilité avec l'organisation de la structure, une nouvelle demande peut être effectuée par les familles auprès du service d'accueil et d'information des familles, elle sera par la suite, réexaminée en commission d'attribution des places.

En cas de demande de diminution de la fréquentation initiale :
Toute demande sera étudiée par la directrice du SAF en lien avec l'AIFAP et validée en fonction de la situation de la famille, de l'offre et de la demande sur le territoire. En cas de situation exceptionnelle (perte d'emploi, maladie grave d'un des 2 parents) possibilité de diminuer le contrat à 4 jours de présence hebdomadaire ou diminution du nombre d'heures avec maintien du nombre de jours pour une durée de 3 mois (avec préavis de 1 mois si possible).
Toute demande de modification du temps d'accueil de l'enfant se fait par courrier auprès du directeur (trice) au moins un mois à l'avance, un avis favorable n'est donné que si le fonctionnement de l'établissement le permet.

En cas d'incohérence récurrente entre les pointages et le contrat d'accueil établi, une révision du contrat sera proposée par la directrice et un nouveau contrat pourra être réalisé.
En cas d'incompatibilité avec l'organisation de la structure, la directrice pourra refuser la révision du contrat, à ce titre une nouvelle demande d'accueil effectuée par les familles auprès du service d'accueil et d'information des familles, elle sera par la suite, réexaminée en commission d'attribution des places.

6.2 - Modifications liées aux changements de situations

Le contrat d'accueil définit les personnes autorisées à venir chercher l'enfant et le cadre des autorisations légales. En cas de modification (composition de la famille, temps de travail, congés parentaux...) un nouveau contrat d'accueil est établi après production du justificatif.

Article 7 - Pointage sur smartphone

Les parents sont tenus de pointer l'horaire d'arrivée et de départ de l'enfant sur le smartphone de l'assistant(e) maternel(le). En cas d'oubli répété (plus de deux reprises sur le mois), il leur sera automatiquement facturé l'amplitude totale d'ouverture du service. En cas de dysfonctionnement de l'appareil, les fiches de présence signées par les parents feront référence.

Article 8 - Démarches pour s'acquitter du paiement

• **Par internet** :

Le paiement en ligne est possible depuis le portail de la Mairie de Bordeaux www.bordeaux.fr ou directement via https://enfance.bordeaux.fr. Dès la création du compte personnel, l'espace famille permet d'effectuer des démarches en ligne. Chaque mois une notification de facture est envoyée par mail. Il est possible de consulter, télécharger et régler cette facture présentant l'ensemble des consommations. En cas de mise à jour des coordonnées (téléphone et/ou adresse) sur l'espace famille, il est indispensable d'avertir le directeur (trice) du service fréquenté par l'enfant.

- **Par courrier** : Chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, en précisant au verso du chèque le numéro de la facture, les nom et prénom de l'enfant figurant sur la facture.
  A envoyer à l'adresse suivante :
  Régie de la restauration scolaire et de la Petite Enfance
  4 rue Claude Bonnier
  33045 Bordeaux Cedex

- **Sur place**, en espèces, chèque, carte bancaire, chèque CESU non dématérialisé :

- à la régie de la restauration scolaire et de la Petite Enfance, 4 rue Claude Bonnier, 33 000 Bordeaux

La date limite de paiement est signalée chaque mois, la facture peut mentionner l'éventuel impayé de la facture du mois antérieur. En cas de non règlement, la facture sera transmise au Trésor Public pour constatation de l'impayé et mise en recouvrement.

Article 9 - Réduction de la participation financière

- jours de congés des familles

Ouverture des droits à congés :

Les congés des familles en dehors des périodes de fermeture du service, sont fixés à 10 jours ouvrés maximum pour une année civile et proratisés en fonction du nombre de jours d'accueil réservé et de la durée du contrat (nombre de mois).

A défaut de préavis et/ou au-delà des 10 jours ouvrés, les absences sont facturées.

15 jours ouvrés supplémentaires de droit à congés peuvent être accordés aux familles dans le cas des vacances de l'assistant(e) maternel(le) en dehors des semaines de fermeture de la crèche familiale sans demande de replacement.

Si reliquat, les jours ne sont pas reportables, ni remboursables d'une année civile sur l'autre.

L'accueil occasionnel n'ouvre pas de droits aux congés.

- Jours de maladie de l'enfant

Sur présentation du certificat médical (à remettre dès le retour de l'enfant), un délai de carence de 3 jours (1er jour d'absence et les 2 jours calendaires qui suivent) est facturé.

En cas d'hospitalisation, aucun délai de carence n'est pratiqué sur présentation d'un certificat d'hospitalisation.

En cas d'éviction par le médecin de l'établissement une déduction est également appliquée.

Les autres jours de fermeture des structures ne sont pas facturés (jours fériés, ponts, fermetures exceptionnelles et jours de grève). Ils seront communiqués par courrier/courriel.

Il n'y a pas de réduction pour convenance personnelle, congés, retards ou absences supplémentaires.

CHAPITRE 6 – LES MODALITES DU CONCOURS DU MEDECIN, DE LA PUERICULTRICE ET DES PROFESSIONNELS MENTIONNES A L'ARTICLE R 2324-38

Article 1 - Le médecin de l'établissement

Il veille au bon développement des enfants accueillis en collaboration avec le directeur (trice) du service. Il assure le suivi médical préventif des enfants.

Il réalise la visite d'admission en présence d'un des parents qui doit se munir du carnet de santé à jour. Elle est obligatoire pour l'admission des enfants de moins de 4 mois, pour les enfants présentant un handicap ou une maladie chronique, ou un quelconque problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière.
Pour les enfants de plus de 4 mois, un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité peut être établi par le médecin choisi par la famille. Une visite pourra, néanmoins, être demandée par le médecin du service avec l'accord des parents.

Aucune prescription médicale, ni certificat, ni vaccination ne pourront être délivrés dans le cadre de ses fonctions de médecin de service d'accueil familial.

Pour l'exercice de ses missions et lorsqu'il l'estime nécessaire il peut, à son initiative ou sur demande d'un professionnel et avec l'accord des parents, examiner les enfants.

Il assure des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des professionnels (elles) et des parents. Il intervient auprès d'eux(elles) pour l'application des mesures préventives d'hygiène, s'assure des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse et d'épidémie. Il élabore des protocoles datés, signés, réactualisés chaque année, en collaboration avec le directeur (trice) de l'établissement. Il assure la formation et l'information de tout le personnel sur ces protocoles. Il élabore le Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I) en concertation avec le directeur (trice), la famille et le médecin traitant de l'enfant.

Article 2 - Le puériculteur (trice)

Le puériculteur (trice) accompagne et soutient les assistants(s) maternels(les) dans l'accueil des enfants et des familles.
Il (elle) apporte dans l'exercice de ses compétences, son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants.
Il (elle) s'assure, en concertation avec le médecin du service, de la bonne adaptation des enfants et du respect de leurs besoins. Il (elle) assure des visites à domicile.
Par ailleurs, il (elle) veille à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière.
Il (elle) participe à la mise en place des P.A.I. Dans ce cadre, il (elle) veille aux modalités de délivrance des soins et à la mise en œuvre des prescriptions médicales.
En concertation avec le médecin du service, il (elle) définit le cadre et les modalités d'intervention des soins d'urgence, assure la mise en œuvre des préconisations et protocoles définis par ce dernier.

Article 3 - L'éducateur (trice) de jeunes enfants

L'éducateur (trice) de jeunes enfants accompagne et soutient les assistants(es) maternels(les) les et apporte dans l'exercice de ses compétences son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants. Il (elle) assure des visites à domicile.
Il (elle) valorise la fonction éducative qui favorise l'éveil et le développement des enfants en collaboration étroite avec les assistant(e)s maternel(le)s.
Il (elle) impulse et coordonne des projets et des activités en collaboration avec les professionnels (elles).

Article 4 - L'assistant(e) maternel(le)

L'assistant(e) maternel(le) accueille et accompagne l'enfant dans son quotidien, à son domicile, en lien avec la famille sous la responsabilité de la direction du SAF. Il (elle) crée un lieu de vie où l'enfant évolue en toute sécurité physique et affective.
Il (elle) encourage l'enfant dans ses acquisitions et veille à son bon développement psychique et psychomoteur.
Il (elle) accompagne les familles dans leur rôle parental.
Il (elle) se situe dans un travail d'équipe en lien ave le projet d'établissement du service.

CHAPITRE 7 – MODALITE DE DELIVRANCE DES SOINS SPECIFIQUES

Article 1 - Maladie

Dans l'intérêt de l'enfant, les parents doivent systématiquement signaler tout problème de santé de leur enfant à son arrivée à l'assistant(e) maternel(le), ainsi que toute prise de médicaments en dehors du temps d'accueil.

Les enfants malades sont accueillis à condition que leur état de santé reste compatible avec l'accueil chez l'assistant(e) materne(le).
Le directeur (trice) ou la personne en continuité de fonction de direction, en accord avec le médecin du service, dispose d'un pouvoir d'appréciation pour refuser l'accueil.

Lors de la survenue d'un symptôme (hyperthermie, diarrhée, vomissement, rougeurs…) durant la période d'accueil, le (la) directeur (trice) ou la personne assurant la continuité de la fonction paramédicale sera informée et il sera mis en place le protocole médical adapté à la situation.
Les parents seront informés et en fonction de l'état général de l'enfant accueilli. Le (la) directeur (trice) décide s'il peut ou non rester chez l'assistant(e) maternel(le).

En cas de maladie contagieuse, le médecin du service pourra prononcer l'éviction provisoire de l'enfant. (Cf. annexe 5 : liste des maladies à éviction selon le Haut Conseil d'hygiène publique de France).
En cas d'opposition parentale sur ledit diagnostic, l'avis du médecin du service fait autorité.

Article 2 - Protocoles médicaux

Des protocoles médicaux définissent les directives à suivre selon la situation qui se présente.
Ils sont élaborés et réactualisés, tous les ans, par le médecin du service et le directeur (trice) de structure et harmonisés pour l'ensemble des services.
Le personnel est formé régulièrement.
Ces protocoles médicaux sont à disposition des parents, auprès du directeur (trice).

Article 3 - Médicaments

Les traitements devront être impérativement administrés par les parents au domicile.
Les seuls médicaments pouvant être donnés, hors protocole d'accueil individualisé (P.A.I), sont :
- Un antipyrétique à base de paracétamol,
- Des crèmes pour érythème fessiers.

Selon les protocoles médicaux établis par le médecin de l'établissement. (Annexe : autorisation application protocoles médicaux).

Dans le cadre d'un PAI, l'ordonnance doit être nominative, datée, signée par le médecin traitant et validée par le médecin du service.
Le médicament doit être fourni dans son emballage d'origine.

Toutes allergies alimentaires, pathologies chroniques (diabète, asthme...) nécessitent la mise en place obligatoire d'un P.A.I.

Article 4 - Handicap et maladie chronique

Le P.A.I est élaboré sur la demande de la famille. Il est rédigé et signé lors d'une réunion en présence des parents, du directeur (trice) du service, du médecin du service en lien avec le médecin prescripteur. Ce dispositif concerne les cas suivants :

- handicap,
- maladie chronique nécessitant la prise d'un traitement sur le temps d'accueil,
- régime alimentaire spécifique,
- intervention ponctuelle de professionnels extérieurs.

Article 5 - Vaccinations

Pendant toute la durée de l'accueil de l'enfant en crèche, son statut vaccinal doit être à jour. Les parent doivent fournir une photocopie des pages de vaccination du carnet de santé sur lequel figure le nom de l'enfant ou un certificat médical de contre-indication à la vaccination. Si l'enfant n'est pas à jour de ses vaccinations, les parents doivent régulariser dans les 3 mois sous peine d'être définitivement exclu.
L'état vaccinal de chaque enfant sera vérifié au minimum deux fois par an par la crèche.
Le calendrier vaccinal est à disposition dans l'établissement si besoin.

CHAPITRE 8 – MODALITES D'INTERVENTION MEDICALE EN CAS D'URGENCE

Des protocoles d'urgence sont établis par le médecin du service.
En cas d'urgence, le SAMU est appelé, et si nécessaire l'enfant est transporté aux urgences pédiatriques. Une autorisation figurant dans le contrat d'accueil, est signée par les parents.

En cas d'accident ou d'urgence survenant dans l'établissement et nécessitant une hospitalisation, les frais incomberont aux parents. L'assurance de la ville interviendra dans le règlement des seules dépenses restant à sa charge.

CHAPITRE 9 – MODALITES D'INFORMATION ET DE PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ETABLISSEMENT

Une première information leur est délivrée lors de l'inscription dans le service.
Le règlement est expliqué et remis aux parents par le directeur (trice). Les parents remettent le récépissé signé au directeur (trice). Le projet d'établissement est présenté. Ces deux documents sont affichés dans les locaux des services d'accueil familial pour être consultables par les parents.

Afin de faciliter l'expression collective des parents sur la vie quotidienne des enfants accueillis au sein des services d'accueil familial, des conseils d'établissements et un conseil central d'établissement sont créés. Ils permettent de mieux connaître les besoins des familles et de présenter aux parents les différents projets.

Lors du dernier trimestre, la Ville organise les élections des parents délégués, qui siègeront au conseil d'établissement puis au conseil central d'établissement, dont dépend le service qui accueille leur enfant. Chaque

parent dispose d'une voix. Tout parent dont l'enfant est inscrit peut présenter sa candidature, pour être élu membre au conseil d'établissement.

Un parent est élu par service d'accueil familial au conseil d'établissement).
Le conseil d'établissement est une instance consultative qui a pour objectifs :

- d'organiser l'expression et la participation des parents dans les domaines concernant l'accueil et la vie quotidienne de l'enfant,
- de promouvoir l'émergence et la mise en œuvre de projets d'intérêts collectifs concernant les structures d'accueil de la petite enfance,
- de mieux connaître les besoins des familles,
- de proposer des échanges entre parents et professionnels.

Le conseil central d'établissement se réunira une fois par an. Il est présidé par l'élu(e), Adjoint(e) au Maire en charge de la petite enfance, le (la) directeur (trice) de la Petite Enfance ou son (sa) représentant(e), les coordinateurs (trices) Petite Enfance territoriaux, et les directeurs (trices) des services d'accueil familial et les parents élus

Tout au long de l'année des réunions d'information sont organisées par le directeur (trice). Des fêtes, cafés des parents, moments conviviaux peuvent également être mis en œuvre à la discrétion du directeur (trice) de l'établissement ou sur initiative des parents.
Des panneaux d'affichage réservés à l'information des parents sont installés dans chaque service.

CHAPITRE 10 – DISPOSITIONS POUR PRENDRE EN COMPTE L'OBJECTIF D'ACCESSIBILITE

En accord avec le sixième alinéa de l'article L.214-2 et de l'article L.214-7 du code de l'action sociale et des familles, la Direction de la Petite Enfance et des Familles vise à favoriser, selon des protocoles spécifiques, l'accueil d'enfants en situation de handicap, de maladie chronique, ou en difficulté sociale, l'accueil d'urgence et l'accueil lié aux démarches d'insertion des parents.

CHAPITRE 11 – DISPOSITIONS PRATIQUES

Article 1 – Relations professionnelles

Les parents doivent veiller à maintenir des relations professionnelles avec les assistant(e)s maternels(les) qui accueillent les enfants à leur domicile (cf. charte parents/assistante maternelle).
En cas de besoin, ils peuvent s'adresser directement à l'équipe de direction du service d'accueil familial.
Pour toutes interrogations relatives aux contrats, au paiement, les parents doivent s'adresser au directeur (trice).

Article 2 - Hygiène – alimentation – prévention santé

La toilette incombe aux parents. L'enfant doit arriver habillé, la couche de la nuit changée.
Les vêtements des enfants doivent être simples et confortables. Ils sont marqués au nom de l'enfant au même titre que les effets personnels.

La Ville ne peut être tenue responsable pour d'éventuelle perte ou dégradation de ceux-ci. Les familles fournissent et veillent à leur réapprovisionnement régulier :

- des vêtements de rechange adaptés selon les saisons
- des sous-vêtements de rechange
- un chapeau ou bonnet en fonction de la saison
- de la crème solaire neuve spécifique à l'âge des enfants, de préférence à indice élevé, sans parfum ni conservateur
- des lunettes de soleil
- une brosse ou un peigne
- des couches
- des chaussons
- du lait 1er et/ou 2ème âge et/ou lait de croissance
- flacon de sirop de Paracétamol non entamé (prévoir un flacon neuf si utilisation par la famille)
- une boite de paracétamol suppositoire adapté au poids de l'enfant
- crème pour érythème fessier, sérum physiologique lors d'épidémies hivernales.

Par mesure de sécurité, le port de bijoux (colliers, boucles d'oreilles, bracelets, collier de dentition, barrettes et pinces à cheveux…) est strictement interdit en raison du danger qu'ils présentent.

Les parents fournissent les biberons et tétines conformes à la règlementation en vigueur (absence de bisphénol et de phtalates).
L'assistant(e) maternel(le) fournit l'eau en bouteille pour la confection des biberons comportant la mention « convient à l'alimentation du nourrisson ».

L'allaitement maternel est favorisé. Les mamans ont la possibilité de venir allaiter leur enfant ou d'amener du lait maternel, il sera consommé uniquement dans la journée. Le transport du lait sera assuré dans un contenant isotherme.
Dans le cadre de la diversification, la première introduction alimentaire est laissée à l'initiative de la famille.

Les enfants arrivant le matin chez l'assistante maternelle doivent avoir pris leur petit déjeuner. En fonction de la fréquentation, le déjeuner et le goûter sont donnés sur le temps d'accueil.
Hors P.A.I, toute nourriture extérieure est proscrite hors les laits infantiles 1$^{er, 2eme}$ âge et lait de croissance.

Les assistantes maternelles fournissent des repas équilibrés et de qualité qui suivent les recommandations du PNNS (plan national nutrition santé) : goûter à 3 composantes, laitage à base ce lait infantile jusqu'au 12 mois de l'enfant….
Dans le cadre d'un P.A.I, l'assistant(e) peut fournir tout ou une partie du repas en lien avec la direction du service.
Les assistant(e)s maternel(le)s sont sensibilisé(e)s à la qualité environnementale et aux recommandations pour l'accueil d'enfants dans un environnement sain (guide Agence Régionale de la Santé).

Article 3 - Sortie programmée en cours de journée

Dans le cas où des parents participent aux sorties organisées par le service d'accueil familial, ils n'ont la responsabilité que de leur propre enfant.
Les sorties restent conditionnées à l'application des dispositions en vigueur, notamment du plan Vigipirate.
Cette activité est couverte par le contrat en responsabilité civile de la Ville.
Exceptionnellement et avec l'autorisation des familles et du directeur (trice), l'assistant(e) maternel(le) peut utiliser son véhicule personnel pour les transports des enfants dans les limites de la métropole avec des sièges auto adaptés à l'âge et conforme à la règlementation.

Article 4 – Possibilité de confier l'enfant à une autre professionnelle du service d'accueil familial

Les enfants peuvent être confiés à une autre assistant(e) maternel(le) ou à une autre professionnelle du service d'accueil familial sur décision du service d'accueil familial et avec l'accord des familles :
De manière ponctuelle pour : une sortie, un atelier…
De manière régulière sur une période donnée du fait de l'indisponibilité de l'assistante maternelle : replacement demandé et accepté par la famille…

L'enfant reste sous la responsabilité du service d'accueil familial.

Article 5 - Photos et films

Les parents doivent donner expressément leur accord au directeur (trice) du service, pour que leur enfant puisse apparaître :

- sur des photos et films réalisés par l'assistant(e) maternel(le) ou le personnel du service ou par d'autres parents à l'occasion notamment de manifestations internes (fêtes, anniversaires…).
  Dans ce cas, il s'agit d'un usage familial et privatif excluant expressément l'exploitation commerciale ou non des films, photos…ou leur diffusion sur internet (y compris sur les blogs personnels) et dans les médias.
- sur des photos et films destinés à être diffusés dans la presse et dans les émissions de télévision étant précisé que celles-ci sont réalisées par des professionnels autorisés par le Maire de Bordeaux ou son représentant. Le traitement de données relève de l'exécution des missions de service public dont ont la charge les services et directions concernés. (cf chapitre 11 - article 5). Les destinataires des données sont : les agents habilités de la Direction de la petite enfance et des familles et de la direction de la communication de la ville de Bordeaux. Les images captées seront conservées pour une durée d'un an.

Article 6 – Domicile de l'assistant(e) maternel(le).

Le domicile de l'assistant(e) maternel(le) est un logement privé utilisé pour exercer son activité professionnelle.
Lors du premier contact, la famille visite l'ensemble du logement.
Seuls les parents, les personnes habilitées et les frères et sœurs peuvent avoir accès au domicile de l'assistant(e) maternel(le), uniquement aux pièces d'accueil des enfants (entrées, pièces principales…), pour accompagner et récupérer les enfants.
Les animaux domestiques des parents ne sont pas acceptés.

L'assistant(e) maternel(le) peut être amené(e) à vérifier l'identité pour l'accès à son logement.

Les parents sont responsables des frères et sœurs de l'enfant accueilli. Le comportement de ceux-ci ne doit pas perturber le fonctionnement quotidien.
Les parents doivent veiller à bien fermer les portes derrière eux et à ne laisser entrer aucun inconnu dans le cas où l'assistant(e) maternel(le) habite dans une résidence.

Les poussettes, siège auto des parents ne peuvent rester au domicile de l'assistant(e) maternel(le), sauf si un espace est prévu à cet effet.
La Ville décline toute responsabilité en cas de détérioration. Les poussettes doivent être pliées et identifiées.

Tout comportement d'un parent ou représentant de l'enfant ayant pour conséquence de troubler le bon fonctionnement de l'établissement (agressivité vis-à-vis des usagers ou du personnel, non-respect répété des règles de vie en collectivité, non-respect du contrat et projet d'établissement…) peut entraîner la radiation de l'enfant. La notification de radiation est adressée au domicile des parents sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception.

Toutefois, en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants et du personnel de l'établissement, la décision pourra être immédiatement exécutoire et les autorités compétentes pourront être alertées (police, Direction de la Petite Enfance et des familles).

Article 7- Traitements de données à caractère personnel

La ville de Bordeaux et les partenaires de la ville responsables d'une structure par délégation sont responsables conjoints d'un traitement informatique de données à caractère personnel, recueillies dans les dossiers de pré-inscription et d'inscription des enfants, pour les finalités suivantes : accueil et suivi des jeunes enfants dans un établissement géré par la ville de Bordeaux et facturation du service.

Ce traitement a un fondement légal : il est nécessaire à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et la ville de Bordeaux.

Le ou les destinataire(s) des données sont les agents habilités de la Direction de la petite enfance et des familles de la ville de Bordeaux et les agents habilités des structures gestionnaires des établissements d'accueil.
Ces informations sont réservées à l'usage des services concernés et ne peuvent être communiquées qu'à ces destinataires. Elles ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'examen du dossier de pré-inscription puis pendant la durée de la relation contractuelle, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez de droits d'accès aux données, de rectification, à l'effacement (droit à l'oubli), à la limitation ou à la portabilité des données du traitement vous concernant ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant à la Direction de la petite enfance et des familles de la ville de Bordeaux : 4 rue Claude Bonnier, 33000 Bordeaux

ou par courriels : petite.enfance@mairie-bordeaux.fr / espacefamille@mairie-bordeaux.fr

Vous pouvez également contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de la ville de Bordeaux à l'adresse mail suivante : contact.cnil@bordeaux-metropole.fr ou par courrier postal : Délégué à la Protection des Données, Bordeaux Métropole, Direction des Affaires Juridiques, Esplanade Charles-de-Gaulle, 33045 Bordeaux Cedex. Pour en savoir plus, consultez vos droits sur le site de la CNIL .

Annexe 1 : Grille de critères indicatifs 2018/2019

Afin de proposer le mode de garde le mieux adapté dans les meilleurs délais compte tenu de la situation familiale et professionnelle de chacun, une grille de critères indicatifs précise a été élaborée en concertation avec l'ensemble des acteurs de la petite enfance. Les modalités d'admission ont ainsi été clarifiées ; chaque critère correspond à un certain nombre de points.

CRITERES		
SITUATION FAMILIALE		POINTS
Famille de 3 enfants ou plus	Dont au moins 3 enfants de moins de 12 ans	10
Fratrie	Un autre enfant dans EAJE si l'aîné a quitté l'EAJE il y a un an maximum	20
Grossesse multiple		20
Enfant porteur de handicap, maladie chronique de l'enfant ou invalidante	Handicap des membres de la famille (parents sœur/frère) ou invalidante	30
Parents mineurs	1 ou les 2 parents mineurs	30
Horaires atypiques	Organisation professionnelle atypique horaires/ trajets	30
ORGANISATION PROFESSIONNELLE		
2 parents travaillent étudiants-formation	Justificatifs demandés	25
1 parent travaille 1recherche d'emploi		10
Parent isolé travaille étudiant-formation	Justificatifs demandés	30
Parent isolé recherche d'emploi		15
Agents des structures Petites enfances bénéficiant des engagements pris avec leurs partenaires sociaux		10
Mutation professionnelle (2 parents travaillent)	Déménagement non prévu dans un délai de 3 mois	20
Situations d'urgence signalées	signalées	0.20.30.40

Annexe 2

Services d'accueil familial municipaux

	Fonctionnement
SAF Caudéran *Mairie de Caudéran - 130 avenue Louis Barthou - 33200 Bordeaux* *1 rue Bahr* *33200 Bordeaux* *Tél : 05 56 02 97 21*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 00 – 19h00
SAF Bordeaux Centre *5 rue du Noviciat* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 51 89 70*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 00 – 19h00
SAF Bordeaux Nord *Rés du Lac bât KB1 entrée 1 appt* *489 avenue de Laroque* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 56 50 93 25*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 00 – 19h00
SAF Grand-Parc *47 rue Pierre Trebod* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 24 99 61 21*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 00 – 19h00

Annexe 3 : Accueil d'urgence

- Les critères qui déclenchent l'accueil d'urgence

Soucis de santé, hospitalisation (parent, fratrie...),
Accident,
Rupture brutale du mode d'accueil,
Reprise du travail non anticipée,
Formation, stage non prévu,
Entretien d'embauche,
Urgence sociale : rupture d'hébergement, dimension socio-économique.

- Le délai de réponse

Les demandes d'accueil d'urgence peuvent être formulées :

- auprès des permanences de préinscription,
- par appel direct ou par rendez-vous au service de l'accueil et l'accompagnement des familles sur le territoire bordelais,
- par appel de la Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion (MDSI)
- sur sollicitation d'un travailleur social ....

Après ce premier contact, un rendez-vous est fixé auprès du service en charge des inscriptions et de l'information des familles afin de présenter le dispositif d'accueil d'urgence, ainsi que de son cadre administratif (pièces du dossier à fournir, questionnaire médical, habitudes de vie de l'enfant...).

Ce rendez-vous est proposé dans les 24 heures qui suivent la demande. La Direction de la Petite Enfance évaluera la nécessité de déclencher le dispositif.

Si le dossier est recevable, une solution d'accueil sera proposée à la famille en adéquation avec l'urgence de ses besoins.

- La durée de l'accueil d'urgence

L'accueil d'urgence a une durée limitée à 2 semaines ouvrées (du lundi au vendredi).
La facturation s'effectue sur le temps réel passé en structure.

- La reconduction

L'accueil d'urgence peut être reconduit une fois.
Après la première semaine d'accueil, un bilan intermédiaire est organisé en concertation avec la famille et la directrice de l'établissement.
Ce bilan permet de déterminer si le dispositif d'accueil d'urgence doit être reconduit et si une passerelle doit être envisagée.

- Les passerelles

L'établissement qui reçoit l'enfant durant le dispositif d'accueil d'urgence n'est pas nécessairement celui susceptible d'accueillir l'enfant par contrat si l'accueil doit être pérennisé.

- La tarification de l'accueil d'urgence

Concernant l'accueil d'urgence initial (période de deux semaines), en l'absence des documents nécessaires au calcul du tarif, le taux d'effort s'applique sur un montant minimal de ressources appelées ressources « plancher ».
Ce forfait correspond, dans le cadre du RSA, au montant forfaitaire garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement.

Annexe 4 : Les congés déductibles

Contrat Jours	Durée du contrat 1 mois	Durée du contrat 2 mois	Durée du contrat 3 mois	Durée du contrat 4 mois	Durée du contrat 5 mois	Durée du contrat 6 mois	Durée du contrat 7 mois	Durée du contrat 8 mois	Durée du contrat 9 mois	Durée du contrat 10 mois	Durée du contrat 11 mois	Durée du contrat 12 mois
0,5	0	0	0	0,5	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1	1
1	0	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1,5	1,5	1,5	2	2
1,5	0,5	0,5	1	1	1,5	1,5	2	2	2,5	2,5	3	3
2	0,5	0,5	1	1,5	1,5	2	2,5	2,5	3	3,5	3,5	4
2,5	0,5	1	1	1,5	2	2,5	3	3,5	3,5	4	4,5	5
3	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
3,5	0,5	1	1,5	2,5	3	3,5	4	4,5	5	6	6,5	7
4	0,5	1,5	2	2,5	3,5	4	4,5	5,5	6	6,5	7,5	8
4,5	1	1,5	2,5	3	4	4,5	5,5	6	7	7,5	8,5	9
5	1	1,5	2,5	3,5	4	5	6	6,5	7,5	8,5	9	10

Rappel :

15 jours ouvrés supplémentaires de droit à congés peuvent être accordés aux familles dans le cas des vacances de l'assistant(e) maternel(le) en dehors des semaines de fermeture de la crèche familiale sans demande de replacement.

Annexe 5 : Maladies contagieuses et évictions

Source : "Guide des conduites à tenir en cas de maladies transmissibles dans une collectivités d'enfants"
Conseil supérieur d'hygiène publique de France - séance du 14 mars 2003
http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_des_conduites_a_tenir_en_cas_de_maladie_transmissible_dans_une_collectivite_d_enfants.pdf

Maladies	Evictions
Coqueluche	**Oui** Pendant 5 jours après le début d'une antibiothérapie efficace par un macrolide ou par un autre antibiotique efficace en cas de contre-indication de ces antibiotiques (ou 3 jours en cas de traitement avec l'Azithromicine).
Diphtérie	**Oui** Jusqu'à négativation de 2 prélèvements à 24 heures d'intervalle au moins, réalisés après la fin de l'antibiothérapie
Gale Commune	**Oui** Jusqu'à 3 jours après le traitement
Gale Profuses	**Oui** Jusqu'à la négativation de l'examen parasitologique
Gastro-entérite à *escherichia* coli entéro hémorragique	**Oui** Retour dans la collectivité sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à au moins 24 heures d'intervalle
Gastro-entérite à shigelles	**Oui** Retour dans la collectivité sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à au moins 24 heures d'intervalle, au moins 48 h après l'arrêt du traitement
Hépatite A	**Oui** 10 jours après le début de l'ictère
Infection à streptocoque A : Angine, scarlatine	**Oui** Jusqu'à 2 jours après le début de l'antibiothérapie
Méningite à Haemophilus B	**Oui** Jusqu'à guérison clinique
Oreillons	**Oui** 9 jours après le début de la parotidite
Rougeole	**Oui** Pendant 5 jours, à partir du début de l'éruption
Teigne du cuir chevelu	**Oui** Sauf si présentation d'un certificat médical attestant d'une consultation et de la prescription d'un traitement adapté
Tuberculose	**Oui** Tant que le sujet est bacillifère, jusqu'à l'obtention d'un certificat attestant que le sujet n'est plus bacillifère.
Typhoïde et Paratyphoïde	**Oui** Retour sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à 24 heures d'intervalles au moins 48 H après l'arrêt du traitement

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT 2019-2020
A CONSERVER PAR LE SERVICE D'ACCUEIL FAMILIAL

Je soussigné……représentant légal de l'enfant……..
Certifie avoir pris connaissance du présent règlement et m'engage à le respecter.

Je certifie donner mon accord à la Ville dans le but d'obtenir les données CAFPRO et de les conserver ou MSA nécessaires à l'établissement du contrat de mon enfant. (J'entoure mon choix)
Oui Non

Fait à Bordeaux le,
Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Représentant légal 1 Représentant légal 2

D-2019/489
Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil collectif de la Ville de Bordeaux. Adoption.

Madame Brigitte COLLET, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de la politique municipale Petite Enfance, Bordeaux entretient un partenariat fort avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) qui se matérialise notamment par la signature de contrats donnant lieu à des financements importants tels que le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) ou la Convention pour l'action de Prestation de Service Unique (PSU). Cette dernière a été mise en place afin d'uniformiser les financements de l'accueil collectif et individuel sur le territoire national et de proposer aux familles une offre d'accueil au plus près de leurs besoins.

A ce titre, un certain nombre de dispositions doivent être respectées et notamment l'élaboration d'un règlement de fonctionnement. Y sont précisées les modalités d'accueil ainsi que la relation aux familles notamment les conditions d'inscription, d'admission, les règles de vie quotidienne et les dispositions concernant la participation financière des familles.

Par circulaire N°2019-006 en date du 05 juin 2019, la Caisse nationale d'Allocations Familiales a modifié le barème national des participations familiales applicables à compter du 1er septembre 2019.
Un délai de montée en charge de 2 mois maximum a été prévu dans cette circulaire ; le relèvement du barème sera donc appliqué au 1er novembre au sein des structures municipales de Bordeaux.

Il convient donc de modifier le précédent règlement de fonctionnement adopté lors du Conseil Municipal du 04 février 2019. Les autres points du règlement de fonctionnement demeurent inchangés, exception faite de la traduction des dispositions applicables en matière de protection des données (RGPD).

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir adopter le présent règlement et *contrat d'accueil* (annexe 1, 2…) applicables à compter du 1er novembre 2019 permettant son application.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil collectif de la Ville de Bordeaux 2019-2020



Sommaire

PREAMBULE 4

Missions des établissements municipaux d'accueil des jeunes enfants 4

Démarche qualité Certi'Crèche 4

CHAPITRE 1 – LES FONCTIONS DU DIRECTEUR *4*

CHAPITRE 2 – LA CONTINUITE DE FONCTION DE DIRECTION *5*

CHAPITRE 3 – LES MODALITES D'ADMISSION DES ENFANTS *5*

Article 1 - La commission d'attribution des places 5

1.1 - Objectifs 5

1.2 - Composition de la commission et critères d'admission 5

1.3 - Procédure après la commission d'admission 5

Article 2 - Période d'adaptation 6

CHAPITRE 4 – HORAIRES ET CONDITIONS DE DEPART DES ENFANTS *6*

Article 1 - Arrivées et départs des enfants 6

Article 2 - Autorité parentale 7

Article 3 - Absences 7

Article 4 - Retards 8

Article 5 - Modalités d'ouverture et de fermeture 8

Article 6 - Départ définitif 8

6.1 - Départ volontaire 8

6.2 - Départ pour déménagement hors Bordeaux 9

CHAPITRE 5 – LE MODE DE CALCUL DES TARIFS *9*

Article 1 - Le mode de calcul des tarifs 9

Article 2 - Les ressources prises en compte 10

Article 3 - Les frais de gestion 11

Article 4 - Le paiement des frais de garde 10

4.1 - La base du contrat 10

4.2 - Modalités générales d'accueil 10

4.3 - Modes d'accueils 11

Accueil régulier 11

Accueil occasionnel 11

Accueil d'urgence 11

Article 5 - Date d'effet du contrat 11

Article 6 - Modification du contrat 12

6.1 - Modification de la fréquentation 12

6.2 - Modification liées aux changements de situations 12

Article 7 - Pointage par écran tactile 12

Article 8 - Démarches pour s'acquitter du paiement 12

Article 9 - Réduction de la participation financière 13

CHAPITRE 6 – LES MODALITES DU CONCOURS DU MEDECIN, DE LA PUERICULTRICE ET DES PROFESSIONNELS MENTIONNES A L'ARTICLE R 2324-38 *14*

Article 1 - Le médecin de l'établissement **13**

Article 2 - Le puériculteur (trice) **14**

Article 3 - L'éducateur (trice) de jeunes enfants **14**

Article 4 - L'équipe auprès des enfants **14**

CHAPITRE 7 – MODALITE DE DELIVRANCE DES SOINS SPECIFIQUES *14*

Article 1 - Maladie **14**

Article 2 - Protocoles médicaux **15**

Article 3 - Médicaments **15**

Article 4 - Handicap et maladie chronique **15**

Article 5 - Vaccinations **16**

CHAPITRE 8 – MODALITES D'INTERVENTION MEDICALE EN CAS D'URGENCE *16*

CHAPITRE 9 – MODALITES D'INFORMATION ET DE PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ETABLISSEMENT *16*

CHAPITRE 10 – DISPOSITIONS POUR PRENDRE EN COMPTE L'OBJECTIF D'ACCESSIBILITE *17*

CHAPITRE 11 – DISPOSITIONS PRATIQUES *17*

Article 1 - Hygiène et alimentation **17**

Article 2 - Sortie programmée en cours de journée **18**

Article 3 - Photos et films **18**

Article 4 - Circulation dans l'établissement **19**

Article 5 - Traitements de données à caractère personnel **19**

Annexe 1 : Grille de critères indicatifs 2018/2019 *20*

Annexe 2 : Liste des structures municipales *21-23*

Annexe 3 : Accueil d'urgence *24*

Annexe 4 : Les congés déductibles *25*

Pour les structures de plus de 20 places : *25*

Pour les structures de moins de 20 places : *25*

Annexe 5 : Maladies contagieuses et évictions *26*

PREAMBULE

Adopté par délibération du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2019 pour application au 1er novembre 2019 ;
Les établissements d'accueil collectif de jeunes enfants gérés par la Ville de Bordeaux assurent pendant la journée un accueil collectif régulier ou occasionnel des enfants âgés de 8 semaines à 3 ans révolus, conformément au projet d'établissement de chaque structure. Pour les enfants présentant un handicap, l'accueil peut être proposé jusqu'à 5 ans révolus.

Les enfants et les familles y sont accueillis
- dans le respect de la différence
- dans le respect du principe de laïcité

Les services de Protection Maternelle et Infantile du Conseil Départemental (C.D) et la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F) sont sollicités pour avis sur le fonctionnement, le nombre de places dévolues à l'accueil et l'âge des enfants accueillis ainsi que sur les projets d'établissement et le présent règlement.

Les structures multi accueil (liste en annexe 2) fonctionnent conformément :
- aux articles L 2324-1 et R 2324-16 et suivant le code de la Santé Publique et ses modifications éventuelles
- aux dispositions du décret n° 2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans
- aux instructions en vigueur de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (C.N.A.F), toute modification étant applicable
- aux dispositions au règlement de fonctionnement ci-après.

Les établissements d'accueil du jeune enfant bénéficient de financements de la C.A.F.

Missions des établissements municipaux d'accueil des jeunes enfants

Dans le cadre de leur mission, les établissements d'accueil ont pour rôle :
- de veiller à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants ainsi qu'à leur développement.
- d'aider les parents à concilier vie professionnelle et vie familiale.
- de garantir un quotidien ajusté aux besoins individuels de l'enfant.
- de construire des liens personnalisés et sécurisants pour l'enfant et ses parents.
- de concourir à l'intégration sociale des enfants en situation de handicap ou atteints d'une maladie chronique.
- de veiller à l'accueil des familles en parcours d'insertion et des familles sans emploi.

Démarche qualité Certi'Crèche

La Ville de Bordeaux s'est engagée dès 2010 dans une démarche qualité portant sur l'ensemble des établissements d'accueil collectif des jeunes enfants sous gestion municipale afin d'optimiser la qualité du service rendu aux usagers.
Afin d'assurer le maintien de la certification (en partenariat avec l'A.F.N.O.R.) et d'ancrer cette démarche d'amélioration continue dans les structures, le label Certi'Crèche entame un nouveau cycle de renouvellement.

CHAPITRE 1 – LES FONCTIONS DU DIRECTEUR

Le directeur (trice) est responsable de l'organisation et de la gestion de l'établissement conformément aux dispositions légales en vigueur.
Il (elle) est chargé(e) de faire appliquer le présent règlement. Il (elle) est garant(e) du projet d'établissement et assure la responsabilité hiérarchique du personnel.
Dans le cadre de ses missions à la Ville, il peut s'appuyer sur une équipe de coordination de territoire petite enfance.

CHAPITRE 2 – LA CONTINUITE DE FONCTION DE DIRECTION

En l'absence du directeur (trice) toutes les dispositions sont prises pour assurer la continuité de la fonction de direction. Ainsi, le directeur (trice) est remplacé(e) dans ces missions par un professionnel de l'établissement identifié selon un protocole mis en place dans chaque établissement et communiqué aux parents le cas échéant.

CHAPITRE 3 – LES MODALITES D'ADMISSION DES ENFANTS

Les établissements municipaux d'accueil de la petite enfance sont réservés dans la limite des places disponibles aux résidents de la commune.

Article 1 - La commission d'attribution des places

1.1 - Objectifs

En tenant compte des contraintes structurelles et organisationnelles de chacun des établissements, la commission d'attribution des places garantit l'optimisation de leur fréquentation en prenant en compte au mieux les besoins des enfants et des familles.
Dans ce cadre, elle établit des propositions d'admission tout en garantissant la diversité des temps d'accueil, la mixité sociale et la mixité d'âge.

1.2 - Composition de la commission et critères d'admission

Les places d'accueil sont attribuées par la commission d'attribution des places présidée par l'élu(e), Adjoint(e) au Maire en charge de la petite enfance, en fonction d'une grille de critères indicatifs (Cf. annexe 1 - grille 2018/2019) qui prennent en compte les situations familiales, sociales et professionnelles. Deux représentants désignés parmi les parents élus de chaque établissement sont présents lors de ces commissions ainsi que le directeur (trice) de la Petite Enfance ou son (sa) représentant(e), les coordinateurs (trices) Petite Enfance territoriaux, un représentant en charge de l'accompagnement et de l'information des familles et les directeurs (trices) des structures financées par la Ville (municipales, associatives , délégation de service public réservation de places) ou leurs représentant(e)s.

Dans le cadre de la réglementation (article L 214-2 et L 214-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles), une priorité est donnée aux familles engagées dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle bénéficiant de minimas sociaux, pour leur permettre d'accéder à un emploi ou de le créer, ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées.

Les structures d'accueil collectif de la Ville de Bordeaux prévoient des places pour l'accueil d'urgence, selon les projets d'établissement.

<u>L'attribution des places :</u>
Les demandes d'inscriptions sont examinées :

-par les commissions d'attribution des places,
-par la commission à chaque ouverture d'établissement,
-par l'élu(e) et la Direction de la Petite Enfance et des Familles en cours d'année.

1.3 - Procédure après la commission d'admission

L'admission définitive est subordonnée :

- **A la prise d'un rendez-vous avec le directeur/trice de l'établissement** dans un délai de 10 jours suivant réception du courrier d'affectation. Passé ce délai, sans réponse des familles, la place est déclarée vacante et réattribuée à une autre famille.
  Le directeur (trice) devra s'assurer que les conditions qui ont déterminé l'attribution sont toujours remplies. En cas de changement important de la demande ayant des répercussions sur l'organisation du service, le directeur (trice) se réserve le droit d'annuler l'inscription.

- **à la réception d'un dossier administratif complet** qui devra être composé des photocopies des pièces administratives suivantes en fonction de la situation du demandeur :

  - copie du livret de famille actualisé ou copies intégrales des actes de naissance de tous les enfants à charge datant de moins de 3 mois,
  - photocopie des pages de vaccinations du carnet de santé sur lequel figure son nom et prénom ou un certificat médical de contre-indication de vaccination, cela, pour les vaccinations obligatoires conformément à la réglementation en vigueur. En cas de non-respect de ce schéma vaccinal, la Ville se réserve le droit de suspendre ou d'annuler l'entrée en crèche),
  - consultation de l'attestation papier de sécurité sociale justifiant de la couverture médicale de l'enfant accompagnant la carte vitale du parent responsable,
  - justificatif précisant le numéro d'allocataire C.A.F ou M.S.A,
  - justificatif de domicile de moins de 3 mois (facture eau, gaz, EDF ou loyer),
  - dernier avis d'imposition N-2, pour les non allocataires ou en cas non autorisation de consultation C.D.A.P (Consultation du Dossier Allocataire par les Partenaires),
  - attestation Pôle Emploi, attestation de stage en cas de formation, attestation employeur (en fonction de la situation),
  - attestation d'assurance responsabilité civile avec le nom de l'enfant,
  - copie du jugement du tribunal définissant les modalités de mise en œuvre des droits de visite et d'hébergement.

Ces documents doivent impérativement être remis au directeur (trice) **avant le 1er jour d'adaptation**.

- **à l'avis favorable du médecin de l'établissement** :
  Soit suite à la visite médicale pour les enfants de moins de 4 mois ou pour les enfants qui présentent une affection chronique, ou un problème de santé nécessitant une attention particulière),
  Soit sur la production d'un certificat médical pour les autres cas,

- **au respect du calendrier vaccinal en vigueur (l'enfant doit être à jour de celui-ci, une période d'inscription provisoire de 3 mois est tolérée permettant la régularisation du schéma obligatoire),**
- **à la signature et à l'acceptation du présent règlement par le ou les responsables légaux,**
- **à la signature du contrat d'accueil par le ou les responsables légal (aux).**

Article 2 - Période d'adaptation

Étape clef pour tout enfant arrivant en structure, elle est indispensable et nécessaire qu'il s'agisse d'un primo-entrant ou d'un changement d'établissement. Elle consiste à accueillir progressivement l'enfant avant l'entrée définitive selon un cycle défini entre les parents et le directeur (trice) d'établissement. La période est définie de façon conjointe par l'équipe éducative et les parents.

La période d'adaptation est propre à chaque enfant, elle est comprise entre 5 et 10 jours ouvrés (sauf situation spécifique déterminée par le directeur (trice)). Elle est facturée au réel de la fréquentation arrondie à la demi-heure.

CHAPITRE 4 – HORAIRES ET CONDITIONS DE DEPART DES ENFANTS

Article 1 - Arrivées et départs des enfants

Les établissements organisent des activités d'éveil, des temps de restauration et des périodes de sieste. Pour le respect des rythmes de l'enfant et afin d'assurer le bon fonctionnement de l'établissement, en référence au projet éducatif, il est demandé aux parents de respecter ces plages.

L'amplitude horaire d'un accueil ne pourra pas être inférieure à deux heures.

Les arrivées :
Pour permettre à l'enfant de participer aux activités, il est demandé de l'accompagner avant 9h30 pour l'accueil du matin, entre 11h00 et 11h30 s'il est prévu qu'il déjeune et entre 13h00 et 13h30 pour l'accueil de l'après-midi.

Les départs :
Ils peuvent être envisagés entre 11h00 et 11h30 si l'enfant ne déjeune pas, entre 12h00 et 12h30 pour les enfants qui déjeunent et après 16h30 pour ceux qui réservent à la journée.

Seuls les responsables légaux ou les personnes majeures désignées dans le contrat d'accueil, munies d'une pièce d'identité, sont habilitées à venir chercher l'enfant.
Dans le cas exceptionnel où une personne non autorisée doit venir chercher l'enfant, un des deux parents doit prévenir le directeur (trice) de l'établissement par mail, (texto) ou support papier. L'enfant sera confié à la personne désignée par les parents sur présentation d'une pièce d'identité.
En cas d'éloignement géographique des deux responsables légaux, il est **demandé aux familles de désigner deux personnes majeures susceptibles d'être contactées et de pouvoir récupérer l'enfant**.
Un mail mentionnant l'identité des deux personnes sera demandé et l'enfant sera remis sur présentation d'une pièce d'identité.

Les professionnel(le)s peuvent refuser le départ de l'enfant s'ils (elles) estiment que l'adulte qui le prend en charge est susceptible de le mettre en danger. Ils (elles) en réfèrent alors à la Direction de la Petite Enfance et des Familles qui prendra les mesures nécessaires.

L'enfant reste sous la responsabilité de l'accompagnant tant qu'il n'a pas été accueilli par un membre du personnel. Tout accident survenant à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement engage la responsabilité civile des parents dès lors que leurs enfants se trouvent sous leur surveillance, c'est-à-dire lorsque les parents accompagnent ou viennent chercher leur enfant dans son espace de vie.

Article 2 - Autorité parentale

La situation parentale s'apprécie par rapport à l'exercice de l'autorité parentale. Elle est examinée dès l'inscription. Elle est déterminante pour le directeur (trice) de l'établissement dès lors qu'elle lui permet de savoir à qui doit être remis l'enfant, dans le cas d'un exercice de l'autorité parentale particulier (suspension temporaire…). En cas de changement, le détenteur de l'autorité doit le signaler par écrit et produire les justificatifs nécessaires.

Article 3 - Absences

Prévenir de l'absence ou du retard de l'enfant permet une meilleure gestion des plannings du personnel, d'ajuster le nombre de repas préparés et l'organisation d'activités proposées aux enfants.
Il est demandé que pour toutes absences programmables une information soit donnée au directeur (trice) afin d'assurer le bon fonctionnement de la structure.

Les congés « non facturés » doivent être signalés un mois à l'avance par courrier ou courriel pour les vacances estivales et quinze jours pour le reste de l'année. (Cf. La réduction de la participation financière Chap. 5 - Art 9)
L'absence pour maladie doit être signalée le jour même avant 9h30 pour les accueils à la journée ou en matinée et avant 13h30 pour les accueils en après-midi.
Pour toute absence supérieure à une semaine non justifiée par écrit, un courrier sera adressé aux parents. En l'absence de réponse, la place sera déclarée vacante après trois semaines à compter du premier jour d'absence.

Lorsqu'une baisse importante du nombre d'enfants accueillis est prévue, la ville se réserve le droit de mutualiser les établissements. Dans ce cas, des replacements sont proposés aux familles. Afin de permettre un accueil de qualité, le personnel est sollicité et leur planning réorganisé en fonction des besoins exprimés par les familles. Ainsi lorsqu'une réservation n'est pas honorée, elle est tout de même facturée. Afin de ne pas pénaliser davantage le fonctionnement de la crèche, la directrice se réserve en conséquence la possibilité de ne pas proposer à nouveau ce service.

Article 4 - Retards

Lorsque le ou les parents pressentent qu'ils seront dans l'impossibilité de respecter ponctuellement les horaires fixés, ils doivent en informer le personnel de l'équipe le plus en amont possible et s'organiser pour qu'une personne habilitée puisse venir chercher l'enfant.

En cas de retards répétés supérieur à 15 minutes, une modification du contrat pourra être réétudiée sous réserve des possibilités d'accueil. Si non respect des horaires du contrat au bout de trois rappels du directeur (trice), la Ville se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement l'enfant.
De même, après trois retards répétés au-delà de la fermeture de l'établissement, un courrier d'avertissement sera adressé aux familles. S'il n'est pas suivi d'effet, la Ville se réserve le droit d'exclure l'enfant.

En cas de retard des parents après la fermeture de l'établissement et s'il est impossible de contacter les personnes mandatées pour venir chercher l'enfant, le directeur (trice) de l'établissement ou la personne en continuité de fonction de direction prendra les mesures adaptées auprès des services d'urgence compétents.

Tout départ anticipé de l'enfant ne vient pas en compensation d'éventuels dépassements d'horaires journaliers.

Lors d'un retard supérieur à 30 min, sans information de la famille, la place réservée peut être attribuée à un enfant accueilli à titre occasionnel. Dans ce cas, l'enfant initialement prévu ne peut être accueilli que dans la mesure où le taux d'encadrement réglementaire le permet. Les conséquences financières liées à cette absence sont détaillées au chapitre 5.

Article 5 - Modalités d'ouverture et de fermeture

L'amplitude maximale d'ouverture des établissements est de 7h30 à 18h30.
Les jours et heures d'ouverture sont affichés dans chaque établissement et annexés au présent règlement (annexe 2).

Les établissements sont ouverts tous les jours, sauf les samedis, dimanches, jours fériés et éventuellement pendant certaines périodes de l'année. A titre exceptionnel, ces horaires peuvent être ponctuellement modifiés (mouvements sociaux, grèves). Les parents en sont avertis au plus tôt.

Lorsqu'en application de décisions du Maire de Bordeaux ou de l'Adjoint(e) délégué(e) en charge de la Petite Enfance, il est décidé la fermeture de certains établissements sur des périodes spécifiques, les familles sont averties un mois à l'avance par voie d'affichage dans les établissements et par une information donnée oralement par le personnel. En cas d'imprévu, les familles seront prévenues par téléphone ou SMS dans les meilleurs délais.

Fermeture exceptionnelle en journée ou demi-journée :
Au cours de l'année, deux journées pédagogiques sont organisées. Elles permettent d'assurer la mise en place des projets et de mener une réflexion avec l'ensemble du personnel. Elles ne sont pas facturées. Les parents en sont informés au moins deux mois à l'avance.

Les établissements sont fermés pendant quatre semaines consécutives durant la période estivale.
Les demandes de replacement pendant cette période sont examinées par une commission d'attribution spécifique selon les possibilités d'accueil. L'enfant pourra être replacé dans certaines structures associatives ou en délégation de service public.

Les établissements ferment également au moins une semaine entre Noël et jour de l'An, ainsi qu'une semaine supplémentaire pendant les vacances scolaires de printemps pour les établissements de moins de 20 places.

Article 6 - Départ définitif

6.1 - Départ volontaire

Les parents qui désirent mettre fin au contrat doivent en informer la direction de l'établissement par écrit :
- en accueil régulier, un préavis d'un mois est exigé, qui sera facturé.

- en accueil occasionnel, aucun préavis n'est exigé.

6.2 - Départ pour déménagement hors Bordeaux

Il est mis fin au contrat d'accueil le 31 juillet si le déménagement a lieu le premier semestre de l'année et le 31 décembre si le déménagement a lieu le second semestre. La présence de l'enfant définie dans le contrat d'accueil doit être respectée, la ville se réserve le droit de mettre fin au contrat le cas d'échéant.

CHAPITRE 5 – LE MODE DE CALCUL DES TARIFS

Article 1 - Le mode de calcul des tarifs

La participation financière des parents aux frais d'accueil de leur enfant est déterminée suivant le barème national fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales.
Cette participation varie en fonction des ressources et de la composition familiale. Elle correspond à un taux d'effort modulable en fonction du nombre d'enfants à charge de la famille, dans les limites annuelles d'un plancher et d'un plafond définis par la C.N.A.F. Ces planchers et plafonds, ainsi que les ressources de la famille, sont réactualisés tous les ans au 1er janvier et donnent lieu à la signature d'un nouveau contrat. Le taux d'effort appliqué aux familles est calculé sur une base horaire.

La présence d'un enfant en situation de handicap dans la famille entraîne l'application du taux d'effort inférieur. La mesure s'applique autant de fois qu'il y a d'enfants en situation de handicap dans le foyer.
Le calcul du tarif se fera :
- pour les allocataires sur présentation de l'attestation de versement de l'Allocation d'Education Enfants Handicapé (A.E.E.H.) délivrée par la Caisse d'Allocations Familiales.
- pour les non allocataires, sur présentation de la notification de la décision du taux d'handicap remise par la Maison Départementale des Personnes Handicapées.

En cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale à l'enfance, le tarif plancher de ressources sera appliqué.

En cas d'accueil d'urgence, la tarification sera en fonction des ressources et de la composition familiale, en son absence, il sera appliqué le tarif plancher.

Tableau des taux d'effort (en % du revenu net imposable)

Taux de participation familiale par heure facturée en accueil collectif et micro crèche (pour les nouveaux contrats à compter du 1er septembre 2019)

Nombre d'enfants	du 1er janvier 2019 au 31 août 2019	du 1er septembre 2019 au 31 décembre 2019	du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020	du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021	du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022
1 enfant	0,0600%	0,0605%	0,0610%	0,0615%	0,0619%
2 enfants	0,0500%	0,0504%	0,0508%	0,0512%	0,0516%
3 enfants	0,0400%	0,0403%	0,0406%	0,0410%	0,0413%
4 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
5 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
6 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
7 enfants	0,0300%	0,0302%	0,0305%	0,0307%	0,0310%
8 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
9 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%
10 enfants	0,0200%	0,0202%	0,0203%	0,0205%	0,0206%

La participation financière est établie le jour de la signature du contrat. Elle est effectuée prioritairement, sur la base de données C.D.A.P* après accord des familles. Pour les allocataires M.S.A (Mutualité sociale agricole), l'accès aux ressources est accessible par télé service, par internet via le portail M.S.A.

*La CAF met à disposition des gestionnaires un service de consultation des revenus.

Dans le cas contraire, il est demandé la communication des ressources de l'avis d'imposition ou de non imposition N-2.

Lors de changements dans la situation de la famille (séparation, naissance, divorce et perte d'emploi…) les allocataires, doivent réactualiser leur dossier auprès de la Caisse d'Allocations Familiales et tenir informée la structure. Ces changements donnent lieu à l'établissement d'un nouveau contrat, la modification tarifaire s'effectue au premier jour du mois suivant la réception du document.

Pour les non-allocataires, les pièces justificatives doivent être adressées au directeur (trice) de l'établissement, qui se charge de réactualiser le dossier.

A défaut de remise des justificatifs nécessaires dans les délais demandés, un courrier sera adressé aux familles par la Ville qui se réserve le droit d'appliquer le tarif maximum jusqu'à réception des documents sans effet rétroactif.

Article 2 - Les ressources prises en compte

- Pour les allocataires : les ressources retenues pour l'attribution des prestations familiales, telles que calculées dans C.D.A.P.
- Pour les non allocataires : celles retenues en matière d'imposition avant tout abattement.

Dans le cadre du micro-BIC, micro-BNC, micro-Fonciers, les ressources déclarées sont prises en compte après l'abattement forfaitaire qui s'applique à chacune des catégories.

Seuls peuvent être déduits les pensions alimentaires versées et déclarées, les déficits de l'année de référence (pour les employeurs ou travailleurs indépendants) et les déficits fonciers.
Dans le cadre d'un retour à l'emploi après une période de chômage, les ressources à prendre en compte seront celles déterminées par C.D.A.P pour les allocataires.

Si l'enfant est en résidence alternée avec les allocations familiales partagées, le contrat d'accueil sera établi pour chacun des responsables, une double facturation pourra être proposée. En cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont à prendre en compte. La facturation sera calculée chaque mois en fonction du calendrier fixé précédemment lors de la contractualisation avec le directeur (trice).

Article 3 - Les frais de gestion

Le paiement annuel des frais de gestion est obligatoire pour fréquenter l'établissement, il est calculé en fonction des revenus des familles sur une base de 15h sans pouvoir toutefois excéder 50 euros.
Les frais de gestion sont facturés le premier jour d'accueil (régulier et occasionnel). Dans le cas d'une garde partagée à part égale, les frais s'appliqueront au choix des familles, sur l'un des deux représentants.

Article 4 - Le paiement des frais de garde

4.1 - La base du contrat

Celle–ci est constituée :
- par le nombre d'heures d'accueil réservées et planifiées sur une ou plusieurs semaines,
- par le taux d'effort horaire applicable.

La famille est tenue de payer les heures fixées dans le planning de réservation du contrat d'accueil.
La présence d'un enfant est calculée à la minute. En revanche, en ce qui concerne la facturation, le pointage s'effectue à la demi-heure supérieure au-delà de 7min30s.

4.2 - Modalités générales d'accueil

L'amplitude horaire est fixée par le contrat d'accueil, à l'intérieur d'une plage horaire maximale comprise entre 7h30 et 18h30. Il est basé sur le planning demandé par les familles et validé lors de la commission d'attribution

des places. Toute demande d'augmentation ou de diminution de la fréquentation de l'enfant dans l'établissement renvoi à l'article 6.1 (chapitre 5) du présent règlement.
Les transmissions font parties du temps d'accueil. Il est préconisé de veiller à disposer d'un temps suffisant pour qu'elles puissent être communiquées dans des conditions favorables.

4.3 - Modes d'accueils

Lors des premiers rendez-vous avec la directeur (trice) de l'établissement, un contrat d'accueil est établi et remis ainsi que les documents relatifs au fonctionnement. Les jours de présence, heures d'arrivée et de départ de l'enfant, font l'objet d'une entente préalable entre le directeur (trice) de l'établissement et les parents, et sont précisés dans le contrat d'accueil dûment signé qui reprend la planification validée lors de la Commission d'attribution des places.
Le contrat prévoit l'amplitude hebdomadaire d'accueil de l'enfant. La réservation peut porter sur un accueil à temps plein, à temps partiel ou pour quelques heures par semaines. Les dispositions du contrat, dont un exemplaire est conservé par les parents, formalisent les droits et obligations des deux parties. Toute heure réservée sera facturée sauf exceptions limitativement énumérées à l'article 9 du présent règlement.

Accueil régulier

L'accueil est régulier lorsque les besoins sont connus à l'avance, et sont récurrents.
Les enfants sont connus et inscrits dans l'établissement selon un contrat établi avec les parents comme précédemment expliqué. Le contrat détaille les heures et les jours qui sont réservés à l'accueil de l'enfant.
A titre d'exemple il y a « régularité » lorsque l'enfant est accueilli deux heures par semaine ou trente heures par semaine. La notion de régularité ne renvoie pas à une durée mais à une récurrence.
Le contrat d'accueil est signé pour une durée d'un an maximum, renouvelable tacitement jusqu'à la scolarisation de l'enfant. Il peut couvrir une période inférieure.

Accueil occasionnel

L'enfant est connu de l'établissement. Les besoins d'accueil de la famille sont connus à l'avance, ils peuvent être « non récurrents » ou « ponctuels ». L'accueil non récurrent est proposé à l'année mais il n'est effectif ni au même jour ni aux mêmes heures.
Dans le cadre de l'accueil ponctuel, une planification est prévue. Le contrat établi est soumis au bornage comme pour l'accueil régulier. Il est d'une durée maximale de 3 mois consécutifs possiblement renouvelable une fois.

Ces deux types d'accueils font l'objet d'une contractualisation.

La facturation se fait au réel des consommations sur la base d'un accueil minimal de deux heures auxquelles s'ajoutera chaque demi-heure entamée.
Si la fréquentation n'est pas effective, le directeur (trice) de l'établissement se réserve le droit de ne plus accueillir l'enfant.

Accueil d'urgence

L'accueil d'urgence intervient lorsque la famille connait une rupture dans son équilibre de vie. Il répond à une demande qui n'a pas pu être anticipée, ou n'a pas pu se résoudre avant ce délai.

L'accueil d'urgence propose une solution d'accueil temporaire pour apaiser la situation, dépasser le moment de crise, et réfléchir aux besoins et aux relais à mettre en place si nécessaire.
Cette mesure est exceptionnelle et doit répondre à des critères spécifiques qui permettent le déclenchement de la mesure d'accueil d'urgence par le service de l'accueil et l'accompagnement des familles.
(Cf. Annexe 3 : Accueil d'urgence)

Article 5 - Date d'effet du contrat

Le contrat est conclu sur la base d'une année civile :
La première année le contrat débute à la date d'entrée jusqu'au 31 décembre, la seconde du 1er janvier au 31 décembre, pour la dernière du 1er janvier à la date de fin de fermeture estivale de l'établissement.
Un avenant est réalisé tous les ans en janvier au moment de la révision des prix planchers et plafonds définis par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales.

Article 6 - Modification du contrat

6.1 - Modification de la fréquentation

Toute demande de modification de la fréquentation (augmentation et diminution) doit s'accompagner d'une pièce justificative et être formulée par écrit auprès du directeur (trice) au moins un mois avant la date souhaitée de mise en application.

Un tel changement ne constitue pas un droit et reste conditionné à la capacité d'accueil disponible et au respect des conditions d'accueil applicables à l'établissement.

En cas d'incompatibilité avec l'organisation de la structure une nouvelle demande peut être effectuée par les familles auprès du service d'accueil et d'information des familles, elle sera par la suite, réexaminée en commission d'attribution des places.

En cas d'incohérence récurrente entre les pointages et le contrat d'accueil établi, une révision du contrat sera proposée par la directrice et un nouveau contrat pourra être réalisé.

6.2 - Modification liées aux changements de situations

Le contrat d'accueil définit les personnes autorisées à venir chercher l'enfant et le cadre des autorisations légales. En cas de modification (composition de la famille, temps de travail, congés parentaux...) un nouveau contrat d'accueil est établi après production du justificatif. Pour les accueils de plus de trois jours, en cas de perte d'emploi de l'un des deux parents, le temps d'accueil peut être réévalué.

Article 7 - Pointage par écran tactile

Le directeur (trice) de l'établissement fournit un « code » à chaque famille correspondant au foyer. Celui-ci permet de comptabiliser à l'aide d'un écran tactile les heures de présences par enfant accueilli. Le pointage est effectué à l'arrivée dans l'établissement et au départ de l'enfant après qu'il ait quitté la section.
Les parents sont tenus de pointer l'horaire d'arrivée et de départ de l'enfant, en cas d'oubli répété (plus de deux reprises sur le mois), il leur sera automatiquement facturé l'amplitude totale d'ouverture de l'établissement.

Article 8 - Démarches pour s'acquitter du paiement

• **Par internet** :
Le paiement en ligne est possible depuis le portail de la Mairie de Bordeaux www.bordeaux.fr ou directement via https://enfance.bordeaux.fr. Dès la création du compte personnel, l'espace famille permet d'effectuer des démarches en ligne. Chaque mois une notification de facture est envoyée par mail. Il est possible de consulter, télécharger et régler cette facture présentant l'ensemble des consommations. En cas de mise à jour des coordonnées (téléphone et/ou adresse) sur l'espace famille, il est indispensable d'avertir le directeur (trice) de l'établissement fréquenté par l'enfant.

- **Par courrier** : Chèque libellé à l'ordre du Trésor Public, en précisant au verso du chèque le numéro de la facture, les nom et prénom de l'enfant figurant sur la facture.
  A envoyer à l'adresse suivante :
  Régie de la restauration scolaire et de la Petite Enfance
  4 rue Claude Bonnier
  33045 Bordeaux Cedex

- **Sur place**, en espèces, chèque, carte bancaire, chèque (Chèque Emploi Service Universel) non dématérialisé :
- à la régie de la restauration scolaire et de la Petite Enfance, 4 rue Claude Bonnier, 33 000 Bordeaux.

La date limite de paiement est signalée chaque mois, la facture peut mentionner l'éventuel impayé de la facture du mois antérieur. En cas de non règlement, la facture sera transmise au Trésor Public pour constatation de l'impayé et mise en recouvrement.

Article 9 - Réduction de la participation financière

- Jours de congés des familles

Ouverture des droits à congés :
Pour les structures de plus de 20 places : Les congés des familles en dehors des périodes de fermeture de la crèche, sont fixés à 10 jours maximum pour une année civile et proratisés en fonction du nombre de jours d'accueil réservé et de la durée du contrat (nombre de mois).

Pour les structures de moins de 20 places fermant une semaine supplémentaire, les congés des familles sont fixés à 5 jours ouvrés par an au prorata du temps d'accueil et de la durée du contrat.
Pour tous, ces jours seront retirés du droit total de congés dans la mesure où ils sont signalés par écrit, 1 mois à l'avance pour les vacances estivales et 15 jours le reste de l'année (annexe 4).
Sans respect du préavis et/ou au-delà des droits aux congés, les absences seront facturées.

Si reliquat, les jours ne sont pas reportables, ni remboursables d'une année civile sur l'autre.

L'accueil occasionnel n'ouvre pas de droits aux congés.

- Jours de maladie de l'enfant

Sur présentation du certificat médical **au retour de l'enfant**, un délai de carence de 3 jours (1er jour d'absence et les 2 jours calendaires qui suivent) est facturé.
En cas d'hospitalisation, aucun délai de carence n'est pratiqué sur présentation d'un certificat d'hospitalisation.
En cas d'éviction par le médecin de l'établissement une déduction est également appliquée.

Les autres jours de fermeture des structures ne sont pas facturés (jours fériés, ponts, fermetures exceptionnelles et jours de grève). Ils sont affichés au plus tôt dans les structures.

Il n'y a pas de réduction pour convenance personnelle, congés, retards ou absences supplémentaires.

CHAPITRE 6 – LES MODALITES DU CONCOURS DU MEDECIN, DE LA PUERICULTRICE ET DES PROFESSIONNELS MENTIONNES A L'ARTICLE R 2324-38

Article 1 - Le médecin de l'établissement

Il veille au bon développement des enfants accueillis en collaboration avec le directeur(trice) de l'établissement. Il assure le suivi médical préventif des enfants.

Il réalise la visite d'admission en présence d'un des parents qui doit se munir du carnet de santé à jour. Elle est obligatoire pour l'admission des enfants de moins de 4 mois, pour les enfants présentant un handicap ou une maladie chronique, ou un quelconque problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière.
Pour les enfants de plus de 4 mois, un certificat médical d'aptitude à la vie en collectivité peut être établi par le médecin choisi par la famille. Une visite pourra, néanmoins, être demandée par le médecin de l'établissement avec l'accord des parents.

Aucune prescription médicale, ni certificat ne pourront être délivrés dans le cadre de ses fonctions de médecin d'établissement.

Pour l'exercice de ses missions et lorsqu'il l'estime nécessaire il peut, à son initiative ou sur demande d'un professionnel et avec l'accord des parents, examiner les enfants.

Il assure des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des équipes et des parents. Il intervient auprès des équipes pour l'application des mesures préventives d'hygiène, s'assure des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse et d'épidémie. Il élabore des protocoles datés, signés, réactualisés chaque année à destination des équipes, en collaboration avec le directeur (trice) de l'établissement. Il assure la formation et l'information de tout le personnel sur ces protocoles. Il élabore le Projet d'Accueil Individualisé (P.A.I) en concertation avec le directeur (trice), la famille et le médecin traitant de l'enfant.

Article 2 - Le puériculteur (trice)

Le puériculteur (trice) apporte dans l'exercice de ses compétences, son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants.
Il (elle) s'assure, en concertation avec le médecin de l'établissement, de la bonne adaptation des enfants et du respect de leurs besoins.
Par ailleurs, il (elle) veille à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière.

Le cas échéant, il (elle) veille aux modalités de délivrance des soins et à la mise en œuvre des prescriptions médicales.

Il (elle) participe à la mise en place des P.A.I.

En concertation avec le médecin de l'établissement, il (elle) définit le cadre et les modalités d'intervention des soins d'urgence, assure la mise en œuvre des préconisations et protocoles définis par ce dernier.

Article 3 - L'éducateur (trice) de jeunes enfants

L'éducateur (trice) de jeunes enfants apporte dans l'exercice de ses compétences, son concours pour la mise en œuvre des mesures nécessaires au bien-être et au développement des enfants. Il (elle) valorise la fonction éducative qui favorise l'éveil et le développement des enfants en collaboration étroite avec les auxiliaires de puériculture et les assistant(es) petite enfance.

En situation de direction, il (elle) s'assure avec le médecin de l'établissement, de la bonne adaptation des enfants et du respect de leurs besoins, de l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière. Il (elle) est responsable de la mise en œuvre des P.A.I. Il (elle) s'assure de la réalisation de la formation des équipes par le médecin de l'établissement. Par ailleurs, il (elle) veille à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une affection nécessitant des soins ou une attention particulière.

Article 4 - L'équipe auprès des enfants

Conformément aux dispositions du code de la santé publique relatif aux établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans, l'équipe est composée : de puériculteur (trice)s, d'éducateur (trice)s de jeunes enfants, d'auxiliaires de puériculture, d'assistant(es) petite enfance. Leur rôle est détaillé dans chaque projet d'établissement. Des psychologues/psychomotriciens apportent leur concours à la prévention, et au développement des enfants grâce à des techniques éprouvées d'écoute et d'observation axées sur l'analyse des pratiques professionnelles, la formation, l'information des équipes et l'accompagnement des familles.

CHAPITRE 7 – MODALITE DE DELIVRANCE DES SOINS SPECIFIQUES

Article 1 - Maladie

Dans l'intérêt de l'enfant, les parents doivent systématiquement signaler tout problème de santé de leur enfant à son arrivée dans l'établissement, ainsi que toute prise de médicaments en dehors du temps d'accueil.

Les enfants malades sont accueillis à condition que leur état de santé reste compatible avec la vie en collectivité.
Le directeur (trice) ou la personne en continuité de fonction de direction, en accord avec le médecin de l'établissement, dispose d'un pouvoir d'appréciation pour refuser l'accueil.

Lors de la survenue d'un symptôme (hyperthermie, diarrhée, vomissement, rougeurs…) durant la période d'accueil, la directrice sera informée et il sera mis en place le protocole médical adapté à la situation.
Les parents seront informés et en fonction de l'état général de l'enfant accueilli, il sera décidé s'il peut ou non rester au sein de l'établissement.

En cas de maladie contagieuse, le médecin de l'établissement pourra prononcer l'éviction provisoire de l'enfant. (Cf. annexe 5 : liste des maladies à éviction selon le Haut Conseil d'hygiène publique de France).
En cas d'opposition parentale sur ledit diagnostic, l'avis du médecin de l'établissement fait autorité.

Les parents sont informés de toute maladie contagieuse survenant dans l'établissement par voie d'affichage.

Article 2 - Protocoles médicaux

Des protocoles médicaux définissent les directives à suivre selon la situation qui se présente.
Ils sont élaborés et réactualisés, tous les ans, par le médecin de l'établissement et le directeur (trice) de structure et harmonisés pour l'ensemble des établissements.
Le personnel est formé régulièrement.
Ces protocoles médicaux sont à disposition des parents, auprès du directeur (trice).

Article 3 - Médicaments

Les traitements devront être impérativement administrés par les parents au domicile.
Les seuls médicaments pouvant être donnés sur l'établissement, hors protocole d'accueil individualisé (P.A.I), sont :
- Les collyres : sur ordonnance avec une seule administration à la crèche,
- Les solutés de réhydratation,
- Un antipyrétique à base de paracétamol,
- Des crèmes pour érythèmes fessiers.

L'ordonnance doit être nominative, datée, signée par le médecin traitant et validée par le médecin de l'établissement.
Le médicament doit être fourni dans son emballage d'origine.

Toutes allergies alimentaires, pathologies chroniques (diabète, asthme...) nécessitent la mise en place obligatoire, d'un P.A.I. valable 1 an.

Article 4 - Handicap et maladie chronique

Le P.A.I est élaboré sur la demande de la famille. Il est rédigé et signé lors d'une réunion en présence des parents, du directeur (trice), du médecin d'établissement en lien avec le médecin prescripteur. Ce dispositif concerne les cas suivants :

- handicap,
- maladie chronique nécessitant la prise d'un traitement sur le temps d'accueil,
- régime alimentaire spécifique,
- intervention ponctuelle de professionnels extérieurs.

Article 5 - Vaccinations

Pendant toute la durée de l'accueil de l'enfant en crèche, son statut vaccinal doit être à jour. Les parent doivent fournir une photocopie des pages de vaccination du carnet de santé sur lequel figure le nom de l'enfant ou un certificat médical de contre-indication à la vaccination. Si l'enfant n'est pas à jour de ses vaccinations, les parents doivent régulariser dans les 3 mois sous peine d'être définitivement exclu.
L'état vaccinal de chaque enfant sera vérifié au minimum deux fois par an par la crèche.
Le calendrier vaccinal est à disposition dans l'établissement si besoin.

CHAPITRE 8 – MODALITES D'INTERVENTION MEDICALE EN CAS D'URGENCE

Des protocoles d'urgence sont établis par le médecin de l'établissement.
En cas d'urgence, le S.A.M.U. est appelé, et si nécessaire l'enfant est transporté aux urgences pédiatriques. Une autorisation figurant dans le contrat d'accueil, est signée par les parents.

En cas d'accident ou d'urgence survenant dans l'établissement et nécessitant une hospitalisation, les frais incomberont aux parents. L'assurance de la ville interviendra dans le règlement des seules dépenses restant à sa charge.

CHAPITRE 9 – MODALITES D'INFORMATION ET DE PARTICIPATION DES PARENTS A LA VIE DE L'ETABLISSEMENT

Tout au long de l'année, les parents participent à la vie de l'établissement.
Une première information leur est délivrée lors de l'inscription dans l'établissement.
Le règlement est expliqué par le directeur (trice) et le projet d'établissement est présenté. Ces deux documents sont affichés dans l'établissement pour être consultables à tout moment par les parents.

Afin de faciliter l'expression collective des parents sur la vie quotidienne des établissements d'accueil, des conseils d'établissements et des conseils centraux d'établissements ont été créés. Ils permettent de mieux connaître les besoins des familles et de présenter aux parents les différents projets.

Lors du dernier trimestre, la Ville organise les élections des parents délégués, qui siègeront au conseil d'établissement puis au conseil central d'établissement, dont dépend l'établissement qui accueille leur enfant. Chaque parent dispose d'une voix. Tout parent dont l'enfant est inscrit peut présenter sa candidature, pour être élu membre au conseil d'établissement.

Un, deux ou trois parents sont élus au conseil d'établissement en fonction de la capacité de l'établissement (deux au-delà de 20 places, trois au-delà de 40). Le conseil d'établissement est une instance consultative qui a pour objectifs :

- d'organiser l'expression et la participation des parents dans les domaines concernant l'accueil et la vie quotidienne de l'enfant,
- de promouvoir l'émergence et la mise en œuvre de projets d'intérêts collectifs concernant les structures d'accueil de la petite enfance,
- de mieux connaître les besoins des familles,
- de proposer des échanges entre parents et professionnels.

Le conseil central d'établissement se réunira une fois par an, il regroupe par secteur les parents élus aux conseils d'établissement.
Tout au long de l'année des réunions d'information sont organisées par le directeur (trice) afin de leur présenter les moments clés de la vie de leur enfant à la crèche. Des fêtes, cafés des parents, moments conviviaux peuvent également être mis en œuvre à la discrétion du directeur (trice) de l'établissement ou sur initiative des parents.
Des panneaux d'affichage réservés à l'information des parents sont installés dans chaque établissement.

Dans le cadre de la certification Certi'crèche, des questionnaires de satisfaction sont proposés chaque année aux parents et les résultats font l'objet d'une communication.

Pour contribuer à l'amélioration continue de la qualité d'accueil des enfants, une urne avec des fiches de suggestions/réclamations est mise à disposition sur tous les établissements. Un courriel peut également être envoyé à l'adresse suivante (petite.enfance@mairie-bordeaux.fr).

CHAPITRE 10 – DISPOSITIONS POUR PRENDRE EN COMPTE L'OBJECTIF D'ACCESSIBILITE

En accord avec le sixième alinéa de l'article L.214-2 et de l'article L.214-7 du code de l'action sociale et des familles, la Direction de la Petite Enfance vise à favoriser, selon des protocoles spécifiques, l'accueil d'enfants en situation de handicap, de maladie chronique, ou en difficulté sociale, l'accueil d'urgence et l'accueil lié aux démarches d'insertion des parents.

CHAPITRE 11 – DISPOSITIONS PRATIQUES

Article 1 - Hygiène et alimentation

La toilette incombe aux parents. L'enfant doit arriver habillé, la couche de la nuit changée.
Les vêtements des enfants doivent être simples et confortables. Ils sont marqués au nom de l'enfant au même titre que les effets personnels.

La Ville ne peut être tenue responsable pour d'éventuelle perte ou dégradation de ceux-ci. Les familles fournissent et veillent à leur réapprovisionnement régulier :

- des vêtements de rechange adaptés selon les saisons
- des sous-vêtements de rechange
- un chapeau dès l'arrivée des beaux jours
- de la crème solaire spécifique à l'âge des enfants, de préférence à indice élevé, sans parfum ni conservateur
- une brosse ou un peigne
- du lait 1er et/ou 2ème âge

Par mesure de sécurité, le port de bijoux (colliers, boucles d'oreilles, bracelets, collier de dentition, barrettes et pinces à cheveux…) est strictement interdit en raison du danger qu'ils présentent.

Les biberons en verre sont fournis par l'établissement. Néanmoins les parents ont la possibilité de fournir biberons et tétines personnels sous réserve qu'ils soient conformes à la réglementation en vigueur (absence de bisphénol et de phtalates).

L'allaitement maternel est favorisé. Les mères ont la possibilité de venir allaiter leur enfant ou d'amener du lait maternel, il sera consommé uniquement dans la journée. Le transport du lait sera assuré dans un contenant isotherme.
Dans le cadre de la diversification, la première introduction alimentaire est laissée à l'initiative de la famille.

Les enfants arrivant le matin dans l'établissement doivent avoir pris leur petit déjeuner. En fonction de la fréquentation, le déjeuner et le goûter sont donnés sur le temps d'accueil.
Hors P.A.I, toute nourriture extérieure est proscrite hors laits infantiles 1er et 2ème âge.

Les contraintes de la restauration collective ne permettent pas la consommation de produits « faits maison » : pour les festivités les parents devront veiller à n'apporter que des produits issus du commerce dans leur emballage d'origine.

La Ville fournit les couches. En cas de problèmes allergiques, ou de désaccord des familles sur le produit utilisé, il sera possible pour les parents d'apporter des couches de remplacement qui seront à leur charge non déductible de la facturation.

Les couches lavables pourront être acceptées en fonction des possibilités de la structure. Elles ne seront pas entretenues à la crèche.

Les professionnels (elles) de la petite enfance sont sensibilisé(e)s à la qualité environnementale et aux recommandations pour l'accueil d'enfants dans un environnement sain (guide Agence Régionale de la Santé).

Article 2 - Sortie programmée en cours de journée

Dans le cas où des parents participent aux sorties organisées par l'établissement, ils n'ont la responsabilité que de leur propre enfant.
Les sorties restent conditionnées à l'application des dispositions en vigueur, notamment du plan Vigipirate.
Pour les sorties organisées pour les plus grands (bibliothèque, expositions…), une autorisation écrite des parents est intégrée au contrat d'accueil.

Cette activité est couverte par le contrat en responsabilité civile de la Ville.

Article 3 - Photos et films

Les parents doivent donner expressément leur accord au directeur (trice) de l'équipement, pour que leur enfant puisse apparaître :

- sur des photos et films réalisés par le personnel, par des stagiaires accueillis dans l'établissement ou par d'autres parents à l'occasion notamment de manifestations internes (fêtes, anniversaires…).
  Dans ce cas, il s'agit d'un usage familial et privatif excluant expressément l'exploitation commerciale ou non des films, photos…ou leur diffusion sur internet (y compris sur les blogs personnels) et dans les médias.
- sur des photos et films destinés à être diffusés dans la presse et dans les émissions de télévision étant précisé que celles-ci sont réalisées par des professionnels autorisés par le Maire de Bordeaux ou son représentant. Le traitement de données relève de l'exécution des missions de service public dont ont la charge les services et directions concernés. (cf chapitre 11 - article 5). Les destinataires des données sont : les agents habilités de la Direction de la petite enfance et des familles et de la direction de la communication de la ville de Bordeaux. Les images captées seront conservées pour une durée d'un an.

Article 4 - Circulation dans l'établissement

L'accès des locaux, des pièces de vie et d'hygiène est restrictif aux seuls parents et personnes habilitées. Le directeur (trice) peut être amené(e) à vérifier l'identité et à exercer un contrôle d'accès au sein de l'établissement.
Les parents doivent se conformer aux consignes du directeur (trice).

Les parents sont responsables des frères et sœurs de l'enfant accueilli. Le comportement de ceux-ci ne doit pas perturber le fonctionnement de l'établissement.
Les parents doivent veiller à bien fermer les portes derrière eux et à ne laisser entrer dans l'établissement aucun inconnu.

La Ville décline toute responsabilité en cas de détérioration ou de vol des poussettes et sièges autos laissés dans les locaux. Les poussettes doivent être pliées et identifiées.

Tout comportement d'un parent ou représentant de l'enfant ayant pour conséquence de troubler le bon fonctionnement de l'établissement (agressivité vis-à-vis des usagers ou du personnel, non-respect répété des règles de vie en collectivité, non-respect du contrat et projet d'établissement…) peut entraîner la radiation de l'enfant. La notification de radiation est adressée au domicile des parents sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception.
Toutefois, en cas de troubles pouvant mettre en danger la sécurité des enfants et du personnel de l'établissement, la décision pourra être immédiatement exécutoire et les autorités compétentes pourront être alertées (police, Direction de la Petite Enfance et des Familles).

Article 5- Traitements de données à caractère personnel

La ville de Bordeaux et les partenaires de la ville responsables d'une structure par délégation sont responsables conjoints d'un traitement informatique de données à caractère personnel, recueillies dans les dossiers de pré-inscription et d'inscription des enfants, pour les finalités suivantes : accueil et suivi des jeunes enfants dans un établissement géré par la ville de Bordeaux et facturation du service.

Ce traitement a un fondement légal : il est nécessaire à l'exécution d'un contrat entre la personne concernée et la ville de Bordeaux.

Le ou les destinataire(s) des données sont les agents habilités de la Direction de la petite enfance et des familles de la ville de Bordeaux et les agents habilités des structures gestionnaires des établissements d'accueil. Ces informations sont réservées à l'usage des services concernés et ne peuvent être communiquées qu'à ces destinataires. Elles ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'examen du dossier de pré-inscription puis pendant la durée de la relation contractuelle, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez de droits d'accès aux données, de rectification, à l'effacement (droit à l'oubli), à la limitation ou à la portabilité des données du traitement vous concernant ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant à la Direction de la petite enfance et des familles de la ville de Bordeaux : 4 rue Claude Bonnier, 33000 Bordeaux ou par courriels : petite.enfance@mairie-bordeaux.fr / espacefamille@mairie-bordeaux.fr

Vous pouvez également contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de la ville de Bordeaux à l'adresse mail suivante : contact.cnil@bordeaux-metropole.fr ou par courrier postal : Délégué à la Protection des Données, Bordeaux Métropole, Direction des Affaires Juridiques, Esplanade Charles-de-Gaulle, 33045 Bordeaux Cedex. Pour en savoir plus, consultez vos droits sur le site de la CNIL .

Annexe 1 : Grille de critères indicatifs 2018/2019

Afin de proposer le mode de garde le mieux adapté dans les meilleurs délais compte tenu de la situation familiale et professionnelle de chacun, une grille de critères indicatifs précise a été élaborée en concertation avec l'ensemble des acteurs de la petite enfance. Les modalités d'admission ont ainsi été clarifiées ; chaque critère correspond à un certain nombre de points.

CRITERES		
SITUATION FAMILIALE		POINTS
Famille de 3 enfants ou plus	Dont au moins 3 enfants de moins de 12 ans	10
Fratrie	Un autre enfant dans EAJE si l'aîné a quitté l'EAJE il y a un an maximum	20
Grossesse multiple		20
Enfant porteur de handicap, maladie chronique de l'enfant ou invalidante	Handicap des membres de la famille (parents sœur/frère) ou invalidante	30
Parents mineurs	1 ou les 2 parents mineurs	30
Horaires atypiques	Organisation professionnelle atypique horaires/ trajets	30

ORGANISATION PROFESSIONNELLE		
2 parents travaillent étudiants-formation	Justificatifs demandés	25
1 parent travaille 1recherche d'emploi		10
Parent isolé travaille étudiant-formation	Justificatifs demandés	30
Parent isolé recherche d'emploi		15
Agents des structures Petites enfances bénéficiant des engagements pris avec leurs partenaires sociaux		10
Mutation professionnelle (2 parents travaillent)	Déménagement non prévu dans un délai de 3 mois	20

Situations d'urgence signalées	signalées	0.20.30.40

Annexe 2 : Liste des structures municipales

Structures municipalescollectives

Structures	Fonctionnement	Type d'accueil
MA Albert Barraud *15 rue du Dr Albert Barraud* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 56 44 45 12*	3 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
MA Arc en ciel *Rés du Lac Bât KB-Apt 951 bis* *rue des genêts* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 69 12 33*	14 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	20 places
Micro crèche des Argentiers *3/5 rue des Argentiers* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 81 33 70*	18 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	10 places
Micro crèche Lucien Faure *32 sente des Mariniers* *33 300 Bordeaux* *Tél : 05 24 99 61 38*	10 semaines à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	10 places
MA Armand Faulat 1 *1 rue Bahr* *33200 Bordeaux* *Tél : 05 57 22 91 50*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
MA Armand Faulat 2 *1 rue Bahr* *33200 BORDEAUX* *Tél : 05 57 22 91 54*	6 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 -18 h 00	15 places
MA Barreyre *97 rue Barreyre* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 00 49 75*	10 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
MA Benauge 1 *7/9 rue Raymond Poincaré* *33100 Bordeaux* *Tél : 05 56 86 16 17*	3 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
MA Benauge 2 *7/9 rue Raymond Poincaré* *33100 Bordeaux* *Tél : 05 57 54 49 24*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 08 h 30 -17 h -30	15 places
MA Carle Vernet 1 *9 rue du Professeur Devaux* *33800 Bordeaux* *Tél : 05 56 85 73 27*	3 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
MA Carle Vernet 2 *9 rue du Professeur Devaux* *33800 Bordeaux* *Tél : 05 56 84 45 40*	8 semaines à 4 ans Horaires : 08 h 00 -18 h 00	20 places

MA Carreire *23 rue Camille Saint Saens* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 98 67 18*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
MA des Chartrons 1 *64 rue de Leybardie* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 56 50 24 28*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
MA des Chartrons 2 *64 rue de Leybardie* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 57 19 11 01*	9 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	25 places
MA Cité Administrative *BP 9* *1 rue Jules Ferry* *33090 Bordeaux* *Tél : 05 56 24 29 26*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
MA Claveau *135 rue Joseph Brunet* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 56 39 63 85*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	30 places
MA Gaspard Philippe *11 rue Gaspard Philippe* *33800 Bordeaux* *Tél :05 56 91 78 17*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	40 places
MA George V *154 boulevard George V* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 56 57 78 93*	18 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	12 places
MA Grand parc 1 *47 rue Pierre Trébod* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 24 99 61 22*	2, 5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	60 places
MA Grand parc 2 *47 rue Pierre Trébod* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 24 99 61 23*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 08 h – 18 h	30 places
MA Grand parc Gendreau *Rue Louis Gendreau* *33 300 Bordeaux* *Tél : 05 56 50 29 43*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 7h30 – 18 h 30	50 places
MA Haussmann *181 cours du Médoc* *33300 Bordeaux* *Tél : 05 56 39 20 28*	18 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h 00	15 places
MA Jean Marquaux *208 cours de l'Argonne* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 91 55 90*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	20 places
MA Magendie *45 rue Magendie* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 91 73 88*	8 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	38 places

MA Malbec Nansouty *250 rue Malbec* *33800 Bordeaux* *Tél : 05 56 56 50 50*	10 semaines à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	34 places
MA Ornano *300 rue d'Ornano* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 93 06 98*	10 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	20 places
MA Sainte Colombe 1 *2/4 rue Sainte Colombe* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 56 57 40*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 07 h 30 – 18 h 30	25 places
MA Sainte Colombe 2 *2/4 rue Sainte Colombe* *33000 Bordeaux* *Tél : 05 56 56 57 41*	2,5 mois à 4 ans Horaires : 08 h 00 – 18 h	25 places

Annexe 3 : Accueil d’urgence

- Les critères qui déclenchent l'accueil d'urgence

Soucis de santé, hospitalisation (parent, fratrie...),
Accident,
Rupture brutale du mode d'accueil,
Reprise du travail non anticipée,
Formation, stage non prévu,
Entretien d'embauche,
Urgence sociale : rupture d'hébergement, dimension socio-économique.

- Le délai de réponse

Les demandes d’accueil d’urgence peuvent être formulées :
auprès des permanences de préinscription,
par appel direct ou par rendez-vous au service de l'accueil et l'accompagnement des familles sur le territoire bordelais,
par appel de la Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion (MDSI)
sur sollicitation d'un travailleur social ....

Après ce premier contact, un rendez-vous est fixé auprès du service en charge des inscriptions et de l’information des familles afin de présenter le dispositif d'accueil d'urgence, ainsi que de son cadre administratif (pièces du dossier à fournir, questionnaire médical, habitudes de vie de l'enfant...).

Ce rendez-vous est proposé dans les 24 heures qui suivent la demande. La Direction de la Petite Enfance et-des Familles évaluera la nécessité de déclencher le dispositif.

Si le dossier est recevable, une solution d'accueil sera proposée à la famille en adéquation avec l'urgence de ses besoins.

- La durée de l'accueil d'urgence

L'accueil d'urgence a une durée limitée à 2 semaines ouvrées (du lundi au vendredi).
La facturation s’effectue sur le temps réel passé en structure.

- La reconduction

L'accueil d'urgence peut être reconduit une fois.
Après la première semaine d'accueil, un bilan intermédiaire est organisé en concertation avec la famille et la directrice de l’établissement.
Ce bilan permet de déterminer si le dispositif d'accueil d'urgence doit être reconduit et si une passerelle doit être envisagée.

- Les passerelles

L’établissement qui reçoit l'enfant durant le dispositif d'accueil d'urgence n'est pas nécessairement celui susceptible d’accueillir l'enfant par contrat si l’accueil doit être pérennisé.

- La tarification de l’accueil d’urgence

Concernant l’accueil d’urgence initial (période de deux semaines), en l’absence des documents nécessaires au calcul du tarif, le taux d’effort s’applique sur un montant minimal de ressources appelées ressources « plancher ». Ce forfait correspond, dans le cadre du RSA, au montant forfaitaire garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement.

Annexe 4 : Les congés déductibles

Pour les structures de plus de 20 places :

Contrat Jours	Durée du contrat 1 mois	Durée du contrat 2 mois	Durée du contrat 3 mois	Durée du contrat 4 mois	Durée du contrat 5 mois	Durée du contrat 6 mois	Durée du contrat 7 mois	Durée du contrat 8 mois	Durée du contrat 9 mois	Durée du contrat 10 mois	Durée du contrat 11 mois	Durée du contrat 12 mois
0,5	0	0	0	0,5	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1	1
1	0	0,5	0,5	0,5	1	1	1	1,5	1,5	1,5	2	2
1,5	0,5	0,5	1	1	1,5	1,5	2	2	2,5	2,5	3	3
2	0,5	0,5	1	1,5	1,5	2	2,5	2,5	3	3,5	3,5	4
2,5	0,5	1	1	1,5	2	2,5	3	3,5	3,5	4	4,5	5
3	0,5	1	1,5	2	2,5	3	3,5	4	4,5	5	5,5	6
3,5	0,5	1	1,5	2,5	3	3,5	4	4,5	5	6	6,5	7
4	0,5	1,5	2	2,5	3,5	4	4,5	5,5	6	6,5	7,5	8
4,5	1	1,5	2,5	3	4	4,5	5,5	6	7	7,5	8,5	9
5	1	1,5	2,5	3,5	4	5	6	6,5	7,5	8,5	9	10

Pour les structures de moins de 20 places :

Contrat Jours	Durée du contrat 1 mois	Durée du contrat 2 mois	Durée du contrat 3 mois	Durée du contrat 4 mois	Durée du contrat 5 mois	Durée du contrat 6 mois	Durée du contrat 7 mois	Durée du contrat 8 mois	Durée du contrat 9 mois	Durée du contrat 10 mois	Durée du contrat 11 mois	Durée du contrat 12 mois
0,5	0	0	0	0	0	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
1	0	0	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	1	1	1	1
1,5	0	0.5	0.5	0.5	0.5	1	1	1	1	1.5	1.5	1.5
2	0	0.5	0.5	0.5	1	1	1	1.5	1.5	1.5	2	2
2,5	0	0.5	0.5	1	1	1.5	1.5	1.5	2	2	2.5	2.5
3	0.5	0.5	1	1	1.5	1.5	2	2	2.5	2.5	3	3
3,5	0.5	0.5	1	1	1.5	2	2	2.5	2.5	3	3	3.5
4	0.5	0.5	1	1.5	1.5	2	2.5	2.5	3	3.5	3.5	4
4,5	0.5	1	1	1.5	1.5	2.5	2.5	3	3.5	4	4	4.5
5	0.5	1	1	1.5	2	2.5	3	3.5	4	4	4.5	5

Annexe 5 : Maladies contagieuses et évictions

Source : "Guide des conduites à tenir en cas de maladies transmissibles dans une collectivités d'enfants"
Conseil supérieur d'hygiène publique de France - séance du 14 mars 2003
http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/Guide_des_conduites_a_tenir_en_cas_de_maladie_transmissible_dans_une_collectivite_d_enfants.pdf

Maladies	Evictions
Coqueluche	**Oui** Pendant 5 jours après le début d'une antibiothérapie efficace par un macrolide ou par un autre antibiotique efficace en cas de contre-indication de ces antibiotiques (ou 3 jours en cas de traitement avec l'Azithromicine).
Diphtérie	**Oui** Jusqu'à négativation de 2 prélèvements à 24 heures d'intervalle au moins, réalisés après la fin de l'antibiothérapie
Gale Commune	**Oui** Jusqu'à 3 jours après le traitement
Gale Profuses	**Oui** Jusqu'à la négativation de l'examen parasitologique
Gastro-entérite à *escherichia* coli entéro hémorragique	**Oui** Retour dans la collectivité sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à au moins 24 heures d'intervalle
Gastro-entérite à shigelles	**Oui** Retour dans la collectivité sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à au moins 24 heures d'intervalle, au moins 48 h après l'arrêt du traitement
Hépatite A	**Oui** 10 jours après le début de l'ictère
Infection à streptocoque A : Angine, scarlatine	**Oui** Jusqu'à 2 jours après le début de l'antibiothérapie
Méningite à Haemophilus B	**Oui** Jusqu'à guérison clinique
Oreillons	**Oui** 9 jours après le début de la parotidite
Rougeole	**Oui** Pendant 5 jours, à partir du début de l'éruption
Teigne du cuir chevelu	**Oui** Sauf si présentation d'un certificat médical attestant d'une consultation et de la prescription d'un traitement adapté
Tuberculose	**Oui** Tant que le sujet est bacillifère, jusqu'à l'obtention d'un certificat attestant que le sujet n'est plus bacillifère.
Typhoïde et Paratyphoïde	**Oui** Retour sur présentation d'un certificat médical attestant de 2 coprocultures négatives à 24 heures d'intervalles au moins 48 H après l'arrêt du traitement

REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT 2019-2020

A CONSERVER PAR LE MULTI-ACCUEIL

Je soussigné……..…représentant légal de l'enfant……..
Certifie avoir pris connaissance du présent règlement et m'engage à le respecter.

Je certifie donner mon accord à la Ville dans le but d'obtenir les données C.D.A.P et de les conserver ou M.S.A nécessaires à l'établissement du contrat de mon enfant. (J'entoure mon choix)
Oui

Non

Fait à Bordeaux le,
Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

Représentant légal 1 Représentant légal 2

DELEGATION DE Monsieur Stephan DELAUX

D-2019/490
Casino de Bordeaux Lac : avenant n°1 au traité de concession. Décision. Autorisation

Monsieur Stephan DELAUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le casino constitue une activité de service public contribuant largement au rayonnement touristique de la Ville de Bordeaux en associant aux jeux, une restauration de qualité et une importante animation culturelle et artistique. Il constitue, par ailleurs, une source de recettes importantes pour la Ville.

Le contrat de délégation de service public (DSP) conclu entre la Ville de Bordeaux et la Société d'animation touristique de Bordeaux (SATB), filiale à 99.9% de la société Groupe Lucien Barrière (GLB), est arrivé à échéance le 31 janvier 2019.

Comme il convient à la clôture du contrat, vous trouverez en annexe :
- Le procès-verbal d'inventaire des biens (auquel sont jointes en annexes les listes de biens de retour, des biens de reprise et des biens propres)
- Le procès-verbal d'achèvement des travaux déclarés nécessaires par le délégant en date du 24 janvier 2019

Par traité de concession du 26 septembre 2018, a été confiée l'exploitation du Casino sous forme de délégation de service public à la Société touristique d'animation de Bordeaux Lac (STABL), filiale du groupe Lucien Barrière SAS, pour une durée de 14 ans et 9 mois (fin le 31 octobre 2033).

L'autorisation de jeu en vigueur a été délivrée le 19 décembre 2018 pour une durée de 5 ans expirant le 31 janvier 2024.

Le début d'exécution de ce nouveau contrat au 1er février 2019 implique la réalisation d'un certain nombre d'aménagements contractuels n'ayant pu être intégrés au contrat initial et concernant les sujets suivants :

- Inventaire définitif des biens
- PV des décisions de l'associé unique de la STABL en date du 22 janvier 2019
- Garantie de porte-fort apportée par le Groupe Lucien Barrière
- Garantie à première demande émise par le Groupe Lucien Barrière
- Garantie bancaire à première demande
- Règlement de service mis à jour

Le délégataire porte également à notre connaissance sa décision d'augmenter le capital social de la STABL de 10 000 euros à 6 millions d'euros.

L'avenant joint en annexe présente ces différentes dispositions.

Il vous est donc aujourd'hui proposé d'approuver cet avenant prévoyant la substitution des annexes concernant les sujets précités.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- approuver l'inventaire définitif des biens au 1er février 2019 ;

- approuver le procès-verbal actant l'augmentation de capital de la société dédiée constituant l'article 6 de l'annexe 4.1 bis du contrat et en substitution de l'article 6 initial ;

- approuver la garantie de porte-fort constituant l'annexe 4.3 du contrat et en substitution du modèle initialement produit ;

- approuver la garantie à première demande constituant l'annexe 4.2 du contrat et en substitution du modèle initialement produit ;

- approuver la garantie bancaire à première demande constituant l'annexe 4.4 du contrat et en en substitution du modèle initialement produit ;

- approuver le règlement de service constituant l'annexe 8 à la convention de DSP, et en substitution du modèle initialement produit ;

- approuver les termes de l'avenant 1 prévoyant les points 1 à 6 ci-dessus ;

- à signer l'avenant visé au point 7 ci-dessus ;

- à signer le procès-verbal de remise des biens.

ADOPTE A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE SOCIALISTE

VOTE CONTRE DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

Allez, Monsieur DELAUX.

M. DELAUX

Tout est dit dans cette délibération.

M. le MAIRE

Merci. Qui souhaite intervenir ? Personne.

Qui est pour ? Majorité. Qui s'abstient ? Qui est contre ? L'opposition est contre.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Emmanuelle CUNY. Délibération 491 : « Attribution d'aides en faveur de l'Enfance. »

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201400085_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RIDEAUX A FRANGES RS VARIA FRANCE	60	07/05/2014	4026,05	3890,36	135,69	Concession avec Reprise
201400083_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	LUSTRE CHAPEAU MELON RS MATHI DESIGN	60	07/05/2014	2087,5	2017,15	70,35	Concession avec Reprise
200800247_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	SYST ECRANS ATRIUM IEC	180	21/07/2008	1099	778,4	320,6	Concession avec Reprise
200700311_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CABLAGE AUDIO VIDEO HOLDEM 27060069 CAE INV06/07	180	14/08/2007	7310,76	5632,86	1677,9	Concession avec Reprise
200700304_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CABLAGE VIDEO NUMERIQUE AEC04/724281 SPIE	180	27/07/2007	33402,61	25864,92	7537,69	Concession avec Reprise
201400113_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RIDX A FRANGES/VARIA/FAC38463	60	15/05/2014	7617,1	7356,61	260,49	Concession avec Reprise
IMMO0000000217 (	LOGICIELS ET LICENCES	AUDIT TECHNIQUE CASINO	20	01/11/2017	3463,3	2770,64	692,66	Concession avec Reprise
201500067_EA	LOGICIELS ET LICENCES	1 LOGICIEL OFFICE 2013 ECONOCOM	12	28/05/2015	361,78	361,78	0	Concession avec Reprise
201100014_EA	LOGICIELS ET LICENCES	2 LICENCES PHOTOSHOP MKG 07279399 INSIGHT	36	01/11/2010	2149,03	2149,03	0	Concession avec Reprise
200800019_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE FERRON DR OFFICE 2007 7175217 INSIGHT TE	36	26/11/2007	377,33	377,33	0	Concession avec Reprise
200800018_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE BALTARDIVE EM OFF 20077175217INSIGHT TE	36	26/11/2007	377,33	377,33	0	Concession avec Reprise
200800017_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE LINXE RH OFFICE 2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	377,33	377,33	0	Concession avec Reprise
200800016_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE CUISINE OFFICE 2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	320,75	320,75	0	Concession avec Reprise
200800015_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES MCD MS OFFICE 2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	383,62	383,62	0	Concession avec Reprise
200800014_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES JX HERVAT OFFICE2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	383,62	383,62	0	Concession avec Reprise
200700361_EA	LOGICIELS ET LICENCES	2 LICENCES SERVEUR 7169404 INSIGHT	36	29/10/2007	1349,92	1349,92	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700317_EA	LOGICIELS ET LICENCES	MICROSOFT OFFICE 2007 JX 2165022 INSIGHT	36	13/08/2007	351,88	351,88	0	Concession avec Reprise
200700316_EA	LOGICIELS ET LICENCES	MICROSOFT OFFICE 2007 DR 2165022 INSIGHT	36	13/08/2007	346,11	346,11	0	Concession avec Reprise
200700315_EA	LOGICIELS ET LICENCES	MICROSOFT OFFICE 2007 FI 2165022 INSIGHT	36	13/08/2007	346,11	346,11	0	Concession avec Reprise
200700172_EA	LOGICIELS ET LICENCES	9 LICENCES OFFICE 2007 01275103 INSIGHT	36	26/02/2007	3074,4	3074,4	0	Concession avec Reprise
200700157_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE MICROSOFT WINDOWS 20037143165 INSIGHT TECH	36	17/01/2007	750,43	750,43	0	Concession avec Reprise
200700156_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE OFFICE WINDOW 2003 7138787 INSIGHT TECH SC	36	11/12/2006	650,2	650,2	0	Concession avec Reprise
200601993_EA	LOGICIELS ET LICENCES	licence office 2003 fact 71270Spectrum Software	12	13/09/2006	294	294	0	Concession avec Reprise
200601992_EA	LOGICIELS ET LICENCES	licence office 2003 fact 71270Spectrum Software	12	13/09/2006	345,29	345,29	0	Concession avec Reprise
200301680_EA	LOGICIELS ET LICENCES	Licence retrospect 03A02903 Allium	12	07/01/2003	610,61	610,61	0	Concession avec Reprise
200301667_EA	LOGICIELS ET LICENCES	logiciel Sphinx fact 02L17828 Allium	12	01/11/2002	1604,92	1604,92	0	Concession avec Reprise
IMMO0000001925 (	MACHINES A SOUS	ECRAN 55 POUR BJE ET BORNE CARRE VIP	16	01/11/2017	2450,18	2450,18	0	Concession avec Reprise
201100059_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHAMBRE FROIDE 120511 BONNET	120	12/05/2011	9916,1	7748,86	2167,24	Concession avec Reprise
200900062_EA	MAT. PROFESSIONNEL	COFFRE FORT MAS 90068754 GUNNEBO	120	30/10/2009	12947,9	12160,86	787,04	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800197_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LIAISON FIBRE OPTIQUE VIDEO INEO SUEZ	180	28/04/2008	3997,62	2894,33	1103,29	Concession avec Reprise
200800223_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SYST CONTROLE ACCES TERRASSE SPIE SUD OUEST	180	27/05/2008	4836,71	3475,53	1361,18	Concession avec Reprise
200800002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EXT CABLAGE VIDEO SPIE	180	20/11/2007	10846,25	8166,94	2679,31	Concession avec Reprise
200201201_EA	MAT. PROFESSIONNEL	fournitures atelier 208009 René Ledoux	60	07/05/2002	281,7	281,7	0	Concession avec Reprise
200201200_EA	MAT. PROFESSIONNEL	fournitures atelier 208008 René Ledoux	60	07/05/2002	4576,44	4576,44	0	Concession avec Reprise
200200888_EA	MAT. PROFESSIONNEL	OUTILLAGE René Ledoux	60	07/05/2002	3383,68	3383,68	0	Concession avec Reprise
200200886_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CABLE D/ Nilfisk	60	07/05/2002	38,05	38,05	0	Concession avec Reprise
200200885_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SHAMPOOINEUSE D/ Nilfisk	60	07/05/2002	715,99	715,99	0	Concession avec Reprise
200200884_EA	MAT. PROFESSIONNEL	RETROPROJECTEUR D/ Meeting Work	60	07/05/2002	592,82	592,82	0	Concession avec Reprise
200200883_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT POUR TECHNIQUE D/ Manutan	60	07/05/2002	81,3	81,3	0	Concession avec Reprise
200200882_EA	MAT. PROFESSIONNEL	RAYONNAGE POUR MAS D/ Manutan	60	07/05/2002	466,44	466,44	0	Concession avec Reprise
200200880_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NETTOYEUR HAUTE PRESSION D/ Karcher	60	07/05/2002	223,89	223,89	0	Concession avec Reprise
200200879_EA	MAT. PROFESSIONNEL	JETONS DE VESTIAIRE D/ Hoteldis	60	07/05/2002	1570,11	1570,11	0	Concession avec Reprise
200200878_EA	MAT. PROFESSIONNEL	PETITS MATERIELS TECHNIQUES D/ Dessaint	60	07/05/2002	19538,17	19538,17	0	Concession avec Reprise
200200877_EA	MAT. PROFESSIONNEL	INSTALLATION TECHNIQUE Bigata Air	60	07/05/2002	1707,52	1707,52	0	Concession avec Reprise
200200875_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MATERIELS ELECTRIQUES CGED	60	07/05/2002	7754,23	7754,23	0	Concession avec Reprise
200200874_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MATERIELS TECHNIQUES CGED	60	06/05/2002	327,25	327,25	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200873_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DISJONCTEURS	CGED	60	05/05/2002	731,71	731,71	0	Concession avec Reprise
200200700_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ARMOIRE ELECTRONIQUE	Heure et contrôle	60	21/03/2002	7961,77	7961,77	0	Concession avec Reprise
200100079_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	12	01/04/2001	164,64	164,64	0	Concession avec Reprise
200100078_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CLOCHES	Chomette	60	28/03/2001	364,9	364,9	0	Concession avec Reprise
200100072_EA	MAT. PROFESSIONNEL	PARABOLE	Locatel	60	09/03/2001	553,09	553,09	0	Concession avec Reprise
200100070_EA	MAT. PROFESSIONNEL	VAISSELLES	Chomette	60	01/03/2001	556,28	556,28	0	Concession avec Reprise
200100068_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DESTRUCTEUR DAF	LYRECO	60	28/02/2001	565,86	565,86	0	Concession avec Reprise
200100065_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	14	15/02/2001	631,14	631,14	0	Concession avec Reprise
200100061_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	01/02/2001	615,89	615,89	0	Concession avec Reprise
200100045_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SYSTEME SECURITE	TCS	60	25/01/2001	288,69	288,69	0	Concession avec Reprise
200100044_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	403,68	403,68	0	Concession avec Reprise
200100043_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	883,83	883,83	0	Concession avec Reprise
200100042_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	335,39	335,39	0	Concession avec Reprise
200100041_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	2916,99	2916,99	0	Concession avec Reprise
200100034_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHEVALETS	Duvigneau	60	25/01/2001	780,37	780,37	0	Concession avec Reprise
200100023_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Vaisselle	Chomette	60	25/01/2001	3172,38	3172,38	0	Concession avec Reprise
200100022_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Vaisselle	Chomette	60	25/01/2001	978,11	978,11	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200100007_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Agencements cuisine Hobart	60	25/01/2001	11563,72	11563,72	0	Concession avec Reprise
IMMO0000010816 (	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A GLACE EN SUPERGRAINS	3	01/11/2018	9215	9215	0	Concession avec Reprise
IMMO0000010812 (	MAT. PROFESSIONNEL	MISE EN SERVICE CAISSES ORACLES	2	21/11/2018	7061,16	7061,16	0	Concession avec Reprise
IMMO0000009714 (	MAT. PROFESSIONNEL	ReCopie de Upgrade PRA/PCA Bordeaux	6	16/07/2018	4210	4210	0	Concession avec Reprise
IMMO0000007392 (	MAT. PROFESSIONNEL	CAISSE MICROS	6	16/07/2018	753,72	753,72	0	Concession avec Reprise
IMMO0000007041 (	MAT. PROFESSIONNEL	LAVE VAISSELLE A CAPOT ELECTRONIQUE	8	25/05/2018	7452,56	7452,56	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000334 (	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT MICRO HF MAIN SHURE	13	18/01/2018	2276,74	2276,74	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000216 (	MAT. PROFESSIONNEL	IMPRIMANTE CITIZEN JET SCAN IDP 3550 NOIR	16	01/11/2017	2260,44	2260,44	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000214 (	MAT. PROFESSIONNEL	10 SIEGES RAE MODELE 813 SLANT BLACK IMITATION LEATH	15	01/11/2017	3020	3020	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000211 (	MAT. PROFESSIONNEL	CONSERVATEUR GTE 4900	19	01/11/2017	561	472,43	88,57	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700086_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT COMPTEE BILL MANUTAN	21	12/04/2017	914,94	914,94	0	Concession avec Reprise
201700074_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT STOKEUR SCHNEIDER	20	24/04/2017	13831,8	13831,8	0	Concession avec Reprise
201700073_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLES TRANSPARENTS LED CASINO ADVANCED	120	01/04/2017	11526,99	2209,35	9317,64	Concession avec Reprise
201700071_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHAISES BLACK JACK ET ROULETTESTYLGAME	120	07/04/2017	6176,91	1175,07	5001,84	Concession avec Reprise
201700070_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT TOUR IMPRIMANTE ARSENAL	60	13/12/2016	837,06	372,92	464,14	Concession avec Reprise
201700063_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAVE VERRES MRG MODERN	60	01/03/2017	5284,45	2113,77	3170,68	Concession avec Reprise
201600006_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SOCLES MAS CASINO ADVANCED CASINO ADVANCED TEC	60	02/12/2015	1439,96	935,51	504,45	Concession avec Reprise
201500033_EA	MAT. PROFESSIONNEL	FRITEUSE ELECTRIQUE 2 CUVES ENODIS SA	46	30/01/2015	8025	8025	0	Concession avec Reprise
201500020_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	19/11/2014	1439,96	1243,17	196,79	Concession avec Reprise
201500019_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	19/11/2014	1079,97	932,38	147,59	Concession avec Reprise
201400090_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3CAVES VIN RS EUROCAVE 1405020	120	07/05/2014	4600	2217,23	2382,77	Concession avec Reprise
201400082_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAMPES CHAUFFANTES BONNET HORIS24007474	60	07/05/2014	2290	2212,82	77,18	Concession avec Reprise
201400080_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A GLACON RS BONNET 24006612	60	09/04/2014	2600	2555,99	44,01	Concession avec Reprise
201400044_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CASHIO MAS F1405290 CAPS 201204001	60	02/01/2014	16515,8	16515,8	0	Concession avec Reprise
201400043_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAVEUSE RESTO BONNET 24000541 974738B362	60	17/01/2014	2436	2436	0	Concession avec Reprise
201300019_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A GLACON RS MRG F113237	60	21/02/2013	3915,2	3915,2	0	Concession avec Reprise
201300002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NACELLE SERV TECHNIQUE 20121534 NACELLELAVEND(	60	16/11/2012	1168,56	1168,56	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200005_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT MAS 1553226 MANUTAN	60	28/11/2011	1174,47	1174,47	0	Concession avec Reprise
201200004_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TV ECRAN JX 330047110 REXEL	60	03/11/2011	1445,72	1445,72	0	Concession avec Reprise
201100392_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE CAFE BAR DES MAS 100018811 MELITTA	60	26/10/2011	5221	5221	0	Concession avec Reprise
201100198_EA	MAT. PROFESSIONNEL	7 TIROIRS CAISSE 57381 MICROS	60	30/04/2011	1148	1148	0	Concession avec Reprise
201100197_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 IMPRIMANTES TM 0220B CUISINE57381 MICROS	60	30/04/2011	1063,14	1063,14	0	Concession avec Reprise
201100196_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 IMPRIMANTES AUTOCOUPANTES 57381 MICROS	60	30/04/2011	656,26	656,26	0	Concession avec Reprise
201100195_EA	MAT. PROFESSIONNEL	6 IMPRIMANTES TM T88 57381 MICROS	60	30/04/2011	2588,52	2588,52	0	Concession avec Reprise
201100194_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 POINTS ACCES WIFI 57381 MICROS	60	30/04/2011	1604,13	1604,13	0	Concession avec Reprise
201100193_EA	MAT. PROFESSIONNEL	5 TERMINAUX PORTATIF 57381 MICROS	60	30/04/2011	7569	7569	0	Concession avec Reprise
201100189_EA	MAT. PROFESSIONNEL	INSTALLATION MATERIEL MICROS 57381 MICROS	60	30/04/2011	3300	3300	0	Concession avec Reprise
201100188_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 COFFRES MAS 90102358 GUNNEBO	120	29/07/2011	3229,2	2459,73	769,47	Concession avec Reprise
201100187_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 CABINES FUMEURS SMOKE103139	12	15/07/2011	5370,3	5370,3	0	Concession avec Reprise
201100176_EA	MAT. PROFESSIONNEL	10 SOCLE MAS CARO 61411	60	14/06/2011	3781,73	3781,73	0	Concession avec Reprise
201100126_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SCANNER DOUCHETTE TICKET TIT110500139 BALLY GAM	60	30/05/2011	1226,14	1226,14	0	Concession avec Reprise
201100107_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SERRURE TEMPORISATION COFF MAS84228460 GUNNEBO	60	11/05/2011	2152,8	2152,8	0	Concession avec Reprise
201100106_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SERRURES AUX 2 COFFRES JEUX 84228246 GUNNEBO	60	10/05/2011	4425,2	4425,2	0	Concession avec Reprise
201100058_EA	MAT. PROFESSIONNEL	FRITEUSE RS 00006857 BONNET	60	12/05/2011	3023	3023	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100057_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CABINE FUMEURS JEUX 103007 SMOKE 38300 SF6000	12	09/05/2011	1614,6	1614,6	0	Concession avec Reprise
201100056_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 ECRANS TV AUX JEUX 60 POUCES974605139 REXEL 60PK5	60	26/04/2011	1468,7	1468,7	0	Concession avec Reprise
201100055_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 ECRANS TV AUX JEUX 974748336/974605139 REXEL	60	29/04/2011	2043,12	2043,12	0	Concession avec Reprise
201100048_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A OEILLET SDS FA063154 EXPEDIT	60	18/04/2011	969,24	969,24	0	Concession avec Reprise
201100034_EA	MAT. PROFESSIONNEL	11 LECTEURS CODE BARRES VOUCHE11020924-11030026 EC	60	01/03/2011	1248,95	1248,95	0	Concession avec Reprise
201100023_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 CAISSES MICROS RESTO CAS DEAUVILLE 2011/071	12	02/02/2011	1271,1	1271,1	0	Concession avec Reprise
201100013_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SCAN ET 2DOUCHETTES PR RAE 20105399 BALLY FRANC	60	01/12/2010	1742,6	1742,6	0	Concession avec Reprise
201100002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLE POUR MAS 361 60343 CARO	60	29/10/2010	403,9	403,9	0	Concession avec Reprise
201000023_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 COMPTEUSE BILLET MAS 1008483 CAPS	60	26/10/2010	1047,7	1047,7	0	Concession avec Reprise
201000022_EA	MAT. PROFESSIONNEL	BLENDER BAR MAS MACH A COCKTAIF10100442 HUITIEME M	60	29/10/2010	1341,58	1341,58	0	Concession avec Reprise
201000019_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLE POUR MAS 357/358/359 60025 CARO	60	08/07/2010	1265,31	1265,31	0	Concession avec Reprise
201000018_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MONOBROSSE BLUE DISC 10034263 ODI	60	31/07/2010	973,16	973,16	0	Concession avec Reprise
201000008_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2EME PHASE DISC STOCK VIDEO FP004140 ERYMA	60	27/05/2010	13431,94	13431,94	0	Concession avec Reprise
201000005_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LECTEUR POUR VDI 0587379 3M FRance	60	16/12/2009	1181,86	1181,86	0	Concession avec Reprise
200900070_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DISC POUR STOCK DONNEES VIDEO 7CS010929 ERYMA	60	30/10/2009	21742,47	21742,47	0	Concession avec Reprise
200900064_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LECTEUR POUR VDI FA091028 DAG EUROPE	60	22/10/2009	504,17	504,17	0	Concession avec Reprise
200900056_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EXT CABLAGE COURANT FAIBLE JPM2805090552 INEO	180	21/09/2009	3285,68	2071,13	1214,55	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200900041_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 VALORISATRICE BILLETS 091172 FRANCE ESP	60	31/08/2009	13156	13156	0	Concession avec Reprise
200900037_EA	MAT. PROFESSIONNEL	VITRINE POUR STOCKAGE SANDWICH1033206 GAMKO	120	15/06/2009	1401,4	1365,51	35,89	Concession avec Reprise
200900036_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ARMOIRE CHAUDE/BUFFET RESTO BONNET 027791	120	26/06/2009	2348,16	2286,89	61,27	Concession avec Reprise
200800206_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SONORISATION BAR MAS INNOVATIVE LIGHTING DESIG	120	14/05/2008	2943	2943	0	Concession avec Reprise
200800204_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 ECRANS POUR RESTO INNOVATIVE LIGHTING DESIG	120	12/05/2008	3150	3150	0	Concession avec Reprise
200800203_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MOBILIERS TERRASSE EXT RESTAU JARDILAND	60	06/05/2008	1447,33	1447,33	0	Concession avec Reprise
200800200_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MIXEUR BLENDER HUITIEME MONDE	60	28/03/2008	925	925	0	Concession avec Reprise
200800191_EA	MAT. PROFESSIONNEL	8 ECRANS VIDEO LCD INNOVATIVE LIGHTING DESIGN	120	15/04/2008	10468,74	10468,74	0	Concession avec Reprise
200800190_EA	MAT. PROFESSIONNEL	5 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	01/03/2008	1692,17	1692,17	0	Concession avec Reprise
200800189_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	12/03/2008	1359,31	1359,31	0	Concession avec Reprise
200800188_EA	MAT. PROFESSIONNEL	16 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	27/12/2007	5237,5	5237,5	0	Concession avec Reprise
200800182_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SYSTEME VIDEO PH 2 ERYMA	60	29/02/2008	90249,08	90249,08	0	Concession avec Reprise
200800173_EA	MAT. PROFESSIONNEL	VIDEO TERRASSE EXT RESTAU ERYMA	60	28/02/2008	2766,08	2766,08	0	Concession avec Reprise
200800158_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MATERIEL MCC ON LINE BALLY GAMING	60	20/02/2008	38207,44	38207,44	0	Concession avec Reprise
200800156_EA	MAT. PROFESSIONNEL	STAND PARAPLUIE ISF EXPOSITION	60	27/02/2008	2377,63	2377,63	0	Concession avec Reprise
200800146_EA	MAT. PROFESSIONNEL	APPAREILS VIDEOS NUMERIQUES ERYMA	60	31/01/2008	24678,75	24678,75	0	Concession avec Reprise
200800143_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAVEUSE 003153 POLLET ENT	60	29/01/2008	2651,14	2651,14	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800141_EA	MAT. PROFESSIONNEL	APPAREILS VIDEOS NUMERIQUES ERYMA	60	01/12/2007	78639,74	78639,74	0	Concession avec Reprise
200800140_EA	MAT. PROFESSIONNEL	APPAREILS VIDEOS NUMERIQUES ERYMA	60	01/12/2007	158814	158814	0	Concession avec Reprise
200800139_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EQUIPEMENT BAR MAS GAMKO 1026583	120	15/11/2007	25073,8	25073,8	0	Concession avec Reprise
200800138_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINES A GLACONS BAR MAS GAMKO 1026583	60	15/11/2007	1272,2	1272,2	0	Concession avec Reprise
200800137_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 LAVES VERRES BAR MAS GAMKO 1026583	60	15/11/2007	3654	3654	0	Concession avec Reprise
200800094_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ECRANS PLASMA SALLE MAS IEC SALLE MAS	120	22/01/2008	37984,96	37984,96	0	Concession avec Reprise
200800022_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DEFIBRILLATEUR F0724458LAERDAL ME	60	21/12/2007	1191,22	1191,22	0	Concession avec Reprise
200700367_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 CHARIOTS TABLETTE MAS FRANKEL 050107	60	05/01/2007	2079,17	2079,17	0	Concession avec Reprise
200700342_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NOUVELLE VERRERIE BAR MAS 8418596 CHOMETTE FAVC	60	01/10/2007	261,2	261,2	0	Concession avec Reprise
200700341_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NOUVELLE VERRERIE BAR MAS 8407031 CHOMETTE FAVC	60	01/10/2007	1831,07	1831,07	0	Concession avec Reprise
200700307_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT PORTES ASSIETTES 8377173 CHOMETTE FAVOF	60	27/07/2007	1069,86	1069,86	0	Concession avec Reprise
200700170_EA	MAT. PROFESSIONNEL	AMENAGEMENT PARVIS POT DECO 0700100 SQUARE IAE06	60	12/02/2007	3712	3712	0	Concession avec Reprise
200700161_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 VALORISATRISES BILLETS 070165 FRANCE ESP GFR220	60	31/01/2007	22305,4	22305,4	0	Concession avec Reprise
200700002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TOTEM LUMINEUX DB FACE SIGNALETIQ ENTREE CASIN	60	01/11/2006	2501,56	2501,56	0	Concession avec Reprise
200601976_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Broyeur déchets (fact 13330) ECP	120	08/03/2006	16288,3	16288,3	0	Concession avec Reprise
200501936_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Mitigeurs robinetterie fact 51SIDER	60	13/09/2005	1944,82	1944,82	0	Concession avec Reprise
200201633_EA	MAT. PROFESSIONNEL	fabrication panneau fact 4281 Publi-Lettres	60	29/10/2002	584	584	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201473_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MOBILIER CUISINE D/ HMI Thirode	60	07/05/2002	272421,45	272421,45	0	Concession avec Reprise
200201318_EA	MAT. PROFESSIONNEL	cuve écailler Cif Inox	60	07/05/2002	2845	2845	0	Concession avec Reprise
200201268_EA	MAT. PROFESSIONNEL	PETITS OUTILLAGES René Ledoux	60	30/06/2002	58,44	58,44	0	Concession avec Reprise
200201267_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Projecteurs + luminaires Technilite	60	24/06/2002	1581,06	1581,06	0	Concession avec Reprise
200800001_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EXT CONTROLE ACCES SPIE	180	26/10/2007	12458,04	9436,92	3021,12	Concession avec Reprise
IMMO0000011563 (	MAT. D'EXPLOITATION	2 ECRANS SALLE MAS	60	15/12/2018	1392,19	59,12	1333,07	Concession avec Reprise
IMMO0000011083 (	MAT. D'EXPLOITATION	Vidéo projecteur panasonic Ew550	3	01/11/2018	1393,2	1393,2	0	Concession avec Reprise
201700106_EA	MAT. D'EXPLOITATION	NETOYEUR HAUTE PRESSION POLLET	23	20/02/2017	1583,73	1583,73	0	Concession avec Reprise
201700042_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN UHD HDMI 3370-509-100972REXEL	60	11/01/2017	2236,52	960,7	1275,82	Concession avec Reprise
201600114_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIEL VIDEOPROJECTEUR BV PRODUCTIONS EAA-MI	120	10/06/2016	2918,28	796,37	2121,91	Concession avec Reprise
201600113_EA	MAT. D'EXPLOITATION	3 ECRANS 55" ARSENAL CD13846	120	09/06/2016	7612,14	2079,05	5533,09	Concession avec Reprise
201600110_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN 55' TVLED CAFE BARRIERE REXEL EAA-RS00-004055	30	23/05/2016	2128	2128	0	Concession avec Reprise
201600079_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPTEUSE TRIEUSE BILLETS K500CAPS INTERNATIONAL N	60	14/01/2016	7884,03	4960,26	2923,77	Concession avec Reprise
201600070_EA	MAT. D'EXPLOITATION	BAC GASTRO + ECHELLE A GLISSIESANIPOUSSE CDE EAA-R	36	27/11/2015	6109,85	6109,85	0	Concession avec Reprise
201600069_EA	MAT. D'EXPLOITATION	INSTALLATION BORNE TACTILE 47'ARSENAL FA117006	33	03/03/2016	304,72	304,72	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600065_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CUTTER DE TABLE R4 CHOMETTE 8526470	35	24/12/2015	1409,8	1409,8	0	Concession avec Reprise
201600012_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MACHINE A GLACE EN GRAINS HORIS BONNET THIRODE	36	12/12/2015	4248	4248	0	Concession avec Reprise
201600011_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PLAQUE DECOUPE CHAUDE SATINE HORIS BONNET THIROI	36	27/11/2015	1100	1100	0	Concession avec Reprise
201600010_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COUPE LEGUMES CL50 GOURMET CHOMETTE EAA RS00 0	36	27/11/2015	1732,87	1732,87	0	Concession avec Reprise
201600002_EA	MAT. D'EXPLOITATION	4 BORNE ECRAN TACTILE 47 POUCEARSENAL EAA-MK00-002	37	01/11/2015	15484,48	15484,48	0	Concession avec Reprise
201500057_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compteuse IFX 1_I427_0071_15 CUMMINS - ALLISON	60	13/03/2015	27703,19	22083,41	5619,78	Concession avec Reprise
201400112_EA	MAT. D'EXPLOITATION	AFFICHAGE BILLBOARD 24/CAM EYRPROCED FACT 96/14071	60	11/07/2014	7176,02	6689,64	486,38	Concession avec Reprise
201400111_EA	MAT. D'EXPLOITATION	AFFICHEUR BILLBOARD 24/CAM EYEPROCED FACT 96/14071	60	11/07/2014	7176,02	6689,64	486,38	Concession avec Reprise
201300007_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN TV JPM ECRAN TV JPM BOULANGER 116893	60	27/12/2012	2601,72	2601,72	0	Concession avec Reprise
200700360_EA	MAT. D'EXPLOITATION	1LAVE LINGE/1SECHE LINGE SDS 916/V018339 DARTY	60	15/10/2007	744,15	744,15	0	Concession avec Reprise
200700318_EA	MAT. D'EXPLOITATION	LAVE VAISSELLE 351CF117004274 HMI	60	23/08/2007	1795	1795	0	Concession avec Reprise
200700310_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLES BANQUETING 8389125 CHOMETTE	60	14/08/2007	2077,64	2077,64	0	Concession avec Reprise
200700309_EA	MAT. D'EXPLOITATION	1 CHARIOT POUR ASSIETTES 8378380 CHOMETTE	60	30/07/2007	1101,59	1101,59	0	Concession avec Reprise
200700188_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COUVERTS BANQUETING 76043807 WMF FRANCE	60	24/05/2007	399,06	399,06	0	Concession avec Reprise
200700187_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COUVERTS BANQUETING 76043196 WMF FRANCE	60	07/05/2007	2565,93	2565,93	0	Concession avec Reprise
200700183_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VIDEO PROJECTEUR ADM 33124 TRIAXE	60	20/04/2007	1640	1640	0	Concession avec Reprise
200700135_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIEL AUDIO MICRO SALLE DE SPECTACLE	60	08/12/2006	2271,4	2271,4	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200602011_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Balance comptée fact 8599 Timber	60	17/10/2006	448,5	448,5	0	Concession avec Reprise
200602009_EA	MAT. D'EXPLOITATION	"Armoire ""cru au verre"" factMétro	120	11/10/2006	990	990	0	Concession avec Reprise
200602008_EA	MAT. D'EXPLOITATION	table élévatrice fact 738 07 2Manutan	60	09/10/2006	893,41	893,41	0	Concession avec Reprise
200602004_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Bache murale Palma Pub	60	29/09/2006	2986	2986	0	Concession avec Reprise
200601991_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tactiles Trillium fact FA6177 MCC	36	30/08/2006	8082,57	8082,57	0	Concession avec Reprise
200601977_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 lampes infra rouge fact FE00Essor	60	08/04/2006	850	850	0	Concession avec Reprise
200601969_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 balances caisses mas fact LCLC Indust Perrin	60	27/02/2006	956,8	956,8	0	Concession avec Reprise
200601968_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Table élévatrice fact 708 48 0Manutan	60	07/02/2006	1700,71	1700,71	0	Concession avec Reprise
200601967_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Portatifs GP344 UHF fact n° FBSyrade	60	08/02/2006	2088,29	2088,29	0	Concession avec Reprise
200601953_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Machine à café Atrium f FC0621Melitta System Service	60	16/11/2005	9150	9150	0	Concession avec Reprise
200601952_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Ecran plasma fact FC 1910 Abaques	36	15/11/2005	2920,75	2920,75	0	Concession avec Reprise
200501938_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Poursuite + pieds Z Professionnel	60	07/10/2005	5722,23	5722,23	0	Concession avec Reprise
200501930_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compteuse billets N500 CAPS	60	05/07/2005	1699,52	1699,52	0	Concession avec Reprise
200501926_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts Leroy Merlin	60	31/03/2005	91,87	91,87	0	Concession avec Reprise
200501924_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts (F/ S9René Ledoux	60	31/03/2005	305,15	305,15	0	Concession avec Reprise
200501918_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Talkies Walkies Syrade	60	22/03/2005	1643,96	1643,96	0	Concession avec Reprise
200501917_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts Leroy Merlin	60	22/03/2005	195,09	195,09	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501916_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts Leroy Merlin	60	03/03/2005	788,19	788,19	0	Concession avec Reprise
200501906_EA	MAT. D'EXPLOITATION	tables élévatrices n° 6614146 Manutan	60	27/12/2004	1836,77	1836,77	0	Concession avec Reprise
200501903_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Soudeuse fact n° 660 68 16 Manutan	60	20/12/2004	864,13	864,13	0	Concession avec Reprise
200501902_EA	MAT. D'EXPLOITATION	fauteuils croupiers fact 08721Frankel	60	17/12/2004	1094,34	1094,34	0	Concession avec Reprise
200501901_EA	MAT. D'EXPLOITATION	aspirateur fact FA 004083 Pollet entretien	60	15/12/2004	1093,93	1093,93	0	Concession avec Reprise
200501894_EA	MAT. D'EXPLOITATION	3 Talkies Walkies Syrade	60	24/11/2004	2419,49	2419,49	0	Concession avec Reprise
2004B1841_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Scan Coin France Espèces	60	09/08/2004	6386,64	6386,64	0	Concession avec Reprise
200401832_EA	MAT. D'EXPLOITATION	POSTE TACTILE EPSON SR600 MCC	36	29/04/2004	6312,49	6312,49	0	Concession avec Reprise
200401828_EA	MAT. D'EXPLOITATION	HOME RADIO SYSTEME IDYLLE PRODUCTION	60	26/03/2004	3254,81	3254,81	0	Concession avec Reprise
200401825_EA	MAT. D'EXPLOITATION	mannequins secourisme F0411727Laerdal	60	18/02/2004	2105,77	2105,77	0	Concession avec Reprise
200401809_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ASPIRATEUR PORTABLE T.V.S Composants	60	03/11/2003	386,97	386,97	0	Concession avec Reprise
200301768_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Monobrosse Diversey	60	01/11/2002	3915,37	3915,37	0	Concession avec Reprise
200301705_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compteuse billets 3D 2420 MAC 3D	60	03/03/2003	1417,26	1417,26	0	Concession avec Reprise
200301686_EA	MAT. D'EXPLOITATION	encodeur 4890006652 Ascom (parking)	60	30/01/2003	7503,87	7503,87	0	Concession avec Reprise
200301666_EA	MAT. D'EXPLOITATION	balance trémies LC Indust Perrin	60	11/12/2002	4653,64	4653,64	0	Concession avec Reprise
200301663_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Nacelle SDS René Ledoux	60	30/11/2002	10979,23	10979,23	0	Concession avec Reprise
200301662_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Machine à café bar mas - avoirMelitta System Service	60	25/11/2002	11180	11180	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201603_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Projecteur fact 464 - avoir 53Audiomaster	60	25/06/2002	34712,87	34712,87	0	Concession avec Reprise
200201602_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES BAR Chomette	96	30/08/2002	355,74	355,74	0	Concession avec Reprise
200201595_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1635,99	1635,99	0	Concession avec Reprise
200201594_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PLATEAUX FRUITS DE MER Montavon	60	09/09/2002	1482	1482	0	Concession avec Reprise
200201553_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	6890,28	6890,28	0	Concession avec Reprise
200201552_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	391,32	391,32	0	Concession avec Reprise
200201537_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1515,6	1515,6	0	Concession avec Reprise
200201536_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	3656,61	3656,61	0	Concession avec Reprise
200201535_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	96,9	96,9	0	Concession avec Reprise
200201534_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1720,71	1720,71	0	Concession avec Reprise
200201533_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	616,49	616,49	0	Concession avec Reprise
200201532_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1242,78	1242,78	0	Concession avec Reprise
200201531_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1175,36	1175,36	0	Concession avec Reprise
200201530_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1721,8	1721,8	0	Concession avec Reprise
200201529_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	324	324	0	Concession avec Reprise
200201528_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	629,72	629,72	0	Concession avec Reprise
200201527_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	8077,44	8077,44	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201526_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	18947,38	18947,38	0	Concession avec Reprise
200201477_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tarnspalette fact 560 21 05 D/ Manutan	60	07/05/2002	344,37	344,37	0	Concession avec Reprise
200201472_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Micro ondes + Table top 139L fD/ Electrolux	60	07/05/2002	278,53	278,53	0	Concession avec Reprise
200201471_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Table top 139L fact 22069863 RD/ Electrolux	60	07/05/2002	451,41	451,41	0	Concession avec Reprise
200200929_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS DE NETTOYAGE Lozes	60	07/05/2002	567,06	567,06	0	Concession avec Reprise
200200928_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS DE NETTOYAGE Lozes	60	07/05/2002	1108,21	1108,21	0	Concession avec Reprise
200200927_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TIROIRS CAISSES RESTO Optims	60	07/05/2002	949,31	949,31	0	Concession avec Reprise
200200919_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS CUISINES D/ Sodigif	60	07/05/2002	5390,24	5390,24	0	Concession avec Reprise
200200918_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPRESSEUR Bigata Air	60	07/05/2002	2219,32	2219,32	0	Concession avec Reprise
200200917_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPRESSEUR Bigata Air	60	07/05/2002	5868,53	5868,53	0	Concession avec Reprise
200200916_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VIS A COLLET Radiospares	60	07/05/2002	40,71	40,71	0	Concession avec Reprise
200200915_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPTEUR Radiospares	60	07/05/2002	208,54	208,54	0	Concession avec Reprise
200200914_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VIS A BOIS Radiospares	60	07/05/2002	84,1	84,1	0	Concession avec Reprise
200200913_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MACHINE A COUDRE D/ Defi Intern.	60	07/05/2002	1433,02	1433,02	0	Concession avec Reprise
200200910_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN DE PROJECTION D/ Meeting Work	60	07/05/2002	181,38	181,38	0	Concession avec Reprise
200200908_EA	MAT. D'EXPLOITATION	FOURNITURES ENTRETIEN SDS Lozes	60	07/05/2002	1437,38	1437,38	0	Concession avec Reprise
200200907_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE BAR JEUX D/ Chomette Favor	60	07/05/2002	71765,44	71765,44	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200906_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CELLULE DE REFROIDISSEMENT D/ HMI Thirode	60	07/05/2002	7460,25	7460,25	0	Concession avec Reprise
200200904_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CHARIOTS + SOCLES MAS Caro	60	07/05/2002	34091,5	34091,5	0	Concession avec Reprise
200200899_EA	MAT. D'EXPLOITATION	charriots 02.04.03 Parcs	60	07/05/2002	8246,42	8246,42	0	Concession avec Reprise
200200894_EA	MAT. D'EXPLOITATION	JACKPOT SHOW Ollivier SA	60	07/05/2002	3731,01	3731,01	0	Concession avec Reprise
200200890_EA	MAT. D'EXPLOITATION	SIGNALETIQUE 2A Pub (Pano)	60	07/05/2002	365,29	365,29	0	Concession avec Reprise
200200889_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PANNEAUX "HANDICAPES" ABC Aquitaine Gravure	60	07/05/2002	2328,06	2328,06	0	Concession avec Reprise
200200852_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ESSOREUSE ELECTRIQUE D/ Matik	60	07/05/2002	601,95	601,95	0	Concession avec Reprise
200200851_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS RESTO D/ Matik	60	07/05/2002	1327,14	1327,14	0	Concession avec Reprise
200200850_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS RESTO D/ Matik	60	07/05/2002	962,43	962,43	0	Concession avec Reprise
200200846_EA	MAT. D'EXPLOITATION	GRATTOIR + CORBEILLE OSIER D/ Matik	60	07/05/2002	81,06	81,06	0	Concession avec Reprise
200200821_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CHARIOT MANUTENTION D/ Provost	60	07/05/2002	219,34	219,34	0	Concession avec Reprise
200200820_EA	MAT. D'EXPLOITATION	DIABLE PLIANT D/ Provost	60	07/05/2002	118,69	118,69	0	Concession avec Reprise
200200805_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TRANCHEUR ET HACHOIR D/ Simplex	60	07/05/2002	2531,4	2531,4	0	Concession avec Reprise
200200801_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PRESSE AGRUME & DISTRI BOISSOND/ Santos	60	07/05/2002	3388,52	3388,52	0	Concession avec Reprise
200200800_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MOULIN A CAFE EXPRESSO D/ Santos	60	07/05/2002	256,72	256,72	0	Concession avec Reprise
200200707_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 détecteurs fact 1644 MAC 3D	60	15/12/2001	1064,1	1064,1	0	Concession avec Reprise
200200706_EA	MAT. D'EXPLOITATION	3 détecteurs fact 1644 MAC 3D	60	15/12/2001	1908,98	1908,98	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200705_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PLATEAUX PR FRUITS DE MER Montavon Décors	60	15/03/2002	3902,8	3902,8	0	Concession avec Reprise
200200704_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ATTACHE CASE SECURITY JOHN HUXLEY	60	28/02/2002	2206,07	2206,07	0	Concession avec Reprise
200200703_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CHARIOT 2 PLATEAUX Manutan	60	01/03/2002	181,79	181,79	0	Concession avec Reprise
200200702_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PROJECTEUR MULTIMEDIA Meeting Work	60	22/02/2002	3062,27	3062,27	0	Concession avec Reprise
200200603_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ATTACHE CASE SECURITY MAHOGANYJohn Huxley	60	21/12/2001	292,28	292,28	0	Concession avec Reprise
201700097_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISES SECURITE LYRECO	120	31/05/2017	1709,01	301,09	1407,92	Concession avec Reprise
200800172_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES SALLE REPOS IKEA SALLE REPOS NON FUMI	120	29/02/2008	1156,73	1156,73	0	Concession avec Reprise
200602019_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06J16743)SCC	36	27/10/2006	1539,08	1539,08	0	Concession avec Reprise
200602018_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact 11851 Rochford Thompson	36	24/10/2006	2926,7	2926,7	0	Concession avec Reprise
200602017_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAC0341 Repères Medias	36	24/10/2006	1923,73	1923,73	0	Concession avec Reprise
200602016_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAI06028 Dag System Pygmalyon	36	24/10/2006	377,76	377,76	0	Concession avec Reprise
200602015_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAI06053 Dag System Pygmalyon	36	24/10/2006	1135,74	1135,74	0	Concession avec Reprise
200602013_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact 060905067Econocom	36	24/10/2006	2437,33	2437,33	0	Concession avec Reprise
200602010_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAI06143 Dag System Pygmalyon	36	11/10/2006	452,87	452,87	0	Concession avec Reprise
200601999_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	189,09	189,09	0	Concession avec Reprise
200601998_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	1049,28	1049,28	0	Concession avec Reprise
200601997_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	161	161	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200601996_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	1625,85	1625,85	0	Concession avec Reprise
200601979_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoire fact 26FRB20797 BRAM	120	30/05/2006	399,25	399,25	0	Concession avec Reprise
200601978_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoire fact 26FRB20797 BRAM	120	05/04/2006	411	411	0	Concession avec Reprise
200601973_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	imprimantes ext gar fact 06B04SCC	36	06/02/2006	181,98	181,98	0	Concession avec Reprise
200601972_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	imprimantes ext gar fact 06B04SCC	36	06/02/2006	442,26	442,26	0	Concession avec Reprise
200601971_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	imprimantes ext gar fact 06B04SCC	36	06/02/2006	450,38	450,38	0	Concession avec Reprise
200601966_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29841 SCC	36	30/01/2006	627,23	627,23	0	Concession avec Reprise
200601965_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29840 SCC	36	30/01/2006	329,67	329,67	0	Concession avec Reprise
200601964_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29839 SCC	36	30/01/2006	2009,46	2009,46	0	Concession avec Reprise
200601963_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29838 SCC	36	30/01/2006	1801,89	1801,89	0	Concession avec Reprise
200601962_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29837 SCC	36	30/01/2006	488,92	488,92	0	Concession avec Reprise
200601961_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PC marketing fact 06A23241 SCC	36	24/01/2006	575,6	575,6	0	Concession avec Reprise
200601958_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleur APC fact 05K15694 SCC	36	17/11/2005	3297,12	3297,12	0	Concession avec Reprise
200601957_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	2 tactils (fact F51808) Optims	36	15/12/2005	5328,34	5328,34	0	Concession avec Reprise
200601954_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Réseau messagerie Amec Spie	36	25/11/2005	10364,72	10364,72	0	Concession avec Reprise
200501950_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoires fact 25FRB20195 BRAM	60	28/10/2005	351,69	351,69	0	Concession avec Reprise
200501949_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoires fact 25FRB20195 BRAM	60	28/10/2005	358,74	358,74	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501947_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecran tactile fact F51279 Optims	36	26/10/2005	1312,4	1312,4	0	Concession avec Reprise
200501937_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PC saubegardes DSI Dell	36	22/09/2005	678,66	678,66	0	Concession avec Reprise
200501934_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Paravents Passerelle Bois & Chiffons	60	24/08/2005	3745,82	3745,82	0	Concession avec Reprise
200501933_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	2 fauteuils 685-56-18 Manutan	60	20/07/2005	428	428	0	Concession avec Reprise
200401886_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	mobilier fact 2000573494 Ikea	96	28/09/2004	2017,43	2017,43	0	Concession avec Reprise
200401881_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Kits maintenance fact 04I18046SCC	36	21/09/2004	228,44	228,44	0	Concession avec Reprise
200401880_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Kits maintenance fact 04I18045SCC	36	21/09/2004	1055,23	1055,23	0	Concession avec Reprise
200401879_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	243,98	243,98	0	Concession avec Reprise
200401878_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	121,99	121,99	0	Concession avec Reprise
200401877_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	306	306	0	Concession avec Reprise
200401876_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	119,59	119,59	0	Concession avec Reprise
200401838_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Extension garantie 3 ans SCC	36	15/07/2004	896,6	896,6	0	Concession avec Reprise
200401826_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	armoire sécurité S 9 2607 René Ledoux	96	29/02/2004	1616,27	1616,27	0	Concession avec Reprise
200401820_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	1 PC restauration 04A10519 SCC	36	13/01/2004	613	613	0	Concession avec Reprise
200301782_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Aménagement local CE Office Depôt	96	07/08/2003	533,48	533,48	0	Concession avec Reprise
200301765_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	2 mini bars pour loges spectac Minibar	96	03/06/2003	160	160	0	Concession avec Reprise
200301764_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	fact 020929 Z Professionnel	96	12/06/2003	410,25	410,25	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301756_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	meuble TV 2000534880 Ikea	96	04/06/2003	129	129	0	Concession avec Reprise
200301751_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Tables pliantes stratifiées FCCréation Inova	96	03/04/2003	1642,9	1642,9	0	Concession avec Reprise
200301746_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Juponnage + chaises F 11373 PJP	96	28/04/2003	3001	3001	0	Concession avec Reprise
200301725_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Stores passerelle Servi Sun FC00230877	96	28/03/2003	1400	1400	0	Concession avec Reprise
200301723_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Bureau RG fact n° 249472 Ikea	60	02/04/2003	174,5	174,5	0	Concession avec Reprise
200301704_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Bureau RG fact n°249606 Ikea	96	24/03/2003	388,21	388,21	0	Concession avec Reprise
200301682_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	03A04033 imprimante X1210 Allium	36	08/01/2003	418	418	0	Concession avec Reprise
200301678_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR FAUTEUILS RESTO D/ Kvadrat	96	01/11/2002	592,3	592,3	0	Concession avec Reprise
200301675_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	116	116	0	Concession avec Reprise
200301674_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	348	348	0	Concession avec Reprise
200301673_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	136,69	136,69	0	Concession avec Reprise
200301672_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	136,69	136,69	0	Concession avec Reprise
200301671_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	546,76	546,76	0	Concession avec Reprise
200301670_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	1230,2	1230,2	0	Concession avec Reprise
200301668_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	1 cave restauration Eurocave	96	16/12/2002	1041,81	1041,81	0	Concession avec Reprise
200301664_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Chevalets jeux Techni Seri	96	29/11/2002	488,64	488,64	0	Concession avec Reprise
200201642_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	EXT GARANTIE TERMINAUX CCM MCC	36	16/08/2002	1222,31	1222,31	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201628_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	juponnage F 11092 D/ PJP	96	17/09/2002	3704,8	3704,8	0	Concession avec Reprise
200201623_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	bureau comptabilité Ikea	96	16/10/2002	292,62	292,62	0	Concession avec Reprise
200201593_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	5 guéridons fact 848 Soca	96	29/08/2002	1106,61	1106,61	0	Concession avec Reprise
200201551_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	IMPRESSION NUMERIQUE D/ Format Numérique	96	07/05/2002	469,7	469,7	0	Concession avec Reprise
200201550_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	BUREAU + CAISSON D/ Acial	96	07/05/2002	1266,83	1266,83	0	Concession avec Reprise
200201494_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS HYGIENE D/ ODI	96	07/05/2002	486,46	486,46	0	Concession avec Reprise
200201493_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	234,75	234,75	0	Concession avec Reprise
200201492_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	168,46	168,46	0	Concession avec Reprise
200201491_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	224,61	224,61	0	Concession avec Reprise
200201490_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	375,6	375,6	0	Concession avec Reprise
200201489_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR DE SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	64,08	64,08	0	Concession avec Reprise
200201488_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE D/ ODI	96	07/05/2002	55,32	55,32	0	Concession avec Reprise
200201487_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE ET DISTRIBUTEUR SAVOND/ ODI	96	07/05/2002	74,38	74,38	0	Concession avec Reprise
200201486_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR DE SAVONS D/ ODI	96	07/05/2002	50,34	50,34	0	Concession avec Reprise
200201485_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SOCLE PARASOL D/ Roland Vlaemynck	96	07/05/2002	864	864	0	Concession avec Reprise
200201483_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRES A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	83,85	83,85	0	Concession avec Reprise
200201482_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER RESTO D/ PJP	96	07/05/2002	10226,5	10226,5	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201476_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSU STATUS	D/ Kvadrat	96	07/05/2002	324	324	0	Concession avec Reprise
200201475_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER RESTO	D/ Grupo Kettal	96	07/05/2002	6888	6888	0	Concession avec Reprise
200201469_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Dédouanement Apir	D/ All Transport IDF	96	07/05/2002	120,12	120,12	0	Concession avec Reprise
200201468_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS VERGILIA	D/ Sahco	96	07/05/2002	1944,65	1944,65	0	Concession avec Reprise
200201467_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE ET FAUTEUIL	D/ Fabrique meubles Coulombs	96	07/05/2002	6137,59	6137,59	0	Concession avec Reprise
200201466_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CINTRES	D/ Mainetti	96	07/05/2002	134,71	134,71	0	Concession avec Reprise
200201465_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER BUREAU	D/ Acial	96	07/05/2002	2314,17	2314,17	0	Concession avec Reprise
200201462_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE ET FAUTEUIL	D/ Signature's	96	07/05/2002	6753,18	6753,18	0	Concession avec Reprise
200201460_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Porte menus	D/ Bosisio	96	07/05/2002	1000,87	1000,87	0	Concession avec Reprise
200201351_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Intranet	Equant Network	36	07/05/2002	3095,74	3095,74	0	Concession avec Reprise
200201226_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	chevalets tables 2020415	Techni Seri	96	07/05/2002	361,19	361,19	0	Concession avec Reprise
200201174_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	1019,69	1019,69	0	Concession avec Reprise
200201173_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	1121,45	1121,45	0	Concession avec Reprise
200201172_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	2931,53	2931,53	0	Concession avec Reprise
200201171_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	3195,26	3195,26	0	Concession avec Reprise
200201170_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	1594,87	1594,87	0	Concession avec Reprise
200201169_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	15009,2	15009,2	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201168_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER D/ Acial	96	07/05/2002	1281,7	1281,7	0	Concession avec Reprise
200201092_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES PHYSIO CAISSE JX MAS Charmeil	96	07/05/2002	3010,81	3010,81	0	Concession avec Reprise
200201091_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES MAS CHARMEIL	96	07/05/2002	2191,74	2191,74	0	Concession avec Reprise
200201090_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABOURET DE BAR D/ Vauzelle	96	07/05/2002	515,96	515,96	0	Concession avec Reprise
200201086_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	425,28	425,28	0	Concession avec Reprise
200201085_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	200,93	200,93	0	Concession avec Reprise
200201084_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	247,17	247,17	0	Concession avec Reprise
200201083_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	420,94	420,94	0	Concession avec Reprise
200201082_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	15,69	15,69	0	Concession avec Reprise
200201081_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	36,58	36,58	0	Concession avec Reprise
200201080_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	15,91	15,91	0	Concession avec Reprise
200201079_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	23,86	23,86	0	Concession avec Reprise
200201078_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	19,41	19,41	0	Concession avec Reprise
200201077_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE D/ Meeting Work	96	07/05/2002	350,3	350,3	0	Concession avec Reprise
200201076_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	81,59	81,59	0	Concession avec Reprise
200201075_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	69,24	69,24	0	Concession avec Reprise
200201074_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	82,81	82,81	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201073_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	163,18	163,18	0	Concession avec Reprise
200201072_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	331,24	331,24	0	Concession avec Reprise
200201071_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	248,44	248,44	0	Concession avec Reprise
200201070_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	137,57	137,57	0	Concession avec Reprise
200201069_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	384,77	384,77	0	Concession avec Reprise
200201068_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	256,53	256,53	0	Concession avec Reprise
200201067_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	105,37	105,37	0	Concession avec Reprise
200201066_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS D/ Manade	96	07/05/2002	260,36	260,36	0	Concession avec Reprise
200201065_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS D/ Manade	96	07/05/2002	260,36	260,36	0	Concession avec Reprise
200201064_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS D/ Manade	96	07/05/2002	676,88	676,88	0	Concession avec Reprise
200201063_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	71,85	71,85	0	Concession avec Reprise
200201062_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORDE ET POTEAUX DE GUIDAGE D/ Bory Moreau	96	07/05/2002	1278,05	1278,05	0	Concession avec Reprise
200201061_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER SUR PIED D/ Artelano	96	07/05/2002	215,57	215,57	0	Concession avec Reprise
200201060_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER SUR PIED D/ Artelano	96	07/05/2002	1293,42	1293,42	0	Concession avec Reprise
200201059_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PORTE PARAPLUIE D/ Artelano	96	07/05/2002	192,92	192,92	0	Concession avec Reprise
200201058_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PORTE PARAPLUIE D/ Artelano	96	07/05/2002	385,84	385,84	0	Concession avec Reprise
200201057_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	100,77	100,77	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201056_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	3187,66	3187,66	0	Concession avec Reprise
200201055_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	102,28	102,28	0	Concession avec Reprise
200201054_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	89,28	89,28	0	Concession avec Reprise
200201053_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	158,86	158,86	0	Concession avec Reprise
200201052_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABOURETS HAUTS JEUX D/ Acial	96	07/05/2002	463,7	463,7	0	Concession avec Reprise
200201051_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	FAUTEUILS D/ Acial	96	07/05/2002	173,17	173,17	0	Concession avec Reprise
200201050_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+FAUTEUIL+GUERIDON D/ Rosello	96	07/05/2002	1545,69	1545,69	0	Concession avec Reprise
200201049_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE BOUT CANAPE D/ PHS	96	07/05/2002	598,61	598,61	0	Concession avec Reprise
200201048_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	1403,91	1403,91	0	Concession avec Reprise
200201047_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	1403,91	1403,91	0	Concession avec Reprise
200201046_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	1467,3	1467,3	0	Concession avec Reprise
200201045_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	691,61	691,61	0	Concession avec Reprise
200201044_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRES PRESIDENTS FONDATEURS D/ Staci	96	07/05/2002	252,34	252,34	0	Concession avec Reprise
200201043_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	112,8	112,8	0	Concession avec Reprise
200201042_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	67,45	67,45	0	Concession avec Reprise
200201041_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	67,45	67,45	0	Concession avec Reprise
200201040_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	66,46	66,46	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201039_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+FAUTEUIL+TABLE BASSE D/ Signature	96	07/05/2002	9605,44	9605,44	0	Concession avec Reprise
200201038_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+FAUTEUIL+TABLE BASSE D/ Signature	96	07/05/2002	8718,24	8718,24	0	Concession avec Reprise
200201037_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	60	07/05/2002	266,12	266,12	0	Concession avec Reprise
200201036_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	9,97	9,97	0	Concession avec Reprise
200201035_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	11,09	11,09	0	Concession avec Reprise
200201034_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	11,09	11,09	0	Concession avec Reprise
200201033_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	97,63	97,63	0	Concession avec Reprise
200201032_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	44,23	44,23	0	Concession avec Reprise
200201031_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE COQUE PLASTIQUE D/ Saci	96	07/05/2002	81,75	81,75	0	Concession avec Reprise
200201030_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE COQUE PLASTIQUE D/ Saci	96	07/05/2002	40,86	40,86	0	Concession avec Reprise
200201029_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A PHARMACIE D/ Saci	96	07/05/2002	148,12	148,12	0	Concession avec Reprise
200201028_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU AFFICHAGE LIEGE D/ Saci	96	07/05/2002	35,48	35,48	0	Concession avec Reprise
200201027_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU AFFICHAGE LIEGE D/ Saci	96	07/05/2002	35,48	35,48	0	Concession avec Reprise
200201026_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DESTRUCTEUR D/ Saci	96	07/05/2002	1291,61	1291,61	0	Concession avec Reprise
200201025_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU ACIER LAQUE D/ Saci	96	07/05/2002	107,61	107,61	0	Concession avec Reprise
200201024_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE A POSER D/ Artémide	96	07/05/2002	472,29	472,29	0	Concession avec Reprise
200201023_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PATERE D/ ODF	96	07/05/2002	117,06	117,06	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201022_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE A PEDALE TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	123,37	123,37	0	Concession avec Reprise
200201021_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE A PEDALE SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	453,7	453,7	0	Concession avec Reprise
200201020_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISES HAUTES SECU D/ Acial	96	07/05/2002	320,14	320,14	0	Concession avec Reprise
200201018_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN ADM D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	66,14	66,14	0	Concession avec Reprise
200201017_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	82,25	82,25	0	Concession avec Reprise
200201016_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	266	266	0	Concession avec Reprise
200201015_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	314,86	314,86	0	Concession avec Reprise
200201014_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN ADM D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	155,11	155,11	0	Concession avec Reprise
200201013_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	771,01	771,01	0	Concession avec Reprise
200201012_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN JEUX D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	830,53	830,53	0	Concession avec Reprise
200201011_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	675,54	675,54	0	Concession avec Reprise
200201010_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN RESTO D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	984,19	984,19	0	Concession avec Reprise
200201009_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1460,71	1460,71	0	Concession avec Reprise
200201008_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TRANSPORT TABLES ET CHARIOTS D/ Création Inova	96	07/05/2002	320,09	320,09	0	Concession avec Reprise
200201002_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR ESSUIE MAINS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	224,56	224,56	0	Concession avec Reprise
200201001_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS VELOURS APOLLON RESTO D/ Lelievre	96	07/05/2002	1326,16	1326,16	0	Concession avec Reprise
200201000_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS VELOURS APOLLON TECHN D/ Lelievre	96	07/05/2002	1233,19	1233,19	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200999_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1594,39	1594,39	0	Concession avec Reprise
200200998_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1184,67	1184,67	0	Concession avec Reprise
200200997_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN JEUX D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	427,59	427,59	0	Concession avec Reprise
200200996_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	176	176	0	Concession avec Reprise
200200995_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN RESTO D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	315,55	315,55	0	Concession avec Reprise
200200994_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS D/ Sofmat	96	07/05/2002	1760,76	1760,76	0	Concession avec Reprise
200200993_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL RESTO D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	198,19	198,19	0	Concession avec Reprise
200200992_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL JEUX D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	145,86	145,86	0	Concession avec Reprise
200200991_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	273,5	273,5	0	Concession avec Reprise
200200990_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	EQUIPEMENTS BAR D/ CIF Inox	96	07/05/2002	49515,44	49515,44	0	Concession avec Reprise
200200989_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU AFFICHAGE VITRE D/ Saci	96	07/05/2002	790,87	790,87	0	Concession avec Reprise
200200988_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR ROULEAUX A PAPIERLozes	96	07/05/2002	369,54	369,54	0	Concession avec Reprise
200200987_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR ROULEAUX A PAPIERLozes	96	07/05/2002	69,28	69,28	0	Concession avec Reprise
200200986_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORBEILLE A PAPIER TECHNIQUE D/ Saci	60	07/05/2002	11,74	11,74	0	Concession avec Reprise
200200985_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORBEILLE A PAPIER SDS / Saci	60	07/05/2002	19,94	19,94	0	Concession avec Reprise
200200984_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	BADGES OPTIMS Optims	36	07/05/2002	287	287	0	Concession avec Reprise
200200983_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIEL INFORMATIQUE Allium	36	07/05/2002	81,3	81,3	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200982_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISQUE DUR Allium	36	07/05/2002	956	956	0	Concession avec Reprise
200200972_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	1148,16	1148,16	0	Concession avec Reprise
200200971_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	382,72	382,72	0	Concession avec Reprise
200200970_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	480	480	0	Concession avec Reprise
200200969_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	160	160	0	Concession avec Reprise
200200968_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	188,54	188,54	0	Concession avec Reprise
200200967_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	188,54	188,54	0	Concession avec Reprise
200200966_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030 Allium	36	07/05/2002	377,08	377,08	0	Concession avec Reprise
200200868_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX SDS D/ Manusec	96	05/02/2002	173,18	173,18	0	Concession avec Reprise
200200867_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX MAS D/ Manusec	96	05/02/2002	155,34	155,34	0	Concession avec Reprise
200200866_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX RESTO D/ Manusec	96	05/02/2002	129,89	129,89	0	Concession avec Reprise
200200865_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX JEUX D/ Manusec	96	05/02/2002	207,12	207,12	0	Concession avec Reprise
200200864_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Porte jounaux fact 549 D/ Apir	96	05/02/2002	609,63	609,63	0	Concession avec Reprise
200200849_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIERS S/PIEDS SDS D/ Matik	96	07/05/2002	346,2	346,2	0	Concession avec Reprise
200200848_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORBEILLE OSIER JEUX D/ Matik	96	07/05/2002	3,47	3,47	0	Concession avec Reprise
200200843_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS CHAISE MARTHA VAUZELLE D/ Lelievre	96	07/05/2002	563,8	563,8	0	Concession avec Reprise
200200841_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS CHAISES BISTROT D/ Lelievre	96	07/05/2002	960	960	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200840_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS CHAISES ALADINO D/ Lelievre	96	07/05/2002	2972,61	2972,61	0	Concession avec Reprise
200200836_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIERS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	30,49	30,49	0	Concession avec Reprise
200200834_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VESTIAIRES PENDERIES D/ Ateliers Réunis Caddie	96	07/05/2002	2469,2	2469,2	0	Concession avec Reprise
200200832_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLES CONFERENCE+CHARIOTS D/ Création Inova	96	07/05/2002	3174,48	3174,48	0	Concession avec Reprise
200200831_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER D/ Artelano	96	07/05/2002	914,69	914,69	0	Concession avec Reprise
200200830_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES RESTAURATION CHARMEIL	96	07/05/2002	18278,3	18278,3	0	Concession avec Reprise
200200829_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VESTIAIRES D/ Acial	96	07/05/2002	16931,54	16931,54	0	Concession avec Reprise
200200828_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE HAUTE D/ Acial	96	07/05/2002	292,83	292,83	0	Concession avec Reprise
200200827_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABOURET HAUT D/ Acial	96	07/05/2002	927,39	927,39	0	Concession avec Reprise
200200826_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE BASSE A RIDEAUX D/ Acial	96	07/05/2002	615,12	615,12	0	Concession avec Reprise
200200825_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR CANAPE ET CHAISE BARD/ Rubelli	96	07/05/2002	1620	1620	0	Concession avec Reprise
200200824_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+GUERIDON+FAUTEUIL D/ Rosello	96	07/05/2002	1237,73	1237,73	0	Concession avec Reprise
200200823_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+GUERIDON RESTAURATION D/ Rosello	96	07/05/2002	1006,41	1006,41	0	Concession avec Reprise
200200819_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	GUERIDON RESTAURATION D/ Protis	96	07/05/2002	1764	1764	0	Concession avec Reprise
200200817_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHARIOT TRANSPORT CHAISES D/ PJP	96	07/05/2002	58066	58066	0	Concession avec Reprise
200200811_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CAVE RESTOCAVE D/ Viborg	96	07/05/2002	798	798	0	Concession avec Reprise
200200810_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VITRINE SANDWICHES DAM'S D/ Viborg	96	07/05/2002	1204	1204	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200807_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE HAUTE POUR RESTAURATIOND/ Soca Line	96	07/05/2002	673,69	673,69	0	Concession avec Reprise
200200804_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	BANQUETTES POUR ATRIUM D/ Sif Mobilier	96	07/05/2002	9018,43	9018,43	0	Concession avec Reprise
200200799_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISES COQUE PLASTIQUE MAS D/ Saci	96	07/05/2002	101,52	101,52	0	Concession avec Reprise
200200798_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR BANQUETTE JEUX D/ Rubelli	96	07/05/2002	135	135	0	Concession avec Reprise
200200797_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS APPUIE TETE BANQUETTE D/ Kvadrat	96	07/05/2002	58,54	58,54	0	Concession avec Reprise
200200796_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR FAUTEUILS ROSELLO D/ Kvadrat	96	07/05/2002	2407,93	2407,93	0	Concession avec Reprise
200200795_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR TABOURETS DE BAR D/ Crocfeu	96	07/05/2002	55,58	55,58	0	Concession avec Reprise
200200790_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LIT BANQUETTE D/ Recticel	96	07/05/2002	428,12	428,12	0	Concession avec Reprise
200200709_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Modem Zyxel fact 02B11310 Allium	36	26/02/2002	246,21	246,21	0	Concession avec Reprise
200200698_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS INFORMATIQUES Allium	36	07/02/2002	3680,96	3680,96	0	Concession avec Reprise
200200555_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	armoire Acial	60	02/11/2001	321,74	321,74	0	Concession avec Reprise
200100088_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIEL BUREAU Acial	60	12/07/2001	874,49	874,49	0	Concession avec Reprise
200100081_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS Optims	36	18/04/2001	1383,23	1383,23	0	Concession avec Reprise
200100076_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	GUERIDON Soca Line	60	23/03/2001	663,38	663,38	0	Concession avec Reprise
200100058_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLE JEUX IKEA	60	26/01/2001	137,2	137,2	0	Concession avec Reprise
200100056_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLE JEUX IKEA	60	25/01/2001	137,2	137,2	0	Concession avec Reprise
200100040_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS Optims	36	25/01/2001	4253,33	4253,33	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200100033_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	27095,77	27095,77	0	Concession avec Reprise
200100032_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	405,9	405,9	0	Concession avec Reprise
200100031_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	5680,79	5680,79	0	Concession avec Reprise
200100030_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	8219,59	8219,59	0	Concession avec Reprise
200100029_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	4890,62	4890,62	0	Concession avec Reprise
200100028_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	1477,05	1477,05	0	Concession avec Reprise
200100027_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	3286,5	3286,5	0	Concession avec Reprise
200100026_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Honoraires ensemblier	Devimco	60	25/01/2001	520,83	520,83	0	Concession avec Reprise
200100025_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Honoraires ensemblier	Devimco	60	25/01/2001	157,41	157,41	0	Concession avec Reprise
200100024_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Honoraires ensemblier	Devimco	60	25/01/2001	349,94	349,94	0	Concession avec Reprise
200100005_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	mat info	Allium	36	25/01/2001	2011,97	2011,97	0	Concession avec Reprise
201600106_EA	MAT. INFO. ET COM.	7 TALKIES SL 1600	SYRADE SL 1600 UHF	36	13/04/2016	3175,98	3085,69	90,29	Concession avec Reprise
IMMO0000011533 (	MAT. INFO. ET COM.	Système vidéo surveillance		1	19/12/2018	19198,91	19198,91	0	Concession avec Reprise
201700096_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE ZEBRA	CEMI	36	19/06/2017	2426,66	1395,97	1030,69	Concession avec Reprise
201600103_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 LECTEURS DE CARTE MAGNETIQUE	ECONOCOM EAA-IN00-	36	03/03/2016	126,58	126,58	0	Concession avec Reprise
201600102_EA	MAT. INFO. ET COM.	3 LECTEURS DE BADGE MAGNETIQUE	ECONOCOM EAA-INOC	36	03/03/2016	608,27	608,27	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600088_EA	MAT. INFO. ET COM.	COMPLEMENT PRECABLAGE INFORMATINEO AQUITAINE A.A	36	20/11/2015	1380,82	1380,82	0	Concession avec Reprise
201600081_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 CISCO 3750X-24T-E SCHNEIDER BD2CN4818/01/MBX	36	25/01/2016	11210,18	11210,18	0	Concession avec Reprise
201600071_EA	MAT. INFO. ET COM.	THERMAL PRINTER 200/600 RS232 EUROCOIN EAA-IN00-0031	36	03/03/2016	1019,99	1019,99	0	Concession avec Reprise
201600064_EA	MAT. INFO. ET COM.	SWITCH A4 09IN01000 AC0153017 COFELY INEO EAA-MS00-0(	36	22/12/2015	1115,89	1115,89	0	Concession avec Reprise
201600053_EA	MAT. INFO. ET COM.	LAP + WMS MEDIA CONTROLLER BALLY FRANCE EAA-MS0(	36	15/12/2015	7164	7164	0	Concession avec Reprise
201600003_EA	MAT. INFO. ET COM.	SYSTEME DE VIDEO SURVEILLANCE SCHNEIDER NSM52003(	37	01/11/2015	34840,27	34840,27	0	Concession avec Reprise
201600001_EA	MAT. INFO. ET COM.	MICRO SERRE TETE + EMETTEUR AUDIO PRO EAA-SP00-00	36	01/11/2015	896,59	896,59	0	Concession avec Reprise
201500066_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 PC HPA47300B + 20 ECRANS ECONOCOM	36	28/05/2015	1392,7	1392,7	0	Concession avec Reprise
201500055_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR+DECODEUR+ENCODEUR SCHNEIDER ELECTRI(	60	21/12/2014	14989,47	12681,1	2308,37	Concession avec Reprise
201500054_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 ENCODEURS SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE	60	21/12/2014	1672,92	1415,29	257,63	Concession avec Reprise
201500021_EA	MAT. INFO. ET COM.	LECTEUR DE TABLE VOUCHER ASK	36	21/11/2014	262,53	262,53	0	Concession avec Reprise
201500018_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE MS510DN S451445HH1VECONOCOM	36	28/11/2014	359,8	359,8	0	Concession avec Reprise
201500007_EA	MAT. INFO. ET COM.	COEUR RESEAU PROJET CLOUD COFELY INEO	36	19/11/2014	3211,83	3211,83	0	Concession avec Reprise
201500006_EA	MAT. INFO. ET COM.	3IMPRIMANTES THERMIQUE VOUCHERCEMI	36	21/11/2014	2007,64	2007,64	0	Concession avec Reprise
201500005_EA	MAT. INFO. ET COM.	12 LECTEURS GRYPHON VOUCHER MICROS FIDELIO	36	21/11/2014	2313,53	2313,53	0	Concession avec Reprise
201500003_EA	MAT. INFO. ET COM.	ELITEBOOK PC COMPTEE MAS ECONOCOM	27	01/11/2014	1149,24	1149,24	0	Concession avec Reprise
201400047_EA	MAT. INFO. ET COM.	4 TALKIS POUR SDS SYRADEF3361	36	22/01/2014	2446,5	2446,5	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300021_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR APPLICATIF MAS ECONOCOM 13021283	36	08/02/2013	6549,31	6549,31	0	Concession avec Reprise
201300020_EA	MAT. INFO. ET COM.	CAISSE CHANGE MAS ECONOCOM 13013581/13013862	36	01/02/2013	3182,12	3182,12	0	Concession avec Reprise
201300008_EA	MAT. INFO. ET COM.	MATER INF POUR CARDROOM JX P12114356 ECONOCOM	36	01/12/2012	2879,44	2879,44	0	Concession avec Reprise
201200132_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 IMPRIMANTE VDI CART CASINOPAp12083000econocom	36	18/09/2012	1271,39	1271,39	0	Concession avec Reprise
201200131_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 PC POUR CASHIO AU MAS TERRAS12092660 ECONOCOM	36	24/09/2012	637,82	637,82	0	Concession avec Reprise
201200104_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 LECTEURS BUREAU VDI CFA-VS1206-0039 ASK	36	14/06/2012	441,72	441,72	0	Concession avec Reprise
201200103_EA	MAT. INFO. ET COM.	MATERIEL INFO POUR VDI LECT CA1783006 3M	36	08/06/2012	689,45	689,45	0	Concession avec Reprise
201100391_EA	MAT. INFO. ET COM.	PORTATIF MOTOROLA GP340 F0242 SYRADE	36	20/10/2011	952,02	952,02	0	Concession avec Reprise
201100109_EA	MAT. INFO. ET COM.	SWITCH POUR TITO SCFP00034745 SPIE	36	14/06/2011	10182,03	10182,03	0	Concession avec Reprise
201100108_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR VOCAL ACCUEIL 140861 SCOPELEC	36	28/04/2011	4398,82	4398,82	0	Concession avec Reprise
201100054_EA	MAT. INFO. ET COM.	MATERIEL INFORMATIQUE TITO 00030813 SPIE COMMUN	36	28/04/2011	13110,02	13110,02	0	Concession avec Reprise
201100051_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR TITO 11031153 ECONOCOM	36	08/03/2011	3540,16	3540,16	0	Concession avec Reprise
201100049_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 LECTEURS CQ 1170642 3M FRANCE	36	18/04/2011	1179,89	1179,89	0	Concession avec Reprise
201100033_EA	MAT. INFO. ET COM.	PORTATIF POUR LES MAS fb9395 syrade	36	29/03/2011	621,92	621,92	0	Concession avec Reprise
201100031_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR MICROS RS 11B05660 SCC	36	11/02/2011	3306	3306	0	Concession avec Reprise
201100001_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE COMPTABILITE 10112543 econocom	36	18/11/2010	1000,13	1000,13	0	Concession avec Reprise
201000007_EA	MAT. INFO. ET COM.	STANDART ACCUEIL 040045 SCOPELEC	36	06/04/2010	801,97	801,97	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800222_EA	MAT. INFO. ET COM.	ECRANS VIDEOPLAYER PR SOFITEL VIEWNESS	60	29/05/2008	1659,67	1659,67	0	Concession avec Reprise
200800208_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR OCM SCC	36	13/05/2008	21267,13	21267,13	0	Concession avec Reprise
200800081_EA	MAT. INFO. ET COM.	PC POUR GESTION LUMIERE&JACKPOCYBERTECK 725283	36	22/01/2008	940	940	0	Concession avec Reprise
200800057_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 EXTENSION GARANTIE CALCULETT07115715 ECONOCOM H	60	28/11/2007	275,08	275,08	0	Concession avec Reprise
200800056_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 EXTENTION GARANTIE CALCULETT071105712 ECONOCOM	60	28/11/2007	137,54	137,54	0	Concession avec Reprise
200800055_EA	MAT. INFO. ET COM.	LECTEUR RFID CARTE PASS 12940 ROCHFORD T	36	13/12/2007	800,12	800,12	0	Concession avec Reprise
200800021_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 CALCULETTE HOLDEM 071006815 ECONOCOM	60	01/11/2007	891,32	891,32	0	Concession avec Reprise
200800020_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 CALCULETTE HOLDEM 071006819 ECONOCOM	60	01/11/2007	1782,64	1782,64	0	Concession avec Reprise
200700366_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE HOLDEM POKER 071000362 ECONOCOM	36	02/10/2007	910,18	910,18	0	Concession avec Reprise
200700362_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMRIMANTE CAISSE MAS 071004565 ECONOCOM	36	22/10/2007	886,54	886,54	0	Concession avec Reprise
200700333_EA	MAT. INFO. ET COM.	PC-IMPRIMANTE JEUX HOLDEM 070704003 ECONOCOM	36	05/09/2007	2888,94	2888,94	0	Concession avec Reprise
200700320_EA	MAT. INFO. ET COM.	PORTABLE SOCIETE 070901018 ECONOCOM	36	07/09/2007	1491,68	1491,68	0	Concession avec Reprise
200700314_EA	MAT. INFO. ET COM.	ECRAN JEUX HOLDEM 070802059 ECONOCOM	36	16/08/2007	185,79	185,79	0	Concession avec Reprise
200700313_EA	MAT. INFO. ET COM.	POSTE TACTILE TRILLIUM FA7640 BALLY GAMING	36	18/07/2007	4245,8	4245,8	0	Concession avec Reprise
200700195_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEURS 070703137 ECONOCOM	36	17/07/2007	5183,22	5183,22	0	Concession avec Reprise
200700190_EA	MAT. INFO. ET COM.	SWITCH REMPLACEMENT RESEAU 00202441 SPIE COM	36	08/06/2007	1408,93	1408,93	0	Concession avec Reprise
IMMO0000002790 (	MOB. D'EXPLOITATION	TOTEM-SIEGES	8	26/05/2018	10866,24	10866,24	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600007_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MATERIEL BUFFET RS00-003081 WMF GROUP EAA-RS00-00	36	27/11/2015	1024,27	1024,27	0	Concession avec Reprise
201600004_EA	MOB. D'EXPLOITATION	5 FAUTEUILS MAS GSF1369 FR48/9PATIR MOD,813 SLANT PT	120	02/12/2015	1886,52	612,7	1273,82	Concession avec Reprise
201500022_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MEUBLES FOUQUET'S SIEGE LB	60	01/11/2014	1385	1200,32	184,68	Concession avec Reprise
201400093_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RS LA CIVIDINA	120	07/05/2014	7785	3752,44	4032,56	Concession avec Reprise
201400092_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RS PHS PHILIP	120	07/05/2014	23922,45	11530,83	12391,62	Concession avec Reprise
201400091_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RS ABC DESIGN	120	07/05/2014	38136,13	18381,94	19754,19	Concession avec Reprise
201400084_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RESTO BUFFET/DESSERTES/DESK IT 35/4	120	07/05/2014	75000	36150,63	38849,37	Concession avec Reprise
201400081_EA	MOB. D'EXPLOITATION	BANQUETTE RESTO SUD OUEST BUREAUTIQUE	120	07/05/2014	960	462,73	497,27	Concession avec Reprise
201300370_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER TERRASSE EXT RS MOBILIER TERRASSE RS	120	03/06/2013	7101,52	4080,37	3021,15	Concession avec Reprise
201300367_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CHAISE ET TABLE RS OCCASION NIEDERBRON 040113	27	05/04/2013	661,2	661,2	0	Concession avec Reprise
201300001_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILER TERRASSE FUMEUR LANDES INST MOB TERR	120	17/10/2012	6937,37	4418,14	2519,23	Concession avec Reprise
201100110_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CHAISES NOUVELLES MAS 211061514041 PATIR	60	15/06/2011	3814,04	3814,04	0	Concession avec Reprise
201100012_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RESTAURATION CARENE F01/01/11 CAS NIEDER	60	10/01/2011	5424,14	5424,14	0	Concession avec Reprise
201100010_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RESTAURATION 09143 SUD BUREAUTIQU	60	17/12/2010	4672	4672	0	Concession avec Reprise
201000009_EA	MOB. D'EXPLOITATION	4 CHAISES SALLE MAS 2100528-10887 PATIR DESIGN	60	28/05/2010	1462,71	1462,71	0	Concession avec Reprise
201000006_EA	MOB. D'EXPLOITATION	25 TABLES PLIANTES SDE 08375 SUD-OUEST BURE	60	17/03/2010	1000	1000	0	Concession avec Reprise
200900035_EA	MOB. D'EXPLOITATION	20 CHAISES POKER 6374 GPI	60	27/11/2008	2645,54	2645,54	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200900003_EA	MOB. D'EXPLOITATION	8 TABLES ROUGES BAR MAS FLY	60	17/12/2008	662,21	662,21	0	Concession avec Reprise
200900001_EA	MOB. D'EXPLOITATION	24 TABOURETS BLANCS BAR MAS ALINEA	60	17/12/2008	743,47	743,47	0	Concession avec Reprise
200800226_EA	MOB. D'EXPLOITATION	16 STRAPONTINS S.DE SPECTACLE QUINETTE GALLAY	120	30/05/2008	6000	6000	0	Concession avec Reprise
200800212_EA	MOB. D'EXPLOITATION	10 TABOURETS RESTAURATION TONON	120	09/05/2008	2088	2088	0	Concession avec Reprise
200800207_EA	MOB. D'EXPLOITATION	10 TABLES TEXAS HOLDEM TOURNOIPROCED	120	14/05/2008	8178,25	8178,25	0	Concession avec Reprise
200800185_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER PR TERRASSE EXT RESTOBOIS DU MONDE	60	31/03/2008	4170	4170	0	Concession avec Reprise
200800157_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE TEXAS HOLDEM N°603 CARO	120	30/01/2008	2215,3	2215,3	0	Concession avec Reprise
200800125_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER BAR MAS TONON 2007-4401	60	15/11/2007	12038,4	12038,4	0	Concession avec Reprise
200800054_EA	MOB. D'EXPLOITATION	295 CHAISES SALLE MAS 271219-3259 PATIR-DESI	60	27/12/2007	90363,78	90363,78	0	Concession avec Reprise
200800044_EA	MOB. D'EXPLOITATION	12 CHAISES DE POKER 6055 GPI	60	11/12/2007	1588,28	1588,28	0	Concession avec Reprise
200700368_EA	MOB. D'EXPLOITATION	PUPITRE VDI/ECRANS VDI 0610082 STA	120	01/11/2006	15323,79	15323,79	0	Concession avec Reprise
200700364_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE TEXAS HOLDEM 602 55340 CARO DEVELPT	120	05/09/2007	2669,46	2669,46	0	Concession avec Reprise
200700363_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE TEXAS HOLDEM 601 55340 CARO DEVELPT	120	05/09/2007	2669,46	2669,46	0	Concession avec Reprise
200700347_EA	MOB. D'EXPLOITATION	10 GUERIDON/10 CHAISES POKER 5978 GPI	60	10/10/2007	2918,24	2918,24	0	Concession avec Reprise
200700306_EA	MOB. D'EXPLOITATION	20 CHAISES DE POKER 5901 GPI	60	12/07/2007	2691	2691	0	Concession avec Reprise
200700136_EA	MOB. D'EXPLOITATION	TABLE TRANSP POUR CPTEE BILLET49175/1 FORM XL MAS	120	17/01/2007	1412,48	1412,48	0	Concession avec Reprise
	Total				**2 771 292,77**	**2 618 602,38**	**152 690,39**	

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201500030_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CLIMATISEUR CAISSE SALLE JEUX HERVE THERMIQUE 13121280	41	09/07/2015	3184,94	3184,94	0	Concession avec Retour
201500004_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CLIM REVERSIBLE COFFRE MAS HERVE THERMIQUE	48	01/11/2014	4211,58	4211,58	0	Concession avec Retour
201400096_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HONORAIRE ARCHI RENOV RESTO 01/02	55	07/05/2014	25000	25000	0	Concession avec Retour
201400094_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PEINTURE REVETEMENT RESTO LACLIDE	55	07/05/2014	23533,02	23533,02	0	Concession avec Retour
201300366_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHAUFFAGE INFRARGE TERRASSE FUHERVE THERMIQUE 678083/67	68	26/03/2013	3290,78	3290,78	0	Concession avec Retour
201300037_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PORTE ACIER TERRASSE FUMEUR CANCE	69	12/03/2013	8244,85	8244,85	0	Concession avec Retour
201300035_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHAUFFAGE INFRA TERRASSE FUMEUPOLYPOLES F29391	60	13/03/2013	1692,86	1692,86	0	Concession avec Retour
201300022_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	INST CHAUFFAGE INFRA ROUGE TERHERVE THERMIQUE	70	11/02/2013	1791,06	1791,06	0	Concession avec Retour
201300018_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MENUISERIE TERRASSE FUMEUR MENUISERIE RELIQ TER	74	24/09/2012	4607,61	4607,61	0	Concession avec Retour
201300017_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HABILLAGE MUR TERRASSE FUMEUR AD2S HABILLAGE MUR T	60	01/02/2013	7072	7072	0	Concession avec Retour
201300009_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CAPOTAGE CHARPENTE TERRASSE FU201212008 b2c	72	21/12/2012	847,77	847,77	0	Concession avec Retour
201300006_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	STORES ET FILMS TERRASSE FUMEUSERVI SUN 1212057	70	06/02/2013	15969,08	15969,08	0	Concession avec Retour
201300005_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	RELIQUAT MENUISERIE TERRASSE SIT N3 CANCE	74	24/09/2012	81,39	81,39	0	Concession avec Retour
201300004_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CVC CHAUFFAGE/CLIM TERRASSE 638968 HERVE THERMIQ	72	18/12/2012	94021,89	94021,89	0	Concession avec Retour
201200151_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	ASSURANCE TERRASSSE FNP DIOT	74	24/09/2012	8572,81	8572,81	0	Concession avec Retour
201200150_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	COORDINATEUR SSI FNP CTECH	74	24/09/2012	1910,46	1910,46	0	Concession avec Retour
201200149_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	TRAVAUX ELECTRICITE TERRA FUM	74	24/09/2012	17071,02	17071,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200148_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION SECU PROTECT TERRASSE FNP APAVE MISSION SPS	74	24/09/2012	164,18	164,18	0	Concession avec Retour
201200147_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION CREATION TERRASSE FNP APAVE CONTROLE TECH	74	24/09/2012	1910,46	1910,46	0	Concession avec Retour
201200146_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PILOTAGE SCBA TERRASSE FUMEUR FNP SCBA	74	24/09/2012	2388,08	2388,08	0	Concession avec Retour
201200145_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MENUISERIE ALUMINIUM TERRASSE FNP CANCE	74	24/09/2012	25606,41	25606,41	0	Concession avec Retour
201200144_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHARPENTE METALLIQUE TERRASSE FNP B2C	74	24/09/2012	1791,06	1791,06	0	Concession avec Retour
201200143_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PARVIS ENTREE CASINO FNP RDBM	74	19/10/2012	13298,21	13298,21	0	Concession avec Retour
201200142_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	GROS OEUVRE TERRASSE FNP RDBM	74	24/09/2012	66865,24	66865,24	0	Concession avec Retour
201200141_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HONORAIRE ARCHI TERRASSE FUMEUFNP DESIGN STUDIO	74	24/09/2012	9552,32	9552,32	0	Concession avec Retour
201200139_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	VEGETALISATION EXTENSION EXTERFAC201210281 BRETTES	74	21/10/2012	16704,74	16704,74	0	Concession avec Retour
201200138_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	ASSURANCE CHANTIER TERRAS FUME218518 DIOT	74	24/09/2012	3315,86	3315,86	0	Concession avec Retour
201200137_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MOQUETTE TERRASSE FUMEUR FA005754 MARTIN SOL	60	24/09/2012	3069,64	3069,64	0	Concession avec Retour
201200136_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	DETECTION INCENDIE TERRASSE FU12018431 DEF	74	24/09/2012	2829,87	2829,87	0	Concession avec Retour
201200135_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	INST ALARME/VIDEO TERRASSE FUMAEC23A1213239 SPIE	74	24/09/2012	3911,98	3911,98	0	Concession avec Retour
201200134_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	TRAVAUX ELECTRICITE TERRA FUME8570029694 INEO COFE	74	24/09/2012	44433,63	44433,63	0	Concession avec Retour
201200133_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CAMERAS TERRASSE FUMEUR F762072 ADI	60	24/09/2012	1353,8	1353,8	0	Concession avec Retour
201200130_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	GROS OEUVRE TERRASSE SIT 1 RDMBC	74	24/09/2012	134297,13	134297,13	0	Concession avec Retour
201200129_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION CREATION TERRASSE 212172386 APAVE	74	24/09/2012	1910,46	1910,46	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200128_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION SECU PROTECT TERRASSE 212184247 APAVE	74	24/09/2012	2134,35	2134,35	0	Concession avec Retour
201200127_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MENUISERIE ALUMINIUM TERRASSEFsit trav n°02 CANCE	74	24/09/2012	79609,33	79609,33	0	Concession avec Retour
201200126_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHARPENTE METALLIQUE TERRASSE 201207022 B2C	74	24/09/2012	97738,14	97738,14	0	Concession avec Retour
201200125_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHAUFFAGE CLIM TERRASSE FUMEURFC0117 ISO33	74	24/09/2012	6017,96	6017,96	0	Concession avec Retour
201200124_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HONORAIRE ARCHI TERRASSE FUMEU01 DESIGN STUDIO	74	24/09/2012	28656,96	28656,96	0	Concession avec Retour
201200123_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PILOTAGE SCBA TERRASSE FUMEUR SCBA SIT1 JUIN 2012	74	24/09/2012	16716,56	16716,56	0	Concession avec Retour
200100004_EA	AUT. LICEN. DROIT ET CO	Concession capitalisée Ville de Bordeaux	216	18/12/2000	860494,19	860494,19	0	Concession avec Retour
200900031_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT DGD 311007	130	22/01/2008	1537,24	1537,24	0	Concession avec Retour
200800224_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX ASSAINISSEMT ET VRD EIFFAGE TP	126	31/05/2008	30989,91	30989,91	0	Concession avec Retour
200800111_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX FSEG FAYAT 435/207/F	130	22/01/2008	14116,8	14116,8	0	Concession avec Retour
200800110_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT 438/2007/F	130	22/01/2008	8327,78	8327,78	0	Concession avec Retour
200800109_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT 480/2007/F	130	22/01/2008	36369,18	36369,18	0	Concession avec Retour
200800108_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT 001/008/F	130	22/01/2008	29305,26	29305,26	0	Concession avec Retour
200800003_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	RAMPE BETON ACCES DERRIER CASIF0711245 MUSSET	120	29/11/2007	7591,12	7591,12	0	Concession avec Retour
200700359_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SESEAU EG EXT SANITAIRES ATRIUF070205 EIFFAGE 2807	141	28/02/2007	6895,64	6895,64	0	Concession avec Retour
200700358_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	RESEAU EU/EV EXT SANITAIRE ATREIFFAGE CONSTRU	141	28/02/2007	5601,2	5601,2	0	Concession avec Retour
200700348_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SANITAIRES RESTAURANT ATRIUM 0612012 EIFFAGE 3112 GENIE CI	141	28/02/2007	13979,75	13979,75	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700189_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX PROTECTION PARKING 0068000276 MOTER	120	30/05/2007	10064,1	10064,1	0	Concession avec Retour
200700168_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CREATION LOCAL ZONE CPTEE MAS 0702011B MUSSET	141	28/02/2007	1109,64	1109,64	0	Concession avec Retour
200700166_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CREATION LOCAL CPTEE BILLETS F0702011 MUSSET MAS	142	05/02/2007	2613,31	2613,31	0	Concession avec Retour
200700165_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX LOCAL DAB MAS F0702012 MUSSET	142	05/02/2007	1189,71	1189,71	0	Concession avec Retour
200700164_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX LOCAL AUTOMATES MAS F0702013 MUSSET	142	05/02/2007	618,85	618,85	0	Concession avec Retour
200700163_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX DISTRIBUTEUR DAB F0702014 MUSSET CLOISON MAS	142	05/02/2007	611,49	611,49	0	Concession avec Retour
200301807_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	227,67	227,67	0	Concession avec Retour
200301806_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	182,55	182,55	0	Concession avec Retour
200301805_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	134,46	134,46	0	Concession avec Retour
200301804_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	113,79	113,79	0	Concession avec Retour
200301803_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	71,72	71,72	0	Concession avec Retour
200301802_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	1047,3	1047,3	0	Concession avec Retour
200301801_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	839,73	839,73	0	Concession avec Retour
200301800_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	618,52	618,52	0	Concession avec Retour
200301799_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	523,44	523,44	0	Concession avec Retour
200301798_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	329,9	329,9	0	Concession avec Retour
200301797_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	546,42	546,42	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301796_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	438,12	438,12	0	Concession avec Retour
200301795_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	322,7	322,7	0	Concession avec Retour
200301794_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	273,1	273,1	0	Concession avec Retour
200301793_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	172,12	172,12	0	Concession avec Retour
2002E1782_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 6 EQUIPEMENTS SCENIQUES CEMS	199	07/05/2002	28388,15	28388,15	0	Concession avec Retour
2002E0127_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COMPRESSEUR BOBION ET JOANIN	199	07/05/2002	16807,76	16807,76	0	Concession avec Retour
200201575_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	2528,89	2528,89	0	Concession avec Retour
200201574_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	2027,68	2027,68	0	Concession avec Retour
200201573_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	1493,52	1493,52	0	Concession avec Retour
200201572_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	1263,95	1263,95	0	Concession avec Retour
200201571_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	796,62	796,62	0	Concession avec Retour
200201570_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON DEF EQUIPEMT SCENIQUES CEMS	199	05/07/2002	38908,79	38908,79	0	Concession avec Retour
200201458_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	23028,13	23028,13	0	Concession avec Retour
200201457_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	18464,11	18464,11	0	Concession avec Retour
200201456_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	13600,02	13600,02	0	Concession avec Retour
200201455_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	11509,57	11509,57	0	Concession avec Retour
200201454_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	7253,99	7253,99	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201445_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	38030,62	38030,62	0	Concession avec Retour
200201444_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	30493,2	30493,2	0	Concession avec Retour
200201443_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	22460,23	22460,23	0	Concession avec Retour
200201442_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	19007,88	19007,88	0	Concession avec Retour
200201441_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	11979,86	11979,86	0	Concession avec Retour
200201440_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	23273,29	23273,29	0	Concession avec Retour
200201439_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	18660,67	18660,67	0	Concession avec Retour
200201438_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	13744,8	13744,8	0	Concession avec Retour
200201437_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	11632,1	11632,1	0	Concession avec Retour
200201436_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	7331,22	7331,22	0	Concession avec Retour
200201369_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	834,8	834,8	0	Concession avec Retour
200201368_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	669,35	669,35	0	Concession avec Retour
200201367_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	493,02	493,02	0	Concession avec Retour
200201366_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	417,24	417,24	0	Concession avec Retour
200201365_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	262,97	262,97	0	Concession avec Retour
200201364_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 SCENARCHIE Tourane	199	07/05/2002	6097,96	6097,96	0	Concession avec Retour
200201311_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif Meihlan Bordes	199	07/05/2002	129,25	129,25	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201310_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	103,64	103,64	0	Concession avec Retour
200201309_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	76,33	76,33	0	Concession avec Retour
200201308_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	64,6	64,6	0	Concession avec Retour
200201307_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	40,72	40,72	0	Concession avec Retour
200201276_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200201275_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200201274_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200201273_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200201272_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200201262_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	1085,6	1085,6	0	Concession avec Retour
200201261_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	870,44	870,44	0	Concession avec Retour
200201260_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	641,14	641,14	0	Concession avec Retour
200201259_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	542,59	542,59	0	Concession avec Retour
200201258_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	341,97	341,97	0	Concession avec Retour
200201249_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	1517,82	1517,82	0	Concession avec Retour
200201248_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	1217	1217	0	Concession avec Retour
200201247_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	896,4	896,4	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201246_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	758,61	758,61	0	Concession avec Retour
200201245_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	478,12	478,12	0	Concession avec Retour
200201244_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	8511,47	8511,47	0	Concession avec Retour
200201243_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	6824,55	6824,55	0	Concession avec Retour
200201242_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	5026,73	5026,73	0	Concession avec Retour
200201241_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	4254,07	4254,07	0	Concession avec Retour
200201240_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	2681,16	2681,16	0	Concession avec Retour
200201234_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES EQUIPMT HOTELIER Tardivel	199	07/05/2002	762,25	762,25	0	Concession avec Retour
200201233_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	3463,17	3463,17	0	Concession avec Retour
200201232_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	2776,79	2776,79	0	Concession avec Retour
200201231_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	2045,29	2045,29	0	Concession avec Retour
200201230_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	1730,91	1730,91	0	Concession avec Retour
200201229_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	1090,92	1090,92	0	Concession avec Retour
200201217_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200201216_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200201215_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200201214_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201213_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200201199_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	70198,33	70198,33	0	Concession avec Retour
200201198_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	56285,49	56285,49	0	Concession avec Retour
200201197_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	41457,93	41457,93	0	Concession avec Retour
200201196_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	35085,45	35085,45	0	Concession avec Retour
200201195_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	22112,87	22112,87	0	Concession avec Retour
200201123_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200201122_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200201121_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200201120_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200201119_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200201118_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	3737,26	3737,26	0	Concession avec Retour
200201117_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2996,56	2996,56	0	Concession avec Retour
200201116_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2207,16	2207,16	0	Concession avec Retour
200201115_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1867,9	1867,9	0	Concession avec Retour
200201114_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1177,26	1177,26	0	Concession avec Retour
200200781_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 7 EQUIPEMENTS SCENIQUES CEMS	199	07/05/2002	18465,16	18465,16	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200775_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	1973,17	1973,17	0	Concession avec Retour
200200774_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	1582,1	1582,1	0	Concession avec Retour
200200773_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	1165,32	1165,32	0	Concession avec Retour
200200772_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	986,2	986,2	0	Concession avec Retour
200200771_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	621,56	621,56	0	Concession avec Retour
200200765_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 SCENARCHIE	Tourane	199	07/05/2002	30489,8	30489,8	0	Concession avec Retour
200200756_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	53160,49	53160,49	0	Concession avec Retour
200200755_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	42624,43	42624,43	0	Concession avec Retour
200200754_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	31395,67	31395,67	0	Concession avec Retour
200200753_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	26569,86	26569,86	0	Concession avec Retour
200200752_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	16745,85	16745,85	0	Concession avec Retour
200200738_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	982,79	982,79	0	Concession avec Retour
200200737_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	788,01	788,01	0	Concession avec Retour
200200736_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	580,42	580,42	0	Concession avec Retour
200200735_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	491,2	491,2	0	Concession avec Retour
200200734_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	309,58	309,58	0	Concession avec Retour
200200733_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200732_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200731_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200730_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200729_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200723_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	3035,67	3035,67	0	Concession avec Retour
200200722_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	2434,02	2434,02	0	Concession avec Retour
200200721_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	1792,81	1792,81	0	Concession avec Retour
200200720_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	1517,24	1517,24	0	Concession avec Retour
200200719_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	956,25	956,25	0	Concession avec Retour
200200697_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	49060,9	49060,9	0	Concession avec Retour
200200696_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	41870,13	41870,13	0	Concession avec Retour
200200695_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	30840,08	30840,08	0	Concession avec Retour
200200694_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	21822,46	21822,46	0	Concession avec Retour
200200693_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	13753,77	13753,77	0	Concession avec Retour
200200692_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5876,66	5876,66	0	Concession avec Retour
200200691_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4711,94	4711,94	0	Concession avec Retour
200200690_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3470,65	3470,65	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200689_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2937,18	2937,18	0	Concession avec Retour
200200688_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1851,18	1851,18	0	Concession avec Retour
200200687_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200686_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200685_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200684_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200683_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200682_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	145196,98	145196,98	0	Concession avec Retour
200200681_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	116419,89	116419,89	0	Concession avec Retour
200200680_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	85750,84	85750,84	0	Concession avec Retour
200200679_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	72570,12	72570,12	0	Concession avec Retour
200200678_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	45737,87	45737,87	0	Concession avec Retour
200200672_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMENTS SCENIQUE	CEMS	199	07/05/2002	40080,69	40080,69	0	Concession avec Retour
200200671_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200670_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200669_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200668_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200667_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200666_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200665_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200664_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200663_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200662_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200657_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	11636,64	11636,64	0	Concession avec Retour
200200656_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	9330,34	9330,34	0	Concession avec Retour
200200655_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	6872,4	6872,4	0	Concession avec Retour
200200654_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	5816,05	5816,05	0	Concession avec Retour
200200653_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	3665,61	3665,61	0	Concession avec Retour
200200652_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200651_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200650_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200649_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200648_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200637_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 SCENARCHIE Tourane	199	07/05/2002	36587,76	36587,76	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200636_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12 Socae	199	07/05/2002	188981,97	188981,97	0	Concession avec Retour
200200635_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12 Socae	199	07/05/2002	151526,99	151526,99	0	Concession avec Retour
200200634_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12 Socae	199	07/05/2002	111609,51	111609,51	0	Concession avec Retour
200200633_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12 Socae	199	07/05/2002	94454,06	94454,06	0	Concession avec Retour
200200632_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12 Socae	199	07/05/2002	59530,39	59530,39	0	Concession avec Retour
200200621_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMENT SCENIQUE SDS CEMS	199	07/05/2002	40271,13	40271,13	0	Concession avec Retour
200200620_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTIONApave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200619_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTIONApave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200618_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTIONApave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200617_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTIONApave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200616_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTIONApave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200615_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	1328,1	1328,1	0	Concession avec Retour
200200614_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	1064,88	1064,88	0	Concession avec Retour
200200613_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	784,35	784,35	0	Concession avec Retour
200200612_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	663,79	663,79	0	Concession avec Retour
200200611_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	418,36	418,36	0	Concession avec Retour
200200601_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11 Socae	199	07/05/2002	268887,92	268887,92	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200600_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	215596,1	215596,1	0	Concession avec Retour
200200599_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	158800,59	158800,59	0	Concession avec Retour
200200598_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	134391,42	134391,42	0	Concession avec Retour
200200597_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	84701,21	84701,21	0	Concession avec Retour
200200595_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1637,99	1637,99	0	Concession avec Retour
200200594_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1313,35	1313,35	0	Concession avec Retour
200200593_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	967,37	967,37	0	Concession avec Retour
200200592_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	818,67	818,67	0	Concession avec Retour
200200591_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	515,97	515,97	0	Concession avec Retour
200200590_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	683,02	683,02	0	Concession avec Retour
200200589_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	547,65	547,65	0	Concession avec Retour
200200588_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	403,38	403,38	0	Concession avec Retour
200200587_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	341,38	341,38	0	Concession avec Retour
200200586_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	215,16	215,16	0	Concession avec Retour
200200585_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMTS SCENIQUE SDS SIT 3	CEMS	199	07/05/2002	58247,82	58247,82	0	Concession avec Retour
200200574_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200573_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200572_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200571_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200570_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200569_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200568_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200567_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200566_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200565_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200564_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	578,04	578,04	0	Concession avec Retour
200200563_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	463,47	463,47	0	Concession avec Retour
200200562_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	341,38	341,38	0	Concession avec Retour
200200561_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	288,91	288,91	0	Concession avec Retour
200200560_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	182,09	182,09	0	Concession avec Retour
200200553_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	347360,39	347360,39	0	Concession avec Retour
200200552_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	278515,84	278515,84	0	Concession avec Retour
200200551_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	205145,08	205145,08	0	Concession avec Retour
200200550_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	173612,32	173612,32	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200549_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	109420,48	109420,48	0	Concession avec Retour
200200548_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMTS SCENIQUE SDS SIT 2 CEMS	199	07/05/2002	60697,36	60697,36	0	Concession avec Retour
200200547_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	5876,66	5876,66	0	Concession avec Retour
200200546_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	4711,95	4711,95	0	Concession avec Retour
200200545_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	3470,66	3470,66	0	Concession avec Retour
200200544_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	2937,18	2937,18	0	Concession avec Retour
200200543_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	1851,18	1851,18	0	Concession avec Retour
200200542_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200541_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200540_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200539_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200538_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200537_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	1467,23	1467,23	0	Concession avec Retour
200200536_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	1176,43	1176,43	0	Concession avec Retour
200200535_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	866,52	866,52	0	Concession avec Retour
200200534_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	733,33	733,33	0	Concession avec Retour
200200533_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	462,19	462,19	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200532_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	2049,06	2049,06	0	Concession avec Retour
200200531_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	1642,95	1642,95	0	Concession avec Retour
200200530_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	1210,14	1210,14	0	Concession avec Retour
200200529_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	1024,13	1024,13	0	Concession avec Retour
200200528_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	645,47	645,47	0	Concession avec Retour
200200522_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9	Socae	199	07/05/2002	435703,96	435703,96	0	Concession avec Retour
200200521_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9	Socae	199	07/05/2002	349350,3	349350,3	0	Concession avec Retour
200200520_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9	Socae	199	07/05/2002	257319,27	257319,27	0	Concession avec Retour
200200519_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9	Socae	199	07/05/2002	217766,84	217766,84	0	Concession avec Retour
200200518_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9	Socae	199	07/05/2002	137249,2	137249,2	0	Concession avec Retour
200200512_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMTS SCENIQUE SDS SIT 1	CEMS	199	07/05/2002	62155,94	62155,94	0	Concession avec Retour
200200511_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST.	Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200510_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST.	Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200509_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST.	Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200508_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST.	Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200507_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST.	Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200506_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1965,58	1965,58	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200505_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1576,01	1576,01	0	Concession avec Retour
200200504_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1160,84	1160,84	0	Concession avec Retour
200200503_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	982,41	982,41	0	Concession avec Retour
200200502_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	619,17	619,17	0	Concession avec Retour
200200501_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200500_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200499_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200498_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200497_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200496_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	202,38	202,38	0	Concession avec Retour
200200495_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	162,27	162,27	0	Concession avec Retour
200200494_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	119,52	119,52	0	Concession avec Retour
200200493_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	101,15	101,15	0	Concession avec Retour
200200492_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	63,75	63,75	0	Concession avec Retour
200200491_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	4700,74	4700,74	0	Concession avec Retour
200200490_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	3757,49	3757,49	0	Concession avec Retour
200200489_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	2767,64	2767,64	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200488_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	2361,81	2361,81	0	Concession avec Retour
200200487_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1488,55	1488,55	0	Concession avec Retour
200200486_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	18777,59	18777,59	0	Concession avec Retour
200200485_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	15009,67	15009,67	0	Concession avec Retour
200200484_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	11055,6	11055,6	0	Concession avec Retour
200200483_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9434,48	9434,48	0	Concession avec Retour
200200482_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5946,15	5946,15	0	Concession avec Retour
200200481_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9388,8	9388,8	0	Concession avec Retour
200200480_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	7504,84	7504,84	0	Concession avec Retour
200200479_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5527,8	5527,8	0	Concession avec Retour
200200478_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4717,24	4717,24	0	Concession avec Retour
200200477_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2973,08	2973,08	0	Concession avec Retour
200200476_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	14083,19	14083,19	0	Concession avec Retour
200200475_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	11257,25	11257,25	0	Concession avec Retour
200200474_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	8291,7	8291,7	0	Concession avec Retour
200200473_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	7075,86	7075,86	0	Concession avec Retour
200200472_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4459,61	4459,61	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200471_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	4694,4	4694,4	0	Concession avec Retour
200200470_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	3752,42	3752,42	0	Concession avec Retour
200200469_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	2763,9	2763,9	0	Concession avec Retour
200200468_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	2358,62	2358,62	0	Concession avec Retour
200200467_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1486,54	1486,54	0	Concession avec Retour
200200466_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	812	812	0	Concession avec Retour
200200465_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	649,07	649,07	0	Concession avec Retour
200200464_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	478,08	478,08	0	Concession avec Retour
200200463_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	407,98	407,98	0	Concession avec Retour
200200462_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	257,13	257,13	0	Concession avec Retour
200200461_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	1452,38	1452,38	0	Concession avec Retour
200200460_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	1239,51	1239,51	0	Concession avec Retour
200200459_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	912,98	912,98	0	Concession avec Retour
200200458_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	646,03	646,03	0	Concession avec Retour
200200457_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	407,16	407,16	0	Concession avec Retour
200200451_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	454155,73	454155,73	0	Concession avec Retour
200200450_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	364145,05	364145,05	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200449_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	268216,57	268216,57	0	Concession avec Retour
200200448_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	226989,12	226989,12	0	Concession avec Retour
200200447_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	143061,62	143061,62	0	Concession avec Retour
200200446_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	493191,31	493191,31	0	Concession avec Retour
200200445_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	395444,03	395444,03	0	Concession avec Retour
200200444_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	291270,31	291270,31	0	Concession avec Retour
200200443_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	246499,28	246499,28	0	Concession avec Retour
200200442_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	155358,04	155358,04	0	Concession avec Retour
200200441_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	504929,14	504929,14	0	Concession avec Retour
200200440_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	404855,5	404855,5	0	Concession avec Retour
200200439_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	298202,47	298202,47	0	Concession avec Retour
200200438_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	252365,91	252365,91	0	Concession avec Retour
200200437_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	159055,53	159055,53	0	Concession avec Retour
200200436_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	362911,49	362911,49	0	Concession avec Retour
200200435_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	290984,82	290984,82	0	Concession avec Retour
200200434_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	214329,29	214329,29	0	Concession avec Retour
200200433_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	181384,83	181384,83	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200432_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	114319,17	114319,17	0	Concession avec Retour
200200431_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	340599,49	340599,49	0	Concession avec Retour
200200430_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	273094,91	273094,91	0	Concession avec Retour
200200429_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	201152,21	201152,21	0	Concession avec Retour
200200428_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	170233,19	170233,19	0	Concession avec Retour
200200427_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	107290,76	107290,76	0	Concession avec Retour
200200426_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	333263,35	333263,35	0	Concession avec Retour
200200425_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	267212,75	267212,75	0	Concession avec Retour
200200424_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	196819,61	196819,61	0	Concession avec Retour
200200423_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	166566,56	166566,56	0	Concession avec Retour
200200422_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	104979,82	104979,82	0	Concession avec Retour
200200421_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	335236,51	335236,51	0	Concession avec Retour
200200420_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	268794,84	268794,84	0	Concession avec Retour
200200419_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	197984,92	197984,92	0	Concession avec Retour
200200418_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	167552,75	167552,75	0	Concession avec Retour
200200417_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	105601,38	105601,38	0	Concession avec Retour
200200416_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1	Socae	199	07/05/2002	248821,79	248821,79	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200415_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	199506,94	199506,94	0	Concession avec Retour
200200414_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	146949,87	146949,87	0	Concession avec Retour
200200413_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	124362,27	124362,27	0	Concession avec Retour
200200412_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	78380,26	78380,26	0	Concession avec Retour
200200411_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 SCENARCHIE Tourane	199	07/05/2002	48783,69	48783,69	0	Concession avec Retour
200200395_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ETUDES EQUIPT CUISINES+ANNTardivel	199	07/05/2002	5335,72	5335,72	0	Concession avec Retour
200200394_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ETUDES EQUIPEMT CUISINES Tardivel	199	07/05/2002	1524,49	1524,49	0	Concession avec Retour
200200393_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CLOTURE MOBILE Starmat	199	07/05/2002	626,1	626,1	0	Concession avec Retour
200200392_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	502,01	502,01	0	Concession avec Retour
200200391_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CLOTURE MOBILE Starmat	199	07/05/2002	369,77	369,77	0	Concession avec Retour
200200390_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	312,93	312,93	0	Concession avec Retour
200200389_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CLOTURE MOBILE Starmat	199	07/05/2002	197,23	197,23	0	Concession avec Retour
200200388_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	1623,44	1623,44	0	Concession avec Retour
200200387_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	1301,68	1301,68	0	Concession avec Retour
200200386_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	958,77	958,77	0	Concession avec Retour
200200385_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	811,4	811,4	0	Concession avec Retour
200200384_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	511,39	511,39	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200383_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	242,85	242,85	0	Concession avec Retour
200200382_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	194,72	194,72	0	Concession avec Retour
200200381_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	143,42	143,42	0	Concession avec Retour
200200380_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	121,38	121,38	0	Concession avec Retour
200200379_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	76,5	76,5	0	Concession avec Retour
200200378_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SALLE DE SPECTABLE	Sarrazin	199	07/05/2002	1143,37	1143,37	0	Concession avec Retour
200200377_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	431,38	431,38	0	Concession avec Retour
200200376_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	344,82	344,82	0	Concession avec Retour
200200375_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	253,98	253,98	0	Concession avec Retour
200200374_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	216,74	216,74	0	Concession avec Retour
200200373_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	136,6	136,6	0	Concession avec Retour
200200372_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5937,78	5937,78	0	Concession avec Retour
200200371_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4746,3	4746,3	0	Concession avec Retour
200200370_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3495,96	3495,96	0	Concession avec Retour
200200369_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2983,34	2983,34	0	Concession avec Retour
200200368_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1880,27	1880,27	0	Concession avec Retour
200200367_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4078,8	4078,8	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200366_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3260,35	3260,35	0	Concession avec Retour
200200365_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2401,46	2401,46	0	Concession avec Retour
200200364_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2049,32	2049,32	0	Concession avec Retour
200200363_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1291,6	1291,6	0	Concession avec Retour
200200362_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5892,1	5892,1	0	Concession avec Retour
200200361_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4709,79	4709,79	0	Concession avec Retour
200200360_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3469,07	3469,07	0	Concession avec Retour
200200359_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2960,39	2960,39	0	Concession avec Retour
200200358_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1865,81	1865,81	0	Concession avec Retour
200200357_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	8815,02	8815,02	0	Concession avec Retour
200200356_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	7067,94	7067,94	0	Concession avec Retour
200200355_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5206	5206	0	Concession avec Retour
200200354_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4405,79	4405,79	0	Concession avec Retour
200200353_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2776,78	2776,78	0	Concession avec Retour
200200352_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5876,68	5876,68	0	Concession avec Retour
200200351_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4711,96	4711,96	0	Concession avec Retour
200200350_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3470,67	3470,67	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200349_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2937,19	2937,19	0	Concession avec Retour
200200348_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1851,19	1851,19	0	Concession avec Retour
200200347_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4113,68	4113,68	0	Concession avec Retour
200200346_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3298,37	3298,37	0	Concession avec Retour
200200345_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2429,47	2429,47	0	Concession avec Retour
200200344_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2056,03	2056,03	0	Concession avec Retour
200200343_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1295,83	1295,83	0	Concession avec Retour
200200342_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	8814,99	8814,99	0	Concession avec Retour
200200341_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	7067,92	7067,92	0	Concession avec Retour
200200340_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5205,98	5205,98	0	Concession avec Retour
200200339_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4405,77	4405,77	0	Concession avec Retour
200200338_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2776,77	2776,77	0	Concession avec Retour
200200337_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3526	3526	0	Concession avec Retour
200200336_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2827,17	2827,17	0	Concession avec Retour
200200335_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2082,39	2082,39	0	Concession avec Retour
200200334_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1762,31	1762,31	0	Concession avec Retour
200200333_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1110,71	1110,71	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200332_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	2908,15	2908,15	0	Concession avec Retour
200200331_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	2331,77	2331,77	0	Concession avec Retour
200200330_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	1717,5	1717,5	0	Concession avec Retour
200200329_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	1453,51	1453,51	0	Concession avec Retour
200200328_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	916,08	916,08	0	Concession avec Retour
200200327_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	7051,11	7051,11	0	Concession avec Retour
200200326_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	5636,23	5636,23	0	Concession avec Retour
200200325_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	4151,45	4151,45	0	Concession avec Retour
200200324_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	3542,71	3542,71	0	Concession avec Retour
200200323_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	2232,82	2232,82	0	Concession avec Retour
200200322_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	3046,08	3046,08	0	Concession avec Retour
200200321_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	2442,37	2442,37	0	Concession avec Retour
200200320_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	1798,96	1798,96	0	Concession avec Retour
200200319_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	1522,44	1522,44	0	Concession avec Retour
200200318_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	959,53	959,53	0	Concession avec Retour
200200317_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	6092,16	6092,16	0	Concession avec Retour
200200316_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	4884,74	4884,74	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200315_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	3597,93	3597,93	0	Concession avec Retour
200200314_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	3044,89	3044,89	0	Concession avec Retour
200200313_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1919,07	1919,07	0	Concession avec Retour
200200312_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	18276,49	18276,49	0	Concession avec Retour
200200311_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	14654,21	14654,21	0	Concession avec Retour
200200310_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	10793,78	10793,78	0	Concession avec Retour
200200309_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	9134,67	9134,67	0	Concession avec Retour
200200308_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	5757,2	5757,2	0	Concession avec Retour
200200307_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1523,04	1523,04	0	Concession avec Retour
200200306_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1221,18	1221,18	0	Concession avec Retour
200200305_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	899,48	899,48	0	Concession avec Retour
200200304_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	761,22	761,22	0	Concession avec Retour
200200303_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	479,77	479,77	0	Concession avec Retour
200200302_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	2928,92	2928,92	0	Concession avec Retour
200200301_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	2348,43	2348,43	0	Concession avec Retour
200200300_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1729,77	1729,77	0	Concession avec Retour
200200299_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1463,89	1463,89	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200298_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	922,63	922,63	0	Concession avec Retour
200200297_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	937,26	937,26	0	Concession avec Retour
200200296_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	751,5	751,5	0	Concession avec Retour
200200295_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	553,53	553,53	0	Concession avec Retour
200200294_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	468,45	468,45	0	Concession avec Retour
200200293_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	295,24	295,24	0	Concession avec Retour
200200292_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1405,88	1405,88	0	Concession avec Retour
200200291_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1127,25	1127,25	0	Concession avec Retour
200200290_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	830,29	830,29	0	Concession avec Retour
200200289_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	702,67	702,67	0	Concession avec Retour
200200288_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	442,86	442,86	0	Concession avec Retour
200200287_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	937,26	937,26	0	Concession avec Retour
200200286_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	751,5	751,5	0	Concession avec Retour
200200285_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	553,53	553,53	0	Concession avec Retour
200200284_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	468,45	468,45	0	Concession avec Retour
200200283_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	295,24	295,24	0	Concession avec Retour
200200282_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	30419,7	30419,7	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200281_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	24390,72	24390,72	0	Concession avec Retour
200200280_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	17965,35	17965,35	0	Concession avec Retour
200200279_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	15203,91	15203,91	0	Concession avec Retour
200200278_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9582,38	9582,38	0	Concession avec Retour
200200277_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2339,98	2339,98	0	Concession avec Retour
200200276_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1876,21	1876,21	0	Concession avec Retour
200200275_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1381,95	1381,95	0	Concession avec Retour
200200274_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1169,53	1169,53	0	Concession avec Retour
200200273_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	737,11	737,11	0	Concession avec Retour
200200272_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	17707,94	17707,94	0	Concession avec Retour
200200271_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	14198,34	14198,34	0	Concession avec Retour
200200270_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	10458	10458	0	Concession avec Retour
200200269_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	8850,51	8850,51	0	Concession avec Retour
200200268_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5578,1	5578,1	0	Concession avec Retour
200200267_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9865,85	9865,85	0	Concession avec Retour
200200266_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	7910,5	7910,5	0	Concession avec Retour
200200265_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5826,6	5826,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200264_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4931	4931	0	Concession avec Retour
200200263_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	3107,8	3107,8	0	Concession avec Retour
200200262_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4679,95	4679,95	0	Concession avec Retour
200200261_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	3752,42	3752,42	0	Concession avec Retour
200200260_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2763,9	2763,9	0	Concession avec Retour
200200259_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2339,06	2339,06	0	Concession avec Retour
200200258_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1474,21	1474,21	0	Concession avec Retour
200200257_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1310,39	1310,39	0	Concession avec Retour
200200256_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1050,68	1050,68	0	Concession avec Retour
200200255_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	773,89	773,89	0	Concession avec Retour
200200254_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	654,94	654,94	0	Concession avec Retour
200200253_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	412,78	412,78	0	Concession avec Retour
200200252_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	1517,82	1517,82	0	Concession avec Retour
200200251_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	1217	1217	0	Concession avec Retour
200200250_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	896,4	896,4	0	Concession avec Retour
200200249_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	758,61	758,61	0	Concession avec Retour
200200248_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	478,12	478,12	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200247_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	6678,42	6678,42	0	Concession avec Retour
200200246_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	5354,8	5354,8	0	Concession avec Retour
200200245_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	3944,16	3944,16	0	Concession avec Retour
200200244_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	3337,91	3337,91	0	Concession avec Retour
200200243_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	2103,74	2103,74	0	Concession avec Retour
200200242_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	1011,88	1011,88	0	Concession avec Retour
200200241_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	811,33	811,33	0	Concession avec Retour
200200240_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	597,6	597,6	0	Concession avec Retour
200200239_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	505,74	505,74	0	Concession avec Retour
200200238_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	318,75	318,75	0	Concession avec Retour
200200237_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200236_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200235_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200234_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200233_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200232_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE	Landureau	199	07/05/2002	1454,58	1454,58	0	Concession avec Retour
200200231_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE	Landureau	199	07/05/2002	1166,29	1166,29	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200230_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE Landureau	199	07/05/2002	859,05	859,05	0	Concession avec Retour
200200229_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE Landureau	199	07/05/2002	727,01	727,01	0	Concession avec Retour
200200228_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE Landureau	199	07/05/2002	458,2	458,2	0	Concession avec Retour
200200227_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	1011,88	1011,88	0	Concession avec Retour
200200226_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	811,33	811,33	0	Concession avec Retour
200200225_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	597,6	597,6	0	Concession avec Retour
200200224_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	505,74	505,74	0	Concession avec Retour
200200223_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	318,75	318,75	0	Concession avec Retour
200200222_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200221_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200220_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200219_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200218_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200217_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200216_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200215_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200214_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200213_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200212_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200211_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200210_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200209_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200208_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200207_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200206_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200205_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200204_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200203_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200202_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200201_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200200_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200199_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200198_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200197_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200196_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200195_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200194_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200193_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200192_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200191_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200190_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200189_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200188_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200187_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	581,83	581,83	0	Concession avec Retour
200200186_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	466,52	466,52	0	Concession avec Retour
200200185_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	343,62	343,62	0	Concession avec Retour
200200184_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	290,8	290,8	0	Concession avec Retour
200200183_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	183,28	183,28	0	Concession avec Retour
200200177_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	2389,56	2389,56	0	Concession avec Retour
200200176_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	1915,97	1915,97	0	Concession avec Retour
200200175_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	1411,23	1411,23	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200174_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	1194,31	1194,31	0	Concession avec Retour
200200173_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	752,73	752,73	0	Concession avec Retour
200200172_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	4719,77	4719,77	0	Concession avec Retour
200200171_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3772,7	3772,7	0	Concession avec Retour
200200170_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2778,84	2778,84	0	Concession avec Retour
200200169_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2371,37	2371,37	0	Concession avec Retour
200200168_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1494,57	1494,57	0	Concession avec Retour
200200167_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	10835,18	10835,18	0	Concession avec Retour
200200166_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	8660,99	8660,99	0	Concession avec Retour
200200165_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	6379,38	6379,38	0	Concession avec Retour
200200164_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	5443,95	5443,95	0	Concession avec Retour
200200163_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3431,09	3431,09	0	Concession avec Retour
200200162_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	12028,75	12028,75	0	Concession avec Retour
200200161_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	9644,73	9644,73	0	Concession avec Retour
200200160_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	7103,97	7103,97	0	Concession avec Retour
200200159_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	6012,02	6012,02	0	Concession avec Retour
200200158_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3789,12	3789,12	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200157_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	5674,13	5674,13	0	Concession avec Retour
200200156_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	4549,55	4549,55	0	Concession avec Retour
200200155_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3351,04	3351,04	0	Concession avec Retour
200200154_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2835,96	2835,96	0	Concession avec Retour
200200153_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1787,38	1787,38	0	Concession avec Retour
200200152_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3490,99	3490,99	0	Concession avec Retour
200200151_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2799,1	2799,1	0	Concession avec Retour
200200150_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2061,72	2061,72	0	Concession avec Retour
200200149_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1744,81	1744,81	0	Concession avec Retour
200200148_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1099,68	1099,68	0	Concession avec Retour
200200147_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	6354,62	6354,62	0	Concession avec Retour
200200146_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	5095,18	5095,18	0	Concession avec Retour
200200145_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3752,93	3752,93	0	Concession avec Retour
200200144_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3176,07	3176,07	0	Concession avec Retour
200200143_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2001,74	2001,74	0	Concession avec Retour
200200142_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3490,99	3490,99	0	Concession avec Retour
200200141_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2799,1	2799,1	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200140_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES Beterem	199	07/05/2002	2061,72	2061,72	0	Concession avec Retour
200200139_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES Beterem	199	07/05/2002	1744,81	1744,81	0	Concession avec Retour
200200138_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES Beterem	199	07/05/2002	1099,68	1099,68	0	Concession avec Retour
200200137_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	4498,55	4498,55	0	Concession avec Retour
200200136_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	3595,87	3595,87	0	Concession avec Retour
200200135_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2648,59	2648,59	0	Concession avec Retour
200200134_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2260,22	2260,22	0	Concession avec Retour
200200133_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1424,52	1424,52	0	Concession avec Retour
200200132_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200131_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200130_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200129_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200128_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200127_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	910,69	910,69	0	Concession avec Retour
200200126_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	730,2	730,2	0	Concession avec Retour
200200125_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	537,84	537,84	0	Concession avec Retour
200200124_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	455,17	455,17	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200123_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	286,87	286,87	0	Concession avec Retour
200200122_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200121_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200120_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200119_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200118_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200117_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200116_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200115_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200114_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200113_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200112_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1494,9	1494,9	0	Concession avec Retour
200200111_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1198,62	1198,62	0	Concession avec Retour
200200110_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	882,86	882,86	0	Concession avec Retour
200200109_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	747,16	747,16	0	Concession avec Retour
200200108_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	470,9	470,9	0	Concession avec Retour
200200107_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	34909,93	34909,93	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200106_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	27991,01	27991,01	0	Concession avec Retour
200200105_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	20617,2	20617,2	0	Concession avec Retour
200200104_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	17448,14	17448,14	0	Concession avec Retour
200200103_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	10996,82	10996,82	0	Concession avec Retour
200200102_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	23273,29	23273,29	0	Concession avec Retour
200200101_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	18660,67	18660,67	0	Concession avec Retour
200200100_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	13744,8	13744,8	0	Concession avec Retour
200200099_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	11632,1	11632,1	0	Concession avec Retour
200200098_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	7331,22	7331,22	0	Concession avec Retour
200200097_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	564,7	564,7	0	Concession avec Retour
200200096_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	481,93	481,93	0	Concession avec Retour
200200095_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	354,97	354,97	0	Concession avec Retour
200200094_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	251,18	251,18	0	Concession avec Retour
200200093_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	158,31	158,31	0	Concession avec Retour
201200006_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DIAGNOSTIC DESENFUMAGE R1 2664/01/2657/01 ITH	85	01/11/2011	4693,78	4693,78	0	Concession avec Retour
201100386_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE0000110 A2CI	87	15/09/2011	5946,24	5946,24	0	Concession avec Retour
201100385_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE211202937 APAVE	87	20/09/2011	1556,79	1556,79	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100384_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE11016033 DEF	87	21/09/2011	645,96	645,96	0	Concession avec Retour
201100383_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE540740 HERVE THERMIQ	86	29/09/2011	27743,12	27743,12	0	Concession avec Retour
201100169_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE211153458 APAVE	89	04/07/2011	667,2	667,2	0	Concession avec Retour
201100103_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PRECABLAGE INFORMATIQUE MAS 8570010589 INEO TITO	90	14/06/2011	11385,81	11385,81	0	Concession avec Retour
201100102_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE SALLE MAS TITO 8570010400 INEO	90	31/05/2011	6321,05	6321,05	0	Concession avec Retour
201100101_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE MAS ET JX TITO 8570010401 INEO	90	31/05/2011	1476,04	1476,04	0	Concession avec Retour
201100099_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PRECABLAGE INFORMATIQUE MAS 8570010403 INEO	90	31/05/2011	51433,11	51433,11	0	Concession avec Retour
201100021_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DEPOSE INST ELECTR REAMENAG WX8570002182 INEO	97	03/11/2010	1674,49	1674,49	0	Concession avec Retour
201100011_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE SEP SSI CASINO 210214574 APAVE	96	09/12/2010	1477,32	1477,32	0	Concession avec Retour
201000028_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLATRERIE REAMENAGEMENT CASINOSOTRABAT RAMIS 00254	99	06/08/2010	19870,02	19870,02	0	Concession avec Retour
201000027_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLATRERIE REAMENAGEMENT CASINOFA00279 SOTRABAT	97	27/10/2010	11445,63	11445,63	0	Concession avec Retour
201000026_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFOND REAMENAGEMENT CASFA00278 SOTRABAT	97	29/10/2010	4114,23	4114,23	0	Concession avec Retour
201000025_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PARQUET SOUS ESCALATOR FA1091 INTERSERVICES BOIS	60	31/08/2010	6133,37	6133,37	0	Concession avec Retour
201000024_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE SEPARATION SSI SDS 210180591 APAVE	97	28/10/2010	700	700	0	Concession avec Retour
201000020_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE SEPARATION SSI SDS 210133204 APAVE	99	25/08/2010	700	700	0	Concession avec Retour
201000013_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	INST DETECTION SEPARATION SSI FM063296 DEF	100	29/07/2010	10213,25	10213,25	0	Concession avec Retour
201000012_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SEPARATION SSI 2805100752 INEO	100	26/07/2010	9909,14	9909,14	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201000011_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE CONCEPTION SEP SSI 2008062457 A2CI PREN	100	28/07/2010	3873,87	3873,87	0	Concession avec Retour
201000010_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE CONCEP SEP SSI 210100277 APAVE	101	25/06/2010	1477,32	1477,32	0	Concession avec Retour
200900071_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DECTECTION INCENDIE FM056315 DEF	109	28/10/2009	12283	12283	0	Concession avec Retour
200900069_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COUVERTURE PVC TERRASE EXT 004130/09 EREK	109	30/10/2009	7720	7720	0	Concession avec Retour
200900068_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	INSTALLATION SIPHON CUISINE 0910222 MUSSET	109	26/10/2009	3449,75	3449,75	0	Concession avec Retour
200900067_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LOCAL SSI SALLE DES SPECTACLE 0910222 MUSSET	109	26/10/2009	1683,88	1683,88	0	Concession avec Retour
200900039_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HON AMENAGT VRD TERRASSE EXT 209107184 APAVE	112	20/07/2009	583,34	583,34	0	Concession avec Retour
200900038_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL AUTOCOM 090601606 AIR FROID	112	24/07/2009	5568,88	5568,88	0	Concession avec Retour
200900006_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PHASE CONCEPTION SECU INCENDIE20080621234 A2CI PRE	118	30/01/2009	2403,58	2403,58	0	Concession avec Retour
200800257_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	GOUTTIERE STORE TERRASSE EXT EREK	120	30/09/2008	2493	2493	0	Concession avec Retour
200800255_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SANITAIRES MAS INEO SUEZ	124	05/08/2008	5416,55	5416,55	0	Concession avec Retour
200800254_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES MAS SIDV	120	05/08/2008	1802,89	1802,89	0	Concession avec Retour
200800251_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MATERIEL SANITAIRES MAS BROSSETTE BTI	120	05/08/2008	881,39	881,39	0	Concession avec Retour
200800250_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLAFONDS SUSP. SANITAIRES MAS MARQUE SARL	124	05/08/2008	2457,78	2457,78	0	Concession avec Retour
200800249_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CARRELAGE SANITAIRES MAS CREA SOLS	124	05/08/2008	26804,56	26804,56	0	Concession avec Retour
200800248_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DEMOLIT+PLATRERIE SANITAIRE MSCREA SOLS	124	05/08/2008	6737,34	6737,34	0	Concession avec Retour
200800246_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SANITAIRES MAS BROSSETTE BTI	120	05/08/2008	5025,26	5025,26	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800245_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMT MIROIR SANITAIRES MASSWITCH MADE	60	05/08/2008	1576,81	1576,81	0	Concession avec Retour
200800244_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES MAS POQUELIN MOLIERE	120	05/08/2008	10536,76	10536,76	0	Concession avec Retour
200800243_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIRS POUR SANITAIRES MAS VEALIS MENUISERIE	60	05/08/2008	2843,51	2843,51	0	Concession avec Retour
200800242_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	VASQUES POUR SANITAIRES MAS BO2 BOUTIQUE DU CARRELAGE	120	05/08/2008	4397,45	4397,45	0	Concession avec Retour
200800238_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PORTE ACCES TERRASSE EXT REST MIROITERIE DU SUD OUEST	120	30/06/2008	2710,18	2710,18	0	Concession avec Retour
200800236_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SUR FACADE SDS AVANTAGE	60	10/06/2008	34017,56	34017,56	0	Concession avec Retour
200800235_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE THEATRE FACADE SDS AVANTAGE	60	10/06/2008	11371,87	11371,87	0	Concession avec Retour
200800234_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SUR PORTE TAMBOUR AVANTAGE	60	10/06/2008	14371,69	14371,69	0	Concession avec Retour
200800233_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SUR FACADE + LOGO AVANTAGE	60	10/06/2008	29527,64	29527,64	0	Concession avec Retour
200800232_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SALON JX DS ESCAL M/JAVANTAGE	60	21/05/2008	5293,8	5293,8	0	Concession avec Retour
200800231_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE JEUX DS ESCALIER M/JXAVANTAGE	60	24/04/2008	1646,96	1646,96	0	Concession avec Retour
200800230_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MATERIELS SANITAIRE MAS BROSSETTE	120	05/08/2008	2815,95	2815,95	0	Concession avec Retour
200800229_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLOMBERIE SANITAIRE MAS BROSSETTE BTI	120	05/08/2008	1112,76	1112,76	0	Concession avec Retour
200800214_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLANTES EXTERIEURES BRETTES JARDINIERS	120	14/05/2008	39784,67	39784,67	0	Concession avec Retour
200800213_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLANTES ENTREE CASINO BRETTES JARDINIERS	120	13/05/2008	3315,97	3315,97	0	Concession avec Retour
200800211_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HON AMENAGT VRD TERRASSE EXT APAVE	126	20/05/2008	1166,66	1166,66	0	Concession avec Retour
200800202_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BARRIERE TERRASSE EST RESTAU EREK	120	31/03/2008	1928	1928	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800201_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	STRUCTURE ACIER TERRASSE EXT EREK	120	22/04/2008	53000	53000	0	Concession avec Retour
200800199_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE TERRASSE EXT REST INEO SUEZ	127	28/04/2008	8009,79	8009,79	0	Concession avec Retour
200800198_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE EXTERIEURE INEO SUEZ	127	22/04/2008	13862,33	13862,33	0	Concession avec Retour
200800195_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFONDS CAGE ESCAL MS/JXPEYROUTAS	130	30/01/2008	10685,24	10685,24	0	Concession avec Retour
200800193_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SOL TERRASSE EXTERIEUR RESTAU ABS	60	25/04/2008	10750	10750	0	Concession avec Retour
200800183_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLINTHE SDS EG COURBU	60	22/01/2008	783,02	783,02	0	Concession avec Retour
200800180_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HON TECH TERRASSE EXT RESTO APAVE	120	14/03/2008	750	750	0	Concession avec Retour
200800171_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE ESCALIER JX MAS CENERGIA	130	22/01/2008	13096,08	13096,08	0	Concession avec Retour
200800170_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE BAR MAS CENERGIA	130	22/01/2008	14378,94	14378,94	0	Concession avec Retour
200800169_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SALLE JEUX CENERGIA	130	22/01/2008	4491,77	4491,77	0	Concession avec Retour
200800168_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SALLE MAS CENERGIA	130	22/01/2008	52387,07	52387,07	0	Concession avec Retour
200800167_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT SALLE NON FUMEUR EG COURBU	60	26/02/2008	3034,93	3034,93	0	Concession avec Retour
200800166_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE TERRASSE EXT REST INEO	129	29/02/2008	6976,04	6976,04	0	Concession avec Retour
200800164_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALLEE EXTERIEURE RDMB CONSTRUCTION	120	20/02/2008	1350	1350	0	Concession avec Retour
200800163_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TERRASSE EXTERIEUR RESTAU RDMB CONSTRUCTION	120	20/02/2008	19500	19500	0	Concession avec Retour
200800162_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CONTROLE TECHNIQUE SALLE JEUX APAVE	130	22/01/2008	2277,18	2277,18	0	Concession avec Retour
200800161_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNES SALLE MAS AVANTAGE	60	18/02/2008	60816,6	60816,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800154_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	GAINE VMC SALLE MAS GENICLIME	132	21/12/2007	645,84	645,84	0	Concession avec Retour
200800151_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAG SDJX 208015893 APAVE	130	22/01/2008	1617,55	1617,55	0	Concession avec Retour
200800150_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE 1ERE TRANCHE TAVAUX 2007-052/123 A2CI PREVE	130	22/01/2008	3093,93	3093,93	0	Concession avec Retour
200800149_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	AMGT SALLE DE REPOS F0802045 MUSSET ET FILS	130	08/02/2008	9156,18	9156,18	0	Concession avec Retour
200800148_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	VENTILATION LOCAL FUMEUR 80600240 AIR FROID	130	31/01/2008	3322,36	3322,36	0	Concession avec Retour
200800147_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIM LOCAL POUBELLE RS AIR FROID	130	31/01/2008	3073,36	3073,36	0	Concession avec Retour
200800142_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HABILLAGE DES FACADE ASCENSEUR455061651 SCHINDLER	60	14/01/2008	4423,26	4423,26	0	Concession avec Retour
200800136_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE POSE TECH ENSEIGNE APAVE	60	15/12/2007	1600	1600	0	Concession avec Retour
200800135_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	OUVERTURE ESCALIER CLOISONS 20070100 PH. PEYROU	130	22/01/2008	4258,57	4258,57	0	Concession avec Retour
200800134_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFOND-PLATRERIE MAS 20070100PH. PEYROU	130	22/01/2008	45005,48	45005,48	0	Concession avec Retour
200800133_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOISONS VESTIAIRES SDS-ARCHIVPEYROUTAS	132	30/11/2007	4566	4566	0	Concession avec Retour
200800132_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	POSE ENSEIGNE SDS INEO 2805071153	60	15/12/2007	3596,36	3596,36	0	Concession avec Retour
200800131_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX VETURE FACADE SMAC SDS	120	15/12/2007	8698	8698	0	Concession avec Retour
200800130_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PORTE VITRAFEU EG COURBU SALLE MAS	120	22/01/2008	52949,76	52949,76	0	Concession avec Retour
200800129_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT ESCALIER MAS JEUX EG COURBU	60	22/01/2008	28896,7	28896,7	0	Concession avec Retour
200800128_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAGEMENT SDJX APAVE	130	22/01/2008	4159,75	4159,75	0	Concession avec Retour
200800124_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MENUISERIE ESCALIER POUR LUMIESTA 0110096	120	22/01/2008	547,03	547,03	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800123_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BLOC PORTE SALLE JEUX STA 0110096	120	22/01/2008	505,43	505,43	0	Concession avec Retour
200800122_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIR AU MAS STA 0110096	60	22/01/2008	516,31	516,31	0	Concession avec Retour
200800121_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COMPTOIR BAR MAS STA 0110096	120	15/11/2007	4413,24	4413,24	0	Concession avec Retour
200800120_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MENUISERIE ESCALIER POUR LUMIESTA 0709082	120	22/01/2008	2735,13	2735,13	0	Concession avec Retour
200800119_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BLOC PORTE SALLE JEUX STA 0709082	120	22/01/2008	2527,15	2527,15	0	Concession avec Retour
200800118_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIR MAS STA 0709082	60	22/01/2008	2581,57	2581,57	0	Concession avec Retour
200800117_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COMPTOIRE BAR MAS & JEUX STA 0709082	120	15/11/2007	22066,21	22066,21	0	Concession avec Retour
200800116_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BLOC PORTE SALLE JX STA 0707069	120	22/01/2008	2021,72	2021,72	0	Concession avec Retour
200800115_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIR AU MAS STA 0707069	60	22/01/2008	2065,25	2065,25	0	Concession avec Retour
200800114_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MENUISERIE ESCALIER POUR LUMIESTA 0707069	120	22/01/2008	2188,1	2188,1	0	Concession avec Retour
200800113_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COMPTOIR BAR JEUX & MAS STA	120	15/11/2007	17652,97	17652,97	0	Concession avec Retour
200800107_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASCENSEUR JEUX/MAS SCHINDLER	130	22/01/2008	53526,2	53526,2	0	Concession avec Retour
200800106_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFOND SALLE MAS PEYROUTAS 2007055	130	22/01/2008	16445	16445	0	Concession avec Retour
200800105_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFONDS SDS PEYROUTAS 20070054	132	30/11/2007	1522	1522	0	Concession avec Retour
200800100_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAGEMENT CASINOOTH	130	22/01/2008	39791,74	39791,74	0	Concession avec Retour
200800096_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT SOL BAR MAS MARTIN SOL 3864	60	15/11/2007	769,37	769,37	0	Concession avec Retour
200800093_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLOMBERIE BAR MAS GENICLIME	133	15/11/2007	7396	7396	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800092_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLOMBERIE BAR JEUX GENICLIME	133	15/11/2007	6170	6170	0	Concession avec Retour
200800091_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	STRUCTURE CIEL BAR MAS 4072/07 EREK	60	10/12/2007	20000	20000	0	Concession avec Retour
200800089_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS STRUCTUEREK 4069/07	60	15/12/2007	15860	15860	0	Concession avec Retour
200800088_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SALLE MAS EG COURBU 624	60	22/01/2008	2967,46	2967,46	0	Concession avec Retour
200800087_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SDS EG COURBU HALL ACCUEIL	60	30/11/2007	10005	10005	0	Concession avec Retour
200800086_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT SOL SALLE JEUX EG COURBU	60	22/01/2008	2247,08	2247,08	0	Concession avec Retour
200800085_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SALLE MAS EG COURBU	60	22/01/2008	49068,25	49068,25	0	Concession avec Retour
200800073_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE BAR JEUX CENERGIA	130	22/01/2008	6931,17	6931,17	0	Concession avec Retour
200800067_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS AVANTAGE 2277	60	15/12/2007	11245	11245	0	Concession avec Retour
200800066_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS AVANTAGE 2285	60	15/12/2007	22345	22345	0	Concession avec Retour
200800065_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMEN SDJX ESC SANIAPAVE 24124820	130	22/01/2008	1617,55	1617,55	0	Concession avec Retour
200800064_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAG SJX ESCALIEAPAVE 24100151	130	22/01/2008	1294,04	1294,04	0	Concession avec Retour
200800063_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE CONCEPTION CASI&SDS A2CI F2007-052/106 SSI	130	22/01/2008	2470,44	2470,44	0	Concession avec Retour
200800061_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PARQUETS RESTAURANT JEUX F07,09,43 COTE SOL	60	15/11/2007	4173,4	4173,4	0	Concession avec Retour
200800053_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE POKER 0603787 PLEXI NEON	60	17/12/2007	1046,5	1046,5	0	Concession avec Retour
200800005_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SALLE REPOS FUMEURS F0712248 MUSSET	132	05/12/2007	1788,66	1788,66	0	Concession avec Retour
200800004_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOISON BUREAU SECU PEYROUTAS	132	20/11/2007	1474,03	1474,03	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700357_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANOTAIRES ATRIUM ELECTRICITE 0612012 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	8249,35	8249,35	0	Concession avec Retour
200700356_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM PEINTURES 0612012 EIFFAGE 3112	60	28/02/2007	250	250	0	Concession avec Retour
200700355_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM PLOMBERIE 070204 EIFFAGE 3112	120	28/02/2007	7916,96	7916,96	0	Concession avec Retour
200700354_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM PLAFONDS 070204 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	2757,81	2757,81	0	Concession avec Retour
200700353_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM MURS 07/0204 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	15229,13	15229,13	0	Concession avec Retour
200700352_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM SOL 070204 EIFFAGE CONSTRUCTION	141	28/02/2007	3937,5	3937,5	0	Concession avec Retour
200700351_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM ACCASTILLAG070204 EIFFAGE 3112	120	28/02/2007	125	125	0	Concession avec Retour
200700350_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM MENUISERIE 070204 EIFFAGE CONSTR	120	28/02/2007	8212	8212	0	Concession avec Retour
200700349_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM DISTRIBUTIO070204 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	5342,5	5342,5	0	Concession avec Retour
200700346_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	VINYL MURAL MAS 004329 VESCOM FRANCE	60	01/10/2007	2323,95	2323,95	0	Concession avec Retour
200700345_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE MAS F07366 MRP 21,08,07	60	18/10/2007	51600,8	51600,8	0	Concession avec Retour
200700344_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE ESCALIER JX/MAS F07348 MRP 270707	60	18/10/2007	10778,18	10778,18	0	Concession avec Retour
200700343_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE SDS 07.395 MRP	60	18/10/2007	8967,6	8967,6	0	Concession avec Retour
200700340_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOISONS LOCAL VIDEO MIR-2007-140 EG COURBU CLOISON	136	30/07/2007	6498,12	6498,12	0	Concession avec Retour
200700339_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SDS PLACIDE JOLIET	60	01/10/2007	2998,8	2998,8	0	Concession avec Retour
200700338_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR MAS 12050 PLACIDE JOLIET	60	01/10/2007	3164,62	3164,62	0	Concession avec Retour
200700335_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COLONNE CYLINDRIQUE PRESENTOIRENTREE SALLE SPECTACLE	120	01/10/2007	5610	5610	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700194_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL TECH S/SOL70508494 AIR FROID	138	07/06/2007	5898,03	5898,03	0	Concession avec Retour
200700192_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL VIDEO 70608474 AIR FROID	137	29/06/2007	5665,28	5665,28	0	Concession avec Retour
200700173_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIGNALETIQUE TOTEM PKG 7074.07 SIGNET	60	05/03/2007	2341,04	2341,04	0	Concession avec Retour
200700162_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL INFORMATIQ70607941 AIR FROID IAE06/07	142	31/01/2007	5828,75	5828,75	0	Concession avec Retour
200700014_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION TOUS SERVICES SDS REST JX MAS MODIF TRAITE	144	11/12/2006	5997,2	5997,2	0	Concession avec Retour
200301780_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	9956,27	9956,27	0	Concession avec Retour
200301779_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE EI AQUITAINE	120	01/11/2002	7983	7983	0	Concession avec Retour
200301778_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	5880	5880	0	Concession avec Retour
200301777_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	4976,19	4976,19	0	Concession avec Retour
200301776_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	3136,28	3136,28	0	Concession avec Retour
2002E0124_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	8097,46	8097,46	0	Concession avec Retour
200201655_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	3565,34	3565,34	0	Concession avec Retour
200201654_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	2858,71	2858,71	0	Concession avec Retour
200201653_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	2105,63	2105,63	0	Concession avec Retour
200201652_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	1781,97	1781,97	0	Concession avec Retour
200201651_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAG RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	1123,1	1123,1	0	Concession avec Retour
200201650_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE DYNAMIQUE PASSERELLERoiret	180	07/05/2002	12453,48	12453,48	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201649_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE DYNAMIQUE PASSERELLERoiret	180	07/05/2002	29058,12	29058,12	0	Concession avec Retour
200201648_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	5450,51	5450,51	0	Concession avec Retour
200201647_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	4370,25	4370,25	0	Concession avec Retour
200201646_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	3218,98	3218,98	0	Concession avec Retour
200201645_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	2724,19	2724,19	0	Concession avec Retour
200201644_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	1716,94	1716,94	0	Concession avec Retour
200201643_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROGRAMMATION JACKPOT SHOW Roiret	180	07/05/2002	13729,7	13729,7	0	Concession avec Retour
200201619_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	1655,94	1655,94	0	Concession avec Retour
200201618_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	1327,74	1327,74	0	Concession avec Retour
200201617_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	977,97	977,97	0	Concession avec Retour
200201616_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	827,65	827,65	0	Concession avec Retour
200201615_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	521,63	521,63	0	Concession avec Retour
200201587_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE TAMBOUR ENTREE EI	120	05/07/2002	755,54	755,54	0	Concession avec Retour
200201586_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	29868,8	29868,8	0	Concession avec Retour
200201585_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	23949	23949	0	Concession avec Retour
200201584_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	17640	17640	0	Concession avec Retour
200201583_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	14928,56	14928,56	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201582_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	9408,84	9408,84	0	Concession avec Retour
200201581_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE DU BAR EI	120	05/07/2002	1385,44	1385,44	0	Concession avec Retour
200201429_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	838,49	838,49	0	Concession avec Retour
200201428_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	715,6	715,6	0	Concession avec Retour
200201427_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	527,08	527,08	0	Concession avec Retour
200201426_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	372,96	372,96	0	Concession avec Retour
200201425_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	235,06	235,06	0	Concession avec Retour
200201424_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	2905,13	2905,13	0	Concession avec Retour
200201423_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	2329,35	2329,35	0	Concession avec Retour
200201422_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1715,72	1715,72	0	Concession avec Retour
200201421_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1452	1452	0	Concession avec Retour
200201420_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	915,13	915,13	0	Concession avec Retour
200201419_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	2466,82	2466,82	0	Concession avec Retour
200201418_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1977,91	1977,91	0	Concession avec Retour
200201417_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1456,86	1456,86	0	Concession avec Retour
200201416_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1232,93	1232,93	0	Concession avec Retour
200201415_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	777,06	777,06	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201414_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1545,08	1545,08	0	Concession avec Retour
200201413_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1318,62	1318,62	0	Concession avec Retour
200201412_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	971,25	971,25	0	Concession avec Retour
200201411_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	687,26	687,26	0	Concession avec Retour
200201410_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	433,15	433,15	0	Concession avec Retour
200201409_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	198,85	198,85	0	Concession avec Retour
200201408_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	159,44	159,44	0	Concession avec Retour
200201407_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	117,44	117,44	0	Concession avec Retour
200201406_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	99,38	99,38	0	Concession avec Retour
200201405_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	62,64	62,64	0	Concession avec Retour
200201404_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	737,19	737,19	0	Concession avec Retour
200201403_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	629,15	629,15	0	Concession avec Retour
200201402_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	463,41	463,41	0	Concession avec Retour
200201401_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	327,91	327,91	0	Concession avec Retour
200201400_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	206,67	206,67	0	Concession avec Retour
200201399_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	738,44	738,44	0	Concession avec Retour
200201398_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	630,21	630,21	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201397_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	464,19	464,19	0	Concession avec Retour
200201396_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	328,46	328,46	0	Concession avec Retour
200201395_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	207,01	207,01	0	Concession avec Retour
200201389_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	1062,7	1062,7	0	Concession avec Retour
200201388_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	852,08	852,08	0	Concession avec Retour
200201387_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	627,61	627,61	0	Concession avec Retour
200201386_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	531,14	531,14	0	Concession avec Retour
200201385_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	334,76	334,76	0	Concession avec Retour
200201384_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	766,44	766,44	0	Concession avec Retour
200201383_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	614,54	614,54	0	Concession avec Retour
200201382_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	452,65	452,65	0	Concession avec Retour
200201381_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	383,07	383,07	0	Concession avec Retour
200201380_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	241,43	241,43	0	Concession avec Retour
200201379_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	336,53	336,53	0	Concession avec Retour
200201378_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	269,83	269,83	0	Concession avec Retour
200201377_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	198,75	198,75	0	Concession avec Retour
200201376_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	168,2	168,2	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201375_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	106,01	106,01	0	Concession avec Retour
200201317_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	5903,64	5903,64	0	Concession avec Retour
200201316_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	5038,35	5038,35	0	Concession avec Retour
200201315_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	3711,08	3711,08	0	Concession avec Retour
200201314_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	2625,96	2625,96	0	Concession avec Retour
200201313_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	1655,03	1655,03	0	Concession avec Retour
200201306_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE DIVERS EI	120	07/05/2002	1034,76	1034,76	0	Concession avec Retour
200201305_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE DIVERS EI	120	07/05/2002	1677,72	1677,72	0	Concession avec Retour
200201304_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE DIVERS EI	120	07/05/2002	4986,2	4986,2	0	Concession avec Retour
200201303_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS EI	120	07/05/2002	5114,68	5114,68	0	Concession avec Retour
200201302_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS EI	120	07/05/2002	4100,98	4100,98	0	Concession avec Retour
200201301_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS EI	120	07/05/2002	3020,64	3020,64	0	Concession avec Retour
200201300_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS EI	120	07/05/2002	2556,34	2556,34	0	Concession avec Retour
200201299_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS EI	120	07/05/2002	1611,15	1611,15	0	Concession avec Retour
200201298_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	630,9	630,9	0	Concession avec Retour
200201297_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	505,86	505,86	0	Concession avec Retour
200201296_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	372,6	372,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201295_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	315,32	315,32	0	Concession avec Retour
200201294_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	198,74	198,74	0	Concession avec Retour
200201293_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	6897,98	6897,98	0	Concession avec Retour
200201292_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	5530,85	5530,85	0	Concession avec Retour
200201291_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	4073,83	4073,83	0	Concession avec Retour
200201290_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	3447,64	3447,64	0	Concession avec Retour
200201289_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	2172,9	2172,9	0	Concession avec Retour
200201288_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	59737,6	59737,6	0	Concession avec Retour
200201287_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	47898	47898	0	Concession avec Retour
200201286_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	35280	35280	0	Concession avec Retour
200201285_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	29857,13	29857,13	0	Concession avec Retour
200201284_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE FACADE CASINO EI	120	07/05/2002	18817,68	18817,68	0	Concession avec Retour
200201277_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN PLACE JACKPOT Roiret	180	07/05/2002	3555,71	3555,71	0	Concession avec Retour
200201257_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES Audiomaster	120	07/05/2002	4945,32	4945,32	0	Concession avec Retour
200201256_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES Audiomaster	120	07/05/2002	431,41	431,41	0	Concession avec Retour
200201255_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES Audiomaster	120	07/05/2002	34647,47	34647,47	0	Concession avec Retour
200201167_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	2420,42	2420,42	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201166_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	2065,66	2065,66	0	Concession avec Retour
200201165_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	1521,5	1521,5	0	Concession avec Retour
200201164_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	1076,61	1076,61	0	Concession avec Retour
200201163_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	678,54	678,54	0	Concession avec Retour
200201159_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	3270	3270	0	Concession avec Retour
200201158_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	2970	2970	0	Concession avec Retour
200201157_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	28451,04	28451,04	0	Concession avec Retour
200201156_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	42357,9	42357,9	0	Concession avec Retour
200201155_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	17820	17820	0	Concession avec Retour
200201154_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	1644,5	1644,5	0	Concession avec Retour
200201153_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	15984,54	15984,54	0	Concession avec Retour
200201152_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	478,46	478,46	0	Concession avec Retour
200201151_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	383,63	383,63	0	Concession avec Retour
200201150_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	282,57	282,57	0	Concession avec Retour
200201149_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	239,13	239,13	0	Concession avec Retour
200201148_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	150,72	150,72	0	Concession avec Retour
200201147_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	886,5	886,5	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201146_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	710,8	710,8	0	Concession avec Retour
200201145_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	523,55	523,55	0	Concession avec Retour
200201144_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	443,08	443,08	0	Concession avec Retour
200201143_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	279,25	279,25	0	Concession avec Retour
200201142_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX ELECTRIQUE SALLE MAS	EI	120	07/05/2002	1611	1611	0	Concession avec Retour
200201141_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOTURE RHINOSPACE	Gantois	120	07/05/2002	398,31	398,31	0	Concession avec Retour
200201140_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES	Audiomaster	120	07/05/2002	105941,81	105941,81	0	Concession avec Retour
200201129_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CANALISATION ELECTRIQUE SDS	EI	120	07/05/2002	34608,71	34608,71	0	Concession avec Retour
200201103_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE BAT ADM	Getronics	180	07/05/2002	5409,73	5409,73	0	Concession avec Retour
200201102_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	602,65	602,65	0	Concession avec Retour
200201101_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	483,21	483,21	0	Concession avec Retour
200201100_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	355,92	355,92	0	Concession avec Retour
200201099_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	301,21	301,21	0	Concession avec Retour
200201098_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	189,84	189,84	0	Concession avec Retour
200201097_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	7237,65	7237,65	0	Concession avec Retour
200201096_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	5803,2	5803,2	0	Concession avec Retour
200201095_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	4274,43	4274,43	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201094_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	3617,41	3617,41	0	Concession avec Retour
200201093_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	2279,9	2279,9	0	Concession avec Retour
200200789_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUTEUILS PR SDS	Quinette Gallay	120	07/05/2002	170408,12	170408,12	0	Concession avec Retour
200200788_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	1261,13	1261,13	0	Concession avec Retour
200200787_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	1011,18	1011,18	0	Concession avec Retour
200200786_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	744,8	744,8	0	Concession avec Retour
200200785_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	630,32	630,32	0	Concession avec Retour
200200784_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	397,26	397,26	0	Concession avec Retour
200200780_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	8340,85	8340,85	0	Concession avec Retour
200200779_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6687,74	6687,74	0	Concession avec Retour
200200778_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	4925,96	4925,96	0	Concession avec Retour
200200777_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	4168,79	4168,79	0	Concession avec Retour
200200776_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	2627,41	2627,41	0	Concession avec Retour
200200759_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 2 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	3104,25	3104,25	0	Concession avec Retour
200200758_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 2 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	28521,29	28521,29	0	Concession avec Retour
200200757_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 2 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	14958,62	14958,62	0	Concession avec Retour
200200751_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 1 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	16556,02	16556,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200750_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 1 CABLAGES DIVERS EI	120	07/05/2002	3355,45	3355,45	0	Concession avec Retour
200200749_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 1 CABLAGES DIVERS EI	120	07/05/2002	79779,3	79779,3	0	Concession avec Retour
200200748_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	1751,51	1751,51	0	Concession avec Retour
200200747_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	1404,37	1404,37	0	Concession avec Retour
200200746_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	1034,41	1034,41	0	Concession avec Retour
200200745_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	875,41	875,41	0	Concession avec Retour
200200744_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	551,74	551,74	0	Concession avec Retour
200200743_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	875,27	875,27	0	Concession avec Retour
200200742_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	701,8	701,8	0	Concession avec Retour
200200741_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	516,92	516,92	0	Concession avec Retour
200200740_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	437,46	437,46	0	Concession avec Retour
200200739_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	275,71	275,71	0	Concession avec Retour
200200644_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	15230,57	15230,57	0	Concession avec Retour
200200643_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	9599,18	9599,18	0	Concession avec Retour
200200642_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio Taufour	180	07/05/2002	1011,88	1011,88	0	Concession avec Retour
200200641_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio Taufour	180	07/05/2002	811,33	811,33	0	Concession avec Retour
200200640_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio Taufour	180	07/05/2002	597,6	597,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200639_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio	Taufour	180	07/05/2002	505,74	505,74	0	Concession avec Retour
200200638_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio	Taufour	180	07/05/2002	318,75	318,75	0	Concession avec Retour
200200626_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	21802,03	21802,03	0	Concession avec Retour
200200625_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	17481,01	17481,01	0	Concession avec Retour
200200624_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	12875,9	12875,9	0	Concession avec Retour
200200623_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	10896,76	10896,76	0	Concession avec Retour
200200622_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6867,76	6867,76	0	Concession avec Retour
200200610_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	2914,89	2914,89	0	Concession avec Retour
200200609_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	2337,18	2337,18	0	Concession avec Retour
200200608_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	1721,49	1721,49	0	Concession avec Retour
200200607_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	1456,88	1456,88	0	Concession avec Retour
200200606_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	918,21	918,21	0	Concession avec Retour
200200584_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	10901,02	10901,02	0	Concession avec Retour
200200583_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	8740,51	8740,51	0	Concession avec Retour
200200582_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6437,95	6437,95	0	Concession avec Retour
200200581_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	5448,38	5448,38	0	Concession avec Retour
200200580_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	3433,88	3433,88	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200579_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	10901,02	10901,02	0	Concession avec Retour
200200578_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	8740,51	8740,51	0	Concession avec Retour
200200577_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6437,95	6437,95	0	Concession avec Retour
200200576_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	5448,39	5448,39	0	Concession avec Retour
200200575_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	3433,89	3433,89	0	Concession avec Retour
200200410_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	404,75	404,75	0	Concession avec Retour
200200409_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	324,53	324,53	0	Concession avec Retour
200200408_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	239,04	239,04	0	Concession avec Retour
200200407_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	202,3	202,3	0	Concession avec Retour
200200406_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	127,5	127,5	0	Concession avec Retour
200200405_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1669,61	1669,61	0	Concession avec Retour
200200404_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1338,7	1338,7	0	Concession avec Retour
200200403_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	986,04	986,04	0	Concession avec Retour
200200402_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	834,48	834,48	0	Concession avec Retour
200200401_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	525,94	525,94	0	Concession avec Retour
200200400_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1619,01	1619,01	0	Concession avec Retour
200200399_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1298,13	1298,13	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200398_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO Taufour	180	07/05/2002	956,16	956,16	0	Concession avec Retour
200200397_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO Taufour	180	07/05/2002	809,19	809,19	0	Concession avec Retour
200200396_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO Taufour	180	07/05/2002	510	510	0	Concession avec Retour
200200182_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	4855,31	4855,31	0	Concession avec Retour
200200181_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	3893,02	3893,02	0	Concession avec Retour
200200180_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	2867,46	2867,46	0	Concession avec Retour
200200179_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	2426,7	2426,7	0	Concession avec Retour
200200178_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	1529,45	1529,45	0	Concession avec Retour
IMMO000001154(	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX DSP - HONORAIRES PHASE MISSION CONCEPTION	3	01/11/2018	28976,64	28976,64	0	Concession avec Retour
IMMO000001153!	INSTAL. GLES AGENC. DI\	POSE PARQUET	3	01/11/2018	34011,11	34011,11	0	Concession avec Retour
IMMO000001153-	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX FIN DSP EXTERIEURS ET INTERIEUR	1	19/12/2018	38643,39	38643,39	0	Concession avec Retour
IMMO000001080(	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX FIN DSP EXTERIEUR ET INTERIEUR CASINO	3	01/11/2018	5621,28	5621,28	0	Concession avec Retour
IMMO000000193:	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Fabrication et pose d'un chéneau lg 25 mètres	12	20/02/2018	3193,28	3193,28	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700112_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HYDROCURAGE RESEAUX AMI SUD OUEST	18	31/07/2017	3410,47	3410,47	0	Concession avec Retour
201700111_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CONTROLE TECHNIQUE TOITURE APAVE CONT TECHN	19	14/06/2017	1191,61	1191,61	0	Concession avec Retour
201700110_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	REPORT POSITION VENTELLES TOITENGIE	19	30/06/2017	2359,17	2359,17	0	Concession avec Retour
201700109_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	COURANT FAIBLE TERASSE FUMEUR ENGIE	19	30/06/2017	18784	18784	0	Concession avec Retour
201700107_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE TERASSE JEUX APAVE	19	14/06/2017	116,23	116,23	0	Concession avec Retour
201700100_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PRECABLAGE TITO TERASSE ENGIE INEO	19	17/06/2017	18257,87	18257,87	0	Concession avec Retour
201700085_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE	19	19/06/2017	510,69	510,69	0	Concession avec Retour
201700084_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE	19	19/06/2017	232,45	232,45	0	Concession avec Retour
201700083_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE	19	19/06/2017	116,23	116,23	0	Concession avec Retour
201700082_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE MISSION 1	19	19/06/2017	697,36	697,36	0	Concession avec Retour
201700048_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RESEAU WIFIRST INEO AQUITAINE SZ	25	20/10/2016	14658,37	14658,37	0	Concession avec Retour
201700041_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	REMPLACEMENT MOQUETTE TERRASSELACLIDE JLM/AC-09-09-16	25	01/11/2016	4516,67	4516,67	0	Concession avec Retour
201700019_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	MOQUETTE TERRASSE HIGLINE 1100EGE TAEPPER 1000399 FM/FB/[	25	01/11/2016	10316,92	10316,92	0	Concession avec Retour
201600005_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PRECABLAGE INFO. TITO SALL MASCOFELY INEO A.AQ2.09618	36	20/11/2015	17211,03	17211,03	0	Concession avec Retour
201400098_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ELECTRICITE RESTO INEO AQUIT 8570054442	55	07/05/2014	12082,78	12082,78	0	Concession avec Retour
201400095_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AGENCEMENT LUSTRE PARC FA00503	55	07/05/2014	8290	8290	0	Concession avec Retour
200900005_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PLAFOND TENDUS BARRISOL MAS F0802/c009140	60	22/01/2008	6407,57	6407,57	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800253_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HON ARCHITECTE CLOISON POKER DESIGN STUDIO	120	24/04/2008	5980	5980	0	Concession avec Retour
200800252_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HON ARCHITECTE SANITAIRES MAS DESIGN STUDIO	120	05/08/2008	11960	11960	0	Concession avec Retour
200800237_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	11 CLOISONS VERRES POKER AVANTAGE	120	10/06/2008	4843,8	4843,8	0	Concession avec Retour
200800225_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	9 MATS POUR DRAPEAUX BARRIERE DOUBLET	60	28/05/2008	8076,26	8076,26	0	Concession avec Retour
200800210_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CLOISON POKER STA	120	23/05/2008	13086,44	13086,44	0	Concession avec Retour
200800181_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HON ARCHI INT TERRASSE EXT RESDESIGN STUDIO	120	22/01/2008	15000	15000	0	Concession avec Retour
200800174_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PLANTATIONS TERRASSE EXT REST BRETTES JARDINIERS	120	01/03/2008	9000	9000	0	Concession avec Retour
200800126_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE SALLE MAS CORNICHE F0711105 STA	60	22/01/2008	12090,58	12090,58	0	Concession avec Retour
200800112_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE SALLE MAS CORNICHE STA 0710098	60	22/01/2008	8060,39	8060,39	0	Concession avec Retour
200800097_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PLAFONDS TENDUS BARRISOL MAS NORMALU B009140	60	22/01/2008	17940,31	17940,31	0	Concession avec Retour
200800083_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HONORAIRE ARCHITECTE DECO DESIGN STUDIO	120	22/01/2008	70584	70584	0	Concession avec Retour
200800082_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HONORAIRE ARCHITECTE DECO DESIGN ST 2	120	22/01/2008	29410	29410	0	Concession avec Retour
200800070_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE ESCALIER MAS JEUX AVANTAGE	60	22/01/2008	1242,27	1242,27	0	Concession avec Retour
200800069_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE ANIMATION BAR MAS AVANTAGE	60	22/01/2008	7770	7770	0	Concession avec Retour
200800068_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE DYNAMIQUE SALLE MAS AVANTAGE	60	22/01/2008	89496,68	89496,68	0	Concession avec Retour
200700191_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	VOLET ROULANT ISOLATION RS 2007391 AFG	120	26/06/2007	1354	1354	0	Concession avec Retour
200700167_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CABLAGE BILL DAB MAS 000285600 REXEL	60	05/02/2007	635,58	635,58	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700160_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO VDI MATERIEL 802652 CREA SECURITE	60	29/01/2007	2973,94	2973,94	0	Concession avec Retour
200700159_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO VDI MATERIEL 802653 CREA SECURITE	60	29/01/2007	2352,21	2352,21	0	Concession avec Retour
200700010_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO DOME VDI MAT VIDEO 802606 CREA SECU	60	23/11/2006	5449,96	5449,96	0	Concession avec Retour
200700009_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO VDI MAT DIV 802605 CREA SECU VDI	60	01/11/2006	34462,02	34462,02	0	Concession avec Retour
200700008_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	POTEAU BELTRAC NOIR VDI 7422459 AAI VDI MANUTAN	60	08/11/2006	2809,26	2809,26	0	Concession avec Retour
200700007_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	VESTIAIRE 0645004907 LABRUCHE	120	06/11/2006	3020,66	3020,66	0	Concession avec Retour
200602022_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Cablage vidéo VDI fact 2806860INEO EI Aquitaine	145	30/10/2006	21841,12	21841,12	0	Concession avec Retour
200602021_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Eclairage SDE fact 6049J Audio Pro	60	27/10/2006	2360	2360	0	Concession avec Retour
200602020_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aai parvis fact 200631 Naturel element terre	120	27/10/2006	1397,58	1397,58	0	Concession avec Retour
200602012_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements extérieurs F26/62Espace Paysage d'Aquitaine	120	19/10/2006	751,64	751,64	0	Concession avec Retour
200602006_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Buffet amovible fact 76033397 WMF France	120	02/10/2006	2053,8	2053,8	0	Concession avec Retour
200602005_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements esp verts F26/615Espace Paysage d'Aquitaine	120	30/09/2006	4695,53	4695,53	0	Concession avec Retour
200602003_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Platrerie entresol tech F06090Musset	146	27/09/2006	4192,34	4192,34	0	Concession avec Retour
200602002_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Platrerie entresol tech F06090Musset	146	27/09/2006	1346,42	1346,42	0	Concession avec Retour
200602001_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Platrerie entresol tech F06090Musset	146	27/09/2006	4535,95	4535,95	0	Concession avec Retour
200601990_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces f 300501283Fichet bauche	120	29/06/2006	21493,45	21493,45	0	Concession avec Retour
200601989_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Enregistrement numérique vidéoCréa	60	23/06/2006	67391,23	67391,23	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200601988_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Enregistrement numérique vidéoCréa	60	22/06/2006	29013,92	29013,92	0	Concession avec Retour
200601986_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	338,39	338,39	0	Concession avec Retour
200601985_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	338,39	338,39	0	Concession avec Retour
200601984_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	676,76	676,76	0	Concession avec Retour
200601983_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	288,13	288,13	0	Concession avec Retour
200601982_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	689,2	689,2	0	Concession avec Retour
200601981_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	344,6	344,6	0	Concession avec Retour
200501951_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Clapets coupe feu fact 26KK268Omnium	96	31/10/2005	243,99	243,99	0	Concession avec Retour
200501948_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI local TGBT fact 7010655860Aldes	96	26/10/2005	2052,78	2052,78	0	Concession avec Retour
200501946_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aménagements extérieurs fact FEspace Paysage d'Aquitaine	84	21/10/2005	2145,64	2145,64	0	Concession avec Retour
200501945_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aménagements extérieurs fact FEspace Paysage d'Aquitaine	84	21/10/2005	7851,86	7851,86	0	Concession avec Retour
200501944_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Vidéo fact 802222 Créa	60	20/10/2005	13298,51	13298,51	0	Concession avec Retour
200501943_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Batterie condensateur (TGBT) fINEO EI Aquitaine	96	20/10/2005	10112,05	10112,05	0	Concession avec Retour
200501941_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Praticable alu Z Professionnel	96	18/10/2005	4500	4500	0	Concession avec Retour
200501940_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stands fact 10902 Vitabri	60	14/10/2005	4632,71	4632,71	0	Concession avec Retour
200501939_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	alimentations electriques factRadiospares	96	11/10/2005	291,83	291,83	0	Concession avec Retour
200501935_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Eclairage cascade Comptoir du Sud Ouest	96	31/08/2005	678,37	678,37	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501929_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Install parc intérieur (cascadSud Acclimatation	36	30/06/2005	4672,33	4672,33	0	Concession avec Retour
200501928_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Cuisine R+2 fact F0506056Musset	96	10/06/2005	3184,56	3184,56	0	Concession avec Retour
200501923_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Plateforme stockage SDS (n°200Setam	96	25/03/2005	5405,83	5405,83	0	Concession avec Retour
200501922_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	6 kit DECT + accessoires f/201Tenovis	96	23/03/2005	836,38	836,38	0	Concession avec Retour
200501921_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	6 kit DECT + accessoires f/201Tenovis	96	23/03/2005	836,38	836,38	0	Concession avec Retour
200501920_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	6 kit DECT + accessoires f/201Tenovis	96	23/03/2005	713,34	713,34	0	Concession avec Retour
200501919_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Climatisation restau PasserellLamatherm	96	22/03/2005	417,27	417,27	0	Concession avec Retour
200501914_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Séparations toilettes Brossette	96	11/02/2005	1082,02	1082,02	0	Concession avec Retour
200501912_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Pose enseigne SDS n° 2250012 Smac Acieroid	96	27/01/2005	6800	6800	0	Concession avec Retour
200501911_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	6335,12	6335,12	0	Concession avec Retour
200501910_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	5079,54	5079,54	0	Concession avec Retour
200501909_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	3741,41	3741,41	0	Concession avec Retour
200501908_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	3166,32	3166,32	0	Concession avec Retour
200501907_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	1995,6	1995,6	0	Concession avec Retour
200501905_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI salle comptée fact 04.12.0Parcs	96	21/12/2004	337,68	337,68	0	Concession avec Retour
200501904_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI salle comptée fact 04.12.0Parcs	96	21/12/2004	309,53	309,53	0	Concession avec Retour
200501900_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Complément détecteur FM 016775DEF	96	25/11/2004	546,98	546,98	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501899_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	7699,09	7699,09	0	Concession avec Retour
200501898_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	6173,18	6173,18	0	Concession avec Retour
200501897_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	4546,95	4546,95	0	Concession avec Retour
200501896_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	3848,04	3848,04	0	Concession avec Retour
200501895_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	2425,26	2425,26	0	Concession avec Retour
200401892_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Conteneur 15 m3 Rabotin Bungalows	60	29/10/2004	2271,09	2271,09	0	Concession avec Retour
200401887_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Tapis fact 2517950 EGE	60	08/10/2004	1936,16	1936,16	0	Concession avec Retour
200401872_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Pelliculage salle de spectaclePubli 3	36	29/09/2004	8000	8000	0	Concession avec Retour
200401870_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Vidéo struct métalliques Parcs	96	24/09/2004	1021,99	1021,99	0	Concession avec Retour
200401869_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI bureaux administratifs F 0Musset	96	16/09/2004	728,36	728,36	0	Concession avec Retour
200401868_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI bureaux administratifs F 0Musset	96	16/09/2004	1104,99	1104,99	0	Concession avec Retour
200401865_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Caméra extension vidéo CG Vidéo	120	06/09/2004	375,55	375,55	0	Concession avec Retour
200401864_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension informatique 28.2004INEO EI Aquitaine	96	31/08/2004	1604,77	1604,77	0	Concession avec Retour
200401862_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension vidéo 28.2004.86.084INEO EI Aquitaine	96	31/08/2004	7625,59	7625,59	0	Concession avec Retour
200401858_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 kit DECT fact 173368/R Tenovis	96	27/08/2004	375,54	375,54	0	Concession avec Retour
200401857_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 kit DECT fact 172145/R Tenovis	96	12/08/2004	370,51	370,51	0	Concession avec Retour
200401856_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Agencement faux plafondsmas SFIC Auxisol	96	13/08/2004	1686,18	1686,18	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200401848_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI ELECTRIQUE EXTENSION CEF	96	31/07/2004	2723,13	2723,13	0	Concession avec Retour
200401847_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ONDULEUR ALIMENTATION VIDEO INEO	96	30/07/2004	9246,42	9246,42	0	Concession avec Retour
200401846_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Salle de spectacle 28.2004EI	96	30/07/2004	1334,22	1334,22	0	Concession avec Retour
200401844_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI spots dynamiques hall 0309Z Professionnel	96	29/07/2004	3743,14	3743,14	0	Concession avec Retour
200401843_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI spots dynamiques hall 0309Z Professionnel	96	29/07/2004	15120,19	15120,19	0	Concession avec Retour
200401840_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI sécurité hall Z Professionnel	96	20/07/2004	2918,52	2918,52	0	Concession avec Retour
200401839_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI spots dynamiques hall Ollivier concept	96	19/07/2004	6172,43	6172,43	0	Concession avec Retour
200401834_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAi parking (beton + regards) Crégut	96	26/05/2004	3493,99	3493,99	0	Concession avec Retour
200401833_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Abris (bardage) fact 637-58-09Manutan	96	18/05/2004	3078,73	3078,73	0	Concession avec Retour
200401831_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 DECT fact 152342/W Tenovis	96	26/03/2004	316	316	0	Concession avec Retour
200401830_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 DECT fact 152342/W Tenovis	96	26/03/2004	370,51	370,51	0	Concession avec Retour
200401829_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 DECT fact 152342/W Tenovis	96	26/03/2004	370,51	370,51	0	Concession avec Retour
200401824_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AMENAGEMENT PARVIS SDS PORTE	120	26/01/2004	18902,12	18902,12	0	Concession avec Retour
200401817_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux clim locaux fut et ateHervé Thermique	96	11/12/2003	6225,87	6225,87	0	Concession avec Retour
200401816_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements Schrive	96	01/11/2003	391,09	391,09	0	Concession avec Retour
200401815_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements Schrive	96	01/11/2003	1016,92	1016,92	0	Concession avec Retour
200401814_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension contr acces fact 200Fichet bauche	120	25/11/2003	19399,75	19399,75	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200401813_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension contr acces fact 200Fichet bauche	120	25/11/2003	1956,36	1956,36	0	Concession avec Retour
200301808_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Séparations toilettes Courbu mir-2003-00263	60	31/10/2003	2344,34	2344,34	0	Concession avec Retour
200301792_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements abords Porte	120	24/10/2003	18860,81	18860,81	0	Concession avec Retour
200301791_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Mannequins fact 384346 Rétif	60	23/10/2003	967,3	967,3	0	Concession avec Retour
200301789_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Tracer fact 20031006 Ollivier concept	96	08/10/2003	5450,04	5450,04	0	Concession avec Retour
200301788_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Jackpot show fact 20031007 Ollivier concept	60	08/10/2003	13023,96	13023,96	0	Concession avec Retour
200301783_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagement accueil 030804 MTA	96	14/08/2003	2504,42	2504,42	0	Concession avec Retour
200301781_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Modif install Fact FM007617 DEF	96	30/07/2003	1668,44	1668,44	0	Concession avec Retour
200301774_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Peinture bureau MCD David	96	23/07/2003	4533,99	4533,99	0	Concession avec Retour
200301773_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension contrôle accès 30071Fichet bauche	120	21/07/2003	3584,9	3584,9	0	Concession avec Retour
200301771_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	El piste danse fact 011311-av PJP	96	10/03/2003	4500	4500	0	Concession avec Retour
200301769_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Confection et pose rideaux CTR2	96	17/07/2003	3090	3090	0	Concession avec Retour
200301767_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Restruct bureaux MCD et RG INEO EI Aquitaine	96	30/06/2003	3387,06	3387,06	0	Concession avec Retour
200301763_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI menuiserie caisse centraleMTA	96	30/06/2003	4490,98	4490,98	0	Concession avec Retour
200301762_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Restruct bureau MCD PEI-2003-0E.G. Courbu	96	30/06/2003	1399,45	1399,45	0	Concession avec Retour
200301761_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension vidéo fact 300709501Fichet bauche	120	26/06/2003	19399,75	19399,75	0	Concession avec Retour
200301760_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Modif sas DAB F030613 Musset	96	24/06/2003	2489,55	2489,55	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301755_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Modif sas DAB F030512 Musset	96	28/05/2003	8440,02	8440,02	0	Concession avec Retour
200301754_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension vidéo fact 300707655Fichet bauche	120	27/05/2003	39577,82	39577,82	0	Concession avec Retour
200301750_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aai local futs et stockage resSetam	96	20/05/2003	4193,3	4193,3	0	Concession avec Retour
200301749_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	agencements réserves Manutan	96	19/04/2003	2106,61	2106,61	0	Concession avec Retour
200301745_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	264,8	264,8	0	Concession avec Retour
200301744_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	212,32	212,32	0	Concession avec Retour
200301743_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	156,39	156,39	0	Concession avec Retour
200301742_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	132,35	132,35	0	Concession avec Retour
200301741_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	83,41	83,41	0	Concession avec Retour
200301740_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	10739,56	10739,56	0	Concession avec Retour
200301739_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	8611,05	8611,05	0	Concession avec Retour
200301738_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	6342,6	6342,6	0	Concession avec Retour
200301737_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	5367,68	5367,68	0	Concession avec Retour
200301736_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	3383,02	3383,02	0	Concession avec Retour
200301729_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	DECT fact 095460/W Tenovis	96	14/04/2003	316	316	0	Concession avec Retour
200301728_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	DECT fact 095462/W Tenovis	96	09/04/2003	368,16	368,16	0	Concession avec Retour
200301727_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux extension lignes info Systhea	96	11/03/2003	1503,43	1503,43	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301726_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux extension 28.2003.86.0INEO EI Aquitaine	96	31/03/2003	2055,35	2055,35	0	Concession avec Retour
200301722_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aai salle jeux résonnance coquEurop Déco	96	06/03/2003	729,56	729,56	0	Concession avec Retour
200301721_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	996,69	996,69	0	Concession avec Retour
200301720_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	799,15	799,15	0	Concession avec Retour
200301719_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	588,63	588,63	0	Concession avec Retour
200301718_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	498,15	498,15	0	Concession avec Retour
200301717_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	313,96	313,96	0	Concession avec Retour
200301716_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	5946,95	5946,95	0	Concession avec Retour
200301715_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	4768,3	4768,3	0	Concession avec Retour
200301714_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	3512,17	3512,17	0	Concession avec Retour
200301713_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	2972,31	2972,31	0	Concession avec Retour
200301712_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	1873,32	1873,32	0	Concession avec Retour
200301708_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aménagement caisse 3 mas MTA	96	28/03/2003	2045,16	2045,16	0	Concession avec Retour
200301707_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poteaux inox mas fact n° 9493 Roynel	96	24/03/2003	9065,68	9065,68	0	Concession avec Retour
200301703_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Accessoires Portatifs fact n° Syrade	60	13/03/2003	772,97	772,97	0	Concession avec Retour
200301702_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portatifs GP344 UHF fact n° 86Syrade	60	13/03/2003	4622,79	4622,79	0	Concession avec Retour
200301698_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire pilotage gradateur INEO EI Aquitaine	96	28/02/2003	3634,69	3634,69	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301691_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Cablage extension CGED	96	28/02/2003	3177,77	3177,77	0	Concession avec Retour
200301689_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	cadres salle de spectacle ISF	96	19/02/2003	3259,52	3259,52	0	Concession avec Retour
200301688_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Tapis de danse Z Professionnel	96	11/02/2003	1970	1970	0	Concession avec Retour
200301685_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	3010081/1 panneaux insonorisatTexaa	96	21/01/2003	1459,12	1459,12	0	Concession avec Retour
200301684_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Détecteur Gaz D/ Delmo	96	15/01/2003	576,58	576,58	0	Concession avec Retour
200301683_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	077636/W complément DECT Tenovis	96	13/01/2003	316	316	0	Concession avec Retour
200301679_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTIBCT. LOCAL SECU INCENDIE Desautel	96	31/12/2002	292,78	292,78	0	Concession avec Retour
200301665_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	fact 6965126 Matériels divers Chomette	96	26/11/2002	561,06	561,06	0	Concession avec Retour
200301661_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Compl contr acces réseau détecFichet bauche	120	20/11/2002	22770,29	22770,29	0	Concession avec Retour
200201632_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Face porte Roynel	96	14/10/2002	664,59	664,59	0	Concession avec Retour
200201631_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl décoration fact 394/09/0Principal	96	12/09/2002	3850	3850	0	Concession avec Retour
200201630_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	DECT fact 068390/W Tenovis	96	25/10/2002	157	157	0	Concession avec Retour
200201627_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stores bureaux fact FC00230011Servi Sun	96	09/10/2002	264	264	0	Concession avec Retour
200201626_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stores bureaux fact FC00230011Servi Sun	96	09/10/2002	857,85	857,85	0	Concession avec Retour
200201625_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stores bureaux fact FC00230011Servi Sun	96	09/10/2002	1971,4	1971,4	0	Concession avec Retour
200201614_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	1891,81	1891,81	0	Concession avec Retour
200201613_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	1516,87	1516,87	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201612_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	1117,27	1117,27	0	Concession avec Retour
200201611_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	945,54	945,54	0	Concession avec Retour
200201610_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	595,93	595,93	0	Concession avec Retour
200201608_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	450,01	450,01	0	Concession avec Retour
200201607_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	360,82	360,82	0	Concession avec Retour
200201606_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	265,77	265,77	0	Concession avec Retour
200201605_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	224,92	224,92	0	Concession avec Retour
200201604_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	141,76	141,76	0	Concession avec Retour
200201601_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	28838,64	28838,64	0	Concession avec Retour
200201600_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	23123,01	23123,01	0	Concession avec Retour
200201599_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	17031,6	17031,6	0	Concession avec Retour
200201598_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	14413,69	14413,69	0	Concession avec Retour
200201597_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	9084,33	9084,33	0	Concession avec Retour
200201592_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	8451,3	8451,3	0	Concession avec Retour
200201591_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	6776,31	6776,31	0	Concession avec Retour
200201590_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	4991,19	4991,19	0	Concession avec Retour
200201589_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	4224	4224	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201588_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	2662,21	2662,21	0	Concession avec Retour
200201568_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	154,73	154,73	0	Concession avec Retour
200201567_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	124,06	124,06	0	Concession avec Retour
200201566_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	91,38	91,38	0	Concession avec Retour
200201565_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	77,33	77,33	0	Concession avec Retour
200201564_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	48,75	48,75	0	Concession avec Retour
200201563_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	88,63	88,63	0	Concession avec Retour
200201562_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	71,06	71,06	0	Concession avec Retour
200201561_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	52,34	52,34	0	Concession avec Retour
200201560_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	44,3	44,3	0	Concession avec Retour
200201559_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	27,93	27,93	0	Concession avec Retour
200201558_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	273,84	273,84	0	Concession avec Retour
200201557_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	219,57	219,57	0	Concession avec Retour
200201556_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	161,73	161,73	0	Concession avec Retour
200201555_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	136,87	136,87	0	Concession avec Retour
200201554_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	86,26	86,26	0	Concession avec Retour
200201549_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Enregistreur température fact D/ ODIC	96	07/05/2002	2378,2	2378,2	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201548_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	4065,27	4065,27	0	Concession avec Retour
200201547_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	121,78	121,78	0	Concession avec Retour
200201546_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	1355,13	1355,13	0	Concession avec Retour
200201545_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	177,57	177,57	0	Concession avec Retour
200201544_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	409,1	409,1	0	Concession avec Retour
200201543_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	1603,54	1603,54	0	Concession avec Retour
200201542_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212	D/ Desautel	96	07/05/2002	876,67	876,67	0	Concession avec Retour
200201541_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Cendriers muraux 20022267	D/ Intros	96	07/05/2002	1130,15	1130,15	0	Concession avec Retour
200201540_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	portiques alu fact n° 7330	Roynel	96	29/08/2002	1187,79	1187,79	0	Concession avec Retour
200201525_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	1671,43	1671,43	0	Concession avec Retour
200201524_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	1340,16	1340,16	0	Concession avec Retour
200201523_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	987,12	987,12	0	Concession avec Retour
200201522_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	835,39	835,39	0	Concession avec Retour
200201521_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	526,5	526,5	0	Concession avec Retour
200201520_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	513,67	513,67	0	Concession avec Retour
200201519_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	411,87	411,87	0	Concession avec Retour
200201518_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418	D/ Schenker	96	07/05/2002	303,37	303,37	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201517_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	256,74	256,74	0	Concession avec Retour
200201516_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	161,8	161,8	0	Concession avec Retour
200201515_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	626,18	626,18	0	Concession avec Retour
200201514_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	502,07	502,07	0	Concession avec Retour
200201513_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	369,8	369,8	0	Concession avec Retour
200201512_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	312,97	312,97	0	Concession avec Retour
200201511_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	197,25	197,25	0	Concession avec Retour
200201510_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	26,13	26,13	0	Concession avec Retour
200201509_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	31,26	31,26	0	Concession avec Retour
200201508_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	62,51	62,51	0	Concession avec Retour
200201507_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	52,27	52,27	0	Concession avec Retour
200201506_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	56,88	56,88	0	Concession avec Retour
200201505_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	203,28	203,28	0	Concession avec Retour
200201504_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	1087,47	1087,47	0	Concession avec Retour
200201503_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	123,23	123,23	0	Concession avec Retour
200201502_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	297,18	297,18	0	Concession avec Retour
200201501_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	640,02	640,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201500_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	565,64	565,64	0	Concession avec Retour
200201499_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	330,24	330,24	0	Concession avec Retour
200201498_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	333,75	333,75	0	Concession avec Retour
200201497_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	399,16	399,16	0	Concession avec Retour
200201496_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	798,33	798,33	0	Concession avec Retour
200201495_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	667,5	667,5	0	Concession avec Retour
200201484_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnages fact 20020152 D/ Sodigif	96	07/05/2002	1214,3	1214,3	0	Concession avec Retour
200201481_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	137,54	137,54	0	Concession avec Retour
200201480_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	1796,14	1796,14	0	Concession avec Retour
200201479_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	1449,38	1449,38	0	Concession avec Retour
200201478_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	633	633	0	Concession avec Retour
200201464_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	stores vénitiens FA72718 D/ Ageda	96	07/05/2002	22176,4	22176,4	0	Concession avec Retour
200201463_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	stores vénitiens FA72719 D/ Ageda	96	07/05/2002	1576,3	1576,3	0	Concession avec Retour
200201452_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Alim enseigne SDS 2002.86.0636EI	96	30/06/2002	680,07	680,07	0	Concession avec Retour
200201434_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Loges douches et sanitaires SDLabracherie R.	96	07/05/2002	4849	4849	0	Concession avec Retour
200201394_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	11448,11	11448,11	0	Concession avec Retour
200201393_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	9179,17	9179,17	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201392_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	6761,06	6761,06	0	Concession avec Retour
200201391_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	5721,82	5721,82	0	Concession avec Retour
200201390_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	3606,22	3606,22	0	Concession avec Retour
200201362_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RAMBARDES JEUX ROULETTE FRAN CHARMEIL	96	30/06/2002	4073,58	4073,58	0	Concession avec Retour
200201338_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Décoration végétale Sud Acclimatation	96	31/05/2002	21124,76	21124,76	0	Concession avec Retour
200201337_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Grille coffre + protections muParcs	96	30/06/2002	2656,32	2656,32	0	Concession avec Retour
200201335_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Réseau télédistribution Locatel	96	21/06/2002	2010,4	2010,4	0	Concession avec Retour
200201334_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Local DAB EI	96	31/05/2002	1042,85	1042,85	0	Concession avec Retour
200201331_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	6160,3	6160,3	0	Concession avec Retour
200201330_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	4939,37	4939,37	0	Concession avec Retour
200201329_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	3638,17	3638,17	0	Concession avec Retour
200201328_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	3078,95	3078,95	0	Concession avec Retour
200201327_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	1940,53	1940,53	0	Concession avec Retour
200201325_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Local DAB Socae	96	07/05/2002	4231,15	4231,15	0	Concession avec Retour
200201283_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	3521,35	3521,35	0	Concession avec Retour
200201282_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	2823,44	2823,44	0	Concession avec Retour
200201281_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	2079,65	2079,65	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201280_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	1759,99	1759,99	0	Concession avec Retour
200201279_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	1109,24	1109,24	0	Concession avec Retour
200201278_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagement cloture fact 51499Gantois	96	30/05/2002	745,9	745,9	0	Concession avec Retour
200201266_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux cablage parking 0568 EI	96	30/06/2002	807,56	807,56	0	Concession avec Retour
200201265_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux cablage signalétique 0EI	96	30/06/2002	4507,48	4507,48	0	Concession avec Retour
200201264_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux cablage salle jeux 056EI	96	30/06/2002	808,47	808,47	0	Concession avec Retour
200201263_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Contreplaqué inifugé fact 3002Soc Générale des bois	96	17/06/2002	354	354	0	Concession avec Retour
200201254_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	57518,06	57518,06	0	Concession avec Retour
200201253_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	46118,36	46118,36	0	Concession avec Retour
200201252_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	33969,18	33969,18	0	Concession avec Retour
200201251_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	28747,79	28747,79	0	Concession avec Retour
200201250_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	18118,51	18118,51	0	Concession avec Retour
200201239_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Peinture portes ext. Fact 5393David SA	96	21/06/2002	1443,49	1443,49	0	Concession avec Retour
200201238_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Systéme d'arrosage auto fact 2Espace Paysage d'Aquitaine	96	24/06/2002	268,67	268,67	0	Concession avec Retour
200201237_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Systéme d'arrosage auto fact 2Espace Paysage d'Aquitaine	96	24/06/2002	7103,63	7103,63	0	Concession avec Retour
200201236_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Protection tôle alu Roynel	96	24/06/2002	1600	1600	0	Concession avec Retour
200201235_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Couvre joints fact PEI 2002-00Courbu	96	28/06/2002	917,36	917,36	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201228_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ecailler Charmeil	96	07/05/2002	701,98	701,98	0	Concession avec Retour
200201227_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	N° socles + mas 20020416 Techni Seri	96	07/05/2002	1700,71	1700,71	0	Concession avec Retour
200201219_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	coffre tirelire 7092024 Fichet bauche	96	17/05/2002	2526,99	2526,99	0	Concession avec Retour
200201212_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	distrib inox 42528 Lozes	96	07/05/2002	1812,6	1812,6	0	Concession avec Retour
200201185_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Carat 35 7089578 D/ Fichet	96	07/05/2002	8192,58	8192,58	0	Concession avec Retour
200201184_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Detection ouverture chocs 7089D/ Fichet	96	07/05/2002	7263,26	7263,26	0	Concession avec Retour
200201183_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Pyramis 50 7089579 D/ Fichet	96	07/05/2002	12336,74	12336,74	0	Concession avec Retour
200201182_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Echaffaudage coffres 7096527 D/ Fichet	96	07/05/2002	546,99	546,99	0	Concession avec Retour
200201181_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Grutage coffres 7096529 D/ Fichet	96	07/05/2002	920,76	920,76	0	Concession avec Retour
200201180_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Espace 50 7089589 D/ Fichet	96	07/05/2002	5688,47	5688,47	0	Concession avec Retour
200201179_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Espace 50 7089588 D/ Fichet	96	07/05/2002	3494,7	3494,7	0	Concession avec Retour
200201178_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Espace 50 7089588 D/ Fichet	96	07/05/2002	3494,7	3494,7	0	Concession avec Retour
200201177_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire forte Celsia 7089584 D/ Fichet	96	07/05/2002	3312,02	3312,02	0	Concession avec Retour
200201176_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire forte Enigma 25 708958D/ Fichet	96	07/05/2002	693,95	693,95	0	Concession avec Retour
200201175_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire forte Enigma 25 708958D/ Fichet	96	07/05/2002	2386,34	2386,34	0	Concession avec Retour
200201139_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	2681,48	2681,48	0	Concession avec Retour
200201138_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	2150,03	2150,03	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201137_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	1583,64	1583,64	0	Concession avec Retour
200201136_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	1340,22	1340,22	0	Concession avec Retour
200201135_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	844,68	844,68	0	Concession avec Retour
200201128_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	42069,57	42069,57	0	Concession avec Retour
200201127_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	33731,66	33731,66	0	Concession avec Retour
200201126_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	24845,57	24845,57	0	Concession avec Retour
200201125_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	21026,57	21026,57	0	Concession avec Retour
200201124_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	13252,15	13252,15	0	Concession avec Retour
200201113_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	7042,7	7042,7	0	Concession avec Retour
200201112_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	5646,88	5646,88	0	Concession avec Retour
200201111_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	4159,3	4159,3	0	Concession avec Retour
200201110_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	3519,97	3519,97	0	Concession avec Retour
200201109_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	2218,49	2218,49	0	Concession avec Retour
200201108_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	7042,7	7042,7	0	Concession avec Retour
200201107_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	5646,88	5646,88	0	Concession avec Retour
200201106_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	4159,3	4159,3	0	Concession avec Retour
200201105_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	3519,97	3519,97	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201104_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	2218,49	2218,49	0	Concession avec Retour
200200964_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux 41497 Lozes	96	07/05/2002	585,42	585,42	0	Concession avec Retour
200200963_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	58,23	58,23	0	Concession avec Retour
200200962_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	479,64	479,64	0	Concession avec Retour
200200961_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	332,54	332,54	0	Concession avec Retour
200200960_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	45,12	45,12	0	Concession avec Retour
200200959_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Chariot 1303243 D/ Provost	96	07/05/2002	140,83	140,83	0	Concession avec Retour
200200958_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnage 20020053 D/ Sodigif	96	07/05/2002	1196,39	1196,39	0	Concession avec Retour
200200957_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnage 20020055 D/ Sodigif	96	07/05/2002	1332,23	1332,23	0	Concession avec Retour
200200956_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnage 20020058 D/ Sodigif	96	07/05/2002	901,45	901,45	0	Concession avec Retour
200200955_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	support four 56211 D/ Morice	96	07/05/2002	315,75	315,75	0	Concession avec Retour
200200954_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1081 D/ Adecco	96	07/05/2002	195,58	195,58	0	Concession avec Retour
200200953_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1081 D/ Adecco	96	07/05/2002	192,7	192,7	0	Concession avec Retour
200200952_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1081 D/ Adecco	96	07/05/2002	163,53	163,53	0	Concession avec Retour
200200951_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1175 D/ Adecco	96	07/05/2002	195,58	195,58	0	Concession avec Retour
200200950_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1175 D/ Adecco	96	07/05/2002	192,7	192,7	0	Concession avec Retour
200200949_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1175 D/ Adecco	96	07/05/2002	163,53	163,53	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200948_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/721 D/ Adecco	96	07/05/2002	875,87	875,87	0	Concession avec Retour
200200947_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/721 D/ Adecco	96	07/05/2002	862,95	862,95	0	Concession avec Retour
200200946_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/721 D/ Adecco	96	07/05/2002	732,33	732,33	0	Concession avec Retour
200200945_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/581 D/ Adecco	96	07/05/2002	209,75	209,75	0	Concession avec Retour
200200944_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/581 D/ Adecco	96	07/05/2002	206,66	206,66	0	Concession avec Retour
200200943_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/581 D/ Adecco	96	07/05/2002	175,38	175,38	0	Concession avec Retour
200200942_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/889 D/ Adecco	96	07/05/2002	39,68	39,68	0	Concession avec Retour
200200941_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/889 D/ Adecco	96	07/05/2002	39,09	39,09	0	Concession avec Retour
200200940_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/889 D/ Adecco	96	07/05/2002	33,18	33,18	0	Concession avec Retour
200200939_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20406475 Desautel	96	07/05/2002	227,33	227,33	0	Concession avec Retour
200200938_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Faux plafonds Ph Peyroutas	96	07/05/2002	695,71	695,71	0	Concession avec Retour
200200856_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Four vapeur fact 55403 D/ Morice	96	07/05/2002	3467,42	3467,42	0	Concession avec Retour
200200818_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements piste danse fact D/ PJP	96	07/05/2002	8858	8858	0	Concession avec Retour
200200808_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Miroirs SDS fact 420180 D/ Wehr	96	07/05/2002	912,32	912,32	0	Concession avec Retour
200200794_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Destucteurs insectes fact FA02D/ Aedes avoria	96	07/05/2002	228,67	228,67	0	Concession avec Retour
200200793_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Destucteurs insectes fact FA02D/ Aedes avoria	96	07/05/2002	457,34	457,34	0	Concession avec Retour
200200783_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rideaux SDS fact 4350 Sodeco	180	07/05/2002	34255,29	34255,29	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200770_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	76,9	76,9	0	Concession avec Retour
200200769_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	61,66	61,66	0	Concession avec Retour
200200768_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	45,42	45,42	0	Concession avec Retour
200200767_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	38,44	38,44	0	Concession avec Retour
200200766_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	24,22	24,22	0	Concession avec Retour
200200728_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	5627,24	5627,24	0	Concession avec Retour
200200727_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	4511,96	4511,96	0	Concession avec Retour
200200726_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	3323,35	3323,35	0	Concession avec Retour
200200725_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	2812,52	2812,52	0	Concession avec Retour
200200724_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	1772,61	1772,61	0	Concession avec Retour
200200631_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	5059,41	5059,41	0	Concession avec Retour
200200630_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	4056,67	4056,67	0	Concession avec Retour
200200629_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	2988	2988	0	Concession avec Retour
200200628_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	2528,72	2528,72	0	Concession avec Retour
200200627_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	1593,74	1593,74	0	Concession avec Retour
200100074_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	VOLANT ESTRADE CTR2	60	16/03/2001	396,37	396,37	0	Concession avec Retour
200100067_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	COFFRE MILLIUM Fichet bauche	120	26/02/2001	1654,66	1654,66	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200100066_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PODIUM MOBILE PJP	60	22/02/2001	1495,37	1495,37	0	Concession avec Retour
200100063_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AFFICHE TCS	60	06/02/2001	5512,92	5512,92	0	Concession avec Retour
200100048_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	COFFRE CARAT Fichet bauche	120	25/01/2001	6919,57	6919,57	0	Concession avec Retour
IMMO000000021(	LOGICIELS ET LICENCES	PHASE MISSIONS CONCEPTION DSG2 ARCHITECTURE INTERIEUR	15	01/11/2017	14675	14675	0	Concession avec Retour
IMMO000001081(	MAT. PROFESSIONNEL	TOTEM PORTE MENU ELCAIRAGE	3	01/11/2018	3961,94	3961,94	0	Concession avec Retour
201700079_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TRAVAUX TOIT TERASSE FUMEUR FORMADOUR	19	19/06/2017	45786	45786	0	Concession avec Retour
201700078_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TRAVAUX TOIT TERASSE FUMEUR FORMADOUR	19	19/06/2017	100142,2	100142,2	0	Concession avec Retour
201700077_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TRAVAUX TOIT TERASSE FUMEUR FORMADOUR	19	19/06/2017	17257,8	17257,8	0	Concession avec Retour
201700076_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DALLES RETRO ELCAIREES MARTY	20	27/03/2017	11446,5	11446,5	0	Concession avec Retour
201400001_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT RADIATEURS TERRASSE FUMEPOLYPOLES 31090	60	02/12/2013	1402,62	1402,62	0	Concession avec Retour
201300375_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT 13TV POUR LA VIDEO PULLMAN	34	14/06/2013	4141,82	4141,82	0	Concession avec Retour
201100104_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ETAGERE CUISINE A0006929 BONNET	60	17/06/2011	822	822	0	Concession avec Retour
200800256_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TREUILS SDS TAMBE	120	15/10/2008	11850	11850	0	Concession avec Retour
200800227_EA	MAT. PROFESSIONNEL	STORE TERRASSE EXTERIEURE RESTEREK	120	02/06/2008	6600	6600	0	Concession avec Retour
200800196_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CAMERAS VIDEO EXTENSION MAS ADI GARDINER	60	14/04/2008	4036,5	4036,5	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800099_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SONORISATION SALLE MAS OLLIVIER 200709	120	22/01/2008	25137,23	25137,23	0	Concession avec Retour
200700003_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MAT EXTINCTION DE FEU ABC FORMATION INCENDIE 0704-006	60	12/04/2007	3846,83	3846,83	0	Concession avec Retour
201700108_EA	MAT. D'EXPLOITATION	DISPOSITIF TERRASE FUMEUR ENGIE ANNONCE	19	30/06/2017	2888,02	2888,02	0	Concession avec Retour
200602023_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique façade fact 20061Techni Seri	60	31/10/2006	11786,68	11786,68	0	Concession avec Retour
200601959_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Clim local mas Air Froid	156	16/12/2005	4337,66	4337,66	0	Concession avec Retour
200501942_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique SDS fact - avoirPalma Pub	60	19/10/2005	3070	3070	0	Concession avec Retour
200501915_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Siganletique fact 20050211 Techni Seri	60	23/02/2005	406,85	406,85	0	Concession avec Retour
200401927_EA	MAT. D'EXPLOITATION	5 Air Tray TCS Huxley	48	28/03/2004	564,18	564,18	0	Concession avec Retour
200401891_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne lumineuse fact 1381 -Plexi Neon	60	26/10/2004	35354,48	35354,48	0	Concession avec Retour
200401890_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20041021 Techni Seri	60	31/08/2004	2416,48	2416,48	0	Concession avec Retour
200401888_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique restaurant fact 1Ellipse	60	21/10/2004	3645	3645	0	Concession avec Retour
200401885_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique fact 20040918 Techni Seri	60	30/09/2004	2980,44	2980,44	0	Concession avec Retour
200401863_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compl signalétique 28.2004.86.INEO El Aquitaine	60	31/08/2004	4009,76	4009,76	0	Concession avec Retour
200301759_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signalétique 20030616 Techni Seri	60	24/06/2003	380	380	0	Concession avec Retour
200301758_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signalétique 20030615 Techni Seri	60	24/06/2003	694,11	694,11	0	Concession avec Retour
200301753_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique intérieure Sit 1 STA	60	12/05/2003	2509,42	2509,42	0	Concession avec Retour
200301752_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique intérieure Sit 1 STA	60	12/05/2003	5239,02	5239,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301748_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signaletique compl 20030413 Techni Seri	60	18/04/2003	582,45	582,45	0	Concession avec Retour
200301709_EA	MAT. D'EXPLOITATION	élévateur fact n° 593 35 79 Manutan	60	25/03/2003	11212,46	11212,46	0	Concession avec Retour
200301700_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signaletique compl 20030217 Techni Seri	60	25/02/2003	4162,08	4162,08	0	Concession avec Retour
200301693_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Socles mas X 35 + chariots X 2Caro	60	12/03/2003	11764,1	11764,1	0	Concession avec Retour
200301687_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Siganletique Promocome PLV	96	31/01/2003	1860,5	1860,5	0	Concession avec Retour
200301669_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Aménagement caisse parking Ascom (parking)	60	18/12/2002	4230,31	4230,31	0	Concession avec Retour
200201660_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	585,64	585,64	0	Concession avec Retour
200201659_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	12871,22	12871,22	0	Concession avec Retour
200201658_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	547,36	547,36	0	Concession avec Retour
200201657_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	373,15	373,15	0	Concession avec Retour
200201656_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	4201,13	4201,13	0	Concession avec Retour
200201635_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Controleur DMX + fixation factAudiomaster	60	25/10/2002	4178,32	4178,32	0	Concession avec Retour
200201629_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Support colonne inox Manutan	60	21/08/2002	979,8	979,8	0	Concession avec Retour
200201624_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Projecteur Casino Niederbronn	60	30/07/2002	129581,68	129581,68	0	Concession avec Retour
200201622_EA	MAT. D'EXPLOITATION	sono entrée fact 2002-50-0734 Roiret	96	27/09/2002	691,3	691,3	0	Concession avec Retour
200201621_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TOTEMS Impact enseigne	96	19/09/2002	5585,43	5585,43	0	Concession avec Retour
200201620_EA	MAT. D'EXPLOITATION	POSE DE PANNEAUS PLEXI Impact enseigne	96	24/09/2002	1201,93	1201,93	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201569_EA	MAT. D'EXPLOITATION	climatisation locaux repos 333Hervé Thermique		60	27/08/2002	5845,85	5845,85	0	Concession avec Retour
200201451_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Plateforme mobile	Manutan	60	19/07/2002	1378,26	1378,26	0	Concession avec Retour
200201450_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	2570	2570	0	Concession avec Retour
200201449_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	1285	1285	0	Concession avec Retour
200201448_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	1536,86	1536,86	0	Concession avec Retour
200201447_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	1536,86	1536,86	0	Concession avec Retour
200201134_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	234,5	234,5	0	Concession avec Retour
200201133_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	188,03	188,03	0	Concession avec Retour
200201132_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	138,49	138,49	0	Concession avec Retour
200201131_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	117,21	117,21	0	Concession avec Retour
200201130_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	73,87	73,87	0	Concession avec Retour
200200925_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	316,12	316,12	0	Concession avec Retour
200200924_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	216,05	216,05	0	Concession avec Retour
200200923_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	216,05	216,05	0	Concession avec Retour
200200922_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	270,96	270,96	0	Concession avec Retour
200200921_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	478,93	478,93	0	Concession avec Retour
200200701_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PACK DE TELESURVEILLANCE	S.S.P.	60	16/03/2002	817,37	817,37	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200604_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PANNEAUX PLEXI DE TABLES DE JXTechni Seri	60	01/01/2002	1135,9	1135,9	0	Concession avec Retour
200200596_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS Impact enseigne	60	07/05/2002	2324,85	2324,85	0	Concession avec Retour
200301699_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PC fact 0302019 Lamatherm	36	10/02/2003	6804,19	6804,19	0	Concession avec Retour
200200857_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEURS SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	37,7	37,7	0	Concession avec Retour
200200816_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ESCALIER 3 MARCHES+JUPONNAGE D/ PJP	96	07/05/2002	2059,5	2059,5	0	Concession avec Retour
200200813_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE FROIDE+DESSUS SALAD D/ ODIC	96	07/05/2002	12599	12599	0	Concession avec Retour
200200717_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	EXT GARANTIE/XEROS N2025/N2125Allium	36	18/03/2002	718,8	718,8	0	Concession avec Retour
200200716_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CABLES INFORMATIQUES Allium	36	12/03/2002	323,39	323,39	0	Concession avec Retour
200200715_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Digiport 24 fact 02C02937 Allium	36	07/03/2002	4220,88	4220,88	0	Concession avec Retour
200200714_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Rack serveur fact 02C00942 Allium	36	04/03/2002	1706,27	1706,27	0	Concession avec Retour
200200713_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	HUB 8 PORTS Allium	36	01/03/2002	119,88	119,88	0	Concession avec Retour
200200710_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	HUB 8 PORTS PR RESEAU INFO Allium	36	22/02/2002	127,41	127,41	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO000001153	MAT. INFO. ET COM.	Système vidéo surveillance	2	30/11/2018	160728,06	160728,06	0	Concession avec Retour
201700021_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CELLULE REFROIDISSANTE FRIGINOMODERN RESTAURATION GEST	24	01/12/2016	5155	5155	0	Concession avec Retour
200800192_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIERS TERRASSE EXT RESTAU JARDILAND	60	25/04/2008	2291,09	2291,09	0	Concession avec Retour
	Total				**24 540 777,38**	**24 540 777,38**	**0**	

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700088_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ESEIGNE MAS DFC GAMING SUI	60	17/02/2017	9684,61	3437,44	6247,17	Bien propre
200100015_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons Bourgogne	11	25/01/2001	6207,21	6207,21	0	Bien propre
200100016_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons Bourgogne	11	25/01/2001	19791,45	19791,45	0	Bien propre
200200708_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	PLAQUES ET JETONS Bourgogne	60	28/03/2002	10337,44	10337,44	0	Bien propre
200201340_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons échantillons f/150206 Eurocoin	60	07/05/2002	216,99	216,99	0	Bien propre
200201596_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	compl jetons fact 150206/2 Eurocoin	60	19/08/2002	350,11	350,11	0	Bien propre
2002A1341_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons f/150206/1 Eurocoin	60	07/05/2002	13106,51	13106,51	0	Bien propre
2002A1343_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons f/150206/1 Eurocoin 79700J	60	07/05/2002	8838,58	8838,58	0	Bien propre
2002A1345_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons f/150206/1 Eurocoin 43827J	60	07/05/2002	4743,82	4743,82	0	Bien propre
2002A1347_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons f/150206/1 Eurocoin 29700J	60	07/05/2002	5075,87	5075,87	0	Bien propre
2002E0559_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	jetons euros Bourgogne	60	01/01/2002	17764,68	17764,68	0	Bien propre
200301790_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	Jetons RA fact 5277 Bourgogne et G	60	23/10/2003	5868,17	5868,17	0	Bien propre
2003A1775_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	JETONS EUROCOIN 80000j	60	12/03/2003	9657,72	9657,72	0	Bien propre
2003A1776_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	JETONS EUROCOIN 45000\	60	12/03/2003	5589,25	5589,25	0	Bien propre
2003A1778_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	JETONS EUROCOIN 7000J	60	12/03/2003	1707,17	1707,17	0	Bien propre
2003A1780_EA	JETONS ET ACCESSOIRE:	JETONS EUROCOIN 5000J	60	12/03/2003	1360,95	1360,95	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2003A1781_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	JETONS EUROCOIN DIVER	60	12/03/2003	4298,24	4298,24	0	Bien propre
2003E1724_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	Compl jetons fact Bourgogne et Gra	60	13/03/2003	6785,65	6785,65	0	Bien propre
200401873_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	Jetons RA fact 5431 Bourgogne et G	60	30/09/2004	5986,22	5986,22	0	Bien propre
200602007_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	jetons JT fact 5685 GPI	60	05/10/2006	7953,7	7953,7	0	Bien propre
200700334_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	JETONS JEUX 5950 GPI	60	13/09/2007	9132,54	9132,54	0	Bien propre
200700365_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	JETONS JEUX POKER ME5-210 M	60	31/10/2007	1642,77	1642,77	0	Bien propre
200800239_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	JETONS AMERICAINS 0,50¤ GAMING	60	10/06/2008	991,48	991,48	0	Bien propre
200800240_EA	JETONS ET ACCESSOIRE	JETONS POUR TOURNOI DE POKER MA	60	20/05/2008	11990,5	11990,5	0	Bien propre
200100057_EA	LICENCES DEBITS BOISS	LICENCE 4 DGTH	0	25/01/2001	12195,92	0	12195,92	Bien propre
200100052_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL OCM JEUX MCC	36	25/01/2001	12212,58	12212,58	0	Bien propre
200100082_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL OCM MCC	36	09/05/2001	1750,36	1750,36	0	Bien propre
200100083_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL OCM MCC	36	09/05/2001	508,41	508,41	0	Bien propre
200201221_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL OCM MAS MCC	36	07/05/2002	44458,91	44458,91	0	Bien propre
200201222_EA	LOGICIELS ET LICENCES	FORMATION LOGICIEL OCM MCC	36	07/05/2002	11854,75	11854,75	0	Bien propre
200201634_EA	LOGICIELS ET LICENCES	Licence mas Spectrum Software	12	31/10/2002	787,61	787,61	0	Bien propre
2002E0903_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL GESTION CAISSE MCC MCC	36	07/05/2002	6928,5	6928,5	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301734_EA	LOGICIELS ET LICENCES	Logiciel fact 1444 MCC	36	18/04/2003	4544,8	4544,8	0	Bien propre
200301766_EA	LOGICIELS ET LICENCES	Install version V4 MCC	36	10/12/2002	660,19	660,19	0	Bien propre
200301835_EA	LOGICIELS ET LICENCES	licence paie GRH S5 (offerte) CEGID	12	22/08/2003	1	1	0	Bien propre
200401884_EA	LOGICIELS ET LICENCES	Extension logicielle FA 3244 MCC	36	30/09/2004	4092,71	4092,71	0	Bien propre
200800072_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL SUNLITE SALLE MAS LUMAVA	36	22/01/2008	891,02	891,02	0	Bien propre
200800145_EA	LOGICIELS ET LICENCES	24 LICENCES MCC FA8630 BALL	36	25/01/2008	5007,99	5007,99	0	Bien propre
200800159_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL MCC BALLY GAMINC	36	20/02/2008	5425,32	5425,32	0	Bien propre
200800187_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES SERVEUR INSIGHT TE	36	07/04/2008	14337,16	14337,16	0	Bien propre
201100032_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES SERVEUR MICROS 11B05(	36	11/02/2011	641	641	0	Bien propre
201100047_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL V5 110300080 BALL'	36	30/03/2011	5984,5	5984,5	0	Bien propre
201100052_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL TITO 11034484 ECON	36	28/03/2011	1834,66	1834,66	0	Bien propre
201100190_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL GESTION STOCKS MICROS57:	36	30/04/2011	3361,75	3361,75	0	Bien propre
201100191_EA	LOGICIELS ET LICENCES	INTERFACE MICROS 57381 MICR	36	30/04/2011	1050	1050	0	Bien propre
201100192_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LOGICIEL MICROS 9700 57381 MICI	36	30/04/2011	9608,5	9608,5	0	Bien propre
201100199_EA	LOGICIELS ET LICENCES	PARAMETRAGE LOGICIEL MICROS 611	36	30/04/2011	600	600	0	Bien propre
201500002_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES IVIEW 4 BALLY GAMIN	36	20/11/2014	1985,69	1985,69	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600047_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE TITO MAS 534 BALLY FRA	36	15/12/2015	358,2	358,2	0	Bien propre
201600048_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE TITO MAS 535 BALLY FRA	36	15/12/2015	358,2	358,2	0	Bien propre
201600049_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE TITO MAS 536 BALLY FRA	36	15/12/2015	358,2	358,2	0	Bien propre
201600050_EA	LOGICIELS ET LICENCES	JEUX BLADE MAS 534 BIBLIOTHEQUBAL	36	15/12/2015	5605,83	5605,83	0	Bien propre
201600051_EA	LOGICIELS ET LICENCES	JEUX BLADE MAS 535 BIBLIOTHEQUBAL	36	15/12/2015	5605,83	5605,83	0	Bien propre
201600052_EA	LOGICIELS ET LICENCES	JEUX BLADE MAS 536 BIBLIOTHEQUBAL	36	15/12/2015	5605,83	5605,83	0	Bien propre
201700054_EA	LOGICIELS ET LICENCES	RENOUVLMT LICENCES LOTUS ECOI	12	01/11/2016	913,93	913,93	0	Bien propre
201700099_EA	LOGICIELS ET LICENCES	7 Iviews + licenceS BALLY	60	07/06/2017	9000,22	3128,81	5871,41	Bien propre
IMMO0000000259 (LICENCES	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES SUR 4 MAS RAE	36	29/12/2017	812,14	318,02	494,12	Bien propre
IMMO0000000260 (LICENCES	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES SUR 4 MAS RAE	36	29/12/2017	2031,89	795,64	1236,25	Bien propre
IMMO0000007686 (Commande	LOGICIELS ET LICENCES	Commande Licence Cloud Service Simphor	60	17/07/2018	7264,86	906,15	6358,71	Bien propre
IMMO0000009709 (Projet Mate	LOGICIELS ET LICENCES	Projet Materiel Simphony Bordeaux	6	16/07/2018	10514,18	10514,18	0	Bien propre
IMMO0000011555 (MAS 646 N	MACHINE A SOUS INTERC	MAS 646 N°B180133899	60	01/11/2018	25241,33	1682,76	23558,57	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201446_EA	MACHINES A SOUS	comparateur IDX	TIP SFM	60	07/05/2002	9225,85	9225,85	0	Bien propre
2002E0001_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°5	Bally France W110	60	07/05/2002	13622,44	13622,44	0	Bien propre
2002E0005_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°27	Bally France S020	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0006_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°28	Bally France S202	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0007_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°29	Bally France S001	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0008_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°30	Bally France S010	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0009_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°31	Bally France S001	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0010_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°32	Bally France S001	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0011_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°33	Bally France S000	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0012_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°34	Bally France S001	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0013_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°66	Bally France S000	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0014_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°67	Bally France S010	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0015_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°68	Bally France S010	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0016_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°69	Bally France S020	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0017_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°70	Bally France S020	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0018_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°71	Bally France S010	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2002E0019_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°72	Bally France S010	60	07/05/2002	12107,71	12107,71	0	Bien propre
2002E0020_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°73	Bally France S001	60	07/05/2002	12107,72	12107,72	0	Bien propre
2002E0021_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°74	Bally France S000	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0022_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°75	Bally France S001	60	07/05/2002	12107,7	12107,7	0	Bien propre
2002E0023_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°76	Bally France S020	60	07/05/2002	30243,84	30243,84	0	Bien propre
2002E0024_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°80	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0025_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°82	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0026_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°83	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0027_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°84	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0028_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°85	Bally France S020	60	07/05/2002	30243,85	30243,85	0	Bien propre
2002E0029_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°86	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0030_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°87	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0031_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°88	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0032_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°91	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0033_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°92	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0034_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°94	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2002E0035_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°95	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0036_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°96	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0037_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°97	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0038_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°98	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0039_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°99	Bally France S020	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0040_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°100	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0041_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°101	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0042_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°112	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0043_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°125	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0044_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°139	Bally France S02(	60	07/05/2002	10775,96	10775,96	0	Bien propre
2002E0047_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°13	Ludi SFM 115792	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2002E0051_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°24	Ludi SFM 115793	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2002E0052_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°25	Ludi SFM 115793	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2002E0054_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°39	Ludi SFM 115791	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2002E0057_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°42	Ludi SFM 115792	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2002E0058_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°43	Ludi SFM 115792	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2002E0062_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°46 Ludi SFM 115790	60	07/05/2002	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2002E0068_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°60 Ludi SFM 114984	60	07/05/2002	13395,2	13395,2	0	Bien propre
2002E0069_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°108 Ludi SFM 114754	60	07/05/2002	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2002E0071_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°65 Ludi SFM 114984	60	07/05/2002	13395,2	13395,2	0	Bien propre
2002E0072_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°118 Ludi SFM 114418	60	07/05/2002	12857	12857	0	Bien propre
2002E0073_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°119 Ludi SFM 114418	60	07/05/2002	12857	12857	0	Bien propre
2002E0074_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°120 Ludi SFM 114419	60	07/05/2002	12857	12857	0	Bien propre
2002E0075_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°121 Ludi SFM 114418	60	07/05/2002	12857	12857	0	Bien propre
2002E0076_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°122 Ludi SFM 114419	60	07/05/2002	12857	12857	0	Bien propre
2002E0077_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°142 Ludi SFM 114752	60	07/05/2002	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2002E0078_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°141 Ludi SFM 114752	60	07/05/2002	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2002E0079_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°123 Ludi SFM 114419	60	07/05/2002	12857	12857	0	Bien propre
2002E0080_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°143 Ludi SFM 114752	60	07/05/2002	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2002E0083_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°144 Ludi SFM 114753	60	07/05/2002	12438,4	12438,4	0	Bien propre
200301785_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°201 Bally France S0	60	04/09/2003	30447,17	30447,17	0	Bien propre
2003E0005_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°176 Ludi SFM 108711	60	12/03/2003	13395,2	13395,2	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2003E0006_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°177	Ludi SFM 108712	60	12/03/2003	13395,2	13395,2	0	Bien propre
2003E0007_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°178	Ludi SFM 10871	60	12/03/2003	13395,2	13395,2	0	Bien propre
2003E0008_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°179	Ludi SFM 108712	60	12/03/2003	13395,2	13395,2	0	Bien propre
2003E0009_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°180	Ludi SFM 10871	60	12/03/2003	13395,2	13395,2	0	Bien propre
2003E0010_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°181	Ludi SFM 115791	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0014_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°185	Ludi SFM 122887	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0015_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°186	Ludi SFM 122887	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0016_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°187	Ludi SFM 122887	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0017_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°188	Ludi SFM 122887	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0018_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°189	Ludi SFM 122887	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0020_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°191	Ludi SFM 12288	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0021_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°192	Ludi SFM 122886	60	12/03/2003	11481,6	11481,6	0	Bien propre
2003E0030_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°154	Bally France S021	60	12/03/2003	13774,93	13774,93	0	Bien propre
2003E0031_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°155	Bally France S021	60	12/03/2003	11345,25	11345,25	0	Bien propre
2003E0032_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°156	Bally France S021	60	12/03/2003	11345,25	11345,25	0	Bien propre
2003E0033_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°157	Bally France S021	60	12/03/2003	14700,04	14700,04	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2003E0034_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°158	Bally France S021	60	12/03/2003	30243,85	30243,85	0 Bien propre
2003E0035_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°159	Bally France S021	60	12/03/2003	30243,85	30243,85	0 Bien propre
2003E0036_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°160	Bally France S02(	60	12/03/2003	14537,38	14537,38	0 Bien propre
2003E0037_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°161	Bally France S02(	60	12/03/2003	12107,71	12107,71	0 Bien propre
2003E0038_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°162	Bally France S02	60	12/03/2003	12107,71	12107,71	0 Bien propre
2003E0039_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°163	Bally France S02(	60	12/03/2003	12107,71	12107,71	0 Bien propre
2003E0040_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°164	Bally France S01(	60	12/03/2003	12107,71	12107,71	0 Bien propre
2003E0041_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°165	Bally France S02	60	12/03/2003	14537,37	14537,37	0 Bien propre
2003E0042_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°166	Bally France S02(	60	12/03/2003	12107,71	12107,71	0 Bien propre
2003E0043_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°167	Bally France S01(	60	12/03/2003	12107,7	12107,7	0 Bien propre
2003E0044_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°168	Bally France S01(	60	12/03/2003	12107,7	12107,7	0 Bien propre
2004E0004_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°217	TIP SFM DX4392	60	09/08/2004	14371,14	14371,14	0 Bien propre
2004E0018_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°207	Bally France 1385	60	09/08/2004	14691,66	14691,66	0 Bien propre
2004E0022_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°222	Bally France S031	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0 Bien propre
2004E0023_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°223	Bally France S03(	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0 Bien propre
2004E0024_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°224	Bally France S03	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0 Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2004E0025_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°225 Bally France S03(	60	09/08/2004	13351,54	13351,54	0	Bien propre
2004E0026_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°226 Bally France S03(	60	09/08/2004	13351,54	13351,54	0	Bien propre
2004E0027_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°227 Bally France S031	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0	Bien propre
2004E0028_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°228 Bally France S03(	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0	Bien propre
2004E0029_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°229 Bally France S03	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0	Bien propre
2004E0030_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°230 Bally France S031	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0	Bien propre
2004E0031_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°231 Bally France S031	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0	Bien propre
2004E0032_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°232 Bally France S03	60	09/08/2004	13351,54	13351,54	0	Bien propre
2004E0033_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°233 Bally France S03	60	09/08/2004	13351,55	13351,55	0	Bien propre
2004E0034_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°234 Bally France S40	60	09/08/2004	11713,62	11713,62	0	Bien propre
2004E0035_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°235 Bally France S04(	60	09/08/2004	11713,62	11713,62	0	Bien propre
2004E0036_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°236 Bally France S04(	60	09/08/2004	11713,62	11713,62	0	Bien propre
2004E0045_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°246 Ludi SFM 136048	60	09/08/2004	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2004E0046_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°247 Ludi SFM 13605	60	09/08/2004	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2004E0048_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°249 Ludi SFM 136049	60	09/08/2004	12438,4	12438,4	0	Bien propre
2004E0049_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°250 Ludi SFM 13708	60	09/08/2004	14160,64	14160,64	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2004E0050_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°251 Ludi SFM 137083	60	09/08/2004	14160,64	14160,64	0	Bien propre
2005E0002_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°261 Ludi SFM 144647	60	07/07/2005	14181,57	14181,57	0	Bien propre
2005E0009_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°258 TIP SFM DX484(	60	07/07/2005	15165,28	15165,28	0	Bien propre
2006E0009_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°275 Ludi SFM 14831	60	07/03/2006	14933,85	14933,85	0	Bien propre
2006E0010_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°276 Ludi SFM 170956	60	07/03/2006	14933,85	14933,85	0	Bien propre
2006E0012_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°266 TIP SFM DX5509	60	07/12/2005	15165,28	15165,28	0	Bien propre
2006E0013_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°267 TIP SFM DX550ɛ	60	07/12/2005	16600,48	16600,48	0	Bien propre
2006E0014_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°268 TIP SFM DX5248	60	07/12/2005	15165,28	15165,28	0	Bien propre
2006E0019_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°264 Ludi SFM 148312	60	07/12/2005	14181,57	14181,57	0	Bien propre
200700012_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°290 TIP 25114410 DX	60	06/12/2006	19482,84	19482,84	0	Bien propre
200700017_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 15 LUDI SFM	60	02/02/2007	3422,9	3422,9	0	Bien propre
200700019_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 24 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700020_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 25 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700024_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 39 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700026_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 181 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700027_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 185 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700029_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 189 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700030_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 42 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700031_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 247 LUDI SFM	60	02/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700035_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 118 LUDI SFM	60	03/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700036_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 119 LUDI SFM	60	03/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700037_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 120 LUDI SFM	60	03/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700038_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 121 LUDI SFM	60	03/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700039_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 122 LUDI SFM	60	03/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700040_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 123 LUDI SFM	60	03/02/2007	3423	3423	0	Bien propre
200700051_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°287 LUDI SFM 06/1/1(	60	06/12/2006	18367,57	18367,57	0	Bien propre
200700052_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°288 LUDI SFM 06/1/1(	60	06/12/2006	18367,57	18367,57	0	Bien propre
200700053_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°289 LUDI SFM 06/1/1(	60	06/12/2006	18367,57	18367,57	0	Bien propre
200700056_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE/BILL ACCEPTOR 287 LUDI S	60	26/01/2007	177,01	177,01	0	Bien propre
200700057_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE/BILL ACCEPTOR 288 LUDI S	60	18/01/2007	177,01	177,01	0	Bien propre
200700058_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE/BILL ACCEPTOR 289 LUDI S	60	18/01/2007	177	177	0	Bien propre
200700059_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 5 BALLY 271	60	30/04/2007	3348,8	3348,8	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700068_EA	MACHINES A SOUS	KIT BILL MAS 5 BALLY 270162	60	30/04/2007	1554,8	1554,8	0	Bien propre
200700081_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 202 270412 B/	60	14/02/2007	1889,68	1889,68	0	Bien propre
200700082_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 203 270412 B/	60	14/02/2007	1889,68	1889,68	0	Bien propre
200700085_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 207 270412 B/	60	14/02/2007	1889,68	1889,68	0	Bien propre
200700086_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 208 270412 B/	60	14/02/2007	1889,68	1889,68	0	Bien propre
200700087_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 27 BALLY 26E	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700088_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 28 BALLY 26E	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700089_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 29 BALLY 26E	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700090_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 30 BALLY 26E	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700091_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 31 BALLY 26E	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700092_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 32 BALLY 26E	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700093_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 33 BALLY 26E	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700094_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 34 BALLY 26E	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700095_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 66 BALLY 26E	60	04/02/2007	1794	1794	0	Bien propre
200700096_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 67 BALLY 26E	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700097_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 68 BALLY 26E	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700098_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 69	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700099_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 70	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700100_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 71	BALLY 26	60	04/02/2007	1794	1794	0	Bien propre
200700101_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 72	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700102_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 73	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700103_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 74	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700104_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 75	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700105_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 88	BALLY 26	60	14/02/2007	1554,8	1554,8	0	Bien propre
200700106_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 112	BALLY 26	60	04/02/2007	1841,84	1841,84	0	Bien propre
200700107_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 125	BALLY 26	60	13/02/2007	1554,8	1554,8	0	Bien propre
200700108_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 160	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700109_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 161	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700110_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 162	BALLY 26	60	04/02/2007	1794	1794	0	Bien propre
200700111_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 163	BALLY 26	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700112_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 164	BALLY 26	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700113_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 165	BALLY 26	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700114_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 166	BALLY 26	60	04/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700115_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 167	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700116_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 168	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700117_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 201	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700118_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 222	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700119_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 223	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700120_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 224	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700121_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 225	BALLY 26	60	01/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700122_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 226	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700123_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 227	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700124_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 228	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700125_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 229	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700126_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 230	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700127_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 231	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700128_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 232	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre
200700129_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 233	BALLY 26	60	02/02/2007	2081,04	2081,04	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700130_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 236	BALLY 26	60	04/02/2007	1841,84	1841,84	0	Bien propre
200700137_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 211	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700139_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 213	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700140_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 217	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700141_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 218	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700143_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 258	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700146_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 266	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700147_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 267	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700148_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 268	25114958	60	01/02/2007	2524,41	2524,41	0	Bien propre
200700199_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 24	FD00113 L	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700200_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 25	FD00113 L	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700202_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 39	FD00113 L	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700204_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 42	FD00113 L	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700205_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 118	FD00113 I	60	03/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700206_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 119	FD00113 I	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700207_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 120	FD00113 I	60	03/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700208_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 121 FD00113 I	60	03/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700209_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 122 FD00113 I	60	03/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700210_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 123 FD00113 I	60	03/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700211_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 181 FD00113 I	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700215_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 185 FD00113 I	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700216_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 189 FD00113 I	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700220_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 247 FD00113 I	60	02/02/2007	1853,75	1853,75	0	Bien propre
200700227_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 211 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700229_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 213 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700230_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 217 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700231_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 218 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700233_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 258 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700236_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 266 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700237_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 267 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700238_EA	MACHINES A SOUS	CASSETTE BIL ACCEPTOR MAS 268 251	60	01/02/2007	179,4	179,4	0	Bien propre
200700258_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 141 FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700259_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 142	FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700260_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 143	FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700261_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 144	FX720031 LL	60	04/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700263_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 261	FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700266_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 264	FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700267_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 275	FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700268_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 276	FX720031 LL	60	03/04/2007	3068,14	3068,14	0	Bien propre
200700269_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 271	FX720031 LL	60	04/04/2007	173,82	173,82	0	Bien propre
200700270_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 272	FX720031 LL	60	04/04/2007	173,82	173,82	0	Bien propre
200700271_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 273	FX720031 LL	60	04/04/2007	173,81	173,81	0	Bien propre
200700272_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR 274	FX720031 LL	60	04/04/2007	173,81	173,81	0	Bien propre
200700273_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 141	FD700615	60	03/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700274_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 142	FD700615	60	03/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700275_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 143	FD700615	60	03/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700276_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 144	FD700615	60	04/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700278_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 261	FD700615	60	03/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700281_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 264 FD700615	60	03/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700282_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 271 FD700615	60	04/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700283_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 272 FD700615	60	04/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700284_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 273 FD700615	60	04/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700285_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 274 FD700615	60	04/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700286_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 275 FD700615	60	03/04/2007	1856,99	1856,99	0	Bien propre
200700287_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 276 FD700615	60	03/04/2007	1856,98	1856,98	0	Bien propre
200700289_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR MAS 108 FD700616	60	06/04/2007	1628,35	1628,35	0	Bien propre
200700291_EA	MACHINES A SOUS	MOD BILL ACCEPTOR MAS 108 FE720	60	06/02/2007	221,26	221,26	0	Bien propre
200700298_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°296 25117121 TGT 8(	60	04/07/2007	19108,49	19108,49	0	Bien propre
200700299_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°297 25117121 TGT 8	60	04/07/2007	19108,49	19108,49	0	Bien propre
200700300_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°302 25117560 TGT D	60	07/08/2007	22484,8	22484,8	0	Bien propre
200700301_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°303 25117560 TGT D	60	07/08/2007	22484,8	22484,8	0	Bien propre
200700302_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°304 25117560 TGT D	60	07/08/2007	22484,8	22484,8	0	Bien propre
200700324_EA	MACHINES A SOUS	2 BILL ACCEPTOR FD701440 LUI	60	01/09/2007	3250,73	3250,73	0	Bien propre
200700325_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°298 07/1/111 LUDI SF	60	07/08/2007	17312,41	17312,41	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700326_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°299	07/1/111 LUDI SF	60	07/08/2007	17312,51	17312,51	0	Bien propre
200700328_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°301	07/1/111 LUDI SF	60	07/08/2007	17312,49	17312,49	0	Bien propre
200800023_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°139	276435 BAL	60	27/12/2007	1865,76	1865,76	0	Bien propre
200800024_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°92	276435 BAL	60	27/12/2007	1865,76	1865,76	0	Bien propre
200800025_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°235	276435 BAL	60	27/12/2007	1865,76	1865,76	0	Bien propre
200800026_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°306	25119567 TGT dx	60	27/12/2007	22604,28	22604,28	0	Bien propre
200800029_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°309	25119567 TGT dx	60	27/12/2007	22604,28	22604,28	0	Bien propre
200800030_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°310	25119567 TGT dx	60	27/12/2007	22604,28	22604,28	0	Bien propre
200800033_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°313	25119567 TGT dx	60	27/12/2007	22604,28	22604,28	0	Bien propre
200800035_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°315	25119567 TGT dx	60	27/12/2007	22604,28	22604,28	0	Bien propre
200800036_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°316	25119567 TGT dx	60	27/12/2007	22604,29	22604,29	0	Bien propre
200800051_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°329	07/1/210 LUDI S I	60	27/12/2007	17312,5	17312,5	0	Bien propre
200800052_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°330	07/1/210 LUDI S I	60	27/12/2007	17873,08	17873,08	0	Bien propre
200800059_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°329	FD702221 L	60	31/12/2007	1627,36	1627,36	0	Bien propre
200800060_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°330	FD702221 L	60	31/12/2007	1627,35	1627,35	0	Bien propre
200800176_EA	MACHINES A SOUS	ENSEIGNE HOT SHOT	BALLY FRA	60	18/03/2008	37929,05	37929,05	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800205_EA	MACHINES A SOUS	ENSEIGNE LIFE OF LUXURY BALLY F	60	05/05/2008	8952,06	8952,06	0	Bien propre
200800215_EA	MACHINES A SOUS	6 TOPPERS LUDI SFM	60	30/04/2008	7128,16	7128,16	0	Bien propre
200800216_EA	MACHINES A SOUS	4 TOPPERS TGT	60	23/05/2008	4238,62	4238,62	0	Bien propre
200800217_EA	MACHINES A SOUS	5 TOPPERS BALLY FRANCE	60	15/04/2008	3303,95	3303,95	0	Bien propre
200800221_EA	MACHINES A SOUS	6 TOPPERS LUDI SFM	60	30/11/2007	1248,62	1248,62	0	Bien propre
200800228_EA	MACHINES A SOUS	ENSEIGNE BARRIERE JACKPOT GAMI	60	24/06/2008	20864,22	20864,22	0	Bien propre
200800241_EA	MACHINES A SOUS	ANIMATION BJ'S TRANCHANT G	60	06/06/2008	12800,19	12800,19	0	Bien propre
2008E0001_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°345 LUDI SFM 18636	60	21/03/2008	18186,23	18186,23	0	Bien propre
2008E0002_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°346 LUDI SFM 18636	60	21/03/2008	18186,23	18186,23	0	Bien propre
2008E0003_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°347 LUDI SFM 18636	60	21/03/2008	18186,23	18186,23	0	Bien propre
2008E0004_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°348 LUDI SFM 18636	60	21/03/2008	18186,23	18186,23	0	Bien propre
2008E0006_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°349 LUDI SFM 18589	60	21/03/2008	18186,23	18186,23	0	Bien propre
2008E0007_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°350 LUDI SFM 18589	60	21/03/2008	18186,23	18186,23	0	Bien propre
2008E0008_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°351 LUDI SFM 18622	60	21/03/2008	17393,3	17393,3	0	Bien propre
2008E0009_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°352 LUDI SFM 18626	60	21/03/2008	17393,3	17393,3	0	Bien propre
2008E0010_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°353 LUDI SFM 18624	60	21/03/2008	17393,3	17393,3	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2008E0011_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°354	LUDI SFM 18626	60	21/03/2008	17393,3	17393,3	0	Bien propre
2008E0012_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°355	LUDI SFM 18626	60	21/03/2008	18909,78	18909,78	0	Bien propre
2008E0028_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°331	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	19146,64	19146,64	0	Bien propre
2008E0029_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°331	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0030_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°332	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	19146,64	19146,64	0	Bien propre
2008E0031_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°332	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0032_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°333	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	19146,65	19146,65	0	Bien propre
2008E0033_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°333	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0034_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°334	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	19146,65	19146,65	0	Bien propre
2008E0035_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°334	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0039_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°336	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0046_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°340	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	20769,74	20769,74	0	Bien propre
2008E0047_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°340	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0048_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°341	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	20769,74	20769,74	0	Bien propre
2008E0049_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°341	BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0050_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°342	BALLY FRANCE	60	12/03/2008	20769,74	20769,74	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2008E0051_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°342 BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0052_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°343 BALLY FRANCE S	60	12/03/2008	20769,74	20769,74	0	Bien propre
2008E0053_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°343 BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0054_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°344 BALLY FRANCE S	60	12/03/2008	20769,74	20769,74	0	Bien propre
2008E0055_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPTOR N°344 BALLY FRA	60	12/03/2008	1196	1196	0	Bien propre
2008E0058_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°211 TGT DX439	60	18/12/2007	3918,27	3918,27	0	Bien propre
2008E0059_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°218 TGT DX439	60	18/12/2007	5317,59	5317,59	0	Bien propre
2008E0060_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°258 TGT DX484	60	18/12/2007	5317,59	5317,59	0	Bien propre
2008E0061_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°268 TGT DX524	60	18/12/2007	5317,59	5317,59	0	Bien propre
2008E0067_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°271 LUDI SFM 4	60	30/11/2007	3665,74	3665,74	0	Bien propre
2008E0068_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°273 LUDI SFM 4	60	30/11/2007	3665,74	3665,74	0	Bien propre
2008E0069_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°274 LUDI SFM 4	60	30/11/2007	3665,74	3665,74	0	Bien propre
2008E0070_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°272 LUDI SFM 4	60	30/11/2007	825,24	825,24	0	Bien propre
2008E0071_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°293 LUDI SFM 4	60	30/11/2007	825,24	825,24	0	Bien propre
2008E0076_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°213 TGT DX439	60	23/05/2008	6563,4	6563,4	0	Bien propre
2008E0077_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°303 TGT DX783	60	23/05/2008	410,81	410,81	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
2008E0078_EA	MACHINES A SOUS	TOKENISATION N°304	TGT DX784	60	23/05/2008	590,22	590,22	0	Bien propre
200900044_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°86	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900045_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°87	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900046_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°91	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900047_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°94	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900048_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°95	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900049_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°96	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900050_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°97	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900051_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°98	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900052_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°100	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900053_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°101	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900054_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°154	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
200900055_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°155	294512 BALL	60	27/10/2009	1866,91	1866,91	0	Bien propre
201000001_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°156	294889 BALL	60	02/11/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201000002_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°157	294889 BALL	60	02/11/2009	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201000003_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEP 1E N°234	294889 BALL	60	02/11/2009	1866,95	1866,95	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201000017_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°358	20102963 BALLY	60	06/08/2010	19614,4	19614,4	0	Bien propre
201000021_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°361	20104179 bally	60	29/10/2010	19614,4	19614,4	0	Bien propre
201100003_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 1E MAS N°176	FE022272-FD	60	08/11/2010	6082,66	6082,66	0	Bien propre
201100004_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 1E MAS N°56	FE022272-FD(	60	08/11/2010	6082,66	6082,66	0	Bien propre
201100005_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 1E MAS N°58	FE022272-FD(	60	08/11/2010	6082,66	6082,66	0	Bien propre
201100006_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 1E MAS N°57	FE022272-FD(	60	08/11/2010	6082,66	6082,66	0	Bien propre
201100024_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°76	20110604 BAL	60	18/02/2011	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201100025_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°80	20110604 BAL	60	18/02/2011	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201100026_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°82	20110604 BAL	60	18/02/2011	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201100027_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°83	20110604 BAL	60	18/02/2011	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201100028_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°84	20110604 BAL	60	18/02/2011	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201100029_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°99	20110604 BAL	60	18/02/2011	1866,96	1866,96	0	Bien propre
201100030_EA	MACHINES A SOUS	BILL A 2E MAS N°158	20110604 BAI	60	18/02/2011	1866,93	1866,93	0	Bien propre
201100050_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°366-TITO	186 CASINO N	32	18/04/2011	7844,39	7844,39	0	Bien propre
201100060_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°272	FE120857 LUI	60	13/04/2011	3582,02	3582,02	0	Bien propre
201100061_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°273	FE120857 LUI	60	13/04/2011	1788,02	1788,02	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100062_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°274	FE120857 LUI	60	13/04/2011	1788,02	1788,02	0	Bien propre
201100063_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°271	FE120857 LUI	60	13/04/2011	1788,02	1788,02	0	Bien propre
201100064_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°293	FE120857 LUI	60	13/04/2011	1788,02	1788,02	0	Bien propre
201100067_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°340	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100068_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°341	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100069_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°342	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100070_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°343	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100071_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°344	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100072_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°357	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100073_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°358	20111879 BAl	60	24/05/2011	1129	1129	0	Bien propre
201100075_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°361	20111879 BAl	60	24/05/2011	1128,96	1128,96	0	Bien propre
201100076_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°5	20111879 BALI	60	24/05/2011	2319,02	2319,02	0	Bien propre
201100082_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°331	20111879 BAl	60	24/05/2011	1601,42	1601,42	0	Bien propre
201100083_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°332	20111879 BAl	60	24/05/2011	1601,42	1601,42	0	Bien propre
201100084_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°333	20111879 BAl	60	24/05/2011	1601,42	1601,42	0	Bien propre
201100085_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°334	20111879 BAl	60	24/05/2011	1601,42	1601,42	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100088_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°337	20111879 BAI	60	24/05/2011	1601,42	1601,42	0	Bien propre
201100090_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°339	20111879 BAI	60	24/05/2011	1601,38	1601,38	0	Bien propre
201100097_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO MAS N°283	20111879 BAI	60	24/05/2011	1182,82	1182,82	0	Bien propre
201100111_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°380-TITO	20112489 BAL	60	24/06/2011	24009,7	24009,7	0	Bien propre
201100112_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°381-TITO	20112489 BAL	60	24/06/2011	24009,7	24009,7	0	Bien propre
201100113_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°382-TITO	20112489 BAL	60	24/06/2011	24009,7	24009,7	0	Bien propre
201100114_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°383-TITO	20112489 BAL	60	24/06/2011	24009,7	24009,7	0	Bien propre
201100117_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°386-TITO	20112488 BAL	60	13/06/2011	27508	27508	0	Bien propre
201100118_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°376-TITO	20112488 BAL	60	13/06/2011	26790,4	26790,4	0	Bien propre
201100119_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°377-TITO	20112488 BAL	60	13/06/2011	26790,4	26790,4	0	Bien propre
201100120_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°378-TITO	20112488 BAL	60	13/06/2011	26790,4	26790,4	0	Bien propre
201100121_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°379-TITO	20112488 BAL	60	13/06/2011	26790,4	26790,4	0	Bien propre
201100127_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°106	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100128_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°108	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100129_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°141	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100130_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°142	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100131_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°143	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100132_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°144	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100134_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°189	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100136_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°191	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100137_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°192	FD1006	60	31/05/2011	1234,62	1234,62	0	Bien propre
201100138_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°246	FD1006	60	31/05/2011	1236,53	1236,53	0	Bien propre
201100139_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°247	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100140_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°249	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100142_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°261	FD1006	60	31/05/2011	1236,78	1236,78	0	Bien propre
201100143_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°262	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100144_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°263	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100145_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°264	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100146_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°275	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100147_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°276	FD1006	60	31/05/2011	1236,8	1236,8	0	Bien propre
201100148_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°349	FD1006	60	31/05/2011	1055,24	1055,24	0	Bien propre
201100149_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°350	FD1006	60	31/05/2011	1055,24	1055,24	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100152_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°287	FD1006	60	31/05/2011	1234,63	1234,63	0	Bien propre
201100153_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°288	FD1006	60	31/05/2011	1234,63	1234,63	0	Bien propre
201100154_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°289	FD1006	60	31/05/2011	1234,63	1234,63	0	Bien propre
201100155_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°298	FD1006	60	31/05/2011	1236,53	1236,53	0	Bien propre
201100156_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°299	FD1006	60	31/05/2011	1236,54	1236,54	0	Bien propre
201100158_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°329	FD1006	60	31/05/2011	1236,54	1236,54	0	Bien propre
201100159_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°330	FD1006	60	31/05/2011	1236,54	1236,54	0	Bien propre
201100160_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°271	FD1006	60	31/05/2011	1772,82	1772,82	0	Bien propre
201100161_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°272	FD1006	60	31/05/2011	1772,82	1772,82	0	Bien propre
201100162_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°273	FD1006	60	31/05/2011	1772,82	1772,82	0	Bien propre
201100163_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°274	FD1006	60	31/05/2011	1772,82	1772,82	0	Bien propre
201100164_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°293	FD1006	60	31/05/2011	1772,82	1772,82	0	Bien propre
201100171_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°387	20112806 BALLY	60	05/07/2011	17895,75	17895,75	0	Bien propre
201100172_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°388	20112806 BALLY	60	05/07/2011	17895,75	17895,75	0	Bien propre
201100175_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°391	20112806 BALLY	60	05/07/2011	17895,74	17895,74	0	Bien propre
201100177_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°370	61427 CARO	60	24/06/2011	16461,74	16461,74	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100178_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°369	61427 CARO	60	24/06/2011	16461,74	16461,74	0	Bien propre
201100179_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°368	61427 CARO	60	24/06/2011	16461,74	16461,74	0	Bien propre
201100180_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°367	61427 CARO	60	24/06/2011	16461,74	16461,74	0	Bien propre
201100181_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°371	61427 CARO	60	24/06/2011	16461,76	16461,76	0	Bien propre
201100186_EA	MACHINES A SOUS	MOD TITO MAS N°366	20112829 B/	60	24/05/2011	51,4	51,4	0	Bien propre
201100204_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°5	110500140 BALL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100206_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°106	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100207_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°108	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100209_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°141	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100210_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°142	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100211_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°143	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100212_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°144	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100215_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°189	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100217_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°191	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100218_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°192	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100223_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°211	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100224_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°212	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100225_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°213	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100226_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°217	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100227_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°218	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100228_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°246	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100229_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°247	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100230_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°249	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100236_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°257	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100237_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°258	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100240_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°261	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100241_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°262	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100242_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°263	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100243_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°264	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100244_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°265	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100245_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°266	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100246_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°267	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100247_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°268	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100249_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°271	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100250_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°272	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100251_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°273	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100252_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°274	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100253_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°275	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100254_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°276	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100261_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°283	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100263_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°285	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100265_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°287	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100266_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°288	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100267_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°289	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100268_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°290	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100269_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°293	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100270_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°296	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100271_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°297	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100272_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°298	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100273_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°299	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100274_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°302	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100275_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°303	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100276_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°304	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100277_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°306	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100280_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°309	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100281_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°310	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100283_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°312	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100284_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°313	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100286_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°315	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100287_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°316	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,09	1183,09	0	Bien propre
201100290_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°319	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100292_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°329	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100293_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°330	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100294_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°331	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100295_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°332	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100296_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°333	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100297_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°334	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100300_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°337	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100302_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°339	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100303_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°340	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100304_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°341	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100305_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°342	2008e0050 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100306_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°343	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100307_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°344	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100308_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°349	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100309_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°350	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100310_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°357	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100311_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°358	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100313_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°361	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100318_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°366	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100319_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°367	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100320_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°368	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100321_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°369	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100322_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°370	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100323_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°371	110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100324_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°372	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,57	1196,57	0	Bien propre
201100325_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°373	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,57	1196,57	0	Bien propre
201100326_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°374	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,57	1196,57	0	Bien propre
201100327_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°375	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,57	1196,57	0	Bien propre
201100328_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°376	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,54	1196,54	0	Bien propre
201100329_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°377	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,54	1196,54	0	Bien propre
201100330_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°378	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,54	1196,54	0	Bien propre
201100331_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°379	110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,54	1196,54	0	Bien propre
201100332_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°380	110500140 BAL	60	25/05/2011	1443,61	1443,61	0	Bien propre
201100333_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°381	110500140 BAL	60	25/05/2011	1430,16	1430,16	0	Bien propre
201100334_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°382	110500140 BAL	60	25/05/2011	1430,16	1430,16	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100335_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°383 110500140 BAL	60	25/05/2011	1430,18	1430,18	0	Bien propre
201100336_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°384 110500140 BAL	60	25/05/2011	1443,62	1443,62	0	Bien propre
201100337_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°385 110500140 BAL	60	25/05/2011	1196,54	1196,54	0	Bien propre
201100338_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°386 100500140 BAL	60	25/05/2011	1196,54	1196,54	0	Bien propre
201100339_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°387 110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100340_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°388 110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100343_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°391 110500140 BAL	60	25/05/2011	1183,1	1183,1	0	Bien propre
201100344_EA	MACHINES A SOUS	TITO POUR PARAMETRAGE MAS 1105	60	25/05/2011	4626,8	4626,8	0	Bien propre
201100345_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°211 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100346_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°212 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100347_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°213 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100348_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°217 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100349_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°218 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100355_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°257 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100356_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°258 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100358_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°265 301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100359_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°266	301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100360_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°267	301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100361_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°268	301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100363_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°290	301202	60	24/05/2011	1677,31	1677,31	0	Bien propre
201100364_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°296	301202	60	24/05/2011	1536,83	1536,83	0	Bien propre
201100365_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°297	301202	60	24/05/2011	1536,83	1536,83	0	Bien propre
201100366_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°302	301202	60	24/05/2011	1174,99	1174,99	0	Bien propre
201100367_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°303	301202	60	24/05/2011	1174,99	1174,99	0	Bien propre
201100368_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°304	301202	60	24/05/2011	1174,99	1174,99	0	Bien propre
201100369_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°306	301202	60	24/05/2011	1174,99	1174,99	0	Bien propre
201100372_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°309	301202	60	24/05/2011	1174,99	1174,99	0	Bien propre
201100373_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°310	301202	60	24/05/2011	1175	1175	0	Bien propre
201100375_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°312	301202	60	24/05/2011	1175,01	1175,01	0	Bien propre
201100376_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°313	301202	60	24/05/2011	1175,01	1175,01	0	Bien propre
201100378_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°315	301202	60	24/05/2011	1175,01	1175,01	0	Bien propre
201100379_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°316	301202	60	24/05/2011	1175,01	1175,01	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100382_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°319 3012024	60	24/05/2011	1536,84	1536,84	0	Bien propre
201100387_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°392 2011/0052 CAS B	12	30/09/2011	499,21	499,21	0	Bien propre
2011E0009_EA	MACHINES A SOUS	ROULETTE ANGLAISE ELECTRONIQUEB	60	01/12/2010	212256,51	212256,51	0	Bien propre
201200001_EA	MACHINES A SOUS	2 POSTE RAE 20114813 BALL'	60	04/11/2011	17342	17342	0	Bien propre
201200008_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°60 FD101423 I	60	22/11/2011	1616,39	1616,39	0	Bien propre
201200009_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°65 FD101423 I	60	22/11/2011	1616,39	1616,39	0	Bien propre
201200012_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°179 FD101423	60	22/11/2011	1616,39	1616,39	0	Bien propre
201200013_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°180 FD101423	60	22/11/2011	1616,41	1616,41	0	Bien propre
201200014_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°13 FD101424 I	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200015_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°14 FD101424 I	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200017_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°43 FD101424 I	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200018_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°46 FD101424 I	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200019_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°186 FD101424	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200020_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°187 FD101424	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200021_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°188 FD101424	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre
201200022_EA	MACHINES A SOUS	BILL ACCEPT MAS N°245 FD101424	60	28/11/2011	1658,25	1658,25	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200026_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°300	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200027_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°301	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200028_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°351	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200029_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°352	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200030_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°353	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200031_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°354	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200032_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°355	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200033_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°356	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200034_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°46	FV111200018 B.	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200036_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°186	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200037_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°187	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200038_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°188	FV111200018 E	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200039_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°43	FV111200018 B.	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200041_EA	MACHINES A SOUS	TITO MAS N°13	FV111200018 B.	60	12/12/2011	1060,92	1060,92	0	Bien propre
201200059_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°400	2/1/043 LUDI	60	05/03/2012	20304,65	20304,65	0	Bien propre
201200060_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°404	20120302 SDT C/	52	05/03/2012	16648,32	16648,32	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200061_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°43 FD2002	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200063_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°13 FD2002	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200066_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°46 FD2002	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200068_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°186 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200069_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°188 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200070_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°187 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200076_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°300 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200077_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°301 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200078_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°351 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200079_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°352 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200080_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°353 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200081_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°354 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200082_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°355 FD200	60	06/02/2012	1208,63	1208,63	0	Bien propre
201200083_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°356 FD200	60	06/02/2012	1208,59	1208,59	0	Bien propre
201200095_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°409 0329 CASINO TO	6	06/04/2012	1913,03	1913,03	0	Bien propre
201200099_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°403 20121425 BALLY	60	06/04/2012	22065,86	22065,86	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200100_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°415 20123643 BALLY	60	26/06/2012	21940,48	21940,48	0	Bien propre
201200110_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°395 62550 CARO N°N	60	07/03/2012	15643,83	15643,83	0	Bien propre
201200111_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO S/MAS N°92 FV120700106	60	18/09/2012	1045,39	1045,39	0	Bien propre
201200112_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO S/MAS N°100 FV120700106	60	18/09/2012	1045,38	1045,38	0	Bien propre
201200113_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°92 2012476	60	18/09/2012	1457,92	1457,92	0	Bien propre
201200114_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO MAS N°100 201247	60	18/09/2012	1457,92	1457,92	0	Bien propre
201200115_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO S/MAS N°162 FV120700107	60	18/09/2012	1071,89	1071,89	0	Bien propre
201200116_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO S/MAS N°164 FV120700107	60	18/09/2012	1071,89	1071,89	0	Bien propre
201200117_EA	MACHINES A SOUS	KIT TITO S/MAS N°166 FV120700107	60	18/09/2012	1071,88	1071,88	0	Bien propre
201200118_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°162 201247	60	18/09/2012	1219,12	1219,12	0	Bien propre
201200119_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°164 201247	60	18/09/2012	1219,12	1219,12	0	Bien propre
201200120_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°166 201247	60	18/09/2012	1219,11	1219,11	0	Bien propre
201200121_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°97 201247	60	18/09/2012	1457,92	1457,92	0	Bien propre
201200122_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°125 201247	60	18/09/2012	1457,93	1457,93	0	Bien propre
201200140_EA	MACHINES A SOUS	4 POSTES RAE PROFBALLYDI	60	20/09/2012	51601,64	51601,64	0	Bien propre
201300012_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°425 MAS JACKSON E	60	18/01/2013	21827,05	21827,05	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300013_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°426 MAS JACKSON E	60	18/01/2013	21827,05	21827,05	0	Bien propre
201300014_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°421 20126475 1 MAS	60	04/01/2013	26059,93	26059,93	0	Bien propre
201300015_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°422 20126475 1 MAS	60	04/01/2013	26059,92	26059,92	0	Bien propre
201300033_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°427 31058 12 MAS LL	60	05/02/2013	16941,04	16941,04	0	Bien propre
201300034_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°428 31058 12 MAS LL	60	05/02/2013	16941,04	16941,04	0	Bien propre
201300038_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°24 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300039_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°25 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300040_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°39 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300041_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°42 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300044_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°56 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300045_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°57 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300046_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°58 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300048_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°60 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300049_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°65 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300050_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°176 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300053_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°179 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300054_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°180 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300055_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°181 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300057_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°185 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300059_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°345 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300060_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°346 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300061_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°347 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300062_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°348 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300063_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°392 LUDI S	60	18/02/2013	1114,55	1114,55	0	Bien propre
201300066_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°24 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300067_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°25 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300068_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°27 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300069_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°28 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300070_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°29 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300071_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°30 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300072_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°31 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300073_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°32 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300074_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°33 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300075_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°34 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300076_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°39 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300077_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°42 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300080_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°56 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300081_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°57 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300082_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°58 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300084_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°60 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300085_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°65 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300086_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°66 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300087_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°67 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300088_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°68 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300089_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°69 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300090_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°70 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300091_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°71 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300092_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°72 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300093_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°73 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300094_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°74 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300095_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°75 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300096_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°85 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300097_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°87 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300098_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°88 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300099_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°91 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300100_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°98 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300101_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°101 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300102_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°112 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300103_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°154 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300104_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°156 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300105_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°159 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300106_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°160 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300107_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°161 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300108_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°163 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300109_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°165 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300110_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°167 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300111_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°168 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300112_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°176 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300115_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°179 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300116_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°180 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300117_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°181 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300118_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°185 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300119_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°185 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300120_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°201 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300121_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°222 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300122_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°223 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300123_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°224 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300124_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°225 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300125_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°226 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300126_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°227 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300127_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°228 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300128_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°229 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300129_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°230 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300130_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°231 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300131_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°232 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300132_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°233 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300133_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°234 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300134_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°236 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300136_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°291 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300137_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°292 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300138_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°320 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300139_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°321 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300140_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°322 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300141_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°345 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300142_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°346 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300143_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°347 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300144_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°348 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300145_EA	MACHINES A SOUS	FORMATION IVIEU S/1 MAS N°392 FV130	36	28/02/2013	68,63	68,63	0	Bien propre
201300148_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°24 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300149_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°25 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300150_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°27 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300151_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°28 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300152_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°29 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300153_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°30 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300154_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°31 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300155_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°32 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300156_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°33 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300157_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°34 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300158_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°39 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300159_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°42 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300162_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°56 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300163_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°57 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300164_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°58	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300166_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°60	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300167_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°65	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300168_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°66	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300169_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°67	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300170_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°68	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300171_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°69	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300172_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°70	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300173_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°71	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300174_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°72	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300175_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°73	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300176_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°74	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300177_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°75	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300178_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°85	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300179_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°87	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300180_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°88	BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300181_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°91 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300182_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°98 BALLY TE	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300183_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°101 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300184_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°112 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300185_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°154 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300186_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°156 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300187_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°159 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300188_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°160 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300189_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°161 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300190_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°163 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300191_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°165 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300192_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°167 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300193_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°168 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300194_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°176 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300195_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°177 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300196_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°178 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300197_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°179	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300198_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°180	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300199_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°181	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300201_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°185	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300202_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°201	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300203_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°222	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300204_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°223	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300205_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°224	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300206_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°225	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300207_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°226	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300208_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°227	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300209_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°228	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300210_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°229	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300211_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°230	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300212_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°231	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300213_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°232	BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300214_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°233 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300215_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°234 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300216_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°236 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300218_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°291 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300219_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°292 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300220_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°320 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300221_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°321 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300222_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°322 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300223_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°345 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300224_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°346 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300225_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°347 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300226_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°348 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300227_EA	MACHINES A SOUS	LICENCE TITO S/1 MAS N°392 BALLY T	36	28/02/2013	182,69	182,69	0	Bien propre
201300230_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°24 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300231_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°25 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300232_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°27 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300233_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°28 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300234_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°29 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300235_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°30 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300236_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°31 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300237_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°32 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300238_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°33 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300239_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°34 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300240_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°39 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300241_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°42 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300244_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°56 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300245_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°57 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300246_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°58 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300248_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°60 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300249_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°65 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300250_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°66 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300251_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°67 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300252_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°68 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300253_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°69 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300254_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°70 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300255_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°71 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300256_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°72 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300257_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°73 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300258_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°74 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300259_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°75 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300260_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°85 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300261_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°87 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300262_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°88 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300263_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°91 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300264_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°98 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300265_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°101 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300266_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°112 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300267_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°154 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300268_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°156 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300269_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°159 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300270_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°160 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300271_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°161 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300272_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°163 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300273_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°165 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300274_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°167 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300275_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°168 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300276_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°176 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300277_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°177 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300278_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°178 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300279_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°179 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300280_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°180 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300281_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°181 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300283_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°185 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300284_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°201 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300285_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°222 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300286_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°223 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300287_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°224 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300288_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°225 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300289_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°226 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300290_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°227 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300291_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°228 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300292_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°229 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300293_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°230 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300294_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°231 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300295_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°232 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300296_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°233 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300297_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°234 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300298_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°236 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300300_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°291 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300301_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°292 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300302_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°320 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300303_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°321 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300304_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°322 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300305_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°345 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300306_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°346 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300307_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°347 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300308_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°348 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300309_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW TITO MAS N°392 1212	36	28/02/2013	870,66	870,66	0	Bien propre
201300312_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°27 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300313_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°28 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300314_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°29 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300315_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°30 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300316_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°31 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300317_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°32 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300318_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°33 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300319_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°34 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300320_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°66	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300321_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°67	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300322_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°68	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300323_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°69	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300324_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°70	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300325_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°71	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300326_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°72	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300327_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°73	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300328_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°74	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300329_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°75	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300330_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°85	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300331_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°87	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300332_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°88	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300333_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°91	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300334_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°98	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300335_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°101	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300336_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°112 IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300337_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°154 IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300338_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°86 IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300339_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°159 IMPRIM	60	28/02/2013	1506,07	1506,07	0	Bien propre
201300340_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°160 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300341_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°161 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300342_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°163 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300343_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°165 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300344_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°167 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300345_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°168 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300346_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°201 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300347_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°222 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300348_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°223 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300349_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°224 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300350_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°225 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300351_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°226 IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300352_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°227	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300353_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°228	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300354_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°229	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300355_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°230	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300356_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°231	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300357_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°232	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300358_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°233	IMPRIM	60	28/02/2013	1267,29	1267,29	0	Bien propre
201300359_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°235	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300360_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°236	IMPRIM	60	28/02/2013	1506,1	1506,1	0	Bien propre
201300361_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°291	IMPRIM	60	28/02/2013	1124,01	1124,01	0	Bien propre
201300362_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°292	IMPRIM	60	28/02/2013	1124,01	1124,01	0	Bien propre
201300363_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°320	IMPRIM	60	28/02/2013	1124,01	1124,01	0	Bien propre
201300364_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°321	IMPRIM	60	28/02/2013	1124,01	1124,01	0	Bien propre
201300365_EA	MACHINES A SOUS	IMPRIMANTE TITO S/MAS N°322	IMPRIM	60	28/02/2013	1124,22	1124,22	0	Bien propre
201300368_EA	MACHINES A SOUS	1MAS ROULETTE ANGL N°439	OCCAS	12	06/06/2013	1	1	0	Bien propre
201300371_EA	MACHINES A SOUS	ENSEIGNE MAS STAR WARS	LA RO(	3	15/05/2013	2320,02	2320,02	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300372_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°440 MAS SUPERMAN	60	19/06/2013	19528,84	19528,84	0	Bien propre
201300373_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°441 MAS SUPERMAN	60	19/06/2013	19528,84	19528,84	0	Bien propre
201300374_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°442 MAS SUPERMAN	60	19/06/2013	19528,85	19528,85	0	Bien propre
201300377_EA	MACHINES A SOUS	6 POSTES RAE SIEGE BALLY 2013	60	07/06/2013	66253,74	66253,74	0	Bien propre
201400003_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°453 3100001019LUDI	60	23/12/2013	17134,47	17134,47	0	Bien propre
201400005_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°456 BALLY 20136782	60	09/01/2014	24836,03	24836,03	0	Bien propre
201400006_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°457 BALLY 20136782	60	09/01/2014	24836,03	24836,03	0	Bien propre
201400007_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°458 ALLY 20136782	60	09/01/2014	24836,03	24836,03	0	Bien propre
201400008_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°459 BALLY 20136782	60	09/01/2014	24836,04	24836,04	0	Bien propre
201400009_EA	MACHINES A SOUS	1 ECRAN METASREEN32 S/MAS 456 BAL	60	09/01/2014	1217,92	1217,92	0	Bien propre
201400010_EA	MACHINES A SOUS	1 ECRAN METASREEN32 S/MAS 457 BAL	60	09/01/2014	1217,92	1217,92	0	Bien propre
201400011_EA	MACHINES A SOUS	1 ECRAN METASREEN32 S/MAS 458 BAL	60	09/01/2014	1217,92	1217,92	0	Bien propre
201400012_EA	MACHINES A SOUS	1 ECRAN METASREEN32 S/MAS 459 BAL	60	09/01/2014	1217,92	1217,92	0	Bien propre
201400013_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°456 BALLY 2	36	09/01/2014	358,21	358,21	0	Bien propre
201400014_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°457 BALLY 2	36	09/01/2014	358,21	358,21	0	Bien propre
201400015_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°458 BALLY 2	36	09/01/2014	358,21	358,21	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201400016_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°459 BALLY 2(	36	09/01/2014	358,22	358,22	0	Bien propre
201400017_EA	MACHINES A SOUS	1 PORTAL THEME CASTLE KING 456BAL	36	09/01/2014	1580,61	1580,61	0	Bien propre
201400018_EA	MACHINES A SOUS	1 PORTAL THEME CASTLE KING 457BAL	36	09/01/2014	1580,61	1580,61	0	Bien propre
201400019_EA	MACHINES A SOUS	1 PORTAL THEME CASTLE KING 458BAL	36	09/01/2014	1580,61	1580,61	0	Bien propre
201400020_EA	MACHINES A SOUS	1 PORTAL THEME CASTLE KING 459BAL	36	09/01/2014	1580,61	1580,61	0	Bien propre
201400021_EA	MACHINES A SOUS	PACK SERVEUR CASTLE KING BALLY	36	09/01/2014	9277,69	9277,69	0	Bien propre
201400027_EA	MACHINES A SOUS	SUPPLEMENT MULTI JEUX S/MS 463BAL	60	09/01/2014	2985,1	2985,1	0	Bien propre
201400028_EA	MACHINES A SOUS	SUPPLEMENT MULTI JEUX S/MS 464BAL	60	09/01/2014	2985,1	2985,1	0	Bien propre
201400029_EA	MACHINES A SOUS	SUPPLEMENT MULTI JEUX S/MS 460BAL	60	09/01/2014	2985,1	2985,1	0	Bien propre
201400030_EA	MACHINES A SOUS	SUPPLEMENT MULTI JEUX S/MS 461BAL	60	09/01/2014	2985,1	2985,1	0	Bien propre
201400032_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°447 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,6	19634,6	0	Bien propre
201400033_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°448 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,59	19634,59	0	Bien propre
201400034_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°449 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,59	19634,59	0	Bien propre
201400035_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°443 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,59	19634,59	0	Bien propre
201400036_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°445 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,59	19634,59	0	Bien propre
201400037_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°444 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,6	19634,6	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201400038_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°446 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	19634,6	19634,6	0	Bien propre
201400039_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°451 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	17339,52	17339,52	0	Bien propre
201400040_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°450 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	17339,52	17339,52	0	Bien propre
201400041_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°452 sfc2a fa1312225	60	12/12/2013	17339,52	17339,52	0	Bien propre
201400045_EA	MACHINES A SOUS	ENSEIGNE CASTLE KING BALLY FF	60	09/01/2014	4162,43	4162,43	0	Bien propre
201400049_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°471 OCCASION CAUTERET MAI	36	21/03/2014	9707,79	9707,79	0	Bien propre
201400053_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°456 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400054_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°457 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400055_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°458 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400056_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°459 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400057_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°460 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400058_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°461 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400060_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°463 1401001	36	10/01/2014	865,56	865,56	0	Bien propre
201400061_EA	MACHINES A SOUS	1 HARDWARE S/MAS N°464 1401001	36	10/01/2014	865,52	865,52	0	Bien propre
201400063_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°456 1401001	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400064_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°457 1401001	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201400065_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°458 1401001(	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400066_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°459 1401001(	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400067_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°460 1401001(	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400068_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°461 1401001(	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400070_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°463 1401001(	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400071_EA	MACHINES A SOUS	1 LICENCE TITO S/MAS N°464 1401001(	36	10/01/2014	431,73	431,73	0	Bien propre
201400086_EA	MACHINES A SOUS	TICKET PROM MAS BALLY G 14(	60	07/05/2014	16336,05	15785,46	550,59	Bien propre
201400087_EA	MACHINES A SOUS	PUNTO BANCO 4POSTES BALLY 2(	60	13/11/2013	44169,15	44169,15	0	Bien propre
201400088_EA	MACHINES A SOUS	PUNTO BANCO 4 CAMERA OPTION BAL	60	13/11/2013	3971,86	3971,86	0	Bien propre
201400108_EA	MACHINES A SOUS	1 MAS N°482 /2187915/SOCLE1709LUDI	60	02/06/2014	25138,53	23879,4	1259,13	Bien propre
201500001_EA	MACHINES A SOUS	HARDWARE IVIEW 6 MAS BALLY G	36	20/11/2014	5220,33	5220,33	0	Bien propre
201500023_EA	MACHINES A SOUS	4 POSTES RAE BALLY FRANCI	60	01/11/2014	17051,37	14777,86	2273,51	Bien propre
201500024_EA	MACHINES A SOUS	MAS 509 PEARL WARRIOR 751099-1SFC	60	12/01/2015	17313	14386,81	2926,19	Bien propre
201500025_EA	MACHINES A SOUS	MAS 510 SWINGING SIXTI751062-2SFC2/	60	12/01/2015	17313	14386,81	2926,19	Bien propre
201500026_EA	MACHINES A SOUS	MAS 511 MAGIC FLOWER 751113-2 SFC2	60	12/01/2015	17313	14386,81	2926,19	Bien propre
201500027_EA	MACHINES A SOUS	54 IVIEWS 3,0 BALLY GAMING S	60	08/12/2014	44237,84	37540,24	6697,6	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201500028_EA	MACHINES A SOUS	5 Iviews BALLY GAMING SYS	60	09/01/2015	6533,43	5433,37	1100,06	Bien propre
201500029_EA	MACHINES A SOUS	4 Iviews BALLY GAMING SYT	60	09/01/2015	5226,74	4346,69	880,05	Bien propre
201500035_EA	MACHINES A SOUS	MAS 488 G23MLD 2175530 LUDI SFM	60	19/11/2014	23707,96	20467,87	3240,09	Bien propre
201500036_EA	MACHINES A SOUS	MAS 489 G23MLD 2175531 LUDI SFM	60	19/11/2014	23707,96	20467,87	3240,09	Bien propre
201500039_EA	MACHINES A SOUS	MAS 492 G23LCD 2068792 LUDI SFM	60	19/11/2014	21015,49	18143,37	2872,12	Bien propre
201500040_EA	MACHINES A SOUS	MAS 493 G23LCD 2068793 LUDI SFM	60	19/11/2014	21015,49	18143,37	2872,12	Bien propre
201500041_EA	MACHINES A SOUS	MAS 494 G23LCD 2068794 LUDI SFM	60	19/11/2014	21015,49	18143,37	2872,12	Bien propre
201500043_EA	MACHINES A SOUS	MAS 496 UNIVERSALMLD 2197933 LUDI	60	19/11/2014	25078,67	21651,26	3427,41	Bien propre
201500044_EA	MACHINES A SOUS	MAS 497 UNIVERSALMLD 2197934 LUDI	60	19/11/2014	25078,67	21651,26	3427,41	Bien propre
201500045_EA	MACHINES A SOUS	MAS 498 UNIVERSALMLD 2197935 LUDI	60	19/11/2014	25078,67	21651,26	3427,41	Bien propre
201500047_EA	MACHINES A SOUS	MAS 500 UNIVERSALLCD 2197973 LUDI	60	19/11/2014	21593,15	18642,08	2951,07	Bien propre
201500051_EA	MACHINES A SOUS	MAS 504 UNIVERSALMLD 2197936 LUDI	60	19/11/2014	25078,67	21651,26	3427,41	Bien propre
201500052_EA	MACHINES A SOUS	MAS 505 UNIVERSALMLD 2197937 LUDI	60	19/11/2014	25078,67	21651,26	3427,41	Bien propre
201500053_EA	MACHINES A SOUS	MAS 506 UNIVERSALMLD 2197938 LUDI	60	19/11/2014	25078,67	21651,26	3427,41	Bien propre
201500062_EA	MACHINES A SOUS	MAS 507 ATRONIC 370000678 GTECH	60	12/01/2015	33850,92	28129,54	5721,38	Bien propre
201500063_EA	MACHINES A SOUS	MAS 508 ATRONIC 370000683 GTECH	60	12/01/2015	33850,91	28129,53	5721,38	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201500064_EA	MACHINES A SOUS	RAE 825 NOVO STAR FV-880ROUL BALL	60	16/06/2015	12931,43	9646,43	3285	Bien propre
201500065_EA	MACHINES A SOUS	RAE 826 NOVO STAR FV-880ROUL BALL	60	16/06/2015	12931,43	9646,43	3285	Bien propre
201500068_EA	MACHINES A SOUS	2 KIT IVIEW + LICENCES BALLY GAM	36	15/06/2015	2647,3	2647,3	0	Bien propre
201600009_EA	MACHINES A SOUS	7 I-VIEW MCC BALLY FACE PLATE CASI	60	02/12/2015	898,54	583,77	314,77	Bien propre
201600013_EA	MACHINES A SOUS	MAS 537 8003484 LILY OF THE NISFC2A	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600014_EA	MACHINES A SOUS	MAS 538 8003677 DRAGON OF DESTSFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600015_EA	MACHINES A SOUS	MAS 539 8006082 PC SAPPHIRE EDSFC2	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600016_EA	MACHINES A SOUS	MAS 540 8005302 WONDER 4 JACKPSFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600017_EA	MACHINES A SOUS	MAS 541 8005228 MISS LIBERTY SFC2A	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600018_EA	MACHINES A SOUS	MAS 542 8005209 GOLDEN PRINCESSFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600019_EA	MACHINES A SOUS	MAS 543 8005298 WILD LEPRE'COISFC2	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600020_EA	MACHINES A SOUS	MAS 544 8003685 WEIRD WICKED WSFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600021_EA	MACHINES A SOUS	MAS 545 8006069 BIRD OF PAYS SFC2A	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600022_EA	MACHINES A SOUS	MAS 546 8005305 ELECTRIC BOOGASFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600023_EA	MACHINES A SOUS	MAS 547 8006086 GARDEN OF AMAZSFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600024_EA	MACHINES A SOUS	MAS 548 8005237 GOLDEN GRIFFINSFC2	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600025_EA	MACHINES A SOUS	MAS 549 8005306 STRENGHT OF THSFC:	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600026_EA	MACHINES A SOUS	MAS 550 8006061 PLAYER CHOICE SFC2	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600027_EA	MACHINES A SOUS	MAS 551 8003667 HONG KONG FORTSFC	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600028_EA	MACHINES A SOUS	MAS 552 8003730 GOLDEN FESTIVASFC:	60	16/12/2015	19959,48	12879,25	7080,23	Bien propre
201600034_EA	MACHINES A SOUS	MAS 522 2211933 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600035_EA	MACHINES A SOUS	MAS 523 2211954 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600036_EA	MACHINES A SOUS	MAS 526 2211955 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600038_EA	MACHINES A SOUS	MAS 528 2211977 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600039_EA	MACHINES A SOUS	MAS 529 2211994 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600040_EA	MACHINES A SOUS	MAS 530 2212003 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600041_EA	MACHINES A SOUS	MAS 531 2212004 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600042_EA	MACHINES A SOUS	MAS 532 2212007 IGT UNIVERSAL LUDI F	60	02/12/2015	23062,11	14983,1	8079,01	Bien propre
201600044_EA	MACHINES A SOUS	MAS 534 5052652 RAGING RHINO BALLY	60	15/12/2015	21492	13874,93	7617,07	Bien propre
201600045_EA	MACHINES A SOUS	MAS 535 5052653 FAR EAST FORTUBALL	60	15/12/2015	21492	13874,93	7617,07	Bien propre
201600046_EA	MACHINES A SOUS	MAS 536 5052658 JUNGLE WILD BALLY	60	15/12/2015	21492	13874,93	7617,07	Bien propre
201600054_EA	MACHINES A SOUS	15 TITO BALLY S6000 DROITE BALLY F	60	24/11/2015	24984,45	16478,95	8505,5	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600055_EA	MACHINES A SOUS	MAS 516 2212176 G23 MLD GONGXILUDI	60	22/12/2015	22112,88	14226,95	7885,93	Bien propre
201600056_EA	MACHINES A SOUS	MAS 519 2212179 G23 MLD GONGXILUDI	60	22/12/2015	22112,88	14226,95	7885,93	Bien propre
201600057_EA	MACHINES A SOUS	MAS 524 2212198 G23 MLD GONGXILUDI	60	22/12/2015	22112,88	14226,95	7885,93	Bien propre
201600058_EA	MACHINES A SOUS	MAS 525 2212199 G23 MLD GONGXILUDI	60	22/12/2015	22112,88	14226,95	7885,93	Bien propre
201600063_EA	MACHINES A SOUS	5 KIT IVIEW 3.0 + CABLES MAS BALLY G	60	02/12/2015	6872,37	4464,86	2407,51	Bien propre
201600066_EA	MACHINES A SOUS	2 KIT IVIEW + 8 LICENCES MAS BALLY C	60	25/01/2016	1810,4	1132,61	677,79	Bien propre
201600067_EA	MACHINES A SOUS	2 IMPRIMANTES EZPAY ITHACA 950LUDI	60	22/12/2015	2272,4	1462,02	810,38	Bien propre
201600068_EA	MACHINES A SOUS	FORFAIT CONFIG M.E.S 5 TITO LUDI EA	60	22/12/2015	674,54	433,99	240,55	Bien propre
201600072_EA	MACHINES A SOUS	11 IMPRIMANTES EZPAY ITHACA LUDI I	60	31/12/2015	11493,56	7362,1	4131,46	Bien propre
201600073_EA	MACHINES A SOUS	35 KIT IVIEW INSERT AGI FV880 BALLY F	60	03/03/2016	8397,12	5032,67	3364,45	Bien propre
201600074_EA	MACHINES A SOUS	7 IMPRIMANTES EZPAY ITHACA LUDI F	60	31/12/2015	8031,14	5144,27	2886,87	Bien propre
201600075_EA	MACHINES A SOUS	MISE EN PLACE TITO SUR 15 MAS LUDI	60	31/12/2015	1229,49	787,54	441,95	Bien propre
201600076_EA	MACHINES A SOUS	732 KIT IVIEW 3 TFT-RFID BALLY GAM	60	03/03/2016	289877,53	173733,26	116144,27	Bien propre
201600077_EA	MACHINES A SOUS	RAE 827 NOVO STAR FV-880 BALLY F	60	25/01/2016	12943,04	8097,35	4845,69	Bien propre
201600078_EA	MACHINES A SOUS	RAE 828 NOVO STAR FV-880 BALLY F	60	25/01/2016	12943,04	8097,35	4845,69	Bien propre
201600080_EA	MACHINES A SOUS	26 KIT IVIEW LKPT BALLY FRANC	60	03/03/2016	9795,24	5870,62	3924,62	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600082_EA	MACHINES A SOUS	16 KIT IVIEW ARISTOCRAT ATI HEBALLY	60	03/03/2016	2822,37	1691,55	1130,82	Bien propre
201600083_EA	MACHINES A SOUS	319 KIT IVIEW POUR IGT BALLY GAM	60	03/03/2016	75130,67	45028,31	30102,36	Bien propre
201600084_EA	MACHINES A SOUS	8 SOCLES MAS BRACKET PLAYER CAS	60	03/03/2016	1403,21	841	562,21	Bien propre
201600090_EA	MACHINES A SOUS	12 INSERT IVIEW BALLY FRANCE BALLY	60	03/03/2016	3433,65	2057,89	1375,76	Bien propre
201600091_EA	MACHINES A SOUS	5 INSERT IVIEW BALLY FRANCE BALLY	60	03/03/2016	1016,6	609,28	407,32	Bien propre
201600092_EA	MACHINES A SOUS	FRAIS DE PORT FV151200093 BALLY (	60	03/03/2016	1693,41	1014,92	678,49	Bien propre
201600093_EA	MACHINES A SOUS	40 LICENCES + 40 SOFTWARE BALLY	60	03/03/2016	15117,44	9060,4	6057,04	Bien propre
201600094_EA	MACHINES A SOUS	MAS 553 114687 EGT MULTI TYPE CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600095_EA	MACHINES A SOUS	MAS 554 114689 EGT MULTI TYPE CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600096_EA	MACHINES A SOUS	MAS 555 114690 EGT MULTI TYPE CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600097_EA	MACHINES A SOUS	MAS 556 114691 EGT VIDEO SLOT CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600098_EA	MACHINES A SOUS	MAS 557 114686 EGT MULTI TYPE CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600099_EA	MACHINES A SOUS	MAS 558 114688 EGT MULTI TYPE CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600100_EA	MACHINES A SOUS	MAS 559 114692 EGT VIDEO SLOT CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600101_EA	MACHINES A SOUS	MAS 560 114693 EGT VIDEO SLOT CASIN	60	03/01/2016	14289,21	9040,64	5248,57	Bien propre
201600104_EA	MACHINES A SOUS	8 KITS IVIEW DISPLAY 3.0 BALLY GAM	60	03/03/2016	4347,39	2605,55	1741,84	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600105_EA	MACHINES A SOUS	581 LICENCES MAS CMS PLAYER BALL	60	03/03/2016	78702,78	47169,21	31533,57	Bien propre
201600108_EA	MACHINES A SOUS	5 KITS IVIEW 3.0 CARTE BALLY GAM	60	03/03/2016	3390,2	2031,87	1358,33	Bien propre
201600111_EA	MACHINES A SOUS	6 KITS IVIEW V3 READER 862 RFIBALLY	60	03/03/2016	2152,42	1290	862,42	Bien propre
201600112_EA	MACHINES A SOUS	2 KITS IVIEW + 2 LICENCES EXTEBALLY	60	13/01/2016	2786,19	1753,83	1032,36	Bien propre
201600115_EA	MACHINES A SOUS	6 KITS IVIEW BRACKET BALLY GAM	60	03/03/2016	687,83	412,23	275,6	Bien propre
201600116_EA	MACHINES A SOUS	BRACKET IVIEW IGT IGAME BALLY G	60	03/06/2016	348,97	191,69	157,28	Bien propre
201600117_EA	MACHINES A SOUS	RAE 829 620308 NOVOMATIC CASINO	32	05/07/2016	6030,22	6030,22	0	Bien propre
201600118_EA	MACHINES A SOUS	RAE 830 620304 NOVOMATIC CASINO	32	05/07/2016	6030,22	6030,22	0	Bien propre
201700001_EA	MACHINES A SOUS	MAS 561 2230662 IGT JUNGLE RICLUDI 2	60	22/11/2016	25522,64	11712,05	13810,59	Bien propre
201700002_EA	MACHINES A SOUS	MAS 562 2230645 IGT DRAGON TEMLUDI	60	22/11/2016	25522,64	11712,05	13810,59	Bien propre
201700003_EA	MACHINES A SOUS	MAS 563 2230641 IGT AGE OF AURLUDI 2	60	22/11/2016	25522,64	11712,05	13810,59	Bien propre
201700004_EA	MACHINES A SOUS	MAS 564 2230648 IGT GOLDEN EAGLUDI	60	22/11/2016	25522,64	11712,05	13810,59	Bien propre
201700005_EA	MACHINES A SOUS	MAS 565 2145782 IGT DOUBLE GOLLUDI	60	22/11/2016	22551,66	10348,7	12202,96	Bien propre
201700006_EA	MACHINES A SOUS	MAS 566 2145781 IGT RED HOT 7SLUDI 2	60	22/11/2016	22551,66	10348,7	12202,96	Bien propre
201700007_EA	MACHINES A SOUS	MAS 567 2145783 IGT TRIPLE LUCLUDI 2	60	22/11/2016	22551,66	10348,7	12202,96	Bien propre
201700008_EA	MACHINES A SOUS	MAS 568 2145794 IGT TRIPLE STRLUDI 2	60	22/11/2016	22551,66	10348,7	12202,96	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700020_EA	MACHINES A SOUS	4 KITS IVIEW 265290-0009721588BALLY (	60	01/11/2016	795,11	371,04	424,07	Bien propre
201700023_EA	MACHINES A SOUS	MAS 569 B160976447 5 TREASURESBALI	60	09/12/2016	22776,38	10181,19	12595,19	Bien propre
201700024_EA	MACHINES A SOUS	MAS 570 B160976439 88 FORTUNESBALI	60	09/12/2016	22776,38	10181,19	12595,19	Bien propre
201700025_EA	MACHINES A SOUS	MAS 571 B160976443 5 TREASURESBALI	60	09/12/2016	22776,38	10181,19	12595,19	Bien propre
201700026_EA	MACHINES A SOUS	MAS 572 B160976440 88 FORTUNESBALI	60	09/12/2016	22776,38	10181,19	12595,19	Bien propre
201700027_EA	MACHINES A SOUS	MAS 573 B160976445 5 TREASURESBALI	60	09/12/2016	22776,38	10181,19	12595,19	Bien propre
201700028_EA	MACHINES A SOUS	MAS 578 500ST00505 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700029_EA	MACHINES A SOUS	MAS 579 500ST00506 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700030_EA	MACHINES A SOUS	MAS 580 500ST00507 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700031_EA	MACHINES A SOUS	MAS 581 500ST00508 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700032_EA	MACHINES A SOUS	MAS 582 500ST00509 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700033_EA	MACHINES A SOUS	MAS 583 500ST00510 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700034_EA	MACHINES A SOUS	MAS 584 500ST00511 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700035_EA	MACHINES A SOUS	MAS 585 500ST00512 MAGIC DREAMBAL	60	03/01/2017	15165,28	6560,16	8605,12	Bien propre
201700036_EA	MACHINES A SOUS	MAS 586 B160873787 ZHEN CHAN BALL'	60	11/01/2017	27519,96	11821,34	15698,62	Bien propre
201700037_EA	MACHINES A SOUS	MAS 587 B160873789 WONDER WOMAB/	60	11/01/2017	27519,96	11821,34	15698,62	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700038_EA	MACHINES A SOUS	MAS 588 B160873797 WONDER WOMAB/	60	11/01/2017	27519,96	11821,34	15698,62	Bien propre
201700039_EA	MACHINES A SOUS	MAS 589 B160873798 SUPER BELL BALL'	60	11/01/2017	27519,96	11821,34	15698,62	Bien propre
201700040_EA	MACHINES A SOUS	12 BRACKETS IVIEW BALLY GAMINGBAL	60	11/01/2017	1376,96	591,47	785,49	Bien propre
201700043_EA	MACHINES A SOUS	RAE 831 704855 NOVOMATIC ROULEBAL	60	02/01/2017	12943,04	5603,75	7339,29	Bien propre
201700044_EA	MACHINES A SOUS	RAE 832 704856 NOVOMATIC ROULEBAL	60	02/01/2017	12943,04	5603,75	7339,29	Bien propre
201700045_EA	MACHINES A SOUS	2 KITS IVIEW INSERT AGI FV880 BALLY F	60	11/01/2017	478,4	205,52	272,88	Bien propre
201700046_EA	MACHINES A SOUS	8 KITS IVIEW INSERT MAGIC DREABALL'	60	11/01/2017	1913,6	822	1091,6	Bien propre
201700047_EA	MACHINES A SOUS	MATERIEL ONLINE MIX BALLY GAI	60	05/12/2016	4626,88	2075,17	2551,71	Bien propre
201700049_EA	MACHINES A SOUS	MAS 574 N°8033844T QUIK FIRE SFC2A	60	05/12/2016	22630,12	10149,69	12480,43	Bien propre
201700050_EA	MACHINES A SOUS	MAS 575 N°8033845 GOLD STAR SFCM(	60	05/12/2016	22630,12	10149,69	12480,43	Bien propre
201700051_EA	MACHINES A SOUS	MAS 576 N°8033846 REEL SWEET SFCM	60	05/12/2016	22630,11	10149,68	12480,43	Bien propre
201700052_EA	MACHINES A SOUS	MAS 577 N°8033847 SAPPHIRE SFCMC	60	05/12/2016	22630,11	10149,68	12480,43	Bien propre
201700055_EA	MACHINES A SOUS	MAS 590 GAMES OF THRONES SFC2/	60	12/02/2017	23940	9874,6	14065,4	Bien propre
201700056_EA	MACHINES A SOUS	MAS 591 GAMES OF THRONES SFCM	60	12/02/2017	23940	9874,6	14065,4	Bien propre
201700057_EA	MACHINES A SOUS	MAS 592 GAMES OF THRONES SFCM	60	12/02/2017	23940	9874,6	14065,4	Bien propre
201700058_EA	MACHINES A SOUS	MAS 593 GAMES OF THRONES SFCM	60	12/02/2017	23940	9874,6	14065,4	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700059_EA	MACHINES A SOUS	MAS 594 GARDENS OF MAGIC SFC2A	60	12/02/2017	27360	11285,26	16074,74	Bien propre
201700060_EA	MACHINES A SOUS	MAS 595 ROMANCE FIRE AND RAIN SFC	60	12/02/2017	27360	11285,26	16074,74	Bien propre
201700061_EA	MACHINES A SOUS	MAS 597 SUGAR HITS RICH CHOCO SFC	60	12/02/2017	27360	11285,26	16074,74	Bien propre
201700062_EA	MACHINES A SOUS	MAS 249 24 KARATS-S090115517 FDZ - I	0	22/03/2017	1	0	1	Bien propre
201700064_EA	MACHINES A SOUS	596 MAS SG BLADE STEPPER BALLY	60	22/03/2017	21036	8244,5	12791,5	Bien propre
201700065_EA	MACHINES A SOUS	598 MAS SG BLADE STEPPER BALLY	60	22/03/2017	21036	8244,5	12791,5	Bien propre
201700066_EA	MACHINES A SOUS	599 MAS SG BLADE STEPPER BALLY	60	22/03/2017	21036	8244,5	12791,5	Bien propre
201700067_EA	MACHINES A SOUS	600 MAS SG BLADE STEPPER BALLY	60	22/03/2017	21036	8244,5	12791,5	Bien propre
201700068_EA	MACHINES A SOUS	-- MAS-BILL-TITO RESERVE MENTON	0	27/03/2017	1	0	1	Bien propre
201700072_EA	MACHINES A SOUS	ECRAN ANIMATION RAE SRP	22	20/01/2017	2232	2232	0	Bien propre
201700075_EA	MACHINES A SOUS	COMPLMT IVIEWS DISPLAY BALLY E	60	05/05/2017	9369,18	3420,72	5948,46	Bien propre
201700087_EA	MACHINES A SOUS	LICENCES BROKER CARRE VIP BALLY	36	02/05/2017	27384	16722,82	10661,18	Bien propre
201700091_EA	MACHINES A SOUS	MAS N°601 ALADDIN'S FORTUNE LUDI S	60	21/03/2017	32422,8	12719,72	19703,08	Bien propre
201700092_EA	MACHINES A SOUS	MAS N°602 ALADDIN'S FORTUNE LUDI	60	21/03/2017	32422,8	12732,18	19690,62	Bien propre
201700093_EA	MACHINES A SOUS	MAS N°603 ALADDIN'S FORTUNE LUDI	60	21/03/2017	32422,8	12732,18	19690,62	Bien propre
201700094_EA	MACHINES A SOUS	MAS N°604 ALADDIN'S FORTUNE LUDI	60	21/03/2017	32422,8	12719,72	19703,08	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700102_EA	MACHINES A SOUS	MAS 610 -SB170294043 Bally Twin -	60	05/05/2017	28138,08	10273,3	17864,78	Bien propre
201700103_EA	MACHINES A SOUS	MAS 611 -SB170294044 BALLY TWI	60	05/05/2017	28138,08	10273,3	17864,78	Bien propre
201700104_EA	MACHINES A SOUS	MAS 612 -SB170294045 BALLY TWI	60	05/05/2017	28138,08	10273,3	17864,78	Bien propre
201700105_EA	MACHINES A SOUS	MAS 613 -SB170294046 BALLY TWI	60	05/05/2017	28138,08	10273,3	17864,78	Bien propre
201700115_EA	MACHINES A SOUS	1 TABLE BLACK JACK ELECTRONIQUCA	60	16/06/2017	80417,16	27670,81	52746,35	Bien propre
IMMO0000000220 (BRAKET I\	MACHINES A SOUS	BRAKET IVIEWS CARRE VIP 13 MAS NEU	60	22/11/2017	1650	420,75	1229,25	Bien propre
IMMO0000000227 (COMPTEU	MACHINES A SOUS	COMPTEUSE BILL-TITO JETSCAN IFX I22	60	01/11/2017	11400	3040	8360	Bien propre
IMMO0000000232 (MAS N°61	MACHINES A SOUS	MAS N°614 SERIE N°B170812509	60	21/11/2017	29928	7648,27	22279,73	Bien propre
IMMO0000000234 (MAS N°61	MACHINES A SOUS	MAS N°615 SERIE N°B170812511	60	21/11/2017	29928	7648,27	22279,73	Bien propre
IMMO0000000235 (MAS N°61	MACHINES A SOUS	MAS N°616 SERIE N°B170812519	60	21/11/2017	29928	7648,27	22279,73	Bien propre
IMMO0000000236 (MAS N°61	MACHINES A SOUS	MAS N°617 SERIE N°B170812522	60	21/11/2017	29928	7648,27	22279,73	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO00000000241 (MAS SING	MACHINES A SOUS	MAS SINGLE ARC ZORRO N°621	60	20/02/2018	25873,59	5313,34	20560,25	Bien propre
IMMO00000000243 (MAS SING	MACHINES A SOUS	MAS SINGLE ARC ZORRO N°622	60	20/02/2018	25873,59	5313,34	20560,25	Bien propre
IMMO00000000244 (MAS SING	MACHINES A SOUS	MAS SINGLE ARC ZORRO N°623	60	20/02/2018	25873,59	5313,34	20560,25	Bien propre
IMMO00000000245 (MAS SING	MACHINES A SOUS	MAS SINGLE ARC ZORRO N°624	60	20/02/2018	25873,57	5313,33	20560,24	Bien propre
IMMO00000000248 (MAS ARIS	MACHINES A SOUS	MAS ARISTOCRAT SINGLE ARC N°625	60	23/11/2017	24702	6285,29	18416,71	Bien propre
IMMO00000000249 (MAS ARIS	MACHINES A SOUS	MAS ARISTOCRAT SINGLE ARC N°626	60	23/11/2017	24702	6285,29	18416,71	Bien propre
IMMO00000000251 (MAS IGTC	MACHINES A SOUS	MAS IGTCRYSTAL DUAL N°618	60	22/11/2017	24162	6161,31	18000,69	Bien propre
IMMO00000000252 (MAS IGTC	MACHINES A SOUS	MAS IGTCRYSTAL DUAL N°619	60	22/11/2017	24162	6161,31	18000,69	Bien propre
IMMO00000000254 (MAS IGTC	MACHINES A SOUS	MAS IGTCRYSTAL DUAL N°620	60	22/11/2017	24162	6161,31	18000,69	Bien propre
IMMO00000000266 (1 TABLE B	MACHINES A SOUS	1 TABLE BLACK JACK AUTOMATIQUE	60	28/12/2017	70414,32	16581,43	53832,89	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO0000000274 (RAE 833 N	MACHINES A SOUS	MAS 833 NOVOSTAR SL1	60	27/12/2017	9730,66	2296,65	7434,01	Bien propre
IMMO0000000275 (MAS 834 N	MACHINES A SOUS	RAE 834 NOVOSTAR SL1	60	27/12/2017	9730,68	2296,66	7434,02	Bien propre
IMMO0000000278 (RAE 835 N	MACHINES A SOUS	MAS 835 NOVOSTAR SL1	60	27/12/2017	9730,68	2296,66	7434,02	Bien propre
IMMO0000000279 (RAE 836 N	MACHINES A SOUS	MAS 836 NOVOSTAR SL1	60	27/12/2017	9730,68	2296,66	7434,02	Bien propre
IMMO0000000282 (RAE 837 E	MACHINES A SOUS	MAS 837 EXECUTIVE SL	60	11/01/2018	9281,25	2115,74	7165,51	Bien propre
IMMO0000000283 (RAE 838 E	MACHINES A SOUS	MAS 838 EXECUTIVE SL	60	11/01/2018	9281,25	2115,74	7165,51	Bien propre
IMMO0000000284 (RAE 839 E	MACHINES A SOUS	MAS 839 EXECUTIVE SL	60	11/01/2018	9281,25	2115,74	7165,51	Bien propre
IMMO0000000285 (RAE 840 E	MACHINES A SOUS	MAS 840 EXECUTIVE SL	60	11/01/2018	9281,25	2115,74	7165,51	Bien propre
IMMO0000000322 (RAE BRAC	MACHINES A SOUS	4 RAE BRACKET IVIEW TOP BOX 880 BL/	60	27/12/2017	2088	492,81	1595,19	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO00000000337 (RAE N°833	MACHINES A SOUS	RAE N°833	60	20/12/2017	2376,31	569,8	1806,51	Bien propre
IMMO00000000338 (RAE 834)	MACHINES A SOUS	RAE 834	60	20/12/2017	2376,31	569,8	1806,51	Bien propre
IMMO00000000339 (RAE 835)	MACHINES A SOUS	RAE 835	60	20/12/2017	2376,31	569,8	1806,51	Bien propre
IMMO00000000341 (RAE 836)	MACHINES A SOUS	RAE 836	60	20/12/2017	2376,48	569,85	1806,63	Bien propre
IMMO00000000343 (7 RAE SEF	MACHINES A SOUS	7 RAE SERIE 1051	60	20/12/2017	16634,17	3988,63	12645,54	Bien propre
IMMO00000000345 (7 CHAISES	MACHINES A SOUS	7 CHAISES BLACK JACK ELECTRONIQUE N° 958 A 964	60	30/01/2018	2154,76	469,17	1685,59	Bien propre
IMMO00000000346 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET COMPLT MAS 614	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000347 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 615 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000348 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 616 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000349 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 617 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000350 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 618 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO00000000351 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 619 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000352 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 620 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000353 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMLPT 621 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000354 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 622 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000355 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 623 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000356 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 624 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000357 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 625 MAS	60	20/12/2017	2395,94	574,5	1821,44	Bien propre
IMMO00000000358 (BRAKET C	MACHINES A SOUS	BRAKET CMPLT 626 MAS	60	20/12/2017	2395,89	574,49	1821,4	Bien propre
IMMO00000000700 (7 i-vieuw p	MACHINES A SOUS	7 i-vieuw pour table de blacjk jack életroniq	60	28/12/2017	2454,79	578,05	1876,74	Bien propre
IMMO00000003148 (MAS 312 F	MACHINES A SOUS	MAS 312 PLAYER'S PARTY - N°SERIE 03	33	06/04/2018	17789,66	5840,04	11949,62	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO0000003149 (MAS 313 F	MACHINES A SOUS	MAS 313 PLAYER'S PARTY - N°SERIE 03	33	06/04/2018	11973,81	3930,79	8043,02	Bien propre
IMMO0000003150 (MAS 314 F	MACHINES A SOUS	MAS 314 PLAYER'S PARTY - N°SERIE 03	33	06/04/2018	17789,66	5840,04	11949,62	Bien propre
IMMO0000003152 (MAS 315 F	MACHINES A SOUS	MAS 315 PLAYER'S PARTY - N°SERIE 03	33	06/04/2018	17789,66	5840,04	11949,62	Bien propre
IMMO0000003153 (MAS 316 F	MACHINES A SOUS	MAS 316 PLAYER'S PARTY - N°SERIE 04	33	06/04/2018	11973,81	3930,79	8043,02	Bien propre
IMMO0000003154 (MAS 317 F	MACHINES A SOUS	MAS 317 PLAYER'S PARTY - N°SERIE 03	33	06/04/2018	11934,23	3917,79	8016,44	Bien propre
IMMO0000007064 (RAE NOVC	MACHINES A SOUS	RAE NOVOMATIC - SERIE 711177	41	13/06/2018	9328,4	1956,68	7371,72	Bien propre
IMMO0000007684 (3 IVIEWS	MACHINES A SOUS	3 IVIEWS RAE	60	25/07/2018	2224,69	267,93	1956,76	Bien propre
IMMO0000007685 (4 POSTES	MACHINES A SOUS	4 POSTES RAE NOVOMATIC	60	25/07/2018	33259,59	4005,47	29254,12	Bien propre
IMMO0000009710 (I VIEW 30.	MACHINES A SOUS	I VIEW 30.	60	24/08/2018	4812,37	501,94	4310,43	Bien propre
IMMO0000009711 (INSERT IV	MACHINES A SOUS	INSERT IVIEW TWINSTAR - MAS 641 A 6	60	24/08/2018	718,8	74,97	643,83	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO0000009981 (MAS 641 T	MACHINES A SOUS	MAS 641 TWINSTAR -N° B180546396	60	24/08/2018	22848	2383,07	20464,93	Bien propre
IMMO0000009982 (MAS 642 T	MACHINES A SOUS	MAS 642 TWINSTAR -N°B180546397	60	24/08/2018	22848	2383,07	20464,93	Bien propre
IMMO0000009983 (MAS 643 T	MACHINES A SOUS	MAS 643 TWINSTAR -N°B180546398	60	24/08/2018	22848	2383,07	20464,93	Bien propre
IMMO0000009984 (MAS 644 -	MACHINES A SOUS	MAS 644 - TWINSTAR N°B180546399	60	24/08/2018	22848	2383,07	20464,93	Bien propre
IMMO0000010060 (MAS 605- I	MACHINES A SOUS	MAS 605- BONUS TIMES 5L MAS EN RESERVE	12	19/10/2018	1	0,36	0,64	Bien propre
IMMO0000010061 (MAS 606 E	MACHINES A SOUS	MAS 606 BLAZING DOLLAR MAS EN RESERVE	12	19/10/2018	1	0,36	0,64	Bien propre
IMMO0000010062 (MAS 607 II	MACHINES A SOUS	MAS 607 IN THE MONEY EN RESERVE	12	19/10/2018	1	0,36	0,64	Bien propre
IMMO0000010807 (EXTENDO	MACHINES A SOUS	EXTENDON 4 MAS	60	01/11/2018	3072,57	204,84	2867,73	Bien propre
IMMO0000010813 (IVIEWS 3M	MACHINES A SOUS	IVIEWS 3MAS RAE	60	21/12/2018	5818,69	228,37	5590,32	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO0000010814 (SOCLES B	MACHINES A SOUS	SOCLES BAS-RAE	60	11/12/2018	1764,48	78,74	1685,74	Bien propre
IMMO0000010815 (EXTENSIC	MACHINES A SOUS	EXTENSION 13 MAS-RAE	60	11/12/2018	11238,98	501,53	10737,45	Bien propre
IMMO0000010817 (MAS 660 H	MACHINES A SOUS	MAS 660 HELIX PLUS SLANT-MAKIN CAS	60	05/12/2018	21667,03	1036,76	20630,27	Bien propre
IMMO0000010818 (MAS 661 H	MACHINES A SOUS	MAS 661 HELIX PLUS SLANT-ROCKIN CA	60	05/12/2018	21667,03	1036,76	20630,27	Bien propre
IMMO0000010819 (MAS 662 H	MACHINES A SOUS	MAS 662 HELIX PLUS SLANT-PROSPERI	60	05/12/2018	21667,03	1036,76	20630,27	Bien propre
IMMO0000010820 (MAS 663 H	MACHINES A SOUS	MAS 663 HELIX PLUS SLANT-FLAMIN HIT	60	05/12/2018	21667,02	1036,76	20630,26	Bien propre
IMMO0000011084 (Inserts pou	MACHINES A SOUS	Inserts pour 15 nouvelles MAS bally	60	11/12/2018	2695,5	120,28	2575,22	Bien propre
IMMO0000011086 (MAS N°66	MACHINES A SOUS	MAS N°668 TWINSTAR J43	60	19/12/2018	21594	870,73	20723,27	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO00000011087 (MAS N°66	MACHINES A SOUS	MAS N°669 TWINSTAR J43	60	19/12/2018	21594	870,73	20723,27	Bien propre
IMMO00000011088 (MAS N°66	MACHINES A SOUS	MAS N°664 TWINSTAR J43	60	11/12/2018	25682,4	1146,04	24536,36	Bien propre
IMMO00000011089 (MAS N°66	MACHINES A SOUS	MAS N°665 TWINSTAR J43	60	11/12/2018	25682,4	1146,04	24536,36	Bien propre
IMMO00000011090 (MAS N°66	MACHINES A SOUS	MAS N°666 TWINSTAR J43	60	19/12/2018	25682,4	1035,58	24646,82	Bien propre
IMMO00000011092 (MAS N°66	MACHINES A SOUS	MAS N°667 TWINSTAR J43	60	19/12/2018	25682,4	1035,58	24646,82	Bien propre
IMMO00000011093 (RAE-MAS	MACHINES A SOUS	RAE-MAS POSTE 845-846-847-848-849-8	60	21/12/2018	52105,81	2045,01	50060,8	Bien propre
IMMO00000011535 (DUALOS J	MACHINES A SOUS	DUALOS JJBX MAS 656 NS 5127705	60	11/12/2018	20474,4	913,64	19560,76	Bien propre
IMMO00000011536 (DUALOS J	MACHINES A SOUS	DUALOS JJBX MAS 657 NS 5127706	60	19/12/2018	20474,4	825,58	19648,82	Bien propre
IMMO00000011537 (DUALOS J	MACHINES A SOUS	DUALOS JJBX MAS 658 NS 5127707	60	19/12/2018	20474,4	825,58	19648,82	Bien propre
IMMO00000011538 (DUALOS J	MACHINES A SOUS	DUALOS JJBX MAS 659 NS 5127708	60	19/12/2018	20474,4	825,58	19648,82	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO00000011554 (MAS 647 N	MACHINES A SOUS	MAS 647 N°B180755125	60	01/11/2018	25241,35	1682,76	23558,59	Bien propre
IMMO00000011556 (MAS 650 N	MACHINES A SOUS	MAS 650 N°B180133898	60	01/11/2018	25241,33	1682,76	23558,57	Bien propre
IMMO00000011557 (MAS 649 N	MACHINES A SOUS	MAS 649 N°B180133896	60	01/11/2018	25241,33	1682,76	23558,57	Bien propre
IMMO00000011558 (MAS 648 N	MACHINES A SOUS	MAS 648 N°B180133895	60	01/11/2018	25241,33	1682,76	23558,57	Bien propre
IMMO00000011559 (MAS 645 N	MACHINES A SOUS	MAS 645 N°B180133894	60	01/11/2018	25241,33	1682,76	23558,57	Bien propre
IMMO00000011560 (BALLY DU.	MACHINES A SOUS	BALLY DUALOS MAS 653 N°5124195	60	01/11/2018	43328	2888,52	40439,48	Bien propre
IMMO00000011561 (BALLY DU.	MACHINES A SOUS	BALLY DUALOS MAS 652 N°5124189	60	01/11/2018	43328	2888,52	40439,48	Bien propre
IMMO00000011562 (BALLY DU.	MACHINES A SOUS	BALLY DUALOS MAS 651 N°5124186	60	01/11/2018	43328	2888,52	40439,48	Bien propre
200800144_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SENTINELLE MCC FA8630BALL'	60	25/01/2008	32860,96	32860,96	0	Bien propre
200800184_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SENTILLES MCC ON LINE BALLY GA	60	21/03/2008	5540,28	5540,28	0	Bien propre
200800186_EA	MAT. PROFESSIONNEL	6 CAISSES RESTAURATION MICROS	36	14/04/2008	9660	9660	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200900059_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ENSEIGNES JACKPOT MULTISIT 20090	60	21/09/2009	4830,17	4830,17	0	Bien propre
201000004_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 TABLE BOULE 2000 DAF2010/01	120	01/12/2009	7176	6637,8	538,2	Bien propre
201100015_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TABLE ROULETTE ANGLAISE 101016	12	11/02/2011	1	1	0	Bien propre
201100390_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECKS MATES JEUX GFV110026	12	04/10/2011	1814,04	1814,04	0	Bien propre
201200024_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 ECRANS TV POUR LA RAE 9772396	60	19/12/2011	3226,85	3226,85	0	Bien propre
201200089_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 ECRAN TV RAE 978334119 RE	60	26/03/2012	1610,79	1610,79	0	Bien propre
201300376_EA	MAT. PROFESSIONNEL	REPORT IMAGE RAE BALLY 2013	60	07/06/2013	5957,78	5957,78	0	Bien propre
201300378_EA	MAT. PROFESSIONNEL	24 IVIEU POUR 24 POSTES RAE F13070	36	12/09/2013	34574,27	34574,27	0	Bien propre
201400042_EA	MAT. PROFESSIONNEL	cylindre automatique jeux bally gaming 2	60	09/01/2014	43601,57	43601,57	0	Bien propre
201400072_EA	MAT. PROFESSIONNEL	7HARWARE/LICENCES RAE BALLY	36	27/02/2014	9185,16	9185,16	0	Bien propre
201400089_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LICENCE PUNTO BANCO	60	13/11/2013	5171,98	5171,98	0	Bien propre
201700069_EA	MAT. PROFESSIONNEL	RENVELMT UNIFORMES ADS HOTESSE	120	12/03/2017	904,21	178,48	725,73	Bien propre
201700080_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ENSEIGNE MAS-SIGNALITIQ CASHIOGA	60	28/04/2017	13081,25	4877,49	8203,76	Bien propre
201700081_EA	MAT. PROFESSIONNEL	INSERTS 4 MAS BALLY TWINSTAR BALL	60	05/05/2017	742,72	271,17	471,55	Bien propre
201700090_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ENSEIGNE LOCK IT LINK GAMING S	60	31/05/2017	8545,43	3033,1	5512,33	Bien propre
201700118_EA	MAT. PROFESSIONNEL	7 ECRANS 17POUCES TACTILES HB MM	60	20/08/2017	8804,48	2721,23	6083,25	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO0000010806 (2 CASHIOS	MAT. PROFESSIONNEL	2 CASHIOS OCCASSION	12	01/11/2018	2455,9	818,64	1637,26	Bien propre
IMMO0000010809 (CAMERA U	MAT. PROFESSIONNEL	CAMERA UPGRADE	60	01/11/2018	1293,6	86,24	1207,36	Bien propre
IMMO0000010811 (SOCLE A L	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLE A LED TRANSPARENT-CAISSON	60	23/11/2018	2949,05	160,56	2788,49	Bien propre
201700114_EA	MAT. PROFESSIONNEL	6 ECRANS ANTI REFLETS IGAME SLMMI	60	10/08/2017	8316,98	2603,8	5713,18	Bien propre
201700116_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 ECRANS ANTI REFLET IGAME SLAMMI	60	05/08/2017	5426,49	1709,71	3716,78	Bien propre
201700117_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 ECRANS ANTI REFLET IGAME SLAMMI	60	20/08/2017	2525,3	780,51	1744,79	Bien propre
201700119_EA	MAT. PROFESSIONNEL	6 ECRANS ANTI REFLET IGAME SLAMMI	60	05/08/2017	8071,56	2543,09	5528,47	Bien propre
200100017_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tables + accessoires Caro	60	25/01/2001	37369,59	37369,59	0	Bien propre
200100018_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tables + accessoires Caro	60	25/01/2001	1115,86	1115,86	0	Bien propre
200100019_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tables + accessoires Caro	60	25/01/2001	1651,77	1651,77	0	Bien propre
200100059_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TIRELIRE POURBOIRES Caro	60	30/01/2001	108,99	108,99	0	Bien propre
200100060_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TABLES + ACCESSOIRES Caro	60	01/02/2001	1934,19	1934,19	0	Bien propre
200100085_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tables + accessoires Caro	60	22/05/2001	9932,38	9932,38	0	Bien propre
200200658_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels jeux TCS	60	27/11/2001	1104,14	1104,14	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200902_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPTAGE QUANTAFLOW MCC	36	07/05/2002	7208,29	7208,29	0	Bien propre
200200911_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS JEUX TCS	60	07/05/2002	6715,07	6715,07	0	Bien propre
200200912_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS JEUX Caro	60	07/05/2002	3672,7	3672,7	0	Bien propre
200200926_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CASIERS DE JETONS Caro	60	07/05/2002	2786,7	2786,7	0	Bien propre
200200932_EA	MAT. D'EXPLOITATION	BRACKET Bally France	60	07/05/2002	8378,87	8378,87	0	Bien propre
200200934_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PINCE D'EXTRACTION Radiospares	60	07/05/2002	21,01	21,01	0	Bien propre
200200936_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS POUR PROGRESSIF TIP S	60	07/05/2002	15463,72	15463,72	0	Bien propre
200201192_EA	MAT. D'EXPLOITATION	fournitures atelier 560-47-22 Manutan	60	07/05/2002	20765,29	20765,29	0	Bien propre
200201193_EA	MAT. D'EXPLOITATION	caisse jetons 51.347 Caro	60	07/05/2002	699,66	699,66	0	Bien propre
200201203_EA	MAT. D'EXPLOITATION	campagne ouverture 212 Filing pub	60	07/05/2002	2050,35	2050,35	0	Bien propre
200201218_EA	MAT. D'EXPLOITATION	web cam + claviers F559/200205MCC	36	07/05/2002	1358,05	1358,05	0	Bien propre
200201220_EA	MAT. D'EXPLOITATION	matériels CA002278 ADS Anker	60	07/05/2002	302,71	302,71	0	Bien propre
200201223_EA	MAT. D'EXPLOITATION	INSTALLATION LOGICIEL OCM MCC	36	07/05/2002	660,19	660,19	0	Bien propre
200201224_EA	MAT. D'EXPLOITATION	progressif FD200532 Ludi SFM	60	07/05/2002	13999,18	13999,18	0	Bien propre
200201225_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Serrures FD200532 Ludi SFM	60	07/05/2002	4052,17	4052,17	0	Bien propre
200201269_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Carte MCC fact 650 MCC	36	26/06/2002	163,61	163,61	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201270_EA	MAT. D'EXPLOITATION	On Line MCC fact 661	MCC	36	26/06/2002	253815,6	253815,6	0	Bien propre
200201271_EA	MAT. D'EXPLOITATION	matériels 440	Audiomaster	60	30/04/2002	798,12	798,12	0	Bien propre
200201320_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne	Plexi Neon	60	07/05/2002	3984,36	3984,36	0	Bien propre
200201321_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne	Plexi Neon	60	07/05/2002	6321,79	6321,79	0	Bien propre
200201322_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne	Plexi Neon	60	07/05/2002	7470	7470	0	Bien propre
200201323_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne	Plexi Neon	60	07/05/2002	10141,67	10141,67	0	Bien propre
200201324_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne	Plexi Neon	60	07/05/2002	12648,52	12648,52	0	Bien propre
200201326_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Progressif 222806	Bally France	60	07/05/2002	8679,37	8679,37	0	Bien propre
200201333_EA	MAT. D'EXPLOITATION	matériels	Radiospares	60	04/06/2002	347,43	347,43	0	Bien propre
200201343_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIEL ENTRETIEN	Diversey	60	07/05/2002	446,56	446,56	0	Bien propre
200201344_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2ème partie fact	TCS	60	07/05/2002	6397,05	6397,05	0	Bien propre
200201352_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseignes 20020613	Techni Seri	96	30/06/2002	7977	7977	0	Bien propre
200201353_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseignes 20020613	Techni Seri	96	30/06/2002	6977,46	6977,46	0	Bien propre
200201354_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseignes 20020613	Techni Seri	96	30/06/2002	9356,73	9356,73	0	Bien propre
200201355_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseignes 20020613	Techni Seri	96	30/06/2002	7906,46	7906,46	0	Bien propre
200201356_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseignes 20020613	Techni Seri	96	30/06/2002	3770,75	3770,75	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201357_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétiques 020329 Impact enseign	96	24/06/2002	43469,7	43469,7	0	Bien propre
200201358_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Install On Line fact 620 MCC	36	17/06/2002	7319,52	7319,52	0	Bien propre
200201359_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Installation UHF fact 695 MCC	36	28/06/2002	5999,32	5999,32	0	Bien propre
200201360_EA	MAT. D'EXPLOITATION	frais port sur install UHF facMCC	36	28/06/2002	105,16	105,16	0	Bien propre
200201361_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Dédouanement On Line fact 670 MCC	36	28/06/2002	18503,47	18503,47	0	Bien propre
200201453_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne MAS Techni Seri	96	30/06/2002	9572,78	9572,78	0	Bien propre
20020B933_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CASSOMAT ADS Anker	60	07/05/2002	8162,7	8162,7	0	Bien propre
2002E0904_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIEL CAISSE MCC MCC	36	07/05/2002	42017,51	42017,51	0	Bien propre
2002E0931_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS JEUX Caro	60	07/05/2002	14998,46	14998,46	0	Bien propre
200301697_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Système progressif n° 301327 Bally France	60	12/03/2003	11417,61	11417,61	0	Bien propre
200301710_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Système progressif n° FD 30025Ludi SFM	60	31/03/2003	21187,14	21187,14	0	Bien propre
200301711_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Serrures fact n° FD300250 Ludi SFM	60	31/03/2003	10175,57	10175,57	0	Bien propre
200301732_EA	MAT. D'EXPLOITATION	On Line 50 mas suppl fact 1438MCC	36	18/04/2003	72253,95	72253,95	0	Bien propre
200301733_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Dédouanement On Line fact 1463MCC	36	25/04/2003	6404,64	6404,64	0	Bien propre
200301770_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Dédouanement On Line fact 1777MCC	36	04/07/2003	1038,79	1038,79	0	Bien propre
200301772_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels On Line fact 1910+ fMCC	36	24/07/2003	637,27	637,27	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301784_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Système progressif fact 230801TIP SFM	60	03/09/2003	14536,81	14536,81	0	Bien propre
200301786_EA	MAT. D'EXPLOITATION	uniformes MCD fact 2003/09/03 Bleu Marin	36	25/09/2003	12073,62	12073,62	0	Bien propre
200301787_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Ecrans plasma fact 03J06378 SCC	36	07/10/2003	16797,15	16797,15	0	Bien propre
200401842_EA	MAT. D'EXPLOITATION	34 SOCLES MAS CARO	60	09/08/2004	10795,1	10795,1	0	Bien propre
200401845_EA	MAT. D'EXPLOITATION	SERRURES MAS LUDI SFM	60	09/08/2004	4748,12	4748,12	0	Bien propre
200401854_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Fibre optique Perconta CAPS	60	09/08/2004	5585,1	5585,1	0	Bien propre
200401855_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Boites dialoque distributrices MCC	60	09/08/2004	1115,72	1115,72	0	Bien propre
200401859_EA	MAT. D'EXPLOITATION	AAI mas Techni Seri	60	31/08/2004	3109,6	3109,6	0	Bien propre
200401861_EA	MAT. D'EXPLOITATION	5 Air Tray TCS Huxley	60	27/07/2004	3360,03	3360,03	0	Bien propre
200401866_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 RA complètes fact 51.487 Caro	60	16/09/2004	21466,47	21466,47	0	Bien propre
200401871_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Dédouanement On Line 50 mas MCC	36	08/09/2004	8128,85	8128,85	0	Bien propre
200401874_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Frais port sur fact 3130 MCC	60	10/09/2004	41,03	41,03	0	Bien propre
200401882_EA	MAT. D'EXPLOITATION	On Line 50 mas suppl fact FA32 MCC	36	30/09/2004	72194,15	72194,15	0	Bien propre
200401883_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Install on line fact FA3243 MCC	36	30/09/2004	1128,38	1128,38	0	Bien propre
200501913_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Supercontroller MAS Ludi SFM	60	31/01/2005	41,86	41,86	0	Bien propre
200601975_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels pour On Line / E-mot Ludi SFM	36	08/03/2006	1298,86	1298,86	0	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700186_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MELANGEUR DECK MAT 105661 54500	60	10/04/2007	12611,59	12611,59	0	Bien propre
200700321_EA	MAT. D'EXPLOITATION	DECK MATE 105789 55335 CARO	60	31/08/2007	12591,6	12591,6	0	Bien propre
201600085_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 BORNES INTERACTIVES CARREVIPAR	33	03/03/2016	6305,36	6305,36	0	Bien propre
201600086_EA	MAT. D'EXPLOITATION	EXTENSION GARANTIE 2 BORNES ARS	33	03/03/2016	375,04	375,04	0	Bien propre
201700053_EA	MAT. D'EXPLOITATION	UNIFORMES RENOUVELLEMENT ADS B	120	01/12/2016	7757,46	1745,44	6012,02	Bien propre
201700095_EA	MAT. D'EXPLOITATION	EGT LADY'S CARDS S133821 CASINO	60	07/06/2017	3588	1247,33	2340,67	Bien propre
201700098_EA	MAT. D'EXPLOITATION	AFFICHEUR ROULETTE PROCED	60	22/03/2017	7391,28	2896,83	4494,45	Bien propre
200100051_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VERNISSAGE TABLE JEUX Max Berr	60	25/01/2001	728,71	728,71	0	Bien propre
201700022_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 TABLETTES TOUGHPAD FZ-M1 ECON	36	01/12/2016	2473,33	1854,99	618,34	Bien propre
200700336_EA	MOB. D'EXPLOITATION	DESCK D'ACCUEIL SDS 0708075/07	120	01/10/2007	5294	5294	0	Bien propre
200700337_EA	MOB. D'EXPLOITATION	DESK VESTIAIRE SDS 0708075/07	120	01/10/2007	3625	3625	0	Bien propre
200800090_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER PIED DE TABLE BAR MASEMM	60	15/11/2007	960	960	0	Bien propre
200800095_EA	MOB. D'EXPLOITATION	8 TABLES POUR BAR MAS L&B CON	60	15/11/2007	2108	2108	0	Bien propre
200800177_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE DE TEXAS HOLDEM N°604 CAR	120	31/12/2007	3094,12	3094,12	0	Bien propre
201600089_EA	MOB. D'EXPLOITATION	8 FAUTEUILS MAS MOD.813 GSF PATIR	60	08/02/2016	2854,85	1753,95	1100,9	Bien propre
201700089_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CHAISES BLACK JACK ELECTRONIQ STY	120	16/06/2017	1898,75	325,46	1573,29	Bien propre

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO0000002789 (13 SIEGES	MOB. D'EXPLOITATION	13 SIEGES MODELE 813 SLANT ET UPR	60	22/11/2017	5116,54	1304,73	3811,81	Bien propre
IMMO0000011532 (Siege MAS	MOB. D'EXPLOITATION	Siege MAS	60	30/11/2018	2753	139,17	2613,83	Bien propre
Total					**11 078 491,87**	**8 397 621,65**	**2 680 870,22**	

SOCIETE TOURISTIQUE D'ANIMATION DE BORDEAUX LAC
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 €
Siège social : Rue du Cardinal Richaud – 33000 BORDEAUX
841 461 650 RCS BORDEAUX

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 22 JANVIER 2019

L'an deux mille dix neuf et le vingt deux janvier à PARIS 75002 – 35 Boulevard des Capucines,

la Société **GROUPE LUCIEN BARRIERE**, Société par actions simplifiée au capital de 1 215 144,68 euros, dont le siège social est 35 boulevard des Capucines 75002 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 320 050 859, représentée par Monsieur Philippe PERROT, dûment habilité à l'effet des présentes,

Associée unique de la « **SOCIETE TOURISTIQUE D'ANIMATION DE BORDEAUX LAC** »

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- L'augmentation du capital social ;
- La modification corrélative des statuts ;
- Les pouvoirs à donner.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, connaissance prise du rapport du président, décide d'augmenter le capital social de 5 990 000 euros pour le porter de 10 0000 euros à 6 000 000 euros par émission de 5 990 000 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune.

Cette augmentation de capital est souscrite en numéraire et attribuée en totalité à la société GROUPE LUCIEN BARRIERE, associé unique.

La souscription et le versement seront reçus au siège dans un délai de 18 mois.

Tous pouvoirs sont donnés au Président pour réaliser l'augmentation de capital, recueillir la souscription et le versement exigible, constater la libération en numéraire et généralement prendre toutes mesures et accomplir toutes formalités pour parvenir à la réalisation définitive de l'augmentation de capital.

DEUXIEME DECISION

L'associé unique décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, objet de la première décision de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

Il est ajouté à l'article 6 – Apports les alinéas suivants :

« Aux termes d'une décision de l'associé unique du 22 janvier 2019, le capital social a été augmenté de 5 990 000 euros pour être porté de 10 000 euros à 6 000 000 euros par émission de 5 990 000 actions nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune. »

Article 7 / Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 6 000 000 euros, divisé en 6 000 000 actions de 1 euro chacune, souscrites et entièrement libérées et de même catégorie.

TROISIEME DECISION

L'associé unique donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou des présentes pour accomplir toutes formalités qui seront nécessaires ainsi qu'à Madame Marie-Liesse SAUTEREAU à l'effet de procéder à la libération du capital.

De tout ce que dessus il a été établi le présent acte qui est signé par l'associé unique.

Pour Groupe Lucien Barrière
Philippe PERROT

BARRIÈRE

GARANTIE DE PORTE-FORT

La société **GROUPE LUCIEN BARRIERE**, est une société par actions simplifiée au capital de 1 215 144,68€ dont le siège social est situé 35 boulevard des Capucines – 75002 Paris, inscrite au RCS de Paris sous le n° 320 050 859, représentée par Monsieur Dominique Desseigne dument habilité à l'effet des présentes, déclare ce qui suit :

Notre filiale, la **SOCIETE D'ANIMATION TOURISTIQUE DE BORDEAUX** (ci-après « **SATB** »), Société par actions simplifiée au capital de 6 750 000€, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 418 083 754, située rue du Cardinal Richaud – 33 000 Bordeaux, dont nous détenons indirectement 100% du capital, a effectué le dépôt de son offre dans le cadre de l'appel d'offres lancé par la Ville de Bordeaux pour l'attribution de la délégation de service public pour l'exploitation, la gestion et l'entretien du casino de la Ville de Bordeaux, et nous avons parfaite connaissance des termes de la Convention (ci-après la « Convention ») qu'elle a signée.

La « **SOCIETE TOURISTIQUE D'ANIMATION DE BORDEAUX LAC** » (ci-après « **STABL** »), dont nous détenons directement 100% du capital et qui a bénéficié d'une cession des actifs de la SATB, s'est substituée à cette dernière.

C'est avec notre complète approbation que la SATB a déposé son offre et a signé la Convention de délégation de service public mentionnée ci-avant avec la Ville de Bordeaux et prévoyant sa substitution par la STABL.

Compte-tenu de notre politique constante de notre société, qui surveille et contrôle étroitement la gestion et plus spécialement le déroulement des plans financiers de ses filiales, la STABL devrait être en mesure de respecter l'ensemble des engagements souscrits dans le cadre de la Convention à votre égard.

Nous vérifierons qu'elle apporte toutes les diligences nécessaires à cet effet.

Elle bénéficiera en outre de notre assistance sur le plan administratif et opérationnel et fera l'objet périodiquement de contrôles approfondis de notre part quant aux engagements qu'elle a souscrits.

Fait à Paris, le 18/01/2019

Dominique DESSEIGNE
Président

BARRIÈRE

GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

La société GROUPE LUCIEN BARRIERE (ci-après « GLB »), société par actions simplifiée au capital de 1 215 144,66 euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 320 050 859, dont le siège social est situé 35 Boulevard des Capucines à Paris, représentée par Dominique Desseigne.

Connaissance prise du Contrat de concession de service public portant sur l'exploitation, la gestion et l'entretien du casino de la Ville de Bordeaux, ci-après « la Convention », signé entre la Société d'Animation Touristique de Bordeaux (SATB), société par actions simplifiée immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 418 083 754 (ci-après la « SATB »), substituée par la Société Touristique d'Animation de Bordeaux Lac (ci-après la « STABL »), société par actions simplifiée immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 841 461 650, et la Ville de Bordeaux.

La société GROUPE LUCIEN BARRIERE s'engage en faveur de la STABL vis-à-vis de la Ville de Bordeaux en sa qualité de garant à verser à la Ville de Bordeaux, à première demande, toutes les sommes qu'elle pourrait réclamer en considération :

- de la bonne exécution des prestations d'exploitation afin de couvrir les risques suivants :
  - le paiement des pénalités conformément aux articles 43.1 et 43.2 de la Convention dues par la STABL au cas où cette dernière ne les aurait pas versées,
  - le paiement de toutes les sommes restant dues par la STABL à l'expiration de la Convention,
  - le remboursement des dépenses engagées par la Ville de Bordeaux dans l'hypothèse où cette dernière serait contrainte de prendre les mesures prévues par l'article 44 de la Convention.
- des opérations de fin de Convention incombant à la STABL,

et ce, à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de cinq cent mille euros (500 000€) étant précisé que la demande de la Ville de Bordeaux résultera suffisamment d'une lettre à GLB, adressée en recommandé avec demande d'avis de réception, attestant que le versement des sommes réclamées est dû et que les conditions de leur paiement se trouvent réalisées.

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à GLB qu'une somme égale à la différence entre l'encours de la garantie à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

La prise d'effet du présent engagement est fixée à la date de début d'exploitation du service telle que définie par la Convention.

La présente garantie est valable jusqu'au 31 octobre 2035. À défaut de réception par GLB d'une mise en jeu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard à cette date, il ne pourra plus y être fait appel et la présente garantie sera caduque.

Par ailleurs, la restitution sans autre formalité de l'original du présent acte vaut également mainlevée pleine et entière du présent engagement.

Le présent engagement est soumis au droit français, tout litige lui étant relatif sera de la compétence des tribunaux de PARIS. Le texte en français du présent engagement fait seul foi.

Pour l'exécution des présentes, élection de domicile est faite par GLB à son siège social.

Fait à Paris, le 18/01/2019

Dominique Desseigne
Président

BNP PARIBAS

ACTE DE GARANTIE AUTONOME À PREMIÈRE DEMANDE N°00819KSD143.584/96

BNP PARIBAS, Société Anonyme au capital de 2.499.597.122 Euros, dont le Siège Social est à PARIS (75009), 16 Boulevard des Italiens, immatriculée sous le n° 662 042 449 - RCS Paris - identifiant CE FR 76662042449 - orias n°07 022 735, représentée par son mandataire **David EYRAUD**

ci-après dénommée sous le terme générique "la Banque",

Connaissance prise du projet de Contrat de concession de service public portant sur l'exploitation, la gestion et l'entretien du casino de la Ville de Bordeaux et de son bail administratif, ci-après le « Contrat », entre la Société **SOCIETE TOURISTIQUE D'ANIMATION DE BORDEAUX LAC - STABL**, Société par actions simplifiée à Associés Unique au capital de 10.000. Euros, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 841 461 650, dont le siège social est à BORDEAUX (33000) rue du Cardinal Richaud, (ci-après la « Société », et la **Ville de Bordeaux**,

S'engage en faveur de la Société vis-à-vis de la Ville de Bordeaux en sa qualité de garant à verser à la Ville de Bordeaux à première demande toutes les sommes qu'elle pourrait réclamer en considération de l'opération susmentionnée à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de EUR 1 500 000,00 (un million cinq cent mille euros) étant précisé que :

- la demande de la Ville de Bordeaux résultera suffisamment d'une lettre à la banque, adressée en recommandé avec demande d'avis de réception, attestant que le versement des sommes réclamées est dû et que les conditions de leur paiement se trouvent réalisées,
- la banque ne pourra opposer aucune exception tenant à l'opération visée ci-dessus,
- la banque sera tenue de régler les sommes réclamées sur présentation de cette lettre.

En cas de mise en jeu partielle, le montant du présent engagement se réduira de telle sorte qu'il ne pourra plus être demandé à la banque qu'une somme égale à la différence entre l'encours de la garantie à cette date et les sommes réglées au titre des mises en jeu partielles.

La prise d'effet du présent engagement est fixée à la date du 01 février 2019.

La présente garantie est valable jusqu'au 31 octobre 2035. À défaut de réception par la banque d'une mise en jeu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard à cette date, il ne pourra plus y être fait appel. Par ailleurs, la restitution sans autre formalité de l'original du présent acte vaut également mainlevée pleine et entière du présent engagement.

Le présent engagement est soumis au droit français, tout litige lui étant relatif sera de la compétence des tribunaux de PARIS.

Le texte en français du présent engagement fait seul foi.

Pour l'exécution des présentes, élection de domicile est faite par la banque à l'APAC Financement des Entreprises IDF dont l'adresse est à PARIS 75018, 8 rue de Sofia

Fait à Paris, le 01 février 2019

BNP Paribas
affaires Elysée Haussmann
-39 rue d'Anjou
75008 Paris

ois CLAUTRIER

David EYRAUD

A

ACCES AUX SALLES DE JEUX

B

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

1- Admissions dans les salles de jeux
2- Droit et Responsabilité de l'établissement.
3- Accès au Casino.
4- Les films et les photos.
5- Les Personnes Interdites de jeux.
6- Règlement Intérieur spécifique aux salles de jeux.
7- Affichage réglementaire dans le Casino.
8- Restauration
9- Bars
10- Théâtre
11- Parking du Casino

C

CHARTE DE DÉONTOLOGIE

A- Accès aux salles de jeux

Ne peuvent être admis dans les salles de jeux des casinos:

- les mineurs, même émancipés ;
- les fonctionnaires ou militaires en uniforme en dehors de l'exercice de leur mission ;
- les personnes en état d'ivresse ou susceptibles de provoquer du scandale ou des incidents ;
- les personnes dont le Ministre de l'Intérieur a requis l'exclusion.

- les jeux ne peuvent être pratiqués qu'argent comptant ;
- tout enjeu sur parole est interdit ;
- toute association de joueurs est interdite ;
- toute utilisation d'artifices dans le cours du jeu est interdite.

HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE ENVISAGÉS DES MACHINE A SOUS

Du lundi au dimanche de 10h00 à 4H00

HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE ENVISAGÉS DES JEUX DE TABLE

Du lundi au dimanche de 21h00 à 4h00

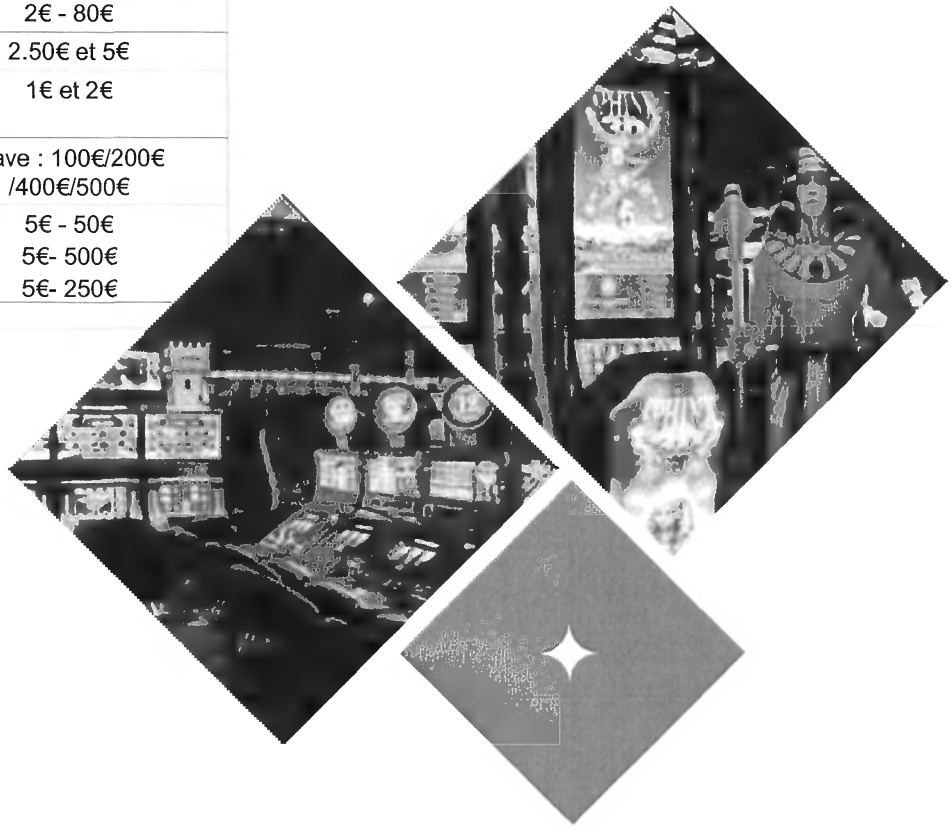
MINIMA – MAXIMA ENVISAGES A LA DATE DE CONCLUSION DU CONTRAT

Bataille	2€ - 100€
Black Jack	10€ - 500€
Boule	2€ - 80€
Roulette Anglaise	2.50€ et 5€
Roulette Anglaise Electronique	1€ et 2€
Texas Hold'em Poker	Cave : 100€/200€ /400€/500€
Ultimate Poker	5€ - 50€
Roue de la Chance	5€- 500€
Black Jack Electronique	5€- 250€

INFORMATION SUR LES RISQUES D'ABUS DE JEU

Il convient de jouer de manière responsable afin d'éviter tout enjeu excessif. La dépendance au jeu est caractérisée par une perte de contrôle continue ou périodique, une progression dans les sommes jouées, dans la fréquence de la participation au jeu et le sentiment erroné de pouvoir contrôler le hasard, prédire le résultat des jeux. Le jeu prend une place prépondérante dans la vie de la personne ayant un problème de jeu excessif qui cherchera à obtenir de l'argent pour continuer à jouer. Le jeu devient une préoccupation obsessionnelle malgré les conséquences négatives pour le joueur. L'abus de jeu risque de mettre en péril la vie personnelle, familiale ou professionnelle du joueur excessif.

Toute personne a la possibilité de solliciter volontairement son exclusion des salles de jeux en adressant une demande d'interdiction auprès du Ministère de l'Intérieur. Selon l'article 22 de l'arrêté du 14 Mai 2007, le Ministère prononcera l'exclusion des salles de jeux pour une durée de trois ans renouvelable tacitement. Toute personne inscrite sur la liste des personnes exclues établie par le Ministère de l'Intérieur, se verra interdire l'accès aux salles de jeux. Les décisions d'exclusion ou de radiation de la liste des personnes exclues sont communiquées par le Ministère de l'Intérieur, tous les mois, avec effet sous deux jours ouvrables, par voie électronique sous forme d'un fichier sécurisé et réplicable informatiquement au Directeur responsable de chaque casino.



B- Règlement intérieur

1.ADMISSIONS dans les SALLES de JEUX

(cf.Art.14 du Décret modifié du 22 décembre 1959)

«Ne peuvent être admis dans les salles de jeux des Casinos les mineurs même émancipés et le fonctionnaires en uniforme. L'accès des salles de jeux est interdit aux individus en état d'ivresse, ou susceptibles de causer des scandales ou des incidents, ainsi qu'à toute personne dont le Ministre de l'intérieur a requis l'exclusion dans les conditions fixées par l'arrêté »

Ne peuvent être admis :

- Les animaux, même tenus en laisse,
- Les appareils photographiques qui doivent être déposés au vestiaire de même que les casques, parapluies, objets encombrants,
- L'introduction de nourriture et boissons,
- Toute arme ou objet dangereux.

2. DROIT ET RESPONSABILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT

- Par ailleurs, la Direction se réserve le droit d'interdire l'accès à l'établissement à tout individu qui se sera rendu indésirable, susceptible de créer du trouble ou perturber le bon déroulement des jeux.
- De même qu'elle pourra obtenir réparation en cas de détérioration de matériels, elle ne sera, en aucune manière, responsable des vols commis à l'intérieur de l'établissement.

3. ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

Pour le bien-être de tous, une tenue correcte est exigée. De plus, la Direction se réserve le droit d'accès à l'établissement.

Sont interdits sur l'ensemble de l'établissement* :

- Les vêtements et autres chaussures sales, déchirés, troués, tâchés
- Toutes les tenus sportives et de plage (cyclistes, foot, short de sport, survêtement…)
- Les débardeurs et tee-shirts sans manches pour les hommes
- Les tongs (sauf si larges et en cuir)
- Les sandales (sauf celles en cuir et attachées au niveau du talon)
- Les sabots
- Les couvre-chefs

De plus il est strictement interdit de fumer au sein du casino, en vertu décret n°2006-1386 du 15/11/2006 sauf dans les espaces spécialement dédiés.

**Liste non exhaustive*

4. LES FILMS ET PHOTOS

Les films et photos sont autorisés dans la mesure où ils respectent la vie privée et la sincérité des jeux. Ainsi ils ne peuvent concerner, ni les jeux de tables, ni les caisses, ni les zones sensibles de sécurité, ni les personnes, clients ou personnel du casino, n'ayant pas donné leur consentement.
Conformément à la loi informatique et liberté n°78-17 du 09 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent.
Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez- vous adresser à l'accueil du casino Barrière de Bordeaux.

5. LES PERSONNES INTERDITES DE JEUX.

Nous rappelons que les personnes interdites de jeux ne peuvent avoir accès aux salles de jeux. En conséquence, tout interdit qui chercherait à enfreindre cette interdiction ne pourra obtenir le paiement des gains qui résulteraient de ses mises ni le remboursement des pertes qu'il aurait subies*.

**Article 1108 du Code Civil :*
« Quatre conditions sont essentielles pour la validation d'une convention :
- Le consentement de la partie qui s'oblige ;
- Sa capacité de contracter ;
- Un objet certain qui forme la matière de l'engagement ;
- Une cause licite dans l'obligation. »

**Article 1133 du Code Civil :* « La clause est illicite quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public ».

6. REGLEMENT INTERIEUR SPECIFIQUE AUX SALLES DES JEUX.

- Les chèques de gains sont établis que pour des jackpots «supérieurs» ou «égaux» à 1500 € sur simple demande.
- Les euro-chèques ne sont pas acceptés en caisse.
- Les chèques sont acceptés en caisse pour un montant minimum de 150 € (commission de garantie de 2 % déduite). Une pièce d'identité est demandée pour les transactions par chèque.
- Une pièce d'identité sera exigée par les caissiers pour tout change « SUPÉRIEUR » ou « ÉGAL » à 2.000€, et pour tout jackpot à partir de 1.500€. Ceci afin de répondre à nos obligations envers nos autorités de tutelles.
- Tous les billets sont systématiquement passés au détecteur de faux billets.
- Nous vous rappelons que pour des raisons de sécurité, les membres du personnel et de la Direction ne disposent pas de la clef du coffre.

Les jeux ne peuvent être pratiqués qu'argent comptant. Tout enjeu sur parole est interdit. Les sommes sont représentées :

• par des billets de banque et des pièces de monnaie ayant cours légal en France ;
• par des jetons ou plaques ou titres de valeur fournis par l'établissement à ses risques et périls (décret du 22 décembre 1959).

7. AFFICHAGE REGLEMENTAIRE DANS LE CASINO.

Conformément à la réglementation des jeux, l'établissement procède à l'ensemble des affichages obligatoires comme par exemple les règles de tous les jeux pratiqués, l'affichage du détail des encaisses et des minimas pratiqués sur l'ensemble des tables de jeux traditionnels.

8. RESTAURATION

Les horaires envisagés à la date de conclusion du contrat sont les suivants :
Midi : 12h-14h.
Soir : 19h-23h en semaine.
19h-00h samedis, dimanches et veille de JF.

9. BARS

Les horaires envisagés à la date de conclusion du contrat sont les suivants :
Bar des machines à sous : 10h -03h30
Bar des jeux de tables : 21h à 03h30.

10. THEATRE

L'ouverture du théâtre dépend du calendrier artistique, les portes ouvrant 30 minutes avant le début du spectacle. L'accès au théâtre est conditionné par la possession d'un billet valide, avec un placement libre ou numéroté obtenu de manière payante ou éventuellement gratuitement.

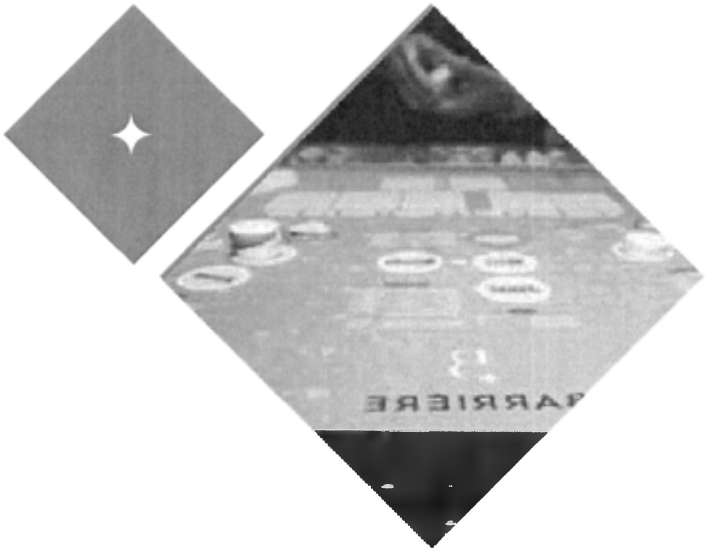
11. PARKING du CASINO.

Le parking du casino compte 420 places dont 12 places spécifiquement réservées aux personnes à mobilité réduite. Son accès réservé aux clients du Casino ou à ceux du théâtre ; il est actuellement gratuit et disponible de 10h à 4h.



C- Charte de déontologie

En choisissant d'adhérer à Casinos de France, syndicat de la profession, les Casinos Barrière affirment leur volonté d'exercer leur activité en répondant à une double exigence : se conformer sans faille à la réglementation en vigueur et, d'autre part, respecter une certaine éthique indispensable à la profession et aux intérêts légitimes de ses clients. Première forme de cet engagement, la charte de déontologie de Casinos de France dont voici quelques extraits.



1. GARANTIR L'INTÉGRALITÉ DES CHANCES DU JOUEUR

Les Casinos Barrière s'engagent à préserver l'intégralité des chances du joueur et à répondre à toute demande d'information qu'il souhaiterait obtenir sur les règles des jeux et notamment sur les chances de gain.

2. PROTÉGER LES JOUEURS D'EUX-MÊMES

Les mineurs qui sont légalement interdits d'accès aux salles de jeux, ne feront, en outre, l'objet d'aucune sollicitation spécifique vers les jeux.
Pour que le jeu demeure un loisir, les Casinos Barrière s'efforceront de restreindre la pratique du jeu à toute personne qui lui en ferait localement la demande.

3. ASSURER LA SÉCURITÉ DES CLIENTS ET DU PERSONNEL

Les exigences de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) doivent être respectées dans tout ce qu'elles n'ont pas de contradictoire avec la règlementation propre aux jeux (exemple : fichiers interdits).
Les Casinos Barrière s'engagent à mobiliser, à titre préventif, les moyens humains et techniques afin d'assurer dans toute la mesure du possible la sécurité des établissements et de leurs abords. Cette tâche s'effectuera en étroite collaboration avec les organismes de police et de gendarmerie.

4. ASSURER LA FORMATION DU PERSONNEL

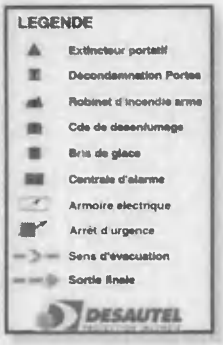
Il est de la responsabilité des Casinos Barrière de dispenser aux personnels des casinos la formation nécessaire. Cette formation, variable avec le personnel et adaptée à sa fonction, est de trois ordres :
- Professionnel
- Sécurité (incendie et autres sinistres)
- Sûreté (agressions externes, vols, etc.)

Elle est conduite en étroite collaboration avec les organismes extérieurs concernés (police, gendarmerie, pompiers et autres organismes de formation). Cette formation doit favoriser un accueil parfait de la clientèle, permettre de lui offrir toute la discrétion souhaitée et lui assurer un maximum de sécurité, de détente, de distraction et de loisirs.

CASINO
BARRIÈRE
BORDEAUX

"PLAN DE SECURITE - INCENDIE"

SALLE DE SPECTACLE
RUE DU CARDINAL RICHAUD
33300 BORDEAUX-LAC

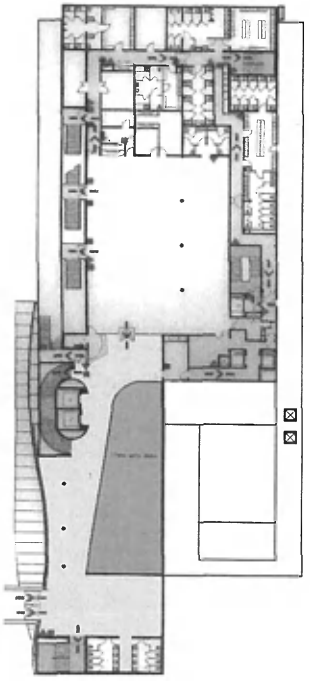


CASINO
BARRIÈRE
BORDEAUX

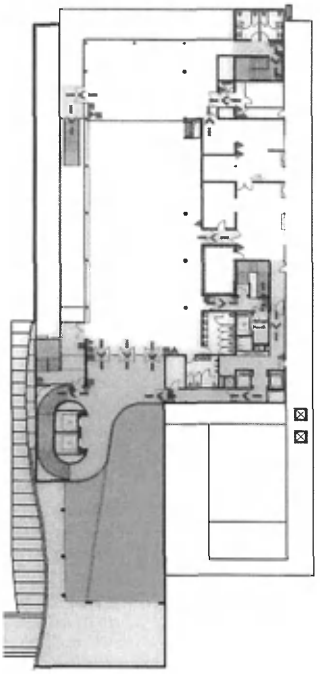
BATIMENT CASINO
RUE DU CARDINAL RICHAUD
33300 BORDEAUX-LAC

"PLAN DE SECURITE - INCENDIE"

INTERVENTION
NIVEAU 1



INTERVENTION
NIVEAU 2



INTERVENTION
NIVEAU ENTRE-SOL

INTERVENTION
NIVEAU 0

INTERVENTION
NIVEAU 0

LEGENDE

- Extincteur portatif
- Alarme
- Cde de désenfumage
- Arrêt d'urgence
- Colonne sèche
- Centrale d'alarme
- Coupure gaz
- Tableau électrique
- Transformateur
- Déverrouillage ventouses
- Sens d'évacuation
- Sortie finale

INCENDIE PREVENEZ :

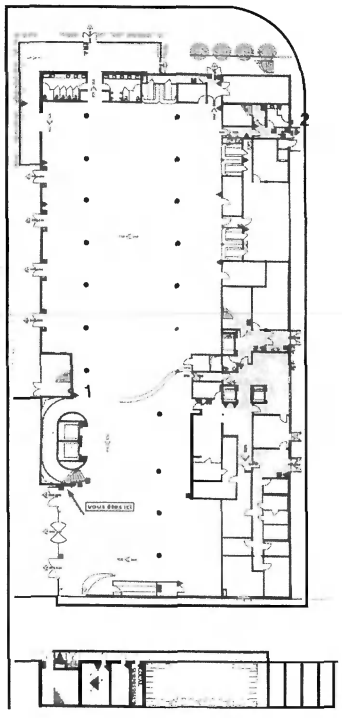
05.56.69.49.01 ou 22

en précisant le lieu exact du sinistre.

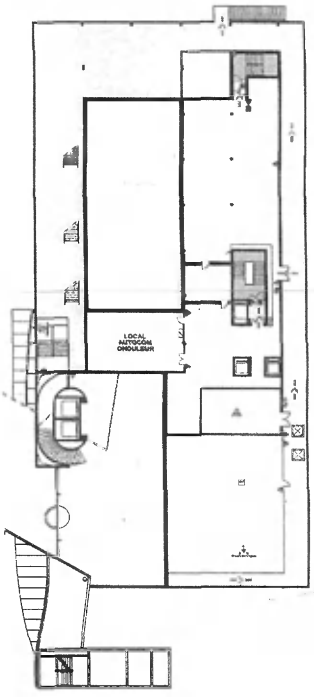
Attaquez le feu sans prendre de risque, avec l'extincteur approprié le plus proche.

En cas de fumée, baissez-vous, l'air frais est près du sol.

INTERVENTION
NIVEAU 0



INTERVENTION
NIVEAU ENTRE-SOL



ACCIDENT ou malaise PREVENEZ :

05.56.69.49.01 ou 22

PREVENTION

Interdiction de fumer sauf dans les lieux signalés.
Ne pas obstruer les voies d'évacuation, issues de secours, accès à un équipement de lutte contre l'incendie.

Matériel incendie : connaissez leurs emplacements et leur mode d'emploi.
Ne garez pas votre véhicule devant les bouches d'incendie ou sur les voies d'accès des pompiers.

EVACUATION

A l'audition du signal d'évacuation, ou sur ordre d'un responsable :

Dirigez-vous vers l'issue d'évacuation, Ne revenez pas en arrière.

Suivez les indications du guide d'évacuation ou des services de secours.

Ne pas utiliser les ascenseurs.

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201400085_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RIDEAUX A FRANGES RS VARIA FRANCE	60	07/05/2014	4026,05	3890,36	135,69	Concession avec Reprise
201400083_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	LUSTRE CHAPEAU MELON RS MATHI DESIGN	60	07/05/2014	2087,5	2017,15	70,35	Concession avec Reprise
200800247_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	SYST ECRANS ATRIUM IEC	180	21/07/2008	1099	778,4	320,6	Concession avec Reprise
200700311_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CABLAGE AUDIO VIDEO HOLDEM 27060069 CAE INV06/07	180	14/08/2007	7310,76	5632,86	1677,9	Concession avec Reprise
200700304_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CABLAGE VIDEO NUMERIQUE AEC04/724281 SPIE	180	27/07/2007	33402,61	25864,92	7537,69	Concession avec Reprise
201400113_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RIDX A FRANGES/VARIA/FAC38463	60	15/05/2014	7617,1	7356,61	260,49	Concession avec Reprise
IMMO0000000217 (	LOGICIELS ET LICENCES	AUDIT TECHNIQUE CASINO	20	01/11/2017	3463,3	2770,64	692,66	Concession avec Reprise
201500067_EA	LOGICIELS ET LICENCES	1 LOGICIEL OFFICE 2013 ECONOCOM	12	28/05/2015	361,78	361,78	0	Concession avec Reprise
201100014_EA	LOGICIELS ET LICENCES	2 LICENCES PHOTOSHOP MKG 07279399 INSIGHT	36	01/11/2010	2149,03	2149,03	0	Concession avec Reprise
200800019_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE FERRON DR OFFICE 2007 7175217 INSIGHT TE	36	26/11/2007	377,33	377,33	0	Concession avec Reprise
200800018_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE BALTARDIVE EM OFF 20077175217INSIGHT TE	36	26/11/2007	377,33	377,33	0	Concession avec Reprise
200800017_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE LINXE RH OFFICE 2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	377,33	377,33	0	Concession avec Reprise
200800016_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE CUISINE OFFICE 2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	320,75	320,75	0	Concession avec Reprise
200800015_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES MCD MS OFFICE 2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	383,62	383,62	0	Concession avec Reprise
200800014_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCES JX HERVAT OFFICE2007 7175217 INSIGHT	36	26/11/2007	383,62	383,62	0	Concession avec Reprise
200700361_EA	LOGICIELS ET LICENCES	2 LICENCES SERVEUR 7169404 INSIGHT	36	29/10/2007	1349,92	1349,92	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700317_EA	LOGICIELS ET LICENCES	MICROSOFT OFFICE 2007 JX 2165022 INSIGHT	36	13/08/2007	351,88	351,88	0	Concession avec Reprise
200700316_EA	LOGICIELS ET LICENCES	MICROSOFT OFFICE 2007 DR 2165022 INSIGHT	36	13/08/2007	346,11	346,11	0	Concession avec Reprise
200700315_EA	LOGICIELS ET LICENCES	MICROSOFT OFFICE 2007 FI 2165022 INSIGHT	36	13/08/2007	346,11	346,11	0	Concession avec Reprise
200700172_EA	LOGICIELS ET LICENCES	9 LICENCES OFFICE 2007 01275103 INSIGHT	36	26/02/2007	3074,4	3074,4	0	Concession avec Reprise
200700157_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE MICROSOFT WINDOWS 20037143165 INSIGHT TECH	36	17/01/2007	750,43	750,43	0	Concession avec Reprise
200700156_EA	LOGICIELS ET LICENCES	LICENCE OFFICE WINDOW 2003 7138787 INSIGHT TECH SC	36	11/12/2006	650,2	650,2	0	Concession avec Reprise
200601993_EA	LOGICIELS ET LICENCES	licence office 2003 fact 71270Spectrum Software	12	13/09/2006	294	294	0	Concession avec Reprise
200601992_EA	LOGICIELS ET LICENCES	licence office 2003 fact 71270Spectrum Software	12	13/09/2006	345,29	345,29	0	Concession avec Reprise
200301680_EA	LOGICIELS ET LICENCES	Licence retrospect 03A02903 Allium	12	07/01/2003	610,61	610,61	0	Concession avec Reprise
200301667_EA	LOGICIELS ET LICENCES	logiciel Sphinx fact 02L17828 Allium	12	01/11/2002	1604,92	1604,92	0	Concession avec Reprise
IMMO0000001925 (	MACHINES A SOUS	ECRAN 55 POUR BJE ET BORNE CARRE VIP	16	01/11/2017	2450,18	2450,18	0	Concession avec Reprise
201100059_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHAMBRE FROIDE 120511 BONNET	120	12/05/2011	9916,1	7748,86	2167,24	Concession avec Reprise
200900062_EA	MAT. PROFESSIONNEL	COFFRE FORT MAS 90068754 GUNNEBO	120	30/10/2009	12947,9	12160,86	787,04	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800197_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LIAISON FIBRE OPTIQUE VIDEO INEO SUEZ	180	28/04/2008	3997,62	2894,33	1103,29	Concession avec Reprise
200800223_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SYST CONTROLE ACCES TERRASSE SPIE SUD OUEST	180	27/05/2008	4836,71	3475,53	1361,18	Concession avec Reprise
200800002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EXT CABLAGE VIDEO SPIE	180	20/11/2007	10846,25	8166,94	2679,31	Concession avec Reprise
200201201_EA	MAT. PROFESSIONNEL	fournitures atelier 208009 René Ledoux	60	07/05/2002	281,7	281,7	0	Concession avec Reprise
200201200_EA	MAT. PROFESSIONNEL	fournitures atelier 208008 René Ledoux	60	07/05/2002	4576,44	4576,44	0	Concession avec Reprise
200200888_EA	MAT. PROFESSIONNEL	OUTILLAGE René Ledoux	60	07/05/2002	3383,68	3383,68	0	Concession avec Reprise
200200886_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CABLE D/ Nilfisk	60	07/05/2002	38,05	38,05	0	Concession avec Reprise
200200885_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SHAMPOOINEUSE D/ Nilfisk	60	07/05/2002	715,99	715,99	0	Concession avec Reprise
200200884_EA	MAT. PROFESSIONNEL	RETROPROJECTEUR D/ Meeting Work	60	07/05/2002	592,82	592,82	0	Concession avec Reprise
200200883_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT POUR TECHNIQUE D/ Manutan	60	07/05/2002	81,3	81,3	0	Concession avec Reprise
200200882_EA	MAT. PROFESSIONNEL	RAYONNAGE POUR MAS D/ Manutan	60	07/05/2002	466,44	466,44	0	Concession avec Reprise
200200880_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NETTOYEUR HAUTE PRESSION D/ Karcher	60	07/05/2002	223,89	223,89	0	Concession avec Reprise
200200879_EA	MAT. PROFESSIONNEL	JETONS DE VESTIAIRE D/ Hoteldis	60	07/05/2002	1570,11	1570,11	0	Concession avec Reprise
200200878_EA	MAT. PROFESSIONNEL	PETITS MATERIELS TECHNIQUES D/ Dessaint	60	07/05/2002	19538,17	19538,17	0	Concession avec Reprise
200200877_EA	MAT. PROFESSIONNEL	INSTALLATION TECHNIQUE Bigata Air	60	07/05/2002	1707,52	1707,52	0	Concession avec Reprise
200200875_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MATERIELS ELECTRIQUES CGED	60	07/05/2002	7754,23	7754,23	0	Concession avec Reprise
200200874_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MATERIELS TECHNIQUES CGED	60	06/05/2002	327,25	327,25	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200873_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DISJONCTEURS	CGED	60	05/05/2002	731,71	731,71	0	Concession avec Reprise
200200700_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ARMOIRE ELECTRONIQUE	Heure et contrôle	60	21/03/2002	7961,77	7961,77	0	Concession avec Reprise
200100079_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	12	01/04/2001	164,64	164,64	0	Concession avec Reprise
200100078_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CLOCHES	Chomette	60	28/03/2001	364,9	364,9	0	Concession avec Reprise
200100072_EA	MAT. PROFESSIONNEL	PARABOLE	Locatel	60	09/03/2001	553,09	553,09	0	Concession avec Reprise
200100070_EA	MAT. PROFESSIONNEL	VAISSELLES	Chomette	60	01/03/2001	556,28	556,28	0	Concession avec Reprise
200100068_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DESTRUCTEUR DAF	LYRECO	60	28/02/2001	565,86	565,86	0	Concession avec Reprise
200100065_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	14	15/02/2001	631,14	631,14	0	Concession avec Reprise
200100061_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	01/02/2001	615,89	615,89	0	Concession avec Reprise
200100045_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SYSTEME SECURITE	TCS	60	25/01/2001	288,69	288,69	0	Concession avec Reprise
200100044_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	403,68	403,68	0	Concession avec Reprise
200100043_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	883,83	883,83	0	Concession avec Reprise
200100042_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	335,39	335,39	0	Concession avec Reprise
200100041_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DECO PLANTES	Sud Acclimatation	15	25/01/2001	2916,99	2916,99	0	Concession avec Reprise
200100034_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHEVALETS	Duvigneau	60	25/01/2001	780,37	780,37	0	Concession avec Reprise
200100023_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Vaisselle	Chomette	60	25/01/2001	3172,38	3172,38	0	Concession avec Reprise
200100022_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Vaisselle	Chomette	60	25/01/2001	978,11	978,11	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200100007_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Agencements cuisine Hobart	60	25/01/2001	11563,72	11563,72	0	Concession avec Reprise
IMMO0000010816 (	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A GLACE EN SUPERGRAINS	3	01/11/2018	9215	9215	0	Concession avec Reprise
IMMO0000010812 (	MAT. PROFESSIONNEL	MISE EN SERVICE CAISSES ORACLES	2	21/11/2018	7061,16	7061,16	0	Concession avec Reprise
IMMO0000009714 (	MAT. PROFESSIONNEL	ReCopie de Upgrade PRA/PCA Bordeaux	6	16/07/2018	4210	4210	0	Concession avec Reprise
IMMO0000007392 (	MAT. PROFESSIONNEL	CAISSE MICROS	6	16/07/2018	753,72	753,72	0	Concession avec Reprise
IMMO0000007041 (	MAT. PROFESSIONNEL	LAVE VAISSELLE A CAPOT ELECTRONIQUE	8	25/05/2018	7452,56	7452,56	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000334 (	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT MICRO HF MAIN SHURE	13	18/01/2018	2276,74	2276,74	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000216 (	MAT. PROFESSIONNEL	IMPRIMANTE CITIZEN JET SCAN IDP 3550 NOIR	16	01/11/2017	2260,44	2260,44	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000214 (	MAT. PROFESSIONNEL	10 SIEGES RAE MODELE 813 SLANT BLACK IMITATION LEATH	15	01/11/2017	3020	3020	0	Concession avec Reprise
IMMO0000000211 (	MAT. PROFESSIONNEL	CONSERVATEUR GTE 4900	19	01/11/2017	561	472,43	88,57	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700086_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT COMPTEE BILL MANUTAN	21	12/04/2017	914,94	914,94	0	Concession avec Reprise
201700074_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT STOKEUR SCHNEIDER	20	24/04/2017	13831,8	13831,8	0	Concession avec Reprise
201700073_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLES TRANSPARENTS LED CASINO ADVANCED	120	01/04/2017	11526,99	2209,35	9317,64	Concession avec Reprise
201700071_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHAISES BLACK JACK ET ROULETTESTYLGAME	120	07/04/2017	6176,91	1175,07	5001,84	Concession avec Reprise
201700070_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT TOUR IMPRIMANTE ARSENAL	60	13/12/2016	837,06	372,92	464,14	Concession avec Reprise
201700063_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAVE VERRES MRG MODERN	60	01/03/2017	5284,45	2113,77	3170,68	Concession avec Reprise
201600006_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SOCLES MAS CASINO ADVANCED CASINO ADVANCED TEC	60	02/12/2015	1439,96	935,51	504,45	Concession avec Reprise
201500033_EA	MAT. PROFESSIONNEL	FRITEUSE ELECTRIQUE 2 CUVES ENODIS SA	46	30/01/2015	8025	8025	0	Concession avec Reprise
201500020_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	19/11/2014	1439,96	1243,17	196,79	Concession avec Reprise
201500019_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	19/11/2014	1079,97	932,38	147,59	Concession avec Reprise
201400090_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3CAVES VIN RS EUROCAVE 1405020	120	07/05/2014	4600	2217,23	2382,77	Concession avec Reprise
201400082_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAMPES CHAUFFANTES BONNET HORIS24007474	60	07/05/2014	2290	2212,82	77,18	Concession avec Reprise
201400080_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A GLACON RS BONNET 24006612	60	09/04/2014	2600	2555,99	44,01	Concession avec Reprise
201400044_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CASHIO MAS F1405290 CAPS 201204001	60	02/01/2014	16515,8	16515,8	0	Concession avec Reprise
201400043_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAVEUSE RESTO BONNET 24000541 974738B362	60	17/01/2014	2436	2436	0	Concession avec Reprise
201300019_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A GLACON RS MRG F113237	60	21/02/2013	3915,2	3915,2	0	Concession avec Reprise
201300002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NACELLE SERV TECHNIQUE 20121534 NACELLELAVEND(	60	16/11/2012	1168,56	1168,56	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200005_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT MAS 1553226 MANUTAN	60	28/11/2011	1174,47	1174,47	0	Concession avec Reprise
201200004_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TV ECRAN JX 330047110 REXEL	60	03/11/2011	1445,72	1445,72	0	Concession avec Reprise
201100392_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE CAFE BAR DES MAS 100018811 MELITTA	60	26/10/2011	5221	5221	0	Concession avec Reprise
201100198_EA	MAT. PROFESSIONNEL	7 TIROIRS CAISSE 57381 MICROS	60	30/04/2011	1148	1148	0	Concession avec Reprise
201100197_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 IMPRIMANTES TM 0220B CUISINE57381 MICROS	60	30/04/2011	1063,14	1063,14	0	Concession avec Reprise
201100196_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 IMPRIMANTES AUTOCOUPANTES 57381 MICROS	60	30/04/2011	656,26	656,26	0	Concession avec Reprise
201100195_EA	MAT. PROFESSIONNEL	6 IMPRIMANTES TM T88 57381 MICROS	60	30/04/2011	2588,52	2588,52	0	Concession avec Reprise
201100194_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 POINTS ACCES WIFI 57381 MICROS	60	30/04/2011	1604,13	1604,13	0	Concession avec Reprise
201100193_EA	MAT. PROFESSIONNEL	5 TERMINAUX PORTATIF 57381 MICROS	60	30/04/2011	7569	7569	0	Concession avec Reprise
201100189_EA	MAT. PROFESSIONNEL	INSTALLATION MATERIEL MICROS 57381 MICROS	60	30/04/2011	3300	3300	0	Concession avec Reprise
201100188_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 COFFRES MAS 90102358 GUNNEBO	120	29/07/2011	3229,2	2459,73	769,47	Concession avec Reprise
201100187_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 CABINES FUMEURS SMOKE103139	12	15/07/2011	5370,3	5370,3	0	Concession avec Reprise
201100176_EA	MAT. PROFESSIONNEL	10 SOCLE MAS CARO 61411	60	14/06/2011	3781,73	3781,73	0	Concession avec Reprise
201100126_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SCANNER DOUCHETTE TICKET TIT110500139 BALLY GAM	60	30/05/2011	1226,14	1226,14	0	Concession avec Reprise
201100107_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SERRURE TEMPORISATION COFF MAS84228460 GUNNEBO	60	11/05/2011	2152,8	2152,8	0	Concession avec Reprise
201100106_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SERRURES AUX 2 COFFRES JEUX 84228246 GUNNEBO	60	10/05/2011	4425,2	4425,2	0	Concession avec Reprise
201100058_EA	MAT. PROFESSIONNEL	FRITEUSE RS 00006857 BONNET	60	12/05/2011	3023	3023	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100057_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CABINE FUMEURS JEUX 103007 SMOKE 38300 SF6000	12	09/05/2011	1614,6	1614,6	0	Concession avec Reprise
201100056_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 ECRANS TV AUX JEUX 60 POUCES974605139 REXEL 60PK5	60	26/04/2011	1468,7	1468,7	0	Concession avec Reprise
201100055_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 ECRANS TV AUX JEUX 974748336/974605139 REXEL	60	29/04/2011	2043,12	2043,12	0	Concession avec Reprise
201100048_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINE A OEILLET SDS FA063154 EXPEDIT	60	18/04/2011	969,24	969,24	0	Concession avec Reprise
201100034_EA	MAT. PROFESSIONNEL	11 LECTEURS CODE BARRES VOUCHE11020924-11030026 EC	60	01/03/2011	1248,95	1248,95	0	Concession avec Reprise
201100023_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 CAISSES MICROS RESTO CAS DEAUVILLE 2011/071	12	02/02/2011	1271,1	1271,1	0	Concession avec Reprise
201100013_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SCAN ET 2DOUCHETTES PR RAE 20105399 BALLY FRANC	60	01/12/2010	1742,6	1742,6	0	Concession avec Reprise
201100002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLE POUR MAS 361 60343 CARO	60	29/10/2010	403,9	403,9	0	Concession avec Reprise
201000023_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 COMPTEUSE BILLET MAS 1008483 CAPS	60	26/10/2010	1047,7	1047,7	0	Concession avec Reprise
201000022_EA	MAT. PROFESSIONNEL	BLENDER BAR MAS MACH A COCKTAIF10100442 HUITIEME M	60	29/10/2010	1341,58	1341,58	0	Concession avec Reprise
201000019_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SOCLE POUR MAS 357/358/359 60025 CARO	60	08/07/2010	1265,31	1265,31	0	Concession avec Reprise
201000018_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MONOBROSSE BLUE DISC 10034263 ODI	60	31/07/2010	973,16	973,16	0	Concession avec Reprise
201000008_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2EME PHASE DISC STOCK VIDEO FP004140 ERYMA	60	27/05/2010	13431,94	13431,94	0	Concession avec Reprise
201000005_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LECTEUR POUR VDI 0587379 3M FRance	60	16/12/2009	1181,86	1181,86	0	Concession avec Reprise
200900070_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DISC POUR STOCK DONNEES VIDEO 7CS010929 ERYMA	60	30/10/2009	21742,47	21742,47	0	Concession avec Reprise
200900064_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LECTEUR POUR VDI FA091028 DAG EUROPE	60	22/10/2009	504,17	504,17	0	Concession avec Reprise
200900056_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EXT CABLAGE COURANT FAIBLE JPM2805090552 INEO	180	21/09/2009	3285,68	2071,13	1214,55	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200900041_EA	MAT. PROFESSIONNEL	1 VALORISATRICE BILLETS 091172 FRANCE ESP	60	31/08/2009	13156	13156	0	Concession avec Reprise
200900037_EA	MAT. PROFESSIONNEL	VITRINE POUR STOCKAGE SANDWICH1033206 GAMKO	120	15/06/2009	1401,4	1365,51	35,89	Concession avec Reprise
200900036_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ARMOIRE CHAUDE/BUFFET RESTO BONNET 027791	120	26/06/2009	2348,16	2286,89	61,27	Concession avec Reprise
200800206_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SONORISATION BAR MAS INNOVATIVE LIGHTING DESIG	120	14/05/2008	2943	2943	0	Concession avec Reprise
200800204_EA	MAT. PROFESSIONNEL	3 ECRANS POUR RESTO INNOVATIVE LIGHTING DESIG	120	12/05/2008	3150	3150	0	Concession avec Reprise
200800203_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MOBILIERS TERRASSE EXT RESTAU JARDILAND	60	06/05/2008	1447,33	1447,33	0	Concession avec Reprise
200800200_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MIXEUR BLENDER HUITIEME MONDE	60	28/03/2008	925	925	0	Concession avec Reprise
200800191_EA	MAT. PROFESSIONNEL	8 ECRANS VIDEO LCD INNOVATIVE LIGHTING DESIGN	120	15/04/2008	10468,74	10468,74	0	Concession avec Reprise
200800190_EA	MAT. PROFESSIONNEL	5 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	01/03/2008	1692,17	1692,17	0	Concession avec Reprise
200800189_EA	MAT. PROFESSIONNEL	4 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	12/03/2008	1359,31	1359,31	0	Concession avec Reprise
200800188_EA	MAT. PROFESSIONNEL	16 SOCLES MAS CARO DEVELOPPEMENT	60	27/12/2007	5237,5	5237,5	0	Concession avec Reprise
200800182_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SYSTEME VIDEO PH 2 ERYMA	60	29/02/2008	90249,08	90249,08	0	Concession avec Reprise
200800173_EA	MAT. PROFESSIONNEL	VIDEO TERRASSE EXT RESTAU ERYMA	60	28/02/2008	2766,08	2766,08	0	Concession avec Reprise
200800158_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MATERIEL MCC ON LINE BALLY GAMING	60	20/02/2008	38207,44	38207,44	0	Concession avec Reprise
200800156_EA	MAT. PROFESSIONNEL	STAND PARAPLUIE ISF EXPOSITION	60	27/02/2008	2377,63	2377,63	0	Concession avec Reprise
200800146_EA	MAT. PROFESSIONNEL	APPAREILS VIDEOS NUMERIQUES ERYMA	60	31/01/2008	24678,75	24678,75	0	Concession avec Reprise
200800143_EA	MAT. PROFESSIONNEL	LAVEUSE 003153 POLLET ENT	60	29/01/2008	2651,14	2651,14	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800141_EA	MAT. PROFESSIONNEL	APPAREILS VIDEOS NUMERIQUES ERYMA	60	01/12/2007	78639,74	78639,74	0	Concession avec Reprise
200800140_EA	MAT. PROFESSIONNEL	APPAREILS VIDEOS NUMERIQUES ERYMA	60	01/12/2007	158814	158814	0	Concession avec Reprise
200800139_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EQUIPEMENT BAR MAS GAMKO 1026583	120	15/11/2007	25073,8	25073,8	0	Concession avec Reprise
200800138_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MACHINES A GLACONS BAR MAS GAMKO 1026583	60	15/11/2007	1272,2	1272,2	0	Concession avec Reprise
200800137_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 LAVES VERRES BAR MAS GAMKO 1026583	60	15/11/2007	3654	3654	0	Concession avec Reprise
200800094_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ECRANS PLASMA SALLE MAS IEC SALLE MAS	120	22/01/2008	37984,96	37984,96	0	Concession avec Reprise
200800022_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DEFIBRILLATEUR F0724458LAERDAL ME	60	21/12/2007	1191,22	1191,22	0	Concession avec Reprise
200700367_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 CHARIOTS TABLETTE MAS FRANKEL 050107	60	05/01/2007	2079,17	2079,17	0	Concession avec Reprise
200700342_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NOUVELLE VERRERIE BAR MAS 8418596 CHOMETTE FAVC	60	01/10/2007	261,2	261,2	0	Concession avec Reprise
200700341_EA	MAT. PROFESSIONNEL	NOUVELLE VERRERIE BAR MAS 8407031 CHOMETTE FAVC	60	01/10/2007	1831,07	1831,07	0	Concession avec Reprise
200700307_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CHARIOT PORTES ASSIETTES 8377173 CHOMETTE FAVOF	60	27/07/2007	1069,86	1069,86	0	Concession avec Reprise
200700170_EA	MAT. PROFESSIONNEL	AMENAGEMENT PARVIS POT DECO 0700100 SQUARE IAE06	60	12/02/2007	3712	3712	0	Concession avec Reprise
200700161_EA	MAT. PROFESSIONNEL	2 VALORISATRISES BILLETS 070165 FRANCE ESP GFR220	60	31/01/2007	22305,4	22305,4	0	Concession avec Reprise
200700002_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TOTEM LUMINEUX DB FACE SIGNALETIQ ENTREE CASIN	60	01/11/2006	2501,56	2501,56	0	Concession avec Reprise
200601976_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Broyeur déchets (fact 13330) ECP	120	08/03/2006	16288,3	16288,3	0	Concession avec Reprise
200501936_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Mitigeurs robinetterie fact 51SIDER	60	13/09/2005	1944,82	1944,82	0	Concession avec Reprise
200201633_EA	MAT. PROFESSIONNEL	fabrication panneau fact 4281 Publi-Lettres	60	29/10/2002	584	584	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201473_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MOBILIER CUISINE D/ HMI Thirode	60	07/05/2002	272421,45	272421,45	0	Concession avec Reprise
200201318_EA	MAT. PROFESSIONNEL	cuve écailler Cif Inox	60	07/05/2002	2845	2845	0	Concession avec Reprise
200201268_EA	MAT. PROFESSIONNEL	PETITS OUTILLAGES René Ledoux	60	30/06/2002	58,44	58,44	0	Concession avec Reprise
200201267_EA	MAT. PROFESSIONNEL	Projecteurs + luminaires Technilite	60	24/06/2002	1581,06	1581,06	0	Concession avec Reprise
200800001_EA	MAT. PROFESSIONNEL	EXT CONTROLE ACCES SPIE	180	26/10/2007	12458,04	9436,92	3021,12	Concession avec Reprise
IMMO0000011563 (	MAT. D'EXPLOITATION	2 ECRANS SALLE MAS	60	15/12/2018	1392,19	59,12	1333,07	Concession avec Reprise
IMMO0000011083 (	MAT. D'EXPLOITATION	Vidéo projecteur panasonic Ew550	3	01/11/2018	1393,2	1393,2	0	Concession avec Reprise
201700106_EA	MAT. D'EXPLOITATION	NETOYEUR HAUTE PRESSION POLLET	23	20/02/2017	1583,73	1583,73	0	Concession avec Reprise
201700042_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN UHD HDMI 3370-509-100972REXEL	60	11/01/2017	2236,52	960,7	1275,82	Concession avec Reprise
201600114_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIEL VIDEOPROJECTEUR BV PRODUCTIONS EAA-MI	120	10/06/2016	2918,28	796,37	2121,91	Concession avec Reprise
201600113_EA	MAT. D'EXPLOITATION	3 ECRANS 55" ARSENAL CD13846	120	09/06/2016	7612,14	2079,05	5533,09	Concession avec Reprise
201600110_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN 55' TVLED CAFE BARRIERE REXEL EAA-RS00-004055	30	23/05/2016	2128	2128	0	Concession avec Reprise
201600079_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPTEUSE TRIEUSE BILLETS K500CAPS INTERNATIONAL N	60	14/01/2016	7884,03	4960,26	2923,77	Concession avec Reprise
201600070_EA	MAT. D'EXPLOITATION	BAC GASTRO + ECHELLE A GLISSIESANIPOUSSE CDE EAA-R	36	27/11/2015	6109,85	6109,85	0	Concession avec Reprise
201600069_EA	MAT. D'EXPLOITATION	INSTALLATION BORNE TACTILE 47'ARSENAL FA117006	33	03/03/2016	304,72	304,72	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600065_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CUTTER DE TABLE R4 CHOMETTE 8526470	35	24/12/2015	1409,8	1409,8	0	Concession avec Reprise
201600012_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MACHINE A GLACE EN GRAINS HORIS BONNET THIRODE	36	12/12/2015	4248	4248	0	Concession avec Reprise
201600011_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PLAQUE DECOUPE CHAUDE SATINE HORIS BONNET THIROI	36	27/11/2015	1100	1100	0	Concession avec Reprise
201600010_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COUPE LEGUMES CL50 GOURMET CHOMETTE EAA RS00 0	36	27/11/2015	1732,87	1732,87	0	Concession avec Reprise
201600002_EA	MAT. D'EXPLOITATION	4 BORNE ECRAN TACTILE 47 POUCEARSENAL EAA-MK00-002	37	01/11/2015	15484,48	15484,48	0	Concession avec Reprise
201500057_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compteuse IFX 1_I427_0071_15 CUMMINS - ALLISON	60	13/03/2015	27703,19	22083,41	5619,78	Concession avec Reprise
201400112_EA	MAT. D'EXPLOITATION	AFFICHAGE BILLBOARD 24/CAM EYRPROCED FACT 96/14071	60	11/07/2014	7176,02	6689,64	486,38	Concession avec Reprise
201400111_EA	MAT. D'EXPLOITATION	AFFICHEUR BILLBOARD 24/CAM EYEPROCED FACT 96/14071	60	11/07/2014	7176,02	6689,64	486,38	Concession avec Reprise
201300007_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN TV JPM ECRAN TV JPM BOULANGER 116893	60	27/12/2012	2601,72	2601,72	0	Concession avec Reprise
200700360_EA	MAT. D'EXPLOITATION	1LAVE LINGE/1SECHE LINGE SDS 916/V018339 DARTY	60	15/10/2007	744,15	744,15	0	Concession avec Reprise
200700318_EA	MAT. D'EXPLOITATION	LAVE VAISSELLE 351CF117004274 HMI	60	23/08/2007	1795	1795	0	Concession avec Reprise
200700310_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLES BANQUETING 8389125 CHOMETTE	60	14/08/2007	2077,64	2077,64	0	Concession avec Reprise
200700309_EA	MAT. D'EXPLOITATION	1 CHARIOT POUR ASSIETTES 8378380 CHOMETTE	60	30/07/2007	1101,59	1101,59	0	Concession avec Reprise
200700188_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COUVERTS BANQUETING 76043807 WMF FRANCE	60	24/05/2007	399,06	399,06	0	Concession avec Reprise
200700187_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COUVERTS BANQUETING 76043196 WMF FRANCE	60	07/05/2007	2565,93	2565,93	0	Concession avec Reprise
200700183_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VIDEO PROJECTEUR ADM 33124 TRIAXE	60	20/04/2007	1640	1640	0	Concession avec Reprise
200700135_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIEL AUDIO MICRO SALLE DE SPECTACLE	60	08/12/2006	2271,4	2271,4	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200602011_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Balance comptée fact 8599 Timber	60	17/10/2006	448,5	448,5	0	Concession avec Reprise
200602009_EA	MAT. D'EXPLOITATION	"Armoire ""cru au verre"" factMétro	120	11/10/2006	990	990	0	Concession avec Reprise
200602008_EA	MAT. D'EXPLOITATION	table élévatrice fact 738 07 2Manutan	60	09/10/2006	893,41	893,41	0	Concession avec Reprise
200602004_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Bache murale Palma Pub	60	29/09/2006	2986	2986	0	Concession avec Reprise
200601991_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tactiles Trillium fact FA6177 MCC	36	30/08/2006	8082,57	8082,57	0	Concession avec Reprise
200601977_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 lampes infra rouge fact FE00Essor	60	08/04/2006	850	850	0	Concession avec Reprise
200601969_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 balances caisses mas fact LCLC Indust Perrin	60	27/02/2006	956,8	956,8	0	Concession avec Reprise
200601968_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Table élévatrice fact 708 48 0Manutan	60	07/02/2006	1700,71	1700,71	0	Concession avec Reprise
200601967_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Portatifs GP344 UHF fact n° FBSyrade	60	08/02/2006	2088,29	2088,29	0	Concession avec Reprise
200601953_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Machine à café Atrium f FC0621Melitta System Service	60	16/11/2005	9150	9150	0	Concession avec Reprise
200601952_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Ecran plasma fact FC 1910 Abaques	36	15/11/2005	2920,75	2920,75	0	Concession avec Reprise
200501938_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Poursuite + pieds Z Professionnel	60	07/10/2005	5722,23	5722,23	0	Concession avec Reprise
200501930_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compteuse billets N500 CAPS	60	05/07/2005	1699,52	1699,52	0	Concession avec Reprise
200501926_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts Leroy Merlin	60	31/03/2005	91,87	91,87	0	Concession avec Reprise
200501924_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts (F/ S9René Ledoux	60	31/03/2005	305,15	305,15	0	Concession avec Reprise
200501918_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Talkies Walkies Syrade	60	22/03/2005	1643,96	1643,96	0	Concession avec Reprise
200501917_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts Leroy Merlin	60	22/03/2005	195,09	195,09	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501916_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Matériels espaces verts Leroy Merlin	60	03/03/2005	788,19	788,19	0	Concession avec Reprise
200501906_EA	MAT. D'EXPLOITATION	tables élévatrices n° 6614146 Manutan	60	27/12/2004	1836,77	1836,77	0	Concession avec Reprise
200501903_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Soudeuse fact n° 660 68 16 Manutan	60	20/12/2004	864,13	864,13	0	Concession avec Reprise
200501902_EA	MAT. D'EXPLOITATION	fauteuils croupiers fact 08721Frankel	60	17/12/2004	1094,34	1094,34	0	Concession avec Reprise
200501901_EA	MAT. D'EXPLOITATION	aspirateur fact FA 004083 Pollet entretien	60	15/12/2004	1093,93	1093,93	0	Concession avec Reprise
200501894_EA	MAT. D'EXPLOITATION	3 Talkies Walkies Syrade	60	24/11/2004	2419,49	2419,49	0	Concession avec Reprise
2004B1841_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Scan Coin France Espèces	60	09/08/2004	6386,64	6386,64	0	Concession avec Reprise
200401832_EA	MAT. D'EXPLOITATION	POSTE TACTILE EPSON SR600 MCC	36	29/04/2004	6312,49	6312,49	0	Concession avec Reprise
200401828_EA	MAT. D'EXPLOITATION	HOME RADIO SYSTEME IDYLLE PRODUCTION	60	26/03/2004	3254,81	3254,81	0	Concession avec Reprise
200401825_EA	MAT. D'EXPLOITATION	mannequins secourisme F0411727Laerdal	60	18/02/2004	2105,77	2105,77	0	Concession avec Reprise
200401809_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ASPIRATEUR PORTABLE T.V.S Composants	60	03/11/2003	386,97	386,97	0	Concession avec Reprise
200301768_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Monobrosse Diversey	60	01/11/2002	3915,37	3915,37	0	Concession avec Reprise
200301705_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compteuse billets 3D 2420 MAC 3D	60	03/03/2003	1417,26	1417,26	0	Concession avec Reprise
200301686_EA	MAT. D'EXPLOITATION	encodeur 4890006652 Ascom (parking)	60	30/01/2003	7503,87	7503,87	0	Concession avec Reprise
200301666_EA	MAT. D'EXPLOITATION	balance trémies LC Indust Perrin	60	11/12/2002	4653,64	4653,64	0	Concession avec Reprise
200301663_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Nacelle SDS René Ledoux	60	30/11/2002	10979,23	10979,23	0	Concession avec Reprise
200301662_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Machine à café bar mas - avoirMelitta System Service	60	25/11/2002	11180	11180	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201603_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Projecteur fact 464 - avoir 53Audiomaster	60	25/06/2002	34712,87	34712,87	0	Concession avec Reprise
200201602_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES BAR Chomette	96	30/08/2002	355,74	355,74	0	Concession avec Reprise
200201595_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1635,99	1635,99	0	Concession avec Reprise
200201594_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PLATEAUX FRUITS DE MER Montavon	60	09/09/2002	1482	1482	0	Concession avec Reprise
200201553_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	6890,28	6890,28	0	Concession avec Reprise
200201552_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	391,32	391,32	0	Concession avec Reprise
200201537_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1515,6	1515,6	0	Concession avec Reprise
200201536_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	3656,61	3656,61	0	Concession avec Reprise
200201535_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	96,9	96,9	0	Concession avec Reprise
200201534_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1720,71	1720,71	0	Concession avec Reprise
200201533_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	616,49	616,49	0	Concession avec Reprise
200201532_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1242,78	1242,78	0	Concession avec Reprise
200201531_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1175,36	1175,36	0	Concession avec Reprise
200201530_EA	MAT. D'EXPLOITATION	USTENSILES CUISINE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1721,8	1721,8	0	Concession avec Reprise
200201529_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	324	324	0	Concession avec Reprise
200201528_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	629,72	629,72	0	Concession avec Reprise
200201527_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	8077,44	8077,44	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201526_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	18947,38	18947,38	0	Concession avec Reprise
200201477_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Tarnspalette fact 560 21 05 D/ Manutan	60	07/05/2002	344,37	344,37	0	Concession avec Reprise
200201472_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Micro ondes + Table top 139L fD/ Electrolux	60	07/05/2002	278,53	278,53	0	Concession avec Reprise
200201471_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Table top 139L fact 22069863 RD/ Electrolux	60	07/05/2002	451,41	451,41	0	Concession avec Reprise
200200929_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS DE NETTOYAGE Lozes	60	07/05/2002	567,06	567,06	0	Concession avec Reprise
200200928_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS DE NETTOYAGE Lozes	60	07/05/2002	1108,21	1108,21	0	Concession avec Reprise
200200927_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TIROIRS CAISSES RESTO Optims	60	07/05/2002	949,31	949,31	0	Concession avec Reprise
200200919_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS CUISINES D/ Sodigif	60	07/05/2002	5390,24	5390,24	0	Concession avec Reprise
200200918_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPRESSEUR Bigata Air	60	07/05/2002	2219,32	2219,32	0	Concession avec Reprise
200200917_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPRESSEUR Bigata Air	60	07/05/2002	5868,53	5868,53	0	Concession avec Reprise
200200916_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VIS A COLLET Radiospares	60	07/05/2002	40,71	40,71	0	Concession avec Reprise
200200915_EA	MAT. D'EXPLOITATION	COMPTEUR Radiospares	60	07/05/2002	208,54	208,54	0	Concession avec Reprise
200200914_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VIS A BOIS Radiospares	60	07/05/2002	84,1	84,1	0	Concession avec Reprise
200200913_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MACHINE A COUDRE D/ Defi Intern.	60	07/05/2002	1433,02	1433,02	0	Concession avec Reprise
200200910_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ECRAN DE PROJECTION D/ Meeting Work	60	07/05/2002	181,38	181,38	0	Concession avec Reprise
200200908_EA	MAT. D'EXPLOITATION	FOURNITURES ENTRETIEN SDS Lozes	60	07/05/2002	1437,38	1437,38	0	Concession avec Reprise
200200907_EA	MAT. D'EXPLOITATION	VAISSELLE BAR JEUX D/ Chomette Favor	60	07/05/2002	71765,44	71765,44	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200906_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CELLULE DE REFROIDISSEMENT D/ HMI Thirode	60	07/05/2002	7460,25	7460,25	0	Concession avec Reprise
200200904_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CHARIOTS + SOCLES MAS Caro	60	07/05/2002	34091,5	34091,5	0	Concession avec Reprise
200200899_EA	MAT. D'EXPLOITATION	charriots 02.04.03 Parcs	60	07/05/2002	8246,42	8246,42	0	Concession avec Reprise
200200894_EA	MAT. D'EXPLOITATION	JACKPOT SHOW Ollivier SA	60	07/05/2002	3731,01	3731,01	0	Concession avec Reprise
200200890_EA	MAT. D'EXPLOITATION	SIGNALETIQUE 2A Pub (Pano)	60	07/05/2002	365,29	365,29	0	Concession avec Reprise
200200889_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PANNEAUX "HANDICAPES" ABC Aquitaine Gravure	60	07/05/2002	2328,06	2328,06	0	Concession avec Reprise
200200852_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ESSOREUSE ELECTRIQUE D/ Matik	60	07/05/2002	601,95	601,95	0	Concession avec Reprise
200200851_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS RESTO D/ Matik	60	07/05/2002	1327,14	1327,14	0	Concession avec Reprise
200200850_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MATERIELS RESTO D/ Matik	60	07/05/2002	962,43	962,43	0	Concession avec Reprise
200200846_EA	MAT. D'EXPLOITATION	GRATTOIR + CORBEILLE OSIER D/ Matik	60	07/05/2002	81,06	81,06	0	Concession avec Reprise
200200821_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CHARIOT MANUTENTION D/ Provost	60	07/05/2002	219,34	219,34	0	Concession avec Reprise
200200820_EA	MAT. D'EXPLOITATION	DIABLE PLIANT D/ Provost	60	07/05/2002	118,69	118,69	0	Concession avec Reprise
200200805_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TRANCHEUR ET HACHOIR D/ Simplex	60	07/05/2002	2531,4	2531,4	0	Concession avec Reprise
200200801_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PRESSE AGRUME & DISTRI BOISSOND/ Santos	60	07/05/2002	3388,52	3388,52	0	Concession avec Reprise
200200800_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MOULIN A CAFE EXPRESSO D/ Santos	60	07/05/2002	256,72	256,72	0	Concession avec Reprise
200200707_EA	MAT. D'EXPLOITATION	2 détecteurs fact 1644 MAC 3D	60	15/12/2001	1064,1	1064,1	0	Concession avec Reprise
200200706_EA	MAT. D'EXPLOITATION	3 détecteurs fact 1644 MAC 3D	60	15/12/2001	1908,98	1908,98	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200705_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PLATEAUX PR FRUITS DE MER Montavon Décors	60	15/03/2002	3902,8	3902,8	0	Concession avec Reprise
200200704_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ATTACHE CASE SECURITY JOHN HUXLEY	60	28/02/2002	2206,07	2206,07	0	Concession avec Reprise
200200703_EA	MAT. D'EXPLOITATION	CHARIOT 2 PLATEAUX Manutan	60	01/03/2002	181,79	181,79	0	Concession avec Reprise
200200702_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PROJECTEUR MULTIMEDIA Meeting Work	60	22/02/2002	3062,27	3062,27	0	Concession avec Reprise
200200603_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ATTACHE CASE SECURITY MAHOGANYJohn Huxley	60	21/12/2001	292,28	292,28	0	Concession avec Reprise
201700097_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISES SECURITE LYRECO	120	31/05/2017	1709,01	301,09	1407,92	Concession avec Reprise
200800172_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES SALLE REPOS IKEA SALLE REPOS NON FUMI	120	29/02/2008	1156,73	1156,73	0	Concession avec Reprise
200602019_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06J16743)SCC	36	27/10/2006	1539,08	1539,08	0	Concession avec Reprise
200602018_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact 11851 Rochford Thompson	36	24/10/2006	2926,7	2926,7	0	Concession avec Reprise
200602017_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAC0341 Repères Medias	36	24/10/2006	1923,73	1923,73	0	Concession avec Reprise
200602016_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAI06028 Dag System Pygmalyon	36	24/10/2006	377,76	377,76	0	Concession avec Reprise
200602015_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAI06053 Dag System Pygmalyon	36	24/10/2006	1135,74	1135,74	0	Concession avec Reprise
200602013_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact 060905067Econocom	36	24/10/2006	2437,33	2437,33	0	Concession avec Reprise
200602010_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VDI (matr info) fact FAI06143 Dag System Pygmalyon	36	11/10/2006	452,87	452,87	0	Concession avec Reprise
200601999_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	189,09	189,09	0	Concession avec Reprise
200601998_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	1049,28	1049,28	0	Concession avec Reprise
200601997_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	161	161	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200601996_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	matériels info (fact 06I10004)SCC	36	20/09/2006	1625,85	1625,85	0	Concession avec Reprise
200601979_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoire fact 26FRB20797 BRAM	120	30/05/2006	399,25	399,25	0	Concession avec Reprise
200601978_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoire fact 26FRB20797 BRAM	120	05/04/2006	411	411	0	Concession avec Reprise
200601973_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	imprimantes ext gar fact 06B04SCC	36	06/02/2006	181,98	181,98	0	Concession avec Reprise
200601972_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	imprimantes ext gar fact 06B04SCC	36	06/02/2006	442,26	442,26	0	Concession avec Reprise
200601971_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	imprimantes ext gar fact 06B04SCC	36	06/02/2006	450,38	450,38	0	Concession avec Reprise
200601966_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29841 SCC	36	30/01/2006	627,23	627,23	0	Concession avec Reprise
200601965_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29840 SCC	36	30/01/2006	329,67	329,67	0	Concession avec Reprise
200601964_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29839 SCC	36	30/01/2006	2009,46	2009,46	0	Concession avec Reprise
200601963_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29838 SCC	36	30/01/2006	1801,89	1801,89	0	Concession avec Reprise
200601962_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Matériels info n° 06A29837 SCC	36	30/01/2006	488,92	488,92	0	Concession avec Reprise
200601961_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PC marketing fact 06A23241 SCC	36	24/01/2006	575,6	575,6	0	Concession avec Reprise
200601958_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleur APC fact 05K15694 SCC	36	17/11/2005	3297,12	3297,12	0	Concession avec Reprise
200601957_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	2 tactils (fact F51808) Optims	36	15/12/2005	5328,34	5328,34	0	Concession avec Reprise
200601954_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Réseau messagerie Amec Spie	36	25/11/2005	10364,72	10364,72	0	Concession avec Reprise
200501950_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoires fact 25FRB20195 BRAM	60	28/10/2005	351,69	351,69	0	Concession avec Reprise
200501949_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Armoires fact 25FRB20195 BRAM	60	28/10/2005	358,74	358,74	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501947_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecran tactile fact F51279 Optims	36	26/10/2005	1312,4	1312,4	0	Concession avec Reprise
200501937_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PC saubegardes DSI Dell	36	22/09/2005	678,66	678,66	0	Concession avec Reprise
200501934_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Paravents Passerelle Bois & Chiffons	60	24/08/2005	3745,82	3745,82	0	Concession avec Reprise
200501933_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	2 fauteuils 685-56-18 Manutan	60	20/07/2005	428	428	0	Concession avec Reprise
200401886_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	mobilier fact 2000573494 Ikea	96	28/09/2004	2017,43	2017,43	0	Concession avec Reprise
200401881_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Kits maintenance fact 04I18046SCC	36	21/09/2004	228,44	228,44	0	Concession avec Reprise
200401880_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Kits maintenance fact 04I18045SCC	36	21/09/2004	1055,23	1055,23	0	Concession avec Reprise
200401879_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	243,98	243,98	0	Concession avec Reprise
200401878_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	121,99	121,99	0	Concession avec Reprise
200401877_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	306	306	0	Concession avec Reprise
200401876_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Ecrans fact 04I11063 SCC	36	14/09/2004	119,59	119,59	0	Concession avec Reprise
200401838_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Extension garantie 3 ans SCC	36	15/07/2004	896,6	896,6	0	Concession avec Reprise
200401826_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	armoire sécurité S 9 2607 René Ledoux	96	29/02/2004	1616,27	1616,27	0	Concession avec Reprise
200401820_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	1 PC restauration 04A10519 SCC	36	13/01/2004	613	613	0	Concession avec Reprise
200301782_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Aménagement local CE Office Depôt	96	07/08/2003	533,48	533,48	0	Concession avec Reprise
200301765_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	2 mini bars pour loges spectac Minibar	96	03/06/2003	160	160	0	Concession avec Reprise
200301764_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	fact 020929 Z Professionnel	96	12/06/2003	410,25	410,25	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301756_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	meuble TV 2000534880 Ikea	96	04/06/2003	129	129	0	Concession avec Reprise
200301751_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Tables pliantes stratifiées FCCréation Inova	96	03/04/2003	1642,9	1642,9	0	Concession avec Reprise
200301746_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Juponnage + chaises F 11373 PJP	96	28/04/2003	3001	3001	0	Concession avec Reprise
200301725_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Stores passerelle Servi Sun FC00230877	96	28/03/2003	1400	1400	0	Concession avec Reprise
200301723_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Bureau RG fact n° 249472 Ikea	60	02/04/2003	174,5	174,5	0	Concession avec Reprise
200301704_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Bureau RG fact n°249606 Ikea	96	24/03/2003	388,21	388,21	0	Concession avec Reprise
200301682_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	03A04033 imprimante X1210 Allium	36	08/01/2003	418	418	0	Concession avec Reprise
200301678_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR FAUTEUILS RESTO D/ Kvadrat	96	01/11/2002	592,3	592,3	0	Concession avec Reprise
200301675_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	116	116	0	Concession avec Reprise
200301674_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	348	348	0	Concession avec Reprise
200301673_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	136,69	136,69	0	Concession avec Reprise
200301672_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	136,69	136,69	0	Concession avec Reprise
200301671_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	546,76	546,76	0	Concession avec Reprise
200301670_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Onduleurs individuels Allium	60	20/12/2002	1230,2	1230,2	0	Concession avec Reprise
200301668_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	1 cave restauration Eurocave	96	16/12/2002	1041,81	1041,81	0	Concession avec Reprise
200301664_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Chevalets jeux Techni Seri	96	29/11/2002	488,64	488,64	0	Concession avec Reprise
200201642_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	EXT GARANTIE TERMINAUX CCM MCC	36	16/08/2002	1222,31	1222,31	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201628_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	juponnage F 11092 D/ PJP	96	17/09/2002	3704,8	3704,8	0	Concession avec Reprise
200201623_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	bureau comptabilité Ikea	96	16/10/2002	292,62	292,62	0	Concession avec Reprise
200201593_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	5 guéridons fact 848 Soca	96	29/08/2002	1106,61	1106,61	0	Concession avec Reprise
200201551_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	IMPRESSION NUMERIQUE D/ Format Numérique	96	07/05/2002	469,7	469,7	0	Concession avec Reprise
200201550_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	BUREAU + CAISSON D/ Acial	96	07/05/2002	1266,83	1266,83	0	Concession avec Reprise
200201494_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS HYGIENE D/ ODI	96	07/05/2002	486,46	486,46	0	Concession avec Reprise
200201493_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	234,75	234,75	0	Concession avec Reprise
200201492_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	168,46	168,46	0	Concession avec Reprise
200201491_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	224,61	224,61	0	Concession avec Reprise
200201490_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLES D/ ODI	96	07/05/2002	375,6	375,6	0	Concession avec Reprise
200201489_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR DE SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	64,08	64,08	0	Concession avec Reprise
200201488_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE D/ ODI	96	07/05/2002	55,32	55,32	0	Concession avec Reprise
200201487_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE ET DISTRIBUTEUR SAVOND/ ODI	96	07/05/2002	74,38	74,38	0	Concession avec Reprise
200201486_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR DE SAVONS D/ ODI	96	07/05/2002	50,34	50,34	0	Concession avec Reprise
200201485_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SOCLE PARASOL D/ Roland Vlaemynck	96	07/05/2002	864	864	0	Concession avec Reprise
200201483_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRES A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	83,85	83,85	0	Concession avec Reprise
200201482_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER RESTO D/ PJP	96	07/05/2002	10226,5	10226,5	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201476_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSU STATUS	D/ Kvadrat	96	07/05/2002	324	324	0	Concession avec Reprise
200201475_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER RESTO	D/ Grupo Kettal	96	07/05/2002	6888	6888	0	Concession avec Reprise
200201469_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Dédouanement Apir	D/ All Transport IDF	96	07/05/2002	120,12	120,12	0	Concession avec Reprise
200201468_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS VERGILIA	D/ Sahco	96	07/05/2002	1944,65	1944,65	0	Concession avec Reprise
200201467_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE ET FAUTEUIL	D/ Fabrique meubles Coulombs	96	07/05/2002	6137,59	6137,59	0	Concession avec Reprise
200201466_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CINTRES	D/ Mainetti	96	07/05/2002	134,71	134,71	0	Concession avec Reprise
200201465_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER BUREAU	D/ Acial	96	07/05/2002	2314,17	2314,17	0	Concession avec Reprise
200201462_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE ET FAUTEUIL	D/ Signature's	96	07/05/2002	6753,18	6753,18	0	Concession avec Reprise
200201460_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Porte menus	D/ Bosisio	96	07/05/2002	1000,87	1000,87	0	Concession avec Reprise
200201351_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Intranet	Equant Network	36	07/05/2002	3095,74	3095,74	0	Concession avec Reprise
200201226_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	chevalets tables 2020415	Techni Seri	96	07/05/2002	361,19	361,19	0	Concession avec Reprise
200201174_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	1019,69	1019,69	0	Concession avec Reprise
200201173_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	1121,45	1121,45	0	Concession avec Reprise
200201172_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	2931,53	2931,53	0	Concession avec Reprise
200201171_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	3195,26	3195,26	0	Concession avec Reprise
200201170_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	1594,87	1594,87	0	Concession avec Reprise
200201169_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER	D/ Acial	96	07/05/2002	15009,2	15009,2	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201168_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MOBILIER D/ Acial	96	07/05/2002	1281,7	1281,7	0	Concession avec Reprise
200201092_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES PHYSIO CAISSE JX MAS Charmeil	96	07/05/2002	3010,81	3010,81	0	Concession avec Reprise
200201091_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES MAS CHARMEIL	96	07/05/2002	2191,74	2191,74	0	Concession avec Reprise
200201090_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABOURET DE BAR D/ Vauzelle	96	07/05/2002	515,96	515,96	0	Concession avec Reprise
200201086_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	425,28	425,28	0	Concession avec Reprise
200201085_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	200,93	200,93	0	Concession avec Reprise
200201084_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	247,17	247,17	0	Concession avec Reprise
200201083_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE+DISTRIBUTEUR SAVON D/ ODI	96	07/05/2002	420,94	420,94	0	Concession avec Reprise
200201082_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	15,69	15,69	0	Concession avec Reprise
200201081_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	36,58	36,58	0	Concession avec Reprise
200201080_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	15,91	15,91	0	Concession avec Reprise
200201079_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	23,86	23,86	0	Concession avec Reprise
200201078_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	19,41	19,41	0	Concession avec Reprise
200201077_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE D/ Meeting Work	96	07/05/2002	350,3	350,3	0	Concession avec Reprise
200201076_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	81,59	81,59	0	Concession avec Reprise
200201075_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	69,24	69,24	0	Concession avec Reprise
200201074_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	82,81	82,81	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201073_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	163,18	163,18	0	Concession avec Reprise
200201072_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	331,24	331,24	0	Concession avec Reprise
200201071_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER INOX D/ Matik	96	07/05/2002	248,44	248,44	0	Concession avec Reprise
200201070_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	137,57	137,57	0	Concession avec Reprise
200201069_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	384,77	384,77	0	Concession avec Reprise
200201068_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	256,53	256,53	0	Concession avec Reprise
200201067_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS+CENDRIER D/ Manade	96	07/05/2002	105,37	105,37	0	Concession avec Reprise
200201066_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS D/ Manade	96	07/05/2002	260,36	260,36	0	Concession avec Reprise
200201065_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS D/ Manade	96	07/05/2002	260,36	260,36	0	Concession avec Reprise
200201064_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE BUREAU CHORUS D/ Manade	96	07/05/2002	676,88	676,88	0	Concession avec Reprise
200201063_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	71,85	71,85	0	Concession avec Reprise
200201062_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORDE ET POTEAUX DE GUIDAGE D/ Bory Moreau	96	07/05/2002	1278,05	1278,05	0	Concession avec Reprise
200201061_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER SUR PIED D/ Artelano	96	07/05/2002	215,57	215,57	0	Concession avec Reprise
200201060_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER SUR PIED D/ Artelano	96	07/05/2002	1293,42	1293,42	0	Concession avec Reprise
200201059_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PORTE PARAPLUIE D/ Artelano	96	07/05/2002	192,92	192,92	0	Concession avec Reprise
200201058_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PORTE PARAPLUIE D/ Artelano	96	07/05/2002	385,84	385,84	0	Concession avec Reprise
200201057_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	100,77	100,77	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201056_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	3187,66	3187,66	0	Concession avec Reprise
200201055_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	102,28	102,28	0	Concession avec Reprise
200201054_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	89,28	89,28	0	Concession avec Reprise
200201053_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE CANTINE + CHAISES D/ Création Inova	96	07/05/2002	158,86	158,86	0	Concession avec Reprise
200201052_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABOURETS HAUTS JEUX D/ Acial	96	07/05/2002	463,7	463,7	0	Concession avec Reprise
200201051_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	FAUTEUILS D/ Acial	96	07/05/2002	173,17	173,17	0	Concession avec Reprise
200201050_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+FAUTEUIL+GUERIDON D/ Rosello	96	07/05/2002	1545,69	1545,69	0	Concession avec Reprise
200201049_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLE BOUT CANAPE D/ PHS	96	07/05/2002	598,61	598,61	0	Concession avec Reprise
200201048_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	1403,91	1403,91	0	Concession avec Reprise
200201047_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	1403,91	1403,91	0	Concession avec Reprise
200201046_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	1467,3	1467,3	0	Concession avec Reprise
200201045_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS ELECTRIQUE D/ Sofmat	96	07/05/2002	691,61	691,61	0	Concession avec Reprise
200201044_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRES PRESIDENTS FONDATEURS D/ Staci	96	07/05/2002	252,34	252,34	0	Concession avec Reprise
200201043_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	112,8	112,8	0	Concession avec Reprise
200201042_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	67,45	67,45	0	Concession avec Reprise
200201041_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	67,45	67,45	0	Concession avec Reprise
200201040_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CADRE AFFICHE ANIMATION D/ Siplan	96	07/05/2002	66,46	66,46	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201039_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+FAUTEUIL+TABLE BASSE D/ Signature	96	07/05/2002	9605,44	9605,44	0	Concession avec Reprise
200201038_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+FAUTEUIL+TABLE BASSE D/ Signature	96	07/05/2002	8718,24	8718,24	0	Concession avec Reprise
200201037_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	60	07/05/2002	266,12	266,12	0	Concession avec Reprise
200201036_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	9,97	9,97	0	Concession avec Reprise
200201035_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	11,09	11,09	0	Concession avec Reprise
200201034_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	11,09	11,09	0	Concession avec Reprise
200201033_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	97,63	97,63	0	Concession avec Reprise
200201032_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A CLES D/ Saci	96	07/05/2002	44,23	44,23	0	Concession avec Reprise
200201031_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE COQUE PLASTIQUE D/ Saci	96	07/05/2002	81,75	81,75	0	Concession avec Reprise
200201030_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE COQUE PLASTIQUE D/ Saci	96	07/05/2002	40,86	40,86	0	Concession avec Reprise
200201029_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE A PHARMACIE D/ Saci	96	07/05/2002	148,12	148,12	0	Concession avec Reprise
200201028_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU AFFICHAGE LIEGE D/ Saci	96	07/05/2002	35,48	35,48	0	Concession avec Reprise
200201027_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU AFFICHAGE LIEGE D/ Saci	96	07/05/2002	35,48	35,48	0	Concession avec Reprise
200201026_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DESTRUCTEUR D/ Saci	96	07/05/2002	1291,61	1291,61	0	Concession avec Reprise
200201025_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU ACIER LAQUE D/ Saci	96	07/05/2002	107,61	107,61	0	Concession avec Reprise
200201024_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LAMPE A POSER D/ Artémide	96	07/05/2002	472,29	472,29	0	Concession avec Reprise
200201023_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PATERE D/ ODF	96	07/05/2002	117,06	117,06	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201022_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE A PEDALE TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	123,37	123,37	0	Concession avec Reprise
200201021_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	POUBELLE A PEDALE SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	453,7	453,7	0	Concession avec Reprise
200201020_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISES HAUTES SECU D/ Acial	96	07/05/2002	320,14	320,14	0	Concession avec Reprise
200201018_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN ADM D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	66,14	66,14	0	Concession avec Reprise
200201017_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	82,25	82,25	0	Concession avec Reprise
200201016_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	266	266	0	Concession avec Reprise
200201015_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	314,86	314,86	0	Concession avec Reprise
200201014_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN ADM D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	155,11	155,11	0	Concession avec Reprise
200201013_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	771,01	771,01	0	Concession avec Reprise
200201012_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN JEUX D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	830,53	830,53	0	Concession avec Reprise
200201011_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	675,54	675,54	0	Concession avec Reprise
200201010_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN RESTO D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	984,19	984,19	0	Concession avec Reprise
200201009_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1460,71	1460,71	0	Concession avec Reprise
200201008_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TRANSPORT TABLES ET CHARIOTS D/ Création Inova	96	07/05/2002	320,09	320,09	0	Concession avec Reprise
200201002_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR ESSUIE MAINS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	224,56	224,56	0	Concession avec Reprise
200201001_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS VELOURS APOLLON RESTO D/ Lelievre	96	07/05/2002	1326,16	1326,16	0	Concession avec Reprise
200201000_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS VELOURS APOLLON TECHN D/ Lelievre	96	07/05/2002	1233,19	1233,19	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200999_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN TECHNIQUE D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1594,39	1594,39	0	Concession avec Reprise
200200998_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN SDS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	1184,67	1184,67	0	Concession avec Reprise
200200997_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN JEUX D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	427,59	427,59	0	Concession avec Reprise
200200996_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	176	176	0	Concession avec Reprise
200200995_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS ENTRETIEN RESTO D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	315,55	315,55	0	Concession avec Reprise
200200994_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE MAINS D/ Sofmat	96	07/05/2002	1760,76	1760,76	0	Concession avec Reprise
200200993_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL RESTO D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	198,19	198,19	0	Concession avec Reprise
200200992_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL JEUX D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	145,86	145,86	0	Concession avec Reprise
200200991_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER MURAL MAS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	273,5	273,5	0	Concession avec Reprise
200200990_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	EQUIPEMENTS BAR D/ CIF Inox	96	07/05/2002	49515,44	49515,44	0	Concession avec Reprise
200200989_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLEAU AFFICHAGE VITRE D/ Saci	96	07/05/2002	790,87	790,87	0	Concession avec Reprise
200200988_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR ROULEAUX A PAPIERLozes	96	07/05/2002	369,54	369,54	0	Concession avec Reprise
200200987_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEUR ROULEAUX A PAPIERLozes	96	07/05/2002	69,28	69,28	0	Concession avec Reprise
200200986_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORBEILLE A PAPIER TECHNIQUE D/ Saci	60	07/05/2002	11,74	11,74	0	Concession avec Reprise
200200985_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORBEILLE A PAPIER SDS / Saci	60	07/05/2002	19,94	19,94	0	Concession avec Reprise
200200984_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	BADGES OPTIMS Optims	36	07/05/2002	287	287	0	Concession avec Reprise
200200983_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIEL INFORMATIQUE Allium	36	07/05/2002	81,3	81,3	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200982_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISQUE DUR	Allium	36	07/05/2002	956	956	0	Concession avec Reprise
200200972_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	1148,16	1148,16	0	Concession avec Reprise
200200971_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	382,72	382,72	0	Concession avec Reprise
200200970_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	480	480	0	Concession avec Reprise
200200969_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	160	160	0	Concession avec Reprise
200200968_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	188,54	188,54	0	Concession avec Reprise
200200967_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	188,54	188,54	0	Concession avec Reprise
200200966_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	19 écrans 02c09030	Allium	36	07/05/2002	377,08	377,08	0	Concession avec Reprise
200200868_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX SDS	D/ Manusec	96	05/02/2002	173,18	173,18	0	Concession avec Reprise
200200867_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX MAS	D/ Manusec	96	05/02/2002	155,34	155,34	0	Concession avec Reprise
200200866_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX RESTO	D/ Manusec	96	05/02/2002	129,89	129,89	0	Concession avec Reprise
200200865_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	SECHE CHEVEUX JEUX	D/ Manusec	96	05/02/2002	207,12	207,12	0	Concession avec Reprise
200200864_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Porte jounaux fact 549	D/ Apir	96	05/02/2002	609,63	609,63	0	Concession avec Reprise
200200849_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIERS S/PIEDS SDS	D/ Matik	96	07/05/2002	346,2	346,2	0	Concession avec Reprise
200200848_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CORBEILLE OSIER JEUX	D/ Matik	96	07/05/2002	3,47	3,47	0	Concession avec Reprise
200200843_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS CHAISE MARTHA VAUZELLE	D/ Lelievre	96	07/05/2002	563,8	563,8	0	Concession avec Reprise
200200841_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS CHAISES BISTROT	D/ Lelievre	96	07/05/2002	960	960	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200840_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS CHAISES ALADINO D/ Lelievre	96	07/05/2002	2972,61	2972,61	0	Concession avec Reprise
200200836_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIERS D/ Chomette Favor	96	07/05/2002	30,49	30,49	0	Concession avec Reprise
200200834_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VESTIAIRES PENDERIES D/ Ateliers Réunis Caddie	96	07/05/2002	2469,2	2469,2	0	Concession avec Reprise
200200832_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABLES CONFERENCE+CHARIOTS D/ Création Inova	96	07/05/2002	3174,48	3174,48	0	Concession avec Reprise
200200831_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CENDRIER D/ Artelano	96	07/05/2002	914,69	914,69	0	Concession avec Reprise
200200830_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLES RESTAURATION CHARMEIL	96	07/05/2002	18278,3	18278,3	0	Concession avec Reprise
200200829_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VESTIAIRES D/ Acial	96	07/05/2002	16931,54	16931,54	0	Concession avec Reprise
200200828_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE HAUTE D/ Acial	96	07/05/2002	292,83	292,83	0	Concession avec Reprise
200200827_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TABOURET HAUT D/ Acial	96	07/05/2002	927,39	927,39	0	Concession avec Reprise
200200826_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE BASSE A RIDEAUX D/ Acial	96	07/05/2002	615,12	615,12	0	Concession avec Reprise
200200825_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR CANAPE ET CHAISE BARD/ Rubelli	96	07/05/2002	1620	1620	0	Concession avec Reprise
200200824_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+GUERIDON+FAUTEUIL D/ Rosello	96	07/05/2002	1237,73	1237,73	0	Concession avec Reprise
200200823_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CANAPE+GUERIDON RESTAURATION D/ Rosello	96	07/05/2002	1006,41	1006,41	0	Concession avec Reprise
200200819_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	GUERIDON RESTAURATION D/ Protis	96	07/05/2002	1764	1764	0	Concession avec Reprise
200200817_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHARIOT TRANSPORT CHAISES D/ PJP	96	07/05/2002	58066	58066	0	Concession avec Reprise
200200811_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CAVE RESTOCAVE D/ Viborg	96	07/05/2002	798	798	0	Concession avec Reprise
200200810_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	VITRINE SANDWICHES DAM'S D/ Viborg	96	07/05/2002	1204	1204	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200807_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISE HAUTE POUR RESTAURATIOND/ Soca Line	96	07/05/2002	673,69	673,69	0	Concession avec Reprise
200200804_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	BANQUETTES POUR ATRIUM D/ Sif Mobilier	96	07/05/2002	9018,43	9018,43	0	Concession avec Reprise
200200799_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CHAISES COQUE PLASTIQUE MAS D/ Saci	96	07/05/2002	101,52	101,52	0	Concession avec Reprise
200200798_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR BANQUETTE JEUX D/ Rubelli	96	07/05/2002	135	135	0	Concession avec Reprise
200200797_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS APPUIE TETE BANQUETTE D/ Kvadrat	96	07/05/2002	58,54	58,54	0	Concession avec Reprise
200200796_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR FAUTEUILS ROSELLO D/ Kvadrat	96	07/05/2002	2407,93	2407,93	0	Concession avec Reprise
200200795_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	TISSUS PR TABOURETS DE BAR D/ Crocfeu	96	07/05/2002	55,58	55,58	0	Concession avec Reprise
200200790_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	LIT BANQUETTE D/ Recticel	96	07/05/2002	428,12	428,12	0	Concession avec Reprise
200200709_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Modem Zyxel fact 02B11310 Allium	36	26/02/2002	246,21	246,21	0	Concession avec Reprise
200200698_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS INFORMATIQUES Allium	36	07/02/2002	3680,96	3680,96	0	Concession avec Reprise
200200555_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	armoire Acial	60	02/11/2001	321,74	321,74	0	Concession avec Reprise
200100088_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIEL BUREAU Acial	60	12/07/2001	874,49	874,49	0	Concession avec Reprise
200100081_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS Optims	36	18/04/2001	1383,23	1383,23	0	Concession avec Reprise
200100076_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	GUERIDON Soca Line	60	23/03/2001	663,38	663,38	0	Concession avec Reprise
200100058_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLE JEUX IKEA	60	26/01/2001	137,2	137,2	0	Concession avec Reprise
200100056_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MEUBLE JEUX IKEA	60	25/01/2001	137,2	137,2	0	Concession avec Reprise
200100040_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS Optims	36	25/01/2001	4253,33	4253,33	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200100033_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	27095,77	27095,77	0	Concession avec Reprise
200100032_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	405,9	405,9	0	Concession avec Reprise
200100031_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	5680,79	5680,79	0	Concession avec Reprise
200100030_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	8219,59	8219,59	0	Concession avec Reprise
200100029_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	4890,62	4890,62	0	Concession avec Reprise
200100028_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	1477,05	1477,05	0	Concession avec Reprise
200100027_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	MATERIELS	Devimco	60	25/01/2001	3286,5	3286,5	0	Concession avec Reprise
200100026_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Honoraires ensemblier	Devimco	60	25/01/2001	520,83	520,83	0	Concession avec Reprise
200100025_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Honoraires ensemblier	Devimco	60	25/01/2001	157,41	157,41	0	Concession avec Reprise
200100024_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Honoraires ensemblier	Devimco	60	25/01/2001	349,94	349,94	0	Concession avec Reprise
200100005_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	mat info	Allium	36	25/01/2001	2011,97	2011,97	0	Concession avec Reprise
201600106_EA	MAT. INFO. ET COM.	7 TALKIES SL 1600	SYRADE SL 1600 UHF	36	13/04/2016	3175,98	3085,69	90,29	Concession avec Reprise
IMMO0000011533 (	MAT. INFO. ET COM.	Système vidéo surveillance		1	19/12/2018	19198,91	19198,91	0	Concession avec Reprise
201700096_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE ZEBRA	CEMI	36	19/06/2017	2426,66	1395,97	1030,69	Concession avec Reprise
201600103_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 LECTEURS DE CARTE MAGNETIQUE	ECONOCOM EAA-IN00-	36	03/03/2016	126,58	126,58	0	Concession avec Reprise
201600102_EA	MAT. INFO. ET COM.	3 LECTEURS DE BADGE MAGNETIQUE	ECONOCOM EAA-INOC	36	03/03/2016	608,27	608,27	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600088_EA	MAT. INFO. ET COM.	COMPLEMENT PRECABLAGE INFORMATINEO AQUITAINE A.A	36	20/11/2015	1380,82	1380,82	0	Concession avec Reprise
201600081_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 CISCO 3750X-24T-E SCHNEIDER BD2CN4818/01/MBX	36	25/01/2016	11210,18	11210,18	0	Concession avec Reprise
201600071_EA	MAT. INFO. ET COM.	THERMAL PRINTER 200/600 RS232 EUROCOIN EAA-IN00-0031	36	03/03/2016	1019,99	1019,99	0	Concession avec Reprise
201600064_EA	MAT. INFO. ET COM.	SWITCH A4 09IN01000 AC0153017 COFELY INEO EAA-MS00-0(	36	22/12/2015	1115,89	1115,89	0	Concession avec Reprise
201600053_EA	MAT. INFO. ET COM.	LAP + WMS MEDIA CONTROLLER BALLY FRANCE EAA-MS0(	36	15/12/2015	7164	7164	0	Concession avec Reprise
201600003_EA	MAT. INFO. ET COM.	SYSTEME DE VIDEO SURVEILLANCE SCHNEIDER NSM52003(	37	01/11/2015	34840,27	34840,27	0	Concession avec Reprise
201600001_EA	MAT. INFO. ET COM.	MICRO SERRE TETE + EMETTEUR AUDIO PRO EAA-SP00-00	36	01/11/2015	896,59	896,59	0	Concession avec Reprise
201500066_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 PC HPA47300B + 20 ECRANS ECONOCOM	36	28/05/2015	1392,7	1392,7	0	Concession avec Reprise
201500055_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR+DECODEUR+ENCODEUR SCHNEIDER ELECTRI(	60	21/12/2014	14989,47	12681,1	2308,37	Concession avec Reprise
201500054_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 ENCODEURS SCHNEIDER ELECTRIC FRANCE	60	21/12/2014	1672,92	1415,29	257,63	Concession avec Reprise
201500021_EA	MAT. INFO. ET COM.	LECTEUR DE TABLE VOUCHER ASK	36	21/11/2014	262,53	262,53	0	Concession avec Reprise
201500018_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE MS510DN S451445HH1VECONOCOM	36	28/11/2014	359,8	359,8	0	Concession avec Reprise
201500007_EA	MAT. INFO. ET COM.	COEUR RESEAU PROJET CLOUD COFELY INEO	36	19/11/2014	3211,83	3211,83	0	Concession avec Reprise
201500006_EA	MAT. INFO. ET COM.	3IMPRIMANTES THERMIQUE VOUCHERCEMI	36	21/11/2014	2007,64	2007,64	0	Concession avec Reprise
201500005_EA	MAT. INFO. ET COM.	12 LECTEURS GRYPHON VOUCHER MICROS FIDELIO	36	21/11/2014	2313,53	2313,53	0	Concession avec Reprise
201500003_EA	MAT. INFO. ET COM.	ELITEBOOK PC COMPTEE MAS ECONOCOM	27	01/11/2014	1149,24	1149,24	0	Concession avec Reprise
201400047_EA	MAT. INFO. ET COM.	4 TALKIS POUR SDS SYRADEF3361	36	22/01/2014	2446,5	2446,5	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201300021_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR APPLICATIF MAS ECONOCOM 13021283	36	08/02/2013	6549,31	6549,31	0	Concession avec Reprise
201300020_EA	MAT. INFO. ET COM.	CAISSE CHANGE MAS ECONOCOM 13013581/13013862	36	01/02/2013	3182,12	3182,12	0	Concession avec Reprise
201300008_EA	MAT. INFO. ET COM.	MATER INF POUR CARDROOM JX P12114356 ECONOCOM	36	01/12/2012	2879,44	2879,44	0	Concession avec Reprise
201200132_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 IMPRIMANTE VDI CART CASINOPAp12083000econocom	36	18/09/2012	1271,39	1271,39	0	Concession avec Reprise
201200131_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 PC POUR CASHIO AU MAS TERRAS12092660 ECONOCOM	36	24/09/2012	637,82	637,82	0	Concession avec Reprise
201200104_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 LECTEURS BUREAU VDI CFA-VS1206-0039 ASK	36	14/06/2012	441,72	441,72	0	Concession avec Reprise
201200103_EA	MAT. INFO. ET COM.	MATERIEL INFO POUR VDI LECT CA1783006 3M	36	08/06/2012	689,45	689,45	0	Concession avec Reprise
201100391_EA	MAT. INFO. ET COM.	PORTATIF MOTOROLA GP340 F0242 SYRADE	36	20/10/2011	952,02	952,02	0	Concession avec Reprise
201100109_EA	MAT. INFO. ET COM.	SWITCH POUR TITO SCFP00034745 SPIE	36	14/06/2011	10182,03	10182,03	0	Concession avec Reprise
201100108_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR VOCAL ACCUEIL 140861 SCOPELEC	36	28/04/2011	4398,82	4398,82	0	Concession avec Reprise
201100054_EA	MAT. INFO. ET COM.	MATERIEL INFORMATIQUE TITO 00030813 SPIE COMMUN	36	28/04/2011	13110,02	13110,02	0	Concession avec Reprise
201100051_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR TITO 11031153 ECONOCOM	36	08/03/2011	3540,16	3540,16	0	Concession avec Reprise
201100049_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 LECTEURS CQ 1170642 3M FRANCE	36	18/04/2011	1179,89	1179,89	0	Concession avec Reprise
201100033_EA	MAT. INFO. ET COM.	PORTATIF POUR LES MAS fb9395 syrade	36	29/03/2011	621,92	621,92	0	Concession avec Reprise
201100031_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR MICROS RS 11B05660 SCC	36	11/02/2011	3306	3306	0	Concession avec Reprise
201100001_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE COMPTABILITE 10112543 econocom	36	18/11/2010	1000,13	1000,13	0	Concession avec Reprise
201000007_EA	MAT. INFO. ET COM.	STANDART ACCUEIL 040045 SCOPELEC	36	06/04/2010	801,97	801,97	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800222_EA	MAT. INFO. ET COM.	ECRANS VIDEOPLAYER PR SOFITEL VIEWNESS	60	29/05/2008	1659,67	1659,67	0	Concession avec Reprise
200800208_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEUR OCM SCC	36	13/05/2008	21267,13	21267,13	0	Concession avec Reprise
200800081_EA	MAT. INFO. ET COM.	PC POUR GESTION LUMIERE&JACKPOCYBERTECK 725283	36	22/01/2008	940	940	0	Concession avec Reprise
200800057_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 EXTENSION GARANTIE CALCULETT07115715 ECONOCOM H	60	28/11/2007	275,08	275,08	0	Concession avec Reprise
200800056_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 EXTENTION GARANTIE CALCULETT071105712 ECONOCOM	60	28/11/2007	137,54	137,54	0	Concession avec Reprise
200800055_EA	MAT. INFO. ET COM.	LECTEUR RFID CARTE PASS 12940 ROCHFORD T	36	13/12/2007	800,12	800,12	0	Concession avec Reprise
200800021_EA	MAT. INFO. ET COM.	1 CALCULETTE HOLDEM 071006815 ECONOCOM	60	01/11/2007	891,32	891,32	0	Concession avec Reprise
200800020_EA	MAT. INFO. ET COM.	2 CALCULETTE HOLDEM 071006819 ECONOCOM	60	01/11/2007	1782,64	1782,64	0	Concession avec Reprise
200700366_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMPRIMANTE HOLDEM POKER 071000362 ECONOCOM	36	02/10/2007	910,18	910,18	0	Concession avec Reprise
200700362_EA	MAT. INFO. ET COM.	IMRIMANTE CAISSE MAS 071004565 ECONOCOM	36	22/10/2007	886,54	886,54	0	Concession avec Reprise
200700333_EA	MAT. INFO. ET COM.	PC-IMPRIMANTE JEUX HOLDEM 070704003 ECONOCOM	36	05/09/2007	2888,94	2888,94	0	Concession avec Reprise
200700320_EA	MAT. INFO. ET COM.	PORTABLE SOCIETE 070901018 ECONOCOM	36	07/09/2007	1491,68	1491,68	0	Concession avec Reprise
200700314_EA	MAT. INFO. ET COM.	ECRAN JEUX HOLDEM 070802059 ECONOCOM	36	16/08/2007	185,79	185,79	0	Concession avec Reprise
200700313_EA	MAT. INFO. ET COM.	POSTE TACTILE TRILLIUM FA7640 BALLY GAMING	36	18/07/2007	4245,8	4245,8	0	Concession avec Reprise
200700195_EA	MAT. INFO. ET COM.	SERVEURS 070703137 ECONOCOM	36	17/07/2007	5183,22	5183,22	0	Concession avec Reprise
200700190_EA	MAT. INFO. ET COM.	SWITCH REMPLACEMENT RESEAU 00202441 SPIE COM	36	08/06/2007	1408,93	1408,93	0	Concession avec Reprise
IMMO0000002790 (	MOB. D'EXPLOITATION	TOTEM-SIEGES	8	26/05/2018	10866,24	10866,24	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201600007_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MATERIEL BUFFET RS00-003081 WMF GROUP EAA-RS00-00	36	27/11/2015	1024,27	1024,27	0	Concession avec Reprise
201600004_EA	MOB. D'EXPLOITATION	5 FAUTEUILS MAS GSF1369 FR48/9PATIR MOD,813 SLANT PT	120	02/12/2015	1886,52	612,7	1273,82	Concession avec Reprise
201500022_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MEUBLES FOUQUET'S SIEGE LB	60	01/11/2014	1385	1200,32	184,68	Concession avec Reprise
201400093_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RS LA CIVIDINA	120	07/05/2014	7785	3752,44	4032,56	Concession avec Reprise
201400092_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RS PHS PHILIP	120	07/05/2014	23922,45	11530,83	12391,62	Concession avec Reprise
201400091_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RS ABC DESIGN	120	07/05/2014	38136,13	18381,94	19754,19	Concession avec Reprise
201400084_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RESTO BUFFET/DESSERTES/DESK IT 35/4	120	07/05/2014	75000	36150,63	38849,37	Concession avec Reprise
201400081_EA	MOB. D'EXPLOITATION	BANQUETTE RESTO SUD OUEST BUREAUTIQUE	120	07/05/2014	960	462,73	497,27	Concession avec Reprise
201300370_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER TERRASSE EXT RS MOBILIER TERRASSE RS	120	03/06/2013	7101,52	4080,37	3021,15	Concession avec Reprise
201300367_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CHAISE ET TABLE RS OCCASION NIEDERBRON 040113	27	05/04/2013	661,2	661,2	0	Concession avec Reprise
201300001_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILER TERRASSE FUMEUR LANDES INST MOB TERR	120	17/10/2012	6937,37	4418,14	2519,23	Concession avec Reprise
201100110_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CHAISES NOUVELLES MAS 211061514041 PATIR	60	15/06/2011	3814,04	3814,04	0	Concession avec Reprise
201100012_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RESTAURATION CARENE F01/01/11 CAS NIEDER	60	10/01/2011	5424,14	5424,14	0	Concession avec Reprise
201100010_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER RESTAURATION 09143 SUD BUREAUTIQU	60	17/12/2010	4672	4672	0	Concession avec Reprise
201000009_EA	MOB. D'EXPLOITATION	4 CHAISES SALLE MAS 2100528-10887 PATIR DESIGN	60	28/05/2010	1462,71	1462,71	0	Concession avec Reprise
201000006_EA	MOB. D'EXPLOITATION	25 TABLES PLIANTES SDE 08375 SUD-OUEST BURE	60	17/03/2010	1000	1000	0	Concession avec Reprise
200900035_EA	MOB. D'EXPLOITATION	20 CHAISES POKER 6374 GPI	60	27/11/2008	2645,54	2645,54	0	Concession avec Reprise

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200900003_EA	MOB. D'EXPLOITATION	8 TABLES ROUGES BAR MAS FLY	60	17/12/2008	662,21	662,21	0	Concession avec Reprise
200900001_EA	MOB. D'EXPLOITATION	24 TABOURETS BLANCS BAR MAS ALINEA	60	17/12/2008	743,47	743,47	0	Concession avec Reprise
200800226_EA	MOB. D'EXPLOITATION	16 STRAPONTINS S.DE SPECTACLE QUINETTE GALLAY	120	30/05/2008	6000	6000	0	Concession avec Reprise
200800212_EA	MOB. D'EXPLOITATION	10 TABOURETS RESTAURATION TONON	120	09/05/2008	2088	2088	0	Concession avec Reprise
200800207_EA	MOB. D'EXPLOITATION	10 TABLES TEXAS HOLDEM TOURNOIPROCED	120	14/05/2008	8178,25	8178,25	0	Concession avec Reprise
200800185_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER PR TERRASSE EXT RESTOBOIS DU MONDE	60	31/03/2008	4170	4170	0	Concession avec Reprise
200800157_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE TEXAS HOLDEM N°603 CARO	120	30/01/2008	2215,3	2215,3	0	Concession avec Reprise
200800125_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIER BAR MAS TONON 2007-4401	60	15/11/2007	12038,4	12038,4	0	Concession avec Reprise
200800054_EA	MOB. D'EXPLOITATION	295 CHAISES SALLE MAS 271219-3259 PATIR-DESI	60	27/12/2007	90363,78	90363,78	0	Concession avec Reprise
200800044_EA	MOB. D'EXPLOITATION	12 CHAISES DE POKER 6055 GPI	60	11/12/2007	1588,28	1588,28	0	Concession avec Reprise
200700368_EA	MOB. D'EXPLOITATION	PUPITRE VDI/ECRANS VDI 0610082 STA	120	01/11/2006	15323,79	15323,79	0	Concession avec Reprise
200700364_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE TEXAS HOLDEM 602 55340 CARO DEVELPT	120	05/09/2007	2669,46	2669,46	0	Concession avec Reprise
200700363_EA	MOB. D'EXPLOITATION	1 TABLE TEXAS HOLDEM 601 55340 CARO DEVELPT	120	05/09/2007	2669,46	2669,46	0	Concession avec Reprise
200700347_EA	MOB. D'EXPLOITATION	10 GUERIDON/10 CHAISES POKER 5978 GPI	60	10/10/2007	2918,24	2918,24	0	Concession avec Reprise
200700306_EA	MOB. D'EXPLOITATION	20 CHAISES DE POKER 5901 GPI	60	12/07/2007	2691	2691	0	Concession avec Reprise
200700136_EA	MOB. D'EXPLOITATION	TABLE TRANSP POUR CPTEE BILLET49175/1 FORM XL MAS	120	17/01/2007	1412,48	1412,48	0	Concession avec Reprise
	Total				**2 771 292,77**	**2 618 602,38**	**152 690,39**	

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201500030_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CLIMATISEUR CAISSE SALLE JEUX HERVE THERMIQUE 13121280	41	09/07/2015	3184,94	3184,94	0	Concession avec Retour
201500004_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CLIM REVERSIBLE COFFRE MAS HERVE THERMIQUE	48	01/11/2014	4211,58	4211,58	0	Concession avec Retour
201400096_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HONORAIRE ARCHI RENOV RESTO 01/02	55	07/05/2014	25000	25000	0	Concession avec Retour
201400094_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PEINTURE REVETEMENT RESTO LACLIDE	55	07/05/2014	23533,02	23533,02	0	Concession avec Retour
201300366_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHAUFFAGE INFRARGE TERRASSE FUHERVE THERMIQUE 678083/67	68	26/03/2013	3290,78	3290,78	0	Concession avec Retour
201300037_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PORTE ACIER TERRASSE FUMEUR CANCE	69	12/03/2013	8244,85	8244,85	0	Concession avec Retour
201300035_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHAUFFAGE INFRA TERRASSE FUMEUPOLYPOLES F29391	60	13/03/2013	1692,86	1692,86	0	Concession avec Retour
201300022_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	INST CHAUFFAGE INFRA ROUGE TERHERVE THERMIQUE	70	11/02/2013	1791,06	1791,06	0	Concession avec Retour
201300018_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MENUISERIE TERRASSE FUMEUR MENUISERIE RELIQ TER	74	24/09/2012	4607,61	4607,61	0	Concession avec Retour
201300017_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HABILLAGE MUR TERRASSE FUMEUR AD2S HABILLAGE MUR T	60	01/02/2013	7072	7072	0	Concession avec Retour
201300009_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CAPOTAGE CHARPENTE TERRASSE FU201212008 b2c	72	21/12/2012	847,77	847,77	0	Concession avec Retour
201300006_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	STORES ET FILMS TERRASSE FUMEUSERVI SUN 1212057	70	06/02/2013	15969,08	15969,08	0	Concession avec Retour
201300005_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	RELIQUAT MENUISERIE TERRASSE SIT N3 CANCE	74	24/09/2012	81,39	81,39	0	Concession avec Retour
201300004_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CVC CHAUFFAGE/CLIM TERRASSE 638968 HERVE THERMIQ	72	18/12/2012	94021,89	94021,89	0	Concession avec Retour
201200151_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	ASSURANCE TERRASSSE FNP DIOT	74	24/09/2012	8572,81	8572,81	0	Concession avec Retour
201200150_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	COORDINATEUR SSI FNP CTECH	74	24/09/2012	1910,46	1910,46	0	Concession avec Retour
201200149_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	TRAVAUX ELECTRICITE TERRA FUM	74	24/09/2012	17071,02	17071,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200148_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION SECU PROTECT TERRASSE FNP APAVE MISSION SPS	74	24/09/2012	164,18	164,18	0	Concession avec Retour
201200147_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION CREATION TERRASSE FNP APAVE CONTROLE TECH	74	24/09/2012	1910,46	1910,46	0	Concession avec Retour
201200146_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PILOTAGE SCBA TERRASSE FUMEUR FNP SCBA	74	24/09/2012	2388,08	2388,08	0	Concession avec Retour
201200145_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MENUISERIE ALUMINIUM TERRASSE FNP CANCE	74	24/09/2012	25606,41	25606,41	0	Concession avec Retour
201200144_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHARPENTE METALLIQUE TERRASSE FNP B2C	74	24/09/2012	1791,06	1791,06	0	Concession avec Retour
201200143_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PARVIS ENTREE CASINO FNP RDBM	74	19/10/2012	13298,21	13298,21	0	Concession avec Retour
201200142_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	GROS OEUVRE TERRASSE FNP RDBM	74	24/09/2012	66865,24	66865,24	0	Concession avec Retour
201200141_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HONORAIRE ARCHI TERRASSE FUMEUFNP DESIGN STUDIO	74	24/09/2012	9552,32	9552,32	0	Concession avec Retour
201200139_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	VEGETALISATION EXTENSION EXTERFAC201210281 BRETTES	74	21/10/2012	16704,74	16704,74	0	Concession avec Retour
201200138_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	ASSURANCE CHANTIER TERRAS FUME218518 DIOT	74	24/09/2012	3315,86	3315,86	0	Concession avec Retour
201200137_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MOQUETTE TERRASSE FUMEUR FA005754 MARTIN SOL	60	24/09/2012	3069,64	3069,64	0	Concession avec Retour
201200136_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	DETECTION INCENDIE TERRASSE FU12018431 DEF	74	24/09/2012	2829,87	2829,87	0	Concession avec Retour
201200135_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	INST ALARME/VIDEO TERRASSE FUMAEC23A1213239 SPIE	74	24/09/2012	3911,98	3911,98	0	Concession avec Retour
201200134_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	TRAVAUX ELECTRICITE TERRA FUME8570029694 INEO COFE	74	24/09/2012	44433,63	44433,63	0	Concession avec Retour
201200133_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CAMERAS TERRASSE FUMEUR F762072 ADI	60	24/09/2012	1353,8	1353,8	0	Concession avec Retour
201200130_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	GROS OEUVRE TERRASSE SIT 1 RDMBC	74	24/09/2012	134297,13	134297,13	0	Concession avec Retour
201200129_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION CREATION TERRASSE 212172386 APAVE	74	24/09/2012	1910,46	1910,46	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201200128_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MISSION SECU PROTECT TERRASSE 212184247 APAVE	74	24/09/2012	2134,35	2134,35	0	Concession avec Retour
201200127_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	MENUISERIE ALUMINIUM TERRASSEFsit trav n°02 CANCE	74	24/09/2012	79609,33	79609,33	0	Concession avec Retour
201200126_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHARPENTE METALLIQUE TERRASSE 201207022 B2C	74	24/09/2012	97738,14	97738,14	0	Concession avec Retour
201200125_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	CHAUFFAGE CLIM TERRASSE FUMEURFC0117 ISO33	74	24/09/2012	6017,96	6017,96	0	Concession avec Retour
201200124_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	HONORAIRE ARCHI TERRASSE FUMEU01 DESIGN STUDIO	74	24/09/2012	28656,96	28656,96	0	Concession avec Retour
201200123_EA	AGENC. CONST. SOL AUT	PILOTAGE SCBA TERRASSE FUMEUR SCBA SIT1 JUIN 2012	74	24/09/2012	16716,56	16716,56	0	Concession avec Retour
200100004_EA	AUT. LICEN. DROIT ET CO	Concession capitalisée Ville de Bordeaux	216	18/12/2000	860494,19	860494,19	0	Concession avec Retour
200900031_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT DGD 311007	130	22/01/2008	1537,24	1537,24	0	Concession avec Retour
200800224_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX ASSAINISSEMT ET VRD EIFFAGE TP	126	31/05/2008	30989,91	30989,91	0	Concession avec Retour
200800111_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX FSEG FAYAT 435/207/F	130	22/01/2008	14116,8	14116,8	0	Concession avec Retour
200800110_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT 438/2007/F	130	22/01/2008	8327,78	8327,78	0	Concession avec Retour
200800109_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT 480/2007/F	130	22/01/2008	36369,18	36369,18	0	Concession avec Retour
200800108_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	OUVERTURE MAS/JEUX SEG FAYAT 001/008/F	130	22/01/2008	29305,26	29305,26	0	Concession avec Retour
200800003_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	RAMPE BETON ACCES DERRIER CASIF0711245 MUSSET	120	29/11/2007	7591,12	7591,12	0	Concession avec Retour
200700359_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SESEAU EG EXT SANITAIRES ATRIUF070205 EIFFAGE 2807	141	28/02/2007	6895,64	6895,64	0	Concession avec Retour
200700358_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	RESEAU EU/EV EXT SANITAIRE ATREIFFAGE CONSTRU	141	28/02/2007	5601,2	5601,2	0	Concession avec Retour
200700348_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SANITAIRES RESTAURANT ATRIUM 0612012 EIFFAGE 3112 GENIE CI	141	28/02/2007	13979,75	13979,75	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700189_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX PROTECTION PARKING 0068000276 MOTER	120	30/05/2007	10064,1	10064,1	0	Concession avec Retour
200700168_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CREATION LOCAL ZONE CPTEE MAS 0702011B MUSSET	141	28/02/2007	1109,64	1109,64	0	Concession avec Retour
200700166_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CREATION LOCAL CPTEE BILLETS F0702011 MUSSET MAS	142	05/02/2007	2613,31	2613,31	0	Concession avec Retour
200700165_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX LOCAL DAB MAS F0702012 MUSSET	142	05/02/2007	1189,71	1189,71	0	Concession avec Retour
200700164_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX LOCAL AUTOMATES MAS F0702013 MUSSET	142	05/02/2007	618,85	618,85	0	Concession avec Retour
200700163_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	TRAVAUX DISTRIBUTEUR DAB F0702014 MUSSET CLOISON MAS	142	05/02/2007	611,49	611,49	0	Concession avec Retour
200301807_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	227,67	227,67	0	Concession avec Retour
200301806_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	182,55	182,55	0	Concession avec Retour
200301805_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	134,46	134,46	0	Concession avec Retour
200301804_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	113,79	113,79	0	Concession avec Retour
200301803_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-08-0899	192	01/11/2002	71,72	71,72	0	Concession avec Retour
200301802_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	1047,3	1047,3	0	Concession avec Retour
200301801_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	839,73	839,73	0	Concession avec Retour
200301800_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	618,52	618,52	0	Concession avec Retour
200301799_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	523,44	523,44	0	Concession avec Retour
200301798_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 02-05-0531	192	01/11/2002	329,9	329,9	0	Concession avec Retour
200301797_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	546,42	546,42	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301796_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	438,12	438,12	0	Concession avec Retour
200301795_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	322,7	322,7	0	Concession avec Retour
200301794_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	273,1	273,1	0	Concession avec Retour
200301793_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires coordination SSI Beterem 01-12-1581	192	01/11/2002	172,12	172,12	0	Concession avec Retour
2002E1782_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 6 EQUIPEMENTS SCENIQUES CEMS	199	07/05/2002	28388,15	28388,15	0	Concession avec Retour
2002E0127_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COMPRESSEUR BOBION ET JOANIN	199	07/05/2002	16807,76	16807,76	0	Concession avec Retour
200201575_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	2528,89	2528,89	0	Concession avec Retour
200201574_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	2027,68	2027,68	0	Concession avec Retour
200201573_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	1493,52	1493,52	0	Concession avec Retour
200201572_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	1263,95	1263,95	0	Concession avec Retour
200201571_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ECLAIRAGE FACADE CASINO ET SDSC.I.E.L.	199	05/07/2002	796,62	796,62	0	Concession avec Retour
200201570_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON DEF EQUIPEMT SCENIQUES CEMS	199	05/07/2002	38908,79	38908,79	0	Concession avec Retour
200201458_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	23028,13	23028,13	0	Concession avec Retour
200201457_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	18464,11	18464,11	0	Concession avec Retour
200201456_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	13600,02	13600,02	0	Concession avec Retour
200201455_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	11509,57	11509,57	0	Concession avec Retour
200201454_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Décompte définitif Socae	199	07/05/2002	7253,99	7253,99	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201445_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	38030,62	38030,62	0	Concession avec Retour
200201444_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	30493,2	30493,2	0	Concession avec Retour
200201443_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	22460,23	22460,23	0	Concession avec Retour
200201442_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	19007,88	19007,88	0	Concession avec Retour
200201441_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. SOLDE Accor DTH	199	07/05/2002	11979,86	11979,86	0	Concession avec Retour
200201440_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	23273,29	23273,29	0	Concession avec Retour
200201439_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	18660,67	18660,67	0	Concession avec Retour
200201438_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	13744,8	13744,8	0	Concession avec Retour
200201437_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	11632,1	11632,1	0	Concession avec Retour
200201436_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES SUR A.M.O. 20% Accor DTH	199	07/05/2002	7331,22	7331,22	0	Concession avec Retour
200201369_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	834,8	834,8	0	Concession avec Retour
200201368_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	669,35	669,35	0	Concession avec Retour
200201367_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	493,02	493,02	0	Concession avec Retour
200201366_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	417,24	417,24	0	Concession avec Retour
200201365_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	262,97	262,97	0	Concession avec Retour
200201364_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 SCENARCHIE Tourane	199	07/05/2002	6097,96	6097,96	0	Concession avec Retour
200201311_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif Meihlan Bordes	199	07/05/2002	129,25	129,25	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201310_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	103,64	103,64	0	Concession avec Retour
200201309_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	76,33	76,33	0	Concession avec Retour
200201308_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	64,6	64,6	0	Concession avec Retour
200201307_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PC modificatif	Meihlan Bordes	199	07/05/2002	40,72	40,72	0	Concession avec Retour
200201276_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200201275_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200201274_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200201273_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200201272_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 18 (solde) GESTION PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200201262_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	1085,6	1085,6	0	Concession avec Retour
200201261_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	870,44	870,44	0	Concession avec Retour
200201260_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	641,14	641,14	0	Concession avec Retour
200201259_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	542,59	542,59	0	Concession avec Retour
200201258_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Escaliers acces terrasse fact Metallerie entre 2 mers		199	07/05/2002	341,97	341,97	0	Concession avec Retour
200201249_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	1517,82	1517,82	0	Concession avec Retour
200201248_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	1217	1217	0	Concession avec Retour
200201247_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	896,4	896,4	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201246_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	758,61	758,61	0	Concession avec Retour
200201245_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	478,12	478,12	0	Concession avec Retour
200201244_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	8511,47	8511,47	0	Concession avec Retour
200201243_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	6824,55	6824,55	0	Concession avec Retour
200201242_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	5026,73	5026,73	0	Concession avec Retour
200201241_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	4254,07	4254,07	0	Concession avec Retour
200201240_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Assurance chantier Accor DTH	199	07/05/2002	2681,16	2681,16	0	Concession avec Retour
200201234_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES EQUIPMT HOTELIER Tardivel	199	07/05/2002	762,25	762,25	0	Concession avec Retour
200201233_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	3463,17	3463,17	0	Concession avec Retour
200201232_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	2776,79	2776,79	0	Concession avec Retour
200201231_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	2045,29	2045,29	0	Concession avec Retour
200201230_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	1730,91	1730,91	0	Concession avec Retour
200201229_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 12 ARCHITECTES Arsene Henry	199	07/05/2002	1090,92	1090,92	0	Concession avec Retour
200201217_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200201216_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200201215_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200201214_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201213_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 17 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200201199_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	70198,33	70198,33	0	Concession avec Retour
200201198_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	56285,49	56285,49	0	Concession avec Retour
200201197_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	41457,93	41457,93	0	Concession avec Retour
200201196_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	35085,45	35085,45	0	Concession avec Retour
200201195_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 15 Socae	199	07/05/2002	22112,87	22112,87	0	Concession avec Retour
200201123_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200201122_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200201121_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200201120_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200201119_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 16 ASS GESTION DE PROJETLandureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200201118_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	3737,26	3737,26	0	Concession avec Retour
200201117_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2996,56	2996,56	0	Concession avec Retour
200201116_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2207,16	2207,16	0	Concession avec Retour
200201115_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1867,9	1867,9	0	Concession avec Retour
200201114_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHN CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1177,26	1177,26	0	Concession avec Retour
200200781_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SIT 7 EQUIPEMENTS SCENIQUES CEMS	199	07/05/2002	18465,16	18465,16	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200775_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	1973,17	1973,17	0	Concession avec Retour
200200774_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	1582,1	1582,1	0	Concession avec Retour
200200773_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	1165,32	1165,32	0	Concession avec Retour
200200772_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	986,2	986,2	0	Concession avec Retour
200200771_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 FONTAINE	Llorca	199	07/05/2002	621,56	621,56	0	Concession avec Retour
200200765_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 3 SCENARCHIE	Tourane	199	07/05/2002	30489,8	30489,8	0	Concession avec Retour
200200756_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	53160,49	53160,49	0	Concession avec Retour
200200755_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	42624,43	42624,43	0	Concession avec Retour
200200754_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	31395,67	31395,67	0	Concession avec Retour
200200753_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	26569,86	26569,86	0	Concession avec Retour
200200752_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 14	Socae	199	07/05/2002	16745,85	16745,85	0	Concession avec Retour
200200738_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	982,79	982,79	0	Concession avec Retour
200200737_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	788,01	788,01	0	Concession avec Retour
200200736_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	580,42	580,42	0	Concession avec Retour
200200735_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	491,2	491,2	0	Concession avec Retour
200200734_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 11 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	309,58	309,58	0	Concession avec Retour
200200733_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200732_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200731_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200730_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200729_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 15 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200723_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	3035,67	3035,67	0	Concession avec Retour
200200722_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	2434,02	2434,02	0	Concession avec Retour
200200721_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	1792,81	1792,81	0	Concession avec Retour
200200720_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	1517,24	1517,24	0	Concession avec Retour
200200719_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ECLAIRAGE FACADES	C.I.E.L.	199	07/05/2002	956,25	956,25	0	Concession avec Retour
200200697_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	49060,9	49060,9	0	Concession avec Retour
200200696_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	41870,13	41870,13	0	Concession avec Retour
200200695_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	30840,08	30840,08	0	Concession avec Retour
200200694_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	21822,46	21822,46	0	Concession avec Retour
200200693_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Taxe Locale d'Equipement	Trésor Public	199	07/05/2002	13753,77	13753,77	0	Concession avec Retour
200200692_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5876,66	5876,66	0	Concession avec Retour
200200691_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4711,94	4711,94	0	Concession avec Retour
200200690_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3470,65	3470,65	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200689_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2937,18	2937,18	0	Concession avec Retour
200200688_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D'ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1851,18	1851,18	0	Concession avec Retour
200200687_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200686_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200685_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200684_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200683_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 14 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200682_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	145196,98	145196,98	0	Concession avec Retour
200200681_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	116419,89	116419,89	0	Concession avec Retour
200200680_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	85750,84	85750,84	0	Concession avec Retour
200200679_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	72570,12	72570,12	0	Concession avec Retour
200200678_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	sit 13	Socae	199	07/05/2002	45737,87	45737,87	0	Concession avec Retour
200200672_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMENTS SCENIQUE	CEMS	199	07/05/2002	40080,69	40080,69	0	Concession avec Retour
200200671_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200670_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200669_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200668_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIO	Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200667_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200666_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200665_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200664_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200663_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200662_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTIOApave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200657_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	11636,64	11636,64	0	Concession avec Retour
200200656_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	9330,34	9330,34	0	Concession avec Retour
200200655_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	6872,4	6872,4	0	Concession avec Retour
200200654_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	5816,05	5816,05	0	Concession avec Retour
200200653_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 10 % MISSION A.M.O. Accor DTH	199	07/05/2002	3665,61	3665,61	0	Concession avec Retour
200200652_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200651_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200650_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200649_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200648_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 13 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200637_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 SCENARCHIE Tourane	199	07/05/2002	36587,76	36587,76	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200636_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12	Socae	199	07/05/2002	188981,97	188981,97	0	Concession avec Retour
200200635_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12	Socae	199	07/05/2002	151526,99	151526,99	0	Concession avec Retour
200200634_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12	Socae	199	07/05/2002	111609,51	111609,51	0	Concession avec Retour
200200633_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12	Socae	199	07/05/2002	94454,06	94454,06	0	Concession avec Retour
200200632_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 12	Socae	199	07/05/2002	59530,39	59530,39	0	Concession avec Retour
200200621_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMENT SCENIQUE SDS	CEMS	199	07/05/2002	40271,13	40271,13	0	Concession avec Retour
200200620_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTION	Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200619_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTION	Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200618_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTION	Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200617_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTION	Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200616_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE CONTRUCTION	Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200615_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	1328,1	1328,1	0	Concession avec Retour
200200614_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	1064,88	1064,88	0	Concession avec Retour
200200613_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	784,35	784,35	0	Concession avec Retour
200200612_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	663,79	663,79	0	Concession avec Retour
200200611_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MISSION COORDINATION SPS	Apave	199	07/05/2002	418,36	418,36	0	Concession avec Retour
200200601_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	268887,92	268887,92	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200600_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	215596,1	215596,1	0	Concession avec Retour
200200599_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	158800,59	158800,59	0	Concession avec Retour
200200598_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	134391,42	134391,42	0	Concession avec Retour
200200597_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 11	Socae	199	07/05/2002	84701,21	84701,21	0	Concession avec Retour
200200595_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1637,99	1637,99	0	Concession avec Retour
200200594_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1313,35	1313,35	0	Concession avec Retour
200200593_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	967,37	967,37	0	Concession avec Retour
200200592_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	818,67	818,67	0	Concession avec Retour
200200591_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	515,97	515,97	0	Concession avec Retour
200200590_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	683,02	683,02	0	Concession avec Retour
200200589_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	547,65	547,65	0	Concession avec Retour
200200588_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	403,38	403,38	0	Concession avec Retour
200200587_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	341,38	341,38	0	Concession avec Retour
200200586_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI	Beterem	199	07/05/2002	215,16	215,16	0	Concession avec Retour
200200585_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMTS SCENIQUE SDS SIT 3	CEMS	199	07/05/2002	58247,82	58247,82	0	Concession avec Retour
200200574_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200573_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200572_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200571_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200570_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 12 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200569_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200568_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200567_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200566_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200565_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 11 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200564_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	578,04	578,04	0	Concession avec Retour
200200563_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	463,47	463,47	0	Concession avec Retour
200200562_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	341,38	341,38	0	Concession avec Retour
200200561_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	288,91	288,91	0	Concession avec Retour
200200560_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Consulting Accor DGTI	199	07/05/2002	182,09	182,09	0	Concession avec Retour
200200553_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	347360,39	347360,39	0	Concession avec Retour
200200552_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	278515,84	278515,84	0	Concession avec Retour
200200551_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	205145,08	205145,08	0	Concession avec Retour
200200550_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	173612,32	173612,32	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200549_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 10 Socae	199	07/05/2002	109420,48	109420,48	0	Concession avec Retour
200200548_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMTS SCENIQUE SDS SIT 2 CEMS	199	07/05/2002	60697,36	60697,36	0	Concession avec Retour
200200547_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	5876,66	5876,66	0	Concession avec Retour
200200546_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	4711,95	4711,95	0	Concession avec Retour
200200545_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	3470,66	3470,66	0	Concession avec Retour
200200544_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	2937,18	2937,18	0	Concession avec Retour
200200543_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ARCHITECTE D'INTERIEUR Principal	199	07/05/2002	1851,18	1851,18	0	Concession avec Retour
200200542_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200541_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200540_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200539_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200538_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 10 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200537_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	1467,23	1467,23	0	Concession avec Retour
200200536_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	1176,43	1176,43	0	Concession avec Retour
200200535_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	866,52	866,52	0	Concession avec Retour
200200534_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	733,33	733,33	0	Concession avec Retour
200200533_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 FONTAINE DU CASINO Llorca	199	07/05/2002	462,19	462,19	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200532_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI Beterem	199	07/05/2002	2049,06	2049,06	0	Concession avec Retour
200200531_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI Beterem	199	07/05/2002	1642,95	1642,95	0	Concession avec Retour
200200530_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI Beterem	199	07/05/2002	1210,14	1210,14	0	Concession avec Retour
200200529_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI Beterem	199	07/05/2002	1024,13	1024,13	0	Concession avec Retour
200200528_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COORDINATION SSI Beterem	199	07/05/2002	645,47	645,47	0	Concession avec Retour
200200522_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9 Socae	199	07/05/2002	435703,96	435703,96	0	Concession avec Retour
200200521_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9 Socae	199	07/05/2002	349350,3	349350,3	0	Concession avec Retour
200200520_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9 Socae	199	07/05/2002	257319,27	257319,27	0	Concession avec Retour
200200519_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9 Socae	199	07/05/2002	217766,84	217766,84	0	Concession avec Retour
200200518_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Sit 9 Socae	199	07/05/2002	137249,2	137249,2	0	Concession avec Retour
200200512_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	EQUIPEMTS SCENIQUE SDS SIT 1 CEMS	199	07/05/2002	62155,94	62155,94	0	Concession avec Retour
200200511_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST. Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200510_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST. Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200509_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST. Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200508_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST. Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200507_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE TECHNIQUE DES CONST. Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200506_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1965,58	1965,58	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200505_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1576,01	1576,01	0	Concession avec Retour
200200504_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1160,84	1160,84	0	Concession avec Retour
200200503_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	982,41	982,41	0	Concession avec Retour
200200502_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 9 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	619,17	619,17	0	Concession avec Retour
200200501_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200500_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200499_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200498_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200497_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACOMPTE 9 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200496_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	202,38	202,38	0	Concession avec Retour
200200495_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	162,27	162,27	0	Concession avec Retour
200200494_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	119,52	119,52	0	Concession avec Retour
200200493_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	101,15	101,15	0	Concession avec Retour
200200492_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	APPEL D OFFRE	Sapeso	199	07/05/2002	63,75	63,75	0	Concession avec Retour
200200491_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	4700,74	4700,74	0	Concession avec Retour
200200490_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	3757,49	3757,49	0	Concession avec Retour
200200489_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	2767,64	2767,64	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200488_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	2361,81	2361,81	0	Concession avec Retour
200200487_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 ECONOMISTE PRESCIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1488,55	1488,55	0	Concession avec Retour
200200486_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	18777,59	18777,59	0	Concession avec Retour
200200485_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	15009,67	15009,67	0	Concession avec Retour
200200484_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	11055,6	11055,6	0	Concession avec Retour
200200483_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9434,48	9434,48	0	Concession avec Retour
200200482_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 1 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5946,15	5946,15	0	Concession avec Retour
200200481_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9388,8	9388,8	0	Concession avec Retour
200200480_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	7504,84	7504,84	0	Concession avec Retour
200200479_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5527,8	5527,8	0	Concession avec Retour
200200478_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4717,24	4717,24	0	Concession avec Retour
200200477_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2973,08	2973,08	0	Concession avec Retour
200200476_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	14083,19	14083,19	0	Concession avec Retour
200200475_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	11257,25	11257,25	0	Concession avec Retour
200200474_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	8291,7	8291,7	0	Concession avec Retour
200200473_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	7075,86	7075,86	0	Concession avec Retour
200200472_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 3 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4459,61	4459,61	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200471_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	4694,4	4694,4	0	Concession avec Retour
200200470_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	3752,42	3752,42	0	Concession avec Retour
200200469_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	2763,9	2763,9	0	Concession avec Retour
200200468_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	2358,62	2358,62	0	Concession avec Retour
200200467_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 4 ARCHITECTE	Arsene Henry	199	07/05/2002	1486,54	1486,54	0	Concession avec Retour
200200466_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	812	812	0	Concession avec Retour
200200465_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	649,07	649,07	0	Concession avec Retour
200200464_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	478,08	478,08	0	Concession avec Retour
200200463_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	407,98	407,98	0	Concession avec Retour
200200462_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETUDE STATIONNEMT PROJET CASINEREA		199	07/05/2002	257,13	257,13	0	Concession avec Retour
200200461_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	1452,38	1452,38	0	Concession avec Retour
200200460_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	1239,51	1239,51	0	Concession avec Retour
200200459_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	912,98	912,98	0	Concession avec Retour
200200458_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	646,03	646,03	0	Concession avec Retour
200200457_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	IMMOS BX LAC	Accor Casinos	199	07/05/2002	407,16	407,16	0	Concession avec Retour
200200451_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	454155,73	454155,73	0	Concession avec Retour
200200450_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	364145,05	364145,05	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200449_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	268216,57	268216,57	0	Concession avec Retour
200200448_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	226989,12	226989,12	0	Concession avec Retour
200200447_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 8	Socae	199	07/05/2002	143061,62	143061,62	0	Concession avec Retour
200200446_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	493191,31	493191,31	0	Concession avec Retour
200200445_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	395444,03	395444,03	0	Concession avec Retour
200200444_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	291270,31	291270,31	0	Concession avec Retour
200200443_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	246499,28	246499,28	0	Concession avec Retour
200200442_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 7	Socae	199	07/05/2002	155358,04	155358,04	0	Concession avec Retour
200200441_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	504929,14	504929,14	0	Concession avec Retour
200200440_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	404855,5	404855,5	0	Concession avec Retour
200200439_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	298202,47	298202,47	0	Concession avec Retour
200200438_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	252365,91	252365,91	0	Concession avec Retour
200200437_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 6	Socae	199	07/05/2002	159055,53	159055,53	0	Concession avec Retour
200200436_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	362911,49	362911,49	0	Concession avec Retour
200200435_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	290984,82	290984,82	0	Concession avec Retour
200200434_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	214329,29	214329,29	0	Concession avec Retour
200200433_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	181384,83	181384,83	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200432_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 5	Socae	199	07/05/2002	114319,17	114319,17	0	Concession avec Retour
200200431_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	340599,49	340599,49	0	Concession avec Retour
200200430_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	273094,91	273094,91	0	Concession avec Retour
200200429_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	201152,21	201152,21	0	Concession avec Retour
200200428_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	170233,19	170233,19	0	Concession avec Retour
200200427_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 4	Socae	199	07/05/2002	107290,76	107290,76	0	Concession avec Retour
200200426_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	333263,35	333263,35	0	Concession avec Retour
200200425_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	267212,75	267212,75	0	Concession avec Retour
200200424_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	196819,61	196819,61	0	Concession avec Retour
200200423_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	166566,56	166566,56	0	Concession avec Retour
200200422_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 3	Socae	199	07/05/2002	104979,82	104979,82	0	Concession avec Retour
200200421_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	335236,51	335236,51	0	Concession avec Retour
200200420_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	268794,84	268794,84	0	Concession avec Retour
200200419_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	197984,92	197984,92	0	Concession avec Retour
200200418_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	167552,75	167552,75	0	Concession avec Retour
200200417_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 2	Socae	199	07/05/2002	105601,38	105601,38	0	Concession avec Retour
200200416_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1	Socae	199	07/05/2002	248821,79	248821,79	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200415_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	199506,94	199506,94	0	Concession avec Retour
200200414_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	146949,87	146949,87	0	Concession avec Retour
200200413_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	124362,27	124362,27	0	Concession avec Retour
200200412_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SITUATION 1 Socae	199	07/05/2002	78380,26	78380,26	0	Concession avec Retour
200200411_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 1 SCENARCHIE Tourane	199	07/05/2002	48783,69	48783,69	0	Concession avec Retour
200200395_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ETUDES EQUIPT CUISINES+ANNTardivel	199	07/05/2002	5335,72	5335,72	0	Concession avec Retour
200200394_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON ETUDES EQUIPEMT CUISINES Tardivel	199	07/05/2002	1524,49	1524,49	0	Concession avec Retour
200200393_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CLOTURE MOBILE Starmat	199	07/05/2002	626,1	626,1	0	Concession avec Retour
200200392_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	502,01	502,01	0	Concession avec Retour
200200391_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CLOTURE MOBILE Starmat	199	07/05/2002	369,77	369,77	0	Concession avec Retour
200200390_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	312,93	312,93	0	Concession avec Retour
200200389_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CLOTURE MOBILE Starmat	199	07/05/2002	197,23	197,23	0	Concession avec Retour
200200388_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	1623,44	1623,44	0	Concession avec Retour
200200387_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	1301,68	1301,68	0	Concession avec Retour
200200386_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	958,77	958,77	0	Concession avec Retour
200200385_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	811,4	811,4	0	Concession avec Retour
200200384_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	PORTAIL - JAMBES DE FORCE Starmat	199	07/05/2002	511,39	511,39	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200383_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	242,85	242,85	0	Concession avec Retour
200200382_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	194,72	194,72	0	Concession avec Retour
200200381_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	143,42	143,42	0	Concession avec Retour
200200380_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	121,38	121,38	0	Concession avec Retour
200200379_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	BORNAGE EMPRISE TERRAIN	Meilhan	199	07/05/2002	76,5	76,5	0	Concession avec Retour
200200378_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	SALLE DE SPECTABLE	Sarrazin	199	07/05/2002	1143,37	1143,37	0	Concession avec Retour
200200377_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	431,38	431,38	0	Concession avec Retour
200200376_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	344,82	344,82	0	Concession avec Retour
200200375_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	253,98	253,98	0	Concession avec Retour
200200374_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	216,74	216,74	0	Concession avec Retour
200200373_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	MAQUETTE CASINO BX LAC	Raff No Design	199	07/05/2002	136,6	136,6	0	Concession avec Retour
200200372_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5937,78	5937,78	0	Concession avec Retour
200200371_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4746,3	4746,3	0	Concession avec Retour
200200370_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3495,96	3495,96	0	Concession avec Retour
200200369_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2983,34	2983,34	0	Concession avec Retour
200200368_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1880,27	1880,27	0	Concession avec Retour
200200367_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4078,8	4078,8	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200366_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3260,35	3260,35	0	Concession avec Retour
200200365_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2401,46	2401,46	0	Concession avec Retour
200200364_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2049,32	2049,32	0	Concession avec Retour
200200363_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1291,6	1291,6	0	Concession avec Retour
200200362_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5892,1	5892,1	0	Concession avec Retour
200200361_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4709,79	4709,79	0	Concession avec Retour
200200360_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3469,07	3469,07	0	Concession avec Retour
200200359_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2960,39	2960,39	0	Concession avec Retour
200200358_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1865,81	1865,81	0	Concession avec Retour
200200357_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	8815,02	8815,02	0	Concession avec Retour
200200356_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	7067,94	7067,94	0	Concession avec Retour
200200355_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5206	5206	0	Concession avec Retour
200200354_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4405,79	4405,79	0	Concession avec Retour
200200353_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2776,78	2776,78	0	Concession avec Retour
200200352_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5876,68	5876,68	0	Concession avec Retour
200200351_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4711,96	4711,96	0	Concession avec Retour
200200350_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3470,67	3470,67	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200349_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2937,19	2937,19	0	Concession avec Retour
200200348_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1851,19	1851,19	0	Concession avec Retour
200200347_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4113,68	4113,68	0	Concession avec Retour
200200346_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3298,37	3298,37	0	Concession avec Retour
200200345_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2429,47	2429,47	0	Concession avec Retour
200200344_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2056,03	2056,03	0	Concession avec Retour
200200343_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1295,83	1295,83	0	Concession avec Retour
200200342_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	8814,99	8814,99	0	Concession avec Retour
200200341_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	7067,92	7067,92	0	Concession avec Retour
200200340_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	5205,98	5205,98	0	Concession avec Retour
200200339_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	4405,77	4405,77	0	Concession avec Retour
200200338_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2776,77	2776,77	0	Concession avec Retour
200200337_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	3526	3526	0	Concession avec Retour
200200336_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2827,17	2827,17	0	Concession avec Retour
200200335_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	2082,39	2082,39	0	Concession avec Retour
200200334_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1762,31	1762,31	0	Concession avec Retour
200200333_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRAT D ETUDE	Principal	199	07/05/2002	1110,71	1110,71	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200332_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	2908,15	2908,15	0	Concession avec Retour
200200331_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	2331,77	2331,77	0	Concession avec Retour
200200330_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	1717,5	1717,5	0	Concession avec Retour
200200329_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	1453,51	1453,51	0	Concession avec Retour
200200328_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ETS PERSPECTIVES COULEURS	Principal	199	07/05/2002	916,08	916,08	0	Concession avec Retour
200200327_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	7051,11	7051,11	0	Concession avec Retour
200200326_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	5636,23	5636,23	0	Concession avec Retour
200200325_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	4151,45	4151,45	0	Concession avec Retour
200200324_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	3542,71	3542,71	0	Concession avec Retour
200200323_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 2 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	2232,82	2232,82	0	Concession avec Retour
200200322_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	3046,08	3046,08	0	Concession avec Retour
200200321_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	2442,37	2442,37	0	Concession avec Retour
200200320_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	1798,96	1798,96	0	Concession avec Retour
200200319_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	1522,44	1522,44	0	Concession avec Retour
200200318_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 3 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	959,53	959,53	0	Concession avec Retour
200200317_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	6092,16	6092,16	0	Concession avec Retour
200200316_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR	Oger International	199	07/05/2002	4884,74	4884,74	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200315_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	3597,93	3597,93	0	Concession avec Retour
200200314_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	3044,89	3044,89	0	Concession avec Retour
200200313_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 4 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1919,07	1919,07	0	Concession avec Retour
200200312_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	18276,49	18276,49	0	Concession avec Retour
200200311_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	14654,21	14654,21	0	Concession avec Retour
200200310_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	10793,78	10793,78	0	Concession avec Retour
200200309_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	9134,67	9134,67	0	Concession avec Retour
200200308_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 5 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	5757,2	5757,2	0	Concession avec Retour
200200307_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1523,04	1523,04	0	Concession avec Retour
200200306_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1221,18	1221,18	0	Concession avec Retour
200200305_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	899,48	899,48	0	Concession avec Retour
200200304_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	761,22	761,22	0	Concession avec Retour
200200303_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 6 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	479,77	479,77	0	Concession avec Retour
200200302_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	2928,92	2928,92	0	Concession avec Retour
200200301_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	2348,43	2348,43	0	Concession avec Retour
200200300_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1729,77	1729,77	0	Concession avec Retour
200200299_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1463,89	1463,89	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200298_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 7 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	922,63	922,63	0	Concession avec Retour
200200297_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	937,26	937,26	0	Concession avec Retour
200200296_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	751,5	751,5	0	Concession avec Retour
200200295_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	553,53	553,53	0	Concession avec Retour
200200294_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	468,45	468,45	0	Concession avec Retour
200200293_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 8 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	295,24	295,24	0	Concession avec Retour
200200292_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1405,88	1405,88	0	Concession avec Retour
200200291_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	1127,25	1127,25	0	Concession avec Retour
200200290_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	830,29	830,29	0	Concession avec Retour
200200289_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	702,67	702,67	0	Concession avec Retour
200200288_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HON 9 ECONOMISTE PRESCRIPTEUR Oger International	199	07/05/2002	442,86	442,86	0	Concession avec Retour
200200287_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	937,26	937,26	0	Concession avec Retour
200200286_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	751,5	751,5	0	Concession avec Retour
200200285_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	553,53	553,53	0	Concession avec Retour
200200284_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	468,45	468,45	0	Concession avec Retour
200200283_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 10 Oger International	199	07/05/2002	295,24	295,24	0	Concession avec Retour
200200282_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	30419,7	30419,7	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200281_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	24390,72	24390,72	0	Concession avec Retour
200200280_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	17965,35	17965,35	0	Concession avec Retour
200200279_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	15203,91	15203,91	0	Concession avec Retour
200200278_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 5 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9582,38	9582,38	0	Concession avec Retour
200200277_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2339,98	2339,98	0	Concession avec Retour
200200276_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1876,21	1876,21	0	Concession avec Retour
200200275_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1381,95	1381,95	0	Concession avec Retour
200200274_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1169,53	1169,53	0	Concession avec Retour
200200273_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES 6 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	737,11	737,11	0	Concession avec Retour
200200272_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	17707,94	17707,94	0	Concession avec Retour
200200271_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	14198,34	14198,34	0	Concession avec Retour
200200270_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	10458	10458	0	Concession avec Retour
200200269_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	8850,51	8850,51	0	Concession avec Retour
200200268_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES COMP ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5578,1	5578,1	0	Concession avec Retour
200200267_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	9865,85	9865,85	0	Concession avec Retour
200200266_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	7910,5	7910,5	0	Concession avec Retour
200200265_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	5826,6	5826,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200264_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4931	4931	0	Concession avec Retour
200200263_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE COMP 2 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	3107,8	3107,8	0	Concession avec Retour
200200262_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	4679,95	4679,95	0	Concession avec Retour
200200261_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	3752,42	3752,42	0	Concession avec Retour
200200260_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2763,9	2763,9	0	Concession avec Retour
200200259_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	2339,06	2339,06	0	Concession avec Retour
200200258_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 7 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1474,21	1474,21	0	Concession avec Retour
200200257_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1310,39	1310,39	0	Concession avec Retour
200200256_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	1050,68	1050,68	0	Concession avec Retour
200200255_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	773,89	773,89	0	Concession avec Retour
200200254_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	654,94	654,94	0	Concession avec Retour
200200253_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRE 8 ARCHITECTE Arsene Henry	199	07/05/2002	412,78	412,78	0	Concession avec Retour
200200252_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	1517,82	1517,82	0	Concession avec Retour
200200251_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	1217	1217	0	Concession avec Retour
200200250_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	896,4	896,4	0	Concession avec Retour
200200249_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	758,61	758,61	0	Concession avec Retour
200200248_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSISTANCE TECHN FONTAINE Llorca	199	07/05/2002	478,12	478,12	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200247_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	6678,42	6678,42	0	Concession avec Retour
200200246_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	5354,8	5354,8	0	Concession avec Retour
200200245_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	3944,16	3944,16	0	Concession avec Retour
200200244_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	3337,91	3337,91	0	Concession avec Retour
200200243_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Llorca	199	07/05/2002	2103,74	2103,74	0	Concession avec Retour
200200242_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	1011,88	1011,88	0	Concession avec Retour
200200241_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	811,33	811,33	0	Concession avec Retour
200200240_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	597,6	597,6	0	Concession avec Retour
200200239_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	505,74	505,74	0	Concession avec Retour
200200238_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 2	Landureau	199	07/05/2002	318,75	318,75	0	Concession avec Retour
200200237_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200236_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200235_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200234_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200233_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 2 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200232_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE	Landureau	199	07/05/2002	1454,58	1454,58	0	Concession avec Retour
200200231_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE	Landureau	199	07/05/2002	1166,29	1166,29	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200230_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE Landureau	199	07/05/2002	859,05	859,05	0	Concession avec Retour
200200229_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE Landureau	199	07/05/2002	727,01	727,01	0	Concession avec Retour
200200228_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE SOLDE Landureau	199	07/05/2002	458,2	458,2	0	Concession avec Retour
200200227_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	1011,88	1011,88	0	Concession avec Retour
200200226_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	811,33	811,33	0	Concession avec Retour
200200225_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	597,6	597,6	0	Concession avec Retour
200200224_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	505,74	505,74	0	Concession avec Retour
200200223_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ASSIS. MAITRISE OUVRAGE ACPT 1Landureau	199	07/05/2002	318,75	318,75	0	Concession avec Retour
200200222_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200221_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200220_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200219_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200218_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 1 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200217_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200216_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200215_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200214_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200213_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 3 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200212_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200211_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200210_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200209_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200208_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 4 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200207_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200206_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200205_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200204_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200203_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 6 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200202_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200201_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200200_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200199_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200198_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 5 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200197_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200196_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200195_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200194_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200193_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 7 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200192_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1821,39	1821,39	0	Concession avec Retour
200200191_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1460,4	1460,4	0	Concession avec Retour
200200190_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	1075,68	1075,68	0	Concession avec Retour
200200189_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	910,34	910,34	0	Concession avec Retour
200200188_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	ACPTE 8 GESTION DE PROJET	Landureau	199	07/05/2002	573,75	573,75	0	Concession avec Retour
200200187_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	581,83	581,83	0	Concession avec Retour
200200186_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	466,52	466,52	0	Concession avec Retour
200200185_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	343,62	343,62	0	Concession avec Retour
200200184_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	290,8	290,8	0	Concession avec Retour
200200183_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONSULTANT ASSIS TECH	J Gaudin	199	07/05/2002	183,28	183,28	0	Concession avec Retour
200200177_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	2389,56	2389,56	0	Concession avec Retour
200200176_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	1915,97	1915,97	0	Concession avec Retour
200200175_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	1411,23	1411,23	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200174_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	1194,31	1194,31	0	Concession avec Retour
200200173_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	CEBTP	199	07/05/2002	752,73	752,73	0	Concession avec Retour
200200172_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	4719,77	4719,77	0	Concession avec Retour
200200171_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3772,7	3772,7	0	Concession avec Retour
200200170_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2778,84	2778,84	0	Concession avec Retour
200200169_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2371,37	2371,37	0	Concession avec Retour
200200168_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1494,57	1494,57	0	Concession avec Retour
200200167_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	10835,18	10835,18	0	Concession avec Retour
200200166_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	8660,99	8660,99	0	Concession avec Retour
200200165_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	6379,38	6379,38	0	Concession avec Retour
200200164_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	5443,95	5443,95	0	Concession avec Retour
200200163_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3431,09	3431,09	0	Concession avec Retour
200200162_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	12028,75	12028,75	0	Concession avec Retour
200200161_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	9644,73	9644,73	0	Concession avec Retour
200200160_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	7103,97	7103,97	0	Concession avec Retour
200200159_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	6012,02	6012,02	0	Concession avec Retour
200200158_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3789,12	3789,12	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200157_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	5674,13	5674,13	0	Concession avec Retour
200200156_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	4549,55	4549,55	0	Concession avec Retour
200200155_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3351,04	3351,04	0	Concession avec Retour
200200154_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2835,96	2835,96	0	Concession avec Retour
200200153_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1787,38	1787,38	0	Concession avec Retour
200200152_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3490,99	3490,99	0	Concession avec Retour
200200151_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2799,1	2799,1	0	Concession avec Retour
200200150_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2061,72	2061,72	0	Concession avec Retour
200200149_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1744,81	1744,81	0	Concession avec Retour
200200148_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	1099,68	1099,68	0	Concession avec Retour
200200147_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	6354,62	6354,62	0	Concession avec Retour
200200146_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	5095,18	5095,18	0	Concession avec Retour
200200145_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3752,93	3752,93	0	Concession avec Retour
200200144_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3176,07	3176,07	0	Concession avec Retour
200200143_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2001,74	2001,74	0	Concession avec Retour
200200142_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	3490,99	3490,99	0	Concession avec Retour
200200141_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES	Beterem	199	07/05/2002	2799,1	2799,1	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200140_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES Beterem	199	07/05/2002	2061,72	2061,72	0	Concession avec Retour
200200139_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES Beterem	199	07/05/2002	1744,81	1744,81	0	Concession avec Retour
200200138_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	HONORAIRES Beterem	199	07/05/2002	1099,68	1099,68	0	Concession avec Retour
200200137_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	4498,55	4498,55	0	Concession avec Retour
200200136_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	3595,87	3595,87	0	Concession avec Retour
200200135_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2648,59	2648,59	0	Concession avec Retour
200200134_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	2260,22	2260,22	0	Concession avec Retour
200200133_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1424,52	1424,52	0	Concession avec Retour
200200132_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200131_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200130_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200129_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200128_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTROLE DES CONSTRUCTIONS Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200127_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	910,69	910,69	0	Concession avec Retour
200200126_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	730,2	730,2	0	Concession avec Retour
200200125_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	537,84	537,84	0	Concession avec Retour
200200124_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	455,17	455,17	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200123_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	COORDINATION SPS Apave	199	07/05/2002	286,87	286,87	0	Concession avec Retour
200200122_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200121_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200120_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200119_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200118_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200117_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	747,45	747,45	0	Concession avec Retour
200200116_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	599,31	599,31	0	Concession avec Retour
200200115_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	441,43	441,43	0	Concession avec Retour
200200114_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	373,58	373,58	0	Concession avec Retour
200200113_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	235,45	235,45	0	Concession avec Retour
200200112_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1494,9	1494,9	0	Concession avec Retour
200200111_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	1198,62	1198,62	0	Concession avec Retour
200200110_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	882,86	882,86	0	Concession avec Retour
200200109_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	747,16	747,16	0	Concession avec Retour
200200108_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	CONTRÔLE CONSTRUCTION Apave	199	07/05/2002	470,9	470,9	0	Concession avec Retour
200200107_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	34909,93	34909,93	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200106_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	27991,01	27991,01	0	Concession avec Retour
200200105_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	20617,2	20617,2	0	Concession avec Retour
200200104_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	17448,14	17448,14	0	Concession avec Retour
200200103_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 30 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	10996,82	10996,82	0	Concession avec Retour
200200102_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	23273,29	23273,29	0	Concession avec Retour
200200101_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	18660,67	18660,67	0	Concession avec Retour
200200100_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	13744,8	13744,8	0	Concession avec Retour
200200099_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	11632,1	11632,1	0	Concession avec Retour
200200098_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Honoraires 20 % Lac fact ATC 0Accor DTH	199	07/05/2002	7331,22	7331,22	0	Concession avec Retour
200200097_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	564,7	564,7	0	Concession avec Retour
200200096_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	481,93	481,93	0	Concession avec Retour
200200095_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	354,97	354,97	0	Concession avec Retour
200200094_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	251,18	251,18	0	Concession avec Retour
200200093_EA	IMMO. EN CONC. BAT.	Appel d'offre Sapeso	199	07/05/2002	158,31	158,31	0	Concession avec Retour
201200006_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DIAGNOSTIC DESENFUMAGE R1 2664/01/2657/01 ITH	85	01/11/2011	4693,78	4693,78	0	Concession avec Retour
201100386_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE0000110 A2CI	87	15/09/2011	5946,24	5946,24	0	Concession avec Retour
201100385_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE211202937 APAVE	87	20/09/2011	1556,79	1556,79	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201100384_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE11016033 DEF	87	21/09/2011	645,96	645,96	0	Concession avec Retour
201100383_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE540740 HERVE THERMIQ	86	29/09/2011	27743,12	27743,12	0	Concession avec Retour
201100169_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REAMENAGEMENT CASINO 1ER ETAGE211153458 APAVE	89	04/07/2011	667,2	667,2	0	Concession avec Retour
201100103_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PRECABLAGE INFORMATIQUE MAS 8570010589 INEO TITO	90	14/06/2011	11385,81	11385,81	0	Concession avec Retour
201100102_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE SALLE MAS TITO 8570010400 INEO	90	31/05/2011	6321,05	6321,05	0	Concession avec Retour
201100101_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE MAS ET JX TITO 8570010401 INEO	90	31/05/2011	1476,04	1476,04	0	Concession avec Retour
201100099_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PRECABLAGE INFORMATIQUE MAS 8570010403 INEO	90	31/05/2011	51433,11	51433,11	0	Concession avec Retour
201100021_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DEPOSE INST ELECTR REAMENAG WX8570002182 INEO	97	03/11/2010	1674,49	1674,49	0	Concession avec Retour
201100011_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE SEP SSI CASINO 210214574 APAVE	96	09/12/2010	1477,32	1477,32	0	Concession avec Retour
201000028_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLATRERIE REAMENAGEMENT CASINOSOTRABAT RAMIS 00254	99	06/08/2010	19870,02	19870,02	0	Concession avec Retour
201000027_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLATRERIE REAMENAGEMENT CASINOFA00279 SOTRABAT	97	27/10/2010	11445,63	11445,63	0	Concession avec Retour
201000026_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFOND REAMENAGEMENT CASFA00278 SOTRABAT	97	29/10/2010	4114,23	4114,23	0	Concession avec Retour
201000025_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PARQUET SOUS ESCALATOR FA1091 INTERSERVICES BOIS	60	31/08/2010	6133,37	6133,37	0	Concession avec Retour
201000024_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE SEPARATION SSI SDS 210180591 APAVE	97	28/10/2010	700	700	0	Concession avec Retour
201000020_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE SEPARATION SSI SDS 210133204 APAVE	99	25/08/2010	700	700	0	Concession avec Retour
201000013_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	INST DETECTION SEPARATION SSI FM063296 DEF	100	29/07/2010	10213,25	10213,25	0	Concession avec Retour
201000012_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SEPARATION SSI 2805100752 INEO	100	26/07/2010	9909,14	9909,14	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201000011_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE CONCEPTION SEP SSI 2008062457 A2CI PREN	100	28/07/2010	3873,87	3873,87	0	Concession avec Retour
201000010_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	2EME PHASE CONCEP SEP SSI 210100277 APAVE	101	25/06/2010	1477,32	1477,32	0	Concession avec Retour
200900071_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DECTECTION INCENDIE FM056315 DEF	109	28/10/2009	12283	12283	0	Concession avec Retour
200900069_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COUVERTURE PVC TERRASE EXT 004130/09 EREK	109	30/10/2009	7720	7720	0	Concession avec Retour
200900068_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	INSTALLATION SIPHON CUISINE 0910222 MUSSET	109	26/10/2009	3449,75	3449,75	0	Concession avec Retour
200900067_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LOCAL SSI SALLE DES SPECTACLE 0910222 MUSSET	109	26/10/2009	1683,88	1683,88	0	Concession avec Retour
200900039_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HON AMENAGT VRD TERRASSE EXT 209107184 APAVE	112	20/07/2009	583,34	583,34	0	Concession avec Retour
200900038_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL AUTOCOM 090601606 AIR FROID	112	24/07/2009	5568,88	5568,88	0	Concession avec Retour
200900006_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PHASE CONCEPTION SECU INCENDIE20080621234 A2CI PRE	118	30/01/2009	2403,58	2403,58	0	Concession avec Retour
200800257_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	GOUTTIERE STORE TERRASSE EXT EREK	120	30/09/2008	2493	2493	0	Concession avec Retour
200800255_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SANITAIRES MAS INEO SUEZ	124	05/08/2008	5416,55	5416,55	0	Concession avec Retour
200800254_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES MAS SIDV	120	05/08/2008	1802,89	1802,89	0	Concession avec Retour
200800251_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MATERIEL SANITAIRES MAS BROSSETTE BTI	120	05/08/2008	881,39	881,39	0	Concession avec Retour
200800250_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLAFONDS SUSP. SANITAIRES MAS MARQUE SARL	124	05/08/2008	2457,78	2457,78	0	Concession avec Retour
200800249_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CARRELAGE SANITAIRES MAS CREA SOLS	124	05/08/2008	26804,56	26804,56	0	Concession avec Retour
200800248_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	DEMOLIT+PLATRERIE SANITAIRE MSCREA SOLS	124	05/08/2008	6737,34	6737,34	0	Concession avec Retour
200800246_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SANITAIRES MAS BROSSETTE BTI	120	05/08/2008	5025,26	5025,26	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800245_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMT MIROIR SANITAIRES MASSWITCH MADE	60	05/08/2008	1576,81	1576,81	0	Concession avec Retour
200800244_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES MAS POQUELIN MOLIERE	120	05/08/2008	10536,76	10536,76	0	Concession avec Retour
200800243_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIRS POUR SANITAIRES MAS VEALIS MENUISERIE	60	05/08/2008	2843,51	2843,51	0	Concession avec Retour
200800242_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	VASQUES POUR SANITAIRES MAS BO2 BOUTIQUE DU CARRELAGE	120	05/08/2008	4397,45	4397,45	0	Concession avec Retour
200800238_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PORTE ACCES TERRASSE EXT REST MIROITERIE DU SUD OUEST	120	30/06/2008	2710,18	2710,18	0	Concession avec Retour
200800236_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SUR FACADE SDS AVANTAGE	60	10/06/2008	34017,56	34017,56	0	Concession avec Retour
200800235_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE THEATRE FACADE SDS AVANTAGE	60	10/06/2008	11371,87	11371,87	0	Concession avec Retour
200800234_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SUR PORTE TAMBOUR AVANTAGE	60	10/06/2008	14371,69	14371,69	0	Concession avec Retour
200800233_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SUR FACADE + LOGO AVANTAGE	60	10/06/2008	29527,64	29527,64	0	Concession avec Retour
200800232_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE SALON JX DS ESCAL M/JAVANTAGE	60	21/05/2008	5293,8	5293,8	0	Concession avec Retour
200800231_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE JEUX DS ESCALIER M/JXAVANTAGE	60	24/04/2008	1646,96	1646,96	0	Concession avec Retour
200800230_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MATERIELS SANITAIRE MAS BROSSETTE	120	05/08/2008	2815,95	2815,95	0	Concession avec Retour
200800229_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLOMBERIE SANITAIRE MAS BROSSETTE BTI	120	05/08/2008	1112,76	1112,76	0	Concession avec Retour
200800214_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLANTES EXTERIEURES BRETTES JARDINIERS	120	14/05/2008	39784,67	39784,67	0	Concession avec Retour
200800213_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLANTES ENTREE CASINO BRETTES JARDINIERS	120	13/05/2008	3315,97	3315,97	0	Concession avec Retour
200800211_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HON AMENAGT VRD TERRASSE EXT APAVE	126	20/05/2008	1166,66	1166,66	0	Concession avec Retour
200800202_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BARRIERE TERRASSE EST RESTAU EREK	120	31/03/2008	1928	1928	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800201_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	STRUCTURE ACIER TERRASSE EXT EREK	120	22/04/2008	53000	53000	0	Concession avec Retour
200800199_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE TERRASSE EXT REST INEO SUEZ	127	28/04/2008	8009,79	8009,79	0	Concession avec Retour
200800198_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE EXTERIEURE INEO SUEZ	127	22/04/2008	13862,33	13862,33	0	Concession avec Retour
200800195_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFONDS CAGE ESCAL MS/JXPEYROUTAS	130	30/01/2008	10685,24	10685,24	0	Concession avec Retour
200800193_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SOL TERRASSE EXTERIEUR RESTAU ABS	60	25/04/2008	10750	10750	0	Concession avec Retour
200800183_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLINTHE SDS EG COURBU	60	22/01/2008	783,02	783,02	0	Concession avec Retour
200800180_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HON TECH TERRASSE EXT RESTO APAVE	120	14/03/2008	750	750	0	Concession avec Retour
200800171_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE ESCALIER JX MAS CENERGIA	130	22/01/2008	13096,08	13096,08	0	Concession avec Retour
200800170_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE BAR MAS CENERGIA	130	22/01/2008	14378,94	14378,94	0	Concession avec Retour
200800169_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SALLE JEUX CENERGIA	130	22/01/2008	4491,77	4491,77	0	Concession avec Retour
200800168_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SALLE MAS CENERGIA	130	22/01/2008	52387,07	52387,07	0	Concession avec Retour
200800167_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT SALLE NON FUMEUR EG COURBU	60	26/02/2008	3034,93	3034,93	0	Concession avec Retour
200800166_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE TERRASSE EXT REST INEO	129	29/02/2008	6976,04	6976,04	0	Concession avec Retour
200800164_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALLEE EXTERIEURE RDMB CONSTRUCTION	120	20/02/2008	1350	1350	0	Concession avec Retour
200800163_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TERRASSE EXTERIEUR RESTAU RDMB CONSTRUCTION	120	20/02/2008	19500	19500	0	Concession avec Retour
200800162_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CONTROLE TECHNIQUE SALLE JEUX APAVE	130	22/01/2008	2277,18	2277,18	0	Concession avec Retour
200800161_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNES SALLE MAS AVANTAGE	60	18/02/2008	60816,6	60816,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800154_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	GAINE VMC SALLE MAS GENICLIME	132	21/12/2007	645,84	645,84	0	Concession avec Retour
200800151_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAG SDJX 208015893 APAVE	130	22/01/2008	1617,55	1617,55	0	Concession avec Retour
200800150_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE 1ERE TRANCHE TAVAUX 2007-052/123 A2CI PREVE	130	22/01/2008	3093,93	3093,93	0	Concession avec Retour
200800149_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	AMGT SALLE DE REPOS F0802045 MUSSET ET FILS	130	08/02/2008	9156,18	9156,18	0	Concession avec Retour
200800148_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	VENTILATION LOCAL FUMEUR 80600240 AIR FROID	130	31/01/2008	3322,36	3322,36	0	Concession avec Retour
200800147_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIM LOCAL POUBELLE RS AIR FROID	130	31/01/2008	3073,36	3073,36	0	Concession avec Retour
200800142_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HABILLAGE DES FACADE ASCENSEUR455061651 SCHINDLER	60	14/01/2008	4423,26	4423,26	0	Concession avec Retour
200800136_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE POSE TECH ENSEIGNE APAVE	60	15/12/2007	1600	1600	0	Concession avec Retour
200800135_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	OUVERTURE ESCALIER CLOISONS 20070100 PH. PEYROU	130	22/01/2008	4258,57	4258,57	0	Concession avec Retour
200800134_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFOND-PLATRERIE MAS 20070100PH. PEYROU	130	22/01/2008	45005,48	45005,48	0	Concession avec Retour
200800133_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOISONS VESTIAIRES SDS-ARCHIVPEYROUTAS	132	30/11/2007	4566	4566	0	Concession avec Retour
200800132_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	POSE ENSEIGNE SDS INEO 2805071153	60	15/12/2007	3596,36	3596,36	0	Concession avec Retour
200800131_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX VETURE FACADE SMAC SDS	120	15/12/2007	8698	8698	0	Concession avec Retour
200800130_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PORTE VITRAFEU EG COURBU SALLE MAS	120	22/01/2008	52949,76	52949,76	0	Concession avec Retour
200800129_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT ESCALIER MAS JEUX EG COURBU	60	22/01/2008	28896,7	28896,7	0	Concession avec Retour
200800128_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAGEMENT SDJX APAVE	130	22/01/2008	4159,75	4159,75	0	Concession avec Retour
200800124_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MENUISERIE ESCALIER POUR LUMIESTA 0110096	120	22/01/2008	547,03	547,03	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800123_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BLOC PORTE SALLE JEUX STA 0110096	120	22/01/2008	505,43	505,43	0	Concession avec Retour
200800122_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIR AU MAS STA 0110096	60	22/01/2008	516,31	516,31	0	Concession avec Retour
200800121_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COMPTOIR BAR MAS STA 0110096	120	15/11/2007	4413,24	4413,24	0	Concession avec Retour
200800120_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MENUISERIE ESCALIER POUR LUMIESTA 0709082	120	22/01/2008	2735,13	2735,13	0	Concession avec Retour
200800119_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BLOC PORTE SALLE JEUX STA 0709082	120	22/01/2008	2527,15	2527,15	0	Concession avec Retour
200800118_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIR MAS STA 0709082	60	22/01/2008	2581,57	2581,57	0	Concession avec Retour
200800117_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COMPTOIRE BAR MAS & JEUX STA 0709082	120	15/11/2007	22066,21	22066,21	0	Concession avec Retour
200800116_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	BLOC PORTE SALLE JX STA 0707069	120	22/01/2008	2021,72	2021,72	0	Concession avec Retour
200800115_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MIROIR AU MAS STA 0707069	60	22/01/2008	2065,25	2065,25	0	Concession avec Retour
200800114_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MENUISERIE ESCALIER POUR LUMIESTA 0707069	120	22/01/2008	2188,1	2188,1	0	Concession avec Retour
200800113_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COMPTOIR BAR JEUX & MAS STA	120	15/11/2007	17652,97	17652,97	0	Concession avec Retour
200800107_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASCENSEUR JEUX/MAS SCHINDLER	130	22/01/2008	53526,2	53526,2	0	Concession avec Retour
200800106_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFOND SALLE MAS PEYROUTAS 2007055	130	22/01/2008	16445	16445	0	Concession avec Retour
200800105_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUX PLAFONDS SDS PEYROUTAS 20070054	132	30/11/2007	1522	1522	0	Concession avec Retour
200800100_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAGEMENT CASINOOTH	130	22/01/2008	39791,74	39791,74	0	Concession avec Retour
200800096_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT SOL BAR MAS MARTIN SOL 3864	60	15/11/2007	769,37	769,37	0	Concession avec Retour
200800093_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLOMBERIE BAR MAS GENICLIME	133	15/11/2007	7396	7396	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800092_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PLOMBERIE BAR JEUX GENICLIME	133	15/11/2007	6170	6170	0	Concession avec Retour
200800091_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	STRUCTURE CIEL BAR MAS 4072/07 EREK	60	10/12/2007	20000	20000	0	Concession avec Retour
200800089_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS STRUCTUEREK 4069/07	60	15/12/2007	15860	15860	0	Concession avec Retour
200800088_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SALLE MAS EG COURBU 624	60	22/01/2008	2967,46	2967,46	0	Concession avec Retour
200800087_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SDS EG COURBU HALL ACCUEIL	60	30/11/2007	10005	10005	0	Concession avec Retour
200800086_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT SOL SALLE JEUX EG COURBU	60	22/01/2008	2247,08	2247,08	0	Concession avec Retour
200800085_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SALLE MAS EG COURBU	60	22/01/2008	49068,25	49068,25	0	Concession avec Retour
200800073_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE BAR JEUX CENERGIA	130	22/01/2008	6931,17	6931,17	0	Concession avec Retour
200800067_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS AVANTAGE 2277	60	15/12/2007	11245	11245	0	Concession avec Retour
200800066_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS AVANTAGE 2285	60	15/12/2007	22345	22345	0	Concession avec Retour
200800065_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMEN SDJX ESC SANIAPAVE 24124820	130	22/01/2008	1617,55	1617,55	0	Concession avec Retour
200800064_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE REAMENAG SJX ESCALIEAPAVE 24100151	130	22/01/2008	1294,04	1294,04	0	Concession avec Retour
200800063_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	HONORAIRE CONCEPTION CASI&SDS A2CI F2007-052/106 SSI	130	22/01/2008	2470,44	2470,44	0	Concession avec Retour
200800061_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PARQUETS RESTAURANT JEUX F07,09,43 COTE SOL	60	15/11/2007	4173,4	4173,4	0	Concession avec Retour
200800053_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ENSEIGNE POKER 0603787 PLEXI NEON	60	17/12/2007	1046,5	1046,5	0	Concession avec Retour
200800005_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SALLE REPOS FUMEURS F0712248 MUSSET	132	05/12/2007	1788,66	1788,66	0	Concession avec Retour
200800004_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOISON BUREAU SECU PEYROUTAS	132	20/11/2007	1474,03	1474,03	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700357_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANOTAIRES ATRIUM ELECTRICITE 0612012 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	8249,35	8249,35	0	Concession avec Retour
200700356_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM PEINTURES 0612012 EIFFAGE 3112	60	28/02/2007	250	250	0	Concession avec Retour
200700355_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM PLOMBERIE 070204 EIFFAGE 3112	120	28/02/2007	7916,96	7916,96	0	Concession avec Retour
200700354_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM PLAFONDS 070204 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	2757,81	2757,81	0	Concession avec Retour
200700353_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM MURS 07/0204 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	15229,13	15229,13	0	Concession avec Retour
200700352_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM SOL 070204 EIFFAGE CONSTRUCTION	141	28/02/2007	3937,5	3937,5	0	Concession avec Retour
200700351_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM ACCASTILLAG070204 EIFFAGE 3112	120	28/02/2007	125	125	0	Concession avec Retour
200700350_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM MENUISERIE 070204 EIFFAGE CONSTR	120	28/02/2007	8212	8212	0	Concession avec Retour
200700349_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SANITAIRES ATRIUM DISTRIBUTIO070204 EIFFAGE 3112	141	28/02/2007	5342,5	5342,5	0	Concession avec Retour
200700346_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	VINYL MURAL MAS 004329 VESCOM FRANCE	60	01/10/2007	2323,95	2323,95	0	Concession avec Retour
200700345_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE MAS F07366 MRP 21,08,07	60	18/10/2007	51600,8	51600,8	0	Concession avec Retour
200700344_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE ESCALIER JX/MAS F07348 MRP 270707	60	18/10/2007	10778,18	10778,18	0	Concession avec Retour
200700343_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE SDS 07.395 MRP	60	18/10/2007	8967,6	8967,6	0	Concession avec Retour
200700340_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOISONS LOCAL VIDEO MIR-2007-140 EG COURBU CLOISON	136	30/07/2007	6498,12	6498,12	0	Concession avec Retour
200700339_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR SDS PLACIDE JOLIET	60	01/10/2007	2998,8	2998,8	0	Concession avec Retour
200700338_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	REVETEMENT MUR MAS 12050 PLACIDE JOLIET	60	01/10/2007	3164,62	3164,62	0	Concession avec Retour
200700335_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	COLONNE CYLINDRIQUE PRESENTOIRENTREE SALLE SPECTACLE	120	01/10/2007	5610	5610	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700194_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL TECH S/SOL70508494 AIR FROID	138	07/06/2007	5898,03	5898,03	0	Concession avec Retour
200700192_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL VIDEO 70608474 AIR FROID	137	29/06/2007	5665,28	5665,28	0	Concession avec Retour
200700173_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIGNALETIQUE TOTEM PKG 7074.07 SIGNET	60	05/03/2007	2341,04	2341,04	0	Concession avec Retour
200700162_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION LOCAL INFORMATIQ70607941 AIR FROID IAE06/07	142	31/01/2007	5828,75	5828,75	0	Concession avec Retour
200700014_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLIMATISATION TOUS SERVICES SDS REST JX MAS MODIF TRAITE	144	11/12/2006	5997,2	5997,2	0	Concession avec Retour
200301780_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	9956,27	9956,27	0	Concession avec Retour
200301779_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE EI AQUITAINE	120	01/11/2002	7983	7983	0	Concession avec Retour
200301778_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	5880	5880	0	Concession avec Retour
200301777_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	4976,19	4976,19	0	Concession avec Retour
200301776_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE CASINO EI AQUITAINE	120	01/11/2002	3136,28	3136,28	0	Concession avec Retour
2002E0124_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	8097,46	8097,46	0	Concession avec Retour
200201655_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	3565,34	3565,34	0	Concession avec Retour
200201654_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	2858,71	2858,71	0	Concession avec Retour
200201653_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	2105,63	2105,63	0	Concession avec Retour
200201652_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	1781,97	1781,97	0	Concession avec Retour
200201651_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAG RIVIERE LUMINEUSE Roiret	180	07/05/2002	1123,1	1123,1	0	Concession avec Retour
200201650_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE DYNAMIQUE PASSERELLERoiret	180	07/05/2002	12453,48	12453,48	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201649_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE DYNAMIQUE PASSERELLERoiret	180	07/05/2002	29058,12	29058,12	0	Concession avec Retour
200201648_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	5450,51	5450,51	0	Concession avec Retour
200201647_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	4370,25	4370,25	0	Concession avec Retour
200201646_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	3218,98	3218,98	0	Concession avec Retour
200201645_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	2724,19	2724,19	0	Concession avec Retour
200201644_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	1716,94	1716,94	0	Concession avec Retour
200201643_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROGRAMMATION JACKPOT SHOW Roiret	180	07/05/2002	13729,7	13729,7	0	Concession avec Retour
200201619_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	1655,94	1655,94	0	Concession avec Retour
200201618_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	1327,74	1327,74	0	Concession avec Retour
200201617_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	977,97	977,97	0	Concession avec Retour
200201616_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	827,65	827,65	0	Concession avec Retour
200201615_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Raccordement gaz naturel Gaz de Bordeaux	180	07/05/2002	521,63	521,63	0	Concession avec Retour
200201587_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE TAMBOUR ENTREE EI	120	05/07/2002	755,54	755,54	0	Concession avec Retour
200201586_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	29868,8	29868,8	0	Concession avec Retour
200201585_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	23949	23949	0	Concession avec Retour
200201584_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	17640	17640	0	Concession avec Retour
200201583_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	14928,56	14928,56	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201582_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 2 MISE EN LUMIERE CASINO EI	120	05/07/2002	9408,84	9408,84	0	Concession avec Retour
200201581_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE DU BAR EI	120	05/07/2002	1385,44	1385,44	0	Concession avec Retour
200201429_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	838,49	838,49	0	Concession avec Retour
200201428_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	715,6	715,6	0	Concession avec Retour
200201427_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	527,08	527,08	0	Concession avec Retour
200201426_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	372,96	372,96	0	Concession avec Retour
200201425_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74068267 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	235,06	235,06	0	Concession avec Retour
200201424_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	2905,13	2905,13	0	Concession avec Retour
200201423_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	2329,35	2329,35	0	Concession avec Retour
200201422_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1715,72	1715,72	0	Concession avec Retour
200201421_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1452	1452	0	Concession avec Retour
200201420_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	branchements divers 74065576 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	915,13	915,13	0	Concession avec Retour
200201419_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	2466,82	2466,82	0	Concession avec Retour
200201418_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1977,91	1977,91	0	Concession avec Retour
200201417_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1456,86	1456,86	0	Concession avec Retour
200201416_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1232,93	1232,93	0	Concession avec Retour
200201415_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	modif eaux potables 74063903 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	777,06	777,06	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201414_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1545,08	1545,08	0	Concession avec Retour
200201413_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	1318,62	1318,62	0	Concession avec Retour
200201412_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	971,25	971,25	0	Concession avec Retour
200201411_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	687,26	687,26	0	Concession avec Retour
200201410_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux pluviales 7406816Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	433,15	433,15	0	Concession avec Retour
200201409_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	198,85	198,85	0	Concession avec Retour
200201408_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	159,44	159,44	0	Concession avec Retour
200201407_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	117,44	117,44	0	Concession avec Retour
200201406_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	99,38	99,38	0	Concession avec Retour
200201405_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	sondage 74063036 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	62,64	62,64	0	Concession avec Retour
200201404_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	737,19	737,19	0	Concession avec Retour
200201403_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	629,15	629,15	0	Concession avec Retour
200201402_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	463,41	463,41	0	Concession avec Retour
200201401_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	327,91	327,91	0	Concession avec Retour
200201400_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062332 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	206,67	206,67	0	Concession avec Retour
200201399_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	738,44	738,44	0	Concession avec Retour
200201398_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	630,21	630,21	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201397_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	464,19	464,19	0	Concession avec Retour
200201396_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	328,46	328,46	0	Concession avec Retour
200201395_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	raccord eaux usées 74062328 Lyonnaise des eaux	180	07/05/2002	207,01	207,01	0	Concession avec Retour
200201389_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	1062,7	1062,7	0	Concession avec Retour
200201388_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	852,08	852,08	0	Concession avec Retour
200201387_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	627,61	627,61	0	Concession avec Retour
200201386_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	531,14	531,14	0	Concession avec Retour
200201385_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ENSEIGNES SDS EI	120	07/05/2002	334,76	334,76	0	Concession avec Retour
200201384_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	766,44	766,44	0	Concession avec Retour
200201383_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	614,54	614,54	0	Concession avec Retour
200201382_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	452,65	452,65	0	Concession avec Retour
200201381_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	383,07	383,07	0	Concession avec Retour
200201380_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGES EXT EI	120	07/05/2002	241,43	241,43	0	Concession avec Retour
200201379_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	336,53	336,53	0	Concession avec Retour
200201378_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	269,83	269,83	0	Concession avec Retour
200201377_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	198,75	198,75	0	Concession avec Retour
200201376_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI	120	07/05/2002	168,2	168,2	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201375_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Local Autocom 28.2002.86.0481 EI		120	07/05/2002	106,01	106,01	0	Concession avec Retour
200201317_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	5903,64	5903,64	0	Concession avec Retour
200201316_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	5038,35	5038,35	0	Concession avec Retour
200201315_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	3711,08	3711,08	0	Concession avec Retour
200201314_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	2625,96	2625,96	0	Concession avec Retour
200201313_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	1655,03	1655,03	0	Concession avec Retour
200201306_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE DIVERS	EI	120	07/05/2002	1034,76	1034,76	0	Concession avec Retour
200201305_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE DIVERS	EI	120	07/05/2002	1677,72	1677,72	0	Concession avec Retour
200201304_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE DIVERS	EI	120	07/05/2002	4986,2	4986,2	0	Concession avec Retour
200201303_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS	EI	120	07/05/2002	5114,68	5114,68	0	Concession avec Retour
200201302_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS	EI	120	07/05/2002	4100,98	4100,98	0	Concession avec Retour
200201301_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS	EI	120	07/05/2002	3020,64	3020,64	0	Concession avec Retour
200201300_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS	EI	120	07/05/2002	2556,34	2556,34	0	Concession avec Retour
200201299_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ELECTRICITE SDS	EI	120	07/05/2002	1611,15	1611,15	0	Concession avec Retour
200201298_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI		120	07/05/2002	630,9	630,9	0	Concession avec Retour
200201297_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI		120	07/05/2002	505,86	505,86	0	Concession avec Retour
200201296_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI		120	07/05/2002	372,6	372,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201295_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	315,32	315,32	0	Concession avec Retour
200201294_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	PROTECTION LUMINAIRE RAFALFLASEI	120	07/05/2002	198,74	198,74	0	Concession avec Retour
200201293_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	6897,98	6897,98	0	Concession avec Retour
200201292_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	5530,85	5530,85	0	Concession avec Retour
200201291_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	4073,83	4073,83	0	Concession avec Retour
200201290_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	3447,64	3447,64	0	Concession avec Retour
200201289_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ALIMENTATION ECLAIRAGE EXT EI	120	07/05/2002	2172,9	2172,9	0	Concession avec Retour
200201288_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	59737,6	59737,6	0	Concession avec Retour
200201287_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	47898	47898	0	Concession avec Retour
200201286_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	35280	35280	0	Concession avec Retour
200201285_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SIT 18 (solde) GESTION PROJET EI	120	07/05/2002	29857,13	29857,13	0	Concession avec Retour
200201284_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN LUMIERE FACADE CASINO EI	120	07/05/2002	18817,68	18817,68	0	Concession avec Retour
200201277_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MISE EN PLACE JACKPOT Roiret	180	07/05/2002	3555,71	3555,71	0	Concession avec Retour
200201257_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES Audiomaster	120	07/05/2002	4945,32	4945,32	0	Concession avec Retour
200201256_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES Audiomaster	120	07/05/2002	431,41	431,41	0	Concession avec Retour
200201255_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES Audiomaster	120	07/05/2002	34647,47	34647,47	0	Concession avec Retour
200201167_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement C.U.B.	180	07/05/2002	2420,42	2420,42	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201166_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	2065,66	2065,66	0	Concession avec Retour
200201165_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	1521,5	1521,5	0	Concession avec Retour
200201164_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	1076,61	1076,61	0	Concession avec Retour
200201163_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assainissement	C.U.B.	180	07/05/2002	678,54	678,54	0	Concession avec Retour
200201159_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	3270	3270	0	Concession avec Retour
200201158_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	2970	2970	0	Concession avec Retour
200201157_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	28451,04	28451,04	0	Concession avec Retour
200201156_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	42357,9	42357,9	0	Concession avec Retour
200201155_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	17820	17820	0	Concession avec Retour
200201154_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	1644,5	1644,5	0	Concession avec Retour
200201153_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	MOQUETTE	EGE	36	07/05/2002	15984,54	15984,54	0	Concession avec Retour
200201152_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	478,46	478,46	0	Concession avec Retour
200201151_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	383,63	383,63	0	Concession avec Retour
200201150_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	282,57	282,57	0	Concession avec Retour
200201149_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	239,13	239,13	0	Concession avec Retour
200201148_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	150,72	150,72	0	Concession avec Retour
200201147_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	886,5	886,5	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201146_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	710,8	710,8	0	Concession avec Retour
200201145_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	523,55	523,55	0	Concession avec Retour
200201144_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	443,08	443,08	0	Concession avec Retour
200201143_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX D'ELECTRICITE	EI	120	07/05/2002	279,25	279,25	0	Concession avec Retour
200201142_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	TRAVAUX ELECTRIQUE SALLE MAS	EI	120	07/05/2002	1611	1611	0	Concession avec Retour
200201141_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CLOTURE RHINOSPACE	Gantois	120	07/05/2002	398,31	398,31	0	Concession avec Retour
200201140_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	EQUIPEMENTS SCENIQUES	Audiomaster	120	07/05/2002	105941,81	105941,81	0	Concession avec Retour
200201129_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CANALISATION ELECTRIQUE SDS	EI	120	07/05/2002	34608,71	34608,71	0	Concession avec Retour
200201103_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE BAT ADM	Getronics	180	07/05/2002	5409,73	5409,73	0	Concession avec Retour
200201102_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	602,65	602,65	0	Concession avec Retour
200201101_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	483,21	483,21	0	Concession avec Retour
200201100_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	355,92	355,92	0	Concession avec Retour
200201099_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	301,21	301,21	0	Concession avec Retour
200201098_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	189,84	189,84	0	Concession avec Retour
200201097_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	7237,65	7237,65	0	Concession avec Retour
200201096_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	5803,2	5803,2	0	Concession avec Retour
200201095_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	4274,43	4274,43	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201094_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	3617,41	3617,41	0	Concession avec Retour
200201093_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	2279,9	2279,9	0	Concession avec Retour
200200789_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	FAUTEUILS PR SDS	Quinette Gallay	120	07/05/2002	170408,12	170408,12	0	Concession avec Retour
200200788_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	1261,13	1261,13	0	Concession avec Retour
200200787_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	1011,18	1011,18	0	Concession avec Retour
200200786_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	744,8	744,8	0	Concession avec Retour
200200785_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	630,32	630,32	0	Concession avec Retour
200200784_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE ECLAIRAGE DYNAMIQUE	Taufour	180	07/05/2002	397,26	397,26	0	Concession avec Retour
200200780_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	8340,85	8340,85	0	Concession avec Retour
200200779_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6687,74	6687,74	0	Concession avec Retour
200200778_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	4925,96	4925,96	0	Concession avec Retour
200200777_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	4168,79	4168,79	0	Concession avec Retour
200200776_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	2627,41	2627,41	0	Concession avec Retour
200200759_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 2 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	3104,25	3104,25	0	Concession avec Retour
200200758_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 2 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	28521,29	28521,29	0	Concession avec Retour
200200757_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 2 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	14958,62	14958,62	0	Concession avec Retour
200200751_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 1 CABLAGES DIVERS	EI	120	07/05/2002	16556,02	16556,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200750_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 1 CABLAGES DIVERS EI	120	07/05/2002	3355,45	3355,45	0	Concession avec Retour
200200749_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	SITUATION 1 CABLAGES DIVERS EI	120	07/05/2002	79779,3	79779,3	0	Concession avec Retour
200200748_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	1751,51	1751,51	0	Concession avec Retour
200200747_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	1404,37	1404,37	0	Concession avec Retour
200200746_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	1034,41	1034,41	0	Concession avec Retour
200200745_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	875,41	875,41	0	Concession avec Retour
200200744_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	551,74	551,74	0	Concession avec Retour
200200743_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	875,27	875,27	0	Concession avec Retour
200200742_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	701,8	701,8	0	Concession avec Retour
200200741_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	516,92	516,92	0	Concession avec Retour
200200740_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	437,46	437,46	0	Concession avec Retour
200200739_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	LIGNES INFORMATIQUES Systhea	180	07/05/2002	275,71	275,71	0	Concession avec Retour
200200644_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	15230,57	15230,57	0	Concession avec Retour
200200643_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE Roiret	180	07/05/2002	9599,18	9599,18	0	Concession avec Retour
200200642_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio Taufour	180	07/05/2002	1011,88	1011,88	0	Concession avec Retour
200200641_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio Taufour	180	07/05/2002	811,33	811,33	0	Concession avec Retour
200200640_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio Taufour	180	07/05/2002	597,6	597,6	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200639_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio	Taufour	180	07/05/2002	505,74	505,74	0	Concession avec Retour
200200638_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	Assistance équipement audio	Taufour	180	07/05/2002	318,75	318,75	0	Concession avec Retour
200200626_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	21802,03	21802,03	0	Concession avec Retour
200200625_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	17481,01	17481,01	0	Concession avec Retour
200200624_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	12875,9	12875,9	0	Concession avec Retour
200200623_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	10896,76	10896,76	0	Concession avec Retour
200200622_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6867,76	6867,76	0	Concession avec Retour
200200610_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	2914,89	2914,89	0	Concession avec Retour
200200609_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	2337,18	2337,18	0	Concession avec Retour
200200608_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	1721,49	1721,49	0	Concession avec Retour
200200607_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	1456,88	1456,88	0	Concession avec Retour
200200606_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	CABLAGE INFORMATIQUE	Getronics	180	07/05/2002	918,21	918,21	0	Concession avec Retour
200200584_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	10901,02	10901,02	0	Concession avec Retour
200200583_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	8740,51	8740,51	0	Concession avec Retour
200200582_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6437,95	6437,95	0	Concession avec Retour
200200581_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	5448,38	5448,38	0	Concession avec Retour
200200580_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	3433,88	3433,88	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200579_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	10901,02	10901,02	0	Concession avec Retour
200200578_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	8740,51	8740,51	0	Concession avec Retour
200200577_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	6437,95	6437,95	0	Concession avec Retour
200200576_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	5448,39	5448,39	0	Concession avec Retour
200200575_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ECLAIRAGE SCENIQUE	Roiret	180	07/05/2002	3433,89	3433,89	0	Concession avec Retour
200200410_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	404,75	404,75	0	Concession avec Retour
200200409_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	324,53	324,53	0	Concession avec Retour
200200408_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	239,04	239,04	0	Concession avec Retour
200200407_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	202,3	202,3	0	Concession avec Retour
200200406_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	127,5	127,5	0	Concession avec Retour
200200405_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1669,61	1669,61	0	Concession avec Retour
200200404_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1338,7	1338,7	0	Concession avec Retour
200200403_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	986,04	986,04	0	Concession avec Retour
200200402_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	834,48	834,48	0	Concession avec Retour
200200401_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	525,94	525,94	0	Concession avec Retour
200200400_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1619,01	1619,01	0	Concession avec Retour
200200399_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO	Taufour	180	07/05/2002	1298,13	1298,13	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200398_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO Taufour	180	07/05/2002	956,16	956,16	0	Concession avec Retour
200200397_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO Taufour	180	07/05/2002	809,19	809,19	0	Concession avec Retour
200200396_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	ASSISTANCE EQUIPEMT AUDIO Taufour	180	07/05/2002	510	510	0	Concession avec Retour
200200182_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	4855,31	4855,31	0	Concession avec Retour
200200181_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	3893,02	3893,02	0	Concession avec Retour
200200180_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	2867,46	2867,46	0	Concession avec Retour
200200179_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	2426,7	2426,7	0	Concession avec Retour
200200178_EA	IMMO. EN CONC. INST AG	RESEAU ELECTRIQUE TICKET VERT EDF	180	07/05/2002	1529,45	1529,45	0	Concession avec Retour
IMMO000001154(	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX DSP - HONORAIRES PHASE MISSION CONCEPTION	3	01/11/2018	28976,64	28976,64	0	Concession avec Retour
IMMO000001153!	INSTAL. GLES AGENC. DI\	POSE PARQUET	3	01/11/2018	34011,11	34011,11	0	Concession avec Retour
IMMO000001153-	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX FIN DSP EXTERIEURS ET INTERIEUR	1	19/12/2018	38643,39	38643,39	0	Concession avec Retour
IMMO000001080(	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX FIN DSP EXTERIEUR ET INTERIEUR CASINO	3	01/11/2018	5621,28	5621,28	0	Concession avec Retour
IMMO000000193:	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Fabrication et pose d'un chéneau lg 25 mètres	12	20/02/2018	3193,28	3193,28	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
201700112_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HYDROCURAGE RESEAUX AMI SUD OUEST	18	31/07/2017	3410,47	3410,47	0	Concession avec Retour
201700111_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CONTROLE TECHNIQUE TOITURE APAVE CONT TECHN	19	14/06/2017	1191,61	1191,61	0	Concession avec Retour
201700110_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	REPORT POSITION VENTELLES TOITENGIE	19	30/06/2017	2359,17	2359,17	0	Concession avec Retour
201700109_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	COURANT FAIBLE TERASSE FUMEUR ENGIE	19	30/06/2017	18784	18784	0	Concession avec Retour
201700107_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE TERASSE JEUX APAVE	19	14/06/2017	116,23	116,23	0	Concession avec Retour
201700100_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PRECABLAGE TITO TERASSE ENGIE INEO	19	17/06/2017	18257,87	18257,87	0	Concession avec Retour
201700085_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE	19	19/06/2017	510,69	510,69	0	Concession avec Retour
201700084_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE	19	19/06/2017	232,45	232,45	0	Concession avec Retour
201700083_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE	19	19/06/2017	116,23	116,23	0	Concession avec Retour
201700082_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	TRAVAUX TOITURE APAVE MISSION 1	19	19/06/2017	697,36	697,36	0	Concession avec Retour
201700048_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RESEAU WIFIRST INEO AQUITAINE SZ	25	20/10/2016	14658,37	14658,37	0	Concession avec Retour
201700041_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	REMPLACEMENT MOQUETTE TERRASSELACLIDE JLM/AC-09-09-16	25	01/11/2016	4516,67	4516,67	0	Concession avec Retour
201700019_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	MOQUETTE TERRASSE HIGLINE 1100EGE TAEPPER 1000399 FM/FB/[	25	01/11/2016	10316,92	10316,92	0	Concession avec Retour
201600005_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PRECABLAGE INFO. TITO SALL MASCOFELY INEO A.AQ2.09618	36	20/11/2015	17211,03	17211,03	0	Concession avec Retour
201400098_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ELECTRICITE RESTO INEO AQUIT 8570054442	55	07/05/2014	12082,78	12082,78	0	Concession avec Retour
201400095_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AGENCEMENT LUSTRE PARC FA00503	55	07/05/2014	8290	8290	0	Concession avec Retour
200900005_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PLAFOND TENDUS BARRISOL MAS F0802/c009140	60	22/01/2008	6407,57	6407,57	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800253_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HON ARCHITECTE CLOISON POKER DESIGN STUDIO	120	24/04/2008	5980	5980	0	Concession avec Retour
200800252_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HON ARCHITECTE SANITAIRES MAS DESIGN STUDIO	120	05/08/2008	11960	11960	0	Concession avec Retour
200800237_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	11 CLOISONS VERRES POKER AVANTAGE	120	10/06/2008	4843,8	4843,8	0	Concession avec Retour
200800225_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	9 MATS POUR DRAPEAUX BARRIERE DOUBLET	60	28/05/2008	8076,26	8076,26	0	Concession avec Retour
200800210_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CLOISON POKER STA	120	23/05/2008	13086,44	13086,44	0	Concession avec Retour
200800181_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HON ARCHI INT TERRASSE EXT RESDESIGN STUDIO	120	22/01/2008	15000	15000	0	Concession avec Retour
200800174_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PLANTATIONS TERRASSE EXT REST BRETTES JARDINIERS	120	01/03/2008	9000	9000	0	Concession avec Retour
200800126_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE SALLE MAS CORNICHE F0711105 STA	60	22/01/2008	12090,58	12090,58	0	Concession avec Retour
200800112_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE SALLE MAS CORNICHE STA 0710098	60	22/01/2008	8060,39	8060,39	0	Concession avec Retour
200800097_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PLAFONDS TENDUS BARRISOL MAS NORMALU B009140	60	22/01/2008	17940,31	17940,31	0	Concession avec Retour
200800083_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HONORAIRE ARCHITECTE DECO DESIGN STUDIO	120	22/01/2008	70584	70584	0	Concession avec Retour
200800082_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	HONORAIRE ARCHITECTE DECO DESIGN ST 2	120	22/01/2008	29410	29410	0	Concession avec Retour
200800070_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE ESCALIER MAS JEUX AVANTAGE	60	22/01/2008	1242,27	1242,27	0	Concession avec Retour
200800069_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE ANIMATION BAR MAS AVANTAGE	60	22/01/2008	7770	7770	0	Concession avec Retour
200800068_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ECLAIRAGE DYNAMIQUE SALLE MAS AVANTAGE	60	22/01/2008	89496,68	89496,68	0	Concession avec Retour
200700191_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	VOLET ROULANT ISOLATION RS 2007391 AFG	120	26/06/2007	1354	1354	0	Concession avec Retour
200700167_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	CABLAGE BILL DAB MAS 000285600 REXEL	60	05/02/2007	635,58	635,58	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200700160_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO VDI MATERIEL 802652 CREA SECURITE	60	29/01/2007	2973,94	2973,94	0	Concession avec Retour
200700159_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO VDI MATERIEL 802653 CREA SECURITE	60	29/01/2007	2352,21	2352,21	0	Concession avec Retour
200700010_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO DOME VDI MAT VIDEO 802606 CREA SECU	60	23/11/2006	5449,96	5449,96	0	Concession avec Retour
200700009_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTENSION VIDEO VDI MAT DIV 802605 CREA SECU VDI	60	01/11/2006	34462,02	34462,02	0	Concession avec Retour
200700008_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	POTEAU BELTRAC NOIR VDI 7422459 AAI VDI MANUTAN	60	08/11/2006	2809,26	2809,26	0	Concession avec Retour
200700007_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	VESTIAIRE 0645004907 LABRUCHE	120	06/11/2006	3020,66	3020,66	0	Concession avec Retour
200602022_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Cablage vidéo VDI fact 2806860INEO EI Aquitaine	145	30/10/2006	21841,12	21841,12	0	Concession avec Retour
200602021_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Eclairage SDE fact 6049J Audio Pro	60	27/10/2006	2360	2360	0	Concession avec Retour
200602020_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aai parvis fact 200631 Naturel element terre	120	27/10/2006	1397,58	1397,58	0	Concession avec Retour
200602012_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements extérieurs F26/62Espace Paysage d'Aquitaine	120	19/10/2006	751,64	751,64	0	Concession avec Retour
200602006_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Buffet amovible fact 76033397 WMF France	120	02/10/2006	2053,8	2053,8	0	Concession avec Retour
200602005_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements esp verts F26/615Espace Paysage d'Aquitaine	120	30/09/2006	4695,53	4695,53	0	Concession avec Retour
200602003_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Platrerie entresol tech F06090Musset	146	27/09/2006	4192,34	4192,34	0	Concession avec Retour
200602002_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Platrerie entresol tech F06090Musset	146	27/09/2006	1346,42	1346,42	0	Concession avec Retour
200602001_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Platrerie entresol tech F06090Musset	146	27/09/2006	4535,95	4535,95	0	Concession avec Retour
200601990_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces f 300501283Fichet bauche	120	29/06/2006	21493,45	21493,45	0	Concession avec Retour
200601989_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Enregistrement numérique vidéoCréa	60	23/06/2006	67391,23	67391,23	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200601988_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Enregistrement numérique vidéoCréa	60	22/06/2006	29013,92	29013,92	0	Concession avec Retour
200601986_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	338,39	338,39	0	Concession avec Retour
200601985_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	338,39	338,39	0	Concession avec Retour
200601984_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	676,76	676,76	0	Concession avec Retour
200601983_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	288,13	288,13	0	Concession avec Retour
200601982_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	689,2	689,2	0	Concession avec Retour
200601981_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 485102057Avaya	60	14/06/2006	344,6	344,6	0	Concession avec Retour
200501951_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Clapets coupe feu fact 26KK268Omnium	96	31/10/2005	243,99	243,99	0	Concession avec Retour
200501948_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI local TGBT fact 7010655860Aldes	96	26/10/2005	2052,78	2052,78	0	Concession avec Retour
200501946_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aménagements extérieurs fact FEspace Paysage d'Aquitaine	84	21/10/2005	2145,64	2145,64	0	Concession avec Retour
200501945_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aménagements extérieurs fact FEspace Paysage d'Aquitaine	84	21/10/2005	7851,86	7851,86	0	Concession avec Retour
200501944_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Vidéo fact 802222 Créa	60	20/10/2005	13298,51	13298,51	0	Concession avec Retour
200501943_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Batterie condensateur (TGBT) fINEO EI Aquitaine	96	20/10/2005	10112,05	10112,05	0	Concession avec Retour
200501941_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Praticable alu Z Professionnel	96	18/10/2005	4500	4500	0	Concession avec Retour
200501940_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stands fact 10902 Vitabri	60	14/10/2005	4632,71	4632,71	0	Concession avec Retour
200501939_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	alimentations electriques factRadiospares	96	11/10/2005	291,83	291,83	0	Concession avec Retour
200501935_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Eclairage cascade Comptoir du Sud Ouest	96	31/08/2005	678,37	678,37	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501929_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Install parc intérieur (cascadSud Acclimatation	36	30/06/2005	4672,33	4672,33	0	Concession avec Retour
200501928_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Cuisine R+2 fact F0506056Musset	96	10/06/2005	3184,56	3184,56	0	Concession avec Retour
200501923_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Plateforme stockage SDS (n°200Setam	96	25/03/2005	5405,83	5405,83	0	Concession avec Retour
200501922_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	6 kit DECT + accessoires f/201Tenovis	96	23/03/2005	836,38	836,38	0	Concession avec Retour
200501921_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	6 kit DECT + accessoires f/201Tenovis	96	23/03/2005	836,38	836,38	0	Concession avec Retour
200501920_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	6 kit DECT + accessoires f/201Tenovis	96	23/03/2005	713,34	713,34	0	Concession avec Retour
200501919_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Climatisation restau PasserellLamatherm	96	22/03/2005	417,27	417,27	0	Concession avec Retour
200501914_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Séparations toilettes Brossette	96	11/02/2005	1082,02	1082,02	0	Concession avec Retour
200501912_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Pose enseigne SDS n° 2250012 Smac Acieroid	96	27/01/2005	6800	6800	0	Concession avec Retour
200501911_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	6335,12	6335,12	0	Concession avec Retour
200501910_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	5079,54	5079,54	0	Concession avec Retour
200501909_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	3741,41	3741,41	0	Concession avec Retour
200501908_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	3166,32	3166,32	0	Concession avec Retour
200501907_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl contr acces extension fFichet bauche	120	22/12/2004	1995,6	1995,6	0	Concession avec Retour
200501905_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI salle comptée fact 04.12.0Parcs	96	21/12/2004	337,68	337,68	0	Concession avec Retour
200501904_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI salle comptée fact 04.12.0Parcs	96	21/12/2004	309,53	309,53	0	Concession avec Retour
200501900_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Complément détecteur FM 016775DEF	96	25/11/2004	546,98	546,98	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200501899_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	7699,09	7699,09	0	Concession avec Retour
200501898_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	6173,18	6173,18	0	Concession avec Retour
200501897_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	4546,95	4546,95	0	Concession avec Retour
200501896_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	3848,04	3848,04	0	Concession avec Retour
200501895_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl installation extension fFichet bauche	120	24/11/2004	2425,26	2425,26	0	Concession avec Retour
200401892_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Conteneur 15 m3 Rabotin Bungalows	60	29/10/2004	2271,09	2271,09	0	Concession avec Retour
200401887_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Tapis fact 2517950 EGE	60	08/10/2004	1936,16	1936,16	0	Concession avec Retour
200401872_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Pelliculage salle de spectaclePubli 3	36	29/09/2004	8000	8000	0	Concession avec Retour
200401870_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Vidéo struct métalliques Parcs	96	24/09/2004	1021,99	1021,99	0	Concession avec Retour
200401869_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI bureaux administratifs F 0Musset	96	16/09/2004	728,36	728,36	0	Concession avec Retour
200401868_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI bureaux administratifs F 0Musset	96	16/09/2004	1104,99	1104,99	0	Concession avec Retour
200401865_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Caméra extension vidéo CG Vidéo	120	06/09/2004	375,55	375,55	0	Concession avec Retour
200401864_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension informatique 28.2004INEO EI Aquitaine	96	31/08/2004	1604,77	1604,77	0	Concession avec Retour
200401862_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension vidéo 28.2004.86.084INEO EI Aquitaine	96	31/08/2004	7625,59	7625,59	0	Concession avec Retour
200401858_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 kit DECT fact 173368/R Tenovis	96	27/08/2004	375,54	375,54	0	Concession avec Retour
200401857_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 kit DECT fact 172145/R Tenovis	96	12/08/2004	370,51	370,51	0	Concession avec Retour
200401856_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Agencement faux plafondsmas SFIC Auxisol	96	13/08/2004	1686,18	1686,18	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200401848_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI ELECTRIQUE EXTENSION CEF	96	31/07/2004	2723,13	2723,13	0	Concession avec Retour
200401847_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	ONDULEUR ALIMENTATION VIDEO INEO	96	30/07/2004	9246,42	9246,42	0	Concession avec Retour
200401846_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI Salle de spectacle 28.2004EI	96	30/07/2004	1334,22	1334,22	0	Concession avec Retour
200401844_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI spots dynamiques hall 0309Z Professionnel	96	29/07/2004	3743,14	3743,14	0	Concession avec Retour
200401843_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI spots dynamiques hall 0309Z Professionnel	96	29/07/2004	15120,19	15120,19	0	Concession avec Retour
200401840_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI sécurité hall Z Professionnel	96	20/07/2004	2918,52	2918,52	0	Concession avec Retour
200401839_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI spots dynamiques hall Ollivier concept	96	19/07/2004	6172,43	6172,43	0	Concession avec Retour
200401834_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAi parking (beton + regards) Crégut	96	26/05/2004	3493,99	3493,99	0	Concession avec Retour
200401833_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Abris (bardage) fact 637-58-09Manutan	96	18/05/2004	3078,73	3078,73	0	Concession avec Retour
200401831_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 DECT fact 152342/W Tenovis	96	26/03/2004	316	316	0	Concession avec Retour
200401830_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 DECT fact 152342/W Tenovis	96	26/03/2004	370,51	370,51	0	Concession avec Retour
200401829_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	1 DECT fact 152342/W Tenovis	96	26/03/2004	370,51	370,51	0	Concession avec Retour
200401824_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AMENAGEMENT PARVIS SDS PORTE	120	26/01/2004	18902,12	18902,12	0	Concession avec Retour
200401817_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux clim locaux fut et ateHervé Thermique	96	11/12/2003	6225,87	6225,87	0	Concession avec Retour
200401816_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements Schrive	96	01/11/2003	391,09	391,09	0	Concession avec Retour
200401815_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements Schrive	96	01/11/2003	1016,92	1016,92	0	Concession avec Retour
200401814_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension contr acces fact 200Fichet bauche	120	25/11/2003	19399,75	19399,75	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200401813_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension contr acces fact 200Fichet bauche	120	25/11/2003	1956,36	1956,36	0	Concession avec Retour
200301808_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Séparations toilettes Courbu mir-2003-00263	60	31/10/2003	2344,34	2344,34	0	Concession avec Retour
200301792_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements abords Porte	120	24/10/2003	18860,81	18860,81	0	Concession avec Retour
200301791_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Mannequins fact 384346 Rétif	60	23/10/2003	967,3	967,3	0	Concession avec Retour
200301789_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Tracer fact 20031006 Ollivier concept	96	08/10/2003	5450,04	5450,04	0	Concession avec Retour
200301788_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Jackpot show fact 20031007 Ollivier concept	60	08/10/2003	13023,96	13023,96	0	Concession avec Retour
200301783_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagement accueil 030804 MTA	96	14/08/2003	2504,42	2504,42	0	Concession avec Retour
200301781_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Modif install Fact FM007617 DEF	96	30/07/2003	1668,44	1668,44	0	Concession avec Retour
200301774_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Peinture bureau MCD David	96	23/07/2003	4533,99	4533,99	0	Concession avec Retour
200301773_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension contrôle accès 30071Fichet bauche	120	21/07/2003	3584,9	3584,9	0	Concession avec Retour
200301771_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	El piste danse fact 011311-av PJP	96	10/03/2003	4500	4500	0	Concession avec Retour
200301769_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Confection et pose rideaux CTR2	96	17/07/2003	3090	3090	0	Concession avec Retour
200301767_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Restruct bureaux MCD et RG INEO EI Aquitaine	96	30/06/2003	3387,06	3387,06	0	Concession avec Retour
200301763_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI menuiserie caisse centraleMTA	96	30/06/2003	4490,98	4490,98	0	Concession avec Retour
200301762_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Restruct bureau MCD PEI-2003-0E.G. Courbu	96	30/06/2003	1399,45	1399,45	0	Concession avec Retour
200301761_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension vidéo fact 300709501Fichet bauche	120	26/06/2003	19399,75	19399,75	0	Concession avec Retour
200301760_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Modif sas DAB F030613 Musset	96	24/06/2003	2489,55	2489,55	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301755_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Modif sas DAB F030512 Musset	96	28/05/2003	8440,02	8440,02	0	Concession avec Retour
200301754_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension vidéo fact 300707655Fichet bauche	120	27/05/2003	39577,82	39577,82	0	Concession avec Retour
200301750_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aai local futs et stockage resSetam	96	20/05/2003	4193,3	4193,3	0	Concession avec Retour
200301749_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	agencements réserves Manutan	96	19/04/2003	2106,61	2106,61	0	Concession avec Retour
200301745_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	264,8	264,8	0	Concession avec Retour
200301744_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	212,32	212,32	0	Concession avec Retour
200301743_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	156,39	156,39	0	Concession avec Retour
200301742_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	132,35	132,35	0	Concession avec Retour
200301741_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	83,41	83,41	0	Concession avec Retour
200301740_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	10739,56	10739,56	0	Concession avec Retour
200301739_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	8611,05	8611,05	0	Concession avec Retour
200301738_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	6342,6	6342,6	0	Concession avec Retour
200301737_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	5367,68	5367,68	0	Concession avec Retour
200301736_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl réseau détection fact 30Fichet bauche	120	16/04/2003	3383,02	3383,02	0	Concession avec Retour
200301729_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	DECT fact 095460/W Tenovis	96	14/04/2003	316	316	0	Concession avec Retour
200301728_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	DECT fact 095462/W Tenovis	96	09/04/2003	368,16	368,16	0	Concession avec Retour
200301727_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux extension lignes info Systhea	96	11/03/2003	1503,43	1503,43	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301726_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux extension 28.2003.86.0INEO EI Aquitaine	96	31/03/2003	2055,35	2055,35	0	Concession avec Retour
200301722_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aai salle jeux résonnance coquEurop Déco	96	06/03/2003	729,56	729,56	0	Concession avec Retour
200301721_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	996,69	996,69	0	Concession avec Retour
200301720_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	799,15	799,15	0	Concession avec Retour
200301719_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	588,63	588,63	0	Concession avec Retour
200301718_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	498,15	498,15	0	Concession avec Retour
200301717_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	313,96	313,96	0	Concession avec Retour
200301716_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	5946,95	5946,95	0	Concession avec Retour
200301715_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	4768,3	4768,3	0	Concession avec Retour
200301714_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	3512,17	3512,17	0	Concession avec Retour
200301713_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	2972,31	2972,31	0	Concession avec Retour
200301712_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl instal vidéo + acces facFichet bauche	120	27/02/2003	1873,32	1873,32	0	Concession avec Retour
200301708_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	aménagement caisse 3 mas MTA	96	28/03/2003	2045,16	2045,16	0	Concession avec Retour
200301707_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poteaux inox mas fact n° 9493 Roynel	96	24/03/2003	9065,68	9065,68	0	Concession avec Retour
200301703_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Accessoires Portatifs fact n° Syrade	60	13/03/2003	772,97	772,97	0	Concession avec Retour
200301702_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portatifs GP344 UHF fact n° 86Syrade	60	13/03/2003	4622,79	4622,79	0	Concession avec Retour
200301698_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire pilotage gradateur INEO EI Aquitaine	96	28/02/2003	3634,69	3634,69	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301691_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Cablage extension CGED	96	28/02/2003	3177,77	3177,77	0	Concession avec Retour
200301689_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	cadres salle de spectacle ISF	96	19/02/2003	3259,52	3259,52	0	Concession avec Retour
200301688_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Tapis de danse Z Professionnel	96	11/02/2003	1970	1970	0	Concession avec Retour
200301685_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	3010081/1 panneaux insonorisatTexaa	96	21/01/2003	1459,12	1459,12	0	Concession avec Retour
200301684_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Détecteur Gaz D/ Delmo	96	15/01/2003	576,58	576,58	0	Concession avec Retour
200301683_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	077636/W complément DECT Tenovis	96	13/01/2003	316	316	0	Concession avec Retour
200301679_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	EXTIBCT. LOCAL SECU INCENDIE Desautel	96	31/12/2002	292,78	292,78	0	Concession avec Retour
200301665_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	fact 6965126 Matériels divers Chomette	96	26/11/2002	561,06	561,06	0	Concession avec Retour
200301661_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Compl contr acces réseau détecFichet bauche	120	20/11/2002	22770,29	22770,29	0	Concession avec Retour
200201632_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Face porte Roynel	96	14/10/2002	664,59	664,59	0	Concession avec Retour
200201631_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	compl décoration fact 394/09/0Principal	96	12/09/2002	3850	3850	0	Concession avec Retour
200201630_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	DECT fact 068390/W Tenovis	96	25/10/2002	157	157	0	Concession avec Retour
200201627_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stores bureaux fact FC00230011Servi Sun	96	09/10/2002	264	264	0	Concession avec Retour
200201626_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stores bureaux fact FC00230011Servi Sun	96	09/10/2002	857,85	857,85	0	Concession avec Retour
200201625_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stores bureaux fact FC00230011Servi Sun	96	09/10/2002	1971,4	1971,4	0	Concession avec Retour
200201614_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	1891,81	1891,81	0	Concession avec Retour
200201613_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	1516,87	1516,87	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201612_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	1117,27	1117,27	0	Concession avec Retour
200201611_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	945,54	945,54	0	Concession avec Retour
200201610_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	extension installation fact 30Fichet bauche	120	29/08/2002	595,93	595,93	0	Concession avec Retour
200201608_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	450,01	450,01	0	Concession avec Retour
200201607_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	360,82	360,82	0	Concession avec Retour
200201606_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	265,77	265,77	0	Concession avec Retour
200201605_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	224,92	224,92	0	Concession avec Retour
200201604_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Kits DECT suppl fact 059853/W Tenovis	120	13/09/2002	141,76	141,76	0	Concession avec Retour
200201601_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	28838,64	28838,64	0	Concession avec Retour
200201600_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	23123,01	23123,01	0	Concession avec Retour
200201599_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	17031,6	17031,6	0	Concession avec Retour
200201598_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	14413,69	14413,69	0	Concession avec Retour
200201597_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact F20020502841 (Devimco	96	31/05/2002	9084,33	9084,33	0	Concession avec Retour
200201592_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	8451,3	8451,3	0	Concession avec Retour
200201591_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	6776,31	6776,31	0	Concession avec Retour
200201590_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	4991,19	4991,19	0	Concession avec Retour
200201589_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	4224	4224	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201588_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	05/07/2002	2662,21	2662,21	0	Concession avec Retour
200201568_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	154,73	154,73	0	Concession avec Retour
200201567_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	124,06	124,06	0	Concession avec Retour
200201566_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	91,38	91,38	0	Concession avec Retour
200201565_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	77,33	77,33	0	Concession avec Retour
200201564_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	48,75	48,75	0	Concession avec Retour
200201563_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	88,63	88,63	0	Concession avec Retour
200201562_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	71,06	71,06	0	Concession avec Retour
200201561_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	52,34	52,34	0	Concession avec Retour
200201560_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	44,3	44,3	0	Concession avec Retour
200201559_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	27,93	27,93	0	Concession avec Retour
200201558_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	273,84	273,84	0	Concession avec Retour
200201557_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	219,57	219,57	0	Concession avec Retour
200201556_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	161,73	161,73	0	Concession avec Retour
200201555_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	136,87	136,87	0	Concession avec Retour
200201554_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25422D/ Schenker	96	07/05/2002	86,26	86,26	0	Concession avec Retour
200201549_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Enregistreur température fact D/ ODIC	96	07/05/2002	2378,2	2378,2	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201548_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	4065,27	4065,27	0	Concession avec Retour
200201547_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	121,78	121,78	0	Concession avec Retour
200201546_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	1355,13	1355,13	0	Concession avec Retour
200201545_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	177,57	177,57	0	Concession avec Retour
200201544_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	409,1	409,1	0	Concession avec Retour
200201543_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	1603,54	1603,54	0	Concession avec Retour
200201542_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20707212 D/ Desautel	96	07/05/2002	876,67	876,67	0	Concession avec Retour
200201541_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Cendriers muraux 20022267 D/ Intros	96	07/05/2002	1130,15	1130,15	0	Concession avec Retour
200201540_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	portiques alu fact n° 7330 Roynel	96	29/08/2002	1187,79	1187,79	0	Concession avec Retour
200201525_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	1671,43	1671,43	0	Concession avec Retour
200201524_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	1340,16	1340,16	0	Concession avec Retour
200201523_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	987,12	987,12	0	Concession avec Retour
200201522_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	835,39	835,39	0	Concession avec Retour
200201521_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	526,5	526,5	0	Concession avec Retour
200201520_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	513,67	513,67	0	Concession avec Retour
200201519_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	411,87	411,87	0	Concession avec Retour
200201518_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	303,37	303,37	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201517_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	256,74	256,74	0	Concession avec Retour
200201516_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	161,8	161,8	0	Concession avec Retour
200201515_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	626,18	626,18	0	Concession avec Retour
200201514_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	502,07	502,07	0	Concession avec Retour
200201513_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	369,8	369,8	0	Concession avec Retour
200201512_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	312,97	312,97	0	Concession avec Retour
200201511_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Stockage et transit fact 25418D/ Schenker	96	07/05/2002	197,25	197,25	0	Concession avec Retour
200201510_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	26,13	26,13	0	Concession avec Retour
200201509_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	31,26	31,26	0	Concession avec Retour
200201508_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	62,51	62,51	0	Concession avec Retour
200201507_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux fact 40312 D/ Lozes	96	07/05/2002	52,27	52,27	0	Concession avec Retour
200201506_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	56,88	56,88	0	Concession avec Retour
200201505_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	203,28	203,28	0	Concession avec Retour
200201504_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	1087,47	1087,47	0	Concession avec Retour
200201503_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	123,23	123,23	0	Concession avec Retour
200201502_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	297,18	297,18	0	Concession avec Retour
200201501_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	640,02	640,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201500_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	565,64	565,64	0	Concession avec Retour
200201499_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Portes balais & serviettes facD/ Inda France	96	07/05/2002	330,24	330,24	0	Concession avec Retour
200201498_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	333,75	333,75	0	Concession avec Retour
200201497_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	399,16	399,16	0	Concession avec Retour
200201496_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	798,33	798,33	0	Concession avec Retour
200201495_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib savons fact 52853 D/ ODI	96	07/05/2002	667,5	667,5	0	Concession avec Retour
200201484_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnages fact 20020152 D/ Sodigif	96	07/05/2002	1214,3	1214,3	0	Concession avec Retour
200201481_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	137,54	137,54	0	Concession avec Retour
200201480_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	1796,14	1796,14	0	Concession avec Retour
200201479_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	1449,38	1449,38	0	Concession avec Retour
200201478_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AAI accueil (boiserie) fact 10D/ Pincon	96	07/05/2002	633	633	0	Concession avec Retour
200201464_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	stores vénitiens FA72718 D/ Ageda	96	07/05/2002	22176,4	22176,4	0	Concession avec Retour
200201463_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	stores vénitiens FA72719 D/ Ageda	96	07/05/2002	1576,3	1576,3	0	Concession avec Retour
200201452_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Alim enseigne SDS 2002.86.0636EI	96	30/06/2002	680,07	680,07	0	Concession avec Retour
200201434_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Loges douches et sanitaires SDLabracherie R.	96	07/05/2002	4849	4849	0	Concession avec Retour
200201394_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	11448,11	11448,11	0	Concession avec Retour
200201393_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	9179,17	9179,17	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201392_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	6761,06	6761,06	0	Concession avec Retour
200201391_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	5721,82	5721,82	0	Concession avec Retour
200201390_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	3606,22	3606,22	0	Concession avec Retour
200201362_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	RAMBARDES JEUX ROULETTE FRAN CHARMEIL	96	30/06/2002	4073,58	4073,58	0	Concession avec Retour
200201338_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Décoration végétale Sud Acclimatation	96	31/05/2002	21124,76	21124,76	0	Concession avec Retour
200201337_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Grille coffre + protections muParcs	96	30/06/2002	2656,32	2656,32	0	Concession avec Retour
200201335_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Réseau télédistribution Locatel	96	21/06/2002	2010,4	2010,4	0	Concession avec Retour
200201334_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Local DAB EI	96	31/05/2002	1042,85	1042,85	0	Concession avec Retour
200201331_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	6160,3	6160,3	0	Concession avec Retour
200201330_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	4939,37	4939,37	0	Concession avec Retour
200201329_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	3638,17	3638,17	0	Concession avec Retour
200201328_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	3078,95	3078,95	0	Concession avec Retour
200201327_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extension intrusion fact 30068Fichet bauche	120	07/05/2002	1940,53	1940,53	0	Concession avec Retour
200201325_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Local DAB Socae	96	07/05/2002	4231,15	4231,15	0	Concession avec Retour
200201283_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	3521,35	3521,35	0	Concession avec Retour
200201282_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	2823,44	2823,44	0	Concession avec Retour
200201281_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	2079,65	2079,65	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201280_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	1759,99	1759,99	0	Concession avec Retour
200201279_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT fact 3Tenovis	120	07/05/2002	1109,24	1109,24	0	Concession avec Retour
200201278_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagement cloture fact 51499Gantois	96	30/05/2002	745,9	745,9	0	Concession avec Retour
200201266_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux cablage parking 0568 EI	96	30/06/2002	807,56	807,56	0	Concession avec Retour
200201265_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux cablage signalétique 0EI	96	30/06/2002	4507,48	4507,48	0	Concession avec Retour
200201264_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Travaux cablage salle jeux 056EI	96	30/06/2002	808,47	808,47	0	Concession avec Retour
200201263_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Contreplaqué inifugé fact 3002Soc Générale des bois	96	17/06/2002	354	354	0	Concession avec Retour
200201254_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	57518,06	57518,06	0	Concession avec Retour
200201253_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	46118,36	46118,36	0	Concession avec Retour
200201252_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	33969,18	33969,18	0	Concession avec Retour
200201251_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	28747,79	28747,79	0	Concession avec Retour
200201250_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces facFichet bauche	120	07/05/2002	18118,51	18118,51	0	Concession avec Retour
200201239_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Peinture portes ext. Fact 5393David SA	96	21/06/2002	1443,49	1443,49	0	Concession avec Retour
200201238_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Systéme d'arrosage auto fact 2Espace Paysage d'Aquitaine	96	24/06/2002	268,67	268,67	0	Concession avec Retour
200201237_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Systéme d'arrosage auto fact 2Espace Paysage d'Aquitaine	96	24/06/2002	7103,63	7103,63	0	Concession avec Retour
200201236_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Protection tôle alu Roynel	96	24/06/2002	1600	1600	0	Concession avec Retour
200201235_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Couvre joints fact PEI 2002-00Courbu	96	28/06/2002	917,36	917,36	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201228_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ecailler Charmeil	96	07/05/2002	701,98	701,98	0	Concession avec Retour
200201227_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	N° socles + mas 20020416 Techni Seri	96	07/05/2002	1700,71	1700,71	0	Concession avec Retour
200201219_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	coffre tirelire 7092024 Fichet bauche	96	17/05/2002	2526,99	2526,99	0	Concession avec Retour
200201212_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	distrib inox 42528 Lozes	96	07/05/2002	1812,6	1812,6	0	Concession avec Retour
200201185_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Carat 35 7089578 D/ Fichet	96	07/05/2002	8192,58	8192,58	0	Concession avec Retour
200201184_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Detection ouverture chocs 7089D/ Fichet	96	07/05/2002	7263,26	7263,26	0	Concession avec Retour
200201183_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Pyramis 50 7089579 D/ Fichet	96	07/05/2002	12336,74	12336,74	0	Concession avec Retour
200201182_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Echaffaudage coffres 7096527 D/ Fichet	96	07/05/2002	546,99	546,99	0	Concession avec Retour
200201181_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Grutage coffres 7096529 D/ Fichet	96	07/05/2002	920,76	920,76	0	Concession avec Retour
200201180_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Espace 50 7089589 D/ Fichet	96	07/05/2002	5688,47	5688,47	0	Concession avec Retour
200201179_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Espace 50 7089588 D/ Fichet	96	07/05/2002	3494,7	3494,7	0	Concession avec Retour
200201178_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Coffre Espace 50 7089588 D/ Fichet	96	07/05/2002	3494,7	3494,7	0	Concession avec Retour
200201177_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire forte Celsia 7089584 D/ Fichet	96	07/05/2002	3312,02	3312,02	0	Concession avec Retour
200201176_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire forte Enigma 25 708958D/ Fichet	96	07/05/2002	693,95	693,95	0	Concession avec Retour
200201175_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Armoire forte Enigma 25 708958D/ Fichet	96	07/05/2002	2386,34	2386,34	0	Concession avec Retour
200201139_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	2681,48	2681,48	0	Concession avec Retour
200201138_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	2150,03	2150,03	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201137_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	1583,64	1583,64	0	Concession avec Retour
200201136_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	1340,22	1340,22	0	Concession avec Retour
200201135_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Talkies Walkies + accessoires Syrade	120	07/05/2002	844,68	844,68	0	Concession avec Retour
200201128_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	42069,57	42069,57	0	Concession avec Retour
200201127_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	33731,66	33731,66	0	Concession avec Retour
200201126_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	24845,57	24845,57	0	Concession avec Retour
200201125_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	21026,57	21026,57	0	Concession avec Retour
200201124_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + contr acces 200Fichet bauche	120	07/05/2002	13252,15	13252,15	0	Concession avec Retour
200201113_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	7042,7	7042,7	0	Concession avec Retour
200201112_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	5646,88	5646,88	0	Concession avec Retour
200201111_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	4159,3	4159,3	0	Concession avec Retour
200201110_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	3519,97	3519,97	0	Concession avec Retour
200201109_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33280 Tenovis	120	07/05/2002	2218,49	2218,49	0	Concession avec Retour
200201108_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	7042,7	7042,7	0	Concession avec Retour
200201107_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	5646,88	5646,88	0	Concession avec Retour
200201106_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	4159,3	4159,3	0	Concession avec Retour
200201105_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	3519,97	3519,97	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201104_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Autocom intégral + DECT 33279 Tenovis	120	07/05/2002	2218,49	2218,49	0	Concession avec Retour
200200964_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Distrib rouleaux 41497 Lozes	96	07/05/2002	585,42	585,42	0	Concession avec Retour
200200963_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	58,23	58,23	0	Concession avec Retour
200200962_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	479,64	479,64	0	Concession avec Retour
200200961_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	332,54	332,54	0	Concession avec Retour
200200960_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20306844 D/ Desautel	96	07/05/2002	45,12	45,12	0	Concession avec Retour
200200959_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Chariot 1303243 D/ Provost	96	07/05/2002	140,83	140,83	0	Concession avec Retour
200200958_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnage 20020053 D/ Sodigif	96	07/05/2002	1196,39	1196,39	0	Concession avec Retour
200200957_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnage 20020055 D/ Sodigif	96	07/05/2002	1332,23	1332,23	0	Concession avec Retour
200200956_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rayonnage 20020058 D/ Sodigif	96	07/05/2002	901,45	901,45	0	Concession avec Retour
200200955_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	support four 56211 D/ Morice	96	07/05/2002	315,75	315,75	0	Concession avec Retour
200200954_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1081 D/ Adecco	96	07/05/2002	195,58	195,58	0	Concession avec Retour
200200953_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1081 D/ Adecco	96	07/05/2002	192,7	192,7	0	Concession avec Retour
200200952_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1081 D/ Adecco	96	07/05/2002	163,53	163,53	0	Concession avec Retour
200200951_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1175 D/ Adecco	96	07/05/2002	195,58	195,58	0	Concession avec Retour
200200950_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1175 D/ Adecco	96	07/05/2002	192,7	192,7	0	Concession avec Retour
200200949_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/1175 D/ Adecco	96	07/05/2002	163,53	163,53	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200948_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/721 D/ Adecco	96	07/05/2002	875,87	875,87	0	Concession avec Retour
200200947_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/721 D/ Adecco	96	07/05/2002	862,95	862,95	0	Concession avec Retour
200200946_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/721 D/ Adecco	96	07/05/2002	732,33	732,33	0	Concession avec Retour
200200945_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/581 D/ Adecco	96	07/05/2002	209,75	209,75	0	Concession avec Retour
200200944_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/581 D/ Adecco	96	07/05/2002	206,66	206,66	0	Concession avec Retour
200200943_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/581 D/ Adecco	96	07/05/2002	175,38	175,38	0	Concession avec Retour
200200942_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/889 D/ Adecco	96	07/05/2002	39,68	39,68	0	Concession avec Retour
200200941_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/889 D/ Adecco	96	07/05/2002	39,09	39,09	0	Concession avec Retour
200200940_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Manutention 32/633/889 D/ Adecco	96	07/05/2002	33,18	33,18	0	Concession avec Retour
200200939_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Extincteurs 20406475 Desautel	96	07/05/2002	227,33	227,33	0	Concession avec Retour
200200938_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Faux plafonds Ph Peyroutas	96	07/05/2002	695,71	695,71	0	Concession avec Retour
200200856_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Four vapeur fact 55403 D/ Morice	96	07/05/2002	3467,42	3467,42	0	Concession avec Retour
200200818_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Aménagements piste danse fact D/ PJP	96	07/05/2002	8858	8858	0	Concession avec Retour
200200808_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Miroirs SDS fact 420180 D/ Wehr	96	07/05/2002	912,32	912,32	0	Concession avec Retour
200200794_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Destucteurs insectes fact FA02D/ Aedes avoria	96	07/05/2002	228,67	228,67	0	Concession avec Retour
200200793_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Destucteurs insectes fact FA02D/ Aedes avoria	96	07/05/2002	457,34	457,34	0	Concession avec Retour
200200783_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Rideaux SDS fact 4350 Sodeco	180	07/05/2002	34255,29	34255,29	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200770_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	76,9	76,9	0	Concession avec Retour
200200769_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	61,66	61,66	0	Concession avec Retour
200200768_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	45,42	45,42	0	Concession avec Retour
200200767_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	38,44	38,44	0	Concession avec Retour
200200766_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Poste HD2 urgence fact 031680/Tenovis	120	07/05/2002	24,22	24,22	0	Concession avec Retour
200200728_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	5627,24	5627,24	0	Concession avec Retour
200200727_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	4511,96	4511,96	0	Concession avec Retour
200200726_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	3323,35	3323,35	0	Concession avec Retour
200200725_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	2812,52	2812,52	0	Concession avec Retour
200200724_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Instal vidéo + cont acces factFichet bauche	120	07/05/2002	1772,61	1772,61	0	Concession avec Retour
200200631_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	5059,41	5059,41	0	Concession avec Retour
200200630_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	4056,67	4056,67	0	Concession avec Retour
200200629_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	2988	2988	0	Concession avec Retour
200200628_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	2528,72	2528,72	0	Concession avec Retour
200200627_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	Ensemblier fact 20011202422 Devimco	96	07/05/2002	1593,74	1593,74	0	Concession avec Retour
200100074_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	VOLANT ESTRADE CTR2	60	16/03/2001	396,37	396,37	0	Concession avec Retour
200100067_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	COFFRE MILLIUM Fichet bauche	120	26/02/2001	1654,66	1654,66	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200100066_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	PODIUM MOBILE PJP	60	22/02/2001	1495,37	1495,37	0	Concession avec Retour
200100063_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	AFFICHE TCS	60	06/02/2001	5512,92	5512,92	0	Concession avec Retour
200100048_EA	INSTAL. GLES AGENC. DI\	COFFRE CARAT Fichet bauche	120	25/01/2001	6919,57	6919,57	0	Concession avec Retour
IMMO000000021(	LOGICIELS ET LICENCES	PHASE MISSIONS CONCEPTION DSG2 ARCHITECTURE INTERIEUR	15	01/11/2017	14675	14675	0	Concession avec Retour
IMMO000001081(	MAT. PROFESSIONNEL	TOTEM PORTE MENU ELCAIRAGE	3	01/11/2018	3961,94	3961,94	0	Concession avec Retour
201700079_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TRAVAUX TOIT TERASSE FUMEUR FORMADOUR	19	19/06/2017	45786	45786	0	Concession avec Retour
201700078_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TRAVAUX TOIT TERASSE FUMEUR FORMADOUR	19	19/06/2017	100142,2	100142,2	0	Concession avec Retour
201700077_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TRAVAUX TOIT TERASSE FUMEUR FORMADOUR	19	19/06/2017	17257,8	17257,8	0	Concession avec Retour
201700076_EA	MAT. PROFESSIONNEL	DALLES RETRO ELCAIREES MARTY	20	27/03/2017	11446,5	11446,5	0	Concession avec Retour
201400001_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT RADIATEURS TERRASSE FUMEPOLYPOLES 31090	60	02/12/2013	1402,62	1402,62	0	Concession avec Retour
201300375_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ACHAT 13TV POUR LA VIDEO PULLMAN	34	14/06/2013	4141,82	4141,82	0	Concession avec Retour
201100104_EA	MAT. PROFESSIONNEL	ETAGERE CUISINE A0006929 BONNET	60	17/06/2011	822	822	0	Concession avec Retour
200800256_EA	MAT. PROFESSIONNEL	TREUILS SDS TAMBE	120	15/10/2008	11850	11850	0	Concession avec Retour
200800227_EA	MAT. PROFESSIONNEL	STORE TERRASSE EXTERIEURE RESTEREK	120	02/06/2008	6600	6600	0	Concession avec Retour
200800196_EA	MAT. PROFESSIONNEL	CAMERAS VIDEO EXTENSION MAS ADI GARDINER	60	14/04/2008	4036,5	4036,5	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200800099_EA	MAT. PROFESSIONNEL	SONORISATION SALLE MAS OLLIVIER 200709	120	22/01/2008	25137,23	25137,23	0	Concession avec Retour
200700003_EA	MAT. PROFESSIONNEL	MAT EXTINCTION DE FEU ABC FORMATION INCENDIE 0704-006	60	12/04/2007	3846,83	3846,83	0	Concession avec Retour
201700108_EA	MAT. D'EXPLOITATION	DISPOSITIF TERRASE FUMEUR ENGIE ANNONCE	19	30/06/2017	2888,02	2888,02	0	Concession avec Retour
200602023_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique façade fact 20061Techni Seri	60	31/10/2006	11786,68	11786,68	0	Concession avec Retour
200601959_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Clim local mas Air Froid	156	16/12/2005	4337,66	4337,66	0	Concession avec Retour
200501942_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique SDS fact - avoirPalma Pub	60	19/10/2005	3070	3070	0	Concession avec Retour
200501915_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Siganletique fact 20050211 Techni Seri	60	23/02/2005	406,85	406,85	0	Concession avec Retour
200401927_EA	MAT. D'EXPLOITATION	5 Air Tray TCS Huxley	48	28/03/2004	564,18	564,18	0	Concession avec Retour
200401891_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Enseigne lumineuse fact 1381 -Plexi Neon	60	26/10/2004	35354,48	35354,48	0	Concession avec Retour
200401890_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20041021 Techni Seri	60	31/08/2004	2416,48	2416,48	0	Concession avec Retour
200401888_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique restaurant fact 1Ellipse	60	21/10/2004	3645	3645	0	Concession avec Retour
200401885_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique fact 20040918 Techni Seri	60	30/09/2004	2980,44	2980,44	0	Concession avec Retour
200401863_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Compl signalétique 28.2004.86.INEO EI Aquitaine	60	31/08/2004	4009,76	4009,76	0	Concession avec Retour
200301759_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signalétique 20030616 Techni Seri	60	24/06/2003	380	380	0	Concession avec Retour
200301758_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signalétique 20030615 Techni Seri	60	24/06/2003	694,11	694,11	0	Concession avec Retour
200301753_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique intérieure Sit 1 STA	60	12/05/2003	2509,42	2509,42	0	Concession avec Retour
200301752_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique intérieure Sit 1 STA	60	12/05/2003	5239,02	5239,02	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200301748_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signaletique compl 20030413 Techni Seri	60	18/04/2003	582,45	582,45	0	Concession avec Retour
200301709_EA	MAT. D'EXPLOITATION	élévateur fact n° 593 35 79 Manutan	60	25/03/2003	11212,46	11212,46	0	Concession avec Retour
200301700_EA	MAT. D'EXPLOITATION	signaletique compl 20030217 Techni Seri	60	25/02/2003	4162,08	4162,08	0	Concession avec Retour
200301693_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Socles mas X 35 + chariots X 2Caro	60	12/03/2003	11764,1	11764,1	0	Concession avec Retour
200301687_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Siganletique Promocome PLV	96	31/01/2003	1860,5	1860,5	0	Concession avec Retour
200301669_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Aménagement caisse parking Ascom (parking)	60	18/12/2002	4230,31	4230,31	0	Concession avec Retour
200201660_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	585,64	585,64	0	Concession avec Retour
200201659_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	12871,22	12871,22	0	Concession avec Retour
200201658_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	547,36	547,36	0	Concession avec Retour
200201657_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	373,15	373,15	0	Concession avec Retour
200201656_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalétique 20021025 Techni Seri	60	30/10/2002	4201,13	4201,13	0	Concession avec Retour
200201635_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Controleur DMX + fixation factAudiomaster	60	25/10/2002	4178,32	4178,32	0	Concession avec Retour
200201629_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Support colonne inox Manutan	60	21/08/2002	979,8	979,8	0	Concession avec Retour
200201624_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Projecteur Casino Niederbronn	60	30/07/2002	129581,68	129581,68	0	Concession avec Retour
200201622_EA	MAT. D'EXPLOITATION	sono entrée fact 2002-50-0734 Roiret	96	27/09/2002	691,3	691,3	0	Concession avec Retour
200201621_EA	MAT. D'EXPLOITATION	TOTEMS Impact enseigne	96	19/09/2002	5585,43	5585,43	0	Concession avec Retour
200201620_EA	MAT. D'EXPLOITATION	POSE DE PANNEAUS PLEXI Impact enseigne	96	24/09/2002	1201,93	1201,93	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description		Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200201569_EA	MAT. D'EXPLOITATION	climatisation locaux repos 333Hervé Thermique		60	27/08/2002	5845,85	5845,85	0	Concession avec Retour
200201451_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Plateforme mobile	Manutan	60	19/07/2002	1378,26	1378,26	0	Concession avec Retour
200201450_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	2570	2570	0	Concession avec Retour
200201449_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	1285	1285	0	Concession avec Retour
200201448_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	1536,86	1536,86	0	Concession avec Retour
200201447_EA	MAT. D'EXPLOITATION	Signalisation	J M Leclerc	96	30/06/2002	1536,86	1536,86	0	Concession avec Retour
200201134_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	234,5	234,5	0	Concession avec Retour
200201133_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	188,03	188,03	0	Concession avec Retour
200201132_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	138,49	138,49	0	Concession avec Retour
200201131_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	117,21	117,21	0	Concession avec Retour
200201130_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PARAVANT	Plexi Neon	60	07/05/2002	73,87	73,87	0	Concession avec Retour
200200925_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	316,12	316,12	0	Concession avec Retour
200200924_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	216,05	216,05	0	Concession avec Retour
200200923_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	216,05	216,05	0	Concession avec Retour
200200922_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	270,96	270,96	0	Concession avec Retour
200200921_EA	MAT. D'EXPLOITATION	MIROIRS	D/ Wehr	60	07/05/2002	478,93	478,93	0	Concession avec Retour
200200701_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PACK DE TELESURVEILLANCE	S.S.P.	60	16/03/2002	817,37	817,37	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
200200604_EA	MAT. D'EXPLOITATION	PANNEAUX PLEXI DE TABLES DE JXTechni Seri	60	01/01/2002	1135,9	1135,9	0	Concession avec Retour
200200596_EA	MAT. D'EXPLOITATION	ENSEIGNE LUMINEUSE SDS Impact enseigne	60	07/05/2002	2324,85	2324,85	0	Concession avec Retour
200301699_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	PC fact 0302019 Lamatherm	36	10/02/2003	6804,19	6804,19	0	Concession avec Retour
200200857_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	DISTRIBUTEURS SACHETS HYG D/ ODF	96	07/05/2002	37,7	37,7	0	Concession avec Retour
200200816_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ESCALIER 3 MARCHES+JUPONNAGE D/ PJP	96	07/05/2002	2059,5	2059,5	0	Concession avec Retour
200200813_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	ARMOIRE FROIDE+DESSUS SALAD D/ ODIC	96	07/05/2002	12599	12599	0	Concession avec Retour
200200717_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	EXT GARANTIE/XEROS N2025/N2125Allium	36	18/03/2002	718,8	718,8	0	Concession avec Retour
200200716_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	CABLES INFORMATIQUES Allium	36	12/03/2002	323,39	323,39	0	Concession avec Retour
200200715_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Digiport 24 fact 02C02937 Allium	36	07/03/2002	4220,88	4220,88	0	Concession avec Retour
200200714_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	Rack serveur fact 02C00942 Allium	36	04/03/2002	1706,27	1706,27	0	Concession avec Retour
200200713_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	HUB 8 PORTS Allium	36	01/03/2002	119,88	119,88	0	Concession avec Retour
200200710_EA	MAT. ET MOB. DE BUREAU	HUB 8 PORTS PR RESEAU INFO Allium	36	22/02/2002	127,41	127,41	0	Concession avec Retour

Code	Catégorie	Description	Durée d'utilisation	mise en service	Coût de l'immobilisation	Amortissement cumulé	VNC	Classe d'immobilisation
IMMO000001153	MAT. INFO. ET COM.	Système vidéo surveillance	2	30/11/2018	160728,06	160728,06	0	Concession avec Retour
201700021_EA	MOB. D'EXPLOITATION	CELLULE REFROIDISSANTE FRIGINOMODERN RESTAURATION GEST	24	01/12/2016	5155	5155	0	Concession avec Retour
200800192_EA	MOB. D'EXPLOITATION	MOBILIERS TERRASSE EXT RESTAU JARDILAND	60	25/04/2008	2291,09	2291,09	0	Concession avec Retour
	Total				**24 540 777,38**	**24 540 777,38**	**0**	

BORDEAUX MÉTROPOLE

BORDEAUX

DIRECTION DES BATIMENTS

Service des Constructions et de l'Amélioration du Patrimoine

Concédant	**VILLE DE BORDEAUX** Monsieur le président de Bordeaux-Métropole
Concessionnaire	**SATB-CASINO DE BORDEAUX LAC** **Représenté par Monsieur Karcher, Directeur Responsable du casino sis rue Cardinal Richaud à Bordeaux.**

PROCES VERBAL D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX CONFORMEMENT A L'ARTICLE 55 DU TRAITE DE CONCESSION PORTANT SUR LA CONSTRUCTION, LE FINANCEMENT ET L'EXPLOITATION DU CASINO DE BORDEAUX LAC

Objet du procès-verbal : Constat d'achèvement des travaux déclarés nécessaires par le délégant dans le cadre de la fin du traité de concession au 31 janvier 2019.
Conformément à l'audit du cabinet Verdi du mois d'avril 2017 portant sur l'état du casino et de la salle de spectacles, les parties se sont rencontrées afin d'établir la liste des prestations à exécuter par le concessionnaire avant le terme du contrat.
Ces travaux sont détaillés dans l'annexe ci-jointe qui comporte 17 pages (dont l'une indiquant le montant total des travaux exécutés et à la charge du concessionnaire pour la somme de 130 272 € HT).

Décision

A la suite des contrôles effectués sur place par la direction des bâtiments de Bordeaux Métropole

Le concédant décide :

(1) Que les travaux ont été exécutés dans les délais et conformément à la liste ci-jointe

(2) ~~Que les travaux ont été exécutés à l'exception des travaux indiqués ci-dessous, réserves qui devront être levées avant le .....~~,

(Rayer la mention inutile)

Fait et accepté à Bordeaux, le 24/01/2019

S.A.T.B. CASINO DE BORDEAUX
S.A. au Capital de 6 750 000 €
Rue du Cardinal RICHAUD
33300 BORDEAUX LE LAC
RCS Bordeaux B 418 083 754

Pour la SATB
Marc Karcher

1345

Alain Fleureau

Pour la Direction des Bâtiments,
Chef du Centre
administration générale et
action sociale
Alain Fleureau

BORDEAUX MÉTROPOLE

BORDEAUX

~~Ces réserves sont en conséquence à lever pour le :~~ .....

Fait et accepté à 24/01/2013 à Bordeaux

Pour la SATB
Marc Karcher

(signature +cachet)

S.A.T.B. CASINO DE BORDEAUX
S.A. au Capital de 6 750 000 €
Rue du Cardinal RICHAUD
33300 BORDEAUX LE LAC
RCS Bordeaux B 418 083 754

Pour la Direction des Bâtiments
Alain Fleureau

Alain Fleureau

Chef du Centre
administration générale et
action sociale

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

PROCES VERBAL DE MISE A DISPOSITION DE BIENS

DE LA COMMUNE DE BORDEAUX

A LA SOCIETE TOURISTIQUE D'ANIMATION DE BORDEAUX LAC (STABL)

Entre :

La Ville de Bordeaux,
Représentée par son Maire Monsieur Nicolas Florian, habilité aux fins des présentes par délibération n° …….. du Conseil municipal en date du ……, reçue en Préfecture de Gironde le ……..
Ci-après dénommée « le Délégant »
d'une part,

et

La Société Touristique d'Animation de Bordeaux Lac (STABL)
Société par Actions simplifiée au capital de 6 000 000 €, dont le siège est Rue du Cardinal Richaud 33 300 Bordeaux, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° 841 461 650,
Représentée par son Président, Directeur Responsable, Monsieur Arnaud Loret.
Ci-après dénommée « le Délégataire »

d'autre part

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour rappel, le Délégant est propriétaire sur le site du Lac, rue du cardinal Richaud à Bordeaux d'un ensemble immobilier à usage de casino comportant des espaces de jeux, des espaces de restauration ainsi qu'une salle de spectacle.

Le casino constitue une activité de service public contribuant largement au rayonnement touristique de la ville de Bordeaux en associant aux jeux, une restauration de qualité et une importante animation culturelle et artistique. Il constitue, par ailleurs, une source de recettes importantes pour la ville.

Par traité de concession du 26 septembre 2018, a été confiée l'exploitation du Casino sous forme de délégation de service public à la Société Touristique d'Animation de Bordeaux de Lac (STABL), filiale du groupe Lucien Barrière SAS, pour une durée de 14 ans et 9 mois (fin le 31 octobre 2033).

L'autorisation de jeu en vigueur a été délivrée le 19 décembre 2018 pour une durée de 5 ans expirant le 31 janvier 2024.

Le début d'exécution de ce nouveau contrat implique la signature d'un procès-verbal de mise à disposition des biens entre le délégant et le délégataire.
En annexe de ce document, vous trouverez le fichier de contrôle des biens du casino au 31 janvier 2019 distinguant :

- les biens de retour ayant été transférés à la Ville au 31 janvier 2019 puis remis au nouveau concessionnaire au 1er février 2019,
- les biens de reprise correspondant aux biens qui transitent par la collectivité puis transférés au nouveau concessionnaire au 1er février (moyennant une valeur nette comptable de 152 690.39 €).

VU la délibération, n° 2017-368 du 9 octobre 2017, adoptée par le Conseil de la Ville de Bordeaux, qui approuve le principe d'une concession de service portant délégation de service public pour l'exploitation du casino de Bordeaux ;

VU la délibération, n°2018/311 du 17 septembre 2018, adoptée par le Conseil de la Ville de Bordeaux, qui prévoit le renouvellement de contrat de concession et du choix du nouveau délégataire ;

VU le contrat de concession de service portant délégation du service public passé le 20 septembre 2018 par la Ville de Bordeaux avec la Société touristique d'animation de Bordeaux Lac (STABL), pour l'exploitation du casino de la ville de bordeaux à compter du 1er février 2019 ;

Considérant, dès lors, que la Ville de Bordeaux doit mettre à disposition du nouveau concessionnaire, les biens nécessaires à la gestion du casino ;

La STABL déclare recevoir, de la commune de Bordeaux, les biens objets de la fiche d'inventaire technique et comptable annexée au présent procès verbal, à compter du 1er février 2019.

Cette remise est acceptée sans observations

A Bordeaux, le

Pour la Ville de Bordeaux, Pour la STABL

AVENANT N° 1
AU TRAITE DE CONCESSION CONCLU LE 26 SEPTEMBRE 2018
ENTRE LA VILLE DE BORDEAUX
ET STABL FILIALE DU GROUPE LUCIEN BARRIERE SAS

Entre :

La Ville de Bordeaux,
Représentée par son Maire Monsieur Nicolas Florian, habilité aux fins des présentes par délibération n° …….. du Conseil municipal en date du ……, reçue en Préfecture de Gironde le ……..
Ci-après dénommée « le Délégant »

d'une part,

et

La Société Touristique d'Animation de Bordeaux Lac (STABL)
Société par Actions simplifiée au capital de 6 000 000 €, dont le siège est Rue du Cardinal Richaud 33 300 Bordeaux, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° 841 461 650,
Représentée par son Président, Directeur Responsable, Monsieur Arnaud Loret.
Ci-après dénommée « le Délégataire »

d'autre part

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Pour rappel, le Délégant est propriétaire sur le site du Lac, rue du cardinal Richaud à Bordeaux d'un ensemble immobilier à usage de casino comportant des espaces de jeux, des espaces de restauration ainsi qu'une salle de spectacle.

Le casino constitue une activité de service public contribuant largement au rayonnement touristique de la ville de Bordeaux en associant aux jeux, une restauration de qualité et une importante animation culturelle et artistique. Il constitue, par ailleurs, une source de recettes importantes pour la ville.

Par traité de concession du 26 septembre 2018, a été confiée l'exploitation du Casino sous forme de délégation de service public à la Société Touristique d'Animation de Bordeaux de Lac (STABL), filiale du groupe Lucien Barrière SAS, pour une durée de 14 ans et 9 mois (fin le 31 octobre 2033).

L'autorisation de jeu en vigueur a été délivrée le 19 décembre 2018 pour une durée de 5 ans expirant le 31 janvier 2024.

Le début d'exécution de ce nouveau contrat au 1er février 2019 implique la réalisation d'un certain nombre d'aménagements contractuels n'ayant pu être intégrés au contrat initial.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet :

Le présent avenant entend tirer les conséquences du début d'exécution du contrat de concession en date du 26 septembre 2018 relatif à l'exploitation, la gestion et l'entretien du casino de la ville de Bordeaux en procédant aux différents aménagements contractuels qu'il implique.

Article 2 : Inventaire :

Tel que le stipule le contrat en son article 19, *« Un inventaire définitif des biens devra être arrêté au 31 janvier 2019 et sera annexé au contrat par voie d'avenant dans un délai de trois mois suivant la date de début d'exploitation du service* ».

En conséquence de quoi, l'inventaire définitif des biens figurant en annexe 1 du présent avenant, constitue la nouvelle annexe 3.1 du contrat de concession.

Cet inventaire définitif opère une répartition par nature des biens (biens propres/biens de retour et biens de reprise) reprenant les valeurs brutes/amortissements et valeur nette comptable.

Article 3 : Société dédiée :

Une des exigences minimales du contrat demandée par la ville, était la création d'une société dédiée comportant un bilan d'ouverture vierge ou apuré de tout engagement financier antérieur au contrat. Tel que stipulé dans l'article 6.1 du contrat, une société dédiée a donc été créée, portant le nom de Société Touristique d'Animation de Bordeaux Lac (STABL), et d'un capital de 10 000 euros, devant être porté à 2 millions d'euros à la date du début d'exploitation du service.

Par procès-verbal en date du 22 janvier 2019 (annexe 2 au présent avenant) l'associé unique de la STABL a toutefois décidé de porter ce capital social à 6 millions d'euros et de modifier en conséquence les statuts de la société.

Il est ainsi créé une annexe 4.1 bis au contrat constituée de ce procès-verbal et intitulée *« 4.1 bis Capital social de la STABL ».*

Par ailleurs, le 7e paragraphe de l'article 6.1 du contrat de concession est modifié comme suit :

« La totalité du capital de la société dédiée sera libérée dès sa création (10 000 euros). A la suite d'une augmentation de capital décidée le 22 janvier 2019 par l'associé unique, ce capital a été porté à 6 millions d'euros »

Article 4 : Garantie de porte-fort :

Comme stipulé à l'article 6.3, « *La Société Groupe Lucien Barrière s'engage à assurer une surveillance et un contrôle étroit sur la gestion et le déroulement des plans financiers du délégataire, afin de lui permettre de respecter l'ensemble des engagements souscrits.* »

La société Groupe Lucien Barrière a repris cet engagement dans un courrier en date du 18 janvier 2019 valant garantie de porte-fort (annexe 3 au présent avenant).

En conséquence de quoi, ledit engagement constitue la nouvelle annexe 4.3 du contrat en substitution du modèle initialement produit.

Article 5 : Garantie à première demande émise par le Groupe Lucien Barrière :

Le contrat stipule également à l'article 6.3 que la société s'engage « *en qualité de garant, à verser à la Ville de Bordeaux, à première demande (…) toutes les sommes qu'elle pourrait réclamer en considération de la bonne exécution des prestations d'exploitation (…) et des opérations de fin de convention incombant à la société délégataire, et ce, à concurrence d'une somme forfaitaire maximum de cinq cent mille euros.* »

Par courrier en date du 18 janvier 2019, la société Groupe Lucien Barrière a émis la garantie contractuellement prévue (annexe 4 au présent avenant).

En conséquence de quoi, ledit courrier constitue la nouvelle annexe 4.2 du contrat en substitution du modèle initialement produit.

Article 6 : Garantie bancaire à première demande relative à l'exécution et à la fin de contrat :

L'article 42.1 du contrat de concession prévoit l'émission d'une garantie bancaire à première demande relative à l'exécution du contrat et à la fin de contrat d'un montant de 1,5 millions d'euros.

Par acte du 1er février 2019, l'établissement bancaire choisi par la STABL a émis la garantie contractuellement prévue (annexe 5 au présent avenant).

En conséquence de quoi, ledit courrier constitue la nouvelle annexe 4.4 du contrat en substitution du modèle initialement produit.

Article 7 : Règlement de service :

L'article 24.2 du contrat stipule que *« le casino fait l'objet d'un règlement de service définissant les rapports entre le service et les usagers, lequel est porté à la connaissance de ces derniers (…), et que le règlement fixant les conditions de sécurité et d'évacuation est soumis aux mêmes dispositions d'approbation et d'affichage que le règlement de service ».*

Par courrier en date du 18 janvier 2019, le délégataire a mis à jour du règlement intérieur du casino (annexe 6 au présent avenant).

En conséquence de quoi, ledit courrier constitue la nouvelle annexe 8 du contrat en substitution du règlement intérieur existant.

Article 8 : Portée du présent avenant :

Toutes les autres clauses du contrat de concession non modifiées par le présent avenant sont inchangées et demeurent en vigueur.

Article 9 : Prise d'effet :

Le présent avenant prendra effet à compter de sa notification par le Délégant au Délégataire, après transmission au contrôle de légalité.

Article 10 : Clause attributive de juridiction :

Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présentes seront soumis, en tant que de besoin, aux juridictions compétentes siégeant à Bordeaux.

Article 10 : Election de domicile :

Pour l'exécution des présentes, il est fait élection de domicile, à savoir :

- Pour la Ville de Bordeaux, en l'Hôtel de Ville,
- Pour la société STABL, en son siège rue Cardinal Richaud 33300 Bordeaux.

Article 11: Annexes

- Annexe 1 : inventaire définitif des biens
- Annexe 2 : PV des décisions de l'associé unique de la STABL en date du 22 janvier 2019
- Annexe 3 : garantie de porte-fort apportée par le Groupe Lucien Barrière
- Annexe 4 : garantie à première demande émise par le Groupe Lucien Barrière
- Annexe 5 : garantie bancaire à première demande
- Annexe 6 : règlement de service mis à jour

Fait à Bordeaux
Le
En 3 exemplaires originaux

Pour la Ville de Bordeaux
Le Maire

Nicolas Florian

Pour la Société STABL
Le Président, Directeur Responsable

Arnaud Loret

DELEGATION DE Madame Emmanuelle CUNY

D-2019/491
Attribution d'aides en faveur de l'Enfance. Avenant aux conventions 2019. Adoption. Autorisation. Signature

Madame Emmanuelle CUNY, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération en date du 17 décembre 2018 n° D-2018/567, vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer des conventions annuelles de partenariat avec les associations qui agissent en faveur de l'Enfance au titre du budget 2019.

Par délibération en date du 3 juin 2019 n° D-2019/238 vous avez autorisé Monsieur le Maire à signer d'autres conventions annuelles avec les associations qui agissent en faveur de l'Enfance et/ou des avenants à ces mêmes conventions de partenariat au titre du réajustement de l'exercice en cours.

Ces conventions définissaient nos objectifs pour 2019 et les aides financières qui y étaient associées, et ce, à titre prévisionnel.

Lors de cette même délibération en date du 3 juin 2019 n° D-2019/238 vous avez autorisé Monsieur le Maire à réserver des crédits provenant des désaffectations de subventions 2018 non consommées, pour permettre des réajustements de budgets d'activités ainsi que des renforcements de capacités d'accueil des centres de loisirs et des accueils périscolaires, principalement en lien avec la rentrée scolaire.

Nous vous proposons aujourd'hui le redéploiement des crédits de cette réserve pour un montant total de **103 340 euros**, répartis de la manière suivante :

1. **Réajustements 2019 suite à des charges non prévues au budget prévisionnel**

Depuis l'élaboration de ses budgets prévisionnels à l'été 2018, l'association O'ptimômes Loisirs doit engager des charges de personnels supplémentaires, non prévues mais néanmoins règlementaires et incompressibles. En effet, le passage de certains seuils d'effectifs salariés et la transformation de l'ensemble des contrats aidés en CDI constituent les raisons de ces réajustements :

Vous trouverez ci-après les ajustements de cette association par action :

Association	**Activité**	**Montant** (en euros)
O'ptimômes Loisirs	Centre d'accueil de loisirs	15 000
O'ptimômes Loisirs	Accueil Périscolaire	5 000
Total		**20 000**

2. Réajustements de capacités des accueils éducatifs

Par ailleurs, d'autres ajustements de capacité en accueils éducatifs et de loisirs sont nécessaires en raison de nouveaux besoins ayant émergé en 2019 et particulièrement depuis la rentrée scolaire en septembre et non prévus au budget primitif 2019.

L'ensemble de ces réajustements par association et par action d'un montant total de **83 340 euros** se répartit ainsi :

Associations	**Action**	**Réajustement 2019** (en euros)
Amicale Laïque David Johnston	Centre d'accueil et de Loisirs	4 042
APEEF	Centre d'accueil et de Loisirs	21 500
Centre Social Bordeaux Nord	Centre d'accueil et de Loisirs	2 535
Chantecler	Centre d'accueil et de Loisirs	5 310
COQS ROUGES	Centre d'accueil et de Loisirs	2 000
Foyer Fratenel	Centre d'accueil et de Loisirs	10 299
Le Tauzin	Centre d'accueil et de Loisirs	8 947
Optimômes Loisirs	Centre d'accueil et de Loisirs	11 238
UNION SAINT JEAN	Centre d'accueil et de Loisirs	11 529
Sous total	**Centre d'accueil et de Loisirs**	**77 400**
Le Tauzin	Accueils Périscolaires	440
Sous total	**Accueils Périscolaires**	**440**
AS Charles Martin	Pôles Spécifiques	1 500
Anim'Achard	Pôles Spécifiques	1 000
Bordeaux Ecole Numérique	Pôles Spécifiques	1 500
Amicale Laïque Bacalan	Pôles Spécifiques	1 500
Sous total	**Pôles Spécifiques**	**5 500**
Total général		**83 340**

Vous trouverez en annexe l'ensemble de ces mouvements d'effectifs par action, association et par site.

Pour information, le tableau des estimations des aides en nature qui pourraient être accordées au titre de l'année 2019 sur la base des montants arrêtés lors du Compte Administratif 2017 est joint à cette délibération.

C'est pourquoi, si vous en êtes d'accord, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Décider des nouvelles répartitions budgétaires sur les budgets Enfance.
- Signer, si cela est nécessaire, les avenants modificatifs à la convention annuelle de partenariat avec les associations bénéficiaires.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Merci. Madame CUNY.

MME CUNY

Oui, tout est dans la délibération. Monsieur JAY, apparemment.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Madame CUNY et Chers Collègues, Madame CUNY, merci pour le travail que vous accomplissez. Contrairement à d'autres élus d'opposition qui refusent le secteur privé en général, et dans les crèches bordelaises en particulier, nous vous soutenons dans vos actions. Ce qui compte pour nous avant tout, c'est bien sûr le bien-être de nos enfants et que la Ville permette aux parents qui travaillent de trouver un lieu pour confier leurs petits. C'est aussi un excellent moyen de faire venir ou de faciliter la vie des familles en centre-ville. En tant que papa, je suis heureux d'avoir trouvé une place en crèche à Bordeaux pour Émile. Le coût est un peu élevé, mais le service est très bon. C'est une crèche privée.

M. le MAIRE

Merci. On passe au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Personne. Qui vote contre ? Personne. Adoptée à l'unanimité.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Monsieur Marik FETOUH. Délibération 494 : « Quinzaine de l'égalité. Soutien. Appel à projets ».

Annexe : réajustements de capacités 2019

Centres d'Accueil et de Loisirs 3/5 ans				
Associations	**Sites**	**Période**	**Réajustement des capacités en places d'accueil**	**Commentaires**
APEEF	Nuyens	Juillet	16	
APEEF	BENAUGE / ABADIE	Juillet	8	
APEEF	Pressensé	Juillet	8	
APEEF	Nuyens	Toussaint	16	
APEEF	Abadie	Mercredi	8	
APEEF	Abadie	Mercredi	8	
APEEF	Benauge	Mercredi	1	Accueil spécifique
APEEF	Benauge	Noël	1	Accueil spécifique
Centre Social Bordeaux Nord	Joséphine	Mercredi	8	
Chantecler	Mongolfier	Mercredi	8	
COQS ROUGES	Solférino	Mercredi	8	
Foyer Fraternel	Foyer Fraternel	Mercredi	8	
Le Tauzin	La Béchade	Août	1	Accueil spécifique
Le Tauzin	Bechade	Mercredi	16	
Le Tauzin	Bechade	Mercredi	1	
Le Tauzin	Bechade	Toussaint	1	Accueil spécifique
Le Tauzin	Bechade	Noël	1	Accueil spécifique
Optimômes Loisirs	Jean Cocteau	Mercredi	8	
Optimômes Loisirs	Assomption	Mercredi	8	
UNION SAINT JEAN	Barbey	Juillet	16	
UNION SAINT JEAN	Barbey	Toussaint	8	
UNION SAINT JEAN	Paul Antin	Toussaint	8	
Total			**166**	

Centres d'Accueil et de Loisirs 6/11 ans				
Associations	**Sites**	**Période**	**Réajustement des capacités en places d'accueil**	**Commentaires**
Amicale Laïque David Johnston	Barraud	Mercredi	24	
Chantecler	CONDORCET	Mercredi	8	
Optimômes Loisirs	Jules Ferry	Mercredi	12	
Optimômes Loisirs	Grand Lebrun	Mercredi	12	
Total			**56**	

Accueils Périscolaires 3/5 ans				
Associations	**Sites**	**Période**	**Réajustement des capacités en places d'accueil**	**Commentaires**
Le tauzin	béchade	Soir	1	Accueil spécifique
Le tauzin	béchade	Soir	14	
Total			**15**	

ANNEXE 1 : Valorisation des aides en nature

ASSOCIATIONS	ESTIMATION DES AIDES EN NATURE 2019 SUR LA BASE DES MONTANTS 2017
O'PTIMOME LOISIRS	809,00 €
AMICALE LAIQUE BACALAN	4 683,30 €
ASSOCIATION PETITE ENFANCE ENFANCE ET FAMILLE - APEEF	107 199,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	47 758,06 €
SPORTING CHANTECLER BORDEAUX NORD LE LAC	281 638,67 €
LES COQS ROUGES	70 911,80 €
FOYER FRATERNEL	632,82 €
LE TAUZIN	180 571,88 €
UNION SAINT JEAN - MAISON DE QUARTIER	68 613,08 €
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	2 175,00 €

D-2019/492
Écoles élémentaires - séjours scolaires - liste des classes pour les séjours Hiver/Printemps 2020

Madame Emmanuelle CUNY, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La ville de Bordeaux met en œuvre de nouveaux séjours à l'intention des élèves des écoles élémentaires de Bordeaux pour le premier semestre 2020.

Chaque séjour « clef en main » se déroulera dans des centres d'accueils agréés, qui recevront 2 classes simultanément. Ces centres ont été choisis dans le cadre d'appels d'offres, conformément au code des marchés publics. Chaque séjour comprend les transports en autobus, l'hébergement, les repas, les pratiques thématiques (sport, art, culture, environnement ...), les sorties et/ou visites prévues ainsi que l'organisation de veillées.

La construction de ces séjours avec nuitées (2, 4) a fait l'objet d'une collaboration étroite entre les services de la direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) et les services de la ville de Bordeaux. ϴ ce titre, ils s'inscrivent dans le cadre de la convention éducative signée entre ces deux partenaires autour des trois domaines suivants : le patrimoine et la culture, l'environnement, l'éducation physique et sportive. L'ensemble des séjours portent sur un thème principal (environ deux tiers des activités) et une ou des thématiques secondaires (environ un tiers des activités).

Pour l'année 2020, la ville de Bordeaux, propose :

1 - Des séjours « Patrimoine et Culture », qui s'organisent autour des thèmes principaux suivants :

Pour 2 nuitées :

- La Préhistoire.
- Le Moyen âge.
- Le Patrimoine et culture locale : pratiques artistiques, culturelles et scientifiques.

Pour 4 nuitées :

- Le Patrimoine et culture locale : pratiques artistiques, culturelles et scientifiques.

2 - Des séjours « Environnement », qui s'organisent autour des thèmes principaux suivants :

Pour 2 nuitées :
- La découverte du milieu marin

Pour 4 nuitées :
- La découverte du milieu montagnard.

3 – Des séjours « Education physique et sportive » qui s'organisent autour des thèmes principaux suivants :

Pour 4 nuitées :

« Hiver » :
- Le ski. Thématique secondaire abordée : découverte de l'environnement.

- La randonnée en raquettes. Thématique secondaire abordée : découverte de l'environnement

« Printemps » :

- Le surf. Thématiques secondaires abordées : la découverte du milieu et/ou du patrimoine et de la culture locale.

- La voile et/ou char à voiles. Thématiques secondaires abordées : la découverte du milieu et/ou du patrimoine et de la culture locale.

- Canoë Kayak et/ou aviron : Thématiques secondaires abordées : la découverte du milieu et/ou du patrimoine et de la culture locale.

L'organisation pratique de ces séjours a été finalisée pour l'hiver et le sera pour le printemps lors de deux rencontres entre les centres retenus, les enseignants concernés et la Mairie de Bordeaux. Cette rencontre permettra d'adapter le contenu des séjours proposés par les centres au projet pédagogique des enseignants des classes retenues.

I – Sélection des classes retenues :

Afin de sélectionner les classes partant en séjour Hiver et Printemps, deux commissions mixtes Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Gironde – ville de Bordeaux se sont déroulées le mercredi 26 juin 2019 afin de sélectionner les classes partant en séjours Hiver et le vendredi 13 septembre 2019 pour les classes partant en séjours printemps.
Dans la perspective d'accueillir l'épreuve de Surf à Lacanau pour les JO 2024, La Ville a souhaité inscrire les élèves de Bordeaux dans cette démarche olympique. En conséquence, la Ville de Bordeaux ajoute un séjour SURF supplémentaire qui bénéficiera à deux classes de CM1/CM2.

Ainsi, 85 classes bénéficieront de séjours scolaires en 2020 dont 9 classes dédoublées.
(Pour rappel : 75 classes en 2019, 72 classes en 2018, 66 en 2017).

Les critères de sélections des classes reposent en priorité sur :

- Les cohortes d'élèves n'ayant pas bénéficié de ce type de séjours,
- Les élèves de CE2, CM1 et CM2 pour les séjours de 4 nuitées,
- Les élèves du CP au CM2 (CP non prioritaires) pour les séjours de 2 nuitées,
- Les écoles situées en Réseau d'Education Prioritaire,
- La représentativité des écoles par quartier.

Vous trouverez en annexe la liste des écoles et classes retenues pour chaque type de séjours.

II – Tarifs :

La ville de Bordeaux prend en charge l'ensemble des frais de ces séjours et demande aux familles une participation selon leur quotient familial.

Je vous propose :

- d'asseoir la participation financière des familles sur les tranches correspondant aux tarifs de la restauration scolaire, de façon à simplifier les procédures de calcul pour les parents d'élèves, selon le tableau ci-dessous :

Quotient familial	Tarif 2019 par nuitée (rappel)	Tarif 2020 par nuitée

de 0 à 145 €	5,80 €	5,80 €
de 146 à 185 €	8,60 €	8,60 €
de 186 à 255 €	12,10 €	12,10 €
de 256 à 345 €	16,90 €	16,90 €
de 346 à 580 €	21,90 €	21,90 €
de 581 à 900 €	28,50€	28,50€
de 901 à 1200 €	32,70 €	32,70 €
de 1201 à 1500 €	37,60 €	37,60 €
de 1501 à 1800 €	38,70 €	38,70 €
de 1801 à 2000 €	39,90 €	39,90 €
> à 2001 €	41,30 €	41,30 €

Les dépenses seront imputées au budget 2020 fonction 213 compte 6188 et 6247. Les recettes seront imputées au budget 2020 fonction 255 compte 7067.

ADOPTE A L'UNANIMITE

PATRIMOINE ET CULTURE

NOM DE L'ECOLE	CLASSES	Nombre de nuitées	THEME PRINCIPAL
PAUL BERT	CE2/CM1	2	Préhistoire
ALPHONSE DUPEUX	CM1	2	Préhistoire
NUYENS	CM1	2	Préhistoire
NUYENS	CM1	2	Préhistoire
CHARLES MARTIN	CE2	2	Moyen âge
CHARLES MARTIN	CE2-CM1	2	Moyen âge
MONTGOLFIER	CM1	2	Moyen âge
MONTGOLFIER	CM1	2	Moyen âge
CHARLES MARTIN	CE1	2	Artistique et culturelle
Anne SYLVESTRE (LABARDE)	CE1	2	Artistique et culturelle
PAUL LAPIE	CE1	2	Artistique et culturelle
CHARLES MARTIN	CE1	2	Artistique et culturelle
CHARLES MARTIN	CE1	2	Artistique et culturelle
Anne SYLVESTRE (LABARDE)	CE1	2	Artistique et culturelle
Anne SYLVESTRE (LABARDE)	CE1	2	Artistique et culturelle
ANATOLE France	CP/CE1	2	Artistique et culturelle
ANATOLE France	CE1/CE2	2	Artistique et culturelle
BENAUGE	CE1	2	Artistique et culturelle
BENAUGE	CE1	2	Artistique et culturelle
BENAUGE	CE1	2	Artistique et culturelle
THIERS	CE2/CM1	2	Artistique et culturelle
THIERS	CE2	2	Artistique et culturelle
PINS FRANCS	CE1/CE2	2	Artistique et culturelle
PINS FRANCS	CE1/CE2	2	Artistique et culturelle
JACQUES PREVERT	CM2	4	Artistique et culturelle
JACQUES PREVERT	CM1/CM2	4	Artistique et culturelle
FRANCIN	CM1/CM2	4	Artistique et culturelle
FRANCIN	CM2	4	Artistique et culturelle

ENVIRONNEMENT

NOM DE L'ECOLE	CLASSES	Nombre de nuitées	THEME PRINCIPAL
SOUSA MENDES	CE2/CM1	4	Découverte du milieu montagnard
ALFRED DANEY	CE2/CM1	4	Découverte du milieu montagnard
ALFRED DANEY	CE2/CM1	4	Découverte du milieu montagnard
MENUTS PHILIPPE	CM1-CM2	4	Découverte du milieu montagnard
MENUTS PHILIPPE	CM1-CM2	4	Découverte du milieu montagnard
ACHARD	CP	2	Découverte du milieu marin
THIERS	CE1	2	Découverte du milieu marin
THIERS	CE1	2	Découverte du milieu marin
THIERS	CE1	2	Découverte du milieu marin
DUPATY	CE1	2	Découverte du milieu marin
DUPATY	CE1	2	Découverte du milieu marin
DUPATY	CE1	2	Découverte du milieu marin
DUPATY	CP CE1	2	Découverte du milieu marin
JEAN MONNET	CE2	2	Découverte du milieu marin

MONTAUD	CE2/CM1	2	Découverte du milieu marin
SOUSA MENDES	CE1	2	Découverte du milieu marin
LOUCHEUR	CP-CE1	2	Découverte du milieu marin
ALBERT SCHWEITZER	CE2	2	Découverte du milieu marin
STEHELIN	CE1	2	Découverte du milieu marin
FLORNOY	CM2	2	Découverte du milieu marin
STEHELIN	CM1/CM2	2	Découverte du milieu marin

EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

NOM DE L'ECOLE	CLASSES	Nombre de nuitées	THEME PRINCIPAL
ACHARD	cm2	4	La randonnée en raquettes
LAC II	CM2	4	La randonnée en raquettes
BENAUGE	CM1/CM2	4	La randonnée en raquettes
BENAUGE	CM1/CM2	4	La randonnée en raquettes
MONTGOLFIER	CM2	4	Ski
FERDINAND BUISSON	CM2	4	Ski
DUPATY	CM2	4	Ski
DUPATY	CM2	4	Ski
SOUSA MENDES	CM2	4	Ski
SOUSA MENDES	CM1/CM2	4	Ski
ACHARD	CM1/CM2	4	Ski
ALBERT THOMAS	CM1 CM2	4	Ski
CHARLES MARTIN	CM2	4	Ski
STEHELIN	CM2	4	Ski
THIERS	CM1/CM2	4	Ski
THIERS	CM1/CM2	4	Ski
CAZEMAJOR	CM2	4	Ski
CAZEMAJOR	CM1/CM2	4	Ski
DEYRIES	CM1/CM2	4	Ski
DEYRIES	CM2	4	Ski
ALPHONSE DUPEUX	CM1/CM2	4	Ski
ALPHONSE DUPEUX	CM2	4	Ski
NUYENS	CM2	4	Ski
NUYENS	CM2	4	Ski
CHARLES MARTIN	CM1	4	Surf
CHARLES MARTIN	CM1-CM2	4	Surf
CONDORCET	CM2	4	Surf
CONDORCET	CM2	4	Surf
JULES FERRY	CM2	4	Surf
JULES FERRY	CM2	4	Surf
HENRI IV	CM2	4	Voile et/ou char à voiles
HENRI IV	CM1/CM2	4	Voile et/ou char à voiles
MONTAUD	CM1/CM2	4	Voile et/ou char à voiles
BEL AIR	CM2	4	Voile et/ou char à voiles
JEAN COCTEAU	CM1	4	Canoë kayak et/ou aviron
JEAN COCTEAU	CM1/CM2	4	Canoë kayak et/ou aviron

D-2019/493
Dotation spéciale pour les logements des instituteurs. Reversement partiel à Bordeaux Métropole. Autorisation

Madame Emmanuelle CUNY, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La loi du 29 juillet 1889 modifiée par la loi du 30 avril 1921 met les communes dans l'obligation de fournir aux instituteurs, soit un logement en nature, soit à défaut, une indemnité représentative de logement.

Au titre de la dotation globale de fonctionnement, les communes perçoivent une compensation de l'Etat aux charges qu'elles supportent pour le logement des instituteurs. Ces charges comprennent, à la fois, le coût de l'entretien des logements de fonction et les dépenses d'indemnisation versées à titre obligatoire aux instituteurs qui ne peuvent recevoir un logement convenable.

Dans les Z.A.C., Bordeaux Métropole s'est substitué aux communes en tant que propriétaire et assure donc les charges pour l'entretien des logements d'enseignants.

Selon la circulaire du 26 juillet 1983, les groupements de communes à vocation scolaire reçoivent une compensation des charges qu'ils supportent pour le logement des instituteurs. Cette compensation doit être versée par la commune où se situe l'école.

Au titre de l'année 2018, l'état des sommes dues à Bordeaux Métropole pour les logements des instituteurs s'élève à 2 808,00 euros. En effet, un instituteur est logé par Bordeaux Métropole et le Préfet a fixé le montant de la dotation par instituteur à 2 808,00 euros.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à reverser une somme de 2 808,00 euros à Bordeaux Métropole, représentant la fraction de la dotation spéciale, correspondant au nombre d'instituteurs logés dans les écoles situées dans les Z.A.C. avec le crédit prévu à cet effet - CdR Dir. Education – Rubrique 213 – compte 62878.

ADOPTE A L'UNANIMITE

DELEGATION DE Monsieur Marik FETOUH

D-2019/494
Appel à projets. Quinzaine de l'égalité, la diversité et la citoyenneté 2019. Soutien aux initiatives associatives en faveur de la lutte contre les discriminations, de la promotion de l'égalité, de la laïcité, de la diversité culturelle et de la citoyenneté.Adoption. Autorisation.

Monsieur Marik FETOUH, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux soutient les associations qui engagent des initiatives en faveur de la laïcité, de l'égalité, de la lutte contre les discriminations, de la citoyenneté et de la diversité culturelle.

Cette volonté se traduit notamment par l'organisation de la « Quinzaine de l'égalité, de la diversité et de la citoyenneté », afin de valoriser les acteurs domiciliés ou pratiquant leurs activités sur le territoire bordelais. Cet évènement se déroulera cette année du 14 novembre au 3 décembre.

A ce titre, elle a décidé de soutenir l'association « Collectif du 10 mai » dans ses actions de promotion du vivre-ensemble. Cette association organisera le 15 novembre une table ronde avec des jeunes bordelais.es autour de la question de l'albinisme et des discriminations et violences qui y sont associées.

Le soutien accordé à ce projet est de 900,00 €.

Cette dépense est prévue au Budget de l'année 2019 Promotion Egalité Diversité Citoyenneté – Compte 6574 – Fonction 422.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- verser cette subvention à l'association « Collectif du 10 mai »
- signer les conventions de partenariat et les avenants si nécessaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Monsieur FETOUH.

M. FETOUH

Il s'agit d'une subvention de 900 euros pour l'organisation d'un débat autour de la question des albinos en Afrique qui sont persécutés parce qu'ils sont différents.

M. le MAIRE

OK. Qui avait demandé le dégroupement ? Monsieur JAY.

M. JAY

Nous sommes pour. Excusez-moi, je ne vais pas m'étendre. Je verserai au PV.

Contribution communiquée par Monsieur JAY :

« Nous soutenons l'association « Collectif du 10 mai » pour sa table ronde avec des jeunes bordelais autour de la question de l'albinisme et des discriminations et violences qui y sont associées et la subvention de 900€. Avons-nous une idée du nombre de personnes albinos à Bordeaux ? Nous votons pour la 494. »

M. le MAIRE

Merci. Personne n'est contre ? Qui est pour ? Tout le monde. Adoptée à l'unanimité.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 495 : « Soutien aux initiatives associatives dans la lutte contre la violence faite aux femmes ».

D-2019/495
Egalité et Citoyenneté. Soutien aux initiatives associatives dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Adoption. Autorisation.

Monsieur Marik FETOUH, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années, la Ville de Bordeaux s'est engagée dans la promotion de l'égalité et la lutte contre les discriminations à travers la mise en œuvre de manifestations et d'actions sur le territoire bordelais. Après le vote du plan transversal de prévention et de lutte contre les discriminations en 2017, le Conseil Municipal a adopté un plan de lutte contre les LGBT +phobies le 29 avril 2019 et un plan d'actions contre les violences faites aux femmes le 8 juillet 2019.

Afin de mettre en œuvre ces deux plans, la Mairie de Bordeaux a lancé le 10 juillet un appel à projets destiné aux acteurs associatifs pour un montant total de 100 000 euros. La première programmation de 60 000 euros a été votée lors du conseil municipal du 7 octobre 2019, et cette délibération concerne la seconde programmation d'un montant de 40 000 euros.

Les projets présentés ont pour vocation de lutter contre les violences faites aux femmes sur le territoire bordelais ; ils peuvent prendre différentes formes, et couvrir une ou plusieurs actions du plan d'actions contre les violences faites aux femmes (en annexe de cette délibération). Ces initiatives associatives s'inscrivent dans la durée.

Le jury, composé d'élus et d'agents de la Ville de Bordeaux a étudié chaque projet déclaré recevable à l'issue d'un premier tour de sélection. Les critères de sélection étaient les suivants :

- Le contenu du projet,
- sa faisabilité,
- son originalité,
- l'impact sur la lutte contre les violences faites aux femmes.

10 projets ont été reçus. Réuni le 25 septembre 2019, le jury a choisi de sélectionner pour recevoir une aide financière 7 projets. L'attribution des subventions est répartie comme suit :

Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant attribué
APAFED	Création d'une antenne sur la commune de Bordeaux destinée à l'accompagnement spécialisé des femmes victimes de violences conjugales hébergées par l'association	12 000 €
CACIS	Ateliers de bien-être et estime de soi à la Maison d'Ella pour la reconstruction des femmes victimes de violences, animés par une psychologue et une socio-esthéticienne	1 500 €
CIDFF	Permanences d'accès au droit pour les femmes victimes de violences	3 000 €
La Maison des Femmes	Permanences d'écoute individuelle et prise en charge des femmes victimes de violences	5 000 €
Les Fées Papillons	Ateliers de travail sur la confiance en soi et la reconstruction psychologique pour les femmes victimes de violences	1 500 €
Les Orchidées Rouges	Accueil, entretiens d'écoute et accompagnement dans les démarches de reconstruction pour les femmes victimes de mutilations sexuelles féminines et de mariage forcé ou précoce	3 000 €
Planning Familial de la Gironde	Entretiens individuels et groupes de parole pour les femmes victimes de violences sexuelles	4 000 €
	Total	30 000 €

Soit une ventilation des projets pour un budget total de 30 000 euros.

Les dépenses détaillées ici seront inscrites au budget de l'année 2019 Promotion Egalité Diversité Citoyenneté – Compte 6574 – Fonction 422.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- verser ces subventions à chaque association, comme indiqué dans le tableau ci-dessus,
- Signer les conventions de partenariat et les avenants, si nécessaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE



BORDEAUX Ma ville

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Plan d'actions / 8 juillet 2019

1372

bordeaux.fr

BORDEAUX

CONSTATS SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

En France en 2017, 219 000 femmes âgées de 18 à 75 ans ont été victimes de violences physiques et/ou sexuelles commises par leur conjoint ou ex-conjoint. Parmi elles, seules 19% déclarent avoir déposé une plainte. Sur l'année, ce sont 130 femmes qui sont décédées sous les coups de leur conjoint.

Les chiffres de 2015 du Ministère de l'Intérieur sur les morts violentes au sein du couple plaçaient l'Aquitaine en 5e position des régions et collectivités d'outre-mer connaissant le plus grand nombre de faits. Ces chiffres sont malheureusement largement sous-estimés, il existe un chiffre noir des violences faites aux femmes qui ne sont pas rapportées.

En Gironde, sur 530 femmes victimes de violences conjugales s'étant adressées à l'APAFED (Association Pour l'Accueil des Femmes En Difficulté) pour une demande d'hébergement en 2017, seule une centaine ont pu bénéficier d'une solution de mise à l'abri permettant l'éloignement du conjoint violent (118 femmes et 124 enfants hébergés sur l'année).

Pour pallier à ces difficultés, la Ville de Bordeaux a installé une commission sur les droits des femmes au sein de l'Observatoire bordelais de l'égalité, composée d'associations locales, d'universitaires et de services municipaux, et a financé une enquête sur les ruptures d'aide dans les parcours des femmes victimes de violences, portée par le CACIS et réalisée par ARESVI. Cette étude dresse un état des lieux de la prise en charge et des parcours individuels afin d'identifier les leviers et freins pour améliorer le repérage, l'accueil et l'accompagnement des victimes.
Elle fait ressortir que les femmes qui déclaraient subir ou avoir subi des violences conjugales (53% des répondantes) s'étaient adressées à des associations (28%), aux forces de l'ordre (30%), ou à des professionnel·les du corps médicosocial (5%), pointant ainsi la nécessité d'une meilleure coordination des acteurs et actrices.

De plus, certains types de victimes apparaissent invisibilisés et font peu appel aux institutions et associations locales : les étudiantes, comme les femmes cadres ou en situation de handicap. Les remontées des associations confirment également que les dispositifs et numéros d'écoute ne sont pas encore assez connus. Au niveau national, seules 5% des victimes de violences au sein du couple appellent un service téléphonique gratuit d'aide aux victimes.

À partir des résultats de cette enquête et des constats réalisés par les acteurs de terrain, la Commission Droits des Femmes de la mairie de Bordeaux a élaboré le plan d'actions ci-après.

Nous remercions tout particulièrement les associations membres de la commission : le CACIS, le CIDFF 33, la Maison des femmes de Bordeaux, Promofemmes, le Planning Familial 33, le Collectif Bordelais pour les droits des femmes, l'APAFED, Mana, Stop Harcèlement de rue, Ruelle, Bordeaux Prévention et le CPCT Aquitaine.

10 ACTIONS POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

OBJECTIF 1 / AMÉLIORER LA PROTECTION DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES

Action 1 Participer à la mise à l'abri des femmes victimes de violences conjugales
- par la mise à disposition d'une dizaine d'appartements aux structures d'hébergement et d'accompagnement des victimes.
- par un travail de facilitation auprès des bailleurs sociaux.

Action 2 Soutenir les réponses de proximité
- par le financement de la Maison d'Ella pour la prise en charge des conséquences psycho traumatiques sur les femmes victimes de violences.
- par le soutien de l'APAFED pour l'hébergement de femmes victimes de violences conjugales.
- par le financement d'ateliers d'autodéfense et de confiance en soi à destination de victimes de violences.
- par la recherche de solutions d'hébergement pérennes pour les associations comme le CIDFF (Centre d'Information pour les Droits des Femmes et des Familles).
- par l'appui au fonctionnement des structures intervenant sur ce champ.

Action 3 Mettre en place un réseau d'accès aux droits pour les victimes de discriminations et de violences discriminatoires en lien avec la Police Nationale, le Parquet, le Défenseur des Droits, la Maison de la Justice et du Droit, l'Ordre des Avocats, l'École Nationale de la Magistrature.

Action 4 Intégrer la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans la stratégie de sécurité et prévention de la délinquance de la Ville de Bordeaux pour en faire une des priorités du CLSPD qui réunit le Parquet, la Préfecture, la Direction départementale de la Sécurité Publique autour du Maire et de ses services.

Action 5 Mettre en place des assises métropolitaines sur les violences faites aux femmes en lien avec Bordeaux Métropole et la Délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité pour favoriser le dialogue et l'implication de l'ensemble des acteurs institutionnels (État, Région, Départements) et associatifs.

Action 6 Renforcer le repérage et la prise en charge des violences intrafamiliales par la formation des professionnel.les du champ sanitaire et social et par l'échange de pratiques entre institutions publiques, services sociaux et associations.

OBJECTIF 2 / SENSIBILISER ET INFORMER SUR LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Action 7 Mettre en place un site internet dédié avec un répertoire des ressources locales recensant les structures et dispositifs existants, les outils disponibles et contacts utiles pour améliorer l'orientation et l'accès à l'information des victimes, témoins et professionnel·les.

Action 8 Toucher les publics invisibilisés par des partenariats ciblés avec les associations d'étudiant.es, de personnes handicapées et de femmes cadres.

Action 9 Rendre visible les enjeux d'égalité et de lutte contre les violences de genre en renforçant l'appel à projets pour la Semaine des droits des femmes autour du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, et celui de la Quinzaine de l'égalité pour le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences à l'égard des femmes.

Action 10 Mettre en place des campagnes de sensibilisation afin de prévenir les stéréotypes et violences sexistes à l'image de celle proposée sur le harcèlement de rue.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Plan d'actions / 8 juillet 2019

BORDEAUX Ma ville

Photographie : Christian Sterk • **Conception :** Direction de la communication, mairie de Bordeaux • **2019**

D-2019/496
Egalité et Citoyenneté. Soutien aux initiatives associatives dans la lutte contre les violences faites aux personnes LGBT +. Adoption. Autorisation.

Monsieur Marik FETOUH, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Depuis plusieurs années, la Ville de Bordeaux s'est engagée dans la promotion de l'égalité et la lutte contre les discriminations à travers la mise en œuvre de manifestations et d'actions sur le territoire bordelais. Après le vote du plan transversal de prévention et de lutte contre les discriminations en 2017, le Conseil Municipal a adopté un plan de lutte contre les LGBT +phobies (agressions homophobes et transphobes) le 29 avril 2019 et un plan d'actions contre les violences faites aux femmes le 8 juillet 2019.

Afin de mettre en œuvre ces deux plans, la Mairie de Bordeaux a lancé le 10 juillet un appel à projets destiné aux acteurs associatifs pour un montant total de 100 000 euros. La première programmation de 60 000 euros a été votée lors du conseil municipal du 7 octobre 2019, et cette délibération concerne la seconde programmation d'un montant de 40 000 euros.

Les projets présentés ici ont pour vocation à lutter contre les violences faites aux personnes victimes d'homophobie et de transphobie sur le territoire bordelais ; ils peuvent prendre différentes formes, et couvrir une ou plusieurs actions du plan de lutte contre les LGBT +phobies (en annexe de cette délibération). Ces initiatives associatives s'inscrivent dans la durée.

Le jury, composé d'élus et d'agents de la Ville de Bordeaux a étudié chaque projet déclaré recevable à l'issue d'un premier tour de sélection. Les critères de sélection étaient les suivants :

- Le contenu du projet,
- sa faisabilité,
- son originalité,
- l'impact sur la lutte contre les violences faites aux LGBT+.

6 projets ont été reçus. Réuni le 25 septembre 2019, le jury a choisi de sélectionner pour recevoir une aide financière 3 projets. L'attribution des subventions est répartie comme suit :

Nom de l'association	Intitulé du projet	Montant attribué
Le Girofard	Consultations psychologiques et orientation pour les personnes LGBT + en situation de vulnérabilité ou victimes d'agressions	6 500 €
Le Girofard	Mémoire du mouvement LGBT + bordelais : travail de collecte et d'archivage pour la préfiguration d'un mémorial	1 500 €
FLAG !	Soutien aux actions de signalement des agressions homophobes et transphobes et travail en réseau avec les acteurs du territoire	2 000 €
	Total	10 000 €

Soit une ventilation des projets pour un budget total de 10 000 euros.

Les dépenses détaillées ici seront inscrites au budget de l'année 2019 Promotion Egalité Diversité Citoyenneté – Compte 6574 – Fonction 422.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- verser ces subventions à chaque association, comme indiqué dans le tableau ci-dessus,
- signer les conventions de partenariat et les avenants, si nécessaire.

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Marik FETOUH.

M. FETOUH

Je propose de grouper les 495 et 496, car ce sont des délibérations qui sont liées. Il s'agit de la suite de l'appel à projets contre les violences faites aux femmes, et la LGBT-phobie. Donc, c'est les 40 000 euros de programmation qui arrivent en complément des 60 000 euros qui ont déjà été votés au précédent Conseil. Donc, l'enveloppe de 100 000 euros qui avait été annoncée est aujourd'hui affectée.

M. le MAIRE

Bien. Je me félicite que l'on ait pu réunir toutes ces énergies, notamment en juillet pour signer cette convention avec différents acteurs, la Justice, les Avocats, les associations autour de cette lutte contre les violences faites aux femmes, et on sait qu'il y a toujours une actualité malheureusement autour de cela.

Allez, qui avait demandé la parole là-dessus ? Oui, Monsieur JAY.

M. JAY

Très vite, nous soutenons ces actions en faveur des femmes victimes de violence. D'ailleurs, l'actualité nous confronte, chaque semaine, à des féminicides et Bordeaux n'est pas épargnée. Donc, je vais vous épargner l'argumentation, bien sûr. Ce que je voudrais poser comme question à Monsieur FETOUH, et à tout ce Conseil, c'est : « Qu'est-ce que nous faisons pour les femmes qui sont contraintes de porter le voile ? Est-ce que l'on s'occupe de les soutenir ? Est-ce que l'on fait quelque chose pour elles ? »

M. le MAIRE

On s'occupe de toutes les femmes. Madame JAMET.

MME JAMET

Je vais verser ma contribution au PV.

Contribution communiquée par Madame JAMET :

« Le collectif Collage féminicides, à Bordeaux et ailleurs, collent des affiches « Elle le quitte, il la tue, « on ne tue jamais par amour », « papa a tué maman ». Le collectif #NousToutes compte le nombre de féminicide. Des citoyens alertent les pouvoirs publics sur le meurtre de femmes par leur conjoint ou ex conjoint. Le 21 octobre dernier, une bordelaise d'une trentaine d'années, mère de quatre enfants, était tuée par son mari avec qui elle était en instance de divorce. Elle a été tuée chez elle, rue du Docteur-Schweitzer dans le quartier du Grand parc, à Bordeaux. Elle avait déjà subi et dénoncé des violences conjugales en avril dernier, suite à sa demande de divorce : des crachats, des injures et des coups. Il était convoqué pour ces faits devant le tribunal correctionnel de Bordeaux le 17 janvier prochain. Ce sera finalement pour assassinat qu'une information judiciaire sera ouverte à son encontre. Cette femme est la 124ème femme victime de féminicide en 2019. Il y a en a eu 12 de plus depuis. Le compteur tourne et gouvernement ne réagit pas suffisamment face à ces drames. La ville a l'obligation morale d'agir pour éviter des drames. Ces actions sont nécessaires et elles devraient être encore plus nombreuses.

Je vous remercie »

M. le MAIRE

Très bien. Monsieur FETOUH.

M. FETOUH

Moi, personnellement, ma porte est ouverte, et toute personne qui demande un rendez-vous l'obtient rapidement. À ce jour, aucune femme qui porte le voile sous la contrainte n'est venue me voir. Donc, je ne vois pas de quel problème vous me parlez concrètement, aujourd'hui à Bordeaux, mais néanmoins, on pourra y répondre et donner une réponse.

M. le MAIRE

Il y a des associations qui doivent être sollicitées.

Allez, on passe au vote. Qui est pour ? Tout le monde. Qui s'abstient ? Personne. Qui est contre ? Personne. Adoptée à l'unanimité.

Point suivant.

Je précise bien pour le secrétariat, les deux délibérations, la 495 et la 496.

Allez, point suivant.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Arielle PIAZZA. Délibération 502 : « Convention annuelle entre la Ville et les associations agissant en faveur de l'enfance et de la jeunesse. »


BORDEAUX
Ma ville
PLAN DE LUTTE
CONTRE LES
LGBT
PHOBIES
Adopté par le Conseil municipal
de Bordeaux le 29 avril 2019
1380
bordeaux.fr
BORDEAUX

PLAN DE LUTTE CONTRE LES LGBT PHOBIES

Suite aux nombreuses agressions homophobes survenues à Bordeaux ces derniers mois, l'Observatoire bordelais de l'égalité s'est doté en 2018 d'une commission LGBT composée des associations et d'universitaires impliqué·e·s. Cette commission a lancé début novembre une enquête en ligne, pilotée par les sociologues Arnaud Alessandrin et Johanna Dagorn, qui sera présentée pour la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie le 17 mai. Les premiers résultats font néanmoins apparaître des tendances lourdes qui commandent une action immédiate des pouvoirs publics, dont la ville de Bordeaux. En effet, sur les 1640 personnes ont répondu à l'enquête, 50% ont subi des injures LGBTphobes dans l'espace public au cours des 12 derniers mois, 7% des menaces physiques et 5% des coups et blessures. Ce plan de 20 actions élaboré avec les associations a été adopté le 29 avril par le Conseil municipal de Bordeaux.

OBJECTIF 1
PRÉVENIR LES AGRESSIONS LGBTPHOBES ET MIEUX SOUTENIR LES VICTIMES

Action 1 Créer un guide contre les agressions LGBTphobes comprenant des mesures de prévention à destination de l'ensembles des acteurs (commerces, associations…) en partenariat avec l'association FLAG !

Action 2 Mettre en place un protocole d'action concerté en cas d'agression LGBTphobe

Action 3 Financer les stages de self-défense et de confiance en soi proposés par les associations

Action 4 Mettre en place un réseau d'accès aux droits pour les victimes de discriminations et de violences discriminatoires en lien avec la Police nationale, le Parquet, le Défenseur des Droits, la Maison de la Justice et du Droit, l'Ordre des Avocats, l'Ecole nationale de la magistrature

OBJECTIF 2
FAIRE DE L'ESPACE PUBLIC UN LIEU D'INCLUSION ET DE SENSIBILISATION

Action 5 Créer un passage piéton aux couleurs arc-en-ciel, à l'instar de plusieurs villes européennes et françaises (Bruxelles, Barcelone, Vienne, Périgueux…). Ce passage piéton décoratif sera situé au croisement du cours du chapeau rouge et de la rue Louis.

Action 6 Créer un espace de mémoire de la déportation et des victimes des LGBTphobies

Action 7 Pérenniser l'illumination aux couleurs arc-en-ciel de la Porte de Bourgogne à l'occasion de la Journée Mondiale de Lutte contre l'Homophobie et de la Marche des fiertés LGBT. Évaluer la faisabilité pour le T-Dor

Action 8 Mettre en place une campagne de sensibilisation sur les LGBTphobies dans l'espace public et favoriser une communication institutionnelle inclusive en prenant en compte la diversité des personnes et des typologies familiales

OBJECTIF 3
LUTTER CONTRE LES LGBTPHOBIES DANS LE SERVICE PUBLIC

Action 9 Poursuivre la formation des agents municipaux et en priorité de la police municipale, de l'état civil et des agents d'accueil, conformément aux engagements pris, suite à la signature de l'Autre Cercle en mai 2018

Action 10 Proposer à Kéolis une formation spécifique sur les LGBTphobies à destination des conducteurs-trices et des contrôleur·e·s

Action 11 Inciter les Instituts de formation en santé dépendant du CHU de Bordeaux à inclure un module d'enseignement dédié aux discriminations

OBJECTIF 4
DIFFUSER LA LUTTE CONTRE LES LGBTPHOBIES DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

Action 12 Améliorer la prise en charge des jeunes LGBT en rupture sociale et/ou familiale par la mise à disposition de vacations sociales du CCAS au sein des associations recevant ce public et par la facilitation de l'accès au logement

Action 13 Développer la lutte contre l'homophobie dans le sport en sensibilisant les animateurs sportifs avec le kit pédagogique du ministère des sports "Différents mais tous pareils dans le sport" et en relayant la campagne "Coup de sifflet contre l'homophobie dans le sport" dans les équipements sportifs

Action 14 Développer l'achat de livres présentant une image positive des personnes LGBT+ par les bibliothèques

OBJECTIF 5
SOUTENIR LES ASSOCIATIONS QUI LUTTENT CONTRE LES LGBTPHOBIES

Action 15 Engager un travail de mémoire sur l'histoire associative du mouvement LBGT à Bordeaux à partir des archives disponibles

Action 16 Soutenir les initiatives associatives à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie par un budget dédié

Action 17 Faciliter l'intervention des associations et notamment de l'Autre Cercle auprès des employés et des employeurs en les mettant en lien avec la Chambre de commerce et d'industrie et les syndicats et en sensibilisant ces derniers

Action 18 Faciliter l'intervention des associations de lutte contre la transphobie à l'Université en les mettant en lien avec les instances universitaires concernées

OBJECTIF 6
LUTTER CONTRE LES LGBTPHOBIES À L'INTERNATIONAL

Action 19 Adhérer au Rainbow Cities Network, réseau international de 27 villes dans 15 pays dont Amsterdam, Barcelone, Bergen, Berlin, Bruxelles, Brighton, Mexico, Vienne ou Paris, seule ville française actuellement adhérente, afin de développer un échange de pratiques et une collaboration internationale

Action 20 Promouvoir les droits LGBT et la lutte contre les discriminations dans les partenariats, échanges, jumelages et réseaux internationaux dont Bordeaux est membre (EUROCITIES, AFCCRE, CITES UNIES France…). Favoriser l'émergence d'un "arc-en-ciel atlantique" avec notre ville jumelle de Bilbao.

PLAN DE LUTTE CONTRE LES LGBT PHOBIES

BORDEAUX Ma ville

Photographie : *Christian Sterk* • **Conception :** *Direction de la communication, mairie de Bordeaux* • **2019**

Ce plan de prévention et de lutte contre les LGBTphobies a été élaboré en concertation avec les associations de lutte contre l'homophobie et la transphobie que je remercie :
Aides Gironde, Amis De L'homosocialite, APGL Aquitaine, Association des Sourds LGBT, Collectif Sida 33, Contact Aquitaine, Enipse, Flag ! Fédération LGBT, L'Autre Cercle Aquitaine, Le Girofard, Le Refuge, Les Enfants d'Arc-en-Ciel, Maison des Femmes, Mobilisnoo, SOS Homophobie, Trans 3.0, Wake Up.

DELEGATION DE Monsieur Jean-Michel GAUTE

D-2019/497
Transformations et ouvertures de postes - Mise à jour du tableau des effectifs - Décision. Autorisation

Monsieur Jean-Michel GAUTE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Pour rappel, les tableaux des effectifs, qui ont été présentés lors du Comité Technique du 14 février 2019, relèvent d'une obligation réglementaire. Ils constituent la liste par filière, par cadre d'emplois, des postes ouverts budgétairement, pourvus ou non, distingués selon qu'ils sont à temps complets ou à temps non complet.

Ces tableaux évoluent tout au long de l'année tant en fonction des différents projets menés que des évolutions des besoins de la Collectivité.

Afin d'optimiser le fonctionnement des services municipaux, il apparaît nécessaire de procéder à une adaptation de certains effectifs.

Direction générale éducation, sports et société

► DIRECTION DES EQUIPEMENTS D'ANIMATION ET D'EDUCATION

Le Centre gestion du patrimoine au sein du Service maîtrise d'ouvrage et patrimoine de la Direction des équipements d'animation et d'éducation est composé de 3 gestionnaires du patrimoine accompagnés du responsable de centre.

Les missions dévolues aux gestionnaires de patrimoine consistent à :

- Définir et proposer, à partir des demandes des usagers et des constats sur le terrain, les priorités pour les secteurs dont il a la charge, afin d'accompagner l'élaboration du plan pluriannuel d'entretien des bâtiments ;

- Coordonner la mise en œuvre opérationnelle des travaux dans les différents établissements en concertation avec les usagers, de la phase préparatoire jusqu'à la mise en service information, déménagement, délocalisation éventuelle des activités. En tant que représentant du maître d'ouvrage, le gestionnaire du patrimoine participe aux réunions de chantier, réalise des comptes rendus et restitue les locaux aux utilisateurs en fin d'opération ;

- Synthétiser et rédiger les réponses à l'attention des élus, aux questions portant sur les travaux dans les dossiers des conseils d'écoles ;

- Apporter son expertise et ses connaissances tant administratives que techniques dans les domaines de la sécurité, de l'hygiène et de la fonctionnalité des établissements recevant du public, des marchés publics ...

Compte tenu du niveau de responsabilité et de la technicité des missions exercées, il apparait que ces postes relèvent de la catégorie B (filière administrative et/ou technique).

Aujourd'hui, deux postes de gestionnaire du patrimoine sont calibrés en catégorie B et un poste est en catégorie C.

Afin de régulariser ce poste de gestionnaire du patrimoine, aux missions identiques aux deux autres, il est proposé de procéder à :

- **Transformation d'un poste de gestionnaire du patrimoine**, actuellement ouvert au cadre d'emplois des agents de maîtrise, (filière technique, catégorie C), **aux cadres d'emplois des rédacteurs territoriaux et/ou techniciens** (filière(s) administrative et/ou technique, catégorie B).

► DIRECTION DES SPORTS

Au sein du Service sports aquatiques et nautiques, la piscine Judaïque Jean Boiteux est composée de 13 postes de MNS OTAPS et de 8 postes de MNS ETAPS.

Parmi les postes de MNS OTAPS, l'un a vu ses missions évoluer comme suit :

- Enseignement de la natation scolaire ;
- Encadrement et animation des créneaux de l'école bordelaise des activités aquatiques ;
- Encadrement et animation des séances dans le cadre de partenariat (crèche, handisport, sport adapté), de dispositifs spécifiques (J'apprends à nager) ou d'animation ponctuelles (anniversaires, fête du sport, ...) ;
- Participation à l'installation et la mise en place du matériel pédagogique sur le bassin ;
- Surveillance du bassin et assurer la sécurité des personnes ;
- Respect les règles d'hygiène et de sécurité et le règlement intérieur.

Compte tenu du niveau de responsabilité des missions dédiées à ce poste, il apparait opportun de procéder à :

- **Transformation du poste de MNS OTAPS**, actuellement ouvert au cadre d'emplois des OTAPS (filière sportive, catégorie C), **au cadre d'emplois des ETAPS** (filière sportive, catégorie B)

Direction générale des services

- **Création d'un poste de Conseiller technique – catégorie A, cadre d'emplois des administrateurs territoriaux**

Dans le cadre de la Politique de sécurité au quotidien, le Conseiller technique auprès du Directeur général des services est chargé de proposer une doctrine d'action de la ville de Bordeaux et de coordonner l'action des services de la Ville en lien direct avec la police nationale.

Interlocuteur du Commissaire divisionnaire, Chef d'Etat-major, et du Commissaire de Bordeaux, il participe, en coordination avec le Directeur de la police municipale et de la tranquillité publique, à la définition des objectifs et à la hiérarchisation des priorités des interventions coordonnées de la police nationale et de la police municipale sur les différents quartiers de Bordeaux.

Il participe également en tant que de besoin et en lien avec la Direction du développement social urbain aux réunions organisées par la police nationale avec les bailleurs sociaux, les associations de quartiers et autres clubs de prévention pour définir une doctrine d'action de la police avec ces acteurs de quartiers.

Il anime à la demande des maires de quartiers les réunions de proximité et les conseils de quartier et apporte les éléments de réponse sur tout sujet de tranquillité publique.

Il accompagne l'encadrement de la police municipale, et notamment les équipes sectorisées dans leurs rencontres avec les maires de quartier. Une attention particulière sera portée sur le quartier de Bordeaux Maritime, reconnu Quartier de Reconquête Républicaine (QRR).

Il conseille sur l'opportunité de prendre des mesures réglementaires complémentaires (arrêtés anti regroupement, arrêté anti alcool, pose de caméras...).

Il suit l'actualité juridique relative à la politique de sécurité au quotidien et participe aux réunions de travail organisée par le Ministère de l'intérieur et les associations d'élus sur ce thème.

Le Conseiller technique organisera à intervalle régulier un point avec l'Adjoint au Maire chargé de la proximité, la Direction départementale de la sécurité publique et le directeur de Cabinet du Préfet.

Il rend compte régulièrement au Directeur général des services, à l'Adjoint au Maire chargé de la proximité, et le cas échéant au Maire-adjoint de Bordeaux Maritime, de l'état des avancées dans le déploiement de la politique de sécurité au quotidien au niveau national et au niveau de la ville de Bordeaux, notamment au sein du QRR de Bordeaux Maritime.

Compte-tenu de la spécificité des missions, l'Administration envisage de pouvoir recourir à des agents non-titulaires.

Direction générale des affaires culturelles

► **DIRECTION DU CONSERVATOIRE**

- Compte-tenu de la spécificité des missions du poste de directeur adjoint chargé des arts de la scène, l'Administration envisage de pouvoir recourir à des agents non-titulaires (cadre d'emplois des directeurs d'établissement d'enseignement artistique).

Le tableau annexé dresse ainsi les modifications proposées pour optimiser le fonctionnement des services municipaux.

L'avis du Comité Technique ayant été requis, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- Adopter les conclusions et mesures qui précèdent,

- Accepter les ouvertures et les transformations de postes et autoriser Monsieur le Maire à signer les contrats de recrutement si ces postes étaient pourvus par des agents non titulaires,

- Autoriser Monsieur le Maire à imputer les dépenses correspondantes sur les crédits ouverts à cet effet au budget (chapitre globalisé 012).

ADOPTE A L'UNANIMITE

Action	Situation actuelle du poste					Situation future du poste					Commentaires 1
	Libellé poste	Direction générale	Direction	Cadre d'emploi	Catégorie	Libellé poste	Direction générale	Direction	Cadre d'emploi	Catégorie	
Transformation de poste	MNS OTAPS	DGESS	Direction des sports	OTAPS	C	MNS ETAPS	DGESS	Direction des sports	ETAPS	B	
Transformation de poste	Gestionnaire du patrimoine	DGESS	Direction des équipements d'animation et éducation	Agent de maitrise	C	Gestionnaire du patrimoine	DGESS	Direction des équipements d'animation et éducation	Technicien / Rédacteur	B	
Ouverture aux non-titulaires	Directeur adjoint	DGAC	Direction du Conservatoire	Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique	A	Directeur adjoint	DGAC	Direction du Conservatoire	Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique	A	Compte tenu de la spécifité des missions, ce poste pourra être pourvu contractuellement (art.3-3-2 loi n°84-53 du 26 janvier 1984)
Création de poste						Conseiller technique	Direction générale des services	Direction générale des services	Administrateurs territoriaux	A	Compte tenu de la spécifité des missions, ce poste pourra être pourvu contractuellement (art.3-3-2 loi n°84-53 du 26 janvier 1984)

D-2019/498
Changement du logiciel de gestion des temps. Présentation de la démarche de mise en place d'un nouvel outil. Adaptations règlementaires en matière d'organisation du travail. Décision. Autorisation

Monsieur Jean-Michel GAUTE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'outil informatique de gestion des temps et des absences, Gestor5, est en situation d'obsolescence.

Une démarche de mise en place d'un nouvel outil a été actée avec un déploiement sur l'ensemble du périmètre des directions de la Ville selon trois phases successives aux 1er janvier 2020, 1er septembre 2020 et 1er janvier 2021.

Chacune de ces phases concernera une volumétrie légèrement supérieure à 1 000 agents.

UN NOUVEL OUTIL PLUS PERFORMANT

La future solution, appelée ETemptation, éditée par la société Horoquartz, s'inscrit dans les axes de progrès souhaités par notre établissement :

- **Assurer la conformité réglementaire** : Les textes qui encadrent les temps de travail sont complexes et évolutifs dans le temps. Il devient alors difficile d'assurer une gestion conforme en regard de l'ensemble de ces textes. Un logiciel de gestion des temps performant formalise et normalise les pratiques. Il assure par ailleurs une traçabilité parfaite des données.

- **Optimiser le traitement des données** : La solution de gestion des temps automatise l'acquisition des données (le pointage par exemple), le calcul des données liées au temps de travail, l'enregistrement et le suivi des absences, le calcul des éléments pour la paie. Elle dématérialise de nombreux processus RH, en particulier ceux liés à la demande et à la validation des absences.

- **Responsabiliser les acteurs** : Les managers auront accès à certaines fonctions, dont l'édition d'états ainsi qu'à un accès facilité à la restitution de données. Cette ouverture permet une responsabilisation accrue, un gain en délai de traitement et en qualité d'information. Pour les agents, la mise à disposition d'un portail RH convivial est un facteur facilitant pour toutes les opérations quotidiennes de la gestion des temps et des absences. Pour les gestionnaires des temps déconcentrés, l'outil retenu simplifiera la gestion au quotidien notamment par la capacité de traitement des informations (accès aux anomalies, abandon du mode client/serveur, etc…).

L'IMPACT DE CE CHANGEMENT

La mise en place de ce nouvel outil informatisé a pour conséquence de revoir certains axes, qu'ils soient structurants ou non, et qui ont prévalu jusqu'alors tant aux niveaux réglementaire, social que technique ou organisationnel.

- **L'aspect réglementaire** :

  L'alignement du forfait de jours RTT attribué à certains cadres sur le schéma organisationnel de la Collectivité en le calant sur les niveaux hiérarchiques.

Le précédent principe d'attribution du forfait de 12 jours de RTT/an avec exonération de pointage était lié au versement du régime indemnitaire d'encadrement de niveau N à N + 2. Compte tenu de la mise en place du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) et de l'instauration de principes d'organisation à la ville de Bordeaux présenté devant le Comité Technique en séance du 29 novembre 2018, il est proposé désormais de reconnaitre les niveaux de poste suivants comme étant éligibles au forfait des cadres :

- Responsables d'une direction générale, d'une direction générale adjointe, d'une direction ainsi que les responsables de services, les directeurs et responsables de mission. Les jours octroyés (12j/an) seront par ailleurs soumis au principe de réfaction en fonction de la présence de l'agent. Ce régime dispense de l'obligation de badger applicable à l'ensemble des agents.

- **L'aspect social** :

  - Au constat de l'engagement des agents au quotidien dans leurs missions, notamment lors des interventions sous contraintes pouvant conduire à de la mobilisation en heures supplémentaires (HS), il est proposé de valoriser le temps de travail accompli en heures supplémentaires lorsqu'il est récupéré, par application d'un coefficient.
    Ainsi, les heures supplémentaires accomplies de nuit (entre 22h et 7h) seront majorées de 100% lorsqu'elles seront récupérées, les heures supplémentaires de dimanche et jours fériés le seront à hauteur de 66%. Ces principes sont basés sur ceux de la liquidation financière des heures supplémentaires. L'outil permettra de gérer au plus près ces situations et de disposer des compteurs de temps en toute transparence.

    Les principes généraux concernant les modalités de traitement des heures supplémentaires sont précisés en annexe 1.

  - Certains agents, de par leurs compétences ou la maîtrise reconnue dans leurs domaines d'activité peuvent être appelés à participer à des actions de formateur et/ou d'intervenant externe dans des domaines d'interventions tels que la participation à un jury de concours, la pratique d'expertise, etc…
    Afin de leur permettre de pratiquer cette expertise en toute transparence et d'assurer la représentation de la Collectivité en toute légitimité, il est proposé d'officialiser ces participations par un régime d'absences spécifique à hauteur de 5 jours par an. Au-delà de cette durée, les temps effectués par les agents seront obligatoirement décomptés de leurs droits à congés/RTT. Les interventions devront être exercées auprès de collectivités territoriales ou d'organismes en lien avec la fonction publique (CNFPT, écoles d'administration…). Ces dispenses de formation et/ou d'expertise constituant une activité accessoire, elles continuent à relever du régime d'autorisation de cumul d'activités.

- **L'aspect technique/organisationnel** :

La mise en place du nouvel outil s'attachera à prendre en compte les aspects suivants :

- <u>L'accompagnement au changement dans sa dimension humaine :</u>

  - La prise en charge du réseau des gestionnaires des temps déconcentrés, en leur qualité d'interlocuteurs directs des agents, sur les fonctionnalités du nouvel outil via l'organisation de sessions de formation et d'ateliers.

  - La sensibilisation des agents sur l'utilisation du nouvel outil et sur les espaces les concernant (compteurs, droits, etc…) ainsi que sur l'aspect dématérialisation (pose des congés et absences, oubli de pointage, etc…).

- Une action de sensibilisation particulière en direction des encadrants : L'accent sera mis notamment sur la capacité de l'outil dans sa dimension « restitution d'informations » et « éditions d'états ». Sur l'aspect validation des congés/ absences, le principe du valideur unique de niveau N + 1 est acté.

- Le changement dans sa dimension technique/logistique :

  Il nécessitera l'installation de nouvelles badgeuses ainsi qu'une dotation de nouvelles cartes professionnelles prenant en compte la technologie outil.

- Le volet communication :

  A destination de l'ensemble des acteurs concernés via des supports dédiés ainsi que par les canaux et supports institutionnels habituellement mobilisés (intranet, publication RH, magazine TRIBU, etc…).

- Le volet information réglementaire :

  Les données à caractère personnel sont soumises à un régime juridique. En regard des données traitées par cet outil informatique, et conformément au Règlement général sur la protection des données personnelles RGPD), une fiche de description d'un traitement de données à caractère personnel (DCP) a été transmise au délégué à la protection des données (DPO) de la Collectivité. Cette fiche sera envoyée à la CNIL.

Je vous remercie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à mettre en œuvre les dispositions de la présente délibération.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Annexe 1 à la délibération concernant les modalités de mise en place d'un nouvel outil informatisé de gestion des temps

I – Définition :

« Les heures supplémentaires (HS) sont les heures accomplies à la demande du responsable de service et en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail et dès lors que l'agent a accompli ses obligations hebdomadaires. »

Leur nombre est limité à 25 heures par agent et par mois. Les heures du dimanche, des jours fériés et de nuit sont incluses dans cette limite.

Ce plafond des 25h peut être dépassé :

- en cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, sur décision motivée du responsable du service qui en informe immédiatement les membres du Comité Technique via la Direction des ressources humaines,
- pour certaines fonctions listées par délibération de l'assemblée délibérante et après consultation du Comité Technique ;

a) Reconnaissance et qualification

Seules les HS réellement effectuées peuvent donner lieu à compensation, ce qui nécessite une comptabilisation exacte. L'outil informatique de gestion des temps est destiné à permettre ce décompte.

Pour les services non soumis au badgeage, un état déclaratif du temps de travail est nécessaire.

b) Classification des heures supplémentaires (HS)

➔ Les HS de nuit sont celles accomplies entre 22 heures et 7 heures du matin ;

➔ Les HS de dimanche/jours fériés (qui sont effectuées ces jours-là) ;

➔ Les HS de jour (toutes heures effectuées en dehors des créneaux définis ci-dessus).

II – Compensation

a) *Modalités de compensation ; les heures supplémentaires font l'objet d'une compensation* :

- sous la forme d'un repos compensateur

  ou

- ou sous la forme d'indemnités.

Le choix de rémunérer les heures supplémentaires ou de les faire récupérer relève du pouvoir discrétionnaire de l'autorité territoriale, conformément aux spécifications du décret 2000/815.

Le principe de récupération est donc prioritaire sur celui du paiement.

Les responsables de service veilleront à la bonne application de ce principe, qui ne pourra trouver d'exception que dès lors que son application sera de nature à remettre en cause le bon fonctionnement du service.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à repos compensateur et à indemnité. Toutefois, une liquidation mixte peut être faîte pour compenser plusieurs heures (pour partie en repos, pour partie en paiement sous réserve des dispositions précitées).

b) Dispositif de majoration lors de la récupération

Le principe d'une majoration en temps des HS accomplies lorsqu'elles font l'objet d'une récupération est le suivant :

→ HS de nuit : majoration de 100 % du temps de travail accompli

→ HS de dimanche/jour férié : majoration de 2/3 du temps de travail accompli

→ Récupération temps pour temps pour les HS accomplies en dehors des créneaux définis ci-dessus ;

III – Population éligible aux *heures supplémentaires (HS)*

L'ensemble des agents relevant d'un cadre d'emplois ou d'un grade de catégorie C ou B dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires sont concernés.

Les agents de catégorie A ainsi que les agents relevant d'un dispositif forfaitaire fixé à 12 de RTT/an en regard de leurs fonctions d'encadrement et/ou de conception (responsables d'une direction générale, d'une direction générale adjointe, d'une direction ainsi que les responsables de services, les directeurs et responsables de missions) ne sont pas éligibles au dispositif des HS.

IV – Modalités de traitement dans l'outil informatique

Le décompte du temps de travail effectué en dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail et correspondant à la notion d'HS sera traité par les gestionnaires déconcentrés dans l'outil informatisé du temps de travail.

Ce temps figurera sur des compteurs spécifiques après validation par le responsable hiérarchique.

D-2019/499
Remise gracieuse - Autorisation- Décision

Monsieur Jean-Michel GAUTE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'attention de Monsieur le Maire est appelée sur la demande de remboursement de somme indûment perçue suite à la situation particulière explicitée ci-dessous :

Un agent contractuel a été embauché pour un contrat du 01 avril 2015 au 30 juin 2015 en qualité d'adjoint technique territorial remplaçant à temps non complet (17h30 par semaine) au sein de la direction de l'Education- Service vie scolaire.

En date du 9 avril 2015, cet agent a été placé en accident du travail et ce jusqu'à la fin de son contrat le 30 juin 2015 et a donc été indemnisé en conséquence, 30 jours plein traitement en subrogation et 30 jours demi-traitement en subrogation, pour les mois suivants cet agent est passé en tranche 6 (non rémunérée – prise en charge par la sécurité sociale).

La régularisation de cette situation a donc généré une paie négative d'un montant de 603.07€.

Le nécessaire a été fait pour le titre de recette le 15 juillet 2015.

En date du 6 mai 2019, cet agent nous a contacté suite à la réception d'une mise en demeure reçue de la part de la trésorerie principale lui demandant de régler sa dette rapidement.

En procédant à la vérification du dossier nous sous sommes aperçus qu'il n'existait pas d'attestation de déclaration des salaires auprès de la CPAM, nous en avons effectué une en date du 23 mai 2019, les délais d'indemnisation étant dépassé (maximum deux ans) aucun versement ne serait effectué.

Cet agent nous a transmis une attestation de paiement des indemnités journalières pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2015, indiquant qu'elle n'avait effectivement rien perçu de la CPAM.

Nous avons également reçu une copie du courrier de la CPAM en date du 18 août 2015 qui indiquait que l'accident de travail n'avait pas été reconnu en tant que tel.

Cet agent nous a fait parvenir en date du 7 juin 2019 une demande de remise gracieuse de sa dette.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir, Mesdames, Messieurs, autoriser Monsieur le Maire à adopter les conclusions et mesures qui précèdent.

ADOPTE A L'UNANIMITE

D-2019/500
Remise gracieuse, assistantes maternelles. Autorisation. Décision

Monsieur Jean-Michel GAUTE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux en qualité de commune compétente pour organiser le service de la Petite Enfance est l'employeur des assistantes maternelles agréées résidant exclusivement sur son territoire et dont la mission est d'assurer la prise en charge d'un ou plusieurs enfants à leur domicile pour le compte des familles.

Les assistantes maternelles sont régies par plusieurs textes qui fondent leur statut :

- Le Code de l'Action sociale et des familles (Titre II du Livre IV)
- Le Code du Travail
- Le décret du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale

Leur statut a fait l'objet de plusieurs délibérations respectivement prises en 2005 (délibération 2005/146 du 21 mars 2015), 2007 et 2008 (délibérations des 9 juillet 2007 n°2007/377 et 16 juin 2008 n°2008/288), par lesquelles les élus ont approuvé le règlement intérieur et le contrat des assistantes maternelles, la durée de leur temps de travail et leurs conditions de rémunération.

La dernière délibération en date du 26 février 1018 (n°2018/37) est venue repréciser les modalités de calcul et conditions d'attribution de l'ensemble des indemnités et compléments de rémunération auxquels peuvent prétendre les assistantes maternelles, notamment le complément de rémunération annuel lié à l'ancienneté des assistantes maternelles.

La délibération de 2018 prévoit désormais que le montant de cette prime annuelle liée à l'ancienneté est indexé en fonction de l'indice INSEE à la consommation mais cette indexation des montants non prévue dans la délibération de 2015 a été appliquée à tort les années précédentes ; d'où un trop perçu pour les assistantes maternelles dont l'administration peut demander le remboursement au titre de la prescription quadriennale.

En 2015, 2016 et 2017, les assistantes maternelles selon leur ancienneté auraient dû toucher les montants correspondant à l'application stricte de la délibération de 2005 et non les montants tels que indexés et inscrits dans la délibération de 2018 :

Ancienneté requise	Montant de la prime annuelle liée à l'ancienneté fixé par la délibération de 2005	Montant de la prime annuelle liée à l'ancienneté indexé suite à la délibération de 2018
A partir de 5 ans de services jusqu'à 9 ans inclus	100 € brut	112,60 € brut
A partir de 10 ans de services jusqu'à 14 ans inclus	125 € brut	140,76 € brut
A partir de 15 ans de services	160 € brut	180,17 € brut

Au regard de la responsabilité de l'administration et de la bonne foi des agents contractuels concernés, il est proposé de renoncer au remboursement du différentiel des montants perçus par les assistantes maternelles sur les années 2015, 2016, 2017. A l'échelle de l'ensemble des assistantes maternelles qui ont touché un trop perçu, le montant global du remboursement auquel il est proposé de renoncer s'élève à 4430,68 €.

Vous trouverez en annexe, la liste des agents concernés et les montants individuels des trop perçus.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir, Mesdames, Messieurs, autoriser Monsieur le Maire à adopter les conclusions et mesures qui précèdent.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Remise gracieuse des ecarts de prime ancienneté des assistantes maternelles

Matricule	Service	Prime - 10 ans	Ecart à rembourser	Total 1	Total 2
M001254	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL GRAND PARC	Prime - 10 ans	12,6	25,2	
M001254	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL GRAND PARC	Prime - 10 ans	12,6		
5129680	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	44,12
5129680	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5129680	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5145590	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5145590	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5145590	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5167640	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5167640	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5167640	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
M001885	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	25,2	
M001885	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5151790	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5151790	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5151790	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
M003191	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	
M001063	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
M001063	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
M001063	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5163500	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5163500	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5163500	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5168370	*CRECHE BORDEAUX NORD A.M.	Prime - 10 ans	12,6	12,6	
5163510	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	25,2	
5163510	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL BORDEAUX NORD	Prime - 10 ans	12,6		
5133070	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	44,12
5133070	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5133070	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5163740	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5163740	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5163740	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5169640	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5169640	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5169640	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5124990	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	44,12
5124990	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5124990	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5178550	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5178550	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5178550	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5168360	*CRECHE GRAND-PARC A.M.	Prime - 10 ans	12,6	12,6	
5128180	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	44,12
5128180	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5128180	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5128290	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	28,36
5128290	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	15,76	
M002632	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	12,6	
5128300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	44,12
5128300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5128300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5171600	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	37,8	
5171600	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5171600	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5135450	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	12,6	44,12
5135450	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5135450	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
M001886	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	25,2	

1397

M001886	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL GRAND PARC	Prime - 10 ans	12,6		
5092110	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5092110	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	
5092110	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6		
M001569	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
M001569	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	
5137180	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5137180	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	**40,96**
5137180	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5168380	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5168380	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	
5168380	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5136000	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**12,6**	
5136000	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**31,52**	**44,12**
5136000	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5112030	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5112030	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	
5112030	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5137440	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5137440	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	**40,96**
5137440	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5160240	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5160240	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	
5129140	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5129140	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	**40,96**
5129140	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5154980	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5154980	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	
5154980	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
M001567	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
M001567	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	
5143620	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5143620	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	
5141680	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5141680	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	**40,96**
5141680	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5133080	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	**12,6**	
5133080	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**31,52**	**44,12**
5133080	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5168650	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5168650	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	
5168650	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6		
5127610	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5127610	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	
5127610	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5143460	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5143460	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	**40,96**
5143460	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5133890	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5133890	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	**40,96**
5133890	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5138570	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**12,6**	
5138570	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**31,52**	**44,12**
5138570	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76		
M002188	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6		
M002188	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime - 10 ans	12,6	**25,2**	
5135410	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**12,6**	
5135410	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**31,52**	**44,12**
5135410	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76		
M002705	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime - 10 ans	12,6	**12,6**	
5117600	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5117600	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6	**37,8**	

5117600	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime - 10 ans	12,6		
5100260	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	**20,17**	**51,69**
5100260	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**31,52**	
5100260	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
194370	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
194370	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
194370	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
446600	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
446600	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
446600	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
5070970	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
5070970	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5070970	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5070980	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	**40,34**	
5070980	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5029030	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
5029030	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
5029030	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
2250880	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
2250880	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2250880	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5039000	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
5039000	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
5039000	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
982720	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
982720	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
982720	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5018250	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	**40,34**	
5018250	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1143910	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
1143910	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
1143910	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
5030300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
5030300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5030300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1594090	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
1594090	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1594090	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1678190	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
1678190	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1678190	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1696410	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
1696410	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1696410	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1836520	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
1836520	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
1836520	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2894340	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
2894340	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2894340	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5095660	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	**20,17**	**35,93**
5095660	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**	
5020940	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL BORDEAUX NORD	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
5020940	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5020940	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2343700	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
2343700	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2343700	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2354070	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	**40,34**	
2354070	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2356950	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	**60,51**	
2356950	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		

2356950	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5054710	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
5054710	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5054710	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2434420	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
2434420	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2434420	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5069100	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
5069100	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5069100	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2469050	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	20,17	
2487460	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
2487460	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2487460	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5042840	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
5042840	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5042840	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2568460	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
2568460	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2568460	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2597640	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	20,17	
2600700	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
2600700	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2600700	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5003530	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
5003530	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5003530	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2763240	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	40,34	
2763240	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
2896120	*CRECHE GRAND-PARC A.M.	Prime + 15 ans	20,17	20,17	
2891320	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	20,17	
3026510	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL GRAND PARC	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
3026510	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
3026510	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5071490	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	40,34	56,1
5071490	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17		
5071490	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	15,76	
5105180	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime + 15 ans	20,17	20,17	51,69
5105180	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5105180	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5009460	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17	60,51	
5009460	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5009460	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime + 15 ans	20,17		
2597640	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17	40,34	
2597640	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime + 15 ans	20,17		
5107200	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	47,28	
5107200	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL GRAND PARC	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5107200	STRUCTURE D ACCUEIL FAMILIAL GRAND PARC	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5111800	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	47,28	
5111800	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5111800	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5099670	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	31,52	
5099670	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5122060	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	47,28	
5122060	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5122060	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5125380	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	47,28	
5125380	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5125380	CRECHE CAUDERAN A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5130230	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	47,28	
5130230	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		
5130230	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76		

1400

5122750	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5122750	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5122750	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106540	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5106540	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106540	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5116400	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5116400	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5116400	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5093670	*CRECHE GRAND-PARC A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**
5097240	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**31,52**
5097240	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5113960	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5113960	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5113960	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106090	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5106090	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106090	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5100280	CRECHE BORDEAUX CENTRE A.M.	Prime 10 à 15 ans	15,76	**15,76**
5106300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5106300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106300	CRECHE BORDEAUX NORD A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5089150	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5089150	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5089150	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106860	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	**47,28**
5106860	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
5106860	CRECHE GRAND-PARC A.M	Prime 10 à 15 ans	15,76	
				4430,68

DELEGATION DE Madame Magali FRONZES

D-2019/501
Lycée Professionnel Horticole Camille Godard - Subvention de la Région Nouvelle Aquitaine pour l'acquisition des équipements professionnels et les manuels scolaires des élèves - Convention - Signature - Autorisation

Madame Magali FRONZES, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

En 2016, la Région Nouvelle Aquitaine a engagé une harmonisation territoriale de ses politiques de soutien accordées aux familles dans le cadre de la rentrée scolaire. Par délibération n° 2019-777-CP du 24 mi 2019, le Conseil Régional a défini les nouveaux dispositifs d'aide de rentrée concernant la gratuité des manuels scolaires, ainsi que le financement des équipements professionnels destinés aux lycéens.

Ces dispositifs reposent sur des conventions de partenariat signées avec les établissements d'enseignement qui bénéficieront du versement par la région Nouvelle Aquitaine de subventions annuelles.

Le lycée professionnel horticole Camille Godard, établissement d'enseignement technique rattaché à la Ville de Bordeaux, est pleinement éligible au bénéfice des dispositifs détaillés ci-après :

1. **Le dispositif de gratuité des manuel scolaires.**

Dans le cadre du renouvellement des manuels scolaires rendu nécessaire par la récente réforme du Baccalauréat général et technologique, le Conseil Régional a décidé de prendre en charge le coût d'achat des manuels scolaires. Cette mesure doit concerner les élèves de classe de seconde et de première à la rentrée 2019 et ceux de terminale en 2020.

Une aide financière, plafonnée à 200 euros par élève, sera désormais attribuée à chaque établissement pour l'achat de l'ensemble des manuels. Le montant de cette subvention sera calculé chaque année sur la base des effectifs de l'année N-1 et une régularisation sera opérée au cours de l'année N au regard des effectifs et des dépenses réels déclarés par l'établissement.

La convention jointe en annexe présente les modalités du partenariat proposé par la Région.

2. **Le dispositif de financement de l'équipement professionnel.**

Le Conseil Régional a décidé d'harmoniser le dispositif d'aide à l'achat de équipements professionnels pour les élèves entrant en première année de formation. Les établissements d'enseignement se verront ainsi attribuer une subvention annuelle afin de procéder à l'achat de ces équipements en vue de la remise aux élèves bénéficiaires.
Le montant de la subvention sera calculé sur la base des montants spécifiques appliqués à chaque filière et des effectifs déclarés par l'établissement au cours de l'année scolaire N-1.

La convention jointe en annexe définit les modalités du partenariat proposé par la Région et fixe le montant de la subvention versée au Lycée Professionnel Horticole Camille Godard au titre de l'année scolaire 2019-2020 à 7 590 euros.

Aussi, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Signer les conventions de partenariat et tout document s'y rapportant,
- Solliciter et encaisser les sommes correspondant aux aides versées par la Région Nouvelle Aquitaine
- Imputer les recettes sur le budget de la Ville : CDR Lycée Horticole, n° opération P037O064, chapitre 74, Article 7472

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONVENTION

ENTRE

La Région Nouvelle-Aquitaine, dont le siège est situé au 14 rue François de Sourdis, 33077 Bordeaux Cedex, représentée par le Président du Conseil Régional, agissant en vertu de la délibération n° de la commission permanente du conseil régional du 24 mai 2019

Ci-après désignée « la Région »

d'une part

ET

L'établissement de formation initiale privé sous contrat d'association dénommé (dénomination) situé à (ville), représenté par (intitulé représentant)

Ci-après désigné « le bénéficiaire »

d'autre part,

ET

L'organisme gestionnaire de l'établissement, représenté par (intitulé représentant)

VU la délibération n° de la commission permanente du conseil régional du 24 mai 2019
VU l'arrêté de délégation de signature n° en date du

PREAMBULE

La réforme du Baccalauréat conduit au renouvellement des manuels scolaires pour les élèves de Seconde et de Première générale et technologique à la rentrée scolaire 2019. Pour faire face aux frais induits par ce renouvellement, la Région a décidé de mettre en œuvre le principe de gratuité des manuels scolaires qui s'applique à la rentrée 2019 pour les élèves de Seconde et de Première générale et technologique et à la rentrée 2020 pour les élèves de Terminale. L'objectif est de pouvoir disposer à terme d'un stock de manuels mis à disposition de l'ensemble des lycéens sous la forme d'un prêt. La procédure d'attribution et de restitution ainsi que la gestion du stock relève de la responsabilité de l'établissement.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La Région accorde au bénéficiaire une aide visant à acquérir des manuels scolaires au titre de la mesure gratuité des manuels scolaires pour les élèves de Seconde et de Première générale et technologique.

ARTICLE 2 : Montant de l'aide

L'aide s'élève à (montant). Elle est calculée sur la base d'un plafond de 200 € par élève appliqué aux effectifs de l'année N-1.

ARTICLE 3 : Dispositions financières

Article 3.1 : modalités de versement de l'aide

L'aide régionale est versée au bénéficiaire visé ci-dessus sur le compte bancaire qui aura été transmis à l'administration et dont le bénéficiaire est titulaire.

Une avance correspondant à 80% du montant de la aide fixée à l'article 2 est versée après signature de la présente convention et à réception d'un Relevé d'Identité Bancaire au nom du bénéficiaire.

Le solde est versé à réception des documents suivants :

- la copie des factures acquittées directement par le bénéficiaire;
- un document précisant le nombre d'élèves inscrits dans les filières éligibles à l'année N (année scolaire 2019/2020).

Le paiement du solde s'effectue au prorata des dépenses justifiées et du nombre d'élèves réellement inscrits dans les filières éligibles à l'année N. Si le montant de l'avance s'avérait supérieur au montant dû, celle-ci ferait l'objet d'une demande de reversement.

Les pièces devront être fournies avant le 1er juin 2020. Le non-respect de ce délai entrainera le reversement de l'avance et le solde sera annulé de plein droit.

Article 3.2 : comptable assignataire

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur Régional Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de la signature de la dernière partie. Elle est conclue pour une durée de 15 mois.

Le mandatement et le paiement de l'aide pourront être après le terme de la convention sous réserve que le bénéficiaire respecte l'ensemble de ses obligations dans les délais impartis de la présente convention.

La convention se termine au versement du solde.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par avenant signé par les parties.

ARTICLE 6 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.
La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et le reversement de tout ou partie de la subvention versée par la Région selon les modalités prévues à l'article 3.

ARTICLE 7 – LITIGES

En cas de difficulté quelconque lié à la conclusion ou à l'exécution de la présente convention, quels qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et avant tout recours contentieux, que les parties procèdent par voie de règlement amiable.

Pour ce faire, la partie la plus diligente saisie l'autre par un courrier adressé en recommandé avec accusé de réception, sans délai et sans condition préalable, afin d'entamer des négociations aux fins de résoudre tout différend.

A défaut de règlement amiable, le litige peut être porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, le
en 3 exemplaires originaux

Pour la Région Nouvelle-Aquitaine
Le Président

Alain ROUSSET

Pour le bénéficiaire
Le Directeur de
l'établissement

Pour le bénéficiaire
Le représentant de l'organisme
gestionnaire,

Pôle : Education et Citoyenneté

Direction de l'Education

Service Ambition Educative

Directeur général adjoint : Philippe Mittet

Directeur : Thierry Cagnon

Chef de Service : Jean-Luc Serment

Affaire suivie par : Simone Espeisse
Poste : 05 17 84 32 30
simone.espeisse@nouvelle-aquitaine.fr

CONVENTION N° I1900696

ENTRE
La Région Nouvelle-Aquitaine, dont le siège est situé au 14 rue François de Sourdis, 33077 Bordeaux, représentée par le Président du Conseil Régional,

D'une part,

Et le LP privé horticole Camille-Godard Domaine de Bel-Air, Cedex 1052, 33185 Le Haillan, représenté par Monsieur Le Directeur,

D'autre part,

VU la délibération n° 2019.609.SP du 12 avril 2019 de la Séance Plénière du Conseil Régional concernant les aides de rentrée pour les lycéens,

VU la délibération n°2019.777.CP du 24 mai 2019 de la Commission Permanente du Conseil Régional concernant l'affectation des autorisations de programme au titre de la mesure « gratuité des manuels scolaires » et attributions des aides aux lycées éligibles à la mesure « équipements professionnels de rentrée »,

VU l'arrêté n°EC.01-2019 du 21 mars 2019 portant délégation de signature du président du Conseil Régional aux responsables du Pôle Education-Citoyenneté,

EN CONSEQUENCE

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet et montant de la subvention

Une subvention révisable d'un montant de 7 590 € est attribuée au LP privé horticole Camille-Godard pour financer l'équipement professionnel de rentrée des élèves entrant en première année de formation professionnelle pour l'année scolaire 2019-2020.

Cette subvention est calculée sur la base des montants par filière appliqués aux effectifs de l'année scolaire N-1. Elle sera régularisée au cours de l'année scolaire N en fonction des effectifs et des dépenses réels justifiés par l'établissement.

Dans le cas où les dépenses justifiées seraient inférieures au montant de l'avance versée, la Région demandera le remboursement du trop-perçu.

Hôtel de Région
14, rue François-de-Sourdis
CS 81383
33077 Bordeaux Cedex
T. 05 57 57 80 00
nouvelle-aquitaine.fr

ARTICLE 2 : Modalités de versement

Le règlement s'effectuera de la façon suivante :

- avance de 70 %, soit 5 313 €, après signature de la présente convention accompagnée d'un RIB,

- le solde sur présentation des pièces justificatives suivantes à adresser à la Région uniquement par mail :

  - ✓ le bilan d'utilisation complété par section avec indication détaillée des effectifs réels co-signé par le chef d'établissement et l'agent comptable et portant le tampon de l'établissement,
  - ✓ le tableau récapitulatif des achats détaillés par filière co-signé par le chef d'établissement et l'agent comptable et portant le tampon de l'établissement,
  - ✓ outre les pièces mentionnées ci-dessus, l'intégralité des factures que les services de la Région garderont en tant que pièces justificatives en cas de besoin.

ARTICLE 3 : Envoi des justificatifs

Les pièces nécessaires au paiement du solde devront parvenir à la Région au plus tard le 1er avril 2020.

ARTICLE 4 : Caducité de l'aide

L'aide sera caduque et la Région exigera le remboursement en tout ou partie de la subvention s'il apparaît que :

- l'aide a été partiellement utilisée ou utilisée en totalité à des fins non conformes à l'objet pour lequel elle a été attribuée,

- les délais de transmission des pièces justificatives de la dépense n'ont pas été respectés.

Toutefois, sur demande écrite et motivée de l'établissement, reçue avant l'expiration du délai initial, une prolongation du délai de transmission des pièces justificatives pourra être accordée par avenant à la convention.

ARTICLE 5 : Obligations en matière de communication-publicité

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation financière de la Région Nouvelle-Aquitaine à la réalisation de son projet sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'objet de l'aide régionale (rapport annuel, page accueil du site internet ...).

ARTICLE 6 : Prise d'effet

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties.

ARTICLE 7 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à 15 jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et le reversement de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 8 : Le comptable assignataire des paiements est le payeur régional de Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 9 : Le directeur général des services de la Région et le payeur régional sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le

Le Directeur de l'Education
Région Nouvelle-Aquitaine

Monsieur Le Directeur
LP privé horticole
Camille-Godard

Thierry Cagnon

DELEGATION DE Madame Arielle PIAZZA

D-2019/502
Convention annuelle entre la Ville de Bordeaux et les associations agissant en faveur de l'enfance et de la jeunesse. Adoption.Autorisation

Madame Arielle PIAZZA, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique territoriale en faveur de la Jeunesse, la Ville de Bordeaux accompagne des associations proposant des actions éducatives destinées aux 16/25 ans.

Le Centre Régional d'Information Jeunesse Nouvelle Aquitaine (CRIJNA), prend principalement en compte la politique publique à destination de la Jeunesse et des familles, et, à ce titre, contribue au partage d'une volonté commune forte de continuité éducative avec l'ensemble des autres partenaires.

Les actions qui en découlent s'articulent autour des objectifs suivants :

- Contribuer au développement de la politique jeunesse de la Ville de Bordeaux au travers de ses différents dispositifs dont le Pacte,
- Renforcer l'accès aux différents services de l'association dans l'ensemble des quartiers et assurer la diffusion de l'information événementielle de la Ville,
- Contribuer à l'épanouissement et à la réussite des jeunes,
- Rendre plus accessible le sport, la culture et les loisirs,
- Orienter les jeunes bordelais de moins de 30 ans,
- Développer la participation et la prise d'initiatives,
- Favoriser la santé et le bien-être.

Dans ce contexte, une convention de partenariat définissant les modalités d'engagements du Centre Régional d'Information Jeunesse Nouvelle Aquitaine ainsi que la participation financière de la Ville, a été établie pour l'année 2019.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Attribuer une subvention de 40 000 euros en faveur du CRIJNA,
- Imputer la dépense correspondante sur le budget principal 2019, sur la sous fonction 020 compte 6574,
- b signer la convention ci-annexée et tout acte afférent, précisant les conditions de la subvention accordée, entre :

La Ville de Bordeaux représentée par le Maire adjoint en charge des sports, de la jeunesse et de la vie étudiante, Madame Piazza

Et

Le centre d'Information Jeunesse Aquitaine représentée par sa Présidente, Constance de Peyrelongue

ADOPTE A L'UNANIMITE

M. le MAIRE

Madame PIAZZA.

MME PIAZZA

Très rapidement. Là aussi, 40 000 euros, c'est récurrent chaque année, mais je voulais insister auprès de vous pour vous dire qu'il y a un très bon travail constructif et collaboratif avec la nouvelle équipe du CRIJNA avec un travail sur les 8 quartiers de Bordeaux et la création d'un site « Jeune à Bordeaux » pour avoir une information demandée par le jeune en un seul clic. L'objectif étant de donner ou redonner un un cadre visible pour la jeunesse, agrégé d'existant, et réactualiser l'offre en fonction des attentes des jeunes. C'est pour cela que vous êtes sollicités particulièrement pour financer ce site, l'alimenter, et travailler sur une bonne maintenance.

M. le MAIRE

Merci beaucoup. Monsieur DAVID.

M. Y. DAVID

Juste pour dire qu'il y a un énorme boulot derrière qui est en train de …

M. le MAIRE

Très bien, on s'en doutait. On est ravi. Très bien, merci. Il n'y a pas d'autres interventions ?

On passe au vote. Qui est pour ? Tout le monde. Qui s'abstient ? Personne. Qui est contre ? Personne. Adoptée à l'unanimité. Bravo.

Point suivant.

MME MIGLIORE

Délibération 506 : « Golf de Bordeaux-Lac. Compte rendu annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2018. »

CONVENTION ANNUELLE DE PARTENARIAT

ENTRE

Nicolas FLORIAN, Maire de Bordeaux, habilite aux fins des presentes par deliberation du Conseil Municipal en date du **XXX**, et reçue en Prefecture le **XXX**,

ET

Madame Constance de Peyrelongue, Presidente du Centre Regional d'Information Jeunesse Nouvelle Aquitaine, autorise par deliberation du Conseil d'Administration en date du 28 mars 2018.

EXPOSENT

La politique generale d'aide aux associations de la ville de Bordeaux fait l'objet de conventions de partenariat qui definissent les objectifs et les moyens de l'association, les conditions materielles et financieres de l'aide apportee par la Ville ainsi que les engagements des deux parties.

Par ailleurs, la ville de Bordeaux developpe une politique globale en faveur de la Jeunesse au travers de projets educatifs.

CONSIDERANT

Que le Centre Regional d'Information Jeunesse Nouvelle Aquitaine domicilie 125 cours Alsace Lorraine 33 000 Bordeaux dont les statuts ont ete approuves le 22 mars 2018, exerce une activite dans un champ de competence qui presente un interet communal propre.

Le Centre Regional d'Information Jeunesse Nouvelle Aquitaine sera designe dans les articles suivants sous le vocable unique de « l'Association ».

CECI AYANT ETE EXPOSE, **IL EST CONVENU** CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

La presente convention est conclue pour l'exercice 2019 et definit les engagements reciproques des parties pour la realisation du programme et des objectifs generaux.

ARTICLE 2 – OBJECTIFS GENERAUX ET ACTIONS

L'Association prend principalement en compte la politique publique a destination de la Jeunesse et des familles, et, a ce titre, contribue au partage d'une volonte commune forte de continuite educative avec l'ensemble des autres partenaires.

Les actions qui en decoulent s'articulent autour des objectifs suivants :

- Contribuer au developpement de la politique jeunesse de la ville de Bordeaux au travers de ses differents dispositifs dont le Pacte.
- Renforcer l'acces aux differents services de l'association dans l'ensemble des quartiers et assurer la diffusion reguliere de l'information evenementielle de la Ville.
- Contribuer a l'epanouissement et a la reussite des jeunes.
- Rendre plus accessibles le sport, la culture et les loisirs.
- Orienter les jeunes bordelais de moins de 30 ans.
- Developper la participation et la prise d'initiatives.
- Favoriser la sante et le bien-etre.

ARTICLE 3 – MISE A DISPOSITION DE MOYENS FINANCIERS

La ville de Bordeaux s'engage a mettre a disposition de l'Association au titre du **fonctionnement general de l'Association**, un montant de 40 000 euros dont le reglement s'effectuera en un versement.
Le versement de la subvention sera effectue sur le compte de l'Association dont les references bancaires sont : Credit Cooperatif - n° de compte 42559.10000.0800394403.25

De plus, la Ville met a disposition des locaux a titre gratuit, permetant la poursuite de l'activite du CRIJNA :
➢ des locaux dependant de l'immeuble 125 cours Alsace Lorraine, repartis sur deux niveaux dont la valeur locative annuelle est estimee a 37 400 euros par an.

ARTICLE 4 – CONTROLE FINANCIER ET DES ACTIVITES

Sur simple demande de la Ville, l'Association devra communiquer tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux periodes couvertes par la convention, aux fins de verifications.

Le controle pourra porter sur l'annee et les trois annees precedentes. Un commissaire aux comptes et un suppleant seront nommes conformement aux dispositions de l'article 27 de la loi 84.148 du 1er mars 1984 relative a la prevention et aux reglements amiables des difficultes des entreprises ou conformement aux dispositions de la loi 93.122 du 29 janvier 1993 relative a la prevention de la corruption et a la transparence de la vie economique et des procedures publiques.

Par ailleurs, la Ville pourra proceder a tout controle ou investigation qu'elle jugera utiles, tant directement que par des personnes ou organismes dument mandates par elle, pour s'assurer du bien fonde des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagements vis-a-vis de la Ville.

L'Association s'engage a fournir dans le mois suivant son approbation par l'assemblee generale, le rapport moral, les documents budgetaires (bilan et compte de resultats) ainsi que tous documents faisant conna tre les resultats de son activite.

D'une part et de façon specifique, l'association s'engage a mettre en place un Comite de pilotage sur l'animation en faveur des jeunes bordelais, preside par l'adjoint au Maire de Bordeaux en charge de la Jeunesse.
Ce Comite de pilotage se reunira **a minima trois fois par an**.

D'autre part, les deux parties a la presente convention prevoient des reunions techniques de suivi des operations et de bilan, dont l'ordre du jour est notamment constitue par :

- ✓ **Presentation d'un rapport d'activites intermediaire, puis definitif, par action**
- ✓ **Presentation d'une situation financiere intermediaire, puis definitive, par action**
- ✓ Ajustement du plan d'activites et du budget previsionnel pour la fin de l'exercice, par action
- ✓ Mode d'utilisation par l'Association des concours de la Ville de Bordeaux, par action
- ✓ Evaluation des actions menees

Tous les 6 mois l'association devra communiquer a la Ville les actions mises en place pour l'information des jeunes bordelais.
De façon generale la ville de Bordeaux devra etre saisie en amont de la programmation des actions de l'association.
Un grand evenement d'information a destination des jeunes bordelais devra etre mis en place lors de la rentree etudiante en lien avec les instances universitaires.

La Ville souhaite que les documents d'information crees par l'association - guides et plaquettes -- soient diffuses dans differentes structures de la Ville telles que les Mairies de quartier, les bibliotheques... ainsi qu'aupres des structures associatives a vocation socio culturelle.
Le developpement de documentations dematerialisees destinees aux jeunes bordelais devra etre une priorite.

L'association devra accorder une place privilegiee a l'information destinee aux bordelais au sein meme des locaux mis a disposition par la Ville sous la forme d'un espace qui y sera consacre.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITES – ASSURANCES

Les activites de l'Association sont placees sous sa responsabilite exclusive. L'Association devra souscrire tout contrat d'assurance de façon a ce que la Ville ne puisse etre recherchee ou inquietee.

L'Association s'engage a couvrir les consequences pecuniaires de sa responsabilite civile susceptible d'etre engagee du fait de ses activites dans l'ecole ou notamment par la possession ou l'exploitation de ses equipements propres, et de sa presence dans les locaux mis a sa disposition dans tous les cas ou elle serait recherchee :

- ✓ A la suite de tous dommages corporels, materiels ou immateriels, consecutifs ou non aux precedents, causes par des tiers ou aux personnes se trouvant dans les locaux,

- ✓ A la suite de tous dommages, y compris les actes de vandalisme causes aux biens confies, aux batiments, aux installations generales et a tous biens mis a disposition appartenant a la Ville.

A ce titre, l'Association devra souscrire, aupres d'une compagnie notoirement solvable, une police destinee a garantir sa responsabilite, notamment vis-a-vis des biens confies, y compris les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers.

Cette police devra prevoir :

- ✓ Une garantie a concurrence de 7 623 000 euros par sinistre et par an pour les dommages corporels,
- ✓ Une garantie pour les dommages materiels ou immateriels, consecutifs ou non, a concurrence de 1 525 000 euros,
- ✓ Une garantie pour les risques – incendie-explosion ; degats des eaux, recours des voisins ou des tiers a concurrence de 300 000 euros, par sinistre et par an.

Ainsi qu'une renonciation a recours de l'Association et de ses assurances au-dela de ces sommes. Pour leur part, la Ville et ses assureurs subroges renoncent egalement a recours contre l'Association au-dela de ces sommes.

L'Association souscrira pour ses biens propres toutes les garanties qu'elle jugera utiles et avec ses assureurs subroges, elle renonce a tous recours qu'elle serait fondee a exercer contre la Ville et ses assureurs pour tous les dommages subis.

L'Association devra remettre a la Ville, copie de sa police d'assurance en cours, y compris celle des avenants eventuels, et de l'attestation qui lui sera delivree par son assureur.

Au cas ou ces documents ne seraient pas remis a la Ville 8 jours avant le debut des activites, la Ville se reserve le droit de ne pas autoriser l'acces au lieu concerne par les presentes.

La Ville, de son cote, fera son affaire personnelle des assurances garantissant leurs dommages materiels ou bien mis a disposition dont elle-meme ou ses preposes seraient responsables, et des dommages occasionnes aux tiers qui lui seraient imputables.

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DIVERSES – IMPOTS ET TAXES

L'Association se conformera aux prescriptions reglementaires relatives a l'exercice de son objet. En outre, l'Association fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances presentes ou futures constituant ses obligations fiscales, de telle sorte que la Ville ne puisse etre inquietee en aucune façon a ce sujet.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION ET DENONCIATION

La presente convention est conclue pour l'annee civile 2019.

La presente convention ne donnera lieu a aucun renouvellement automatique. Le cas echeant, une nouvelle convention devra intervenir pour une nouvelle periode.

ARTICLE 8 – RESILIATION

La presente convention sera resiliee de plein droit, sans preavis, ni indemnite, en cas de faillite, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilite notoire de l'Association.

Par ailleurs, la Ville se reserve le droit de mettre fin, unilateralement et a tout moment a la presente convention, en cas de non-respect de l'une des clauses de la presente convention ou l'une des clauses de l'un des avenants a ladite convention, des lors que dans le mois suivant la reception de la mise en demeure envoyee par la ville de Bordeaux lettre R.A.R., l'Association n'aura pris les mesures appropriees ou sans preavis en cas de faute lourde.

ARTICLE 9 – MODALITES PARTICULIERES

S'agissant des activites developpees, l'Association s'engage :

- A faire etat de la participation financiere de la ville de Bordeaux.
- A faire appara tre le logo de la ville de Bordeaux sur l'ensemble des documents.

ARTICLE 10 – DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les frais eventuels des presentes seront a la charge de l'Association.

ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE

Les signataires des presentes elisent domicile chacun en leur siege social respectif :

- Pour la Ville : Hotel de Ville, Place Pey-Berland a Bordeaux ;
- Pour l'Association : 125 cours Alsace Lorraine 33000 Bordeaux ;

Fait a Bordeaux en trois exemplaires, le .....

Pour la Ville de Bordeaux

Pour le Maire
Arielle PIAZZA
Adjoint au Maire

Pour l'Association

La Presidente
Constance de Peyrelongue

D-2019/503
Création d'une salle sportive polyvalente dans le quartier des Aubiers. Subvention d'équipement. Adoption autorisation

Madame Arielle PIAZZA, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de ses dispositifs d'accompagnement au développement de la vie sportive dans les quartiers, la ville de Bordeaux initie et coordonne de nombreuses interventions en direction des associations sportives.

L'Office Public de l'Habitat de Bordeaux Métropole a pour projet de rénover un local situé au cœur de la résidence les Aubiers, 176 rue Gabriel Frizeau, autrefois occupé par le Centre d'Animation de Bordeaux Lac. Ce local rénové en salle sportive polyvalente sera ensuite loué et exploité par la Ville.

Cette salle sera mutualisée et mise à la disposition des associations sportives du quartier, pour développer la pratique de la boxe et des activités de forme.

Afin de rendre cette salle fonctionnelle, Aquitanis a réalisé des travaux de rénovation et créer des vestiaires. La fourniture et l'installation du matériel sportif ont été à la charge de la Ville.

Le coût des travaux de rénovation engagés par Aquitanis s'élève à un montant total de 411 744 euros TTC. Ils seront financés :

- par un abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et une subvention de 27 574 € allouée dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU),
- par une subvention de la ville de Bordeaux à hauteur de 25 000 €, objet de la présente convention.

Les travaux de rénovation ont été terminés fin octobre, la subvention de 25 000 € proposée par la Ville peut donc être attribuée à l'issue de la réception des travaux.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- signer la conventions dont le projet est ci-joint,

- verser une subvention de 25 000 € à Aquitanis dont le montant sera imputé sur les crédits de la Ville – nature analytique 2147 – compte 20422 – fonction 412

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

Convention entre la ville de Bordeaux et l'Office Public de l'Habitat de Bordeaux Métropole AQUITANIS
Participation financière de la Ville aux travaux de réhabilitation d'un local

Entre les soussignés :

La ville de Bordeaux, représentée par son Maire, Monsieur Nicolas Florian, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal n° …… en date du ……. reçue en Préfecture de la Gironde le …… ,
Ci-après dénommée « la Ville »,

D'une part,

Et :

L'Office Public de l'Habitat de Bordeaux METROPOLE, Aquitanis, représentée par son Directeur général Monsieur Jean-Luc GORCE, dûment mandaté par délibération du conseil d'administration en date du 17 octobre 2018 reçu en préfecture le 18 octobre 2018

Ci-après dénommée « Aquitanis »,

D'autre part,

ARTICLE 1 – OBJET

La Ville loue auprès d'Aquitanis un local situé au cœur de la résidence des Aubiers, 176 rue Gabriel Frizeau 33300 BORDEAUX qui sera mis à la disposition des associations du quartier, afin de développer la pratique de la boxe, gymnastique et musculation.

Pour permettre à la Ville d'assurer le démarrage d'exploitation de la salle, Aquitanis doit engager des travaux de réhabilitation les lieux.

Le coût de ces travaux s'élève à 411 744 euros ttc pour lesquels la Ville souhaite apporter une aide à Aquitanis à hauteur de 25 000 €.

ARTICLE 2 – UTILISATION DE LA SUBVENTION
La subvention doit être uniquement consacrée aux travaux de réhabilitation du local.
En cas de non-respect de ces dispositions la subvention d'équipement devra être remboursée à la ville de Bordeaux.

ARTICLE 3 – VERSEMENT DES FONDS
Le versement de cette subvention se fera de la manière suivante :

- 25 000 € à la signature de la convention

ARTICLE 4 – COMPTENCE JURIDICTIONNELLE
Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présentes seront soumis, en tant que besoin, aux juridictions compétentes siégeant à Bordeaux.

ARTICLE 5 - ELECTION DE DOMICILE
Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile :
- pour la ville de Bordeaux, à l'Hôtel de Ville, place Pey-Berland - 33045 Bordeaux Cedex
- pour Aquitanis,1 avenue André Reinson 33000 BORDEAUX

Fait à Bordeaux, le.
En deux exemplaires.

Pour Aquitains
Le Directeur Général,
Jean-Luc GORCE

Pour la Ville de Bordeaux
L'Adjointe au Maire,
Arielle PIAZZA

D-2019/504
Sport éducatif et de loisirs et de haut niveau. Attribution de subventions de fonctionnement et d'équipement. Année 2019. Autorisation de signature.

Madame Arielle PIAZZA, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La ville de Bordeaux accompagne financièrement les clubs sportifs œuvrant au développement de la pratique sportive sur le territoire bordelais, autour de 4 grands axes :

- le sport éducatif et de loisirs et les développement des activités de proximité ;
- la formation des jeunes et des dirigeants ;
- la promotion et le développement de la pratique féminine ;
- le développement de la filière haut-niveau.

Compte-tenu de projets répondant aux axes de la politique sportive municipale mis en œuvre au cours de l'année par des clubs sportifs, il est proposé l'attribution de subventions exceptionnelles détaillées ci-après.

1. SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT

Soutien à la formation et à l'encadrement sportif – 4000 €

Association	Activité	Subvention proposée
BEC- Section plongée	Formation des adhérents	500 €
CAM - Section plongée	Formation des adhérents	500 €
COQS ROUGES – Section plongée	Formation des adhérents	500 €
STADE BORDELAIS – Section plongée	Formation des adhérents	500 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL	Accompagnement à la formation des éducateurs de handball de APIS	2000 €
	TOTAL	**4000 €**

Aide au développement des activités sportives de proximité – 4700 €

Association	Activité	Subvention proposée
ENVOL D'AQUITAINE	Accompagnement au développement des activités sportives	700 €
HOCKEY GARONNE SPORTS	Accompagnement au développement des activités sportives	1500 €
CENTRE DE VOILE	Accompagnement au développement des activités sportives	1000 €
LA FLECHE	Accompagnement au développement des activités sportives	1000 €
UNION SAINT BRUNO – Section athlétisme	Accompagnement au développement des activités sportives	500 €
	TOTAL	**4700 €**

Aide au développement du sport scolaire- 7000 €

Association	Activité	Subvention proposée
USEP BARBEY	Accompagnement au développement des activités sportives	1000 €
BEC – Section escrime	Organisation de séances d'escrime scolaire	6000 €
	TOTAL	**7000 €**

Promotion du sport féminin et du sport de haut niveau – 25800 €

Association	Activité	Subvention proposée
SPORTING CLUB LA BASTIDIENNE	Développement du football féminin amateur	1200 €
RACING CLUB BM	Développement du football féminin amateur	1200 €
STADE BORDELAIS – Section football	Développement du football féminin amateur	1200 €
AGJA – Section football	Développement du football féminin amateur	1200 €
BORDEAUX MERIGNAC VOLLEY	Développement du volley féminin de haut niveau	5000 €
PRIMROSE – Section Hockey	Accession de l'équipe première féminine à l'élite 1	2000 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL	Accession de l'équipe première masculine à la Nationale 2	14000 €
	TOTAL	**25800 €**

Soutien à l'organisation d'événementiels sportifs – 27205 €

Association	Activité	Subvention proposée
AQUITAINE SPORT POUR TOUS	Organisation d'un village sport lors de la Foire Exposition Internationale 2019	15000 €
GIRONDINS DE BORDEAUX OMNISPORTS	Traversée de Bordeaux à la Nage	2000 €
INTERFEL	Animations lors du Quai des Sports 2019	1105 €
AVB 98	Animations lors du Quai des Sports 2019	2700 €
STADE BORDELAIS – section BMX	Animations lors du Quai des Sports 2019	700 €
SURF INSERTION	Animations lors du Quai des Sports 2019	2200 €
LIGUE DE GOLF NVELLE AQUITAINE	Animations lors du Quai des Sports 2019	1500 €
	TOTAL	**25205 €**

Aide au fonctionnement des équipements du Stade Bordelais – 8155 €

Par actes notariés reçus par Maître Georges Chambrières les 13 mars et 8 mai 1976 et modifiés le 10 janvier 1994, il a été convenu que la ville de Bordeaux verserait à l'association Stde bordelais une subvention de fonctionnement pour l'entretien du Stade Sainte Germaine, dont le montant doit être révisé chaque année en fonction de la variation de l'indice INSEE de la construction (3ème trimestre).

Pour 2019, cette aide, calculée suivant la base ci-dessus, s'élève à 275 776 €, ce qui augmente la subvention initiale accordée au Stade Bordelais de 4155 €.

Par ailleurs, le Stade Bordelais a engagé une vaste étude prospective concernant les possibilités de réaménagement à long terme du site de Sainte Germaine. A ce titre, l'association a fait réaliser une étude par un cabinet d'aménagement, à hauteur de 18 000 €. A ce titre, il est proposé d'aider le club pour un montant de 4 000 €.

Soutien exceptionnel autre – 13 000 €

En 2019, une grande partie de l'année a vu l'organisation chaque week-end de mouvements sociaux (Gilets Jaunes) dans le centre-ville de Bordeaux. Ces manifestations ont particulièrement impactées certains clubs élite jouant leurs matchs à domicile dans l'hypercentre, en induisant pour eux une perte de recettes :

- le BMV, jouant normalement au Palais des Sports, a dû jouer la quasi-totalité de ses matchs dans une salle délocalisée (salle des Peupliers) ;
- les Boxers de Bordeaux, jouant à la Patinoire de Mériadeck a subi une perte de recettes lors de week-ends particulièrement sensibles.

Il est donc proposé d'attribuer une aide exceptionnelle à ces deux clubs, à hauteur de 8500 € pour le BMV et 4500 € pour les Boxers.

2. SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Stade Bordelais Section BMX

La section BMX du Stade Bordelais doit régulièrement renouveler son matériel sportif (vélos, casques) notamment en raison de la forte utilisation de ce matériel dans le cadre de ses activités pédagogiques, dont l'accueil de scolaires, tout au long de l'année. Le club a sollicité l'aide de la ville de Bordeaux pour procéder au renouvellement du matériel nécessaire.
L'investissement prévisionnel est de 9180 € TTC (devis présenté en pièce jointe). Il est proposé d'attribuer une aide de 7 000 € dans ce cadre, sur présentation de la facture acquittée.

Emulation Nautique de Bordeaux

La section aviron de l'émulation nautique de Bordeaux axe son développement depuis plusieurs années sur la formation des jeunes. Ces efforts sont récompensés par la qualification chaque saison de nombreux rameuses et rameurs aux phases finales des championnats de France (103 en 2018) ou par le fait de compter dans ses rangs des sélectionné(e)s en équipe de France (1 en 2018, 2 en 2017). Ces résultats peuvent être obtenus grâce, d'une part, au travail des bénévoles et professionnels de l'école d'aviron et d'autre part, à l'utilisation d'une flotte d'embarcations multiples dont l'entretien est assuré par le club.
Il est, à ce titre, proposé d'apporter une aide de 20 000 euros pour l'acquisition de bateaux, octroi conditionné par la présentation d'une facture (devis en pièce jointe).

Les Girondins de Bordeaux Women's Rugby League

« Les Girondins de Bordeaux Women's Rugby League » est une association sportive nouvellement créée, de rugby à XIII féminin. L'association est en cours de domiciliation sur Bordeaux. Afin d'aider ce club, contribuant au développement de la pratique sportive féminine, il est proposé de lui attribuer une subvention d'équipement de 5 000 €, dans le cadre de son projet d'achat et d'installation de poteaux de rugby (devis ci-joint). Le versement de la subvention se fera sur présentation d'une facture acquittée correspondant à la nature de l'investissement prévisionnel.

Par conséquent, je vous demande de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Maire à verser les subventions aux associations concernées ;
- adopter les termes des avenants aux conventions, joints en annexe, pour les associations percevant plus de 10 000 € d'aide municipale annuelle et autoriser Monsieur le Maire à les signer.

ADOPTE A L'UNANIMITE

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
STADE BORDELAIS

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association STADE BORDELAIS, le 30 janvier 2019, pour un montant total de 685 621€.

Cette convention a été complété par un avenant n°1 approuvé par le Conseil Municipal du 29 avril 2019 pour un montant de 383€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association STADE BORDELAIS, dont le siège social est situé 30 rue Virginia - 33200 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Laurent Baudinet.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du STADE BORDELAIS est augmentée des montants suivants :

- 500 € au titre de la Formation des adhérents section plongée ;
- 1200 € au titre du Développement du football féminin ;
- 700 € au titre de l'animation lors du Quai des Sports - section BMX ;
- 4155 € au titre de la gestion du stade Sainte-Germaine (révision annuelle) ;
- 4000 € au titre de l'aide à l'étude d'évolution du site Sainte-Germaine.

Par conséquent, la subvention globale de l'association STADE BORDELAIS est portée à 696 559 €.

Par ailleurs, une subvention d'équipement d'un montant de 7 000 € est attribuée, au titre de l'aide à l'équipement en vélos et casques de la section BMX. Cette subvention sera mise en paiement sur présentation de la facture acquittée par l'association, sur la base du devis fourni.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville de Bordeaux dont la valorisation s'élève à 534 251,25€.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le STADE BORDELAIS

Laurent Baudinet
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
CAM

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association CAM, le 1er février 2019, pour un montant total de 204 542€.

Cette convention a été complété par un avenant n°1 approuvé par le Conseil Municipal du 29 avril 2019 pour un montant de 563€ suivie d'un avenant n°2 approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2019 pour un montant de 1 190€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association CAM, dont le siège social est situé 7 rue André Maginot - 33200 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Jacques Delaby.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du CAM est augmentée des montants suivants :

- 500 € au titre de la Formation des adhérents section plongée ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association CAM est portée à 206 795 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le CAM

Jacques Delaby
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
GIRONDINS HANDBALL

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association GIRONDINS HANDBALL, le 26 janvier 2019, pour un montant total de 106 000€.

Cette convention a été complété par un avenant n°1 approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2019 pour un montant de 1 190€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association GIRONDINS HANDBALL, dont le siège social est situé 96 rue de la Benauge - 33100 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Christian Malichecq.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du GIRONDINS HANDBALL est augmentée des montants suivants :

- 2 000 € au titre d'accompagnement à la formation des éducateurs de handball d'APIS ;
- 14 000 € au titre de l'accession de l'équipe première masculine à la nationale 2 ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association GIRONDINS HANDBALL est portée à 123 190 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville de Bordeaux dont la valorisation s'élève à 107 012,41€.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le GIRONDINS HANDBALL

Christian Malichecq
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
UNION SAINT-BRUNO

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association UNION SAINT-BRUNO, le 25 janvier 2019, pour un montant total de 209 000€.

Cette convention a été complété par un avenant n°1 approuvé par le Conseil Municipal du 7 octobre 2019 pour un montant de 297,50€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association UNION SAINT-BRUNO, dont le siège social est situé 49 rue Brizard - 33000 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Pierre Marie Lincheneau.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du UNION SAINT-BRUNO est augmentée des montants suivants :

- 500 € au titre de la Accompagnement au développement des activités sportives;

Par conséquent, la subvention globale de l'association UNION SAINT-BRUNO est portée à 209 797,50 €.

Par ailleurs, une subvention d'équipement d'un montant de 7 000 € est attribuée, au titre de l'aide à l'équipement en vélos et casques de la section BMX. Cette subvention sera mise en paiement sur présentation de la facture acquittée par l'association, sur la base du devis fourni.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour l' UNION SAINT-BRUNO

Pierre Marie Lincheneau
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
BEC

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association BEC, le 28 janvier 2019, pour un montant total de 153 000€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association BEC, dont le siège social est situé 14 avenue Jean Babin - 33600 Pessac, représentée par son Président, Monsieur Jean Marie Birbis.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du BEC est augmentée des montants suivants :

- 500 € au titre de la formation des adhérents section plongee ;
- 6000 € au titre de l'organisation de séances d'escrime scolaire ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association BEC est portée à 159 500 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le BEC

Jean Marie Birbis
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
COQS ROUGES

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association COQS ROUGES, le 2/6/2019, pour un montant total de 53 474€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association COQS ROUGES, dont le siège social est situé 14 place Ste Eulalie - 33000 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Gilles Chalignes.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du COQS est augmentée des montants suivants :

- 500 € au titre de la Formation des adhérents section plongée ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association COQS ROUGES est portée à 53 974 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville de Bordeaux dont la valorisation s'élève à 5 996,16€.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour les COQS ROUGES

Gilles Chalignes
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
La Bastidienne

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association La Bastidienne, le 28 janvier 2019, pour un montant total de 21 500€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association La Bastidienne, dont le siège social est situé 70 rue des Vivants - 33100 Bordeaux, représentée par sa Présidente, Madame Françoise Frémy.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du La Bastidienne est augmentée des montants suivants :

- 1200 € au titre de la Développement du football féminin ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association La Bastidienne est portée à 22 700 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville de Bordeaux dont la valorisation s'élève à 44 952€.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour La Bastidienne

Françoise Frémy
Présidente

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
RACING CLUB BORDEAUX METROPOLE

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association RACING CLUB BM, le 9 février 2019, pour un montant total de 23 000€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association RACING CLUB BORDEAUX METROPOLE, dont le siège social est situé Stade de Suzon -chemin de Suzon - 33400 Talence, représentée par son Président, Monsieur Jean Claude Boudat.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du RACING CLUB BM est augmentée des montants suivants :

- 1200 € au titre de la Développement du football féminin ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association RACING CLUB BM est portée à 24 200 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville de Bordeaux dont la valorisation s'élève à 28 385,73€.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le RACING CLUB BORDEAUX METROPOLE

Jean Claude Boudat
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
AGJA

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association AGJA, le 28 janvier 2019, pour un montant total de 72 500€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association AGJA, dont le siège social est situé 8 rue Gambetta - 33200 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Paul Henry Schmidt.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du AGJA est augmentée des montants suivants :

- 1200 € au titre du développement du football féminin ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association AGJA est portée à 73 700 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour l'AGJA

Paul Henry Schmidt
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
BMV

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association BMV, le 24 janvier 2019, pour un montant total de 100 000€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association BMV, dont le siège social est situé 153 rue David Johnston - 33000 Bordeaux, représentée par ses Co-présidentes, Mesdames Valérie Pull et Béatrice Knoepfler.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du BMV est augmentée des montants suivants :

- 5000 € au titre du développement du volley féminin de haut niveau ;
- 8500 € au titre de l'aide due aux conséquences financières des mouvements sociaux 2019 ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association BMV est portée à 113 500 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le BMV

Valérie Pull et Béatrice Knoepfler
Co-Présidentes

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
PRIMROSE

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association PRIMROSE, le 6 mars 2019, pour un montant total de 147 000€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association PRIMROSE, dont le siège social est situé 81 rue Jules Ferry - 33200 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Bernard Dupouy.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du PRIMROSE est augmentée des montants suivants :

- 2000 € au titre de l'accession de l'équipe première féminine à l'élite 1 ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association PRIMROSE est portée à 149 000 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville
Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le PRIMROSE

Bernard Dupouy
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS – ANNEE 2019
GIRONDINS DE BORDEAUX OMNISPORTS

Une convention d'objectifs, permettant d'accompagner le mouvement associatif local et contribuant au développement et à la pérennité des activités sportives a été signée avec l'association GIRONDINS DE BORDEAUX OMNISPORTS, le 1er février 2019, pour un montant total de 109000€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

L'association GIRONDINS DE BORDEAUX OMNISPORTS, dont le siège social est situé 107 avenue Marcel Dassault - Domaine de Rocquevielle - 33700 Mérignac, représentée par son Président, Monsieur Patrick Baqué.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle du GIRONDINS DE BORDEAUX OMNI est augmentée des montants suivants :

- 2000 € au titre de la Traversée de Bordeaux à la nage ;

Par conséquent, la subvention globale de l'association GIRONDINS DE BORDEAUX OMNISPORTS est portée à 111 000 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'association.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme a bénéficié de différentes aides en nature de la ville de Bordeaux dont la valorisation s'élève à 45 258,72€.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour le GIRONDINS DE BORDEAUX OMNISPORTS

Patrick Baqué
Président

AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS HAUT NIVEAU – ANNEE 2019
SASP BOXERS DE BORDEAUX

Une convention d'objectifs haut niveau a été signée avec la SASP BOXERS DE BORDEAUX, le 24 janvier 2019, pour un montant total de 280 000€.

Les conditions financières de cette convention doivent être revues.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Entre

La Ville de BORDEAUX, représenté par son Maire, Monsieur Nicolas FLORIAN, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019,

Et

La SASP BOXERS DE BORDEAUX, dont le siège social est situé 136 rue d'Ornano - 33000 Bordeaux, représentée par son Président, Monsieur Thierry Parienty.

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS FINANCIERES

La subvention annuelle de la SASP BOXERS DE BORDEAUX est augmentée des montants suivants :

- 4500 € au titre de l'aide due aux conséquences financières des mouvements sociaux 2019 ;

Par conséquent, la subvention globale de la SASP BOXERS DE BORDEAUX est portée à 284 500 €.

ARTICLE 2 – AUTRES CONCOURS APPORTES PAR LA VILLE

En complément de cette subvention, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériel, supports de communication…) pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de la SASP.

Pour l'exercice 2019, le montant de ces aides ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du compte administratif, en juin 2020, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées et de leur valorisation actualisée.

Fait à Bordeaux en deux exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux
P/Le Maire

Arielle PIAZZA
Adjointe au Maire

Pour la SASP BOXERS DE BORDEAUX

Thierry Parienty
Président

CONVENTION D'OBJECTIFS

Associations sportives

2019

EXPOSE

I - DISPOSITIONS GENERALES

II - DISPOSITIONS PARTICULIERES

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Bordeaux, représentée par Monsieur Nicolas Florian, Maire de Bordeaux, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 19 novembre 2019 reçue en Préfecture de la Gironde le ……..

ci-après dénommée par les termes « la Ville »

d'une part,

ET

L'Association Aquitaine Sport pour tous, dont le siège est situé Complexe de l'espace d'Ornon Route de Léognan 33140 Villenave d'Ornon, représentée par Monsieur Raynaud, Président

ci-après dénommée par les termes « l'Association »,

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSÉ

Le développement des activités physiques et sportives répond aux nécessités de satisfaire des besoins sociaux essentiels. Les structures associatives permettent de répondre aux attentes en matière de loisirs et de pratiques sportives. Elles sont aujourd'hui des acteurs à part entière de la vie sociale et constituent, à travers leurs activités, un prolongement nécessaire de l'action municipale.

Afin d'accompagner le mouvement associatif local et de contribuer au développement et à la pérennité des activités sportives, la Ville affiche sa volonté de :

- considérer et prendre en compte les différents volets de la pratique sportive liée au sport amateur : initiation, animation, compétition.
- développer la pratique du sport de haut niveau, à la condition qu'elle constitue l'émergence du sport éducatif.
- conditionner les aides financières qu'elle peut apporter à des engagements précis de la part des bénéficiaires en matière :
  - d'éducation sportive et de prévention,
  - d'ouverture au plus grand nombre,
  - d'interventions dans les quartiers les plus sensibles,
  - du respect des textes légaux régissant la pratique du sport.
  - Impliquer les associations à la réalisation d'actions en faveur des Bordelais.

Pour ce faire, la Ville propose de mettre en œuvre une politique de partenariat avec les associations locales, passant par la conclusion de conventions d'objectifs annuelles.

Dans le cadre de sa politique en faveur du développement du sport, la Ville de Bordeaux souhaite conclure une convention avec l'Association

Cette convention respectera, d'une part, la politique décidée par la Ville en faveur du développement du sport et, d'autre part, l'objet de l'Association.

Cette convention comporte deux titres. Le premier contient les dispositions générales appliquées à toutes les associations sportives, le second les dispositions particulières propres au partenariat avec l'Association.

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er – Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités du partenariat entre la Ville et l'Association.

Ce partenariat se concrétise par :

- la détermination d'objectifs communs, d'actions à réaliser et de moyens alloués par la Ville suivant les règles fixées dans la présente convention.
- la mise en place d'une évaluation commune des actions réalisées dans ce cadre.

Article 2 – Durée

La présente convention prend effet le 1er janvier 2019 et expire au 31 décembre 2019, sauf résiliation dans les conditions prévues à l'article 10.

A son expiration, une nouvelle convention pourra être conclue après autorisation par le Conseil Municipal.

Article 3 – Objectifs

Les objectifs principaux poursuivis par la Ville et l'Association sont fixés dans l'article 13 de la présente convention.

Chaque partie s'engage, pour ce qui la concerne, à mettre en œuvre ces objectifs, étant donné les moyens qui seront affectés à leur réalisation.

Article 4 – Concours financiers apportés par la Ville

Les montants financiers pour 2019 sont arrêtés dans l'article 14 de la présente convention.

Ces concours font également l'objet d'une notification par simple lettre à l'Association.

Article 5 – Versement de la subvention

La Ville s'acquittera de sa contribution financière selon un échéancier qui peut faire l'objet d'une concertation à la demande de l'Association.

Article 6 – Moyens mis à disposition

Alinéa 1

La Ville de Bordeaux s'engage à mettre à la disposition de l'Association les installations sportives municipales nécessaires afin de lui permettre de développer la mission éducative qui lui est reconnue. Cette mise à disposition s'élaborera chaque année en début de saison en fonction des besoins exprimés par l'Association et de la disponibilité de ces installations.

Article 7 – Engagement de l'Association

7.1 – Obligations comptables et contrôle de l'utilisation des fonds

L'Association s'engage à respecter les dispositions légales relatives aux obligations comptables des structures associatives et au contrôle de l'utilisation des fonds publics, notamment l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que les lois n°92-125 du 6 février 1992 et n°93-112 du 29 janvier 1993 et leurs décrets d'application.

Pour ce faire, elle tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable général et aux adaptations qui en découlent en application de l'arrêté du 8 avril 1999 portant homologation du règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, et respecte la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Ainsi, l'Association doit transmettre à la Ville, au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture du dernier exercice, le bilan, le compte de résultat et les annexes du dernier exercice clos certifiés conformément aux dispositions de l'alinéa 7.1.2.

Les montants versés par la Ville, les autres collectivités territoriales et organismes divers doivent expressément figurer de manière détaillée en annexe des comptes qui sont transmis.

7.1.2 – Certification des comptes

Les obligations qui incombent à l'Association en matière de certification des comptes varient selon le montant de la subvention que la Ville lui verse.

Conformément au décret n°2001-495 du 6 juin 2001, si l'Association perçoit une subvention de la ville supérieure à 153 000 euros : elle transmet à la Ville les documents comptables certifiés par un Commissaire aux comptes inscrit au tableau de l'ordre et distinct de l'expert-comptable de l'Association, le rapport du Commissaire aux comptes et le compte rendu de l'assemblée générale ayant approuvé les comptes.

Conformément à l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, si l'Association perçoit une subvention de la Ville supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % de son budget : elle transmet les documents comptables certifiés par le président de l'Association auxquels est joint le compte rendu de l'assemblée générale ayant approuvé les comptes annuels.

7.1.3 – Contrôle des fonds publics

L'Association s'engage à justifier, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tiendra sa comptabilité à la disposition de la Ville. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville.

A défaut de la production des documents comptables et de ceux stipulés à l'alinéa 7.4, la Ville se réserve le droit de ne pas procéder au versement de sa participation financière.

7.2 – Gestion

L'Association veille, chaque année, à équilibrer son budget et cherche à développer ses ressources propres.

7.3 – Promotion de la Ville

L'Association doit faire état du soutien de la Ville dans tout document, tant à usage interne qu'à destination du public.

L'utilisation du logo de la Ville doit respecter la charte graphique fournie à cet effet.

Lors des manifestations ou évènements organisés par l'Association, celle-ci doit faire état du soutien de la Ville en utilisant une banderole intitulée «Bordeaux ma Ville Partenaire de l'évènement » mise à disposition.

7.4 – Information sur l'activité de l'Association

L'Association doit également informer la Ville sans délai de toutes les modifications intervenues dans ses statuts, la composition de son Conseil d'Administration ou de son bureau.

7.5 – Demande de subvention

L'Association présente une demande motivée de subvention par écrit avant la fin du mois de juillet de chaque année au plus tard.

Afin d'instruire les demandes de subvention, les associations présenteront un dossier comportant :

- les statuts de l'Association,
- le justificatif de la publication de la déclaration de l'Association au Journal Officiel,
- l'attestation d'affiliation à une ou plusieurs fédération(s) française(s) sportive(s),
- l'attestation d'agrément Jeunesse et Sport (s'il y a lieu),
- la composition du bureau de l'Association,
- les comptes financiers du dernier exercice,
- la justification de l'utilisation des subventions versées par objectifs (et pour chaque section dans le cadre d'une association omnisports),
- le budget prévisionnel de l'association pour l'année à subventionner décrivant l'ensemble des financements et ressources propres (et pour chaque section dans le cadre d'une association omnisports),
- le compte rendu d'activités,
- un relevé d'identité bancaire ou postal,
- le dossier de demande de subvention fournis par la Ville dûment complété.

L'Association s'engage à utiliser la subvention conformément à son objet social, à sa demande, et aux lois et règlements en vigueur et notamment la réglementation en matière de débit de boissons.

Article 8 – Assurances – Responsabilités

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive. L'Association doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité, de manière à ce que la Ville ne soit ni recherchée, ni inquiétée. L'Association produit chaque année à la Ville les attestations des assurances souscrites.

Article 9 – Impôts et taxes

L'Association se conforme aux prescriptions réglementaires relatives à l'exercice de son objet de telle sorte que la Ville ne puisse être inquiétée à ce sujet en aucune façon. Elle doit, en outre, faire son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes et futures constituant ses obligations fiscales.

Article 10 – Résiliation

Chaque partie se réserve le droit de mettre fin, à tout moment, à la présente convention en cas de non-respect par l'autre partie de l'une des clauses ci-dessus énoncées si, dans le mois suivant la réception de la mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, la partie en cause n'a pas pris les mesures appropriées pour y remédier.

Si le non-respect de la convention est imputable à l'Association, cette dernière rembourse à la Ville la part de subvention déjà perçue au prorata temporis de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, avant son terme, si les parties sont d'accord. Cette résiliation amiable est signifiée par échange réciproque de lettres recommandées entre les parties.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'Association.

Il en est de même en cas d'utilisation de la subvention par l'Association à des fins autres que celles définies conformément aux articles 3 et 15 de la présente convention.

A ce titre, l'Association s'interdit, notamment, de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

Article 11 – Droit de timbre et d'enregistrement

Les frais éventuels des présentes seront à la charge de l'Association.

Article 12 – Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

Pour la Ville de Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, Place Pey-Berland, 33000 BORDEAUX,

Pour L'Association Aquitaine Sport pour tous

TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 13 – Objectifs

La Ville de Bordeaux désire favoriser la pratique des activités physiques et sportives chez tous les Bordelais quelque soit leur âge, leur niveau de pratique ou leur aspiration. Elle entend mener une politique de développement du sport en accompagnant le mouvement associatif local pour que chacun trouve au sein des clubs bordelais un épanouissement et une pratique conforme à ses attentes.

La Ville de Bordeaux souhaite pour cela orienter plus particulièrement ses objectifs vers les axes suivants :

- développer l'accès des pratiques sportives au plus grand nombre notamment aux femmes,
- promouvoir et transmettre les valeurs éducatives et sociales du sport,
- santé et sport : prévention par le sport et protection des sportifs
- faciliter l'accessibilité et la pratique adaptée à toutes les personnes en situation de handicap
- favoriser l'engagement sportif : ambition en matière de performance,
- encourager les pratiques liées au développement durable,
- promouvoir l'image de la ville : actions de promotion, participation aux opérations initiées par elle.

Si l'association est unisport, les objectifs poursuivis par l'Association sont les suivantes :

- Organisation d'un village sport lors de la foire exposition internationale 2019

Article 14 – Concours financiers apportés par la Ville

Pour l'année 2019, les concours financiers apportés par la Ville de Bordeaux à l'Association sont les suivants :

15 000 €

Article 15 – Versement de la subvention

A titre d'information, pour l'année 2018, l'organisme n'a pas bénéficié de différentes aides en nature de la Ville de Bordeaux

La subvention est versée au compte de l'Association.

Code banque : 15589

Code guichet : 33564

Numéro de compte : 06133648840

Clé RIB : 77

Raison sociale de la banque : Assoc Aquitaine Sport pour Tous

Article 16 – Evaluation annuelle

La Ville et l'Association conviennent de se réunir une fois par an.

Les objectifs fixés à l'Association à l'article 13 de la présente convention font l'objet d'une évaluation.

Fait à Bordeaux, en trois exemplaires, le ……..

Pour la Ville de Bordeaux	Pour l'association Aquitaine Sport pour tous
Nicolas FLORIAN Le Maire,	Monsieur Raynaud Président,

Devis

Date : 01.10.19
N° de devis :104

SPORTSIXRACING
SIRET 48899248800020
67 AV DU ML GALLIENI
33700 MERIGNAC
Tel : 06.60.78.05.82
laurent@sportsixracing.com

Adresse de facturation :
Stade bordelais BMX
ASPTT
rue sainte germaine
33000 BORDEAUX

Destinataire :
rue sainte germaine
33000 BORDEAUX

Qté	Description	Prix unitaire	Total
5	Vélo BMX position one pro	€332,50	€1 662,50
5	BMX Expert position one	€332,50	€1 662,50
4	Casque THH Taille S	€62,50	€250,00
4	Casque THH Taille M	€62,50	€250,00
4	Casque THH Large XXS	€62,50	€250,00
4	Casque THH Large XS	€62,50	€250,00
5	BMX Position one Mini	€332,50	€1 662,50
5	Vélo BMX Position one Micro	€332,50	€1 662,50

Sous-total	€7 650,00
TVA(20%)	€1 530,00
Total	**€9 180,00**

N°TVA FR13488992488
RCS : 3622
code NAF : 8551Z

Nous vous remercions de votre confiance.

EMPACHER FRANCE

Z.A. Chatenay B.P.19 37210 Rochecorbon

TÉL. : Bureau 02 47 52 55 25
Atelier 02 47 52 58 10

FAX : 02 47 52 59 55

e.Mail : ramtonic@club-internet.fr

ID INT FR 213 484 76 771

DEVIS

Nouveau mail : ramtonic@gmail.com
tel Port : 06.07.09.07.16

Date : 24 mai 2019

ADRESSE A : Emulation Nautique de Bordeaux
Bd, Jacques Chaban Delmas
33520 - BRUGES

à l'attention de Nicolas Finel

DESIGNATION	PRIX U.H.T.	QUANT.	PRIX H .T.
1 Huit competition Modèle C86 - avec coupure -			0,00
Construction nid d'abeille - carbone/ Kevlar			0,00
Portants règables type aile carbone profilée			0,00
Barres de pieds avec chaussures Empacher			0,00
Dérive alu			0,00
Prise en charge Allemagne et livraison Bordeaux	41 595,00	1	41 595,00
			0,00
			0,00
			0,00
			0,00
			0,00
			0,00

options possibles Prix TTC :
- Profil carbone pour jonction coque-pont : 1 000 €
- Housse de protection bateau molletonnée avec zip : 1 450 € TTC
- 4 portants complets pour tous types d'armement : 1 848 €
- Cox Box installée : 1 600 €
- Commande directionnelle intégrée sous le pont arrière : 285 €

euros total H.T.	41 595,00
T.V.A. 20%	8 319,00
€ total TTC	49 914,00

Délai de livraison : 5 Mois environ après confirmation

Conditions de règlement :
30 % pour confirmation de commande
solde reglé impérativement 8 jours avant enlèvement à l'usine

Spécifications techniques à fournir en cas de commande

Bon pour accord :

Locataire gérant S.A.R.L. RAMTONIC - R.C.S. Tours B 348 476 771 - Code APE 351 E -
DB Credit Agricole Rochecorbon - Compte n° 55.00515.9001 - Etablissement 19.406 - Guichet 37055 - Clé 75

Lorenzon Sports
SASU PHARMA PRO LS
Granereau 47400 GRATELOUP
Tél : 05 53 88 84 54 Fax : 08 97 50 12 89
Email : contact@pharmaprosports.fr Web : www.pharmaprosports.fr
Siret : 834 429 136 - TVA int FR 78834429136



PHARMA PRO

DEVIS

Référence pièce : D0507198
Date : 10/09/19
Mode de règlement : REGLEMENT A LA COMM

GIRONDINS DE BORDEAUX
RUGBY LEAGUE
7 RUDE DE NERAC
33800 BORDEAUX

Référence	Désignation	Qté	Prix Unit.	Montant T.T.C.
260	BUT DE RUGBY 11 Mtrs alu plastifié + fourreaux, la paire, franco de port	1	3 290,00	3 290,00
156	PROTECTION POTEAUX 50 X 50 X 200 lot de 4	1	880,00	880,00
134	BOUCLIER SENIOR 96x40	3	74,90	224,70
108	SAC DE PLAQUAGE SENIOR 45x140	3	159,90	479,70
33	BANDE ADHESIVE PHARMA-PRO 3 CM	160	1,82	291,20
34	BANDE ADHESIVE PHARMA-PRO 6 CM	160	2,31	369,60
35	BANDE ADHESIVE PHARMA-PRO 8 CM	80	3,04	243,20
248	SPRAY FROID 520 ML	24	3,00	72,00
51	POCHE DE FROID INSTANTANE	50	1,40	70,00
474	Devis valable 1 mois	1		0,00

Total HT:	4 933,67	TVA :	986,73	Port TTC :	{T}	Net à payer € :	5 920,40

D-2019/505
Equipements de sports et de loisirs. Rapport annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Information

Madame Arielle PIAZZA, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux a confié par contrat de concession de service une délégation de service public le 6 décembre 2017 pour l'exploitation de plusieurs équipements de sports et de loisirs à la Société en nom collectif Société Bordelaise de Sports et de Loisirs (SNC SBSL). Il s'agit du stadium - vélodrome de Bordeaux-Lac, de la patinoire, des tennis et du bowling de Mériadeck, et enfin de la patinoire provisoire d'hiver située Place Pey-Berland. Ce contrat d'affermage d'une durée de 5 ans a pris effet le 1er janvier 2018 et expirait initialement le 31 décembre 2022.

Conformément au Code général des collectivités territoriales et aux articles 22 et suivants du contrat de délégation de service public signé le 6 décembre 2017, le délégataire a l'obligation de remettre à la Ville un rapport annuel. Le présent rapport du délégant est relatif au rapport annuel 2018 du délégataire pour les équipements en gestion déléguée. L'objectif du délégant est de s'assurer que le délégataire a exécuté le contrat conformément à ses obligations contractuelles.

I. Suivi de l'activité et chiffre d'affaires

Globalement, l'activité réelle liée aux équipements confiés à SBSL s'est accrue et a permis un chiffre d'affaires de 2.260 K€, supérieur **de 8%** au prévisionnel.

Cette augmentation est liée aux évènements suivants :

- **Patinoire**

L'arrêt des spectacles à la Patinoire a permis d'accroître le nombre des séances proposées au grand public.
En 2018, la patinoire de Mériadeck a enregistré 84 679 entrées pour 245 séances. La fréquentation en janvier et février s'est avérée exceptionnelle avec + 17 000 entrées pour ces deux mois en 2018 par rapport à 2017. Avec 8 374 élèves l'activité scolaire est en légère baisse.

La Patinoire accueille trois clubs résidents pour la promotion et le développement de la pratique sportive : un club de hockey sur glace amateur, le BGHG, la Société anonyme sportive professionnelle (SASP), Les Boxers, et un club de patinage artistique.
Les deux clubs amateurs bénéficient de 2000 heures de mise à disposition gratuite de la Patinoire dans des créneaux horaires définis dans le cadre de la convention de concession de service portant délégation de service public. 250 heures supplémentaires sont mises à disposition gratuitement par SBSL. Les clubs ont bénéficié sur 2018 de 2 356 heures au titre des entraînements et des matchs et de 102 heures au titre des tournois, galas et compétitions.

Sur l'année 2018, 31 matchs de hockey sur glace ont été joués à la Patinoire (28 matchs de Ligue Magnus et play-offs et 3 matchs amicaux). Les matchs de hockey ont attiré 71 693 spectateurs à la patinoire.

Le club de patinage artistique compte aujourd'hui plus de 308 licenciés et a, en 2018, donné 3 représentations de son Gala de fin d'année et organisé une compétition internationale de Ballet sur glace.

Dans le cadre de ses activités, 4 séances du spectacle sur glace *Holiday on Ice* se sont déroulées à la Patinoire de Mériadeck en 2018. SBSL et la SASP Boxers de Bordeaux ont co-réalisé la 1ère édition du *All Star Game* de Hockey.

Il en ressort globalement un chiffre d'affaires des activités sportives réel supérieur de +**7% par rapport au prévisionnel,** mais ce chiffre est contrebalancé par des recettes réelles liées aux manifestations sportives et aux activités annexes, respectivement inférieures de 7% et 59% au prévisionnel. Cela génère globalement un chiffre d'affaires patinoire inférieur de 8% au prévisionnel.

- **Stadium-vélodrome**

Le nombre de pratiquants sportifs est en hausse sur 2018 avec 9 580 contre 8 458 en 2017. Cependant, malgré la tenue de 3 jours de Championnats de France de cyclisme, le nombre de jours de compétition a baissé à 44 jours.
Ceci s'explique par un allongement de la saison sur route et une baisse des dotations fédérales et des pratiquants.

On observe aussi que le chiffre d'affaires réel (116 K€) est inférieur au chiffre d'affaires prévu (185 K€), **de 32%.**

- **Tennis**

Les Tennis de Mériadeck permettent d'accueillir trois types d'activités : tennis, badminton et tennis de table.

Globalement la fréquentation des tennis de Mériadeck reste stable, avec toutefois une baisse des heures de location pour le badminton par le grand public (23 445 heures en 2018 contre 24 691 heures en 2017).

Le badminton constitue l'activité phare de cet équipement : 23 445 heures louées contre 1 283 heures de tennis louées au grand public.

Le nombre de scolaires pour l'activité badminton est en hausse avec 13 133 heures en 2018 contre 12 106 heures en 2017.

L'activité tennis de table représente 764 heures louées au grand public en 2018.

L'Union Saint Bruno dispose conventionnellement de deux terrains de tennis et organise chaque année son tournoi de tennis pendant les vacances de février.

Globalement, le chiffre d'affaires du tennis/badminton est **supérieur de 5% au prévisionnel,** avec les ventes de billet supérieures **de 1%** et un chiffre d'affaires des scolaires supérieur de 51% par rapport au prévisionnel.

- **Bowling**

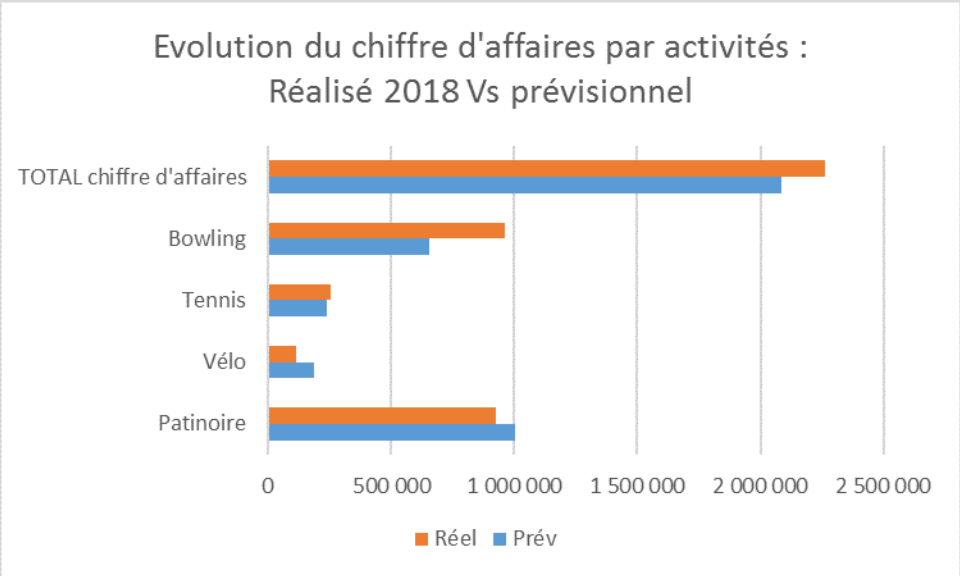
Le bowling de Mériadeck a continué sa forte progression avec plus de 12% de parties grand public enregistrées en 2018 par rapport à 2017. En effet, en 2018, le nombre de parties jouées a considérablement augmenté avec 179 943 parties contre 152 590 en 2017.

Les licenciés représentent 11% de la fréquentation, soit une progression de 220%.

SBSL a souhaité accompagner et fidéliser les usagers en réalisant de nouveaux casiers pour les sacs de boules, homologuer les pistes du bowling pour les compétitions et développer l'activité pro-shop, réparation et perçage des boules.

En conséquence, le chiffre d'affaires du bowling est supérieur **de 47% par rapport au prévisionnel,** passant de 657 K€ dans le prévisionnel à 964 K€ dans le réel.

Répartition du Chiffre d'affaires par activité et comparaison du réel Vs le prévisionnel (graphe) :



II. L'exploitation et les charges relatives :

a. L'entretien des bâtiments et des équipements

Des travaux de mise en sécurité ont été réalisés par la Ville de Bordeaux ainsi que par le délégataire, la SNC Société bordelaise de sports et loisirs, en fonction des besoins et des disponibilités budgétaires.

a.1 Investissements, entretien, maintenance et GER

L'investissement total réalisé au cours de l'année 2018 est de 422 K€ répartis comme suit :

- 406 K€ au titre des biens de reprise ou de retour :
  - Patinoire : 281K€ comprenant l'aménagement de loges, la création de vestiaires, l'acquisition de l'écran 4 faces avec caméra dôme et le filet de protection tour de piste… ;
  - Bowling 34 K€ comprenant la mise en place de casiers, l'acquisition d'une machine à huiler, le changement de matériel informatique et logiciel… ;
  - Stadium/vélodrome : 91 K€ comprenant l'aménagement de la salle de boxe, l'installation du désenfumage, l'acquisition d'une auto-laveuse….
- 16 K€ au titre de biens propres relatifs à du matériel scénique.

Le délégataire n'ayant pas pu communiquer à la Ville un tableau comparatif des investissements réalisés par rapport au prévisionnel, il est convenu avec celui-ci qu'il fournisse ces informations en 2020, au plus tard à l'occasion du rapport d'activité sur l'année 2019, depuis le début du contrat, soit au titre des années 2018 et 2019. Ces éléments sont d'autant plus importants que le montant des investissements déclarés de 422 k€ ne correspond pas aux acquisitions d'immobilisations mentionnées dans la liasse fiscale du délégataire à hauteur de 386 K€.

En outre, dans le cadre du Gros entretien et renouvellement (GER) réalisé par le délégataire, SBSL a engagé 33 K€ au cours de l'année 2018. Une provision complémentaire de 12 K€ a été comptabilisée pour porter l'engagement à 44 K€ comme prévu contractuellement.

Dans le cadre de ses missions de maintenance et d'entretiens techniques, SBSL a pris en charge pour 237 K€ de travaux sur 2018, pour un engagement contractuel prévu à 210 K€.

Dans le détail, à la patinoire, 133 K€ de travaux ont été réalisés avec notamment des travaux de plomberie, de remise en état du moteur des tours aéro-réfrigérantes, la maintenance du matériel son et éclairage…
Au bowling, 43 K€ de travaux ont été réalisés avec le curage des canalisations, fourniture et pose des baies autonomes d'éclairage de sécurité.

Au tennis, 23 K€ de travaux de maintenance ont eu lieu avec notamment la mise à niveau de l'armoire électrique.

Au Stadium, les travaux de maintenance représentent 38 K€ avec la réparation et le changement de lecteur des badges de la barrière extérieure, la recharge et le changement d'extincteurs.

a.2 Optimisation de la gestion énergétique

- Electricité

Une campagne de remplacement des baies autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) a été effectuée au cours de l'année 2018 avec un passage d'appareillage de type néon ou halogène en appareillage LED. Ce changement permet d'optimiser la consommation d'électricité tout en assurant un confort pour les usagers.

- Eau

En vue de minimiser les consommations d'eau à la patinoire, un circuit d'eau chaude a été installé dans la fosse à neige pour faire fondre la neige des surfaçages.

Ces actions ont permis de réduire le coût énergétique **de 6%.**

b. Le personnel

Concernant le personnel, l'effectif permanent de SBSL au 31 décembre 2018 est de 31 salariés avec 26 salariés en Contrat à durée indéterminée (CDI) à temps plein et 5 CDI à temps partiel.

Divers mouvements de personnel ont été enregistrés au cours de l'année 2018 pour s'adapter à l'évolution de l'activité sur les sites.

Au cours de l'année 2018, 6 685 heures ont été réalisées par du personnel issu de contrats uniques d'insertion ou de contrats d'avenir. Cela représente 3,67 Equivalents temps plein (ETP).

Le nombre d'ETP prévu était de 31 contre 26 au réel, ceci générant une **baisse importante de frais de personnel (-10%) réels par rapport au prévisionnel**. Les principales raisons en sont des départs non remplacés, une mutualisation de certains postes entre les différents équipements, un temps complet remplacé par un temps partiel.

Il est à noter que pour faire face au départ du Directeur Technique, de nombreuses études liées aux travaux ont été sous-traitées et ont généré une augmentation des honoraires, incluses dans les charges externes, de 28K€ (soit + 70% par rapport au prévisionnel).

c. Les achats :

Malgré les actions d'optimisation énergétiques décrites plus haut, les achats ont été supérieurs de **48 K€ au prévisionnel**, en raison de ceux effectués pour le bar et la restauration, en particulier pour la patinoire et le bowling.

d. Les charges liées aux services extérieurs et autres services extérieurs

Certains frais de sous-traitance initialement prévus n'ont pas eu lieu, notamment en raison du report de l'activité boxe et d'enquêtes qui n'ont finalement pas été externalisées, ce qui a permis de **réduire ce poste de charges de 136 K€.**

Les charges sur manifestations sportives, par nature variables, ont baissé du fait de la baisse du chiffre d'affaires.

Les coûts de maintenance et entretien de bâtiments dépassent le budget de 18 K€, du fait de la mise aux normes de certaines armoires électriques et du remplacement de l'ensemble des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES) par des leds.

Le nombre d'intérimaires, éléments de charge variable, a baissé, passant de **91 K€ au prévisionnel contre 33 K€ au réel,** (soit – 63%), du fait notamment d'une activité sur les manifestations sportives et annexes réelle inférieure à l'activité prévisionnelle.

Les frais de publicité et de communication **sont inférieurs de 21 K€** au prévisionnel du fait du différé d'ouverture de la salle de boxe au Vélodrome et à un plus grand recours à la communication numérique.

Les frais de gardiennage **(+ 22 K€) par rapport au prévisionnel,** sont dus à l'augmentation du nombre d'heures des agents de sécurité au bowling face à l'augmentation de la fréquentation.

e. Impôts et taxes :

Ils observent une baisse de 143 K€ par rapport au prévisionnel, essentiellement liée à la baisse des frais de personnel (taxe sur salaires).

f. Redevance d'occupation du domaine public :

Conformément à l'article 24.1 du contrat, le montant de la redevance d'occupation du domaine public comptabilisée en charges du délégataire et versée au délégant est de 354 000 €.

g. Les dotations aux amortissements et provisions :

La dotation liée au renouvellement des équipements est conforme aux engagements du contrat de DSP, **soit 44 K€.**

La dotation liée à l'investissement, **139 K€,** est notamment composée de 62 K€ au titre de provisions concernant la caducité, dont 10 K€ liés à l'engagement du délégataire d'accroitre de 50 K€ l'investissement pour la salle de boxe.

h. Participation de la Ville et Intéressement

Comme prévu à l'article 25 du contrat de DSP, la Ville doit une participation au délégataire à hauteur de 1 601 K€ au titre de l'année 2018. En effet, l'exploitation des équipements de sports et de loisirs délégués par la Ville n'est pas une activité rentable au regard des différentes contraintes imposées par la Ville à l'exploitant.

En outre, le contrat prévoit une clause d'intéressement. Cet intéressement est dû par le délégataire à la Ville lorsque l'Excédent brut d'exploitation de l'exploitant est supérieur de plus de 30 K€ à l'Excédent brut d'exploitation prévisionnel**. Pour l'année 2018, il ressort à 211 K€.** Le calcul de cet intéressement a été effectué conformément aux dispositions de l'article 24.2 du contrat.

i. Résultat :

Le résultat courant avant impôts est de **493 K€** et le résultat net comptable, avant impôts et après redevance liée à l'intéressement, s'établit à 279 K€.

Compte de résultat simplifié 2018 (en K€) :

Compte de résultat simplifié 2018 :				
	Prévisionnel	Réel	Ecarts en valeur	Ecarts en %
chiffre d'affaires sur activités sportivies	1465	1728	263	18%
Chiffre d'affaires autres	622	533	-89	-14%
Total Chiffre d'affaires	2087	2261	174	8%
Autres		17	17	-
Participation de la Ville	1601	1601	0	0%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	3688	3879	191	5%
Achats	569	617	48	8%
Services extérieurs	591	456	-135	-23%
Autres services extérieurs	400	350	-50	-13%
Impots et taxes	137	131	-6	-4%
Charges de personnel	1422	1278	-144	-10%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	569	1047	478	84%
Charges de gestion	354	354	0	0%
Dotations aux amortissement et provisions	149	200	51	34%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	3622	3386	-236	-7%
RESULTAT D'EXPLOITATION	66	493	427	647%
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	55	493	438	796%
RESULTAT NET COMPTABLE	55	491	436	793%
RESULTAT NET COMPTABLE AVANT IMPOTS ET APRES REDEVANCE	55	279	224	407%

Pour information le délégataire n'a pas communiqué à ce jour le rapport annuel du commissaire aux comptes sur l'exercice 2018 mais une attestation de cohérence et de vraisemblance des comptes délivrée par son expert-comptable.

En conclusion, l'année 2018 a été une excellente année pour le délégataire de service public, avec un chiffre d'affaires de 2,260 K€, supérieur de 8% par rapport au prévisionnel. Le bowling et la patinoire sont les deux équipements ayant particulièrement bénéficié d'une hausse de fréquentation sur cette année 2018. L'intéressement de la Ville de Bordeaux est donc également en augmentation avec 211 K€.

Pour votre complète information, le rapport annuel 2018 est annexé à la présente synthèse.

Je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir en prendre acte.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Société Bordelaise de Sports et Loisirs

SBSL / AXEL VEGA

RAPPORT DU DELEGATAIRE

EXERCICE 2018

Préambule

La Patinoire, le Bowling et le Tennis de Mériadeck ainsi que le Stadium-Vélodrome de Bordeaux-Lac sont des équipements structurant de la Ville de Bordeaux à vocation sportive, ludique et/ou culturelle.

Ces équipements sont fréquentés aussi bien :

- par les élèves des établissements scolaires et périscolaires pour l'apprentissage des sports qui y sont pratiqués : tennis, badminton, bowling, patinage et hockey sur glace, tennis de table, tir à l'arc, cyclisme sur piste et athlétisme,

- par les membres des associations ou des clubs à vocation sportive, soit en qualité de club résident tels que le Bordeaux Gironde Hockey sur Glace et le Bordeaux Sports de Glace, soit en qualité d'utilisateur d'équipement tels que le CAM, le Stade Bordelais, le Pôle France de Cyclisme…, afin d'y développer la pratique sportive et d'y former des sportifs de tous niveaux dans les différentes disciplines,

- et par le grand public (particuliers, centres de loisirs, entreprises…) pour la pratique d'activités sportives ou récréatives, pour assister à un spectacle, à une convention ou à une soirée d'entreprise.

Ces sites dans leur diversité ont une vocation commune de service public : accueillir le plus grand nombre, faire profiter à tous ceux qui le souhaitent des installations de sports, de loisirs et de culture.

Conformément à la décision prise en Conseil Municipal n° 2017/408 du 9 octobre 2017, la société SBSL s'est vue mandater, dans le cadre d'un contrat d'affermage, la gestion de la Patinoire, du Bowling et du Tennis Mériadeck ainsi que du Stadium-Vélodrome de Bordeaux Lac.

A ce titre, Axel Vega s'est vu confier les missions suivantes :

- assurer l'accueil et l'animation des activités physiques, sportives et récréatives inhérentes aux équipements qui lui sont confiés,
- assurer l'accueil et le développement de manifestations à caractère sportif ou de séminaires,
- assurer la gestion, l'exploitation et la promotion de l'ensemble des équipements,
- assurer les éventuelles adaptations des équipements nécessaires pour des manifestations de portée internationale.

Conformément aux articles 31 et suivants du contrat de délégation de service public signé le 6 décembre 2017, nous vous rendons compte de l'activité de l'année 2018.

SOMMAIRE

I / RAPPORT D'ACTIVITE

I- 1 Patinoire de Meriadeck
I- 2 Tennis/Badminton de Meriadeck
I- 3 Bowling de Meriadeck
I- 4 Stadium/Vélodrome de Bordeaux-Lac

II / SITUATION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS

II- 1 Travaux à la charge du propriétaire
II- 2 Travaux d'investissement, de gros équipements et de renouvellement réalisés par le délégataire
II- 3 Travaux de maintenance et d'amélioration à la charge du délégataire
II- 4 Optimiser la gestion énergétique
II- 5 Commission de sécurité

III / PERSONNEL

III- 1 Organigramme
III- 2 Effectif permanent au 31 décembre 2017
III- 3 Mouvements de personnel
III- 4 Personnel « extra »
III- 5 Formations
III- 6 Insertion professionnelle

IV / DONNEES FINANCIERES

IV- 1 Les recettes
IV- 2 Les charges
IV- 3 Le résultat
IV- 4 Les tarifs

V / COMMUNICATION

V- 1 Les actions de communication grand public
V- 2 Les actions de communication vers les professionnels
V- 3 Les actions de communication vers les centres de loisirs et les établissements scolaires

VI / QUALITE DU SERVICE PUBLIC

VI- 1 L'accueil des usagers
VI- 2 La satisfaction des usagers
VI- 3 Un engagement responsable

VII / CONCLUSION

I / RAPPORT D'ACTIVITE

I-1 Patinoire de Mériadeck

CHIFFRES CLES

		Délégation précédente					Nouvelle délégation
Patinoire Mériadeck		**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
I/ Activité glace							
Nombre de séances							
Nombre de séances de patinage grand public		168	199	200	207	201	245
Nombre sessions de Karting sur glace		1 793	2 005	2 107	1 834	1 191	1 622
Clubs							
Nombre de jours en glace pour les clubs		161	215	213	231	219	262
Nombre de matchs de hockey équipe 1ère		17	30	31	35	34	31
Gala et compétitions de patinage		1	10	7	3	4	4
Nombre d'heures d'entrainement :	BSG	668h00	948h00	1 029h	1 178h00	1 177h00	1 386h45
	BGHG	535h00	950h00	861h00	796h00	665h00	794h30
	SASP Boxer				184h00	115h00	196h00
Nombre d'heures matchs, gala… :	BSG						12h30
	BGHG	Inclus dans les heures d'entrainements					210h30
	SASP Boxer						93h00
Sport étude BGHG		-	-	-	-	-	54h30
Nombre d'usagers		**65 257**	**88 397**	**70 753**	**79 637**	**73 868**	**93 053**
Patinage grand public		57 399	74 582	61 149	67 311	63 094	84 679
Patinage scolaire		7 858	13 815	9 604	12 326	10 774	8 374
Nombre de spectateurs		**44 924**	**68 413**	**66 834**	**69 097**	**73 996**	**76 545**
Matchs de hockey		42 224	58 469	61 693	64 113	69 316	71 693
Gala et compétitions de patinage		2 700	9 944	5 141	4 984	4 680	4 852
II Autres activités sportives hors glace							
Nombre d'usagers		**1 669**	**1 395**	**1 163**	**635**	**801**	**632**
Step scolaire		1 669	1 395	1 163	635	801	632
III Activités non sportives							
Nombre de séances		**55**	**58**	**57**	**54**	**66**	**11**
Spectacles sur glace		54	58	57	54	66	5
Evénements divers (entreprises, étudiants…)		1					6
Nombre de spectateurs		**156 080**	**177 747**	**168 326**	**154 612**	**167 480**	**11 745**
Spectacles sur glace		154 180	177 747	168 326	154 612	167 480	5 710
Evénements divers (entreprises, étudiants…)		1 900					6 035

La patinoire est ouverte du lundi au dimanche de 6h à minuit, afin d'y accueillir du :

- du 15 août au 15 mai :
  - les clubs (entrainements, matchs, compétitions),
- du 15 septembre au 15 mai :
  - les scolaires,
  - le grand public (patinage, karting sur glace, anniversaires, centres aérés).

I-1-1 Activités sur glace

Séances de patinage

L'arrêt des spectacles a permis d'accroitre le nombre des séances proposé au grand public, 245 séances contre environ 200 au cours de la précédente délégation. Couplé à une fréquentation moyenne exceptionnelle en janvier et février (627 & 523 contre 468 & 417 en 2017 soit + 17.000 entrées sur ces 2 mois) la fréquentation de l'année 2018 s'établie à 84.600 personnes contre 63.100 en 2017.

Une opération spéciale à l'occasion des vacances de Noël, tarif unique et animations, actée dans notre proposition a rencontré un vif succès.

La soirée « Mousse » organisée durant les vacances a été un véritable succès, nous avons dû refuser des entrées car nous étions complets.

Scolaires

Avec 8.374 élèves, l'activité scolaire est en légère baisse.

Les clubs sportifs

La Patinoire accueille :

- 1 club professionnel la SASP Boxers de Bordeaux.

Les heures d'entrainements et de matchs ont représenté respectivement 196 et 93 heures d'occupation de la patinoire.

- 2 clubs résidents amateurs :
    - un club de patinage artistique le Bordeaux Sport de Glace (BSG),
    - un club de hockey sur glace Bordeaux Gironde Hockey sur Glace (BGHG).

Ces deux clubs bénéficient de 2.000 heures de mise à disposition gratuite de la Patinoire dans des créneaux horaires définis au titre des entrainements et des matchs. Dans le cadre de sa candidature, la société SBSL met à disposition gratuitement 250 heures supplémentaires.

Les clubs ont utilisé sur l'année 2018 un total de :

- 2.356 heures au titre des entrainements et des matchs,
- 102 heures 30 au titre de tournois, galas et ou compétitions.

<u>Bordeaux Gironde Hockey sur Glace (BGHG)</u>

Le club de hockey sur glace, compte 341 adhérents répartis :

- sur 10 catégories avec un total 14 équipes mixtes,
- ainsi qu'une école de hockey.

Une section sport étude a été créée lors de la saison 2017/2018. Afin de continuer à développer celle-ci, des créneaux supplémentaires ont été mis en place dès septembre 2018 et des aménagements ont été réalisés dans les vestiaires.

Statistique Saison 2018-2019 Hockey sur Glace							
Catégories	Année	Masc.	Fém.	Total	Equipes	Plateau Match	Tournoi Local
Ecole de Hockey	2014	9		32		1	0
	2013	10	1				
	2012	10	2				
U9	2011	19	4	36	2	4	0
	2010	12	1		1		
U11	2009	14	1	22	1	7	1
	2008	6	1		1		
U13	2007	19	2	43	1	18	1
	2006	21	1		1		
U15	2005	10	1	21	1	9	1
	2004	10	0				
U17	2003	11	4	26	1	8	0
	2002	10	1				
U20	2001	8		18	1	10	0
	2000	6					
	1999	8					
	sous		4				
D3		17		17	1	9	0
BULLDOGS		42	2	44	1	4	0
D4		40		40	1	8	0
VENDANGEURS		36	2	38	1	2	1
ARBITRES		3	1	4			
Total		321	28	341	14	80	4

Le club a organisé :

- Un tournoi U11 les 07 & 8 avril 2018,
- Un tournoi vétérans les 28 & 29 avril 2018,
- Un tournoi U15 les 12 & 13 mai 2018,
- Un tournoi U13 les 3 & 4 novembre 2018.

Bordeaux Sport de Glace (BSG)

Depuis sa création en 1978, le club Bordeaux Sports de Glace n'a cessé de se développer. Fort de son expérience, il compte aujourd'hui plus de 308 licenciés de 5 à 62 ans sur l'ensemble de ses disciplines : la danse sur glace, le patinage synchronisé, le freestyle sur glace et le ballet sur glace.

En juin 2015, le club a reçu le label de l'École française de Glace avec trois distinctions : Sport pour tous, Étoile de Bronze pour la formation des Cadres et Étoile d'Argent pour le Perfectionnement des sportifs.

Le Bordeaux Sports de Glace possède également un grand sens de la compétition, l'équipe de Ballet sur glace a été Championne de France.

Le Bordeaux Sport de Glace, a :

- organisé le 3 mars une Compétition de Ballet sur glace. 24 équipes de 16 participants étaient engagées, dont 4 venant d'Italie et d'Espagne. La fréquentation a été de 527 entrées,

- donné 3 représentations de son Gala de fin de saison dont 2 le vendredi à l'attention des écoles primaires de Bordeaux, et une le samedi soir.

Equipe Magnus des Boxers

L'Equipe Magnus des Boxers de Bordeaux a fini dans le dernier carré des play-offs de l'élite du Hockey Français.

Depuis la saison 2016/2017 des changements sont intervenus dans le championnat Ligue Magnus. Le nombre des équipes a été réduit à 12 et les matchs se jouent en double confrontation.

Ce changement a entrainé un aménagement des plannings d'utilisation de la patinoire puisque les matchs ne se jouent plus le samedi mais le mardi, vendredi et dimanche. Comme nous l'avons évoqué plus haut, ce nouveau planning a engendré une baisse du nombre de séances publiques.

Sur l'année 2018, 31 matchs se sont déroulés à la patinoire, contre 34 matchs en 2017 :

- 28 dans le cadre de la saison régulière du championnat de Magnus et des play-offs,
- 3 matchs amicaux (le 21 août, le 1er et le 7 septembre)

Match de hockey : Boxers de Bordeaux		Nombre de	
		matchs	spectateurs
3-janv.	Bordeaux/Mulhouse	1	2 343
7-janv.	Bordeaux/Rouen	1	2 662
9-janv.	Bordeaux/Lyon	1	1 911
14-janv.	Bordeaux/Nice	1	1 987
19-janv.	Bordeaux/Angers	1	2 586
23-janv.	Bordeaux/Strasbourg	1	1 333
30-janv.	Bordeaux/Amiens	1	1 773
6-févr.	Bordeaux/Gap	1	1 890
20-févr.	Bordeaux/Chamonix	1	3 299
27-févr.	PlayOff quart de finale	1	1 899
28-févr.	PlayOff quart de finale	1	1 751
13-mars	PlayOff demi finale	1	2 520
14-mars	PlayOff demi finale	1	2 581
18-mars	PlayOff demi finale	1	3 212
21-août	Bordeaux/Tours	1	1 486
1-sept.	Bordeaux/Angers	1	925
7-sept.	Bordeaux/Anglet	1	1 020
18-sept.	Bordeaux/Angers	1	2 299
25-sept.	Bordeaux/Chamonix	1	2 329
2-oct.	Bordeaux/Amiens	1	2 138
9-oct.	Bordeaux/Mulhouse	1	2 494
19-oct.	Bordeaux/Gap	1	2 790
26-oct.	Bordeaux/Anglet	1	3 181
2-nov.	Bordeaux/Strasbourg	1	2 873
16-nov.	Bordeaux/Nice	1	2 417
25-nov.	Bordeaux/Grenoble	1	2 605
27-nov.	Bordeaux/Rouen	1	2 505
2-déc.	Bordeaux/Lyon	1	2 314
7-déc.	Bordeaux/Chamonix	1	2 730
26-déc.	Bordeaux/Angers	1	2 924
30-déc.	Bordeaux/Nice	1	2 916
	Total	31	71 693

I-1-2 Activités hors sports et/ou loisirs sur glace

Dans le cadre de ses activités, la société SBSL a :

- programmé 4 séances du spectacle Holiday on Ice. Pour l'année 2019, Disney on Ice viendra compléter cette offre de spectacle sur glace conformément à l'engagement pris par le groupe S-PASS dans le dossier de candidature,
- a coréalisé avec la SASP Boxers de Bordeaux la 1ère édition des All Star Game de Hockey,
- a reçu différents séminaires dont 2 organisés par la Direction Départemental de la Sécurité Publique pour sensibiliser les lycéens aux risques et dangers de l'alcool et de la drogue.

Spectacles, séminaires à la Patinoire		Nombre de	
		séances	spectateurs
Spectacles sur glace			
2-févr.	All Star Game	1	1 278
13-avr.	Holiday On Ice	1	1 220
14-avr.	Holiday On Ice	2	2 922
15-avr.	Holiday On Ice	1	1 568
Séminaires, conventions			
5-avr.	Capgémini	1	250
6-avr.	Gala Médecine	1	1 785
26-avr.	DSPP	2	2 400
17-juin	Réunion cultuelle	1	750
16-déc.	Lyonnaise des eaux	1	850
	Total	11	13 023

I-2 Tennis/Badminton de Meriadeck

CHIFFRES CLES

	Délégation précédente					Nouvelle délégation
Tennis/badminton Mériadeck	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Nombre de scolaires	**17 671**	**14 603**	**16 680**	**15 967**	**12 266**	**13 390**
Badminton / scolaire	16 255	13 899	16 299	14 744	12 106	13 133
Tennis de Table / scolaire	1 416	704	381	1 223	160	257
Nombre d'heures louées	**29 647**	**31 168**	**32 774**	**32 628**	**31 101**	**30 580**
Tennis / grand public	1 561	1 215	1 016	1 145	1 164	1 283
Badminton / grand public	20 951	22 812	24 117	24 021	24 691	23 445
Tennis de Table / grand public	439	776	788	674	769	764
Badminton / scolaire	5 976	6 052	6 692	6 192	4 415	4 968
Tennis de Table / scolaire	720	313	161	596	62	120
Activité St Bruno						
Nombre d'heures contractuelles	NC	NC	NC	NC	NC	NC

Globalement la fréquentation reste stable toutefois nous constatons une baisse des heures de badminton louées par le grand public. Cela s'explique par 2 phénomènes :

- En décembre 2017, une réfection du revêtement des terrains a été réalisée entrainant la suppression des tapis de badminton. Cette nouvelle surface, plus adaptée au Tennis, a déstabilisé certains usagers et nous avons constaté sur le 1er semestre un léger repli des réservations,

- La météo clémente des mois de juin à septembre ont impacté fortement la fréquentation : moins 1.100 heures de location par rapport à 2017.

L'Union St Bruno dispose conventionnellement de 2 terrains de Tennis. Afin de compléter les besoins des professeurs de tennis du club, des créneaux complémentaires leurs sont concédés.

Comme chaque année, l'Union St Bruno a organisé son tournoi de tennis durant les vacances de février. A l'occasion de ce tournoi, l'équipement est mis conventionnellement à disposition de l'USB.

Les dimanches 22 & 29 avril ont été mis à disposition de l'Union St Bruno pour des rencontres officielles.

I-3 Bowling de Meriadeck

CHIFFRES CLES

	Délégation précédente					Nouvelle délégation
Bowling Mériadeck	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Nombre de parties	**125 688**	**125 985**	**114 855**	**119 892**	**152 590**	**179 943**
Bowling / grand public	118 125	119 602	109 428	113 470	140 999	158 301
Bowling / club, licenciés					5 826	18 560
Bowling / scolaire	7 563	6 383	5 427	6 422	5 765	3 082

Amorcée en juin 2017, avec la fermeture du bowling de Mérignac, la progression du nombre de parties grand public a continué en 2018 avec plus 12 % par rapport à 2017.

Les licenciés représentent 11% de la fréquentation, en forte progression plus 220%.

Il y a lieu de relativiser cette progression car l'accueil des licenciés sur l'année 2017 n'a été que sur les 4 derniers mois. A périmètre équivalent, de septembre à décembre 2018, le nombre de parties a été de 9361 soit une progression de 60%.

Afin d'accompagner et de pérenniser ce développement, de fidéliser ces nouveaux usagers, nous avons au cours de l'année 2018 :

- réalisé des aménagements avec la mise en place de casiers pour les licenciés pouvant accueillir le matériel (sac de 3 boules allant de 20 à 30 kg),
- homologué les pistes, ce qui a permis l'organisation de 4 compétitions, 8 sont d'ores et déjà programmées sur 2019,
- développé l'activité pro-shop, conseils et ventes de matériels, atelier de réparation et de perçage des boules,
- recruté du personnel supplémentaire, un technicien spécialisé et une personne à l'accueil.

I-4 Stadium/Vélodrome de Bordeaux-Lac

CHIFFRES CLES

	Délégation précédente					Nouvelle délégation
Stadium de Bordeaux-Lac	**2013**	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Nombre de jours de compétitions	**50**	**55**	**53**	**46**	**47**	**44**
Cyclisme	15	21	23	20	17	14
Athlétisme y compris unss ugsel usep et ufolep	32	34	30	26	30	30
Nombre de jours autres						
Evénements divers	3	0	0	0	0	8
Nombre de spectateurs & participants	**25 149**	**28 663**	**18 806**	**22 108**	**22 068**	**27 984**
Compétitions de cyclisme	4 525	5 482	7 692	7 659	3 679	4 615
Compétitions d'athlétisme	15 424	23 181	11 114	14 449	18 389	14 490
Autres sports	0	0	0		0	0
Evénements divers	5 200	0	0		0	8 879
Nombre de pratiquants (hors clubs)	**12 984**	**10 561**	**9 491**	**8 206**	**8 458**	**9 580**
Cyclisme / grand public	2 407	2 828	3 229	2 847	2 631	2 926
Anniversaire & séminaires cyclisme grand public	0	81	134	0	0	10
Cyclisme /centres de loisirs	467	539	269	248	281	374
Athlétisme / centres de loisirs	6	24	10	0	65	0
Tennis de Table & tir à l'arc / centres de loisirs	37	19	10	0	16	190
Cyclisme /scolaires	637	547	914	915	1 884	2 545
Athlétisme / scolaires	6 232	3 788	3 562	2 567	2 507	2 589
Tir à l'arc / scolaires	1 776	1 795	1 227	1 450	1 040	871
Tennis de Table / scolaires	621	421	136	179	34	75
Nombre de sportifs	**4 436**	**4 211**	**5 116**	**5 203**	**5 094**	**5 166**
Cyclisme / clubs et Pôle France	3 574	3 493	4 157	3 958	3 638	3 352
club Bordelais				802	691	822
club hors Bordeaux				3 156	2 947	2 530
Athlétisme / clubs	476	537	691	896	1 332	1 352
club Bordelais				456	396	355
club hors Bordeaux				440	936	997
Stages de cyclisme	386	181	268	349	124	462

Malgré la tenue sur 3 jours des Championnats de France de Cyclisme sur l'année 2018, le nombre de jours de compétitions est en chute pour le cyclisme. Cette chute s'explique :

- par un allongement de la saison sur route,
- une baisse des dotations fédérales et des pratiquants.

Si l'activité cyclisme est en baisse en nombre de manifestations et de pratiquants sportifs, la fréquentation grand public et scolaire est en hausse.

L'activité athlétisme reste stable, aussi bien en nombre de manifestations que de sportifs aux entrainements et de scolaires.

La création d'une salle de boxe, dans l'espace jusqu'à présent dédié au Tir à l'arc, a entrainé l'arrêt de l'activité à partir du mois de septembre.

Les autres évènements sont :

- La tenue en mars et octobre du Salon du disque, 2 fois 2 jours pour 4895 visiteurs,
- L'accueil des bénévoles et de partenaires lors de la Finale de la Coupe de la Ligue de Football en mai,
- La mise à disposition du vélodrome dans le cadre du Vélo Tour, environ 3600 cyclistes sont passés dans le vélodrome,
- Une participation à la fête du sport en septembre, baptême de piste, installation d'une piste de BMX en extérieur,
- L'organisation de courses de voitures en carton dans le cadre d'une opération d'incentive d'entreprise.

II – SITUATION DES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS – SUIVI DES TRAVAUX

II–1 Travaux à la charge du propriétaire

Comme chaque année, une réunion est organisée avec les services compétents de la Ville de Bordeaux pour définir les besoins existants sur les bâtiments et pour faire les choix en fonction des disponibilités budgétaires.
Les besoins des trois grands ensembles immobiliers confiés à Axel Véga sont importants d'une part en raison de leur âge, mais aussi en raison de l'évolution constante des réglementations de sécurité et de leur utilisation.

En 2018, les travaux et chantiers importants réalisés par la Ville de Bordeaux sont les suivants :

A la patinoire

- pose compteur calorie,
- pose tableau électrique PAC secours,
- diagnostic PACS et Tours de refroidissement,
- clapet anti-pollution compteur AEP,
- traitement fuites isolées toitures terrasse,
- nettoyage toiture cuivre côté parking,
- remplacement RIA,
- mise en forme dossier SSI,

Au tennis / bowling

- travaux préparatoires com sécu,
- remplacement du groupe froid bowling,
- remplacement des grilles de soufflage VMC,
- diagnostic amiante avant travaux (DAT) pour travaux conformité incendie,

Au Vélodrome

- création ventilation ascenseur,
- diagnostic charpente,
- traitement fuites toiture isolées,
- peinture lettrages extérieurs sur façades,
- remplacement onduleur et rajout de l'alimentation de la barrière d'accès au réseau secouru,
- diagnostic sécurité,
- rebouchage des trous et traversées,
- travaux conformité ascenseur dont ligne téléphone,
- intervention d'urgence sur bardage façade,
- changement de l'onduleur de la piste de vélo.

II-2 Travaux d'investissement, de gros équipements et de renouvellement réalisés par le délégataire

L'investissement total réalisé au cours de l'année 2018 dans le cadre de la nouvelle délégation est 422.468 € se décomposant comme suit :

- 406.290 € au titre des biens de reprise ou de retour dont les grands postes sont les suivants :
    - Patinoire (280.830 €) :
        - Aménagement de 2 loges : 12.800 €
        - Création d'une loge + 2 blocs sanitaires 1er étage : 44.960 €
        - Création vestiaire équipe Magnus : 23.260 €
        - Equipement éclairage et sonorisation : 20.600 €
        - Acquisition auto laveuse : 5.300 €
        - 4 faces vidéo + caméra dôme : 166.385 €
        - Filet de protection tour de piste : 7.525 €
    - Bowling (34.250 €)
        - Mise en place de casiers : 4.090 €
        - Acquisition machine à huiler : 12.000 €
        - Changement frigo bas arrière bar : 6.610 €
        - Upgrade du logiciel de bowling : 8.120 €
        - Matériel informatique : 3.430 €
    - Stadium/vélodrome (91.210 €)
        - Aménagement salle de boxe 1ère tranche : 55.210 €
        - Installation désenfumage 1ère tranche : 30.400 €
        - Acquisition auto laveuse : 5.600 €
- 16.178 € au titre de biens propres relatifs à du matériel scénique.

Le tableau des investissements est joint en annexe.

Dans le cadre du GER réalisé par le délégataire, Axel Vega a engagé au titre 32.890 € au cours de l'année 2018 se décomposant comme suit :

Désignation	Fournisseur	Désignation	Montant
Patinoire			
Gros entretien			
Gamme de maintenance 10000 heures chilpack n° 1 réalisé en 2017	Applicam	Chgt matériel informatique caisse logiciel billetterie	11 330,00
changement d'affectation suivant accord Ville de Bordeaux	Alive	Matériel de sonorisation	7 400,00
Relamping sportif	Alive	Relamping	2 510,00
Renouvellement équipements sportifs			
Casques	Synerglace	Achats de 120 casques chgt législation	2 760,00
Patins	ice	Achat de 90 paires	3 224,00
Renouvellement matériel technique			
Ordinateur + logiciel	Enjoy	Table mixage 4 voies pionner	1 200,00
Sous-total engagement patinoire			28 424,00
Bowling			
Ecran de notations		Détecteur de fautes	571,32
Renouvellement matériel technique			
Téléviseur	Cdiscount	tv 4k	1 022,48
Sous-total engagement bowling			1 593,80
Stadium/vélodrome			
Gros entretien			
Reprise partielle de la piste d'Athlétisme	ambc	Planches d'appel	702,00
Renouvellement équipements sportifs			
Haie	Dynamic	50 latte de haies	510,42
Renouvellement matériel technique			
Ordinateur et logiciel	Vinci	PC + portable	1 663,42
Sous-total engagement stadium/vélodrome			2 875,84
Total équipements sportifs			32 893,64

Une provision complémentaire de 11.826 € a été réalisée au bilan afin de porter cet engagement à 44.720 € conformément à notre engagement DSP.

II-3 Travaux de maintenance, d'entretien et d'amélioration à la charge du délégataire

Dans le cadre de ses missions de maintenance et d'entretien techniques des équipements, SBSL :

- A recours pour les prestations de maintenance P2 préventive requérant des compétences ou agréments techniques spécifiques, à des sous-traitants par le biais de contrats de maintenance préventive ainsi qu'à différents organismes de prestations pour les contrôles techniques obligatoires. Les contrats les plus importants sont listés ci-dessous :
    - Equipement de sécurité :
        - Extincteurs, RIA — Soc. Desautel
        - SSI, — Soc. SPIE
        - Groupe électrogène, — Soc. ENGIE Axima
    - Ascenseurs, monte-charge — Soc. Régional Ascenseur
    - Matériels roulants
        - Chariot élévateur — Soc. Fabre/Dekra
        - Surfaceuse — Soc. Mountain Worker (C.M. Dupon)
    - Équipements scéniques — Soc. Qualiconsult
        - mother grill, cerce
    - Portes automatiques — Soc. Régional Ascenseur
    - Hottes (dégraissage, contrôle..) — Soc AM Pro
    - Dératisation, nuisibles — Soc Eco Lab
    - Installations de production de chaud et de froid
        - PAC et chillpacs — Soc. ENGIE Axima

- Procède aux réparations et entretien :
    - fait appel à des sous-traitants pour la maintenance curative lorsque les interventions nécessitent des qualifications ou compétences dont nous ne disposons pas en interne. La liste non exhaustive ci-dessous reprend les travaux réalisés.
    - en interne avec l'équipe technique de SBSL. La valorisation ne prend pas en compte le personnel affecté en interne mais seulement les fournitures d'entretien et de pièces de rechanges.

Le coût des travaux de maintenance, d'entretien et d'amélioration pris en charge par SBSL au cours de l'année 2018 est de 236.940 € pour un engagement de 209.910 €.

A la patinoire (133.380 €)

- Au titre des contrats de maintenance, contrôles obligatoires 77.690 €

- Au titre des travaux de maintenance 37.260 € dont :
    - Changement de DM, DAI et adressage SSI : 3.090 €
    - Interventions SSI : 860 €
    - Divers électriques dont raccordement HT : 2.570 €
    - reprise divers sur écart provision : 1.940 €
    - Plomberie : installation lave main + changement de vanne HP : 1.880 €
    - Mise aux normes ascenseur : 1.380 €
    - Remise en état du moteur tour aéro-réfrigérante : 3.820 €
    - Reprise sur provision RIA : 5.040 €
    - Remplacement sonde de régularisation groupe : 730 €

- Remplacement moteur CTA 15 & 16 : 2.590 €
- Remplacement bac à sel tour aéro : 1.300 €
- Remplacement relais de contrôle groupe électrogène + dépannage : 1.220 €
- Provision Vidange circuit Pac 2 : 3.050 €
- Intervention fuite Pac : 530 €
- Réparation clim TGBT : 2.040 €
- Maintenance écran : 940 €
- Maintenance matériel animation son et éclairage : 9.190 €
- Réparation auto laveuse : 880 €
- Réparation rideaux : 480 €
- Changement porte coupe-feu : 520 €
- Divers : 290 €
- Surfaceuses : réparation hors contrat (lames, réservoir, échappement, hydraulique) : 3.870 €
- Des véhicules de la société : 2.940 €

- Au titre fournitures d'entretien et de pièces de rechanges 18.430 € dont :
  - Matériel armoire électrique : 2.260 €
  - Relamping led : 2.450 €
  - Peinture : 970 €
  - Remplacement vitres tour de piste : 1.880 €
  - Câblage moteur : 1.350 €
  - Jeton casier : 410 €
  - Petites fournitures : 2.370 €
  - Plomberie, quincaillerie : 2.890 €
  - BAES led : 900 €
  - Pièces Karting : 680 €
  - Consommables affuteuse : 650 €
  - Sirène hockey : 1.620 €

Au Bowling (43.070 €)

- Au titre des contrats de maintenance, contrôles obligatoires 7.360 €

- Au titre des travaux de maintenance 15.110 € dont :
  - Changement de la centrale SSI : 950 €
  - Curage des canalisations, remise en état des sanitaires : 4.570 €
  - Changement automate et pompe de climatisation : 1.830 €
  - Réparation VDB : 350 €
  - Remplacement du caisson VMC + rembobinage moteur : 860 €
  - Fourniture et pose de 30 BAES y compris télécommande : 4.440 €
  - Mise à niveau armoire électrique : 650 €
  - Divers : 580 €
  - Des véhicules de la société : 880 €

- Au titre des fournitures et petits équipements 20.600 € dont :
  - Fourniture relamping, matériel électrique : 780 €
  - Pièce de rechanges machines : 17.480 €
  - Quincaillerie, peinture, divers : 2.340 €

Au Tennis (22.800 €)

- Au titre des contrats de maintenance, contrôles obligatoires 2.490 €

- Au titre des travaux de maintenance 17.870 € dont :
  - Changement de la centrale SSI : 950 €
  - Réparation auto laveuse : 1.030 €
  - Fourniture et pose de 61 BAES y compris télécommande + 2 blocs phares 2500 lumens : 11.060 €
  - Mise à niveau armoire électrique : 4.020 €
  - Filet : 220 €
  - Des véhicules de la société : 590 €

- Au titre fournitures d'entretien et de pièces de rechanges 2.440 € dont :
  - Fourniture relamping, matériel électrique: 2.010 €
  - Divers : 430 €

Au Stadium (37.690 €)

- Au titre des contrats de maintenance, contrôles obligatoires 22.550 €

- Au titre des travaux de maintenance et d'entretien 8.610 € dont :
  - Réparation et changement lecteur badges barrières extérieures : 3.710 €
  - Recharge et changement extincteurs : 500 €
  - Intervention CVC changement moteur : 3.010 €
  - Soudure haies : 490 €
  - Maintenance chariot élévateur : 730 €
  - Monte handicapé : 895 €
  - Intervention SSI : 830 €
  - Reprise provision sur mise à la norme ascenseur : 2.820 €
  - Provision fourniture et pose fusibles HT : 3.860 €
  - Provision sur mise à niveau armoire électrique : 2.140 €
  - Reprise provision remplacement batteries onduleur 7.485 €
  - Divers : 1.280 €
  - Des véhicules de la société : 1.470 €

- Au titre fournitures d'entretien et de pièces de rechanges 6.530 € dont :
  - Fourniture relamping, matériel électrique: 4.450 €
  - Fourniture de BAES LED : 1.340 €
  - Quincaillerie, divers : 740 €

II-4 Optimiser la gestion énergétique

II-4-1 Electricité

Au cours de l'année 2018, une première campagne de remplacement des BAES par de l'appareillage led a été réalisé.

Certains appareillages d'éclairage de type néon ou halogène ont été remplacé, et la mise en place de détecteur de présence a été engagée dans certains espaces.

Patinoire :

- Eclairage :
  - Loge, sanitaires 1er étage, vestiaire hockey, salle de musculation : 48 dalles Led avec détecteur de présence
  - Couloir circulation : 24 réglettes tubes led avec détecteur de présence
- Eclairage de sécurité :
  - 64 BAES

Il reste au titre de l'éclairage de sécurité 160 BAES a changé, une nouvelle tranche de remplacement est prévue en 2019.

Dans le cadre du relamping nécessaire de l'éclairage sportif, une étude est en cours afin de mixer l'éclairage actuel avec du led. Cela permettrait sur les entrainements, séance publique et activité scolaire d'utiliser l'éclairage led et de maintenir l'éclairage sportif dans son intégralité pour les matchs qui demande beaucoup plus de lux, tout en gardant le facteur d'uniformité.

Bowling :

- Eclairage :
  - Sortie de secours : 10 réglettes tubes led
- Eclairage de sécurité :
  - 30 BAES

L'ensemble de l'éclairage de sécurité au Bowling a été changé et passé en Led.

Tennis :

- Eclairage :
  - Mini-court : 24 réglettes tubes led
  - Accueil : 3 dalles led et 6 globes led
  - Couloir : accès vestiaires 4 dalles led
  - Couloir : accès tennis 9 réglettes tubes led
  - WC homme et femme : 13 globes led
- Eclairage de sécurité :
  - 61 BAES
  - 2 blocs phares,

L'ensemble de l'éclairage de sécurité au Tennis a été changé et passé en Led.

Concernant l'éclairage sportif, une étude est lancée par la Direction des bâtiments pour son remplacement du fait de sa vétusté.

Stadium :

- Eclairage :
  - Couloir de circulation : 120 réglettes tubes led
  - Zone tir à l'arc : 60 dalles led
- Eclairage de sécurité :
  - 95 BAES

Il reste au 31/12/18 au titre de l'éclairage de sécurité 38 BAES à changer. Au cours du 1er trimestre 2019, 20 ont été remplacé, les 18 derniers le seront au cours de l'été 2019.

II-4-2 Eau

Afin de minimiser les consommations d'eau à la patinoire, il a été procédé à l'installation dans la fosse à neige d'un circuit d'eau chaude afin de faire fondre la neige des surfaçages. Cette installation permet d'éviter le recours à l'utilisation de la « douche » d'eau chaude qui était nécessaire à la fonte de la neige.

II-5 Commission de sécurité

Au cours de l'année 2018, deux commissions de sécurité se sont tenues :

- A la patinoire le 11 janvier 2018. Un avis favorable a été émis par la sous-commission départementale spécialisée dans le domaine de la sécurité incendie et de la panique dans les ERP.

- Le 11 décembre 2018 sur l'ensemble Sportif Meriadeck composé du Tennis, Bowling (gérés par Axel Vega), d'équipements sportifs (gérés par la Direction des Sports de la Ville de Bordeaux), et d'un espace de stockage (géré par la Direction de l'Immobilier de la Métropole).
  Cet ensemble a reçu un avis favorable de la commission de sécurité de la Ville de Bordeaux sous conditions d'une nouvelle visite à la réception des travaux de désenfumage naturel. La Commission émet une prescription quant à la nomination d'un RUS (Responsable Unique de Sécurité).

III / PERSONNEL

III-1 Organigramme au 31 décembre 2018

L'organigramme est joint en annexe.

III-2 Effectif

L'effectif du personnel permanent au 31 décembre 2018 de la société Axel Véga est de 31 salariés :

- 26 salariés en contrat à durée indéterminée à temps plein,
- 5 salariés en contrat à durée indéterminée à temps partiel. 2 de ces contrats entrent dans le cadre d'un aménagement des horaires pour raisons médicales, 2 autres permettant de prendre en compte la continuité en parallèle d'étude). Ces contrats représentent 3 emplois à temps plein,

L'effectif du personnel permanent est composé de 9 femmes, et de 23 hommes dont 3 cadres & 2 agents de maitrise.

L'effectif du personnel permanent au cours de l'année de 2018 a été 28,18 ETP.

L'effectif permanent a été complété au cours de l'année par :

A la patinoire

- Des CDD saisonniers à durant la période d'ouverture au public soit 3,18 ETP,
- Des CDD de remplacement (maladie) ou surcroît d'activité (vacances de février et de Noël) soit 0,25 ETP

Au bowling

- Des CDD de remplacement (maladie) ou surcroît d'activité (vacances de février et de Noël) soit 1,10 ETP.

III-3 Mouvement du personnel

Les entrées et sorties du personnel au cours de l'année 2018 ont été les suivantes :

Au bowling

- Retour d'un collaborateur en congé parentale qui a repris son activité à temps partiel aménagé pour raison médicale,
- Recrutement d'un mécanicien qualifié,
- Recrutement d'une personne à l'accueil,
- Recrutement d'une personne à l'accueil en remplacement d'une démission,

Au tennis

- Passage à temps partiel d'une collaboratrice pour raison médicale, ses heures ont été réaffecté sur de la polyvalence inter-site.

A la Boxe

- Recrutement d'un responsable pour la Salle de Boxe

III-4 Personnel « extra »

Axel Vega a recours à une agence d'intérim pour le recrutement du personnel « extra », personnel journalier intervenant sur les anniversaires, dans les bars/buvettes, pour les montages et l'accueil du public.

III-5 Formations

Au cours de l'année 2018 :

Technique et sécurité :

- Formation interne annuelle sur l'utilisation du CMSI, soit 14 personnes.

III-6 Insertion professionnelle

Désignation	Prestataire	Personnel			Nbr d'heure	ETP
	Type contrat	Type contrat	Date d'entrée	RQTH		
Travailleur handicapé						
Hôtesse d'accueil vélodrome		CDI	17/01/07	01/09/15	1 820	1,00
Hôtesse d'accueil tennis		CDI	01/04/88	02/05/18	1 225	0,67
Electricien		CDI	05/11/17	17/05/16	1 820	1,00
Contrat d'insertion professionnel						
Hôtesse d'accueil bowling		CDI			1 820	1,00
Sous-total personnel					**6 685**	**3,67**
Prestataire						
Soc.nettoyage insert net	annuel				715	0,39
Sous-total prestataire					**715**	**0,39**
Total général					**7 400**	**4,06**

IV / DONNEES FINANCIERES

IV-1 Les Recettes

A la patinoire :

Le chiffre d'affaires s'établi à 927.700 € pour une prévision 1.003.464. Les écarts majeurs sont :

- Activités sportives + 15.500 euros :
    - + 36 K€ sur la billetterie grand public lié à un premier trimestre 2018 très fort,
    - -25 K€ sur la location aux clubs du fait de la négociation de 250 heures de gratuités accordés par Axel Vega au cours de la négociation soit 15.000 euros et une réduction des heures utilisés par les clubs par rapport aux prévisions,
- Manifestations sportives -21.350 euros,
    - - 7.500 € sur les manifestations,
    - - 5.850 € sur les loges, certaines loges prévues dans les investissements n'ont été livrées que courant février
    - - 8.000 € sur la location de la boutique et des bureaux dont l'investissement a été différé à 2019 du fait des études et permis de construire
- Recettes annexes (manifestations autres que sportives) - 68.500 euros en lien avec la tenue en 2019 et non en 2018 du spectacle Disney On Ice.

Les charges variables liées au chiffre d'affaires des recettes manifestations sportives et annexes ont baissé proportionnellement au chiffre d'affaires.

Au Bowling :

Le chiffre d'affaires s'établit à 963.860 € pour une prévision 656.860 €.

Cet écart important est lié à la fermeture en 2017 du bowling de Mérignac. La recette billetterie a progressé de 138.000 euros pour le grand public, celle des clubs jusqu'à présent inexistante est de 47.000 euros. Les recettes annexes ont évolué de 118.800 € dont 104.500 € pour les recettes bars.

Au tennis :

Le chiffre d'affaires s'établit à 253.710 € pour une prévision 240.755 € soit une hausse de 12.955 €. Le poste ayant le plus fortement évolué est celui des solaires + 7.400 €.

Au vélodrome :

Le chiffre d'affaires s'établit à 115.650 € pour une prévision 1.85.600 soit un écart de 70.000 euros. Les écarts majeurs sont :

- Activités sportives - 57.500 euros en lien avec l'ouverture en 2019 de la salle de boxe et salle de musculation,
- Manifestations sportives - 6.350 euros en lien avec la compression des ressources des clubs.

- Autres produits d'exploitation – 16.650 euros du fait de l'absence de partenaires et du différé de l'ouverture de la salle de boxe.

- Recettes annexes (manifestations autres que sportives) + 10.300 euros lié au développement des activités économiques (salons, séminaires…). Les charges variables liées au chiffre d'affaires des recettes manifestations sportives et annexes ont baissé proportionnellement au chiffre d'affaires.

Cumul des différentes activités :

Le chiffre d'affaires cumulé des différentes activités est de 2.260.644 euros pour un prévisionnel de 2.086.697 euros du fait de la forte progression du bowling.

IV- 2 Les charges

IV-2.1 Les achats (+ 48.060 €)

Les variations les plus importantes sont :

- Fluides (eau, électricité, chauffage...) - 18.900 € :
  - -22.500 € sur le poste électricité réparti + 18.500 € à la patinoire et – 36.000 € au vélodrome,
  - + 9.700 € essentiellement sur la patinoire. Ce poste n'avait été valorisé mais il s'avère nécessaire pour compléter l'apport en calories pour les pompes à chaleur. Le coût de l'abonnement 6.200 €,
  - - 6.100 € sur l'eau répartie à part égale sur la patinoire et le vélodrome
- Achats bar/restauration et autres achats + 66.850 €. Ces postes sont directement liés aux recettes bars en hausse et autres produits d'exploitation.

IV-2.2 Services extérieurs (- 136.410 €) :

Ce poste regroupe :

- Le poste location (-2.000 €)
- La sous-traitance (-35.174 €) qui inclue le nettoyage, les transports de fonds, le traitement de la comptabilité et de la paie, les intervenants extérieurs (professeur, animateur, enquêteur),
  - -26.000 € au titre des professeurs et animateurs dont -17.350 au vélodrome du fait du différé de l'activité boxe
  - - 6.700 € au titre des enquêtes qui n'ont pas été externalisées en 2018.
- Les charges variables sur manifestation -115.000 € dont - 80.400 € au titre des manifestations sportives et - 34.600 € au titre des autres manifestations. Ces chiffres sont à mettre en relation avec le chiffre d'affaires sur manifestations qui est moins important que prévu. Il est à noter que nous avons rationaliser certaines charges notamment de nettoyage (-16.000 €) sur les matchs de hockeys et que le nombre manifestations sportives récurrentes organisées par les clubs, ligues, comités (matchs, compétitions au vélodrome) a été moins important et a donc généré moins de charges ; ces manifestations étant structurellement déficitaires du fait des contraintes de service public.
- Les charges de maintenance et d'entretien du bâtiment sont supérieures à notre budget de DSP de 18.500 € dont 5.000 € au bowling et 14.100 € au tennis. Au cours de l'année 2018, il a été procédé à la mise aux normes de certaines armoires électriques et au remplacement de l'ensemble des BAES (bloc autonome d'éclairage de sécurité) d'ancienne génération par de l'appareillage « led » conformément à nos engagements.

IV-2.3 Autres services extérieures (- 49.100 €)

- Les postes intérimaires regroupent : le personnel sur les montages et démontage, les hôtes/hôtesses d'accueil et de contrôle, le personnel dans les bars ainsi que les animateurs pour les anniversaires,

- Les honoraires (+ 17.490 €) sont liés aux différentes études réalisées dans le cadre des aménagements et restructuration,

- Les frais de publicité et communication (- 21.490 €) sont liés au différé d'ouverture de la salle de boxe au Vélodrome (-14.200 €) et à un plus grand recours à la communication numérique,

- Les frais de gardiennage (+ 22.081 €) sont dus à l'augmentation du nombre d'heure des agents de sécurité au bowling (+ 19.000 €) pour faire face à l'augmentation de la fréquentation.

IV-2.4 Les impôts et taxes (- 7.035 €)

Ce poste est composé :

- de la Contribution Economique Territoriale (CET), + 3.980 euros
- de la taxe sur les salaires, - 11.900 euros
- de diverses taxes dont les taxes sur les enseignes, ordures ménagères, redevance TV, SACEM.

IV-2.5 Salaires et charges (-143.595 €)

Les variations entre les prévisions et le réel sont les suivantes par site :

- patinoire - 84.950 €, le régisseur ainsi que la responsable accueil ont été affecté aux services généraux du fait de l'évolution de leur poste respectivement Directeur Technique et assistante administrative,
- Bowling + 33.500 € du fait de recrutements pour faire face à la hausse d'activité,
- Tennis - 17.150 € lié au passage en temps partiel de la responsable.
- Vélodrome - 75.294 € du fait du différé de l'ouverture de la salle de boxe.

Il est à noter que, pour faire face au départ du Directeur Technique, de nombreuses études liées aux travaux ont été sous-traitées et ont généré des honoraires à hauteur de 27.200 euros.

La mutualisation en 2018 avec le bowling d'un électricien pour donner suite au départ fin 2017 de l'électricien affecté aux services généraux a nécessité le recours à des prestataires extérieurs pour 22.500 euros.

Des économies ont été réalisées suite au départ de la responsable communication en 2017 et son remplacement par une collaboratrice qui pour des raisons universitaires (fin de cursus) souhaitait être en temps partiel. En 2018, cette collaboratrice est passée en temps plein.

IV-2.6 Charges diverses de gestion

Ce poste est composé d'une redevance d'occupation du domaine public qui a été revalorisé à 354.000 euros sur le présent contrat d'affermage contre 1.000 euros les années précédentes.

IV-2.7 Les dotations sur amortissements et provisions.

Ces charges sont intégralement supportées par Axel Vega, l'intéressement de la Ville de Bordeaux étant sur l'amélioration de l'Excédent brut d'exploitation.

La provision pour dépréciation correspond à une créance de l'année 2017.

La charge liée à l'investissement et au renouvellement est de 184.183 € pour un engagement de 148.850 €.

- charge lié au renouvellement des équipements pour **44.720 €,**

Désignation	Fournisseur	Désignation	Montant
Patinoire			
Gros entretien			
Gamme de maintenance 10000 heures chilpack n° 1 réalisé en 2017	Applicam	Chgt matériel informatique caisse logiciel billetterie	11 330,00
changement d'affectation suivant accord Ville de Bordeaux	Alive	Matériel de sonorisation	7 400,00
Relamping sportif	Alive	Relamping	2 510,00
Renouvellement équipements sportifs			
Casques	Synerglace	Achats de 120 casques chgt législation	2 760,00
Patins	ice	Achat de 90 paires	3 224,00
Renouvellement matériel technique			
Ordinateur + logiciel	Enjoy	Table mixage 4 voies pionner	1 200,00
Sous-total engagement patinoire			28 424,00
Bowling			
Ecran de notations		Détecteur de fautes	571,32
Renouvellement matériel technique			
Téléviseur	Cdiscount	tv 4k	1 022,48
Sous-total engagement bowling			1 593,80
Stadium/vélodrome			
Gros entretien			
Reprise partielle de la piste d'Athlétisme	ambc	Planches d'appel	702,00
Renouvellement équipements sportifs			
Haie	Dynamic	50 latte de haies	510,42
Renouvellement matériel technique			
Ordinateur et logiciel	Vinci	PC + portable	1 663,42
Sous-total engagement stadium/vélodrome			2 875,84
Total équipements sportifs			32 893,64

Une provision de 11.826,36 euros a été réalisée mettant la charge du GER à 44.720 euros conformément aux engagements de la délégation de service public.

- charge lié à l'investissement pour **139.462 €,**
    - 52.374 euros au titre des amortissements de la nouvelle délégation,
    - 10.443 euros au titre des amortissements sur les biens de retour et/ou de reprise de l'ancienne délégation,
    - 13.806 euros au titre des amortissements des biens propres de l'ancienne délégation,
    - 1.083 euros au titre des amortissements des biens propres de la nouvelle délégation,
    - 61.756 euros de provision au titre de la caducité, dont 10.000 euros liés à l'engagement d'Axel Vega d'accroitre de 50.000 euros l'investissement pour la salle de boxe.

IV - 3 Intéressement Ville de Bordeaux sur le résultat d'exploitation

Comme prévu au contrat de la délégation de service public, un intéressement variable est prévu pour la Ville de Bordeaux sur le résultat d'exploitation.

Cet intéressement est calculé sur l'amélioration de l'Excédent brut d'exploitation.

Calcul de l'Intéressement Ville de Bordeaux :

30% du résultat compris entre 30.000 et 70.000 euros : 12.000 €

40% du résultat compris entre 70.000 et 120.000 euros : 20.000 €

50% au-delà de 120.000 euros : 179.450 €

Soit un intéressement total de 211.450 €.

IV- 4 Résultat

Le résultat courant est de 492.535 euros avant prise en compte :

- d'un résultat financier positif de 511 euros,
- d'un résultat exceptionnel négatif de 2.481 euros,
- d'un intéressement pour la Ville de Bordeaux de 211.450 euros. L'intéressement valorisé dans les comptes en 2017 fait l'objet d'une régularisation comptable de 616 euros.

Le résultat net comptable avant impôt s'établi à 279.732 euros

IV- 5 Tarifs

Les tarifs appliqués au cours de l'année 2018 sont ceux qui ont été voté dans le cadre du contrat de délégation de service public. Ces tarifs sont valides pour une année civile.

V / COMMUNICATION

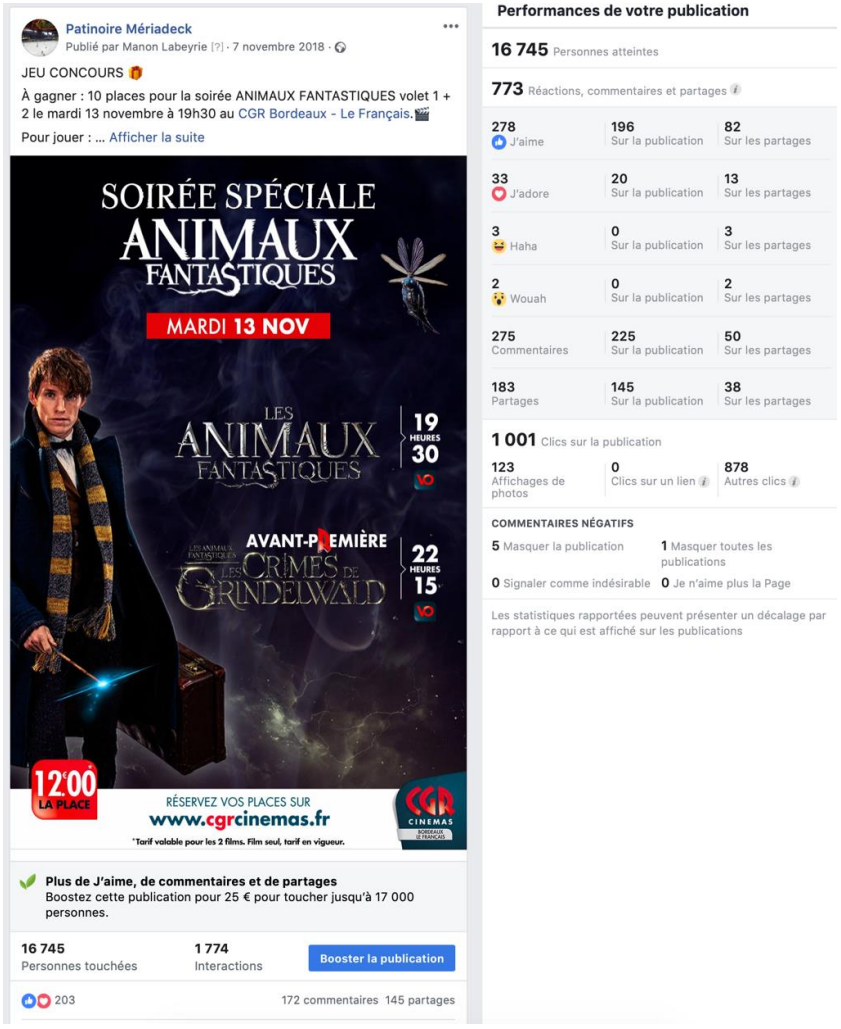
I. Les actions de communication à destination du grand public

Sur la saison 2018 / 2019, nous avons renforcé notre présence sur les réseaux sociaux, en publiant régulièrement du contenu de qualité, adapté à chaque réseau social et en interagissant avec les abonnés.
L'affichage et le Street Marketing ont également été favorisés pour assurer l'ouverture de notre nouvel établissement : Le Bordeaux Boxing Club.

• Communication digitale

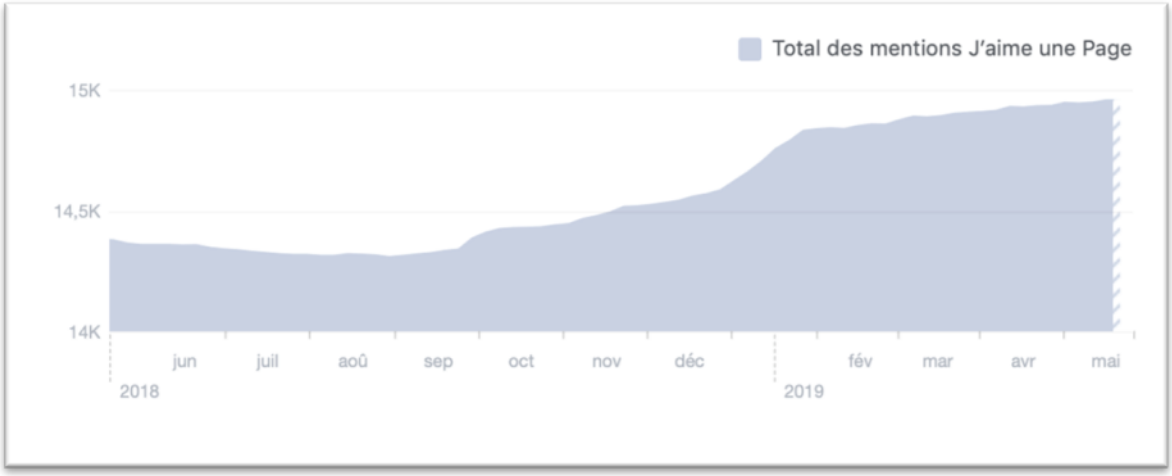
- Facebook

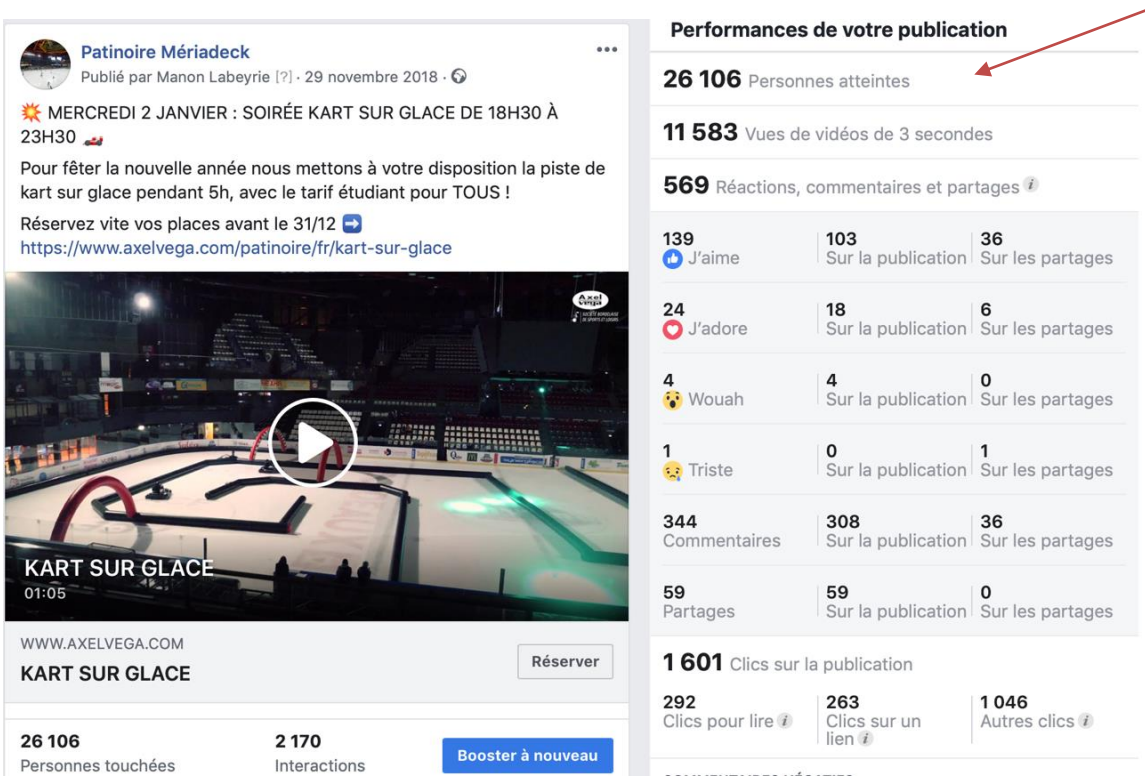
À la patinoire, le calendrier éditorial implique une alternance de publications informatives, promotionnelles et récréatives (jeux, photos, anecdotes). Nous publions chaque lundi un programme récapitulatif des événements à venir avec les sessions de kart sur glace, les horaires des séances de patinage et les matchs de hockey.
Nous laissons également une large place au relais de la communication des deux clubs résidants de la patinoire (Le Bordeaux Sports de Glace et Les Boxers de Bordeaux).



Des jeux concours sont régulièrement organisés avec nos partenaires, ce qui nous permet de développer notre visibilité grâce aux partages, et de créer de l'interaction.

La communauté Facebook de la Patinoire Mériadeck continue de s'accroître au cours des années, atteignant aujourd'hui presque 15 000 abonnés. Nous touchons en moyenne sur des publications « classiques » 3 000 personnes de façon organique, et lorsque nous boostons une publication celle-ci peut toucher jusqu'à 26 000 personnes.





Sur nos autres pages Facebook (Bowling Mériadeck et Stadium Vélodrome), nous publions également régulièrement du contenu visant à promouvoir ces sites et à informer le public des actualités.

En additionnant les communautés de nos différentes pages Facebook, nous réunissons environ 20 000 personnes.

- Site internet

Tous nos sites internet, chacun relié à un établissement, sont régulièrement mis jour en fonction des différentes actualités (événement, fermeture exceptionnelle, changement horaire…). Contrairement aux réseaux sociaux qui nous permettent d'interagir avec les internautes et de divertir notre communauté, nos sites internet sont exclusivement dédiés au partage d'informations.

- Newsletters

Des campagnes emailing sont envoyées à notre base de données qui contient plus de 20 000 contacts. Ces newsletters garantissent instantanément une large diffusion de l'information, de manière ciblée grâce nos différentes listes de contacts. Par ailleurs ces derniers peuvent se désabonner de notre newsletter en seul clic.

- Référencement et Google Ads

Outre la mise à jour régulière des informations sur nos sites internet, les horaires et tarifs des établissements sont gérés en temps réel et manuellement dans la console Google (Google My Business). Des annonces dans Google adwords ont été créées notamment pour booster nos soirées kart sur glace et donner de la visibilité au nouveau site internet du Bordeaux Boxing Club.

- Vidéo teasing

Afin de développer nos ventes des sessions de kart sur glace, nous avons fait appel à une société de production audiovisuelle, qui nous a créé une vidéo teasing. Cette vidéo a été partagée sur nos réseaux sociaux, sur notre site internet ainsi que sur la page Facebook Bouger à Bordeaux (151 000 abonnés) à qui nous avons acheté 10 posts sur l'année.

- **Communication Print**

- Le dépliant semestriel

Toutes les activités proposées par nos différents établissements, ainsi que les horaires et tarifs, sont présentés dans un dépliant au format original mis à la disposition du grand public dans un réseau de points de distribution de la CUB.



- Affichage

Un partenariat avec Clear Channel nous permet de disposer d'un affichage permanent sur chacun des établissements. Grâce à ces emplacements publicitaires nous informons notre public des différentes activités proposées et faisons la promotion des événements à venir.

Pour le lancement du Bordeaux Boxing Club nous avons fait une campagne d'affichage avec Clear Channel pendant une semaine sur plus de 100 faces format abribus, dans les secteurs de Bordeaux Lac et également dans Bordeaux Centre.



- **Les partenariats**

Les partenariats que nous développons nous permettent d'apporter du contenu à notre offre, de communiquer de manière ciblée et d'accroître notre visibilité.

- Nostalgie Bordeaux

Nous mettons en place un partenariat avec la radio Nostalgie Bordeaux à l'occasion de soirées années 80/90 à la patinoire. Un animateur vient filmer la soirée en Direct sur Facebook et le DJ passe des CD délivrés par notre partenaire. En échange d'une communication basée sur ce partenariat et d'entrées patinoire, Nostalgie nous offre des spots radios et des goodies.

- CGR le Français

Nous travaillons régulièrement en partenariat avec le cinéma CGR lors d'avant-premières ou de soirées cinéma. Il s'agit d'un échange de visibilité et de marchandises autour de nos cibles similaires à savoir les jeunes de 15 à 25 ans.

- **Les événements, animations et actions ciblées**

- Horaires étendus et animations lors des vacances de Noël à la Patinoire

Pendant les vacances scolaires de Noël les horaires des séances de patinage sont étendus et des animations sont organisées tous les jours. Nous créons ainsi chaque année un programme spécial Noël accompagné d'une opération commerciale proposant un tarif unique de 5,50€ (entrée+ patins).

Nous avons également mis en jeu à deux reprises un pack GOPRO HERO + DRONE caméra HD, à gagner sur des animations lors de séances du 25 décembre et du 1er janvier.



- Soirées Mousse

Suite à l'engouement suscité par les soirées mousse nous en avons organisé une le jeudi 27 décembre en période de Noël ainsi qu'une autre de fin de saison en avril pendant les vacances de Pâques.
Nous communiquons sur ces soirées à travers des événements Facebook créés pour l'occasion, et des publicités bien ciblées.

- Spectacles

En avril 2018 et début 2019, nous avons accueilli Holiday On Ice et Disney On Ice. Ces événements, en plus de créer de l'animation, contribuent à faire la promotion de la patinoire grâce aux différents supports de communication utilisés par les productions en amont de ces productions. Ces spectacles sur glace nous permettent des soirées thématiques au cours desquelles nous faisons gagner des entrées ; soirée Disney le 29/12/18.

- Coupe de France au Stadium Vélodrome

Le Stadium Vélodrome a accueilli la Coupe de France UCI qui se déroulait du 28 au 30 septembre 2018, l'occasion de relayer et de partager largement l'évènement sur la page Facebook et le site internet de l'équipement.

- Fête du Sport

C'est également au Stadium Vélodrome que nous avons organisé la Fête du Sport, le samedi 22 septembre 2018. Au programme : cyclisme sur piste, démonstration de BMX Race, cours de boxe, sécurité routière et ateliers de sensibilisation.

- Le Vélotour

La mise à disposition du vélodrome dans le cadre du Vélo Tour, environ 3600 cyclistes sont passés dans le vélodrome.

BORDEAUX VELOTOUR 2018
Retour sur la 1ère édition

LE PARCOURS



LIEUX PREFERES PAR LES PARTICIPANTS

- Parking Quai des Marques
- Jardin Botanique
- Stadium Vélodrome
- Parc des Expositions

LONGUEUR DU PARCOURS

- 90 % adaptée

BOUCLE OPTIONNELLE

- 85,6 % ont emprunté la boucle optionnelle





- Salons

Le Stadium Vélodrome a de nouveau reçu le Salon du Disque en mars et octobre 2018. Ce salon, regroupant 80 exposants venus de toute la France et de l'étranger, s'affiche comme la plus grande manifestation du Sud-Ouest dans sa spécialité.

II. Les actions de communication à destination des professionnels

- Nouvelle prestation kart sur glace pour les comités d'entreprise

Afin de satisfaire toujours au mieux nos clients, nous avons aménagé une nouvelle salle dédiée aux soirées kart sur glace pour accueillir les groupes. Avec une décoration plus moderne et l'installation de jeux, nos clients peuvent désormais se divertir en attendant leur tour de kart dans une ambiance chaleureuse et conviviale.

Nous avons également revu notre formule kart en modifiant les horaires et en étoffant notre offre (cocktail de bienvenue, bouteille de champagne sur option…).

- Newsletters

Nous envoyons régulièrement des newsletters aux comités d'entreprises et aux entreprises présentes dans notre base de données. Celle-ci contient désormais plus de 1000 contacts qualifiés. Nous communiquons auprès de ces cibles principalement pour la promotion de nos produits tels que : le kart sur glace, les arbres de Noël, les soirées bowling…

- Arbres de Noël

Grâce aux actions menées tout au long de l'année 2018, nous avons commercialisé l'arbre de Noël auprès de plusieurs entreprises. Au total, plus de 500 personnes sont venues fêter Noël sur la glace avec l'arbre de Noël patinage, et 850 salariés de La Lyonnaise ont assisté à notre spectacle « À la recherche des jouets de Noël » le dimanche 16 décembre 2018.

Les actions de communication à destination des centres de loisirs et des scolaires

- **Vers les centres de loisirs**

Sur l'année, plusieurs newsletters sont envoyées aux centres de loisirs concernant les horaires, les tarifs et les animations qui leur sont réservés. Pendant les vacances scolaires, nous privilégions les centres de loisirs en leur permettant d'arriver 30 min avant l'ouverture des portes au public.

- **Vers les établissements scolaires**

À l'instar des centres de loisirs, les établissements scolaires reçoivent fréquemment des newsletters.
Les écoles fréquentant la patinoire ont la possibilité d'assister au Gala du Bordeaux Sports de Glace, spectacle de fin de saison, au mois de mai. Plus de 3 000 enfants sont ainsi accueillis chaque année sur les deux représentations.

Par ailleurs, nous participons toujours activement à la vie des écoles par le soutien aux tombolas et lotos qu'elles organisent.

Succès populaire pour la patinoire de Mériadeck

BORDEAUX Un an après la fin des concerts, le site redouble d'efforts pour attirer les amateurs de glisse

ÉTIENNE MILLIEN
e.millien@sudouest.fr

Les conditions météo sont parfaites. La chute du thermomètre, ces derniers jours, rend l'expérience du patinage sur glace encore plus exceptionnelle en cette fin d'année. « C'est le pic de la saison pour nous » explique Franck Boucher, le directeur d'Axel Vega, la société qui gère la patinoire de Mériadeck.

Entre novembre et mars, 20 000 tickets d'entrée sont vendus, pour une affluence annuelle de 75 000 personnes. « Attention, certains viennent tous les jours, on a nos habitués, précise-t-il, mais pour la majorité, ce sont des familles ou des adolescents qui passent quelques heures ici l'après-midi, pendant les vacances. » Les séances, allongées à quatre heures pendant les congés scolaires, font le plein.

Soirée mousse

Hier, en milieu d'après-midi, on comptait 650 tickets de vendus après deux heures d'ouverture. S'y ajoutent les adolescents et jeunes adultes qui viennent glisser en soirée. « Jeudi dernier, on a compté 800 entrées pour la soirée mousse. C'était beaucoup, on était un peu coincés car tous ces clients demandaient des patins dans les mêmes tailles, au lieu du mélange habituel de tailles enfants et adultes », concède le directeur.



Samedi après-midi, 650 personnes sont venues glisser sur la glace de Mériadeck. PHOTO E. M.

Le succès de la patinoire tient à plusieurs facteurs. C'est un équipement rare dans la région, il faut aller jusqu'à Anglet pour en trouver une de taille similaire. Et à 5 euros l'entrée pendant les vacances, l'activité demeure abordable. « Ils ont aussi de bonnes animations », commente Edwige, venue spécialement de Sainte-Foy-la-Grande en train, pour la journée avec famille et amis. Pendant qu'elle se repose sur le bord de la piste, son groupe tourne au rythme de la musique, entre les enfants accrochés aux mains de leurs parents et la poignée d'incontournables amateurs de vitesse qui zigzague à travers la foule.

Enceinte de huit mois, Angélique a jugé raisonnable d'éviter la glace, elle laisse sa fille Émilia, 5 ans, en profiter. « Elle vient souvent, elle joue au hockey », confie-t-elle fièrement, alors que se dirige vers la glace un employé déguisé en personnage de dessin animé. Il participe aux animations de fin d'année et sert à promouvoir le spectacle Disney on Ice qui sera présenté à la patinoire du 11 au 13 janvier.

D'ici là, la patinoire organise un réveillon pour les enfants aujourd'hui, des séances de maquillage demain ou encore un tirage au sort pour remporter un drone mardi.

SUR LA GLACE

En parallèle aux sessions de patinage, la patinoire propose des séances de pilotage de kart sur glace, une initiation à l'ice stock - une sorte de pétanque sur glace - et développe des formules pour les entreprises autour du patinage, du kart, mais aussi des matchs de hockey des Boxers.

La fin des spectacles sur le site, décidée il ya un an, a également permis de proposer de nouveaux horaires d'entraînement au club de patinage artistique et de lancer de nouvelles équipes de hockey.

VI / QUALITE DU SERVICE PUBLIC

VI- 1 L'accueil des usagers

Accueillir le public**, c'est proposer des services dynamiques**

- Accueil physique et téléphonique pour le grand public sur les sites permettant un accueil plus qualitatif des usagers,

- Accès prioritaire aux personnes à mobilité réduite ou personnes en situation de handicap, accompagnement des femmes enceintes jusqu'à leur place, lors des spectacles et autres événements à la Patinoire et au Stadium,

- Mise en service d'une ligne audiotel renseignant sur les horaires, les tarifs et le programme des manifestations programmées à la Patinoire et au Stadium,… en dehors des créneaux horaires d'accueil,

- Animation des séances publiques de patinage :

    - Par une ambiance musicale et sonore,

    - Des soirées à thèmes, halloween, année 80…

    - Des animations familiales, peinture sur glace, Père Noël, mascottes,

    - Un jardin d'enfant le dimanche matin,

- Acquisition de 12 lyres asservies (jeu de lumière) pour améliorer la qualité de l'éclairage scénique nécessaire aux animations,

- Mise en place d'une signalétique informative et simple *(panneaux d'affichage, fléchage,)* à l'intérieur et aux abords directs des équipements délégués,

- Mise à disposition permanente de documentations gratuites *(flyers, affiches,…)* concernant l'ensemble des activités proposées par AXEL-VEGA au sein des différents équipements délégués (*activités, tarifs, horaires...)*,

- Prestations de bar et petite restauration de qualité et régulièrement renouvelées,

- Mise à disposition de jeux *(baby-foot, jeux vidéo, billards,…)* au sein du bar du Bowling, afin de satisfaire le plus grand nombre de publics, notamment dans le cadre des « soirées groupes » et « anniversaires » organisés par la SBSL/AXEL VEGA,

- Mise à disposition d'une consigne pour objets perdus et de casiers sur les sites,

- Location ou vente d'équipements sportifs au sein des pro-shops et mise en place de prestations spécifiques *(ex : affûtage des lames pour les séances de patinage sur glace, cordage des raquettes au Tennis,…).*

Accueillir le public, **c'est assurer la sécurité des usagers**

- Permettre aux usagers de pratiquer leur activité sportive ou de loisirs dans des conditions de sécurité optimales, assurer la sérénité des spectateurs venant voir un événement,

- En dehors des évènements sportifs ou culturels, un agent de sécurité est présent sur l'ensemble des séances publiques de patinage et sur les créneaux de soirée au bowling. Devant l'accroissement de la fréquentation au bowling, ce service a été amplifié

- **Les événements successifs survenus depuis 2015 en France ont bouleversé la question de la sûreté.** Elle est devenue une problématique quotidienne de nos équipes et de l'entreprise, mais également du public et des spectateurs, à qui nous devons garantir une sûreté maximale et que nous devons rassurer. Des procédures concernant l'ensemble des sites sont en place :

    - La **création d'un dépliant de poche « gestion de crise »**, rappelant les principes de base de gestion de situations critiques et permettant d'éviter des comportements de panique,

    - La fouille aux portes lors des évènements sportifs, économique, culturel.

- Les secours à la personne : SBSL/AXEL VEGA s'inscrit dans une démarche relative à la prise en charge précoce des risques encourus dans un lieu ouvert au public. Afin de maximiser la capacité d'intervention sur les sites, SBSL/AXEL VEGA :

    - A formé plus de 60% de ses collaborateurs à la formation SST (sauveteurs secouristes du travail) ;

    - A recours à du personnel formé aux premiers secours sur l'ensemble des séances publiques de patinage ;

    - Fait appel à la Croix-Rouge lors des spectacles sur glace qui ont lieu à la patinoire. Ainsi les membres de la Croix-Rouge peuvent accompagner les spectateurs à mobilité réduite et évacuer vers l'infirmerie les personnes nécessitant du repos ou en attendant l'arrivée du SAMU.

L'accueil des producteurs, organisateurs, clubs

Les équipes d'Axel Véga accompagnent les producteurs ou organisateurs qui souhaitent réaliser des manifestations dans l'un ou l'autre des sites. Cette mission de conseil tant sur le plan technique que logistique et organisationnel facilite la gestion des événements pour les organisateurs.

Des configurations spécifiques ont été créées pour faciliter l'accès aux évènements d'entreprises ou de collectivités.

Afin d'accueillir les organisateurs d'évènements sportifs et de promouvoir la patinoire il a été procédé à des investissements importants ; création de loges VIP, acquisition d'un écran 4 face vidéo.

Un vestiaire, un espace de stockage, un bureau pour les entraineurs ont été créé pour l'accueil de l'Equipe Magnus.

Une salle de musculation a été créée pour l'ensemble des clubs.

Parallèlement, nous ne cessons de faire évoluer le bâtiment ou les équipements pour que les clubs puissent pratiquer dans les meilleures conditions possibles leurs sports. Chaque site bénéficie d'un référant auprès de qui les clubs peuvent remonter les informations et les besoins.

Plusieurs clubs ou comités sportifs fréquentent régulièrement les équipements gérés par la SBSL/AXEL VEGA, dans le cadre d'horaires aménagés, définis chaque année :

- Les deux clubs résidents de la patinoire *(Bordeaux Sport de Glace pour le patinage artistique et Bordeaux Gironde Hockey sur Glace pour le hockey)* s'y entraînent de mi-Août à mi-Mai et y organisent toute l'année des compétitions et galas,

- La SASP Boxers de Bordeaux, équipe Elite de Bordeaux, s'y entraîne et joue les matchs du championnat de Magnus,

- L'Union Saint Bruno s'entraîne au Tennis de Mériadeck de début Septembre à mi- Juillet, sur 2 des 4 terrains couverts de tennis et y organise son tournoi annuel ;

- Plusieurs clubs d'athlétisme de la région ont passé une convention avec le stadium afin de pouvoir s'entrainer en indoor entre novembre et mars. Le Comité d'Aquitaine de Cyclisme gère les entraînements des clubs de cyclisme de la région au Stadium- Vélodrome de Bordeaux-Lac. Le CAM de Bordeaux a en outre, passé une convention avec la SBSL/AXEL VEGA pour disposer d'un bureau au sein du Stadium.

Les clubs fréquentent les équipements tous les jours et tout est mis en œuvre pour les accueillir dans les meilleures conditions possibles : locaux propres, respect des horaires et équipements de bonne qualité *(glace, filets, piste,…)*. Hormis le Stadium/vélodrome, les équipements recevant des clubs font l'objet d'un contrat d'entretien quotidien des vestiaires et sanitaires.

En contrepartie, il est demandé aux clubs de respecter les locaux et de contribuer au maintien de la bonne qualité des équipements.

Les relations que nous entretenons avec ces clubs sont régies par des conventions, signées au début de chaque année civile, qui indiquent les modalités pratiques d'occupation des locaux, de sécurité, de contrôle et les responsabilités de chacun, ainsi que les créneaux horaires destinés aux clubs.

Le dialogue avec les clubs nous semble primordial au quotidien : toujours à l'écoute de leurs besoins, nous organisons des réunions :

- Lors de chaque rentrée *(il s'agit par exemple d'arbitrages sur les plannings, en fonction des calendriers de compétitions des différentes disciplines sportives pratiquées…)* ;

- En fin d'année *(étude des besoins exprimés, recherche de solutions en termes de créneaux horaires…)*.

Pour compléter ce dispositif, des reportings hebdomadaires sont établis par les régisseurs des équipements et transmis au Directeur de la SBSL/AXEL VEGA, pour évoquer ces relations avec les clubs, faire l'état de leurs besoins, attentes, projets….

VI- 2 La satisfaction des usagers

VI- 2-1 Le traitement des réclamations

Le traitement des réclamations reçues par courrier ou mail est effectué au cas par cas et fait l'objet d'une analyse, suivie d'une réponse personnalisée. Afin d'inciter les personnes à revenir sur nos sites et à ne pas rester sur une mauvaise impression, nous pouvons proposer ponctuellement des places de spectacles ou des entrées sur les équipements.

Patinoire

Mail 13 février 2013 : Plainte suite à une altercation verbale entre un usager et un de nos collaborateurs qui a refusé qu'une personne sorte pour fumer lors d'une séance publique de patinage. Nous avons répondu qu'il était compliqué de mettre en place un espace fumeur (gestion des flux, contrôle des personnes nécessitant une nouvelle fouille), et que nous étions dans un espace sportif recevant de nombreux enfants et adolescents lors des séances publiques.

Tennis

Au cours du 1er trimestre 2018, nous avons reçu 6 réclamations demandant la réinstallation des terrains Taraflex de badminton. Ces derniers qui avaient été installés en 2015 ont été enlevés à l'occasion de la réfection de l'ensemble des courts en décembre 2017. La co-activité tennis/badminton nécessite que nous puissions accueillir aussi bien du tennis que du badminton.

Stadium et bowling

Aucune réclamation

Outre les réclamations, comme tous les sites accueillant du public nous sommes en alerte sur les remarques, critiques qui peuvent être faites sur les réseaux sociaux afin de nous améliorer. Globalement nous avons plus de posts positifs que négatifs ce qui est encourageant lorsque l'on sait que les mécontents postent plus que les satisfaits.

VI- 2-2 Les enquêtes de satisfactions

Les enquêtes de satisfactions sont jointes en annexe. Outre les enquêtes, de nombreux clients notamment collectivités, entreprises nous font retour par mail ou courrier de leur satisfaction sur l'accueil et la qualité des prestations rendus.

Il ressort de ces enquêtes que les usagers sont globalement satisfaits de l'accueil et des animations proposées et en attente d'améliorations sur quelques sujets. Certaines de ces attentes sont traitées ou en cours, d'autres relèvent de la collectivité ou sont complexes à mettre en œuvre.

Patinoire

- Une amélioration de l'accueil, et des animations,
- Que les patins ne sont pas toujours confortables et pas suffisamment affutés. Chaque été à l'intersaison nous procédons à une campagne d'affûtage des 1500 paires de patins,
- Que certaines personnes pointent du doigt qualité de la glace au cours de certaines séances. Lors des fortes affluences, il arrive en effet que la glace se dégrade plus rapidement. Si la séance est inférieure à 3 h il est compliqué pour des raisons logistiques et de temps de faire un surfaçage intermédiaire. Sur les séances de plus de 3h un surfaçage intermédiaire est automatiquement réalisé,
- Que la patinoire aurait besoin d'un « rafraichissement ». Nous procéderons au cours de l'été 2019 à des travaux d'embellissements (mise en peinture des gradins 1).

Bowling

- Que le Bowling Bordeaux Mériadeck est un établissement apprécié où l'on passe généralement de bons moments,
- Des odeurs « d'égouts ». Bien que nous ayons curé l'ensemble des canalisations au bowling et tennis le problème demeure notamment lorsqu'il pleut (les eaux pluviales et usées étant dans les mêmes canalisations) et lors des fortes chaleurs,

- Un dysfonctionnement de la ligne téléphonique (très gênant pour les réservations). Ce dysfonctionnement lié à la vétusté de l'installation a été réglé au 1er trimestre 2019.
- Qu'il faudrait moderniser du mobilier

Stadium

- Un bilan de l'année 2018 positif avec des habitués toujours aussi fidèles,
- Qu'il y fait froid en hiver. La problématique est que le système de chauffage est prévu au-dessus du public (radiant électrique) et n'a pas été pensé pour les athlètes. La hauteur sous plafond 38 m, le volume à chauffer, l'absence d'isolation sous le bardage en tôle ne permet pas de chauffer et/ou de maintenir la température dans le centre piste ainsi que les pistes sportives,
- Le souhait d'une mise en place d'un système de réservation en ligne.

VI- 3 Un engagement responsable

- La responsabilisation face au développement durable

Soucieux de son environnement, la société Axel Vega mais aussi le Groupe S-PASS (société mère) s'inscrit dans une logique de développement durable pour son fonctionnement quotidien et ses choix stratégiques.

Sur la gestion quotidienne des fournitures de bureau, des notes de services ont été réalisé sur l'organisation des dossiers qui doivent être prioritairement informatique et non plus papier, sur l'obligation de paramétrer les ordinateurs en édition recto/verso, sur l'archivage des documents en pdf (notamment des factures avant envoi au service comptable).

Les barquettes en plastique, les pailles ont été remplacé par des produits en carton ou biodégradable.

Sur les économies d'énergie les opérations mises en place ont été développées au chapitre 4.

Le traitement des déchets :

- Il est demandé aux collaborateurs de s'astreindre au tri sélectif (des poubelles de tri sont à disposition),
- Un contrat a été mis en place pour la récupération des verres perdus au bowling, pour la récupération des huiles à la patinoire,
- L'évacuation des déchets (peinture, plastique, moquette…) fait l'objet d'un traitement particulier auprès de l'entreprise SX Environnement.

- La participation à la vie locale

Axel Véga s'inscrit régulièrement dans une démarche citoyenne en participant à la vie locale par l'intermédiaire d'entrées gratuites dans les équipements à l'occasion de tombolas, de lotos des écoles et des maisons de quartier mais aussi auprès d'associations.

En accord avec le Bordeaux Sports de Glace, deux séances du gala de patinage sont proposées aux écoles de la Ville de Bordeaux chaque année. Les moyens logistiques de la patinoire sont mis au service du plus grand nombre.

D'autre part, sous l'égide de la Mairie, comme chaque année les perchistes du collège Saint-André ont pu s'entrainer gratuitement dans le cadre de leur préparation aux Championnats de France UNSS.

VII / CONCLUSION

L'année 2018 est la première de la nouvelle délégation 2018-2023. A ce titre, il est compliqué de la comparer financièrement aux années précédentes du fait notamment de la réduction du périmètre délégué à la patinoire, de l'évolution de l'organisation suite au départ de collaborateurs au cours du 2ème semestre 2017, des investissements impactant l'exploitation, de l'évolution de la politique tarifaire pour certains usagers et de la nouvelle présentation des comptes conformément au contrat de DSP.

Toutefois, nous constatons une évolution positive de la fréquentation de l'ensemble des équipements par le grand public, d'un regain d'intérêt de la part des établissements scolaires et d'une stabilité de l'activité sportive des clubs.

Les investissements phares de notre projet d'exploitation pour le développement et la dynamisation des sites pour cette nouvelle délégation sont quasiment réalisés. La création des loges ainsi que la mise en place d'une 4 face vidéo à la patinoire ont été réalisé au cours du 1er semestre 2018, la création d'une salle de Boxe au Vélodrome a été finalisée début 2019, et l'ouverture d'une boutique pour les Boxers de Bordeaux est prévue au 2ème semestre 2019.

Bien que le début de l'année 2019 soit marqué par un recul de la fréquentation grand public, notamment le samedi (climat économique et sociale, absence de tramway), nous restons confiant et enthousiaste pour l'année 2019.

LES ANNEXES

1 - a - Compte d'exploitation - PATINOIRE MERIADECK

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
PRODUITS			
RECETTES D'EXPLOITATION			
Activités sportives			
Billetterie	322 983	359 364	36 381
Locations Club	45 840	20 756	-25 084
Locations Matériel	7 375	10 033	2 658
Scolaire	0	13 871	13 871
Centre de Loisir	38 458	30 004	-8 454
Anniversaires	12 083	16 326	4 243
Prestations /activités	688	1 022	334
Bar restauration	45 000	44 175	-825
Autres Karting	30 000	22 415	-7 585
Autres			0
Manifestions sportives			
Location de salle manifestations sportives	40 337	30 031	-10 306
Prestations sur manifestations sportives	64 450	32 909	-31 541
Bar restauration sur manifestations	123 950	158 241	34 291
Merchandising	0	0	0
Loges	28 750	22 900	-5 850
Location boutique + bureau	8 000	0	-8 000
Location écran centrale	12 500	12 500	0
Autres produits d'exploitation			
Produits Partenariat	38 000	36 259	-1 741
Recettes boutique	200	30	-170
Autres (à détailler)		534	534
Recettes annexes			
Location de salle sur recettes annexes	81 600	51 452	-30 148
Prestations sur recettes annexes	84 000	59 740	-24 260
Bar restauration sur pretations annexes	19 250	5 201	-14 049
Sous Total chiffre d'affaires	**1 003 464**	**927 763**	**-75 701**
Reprise sur provisions			0
Transfert de charges		5 399	5 399
Subventions		0	0
Autres produits		454	454
Sous Total Autres	**0**	**5 853**	**5 853**
Participation de la Ville pour contraintes de service public + fonctionnement	**723 951**	**723 951**	**0**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**1 727 415**	**1 657 567**	**-69 848**
CHARGES	886 871	771 768	-115 103
60 achats	**281 770**	**331 409**	**49 639**
Carburants et lubrifiants	4 000	4 126	126
Pièces de rechanges, fournitures d'entretien	19 500	18 437	-1 063
Fluides: Electricité+Gaz+Eau+Fuel	167 000	191 273	24 273
Petit outillage	6 000	8 687	2 687
Billetterie			0
Achats pour boutique	100	0	-100
Achat pour bar/restauration	65 870	79 448	13 578
Autres achats	19 300	29 439	10 139
61 services exterieurs	**375 552**	**274 845**	**-100 707**
Locations	6 463	5 187	-1 275
Sous-traitance	71 000	60 151	-10 849
Charges sur manifestations sportives	49 250	13 264	-35 986
Prestations de contrôles et sécurité sur manifestations sportives	45 624	24 235	-21 389
Charges sur recettes annexes	34 500	24 529	-9 971
Prestations de contrôles et sécurité sur recettes annexes	37 175	18 307	-18 868
Entretien réparations matériel	32 610	27 851	-4 759
Entretien réparations bâtiment	15 230	18 499	3 269

1 - a - Compte d'exploitation - PATINOIRE MERIADECK

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
Maintenance	68 275	68 593	318
Assurances dommages aux biens	8 000	7 807	-193
Assurance Indemnisation des tiers	2 125	1 625	-500
Assurance matériel roulant (camion, surfaceuses, autolaveuses, fenwick…)	3 000	2 964	-36
Documentation	300	285	-15
Autres services extérieurs	2 000	1 547	-453
62 autres services exterieurs	**229 549**	**165 514**	**-64 035**
Personnel intérimaire hors manifestations sportives	12 000	9 552	-2 448
Personnel intérimaire sur manifestations sportives	39 950	20 276	-19 674
Personnel intérimaire sur recettes annexes	38 058	2 946	-35 112
Personnel mis à disposition		0	0
Honoraires	12 500	16 962	4 462
Frais de siège (assistance technique et administrative)	56 141	56 141	0
Publicité/communication/animation	30 000	22 622	-7 378
Voyages et déplacements/missions et réceptions	8 000	4 474	-3 526
Gardiennage	15 000	18 059	3 059
Frais et commissions bancaires	4 000	3 046	-954
Affranchissements/téléphone/réseaux informatique	12 000	9 670	-2 330
Autres charges services extérieurs	1 900	1 765	-135
VALEUR AJOUTEE	**840 544**	**885 799**	**45 255**
63 impots et taxes	**41 611**	**38 167**	**-3 444**
Charges fiscales assises sur salaires	17 166	11 451	-5 715
CET	8 000	8 579	579
Autres impôts et taxes	16 445	18 137	1 692
64 charges de personnel (hors charges fiscales)	**611 928**	**526 970**	**-84 957**
Salaires	417 168	365 873	-51 296
Charges sociales	194 760	161 098	-33 662
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**187 006**	**320 662**	**133 656**
65 charges diverses de gestion	**100 000**	**100 000**	**0**
Redevances d'occupation du domaine public partie fixe	100 000	100 000	0
Autres charges diverses de gestion			0
68 dotations s/ amort et provisions	**75 267**	**104 633**	**29 367**
Dotations aux amortissements des biens	46 858	58 928	12 070
Dotations amortissements de caducité/biens de retour	8 408	9 205	797
Dotations aux prov.pour risques et charges		16 500	16 500
Dotations aux prov pour ger	20 000	20 000	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**1 715 676**	**1 541 539**	**-174 137**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**11 739**	**116 028**	**104 289**
Charges financières sur emprunts	4 480	0	-4 480
Autres charges financières		0	0
Produits Financiers		256	256
RESULTAT FINANCIER	**-4 480**	**256**	**4 736**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**7 259**	**116 284**	**109 025**
RESULTAT DES ELEMENTS EXCEPTIONNELS	**0**	**-1 148**	**-1 148**
RESULTAT NET COMPTABLE	**7 259**	**115 136**	**107 877**

1 - a - Compte d'exploitation - BOWLING MERIADECK

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
PRODUITS			
RECETTES D'EXPLOITATION			
Activités sportives			
Billetterie	386 565	524 586	138 021
Locations Club		47 002	47 002
Locations Matériel		1 785	1 785
Scolaire	7 242	5 123	-2 119
Centre de Loisir	10 834	13 193	2 359
Anniversaires	6 722	8 483	1 761
Prestations /activités		0	0
Bar restauration	195 000	299 507	104 507
Locations vestiaires & casiers/activité		0	0
Autres			0
Manifestions sportives			0
Location de salle manifestations sportives		2 826	2 826
Prestations sur manifestations sportives		0	0
Bar restauration sur manifestations			0
Merchandising		0	0
Loges		0	0
Location boutique + bureau		0	0
Location écran centrale		0	0
Autres produits d'exploitation			0
Produits Partenariat/entreprise	10 000	13 740	3 740
Recettes boutique	500	3 023	2 523
Autres (Jeux)	40 000	44 248	4 248
Recettes annexes			0
Location de salle sur recettes annexes		0	0
Prestations sur recettes annexes		0	0
Bar restauration sur pretations annexes		0	0
Sous Total chiffre d'affaires	**656 863**	**963 515**	**306 652**
Reprise sur provisions			0
Transfert de charges		775	775
Subventions		0	0
Autres produits		136	136
Sous Total Autres	**0**	**911**	**911**
Participation de la Ville pour contraintes de service public + fonctionnement	**53 810**	**53 810**	**0**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**710 673**	**1 018 237**	**307 563**
CHARGES	273 591	336 057	62 466
60 achats	**134 300**	**180 659**	**46 359**
Carburants et lubrifiants	1 500	376	-1 124
Pièces de rechanges, fournitures d'entretien	13 000	20 594	7 594
Fluides: Electricité+Gaz+Eau+Fuel	42 500	39 442	-3 058
Petit outillage	2 800	2 999	199
Billetterie			0
Achats pour boutique	250	2 352	2 102
Achat pour bar/restauration	68 250	101 504	33 254
Autres achats	6 000	13 392	7 392
61 services exterieurs	**70 944**	**72 412**	**1 468**
Locations	3 020	1 668	-1 352
Sous-traitance	27 710	26 270	-1 440
Charges sur manifestations sportives		0	0
Prestations de contrôles et sécurité sur manifestations sportives		0	0
Charges sur recettes annexes		0	0
Prestations de contrôles et sécurité sur recettes annexes		0	0
Entretien réparations matériel	6 617	9 591	2 975
Entretien réparations bâtiment	4 240	7 282	3 042

1 - a - Compte d'exploitation - BOWLING MERIADECK

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
Maintenance	6 558	5 600	-957
Assurances dommages aux biens	20 000	19 518	-482
Assurance Indemnisation des tiers	650	488	-162
Assurance matériel roulant (camion, surfaceuses, autolaveuses, fenwick…)	900	889	-11
Documentation	250	619	369
Autres services extérieurs	1 000	485	-515
62 autres services exterieurs	**68 347**	**82 987**	**14 640**
Personnel intérimaire hors manifestations sportives		0	0
Personnel intérimaire sur manifestations sportives		0	0
Personnel intérimaire sur recettes annexes		0	0
Personnel mis à disposition		0	0
Honoraires	3 750	2 292	-1 458
Frais de siège (assistance technique et administrative)	23 097	23 097	0
Publicité/communication/animation	4 000	3 455	-545
Voyages et déplacements/missions et réceptions	2 500	1 429	-1 071
Gardiennage	27 500	46 522	19 022
Frais et commissions bancaires	2 500	2 039	-461
Affranchissements/téléphone/réseaux informatique	4 500	3 756	-744
Autres charges services extérieurs	500	398	-102
VALEUR AJOUTEE	**437 082**	**682 180**	**245 097**
63 impots et taxes	**20 347**	**19 614**	**-733**
Charges fiscales assises sur salaires	9 555	8 229	-1 325
CET	5 000	5 362	362
Autres impôts et taxes	5 792	6 023	230
64 charges de personnel (hors charges fiscales)	**345 415**	**379 269**	**33 853**
Salaires	235 661	265 060	29 399
Charges sociales	109 754	114 208	4 455
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**71 320**	**283 297**	**211 977**
65 charges diverses de gestion	**17 000**	**17 000**	**0**
Redevances d'occupation du domaine public partie fixe	17 000	17 000	0
Autres charges diverses de gestion			0
68 dotations s/ amort et provisions	**26 193**	**20 307**	**-5 886**
Dotations aux amortissements des biens	9 727	7 678	-2 049
Dotations amortissements de caducité/biens de retour	5 567	1 729	-3 838
Dotations aux prov.pour risques et charges		0	0
Dotations aux prov pour ger	10 900	10 900	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**682 546**	**772 246**	**89 700**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**28 127**	**245 990**	**217 863**
Charges financières sur emprunts	2 169	0	-2 169
Autres charges financières		0	0
Produits Financiers		77	77
RESULTAT FINANCIER	**-2 169**	**77**	**2 246**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**25 958**	**246 067**	**220 109**
RESULTAT DES ELEMENTS EXCEPTIONNELS		**-529**	**-529**
RESULTAT NET COMPTABLE	**25 958**	**245 537**	**219 580**

1 - a - Compte d'exploitation - TENNIS/BADMINTON

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
PRODUITS			
RECETTES D'EXPLOITATION			
Activités sportives			
Billetterie	199 482	201 280	1 798
Locations Club	1 500	5 322	3 822
Locations Matériel	7 190	7 879	689
Scolaire	14 583	21 987	7 404
Centre de Loisir	0	237	237
Anniversaires	0	0	0
Prestations /activités	0	0	0
Bar restauration	9 000	6 473	-2 527
Autres	0	0	0
Autres	0		0
Manifestions sportives			0
Location de salle manifestations sportives		0	0
Prestations sur manifestations sportives			0
Bar restauration sur manifestations			0
Merchandising		0	0
Loges		0	0
Location boutique + bureau		0	0
Location écran centrale		0	0
Autres produits d'exploitation			0
Produits Partenariat		0	0
Recettes boutique	9 000	10 532	1 532
Autres (à détailler)		0	0
Recettes annexes			0
Location de salle sur recettes annexes		0	0
Prestations sur recettes annexes		0	0
Bar restauration sur pretations annexes		0	0
Sous Total chiffre d'affaires	**240 755**	**253 710**	**12 955**
Reprise sur provisions		0	0
Transfert de charges		6 810	6 810
Subventions		0	0
Autres produits		91	91
Sous Total Autres	**0**	**6 901**	**6 901**
Participation de la Ville pour contraintes de service public + fonctionnement	**48 638**	**48 638**	**0**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**289 393**	**309 250**	**19 856**
CHARGES	86 880	90 170	3 290
60 achats	**33 750**	**25 626**	**-8 124**
Carburants et lubrifiants	0	113	113
Pièces de rechanges, fournitures d'entretien	2 250	2 445	195
Fluides: Electricité+Gaz+Eau+Fuel	15 700	13 720	-1 980
Petit outillage	4 200	867	-3 333
Billetterie	0		0
Achats pour boutique	4 500	6 017	1 517
Achat pour bar/restauration	3 150	964	-2 186
Autres achats	3 950	1 499	-2 451
61 services exterieurs	**26 155**	**38 800**	**12 645**
Locations	710	640	-70
Sous-traitance	17 154	15 685	-1 469
Charges sur manifestations sportives	0	0	0
Prestations de contrôles et sécurité sur manifestations sportives	0	0	0
Charges sur recettes annexes	0	0	0
Prestations de contrôles et sécurité sur recettes annexes	0	0	0
Entretien réparations matériel	3 361	3 535	174
Entretien réparations bâtiment	1 450	15 455	14 005

1 - a - Compte d'exploitation - TENNIS/BADMINTON

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
Maintenance	1 455	1 366	-89
Assurances dommages aux biens	1 000	976	-24
Assurance Indemnisation des tiers	425	325	-100
Assurance matériel roulant (camion, surfaceuses, autolaveuses, fenwick…)	600	593	-7
Documentation	0	43	43
Autres services extérieurs	0	181	181
62 autres services exterieurs	**26 975**	**25 744**	**-1 231**
Personnel intérimaire hors manifestations sportives	1 014	270	-744
Personnel intérimaire sur manifestations sportives		0	0
Personnel intérimaire sur recettes annexes	0	0	0
Personnel mis à disposition	0	0	0
Honoraires	2 500	1 528	-972
Frais de siège (assistance technique et administrative)	9 405	9 405	0
Publicité/communication/animation	4 200	1 560	-2 640
Voyages et déplacements/missions et réceptions	1 675	832	-843
Gardiennage	0	0	0
Frais et commissions bancaires	1 050	4 479	3 429
Affranchissements/téléphone/réseaux informatique	3 400	2 972	-428
Autres charges services extérieurs	3 731	4 697	966
VALEUR AJOUTEE	**202 514**	**219 080**	**16 566**
63 impots et taxes	**8 384**	**6 990**	**-1 394**
Charges fiscales assises sur salaires	4 547	3 162	-1 386
CET	2 000	2 145	145
Autres impôts et taxes	1 837	1 683	-153
64 charges de personnel (hors charges fiscales)	**162 906**	**145 709**	**-17 197**
Salaires	111 280	101 573	-9 707
Charges sociales	51 627	44 136	-7 490
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**31 223**	**66 381**	**35 157**
65 charges diverses de gestion	**17 000**	**17 000**	**0**
Redevances d'occupation du domaine public partie fixe	17 000	17 000	0
Autres charges diverses de gestion			0
68 dotations s/ amort et provisions	**3 000**	**7 165**	**4 165**
Dotations aux amortissements des biens	2 500	7 165	4 665
Dotations amortissements de caducité/biens de retour	500	0	-500
Dotations aux prov.pour risques et charges			0
Dotations aux prov pour ger	0	0	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**278 170**	**267 034**	**-11 136**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**11 223**	**42 215**	**30 992**
Charges financières sur emprunts	203	0	-203
Autres charges financières		0	0
Produits Financiers		51	51
RESULTAT FINANCIER	**-203**	**51**	**254**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**11 021**	**42 267**	**31 246**
RESULTAT DES ELEMENTS EXCEPTIONNELS		**-230**	**-230**
RESULTAT NET COMPTABLE	**11 021**	**42 037**	**31 016**

1 - a - Compte d'exploitation - STADIUM / VELODROME / BOXING

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
PRODUITS			
RECETTES D'EXPLOITATION			
Activités sportives			
Billetterie	29 250	25 041	-4 209
Locations Club	18 500	21 350	2 850
Locations Matériel	5 502	7 778	2 277
Scolaire	7 288	9 779	2 492
Centre de Loisir	1 550	2 797	1 247
Anniversaires		0	0
Prestations /activités	250	0	-250
Bar restauration	3 500	523	-2 977
Salle de boxe et training	48 333	0	-48 333
Salle musculation	10 342		-10 342
Manifestions sportives			0
Location de salle manifestations sportives	12 000	11 710	-290
Prestations sur manifestations sportives	15 000	9 573	-5 427
Bar restauration sur manifestations	600	0	-600
Merchandising		0	0
Loges		0	0
Location boutique + bureau		0	0
Location écran centrale		0	0
Autres produits d'exploitation			0
Produits Partenariat	15 000	716	-14 284
Recettes boutique	3 500	1 105	-2 395
Autres (à détailler)		0	0
Recettes annexes			0
Location de salle sur recettes annexes	7 500	10 601	3 101
Prestations sur recettes annexes	7 500	14 681	7 181
Bar restauration sur pretations annexes		0	0
Sous Total chiffre d'affaires	**185 614**	**115 656**	**-69 959**
Reprise sur provisions			0
Transfert de charges		2 984	2 984
Subventions		0	0
Autres produits		227	227
Sous Total Autres	**0**	**3 211**	**3 211**
Participation de la Ville pour contraintes de service public + fonctionnement	**775 000**	**775 000**	**0**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**960 614**	**893 867**	**-66 748**
CHARGES	312 499	224 398	-88 101
60 achats	**119 185**	**79 232**	**-39 953**
Carburants et lubrifiants	400	509	109
Pièces de rechanges, fournitures d'entretien	4 750	6 534	1 784
Fluides: Electricité+Gaz+Eau+Fuel	104 000	65 876	-38 124
Petit outillage	1 250	1 882	632
Billetterie			0
Achats pour boutique	1 750	266	-1 484
Achat pour bar/restauration	1 435	283	-1 153
Autres achats	5 600	3 884	-1 716
61 services exterieurs	**119 194**	**69 514**	**-49 680**
Locations	920	1 607	687
Sous-traitance	39 634	18 217	-21 417
Charges sur manifestations sportives	12 000	778	-11 222
Prestations de contrôles et sécurité sur manifestations sportives	12 750	975	-11 775
Charges sur recettes annexes	*6 375*	2 858	-3 517
Prestations de contrôles et sécurité sur recettes annexes	6 000	3 743	-2 257
Entretien réparations matériel	5 828	4 714	-1 114
Entretien réparations bâtiment	6 190	7 282	1 092

1 - a - Compte d'exploitation - STADIUM / VELODROME / BOXING

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
Maintenance	18 598	19 164	566
Assurances dommages aux biens	7 500	7 319	-181
Assurance Indemnisation des tiers	1 100	813	-287
Assurance matériel roulant (camion, surfaceuses, autolaveuses, fenwick…)	1 500	1 482	-18
Documentation	0	108	108
Autres services extérieurs	800	454	-347
62 autres services exterieurs	**74 120**	**75 651**	**1 531**
Personnel intérimaire hors manifestations sportives	0	193	193
Personnel intérimaire sur manifestations sportives	0	0	0
Personnel intérimaire sur recettes annexes	0	0	0
Personnel mis à disposition	0	0	0
Honoraires	6 250	21 706	15 456
Frais de siège (assistance technique et administrative)	31 220	31 220	0
Publicité/communication/animation	25 000	14 069	-10 931
Voyages et déplacements/missions et réceptions	4 000	2 282	-1 718
Gardiennage	0	0	0
Frais et commissions bancaires	1 250	773	-477
Affranchissements/téléphone/réseaux informatique	5 500	4 745	-755
Autres charges services extérieurs	900	663	-237
VALEUR AJOUTEE	**648 115**	**669 469**	**21 354**
63 impots et taxes	**67 639**	**66 176**	**-1 463**
Charges fiscales assises sur salaires	8 392	4 913	-3 479
CET	40 000	42 895	2 895
Autres impôts et taxes	19 247	18 368	-879
64 charges de personnel (hors charges fiscales)	**301 707**	**226 414**	**-75 294**
Salaires	205 359	156 304	-49 055
Charges sociales	96 348	70 110	-26 239
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**278 768**	**376 879**	**98 111**
65 charges diverses de gestion	**220 000**	**220 000**	**0**
Redevances d'occupation du domaine public partie fixe	220 000	220 000	0
Autres charges diverses de gestion			0
68 dotations s/ amort et provisions	**44 390**	**68 577**	**24 187**
Dotations aux amortissements des biens	19 713	3 934	-15 778
Dotations amortissements de caducité/biens de retour	10 858	50 823	39 965
Dotations aux prov.pour risques et charges			0
Dotations aux prov pour ger	13 820	13 820	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**946 236**	**805 564**	**-140 671**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**14 378**	**88 302**	**73 924**
Charges financières sur emprunts	3 063	0	-3 063
Autres charges financières		0	0
Produits Financiers		128	128
RESULTAT FINANCIER	**-3 063**	**128**	**3 191**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**11 315**	**88 430**	**77 115**
RESULTAT DES ELEMENTS EXCEPTIONNELS		**-574**	**-574**
RESULTAT NET COMPTABLE	**11 315**	**87 856**	**76 541**

1 - a - Compte d'exploitation - RECAPITULATIF contrat

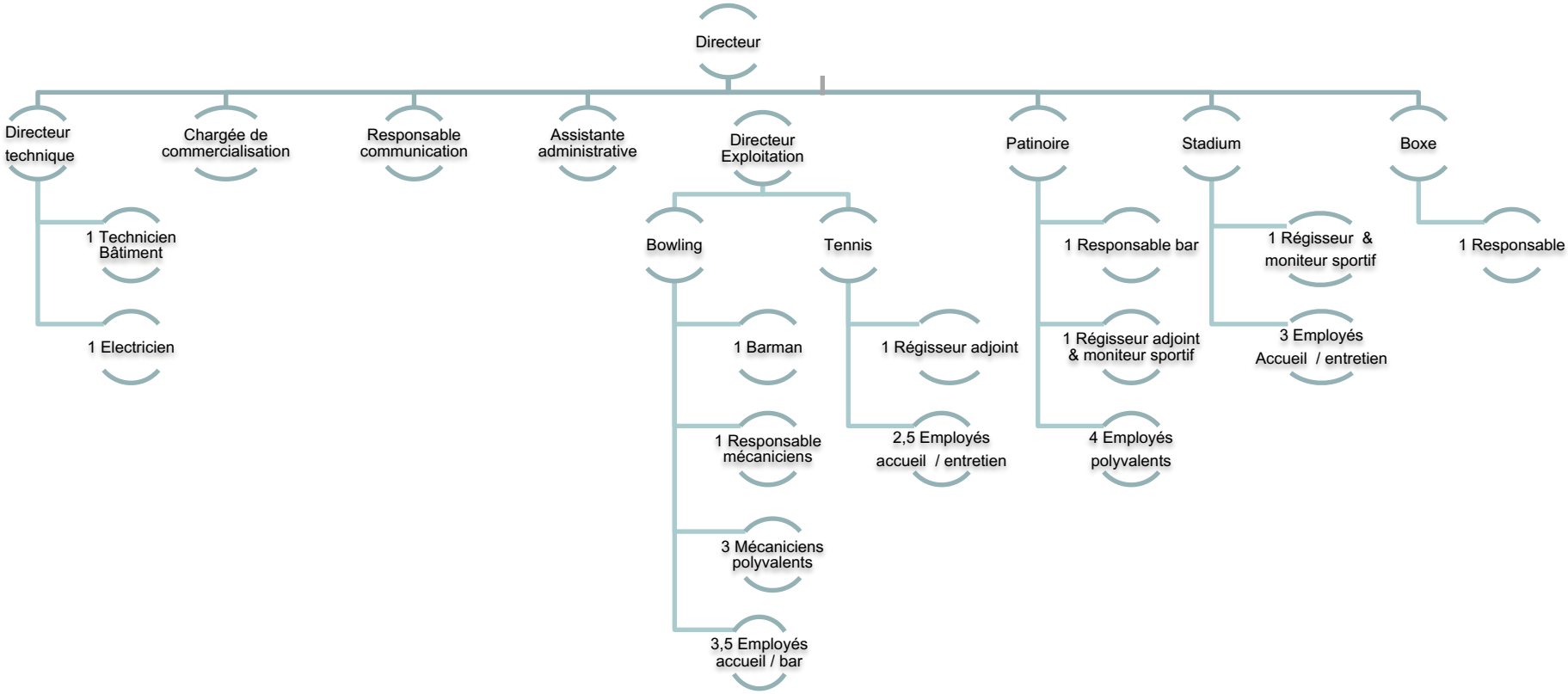
Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
PRODUITS			
RECETTES D'EXPLOITATION			
Activités sportives			
Billetterie	938 280	1 110 271	171 991
Locations Club	65 840	94 431	28 591
Locations Matériel	20 067	27 474	7 408
Scolaire	29 113	50 759	21 647
Centre de Loisir	50 842	46 231	-4 611
Anniversaires	18 806	24 810	6 004
Prestations /activités	938	1 022	84
Bar restauration	252 500	350 677	98 177
Autres	78 333	22 415	-55 918
Autres	10 342	0	-10 342
Manifestions sportives			0
Location de salle manifestations sportives	52 337	44 567	-7 770
Prestations sur manifestations sportives	79 450	42 483	-36 967
Bar restauration sur manifestations	124 550	158 241	33 691
Merchandising	0	0	0
Loges	28 750	22 900	-5 850
Location boutique + bureau	8 000	0	-8 000
Location écran centrale	12 500	12 500	0
Autres produits d'exploitation		0	0
Produits Partenariat	63 000	50 715	-12 285
Recettes boutique	13 200	14 691	1 491
Autres (à détailler)	40 000	44 781	4 781
Recettes annexes			0
Location de salle sur recettes annexes	89 100	62 053	-27 047
Prestations sur recettes annexes	91 500	74 421	-17 079
Bar restauration sur pretations annexes	19 250	5 201	-14 049
Sous Total chiffre d'affaires	**2 086 697**	**2 260 644**	**173 948**
Reprise sur provisions	0	0	0
Transfert de charges	0	15 969	15 969
Subventions	0	0	0
Autres produits	0	908	908
Sous Total Autres	**0**	**16 876**	**16 876**
Participation de la Ville pour contraintes de service public + fonctionnement	**1 601 399**	**1 601 399**	**0**
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	**3 688 096**	**3 878 920**	**190 824**
CHARGES	1 559 840	1 422 393	-137 447
60 achats	**569 005**	**616 926**	**47 921**
Carburants et lubrifiants	5 900	5 123	-777
Pièces de rechanges, fournitures d'entretien	39 500	48 009	8 509
Fluides: Electricité+Gaz+Eau+Fuel	329 200	310 311	-18 889
Petit outillage	14 250	14 435	185
Billetterie	0	0	0
Achats pour boutique	6 600	8 634	2 034
Achat pour bar/restauration	138 705	182 198	43 493
Autres achats	34 850	48 216	13 366
61 services exterieurs	**591 844**	**455 570**	**-136 274**
Locations	11 113	9 102	-2 010
Sous-traitance	155 498	120 324	-35 174
Charges sur manifestations sportives	61 250	14 042	-47 208
Prestations de contrôles et sécurité sur manifestations sportives	58 374	25 210	-33 164
Charges sur recettes annexes	40 500	27 387	-13 113
Prestations de contrôles et sécurité sur recettes annexes	43 550	22 050	-21 500
Entretien réparations matériel	48 415	45 691	-2 724
Entretien réparations bâtiment	27 110	48 518	21 408

1 - a - Compte d'exploitation - RECAPITULATIF contrat

Désignation	DSP	Réel 2018	Ecart/DSP
Maintenance	94 885	94 724	-161
Assurances dommages aux biens	36 500	35 621	-879
Assurance Indemnisation des tiers	4 300	3 250	-1 050
Assurance matériel roulant (camion, surfaceuses, autolaveuses, fenwick…)	6 000	5 928	-72
Documentation	550	1 056	506
Autres services extérieurs	3 800	2 667	-1 133
62 autres services exterieurs	**398 991**	**349 897**	**-49 094**
Personnel intérimaire hors manifestations sportives	13 014	10 015	-2 999
Personnel intérimaire sur manifestations sportives	39 950	20 276	-19 674
Personnel intérimaire sur recettes annexes	38 058	2 946	-35 112
Personnel mis à disposition	0	0	0
Honoraires	25 000	42 488	17 488
Frais de siège (assistance technique et administrative)	119 863	119 863	0
Publicité/communication/animation	63 200	41 707	-21 493
Voyages et déplacements/missions et réceptions	16 175	9 017	-7 158
Gardiennage	42 500	64 581	22 081
Frais et commissions bancaires	8 800	10 337	1 537
Affranchissements/téléphone/réseaux informatique	25 400	21 144	-4 256
Autres charges services extérieurs	7 031	7 522	491
VALEUR AJOUTEE	**2 128 255**	**2 456 527**	**328 272**
63 impots et taxes	**137 981**	**130 947**	**-7 035**
Charges fiscales assises sur salaires	39 660	27 755	-11 905
CET	55 000	58 980	3 980
Autres impôts et taxes	43 321	44 211	890
64 charges de personnel (hors charges fiscales)	**1 421 957**	**1 278 362**	**-143 595**
Salaires	969 468	888 810	-80 658
Charges sociales	452 488	389 552	-62 937
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	**568 318**	**1 047 218**	**478 901**
65 charges diverses de gestion	**354 000**	**354 000**	**0**
Redevances d'occupation du domaine public partie fixe	354 000	354 000	0
Autres charges diverses de gestion	0		0
68 dotations s/ amort et provisions	**148 850**	**200 683**	**51 833**
Dotations aux amortissements des biens	78 797,49	77 706	-1 091
Dotations amortissements de caducité/biens de retour	25 332,50	61 756	36 424
Dotations aux prov.pour risques et charges	0	16 500	16 500
Dotations aux prov pour ger	44 720	44 720	0
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	**3 622 628**	**3 386 384**	**-236 244**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**65 468**	**492 536**	**427 068**
Charges financières sur emprunts	9 915	0	-9 915
Autres charges financières	0	0	0
Produits Financiers	0	511	511
RESULTAT FINANCIER	**-9 915**	**511**	**10 426**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	**55 553**	**493 047**	**437 495**
RESULTAT DES ELEMENTS EXCEPTIONNELS		**-2 481**	**-2 481**
RESULTAT NET COMPTABLE	**55 553**	**490 566**	**435 014**
Redevance annuelle variable versée par le délégataire	**0**	**210 834**	**210 834**
Régularisation 2017		-616	-616
Part au-delà de l'EBE prévisionnel : 30% entre 30,000 et 70,000 € / 40% sur la part entre 70,000 et 120,000 euros et 50% au-delà de 120,000 €	0	12 000	12 000
	0	20 000	20 000
	0	179 450	179 450
RESULTAT NET COMPTABLE AVANT IMPOT ET APRES REDEVANCE VARIABLE	**55 553**	**279 732**	**224 179**

Au 31/12/2018

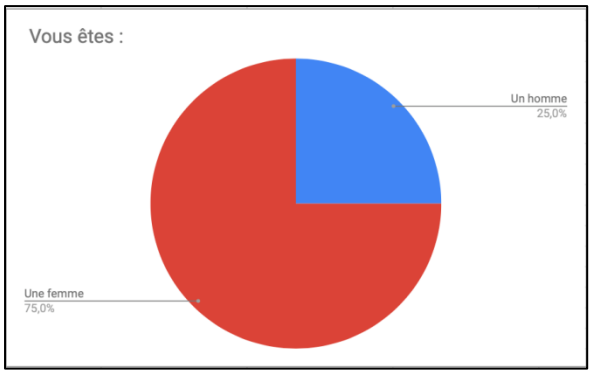
ORGANIGRAMME AXEL VEGA



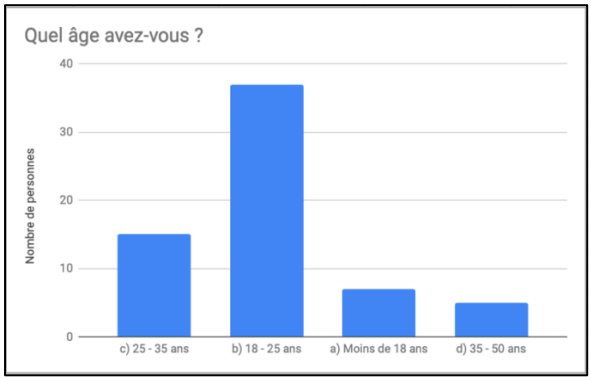
Questionnaire de satisfaction

Patinoire Mériadeck – 2018

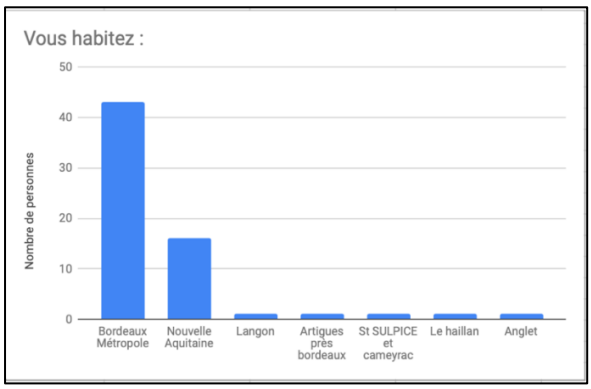
Voici les résultats obtenus sur notre enquête de satisfaction concernant l'année 2018 à la Patinoire Mériadeck. Au total, une soixantaine de personnes y ont répondu, ce qui représente un échantillon plus faible que l'année dernière, mais on note que le bilan est plus positif.



Les personnes ayant répondu au questionnaire sont majoritairement des femmes à 75 % contre seulement 25% d'hommes.
Ce pourcentage n'est pas le reflet global de notre clientèle car les femmes répondent beaucoup plus facilement aux questionnaires que les hommes.



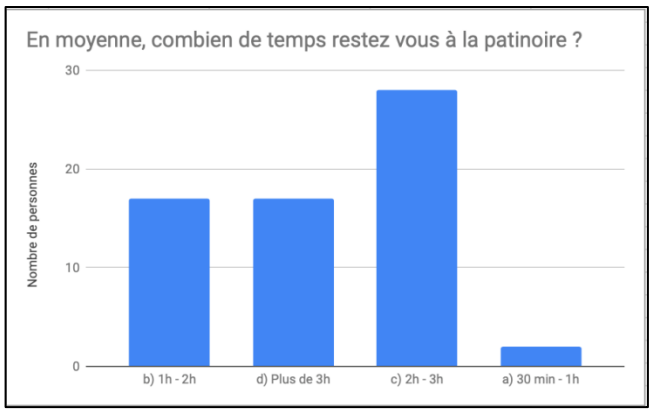
Selon les résultats, notre public est jeune : entre 18 et 25 ans. Cependant, là encore le résultat n'est pas vraiment significatif car il représente avant tout la population active sur Facebook.



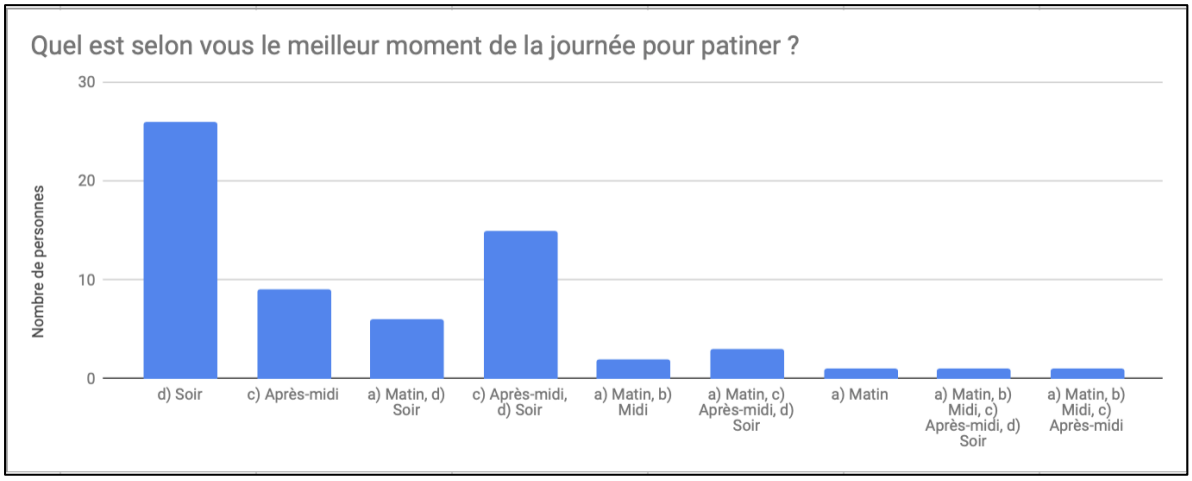
Plus de la moitié de nos visiteurs vivent dans Bordeaux Métropole et le reste en Nouvelle Aquitaine. Cela montre les limites de notre zone de chalandise (Bordeaux + 30 km autour)



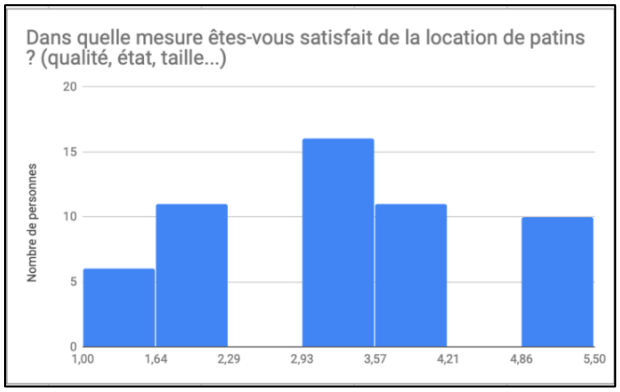
Concernant la fréquentation du site, 61% des personnes interrogées viennent plusieurs fois par an, 20% plusieurs fois par semaine et 19% plusieurs fois par mois.



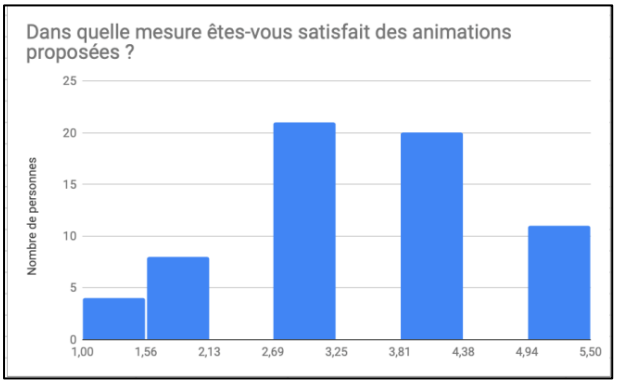
En moyenne les visiteurs restent entre 1h et 3h à la patinoire, voire plus de 3h. Ils sont très peu à rester moins d'une heure.



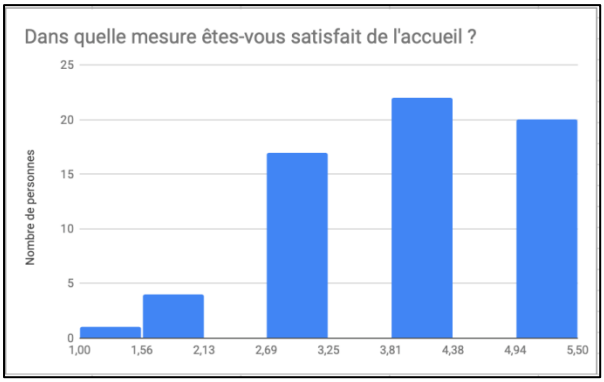
Selon les données ci-dessus, le public préfère nettement plus venir sur les séances de patinage de l'après-midi et du soir, plutôt que le matin.



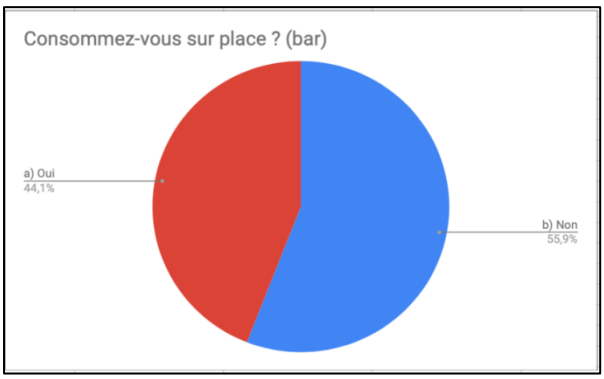
Les avis sur les patins sont mitigés comme on peut le voir sur le graphique ci-contre, voici quelques commentaires laissés à ce sujet :
« Trop ancien, les patins sont mal affûtés »
« Patins assez abimés, lacets pleins de nœuds »
« L'affûtage est insuffisant donc je ne loue plus »
« Pas toujours en bon état »

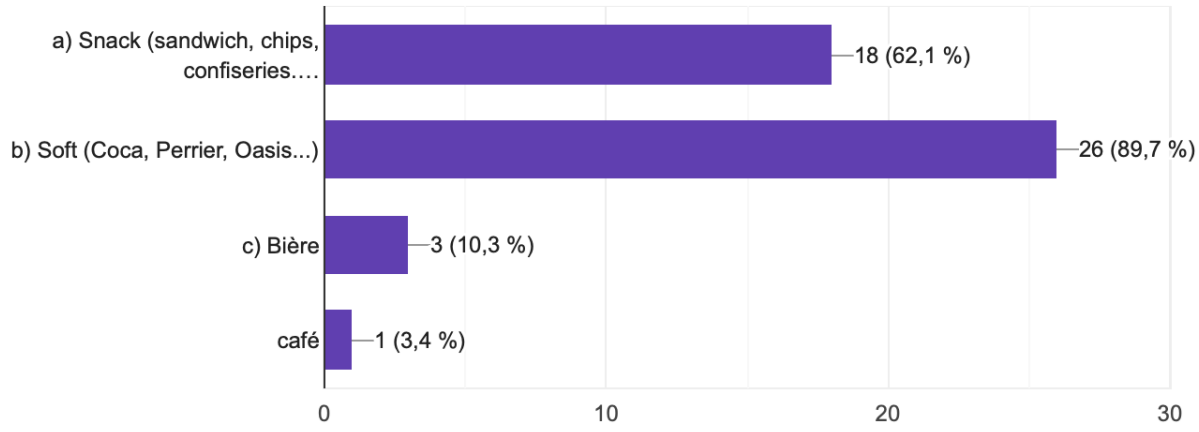


La clientèle est plutôt satisfaite des animations proposées lors des séances de patinage, néanmoins certains regrettent qu'il n'y ait qu'une séance famille par semaine. Ci-dessous, quelques commentaires plus détaillés :
« Plus de soirée kart (de préférence le samedi) »
« Des séances famille autres que le dimanche »
« Plus de séances pour les enfants avec les chaises »
« Plus de créneaux famille »



La qualité de l'accueil s'est nettement améliorée comparé à l'année dernière où nous avions reçu beaucoup de commentaires négatifs. Voici un aperçu des messages obtenus :
« Super accueil ! Personnel au top ! »
« Toujours un bon accueil »
« La patinoire ouvre très souvent en retard. »
« Vigile peu aimable »

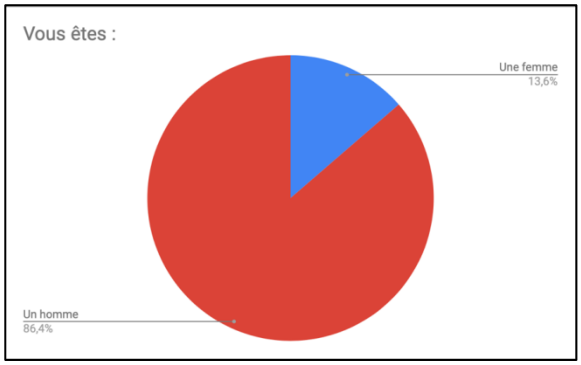




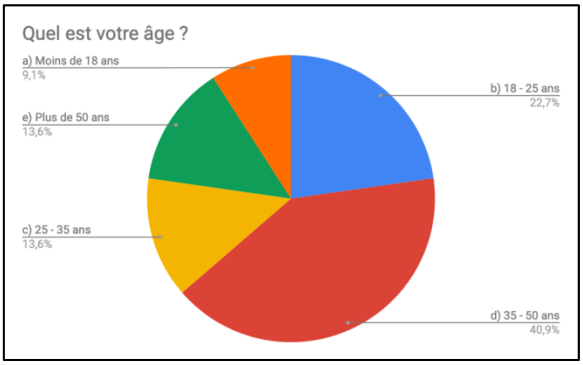
44% des visiteurs achètent des produits au bar, principalement du snacking et des boissons (softs). Les 56% qui ne consomment pas sur place indiquent que c'est par manque de budget.

Stadium Vélodrome de Bordeaux Lac – 2018

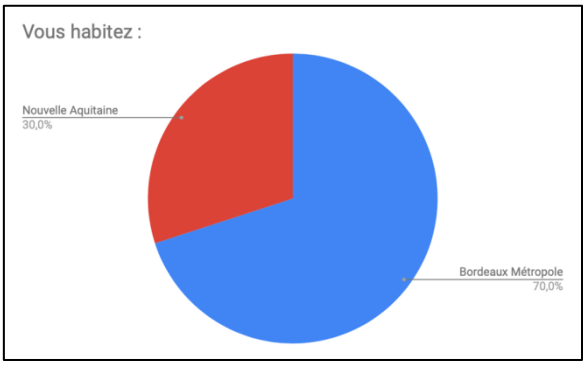
Une vingtaine de personnes ont participé à l'enquête de satisfaction dédiée au Stadium Vélodrome de Bordeaux Lac sur l'année 2018. Voici les résultats obtenus pour chaque question sous forme de graphiques.



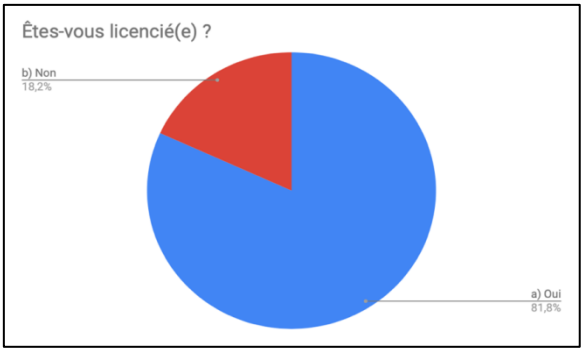
La clientèle du Stadium Vélodrome est très masculine comme on peut le voir sur le graphique ci-contre. En effet, plus de 85% des personnes interrogées sont des hommes.



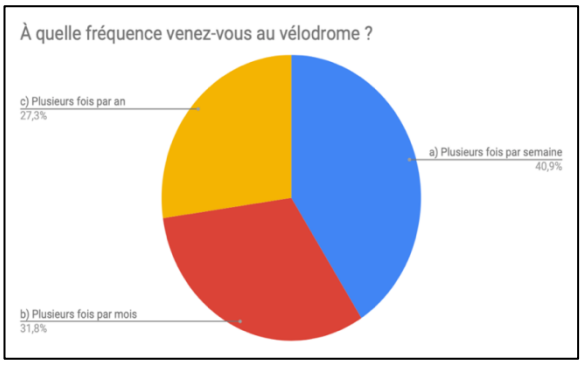
Selon les résultats, le cyclisme sur piste attire tous les âges, mais plus particulièrement les 35-50 ans qui représentent 40% de l'échantillon.



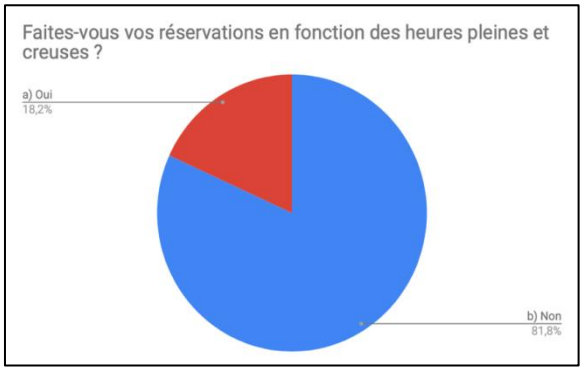
Les personnes ayant répondu au questionnaire habitent toutes en Nouvelle Aquitaine, dont 70% à Bordeaux.



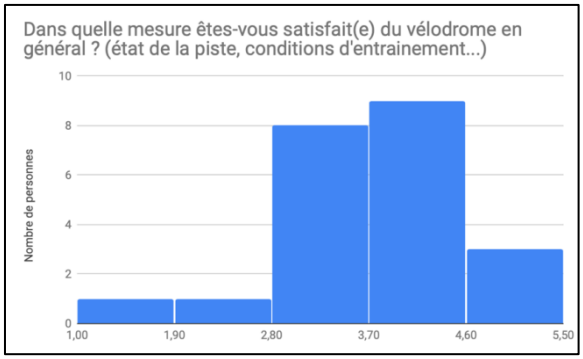
Comme nous pouvons le constater 80% de la clientèle est licenciée, ce sont donc en majorité des habitués du Stadium Vélodrome.



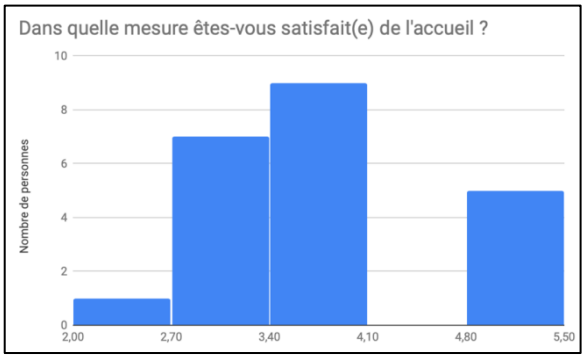
Concernant la fréquentation, 41% des participants viennent au vélodrome plusieurs fois par semaine, 32% plusieurs fois par mois, et les 27% restant ne viennent que quelques fois par an.



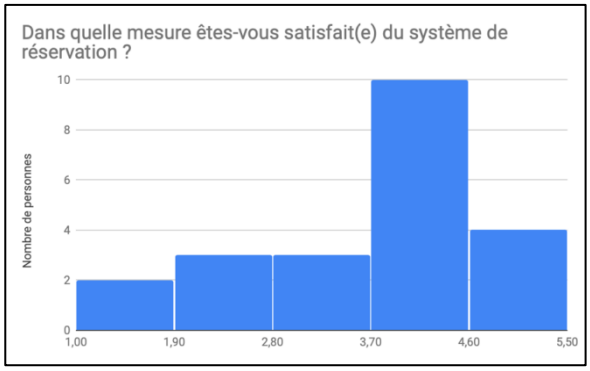
Plus de 80% des personnes qui fréquentent le vélodrome ne planifient pas leur venue en fonction des heures pleines et creuses.



Globalement notre clientèle apprécie et est satisfaite du vélodrome. Cependant, presque tous les participants ont laissé un commentaire en réclamant davantage de chauffage.
En effet, chaque année le problème de température au sein de l'établissement pose problème (en hiver).



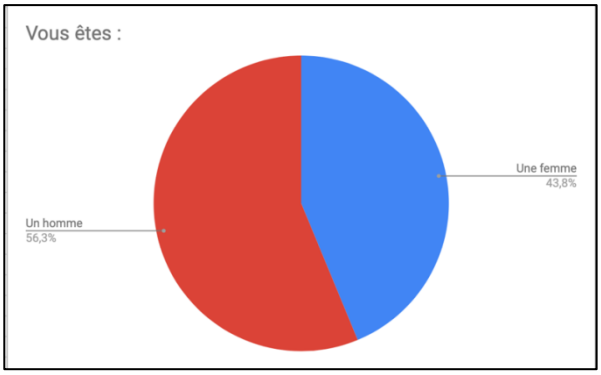
Les avis sur l'accueil sont assez partagés comme le démontre le graphique ci-contre.
Voici quelques commentaires à ce sujet :
« Pas très souriants »
« Barrière longtemps fermée »
« Pas grand monde pour l'accueil »
« Personnel disponible et répondant aux besoins »



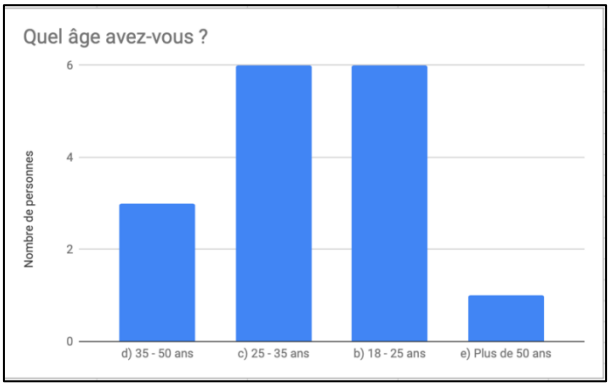
Le système de réservation convient moyennement à notre clientèle qui réclame des réservations en ligne, ce qui serait plus « simple et rapide ».

Bowling Bordeaux Mériadeck

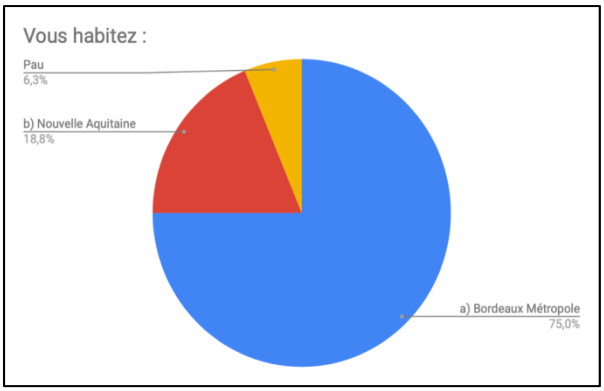
Une cinquantaine de personnes ont répondu au questionnaire de satisfaction concernant l'année 2018 au Bowling Bordeaux Mériadeck. Comme l'année dernière les résultats obtenus sont positifs tant au niveau de l'établissement que du personnel.

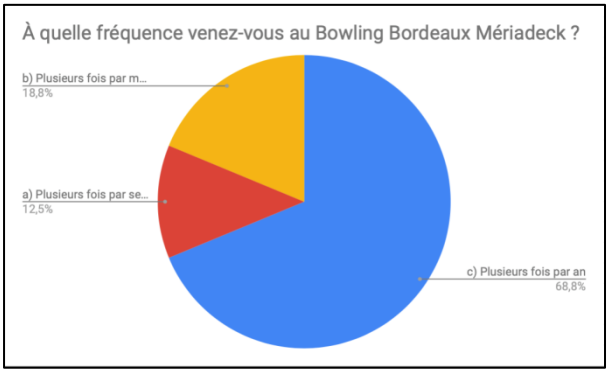


Comme on peut le constater sur le graphique ci-contre la clientèle du bowling est relativement mixte. En effet, parmi les personnes ayant répondu au questionnaire 56% sont des hommes et 44% des femmes.

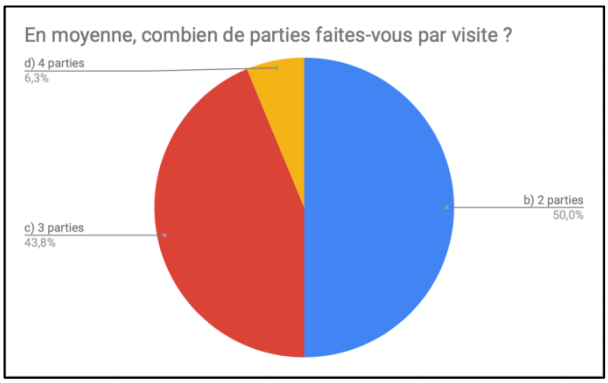


En moyenne, le public présent au Bowling Bordeaux Mériadeck a entre 18 ans et 35 ans. Cette activité attire donc principalement les étudiants et les jeunes actifs.

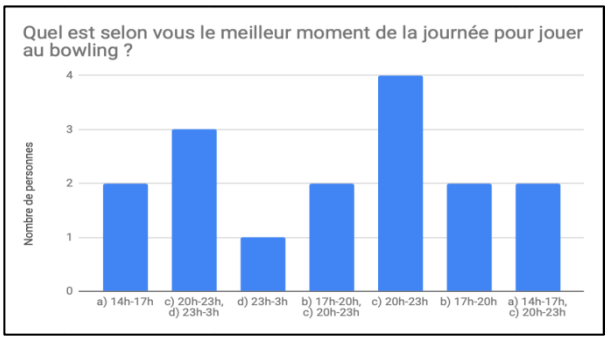


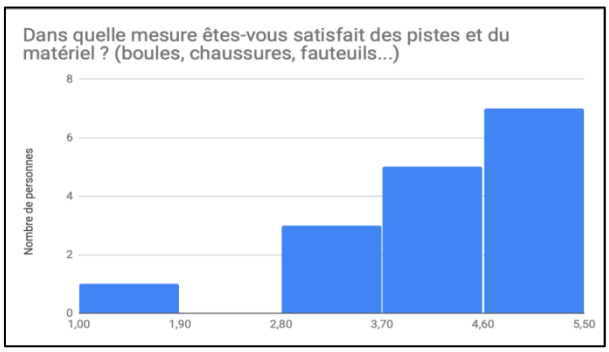


Environ 70% des visiteurs viennent plusieurs fois par an, 18% plusieurs fois par mois et les 12% restant plusieurs fois par semaine.

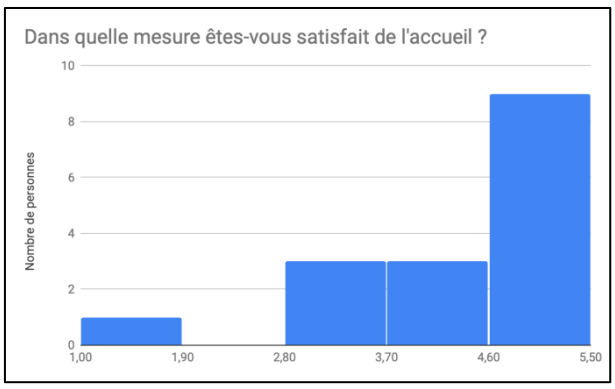


La moitié de la clientèle du bowling fait généralement 2 ou 3 parties. Ils sont très peu à jouer 4 parties ou plus.

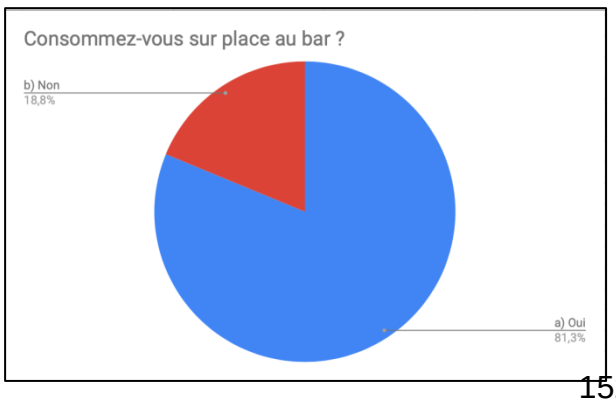




Globalement les clients sont plutôt satisfaits du matériel et des pistes de bowling. Cependant, certains trouvent le mobilier trop ancien.

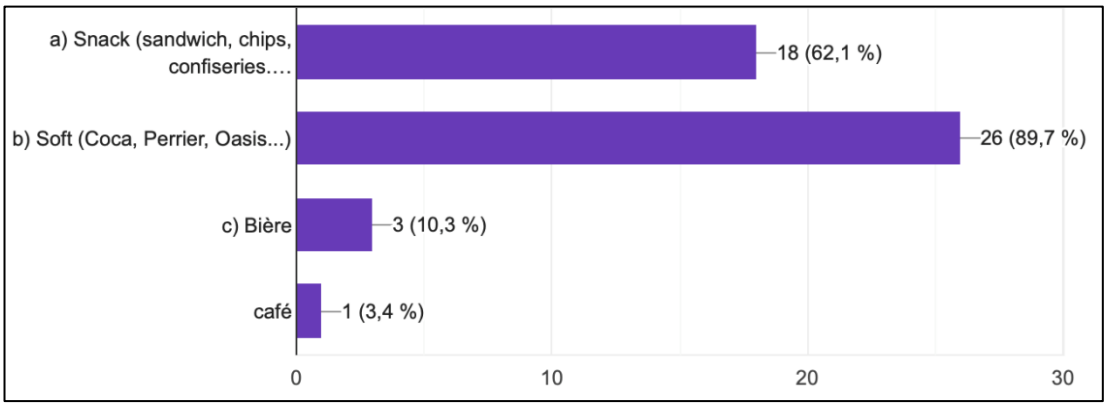


Les avis au sujet de l'accueil sont partagés mais cela reste assez positif. Voici quelques commentaires :
« Rien à dire »
« Toujours très accueillant »
« N'y aurait-il pas un très gros souci de téléphone depuis quelques mois, ainsi que d'égouts (odeurs nauséabondes parfois) je plains le personnel »



Selon le graphique ci-contre plus de 80% de la clientèle consomme sur place au bar.

Si oui, quels types de produits ?



L'ambiance au bar est très bonne, les commentaires à ce sujet sont unanimes :
« Sympa »
« Très sympa »
« Toute l'équipe est au top et aux petits soins. Depuis quelques années cocktails excellents ! »
« Accueil chaleureux, souriant et commerçant »

ETATS FINANCIERS

SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET

95 COURS DU MARECHAL JUIN
33000 BORDEAUX
APE : 9004Z-
Siret : 41374835100025

EXPERTISE

CABINET VJ EXPERTISE

Société d'Expertise Comptable
inscrite au tableau de l'orde de PARIS
1 Rue Troyon
75017 Paris

Tél. 01.83.81.71.59

Courriel. Vjourno@vj-expertise.com

Sommaire

1. Etats de synthèse des comptes **1**
Attestation d'Expert Comptable 3
Bilan actif 4
Bilan passif 5
Compte de résultat 6
COMPTE DE RESULTAT (suite) 7
2. Liasse fiscale **9**

ETATS FINANCIERS 2018

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Etats de synthèse des comptes

EXPERTISE

Attestation d'Expert Comptable

MISSION DE PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 16/03/2018, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de la société SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET relatifs à la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 5 pages, se caractérisent par les données suivantes :

	Montants en euros
Total bilan	1 490 924
Chiffre d'affaires	2 260 644
Résultat net comptable (Bénéfice)	**279 731**

Nos diligences ont été réalisées conformément à la norme professionnelle du Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts-Comptables applicable à la mission de présentation des comptes qui ne constitue ni un audit ni un examen limité.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'éléments remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels pris dans leur ensemble tels qu'ils sont joints à la présente attestation.

Fait à PARIS
Le 26/04/2019

JOURNO VANESSA
EXPERT COMPTABLE

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	17 981	10 400	7 581	
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	238 344	77 222	161 121	22 311
Autres immobilisations corporelles	379 729	168 302	211 427	49 439
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**636 054**	**255 925**	**380 129**	**71 750**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	28 832		28 832	31 615
Avances et acomptes versés sur commandes				**81 960**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	233 023	51 448	181 575	212 172
Autres créances	769 529		769 529	1 464 417
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	123 416		123 416	95 139
Charges constatées d'avance (3)	7 444		7 444	3 995
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**1 162 243**	**51 448**	**1 110 795**	**1 889 299**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**1 798 297**	**307 373**	**1 490 924**	**1 961 049**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	7 623	7 623
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**279 731**	**361 104**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**287 354**	**368 727**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	81 144	30 521
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**81 144**	**30 521**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	157	113
Emprunts et dettes financières diverses (3)	74 941	1 361
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	808	20 725
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	428 735	795 494
Dettes fiscales et sociales	394 985	428 609
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	212 112	300 678
Produits constatés d'avance (1)	10 689	14 822
TOTAL DETTES	**1 122 426**	**1 561 801**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**1 490 924**	**1 961 049**
(1) Dont à plus d'un an (a)		
(1) Dont à moins d'un an (a)	1 121 618	1 541 076
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	157	113
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises	546 880		546 880	701 235
Production vendue (biens)				
Production vendue (services)	1 713 765		1 713 765	2 749 097
Chiffre d'affaires net	**2 260 644**		**2 260 644**	**3 450 332**
Production stockée				
Production immobilisée				16 889
Subventions d'exploitation			1 601 399	898 342
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			71 822	47 382
Autres produits			908	462
Total produits d'exploitation (I)			**3 934 773**	**4 413 407**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises			188 049	233 724
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock			2 784	-3 341
Autres achats et charges externes (a)			1 263 344	1 893 636
Impôts, taxes et versements assimilés			142 932	156 167
Salaires et traitements			892 461	983 701
Charges sociales			361 438	398 799
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			77 706	46 583
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			16 500	30 453
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			44 720	22 960
Autres charges			578 423	298 422
Total charges d'exploitation (II)			**3 568 356**	**4 061 104**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**366 417**	**352 303**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			511	1 231
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			**511**	**1 231**
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**511**	**1 231**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**366 928**	**353 534**

COMPTE DE RESULTAT (suite)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	208	9 492
Total produits exceptionnels (VII)	**208**	**9 492**
Sur opérations de gestion	25 649	1 922
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	61 756	
Total charges exceptionnelles (VIII)	**87 405**	**1 922**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-87 197**	**7 570**
Total des produits (I+III+V+VII)	**3 935 493**	**4 424 130**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**3 655 762**	**4 063 026**
BENEFICE OU PERTE	**279 731**	**361 104**

ETATS FINANCIERS 2018

Période du 01/01/2018 au 31/12/2018

Liasse fiscale

EXPERTISE

Direction Générale des Finances Publiques

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 2031
2019

Formulaire obligatoire
(art. 53 A ou 302 *septies* A *bis* du Code Général des Impôts)

IMPÔT SUR LE REVENU

Timbre à date du service

Exercice ouvert le	01/01/2018	et clos le	31/12/2018	Régime simplifié d'imposition	
Option pour la comptabilité super–simplifiée		TVA		Régime Réel normal	X
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209–0 B (entreprises de transport maritime)					

A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'exploitant :	Adresse du domicile de l'exploitant :
SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS	
Adresse de la direction de l'entreprise :	**Ancienne adresse en cas de changement :**
95 COURS DU MARECHAL JUIN 33000 BORDEAUX	
SIRET 4 1 3 7 4 8 3 5 1 0 0 0 2 5	

B DIVERS

Activités exercés : Gestion de salles de spectacles

Personne inscrite au répertoire des métiers (cochez la case) ☐

C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION

		Col. 1	Col. 2
1 **Résultat fiscal** Bénéfice col. 1, Déficit col. 2 (report XN ou XO du 2058 A ou 370 ou 372 du 2033 B)		283 823	0
2 **Revenus de valeurs et capitaux mobiliers** (compris dans les résultats ci–dessus)			
– **Revenus exonérés** de l'impôt sur le revenu	a		
à déduire : quote–part des frais et charges correspondants ❶	b		
revenus nets exonérés (a – b)	c		
– **Revenus soumis** à l'impôt sur le revenu ❷	d	Total c + d	
3 **Total**		283 823	
4 **Bénéfice imposable** (col. 1 – col. 2) **ou Déficit déductible** (col. 2 – col. 1) ❸		283 823	

4bis **Revenus compris dans le bénéfice imposable mais exclus de l'assiette de l'acompte du prélèvement à la source (art.204G du CGI)**

– Quote–part de subventions d'équipement, d'indemnités d'assurance compensant la perte d'un élément de l'actif immobilisé et des plus–values à court terme définies à l'article 39 *duodecies*.	e	
– Moins–values à court terme définies à l'article 39 *duodecies*.	f	

5 **Plus–values**

taxées selon les règles prévues pour les particuliers ❹		à court terme et à long terme exonérées ❺		à long terme imposables au taux de 12,8 % ❹	
à long terme différée de 2 ans (art. 39 *quindecies* I–1 du CGI) ❹		dont plus–values à long terme exonérées (art. 151 *septies* A du CGI) ❻			

6 **Éxonérations et Abattements**

Entreprise nouvelle art. 44 *sexies* ☐ ZRR art. 44 *quindecies* ☐ Autres dispositifs ☐ ❽
ZFU art. 44 *octies et* 44 *octies* A ☐ Zone franche d'activités (art.44 *quaterdecies*) ☐ Jeunes entreprises (JEI) ☐ Zone de restructuration de défense (art.44 *terdecies*) ☐
Option pour le crédit d'impôt outre–mer dans le secteur productif (art. 244 *quater* W) ☐ Bassins urbains à dynamiser (BUD) (art.44 *sexdecies*) ☐

Exonération ou abattement pratiqué ❼ — sur les plus-values à long terme imposables au taux de 12,8 % : ____ sur le bénéfice : ____

7 **BIC non professionnels (2031Bis)** ❾ a - BÉNÉFICE ____ b - DÉFICIT ____ c - PLUS-VALUE ____

8 **Régime des sociétés de personnes** ❿

Cadre réservé aux sociétés de personnes dont les associés sont des personnes morales soumises à l'impôt sur le revenu et d'autres à l'impôt sur les sociétés.

Résultat fiscal issu du mode de calcul de l'impôt sur les sociétés ____

9 **Comptabilité informatisée** L'entreprise dispose t–elle d'une compatbilité informatisée ? OUI Si oui, indication du logiciel utilisé : Cegid Expert Comptabilité

ATTENTION : toutes les entreprises soumises à un régime réel d'imposition en matière de résultats ont l'obligation de déposer leur déclaration de résultats et ses annexes par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration prévue par l'article 1738 du code général des impôts. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr. La notice 2033-NOT-SD est accessible sur le site www.impots.gouv.fr

Visa : CGA ☐ Viseur conventionné ☐

Nom, adresse, téléphone, Télécopie

– du comptable : SASU CABINET VJ EXPERTISE — *Tél :* 01.83.81.71.59
1 rue Troyon 75017 PARIS — *Télécopie :*
– du conseil : — *Tél :*
Télécopie :
– du CGA, de l'OMGA ou du viseur conventionné : — *Tél :*
Télécopie :
– N° d'agrément :

Cegid Group

Formulaire obligatoire
(art. 53 A ou 302 septies A bis du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LE REVENU
ANNEXE A LA DÉCLARATION N° 2031

N° 2031 BIS
2019

Désignation de l'entreprise : SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS
(À ne remplir que sur les exemplaires en continu)

et date de clôture de l'exercice : 31/12/2018

D RÉPARTITION DES BÉNÉFICES ET DES DÉFICITS DES SOCIÉTÉS (voir renvois page 4)

Ce cadre ne concerne que les sociétés en nom collectif et assimilées, les sociétés en commandite simple, les sociétés en participation et les sociétés créées de fait qui n'ont pas opté pour le régime fiscal des sociétés de capitaux, les sociétés à responsabilité limitée et les sociétés en commandite simple de caractère familial ayant opté pour le régime fiscal des sociétés de personnes, ainsi que les groupements d'intérêt économique et les sociétés de copropriétaires de navires (art. 48–1 et 48–2 ann. III au CGI).
(Si ce cadre est insuffisant, joindre à la présente déclaration un état du même modèle)

Identification, adresse, qualité (associé, associé-gérant, etc.) des associés, personnes physiques ou morales ❶	BIC «B» ou BIC non profes-sionnels «M» ❷	Quote-part du bénéfice ou du déficit ❸ à prendre en consi-dération pour le calcul de la base d'imposition à l'impôt sur le revenu ou, éventuelle-ment à l'impôt sur les sociétés	Quote-part des plus-values imposables au taux réduit
1	2	3	4
SARL JARDYREX 3, AVENUE HOCHE 75008 PARIS	B	568	
SA S PASS 3, AVENUE HOCHE 75008 PARIS	B	283 255	

Sociétés en commandite simple ❹ montant des bénéfices distribués aux commanditaires au cours de l'année 0

E RELEVÉ DE CERTAINS FRAIS GÉNÉRAUX

Cette rubrique ne concerne que les entreprises individuelles ❶, elle doit être remplie lorsque ces frais excèdent, par exercice: 3 000 € pour les cadeaux ou 6 100 € pour les frais de réception

❶ Les autres entreprises doivent utiliser, le cas échéant, le relevé de frais généraux n° 2067.

	Exercice
Montant des : – Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 69 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises).	
Montant des : – Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement.	

F DIVERS

NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS. (Si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

G CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

RÉMUNÉRATIONS	Montant brut des salaires, **abstraction faite des sommes comprises dans les D.A.D.S. et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés**, figurant **sur la DADS 1 ou modèle 2460 de 2014**, montant total des bases brutes fiscales inscrites dans la colonne 18A. Ils doivent être, le cas échéant, **majorés** des indemnités exonérées de la taxe sur les salaires, telles notamment les sommes portées dans la colonne 20 C au titre de la contribution de l'employeur à l'acquisition des chèques–vacances par les salariés.	
	Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages	
	Montant des prélèvements financiers effectués à titre personnel au cours de l'exercice (*)	
	Montant des apports en capital ou des versements en compte courant faits au cours de l'exercice (*)	

(*) A remplir par les entreprises passibles de l'impôt sur le revenu et dispensées de bilan.

Cette rubrique concerne les entreprises qui optent pour le régime simplifié d'imposition et qui entendent se placer sous le régime d'exonération des plus–values. En exerçant pour la première fois l'option pour le régime simplifié, elles peuvent déterminer, en franchise d'impôt, les plus–values acquises à la date de prise d'effet de cette option pour les éléments non amortissables de leur actif immobilisé. Dans cette hypothèse, il conviendra de joindre à la déclaration 2031–SD une note rédigée sur papier libre portant indication détaillée de la nature et de la valeur des éléments non amortissables réévalués et de la méthode de réévaluation.

PLUS–VALUES ACQUISES EN FRANCHISE D'IMPÔT

Nature des immobilisations non amortissables	Valeur réévaluée	Prix d'acquisition	Plus-value ❹

❹ Il convient de reporter chaque année le montant de la plus–value acquise en franchise d'impôt

H BIC NON PROFESSIONNELS

	Bénéfice	Déficit	Plus-value
Locations meublées non professionnelles ou membres non professionnels de copro–priétés de cheval de course ou d'étalon			
Autres BIC non professionnels			
Résultat avant imputation des déficits anté–rieurs	1539 à reporter case 7a	à reporter case 7b	à reporter case 7c

Cegid Group

(1) **BILAN - ACTIF**

DGFiP N° 2050 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* 12

Adresse de l'entreprise 95 COURS DU MARECHAL JUIN 33000 BORDEAUX — Durée de l'exercice précédent* 12

Numéro SIRET* 4 1 3 7 4 8 3 5 1 0 0 0 2 5 — Néant ☐ *

Exercice N clos le, 31/12/2018

			Brut 1	Amortissements, provisions 2	Net 3
	Capital souscrit non appelé (I)	AA			
ACTIF IMMOBILISÉ* — IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB		AC	
	Frais de développement *	CX		CQ	
	Concessions, brevets et droits similaires	AF	17 981	AG 10 400	7 580
	Fonds commercial (1)	AH		AI	
	Autres immobilisations incorporelles	AJ		AK	
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN		AO	
	Constructions	AP		AQ	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	238 343	AS 77 222	161 121
	Autres immobilisations corporelles	AT	379 729	AU 168 302	211 427
	Immobilisations en cours	AV		AW	
	Avances et acomptes	AX		AY	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT	
	Autres participations	CU		CV	
	Créances rattachées à des participations	BB		BC	
	Autres titres immobilisés	BD		BE	
	Prêts	BF		BG	
	Autres immobilisations financières*	BH		BI	
	TOTAL (II)	BJ	636 053	BK 255 925	380 128
ACTIF CIRCULANT — STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM	
	En cours de production de biens	BN		BO	
	En cours de production de services	BP		BQ	
	Produits intermédiaires et finis	BR		BS	
	Marchandises	BT	28 831	BU	28 831
	Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW	
CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	233 022	BY 51 447	181 575
	Autres créances (3)	BZ	769 529	CA	769 529
	Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC	
DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD		CE	
	Disponibilités	CF	123 416	CG	123 416
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avance (3)*	CH	7 443	CI	7 443
	TOTAL (III)	CJ	1 162 242	CK 51 447	1 110 795
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	CW			
	Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
	Ecarts de conversion actif* (VI)	CN			
	TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	1 798 296	1A 307 372	1 490 924

Renvois : (1) Dont droit au bail : — (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP — (3) Part à plus d'un an CR

Clause de réserve de propriété :* Immobilisations : — Stocks : — Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

(2) **BILAN - PASSIF avant répartition** DGFiP **N° 2051 2019**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

			Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)* (Dont versé : 7 623)	DA	7 623
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB	
	Ecarts de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC	
	Réserve légale (3)	DD	
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants* EJ)	DG	
	Report à nouveau	DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	279 731
	Subventions d'investissement	DJ	
	Provisions réglementées *	DK	
	TOTAL (I)	DL	287 354
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM	
	Avances conditionnées	DN	
	TOTAL (II)	DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	
	Provisions pour charges	DQ	81 144
	TOTAL (III)	DR	81 144
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS	
	Autres emprunts obligataires	DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	156
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	74 940
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW	807
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	428 734
	Dettes fiscales et sociales	DY	394 985
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ	
	Autres dettes	EA	212 112
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)	EB	10 689
	TOTAL (IV)	EC	1 122 425
	Ecarts de conversion passif* **(V)**	ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	1 490 924

RENVOIS			
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital	1B	
(2)	Dont — Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
	Dont — Ecart de réévaluation libre	1D	
	Dont — Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus–values à long terme *	EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG	1 121 618
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	156

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

3 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)** DGFiP **N° 2052 2019**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

			Exercice N			
			France	Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	FA / FB / FC	546 879			546 879
	Production vendue biens *	FD / FE / FF				
	Production vendue services *	FG / FH / FI	1 713 764			1 713 764
	Chiffres d'affaires nets *	FJ / FK / FL	2 260 644			2 260 644
	Production stockée*	FM				
	Production immobilisée*	FN				
	Subventions d'exploitation	FO				1 601 399
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges* (9)	FP				71 822
	Autres produits (1) (11)	FQ				907
	Total des produits d'exploitation (2) (I)	FR				3 934 773
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)*	FS				188 049
	Variation de stock (marchandises)*	FT				
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)*	FU				
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*	FV				2 783
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*	FW				1 263 344
	Impôts, taxes et versements assimilés*	FX				142 931
	Salaires et traitements*	FY				892 461
	Charges sociales (10)	FZ				361 437
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux amortissements*	GA				77 706
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations – dotations aux provisions*	GB				
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur actif circulant : dotations aux provisions*	GC				16 500
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Pour risques et charges : dotations aux provisions	GD				44 720
	Autres charges (12)	GE				578 422
	Total des charges d'exploitation (4) (II)	GF				3 568 356
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		GG				366 416
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée* **(III)**	GH				
	Perte supportée ou bénéfice transféré* **(IV)**	GI				
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)	GJ				
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)	GK				
	Autres intérêts et produits assimilés (5)	GL				511
	Reprises sur provisions et transferts de charges	GM				
	Différences positives de change	GN				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	GO				
	Total des produits financiers (V)	GP				511
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions*	GQ				
	Intérêts et charges assimilées (6)	GR				
	Différences négatives de change	GS				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	GT				
	Total des charges financières (VI)	GU				
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	1542	GV				511
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)		GW				366 928

(RENVOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

4 **COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite)** DGFiP **N° 2053 2019**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	208
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	208
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	25 649
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	61 756
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	87 405
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	(87 197)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise **(IX)**		HJ	
Impôts sur les bénéfices * **(X)**		HK	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	3 935 492
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	3 655 761
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	279 731

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1G	
(3) Dont	– Crédit–bail mobilier *	HP	
	– Crédit–bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci–dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
(6bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art.238 bis du C.G.I.)	HX	
(6ter)	Dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissements exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	15 968
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	577 313
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6		obligatoires A9

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N Charges exceptionnelles	Exercice N Produits exceptionnels
Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 458	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23 191	
Autres provisions réglementées	61 756	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		208

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N Charges antérieures	Exercice N Produits antérieurs

Cegid Group

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

CHARGES ET PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS

Cocher la case si vous souhaitez remplir le renvoi 8 avec les données saisies ci-dessous [X]

Cocher la case si vous souhaitez l'affectation des charges et produits antérieurs par nature [ ]

Si la case est cochée, le montant de la colonne "A" sera ajouté à la rubrique de la liasse fiscale.
Si la case n'est pas cochée, les montants sont déjà intégrés dans la rubrique de la liasse fiscale.

Désignation	672 - 772 A	Montants débiteurs B	Montants créditeurs C	Total A + B - C
CHARGES				
Achats de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Sous-traitance				
Crédit-bail mobilier				
Crédit-bail immobilier				
Location, charges locatives				
Personnel extérieur				
Autres achats et charges externes				
Impôts et taxes				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
Autres charges d'exploitation				
TOTAL				
Intérêts et charges assimilés				
Impôts sur les bénéfices				
PRODUITS				
Ventes de marchandises				
Production vendue biens				
Production vendue services				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Transferts de charges				
Autres produits d'exploitation				
TOTAL				
Produits financiers				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				

Les colonnes B et C ne sont à servir que pour les charges et produits non comptabilisés en 672 et 772

Cegid Group

OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

Cocher la case si vous souhaitez remplir le renvoi 7 avec les données saisies ci-dessous [X]

Désignation	Montants
DETAIL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
Pénalités sur marchés	
Pénalités, amendes fiscales et pénales	2 458
Dons, libéralités	
Créances devenues irrécouvrables dans l'exercice	
Subventions accordées	
Rappel d'impôts (autres qu'impôts sur les bénéfices)	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	23 191
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	
Autres charges	
Amortissements des immobilisations	
Amortissements dérogatoires	
Autres provisions réglementées sur immobilisations	
Provisions réglementées sur stocks	
Autres provisions réglementées	61 756
Provisions pour risques et charges	
Provisions pour dépréciation	
TOTAL	87 405
DETAIL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes	
Libéralités perçues	
Rentrées sur créances amorties	
Subventions d'équilibre	
Dégrèvement d'impôts autres qu'impôts sur les bénéfices	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	208
Produits des cessions d'éléments d'actif	
Subventions d'investissement virées au résultat	
Autres produits	
Amortissements dérogatoires	
Autres provisions réglementées sur immobilisations	
Provisions réglementées sur stocks	
Autres provisions réglementées	
Provisions pour risques et charges	
Provisions pour dépréciation	
Transfert de charges	
TOTAL 1545	208

Cegid Group

5

IMMOBILISATIONS

DGFiP N° 2054 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

(Ne pas reporter le montant des centimes)*

CADRE A IMMOBILISATIONS			Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice (1)	Augmentations – Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence (2)	Augmentations – Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste (3)
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I	CZ		D8	D9
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II	KD	7 960	KE	KF 10 021
CORPORELLES	Terrains	KG		KH	KI
	Constructions – Sur sol propre (Dont Composants L9)	KJ		KK	KL
	Constructions – Sur sol d'autrui (Dont Composants M1)	KM		KN	KO
	Constructions – Installations générales, agencements et aménagements des constructions * (Dont Composants M2)	KP		KQ	KR
	Installations techniques, matériel et outillage industriels (Dont Composants M3)	KS	58 028	KT	KU 180 315
	Autres immobilisations corporelles – Installations générales, agencements, aménagements divers *	KV	119 731	KW	KX 180 584
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de transport*	KY	39 130	KZ	LA
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de bureau et mobilier informatique	LB	25 118	LC	LD 15 164
	Autres immobilisations corporelles – Emballages récupérables et divers *	LE		LF	LG
	Immobilisations corporelles en cours	LH		LI	LJ
	Avances et acomptes	LK		LL	LM
	TOTAL III	LN	242 008	LO	LP 376 063
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	8G		8M	8T
	Autres participations	8U		8V	8W
	Autres titres immobilisés	1P		1R	1S
	Prêts et autres immobilisations financières	1T		1U	1V
	TOTAL IV	LQ		LR	LS
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		ØG	249 968	ØH	ØJ 386 084

CADRE B IMMOBILISATIONS			Diminutions – par virement de poste à poste (1)	Diminutions – par cessions à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence (2)	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice (3)	Réévaluation légale * ou évaluation par mise en équivalence – Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice (4)
INCORP.	Frais d'établissement et de développement — TOTAL I	IN		CØ	DØ	D7
	Autres postes d'immobilisations incorporelles — TOTAL II	IO		LV	LW 17 981	1X
CORPORELLES	Terrains	IP		LX	LY	LZ
	Constructions – Sur sol propre	IQ		MA	MB	MC
	Constructions – Sur sol d'autrui	IR		MD	ME	MF
	Constructions – Inst. gales, agencts et am. des constructions	IS		MG	MH	MI
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	IT		MJ	MK 238 343	ML
	Autres immobilisations corporelles – Inst. gales., agencts, aménagements divers	IU		MM	MN 300 316	MO
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de transport	IV		MP	MQ 39 130	MR
	Autres immobilisations corporelles – Matériel de bureau et informatique, mobilier	IW		MS	MT 40 282	MU
	Autres immobilisations corporelles – Emballages récupérables et divers *	IX		MV	MW	MX
	Immobilisations corporelles en cours	MY		MZ	NA	NB
	Avances et acomptes	NC		ND	NE	NF
	TOTAL III	IY		NG	NH 618 072	NI
FINANCIÈRES	Participations évaluées par mise en équivalence	IZ		ØU	M7	ØW
	Autres participations	IØ		ØX	ØY	ØZ
	Autres titres immobilisés	I1		2B	2C	2D
	Prêts et autres immobilisations financières	I2		2E	2F	2G
	TOTAL IV	I3		NJ 1546	NK	2H
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)		I4		ØK	ØL 636 053	ØM

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

6 **AMORTISSEMENTS** DGFiP **N° 2055 2019**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais d'établissement et de développement	**TOTAL I**	CY		EL		EM		EN	
Autres immobilisations incorporelles	**TOTAL II**	PE	7 960	PF	2 440	PG		PH	10 400
Terrains		PI		PJ		PK		PL	
Constructions	Sur sol propre	PM		PN		PO		PQ	
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU	
	Inst. générales, agencements, aménagements des constructions	PV		PW		PX		PY	
Installations techniques, matériel et outillage industriels		PZ	35 717	QA	41 504	QB		QC	77 222
Autres immobilisations corporelles	Inst. générales., agencements, aménagements divers	QD	90 047	QE	18 491	QF		QG	108 538
	Matériel de transport	QH	23 641	QI	9 782	QJ		QK	33 423
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	20 852	QM	5 487	QN		QO	26 340
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT	
TOTAL III		QU	170 258	QV	75 264	QW		QX	245 524
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		ØN	178 218	ØP	77 705	ØQ		ØR	255 925

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

Immobilisations amortissables	DOTATIONS Colonne 1 Différentiel de durée et autres		DOTATIONS Colonne 2 Mode dégressif		DOTATIONS Colonne 3 Amortissement fiscal exceptionnel		REPRISES Colonne 4 Différentiel de durée et autres		REPRISES Colonne 5 Mode dégressif		REPRISES Colonne 6 Amortissement fiscal exceptionnel		Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice	
Frais établissements **TOTAL I**	M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Autres immob. incorporelles **TOTAL II**	N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
Terrains	Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions — Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
Constructions — Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
Constructions — Ins. gales, agenc et am. des const.	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Inst. techniques mat. et outillage	T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	
Autres immobilisations corporelles — Inst. gales, agenc am. divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7	
Autres immobilisations corporelles — Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5	
Autres immobilisations corporelles — Mat. bureau et inform. mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3	
Autres immobilisations corporelles — Emballages récup. et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1	
TOTAL III	X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8	
Frais d'acquisition de titres de participation **TOTAL IV**	NL						NM						NO	
Total général (I+II+III+IV)	NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV	
Total général non ventilé (NP+NQ+NR)	NW		**Total général non ventilé (NS+NT+NU)**		NY				**Total général non ventilé (NW-NY)**		NZ			

CADRE C

MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES*	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements		Montant net à la fin de l'exercice	
Frais d'émission d'emprunt à étaler			Z9		Z8	
Primes de remboursement des obligations			SP		SR	

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

7 **PROVISIONS INSCRITES AU BILAN** DGFiP N° 2056 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

	Nature des provisions		Montant au début de l'exercice 1		AUGMENTATIONS : Dotations de l'exercice 2		DIMINUTIONS : Reprises de l'exercice 3		Montant à la fin de l'exercice 4
Provisions réglementées	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *	3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A–II) *	3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *	3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires	3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)	IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)	3Y		TP		TQ		TR	
Provisions pour risques et charges	**TOTAL I**	3Z		TS		TT		TU	
	Provisions pour litiges	4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients	4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme	4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités	4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change	4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires	4X	7 561	4Y		4Z		5A	7 561
	Provisions pour impôts (1)	5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des immobilisations *	5F		5H	61 756	5J		5K	61 756
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	EO		EP	11 826	EQ		ER	11 826
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *	5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)	5V	22 959	5W		5X	22 959	5Y	
	TOTAL II	5Z	30 521	TV	73 582	TW	22 959	TX	81 144
Provisions pour dépréciation	sur immobilisations – incorporelles	6A		6B		6C		6D	
	sur immobilisations – corporelles	6E		6F		6G		6H	
	sur immobilisations – titres mis en équivalence	Ø2		Ø3		Ø4		Ø5	
	sur immobilisations – titres de participation	9U		9V		9W		9X	
	sur immobilisations – autres immobilisations financières (1)*	Ø6		Ø7		Ø8		Ø9	
	Sur stocks et en cours	6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients	6T	34 947	6U	16 500	6V		6W	51 447
	Autres provisions pour dépréciation (1) *	6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III	7B	34 947	TY	16 500	TZ		UA	51 447
	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	7C	65 468	UB	90 082	UC	22 959	UD	132 591
	Dont dotations et reprises – d'exploitation			UE	61 220	UF	55 853		
	Dont dotations et reprises – financières			UG		UH			
	Dont dotations et reprises – exceptionnelles			UJ	61 756	UK			

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39–1–5e du C.G.I **10**

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision.

NOTA : Les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Libellé	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
CONTROLE URSSAF	22 959		22 959	

Cegid Group

8

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE *

DGFiP N° 2057 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

CADRE A — ÉTAT DES CRÉANCES			Montant brut 1		A 1 an au plus 2		A plus d'un an 3
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL		UM		UN	
	Prêts (1) (2)	UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières	UT		UV		UW	
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA	61 724		61 724		
	Autres créances clients	UX	171 298		171 298		
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie * (Provision pour dépréciation antérieurement constituée* UO)	Z1					
	Personnel et comptes rattachés	UY	600		600		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ	951		951		
	Etat et autres collectivités publiques — Impôts sur les bénéfices	VM					
	Etat et autres collectivités publiques — Taxe sur la valeur ajoutée	VB	231 964		231 964		
	Etat et autres collectivités publiques — Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
	Etat et autres collectivités publiques — Divers	VP	105 494		105 494		
	Groupe et associés (2)	VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR	430 519		430 519		
	Charges constatées d'avance	VS	7 443		7 443		
	TOTAUX	VT	1 009 995	VU	1 009 995	VV	
RENVOIS (1)	Montant des – Prêts accordés en cours d'exercice	VD					
	Montant des – Remboursements obtenus en cours d'exercice	VE					
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)	VF					

CADRE B — ÉTAT DES DETTES			Montant brut 1	A 1 an au plus 2	A plus d'1 an et 5 ans au plus 3	A plus de 5 ans 4
Emprunts obligataires convertibles (1)		7Y				
Autres emprunts obligataires (1)		7Z				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an maximum à l'origine	VG	156	156		
	à plus d'1 an à l'origine	VH				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A				
Fournisseurs et comptes rattachés		8B	428 734	428 734		
Personnel et comptes rattachés		8C	134 869	134 869		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D	136 343	136 343		
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	8E				
	Taxe sur la valeur ajoutée	VW	46 126	46 126		
	Obligations cautionnées	VX				
	Autres impôts, taxes et assimilés	VQ	77 645	77 645		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J				
Groupe et associés (2)		VI	74 940	74 940		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K	212 112	212 112		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2				
Produits constatés d'avance		8L	10 689	10 689		
TOTAUX		VY	1 121 618	VZ 1 121 618		
RENVOIS (1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ		(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL	
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	VK		* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032		

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

9

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

DGFiP **N° 2058-A 2019**

Désignation de l'entreprise : SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS

Néant ☐ *

Exercice N, clos le : 31/12/2018

I. RÉINTÉGRATIONS

BÉNÉFICE COMPTABLE DE L'EXERCICE — WA : 279 731

Charges non admises en déduction du résultat fiscal

Rémunération du travail de l'exploitant ou des associés (entreprises à l'IR)						WB	
Avantages personnels non déductibles* (sauf amortissements à porter ligne ci–dessous)	WD		Amortissements excédentaires (art. 39–4 du C.G.I.) et autres amortissements non déductibles	WE		XE	
Autres charges et dépenses somptuaires (art. 39–4 du C.G.I.)	WF		Taxe sur les véhicules des sociétés (entreprises à l'IS)	WG			
Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit bail immobilier et de levée d'option	RA		(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 sexies D)	RB	)		
Provisions et charges à payer non déductibles (cf. tableau 2058–B, cadre III)	WI	4 092	Charges à payer liées à des états et territoires non coopératifs non déductibles (cf. 2067–BIS)	XX		XW	4 092
Amendes et pénalités	WJ		Charges financières (art. 212 **bis**) *	XZ			
Réintégrations prévues à l'article 155 du CGI*						XY	
Impôt sur les sociétés (cf. page 9 de la notice 2032)						I7	
Quote–part — Bénéfices réalisés par une société de personnes ou un GIE	WL		Résultats bénéficiaires visés à l'article 209 B du CGI	L7		K7	

Régimes d'imposition particuliers et impositions différées

Moins-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % ou de 19 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)	I8	
	– imposées au taux de 0 %	ZN	
Fraction imposable des plus-values réalisées au cours d'exercices antérieurs*	– Plus–values nettes à court terme	WN	
	– Plus–values soumises au régime des fusions	WO	
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)		XR	

Réintégrations diverses à détailler sur feuillet séparé DONT *						
Intérêts excédentaires (art. 39–1–3° et 212 du C.G.I.)	SU		Zones d'entreprises* (activité exonérée)	SW		WQ
Déficits étrangers antérieurement déduit par les PME (art. 209C)	SX		Quote–part de 12 % des plus–values à taux zéro	M8		
Réintégration des charges affectées aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage						Y1
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage						Y3
TOTAL I						WR : 283 823

II. DÉDUCTIONS

PERTE COMPTABLE DE L'EXERCICE — WS

Quote–part dans les pertes subies par une société de personnes ou un G.I.E. *						WT	
Provisions et charges à payer non déductibles, antérieurement taxées, et réintégrées dans les résultats comptables de l'exercice (cf. tableau 2058–B, cadre III)						WU	

Régimes d'imposition particuliers et impositions différées

Plus-values nettes à long terme	– imposées au taux de 15 % (12,8 % pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu)					WV	
	– imposées au taux de 0 %					WH	
	– imposées au taux de 19%					WP	
	– imputées sur les moins–values nettes à long terme antérieures					WW	
	– imputées sur les déficits antérieurs					XB	
Autres plus–values imposées au taux de 19 %						I6	
Fraction des plus–values nettes à court terme de l'exercice dont l'imposition est différée*						WZ	
Régime des sociétés mères et des filiales * Produit net des actions et parts d'intérêts :	(Quote–part des frais et charges restant imposable à déduire des produits nets de participation	2A			)	XA	

Mesures d'incitation

Déduction autorisée au titre des investissements réalisés dans les collectivités d'Outre–mer*.							ZY	
Majoration d'amortissement*							XD	
Abattement sur le bénéfice et exonérations*	Reprise d'entreprises en difficultés (44 *septies*)	K9	Entreprises nouvelles 44 *sexies*	L2	Jeunes entreprises innovantes (44 *sexies* A)	L5	XF	
	Pôle de compétitivité hors CICE (44 *undecies*)	L6	Sociétés investissement immobilier cotée (art. 208C)	K3	Zone de restructuration de la défense (44 *terdecies*)	PA		
	Zone franche urbaine –TE (44 octies, octies A)	ØV	Bassin d'emploi à redynamiser (44 *duodecies*)	1F	Zone franche d'activité (44 *quaterdecies*)	XC		
	Bassin urbain à dynamiser (art 44 sexdecies)	PP	Zone de revitalisation rurale (art. 44 quindecies)			PC		
Écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* (entreprises à l'IS)							XS	
Déductions diverses à détailler sur feuillet séparé	Dont déduction exceptionnelle pour investissement	X9	Créance dégagée par le report en arrière de déficit	ZI	)		XG	
Déduction des produits affectés aux activités éligibles au régime de la taxation au tonnage							Y2	
TOTAL II							XH	

III. RÉSULTAT FISCAL

Résultat fiscal avant imputation des déficits reportables :	bénéfice **(I moins II)**	XI	283 823
	déficit **(II moins I)**	XJ	
Déficit de l'exercice reporté en arrière (entreprises à l'IS)*		ZL	
Déficits antérieurs imputés sur les résultats de l'exercice (entreprises à l'IS)*		XL	
RÉSULTAT FISCAL — BÉNÉFICE (ligne XN) ou DÉFICIT reportable en avant (ligne XO)		XN	283 823

1551

Cegid Group

10 **DÉFICITS, INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER ET PROVISIONS NON DÉDUCTIBLES**

DGFiP N° 2058-B 2019

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

I. SUIVI DES DÉFICITS

Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	K4	
Déficits imputés (total lignes XB et XL du tableau 2058–A)	K5	
Déficits reportables (différence K4–K5)	K6	
Déficits de l'exercice (tableau 2058 A, ligne XO)	YJ	
Total des déficits restant à reporter (somme K6 + YJ)	YK	

II. INDEMNITÉS POUR CONGÉS À PAYER, CHARGES SOCIALES ET FISCALES CORRESPONDANTES

Montant déductible correspondant aux droits acquis par les salariés pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 1er du CGI, dotations de l'exercice	ZT	86 524

III. PROVISIONS ET CHARGES À PAYER, NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT

(à détailler sur feuillet séparé)		Dotations de l'exercice		Reprises sur l'exercice
Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes non déductibles pour les entreprises placées sous le régime de l'article 39–1. 1e bis Al. 2 du CGI *	ZV		ZW	
Provisions pour risques et charges *				
Voir état annexe	8X		8Y	
	8Z		9A	
	9B		9C	
Provisions pour dépréciation *				
	9D		9E	
	9F		9G	
	9H		9J	
Charges à payer				
EFFORT CONSTRUCTION	9K	4 092	9L	
	9M		9N	
	9P		9R	
	9S		9T	
TOTAUX (YN = ZV à 9S) et (YO = ZW à 9T) à reporter au tableau 2058-A :	YN	4 092	YO	
		ligne WI		ligne WU

CONSÉQUENCES DE LA MÉTHODE PAR COMPOSANTS (art. 237 *septies* du CGI)

Montant de la réintégration ou de la déduction	Montant au début de l'exercice	Imputations	Montant net à la fin de l'exercice
	L1		

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.
(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne YK du tableau 2058 B déposé au titre de l'exercice précédent.

Cegid Group

(lignes 1 à 6)
N° 2058-B

ETAT ANNEXE à : 10 - DEFICITS INDEMNITES POUR CONGES A PAYER ET PROVISIONS NON DEDUCTIBLES

Désignation

SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS

Provisions pour risques et charges

Libellé	Dotations	Reprises

Cegid Group

(11)

TABLEAU D'AFFECTATION DU RÉSULTAT ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

DGFiP **N° 2058-C 2019**

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

ORIGINES				AFFECTATIONS			
Report à nouveau figurant au bilan de l'exercice antérieur à celui pour lequel la déclaration est établie	ØC			Affectations aux réserves – Réserve légale	ZB	
				– Autres réserves	ZD	
Résultat de l'exercice précédant celui pour lequel la déclaration est établie	ØD			Dividendes	ZE	
Prélèvements sur les réserves	ØE			Autres répartitions	ZF	
				Report à nouveau	ZG	
TOTAL I	ØF			(N.B. Le total I doit nécessairement être égal au total II) **TOTAL II**	ZH	

RENSEIGNEMENTS DIVERS

				Exercice N :
ENGAGEMENTS	— Engagements de crédit–bail mobilier (Précisez le prix de revient des biens pris en crédit–bail J7)		YQ	
	— Engagements de crédit–bail immobilier		YR	
	— Effets portés à l'escompte et non échus		YS	
DÉTAILS DES POSTES — AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	— Sous–traitance		YT	385 624
	— Locations, charges locatives et de copropriété (dont montant des loyers des biens pris en location pour une durée > 6 mois J8 14 923)		XQ	28 951
	— Personnel extérieur à l'entreprise		YU	43 100
	— Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (hors rétrocessions)		SS	39 887
	— Rétrocessions d'honoraires, commissions et courtages		YV	
	— Autres comptes (dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles ES 2 025)		ST	765 780
	Total du poste correspondant à la ligne FW du tableau n° 2052		ZJ	1 263 344
DÉTAILS DES POSTES — IMPÔTS ET TAXES	— Taxe professionnelle *, CFE, CVAE		YW	58 980
	— Autres impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe intérieure sur les produits pétroliers ZS)		9Z	83 951
	Total du compte correspondant à la ligne FX du tableau n° 2052		YX	142 931
T.V.A.	— Montant de la T.V.A. collectée		YY	519 085
	— Montant de la T.V.A. déductible comptabilisée au cours de l'exercice au titre des biens et services ne constituant pas des immobilisations		YZ	384 009
DIVERS	— Montant brut des salaires *		ØB	909 770
	— Montant de la plus–value constatée en franchise d'impôt lors de la première option pour le régime simplifié d'imposition *		ØS	
	— Taux d'intérêt le plus élevé servi aux associés à raison des sommes mises à la disposition de la société *		ZK	%
	— Numéro du centre de gestion agréé * XP	— **Filiales et participations:** (Liste au 2059-G prévu par art. 38 II de l'ann. III au CGI)	ZR	Si oui cocher 1 Sinon 0 : 0
	— Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 *bis* du CGI pour l'entreprise donatrice		RG	
	— Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217*octies*		RH	

REGIME DE GROUPE *							
Société : résultat comme si elle n'avait jamais été membre du groupe.	JA	Plus-values à 15%	JK	Plus-values à 0%	JL		
		Plus-values à 19%	JM	Imputations	JC		
Groupe : résultat d'ensemble.	JD	Plus-values à 15%	JN	Plus-values à 0%	JO		
		Plus-values à 19%	JP	Imputations	JF		
Si vous relevez du régime de groupe : indiquer 1 si société mère, 2 si société filiale	JH	N° SIRET de la société mère du groupe	JJ				

(1) Ce cadre est destiné à faire apparaître l'origine et le montant des sommes distribuées ou mises en réserve au cours de l'exercice dont les résultats font l'objet de la déclaration. Il ne concerne donc pas, en principe, les résultats de cet exercice mais ceux des exercices antérieurs, qu'ils aient ou non déjà fait l'objet d'une précédente affectation.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032 (et dans la notice n° 2058–NOT pour le régime de groupe).

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

16

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTÉE

DGFiP N° 2059-E 2019

Désignation de l'entreprise : SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS — Néant ☐ *

Exercice ouvert le : 01/01/2018 et clos le : 31/12/2018 Durée en nombre de mois : 12

DECLARATION DES EFFECTIFS

Effectifs moyens du personnel	YP	32
Dont apprentis	YF	
Dont handicapés	YG	
Effectifs affectés à l'activité artisanale	RL	

CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE

I Chiffre d'affaires de référence CVAE

Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	OA	2 260 644
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	OK	
Plus–values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	OL	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges	OT	
TOTAL 1	OX	2 260 644

II Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Autres produits de gestion courante (hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun)	OH	907
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	OE	
Subventions d'exploitation reçues	OF	1 601 399
Variation positive des stocks	OD	
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	OI	7 924
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	XT	
TOTAL 2	OM	1 610 230

III Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée

Achats	ON	188 049
Variation négative des stocks	OQ	2 783
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances	OR	1 234 392
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	OS	14 029
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	OZ	
Autres charges de gestion courante (hors quote–parts de résultat sur opérations faites en commun)	OW	578 422
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	OU	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location–gérance ou de crédit–bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	O9	
Moins–values de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles si attachées à une activité normale et courante	OY	
TOTAL 3	OJ	2 017 677

IV Valeur ajoutée produite

Calcul de la Valeur Ajoutée TOTAL 1 + TOTAL 2 - TOTAL 3	OG	1 853 197

V Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur le 1330–CVAE pour multi–établissements et sur les formulaires n° 1329–AC et 1329–DEF).	SA	1 853 197

Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE

Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono–établissement au sens de la CVAE (cf. notice de la déclaration n° 1330–CVAE–SD), veuillez compléter le cadre ci–dessous et la case SA, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330–CVAE–SD.

MONO ÉTABLISSEMENT au sens de la CVAE	EV	X
Chiffre d'affaires de référence CVAE	GX	2 260 644
Effectifs au sens de la CVAE	EY	32
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)	HX	309 864 039
Période de référence	GY	01/01/2018
	GZ	31/12/2018
Date de cessation	HR	

Pour les entreprises de crédit, les entreprises de gestion d'instruments financiers, les entreprises d'assurance, de capitalisation et de réassurance de toute nature, cette fiche sera adaptée pour tenir compte des modalités particulières de détermination de la valeur ajoutée ressortant des plans comptables professionnels (extraits de ces rubriques à joindre).

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes ON à OS, OW et OZ des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne OE, portées en ligne OU.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.

Cegid Group

17 **COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL** **DGFiP N° 2059-F 2019**

Formulaire obligatoire
(article 38 de l'ann. III au CGI)

N° de dépôt

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

1 / 1 **(1)**

Néant ☐ *

EXERCICE CLOS LE 31/12/2018 N° SIRET 4 1 3 7 4 8 3 5 1 0 0 0 2 5

DÉNOMINATION DE L'ENTREPRISE SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS

ADRESSE (voie) 95 COURS DU MARECHAL JUIN

CODE POSTAL 33000 VILLE BORDEAUX

Nombre total d'associés ou actionnaires personnes morales de l'entreprise	P1	2	Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P3	500
Nombre total d'associés ou actionnaires personnes physiques de l'entreprise	P2		Nombre total de parts ou d'actions correspondantes	P4	

I – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique SA Dénomination S PASS

N° SIREN (si société établie en France) 315734202 % de détention 99.80 Nb de parts ou actions 499

Adresse : N° 3 Voie AVENUE HOCHE

Code Postal 75008 Commune PARIS Pays FRANCE

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination

N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

II – CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : **N°** Voie

Code Postal Commune Pays

Titre **(2)** Nom patronymique Prénom(s)

Nom marital % de détention Nb de parts ou actions

Naissance : Date N° Département Commune Pays

Adresse : N° Voie

Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroter chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame ou MLE pour Mademoiselle.

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032

Cegid Group

Formulaire obligatoire (article 54 quater du Code général des impôts)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction Générale des Finances Publiques

N° 2067
(2019)

RELEVÉ DE FRAIS GÉNÉRAUX

ANNÉE _____ ou exercice

Désignation de l'entreprise SNC SOCIETE BORDELAISE DE SPORTS ET LOISIRS du 01/01/2018

Adresse 95 COURS DU MARECHAL JUIN 33000 BORDEAUX au 31/12/2018

A - FRAIS ALLOUÉS DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX PERSONNES LES MIEUX RÉMUNÉRÉES : v. notice ❶

	NOM, PRÉNOM ET EMPLOI OCCUPÉ	ADRESSE COMPLÈTE
1	BOUCHER Franck Directeur	29, rue de Mulhouse 3300 BORDEAUX
2	METAYER Frédéric Directeur Exploitation	14, rue Charles Versein 33200 BORDEAUX
3	GIRAUDEL Serge Régisseur patinoire	115, avenue de l'Epinette 33500 LIBOURNE
4	HUMEAU Sylvain Adjoint Directeur	95, cours du Maréchal Juin 33000 BORDEAUX
5	PANDELE Daniel	354, rue Notre Dame des Monts 33260 LA TESTE DE BUCHE
6		
7		
8		
9		
10		

	RÉMUNÉRATIONS DIRECTES OU INDIRECTES (dans l'ordre du tableau ci–dessus)					Frais de voyages et de déplacements (v. notice ❻)	DÉPENSES ET CHARGES AFFÉRENTES		TOTAL DES COLONNES 5 à 8
	Montant des rémunérations de toute nature (v. notice ❷)	Montant des indemnités et allocations diverses (v. notice ❸)	Valeur des avantages en nature (v. notice ❹)	Montant des remboursements de dépenses à caractère personnel (v. notice ❺)	TOTAL DES COLONNES 1 à 4		aux véhicules et autres biens (v. notice ❼)	aux immeubles non affectés à l'exploitation (v. notice ❽)	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
1	98 589		3 537		102 126		11 020		113 146
2	58 039				58 039				58 039
3	45 389				45 389				45 389
4	29 012		2 815		31 827				31 827
5	31 290				31 290				31 290
6									
7									
8									
9									
10									
**	262 319		6 352		268 671		11 020		279 691

**** TOTAUX**

B - AUTRES FRAIS

	10
Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets conçus spécialement pour la publicité, et dont la valeur unitaire ne dépasse pas 69 € par bénéficiaire (toutes taxes comprises)	2 029
Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles, qui se rattachent à la gestion de l'entreprise et dont la charge lui incombe normalement	3 704
Total	5 733

C - ÉLÉMENTS DE RÉFÉRENCE (v. notice ❶) :

Total des dépenses		Bénéfices imposables ❾	
– de l'exercice 2018.. (total col. 9 + total col. 10) ❿	285 424	– de l'exercice 2018.. ❿	283 823
– de l'exercice précédent ❿	278 689	– de l'exercice précédent ❿	365 400

Nom et qualité du signataire

À BORDEAUX , le 26/04/2019

Signature ,

Les montants sont arrondis à l'unité la plus proche.

Cegid Group

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
2050000	Logiciels					
0000000013	Licence Deciplus	1 800,00	1 800,00		1 800,00	
Taux : 100,0	Départ : 26/08/2013					
Linéaire	1 an					
0000000028	Licence Autocad LT	1 160,00	1 160,00		1 160,00	
Taux : 100,0	Départ : 03/12/2014					
Linéaire	1 an					
0000000063	Logiciel Video Sport	1 900,00		628,05	628,05	1 271,95
Taux : 33,33	Départ : 04/01/2018					
Linéaire	3 ans					
0000000075	Licence Conqueror P	8 121,00		1 812,18	1 812,18	6 308,82
Taux : 33,33	Départ : 30/04/2018					
Linéaire	3 ans					
Total 2050000		**12 981,00**	**2 960,00**	**2 440,23**	**5 400,23**	**7 580,77**
2051000	Site Web					
0000000037	Cout de SET UP du s	2 500,00	2 500,00		2 500,00	
Taux : 100,0	Départ : 01/07/2015					
Linéaire	1 an					
0000000038	Création de contenu	2 500,00	2 500,00		2 500,00	
Taux : 100,0	Départ : 01/07/2015					
Linéaire	1 an					
Total 2051000		**5 000,00**	**5 000,00**		**5 000,00**	
2150000	Matériel et outilla					
0000000002	Roulettes pour rack t	2 258,96	2 258,96		2 258,96	
Taux : 25,0	Départ : 06/03/2013					
Linéaire	4 ans					
0000000003	Rack de rangement t	1 498,50	1 498,50		1 498,50	
Taux : 25,0	Départ : 08/03/2013					
Linéaire	4 ans					
0000000007	Rack de rangement	686,30	686,30		686,30	
Taux : 25,0	Départ : 08/03/2013					
Linéaire	4 ans					
0000000016	Achat 6 Billards Win	7 780,60	7 526,65	253,95	7 780,60	
Taux : 25,0	Départ : 18/02/2014					
Linéaire	4 ans					
	A reporter	**30 205,36**	**19 930,41**	**2 694,18**	**22 624,59**	**7 580,77**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
	Report	**30 205,36**	**19 930,41**	**2 694,18**	**22 624,59**	**7 580,77**
0000000017	Terrain Badminton p	16 000,00	12 168,89	3 200,00	15 368,89	631,11
Taux : 20,0	Départ : 12/03/2014					
Linéaire	5 ans					
0000000022	Autolaveuse Multiwa	2 580,00	2 259,29	320,71	2 580,00	
Taux : 25,0	Départ : 30/06/2014					
Linéaire	4 ans					
0000000029	Moteur kart Honda	4 723,84	3 772,51	951,33	4 723,84	
Taux : 25,0	Départ : 21/10/2014					
Linéaire	4 ans					
0000000039	Autolaveuse Colom	10 500,00	5 053,13	2 625,00	7 678,13	2 821,87
Taux : 25,0	Départ : 28/01/2016					
Linéaire	4 ans					
0000000046	Summit S 220V	12 000,00	493,33	2 400,00	2 893,33	9 106,67
Taux : 20,0	Départ : 17/10/2017					
Linéaire	5 ans					
0000000064	Palans Liftket Patinoi	11 646,16		2 822,58	2 822,58	8 823,58
Taux : 25,0	Départ : 12/01/2018					
Linéaire	4 ans					
0000000065	Palans Liftket Patinoi	4 991,20		1 209,67	1 209,67	3 781,53
Taux : 25,0	Départ : 12/01/2018					
Linéaire	4 ans					
0000000068	Pied de levage+struc	16 178,00		1 083,03	1 083,03	15 094,97
Taux : 10,0	Départ : 30/04/2018					
Linéaire	10 ans					
0000000076	Laveuse sol Viper A	5 300,00		776,60	776,60	4 523,40
Taux : 25,0	Départ : 30/05/2018					
Linéaire	4 ans					
0000000077	Autolaveuse HAKO	5 600,00		742,78	742,78	4 857,22
Taux : 25,0	Départ : 20/06/2018					
Linéaire	4 ans					
Total 2150000		**101 743,56**	**35 717,56**	**16 385,65**	**52 103,21**	**49 640,35**
2154100	Matériel Vidéo et					
0000000069	Cube Ecrans Led 4	136 600,00		25 119,22	25 119,22	111 480,78
Taux : 20,0	Départ : 30/01/2018					
Linéaire	5 ans					
Total 2154100		**136 600,00**		**25 119,22**	**25 119,22**	**111 480,78**
	A reporter	**256 324,56**	**148 597,56**	**43 945,10**	**87 622,66**	**168 701,90**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
	Report	**256 324,56**	**43 677,56**	**43 945,10**	**87 622,66**	**168 701,90**
2181000	Agencements, a					
0000000001 Taux : 20,0 Linéaire	ALTRAD tribune Départ : 24/05/2013 5 ans	3 250,00	2 974,10	275,90	3 250,00	
0000000004 Taux : 20,0 Linéaire	Tribune 996 place 21 Départ : 28/02/2013 5 ans	80 000,00	77 208,61	2 791,39	80 000,00	
0000000012 Taux : 20,0 Linéaire	Complément tribune Départ : 23/12/2013 5 ans	1 827,60	1 469,42	358,18	1 827,60	
0000000014 Taux : 20,0 Linéaire	Etriers Départ : 04/11/2013 5 ans	870,00	721,74	148,26	870,00	
0000000015 Taux : 20,0 Linéaire	Tribune démontable Départ : 22/11/2013 5 ans	2 500,00	2 049,24	450,76	2 500,00	
0000000030 Taux : 16,66 Linéaire	Tour piste polyéthylè Départ : 17/12/2014 6 ans	500,00	253,23	83,33	336,56	163,44
0000000031 Taux : 16,66 Linéaire	Tour piste support lia Départ : 16/12/2014 6 ans	704,00	356,88	117,33	474,21	229,79
0000000032 Taux : 16,66 Linéaire	Tour piste protect + Départ : 16/12/2014 6 ans	1 223,00	619,98	203,83	823,81	399,19
0000000033 Taux : 16,66 Linéaire	Verres trempe 12 m Départ : 16/12/2014 6 ans	6 467,94	3 278,89	1 077,99	4 356,88	2 111,06
0000000048 Taux : 20,0 Linéaire	Filets de protection Départ : 20/07/2017 5 ans	5 500,00	491,94	1 100,00	1 591,94	3 908,06
0000000049 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement Loge Départ : 01/10/2017 5 ans	4 912,01	245,60	982,40	1 228,00	3 684,01
	A reporter	**364 079,11**	**133 347,19**	**51 534,47**	**184 881,66**	**179 197,45**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
	Report	**364 079,11**	**133 347,19**	**51 534,47**	**184 881,66**	**179 197,45**
0000000051 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement 40 C Départ : 01/11/2017 5 ans	2 796,91	93,23	559,38	652,61	2 144,30
0000000052 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement 20 C Départ : 01/12/2017 5 ans	1 291,00	21,52	258,20	279,72	1 011,28
0000000053 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement Loge Départ : 01/11/2017 5 ans	7 889,29	262,98	1 577,86	1 840,84	6 048,45
0000000060 Taux : 20,0 Linéaire	Lampes Lyres 16R Départ : 22/02/2018 5 ans	2 901,00		498,01	498,01	2 402,99
0000000061 Taux : 20,0 Linéaire	Lampes Lyres Robot Départ : 05/02/2018 5 ans	17 696,00		3 204,94	3 204,94	14 491,06
0000000078 Taux : 20,0 Linéaire	Cablage Ecran Led F Départ : 28/08/2018 5 ans	4 128,00		282,08	282,08	3 845,92
0000000079 Taux : 20,0 Linéaire	Cabines sanitaires PA Départ : 22/06/2018 5 ans	5 451,37		572,39	572,39	4 878,98
0000000083 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement Vestia Départ : 28/06/2018 5 ans	10 109,35		1 027,78	1 027,78	9 081,57
0000000084 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement vestia Départ : 31/07/2018 5 ans	9 411,34		784,28	784,28	8 627,06
0000000085 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement Vestia Départ : 30/08/2018 5 ans	3 740,03		251,41	251,41	3 488,62
0000000086 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement Loge Départ : 31/07/2018 5 ans	5 107,75		425,65	425,65	4 682,10
0000000087 Taux : 20,0 Linéaire	Aménagement Loge Départ : 30/08/2018 5 ans	6 297,48		423,33	423,33	5 874,15
	A reporter	**440 898,63**	**133 724,92**	**61 399,78**	**195 124,70**	**245 773,93**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
	Report	**440 898,63**	**133 724,92**	**61 399,78**	**195 124,70**	**245 773,93**
0000000088	Aménagement Loge	11 810,10		610,19	610,19	11 199,91
Taux : 20,0	Départ : 28/09/2018					
Linéaire	5 ans					
0000000090	Aménagement Salle	15 619,30		134,50	134,50	15 484,80
Taux : 10,0	Départ : 30/11/2018					
Linéaire	10 ans					
0000000091	Plomberie Sanitaires	15 134,91		4,20	4,20	15 130,71
Taux : 10,0	Départ : 31/12/2018					
Linéaire	10 ans					
0000000092	Aménagement Salle	30 399,63		84,44	84,44	30 315,19
Taux : 10,0	Départ : 21/12/2018					
Linéaire	10 ans					
0000000093	Aménagement Salle	21 787,46		60,52	60,52	21 726,94
Taux : 10,0	Départ : 21/12/2018					
Linéaire	10 ans					
0000000094	Aménagement Loge	16 293,59		99,57	99,57	16 194,02
Taux : 20,0	Départ : 20/12/2018					
Linéaire	5 ans					
0000000095	Filet de Protection R	2 025,40		20,25	20,25	2 005,15
Taux : 20,0	Départ : 13/12/2018					
Linéaire	5 ans					
0000000098	Plomberie Sanitaire	2 672,25		23,01	23,01	2 649,24
Taux : 10,0	Départ : 30/11/2018					
Linéaire	10 ans					
Total 2181000		**300 316,71**	**90 047,36**	**18 491,36**	**108 538,72**	**191 777,99**
2182000	Mat. de transport					
0000000036	Véhicule Hybride El	39 130,00	23 641,04	9 782,50	33 423,54	5 706,46
Taux : 25,0	Départ : 31/07/2015					
Linéaire	4 ans					
Total 2182000		**39 130,00**	**23 641,04**	**9 782,50**	**33 423,54**	**5 706,46**
2183000	Mat. de bureau et					
0000000006	HP 8300E CMT Core	1 048,00	1 048,00		1 048,00	
Taux : 33,33	Départ : 31/07/2013					
Linéaire	3 ans					
	A reporter	**596 819,27**	**158 413,96**	**72 218,96**	**230 632,92**	**366 186,35**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
	Report	**596 819,27**	**158 413,96**	**72 218,96**	**230 632,92**	**366 186,35**
0000000020 Taux : 33,33 Linéaire	Copieur SHARP MX Départ : 31/05/2014 3 ans	7 900,00	7 900,00		7 900,00	
0000000021 Taux : 33,33 Linéaire	Portable HP + station Départ : 30/06/2014 3 ans	1 667,00	1 667,00		1 667,00	
0000000023 Taux : 33,33 Linéaire	Watchguard firebox Départ : 16/06/2014 3 ans	559,85	559,85		559,85	
0000000026 Taux : 33,33 Linéaire	Watchguard XTM 25 Départ : 30/06/2014 3 ans	1 010,00	1 010,00		1 010,00	
0000000027 Taux : 33,33 Linéaire	NAS 2x2 To Synology Départ : 28/11/2014 3 ans	609,00	609,00		609,00	
0000000034 Taux : 33,33 Linéaire	Watchguard Firebox Départ : 27/02/2015 3 ans	870,00	824,89	45,11	870,00	
0000000035 Taux : 33,33 Linéaire	Switch Modulaire IM Départ : 26/03/2015 3 ans	1 587,00	1 462,10	124,90	1 587,00	
0000000040 Taux : 33,33 Linéaire	HP Prodesk 400 Def Départ : 01/01/2017 3 ans	986,00	328,67	328,67	657,34	328,66
0000000043 Taux : 33,33 Linéaire	OptiPlex 3050 SFF Départ : 31/07/2017 3 ans	1 007,18	139,89	335,73	475,62	531,56
0000000062 Taux : 33,33 Linéaire	PC Portable Regie V Départ : 04/01/2018 3 ans	2 000,00		661,11	661,11	1 338,89
0000000066 Taux : 33,33 Linéaire	Accrochage 4 Faces Départ : 23/01/2018 3 ans	5 120,00		1 602,37	1 602,37	3 517,63
0000000072 Taux : 33,33 Linéaire	IMac 21.5 ecran Reti Départ : 19/02/2018 3 ans	1 433,27		414,06	414,06	1 019,21
Total 2183000		**25 797,30**	**15 549,40**	**3 511,95**	**19 061,35**	**6 735,95**
	A reporter	**621 568,57**	**172 915,36**	**75 730,91**	**248 646,27**	**372 922,30**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
	Report	**621 568,57**	**172 915,36**	**75 730,91**	**248 646,27**	**372 922,30**
2184000	Mobilier de burea					
0000000005 Taux : 16,66 Linéaire	Mange debout pliant Départ : 30/10/2013 6 ans	1 450,98	1 008,30	241,83	1 250,13	200,85
0000000009 Taux : 16,66 Linéaire	Bar lumineux Départ : 30/10/2013 6 ans	2 097,00	1 457,22	349,50	1 806,72	290,28
0000000010 Taux : 16,66 Linéaire	Pouf couleur Départ : 30/10/2013 6 ans	316,00	219,60	52,67	272,27	43,73
0000000011 Taux : 16,66 Linéaire	Table cube lumineux Départ : 30/10/2013 6 ans	210,40	146,22	35,07	181,29	29,11
0000000025 Taux : 20,0 Linéaire	Potence ecrans galv Départ : 30/09/2014 5 ans	3 800,00	2 472,11	760,00	3 232,11	567,89
0000000081 Taux : 20,0 Linéaire	Arriere bar Portes BO Départ : 05/08/2018 5 ans	6 611,00		536,23	536,23	6 074,77
Total 2184000		**14 485,38**	**5 303,45**	**1 975,30**	**7 278,75**	**7 206,63**
	Total général	**636 053,95**	**178 218,81**	**77 706,21**	**255 925,02**	**380 128,93**

Etat des amortissements économiques

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Valeur acquisition	Amort. économiques antérieurs	Dotations économiques de l'exercice	Amort. économiques au 31/12/2018	Valeur nette comptable
2050000	Logiciels	12 981,00	2 960,00	2 440,23	5 400,23	7 580,77
2051000	Site Web	5 000,00	5 000,00		5 000,00	
2150000	Matériel et outill	101 743,56	35 717,56	16 385,65	52 103,21	49 640,35
2154100	Matériel Vidéo et	136 600,00		25 119,22	25 119,22	111 480,78
2181000	Agencements,	300 316,71	90 047,36	18 491,36	108 538,72	191 777,99
2182000	Mat. de transport	39 130,00	23 641,04	9 782,50	33 423,54	5 706,46
2183000	Mat. de bureau	25 797,30	15 549,40	3 511,95	19 061,35	6 735,95
2184000	Mobilier de bure	14 485,38	5 303,45	1 975,30	7 278,75	7 206,63
	Total général	**636 053,95**	**178 218,81**	**77 706,21**	**255 925,02**	**380 128,93**

Etat des immobilisations

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Date acquisition	Qtés	Valeur d'acquisition	Amort. économiques	Valeur nette comptable
2050000	Logiciels					
0000000013	Licence Deciplus	26/08/2013	1	1 800,00	1 800,00	
Mode : Linéaire	1 an	Taux : 100,00%				
0000000028	Licence Autocad LT 2015	03/12/2014	1	1 160,00	1 160,00	
Mode : Linéaire	1 an	Taux : 100,00%				
0000000063	Logiciel Video Sport Patinoire	04/01/2018	1	1 900,00	628,05	1 271,95
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000075	Licence Conqueror Pro BO	30/04/2018	1	8 121,00	1 812,18	6 308,82
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
	Total 2050000			**12 981,00**	**5 400,23**	**7 580,77**
2051000	Site Web					
0000000037	Cout de SET UP du site interne	01/07/2015	1	2 500,00	2 500,00	
Mode : Linéaire	1 an	Taux : 100,00%				
0000000038	Création de contenus éditoriaux	01/07/2015	1	2 500,00	2 500,00	
Mode : Linéaire	1 an	Taux : 100,00%				
	Total 2051000			**5 000,00**	**5 000,00**	
2150000	Matériel et outillage					
0000000002	Roulettes pour rack tribune	06/03/2013	108	2 258,96	2 258,96	
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000003	Rack de rangement tribune 61	08/03/2013	13	1 498,50	1 498,50	
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000007	Rack de rangement 850x1400	08/03/2013	6	686,30	686,30	
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000016	Achat 6 Billards Winners	18/02/2014	1	7 780,60	7 780,60	
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000017	Terrain Badminton portable 8.1	12/03/2014	4	16 000,00	15 368,89	631,11
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000022	Autolaveuse Multiwash 440 P	30/06/2014	1	2 580,00	2 580,00	
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000029	Moteur kart Honda GX200 RT2	21/10/2014	8	4 723,84	4 723,84	
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000039	Autolaveuse Colombus ARA B	28/01/2016	1	10 500,00	7 678,13	2 821,87
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000046	Summit S 220V	17/10/2017	1	12 000,00	2 893,33	9 106,67
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000064	Palans Liftket Patinoire	12/01/2018	4	11 646,16	2 822,58	8 823,58
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000065	Palans Liftket Patinoire	12/01/2018	4	4 991,20	1 209,67	3 781,53
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000068	Pied de levage+structure	30/04/2018	1	16 178,00	1 083,03	15 094,97
Mode : Linéaire	10 ans	Taux : 10,00%				
0000000076	Laveuse sol Viper AS530R PA	30/05/2018	1	5 300,00	776,60	4 523,40
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
0000000077	Autolaveuse HAKO B750R ST	20/06/2018	1	5 600,00	742,78	4 857,22
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
	Total 2150000			**101 743,56**	**52 103,21**	**49 640,35**
2154100	Matériel Vidéo et nouvelles technol					

A reporter	**119 724,56**	**62 503,44**	**57 221,12**

Code	Désignation	Date acquisition	Qtés	Valeur d'acquisition	Amort. économiques	Valeur nette comptable
			Report	**119 724,56**	**62 503,44**	**57 221,12**
0000000069	Cube Ecrans Led 4 Faces	30/01/2018	1	136 600,00	25 119,22	111 480,78
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
	Total 2154100			**136 600,00**	**25 119,22**	**111 480,78**
2181000	Agencements, aménagements divers					
0000000001	ALTRAD tribune	24/05/2013	1	3 250,00	3 250,00	
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000004	Tribune 996 place 21 rangs	28/02/2013	1	80 000,00	80 000,00	
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000012	Complément tribune	23/12/2013	1	1 827,60	1 827,60	
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000014	Etriers	04/11/2013	6	870,00	870,00	
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000015	Tribune démontable	22/11/2013	1	2 500,00	2 500,00	
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000030	Tour piste polyéthylène	17/12/2014	96	500,00	336,56	163,44
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000031	Tour piste support liaison polyc	16/12/2014	45	704,00	474,21	229,79
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000032	Tour piste protect + charniere vi	16/12/2014	4	1 223,00	823,81	399,19
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000033	Verres trempe 12 mm tour de p	16/12/2014	9	6 467,94	4 356,88	2 111,06
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000048	Filets de protection RAITA	20/07/2017	1	5 500,00	1 591,94	3 908,06
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000049	Aménagement Loge Mira Pati	01/10/2017	1	4 912,01	1 228,00	3 684,01
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000051	Aménagement 40 Casiers Bowl	01/11/2017	40	2 796,91	652,61	2 144,30
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000052	Aménagement 20 Casiers Bowl	01/12/2017	20	1 291,00	279,72	1 011,28
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000053	Aménagement Loge Synoptique	01/11/2017	1	7 889,29	1 840,84	6 048,45
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000060	Lampes Lyres 16R Patinoire	22/02/2018	12	2 901,00	498,01	2 402,99
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000061	Lampes Lyres Robotisees Pati	05/02/2018	12	17 696,00	3 204,94	14 491,06
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000078	Cablage Ecran Led Fibre Opti	28/08/2018	1	4 128,00	282,08	3 845,92
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000079	Cabines sanitaires PA	22/06/2018	1	5 451,37	572,39	4 878,98
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000083	Aménagement Vestiaire Club	28/06/2018	1	10 109,35	1 027,78	9 081,57
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000084	Aménagement vestiaire Club	31/07/2018	1	9 411,34	784,28	8 627,06
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000085	Aménagement Vestiaires Club	30/08/2018	1	3 740,03	251,41	3 488,62
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000086	Aménagement Loges et Sanitai	31/07/2018	1	5 107,75	425,65	4 682,10
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				

A reporter	**434 601,15**	**194 701,37**	**239 899,78**

Etat des immobilisations

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Date acquisition	Qtés	Valeur d'acquisition	Amort. économiques	Valeur nette comptable
			Report	**434 601,15**	**194 701,37**	**239 899,78**
0000000087	Aménagement Loges et Sanitai	30/08/2018	1	6 297,48	423,33	5 874,15
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000088	Aménagement Loges et Sanitai	28/09/2018	1	11 810,10	610,19	11 199,91
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000090	Aménagement Salle Boxe	30/11/2018	1	15 619,30	134,50	15 484,80
Mode : Linéaire	10 ans	Taux : 10,00%				
0000000091	Plomberie Sanitaires Boxe	31/12/2018	1	15 134,91	4,20	15 130,71
Mode : Linéaire	10 ans	Taux : 10,00%				
0000000092	Aménagement Salle Boxe	21/12/2018	1	30 399,63	84,44	30 315,19
Mode : Linéaire	10 ans	Taux : 10,00%				
0000000093	Aménagement Salle Boxe	21/12/2018	1	21 787,46	60,52	21 726,94
Mode : Linéaire	10 ans	Taux : 10,00%				
0000000094	Aménagement Loges et Sanitai	20/12/2018	1	16 293,59	99,57	16 194,02
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000095	Filet de Protection Raita	13/12/2018	1	2 025,40	20,25	2 005,15
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000098	Plomberie Sanitaire Boxe	30/11/2018	1	2 672,25	23,01	2 649,24
Mode : Linéaire	10 ans	Taux : 10,00%				
	Total 2181000			**300 316,71**	**108 538,72**	**191 777,99**
2182000	Mat. de transport					
0000000036	Véhicule Hybride Electrique	31/07/2015	1	39 130,00	33 423,54	5 706,46
Mode : Linéaire	4 ans	Taux : 25,00%				
	Total 2182000			**39 130,00**	**33 423,54**	**5 706,46**
2183000	Mat. de bureau et mat. informatique					
0000000006	HP 8300E CMT Core I5 4Go	31/07/2013	1	1 048,00	1 048,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000020	Copieur SHARP MX-3640N	31/05/2014	1	7 900,00	7 900,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000021	Portable HP + station d'accueil	30/06/2014	1	1 667,00	1 667,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000023	Watchguard firebox	16/06/2014	1	559,85	559,85	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000026	Watchguard XTM 25	30/06/2014	1	1 010,00	1 010,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000027	NAS 2x2 To Synology	28/11/2014	1	609,00	609,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000034	Watchguard Firebox T10	27/02/2015	1	870,00	870,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000035	Switch Modulaire IM4tx/2fx	26/03/2015	1	1 587,00	1 587,00	
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000040	HP Prodesk 400 Defis	01/01/2017	1	986,00	657,34	328,66
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000043	OptiPlex 3050 SFF Ordinateur	31/07/2017	1	1 007,18	475,62	531,56
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000062	PC Portable Regie Video Patin	04/01/2018	1	2 000,00	661,11	1 338,89
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
			A reporter	**615 015,30**	**246 629,84**	**368 385,46**

Etat des immobilisations

Exercice du 01/01/2018
au 31/12/2018

au 31/12/2018

051 SBSL AXEL VEGA

Tenue de compte : EURO

Code	Désignation	Date acquisition	Qtés	Valeur d'acquisition	Amort. économiques	Valeur nette comptable
			Report	**615 015,30**	**246 629,84**	**368 385,46**
0000000066	Accrochage 4 Faces Video	23/01/2018	1	5 120,00	1 602,37	3 517,63
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
0000000072	IMac 21.5 ecran Retina	19/02/2018	1	1 433,27	414,06	1 019,21
Mode : Linéaire	3 ans	Taux : 33,3333%				
	Total 2183000			**25 797,30**	**19 061,35**	**6 735,95**
2184000	Mobilier de bureaux					
0000000005	Mange debout pliant + housse -	30/10/2013	8	1 450,98	1 250,13	200,85
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000009	Bar lumineux	30/10/2013	3	2 097,00	1 806,72	290,28
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000010	Pouf couleur	30/10/2013	8	316,00	272,27	43,73
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000011	Table cube lumineux 32x32x32	30/10/2013	2	210,40	181,29	29,11
Mode : Linéaire	6 ans	Taux : 16,6667%				
0000000025	Potence ecrans galv RAL9005	30/09/2014	8	3 800,00	3 232,11	567,89
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
0000000081	Arriere bar Portes BO	05/08/2018	1	6 611,00	536,23	6 074,77
Mode : Linéaire	5 ans	Taux : 20,00%				
	Total 2184000			**14 485,38**	**7 278,75**	**7 206,63**
			Total général	**636 053,95**	**255 925,02**	**380 128,93**

D-2019/506
Golf de Bordeaux-Lac. Compte rendu annuel de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Information.

Madame Arielle PIAZZA, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 23 novembre 2009, vous avez confié à la société Blue Green la conception, la réalisation et le financement d'investissements ainsi que la gestion et l'exploitation du Golf de Bordeaux Lac, sous la forme d'un contrat de concession de travaux et de service public pour une durée de 15 ans à effet au 1er novembre 2010.

Blue Green est une société par actions simplifiée à associé unique, au capital de 187 083 euros, dont le siège social est situé à Cergy Pontoise. Son Président est Monsieur Manuel Biota.

Conformément à l'article 1413-1 du Code général des collectivités territoriales, la CCSPL examine chaque année le rapport établi par le délégataire de service public. Son examen vous est présenté sur la base du présent rapport.

Le Golf de Bordeaux Lac est un équipement d'une superficie de 110 hectares regroupant les installations golfiques suivantes :

- deux parcours de 18 trous : la Jalle (créé en 1978) et les Etangs (créé en 1990) ;

- plusieurs zones d'entraînement : 1 practice éclairé de 76 postes couverts, 1 putting green de 9 trous, un pitching-putting green de 9 trous et une zone d'entraînement ;

- un Club-House ;

- des bâtiments annexes : 1 magasin de golf, 1 local à chariots, 1 atelier, 3 maisons de fonction, une salle de formation, des parkings et 2 mini chalets starter.

Une démarche nationale « Golf et Nature » a été engagée depuis 2011 par la société Blue Green et elle a abouti à un plan d'actions pour le golf de Bordeaux Lac annexé à la présente délibération. Le Golf de Bordeaux Lac s'est également engagé dans la démarche « pelouse sportive écologique » depuis 2015.

I – L'évolution de l'activité

Le Golf de Bordeaux Lac cède sa première place au Golf de Pessac en termes d'abonnés dans le réseau Bluegreen.

Le chiffre d'affaires du golf de Bordeaux Lac est en légère baisse avec 2 037 K euros en 2018 pour 2114 K euros en 2017.

En 2018, le chiffre d'affaires du Golf de Bordeaux Lac se compose principalement 76%, du chiffre d'affaires de l'activité Golf et à 19% du chiffre d'affaires enseignement, les 5% restants représentent le chiffre d'affaires location (loyer, restaurant et boutique).

1.1 Le chiffre d'affaires Golf

Les 76% du chiffre d'affaires Golf se décomposent de la manière suivante :
- 53% du chiffre d'affaires repose sur les abonnements,
- 15% sur les green-fees,
- 8% sur le practice.

L'enseignement représente 10% du chiffre d'affaires.
Les 5% restants reposent sur la location de voiturettes, la carte Blue Green et les autres produits.

- Les abonnements :
Le chiffre d'affaires des abonnements a légèrement augmenté en 2018, il atteint 1 107 K euros contre 1 056 K€ en 2017. Cette hausse valide le travail réalisé par le concessionnaire concernant la fidélisation des clients.

Plus de 45 % des abonnés du Golf de Bordeaux-Lac viennent de Bordeaux. La majorité des golfeurs se situe entre 50 et 70 ans. Un rajeunissement de la population apparaît cependant dans les formules enseignement.

- Les green-fees (non abonnés) :
Le chiffre d'affaires 2018 des green-fees connaît une forte baisse avec 309 K€ contre 352 K euros en 2017 qui était une excellente année. L'évolution positive du nombre d'abonnement est en lien avec cette baisse puisque les abonnés ne génèrent pas de green-fees.

- Le practice :
Le chiffre d'affaires du practice est, quant à lui, assez stable avec 173 K€ en 2018 pour 189 K€ en 2017.

1.2 Le chiffre d'affaires Enseignement :

Le chiffre d'affaires de l'enseignement a légèrement diminué : 392 K euros sur l'exercice 2018, contre 410 K euros sur l'exercice 2017.

Les journées portes ouvertes au Golf de Bordeaux Lac ont pourtant connu en 2018 une nouvelle fois un réel succès.

L'école de Golf a connu en 2018/2019 un fort développement, avec une augmentation de 8,25%, soit 17 élèves supplémentaires. Elle est en effet composée en 2018 de 223 jeunes, nés entre 2001 et 2015.

Concernant la répartition des abonnés, 73% sont des hommes et 27% des femmes. Des actions favorisant la présence des femmes au Golf de Bordeaux-Lac seront engagées en 2019.

II - Le personnel

Le golf de Bordeaux-Lac compte 27 salariés dont 3 cadres et 1 personne travaillant à temps partiel. 4 contrats de qualification/professionnalisation et 2 emplois d'avenir évoluent au Golf. La direction du golf de Bordeaux-Lac a évolué en 2018 avec un changement à sa tête. La charges de personnel ont augmenté en raison d'une gestion double Bordeaux/Pessac au premier semestre 2018 et de la nécessité de recruter sur les postes d'accueil pour assurer une présence physique aux usagers du golf.

III – L'évolution des ouvrages

Conformément à ses obligations, la société Blue Green SAS a effectué en 2018 un certain nombre de travaux relatifs à l'embellissement ou à l'amélioration des équipements et installations golfiques :

- The stadium concept : 17 000 €
- Remplacement aspiration des Etangs : 3 974 €
- Variateurs pompe des Etangs : 3 956 €

Le délégataire a réalisé 100 077,29 € d'investissements (détail page 97 du rapport) :

- *D'une part des travaux d'embellissement ou améliorations des équipements et installations golfiques pour 82 775,54 € dont :*

- *57 845,54 € financés par la part variable dite complémentaire de 2% :*
    - Sablage du parcours de la Jalle : 5 368,02 €
    - Clôture anti-sangliers : 33 300 €
    - Casier Caddy master : 4 582 €
    - Boules de départ (présence du Logo Ville de Bordeaux) : 3 078 €
    - Matériel de parcours : 9 887,52 €
    - Moteur porte atelier : 550 €
    - Porte atelier : 1 080 €

- *24 930 € autofinancés (hors part variable dite complémentaire de 2%)*

- *D'autre part, des acquisitions de matériels pour 17 301,75 euros.*

Les travaux envisagés pour 2019 portent notamment sur la clôture anti-sangliers et le sablage des zones de jeu.

La mise à jour des biens et leur classification est actuellement en cours. Dans ce contexte, les informations présentées dans le rapport du délégataire sur ce sujet n'engagent pas la ville de Bordeaux et sont susceptibles d'évoluer.

IV - Le plan d'action biodiversité et démarche pelouse sportive écologique

La société Blue Green SAS a lancé le programme « Golf et Nature » visant à préserver l'environnement et valoriser la biodiversité via une gestion éco-responsable et éco-durable des écosystèmes sur son réseau de golfs en France.

Sont développés dans le rapport annuel l'ensemble des modalités d'entretien des parcours avec cet objectif éco-responsable à Bordeaux-Lac.
La préservation de la biodiversité et la gestion durable de la ressource en eau restent également des priorités pour le Golf de Bordeaux Lac. Les conditions climatiques ont entraîné une augmentation de la consommation en eau en 2018. Les 5 mois de la période entre juin et octobre n'ont fourni que très peu d'eau, un arrosage a été nécessaire pour faire descendre les températures des fairways et des greens et conserver une surface de jeu adéquate pour les usagers.

Par ailleurs, ces fortes chaleurs de l'été ont permis de ne pas connaître d'expansion des maladies sur les greens et donc une diminution de l'usage des produits phytosanitaires, remplacés dès que possible par des produits alternatifs et adaptés aux besoins du golf.

La société Blue Green SAS s'est engagée pour le golf de Bordeaux - Lac dans une démarche de labellisation « pelouse sportive écologique » comme base d'évaluation de sa démarche éco responsable. En 2018, les actions menées en ce sens sont les suivantes :

- Mise en place d'un plan de formation des jardiniers pour l'usage des produits phytosanitaires
- Inscription des intendants aux formations sur l'usage des produits alternatifs
- Etude de sol réalisée par la société Lob Green
- Travail en cours sur un partenariat avec le Lycée Horticole de Bordeaux.

Le tableau de suivi de la mise en place de la labellisation « pelouse sportive écologique » figure en annexe du rapport annuel 2018.

V – Eléments financiers

Le Golf de Bordeaux Lac est une entité gérée par la société Blue Green SAS, parmi d'autres. Ce rapport présente uniquement les données financières qui correspondent au Golf de Bordeaux Lac et non celles des autres structures gérées par Blue Green SAS. Le contrat de délégation ne prévoyait pas la création d'une société spécifiquement dédiée à l'exécution du contrat.
Les capitaux propres de la société Blue Green sont négatifs d'environ 3,5 millions d'euros au 31/12/2018. Néanmoins le commissaire aux comptes a certifié les comptes ce qui est

rassurant. Cette situation implique une recapitalisation de la société par ses actionnaires dans les deux ans. A défaut, tout tiers intéressé peut demander la dissolution de la société.

Tous les ans, le délégataire présente dans son rapport des comptes de résultat sous différents formats :

- l'un est issu de sa comptabilité analytique (il se nomme « compte d'exploitation analytique » dans le rapport du délégataire),
- l'autre de sa comptabilité générale (il est intitulé « compte de résultat » dans le rapport du délégataire).

Certains reclassements de poste à poste comptables sont opérés entre la comptabilité générale et la comptabilité analytique. Cela entraine des divergences au niveau des montants de certaines rubriques en comptabilité analytique par rapport à la comptabilité générale. Ne s'agissant que de différences de présentation, le résultat net reste identique en comptabilité générale et en comptabilité analytique. Les finalités de ces deux états étant différentes, il est logique que la ventilation des produits et des charges diverge d'un compte de résultat à l'autre.

Ci-après, les comptes de résultat réels 2018 et 2017 synthétiques du Golf de Bordeaux Lac au format comptabilité générale du délégataire :

Comptabilité générale en K€	Réel 2018	Réel 2017	Variation 2018/2017
Chiffre d'affaires	*2 038*	*2 071*	*- 33*
Autres produits d'exploitation	*81*	*70*	*11*
Produits d'exploitation	2 119	2 141	- 22
Charges d'exploitation	1 786	1 729	57
Résultat d'exploitation	332	412	- 80
Résultat financier	-	-	-
Résultat exceptionnel	131	43	88
Résultat avant frais de siège	**463**	**455**	**8**
Frais de siège	152	139	13
Résultat après frais de siège	**312**	**317**	**- 5**

Ci-après, les comptes de résultat réels et prévisionnels 2018 et 2017 synthétiques selon la comptabilité analytique du délégataire. Ils se décomposent en deux états, le « compte d'exploitation analytique par activité » et le « compte d'exploitation analytique toutes activités confondues ».

Compte d'exploitation analytique par activité :

Comptabilité analytique en K€		Réel 2018	Réel 2017	Variation 2018/2017	Prévi. CEP 2018	Ecart Réel/Prévi 2018
Golf	Chiffre d'affaires	1 647	1 647	-	2 162	- 515
	Charges de personnel	- 560	- 507	- 53	- 608	48
	Autres charges	- 217	- 229	12	- 208	- 9
	Provisions exploitation	- 1	-	- 1	-	- 1
	Total Golf	869	911	- 42	1 346	- 477
Enseignement	Chiffre d'affaires	392	410	- 18	532	- 140
	Charges de personnel	- 204	- 280	76	- 213	9
	Autres charges	- 23	- 21	- 2	-	- 23
	Provisions exploitation	- 1	-	- 1	-	- 1
	Total Enseignement	164	109	55	319	- 155
Proshop	Chiffre d'affaires	4	3	1	6	- 2
	Coût matières	- 0	- 4	4	-	- 0
	Total Proshop	4	- 1	5	6	- 2
Autres activités	Total autres activités	46	54	- 8	46	-
Charges indirectes	Charges de personnel	- 58	- 72	14	- 197	139
	Impôts et taxes		-	-	-	-
	Autres charges	- 140	- 122	- 18	- 236	96
	Provisions exploitation	- 4	- 2	- 2	-	- 4
	Total charges indirectes	- 202	- 196	- 6	- 433	231
Revenu Brut d'Exploitation		881	877	4	1 284	- 403

Compte d'exploitation analytique toutes activités confondues :

Comptabilité analytique en K€	Réel 2018	Réel 2017	Variation 2018/2017	Prévi. CEP 2018	Ecart Réel/Prévi 2018
Chiffre d'affaires (CA)	2 089	2 114	-26	2 746	-657
Coût matières	0	-4	4	0	0
Charges de personnel nettes CICE	-821	-859	37	-1 018	197
Impôts & taxes	0		0	0	0
Autres charges	-380	-373	-8	-444	64
Provisions exploitation	-6	-2	-4	0	-6
Revenu Brut d'Exploitation	881	877	4	1 284	-403
CICE	33	34	-1	0	33
Impôts et taxes	-37	-37	0	-51	14
Loyer immobilier	-65	-74	9	-138	73
CB & Locations financières	-10	-11	1	-116	106
Amort & Provisions	-334	-330	-4	-365	31
Exceptionnel	-4	-3	-1		-4
Résultat avant frais de siège	**464**	**456**	**8**	**614**	**-150**
Total frais de structure	-152	-139	-13	-220	68
Résultat Net	**312**	**317**	**-5**	**394**	**-82**
Soldes compte résultat hors CA	**-1 777**	**-1 797**	**20**	**-2 352**	**575**

La comptabilité analytique présentée par le délégataire, ne permet pas de rattacher toutes les charges d'une activité aux produits de cette activité. Des charges et produits ne sont pas ventilés, et ce à hauteur de 618 K euros :

- 202 K euros de charges indirectes incluses dans le revenu brut d'exploitation ;
- 417 K euros de charges indirectes hors revenu brut d'exploitation.

Ainsi, il est difficile de réaliser une analyse de marge par activité. Ces états n'ont donc pas été exploités par les services dans cet optique mais dans l'objectif d'analyser les variations par rapport à l'exercice précédent et au prévisionnel contractuel.

Le résultat net 2018 est de 312 K euros contre 317 K euros en 2017, soit une baisse de 5 K euros.

V.I Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2018 selon la comptabilité analytique s'élève à 2 089 K euros. Il est en légère baisse par rapport à 2017, - 26 k€ soit – 1,2%. Le détail des variations du chiffre d'affaires réel par activité est exposé dans le présent rapport en partie « I – Evolution de l'activité ».

Le chiffre d'affaires 2018 est inférieur au prévisionnel de 657 K euros. En effet, lorsque le délégataire a construit ses comptes prévisionnels, il n'a pas pu anticiper certains événements extérieurs comme les crises économiques de 2008 et 2012, des conditions météorologiques difficiles en 2013 et 2014 et une forte concurrence qui ont porté préjudice au nombre d'abonnés initialement envisagé.

V.II Charges

Au total les soldes du compte de résultat analytique, hors chiffres d'affaires, sont des montants négatifs à hauteur de 1 777 K euros en 2018, 1 797 K euros en 2017 et 2 352 K euros au prévisionnel. Ces postes sont donc inférieurs ;

- de 20 K euros en 2018 par rapport à 2017 ;
- de 575 K euros par rapport au prévisionnel.

Les principaux postes de charges sont :

- les charges de personnel de 821 K euros ;
- les autres charges de 380 K euros ;
- les amortissements et provisions de 334 K euros.

La diminution des charges de 20 K euros en 2018 par rapport à 2017 s'explique principalement par une baisse des charges de personnel.

V.II.1 Les charges de personnel

Les charges de personnel 2018, nettes du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) sont de 788 K euros contre 825 K euros en 2017 et 1 018 K euros au prévisionnel. La diminution de 37 K€ par rapport à 2017, soit – 4,5%, s'explique principalement par une diminution des charges du personnel de Direction puisque ce poste a été partagé sur deux golfs durant le premier semestre 2018 et non intégralement à charge du golf de Bordeaux Lac. De plus, les charges de personnel avant CICE sont inférieures au prévisionnel de 197 K euros. Cela est cohérent puisque l'activité réelle est inférieure à l'activité prévisionnelle.

V.II.2 Les autres charges d'exploitation

Les autres charges s'élèvent à 380 K euros en 2018 contre 373 K euros en 2017 et 444 K euros prévus. Ces charges sont donc relativement stables entre 2018 et 2017. Comme pour les charges de personnel, le fait que les autres charges d'exploitation soient inférieures aux charges prévisionnelles est cohérent puisque l'activité réelle est elle-même inférieure à l'activité prévisionnelle.

V.II.3 Les amortissements, provisions et investissements

Les amortissements et provisions s'élèvent à 334 K euros au 31/12/2018. Ces charges sont stables.

En ce qui concerne le suivi des investissements, le montant total des immobilisations brutes hors immobilisations en cours et immobilisations financières s'élèvent à 3 274 K€. Or, le détail des immobilisations communiquées par le délégataire au 31/12/2018 s'élève à 3 727 k€. Le fichier des immobilisations ne cadre pas avec les comptes car une immobilisation présente dans le fichier n'est pas présente en comptabilité. Il s'agit de l'immobilisation « 2018 1220 1472 [5 ans.Hist] 9/9/2018 Piguy sport - boules de départ » dont la valeur brute est de 3 078 €. Cette immobilisation devra être comptabilisée en 2019.

Parmi les biens acquis en 2018, certains biens financés par le 2% sont indiqués comme étant des biens de reprise et non des biens de retour. Il s'agit par exemple des biens suivants :

- « 2018 1220 1470 [5 ans.Hist] 9/1/2018 Piguy sport - équipement complet du parcours et practice (reprise du contrat) » pour 9 888 € ;
- « 2018 1220 1472 [5 ans.Hist] 9/9/2018 Piguy sport - boules de départ » pour 3 078 € ;
- « 2018 1220 1467 [10 ans.Hist] 4/12/2018 Piguy golf challenge - casiers clients » pour 4 582 €.

Par ailleurs, les définitions des biens de retour, reprise et propres données dans le rapport d'activité du délégataire en page 47 ne sont pas conformes au Code de la commande publique. Pour rappel les définitions issues de l'article L3132-4 du Code de la commande publique sont les suivantes :

Lorsqu'une autorité concédante de droit public a conclu un contrat de concession de travaux ou a concédé la gestion d'un service public :

1° Les biens, meubles ou immeubles, qui résultent d'investissements du concessionnaire et sont nécessaires au fonctionnement du service public sont les ***biens de retour****. Dans le silence du contrat, ils sont et demeurent la propriété de la personne publique dès leur réalisation ou leur acquisition ;*

2° Les biens, meubles ou immeubles, qui ne sont pas remis au concessionnaire par l'autorité concédante de droit public et qui ne sont pas indispensables au fonctionnement du service public sont ***les biens de reprise.*** *Ils sont la propriété du concessionnaire, sauf stipulation contraire prévue par le contrat de concession ;*

*3° Les biens qui ne sont ni des biens de retour, ni des biens de reprise, sont des **biens propres**. Ils sont et demeurent la propriété du concessionnaire.*

V.II.4 Crédit-bail et locations financières

Ces charges correspondent à des loyers financiers qui avaient permis à la structure de se doter en 2011 de divers équipements, principalement de voiturettes. Tous ces contrats de 2011 sont arrivés à terme mi-2016. Une seule voiturette a été financée par le biais d'un contrat de location financement en 2016. En 2018, ces frais sont donc de 10 K euros contre 11 K euros en 2017. Ils sont stables.

V.II.6 Redevance

En 2018, le montant de ce poste est de 65 K euros contre 74 K euros en 2017 soit -9 K euros. Il est constitué :

- de la redevance fixe de 1 K euros versée par le délégataire à la Ville pour occupation du domaine public . Ce montant est conforme à l'article 39 du contrat ;
- de la part variable dite « de base » de 63 K euros, définie à l'article 39 du contrat. Elle correspond à 3% du chiffre d'affaires de l'exercice précédent, et est versée par le délégataire à la Ville. Son montant est habituellement calculé sur le chiffre d'affaires issu de la comptabilité générale et non de la comptabilité analytique. Le calcul présenté par le délégataire en page 31 du rapport s'appuie sur le chiffre d'affaires analytique à tort. La redevance « part variable » devrait donc être de 61 K€ et non 63 K€.

  La redevance versée par la Ville au délégataire étant assise sur le chiffre d'affaires, des contrôles ont été opérés sur ce poste. Un bouclage entre le chiffre d'affaires issu de la comptabilité générale qui correspond à l'assiette du calcul et le chiffre d'affaires issu de la comptabilité analytique a été obtenu. Néanmoins, le délégataire n'a pas été en mesure de produire un rapprochement du chiffre d'affaires comptable avec le chiffre d'affaires issu de sa gestion commerciale. Ce rapprochement devra être communiqué à la Ville dans le prochain rapport d'activité du délégataire.

En 2018, le délégataire a réinvesti dans la structure la totalité du montant de la part variable complémentaire de 41 K euros.

V.II.7 Les frais de structure

Ces charges sont de 152 K euros en 2018 et sont supérieurs de 13 K€ par rapport à celles de 2017. Elles représentent, comme l'année précédente, 7,3 % du chiffre d'affaires. Dans le prévisionnel, les frais de structure correspondent à 8% du chiffre d'affaires. En proportion du chiffre d'affaires, ces frais sont donc, au réel, moins élevés que dans le prévisionnel.

V.III Résultat net après frais de siège

Le résultat net 2018 est de 312 K euros contre 316 K euros en 2017, soit une baisse de 5 K euros. Le compte de résultat analytique au 31/08/2019 de la structure fait apparaître un chiffre d'affaires réel de 1 751 K euros.

Pour votre complète information, le compte-rendu technique et financier 2018 est annexé à la présente synthèse.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Madame PIAZZA.

MME PIAZZA

Écoutez, tout est dedans. Je vais mettre de côté l'activité sportive, ce qui ne me ressemble pas, mais on ne va pas s'éterniser. Par contre, sur la biodiversité, il me semble que j'ai tous les arguments pour vous répondre. Donc, si on peut faire court.

Madame JAMET.

MME JAMET

(sans micro, inaudible)

MME PIAZZA

Vous versez, très bien. Merci beaucoup.

M. le MAIRE

Madame JAMET a demandé la parole.

MME JAMET

Oui, pardon, il faut que je le dise.

M. le MAIRE

Vous versez au PV les interventions ?

MME JAMET

Oui.

Contribution communiquée par Madame JAMET :

«Monsieur le Maire, mes cher.e.s collègues,

J'aborderai deux points.

Le premier sur la coupe des arbres au niveau du trou n°5. La société Enedis a procédé à l'abattage d'arbres pouvant dégrader une station haute tension située sur le golf à la fin de l'été. Vous n'en étiez pas informés au moment où nous en avons parlé en commission. Cette information nous a été donnée, comme à vous, par une cliente du Golf. Elle n'a pas obtenu de réponse de votre part. On est loin des objectifs de votre plan Canopée et du développement de la pédagogie et de la communication préalable sur les motifs d'abattage. Nous rions jaune quand nous apprenons que la zone va être refermée avec du grillage rigide, plus de deux mois après, en pleine saison de la chasse, quand dans le rapport les sangliers sont identifiés comme un problème tellement sérieux qu'ils nécessitent 33 330 € de dépenses en clôtures…

Le deuxième sur l'utilisation de pesticides.

Déjà l'an dernier nous vous alertions sur la quantité phénoménale – et en augmentation de 130% en 2 ans – de produits phytosanitaires au Golf de Bordeaux. Mme Piazza, vous aviez espéré pouvoir nous dire que vous aviez fait mieux que les années précédentes. C'est chose faite, en 2 ans, les dépenses en produits phytosanitaires ont baissé de 7%.

Mais peut-on s'en réjouir quand l'explication donnée est la suivante : « Par ailleurs, ces fortes chaleurs de l'été ont permis de ne pas connaître d'expansion des maladies sur les greens et donc une diminution de l'usage des produits phytosanitaires, remplacés dès que possible par des produits alternatifs et adaptés aux besoins du golf. » L'an dernier, l'utilisation massive de produits phytosanitaires était justifiée par des conditions météorologiques favorables à l'apparition de champignons et d'adventices. Ces variations dans l'utilisation de produits phytosanitaires sont dues aux conditions météorologiques, pas à un effort supplémentaire de la société Blue Green.

En cohérence avec votre programme Zéro Pesticide, ce Golf devrait être exemplaire, mais vous acceptez même l'utilisation de produits phytosanitaires sur les parkings... Je vous rappelle qu'il jouxte la réserve naturelle de Bruges et du lac de Bordeaux, seul lieu naturel où les Bordelais peuvent se rafraîchir.

Dans le rapport, il est dit « Les économies d'eau sont dans l'air du temps. Au-delà des considérations purement financières, l'aspect environnemental est de plus en plus présent à l'esprit des gestionnaires de golfs. ». L'adaptation face au dérèglement climatique ce n'est pas « dans l'air du temps », ce n'est pas un effet de mode, c'est vital !

Si Blue Green ne prend pas la mesure des enjeux qui se jouent, c'est à vous de faire en sorte qu'elle réalise et passe réellement à l'action.

Une mesure que vous devriez prendre immédiatement et qui serait un signal fort ce serait de prendre un arrêté anti-pesticides. 140 maires l'ont déjà fait. Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise a rejeté le 8 novembre dernier la demande de suspension de deux arrêtés anti-pesticides pris par les mairies de Gennevilliers et Sceaux, au nom du «danger grave pour les populations exposées» à ces produits. Il est temps de prendre le train en marche.

Je vous remercie"

Par contre, sur la délibération de Madame COLLET, on voulait voter contre sur le règlement des crèches.

M. le MAIRE

On reprendra cela. Je demande à l'assemblée de revoir cela, et que sur le règlement des crèches, les deux votes que l'on avait intégrés comme abstention, d'ailleurs sont des votes contre du coup, enfin repréciser cela.

Et sur celle-là, donc, vous versez au PV votre intervention et je vous en remercie.

Je passe au vote. Qui est pour ?

MME MIGLIORE

C'est une information.

M. le MAIRE

Essayez de me le dire avant, à la limite, comme cela, cela m'évitera de…

Merci de cette information.

MME MIGLIORE

Délégation de Madame Élizabeth TOUTON. Délibération 508 : « Requalification de la place Gambetta. Convention financière entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole. »

RAPPORT D'ACTIVITÉ
ANNEE 2018
GOLF DE BORDEAUX LAC



I. LA VALEUR AJOUTEE BLUEGREEN SUR VOTRE TERRITOIRE ---- 3
1. Un réseau au fort ancrage territorial ---- 4
2. Digital ---- 5
3. Innovation ---- 7
4. Attractivité touristique ---- 8
5. Enseignement ---- 9
6. Abonnés ---- 10
7. Engagement Haut Niveau ---- 11
8. Promotion de la pratique Handigolf ---- 12
9. Développement Durable ---- 12
II. MOT DU DIRECTEUR ---- 13
III. COMPTE D'EXPLOITATION 2018 GOLF DE BORDEAUX LAC ---- 15
10. Compte d'exploitation analytique 2018 ---- 16
11. Extrait des états financiers ---- 19
12. Comparaison des prévisionnels 2017 vs 2018 ---- 24
13. Extrait du livre des recettes ---- 28
14. Rapprochement Chiffre d'affaires comptabilité analytique & comptabilité générale ---- 30
15. Redevances ---- 31
IV. COMMENTAIRES ET ANALYSES GOLF DE BORDEAUX LAC ---- 32
16. Les comparatifs par grand centre de profit ---- 34
17. Typologie des abonnements, des personnes ---- 37
18. Ecole de Golf ---- 40
19. Ressources humaines ---- 42
20. Synthèse bilan AS ---- 43
V. BILAN TECHNIQUE 2018 GOLF DE BORDEAUX-LAC ---- 44
21. Tableau des investissements 2018 (2% et hors 2%) ---- 45
22. Tableau des immobilisations ---- 47
23. Entretien des parcours ---- 47
VI. ANNEXE ---- 52
24. Compte d'Exploitation Analytique Détaillé ---- 52
25. Tableau des immobilisations ---- 52
26. Démarche PSE ---- 52
27. Agrément du distributeur de produits phytosanitaires ---- 52

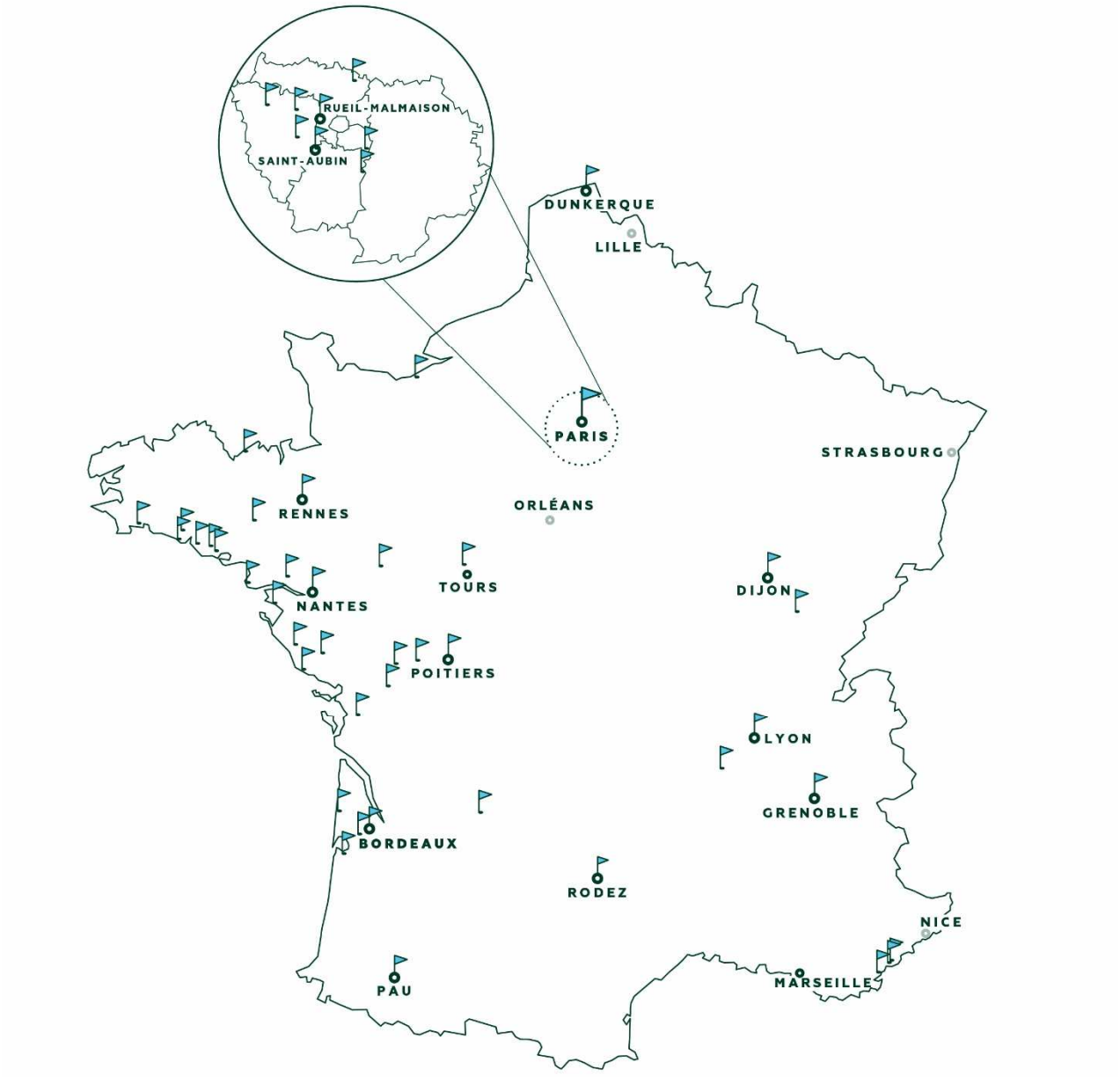
I. LA VALEUR AJOUTEE BLUEGREEN SUR VOTRE TERRITOIRE

1. Un réseau au fort ancrage territorial

Bluegreen est le numéro 1 de la gestion de parcours de golfs en Europe. Le groupe offre une solide expérience et une expertise dans la gestion d'équipements golfiques : nos priorités sont la qualité des parcours et de l'accueil des golfeurs, la mise en avant des infrastructures et l'ancrage dans le tissu économique et associatif.

Guidés par une philosophie commune, les 800 collaborateurs de Bluegreen cherchent chaque jour à partager leur passion du golf avec le plus grand nombre en rendant sa pratique accessible à tous.

Le réseau Bluegreen 2019



Bluegreen en chiffres

- 30 ans d'expérience,
- 48 parcours en France,
- 16 golfs partenaires,
- 2 500 membres des Ecoles de Golf,
- 23 000 golfeurs abonnés,
- 1 500 000 départs par an,
- 14 000 néophytes profitant d'une initiation au golf chaque année,
- 7 000 golfeurs créés par an.

Site web Bluegreen : www.bluegreen.com

2. Digital

- BLUEGREEN.COM ET APPLI BLUEGREEN

Bluegreen a développé de nombreuses fonctionnalités destinées à faciliter la vie des golfeurs :



❶ Il est par exemple possible de réserver son green-fee ou son départ abonné 24h sur 24 en seulement quelques clics à partir du site internet ou de l'appli mobile.

❷ Il est également possible de recharger très simplement sa carte de practice en ligne à tout moment de la journée et de n'importe où.





❸ Par ailleurs, l'appli Bluegreen disponible sous iOS et Android propose de nombreuses fonctionnalités telles qu'une fonction GPS gratuite et une carte de score digitale

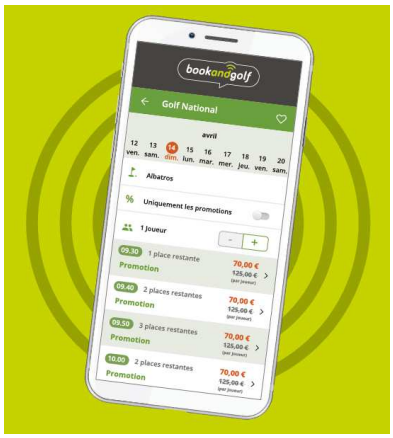


- BOOKANDGOLF

Bookandgolf, filiale de Blue Green et leader du marché de la réservation de green-fees en ligne, propose plus de 200 parcours en France à la réservation sur son site internet et son appli mobile.
L'ensemble des golfs du réseau Bluegreen sont disponibles à la réservation sur cette plateforme qui répond à la demande croissante des golfeurs pour la vente en ligne.







- PRISWING

Les prix en ligne des green-fees de l'ensemble des golfs du réseau Bluegreen sont fixés de manière dynamique en fonction de la météo, de l'historique de fréquentation et du type de jours (week-end, jour férié, vacances…) par cette startup spécialisée dans la fréquentation prédictive des parcours.

Des algorithmes analogues à ceux développés dans les secteurs de l'hôtellerie, ou du transport aérien et ferroviaire sont utilisés pour proposer chaque jour le prix le plus juste aux golfeurs.

3. Innovation

Bluegreen a développé et mis en à disposition des golfeurs comme des non-golfeurs des équipements uniques en France. Leur double-objectif est d'ouvrir la pratique au plus grand nombre et de proposer des solutions d'entrainement innovantes et de très haute qualité aux golfeurs.

PERFECT LINE



Parfaite pour l'entrainement, la technologie **Toptracer** intégrée au practice vous donne toutes les données de votre balle en temps réel.
De nombreux modes de jeu permettent également de se challenger entre amis sur des parcours virtuels, des concours de précision, etc.



MINIGOLF



Un véritable 9 ou 18 trous synthétique en version miniature pour s'amuser ou s'entraîner.

Accessible à tout niveau, c'est la parfaite activité à faire entre amis, en famille ou bien seul pour s'amuser au petit jeu.



PAY AS YOU PLAY



Finis les parcours trop longs, vous pouvez maintenant maîtriser votre temps de jeu.

Grâce à l'application dédiée **eGull Pay**, c'est vous qui décidez et payez le nombre de trous qui vous convient.



4. Attractivité touristique

Bluegreen met en avant les golfs de son réseau auprès des acteurs du tourisme golfique afin de renforcer leur attractivité auprès de la clientèle française et étrangère :

Les Tours-Opérateurs bénéficient d'une écoute et d'un service particulier portés par chaque directeur et une responsable commerciale tourisme.
Bluegreen met également en avant chacun de ses golfs sur les salons internationaux tels que le PGA Golf Show à Orlando, le Scottish Golf Show, le Salon du Golf à Paris ou l'IGTM, le salon des professionnels du tourisme.

Le PGA Golf Show d'Orlando et le stand Bluegreen







5. Enseignement

- Bluegreen, la référence de l'enseignement golfique en France

Avec plus de 100 enseignants salariés et des produits d'enseignement adaptés à chacun, Bluegreen s'attache à faire progresser les néophytes comme les initiés quel que soit leur âge.



- 1er créateur de golfeurs en France

Avec près d'une carte verte sur deux validée dans l'un des 48 golfs Bluegreen de France, notre réseau est le premier créateur de golfeurs en France.
Ce résultat est le fruit d'un état d'esprit fort axé sur l'ouverture à tous et le partage de cette passion du golf au plus grand nombre. En effet, tout au long de l'année les golfs Bluegreen ouvrent leurs portes pour 2 heures d'initiations totalement gratuites pour tous : à cette occasion, et accompagnés d'un enseignant diplômé, les participants découvrent l'environnement du golf, le club-house, les clubs de golf. Ils partent ensuite taper leurs premières balles au practice et sur le putting green et concluent l'initiation en jouant un vrai trou de golf sur l'un des parcours qui les accueille.
Environ 14 000 personnes participent à ces initiations et 6 500 nouvelles vocations sont créées chaque année.



- Ecoles de Golf – Bluegreen Academy

Ce sont plus de 2 500 jeunes qui s'initient, se perfectionnent et performent au sein des 46 écoles de golf Bluegreen sur tout le territoire. Elles sont ouvertes aux jeunes de moins de 18 ans de septembre à juin.

La Bluegreen Academy, c'est quoi ?



La Bluegreen Academy est un programme dédié à la performance, ayant pour but de proposer un accompagnement sportif d'un an aux jeunes talents des écoles de golf Bluegreen, dont les performances, le potentiel et l'état d'esprit méritent d'être soutenus dans leur ascension vers le très haut niveau.

La Bluegreen Academy participera activement à l'atteinte de leurs objectifs sportifs. Par exemple, en 2019, les 10 jeunes sélectionnés au terme des épreuves qualificatives et de la sélection du jury, bénéficient d'une participation financière de 500€ pour leur Association Sportive, d'un stage de 2 jours encadré par un entraîneur fédéral, d'un équipement logoté et d'un abonnement France d'un an offert ainsi que des balles de practice illimitées pour faciliter leur entraînement.

6. Abonnés

23 000 abonnés Bluegreen bénéficient d'un accès illimité à l'un ou plusieurs golfs du réseau. Ils ont le choix entre différentes formules d'abonnement :

- **Unisite**
- **Région** : Ile-de-France, Gironde, Poitou, Vendée, Loire-Atlantique, Bourgogne ou Côte d'Azur
- **France** ou **France Premium** : accès illimité à tous les golfs du réseau hors ou incluant Sainte-Maxime et L'Estérel/L'Académie respectivement

- Programme Fidélité

Les abonnés Bluegreen bénéficient également d'un grand nombre d'avantages :

- Leur statut (Silver, Gold ou Platinium) évolue en fonction de leur ancienneté et leur donne accès à des réductions sur les green-fees, les locations de voiturettes, le pro-shop, le practice etc.



- Les points de fidélité cumulés au gré de leurs achats et à chaque renouvellement d'abonnement, leur permettent d'accéder à des réductions supplémentaires.
- Chaque abonné Bluegreen a, par ailleurs, accès à 25% de remise sur un réseau étendu comprenant l'ensemble des golfs Partenaires et les golfs Open golf club.

- Master Bluegreen



Le master Bluegreen est une compétition nationale réservée exclusivement aux abonnés Bluegreen.
La finale 2018 a réuni les équipes s'étant qualifiées au terme des 48 épreuves qualificatives et des 6 finales régionales disputées tout au long de l'année. Elle s'est déroulée sur deux jours à Pessac (33) durant laquelle l'alchimie entre compétition et passion du sport sont les points essentiels de l'évènement.

7. Engagement Haut Niveau

Bluegreen est pleinement engagé aux côtés de la fédération française de golf dans une démarche de promotion du haut niveau tout au long de l'année et sur chacun des golfs du réseau :

- par son travail de formation des jeunes,
- par l'accompagnement de sportifs de haut niveau tels que Matthieu Pavon ou Damien Perrier,
- par la tenue de nombreux Grands Prix,
- par l'organisation d'une épreuve professionnelle de l'European Challenge Tour.



Matthieu Pavon
Joueur de l'European Tour
et ambassadeur Bluegreen



Bluegreen a accueilli en 2018 la 12ème édition de l'Open de Pléneuf, épreuve du Challenge Tour Européen sur le golf de Pléneuf-Val-André.

Sélectionnée par la PGA European Tour et la Fédération française de golf pour la qualité du parcours, l'étape de Pléneuf-Val-André est devenue un « classique » du circuit professionnel. Vecteur économique, touristique et médiatique pour toute une région, la 12ème édition de l'Open, rassemblant plus de 150 joueurs du top niveau européen, a attiré près de 10 000 spectateurs en 2018.

8. Promotion de la pratique Handigolf



Favoriser l'accessibilité et la pratique du golf aux personnes handicapées est une priorité de Bluegreen dont le partenariat depuis plus de 10 ans avec l'association Handigolf a été renforcé par la signature d'une convention avec la fédération française de golf en mai 2018.

Elle s'articule autour de 3 axes :
- formation du personnel à l'accueil et l'enseignement des personnes en situation de handicap
- accompagnement à la création par la ffgolf d'un 'label handigolf'
- accueil de Grands Prix, comptant pour le circuit français Handigolf

Parallèlement à ces actions, Bluegreen a accueilli l'Open de France Handigolf les 26 et 27 mai 2018 au golf de Bordeaux-Lac (33) et accueillera les Championnats de France Handigolf en mai 2019 sur le golf de Saint-Aubin (91).

9. Développement Durable

Le programme 'Golf et Nature' de Bluegreen vise à préserver l'environnement et valoriser la biodiversité via une gestion éco-responsable et éco-durable des écosystèmes dont nous avons la responsabilité. Il est structuré autour de trois objectifs environnementaux prioritaires :

1. La gestion durable de la ressource en eau en optimisant son utilisation, en limitant les volumes d'eau prélevés au strict nécessaire, en arrosant mieux et moins, tout en recherchant des alternatives à l'utilisation d'eau potable comme en valorisant l'utilisation des eaux recyclées.

2. L'entretien raisonné des parcours concernant l'usage des produits phytopharmaceutiques et des engrais

3. La préservation et le développement de la biodiversité sur nos golfs, via les actions engagées avec la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) et l'obtention du label « Golf pour la Biodiversité » initié par la fédération française de golf et le muséum d'histoire naturelle.



II. MOT DU DIRECTEUR

L'année 2018 est à considérer comme une année de transition pour le Golf de Bordeaux-Lac en matière d'exploitation avec un changement de direction en milieu d'année et la mise en œuvre de nouveaux projets à l'échelle de la chaine Bluegreen.

En effet, Le début d'année a été marqué par le lancement d'une réforme des activités chez Bluegreen avec le lancement officiel des « nouvelles activités » et la déclinaison d'un nouveau logo à l'échelle des nouveaux golfs, pour redonner une image plus dynamique de l'entreprise et du golf et ainsi favoriser la démocratisation de cette discipline.

En phase d'expérimentation et d'évaluation au cours de cette année 2018, les nouvelles activités étaient au nombre de 5 :

- Le perfect line : practice connecté permettant de développer le perfectionnement des coups de golf mais aussi de rendre plus ludique l'activité ;
- Le mini-golf : espace ludique et d'apprentissage pour les plus jeunes, il s'agit aussi d'une aire d'entraînement au putting pour les plus grands ;
- The Stadium : aire d'entraînement synthétique, utilisable toute l'année regroupant tous les coups d'approche et développant les habiletés motrices de l'ensemble des catégories de joueurs ;
- L'afterwork : temps de rassemblement convivial après le travail, les afterworks sont développés au sein des golfs dans le but d'intéresser une nouvelle population désireuse de découvrir le golf tout en passant un moment convivial ;
- E Gull pay : pour favoriser l'accès aux parcours en fin de journée, Bluegreen a développé une application permettant de payer son parcours aux nombres de trous joués.

Plus spécifiquement à Bordeaux-Lac, l'année 2018 a coïncidé également à un changement de direction avec ma prise de fonction au 1er juillet 2018. Cette arrivée a été des plus animées avec une saison événementielle exceptionnelle, notamment au travers de l'accueil de l'Open international Handisport et l'organisation de la Finale des Championnats de France jeunes. Ces deux événements majeurs se sont ajoutés aux compétitions traditionnelles accueillies sur Bordeaux-Lac, mais tout aussi exigeantes (Open majeur jeunes, Open de Bordeaux, Finale inter-régionale jeunes).

Enfin, l'année 2018 a aussi été marquée par des éléments imprévisibles telles qu'une pluviométrie exceptionnelle en début de saison, suivie d'une sécheresse historique couplée à une présence importante de sangliers dans la région dévastant de nombreuses aires de jeu. Ces événements ont prouvé toute la maîtrise de Bluegreen en matière d'exploitation de golf, car nous avons su maintenir une stabilité dans notre exploitation, nous adapter aux contraintes extérieures en nous appuyant sur notre expérience en matière d'enseignement et de gestion d'infrastructures et sur notre capacité d'adaptation et de réactivité.

L'année 2019 aura pour principal objectif de consolider nos acquis en poursuivant notre développement au travers du déploiement de nouvelles activités et en continuant l'amélioration significative des infrastructures de Bordeaux-Lac avec pour principale finalité la satisfaction de nos clients.

III. COMPTE D'EXPLOITATION 2018 GOLF DE BORDEAUX LAC

10. Compte d'exploitation analytique 2018

Golf de BORDEAUX

BLUEGREEN

Comptes d'Exploitation Analytique 2018 (en €)

Par activité :

			2018	2017	N versus N-1	Prévi. CEP 2018	CEP 2018 versus Réel 2018
10-RBE	1-Golf	10-Chiffre d'affaires	1 647 323	1 646 780	542	2 162 000	-514 677
		30-Coût matières					
		40-Charges de personnel	-559 638	-506 881	-52 757	-608 000	48 362
		50-Impôts & taxes					
		60-Autres charges	-216 980	-229 059	12 079	-208 000	-8 980
		83-Provisions exploitations	-1 320		-1 320		-1 320
	Total 1-Golf		869 385	910 840	-41 455	1 346 000	-476 615
	2-Enseignement	10-Chiffre d'affaires	392 036	410 285	-18 249	532 000	-139 964
		40-Charges de personnel	-203 777	-279 928	76 151	-213 000	9 223
		60-Autres charges	-23 077	-21 272	-1 805		-23 077
		83-Provisions exploitations	-1 189	-78	-1 111		-1 189
	Total 2-Enseignement		163 993	109 007	54 986	319 000	-155 007
	3-Proshop	10-Chiffre d'affaires	3 709	3 446	263	6 000	-2 291
		30-Coût matières	192	-4 251	4 443		192
	Total 3-Proshop		3 901	-805	4 706	6 000	-2 099
	6-Autres activités	10-Chiffre d'affaires	45 732	53 792	-8 059	46 000	-268
	Total 6-Autres activités		45 732	53 792	-8 059	46 000	-268
	7-Indirectes	40-Charges de personnel	-57 927	-71 742	13 815	-197 000	139 073
		50-Impôts & taxes					
		60-Autres charges	-140 399	-122 421	-17 979	-236 000	95 601
		83-Provisions exploitations	-3 687	-1 847	-1 840		-3 687
	Total 7-Indirectes		-202 013	-196 009	-6 004	-433 000	230 987
Total Revenu Brut d'Exploitation			880 999	876 825	4 174	1 284 000	-403 001

Golf de BORDEAUX

BLUEGREEN

Comptes d'Exploitation Analytique 2018 (en €)

Toutes activités confondues :

		2018	2017	N versus N-1	Prévi. CEP 2018	CEP 2018 versus Réel 2018
10-RBE	10-Chiffre d'affaires	2 088 800	2 114 303	-25 504	2 746 000	-657 200
	30-Coût matières	192	-4 251	4 443		192
	40-Charges de personnel	-821 342	-858 551	37 209	-1 018 000	196 658
	50-Impôts & taxes					
	60-Autres charges	-380 456	-372 751	-7 704	-444 000	63 544
	83-Provisions exploitations	-6 196	-1 925	-4 271		-6 196
Total Revenu Brut d'Exploitation		880 999	876 825	4 174	1 284 000	-403 001
11-CICE		33 017	33 836	-819,15		33017,32
12-Impôts & Taxes		-37 190	-37 335	144,86	-51 000	13810,08
15-Loyer immobilier		-65 239	-73 966	8 726	-138 000	72 761
20-CB & Locations financières		-10 069	-10 958	890	-116 000	105 931
30-Amort & Provisions		-334 308	-330 060	-4 248	-365 000	30 692
50-Exceptionnel		-3 531	-2 814	-717		-3 531
Total général avant frais de service support		463 680	455 529	8 151	614 000	-150 320
Quote part des frais de service Support		-112 462	-99 602	-12 860	-157 960	45 498
Quote part des charges de marketing & communication structures *		-39 514	-39 120	-394	-62 040	22 526
Total frais de structure		-151 976	-138 722	-13 254	-220 000	68 024
% du CA analytique		7,3%	6,6%	0,71%	8,0%	-0,74%
Résultat Net avant IS		311 704	316 807	-5 103	394 000	-82 296

* Selon le % des charges marketing sur l'ensemble des charges de structures du groupe BLUE GREEN (26 %).

Le compte d'exploitation analytique détaillé sur trouve dans l'annexe 1.

Commentaires :

Evolution 2018 vs 2017

Malgré une année 2018 délicate sur le plan de la météo, la dynamique commerciale du Golf de Bordeaux-Lac reste stable avec un Revenu Brut d'exploitation légèrement supérieur à celui de 2017 (+0.4%).

A noter qu'à RBE identique, le chiffre d'affaires du Golf a été inférieur de 25 503€, diminution provoquée en grande partie par un manque de présence de nouveaux golfeurs en début d'année 2018, entraînant mécaniquement une baisse importante de CA sur la partie enseignement. L'équilibre financier de la structure a été réalisé par un pilotage fin des charges de personnel.

Les écarts constatés de charges de personnel entre l'année N-1 et la prévision budgétaire s'explique par deux choses :

- La gestion du Golf dans une double direction Bordeaux et Pessac lors du 1er semestre 2018 a engendré un transfert des charges indirectes sur l'autre golf de la Métropole. Cette organisation s'est compensée par un recrutement plus important au niveau du personnel d'accueil du Golf. De plus, l'activité événementielle dense en 2018 a incité Bluegreen à renforcer les équipes terrain pour répondre aux exigences des divers cahiers des charges (+52K€ vs N-1)

- La diminution du CA enseignement (-18K€ vs N-1) a entraîné une réorganisation de l'équipe d'enseignants afin de coller au plus proche des besoins de nos adhérents. S'ajoute à cela l'absence de formation d'élèves moniteur de 1ère année en 2018-2019 ne permettant pas au Golf d'accueillir un jeune en apprentissage.

Evolution 2018 vs CEP 2018

Si le CA en légère baisse entre 2017 et 2018 s'explique essentiellement par une météo très défavorable en début d'année, le décalage entre le prévisionnel et le réalisé remonte à des explications plus anciennes. En effet, comme expliqué dans le rapport 2017, l'activité du golf a dû faire face aux crises économiques et aux conditions météorologiques délicates. Ces éléments ont entrainé un manque à gagner important (environ 700K€ d'écart de CA entre le prévisionnel et le réalisé) que l'activité golfique n'a jamais réussi à combler.

Ce décalage de CA engendre un décalage également dans les charges (diminution des charges du personnel, diminution des autres charges) et donc diminution du résultat brut d'exploitation (400K€).

Nous constatons aussi un écart important sur le loyer immobilier. En effet, le prévisionnel de CA au-delà des 2500K€ entrainait un passage de la redevance due à la ville à un taux de 5% contre 3% sous les 2500K€.

11. Extrait des états financiers

BLUE GREEN SAS
BORDEAUX

Parc Saint Christophe - Le Magellan 3 - niveau 2
10 avenue de l'entreprise
95862 CERGY PONTOISE

Issu de de l'extraction des états Financiers de société multi-établissements au 31 décembre 2018

BLUE GREEN SAS : BORDEAUX Page 1

Issu de de l'extraction des états Financiers de société multi-établissements au 31 décembre 2018

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant Brut	Amortissements	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	11 000	11 000	(0)	(0)
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelle				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	683 850	264 919	418 931	443 220
Constructions	1 868 708	835 545	1 033 163	1 185 271
Installations techniques, matériel, outillage	1 012 193	648 746	363 447	419 196
Autres immobilisations corporelles	148 621	96 034	52 587	60 186
Immobilisations en cours	8 446		8 446	7 004
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 200		1 200	1 200
ACTIF IMMOBILISE	**3 734 018**	**1 856 245**	**1 877 774**	**2 116 077**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	31 616		31 616	34 417
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	13 363	158	13 204	4 815
Avances et acomptes versés sur commanc				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	31 347	2 988	28 358	30 841
Autres créances	1 206 391		1 206 391	(2 326 216)
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres)				
Disponibilités	2 762 713		2 762 713	2 032 363
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	10 594		10 594	13 400
ACTIF CIRCULANT	**4 056 023**	**3 147**	**4 052 876**	**(210 381)**
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**7 790 041**	**1 859 391**	**5 930 650**	**1 905 696**

Hors :

Immobilisation en cours	8446	0	8446
Autres immobilisations financières	1200	0	1200
Total hors en cours & financiers	**3 724 372**	**1 856 245**	**1 868 128**

BLUE GREEN SAS : BORDEAUX Page 2

Issu de de l'extraction des états Financiers de société multi-établissements au 31 décembre 2018

BILAN PASSIF

Rubriques	*31/12/2018*	*31/12/2017*
Capital social ou individuel (dont versé :)		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	2 387 231	1 931 702
RESULTAT DE L'EXERCICE (avant frais de structure)	**463 680**	**455 529**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	**2 850 911**	**2 387 231**
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour écart d'acquisition négatif		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. particip)	(937 483)	(480 566)
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 758	10 597
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	169 930	87 033
Dettes fiscales et sociales	3 091 553	(759 021)
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	52 562	90 567
Autres dettes	298 605	206 426
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	402 814	363 429
DETTES	**3 079 739**	**(481 536)**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**5 930 650**	**1 905 696**

COMPTE DE RESULTAT (en liste)

Rubriques	*France*	*Belgique*	*31/12/2018*	*31/12/2017*
Ventes de marchandises	3 709		3 709	3 446
Production vendue de biens				
Production vendue de services	2 034 210		2 034 210	2 067 986
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**2 037 919**		**2 037 919**	**2 071 432**
Production stockée				
Production immobilisée			11 383	11 383
Subventions d'exploitation			42 139	48 849
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			26 369	9 373
Autres produits			696	271
PRODUITS D'EXPLOITATION			**2 118 506**	**2 141 308**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			6 060	3 585
Variation de stock (marchandises)			(8 548)	705
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de dou			123 262	150 099
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			2 801	(3 366)
Autres achats et charges externes			336 009	322 194
Impôts, taxes et versements assimilés			78 293	72 977
Salaires et traitements			698 696	653 484
Charges sociales			204 027	188 312
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			334 308	330 060
Sur immobilisations : dotations aux provisions				
Sur actif circulant : dotations aux provisions			4 058	9 923
Pour risques et charges : dotations aux provisions				
Autres charges			7 213	1 261
CHARGES D'EXPLOITATION			**1 786 180**	**1 729 235**
EBE			**659 573**	**740 690**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**332 326**	**412 073**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER				
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**332 326**	**412 073**

COMPTE DE RESULTAT (suite)

Rubriques				31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion Produits exceptionnels sur opérations en capital Reprises sur provisions et transferts de charges				131 353	46 270
PRODUITS EXCEPTIONNELS				**131 353**	**46 270**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion Charges exceptionnelles sur opérations en capital Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions					2 019 795
CHARGES EXCEPTIONNELLES					**2 814**
RESULTAT EXCEPTIONNEL				**131 353**	**43 456**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Impôts sur les bénéfices					
TOTAL DES PRODUITS				**2 249 859**	**2 187 578**
TOTAL DES CHARGES				**1 786 180**	**1 732 049**
BENEFICE OU PERTE				**463 680**	**455 529**
Frais de structure	CA	2 037 919	-7,5%	(151 976)	(138 722)
RESULTAT APRES FRAIS DE STRUCTURE & CICE				**311 704**	**316 807**

Commentaires

Le bilan ici présenté est un extrait du bilan de Blue green SAS qui exploite notamment le golf de Bordeaux-Lac dans le cadre d'un établissement secondaire. Les données présentées sont donc extraites de la comptabilité totale de Blue Green pour les flux directement rattachés au centre de coût analytique de Bordeaux. Ce bilan appelle les remarques et présente les limites suivantes :

- Les flux d'immobilisations, de stocks et de produits constatés d'avance sont suivis de manière précise, notamment pour les identifier par site.
- En revanche les autres flux, dont certains affectés à des postes de dettes ou de créances étant payés ou encaissés au niveau de la société Blue Green (exemple TVA), ne sont pas affectés par centre de coût ce qui génère des « incohérences de présentation du bilan. **»**
- La ligne « Report à nouveau » des « Capitaux Propres » au passif du bilan est fiable.

12. Comparaison des prévisionnels 2017 vs 2018

	PREVI CEP 2017	PREVI CEP 2018
PRODUITS	2 667	2 746
Chiffre d'affaires GOLF	2 090	2 162
Chiffre d'affaires ENSEIGNEMENT	527	532
Chiffre d'affaires PROSHOP	6	6
Chiffre d'affaires RESTAURATION	-	
Publicité	-	
Prestations pour des tiers	-	
Produits des activités annexes (à détailler)	44	46
Autres produits de gestion courante	-	
Produits financiers	-	
Produits exceptionnels	-	
Reprises sur amortissements et provisions	-	
Autres (à détailler)	-	

	PREVI CEP 2017	PREVI CEP 2018
CHARGES	**1 010**	**1 029**
1- Golf	**801**	**816**
Personnel terrain	344	351
Personnel Accueil	198	202
Personnel starter / commissaire de parcours	54	55
Energie	41	42
Eau d'arrosage	-	-
Engrais/Phyto/Sable	67	68
Autres fournitures consommables (A détailler)	8	8
Petit matériel, outils pièces	49	50
Linge et blanchissage	-	-
Redevance F.F.G.	1	1
Locations (voiturettes,...)	21	21
Autres maintenances et entretien	18	18
Impôts et taxes	-	
Autres charges	-	
Provisions exploitation	-	
2 - Enseignement	209	213
Personnel enseignement	209	213
Matériel et fournitures	-	
Autres fournitures consommables (A détailler)	-	
Autres (à détailler)	-	
Autres charges	-	
Provisions d'exploitation	-	
Coûts directs (1+2+3+4)	**1 010**	**1 029**

	PREVI CEP 2017	PREVI CEP 2018
5 - Investissements	473	481
VNC des immobilisations reprises	-	
Dotations aux amortissements nouvelles immobilisations	219	227
Locations et CB du parc matériel terrain	116	116
Frais financiers sur investissements	138	138
Assurances	-	
Autres (à détailler)	-	
6 - Autres charges d'exploitation	824	842
Personnel de Direction	141	144
Personnel de gestion	52	53
Personnel Commercial et Marketing	-	-
Energie	25	26
Fournitures adiministratives	13	13
Locations immobilières	-	-
Frais de déplacements, mission, réception	14	14
Honoraires	7	7
Gardiennage et sécurité	1	1
Frais bancaires	35	35
Téléphone et affranchissement	12	12
Assurances	20	20
Frais de communication et d'information	67	68
Etudes et recherches	-	-
Impôts et taxes (à détailler)	-	-
Impôts fonciers	-	-
Taxe professionnelle (CET)	50	51
Impôts sur les sociétés (net de CICE)	-	-
Autres (à détailler)	7	7
Cotisations divers SPRE SACOM et diverses UMIH 22	31	32
Redevance versée à la Ville (% CA)	5%	5%
Redevance versée à la Ville	135	138
dont redevance fixe d'occupation	*1*	*1*
dont redevance d'exploitation variable en fonction du CA	*133*	*137*
2% CA en complément de redevance ou réinvesti (cf. 6 - Investissements)	-	-
Frais de siège	213	220
Autres location	1	1
Autres maintenance et entretiens (menage, alarme, dératisation	-	-
Coûts indirects (5+6)	**1 297**	**1 323**

PRODUITS	2667	2746
Coût Total (1+2+3+4+5+6)	2 307	2 352
RESULTAT NET ANNUEL	360	394

13. Extrait du livre des recettes

POSExpress

BORDEAUX

Synthèse CA/recettes schéma Blue Green

Nom du magasin: BORDEAUX De : 01/01/2018 Au: 31/12/2018 22/07/2019 10:55:13

GL Category/GL Acc. #		Debit	Crédit	Total
Chiffre d'affaires				
706100	CA GREEN FEES	11 232,37	280 278,21	269 045,84
706110	CA ABONNEMENTS VENDUS	4 023,97	1 328,00	-2 695,97
706112	CA ABONNEMENTS LISSAGE	709,14	580 685,89	579 976,75
706113	CA ABONNEMENTS PRELEVEMENT	8 241,78	538 234,06	529 992,28
706120	CA PRACTICE	4 047,38	168 072,74	164 025,36
706130	CA LOCATIONS VOITURETTES	353,67	11 374,63	11 020,96
706140	CA CARTES BLUE GREEN	260,00	8 289,99	8 029,99
706150	CA LOCATIONS MATERIEL GOL	131,67	7 126,72	6 995,05
706180	CA SPONSORING	0,00	1 000,00	1 000,00
706190	CA AUTRES LOC & PROD. GOL	443,84	25 907,01	25 463,17
706250	CA ENSEIGNEMENT	2 639,58	146 133,28	143 493,70
706252	CA ENSEIGNEMENT LISSAGE	74,18	84 696,22	84 622,04
706253	CA ENSEIGNEMENT PRELEVEMENT	2 559,21	106 049,51	103 490,30
706270	CA ENSEIGNEMENT ENFANT	344,45	54 956,61	54 612,16
707100	CA BO MATERIEL & REPARAT.	315,03	3 786,42	3 471,39
707110	CA BO VETEMENTS	0,00	16,67	16,67
707120	CA BO ACCESSOIRES	124,17	344,88	220,71
708300	LOCATIONS IMMO 20%	0,00	33 415,20	33 415,20
708500	CA REFACT DIV TIERS 20%	0,00	9 600,00	9 600,00
	Chiffre d'affaires	35 500,44	2 061 296,04	2 025 795,60
Clients				
411200	CLIENTS CPS	310 544,55	310 702,31	157,76
	Clients	310 544,55	310 702,31	157,76
Clients & Encaissements				
511810	Liaison Sites Siege clients CE CPS	58,30	0,00	-58,30
	Clients & Encaissements	58,30	0,00	-58,30
Consommation				
511810	Part payée en carte CE	14 546,92	0,00	-14 546,92
	Consommation	14 546,92	0,00	-14 546,92
Dettes				
419200	RAIN CHEQUE	0,00	313,65	313,65
467210	F.F.G.	1 494,95	55 836,95	54 342,00
467220	LIGUE	0,00	2 306,60	2 306,60
467230	ASSOCIATION SPORTIVE	180,00	13 887,23	13 707,23
487117	PCA Abo Lisses golf	694 157,98	709 092,90	14 934,92
511850	VOUCHER GREEN FEE REPAS	0,00	45,00	45,00

Page 1 sur 2



Synthèse CA/recettes schéma Blue Green

Nom du magasin: BORDEAUX De : 01/01/2018 Au: 31/12/2018 22/07/2019 10:55:13

GL Category/GL Acc. #		Debit	Crédit	Total
	Dettes	695 832,93	781 482,33	85 649,40
Encaissements				
419300	GIFT CARD	2 911,20	5 325,00	2 413,80
511110	ESPECES EURO	101 526,48	0,00	-101 526,48
511120	CHEQUES EURO	422 576,48	0,00	-422 576,48
511130	VIREMENTS	113 202,78	0,00	-113 202,78
511140	PRELEVEMENT AUTOMATIQUE	747 495,18	10 034,26	-737 460,92
511210	CARTES BLEUE	1 112 301,03	165,00	-1 112 136,03
511520	CHEQUES VACANCES (ANCV)	12 445,38	380,00	-12 065,38
511820	REGLEMENTS INTRA GROUPE	8 624,74	33,50	-8 591,24
	Encaissements	2 521 083,27	15 937,76	-2 505 145,51
Tax				
445711	TVA COLLECTEE 20%	12 553,37	420 701,34	408 147,97
	Tax	12 553,37	420 701,34	408 147,97
	Grande Totale:	3 590 119,78	3 590 119,78	0,00

Prepaid from membership sales:	687 437,94 €	Payments from Prepaid:	666 648,99 €
Bank Draft Sale:	0,00 €	Payment from Prepaid:	0,00 €

Deposit	Payment	Diff
0,00	101 526,48	-101 526,48

Page 2 sur 2

On constate des variations entre le chiffres d'affaires présent dans le compte d'exploitation analytique et le livre de recettes tiré de notre ERP, car dans le premier figure le chiffre d'affaires de gestion corrigeant les éléments de comptabilité générale (provisions, refacturations) alors que le livre de recettes correspond au chiffre d'affaires comptable (sans correction).

De plus, certaines recettes perçues au travers de nos applications dématérialisées ne sont pas intégrées dans notre ERP.
A titre d'exemple, sur l'année 2018, nous avons enregistré un chiffre d'affaires green fee de 269 045.84€ sur notre ERP alors que notre chiffre d'affaires total sur 2018 est de 309 996€.

14. Rapprochement Chiffre d'affaires comptabilité analytique & comptabilité générale

Golf de BORDEAUX

BLUE GREEN

Réconciliation Chifffre d'Affaires Compable et Analytique 20018

Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018
10-Chiffre d'affaires	101-Abonnements vendus	706110-CA ABONNEMENTS GOLF	1 107 632
10-Chiffre d'affaires	110-Green fees	706100-CA GREEN FEES	270 227
10-Chiffre d'affaires	112-Practices	706120-CA PRACTICE	164 025
10-Chiffre d'affaires	113-Voiturettes	706130-CA LOCATIONS VOITURETTES	11 021
10-Chiffre d'affaires	114-Cartes BG	706140-CA CARTES BLUE GREEN	8 030
10-Chiffre d'affaires	118-Autres golf liés à la fréquentation	706150-CA LOCATIONS MATERIEL GOLF	6 995
10-Chiffre d'affaires	120-Autres golf hors fréquentation	706180-CA SPONSORING	2 600
10-Chiffre d'affaires	120-Autres golf hors fréquentation	706190-CA AUTRES LOC & PROD. GOLF	25 463
10-Chiffre d'affaires	126-Enseignement non lissé	706250-CA ENSEIGNEMENT	139 810
10-Chiffre d'affaires	125-Enseignement	706252-CA ENSEIGNEMENT LISSAGE	188 462
10-Chiffre d'affaires	127-Enseignement Enfants	706270-CA ENSEIGNEMENT ENFANTS	54 612
10-Chiffre d'affaires	170-Boutique matériels	707100-CA BO MATERIEL & REPARAT.	3 471
10-Chiffre d'affaires	171-Boutique vêtements	707110-CA BO VETEMENTS AH 1	17
10-Chiffre d'affaires	172-Boutique accessoires	707120-CA BO ACCESSOIRES	221
10-Chiffre d'affaires	183-Locations immobilière	708300-CA LOCATIONS IMMOBILIERES	45 732
60-Autres charges	658-Autres charges exploitations	708500-CA REFACT DIV TIERS 20%	9 600
Total -Chiffre d'Affaires Fiscal			**2 037 919**
60-Autres charges	658-Autres charges exploitations	708500-CA REFACT DIV TIERS 20%	-9 600
10-Chiffre d'affaires	109-Abonnements - prov rejets de prlv	781741-REPRISE PROV CLIENTS/IMPAYES PRLV ABO	2 231
10-Chiffre d'affaires	129-Enseignements - prov rejets de prlv	781742-REPRISE PROV CLIENTS/IMPAYES PRLV ENSEIGNEMENT	3 867
10-Chiffre d'affaires	110-Green fees	798111-TC GRP GREEN FEES B&G	39 770
10-Chiffre d'affaires	112-Practices	798112-TC GRP PRATICE B&G	9 329
10-Chiffre d'affaires	126-Enseignement non lissé	798126-TC GRP ENSEIGNEMENT B&G	5 285
Total -Chiffre d'Affaires Analytique			**2 088 800**

15. Redevances

Selon l'article 40 du contrat de DSP signé entre la Ville de Bordeaux et la société Bluegreen, cette dernière verse une part variable assise sur le chiffre d'affaires HT.

La part variable dite de base (2018)

3% si chiffre d'affaires inférieur à 2 500 000€ HT
Chiffre d'affaires 2018 = 2 088 800€ HT
Calcul de la redevance HT : 62 664€ HT
Montant de la redevance dû : 75 196.80€ TTC

La part variable complémentaire

2% du chiffre d'affaires en travaux d'amélioration ou d'embellissement du site
Sur la base du CA de 2017 (2 114 303€ HT)
Montant des travaux à réaliser en 2018 : 42 286€HT
Montant des travaux réalisés en 2018 : 57 845.54€HT
Sur la base du CA de 2018 (2 037 919€ HT)
Montant des travaux à prévoir en 2019 : 40 758.38€ HT

IV.COMMENTAIRES ET ANALYSES GOLF DE BORDEAUX LAC

Le Golf de Bordeaux-Lac reste en 2018 parmi les golfs les plus attractifs du réseaux Bluegreen, sans toutefois conserver sa 1ère place dans l'ensemble des secteurs.
Voici les éléments à fin 2018

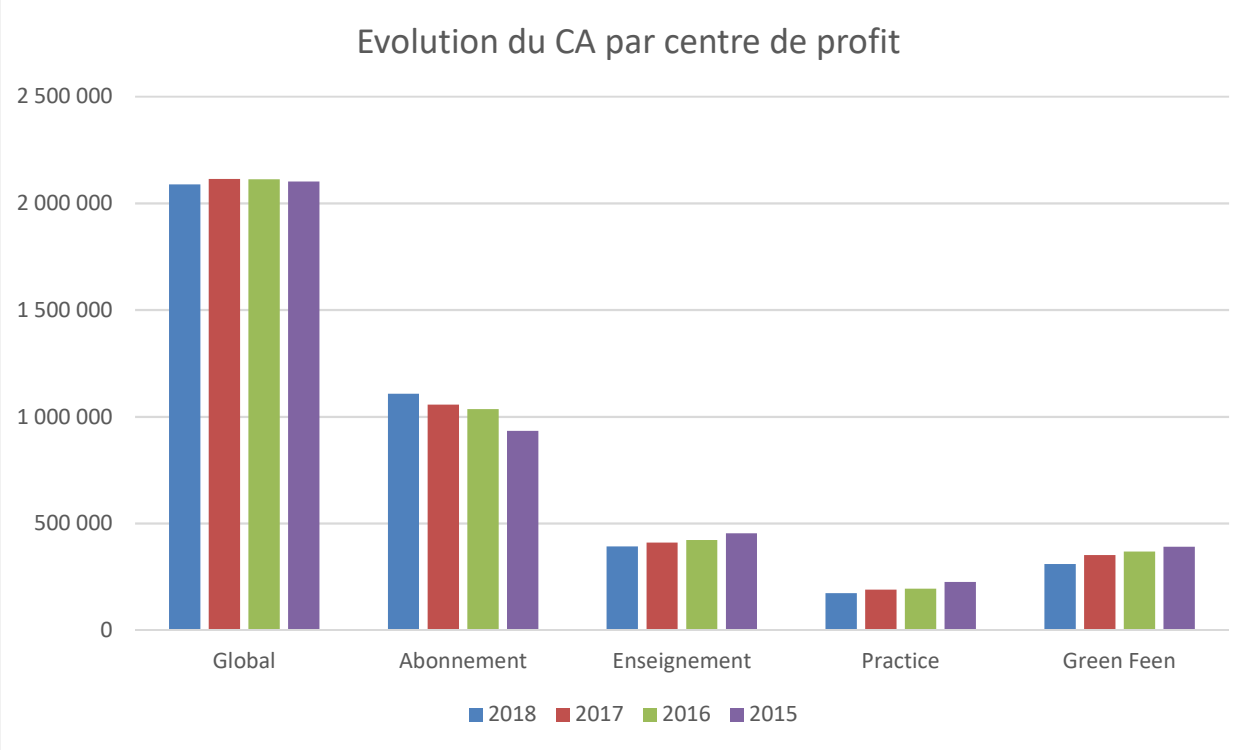
	Nbre d'abonnés	Nbre d'abonnés en enseignement	Nbre de transformation en abonnés
Bordeaux	1317	377	126
Pessac	1358	358	134
Gujan	914	157	64
Saint Laurent	753	95	55

L'année 2018 affiche une hausse du nombre d'abonnés par rapport à 2017. Cette hausse de 67 abonnés provien d'n travail conséquent en matière de renouvellement de contrat des abonnés en cours. Ce résultat positif est essentiellement le fruit du travail d'amélioration et d'entretien des deux parcours par l'équipe terrain.

Comparaison 2018 vs 2017 :

	Nbre d'abonnés total	Total nouveau	Dont nouveaux venant de l'enseignement
2018	1358	318	134
2017	1250	382	134

16. Les comparatifs par grand centre de profit



Chiffre d'affaires	2018	2017	2016	2015
Global	2 088 800	2 114 303	2 111 874	2 102 446
Abonnement	1 107 632	1 056 129	1 035 261	933 304
Enseignement	392 036	409 938	421 597	453 442
Practice	173 354	189 048	193 642	224 801
Green Feen	309 996	352 005	367 295	390 327

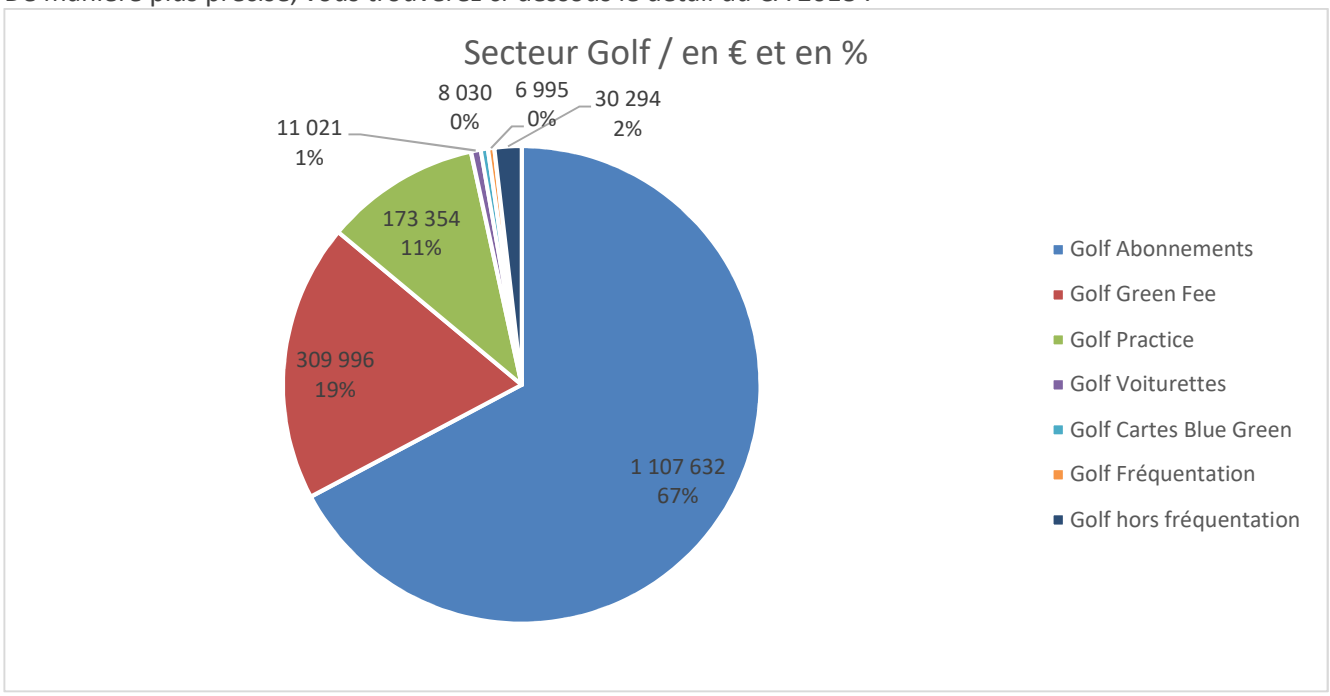
Commentaires :

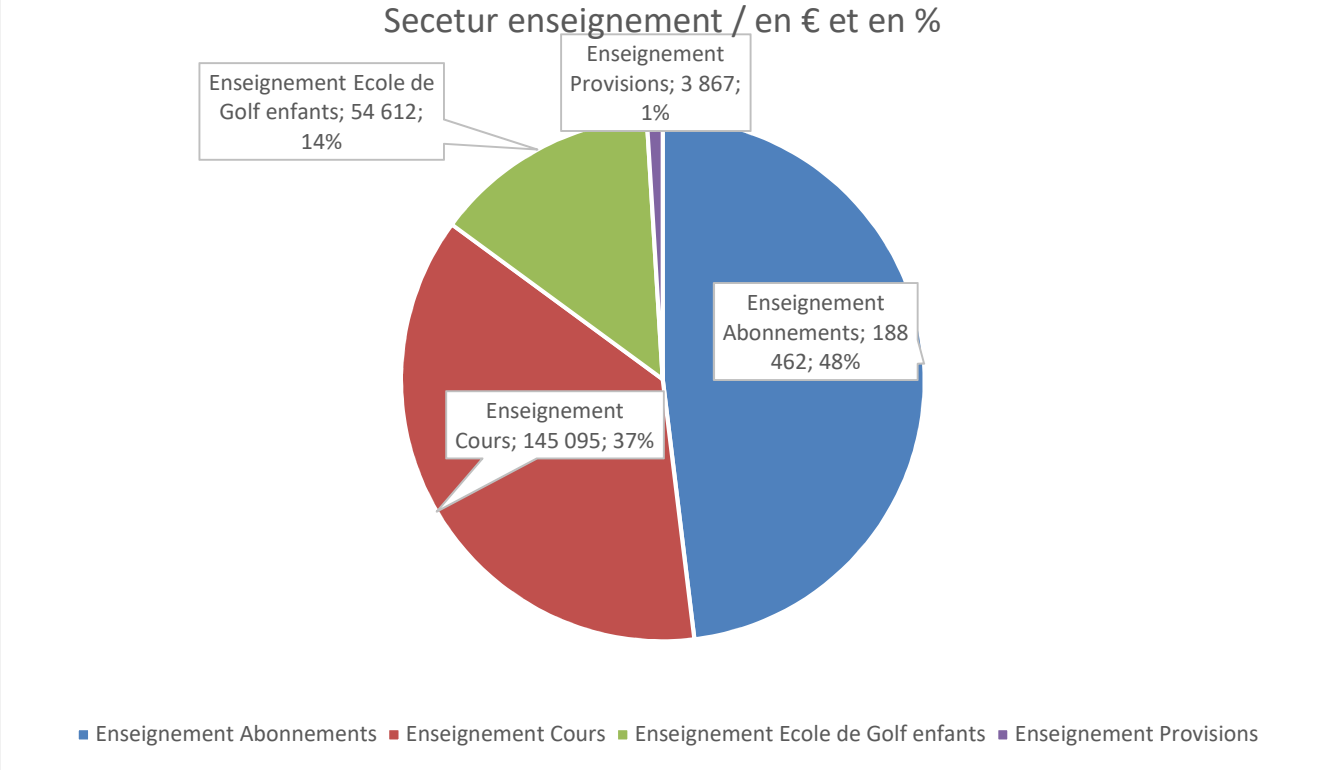
On observe un léger recul du chiffre d'affaires global en 2018, revenant à celui de 2016.
La chiffre d'affaires abonnement poursuit sa progression et valide le travail de Bluegreen dans la fidélisation de ses clients et le recrutement de nouveaux joueurs. Le travail apporté sur le terrain incite les joueurs à rester à Bordeaux-Lac, trouvant ici des conditions de jeu de qualité.

Cette évolution positive des abonnements induit une baisse mécanique du CA Green Fee et practice. En effet, les abonnés ne génèrent pas de Green Fee et utilisent moins le practice, préférant arpenter les deux parcours du Golf. Cette baisse de chiffre d'affaires est accentuée en 2018 par des conditions climatiques défavorables durant les 4 premiers mois de l'année, durant lesquels peu de chiffre d'affaires n'a été généré.

Enfin, le CA enseignement diminue continuellement. Si la base du nombre d'élèves enseignement reste stable d'une année sur l'autre, nous constatons une perte de CA sur la partie cours individuels. De plus, s'ajoute à cela l'absence de formation des élèves moniteurs pour 2018 – 2019, engendrant une baisse de recettes.

De manière plus précise, vous trouverez ci-dessous le détail du CA 2018 :

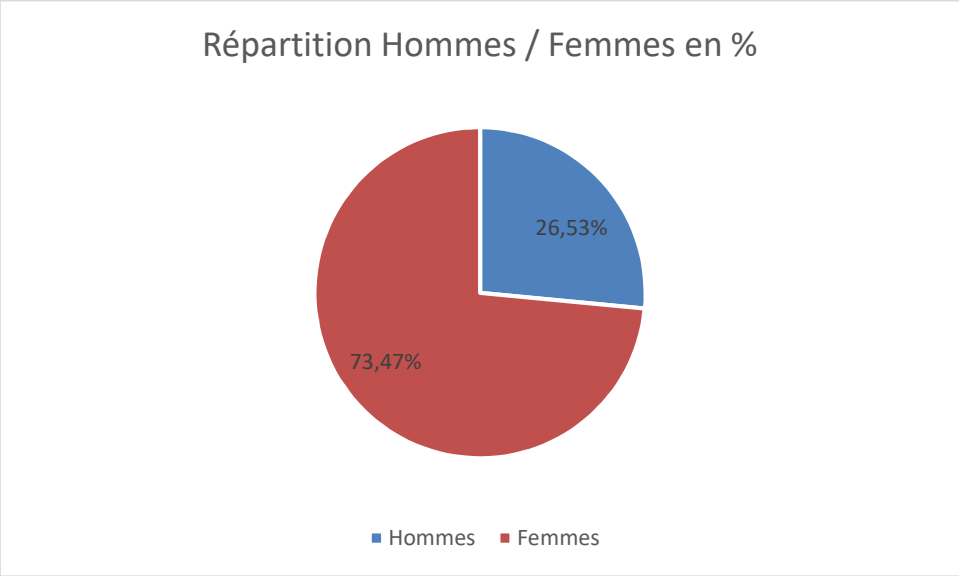




CA 2018			
Golf	Abonnements	1 107 632	67%
	Green Fee	309 996	19%
	Practice	173 354	11%
	Voiturettes	11 021	1%
	Cartes Blue Green	8 030	0%
	Fréquentation	6 995	0%
	hors fréquentation	30 294	2%
		1 647 322	**100%**
Enseignement	Abonnements	188 462	48%
	Cours	145 095	37%
	Ecole de Golf enfants	54 612	14%
	Provisions	3 867	1%
		392 036	**100%**

17. Typologie des abonnements, des personnes

a. Répartition hommes / femmes



La ville de Bordeaux a sollicité Bluegreen pour obtenir une répartition du nombre de femmes et d'hommes abonnés au Golf sur l'année 2018.
Nous constatons ici un écart important entre les hommes et les femmes alors que sport peut se pratiquer aussi facilement pour les femmes que pour les hommes.
Toutefois, il est à noter que la demande de la ville sur cet aspect n'a été prise en compte qu'au milieu du second semestre de l'année 2018, aussi un quart de nos abonnés non pas été qualifiés en hommes ou femmes. Un travail de mise à jour sera effectué en 2019 pour obtenir des chiffres plus précis et des actions visant à favoriser la présence des dames sur le Golf de Bordeaux-Lac seront engagées en 2019.

b. Répartition des abonnés selon leur situation géographique

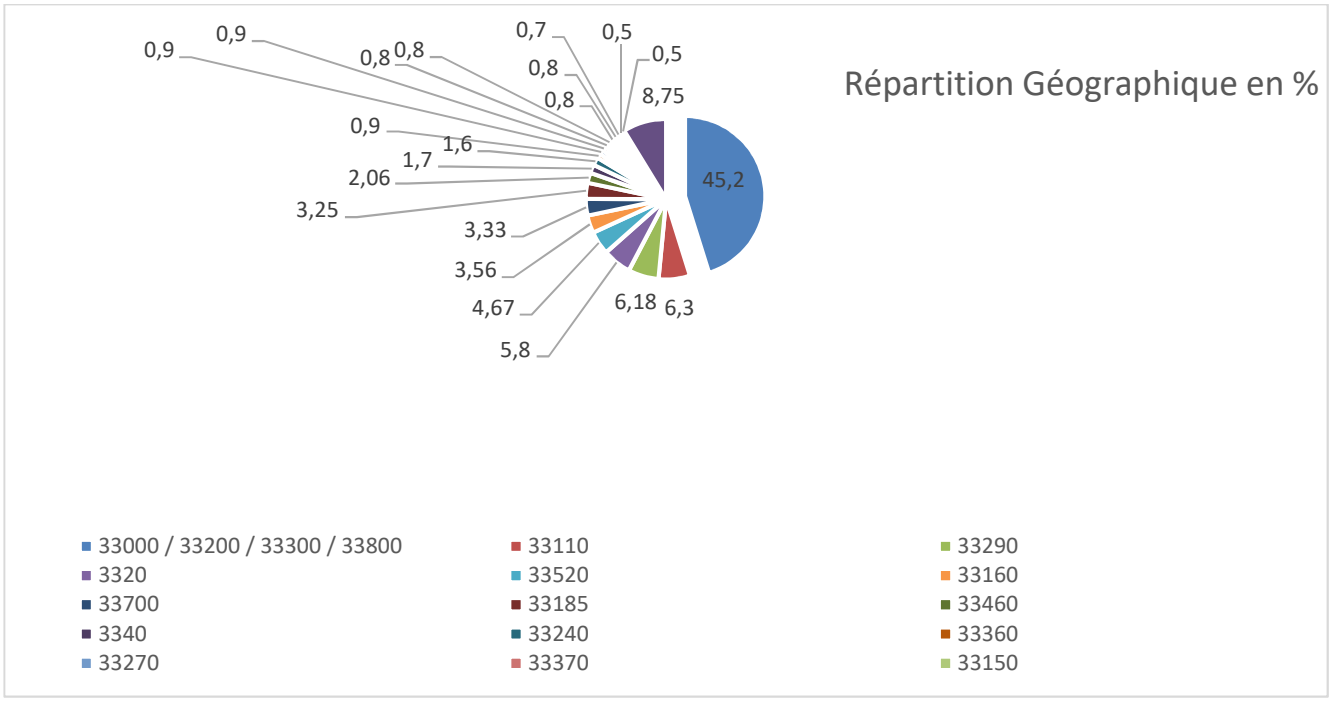


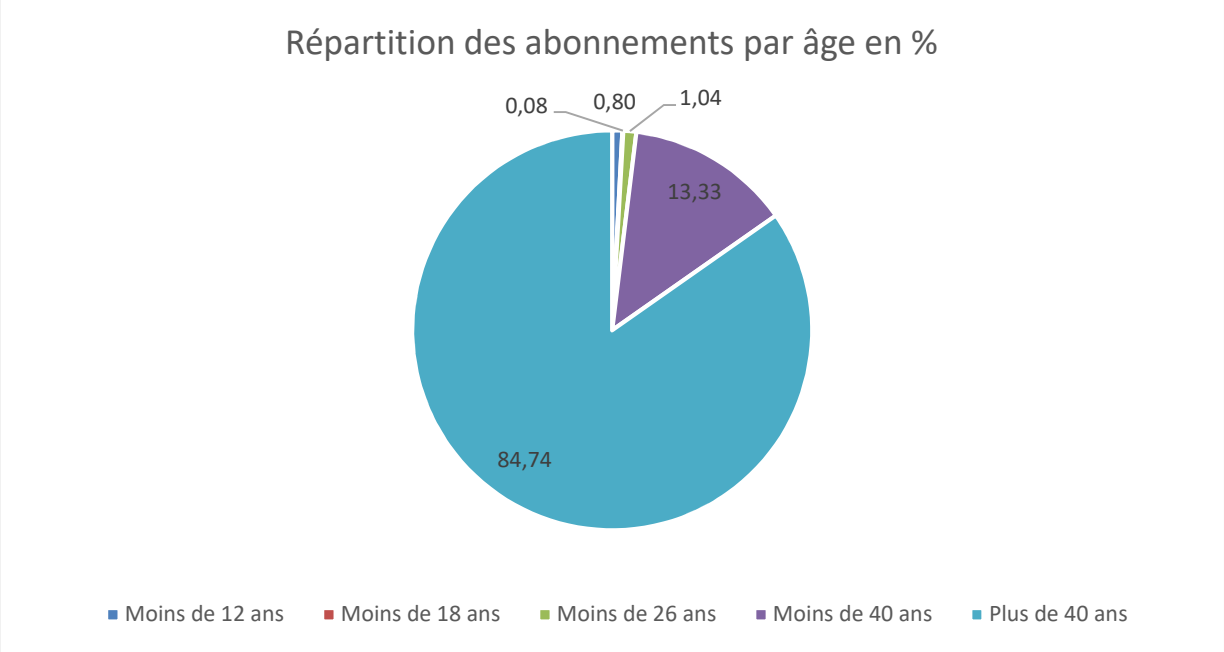
Tableau de correspondance :

Répartition géographique	Code postal	% d'abonnements	Bordeaux Métropole
Bordeaux	33000 / 33200 / 33300 / 33800	45,2	84,19
Le Bouscat	33110	6,3	
Blanquefort / Le Pian / Ludon / Parempuyre	33290	6,18	
Eysines / Le Taillan	3320	5,8	
Bruges	33520	4,67	
St Aubin de Médoc / St Médard	33160	3,56	
Merignac	33700	3,33	
Le Haillan	33185	3,25	
Secteur Margaux	33460	2,06	
Talence	3340	1,7	
Secteur Cadillac	33240	1,6	
Secteur Carignan	33360	0,9	
Floirac	33270	0,9	
Artigues Pres Bordeaux	33370	0,9	
Cenon	33150	0,8	
Pessac	33600	0,8	
Secteur St Loubes	33450	0,8	
Secteur St Eulalie	33560	0,8	
Ambares	33440	0,7	
Lormont	33310	0,5	
Bègles	33130	0,5	
Reste	X	8,75	

Commentaires :

Plus de 45 % des abonnés du Golf de Bordeaux de Bordeaux-Lac résident sur la commune de Bordeaux et bénéficient d'une offre de réduction de -15% sur les produits exclusivement commercialisés au Golf de Bordeaux-Lac.
Malgré un positionnement proche du Médoc, 84% des abonnés proviennent de la métropole bordelaise, ce qui confirme le positionnement urbain de ce golf en comparaison des golfs plus touristiques.

c. Répartition par âges

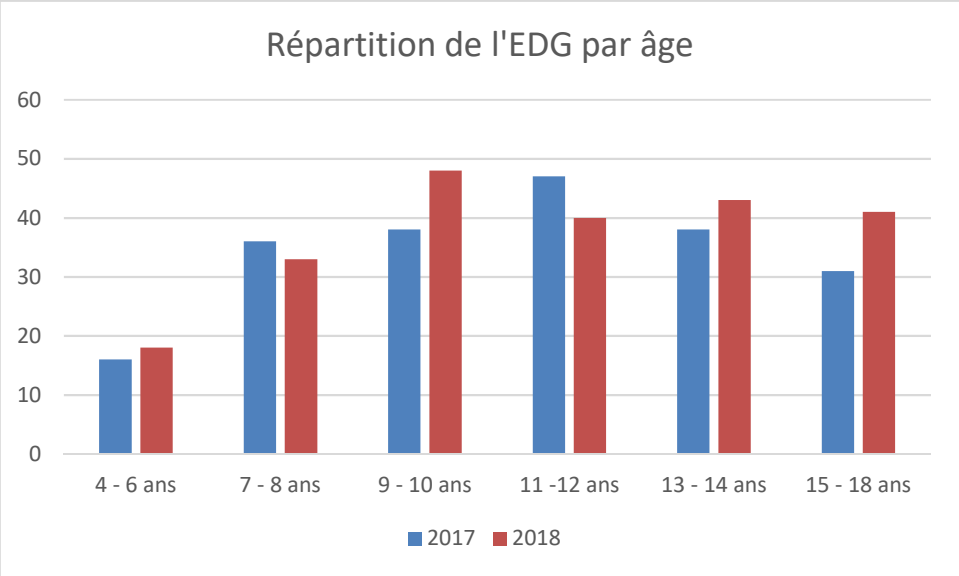


Commentaires :

84% des abonnés de Bordeaux-Lac ont plus de 40 ans, dont une majorité se situe entre 50 et 60 ans.
Le rajeunissement de la population golfique est un enjeu majeur pour l'ensemble des golfs français. Nous constatons que les formules enseignement permettant aux élèves d'adapter leurs cours en fonction de leurs disponibilités et du rythme professionnel fonctionnent puisque plus de 50% de ces élèves ont moins de 50 ans et sont donc encore actifs.

Une étude de la Fédération Française de Golf en 2018 a mis en avant un pic de fréquentation à l'âge de 68 ans au sein de nos clubs. Cette pyramide des âges se décalent progressivement dans le temps validant le fait d'une nécessaire prise en compte du rajeunissement de la population golfique.

18. Ecole de Golf



Ecole de Golf	2017	2018
4 - 6 ans	16	18
7 - 8 ans	36	33
9 - 10 ans	38	48
11 -12 ans	47	40
13 - 14 ans	38	43
15 - 18 ans	31	41
	206	223

Commentaires :

L'année sportive 2018 – 2019 a vu une forte évolution du nombre d'élève en école de golf avec une augmentation de 8.25% (soit 17 élèves supplémentaires).
Cette augmentation réside dans notre capacité à conserver nos élèves en enseignement au fil des années tout en faisant entrer de nouveaux élèves dans les catégories jeunes. Cette fidélisation provient de la qualité de l'enseignement et du travail partenarial engagé avec l'association sportive permettant aux jeunes pousses de découvrir la compétition.

A noter qu'en 2018, 5 jeunes de l'école de Golf ont participé aux Finales du Championnat de France jeunes s'étant déroulé sur les deux parcours de Bordeaux-Lac. 4 ont passé le cut (qualification sur 2 jours) et Manon Betuing finira vice-championne de France benjamine.



19. Ressources humaines

a. Evolution des effectifs 2017 vs 2018

	Accueil		Terrain		Enseignement		Direction		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Effectif	9	9	12	13	5	6	1	0	27	28
dont temps partiel	1	1							1	1
dont contrat Pro ou apprentissage	2	1	1	3	1	3			4	7
dont emploi d'avenir	1	3	1	1					2	4

L'effectif reste stable d'une année sur l'autre, une évolution apparaît toutefois sur le nombre de salariés en statuts « aidés ».
L'année 2018 a vu la réduction du nombre d'emploi aidé voulu par le gouvernement, réduisant significativement les critères d'éligibilité pour une structure commerciale comme le Golf de Bordeaux-Lac.

b. Détail des emplois aidés en date du 31/12/2018

- Accueil

  a. Un contrat de professionnalisation pour un étudiant en 5ème année (Master) de l'école AMOS de Bordeaux. Cet étudiant a la charge de dynamiser le partenariat et le réseau entreprises au sein du Golf
  b. Un contrat de professionnalisation pour une étudiante en licence Pro marketing et e-commerce. Cette étudiante a pour principal objectif de d'augmenter la visibilité du Golf au travers d'une communication numérique favorisant la vente en ligne.
  c. Un emploi aidé pour le commissaire de parcours, en reconversion professionnelle

- Terrain

  a. Un contrat de professionnalisation pour un élève jardinier s'inscrivant dans un cursus d'apprentissage de 2 ans
  b. Un emploi d'avenir pour un jeune en formation visant une expertise en tant que fontainier

- Enseignement

  a. Un contrat de professionnalisation pour un élève moniteur en 2ème année.

20. Synthèse bilan AS

En 2018, Cédric Calatayud est devenu le nouveau Président de l'Association sportive de Bordeaux-Lac. Sa présidence s'inscrit dans la continuité du travail réalisé par son prédécesseur tout en augmentant la relation partenariale avec Bluegreen.

Outre les résultats sportifs positifs de l'association, les deux structures travaillent conjointement aux projets suivants :

- Organisation des compétitions annuelles du club : Grand Prix de Bordeaux, Grand Prix Majeur jeunes, Championnat du Club, Trophée Séniors
- En 2018, les deux structures ont obtenu l'accueil des compétitions suivantes : Open international handisport, Finale inter-régionale jeunes, Finale Nationale jeunes.

De plus, l'année 2018 a permis de :

- Créer une section handisport labellisée au sein du Golf. Cette section permet d'accueillir les joueurs en situation de handicap dans des conditions optimales et de favoriser les rassemblements.
- Lancer la 1ère Bluegreen Académy en s'appuyant sur la qualité de la formation bordelaise. Aussi, pour cette 1ère cuvée, 2 pensionnaires de l'association sportive ont été recrutés (Gala Dumez et Charlotte Bunel)

V. BILAN TECHNIQUE 2018 GOLF DE BORDEAUX-LAC

21. Tableau des investissements 2018 (2% et hors 2%)

BLUE GREEN GOLF DE BORDEAUX LAC - PROJET PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS 2018			
ZONE	ACTIONS	2018	
		0,02 I	hors 2%
INVESTISSEMENT SITE	SABLAGE DU PARCOURS DE LA JALLE + LASM	5 368,02 I	
	Clôture anti-sangliers	33 300,00 I	
	CASIER CADDY MASTER	4 582,00 I	
	BOULE DE DEPART	3 078,00 I	
	MATERIEL DE PARCOURS (TAPIS PRACTICE, DRAPEAUX'	9 887,52 I	
	MORTEUR PORTE ATELIER	550,00 I	
	PORTE ATELIER	1080,00 I	
	SOUS TOTAL 1	57 845,54 I	0,00 I
NOUVELLES ACTIVITEES PROJET INVESTISSEMENT	THE STADIUM CONCEPT - CONCEPT STADIUM EQUIPEMENT ET LICENCE		17 000,00 I
	SOUS TOTAL 2	0,00 I	17 000,00 I
ARROSSAGE	REMPLACEMENT ASPIRATION ETANGS		3 974,00 I
	VARIATEURS POMPES ETANGS		3 956,00 I
	SOUS TOTAL 3	0,00 I	7 930,00 I
MATERIEL	DEFEUTREUR ED 130S		14 276,88 I
	Bacs GP 400400GP 400		1 200,00 I
	Débrouissalleuse		628,00 I
	MOTOPOMPE		347,58 I
	Karcher		849,29 I
		0,00 I	17 301,75 I
	TOTAL 2018	100 077,29 €	

Commentaires :

Dans le cadre des 2% contractuels et en accord avec la ville de Bordeaux, le plus gros investissement consistait à la réalisation de la 1ère phase de la mise en œuvre d'une clôture anti-sangliers pour un montant de 33 300€HT. Longue d'un kilomètre, la clôture couvre le périmètre : entrée du parking / angle allée du bois – Jalle de Canteret.

Dans la continuité des investissements réalisés depuis l'arrivée de Bluegreen sur le Golf de Bordeaux-Lac, les opérations de sablage des fairways ont été maintenu sur le parcours de la Jalle, des casiers de stockage de matériel ont été achetés pour satisfaire les demandes des abonnés et 20 tapis de practice ont été changé.

Enfin, nouveauté de 2018, toutes les boules de départs du parcours de la Jalle ont été remplacées. Une remise en état des meilleures boules des deux parcours a permis d'obtenir un jeu complet en bon état pour le parcours des étangs. Cet investissement s'inscrit dans la continuité d'améliorer la qualité de parcours et les conditions de jeu des clients. Un investissement complémentaire au niveau du practice et des drapeaux a été effectué pour un montant de 9 887.52€.



Nouvelles boules de départ
Logo Ville de Bordeaux et Bluegreen



Clôture anti-sangliers
Le long du trou 17

22. Tableau des immobilisations

Vous trouverez ci-dessous une extraction du tableau des immobilisations des biens achetés en 2018. En jaune les biens acquis dans le cadre des 2% d'investissements contractuels, en vert les acquisitions réalisées par Bluegreen en dehors des 2%.

						2018				
						Données				
Type	NR/2054:Type A	NR/Rubrique	N° Durée Date Acqu. Désignation	Année acquisition	fin amort	Brut	Cumul amort 17	Dotation 2017	Cumul Amort 2018	VNC 2018
Bien de retour	1.Terrains	Clôture	2018 1220 1466 [6.91 ans.Bail] 4/12/2018 SBFM GRILLAGE - CLOTUI	2018	31/10/2025	33 300	0	370	370	32 930
Bien de retour	2.Construction	Accès (porte, fenêtre	2018 1220 1468 [7.12 ans.Bail] 19/9/2018 BORDEAUX FERMETURE -	2018	31/10/2025	1 080	0	43	43	1 037
Bien de retour	2.Construction	Accès (porte, fenêtre	2018 1220 1469 [7.12 ans.Bail] 19/9/2018 BORDEAUX FERMETURE -	2018	31/10/2025	550	0	22	22	528
Bien de retour	3.Instal tech. mat&out.	Pompe	2018 1220 1463 [7.18 ans.Bail] 30/8/2018 SIREV - POME DE RELEVA	2018	31/10/2025	3 974	0	188	188	3 786
Bien de retour	3.Instal tech. mat&out.	Programmateur	2018 1220 1462 [7.47 ans.Bail] 15/5/2018 SIREV - REMPLACEMENT	2018	31/10/2025	3 956	0	335	335	3 621
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Aérateur	311210002 [0 ans.Hist] 31/3/2018 MOX RACHAT JD AERATEUR AER	2018	19/04/2015	0	0	0	0	0
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Débrousailleuse	2018 1220 1460 [3 ans.Hist] 3/7/2018 DESTRIAN - DEBROUSSAILLEU	2018	02/07/2021	628	0	104	104	524
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Divers Mat. & outilla	20141170852 [1.13 ans.Hist] 31/3/2018 RANSOMES JACOBSEN - ro	2018	18/05/2019	2 932	0	1 959	1 959	972
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Divers Mat. & outilla	2018 1220 1465 [5 ans.Hist] 2/5/2018 RANSOMES - BACS ET SUPPO	2018	01/05/2023	1 200	0	160	160	1 040
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Divers Mat. & outilla	2018 1220 1470 [5 ans.Hist] 9/1/2018 PIGUY SPORT - EQUIPEMENT	2018	08/01/2023	9 888	0	1 934	1 934	7 953
Bien de reprise	3. Instal tech. Mat&out.	Divers Mat. & outilla	2018 1220 1472 [5 ans.Hist] 9/9/2018 PIGUY SPORT - BOULES DE DE	2018	09/09/2023	3 078	0	616	616	2 462
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Divers Mat. & outilla	2018 1220 1471 [5 ans.Hist] 20/2/2018 RULLIER - MOTOPOMPE SER	2018	19/02/2023	348	0	60	60	288
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Nettoyeur HP	2018 1220 1461 [3 ans.Hist] 22/8/2018 DESTRIAN - KARCHER NETT(	2018	21/08/2021	849	0	102	102	747
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Râteau à bunker	311208018 [0 ans.Hist] 31/3/2018 RANSOMES JACOBSEN TURF TRU	2018	13/03/2013	0	0	0	0	0
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Régénérateur	2018 1220 1459 [5 ans.Hist] 27/4/2018 SOLVERT - DEFETREUR REGE	2018	26/04/2023	14 277	0	1 948	1 948	12 329
Bien de reprise	3.Instal tech. mat&out.	Equipement concept	2018 1220 1464 [3 ans.Hist] 26/6/2018 THE STADIUM CONCEPT - EC	2018	25/06/2021	17 000	0	2 934	2 934	14 066
Bien de reprise	4.Autres immo cor.	Vestiaire & casier	2018 1220 1467 [10 ans.Hist] 4/12/2018 PIGUY GOLF CHALLENGE - (	2018	03/12/2028	4 582	0	35	35	4 547

Le tableau complet des immobilisations se trouvent dans l'annexe 2.

Commentaires

En annexe, le tableau des immobilisations ne présente pas une classification conforme à la classification demandée dans le contrat de délégation. En effet, l'organisation ne répond pas aux éléments suivants :

- Les investissements réalisés dans le cadre des 2% contractuels en biens de retour
- Les investissements qui seront soumis à négociations en bien de reprise
- Les investissements nécessaires à l'activité golfique en bien propres. »

L'arrêt des comptes ayant été réalisé fin 2018, cela ne nous a permis de mettre à jour le tableau. Bluegreen s'engage à modifier ce tableau d'ici la fin de l'année 2019 pour que le rapport annuel de l'année 2020 cadre bien avec le contrat de délégation.

23. Entretien des parcours

a. Pratique culturales alternatives

L'entretien du parcours fera appel aux pratiques alternatives dès que possible d'un point de vue technique mais également législatif.

Les graminées seront choisies pour leur bonne résistance aux maladies, à la sécheresse et au piétinement. Au sein de chaque espèce, les variétés les mieux notées au catalogue officiel du GNIS ainsi qu'au catalogue européen, seront retenues pour effectuer les regarnissages des greens, des départs et des fairways. Ces graminées remplaceront progressivement les anciennes variétés plus sensibles et plus gourmandes, permettant à terme **une économie d'eau ainsi que la diminution des traitements phytopharmaceutiques et des apports de fertilisants.**

Les pratiques culturales les plus sophistiquées seront employées pour optimiser le développement d'un gazon sain en diminuant le concours des intrants. Par exemple, le verticutt des greens permettra

d'éviter le développement de la mousse (et donc l'emploi de produits chimiques pour l'éradiquer) et du feutre dont l'excès favorise le développement de champignons pathogènes.

Le programme d'entretien planifiera également l'emploi de stimulateurs de défense naturelle (SDN), éliciteurs et auxiliaires. L'emploi de complexes d'hydrates de carbone et oligo-éléments en provenance d'algues marines permettra **également d'optimiser le développement du gazon et ainsi d'avoir des graminées plus résistantes aux stress climatiques et aux maladies.** Le remplacement des produits

phytopharmaceutiques chimiques par des PNPP (Préparation Naturelle Peu Préoccupante) se fera au fur et à mesure des autorisations de mise sur le marché (AMM) délivrées par le Ministère de l'Agriculture.

L'emploi des produits les plus neutres possibles c'est-à-dire de l'environnement sera privilégié dans le respect de la réglementation en vigueur.

La fertilisation sera optimisée et les apports d'azote pourront être réduits grâce à des bactéries fixatrices de l'azote de l'air comme par exemple les azotobacters ainsi que des enzymes permettant une dégradation et minéralisation du feutre et de la matière organique. Les engrais organiques seront préférés aux engrais minéraux chaque fois que cela sera possible. Les apports seront fractionnés pour éviter au maximum les pertes par lessivage. Un contrôle régulier de la fertilité du sol permettra d'éviter tout excès. Des analyses foliaires en période de croissance aideront à éviter tout déséquilibre propice aux maladies. Les correctifs se feront par voie foliaire ce qui permet de mettre en œuvre des quantités beaucoup plus faibles de sels minéraux et évite ainsi toute accumulation dans le sol.

b. La gestion durable de la ressource en eau

L'eau constitue environ 90 % du tissu végétal des graminées. Autant dire que l'utilisation et la gestion de l'eau d'arrosage est essentielle pour les golfs. Les économies d'eau sont dans l'air du temps. Au-delà des considérations purement financières, l'aspect environnemental est de plus en plus présent à l'esprit des gestionnaires de golfs.

Le Golf de Bordeaux Lac place depuis toujours l'optimisation des consommations d'eau au cœur de ses priorités et inscrit son activité en parfaite conformité avec l'application de la Charte sur l'Eau mise en place par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et les différents acteurs de la profession. Aujourd'hui, la C'est-à-dire fait régulièrement face à des phénomènes de sécheresses et de restrictions d'eau. Une situation inquiétante qui incite le Golf de Bordeaux Lac, soucieux de la ressource en eau, à mettre en place de nombreuses actions permettant sa préservation.

Le rythme de l'arrosage dépend des conditions climatiques. La quantité d'eau apportée lors de chaque opération doit être suffisante pour humidifier, sans excès, le sol sur une dizaine de centimètre. Il faut donc éviter les arrosages fréquents et légers qui favorisent l'apparition d'un système racinaire peu profond rendant le gazon plus sensible au piétinement et à l'arrachement et, également, plus sensible à la chaleur et à la sécheresse. Mais il faut aussi éviter les arrosages trop abondants, car l'excès d'eau peut

entrainer un lessivage des éléments fertilisants, surtout l'azote, un compactage des sols, conditionne le feutre et facilite le développement du pâturin annuel. En principe, la dose d'arrosage doit être calculée de façon à couvrir le déficit hydrique hebdomadaire, c'est-à-dire l'évapotranspiration potentielle de la plante (ETP) soustrait à la pluviométrie. Cette dose d'arrosage est fonction, d'une part, du lieu et de la saison, d'autre part, de la nature du terrain à arroser et donc de sa réserve utile (RU).

c. Bilan hydrique

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
PLUVIOMETRIE (Kmm)	1,035	1,024	0,64	0,951	0,702	0,885
CUMUL ETP (coeff)	0,957	1,203	1,048	1,1	1,1	1,14
SURFACE ARROSEE (m²)	500000	500000	500000	500000	500000	500000
CONSO THEORIQUE (m3)	-39000	89500	204000	74500	199000	127500
	-302%	141%	83%	234%	70%	128%
CONSO REELLE (m3)	117654	125931	168836	174342	140107	162733

Commentaires :

La consommation réelle 2018 est supérieure à la consommation théorique (ETP). En effet, l'ETP est un indicateur de contrôle de l'arrosage, mais cet indicateur ne prend pas toujours en compte la nature même du lieu.
Le golf de Bordeaux-Lac présente une nature de sol très argileuse, générant une sécheresse du sol très rapide si on ne le maintient pas humide constamment. La sécheresse du sol engendre des crevasses sur les fairways rendant la pratique impossible pour les golfeurs.
La période juin – octobre, ne fournissant que peu d'eau durant les 5 mois nous a imposé des syringes en pleine journée (arrosage très léger) pour faire descendre la température des fairways et des greens et conserver une surface de sol idéale pour la pratique du golf.

d. Analyse des dépenses engrais et phytosanitaires

Réalisé en 2018

60-Autres charges	602-Engrais, phyto, semences	602100-ACHATS ENGRAIS	-27 500	-38 016	15 994	57,9%
		602110-ACHATS PHYTOSANITAIRES	-13 380	-18 218	-640	103,5%
		602120-ACHATS SEMENCES	-14 922	-8 859	-6 063	168,4%
		606380-ACHATS VEGETAUX & POISSONS		-1 947	1 947	
		799602-TC ENGRAIS, PHYTO, ETC ...	-7 955	3 794	-11 749	-209,7%
	Total 602-Engrais, phyto, semences		-63 756	-63 246	-510	100,8%

Dépenses Phytosanitaires 2016
14413 €

Dépenses Phytosanitaires 2017
18218 €

Dépenses Phytosanitaires 2018
13 380 €

Commentaires :

Si les conditions météorologiques ont rendu délicate l'exploitation du golf (forte pluviométrie en début d'année et période de sécheresse intense durant l'été), les fortes chaleurs de l'été ont fortement diminué l'expansion des différentes maladies. En effet, la période de sécheresse subie durant les 4 mois d'été a limité les différentes attaques de champignons, ces derniers ne pouvant se propager par manque d'humidité.

Nous pouvons aussi lier cette diminution de l'usage des produits phytosanitaires par la mise en place, depuis plusieurs années, de produits alternatifs plus résistants et adaptés à nos besoins.

Cependant, nous restons convaincus que le volume des produits phytosanitaires évolue chaque année au gré des conditions météo et qu'il nous faudra encore un peu de temps afin d'entretenir l'ensemble des surfaces de jeu sans produit phytosanitaire. Pour autant, Bluegreen s'engage fortement dans une culture des aires de jeu alternative et répond à de nombreux recommandations de la démarche Pelouse Sportive Ecologique.

Tableau des consommations :

Pratique phytosanitaire

	2017					
Golf de Bordeaux Lac	Fongicides	Biocontôle	Herbicides	Insecticides biologique	Régulateurs de croissance	Destructeur de mousse
	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an
Greens	13	4				
Avant-greens et Départs			4			
Fairways (Jalle /Etangs/Pitch)			1			
Autres						

	2018					
Golf de Bordeaux Lac	Fongicides	Biocontôle	Herbicides	Insecticides biologique	Régulateurs de croissance	Destructeur de mousse
	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an	Nombre de traitements / an
Greens	10					1
Avant-greens et Départs			1			
Fairways (Jalle /Etangs/Pitch)			1			
Autres		2				

Registre des méthodes culturales

Golf de Bordeaux Lac	2018								
	Verticutt	Défeutrage	Spike	Scarification	Aération	Décompactage	Sablage	Top dressing	Regarnissage Mécanique
	Qté / an	Qté / an	Qté / an	Qté / an	Qté / an	Qté / an	Qté / an	Qté / an	Qté / an
Greens	1		4		2		2	9	3
Avant-greens et Départs							1		1
Fairways						1	1		
Autres									

e. *Démarche Pelouses Sportives Ecologiques :*

La ville de Bordeaux est engagée depuis plusieurs années dans la démarche Pelouse Sportive Ecologique. Bluegreen souhaite accompagnée et répondre à la volonté municipale en s'inscrivant dans cette démarche. Sensible aux notions de réduction de l'usage des produits phytosanitaires, de préservation de la biodiversité ou développement des cultures alternatives, Bluegreen tend à répondre aux recommandations de l'expert mandaté par la ville en matière de « PSE ».

Vous trouverez en annexe 3 la totalité du document avec les actions engagées, les pistes d'amélioration possibles et les recommandations de l'expert.

Vous trouverez ci-dessous quelques actions menées en 2018 :

- Mise en place d'un plan de formation des jardiniers pour l'usage des produits phytosanitaires
- Inscription des intendants aux formations sur l'usage des produits alternatifs
- Etude de sol réalisée par la société Lob Green
- Travail en cours sur un partenariat avec le Lycée Horticole de Bordeaux

VI. ANNEXE

24. Compte d'Exploitation Analytique Détaillé

25. Tableau des immobilisations

26. Démarche PSE

27. Agrément du distributeur de produits phytosanitaires

Golf de BORDEAUX

BLUEGREEN

Compte d'Exploitation Analytique détaillé 2018 Vs 2017

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
10-RBE	10-Chiffre d'affaires	101-Abonnements vendus	706110-CA ABONNEMENTS GOLF	-2 337	-1 576	-761	148,3%
			706112-CA ABONNEMENTS LISSAGE	579 977	549 681	30 296	105,5%
			706113-CA ABONNEMENTS PRELEVEMENT	529 992	508 024	21 968	104,3%
		Total 101-Abonnements vendus		1 107 632	1 056 129	51 503	104,9%
		109-Abonnements - prov rejets de prlv	681741-PROV CLIENTS/IMPAYES PRLV ABO		-2 764	2 764	
			781741-REPRISE PROV CLIENTS/IMPAYES PRLV ABO	2 231	5 521	-3 290	40,4%
		Total 109-Abonnements - prov rejets de prlv		2 231	2 758	-526	80,9%
		110-Green fees	706100-CA GREEN FEES	270 227	314 055	-43 828	86,0%
			798111-TC GRP GREEN FEES B&G	39 770	37 950	1 820	104,8%
			799110-TC GREEN FEES				#DIV/0!
		Total 110-Green fees		309 996	352 005	-42 008	88,1%
		112-Practices	706120-CA PRACTICE	164 025	183 645	-19 619	89,3%
			798112-TC GRP PRATICE B&G	9 329	5 404	3 925	172,6%
			799112-TC PRACTICE				#DIV/0!
		Total 112-Practices		173 354	189 048	-15 695	91,7%
		113-Voiturettes	706130-CA LOCATIONS VOITURETTES	11 021	13 901	-2 880	79,3%
		Total 113-Voiturettes		11 021	13 901	-2 880	79,3%
		114-Cartes BG	706140-CA CARTES BLUE GREEN	8 030	9 519	-1 489	84,4%
			799114-TC BG CARD				#DIV/0!
		Total 114-Cartes BG		8 030	9 519	-1 489	84,4%
		118-Autres golf liés à la fréquentation	706150-CA LOCATIONS MATERIEL GOLF	6 995	8 800	-1 805	79,5%
			798113-TC GRP LOC MAT GOLF B&G				#DIV/0!
			799115-TC LOCATION MATERIEL GOLF				#DIV/0!
		Total 118-Autres golf liés à la fréquentation		6 995	8 800	-1 805	79,5%
		120-Autres golf hors fréquentation	706180-CA SPONSORING	2 600	1 600	1 000	162,5%
			706190-CA AUTRES LOC & PROD. GOLF	25 463	13 021	12 442	195,6%
		Total 120-Autres golf hors fréquentation		28 063	14 621	13 442	191,9%
		125-Enseignement	706252-CA ENSEIGNEMENT LISSAGE	84 972	92 801	-7 829	91,6%
			706253-CA ENSEIGNEMENT PRELEVEMENT	103 490	125 725	-22 235	82,3%
		Total 125-Enseignement		188 462	218 526	-30 064	86,2%
		126-Enseignement non lissé	706250-CA ENSEIGNEMENT	139 810	136 471	3 340	102,4%
			798126-TC GRP ENSEIGNEMENT B&G	5 285	6 012	-728	87,9%
			799126-TC ENSEIGNEMENT NON LISSE				#DIV/0!
		Total 126-Enseignement non lissé		145 095	142 483	2 612	101,8%
		127-Enseignement Enfants	706270-CA ENSEIGNEMENT ENFANTS	54 612	48 929	5 683	111,6%
		Total 127-Enseignement Enfants		54 612	48 929	5 683	111,6%

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

BLUEGREEN

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
		129-Enseignements - prov rejets de prlv	681742-PROV CLIENTS/IMPAYES PRLV ENSEIGNEMENT		-3 929	3 929	
			781742-REPRISE PROV CLIENTS/IMPAYES PRLV ENSEIGNEMENT	3 867	4 277	-410	90,4%
		Total 129-Enseignements - prov rejets de prlv		3 867	348	3 519	1111,6%
		130-Restauration solide	799130-TC CA RESTAURATION SOLIDE				#DIV/0!
		Total 130-Restauration solide					#DIV/0!
		170-Boutique matériel	707100-CA BO MATERIEL & REPARAT.	3 471	2 364	1 108	146,9%
		Total 170-Boutique matériel		3 471	2 364	1 108	146,9%
		171-Boutique vêtements	707110-CA BO VETEMENTS AH 1	17	133	-117	12,5%
		Total 171-Boutique vêtements		17	133	-117	12,5%
		172-Boutique accessoires	707120-CA BO ACCESSOIRES	221	949	-728	23,3%
		Total 172-Boutique accessoires		221	949	-728	23,3%
		183-Locations immobilière	708300-CA LOCATIONS IMMOBILIERES	45 732	53 792	-8 059	85,0%
		Total 183-Locations immobilière		45 732	53 792	-8 059	85,0%
	Total 10-Chiffre d'affaires			2 088 800	2 114 303	-25 504	98,8%
	30-Coût matières	330-Variation matériel	603700-VARIATION STOCKS BO MAT & REP	8 505	-616	9 121	-1381,0%
		Total 330-Variation matériel		8 505	-616	9 121	-1381,0%
		331-Variation Vétements	603710-VARIATION STOCKS BO VETEMENTS AH 1				#DIV/0!
		Total 331-Variation Vétements					#DIV/0!
		332-Variation accessoires	603720-VARIATION STOCKS BO ACCESSOIRE	42	-89	131	-47,5%
		Total 332-Variation accessoires		42	-89	131	-47,5%
		335-Variation solide	603100-VARIATION STOCKS SOLIDE				#DIV/0!
		Total 335-Variation solide					#DIV/0!
		336-Variation liquide	603110-VARIATION STOCKS LIQUIDE				#DIV/0!
		Total 336-Variation liquide					#DIV/0!
		338-Variation terrain	603200-VARIATION STOCKS TERRAIN	-2 801	3 366	-6 167	-83,2%
			799338-TC VARIATION STOCK TERRAIN	2 801	-3 366	6 167	-83,2%
		Total 338-Variation terrain					#DIV/0!
		360-Achats bo matériel	607100-ACHATS MSES BO MAT & REPARAT.	-3 766	-3 074	-691	122,5%
			799360-TC ACHATS BO MATERIEL & REPAR.	-1 996		-1 996	#DIV/0!
		Total 360-Achats bo matériel		-5 762	-3 074	-2 687	187,4%
		361-Achats bo vétements	607111-ACHATS MSES BO VETEMENTS PE	-831		-831	#DIV/0!
			607112-ACHATS MSES BO VETEMENTS AH 2	-1 219	1 105	-2 324	-110,3%
		Total 361-Achats bo vétements		-2 050	1 105	-3 155	-185,5%
		362-Achats bo accessoires	607120-ACHATS MSES BO ACCESSOIRES	-244	-1 616	1 372	15,1%
		Total 362-Achats bo accessoires		-244	-1 616	1 372	15,1%
		366-Achats resto liquide	613600-MALUS SUR EMBALLAGES				#DIV/0!
		Total 366-Achats resto liquide					#DIV/0!
		370-Redevance boutique	651200-REDEVANCE BOUTIQUE	-141		-141	#DIV/0!
		Total 370-Redevance boutique		-141		-141	#DIV/0!
		390-Prov & rep deprec matériel	681730-DAP STOCKS BO MATERIEL & REPAR	-158		-158	#DIV/0!
			781730-RAP STOCKS BO MATERIEL & REPAR				#DIV/0!
		Total 390-Prov & rep deprec matériel		-158		-158	#DIV/0!
		391-Prov & rep deprec vétements	681731-DAP STOCKS BO VETEMENTS				#DIV/0!
			781731-RAP STOCKS BO VETEMENTS				#DIV/0!
		Total 391-Prov & rep deprec vétements					#DIV/0!

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

BLUEGREEN

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
		392-Prov & rep deprec accessoires	681732-DAP STOCKS BO ACCESSOIRES				#DIV/0!
			781732-RAP STOCKS BO ACCESSOIRES		39	-39	
		Total 392-Prov & rep deprec accessoires			39	-39	
		395-Offerts resto solide	799395-TC OFFERTS RESTO SOLIDE				#DIV/0!
		Total 395-Offerts resto solide					#DIV/0!
		398-Repas du personnel	799398-TC Repas du personnel				#DIV/0!
		Total 398-Repas du personnel					#DIV/0!
	Total 30-Coût matières			192	-4 251	4 443	-4,5%
	40-Charges de personnel	420-Personnel - bruts	641100-APPOINTEMENTS & SALAIRES	-653 803	-618 478	-35 326	105,7%
			641120-PRIMES S/ SALAIRES	-22 241	-29 169	6 929	76,2%
			641130-MAJORAT - HEURES SUPP & COMPL.	-1 041	-543	-498	191,6%
			641140-PRIMES DE PRECARITE	-299	-1 424	1 125	21,0%
			641160-PRIMES EXCEPTIONNELLES	-4 025	-1 000	-3 025	402,5%
			641170-PRIME ANCIENNETE	-27 805	-29 002	1 197	95,9%
			641180-ABSENCES RETENUES & IND COMP.	34 306	57 446	-23 141	59,7%
			641200-CONGES PAYES PRIS	-53 366	-52 542	-824	101,6%
			641210-INDEMNITES COMPENSATRICES C.P	-15 781	-5 059	-10 723	312,0%
			641220-ABSENCES CONGES PAYES	51 999	50 078	1 922	103,8%
			641510-AVANTAGES EN NATURE LOGEMENT	-11 383	-11 383		100,0%
			726510-REPRISE AVTGES NATURE LOGEMENT	11 383	11 383		100,0%
			799420-TC PERSONNEL - BRUTS	68 443		68 443	#DIV/0!
		Total 420-Personnel - bruts		-623 614	-629 693	6 080	99,0%
		425-Personnel - bruts Prov dotation n	641860-PROVISIONS SALAIRES A VERSER	-8 541	-18 285	9 744	46,7%
		Total 425-Personnel - bruts Prov dotation n		-8 541	-18 285	9 744	46,7%
		429-Personnel - bruts Prov reprise n-1	641890-REPRISE PROV SAL A VERSER N-1	18 285	19 240	-955	95,0%
		Total 429-Personnel - bruts Prov reprise n-1		18 285	19 240	-955	95,0%
		430-Personnel - charges	633300-FORMATION CONTINUE (1.50 %)	-8 393	-7 875	-518	106,6%
			633400-EFFORT CONSTRUCTION	-3 006	-2 739	-268	109,8%
			633500-TAXE APPRENTISSAGE	-5 152	-6 787	1 635	75,9%
			645100-URSSAF - RG & MSA	-150 504	-142 073	-8 431	105,9%
			645250-MUTUELLE - CADRES	-11 788	-9 530	-2 258	123,7%
			645300-RETRAITES - NC	-37 387	-33 715	-3 672	110,9%
			645350-RETRAITES - CADRES	-5 954	-6 923	968	86,0%
			645400-ASSEDIC - RG & MSA	-13 160	-11 039	-2 121	119,2%
			645550-PREVOYANCE - CADRES	-4 615	-4 373	-242	105,5%
			647100-C E - FONCTIONNEMENT	-1 401	-1 281	-120	109,4%
			647200-C E - OEUVRES SOCIALES	-5 604	-5 125	-480	109,4%
			647600-MEDECINE DU TRAVAIL	-2 487	-2 305	-182	107,9%
			799430-TC PERSONNEL - CHARGES	26 598		26 598	#DIV/0!
		Total 430-Personnel - charges		-222 855	-233 764	10 908	95,3%
		435-Personnel - charges Prov dotation n	645860-PROV CHARGES S/ SAL A VERSER	-3 330	-7 132	3 802	46,7%
		Total 435-Personnel - charges Prov dotation n		-3 330	-7 132	3 802	46,7%
		439-Personnel - charges Prov reprise n-1	645890-REPRISE CHARGES SAL A VERS N-1	7 132	7 506	-374	95,0%
		Total 439-Personnel - charges Prov reprise n-1		7 132	7 506	-374	95,0%

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
		460-Personnel - autres	621100-PERSONNEL INTERIMAIRE	-5 322	-6 053	730	87,9%
			633310-COUT SUPPLEMENTAIRE FORMATION	-24 010	-17 704	-6 306	135,6%
			641300-REMBT TITRE DE TRANSPORT		-56	56	
			641430-INDEMNITES TRANSAC / RUPTURES CONVENTIONNELLES		-2 525	2 525	
			641450-INDEMNITES DE STAGES SOUMIS	-1 176	-3 606	2 430	32,6%
			647110-ABONDEMENT FOND EPARGNE	-6 066	-3 218	-2 848	188,5%
			648800-AUTRES CHARGES DU PERSONNEL		-217	217	
			741100-SUBVENTION AIDE RECUE A EMPLOI	42 139	48 849	-6 710	86,3%
			791200-REMBT RECU S/ FORMATIONS	12 397	-3 274	15 671	-378,6%
			791220-REMBT RECU S/ SUBR PREVOYANCE	-677	1 281	-1 958	-52,8%
			791230-TC CHARGES DE PERSONNEL EXPLOIT	3 531		3 531	#DIV/0!
			799460-TC PERSONNEL - AUTRES	-3 531		-3 531	#DIV/0!
		Total 460-Personnel - autres		17 285	13 476	3 809	128,3%
		495-Personnel - prov CP	641800-PROV CONGES PAYES ECOULES	-3 824	-7 175	3 351	53,3%
			645800-PROV CHARGES S/ C.P ECOULES	-1 879	-2 724	845	69,0%
		Total 495-Personnel - prov CP		-5 703	-9 899	4 196	57,6%
	Total 40-Charges de personnel			-821 342	-858 551	37 209	95,7%
	60-Autres charges	602-Engrais, phyto, semences	602100-ACHATS ENGRAIS	-27 500	-38 016	15 994	57,9%
			602110-ACHATS PHYTOSANITAIRES	-13 380	-18 218	-640	103,5%
			602120-ACHATS SEMENCES	-14 922	-8 859	-6 063	168,4%
			606380-ACHATS VEGETAUX & POISSONS		-1 947	1 947	
			799602-TC ENGRAIS, PHYTO, ETC ...	-7 955	3 794	-11 749	-209,7%
		Total 602-Engrais, phyto, semences		-63 756	-63 246	-510	100,8%
		603-Petits mat, outil & pièces	602200-PIECES DETACHEES MAT TERRAIN	-20 344	-28 163	7 819	72,2%
			602210-PIECES DETACHEES MAT ATELIER	-2 113	-1 839	-275	114,9%
			602220-PIECES DETACHEES MAT ARROSAGE	-5 986	-11 344	5 358	52,8%
			602400-ACHATS BALLES PRATICE	-15 343	-15 377	34	99,8%
			602410-ACHATS PETIT MATERIEL PRACTICE	-2 954	-4 145	1 190	71,3%
			602420-ACHATS PETIT MATERIEL PARCOURS	-2 168	-3 388	1 220	64,0%
			606350-ACHATS PETIT OUTIL. & MATERIEL	-1 311	-1 607	296	81,6%
			606370-ACHATS CLUBS & SACS P/ LOCAT.	-2 960		-2 960	#DIV/0!
			799603-TC PETIT MAT, OUTILL & PIECES	2 722	-501	3 223	-543,3%
		Total 603-Petits mat, outil & pièces		-50 459	-66 364	15 906	76,0%
		604-Eau arrosage	606102-REDEV. STATION POMPAGE TERRAIN	-1 621	-2 072	451	78,2%
		Total 604-Eau arrosage		-1 621	-2 072	451	78,2%
		605-Energie	602300-SUPER CARBURANT TERRAIN	-1 641	-1 879	238	87,3%
			602310-GAZOLE TERRAIN	-15 102	-14 306	-796	105,6%
			602330-LUBRIFIANT TERRAIN	-1 809	-4 564	2 756	39,6%
			606100-EAU	-12 440	-11 922	-518	104,3%
			606110-GAZ	-5 450	-1 671	-3 779	326,1%
			606120-ELECTRICITE	-35 386	-35 891	505	98,6%
			799605-TC ENERGIE	-1 485	73	-1 558	-2034,2%
		Total 605-Energie		-73 313	-70 161	-3 151	104,5%

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
		606-Fournitures consommables	606310-ACHATS VET. & CHAUSS. TRAVAIL	-4 227	-6 036	1 808	70,0%
			606340-ACHATS PRODUITS DENTRETIEN	-2 682	-3 048	366	88,0%
			606360-ACHATS PETITES FOURNITURES	-22 647	-25 867	3 221	87,5%
			606810-FLEURS & DECORATIONS FLORALES	-151		-151	#DIV/0!
			799606-TC FOURNITURES CONSOMMABLES	672	-533	1 205	-126,1%
		Total 606-Fournitures consommables		-29 035	-35 484	6 449	81,8%
		607-Fournitures administratives	606400-ACHATS FOURN. BUREAU & INFORM.	-3 334	-2 723	-611	122,4%
			799607-TC FOURNITURES ADMINISTRATIVES	-409	274	-683	-149,3%
		Total 607-Fournitures administratives		-3 743	-2 449	-1 294	152,9%
		608-Produits accueil	606390-ACHATS PRODUITS DACCUEIL	-3 208	-1 566	-1 641	204,8%
			799608-TC PRODUITS D'ACCUEIL	-45		-45	#DIV/0!
		Total 608-Produits accueil		-3 253	-1 566	-1 686	207,7%
		611-Gardiennage & sécurité	611100-SOUS TRAITANCE GARDIENNAGE	-723	-342	-382	211,7%
		Total 611-Gardiennage & sécurité		-723	-342	-382	211,7%
		613-Locations>5k€ à+ d'1 an	613500-LOCATIONS MATERIELS>5k€ A + D'1 AN	-2 473	-2 126	-348	116,4%
			613530-LOCATIONS VEHICULES>5k€ A + D'1 AN	-1 476	-2 690	1 215	54,8%
			616570-ASSURANCE VOITURETTES	-924	-924		100,0%
		Total 613-Locations>5k€ à+ d'1 an		-4 873	-5 740	867	84,9%
		614-Locations ponctuelles	613510-LOCATIONS MATERIELS PONCTUELLES	-6 084	-682	-5 402	892,7%
			613535-LOCATIONS VEHICULES PONCTUELLES	-109		-109	#DIV/0!
			613550-LOCATIONS CANAL PLUS & TPS	-508	-508		100,0%
		Total 614-Locations ponctuelles		-6 701	-1 190	-5 511	563,2%
		615-Maintenance & entretien	611110-SOUS TRAITANCE MENAGE	-830	-980	150	84,7%
			611170-SOUS TRAITANCE DECHETS	-178		-178	#DIV/0!
			615200-SCE EXT. TRAVAUX S/ LOCAUX	-5 283	-7 826	2 542	67,5%
			615220-SCE EXT. TRAVAUX S/ TERRAIN	-5 306	-4 766	-540	111,3%
			615500-SCE EXT. ENTR & REPAR MATERIEL	-7 603	-6 268	-1 334	121,3%
			615510-SCE EXT. ENTR & REPAR MOBILIER		-536	536	
			615520-SCE EXT. ENTR & REPAR ARROSAGE	0	-5 509	5 509	0,0%
			615530-SCE EXT. ENTR & REPAR VEHICULE	-55	-75	20	73,8%
			615570-SCE EXT. ENTR & REPAR VOITURET	-918	-846	-72	108,5%
			615600-CONTRATS MAINT. MAT & INSTALL.	-8 038	-5 608	-2 430	143,3%
			615610-CONTRATS MAINT. INFORMATIQUE	-30	-180	150	16,7%
			617100-ANALYSES BACTERIOLOGIQUES	-907	-618	-288	146,6%
		Total 615-Maintenance & entretien		-29 149	-33 213	4 064	87,8%
		616-Assurances	616100-ASSURANCE MULTIRISQUES	-12 060	-10 980	-1 080	109,8%
			616300-ASSURANCE VEHICULES SOCIETE	-480	-1 020	540	47,1%
			616310-ASSURANCE MATERIEL TERRAIN	-2 040	-2 040		100,0%
		Total 616-Assurances		-14 580	-14 040	-540	103,8%
		620-Frais postaux	626100-AFFRANCHISSEMENTS	-1 162	-1 595	433	72,9%
		Total 620-Frais postaux		-1 162	-1 595	433	72,9%
		622-Honoraires	622400-PRESTATIONS D'ANIMATIONS		-600	600	
			622650-HONORAIRES TECHNIQUES	-3 712		-3 712	#DIV/0!
			622700-FRAIS DACTES & CONTENTIEUX	-339	-195	-144	174,2%
		Total 622-Honoraires		-4 051	-795	-3 256	509,8%

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

BLUEGREEN

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
		623-Publicité	623100-ANNONCES PRESSE LOCALE	-2 424		-2 424	#DIV/0!
			623200-AFFICHAGES PUBLICITAIRES	-282	-4 336	4 054	6,5%
			623210-SIGNALETIQUE EXTERIEURE		-176	176	
			623320-AUTRES MARKETING DIRECTS	-7 271	-4 347	-2 924	167,3%
			623330-FOIRES, SALONS & EXPOSITIONS	-861	-500	-361	172,1%
			623380-SPONSORING & NOTORIETE	-1 791		-1 791	#DIV/0!
			623400-CADEAUX A LA CLIENTELE	-400	-422	22	94,8%
			623500-PRIX & PRIMES VERSES COMPETS		-400	400	
			623920-PUB MULTI MEDIA	-856		-856	#DIV/0!
			799623-TC PUBLICITE	-5 314	-2 837	-2 477	187,3%
		Total 623-Publicité		-19 199	-13 018	-6 181	147,5%
		624-Offerts direction	799624-TC CADEAUX & OFFERTS CLIENTS				#DIV/0!
		Total 624-Offerts direction					#DIV/0!
		625-Voyages & déplacements	606140-CARBURANTS VEHICULE SOCIETE	-981	-898	-83	109,2%
			625100-VOYAGES & DEPLACEMENTS	-2 952	-1 727	-1 225	170,9%
			625600-MISSIONS	-1 851	-151	-1 700	1223,8%
			625610-RECEPTIONS	-11 390	-10 345	-1 044	110,1%
		Total 625-Voyages & déplacements		-17 174	-13 122	-4 052	130,9%
		626-Telecom	626200-TELEPHONE	-4 301	-2 630	-1 672	163,6%
			626210-TELEPHONE PORTABLE	-54		-54	#DIV/0!
		Total 626-Telecom		-4 355	-2 630	-1 725	165,6%
		627-Frais bancaires	627210-FRAIS S/ CARTES BLEUE	-4 522	-3 229	-1 293	140,0%
			627520-FRAIS S/ CHEQUES VACANCES ANCV	-171	-135	-36	126,5%
			627800-FRAIS BANCAIRES	-414	-1 969	1 555	21,0%
		Total 627-Frais bancaires		-5 106	-5 333	227	95,8%
		628-Cotisations diverses	628100-COTISATIONS DIVERSES	-3 005	498	-3 503	-603,3%
		Total 628-Cotisations diverses		-3 005	498	-3 503	-603,3%
		629-Redevance FFG	628110-REDEVANCE F.F.G.	-2 488	-2 448	-40	101,6%
		Total 629-Redevance FFG		-2 488	-2 448	-40	101,6%
		630-Cotisation AS	628120-COTISATION AS	-47 526	-46 338	-1 188	102,6%
		Total 630-Cotisation AS		-47 526	-46 338	-1 188	102,6%
		635-Redevance télévisions	635810-REDEVANCE TELEVISION	-542	-538	-4	100,7%
		Total 635-Redevance télévisions		-542	-538	-4	100,7%
		658-Autres charges exploitations	618300-DOCUMENTATIONS TECHNIQUES		-369	369	
			623800-POURBOIRES & DONS COURANTS	-40	-30	-10	133,3%
			624800-FRAIS DE TRANSPORTS DIVERS	-5 142		-5 142	#DIV/0!
			658000-CHARGES DE GESTION COURANTE	-59	-1 131	1 072	5,2%
			658100-DIFFERENCES DE REGLEMENTS	2	196	-194	1,0%
			658200-ECARTS DE CAISSE - NEGATIFS	302	-102	405	-295,1%
			708500-CA REFACT DIV TIERS 20%	9 600	9 600		100,0%
			758000-PRODUITS DE GESTION COURANTE	548	271	277	202,5%
			758100-DIFFERENCES DE REGLEMENTS	147		147	#DIV/0!
		Total 658-Autres charges exploitations		5 358	8 434	-3 076	63,5%
	Total 60-Autres charges			-380 456	-372 751	-7 704	102,1%

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

Catégorie 6	Catégorie 7	Catégorie 8	Compte GL	2018	2017	R18 - R17	R18 / R17 (%)
	83-Provisions exploitations	830-Prov & pertes clients	654100-PERTES CLIENTS S/ EXERCICE	-3 533		-3 533	#DIV/0!
			654400-PERTES CLIENTS EXERCICE ANTER.	-3 785	-224	-3 561	1691,6%
			681740-PROV DEPREC CREANCES	-3 900	-3 230	-669	120,7%
			781740-REP PROV DEPREC CREANCES	5 021	1 529	3 492	328,4%
		Total 830-Prov & pertes clients		-6 196	-1 925	-4 271	321,9%
	Total 83-Provisions exploitations			-6 196	-1 925	-4 271	321,9%
Total 10-RBE				**880 999**	**876 825**	**4 174**	**100,5%**
11-CICE		470-CICE	649000-CICE	33 017	33 836	-819	97,6%
Total 11-CICE		Total 470-CICE		33 017	33 836	-819	97,6%
12-Impôts & Taxes	50-Impôts & taxes	501-Taxe foncière	635120-TAXE FONCIERE				#DIV/0!
			635121-REDEVANCE ORDURES MENAGERES	-1 368	-1 500	132	91,2%
		Total 501-Taxe foncière		-1 368	-1 500	132	91,2%
		502-CFE	635110-CFE	-6 054	-5 955	-99	101,7%
		Total 502-CFE		-6 054	-5 955	-99	101,7%
		503-CVAE	635111-CVAE	-28 202	-29 441	1 239	95,8%
		Total 503-CVAE		-28 202	-29 441	1 239	95,8%
		504-C3S	637100-ORGANIC CONTRIBUT SOLIDARITE	-480		-480	#DIV/0!
		Total 504-C3S		-480		-480	#DIV/0!
		505-TVTS	635140-TAXE S/ VEHICULES DE TOURISME	-555		-555	#DIV/0!
		Total 505-TVTS		-555		-555	#DIV/0!
		506-Autres Impôts	635880-AUTRES IMPOTS & TAXES	-531	-439	-92	121,0%
		Total 506-Autres Impôts		-531	-439	-92	121,0%
	Total 50-Impôts & taxes			-37 190	-37 335	145	99,6%
Total 12-Impôts & Taxes				-37 190	-37 335	145	99,6%
15-Loyer immobilier	70-Loyer	700-Loyers part fixe	613200-LOCATIONS IMMOBILIERES PART FIXE	-1 000	-1 000		100,0%
		Total 700-Loyers part fixe		-1 000	-1 000		100,0%
		701-Loyers part variable	613210-LOCATIONS IMMOBILIERES PART VARIABLE	-64 239	-72 966	8 726	88,0%
		Total 701-Loyers part variable		-64 239	-72 966	8 726	88,0%
	Total 70-Loyer			-65 239	-73 966	8 726	88,2%
Total 15-Loyer immobilier				-65 239	-73 966	8 726	88,2%
20-Emprunt	75-Leasing & crédit baux finan	750-Leasing & crédit baux financiers	613570-LOCATIONS VOITURETTES	-6 720	-6 720		100,0%
			613590-LEASE BACK MATERIEL	-3 349	-4 238	890	79,0%
		Total 750-Leasing & crédit baux financiers		-10 069	-10 958	890	91,9%
	Total 75-Leasing & crédit baux financiers			-10 069	-10 958	890	91,9%
Total 20-Emprunt				-10 069	-10 958	890	91,9%
30-Amort & Provisions	82-Amortissements exploitatio	820-Amortissements des immos	681100-PROV AMORT MENSUEL CORP		27 250	-27 250	
			681120-DOT AMORT IMMOS CORPORELLES	-334 308	-330 060	-4 248	101,3%
		Total 820-Amortissements des immos		-334 308	-302 810	-31 498	110,4%
		[2]	681100-PROV AMORT MENSUEL CORP		-27 250	27 250	
		Total [2]			-27 250	27 250	
	Total 82-Amortissements exploitations			-334 308	-330 060	-4 248	101,3%
Total 30-Amort & Provisions				-334 308	-330 060	-4 248	101,3%
50-Exceptionnel	87-Exceptionnel	876-Charges exceptionnelles	671200-PENALITES & AMENDES FISCALES		971	-971	
			671800-AUTRES CHARGES EXCEPT. GESTION		-2 990	2 990	
			678800-CHARGES EXCEPT.DIVERSES		-795	795	
			797230-TC CHARGES DE PERSONNEL EXCEPT.	-3 531		-3 531	#DIV/0!
		Total 876-Charges exceptionnelles		-3 531	-2 814	-717	125,5%
	Total 87-Exceptionnel			-3 531	-2 814	-717	125,5%
Total 50-Exceptionnel				-3 531	-2 814	-717	125,5%
Total général				463 680	455 529	8 151	101,8%

BLUEGREEN
Parc Saint-Christophe 10 avenue de l'Entreprise Le Magellan 3 Niveau 2 95862 Cergy Pontoise
tél. + 33 (0)1 41 18 65 50 fax + 33 (0)1 41 18 65 95 bluegreen@bluegreen.com
www.bluegreen.com

BLUEGREEN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD-PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
du Nord – Pas-de-Calais

Service Régional de l'Alimentation

Affaire suivi par : Jean DELPLACE
Tél. : 03 21 08 62 86
Fax : 03 62 28 41 07
Courriel :
srai.draaf-nord-pas-de-calais@agriculture.gouv.fr

A

LOB GREEN
25 rue de la Chapelle GOURNAY
62560 VERCHOCQ

AGREMENT
POUR LA DISTRIBUTION, L'APPLICATION EN PRESTATION DE SERVICE OU LE CONSEIL A L'UTILISATION DE PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES

Références :

- *Vu les articles L254-1, L.254-2, R254-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime relatifs à la mise en vente, la vente, la distribution à titre gratuit, l'application et le conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;*
- *Vu le Décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment ses articles 38 et 39 ;*
- *Vu l'arrêté du 5 mai 2011 portant délégation de signature du Préfet de la région Nord Pas-de-Calais à Mme Sophie BOUYER, Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Nord Pas-de-Calais ;*
- *Vu l'arrêté du 1er février 2012 portant délégation de signature de Mme Sophie BOUYER, Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Nord Pas-de-Calais à Mme Carol BUY, chef du Service Régional de l'Alimentation Nord Pas-de-Calais ;*

L'organisme **LOB GREEN**
domicilié à : *25 rue de la Chapelle*
GOURNAY
62560 VERCHOCQ

est agréé sous le **numéro d'immatriculation** : **NC00195** pour effectuer ses activités :

- de distribution de produits phytopharmaceutiques à des utilisateurs professionnels : **OUI**
- de distribution de produits phytopharmaceutiques à des utilisateurs non professionnels : **NON**
- d'application de produits phytopharmaceutiques en prestation de service : **NON**
- de conseil indépendant de toute activité de vente ou d'application : **NON**

L'agrément est octroyé sans limitation de durée, tant que les conditions nécessaires à sa délivrance sont remplies. Il peut être exigé lors de tout contrôle par les agents de l'administration.

Liste des établissements agréés :

LOB GREEN	62560	VERCHOCQ

Fait à Lille, le 24 JAN 2013

Pour le Préfet et par délégation,
la Chef du Service Régional de l'Alimentation,

Carol BUY.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DRAAF NORD PAS DE CALAIS
SRAL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

FranceAgriMer
ÉTABLISSEMENT NATIONAL DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

CERTIFICAT INDIVIDUEL PROFESSIONNEL PRODUITS PHYTOPHARMACEUTIQUES

Conformément à la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009, au décret n° 2016-1125 du 11 août 2016 et aux articles R.254-8 à 254-14 du code rural et de la pêche maritime

M. Jean-François Georges Fernand MAHU

Né(e) le 30/01/1966 à PARIS XIème (PARIS)

est titulaire du (des) certificat(s) individuel(s) produits phytopharmaceutiques :

Conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (CSPP)

Numéro de certificat : **OF-0211-20142**

Délivré le : **09/03/2013** par le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ILE-DE-FRANCE.

Date début de validité : **09/03/2013** Date limite de validité : **09/03/2018**

Conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques (CSPP)

Numéro de certificat : **OF-0018-21082**

Délivré le : **20/02/2018** par la Directrice Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt ILE-DE-FRANCE.

Date début de validité : **10/03/2018** Date limite de validité : **10/03/2023**

ÉCOPHYTO
RÉDUIRE ET AMÉLIORER L'UTILISATION DES PRODUITS

AGRICULTEURS PRODUISONS AUTREMENT

ONEMA
Office national de l'eau et des milieux aquatiques

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30
www.franceagrimer.fr

Certificat

N° 2013/55883.2

AFNOR Certification certifie que les dispositions adoptées par :

LOB GREEN SAS

mises en oeuvre par les sites suivants :

25 RUE DE LA CHAPELLE HAMEAU DE GOURNAY FR-62560 VERCHOCQ

ont été évaluées et jugées conformes aux exigences du :

Référentiel de certification des entreprises de distribution de produits phytopharmaceutiques à usage professionnel

conformément au décret n° 2011-1325 et aux arrêtés n°AGRG1132062A et n°AGRG1132069A

Le présent certificat, délivré dans les conditions fixées par AFNOR Certification, est valable à dater du :

(année/mois/jour) **2016-07-25**

Jusqu'au **2022-07-25**

F. LEBEUGLE

Directeur Général d'AFNOR Certification

Seul le certificat électronique, consultable sur www.afnor.org, fait foi en temps réel de la certification de l'organisme.
Accréditation COFRAC n°5-0030, Certification de produits et services, Portée disponible sur www.cofrac.fr
CERTI F 1409.5 / 11-2014.

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11, rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

100552 • 02/2016

DELEGATION DE Monsieur Joël SOLARI

D-2019/507
Handicap. Accessibilité. Convention de don avec L'Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels. Autorisation. Signature.

Monsieur Joël SOLARI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Une Ville accueillante se doit d'être accessible à tous. Une Ville pour tous, c'est dans cette optique que la Ville de Bordeaux se mobilise depuis 20 ans pour que les personnes handicapées puissent bénéficier d'une accessibilité totale et autonome.
Cette volonté s'exerce en faveur de l'ensemble des bordelais quel que soit leur âge, de l'enfance à l'âge adulte, et dans tous les domaines, accès aux droits, éducation, santé, logement, transport, vie professionnelle.

L'Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels (UNADEV) a pour objet sur un territoire à la fois national et international d'agir en faveur des déficients visuels, notamment pour leur procurer une assistance, un soutien, un accompagnement et une aide au quotidien, pour faciliter leur accès à l'éducation, la formation, l'enseignement, la culture, le sport et les loisirs.

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la Ville de Bordeaux. Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la Ville à travers l'acte de don.

Dans ce cadre, l'UNADEV a sollicité un sculpteur pour réaliser une œuvre et souhaite en faire don à la Ville de Bordeaux. La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'UNADEV fait don à la Ville d'une œuvre d'art.

Il s'agit d'une sculpture en relief représentant le quartier des Bassins à Flot. Le but étant de permettre aux aveugles et déficients visuels de s'approprier au toucher des reliefs ce nouveau quartier de la Ville de Bordeaux. Cette table en relief, montrera le quartier des Bassins à Flot et du pont Chaban - Delmas. Il mettra en valeurs les éléments subsistant du patrimoine portuaire, les équipements touristiques et culturels du quartier, et sera installée sur le parvis de la Cité Mondiale du vin.
François Didier, dessinateur, scénographe et sculpteur est l'auteur de cette œuvre.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de don et ses annexes avec L'UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS (UNADEV) présentée en pièces jointes.

ADOPTE A L'UNANIMITE

CONVENTION DE DON

dans le cadre de la Table relief des Bassins à Flot

Entre la ville de Bordeaux

Et

L'UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS

ENTRE-LES SOUSSIGNES

La ville de Bordeaux

Représentée par Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire, agissant en vertu de la délibération ……. Par décision du conseil municipal du……

Ci-après dénommée « La Ville ».
D'une part

ET

UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS, Association régie par la loi du 1er juillet 1901, reconnue d'assistance et de bienfaisance, dûment déclarée auprès de la préfecture de la Gironde avec publication de cette déclaration au Journal Officiel,
Dont le siège social est situé 12 rue de Cursol – 33 000 Bordeaux
Représentée par Monsieur Marc BOLIVARD, en qualité de Président, dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « Le Donateur ou le Mécène ou l'UNADEV ».

D'autre part
Ci-après dénommées communément « Les Parties ».

PREAMBULE

Le mécénat permet de dégager des ressources nouvelles au bénéfice des projets d'intérêt général portés par la ville de Bordeaux. Les entreprises et les particuliers sont ainsi invités à participer aux projets de la ville à travers l'acte de don.
L'UNADEV a pour objet sur un territoire à la fois national et international d'agir en faveur des déficients visuels, quel que soit leur âge, pour principalement leur procurer une assistance, un soutien, un accompagnement et une aide au quotidien, le cas échéant par un maintien à domicile, défendre leurs intérêts collectifs en assurant leur représentation auprès des instances publiques, les informer sur leurs droits et les dispositifs d'aide et d'accompagnement existants, faciliter leur insertion sociale et professionnelle, sensibiliser le grand public aux problèmes qu'ils rencontrent, mener une politique de prévention des maladies ophtalmiques, leur procurer les soins nécessaires, promouvoir la recherche scientifique et médicale, les accompagner vers l'autonomie et promouvoir leur accès à l'éducation, la formation, l'enseignement, la culture, le sport et les loisirs, et, d'une manière générale, mener toute action et opération en lien direct ou indirect avec les buts ci-dessus.
Le but étant de permettre aux aveugles et déficients visuels de s'approprier ce nouveau quartier de la ville de Bordeaux. L'UNADEV a sollicité un sculpteur pour réaliser cette œuvre et souhaite en faire don à la Ville dans les conditions définies ci-après.

Ceci étant exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'UNADEV fait don à la Ville d'une œuvre d'art représentée et décrite en annexe n°1, conformément à son objet statutaire.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE L'UNADEV

2.1 Description du don :

L'UNADEV offre à la Ville une sculpture en relief représentant le nouveau quartier de Bacalan afin que les personnes déficientes visuelles et aveugles puisse se repérer au toucher un quartier de la Ville.

La Ville déclare avoir informé l'UNADEV des modalités de valorisation des dons et prestations en nature dans le cadre de la loi sur le mécénat.

En retour, l'UNADEV déclare être une association d'intérêt général ayant pour but exclusif l'assistance et la bienfaisance, elle n'est donc pas assujettie aux impôts commerciaux. Le don de cette œuvre est réalisation sans aucune contrepartie fiscale de la part de l'UNADEV. L'UNADEV n'attend pas de reçu fiscal en contrepartie de ce don.

L'UNADEV informe la Ville que la valorisation de cette œuvre est réalisée comme suit dans la comptabilité de l'UNADEV :

- Vingt-deux mille cinq cents (22 500) euros à la Fonderie des Cyclopes pour la réalisation du moule, tirage de la cire coulée en bronze, finition, patine socle avec mention « offert par l'UANDEV à la ville de Bordeaux »
- Neuf mille (9 000) euros à Monsieur DIDIER François, sculpteur.

La valorisation du don par l'UNADEV est de trente-et-un mille cinq cents (31 500) euros soit :

- Quinze mille sept cent cinquante (15 750) euros au titre de l'année 2018.
- Quinze mille sept cent cinquante (15 750) euros au titre de l'année 2019.

2.2 Communication :

L'UNADEV s'engage à communiquer largement sur cette œuvre, afin que les aveugles et déficients visuels soient informés de cette réalisation.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE

3.1. Affectation du don

Sous réserve de l'article 6.4, la Ville s'engage à exposer la sculpture offerte par l'UNADEV sur le Parvis de la Cité Mondiale du vin, Esplanade de Pontac - 134, quai de Bacalan.

3.2. Communication

Les Parties s'engagent à organiser ensemble l'inauguration de l'œuvre (date, forme, invitations…), en présence d'élus de chaque Partie, afin de valoriser cette initiative qui illustre un engagement commun pour rendre la ville accessible à tous, et en particulier aux personnes déficientes visuelles.
L'inauguration fera l'objet d'une communication conjointe destinée à la presse, aux partenaires institutionnels et au grand public. L'inauguration et l'installation sur le domaine public de la table en relief feront l'objet d'une communication sur les supports écrits et digitaux (magazines, sites internet et réseaux sociaux) des Parties avec un contenu validé qui contiendra les mentions suivantes « Don de l'Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels à la Ville de Bordeaux ».

La Ville s'engage à mentionner autant que possible l'UNADEV, en mentionnant au moins une fois son nom complet et la nature de son don dans les discours officiels et dans la presse, dédiée à l'évènement de remise du bien.

La mention « Don de l'Union Nationale des Aveugles et Déficients Visuels à la Ville de Bordeaux » devra figurer sur la table en relief elle-même (socle fourni par l'UNADEV).

Le donateur autorise expressément la Ville à communiquer sur la nature de son don et son identité.

3.3. Contreparties

En contrepartie du présent don, la Ville de Bordeaux s'engage procéder à :

- Invitation à l'inauguration
- Mention du don et de l'identité du Donateur sur les outils de communication en lien avec le projet soutenu.

ARTICLE 4 – CESSION DE DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

4.1 Cession des droits patrimoniaux

Dès lors que tout ou partie des éléments constitutifs du don constitue des « œuvres » au sens du Code de la propriété intellectuelle, le donateur s'engage à concéder, à titre exclusif, les droits permettant à la ville de reproduire, représenter et adapter les éléments couverts par la propriété intellectuelle et ce, dans la limite stricte de l'objet du don.

Les Parties sont donc convenues que la Ville aura la propriété pleine et entière du don, ci-après dénommé l'Œuvre, représentée et décrite en annexe n°1.

Le donateur cède à la Ville, sans réserve aucune et en exclusivité, tous ses droits sur l'Œuvre et les éléments qui la composent.

La Ville aura la propriété matérielle des supports physiques, ainsi que de la documentation relative à l'Œuvre.

En tant que de besoin, il est précisé, pour satisfaire aux prescriptions de l'article L. 131-3 du Code de la propriété intellectuelle, que les droits cédés sur l'Œuvre comprennent, au bénéfice de la Ville de Bordeaux, notamment :

- Le droit de reproduire ou de faire reproduire l'Œuvre en tout ou en partie, directement ou indirectement, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;

- Le droit de représenter ou de faire représenter l'Œuvre au public, en tout ou partie, directement ou indirectement, par tous moyens de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication on line, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;

- Le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer en tout ou en partie, l'Œuvre en vue de l'exploiter, de la faire évoluer ou de l'entretenir en fonction de ses besoins d'exploitation.

La présente cession de droits est consentie pour le monde entier, et pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur.

Les parties sont convenues que la cession est réalisée à titre gratuit par le donateur au profit de la Ville, et que le donateur ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le transfert des droits de propriété intellectuelle sur l'Œuvre cédée est réalisé au jour de la pose de l'œuvre.

4.2 Garanties

Le donateur garantit à la Ville, la jouissance paisible et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute natures relatifs aux éléments qui sont exploités dans la présente convention.

À ce titre, le donateur garantit à la Ville :

- Qu'il est titulaire de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle relatifs à l'Œuvre pour les avoir acquis auprès de l'auteur, qu'il s'agisse de ses salariés ou de ses sous-traitants.
- Qu'il garantît que l'Œuvre ne constitue pas une contrefaçon, et que la présente cession ne porte pas atteinte aux droits de tiers, quels qu'ils soient.
- Qu'il garantît de manière générale que rien ne peut faire obstacle à la libre exploitation de l'Œuvre par la Ville.
- Qu'il garantît la Ville contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel la présente cession porterait atteinte.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN ET IMPLANTATION DE L'OEUVRE

Le donateur et l'auteur reconnaissent avoir accepté les atteintes susceptibles d'être portées à l'Œuvre dans la mesure où ils la cèdent à une personne publique, qui est susceptible d'y porter atteinte pour des motifs d'intérêt général et ce, même que ces actes soient constitutifs d'une atteinte portée à l'intégrité de l'œuvre. L'auteur renonçant ainsi à toute action sur le fondement d'une atteinte à son droit moral.

La Ville se réserve la possibilité de déplacer l'œuvre pour tout motif d'intérêt général, notamment pour des motifs de sécurité et en fonction de l'évolution de l'urbanisme et des aménagements urbains. La Ville pourra ainsi librement démonter l'œuvre, décider de mettre fin à son exposition au public sans indemnité due au donateur ou à l'auteur et sans que ces actes soient constitutifs d'une atteinte portée à l'intégrité de l'œuvre.
La Ville s'engage à informer l'UNADEV, si l'œuvre venait à être retirée ou déplacée.

L'entretien et les réparations de l'œuvre est à la charge de la Ville, elle pourra y procéder elle-même ou par tous tiers de son choix selon des modalités qui pourront être définies conjointement avec le donateur, sans qu'elles revêtent un caractère obligatoire.
Les modalités d'entretien fournies par l'artiste seront annexées à la présente Convention. La Ville les transmettra à ses équipes techniques. (annexe n°2)

ARTICLE 6 – ANNULATION

Si pour une raison quelconque, indépendante de la volonté des Parties, le projet qui fait l'objet de la présente convention venait à être annulé, l'une ou l'autre des Parties ne serait redevable d'aucune indemnité ni pénalité.

En cas d'annulation du fait de la Ville, le don effectué par l'UNADEV sera, à son choix, soit restitué, soit reporté à la date du report éventuel de la manifestation, soit réaffecté à une manifestation d'intérêt général similaire convenue entre les Parties.

ARTICLE 7 – ASSURANCES

La Ville déclare qu'elle a souscrit un contrat d'assurance de responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'elle peut encourir pour des dommages corporels, matériels, immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou aux usagers dans le cadre de ses activités. Ont la qualité d'assurés au titre de ce contrat, les élus, les agents, les préposés salariés ou non, les collaborateurs bénévoles, les stagiaires et plus généralement toute personne effectuant des missions pour le compte de la Ville.

Dans le cadre de son activité, l'UNADEV a souscrit une assurance en responsabilité civile. L'œuvre sera assurée par la Ville.

ARTICLE 8 – DUREE ET VALIDITE DE LA CONVENTION

Sous réserve de l'article 5, la présente convention entre en vigueur à compter de la date de sa signature par les Parties et pour une durée illimitée. La Ville conserve l'obligation d'informer l'UNADEV du retrait ou du déplacent de l'œuvre pendant toute la vie de l'œuvre.

Aucune disposition de cette convention ne pourra être interprétée comme créant un lien de subordination entre l'UNADEV et la Ville.

Au cas où une disposition de la présente convention serait considérée, jugée ou réputée à un moment quelconque par une autorité ou un Tribunal compétent comme étant prohibée et/ou nulle, il ne sera pas porté atteinte à la validité des autres dispositions de la convention qui seront considérées séparables, la convention étant alors censée avoir été écrite ou réécrite, selon le cas, sans la disposition prohibée ou nulle.

ARTICLE 9 – REPORT – ANNULATION - RESILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des Parties d'une des obligations définies dans la Convention, et trente (30) jours après réception par la partie défaillante d'une lettre recommandée avec avis de réception de mise en demeure de s'exécuter restée sans effet, la partie lésée pourra

résilier de plein droit ladite Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit besoin pour cela d'accomplir aucune formalité judiciaire et ce, sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

Toute résiliation de la présente Convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 10 – FORCE MAJEURE

Chacune des Parties verra ses obligations suspendues de plein droit, sans formalité, et sa responsabilité dégagée, notamment en cas de survenance d'événement présentant les caractères juridiques de la force majeure ou du cas fortuit, tels que définis par le code civil.
Les Parties s'entendent pour considérer une injonction de justice rendant l'organisation de la manifestation impossible, comme un évènement de Force majeure. Toutefois, elles s'accordent pour organiser la pose de l'œuvre ou l'inauguration à un autre moment en accord.

Chacune des Parties informera l'autre en temps opportun de la survenance de l'un de ces événements et s'efforcera d'en atténuer ou d'en supprimer les effets dans les meilleurs délais.

Chacune des Parties pourra mettre fin à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de dix (10) jours au cas où l'exécution de l'accord serait suspendue ou retardée de plus de trente (30) jours pour raison de force majeure, et ce, sans aucune indemnité de part et d'autre.

ARTICLE 11 – LITIGES

La présente Convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution seront soumis aux tribunaux du ressort de Bordeaux après épuisement des voies de règlement amiable.

Fait à Bordeaux, le
En trois (3) exemplaires originaux

Pour la ville

Pour le donateur,

Le Maire
(ou adjoint délégué)

Prénom, Nom

Annexe 1 : Description de l'Œuvre
Photo de la maquette

Ce plan relief, montrera le quartier des Bassins à Flot et du pont Chaban -Delmas. Il mettra en valeurs les éléments subsistant du patrimoine portuaire, les équipements touristiques et culturels du quartier.



Annexe 2 : Informations sur les modalités d'entretien de l'Œuvre

Prestation :

Le plan relief est réalisé en bronze à partir de modèle fourni par le sculpteur François DIDIER.

Le plan relief est patiné et protégé par des cires micro cristallines selon les règles de l'art.

Le plan relief en bronze est résistant aux conditions climatiques extérieures et un mode opératoire d'entretien sera fourni lors de son installation. Il est important de savoir que la patine d'une œuvre en bronze peut varier en fonction des conditions extérieures mais que la durabilité de l'œuvre n'en est pas impactée.

Le plan relief ne nécessite pas d'entretien particulier. Le cas échéant, un passage à l'eau claire sans produit chimique permettra d'éliminer des souillures superficielles.

DELEGATION DE Madame Elizabeth TOUTON

D-2019/508
Requalification de la place Gambetta. Convention financière entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du contrat de co-développement 2015-2017, Bordeaux Métropole a lancé l'opération de requalification de la place Gambetta.
Le périmètre du projet couvre des domanialités relevant à la fois du domaine public, de la Ville de Bordeaux et du domaine public de Bordeaux Métropole :

- Le domaine public de la Ville est constitué du jardin central y compris le banc et les cheminements du jardin et les locaux souterrains désormais comblés nord-ouest et sud-ouest (au droit de la rue judaïque et de la rue Nancel Pénard),

- Le domaine public de Bordeaux Métropole se compose des voiries, trottoirs et du passage souterrain comblé nord-est (au droit du cours Clémenceau).

Il est apparu souhaitable que l'opération de réaménagement de cet espace public soit mise en œuvre sous la conduite d'une maîtrise d'ouvrage unique pour garantir la cohérence d'ensemble de l'aménagement de la place et permettre de réaliser dans le même temps des ouvrages à caractères complémentaires et imbriqués.

Aussi, les assemblées délibérantes de Bordeaux Métropole et de la Ville de Bordeaux ont décidé par délibérations n° 2016-86 de Bordeaux Métropole du 12 février 2016 et n° 2016/37 du 25 janvier 2016 de la Ville de Bordeaux de confier la maîtrise d'ouvrage de l'opération à Bordeaux Métropole.
Les 2 parties ont signé le 12 février 2016 une convention définissant les modalités d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage des espaces publics de la place Gambetta.
Cette convention de co-maîtrise d'ouvrage renvoyait à une date ultérieure la définition des conditions financières de remboursement de la Ville à Bordeaux Métropole pour la partie qui lui incombe.
En outre, une fois les études réalisées et les travaux lancés, un ajustement de l'évaluation financière de l'opération a été approuvé par délibération 2018-446 du 6 juillet 2018.

Estimation et répartition des coûts entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

Les coûts TTC par partie s'élèvent à :

- 5 612 700 € pour Bordeaux Métropole
- 4 123 300 € pour la Ville de Bordeaux

Ces coûts sont indicatifs et seront définitivement arrêtés en fin d'opération (Décomptés généraux définitifs et bilan des sommes réalisées)

Ils se répartissent comme suit :

Type de dépenses	Bordeaux Métropole	Ville de Bordeaux
Frais de maîtrise d'ouvrage	826 500 €	612 730 €
Frais de maîtrise d'œuvre	487 900 €	357 855 €
Travaux	4 298 300 €	3 152 715 €
TOTAL	**5 612 700 €**	**4 123 300 €**

Modalités de remboursement par la Ville de Bordeaux

Bordeaux Métropole fait l'avance, et assure la liquidation des dépenses de cette opération. Elle ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage unique prévues dans la convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Il est proposé que 50% de la part incombant à la Ville de Bordeaux, soit un montant de 2 061 650 € soit titré par Bordeaux Métropole à la signature de la convention.

La Ville procèdera au remboursement du solde à l'achèvement de l'opération, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées.

En conséquence, il convient aujourd'hui de définir par convention les modalités de reversement de la Ville de Bordeaux à Bordeaux métropole pour les dépenses relevant de sa compétence.

Ceci étant exposé, il vous est demandé Mesdames, Messieurs, si tel est votre avis, de bien vouloir adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil Municipal,

Vu le Code civil et notamment les articles 2044 et 2052

Vu la délibération n°D-2019/42 en date du 7 mars 2019 de délégation permanente au Maire

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT qu'il convient de définir les modalités et le calendrier des remboursements de la Ville de Bordeaux à Bordeaux Métropole dans la cadre de la co-maîtrise d'ouvrage de la requalification de la place Gambetta

DECIDE

Article unique : d'autoriser Monsieur le Maire à signer la présente convention entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

ABSTENTION DU GROUPE ECOLOGISTE

M. le MAIRE

Là, c'est bien une délibération ? Allez, Madame TOUTON.

MME TOUTON

Oui, en deux mots, en fait, il s'agit d'une convention financière puisque, comme vous le savez, la Place Gambetta est couverte par deux domanialités, une qui relève de la Métropole, l'autre de la Ville, en particulier pour les espaces verts et donc, le maître d'ouvrage, c'est la Métropole, et la Ville devra donc verser à la Métropole une somme de plus de 4 millions pour couvrir les dépenses relevant de sa compétence.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur HURMIC. Oui, je sais, on n'a pas bien fait de couper les arbres. Je le sais. On va en planter plus, et on va encore en planter un peu plus, mais Monsieur HURMIC.

M. HURMIC

Abstention Monsieur SAINT-MARC, et on verse au débat.

Contribution communiquée par Monsieur HURMIC

«Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Voilà à deux jours près, presque un an que les marronniers de Gambetta ont été abattus en catimini, au petit matin. Le collectif qui s'était créé pour défendre ces arbres majestueux et sains, sacrifiés pour des raisons très contestables, « Les marronniers de Gambetta » devenu l'association « Aux arbres citoyens Bordeaux Métropole » organise un évènement ce vendredi, jour anniversaire de la mort programmée de ces arbres, pour leur rendre hommage.

Qu'avez-vous fait de cette place Gambetta ? Une place avec des trottoirs minéralisés gigantesques au Nord et à l'Est. Une place qui accueillera une fontaine sèche à défaut d'une vraie fontaine. Une place qui accueillera des jeunes arbres que ne rendront pas les mêmes services que les 17 vieux, mais sains marronniers qui ont été arrachés à cette place. Le piéton du Sud-Ouest nous donne son sentiment, quelques détails l'ont frappé : "Un banc, tout d'abord, qui ressemble à un sarcophage. On voit tout de suite qu'il n'est pas dédié au repos : il n'y a pas de dossier. Personnes âgées, passez votre chemin. Autour du banc, les pavés sont volontairement chaotiques. Skateurs passer votre chemin : impossible de rouler sur ce revêtement tout déglingué. Il y a pire. Au loin, on aperçoit la fosse d'un futur arbre. Elle est très éloignée du banc. Ceux qui veulent s'asseoir à l'ombre place Gambetta devront aussi passer leur chemin. Bref, ce banc raconte beaucoup de choses sur la façon de faire de la ville. Pas vraiment dans le sens de la bienveillance". Un avis que nous n'avons pas influencé, mais que l'on rejoint tout à fait.

Au dernier conseil municipal, vous vous étiez moqué de notre implication dans ce combat pour sauver ces arbres.

L'histoire jugera. »

M. le MAIRE

Et je vous en remercie. Je passe au vote.

MME MIGLIORE

Les dernières délibérations seront des informations.

M. le MAIRE

Non, mais celle-là. Qui est pour ? Place Gambetta. Qui s'abstient ? Deux abstentions. Trois abstentions. Qui est contre ? Pas de vote contre.

Et tous les derniers rapports sont des informations.

MME MIGLIORE

Délibération 510 : « BORDEAUX MÉTROPOLE AMÉNAGEMENT. Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019. Exercice 2018. Information. »

Bordeaux –

Convention de Co-maitrise d'ouvrage Aménagement de la place Gambetta –

Dispositions financières

entre

La Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

ENTRE

La VILLE DE BORDEAUX, représentée par son maire, Monsieur Nicolas FLORIAN autorisé par la délibération n°D-2019/42 en date du 7 mars 2019 reçue en préfecture le 7 mars 2019

Ci-après désignée « la ville »

Et

BORDEAUX MÉTROPOLE, représentée par son Président, Monsieur Patrick BOBET, autorisé par délibération du Conseil de Bordeaux Métropole n°2019/344 en date du 21 juin 2019 reçue en préfecture le 28 juin 2019

Ci-après désignée « Bordeaux Métropole »,

La ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole ci-après collectivement désignées par « les Parties »

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre des contrats de co-développement 2015- 2017 qui ont été passés entre Bordeaux Métropole et la ville, Bordeaux Métropole a lancé l'opération de requalification de la place Gambetta.

Le périmètre du projet couvre des domanialités relevant à la fois du domaine public de la Ville et du domaine public de Bordeaux Métropole :

-Le Domaine public de la ville est constitué du jardin central y compris le banc et les cheminements du jardin et les locaux souterrains désormais comblés nord-ouest et sud-ouest (au droit de la rue judaïque et de la rue Nancel Pénard),

-Le Domaine public de Bordeaux Métropole se compose des voiries, trottoirs et du passage souterrain comblé nord-est (au droit du cours Clémenceau).

La requalification générale de cet espace public concerne à la fois des ouvrages de compétence ville et métropolitaine. Le jardin central et les voiries qui le cernent constituent des ouvrages étroitement liés (par exemple les continuités piétonnes entre les façades et le jardin). C'est donc bien l'ensemble de la place qui constitue un seul espace public.

Aussi, il est apparu souhaitable que l'opération de réaménagement de cet espace public soit mise en œuvre sous la conduite d'une maîtrise d'ouvrage unique pour garantir la cohérence d'ensemble de l'aménagement de la place. Cela permettra ainsi de concevoir et de réaliser dans le même temps des ouvrages à caractères complémentaires et imbriqués.

Ainsi, pour optimiser dans le cadre de ce projet commun les moyens techniques, financiers ou humains, les parties ont souhaité recourir aux modalités de co-maitrise d'ouvrage organisée par l'article L2422-12 du Code de la commande publique qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maitrises d'ouvrage publiques, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage unique de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Cette convention approuvée par les Parties le 12 février 2016 a désigné Bordeaux Métropole comme maître d'ouvrage unique de l'ensemble de l'opération. Elle précisait les modalités et les conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixait les termes.

Elle prévoyait que Bordeaux Métropole procéderait à l'avance des dépenses de l'opération et renvoyait aux termes d'une convention financière ultérieure, les modalités de remboursement de la ville.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de répartition des dépenses de chacune des parties ainsi que le calendrier des remboursements.

ARTICLE 2 – ESTIMATION DU MONTANT DE L'OPERATION

Comme le prévoyait la convention de co-maîtrise d'ouvrage, l'estimation du montant global calculée au stade programme a fait l'objet d'une évaluation affinée par délibération 2018-446 du 6 juillet 2018 à 9,7M€

ARTICLE 3- REPARTITION DES OUVRAGES, TRAVAUX ET COUTS

1- Les ouvrages et les travaux de compétence ville

- les ouvrages concernés sont les suivants :

- éclairage public (mise en place des gaines, massifs de fondations, câblettes de l'éclairage public, passage des câbles et branchement, socles, fourniture et installation des candélabres) ,

-l'aménagement du jardin central, des cheminements du jardin, l'ensemble des accessoires liés au jardin : réseau d'arrosage intégré, fontaine, banc (mur de soutènement du jardin), tout mobilier urbain et situés sur l'emprise du domaine public de la ville de Bordeaux,

- les éléments de mobiliers situés sur le domaine public Bordeaux Métropole suivants : bornes escamotables,

- les locaux souterrains comblés nord-ouest et sud-ouest

Ainsi que les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre des ouvrages concernés

2- Les ouvrages et les travaux de compétence Bordeaux Métropole

- les ouvrages concernés sont les suivants :

- Les voiries (traitement structurel et de surface),
- Les trottoirs
- Les espaces paysagers (arbres et ornements) situés sur le domaine public Bordeaux Métropole (y compris fosses d'arbres et terre végétale),
- Les abris voyageurs,
- Les éléments de mobilier urbain situés sur le domaine public de Bordeaux Métropole tels que : les potelets, barrières, bornes fixes, arceaux vélos, arceaux motos, bancs, corbeilles à papier, grilles, tuteurs et corsets d'arbres à condition qu'il s'agisse de mobiliers standards,
- Les réseaux et socle du sanitaire,
- Les réseaux d'eaux usées,
- Les réseaux d'eaux pluviales,
- Le passage souterrain comblé(nord/est)

Ainsi que les frais de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre des ouvrages concernés

4- Estimation des coûts entre la ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole

Les coûts TTC par partie s'élèvent à :

- 5 612 700 € pour Bordeaux Métropole
- 4 123 300 € pour la ville de Bordeaux

Ces coûts sont Indicatifs et seront définitivement arrêtés en fin d'opération (Décomptés généraux définitifs et bilan des sommes réalisées)

Ils se répartissent comme suit :

Type de dépenses	Bordeaux Métropole	Ville de Bordeaux
Frais de maîtrise d'ouvrage	826 500 €	612 730 €
Frais de maîtrise d'oeuvre	487 900 €	357 855 €
Travaux	4 298 300 €	3 152 715 €
TOTAL	**5 612 700 €**	**4 123 300 €**

5- Fonds de compensation de la TVA (taxe à la valeur ajoutée)

En application des règles relatives au FCTVA (fonds de compensation pour la TVA), seule la commune, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, peut bénéficier d'une attribution de fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par la Métropole ne constituent pas pour elle une dépense réelle d'investissement.

En conséquence, la commune fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte. Bordeaux Métropole lui fournira un état des dépenses acquittées pour réaliser l'opération avant la fin de l'année où sera intervenue la remise des biens prévus à la présente convention.

ARTICLE 4 - PLANIFICATION DES REMBOURSEMENTS

Bordeaux Métropole fait l'avance, et assure la liquidation des dépenses de cette opération. Elle ne percevra pas de rémunération pour ses missions de maître d'ouvrage unique prévues dans la convention de co-maîtrise d'ouvrage.

Il est proposé que 50% de la part incombant à la ville de Bordeaux, soit un montant de 2 061 650 € soit titré par Bordeaux Métropole à la signature de la convention.

La ville procèdera au remboursement du solde à l'achèvement de l'opération, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à sa date de notification par Bordeaux Métropole et prendra fin après remise des ouvrages et clôture des comptes de l'opération.

ARTICLE 6 - MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne pourra être modifiée qu'en cas d'accord entre les parties, lequel sera formalisé par le biais d'un avenant à la convention. En cas d'inexécution des obligations mises à la charge des parties par la présente convention, l'une des parties pourra prononcer la résiliation unilatérale de la présente convention après une mise en demeure de trois mois par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

ARTICLE 7 – LITIGES

Toute contestation relative à l'exécution de la présente convention sera portée devant le Tribunal administratif de Bordeaux.

Fait le à

En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Bordeaux,	**Pour Bordeaux Métropole,**
Le Maire	Le Président
Nicolas FLORIAN	Patrick BOBET

D-2019/509
Bordeaux - Adhésion à un groupement de commandes pour la passation d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Les Aubiers - Le Lac - Approbation

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'ordonnance n° 2015-899 sur les marchés publics offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Le quartier Les Aubiers - Le Lac est reconnu d'intérêt régional par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU). Il bénéficie à ce titre d'un soutien global de 14 700 000 € de la part de l'ANRU pour une action de requalification complète, dont une partie de cette subvention est dévolue aux aménagements d'espaces publics et de voiries (financement de l'ANRU à hauteur de 10% maximum du coût HT de la plupart des opérations d'aménagement).

Il apparaît qu'un groupement de commandes pour la passation d'un marché de mandat de la maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier les Aubiers – Le Lac à Bordeaux permettrait de réaliser des économies importantes et une optimisation du service pour les besoins propres de notre commune.

En effet, l'ampleur et la complexité de ce projet d'une durée minimale de 8 ans, comprenant 26 espaces publics et de voirie et environ une dizaine d'espaces verts ainsi que l'éclairage public, justifient la passation d'un marché.

Bordeaux Métropole propose donc la création d'un groupement de commande pour passer un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier les Aubiers – Le Lac à Bordeaux. Il est proposé au conseil municipal d'adhérer à ce groupement de commande conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 sur les marchés publics.

Ce groupement est constitué pour la passation du marché de mandat de maîtrise d'ouvrage dédié.

Bordeaux Métropole assurera les fonctions de coordonnateur du groupement.

A ce titre, Bordeaux Métropole procèdera à l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs co-contractants, ainsi qu'à la notification du marché.
L'exécution en sera assurée par chaque membre du groupement.

Les modalités précises d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive jointe au présent rapport.

La commission d'appel d'offres (CAO) du groupement, comme le prévoit le Code général des collectivités territoriales (CGCT) est :

La CAO du coordonnateur (Bordeaux Métropole) composée dans les conditions de l'article L 1411-5 du CGCT

En conséquence, il apparaît aujourd'hui opportun :

D'adhérer au groupement de commande,
D'accepter les termes de la convention constitutive de groupement, annexée à la présente délibération,
D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive de groupement et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération
D'autoriser le coordonnateur à signer les avenants à la convention constitutive
D'autoriser le coordonnateur à signer les marchés à intervenir pour le compte de la commune.

En conséquence nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

Adhérer au groupement de commande,

Accepter les termes de la convention constitutive de groupement,

Autoriser Madame ou Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,

Autoriser le coordonnateur à signer les avenants à la convention constitutive,

Autoriser le coordonnateur à signer les marchés à intervenir pour le compte de la commune,

Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les avenants au marché le concernant.

ADOPTE A L'UNANIMITE

2

GROUPEMENT DE COMMANDES

CONVENTION

pour la passation d'un mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Les Aubiers – Le Lac - Bordeaux

ENTRE la Commune de Bordeaux dont le siège social est situé Hôtel de Ville Place Pey Berland 33045 Bordeaux cedex représentée par son maire dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° D-2019-042 du conseil municipal du 7 mars 2019

ET ….

ET Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Patrick Bobet, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 2019-097 du Conseil Métropolitain du 7 mars 2019

Préambule :

L'ordonnance 2015-899 sur les marchés publics offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Une convention constitutive, définissant les modalités de fonctionnement du groupement, doit être signée entre ses membres. Cette convention doit également désigner le coordonnateur et déterminer la Commission d'appel d'offres (CAO) compétente, s'agissant de l'attribution des marchés, accords-cadres et marchés subséquents passés dans le cadre du groupement.

Au vu de ce qui précède, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes :
- pour la passation d'un marché de mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Les Aubiers – Le Lac à Bordeaux, ce projet étant particulièrement complexe et ne pouvant être piloté en interne.

En ce qui concerne le choix du type de groupement, en vertu de l'article 28 l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il s'agira d'un groupement de commandes avec désignation d'un coordonnateur chargé de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants, de la signature et de la notification du marché. L'exécution de ce marché sera assurée par chaque membre du groupement.

ARTICLE 1er : Objet et membres du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué entre la ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole, conformément aux dispositions de l'article 28 de l'ordonnance sur les marchés publics.

Ce groupement a pour objet de coordonner la procédure de passation du marché de mandat de maîtrise d'ouvrage relatif à la réalisation des espaces publics (englobant les espaces verts) et de voirie programmés dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Les Aubiers – Le Lac à Bordeaux.

ARTICLE 2 : Coordonnateur du groupement de commandes

Le coordonnateur du groupement est Bordeaux Métropole représenté par Monsieur le Président.

ARTICLE 3 : Comité de Pilotage

3.1 Composition et modalités de fonctionnement

Le Comité de pilotage est composé, selon la volonté de chaque membre, d'un représentant de chacun d'entre eux. Le Comité sera animé par le représentant du coordonnateur.
Le Comité se réunit au moment de la notification puis au moins une fois par an jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
Le Comité peut également se réunir sur demande écrite du représentant du coordonnateur, adressée à chacun des membres du groupement et également à la demande de la majorité de ses membres.
Les convocations sont adressées par le représentant du coordonnateur et accompagnées d'un ordre du jour, et de tout document que le représentant du coordonnateur juge utile de joindre.
Le représentant du coordonnateur organise et dirige les séances. Il peut désigner un autre représentant à cet effet, pour le substituer temporairement ou en permanence dans ses fonctions. Il peut reprendre ses fonctions à tout moment après les avoir déléguées.
Le comité se réunit sans quorum. Un représentant absent peut toutefois donner mandat à un autre représentant pour le représenter. Un représentant ne peut donner et recevoir qu'un seul mandat.
Les représentants sont tenus à une obligation de confidentialité vis-à-vis de toutes les informations relatives aux marchés publics.

3.2 Rôle du comité de pilotage

Le Comité de pilotage a pour mission de permettre aux membres du groupement de suivre l'exécution du marché, et de prévoir les conditions éventuelles d'évolution de ce marché.
Les membres du groupement y font part de leurs observations et de l'ensemble de leurs demandes au coordonnateur dans ce cadre.

ARTICLE 4 : Répartition des rôles entre le coordonnateur et les autres membres du groupement

Il incombe au coordonnateur désigné à l'article 2 de la présente convention de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer et notifier le marché au nom et pour le compte des membres du groupement.

En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur les missions suivantes :

- Définition des besoins, en associant les autres membres du groupement,

- Recensement des besoins, en associant les autres membres du groupement,

- Choix de la procédure,

- Rédaction du cahier des charges et constitution du dossier de consultation,

- Rédaction et envoi de l'avis d'appel à la concurrence,

- Mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE) au sein des services du coordonnateur et téléchargement gratuit possible du DCE sur le site internet : https://demat-ampa.fr

- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,

- Réception des candidatures et des offres,

- Analyse des candidatures et demande de compléments éventuels,

- Convocation et organisation de la CAO si besoin et rédaction des procès-verbaux,

- Analyse des offres et négociations, le cas échéant, en partenariat avec les membres,

- Présentation du dossier et de l'analyse en CAO,

- Information des candidats évincés (stade candidature et stade offre),

- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure, le cas échéant,

- Constitution du dossier de marché (mise au point),

- Signature du marché,

- Transmission si besoin au contrôle de la légalité avec le rapport de présentation,

- Notification,

- Information au Préfet, le cas échéant,

- Rédaction et publication de l'avis d'attribution le cas échéant.

- finalisation de l'avenant à la convention constitutive de groupement en cas de sortie du groupement

Le représentant du coordonnateur gérera le contentieux lié à la procédure de passation du marché pour le compte des membres du groupement. Il informera et consultera sur sa démarche et son évolution.

A l'issue de la notification et de la publication de l'avis d'attribution, relèvent de chaque membre du groupement les missions suivantes :

- l'exécution technique et financière pour la part des prestations le concernant. L'exécution technique et financière recouvre les opérations suivantes : envoi des ordres de service (OS) le cas échéant, passation des commandes, gestion des livraisons / livrables, réception et paiement des factures, gestion des sous-traitances.

- avenants le concernant : signature, traitement, notification… avec avis de sa propre Commission d'appel d'offres pour les avenants supérieurs à 5%.

- La reconduction,

A compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.
Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, de tenir le coordonnateur informé des éventuels litiges et des suites qui leurs sont données.

ARTICLE 5 : Procédure de passation du marché

La procédure de passation du marché sera déterminée par le représentant du coordonnateur du groupement, en lien avec les autres membres du groupement.

Le coordonnateur tient informés les membres du groupement du déroulement de la procédure.

ARTICLE 6 : Obligation des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation du marché,
- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,
- Participer si besoin, en collaboration avec le coordonnateur, à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), règlement de consultation),
- Respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur,
- Inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité/son Etablissement public de coopération intercommunales (EPCI) et à assurer l'exécution comptable des marchés, accords-cadres et marchés subséquents qui le concernent,
- Informer le Comité de pilotage de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés, accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges nés à l'occasion de l'exécution du marché, accords-cadres relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement,
- Participer au bilan de l'exécution du marché, dans le cadre du Comité de pilotage

ARTICLE 7 : La Commission d'Appel d'Offres

La CAO interviendra dans les conditions fixées par l'article 101 de l'ordonnance sur les marchés publics renvoyant aux articles 1414-2 à 1414-4 du Code général des collectivités territoriales.

La CAO compétente est celle du coordonnateur (Bordeaux Métropole).

La CAO du coordonnateur se réunira en tant que de besoin.

ARTICLE 8 : Responsabilité des membres du groupement

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance sur les marchés publics, les acheteurs, membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution des obligations leur incombant pour les missions menées conjointement et dans leur intégralité au nom et pour le compte des autres membres, donc dans le cadre des missions menées par le coordonnateur.
Les acheteurs sont seuls responsables des obligations qui leur incombent n'étant pas menées dans leur intégralité conjointement.

ARTICLE 9 : Entrée en vigueur et durée de la présente convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties jusqu'à sa résiliation.
Elle perdurera jusqu'à l'échéance du marché concerné.

ARTICLE 10 : Modalités financières d'exécution du marché

Les modalités financières d'exécution du marché consistent en l'engagement financier des prestations (émission de bons de commandes, avances…) et le règlement des factures.

Chaque membre du groupement est chargé de cette exécution financière pour la part des prestations le concernant.

ARTICLE 11 : Adhésion au groupement de commandes

L'adhésion à la convention doit faire l'objet d'une approbation par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement concerné.

ARTICLE 12 : Retrait du groupement de commandes et résiliation de la convention

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur.

Le retrait du groupement sera réalisé par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.
Cette résiliation sera sans effet sur le marché notifié au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à ses dispositions particulières.

ARTICLE 13 : Substitution au coordonnateur

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur. Cette convention sera approuvée par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble des membres restant du groupement.
La CAO du groupement sera modifiée en conséquence.

ARTICLE 14 : Capacité à agir en justice

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

A compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.
Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, d'informer le Comité de pilotage des éventuels litiges et des suites qui leurs sont données.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

ARTICLE 15 : Litiges relatifs à la présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à BORDEAUX, le

Pour …….	Pour …….
…….,	…….,
……..	……..

D-2019/510
BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT. Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019. Exercice 2018. Information

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport est celui des représentants de Bordeaux Métropole désignés comme administrateurs au sein de la société d'économie mixte (SEM) Bordeaux Métropole Aménagement (BMA). Il se propose de faire un point synthétique sur la SEM.

La Ville de Bordeaux en est le premier actionnaire avec 45,11 % du capital et Bordeaux Métropole le deuxième actionnaire public avec 13,31 % du capital.

Trois chapitres seront traités successivement :

Le premier chapitre, relatif à la vie sociale, énoncera les principales décisions prises en Conseil d'administration et en Assemblée générale à compter du début du dernier exercice comptable, arrêté à la date de rédaction de ce rapport.

Le deuxième chapitre portera sur l'activité et notamment les relations contractuelles de la SEM avec Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux.

Enfin, le troisième chapitre fera le point sur la situation financière de la société sur la base des derniers comptes arrêtés.

Une fiche d'identité de la SEM Bordeaux Métropole Aménagement est annexée au présent rapport.

En résumé au titre de l'exercice 2018 :

BMA est une SEM d'aménagement chargée d'opérations en concession et en mandat. Elle intervient pour le compte de ses cocontractants : principalement la Région et Bordeaux Métropole, mais aussi le Département de la Gironde et plusieurs communes de l'agglomération et du Département.

L'exercice 2018 se caractérise par un niveau d'activité en repli relatif, en raison de l'achèvement des principales opérations propres en 2016 et 2017.

L'activité traditionnelle des mandats est en légère baisse par rapport à celle de l'exercice 2017. La direction de la SEM attribue cette baisse *plutôt à la phase moins rémunératrice des opérations en cours qu'à un repli commercial.*

Les grandes opérations d'aménagement urbain sont en phase de clôture à l'exception de la ZAC de centre-Ville de Mérignac, dont les travaux ne redémarreront qu'après l'achèvement de la construction de l'ensemble immobilier de l'îlot 2.

Sur le plan financier, l'année 2018 est marquée par une baisse du résultat d'exploitation (- 1,032 M€) et du résultat financier (- 0,275 M€), non compensée par une hausse du résultat exceptionnel (+ 0,436 M€) et un allègement de la charge d'impôt sur les sociétés (+ 0,357 M€). Il en ressort un repli fort du résultat net de l'exercice 2018 (- 0,514 M€) et du taux de rentabilité réduit à 10,7 %. Néanmoins, la situation financière de BMA demeure saine.
Le budget de l'exercice 2019 prévoit une amélioration significative du résultat net et du taux de rentabilité. (résultat net prévu de +0.747M€ et 18.9%)

1 VIE SOCIALE

Les points principaux de la vie sociale de la société sur la période allant du début du dernier exercice comptable arrêté à la date d'établissement du présent rapport peuvent être présentés sous une forme synthétique dans le tableau suivant :

REUNIONS DES ORGANES SOCIAUX	**2018**	**2019** (3)
Nombre de réunions du Conseil d'administration (CA) Nombre de réunions de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) dont Assemblée générale extraordinaire (AGE)	1 1 1	1 1 0
CHANGEMENTS D'ADMINISTRATEURS	**2018**	**2019**
Publics Privés	Oui (1) Non	Non Oui (2)
EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	**2018**	**2019**
Changement du montant du capital Modification de la répartition du capital entre actionnaires	Non Non	Non Non

(1) Pour la Ville d'Arcachon, M. Patrice Beunard remplace (28/09/2018) M. Jean-Paul Chansarel.

(2) Pour la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes, M. Jean-Luc Minet remplace (14/01/2019) M. Pierre Pasquet.

(3) Jusqu'à la date de rédaction du rapport (avril 2019).

PRINCIPALES DÉCISIONS		
en réunion du	**en date du**	**nature de la décision prise**
CA (97ème séance)	**30/01/2018**	- Approbation du procès-verbal de la séance du 12/12/2017. - Adoption de l'ensemble des propositions relatives à l'engagement de la Convention d'utilité sociale (CUS), à l'association des personnes publiques (Bordeaux Métropole, Ville de Bordeaux et Conseil départemental de la Gironde), à la concertation des locataires. - Décision de convoquer l'Assemblée générale extraordinaire afin de modifier les statuts (modification de l'article 6, suppression de l'article 16 et nouvelle rédaction de l'article 14.1.3). - Sur la base des bons résultats de la société en 2017, décision de l'attribution au Directeur général d'une prime exceptionnelle de 10% de son salaire brut annuel. - Approbation des opérations de mécénat réalisées en 2017. - Approbation des décisions prises par la commission des marchés de BMA en 2017. - Approbation du projet de rapport de gestion de l'exercice 2017 à présenter à l'AGO. - Arrêté définitif des comptes 2017, tels que présentés dans le rapport de gestion et le rapport annuel du commissaire aux comptes. Décision de donner quitus de leur gestion au Président et au Directeur général et de proposer à l'AG d'affecter le résultat bénéficiaire en report à nouveau. Approbation du rapport de gestion. - Approbation des conventions réglementées exécutées durant l'exercice 2017 entre BMA et la Société par actions simplifiée (SAS) d'aménagement Bastide Niel (dont BMA détient 51 % du capital). Au titre de l'élaboration du dossier de réalisation, l'acquisition et la gestion des fonciers métropolitains, les travaux d'aménagement, la conduite d'opération, la facturation cumulée au 31/12/2017 est de 1 378 011 € dont 344 875 € pour le seul exercice 2017. - Approbation des conventions réglementées exécutées durant l'exercice 2017 entre BMA et la Société civile immobilière (SCI) BMA-Cursol. En 2017, avances rémunérées en compte courant réalisées par BMA (2 695 000 € ayant généré 43 120 € de produits financiers) ; facturation par BMA de 30 000 € HT au titre de la gérance administrative, juridique et financière ; location de bureaux payée par BMA, hors dotation du pas-de-porte, pour 171 963,22 € HT ; supplément de pas-de-porte facturé par la SCI BMA-Cursol pour 6 140,12 € HT portant le montant total du pas-de-porte à 338 380,70 € depuis la prise de location. - Information sur le troisième arrêté des comptes de la SAS d'aménagement Bastide Niel qui dégage un résultat de fonctionnement bénéficiaire de 33 K€ en 2017. Le résultat cumulé de 2015 à 2017 est de – 91,6 K€. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2018 est de + 59,7 K€, ce qui réduirait le résultat déficitaire cumulé à - 31,9 K€. - Information sur l'arrêté des comptes de la SCI BMA-Cursol qui dégage un bénéfice de 203,8 K€ en 2017 contre 102 K€ en 2016. - Approbation des actions et décisions prises par M. Pascal Gérasimo, représentant permanent de BMA au Conseil d'administration et aux assemblées générales de la société anonyme d'économie mixte locale (SAEML), Société des grands garages parkings de Bordeaux, transformation de la SAEML en SA (société anonyme) de droit commun, transfert de son siège social au siège de BMA. - Présentation du compte de résultat définitif de BMA pour l'exercice 2017. - Approbation du budget pour 2018.
AGO	**27/02/2018**	- Lecture du rapport de gestion au Conseil d'administration pour l'exercice 2017. - Lecture du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2017.

		- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2017. - Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes de leurs mandats pour l'exercice écoulé. - Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du code de commerce. - Approbation desdites conventions ainsi que des comptes et opérations de 2017. - Affectation du résultat de l'exercice 2017. - Ratification de la nomination de M. Denis Mollat en qualité d'administrateur privé pour une durée de 6 années. - Information de la nomination de M. Denis Mollat comme Président du Conseil d'administration. - Information sur l'expiration des mandats d'administrateur de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Aquitaine, de l'association Comité des banques de la Gironde de la fédération bancaire française et de la SA d'Habitation à loyer modéré (HLM), Domofrance, et décision de renouvellement pour 6 ans jusqu'au 31/12/2023.
AGE	**27/02/2018**	- Approbation de la modification des statuts : modification de l'article 6 pour ouvrir la possibilité à des personnalités non actionnaires d'entrer au Conseil d'administration de BMA, suppression de l'article 16 qui obligeait chaque administrateur privé à être propriétaire d'au moins une action, nouvelle rédaction de l'article 14.1.3 pour supprimer la mention de 16 sièges et maintenir la référence au nombre d'administrateurs des collectivités territoriales (10).
CA (98ème séance)	**29/01/2019**	- Approbation du procès-verbal de la séance du 30/01/2018. - Désignation d'un administrateur comme représentant de la Ville d'Arcachon, en remplacement de son prédécesseur, décédé. Désignation de M. Jean-Luc MINET en remplacement de M. Pierre PASQUET comme représentant de la Caisse d'épargne Aquitaine Poitou Charente. - Approbation du plan stratégique de patrimoine, du prévisionnel financier à 10 ans (2018-2027), de l'avancement du projet de Convention d'utilité sociale. - Présentation de la démarche de certification ISO 14001. - Information du contrôle par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) du respect des délais de paiement fournisseurs : aucune irrégularité relevée. - Sur la base des résultats de la société en 2018, décision de l'attribution au Directeur général d'une prime exceptionnelle de 10% de son salaire brut annuel. - Après présentation de l'activité de la société en 2018, approbation des orientations engagées et des décisions prises (acquisitions, promesses, ventes, conventions et actes de gérance). - Approbation des décisions prises par la commission des marchés de BMA en 2018 et en 2019 jusqu'à la date du CA. - Approbation du projet de rapport de gestion de l'exercice 2018 et du projet de résolutions à présenter à l'AGO. - Approbation des conventions réglementées exécutées durant l'exercice 2018 entre BMA et la SAS d'aménagement Bastide Niel (dont BMA détient 51 % du capital). Au titre de l'élaboration du dossier de réalisation, de l'acquisition et la gestion des fonciers métropolitains, des travaux d'aménagement et de la conduite d'opération, la facturation cumulée au 31/12/2018 est de 1 885 151 €, dont 507 141 € pour le seul exercice 2018. - Approbation des conventions réglementées exécutées durant l'exercice 2018 entre BMA et la SCI BMA-Cursol. En 2018, avances rémunérées en compte courant réalisées par BMA (2 695 000 € ayant généré 40 694,50 € de produits financiers) ; facturation par BMA de 30 000 € HT au titre de la gérance administrative, juridique et financière ; location de bureaux payée par BMA, hors dotation du pas-de-porte, pour 176 052,94 € HT ; supplément de pas-de-porte facturé par la SCI BMA-Cursol pour

		6 140,12 € HT portant le montant total du pas-de-porte à 338 380,70 € depuis la prise de location. - Information sur le troisième arrêté des comptes de la SAS d'aménagement Bastide Niel qui dégage un résultat de fonctionnement bénéficiaire de 47,4 K€ en 2018. Le résultat cumulé de 2015 à 2018 est de – 44,2 K€. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2019 est de + 36,7 K€, ce qui réduirait le résultat déficitaire cumulé à - 7,6 K€. - Information sur l'arrêté des comptes de la SCI BMA-Cursol qui dégage un bénéfice de 221,1 K€ en 2018 contre 203,8 K€ en 2017. - Approbation du budget pour 2019. - Approbation des actions et décisions prises par M. Pascal Gérasimo, représentant permanent de BMA au Conseil d'administration et aux assemblées générales de la société anonyme d'économie mixte locale, Société des grands garages parkings de Bordeaux », transformation de la SAEML en SA de droit commun, transfert de son siège social au siège de BMA. - Présentation du compte de résultat définitif de BMA pour l'exercice 2018.
AGO	**25/02/2019**	- Lecture du rapport de gestion au Conseil d'administration pour l'exercice 2018. - Lecture du rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice 2018. - Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2018. - Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes de leurs mandats pour l'exercice écoulé. - Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du code de commerce. - Approbation desdites conventions ainsi que des comptes et opérations de 2018. - Affectation du résultat de l'exercice 2018.

Pour information, une convention est un contrat entre la société et son gérant ou l'un de ses associés. Lorsque cette convention est réglementée, elle demande l'approbation des autres associés. Cette procédure vise à concilier l'étendue des pouvoirs du gérant et le droit d'information et de contrôle des associés de sa gestion.

Pour mémoire, la SCI BMA Cursol, créée en février 2010, a été le maître d'ouvrage de l'ensemble immobilier mixte situé rue de Cursol. BMA en est le gérant. Le siège des deux sociétés est situé 38 rue de Cursol.

Le rapport d'activité de BMA, présenté en Conseil d'administration du 29 janvier 2019, présente les travaux réalisés en 2018 par la SEM. Ceux-ci se répartissent en deux catégories :
- opérations d'aménagement urbain - concession de Zones d'aménagement concerté (ZAC) publiques ; mandats de construction publique avec notamment la Région Aquitaine, la Ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole ; mandats privés - ;
- opérations propres.

2 ACTIVITE ET RELATIONS CONTRACTUELLES AVEC BORDEAUX METROPOLE ET LA VILLE DE BORDEAUX

La communauté urbaine de Bordeaux (La Cub) est devenue Bordeaux Métropole au 1er janvier 2015.

2.1 Conventions d'aménagement avec Bordeaux Métropole

Pour information, la méthode comptable appliquée sur les opérations en concession d'aménagement s'effectue conformément à l'avis n°99.05 du Conseil national de la comptabilité (CNC). Cette méthode a été adaptée depuis la loi n°2005-809 du 20 juillet 2005, qui dispose :
- *pour les conventions conclues antérieurement au 20 juillet 2005 : le risque est à la charge du seul concédant et le résultat de l'opération n'a pas d'incidence sur les résultats de la SEM ;*
- *pour les conventions conclues à compter du 20 juillet 2005 : les opérations engagées sont réalisées aux risques du concessionnaire. En cas de perte potentielle, une provision pour risques de pertes à terminaison peut être constatée.*

2.1.1 ZAC du centre-Ville de Saint-Médard-en-Jalles

Il s'agit d'une ZAC publique terminée en phase de clôture depuis le 31 décembre 2010.

Les objectifs du projet sont :
- la densification du centre afin d'éviter un développement autour d'un seul axe structurant (l'avenue Montesquieu),
- le renforcement de la structure commerciale pour donner un rôle de pôle urbain secondaire au centre,
- l'accroissement de l'offre de logements en centre-Ville,
- l'amélioration du cheminement des piétons, des deux-roues, du stationnement et de la qualité des espaces publics.

La Cub a confié à BMA la réalisation de cette ZAC par convention de concession signée le 17 juillet 1997, successivement complétée par les avenants du 16 mars 1998 et du 25 mai 1999. La convention de concession a été prolongée à deux reprises par voie d'avenant jusqu'au 31 décembre 2010.

Le Compte rendu d'activité comptable (CRAC) de l'exercice 2010 et le dossier de clôture définitif ont été adressés à La Cub le 4 juillet 2011. Un excédent de 43 305 € a été constaté lors de la clôture des comptes (cf. infra). Il sera reversé à Bordeaux Métropole après approbation du CRAC et du bilan de clôture**. Le dossier de clôture transmis en 2013 à La Cub, est toujours en attente d'approbation fin 2018.**

2.1.2 ZAC Cœur de Bastide à Bordeaux

Il s'agit d'une ZAC publique terminée en phase de clôture.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des grandes orientations du développement urbain de l'agglomération. Ces grandes orientations sont : la redynamisation des tissus existants, le rééquilibrage du développement urbain sur la rive droite, la mise en valeur des territoires riverains du fleuve, la structuration des déplacements autour des transports collectifs et du tramway. L'opération porte sur environ 29 hectares, dont 10 hectares dédiés à la réalisation d'un parc urbain.

La Cub a confié à BMA la réalisation de la ZAC Cœur de Bastide dans le cadre d'un avenant à la convention études-réalisations signée le 5 juillet 1999.

Après achèvement des études, la convention a fait l'objet de six avenants. L'avenant n°4, notifié à BMA le 23 novembre 2007, établit le montant de la participation de La Cub à 13,9 M€. En outre, la durée de la convention a été prolongée trois fois respectivement par les avenant n°3, 5 et 6, reportant son échéance au 31 décembre 2014.

La concession s'est achevée le 31 décembre 2014. Des mouvements financiers ont été constatés en 2015 et 2016 suite à une dernière acquisition foncière auprès de la SNCF et quelques travaux en vue du traitement de parcelles et de l'aménagement d'une liaison piétonne vers la rue de la Rotonde.

Au 31 décembre 2018, le bilan de la ZAC s'établit à 50,24 M€ TTC (soit 42,81 M€ HT) (dont 41,67 M€ TTC, soit 35,61 M€ HT, de bilan aménageur). La participation communautaire s'est élevée à 21,09 M€ TTC, dont 8,57 M€ au titre du groupe scolaire réalisé par La Cub et 12,522 M€ hors groupe scolaire (10,31 M€ HT).

Le CRAC de clôture sera adressé en 2019 à Bordeaux Métropole pour approbation.

2.1.3 ZAC Quai Chaigneau-Bichon à Lormont

Il s'agit d'une ZAC publique terminée en phase de clôture.

Les objectifs de l'opération sont de reconstituer une porte du vieux Lormont et une entrée de Ville, de créer un véritable quartier en bord de Garonne et d'affirmer la vocation de détente et de loisirs des berges.

Le Conseil communautaire du 18 octobre 2002 a confié à BMA la réalisation de la ZAC Quai Chaigneau-Bichon, dans le cadre d'une convention publique d'aménagement signée le 27 novembre 2002 pour une durée initiale de 5 ans. La Convention de concession a été prolongée une dernière fois, jusqu'au 31 décembre 2013, par un avenant n°4 signé le 21 janvier 2010.

Une délibération communautaire du 23 septembre 2011 donne quitus à BMA pour sa mission de mandataire et valide de régler à BMA la rémunération prévue. La délibération communautaire n°2013/0138 du 22 mars 2013 a autorisé la cession des îlots 1 et 6 à BMA. La SEM a ensuite engagé la dernière phase opérationnelle de la transformation du bourg doyen avec le lancement, en opérations propres, d'un programme de 16 logements de qualité proposés en accession modérée sur les îlots 1 et 6.

L'opération s'est achevée le 31 décembre 2013. L'excédent de 19 725 € HT fera l'objet d'une restitution à Bordeaux Métropole. Le dossier de clôture transmis en juin 2014 à La Cub, est toujours en attente d'approbation fin 2018.

2.1.4 ZAC du centre-Ville de Mérignac

Il s'agit d'une ZAC publique en phase de réalisation.

Les objectifs de l'opération sont de renforcer le centre-Ville, en créant une nouvelle offre culturelle et de services, et en présentant une offre diversifiée de logements.

Le Conseil communautaire du 23 novembre 2007 a confié à BMA la concession d'aménagement de la ZAC centre-Ville de Mérignac. Le traité de concession a été signé le 21 janvier 2008 pour 7 ans. Un avenant n°1, signé le 3 septembre 2008, a permis un versement anticipé partiel de la participation communautaire et de faire face aux premières dépenses notamment d'acquisition. L'avenant n°2 du 28 août 2013, prolongeant la concession jusqu'au 31 décembre 2016, a été approuvé par le Conseil communautaire (délibération n°2013/0511). L'avenant n°3 du 30 décembre 2016, reportant l'échéance de la concession au 31 décembre 2020, a été approuvé par le Conseil métropolitain (délibération n°2016-807).

Les études menées ont permis de définir un programme de construction comprenant 4 îlots et développant au total une Surface hors œuvre nette (SHON) de 28 180 m^2.

Pour mémoire, l'îlot 1 a été livré en 2012 par la société Bouygues Immobilier. Les îlots 3 et 4 ont été livrés en 2014 par respectivement la SA d'HLM Domofrance et le groupe Pichet.

L'année 2018 a permis la poursuite du programme (îlot 2).

- L'ensemble des locataires expropriés des biens, dont BMA est propriétaire sur l'emplacement de l'îlot 2, avait été indemnisé pour 1,330 M€. La procédure relative au versement de ces indemnités d'éviction était en attente d'un arrêt de la Cour de cassation, qui a rejeté le pourvoi le 21 juin 2018. Le total des indemnités d'éviction estimé

  (1,330 M€) est devenu définitif. Le bilan de BMA est ainsi dégagé du risque financier qui pesait sur lui en 2017.

- Pour mémoire, l'îlot 2, situé au Nord de la ZAC, propose un programme de 11 475 m2 de surface de plancher (SDP) dont 7 904 m2 pour 111 logements, 3 481 m2 dédiés à un centre commercial en rez-de-chaussée et 179 places de stationnement voitures et emplacements vélos.

- Le recours contentieux déposé en août 2015 sur le permis de construire délivré en avril 2015, a été rejeté en novembre 2016. L'arrêté de transfert du permis de construire a été signé en février 2017 et affiché sur le site par le Groupe Pichet, qui avait remis la meilleure offre (8,502 M€ HT). La livraison de l'îlot 2 est attendue entre le $4^{ème}$ trimestre 2019 et le 1^{er} trimestre 2020. L'appel d'offre principal pour la finalisation de l'aménagement des espaces publics devrait être lancé en septembre 2019 pour une réalisation échelonnée de mars 2020 à juin 2021.

- Le dossier de consultation des entreprises pour la réalisation des espaces publics périphériques à l'îlot 2 sera lancé à la fin de la réalisation du chantier de l'îlot 2. Le terme de la concession sera porté à fin 2022.

La ZAC du centre-Ville de Mérignac est la seule opération réalisée aux risques du concessionnaire BMA. Le résultat prévisionnel de la ZAC est couvert par l'engagement de la collectivité dont la participation totale est fixée à 6 161 K€. Une provision de 400 K€ avait été constatée dans les comptes de BMA afin de couvrir le risque latent lié aux opérations foncières d'expropriation et de relogement de locataires de la ZAC au risque du concessionnaire. Cette provision est reprise suite au rejet par la Cour de cassation de l'appel de la BNP. Une provision de 3 719 K€ a été constituée en 2017 afin de provisionner

les travaux à effectuer sur les aménagements publics des rues Beaumarchais et de la vieille église. Elle est ajustée à 3 693 K€ à fin 2018 (cf. § 3.2.3).

Pour mémoire, le CRAC 2016 a été approuvé par délibération n°2017-832 du Conseil de Bordeaux Métropole du 22 décembre 2017. Au 31 décembre 2016, le bilan est arrêté à 21,90 M€ TTC (soit 19,73 M€ HT), dont bilan aménageur : 20,70 M€ TTC (soit 18,53 M€ HT).

Le CRAC 2017, adressé à Bordeaux Métropole en septembre 2018, est en attente de validation. La participation métropolitaine reste inchangée par rapport au bilan établi dans le dossier de création/réalisation soit 7,36 M€ TTC dont 1,2 M€ au titre du groupe scolaire réalisé par la commune de Mérignac et 6,16 M€ au titre de la participation métropolitaine.

La participation métropolitaine sera réajustée au CRAC 2018 sur la base :

- des décisions judiciaires définitives intervenues en matière foncière,
- des ajustements techniques au programme de travaux (modification de matériaux, végétalisation accrue),
- des honoraires d'études associés (maîtrise d'œuvre, ordonnancement, pilotage et coordination, sécurité et protection de la santé,…),
- de la rémunération de l'aménageur pour la prolongation de la concession jusqu'à fin 2022.

2.2 Les opérations propres

2.2.1 Îlot de Santé Navale

BMA a acquis en 2012 auprès de la Ville de Bordeaux le site de Santé Navale pour 14 M€ HT, soit 702 € le m^2, correspondant à une superficie de terrain de 19 943 m^2. Les règlements ont été étalés en quatre phases, de la signature de l'acte au solde en 2017.

Le programme est réparti sur une surface de plancher totale de 32 041 m^2 dont 24 769 m^2 de logements et 7 272 m^2 de bureaux et services. La proportion des logements sociaux est de 25 % des surfaces affectées.

Pour rappel, un acte de vente a été signé le 11 septembre 2015 entre BMA et le groupe Pichet pour la réalisation du projet de 19 682 m^2 pour un montant de 12,23 M€ HT, soit 621 € le m^2. La Société civile de construction vente (SCCV) Urban Art (Groupe Pichet) a réalisé environ 320 logements, une résidence hôtelière, une résidence services pour étudiants, une crèche privée, un gymnase (cédé en vente en l'état futur d'achèvement au Conseil régional d'Aquitaine), des locaux commerciaux, le parking souterrain et les travaux de conservation de la chapelle. A fin 2017, le paiement est effectué dans sa totalité (12,23 M€ HT). BMA reste propriétaire de la sente jusqu'à son complet achèvement (28 juin 2019), du bâtiment Ferbos et de l'amphithéâtre pour lequel BMA recherche un acquéreur. Après une étude de faisabilité conduite en 2018, un dénouement est envisagé en 2019.

Pour information, le prix d'achat au m^2 (702 €) comprend deux bâtiments à préserver, le foncier d'un gymnase public à donner gratuitement à la Région, une salle du souvenir des anciens élèves de l'école Santé Navale à maintenir et une sente piétonne reliant les places Pierre-Jacques Dormoy et André Meunier de 2 500 m^2 à aménager. Le prix de vente au m^2 (621 €) de surface de plancher couvre lui des droits à construire pour des bâtiments neufs, sur la partie des terrains constructibles libres (ancienne place d'Armes).

La réhabilitation du bâtiment Ferbos pour y implanter un foyer de jeunes travailleurs et des logements sociaux pour étudiants a fait l'objet d'une opération propre spécifique de BMA à compter de 2015 (cf. paragraphe 2.2.2).

Pour rappel également, un acte de vente a été signé le 16 décembre 2016 pour un montant de 2,75 M€ HT entre BMA et la société Pichet Promotion concernant le bâtiment Marne en vue de la réhabilitation des logements (produits de cessions immobilières enregistrés en 2016).

Une allée piétonne à vocation publique de 2 700 m^2 permettant la liaison entre les places Pierre-Jacques Dormoy et André Meunier pour rejoindre les quais a fait l'objet d'études et de travaux de raccordement en 2016. Les travaux ont été mis en œuvre par BMA au 2ème trimestre 2017 pour une finalisation globale en juin 2019.

La direction de BMA estime que l'opération de Santé Navale, dont les derniers travaux s'achèveront en 2019, s'est dénouée financièrement en 2018. **Le budget global actualisé de l'opération s'élève à 20,36 M€ TTC (dont foncier : 14,24 M€, travaux, honoraires et frais : 5,42 M€, maîtrise d'ouvrage : 0,41 M€ et résultat dégagé : 0,29 M€).** Le financement de l'opération a été assuré à 60 % par les recettes de cessions des droits à construire (12,23 M€), à 22 % par les recettes de valorisation des logements sociaux de Ferbos (4,48 M€), à 14 % par les recettes de la cession du bâtiment « Marne » (2,75 M€) et à 4 % par les recettes de valorisation de l'amphithéâtre et des bureaux annexes à rénover (0,9 M€).

Les dépenses liées aux travaux, honoraires et frais (5,42 M€) correspondent aux coûts d'entretien et de gestion :

- du patrimoine depuis le transfert du foncier : gardiennage, désamiantage et curage des bâtiments avant déconstruction, frais engagés pour la réalisation d'un permis d'aménager (non finalisé) avec l' Agence Nicolas Michelin & associés (ANMA),
- des opérations de déconstruction et confortement des ouvrages conservés (bâtiment Ferbos, bâtiment du Cours de la Marne, arbres, chapelle, monument aux morts, arches..),
- de réalisation des fouilles archéologiques,
- de permis de construire valant division (article R431-24 du code de l'urbanisme) pour la quote-part réalisée par l'architecte Jean-Pierre Buffi,
- d'aménagement de la traversée piétonne publique qui sera rétrocédée gratuitement à la collectivité (procédure de rétrocession en cours en avril 2019),
- de l'ensemble des « hommes de l'art » qui ont été mobilisés sur cette opération (bureau d'études , géotechnicien, étude environnementales, ..),
- de portage financier assumé par BMA.

2.2.2 Résidence sociale pour jeunes « Santé Navale » : Foyer des jeunes travailleurs (FJT) et logements locatifs sociaux pour étudiants

Il s'agit d'une opération propre terminée pour BMA.

L'objectif est de proposer des logements à une population de jeunes travailleurs et étudiants.

Le programme intégré au permis de construire valant division porte sur 64 logements jeunes travailleurs et 115 logements étudiants. Le gestionnaire unique, l'association Jeunesse habitat solidaire verse un loyer à BMA qui a réalisé l'investissement.

Les conventions de gestion ont été signées les 29 novembre 2016 et 14 décembre 2016. Les travaux de restructuration et réhabilitation ont été lancés en mars 2016 pour une livraison effectuée à la fin juillet 2017.

Pour mémoire, le coût de revient de l'opération a été arrêté à 10,64 M€ HT et 11,22 M€ TTC (foncier : 4,48 M€, travaux, honoraires, frais : 6,02 M€, maîtrise d'ouvrage : 0,13 M€ et TVA à la livraison : 0,58 M€). Le financement de l'opération sera assuré à 57 % par des emprunts (6,36 M€), à 4 % par des subventions de l'Etat (0,42 M€), à 5 % par des subventions de la Région (0,64 M€), à 1 % par des subventions du Conseil départemental (0,15 M€), à 7 % par des subventions de Bordeaux Métropole (0,74 M€), à 3 % par des subventions de la Ville de Bordeaux (0,30 M€), à moins de 1 % par des subventions de la Caisse d'allocations familiales (CAF) (0,1 M€), 2 % par des subventions pour surcharge foncière (0,26 M€) et à 20 % par les fonds propres de BMA (2,25 M€).

2.2.3 Ensemble foncier Queyries à Bordeaux Bastide

L'îlot Queyries est situé à l'interface des deux ZAC Coeur de Bastide et Bastide Niel. La Ville de Bordeaux a cédé à BMA le 18 décembre 2012 13 231 m^2 de foncier pour 3,8 M€ TTC. Ces parcelles situées à l'angle de la rue Reignier et du quai de Queyries jointes à deux autres parcelles (celle dite « Tout Electric » et une appartenant à la Métropole) constituent l'ensemble foncier de l'îlot Queyries pour une surface totale de 23 000 m^2.

BMA a retenu l'équipe MVRDV (agence d'architecture et d'urbanisme néerlandaise, dont le sigle emprunte les initiales des patronymes des trois architectes fondateurs : Winy Maas, Jacob van Rijs et Nathalie de Vries) pour l'élaboration d'un schéma directeur architectural et urbain. Le permis d'aménager a été délivré le 19 août 2013 mais un recours gracieux a été adressé en octobre 2013 au Maire de Bordeaux demandant l'annulation du permis d'aménager. Un permis d'aménager

modificatif a été établi en 2015. Compte tenu des délais de recours, le permis d'aménager est désormais validé. L'arrêté du permis d'aménager a été prorogé le 7 juin 2016.

Le lot A correspond à un terrain de 18 819 m^2 de surface plancher acquis par BMA en 2017 pour 8,930 M€ TTC et 7,442 M€ HT (produits de cessions immobilières enregistrés en 2017, cf. paragraphe 3.2.1).

Le lot B correspond à du foncier privé. Une convention d'adhésion aux principes d'aménagement de l'ensemble foncier du quai de Queyries a été signée entre BMA et Kaufman & Broad. Des contributions financières aux études préalables d'aménagement portées par BMA (165 K€ HT) lui ont été versées. Des charges afférentes aux équipements communs réalisés par l'aménageur et à la coordination seront perçues par BMA (567 K€).

Le lot C correspond à du foncier que Bordeaux Métropole a cédé à Kaufman & Broad pour une constructibilité de 1 234 m^2.

L'aménagement de l'allée piétonne a fait l'objet d'un lancement de consultation le 31 octobre 2018 qui a abouti en janvier 2019 à la désignation de l'entreprise retenue. L'achèvement des travaux et l'ouverture au public sont prévus à l'été 2019.

Le budget global actualisé de l'opération s'élève à 8,25 M€ TTC (foncier : 3,87 M€, travaux, honoraires, frais : 2,17M€, maîtrise d'ouvrage, portage : 0,82 M€ et résultat dégagé : 1,39 M€). Le financement de l'opération est assuré à 90 % par les recettes de valorisation des droits à construire (7,44 M€) et à 10 % par les recettes de participations (part du coût des études préalables du permis d'aménager et part des travaux de la sente piétonne publique que Kaufman et Broad s'est engagé à financer au prorata de ses droits à construire) (0,81 M€).

2.2.4 Îlot D3 de la ZAC Cœur de Bastide à Bordeaux

BMA est propriétaire du foncier de l'îlot D3 représentant environ 2 175 m^2 et 6 500 m^2 de surface plancher constructible.

En 2015, a démarré l'étude d'un projet de déplacement de l'Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) de la Croix rouge, Henri Dunant, de réalisation d'un Foyer d'accueil médicalisé, de logements pour étudiants et d'espaces de vie.

Après les études de faisabilité et de programmation, le programme d'EHPAD a été validé par la Croix Rouge fin octobre 2017. L'établissement aura une capacité de 76 lits et un lit d'urgence.

BMA assure le portage des études, reste propriétaire du terrain et des murs, que l'EHPAD de la Croix rouge louera. Le dossier de demande d'aide à l'investissement porté conjointement par BMA et la Croix rouge a reçu un accord en décembre 2017 pour 1,291 M€. L'objectif est de livrer l'EHPAD au premier semestre 2021.

La vente des droits à construire de l'îlot D3 concernant la résidence privée pour étudiants doit permettre à BMA de mobiliser les fonds propres nécessaires à l'équilibre de l'opération sociale de l'EHPAD.

En octobre 2018, la commission des marchés de BMA a désigné le groupe Eiffage associé aux architectes Philippon et Kalt, dont l'offre s'élevait à 4,362 M€ HT. Le planning prévoit un début des travaux en novembre 2020 et une livraison de l'EHPAD en juin 2021.

Le budget global actualisé de l'opération s'élève à 9,36 M€ HT et 9,88 M€ TTC (notamment foncier : 0,54 M€, travaux, honoraires, frais : 8,47 M€, maîtrise d'ouvrage : 0,05 M€, frais financiers : 0,27 M€ et TVA à la livraison : 0,51 M€). Le plan de financement prévoit un financement bancaire de 7,26 M€, des subventions de l'ARS pour 1,29 M€ et de la Ville de Bordeaux pour 0,2 M€, des prélèvements sur fonds propres pour 1,13 M€.

Les frais (8,47 M€) correspondent :
- aux évaluations prévisionnelles des travaux : mise au propre du terrain, construction de l'immeuble et viabilisation éventuelle,
- aux études et honoraires des Hommes de l'art : programmiste, architecte, maitre d'œuvre, géomètre, coordonnateur sécurité et protection de la santé (SPS), contrôleur technique, assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO), géotechnicien, expert…,
- aux assurances, publications, taxes,
- au portage financier assumé par BMA.

2.2.5 Opération Environnement-services-usages-solidarité (ESUS), îlot B034 de la ZAC Bastide Niel

Cet îlot multifonctionnel intègre notamment un parc de stationnement d'au moins 200 places, des fonctions de logistique urbaine et un pôle de services urbains de proximité (conciergerie…). Les premières études de programmation ont été livrées fin 2016. Le développement effectif est conditionné à la libération du foncier actuellement occupé par des associations, qui bénéficiaient de titres d'occupation temporaire non renouvelés. Les lieux n'ont pas été libérés comme prévu au 31 décembre 2017. Des procédures ont été engagées en 2018 pour une libération espérée courant 2019. L'option d'un redéploiement de ces associations sur l'îlot B036 pourrait être étudié.

Le budget global actualisé de l'opération s'élève à 10 M€ TTC (foncier : 0,4 M€, études, honoraires, frais : 9 M€, maîtrise d'ouvrage : 0,6 M€). Le financement de l'opération sera assuré à 92 % par les recettes de cessions (places de stationnement, espaces service urbain et logistique, complément constructible…) (9,25 M€) et à 8 % par des subventions Ecocité (Subventions de l'Etat destinées à encourager la transition écologique des collectivités locales) (0,75 M€).

2.2.6 Réalisation d'un Centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA) de 100 places sur l'îlot B107 (partie 1) de la ZAC Bastide Niel

A la demande du Centre communal d'action sociale (CCAS) de la Ville de Bordeaux, BMA a engagé en 2016 les études de programmation et de faisabilité d'un CADA de 80 places sur la ZAC Bastide Niel. Le Conseil d'administration du CCAS a validé en mars 2017 le dispositif présenté et a fait savoir qu'il souhaitait pouvoir porter le projet à 100 places. Mais en août 2018, les services de l'Etat ont indiqué qu'il était impossible, sur la base de l'arrêté de création existant, d'accroître la capacité prévisionnelle du CADA.

La maîtrise d'ouvrage et le portage de l'investissement seront assurés par BMA. La gestion de l'équipement et l'exploitation seront du ressort du CCAS moyennant le paiement d'une redevance à BMA.

L'îlot B107 a une capacité minimum de 5 200 m^2 de SDP ; il est situé rue de la Rotonde. Une partie (ici appelée « partie 1 ») a été identifiée et pourra être partiellement affectée à cette opération.

Le budget global actualisé de l'opération s'élève à 4,22 M€ HT et 4,46 M€ TTC (foncier : 0,33 M€, travaux, honoraires, frais : 3,46 M€, mobilier : 0,16 M€, maîtrise d'ouvrage interne : 0,28 M€ et TVA à la livraison : 0,23 M€). Le financement de l'opération sera assuré à 66 % par un emprunt (2,96 M€), à 27 % par des subventions (1,17 M€) - dont Bordeaux Métropole (0,7 M€, 16%), État (0,25 M€, 6%), Ville de Bordeaux (0,22 M€, 5%) - et à 7 % par les fonds propres de BMA (0,33 M€).

Les frais (3,46 M€) correspondent :
- aux évaluations prévisionnelles des travaux : mise au propre du terrain, construction de l'immeuble et viabilisation éventuelle,
- aux études et honoraires des Hommes de l'art : programmiste, architecte, maitre d'œuvre, géomètre, coordonnateur SPS, contrôleur technique, AMO, géotechnicien, expert…,
- aux assurances, publications, taxes,
- au portage financier assumé par BMA.

2.2.7 Réalisation d'une résidence sociale pour étudiants sur l'îlot B107 (partie 2) de la ZAC Bastide Niel

Une autre partie de l'îlot B107 (« partie 2 ») a été identifiée pour accueillir environ 160 logements étudiants.

La maîtrise d'ouvrage et le portage de l'investissement (8,68 M€ TTC) seront assurés par BMA. La gestion de l'équipement et l'exploitation seront du ressort d'un gestionnaire moyennant le paiement d'une redevance à BMA.

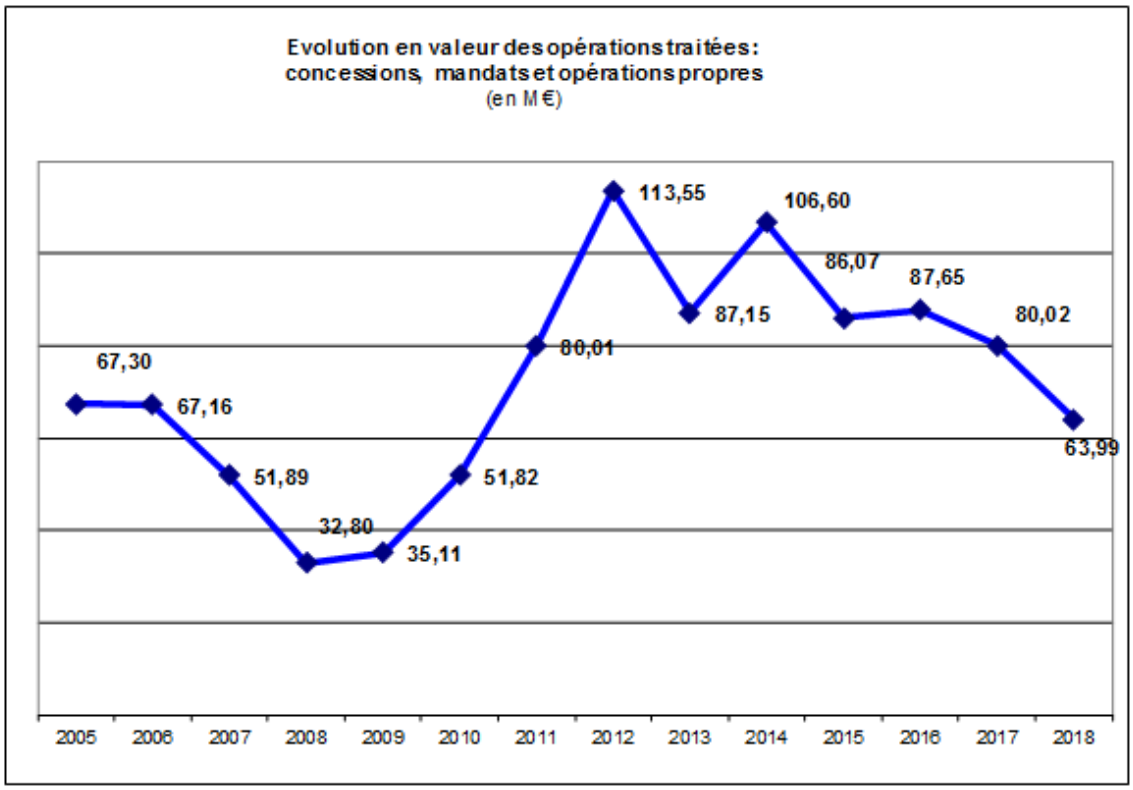
Le budget global prévisionnel de l'opération s'élève à 7,89 M€ HT et 8,68 M€ TTC (foncier : 0,86 M€, travaux, honoraires, frais : 6,43 M€, maîtrise d'ouvrage : 0,61 M€ et TVA à la livraison : 0,79 M€). Le financement de l'opération sera assuré à 80 % par deux emprunts (7,02 M€), à 10 % par des subventions du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine (0,8 M€), et à 10 % par les fonds propres de BMA (0,86 M€).

3 SITUATION FINANCIERE DE BMA

BMA est une SEM d'aménagement chargée d'opérations confiées par des collectivités ou établissements publics en vertu de conventions de concession ou de mandat. Elle intervient pour le compte de ses cocontractants : principalement la Région et Bordeaux Métropole, mais aussi le Département de la Gironde et plusieurs communes de l'agglomération et du département. Par opposition à la concession qui vise une externalisation totale de l'opération par la collectivité, le mandat permet à la collectivité de ne déléguer qu'un certain nombre de missions (certaines études, tout ou partie des travaux, achat et revente de biens fonciers…). Ainsi, la SEM peut être concessionnaire d'opérations publiques d'aménagement, réaliser par exemple des études d'urbanisme et de programmation. Enfin, elle peut conduire directement pour son propre compte des opérations privées d'intérêt général.

3.1 L'activité de la société

La valeur des opérations traitées par la société est un indicateur du niveau d'activité des SEM d'aménagement ; il représente le montant TTC des dépenses réalisées toutes opérations confondues. En 2018, la valeur des opérations traitées atteint 63,99 M€, soit un repli de 20 % par rapport à l'exercice 2017.



Ce repli résulte d'une réduction relative du montant des opérations confiées à la SEM en mandat suite à une baisse de la rémunération – effet prix - (plutôt qu'un repli commercial – effet volume -). Par ailleurs, les principales opérations propres se sont achevées en 2016 et 2017. Trois grandes opérations d'aménagement urbain sont en phase de clôture et une, la ZAC Mérignac Centre-Ville, est en cours de réalisation. Quant à la ZAC Bastide Niel, l'opération est portée par une société ad-hoc constituée à cet effet en 2015.

3.2 Les comptes de l'exercice 2018

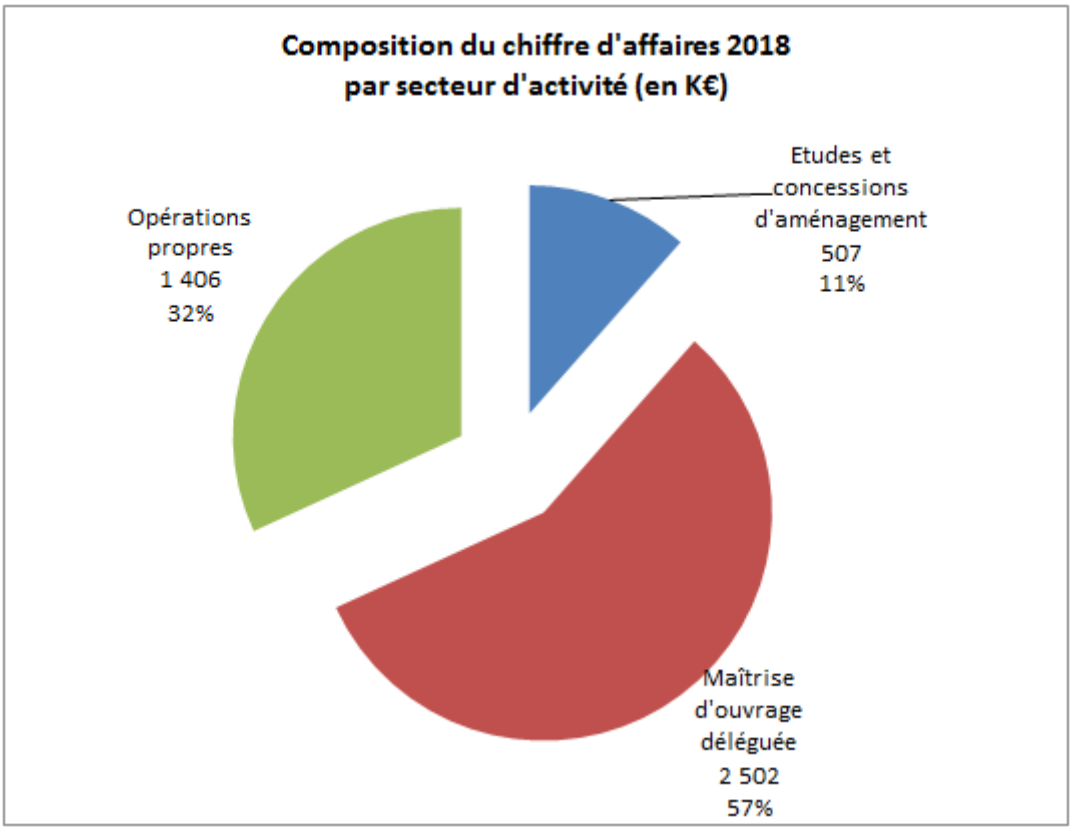
Pour mémoire, l'activité de la société est réalisée au travers de trois cadres juridiques : des opérations en propre, des opérations en tant que mandataire de collectivité et des opérations d'aménagement concédées.

L'activité concession est par nature de longue durée et induit des mouvements d'acquisition et de stockage (achats de fonciers), d'encours de production (travaux d'aménagement), de cession de charges foncières (dépenses à engager sur un terrain pour y rendre possible une opération

immobilière : prix d'achat, coût de mutation, coût de libération du terrain, coût des raccordements, etc…) et de cession de terrains aménagés (chiffre d'affaires). Cette activité porte sur des montants significatifs dont l'effet dans les comptes de la société est annulé : la neutralisation du résultat s'effectue par la constatation d'une écriture de variation de stock dans les comptes analytiques de l'opération.
Afin de juger de la situation financière de la société, il faut analyser le compte de résultat hors impact des concessions d'aménagement.

3.2.1 L'analyse du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires global s'établit en 2018 à 4,4158 M€, en baisse significative de 22,1 M€ par rapport à l'exercice 2017. Il provient des opérations propres pour 1,406 M€ (32 %), de la maîtrise d'ouvrage déléguée pour 2,502 M€ (57 %) et des études et concessions d'aménagement pour 0,507 M€ (11 %).



Le chiffre d'affaires dégagé en 2018 est composé de rémunérations sur mandats (2,502 M€), de locations de logements étudiants (1,005 M€), de prestations d'assistance sur des études réalisées pour le compte de la SAS Bastide Niel (0,507 M€, convention réglementée figurant au rapport spécial du commissaire aux comptes), de cessions immobilières (0,4 M€), de participations des collectivités et établissements publics (0 M€), et autres produits (0,004 M€).

Les rémunérations totales s'élèvent à 2,502 M€ en 2018 contre 2,926 M€ en 2017, soit en repli de 14,5 %. Elles sont exclusivement constituées des rémunérations issues des mandats, le montant des rémunérations issues des opérations d'aménagement concédées étant nul en 2018 contre 0,474 M€ en 2017.

Le montant des rémunérations issues des mandats (2,502 M€ en 2018 contre 2,451 M€ en 2017), s'apprécie de 2,1 % hors rémunération sur opérations concédées. Elles intègrent des mandats privés (128 K€) correspondant principalement à la facturation par BMA de 2 conventions réglementées figurant dans le rapport spécial du commissaire aux comptes :

- 72,839 K€ au titre de la convention d'assistance avec la Société des grands garages parkings de Bordeaux,
- 30 K€ au titre de la gérance pour le compte de la SCI BMA Cursol.

Le **taux de rémunération moyen**, rapport entre le montant des rémunérations et la valeur des opérations traitées, est en progression avec 3,9 % (contre 3,7 % en 2017 et 3,2 % en 2016).

Valeur des opérations traitées et taux de rémunération moyen (en K€)	2 017	2 018	évol 2018/2017 %	évol 2018/2017 K€
Rémunérations issues des opérations en mandat et des études (fonctionnement)	2 451	2 502	2,1%	51
Rémunérations sur concessions	474	0	-100,0%	-474
Rémunérations totales	**2 926**	**2 502**	**-14,5%**	**-423**
Valeur des opérations traitées	80 020	63 990	-20,0%	-16 030
Taux de rémunération moyen	*3,7%*	*3,9%*		

Les loyers encaissés (1,005 M€) correspondent à 413 logements dont BMA est propriétaire.
- 234 logements dans la résidence de l'opération Cœur de Bastide, rue Abadie à Bordeaux, gérés par le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ;
- 179 logements dans la résidence Ferbos (Santé Navale), gérés par l'association Jeunesse habitat solidaire (JHS).

La variation du chiffre d'affaires global entre 2017 et 2018 (- 22,1 M€) s'explique principalement par celle des cessions immobilières (- 18,796 M€) et par la participation des collectivités et établissements publics (- 3,784 M€).

Pour mémoire, le chiffre d'affaires des cessions immobilières de l'exercice 2017 (19,196 M€) était relatif :
- pour 7,442 M€ à la vente d'un terrain de l'ensemble foncier Queyries (cf. paragraphe 2.2.3) ;
- pour 2,453 M€ à la vente d'un immeuble et une parcelle de 41 m2 de l'îlot 6 de la ZAC Chaigneau-Bichon à Lormont (opération terminée en 2018) ;
- pour 0,8 M€ à la vente d'études dans le cadre de l'opération de l'îlot 2 du centre-Ville de Mérignac (opération terminée en 2018) ;
- pour 8,502 M€ à la vente d'un terrain appartenant à BMA au promoteur Pichet dans le cadre de la concession d'aménagement du centre-Ville de Mérignac (opération terminée en 2018).

Les cessions immobilières enregistrées en 2018 (0,4 M€) correspondent :
- pour 0,2 M€ à la cession de 3 parcelles à la SAS Bastide Niel (convention réglementée figurant dans le rapport spécial du commissaire aux comptes) ;
- pour 0,2 M€ à la cession d'un îlot situé à Lormont.

3.2.2 Le compte de résultat

En 2018, le compte de résultat de la SEM se présente comme suit :

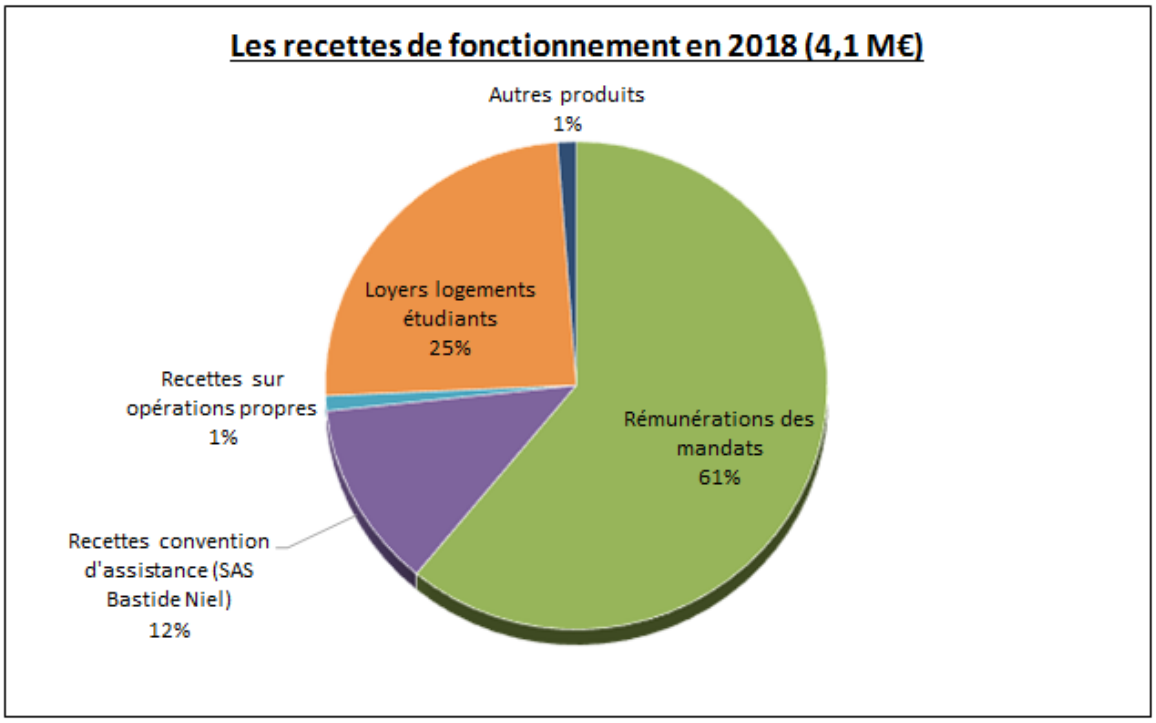
BMA - Compte de Résultat - En K€	2 017	2 018	évol 2018/2017 %	évol 2018/2017 K€
Rémunérations sur concessions	474	0	-100,0%	-474
Etudes				0
Rémunérations sur mandats	2 451	2 502	2,1%	51
Conseil régional	2 406	2 374	-1,3%	-32
Bordeaux Métropole				0
Ville de bordeaux				0
Autres collectivités et privés	45	128	184,8%	83
Recettes des études en cours (ZAC BASTIDE NIEL)	345	507	47,1%	162
Recettes cessions sur opérations propres	10 694	400	-96,3%	-10 294
Recettes sur variation des encours d'études et des stocks fonciers	-7 166	-359	-95,0%	6 807
Loyers logements étudiants	775	1 005	29,7%	230
Transferts de charges	28	38	36,0%	10
Autres produits	9	11	27,1%	2
dont reprises sur amortissements et provisions	1	25	2328,0%	24
Produits d'exploitation hors concessions	**7 610**	**4 104**	-46,1%	-3 506
Activité des concessions	8 899	25	-99,7%	-8 874
Produits d'exploitation toute activité	**16 509**	**4 130**	-75,0%	-12 380
Frais de personnel	-3 335	-3 168	-5,0%	167
Frais divers de gestion	-135	-96	-28,6%	39
Services extérieurs	-331	-319	-3,7%	12
Dépenses d'opérations propres	-1 829	410	-122,4%	2 239
Acquisition parking				0
Acquisitions foncières et frais de notaire	0			0
Sous-traitance sur opérations propres	-1 829	410	-122,4%	2 239
Locaux (loyers, charges, entretien réparations)	-304	-302	-0,7%	2
Impôts et taxes	-279	-204	-26,9%	75
Dotations aux amortissements et provisions (hors concessions)	-500	-560	12,0%	-60
dont dotations aux amortissements sur immobilisations	-394	-548	39,0%	-154
dont dotations aux provisions sur actif circulant	0			0
dont dotations aux provisions pour risques et charges	-105	-12	-88,8%	93
Charges d'exploitation hors concessions	**-6 712**	**-4 238**	-36,9%	2 474
Activité des concessions	-8 899	-25	-99,7%	8 874
Charges d'exploitation toute activité	**-15 612**	**-4 264**	-72,7%	11 348
Résultat d'exploitation	**898**	**-134**	-114,9%	-1 032
Produits financiers	611	415	-32,1%	-196
dont reprises aux amortissements et provisions	0			
Charges financières	-239	-318	33,2%	-79
dont dotations aux amortissements et provisions	0			
Résultat financier	**373**	**97**	-73,9%	-275
Résultat courant	**1 270**	**-37**	-102,9%	-1 307
Produits exceptionnels	62	499	701,7%	436
dont prod. Except. Sur opération en capital	62	99		
dont reprises sur provisions et transferts de charges	0	400		
Charges exceptionnelles	0	0	0,0%	0
dont ch. Except. Sur opération en capital	0	0		
dont dotations aux amortissements et provisions	0	0		
Résultat exceptionnel	**62**	**498**	705,6%	436
Résultat comptable avant IS	**1 332**	**461**	-65,4%	-871
Impôt sur les sociétés	-399	-41	-89,8%	357
Résultat net	**934**	**420**	-55,0%	-514

Source 2018 : document CA du 29/01/2019 - rapport de gestion - p.234 + rapport cac

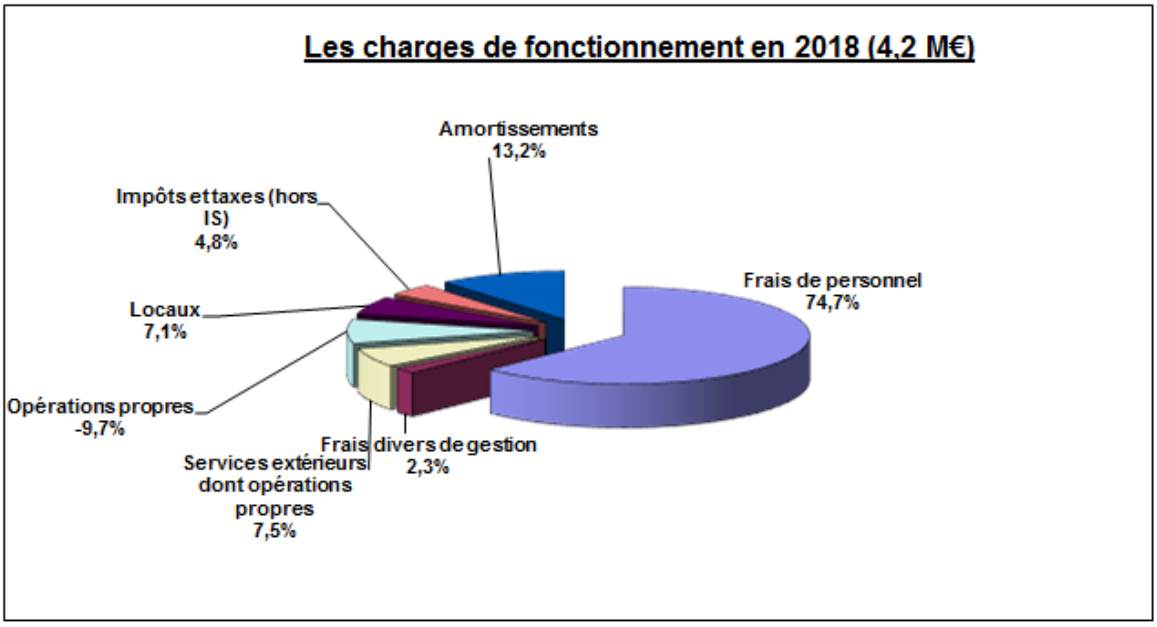
Les **recettes de fonctionnement** (produits d'exploitation hors concession) s'élèvent en 2018 à 4,104 M€ contre 7,610 M€ en 2017 (- 46,1 %).

Cette baisse de 3,5 M€ (- 46,1 %) se décompose comme suit :

→ + 6,807 M€ d'encours d'études et stocks fonciers sur opérations propres ;
→ - 0,474 M€ de recettes d'études et concessions ;
→ + 0,230 M€ de loyers des logements étudiants (suite à la livraison de la résidence Ferbos) ;
→ + 0,162 M€ de prestations d'assistance à la SAS d'aménagement Bastide Niel ;
→ + 0,051 M€ de rémunération des mandats de constructions publiques ;
→ - 10,294 M€ de diminution des cessions sur opérations propres.



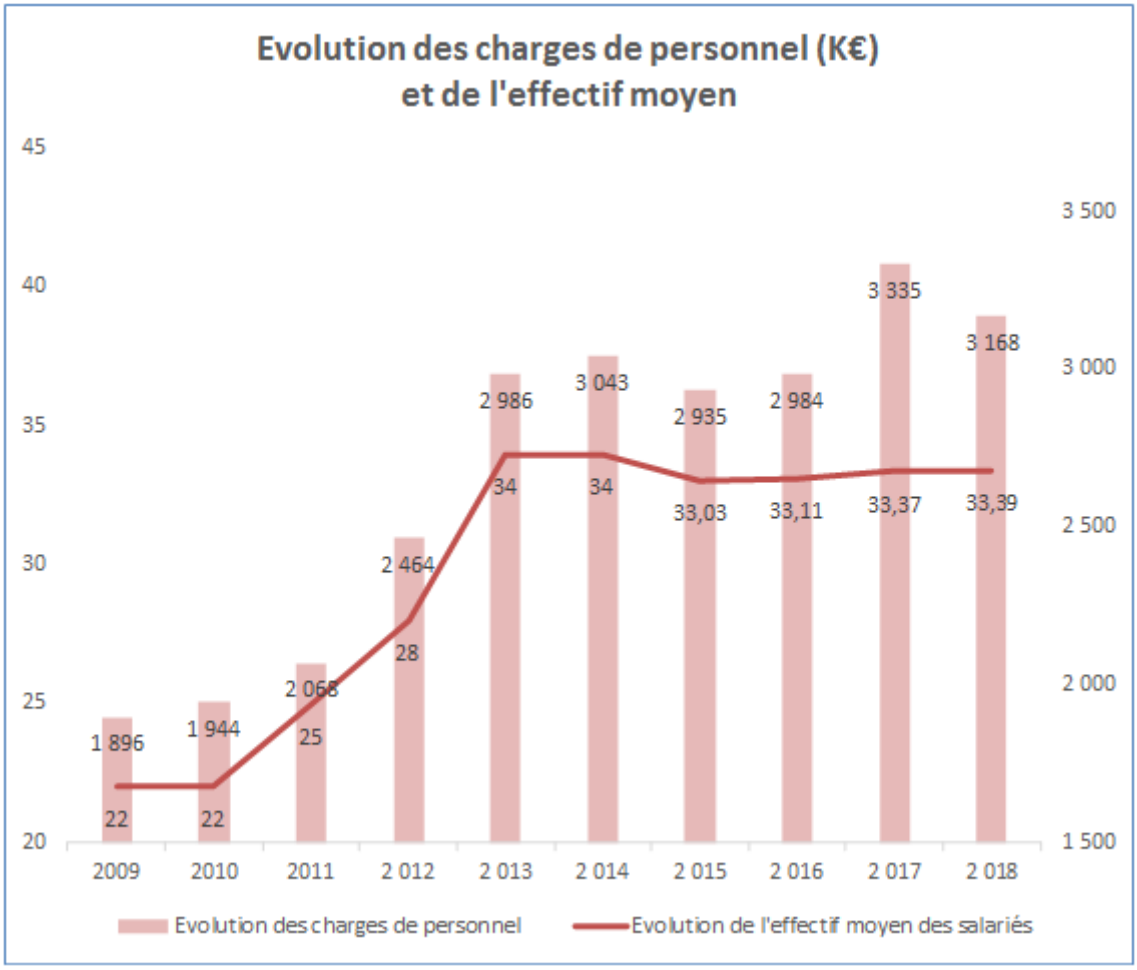
Les **charges de fonctionnement** (charges d'exploitation hors concession) s'élèvent en 2018 à 4,238 M€ contre 6,712 M€ en 2017, soit une réduction de 2,5 M€ (- 36,9 %) imputable notamment aux charges liées aux opérations propres (- 2,2 M€ dont -1,7 M€ pour l'aménagement de l'opération Quai de Queyries), et aux charges de personnel (-0,2 M€).



En 2018, les charges de fonctionnement concernent à près de 75 % des dépenses de personnel du fait de son objet social : ingénierie, études techniques.

Après une hausse de 11,8 % en 2017, les charges de personnel baissent de 5 % en 2018. Pour mémoire, l'augmentation des charges de personnel en 2017 résultait selon la direction de la SEM, d'un retour de congé parental et d'un nouvel entrant (2,16 %), de promotions et primes exceptionnelles (3,44 %), d'indemnités de départs (2,63 %), d'augmentation de charges patronales (2,28 %), de frais de personnel intérimaire et de frais de déplacements (1,24 %).

Concomitamment, l'effectif moyen passe de 33,37 à 33,39 ETP (+ 0,06 %) en 2018.

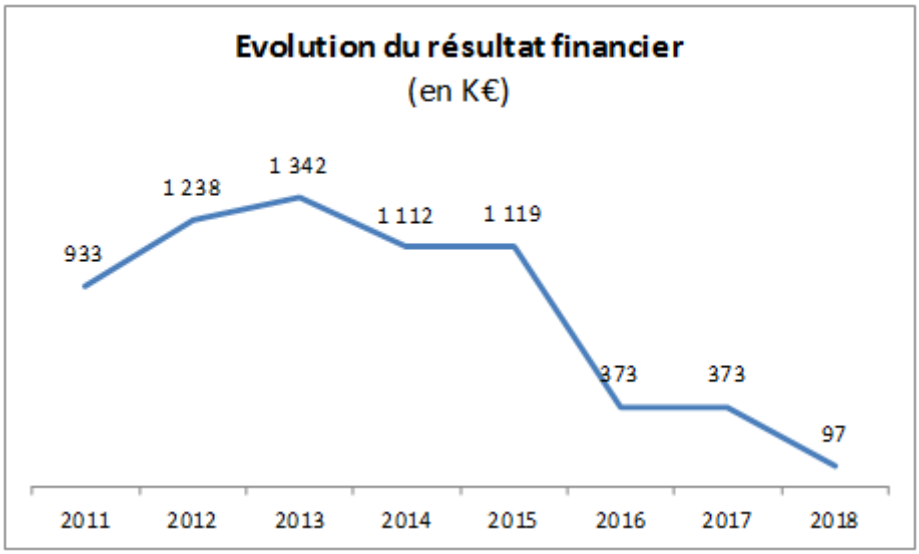


Les services extérieurs comprennent notamment 0,182 M€ de loyer et de charges locatives au titre des locaux que BMA loue à la SCI BMA-Cursol (convention réglementée figurant dans le rapport spécial du commissaire aux comptes).

Les frais divers de gestion diminuent de 0,039 M€ essentiellement en raison du poste des charges d'assurance. Ce dernier poste est fonction de l'activité.

Il découle en 2018 des évolutions précitées (recettes et dépenses de fonctionnement), un fort repli du **résultat d'exploitation qui devient déficitaire** : - 0,134 M€ contre + 0,898 M€ en 2017 (- 1,032 M€).

Le **résultat financier** est également en baisse significative : + 0,097 M€ contre + 0,373 M€ en 2017.



Le **résultat exceptionnel** hors impôt sur les sociétés (IS) passe de + 0,62 M€ en 2017 à

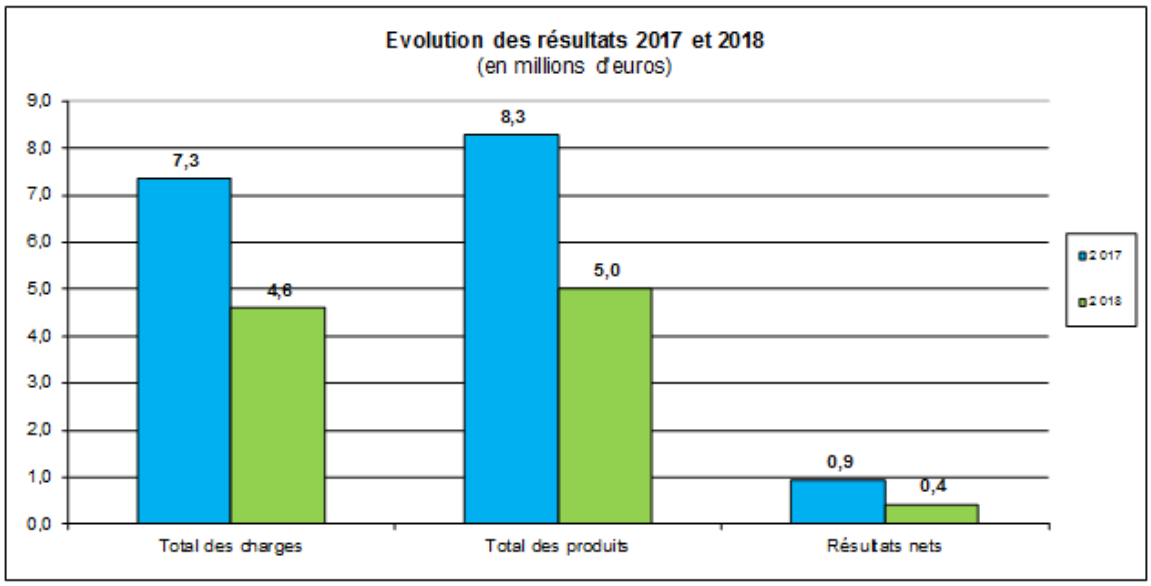
+ 0,498 M€ en 2018. Le fort résultat exceptionnel en 2018 est issu :

- de la reprise de la provision qui avait été constituée en 2015 concernant le risque latent de 0,4 M€ lié aux opérations foncières d'expropriation et de relogement de locataires de la ZAC Mérignac centre-Ville, au risque du concessionnaire (cf. paragraphe 2.1.4). Ce risque est sans objet à fin 2018 ;

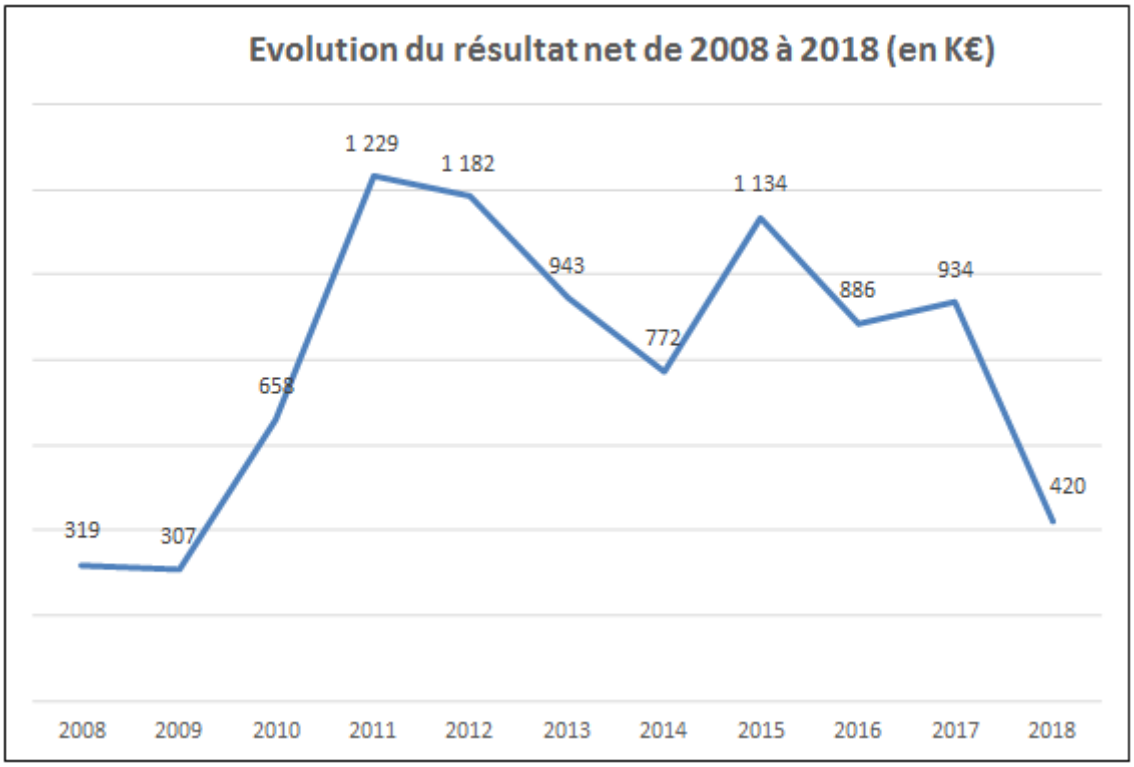
- de la quote-part des subventions perçues pour les logements étudiants virée au résultat (0,098 M€).

L'impôt sur les sociétés (IS) est de 0,041 M€ en 2018 contre 0,399 M€ en 2017. Il est calculé sur le résultat comptable avant impôt corrigé de réintégrations et déductions fiscales et après application d'un taux de 28 % en 2018 (contre 33,33 % en 2017).

Ainsi, le **résultat net comptable** dégagé en 2018 diminue de plus de moitié (- 0,514 M€) pour atteindre 0,42 M€ contre 0,934 M€ en 2017. Il provient essentiellement de la reprise de provision de la ZAC du centre-Ville de Mérignac (+ 0,4 M€) (cf. § 2.1.4).



Après une forte tendance haussière en 2010 et 2011, le résultat net fléchit en 2013 et 2014 puis repart à la hausse en 2015, décroit en 2016 et augmente légèrement en 2017 pour diminuer fortement en 2018. Il correspond toutefois à une rentabilité du capital supérieure à 10 points.



3.2.3 Le bilan

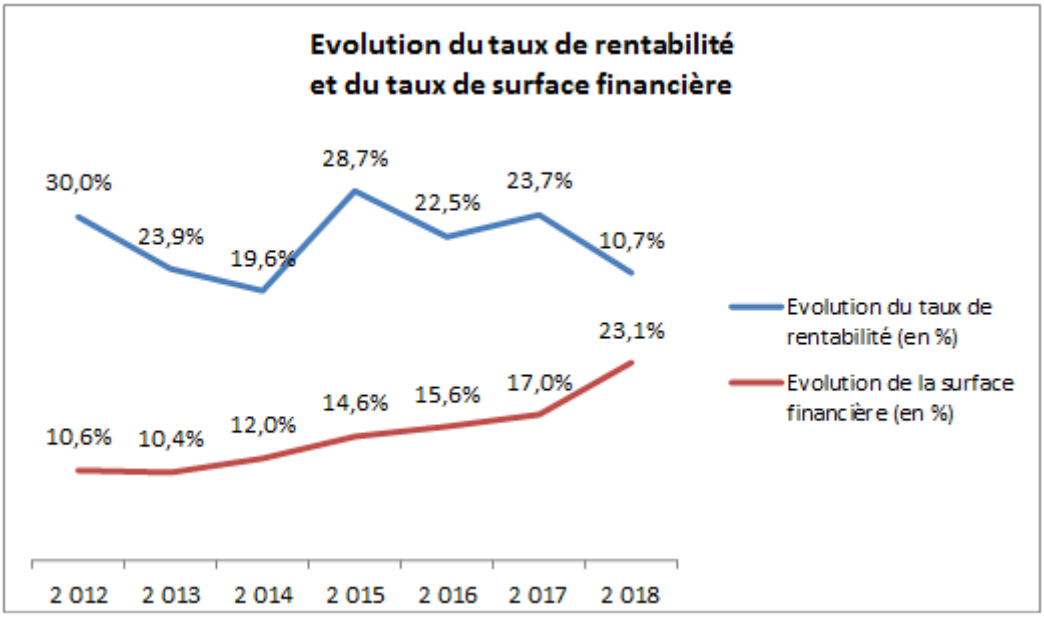
Le bilan de BMA se présente comme suit :

BMA - Bilan - En K€	2017			2018			évol 2018/2017 %	évol 2018/2017 K€
	Global	Concessions	Hors concessions	Global	Concessions	Hors concessions	Global	Global
ACTIF NET								
Actif immobilisé	25 548	0	25 548	25 239	0	25 239	-1,2%	-309
dont immobilisations financières	*3 932*		*3 932*	*3 929*		*3 929*	*-0,1%*	*-2*
Actif circulant	90 544	46	90 498	61 572	4	61 567	-32,0%	-28 973
dont Stock	*1 479*	*45*	*1 434*	*1 120*	*3*	*1 117*	*-24,3%*	*-359*
dont avances et acomptes versés et comptes de régularisation	*6 881*		*6 881*	*3 135*		*3 135*	*-54,4%*	*-3 746*
dont Créances	*5 904*	*1*	*5 903*	*6 681*	*2*	*6 679*	*13,1%*	*776*
dont Trésorerie (disponibilités et VMP)	*76 281*		*76 281*	*50 636*		*50 636*	*-33,6%*	*-25 644*
Comptes de liaison		4 996	-4 995		4 977	-4 977		
PASSIF			0			0		
Capitaux propres	19 774	0	19 774	20 095	0	20 095	*1,6%*	*322*
dont capital social	*3 946*		*3 946*	*3 946*		*3 946*	*0,0%*	*0*
dont résultat de l'exercice	*934*		*934*	*420*		*420*	*-55,0%*	*-514*
dont subvention d'investissement	*3 527*		*3 527*	*3 428*		*3 428*	*-2,8%*	*-99*
Provisions pour risques et charges	4 939	3 719	1 220	4 525	3 693	832	*-8,4%*	*-414*
dont provision engagement retraite	*820*		*820*	*832*		*832*	*1,4%*	*12*
dont autres	*4 119*	*3 719*	*400*	*3 693*	*3 693*	*0*	*-10,3%*	*-426*
Dettes financières	15 479		15 479	15 488		15 488	*0,1%*	*9*
dont dettes financières moyen et long terme	*14 913*		*14 913*	*14 934*		*14 934*	*0,1%*	*21*
dont découvert bancaire	*0*		*0*	*0*		*0*	*#DIV/0!*	*0*
dont autres dettes financières court terme	*566*		*566*	*554*		*554*	*-2,1%*	*-12*
dont avances et acomptes reçus	*0*		*0*	*0*		*0*	*#DIV/0!*	*0*
Dettes fournisseurs, fiscales et sociales	8 839	430	8 409	7 685	395	7 290	*-13,1%*	*-1 164*
Dettes diverses	66 409	239	66 170	38 305	239	38 066	*-42,3%*	*-28 105*
Produits constatés d'avance	653	654	-1	712	654	58	*9,1%*	*59*
Comptes de liaison		0	0		0	0		
Total Bilan	116 092	5 041	111 051	86 811	4 981	81 830	*-25,2%*	*-29 281*

En 2018, les **capitaux propres** de BMA poursuivent leur progression (+ 1,6 %) pour atteindre 20,095 M€, représentant ainsi plus de 5 fois le montant du capital social.

Le **taux de rentabilité** (résultat net sur capital social) est en baisse en passant de 23,7 % à 10,7 % mais demeure d'un bon niveau.

Le **taux de surface financière** (capitaux propres sur total bilan) continue à s'élargir pour atteindre 23,1 %.



Les **provisions pour risques et charges** s'élèvent fin 2018 à 4,525 M€. Elles couvrent :

- Les indemnités de fin de carrière pour 0,832 M€ (dotation nette de 0,0117 K€ en 2018) ;
- Les travaux à effectuer de la ZAC Mérignac centre-Ville pour 3,693 M€ (pour mémoire, la première dotation a été comptabilisée en 2017 pour 3,719 M€ et une reprise a été effectuée en 2018 pour 0,025 M€ (cf. paragraphe 2.1.4).

Les **dettes financières** passent de 15,479 M€ en 2017 à 15,488 M€ en 2018, un niveau quasiment stable. 96 % d'entre elles sont des dettes de moyen et long terme.

Les **dettes globales** inscrites au bilan s'allègent de 29,190 M€ (62,190 M€ contre 91,380 M€). Elles regroupent les dettes financières (25 %), les dettes fournisseurs, fiscales et sociales (12 %), les dettes mandants – *dettes diverses* dans le bilan ci-avant - (62 %) et les produits constatés d'avance (1 %).

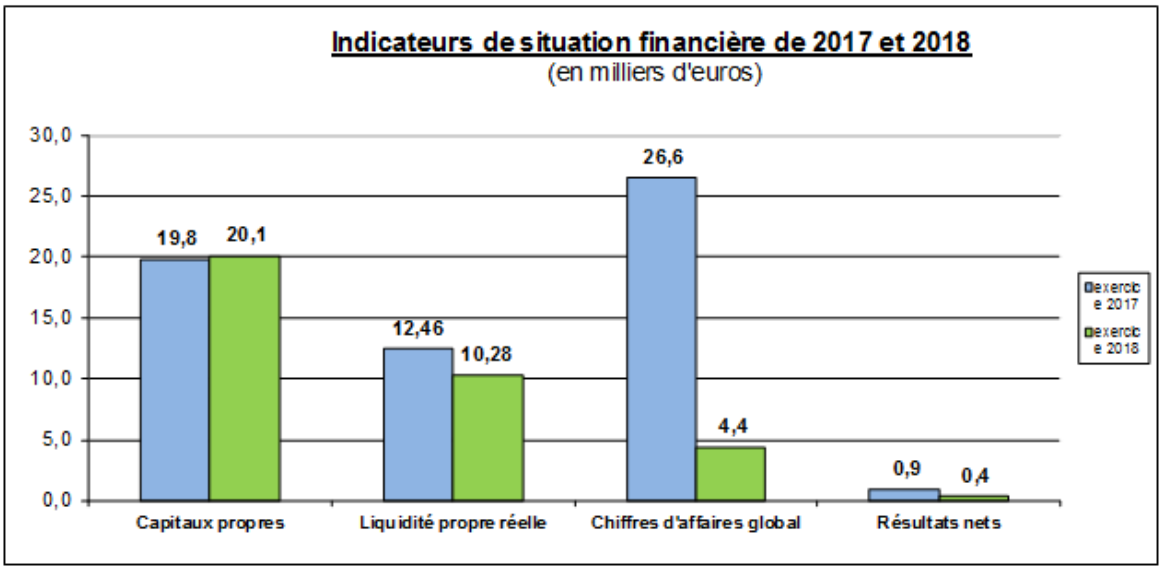
L'actif immobilisé s'élève à fin 2018 à 25,239 M€ dont 3,929 M€ d'immobilisations financières. Ces dernières se décomposent comme suit : 2,735 M€ de créances rattachées à des participations (avances financières réalisées par BMA au profit de la SCI BMA-Cursol y compris produits financiers, 0,119 M€ de titres de participations ((SGGPB) et 1,075 M€ d'autres participations (SCI BMA-Cursol pour 0,055 M€ et SAS d'aménagement Bastide Niel pour 1,02 M€).

Les **créances**, d'un montant de 6,681 M€ à la fin 2018, émanent des créances clients pour 5,002 M€ (0,376 M€ d'appels de fonds auprès des collectivités sur les opérations en mandat, 3,520 M€ de créances clients et 1,105 M€ de créances sur opérations propres). Les créances fiscales et sociales représentent 1,525 M€.

Les comptes de valeurs mobilières de placement (8,450 M€) et de disponibilités (42,186 M€) inscrits à l'actif du bilan à fin 2018 constitue une trésorerie globale des opérations de 50,636 M€. Mais la véritable trésorerie de la SEM est la trésorerie des opérations propres ou **liquidité propre réelle** ; elle s'élève à 10,28 M€ à fin 2018 contre 12,46 M€ l'exercice précédent.

<u>En résumé sur la situation financière de BMA pour l'exercice 2018 :</u>

Sur le plan financier, l'année 2018 est marquée par une baisse du résultat d'exploitation (- 1,032 M€) et du résultat financier (- 0,275 M€), non compensée par une hausse du résultat exceptionnel (+ 0,436 M€) et un allègement de la charge d'impôt sur les sociétés (+ 0,357 M€). Il en ressort un repli fort du résultat net de l'exercice 2018 (- 0,514 M€) et du taux de rentabilité réduit à 10,7 %. Néanmoins, la situation financière de BMA demeure saine.



- Les capitaux propres s'étoffent (+ 1,6 %) pour atteindre 20,095 M€.
- Le taux de surface financière s'élargit (23,1 %).
- Les différents niveaux de liquidité sont en baisse mais demeurent d'un bon niveau et notamment la liquidité propre réelle (10,28 M€).
- Le chiffre d'affaires global s'établit en 2018 à 4,415 M€ en baisse significative de 22,1 M€.
- Le taux de rémunération moyen (Rémunérations totales sur valeur des opérations traitées) se renforce (3,9 %).
- Le résultat d'exploitation se replie de 1 032 K€ et devient déficitaire : - 134 K€ en 2018 (contre 898 K€ en 2017, 939 K€ en 2016, 502 K€ en 2015 et 175 K€ en 2014).
- Le résultat financier diminue de 275 K€ avec 97 K€.
- Le résultat exceptionnel s'accroit de 436 K€ pour s'afficher à + 498 K€ (contre + 62 K€, + 35 K€ en 2016 et - 170 K€ en 2015).
- Le résultat net se replie de 514 K€ pour atteindre + 420 K€ (versus + 934 K€, + 886 K€ en 2016 et + 1 134 K€ en 2015).
- Le taux de rentabilité (résultat net sur capital social) se dégrade : +10,7 % par rapport à 23,7 % en 2017 mais demeure à un bon niveau.

L'exercice 2018 se caractérise par un niveau d'activité en repli relatif, en raison de l'achèvement des principales opérations propres en 2016 et 2017.

L'activité traditionnelle des mandats est en légère baisse par rapport à celle de l'exercice 2017. La direction de la SEM attribue cette baisse *plutôt à la phase moins rémunératrice des opérations en cours qu'à un repli commercial.*

Les grandes opérations d'aménagement urbain sont en phase de clôture à l'exception de la ZAC de centre-Ville de Mérignac, dont les travaux ne redémarreront qu'après l'achèvement de la construction de l'ensemble immobilier de l'îlot 2.

Quant à la ZAC Bastide Niel, l'opération est portée par une société ad-hoc constituée à cet effet. L'exercice 2018 est le quatrième arrêté de la SAS d'aménagement Bastide Niel qui dégage un résultat de fonctionnement bénéficiaire de 47 K€ en 2018. Le résultat cumulé de 2015 à 2018 est de – 44 K€. Le résultat prévisionnel de l'exercice 2019 est de + 37 K€, ce qui réduirait le résultat déficitaire cumulé à - 8 K€.

3.3 Les perspectives de l'exercice 2019 et après

Le projet de budget pour 2019, présenté au CA du 29 janvier 2019, prévoit des indicateurs à la hausse (en dehors du résultat financier) et donc une amélioration de la situation nette de la SEM.

La direction de la SEM précise *qu'une part importante de l'équilibre du compte d'exploitation dépend du résultat de la consultation lancée en novembre 2018 par le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine pour des missions de maîtrise d'ouvrage publique pour les opérations immobilières déléguées.* BMA a répondu sur les 3 secteurs du département de la Gironde (Métropole hors la Ville de Bordeaux, la Ville de Bordeaux et le département de la Gironde hors

métropole). Le 15 mars 2019, la SEM apprend qu'elle est retenue pour assurer la mission de mandat de maîtrise d'ouvrage précitée.

Le résultat intègre également la vente des droits à construire de l'îlot D3 (en recette pour 4,362 M€) (cf. § 2.2.4). Il faudra financer en 2019 probablement un tiers du coût d'acquisition de l'EHPAD de la Croix Rouge, soit 3 M€.

Compte de résultat - Indicateurs (en K€)	réalisé 2017	réalisé 2018	budget 2019	évol 2018/2017 %	évol 2019/2018 %	évol 2019/2018 K€
Résultat d'exploitation	**898**	**-134**	***1 302***	***-114,9%***	***-1070,1%***	***1 436***
Résultat financier	373	97	*-280*	*-73,9%*	*-387,6%*	*-377*
Résultat courant avant impôt	**1 270**	**-37**	***1 022***	***-102,9%***	***-2873,4%***	***1 059***
Résultat exceptionnel	62	498	*99*	*705,6%*	*-80,2%*	*-400*
Résultat comptable avant IS	**1 332**	**461**	***1 120***	***-65,4%***	***142,8%***	***659***
Impôt sur les sociétés	-399	-41	*-373*	*-89,6%*	*802,9%*	*-332*
Résultat net	**934**	**420**	***747***	***-55,0%***	***77,8%***	***327***
Capital social	3 946	3 946	*3 946*			
Taux de rentabilité	**23,7%**	**10,7%**	**18,9%**			

Les perspectives de BMA pour l'exercice 2019 sont significativement en hausse comparées aux résultats de l'exercice 2018 :

- Le résultat d'exploitation se hausserait à + 1,302 M€ (à comparer à – 0,134 M€ en 2018 et + 0,898 M€ en 2017) ;
- Le résultat financier deviendrait déficitaire avec – 280 K€ (à comparer à + 0,97 M€ en 2018 et + 0,373 M€ en 2017) ;
- Le résultat exceptionnel diminuerait à + 0,099 M€ (contre + 0,498 M€ en 2018 et + 0,062 M€ en 2017) ;
- Le résultat net se rétablirait à + 0,747 M€ (versus + 0,420 M€ en 2018 et + 0,934 M€ en 2017) ;
- Le taux de rentabilité se renforcerait, passant de 10,7 % en 2018 à 18,9 % en 2019.

Le Plan stratégique de patrimoine (PSP) 2018-2027 est établi sur la base du patrimoine existant en tenant compte des opérations nouvelles. Le nombre de logements gérés va évoluer en passant de 413 logements (349 logements locatifs sociaux, 64 logements-foyers) à près de 700 logements (529 logements locatifs sociaux, 171 logements-foyers) d'ici 2021. Les cotations du patrimoine, évaluées par la SEM, en fonction des critères de l'attractivité locative, de la qualité énergétique, de la qualité technique, de l'exploitation financière, sont bonnes.

La Convention d'utilité sociale est en cours d'élaboration, avant envoi aux services de l'Etat.

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Dernière mise à jour : avril 2019

B.M.A.

Identité

Dénomination sociale :	BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT
Forme juridique :	Société anonyme d'économie mixte locale
Date de constitution (immatriculation) :	19/03/1966
Durée :	85 ans - Prend fin le 26/06/2050
Objet social :	Aménagement urbain
Siège social :	38 rue de Cursol - CS 80010 - 33001 BORDEAUX
Président du conseil d'administration :	M. Denis MOLLAT (12/12/2017)
Directeur Général :	M. Pascal GERASIMO

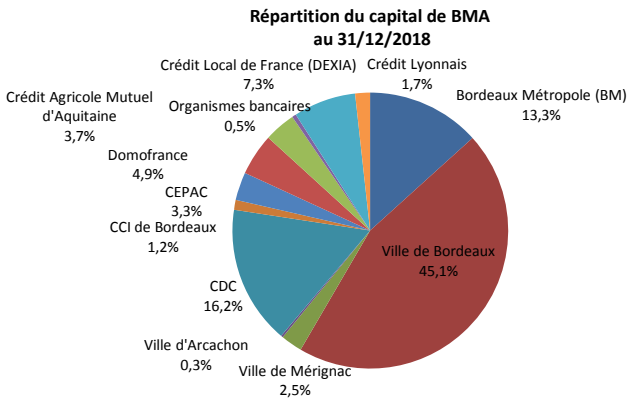
Capital social et composition en € — Au 31 décembre 2018

Valeur unitaire de l'action : 15,24 €

	montant	%	actions	Représentants	CA	AG
Ville de Bordeaux	**1 779 629**	**45,11%**	**116 736**	**Mme Maribel BERNARD (26/10/2015)**	**1**	
				M. Duchene (30/03/2015)	**1**	
				Mme Delphine JAMET (26/10/2015)	**1**	
				Mme Emilie KUZIEW (28/04/2014)	**1**	
				Mme Elisabeth TOUTON (04/04/2014)	**1**	
				M. Jérôme SIRI (30/03/2015)	**1**	**1**
Bordeaux Métropole (BM)	**525 187**	**13,31%**	**34 450**	**Mme Emmanuelle AJON (25/04/2014)**	**1**	
				M. Bernard JUNCA (25/04/2014)	**1**	
				M. Jacques MANGON (titulaire) (25/04/2014)		**1**
				M. Jacques BOUTEYRE (25/04/2014)		**1**
Ville de Mérignac	**99 092**	**2,51%**	**6 500**	**M. Thierry TRIJOULET (11/04/2014)**	**1**	**1**
Ville d'Arcachon	**10 671**	**0,27%**	**700**	**M. Patrice BEUNARD (28/09/2018) en remplacement de M. Jean-Paul CHANSAREL (10/04/2014)**	**1**	**1**
TOTAL COLLECTIVITES LOCALES - EPCI	**2 414 579**	**61,20%**	**158 386**		**10**	**5**
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CDC)	**639 310**	**16,20%**	**41 936**	**Mme Anne FONTAGNERES (01/09/2015)**	**1**	**1**
AUTRES :	891 629	22,60%	58 487			
Crédit Local de France (DEXIA)	***289 989***	***7,35%***	***19 022***			
Domofrance	***192 848***	***4,89%***	***12 650***	***M. Francis STEPHAN (06/09/2017)***	**1**	**1**
Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel	***144 567***	***3,66%***	***9 483***	***M. Jack BOUIN (21/06/2013)***	**1**	**1**
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes	***130 527***	***3,31%***	***8 562***	***M. Pierre PASQUET (04/02/2009) remplacé par M. Jean-Luc MINET (14/01/2019)***	**1**	**1**
Crédit Lyonnais	***68 602***	***1,74%***	***4 500***			
Chambre de Commerce et d'Industrie	***46 192***	***1,17%***	***3 030***	***M. Denis MOLLAT (02/08/2001)***	**1**	**1**
Organismes bancaires représenté par le Comité Gironde FFB	***18 904***	***0,48%***	***1 240***	***Mme Véronique GUILLE (16/06/2017)***	**1**	
Denis MOLLAT				***M. Denis MOLLAT (président) (12/12/2017)***	**1**	**1**
TOTAL PRIVES	**1 530 939**	**38,80%**	**100 423**		**7**	**6**
TOTAL GENERAL	**3 945 518**	**100,00%**	**258 809**		**17**	**11**

M. Denis Mollat est coopté administrateur privé et élu président par le Conseil d'administration du 12/12/2017

17 sièges au Conseil d'administration : 16 représentants permanents de personnes morales publiques ou privées et un administrateur privé non actionnaire



Capital restant dû au 31/12/2018 *(en milliers d'euros)*

Capital restant dû au 31/12/2018 des emprunts garantis par BM au profit de BMA	**14 913**	*
en % du total des garanties d'emprunt accordées par BM aux organismes HLM	0,5%	

* pour un montant à l'origine de 15 818 K€, conforme à l'annexe des engagements financiers de BMA

Principaux indicateurs *(en milliers d'euros)*	***2017***	***2018***
Capitaux propres	**19 774**	**20 095**
Volume d'opérations	**80 020**	**63 990**
Chiffre d'affaires global (CA)	**26 557**	**4 415**
dont CA des études et concessions d'aménagement	*12 631*	*507*
dont CA des opérations propres	*11 475*	*1 406*
dont CA maîtrise d'ouvrage délégué	*2 451*	*2 502*
Rémunérations totales	**2 926**	**2 502**
Résultat d'exploitation	898	- 134
Résultat financier	373	97
Résultat exceptionnel	62	498
Résultat net	**934**	**420**
Effectif moyen	**33,37**	**33,39**

BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT

38 rue de Cursol
CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2018

Cabinet
LASSUS & ASSOCIÉS

COMMISSARIAT
AUX COMPTES
AUDIT
CONSEIL

BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT

38 rue de Cursol
CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

Philippe Lassus
Michel Delbast
Geneviève Labit
Frédéric Gimenez

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Société de Commissariat aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux – Siret : 349 440 644 000 12
APE 6920Z – RCS Bordeaux – TVA intracommunautaire : FR 70 349 440 644 – Souscripteur d'une assurance professionnelle dans les conditions prévues par l'article 17 alinéa 1er de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et du décret du 22 janvier 1996

membre du réseau abcoluce

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 4 « Méthode comptable appliquée sur les opérations en concession d'aménagement urbain » de l'annexe précisant les effets de la loi du 20 juillet 2005 sur les opérations d'aménagement.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les notes 3.1 et 4 de l'annexe précisent les trois cadres juridiques au travers desquels votre société réalise son activité et décrit les traitements comptables particuliers qui leur sont liés.

membre du réseau absoluce

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe ; nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous avons examiné les hypothèses sur la base desquelles les éléments prévisionnels relatifs aux opérations d'aménagement ont été établis et nous nous sommes assurés que les estimations retenues reposaient sur des procédures fiables de détermination des résultats à terminaison sans nous prononcer sur la réalisation effective de ces dernières.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 29 janvier 2019.

membre du réseau abcsoluce

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

membre du réseau absoluce

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait au Bouscat, le 30 janvier 2019

SCP Cabinet LASSUS et Associés



Frédéric GIMENEZ **Philippe LASSUS**

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	63 101	63 101		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				117 753
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 966 999		2 966 999	2 966 999
Constructions	20 506 909	2 506 805	18 000 105	18 422 658
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	712 819	384 989	327 830	101 982
Immobilisations en cours	14 625		14 625	6 500
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 075 000		1 075 000	1 075 000
Créances rattachées à des participations	2 735 695		2 735 695	2 738 120
Autres titres immobilisés	118 636		118 636	118 636
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	**28 193 784**	**2 954 894**	**25 238 889**	**25 547 647**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	1 119 518		1 119 518	1 478 900
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 868 696		2 868 696	6 695 766
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	5 001 736		5 001 736	3 377 961
Autres créances	1 678 816		1 678 816	2 526 306
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	8 450 000		8 450 000	44 100 000
(dont actions propres :)				
Disponibilités	42 186 394		42 186 394	32 180 666
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	266 528		266 528	184 765
ACTIF CIRCULANT	**61 571 688**		**61 571 688**	**90 544 365**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**89 765 472**	**2 954 894**	**86 810 578**	**116 092 012**

Rubriques			31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel	(dont versé :	3 945 518)	3 945 518	3 945 518
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			394 552	394 552
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)		
Report à nouveau			11 906 449	10 972 440
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			420 378	934 009
Subventions d'investissement			3 428 444	3 527 029
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**20 095 341**	**19 773 548**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques			831 608	1 219 890
Provisions pour charges			3 693 416	3 718 764
PROVISIONS			**4 525 024**	**4 938 654**
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			15 488 246	15 478 928
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			5 832 425	6 409 176
Dettes fiscales et sociales			1 852 796	2 429 774
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			140 552	331 904
Autres dettes			38 164 054	66 077 363
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			712 140	652 666
DETTES			**62 190 213**	**91 379 811**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**86 810 578**	**116 092 012**

Rubriques	France	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	400 310		400 310	18 396 461
Production vendue de services	4 015 115		4 015 115	8 160 259
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**4 415 425**		**4 415 425**	**26 556 720**
Production stockée			-334 034	-14 363 376
Production immobilisée				87 500
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			37 859	4 222 731
Autres produits			10 376	5 770
PRODUITS D'EXPLOITATION			**4 129 626**	**16 509 344**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-35 550	6 973 075
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			413 741	890 447
Impôts, taxes et versements assimilés			204 115	279 361
Salaires et traitements			2 075 815	2 140 559
Charges sociales			1 044 395	1 108 425
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			548 068	394 328
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions			11 718	3 824 028
Autres charges			1 521	1 348
CHARGES D'EXPLOITATION			**4 263 823**	**15 611 571**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**-134 197**	**897 774**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			78 470	56 120
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			336 739	555 047
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			**415 209**	**611 167**
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			317 855	238 541
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**317 855**	**238 541**
RESULTAT FINANCIER			**97 354**	**372 626**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**-36 843**	**1 270 400**

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	98 584	62 191
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	400 000	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**498 584**	**62 191**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**498 584**	**62 191**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	41 364	398 581
TOTAL DES PRODUITS	**5 043 420**	**17 182 702**
TOTAL DES CHARGES	**4 623 042**	**16 248 692**
BENEFICE OU PERTE	**420 378**	**934 009**

BILAN - ACTIF PAR ACTIVITE

AU 31 DECEMBRE 2018

	Fonctionnement	Mandats	Concessions	Opérations propres	Retraitement comptes réciproques/ Mandats et liaisons financières	Total
Capital souscrit non appelé						
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Frais d'établissement						
Frais de recherche et de développement						
Concessions, brevets et droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes sur immo. Incorporelles						
Autres immobilisations incorporelles en cours						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrains				2 966 999		2 966 999
Constructions				18 000 105		18 000 105
Installations techniques, matériel, outillage						
Autres immobilisations corporelles	327 830					327 830
Immobilisations en cours				14 625		14 625
Avances et acomptes						
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Autres participations	1 075 000					1 075 000
Créances rattachées à des participations	2 735 695					2 735 695
Titres de participations	118 636					118 636
Prêts						
Autres immobilisations financières						
ACTIF IMMOBILISE	**4 257 161**			**20 981 729**		**25 238 889**
STOCK ET EN COURS						
En cours de production de biens			-1 338	1 120 857		1 119 518
Avances et acomptes versés sur commandes	7 267	2 747 392	4 135	109 902		2 868 696
CREANCES						
Créances clients et comptes rattachés	3 520 122			1 105 381		4 625 503
Mandants		376 233				376 233
Autres créances	302 756	139 032	1 511	1 235 517		1 678 816
DIVERS						
Valeurs mobilières de placement	8 450 000					8 450 000
Disponibilités	42 186 394					42 186 394
Charges constatées d'avance	208 089	58 439				266 528
ACTIF CIRCULANT	**54 674 629**	**3 321 095**	**4 307**	**3 571 657**		**61 571 688**
Primes de remboursement des obligations						
Comptes de liaison	**16 521 675**	**49 041 311**	**4 976 603**	**6 449 914**	**-76 989 503**	
TOTAL GENERAL	**75 453 464**	**52 362 407**	**4 980 910**	**31 003 301**	**-76 989 503**	**86 810 578**

BILAN - PASSIF PAR ACTIVITE
AU 31 DECEMBRE 2018

	Fonctionnement	Mandats	Concessions	Opérations propres	Retraitement comptes réciproques/ Mandats et liaisons financières	Total
CAPITAUX PROPRES						
Capital social	3 945 518					3 945 518
Réserve légale	394 552					394 552
Report à nouveau	7 384 662			4 521 788		11 906 449
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	**-346 552**			**766 929**		**420 378**
Subventions d'investissement				3 428 444		3 428 444
Provisions réglementées						
CAPITAUX PROPRES	**11 378 180**			**8 717 161**		**20 095 341**
Provisions pour risques	831 608					831 608
Provisions pour charges			3 693 416			3 693 416
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**831 608**		**3 693 416**			**4 525 024**
DETTES FINANCIERES						
Emprunts obligataires convertibles						
Autres emprunts obligataires						
Emprunts et dettes auprès des établissements de c				15 488 246		15 488 246
Emprunts et dettes financières divers						
Avances et acomptes reçus/commandes en cours						
DETTES D'EXPLOITATION						
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	209 543		394 813	3 213 929		3 818 285
Mandants		34 892 296				34 892 296
Dettes fourniseurs de l'activité en mandats		2 014 141				2 014 141
Dettes sur rémunération (activité en mandats)						
Dettes fiscales et sociales	1 267 142		2	585 652		1 852 796
DETTES DIVERSES						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				140 552		140 552
Autres dettes	1 240 724	1 792 056	238 978			3 271 758
COMPTES DE REGULARISATION						
Produits constatés d'avance	58 439		653 701			712 140
DETTES	**2 775 848**	**38 698 492**	**1 287 494**	**19 428 379**		**62 190 213**
Comptes de liaison	60 467 829	13 663 915		2 857 760	-76 989 503	
TOTAL GENERAL	**75 453 464**	**52 362 407**	**4 980 910**	**31 003 301**	**-76 989 503**	**86 810 578**

COMPTE DE RESULTAT PAR ACTIVITE
AU 31 DECEMBRE 2018

	Fonctionnement	Mandats	Concessions	Opérations propres	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Ventes de terrains					
Prestations de services	3 010 162			1 405 263	4 415 425
MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES	**3 010 162**			**1 405 263**	**4 415 425**
Production stockée			25 349	-359 383	-334 034
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	37 859				37 859
Autres produits	10 376				10 376
PRODUITS D'EXPLOITATION	**3 058 398**		**25 349**	**1 045 880**	**4 129 626**
Achats de marchandises					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements			25 349	-60 900	-35 550
Variation de stock (matières premières et autres approvisionnements.)					
Autres achats et charges externes	750 472			-336 731	413 741
Impôts, taxes et versements assimilés	185 871			18 244	204 115
Salaires et traitements	2 075 815				2 075 815
Charges sociales	1 044 395				1 044 395
DOTATIONS D'EXPLOITATION					
Sur immobilisations: dotations aux amortissements	109 002			439 066	548 068
Sur immobilisations: dotations aux provisions					
Sur actif circulant : dotations aux provisions					
Pour risques et charges : dotations aux provisions	11 718				11 718
Autres charges	1 521				1 521
CHARGES D'EXPLOITATION	**4 178 795**		**25 349**	**59 679**	**4 263 823**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-1 120 397**			**986 200**	**-134 197**
PRODUITS FINANCIERS					
De participation	78 470				78 470
Autres intérêts et produits assimilés	336 739				336 739
PRODUITS FINANCIERS	**415 209**				**415 209**
Dotations financières aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilés				317 855	317 855
CHARGES FINANCIERES				**317 855**	**317 855**
RESULTAT FINANCIER	**415 209**			**-317 855**	**97 354**
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	**-705 188**			**668 345**	**-36 843**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion					
Produits exceptionnels sur opérations en capital				98 584	98 584
Reprise sur provisions et transfert de charges	400 000				400 000
PRODUITS EXCEPTIONNELS	**400 000**			**98 584**	**498 584**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion					
Charges exceptionnelles sur opérations en capital					
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions					
CHARGES EXCEPTIONNELLES					
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**400 000**			**98 584**	**498 584**
Impôts sur les bénéfices	41 364				41 364
TOTAL DES PRODUITS	**3 873 607**		**25 349**	**1 144 464**	**5 043 420**
TOTAL DES CHARGES	**4 220 159**		**25 349**	**377 535**	**4 623 042**
BENEFICE OU PERTE	**-346 552**			**766 929**	**420 378**

Règles et méthodes comptables
(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)
ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par l'article 121-1 et 121-2 et suivants du Plan comptable général.

Le bilan de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 86 810 578,91 € et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de 420 377,53 € ont été établis selon les dispositions du guide comptable professionnel des Sociétés d'Économie Mixte Locales Immobilières (activités de construction et d'aménagement) conformément à l'avis du Conseil National de la Comptabilité.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels. La totalité des pages de ce document est de 22

1. PRESENTATION COMPTABLE DES OPERATIONS

La comptabilité des différentes opérations est tenue individuellement, cette comptabilité sectorielle étant reliée à la société par un compte de liaison.

2. PRINCIPES GENERAUX

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des principes de prudence, de régularité et d'image fidèle, conformément aux hypothèses de base suivante :

a) – Continuité de l'exploitation

b) – Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

c) – Indépendance des exercices.

d) – Conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 ainsi que des règlements ANC 2018-01 relatifs à la réécriture du plan comptable général s'appliquent de droit aux Sociétés d'Économie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

Options prises dans le cadre de l'application des nouvelles règles comptables :

Les nouvelles règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation, et à l'évaluation des actifs (CRC, règlement 04-06), n'ont pas trouvé à s'appliquer dans les comptes de l'exercice arrêtés au 31 décembre 2018.

L'entité a identifié des immobilisations décomposables.

L'entité n'a pas formulé d'option sur les points suivants au titre desquels elle n'était pas concernée pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005 :

- les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement
- les frais d'augmentation de capital, de fusion et de scission

- les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur immobilisations incorporelles et corporelles
- les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur titres de participation et titres de placement immobilisés
- les coûts de développement
- les composants de 2ème catégorie et les provisions pour grosses révisions.

3. DISPOSITIONS SPECIFIQUES

3.1 - Caractéristiques des conventions passées entre la Société et les Collectivités Territoriales

L'activité de la société est réalisée au travers de trois cadres juridiques :

- Réalisation d'opérations en propre : à ce titre la société est amenée à appréhender intégralement selon la méthode dite de l'avancement, les pertes et profits pouvant résulter de cette activité. Dans l'hypothèse où le résultat prévisionnel d'une opération, cumulé à fin d'affaire et retraité des résultats déjà appréhendés, des dotations prévisionnelles aux provisions pour grosses réparations et après prise en considération de la valeur résiduelle à fin d'opération de l'ensemble immobilier, amène à constater un résultat à terminaison déficitaire, une provision pour pertes à terminaison est comptabilisée en provisions pour risques et charges.

- Réalisation d'opérations en tant que mandataire de collectivités : le traitement comptable de ces opérations obéit aux règles ordinaires en la matière.

- Opérations d'aménagement concédées : compte tenu des dispositions en vigueur depuis le 1er janvier 2000, un résultat intermédiaire est déterminé en cours de réalisation en fonction du stade d'avancement de chaque opération. La comptabilisation, chez le concessionnaire, des opérations d'aménagement concédées, diffère suivant qu'elles sont réalisées aux risques et profits du concédant ou du concessionnaire.

Afin de respecter les principes comptables spécifiques, chaque opération de mandat, de concession et patrimoniale fait l'objet d'une situation établie en fin d'exercice et donne le cumul des mouvements intervenus depuis son ouverture, même si celle-ci est antérieure au début de l'exercice.

3.2 – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

L'entité a identifié deux immobilisations décomposables. Elle concerne une construction de :

- La résidence Bastide Ilot D : 234 logements pour étudiants gérés par le CROUS.
- La résidence FERBOS : 179 logements PLS et PLAI pour jeunes travailleurs et étudiants gérés par Jeunesse Habitat Solidarité.

Les composants de ces constructions sont amortis tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage de la profession.

-Structure du bâtiment et ouvrages assimilés	60 ans
-Menuiseries extérieures	30 ans
-Chauffages collectifs	30 ans
-Étanchéité	18 ans
-Électricité	30 ans
-Plomberie et sanitaire	30 ans
-Ascenseur	18 ans

Les frais de financement de cette construction sont comptabilisés à la date d'achèvement des travaux, dans le coût de chaque composant de la construction proportionnellement pour un montant de :

- Pour la résidence Bastide Ilot D : 154 132,51 €
- Pour la résidence FERBOS : 25 025,36 €

Tant sur le plan comptable qu'au plan fiscal, les amortissements sont calculés, sans considération de la valeur résiduelle, suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'usage en l'absence de décomposition :

- Logiciel	1 ans
- Matériel de bureau et matériel informatique	3 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

- **3.3 – Participations, autres titres immobilisés et valeurs mobilières de placement**

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée du montant de la différence.

- **3.4 – Valeurs d'exploitation**

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation résultent des dispositions du Plan Comptable Général.

- **3.5 – Postes Clients**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les clients et comptes rattachés soit 5 001 735 € représentent :

- les appels de fonds auprès des collectivités sur les opérations en mandat : 376 233 €
- Clients : 3 520122,24 €
- Autres clients sur opérations propres : 1 105 380,80 €

- **3.6 – Transfert de charges vers les opérations.**

Le poste transfert de charges dans le compte de résultat Fonctionnement comprend les remboursements forfaitaires des frais de fonctionnement de la société sur les concessions d'aménagement. Cette imputation est calculée en pourcentage des recettes et dépenses de chaque opération de concession.

Au titre de l'exercice 2018, les transferts de charges provenant des concessions s'élèvent à 25 348 Euros.

4. METHODE COMPTABLE APPLIQUEE SUR LES OPERATIONS EN CONCESSION D'AMENAGEMENT URBAIN

Un changement de méthode réglementaire est intervenu sur l'année 2000 quant à la comptabilisation des opérations en concession d'aménagement.

Les comptes des opérations d'aménagement sont établis et présentés en fonction de l'avis du CNC (Conseil National de la Comptabilité) n° 99.05 du 18/3/99, adapté en fonction des données suivantes :

- Conventions de concession conclues antérieurement à la loi n° 2005-809 : ces conventions mettant le risque à la charge du seul concédant, le résultat de l'opération n'a pas d'incidence sur les résultats de la SEML

Le résultat intermédiaire provisoire déterminé en cours de concession est neutralisé.

- Conventions de concession conclues à compter du 20 Juillet 2005 et conformément à la loi n° 2005-809 : les opérations engagées sont réalisées aux risques du concessionnaire

Dès que la société en a connaissance, la totalité de la perte globale probable résultant d'un contrat de concession d'aménagement, travaux modifiables et non déterminables exclus, est constatée sous la forme d'une provision pour risques de pertes à terminaison.

A la clôture de l'exercice, une seule opération est réalisée aux risques du concessionnaire :

ZAC « Centre-ville de Mérignac »

Conformément à l'avis n° 99.05 du CNC, la méthode comptable est la suivante :

- la comptabilisation des charges engagées au compte de stocks 38 intitulé « en-cours de concession d'aménagement » en cours d'année,
- L'inscription de ces mouvements au compte de charges concerné par le crédit du compte de variation d'en-cours de concession,
- la comptabilisation des recettes réalisées en compte de produits de l'exercice,
- la détermination du coût de revient cumulé des éléments cédés, en rapportant le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participation reçue ou à recevoir de la Collectivité Territoriale concédante, au montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participation reçue ou à recevoir de la Collectivité Territoriale concédante,
- la détermination du résultat intermédiaire provisoire de la concession, calculé globalement depuis l'origine de l'opération, correspondant à la différence entre le montant des cessions augmenté le cas échéant des participations reçues de la Collectivité Territoriale concédante et le coût de revient estimé des éléments cédés.

Les comptes annuels sont présentés sur la base des CRAC arrêtés au 31 décembre 2017, en cours d'approbation par la Collectivité.

L'annexe est désormais complétée d'un tableau de détermination du résultat intermédiaire et des engagements des concédants. Il est présenté, convention par convention, un état des réalisations au niveau des charges, des produits et une estimation des prévisions tant en coûts à engager qu'en participation à recevoir.

ZAC « Centre-ville de Mérignac »

Annexe aux comptes annuels, concession ZAC Centre ville de Mérignac	**2018**	**2017**
(a) Montant des coûts engagés	14 248 830	14 223 605
(b)Evaluation des coût de revient des cessions	17 942 247	17 942 370
(c)Provision pour charges prévisionnelles (b-a)	3 693 416	3 718 764
(d)Montant des produits comptabilisés hors participation	11 976 273	11 976 273
(e)Montant des participations comptabilisées	6 556 483	6 556 483
(f)Montant des régularisations comptables liées à la neutralisation du résultat intermédiaire pour les opérations auxrisques et profits du concédant (b-d-e)	-590 510	-590 387
Participation à recevoir	0	0
Montant du résultat de l'opération prévisionnel à terminaison	-6 161 983	-6 161 983

Le résultat prévisionnel à terminaison de la ZAC « Centre-ville de Mérignac » est couvert par l'engagement de la collectivité dont la participation totale est fixée à 6 161 K€.

Une provision qui avait été constatée dans les comptes sociaux pour un montant de 400 000 € pour risques liés aux opérations foncières d'expropriation et de relogement de locataires de la ZAC du centre-ville de Mérignac au risque du concessionnaire a été reprise suite au rejet par la cours de cassation de l'appel de la BNP.

5. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 IMMOBILISATIONS

Rubriques	*Début d'exercice*	*Acquisit., apports*	*Cession/mise au rebut*	*transfert*	*Fin d'exercice*
FRAIS D'ETABLISSEMENT, DE RECHERCHE ET DE DEV					
autres immobilisation incorporelles	63 101				63 101
Autres immobilisations incorporelles en cours	117 753			**(117 753)**	
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELL	**180 854**			**(117 753)**	**63 101**
Terrains	2 966 998				2 966 998
Constructions sur sol propre	20 490 397	16 512			20 506 909
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agencements, amén					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements, aménagements	36 932	22 838			59 770
Matériel de transport		3 922			3 922
Matériel de bureau, informatique, mobilier	341 038	190 336		117 753	649 127
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours	6 500	8 125			14 625
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**23 841 865**	**241 733**		**117 753**	**24 201 350**
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations	3 813 120	(2 426)			3 810 695
Autres titres immobilisés	118 636				118 636
Prêts et autres immobilisations financières					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**3 931 756**	**(2 426)**			**3 929 330**
TOTAL GENERAL	**27 954 474**	**239 307**			**28 193 782**

Dans le cadre de la réhabilitation du batiment Ferbos sur le site de Santé Navale , une résidence de 179 logements locatifs sociaux (64 logement pour des jeunes travailleurs et 115 logements pour des étudiants) géré par l'association Jeune Habitat Solidaire, a été livré le 31 juillet 2017. Le prix de revient définif à la cloture s'élève à 11 217 353 TTC, TVA à 5.5%. Cette construction est amortie à partir de la date d'achèvement des travaux.

5.2 TITRES DE PARTICIPATION

En l'absence de liquidité réelle, les titres de participation restent comptabilisés selon la méthode du coût historique, excluant la plus-value réalisée (314 089 €) suite à la fusion-absorption du 11 février 2005 de la société Bordeaux Parc Auto par la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux, cet échange de titres ne correspondant pas à une opération commerciale.

La SCI BMA Cursol a été constituée par acte notarié le 25 février 2010 et a acquis un terrain 38 rue de Cursol à la société BMA le même jour pour un montant 2 449 648 €. La participation de BMA dans la SCI BMA-Cursol est de 55%. L'objet social de cette filiale est la construction et la gestion d'un patrimoine situé 38 rue de Cursol à Bordeaux. L'avance financière accordée par BMA à cette filiale est de 2 695 000 € au 31 décembre 2014 dans le cadre d'un pacte d'associés.

Prise de participation pour un montant de 1 020 000 € dans le capital de la Société Anonyme Simplifiée (SAS) d'aménagement Bastide Niel. Cette participation a été autorisée par le CA de BMA le 18 juin 2014. Par acte notarié, les statuts de la SAS d'aménagement Bastide Niel ont été signés le 6 et le 7 janvier 2015. Le capital social de cette filiale de 2 000 000€ est réparti à hauteur de 51% pour BMA et 24,50% pour chacun des deux associés, la SA d'HLM DOMOFRANCE et l'OP d'Habitat AQUITANIS. L'objet social de cette filiale est la réalisation de la ZAC Bastide Niel, le siège social est domicilié sis 38, rue de Cursol à Bordeaux.

5.3 ETAT DES AMORTISSEMENTS.

L'amortissement économique a été pratiqué sous la forme linéaire. Il n'a été pratiqué ni amortissement dérogatoire, ni amortissement exceptionnel.

	Début d'exercice	*Dotations*	*Reprises Mise au rebus*	*Fin d'exercice*
FRAIS ETABLIST, RECHERCHE, DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	**63 101**			**63 101**
Terrains				
Constructions sur sol propre	2 067 738	439 067		**2 506 805**
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agencements				
Installations techn.,matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements	12 376	5 843		**18 219**
Matériel de transport		528		**528**
Matériel de bureau, informatique, mobilier	263 611	102 631		**366 242**
Emballages récupérables et divers				
Total Immobilisation corporelles	**2 343 725**	**548 068**		**2 891 793**
Total Général	**2 406 826**	**548 068**		**2 954 894**

5.4 ETAT DES PROVISIONS

Rubriques	*Début d'exercice*	*Dotations*	*Reprises*	*Fin d'exercice*
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Implantations étrangères avant 01/01/92 Implantations étrangères après 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour grosses réparations Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	4 938 654	11 718	425 348	4 525 024
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	**4 938 654**	**11 718**	**425 348**	**4 525 024**
Provisions sur immobilisations incorporelles Provisions sur immobilisations corporelles Provisions sur titres mis en équivalence Provisions sur titres de participation Provisions sur autres immobilis. financières Provisions sur stocks et en cours Provisions sur comptes clients Autres provisions pour dépréciation				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL	**4 938 654**	**11 718**	**425 348**	**4 525 024**
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles		11 718	425 348	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Une dotation sur provision de 11 K€ a été constatée sur l'exercice, afin de mettre à niveau le montant des engagements de l'entreprise avec le nouveau régime d'indemnité de fin de carrière mis en place par le Conseil d'Administration du 03 septembre 2007. Le montant total de l'engagement retraite porte la provision à 831K€.

Une reprise sur provision de 400 k€ a été enregistrée suite à l'arrêt de la Cour de Cassation qui a rejeté le pourvoi de la BNP contre l'arrêt de la Cour d'Appel qui nous était favorable.

5.5- ETAT DES CREANCES

ETAT DES CREANCES	*Montant brut*	*1 an au plus*	*plus d'un an*
Créances rattachées à des participations	2 735 694	40 694	2 695 000
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	5 001 735	4 101 735	900 000
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	305	305	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	315 744	315 744	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	523 737	523 737	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	684 927	684 927	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	154 102	154 102	
Charges constatées d'avance	266 527	266 527	
TOTAL GENERAL	**9 682 771**	**6 087 771**	**3 595 000**
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

5.6- ETAT DES DETTES

ETAT DES DETTES	*Montant brut*	*1 an au plus*	*plus d'1 an,-5 ans*	*plus de 5 ans*
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	15 488 246	553 959	2 080 078	12 854 209
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	5 832 425	5 832 425		
Personnel et comptes rattachés	289 268	289 268		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	328 494	328 494		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 175 332	1 175 332		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	59 700	59 700		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	140 551	140 551		
Groupe et associés				
Autres dettes	38 164 053	38 164 053		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	712 139	712 139		
TOTAL GENERAL	**62 190 208**	**47 255 921**	**2 080 078**	**12 854 209**
Emprunts souscrits en cours d'exercice	512 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	481 331			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

5.7 - STOCKS ET EN-COURS

Ventilation des stocks par nature d'opération et informations sur charges et produits financiers Stockés

NATURE DE L'OPERATION	VALEUR BRUTE (hors Charges ou produits financiers) au 31/12/2017	Charges financières stockés au 31/12/2018	Produits financiers stockés au 31/12/2018	Provision pour dépréciation	VALEUR BRUTE (Charges ou produits financiers compris) au 31/12/2018
Opération patrimoniales, concession	948 328	397 626	226 435	0	1 119 518

5.8- ETATS DES PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir au 31/12/2018	*Montant*
Intérêts courus à recevoir sur créances rattachées à des participations	40 694
Clients factures à établir	1 906 165
Intérêts courus à recevoir	232 695
Intérêts courus à recevoir des opération en mandat	8 823
TOTAL	**2 188 377**

5.9- ETAT DES CHARGES A PAYER

Charges à payer au 31/12/2018	*Montant*
Intérêts courus sur emprunts	63 013
Fournisseurs factures non parvenues	3 411 366
Dettes des opérations sur rémunérations à facturer et divers produits	2 014 141
Dettes sociales et fiscales	454 937
Intérêts courus à payer sur opérations de mandat	8 823
TOTAL	**5 952 279**

5.10 - CAPITAL SOCIAL

Le capital s'élève à 3 945 517,77 Euros et est représenté par 258 809 actions de 15,24 Euros.
Il se répartit de la manière suivante :

ACTIONNAIRES		MONTANT	%
COLLECTIVITES			
	Ville de Bordeaux	1 779 628	45,11%
	Bordeaux Métropole	525 187	13,31%
	Autres collectivités	109 763	2,78%
AUTRES			
	CDC	639 310	16,20%
	AUTRES	891 629	22,60%
	TOTAL	3 945 518	100,00%

5.11 - REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Répartition	*Résultat avant impôt*	*Impôt dû*	*Résultat net après impôt*
Résultat courant	(36 842)		(36 842)
Résultat exceptionnel à court terme	498 584	41 364	457 220
Résultat exceptionnel à long terme			
Participations des salariés aux fruits de l'expansion			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	**461 742**	**41 364**	**420 378**

5.12 - VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Rubriques	*Chiffre d'affaires France*	*Chiffre d'affaires Export*	*TOTAL 31/12/2018*	*TOTAL 31/12/2017*
Participation des collectivités	0		0	3 784 041
Cessions immobilières	400 310		400 310	19 196 461
Produit des activités annexes	3 741		3 741	5 264
Location logements étudiants	1 001 212		1 001 212	774 804
Prestation A.M.O. et assistance sur opération Bastide Niel	3 010 163		3 010 163	2 796 149
TOTAL	**4 415 426**	**0**	**4 415 426**	**26 556 719**

5.13 - EFFECTIF MOYEN

Effectifs	*Personnel salarié*
Cadres	25,42
Employés	7,97
TOTAL	**33,39**

5.14 - SITUATION FISCALE DIFFEREE ET LATENTE

Rubriques	*Montant*
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	Néant
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Provision non déductible sur la participation d'effort construction	2 542
Provision non déductible sur contribution sociale additionnelle	
TOTAL ALLEGEMENTS	**2 542**
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	**(2 542)**

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Provision non déductible sur indemnité fin de carriére	232 906
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	**(232 906)**

6. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

6.1 - ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS

Garantie sur prêt à la Banque Postale accordée par Bordeaux Métropole pour un montant de 5 475 000 € (construction de logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide).

Garantie sur prêt CDC accordée par Bordeaux Métropole pour un montant de 4 485 747.72 € (construction de logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide).

Garantie sur prêt PLS à la Caisse des Dépôts et Consignation accordée par Bordeaux Métropole pour un montant de 3 331 176 € (construction de 115 logements étudiants – FERBOS).

Garantie sur prêt complémentaire PLS à la Caisse des Dépôts et Consignation accordée par Bordeaux Métropole pour un montant de 1 354 396 € (construction de 115 logements étudiants – FERBOS).
Garantie sur prêt PLAI à la Caisse des Dépôts et Consignation accordée par Bordeaux Métropole pour un montant de 1 171 655 € (construction de 64 logements jeunes travailleurs– FERBOS).

Garantie reçue par la société INTERPARKING FRANCE avec une inscription de privilège avec réserve de l'action résolutoire jusqu'au 30 avril 2021 sur le solde de la cession du terrain affecté à la construction d'un parking, quai du Maroc à Bordeaux, pour un montant de 900 000 € à échéance au 30 octobre 2020.

6.2 - ENGAGEMENTS DONNES

Garantie hypothécaire au bénéfice de Bordeaux Métropole de l'immeuble de logements étudiants – Îlot D2 ZAC Cœur de Bastide et de l'immeuble FERBOS.

6.3 - REMUNERATION DES DIRIGEANTS SOCIAUX

La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

7. LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Dénomination sociale	Capital	Q.P Détenue	Val. brute des titres	Prêts, avances et cautions	Chiffre d'affaires
Siège social	Capitaux Propres		Val. nette des titres		Résultat
Filiales à + plus de 50%					
Comptes arrêtés au 31 décembre 2018					
SCI BMA-CURSOL	100 000	55%	55 000	2 695 000	819 530
38, rue de Cursol 33000 Bordeaux	620 839		55 000		221 112
SAS D'Aménagement Bastide Niel					
Comptes arrêtés au 31 décembre 2018	2 000 000	51%	1 020 000	Néant	9 302 904
38, rue de Cursol 33000 Bordeaux	1 955 755		1 020 000		47 395
Comptes arrêtés au 31 décembre 2018					
Société des Grands Garages Parking de Bordeaux	169 964	83,70%	118 635	Néant	0
38, rue de Cursol 33000 Bordeaux	418 719		118 635		68 977
Participations (10% à 50%)					
Néant					

BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT

38 rue de Cursol
CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées
Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Cabinet
LASSUS & ASSOCIÉS

COMMISSARIAT
AUX COMPTES
AUDIT
CONSEIL

BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT

38 rue de Cursol - CS 80010
33001 BORDEAUX CEDEX

Philippe Lassus
Michel Delbast
Geneviève Labit
Frédéric Gimenez

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Mi-Côte – 82, avenue de Tivoli - CS 20036 - 33491 Le Bouscat Cedex
Tél. 05 56 02 08 18 - Fax 05 56 08 05 29 – e-mail : glassus@cabinetlassus.fr

Société de Commissariat aux Comptes, membre de la Compagnie Régionale de Bordeaux – Siret : 349 440 644 000 12
APE 6920Z – RCS Bordeaux – TVA intracommunautaire : FR 70 349 440 644 – Souscripteur d'une assurance professionnelle dans les conditions prévues par l'article 17 alinéa 1er de l'ordonnance du 19 septembre 1945 et du décret du 22 janvier 1996

membre du réseau abcsoluce

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L. 225-40 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

1 - Avance en compte-courant à la SCI "BMA-CURSOL"

Personnes concernées : Monsieur Pascal GERASIMO, Directeur Général de BMA et Représentant de BMA en qualité de Gérant de la SCI BMA-CURSOL.
La Caisse des Dépôts et Consignations, Administrateur de BMA et Associé de la SCI BMA-CURSOL

Nature et objet :

Par convention du 18 mars 2010, les associés de la SCI BMA-CURSOL se sont engagés à consentir des avances en compte-courant pour un montant maximal de 4 900 000 €, réparties au prorata du capital détenu par chacun des associés.

Par décision des Associés en date du 11 janvier 2019, le taux de rémunération a été ramené de 1,60 % à 1,51% à compter du 1er janvier 2018. La convention a été approuvée par délibération du Conseil d'Administration de B.M.A. le 29 janvier 2019.

Modalités :

Au 31 décembre 2018, les avances en compte-courant réalisées par BMA représentent 2 695 000 €, rémunérées au taux de 1,51 %, soit 40 695 € de produits financiers.

2 - Convention d'assistance avec la SA SOCIETE DES GRANDS GARAGES PARKINGS DE BORDEAUX

Personnes concernées : Monsieur Pascal GERASIMO, Directeur Général de BMA et Directeur Général de la Société Anonyme SOCIETE DES GRANDS GARAGES PARKINGS DE BORDEAUX.

membre du réseau absoluce

Nature et objet :

Par convention du 25 juin 2018, il a été décidé que la société Bordeaux Métropole Aménagement assistera la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux dans :

- la tenue de la comptabilité,
- l'élaboration des déclarations fiscales et sociales,
- l'administration et la gestion de la société,
- le suivi et l'élaboration des formalités juridiques

Modalités :

Bordeaux Métropole Aménagement a facturé 72 839 € HT à la Société des Grands Garages Parkings de Bordeaux au titre de l'exercice 2018.

3 - Cession foncière opérée par BMA au profit de la SAS d'Aménagement BASTIDE NIEL

Personnes concernées : BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT, actionnaire de la SAS d'aménagement Bastide Niel à hauteur de 51 %.

Nature et objet :

Par acte de cession, en date du 17 avril 2018 la société BMA a vendu les parcelles suivantes à la SAS BASTIDE NIEL :

- AV 139 – rue Gustave Carde
- AV 148 - rue Gustave Carde
- AV 149 – rue Gustave Carde

La surface totale est de 14 a 23 ca.

La cession a été réalisée au prix de 200 310 € HT.

La convention a été approuvée par délibération du Conseil d'Administration de B.M.A. le 29 janvier 2019.

Modalités :

Bordeaux Métropole Aménagement a facturé 200 310 € HT à la SAS d'Aménagement BASTIDE NIEL au titre de l'exercice 2018.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

membre du réseau abcoluce

1 - Gestion administrative, technique et financière pour la SCI "BMA-CURSOL"

Personnes concernées : Monsieur Pascal GERASIMO, Directeur Général de BMA et Représentant de BMA en qualité de Gérant de la SCI BMA-CURSOL
La Caisse des Dépôts et Consignations, Administrateur de BMA et Associé de la SCI BMA-CURSOL

Nature et objet :

Lors de l'Assemblée du 13 janvier 2017 de la SCI BMA-CURSOL, les associés ont approuvé à l'unanimité la reconduction du forfait de gérance par la Société BMA pour 30 000 € H.T. annuels. La gérance intègre la mise en place de l'exploitation, la gestion de l'immeuble et la gestion locative. La convention a été approuvée par délibération du Conseil d'Administration de B.M.A. le 29 janvier 2019.

Modalités :

BMA a facturé 30 000 € H.T. à la SCI BMA CURSOL au titre de la gérance pour cet exercice.

2 - Convention de siège avec la SAS d'Aménagement BASTIDE NIEL

Nature et objet :

Convention de siège en date du 7 juillet 2015 définissant les conditions et modalités d'exécution des missions exécutées par BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT au profit de la SAS d'Aménagement BASTIDE NIEL dans le cadre du Traité de Concession. BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT apporte son assistance, son savoir-faire et bénéficie de la rémunération suivante :

membre du réseau abcsoluce

Mission	Rémunération au titre de la concession *	Part BMA	Enveloppe maximale *	Facturation
Elaboration du dossier de réalisation	200.000 €	95 %	190.000 €	50% en 2014 50% en 2015
Acquisition, gestion et libération des fonciers Métropole	1.066.244 €	100 %	1.066.244 €	Forfait annuel de 133.280 € * pendant 8 ans à partir de 2015
Acquisition, gestion et libération des autres fonciers	463.207 €	100 %	463.207 €	A la signature de l'acte
Travaux d'aménagement	3.248.980 €	90 %	2.924.082 €	5% des travaux facturés à l'année N
Conduite d'opération (3.360.000 €) :				
Dont pilotage de l'opération	1.907.000 € à actualiser	50 %	953 500 € à actualiser	Forfait annuel sur 14 ans de 68.107,14 € * à actualiser
Dont gestion et administration de la SAS	1.200.000 €	58,33%	700.000 €	Forfait annuel de 50.000 € *
Dont candidature, offre et négociation (dont prestataires)	253.000 €	87 %	220.000 €	2014
Commercialisation des charges foncières	5.584.847 €	10 %	558.485 €	6% de la vente à la signature de l'acte authentique
Clôture d'opération	100.000 € à actualiser	100 %	100.000 € à actualiser	A la clôture

* en euros hors taxe

membre du réseau absoluce

Modalités :

Au titre de l'application de cette convention de siège, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la facturation de BORDEAUX METROPOLE AMENAGEMENT s'élève à :

Poste	QP BMA sur la durée du contrat		Facturation au 31/12/2018
Elaboration dossier de réalisation	95,0%	190 000 €	0 €
Acquisition, gestion et libération des fonciers Métropole	100,0%	1 066 244 €	133 280 €
Acquisition, gestion et libération des autres fonciers	100,0%	463 207 €	42 201 €
Travaux d'aménagement	90,0%	2 924 082 €	160 553 €
Conduite d'opération – pilotage de l'opération	50,0%	953 500 €	68 107 €
Révision sur pilotage d'opération			3 960 €
Conduite d'opération - gestion et administration de la SAS	58,3%	700 000 €	50 000 €
Conduite d'opération - candidature offre et négociation	87,0%	220 000 €	0 €
Commercialisation des charges foncières	10,0%	558 485 €	49 039 €
Clôture de l'opération	100,0%	100 000 €	- €
		7 175 518 €	507 141 €

3 - **Location immobilière auprès de la SCI "BMA-CURSOL"**

Nature et objet :

Dans le cadre d'un bail commercial du 22 décembre 2011, la Société BMA loue des locaux (deuxième, troisième et quatrième étage du bâtiment A) et des places de stationnement au 38 44 de la rue de Cursol à Bordeaux (33000), moyennant un loyer annuel de 113 674 € H.T.

Par avenant en date du 12 décembre 2012, avec effet au 22 décembre 2012, la surface louée a été augmentée de 75,80 m² pour un loyer supplémentaire annuel de 13 265 € H.T.

Les loyers sont révisés annuellement à la date d'anniversaire du bail.

Modalités :

Le loyer et les charges locatives enregistrés en charges sur l'exercice 2018 s'élèvent à 181 945 € H.T.

Fait au Bouscat, le 30 janvier 2019

SCP Cabinet LASSUS et Associés

CABINET LASSUS & ASSOCIÉS - COMMISSAIRES AUX COMPTES
CS 20036
82, Avenue de Tivoli
33491
LE BOUSCAT CEDEX
Tél. 05 56 02 08 18

Frédéric GIMENEZ **Philippe LASSUS**

membre du réseau abcsoluce

D-2019/511
InCité. Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019. Exercice 2018. Information

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport est celui des représentants de la Ville de Bordeaux désignés comme administrateurs au sein de la société anonyme d'économie mixte locale (« SEML » dans les statuts) InCité. Il se propose de faire un point synthétique sur la société.

Bordeaux Métropole est le premier actionnaire avec 30 % du capital. La Ville de Bordeaux détient 25 % du capital. Ainsi, la participation au capital des collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) est de 55 %.

Trois chapitres seront traités successivement :
Le premier chapitre, relatif à la vie sociale, énoncera les principales décisions prises en Conseil d'administration et en Assemblée générale à compter du début du dernier exercice comptable, arrêté à la date de rédaction de ce rapport.
Le deuxième chapitre portera sur l'activité et notamment les relations contractuelles de la SEML avec Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux.
Enfin, le troisième chapitre fera le point sur la situation financière de la société sur la base des derniers comptes arrêtés.

Une fiche d'identité de la SEML InCité est annexée au présent rapport.

Résumé :
InCité exerce à la fois des activités d'aménageur et de bailleur (1 916 logements, 32 foyers, des locaux commerciaux et d'autres locaux). L'exercice 2018 est la quatrième année pleine d'activité de la concession 2014/2020 de requalification du centre historique de Bordeaux. Les animations d'opérations d'amélioration de l'habitat privé - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet copropriétés dégradées (OPAH RU CD) de Bordeaux, Opération de restauration immobilière (OPAH RU ORI) de Lormont et projet d'intérêt général (PIG 2) de la Métropole, sont poursuivies.

A fin 2018, la situation financière de la SEML fait apparaitre des améliorations mais aussi quelques fragilités.
Le chiffre d'affaires hors concession est en très léger repli en 2018 (- 0,4 %). Le résultat d'exploitation est positif (+ 836 K€), en hausse (+ 256 K€) et contrasté au vu, d'une part, de l'amélioration de cet indicateur sur l'activité aménagement (+115 K€) et sur l'activité bailleur (+ 187 K€) et, d'autre part, de la dégradation du résultat d'exploitation lié à la structure
(- 46 K€).
L'agrégation du résultat d'exploitation (+ 836 K€), du déficit financier (- 606 K€), du résultat exceptionnel (+ 299 K€) et de l'impôt sur les sociétés (charges de 154 K€) aboutit à un résultat net de + 375 K€, en repli de 86 K€, soit - 19 % par rapport à 2017 en raison d'un résultat exceptionnel élevé et non récurrent en 2017 (662 K€).
La trésorerie nette hors opérations d'aménagement, fortement impactée par le flux d'investissement, diminue de plus de moitié pour se réduire à 2 093 K€, soit 2,7 mois de loyers quittancés ; elle demeure néanmoins supérieure au seuil d'alerte (2 mois).
Le fonds de roulement à terminaison, i.e. projeté à l'échéance des opérations d'aménagement, fléchit à 814 K€ et le potentiel financier, soit le montant disponible pour les opérations futures, déjà négatif en 2017 se contracte un peu plus atteignant – 2 546 K€.
L'endettement, en léger repli, est à 75 % lié à l'activité bailleur. L'endettement non garanti par les collectivités locales progresse pour atteindre près de 22 % du capital restant dû de l'encours total.

Durant l'exercice 2019, le développement patrimonial et les opérations d'aménagement se poursuivront. Initiée en 2017, l'étude stratégique, concernant un projet d'action de revitalisation commerciale, s'intensifie.

1 VIE SOCIALE

Les points principaux de la vie sociale de la société sur la période allant du début du dernier exercice comptable arrêté à la date d'établissement du présent rapport peuvent être présentés sous forme synthétique comme suit.

REUNIONS DES ORGANES SOCIAUX	**2018**	**2019** (1)
Nombre de réunions du Conseil d'Administration (CA) Nombre de réunions de l'Assemblée Générale (AG) *dont A.G. Extraordinaire*	3 1 *0*	1 1 *0*
CHANGEMENTS D'ADMINISTRATEURS	**2018**	**2019**
Publics Privés	Non Non	Non (2) Non
EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	**2018**	**2019**
Changement du montant du capital Modification de la répartition du capital entre actionnaires	Non Non	Non Non

(1) Jusqu'à la date de rédaction du rapport (juin 2019).
(2) Mme ElisabethTouton démissionne de ses fonctions de présidente le 30 avril 2019, Mme Anne-Marie Cazalet la remplace.

PRINCIPALES DECISIONS		
Réunion en date du		**Nature de la décision prise**
CA (141ème séance)	**26/04/2018**	→ Approbation du procès-verbal du CA du 14 décembre 2017. → Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. → Proposition d'affectation du résultat. → Information sur les conventions visées à l'article L225-40 du Code du commerce. → Convocation de l'assemblée générale ordinaire. → Préparation du rapport de gestion et du projet des résolutions. → Information sur les orientations de la politique de vente de logements : aucune vente réalisée en 2017 et aucune programmée en 2018. → Approbation de la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale. → Présentation du bilan de la commission d'appel d'offres pour l'exercice 2017. → Approbation du règlement intérieur des achats. → Approbation d'une convention de groupements pour le stationnement sur le quartier du Grand-Parc.
AGO	**29/05/2018**	→ Approbation des comptes et du rapport de gestion 2017, des rapports du commissaire aux comptes, quitus au Conseil d'administration. → Approbation de l'affectation du résultat. → Informations sur les conventions visées à l'article L 225-40 du Code de commerce (rapport spécial du commissaire aux comptes).

CA (142ème séance)	**25/10/2018**	→ Approbation du procès-verbal du CA du 26 avril 2018. → Approbation d'un projet de protocole d'accord relatif à l'organisation des élections des représentants des locataires au CA. → Autorisation du Directeur général de poursuivre la réflexion sur la création d'une société par actions simplifiée (SAS) dédiée aux portages et recyclages d'actifs en lien avec des activités économiques de proximité. → Validation d'un plan à moyen terme (plan stratégique de patrimoine) et décision de retenir la 3ème hypothèse présentée qui consiste en la construction de 20 logements par an. → Approbation de l'adhésion d'InCité à un groupement de commandes pour *l'achat d'énergies, de travaux/fournitures/services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique* pour une durée illimitée. Ce groupement est constitué par les syndicats d'énergie de la Nouvelle-Aquitaine et son coordonnateur est le Syndicat départemental d'énergie électrique de la Gironde (SDEEG).
CA (143ème séance)	**14/12/2018**	→ Approbation du procès-verbal du CA du 25 octobre 2018. → Présentation de l'atterrissage financier 2018. → Approbation du budget 2019.
CA (144ème séance)	**30/04/2019**	→ Approbation du procès-verbal du CA du 14 décembre 2018. → Examen et arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018. → Proposition d'affectation du résultat. → Information sur les conventions visées à l'article L225-40 du Code du commerce. → Convocation de l'assemblée générale ordinaire. → Préparation du rapport de gestion et du projet des résolutions. → Information sur les orientations de la politique de vente de logements : aucune vente réalisée en 2018 et aucune programmée en 2019. → Approbation de la politique de la société en matière d'égalité professionnelle et salariale. → Présentation du bilan de la commission d'appel d'offres pour l'exercice 2018. → Autorisation du Directeur général à engager la société dans l'élaboration de la convention d'utilité sociale. → Approbation du transfert définitif et sans condition des colonnes montantes d'électricité équipant les immeubles dont InCité est propriétaire. → Autorisation du Directeur général à déposer auprès de la Préfecture une procédure de Déclaration d'utilité publique (DUP) (acte pris par décret en Conseil d'Etat après enquête préalable et par lequel est engagée la procédure d'expropriation) sur deux immeubles situés au 42 rue du Hamel, 16 rue Bergeret et 25 rue Marengo à Bordeaux. → Renouvellement du mandat d'administrateur de la Chambre de commerce et d'industrie de Bordeaux. → Démission de la Présidente Mme Elisabeth Touton et nomination d'une nouvelle Présidente Mme Anne-Marie Cazalet. → Validation de la nouvelle composition de la commission d'attribution de logement. → Validation de la nouvelle composition des commissions d'appels d'offres.
AGO	**23/05/2019**	→ Approbation des comptes et du rapport de gestion 2018, des rapports du commissaire aux comptes, quitus au Conseil d'administration. → Approbation de l'affectation du résultat. → Informations sur les conventions visées à l'article L 225-40 du Code de commerce (rapport spécial du commissaire aux comptes).

Le rapport d'activité d'InCité, présenté en Conseil d'administration du 30/04/2019, présente les travaux réalisés en 2018 par la SEML en matière de gestion locative, construction et réhabilitation, aménagement.

2 ACTIVITE ET RELATIONS CONTRACTUELLES AVEC BORDEAUX METROPOLE ET LA VILLE DE BORDEAUX

InCité poursuit des activités de gestion locative, de construction et de réhabilitation patrimoniale ainsi que des activités d'aménagement.

2.1 Faits marquants antérieurs à l'exercice 2018

En juillet 1957, le Conseil municipal de Bordeaux crée la Société bordelaise mixte d'urbanisme et de construction (**SBUC**) pour *loger décemment, le mieux et le plus rapidement possible, un très grand nombre de personnes*.

En 1967, la Communauté urbaine de Bordeaux entre dans le capital de la SBUC.

En 2002, la Ville de Bordeaux confie à la SBUC le volet « logement » du projet de requalification du centre historique de Bordeaux via une concession portant sur les années 2002 à 2014 ; cette concession est nommée « **CPA Bordeaux 1** ».

La SBUC s'appelle désormais : **InCité**.

En 2006, la Ville de **Sainte-Eulalie** confie une concession d'aménagement à la SEML InCité afin de créer une zone d'aménagement concerté (ZAC) multi-sites.

De 2008 à 2011, La Cub développe son premier Programme d'intérêt général de lutte contre le mal logement (**PIG 1**), intitulé « Lutte contre le mal logement et promotion des loyers maîtrisés et de l'habitat durable au sein du parc privé ».

En 2010, InCité mène une étude pour la Ville de La Réole en préalable de la requalification de son centre historique.

Par la délibération 2010/0974 du 17 décembre 2010, La Cub a décidé de participer au Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (**PNRQAD) de la Ville de Bordeaux** à hauteur de 8,7 M€ dont 1,6 M€ en faveur du parc privé pour la période 2011-2016.

Depuis 2011 et jusqu'en 2016, la Ville de Bordeaux a confié à InCité la gestion de l'Opération programmée pour l'amélioration de l'habitat, le renouvellement urbain et hôtels meublés (**OPAH RU HM**).

En 2013, La Cub lance le deuxième PIG (délibération 2013/0239 du 26 avril 2013 et 2013/0837 du 15 novembre 2013). Ce nouveau PIG (le **PIG 2**), dont est lauréate la SEML InCité, couvrira l'ensemble des 28 communes du territoire. Il vise à améliorer les conditions d'habitabilité des logements et développer le logement conventionné sur le territoire. Ses objectifs quantitatifs prévisionnels sont évalués à 1000 logements dont 500 logements occupés par leur propriétaire et 500 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés. Le montant du marché est de 702 K€ pour la tranche ferme (2013-2016) et 348 K€ pour la tranche conditionnelle (2016-2018). La part variable qui dépend du nombre de dossiers montés est estimée à 425 K€. Le montant maximum sera donc de 1 475 K€ H.T.

La Ville de **Lormont** a retenu la SEML InCité pour le suivi-animation de l'Opération de restauration immobilière **(OPAH RU ORI)** pour 5 années (2013-2018).

En 2014, la convention 2002/2014 (« CPA Bordeaux 1 ») est arrivée à terme. La SEML InCité est retenue pour la deuxième concession de requalification du centre historique de Bordeaux portant sur les années 2014 à 2020.

2015 est la **première année pleine d'activité de la concession 2014/2020** de requalification du centre historique de Bordeaux.

2016 permet la poursuite de la concession 2014/2020 et des opérations d'amélioration de l'habitat de Bordeaux et de Lormont ainsi que du PIG 2 de la Métropole. La réflexion sur un plan stratégique d'activités pour les cinq années suivantes est lancée.

2017 est l'année de la notification de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet copropriétés dégradées (OPAH RU CD) « 2017-2022 ».

2.2 Les relations contractuelles

En 2018, plusieurs conventions lient la SEML InCité et Bordeaux Métropole d'une part, ainsi que la SEML et la Ville de Bordeaux d'autre part. Elles figurent dans le rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du code de commerce.

2.2.1 Concession d'aménagement avec la Ville de Bordeaux puis avec Bordeaux Métropole

Le Conseil municipal de la Ville de Bordeaux du 28 avril 2014 (délibération 2014/213) a confié à la SEML InCité la réalisation de la requalification du centre historique de Bordeaux pour une durée de 6 ans. Cette concession 2014/2020 (parfois nommée « CPA Bordeaux 2 ») a été signée le 22 mai 2014.

L'évolution législative (Loi modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, dite loi MAPTAM, loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine, loi 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, article L5217-2 du code général des collectivités territoriales) et réglementaire a conduit Bordeaux Métropole à délibérer le 10 avril 2015 (délibération n° 2015/0207) pour valider le transfert de compétences communales au profit de la Métropole. En application de cette délibération, Bordeaux Métropole est devenue le concédant de la concession 2014/2020, sa maîtrise d'ouvrage étant déléguée à la commune. La délibération 2019/249 du 26 avril 2019 est venue confirmer le transfert du traité de concession à Bordeaux Métropole.

La délibération initiale fixe la participation municipale à 13,35 M€ HT sur la durée de la convention et prévoit que pour les différentes tâches prévues, le concessionnaire pourra imputer ses charges de fonctionnement au prorata de l'avancement desdites taches. Ces imputations de charges sont destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur, et sont dites *rémunérations* au sens de l'article L. 1523-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Depuis que Bordeaux Métropole est devenu le concédant, la participation est du ressort de la Ville de Bordeaux et de Bordeaux Métropole (cf. paragraphe 3.2). Le bilan actualisé à fin 2018 prévoit une augmentation de la participation à 16,4 M€, soit 13,4 M€ pour la Ville de Bordeaux et 3 M€ pour Bordeaux Métropole.

Sur l'exercice 2018, quatrième année pleine d'activité, la rémunération de l'aménageur s'élève à 1 041 K€ (cf. paragraphe 3.1) contre 1 011 K€ en 2017 (soit + 30 K€).

2.2.2 Programme d'intérêt général (PIG) avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 26 avril 2013 (délibération 2013/0239) a lancé un marché à bons de commande de suivi-animation pour la mise en œuvre et l'animation d'un programme d'intérêt général : *Un logement pour tous au sein du parc privé de la Communauté urbaine de Bordeaux*. La SEML InCité a été déclarée attributaire en novembre 2013 (délibération métropolitaine 2013/0837) et ce pour une durée de 5 ans. Cette durée se décompose en une tranche ferme de 3 ans et une tranche conditionnelle de 2 ans affermie en fonction de la qualité de la prestation fournie par l'opérateur. Le marché a été prorogé 6 mois soit jusqu'à juin 2019.

Sur l'exercice 2018, la rémunération de l'opérateur s'élève à 218 K€ comme en 2017 (cf. paragraphes 2.3.3 et 3.1)

2.2.3 Convention de servitude avec Bordeaux Métropole et avec la Ville de Bordeaux

Il s'agit d'une convention autorisant le passage en propriété privée sur la parcelle cadastrée PX n°63 sise avenue Emile Counord ayant pour objet le passage par Bordeaux Métropole de canalisations sur cette parcelle et déterminant une servitude définitive.

2.2.4 Garanties d'emprunts accordées par Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux

Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux se sont portées garantes des emprunts mobilisés par la SEML InCité dans le cadre de diverses opérations de construction et réhabilitation de

logements. Ces emprunts ont été contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Caisse d'Epargne, de Dexia, du Crédit Coopératif, de LCL (Crédit Lyonnais), et de la Banque Postale. Ces engagements figurent dans le rapport spécial du commissaire aux comptes.
Au 31 décembre 2018, l'encours de dette garanti par la Métropole s'élevait à 21,7 M€ et celui de la Ville de Bordeaux à 16,7 M€ (cf. paragraphe 3.2.2, graphique sur la répartition des encours d'emprunts par garantie).

2.3 L'activité de la SEML en 2018

L'objet de la SEML InCité est défini de manière très large par l'article 3 des statuts en vigueur (datant du 5 juillet 2006). En résumé, les activités de la société relèvent de la gestion locative, la construction et la réhabilitation de biens immobiliers, l'aménagement d'espaces publics ou collectifs, de tout type.

La loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) entend favoriser le regroupement des organismes HLM et des SEM gérant moins de 12 000 logements. Mais selon l'article L. 481-1-2.-I.- du code de la construction et de l'habitation créé par cette loi, cette obligation ne s'applique pas *aux sociétés d'économie mixte dont l'activité relevant de leur agrément en application de l'article L. 481-1* [i.e. activité de construction et de gestion de logements sociaux] *ne constitue pas l'activité principale et qui n'ont pas construit ou acquis plus de 600 logements locatifs sociaux au cours des six dernières années.*
Ainsi, la SEML InCité entre dans le champ des exclusions de l'obligation législative actuelle de regroupement : elle n'est donc pas obligée de céder son patrimoine ni de s'associer dans un groupement.

2.3.1 En matière de gestion locative

Trois sinistres ont lourdement impacté l'activité d'InCité courant 2018, situés dans le quartier du Grand-Parc à Bordeaux :

- un dégât des eaux majeur dans la résidence du Limancet (relogement en urgence de 34 ménages durant près de 2 semaines, relogement temporaire de 12 ménages encore relogés à fin avril 2019, remise en état prévue fin 2019) ;
- un incendie d'origine criminelle au centre commercial Europe ayant dévasté 4 commerces et endommagé 3 autres ;
- un incendie dans un appartement du bâtiment Vanillier ayant affecté 10 appartements.

Gestion de logements

Au 31 décembre 2018, InCité gère 1 916 logements, décomposés en :

- 658 logements conventionnés (un logement conventionné est un logement dont le propriétaire-bailleur ou son organisme gestionnaire a conclu une convention avec l'Etat par laquelle il s'engage à louer sous certaines conditions (locataire à faibles ressources, respect d'un certain niveau de loyer),
- -1 258 logements non conventionnés *(libres)*, soit au global une croissance patrimoniale de 10 logements comparée à l'exercice précédent (cf. paragraphe 2.3.2).

Aucune vente de logements aux locataires n'a eu lieu depuis 2016 et aucune n'est envisagée en 2019 (décision du CA du 30/04/2019).

Le patrimoine locatif est situé sur les communes de Bordeaux à 87,5 % (1 677 logements), Lormont à 5,2 % (99 logements) et Cenon à 7,3 % (140 logements).
Sur les 1 916 logements gérés, 660 logements appartiennent à InCité et 1 256 ont été construits sur des terrains donnés à bail emphytéotique par la commune de Bordeaux, avec des échéances intervenant de 2025 à 2072.
InCité possède également à fin 2018 une résidence sociale de 32 chambres gérées par le foyer associatif « Habitats Jeunes le Levain ».

Les indicateurs de gestion locative pour 2018, présentés ci-dessous, montrent que si le parc locatif d'InCité bénéficie d'un taux d'occupation meilleur qu'au niveau national, les impayés augmentent et l'âge moyen du parc est nettement plus élevé que les moyennes nationale et régionale :

Une **augmentation des loyers** du parc non-conventionné a été pratiquée en 2018 à hauteur de 0,75 % suivant l'Indice de révision des loyers (IRL) du deuxième trimestre 2017. Pour mémoire, l'augmentation était nulle en 2017 et de 0,08 % en 2016. L'IRL a été gelé pour le parc conventionné.
Le **taux de rotation des logements** augmente : 6,10 % contre 5,40 % en 2017 ; il demeure néanmoins inférieur à la moyenne nationale 2017 (dernière disponible) de 7,4 %.
Le **taux de vacance des logements** se détériore depuis 2011 : 2,32 % contre 1,93 % en 2017 mais il demeure néanmoins meilleur que la moyenne nationale 2017 (3,9 %) et régionale (3,6 %). Le coût de la vacance globale est de 266 K€. Sans les évènements exceptionnels (sinistres) subis en 2018, le taux de vacances aurait été de 1,91 % au lieu de 2,32 % et le coût de la vacance aurait été de 220 K€ au lieu de 266 K€.
Le **taux de vacance des commerces** est supérieur à celle des logements avec 2,8 % en 2018.
Le **taux d'impayés des logements** se détériore en 2018 : 3,85 % contre 3,06 % en 2017 ; il atteint quasiment la moyenne nationale 2017 (3,9 %) et dépasse la moyenne régionale (3,4 %). La dette locative a augmenté de 25 % entre 2017 et 2018 (+ 10 % pour les locataires présents et + 54 % pour les locataires sortis).
Le **taux d'impayés des commerces** est de 13,7 %.
Le **taux d'impayés de l'ensemble du parc** se détériore atteignant 4,91%, versus 4,53 % en 2017.
L'âge moyen du patrimoine d'InCité est de 40,2 ans, beaucoup plus ancien que la moyenne nationale 2017 (25,1 ans) et régionale (28,1 ans).
Gestion de locaux d'activité

Au 31 décembre 2018, InCité gère 73 locaux commerciaux et d'activités situés sur Bordeaux :
- 2 centres commerciaux composés d'un supermarché et de 42 commerces (dont 32 au centre commercial Europe, 10 au centre commercial Counord) ;
- 3 locaux d'activités au Grand-Parc (2 sur la résidence Arc en Ciel et 1 au Grand-Parc) ;
- 28 commerces en centre-Ville.

Gestion d'autres locaux

Au 31 décembre 2018, InCité gère une station-service ; la chaufferie collective du Grand-Parc à Bordeaux desservant 3 852 logements ; une maison située au 107 rue Kléber dans le quartier Bordeaux Sud et louée à l'association « La Maison des Familles » pour la Fondation des Apprentis d'Auteuil.

Par ailleurs, InCité et les sociétés Aquitanis et Caisse des dépôts et consignations (CDC) Habitat ont constitué un groupement de commande afin d'étudier les conditions de mutualisation du stationnement dans le quartier du Grand-Parc. Un appel à candidature d'une concession de service a été lancé en septembre 2018 pour une remise d'offres prévue à la mi année 2019. La concession porte sur une offre de 2 100 places pour une durée de 10 ans.

2.3.2 En matière de construction et de réhabilitation patrimoniale

L'évolution nette en 2018 du patrimoine de logements (+ 10) s'est faite sur Bordeaux et résulte de :
→ + 5 logements conventionnés au 43 Cours Victor Hugo,
→ + 5 logements non-conventionnés situés au 254 rue Sainte Catherine,
→ aucune vente de logements aux locataires.

La seconde tranche de l'îlot Counord, situé entre Chartrons et Grand-Parc à Bordeaux, comprenant 34 logements, a été livrée en février 2019.
Par ailleurs, 5 opérations portant sur 84 logements bordelais sont à l'étude :
- 8 logements au 76/78 rue des Faures ;
- 2 logements au 10 rue de la Sau ;
- 64 logements au sein du quartier de Caudéran « Carton-Tassigny » ;
- 7 logements au 1 rue des Ayres et 14 place Lafargue ;
- 3 logements au 9 rue Renière et au 6 rue du Soleil.

2.3.3 En matière d'aménagement

L'aménagement concerne quatre grands domaines :

La requalification du centre historique de Bordeaux

La concession 2014/2020 (cf. paragraphe 2.2.1) nommée « CPA Bordeaux 2 » a été lancée à mi année 2014. L'année 2018 est la quatrième année pleine d'activité. Le périmètre est de 344 hectares comprenant 44 500 logements (contre 234 hectares lors de la précédente concession 2002/2014).

Le Compte rendu d'activité (CRA) pour l'année 2017 a été approuvé par le Conseil municipal de Bordeaux le 17 décembre 2018 (délibération n°2018/583). A fin 2017, le total des recettes s'élève à 24,291 M€ dont des participations de 7,8 M€ de la Ville de Bordeaux et 3 M€ de Bordeaux Métropole. Le total des charges est estimé à 34,102 M€ dont 3,407 M€ de rémunération. Le résultat estimé est à – 9,811 M€.

A fin 2017, il a été réalisé 1 459 logements pour un objectif sur la période totale de 1 830 logements locatifs. L'objectif atteint 80 %. Il est donc supérieur à l'objectif lissé annuellement sur 6 ans (60 % soit 3,5 ans écoulés sur un contrat de 6 ans).

Le CRA pour l'année 2018 a été approuvé par le Conseil municipal de Bordeaux du 29 avril 2019 (délibération n°2019/184) et par le Conseil métropolitain du 26 avril 2019 (délibération n°2019-249). Il fait état :

- de la réalisation de 1 866 logements en cumul depuis 2014, l'objectif quantitatif de 1830 logements sur la durée de la concession est ainsi dépassé ;

et prévoit :

- une avance de trésorerie non rémunérée accordée par Bordeaux Métropole à hauteur de 7 M€, remboursable à la liquidation de la concession ;
- une projection au 30/06/2020 faisant apparaître des recettes à hauteur de 44,125 M€, un stock immobilier d'une valeur prévisionnelle de 9,365 M€, et des dépenses de 53,490 M€, le tout s'équilibrant à la condition d'une participation publique majorée de 3,2 M€ par la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole ;
- une augmentation découlant de ladite projection des participations publiques, portées à 16,4 M€ en cumul (13,4 M€ pour la Ville et 3 M€ pour la Métropole).

InCité - Concession 2014-2020	objectif concessions sur 6 années	Réalisé cumulé au 31/12/2017 (déposés et agréés)	Réalisé cumulé au 31/12/2018 (déposés et agréés)	Différence entre réalisation et objectif global (en nbre)	% de réalisation par rapport à l'objectif global
Logements	1830	1459	1866	36	102%
dont logements locatifs	1660	1412	1813	153	109%
dont logements locatifs sociaux	230	82	87	-143	38%
dont logements locatifs privés	1430	1330	1726	296	121%
dont logements occupés par leur propriétaire	170	47	53	-117	31%
Activités économiques	68	16	16	-52	24%
Bicycletteries	3	1	1	-2	33%

L'objectif devrait être atteint à 75% (4,5/6 ans)

En 2018, les projets examinés par le Conseil programmatique sont localisés sur les quartiers Saint Michel (114, soit près de 30 %), Marne Yser (53), Gambetta Pey Berland (50), Saint-Jean (38), Bastide (35), Saint-Eloi (34), Quinconces (33), Victoire (28), Saint-Pierre (22), Saint-Nicolas (16) et Sainte-Croix (10).

L'activité foncière au sens large (immobilier compris) s'est déroulée dans un contexte toujours aussi tendu du fait de l'accélération de la hausse des valeurs immobilières. Le montant total des acquisitions foncières réalisées en 2018 est de 3,289 M€ HT net pour 8 immeubles et 2 lots acquis. Ils permettront la production de 29 logements. Pour mémoire en 2017, les acquisitions avaient été de 1,581 M€ net pour 7 immeubles acquis et en 2016 de 2,909 M€ pour 11 immeubles.

En 2018, la SEML a poursuivi le recyclage d'immeubles pour 2,210 M€ HT (contre 2,821 M€ en 2017), correspondant à la production de 17 logements.

Les animations d'opérations d'amélioration de l'habitat

La commune **de Lormont** a retenu InCité pour assurer une mission d'animation d'une opération de restauration immobilière (**OPAH RU ORI)** de 2013 à 2018. L'opération s'est terminée en juin 2018 mais la commune a souhaité prolonger le dispositif jusqu'à fin 2018.

A fin 2018, 115 logements ont bénéficié du dispositif : 94 logements occupés par leur propriétaire et 21 logements locatifs. Le montant total de travaux engagés est de 3,609 M€ TTC.

L'opération de renouvellement urbain et hôtels meublés de Bordeaux Métropole (pour mémoire : **OPAH RU HM**), signée en octobre 2011, est arrivée à son terme en octobre 2016. A l'issue de la mise en concurrence relative à une nouvelle opération de renouvellement urbain à volet spécifique « copropriétés dégradées » (pour mémoire : **OPAH RU CD)** portant sur la période 2017-2022, la SEML InCité a été retenue. La notification du marché est intervenue le 29/03/2017.

L'objectif du volet spécifique « Copropriétés dégradées » de cette opération est de mettre en place des outils de diagnostic de 10 copropriétés puis de les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'amélioration. En 2017 et 2018, ce travail a été initié sur 3 premières copropriétés.

Les objectifs de l'OPAH fixés pour 5 ans s'élèvent à 400 logements dont 150 logements occupés par leurs propriétaires et 250 destinés aux propriétaires bailleurs (logements locatifs). A fin 2018, l'activité de l'OPAH a concerné 83 logements au total. L'objectif annuel est réalisé à 52 % et l'objectif global est réalisé à 21 %.

InCité - OPAH RU CD (2017-2022)	objectif OPAH RU HM sur 5 années	objectif OPAH RU HM lissé sur 2 ans (lissage arithmétique)	Réalisé en 2017 (agréés)	Réalisé en 2018 (agréés)	Réalisé cumulé au 31/12/2018 (agréés)	Différence entre réalisation et objectif annuel (en nbre)	% de réalisation par rapport à l'objectif annuel	Différence entre réalisation et objectif global (en nbre)	% de réalisation par rapport à l'objectif global
Propriétaires occupants	150	60	1	6	7	-53	12%	-143	5%
Logements locatifs	250	100	10	66	76	-24	76%	-174	30%
dont logements conventionnés	*250*	*100*	*4*	*19*	*23*	*-77*	*23%*	*-227*	*9%*
dont logements libres	*0*		*6*	*47*	*53*	*53*	*n.s*	*53*	*n.s*
Total	**400**	**160**	**11**	**72**	**83**	**-77**	52%	**-317**	21%

Le Programme d'intérêt général 2. La Cub a attribué fin 2013 à la SEML InCité le marché relatif à l'animation du nouveau PIG communautaire intitulé *Un logement pour tous au sein du parc privé de La Cub*. A l'instar du PIG précédent, ce nouveau dispositif vise à accompagner, d'une part, les propriétaires occupants, d'autre part, les propriétaires bailleurs dans les travaux de réhabilitation de leurs résidences, en particulier dans le domaine de la performance énergétique et de la réduction des gaz à effet de serre. C'est dans ce cadre que la SEML InCité a été missionnée, sur une durée de 5 ans, soit jusqu'au 3 décembre 2018, pour assurer le suivi-animation de ce PIG, d'un montant estimatif maximum de 1 475 K€ H.T. Le marché a été prorogé de 6 mois.

En 2018, la rémunération perçue par la SEML au titre de la mission d'animation s'élève à 218 K€ (cf. paragraphe 2.2.2).

Les objectifs quantitatifs prévisionnels du PIG 2 sont évalués à 1 000 logements dont 500 logements occupés par leur propriétaire et 500 logements locatifs appartenant à des bailleurs privés.

L'activité se poursuit de manière intense en ce qui concerne les propriétaires occupants, mais reste insuffisante au regard des objectifs pour les propriétaires bailleurs.

Au 31/12/2018 et depuis le début du contrat, 806 dossiers ont été déposés et agréés. L'objectif cumulé global est réalisé à 81 %. Ce taux se décompose en un dépassement de l'objectif pour la part des logements de propriétaires occupants et un résultat très en-deçà de la prévision pour les logements locatifs.

InCité - PIG 2 (2014-2018)	objectif PIG 2 sur 5 années	Réalisé en 2014 (déposés et agréés)	Réalisé en 2015 (déposés et agréés)	Réalisé en 2016 (déposés et agréés)	Réalisé en 2017 (déposés et agréés)	Réalisé en 2018 (déposés et agréés)	Réalisé cumulé au 31/12/2018 (déposés et agréés)	Différence entre réalisation et objectif (en nbre)	% de réalisation par rapport à l'objectif annuel
Propriétaires occupants	500	135	159	148	160	110	712	212	142%
Logements locatifs	500	5	13	26	31	19	94	-406	19%
Total	**1000**	**140**	**172**	**174**	**191**	**129**	**806**	**-194**	81%

Les études

Diverses études sont en cours, notamment sur :

- Le « Cœur de Bastide » à Libourne : l'étude revitalisation a été clôturée en 2018 permettant à la Communauté d'agglomération du Libournais (CALI) et à la Ville de Libourne de travailler à la définition d'une concession d'aménagement et d'un dispositif d'OPAH RU ORI ;
- La revitalisation du centre bourg à Castillon-la-Bataille : la mission démarrée en février 2017 s'est poursuivie jusqu'en novembre 2018 ;
- Le secteur « Grand Saint Sernin » à Toulouse : la SEML InCité a intégré en 2018 une équipe pluridisciplinaire dont la mission est d'expertiser l'intervention dans le centre-Ville ancien.

2.3.4 En matière de revitalisation commerciale

Une étude stratégique a été engagée par InCité en 2017 pour définir un projet d'action sur le commerce. Au travers du rapport de gestion de l'exercice 2018, InCité précise son projet.

InCité souhaite *devenir à terme un acteur métropolitain de référence de l'économie de proximité avec trois orientations principales : assurer la maîtrise, la régulation et l'orientation des activités économiques ; conforter et structurer le développement des commerces, de l'artisanat et des services de proximité ; mieux valoriser les linéaires commerciaux, par une requalification et une organisation foncière assurant leur évolution et leur mise en valeur*.

La SEML souhaite être *en capacité d'agir sur le plan de l'immobilier, des travaux (de réhabilitation et d'adaptation des unités commerciales), de la commercialisation des locaux, de la gestion.*

Les actifs visés comprennent *des locaux situés dans le champ de l'économie de proximité et destinés à une utilisation commerciale, artisanale, associative, de services (marchands et non marchands, coworking [*espace de travail partagé*]).*

Pour cette activité, la SEML envisage de procéder à une augmentation de capital et mobiliser ses partenaires publics et privés dans la structuration de cet outil. La réflexion se poursuit en 2019 avec *les actionnaires pressentis et sous réserve de l'accord des collectivités et établissements publics*.

3 SITUATION FINANCIERE D'InCité

3.1 Le compte de résultat 2018 (hors concession d'aménagement)

L'activité concession est par nature de longue durée et induit des mouvements d'acquisition et de stockage (achats de fonciers), d'encours de production (travaux d'aménagement), de cessions de charges foncières et de terrains aménagés (chiffre d'affaires). Cette activité porte sur des montants significatifs dont l'effet dans les comptes de la société est annulé (la neutralisation du résultat s'effectue par la constatation d'une écriture de variation de stock dans les comptes analytiques de l'opération).
Afin de juger de la situation financière de la société, il faut analyser le compte de résultat hors impact des concessions d'aménagement sauf rémunération perçue à ce titre par l'aménageur.

Chiffre d'affaires (en K€)	2017	2018	2018/2017 montant	2018/2017 en %
Chiffre d'affaires (CA) global	17 359	17 198	-161	-0,9%
CA concession 2014-2020	4 361	4 246	-115	-2,6%
CA hors concession d'aménagement	12 999	12 952	-46	-0,4%
CA hors concession d'aménagement / CA global	*75%*	*75%*		

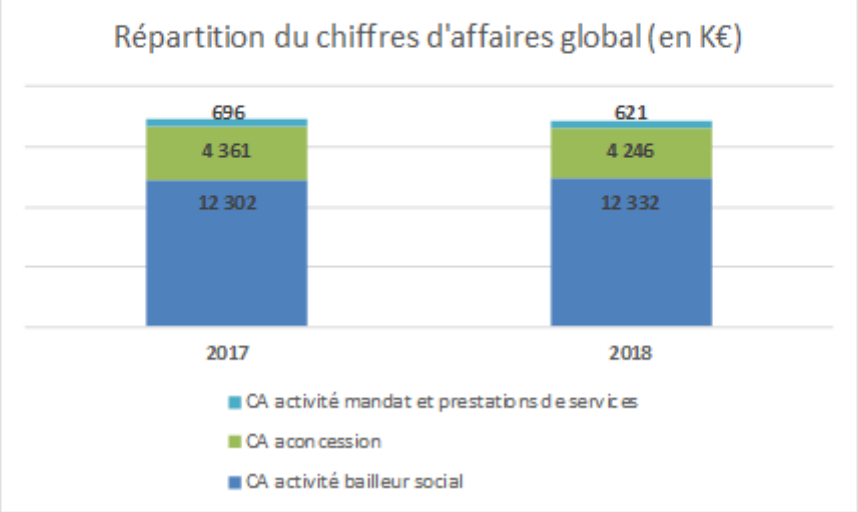
Compte de résultat hors concessions d'aménagement (en K€)	2017	2018	Evolution 2018/2017 montant	Evolution 2018/2017 en %
CA hors concession d'aménagement	12 999	12 952	-46	-0,4%
CA activité bailleur	12 302	12 332	30	0,2%
CA location / CA hors concession	*95%*	*95%*		
Loyers	9 431	9 453	22	0,2%
Récupération des charges locatives	2 813	2 827	14	0,5%
Refacturations	58	52	-6	-10,5%
Autres	0	0	0	#DIV/0!
CA hors provisions pour charges locatives récupérables	9 489	9 505	16	0,2%
CA activité mandat et prestations de services	696	621	-76	-10,9%
Mandats	0	0		
Prestations de services	674	598	-76	-11,2%
Divers	22	22	0	0,0%
CA activité bailleur et prest. de services hors récupérations de charges locatives	10 186	10 126	-60	-0,6%
Production stockée et immobilisée	71	62	-9	-12,6%
Subventions d'exploitation	5	0	-5	-100,0%
Reprises sur provisions et transfert de charges	2 613	2 466	-147	-5,6%
Autres produits	44	9	-35	-79,4%
Total Produits d'exploitation	15 732	15 489	-243	-1,5%
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	3 151	3 206	55	1,7%
Impôts et taxes	2 165	2 119	-46	-2,1%
Charges de personnel hors CICE	3 511	3 462	-49	-1,4%
Dotations aux amort et provisions	3 293	3 003	-289	-8,8%
Autres charges	304	109	-196	-64,3%
Charges récupérables	2 813	2 827	14	0,5%
Total Charges d'exploitation	15 237	14 725	-511	-3,4%
dont charges d'exploitation non récupérables	*12 424*	*11 899*	*-525*	*-4,2%*
dont charges d'exploitation récupérables	*2 813*	*2 827*	*14*	*0,5%*
Résultat exploitation	495	764	269	54,2%
Produits financiers	25	56	31	123,7%
Charges financières	690	662	-28	-4,0%
Résultat financier	-665	-606	59	-8,8%
Produits exceptionnels	674	304	-370	-54,9%
Charges exceptionnelles	11	5	-6	-57,9%
Résultat exceptionnel	662	299	-363	-54,8%
Total Produits	16 431	15 849	-581	-3,5%
Total Charges hors IS	15 938	15 392	-546	-3,4%
IS et CICE	33	82	50	153,0%
Total Charges yc IS	15 970	15 474	-496	-3,1%
Résultat net	460	375	-86	-18,6%
Depuis 2013, charges de personnel hors CICE. CICE reclassé avec IS				
CICE (Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi)	85	72	-13	-14,9%

Les produits hors concession s'élèvent à **15 849 K€** (contre 16 431 K€ en 2017). Les charges hors concession et y compris l'impôt sur les sociétés s'élèvent à **15 474 K€** (contre 15 970 K€ en 2017). Les produits et charges récupérables intégrés dans les montants ci-dessus représentent 2 827 K€ en 2017 (contre 2 813 K€ en 2017). Pour mémoire, les charges récupérables, également appelées charges locatives, sont des dépenses à la charge des locataires provisionnées au fil de l'année par le bailleur et régularisées sur les comptes locataires durant l'exercice suivant.

Un chiffre d'affaires hors concession d'aménagement en très léger repli

Le chiffre d'affaires global de la SEML s'élève à 17 198 K€ dont 4 246 K€ relève de la concession d'aménagement.

Chiffre d'affaires (en K€)	2017	2018	2018/2017 montant	2018/2017 en %
Chiffre d'affaires (CA) global	17 359	17 198	-161	-0,9%
CA concession 2014-2020	4 361	4 246	-115	-2,6%
CA hors concession d'aménagement	12 999	12 952	-46	-0,4%
CA hors concession d'aménagement / CA global	*75%*	*75%*		



En 2018, le chiffre d'affaires hors concession d'aménagement s'élève à 12 952 K€ dont 12 332 K€ au titre de l'activité de bailleur et, à la marge, 621 K€ au titre des prestations de services. Globalement, ce chiffre d'affaires est quasiment stable par rapport à 2017 (- 0,4 % soit – 46 K€).

Hors provisions pour charges locatives récupérables :

- le chiffre d'affaires de l'activité bailleur s'élève à 9 453 K€ et augmente de 0,2 % entre 2017 et 2018, soit + 16 K€ ;

- le chiffre d'affaires de l'activité bailleur et des prestations de services (hors récupération des charges locatives de 2 827 K€, qui sont comprises dans l'histogramme présenté ci-avant) s'élève à 10 126 K€ et diminue de 0,6 % entre 2017 et 2018, soit - 60 K€.

D'un point de vue analytique, cette variation (- 60 K€) est à attribuer aux produits :
- des prestations de services (- 76 K€) ;
- des locations de logements (- 1 K€) : logements conventionnés (- 77 K€), aux produits commerciaux (+ 19 K€) et aux produits des logements libres (+ 57 K€) ;
- des autres recettes (+ 17 K€).

La stabilité globale des produits locatifs est en fait constituée de plusieurs variations, notamment :
- l'évolution des indicateurs de gestion locative (cf. paragraphe 2.3.1) tels que l'indice IRL (+ 0,75 %, impact : + 39 K€), le taux de vacances (- 50 K€) ;
- la mise en service des nouvelles résidences ou la réévaluation de tarifs à la relocation (+ 101 K€) ;
- la mise en place (- 96 K€) du dispositif de Réduction de loyer de solidarité (RLS), qui consiste en une remise sur loyer obligatoire pour les locataires du parc social dont les revenus sont inférieurs à certains plafonds, accompagnée d'une baisse de l'APL versée à ces mêmes locataires.

Les rémunérations globales perçues en 2018 par la SEML s'élèvent à 1 640 K€ dont :
- 1 041 K€ au titre de la concession 2014-2020 (cf. paragraphe 2.2.1), en hausse de 30 K€,
- 218 K€ au titre du PIG (cf. paragraphe 2.2.2).
- 380 K€ au titre des autres opérations animées.

Les reprises sur provisions et transferts de charges hors concession passent de 2 613 K€ à 2 466 K€ au cours de l'exercice 2018, en diminution de 147 K€ (-5 ,6%). Cette évolution s'explique par :

- une diminution de 332 K€ des reprises sur amortissements et provisions dont - 110 K€ liés à la provision gros entretien, - 187 K€ liés aux créances douteuses et – 35 K€ de provision pour abondement et médailles du travail.

- une augmentation de 184 K€ des transferts de charges dont notamment + 11 K€ sont liés aux salaires et avantages au personnel, + 30 K€ concernent la variation de la rémunération des concessions, + 150 K€ d'indemnités d'assurance.

Un résultat d'exploitation en hausse significative et contrastée selon les activités

Répartition du résultat d'exploitation (K€) (hors concession)	2017	2018	Evolution 2018/2017 montant	Evolution 2018/2017 en %
Résultat d'exploitation (hors impact CICE)	495	764	269	54,2%
CICE	85	72	-13	-14,9%
Résultat d'exploitation (avec impact CICE)	**580**	**836**	**256**	**44,1%**
RE activité bailleur	**1 199**	**1 386**	**187**	**15,6%**
RE activité bailleur logement libre	633	1 034	401	63,3%
RE activité bailleur logement conventionné	215	73	-143	-66,3%
RE activité bailleur commercial & autres activités	350	279	-72	-20,4%
RE activité aménagement	**-688**	**-572**	**115**	**-16,8%**
RE structure (non ventilé)	**69**	**23**	**-46**	**-66,8%**

Source : répartition transmise par InCité

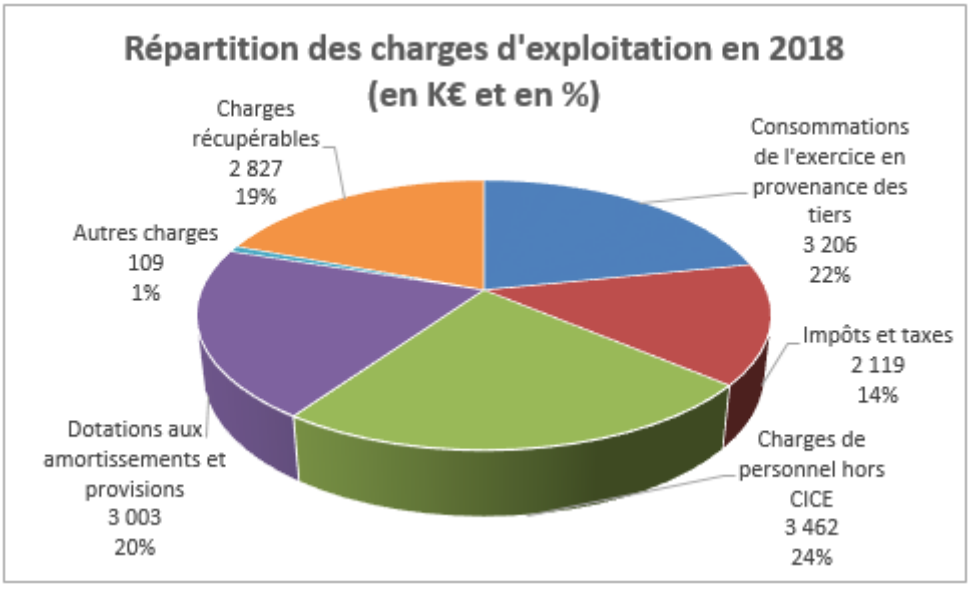
Pour information, il faut noter un écart de 72 K€ entre le résultat d'exploitation indiqué dans les comptes annuels d'InCité (836 K€) et celui mentionné dans le présent rapport (764 K€), du fait de la neutralisation de l'incidence du Crédit d'impôt pour la compétitivité et emploi (CICE), pour un montant de 72 K€, dans les charges de personnel.

En 2018, le résultat d'exploitation hors impact du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) s'élève à 764 K€, ce qui représente à périmètre constant une hausse de 54 % (+ 269 K€) par rapport à 2017. Après impact du CICE, comptabilisé par la SEML en diminution des charges de personnel, le résultat d'exploitation s'élève à 836 K€ en 2018, en hausse de 256 K€.

Cette amélioration (+ 256 K€) traduit en réalité une forte distorsion entre les différentes activités d'InCité. Au terme de la présentation analytique des comptes faites par la SEM et retraduite dans le tableau ci-dessus, le résultat d'exploitation global est constitué de l'activité bailleur positive pour les trois secteurs (activité libre, activité conventionnée et activité commerciale et divers), au contraire de l'activité aménagement déficitaire.

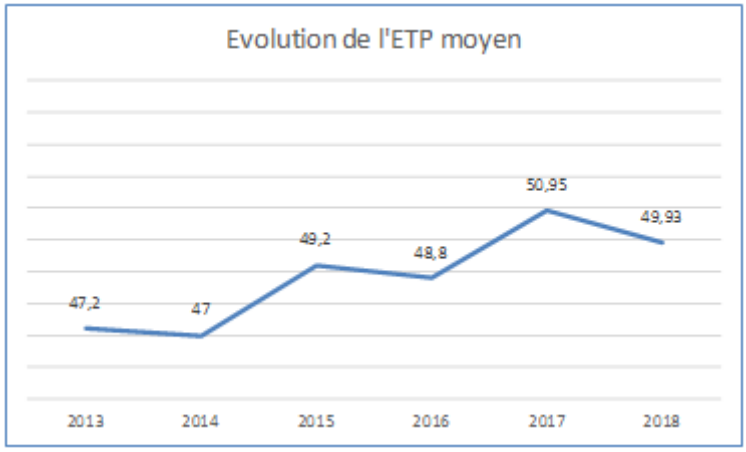
Globalement, les charges d'exploitation ont diminué plus rapidement (- 3,4 %, soit - 511 K€) que les produits d'exploitation (- 1,5 %, soit - 243 K€), d'où une appréciation du résultat d'exploitation de 269 K€ hors impact du CICE.

La variation des charges d'exploitation d'un montant de - 511 K€ résulte essentiellement des dotations aux amortissements et provisions (- 289 K€), des autres charges (- 196 K€), des charges de personnel hors CICE (- 49 K€), des impôts et taxes (- 46 K€), de la consommation de l'exercice en provenance des tiers (+ 55 K€).



Le premier poste des charges d'exploitation (24 %) est celui des charges de personnel (salaires et charges sociales) non récupérables et hors impact du CICE avec 3 462 K€. Courant 2018, elles ont diminué de 1,4 % (- 49 K€).

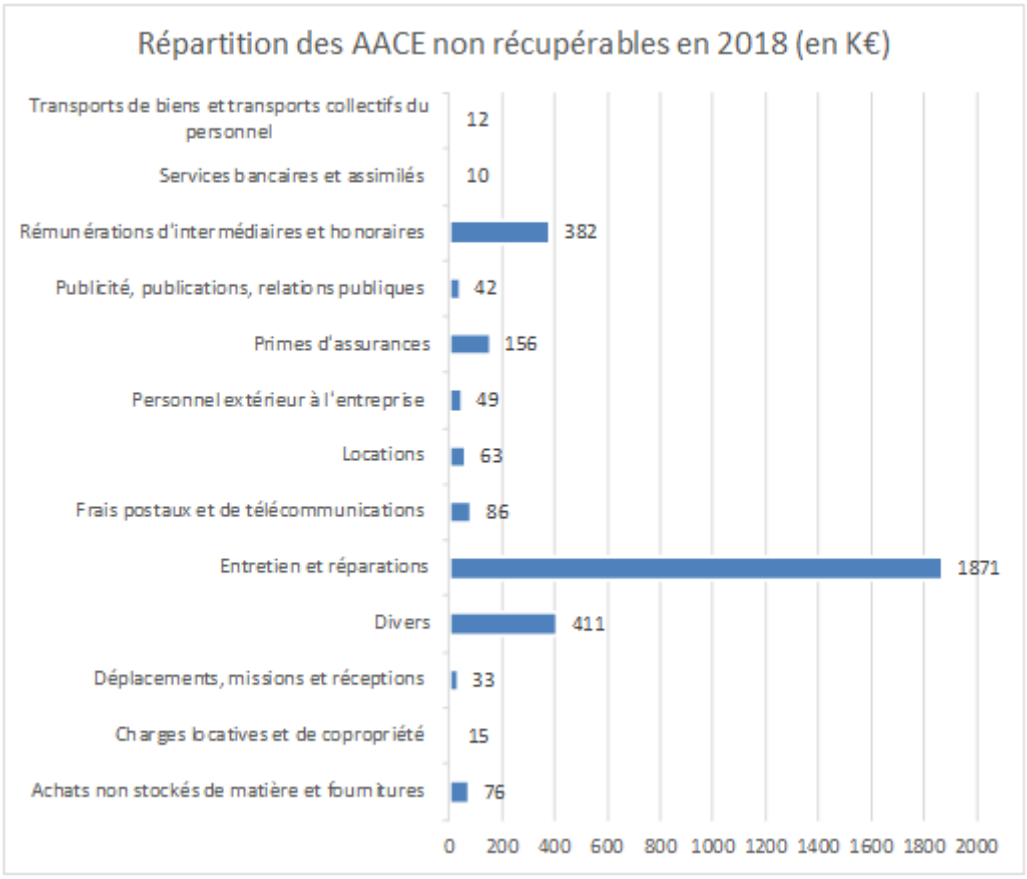
Cette évolution en 2018 est essentiellement le fruit du repli des rémunérations, indemnités, primes versées, indemnités de rupture et de fin de carrière (- 140 K€), d'une hausse de l'intéressement et de l'abondement (+ 38 K€) et d'une hausse des cotisations sociales (+ 65 K€).
La baisse des rémunérations se justifie notamment par la baisse de l'effectif moyen, exprimé en équivalent temps plein, soit - 1,02 ETP (- 2 %).
Les charges de personnel non récupérables et hors impact du CICE s'élèvent en moyenne à 69,3 K€ par ETP en 2018, contre 68,9 K€ en 2017 (+ 0,6 %).



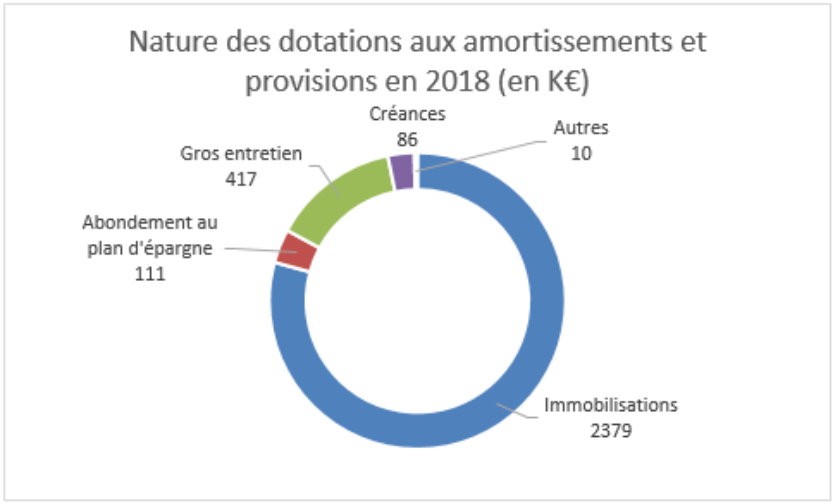
Le deuxième poste des charges d'exploitation (22 %) est celui des consommations de l'exercice en provenance des tiers ou autres achats et charges externes (AACE) avec 3 206 K€, en augmentation de 1,7 % soit + 55 K€.

Ce poste couvre principalement les charges des travaux de maintenance et d'entretien courant du patrimoine pour 1 871 K€ dont gros entretien pour 242 K€, des charges diverses (documentation, concours divers…) pour 411 K€, de rémunérations d'intermédiaires et honoraires pour 382 K€, des primes d'assurance pour 156 K€, des frais d'affranchissements et de télécommunications pour 86 K€ des achats non stockés de matière et fournitures pour 76 K€.

Le détail exhaustif est donné ci-après :



Le troisième poste des charges d'exploitation (20 %) est celui des dotations aux amortissements et provisions avec 3 003 K€ (contre 3 293 K€ en 2017). La baisse du montant de ce poste constatée en en 2018 par rapport à l'exercice 2017 (- 289 K€) résulte principalement de l'évolution du gros entretien (- 332 K€), des dépréciations de créances (- 16 K€) et des autres (+ 4 K€), de l'abondement au Plan d'épargne (+ 25 K€), des immobilisations (+ 30 K€).



Les impôts, taxes et versements assimilés représentent 14 % des charges d'exploitation avec 2 119 K€, en baisse de 2,1 % soit – 46 K€.

Ce poste relève à 85 % de la taxe foncière sur les propriétés bâties attachées aux parcs commerciaux, libres et aux résidences sociales ne bénéficiant plus d'exonération et à 13 % des impôts liés aux salaires.

Enfin, les autres charges diminuent significativement en 2018 (- 196 K€) pour atteindre 109 K€. Le repli de ce poste tient à la baisse des pertes sur créances irrécouvrables : 33 K€ contre 230 K€

en 2017. Pour mémoire, en 2017, les dettes de locataires ayant quitté leur local depuis plusieurs années et dont les montants ont été jugés irrécouvrables avaient été massivement classées en pertes.

Le déficit financier se résorbe

Le déficit financier s'inscrit à – 606 K€, contre – 665 K€ en 2017, soit un allègement de 59 K€.

Les charges financières, d'un montant de 662 K€ en 2018, décroissent de 28 K€, ce qui se décompose en :

- – 74 K€ d'intérêts sur dettes antérieures et de baisse des taux d'intérêt ;
- + 2 K€ de frais de gestion des emprunts ;
- + 27 K€ d'intérêts sur des nouveaux emprunts de 2017 ;
- + 17 K€ d'intérêts sur des nouveaux emprunts de 2018.

Concomitamment, les produits financiers s'étoffent de 31 K€ pour s'établir à 56 K€.

Le résultat exceptionnel diminue significativement

Le résultat exceptionnel dégagé en 2018 est de 299 K€, en baisse de 363 K€.

Les produits, évalués à 304 K€, émanent traditionnellement d'une fraction des subventions antérieurement perçues (243 K€), de plus-value de cessions (12 K€ versus 273 K€ en 2017) et dégrèvements de taxes foncières relatifs à des exercices antérieurs suite à des travaux d'économie d'énergie ou d'adaptation des logements aux handicaps (21 K€ versus 138 K€ en 2017). La plus-value de cession émane de la cession d'un espace de stationnement.

Enfin, l'impôt sur les sociétés (IS) y compris CICE s'alourdit de 50 K€. D'un montant de 82 K€ au total, il comprend :

- 154 K€ de charges d'impôt sur les sociétés, soit une augmentation de 37 K€ due à l'amélioration des activités soumises à l'IS (+ 64 K€) et à la baisse simultanée du taux d'IS (- 27 K€).
- 72 K€ de produits de CICE, en baisse de 13 K€.

Le résultat net diminue

En 2018, le résultat net diminue de 86 K€ (- 19 %) pour s'afficher à + 375 K€, contre 460 K€ en 2017. Le niveau du bénéfice réalisé (+ 375 K€) et son repli (- 86 K€) s'expliquent par l'évolution favorable du résultat d'exploitation (+ 269 K€), l'amélioration du résultat financier (+ 59 K€) et la dégradation du résultat exceptionnel (- 363 K€), l'augmentation de la charge d'impôt sur les sociétés nette de CICE (+ 50 K€).

3.2 Le bilan

Pour mémoire, conformément au rapport 2014, l'expert-comptable de la SEML a préconisé d'inscrire la CPA Bordeaux 2 comme une concession aux risques du concessionnaire, (la CPA Bordeaux 1 était aux risques du concédant). Selon la direction d'InCité, les motivations de l'expert-comptable, quant à la qualification de la CPA Bordeaux 2, tiennent à l'adjudication de la concession après mise en concurrence et à l'encadrement plus strict de la participation du concédant. Néanmoins, la lecture du traité de concession permet de constater que le risque n'est pas exclusivement attaché au concessionnaire (*la présente concession est menée pour le compte du concédant qui assume une part significative du risque financier* et *Le montant total de cette participation pourra être révisé par avenant au présent contrat*).

Le bilan consolidé par activité se présente comme suit :

Analyse du bilan en K€	2017			2018			2018/2017 montant	2018/2017 en %
	global	concession	hors concession	global	concession	hors concession	global	global
ACTIF	79 630	18 006	61 623	81 089	18 871	62 218	1 460	1,83%
Actif immobilisé	55 340	0	55 340	58 833	0	58 833	3 492	6,31%
Immo en cours	3 256	0	3 256	5 800	0	5 800	2 544	78,13%
Actif incorporel	77	0	77	96	0	96	19	24,75%
Actif corporel	51 938	0	51 938	52 642	0	52 642	704	1,36%
Actif financier	69	0	69	294	0	294	225	323,81%
Actif circulant	24 289	18 006	6 283	22 257	18 871	3 385	-2 032	-8,37%
Stocks et en cours	14 683	14 683	0	15 920	15 911	8	1 237	8,42%
Fournisseurs avances et acomptes	14	5	9	51	3	49	37	266,82%
Créances clients & cptes rattachés	888	21	867	905	16	889	17	1,95%
Créances diverses	2 914	2 739	175	2 997	2 908	89	83	2,86%
Trésorerie	5 529	558	4 970	2 124	33	2 091	-3 405	-61,59%
Charges constatées d'avance	262	0	262	259	0	259	-2	-0,84%
Charges à répartir	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
PASSIF	79 630	18 006	61 623	81 089	18 871	62 218	1 460	1,83%
Capitaux propres	18 887	0	18 887	19 019	0	19 019	132	0,70%
Fonds propres / passif	23,5%		30,6%	23,5%	0,0%	30,6%		
dont Capital	234	0	234	234	0	234	0	0,00%
dont résultat de l'exercice	460	0	460	375	0	375	-86	-18,59%
dont Subventions d'investissement	6 972	0	0	6 729	0	6 729	-243	-3,49%
Provisions pour risques et charges	2 614	0	2 614	2 637	0	2 637	23	0,89%
Provision RC / passif	1,3%		4,2%	3,3%	0,0%	4,2%		
dont provisions gros entretien	2 476	0	2 476	2 471	0	2 471	-5	-0,21%
dont provisions pour pensions	137	0	137	166	0	166	28	20,61%
dont provisions pour litges	0	0	0	0	0	0	0	#DIV/0!
Dettes financières	50 405	11 627	38 778	50 247	11 330	38 917	-158	-0,31%
Dettes financières / passif	64,0%		62,9%	62,0%	60,0%	62,5%		
dont dépôts de garantie	719	7	712	730	8	723	11	1,51%
dont intérêts courus non échus et intérêts compensateurs	363	120	243	334	100	234	-29	-7,97%
dont Concours bancaires	325	0	325	0	0	0	-325	-100,00%
Dettes d'exploitation	2 638	1 519	1 119	2 469	1 700	769	-169	-6,40%
Dettes d'exploitation / passif	4,1%		1,8%	3,0%	9,0%	1,2%		
dont dettes fournisseurs	840	96	743	885	89	796	45	5,38%
dont dettes fiscales et sociales	1 264	1 420	-155	1 058	1 610	-552	-207	-16,34%
dont dettes autres	534	4	531	527	2	525	-7	-1,39%
Dettes diverses	236	0	236	949	0	949	713	301,50%
Dettes diverses / passif	1,2%		0,4%	1,2%	0,0%	1,5%		
dont dettes immobilisations	236	0	236	236	0	236	0	0,00%
Produits constatés d'avance	0	0	0	0	0	0	0	
Compte de liaison	0	10	-10	0	73	-73	0	
Neutralisation résultat opération d'aménagement	4 850	4 850	0	5 768	5 768	0	919	18,95%

3.2.1 L'actif

Au 31 décembre 2018, l'actif du bilan s'élève au global à 81 089 K€. il est composé à 73 % d'actifs immobilisés et à 27 % d'actifs circulants. Hors concession, l'actif n'est plus que de de 62 218 K€, dont 95 % d'actifs immobilisés et 5 % d'actifs circulants.

L'actif immobilisé progresse

La part de l'actif immobilisé dans le global de l'actif poursuit sa progression pour atteindre 58 833 K€ dont 97 % sont affectés aux opérations locatives (56 850 K€) et 3 % à la direction administrative (1 982 K€).

L'actif immobilisé net, hors bons à moyen terme négociables (BMTN), s'accroît de 6,3 % par rapport à 2017, soit + 3 492 K€ (+ 3 354 K€ pour l'activité locative et + 138 K€ pour la direction administrative).

Les immobilisations corporelles en cours (hors avances et acomptes) s'élèvent à fin 2018 à 5 800 K€. Elles concernent l'îlot Counord (2ème tranche) pour 5 053 K€, les travaux de rénovation d'immeuble situé sur la place Fernand Lafargue pour 7 K€, ceux du 5 cours de l'Yser pour 77 K€ ainsi que les avances et acomptes pour 663 K€.

Les stocks relatifs à l'encours de la concession, en légère hausse

A fin 2018, les stocks et encours de la concession s'élèvent à 15 911 K€ contre 14 683 K€ à fin 2017. Il s'agit exclusivement des stocks relatifs à la concession 2014/2020. Concernant le terrain situé sur la commune de Mérignac, dont InCité est propriétaire depuis 1996, il convient de rappeler que ce terrain, enclavé, a été déclassé en 2007. C'est pourquoi, une provision pour dépréciation a été constituée en 2006 et est maintenue à fin 2018 pour un montant équivalent à la valeur du bien, soit 143 K€.

La trésorerie : une forte baisse influencée par le cycle d'investissement

Trésorerie hors concession	2017	2018	2018/2017
Trésorerie nette hors intérêts courus à payer	4 645	2 091	-2 555
Retraitements des concours bancaires courants en emprunts	325	2	-323
Retraitements de titres financiers en bons à moyen à terme	0	0	0
total trésorerie hors concession	**4 970**	**2 093**	**-2 877**
flux d'exploitation			2 863
flux d'investissement			-5 871
flux de financement			131
total flux hors concession			**-2 877**

La trésorerie nette hors opérations d'aménagement passe de 4 970 K€ fin 2017 à 2 093 K€ fin 2018. Ce repli significatif de 2 877 K€ masque en fait une hausse du flux d'exploitation (+ 2 863 K€) et du flux de financement (+ 131 K€) et une baisse du flux d'investissement (- 5 871 K€).

Les flux précités représentent les montants des variations entre 2017 et 2018 :

- des emprunts (flux de financement),
- de la valeur brute des immobilisations (flux d'investissement),
- du résultat net après neutralisation des résultats sans incidence sur la trésorerie (provisions, amortissement des immobilisations, et reprise de subventions virées au résultat) majoré du besoin en fonds de roulement (flux d'exploitation).

Le flux de trésorerie généré par l'investissement (- 5 871 K€) s'explique par le cycle de production des constructions neuves et des réhabilitations ; son déficit n'est compensé ni par le flux de financement (+ 131 K€) ni par le flux d'exploitation (+ 2 863 K€).

La trésorerie nette représente 2,7 mois de loyers quittancés, demeurant ainsi, malgré sa diminution supérieure au seuil d'alerte (2 mois). Après prise en compte de subventions à encaisser, la trésorerie à terminaison est de 2,7 M€, soit 3,5 mois de loyers quittancés.

3.2.2 Le passif

Le passif du bilan est composé de 27 % (ou 35 % hors concession) de fonds propres et assimilés (y compris provisions pour risques et charges) et de 73 % (ou 65 % hors concession) de dettes.

A fin 2018, la direction de la SEML évalue le poids des annuités d'emprunts affectés à l'activité locative rapporté au montant des loyers quittancés à 29,4 % contre 29,2 % en 2017. Ce ratio est en augmentation mais le niveau d'endettement est, d'après la SEML, *tout à fait soutenable pour continuer le développement et l'entretien de son patrimoine.* De fait, Bordeaux métropole constate que le ratio de la SEML demeure largement inférieur au dernier ratio moyen national connu (44,4 % en 2017).

Des capitaux propres qui poursuivent leur renforcement

Les fonds propres augmentent de 0,7 % (+ 132 K€). Cette tendance légèrement haussière est la conséquence de :

→ la baisse des subventions d'investissement au fil de leur amortissement (- 243 K€),
→ la variation du résultat net entre 2017 et 2018 (- 86 K€),
→ l'affectation du résultat net dégagé en 2017 aux réserves (+ 460 K€).

Des provisions pour risques et charges en très légère hausse

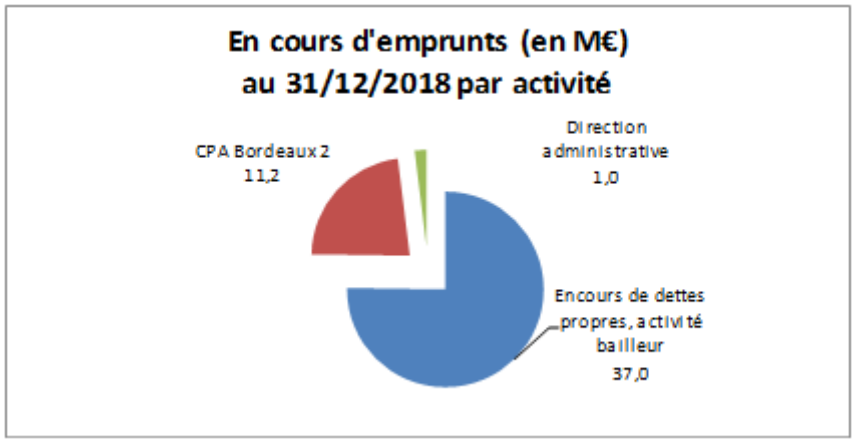
Les provisions pour risques et charges s'élèvent à fin 2018 à 2 637 K€. Elles couvrent la Provision pour gros entretien (PGE) (2 471 K€) et la provision pour abondement au plan d'épargne et aux médailles du travail (166 K€). Elles augmentent faiblement en 2018 (+ 23 K€) essentiellement en raison de la provision « sociale » (+28 K€). Pour mémoire, le calcul de la PGE avait été modifié en 2016 pour être en conformité avec les préconisations de l'Autorité des normes comptables *(Règlement ANC n°2015-04 du 4 juin 2015).* La provision ne se base plus sur un programme de travaux pluriannuel bâti par la société en fonction de ses besoins réels mais est fondée sur une estimation a priori des travaux fonction de la vétusté des éléments du bâti, identique à l'ensemble des résidences et donc de l'ensemble du patrimoine. Cette approche prudente conduit à un ratio de provision par logement, déterminé par la SEML, d'environ 1 290 € à fin 2018, là où la moyenne nationale constatée à fin 2017 était d'environ 785 € (source : dispositif d'autocontrôle de la Fédération des Entreprises publiques locales (EPL)).

Un endettement en très léger repli

Les dettes financières globales (y compris concession) s'élèvent à 50 247 K€ à fin 2018. Hors dépôts de garantie et intérêts courus, les emprunts à moyen et long terme s'élèvent à 49 183 K€ contre 49 323 K€ à fin 2017, en diminution de 140 K€ (- 0,3 %).

Dettes financières	CRD au 31/12/2017	Réalisations 2018	Remboursements 2018	CRD au 31/12/2018	variation nette
Logements conventionnés	26 810 K€	360 K€	1 114 K€	26 056 K€	-754 K€
Logements libres	2 176 K€	2 100 K€	1 048 K€	3 228 K€	1 051 K€
Activités commerciales	7 715 K€	0 K€	0 K€	7 715 K€	0 K€
Encours de dettes propres, activité bailleur	**36 701 K€**	**2 460 K€**	**2 162 K€**	**36 999 K€**	**298 K€**
CPA Bordeaux 2	11 500 K€	**1 720 K€**	2 000 K€	11 220 K€	-280 K€
Direction administrative	1 121 K€	**0 K€**	158 K€	963 K€	-158 K€
Total	**49 323 K€**	**4 180 K€**	**4 320 K€**	**49 183 K€**	**-140 K€**

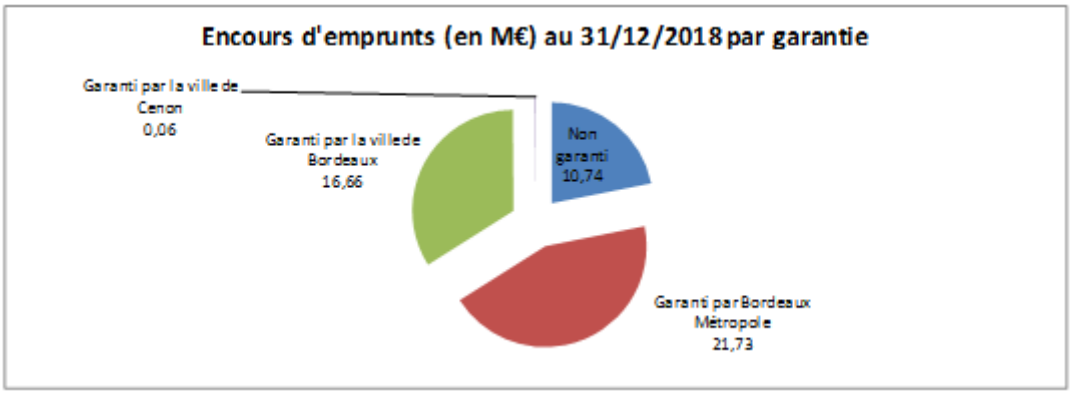
Comme le montre le graphique ci-après, les trois-quarts de l'endettement proviennent de l'activité de bailleur (36 999 K€), 23% étant imputables à la concession (11 220 K€).
Le solde (2%) est lié au fonctionnement de la SEML (963 K€).



Une partie significative de l'endettement est garantie par des collectivités locales (cf. graphique ci-après). Ainsi, les dettes destinées à financer du logement conventionné et des opérations d'aménagement en zone tendue sont garanties à 100 %. A fin 2018, le niveau d'endettement non garanti représente 21,8 % du capital restant dû, contre 15,6 % en 2017. L'endettement non garanti augmente de 3 039 K€ sous l'influence :

- du financement des activités de logement libre et des activités commerciales : 1 400 K€ ;
- de la mise en place, dans le cadre de la concession de Bordeaux, d'une ligne de trésorerie court terme (1 720 K€) pour le financement d'opérations en Vente d'immeubles à rénover (VIR), qui sera intégralement remboursée à l'échéance de la concession ;

NB : la VIR est une opération par laquelle le vendeur d'un bien immobilier à usage d'habitation et/ou à usage professionnel s'engage à effectuer des travaux dans un délai déterminé et perçoit des sommes de l'acquéreur avant leur réalisation. Les capitaux propres hors subventions d'investissement (12 290 K€) couvrent à 114 % l'endettement non garanti (10 736 K€).



Le fonds de roulement se contracte significativement

Le fonds de roulement (FR) représente une ressource durable que les actionnaires mettent à disposition de la structure à long terme ou que la structure dégage de son exploitation.

Le FR, hors concession atteint 1 508 K€ en 2018. Il est constitué du FR de :

- l'activité des opérations locatives (– 9 887 K€ dont 56 850 K€ d'immobilisations et 46 964 K€ de ressources émanant à 79 % d'emprunts,
- la direction administrative (+ 11 395 K€ dont 1 982 K€ d'immobilisations et 13 377 K€ de ressources émanant de capitaux propres pour 12 414 K€ et 964 K€ d'emprunts).

Le FR fléchit de 3 186 K€ en 2018. Cette baisse est affectable à l'activité des opérations locatives (- 3 290 K€). La direction de la SEML l'explique par le fait que les capitaux permanents (+ 306 K€) ont progressé beaucoup moins vite que les immobilisations (+ 3 492 K€) en raison de l'injection de fonds propres dans :

- les nouveaux programmes : 2ème tranche de l'îlot Counord, 6 cours de la Marne, 43 Cours Victor Hugo, 254 rue Sainte Catherine, 5 cours de l'Yser ;
- les réhabilitations : voiries et étanchéité de toitures au Grand-Parc, flocage coupe-feux sur le centre commercial de l'Europe ;
- la réalisation de travaux de maintenance immobilisés.

Le fonds de roulement à terminaison suit la même tendance sans être négatif

La prise en compte des dépenses à assumer sur les opérations engagées (+ 894 K€) et des recettes à recevoir (+ 200 K€) amenuise le FR. L'impact est de - 694 K€ (le solde net est une dépense) au global.

Ainsi, à terminaison des opérations (prise en compte des dépenses et des recettes en se plaçant comme si les opérations engagées étaient terminées), le FR passe de 1 412 K€ à 814 K€, soit se dégrade de 598 K€ par rapport à 2017.

	2017 initial	2017 corrigé (1)	2018	2018/2017
Fonds de roulement (FR) hors CPA (en K€)	4 695	4 695	1 508	-3 186
dont FR opérations locatives (2)	-6 597	-6 597	-9 887	-3 290
dont FR direction administrative	11 292	11 292	11 395	103
Dépenses à engager sur les opérations en construction ou nouvellement livrées	-5 263	-5 098	-894	4 199
Financements à recevoir	1 810	1 810	200	-1 610
FR à terminaison	1 242	1 412	814	-598
impact fonds de roulement à terminaison	-3 453	-3 283	-694	2 589
Provisions pour risques et charges	2 614	2 614	2 637	23
Dépôts de garantie	712	712	723	11
Potentiel financier	-2 084	-1 914	-2 546	-632

(1) la correction provient de la révision du prix de revient essentiellement de l'opération située au 43 Cours Victor Hugo réalisée après l'établissement du rapport de gestion 2017
(2) FR réparti par la SEM

Le potentiel financier, défini par le fonds de roulement à terminaison apuré des provisions pour risques et charges et des dépôts de garantie des locataires (ressources semi-permanentes), représente le montant disponible pour des investissements futurs. Celui de la SEML est négatif (- 2 546 K€) et en baisse de 632 K€.

3.3 Résumé de l'exercice 2018 et perspectives 2019

En résumé sur la situation financière d'InCité pour l'exercice 2018

Au terme de l'analyse des comptes à fin 2018, il ressort que la situation financière d'InCité présente quelques fragilités.

Le résultat d'exploitation avec impact du CICE s'améliore de 256 K€ et demeure excédentaire (+ 836 K€ contre + 580 K€ en 2017). Dans le détail, le résultat de l'activité bailleur s'améliore (+ 187 K€) et demeure excédentaire (+ 1 386 K€) constitué à près de 75 % par l'activité locative libre, 5% par l'activité conventionnée et 20 % par l'activité commerciale et diverse. Le résultat d'exploitation de la structure s'amenuise (- 46 K€) mais demeure positif (+ 23 K€). Enfin, le résultat d'exploitation des activités d'aménagement s'améliore en 2018 (+ 115 K€) mais demeure déficitaire (- 572 K€).

L'agrégation du résultat d'exploitation (+ 836 K€), du déficit financier (- 606 K€), du résultat exceptionnel (+ 299 K€) et de l'impôt sur les sociétés (charges de 154 K€) aboutit à un résultat net

de + 375 K€, en repli de 86 K€, soit - 19 % par rapport à 2017 en raison d'un résultat exceptionnel élevé et non récurrent en 2017 (662 K€).

La trésorerie nette hors opérations d'aménagement, fortement impactée par le flux d'investissement, diminue de plus de moitié pour se réduire à 2 093 K€.

Le fonds de roulement à terminaison fléchit à 814 K€ et le potentiel financier disponible pour les investissements futurs déjà négatif en 2017 se contracte un peu plus atteignant – 2 546 K€.

Des points forts :

- la gestion locative est satisfaisante ;
- le résultat d'exploitation s'améliore (+ 256 K€) et cette variation est contrastée (activité bailleur : + 187 K€, activité aménagement : - 115 K€ et structure : - 46 K€).
- le déficit financier s'allège (59 K€) ;
- les capitaux propres s'étoffent (+ 132 K€) ;
- l'endettement, nécessaire au développement patrimonial, est en léger repli (- 0,3 %) et maîtrisé (inférieur à la moyenne nationale).

Des points faibles :

- des dépenses de maintenance et de gros entretien significatives du fait de la structuration du patrimoine, de son ancienneté (près de 41 ans), de la rotation dans le parc et de l'évolution des règlementations ;
- le taux de vacances se détériore depuis 2011 et coûte 266 K€ en 2018, mais il demeure en deçà des moyennes nationales ;
- le taux d'impayés s'accroit (3,85 %), atteignant désormais la moyenne nationale ;
- le résultat net de l'exercice diminue (- 86 K€) exclusivement sous l'incidence de la baisse du résultat exceptionnel dont le niveau avait été élevé en 2017 (662 K€) ;
- la trésorerie nette demeure supérieure au seuil d'alerte mais a diminué de plus de moitié en 2018 ;
- le fonds de roulement brut, le fonds de roulement à terminaison et le potentiel financier se réduisent nettement (respectivement de – 3 186 K€, - 598 K€ et – 632 K€).

Les perspectives de l'exercice 2019 évaluées par la direction d'InCité

Le Conseil d'administration de la SEML du 14 décembre 2018 présente le budget de l'exercice 2019.

		CA 14/12/2018					
Compte de résultat hors concessions d'aménagement (en K€)	Réel 2018	Prévisionnel actualisé (PA) 2018 selon présentation budget	Budget 2019	Evol budget 2019/ PA 2018 en montant	Evol budget 2019/ PA 2018 en %	Evol budget 2019/ réel 2018 en montant	Evol budget 2019/ réel 2018 en %
Loyers et récupération charges locatives	9 453	9 411	9 863	452	5%	410	4%
Prestations de services	673	1 896	1 718	-178	-9%	1 045	155%
Production stockée et immobilisée	62	54	29	-25	-46%	-33	-53%
Subventions d'exploitation	0	243	262	19	8%	262	#DIV/0!
Reprises sur provisions et transf de charges	2 466	406	306	-100	-25%	-2 160	-88%
Autres produits	9					-9	-100%
Consommations de l'exercice en provenance des tiers	3 206	4 115	4 257	142	3%	1 051	33%
Impôts et taxes	2 119	1 769	1 804	35	2%	-315	-15%
Charges de personnel y compris CICE	3 390	2 402	2 442	40	2%	-948	-28%
Dotations aux amort et provisions	3 003	2 723	2 943	220	8%	-60	-2%
Autres charges	109	20	20	0	0%	-89	-82%
Produits financiers	56	15	15	0	0%	-41	-73%
Charges financières	662	642	603	-39	-6%	-59	-9%
Produits exceptionnels	304	71	309	238	335%	5	2%
Charges exceptionnelles	5					-5	-100%
Total Produits (hors refacturation)	**13 023**	**12 096**	**12 502**	406	3%	-521	-4%
Total Charges hors IS (hors refacturation)	**12 493**	**11 672**	**12 071**	399	3%	-422	-3%
Résultat net hors IS et avant intéressement	**529**	**424**	**431**	7	2%	-98	-19%

Le prévisionnel financier de l'exercice 2018 a été actualisé en même temps que la définition du budget 2019, préalablement au Conseil d'administration de décembre 2018. Par la suite, les chiffres définitifs 2018 ont été arrêtés. Dès lors, il devient pertinent de comparer le budget 2019 avec ces chiffres définitifs 2018.

Le résultat net avant impôt sur les sociétés et intéressement serait de 431 K€ en 2019, en baisse de 98 K€ par rapport au réalisé 2018.

Les produits locatifs augmentent de 410 K€ suite principalement à l'application d'une hausse de 1,25 % aux loyers des logements, à l'exploitation sur une année pleine des résidences mises en location en 2018 et à l'exploitation sur une année partielle des résidences mises en location en 2019.

Les consommations de l'exercice se renchérissent significativement en raison de la prévision de dépenses importantes de gros entretien et d'une hausse d'honoraires pour accompagner les évolutions stratégiques de la SEML.
L'effort de maintenance est maintenu en 2019 avec 1 495 K€, réparti à 1 472 K€ pour les logements et 22 K€ pour les surfaces commerciales.
Le projet de constitution d'un groupement avec les sociétés Aquitanis et CDC Habitat destiné à mutualiser le stationnement dans le quartier du Grand-Parc, aboutira en 2019
(cf. paragraphe 2.3.1).

La seconde tranche de l'îlot Counord, comprenant 34 logements, est livrée en février 2019
(cf. paragraphe 2.3.2).

L'étude stratégique, initiée en 2017, concernant un projet d'action de revitalisation commerciale s'intensifie en 2019 (cf. paragraphe 2.3.4).

Le plan stratégique de patrimoine 2018 à 2027

Le Conseil d'administration du 25/10/2018 a validé un plan à moyen terme (plan stratégique de patrimoine) en retenant la 3ème hypothèse présentée qui consiste en la construction de
20 logements par an avec cession de patrimoine (2 opérations : cession en bloc à un autre bailleur de la résidence Labarde à Bordeaux et cession de la chaufferie collective du Grand-Parc).
La direction de la SEML indique que seule cette hypothèse, intégrant l'impact de cessions de patrimoine tout en maintenant un programme pluriannuel de constructions nouvelles, permettrait de disposer d'un niveau de trésorerie (4 434 K€ à fin 2027) toujours supérieur au seuil d'alerte (1 500 K€). Le niveau du potentiel financier (33 K€ à fin 2027) serait toutefois inférieur au seuil d'alerte à compter de 2025. Elle juge *nécessaire d'envisager une gestion dynamique des fonds propres (cession d'actifs, prêt de haut de bilan, augmentation du capital…) pour rendre soutenable financièrement un programme de nouvelles constructions.*

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Allez, Madame TOUTON.

MME TOUTON

Merci. Oui, écoutez, je suis à disposition. Une information concernant BMA, comme chaque année. Tout est dans la délibération, et il en est de même pour InCité sachant que pour les deux sociétés d'économie mixte, nous sommes des actionnaires majoritaires chez BMA, minoritaires chez InCité.

M. le MAIRE

Merci. Des interventions ? Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, rappelez-vous qu'en avril dernier, durant la séance du Conseil municipal au cours de laquelle Madame TOUTON a annoncé sa démission de la présidence d'InCité, j'ai soulevé la question de la légalité des actions de préemption d'InCité. Madame TOUTON avait balayé mes arguments en affirmant que je ne comprenais rien. J'expliquais que, depuis la loi MAPTAM, c'est la Métropole qui a le droit de préemption, et que donc les votes de ce Conseil étaient illégaux. Depuis, il y a eu des événements nouveaux. InCité a perdu deux fois devant le Tribunal sur la question de la légalité du droit de préemption que les dirigeants de cette société pensaient à avoir. Et au creux de l'été, un arrêté de Bordeaux Métropole, le 19 août déléguait enfin le droit de préemption à InCité. Si InCité a reçu ce droit courant août, c'est qu'elle ne l'avait pas. Et si c'est la Métropole qui l'a délégué, c'est que Bordeaux ne l'avait pas non plus. Et pourtant ce Conseil a donné son accord pour des DUP qui ont donné lieu à des arrêtés préfectoraux ou d'expropriation. Le contrôle de légalité n'y a trouvé rien à redire.

Dans ce rapport des administrateurs d'InCité, cette question très importante n'est traitée nulle part de façon claire. Ce Conseil n'est pas informé par les administrateurs de cette incroyable erreur. Nous sommes dans la plus grande absence de transparence. Les élus ne sont pas tenus au courant. Or, depuis mars 2014, InCité agit de façon illégale. Des centaines de personnes ont été obligées de céder leurs biens à des prix très inférieurs à leur valeur. J'ai des preuves matérielles. C'est d'ailleurs de notoriété publique. C'est un énorme scandale. Ce scandale est aggravé par le bilan désastreux d'InCité que ce soit en matière de gestion de son parc d'appartements, ou que ce soit en matière d'amélioration du centre historique de Bordeaux.

À propos de la concession, je rappelle qu'il a été voté une augmentation de la subvention de 3 millions d'euros, et que la Métropole a consenti une avance de trésorerie de 7 millions d'euros. Ces sommes s'ajoutent aux 15 millions d'euros d'emprunts qui ont été faits dont seulement 5,5 millions ont été remboursés. Face à cette dette, on nous explique qu'il y a un patrimoine estimé à 9 millions d'euros. Sur cette estimation, il y a vraiment lieu de se poser des questions quand on voit les panneaux d'InCité sur des immeubles qui restent à l'abandon pendant des années sans travaux, sans entretien. On voit des pierres qui tombent des façades, des cheminées qui penchent dangereusement au-dessus des trottoirs, et on imagine dans quel état doivent être les toitures.

Madame TOUTON nous répète qu'il n'y a aucun risque pour la collectivité. J'en vois au moins deux. Il est évident qu'il y a un trou, un déséquilibre entre l'actif immobilier et les dettes. D'ailleurs, ce rapport parle de cette question du risque. C'est l'expert-comptable de la SAEM qui rappelle en page 484, je le cite : « Le risque n'est pas exclusivement attaché au concessionnaire. » Sa mise en garde me paraît claire. C'est le contribuable qui sera appelé à payer. L'autre risque, ce sont les demandes en indemnisation des personnes qui ont subi les actions illégales d'InCité depuis mars 2014. Le chiffrage devrait être effectué pour prévoir le budget. Il s'agit de quelques centaines de personnes pour quelques centaines de milliers d'euros chacune. Imaginez 300 personnes pour 200 000 euros, cela fait quand même 60 millions d'euros. Les Bordelais se verront-ils présenter la facture des années durant lesquelles Madame TOUTON affirmait tordre le bras des propriétaires bordelais ? Il semble difficile d'y échapper à moins que le paquet explosif ne soit repassé à la Métropole. L'accord signé en avril dernier avec la Métropole et voté par ce Conseil semble bien lui refiler cette patate chaude. L'article 1 indique de façon claire que la Métropole est substituée dans les droits et obligations de la Ville de Bordeaux au titre de la concession. Alors, la gestion de Jacques CHABAN-DELMAS avait été éclaboussée par le scandale des Girondins, celle d'Alain JUPPÉ le sera-t-elle par l'affaire d'InCité ,

M. le MAIRE

Bon, je connais le regard sévère que vous avez là-dessus. Madame JAMET, Madame TOUTON nous dira quelques mots après.

MME TOUTON

Je tiens à dire quand même que vos propos sont à la limite de la diffamation parce qu'en plus, ils sont nominatifs, Monsieur JAY. Ce n'est pas la première fois. Vous l'avez déjà écrit, y compris sur le journal du Conseil municipal. Je trouve que cela fait beaucoup. Alors, je pense que vous pouvez amener tous vos arguments à un juriste puisque vous avez beaucoup de choses manifestement à reprocher à la gestion que la Ville, la Métropole et InCité ont de cette concession, mais moi, je vais aussi regarder de mon côté ce que je vais faire.

M. le MAIRE

Oui, vous avez raison parce que là, les propos sont de la diffamation. On peut avoir un regard sévère sur l'action, mais vos propos sont diffamatoires, et donc, on va regarder effectivement dans quelle mesure… je vais demander à notre service juridique et à notre Avocat comment on peut saisir, nous aussi, le Procureur de la République.

Madame JAMET.

MME JAMET

Je verse mes contributions aussi au PV.

Contribution communiquée par Madame JAMET à la délibération 510 :

« Je voulais également saisir l'opportunité de cette délibération pour signifier que nous avons bien pris note du retrait de la demande d'expulsion partielle que BMA avait formulée auprès du tribunal de grande instance de Bordeaux, renonçant donc à exiger que Darwin libère plusieurs espaces de l'ex-caserne Niel, dont l'allée cavalière, épine dorsale de Darwin. Nous restons vigilants sur ce dossier, pour que ce geste d'apaisement que vous avez souhaité, Monsieur le Maire, ne soit pas qu'un simple répit.

Je vous remercie »

Contribution communiquée par Madame JAMET à la délibération 511 :

« Monsieur le Maire, mes cher.e.s collègues,

Je saisis l'opportunité de la présentation du rapport des administrateurs pour vous faire part de ma perplexité dans le dossier du centre commercial Europe pour lequel la ville va devoir dédommager Incité dont le bail emphytéotique sera dénoncé avant terme.

Une procédure de commande publique aurait été une meilleure solution, à mon sens, puisqu'elle aurait permis une parfaite sécurité juridique. Pourquoi passer par un autre montage contractuel beaucoup moins sûr d'autant plus, il me semble, qu'il ne garantira pas un contrôle de la ville sur le tarif des baux commerciaux, qui sont annoncés plafonnés à 80€ / m² dans Sud-Ouest. De même, une cession avec charge ne permet pas, je pense, de maitriser le nombre de logements produits. Or, le PLU permet de construire 400 logements supplémentaires dans ce quartier, mais il ne prenait pas en compte ce projet-là qui risque de doubler le nombre de logements produits et donc de dépasser ce qui était recommandé dans le projet urbain du Grand Parc.

Lors du Conseil municipal du 29 mars dernier, vous nous aviez affirmé, Mme Cazalet, « En tout état de cause, sur ce sujet, nous reviendrons très rapidement vers vous, dans la mesure où dès que la rédaction du cahier de charges sera terminée, ce marché sera lancé. Nous vous en informerons. Et comme vous l'avez dit tout à l'heure, Monsieur le Maire, nous aurons vraisemblablement un projet suffisamment construit pour vous le présenter d'ici à la fin de cette année, et démarrer des travaux dès que possible dans le courant de 2020. »

Dans un email du 21 octobre, nous vous demandions un certain nombre d'informations auquel nous avons eu qu'une réponse très tardive : la transmission de l'étude de marché complète, les conditions de l'appel à

projets, les offres reçues… Nous avons eu certaines de ces réponses grâce à l'article publié dans le journal Sud-Ouest.

Sauf erreur, nous n'avons pas été consultés sur la vente de ces 17 403m².

Autre interrogation : comment sur un territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage peut-on envisager de tout simplement raser un centre commercial pour repartir de 0 pour soi-disant régler des problèmes de sécurité ? Les déchets du BTP représentent 227,5 millions de tonnes par an.

Je vous remercie »

M. le MAIRE

Oui, Monsieur JAY ? À moins que vous retiriez vos paroles ?

M. JAY

En quoi mes propos sont-ils diffamatoires ?

M. le MAIRE

C'est des accusations graves quand même que vous portez.

M. JAY

Oui, bien sûr. Je dis que les actions étaient illégales. Voilà. C'est une affirmation. Je l'argumente. Voilà.

M. le MAIRE

Enfin, vous nommez Madame TOUTON. Vous parlez de scandale, vous parlez de détournement…

M. JAY

Oui, bien sûr, mais c'est Madame TOUTON qui prétendait tordre le bras des propriétaires. Je ne l'ai pas inventé. Je l'ai entendu.

M. le MAIRE

On verra cela devant un prétoire.

MME TOUTON

C'est une expression « tordre le bras des propriétaires ». Et je ne parlais pas de tous les propriétaires, Monsieur JAY. Vous le savez aussi bien que moi. Je parlais des marchands de sommeil. Et s'il fallait le redire, je le redirais.

M. le MAIRE

Merci. Allez, je passe aux voix. Qui est contre ?

MME MIGLIORE

C'est une information.

M. le MAIRE

C'est une information. Allez, dernier dossier qui passe en information.

MME MIGLIORE

519 : « Délégation permanente du Conseil Municipal à Monsieur Le Maire. Compte rendu de Monsieur le Maire des opérations de gestion locative. »

Dernière mise à jour : juin 2019

InCité

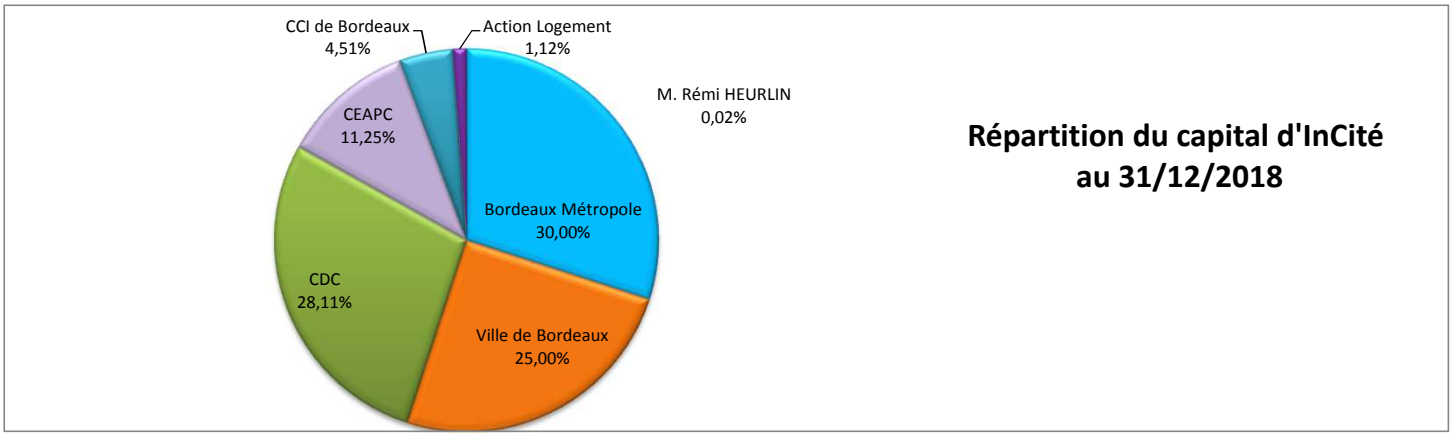
Identité

Dénomination sociale :	InCité
Forme juridique :	Société anonyme d'économie mixte locale (S.E.M.L.)
Date de constitution (immatriculation) :	le 5 août 1957
Durée :	99 ans
Objet social :	gestion et construction logements sociaux et de centres commerciaux et aménagement
Siège social :	101, cours Victor Hugo 33074 Bordeaux Cedex
Président du conseil d'administration :	Mme Elisabeth TOUTON
Directeur Général :	M. Benoît GANDIN (depuis le 15/07/2014)

Capital social et composition en € — En 2018

Valeur unitaire de l'action : 36 €

	montant	%	actions	sièges CA	représentants au CA et AG
Bordeaux Métropole	70 200	30,00%	1 950	4	Mme Maribel Bernard (vice-présidente) Mme Sylvie CASSOU-SCHOTTE, M. Arnaud DELLU, M. Pierre LOTHAIRE
Ville de Bordeaux	58 500	25,00%	1 625	3	Mme Elisabeth TOUTON (présidente jusqu'au 30/04/2019), Mme Anne-Marie CAZALET (présidente à partir du 30/04/2019), Mme Emilie KUZIEW
TOTAL COLLECTIVITES LOCALES ET EPCI	**128 700**	**55,00%**	**3 575**	**7**	
CDC	65 772	28,11%	1 827	1	M. Arnaud BEYSSEN
Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes	26 316	11,25%	731	1	M. Eric BENAYOUN
CCI de Bordeaux	10 548	4,51%	293	1	M. Vincent PICOT
Action Logement	2 628	1,12%	73		
M. Rémi HEURLIN	36	0,02%	1	1	M. Rémi HEURLIN
TOTAL PRIVES	**105 300**	**45,00%**	**2 925**	**4**	
TOTAL GENERAL	**234 000**	**100,00%**	**6 500**	**11**	



Capital restant dû au 31/12/2018 *(en milliers d'euros)*

Capital restant dû au 31/12/2017 des emprunts garantis par Bordeaux Métropole au profit d'InCité	**21 725**
en % du total des garanties d'emprunt accordées par Bordeaux Métropole aux organismes HLM	0,7%
Capital restant dû au 31/12/2017 des emprunts garantis par Ville de Bordeaux au profit d'InCité	**16 663**
en % du total des garanties d'emprunt accordées par Ville de Bordeaux	20,1%

* 22,3 M€ selon la Sem InCité et 22 M€ selon par Bordeaux Métropole.

Principaux indicateurs *(en milliers d'euros)*	2016	2017	2018
Fonds propres	18 534	18 887	19 019
Dettes financières	50 666	50 405	50 247
Actif immobilisé	54 369	55 340	58 833
Trésorerie hors concession	4 668	4 970	2 093
Chiffre d'affaires global	18 642	17 359	17 198
Chiffre d'affaires hors impact aménagement	12 603	12 999	12 952
Résultat d'exploitation	786	495	764
Résultat financier	- 759	- 665	- 606
Résultat exceptionnel	345	662	299
Résultat net	**336**	**460**	**375**
Charges de personnel	3 274	3 511	3 462
Effectif moyen en équivalent temps plein (ETP)	48,8	50,95	49,93

Commissaire aux comptes titulaire : le cabinet KPMG représenté par M. Franck COURNUT (fin de mandat 31/12/2020)

KPMG S.A.
Bordeaux Aquitaine
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : +33 (0)5 56 42 43 80
Site internet : www.kpmg.fr

SAEML INCITE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018
SAEML INCITE
101 cours Victor Hugo - 33000 Bordeaux
Ce rapport contient 43 pages

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €.
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

KPMG S.A.
Bordeaux Aquitaine
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33692 Mérignac cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 56 42 43 44
Télécopie : +33 (0)5 56 42 43 80
Site internet : www.kpmg.fr

SAEML INCITE

Siège social : 101 cours Victor Hugo - 33000 Bordeaux
Capital social : €. 234.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'assemblée générale de la société SAEML INCITE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAEML INCITE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG S.A.,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société anonyme d'expertise
comptable et de commissariat
aux comptes à directoire et
conseil de surveillance.
Inscrite au Tableau de l'Ordre
à Paris sous le n° 14-30080101
et à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles.

Siège social :
KPMG S.A.
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 5 497 100 €
Code APE 6920Z
775 726 417 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 77 775 726 417

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note 2.2 « Immobilisations corporelles » des règles et méthodes comptables de l'annexe expose notamment les règles de comptabilisation et d'évaluation des immobilisations corporelles, ainsi que leurs modalités d'amortissement.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné les modalités de l'inscription à l'actif des immobilisations corporelles ainsi que celles retenues pour leur amortissement et nous nous sommes assurés que la note 2.2 de l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 7 mai 2019

KPMG S.A.

Franck Cournut
Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	4 740	4 740		
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	466 087	396 335	69 752	27 993
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	93 350	84 313	9 037	24 595
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	17 249		17 249	24 396
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 582 234		3 582 234	3 072 234
Constructions	87 166 393	38 151 676	49 014 717	48 802 985
Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 007	13 007		184
Autres immobilisations corporelles	288 686	243 403	45 282	62 685
Immobilisations corporelles en cours	5 146 067		5 146 067	3 195 745
Avances et acomptes	653 840		653 840	60 191
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	293 833		293 833	68 835
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	650		650	650
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**97 726 135**	**38 893 474**	**58 832 661**	**55 340 492**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	142 774	142 774		
En-cours de production (biens et services)	15 919 786		15 919 786	14 683 050
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	**51 410**		**51 410**	**14 015**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	1 365 263	459 875	905 389	888 085
Autres créances	2 997 068		2 997 068	2 913 865
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement	299 515		299 515	99 964
Disponibilités	1 824 201		1 824 201	5 428 661
Charges constatées d'avance (3)	259 344		259 344	261 542
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**22 859 363**	**602 649**	**22 256 714**	**24 289 182**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**120 585 498**	**39 496 123**	**81 089 375**	**79 629 674**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				*650*
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	234 000	234 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	1 803	1 803
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	23 400	23 400
Réserves statutaires ou contractuelles	6 773 605	6 773 605
Réserves réglementées		
Autres réserves	4 882 103	4 421 659
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**374 839**	**460 444**
Subventions d'investissement	6 729 127	6 972 156
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**19 018 877**	**18 887 066**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 636 704	2 613 543
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 636 704**	**2 613 543**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	48 618 516	48 761 509
Emprunts et dettes financières diverses (3)	1 628 637	1 643 715
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	306 475	342 521
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	884 667	839 504
Dettes fiscales et sociales	1 057 616	1 264 148
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	949 085	236 383
Autres dettes	220 371	191 757
Produits constatés d'avance (1)	5 768 426	4 849 528
TOTAL DETTES	**59 433 793**	**58 129 065**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**81 089 375**	**79 629 674**
(1) Dont à plus d'un an (a)	41 430 291	44 587 127
(1) Dont à moins d'un an (a)	17 697 028	13 199 417
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		325 425
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	4 245 791		4 245 791	4 360 556
Production vendue (services)	12 952 350		12 952 350	12 998 508
Chiffre d'affaires net	**17 198 141**		**17 198 141**	**17 359 063**
Production stockée			1 228 361	-770 469
Production immobilisée			62 166	71 152
Subventions d'exploitation				4 912
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			2 480 526	2 630 901
Autres produits			9 110	44 272
Total produits d'exploitation (I)			**20 978 304**	**19 339 832**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			10 716 709	8 745 190
Impôts, taxes et versements assimilés			2 488 399	2 529 069
Salaires et traitements			2 513 046	2 641 324
Charges sociales			1 297 105	1 229 348
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 378 707	2 348 796
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			98 024	117 807
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			538 429	841 638
Autres charges			111 713	306 414
Total charges d'exploitation (II)			**20 142 132**	**18 759 585**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**836 172**	**580 246**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)			3 744	700
Autres intérêts et produits assimilés (3)			9 781	8 798
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges			42 313	15 463
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			**55 838**	**24 960**
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)			661 964	689 723
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)			**661 964**	**689 723**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-606 126**	**-664 763**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**230 046**	**-84 517**

1766

Compte de résultat (suite)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	49 070	158 081
Sur opérations en capital	255 028	515 527
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	**304 098**	**673 608**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	4 709	7 094
Sur opérations en capital		4 068
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		22
Total charges exceptionnelles (VIII)	**4 709**	**11 184**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**299 390**	**662 425**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	154 596	117 464
Total des produits (I+III+V+VII)	**21 338 240**	**20 038 401**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**20 963 401**	**19 577 956**
BENEFICE OU PERTE	**374 839**	**460 444**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Annexe

Régles et méthodes comptables

ANNEXE

=-=-=-=-=

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2018, dont le total est de 81 089 375 €uros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat bénéficiaire de 374 839 €uros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

=-=-=-=-=

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE, PRINCIPES, REGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Faits caractéristiques de l'exercice

1.1 PATRIMOINE ET CONSTRUCTION

- **Politique Patrimoniale**

Poursuite du chantier de la 2ème phase de la résidence Ilot COUNORD en vue de la livraison de 34 logements en février 2019 et des commerces.

Livraison fin juin 2018 des 5 logements de l'immeuble 43 cours Victor Hugo entièrement rénovés. L'activité de la banque située au rez-de-chaussée a été maintenue durant toute la période des travaux.

Livraison fin 2018 de l'immeuble de bureaux rénové au 6 cours de la Marne pour permettre l'accueil de la Mairie de quartier Bordeaux Sud sur trois niveaux et mise en location des deux plateaux supplémentaires.

InCité Patrimoine s'est rendu acquéreur d'un immeuble au 254 rue Saint Catherine afin de garantir l'orientation social qui a prévalu dans le projet d'origine (immeuble conventionné ANAH) et assurer une commercialité du local au rez-de-chaussée initialement vacant.

A la résidence le SULLY, les études engagées en 2017 ont permis la mise en sécurité des accès aux immeubles. En parallèle tous les logements ont été équipés d'interphones.
En 2019, les travaux se poursuivront :

- en parties communes avec la réfection des halls et des cages d'escaliers,
- dans les appartements avec le remplacement des portes palières des logements et des interventions sur les installations électriques
- le remplacement des motoréducteurs des ascenseurs

Au GRAND PARC tous les chauffes bains des résidences EPICEA et ULMACEA ont été changés, l'étanchéité de la terrasse du bâtiment CATALPA remplacée, d'importants travaux entrepris sur les parkings dans le secteur du Grand Parc 329.

Au Centre Commercial EUROPE et dans les locaux recevant du public au GRAND PARC, les interventions au titre de l'agenda d'accessibilité programmée ont été réalisées.

En octobre 2018 Incité a fait l'objet d'une inspection triennale de la commission de sécurité pour les deux tours. InCité a présenté le schéma directeur, les mesures déjà engagée et la poursuite sur les années à venir d'un programme de travaux conséquent. La commission a émis un avis favorable sur l'exploitation et sur la mise en œuvre du schéma directeur.

- **Evénements exceptionnels**

Trois sinistres ont lourdement impacté l'activité d'InCité et le quotidien des résidents et commerçants :

1. Le LIMANCET : un dégât des eaux majeur suite à un évènement climatique exceptionnel en mai 2018 a nécessité le relogement en urgence des 34 ménages durant près de deux semaines et le relogement temporaire de 12 ménages encore relogés à ce jour. Les expertises se sont poursuivies au 1er trimestre 2019.

Régles et méthodes comptables

2. Centre Commercial EUROPE, en juillet 2018, un incendie d'origine criminelle a dévasté 4 commerces et endommagé 3 autres. L'expertise a eu lieu en 2018 les travaux de reconstruction débuteront en septembre 2019.
3. Un incendie dans un appartement au bâtiment V4 a affecté 10 appartements dont un a dû être évacué et deux ont été partiellement endommagés.

Performances de gestion

En 2018 InCité a déployé la solution NOVAMAP pour les gardiens. Ils disposent dorénavant d'une tablette pour les états des lieux et le développement de cet outil se poursuivra en 2019.

Juin 2018 InCité a engagé un accord cadre à bon de commande pour les travaux d'entretien courant, les travaux à la relocation et travaux d'accès difficile pour les parties privatives en site occupé, à la relocation et en partie commune.

Environnement Législatif

La loi du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) est entrée en application pour une grande majorité de ses articles qui couvrent les thématiques de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat et du logement. L'article 81 de la loi qui explicite le regroupement et la fusion d'organismes HLM et/ou de sociétés d'économie mixte (Sem) sera complété par trois décrets en Conseil d'Etat. Ceux-ci seront publiés pour être applicables au 2e trimestre 2019. Il constitue un axe structurant de la loi. De nombreuses discussions ont eu lieu dans le cadre des travaux préparatoires. La fédération des EPL a été très active auprès du ministère pour assouplir certaines dispositions et notamment sur les obligations de regroupement pour les EPL dont l'activité principale n'est pas constituée par la gestion et production de logements locatifs sociaux ;

Art. L. 481-1-2.-I.-Une société d'économie mixte agréée en application de l'article L. 481-1 qui gère moins de 12 000 logements sociaux appartient à un groupe d'organismes de logement social au sens de l'article L. 423-1-1.
« Cette obligation ne s'applique pas :
« 1° Aux sociétés d'économie mixte dont l'activité relevant de leur agrément en application de l'article L. 481-1 ne constitue pas l'activité principale et qui n'ont pas construit ou acquis plus de 600 logements locatifs sociaux au cours des six dernières années ».
Par conséquent Incité n'a plus l'obligation, dans le cadre législatif actuel, ni de céder son patrimoine ni de s'associer dans un groupement, quel qu'en soit la forme.

1.2 OPERATIONS D'AMENAGEMENT

Les opérations en cours

Requalification du centre historique de Bordeaux

InCité a poursuivi les missions qui lui ont été confiées par Ville de Bordeaux dans le cadre du traité de Concession signé le 22 mai 2014.

L'activité de conseil a permis d'accompagner et encadrer les projets d'aménagement/ transformation de 260 logements répartis dans 153 immeubles.
Au 31/12/2018 les travaux de restauration immobilière ont permis de traiter 70% des immeubles en obligation de travaux sur le secteur Faures Gensan/Fusterie.
Une nouvelle DUP ORI a été sollicitée et obtenue le 18/12/2018 pour 10 immeubles (90 logements à l'état des lieux).

Régles et méthodes comptables

L'activité de production/recyclage immobilier s'est déroulée dans un contexte toujours aussi tendu dans le périmètre du centre historique.
8 immeubles et 2 lots ont été acquis dans l'année, pour un montant total de 3 289 400 €. Ils permettront la production de 29 logements dont 19 en locatif privé et 10 en logement social public, ainsi que celle de 5 locaux tertiaires.
2 d'entre eux sont destinés à la démolition dans le cadre de curetages de cœurs de parcelles faisant l'objet d'une DUP de restauration immobilière.

Elle a poursuivi le recyclage d'immeubles les ventes en recyclage ont représenté un montant hors taxes de 2 209 591 €, correspondant à la production suivante de 17 logements, 12 destinés à du locatif privé et 5 destinés du logement social public, 1 immeuble dédié à une activité économique (Remue Ménages).

Le travail de programmation et de mise au point des cahiers des charges de cession a été poursuivi sur l'année afin d'accélérer le rythme de recyclage : 16 immeubles, qui permettront notamment la production de 43 logements et 7 locaux d'activité.
Des programmes d'équipements publics ou voués à l'accueil d'activités d'intérêt général ont également été mis en étude : 2 bicycletteries et 1 pôle dédié à l'accueil d'activités culturelles.

Programme d'intérêt général sur le territoire de Bordeaux Métropole

L'activité opérationnelle s'est poursuivie de manière intense sur l'année 2018 ; les résultats sont restés excellents en ce qui concerne les propriétaires occupants, mais toujours insuffisants au regard des objectifs pour les propriétaires bailleurs.
106 dossiers de propriétaires occupants ont pu être financés dans l'année, dont 65 % pour des travaux d'amélioration énergétique, 34 % pour des travaux d'adaptation au vieillissement et/ou au handicap, et 19% pour des travaux de réhabilitation. 73 % d'entre eux relèvent des plafonds de ressources « très modestes ».
Au 31/12/2018, ce sont 768 propriétaires occupants qui ont pu être financés sur les 5 ans d'activité, soit 1.5 x les objectifs.
19 logements locatifs ont été conventionnés en 2018, portant à 101 le nombre de logements conventionnés depuis le début du dispositif, soit 20 % des objectifs.
Le PIG arrivait à son échéance le 3 décembre 2018, mais il a été prorogé de 6 mois, ainsi que le marché d'animation.

OPAH Renouvellement urbain et copropriétés dégradées de Bordeaux 2017/2022

L'équipe a engagé la deuxième année d'animation avec un effort particulier sur la prospection auprès de propriétaires occupants : publipostage, participation à des réunions de quartier...
Un travail d'accompagnement renforcé s'est engagé dans le cadre du volet spécifique et expérimental sur les copropriétés dégradées : 3 nouveaux diagnostics, et l'amorce d'une programmation de travaux sur 3 immeubles concernés.
En 2018, l'activité de l'OPAH aura concerné 89 logements au total :

Propriétaires Occupants	Locatif libre	Loyer intermédiaire	Loyer social	Loyer très social
16	47	0	19	7

OPAH Renouvellement urbain et restauration immobilière de Lormont

L'OPAH s'est terminée en juin 2018, mais la collectivité a souhaité prolonger le dispositif d'animation jusqu'à la fin de l'année 2018, afin de permettre un accompagnement renforcé des dossiers, y compris dans le cadre d'un financement par le PIG.

Au terme des 5 années ½ d'animation ce sont 115 logements qui auront bénéficié d'aides à la réhabilitation : 94 occupés par leur propriétaire et 21 logements locatifs.
2/3 des immeubles objets d'une DUP ORI (travaux obligatoires) auront fait l'objet d'une réhabilitation.

Régles et méthodes comptables

Les études

Cœur de Bastide à Libourne

L'étude de revitalisation urbaine a été clôturée au début de l'été 2018.
Elle a permis de produire des propositions de cadre et de programme opérationnel d'une opération d'aménagement et de répondre aux attendus du programme « Cœur de ville ». La CALI et la Ville de Libourne travaillent sur ces bases à la définition d'une concession d'aménagement et d'un dispositif d'OPAH RU ORI.

Revitalisation du centre bourg à Castillon la bataille

La mission démarrée en février 2017, s'est poursuivie jusqu'en novembre 2018. Après avoir proposé un plan d'action opérationnel début 2018, l'équipe a travaillé à en définir les données programmatiques et budgétaires et a accompagné la Ville dans les négociations partenariales.
La mission a également permis d'accompagner la collectivité dans la définition des outils et des moyens nécessaires à la réalisation du projet de revitalisation.

Grand Saint Sernin à Toulouse

InCité a contribué à l'étude stratégique sur le secteur « Grand Saint Sernin » à Toulouse.
Elle a participé à la phase d'études de diagnostic en appui « expert » aux équipes, animé 2 séminaires élus/services portant sur outils et méthodes en matière de revitalisation.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et règlementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général et ses règlements modificatifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 s'appliquent de droit aux Sociétés d'Économie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983.

Les états financiers ci-joints sont établis conformément à la réglementation française en vigueur, résultant des arrêtés de l'ANC. Plus particulièrement,

- pour les conventions publiques d'aménagement et concessions d'aménagement, le règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été appliqué. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guides comptables professionnels des SEML activités immobilières et des SEM d'aménagement) a également été respecté.

- pour l'activité bailleur, le règlement ANC 2015-04 relatif aux comptes annuels des organismes de logement social dont les principales dispositions, s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015 en ce qui concerne la présentation distincte ente les opérations agréées et non agréées.

Régles et méthodes comptables

LES PRINCIPALES MÉTHODES UTILISÉES SONT LES SUIVANTES

2.1. Immobilisations incorporelles :

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Ils sont amortis en linéaire sur 3 ans ou 5 ans suivant leur nature.

Les études sont amorties en linéaire sur 6 ans.

2.2. Immobilisations corporelles :

2.2.1. Immobilisations de droit commun

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires,) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée d'utilisation prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants : (L : Linéaire ; D : Dégressif ; E : Exceptionnel).

Immobilisations corporelles	Amortissement pour dépréciation
Installations techniques, matériel et outillage	20 % L
Installations générales, agencements, aménagements	20 % L
Matériel de transport	20 % L
Matériel de bureau et informatique	33.33 % L
Mobilier	12.5% L

Régles et méthodes comptables

2.2.2. immeubles sur sol propre

2.2.2.1. *Activité de gestion locative de logements : Règles de décomposition et d'amortissement des immobilisations corporelles*

InCité a procédé à l'application, le 1er janvier 2005, de la nouvelle réglementation relative aux actifs.

La décomposition et les durées d'amortissement retenues (mode linéaire) ont été les suivantes :

Composant	Durée d'amortissement
COMPOSANTS DE BASE	
Structure	50 ans
Menuiseries extérieures	25 ans
Chauffage collectif	25 ans
Chauffage individuel	15 ans
Etanchéité (Terrasse)	15 ans
Ravalement avec amélioration	15 ans
COMPOSANTS AJOUTES	
Aménagements intérieurs divers	
Intérieurs divers	15 ans
Portes intérieures palières blindées	30 ans
Ventilation	20 ans
Colonnes montantes	25 ans
Dépenses logements Handicapés	15 ans
Electricité	20 ans
Interphonie	10 ans
Plomberie-Sanitaire	20 ans
Ascenseurs	15 ans
VRD	30 ans
Clôtures ; portails	25 ans

2.2.2.2. *Activité de gestion locative de bureaux et commerces : Règles de décomposition et d'amortissement des immobilisations corporelles*

Depuis 2015, les bureaux ou locaux commerciaux faisant l'objet d'une opération spécifique ou en pied d'immeuble font l'objet d'une décomposition selon les mêmes postes et durée d'amortissement que les composants des activités locatives.

Pour les locaux acquis avant le 01/01/2015, la durée d'amortissement est de 25 ans.

Régles et méthodes comptables

2.2.3. immeubles sur sol d'autrui

Les immeubles sur sol d'autrui sont décomposés de la même manière que les immeubles détenus sur sol propre. Les durées d'amortissement des composants les plus longues sont revues et ajustées en fonction de la durée des droits d'occupation des sols prévue au contrat.

2.2.3.1. Règles d'évaluation des immobilisations corporelles

CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières supportées par la société pendant la phase de construction des immobilisations sont incorporées au coût de production des immeubles. L'incorporation cesse à la date d'achèvement des travaux.

PRODUCTION IMMOBILISÉE

A compter de l'exercice 2016, dans le cadre des opérations patrimoniales réalisées en propre par la société, les temps passés directement imputables ont été intégrés au prix de revient de l'investissement.

2.3. Immobilisations financières

2.3.1. Titres de participation

Les titres de participations sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

En fin d'exercice, ils sont évalués à leur valeur d'utilité. Une provision pour dépréciation est constatée pour matérialiser la différence entre le coût d'acquisition et la valeur d'utilité.

Au 31 décembre 2018, les titres détenus par InCité correspondent à des parts sociales détenues auprès d'établissements bancaires.

2.3.2. Autres immobilisations financières

Cette rubrique est constituée des dépôts de garantie versés par la société dans le cadre de la gestion courante de la société.

Régles et méthodes comptables

2.4. Valeurs d'exploitation

2.4.1. Concessions d'aménagement

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable général. Le règlement 99-05 du CRC édicte des règles dérogatoires pour les encours de conventions publiques d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique encours de concessions d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice, de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante,

Au dénominateur : le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante.

La comptabilité traduit les concessions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a) stocks : pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés,

b) comptes de régularisation actif ou passif : pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concédant,

c) compte de provisions pour risques et charges :

1) pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice,
2) pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire,
3) pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée, inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

Le tableau présenté en page 30 reprend l'ensemble des informations relatives aux encours des concessions d'aménagement.

Il convient de noter que l'application du règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été réalisée sur la base du bilan prévisionnel annexé à la concession (Concession Centre historique Bordeaux 2)

Les charges de l'année 2018 de l'opération spécifique d'aménagement, sont toutes enregistrées sous le radical "605-5" de façon à les isoler des autres charges de l'exploitation d'InCité.

Elles s'élèvent à 5 474 152 € et ont donc été enregistrées au débit de ces comptes par le crédit du compte 713880 "variation d'encours" afin d'assurer la neutralité au niveau du résultat d'InCité.

Les recettes 2018 de l'opération d'aménagement sont également comptabilisées dans des comptes spécifiques dont le radical est "705". Elles s'élèvent à 4 245 791 €.

Régles et méthodes comptables

2.4.2. Stocks d'en-cours de production

Le montant figurant au bilan sous la rubrique en-cours de production correspond aux coûts engagés pour la réalisation des opérations en propre (coûts internes et frais financiers compris).

2.4.3. Tableau de variation des stocks et contrôle de la production stockée

Du fait des schémas comptables retenus, le montant de la production stockée de l'exercice, figurant au compte de résultat est égal à la différence des variations suivantes :

- variation des comptes des opérations d'aménagement et d'exploitation,
- variation des comptes des opérations patrimoniales

Le tableau présenté page 31 reprend l'ensemble des informations relatives à la variation de stock et au contrôle de la production stockée.

2.5. Créances

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Conformément à l'article 423-1-5 du Code de construction et de l'Habitat (CCH) et au règlement ANC 2015-04, elles font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Des provisions pour créances douteuses à hauteur de 100% du montant de la créance ont été systématiquement pratiquées pour les locataires sortis ou présentant une créance supérieure à 12 mois d'encours de loyers.

- Pour les locataires présents, en fonction de l'encours de loyers, des taux de dépréciation, issus des statistiques d'irrécouvrabilité menée par InCité sur ses propres données, ont été appliqués conformément au règlement comptable susvisé.

  Les taux de dépréciation retenus au titre de l'exercice, compte tenu des principes et méthodes décrits ci-dessus sont les suivantes :

0 et 3mois	3 et 6 mois	6 et 12 mois
7,83%	15,42%	45,81%

Régles et méthodes comptables

2.6. Valeurs mobilières de placement et disponibilités

2.6.1. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières d'un montant global de 299 515€ sont composées de

- FCP pour 99 964€
- OPCVM pour 199 552€

2.6.2. Disponibilités

Dans les disponibilités dont le montant total s'élève à 1 824 201€ figurent au 31/12/2018 des fonds déposés sur des livrets "B" pour un montant de 1 356 934 € répartis de la façon suivante :

Livret "B" InCité Caisse d'Epargne		651 331 €
Livret "B" Incité Crédit Municipal		705 603 €
	Total	1 356 934 €

2.7. Subventions d'investissement

Les subventions d'équipement sont comptabilisées dès la signature de l'accord (arrêté de subvention), sauf s'il existe des conditions suspensives. Dans ce cas ; la subvention est enregistrée à la levée de ces conditions suspensives.

Les subventions d'investissement sont amorties et reprises au même rythme que le composant structure, ou au rythme de chacun des composants lorsque ces subventions peuvent directement y être rattachées.

Régles et méthodes comptables

2.8. Provisions pour risques et charges

2.8.1. Provisions pour risques

Les provisions pour litiges, risques et charges sont comptabilisées conformément au règlement CRC 2000-06 sur les passifs. Elles sont évaluées en tenant compte du risque maximal pesant sur l'entreprise, en intégrant les éléments connus jusqu'à la date d'arrêté des comptes et en appliquant le principe de prudence.

2.8.2. Provisions pour gros entretien

Les dépenses justifiant des conditions relevant des gros entretiens font l'objet d'une provision. Notamment ces dépenses sont identifiées dans un plan pluriannuel d'entretien défini à 10 ans et déterminé en concertation avec le service technique.

Ce plan pluriannuel comporte trois éléments :

- l'identification de l'immobilisation objet des travaux d'entretien;
- le positionnement dans le temps des travaux d'entretien ;
- l'estimation de leur montant

La provision est constatée à compter de l'exercice au titre duquel les dépenses sont programmées et inscrites dans le programme pluriannuel.

Les dotations de l'exercice correspondent aux dotations échelonnées sur la périodicité des programmes d'entretien ainsi que, le cas échéant, lors de l'inscription dans le programme pluriannuel, aux rattrapages liés à l'usage passé.

Les reprises portent à la fois sur les dépenses réalisées et sur les modifications de programmation des dépenses.

Les dépenses de mises en sécurité des locataires, qui ne sont pas récurrentes, mais programmables de façon pluriannuelle, font l'objet d'une provision distincte.

2.9. Provision pour abondement

Consécutivement à l'accord d'intéressement du 6 juin 2017,

La provision pour abondement au plan d'épargne d'entreprise s'élève à	101 427 €
la provision de la taxe sur les salaires sur l'abondement à	9 534 €
	110 961 €

2.10. Provision pour médailles du travail

Dans le cadre des règles sur le passif, il est depuis 2004 obligatoire d'enregistrer une provision pour "médaille du travail" correspondant aux versements probables liés aux salariés présents dans l'entreprise.

Au 31/12/2018, elle s'élève à 54 566 €.

Régles et méthodes comptables

2.11. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

2.12. Indemnités de fin de carrière

Conformément au choix laissé par le Code de Commerce le montant des engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite des salariés ne fait pas l'objet d'une provision.

Le montant total des droits acquis réactualisés (charges sociales comprises) s'élève à 438 767€ au 31/12/18. Ces droits ont été transférés auprès d'un organisme externe pour 99 799 €.

La méthode de calcul utilisée par l'organisme est la méthode dite prospective avec des départs de mise en retraite à 62 ans.

L'évaluation a été calculée selon les modalités prévues par l'accord d'entreprise.
Pour le calcul de cet engagement, il a été appliqué différents coefficients de probabilité à savoir :

- ✓ Coefficient de probabilité d'atteinte d'âge de la retraite,
- ✓ Coefficient de probabilité de maintien dans l'entreprise jusqu'à l'âge de la retraite,
- ✓ Coefficient d'augmentation des salaires,
- ✓ Coefficient d'actualisation des indemnités de départ à la retraite.

2.13. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

Le CICE a été calculé sur l'ensemble des rémunérations versées aux salariés intervenant sur les activités soumises à l'IS de la SEM au cours de l'année 2018 qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC multiplié par un taux de 6%.

Il a été constaté pour un montant de 72 243€ en moins des charges de personnel, au crédit du compte « 649 – charges de personnel – CICE », conformément à la recommandation de l'ANC.

Le produit du CICE comptabilisé au titre de l'exercice vient en diminution des charges d'exploitation et est imputé sur l'impôt sur les sociétés du au titre de l'exercice.

Ce crédit d'impôt a contribué à l'embauche de trois nouveaux collaborateurs au sein des services « patrimoine » et « financier » pour accompagner le développement de la société. Il a également permis une hausse globale des rémunérations et de poursuivre la politique d'investissement.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement	4 740			4 740
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	525 529	75 553	24 396	576 686
Immobilisations incorporelles	**530 268**	**75 553**	**24 396**	**581 426**
- Terrains	3 072 234	510 000		3 582 234
- Constructions sur sol propre	39 207 688	2 496 764		41 704 452
- Constructions sur sol d'autrui	42 218 378	36 337		42 254 714
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	3 207 227			3 207 227
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	13 007			13 007
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 162			8 162
- Matériel de transport	803			803
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	256 489	7 647		264 137
- Emballages récupérables et divers	15 584			15 584
- Immobilisations corporelles en cours	3 195 745	4 993 423	3 043 101	5 146 067
- Avances et acomptes	60 191	653 840	60 191	653 840
Immobilisations corporelles	**91 255 507**	**8 698 012**	**3 103 292**	**96 850 226**
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	68 835	224 999		293 833
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	650			650
Immobilisations financières	**69 485**	**224 999**		**294 483**
ACTIF IMMOBILISE	**91 855 260**	**8 998 564**	**3 127 688**	**97 726 135**

Notes sur le bilan

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles restant à amortir au 31/12/2018 sont constituées principalement par :
- logicels acquis 69 752€
- des études "chaufferie" 9 036€
- des acomptes relatifs à des développements de logiciels 17 249€

Immobilisations corporelles

Immobilisations en cours

Montant des dépenses comptabilisées : 4 993 423 euros

Les immobilisations en cours au 31/12/2018 sont les suivantes :
- "Ilot COUNORD" 2ème tranche 5 052 560€
- "Place Ferand Lafargue" 6 718€
- "5 Cours de l'Yser" 77 080€
- autres avances et acomptes sur immobilisations corporelles 663 549€

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement	4 740			4 740
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	448 545	32 104		480 649
Immobilisations incorporelles	**453 285**	**32 104**		**485 388**
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	13 568 207	1 109 781		14 677 988
- Constructions sur sol d'autrui	20 747 589	1 095 730		21 843 318
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 514 512	115 858		1 630 370
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	12 823	184		13 007
- Installations générales, agencements aménagements divers	8 162			8 162
- Matériel de transport	803			803
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	209 388	25 050		234 438
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	**36 061 483**	**2 346 603**		**38 408 086**
ACTIF IMMOBILISE	**36 514 768**	**2 378 707**		**38 893 474**

Notes sur le bilan

Actif circulant

Stocks

Un terrain d'une superficie de 91a 89ca, situé dans la commune de Mérignac, appartient à InCité depuis l'absorption de la SAEMICO en 1996. Ce terrain a été valorisé à l'actif pour un montant de 142 774€.

Une dépréciation a été constituée en 2006 pour la valeur totale de ce dernier. Elle est maintenue dans les comptes 2018.

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 4 622 325 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	650		650
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	1 365 263	1 365 263	
Autres	2 997 068	2 997 068	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	259 344	259 344	
Total	**4 622 325**	**4 621 675**	**650**
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
CLIENT FACT A ETABLIR	26 695
LOC EXCEDENT CHAR S. PROVISION	22 877
AVOIRS NON RECUS	11 246
ORG SOC PDTS A RECEVOIR	24 088
DEBITEURS PDTS A RECEVOIR	813 900
INT COURUS A RECEVOIR	3 631
Total	**902 436**

Notes sur le bilan

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks	142 774			142 774
Créances et Valeurs mobilières	421 956	98 024	60 105	459 875
Total	**564 730**	**98 024**	**60 105**	**602 649**
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation		98 024	60 105	
Financières				
Exceptionnelles				

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 234 000,00 euros décomposé en 6 500 titres d'une valeur nominale de 36,00 euros.

Notes sur le bilan

Affectation du résultat

Décision de l'assemblée générale du 29/05/2018.

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	
Résultat de l'exercice précédent	460 444
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**460 444**
Affectations aux réserves	460 444
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	
Total des affectations	**460 444**

L'affectation du résultat 2017 en autres réserves s'est faite de la manière suivante:
- réserves de l'activité agréée 94 257€
- réserves des autres activités 366 187€

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2018	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital	234 000				234 000
Primes d'émission	1 803				1 803
Réserve légale	23 400				23 400
Réserves générales	11 195 263	460 444	460 444		11 655 708
Résultat de l'exercice	460 444	-460 444	374 839	460 444	374 839
Subvention d'investissement	6 972 156			243 028	6 729 127
Total Capitaux Propres	**18 887 066**		**835 283**	**703 473**	**19 018 877**

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	137 246	121 261	92 980		165 527
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	2 476 297	417 168	422 287		2 471 177
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	**2 613 543**	**538 429**	**515 267**		**2 636 704**
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		538 429	515 267		
Financières					
Exceptionnelles					

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 59 127 318 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	48 618 516	8 056 973	13 857 976	26 703 567
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 628 637	759 889	113 999	754 749
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	884 667	884 667		
Dettes fiscales et sociales	1 057 616	1 057 616		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	949 085	949 085		
Autres dettes (**)	220 371	220 371		
Produits constatés d'avance	5 768 426	5 768 426		
Total	**59 127 318**	**17 697 028**	**13 971 975**	**27 458 316**
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	8 579 376			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	8 394 336			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS FACT N PARVENUE	282 963
FRS IMMOB FACT N PARVENUES	231 528
INT COUR ET N EC. ARKEA	10 380
INT COUR ET N EC. BANQUE POSTALE	7 124
INT COUR ET N EC. CDC	141 420
INT COUR ET N EC. CAISSE EPARG	152 963
INT COUR ET N EC. C.AGRICOLE	5 212
INT COUR ET N EC DEXIA	2 280
INT COUR ET N EC. C COOP	9 759
INT COUR ET N EC. LCL	1 181
INT COUR ET N EC. ASTRIA	1 818
INT COUR ET N EC. CILSO	2 041
DETTES PROV CONGES PAYES ET RTT	185 762
PERS.AUTRES CHARGES A PAYER	110 992
CHARG SOC CONGES PAYES ET RTT	99 640
ORG SOC CH A PAYER	67 358
CH FISCALES CONGES PAYES ET RTT	19 245
CREDITEURS CH. A PAYER	1 180
Total	**1 332 844**

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONST D AVANCE	259 344		
Total	**259 344**		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
NEUTRE RESULTAT INTERM PROVISOIRE O	5 768 426		
Total	**5 768 426**		

Notes sur le bilan

Variation des stocks et Contrôle de la production

Informations relatives aux encours des concessions d'aménagement :

		Bordeaux Centre Historique 2
Concédant	1	Ville de Bordeaux
Date de signature convention	2	01/06/2014
Date expiration convention	3	31/05/2020
Prise en charge résultat	4	concessionnaire
Résultat prévisionnel hors part. concédant	5	-13 652 573
Participation concédant à terminaison	6	13 652 573
Cumul dépenses	7	39 599 103
Cumul recettes	8	17 656 118
Participation concédant	9	11 800 000
Stock 31-12	10	15 911 412
Provision charges	11	0
Neutralisation résultat	12	5 768 426
Participation à recevoir	13	1 852 573

1. Nom de la collectivité contractante
2. Date signature de la convention par la seml et le concédant
3. Date d'expiration de la convention
4. Répartition conventionnelle du résultat de l'opération (concédant ,concessionnaire ,risques partagés)
5. Résultat de l'opération hors participation du concédant selon le CRACL servant de base à l'arrêté des comptes annuels
6. Participation du concédant inscrite dans le CRACL servant de base à l'arrêté des comptes annuels
7. Montant du cumul des charges comptabilisées au 31/12
8. Montant du cumul des produits hors participations du concédant comptabilisés au 31/12
9. Montant des participations du concédant comptabilisées au 31/12
10. Montant du stocks de concessions d'aménagement en cours au 31/12 (cumul des charges diminués du coût de revient des lots vendus)
11. Montant de la provision pour charges comptabilisée dans le cas ou les charges sont inférieures au coût de revient des lots vendus
12. Montant du compte 482 débiteur (participation à recevoir) ou créditeur au 31/12 (participation perçue d'avance)
13. Participation du concédant inscrite dans le CRACL diminuée des participations comptabilisées

Notes sur le bilan

Informations relatives à la variation de stock et au contrôle de la production stockée :

Nature des stocks		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Matières premières et approvisionnement	TOTAL 1				0
En cours de production de biens					
* Conventions publiques d'aménagement					
- Dépenses		34 124 951	5 474 152		39 599 103
- Coût de revient estimé des cessions (à déduire)		19 441 901	4 245 791		23 687 692
	TOTAL 2a	14 683 050	1 228 361	0	15 911 411
* Autres opérations					
- Dépenses		142 774			142 774
- Dépréciation (à déduire)		142 774			142 774
	TOTAL 2b	0	0	0	0
	TOTAL 2 (2a + 2b)	14 683 050	1 228 361	0	15 911 411
En cours de production de service	TOTAL 3			0	0
Stocks produits finis	TOTAL 4			0	
Autres stocks	TOTAL 5				
TOTAL GENERAL	1+2+3+4+5	14 683 050	1 228 361	0	15 911 411

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Montant comptabilisé au tire du contrôle légal des comptes annuels : 24 229 €uros

Transferts de charges d'exploitation et financières

Transfert de charges d'exploitation vers les opérations:

Dans le cadre du contrat de concession "Centre Historique Bordeaux 2", la société impute une quote-part de ses frais généraux sur l'opération selon les modalités définies par la convention.

Cette rémunération est imputée à l'opération par un compte de transfert de charges. Au titre de l'exercice 2018, le montant représente 1 041 096€.

Transfert de frais et produits financiers:

Ce compte permet l'incoporation des charges financières durant la période de construction au coût de production des immeubles;. Au titre de l'exercice, les montants incorporés sont les suivants:
- "Ilot Counord" : 35 607€
- "43 Cours Victor Hugo": 801€
- " 6 Cours de la Marne" : 5 905€

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 070	158 081
Produits exceptionnels sur opérations en capital	255 028	515 527
Reprises sur provisions et transferts de charge		
Total des produits exceptionnels	**304 098**	**673 608**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 709	7 094
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		4 068
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		22
Total des charges exceptionnelles	**4 709**	**11 184**
Résultat exceptionnel	**299 390**	**662 425**

Notes sur le compte de résultat

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Pénalités, amendes fiscales et pénales	155	
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 554	
Rentrées sur créances amorties		904
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		48 166
Produits des cessions d'éléments d'actif		12 000
Subventions d'investissement virées au résultat		243 028
TOTAL	**4 709**	**304 098**

Résultat et impôts sur les bénéfices

Ventilation de l'impôt

	Résultat avant Impôt	Impôt correspondant (*)	Résultat après Impôt
+ Résultat courant (**)	230 046	137 419	92 626
+ Résultat exceptionnel	299 390	17 177	282 213
- Participations des salariés			
Résultat comptable	**529 435**	**154 596**	**374 839**

(*) comporte les crédits d'impôt (et à ce titre le CICE)
(**) Majoré du montant du CICE
(montant repris de la colonne "Impôt correspondant")

Notes sur le compte de résultat

Accroissements et allégements de la dette future d'impôt

La situation fiscale latente, compte tenu d'un taux d'impôt sur les sociétés valorisé à 28 % à hauteur de 500 000 € et 33 1/3 % au-delà, fait ressortir une dette future d'impôt d'un montant de 13 356 euros. Ce montant ne tient pas compte d'un éventuel paiement de la contribution sociale sur les bénéfices.

	Montant
Accroissements de la dette future d'impôt	
Liés aux amortissements dérogatoires	
Liés aux provisions pour hausse des prix	
Liés aux plus-values à réintégrer	
Liés à d'autres éléments	
Subventions d'investissement	*168 817*
A. Total des bases concourant à augmenter la dette future	**168 817**
Allègements de la dette future d'impôt	
Liés aux provisions pour congés payés	
Liés aux provisions et charges à payer non déductibles de l'exercice	121 119
Liés à d'autres éléments	
B. Total des bases concourant à diminuer la dette future	**121 119**
C. Déficits reportables	
D. Moins-values à long terme	
Estimation du montant de la dette future d'impôt	**13 356**
Base = (A - B - C - D)	
Impôt valorisé au taux de 28 % à hauteur de 500 000 € et 31 % au-delà	

Notes sur le compte de résultat

Ventilation du chiffre d'affaires

Rubriques (en k€)	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2018	Total 31/12/2017	%
ACTIVITE BAILLEUR SOCIAL	12 332		12 332	12 302	0%
Loyers	9 453		9 453	9 431	
Récupération charges locatives	2 827		2 827	2 813	
Refacturations	52		52	58	
Livraison chauffage					
CPA CENTRE HISTORIQUE BORDEAUX 2	4 246		4 246	4 361	-3%
Ventes et récupérations de charges	2 156		2 156	1 893	
Ventes AST et locaux	207		207	1 132	
Subventions-Participations	1 623		1 623	1 318	
Divers	260		260	17	
ACTIVITE MANDAT ET PRESTATIONS DE SERVICES	621		621	696	-11%
Mandats					
Prestations de services	598		598	674	
Divers	22		22	22	
TOTAL	17 199		17 199	17 359	-1%

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 50,95 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	17	
Agents de maîtrise et techniciens	16	
Employés	17	
Ouvriers		
Total	**50**	

1797

Autres informations

Engagement Hors Bilan

Emprunts

La situation des emprunts au 31/12/2018 se présente de la façon suivante :

	Restant dû au 31/12/17	Réalisations 2018	Remboursements 2018	Restant dû au 31/12/2018
Siège Victor Hugo	1 121 649 €		157 812 €	963 837 €
Activité bailleur	36 376 236 €	6 859 376 €	6 236 524 €	36 999 088 €
CPA Bordeaux 2	11 500 001 €	1 720 000 €	2 000 000 €	11 220 001 €
	48 997 886 €	8 579 376 €	8 394 336 €	49 182 926 €

Eu égard au caractère spécifique des opérations conduites par la SEM, pour des opérations de concession et de logement social, et aux règles fixées par le législateur, les collectivités territoriales peuvent garantir dans les limites fixées par la loi les emprunts contractés par la SEM.

Au 31 décembre 2018, le montant des emprunts s'analyse comme suit :

	Restant dû au 31/12/18	Dont part du CRD garantie	Dont part du CRD non garantie
Siège Victor Hugo	963 837 €	481 919 €	481 919 €
Activité bailleur	36 999 088 €	27 792 076 €	9 207 012 €
CPA Bordeaux 2	11 220 001 €	9 500 001 €	1 720 000 €
	49 182 926 €	37 773 996 €	11 408 931 €

Parmi les dettes financières long terme figurent des emprunts liés aux opérations en concessions d'aménagement, elles même présentées en stocks. Les stocks étant rattachés à l'actif circulant, il y a lieu de déduire ces dettes financières, pour le calcul du fonds de roulement.

Autres informations

Répartition activité agréée – règlement ANC 2015-04

Les sociétés d'économie mixte agréées établissent un compte de résultat et un bilan faisant apparaitre distinctement le résultat de l'activité agréée selon les modalités définies aux articles 171-1 à 173-3 du règlement de l'ANC (Autorité des Normes Comptables) n° 2015-04 du 4 juin 2015. Ces dispositions sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2015. Les états financiers de InCité ont été adaptés en conséquence.

Il est rappelé que InCité porte les activités suivantes :

- Activité d'aménagement
- Activité de gestion locative d'un parc immobilier de logements libre et de logements agréés avec location de commerces en accessoire
- Activité de prestations de service

Modalité de répartition des postes de résultat :

Les modalités de répartition des postes de résultat entre activité agréée et autres activités sont les suivantes:

- Le périmètre des activités agréées a été défini. Il correspond au périmètre du secteur bénéficiant de l'exonération en matière d'impôt sur les sociétés.

- Les produits et charges directs des programmes de l'activité agréée sont affectés directement dans la comptabilité analytique de Incité. Il s'agit principalement des loyers, des charges récupérables, de la maintenance, du gros entretien (dépenses et provision), de la taxe foncière, des cotisations CGLLS, des impayés (créances irrécouvrables et provisions), des amortissements, des quotes-parts de subventions d'investissements, des intérêts sur emprunts, des cessions d'immeubles et VNC des immeubles cédés.

- Les charges affectables à la personne sont réparties selon les clés suivantes :
  - Charges liées aux salariés «opérationnels» (salaire, cotisations sociales, taxes sur salaires, frais de déplacement, ... à l'exclusion des frais de formation) affectées directement aux opérations pour lesquelles ils contribuent, sur la base d'un suivi des temps passés
  - Charges des personnels gardiens affectées aux activités de gestion locative agrée ou non agrée en fonction des Equivalents Temps plein
  - Charges des personnels administratifs affectées comme les autres charges non-affectables soit selon la règle de l'ETP.

- Les charges non affectables à la personne correspondant aux charges dites «de structure» communes à l'ensemble des activités sont ventilées suivant la règle de l'Equivalent temps plein (ETP)

- Les produits de placements sont traités de la façon suivante :
  - Les trésoreries des opérations d'aménagement étant distinctes, les produits financiers dégagés le cas échant par ces opérations sont directement affectés dans les sections analytiques respectives
  - Les autres produits financiers proviennent exclusivement de l'activité de gestion locative de la société et sont donc ventilées à chacun des programmes selon la clé de répartition « chiffre d'affaires du secteur locatif »

1799

Autres informations

Suivi de l'utilisation du résultat de l'activité agréée :

Tableau d'affectation des résultats de l'exercice précédent :

	Résultat N-1		Dont résultat des activités agréées	
ORIGINES:				
Report à nouveau avant affectation du résultat				
Résultat de l'exercice		460 444		94 257
- Prélèvement sur les réserves				
AFFECTATIONS:				
- Affectation aux réserves :				
Réserve légale				
Autres Réserves		460 444		94 257
Dividendes				
Report à nouveau après affectation du résultat				

Compte tenu de cette affectation, au 31 décembre 2018, le poste « autres réserves » lié à l'activité agréée s'élève à 263 022 €.

Autres informations

Présentation du compte de résultat de l'activité agréée :

	Toutes Activités		dont activités agréées	
	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2017
Vente de marchandises	-	-		
Production vendue de biens	4 245 791	4 360 556		
Production vendue de services	12 952 350	12 998 508	4 107 136	4 116 840
Chiffre d'affaires net (France)	17 198 141	17 359 063	4 107 136	4 116 840
Production stockée	1 228 361	- 770 469		
Production immobilisée	62 166	71 152		
Subvention d'exploitation	-	4 912		840
Reprise sur amortissements et provisions, transferts de charges	2 480 526	2 630 901	467 015	536 415
Autres produits	9 110	44 272	4 064	42 063
Total des produits d'exploitation	**20 978 305**	**19 339 832**	**4 578 215**	**4 696 158**
Achats de marchandises	-	-		
Variation de stock (marchandises)	-	-		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
Variation de stock matières premières et autres approvisionnements)	-	-		
Autres achats et charges externes	10 716 709	8 745 190	1 481 192	1 514 833
Impôts, taxes et versements assimilés	2 488 399	2 529 069	634 822	625 757
Salaires et traitements	2 513 046	2 641 324	505 704	504 640
Charges sociales	1 297 105	1 229 348	273 474	238 845
Dotation d'exploitation – Sur immobilisation – dotation aux amortissements	2 378 707	2 348 796	1 379 683	1 380 107
Dotation d'exploitation – Sur immobilisation – dotation aux provisions	-	-		
Dotation d'exploitation – Sur actif circulant : dotation aux provisions	98 024	117 807	35 357	35 511
Dotation d'exploitation – Pour risques et charges : dotation aux provisions	538 429	841 638	165 307	143 328
Autres charges	111 713	306 414	30 087	37 934
Total des charges d'exploitation	**20 142 132**	**18 759 585**	**4 505 625**	**4 480 955**
Résultat d'exploitation	**836 172**	**580 249**	**72 591**	**215 202**
Bénéfice attribué ou perte transférée	-	-		
Perte supportée ou bénéfice transféré	-	-		
Opérations en commun	**-**	**-**	**-**	**-**
Produits financiers de participations	-	-		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	3 744	700		
Autres interêts et produits assimilés	9 781	8 798	4 816	3 282
Reprises sur provisions et transferts de charges	42 313	15 463	36 408	15 463
Différences positives de change	-	-		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-		
Produits financiers	**55 838**	**24 960**	**41 224**	**18 745**
Dotations financières aux amortissements et provisions	-	-		
Interêts et charges assimilées	661 964	689 723	417 941	428 052
Différences négatives de change	-	-		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-		
Charges financières	**661 964**	**689 723**	**417 941**	**428 052**
Résultat financier	**- 606 126**	**- 664 763**	**- 376 717**	**- 409 307**
Résultat courant avant impôt	**230 046**	**- 84 515**	**- 304 127**	**- 194 104**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 070	158 081	7 386	12 755
Produits exceptionnels sur opérations en capital	255 028	515 527	231 448	277 659
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-		-
Produits exceptionnels	**304 098**	**673 608**	**238 834**	**290 415**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 709	7 094	790	1 356
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		4 068		696
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		22		
Charges exceptionnelles	**4 709**	**11 184**	**790**	**2 052**
Résultat exceptionnel	**299 390**	**662 424**	**238 043**	**288 362**
Participation des salariés	-	-		
Impôts sur les bénéfices	154 596	117 464		
total des produits	**21 338 240**	**20 038 401**	**4 858 273**	**5 005 316**
total des charges	**20 963 401**	**19 577 956**	**4 924 356**	**4 911 059**
Résultat	**374 839**	**460 444**	**- 66 083**	**94 257**

D-2019/512
LA FABRIQUE DE BORDEAUX METROPOLE (La Fab). Rapport des administrateurs sur les sociétés d'économies mixtes au titre des articles L.2313-1, L.2313-1-1, L.1524-5 du Code général des collectivités Territoriales. Rapport 2019.Exercice 2018. Information

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le présent rapport se propose de faire un point synthétique sur La Fabrique de Bordeaux Métropole (La Fab), société publique locale (SPL) créée en avril 2012.

Bordeaux Métropole en est le premier actionnaire avec 59,30 % du capital et la Ville de Bordeaux en est le deuxième actionnaire avec 8 % du capital. Le capital est intégralement détenu par des actionnaires publics, la métropole bordelaise et 27 de ses communes.

Trois chapitres seront traités successivement :

Le premier chapitre, relatif à la vie sociale, énoncera les principales décisions prises en Conseil d'administration, en Assemblée générale et en Assemblée spéciale à compter du début du dernier exercice comptable, arrêté à la date de rédaction de ce rapport.

Le deuxième chapitre portera sur l'activité et notamment les relations contractuelles de la SPL avec Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux ainsi que le contrôle analogue.

Enfin, le troisième chapitre fera le point sur la situation financière de la société sur la base des derniers comptes arrêtés.

Une fiche d'identité de la SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole est annexée au présent rapport.

Résumé :

Pour œuvrer à la mission confiée par la Métropole depuis 2012, La fabrique de Bordeaux Métropole dispose désormais d'outils qu'il s'agisse de conventions et d'avances financières (24 à fin 2018 dont 10 concessions en cours), d'instances de gouvernance et de travail et de moyens humains (33 personnes).

Les modalités d'exercice du contrôle analogue incombant à la Métropole et prévues par les statuts et le règlement intérieur ont évolué en 2018 et sont respectées.

Le résultat d'exploitation hors concession s'étoffe en 2018 de 23 K€ pour atteindre + 42 K€ (évolution liée à l'activité de la structure). Le résultat financier augmente également de 19 K€ pour s'afficher à + 70 K€. Le résultat exceptionnel croît de moins de 1 K€ pour atterrir à 1 K€. L'impôt sur les sociétés s'alourdit de 14 K€ pour représenter 22 K€. Le résultat net qui en découle croît de 29 K€ pour parvenir à + 91 K€. L'objectif d'équilibre est atteint.

La Ville de Martignas-sur-Jalle est la seule Ville de Bordeaux Métropole à ne pas avoir intégré le capital de la SPL.

La SPL est dépendante des dettes financières contractées auprès de la Métropole, ce qui est normal au regard de la mission que cette dernière lui confie. L'objectif de la SPL est de présenter un résultat proche de l'équilibre pour utiliser au mieux les ressources allouées.

En 2019, la SPL poursuit la conduite de la convention foncière et le développement des 10 concessions et procède à de nouvelles notifications de concessions. Le résultat net prévisionnel est évalué à + 28 K€.

1. VIE SOCIALE

Les points principaux de la vie sociale de la société sur la période allant du début du dernier exercice comptable arrêté à la date d'établissement du présent rapport peuvent être présentés sous une forme synthétique dans le tableau suivant :

REUNIONS DES ORGANES SOCIAUX	**2018**	**2019 (2)**
Nombre de réunions du Conseil d'administration (CA) Nombre de réunions de l'Assemblée spéciale (AS) Nombre de réunions de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) Nombre de réunions de l'Assemblée générale extraordinaire (AGE)	4 4 1 0	2 2 1
CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR	**2018**	**2019 (2)**
Publics Privés	Non (1) Sans objet	Non Sans objet
EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	**2017**	**2018 (2)**
Changement du montant du capital Modification de la répartition du capital entre actionnaires	Non Non	Non Non
(1) Aucun changement d'administrateur en 2018. (2) Jusqu'à la date de rédaction du rapport : juin 2019.		

PRINCIPALES DÉCISIONS		
en réunion du	en date du	nature de la décision prise
AS	22/03/2018	Approbation du PV de l'AS du 14/12/2017. Présentation des comptes de l'exercice 2017. Présentation du rapport de gestion de l'exercice 2017. Présentation des conventions règlementées visées à l'article L 225-40 du Code du commerce. Présentation du projet de résolution à soumettre à l'AGO qui statuera sur les comptes 2017. Présentation et approbation du traité de concession « Saint-Médard-en-Jalles-Galaxie IV ». Présentation et approbation du traité de concession « Gradignan-Zone d'aménagement concerté (ZAC) Centre-Ville » ». Approbation du renouvellement de l'accord-cadre entre la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Bordeaux Métropole et La Fab. Présentation d'un projet d'avenant à la convention d'acquisitions foncières, signée avec Bordeaux Métropole en février 2015, pour une délibération prévue en juin 2018. Présentation du suivi de l'activité.
CA	22/03/2018	Approbation du PV de CA du 14/12/2017. Approbation des comptes de l'exercice 2017. Approbation du rapport de gestion de l'exercice 2017. Présentation des conventions règlementées visées à l'article L 225-40 du Code du commerce.

		Approbation des projets des résolutions qui seront soumises à l'AGO qui statuera sur les comptes 2017. Présentation puis approbation du traité de concession « Saint-Médard-en-Jalles-Galaxie IV » et du pouvoir à donner, sur proposition du Président, au Directeur général délégué pour le signer. Présentation puis approbation du traité de concession « Gradignan-ZAC Centre-Ville » » et du pouvoir à donner, sur proposition du Président, au Directeur général délégué pour le signer. Approbation du renouvellement de l'accord-cadre entre la CDC, Bordeaux Métropole et La Fab. Présentation d'un projet d'avenant à la convention d'acquisitions foncières. Présentation du suivi de l'activité. Présentation du suivi des marchés.
AS	14/06/2018	Approbation du PV de l'AS du 22/03/2018. Approbation du traité de concession « Mérignac Soleil ». Approbation de l'avenant à la convention d'acquisitions foncières. Présentation de la mise à jour du processus du rapport des représentants de l'AS au CA. Approbation de la proposition d'évolutions du règlement intérieur portant sur l'assemblée spéciale et les modalités du contrôle analogue. Présentation du suivi de l'activité.
CA	14/06/2018	Approbation du PV du CA du 22/03/2018. Approbation du traité de concession Mérignac Soleil et du pouvoir à donner, sur proposition du Président, au Directeur général délégué pour le signer. Approbation de l'avenant à la convention d'acquisitions foncières. Approbation de la proposition d'évolutions du règlement intérieur portant sur l'assemblée spéciale et les modalités du contrôle analogue. Présentation du suivi de l'activité. Présentation du suivi des marchés.
AG	14/06/2018	Approbation du rapport de gestion du CA au titre de l'exercice 2017. Présentation des comptes de l'exercice 2017 et du rapport général du commissaire aux comptes puis approbation des comptes. Constat de l'existence d'un résultat de + 62 640,83 € et décision d'affectation de 3 132,04 € à la réserve légale et du solde du résultat au Report à nouveau. Approbation et ratification de l'autorisation donnée par le CA de passer les conventions règlementées visées à l'article L225-40 du Code du commerce.
AS	18/10/2018	Approbation du PV de l'AS du 14/06/2018. Présentation du rapport des représentants de l'AS au CA pour l'exercice 2017. Approbation du règlement intérieur modifié. Présentation des Compte-rendus financiers et d'activités (CRFA) de l'exercice 2017 des 4 concessions : « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville », « Eysines - Carès Cantinolle », « Bègles - Villenave d'Ornon Route de Toulouse », « Mérignac - Marne ». Présentation du suivi de l'activité. Présentation de la relance du programme « 50 000 logements » rebaptisé « Programme // Habiter, s'épanouir – 50 000 logements accessibles par nature ». Information sur les futurs marchés subséquents 2019 dans le cadre de l'accord-cadre 2016-2020.
CA	18/10/2018	Approbation du PV de CA du 14/06/2018. Approbation du règlement intérieur modifié. Présentation des CRFA de l'exercice 2017 des 4 concessions (« Le Bouscat – Libération – Centre-Ville », « Eysines - Carès Cantinolle », « Bègles - Villenave d'Ornon Route de Toulouse », « Mérignac- Marne »). Présentation du suivi de l'activité.

		Présentation de la relance du programme « 50 000 logements » rebaptisé « Programme // Habiter, s'épanouir – 50 000 logements accessibles par nature ». Information sur les futurs marchés subséquents 2019 dans le cadre de l'accord-cadre 2016-2020 qui seront soumis au CA du 13/12/2018. Présentation du suivi des marchés.
AS	13/12/2018	Approbation du PV de l'AS du 18/10/2018. Approbation des 2 marchés subséquents 2019 (marché 1 « 50 000 logements » et marché 2 « aménagements économiques, secteurs opérationnels »). Approbation du prévisionnel 2018 et du budget 2019. Présentation du rapport annuel 2018 sur la convention d'acquisitions foncières. Approbation de la nouvelle créance remboursable de la convention d'acquisitions foncières. Sa durée est de 2 ans pour un montant maximum mobilisable de 15 M€ avec des versements d'acomptes en fonction des prévisions d'acquisitions. Présentation du suivi de l'activité.
CA	13/12/2018	Approbation du PV de CA du 18/10/2018. Approbation des 2 marchés subséquents 2019. Approbation du prévisionnel 2018 et du budget 2019. Présentation du rapport annuel 2018 sur la convention d'acquisitions foncières signée en février 2015 avec Bordeaux Métropole. Approbation de la nouvelle créance remboursable de la convention d'acquisitions foncières. Présentation du suivi de l'activité. Présentation du suivi des marchés.
AS	28/03/2019	Approbation du PV de l'AS du 13/12/2018. Approbation des comptes de l'exercice 2018. Approbation du rapport de gestion de l'exercice 2018. Présentation des conventions règlementées visées à l'article L 225-40 du Code du commerce. Présentation des projets des résolutions qui seront soumises à l'AGO qui statuera sur les comptes 2018 et sur la nomination du commissaire aux comptes pour 6 exercices (2019-2024). Présentation et approbation du traité de concession « Pessac-Le Pontet Sud ». Information sur l'échéance du mandat du directeur général délégué (01/01/2019). Présentation du suivi de l'activité. Présentation de l'exposition organisée par Arc en rêve et des 2 thèmes *Habiter, s'épanouir* et *Entreprendre, travailler.*
CA	28/03/2019	Approbation du PV de CA du 13/12/2018. Approbation des comptes de l'exercice 2018. Approbation du rapport de gestion de l'exercice 2018. Présentation des conventions règlementées visées à l'article L 225-40 du Code du commerce. Approbation des projets des résolutions qui seront soumises à l'AGO qui statuera sur les comptes 2018, de l'ordre du jour et sur la nomination du commissaire aux comptes pour 6 exercices (2019-2024). Présentation puis approbation du traité de concession « Pessac-Le Pontet Sud » et du pouvoir à donner, sur proposition du Président, au Directeur général délégué pour le signer. Information sur l'échéance du mandat du directeur général délégué (01/01/2019). Présentation du suivi de l'activité. Présentation de l'exposition organisée par Arc en rêve et des 2 thèmes *Habiter, s'épanouir* et *Entreprendre, travailler*. Présentation du suivi des marchés.
AS	13/06/2019	Non communiqué au moment de la rédaction du présent rapport.
CA	13/06/2019	Non communiqué au moment de la rédaction du présent rapport.
AG	13/06/2019	Non communiqué au moment de la rédaction du présent rapport.

Le rapport de gestion de la SPL La Fab, approuvé par son Conseil d'administration du 28 mars 2019, présente l'activité exercée en 2018 par la SPL.

2. ACTIVITE ET RELATIONS CONTRACTUELLES DE LA FAB AVEC BORDEAUX METROPOLE ET LA VILLE DE BORDEAUX

Pour mémoire, le 1er janvier 2015, la Communauté urbaine de Bordeaux (La Cub) est devenue Bordeaux Métropole (BM).

2.1. Faits marquants antérieurs à l'exercice 2018

En 2012, la SPL la fabrique métropolitaine de La Cub, La Fab, est créée à l'initiative de La Cub et avec l'ensemble des communes constituant à l'époque La Cub. Conformément au régime juridique des sociétés publiques locales, c'est une société anonyme régie par le droit privé et dont le capital de 2 M€ est entièrement détenu par des collectivités.

En 2013, la SPL démarre l'animation de la démarche « 50 000 logements », identifie 18 îlots témoins et engage des études pré-opérationnelles d'aménagement sur 6 différents sites.

En 2014, la SPL poursuit les missions engagées en 2013 et, suite aux élections communautaires, renouvelle ses instances (CA, AS, comité d'engagement et de contrôle, commission des marchés, présidence et direction générale).

La première concession d'aménagement pour la réalisation de l'opération « Le Bouscat Libération centre-Ville » a fait l'objet d'une délibération communautaire le 31 octobre 2014 (délibération 2014/0657) et a été notifiée en décembre 2014.

Les modalités d'intervention de la SPL ont fait l'objet d'une nouvelle délibération en date du 19 décembre 2014 (délibération 2014/0805).

En 2015, la fabrique métropolitaine de La Cub devient la fabrique de Bordeaux Métropole. Le nom commercial de la SPL demeure La Fab. Plusieurs délibérations métropolitaines sont prises en faveur de la SPL. Une créance non rémunérée et remboursable de 15 M€ est octroyée par Bordeaux Métropole dont 10 M€ sont versés durant l'exercice (délibération 2015/0035). Par ailleurs, sont définies les conditions d'un accord-cadre mono-attributaire pour la mise en œuvre opérationnelle du programme « 50 000 logements ».

En 2016, le Conseil métropolitain du 22 janvier 2016 (délibération 2016/29) a confié à la SPL La Fab la réalisation de la ZAC « Eysines Carès Cantinolle » pour une durée de 15 ans (2031).

Le Conseil métropolitain du 25 mars 2016 (délibération 2016/156) a confié à la SPL La Fab la réalisation de la ZAC « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » pour une durée de 10 ans (2026).

Un accord cadre relatif à l'opération « 50 000 logements » entre la Caisse d'épargne Aquitaine Poitou-Charentes (CEAPC), Bordeaux Métropole et La Fab est conclu le 5 février 2016 pour une période allant jusqu'au 31 janvier 2018. Il définit les conditions dans lesquelles la CEAPC pourra intervenir pour accompagner financièrement Bordeaux Métropole et La Fab.

En 2017, le Conseil métropolitain du 7 juillet 2017 (délibération 2017/481) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Mérignac Marne » pour une durée de 8 ans (2025). Le Conseil métropolitain du 29 septembre 2017 (délibération 2017/584) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Bruges – Petit Bruges » pour une durée de 5 ans. Le Conseil métropolitain du 22 décembre 2017 (délibération 2017/768) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Le Haillan – Cinq chemins » pour une durée de 6 ans.

2.2. Les relations contractuelles

En 2018, plusieurs conventions lient la SPL La Fab et Bordeaux Métropole :

2.2.1 Convention d'actions foncières (ou convention d'acquisitions foncières et immobilières) avec Bordeaux Métropole relative au programme « 50 000 logements »

Bordeaux Métropole, par le biais d'une convention ayant fait l'objet d'une délibération en Conseil communautaire le 19 décembre 2014 (2014/0806), a confié pour 8 ans à la SPL une mission d'action foncière. La convention a été signée le 04 février 2015 et son terme est fixé au 4 février 2023.
Cette mission foncière porte sur la recherche de terrains, les négociations, la réalisation de toutes démarches nécessaires jusqu'à la signature des actes d'acquisitions, la mise en place des financements nécessaires, la gestion des biens et leur revente dans des conditions prévues dans la convention. Celle-ci vise exclusivement le foncier inscrit dans une perspective à court et moyen terme dans le cadre des projets du programme « 50 000 logements ». Les termes de la délibération précisent que La Fab doit gérer le flux des achats et des ventes sans pour autant se constituer un stock. Par ailleurs, les moyens de financement des acquisitions seront réunis au moyen soit des fonds propres de la SPL soit d'emprunt qu'elle contractera.
La convention a fait l'objet d'un premier avenant, approuvé par le CA de la SPL du 14 juin 2018 et délibéré par le Conseil métropolitain du 15 juin 2018 (2018-332). Cet avenant a pour objet d'élargir le champ d'action de la Fab à la mise en œuvre du programme d'aménagement économique.

Sur l'exercice 2018, la SPL a réalisé 2 acquisitions foncières pour 0,933 M€ (au Haillan), ce qui succède à 4 acquisitions foncières pour 3,620 M€ en 2017, 4 acquisitions pour 1,53 M€ en 2016 et 2 acquisitions en 2015 pour 3,14 M€. Le montant total cumulé des acquisitions réalisées depuis la conclusion de la convention s'élève à 9,223 M€ (12 biens) (cf. paragraphe (§) 2.3.5, 3.1 et 3.2). Le montant total cumulé des cessions et transferts s'élève à 6,168 M€ (10 biens) (cf. § 3.2).

2.2.2 Convention de créance (ou avance) remboursable avec Bordeaux Métropole

Par délibération métropolitaine du 23 janvier 2015 (2015/0035), une créance non rémunérée et remboursable de 15 M€ est octroyée par Bordeaux Métropole à la Fab. La convention a été signée le 20 février 2015 et son terme est fixé au 27 janvier 2019. Sa finalité est le financement des acquisitions et du portage financier dans le cadre de la convention d'actions foncières susdite. Ses modalités prévoient une durée de deux ans renouvelable une fois. Un Conseil métropolitain du 27 janvier 2017 (2017/3) autorise le renouvellement de la convention pour une durée de deux ans sans modification de la créance.
Conformément à l'échéancier prévu dans la convention et au renouvellement autorisé, 10 M€ ont été versés en 2015 et 5 M€ en 2016, d'où une dette dans les comptes de la SPL à fin 2017 de 15 M€ (cf. § 3.2), pouvant être remboursée jusqu'au 27 janvier 2019.

En complément de la convention précédente, une nouvelle convention de créance remboursable a été approuvée par le CA de la SPL le 13 décembre 2018 et délibérée par le Conseil métropolitain du 25 janvier 2019 (2019/1). Par cette délibération, une créance non rémunérée et remboursable de 15 M€, plafonnée et mobilisable au fil des besoins, est octroyée par Bordeaux Métropole à la Fab. La convention a été signée le 4 mars 2019 et son terme est fixé en 2022. L'avance de 15 M€ sera versée par Bordeaux Métropole en 2019 à hauteur de 5,5 M€ sur appel de fond de la SPL puis au fur et à mesure des besoins et au plus tard en 2020 pour le solde éventuel.

2.2.3 Convention d'échanges de données numériques avec Bordeaux Métropole

La convention d'échanges de données numériques est approuvée par le Conseil communautaire du 27 septembre 2013 (délibération 2013/0710). La convention a été signée le 10 octobre 2013 et son terme est fixé au 10 octobre 2018. Bordeaux Métropole et La Fab s'engagent pendant le temps du contrat, soit 5 ans, à se mettre mutuellement et gratuitement à disposition certaines données numériques issues de leurs systèmes d'information.
Cette convention a fait l'objet par la SPL d'une demande expresse de reconduction pour une nouvelle durée de 5 ans. L'envoi par les services de la métropole des données mises à jour en octobre 2018 vaut reconduction expresse.

2.2.4 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil communautaire du 31 octobre 2014 (délibération 2014/0657) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » pour une durée de 6 ans. Le contrat de concession a été signé le 26 novembre 2014 et son terme est fixé au 15 décembre 2020.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global des constructions d'environ 39 940 m^2 de surface plancher comprenant 29 090 m^2 de surface plancher de logements, 5 400 m^2 de surface plancher de résidences services séniors et 5 450 m^2 de surface plancher de commerces et activités.

Le montant prévisionnel de l'opération est de 6,320 M€ HT (7,520 M€ TTC).
La participation communautaire prévisionnelle est fixée à 5,877 M€ HT (7 052 K€ TTC) au titre des ouvrages destinés à entrer dans le patrimoine concédant. Cette participation est versée selon les besoins après approbation du Conseil communautaire.

Par ailleurs, l'article 17 du traité de concession prévoit que pour les différentes tâches prévues à l'article 2 traitant des missions, le concessionnaire pourra imputer ses charges de fonctionnement au prorata de l'avancement desdites taches. Ces imputations de charges sont destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur, et sont dites *rémunérations* au sens de l'article L. 1523-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le montant prévisionnel et forfaitaire de la rémunération est de 64 K€ par an.
Un premier avenant a été approuvé par le Conseil métropolitain du 25 janvier 2019 (2019-46) afin de :

- préciser que les avances entre les différentes opérations de l'aménageur (les *avances inter-opérations*) ne seront pas rémunérées,
- créer une ligne de dépenses supplémentaires *participation à l'enfouissement des lignes aériennes pour un montant estimatif de 83 K€ ;*
- déduire ce montant de 83 K€ du montant des travaux sous maîtrise d'ouvrage de La Fab.

Le CRFA de l'exercice 2016 a été approuvé par le Conseil métropolitain du 27 octobre 2017 (2017-660). Le CRFA de l'exercice 2017 a été approuvé par le Conseil métropolitain du 25 janvier 2019 (2019-46). Au 31 décembre 2017, le bilan de la ZAC est arrêté à 6,233 M€ HT, soit en hausse de 1,7 K€ par rapport au bilan 2016.

La participation cumulée de Bordeaux Métropole a été comptabilisée à hauteur de 3 824K€ HT (dont 1 489 K€ en 2018). La participation prévisionnelle restant à comptabiliser est donc de 2 053 K€ HT.
En 2018, la rémunération de l'aménageur a été de 64 K€ (cf. § 3.1).

2.2.5 Convention d'avance de trésorerie avec Bordeaux Métropole dans le cadre de la concession l'opération d'aménagement « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville », le Conseil communautaire du 31 octobre 2014 (délibération 2014/0657) valide un dispositif d'avance de trésorerie non rémunérée échelonné sur 2014 et remboursé en 2020. La convention a été signée le 26 novembre 2014 et son terme est fixé au 15 décembre 2020. L'avance versée en 2014 par La Cub à la SPL s'élève à 299,5 K€ (cf. § 3.2).

2.2.6 Accord cadre relatif à l'opération « 50 000 logements » entre la Caisse des dépôts et consignations, Bordeaux Métropole et La Fab

Il s'agit d'un accord cadre, conclu le 10 octobre 2014 pour 3 ans, définissant les conditions dans lesquelles la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pourra intervenir pour accompagner financièrement La Cub, devenue Bordeaux Métropole, et La Fab. Bordeaux Métropole s'engage à garantir les prêts contractés par la SPL auprès de la CDC. L'enveloppe était de 15 M€. L'accord a pris fin le 31 octobre 2017 et aucun prêt n'a été mobilisé sur la durée de l'accord. Pour mémoire, cet accord n'avait pas fait l'objet d'une délibération du Conseil communautaire car il s'intégrait au cadre de la convention d'action foncière. Chaque garantie de prêt devait faire l'objet d'une délibération spécifique.

Un nouvel accord-cadre a été signé le 19/03/2018 pour une durée courant de sa signature au 31 décembre 2020. Cet accord prévoit que La Fab pourra mobiliser une enveloppe de prêts long terme, dits Gaïa, de l'ordre de 15 M€ sur les années 2018 à 2020, *permettant à terme la réalisation de logements dont au moins 30 % de logements sociaux conformément aux enjeux de mixité portés par Bordeaux Métropole et les communes*. Aucun prêt n'a été mobilisé en 2018 sur ce nouvel accord.
Le rapport du commissaire aux comptes sur les conventions règlementées ne mentionne pas cet accord par omission.

2.2.7 Accord-cadre 2016-2020 et marchés subséquents 2018 pour la mise en œuvre opérationnelle du programme « 50 000 logements autour des axes de transports collectifs » et du programme d'aménagement économique avec la Fab

Pour rappel, le premier marché de prestations de service avec La Cub pour le pilotage et la mise en œuvre opérationnelle de la démarche « 50 000 logements autour des axes de transports collectifs » avait été conclu pour la période du 7 janvier au 31 décembre 2014. La délibération métropolitaine du 19 décembre 2014 (2014/0805) définit les conditions d'un second marché, signé le 4 février 2015 pour la période allant de la date de notification jusqu'au 31 décembre 2015.

En cohérence avec le programme pluriannuel d'investissement 2016-2020 de Bordeaux Métropole, le Conseil métropolitain du 18 décembre 2015 (délibération 2015-781) définit pour 5 ans les conditions d'un accord-cadre mono-attributaire comportant 4 types de missions. L'accord est conclu le 6 janvier 2016 pour une période allant jusqu'au 31 décembre 2020.

Les coûts estimatifs pour la Métropole sur la durée de l'accord-cadre sont de 17,159 M€ HT, soit :
- 0,452 M€ pour la mission d'appui à l'établissement pour l'animation et la coordination des programmes,
- 2,406 M€ pour la mise en œuvre d'actions pré-opérationnelles hors opérations publiques d'aménagement,
- 12,795 M€ pour la préparation de l'engagement d'actions et d'opérations d'aménagement,
- 1,506 M€ pour l'action foncière.

Ce budget prévisionnel de 17,159 M€ est affecté à 85 % (14,545 M€) au programme « 50 000 logements » et à 15 % (2,614 M€) au programme d'aménagement économique.

Pour l'année 2018, il est proposé d'assurer la poursuite des actions engagées en reconduisant les quatre missions précitées (délibération 2017-756 du 22 décembre 2017).
Ont été signés le 16 février 2018, trois marchés subséquents autorisés en Conseil d'administration du 8 décembre 2016, d'un montant total prévisionnel de 3,773 M€.
Le marché subséquent 1 porte sur le pilotage et la mise en œuvre opérationnelle de la démarche « 50 000 logements autour des axes de transports collectifs ». Il est estimé à 3,118 M€ dont 0,050 M€ pour l'*appui à l'établissement pour l'animation et la coordination du programme « 50 000 logements*, 0,424 M€ pour la *mise en œuvre et le suivi des îlots témoins*, 2,344 M€ pour la *préparation de l'engagement d'actions et d'opérations d'aménagement*, 0,300 M€ pour *l'action foncière.*
Le marché subséquent 2 porte sur le pilotage et la mise en œuvre opérationnelle du programme d'aménagement économique de l'OIM Bordeaux Aéroport (BA). Il est estimé à 55 K€.
Le marché subséquent 3 porte sur le pilotage et la mise en œuvre opérationnelle du programme d'aménagement économique de secteurs à vocation économique. Il est estimé à 600 K€.

Sur l'exercice 2018, le montant des prestations facturées au titre de ce marché s'élève à 3,773 M€, soit 100 % du montant global (cf. § 3.1).

La délibération métropolitaine 2019-1 du 25 janvier 2019 définit les marchés subséquents pour l'année 2019.

2.2.8 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Eysines - Carès Cantinolle » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 22 janvier 2016 (délibération 2016/29) a confié à la SPL La Fab la réalisation de la ZAC « Eysines Carès Cantinolle » pour une durée de 15 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 2 décembre 2015, signé le 17 mars 2016 et son terme est fixé au 13 avril 2031.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation d'un programme d'environ 52 000 m^2 de surface plancher de logements et 3 000 m^2 de surface plancher de commerces. L'actualisation du programme à fin 2017 porte à près de 54 000 m^2 de surface plancher pour 750 logements et toujours 3 000 m^2 de surface plancher de commerces.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 14,682 M€ HT (16,393 M€ TTC).
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 9,166 M€ HT, soit 3,982 M€ au titre de la participation d'équilibre et 5,184 M€ au titre de la remise d'ouvrage. La participation communale prévisionnelle s'élève à 0,260 M€ HT en contrepartie de la remise d'équipements ayant vocation à revenir dans le patrimoine communal et notamment l'éclairage public et le mobilier urbain.

Un premier avenant, validé par le Conseil métropolitain du 22 décembre 2017 (2017-835), modifie l'article 15.4 du traité relatif à la participation du concédant. Ainsi, le montant révisé prévisionnel de la participation du concédant s'élève à 9,348 M€ HT dont 3,982 M€ au titre de la participation d'équilibre (inchangé par rapport au traité) et 5,366 M€ au titre de la remise d'ouvrage (contre 5,184 M€ au traité). Concomitamment, la participation communale prévisionnelle est revue à 0,078 M€ HT (contre 0,260 M€ initialement). L'impact financier pour Bordeaux Métropole s'élève à + 0,182 M€ et celui pour la commune d'Eysines à – 0,182 M€. Il s'agit en fait d'un recalage des compétences (correction de répartition des équipements) entre la commune d'Eysines et Bordeaux Métropole.

Le compte-rendu financier et d'activités (CRFA) de l'exercice 2017 a été approuvé par le Conseil métropolitain du 30 novembre 2018 (2018-746). Au 31 décembre 2017, le bilan de la ZAC est arrêté à 19,351 M€ HT, soit en augmentation de 4,669 M€ par rapport au bilan d'origine dont 1,881 M€ sur le CRFA 2017. Cette révision à la hausse est due à une revalorisation des valeurs foncières par les services de l'Etat. L'augmentation est compensée par des recettes de charges foncières (dépenses d'acquisition du terrain, de viabilisation et de constructibilité) et est sans impact sur la participation de Bordeaux Métropole.

La participation cumulée de Bordeaux Métropole a été comptabilisée à hauteur de 1 833 K€ HT (dont la totalité en 2018). La participation prévisionnelle métropolitaine restant à comptabiliser est donc de 7 514 K€ HT.
La participation prévisionnelle communale restant à comptabiliser est de 78 K€ HT.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 1,460 M€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 134 K€ pour la période 2016 à 2022, 101 K€ de 2023 à 2025 et 43,8 K€ de 2026 à 2030.

Sur l'exercice 2018, la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 134 K€ conformément à l'échéancier contractuel ci-dessus (cf. § 3.1).

2.2.9 Convention d'avance de trésorerie avec Bordeaux Métropole dans le cadre de la concession d'aménagement « Eysines - Carès Cantinolle »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Eysines Carès Cantinolle », le Conseil métropolitain du 22 janvier 2016 (délibération 2016/29) valide un dispositif d'avance de trésorerie non rémunérée de 2,634 M€ pour une durée de 15 ans. La convention a été signée le 17 mars 2016 et son terme est fixé au 13 avril 2031. L'avance a été versée en deux fois : 1,734 M€ en 2016 et 0,9 M€ en 2017.
Un premier avenant à la convention, approuvé par le Conseil métropolitain du 30 novembre 2018 (délibération 2018-746) et signé le 15 avril 2019, modifie l'échéancier du remboursement.
L'avance versée en 2016 et 2017 par Bordeaux Métropole à la SPL s'élève à 2,634 M€, elle n'est pas remboursée à fin 2018 (cf. § 3.2). Elle est remboursable en deux fois : 1,5 M€ en 2024 et 1,134 M€ en 2028 ou au plus tard au terme de la convention.

2.2.10 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Bègles - Villenave d'Ornon Route de Toulouse » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 25 mars 2016 (délibération 2016/156) a confié à la SPL La Fab la réalisation de la ZAC « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » pour une durée de 10 ans.

Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 2 décembre 2015, signé le 19 mai 2016 et son terme est fixé au 19 mai 2026.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de 1 300 logements et environ 7 730 m^2 de surface plancher de commerces. L'actualisation du programme à fin 2017 porte à 92 421 m^2 de surface plancher pour 1 340 logements et 8 098 m^2 de surface plancher de commerces.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 37,013 M€ HT (41,724 M€ TTC).
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 19,759 M€ HT dont 8,754 M€ HT au titre de la participation d'équilibre et 11,005 M€ HT au titre de la remise d'ouvrage. La participation prévisionnelle communale de Villenave d'Ornon et de Bègles s'élève à 1,226 M€ HT (respectivement 0,305 M€ et 0,921 M€) en contrepartie de la remise d'équipements ayant vocation à revenir dans leur patrimoine et notamment l'éclairage public.

Un premier avenant, validé par le Conseil métropolitain du 26 janvier 2018 (2018-32), modifie l'article 15.4 du traité relatif à la participation du concédant. Ainsi, le montant révisé prévisionnel de la participation du concédant s'élève à 19,963 M€ HT dont 8,754 M€ HT au titre de la participation d'équilibre (inchangé par rapport au traité) et 11,209 M€ HT au titre de la remise d'ouvrage (contre 11,005 M€ au traité). Concomitamment, la participation communale prévisionnelle de Villenave d'Ornon et de Bègles est revue à 1,022 M€ HT (respectivement 0,129 M€ et 0,894 M€) (contre 1,226 M€ initialement). L'impact financier pour Bordeaux Métropole s'élève à + 0,204 M€, celui de Villenave d'Ornon est de – 0,176 M€ et celui de Bègles est de – 0,027 M€. Ce recalage, sans impact au global, est la correction d'une erreur de répartition entre les équipements propres à la ZAC et les équipements d'intérêt général dans la délibération de réalisation.

Le compte-rendu financier et d'activités (CRFA) de l'exercice 2017 a été approuvé par le Conseil métropolitain du 30 novembre 2018 (2018-750). Au 31 décembre 2017, le bilan de la ZAC est arrêté à 38,364 M€ HT, soit + 1,351 M€ par rapport au bilan d'origine.

La participation cumulée de Bordeaux Métropole a été comptabilisée à hauteur de 1 667 K€ HT (dont la totalité en 2018). La participation prévisionnelle métropolitaine restant à comptabiliser est donc de 18 296 K€ HT.
La participation prévisionnelle communale restant à comptabiliser est de 1 023 K€ HT.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 3 M€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 390 K€ pour la période 2016 et 2017, 360 K€ pour 2018 et 2019, 270 K€ pour 2020 à 2022, 240 K€ pour 2023 et 2024, 210 K€ en 2025.

Sur l'exercice 2018, la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 360 K€, conformément à l'échéancier contractuel ci-dessus (cf. § 3.1).

2.2.11 Convention d'avance de trésorerie avec Bordeaux Métropole dans le cadre de la concession d'aménagement « « Bègles - Villenave d'Ornon Route de Toulouse »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse », le Conseil métropolitain du 25 mars 2016 (délibération 2016/156) valide un dispositif d'avance de trésorerie non rémunérée de 15 M€. La convention a été signée le 19 mai 2016 et son terme est fixé au 19 mai 2028.
Un premier avenant à la convention, approuvé par le Conseil métropolitain du 30 novembre 2018 (délibération 2018-750) et non signé au moment de la rédaction du rapport, modifie :

- les modalités de l'avance : 6,1 M€ en 2016, 7,8 M€ en 2017, 1,1 M€ en 2019 ; l'avance versée en 2016 et 2017 par Bordeaux Métropole à la SPL s'élève à 13,9 M€, elle n'est pas remboursée à fin 2018 (cf. § 3.2) ;
- l'échéancier du remboursement. L'avance est remboursable en six fois : 2 M€ en 2021, 5 M€ en 2022, 2 M€ en 2023, 4 M€ en 2024, 1,5 M€ en 2025 et 0,5 M€ en 2026 ou au plus tard au terme de la convention.

2.2.12 Accord-cadre relatif à l'opération « 50 000 logements » entre la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes (CEAPC), Bordeaux Métropole et La Fab

Il s'agit d'un accord-cadre, conclu le 5 février 2016 pour une période allant jusqu'au 31 janvier 2018, définissant les conditions dans lesquelles la CEAPC pourra intervenir pour accompagner financièrement Bordeaux Métropole et La Fab. Bordeaux Métropole s'engage à garantir les prêts contractés par la SPL auprès de la CEAPC. L'enveloppe est de 15 M€.
Cet accord n'a pas fait l'objet d'une délibération du Conseil métropolitain car il s'intègre dans le cadre de la convention d'action foncière. Chaque garantie de prêt fera l'objet d'une délibération spécifique.
Au 31 décembre 2018, aucun prêt n'a encore été mobilisé et l'accord n'a pas été renouvelé.

2.2.13 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Mérignac - Marne » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 7 juillet 2017 (délibération 2017/481) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Mérignac - Marne » pour une durée de 8 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 15 juin 2017, signé le 28 août 2017 et son terme est fixé au 20 septembre 2025.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de 1 100 logements et environ 22 600 m^2 de surface plancher de commerces, ainsi qu'un programme d'équipements publics. L'actualisation du programme à fin 2017 porte à 73 798 m^2 de surface plancher pour 1 117 logements et 22 144 m^2 de surface plancher de commerces.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 20,576 M€ HT (23,070 M€ TTC).
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 14,357 M€ HT dont 6,544 M€ au titre de la participation d'équilibre et 7,813 M€ au titre de la remise d'ouvrage. La participation prévisionnelle communale de Mérignac s'élève à 0,046 M€ HT.

Le compte-rendu financier et d'activités (CRFA) de l'exercice 2017 a été approuvé par le Conseil métropolitain du 21 décembre 2018 (2018-831). Au 31 décembre 2017, le bilan de la ZAC est arrêté à 21,231 M€ HT contre 20,576 M€ à l'origine, soit + 0,654 M€ par rapport au bilan d'origine.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 1,6 M€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 100 K€ en 2017, 200 K€ en 2018, 250 K€ en 2019 et 2022, 150 K€ en 2023, 100 K€ en 2024 et 50 K€ en 2025.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 200 K€, conformément à l'échéancier contractuel ci-dessus (cf. § 3.1).

2.2.14 Convention d'avance de trésorerie avec Bordeaux Métropole dans le cadre de la concession d'aménagement « Mérignac - Marne »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Mérignac - Marne », le Conseil métropolitain du 7 juillet 2017 (délibération 2017/481) valide un dispositif d'avance de trésorerie non rémunérée de 8,7 M€. La convention a été signée le 8 novembre 2017 et son terme est fixé au 20 septembre 2025.
Un premier avenant à la convention, approuvé par le Conseil métropolitain du 21 décembre 2018 (délibération 2018-831), modifie :

- les modalités de l'avance : 2,1 M€ appelé en 2017 et versé en 2018, 6,6 M€ en 2021 ; l'avance versée en 2018 par Bordeaux Métropole à la SPL s'élève à 2,1 M€, elle n'est pas remboursée à fin 2018 (cf. § 3.2) ;
- l'échéancier du remboursement. L'avance est remboursable en quatre fois : 3,8 M€ en 2022, 2 M€ en 2023, 2 M€ en 2024 et 0,9 M€ en 2025 ou au plus tard au terme de la convention.

2.2.15 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Bruges – Petit Bruges » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 29 septembre 2017 (délibération 2017/584) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Bruges – Petit Bruges » pour une durée de 5 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 5 octobre 2017, signé le 6 février 2018 et son terme est fixé au 6 février 2023.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de 260 logements sur 22 230 m^2 de surface plancher, environ 3 000 m^2 de surface plancher de bureaux, 1 000 m^2 de surface plancher de commerces et 350 places de stationnements, ainsi qu'un programme d'équipements publics (une allée forestière, un espace paysager et de rétention d'eau, un parvis).

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 6,927 M€ HT (7,950 M€ TTC).
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 0,837 M€ HT dont 0,645 M€ au titre de des équipements de compétences métropolitaines et 0,192 M€ au titre des équipements communales. La commune de Bruges est redevable de cette somme envers Bordeaux Métropole.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 0,370 M€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 74 K€ sur 5 ans.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 67 K€, soit 74 K€ prévus à l'article 19-2 du traité de concession proratisés à 329/365ème en raison de la date de notification 06/02/2018 à La Fab (cf. § 3.1).

2.2.16 Convention d'avance de trésorerie avec Bordeaux Métropole dans le cadre de la concession d'aménagement « « Bruges – Petit Bruges »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Bruges – Petit Bruges », le Conseil métropolitain du 29 septembre 2017 (délibération 2017/584) valide un dispositif d'avance de trésorerie non rémunérée de 3,3 M€. La convention a été signée le 9 mai 2018 et son terme est fixé au 9 mai 2023.
L'avance est versée en 2018 et est remboursable au fur et à mesure de l'avancement de l'opération, selon l'échéancier prévisionnel suivant : 1 M€ en 2020, 1,5 M€ en 2021 et 0,8 M€ en 2022 (cf. § 3.2).

2.2.17 Concession d'aménagement économique pour la réalisation de l'opération « Le Haillan – Cinq chemins » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 22 décembre 2017 (délibération 2017/768) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Le Haillan – Cinq chemins » pour une durée de 6 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 5 octobre 2017, signé le 20 février 2018 et son terme est fixé au 20 février 2024.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel global d'environ 100 000 m^2 de terrains aménagés cessibles, soit 50 000 m^2 de surface plancher à destination de locaux d'activités.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 7,716 M€ HT (9,302 M€ TTC).
Le solde de l'opération étant positif, l'opération ne génère pas de participation de la part de Bordeaux Métropole ; celle-ci bénéficiera d'un boni de liquidation de 0,215 M€ HT (et TTC).

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 0,616 M€. L'échéancier contractuel se décompose en 161 K€ en 2018, 125 K€ en 2019, 100 K€ en 2020, 80 K€ en 2021 et en 2022 et 70 K€ en 2023.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 161 K€. Conformément à l'échéancier contractuel ci-

dessus (cf. § 3.1), un prorata tenant compte de la date de notification aurait dû être appliqué et ne l'a pas été pour des raisons de besoin de financement de La Fab.

2.2.18 Convention d'avance de trésorerie avec Bordeaux Métropole dans le cadre de la concession d'aménagement « Le Haillan – Cinq chemins »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Le Haillan – Cinq chemins », le Conseil métropolitain du (délibération 2018/142) valide un dispositif d'avance de trésorerie non rémunérée de 6,7 M€. La convention a été signée le 16 avril 2018 et son terme est fixé au 17 mai 2024.

La convention prévoyait le versement de l'avance en 2018. Dans les faits, seuls 1 200 K€ ont été réglés. L'avance est remboursable en cinq fois : 0,7 M€ en 2019, 1,7 M€ en 2020, 1,450 M€ en 2021 et en 2022 et 1,4 M€ en 2023 (cf. § 3.2) ou au plus tard au terme de la convention.
Un avenant est en cours de préparation en 2019 afin de valider le nouvel échéancier.

2.2.19 Concession d'aménagement économique la réalisation de l'opération « Saint-Médard-en-Jalles – Galaxie IV » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 27 avril 2018 (délibération 2018/198) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Saint-Médard-en-Jalles – Galaxie IV » pour une durée de 4 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 22 mars 2018, signé le 27 avril 2018 et son terme est fixé au 21 septembre 2022.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de d'un programme prévisionnel d'environ 30 500 m2 de terrains aménagés cessibles, soit 12 200 m^2 de surfaces plancher à destination de locaux d'activité

Le montant prévisionnel de l'opération est évalué à 2,824 M€ HT.
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 0,419 M€ HT dont l'intégralité au titre de la participation d'équilibre. La participation prévisionnelle communale de Saint-Médard-en-Jalles est nulle.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 223 K€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 67 K€ en 2018 et 2019, 45 K€ en 2020, 22 K€ en 2021 et 2022.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 19 K€, €, soit 67 K€ prévus à l'article 19-2 du traité de concession proratisés à 102/365ème en raison de la date de notification 21/09/2018 à La Fab (cf. § 3.1).

2.2.20 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Gradignan – Centre-Ville » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 27 avril 2018 (délibération 2018/266) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Gradignan – Centre-Ville » pour une durée de 15 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 22 mars 2018, signé le 24 août 2018 et son terme est fixé au 30 août 2033.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de 1 000 logements sur 84 400 m^2 de surface plancher, environ 10 200 m^2 de surface plancher de commerces, services ou bureaux, ainsi qu'un programme d'équipements publics (équipements de superstructures et d'infrastructures).

Le montant total prévisionnel de l'opération est estimé à 46,172 M€ HT (53,142 M€ TTC).
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 9,145 M€ HT dont 1,610 M€ au titre de la participation à l'équilibre et 7,535 M€ au titre de la remise d'ouvrage. La participation prévisionnelle communale de Gradignan s'élève à 2,550 M€ HT.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 2,950 M€. L'échéancier contractuel se décompose

annuellement en : 180 K€ en 2018, 200 K€ en 2019, 250 K€ de 2020 à 2022, 200 K€ de 2023 à 2027, 170 K€ de 2028 à 2029, 160 K€ de 2030 à 2032.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 61 K€, €, soit 180 K€ prévus à l'article 19-2 du traité de concession proratisés à 124/365ème en raison de la date de notification 30/08/2018 à La Fab (cf. § 3.1).

2.2.21 Convention de participation financière dans le cadre de la concession d'aménagement « Gradignan – Centre-Ville »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Gradignan – Centre-Ville », le Conseil métropolitain du 27 avril 2018 (délibération 2018/266) valide un dispositif de participation financière. La convention a été signée le 16 août 2018 et son terme est fixé au 30 août 2033.
La participation financière versée par la commune de Gradignan de 2,550 M€ (3,060 M€ TTC) sera versée directement à la SPL suivant l'échéancier suivant : 1,667 M€ HT en 2024 (2 M€ TTC) et (1,060 M€ TTC) en 2028.

2.2.22 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Le Haillan – Cœur de Ville » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 6 juillet 2018 (délibération 2018/264) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Le Haillan – Cœur de Ville » pour une durée de 10 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 14 décembre 2017, signé le 1er août 2018 et son terme est fixé au 14 août 2028.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de d'un programme prévisionnel de construction comprenant environ 32 000 m^2 de surface plancher pour 500 logements et 1 000 m^2 de commerces, activités et services, ainsi qu'un programme d'équipements publics.

Le montant prévisionnel de l'opération est évalué à 14 ,003 M€ HT (16,140 M€ TTC).
La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 7,338 M€ HT dont 0,252 M€ au titre de la participation d'équilibre et 7,086 M€ au titre de la remise d'ouvrage. La participation prévisionnelle communale du Haillan est nulle.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 1,1 M€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 150 K€ de 2018 à 2022, 100 K€ en 2023, 90 K€ en 2024, 45 K€ en 2025 et 2026, 30 K€ en 2027 et 40 K€ en 2028.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 57 K€, soit 150 K€ prévus à l'article 19-2 du traité de concession proratisés à 139/365ème en raison de la date de notification 14/08/2018 à La Fab (cf. § 3.1).

2.2.23 Concession d'aménagement urbain pour la réalisation de l'opération « Mérignac - Soleil » avec Bordeaux Métropole

Le Conseil métropolitain du 6 juillet 2018 (délibération 2018/449) a confié à la SPL La Fab la réalisation de l'opération d'aménagement « Mérignac – Soleil » pour une durée de 15 ans. Le contrat de concession a été autorisé par son Conseil d'administration du 14 juin 2018, signé le 24 août 2018 et son terme est fixé au 30 août 2033.

L'article 1.2 du traité de concession précise que l'aménagement doit permettre la réalisation de 2 800 logements sur environ 210 000 m^2 et 90 000m^2 de surface plancher de commerces, bureaux et activités, ainsi qu'un programme d'équipements publics.

Le montant prévisionnel de l'opération est évalué à 65,222 M€ HT.

La participation métropolitaine prévisionnelle est fixée à 51,174 M€ HT dont 1,469 M€ au titre de l'effort d'aménagement et 49,705 M€ au titre de la remise d'ouvrage. La participation prévisionnelle communale de Mérignac s'élève à 2,200 M€ HT.

Par ailleurs, l'article 19 du traité de concession prévoit des rémunérations au bénéfice de l'aménageur d'un montant prévisionnel de 3,950 M€. L'échéancier contractuel se décompose annuellement en : 110 K€ en 2018, 260 K€ en 2019, 330 K€ de 2020 à 2022, 350 K€ de 2023 à 2025, 260 K€ de 2026 à 2028, 230 K€ de 2029 à 2030 et 150 K€ de 2031 à 2032.

Sur l'exercice 2018, aucune participation de Bordeaux Métropole n'a été appelée et la rémunération de l'aménageur s'est élevée à 37 K€, €, soit 110 K€ prévus à l'article 19-2 du traité de concession proratisés à 123/365ème en raison de la date de notification 31/08/2018 à La Fab (cf. § 3.1).

2.2.24 Convention tripartite de participation financière dans le cadre de la concession d'aménagement « Mérignac - Soleil »

Au vu du prévisionnel de trésorerie de l'opération de concession d'aménagement « Mérignac - Soleil », le Conseil métropolitain du 6 juillet 2018 (délibération 2018/449) valide un dispositif de participation financière. La convention a été signée le 16 août 2018 et son terme est fixé au 30 août 2033.
La participation financière versée par la commune de Mérignac de 2,2 M€ HT (2,640 M€ TTC) sera versée directement à la SPL suivant un échéancier allant de 2022 à 2032.

2.3. L'activité de la SPL

L'objet de la SPL est défini par l'article 2 des statuts en vigueur (approuvé par l'AG mixte du 16/06/2016). Il consiste en *la conduite et le développement d'actions et d'opérations d'aménagement et de construction, concourant au développement urbain et économique de la métropole bordelaise, exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire géographique*. Pour mémoire, une modification des statuts de La Fab a été autorisée par le Conseil de Bordeaux Métropole en date du 25 mars 2016 (délibération 2016-95) ainsi que par l'ensemble des instances délibérantes de chaque collectivité actionnaire : l'article 2, concernant l'objet social, est complété du volet de l'aménagement économique.

L'activité opérationnelle de l'exercice 2018 se résume comme suit :

2.3.1 Animation de la démarche du Programme « 50 000 logements »

Courant 2018, La Fab a accompagné Bordeaux Métropole dans la conduite de l'animation de la démarche en participant ou en organisant des actions (participation à divers séminaires et tables rondes organisées par la Métropole, à des forums de projets urbains, etc).

2.3.2 Mise en œuvre des îlots témoins du programme « 50 000 logements »

La SPL identifie 22 îlots dans 14 Villes de la Métropole bordelaise.
L'ensemble de la production sur ces îlots représente environ 3 800 logements. A fin 2018, 24 permis de construire ont été délivrés (dont 7 en 2018), représentant environ 2 950 logements.
Les premières livraisons, représentant 590 logements, sont intervenues en 2017 et 2018 à Bassens (Cité de la gare), Bordeaux (Résidence du Lac), à Pessac (Cité des métiers), à Mérignac (Langevin), à Eysines (Martin-porc). Plusieurs chantiers sont en cours (au Bouscat, à Mérignac, à Villenave d'Ornon) pour des livraisons prévues en 2019 et 2020.

Pour chaque îlot, la SPL établit une convention de partenariat entre les différents acteurs permettant de préciser les caractéristiques du projet et ses modalités de mise en œuvre.

2.3.3 Opérations d'aménagement du programme « 50 000 logements »

Des études pré-opérationnelles d'aménagement ont été engagées depuis 2013 et poursuivies en 2018, en lien parfois très étroits avec les îlots témoins. Il s'agit d'études urbaines et architecturales, commerciales, techniques, environnementales, de stationnement, foncières… Leur finalité est de

préparer les opérations d'aménagement que La Fab prendra en charge à travers des concessions d'aménagement.
Le compte-rendu au 31/12/2018 de l'activité de la SPL fait état de 13 opérations identifiées ou en cours d'activation dans 8 Villes. Elles représentent environ 11 500 logements.
Parmi ces 13 opérations, 8 traités de concession sont signés, 5 opérations sont en cours d'études.

2.3.4 Aménagement économique

L'aménagement économique devient une activité à part entière de la SPL, formalisée dans ses statuts depuis une AGE du 16 juin 2016.
La SPL a poursuivi en 2018 son accompagnement de Bordeaux Métropole dans la conduite de l'animation de la démarche *Aménagement économique* en participant ou en organisant des actions. Parmi ces actions, il y a depuis 2017, l'Appel à manifestation d'intérêt pour l'aménagement économique de Bordeaux Métropole *Aménager, Innover, Redessiner, Entreprendre,* (AMI AIRE). L'appel à manifestation d'intérêt est porté par Bordeaux Métropole, les communes et La Fab, en partenariat avec la Caisse des dépôts et consignations. Bordeaux Métropole a confié à la SPL depuis janvier 2016 une mission d'accompagnement à la définition et à la mise en œuvre de son programme d'aménagement économique visant la production d'une offre foncière et immobilière répondant aux besoins des entreprises, PME, artisans, négociants, PMI cherchant à s'implanter et à se développer sur la métropole. A ce titre La Fab assure la mise en œuvre de cet appel à manifestation d'intérêt, en appui de Bordeaux Métropole et en accord avec les communes.

Dans le cadre du programme d'aménagement économique, Bordeaux Métropole a confié à la SPL des opérations qui ont conduit à des études foncières.
A la fin 2018, 3 études sont en cours (Blanquefort, Le Bouscat et Bruges).

2.3.5 Acquisitions foncières et immobilières

La convention d'action foncière (cf. § 2.2.1) a permis en 2018 la recherche de terrains et l'acquisition de 2 biens. Ainsi, depuis sa conclusion, la convention a permis l'acquisition cumulée de 12 biens pour 9,223 M€ et 250 K€ de frais (8 terrains bâtis, 1 terrain non bâti, 1 appartement, 2 maisons).
Le montant total cumulé depuis la conclusion de la convention des cessions et transferts s'élève à 6,168 M€.
La SPL gère les biens acquis (surveillance, démolition) en attendant leur cession à des promoteurs, leur transfert à des concessions ou leur rétrocession à Bordeaux Métropole.

2.3.6 Avancement des concessions d'aménagement

Dix concessions ont été attribuées à La Fab par Bordeaux Métropole depuis 2014. Elles sont toutes en cours, aucune n'est clôturée. L'avancement à fin 2018 est le suivant :

- « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » (cf. § 2.2.4) en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2014. Les travaux de voirie et réseaux divers (VRD) ont démarré en 2018 et dureront deux ans.
- « Eysines Carès Cantinolle » (cf.§ 2.2.8), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2016. La Déclaration d'utilité publique (DUP) est en préparation.
- « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » (cf.§ 2.2.10), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2016. Le pôle d'animation du projet (le *café de la route*) est ouvert, le plan guide a été actualisé en juillet 2018, le travail sur les îlots opérationnels se poursuit, la livraison de l'allée promenade n'est pas réalisée à fin juin 2019.
- « Mérignac Marne » (cf. § 2.2.13), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2017. Le dossier de DUP est finalisé, les travaux d'espaces publics et du jardin sont en préparation et le lancement de la consultation et le choix du lauréat sur l'îlot B1B7 se sont déroulés en 2018.
- « Bruges – Petit Bruges » (cf. § 2.2.15), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2017. La promesse d'achat du terrain à Bordeaux Métropole est signée.
- « Le Haillan – Cinq chemins » (cf. § 2.2.17), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2017. Les études de maîtrise d'œuvre vont se poursuivre. La SPL accompagnent la Métropole pour les procédures en cours (environnementales et permis d'aménager).
- « Saint-Médard-en-Jalles – Galaxie IV » (cf. § 2.2.19), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2018. Les études de maîtrise d'œuvre et des procédures environnementales et d'urbanisme sont en cours.
- « Gradignan – Centre-Ville » (cf. § 2.2.20), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2018. Les négociations d'acquisitions foncières se poursuivent. L'équipe de maîtrise

d'œuvre retenue reprend le plan guide (plan évolutif, qui définit les axes structurants d'un projet urbain à long terme).

- « Le Haillan – Cœur de Ville » (cf. § 2.2.22), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2018. Le lancement de la consultation et le choix des différents prestataires sont en cours. Les acquisitions foncières se poursuivent.
- « Mérignac – Soleil » (cf. § 2.2.23), en vertu d'une délibération métropolitaine prise en 2018. Les procédures environnementales et d'urbanisme sont en cours, ainsi que le travail sur les îlots opérationnels.

2.3.7 Communication et recherche-développement

La SPL communique sur ses activités et mène des opérations de communication et concertation. A titre d'exemples non exhaustifs, il est indiqué :

- l'inauguration de l'opération Bordeaux – Résidence du Lac en février 2018 ;
- des réunions de travail avec l'association Arc en rêve pour la mise au point d'une exposition A*ccessibles par nature* tenue en mars 2019 ;
- la participation au concours des trophées des Entreprises publiques locales (EPL) ;
- la présence à plusieurs forums de projets urbains.

Par ailleurs, La Fab a un marché de « suivi photographique et regard libre » lui permettant la photographie de l'ensemble des opérations du programme « 50 000 logements » et les sites du périmètre de l'AMI AIRE (cf. 2.3.4).

Une convention entre La Fab et Nobatek (structure adossée au Laboratoire de recherche de l'université de Bordeaux) a été signée le 25 octobre 2016 et présentée au CA du 11/10/2016. Son objectif est de développer un outil innovant d'évaluation d'impact environnemental des opérations mises en œuvre par La Fab.
Le montant du développement de l'outil est de 144 K€ dont 112 K€ à financer par La Fab et 32 K€ autofinancés par Nobatek. Au titre de 2018, la SPL a engagé 43 K€ de dépenses sur ce projet, après 69 K€ en 2017, soit un cumul de 112 K€. Ainsi, à fin 2018, La Fab n'a plus de dépenses à engager sur ce projet.

2.4. Contrôle analogue

2.4.1 Cadre juridique

La loi du 28 mai 2010 pose les conditions d'un fonctionnement *in house* en droit français en créant les Sociétés publiques locales (SPL). Leurs modalités d'intervention dispensées de toute publicité et mise en concurrence préalables sont en conformité avec les principes posés par le droit communautaire.
La loi laisse aux collectivités le soin d'organiser les conditions d'exercice d'un contrôle sur la SPL, analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services, et qui constitue une condition *sine qua non* du *in house.* Il revient cependant à chaque collectivité locale de prescrire les formes d'un tel contrôle.
Les modalités d'exercice du contrôle analogue doivent être inscrites dans les statuts de la SPL et peuvent figurer dans un règlement intérieur. Dans la pratique, le contrôle analogue s'exerce au travers de la gouvernance avec une nécessaire et active participation des élus et une indispensable information des actionnaires.

La réglementation et la jurisprudence ont évolué, notamment suite à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (article 17) qui stipule : *Un pouvoir adjudicateur est réputé exercer sur une personne morale un contrôle analogue à celui qu'il exerce sur ses propres services, s'il exerce une influence décisive à la fois sur les* ***objectifs stratégiques et sur les décisions importantes de la personne morale contrôlée.***

2.4.2 Les statuts et le règlement intérieur de la SPL

L'article 31 des statuts en vigueur de La Fab traite du contrôle exercé par les collectivités sur trois niveaux de fonctionnement de la société : orientations stratégiques, vie sociale, activité opérationnelle. **Afin de tenir compte des évolutions réglementaires et jurisprudentielles évoquées ci-avant qui limitent le contrôle analogue aux 2 axes suivants, un travail a été mené sur le règlement intérieur de la SPL :**

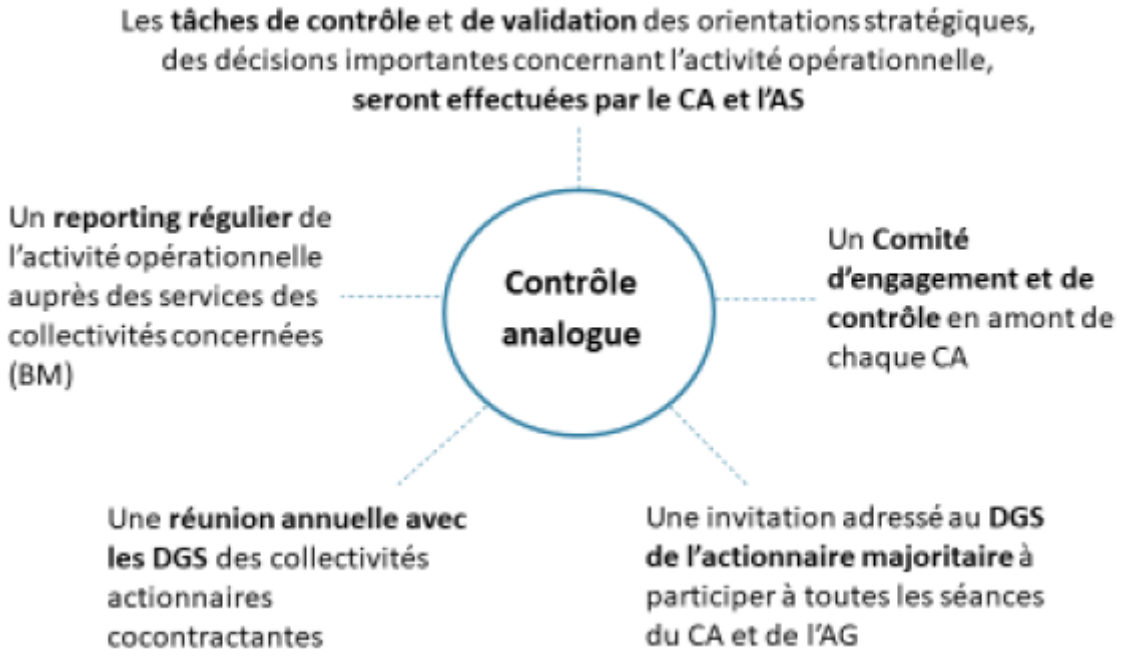
- les orientations stratégiques, telles que le budget, le plan à moyen terme, les accords-cadres ;
- les décisions importantes de la société, telles que les engagements de la société dans de nouvelles concessions et nouveaux projets….

Dans ce contexte, le contrôle analogue ne porte plus sur ce qui relève de la vie sociale. *Le contrôle analogue exercé par les Collectivités s'effectuera par l'intermédiaire de leurs représentants au CA, avec l'appui, le cas échéant de leurs services*.
Ainsi, le point sur la vie sociale a été supprimé du règlement intérieur par une modification de celui-ci validée par le Conseil d'administration du 18 octobre 2018, après avis du Comité d'Engagement et de Contrôle du 26 septembre 2018. En revanche, ce point n'a pas été supprimé des statuts ; la direction de la société prévoit de le réaliser en 2020.

A l'appui des statuts, le règlement intérieur définit le dispositif de contrôle autour :

- D'un **Comité d'engagement et de contrôle (CEC)**, composé de 5 représentants des collectivités actionnaires désignés par le CA, des représentants de la société (Président, Directeur général délégué), Directeur général des services (DGS) de Bordeaux Métropole. Ce comité est élargi au maire d'une commune dès lors qu'un projet sur cette commune fait l'objet d'un examen. Le rôle du CEC est consultatif ; il doit se réunir au moins tous les 3 mois, soit 4 fois.
  Conformément à ce qui est prévu, en 2018, se sont tenus 4 CEC. Les CEC ont abordé en 2018 des sujets divers tels que le suivi de l'avancement des opérations, les nouvelles conventions et leurs avenants, la prospective foncière, le point sur le contrôle analogue et l'évolution du règlement intérieur, le suivi des marchés subséquents en cours et la prévision des marchés subséquents 2019, les prévisions budgétaires.
- De réunions du **Conseil d'administration** fixées à 3 séances au moins par an, ce qui est conforme en 2018 (4 séances).
- De réunions en **Assemblées spéciales** composées des collectivités non représentées directement au Conseil d'administration. L'AS se tient avant chaque Conseil ou est concomitante à la réunion du Conseil, ce qui est conforme en 2018 (4 séances). En effet, lors du Conseil d'administration du 14 juin 2018, il est dressé le constat de redondances entre l'Assemblée spéciale et le Conseil d'administration. Aussi, au lieu de deux assemblées d'une heure, il est décidé de mettre en place une assemblée concomitante d'une heure trente. Il en résulte que les membres de l'assemblée spéciale peuvent assister au Conseil d'administration
- D'une Assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes, ce qui est conforme en 2018 (1 séance).
- D'une **réunion annuelle des DGS des collectivités cocontractantes**. Pour l'exercice concerné, cette réunion s'est tenue le 24/04/2018.
- De « **reportings » réguliers de l'activité opérationnelle auprès des services des collectivités concernées.** Ces rapports remplacent les suivis d'activité trimestriels communiqués à la Direction générale valorisation du territoire (DGVT) ainsi qu'au Président de Bordeaux Métropole, prévus initialement. La direction précise que ce rapport est adressé aux services de Bordeaux Métropole.

Le schéma ci-après résume les tâches de contrôle analogue désormais identifiées :



En conclusion sur l'année 2018, les modalités d'exercice du contrôle analogue incombant à la Métropole et prévues par les statuts et le règlement intérieur ont été respectées, sous réserve de l'harmonisation des statuts en vigueur avec le règlement intérieur modifié en 2018 concernant la vie sociale.

2.5. Relations de suivi entre Bordeaux Métropole et La Fab

Le suivi opérationnel et financier des concessions en cours a été présenté le 27 juin 2019 par la direction de La Fab à l'attention des services financiers de Bordeaux Métropole.

3. SITUATION FINANCIERE DE LA SPL

L'exercice 2018 constitue le sixième exercice fiscal. Pour mémoire, le premier exercice fiscal s'est déroulé d'avril 2012 à décembre 2013 (21 mois).

Pour mémoire, la société a fait l'objet d'un avis d'Examen de Comptabilité diligenté par les services fiscaux sur les exercices 2014, 2015 et 2016. La direction de la SPL indique que cette procédure s'est achevée le 18 octobre 2017 sans rectification.

Un contrôle de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Dirrecte) a été diligenté en 2018 sur le respect des délais de paiement des factures fournisseurs de juillet à décembre 2017. Au moment de la rédaction du présent rapport, la direction de la SPL n'a pas été informée des conclusions de ce contrôle.

3.1 Le compte de résultat

Le compte de résultat présenté ci-après est ventilé par activité, comme il figure dans les comptes soumis au contrôle des Commissaires aux comptes.
L'activité concession est par nature de longue durée et induit des mouvements d'acquisition et de stockage (achats de fonciers), d'encours de production (travaux d'aménagement), de cessions de charges foncières de terrains aménagés (chiffre d'affaires). Cette activité porte sur des montants significatifs dont l'effet dans les comptes de la société est annulé par des transferts de charges du secteur « concession ».
Afin de juger de la situation financière de la société, il faut analyser le compte de résultat hors impact des concessions d'aménagement.

Le secteur fonctionnement couvre l'activité ne relevant ni des concessions, ni des opérations propres.

Les opérations concédées sont aux risques et profits du concessionnaire.

Les services de Bordeaux Métropole renouvellent leur demande à la direction de la SPL de faire diligence auprès du commissaire aux comptes pour que l'annexe en page 14 du rapport soit modifiée (les opérations sont identifiées comme aux risques du concessionnaire en page 13 et aux risques du concédant en page 14).

Au global en 2018, le total des produits d'exploitation s'élève à 19 999 K€ (contre 22 113 K€ en 2017) et le total des charges d'exploitation est de 19 957 K€ (contre 22 094 K€ en 2017).
Hors concession d'aménagement, le total des produits d'exploitation est **5 911 K€** (contre 8 707 K€ en 2017) et le total des charges d'exploitation est de **5 869 K€** (contre 8 688 K€ en 2017).

En K€	2018					2017			2018/2017 en €	2018/2017 en %
	Fonctionnement	Opérations propres	total hors concession	Concession	Global	hors concession	Concession	Global	hors concession	hors concession
Production vendue	-	983,5	983,5	3 590,4	4 573,9	4 501,3	10 053,2	14 554,5	- 3 517,8	-78,2%
Vente de marchandises	3 774,9	-	3 774,9	-	3 774,9	-	-	-	3 774,9	
Chiffre d'affaires	**3 774,9**	**983,5**	**4 758,4**	**3 590,4**	**8 348,8**	**4 501,3**	**10 053,2**	**14 554,5**	**257,1**	**5,7%**
Production stockée	-	- 2 300,1	- 2 300,1	6 330,0	4 030,0	635,3	- 1 914,1	- 1 278,7	- 2 935,4	-462,0%
Reprise s/amort et transfert de charges	1 159,8	2 289,1	3 448,9	4 167,6	7 616,5	3 566,1	5 266,8	8 833,0	- 117,3	-3,3%
Autres produits	3,5	0,0	3,5	-	3,5	4,4	-	4,4	- 0,9	-20,0%
PRODUITS D'EXPLOITATION	**4 938,2**	**972,5**	**5 910,7**	**14 088,1**	**19 998,7**	**8 707,2**	**13 406,0**	**22 113,1**	**- 2 796,5**	**-32,1%**
Achats de marchandises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Achats de matières premières et autres	-	978,6	978,6	-	978,6	3 715,4	-	3 715,4	- 2 736,8	-73,7%
Autres achats et charges externes	2 428,9	2,8	2 431,8	9 920,4	12 352,2	2 592,4	8 139,1	10 731,6	- 160,7	-6,2%
Impôts et taxes	101,3	-	101,3	-	101,3	86,6	-	86,6	14,7	17,0%
Salaires et charges sociales	2 325,8	-	2 325,8	-	2 325,8	2 170,4	-	2 170,4	155,5	7,2%
Dotation aux amortissements et prov.	31,2	-	31,2	4 167,6	4 198,8	123,7	5 266,8	5 390,6	- 92,5	-74,8%
Autres charges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	- 0,0	-64,7%
CHARGES D'EXPLOITATION	**4 887,3**	**981,4**	**5 868,7**	**14 088,1**	**19 956,7**	**8 688,5**	**13 406,0**	**22 094,5**	**- 2 819,9**	**-32,5%**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**50,9**	**- 8,9**	**42,0**	**-**	**42,0**	**18,6**	**-**	**18,6**	**23,4**	**125,3%**
Produits financiers	46,2	24,1	70,3	-	70,3	51,8	-	51,8	18,5	35,8%
Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
RESULTAT FINANCIER	**46,2**	**24,1**	**70,3**	**-**	**70,3**	**51,8**	**-**	**51,8**	**18,5**	**35,8%**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	**97,1**	**15,3**	**112,3**	**-**	**112,3**	**70,4**	**-**	**70,4**	**41,9**	**59,5%**
Produits exceptionnels	1,0	-	1,0	-	1,0	0,3	-	0,3	0,7	274,2%
Charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	- 0,2	-100,0%
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1,0**	**-**	**1,0**	**-**	**1,0**	**0,1**	**-**	**0,1**	**0,9**	**817,9%**
Impôts sur les bénéfices	22,1	-	22,1	-	22,1	7,9	-	7,9	14,2	180,2%
TOTAL DES PRODUITS	**4 985,4**	**996,6**	**5 982,0**	**14 088,1**	**20 070,0**	**8 759,2**	**13 406,0**	**22 165,2**	**- 2 777,2**	**-31,7%**
TOTAL DES CHARGES	**4 909,4**	**981,4**	**5 890,8**	**14 088,1**	**19 978,8**	**8 696,6**	**13 406,0**	**22 102,5**	**- 2 805,8**	**-32,3%**
RESULTAT NET	**76,0**	**15,3**	**91,2**	**-**	**91,2**	**62,6**	**-**	**62,6**	**28,6**	**45,6%**

Des produits d'exploitation hors concession d'aménagement en repli

Les produits d'exploitation hors concession d'aménagement sont en repli de 2 797 K€ pour atteindre 5 911 K€ (dont 4 938 K€ pour le seul secteur de fonctionnement). Ils sont constitués à 80 % du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires hors concession a augmenté de 257 K€ (+ 5,7 %) pour atteindre 4 758 K€ :

- 3 773 K€ au titre du marché de prestation de service pour le pilotage et la mise en œuvre opérationnelle de la démarche « 50 000 logements » (cf. § 2.2.7). En effet, au titre du marché 2018, le montant des prestations facturées est de 3 773 K€ (100 % du montant du marché) ;
- 983 K€ au titre de la convention foncière (53 K€ de prestations et refacturations et 930 K€ de produits de la vente à Bouygues Immobilier de deux terrains situés à Eysines) ;
- 2 K€ de refacturations diverses au titre du fonctionnement.

La production stockée hors concession d'aménagement s'élève à – 2 300 K€ au 31/12/2018 (contre + 635 K€ à fin 2017). Elle correspond à la variation du stock figurant au bilan entre 2017 et 2018 (cf. § 3.2).

Des transferts de charges ont été comptabilisés en 2018 pour 3 449 K€ contre 3 566 K€ en 2017. Ils couvrent 1 160 K€ de rémunérations d'aménageurs sur les dix concessions en cours :

- « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » pour 64 K€ (cf.§ 2.2.4),
- « Eysines Carès Cantinolle » pour 134 K€ (cf.§ 2.2.8),
- « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » pour 360 K€ (cf. § 2.2.10),
- « Mérignac Marne » pour 200 K€ (cf. § 2.2.13),

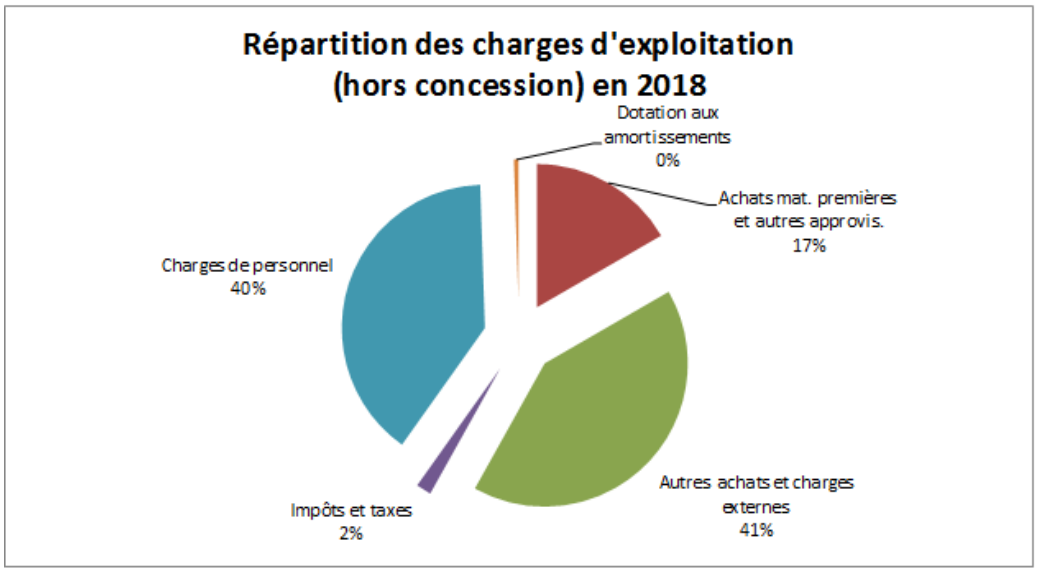
- « Bruges – Petit Bruges » pour 67 K€ (cf. § 2.2.15),
- « Le Haillan – Cinq chemins » pour 161 K€ (cf. § 2.2.17),
- « Saint-Médard-en-Jalles – Galaxie IV » pour 19 K€ (cf. § 2.2.19),
- « Gradignan – Centre-Ville pour 61 K€ (cf. § 2.2.20),
- « Le Haillan – Cœur de Ville » pour 57 K€ (cf. § 2.2.22),
- « Mérignac - Soleil » pour 37 K€ (cf. § 2.2.23).

Les transferts de charges couvrent également 2 289 K€ de terrains acquis dans le cadre de la convention foncière et transférés aux concessions dont 2 238 K€ de prix d'acquisitions de terrains, 39 K€ de frais d'acquisitions et 12 K€ de taxes, redevances diverses.

Pour information, les sorties des terrains acquis dans le cadre de la convention foncière s'effectuent de deux manières. Soit les terrains sont transférés à des concessions et leur produit est un transfert de charge, soit ils sont cédés à des opérateurs ou à Bordeaux Métropole et leur produit constitue du chiffre d'affaires.

Des charges d'exploitation hors concession d'aménagement en repli également

Les charges d'exploitation hors concession d'aménagement sont en baisse également de 2 820 K€ pour s'inscrire à 5 869 K€ (dont 4 887 K€ pour le seul secteur de fonctionnement).



Les autres achats et charges externes (2 432 K€) pèsent pour 41 % dans les charges d'exploitation. Il s'agit pour 2 429 K€ des charges de fonctionnement (hors opérations propres) :

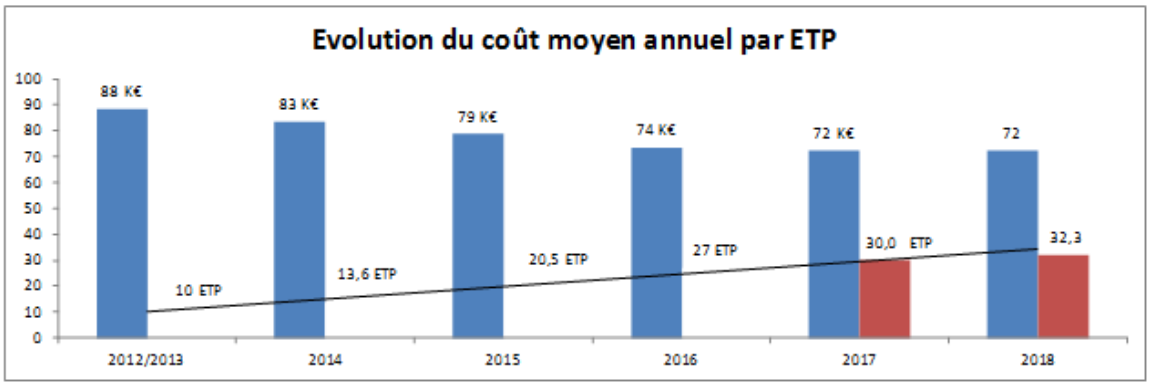
- 1 610 K€ (66 %) d'études réalisées pour les îlots témoins et futures opérations (dont 1 401 K€ liés à l'opération « 50 000 logements » et 209 K€ liés aux opérations d'aménagement économique),
- 293 K€ (12 %) de dépenses nécessaires au fonctionnement de la société, notamment les loyers et charges locatives (127 K€), les assurances (45 K€), l'adhésion au réseau professionnel de la SCET (Services, conseil, expertises et territoires ; il s'agit d'une société d'ingénierie de projets du groupe Caisse des Dépôts ; l'adhésion au réseau comprend notamment un accès à une plateforme de conseil juridique, une base de données de conventions types, des échanges entre membres du réseau…) (30 K€),
- 469 K€ (19 %) d'autres services extérieurs, notamment des honoraires (66 K€) et frais de communication (286 K€) ;
- 57 K€ (2 %) d'achats de biens et services.

Les autres achats et charges externes globales ont diminué de 161 K€ entre 2017 et 2018. Cette diminution est principalement le résultat de l'effet combiné de :

- la baisse des études liées à la mise en œuvre des îlots et des opérations (- 380 K€),
- la hausse des dépenses de communication (cf. ci-après) (+ 194 K€).

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de la société (notamment loyers, charges locatives, assurances, adhésion à la SCET) et les autres services extérieurs (notamment honoraires et frais de communication) ont diminué de 117 K€ (- 17 %) en 2017 puis augmenté de 202 K€ en 2018 (762 K€ contre 560 K€ en 2017). L'augmentation constatée en 2018 relève pour 194 K€ des frais de communication dont principalement les dépenses engagées pour l'exposition de l'association Arc en rêve, des photos des chantiers des îlots et opérations et des vidéos des témoignages des concepteurs.

Les charges de personnel représentent le deuxième poste des charges d'exploitation (40 %) avec 2 326 K€. La SPL a bénéficié du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) pour 38 K€ contre 42 K€ en 2017. Ces charges se renchérissent de 155 K€ (+ 7,2 %) en 2018 quand l'effectif moyen augmente lui de 2,26 ETP (équivalent temps plein), soit 7,5 %. L'effectif est de 32,26 ETP en moyenne sur 2018 et de 33 personnes en fin de période.



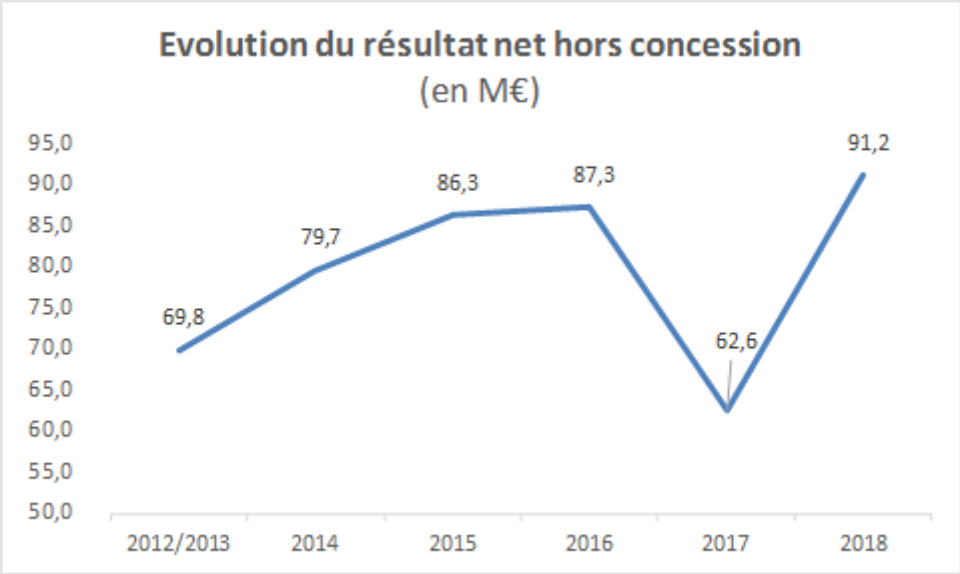
Le troisième poste des charges d'exploitation est celui des achats de matières et approvisionnement (43 % des charges) avec 979 K€ (contre 3 715 K€ en 2017). Ils correspondent pour cet exercice à 2 acquisitions foncières (933 K€ d'acquisitions de terrains et 46 K€ de frais d'acquisitions et taxes) relevant du secteur d'activité des opérations propres et faisant l'objet en fin d'exercice d'une valorisation de stocks d'en cours.

Les impôts et taxes représentent 2 % des charges avec 101 K€.
Le repli des produits d'exploitation (- 2 797 K€) étant inférieur à celui des charges (- 2 820 K€), le **résultat d'exploitation** s'améliore de 23 K€ pour atterrir à + 42 K€ (dont + 51 K€ pour le seul secteur de fonctionnement).

Le résultat financier s'élève à 70 K€ (dont 46 K€ pour le seul secteur de fonctionnement), en croissance de 19 K€. Il est constitué de produits financiers provenant de la rémunération du compte courant de la société et des revenus des placements en compte à terme. Pour rappel, la trésorerie globale est de 24 M€.

Le résultat exceptionnel hors impôts sur les sociétés (IS) est de 1 K€.
La charge d'IS est de 22 K€, en hausse de 14 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Le **résultat net** découlant de ces différentes composantes est en croissance de 29 K€ (+ 46 %) pour atterrir à 91 K€ (dont + 76 K€ pour le seul secteur de fonctionnement).



3.2 Le bilan

Le bilan présenté ci-après est ventilé par activité, comme il figure dans les comptes soumis au contrôle des Commissaires aux comptes.
L'ensemble des activités est considéré ci-après.

En K€	2018					2017			2018/2017 en €	2018/2017 en %
	Fonctionnement	Opérations propres	total hors concession	Concession	Global	hors concession	Concession	Global	Global	Global
ACTIF IMMOBILISE	**91,2**	-	**91**	-	**91**	**69**	-	**69**	**22**	**32%**
Immobilisations incorporelles	8	-	8	-	8	4	-	4	4	108%
Immobilisations corporelles	78	-	78	-	78	60	-	60	18	30%
Immobilisations financières	5	-	5	-	5	5	-	5	-	0%
ACTIF CIRCULANT	**5 098**	**14 470**	**19 567**	**28 491**	**48 058**	**19 092**	**24 718**	**43 810**	**4 248**	**10%**
Actic circulant hors trésorerie et comptes de régularisation	**2 634**	**4 098**	**6 732**	**16 400**	**23 132**	**6 557**	**7 569**	**14 127**	**9 006**	**64%**
Stock et en-cours, matières premières	-	3 114	3 114	-	3 114	5 414	-	5 414	- 2 300	-42%
Stock et en-cours, en cours de production	-	-	-	13 333	13 333	-	3 423	3 423	9 909	289%
Avances et accomptes versés	3	-	3	388	391	32	185	217	175	81%
Créances clients et accomptes rattachés	2 264	-	2 264	1 807	4 071	152	1 560	1 712	2 359	
Autres créances	367	984	1 351	872	2 223	959	2 402	3 361	- 1 138	-34%
Trésorerie	**2 447**	**10 371**	**12 818**	**10 865**	**23 683**	**12 518**	**10 775**	**23 294**	**389**	**2%**
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	#DIV/0!
Disponibilités	2 447	10 371	12 818	10 865	23 683	12 518	10 775	23 294	389	2%
Charges constatées d'avance	**17**	-	**17**	**1 226**	**1 243**	**16**	**6 373**	**6 390**	- **5 146**	**-81%**
TOTAL ACTIF	**5 189**	**14 470**	**19 659**	**28 491**	**48 150**	**19 161**	**24 718**	**43 879**	**4 271**	**10%**
Comptes de liaison	-	**549**	**549**	**3 361**	**3 910**	-	**120**	**120**	**3 790**	
TOTAL ACTIF AVEC COMPTE DE LIAISON	**5 189**	**15 019**	**20 208**	**31 852**	**52 060**	**19 161**	**24 838**	**43 999**	**8 061**	**18%**
CAPITAUX PROPRES	**2 462**	**15**	**2 477**	-	**2 477**	**2 386**	-	**2 386**	**91**	**4%**
Capital social	2 000	-	2 000	-	2 000	2 000	-	2 000	-	0%
Réserve légale	19	-	19	-	19	16	-	16	3	19%
Report à nouveau	366	-	366	-	366	307	-	307	60	19%
Résultat de l'exercice	76	15	91	-	91	63	-	63	29	46%
PROVISIONS	-	-	-	**4 168**	**4 168**	-	**5 267**	**5 267**	- **1 099**	
DETTES	**2 177**	**15 003**	**17 181**	**24 308**	**41 489**	**16 775**	**19 451**	**36 226**	**5 263**	**15%**
Emprunts et dettes financières à court terme	3	0	4	15	18	4	2	6	13	224%
Emprunts et dettes financières diverses à moyen et long terme	-	15 000	15 000	23 484	38 484	15 000	18 980	33 980	4 504	13%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 486	0	1 486	497	1 983	1 079	209	1 288	695	54%
Dettes fiscales et sociales	688	3	691	313	1 004	692	260	952	51	5%
Dettes sur immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Produits constatés d'avance	-	-	-	**16**	**16**	-	-	-	**16**	**#DIV/0!**
TOTAL PASSIF	**4 639**	**15 019**	**19 658**	**28 492**	**48 150**	**19 161**	**24 718**	**43 879**	**4 271**	**10%**
Comptes de liaison	**550**	-	**550**	**3 360**	**3 910**	-	**120**	**120**	**3 790**	
TOTAL PASSIF AVEC COMPTE DE LIAISON	**5 189**	**15 019**	**20 208**	**31 852**	**52 060**	**19 161**	**24 838**	**43 999**	**8 061**	**18%**

Un actif global essentiellement constitué d'actifs circulants

Au 31/12/2018, le total de l'actif du bilan hors compte de liaison s'élève à 48 150 K€ dont moins de 1 % d'actif immobilisé, 44 % d'actif circulant hors trésorerie et comptes de régularisation, 45 % de trésorerie et 10 % de comptes de régularisation.

L'actif immobilisé net s'élève à 91 K€ soit 419 K€ d'immobilisations brutes desquelles sont retranchés des amortissements cumulés de 328 K€. L'actif immobilisé brut est composé

d'immobilisations incorporelles pour 113 K€ (licences et un progiciel de gestion), d'immobilisations corporelles pour 301 K€ (matériel de bureau et informatique, agencements) et d'immobilisations financières pour 5 K€.

L'actif circulant net hors trésorerie et comptes de régularisation s'élève à 23 132 K€ à fin 2018 (dont 4 098 K€ pour les opérations propres, 2 634 K€ pour le fonctionnement et 16 400 K€ pour les concessions). L'évolution en 2018 (+ 4 248 K€) résulte essentiellement de la valorisation des stocks (+ 7 609 K€), des créances clients (+ 2 359 K€) des autres créances (- 1 138 K€), des charges constatées d'avance (- 5 146 K€) et de la trésorerie (+ 389 K€).

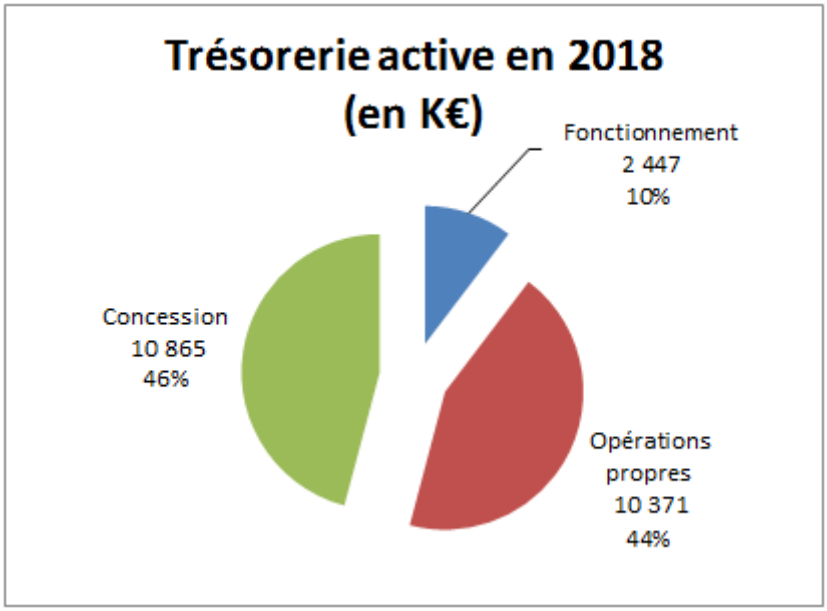
Les stocks sont estimés à 16 447 K€ au global et de 3 114 K€ hors concession.
Les stocks hors concession comprennent 3 114 K€ (en repli de 2 300 K€) de valorisations de terrains à aménager destinés à supporter des opérations d'aménagement dont les traités de concessions ne sont pas encore signés. Il s'agit d'acquisitions réalisées dans le cadre de la convention foncière (opération propre pour la SPL) soit 2 terrains achetés 3 055 K€ (1 à Pessac et 1 à Eysines) ainsi que des frais d'acquisitions, taxes et redevances diverses des terrains en stock (59 K€).

Par ailleurs, figurent à l'actif du bilan 13 333 K€ d'encours de production des concessions d'aménagement (en hausse de 9 909 K€) :
- « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » pour 0 K€,
- « Eysines Carès Cantinolle » pour 611 K€,
- « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » pour 8 338 K€,
- « Mérignac Marne » pour 841 K€,
- « Bruges – Petit Bruges » pour 103 K€,
- « Le Haillan – Cinq chemins » pour 167 K€,
- « Saint-Médard-en-Jalles – Galaxie IV » pour 25 K€,
- « Gradignan – Centre-Ville pour 61 K€,
- « Le Haillan – Cœur de Ville » pour 2 976 K€,
- « Mérignac - Soleil » pour 211 K€.

Les créances clients et autres créances, d'un montant de 6 294 K€ à fin 2018, concernent l'activité concession (2 679 K€), le fonctionnement (2 631 K€) et les opérations propres (984 K€).

Des **charges constatées d'avance** figurent au bilan à fin 2018 pour 1 243 K€ dont
1 226 K€ relèvent des concessions. Il s'agit de la neutralisation des résultats intermédiaires de ces opérations d'aménagement concédées aux risques et profits du concessionnaire :
- « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » pour 2 053 K€,
- « Eysines Carès Cantinolle » pour – 1 146 K€,
- « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » pour 300 K€,
- « Mérignac Marne » pour 13 K€,
- « Bruges – Petit Bruges » pour 0 K€,
- « Le Haillan – Cinq chemins » pour 0 K€,
- « Saint-Médard-en-Jalles – Galaxie IV » pour 0 K€,
- « Gradignan – Centre-Ville pour 0 K€,
- « Le Haillan – Cœur de Ville » pour 6 K€,
- « Mérignac - Soleil » pour 0 K€.

Les avances consenties par Bordeaux Métropole se retrouvent dans les dettes de la SPL mais aussi partiellement dans sa trésorerie en 2018. Aussi, la SPL dispose au 31/12/2018 d'une **trésorerie** conséquente de 23 683 K€ au global qui se décompose comme suit :



- 10 371 K€ au titre des opérations propres et totalement liés à la convention foncière.
- 10 865 K€ au titre des concessions :
  821 K€ de l'opération « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » (cf. § 2.2.5),
  3 169 K€ de l'opération « Eysines Carès Cantinolle » (cf. § 2.2.9),
  1 359 K€ de l'opération « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » (cf. § 2.2.11),
  1 241 K€ de l'opération « Mérignac Marne » (cf. § 2.2.14),
  1 040 K€ de l'opération « Le Haillan – Cinq chemins » (cf. § 2.2.18),
  3 235 K€ de l'opération « Bruges – Petit Bruges ». (cf. § 2.2.16).
- 2 447 K€ du secteur du fonctionnement, constitués principalement de 2 M€ placés en compte à terme et de 447 K€ sur un compte courant ouvert auprès de la Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes.

Afin d'utiliser au mieux les ressources allouées par la métropole, La Fab a réalisé la fongibilité des trésoreries depuis 2018 (fait d'utiliser la trésorerie pour des opérations pour laquelle elle n'était pas prévue initialement). Cela permet d'optimiser les flux entre les opérations. Les trésoreries positives pourront être utilisées au profit d'opérations présentant un besoin de trésorerie. Ainsi, des conventions d'avance ne sont plus systématiquement contractualisées lors de la conclusion de chaque traité de concession entre la SPL et Bordeaux Métropole. Par ailleurs, des conventions financières sont mises en place entre la SPL, Bordeaux Métropole et la commune conduisant au versement direct de la participation communale à la SPL.
La trésorerie de la SPL hors concession est de 12 818 K€ à fin 2018 (contre 12 518 K€).

<u>Un passif global essentiellement constitué de dettes à moyen et à long terme</u>
Le total du passif du bilan hors compte de liaison s'élève à 48 150 K€ dont 5 % de capitaux propres, 9 % de provisions, 80 % de dettes à moyen et long terme et 6 % de dettes à court terme.

Les capitaux propres, grâce au résultat de l'exercice précédent, se renforcent pour atteindre 2 477 K€. Leur proportion au regard du total du bilan, autrement appelé le ratio d'indépendance financière, est de 5 % (versus 5 % en 2017 et 7 % en 2016). La SPL est largement dépendante des dettes financières contractées auprès de la Métropole, ce qui est normal au regard des missions que celle-ci lui confie.

Les provisions pour risques et charges relèvent exclusivement des concessions.
Pour mémoire, dans le cadre des écritures d'inventaire de l'Avis CNC 99-05, les concessions sont traitées comme des opérations à long terme dont le résultat est dégagé à l'achèvement. Chaque année les écritures d'inventaire basées sur l'avancement de l'opération, permettent d'équilibrer le résultat soit par des recettes à recevoir soit par des charges prévisionnelles. Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il est constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée, inscrite dans les comptes annuels est nulle. Le degré d'avancement de l'Opération « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » a déterminé un montant de dépenses prévisionnelles (coût de revient des éléments

cédés) supérieur aux dépenses cumulées comptabilisées au 31/12/2018, aussi une provision pour charges égale au montant de l'écart constaté est comptabilisée au passif du bilan pour 4 168 K€ contre 5 266 K€ à fin 2017.

Les **dettes à moyen et long terme** (plus d'un an) sont de 38 484 K€ à fin 2018 et se composent de :

- 15 000 K€ au titre des opérations propres et totalement issus de la convention foncière (cf. § 2.2.2).
- 23 484 K€ au titre des concessions :
  299,5 K€ de l'avance pour la concession « Le Bouscat – Libération – Centre-Ville » (cf. § 2.2.5) ;
  2 634 K€ de l'avance pour la concession « Eysines Carès Cantinolle » (cf. § 2.2.9) ;
  13 900 K€ de l'avance pour la concession « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » (cf. § 2.2.11) ;
  2 100 K€ de l'avance pour la concession « Mérignac Marne » (cf. § 2.2.14) ;
  3 300 K€ de l'avance pour la concession « Bruges – Petit Bruges » (cf. § 2.2.16),
  1 200 K€ de l'avance pour la concession « Le Haillan – Cinq chemins » (cf. § 2.2.18),
  51 K€ de dépôts de garantie versés par les locataires et les vendeurs (cautions lors des promesses de vente) des terrains acquis par la SPL dans le cadre de la concession « Bègles Villenave d'Ornon Route de Toulouse » (48 K€) et de la concession « Le Haillan – Cœur de Ville » (2 K€).

Les dettes fournisseurs, d'un montant de 1 983 K€ dont 1 486 K€ émanent du « fonctionnement ».

Les dettes fiscales et sociales, de 691 K€ hors concession, sont relatives aux charges de personnel, aux cotisations sociales, à la TVA et aux autres impôts.

4. EN RESUME SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA SPL LA FAB POUR L'EXERCICE 2018

Pour œuvrer à la mission confiée par la Métropole depuis 2012, la SPL dispose désormais d'outils, qu'il s'agisse de conventions et d'avances financières (24 à fin 2018 dont 10 concessions en cours, cf. § 2.2), d'instances de gouvernance et de travail (CA, AS, AG, CEC, cf. § 2.4.2) et de moyens humains (33 personnes).

Les modalités d'exercice du contrôle analogue incombant à la Métropole et prévues par les statuts et le règlement intérieur ont évolué en 2018 pour tenir compte des récentes modifications règlementaires et également pour simplifier les assemblées. Les représentants des collectivités et leurs services exercent le contrôle analogue (cf. § 2.4).

Le résultat d'exploitation hors concession s'étoffe en 2018 de 23 K€ pour atteindre + 42 K€ (évolution liée à l'activité de la structure). Le résultat financier augmente également de 19 K€ pour s'afficher à + 70 K€. Le résultat exceptionnel croît de moins de 1 K€ pour atterrir à 1 K€. L'impôt sur les sociétés s'alourdit de 14 K€ pour représenter 22 K€. Le résultat net qui en découle croît de 29 K€ pour parvenir à + 91 K€. L'objectif d'équilibre est atteint.

A fin 2018, la SPL bénéficie d'une trésorerie de près de 24 M€. Les conventions d'avance de trésorerie entre la SPL et Bordeaux Métropole ne sont plus systématiquement contractualisées lors de la validation de chaque traité de concession.

La SPL est dépendante des dettes financières contractées auprès de la Métropole, ce qui est normal au regard de la mission que cette dernière lui confie.

5. PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2019

Le Conseil d'administration du 13 décembre 2018 présente ses prévisions pour l'exercice 2019, pour la seule partie fonctionnement.

En K€ - Fonctionnement	Budget 2018	Réalisé 2018	Réalisé 2018 / Budget 2018		Budget 2019	Budget 2019 / Réalisé 2018		Budget 2019 / Budget 2018		Budget PMT 2020	Budget PMT 2020 / Budget 2019	
Produits d'exploitation	5 118	4 938	-180	-4%	4 807	-131	-3%	-311	-6%	5 099	292	6%
Charges d'exploitation	-5 090	-4 887	203	-4%	-4 769	119	-2%	321	-6%	-5 045	-276	6%
dont charges de personnel	-2 421	-2 326	96	-4%	-2 609	-283	12%	-188	8%	-2 892	-283	11%
Résultat d'exploitation	28	51	23	82%	38	-13	-25%	10	36%	54	16	41%
Résultat financier	0	46	46	#DIV/0!	10	-36	-78%	10	#DIV/0!			
Résultat courant avant impôts	28	97	69	247%	48	-49	-50%	20	72%			
Résultat exceptionnel	0	1	1		0	-1	-100%	0	#DIV/0!			
Impôts sur les bénéfices	0	-22	-22	#DIV/0!	-20	2	-9%	-20	#DIV/0!			
Résultat net	28	76	48	171%	28	-48	-63%	0	1%			

Les indicateurs pour l'exercice 2018 s'avèrent en réalité meilleurs que ceux budgétés (+ 23 K€ de résultat d'exploitation, + 46 K€ de résultat financier et + 48 K€ de résultat net).
Les prévisions 2019 sont proches de celles du budget 2018 mais inférieures au réalisé 2018 (- 13 K€ de résultat d'exploitation, - 48 K€ de résultat net).
Les charges de personnel passeraient de 2,3 M€ en 2018 à 2,6 M€ en 2019, soit une hausse d'environ 12 %.
Ainsi, à fin 2019, le résultat d'exploitation atteindrait + 38 K€ et le résultat net + 28 K€.
Le plan à moyen terme (PMT) pour l'année 2020 affiche un résultat d'exploitation en amélioration significative (+ 16 K€, soit + 41 %) par rapport au budget 2019.

Sur le plan capitalistique, la proposition de l'intégration de la Ville de Martignas-sur-Jalle dans le capital de la SPL, approuvée par le CA du 28 février 2013, n'est pas effective à fin 2018. Cette commune, qui a intégré Bordeaux Métropole le 1er juillet 2013, est la seule ne faisant pas partie de la SPL. L'AS du 11 juin 2015 a annoncé la relance du processus, à commencer par les accords à obtenir des Conseils de Bordeaux Métropole et de la Ville de Martignas. Au moment de la rédaction du rapport, la commune ne s'est pas prononcée sur son intégration.

Parmi 13 chantiers en cours sur la mise en œuvre des îlots (cf. § 2.3.3), 3 opérations sont retirées du plan de charge 2019.

2 nouvelles concessions seront notifiées en 2019 au titre du programme *50 000 logements* : « Pessac – Pontet sud » et « Saint-Médard-en-Jalles – Dupérier ».

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Dernière mise à jour : juin 2019

LA FAB

Identité

Dénomination sociale :	LA FABRIQUE DE BORDEAUX METROPOLE (LA FAB)
Forme juridique :	Société publique locale (SPL)
Date de constitution (immatriculation) :	24/04/2012
Durée :	99 ans
Objet social :	Conduite et développement d'actions et d'opérations d'aménagement et de construction, concourant au développement urbain et à l'aménagement économique de la métropole bordelaise
Siège social :	Bordeaux Métropole, esplanade Charles de Gaulle 33076 Bordeaux Cedex
Président du conseil d'administration :	M. Jacques Mangon (CA du 13/06/2014)
Président Directeur Général :	M. Jacques Mangon (CA du 13/06/2014)
Directeur Général délégué :	M. Jérôme Goze (CA du 13/06/2014, du 1/09/2014 au 31/08/2019)

Capital social et composition en € — En 2018

Valeur unitaire de l'action : 10 €

	montant	%	actions	sièges CA	représentants au CA	représentants à l'AS	représentants à l'AG	représentants au CEC
Bordeaux Métropole	1 186 000	59,30%	118 600	10	M. Jacques Mangon (président) M. Bernard Junca (vice-président) Mme Christine Bost Mme Isabelle Boudineau M. Alain Cazabonne Mme Sylvie Cassou-Schotte M. Michel Duchène Mme Martine Jardiné M. Michel Labardin Mme Anne-Marie Tournepiche		M. Jacques Mangon	M. Jacques Mangon Mme Christine Bost M. Michel Labardin
Commune Bordeaux	160 000	8,00%	16 000	1	Mme Elisabeth Touton		Mme Elisabeth Touton	Mme Elisabeth Touton
Commune Ambarès et Lagrave	17 160	0,86%	1 716			M. Michel Héritié	M. Michel Héritié	
Commune Ambès	4 450	0,22%	445			M. Kevin Subrenat	M. Kevin Subrenat	
Commune Artigues-Près-Bordeaux	8 590	0,43%	859			Mme Anne-Lise Jacquet	Mme Anne-Lise Jacquet	
Commune Bassens	8 720	0,44%	872			M. Jean-Pierre Turon	M. Jean-Pierre Turon	
Commune Bègles	35 240	1,76%	3 524			M. Jean-Etienne Surlève-Bazeille	M. Jean-Etienne Surlève-	
Commune Blanquefort	20 520	1,03%	2 052			Mme Véronique Ferreira	Mme Véronique Ferreira	
Commune Bouliac	4 090	0,20%	409			M. Dominique Alcala	M. Dominique Alcala	
Commune Bruges	17 900	0,90%	1 790			Mme Brigitte Terraza	Mme Brigitte Terraza	
Commune Carbon Blanc	9 160	0,46%	916			M. Gérard Pinston	M. Gérard Pinston	
Commune Cenon	29 890	1,49%	2 989			M. Max Guichard	M. Max Guichard	
Commune Eysines	25 470	1,27%	2 547			Mme Evelyne Frénais	Mme Evelyne Frénais	
Commune Floirac	20 790	1,04%	2 079			M. Vincent Leraut	M. Vincent Leraut	
Commune Gradignan	30 670	1,53%	3 067			M. Gérard Fabia	M. Gérard Fabia	
Commune Le Bouscat	30 790	1,54%	3 079			M. Bernard Junca	M. Bernard Junca	
Commune Le Haillan	11 480	0,57%	1 148			Monique Dardaud	Mme Andréa Kiss	
Commune Le Taillan Médoc	11 480	0,57%	1 148			Mme Agnès Laurence-Versepuy	Mme Agnès Laurence-	
Commune Lormont	27 320	1,37%	2 732			M. Jean Touzeau	M. Jean Touzeau	M. Jean Touzeau
Commune Mérignac	100 000	5,00%	10 000	1	M. Thierry Trijoulet		M. Thierry Trijoulet	
Commune Parempuyre	9 610	0,48%	961			M. Jean-Michel Seintignan	M. Jean-Michel Seintignan	
Commune Pessac	90 000	4,50%	9 000	1	M. Franck Raynal		M. Franck Raynal	M. Franck Raynal
Commune St Aubin de Médoc	7 440	0,37%	744			M. Bernard Barbeau	M. Bernard Barbeau	
Commune St Louis de Mont ferrand	2 710	0,14%	271			M. Jacky Bachelier	M. Jacky Bachelier	
Commune St Médard en Jalles	36 130	1,81%	3 613			M. Jacques Mangon	M. Jacques Mangon	
Commune St Vincent de Paul	1 430	0,07%	143			M. Gilles Beraud-Sudreau	M. Gilles Beraud-Sudreau	
Commune Talence	54 280	2,71%	5 428			M. Emmanuel Sallabery	M. Emmanuel Sallabery	
Commune Villenave d'Ornon	38 680	1,93%	3 868			M. Patrick Pujol	M. Patrick Pujol	
				5	Mme Anne-Lise Jacquet Mme Agnès Laurence-Versepuy M. Patrick Pujol Mme Brigitte Terraza M. Jean-Pierre Turon			
TOTAL COLLECTIVITES LOCALES - EPCI	**2 000 000**	**100,00%**	**200 000**	**18**	**18**	**24**	**28**	**6**
TOTAL PRIVES	**0**	**0,00%**	**0**	**0**				
TOTAL GENERAL	**2 000 000**	**100,00%**	**200 000**	**18**				

Principaux indicateurs hors concession *(en milliers d'euros)*	*2015*	*2016*	*2017*	*2018*
Chiffre d'affaires hors concession	3 922	3 744	4 501	4 758
Résultat d'exploitation	62	54	19	42
Résultat net	86	87	63	91
Effectif au 31/12	24	30	30	33
Effectif moyen annuel	20	27	30	32
Capitaux propres	2 236	2 323	2 386	2 477

KPMG AUDIT SUD-OUEST
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51
Site internet : www.kpmg.fr

SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018
SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole
Esplanade ESP Charles de Gaulle Bordeaux Métropole
33076 Bordeaux Cedex
Ce rapport contient 31 pages

KPMG Audit Sud-Ouest,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Toulouse.

Siège social :
KPMG Audit Sud-Ouest
224 Rue Carmin
31676 Labège Cedex
Capital : 200 000 €.
Code APE 6920Z
512 802 588 R.C.S. Toulouse
TVA Union Européenne
FR 95 51 28 02 588

KPMG AUDIT SUD-OUEST
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

Téléphone : +33 (0)5 82 52 52 52
Télécopie : +33 (0)5 82 52 52 51
Site internet : www.kpmg.fr

SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole

Siège social : Esplanade Charles de Gaulle - 33076 Bordeaux Cedex
Capital social : €.2.000.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

KPMG Audit Sud-Ouest,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse.

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Toulouse.

Siège social :
KPMG Audit Sud-Ouest
224 Rue Carmin
31676 Labège Cedex
Capital : 200 000 €.
Code APE 6920Z
512 802 588 R.C.S. Toulouse
TVA Union Européenne
FR 95 51 28 02 588

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- La note 1.2 « Comptabilisation du chiffre d'affaires lié à la prestation Bordeaux Métropole » de l'annexe des comptes expose les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu lié aux marchés de prestations ;
- La note 1.3 « Convention foncière » de l'annexe décrit les principaux mouvements de stocks relatifs aux acquisitions foncières et aux avances consenties par Bordeaux Métropole pour leur financement ;
- La note 2.2 « Valeurs d'exploitation – Concessions d'aménagement » de l'annexe précise les règles dérogatoires pour les encours de concessions d'aménagement. Leurs impacts sur les comptes de stocks, de charges constatées d'avance et de provisions pour risques et charges sont présentés dans le tableau figurant page 14 de l'annexe.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Par ailleurs, nous avons également vérifié les justificatifs, les hypothèses et estimations retenues pour l'application de ces principes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

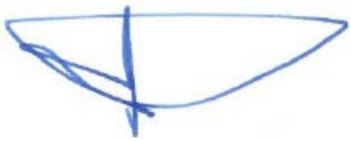
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le 17 mai 2019

KPMG Audit Sud-Ouest



Franck Cournut
Associé

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2018	Net 31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	112 843	105 165	7 678	3 689
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	301 052	222 752	78 300	60 069
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations				
Créances rattachées aux participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 208		5 208	5 208
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**419 103**	**327 917**	**91 186**	**68 966**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	3 114 381		3 114 381	5 414 454
En-cours de production (biens et services)	13 332 667		13 332 667	3 423 205
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	**391 266**		**391 266**	**216 673**
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	4 070 817		4 070 817	1 711 532
Autres créances	2 223 168		2 223 168	3 360 910
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	23 682 620		23 682 620	23 293 513
Charges constatées d'avance (3)	1 243 495		1 243 495	6 389 711
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**48 058 414**		**48 058 414**	**43 809 997**
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**48 477 517**	**327 917**	**48 149 600**	**43 878 963**
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			*5 208*	*5 208*
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2018	31/12/2017
CAPITAUX PROPRES		
Capital	2 000 000	2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	19 289	16 157
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	366 488	306 980
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	**91 218**	**62 641**
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**2 476 995**	**2 385 777**
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	4 167 638	5 266 839
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**4 167 638**	**5 266 839**
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	18 440	5 687
Emprunts et dettes financières diverses (3)	38 483 900	33 979 900
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 983 027	1 288 403
Dettes fiscales et sociales	1 003 626	952 358
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance (1)	15 974	
TOTAL DETTES	**41 504 967**	**36 226 347**
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	**48 149 600**	**43 878 963**
(1) Dont à plus d'un an (a)	23 433 500	18 933 500
(1) Dont à moins d'un an (a)	18 071 467	17 292 847
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	18 440	5 687
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	France	Exportations	31/12/2018	31/12/2017
Produits d'exploitation (1)				
Ventes de marchandises				
Production vendue (biens)	4 573 894		4 573 894	10 243 212
Production vendue (services)	3 774 894		3 774 894	4 311 318
Chiffre d'affaires net	**8 348 788**		**8 348 788**	**14 554 529**
Production stockée			4 029 950	-1 278 723
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 494	4 361
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges			7 616 506	8 832 971
Autres produits			5	9
Total produits d'exploitation (I)			**19 998 743**	**22 113 147**
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variations de stock				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			978 552	3 715 355
Variations de stock				
Autres achats et charges externes (a)			12 352 165	10 731 583
Impôts, taxes et versements assimilés			101 335	86 626
Salaires et traitements			1 606 039	1 518 959
Charges sociales			719 789	651 399
Dotations aux amortissements et dépréciations :				
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements			31 196	123 726
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
- Pour risques et charges : dotations aux provisions			4 167 638	5 266 839
Autres charges			16	17
Total charges d'exploitation (II)			**19 956 730**	**22 094 504**
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			**42 013**	**18 643**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers				
De participation (3)				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)				
Autres intérêts et produits assimilés (3)			70 315	51 773
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total produits financiers (V)			**70 315**	**51 773**
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées (4)				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total charges financières (VI)				
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**70 315**	**51 773**
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)			**112 328**	**70 416**

Compte de résultat (suite)

	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	973	
Sur opérations en capital		260
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		
Total produits exceptionnels (VII)	**973**	**260**
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		154
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total charges exceptionnelles (VIII)		**154**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**973**	**106**
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	22 083	7 881
Total des produits (I+III+V+VII)	**20 070 031**	**22 165 180**
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	**19 978 813**	**22 102 539**
BENEFICE OU PERTE	**91 218**	**62 641**

(a) Y compris :
- Redevances de crédit-bail mobilier
- Redevances de crédit-bail immobilier
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs
(3) Dont produits concernant les entités liées
(4) Dont intérêts concernant les entités liées

Annexe



- ANNEXE -

=-=-=-=-=-=

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2018, dont le total est de 48 149 600€uros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat bénéficiaire de 91 218 €uros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018.

=-=-=-=-=-=

Annexe

FAITS CARACTÉRISTIQUES, PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. FAITS CARACTERISTIQUES

1.1. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société publique locale « La Fabrique de Bordeaux Métropole » dite « La FAB » a été créée le 1er avril 2012.

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au RCS, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Les actionnaires publics principaux sont :

- Bordeaux Métropole 59%
- La ville de Bordeaux 8%
- La ville de Mérignac 5%

Les autres actionnaires représentent tous les autres communes, membres de Bordeaux Métropole.

Le montant du capital social de la société s'élève à 2 000 000 Euros, il est composé de 200 000 actions d'une valeur nominale de 10 Euros.

La société a pour objet :

- La conduite et le développement d'**actions et d'opérations d'aménagement et de construction**, concourant au développement urbain et économique de la métropole bordelaise, exclusivement pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire géographique.
- A cet effet, ses actionnaires pourront, dans le cadre de leurs compétences juridiques, lui confier toute opération ou action d'aménagement entrant dans le cadre de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme, en particulier dans le domaine de l'habitat et de l'aménagement économique, notamment dans le cadre de ZAC.
- Elle pourra mener les **études préalables**.
- Elle pourra procéder à toutes les **acquisitions** nécessaires, réaliser les études techniques et les travaux d'aménagement, effectuer les cessions et, dans le cadre de conventions de concession, mener des expropriations ou exercer le droit de préemption.
- Elle pourra aussi mener des actions et opérations immatérielles de **coordination** d'intervenants divers, de suivi et d'animation des actions décidées par ses actionnaires.

- La société pourra également réaliser, pour le compte de ses actionnaires et sur leur territoire géographique, des opérations de construction d'équipements publics de toute nature participant à l'aménagement du territoire, tels que groupes scolaires, équipements sportifs, locaux administratifs...

- Enfin, elle pourra exercer toutes activités d'intérêt général concourant ou facilitant la réalisation de son objet, pour le compte de ses actionnaires.

A cet effet, la société pourra passer toute convention appropriée et effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, civiles, commerciales, industrielles, juridiques et financières se rapportant à l'objet défini ci-dessus.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

1.2. COMPTABILISATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES LIE A LA PRESTATION BORDEAUX METROPOLE

Marché de prestations 2018

Au titre de l'exercice 2018, La FAB s'est vu confiée conformément à l'accord cadre 2016-2020 relatif à la mise en œuvre des programmes « 50 000 logements autour des axes de transport collectifs » et « Aménagement économique », 3 marchés subséquents pour un montant total de 3 773 000 €.

Au 31/12/2018, la facturation réalisée au fur et à mesure de l'avancement réel s'élève à 100% du montant prévu soit un chiffre d'affaires total facturé de 3 773 000€.

Chiffre d'affaires marché 2018	**3 773 000,00**

1.3 CONVENTION FONCIERE

Le 4 Février 2015, la FAB a signé avec Bordeaux Métropole une convention d'acquisitions foncières et immobilières, sur ses périmètres d'intervention, relatives aux projets 50 000 logements. Dans ce cadre Bordeaux Métropole a confié à la FAB une mission d'acquisition et de portage foncier à court ou moyen terme.

Afin de financer les acquisitions, objets de la convention foncière, Bordeaux Métropole a consenti à la FAB une avance en compte courant, sous la forme d'une convention de créance remboursable, d'un montant de 15 000 000€ d'une durée de 2 ans renouvelée une fois.

Courant 2018, La FAB a réalisé deux acquisitions foncières pour un montant de 933 000 € correspondant à des parcelles de la commune du Haillan.

Annexe

1.4 OPERATIONS EN COURS

Au 31/12/2018, les opérations en cours sont les suivantes :

Libellé de l'opération	Date de la convention	Nature de la convention	Durée	Rémunération aménageur de l'exercice 2018	Avance long terme
LE BOUSCAT - LIBERATION CENTRE VILLE	26/11/2014	Concession d'aménagement	6 ans	64 000 €	Comptabilisation d'une avance long terme de 299 500€ perçue de la collectivité (convention d'avance signée avec Bordeaux Métropole en date du 26/11/2014, avance remboursable au plus tard au terme de la concession et non productive d'intérêts)
EYSINES - CARES CANTINOLLE	17/03/2016	Concession d'aménagement	15 ans	134 000 €	Comptabilisation d'une avance long terme de 2 634 000 € perçue de la collectivité (convention d'avance signée avec Bordeaux Métropole en date du 17 mars 2016, avance remboursable au plus tard au terme de la concession et non productive d'intérêts).
BEGLES VILLENAVE D'ORNON - ROUTE DE TOULOUSE	19/05/2016	Concession d'aménagement	10 ans	360 000 €	Comptabilisation d'une avance long terme de 13 900 000 € perçue au 31/12/2018 (convention d'avance signée avec Bordeaux Métropole en date du 19 mai 2016, avance remboursable au plus tard au terme de la concession et non productive d'intérêts).
MERIGNAC MARNE	27/01/2017	Concession d'aménagement	8 ans	200 000 €	Comptabilisation d'une avance long terme de 2 100 000 € perçue au 31/12/2018 (convention d'avance signée avec Bordeaux Métropole en date du 8 novembre 2017, avance remboursable au plus tard au terme de la concession et non productive d'intérêts).
LA HAILLAN - CINQ CHEMINS	22/02/2018	Concession d'aménagement	6 ans	161 000 €	Comptabilisation d'une avance long terme de 1 200 000 € perçue au 31/12/2018 (convention d'avance signée avec Bordeaux Métropole, avance remboursable au plus tard au terme de la concession et non productive d'intérêts).
BRUGES - PETIT BRUGES	06/02/2018	Concession d'aménagement	5 ans	66 732 €	Comptabilisation d'une avance long terme de 3 300 000 € perçue au 31/12/2018 (convention d'avance signée avec Bordeaux Métropole en date du 9 mai 2018, avance remboursable au plus tard au terme de la concession et non productive d'intérêts).
LE HAILLAN - CŒUR DE VILLE	14/08/2018	Concession d'aménagement	10 ans	57 258 €	Pas d'avance constatée au titre de cette opération au 31/12/2018
GRADIGNAN - CENTRE VILLE	24/08/2018	Concession d'aménagement	15 ans	60 968 €	Pas d'avance constatée au titre de cette opération au 31/12/2018
ST MEDARD EN JALLES - GALAXIE 4	27/04/2018	Concession d'aménagement	4 ans	18 583 €	Pas d'avance constatée au titre de cette opération au 31/12/2018
MERIGNAC SOLEIL	24/08/2018	Concession d'aménagement	15 ans	37 258 €	Pas d'avance constatée au titre de cette opération au 31/12/2018

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits est la méthode des coûts historiques.

La loi comptable du 30 avril 1983 et son décret d'application 83.1020 du 29 novembre 1983 concernant les Sociétés d'Économie Mixte régies par la loi du 7 juillet 1983 est appliquée à la SPL par extension.

Annexe

Les états financiers ci-joints sont établis conformément à la réglementation française en vigueur, résultant de arrêté de l'ANC n°2014-03. L'ensemble des recommandations énoncées par les guides comptables édités par la FNEPL (guides comptables professionnels des SEML activités immobilières et actions, et opérations d'aménagement) a également été respecté.

2.1. IMMOBILISATIONS

2.1.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Ils sont amortis en linéaire sur 12 mois ou sur 3 ans.

2.1.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée d'utilisation prévue. Les taux pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Mode d'amortissement	Durée d'amortissement
Installations générales, agencements, aménagements	Linéaire	3 ans maximum
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

2.2. VALEURS D'EXPLOITATION

Concessions d'aménagement

Les règles d'évaluation des valeurs d'exploitation appliquées résultent des dispositions du Plan Comptable général. Le règlement 99-05 du CRC édicte des règles dérogatoires pour les encours des concessions d'aménagement qui font l'objet de l'analyse ci-dessous.

Le montant figurant au bilan sous la rubrique encours de concessions d'aménagement résulte de la différence entre le cumul des dépenses HT (frais financiers et frais exceptionnels compris) et le montant des coûts de revient des éléments cédés, estimés en fin d'exercice, de manière globale, par application au coût de revient prévu par le compte rendu financier de la fraction établie comme suit :

Au numérateur : le montant des produits réalisés depuis le début de l'opération hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante,

Annexe

Au dénominateur : le montant global des produits prévus par le compte rendu financier hors participations reçues ou à recevoir de la collectivité territoriale concédante.

La comptabilité traduit les concessions d'aménagement sous les rubriques du bilan suivantes :

a) stocks : pour le montant des coûts engagés au cours de l'exercice diminué de celui estimé des éléments cédés,

b) comptes de régularisation actif ou passif : pour la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire d'une opération d'aménagement concédée aux risques et profits du concessionnaire,

c) compte de provisions pour risques et charges :

1) pour le montant des charges non encore comptabilisées mais courues à la fin de l'exercice,
2) pour le montant des risques de pertes à terminaison sur les opérations concédées aux risques du concessionnaire,
3) pour le montant des coûts de liquidation des opérations achevées.

Dans l'hypothèse où le montant du coût de revient des éléments cédés est supérieur au cumul des charges comptabilisées, il sera constitué une provision pour charges, égale au montant de l'écart constaté. En conséquence, la valeur du stock relatif à l'opération concernée, inscrite dans les comptes annuels sera nulle.

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des informations relatives aux encours des concessions d'aménagement.

Il convient de noter que l'application du règlement du CRC n° 99-05 du 23 juin 1999 a été réalisée sur la base des Comptes Rendus Annuels aux Collectivités Locales (CRACL) 2018 transmis aux concédants.

NOM de l'opération	Concédant	Date de signature convention	Date expiration convention	Prise en charge résultat	Résultat prévisionnel hors part .concédant	Partication du concédant	Cumul dépenses	Cumul recettes	participation concédant	Stocks 31-déc	Provision charges	Neutralisation résultat	Participation à recevoir
LE BOUSCAT Libération	Bordeaux Métropole	26/11/2014	2020	concédant	-5 876 781	5 876 781	2 071 420	362 276	3 824 102	0	4 167 638	2 052 679	2 052 679
Eysines Carès Cantinolle	Bordeaux Métropole	17/03/2016	2031	concédant	-9 347 616	9 347 616	2 034 793	735 834	1 833 333	611 381	0	-1 145 755	7 514 283
Bèbles Villenave d'Ornon	Bordeaux Métropole	08/04/2016	2026	concédant	-19 962 740	19 962 740	12 117 925	1 813 162	1 666 667	8 337 750	0	300 347	18 296 073
Mérignac Marne	Bordeaux Métropole	28/08/2017	2025	concédant	-14 357 320	14 357 320	860 804	6 387	0	841 075	0	13 342	14 357 320
Haillan Cinq Chemins	Bordeaux Métropole	22/02/2018	2024	concédant	214 984	-214 984	166 868	367	0	166 511	0	-13	-214 984
Bruges Petit Bruges	Bordeaux Métropole	06/02/2018	2023	concédant	836 615	-836 615	105 126	2 040	0	102 806	0	280	-836 615
Haillan Cœur de Ville	Bordeaux Métropole	14/08/2018	2028	concédant	7 337 668	-7 337 668	2 986 210	4 997	0	2 975 713	0	5 501	-7 337 668
Gradignan Centre Ville	Bordeaux Métropole	24/08/2018	2033	concédant	9 144 828	-9 144 828	61 446	0	0	61 446	0	0	-9 144 828
St Médard En Jalles - Galaxie 4	Bordeaux Métropole	27/04/2018	2022	concédant	418 768	-418 768	24 802	0	0	24 802	0	0	-418 768
Mérignac Soleil	Bordeaux Métropole	24/08/2018	2033	concédant	51 174 016	-51 174 016	211 184	0	0	211 184	0	0	-51 174 016
					19 582 422	-19 582 422	20 640 578	2 925 063	7 324 102	13 332 657	4 167 638	1 226 384	-26 906 524

1 Nom de la collectivité contractante
2 Date signature de la convention par la seml et le concédant
3 Date d'expiration de la convention
4 Répartition conventionnelle du résultat de l'opération (concédant ,concessionnaire ,risques partagés)
5 Résultat de l'opération hors participation du concédant selon le CRACL servant de base à l'arrêté des comptes annuels
6 Participation du concédant inscrite dans le CRACL servant de base à l'arrêté des comptes annuels
7 Montant du cumul des charges comptabilisées au 31/12
8 Montant du cumul des produits hors participations du concédant comptabilisés au 31/12
9 Montant des participations du concédant comptabilisées au 31/12
10 Montant du stocks de concessions d'aménagement en cours au 31/12 (cumul des charges diminués du coût de revient des lots vendus)
11 Montant de la provision pour charges comptabilisée dans le cas ou les charges sont inférieures au coût de revient des lots vendus
12 Montant du compte 482 debiteur ou créditeur au 31/12
13 Participation du concédant inscrite dans le CRACL diminuée des participations comptabilisées

2.3. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provisions pour charges à venir sur concessions d'aménagement

Lorsqu'à la fin d'un exercice, le coût de revient calculé des éléments cédés dans le cadre d'une opération concédée aux risques du concessionnaire est supérieur aux coûts comptabilisés, une provision pour charges prévisionnelles est dotée conformément aux prescriptions du règlement du CRC.

2.4. CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.5. INDEMNITES DE DEPARTS A LA RETRAITE

Conformément au choix laissé par le Code de Commerce le montant des engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite des salariés ne fait pas l'objet d'une provision.

La méthode de calcul utilisée par l'organisme est la méthode dite prospective avec des départs de mise en retraite à 65 ans.

L'évaluation a été calculée selon les modalités prévues par la convention collective.

Pour le calcul de cet engagement, il a été appliqué différents coefficients de probabilité à savoir :

- ✓ Coefficient de probabilité d'atteinte d'âge de la retraite,
- ✓ Coefficient de probabilité de maintien dans l'entreprise jusqu'à l'âge de la retraite,
- ✓ Coefficient d'augmentation des salaires,
- ✓ Coefficient d'actualisation des indemnités de départ à la retraite.

2.6. CICE

Le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) est comptabilisé en compte 649 conformément aux recommandations ANC.

2.7. AUTRES INFORMATIONS

Les comptes de la société prennent en compte les honoraires comptabilisés au titre du commissaire aux comptes pour un montant de 16 200 €uros HT.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	98 528	14 315		112 843
Immobilisations corporelles	261 951	39 101		301 052
Immobilisations financières	5 208			5 208
Total	**365 687**	**53 416**		**419 103**
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	94 839	10 326		105 165
Immobilisations corporelles	201 882	20 870		222 752
Immobilisations financières				
Total	**296 721**	**31 196**		**327 917**
ACTIF NET				**91 186**

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 7 542 688 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	5 208	5 208	
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	4 070 817	4 070 817	
Autres	2 223 168	2 223 168	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	1 243 495	1 243 495	
Total	**7 542 688**	**7 542 688**	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Fournisseurs - rabais, rem., rist.	622
Charges sociales - produits à recev	1 881
Etat-produits à recevoir	71 285
Interets courus à recevoir	18 772
Total	**92 560**

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Composition du capital social

Capital social d'un montant de 2 000 000,00 euros décomposé en 200 000 titres d'une valeur nominale de 10,00 euros.

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	306 980
Résultat de l'exercice précédent	62 641
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	**369 620**
Affectations aux réserves	3 132
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	366 488
Total des affectations	**369 620**

Notes sur le bilan

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2018	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2018
Capital	2 000 000				2 000 000
Réserve légale	16 157	3 132	3 132		19 289
Report à Nouveau	306 980	366 488	366 488	306 980	366 488
Résultat de l'exercice	62 641	-62 641	91 218	62 641	91 218
Total Capitaux Propres	**2 385 777**	**306 980**	**460 838**	**369 620**	**2 476 995**

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	5 266 839	4 167 638	5 266 839		4 167 638
Total	**5 266 839**	**4 167 638**	**5 266 839**		**4 167 638**
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation		4 167 638	5 266 839		
Financières					
Exceptionnelles					

1850

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 41 504 967 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	18 440	18 440		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	23 483 900	50 400	15 899 500	7 534 000
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 983 027	1 983 027		
Dettes fiscales et sociales	1 003 626	1 003 626		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	15 000 000	15 000 000		
Produits constatés d'avance	15 974	15 974		
Total	**41 504 967**	**18 071 467**	**15 899 500**	**7 534 000**
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-4 504 000			
(**) Dont envers les associés	15 000 000			

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs d exploitation-fnp	1 028 966
Interets courus a payer	18 440
Personnel-dettes provisions cp	79 474
Org soc-charges sociales s/conges p	34 582
Org soc-autres charges Ó payer	32 494
Total	**1 193 956**

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Neutralisation du resultat intermed	1 226 394		
Charges constatees d avance	17 101		
Total	**1 243 495**		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
NEUTRALISATION DU BONI	10		
Produits constates d avance	15 964		
Total	**15 974**		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Transferts de charges d'exploitation et financières

Nature	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
791100 - Transfert affectant marge comm.	2 289 069	
791200 - Remunerations operations de concess	1 159 799	
791380 - Transf charges pour charges prev	-1 099 201	
	2 349 667	
Total	**2 349 667**	

Les flux du compte 7911 correspondent aux transferts de terrains de l'opération Convention foncière aux opérations de concessions. Ces transferts sont valorisés à leur prix de revient.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 32,26 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	22	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	8	
Ouvriers		
Total	**30**	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, complémentsde retraite et indemnités assimilées : 70 308€.

Crédit d'impôt compétitivité et emploi

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises à travers notamment des efforts en matière de politique d'investissements et de développement.

Au titre de l'exercice 2018, le montant du CICE s'élève à 38 294€.

Bilan et Compte de résultat par activité



1855

Bilan et Cpte de résultat par activité 2018

ACTIF	Exercice 2018 - MONTANTS NET				
	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDATS	OPERATIONS PROPRES	TOTAL
Capital souscrit non appelé					
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions, brevets et droits assimilés	7 678				7 678
Fonds commercial (1)					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours			0		0
Av. & acptes s/immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Inst.techniq, matériel & outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	78 300				78 300
Immobilisations corporelles en cours					
Av. & acomptes s/immos corporelles					
Immobilisations financières (2)					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	5 208				5 208
TOTAL I	91 186	0	0	0	91 186
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en cours					
Mat. prem et autres approvisionnements				3 114 381	3 114 381
En cours de production biens		13 332 667			13 332 667
En cours de production services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Av. & acomptes versés s/commande	2 900	388 366			391 266
Créances					
Créances clients et comptes rattachés (3)	2 263 800	1 807 017			4 070 817
Mandants	0				
Autres créances (3)	367 126	872 023		984 020	2 223 169
Capital souscrit appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	2 446 871	10 864 591		10 371 157	23 682 620
Charges constatées d'avance (3)	17 101	1 226 394			1 243 495
TOTAL II	5 097 798	28 491 058	0	14 469 558	48 058 414
Charges à répartir s/plusieurs exercices (III)					0
Primes de remboursement obligations (IV)					0
Ecarts de conversion actif (V)					0
TOTAL VI (I+II+III+IV+IV+V)	5 188 984	28 491 058	0	14 469 558	48 149 600
Comptes de liaison (VII)	0	3 361 029	0	549 070	3 910 100
TOTAL GENERAL - ACTIF	5 188 984	31 852 087	0	15 018 629	52 059 699
(1) DONT DROIT AU BAIL					
(2) DONT PART A MOINS D'UN AN (BRUT)					
(3) DONT PART A PLUS D'UN AN (BRUT)					

1856

Bilan et Cpte de résultat par activité 2018

PASSIF	Exercice 2018 - MONTANTS NET				
	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDATS	OPERATIONS PROPRES	TOTAL
CAPITAUX PROPRES					
Capital (1) (*)	2 000 000				2 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport					
Ecart de réévaluation (2)					
Réserves					
Réserve légale	19 289				19 289
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves réglementées (3)					
Autres réserves					
Report à nouveau	366 488				366 488
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	75 965			15 253	91 218
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL I	2 461 743			15 253	2 476 995
AUTRES FONDS PROPRES					
Produits des émissions de titres participatifs					
Avances conditionnées					
Droit du concédant					
TOTAL I BIS					
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges		4 167 638			4 167 638
TOTAL II		4 167 638			4 167 638
DETTES (4)					
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	3 402	14 931		106	18 440
Emprunts et dettes financières divers (6)		23 483 900		15 000 000	38 483 900
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 486 219	496 588		220	1 983 027
Dettes fiscales et sociales	687 619	312 956		3 050	1 003 626
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Mandants					
Autres dettes					
Produits constatés d'avance (4)		15 974			15 974
TOTAL III	2 177 241	24 324 350		15 003 376	41 504 967
Ecarts de conversion passif (IV)					
TOTAL V (I+I bis+II+III+IV)	4 638 983	28 491 988		15 018 629	48 149 600
Comptes de liaison (VI)	550 000	3 360 100			3 910 100
TOTAL GENERAL - PASSIF	5 188 983	31 852 087		15 018 629	52 059 699

RENVOIS :
(1) ECART DE REEVAL. INC. AU CAPITAL
(2) DONT ECART DE REEVAL. LIBRE
(3) DONT RESERVES. REGL. PLUS-VALUES A LT.
(4) DONT A PLUS D'UN AN
DONT A MOINS D'UN AN
(5) DONT CONC.BANC.COUR.SOL.CRED.BQ/CCP
(6) DONT EMPRUNTS PARTICIPATIFS
(*) DONT VERSE

Bilan et Cpte de résultat par activité 2018

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2018 - MONTANTS NET				
	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDATS	OPERATIONS PROPRES	TOTAL
Produits d'exploitation (1)					
Vente de marchandises		0			
Production vendue biens et produits		3 590 394		983 500	4 573 894
Production vendue services	3 774 894	0			3 774 894
Montant net du chiffre d'affaires	3 774 894	3 590 394	0	983 500	8 348 788
Production stockée biens et produits		6 330 022		-2 300 073	4 029 950
Production stockée services					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation	3 494				3 494
Reprise s/prov. & amort. - transf. de charges	1 159 799	4 167 638		2 289 069	7 616 506
Autres produits	3	0		1	5
TOTAL I Produits d'exploitation	4 938 191	14 088 054	0	972 498	19 998 743
Charges d'exploitation (2)					
Achats de marchandises					
Variation de stocks de marchandises					
Achats de mat. Prem. et autres approv.				978 552	978 552
Variat° de stocks mat. prem. & autres approv.					
Autres achats et charges externes (3)	2 428 949	9 920 407		2 810	12 352 165
Impôts, taxes et versements assimilés	101 335				101 335
Salaires et traitements	1 606 039				1 606 039
Charges sociales	719 789				719 789
Dotations aux amortissements & provisions					
Dot. aux amort. sur immobilisations	31 196				31 196
Dot. aux provisions sur immobilisations					
Dot. aux provisions sur actif circulant					
Dot. aux provisions pour risques et charges		4 167 638			4 167 638
Autres charges	4	10		2	16
TOTAL II Charges d'exploitation	4 887 312	14 088 054	0	981 363	19 956 730
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	50 879	0	0	-8 866	42 013
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun :					
Bénéfice attribué ou perte transférée **(III)**					0
Perte supportée ou bénéfice transférée **(IV)**					0
Produits financiers					
Pdts fin. de participations					
Pdts fin. autres val.mob et créances de l'actif immobilisé					
Autres intérêts et produits assimilés	46 196			24 118	70 315
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Différences positives de change					
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement					
TOTAL V Produits financiers	46 196	0	0	24 118	70 315
Charges financières					
Dot. financières amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilées					
Différences négatives de change					
Ch. nettes s/ces. de val. Mobilières placement					
TOTAL VI Charges financières	0	0	0	0	0
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	46 196	0	0	24 118	70 315
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	97 075	0	0	15 253	112 328

Bilan et Cpte de résultat par activité 2018

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2018 - MONTANTS NET				
	FONCTIONNEMENT	CONCESSIONS	MANDATS	OPERATIONS PROPRES	TOTAL
Produits exceptionnels					
Pdts except. sur opérations de gestion					
Pdts except. sur opérations en capital	973				973
Reprises sur prov. & transferts de charges	0				
TOTAL VII Produits exceptionnels	973	0	0	0	973
Charges exceptionnelles					
Ch. except. sur opérations de gestion					
Ch. except. sur opérations en capital					
Dot. except. amortissements et provisions					
TOTAL VIII Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	973	0	0	0	973
Participat° salariés aux résultats (IX)	0				0
Impôts sur les bénéfices (X)	22 083				22 083
TOTAL des produits (I+III+V+VII)	4 985 361	14 088 054	0	996 616	20 070 031
TOTAL des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	4 909 395	14 088 054	0	981 363	19 978 813
BENEFICE OU PERTE	75 965	0	0	15 253	91 218
RENVOIS					
(1) DONT PRODUITS S/EX. ANTERIEURS					
(2) DONT CHARGES S/EX.ANTERIEURS					
(3) DT - CREDIT BAIL MOBILIER					
- CREDIT BAIL IMMOBILIER					

D-2019/513
Dispositif d'aide à l'accession à la propriété Passeport 1er Logement. Aide de la Ville aux acquéreurs. Autorisation.

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de a mis en place depuis 2011 un dispositif de soutien à l'accession à la propriété comprenant deux volets :

- d'un côté : la mise en œuvre de quotas obligatoires de production de logements abordables dans les projets immobiliers, avec l'objectif d'atteindre 20% de la production neuve ;
- de l'autre : l'octroi d'aides directes aux acquéreurs souhaitant acheter leur résidence principale à Bordeaux (Passeport 1er Logement).

Cette aide, initialement destinée aux primo-accédants, a été ouverte en 2017 aux secundo-accédants pour l'acquisition de logements non finis. Cette modification du dispositif permet de prendre en compte les évolutions sociétales. L'agrandissement des cellules familiales, le souhait de revivre en ville, les séparations, le vieillissement de la population sont autant de phénomènes qui peuvent amener des personnes déjà propriétaires à vendre leur bien actuel pour en acquérir un autre plus adapté à leurs besoins. Le concept de logement non fini pourra apporter une réponse à ces besoins compte tenu de son prix encadré et de l'évolutivité qu'il propose.

Les modalités d'octroi des aides sont précisées dans le règlement d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété de la Ville de Bordeaux, présenté en Conseil municipal du 09 mai 2017 sous la référence D-2017/191.

Les aides de la Ville sont accordées, sous conditions de ressources du Prêt à Taux Zéro de l'Etat (PTZ) aux ménages sus cités, sur la base d'un montant de 3 000 euros à 6 000 euros selon la composition familiale.

L'aide est accordée pour l'acquisition :

- d'un logement neuf commercialisé aux conditions de prix de vente fixées dans le règlement d'intervention de la Ville de Bordeaux ;

- d'un logement ancien sur le périmètre du Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD), sous condition de mise aux normes d'habitabilité du logement dans l'année précédent ou suivant l'acquisition du bien ;

- d'un logement mis en vente par un organisme de logement social selon les conditions des articles L.443-7 et suivant du Code de la Construction et de l'Habitation ;

- d'un logement issu d'un changement de destination au sens du Code de l'Urbanisme, sous condition de mise aux normes d'habitabilité du logement dans l'année précédent ou suivant l'acquisition du bien ;

- d'un logement acquis en vue de sa première occupation après la réalisation de travaux concourant à sa remise à neuf au sens du 2° du 2 du I de l'article 257 du Code Général des Impôts,

Ces logements devront être conservés pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition sans pouvoir être cédés et quelle que soit la forme de la cession, sauf cas de force majeure.

Ils devront également être occupés à titre de résidence principale par leur acquéreur pendant cinq ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition, sauf cas de force majeure.

En cas de non-respect de ces clauses, l'acquéreur devra rembourser à la Ville la totalité de l'aide qui lui aura été accordée par celle-ci, dans les trois mois de la survenance de l'évènement.

Au titre de ce dispositif, il est proposé d'accorder une aide de la Ville pour les 12 projets listés dans le tableau en annexe et qui représentent une aide totale de la Ville de 45 000 euros.

L'aide de la Ville sera versée sur le compte du notaire chargé de la régularisation de l'acte de vente.

Pour les logements neufs dans les opérations labellisées, qu'ils soient finis ou non finis, les logements mis en vente par un bailleur social, les logements acquis en vue de leur première occupation après la réalisation de travaux de remise à neuf, le versement de la subvention interviendra sur présentation de l'attestation notariée de signature de l'acte d'acquisition.

Pour les logements anciens ou les logements issus d'un changement de destination, l'acquéreur remettra à la Ville, en complément de l'attestation notariée d'acquisition, un engagement formel à réaliser les travaux de mise aux normes d'habitabilité nécessaires qu'il devra justifier par la fourniture de factures au plus tard dans un délai d'un an. Dans le cas contraire il sera tenu de rembourser à la Ville la subvention perçue dans les trois mois qui suivent.

La dépense ci-dessus énumérée sera imputée sur la sous fonction 72, nature 20422 du budget de l'exercice en cours.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

D-2019/514
Aides aux propriétaires en obligation de travaux issue d'une déclaration d'utilité publique. Subventions de la Ville. Autorisation.

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Face aux enjeux de requalification du parc de logements privés qui représente 83% des résidences principales à Bordeaux, la Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé s'inscrivant dans la réglementation de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah). L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sur le centre historique ainsi que le Programme d'Intérêt Général sur le reste de la Ville permettent ainsi de couvrir l'ensemble de la commune d'un outil d'accompagnement et de financement des travaux d'amélioration du parc privé.

Afin d'avoir une action significative et effective sur la réhabilitation des logements les plus dégradés, la Ville de Bordeaux accompagne ces dispositifs incitatifs, d'outils à portée prescriptive et obligatoire dans le cadre d'opérations de restauration immobilière au sens de l'article L 313-4 du code de l'urbanisme. Ces opérations d'aménagement et de mise en valeur ont pour objet la transformation des conditions d'habitabilité d'un immeuble ou d'un ensemble d'immeubles à l'intérieur d'un périmètre délimité après enquête publique.

Si la nécessité de réaliser ces travaux lourds est bien confirmée par déclaration d'utilité publique, il reste que certains propriétaires volontaires n'ont pas capacité financière d'assurer les travaux de remise aux normes.

Aussi, par délibération du 15 juillet 2013, la Ville de Bordeaux a décidé d'accorder une subvention aux propriétaires en injonction de travaux en DUP, y compris hors périmètres de restauration immobilière dans le cas des DUP à l'immeuble, qu'ils soient propriétaires occupants, propriétaires de locaux commerciaux selon leur niveau de ressources ou propriétaires bailleurs en fonction du niveau de conventionnement du loyer retenu par ce dernier.

Cette aide spécifique permet ainsi d'apporter une subvention majorée à la réhabilitation des logements du parc privé aux propriétaires en obligation de travaux, dans un cadre complémentaire aux dispositifs découlant de l'Anah.

Ainsi, en application de la délibération du 15 juillet 2013, il est proposé d'accorder, une aide de la Ville pour le projet présenté dans le tableau en annexe et qui représente un montant total de subventions de 1 404 euros.

Le versement des subventions de la Ville interviendra après réalisation complète des travaux, sur présentation des factures détaillées et des photos des travaux réalisés.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- accorder aux bénéficiaires les subventions indiquées pour la Ville de Bordeaux dans le tableau annexé.

Ces subventions seront imputées sur le compte 20422 - fonction 72, pour la Ville.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

D-2019/515
Aides pour l'amélioration du parc privé. Subventions de la Ville. Autorisation.

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Face aux enjeux de requalification du parc de logements privés qui représente plus de 80% des résidences principales à Bordeaux, la Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé.
L'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sur le centre historique ainsi que le Programme d'Intérêt Général sur le reste de la Ville permettent ainsi de couvrir l'ensemble de la commune d'un outil d'accompagnement et de financement des travaux d'amélioration du parc privé.

Au-delà de ces dispositifs relativement contraints en termes de plafonds de ressources et de travaux éligibles, la Ville de Bordeaux a mis en place par délibération du 16 décembre 2013 un régime d'aide plus souple qui permet d'accompagner des propriétaires occupants aux ressources légèrement plus élevées que celles prises en compte par l'Anah, mais également des propriétaires bailleurs dont les logements ne nécessitent pas des travaux aussi lourds que ceux imposés par l'Anah, tout en s'engageant à pratiquer des loyers modérés. Ce système d'aide permet également de soutenir la réhabilitation thermique des copropriétés dégradées. Par délibération du 29 septembre 2015, ce régime a également été élargi aux projets d'auto-réhabilitation accompagnée par des organismes agréés et aux projets d'habitat groupé réalisés par des associations au bénéfice de publics spécifiques.

Il permet ainsi d'apporter un système d'aide complet et évolutif à la réhabilitation des logements du parc privé, dans un cadre complémentaire aux dispositifs découlant de l'Anah.

Ainsi, il est proposé d'accorder, au titre du règlement d'intervention en faveur du parc privé, une aide de la Ville pour les 7 projets présentés dans le tableau en annexe et qui représentent un montant total de subventions de 13 465 euros.

Le versement des subventions de la Ville interviendra après réalisation complète des travaux, sur présentation des factures détaillées et des photos des travaux réalisés.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- accorder aux bénéficiaires les subventions indiquées pour la Ville de Bordeaux dans le tableau annexé.

Ces subventions seront imputées sur la sous fonction 72, compte 20422 pour la Ville.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

D-2019/516
PNRQAD - BORDEAUX [RE]CENTRES. Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique de Bordeaux. Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants. Autorisation.

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Face aux enjeux de requalification du parc de logements privés qui représente plus de 80% des résidences principales à Bordeaux, la Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé s'inscrivant dans la réglementation de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

L'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés dégradées ou fragiles du centre historique de Bordeaux (OPAH RU – CD) vise à requalifier durablement l'habitat privé sur le secteur du centre ancien de Bordeaux, en accompagnant techniquement et financièrement les propriétaires privés du centre-ville, qu'ils soient occupants ou bailleurs, dans la réalisation de travaux.

Le volet « réhabilitation des copropriétés dégradées » permet de répondre à une caractéristique prépondérante du parc immobilier ancien de Bordeaux et déployer de manière expérimentale des moyens opérationnels dédiés pour remettre en état les petites copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique.

Ce dispositif porté par la Ville de Bordeaux, sous maitrise d'ouvrage métropolitaine conformément aux transferts de compétences issus de la loi Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, a été validé en conseil municipal le 6 mars dernier et complète sur le plan incitatif les outils opérationnels mis en place par la commune, notamment le Programme de rénovation des quartiers anciens dégradés (PRQAD) et la concession d'aménagement, pour mettre en œuvre le projet urbain [re]Centre.

La convention de financement relative à l'OPAH RU – CD signée le 27 avril 2017 fixe les objectifs opérationnels du dispositif. Elle établit pour 5 ans le cadre partenarial dans lequel les propriétaires situés dans le centre ancien de Bordeaux pourront bénéficier de subventions pour rénover leur logement.

Ainsi, l'ANAH, l'Etat, la Ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole, l'Etablissement public à caractère administratif (EPA) Euratlantique, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), Procivis de la Gironde, Procivis les Prévoyants, Action Logement, la Caisse d'allocations familiales (CAF), le Fond de solidarité logement (FSL), l'Agence départementale pour l'information sur le logement (ADIL), la Fondation Abbé Pierre ont-ils précisé leurs engagements techniques et financiers pour la période 2017- 2022.

Par ailleurs, Incité a été missionnée par voie d'appel d'offre pour accompagner les propriétaires de manière individualisée et gratuite tout au long de leur projet. L'animateur du dispositif constitue à ce titre un guichet unique pour la perception des subventions.

Les aides financières mobilisées dans le cadre de l'OPAH RU- CD permettent de répondre aux objectifs suivants :

- inciter les propriétaires bailleurs à offrir à leurs locataires des conditions de vie de qualité et des loyers modérés (conventionnés),

- accompagner les propriétaires occupants modestes et très modestes (plafonds ANAH) dans l'amélioration de la qualité de leur patrimoine,
- accompagner les propriétaires dont le logement fait l'objet d'une notification de travaux dans le cadre des Périmètres de Restauration Immobilière (PRI) ou d'une Déclaration d'utilité publique (DUP),
- aider les propriétaires à réaliser des équipements résidentiels permettant d'améliorer le confort d'usage des immeubles (locaux vélos, locaux poussettes, locaux poubelles, stationnements).
- accompagner les syndicats de copropriété dont la réalisation d'un diagnostic multicritère mené dans le cadre de l'OPAH a confirmé la nécessité d'une intervention globale.

Au titre des actions visant à l'amélioration des logements, les propriétaires occupants, les propriétaires bailleurs, ou les syndicats de copropriétaires d'une copropriété dégradée sont donc susceptibles de bénéficier d'aides de la Ville.

Dans ce cadre, il est proposé d'accorder une aide de la Ville pour les 6 projets listés dans les tableaux annexés, pour un montant total de 19 448 euros.

Le versement des subventions de la Ville aux propriétaires interviendra après réalisation complète des travaux, au vu de la décision de versement total de la subvention de l'ANAH pour les travaux ouvrant droit aux aides de l'Agence.

Concernant la création ou l'amélioration des équipements résidentiels, une convention de gestion financière entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole confie à la Ville la mission de gérer, à titre gratuit, l'engagement et le mandatement des subventions de Bordeaux Métropole aux propriétaires pour ce type de travaux.
A ce titre, il est proposé d'accorder une aide de Bordeaux Métropole pour les 3 projets listés dans le tableau annexé et qui représentent un montant total de 4 400 euros.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- accorder à chacun des bénéficiaires les subventions de la Ville de Bordeaux, conformément aux montants indiqués dans les tableaux annexés.

Ces différentes dépenses ci-dessus énumérées seront imputées sur le budget de l'exercice en cours.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

D-2019/517
Programme d'Intérêt Général métropolitain. « Un logement pour tous au sein du parc privé de Bordeaux Métropole ». Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants. Autorisation.

Madame Elizabeth TOUTON, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Face aux enjeux de requalification du parc de logements privés qui représente plus de 80% des résidences principales à Bordeaux, la Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé s'inscrivant dans la réglementation de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

En complément de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat « Renouvellement urbain et hôtels meublés » (OPAH-RU) qui permet apporter des aides aux propriétaires pour la rénovation de logements du parc privé sur le centre ancien, la Ville de Bordeaux a décidé de s'inscrire dans le Programme d'intérêt général (PIG) mis en place par Bordeaux Métropole afin d'accompagner l'amélioration des logements sur le reste de la commune.

L'inscription dans ce dispositif communautaire a été décidée par délibération n°2013/745 du 16 décembre 2013 et les modalités d'aide aux propriétaires ont été précisées dans la convention communale signée le 23 janvier 2014.

Ce PIG a pour objectif :

- de mieux détecter et traiter les situations de mal logement subies par des propriétaires occupants modestes et très modestes ou des locataires,
- d'encourager la rénovation thermique afin d'améliorer le confort des logements, et de lutter contre la précarité énergétique,
- d'encourager les travaux d'accessibilité et d'adaptation pour faciliter le maintien à domicile des personnes âgées et des personnes handicapées,
- de développer l'offre de logements locatifs à loyers maîtrisés.

Dans ce cadre, les propriétaires bailleurs (PB), les propriétaires occupants (PO) sont donc susceptibles de bénéficier d'aides financières de la Ville.

Au titre de la présente délibération, il est proposé d'accorder une aide de la Ville pour les 23 projets listés dans le tableau annexé, pour un montant total de 94 874 euros.

Le versement des subventions de la Ville aux propriétaires interviendra après réalisation complète des travaux, au vu de la décision de versement total de la subvention de l'Anah pour les travaux ouvrant droit aux aides de l'Agence, et au vu des factures originales acquittées et d'une attestation de l'équipe de suivi-animation certifiant l'achèvement des travaux prescrits pour les projets n'ouvrant pas droit aux aides de l'Agence.

Pour éviter de faire porter aux propriétaires les plus fragiles des avances sur travaux trop importantes, les aides de la Ville au bénéfice des propriétaires occupants très modestes, pourront être versées directement aux entreprises dans une logique de tiers payant. Dans ce cas, l'aide de la Ville sera versée au vu de l'ensemble des factures et d'une attestation de l'équipe de suivi-animation certifiant l'achèvement des travaux prescrits sur le projet.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- accorder à chacun des bénéficiaires la subvention indiquée pour la Ville de Bordeaux.

Ces différentes dépenses ci-dessus énumérées seront imputées sur la sous-fonction 72, nature 20422 du budget de l'exercice en cours.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL-SIEL

DELEGATION DE Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H

D-2019/518
Créances irrécouvrables. Admission en non-valeur année 2019. Décision. Autorisation

Monsieur Jean-Pierre GUYOMARCH, Conseiller municipal délégué, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Il résulte d'un état récapitulatif dressé par Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques, ainsi que des pièces produites à l'appui, que diverses créances de la Ville doivent être considérées comme irrécouvrables et retranchées des titres de perception auxquels elles s'appliquent, soit par suite de redressement d'écriture, soit pour insolvabilité de débiteurs.

Après examen approfondi des documents soumis à l'Administration Municipale, il est pleinement justifié que Monsieur l'Administrateur des Finances Publiques a rempli, à l'égard de ces créances, ses obligations imposées. Toutes poursuites et diligences nécessaires contre les débiteurs en cause ayant été faites dans les délais réglementaires et au mieux des intérêts de la Ville.

En conséquence, nous vous proposons de décider l'admission en non-valeur de la somme suivante :

Ville de Bordeaux – Créances irrécouvrables : 656 913,75 euros

Suivant le détail ci-après :

Taxes annuelles de voirie et droits de voirie de 2007 à 2019	147 684,83 euros
Crèches de 2010 à 2018	52 104,56 euros
Restaurants scolaires de 2004 à 2018	229 542,93 euros
Foyers d'anciens de 2014 à 2019	20 982,55 euros
Divers de 2003 à 2018	102 883,08 euros
SOUS TOTAL	**553 197,95 euros**
Clôture pour insuffisance d'actifs	70 504,37 euros
Surendettement et décision effacement de dette de 2003 à 2019	33 211,43 euros
SOUS TOTAL	**103 715,80 euros**
TOTAL NON VALEURS 2019	**656 913,75 euros**

Le détail de ces admissions en non-valeur peut être consulté au secrétariat du conseil municipal.

Ces sommes seront imputées sur :

- la sous-fonction 01 nature 6541, pour 553 197,95 euros
- et la sous fonction 01 nature 6542, pour 103 715,80 euros

de l'exercice en cours.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 30/09/2019
Exercice 2019
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-3142	7336-94-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5642	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21644	7368-810-	XXXX	8,72	RAR inférieur seuil poursuite
2017	T-5387	7336-94-	XXXX	421,20	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-20244	7336-94-	XXXX	429,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16338	7336-94-	XXXX	80,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11333	7336-810-	XXXX	48,54	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18702	7368-810-	XXXX	42,11	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16778	7336-94-	XXXX	276,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1814	7336-810-	XXXX	53,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18708	7368-810-	XXXX	42,11	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8710	7336-810-	XXXX	38,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16032	7336-94-	XXXX	478,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5598	7336-94-	XXXX	247,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16219	7336-94-	XXXX	145,34	Poursuite sans effet
2014	T-1806	7336-810-	XXXX	62,16	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19356	7368-810-	XXXX	84,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2261	7336-810-	XXXX	63,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3323	7336-810-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16341	7336-94-	XXXX	40,96	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1176	7336-810-	XXXX	92,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16112	7336-94-	XXXX	467,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16121	7336-94-	XXXX	168,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5629	7336-94-	XXXX	470,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17117	7336-94-	XXXX	352,70	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-96	7336-94-	XXXX	352,70	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-21897	7368-810-	XXXX	49,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21667	7368-810-	XXXX	49,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5651	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5698	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3116	7336-94-	XXXX	135,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3119	7336-94-	XXXX	79,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3133	7336-94-	XXXX	135,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3138	7336-94-	XXXX	135,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5604	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5732	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5763	7336-94-	XXXX	21,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16237	7336-94-	XXXX	41,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3063	7336-810-	XXXX	40,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5254	7336-810-	XXXX	40,45	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8391	7336-810-	XXXX	67,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16321	7336-94-	XXXX	53,13	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-13654	7336-94-	XXXX	54,17	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-7957	7368-810-	XXXX	61,43	NPAI et demande renseignement négative
2012	T-22821	7368-810-	XXXX	214,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12341	7336-94-	XXXX	135,90	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-9629	7336-94-	XXXX	66,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16776	7336-94-	XXXX	435,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3703	7336-810-	XXXX	97,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16353	7336-94-	XXXX	61,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16257	7336-94-	XXXX	54,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16152	7336-94-	XXXX	118,49	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3400	7336-810-	XXXX	71,37	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-585	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19646	7368-810-	XXXX	236,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2050	7336-810-	XXXX	107,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19588	7368-810-	XXXX	420,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2470	7336-810-	XXXX	226,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16190	7336-94-	XXXX	170,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6632	7368-810-	XXXX	23,52	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-22093	7368-810-	XXXX	29,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3296	7336-810-	XXXX	54,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16125	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12334	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13230	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes

1872

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-13657	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16788	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17823	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1719	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1720	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1725	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3137	7336-94-	XXXX	106,40	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5194	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5677	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5748	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16123	7336-94-	XXXX	148,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16124	7336-94-	XXXX	80,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16083	7336-94-	XXXX	84,15	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15161	7336-810-	XXXX	178,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4449	7336-810-	XXXX	182,39	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16048	7336-94-	XXXX	143,52	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17191	7336-94-	XXXX	207,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25757	7336-810-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-78	7336-810-	XXXX	166,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10826	7336-810-	XXXX	169,89	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11844	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-169	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-172	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23813	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23814	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23829	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23834	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6848	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9971	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-130	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-132	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6240	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6242	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25833	7336-94-	XXXX	481,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16318	7336-94-	XXXX	81,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10485	7336-810-	XXXX	72,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16314	7336-94-	XXXX	76,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3684	7336-810-	XXXX	183,09	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1951	7368-810-	XXXX	26,39	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19636	7368-810-	XXXX	423,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19579	7368-810-	XXXX	423,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16376	7336-94-	XXXX	114,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16279	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14095	7336-94-	XXXX	129,83	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17101	7336-94-	XXXX	771,28	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6844	7336-94-	XXXX	44,40	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-16700	7368-810-	XXXX	18,48	Poursuite sans effet
2014	T-10069	7336-810-	XXXX	233,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-254	7336-810-	XXXX	139,86	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8729	7336-810-	XXXX	233,10	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17109	7336-810-	XXXX	264,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5769	7336-94-	XXXX	43,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13673	7336-94-	XXXX	103,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17849	7336-94-	XXXX	103,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10032	7336-810-	XXXX	77,70	Poursuite sans effet
2014	T-5190	7336-810-	XXXX	202,02	Poursuite sans effet
2014	T-6551	7336-810-	XXXX	108,78	Poursuite sans effet
2014	T-8484	7336-810-	XXXX	46,62	Poursuite sans effet
2016	T-16269	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11456	7336-810-	XXXX	118,95	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9567	7336-810-	XXXX	118,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16063	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16064	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7034	7336-810-	XXXX	220,60	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16278	7336-94-	XXXX	92,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16150	7336-94-	XXXX	48,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16066	7336-94-	XXXX	500,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18285	7368-810-	XXXX	450,45	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-17485	7338-810-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-24325	7338-810-	XXXX	108,78	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-16145	7336-94-	XXXX	58,50	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-30592	7336-94-	XXXX	220,80	Poursuite sans effet
2016	T-16087	7336-94-	XXXX	503,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25835	7336-94-	XXXX	314,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16183	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12447	7336-810-	XXXX	186,48	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-14306	7336-810-	XXXX	186,48	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-15151	7336-810-	XXXX	186,48	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-11071	7336-810-	XXXX	129,44	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-13334	7368-810-	XXXX	7,84	Certificat irrecouvrabilité
2017	T-13555	7336-94-	XXXX	149,44	Certificat irrecouvrabilité
2016	T-16336	7336-94-	XXXX	40,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16311	7336-94-	XXXX	58,78	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5742	7336-94-	XXXX	550,80	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-11318	7336-810-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12331	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16785	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17820	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24999	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-115	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1721	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3118	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5191	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5577	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5759	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16111	7336-94-	XXXX	691,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16352	7336-94-	XXXX	129,93	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16286	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-18657	7368-810-	XXXX	7,20	PV carence
2016	T-5744	7336-94-	XXXX	165,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8298	7336-810-	XXXX	97,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16203	7336-94-	XXXX	112,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5623	7336-94-	XXXX	0,60	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-5691	7336-94-	XXXX	0,60	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-5725	7336-94-	XXXX	0,60	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-5754	7336-94-	XXXX	0,60	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-10103	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12251	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14537	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15528	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16154	7336-94-	XXXX	197,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25842	7336-94-	XXXX	2 896,99	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-19804	7368-810-	XXXX	650,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11286	7336-810-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-315	7336-810-	XXXX	318,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5364	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5576	7336-810-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16149	7336-94-	XXXX	39,57	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-17038	7368-810-	XXXX	18,90	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-22520	7368-810-	XXXX	30,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3638	7336-810-	XXXX	119,10	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22221	7368-810-	XXXX	30,44	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3853	7336-810-	XXXX	121,54	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-441	7336-810-	XXXX	142,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5051	7336-810-	XXXX	142,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11691	7336-810-	XXXX	317,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12780	7336-810-	XXXX	317,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13189	7336-810-	XXXX	317,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-14485	7336-810-	XXXX	237,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16850	7336-810-	XXXX	237,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18068	7336-810-	XXXX	237,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8581	7336-810-	XXXX	237,78	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12	7336-810-	XXXX	237,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10122	7336-810-	XXXX	237,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6804	7336-810-	XXXX	142,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8597	7336-810-	XXXX	111,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9835	7336-810-	XXXX	111,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2898	7336-810-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8946	7336-810-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16156	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-5532	7336-810-	XXXX	72,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6760	7336-810-	XXXX	72,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9111	7336-810-	XXXX	72,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19562	7368-810-	XXXX	379,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1933	7336-810-	XXXX	136,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19500	7368-810-	XXXX	27,09	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19455	7368-810-	XXXX	27,09	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2369	7336-810-	XXXX	138,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16186	7336-94-	XXXX	132,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16368	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23137	7368-810-	XXXX	99,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4069	7336-810-	XXXX	73,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22748	7368-810-	XXXX	99,96	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4213	7336-810-	XXXX	145,89	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7138	7336-810-	XXXX	77,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16367	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8220	7368-810-	XXXX	11,06	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16129	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8124	7368-810-	XXXX	10,08	Poursuite sans effet
2016	T-16281	7336-94-	XXXX	88,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16274	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6554	7336-810-	XXXX	142,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8369	7336-810-	XXXX	142,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9825	7336-810-	XXXX	142,74	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-1660	7336-94-	XXXX	334,74	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-1661	7336-94-	XXXX	260,57	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-1662	7336-94-	XXXX	334,74	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-6682	7336-94-	XXXX	334,74	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-8485	7336-94-	XXXX	334,74	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16130	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21745	7368-810-	XXXX	533,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3053	7336-810-	XXXX	226,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3369	7336-810-	XXXX	230,88	Combinaison infructueuse d actes
2008	R-11-54		XXXX	39,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3273	7336-810-	XXXX	311,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-104	7336-94-	XXXX	446,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5709	7336-94-	XXXX	446,67	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21655	7368-810-	XXXX	30,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21447	7368-810-	XXXX	30,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16131	7336-94-	XXXX	75,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-20720	7368-810-	XXXX	76,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2536	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20593	7368-810-	XXXX	76,96	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2919	7336-810-	XXXX	38,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5209	7336-94-	XXXX	73,37	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-648	7336-810-	XXXX	66,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1240	7336-810-	XXXX	67,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16845	7336-810-	XXXX	634,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18784	7368-810-	XXXX	635,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16132	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3121	7336-94-	XXXX	229,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16326	7336-94-	XXXX	55,44	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-30588	7336-94-	XXXX	630,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16766	7336-94-	XXXX	300,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16058	7336-94-	XXXX	150,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5118	7336-810-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5608	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16192	7336-94-	XXXX	82,62	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3443	7336-810-	XXXX	117,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-20664	7368-810-	XXXX	26,67	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2519	7336-810-	XXXX	88,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20540	7368-810-	XXXX	26,67	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-2902	7336-810-	XXXX	89,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5594	7336-94-	XXXX	217,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3114	7336-94-	XXXX	113,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3117	7336-94-	XXXX	113,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3123	7336-94-	XXXX	103,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16366	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1802	7336-810-	XXXX	816,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10490	7336-810-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-21888	7368-810-	XXXX	43,15	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3163	7336-810-	XXXX	82,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3463	7336-810-	XXXX	84,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16229	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3395	7336-810-	XXXX	177,98	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6560	7336-810-	XXXX	177,98	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8663	7336-810-	XXXX	296,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5572	7336-94-	XXXX	108,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25025	7336-94-	XXXX	294,14	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16118	7336-94-	XXXX	86,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-20713	7368-810-	XXXX	288,75	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-17203	7368-810-	XXXX	24,41	Poursuite sans effet
2016	T-16102	7336-94-	XXXX	389,78	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16148	7336-94-	XXXX	67,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-406	7336-810-	XXXX	253,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16164	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1812	7336-810-	XXXX	245,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2952	7336-810-	XXXX	765,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11273	7336-810-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1255	7336-810-	XXXX	38,85	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18643	7368-810-	XXXX	547,05	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18649	7368-810-	XXXX	547,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5593	7336-94-	XXXX	145,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22202	7368-810-	XXXX	342,93	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-21352	7368-810-	XXXX	86,42	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6473	7336-810-	XXXX	137,52	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17818	7336-94-	XXXX	217,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16036	7336-94-	XXXX	517,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5621	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5636	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5667	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5671	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16297	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11035	7336-810-	XXXX	161,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16243	7336-94-	XXXX	45,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5363	7336-810-	XXXX	209,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1728	7336-94-	XXXX	468,06	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18764	7368-810-	XXXX	31,29	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21403	7368-810-	XXXX	10,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2853	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1855	7336-810-	XXXX	192,91	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18768	7368-810-	XXXX	31,29	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5582	7336-94-	XXXX	124,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5609	7336-94-	XXXX	142,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5717	7336-94-	XXXX	92,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2890	7336-810-	XXXX	126,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3231	7336-810-	XXXX	129,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20496	7368-810-	XXXX	300,93	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1957	7368-810-	XXXX	16,10	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-24189	7336-810-	XXXX	170,94	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26058	7336-810-	XXXX	170,94	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22898	7368-810-	XXXX	389,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22547	7368-810-	XXXX	389,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16187	7336-94-	XXXX	55,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7025	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8953	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-14483	7336-810-	XXXX	111,02	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-4096	7336-810-	XXXX	39,57	NPAI et demande renseignement négative
2013	T-10510	7338-810-	XXXX	258,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24730	7336-810-	XXXX	237,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16266	7336-94-	XXXX	98,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16133	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17834	7336-94-	XXXX	510,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14291	7336-810-	XXXX	104,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14746	7336-810-	XXXX	104,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17567	7336-810-	XXXX	279,72	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25478	7336-810-	XXXX	174,82	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7161	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8958	7336-810-	XXXX	46,62	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9905	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-10114	7336-810-	XXXX	178,34	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11683	7336-810-	XXXX	178,34	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-424	7336-810-	XXXX	178,34	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6122	7336-810-	XXXX	178,34	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6531	7336-810-	XXXX	182,39	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-67	7336-810-	XXXX	174,82	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8344	7336-810-	XXXX	178,34	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8569	7336-810-	XXXX	360,73	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22331	7368-810-	XXXX	33,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3500	7336-810-	XXXX	68,37	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22046	7368-810-	XXXX	33,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3739	7336-810-	XXXX	69,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16263	7336-94-	XXXX	74,75	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9614	7336-94-	XXXX	534,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8032	7368-810-	XXXX	515,13	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3124	7336-94-	XXXX	130,73	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16319	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5195	7336-94-	XXXX	1 542,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-684	7336-810-	XXXX	244,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16302	7336-94-	XXXX	61,06	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17822	7336-94-	XXXX	153,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17831	7336-94-	XXXX	153,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5646	7336-94-	XXXX	207,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5703	7336-94-	XXXX	207,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5650	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5714	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5751	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16200	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25786	7368-810-	XXXX	282,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16342	7336-94-	XXXX	48,06	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-678	7336-810-	XXXX	89,59	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1270	7336-810-	XXXX	91,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16134	7336-94-	XXXX	106,42	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16289	7336-94-	XXXX	57,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12332	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13228	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13655	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23090	7368-810-	XXXX	498,12	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-11466	7336-810-	XXXX	0,13	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12427	7336-810-	XXXX	0,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13819	7336-810-	XXXX	0,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9828	7336-810-	XXXX	0,13	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5201	7336-94-	XXXX	90,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19270	7368-810-	XXXX	261,87	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19241	7368-810-	XXXX	273,42	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2203	7336-810-	XXXX	60,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2911	7336-810-	XXXX	290,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16374	7336-94-	XXXX	86,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16057	7336-94-	XXXX	297,63	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-308	7338-810-	XXXX	1 851,85	Certificat irrecouvrabilité
2014	T-20489	7368-810-	XXXX	348,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16260	7336-94-	XXXX	140,29	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5766	7336-94-	XXXX	74,92	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4854	7336-94-	XXXX	286,75	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21081	7368-810-	XXXX	111,51	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13213	7368-810-	XXXX	169,92	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20931	7368-810-	XXXX	111,51	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-266	7368-810-	XXXX	224,18	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10026	7336-810-	XXXX	207,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12188	7336-810-	XXXX	207,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14148	7336-810-	XXXX	207,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-219	7336-810-	XXXX	124,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8688	7336-810-	XXXX	207,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9028	7336-810-	XXXX	129,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17167	7336-94-	XXXX	221,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18777	7368-810-	XXXX	25,72	RAR inférieur seuil poursuite
2013	T-22065	7368-810-	XXXX	24,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3223	7336-810-	XXXX	141,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16242	7336-94-	XXXX	170,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25015	7336-94-	XXXX	145,55	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-8246	7336-94-	XXXX	55,13	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4780	7368-810-	XXXX	4 179,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-18795	7368-810-	XXXX	33,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16159	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22312	7368-810-	XXXX	6,82	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3725	7336-810-	XXXX	299,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21457	7368-810-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21277	7368-810-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22521	7368-810-	XXXX	46,73	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3639	7336-810-	XXXX	203,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22222	7368-810-	XXXX	46,73	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3854	7336-810-	XXXX	207,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16276	7336-94-	XXXX	211,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16182	7336-94-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16165	7336-94-	XXXX	45,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1507	7336-810-	XXXX	77,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1789	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1990	7336-810-	XXXX	79,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2246	7336-810-	XXXX	38,79	Combinaison infructueuse d actes
2019	T-8883	7368-810-	XXXX	157,64	Poursuite sans effet
2015	T-21133	7368-810-	XXXX	52,60	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8190	7368-810-	XXXX	11,03	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-13510	7336-94-	XXXX	46,20	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16051	7336-94-	XXXX	345,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11331	7336-94-	XXXX	1 575,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4865	7336-94-	XXXX	813,75	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4866	7336-94-	XXXX	641,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6246	7336-94-	XXXX	813,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3141	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5204	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5616	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5727	7336-94-	XXXX	106,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6220	7336-94-	XXXX	493,07	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-105	7336-94-	XXXX	986,14	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5740	7336-94-	XXXX	100,51	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3604	7336-810-	XXXX	80,82	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3332	7336-810-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22461	7368-810-	XXXX	10,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3597	7336-810-	XXXX	74,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22164	7368-810-	XXXX	10,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3817	7336-810-	XXXX	76,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16298	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1971	7368-810-	XXXX	7,60	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-14355	7336-810-	XXXX	101,01	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-33	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-540	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6390	7336-810-	XXXX	155,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11122	7336-810-	XXXX	266,97	Combinaison infructueuse d actes
2012	T-6654	7338-810-	XXXX	38,10	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19221	7368-810-	XXXX	15,22	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-3365	7336-810-	XXXX	578,43	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16142	7336-94-	XXXX	90,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16097	7336-94-	XXXX	180,82	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-12998	7368-810-	XXXX	546,21	Poursuite sans effet
2016	T-16273	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-20862	7368-810-	XXXX	97,86	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2592	7336-810-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20728	7368-810-	XXXX	63,22	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2971	7336-810-	XXXX	139,51	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8133	7336-810-	XXXX	111,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16217	7336-94-	XXXX	106,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21260	7368-810-	XXXX	20,16	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2794	7336-810-	XXXX	39,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3151	7336-810-	XXXX	40,41	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16346	7336-94-	XXXX	54,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16199	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23257	7368-810-	XXXX	48,72	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4129	7336-810-	XXXX	135,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22842	7368-810-	XXXX	48,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1552	7336-810-	XXXX	257,98	NPAI et demande renseignement négative

1878

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-20544	7368-810-	XXXX	0,06	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2438	7368-810-	XXXX	9,87	Poursuite sans effet
2017	T-2465	7336-94-	XXXX	538,92	Poursuite sans effet
2017	T-2466	7336-94-	XXXX	538,92	Poursuite sans effet
2016	T-16320	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1352	7336-810-	XXXX	89,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1857	7336-810-	XXXX	91,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18770	7368-810-	XXXX	10,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16158	7336-94-	XXXX	93,13	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23080	7368-810-	XXXX	5,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4044	7336-810-	XXXX	105,15	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4191	7336-810-	XXXX	107,31	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5741	7336-94-	XXXX	139,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-165	7336-94-	XXXX	52,16	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-5273	7336-94-	XXXX	52,16	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-6843	7336-94-	XXXX	52,16	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-18256	7368-810-	XXXX	26,46	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-956	7336-810-	XXXX	145,01	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1507	7336-810-	XXXX	147,99	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18287	7368-810-	XXXX	26,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16362	7336-94-	XXXX	39,57	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-1179	7336-810-	XXXX	46,62	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18554	7368-810-	XXXX	22,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1704	7336-810-	XXXX	47,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18567	7368-810-	XXXX	22,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11313	7336-810-	XXXX	129,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9139	7336-810-	XXXX	129,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10095	7336-810-	XXXX	78,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10337	7336-810-	XXXX	103,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9909	7336-810-	XXXX	53,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22113	7368-810-	XXXX	65,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3314	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21859	7368-810-	XXXX	65,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3589	7336-810-	XXXX	38,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16245	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5697	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5760	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16280	7336-94-	XXXX	41,22	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-30603	7336-94-	XXXX	356,16	Poursuite sans effet
2014	T-20571	7368-810-	XXXX	396,27	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16360	7336-94-	XXXX	68,17	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25035	7336-94-	XXXX	291,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16226	7336-94-	XXXX	94,74	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1970	7368-810-	XXXX	22,88	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-21238	7368-810-	XXXX	46,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2781	7336-810-	XXXX	70,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3139	7336-810-	XXXX	71,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16372	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6628	7368-810-	XXXX	10,23	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-5528	7336-810-	XXXX	70,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16209	7336-94-	XXXX	32,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-733	7336-810-	XXXX	50,74	Décédé et demande renseignement négative
2015	T-1314	7336-810-	XXXX	51,78	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-16136	7336-94-	XXXX	52,50	Décédé et demande renseignement négative
2017	T-13434	7336-94-	XXXX	53,53	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-5654	7336-94-	XXXX	54,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15533	7336-810-	XXXX	155,40	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-17253	7336-810-	XXXX	155,40	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-24163	7336-810-	XXXX	155,40	NPAI et demande renseignement négative
2007	R-100-5605		XXXX	61,60	Poursuite sans effet
2008	R-100-5511		XXXX	62,90	Poursuite sans effet
2016	T-16078	7336-94-	XXXX	480,21	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18951	7368-810-	XXXX	20,46	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23818	7336-94-	XXXX	420,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16325	7336-94-	XXXX	45,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11332	7336-94-	XXXX	860,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8247	7336-94-	XXXX	733,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9636	7336-94-	XXXX	1 020,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16196	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22606	7368-810-	XXXX	365,82	NPAI et demande renseignement négative

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-21831	7368-810-	XXXX	65,41	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3114	7336-810-	XXXX	39,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21611	7368-810-	XXXX	65,41	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3419	7336-810-	XXXX	40,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16238	7336-94-	XXXX	40,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16137	7336-94-	XXXX	45,80	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-16636	7368-810-	XXXX	52,29	Poursuite sans effet
2014	T-14475	7336-810-	XXXX	233,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16256	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11257	7336-810-	XXXX	145,62	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21265	7368-810-	XXXX	522,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5731	7336-94-	XXXX	92,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6631	7368-810-	XXXX	65,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5581	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5574	7336-94-	XXXX	207,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5678	7336-94-	XXXX	207,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5753	7336-94-	XXXX	207,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25002	7336-94-	XXXX	2 903,31	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5610	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5670	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16373	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16160	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19754	7368-810-	XXXX	390,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14538	7336-94-	XXXX	112,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16275	7336-94-	XXXX	54,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16138	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11333	7336-94-	XXXX	180,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11334	7336-94-	XXXX	22,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4859	7336-94-	XXXX	180,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4860	7336-94-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4861	7336-94-	XXXX	229,44	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6233	7336-94-	XXXX	180,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6234	7336-94-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8248	7336-94-	XXXX	180,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9638	7336-94-	XXXX	22,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9639	7336-94-	XXXX	180,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19990	7368-810-	XXXX	6,30	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-19907	7368-810-	XXXX	6,30	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-18977	7368-810-	XXXX	29,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18971	7368-810-	XXXX	29,71	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-10903	7336-810-	XXXX	80,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11094	7336-810-	XXXX	80,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5640	7336-94-	XXXX	58,13	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5652	7336-94-	XXXX	57,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5762	7336-94-	XXXX	58,13	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9112	7336-810-	XXXX	97,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16300	7336-94-	XXXX	40,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16262	7336-94-	XXXX	60,93	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6621	7336-810-	XXXX	80,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1858	7336-810-	XXXX	59,28	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6639	7368-810-	XXXX	10,71	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-6845	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6853	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9967	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9973	7336-94-	XXXX	66,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3131	7336-94-	XXXX	158,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5590	7336-94-	XXXX	158,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5662	7336-94-	XXXX	158,55	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-129	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-553	7336-810-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1464	7336-810-	XXXX	78,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18921	7368-810-	XXXX	24,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1955	7336-810-	XXXX	80,58	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1089	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-18433	7368-810-	XXXX	33,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1621	7336-810-	XXXX	38,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18450	7368-810-	XXXX	33,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4855	7336-94-	XXXX	82,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16146	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2537	7336-810-	XXXX	100,20	Combinaison infructueuse d actes

1880

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-21572	7368-810-	XXXX	287,98	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-20430	7368-810-	XXXX	104,58	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2411	7336-810-	XXXX	64,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20325	7368-810-	XXXX	104,58	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22244	7368-810-	XXXX	57,23	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3423	7336-810-	XXXX	64,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3677	7336-810-	XXXX	66,06	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1954	7336-810-	XXXX	272,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25004	7336-94-	XXXX	326,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16339	7336-94-	XXXX	124,61	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16100	7336-94-	XXXX	163,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6227	7336-94-	XXXX	461,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11242	7336-94-	XXXX	56,16	NPAI et demande renseignement négative
2010	T-294	7336-94-	XXXX	524,88	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-21206	7368-810-	XXXX	724,50	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-16613	7336-810-	XXXX	445,50	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16357	7336-94-	XXXX	40,45	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22941	7368-810-	XXXX	72,25	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-3965	7336-810-	XXXX	106,23	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-4124	7336-810-	XXXX	108,40	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12325	7336-94-	XXXX	1 188,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16071	7336-94-	XXXX	1 932,19	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22529	7368-810-	XXXX	27,51	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3682	7336-810-	XXXX	239,31	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3894	7336-810-	XXXX	244,23	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22577	7368-810-	XXXX	304,50	Certificat irrecouvrabilité
2014	T-3718	7336-810-	XXXX	122,40	Certificat irrecouvrabilité
2015	T-22269	7368-810-	XXXX	304,50	Certificat irrecouvrabilité
2015	T-3924	7336-810-	XXXX	124,80	Certificat irrecouvrabilité
2014	T-13862	7336-810-	XXXX	108,78	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-14369	7336-810-	XXXX	108,78	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-15251	7336-810-	XXXX	108,78	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-792	7336-810-	XXXX	132,09	PV perquisition et demande renseignement négative
2015	T-1362	7336-810-	XXXX	134,81	PV perquisition et demande renseignement négative
2017	T-13437	7336-94-	XXXX	136,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16201	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22772	7368-810-	XXXX	378,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22442	7368-810-	XXXX	378,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-1592	7336-810-	XXXX	194,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1683	7336-810-	XXXX	97,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16364	7336-94-	XXXX	56,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3140	7336-94-	XXXX	158,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5618	7336-94-	XXXX	161,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5686	7336-94-	XXXX	161,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5765	7336-94-	XXXX	158,55	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2603	7336-810-	XXXX	122,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2979	7336-810-	XXXX	124,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16337	7336-94-	XXXX	117,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11326	7336-810-	XXXX	33,72	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-17178	7336-94-	XXXX	900,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12882	7336-810-	XXXX	999,18	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13624	7336-810-	XXXX	999,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9017	7336-810-	XXXX	145,62	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14312	7336-810-	XXXX	419,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16228	7336-94-	XXXX	45,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16231	7336-94-	XXXX	146,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21385	7368-810-	XXXX	563,64	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21220	7368-810-	XXXX	534,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14537	7336-94-	XXXX	112,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21874	7368-810-	XXXX	90,93	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3151	7336-810-	XXXX	73,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5702	7336-94-	XXXX	138,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5585	7336-94-	XXXX	92,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5720	7336-94-	XXXX	92,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17136	7336-94-	XXXX	780,38	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16208	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-814	7336-810-	XXXX	70,44	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1382	7336-810-	XXXX	71,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16294	7336-94-	XXXX	52,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23266	7368-810-	XXXX	291,69	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-3139	7336-94-	XXXX	97,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5614	7336-94-	XXXX	161,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5663	7336-94-	XXXX	161,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16169	7336-94-	XXXX	157,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16293	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5486	7336-810-	XXXX	80,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16306	7336-94-	XXXX	59,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10449	7336-810-	XXXX	69,93	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12437	7336-810-	XXXX	69,93	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14298	7336-810-	XXXX	69,93	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15148	7336-810-	XXXX	77,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15699	7336-810-	XXXX	77,70	Combinaison infructueuse d actes
2010	T-12031	7338-810-	XXXX	38,58	Poursuite sans effet
2010	T-9626	7338-810-	XXXX	38,58	Poursuite sans effet
2016	T-16172	7336-94-	XXXX	96,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5607	7336-94-	XXXX	108,52	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-7961	7368-810-	XXXX	40,53	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8274	7336-94-	XXXX	101,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10916	7336-810-	XXXX	80,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19100	7368-810-	XXXX	44,31	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16096	7336-94-	XXXX	538,92	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3423	7368-810-	XXXX	664,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16282	7336-94-	XXXX	52,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-20370	7368-810-	XXXX	107,73	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2383	7336-810-	XXXX	107,22	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-20270	7368-810-	XXXX	107,73	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2779	7336-810-	XXXX	109,42	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16207	7336-94-	XXXX	111,62	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5632	7336-94-	XXXX	316,79	Poursuite sans effet
2016	T-5707	7336-94-	XXXX	908,03	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2436	7336-810-	XXXX	202,25	Poursuite sans effet
2017	T-7685	7336-810-	XXXX	202,25	Poursuite sans effet
2017	T-7686	7336-810-	XXXX	202,25	Poursuite sans effet
2014	T-170	7336-94-	XXXX	119,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6847	7336-94-	XXXX	119,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9963	7336-94-	XXXX	119,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9970	7336-94-	XXXX	119,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12985	7336-810-	XXXX	214,11	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-15575	7336-810-	XXXX	222,75	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-5375	7336-810-	XXXX	53,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-555	7336-810-	XXXX	53,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8737	7336-810-	XXXX	53,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8934	7336-810-	XXXX	78,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8332	7336-810-	XXXX	408,94	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9873	7336-810-	XXXX	518,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12642	7336-810-	XXXX	111,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13203	7336-810-	XXXX	111,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16323	7336-94-	XXXX	45,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-293	7336-810-	XXXX	924,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23459	7368-810-	XXXX	241,50	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-10910	7336-810-	XXXX	80,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11305	7336-810-	XXXX	134,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9010	7336-810-	XXXX	80,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22246	7368-810-	XXXX	12,95	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3424	7336-810-	XXXX	42,99	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8244	7336-94-	XXXX	461,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5711	7336-94-	XXXX	664,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16140	7336-94-	XXXX	100,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1397	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18821	7368-810-	XXXX	19,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16161	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5708	7336-94-	XXXX	188,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11113	7336-810-	XXXX	129,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22170	7368-810-	XXXX	58,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3360	7336-810-	XXXX	102,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3625	7336-810-	XXXX	104,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16251	7336-94-	XXXX	109,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-288	7336-810-	XXXX	116,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13162	7336-810-	XXXX	253,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-14665	7336-810-	XXXX	126,88	Combinaison infructueuse d actes

1882

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-17174	7336-94-	XXXX	397,44	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16163	7336-94-	XXXX	120,65	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-155	7336-94-	XXXX	112,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6833	7336-94-	XXXX	112,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11839	7336-94-	XXXX	124,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15433	7336-94-	XXXX	124,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2958	7336-810-	XXXX	129,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5198	7336-94-	XXXX	53,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5580	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5605	7336-94-	XXXX	54,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10940	7336-810-	XXXX	158,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-11705	7336-810-	XXXX	158,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12434	7336-810-	XXXX	63,44	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12615	7336-810-	XXXX	158,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12986	7336-810-	XXXX	63,44	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-290	7336-810-	XXXX	124,32	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-5543	7336-810-	XXXX	124,32	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16322	7336-94-	XXXX	86,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16920	7336-810-	XXXX	47,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-18033	7336-810-	XXXX	47,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25218	7336-810-	XXXX	47,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-337	7336-810-	XXXX	80,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16333	7336-94-	XXXX	39,57	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-13666	7336-94-	XXXX	33,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-7969	7368-810-	XXXX	20,58	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-16872	7368-810-	XXXX	20,58	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16081	7336-94-	XXXX	187,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16153	7336-94-	XXXX	57,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22020	7368-810-	XXXX	275,49	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16349	7336-94-	XXXX	123,59	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3995	7336-810-	XXXX	55,92	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-4876	7336-94-	XXXX	562,50	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-6252	7336-94-	XXXX	675,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-18171	7368-810-	XXXX	97,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16315	7336-94-	XXXX	42,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25023	7336-94-	XXXX	470,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4871	7336-94-	XXXX	228,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4872	7336-94-	XXXX	227,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6244	7336-94-	XXXX	227,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16197	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5772	7336-94-	XXXX	47,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10837	7336-810-	XXXX	64,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10495	7336-810-	XXXX	97,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1633	7336-810-	XXXX	58,53	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-19137	7368-810-	XXXX	28,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-19119	7368-810-	XXXX	28,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-2103	7336-810-	XXXX	59,73	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16141	7336-94-	XXXX	62,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16330	7336-94-	XXXX	69,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11166	7336-810-	XXXX	145,62	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2253	7336-810-	XXXX	71,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2254	7336-810-	XXXX	193,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11207	7336-810-	XXXX	105,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9124	7336-810-	XXXX	48,54	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16151	7336-94-	XXXX	51,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1938	7336-810-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6223	7336-94-	XXXX	483,15	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-17102	7336-94-	XXXX	294,77	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21837	7368-810-	XXXX	89,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3120	7336-810-	XXXX	38,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3425	7336-810-	XXXX	38,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16254	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6825	7336-94-	XXXX	307,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-1068	7336-810-	XXXX	147,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-21499	7368-810-	XXXX	177,13	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-2898	7336-810-	XXXX	140,37	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-21316	7368-810-	XXXX	177,13	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-3237	7336-810-	XXXX	143,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16248	7336-94-	XXXX	151,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16288	7336-94-	XXXX	39,57	Combinaison infructueuse d actes

1883

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

TAXES VOIRIE (DROITS DE PLACE, DE STATIONNEMENT, TLPE ET AUTRES) DE 2007 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-16301	7336-94-	XXXX	108,34	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-2791	7368-810-	XXXX	18,39	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17132	7336-94-	XXXX	461,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4455	7336-810-	XXXX	309,69	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16271	7336-94-	XXXX	57,12	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5203	7336-94-	XXXX	145,55	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14097	7336-94-	XXXX	52,16	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14559	7336-94-	XXXX	52,16	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22914	7368-810-	XXXX	29,82	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3946	7336-810-	XXXX	91,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22560	7368-810-	XXXX	29,82	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4107	7336-810-	XXXX	92,98	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-22845	7368-810-	XXXX	31,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-3905	7336-810-	XXXX	148,89	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-22502	7368-810-	XXXX	31,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17829	7336-94-	XXXX	51,10	Combinaison infructueuse d actes
			TOTAL	**147 684,83**	

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 30/09/2019
Exercice 2019
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

CRECHES DE 2010 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2015	T-17196	7066-64-	XXXX	366,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3758	7066-64-	XXXX	19,14	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-7037	7066-64-	XXXX	3,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1857	758-321-	XXXX	240,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8712	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10524	7066-64-	XXXX	33,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15902	7066-64-	XXXX	71,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17207	7066-64-	XXXX	33,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6965	7066-64-	XXXX	32,94	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16023	7066-64-	XXXX	107,82	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10241	7066-64-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15372	7066-64-	XXXX	171,52	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25489	7066-64-	XXXX	70,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5494	7066-64-	XXXX	111,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7022	7066-64-	XXXX	70,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3735	7066-64-	XXXX	95,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12674	7066-64-	XXXX	102,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15975	7066-64-	XXXX	60,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24888	7066-64-	XXXX	90,21	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9237	7066-64-	XXXX	32,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9282	7066-64-	XXXX	45,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15845	7066-64-	XXXX	54,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11959	7066-64-	XXXX	79,15	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-458	7066-64-	XXXX	83,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2142	7066-64-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5873	7066-64-	XXXX	110,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9278	7066-64-	XXXX	115,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15582	7066-64-	XXXX	123,09	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9238	7066-64-	XXXX	65,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5782	7066-64-	XXXX	112,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2019	7066-64-	XXXX	116,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9277	7066-64-	XXXX	144,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14683	7066-64-	XXXX	109,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15221	7066-64-	XXXX	92,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17184	7066-64-	XXXX	72,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25407	7066-64-	XXXX	119,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2017	7066-64-	XXXX	99,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11473	70878-213-	XXXX	58,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5831	7066-64-	XXXX	0,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9216	7066-64-	XXXX	57,62	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3724	7066-64-	XXXX	62,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7101	7066-64-	XXXX	60,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9223	7066-64-	XXXX	89,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17697	7066-64-	XXXX	261,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24917	7066-64-	XXXX	126,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26311	7066-64-	XXXX	108,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7154	7066-64-	XXXX	314,04	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12671	7066-64-	XXXX	105,58	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15970	7066-64-	XXXX	92,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13387	7066-64-	XXXX	143,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9313	7066-64-	XXXX	114,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15384	7066-64-	XXXX	238,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11986	7066-64-	XXXX	69,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11889	7066-64-	XXXX	140,16	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9272	7066-64-	XXXX	81,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5794	7066-64-	XXXX	57,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12589	7066-64-	XXXX	185,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2097	7066-64-	XXXX	73,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9247	7066-64-	XXXX	446,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12716	7066-64-	XXXX	94,72	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5796	7066-64-	XXXX	141,69	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9276	7066-64-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15867	7066-64-	XXXX	110,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-10606	7066-64-	XXXX	106,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16013	7066-64-	XXXX	149,70	Combinaison infructueuse d actes

1885

CRECHES DE 2010 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-11938	7066-64-	XXXX	133,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14701	7066-64-	XXXX	121,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2139	7066-64-	XXXX	91,21	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5868	7066-64-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2012	7066-64-	XXXX	83,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7025	7066-64-	XXXX	78,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7180	7066-64-	XXXX	64,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4186	7066-64-	XXXX	102,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5619	7066-64-	XXXX	68,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14720	7066-64-	XXXX	83,41	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11959	7066-64-	XXXX	330,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5886	7066-64-	XXXX	294,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10218	7066-64-	XXXX	7,05	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15207	7066-64-	XXXX	0,41	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13417	7066-64-	XXXX	101,92	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15415	7066-64-	XXXX	310,68	PV carence
2015	T-17283	7066-64-	XXXX	79,56	PV carence
2015	T-25522	7066-64-	XXXX	126,00	PV carence
2015	T-522	7066-64-	XXXX	115,01	PV carence
2015	T-7058	7066-64-	XXXX	91,00	PV carence
2015	T-8878	7066-64-	XXXX	75,60	PV carence
2016	T-2138	7066-64-	XXXX	74,20	PV carence
2016	T-3762	7066-64-	XXXX	92,40	PV carence
2016	T-537	7066-64-	XXXX	72,00	PV carence
2016	T-7144	7066-64-	XXXX	79,80	PV carence
2016	T-11897	7066-64-	XXXX	70,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24821	7066-64-	XXXX	82,00	Combinaison infructueuse d actes
2010	T-13573	7066-64-	XXXX	425,60	Combinaison infructueuse d actes
2010	T-2713	7066-64-	XXXX	162,82	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-1204	7066-64-	XXXX	271,44	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-26885	7066-64-	XXXX	275,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16559	70878-213-	XXXX	88,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9312	7066-64-	XXXX	320,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24889	7066-64-	XXXX	97,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-493	7066-64-	XXXX	122,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5904	7066-64-	XXXX	30,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9320	7066-64-	XXXX	71,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3791	7066-64-	XXXX	152,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5895	7066-64-	XXXX	74,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9309	7066-64-	XXXX	148,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16036	7066-64-	XXXX	64,92	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11966	7066-64-	XXXX	92,82	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5512	7066-64-	XXXX	81,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7066	7066-64-	XXXX	429,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13436	7066-64-	XXXX	123,21	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17603	7066-64-	XXXX	158,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15209	7066-64-	XXXX	151,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17180	7066-64-	XXXX	124,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5372	7066-64-	XXXX	151,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6911	7066-64-	XXXX	118,19	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2013	7066-64-	XXXX	198,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3650	7066-64-	XXXX	204,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-435	7066-64-	XXXX	186,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5774	7066-64-	XXXX	205,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7027	7066-64-	XXXX	182,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9133	7066-64-	XXXX	31,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5638	7066-64-	XXXX	63,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15847	7066-64-	XXXX	170,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24936	7066-64-	XXXX	114,07	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-10243	7066-64-	XXXX	93,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-15409	7066-64-	XXXX	190,71	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-23815	7066-64-	XXXX	102,18	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-519	7066-64-	XXXX	133,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-7053	7066-64-	XXXX	124,80	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-532	7066-64-	XXXX	95,94	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3787	7066-64-	XXXX	125,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17674	7066-64-	XXXX	30,05	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24890	7066-64-	XXXX	117,65	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26281	7066-64-	XXXX	98,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5464	7066-64-	XXXX	230,10	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

CRECHES DE 2010 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2015	T-15326	7066-64-	XXXX	332,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6995	7066-64-	XXXX	117,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8825	7066-64-	XXXX	116,05	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12668	7066-64-	XXXX	112,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15964	7066-64-	XXXX	58,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5738	7066-64-	XXXX	126,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7321	7066-64-	XXXX	77,72	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9232	7066-64-	XXXX	91,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15352	7066-64-	XXXX	377,73	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17239	7066-64-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23779	7066-64-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25468	7066-64-	XXXX	76,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11895	7066-64-	XXXX	71,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2086	7066-64-	XXXX	69,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3719	7066-64-	XXXX	68,19	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-504	7066-64-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5833	7066-64-	XXXX	69,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7098	7066-64-	XXXX	71,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9218	7066-64-	XXXX	91,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7338	7066-64-	XXXX	9,47	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9245	7066-64-	XXXX	134,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10235	7066-64-	XXXX	66,31	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15335	7066-64-	XXXX	57,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5472	7066-64-	XXXX	89,67	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5757	7066-64-	XXXX	105,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-499	7066-64-	XXXX	277,48	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9319	7066-64-	XXXX	74,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5730	7066-64-	XXXX	88,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3700	7066-64-	XXXX	68,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15319	7066-64-	XXXX	459,54	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5455	7066-64-	XXXX	462,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6989	7066-64-	XXXX	153,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8817	7066-64-	XXXX	260,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9280	7066-64-	XXXX	94,69	Poursuite sans effet
2016	T-3784	7066-64-	XXXX	82,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5891	7066-64-	XXXX	143,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7172	7066-64-	XXXX	130,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9302	7066-64-	XXXX	149,49	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15965	7066-64-	XXXX	60,80	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2028	7066-64-	XXXX	86,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15919	7066-64-	XXXX	26,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-482	7066-64-	XXXX	37,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7049	7066-64-	XXXX	274,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11894	7066-64-	XXXX	9,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3718	7066-64-	XXXX	7,29	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15281	7066-64-	XXXX	392,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17206	7066-64-	XXXX	224,46	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8791	7066-64-	XXXX	33,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15293	7066-64-	XXXX	117,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15944	7066-64-	XXXX	784,57	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15977	7066-64-	XXXX	93,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5748	7066-64-	XXXX	76,62	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9239	7066-64-	XXXX	41,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9254	7066-64-	XXXX	74,58	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-10327	7066-64-	XXXX	18,45	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-307	7066-64-	XXXX	47,40	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-3666	7066-64-	XXXX	36,20	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-6994	7066-64-	XXXX	44,49	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-4301	7066-64-	XXXX	65,73	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3726	7066-64-	XXXX	114,23	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7092	7066-64-	XXXX	465,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3653	7066-64-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4281	7066-64-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10595	7066-64-	XXXX	102,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12692	7066-64-	XXXX	131,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15999	7066-64-	XXXX	355,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17684	7066-64-	XXXX	143,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24903	7066-64-	XXXX	115,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26296	7066-64-	XXXX	118,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4302	7066-64-	XXXX	81,40	Combinaison infructueuse d actes

1887

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

CRECHES DE 2010 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2014	T-5771	7066-64-	XXXX	128,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7344	7066-64-	XXXX	128,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9250	7066-64-	XXXX	134,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15346	7066-64-	XXXX	400,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5480	7066-64-	XXXX	269,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7008	7066-64-	XXXX	143,52	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8842	7066-64-	XXXX	145,59	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5680	7066-64-	XXXX	95,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7255	7066-64-	XXXX	72,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11909	7066-64-	XXXX	298,89	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10481	7066-64-	XXXX	34,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12549	7066-64-	XXXX	46,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9135	7066-64-	XXXX	65,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10464	7066-64-	XXXX	83,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12530	7066-64-	XXXX	76,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15838	7066-64-	XXXX	155,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17609	7066-64-	XXXX	87,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26201	7066-64-	XXXX	110,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4190	7066-64-	XXXX	119,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7190	7066-64-	XXXX	114,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15217	7066-64-	XXXX	165,75	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5376	7066-64-	XXXX	130,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8749	7066-64-	XXXX	108,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5764	7066-64-	XXXX	224,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15250	7066-64-	XXXX	40,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17193	7066-64-	XXXX	58,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23734	7066-64-	XXXX	49,68	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-13793	7066-64-	XXXX	5,40	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9225	7066-64-	XXXX	34,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7052	7066-64-	XXXX	240,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4270	7066-64-	XXXX	13,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15591	7066-64-	XXXX	18,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2128	7066-64-	XXXX	84,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11949	7066-64-	XXXX	196,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14707	7066-64-	XXXX	127,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16700	7066-64-	XXXX	86,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11962	7066-64-	XXXX	66,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7166	7066-64-	XXXX	89,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2163	7066-64-	XXXX	95,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26197	7066-64-	XXXX	59,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11913	7066-64-	XXXX	7,87	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-24897	7066-64-	XXXX	58,87	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15342	7066-64-	XXXX	183,95	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4280	7066-64-	XXXX	108,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-11914	7066-64-	XXXX	197,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2108	7066-64-	XXXX	213,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3741	7066-64-	XXXX	101,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-519	7066-64-	XXXX	138,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7120	7066-64-	XXXX	188,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9243	7066-64-	XXXX	208,75	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10564	7066-64-	XXXX	57,28	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12652	7066-64-	XXXX	64,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15942	7066-64-	XXXX	57,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7302	7066-64-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9212	7066-64-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4269	7066-64-	XXXX	105,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5725	7066-64-	XXXX	63,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11972	7066-64-	XXXX	120,20	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9179	7066-64-	XXXX	72,37	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12693	7066-64-	XXXX	28,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5772	7066-64-	XXXX	25,91	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10601	7066-64-	XXXX	302,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12696	7066-64-	XXXX	356,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16004	7066-64-	XXXX	801,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17691	7066-64-	XXXX	409,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24907	7066-64-	XXXX	302,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26300	7066-64-	XXXX	320,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4307	7066-64-	XXXX	327,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5777	7066-64-	XXXX	356,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7348	7066-64-	XXXX 1888	373,80	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

CRECHES DE 2010 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2014	T-9253	7066-64-	XXXX	373,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15354	7066-64-	XXXX	715,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17240	7066-64-	XXXX	95,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23780	7066-64-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25469	7066-64-	XXXX	77,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5484	7066-64-	XXXX	557,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7011	7066-64-	XXXX	221,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8845	7066-64-	XXXX	211,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11896	7066-64-	XXXX	92,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2088	7066-64-	XXXX	103,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3722	7066-64-	XXXX	102,06	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-506	7066-64-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5834	7066-64-	XXXX	102,06	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7099	7066-64-	XXXX	92,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9220	7066-64-	XXXX	84,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15351	7066-64-	XXXX	413,99	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-7009	7066-64-	XXXX	266,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8843	7066-64-	XXXX	230,28	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10621	7066-64-	XXXX	55,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16039	7066-64-	XXXX	91,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24933	7066-64-	XXXX	103,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15398	7066-64-	XXXX	152,49	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-516	7066-64-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7045	7066-64-	XXXX	85,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7066	7066-64-	XXXX	58,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5389	7066-64-	XXXX	40,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11976	7066-64-	XXXX	96,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7178	7066-64-	XXXX	40,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3721	7066-64-	XXXX	8,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12649	7066-64-	XXXX	94,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15937	7066-64-	XXXX	171,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17657	7066-64-	XXXX	87,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26261	7066-64-	XXXX	133,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4268	7066-64-	XXXX	81,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5722	7066-64-	XXXX	72,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7298	7066-64-	XXXX	76,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15305	7066-64-	XXXX	98,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5442	7066-64-	XXXX	135,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8803	7066-64-	XXXX	111,54	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25416	7066-64-	XXXX	213,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3668	7066-64-	XXXX	0,03	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7173	7066-64-	XXXX	82,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15885	7066-64-	XXXX	302,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-458	7066-64-	XXXX	339,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14719	7066-64-	XXXX	35,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15320	7066-64-	XXXX	116,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10613	7066-64-	XXXX	64,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16019	7066-64-	XXXX	223,06	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10549	7066-64-	XXXX	75,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12631	7066-64-	XXXX	83,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7280	7066-64-	XXXX	46,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9196	7066-64-	XXXX	83,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5444	7066-64-	XXXX	41,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8807	7066-64-	XXXX	32,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11994	7066-64-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4306	7066-64-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5776	7066-64-	XXXX	76,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4304	7066-64-	XXXX	90,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9163	7066-64-	XXXX	240,63	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-12529	7066-64-	XXXX	105,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17607	7066-64-	XXXX	107,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26199	7066-64-	XXXX	133,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7189	7066-64-	XXXX	79,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4189	7066-64-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5624	7066-64-	XXXX	72,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5739	7066-64-	XXXX	75,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7323	7066-64-	XXXX	92,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7055	7066-64-	XXXX	4,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5740	7066-64-	XXXX	114,04	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7326	7066-64-	XXXX 1889	184,96	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

CRECHES DE 2010 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-15218	7066-64-	XXXX	111,87	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5377	7066-64-	XXXX	53,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8750	7066-64-	XXXX	81,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11850	7066-64-	XXXX	92,15	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-11953	7066-64-	XXXX	165,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2155	7066-64-	XXXX	78,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8853	7066-64-	XXXX	115,67	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5784	7066-64-	XXXX	106,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25477	7066-64-	XXXX	173,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2095	7066-64-	XXXX	74,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-509	7066-64-	XXXX	149,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2178	7066-64-	XXXX	70,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5900	7066-64-	XXXX	93,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9316	7066-64-	XXXX	93,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24939	7066-64-	XXXX	81,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15413	7066-64-	XXXX	321,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17280	7066-64-	XXXX	129,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23818	7066-64-	XXXX	131,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3760	7066-64-	XXXX	101,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7140	7066-64-	XXXX	113,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12575	7066-64-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26235	7066-64-	XXXX	156,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23824	7066-64-	XXXX	692,82	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7061	7066-64-	XXXX	35,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11939	7066-64-	XXXX	721,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2141	7066-64-	XXXX	462,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5871	7066-64-	XXXX	281,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2156	7066-64-	XXXX	92,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3776	7066-64-	XXXX	72,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5888	7066-64-	XXXX	46,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9297	7066-64-	XXXX	73,59	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17649	7066-64-	XXXX	73,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-17214	7066-64-	XXXX	40,65	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5431	7066-64-	XXXX	52,90	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-8796	7066-64-	XXXX	79,10	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9168	7066-64-	XXXX	77,66	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2159	7066-64-	XXXX	140,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9294	7066-64-	XXXX	95,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2127	7066-64-	XXXX	106,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5860	7066-64-	XXXX	72,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7050	7066-64-	XXXX	220,10	Personne disparue
2016	T-11893	7066-64-	XXXX	18,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16711	7066-64-	XXXX	113,83	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3795	7066-64-	XXXX	91,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9314	7066-64-	XXXX	78,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5899	7066-64-	XXXX	87,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9251	7066-64-	XXXX	101,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8847	7066-64-	XXXX	99,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26301	7066-64-	XXXX	4,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5485	7066-64-	XXXX	126,00	Combinaison infructueuse d actes
			TOTAL	**52 104,56**	

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 30/09/2019
Exercice 2019
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2016	T-4675	7067-251-	XXXX	89,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7917	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16042	7067-251-	XXXX	95,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-910	7067-251-	XXXX	122,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7353	7067-251-	XXXX	71,19	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10008	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4568	7067-251-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17196	7067-251-	XXXX	40,59	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1096	7067-251-	XXXX	130,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26062	7067-251-	XXXX	93,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8114	7067-251-	XXXX	92,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16377	7067-251-	XXXX	60,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6041	7067-251-	XXXX	51,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15840	7067-251-	XXXX	348,39	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5743	7067-251-	XXXX	135,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7473	7067-251-	XXXX	194,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9092	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24358	7067-251-	XXXX	73,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7748	7067-251-	XXXX	120,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4526	7067-251-	XXXX	99,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7805	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15065	7067-251-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15226	7067-251-	XXXX	94,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7874	7067-251-	XXXX	78,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7037	7067-251-	XXXX	0,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4765	7067-251-	XXXX	126,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12471	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15149	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2576	7067-251-	XXXX	78,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4514	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9063	7067-251-	XXXX	87,39	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9813	7067-251-	XXXX	50,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10259	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2775	7067-251-	XXXX	72,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6318	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7191	7067-251-	XXXX	121,96	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12030	7067-251-	XXXX	106,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17444	7067-251-	XXXX	74,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7484	7067-251-	XXXX	92,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6063	7067-251-	XXXX	92,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-924	7067-251-	XXXX	103,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9692	7067-251-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1169	7067-251-	XXXX	79,30	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14597	7067-251-	XXXX	61,68	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-10651	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16074	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24956	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14762	7067-251-	XXXX	71,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3836	7067-251-	XXXX	96,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-599	7067-251-	XXXX	128,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7217	7067-251-	XXXX	107,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9350	7067-251-	XXXX	74,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6098	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10524	7067-251-	XXXX	33,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15902	7067-251-	XXXX	14,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17207	7067-251-	XXXX	38,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6965	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3984	7067-251-	XXXX	115,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12384	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16975	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2510	7067-251-	XXXX	102,33	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4400	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7689	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10429	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15700	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-24058	7067-251-	XXXX	100,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5679	7067-251-	XXXX	85,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7348	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4096	7067-251-	XXXX	78,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7429	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-810	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16378	7067-251-	XXXX	51,30	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-4654	7067-251-	XXXX	57,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-5744	7067-251-	XXXX	111,51	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13760	7067-251-	XXXX	89,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13605	7067-251-	XXXX	80,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16867	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4197	7067-251-	XXXX	90,11	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7506	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5884	7067-251-	XXXX	87,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7743	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2580	7067-251-	XXXX	126,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4524	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6189	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7801	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13914	7067-251-	XXXX	73,73	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8149	7067-251-	XXXX	34,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2827	7067-251-	XXXX	94,54	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6366	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14636	7067-251-	XXXX	44,65	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-26512	7067-251-	XXXX	71,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6007	7067-251-	XXXX	54,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10239	7067-251-	XXXX	70,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2457	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4306	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6089	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7609	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-973	7067-251-	XXXX	102,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15435	7067-251-	XXXX	99,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9323	7067-251-	XXXX	91,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6394	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12075	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13100	7067-251-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16318	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26497	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7392	7067-251-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9462	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2009	T-2094	7067-255-	XXXX	17,00	Combinaison infructueuse d actes
2004	T-9079	5898--	XXXX	62,59	Combinaison infructueuse d actes
2005	T-3024	5898--	XXXX	81,04	Combinaison infructueuse d actes
2005	T-4793	5898--	XXXX	103,20	Combinaison infructueuse d actes
2005	T-531	5898--	XXXX	55,04	Combinaison infructueuse d actes
2007	T-10768	7067-251-	XXXX	107,01	Combinaison infructueuse d actes
2007	T-5891	7067-251-	XXXX	81,22	Combinaison infructueuse d actes
2007	T-7886	7067-251-	XXXX	51,76	Combinaison infructueuse d actes
2008	T-1083	7067-251-	XXXX	69,16	Combinaison infructueuse d actes
2008	T-2873	7067-251-	XXXX	74,48	Combinaison infructueuse d actes
2008	T-5124	7067-251-	XXXX	66,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7211	7067-251-	XXXX	107,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12200	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10307	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13890	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4896	7067-251-	XXXX	98,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11307	7067-251-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6193	7067-251-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2617	7067-251-	XXXX	74,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12555	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13803	7067-251-	XXXX	78,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16205	7067-251-	XXXX	203,42	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5932	7067-251-	XXXX	97,16	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7830	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15222	7067-251-	XXXX	102,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4627	7067-251-	XXXX	130,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7868	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5018	7067-251-	XXXX	120,85	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-8209	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10539	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10541	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16399	7067-251-	XXXX	256,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17244	7067-251-	XXXX	57,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2859	7067-251-	XXXX	1,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5017	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6391	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14831	7067-251-	XXXX	78,03	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-13810	7067-251-	XXXX	28,50	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6273	7067-251-	XXXX	21,35	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-10842	7067-251-	XXXX	88,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17657	7067-251-	XXXX	91,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26074	7067-251-	XXXX	83,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2819	7067-251-	XXXX	75,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4936	7067-251-	XXXX	79,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15190	7067-251-	XXXX	96,03	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5048	7067-251-	XXXX	76,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6361	7067-251-	XXXX	74,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2769	7067-251-	XXXX	70,11	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6314	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25357	7067-251-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10228	7067-251-	XXXX	75,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12693	7067-251-	XXXX	80,16	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17178	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6293	7067-251-	XXXX	84,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10763	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7941	7067-251-	XXXX	136,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10200	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12667	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15301	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2727	7067-251-	XXXX	98,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6286	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4233	7067-251-	XXXX	114,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1300	7067-251-	XXXX	68,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4703	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7941	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17047	7067-251-	XXXX	70,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9087	7067-251-	XXXX	39,29	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12262	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14945	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4223	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-905	7067-251-	XXXX	78,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12448	7067-251-	XXXX	88,71	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-10860	7067-251-	XXXX	64,44	Poursuite sans effet
2015	T-26072	7067-251-	XXXX	3,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10330	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6352	7067-251-	XXXX	103,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3944	7067-251-	XXXX	132,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9844	7067-251-	XXXX	32,67	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9130	7067-251-	XXXX	34,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17891	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25416	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10837	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1106	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16466	7067-251-	XXXX	151,11	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26073	7067-251-	XXXX	96,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8052	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10334	7067-251-	XXXX	103,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2818	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6354	7067-251-	XXXX	80,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5994	7067-251-	XXXX	71,29	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17894	7067-251-	XXXX	90,95	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26846	7067-251-	XXXX	237,05	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1110	7067-251-	XXXX	192,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16475	7067-251-	XXXX	395,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6052	7067-251-	XXXX	107,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8060	7067-251-	XXXX	187,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9408	7067-251-	XXXX	133,75	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6282	7067-251-	XXXX	75,20	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-10798	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7995	7067-251-	XXXX	89,13	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15353	7067-251-	XXXX	72,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15845	7067-251-	XXXX	18,96	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11959	7067-251-	XXXX	1,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14786	7067-251-	XXXX	70,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6197	7067-251-	XXXX	94,73	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8838	7067-255-	XXXX	57,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5000	7067-251-	XXXX	115,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8193	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15524	7067-251-	XXXX	94,41	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7172	7067-251-	XXXX	100,98	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2232	7067-251-	XXXX	77,31	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3900	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7272	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9412	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2853	7067-251-	XXXX	4,41	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15092	7067-251-	XXXX	27,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4701	7067-251-	XXXX	140,39	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25343	7067-251-	XXXX	70,72	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8103	7067-251-	XXXX	66,23	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16222	7067-251-	XXXX	129,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7852	7067-251-	XXXX	220,67	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9299	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6151	7067-251-	XXXX	78,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6007	7067-251-	XXXX	76,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14783	7067-251-	XXXX	70,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3878	7067-251-	XXXX	110,51	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9395	7067-251-	XXXX	128,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4108	7067-251-	XXXX	92,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9571	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12853	7067-251-	XXXX	37,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10324	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15543	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23936	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-600	7067-251-	XXXX	72,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7198	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3923	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-682	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7292	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11245	7067-251-	XXXX	64,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25280	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15551	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5595	7067-251-	XXXX	103,23	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8944	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4893	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2182	7067-251-	XXXX	79,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3804	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7193	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9325	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8197	7067-251-	XXXX	75,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15309	7067-251-	XXXX	73,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4788	7067-251-	XXXX	97,47	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8017	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9444	7067-251-	XXXX	117,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17213	7067-251-	XXXX	35,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15978	7067-251-	XXXX	279,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17487	7067-251-	XXXX	90,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24274	7067-251-	XXXX	174,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25827	7067-251-	XXXX	90,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1043	7067-251-	XXXX	156,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4381	7067-251-	XXXX	133,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7673	7067-251-	XXXX	127,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10965	7067-251-	XXXX	77,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13088	7067-251-	XXXX	58,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16306	7067-251-	XXXX	93,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5971	7067-251-	XXXX	86,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7700	7067-251-	XXXX	62,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12656	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4762	7067-251-	XXXX	104,67	Combinaison infructueuse d actes

1894

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-7993	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-16835	7067-251-	XXXX	130,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12021	7067-251-	XXXX	91,77	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11250	7067-251-	XXXX	73,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16565	7067-251-	XXXX	59,98	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25284	7067-251-	XXXX	104,16	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8010	7067-251-	XXXX	98,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10627	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16087	7067-251-	XXXX	198,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24344	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7720	7067-251-	XXXX	140,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-931	7067-251-	XXXX	114,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1148	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12456	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15135	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4501	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7784	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9948	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14884	7067-22-	XXXX	48,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23886	7067-22-	XXXX	31,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6633	7067-22-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2322	7067-251-	XXXX	108,09	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12852	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8231	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16720	7067-251-	XXXX	75,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17082	7067-251-	XXXX	139,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12663	7067-251-	XXXX	70,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10382	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8969	7067-251-	XXXX	219,49	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14778	7067-251-	XXXX	17,64	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6260	7067-251-	XXXX	77,47	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15167	7067-251-	XXXX	120,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9216	7067-251-	XXXX	58,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16707	7067-251-	XXXX	65,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24485	7067-251-	XXXX	87,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7912	7067-251-	XXXX	81,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10172	7067-251-	XXXX	106,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4735	7067-251-	XXXX	106,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12074	7067-251-	XXXX	156,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13526	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14797	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16767	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4137	7067-251-	XXXX	84,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3724	7067-251-	XXXX	78,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7101	7067-251-	XXXX	64,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9223	7067-251-	XXXX	37,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9432	7067-251-	XXXX	180,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11030	7067-251-	XXXX	59,52	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17697	7067-251-	XXXX	17,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24917	7067-251-	XXXX	22,05	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26311	7067-251-	XXXX	8,82	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15050	7067-251-	XXXX	22,05	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-17146	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2707	7067-251-	XXXX	85,09	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4732	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7970	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13736	7067-251-	XXXX	101,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17021	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15150	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17134	7067-251-	XXXX	102,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4459	7067-251-	XXXX	112,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7747	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12288	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2419	7067-251-	XXXX	78,39	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4260	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7561	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10542	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15970	7067-251-	XXXX	34,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26763	7067-251-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12602	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-1289	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4686	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7926	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10254	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4845	7067-251-	XXXX	133,29	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12509	7067-251-	XXXX	85,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6207	7067-251-	XXXX	90,61	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-37010	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-18188	7067-251-	XXXX	26,10	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-21292	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-28460	7067-251-	XXXX	22,05	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-31545	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-33921	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6357	7067-251-	XXXX	73,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13980	7067-251-	XXXX	97,29	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10515	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15886	7067-251-	XXXX	105,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5766	7067-251-	XXXX	72,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7512	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16903	7067-251-	XXXX	73,35	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16501	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24660	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10406	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12841	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1496	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15455	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5029	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8220	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15384	7067-251-	XXXX	24,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15358	7067-251-	XXXX	102,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12022	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14770	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3846	7067-251-	XXXX	74,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7223	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15086	7067-251-	XXXX	28,47	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12054	7067-251-	XXXX	70,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-878	7067-251-	XXXX	78,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6119	7067-251-	XXXX	53,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11986	7067-251-	XXXX	7,65	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12589	7067-251-	XXXX	42,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11221	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-656	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7373	7067-251-	XXXX	76,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8454	7067-255-	XXXX	29,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10086	7067-251-	XXXX	88,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9393	7067-251-	XXXX	231,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13929	7067-251-	XXXX	82,34	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16269	7067-251-	XXXX	36,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25070	7067-251-	XXXX	46,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15697	7067-251-	XXXX	366,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17393	7067-251-	XXXX	77,31	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24050	7067-251-	XXXX	131,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25679	7067-251-	XXXX	82,11	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5676	7067-251-	XXXX	27,44	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-694	7067-251-	XXXX	54,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7342	7067-251-	XXXX	56,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12189	7067-251-	XXXX	112,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14898	7067-251-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2336	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4089	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-804	7067-251-	XXXX	113,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9557	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3936	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11088	7067-251-	XXXX	162,86	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26565	7067-251-	XXXX	109,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6058	7067-251-	XXXX	81,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7830	7067-251-	XXXX	41,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-803	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12800	7067-251-	XXXX	92,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4963	7067-251-	XXXX 1896	78,24	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-8167	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4611	7067-251-	XXXX	52,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10459	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15777	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7425	7067-251-	XXXX	147,51	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17248	7067-251-	XXXX	82,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8453	7067-255-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8453	7067-255-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14880	7067-251-	XXXX	408,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10213	7067-251-	XXXX	70,21	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13708	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-2343	7067-251-	XXXX	86,65	Poursuite sans effet
2012	T-12264	7067-251-	XXXX	88,80	Poursuite sans effet
2012	T-7428	7067-251-	XXXX	62,40	Poursuite sans effet
2016	T-10618	7067-22-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15023	7067-251-	XXXX	19,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8452	7067-255-	XXXX	29,60	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-15602	7067-251-	XXXX	189,63	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23981	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8961	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3970	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-720	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9456	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-16824	7067-251-	XXXX	35,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10576	7067-251-	XXXX	202,86	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15977	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5817	7067-251-	XXXX	87,39	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7616	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4956	7067-251-	XXXX	101,14	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8161	7067-251-	XXXX	92,61	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-15153	7067-251-	XXXX	66,15	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-24666	7067-251-	XXXX	98,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10415	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13949	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1506	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17294	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5043	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8229	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11053	7067-251-	XXXX	117,52	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13207	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16374	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17787	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15837	7067-251-	XXXX	343,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24150	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5742	7067-251-	XXXX	182,18	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7470	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9091	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12267	7067-251-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4228	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7537	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-910	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13563	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16823	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5998	7067-251-	XXXX	57,39	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7406	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9539	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2593	7067-251-	XXXX	97,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9516	7067-251-	XXXX	91,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10541	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15438	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17276	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16072	7067-251-	XXXX	92,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24955	7067-251-	XXXX	117,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10266	7067-251-	XXXX	90,95	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15471	7067-251-	XXXX	80,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25564	7067-251-	XXXX	107,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-545	7067-251-	XXXX	133,75	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7102	7067-251-	XXXX	123,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14761	7067-251-	XXXX	88,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3834	7067-251-	XXXX 1897	101,65	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-9349	7067-251-	XXXX	80,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26109	7067-251-	XXXX	158,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1510	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8005	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14896	7067-251-	XXXX	2,00	RAR inférieur seuil poursuite
2017	T-14638	7067-251-	XXXX	17,30	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5916	7067-251-	XXXX	98,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9363	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11200	7067-251-	XXXX	57,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5911	7067-251-	XXXX	82,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11456	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13739	7067-251-	XXXX	52,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8226	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4622	7067-251-	XXXX	109,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9384	7067-251-	XXXX	73,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4931	7067-251-	XXXX	107,58	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-15118	7067-251-	XXXX	17,64	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12679	7067-251-	XXXX	96,71	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4790	7067-251-	XXXX	73,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8018	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11116	7067-251-	XXXX	82,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13291	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4705	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7866	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15911	7067-251-	XXXX	238,14	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7317	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13958	7067-251-	XXXX	76,32	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-16946	7067-251-	XXXX	44,10	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2188	7067-251-	XXXX	136,26	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-3877	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-5189	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-7007	7067-251-	XXXX	167,58	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-9652	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4456	7067-251-	XXXX	22,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9909	7067-251-	XXXX	18,51	RAR inférieur seuil poursuite
2017	T-14438	7067-251-	XXXX	29,61	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-25104	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7400	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13111	7067-251-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5986	7067-251-	XXXX	52,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9466	7067-251-	XXXX	55,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15867	7067-251-	XXXX	202,96	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-11346	7067-255-	XXXX	111,28	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2741	7067-251-	XXXX	76,31	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10332	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15555	7067-251-	XXXX	251,37	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17352	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23947	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25618	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5599	7067-251-	XXXX	135,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7213	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2249	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3933	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7300	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15188	7067-251-	XXXX	75,21	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15424	7067-251-	XXXX	90,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12809	7067-251-	XXXX	73,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9967	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15620	7067-251-	XXXX	76,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-737	7067-251-	XXXX	75,42	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12837	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5021	7067-251-	XXXX	90,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14720	7067-251-	XXXX	59,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12850	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15464	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2871	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5041	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8228	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4441	7067-251-	XXXX	54,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5614	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes

1898

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-3963	7067-251-	XXXX	211,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5960	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7332	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9345	7067-251-	XXXX	0,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15587	7067-251-	XXXX	70,65	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-628	7067-251-	XXXX	80,55	Combinaison infructueuse d actes
2006	T-3648	7067-01-	XXXX	200,00	Poursuite sans effet
2016	T-7249	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4945	7067-251-	XXXX	117,54	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8153	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8453	7067-255-	XXXX	194,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24969	7067-251-	XXXX	72,45	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7434	7067-251-	XXXX	51,75	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15499	7067-251-	XXXX	489,51	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23898	7067-251-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25580	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5558	7067-251-	XXXX	105,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7135	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8908	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2216	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3870	7067-251-	XXXX	167,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-628	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10093	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2199	7067-251-	XXXX	160,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3840	7067-251-	XXXX	198,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5912	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7220	7067-251-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9036	758-321-	XXXX	25,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9354	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26819	7067-251-	XXXX	75,63	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-10804	7067-251-	XXXX	116,76	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16406	7067-251-	XXXX	80,25	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-8007	7067-251-	XXXX	146,60	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-11453	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13731	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8223	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9817	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10288	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12748	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4875	7067-251-	XXXX	115,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5928	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7243	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9389	7067-251-	XXXX	79,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10120	7067-251-	XXXX	117,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12595	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15251	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10293	7067-251-	XXXX	71,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6036	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7499	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9637	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15488	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26849	7067-251-	XXXX	82,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10843	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6053	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8062	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10718	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7849	7067-251-	XXXX	127,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3942	7067-251-	XXXX	64,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10541	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15207	7067-251-	XXXX	0,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3807	7067-251-	XXXX	110,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7197	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9328	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12782	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15404	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7640	7067-251-	XXXX	117,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8715	758-321-	XXXX	25,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2667	7067-251-	XXXX	107,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11305	7067-251-	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13518	7067-251-	XXXX 1899	112,80	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-16616	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26728	7067-251-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4870	7067-251-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8068	7067-251-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4643	7067-251-	XXXX	49,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10795	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11897	7067-251-	XXXX	46,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17170	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4409	7067-251-	XXXX	136,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7698	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7804	7067-251-	XXXX	74,52	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11150	7067-251-	XXXX	53,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3809	7067-251-	XXXX	124,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7198	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9330	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11159	7067-251-	XXXX	52,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16477	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26629	7067-251-	XXXX	103,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4753	7067-251-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7917	7067-251-	XXXX	52,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7610	7067-251-	XXXX	122,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2505	7067-251-	XXXX	85,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6131	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10929	7067-251-	XXXX	60,86	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16274	7067-251-	XXXX	87,71	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4560	7067-251-	XXXX	93,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7659	7067-251-	XXXX	80,55	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12729	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16051	7067-251-	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26347	7067-251-	XXXX	103,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7379	7067-251-	XXXX	55,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15444	7067-251-	XXXX	121,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25553	7067-251-	XXXX	80,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7076	7067-251-	XXXX	96,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3810	7067-251-	XXXX	103,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9331	7067-251-	XXXX	108,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4329	7067-251-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15474	7067-251-	XXXX	91,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23875	7067-251-	XXXX	115,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13501	7067-251-	XXXX	72,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2198	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3838	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-603	7067-251-	XXXX	108,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7218	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9352	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10122	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4679	7067-251-	XXXX	62,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6253	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7921	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11410	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26793	7067-251-	XXXX	89,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8170	7067-251-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12106	7067-251-	XXXX	70,23	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13453	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17837	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26689	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16077	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9226	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11239	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4814	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8001	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2669	7067-251-	XXXX	131,85	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10932	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5954	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7663	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13875	7067-251-	XXXX	71,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12641	7067-251-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10540	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-1204	7067-251-	XXXX	132,84	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-26885	7067-251-	XXXX 1900	137,20	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-9468	7067-251-	XXXX	71,50	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14665	7067-251-	XXXX	46,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-10549	7067-255-	XXXX	14,16	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-11431	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13695	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4969	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8194	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-25770	7067-22-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11509	7067-22-	XXXX	276,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6663	7067-22-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11916	7067-22-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14934	7067-22-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23907	7067-22-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-27003	7067-22-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11075	7067-22-	XXXX	64,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13376	7067-22-	XXXX	31,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26362	7067-22-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6279	7067-22-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6956	7067-22-	XXXX	124,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16724	7067-251-	XXXX	58,77	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6246	7067-251-	XXXX	51,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9721	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4166	7067-251-	XXXX	80,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7476	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4943	7067-251-	XXXX	85,03	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9707	7067-251-	XXXX	122,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8051	7067-251-	XXXX	106,03	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12643	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15288	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4745	7067-251-	XXXX	119,23	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7983	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2270	7067-251-	XXXX	72,33	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15993	7067-251-	XXXX	257,21	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5825	7067-251-	XXXX	132,91	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9183	7067-251-	XXXX	158,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10034	7067-251-	XXXX	71,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16292	7067-251-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24488	7067-251-	XXXX	148,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10175	7067-251-	XXXX	103,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7977	7067-251-	XXXX	144,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15069	7067-251-	XXXX	70,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4929	7067-251-	XXXX	99,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10261	7067-251-	XXXX	94,16	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15468	7067-251-	XXXX	119,21	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23869	7067-251-	XXXX	89,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7097	7067-251-	XXXX	151,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3829	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7212	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17865	7067-251-	XXXX	70,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10183	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1331	7067-251-	XXXX	97,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2717	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4748	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7984	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12127	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2278	7067-251-	XXXX	89,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3989	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7352	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12719	7067-251-	XXXX	130,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10278	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2785	7067-251-	XXXX	107,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10277	7067-251-	XXXX	73,52	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15000	7067-251-	XXXX	51,60	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-26579	7067-251-	XXXX	74,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7856	7067-251-	XXXX	53,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15900	7067-251-	XXXX	298,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7530	7067-251-	XXXX	205,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16403	7067-251-	XXXX	379,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24573	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26043	7067-251-	XXXX 1901	97,02	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-6026	7067-251-	XXXX	72,19	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8003	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9384	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16661	7067-251-	XXXX	56,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5944	7067-251-	XXXX	80,37	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13467	7067-251-	XXXX	94,87	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25290	7067-251-	XXXX	71,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4827	7067-251-	XXXX	75,18	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9667	7067-251-	XXXX	62,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7730	7067-251-	XXXX	75,63	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9957	7067-251-	XXXX	98,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8643	7067-255-	XXXX	57,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8186	7067-251-	XXXX	80,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12817	7067-251-	XXXX	98,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17274	7067-251-	XXXX	93,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10847	7067-255-	XXXX	102,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-17057	7067-251-	XXXX	70,28	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17893	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26845	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6049	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9406	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14853	7067-251-	XXXX	58,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6152	7067-251-	XXXX	13,64	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-10543	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13386	7067-251-	XXXX	50,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10586	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15998	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7641	7067-251-	XXXX	134,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7382	7067-251-	XXXX	56,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9333	7067-251-	XXXX	78,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17886	7067-251-	XXXX	74,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26836	7067-251-	XXXX	77,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10830	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16444	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8040	7067-251-	XXXX	132,93	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10208	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12674	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15306	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4783	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8012	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11934	7067-22-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14952	7067-22-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23917	7067-22-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-27013	7067-22-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6703	7067-22-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11085	7067-22-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13386	7067-22-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26325	7067-22-	XXXX	144,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6289	7067-22-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6922	7067-22-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15694	7067-251-	XXXX	368,44	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17392	7067-251-	XXXX	92,65	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24045	7067-251-	XXXX	200,74	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25676	7067-251-	XXXX	114,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13000	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14891	7067-251-	XXXX	85,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4083	7067-251-	XXXX	84,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-801	7067-251-	XXXX	161,03	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15317	7067-251-	XXXX	42,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16734	7067-251-	XXXX	71,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13613	7067-251-	XXXX	71,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8126	7067-251-	XXXX	79,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16269	7067-251-	XXXX	115,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25989	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5967	7067-251-	XXXX	100,23	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9326	7067-251-	XXXX	80,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2693	7067-251-	XXXX	75,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4709	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5846	7067-251-	XXXX	53,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7673	7067-251-	XXXX 1902	93,15	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-4449	7067-251-	XXXX	185,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7737	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11282	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13488	7067-251-	XXXX	52,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16592	7067-251-	XXXX	71,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25304	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4849	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8043	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10659	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7763	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-957	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9706	7067-251-	XXXX	114,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11389	7067-251-	XXXX	60,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13639	7067-251-	XXXX	58,23	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16711	7067-251-	XXXX	35,11	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25372	7067-251-	XXXX	39,87	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9762	7067-251-	XXXX	60,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5978	7067-251-	XXXX	44,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7915	7067-251-	XXXX	70,47	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9337	7067-251-	XXXX	38,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12633	7067-251-	XXXX	98,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17148	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6274	7067-251-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7015	7067-22-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16728	7067-251-	XXXX	67,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26786	7067-251-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16316	7067-251-	XXXX	70,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26010	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4768	7067-251-	XXXX	121,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7999	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4348	7067-251-	XXXX	113,11	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9297	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-11469	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-15047	7067-251-	XXXX	51,84	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-1971	7067-251-	XXXX	40,36	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-23602	7067-251-	XXXX	74,88	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-4962	7067-251-	XXXX	66,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10648	7067-251-	XXXX	60,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4345	7067-251-	XXXX	51,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7402	7067-251-	XXXX	69,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6878	7067-255-	XXXX	181,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2229	7067-251-	XXXX	139,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3891	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5935	7067-251-	XXXX	72,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17428	7067-251-	XXXX	99,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24142	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5737	7067-251-	XXXX	16,52	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9080	7067-251-	XXXX	103,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2398	7067-251-	XXXX	88,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10957	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9133	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5638	7067-251-	XXXX	98,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11254	7067-251-	XXXX	73,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4824	7067-251-	XXXX	69,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8014	7067-251-	XXXX	101,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9237	7067-251-	XXXX	76,06	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12662	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13522	7067-251-	XXXX	62,10	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24387	7067-251-	XXXX	78,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5913	7067-251-	XXXX	106,83	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12529	7067-251-	XXXX	102,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15197	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2614	7067-251-	XXXX	75,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4589	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7838	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10138	7067-251-	XXXX	72,57	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10273	7067-251-	XXXX	75,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12681	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15437	7067-251-	XXXX	94,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2849	7067-251-	XXXX	82,82	Combinaison infructueuse d actes

1903

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-10671	7067-251-	XXXX	66,15	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24965	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4360	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7419	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7122	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24096	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7424	7067-251-	XXXX	78,93	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12228	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14925	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4163	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-854	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15847	7067-251-	XXXX	123,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5591	7067-251-	XXXX	90,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7199	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9425	7067-251-	XXXX	91,87	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24463	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10142	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1302	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4705	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15738	7067-251-	XXXX	280,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4126	7067-251-	XXXX	133,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7450	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10221	7067-251-	XXXX	135,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17183	7067-251-	XXXX	132,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15964	7067-251-	XXXX	38,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1009	7067-251-	XXXX	78,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6369	7067-251-	XXXX	71,10	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-17476	7067-251-	XXXX	50,40	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-17239	7067-251-	XXXX	21,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23779	7067-251-	XXXX	38,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25468	7067-251-	XXXX	26,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11895	7067-251-	XXXX	60,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15303	7067-251-	XXXX	76,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2086	7067-251-	XXXX	30,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3719	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-504	7067-251-	XXXX	33,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5833	7067-251-	XXXX	35,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7098	7067-251-	XXXX	35,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9218	7067-251-	XXXX	30,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2823	7067-251-	XXXX	70,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10235	7067-251-	XXXX	11,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15335	7067-251-	XXXX	18,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5472	7067-251-	XXXX	7,11	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10173	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2709	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4738	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7974	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6279	7067-251-	XXXX	90,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4809	7067-251-	XXXX	82,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12650	7067-251-	XXXX	85,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17157	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-1615	7067-251-	XXXX	71,41	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-23858	7067-251-	XXXX	48,49	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25554	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2185	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3814	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7201	7067-251-	XXXX	171,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9336	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13822	7067-251-	XXXX	96,93	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11335	7067-251-	XXXX	51,84	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-4897	7067-251-	XXXX	111,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9727	7067-251-	XXXX	57,60	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-13393	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26647	7067-251-	XXXX	73,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4779	7067-251-	XXXX	1,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9623	7067-251-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16004	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25843	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7647	7067-251-	XXXX	71,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12389	7067-251-	XXXX 1904	82,44	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-16980	7067-251-	XXXX	81,21	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4410	7067-251-	XXXX	88,41	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10101	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25398	7067-251-	XXXX	113,17	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1078	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10801	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16400	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24569	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8001	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12732	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1400	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4854	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8084	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8451	7067-255-	XXXX	194,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11149	7067-251-	XXXX	63,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26621	7067-251-	XXXX	13,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7910	7067-251-	XXXX	40,93	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10560	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15961	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7595	7067-251-	XXXX	124,11	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23855	7067-251-	XXXX	114,66	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13489	7067-251-	XXXX	97,02	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-16717	7067-251-	XXXX	83,79	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3812	7067-251-	XXXX	97,02	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-580	7067-251-	XXXX	105,84	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9334	7067-251-	XXXX	105,84	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-1472	7067-251-	XXXX	114,66	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-4567	7067-251-	XXXX	88,20	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-8619	7067-251-	XXXX	119,07	NPAI et demande renseignement négative
2013	T-11450	7067-251-	XXXX	105,84	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-10250	7067-251-	XXXX	83,79	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-15447	7067-251-	XXXX	127,89	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-7079	7067-251-	XXXX	138,02	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-10252	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15449	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23856	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7081	7067-251-	XXXX	129,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3813	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9335	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10251	7067-251-	XXXX	167,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3700	7067-251-	XXXX	7,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15766	7067-251-	XXXX	143,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5705	7067-251-	XXXX	101,54	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7409	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9037	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4151	7067-251-	XXXX	84,63	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5992	7067-251-	XXXX	51,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6363	7067-251-	XXXX	96,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10695	7067-251-	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9306	7067-251-	XXXX	12,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7236	7067-251-	XXXX	71,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12523	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15191	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4585	7067-251-	XXXX	107,19	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7834	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12383	7067-251-	XXXX	100,98	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3986	7067-251-	XXXX	74,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2493	7067-251-	XXXX	128,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4361	7067-251-	XXXX	220,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6121	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7659	7067-251-	XXXX	194,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6395	7067-251-	XXXX	76,75	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11382	7067-251-	XXXX	69,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16702	7067-251-	XXXX	135,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25367	7067-251-	XXXX	112,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6236	7067-251-	XXXX	58,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8140	7067-251-	XXXX	92,16	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1029	7067-251-	XXXX	155,52	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10746	7067-251-	XXXX	123,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7904	7067-251-	XXXX	132,48	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-11454	7067-251-	XXXX	117,12	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-13732	7067-251-	XXXX	74,90	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-6286	7067-251-	XXXX	105,84	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-8224	7067-251-	XXXX	74,97	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-15034	7067-251-	XXXX	16,05	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12260	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17296	7067-251-	XXXX	80,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8233	7067-251-	XXXX	81,47	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9684	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13579	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16668	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25346	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6217	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9731	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1005	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7869	7067-251-	XXXX	101,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10767	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1354	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4784	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8014	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25418	7067-251-	XXXX	95,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10840	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1109	7067-251-	XXXX	83,52	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16471	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8057	7067-251-	XXXX	111,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16038	7067-251-	XXXX	228,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7600	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17677	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24657	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1493	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9280	7067-251-	XXXX	2,26	Poursuite sans effet
2014	T-11359	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13599	7067-251-	XXXX	61,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9739	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16681	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25352	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6223	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10131	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1291	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4690	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4218	7067-251-	XXXX	114,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7529	7067-251-	XXXX	90,51	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10422	7067-251-	XXXX	97,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8152	7067-251-	XXXX	76,74	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10118	7067-251-	XXXX	98,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12058	7067-251-	XXXX	80,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10168	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2705	7067-251-	XXXX	106,78	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4731	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7967	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15285	7067-251-	XXXX	76,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15311	7067-251-	XXXX	76,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17884	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1094	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12120	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24603	7067-251-	XXXX	128,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8031	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1427	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15451	7067-251-	XXXX	89,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23860	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2300	7067-251-	XXXX	123,49	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4029	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5983	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7380	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15965	7067-251-	XXXX	43,20	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2028	7067-251-	XXXX	144,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10835	7067-251-	XXXX	148,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16459	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6046	7067-251-	XXXX	104,16	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8047	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-15919	7067-251-	XXXX	16,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-482	7067-251-	XXXX	40,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7778	7067-251-	XXXX	91,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2782	7067-251-	XXXX	102,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4867	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8098	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7969	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9363	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15338	7067-251-	XXXX	73,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4822	7067-251-	XXXX	71,55	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11337	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13559	7067-251-	XXXX	66,15	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16655	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25340	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7847	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-994	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13733	7067-251-	XXXX	67,20	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-9818	7067-251-	XXXX	64,80	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16407	7067-251-	XXXX	91,99	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-9385	7067-251-	XXXX	75,60	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-13229	7067-251-	XXXX	95,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16393	7067-251-	XXXX	69,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25159	7067-251-	XXXX	80,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10499	7067-251-	XXXX	94,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-788	7067-251-	XXXX	89,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10196	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11894	7067-251-	XXXX	70,13	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3718	7067-251-	XXXX	95,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9849	7067-251-	XXXX	70,20	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-1843	7067-251-	XXXX	26,85	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-15393	7067-251-	XXXX	70,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4900	7067-251-	XXXX	113,93	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11298	7067-251-	XXXX	63,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25314	7067-251-	XXXX	120,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4864	7067-251-	XXXX	68,08	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8061	7067-251-	XXXX	66,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12079	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7790	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-970	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13775	7067-251-	XXXX	121,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15189	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10791	7067-255-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10635	7067-251-	XXXX	50,41	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26351	7067-251-	XXXX	83,64	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10256	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15454	7067-251-	XXXX	128,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5539	7067-251-	XXXX	82,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7086	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12229	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14926	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4165	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7475	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-855	7067-251-	XXXX	19,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13670	7067-251-	XXXX	101,51	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15281	7067-251-	XXXX	62,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17206	7067-251-	XXXX	38,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8791	7067-251-	XXXX	2,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10396	7067-251-	XXXX	97,62	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6365	7067-251-	XXXX	77,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16472	7067-251-	XXXX	326,34	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17656	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24628	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6050	7067-251-	XXXX	84,63	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8058	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9407	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10338	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1447	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4935	7067-251-	XXXX	167,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8148	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15125	7067-251-	XXXX 1907	22,05	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-7258	7067-251-	XXXX	123,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6398	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1071	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16381	7067-251-	XXXX	103,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7986	7067-251-	XXXX	117,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11441	7067-251-	XXXX	101,43	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-13711	7067-251-	XXXX	61,74	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-16765	7067-251-	XXXX	66,15	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-25391	7067-251-	XXXX	92,61	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-4977	7067-251-	XXXX	110,25	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-8209	7067-251-	XXXX	97,02	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-15293	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10833	7067-251-	XXXX	55,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16263	7067-251-	XXXX	55,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12009	7067-251-	XXXX	100,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25675	7067-251-	XXXX	76,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5671	7067-251-	XXXX	71,91	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2333	7067-251-	XXXX	86,22	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4072	7067-251-	XXXX	113,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10327	7067-251-	XXXX	119,01	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1079322	--	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12778	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17249	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2814	7067-251-	XXXX	117,52	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13715	7067-251-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25393	7067-251-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6278	7067-251-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9807	7067-251-	XXXX	52,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16388	7067-251-	XXXX	189,63	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24565	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6017	7067-251-	XXXX	91,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9377	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10541	7067-255-	XXXX	112,20	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-14812	7067-251-	XXXX	46,35	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12791	7067-251-	XXXX	92,91	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14925	7067-251-	XXXX	18,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-14957	7067-251-	XXXX	15,85	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-15977	7067-251-	XXXX	21,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5748	7067-251-	XXXX	18,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9239	7067-251-	XXXX	11,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16265	7067-251-	XXXX	138,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10140	7067-251-	XXXX	75,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1301	7067-251-	XXXX	71,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4411	7067-251-	XXXX	133,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7699	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7844	7067-251-	XXXX	77,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10548	7067-255-	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12207	7067-251-	XXXX	71,19	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2358	7067-251-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7204	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9254	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17819	7067-251-	XXXX	72,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15964	7067-251-	XXXX	129,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5809	7067-251-	XXXX	88,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16238	7067-251-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24439	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7867	7067-251-	XXXX	90,21	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4662	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4649	7067-251-	XXXX	96,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11399	7067-251-	XXXX	149,23	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13652	7067-251-	XXXX	114,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16722	7067-251-	XXXX	168,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17867	7067-251-	XXXX	75,60	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-26783	7067-251-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1039	7067-251-	XXXX	126,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16312	7067-251-	XXXX	507,15	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5987	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7932	7067-251-	XXXX	216,09	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9345	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10666	7067-251-	XXXX 1908	94,09	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-16146	7067-251-	XXXX	94,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25931	7067-251-	XXXX	73,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10002	7067-251-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13767	7067-251-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4561	7067-251-	XXXX	95,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6335	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12082	7067-251-	XXXX	81,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5915	7067-251-	XXXX	93,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10032	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1220	7067-251-	XXXX	87,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13784	7067-251-	XXXX	79,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4595	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7843	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12379	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15055	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7683	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9815	7067-251-	XXXX	88,46	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13468	7067-251-	XXXX	71,50	Poursuite sans effet
2014	T-4828	7067-251-	XXXX	58,50	Poursuite sans effet
2014	T-8020	7067-251-	XXXX	53,30	Poursuite sans effet
2017	T-14710	7067-251-	XXXX	39,15	Poursuite sans effet
2016	T-9374	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7420	7067-251-	XXXX	55,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10280	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15489	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23890	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5554	7067-251-	XXXX	78,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7123	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12034	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14776	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3858	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-619	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10007	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12512	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15179	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13817	7067-251-	XXXX	107,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4692	7067-251-	XXXX	82,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12128	7067-251-	XXXX	70,22	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14828	7067-251-	XXXX	18,03	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-11092	7067-251-	XXXX	45,13	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16419	7067-251-	XXXX	65,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26568	7067-251-	XXXX	65,67	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4680	7067-251-	XXXX	57,44	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7834	7067-251-	XXXX	45,13	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10516	7067-251-	XXXX	79,15	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15888	7067-251-	XXXX	1,23	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7513	7067-251-	XXXX	113,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14907	7067-251-	XXXX	72,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12822	7067-251-	XXXX	112,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12812	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15430	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8181	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10745	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12865	7067-251-	XXXX	0,52	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25004	7067-251-	XXXX	89,37	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7495	7067-251-	XXXX	45,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10330	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15550	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-611	7067-251-	XXXX	177,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7208	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2719	7067-251-	XXXX	77,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4150	7067-251-	XXXX	16,02	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-26832	7067-251-	XXXX	70,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17653	7067-251-	XXXX	162,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24612	7067-251-	XXXX	115,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10318	7067-251-	XXXX	226,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4911	7067-251-	XXXX	195,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6342	7067-251-	XXXX	107,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6877	7067-255-	XXXX	29,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-7453	7067-251-	XXXX 1909	52,45	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-8444	7067-255-	XXXX	29,60	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-13978	7067-251-	XXXX	27,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7153	7067-251-	XXXX	241,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8916	7067-251-	XXXX	71,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10792	7067-255-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17836	7067-251-	XXXX	130,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5680	7067-251-	XXXX	43,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7255	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10622	7067-251-	XXXX	116,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16076	7067-251-	XXXX	194,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24337	7067-251-	XXXX	156,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5868	7067-251-	XXXX	127,92	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7705	7067-251-	XXXX	131,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10794	7067-255-	XXXX	58,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4488	7067-251-	XXXX	230,23	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6174	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9934	7067-251-	XXXX	171,99	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7901	7067-251-	XXXX	120,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15954	7067-251-	XXXX	164,46	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-858	7067-251-	XXXX	84,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10428	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12860	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15472	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6410	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8241	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6141	7067-251-	XXXX	80,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9850	7067-251-	XXXX	103,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10837	7067-251-	XXXX	121,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12948	7067-251-	XXXX	121,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9722	7067-251-	XXXX	85,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16201	7067-251-	XXXX	117,62	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17184	7067-251-	XXXX	86,04	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10532	7067-251-	XXXX	116,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15913	7067-251-	XXXX	148,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5781	7067-251-	XXXX	70,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5718	7067-251-	XXXX	451,83	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2865	7067-251-	XXXX	96,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5026	7067-251-	XXXX	167,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15388	7067-251-	XXXX	128,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2542	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7736	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12007	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16166	7067-251-	XXXX	204,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24382	7067-251-	XXXX	117,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9276	7067-251-	XXXX	91,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-966	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12103	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9696	7067-251-	XXXX	137,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10847	7067-255-	XXXX	91,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6205	7067-251-	XXXX	74,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10270	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12740	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15363	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6322	7067-251-	XXXX	104,85	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5878	7067-251-	XXXX	42,85	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10677	7067-251-	XXXX	112,35	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7796	7067-251-	XXXX	17,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12100	7067-251-	XXXX	97,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14812	7067-251-	XXXX	125,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3938	7067-251-	XXXX	0,01	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7309	7067-251-	XXXX	97,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9443	7067-251-	XXXX	77,14	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14577	7067-251-	XXXX	23,15	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4207	7067-251-	XXXX	110,54	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24498	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12647	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1336	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4751	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7986	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4680	7067-251-	XXXX 1910	157,86	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2017	T-14267	7067-251-	XXXX	61,74	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-10481	7067-251-	XXXX	31,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12549	7067-251-	XXXX	36,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9135	7067-251-	XXXX	49,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15217	7067-251-	XXXX	4,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12027	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3854	7067-251-	XXXX	104,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7226	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2658	7067-251-	XXXX	83,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7262	7067-251-	XXXX	77,20	Combinaison infructueuse d actes
2008	T-3079	7067-251-	XXXX	69,58	Poursuite sans effet
2017	T-14230	7067-251-	XXXX	23,85	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-10309	7067-251-	XXXX	94,41	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4898	7067-251-	XXXX	102,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12009	7067-251-	XXXX	75,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3821	7067-251-	XXXX	77,77	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11079	7067-251-	XXXX	69,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4674	7067-251-	XXXX	74,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7825	7067-251-	XXXX	69,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10509	7067-251-	XXXX	57,99	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7500	7067-251-	XXXX	69,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-797	7067-251-	XXXX	46,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12299	7067-251-	XXXX	83,86	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10702	7067-251-	XXXX	123,48	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16197	7067-251-	XXXX	105,84	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-5930	7067-251-	XXXX	83,30	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-7824	7067-251-	XXXX	92,61	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12026	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17430	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7466	7067-251-	XXXX	94,78	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17301	7067-251-	XXXX	81,09	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11165	7067-251-	XXXX	70,56	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12678	7067-251-	XXXX	104,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17172	7067-251-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10543	7067-255-	XXXX	35,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15250	7067-251-	XXXX	45,98	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17193	7067-251-	XXXX	38,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23734	7067-251-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11394	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13643	7067-251-	XXXX	52,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17864	7067-251-	XXXX	95,69	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26781	7067-251-	XXXX	70,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10755	7067-251-	XXXX	121,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24493	7067-251-	XXXX	123,42	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1329	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-13793	7067-251-	XXXX	17,30	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-10368	7067-251-	XXXX	80,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12813	7067-251-	XXXX	97,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15431	7067-251-	XXXX	120,51	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4989	7067-251-	XXXX	132,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8182	7067-251-	XXXX	95,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12698	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9225	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7714	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14644	7067-251-	XXXX	23,60	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9757	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12331	7067-251-	XXXX	103,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15004	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7615	7067-251-	XXXX	73,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-979	7067-251-	XXXX	22,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13976	7067-251-	XXXX	94,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17319	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9390	7067-251-	XXXX	61,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6220	7067-251-	XXXX	74,06	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12024	7067-251-	XXXX	95,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14771	7067-251-	XXXX	91,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2208	7067-251-	XXXX	77,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3850	7067-251-	XXXX	114,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4270	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5688	7067-251-	XXXX 1911	468,48	NPAI et demande renseignement négative

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-13166	7067-251-	XXXX	62,65	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7449	7067-251-	XXXX	138,52	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14604	7067-251-	XXXX	19,57	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4665	7067-251-	XXXX	85,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4728	7067-251-	XXXX	127,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26718	7067-251-	XXXX	72,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9684	7067-251-	XXXX	57,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25924	7067-251-	XXXX	71,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7818	7067-251-	XXXX	55,65	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12457	7067-251-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4947	7067-251-	XXXX	51,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10794	7067-255-	XXXX	103,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15487	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11962	7067-251-	XXXX	7,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14977	7067-251-	XXXX	101,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9719	7067-251-	XXXX	106,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9546	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7219	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9353	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12113	7067-251-	XXXX	102,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14823	7067-251-	XXXX	126,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6405	7067-251-	XXXX	30,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7515	7067-251-	XXXX	216,09	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9129	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2438	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-957	7067-251-	XXXX	74,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16420	7067-251-	XXXX	67,11	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4681	7067-251-	XXXX	51,89	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5770	7067-251-	XXXX	138,77	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16402	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9382	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13532	7067-251-	XXXX	130,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2251	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10720	7067-251-	XXXX	56,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16224	7067-251-	XXXX	77,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7853	7067-251-	XXXX	18,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15234	7067-251-	XXXX	104,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4648	7067-251-	XXXX	72,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7890	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26831	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1099	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16440	7067-251-	XXXX	131,62	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24611	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12768	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1436	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4910	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8128	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11255	7067-251-	XXXX	123,05	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13466	7067-251-	XXXX	74,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4826	7067-251-	XXXX	74,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8017	7067-251-	XXXX	74,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12002	7067-22-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15019	7067-22-	XXXX	43,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23962	7067-22-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-27058	7067-22-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6771	7067-22-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11129	7067-22-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-13427	7067-22-	XXXX	31,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26344	7067-22-	XXXX	110,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6334	7067-22-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10689	7067-22-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6941	7067-22-	XXXX	122,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15816	7067-22-	XXXX	0,30	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-11436	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13699	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17878	7067-251-	XXXX	197,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25389	7067-251-	XXXX	174,27	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26808	7067-251-	XXXX	163,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9797	7067-251-	XXXX	182,24	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-1067	7067-251-	XXXX 1912	174,27	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-16371	7067-251-	XXXX	575,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17638	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26036	7067-251-	XXXX	123,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6010	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9369	7067-251-	XXXX	126,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1389	7067-251-	XXXX	119,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2763	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4833	7067-251-	XXXX	207,27	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6308	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11334	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13556	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16652	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4896	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8095	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12199	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17258	7067-251-	XXXX	94,96	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8157	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26828	7067-251-	XXXX	63,11	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10827	7067-251-	XXXX	88,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6039	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8022	7067-251-	XXXX	93,93	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-12082	7067-251-	XXXX	44,10	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4949	7067-251-	XXXX	102,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15799	7067-251-	XXXX	442,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7443	7067-251-	XXXX	400,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-874	7067-251-	XXXX	403,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9636	7067-251-	XXXX	507,15	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13046	7067-251-	XXXX	63,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25069	7067-251-	XXXX	73,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4551	7067-251-	XXXX	77,28	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7652	7067-251-	XXXX	77,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15696	7067-251-	XXXX	87,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-693	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9001	7067-251-	XXXX	73,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13071	7067-251-	XXXX	106,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26473	7067-251-	XXXX	76,54	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13210	7067-251-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2189	7067-251-	XXXX	11,85	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3853	7067-251-	XXXX	36,18	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6114	7067-251-	XXXX	89,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10180	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6278	7067-251-	XXXX	75,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10539	7067-255-	XXXX	103,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10132	7067-251-	XXXX	33,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4678	7067-251-	XXXX	123,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16756	7067-251-	XXXX	246,96	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26807	7067-251-	XXXX	255,78	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16367	7067-251-	XXXX	463,05	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6008	7067-251-	XXXX	211,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8027	7067-251-	XXXX	81,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17779	7067-251-	XXXX	25,04	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25133	7067-251-	XXXX	104,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26520	7067-251-	XXXX	100,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10478	7067-251-	XXXX	120,96	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15809	7067-251-	XXXX	103,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7450	7067-251-	XXXX	138,24	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10979	7067-251-	XXXX	73,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26501	7067-251-	XXXX	140,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5984	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9465	7067-251-	XXXX	71,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9497	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5022	7067-251-	XXXX	99,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9671	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16301	7067-251-	XXXX	242,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24494	7067-251-	XXXX	110,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5982	7067-251-	XXXX	88,95	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7926	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10549	7067-255-	XXXX	58,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1330	7067-251-	XXXX	103,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2716	7067-251-	XXXX 1913	74,97	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-12644	7067-251-	XXXX	75,33	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4746	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10540	7067-255-	XXXX	18,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10540	7067-255-	XXXX	18,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12483	7067-251-	XXXX	82,64	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12080	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14798	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9423	7067-251-	XXXX	43,29	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14805	7067-251-	XXXX	18,43	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2661	7067-251-	XXXX	22,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6246	7067-251-	XXXX	151,37	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12684	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10129	7067-251-	XXXX	74,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10027	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10103	7067-251-	XXXX	90,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2664	7067-251-	XXXX	101,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6248	7067-251-	XXXX	115,11	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7896	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4682	7067-251-	XXXX	78,85	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13305	7067-251-	XXXX	87,89	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16452	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25196	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4719	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24236	7067-251-	XXXX	70,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7563	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-834	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13719	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9809	7067-251-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8839	7067-255-	XXXX	57,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9179	7067-251-	XXXX	28,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4870	7067-251-	XXXX	96,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16294	7067-251-	XXXX	230,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4434	7067-251-	XXXX	89,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7980	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13631	7067-251-	XXXX	73,98	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2439	7067-251-	XXXX	134,86	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4289	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7587	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10015	7067-251-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4888	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12693	7067-251-	XXXX	22,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5772	7067-251-	XXXX	25,09	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9477	7067-251-	XXXX	34,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11896	7067-251-	XXXX	47,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12101	7067-251-	XXXX	70,56	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3940	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7311	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11294	7067-251-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16607	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6186	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10672	7067-251-	XXXX	99,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16159	7067-251-	XXXX	131,22	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24377	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7785	7067-251-	XXXX	138,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12519	7067-251-	XXXX	91,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15186	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4577	7067-251-	XXXX	94,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10457	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15774	7067-251-	XXXX	158,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24092	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7419	7067-251-	XXXX	109,83	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4606	7067-251-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13979	7067-251-	XXXX	194,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13824	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11460	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13749	7067-251-	XXXX	61,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16779	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25406	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10817	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1086	7067-251-	XXXX 1914	92,61	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-16420	7067-251-	XXXX	113,37	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26056	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8021	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10311	7067-251-	XXXX	71,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17235	7067-251-	XXXX	85,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13888	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17232	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6979	7067-22-	XXXX	55,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4485	7067-251-	XXXX	171,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7770	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6288	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10642	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12741	7067-251-	XXXX	57,33	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17718	7067-251-	XXXX	118,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24948	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7394	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15461	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-535	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8893	7067-251-	XXXX	95,22	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4340	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15701	7067-251-	XXXX	18,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24059	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12194	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14903	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4101	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7432	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-813	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8452	7067-255-	XXXX	194,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7066	7067-251-	XXXX	44,10	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10855	7067-251-	XXXX	30,81	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7596	7067-251-	XXXX	42,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15657	7067-251-	XXXX	73,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24013	7067-251-	XXXX	70,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5389	7067-251-	XXXX	23,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12152	7067-251-	XXXX	103,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2304	7067-251-	XXXX	96,29	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4894	7067-251-	XXXX	79,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16987	7067-251-	XXXX	66,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4859	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10894	7067-251-	XXXX	80,64	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5938	7067-251-	XXXX	110,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7626	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9420	7067-251-	XXXX	51,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6144	7067-251-	XXXX	70,09	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14526	7067-251-	XXXX	24,60	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4542	7067-251-	XXXX	81,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10048	7067-251-	XXXX	89,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10258	7067-251-	XXXX	15,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2191	7067-251-	XXXX	53,67	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3823	7067-251-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5025	7067-251-	XXXX	128,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11144	7067-251-	XXXX	68,31	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7905	7067-251-	XXXX	43,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12779	7067-251-	XXXX	102,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15401	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24645	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10375	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12815	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1470	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15435	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4994	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8187	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3935	7067-251-	XXXX	108,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2770	7067-251-	XXXX	103,05	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16215	7067-251-	XXXX	217,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13795	7067-251-	XXXX	88,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7508	7067-251-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11129	7067-251-	XXXX	84,13	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16453	7067-251-	XXXX	99,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25198	7067-251-	XXXX	97,65	Combinaison infructueuse d actes

1915

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-4720	7067-251-	XXXX	84,13	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7883	7067-251-	XXXX	76,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5792	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7566	7067-251-	XXXX	198,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9149	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15930	7067-251-	XXXX	423,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24239	7067-251-	XXXX	211,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25805	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2473	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4331	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7633	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15144	7067-251-	XXXX	27,90	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-16705	7067-251-	XXXX	53,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10748	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16286	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24482	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7909	7067-251-	XXXX	124,83	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12630	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1323	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2733	7067-251-	XXXX	71,01	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3824	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5949	7067-251-	XXXX	62,65	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12084	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17575	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7815	7067-251-	XXXX	97,74	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1244	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4612	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7857	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12883	7067-251-	XXXX	50,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25013	7067-251-	XXXX	75,18	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4424	7067-251-	XXXX	75,18	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9341	7067-251-	XXXX	57,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10340	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15576	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5606	7067-251-	XXXX	85,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7219	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16900	7067-251-	XXXX	82,69	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15885	7067-251-	XXXX	74,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-458	7067-251-	XXXX	113,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7697	7067-251-	XXXX	117,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5036	7067-251-	XXXX	117,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8225	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15030	7067-251-	XXXX	16,76	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8453	7067-255-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5040	7067-251-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26850	7067-251-	XXXX	117,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10844	7067-251-	XXXX	96,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1113	7067-251-	XXXX	74,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16478	7067-251-	XXXX	139,10	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26079	7067-251-	XXXX	123,05	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8065	7067-251-	XXXX	112,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10345	7067-251-	XXXX	123,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2825	7067-251-	XXXX	90,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6362	7067-251-	XXXX	80,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16181	7067-251-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16378	7067-251-	XXXX	142,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24561	7067-251-	XXXX	74,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1393	7067-251-	XXXX	74,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6125	7067-251-	XXXX	56,82	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10194	7067-251-	XXXX	73,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4771	7067-251-	XXXX	165,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6397	7067-251-	XXXX	97,83	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4544	7067-251-	XXXX	64,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10141	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4704	7067-251-	XXXX	211,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6262	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8217	7067-251-	XXXX	39,73	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10242	7067-251-	XXXX	70,59	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16621	7067-251-	XXXX	76,91	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8073	7067-251-	XXXX 1916	83,79	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-4874	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6679	7067-22-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4816	7067-251-	XXXX	110,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16019	7067-251-	XXXX	5,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9293	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10260	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15464	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23867	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5546	7067-251-	XXXX	72,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7094	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-2583	7067-251-	XXXX	22,50	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4874	7067-251-	XXXX	88,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12695	7067-251-	XXXX	81,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8026	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10351	7067-251-	XXXX	102,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12796	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4955	7067-251-	XXXX	115,98	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4664	7067-251-	XXXX	73,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16730	7067-251-	XXXX	78,48	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14151	7067-251-	XXXX	29,15	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8103	7067-251-	XXXX	105,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16170	7067-251-	XXXX	73,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15469	7067-251-	XXXX	150,22	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15943	7067-251-	XXXX	26,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5444	7067-251-	XXXX	42,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8807	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13808	7067-251-	XXXX	71,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17115	7067-251-	XXXX	89,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17306	7067-251-	XXXX	91,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16492	7067-251-	XXXX	54,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10583	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7633	7067-251-	XXXX	119,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12571	7067-251-	XXXX	74,97	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-7889	7067-251-	XXXX	125,32	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12354	7067-251-	XXXX	98,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11139	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13318	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16466	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25206	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4727	7067-251-	XXXX	52,92	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7894	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10550	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15940	7067-251-	XXXX	158,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24248	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7576	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-845	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1005	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2482	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4343	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7644	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13899	7067-251-	XXXX	22,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10371	7067-251-	XXXX	91,91	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13925	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17271	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12683	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15312	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8021	7067-251-	XXXX	45,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3930	7067-251-	XXXX	120,73	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7298	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9433	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4273	7067-251-	XXXX	81,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10717	7067-251-	XXXX	105,91	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17584	7067-251-	XXXX	94,09	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5938	7067-251-	XXXX	88,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10085	7067-251-	XXXX	171,99	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2650	7067-251-	XXXX	159,27	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4638	7067-251-	XXXX	180,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6238	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6321	7067-251-	XXXX	74,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12709	7067-251-	XXXX 1917	126,28	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-15334	7067-251-	XXXX	155,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8049	7067-251-	XXXX	97,68	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8190	7067-251-	XXXX	59,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16357	7067-251-	XXXX	279,36	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2748	7067-251-	XXXX	100,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16241	7067-251-	XXXX	100,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24443	7067-251-	XXXX	109,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5951	7067-251-	XXXX	92,68	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9313	7067-251-	XXXX	87,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12588	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1283	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15243	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4670	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7911	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11446	7067-251-	XXXX	62,24	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1075	7067-251-	XXXX	86,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10799	7067-251-	XXXX	75,14	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11132	7067-251-	XXXX	52,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16457	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26601	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7888	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10545	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15934	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24243	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7569	7067-251-	XXXX	144,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1000	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12348	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15021	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4337	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7636	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15148	7067-251-	XXXX	57,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8083	7067-251-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15426	7067-251-	XXXX	25,92	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-11031	7067-251-	XXXX	64,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13175	7067-251-	XXXX	80,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9498	7067-251-	XXXX	39,55	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5731	7067-251-	XXXX	94,39	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7454	7067-251-	XXXX	24,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7824	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17053	7067-251-	XXXX	82,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7648	7067-251-	XXXX	88,18	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10811	7067-251-	XXXX	119,07	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-16414	7067-251-	XXXX	105,84	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-6033	7067-251-	XXXX	72,60	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-8016	7067-251-	XXXX	83,79	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-11279	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13486	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25302	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9677	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9257	7067-251-	XXXX	89,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7812	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9983	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5053	7067-251-	XXXX	95,86	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10632	7067-251-	XXXX	52,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16054	7067-251-	XXXX	91,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26350	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7385	7067-251-	XXXX	70,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10254	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15452	7067-251-	XXXX	127,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25555	7067-251-	XXXX	91,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5537	7067-251-	XXXX	71,67	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7084	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13493	7067-251-	XXXX	72,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5907	7067-251-	XXXX	76,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12699	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15322	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4802	7067-251-	XXXX	7,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8030	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15227	7067-251-	XXXX	77,01	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8130	7067-251-	XXXX 1918	84,00	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-4292	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7593	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9740	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15194	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-15945	7067-251-	XXXX	145,53	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-15945	7067-255-	XXXX	80,80	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-19673	7067-251-	XXXX	61,74	NPAI et demande renseignement négative
2018	T-23144	7067-251-	XXXX	88,20	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-7875	7067-251-	XXXX	78,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10379	7067-251-	XXXX	93,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4789	7067-251-	XXXX	97,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7930	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-15855	7067-251-	XXXX	62,65	Poursuite sans effet
2011	T-694	7067-251-	XXXX	60,05	Poursuite sans effet
2011	T-9186	7067-251-	XXXX	53,70	Poursuite sans effet
2015	T-10578	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7622	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-868	7067-251-	XXXX	74,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12375	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15051	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4386	7067-251-	XXXX	128,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7678	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9833	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7055	7067-251-	XXXX	234,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13759	7067-251-	XXXX	73,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10792	7067-255-	XXXX	52,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10546	7067-255-	XXXX	58,20	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-26759	7067-251-	XXXX	92,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10812	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16415	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6034	7067-251-	XXXX	85,41	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8017	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7968	7067-251-	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12521	7067-251-	XXXX	142,02	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6216	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4393	7067-251-	XXXX	99,91	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6136	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14991	7067-251-	XXXX	98,45	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15933	7067-251-	XXXX	252,03	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17470	7067-251-	XXXX	107,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7772	7067-251-	XXXX	112,65	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12978	7067-251-	XXXX	64,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25048	7067-251-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9399	7067-251-	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10397	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15664	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5649	7067-251-	XXXX	100,08	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7306	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12677	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10431	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15704	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5685	7067-251-	XXXX	39,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7353	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12031	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16738	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5918	7067-251-	XXXX	78,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2245	7067-251-	XXXX	79,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13379	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25233	7067-251-	XXXX	90,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9614	7067-251-	XXXX	59,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7640	7067-251-	XXXX	128,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10313	7067-251-	XXXX	114,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6336	7067-251-	XXXX	94,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13563	7067-251-	XXXX	94,09	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2573	7067-251-	XXXX	95,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4510	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7791	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4852	7067-251-	XXXX	106,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4164	7067-251-	XXXX	110,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11021	7067-251-	XXXX 1919	101,43	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2014	T-13163	7067-251-	XXXX	61,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25129	7067-251-	XXXX	104,91	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7759	7067-251-	XXXX	70,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10473	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24114	7067-251-	XXXX	99,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7444	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-749	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12246	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4192	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7497	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-875	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4405	7067-251-	XXXX	119,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15101	7067-251-	XXXX	54,51	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7972	7067-251-	XXXX	58,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8214	7067-251-	XXXX	124,52	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6079	7067-251-	XXXX	77,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11443	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13713	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16766	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25392	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4979	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6277	7067-251-	XXXX	61,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8212	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9806	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1073	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10796	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16386	7067-251-	XXXX	180,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7990	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1395	7067-251-	XXXX	92,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8071	7067-251-	XXXX	96,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15813	7067-251-	XXXX	373,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24128	7067-251-	XXXX	171,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4202	7067-251-	XXXX	176,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7513	7067-251-	XXXX	155,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15271	7067-251-	XXXX	73,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3898	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7270	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12963	7067-251-	XXXX	54,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15650	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2864	7067-251-	XXXX	75,42	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10340	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4937	7067-251-	XXXX	87,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8131	7067-251-	XXXX	66,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16273	7067-251-	XXXX	328,21	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5971	7067-251-	XXXX	72,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7897	7067-251-	XXXX	238,14	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9330	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10151	7067-251-	XXXX	167,58	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12618	7067-251-	XXXX	286,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13821	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15273	7067-251-	XXXX	194,04	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17138	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2698	7067-251-	XXXX	177,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4714	7067-251-	XXXX	211,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6267	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7954	7067-251-	XXXX	154,35	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-2838	7067-255-	XXXX	29,00	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-16054	7067-251-	XXXX	423,36	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17522	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24330	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25879	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7687	7067-251-	XXXX	158,76	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9216	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4183	7067-251-	XXXX	7,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7491	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16272	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24053	7067-251-	XXXX	139,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4092	7067-251-	XXXX	133,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7427	7067-251-	XXXX	80,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2372	7067-251-	XXXX 1920	87,50	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-4176	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6028	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7484	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16297	7067-251-	XXXX	66,18	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15728	7067-251-	XXXX	269,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5692	7067-251-	XXXX	107,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7371	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9016	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2355	7067-251-	XXXX	100,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4120	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6012	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7446	7067-251-	XXXX	127,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4322	7067-251-	XXXX	79,72	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16461	7067-251-	XXXX	222,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9403	7067-251-	XXXX	16,39	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7389	7067-251-	XXXX	96,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15692	7067-251-	XXXX	53,83	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24042	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24424	7067-251-	XXXX	95,55	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10071	7067-251-	XXXX	88,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1257	7067-251-	XXXX	107,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16091	7067-251-	XXXX	127,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25902	7067-251-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9236	7067-251-	XXXX	93,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4506	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10219	7067-251-	XXXX	1,36	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-10787	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16368	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6009	7067-251-	XXXX	91,35	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7974	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10385	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10543	7067-255-	XXXX	35,20	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15133	7067-251-	XXXX	17,85	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-17675	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24656	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10404	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1489	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5024	7067-251-	XXXX	136,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8215	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11258	7067-251-	XXXX	64,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10641	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16102	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24351	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7736	7067-251-	XXXX	29,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1161	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12473	7067-251-	XXXX	108,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6185	7067-251-	XXXX	87,24	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14816	7067-251-	XXXX	52,60	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-9761	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10197	7067-251-	XXXX	96,88	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4805	7067-251-	XXXX	80,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8035	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10653	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7406	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4350	7067-251-	XXXX	106,15	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15326	7067-251-	XXXX	89,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24307	7067-251-	XXXX	79,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4438	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7725	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16302	7067-251-	XXXX	25,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10441	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15732	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5694	7067-251-	XXXX	71,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7376	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10377	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4998	7067-251-	XXXX	80,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10021	7067-251-	XXXX	87,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17072	7067-251-	XXXX	87,03	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2612	7067-251-	XXXX	16,63	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11176	7067-251-	XXXX 1921	51,72	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-12854	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5050	7067-251-	XXXX	91,62	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8235	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-14346	7067-251-	XXXX	34,60	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-17723	7067-251-	XXXX	115,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26358	7067-251-	XXXX	69,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10272	7067-251-	XXXX	138,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15480	7067-251-	XXXX	136,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23878	7067-251-	XXXX	86,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-551	7067-251-	XXXX	93,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7109	7067-251-	XXXX	172,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12020	7067-251-	XXXX	75,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14769	7067-251-	XXXX	74,10	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5913	7067-251-	XXXX	94,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-607	7067-251-	XXXX	151,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12575	7067-251-	XXXX	28,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13959	7067-251-	XXXX	108,72	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-10095	7067-251-	XXXX	132,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12572	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15233	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6244	7067-251-	XXXX	75,19	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24668	7067-251-	XXXX	112,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1508	7067-251-	XXXX	123,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16944	7067-251-	XXXX	76,32	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11939	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2141	7067-251-	XXXX	61,74	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5871	7067-251-	XXXX	26,46	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16078	7067-251-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26359	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11973	7067-251-	XXXX	70,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3843	7067-251-	XXXX	76,27	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7222	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10658	7067-251-	XXXX	55,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4352	7067-251-	XXXX	64,03	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7409	7067-251-	XXXX	55,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2156	7067-251-	XXXX	60,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3776	7067-251-	XXXX	116,91	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10659	7067-251-	XXXX	67,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16079	7067-251-	XXXX	81,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26360	7067-251-	XXXX	76,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5815	7067-251-	XXXX	50,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6132	7067-251-	XXXX	103,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7962	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10108	7067-251-	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13748	7067-251-	XXXX	73,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11387	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13638	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16710	7067-251-	XXXX	85,22	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-26779	7067-251-	XXXX	129,32	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4938	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6242	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8146	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9761	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1032	7067-251-	XXXX	141,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16289	7067-251-	XXXX	189,57	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24486	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7914	7067-251-	XXXX	207,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9336	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10174	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1326	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4739	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7975	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2205	7067-251-	XXXX	81,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3844	7067-251-	XXXX	145,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10542	7067-255-	XXXX	112,20	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12222	7067-251-	XXXX	75,22	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4156	7067-251-	XXXX	120,46	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7472	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17649	7067-251-	XXXX	4,50	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-17214	7067-251-	XXXX	50,70	Combinaison infructueuse d actes

1922

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-5431	7067-251-	XXXX	26,74	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-8796	7067-251-	XXXX	29,90	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-4320	7067-251-	XXXX	165,85	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7625	7067-251-	XXXX	133,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9771	7067-251-	XXXX	85,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-986	7067-251-	XXXX	160,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13499	7067-251-	XXXX	74,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6179	7067-251-	XXXX	50,08	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12076	7067-251-	XXXX	107,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7774	7067-251-	XXXX	90,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-963	7067-251-	XXXX	72,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-13089	7067-251-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25095	7067-251-	XXXX	73,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4585	7067-251-	XXXX	58,54	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9453	7067-251-	XXXX	62,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15743	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5697	7067-251-	XXXX	92,88	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9024	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15785	7067-22-	XXXX	115,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15859	7067-22-	XXXX	196,58	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1092	7067-251-	XXXX	81,77	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6037	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8029	7067-251-	XXXX	220,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9394	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10304	7067-251-	XXXX	176,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12761	7067-251-	XXXX	158,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13887	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15382	7067-251-	XXXX	123,48	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17230	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2793	7067-251-	XXXX	148,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4890	7067-251-	XXXX	150,93	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6331	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8115	7067-251-	XXXX	163,17	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6239	7067-251-	XXXX	75,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10791	7067-255-	XXXX	91,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4952	7067-251-	XXXX	122,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13705	7067-251-	XXXX	78,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2424	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6069	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9711	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15485	7067-251-	XXXX	150,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-23885	7067-251-	XXXX	72,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12026	7067-251-	XXXX	80,81	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3852	7067-251-	XXXX	113,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10029	7067-251-	XXXX	73,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4591	7067-251-	XXXX	23,45	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7840	7067-251-	XXXX	97,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4794	7067-251-	XXXX	222,26	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10540	7067-255-	XXXX	18,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10540	7067-255-	XXXX	18,90	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6233	7067-251-	XXXX	57,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10791	7067-255-	XXXX	102,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7704	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10899	7067-251-	XXXX	63,36	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4537	7067-251-	XXXX	51,84	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7631	7067-251-	XXXX	60,48	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10903	7067-251-	XXXX	108,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-13031	7067-251-	XXXX	69,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4539	7067-251-	XXXX	100,42	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7635	7067-251-	XXXX	112,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10290	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12751	7067-251-	XXXX	80,68	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4878	7067-251-	XXXX	126,89	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8105	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16494	7067-251-	XXXX	67,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17494	7067-251-	XXXX	76,38	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7637	7067-251-	XXXX	81,14	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4399	7067-251-	XXXX	77,01	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6118	7067-251-	XXXX	51,75	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10477	7067-251-	XXXX 1923	88,20	Combinaison infructueuse d actes

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-15805	7067-251-	XXXX	149,94	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24119	7067-251-	XXXX	110,25	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7448	7067-251-	XXXX	136,47	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-881	7067-251-	XXXX	114,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15201	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10350	7067-251-	XXXX	73,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8158	7067-251-	XXXX	97,44	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11893	7067-251-	XXXX	55,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10659	7067-22-	XXXX	79,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15760	7067-22-	XXXX	136,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15860	7067-22-	XXXX	208,71	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6911	7067-22-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8531	7067-22-	XXXX	278,21	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8566	7067-22-	XXXX	162,33	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10067	7067-251-	XXXX	11,12	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-9360	7067-251-	XXXX	76,95	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10039	7067-251-	XXXX	186,59	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12495	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4534	7067-251-	XXXX	110,87	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7810	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16526	7067-251-	XXXX	61,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6139	7067-251-	XXXX	55,35	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10654	7067-251-	XXXX	83,79	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16128	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7757	7067-251-	XXXX	92,72	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7871	7067-251-	XXXX	70,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7242	7067-251-	XXXX	84,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13498	7067-251-	XXXX	70,56	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7211	7067-251-	XXXX	87,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10763	7067-22-	XXXX	12,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-1066	7067-251-	XXXX	76,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6396	7067-251-	XXXX	70,65	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17289	7067-251-	XXXX	76,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2861	7067-251-	XXXX	73,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10561	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15962	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7596	7067-251-	XXXX	117,20	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25356	7067-251-	XXXX	86,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10735	7067-251-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16260	7067-251-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24458	7067-251-	XXXX	74,40	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5964	7067-251-	XXXX	86,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10136	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1296	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13819	7067-251-	XXXX	82,05	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4697	7067-251-	XXXX	97,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7936	7067-251-	XXXX	105,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12422	7067-251-	XXXX	111,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-17006	7067-251-	XXXX	85,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4450	7067-251-	XXXX	105,90	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7738	7067-251-	XXXX	74,97	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10545	7067-255-	XXXX	0,02	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-16105	7067-251-	XXXX	256,23	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10361	7067-251-	XXXX	78,27	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-1024	7067-251-	XXXX	89,28	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12097	7067-251-	XXXX	100,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1311	7067-251-	XXXX	76,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-7951	7067-251-	XXXX	88,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6356	7067-251-	XXXX	73,35	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11459	7067-251-	XXXX	64,80	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-13748	7067-251-	XXXX	64,80	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-9820	7067-251-	XXXX	206,40	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-11342	7067-251-	XXXX	79,38	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-16663	7067-251-	XXXX	61,74	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-8104	7067-251-	XXXX	101,43	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15904	7067-251-	XXXX	117,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25787	7067-251-	XXXX	88,80	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-820	7067-251-	XXXX	218,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9138	7067-251-	XXXX	103,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2450	7067-251-	XXXX 1924	75,69	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

RESTAURANTS SCOLAIRES DE 2004 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-7603	7067-251-	XXXX	93,33	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8159	7067-251-	XXXX	96,34	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4909	7067-251-	XXXX	101,88	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11256	7067-251-	XXXX	54,12	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10634	7067-251-	XXXX	92,61	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16094	7067-251-	XXXX	119,07	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-7726	7067-251-	XXXX	116,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10207	7067-251-	XXXX	152,92	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-4829	7067-251-	XXXX	0,80	RAR inférieur seuil poursuite
			TOTAL	**229 542,93**	

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 30/09/2019
Exercice 2019
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

FOYERS D'ANCIENS DE 2014 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	R-71-1020		XXXX	41,20	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-8-304		XXXX	108,15	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5080	70688-832-	XXXX	170,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5070	70688-832-	XXXX	154,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5077	70688-832-	XXXX	314,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	R-3108-1205		XXXX	119,00	Dossier de succession vacante négatif
2017	R-3109-1152		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2017	R-31101-1192		XXXX	196,50	Dossier de succession vacante négatif
2017	R-3111-1224		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2017	R-3112-1212		XXXX	196,50	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3009-978		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3010-1003		XXXX	201,00	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3011-1075		XXXX	207,70	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3101-1265		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3102-1180		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3103-1145		XXXX	183,40	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3104-1128		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3105-1098		XXXX	196,50	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3106-1101		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3107-1099		XXXX	196,50	Dossier de succession vacante négatif
2018	R-3108-1037		XXXX	203,05	Dossier de succession vacante négatif
2015	T-12795	70688-832-	XXXX	96,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12796	70688-832-	XXXX	554,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	R-3109-1134		XXXX	99,40	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3105-1082		XXXX	121,44	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3104-1375		XXXX	23,12	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3109-984		XXXX	98,26	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-609-90721		XXXX	84,26	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-9-90627		XXXX	84,26	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-10-100895		XXXX	130,62	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-11-110878		XXXX	65,31	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-12-120885		XXXX	96,41	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-3-30965		XXXX	7,66	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-5-50954		XXXX	49,76	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-6-60932		XXXX	130,22	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-7-70883		XXXX	96,41	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-1-10865		XXXX	71,53	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-2-20836		XXXX	37,32	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-3-30829		XXXX	74,64	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-5-50819		XXXX	71,53	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-71-141		XXXX	123,25	Combinaison infructueuse d actes
2017	R-3102-281		XXXX	68,42	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3112-348		XXXX	3,11	Décédé et demande renseignement négative
2017	T-3111354	--	XXXX	46,65	Décédé et demande renseignement négative
2016	R-5-907		XXXX	46,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-6-889		XXXX	50,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-500842	70688-61-	XXXX	46,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-500625	70688-61-	XXXX	830,70	Décédé et demande renseignement négative
2016	R-32-79		XXXX	45,54	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3011-308		XXXX	6,20	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-30121-117		XXXX	219,00	Décédé et demande renseignement négative
2019	R-31014-311		XXXX	94,90	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3109-1192		XXXX	35,50	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-500630	70688-61-	XXXX	35,50	Décédé et demande renseignement négative
2016	R-21-297		XXXX	40,48	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-3-30130		XXXX	106,50	Décédé et demande renseignement négative
2015	R-4-40132		XXXX	198,80	Décédé et demande renseignement négative
2015	R-5-50133		XXXX	49,70	Décédé et demande renseignement négative
2017	T-500658	70688-61-	XXXX	675,75	Décédé et demande renseignement négative
2016	R-5-572		XXXX	120,70	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-21-763		XXXX	48,30	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-32-756		XXXX	50,60	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-41-750		XXXX	48,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6564	70688-832-	XXXX	330,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-500662	70688-61-	XXXX	740,88	Décédé et demande renseignement négative

FOYERS D'ANCIENS DE 2014 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	R-3101-323		XXXX	68,42	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-10-100906		XXXX	27,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-3-30980		XXXX	43,70	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-4-40970		XXXX	48,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-10-100798		XXXX	27,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-1-10877		XXXX	25,30	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-3-30840		XXXX	29,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-4-40833		XXXX	27,60	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-5-50830		XXXX	23,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-2-20885		XXXX	161,84	NPAI et demande renseignement négative
2014	R-3-30864		XXXX	179,18	NPAI et demande renseignement négative
2014	R-6-60837		XXXX	173,40	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-6174	70688-832-	XXXX	1 034,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12810	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-3110-114		XXXX	65,31	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-4-40842		XXXX	127,50	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-6-60827		XXXX	127,50	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-500684	70688-61-	XXXX	56,80	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-500689	70688-61-	XXXX	313,72	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-27432	70688-813-	XXXX	1 192,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5076	70688-832-	XXXX	186,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-5346	70688-832-	XXXX	458,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6170	70688-832-	XXXX	170,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6171	70688-832-	XXXX	170,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6175	70688-832-	XXXX	154,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4956	70688-832-	XXXX	266,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-500704	70688-61-	XXXX	782,15	Personne disparue
2016	R-32-248		XXXX	23,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	R-10-100327		XXXX	131,75	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-11-110321		XXXX	127,50	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-12-120321		XXXX	89,25	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-5-50323		XXXX	131,75	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-609-90328		XXXX	127,50	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-6-60329		XXXX	127,50	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-7-70317		XXXX	131,75	Décédé et demande renseignement négative
2014	R-8-80307		XXXX	131,75	Décédé et demande renseignement négative
2015	R-1-10323		XXXX	85,00	Décédé et demande renseignement négative
2015	T-4583	70688-832-	XXXX	442,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-41-912		XXXX	150,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-6-882		XXXX	144,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-5-899		XXXX	156,06	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-500350	70688-61-	XXXX	156,86	Décédé et demande renseignement négative
2014	T-500862	70688-61-	XXXX	156,86	Décédé et demande renseignement négative
2014	T-501000	70688-61-	XXXX	75,90	Décédé et demande renseignement négative
2015	T-5081	70688-832-	XXXX	218,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-21-631		XXXX	46,75	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-3110-923		XXXX	14,07	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-41-1012		XXXX	75,04	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-501110	70688-61-	XXXX	355,00	Décédé et demande renseignement négative
2016	R-41-101		XXXX	80,75	Combinaison infructueuse d actes
2017	R-3105-384		XXXX	11,50	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3106-381		XXXX	27,60	NPAI et demande renseignement négative
2017	R-3107-363		XXXX	25,30	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3108-356		XXXX	23,00	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3109-357		XXXX	29,90	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-31101-356		XXXX	27,60	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3111-364		XXXX	25,30	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3112-357		XXXX	23,00	Décédé et demande renseignement négative
2017	T-500476	70688-61-	XXXX	166,96	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3010-323		XXXX	14,10	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3011-342		XXXX	32,90	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-30121-1368		XXXX	25,85	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3101-376		XXXX	25,30	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3102-356		XXXX	29,90	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3103-347		XXXX	27,60	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3104-335		XXXX	29,90	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3105-327		XXXX	27,60	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3106-337		XXXX	27,60	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3107-347		XXXX	29,90	Décédé et demande renseignement négative
2018	R-3108-339		XXXX	29,90	Décédé et demande renseignement négative

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

FOYERS D'ANCIENS DE 2014 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	R-5-1000		XXXX	59,76	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-31111-463		XXXX	134,90	Combinaison infructueuse d actes
2017	R-3109-216		XXXX	186,62	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-31101-211		XXXX	180,60	Décédé et demande renseignement négative
2016	R-21-967		XXXX	152,72	Combinaison infructueuse d actes
2019	R-3104-690		XXXX	77,35	Décédé et demande renseignement négative
2017	R-3109-1195		XXXX	21,30	NPAI et demande renseignement négative
2015	R-1-10591		XXXX	328,57	Combinaison infructueuse d actes
			TOTAL	**20 982,55**	

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 30/09/2019
Exercice 2019
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	R-82-820038		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13299	758-321-	XXXX	160,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-11880	758-321-	XXXX	25,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12897	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5271	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3596	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11727	70688-832-	XXXX	314,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-79-790041		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-9097	7083-01-	XXXX	371,70	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-15191	758-321-	XXXX	205,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17308	7788-020-	XXXX	588,77	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13194	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-79-790005		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5078	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3078	758-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5065	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-1858	758-321-	XXXX	210,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3080	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3597	758-321-	XXXX	10,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5430	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11577	7478-413-	XXXX	100,01	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13153	7088-322-	XXXX	220,00	Poursuite sans effet
2014	T-9093	7083-01-	XXXX	371,70	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3638	7083-412-	XXXX	386,40	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11717	752-33-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15894	752-020-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8346	752-020-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12298	70688-832-	XXXX	234,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12294	70688-832-	XXXX	234,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12295	70688-832-	XXXX	394,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12296	70688-832-	XXXX	362,00	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-31023	70878-020-	XXXX	166,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-11714	752-33-	XXXX	50,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-8288	7083-412-	XXXX	541,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-79-790020		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2004	T-900010004065	5899--	XXXX	133,60	Poursuite sans effet
2016	T-8735	7062-311-	XXXX	92,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9513	70688-832-	XXXX	218,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11689	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-14553	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2004	T-900010002224	5899--	XXXX	146,30	Poursuite sans effet
2004	T-900020002225	5899--	XXXX	154,00	Poursuite sans effet
2004	T-900030002226	5899--	XXXX	154,00	Poursuite sans effet
2004	T-900040002227	5899--	XXXX	154,00	Poursuite sans effet
2004	T-900050002228	5899--	XXXX	146,30	Poursuite sans effet
2004	T-900060002229	5899--	XXXX	130,90	Poursuite sans effet
2016	T-8317	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8558	758-321-	XXXX	40,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5079	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-25848	70312-026-	XXXX	89,81	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12183	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-14590	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-24776	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6674	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11766	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-15541	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3505	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8914	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5341	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14306	70323-94-	XXXX	121,00	Décédé et demande renseignement négative
2017	T-13040	70323-94-	XXXX	133,00	Décédé et demande renseignement négative
2014	T-451	7088-321-	XXXX	275,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3580	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16012	758-321-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5421	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-4336	758-321-	XXXX	275,00	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-11631	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2017	T-5956	758-321-	XXXX	200,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13015	758-321-	XXXX 1929	185,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13181	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-11424	758-321-	XXXX	275,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16881	70688-832-	XXXX	245,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-74-740027		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12131	7788-832-	XXXX	180,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11632	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-8697	758-321-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8681	758-321-	XXXX	25,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12898	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3454	70688-832-	XXXX	245,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11553	7062-311-	XXXX	378,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-11882	758-321-	XXXX	25,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8698	758-321-	XXXX	175,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1977	70878-020-	XXXX	1 500,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3081	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3605	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5452	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3581	70688-832-	XXXX	105,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5068	758-321-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2004	T-900010004033	5899--	XXXX	79,70	Poursuite sans effet
2005	T-900010004444	5899--	XXXX	81,30	Poursuite sans effet
2015	T-25049	6419-020-	XXXX	382,76	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-1237	758-321-	XXXX	185,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5080	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-13687	758-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8705	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9910	7062-311-	XXXX	233,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6791	758-321-	XXXX	290,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5124	7088-321-	XXXX	420,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-74-1740004		XXXX	180,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12802	758-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9911	7062-311-	XXXX	233,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8318	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-13174	7088-321-	XXXX	230,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13295	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2012	T-201224571	--	XXXX	924,40	Poursuite sans effet
2016	T-13034	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3629	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9913	7062-311-	XXXX	233,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11644	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820036		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-13123	70323-94-	XXXX	133,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2969	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9033	758-321-	XXXX	24,74	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3568	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11622	758-321-	XXXX	255,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-12104	7062-322-	XXXX	175,00	RAR inférieur seuil poursuite
2018	T-30478	7088-322-	XXXX	175,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-14250	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12647	758-321-	XXXX	345,00	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-8758	7062-311-	XXXX	155,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3455	70688-832-	XXXX	12,48	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-13323	752-33-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14031	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14589	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-181-810041		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-71-710051		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-79-790009		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-76-760020		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16016	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10504	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-800111	752-90-	XXXX	1 026,66	Poursuite sans effet
2016	T-800125	752-90-	XXXX	432,22	Poursuite sans effet
2014	T-10228	7088-321-	XXXX	290,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-316	758-321-	XXXX	375,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9511	70688-832-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13265	752-33-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11593	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5457	758-321-	XXXX	300,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17281	6419-020-	XXXX	252,33	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-14164	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11428	758-321-	XXXX	90,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5070	758-321-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12916	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14591	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8319	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes

1930

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-5081	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-26891	454205-12-	XXXX	5 520,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14469	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-296	758-321-	XXXX	300,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-2972	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5082	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11658	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12917	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14381	7088-321-	XXXX	275,00	NPAI et demande renseignement négative
2005	T-6713	5898--	XXXX	90,52	Poursuite sans effet
2008	R-203-696		XXXX	114,26	Poursuite sans effet
2008	R-205-327		XXXX	91,06	Poursuite sans effet
2008	R-204-325		XXXX	120,06	Poursuite sans effet
2016	T-3083	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2017	T-2241	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-2247	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-25163	70688-832-	XXXX	560,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11675	758-321-	XXXX	160,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5071	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-16017	758-321-	XXXX	165,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25878	7088-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11429	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25156	70688-832-	XXXX	515,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6794	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8452	758-321-	XXXX	285,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-79-790019		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8702	758-321-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3449	70688-832-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5274	758-321-	XXXX	115,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5436	758-321-	XXXX	175,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5084	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820010		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3084	758-321-	XXXX	265,69	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1621	758-321-	XXXX	375,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13005	758-321-	XXXX	600,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-24674	7788-020-	XXXX	482,12	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11712	752-33-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-220	758-321-	XXXX	240,00	NPAI et demande renseignement négative
2004	T-6769	5898--	XXXX	80,40	Poursuite sans effet
2016	T-11594	758-321-	XXXX	50,00	Poursuite sans effet
2016	T-16018	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13008	758-321-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13182	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3644	7083-412-	XXXX	552,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8407	70688-832-	XXXX	234,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8408	70688-832-	XXXX	122,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9852	70688-832-	XXXX	730,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8790	7062-311-	XXXX	239,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2973	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-4323	758-321-	XXXX	150,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5454	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3085	758-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2243	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-10211	7788-822-	XXXX	342,74	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-24794	6419-020-	XXXX	480,35	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5437	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5108	7788-020-	XXXX	388,08	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6587	70631-413-	XXXX	6,30	RAR inférieur seuil poursuite
2014	R-71-710013		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-73-730027		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14405	7088-321-	XXXX	25,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3588	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5349	758-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8798	7062-311-	XXXX	155,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25299	758-321-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-7043	7088-321-	XXXX	370,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	R-71-710025		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25293	7788-832-	XXXX	124,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13186	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3570	70688-832-	XXXX	140,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3589	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-3571	70688-832-	XXXX	185,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12313	7088-321-	XXXX	220,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13019	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2237	70878-020-	XXXX 1931	20,00	NPAI et demande renseignement négative

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2015	T-13848	70688-832-	XXXX	245,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-15198	758-321-	XXXX	380,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-6796	758-321-	XXXX	165,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16485	70878-020-	XXXX	163,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13032	758-321-	XXXX	50,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5073	758-321-	XXXX	10,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-13764	7088-321-	XXXX	205,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13018	758-321-	XXXX	50,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-11617	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-1080-800016		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-71-710063		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13177	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11510	70688-832-	XXXX	245,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11651	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10508	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820042		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14395	7088-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5086	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14394	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-74-740026		XXXX	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	R-76-760007		XXXX	120,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12889	758-321-	XXXX	205,00	Combinaison infructueuse d actes
2008	T-6509	7078-12-	XXXX	223,66	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-6810	7588-321-	XXXX	310,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	R-76-760031		XXXX	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8322	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5333	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3591	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-441	7088-321-	XXXX	350,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-2240	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-800108	752-90-	XXXX	679,02	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5424	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12919	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5087	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820009		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11653	758-321-	XXXX	50,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5331	70688-832-	XXXX	245,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14231	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11734	6419-020-	XXXX	419,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4959	7788-814-	XXXX	640,46	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17283	6419-020-	XXXX	420,56	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12743	758-321-	XXXX	385,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-2244	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	R-76-760052		XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13155	7088-322-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-8683	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-8417	752-020-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8421	752-020-	XXXX	151,40	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-1246	758-321-	XXXX	40,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-14138	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13290	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5075	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-8565	758-321-	XXXX	25,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	R-82-820023		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2500	758-321-	XXXX	200,00	Certificat d irrecouvrabilité pour le débiteur
2014	T-27339	70878-020-	XXXX	158,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3087	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-13872	7788-020-	XXXX	600,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820034		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5461	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11002	758-321-	XXXX	25,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16644	758-321-	XXXX	240,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3448	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-1869	758-321-	XXXX	230,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8323	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-15721	758-321-	XXXX	175,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-13345	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13014	758-321-	XXXX	335,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17171	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17172	70688-832-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-27215	7088-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8826	7062-311-	XXXX	430,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2236	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5463	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5281	758-321-	XXXX 1932	150,00	Combinaison infructueuse d actes

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2016	T-11716	752-33-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3088	758-321-	XXXX	875,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11778	758-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2977	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	R-76-760010		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4957	7788-020-	XXXX	5 709,87	Combinaison infructueuse d actes
2006	T-900010005223	5899--	XXXX	60,40	Poursuite sans effet
2014	T-15094	6419-020-	XXXX	743,28	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11621	758-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2011	T-201111640	--	XXXX	38,74	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11654	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2008	T-6936	7078-12-	XXXX	223,66	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3360	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2004	T-900120001295	5899--	XXXX	43,50	Poursuite sans effet
2005	T-900010001393	5899--	XXXX	44,75	Poursuite sans effet
2005	T-900020001394	5899--	XXXX	28,25	Poursuite sans effet
2005	T-900030001395	5899--	XXXX	42,25	Poursuite sans effet
2005	T-900040001396	5899--	XXXX	22,50	Poursuite sans effet
2005	T-900050001397	5899--	XXXX	33,25	Poursuite sans effet
2005	T-900060001398	5899--	XXXX	44,75	Poursuite sans effet
2005	T-900070001399	5899--	XXXX	92,00	Poursuite sans effet
2005	T-900090001400	5899--	XXXX	60,00	Poursuite sans effet
2005	T-900100001401	5899--	XXXX	81,60	Poursuite sans effet
2005	T-900110001402	5899--	XXXX	73,60	Poursuite sans effet
2005	T-900120001403	5899--	XXXX	61,60	Poursuite sans effet
2006	R-65-1054		XXXX	65,60	Poursuite sans effet
2006	R-87-1050		XXXX	77,60	Poursuite sans effet
2006	R-88-977		XXXX	21,60	Poursuite sans effet
2006	R-89-625		XXXX	25,60	Poursuite sans effet
2006	R-90-948		XXXX	77,60	Poursuite sans effet
2006	R-91-1009		XXXX	81,60	Poursuite sans effet
2006	R-92-1068		XXXX	78,40	Poursuite sans effet
2006	R-93-1085		XXXX	62,40	Poursuite sans effet
2006	T-900010001596	5899--	XXXX	81,60	Poursuite sans effet
2006	T-900020001597	5899--	XXXX	81,60	Poursuite sans effet
2006	T-900030001598	5899--	XXXX	81,60	Poursuite sans effet
2006	T-900040001599	5899--	XXXX	61,60	Poursuite sans effet
2007	R-201-1109		XXXX	77,60	Poursuite sans effet
2007	R-202-1116		XXXX	85,60	Poursuite sans effet
2007	R-203-245		XXXX	85,60	Poursuite sans effet
2007	R-204-1137		XXXX	69,60	Poursuite sans effet
2007	R-205-1139		XXXX	53,60	Poursuite sans effet
2007	R-206-249		XXXX	81,60	Poursuite sans effet
2007	R-207-1065		XXXX	12,00	Poursuite sans effet
2016	T-3603	70688-832-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-76-760012		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-26758	70688-832-	XXXX	845,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12744	758-321-	XXXX	490,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5089	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-8864	7088-321-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3592	758-321-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12654	758-321-	XXXX	295,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11655	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14368	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12973	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15316	7088-321-	XXXX	480,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11665	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17423	7088-321-	XXXX	300,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12923	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-4345	758-321-	XXXX	175,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5465	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-23676	7088-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2978	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2015	R-71-710014		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11611	7788-832-	XXXX	36,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-201610548	--	XXXX	112,20	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-9979	7062-311-	XXXX	233,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-14397	7088-321-	XXXX	230,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-10513	758-321-	XXXX	65,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2979	758-321-	XXXX	25,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-15731	758-321-	XXXX	160,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5090	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2015	R-74-740030		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-720041	--	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11666	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes

1933

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2016	T-6802	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17082	758-321-	XXXX	240,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14467	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2005	T-900010004493	5899--	XXXX	93,60	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15790	6419-020-	XXXX	207,87	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8139	70688-832-	XXXX	314,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3359	70688-832-	XXXX	1 425,00	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-6827	70688-832-	XXXX	804,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-500270	7064-12-	XXXX	23,20	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-25885	7088-321-	XXXX	545,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-12798	758-321-	XXXX	350,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4596	758-321-	XXXX	240,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16646	758-321-	XXXX	500,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15727	70688-832-	XXXX	122,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-15728	70688-832-	XXXX	106,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820039		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-460	7088-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12904	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8611	70688-832-	XXXX	234,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8610	70688-832-	XXXX	218,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-5454	7088-321-	XXXX	250,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3709355	--	XXXX	70,51	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3090	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8844	7062-311-	XXXX	30,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-76-760036		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17083	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8325	758-321-	XXXX	145,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14423	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13282	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14543	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-10214	7788-822-	XXXX	944,24	Personne disparue
2015	T-13953	70878-020-	XXXX	226,06	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13190	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-23678	7088-321-	XXXX	265,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11639	758-321-	XXXX	25,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13191	758-321-	XXXX	350,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11667	758-321-	XXXX	40,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820031		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12954	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-12893	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-12758	758-321-	XXXX	265,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-13012	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2013	T-1237	7088-321-	XXXX	25,00	Poursuite sans effet
2018	T-23976	7088-322-	XXXX	175,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-9991	7062-311-	XXXX	233,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-8790	7788-020-	XXXX	300,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-79-790017		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12799	758-321-	XXXX	390,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8327	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11668	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12905	758-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16465	70878-020-	XXXX	153,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3604	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820056		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8854	7062-311-	XXXX	239,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-323	758-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11685	758-321-	XXXX	500,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-24788	6419-020-	XXXX	650,78	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11624	758-321-	XXXX	375,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13028	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-17174	70688-832-	XXXX	245,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12895	758-321-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14456	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-76-760011		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	R-181-810023		XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-6803	758-321-	XXXX	500,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10000	7062-311-	XXXX	233,00	NPAI et demande renseignement négative
2014	T-27244	454205-12-	XXXX	367,49	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8484	758-321-	XXXX	275,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-14298	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3616	7088-322-	XXXX	55,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8328	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2003	T-900470000091	5899--	XXXX	32,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3450	70688-832-	XXXX	98,13	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13289	758-321-	XXXX	290,00	Combinaison infructueuse d actes

1934

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2016	T-13297	758-321-	XXXX	120,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14025	758-321-	XXXX	140,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11669	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-76-760015		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3634	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-4612	758-321-	XXXX	275,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3091	758-321-	XXXX	105,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13275	758-321-	XXXX	200,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-720046	--	XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	R-76-760023		XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14328	70323-94-	XXXX	121,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13016	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-16023	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-12651	758-321-	XXXX	210,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-4183	7788-832-	XXXX	46,60	Combinaison infructueuse d actes
2017	R-10180-1730073		XXXX	60,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8722	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-16841	7088-321-	XXXX	965,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-11613	7062-311-	XXXX	298,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8447	752-33-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-8143	70878-020-	XXXX	2 153,20	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-6467	758-321-	XXXX	175,24	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11670	758-321-	XXXX	75,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-12938	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2014	T-16962	7088-321-	XXXX	415,00	Combinaison infructueuse d actes
2009	R-307-86		XXXX	180,00	Poursuite sans effet
2016	T-12939	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-5355	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2012	T-201223629	--	XXXX	25,00	Poursuite sans effet
2016	T-11435	758-321-	XXXX	350,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-12908	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-10014	7062-311-	XXXX	233,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-500189	7064-12-	XXXX	158,90	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-501090	7064-12-	XXXX	243,80	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13022	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	R-82-820050		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8418	6419-020-	XXXX	0,07	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-13003	758-321-	XXXX	40,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-8464	7088-322-	XXXX	45,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-6850	70688-832-	XXXX	106,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-25870	7088-321-	XXXX	420,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-11508	70688-832-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-11509	70688-832-	XXXX	680,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13178	758-321-	XXXX	80,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-17282	6419-020-	XXXX	221,82	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-25051	6419-020-	XXXX	1 068,84	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11437	758-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2238	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-1633	758-321-	XXXX	225,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11438	758-321-	XXXX	150,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-12317	7088-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11687	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9044	758-321-	XXXX	165,00	Combinaison infructueuse d actes
2014	T-6507	70688-511-	XXXX	350,20	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5356	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-16403	70878-020-	XXXX	70,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-16902	758-321-	XXXX	490,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-9045	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-2887	7088-322-	XXXX	260,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-14041	70878-020-	XXXX	821,47	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11671	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-11120	7088-322-	XXXX	255,00	Combinaison infructueuse d actes
2018	T-6711	7588-321-	XXXX	725,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-3583	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8330	758-321-	XXXX	125,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11761	70312-026-	XXXX	100,50	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-11762	70312-026-	XXXX	100,50	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-15545	70312-026-	XXXX	100,50	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-15546	70312-026-	XXXX	100,50	Décédé et demande renseignement négative
2016	T-8918	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-8919	70312-026-	XXXX	100,50	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-13025	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-8331	758-321-	XXXX	75,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2239	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-4994	758-321-	XXXX	275,00	Combinaison infructueuse d actes

1935

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX

DIVERS DE 2003 A 2018					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-5284	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2016	T-8694	758-321-	XXXX	50,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	R-82-820040		XXXX	60,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-11702	758-321-	XXXX	25,00	RAR inférieur seuil poursuite
2015	T-13846	70688-832-	XXXX	154,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-13850	70688-832-	XXXX	154,00	NPAI et demande renseignement négative
2017	T-1301	758-321-	XXXX	100,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-5059	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-10514	758-321-	XXXX	40,00	NPAI et demande renseignement négative
2016	T-5422	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3628	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
2017	T-2242	70878-020-	XXXX	20,00	NPAI et demande renseignement négative
2015	T-25154	70688-832-	XXXX	215,00	Combinaison infructueuse d actes
2015	T-25155	70688-832-	XXXX	425,00	Combinaison infructueuse d actes
2016	T-3574	70688-832-	XXXX	110,00	Combinaison infructueuse d actes
			TOTAL	**102 883,08**	

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 12/11/2018
Exercice 2018
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIFS DE 2003 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2015	T-11437	7336-810-	XXXX	105,68	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-12765	7336-810-	XXXX	105,68	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-5017	7336-810-	XXXX	356,85	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-6512	7336-810-	XXXX	63,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-6765	7336-810-	XXXX	356,85	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-8325	7336-810-	XXXX	63,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-8672	7336-810-	XXXX	214,11	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-9550	7336-810-	XXXX	63,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13383	7336-94-	XXXX	4522,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-11229	7336-810-	XXXX	218,21	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-11230	7336-810-	XXXX	222,59	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-7683	7336-810-	XXXX	87,37	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-7684	7336-810-	XXXX	87,37	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-35784	7336-810-	XXXX	168,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2019	T-26	7336-810-	XXXX	168,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13372	7336-94-	XXXX	400	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-3261	7336-94-	XXXX	89,81	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13339	7368-810-	XXXX	6,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-8045	7368-810-	XXXX	8,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-5401	7336-94-	XXXX	698,88	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-8044	7368-810-	XXXX	5,04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-17-62		XXXX	29,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-11235	7336-810-	XXXX	218,43	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13300	7336-810-	XXXX	74,25	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13301	7336-810-	XXXX	74,25	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-7693	7336-810-	XXXX	305,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-93	7336-810-	XXXX	39,57	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-94	7336-810-	XXXX	305,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-13976	7338-810-	XXXX	69,93	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-13177	7336-810-	XXXX	126,88	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-14469	7336-810-	XXXX	211,36	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-16938	7336-810-	XXXX	211,36	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-18046	7336-810-	XXXX	211,36	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-25226	7336-810-	XXXX	211,36	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-2485	7336-94-	XXXX	46,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-16757	7336-94-	XXXX	1131,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-23016	7368-810-	XXXX	86,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-4012	7336-810-	XXXX	453,03	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-22647	7368-810-	XXXX	86,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-4164	7336-810-	XXXX	462,23	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-13370	7338-810-	XXXX	390,13	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-23224	7368-810-	XXXX	71,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-11992	7067-251-	XXXX	401,77	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-3971	7067-251-	XXXX	473,23	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	T-7772	7067-251-	XXXX	124,07	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-6321	7067-255-	XXXX	29	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-8646	7067-255-	XXXX	18,5	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900010005225	5899--	XXXX	6,21	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-5618		XXXX	29,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900010004665	5899--	XXXX	154,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-612		XXXX	157,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-1488	7338-810-	XXXX	83,58	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2005	T-900320000426	5899--	XXXX	284,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-10476	7336-810-	XXXX	258,88	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-14707	7336-810-	XXXX	214,11	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-17140	7336-810-	XXXX	214,11	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-24738	7336-810-	XXXX	356,67	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-11092	7336-810-	XXXX	194,16	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-8292	7336-810-	XXXX	129,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-13574	7338-810-	XXXX	77,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-13585	7338-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-21823	7368-810-	XXXX	869,12	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-21483	7368-810-	XXXX	914,56	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-21452	7368-810-	XXXX	960	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-21272	7368-810-	XXXX	960	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-4109	7368-810-	XXXX	70,56	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16107	7336-94-	XXXX	665,18	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2005	T-7040	5898--	XXXX	95,26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

1937

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIFS DE 2003 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2009	T-18730	7336-94-	XXXX	1155,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-24991	7336-94-	XXXX	1420,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2003	T-900010003550	5899--	XXXX	26,5	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2005	T-900010004510	5899--	XXXX	31,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	T-17473	7368-810-	XXXX	5,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16285	7336-94-	XXXX	39,57	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13620	7336-94-	XXXX	21,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-15608	7368-810-	XXXX	42	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-7929	7368-810-	XXXX	42	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-30767	7336-94-	XXXX	22,08	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-19183	7368-810-	XXXX	23,04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-1364	752-020-	XXXX	1890	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-1367	752-020-	XXXX	600	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-4065	752-020-	XXXX	945	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	T-10031	70688-832-	XXXX	91,46	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16334	7336-94-	XXXX	39,57	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-2440	7368-810-	XXXX	87,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-8275	7336-94-	XXXX	20,88	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-82-1		XXXX	117	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-11125	7338-810-	XXXX	259	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-13221	7338-810-	XXXX	466,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-13693	7338-810-	XXXX	466,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-23710	7338-810-	XXXX	466,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-24919	7338-810-	XXXX	466,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-4937	7338-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-7997	7338-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-1416	7338-810-	XXXX	233,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-1585	7338-810-	XXXX	466,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-302	7338-810-	XXXX	699,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13404	7336-94-	XXXX	35,45	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-23-44		XXXX	35,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-28-30		XXXX	35,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-3-31		XXXX	35,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-47-51		XXXX	47,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-51-51		XXXX	47,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-35-53		XXXX	137,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-36-39		XXXX	54,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-40-61		XXXX	54,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-4-69		XXXX	31,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-32-37		XXXX	194	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-47-17		XXXX	54,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-51-14		XXXX	54,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-12-12		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-17-8		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-21-12		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-25-18		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-30-10		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-6-6		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-8-9		XXXX	94,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-28-56		XXXX	182,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-13609	7336-810-	XXXX	95,16	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-9805	7336-810-	XXXX	38,79	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-800155	752-90-	XXXX	1171	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-800194	752-90-	XXXX	390,33	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-10438	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-12426	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-14288	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-15145	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-15396	7336-810-	XXXX	77,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-15695	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-17024	7336-810-	XXXX	77,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-17565	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-24739	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-26045	7336-810-	XXXX	155,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-5601	7336-810-	XXXX	93,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-7157	7336-810-	XXXX	93,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-8947	7336-810-	XXXX	93,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-910		XXXX	144,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-100-899		XXXX	147,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-100-618		XXXX	126,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-130	7368-810-	XXXX	10,45	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-14108	70323-94-	XXXX	121	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-32-44		XXXX	355	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

1938

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIFS DE 2003 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2006	R-44-41		XXXX	355	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-45-33		XXXX	117	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-49-75		XXXX	355	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-50-22		XXXX	120	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-12074	7338-810-	XXXX	153,32	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-13732	7338-810-	XXXX	127,26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-14993	7338-810-	XXXX	212,04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-15775	7338-810-	XXXX	212,04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-14841	7067-251-	XXXX	25,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-5199	7336-94-	XXXX	142,65	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900030005449	5899--	XXXX	182,94	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-17111	7336-94-	XXXX	304,11	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-22241	7368-810-	XXXX	32,16	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-5270	7336-94-	XXXX	1440	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-6837	7336-94-	XXXX	1440	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-8573	7336-94-	XXXX	1440	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-9959	7336-94-	XXXX	1440	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-5036		XXXX	40,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-145	7336-94-	XXXX	1034,63	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-119	7336-94-	XXXX	542,46	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-4556	7338-810-	XXXX	69,93	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-21484	7368-810-	XXXX	119,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-396	7368-810-	XXXX	43,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-21302	7368-810-	XXXX	119,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-8094	7368-810-	XXXX	119,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-2805	70688-01-	XXXX	272	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-2807	70688-01-	XXXX	106	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	T-1045	70688-832-	XXXX	106	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	T-297	70688-832-	XXXX	106	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	T-3052	70688-832-	XXXX	91	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900010004760	5899--	XXXX	9,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16191	7336-94-	XXXX	104,66	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-12150	7336-94-	XXXX	64,25	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-7841	7368-810-	XXXX	12,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-5364	7336-94-	XXXX	294,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-19138	7368-810-	XXXX	401,94	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-22-15		XXXX	28,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-27-16		XXXX	30	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900130000627	5899--	XXXX	28,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900180000792	5899--	XXXX	28,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-24049	7336-810-	XXXX	254,72	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-22191	7368-810-	XXXX	9,45	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-3377	7336-810-	XXXX	38,85	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-21922	7368-810-	XXXX	9,45	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-3636	7336-810-	XXXX	39,65	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-22797	7368-810-	XXXX	7,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-22321	7368-810-	XXXX	7,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-9953	7338-810-	XXXX	38,1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-3816	7336-810-	XXXX	205,92	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2010	T-6030	7338-810-	XXXX	31,44	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16313	7336-94-	XXXX	67,31	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2010	T-21200	7368-810-	XXXX	30,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-18750	7368-810-	XXXX	30,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-3749	7338-810-	XXXX	34,58	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-6295	70688-832-	XXXX	106	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-100-1365		XXXX	29,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-626		XXXX	65,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-457		XXXX	38,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-4190	7336-810-	XXXX	186,03	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-11270	7336-810-	XXXX	113,26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13287	7336-810-	XXXX	148,5	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-15571	7336-810-	XXXX	165	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-6587	7336-810-	XXXX	274,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-6588	7336-810-	XXXX	274,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-97	7336-810-	XXXX	165	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-98	7336-810-	XXXX	165	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-3850		XXXX	29,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-100-3775		XXXX	29,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16101	7336-94-	XXXX	184,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-428		XXXX	36,5	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-100-428		XXXX	37,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2019	T-2717	7336-94-	XXXX	78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-49-18		XXXX	29,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

1939

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIFS DE 2003 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2005	T-900010004416	5899--	XXXX	61,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900010005035	5899--	XXXX	63,5	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-3701		XXXX	64,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2005	T-900010004157	5899--	XXXX	40,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-17833	7336-94-	XXXX	302,31	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	R-20-66		XXXX	56,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-4312		XXXX	67,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-72		XXXX	57	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-17484	7338-810-	XXXX	108,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-24673	7338-810-	XXXX	170,94	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-12329	7336-94-	XXXX	928,32	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-8219	7368-810-	XXXX	32,34	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-1290	7338-810-	XXXX	202,02	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-23023	7368-810-	XXXX	420,98	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-22653	7368-810-	XXXX	631,47	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-149	7336-94-	XXXX	54,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-4865	7336-94-	XXXX	709,8	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2009	T-14133	7368-810-	XXXX	18	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16050	7336-94-	XXXX	311,93	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2007	R-100-5639		XXXX	29,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2008	R-100-5544		XXXX	29,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-23179	7368-810-	XXXX	26,25	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-4091	7336-810-	XXXX	122,21	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-22782	7368-810-	XXXX	26,25	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-4231	7336-810-	XXXX	124,71	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-23354	7368-810-	XXXX	7,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-3278	7338-810-	XXXX	38,03	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2010	T-26620	7338-810-	XXXX	68,04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-19730	7368-810-	XXXX	13,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-19593	7368-810-	XXXX	13,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-8584	7338-810-	XXXX	70,86	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-19663	7368-810-	XXXX	17,85	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-2062	7336-810-	XXXX	72,26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-19604	7368-810-	XXXX	17,85	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-2481	7336-810-	XXXX	73,73	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-21654	7368-810-	XXXX	39,06	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-21446	7368-810-	XXXX	39,06	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-157	7336-94-	XXXX	279,66	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-163	7336-94-	XXXX	49,34	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-3559	7336-810-	XXXX	113,26	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-21097	7368-810-	XXXX	77,04	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-21085	7368-810-	XXXX	113,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-20935	7368-810-	XXXX	113,4	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-4240	7336-810-	XXXX	38,79	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-17104	7336-94-	XXXX	346,17	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-13436	70323-94-	XXXX	77,55	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-24315	70323-94-	XXXX	100	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-14803	70323-94-	XXXX	110	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2011	T-23637	70323-94-	XXXX	64,09	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2013	T-15891	7338-810-	XXXX	38,03	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-10068	7336-810-	XXXX	38,03	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-12226	7336-810-	XXXX	73,81	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-24733	7336-810-	XXXX	108,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-5049	7336-810-	XXXX	93,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-25233	7336-810-	XXXX	237,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-4711	7336-810-	XXXX	79,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-5280	7336-810-	XXXX	79,3	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-3329	7336-810-	XXXX	242,7	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-6741	7336-810-	XXXX	80,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-8677	7336-810-	XXXX	80,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2012	T-21955	7368-810-	XXXX	25,65	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-23-53		XXXX	160	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-27-85		XXXX	160	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-32-49		XXXX	160	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-37-56		XXXX	160	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	R-41-44		XXXX	160	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900190000888	5899--	XXXX	96	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-8024	7368-810-	XXXX	35,28	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2018	T-16940	7368-810-	XXXX	35,28	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-25846	7336-94-	XXXX	1402,69	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-164	7336-94-	XXXX	106,56	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-6841	7336-94-	XXXX	106,56	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-25844	7336-94-	XXXX	4510,08	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ

1940

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIFS DE 2003 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2006	T-1819	7336-01-	XXXX	359,91	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2010	T-21532	7368-810-	XXXX	1	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900010004587	5899--	XXXX	143,9	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-2416	7336-810-	XXXX	258,49	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2006	T-900010004616	5899--	XXXX	28,6	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16077	7336-94-	XXXX	780,22	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2014	T-22419	7368-810-	XXXX	26,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-22125	7368-810-	XXXX	26,24	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-3797	7336-810-	XXXX	161,2	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-16195	7336-94-	XXXX	56,79	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-13503	7336-94-	XXXX	57,91	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2017	T-22905	7336-94-	XXXX	316,01	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-16691	7336-810-	XXXX	237,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2015	T-24927	7336-810-	XXXX	237,78	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-1674	7336-810-	XXXX	242,46	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-1708	7336-810-	XXXX	242,46	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-3038	7336-810-	XXXX	242,46	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
2016	T-5125	7336-810-	XXXX	242,46	Clôture insuffisance actif sur RJ-LJ
			TOTAL	**70 504,37**	

Proposition d'admissions en non valeurs
arrêtée à la date du 12/11/2018
Exercice 2018
033017 TRES. BORDEAUX MUNICIPALE ET METROPOLE

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE DE 2012 A 2019					
Exercice pièce	Référence de la pièce	Imputation budgétaire de la pièce	Nom du redevable	Montant restant à recouvrer	Motif de la présentation
2016	T-13847	7067-251-	XXXX	97,15	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-8010	7067-251-	XXXX	78,76	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3603	7067-251-	XXXX	149,98	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-957	7067-251-	XXXX	85,42	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-16808	7067-251-	XXXX	86,40	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-4017	7067-251-	XXXX	50,57	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-2995	7067-251-	XXXX	86,40	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-5965	7067-255-	XXXX	85,60	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-8742	7067-251-	XXXX	88,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-13764	7067-251-	XXXX	101,43	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-17993	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21048	7067-251-	XXXX	114,66	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-24611	7067-251-	XXXX	136,71	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28346	7067-251-	XXXX	30,87	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-12477	7067-251-	XXXX	71,60	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-12081	7067-255-	XXXX	42,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-14716	7067-251-	XXXX	79,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-4876	7067-251-	XXXX	76,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-746	7067-251-	XXXX	87,71	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21067	7067-251-	XXXX	16,05	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-24639	7067-251-	XXXX	21,02	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7322	7067-251-	XXXX	15,13	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-2864	7067-251-	XXXX	10,96	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-8622	7067-251-	XXXX	401,31	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-12450	7067-251-	XXXX	170,40	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-7775	7067-251-	XXXX	115,12	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-16633	7067-251-	XXXX	81,60	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-20220	7067-251-	XXXX	67,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6511	7067-251-	XXXX	135,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-723	7067-251-	XXXX	125,60	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-9111	7067-251-	XXXX	84,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-4192	7067-251-	XXXX	76,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-833	7067-251-	XXXX	86,40	Surendettement et décision effacement de dette
2012	T-12051	7067-251-	XXXX	91,20	Surendettement et décision effacement de dette
2013	T-6566	7067-251-	XXXX	67,20	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-12968	7067-251-	XXXX	60,00	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-25045	7067-251-	XXXX	105,60	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-4497	7067-251-	XXXX	84,00	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-9387	7067-251-	XXXX	62,40	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-10392	7067-251-	XXXX	92,16	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-15658	7067-251-	XXXX	74,88	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-25297	758-321-	XXXX	75,00	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-5646	7067-251-	XXXX	96,00	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-7298	7067-251-	XXXX	74,88	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-1875	758-321-	XXXX	100,00	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-17231	7067-251-	XXXX	75,69	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-2070	7067-251-	XXXX	129,96	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-4891	7067-251-	XXXX	89,43	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-8116	7067-251-	XXXX	49,38	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-9356	7067-251-	XXXX	94,40	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-20450	7067-251-	XXXX	40,32	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1046	7067-251-	XXXX	54,72	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11000	7067-251-	XXXX	44,10	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14169	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18310	7067-251-	XXXX	39,69	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21433	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21433	7067-255-	XXXX	80,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25053	7067-251-	XXXX	88,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28534	7067-251-	XXXX	22,05	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-31646	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34036	7067-251-	XXXX	52,92	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37136	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-4395	7067-251-	XXXX	46,08	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7661	7067-251-	XXXX	48,96	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-10179	7067-251-	XXXX	43,20	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-3725	7067-251-	XXXX	43,20	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-6908	7067-251-	XXXX	25,92	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-932	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette

1942

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE DE 2012 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2018	T-11130	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1212	7067-251-	XXXX	39,31	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14346	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18436	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21599	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25222	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28610	7067-251-	XXXX	17,64	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-31738	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34158	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37252	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-4536	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7801	7067-251-	XXXX	61,74	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-1057	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-13404	7067-251-	XXXX	38,40	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-16591	7067-251-	XXXX	26,40	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-20135	7067-251-	XXXX	36,00	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-3858	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-7039	7067-251-	XXXX	30,87	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-10303	7067-251-	XXXX	132,48	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-15518	7067-251-	XXXX	148,80	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-25592	7067-251-	XXXX	98,40	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-2227	7067-251-	XXXX	82,50	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-3890	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-7264	7067-251-	XXXX	101,43	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-9404	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-26252	7066-64-	XXXX	9,13	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-26252	7067-251-	XXXX	37,74	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-5432	7066-64-	XXXX	73,84	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-5432	7067-251-	XXXX	24,21	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-8797	7066-64-	XXXX	87,72	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-8797	7067-251-	XXXX	11,22	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-13766	7067-251-	XXXX	75,51	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17139	7067-251-	XXXX	198,63	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-1851	7067-251-	XXXX	153,00	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-20685	7067-251-	XXXX	97,02	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3410	7067-251-	XXXX	158,76	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6582	7067-251-	XXXX	137,30	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11213	7067-251-	XXXX	36,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1294	7067-251-	XXXX	127,89	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14440	7067-251-	XXXX	79,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18506	7067-251-	XXXX	36,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21681	7067-251-	XXXX	62,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25325	7067-251-	XXXX	69,60	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28651	7067-251-	XXXX	16,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-31788	7067-251-	XXXX	72,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34223	7067-251-	XXXX	52,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37319	7067-251-	XXXX	76,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-4628	7067-251-	XXXX	105,84	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7872	7067-251-	XXXX	123,48	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-10390	7067-251-	XXXX	132,30	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-1116	7067-251-	XXXX	52,80	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-3939	7067-251-	XXXX	132,30	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-7132	7067-251-	XXXX	79,38	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14463	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18531	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21709	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25352	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7899	7067-251-	XXXX	18,08	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-3737	7066-64-	XXXX	75,24	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-9238	7066-64-	XXXX	103,60	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17168	7067-251-	XXXX	92,61	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-19405	758-321-	XXXX	350,00	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-20713	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3667	7067-251-	XXXX	106,58	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6817	7067-251-	XXXX	79,38	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11240	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1325	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14468	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18535	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21716	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25360	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28672	7067-251-	XXXX	17,64	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-4655	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette

1943

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE DE 2012 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2018	T-7906	7067-251-	XXXX	61,74	Surendettement et décision effacement de dette
2013	T-12673	7088-321-	XXXX	355,00	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-15005	7067-22-	XXXX	29,00	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-23952	7067-22-	XXXX	11,35	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-27048	7067-22-	XXXX	37,83	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-11119	7067-22-	XXXX	41,62	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-13417	7067-22-	XXXX	22,72	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-6323	7067-22-	XXXX	36,58	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-10670	7067-22-	XXXX	16,80	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-15771	7067-22-	XXXX	136,00	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-6921	7067-22-	XXXX	79,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17230	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-20767	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3219	7067-251-	XXXX	77,79	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6383	7067-251-	XXXX	127,89	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-8978	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11286	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14519	7067-251-	XXXX	79,38	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18578	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21767	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25414	7067-251-	XXXX	40,32	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-31839	7067-251-	XXXX	48,96	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34282	7067-251-	XXXX	34,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-3446	7588-321-	XXXX	75,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37382	7067-251-	XXXX	46,08	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-4705	7067-251-	XXXX	13,81	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7954	7067-251-	XXXX	61,74	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-1177	7067-251-	XXXX	31,68	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-4013	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17248	7067-251-	XXXX	64,50	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11304	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1410	7067-251-	XXXX	27,54	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14533	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18595	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21780	7067-251-	XXXX	52,92	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25429	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28713	7067-251-	XXXX	17,64	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7967	7067-251-	XXXX	27,54	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-16230	7067-251-	XXXX	53,22	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-11435	7067-251-	XXXX	77,28	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-16757	7067-251-	XXXX	114,24	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-25388	7067-251-	XXXX	77,28	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-4974	7067-251-	XXXX	124,32	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-8201	7067-251-	XXXX	77,28	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-16369	7067-251-	XXXX	104,16	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-7975	7067-251-	XXXX	121,36	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-4438	7066-64-	XXXX	80,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-5491	7066-64-	XXXX	56,00	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-5675	7066-64-	XXXX	36,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11404	7067-251-	XXXX	15,75	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14641	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1511	7067-251-	XXXX	16,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18672	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21890	7067-251-	XXXX	52,92	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25539	7067-251-	XXXX	61,74	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-31921	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34359	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-21950	7067-251-	XXXX	18,90	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-15912	7067-251-	XXXX	388,06	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-17078	758-321-	XXXX	190,00	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-5780	7067-251-	XXXX	102,31	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-7545	7067-251-	XXXX	158,76	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-9141	7067-251-	XXXX	119,07	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-14522	7067-251-	XXXX	17,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17599	7067-251-	XXXX	62,08	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11601	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-14862	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-18839	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-22099	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-25736	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-32040	7067-251-	XXXX	78,19	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34521	7067-251-	XXXX	44,66	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37640	7067-251-	XXXX	64,96	Surendettement et décision effacement de dette

1944

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE DE 2012 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2018	T-1727	7067-251-	XXXX	36,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5028	7067-251-	XXXX	31,20	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-1549	7067-251-	XXXX	22,50	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-2029	7066-64-	XXXX	9,72	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-2029	7067-251-	XXXX	74,98	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17854	7067-251-	XXXX	51,27	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-2814	7066-64-	XXXX	6,48	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-2814	7067-251-	XXXX	66,86	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5224	7067-251-	XXXX	17,55	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-13494	7067-251-	XXXX	78,94	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-4571	7067-251-	XXXX	78,30	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-7552	7067-255-	XXXX	22,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15111	7067-251-	XXXX	17,55	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28979	7067-251-	XXXX	16,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37819	7067-251-	XXXX	18,90	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5229	7067-251-	XXXX	17,55	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-17308	7067-251-	XXXX	18,00	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-7680	7067-251-	XXXX	15,30	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17862	7067-251-	XXXX	141,61	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-1945	7067-251-	XXXX	48,10	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-10136	7066-64-	XXXX	23,25	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15206	7067-251-	XXXX	82,98	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-19085	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-10063	7067-251-	XXXX	101,43	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-12921	758-321-	XXXX	40,00	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-15219	7067-251-	XXXX	83,61	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-17986	7067-251-	XXXX	22,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-21450	7067-251-	XXXX	20,95	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6632	7067-251-	XXXX	77,30	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-11895	7067-251-	XXXX	26,74	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15237	7067-251-	XXXX	49,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-22449	7067-251-	XXXX	30,87	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-29044	7067-251-	XXXX	16,11	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5347	7067-251-	XXXX	16,90	Surendettement et décision effacement de dette
2013	T-14959	7066-64-	XXXX	145,01	Surendettement et décision effacement de dette
2013	T-23505	7066-64-	XXXX	18,80	Surendettement et décision effacement de dette
2013	T-4895	7066-64-	XXXX	92,13	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-4257	7066-64-	XXXX	81,40	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-8823	7062-311-	XXXX	239,00	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-73-730002		XXXX	60,00	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-12663	7066-64-	XXXX	2,55	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-12663	70878-64-	XXXX	5,78	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-16067	7066-64-	XXXX	69,53	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-16067	7067-251-	XXXX	18,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-16067	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-19666	7066-64-	XXXX	74,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-19666	7067-251-	XXXX	15,60	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-2225	7067-251-	XXXX	92,61	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3924	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-7055	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-10336	7066-64-	XXXX	42,50	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-10336	7067-251-	XXXX	14,32	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-13389	7066-64-	XXXX	58,14	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-13389	7067-251-	XXXX	32,22	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-17723	7066-64-	XXXX	53,04	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-17723	7067-251-	XXXX	14,32	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-20704	7066-64-	XXXX	35,02	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-20704	7067-251-	XXXX	21,48	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-24251	7066-64-	XXXX	45,39	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-24251	7067-251-	XXXX	25,06	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28115	7066-64-	XXXX	54,06	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-28115	7067-251-	XXXX	7,16	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-319	7066-64-	XXXX	71,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-319	7067-251-	XXXX	19,50	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-32277	7067-251-	XXXX	51,91	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-34811	7067-251-	XXXX	39,38	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-37947	7067-251-	XXXX	57,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7012	7066-64-	XXXX	49,13	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-7012	7067-251-	XXXX	18,20	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-11123	7067-251-	XXXX	53,70	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-1720	7067-251-	XXXX	39,38	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-4656	7067-251-	XXXX	51,91	Surendettement et décision effacement de dette
2019	T-7822	7067-251-	XXXX	28,64	Surendettement et décision effacement de dette

1945

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE DE 2012 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2016	T-17321	7067-251-	XXXX	94,04	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-12747	7067-251-	XXXX	449,82	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-24954	7067-251-	XXXX	414,54	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-7101	7067-251-	XXXX	410,13	Surendettement et décision effacement de dette
2013	T-15049	7067-251-	XXXX	451,83	Surendettement et décision effacement de dette
2014	T-4346	7067-251-	XXXX	410,13	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-13970	7067-251-	XXXX	74,88	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-10617	7067-255-	XXXX	161,52	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-15263	7067-251-	XXXX	48,51	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3911	7067-251-	XXXX	116,26	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-2572	7067-251-	XXXX	129,28	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-4509	7067-251-	XXXX	94,50	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-18270	7067-251-	XXXX	32,85	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3355	7067-251-	XXXX	109,35	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6533	7067-251-	XXXX	176,40	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-737	7067-251-	XXXX	27,96	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-9123	7067-251-	XXXX	145,53	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-12106	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15490	7067-251-	XXXX	149,94	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-19308	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-22708	7067-251-	XXXX	105,84	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-2308	7067-251-	XXXX	22,50	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-26368	7067-251-	XXXX	141,12	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-29167	7067-251-	XXXX	30,87	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-8775	7067-251-	XXXX	24,30	Surendettement et décision effacement de dette
2015	T-5645	7067-251-	XXXX	56,47	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-13556	7067-251-	XXXX	73,80	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-2305	7067-251-	XXXX	76,05	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-1555	7067-251-	XXXX	87,51	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-18277	7067-251-	XXXX	118,14	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-21745	7067-251-	XXXX	35,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-4653	7067-251-	XXXX	103,82	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-2315	7067-251-	XXXX	51,91	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-32416	7067-251-	XXXX	23,27	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5598	7067-251-	XXXX	46,54	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-8782	7067-251-	XXXX	21,48	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-5927	7067-251-	XXXX	126,72	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-9388	7067-251-	XXXX	76,71	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-18368	7067-251-	XXXX	41,18	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15572	7067-251-	XXXX	17,10	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-26457	7067-251-	XXXX	16,65	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5669	7067-251-	XXXX	18,00	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-1687	7067-251-	XXXX	123,48	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3193	7067-251-	XXXX	176,40	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-4770	7067-251-	XXXX	88,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-586	7067-251-	XXXX	165,39	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6355	7067-251-	XXXX	122,58	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-8961	7067-251-	XXXX	134,19	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-18605	7067-251-	XXXX	94,05	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-22046	7067-251-	XXXX	52,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-16516	7067-255-	XXXX	22,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-2612	7067-251-	XXXX	72,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-5914	7067-251-	XXXX	62,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15835	7067-251-	XXXX	23,40	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-23058	7067-251-	XXXX	24,30	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-26727	7067-251-	XXXX	17,10	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-9071	7067-251-	XXXX	64,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-12438	7067-251-	XXXX	41,58	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-15894	7067-251-	XXXX	61,74	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-23104	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3105-1144		XXXX	151,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3106-1113		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3107-1049		XXXX	151,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3108-966		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3109-938		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-31101-962		XXXX	151,80	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3111-990		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2017	R-3112-986		XXXX	151,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3009-810		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3010-828		XXXX	156,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3011-884		XXXX	161,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-30121-1143		XXXX	156,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3101-1024		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette

1946

10000 - Budget Principal VILLE DE BORDEAUX
Numéro de la liste 3410300512

SURENDETTEMENT ET DECISION EFFACEMENT DE DETTE DE 2012 A 2019					
Exercice pièce	**Référence de la pièce**	**Imputation budgétaire de la pièce**	**Nom du redevable**	**Montant restant à recouvrer**	**Motif de la présentation**
2018	R-3102-964		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3103-938		XXXX	141,68	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3104-920		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3105-896		XXXX	151,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3106-906		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3107-905		XXXX	151,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	R-3108-856		XXXX	156,86	Surendettement et décision effacement de dette
2019	R-31031-792		XXXX	145,60	Surendettement et décision effacement de dette
2019	R-3104-786		XXXX	161,20	Surendettement et décision effacement de dette
2019	R-3105-777		XXXX	156,00	Surendettement et décision effacement de dette
2019	R-3106-783		XXXX	161,20	Surendettement et décision effacement de dette
2019	R-3107-769		XXXX	66,14	Surendettement et décision effacement de dette
2019	R-3108-723		XXXX	68,35	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-500718	70688-61-	XXXX	693,22	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-13593	7067-251-	XXXX	146,96	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-16847	7067-251-	XXXX	149,94	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-4143	7067-251-	XXXX	134,99	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-7463	7067-251-	XXXX	149,94	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-9610	7067-251-	XXXX	79,38	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-1588	7067-251-	XXXX	70,56	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-4688	7067-251-	XXXX	132,30	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-484	7067-251-	XXXX	105,84	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6237	7067-251-	XXXX	114,66	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-10134	7067-251-	XXXX	54,21	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-12609	7067-251-	XXXX	88,20	Surendettement et décision effacement de dette
2016	T-15262	7067-251-	XXXX	97,02	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-18928	7067-251-	XXXX	149,94	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-22345	7067-251-	XXXX	52,92	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-3528	7067-251-	XXXX	110,25	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6700	7067-251-	XXXX	74,97	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-884	7067-251-	XXXX	127,89	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-12645	7067-251-	XXXX	35,28	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-16124	7067-251-	XXXX	79,38	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-19796	7067-251-	XXXX	30,69	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-23321	7067-251-	XXXX	37,44	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-27009	7067-251-	XXXX	43,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-2890	7067-251-	XXXX	66,15	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-6209	7067-251-	XXXX	57,33	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-9308	7067-251-	XXXX	61,74	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-16282	7067-251-	XXXX	15,30	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-29590	7067-251-	XXXX	16,20	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6006	7066-64-	XXXX	41,33	Surendettement et décision effacement de dette
2017	T-6006	7067-251-	XXXX	3,13	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-12793	7067-251-	XXXX	58,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-16297	7067-251-	XXXX	126,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-19921	7067-251-	XXXX	58,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-23497	7067-251-	XXXX	103,20	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-27189	7067-251-	XXXX	124,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-29598	7067-251-	XXXX	24,00	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-3064	7067-251-	XXXX	15,82	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-32925	7067-251-	XXXX	94,80	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-6367	7067-251-	XXXX	17,85	Surendettement et décision effacement de dette
2018	T-3173	7067-251-	XXXX	32,50	Surendettement et décision effacement de dette
			TOTAL	**33 211,43**	

Délégation permanente du Conseil Municipal à Mr le Maire

D-2019/519
Délégation permanente du Conseil Municipal à Monsieur Le Maire. Compte rendu de Monsieur le Maire des opérations de gestion locative. Décisions prises entre le 1er janvier 2019 et le 30 juin 2019.

Monsieur Nicolas FLORIAN, Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Nous vous informons des décisions prises entre le 1er janvier 2019 et le 30 juin 2019 en application des articles L2122-22 et 23 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Conseil Municipal n° 2019-42 du 7 mars 2019.

Conventions de mise à disposition consenties par la Ville de Bordeaux		
OBJET	**DATE**	**OBSERVATIONS**
Local situé 2 rue Sicard, convention précaire et révocable au profit de l'association Parrainage 33.	08/01/2019	Emprise : 20 m² Objet : bureaux associatifs Fluides : 200 euros par an Redevance : 240 euros par an Durée : 3 ans à compter du 13 février 2018
Locaux situés 79 rue Bourbon, convention précaire et révocable au profit de l'association Nos rêves Productions (NR PROD).	09/01/2019	Emprise : 75 m² Objet : bureaux associatifs Fluides : 600 euros par an Redevance : 450 euros par an Durée : 2 mois à compter du 9 janvier 2019 au 8 mars 2019
Local situé 2 rue Sicard, convention précaire et révocable au profit de l'association Enfance et Famille d'Adoption.	09/01/2019	Emprise : 29 m² Objet : bureaux associatifs Fluides : 290 euros par an Redevance : 348 euros par an Durée : 3 ans à compter du 3 décembre 2016 jusqu'au 2 décembre 2019
Local situé 2 rue Sicard, convention précaire et révocable au profit de l'association Amitiés Généalogiques Bordelaises.	10/01/2019	Emprise : 74 m² Objet : bureaux associatifs Fluides : 740 euros par an Redevance : 888 euros par an Durée : 3 ans à compter du 29 août 2017 jusqu'au 28 août 2020
Avenant n°3 à la convention de mise à disposition de divers locaux entre la Ville de Bordeaux et l'Association Petite Enfance, Enfance et Famille.	13/01/2019	Emprise : 1 009 m² Objet : structure d'accueil de jeunes enfants Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 1 euro par an Durée : prolongation de la durée d'occupation, du site situé 5 rue du Noviciat, jusqu'au 1er février 2019
Autorisation d'occupation temporaire simple du domaine public au profit de la société TOTAL MARKETING FRANCE d'un terrain situé quai de la Souys.	17/01/2019	Emprise : terrain de 150 m² Redevance : 100,30 euros TTC par an Fluides : sans objet Durée : 1 an à compter du 1er janvier 2019

Locaux situés rue du Docteur Albert Schweitzer, convention précaire et révocable au profit de l'Association des Musulmans de Bordeaux Nord.	21/01/2019	Emprise : 450 m² Objet : locaux associatifs Fluides : 1 500 euros par an Redevance : 1 000 euros par mois Durée : du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020
Locaux situés 2 zone d'activités de Brazza, avenant n°1 à la convention précaire et révocable au profit de la société SCM PPHB.	21/01/2019	Emprise : 806 m² Objet : terrain Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 15 867,84 euros TTC par an Durée : du 1er janvier 2019 jusqu'au 30 avril 2021
Convention d'occupation du domaine public entre la Ville de Bordeaux et la SARL La Table de la Cantine, pour l'exploitation d'un espace de restauration situé 20 place de l'Eglise Saint Augustin à Bordeaux.	28/01/2019	Emprise : 64 m² Objet : local et cave Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : part fixe 6500 euros HT par an et part variable 5% du CA Durée : 6 ans
Convention d'occupation de locaux situés Hangar G2, quai Armand Lalande, au profit de la société IDMOG.	29/01/2019	Emprise : 335 m² Objet : espace de bureau Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 8 036.65 euros HT par trimestre Durée : 24 mois à compter du 29 janvier 2019
Local situé dans l'enceinte du bâtiment K3 10 quai de Brazza, convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'association des Scouts et Guides de France.	08/02/2019	Emprise : une alvéole située dans le hangar dénommé Pargade d'une superficie de 468 m² dont 82 m² de bureaux Objet : entreposage de bateaux Fluides : prise en charge par l'occupant Redevance : 3 000€ par an Durée : 1 an à compter du 1er février 2018 soit jusqu'au 31 janvier 2019
Locaux situés 29 rue des Sablières, convention de mise à disposition au profit du Centre Communal et d'Action Social (CCAS) de Bordeaux.	13/02/2019	Emprise : un logement situé dans l'immeuble du 29 rue des Sablières d'une superficie de 58 m² Objet : logement d'urgence Fluides : prise en charge par l'occupant Redevance : gratuite Durée : 6 mois à compter de la date de signature le 13 février 2019
Locaux situés dans l'enceinte du complexe sportif Adolphe Buscaillet, convention précaire et révocable au profit de l'association A.S Bacalan.	18/03/2019	Emprise : 24 m² Objet : bureaux Fluides : forfait de 240 euros par an Redevance : 288 euros par an Durée : du 1er mars 2019 au 31 décembre 2019
Avenue de Labarde, piste d'accélération de moto. Avenant n°1 à la convention précaire et révocable au profit de la société Ford Aquitaine Industries.	19/03/2019	Objet : prolongation de 6 mois Fluides : sans objet Redevance : 21€ par heure Durée : 6 mois du 1er février au 31 juillet 2019
Locaux situés 10 rue O'Reilly, convention précaire et révocable au profit de l'association AQUITEC.	27/03/2019	Emprise : 104 m² Objet : bureaux Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 6 872 euros par an Durée : 3 ans à compter du 1er juin 2018

Locaux situés 2 rue Sicard, convention précaire et révocable au profit de l'association FORCE FEMMES.	27/03/2019	Emprise : 40 m² Objet : bureaux Fluides : 400 euros par an Redevance : 480 euros par an Durée : 3 ans du 20 mai 2018 au 19 mai 2021
Locaux situés 11-13 rue Fernand Philippart – 9 rue des Capérans, avenant n°2 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'association FAB.	28/03/2019	Emprise : 27 m² Objet : prolongation de la convention Fluides : 165 euros par an Redevance : 1 025,24 euros par an Durée : du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2020
Locaux situés rue Fernand Cazeres sis à la Pergola, convention précaire et révocable au profit de l'association « Music's cool ».	29/03/2019	Emprise : 83 m² Objet : enseignement de la musique Fluides : forfait de 830 euros par an Redevance : 2 988 euros par an Durée : du 15 août 2018 au 30 juin 2020
Autorisation d'occupation temporaire simple du domaine public d'un entrepôt et d'un parking situés quai de Brazza à Bordeaux au profit de la société Montané.	05/04/2019	Emprise : 6864 m² Objet : stockage Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 9 169,06 euros TTC par an Durée : du 1er janvier au 31 décembre 2019
Autorisation d'occupation temporaire simple du domaine public d'un terrain situé quai de Brazza à Bordeaux au profit de la société BMSO Point P.	05/04/2019	Emprise : 8118 m² Objet : stockage et négoce de matériaux de construction Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 66 834,30 euros TTC par an Durée :1 an à compter du 1er janvier
Autorisation d'occupation temporaire simple du domaine public d'un terrain situé quai Deschamps à Bordeaux au profit du service Départemental d'Incendie et de Secours de la Gironde (SDIS).	05/04/2019	Emprise : 159 m² Objet : installation d'un bungalow modulaire pour la base de vie de la section nautique Fluides : sans objet Redevance : 1 141,60 euros TTC par an Durée : 1 an à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019
Locaux situés 11-13 rue Fernand Philippart angle 9 rue des Capérans. Convention précaire et révocable au profit de l'association Le Club de La Presse de Bordeaux.	08/04/2019	Emprise : 209 m² Objet : bureaux Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : gratuite compte tenu de l'intérêt des missions suivies par l'occupant dans le domaine journalistique bordelais Durée : 1er février 2016 au 31 décembre 2020
Locaux situés rue Fernand Cazeres sis à la Pergola. Convention précaire et révocable au profit de l'association « Présence ».	11/04/2019	Emprise : 45 m²+246 m² stockage Objet : local de répétition, bureau et local office Fluides : forfait 450 euros par an Redevance : 1620 euros par an Durée : du 1er juillet 2018 au 30 juin 2020
Locaux situés au sein de l'espace associatif du Cloître. Convention précaire et révocable entre la Ville de Bordeaux et l'association l'Amicale Wanted.	17/04/2019	Emprise : 36.75 m² Objet : activité de renforcement de lien social entre les individus au moyen de plateformes digitales Fluides : à la charge de l'occupant

		Redevance : 120 euros par mois Durée : du 5 avril 2019 au 31 août 2019
Locaux situés rue Fernand Cazeres sis à la Pergola. Convention précaire et révocable au profit de l'association « WA TID SAOU ALLONS DANSER »	29/04/2019	Emprise : un local situé dans l'enceinte de la Pergola d'une superficie de 17m² Objet : activités culturelles Fluides : forfait 170 euros par an Redevance : 612 euros par an Durée : du 1er juillet 2018 au 30 juin 2020
Convention de mise à disposition du site la flèche Saint Michel au profit de l'association Orangeade.	03/05/2019	Emprise : premier balcon de la flèche Saint Michel Objet : opération de lâcher de ballons dans le cadre de l'organisation des 5 ans de l'association Fluides : sans objet Redevance : à titre gratuit en raison de l'intérêt culturel que représente le projet pour la Ville notamment pour la mise en valeur de son patrimoine Durée : le 3 mai 2019 de 14h à minuit
Locaux situés 18 cours Barbey. Avenant n°1 à la convention entre la Ville de Bordeaux et l'association Parallèles Attitudes Diffusion (PAD).	10/05/2019	Emprise : théâtre Barbey et salle multimédia dans l'ancienne auberge de jeunesse soit 3 178,90 m² Objet : extensions des activités propres à la salle de spectacle et aux studios dans les locaux de la mission locale Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : à titre gratuit jusqu'à ce que la Rock School récupère les locaux occupés par l'ACAQB Durée : à compter de la signature de l'avenant jusqu'au 20 octobre 2020
Ancienne annexe du lycée Condorcet rue du Docteur Albert Schweitzer à Bordeaux. Avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire, au profit de Bibliotheca.	13/05/2019	Emprise : 207 m² Objet : espace de travail à destination de groupements d'artistes Fluides : forfait de 750 euros pour le temps d'occupation Redevance : à titre gratuit compte tenu de l'impact culturel sur l'animation du quartier Durée : du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019
Association « Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles en Gironde ». Convention de mise à disposition de locaux situés 99 rue Goya à Bordeaux.	20/05/2019	Emprise : 197 m² Objet : bureaux associatifs Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : à titre gratuit jusqu'à leur emménagement au 1er février 2020 puis 7 092 euros par an Durée : à compter de la signature jusqu'au 31 janvier 2023
Locaux situés 79 rue Bourbon. Avenant n°1 à la convention précaire et révocable au profit de l'association Mundart.	23/05/2019	Emprise : 36 m² Objet : bureaux Fluides : forfait 600 euros par an Redevance : 1 296 euros par an Durée : prolongation du 8 mars 2019 jusqu'au 30 juin 2020
Local situé 49 bis rue Carpenteyre. Avenant n°1 à la convention de mise à disposition entre la Ville de	27/05/2019	Emprise : 35 m² Objet : prolongation de la durée et accueil d'une compagnie théâtrale

Bordeaux et l'association « Compagnie Théâtrale L'Œil et la Lucarne ».		supplémentaire dans le local adjacent au théâtre Fluides : à la charge de l'occupant sur la base d'un forfait de 450€ pour la durée de l'occupation Redevance : 1 260€ pour la durée d'occupation Durée : prolongation du 8 octobre 2018 jusqu'au 31 août 2019
Local situé 49 rue Carpenteyre. Avenant n°2 à la convention de mise à disposition entre la Ville de Bordeaux et l'association « Compagnie Théâtrale L'Œil et la Lucarne ».	27/05/2019	Objet : locaux du théâtre Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 7 500 euros HT/an Durée : prolongation du 8 octobre 2018 jusqu'au 31 août 2019
Avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire au profit de MC2A.	27/05/2019	Emprise : 744 m² Objet : espace de travail à destination de groupements d'artistes agissant dans le domaine des arts plastiques et visuels Fluides : forfait de 750 euros pour le temps d'occupation Redevance : à titre gratuit compte tenu de l'impact culturel sur l'animation du quartier Durée : prolongation du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019
Locaux situés 79 rue Bourbon, avenant n°1 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'artiste Monsieur A.	27/05/2019	Emprise : appartement de 80 m², espaces communs du rez-de-chaussée d'une superficie de 170 m² Objet : lieu de travail de création Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 1 869,40 euros par an Durée : prolongation du 9 mars 2019 jusqu'au 30 juin 2020
Locaux situés 79 rue Bourbon, avenant n°4 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'association « C dans la boite ».	28/05/2019	Emprise : 73 m² Objet : bureaux Fluides : à la charge de l'occupant sur la base d'un forfait annuel de 600€ Redevance : 1 800 euros par an Durée : prolongation du 8 mars 2019 jusqu'au 30 juin 2020
Locaux situés 37 allée Jean Giono, avenant n°2 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'association Interlude.	04/06/2019	Emprise : 437 m² Objet : gestion et animation d'une ludothèque Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 1 euro par an Durée : prolongation du 31 décembre 2018 jusqu'au 31 décembre 2019
Locaux situés cours du Québec, avenant n°1 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'association Interlude.	04/06/2019	Emprise : 329,10 m² en espace privatif, 465 m^2 en espace mutualisé Objet : gestion et animation d'une ludothèque Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 1 euro par an Durée : prolongation du 10 janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2019
Locaux situés 15 rue du Professeur Demons. Convention de mise à disposition au profit de l'association « Regard 9 ».	05/06/2019	Emprise : 111 m² Objet : promotion et valorisation de la bande dessinée Fluides : forfait de 1 110 euros par an Redevance : 2 538 euros par an

		Durée : 3 ans à compter du 1er janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2019
Locaux situés dans l'enceinte du groupe scolaire Paul Bert, 58 avenue des Ayres. Avenant n°2 à la convention de mise à disposition au profit de l'association ALEMA.	05/06/2019	Emprise : 150 m2 Objet : structure d'accueil petite enfance Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 19 833 euros par an Durée : prolongation de 1 an à compter du 1er août 2019 jusqu'au 31 juillet 2020
Convention d'usage temporaire à titre précaire et révocable d'un logement situé 10 avenue de Bel Air au profit de Monsieur B.	05/06/2019	Emprise : 87 m² Objet : logement d'habitation du garde du corps de l'ancien Premier Ministre Fluides : forfait de 870 euros par an Redevance : 700 euros par mois Durée : du 7 mars 2019 au 30 mars 2020
Avenant n°1 à la convention précaire et révocable au profit du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) moto-écoles de Labarde.	12/06/2019	Objet : piste d'accélération pour accueillir les écoles de conduite Fluides : sans objet Redevance : 18 144€/an Durée : prolongation de 6 mois à compter du 1er avril 2019 jusqu'au 30 septembre 2019
Convention de mise à disposition à la société « Les Petits Chaperons Rouges » d'une emprise située boulevard Jacques Chaban Delmas.	17/06/2019	Emprise : 188 m² Objet : jardin d'éveil et terrasse bébés de la crèche Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : 4 096 euros par an Durée : 3 ans à compter du 1er février 2019
Locaux situés 79 rue Bourbon avenant n°2 à la convention d'occupation précaire et révocable au profit de l'association « Daddy Love Films ».	17/06/2019	Emprise : 12 m² Objet : bureau Fluides : forfait de 50 euros par mois Redevance : 90 euros par mois Durée : prolongation du 9 mars 2019 jusqu'au 30 juin 2020
Locaux situés 50 rue Albert Thomas. Convention précaire et révocable au profit de l'Association Pour l'Accueil des Femmes en Difficultés (APAFED)	18/06/2019	Emprise : 51 m² Objet : logement d'urgence Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : à titre gratuit compte tenu de l'intérêt social de cette occupation Charges : charges de copropriété de 1 178 euros par an Durée : de la signature des présentes jusqu'au 31 décembre 2020
Locaux situés 79 rue Bourbon. Avenant n°2 à la convention d'occupation précaire et révocable de l'association « Kloudbox ».	18/06/2019	Emprise : 105 m² Objet : promouvoir l'action de vidéastes et de photographe par la production d'œuvres audiovisuelles et cinématographiques Fluides : forfait de 600 euros par an Redevance : 3 195 euros pour le temps d'occupation Durée : du 9 mars 2019 jusqu'au 30 juin 2020
Local situé rue de Suzon à Talence, avenant n°1 à la convention précaire et révocable au profit de l'association Union Bordeaux Métropole (UBM).	22/05/2019 et 19/06/2019	Emprise : 222 m² Objet : réunions, assemblées Fluides : à la charge de l'occupant

		Redevance : gratuite Durée : prolongation de 18 mois du 8 juin 2019 jusqu'au 31 décembre 2020
Avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public, entre la Ville de Bordeaux et la SARL La Table de la Cantine, pour l'exploitation d'un espace de restauration situé 20 place de l'Eglise Saint Augustin à Bordeaux.	20/06/2019	Emprise : 64 m² Objet : local et cave Fluides : à la charge de l'occupant Redevance : part fixe 6500 euros HT par an et part variable 5% du CA à compter du 1er mai 2019 Durée : début d'exploitation au 1er mai 2019

Locations consenties à la Ville de Bordeaux		
OBJET	**DATE**	**OBSERVATIONS**
Avenant n°1 au contrat de bail du local 9 situé au sein du Centre Commercial du Grand Parc, 36 rue Louis Gendreau à Bordeaux.	28/01/2019	Objet : maison du projet du Grand Parc Emprise : 117,74 m² Loyer : 6 850 euros par an Charges : provisions de 840 euros par an Fluides : à la charge de l'occupant Durée : prolongation jusqu'au 30 juin 2020
Convention d'utilisation temporaire des accès et parking du site de l'école supérieure du professorat et de l'éducation de Gironde – Bordeaux Caudéran au profit de la Ville de Bordeaux.	11/03/2019	Objet : mise à disposition de parking et accès pour le bon déroulement des opérations électorales Fluides : sans objet Redevance : gratuite Durée : 5 ans à partir du 11 mars 2019
Immeuble situé 89 rue Fondaudège à Bordeaux, bail entre Monsieur Z et la Ville de Bordeaux.	20/03/2019 et 01/04/2019	Objet : annexe de la mairie de quartier Fondaudège Jardin Public Emprise : 67 m² Loyer : 10 726.09 euros par an Charges : remboursement de la taxe foncière Fluides : à la charge de l'occupant Durée : 3 ans à compter du 1er février 2019
Contrat d'abonnement au sein du parking de la Victoire à Bordeaux.	08/04/2019	Objet : deux places de stationnement pour la mairie de quartier Bordeaux Sud Emprise : 67 m² Loyer : 1 245,96 euros par an Fluides : à la charge de l'occupant Durée : 1 an
Convention de mise à disposition d'un local situé au sein du Centre Commercial de la Benauge rue Alexander Fleming à Bordeaux, entre la société Coligny et la Ville de Bordeaux.	19/04/2019	Objet : bibliothèque municipale de la Benauge Emprise : 634 m² Loyer : 55 095,52 euros par an Charges : provisions de 16 400 euros par an Fluides : à la charge de l'occupant Durée : 3 ans à compter du 1er janvier 2019

Convention de location de locaux situés rue des Argentiers à Bordeaux entre Aquitanis et la Ville de Bordeaux.	19/06/2019	Objet : locaux abritant la micro crèche Argentiers Emprise : 117 m² Loyer : 8 310,29 euros par semestre Charges : provisions de 287,92 euros par an Fluides : à la charge de l'occupant Durée : 5 ans à compter du 1er février 2019

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

M. le MAIRE

Voilà, tout est dans le dossier.

Madame JAMET.

MME JAMET

C'est cela, je vais verser aussi.

Contribution communiquée par Madame JAMET

«Monsieur le Maire, mes cher.e.s collègues,

Nous sommes un peu surpris de voir la société Total bénéficier d'un tarif si avantageux pour l'emprise permettant l'accès à la station-service depuis le quai de la Souys. Je parle là de 100€ de frais de dossier par an pour une société qui a réalisé un chiffre d'affaires de 209,4 milliards de chiffre d'affaires en 2018.

Ne peut-on pas réévaluer ce tarif même si nous l'avons hérité de la reprise par la Ville de Bordeaux de la gestion des espaces sur le domaine public fluvial par le grand Port maritime de Bordeaux.

Cela paraît un peu surréaliste si on le compare à ce que d'autres acteurs, au rôle bien plus bénéfique à la ville et au casier judiciaire vierge, doivent payer en termes de loyer. Je pense notamment aux acteurs de l'ESS. Je vous remercie »

M. le MAIRE

Merci pour cette longue séance. Et je vous donne rendez-vous dans quelques semaines pour le vote du Budget. Bonne soirée.

La séance est levée à 20 heures 39